

# Document

## Articles de presse de 2010

### Table des matières

<u>Social et politique</u>	<u>01.10</u>	<u>02.10</u>	<u>03.10</u>	<u>04.10</u>	<u>05.10</u>	<u>06.10</u>	<u>07.10</u>
<u>Syndical</u>	<u>01.10</u>	<u>02.10</u>	<u>03.10</u>	<u>04.10</u>	<u>05.10</u>	<u>06.10</u>	<u>07.10</u>
<u>International</u>	<u>01.10</u>	<u>02.10</u>	<u>03.10</u>	<u>04.10</u>	<u>05.10</u>	<u>06.10</u>	<u>07.10</u>
<u>Tous les articles</u>	<u>08.10</u>	<u>09.10</u>	<u>10.10</u>	<u>11.10</u>	<u>12.10</u>		

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos sociales et politiques.

- Capitalisme: les illusions de Sarkozy . (31.01)
- Des milliers d'enseignants dans les rues de Paris. (31.01)
- L'UMP entérine laborieusement ses listes pour les régionales. (31.01)
- Affaire Clearstream : appel du parquet, Villepin accuse Sarkozy. (30.01)
- Retraites : il faut "ajuster les paramètres" du système par répartition, selon François Fillon
- Plus de 1,7 million de foyers ont touché le RSA en novembre. (29.01)
- Un changement du système des retraites est peu probable. (29.01)
- Déficit public: Sarkozy veut un "*diagnostic partagé*" d'ici avril. (29.01)
- L'UMP change brutalement de stratégie pour les élections régionales. (29.01)
- Mélenchon se répand dans un blog du *Monde*. (29.01)
- A Davos, Sarkozy ne capitalise pas. (28.01)
- Cohn-Bendit propose un marché au PS pour 2012. (28.01)
- L'émission de télé-réalité qui n'a pas servi Nicolas Sarkozy. (27.01)
- Retraites : pas d'embellie automatique avec une réforme systémique. (26.01)
- Sarkozy promet de préserver les retraites par répartition. (26.01)
- Total : bénéfiques en 2009 = 8 milliards d'euros = + de 750 licenciements à Dunkerque. (26.01)
- Thibault s'en remet à la "*méthode*" de Sarkozy... pour liquider notre système de retraite ! (26.01)
- Olivier Besancenot : "*L'argent de nos impôts ne finance pas les services publics, mais quelques banques*". (26.01)
- Haro sur nos retraites : Proglio va empocher 13,1 millions d'euros ! (23.01)
- Le consensus UMP-PS contre nos retraites. Deuxième partie. (22.01)
- Journée d'action en demi-teinte dans la Fonction publique. (22.01)
- Lutte ouvrière, dernier parti révolutionnaire ? (21.01)
- NPA : la stratégie de Besancenot dénoncée en interne. (21.01)
- Loire: quatre dirigeants d'Akers (métallurgie) retenus par des salariés. (21.01)
- Le consensus UMP-PS contre nos retraites. (19.01)
- Les seniors, une cible de choix pour les entreprises. (17.01)
- Le Modem fait alliance avec Ségolène Royal en Charente-Maritime. (17.01)
- Sarkozy à table avec des intellos. (14.01)
- Le temps de travail baisse constamment depuis 1950 en France. (14.01)
- Le parquet requiert en appel les mêmes peines contre les "Conti". (14.01)
- Mort de Daniel Bensaïd, figure du trotskysme français. (13.01)
- François Fillon et Nicolas Sarkozy, "La carpe et le lapin". (13.01)
- L'hôpital public supprime des emplois... depuis 2008. (13.01)
- "*Pour les soins courants, il y a déjà privatisation de la protection sociale*". (13.01)
- Sarkozy veut accélérer la réforme de l'hôpital et de la médecine. (13.01)
- Un préfet interdit à une entreprise qui a licencié de recruter à l'étranger. (13.01)
- Il faudra travailler plus pour assurer les retraites, dit Darcos. (13.01)
- Sondage: une majorité de Français inquiets quant à la garantie de toucher une retraite satisfaisante. (11.01)
- Caterpillar, les licenciés en plan. (07.01)
- Les salariés de l'usine Hymer brûlent des éléments des caravanes qu'ils fabriquent. (05.01)

## **Les salariés de l'usine Hymer brûlent des éléments des caravanes qu'ils fabriquent. (05.01)**

**LeMonde.fr - 04.01**

Les salariés de l'usine de caravanes et camping-cars Hymer France à Cernay, dans le Haut-Rhin, ont brûlé lundi 4 janvier les éléments intérieurs de plusieurs véhicules. Ils entendent ainsi protester contre le 'silence total' de leur direction allemande, à deux semaines de la fin du redressement judiciaire de leur entreprise.

La plupart des 190 salariés ont assisté à l'incendie des sièges, meubles et autres composants de six véhicules préalablement démontés, qui a provoqué un important panache de fumée autour du site.

Le personnel occupe l'usine depuis la mise en redressement judiciaire le 25 novembre. Ils avaient déjà manifesté en décembre pour faire pression sur la direction afin qu'elle s'asseye à une table de discussion. Les salariés de Hymer ont durci leurs actions après 'quarante jours de silence total' des actionnaires. Selon Antoine Dugo, porte-parole de la CFDT, ces derniers pourraient organiser la liquidation pour le 20 janvier, à l'échéance de la période de redressement.

Les salariés prévoient d'incendier une caravane entière mercredi après-midi 'si rien ne bouge', a poursuivi M. Dugo. 'Nous ne faisons pas cela de gaieté de coeur, mais il ne nous reste guère de moyens pour nous faire entendre. On a l'impression que tout est fait pour pourrir la situation. Nous n'avons aucune nouvelle de la maison-mère et aucun nouveau rendez-vous de fixé avec l'administrateur judiciaire', a-t-il expliqué.

---

## **Caterpillar, les licenciés en plan. (07.01)**

**Libération.fr - 05.01**

Le processus de reclassement des ouvriers congédiés en mai dernier par le leader mondial des engins de chantier s'achève ce mois-ci. La majorité des 600 salariés mis à pied cherchent toujours un emploi.

Le 11 mai, après quatre mois d'un conflit qui fut l'un des plus durs et des plus emblématiques de la crise traversée cette année par l'industrie française, le plan social de la branche hexagonale de Caterpillar, leader mondial de la construction d'engins de chantier, est validé par trois syndicats. Il prévoit 600 suppressions de postes sur les 2 500 que comptent alors les deux usines iséroises du groupe américain : 120 salariés en CDI signent un départ volontaire, et 480 apprennent leur licenciement par un recommandé, le 12 juin. Une surprise totale pour la plupart, la direction étant restée opaque sur le choix des congédiés. Jusqu'à ce jour, les syndicats n'ont pu avoir ni la liste des noms ni les barèmes de notation utilisés pour la constituer...

Plus de six mois ont passé depuis que le couperet est tombé. Pour Caterpillar, les signes de reprise se précisent. Le groupe a certes enregistré une chute des ventes en 2009, contrastant avec un chiffre d'affaires record et plus de 3,5 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros) de bénéfice net en 2008. Mais après avoir licencié 22 000 salariés en 2009, soit 16% de ses effectifs mondiaux, Caterpillar a vu le cours de son action passer de 30 à 40 dollars cet été jusqu'à près de 60 dollars cet hiver. Il y a eu et il y aura des dividendes versés pour 2009, au moins autant qu'en 2008...

Et les licenciés, ouvriers dans leur écrasante majorité, que sont-ils devenus ? Une quinzaine sont allés, à titre individuel, aux prud'hommes. «Nous n'obtiendrons que des dommages et intérêts, pas la reconstitution des emplois, dit Pierre Janot, avocat du comité d'entreprise, qui les défend. La démonstration de la nécessité de licencier n'a pourtant pas été faite. L'épisode de crise économique a permis à Caterpillar de réaliser une opération de restructuration d'ampleur, préparée depuis longtemps. Or, le groupe avait les moyens de tenir face à la crise, de faire d'autres choix que les licenciements.» Pierre Piccarreta, délégué CGT de Caterpillar, résume : «Ils ont choisi de préserver les dividendes, pas les salariés.»

Parmi les salariés licenciés, 415 ont opté pour un congé de reclassement qui leur garantit, durant six à huit mois, 80% de leur salaire, et leur permet d'avoir une formation... si le groupe accepte de la financer. Aujourd'hui, seuls 130 d'entre eux semblent à peu près tirés d'affaire, avec en poche un CDI (24 personnes), un CDD, une promesse d'embauche, un départ prochain à la retraite ou une création d'entreprise. «C'est un motif de satisfaction, étant donné le marché du travail extrêmement déprimé», relève Jean-Charles Martin, directeur de BPI Grenoble, société chargée de ces reclassements. Mais une partie des congés de reclassement va se terminer fin janvier. Les salaires - déjà réduits - vont cesser. Il y aura, avant les premiers versements d'allocation-chômage, une période de carence de trois à quatre mois durant laquelle les licenciés devront vivre sur leurs indemnités de licenciement. La situation deviendra critique, la tentation forte d'accepter n'importe quoi, des emplois moins rémunérés et plus précaires... A la veille de cette échéance, rencontre avec quatre «Cater», entre amertume, espoirs, et angoisses.

Michel Piscichio, 55 ans trente-six ans d'ancienneté comme «ouilleur»

«Le ciboulot tourne à vide»

«J'avais le bon boulot, valorisant, autonome, bien rémunéré. Sur la quinzaine de salariés à ce poste sur Grenoble, on est trois à avoir été licenciés. Quand j'ai ouvert ma lettre, après un quart d'heure pour réaliser, j'étais complètement détruit. J'avais eu une engueulade avec mon chef il y a un an. Est-ce que ça a joué ? C'était la tache sur la nappe, ils n'auraient vu que ça, et pas le bouquet de fleurs à côté ?

«Je n'ai pas pu retourner bosser après la lettre. Je suis repassé deux ou trois fois à l'atelier, voir les copains : mon poste est occupé par quelqu'un d'autre. Ça, ça me reste vraiment en travers de la gorge. J'ai l'impression d'avoir été une chaussette sale qu'ils ont jetée parce que je ne leur plaisais plus. Je ne me voyais pas partir comme ça. Au début, j'ai continué à aller le matin boire le café avec les copains restés chez Cater, avant qu'ils prennent leur poste. Si j'étais parti à la retraite, je serais un ex-Cater. Là, je n'ai pas le droit. Je ne suis plus rien.

«Ils m'ont donné 57 000 euros, mais ça ne me console pas. Ça ne représente pas mes trente-six ans d'investissement dans cette société. Ça a bouleversé tous mes projets. J'avais acheté une vieille maison à la campagne, je la faisais retaper pour mes vieux jours. Je l'ai revendue cet été : je n'avais plus la force de m'en occuper, de suivre les artisans. Je n'ai pas touché à ma prime. J'aurai préféré ne pas avoir cet argent et garder ma maison.

«Heureusement, avec BPI [la société chargée des reclassements, ndr], j'ai trouvé une formation d'opérateur sur machine à commande numérique, trente-cinq heures pas semaine. Je finis mi-mai. Je vais voir si je trouve un emploi valorisant, dans mes compétences. Je voudrais savoir si ce que j'ai fait a servi à quelque chose. La formation, c'est le moment où ça va bien, c'est intéressant, je suis concentré, je sors tout le reste de ma tête. Sans ça, le ciboulot tourne à vide. Toute une vie dans cette boîte, et sur un coup de dé... Et l'action qui ne cesse de remonter...»

Slim Mansouri, 43 ans quatorze ans d'ancienneté comme soudeur, puis agent de qualité, ancien élu CGT

«L'usine, plus jamais»

«Mon licenciement, ça a été un soulagement. J'avais pété les plombs en tant que "green belt" - sous-chef, quoi - à qui on demandait de réduire les coûts avec système de production pompé chez Toyota. Moi, je voulais travailler à la limitation des défauts, eux pensaient à la réduction de personnel. Je ne veux plus jamais travailler dans une usine, avec tous ces outils qui sont là uniquement pour améliorer les profits et qui font des ouvriers des pions.

«Je m'étais préparé un peu, je veux bosser dans la climatisation, le froid, un marché très porteur. J'avais une formation de soudeur-tuyauteur dans la plomberie. Du coup, c'est logique, pour moi. Sauf qu'aucune de mes compétences acquises chez Cater ne me sert pour ce projet. J'avais trouvé une formation à 9 400 euros, mais dans un premier temps, ils ne voulaient me financer que 6 000 euros ! La moindre des choses, ça serait pourtant qu'ils prennent en charge nos formations en échange de notre investissement chez eux pendant toutes ces années !

«Pas question de toucher à ma prime pour ça, c'est ma sécurité pour l'avenir, pour mes quatre enfants. Il faut bien voir que ce n'est pas une PME que je suis en train de taper, mais bien une montagne de dollars ! Finalement, Caterpillar a accepté de m'allouer 1 700 euros de plus. Entre-temps, la formation a commencé, sans moi : il ne manque donc plus que 350 euros. Je vais les payer...»

Fabien Dubus, 37 ans quinze ans d'ancienneté comme soudeur, puis «team leader»

«Fin janvier, je ne toucherai plus rien»

«Je me suis investi instinctivement dans le conflit dès le début, malgré les pressions de ma hiérarchie, par fierté. Avec leur chiffre d'affaires record, ils voulaient licencier 733 personnes... Je voulais que mes enfants puissent dire demain : notre père s'est battu, il ne faut pas se laisser faire. Quand j'ai ouvert mon recommandé, j'avais le cœur serré. J'ai eu des semaines de malaise, puis j'ai tourné la page... Même si j'ai un pincement chaque fois que je vois un Cater jaune au coin d'une rue. Je ne pensais pas être licencié : avec quatre enfants, mon ancienneté, mes trois derniers rapports annuels excellents... Ils n'ont pas respecté les modes de calcul : je les ai attaqués aux prud'hommes.

«Chez BPI, ils ont été compétents, ils m'ont motivé. J'ai passé des qualifications de soudeur, c'était pas facile : mon savoir-faire de chez Cater, de la grosse soudure à plat, c'est pas utile ailleurs. Il faudrait que je suive d'autres formations, mais mon crédit formation est épuisé. Je voudrais retrouver un poste dans une grosse boîte : on se fait exploiter un max dans les petites. Une PME de la région m'a proposé un poste à moins de 1 500 euros net, sans aucun soutien pour les déplacements, les repas, alors que je touche encore 1 800 euros... Ma femme ne travaille pas, on a un emprunt à vingt ans pour notre appartement : on a refusé.

«On ne veut pas prendre le risque de toucher à ma prime de licenciement de 32 000 euros : ça nous rassure un peu pour l'instant. Mais fin janvier, je ne toucherai plus rien, pour soixante-quinze jours, alors j'ai un peu de souci. Cette semaine, je suis allé m'inscrire en agence d'intérim. Ils m'ont dit : "Peut-être après les fêtes..." Bien sûr, quand il faudra, je prendrai n'importe quoi, mais pour l'instant, je vise l'équivalent de ce que j'avais chez Cater. Et s'ils me rappellent, j'y retourne : ils m'ont dit que j'étais prioritaire.»

Marie Farbos, 58 ans quarante et un ans d'ancienneté comme agent aux ressources humaines

«L'argent ne peut gommer la manière»

«Entrée chez Cater à 17 ans, je devais prendre ma retraite en mars 2010. Avec mon ancienneté record, je n'aurais pas dû partir si on avait appliqué les procédures... Ça s'est réglé en haut lieu, chaque service a été redessiné. On n'en a rien su.

«Pour moi, bien sûr, c'est le jackpot : je serai de toute façon à la retraite à la fin de mon congé de reclassement, mais je pars avec quarante-six mois de salaire au lieu de six ! L'argent, pourtant, ne peut gommer la manière dont ils m'ont licenciée. Après la lettre, je n'ai jamais remis les pieds chez Cater. Ils m'ont demandé par écrit de rendre mon badge, mes clefs ; comme si j'étais une pestiférée. Je leur ai tout renvoyé par la Poste, avec un post-it.

«Pendant deux mois, j'ai été très mal. Je n'ai dit au revoir à personne. Personne ne m'a appelée. Mes collègues directes n'ont-elles tout simplement pas osé ? En interne, il est vrai que personne ne sait qui a été licencié, qui est parti volontairement. La direction voulait réduire les effectifs ? Ce sera effectif au 31 janvier... Mission accomplie, quel que soit le coût des licenciements.»

L'album des «Cater». Les photographies sont extraites de Caterpillés, petit livre saisissant regroupant des portraits de licenciés et des clichés du conflit réalisés par le photographe grenoblois Bernard Ciancia. Il est publié par l'association La mémoire des Caters, fondée par des salariés du groupe. En vente sur le site [www.les-cater-enlutte.fr](http://www.les-cater-enlutte.fr) (7,50 euros).

---

## **Sondage: une majorité de Français inquiets quant à la garantie de toucher une retraite satisfaisante. (11.01)**

**AP - 09.01**

Plus des trois-quarts des Français sont inquiets pour leur retraite: 76% disent ne pas être confiants quant à la garantie de toucher plus tard une retraite satisfaisante par rapport à leurs revenus, selon un sondage Ifop réalisé pour "Le Journal du dimanche".

Seuls 24% des sondés se déclarent "tout à fait" ou "plutôt confiants", alors qu'ils étaient 38% à se dire sereins en octobre 2008 (sondage Ifop pour la CNAV auprès d'un échantillon représentatif de 961 personnes).

Par ailleurs, une majorité de personnes interrogées jugent que le système de retraites au cours des dernières années "n'a pas vraiment fait l'objet de réformes" (40%) ou a fait l'objet de "réformes qui allaient dans le mauvais sens" (48%).

Invités à estimer l'âge de leur propre départ à la retraite, les actifs -qui représentent 54% de l'échantillon des sondés- l'évaluent pour 38% entre 65 et 69 ans. Trente pour cent d'entre eux évoquent un âge compris entre 60 et 64 ans, 24% ne pensent pas partir avant 70 ans, et 8% estiment qu'ils prendront leur retraite avant 60 ans. Ce qui donne au total une moyenne de 64,7 ans.

Quant à l'âge jusqu'auquel ils seraient prêts à travailler pour avoir une bonne retraite, les actifs sont 44% à évoquer un âge compris entre 60 et 64 ans. Trente-trois se disent prêts à travailler jusqu'à 65-69 ans, 13% jusqu'à moins de 60 ans, et 10% jusqu'à 70 ans et plus. La moyenne s'établissant à 61,9 ans.

S'ils avaient le choix, 41% des actifs déclarent qu'ils préféreraient "cotiser davantage pour partir à la retraite le plus tôt possible", 34% qu'ils souhaiteraient "travailler le plus longtemps possible" pour avoir la garantie d'une "retraite satisfaisante". Par ailleurs, 23% affichent leur préférence pour un départ "le plus tôt possible quitte à avoir une retraite moindre", et 2% disent ne "rien" vouloir de "tout cela".

- Sondage réalisé par téléphone du 7 au 8 janvier auprès d'un échantillon de 1.019 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 522 actifs, selon la méthode des quotas.

**Réaction du Figaro du 10 janvier.** Un sondage instructif, à quelques mois d'une nouvelle mise en chantier du système. Le chef de l'Etat a en effet choisi l'année dernière d'avancer le calendrier de la réforme des retraites de 2012 à 2010. Si la CGT estime le système actuel "viable", le secrétaire général de la CFDT François Chérèque se prononce en revanche pour l'instauration d'un système à points, plus personnalisé que le système actuel, comme l'a déjà fait la Suède. Pour l'instant, le gouvernement ne se montre guère convaincu, soulignant que ce pays a dû récemment suspendre le système. S'il envisage un recul de l'âge légal de la retraite aujourd'hui fixé à 60 ans, une hausse des cotisations ne semble pour l'instant pas à l'ordre du jour.

---

## **Il faudra travailler plus pour assurer les retraites, dit Darcos. (13.01)**

**Reuters - 12.01**

Le rétablissement financier du système de retraite en France passera nécessairement par un allongement de la durée de cotisation effective, selon le ministre du Travail, Xavier Darcos, qui est chargé de préparer la réforme prévue cette année.

Lors d'un débat mardi au Sénat, Xavier Darcos a expliqué qu'il poursuivait deux objectifs: sauvegarder le système de retraite par répartition et veiller à l'équité, ce qui passera selon lui par une modification des règles en vigueur dans la fonction publique.

Face à l'accroissement des déficits, l'exécutif dispose de trois leviers, a-t-il ajouté: baisser le montant des retraites, augmenter les cotisations et allonger la durée de cotisation effective.

"Diminuer le montant des pensions, je vous le dis clairement, serait inacceptable. Quant à l'augmentation des cotisations, j'observe que nous avons déjà le niveau de cotisation le plus élevé d'Europe", a-t-il dit, selon le texte de son discours.

"Je le dis donc sans ambages: dans un pays dont l'espérance de vie s'accroît d'un trimestre chaque année, nous n'avons d'autre solution que de travailler plus longtemps."

Le ministre du Travail a ainsi évoqué le ratio "deux tiers-un tiers" entre la durée de cotisation et la durée de la retraite, qui a déjà conduit à allonger progressivement la durée de cotisation de 40 à 41 ans en 2012.

Le ministère du Travail a ensuite précisé que l'allongement dont parlait Xavier Darcos était celui de la durée de cotisation effective et pas nécessairement une hausse du nombre d'années travaillées nécessaire pour toucher une retraite à taux plein.

Travailler plus longtemps revient aussi à augmenter le taux d'emploi des travailleurs âgés, qui est de 39% en France contre une moyenne de près de 45% en Europe, a ajouté Xavier Darcos.

Xavier Darcos a souligné que "dès 2010, une retraite sur dix n'est plus financée" et que la situation irait en s'aggravant, le rapport actuel de 1,8 cotisant pour un retraité passant à 1,5 dans une dizaine d'années et à 1,2 en 2050.

"J'ai parlé d'urgence car la question du financement des retraites concerne directement la génération qui vient d'entrer dans la vie active et qui verra, année après année, s'accroître le poids de la charge qui pèse sur elle", a-t-il dit.

"Nous avons une lourde responsabilité à l'égard de cette génération, à laquelle nous nous sommes trop longtemps dérobés."

Travailler plus longtemps nécessitera aussi, selon lui, de répondre au problème de la pénibilité de certaines professions, un aspect sur lequel les syndicats insistent.

"Nos longues discussions avec les partenaires sociaux ont déjà permis des avancées sur cette question difficile et je suis déterminé à aller plus loin pour réfléchir aux réponses à apporter", a dit Xavier Darcos.

La situation des retraites de la fonction publique sera abordée "sans faux semblant", a-t-il ajouté, car "si nous n'agissons pas, c'est l'ensemble des contribuables qui continueront de supporter la dérive financière du régime de retraite des fonctionnaires".

Le déficit de la branche vieillesse (retraites) du régime général de la Sécurité sociale est prévu à 10,7 milliards d'euros cette année, après 8,2 milliards en 2009, et atteindrait 14,5 milliards en 2013 selon les prévisions du gouvernement.

---

## **Un préfet interdit à une entreprise qui a licencié de recruter à l'étranger. (13.01)**

**LeMonde.fr - 12.01**

Le préfet de la Vienne a refusé à l'entreprise Autoliv-Isodelta, groupe suédois qui produit des volants, de faire venir dans la Vienne des ouvriers tunisiens, a-t-on appris mardi auprès de la préfecture. Il y a à peine un an, l'entreprise avait fait le choix de se délocaliser en Tunisie et avait licencié une centaine d'employés.

Or la production de son usine tunisienne d'El Nadhour est arrêtée depuis un incendie qui a ravagé les bâtiments au lendemain de Noël. Autoliv souhaitait en profiter pour faire venir sur son site de Chiré-en-Montreuil (Vienne) une trentaine d'ouvriers de cette usine. 'Dès que le préfet, Bernard Tomasini, a lu ça dans la presse, il m'a demandé d'appeler le consulat de France en Tunisie pour stopper la délivrance des visas', a expliqué à la presse le secrétaire général de la préfecture Jean-Philippe Setbon.

L'argument est simple. Il y a un an, Isodelta a licencié une centaine de personnes. Ils ont fait le choix de délocaliser en Tunisie. Très bien. Mais qu'ils l'assument et qu'ils ne fassent pas venir ici des travailleurs tunisiens', a ajouté le secrétaire général. 'Nous sommes opposés à la

venue d'employés tunisiens puisque ici, il y a des gens compétents qui ont besoin de travail', a déclaré pour sa part Patrice Gonnet, délégué CFDT.

Le groupe suédois Autoliv est propriétaire depuis cinq ans de la chaîne de production de volants, Autoliv-Isodelta à Chiré-en-Montreuil et emploie 680 personnes. L'usine d'El Nadhour emploie environ 700 personnes. Le site a été ravagé par un incendie alors que deux personnes réalisaient des travaux de soudure sur le toit.

---

## **Sarkozy veut accélérer la réforme de l'hôpital et de la médecine. (13.01)**

### **Reuters - 12.01**

Nicolas Sarkozy a souhaité mardi une accélération de la réforme de l'hôpital et la mise sur pied d'un "nouveau modèle" de médecine libérale et des soins de premier recours en France, lors de ses vœux aux personnels de santé.

Le président de la République s'adressait à environ 1.500 personnes, essentiellement des personnels et professionnels de santé, dans un palais des congrès aux abords strictement bouclés par les forces de l'ordre à Perpignan (Pyrénées orientales).

Il a souhaité que l'ensemble des décrets d'application de la loi sur la réforme de l'hôpital soient publiés avant le premier anniversaire de la promulgation de ce texte, le 21 juillet 2009.

Il a plaidé pour une amélioration de la performance de l'hôpital et réaffirmé son souhait de voir les établissements hospitaliers publics ramener leurs déficits à zéro d'ici 2012.

"Ce n'est pas une question d'idéologie, c'est une question de bon sens", a-t-il expliqué. "Quand un hôpital est en déficit, il ne peut plus investir."

Selon la Fédération hospitalière de France, citée par le quotidien Les Echos, les effectifs des hôpitaux publics ont baissé pour la première fois en 2009 depuis au moins 10 ans, avec 1.800 postes de moins - soignants et non soignants.

L'Assistance publique Hôpitaux de Paris prévoit de supprimer un millier de postes en 2010 et plus encore les années suivantes et 900 médecins menacent de démissionner de leurs fonctions administratives si ces chiffres sont maintenus.

Ailleurs, comme à Lyon, Nancy, Le Havre et Caen, les suppressions de postes prévues se comptent par centaines.

Parallèlement à la poursuite de la réforme de l'hôpital, Nicolas Sarkozy a annoncé son intention de confier au président du Conseil national de l'ordre des médecins, Michel Legman, une mission de réflexion sur une refonte de la médecine libérale.

"La médecine libérale doit être refondée à l'heure même où les demandes qui lui sont adressées n'ont jamais été aussi nombreuses", a déclaré le chef de l'Etat, qui a souhaité recevoir les propositions du Dr Legman d'ici fin mars.

### **RÉÉQUILIBRER L'ASSURANCE MALADIE**

Il a rappelé que le secteur de la santé, dans sa totalité, pesait en France 200 milliards d'euros et deux millions d'emplois mais que le nombre de médecins libéraux continuait de diminuer régulièrement en France.

Le chef de l'Etat a confirmé son intention de traiter la question du déficit chronique de l'assurance maladie dans le cadre de la conférence nationale sur les finances publiques qu'il lancera fin janvier.

Cette conférence "évoquera la méthode pour rééquilibrer les comptes de l'assurance maladie, puis pour maintenir cet équilibre dans le temps", a-t-il expliqué.

Nicolas Sarkozy a promis que les options qui seraient retenues feraient l'objet d'une concertation.

Le déficit de l'assurance maladie a été de 11,5 milliards d'euros en 2009 et les prévisions actuelles l'évaluent à 14,5 milliards en 2010.

Le chef de l'Etat a de nouveau défendu mardi les mesures prises par le gouvernement français face à l'épidémie de grippe A(H1N1), dont un programme massif de vaccination controversé.

Il a estimé que le gouvernement avait fait "ce qu'il fallait" pour protéger la population sans en faire trop, malgré les reproches de

commentateurs et de responsables politiques, en particulier dans l'opposition.

Il a notamment assumé la décision de la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, d'annuler la commande de 50 millions de doses de vaccins sur les 94 millions initialement commandées.

"On a trop de vaccins ? Eh bien on annule les commandes (...) On revendra ceux qu'on a en trop mais il n'y a pas un seul Français qui pourra dire à un ministre de la Santé, 'je voulais être vacciné, je n'ai pas pu être vacciné'", a-t-il dit.

---

## **"Pour les soins courants, il y a déjà privatisation de la protection sociale". (13.01)**

### **Le Monde - 12.01**

Responsable de la chaire santé de Sciences Po, Didier Tabuteau est un spécialiste de la protection sociale. Il publie en janvier un article dans la revue Droit social, intitulé "La métamorphose silencieuse des assurances-maladie", où il analyse l'évolution des dépenses de santé. Il estime que pour les soins courants, l'assurance-maladie ne rembourse plus qu'"un euro sur deux".

Didier Tabuteau, responsable de la chaire santé de Sciences Po.

Responsable de la chaire santé de Sciences Po, Didier Tabuteau est un spécialiste de la protection sociale. Il publie en janvier un article dans la revue Droit social, intitulé "La métamorphose silencieuse des assurances-maladie", où il analyse l'évolution des dépenses de santé. Il estime que pour les soins courants, l'assurance-maladie ne rembourse plus qu'"un euro sur deux".

Les Français perçoivent une hausse de leurs frais de santé, alors que la part de l'assurance-maladie dans le financement des dépenses reste stable. Comment expliquer ce décalage ?

Certes, le taux global de prise en charge par l'assurance-maladie est plutôt stable et très satisfaisant par rapport aux autres pays, mais à 75,5 % en 2008, contre 77 % en 2007, il faut noter qu'il commence à baisser. Surtout, cette stabilité dissimule une double réalité : d'une part, les dépenses d'hospitalisation et d'affections de longue durée (ALD), prises en charge à 90 % et 100 %, augmentent, et d'autre part, les remboursements des soins courants (médecine de ville) baissent. Or ils sont très importants pour la population.

Comment gagner en lisibilité ?

Je propose la création d'un nouvel indicateur, le taux "apparent" de remboursement, soit le niveau de remboursement des soins, hors hospitalisation et ALD. Alors que nous sommes à un moment charnière, voire de bascule, pour le système de santé, je pense qu'il faut mettre sur la place publique l'ensemble des chiffres nécessaires au débat sur l'avenir de la protection sociale. J'ai d'ailleurs saisi le président du Haut Conseil sur l'avenir de l'assurance-maladie d'une demande de calcul et de publication de ce taux, dont l'analyse rétrospective et le suivi me semblent indispensables.

A combien s'élèverait ce taux apparent de remboursement selon vous ?

Selon nos estimations, il ne s'afficherait pas autour de 75 %, mais de 55 %, soit 1 euro sur 2 non pris en charge par l'assurance-maladie pour la médecine de ville. Ce qui explique que les Français ont une perception justifiée d'une dépense de santé plus coûteuse, car moins remboursée ou très largement prise en charge par les organismes complémentaires, qui ne garantissent pas l'égalité entre assurés. Cela signifie aussi que pour les soins courants il y a déjà privatisation de la protection sociale.

Comment a évolué ce taux ces dernières années ?

Il n'y a pas de doute que ce taux a baissé au fur et à mesure des réductions de remboursement des médicaments, de l'apparition de forfaits et franchises, et du développement des dépassements d'honoraires. Et la tendance va se poursuivre, car les dépenses d'ALD vont forcément continuer de progresser.

Le recentrage des dépenses sur les maladies lourdes est-il inéluctable ?

Il est tendanciel et logique, compte tenu du vieillissement de la population et de l'augmentation des ALD. Mais il n'est pas inéluctable, si l'on choisit d'investir dans la santé comme élément-clé du pacte social. Ce choix d'un niveau de remboursement des soins courants est donc profondément politique.

---

## **L'hôpital public supprime des emplois... depuis 2008. (13.01)**



## LeMonde.fr - 12.01

Les hôpitaux publics connaissent une baisse historique de leurs effectifs. Les Echos du mardi 12 janvier annoncent que 1 800 postes ont été supprimés, après 100 000 créations ces dix dernières années. Pour Cédric Lussiez, directeur de la communication de la Fédération hospitalière de France, ces suppressions de postes ont même eu lieu dès 2008, et non en 2009.

Il se réfère à la statistique annuelle des établissements du ministère de la santé. "Le chiffre agrégé sur lequel le gouvernement communique montre toujours une hausse parce qu'il prend en compte les salariés des maisons de retraites publiques, mais il y a bel et bien eu un retournement de tendance du côté des hôpitaux", souligne-t-il. Et ce, après une décennie marquée par de nombreuses créations de postes, principalement sous l'effet des 35 heures.

Ce n'est que le début des baisses d'effectifs, s'inquiètent directeurs d'hôpitaux et médecins, qui ont déjà dû réduire leur recours aux CDD et à l'intérim ces dernières années. Les établissements hospitaliers ont commencé à mettre en œuvre les suppressions d'emplois prévues d'ici à 2012, dans le cadre des plans de retour à l'équilibre des comptes. Plus de 10 000 suppressions de postes ont d'ores et déjà été annoncées, mais 15 000 pourraient s'avérer nécessaires.

### "ON NOUS DEMANDE DE SOIGNER PLUS AVEC MOINS DE PERSONNELS"

Ces mesures d'économie ont été demandées par le gouvernement après un creusement des déficits des hôpitaux entre 2006 et 2008, pour atteindre 700 millions d'euros (sur un budget total de l'ordre de 55 milliards). Des déficits qui résultent du "sous-financement" accordé par l'Etat, dénonce Bruno Devergie, vice-président de la Confédération des praticiens des hôpitaux. "Le passage à la tarification à l'activité en 2005 était censé apporter des moyens supplémentaires. Mais il n'a pas permis de financer la croissance des besoins des établissements, notamment liées au vieillissement de la population", estime-t-il. "Le budget global accordé ne progresse plus que de 3 % par an, contre 4 % auparavant", explique de son côté Cédric Lussiez.

Nicolas Sarkozy n'a pas étendu aux hôpitaux la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mais les personnels se considèrent comme les principales futures victimes de la rigueur demandée, dans la mesure où les salaires pèsent pour 70 % dans les budgets des hôpitaux. "On nous demande de soigner plus et mieux avec moins de personnels. Mais à force de supprimer, on ne pourra pas maintenir la qualité des soins", prévient Bruno Devergie.

---

## François Fillon et Nicolas Sarkozy, "La carpe et le lapin". (13.01)

### Lexpress.fr - 12.01

Alix Bouilhaguet sort un livre sur le Premier ministre et le Président. Les bonnes feuilles en exclusivité sur L'Express.

Le deal de 2004

[Fin février 2004. Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur ; François Fillon, des Affaires sociales. Depuis le début du quinquennat de Jacques Chirac, ils ne cessent de s'affronter.]

"Ce jour-là, François Fillon invite Nicolas Sarkozy à déjeuner au ministère des Affaires sociales. L'hiver a été rude entre les deux hommes, les invectives, violentes. Mais le ministre des Affaires sociales sent qu'il est lâché par Jacques Chirac.

Il se met soudainement à dénoncer dans la presse le "tout sauf Sarkozy" qui règne dans la majorité au moment de la campagne pour l'élection du nouveau président de l'UMP. Le siège d'Alain Juppé sera en effet vacant en novembre 2004.

François Fillon déploie le drapeau blanc et Nicolas Sarkozy réagit sans tarder. "Après ce clash, cet hiver très compliqué entre eux, ils avaient besoin de se parler", rapporte un proche de Fillon. C'est le déjeuner "réconciliation, bilan et perspective".

Au cours du repas, Nicolas Sarkozy met un marché entre les mains de François Fillon: "Tu me soutiens à la présidentielle et tu deviens mon Premier ministre." Fillon se rue sur l'offre et paraphe l'accord. Le pacte scellé est gardé secret. "On a décidé de faire alliance. A partir de là, les choses étaient cadrées", confie François Fillon (1).

Pendant trois ans, il conserve ce deal en mémoire avec la même interrogation lancinante: Nicolas Sarkozy tient-il ses promesses?

2007: Déjà des menaces de démission

[Le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy est élu président. Le 17 mai, il nomme François Fillon Premier ministre.]

"Dans ces conditions, il vaut mieux qu'on arrête là la collaboration! Qui s'exprime ainsi au téléphone? Le Premier ministre. La voix reste calme, mais ferme.

A l'autre bout du fil, Nicolas Sarkozy demeure silencieux. Un ange passe. Le chef de l'Etat poursuit la conversation, changeant radicalement de sujet. Manifestement, il vient d'exclure, dans l'immédiat, l'hypothèse d'une démission. Mais il faut se rendre à l'évidence: l'euphorie engendrée par l'élection de Nicolas Sarkozy laisse rapidement place à des malentendus successifs.

Le couple de l'exécutif bat de l'aile, au vu et au su de tous. Quatre mois après sa nomination, François Fillon envisage même de démissionner. "Je reconnais qu'à ce moment-là, on a flôlé le clash. Vraiment." Propos textuels de François Fillon (1).

Que s'est-il produit pour aboutir à une telle discorde? Revenons, pour le comprendre, à cette journée du 28 septembre 2007. François Fillon travaille dans son bureau. Sa secrétaire vient d'y déposerLe Monde.L'attention du chef de gouvernement est retenue par un article titré sans ambiguïté: "François Fillon se pose en garant des réformes".

L'auteur, le journaliste Christophe Jakubyszyn, décrit un Premier ministre entré en résistance, prêt à forcer la main à un président prompt aux compromis. "Fillon fait le coup de la Cigale et de la Fourmi. Il dit: il y a un responsable, lui. Et un irresponsable, le président!" susurre anonymement l'un des principaux ministres du gouvernement, interrogé par le journaliste. L'analyse fait état de divergences profondes entre l'Elysée et Matignon.

Le chef du gouvernement s'étrangle, saisi par un mauvais pressentiment. Il appelle Nicolas Sarkozy: "Tu sais, il y a un papier épouvantable dans Le Monde cet après-midi", s'empresse-t-il de lui dire, histoire de déminer le terrain. Nicolas Sarkozy minimise. Il n'a pas lu l'article et le rassure: "Oh... Ne t'inquiète pas. On s'en fout, ça n'a aucune importance... Vraiment aucune. Ce ne sont que des racontars de journalistes."

François Fillon repose son téléphone, soulagé. Pour un court instant. Trois minutes plus tard, le téléphone sonne. C'est Nicolas Sarkozy. Le ton a changé. Il enrage. De toute évidence, il vient de prendre connaissance de l'article. Le ton monte. Les deux hommes s'affrontent violemment pendant une heure! Le président reproche à son Premier ministre de tirer les ficelles en coulisse.

François Fillon vide son sac: le fonctionnement, le périmètre, les collaborateurs du chef de l'Etat qui empiètent sur ses prérogatives, il n'en peut plus. Rien ne fonctionne. Le Premier ministre avance sa démission. Ce sera la première tentative d'une longue série [...]

Quelques jours plus tard, en octobre, une nouvelle scène éclate entre les deux têtes de l'exécutif. Dans le salon vert de l'Elysée, les membres de l'état-major de l'UMP, installés autour de la table, attendent Nicolas Sarkozy. [Celui-ci] s'assoit sur le seul siège laissé vacant, face à son Premier ministre. Le regard dur et la voix blanche, il lance: "Cette République est à changer. Il n'y a pas de place pour deux têtes de l'exécutif! Ça ne peut plus durer!" François Fillon ne semble pas étonné par la charge. Il reste calme. Autour de la table, c'est le silence. Les têtes restent baissées. Personne ne comprend ce qui a pu déclencher cette colère. Seul François Fillon affronte le courroux présidentiel.

Droit dans les yeux, il réplique: "Ecoute, tu sais ce que je pense du rôle de Premier ministre. Je t'ai déjà proposé la suppression de ce poste. Si tu décides de le faire, je ne poserai aucun problème. Si tu souhaites ma démission, tu l'as." Nicolas Sarkozy reste coi. Il ne s'attendait pas à ça. Que répondre à celui qui jette, encore une fois, sa démission sur la table? Comme si son n°2 n'était pas plus attaché que cela à son fauteuil?

Nicolas Sarkozy regarde ailleurs. Un silence interminable pour l'assemblée, que nul ne se précipite de rompre. Chacun pense, à cet instant, que tout peut basculer. Nicolas Sarkozy reprend alors la parole. Le ton s'est adouci: "Mais non, François, ce n'est pas le sujet." Le chef de l'Etat vient de balayer d'un revers de main la démission de son Premier ministre.

Le poids des mots, le choc du divorce

"François Fillon est mon collaborateur." Les mots sont inscrits là, noir sur blanc. A la lecture de Sud Ouest, ce 21 août 2007, François Fillon n'en croit pas ses yeux. Il se sent blessé puis "énervé à juste titre". Comment Nicolas Sarkozy a-t-il pu lui faire ça? Pourquoi l'humilier publiquement de cette manière? "Ça, c'est l'erreur monumentale. Fillon s'est toujours mis dans une position d'homme libre, de n'être le collaborateur de personne. Il répète souvent: "Je suis libre car je suis élu, j'ai un territoire, j'ai la légitimité!" rapporte un proche du chef du gouvernement.

Nicolas Sarkozy le sait offensé, mais ne cherche pas à le joindre pour autant. [...] [Aujourd'hui] François Fillon revient sur l'incident en pesant ses mots. "C'était une période très compliquée où on ne se parlait pas beaucoup, faut dire les choses comme elles sont. On n'en a jamais parlé. Jamais." (1)

[En cet automne, le président divorce.]

Cécilia partie, Nicolas Sarkozy semble désorienté. Il n'a jamais su gérer ces moments de flottement personnel. Il se livre à qui veut bien l'écouter. A ce moment-là, il attend un geste de son Premier ministre. Rien. Pas un signe. Les deux hommes se situent décidément aux

antipodes l'un de l'autre: l'extraverti ne comprend pas que l'introverti ne lui dise pas un mot [...] Sa retenue nourrit le ressentiment de Nicolas Sarkozy à son égard.

Longtemps après cet épisode, les deux hommes auront une discussion franche, au cours de laquelle François Fillon lui expliquera que c'est sa "façon d'être". Ils ont même de nouveau évoqué le sujet au printemps 2009. "Il a compris qu'on n'était pas faits pareil. Que j'ai cette espèce de pudeur. Jamais je n'aurais eu l'idée de m'exprimer publiquement sur la vie privée du chef de l'Etat, explique François Fillon, je ne le voyais pas aussi affectif. Là aussi, j'ai appris à le connaître." (1)

2008: les ballets russes

Ce matin du 11 août 2008, François Fillon reçoit un coup de téléphone d'un Nicolas Sarkozy furibond. "Pourquoi as-tu fait cette déclaration prorusse? Les Russes sont des sanguinaires!"

Le président vient de lire le communiqué de Matignon sur la crise entre la Russie et la Géorgie, et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas d'accord.

Depuis trois jours, les combats font rage en Géorgie. Le 8 août, la jeune République a lancé une opération militaire contre l'Ossétie du Sud pour en reprendre le contrôle. La Russie a riposté en envoyant des chars et des pièces d'artillerie. [...] Nicolas Sarkozy, en tant que président de l'Union européenne, doit s'envoler dans quelques heures pour Tbilissi, la capitale géorgienne. Il estime que son Premier ministre a fait preuve de trop de mansuétude vis-à-vis des Russes.

Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a milité pour la défense des droits de l'homme en Russie et contre la réalpolitik façon Jacques Chirac. [...] Au contraire, François Fillon a toujours été partisan de rapports très étroits avec Moscou. Véhément, le chef de l'Etat persiste: "On ne peut pas compter sur eux. On ne peut pas traiter avec eux!"

"Nicolas, tu peux crier, moi, je pose le téléphone", répond François Fillon, qui joint le geste à la parole. Quelques secondes plus tard, il reprend en main le combiné. Nicolas Sarkozy est toujours hors de lui. Il lui confirme qu'il se rend dans l'après-midi en Géorgie pour rencontrer le président Saakachvili.

Dans la soirée, le chef du gouvernement apprend que, contrairement à ce qui était prévu, Nicolas Sarkozy a décidé de se déplacer également à Moscou pour parlementer avec le président russe, Medvedev. En fin de journée, Nicolas Sarkozy rappelle, très énervé, François Fillon. "Pourquoi tu ne soutiens pas plus la Russie? Tu sais, Poutine et Medvedev sont vraiment des types formidables!" s'exclame-t-il. Car ce 12 août à Moscou, contre toute attente, Nicolas Sarkozy affirme qu'il est "parfaitement normal" que la Russie défende les "Russophones à l'extérieur" du pays!

En France, et même en Europe, certains vont critiquer le président pour avoir trop cédé aux Russes. Notamment en renonçant à une mention écrite de l'intégrité territoriale géorgienne.

Entre le matin et le soir, Nicolas Sarkozy a radicalement changé d'avis sur la crise entre la Géorgie et la Russie. Une conversion éclair à cette réalpolitik tellement décriée. "Ça, c'est Sarkozy!" conclut François Fillon en privé.

Le plan de sortie de Matignon

Ce jour de mai 2008, François Fillon a rendez-vous avec Nicolas Sarkozy. Il se rend à l'Élysée pour un petit déjeuner. Le Premier ministre a des choses à lui dire. Il en a même gros sur le cœur. D'entrée, il annonce la couleur: "Nicolas, ça ne peut plus durer comme ça... Il faut que cela cesse !" En cause, le "G7".

Cette réunion de ministres, étalée au grand jour, exaspère le Premier ministre au plus haut point depuis des semaines. Les deux hommes entament alors une conversation à bâtons rompus.

Une fois n'est pas coutume, le ton est franc et posé. Pour la première fois depuis un an, ils ne s'en tiennent pas aux non-dits mais se parlent clairement. Le chef de l'Etat comprend qu'il faut offrir des garanties à son chef du gouvernement. Il doit le rassurer.

Ensemble, au fil de la discussion, ils évoquent de manière plus précise le calendrier. Ce fameux moment sur lequel ministres et observateurs spéculent à longueur de déjeuner, la date du changement de Premier ministre. "On s'est dit les choses sur les échéances à cette occasion-là. Et comme ça correspondait exactement à ce que j'avais toujours estimé être..." confie François Fillon (1).

Autrement dit, le voilà qui aborde franchement avec Nicolas Sarkozy son départ de Matignon. Sarkozy a toujours soutenu la thèse que la question du remplacement du chef du gouvernement, sauf "échéances politiques catastrophiques", ou "crise grave", se pose au moment où le président de la République s'apprête à lancer sa candidature pour le mandat suivant.

Il a l'obligation de choisir un nouveau Premier ministre qui n'a pas le temps de s'user, de cristalliser les mécontentements contre lui. "Ce ne sera pas à mi-quinquennat mais après, pas très longtemps avant les échéances de 2012", dévoile le Premier ministre (1).

De quoi suggérer une date de départ de François Fillon au premier semestre 2011, soit un an avant la présidentielle. Un départ qui ne sera pas présenté comme une sanction. Sauf si...

---

## **Mort de Daniel Bensaïd, figure du trotskysme français. (13.01)**

### **Reuters - 12.01**

Le philosophe Daniel Bensaïd, animateur de Mai-68 et tête pensante de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), est mort mardi des suites d'une grave maladie, annonce le NPA. Il avait 63 ans.

Militant révolutionnaire depuis l'adolescence, il avait été l'un des animateurs du Mouvement du 22 Mars et l'un des acteurs de Mai-68 avec Daniel Cohn-Bendit et Alain Geismar, avant de participer à la création de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), en avril 1969.

Engagé dans tous les combats internationalistes, il a aussi été l'un des principaux dirigeants de la Quatrième internationale, organisation communiste fondée en 1938 en France par Léon Trotsky.

"Il n'a pas, lui, abandonné le drapeau de la révolte et de la résistance, il incarnait la continuité du combat révolutionnaire", a dit à Libération.fr Alain Krivine, cofondateur de la LCR.

Daniel Bensaïd avait activement participé l'an dernier à la création du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), animé notamment par Olivier Besancenot, qui en est le porte-parole.

Enseignant à l'université de Paris VIII, il a publié de nombreux ouvrages de philosophie ou de débat politique et a animé les revues Critique Communiste et Contretemps.

Des dirigeants de la gauche française ont salué mardi la mémoire d'un homme ayant mené sans concession le combat des idées.

"Ce grand penseur (...) n'a jamais cessé d'accompagner la mutation du mouvement trotskyste", écrit ainsi Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste.

### **"UNE LENTE IMPATIENCE"**

Marie-George Buffet et Pierre Laurent, les numéro un et numéro deux du Parti communiste, ont rendu hommage dans un communiqué tout autant à "l'homme simple et attachant qui respirait et attirait la sympathie" qu'au militant.

Né le 25 mars 1946 à Toulouse, Daniel Bensaïd disait être tombé dans le communisme "comme dans un bain chimique" et s'est comporté pendant plus de trente ans comme un infatigable moine-soldat anticapitaliste.

Dans "Une lente impatience", livre paru en juin 2004, il revenait sur les années de formation, à Toulouse, dans le bistrot des parents, où il entendait parler de Marx, de Lénine, de Staline, et bien entendu de Trotski.

Puis la découverte, à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, des textes d'Althusser, de Foucault ou de Deleuze, et surtout, l'apprentissage de l'action, sur les barricades de Mai 68, mais aussi devant les usines, les ambassades, parfois jusqu'en Argentine ou au Brésil.

La récente crise financière l'avait conforté dans son analyse sur la nécessité de revenir à l'essentiel.

"Il y a 25 ans, Marx était traité comme un chien crevé dans le meilleur des mondes libéraux possibles. Son spectre souriant est aujourd'hui de retour. Son actualité est tout simplement celle du capital mondialisé", écrivait-il en août, dans un numéro du Nouvel Observateur consacré au "grand retour de Marx". Quelle naïveté, c'est tout la LCR ! (Lutte de classe)

---

## **Le parquet requiert en appel les mêmes peines contre les "Conti". (14.01)**

### **Reuters - 13.01**

Les six salariés de l'usine de Continental de Clairoix (Oise) condamnés à des peines de prison avec sursis ont été jugés en appel mercredi à Amiens pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009.

Le jugement a été mis en délibéré.

L'avocat général a requis la confirmation des peines de première instance, de 2 à 5 mois de prison avec sursis, refusant une relaxe qui serait selon lui "une forme d'impunité.

A la demande du président de la cour d'appel, des images de reportages de télévision sur le saccage de la sous-préfecture de Compiègne ont été diffusées sur des écrans. On y reconnaît clairement plusieurs prévenus dont Xavier Mathieu, le responsable de la CGT.

"Je suis un être humain", a réagi le leader de la CGT qui a tenté d'expliquer son geste par la colère ressentie à l'annonce de la liquidation de son entreprise, "un cataclysme".

Les prévenus ont affirmé que l'action menée en préfecture de Compiègne était "une action non préméditée, non volontaire, une réaction, un coup de colère".

A la barre, des responsables politiques, du porte-parole du Parti socialiste Benoît Hamon à la secrétaire nationale du Parti communiste Marie-Georges Buffet en passant par la dirigeante des Verts Cécile Duflot, ont été appelés en tant que témoins.

Ils ont apporté leur soutien aux six prévenus qui avaient violemment manifesté leur colère contre la fermeture de l'usine du fabricant allemand de pneumatiques.

"Le gouvernement fustige les patrons voyous, mais veut faire condamner les salariés de Continental", a dit le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste Olivier Besancenot.

Les prévenus ont assuré que l'action menée dans la préfecture de Compiègne était "non préméditée, non volontaire".

Marie-Laure Dufresne-Castets, l'avocate des six salariés, a demandé la relaxe de ses clients.

Dans la matinée, à l'appel de partis politiques de gauche et de syndicats, entre 800 personnes selon la police et 1.500 selon les syndicats se sont rassemblées devant la gare d'Amiens puis ont défilé jusqu'au tribunal de la ville.

Derrière une banderole "Relaxe pour nos six camarades", le cortège a défilé en scandant des slogans hostiles aux dirigeants de Continental et favorables aux salariés poursuivis.

"Les voyous, c'est pas nous", ont longuement crié les manifestants.

Dans le cortège, outre des anciens salariés licenciés de l'usine de Clairoix, plusieurs politiques ont donné de la voix.

"En relaxant les Six, on condamne les patrons voyous et on rend la justice. La violence, elle est du côté de ceux qui licencient pas du côté de ceux qui se défendent", a dit avant l'audience Marie-Georges Buffet.

L'Usine Continental, qui comptait 1.120 salariés, a fermé ses portes en 2009. Après des semaines de lutte, les salariés ont obtenu une prime de départ supplémentaire de 50 000 euros.

Le 21 avril 2009, des salariés de Continental avaient saccagé la sous-préfecture de Compiègne après la décision du tribunal de grande instance de Sarreguemines (Moselle) de ne pas annuler le plan de fermeture de leur usine.

---

## **Le temps de travail baisse constamment depuis 1950 en France. (14.01)**

### **Reuters - 13.01**

Le temps que les Français passent au travail baisse constamment depuis 1950, du fait notamment de la progression de l'emploi salarié, une évolution similaire à celle de neuf autres pays développés, selon une étude de l'Insee.

Il est passé de 2.230 heures par an en 1950 à 1.559 en 2007. Ce temps de travail en France est inférieur à la moyenne des dix pays étudiés (1.620) mais supérieur à celui de l'Allemagne (1.432) et des Pays-Bas (1.413), remarque l'Institut national de la statistique et des études

économiques.

Les champions de la longueur du temps de travail sont la Corée du Sud (2.165 heures par an), devant les Etats-Unis (1.785), le Japon (1.784) et l'Espagne (1.775).

Le Royaume-Uni (1.607), la Suède (1.601) et l'Italie (1.566) suivent, juste devant la France.

Si les Français travaillent moins, c'est comme dans les autres pays essentiellement en raison du déclin de l'emploi agricole au profit du salariat, régime qui est celui de 91% des actifs français aujourd'hui, contre 65% en 1950.

Depuis les années 1970, la baisse de la durée du travail est aussi liée au développement des contrats à temps partiel, notamment concernant les femmes.

La France a une spécificité limitée dans les raisons de cette évolution, puisqu'elle a réduit l'horaire de travail légal avec les lois Robien (1996) sous la droite, et Aubry sous la gauche (1998 et 2000).

Le temps de travail est devenu une des lignes de fracture entre droite et gauche. Elu à l'Elysée avec le slogan "travailler plus pour gagner plus", Nicolas Sarkozy a assoupli les lois sur les 35 heures sans les supprimer, cette durée demeurant la limite légale de travail hebdomadaire.

---

## **Sarkozy à table avec des intellos. (14.01)**

**Lexpress.fr - 13.01**

Le président de la République a rencontré, mercredi 23 décembre, les nouveaux intellectuels français repertoriés par le Journal du Dimanche.

C'est en voyant leurs noms dans un article sur "Les nouveaux intellectuels du xxi<sup>e</sup> siècle", paru dans le Journal du dimanche le 20 décembre, que Nicolas Sarkozy a souhaité les rencontrer. Dès le lundi, certaines des neuf personnalités citées sont contactées par l'Elysée. Pour un déjeuner... le surlendemain. Trois d'entre elles annulent leurs engagements pour être présentes - les autres, assure le Château, seront réinvitées. Parmi elles, la sociologue Caroline Fourest, qui, contactée par L'Express, répond que ce genre de mondanité ne l'intéresse pas.

Détail savoureux: la liste établie par le JDD l'avait été avec l'aide d'un journaliste de Mediapart, site notoirement antisarkozyste! Convité le 23 décembre, Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès et proche collaborateur de Dominique Strauss-Kahn, s'est assuré auprès de ce dernier qu'il pouvait honorer l'invitation.

A table ce jour-là se trouvaient aussi la philosophe Cynthia Fleury et le sociologue Louis Chauvel. "Le président a beaucoup parlé", raconte l'un des présents. Mais le chef de l'Etat et ses hôtes sont convenus de ne pas donner de publicité à leur échange.

---

## **Les nouveaux intellectuels du XXI<sup>e</sup> siècle (14.01)**

**JDD - 23.12.09**

Leurs idées, leur influence, leurs engagements... Portrait de neuf jeunes penseurs qui bousculent le conformisme.

Vincent Cespedes

La question des règles

36 ans, philosophe, directeur de la collection "Philosopher" chez Larousse.

Proximités intellectuelles : la "créolisation" d'Edouard Glissant ou "la pensée iconoclaste" d'Henri Lefebvre.

Idées-force : "Le pouvoir humain d'institutionnalisation (et de désinstitutionnalisation). C'est bien de cela qu'il s'agit quand je fais un roman-essai sur l'orthographe française, un pamphlet polémique sur les violences urbaines, ou même un cahier de vacances sur l'amour : notre capacité à fixer nos propres règles du jeu, et à les modifier, ce qui ne va pas sans... crise!"

Engagements politiques : "Je plaide pour une démocratie philosophique, c'est-à-dire capable d'autocritique, de création et d'intelligence. L'opposé de notre démocratie "sinistrée" – un mot rappelant que notre démocratie naît à gauche (latin: sinister), et meurt quand la gauche

dépérit. La sinistrose actuelle est donc ma grande préoccupation."

Dernier livre paru: J'aime, donc je suis Larousse.

Gilles Finchelstein

Retrouver le temps long

46 ans, directeur de la Fondation Jean-Jaurès et directeur des études chez Euro RSCG Worldwide.

Proximités intellectuelles : Guy Carcassonne, Antoine Lyon-Caen, Jean Pisani-Ferry, Daniel Cohen, Dominique Strauss-Kahn "pour sa capacité à penser out of the box, comme disent les Américains".

Idées-force : "Une analyse – et une dénonciation – de cette espèce de "dictature de l'urgence" qui s'est insinuée partout, dans nos vies personnelle et professionnelle, dans la vie économique comme dans la vie publique. Peu à peu, nous oublions le long terme au profit du court terme... au risque de saborder l'un et l'autre. Il faut retrouver le temps long!"

Engagements politiques : "Aujourd'hui, mon seul engagement politique est au service de la Fondation Jean-Jaurès que préside Pierre Mauroy. Un lieu privilégié pour nouer un dialogue de fond entre politiques, experts, universitaires, syndicalistes ou entrepreneurs."

Dernier livre paru: Le Monde d'après, Plon.

Louis Chauvel

Les moteurs du changement social

42 ans, sociologue, professeur des universités à Science-Po. Membre de l'Institut universitaire de France.

Proximités intellectuelles: "Marx, Durkheim, Weber, Vilfredo Pareto, de gauche à droite. Forte influence d'Emmanuel Todd. Mais aussi les révolutions intellectuelles et culturelles de l'Autriche entre 1890 et 1930. Aujourd'hui: la Chine."

Idées-force : "Je m'intéresse aux moteurs du changement social. Le conflit de l'ancien et de la nouveauté, de la tradition et de l'invention, de l'ordre et de l'aventure. J'analyse les contradictions entre les représentations et les réalités: beaucoup de contemporains croient que nous vivons dans une société sans classe, où nous sommes tous membres des classes moyennes. La réalité est différente, mais fait l'objet d'un déni étonnant."

Engagements politiques : "J'en ai eu, très marqués à gauche. Mais je déteste la "science militante", ce savoir qui donne des réponses orientées avant même d'avoir posé froidement les problèmes. Les experts de sciences sociales sont plus et mieux lus à droite qu'à gauche, avec plus d'intérêt et de respect."

Dernier livre paru: Les Classes moyennes à la dérive, Seuil.

Vincent Delecroix

Le rapport à la vérité

40 ans, écrivain et philosophe, maître de conférences à l'Ecole pratique des hautes études.

Proximités intellectuelles: Kierkegaard en philosophie, Stendhal en littérature.

Idées-force : "La relation entre philosophie, discours et vérité. Cela consiste à se demander, en philosophie de la religion, le sens, les présupposés et la pérennité de la question de la vérité que pose la philosophie à la religion. Une manière d'approcher le phénomène religieux à l'époque contemporaine, mais aussi une réflexion sur l'histoire du concept de vérité, de la volonté de vérité et finalement une interrogation sur le rapport contemporain à la vérité."

Engagements politiques : "Une bonne partie du discours et des pratiques de la droite au pouvoir, dite "décomplexée", suscite en moi de l'exaspération, voire de l'exécration."

Dernier livre paru: Le Tombeau d'Achille, Gallimard.

Cynthia Fleury

La régulation démocratique 35 ans, chercheuse à l'Institut des sciences de la communication du CNRS, Research Fellow et professeur à l'American University of Paris.

Proximités intellectuelles : La Critique de la raison pure de Kant.

Idées-force : "Je travaille sur l'écart entre les principes et les pratiques démocratiques, le travestissement des principes démocratiques ou ce que je qualifie d'"entropie", d'"état de désordre" démocratique. Je m'intéresse de la sorte aux outils de la régulation démocratique. Cela concerne les démocraties adultes confrontées à l'enjeu de la réforme. "

Engagements politiques : "J'ai travaillé avec des élus territoriaux ou nationaux de tous bords à partir du moment où le sujet me paraissait d'intérêt général."

A paraître en 2010 : La Fin du courage, Fayard.

Caroline Fourest

Un humanisme laïque

34 ans, rédactrice en chef de la revue ProChoix (féministe, antiraciste, laïque), journaliste au Monde et à France Culture.

Proximités intellectuelles : "Je n'ai jamais retrouvé de meilleures références que la philosophie du doute et des lumières qui m'a donné envie de penser, de réfléchir, de critiquer, d'être en mouvement."

Idées-force : "Repenser notre façon de "faire société" grâce à l'humanisme laïque et universaliste, pour sortir de cette crise du "vivre-ensemble" en évitant deux gouffres: l'aveuglement au défi de l'intégrisme d'un certain multiculturalisme, et la tentation d'y répondre par un retour de bâton nationaliste, normatif et identitaire sur un mode monoculturaliste."

Engagements politiques : "Liberté-égalité-laïcité. Je n'appartiens à aucun parti puisque mon rôle, en tant qu'intellectuelle engagée, est de faire en sorte que le plus grand nombre de familles politiques n'abandonne pas ces fondamentaux."

Dernier livre paru: La Dernière Utopie, Grasset.

Thierry Pech

L'évolution des rapports sociaux

41 ans, ex-secrétaire général de La République des idées, ancien directeur du Seuil, directeur adjoint d'Alternatives économiques.

Proximités intellectuelles : Pierre Rosanvallon, laviedesidees.fr, Antoine Garapon, la revue Esprit.

Idées-force : "Mieux comprendre la forme actuelle des rapports sociaux. Dans une société comme la nôtre, tout dépend de la manière dont les différentes catégories se considèrent mutuellement. Elles ne vivent pas les unes à côté des autres, mais les unes avec et contre les autres. Et, de ce point de vue, les sociétés européennes ne vont pas bien."

Engagements politiques : "La volonté de redonner à la gauche les outils d'une critique et d'une compréhension pertinentes du monde dans lequel nous vivons."

Dernier livre paru: Les Multinationales du coeur, Seuil.

Hakim El Karoui

Penser l'égalité

38 ans, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin, militant de la diversité, banquier chez Rothschild.

Proximités intellectuelles : "Emmanuel Todd, qui, à partir d'une intuition de génie – la concordance entre la carte des systèmes familiaux et



celle des systèmes politiques – a su construire un modèle d'interprétation du monde. Glenn Gould jouant Bach : l'abstrait qui devient charnel, le rythme qui devient musique, la solitude qui devient dialogue."

Idées-force : "L'idée que les hommes sont égaux. Alors que le monde se désoccidentalise, l'égalité est un concept d'avenir, pour penser l'émergence des nouvelles puissances, rassurer la France métissée sur son identité ou oeuvrer pour la nécessaire régulation du commerce international qui sauvera de la déchéance les classes moyennes occidentales."

Engagements politiques : "Question complexe car si la droite inégalitaire a clairement pris le pas sur l'autre – celle du souci de la cohésion sociale et nationale, du refus de l'occidentalisme, du musée du Quai-Branly– la gauche n'a pas encore compris la force et la modernité de l'idée d'égalité."

Dernier livre paru: L'Avenir d'une exception, Flammarion.

Eric Maurin

Critique et pragmatisme

46 ans, professeur d'économie à l'Ecole d'économie de Paris, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Proximités intellectuelles : "J'ai été formé à l'Insee à une époque où y coexistaient encore une tradition critique et une tradition pragmatique des sciences sociales. Selon la première, les sciences sociales sont condamnées à produire des représentations d'abord politiques. La tradition pragmatique simplifie le monde en quelques grandes équations, dont il s'agit de tester empiriquement les prédictions."

Idées-force : "Pour comprendre notre société, il est crucial de saisir comment ses membres se représentent l'avenir et de quels possibles leur avenir est fait. C'est autant la peur face à l'avenir que l'expérience du passé qui mobilisent et façonnent nos sociétés."

Engagements politiques : "J'apprécie les leaders de gauche pragmatiques comme Michel Destot à Grenoble. Je soutiens à 100% les efforts de Martin Hirsch pour tester les politiques publiques à petite échelle avant de les généraliser. Mais la politique d'ouverture, dont il est une figure, concrétise toutefois l'idée que les élites de gauche n'adhèrent pas aux grands principes qu'elles professent."

Dernier livre paru: La Peur du déclassement, Seuil.

Commentaire : Il y a eu les nouveaux philosophes et vieux réactionnaires au milieu des années 70, d'autres ont pris la relève depuis, maintenant voilà venu le temps des nouveaux intellectuels et vieux réactionnaires ! (Lutte de classe)

---

## **Le Modem fait alliance avec Ségolène Royal en Charente-Maritime. (17.01)**

**Reuters - 16.01**

Le Mouvement démocrate (Modem) de Charente-Maritime a décidé de faire alliance dès le premier tour des élections régionales avec la socialiste Ségolène Royal, présidente sortante de la région Poitou-Charentes.

Cinq candidats du parti centriste figureront sur les listes socialistes dès le premier tour, en contradiction avec les consignes nationales de François Bayrou, président du parti centriste.

Des militants et élus du Modem opposés à cette stratégie pourraient cependant maintenir des listes autonomes du parti centriste dans les départements de la région.

Depuis la présidentielle de 2007, où elle avait vainement tenté d'obtenir le ralliement de François Bayrou entre les deux tours, Ségolène Royal a multiplié les ouvertures vers ce parti, qui est fermement opposé comme elle à Nicolas Sarkozy.

Elle a donc en partie réussi samedi dans sa région. "Nous avons voté en faveur de la main tendue", a dit aux journalistes Alexis Blanc, président du Modem de Charente-Maritime, après une réunion tendue à Rochefort.

Sur 66 conseillers départementaux Modem, 42 étaient présents, 33 ont voté, dont deux seulement contre l'alliance avec le PS. Il y a eu deux abstentions.

"Le pragmatisme a prévalu. On est tous centristes de coeur, de motivation mais aujourd'hui il est clair que nous n'avons pas les moyens de constituer une liste autonome du Mouvement démocrate au premier tour", a ajouté Alexis Blanc.

Il estime que Ségolène Royal a un bon bilan, et que ses propositions concordent avec celles du Modem local.

Le 7 janvier, François Bayrou avait fait le déplacement à Angoulême (Charente) pour tenter d'éviter une dissidence de la branche locale de son parti.

Il avait laissé la porte ouverte à une alliance pour le deuxième tour mais avait tenu à rappeler que le MoDem avait besoin "de manifester clairement son indépendance".

Alexis Blanc estime que les instances du Modem dans les trois autres départements de la Poitou-Charentes devraient adopter la même stratégie de ralliement dès le premier tour à Ségolène Royal dans les jours à venir.

---

## **Les seniors, une cible de choix pour les entreprises. (17.01)**

### **JDF - 16.01**

De plus en plus nombreux et disposant de revenus confortables, les seniors sont devenus une cible privilégiée pour de nombreuses sociétés, parmi lesquelles on retrouve bien sûr les maisons de retraite et les laboratoires pharmaceutiques. Ces derniers seront les grands gagnants de cette évolution démographique, mais dans d'autres secteurs, des loisirs à l'alimentaire en passant par l'assurance ou la cosmétique, de nombreuses entreprises adaptent leur offre à destination des seniors.

« D'ici à 2050, le nombre de personnes de plus de 65 ans devrait tripler, tandis que la population mondiale n'augmenterait que d'un tiers, et celle des enfants de moins de 5 ans diminuerait légèrement », pronostique Gilles Pinson, démographe à l'Institut national d'études démographiques.

En France, la génération des 60-70 ans arrive en masse à l'âge de la retraite. Et la déferlante des « papy-boomers » va aller en s'amplifiant. Depuis 2006, on enregistre 750.000 départs à la retraite par an, au lieu de 450.000 précédemment. Une retraite dont ils vont pouvoir profiter longtemps avec l'allongement de l'espérance de vie.

La tranche des plus de 80 ans est celle qui progresse le plus vite dans la plupart des pays. Leur nombre devrait croître de 233 % entre 2008 et 2040. La prise en charge collective des besoins d'aide et de soins du grand âge est donc l'un des plus grands défis à moyen terme. On estime à environ 50 % le taux de personnes dépendantes en plus en 2040 (passant de 800.000 à 1,2 million). Parallèlement, le nombre des « aidants » potentiels dans l'entourage est amené à se réduire.

Les acteurs de la santé en sont les premiers bénéficiaires

La prise en charge de la dépendance ne connaîtra donc pas la crise dans les années à venir. Du pain bénit pour certaines valeurs, au premier rang desquelles on retrouve les maisons de retraite et, plus généralement, les acteurs du secteur de la santé. Des groupes comme Générale de Santé, LVL Médical, Orpéa ou encore Korian vont en être les premiers bénéficiaires. « C'est pourquoi nous avons choisi à travers notre fonds Performance Vitae de nous focaliser sur les sociétés répondant directement à cette problématique, comme les maisons de retraite, les laboratoires pharmaceutiques et les fabricants de matériel médical et paramédical. Une ventilation qui nous a permis d'afficher une performance de 18 % l'an dernier, soit davantage que les indices santé », explique Barthélemy Renaudin, gérant à la Financière de Champlain.

Avec les progrès croissants de la médecine et l'allongement de la durée de vie, les dépenses de santé vont continuer de croître inexorablement. « Les groupes de maisons de retraite ont l'avantage de contribuer à la diminution des dépenses de santé du fait de la réduction des durées d'hospitalisation. Ils sont donc amenés à se développer dans les années à venir », estime Barthélemy Renaudin. « Les sociétés de la santé ont parfaitement joué leur rôle de valeurs défensives pendant la crise et devraient assurer une belle surperformance en 2010 », conclut-il.

Conscientes des enjeux de la dépendance dans les années à venir, d'autres sociétés sont désireuses de se faire une place sur ce créneau. Ainsi, l'équipementier électrique Legrand espère conquérir la clientèle des seniors, et plus particulièrement des personnes en perte d'autonomie, avec son offre dans la domotique. « Le vieillissement de la population ouvre un formidable marché. Nous proposons des solutions pour permettre aux personnes âgées de rester chez elles en toute autonomie », soulignait

Gilles Schnepf, P-DG de Legrand, lors d'une interview dans notre journal en novembre 2009.

Certaines entreprises du domaine de la santé visent un public de seniors élargi. C'est le cas du spécialiste des verres progressifs Essilor, mais aussi d'Audika et d'Amplifon, dans le secteur des prothèses auditives. Leur activité présente une visibilité qui leur a permis d'afficher de belles performances boursières sur 2009. Essilor a ainsi surperformé le CAC 40, avec un gain de plus de 26 % sur un an. Quant à Audika, l'action s'est envolée de près de 60 % sur un an et de plus de 7 % depuis le 1er janvier.

Autre secteur pour lequel le vieillissement de la population offre un fort potentiel de croissance, c'est le marché de l'assurance. Aujourd'hui, 3 millions de personnes sont couvertes, soit seulement 15 à 25 % de la cible potentielle, selon la Fédération française des sociétés d'assurances. Pourtant, l'an dernier, les dépenses liées à la perte d'autonomie en France ont été évaluées à 19 milliards d'euros, soit 1 % du PIB. Certains experts estiment que la dépendance pourrait représenter 3 % du PIB dès 2020, sous l'effet du vieillissement démographique, de la croissance de la population totale, de l'inflation des dépenses et du progrès technique.

Face à cela, le marché français, qui représente environ 500 millions d'euros de primes, demeure embryonnaire. A titre de comparaison, la complémentaire santé représente 28 milliards d'euros de cotisations. Aujourd'hui, CNP et Crédit Agricole sont les deux acteurs les mieux positionnés pour profiter de cette manne.

Les seniors sont friands de loisirs

L'allongement continu de l'espérance de vie s'accompagne d'une augmentation comparable du nombre d'années de vie en bonne santé. L'âge d'entrée dans la dépendance recule autant que l'âge du décès. Et la génération des 60-70 ans veut profiter de la retraite et se faire plaisir. En plus, on estime que les seniors disposent d'environ 50 % du revenu net et de 60 % du patrimoine total des ménages. Ils vont donc représenter dans les prochaines années une part croissante des consommateurs.

Une tendance qui n'a pas échappé aux acteurs du tourisme. En effet, selon une enquête Ipsos pour le Crédit Agricole, 67 % d'entre eux partent en voyage au moins une fois par an, avec un budget annuel moyen de 2.474 euros, et 48 % d'entre eux sortent au moins une fois par mois. Depuis quelques années, on voit fleurir des offres à destination des seniors. Thomas Cook propose, par exemple, des séjours balnéaires de plus longue durée avec des activités spécialement adaptées. Un bon moyen pour les hôteliers et les tour-opérateurs de remplir leurs séjours pendant les périodes creuses.

Ces jeunes retraités sont également adeptes des vacances dans l'Hexagone. Dans ce cadre, ils privilégient les hébergements en chambre d'hôte et en gîte, mais aussi le camping. Ainsi, les plus de 60 ans représentent 33 % de acheteurs de camping-cars. Un bon filon pour une société telle que Trigano, ce qui explique une partie de son rebond boursier de l'an dernier (+ 135 % sur un an).

Les acteurs du loisir, comme le groupe Partouche, comptent également attirer cette clientèle. Ayant souffert de l'interdiction de fumer et des répercussions de la crise économique, les casinos cherchent à séduire de nouveaux clients. Les seniors représentent donc une clientèle cible pour eux, compte tenu de leurs revenus.

Désireuses de profiter de cette réserve de croissance, les entreprises de biens de consommation mettent au point une offre dédiée pour les seniors. Parmi les sociétés auxquelles on pense immédiatement, on citera Damartex, dont le positionnement est clairement affiché à travers sa ligne de textile.

Les groupes cosmétiques ont également compris, depuis longtemps, le potentiel de cette clientèle et ont fait des soins anti-âge un axe de développement majeur. Le marché des antirides s'élève à plus de 1 milliard d'euros, dont 320 millions pour l'Europe. C'est pourquoi L'Oréal investit lourdement dans la recherche afin de mettre au point de nouvelles technologies. Galderma, la filiale commune de L'Oréal et Nestlé, vient d'ailleurs de lancer un traitement à base de toxine botulique pour concurrencer le Botox.

Enfin, l'agroalimentaire n'est pas en reste. Danone propose par exemple depuis plusieurs années des produits anticholestérol, enrichis en oméga 3 ou aidant à lutter contre l'ostéoporose.

D'autres groupes à l'assaut de cette clientèle

De nouveaux acteurs tentent de séduire cette catégorie. Orange a ainsi lancé l'offre Hello, qui propose une interface simplifiée, un abonnement spécifique à Internet et un service d'assistance dédié, pour réconcilier les seniors avec les nouvelles technologies. Pour autant, il est difficile d'estimer le poids exact des seniors dans les résultats de ces entreprises et encore plus l'impact boursier. Mais, selon Barthélemy Renaudin, la thématique du vieillissement de la population en Bourse n'en est qu'à ses débuts.

Sordide ! (Lutte de classe)

---

## **Le consensus UMP-PS contre nos retraites. (19.01)**

**Lexpress.fr - 19.01**

La première secrétaire du PS s'est prononcée en faveur d'une commission bipartite de réflexion sur les retraites, à condition de pouvoir choisir le coprésident socialiste.

A condition que le parti qu'elle dirige puisse choisir le nom du coprésident issu de ses rangs, Martine Aubry pourrait appuyer la création d'une commission bipartite (UMP-PS) sur les retraites, selon le modèle de celle consacrée au grand emprunt, animée par Alain Juppé et Michel Rocard (mais Rocard avait été nommé par l'Elysée).

Le 17 janvier, dans Le Grand Jury LCI-RTL-Le Figaro, la première secrétaire a envisagé de débattre d'un âge de départ à la retraite de 61 ou de 62 ans, dès lors que seraient traitées les questions de pénibilité et de travail des seniors. C'est la première fois que le PS aborde ce sujet à ce niveau de responsabilité.

Elle s'en remet à Sarkozy, le fossoyeur de nos droits sociaux : La première secrétaire s'était dit ouverte à un débat "si le président de la République est prêt à travailler véritablement pour que nous trouvions des principes justes", en "gardant la retraite par répartition".

"Elle a ouvert la réflexion et montré que le statu quo n'était plus possible", confirme Marisol Touraine, secrétaire nationale à la santé et la sécurité sociale.

Mardi matin, Benoît Hamon, le porte-parole du PS, a démenti et répété que son parti reste "attaché" au maintien de l'âge légal de la retraite à 60 ans. (Lexpress.fr 19.01)

### **Commentaire.**

Aubry a indiqué à Sarkozy la méthode à suivre pour faire passer sa contre-réforme des retraites : un faux choix qui dans les deux cas s'apparente à un chantage, mais la ficelle étant un peu grosse à avaler d'un coup, il est nécessaire d'ajouter un argument pour faire diversion et diviser les travailleurs, l'emploi des seniors et la pénibilité du travail : " Le tout maintenant c'est d'y mettre les ingrédients pour que celle-ci soit juste aux yeux des Français", dit mardi à l'Assemblée nationale M. Valls (AP 19.01), entendez par là, pour que le projet scélérat de Sarkozy soit adopté. Le PS a repris à son compte la méthode Sarkozy-Thibault-Chérèque, ni plus ni moins.

Tout le monde a bien compris après que le PS a adopté les arguments de Sarkozy, qu'il était forcément juste de tailler à la hache dans notre droit à la retraite, tout comme il est forcément juste que le régime capitaliste survive, puisque selon le PS il n'existe aucune alternative au capitalisme.

On nous propose de choisir entre la peste et le choléra : Soit vous acceptez un système de retraite à points, mais qui se traduira par l'amplification des inégalités déjà existantes, à moins que vous ne continuiez à travailler bien au-delà de 60 ans, soit vous conservez le système actuel par répartition, mais vous devrez accepter de repousser l'âge de départ à la retraite, dans les deux cas la même punition pour l'ensemble des travailleurs.

Toute revendication qui va à l'encontre des intérêts du capitalisme doit être écartée, tout droit ou acquis social qui va à l'encontre des intérêts du capitalisme doit être remis en cause, en aucun cas la classe ouvrière ne pourrait avoir d'intérêts distincts et contradictoires au capitalisme, en aucun cas elle ne pourrait revendiquer son indépendance de classe. C'est donc bien la question du combat classe contre classe qui est posée au mouvement ouvrier.

Soit vous choisissez de vous placer au côté de la classe ouvrière et vous rejetez l'ensemble des arguments avancés par Sarkozy-Aubry-Thibault-Chérèque-Parisot, soit vous acceptez leurs arguments et vous vous placez au côté des capitalistes et leurs représentants, vous décidez sciemment de brader à la fois les intérêts et l'indépendance de classe du prolétariat.

Du côté syndical.

En déclarant mardi vouloir relancer l'intersyndicale en vue de la nouvelle phase de contre-réforme des retraites, les dirigeants de la CGT comptent renouveler le front unique au sommet qui a permis au gouvernement et aux capitalistes de passer tranquillement la crise au cours de l'année 2009.

Chacun se dispose pour cadenasser le mouvement ouvrier et lui interdire toute issue politique.

---

## **Loire: quatre dirigeants d'Akers (métallurgie) retenus par des salariés. (21.01)**

### **AP - 20.01**

Quatre dirigeants du groupe métallurgique suédois Akers s'apprêtaient à passer la nuit de mercredi à jeudi dans leur usine de Fraisses (Loire), où ils sont retenus depuis la mi-journée par la majorité des 120 salariés.

Les négociations entre la direction d'Akers, un des principaux fabricants mondiaux de cylindres de laminoir, et ses salariés de la région stéphanoise, qui avaient failli aboutir, ont finalement été rompues.

"Nos interlocuteurs sont versatiles, mais je ne leur en veux pas car ce ne sont pas des professionnels de la négociation. Nous attendons le retour demain de Paris des trois délégués syndicaux titulaires pour tenter d'aboutir", a déclaré mercredi soir Laurent Dousselin, directeur du site Akers de Fraisses.

Les salariés ont annoncé qu'ils étaient "déterminés" dans leurs revendications, mais qu'ils allaient "bien traiter" leurs dirigeants.

Ils ont amené sur place des lits picots pour qu'ils puissent dormir et des savonnettes pour leur toilette et ils leur ont fait livrer des pizzas en début de soirée.

"Nous sommes allés au bout de ce que la direction du groupe nous permettait de faire en offrant 30.000 euros de prime extra-légale, mais assortis de conditions (ndlr: reprise du travail, qualité de la production, absence de dégradations) sur lesquelles ils ont au dernier moment refusé de s'engager", a déclaré Benoit Bourg, DRH d'Akers Fraisses, qui s'apprêtait à passer la nuit sur place avec trois autres dirigeants de la filiale française, dont son directeur, Philippe Bello.

Un représentant de l'intersyndicale FO, CFTD, CGT a pour sa part déclaré qu'"un accord devra d'abord être signé" pour que cesse l'action, qui a débuté en fin de matinée.

A Paris, les trois délégués syndicaux de l'entreprise d'Akers Fraisses ont de leur côté participé mercredi après-midi à une réunion, sous l'égide du ministère de l'Industrie et du secrétariat d'Etat à l'Emploi, en présence du contrôleur général du groupe suédois Akers.

Ce dernier a annoncé en novembre 2009 son intention de fermer son usine de Fraisses, où 120 salariés travaillent à la fabrication de cylindres de laminier, évoquant un effondrement de ses commandes.

---

## **NPA : la stratégie de Besancenot dénoncée en interne. (21.01)**

**LeMonde.fr - 20.01**

Le jour où Olivier Besancenot annonçait sa candidature comme tête de liste en Ile-de-France, une autre figure du NPA annonçait son retrait de la campagne. Leila Chaibi, chef de file médiatique de l'Appel et la pioche, un collectif qui organise des pique-niques sauvages dans les supermarchés, critique vertement l'attitude de son parti et surtout son refus d'une alliance avec le Front de gauche.

"Le choix de partir seul aux élections régionales est pour moi l'expression de l'échec du projet NPA", explique-t-elle sur le site.

La jeune femme, qui est l'une des représentantes de la "minorité unitaire" au NPA, est particulièrement en colère contre le préalable avancé par les amis de M. Besancenot pour des listes unitaires : le refus de participer aux exécutifs régionaux. Un prétexte, assure-t-elle. "En réalité, cette histoire d'exécutifs n'était qu'une excuse pour ne pas faire l'unité. Tout comme, à l'époque des élections européennes, l'argument du "front durable" n'était qu'une excuse pour partir tout seul", écrit-elle. A ses yeux, le NPA a tout fait pour rompre les négociations.

Cette épisode l'a rendue amère. Et l'interroge sur la sincérité des dirigeants du NPA quand ils parlent d'un "nouveau parti ouvert". "Si le NPA sert uniquement à appeler à la grève générale de façon incantatoire, pas la peine d'avoir choisi la forme "parti", un syndicat aurait fait l'affaire. Si le but du NPA, c'est d'attendre la révolution, je préfère rester couchée d'ici là", assure-t-elle.

Pour l'heure, comme elle a démissionné de la direction nationale, elle annonce son retrait de la campagne. Et prévient qu'elle se battra à l'intérieur de son parti mais aussi dans les débats de toutes "les composantes de la gauche radicale".

---

## **Lutte ouvrière, dernier parti révolutionnaire ? (21.01)**

**Reuters - 20.01**

Tournant le dos aux alliances électorales, Lutte ouvrière se présente seul aux élections régionales pour dire tout le mal qu'il pense des élections et dénoncer la politique du gouvernement et du patronat.

La porte-parole du parti trotskyste, Nathalie Arthaud, renvoie dos à dos le Front de gauche, qui rêve selon elle de faire une "énième mouture de la gauche plurielle" et le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot.

"Nous sommes le dernier parti révolutionnaire, le seul qui considère le communisme comme l'avenir de l'humanité", explique dans une interview à Reuters la responsable de la formation, qui a succédé à l'insupportable Arlette Laguiller en 2008.

LO, qui revendique 8.400 adhérents et a obtenu 1,34% à la présidentielle de 2007, avait fait alliance dans le passé avec la Ligue communiste révolutionnaire.

Mais "en se transformant en NPA, ils ont abandonné la référence au trotskysme, ce n'est pas que symbolique, ça correspond à un changement d'orientation", dit Nathalie Arthaud.

Elle note également que le NPA a tenté de s'allier au Front de gauche et qu'il fera liste commune avec lui dans quelques régions au scrutin de mars.

Néanmoins, la porte-parole de LO ne croit pas à un effondrement de l'ex-formation rivale et de son porte-parole Olivier Besancenot, qui semblent avoir été éclipsés par les Verts après le succès des écologistes aux européennes de 2009.

"Il semblerait que le dévolu des médias se porte plutôt sur Cécile Duflot", secrétaire nationale des Verts, dit-elle.

### "CONSTRUCTIONS MÉDIATIQUES"

"Pour moi, ce sont des constructions médiatiques, on l'a connu à Lutte ouvrière avec Arlette Laguiller en 1995. Je crois qu'il n'y a rien de changé par rapport à il y a un an".

Spécificité française, la gauche radicale, qui compte de nombreux courants et pèse de 12 à 14% des voix, avait échoué à s'unir pour la présidentielle de 2007.

En revanche, le Parti communiste et le Parti de gauche (PG) sont allés ensemble à la bataille des municipales de 2008 sous le sigle "Front de gauche" et présentent une majorité de listes communes aux régionales de mars prochain.

Mais pour Nathalie Arthaud, les sympathisants communistes et ceux de Jean-Luc Mélenchon se font des illusions s'ils pensent qu'une alliance électorale et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe en 2012 "changera quelque chose pour eux."

"Tout l'espoir que Mitterrand avait suscité quand il s'était fait élire en 1981, où est-il aujourd'hui ? Et pareil, Lionel Jospin, qu'est-ce qu'il a fait ?" de 1997 à 2002 à Matignon, demande-t-elle.

En conséquence, LO entend prendre le "contrepied" du PCF et du PG pour dire que la solution ne viendra pas du remplacement de Nicolas Sarkozy par un représentant de la gauche mais du rapport de forces sur le terrain social.

"Les travailleurs peuvent changer les choses eux-mêmes, non par le bulletin de vote mais grâce à leurs luttes", dit Nathalie Arthaud.

Selon elle, les formations de gauche doivent être unies mais pour "riposter" au gouvernement et au patronat et "imposer que les richesses, dont la société déborde, répondent aux besoins de la population".

"C'est ça que nous allons dire aux élections. S'il y a un changement que les travailleurs peuvent avoir, un espoir de changement, ça viendra d'en bas, ça viendra d'eux-mêmes", dit la porte-parole de LO.

---

## **Journée d'action en demi-teinte dans la Fonction publique. (22.01)**

### **Reuters - 21.01**

Une faible part des cinq millions de fonctionnaires français a fait grève et manifesté jeudi contre les réductions de postes et les restrictions budgétaires prévues par le gouvernement.

Au total, 12,2% des agents selon le ministère de la Fonction publique, entre 25% et 30% selon la CGT, ont répondu à l'appel de trois syndicats sur huit - la CGT, la FSU et Solidaires -, la CFDT et l'Unsa se joignant à eux dans l'enseignement et l'équipement.

Dans le collimateur des manifestants : les réformes engagées avec la Révision générale des politiques publiques (RGPP) qui prévoit le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Réformes de l'enseignement, conditions de travail et défense du service public étaient également en tête des slogans.

"C'est une mobilisation qui n'est sans doute pas à la hauteur de ce qu'il faudrait mais qui est en hausse. Nous sommes dans une dynamique

positive", a estimé sur France Info Gérard Aschieri, secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU), premier syndicat de la fonction publique d'Etat.

La FSU appelle à une manifestation nationale pour l'éducation le samedi 30 janvier.

Pour Jean-Marc Canon, secrétaire général de la CGT Fonction publique, "on est dans une mobilisation extrêmement intéressante" compte tenu de la période de l'année et du fait que le mouvement n'était pas unitaire.

"Il y a eu un véritable retentissement dans les personnels de la Fonction publique et chez les citoyens qui, pour une large part, partagent nos préoccupations", a-t-il dit à Reuters, réclamant l'ouverture de "négociations sans tabou ni a priori".

Cette grève "est une étape" et "d'autres rendez-vous seront nécessaires", souligne dans un communiqué l'Unsa Education.

Une centaine de manifestations ont eu lieu dans le pays, rassemblant selon la CGT entre 120.000 et 130.000 personnes.

## "LE GOUVERNEMENT LICENCIE"

A Paris, le défilé a réuni 6.600 personnes selon la police, 15.000 selon la CGT, entre République et Richelieu-Drouot.

"Chatel à la poubelle" ont scandé des manifestants à propos du ministre de l'Education nationale, Luc Chatel. Sur l'air des "Cactus", de Jacques Dutronc, d'autres ont chanté : "Les fonctionnaires sont en galère, ils n'ont plus de pouvoir d'achat. Aïe aïe aïe, ouille !"

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de Gauche, et Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste, étaient présents, tout comme Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière.

"La situation est catastrophique : il y a trois millions de chômeurs, un million vont se retrouver en fin de droits et le gouvernement licencie", s'est indignée cette dernière.

A Bordeaux, 1.500 fonctionnaires selon la police, 5.000 selon la CGT, ont défilé de la place de la République à la préfecture.

En tête de cortège, des dizaines de lycéens des filières scientifiques en blouse blanche protestaient contre une réforme supprimant des heures de travaux pratiques.

Sur les banderoles on pouvait lire : "Défense du statut des fonctionnaires" ou "non à la casse du service public".

A Lyon, les organisateurs ont compté 4.000 personnes, la police 3.000, dans un cortège composé pour moitié environ de professeurs. "Pour la réussite de tous les jeunes", "Non à l'enseignement de l'ignorance", ont-ils lancé.

"La colère gronde dans nos établissements. Le gouvernement supprime des postes et met en place des réformes qui nécessitent davantage de présence dans les collèges et les lycées", a expliqué à Reuters Emmanuel Guicharez, enseignant lyonnais militant à la FSU. "Les enseignants doivent se débrouiller tout seuls et ça ne va pas le faire à la rentrée prochaine".

## ENSEIGNANTS EN GRÈVE

Il y avait environ 2.000 manifestants à Nantes (1.800 selon la police, 3.000 d'après les syndicats enseignants), où des lycéens se sont joints au cortège.

Selon les organisateurs, 10.000 personnes ont défilé à Marseille et un millier à Avignon.

A Nice, deux enseignants grévistes manifestant avec des masques représentant le président Nicolas Sarkozy ont été arrêtés par la police.

L'Unef s'est jointe au mouvement "pour dénoncer les suppressions de postes dans l'Education et la réforme des IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres-NDLR), sachant que beaucoup d'étudiants veulent faire carrière dans l'enseignement", a expliqué Anabelle Janodet, porte-parole du syndicat étudiant.

La mobilisation était minimale à La Poste, où la direction a compté 400 grévistes sur 286.000 agents.

Aucune perturbation n'était à signaler dans les hôpitaux de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, selon la direction.

Environ 15% des enseignants étaient en grève dans l'Education nationale, selon le ministère, qui a comptabilisé 17,69% d'enseignants grévistes dans le premier degré, et 13,78% dans le second degré.

Selon le SNUipp-FSU, premier syndicat du premier degré, un enseignant des écoles maternelles et primaires sur trois était en grève. Le Snes-FSU a parlé de "forte mobilisation" dans les collèges et lycées, avec "plus de 40% des personnels" en grève.

Est prévue cette année la suppression de 33.749 postes équivalents temps plein de fonctionnaires. L'Education nationale, premier employeur de la fonction publique d'Etat, devrait enregistrer à elle seule quelque 16.000 suppressions de postes (pour plus de détails )

## **Le consensus UMP-PS contre nos retraites. Deuxième partie. (22.01)**

### **Reuters - 21.01**

Lors de ses vœux aux partenaires sociaux et au monde associatif, Xavier Darcosa souligné : "Nous savons très bien que le système ne pourra pas être pérennisé s'il n'évolue pas, ce n'est pas la peine de faire comme si nous l'ignorions".

Il a émis l'espoir que les attitudes d'opposition "stérile" finissent par céder la place à une "volonté d'ouverture, de dialogue, de responsabilité".

"Les lignes bougent, les responsables politiques évoluent partout", a-t-il estimé. "Inutile de vous dire que le ministre en charge du sujet que je suis en est particulièrement heureux."

Du côté du PS.

- Claude Bartolone et Bruno Le Roux ont emboîté le pas à Aubry.
- Manuel Valls s'est dit en faveur d'un "pacte national" entre majorité et opposition.
- Arnaud Montebourg pour un "compromis national".
- Lionel Jospin a admis la nécessité d'"efforts".

"A partir du moment où on a un déficit démographique, il est clair qu'on est obligé d'une façon ou d'une autre, en jouant sur la durée de la cotisation, en jouant sur le montant des pensions, en jouant sur l'âge de départ à la retraite, d'assumer cette évolution", a-t-il dit mercredi à des journalistes.

Xavier Darcos, qui a souhaité un "diagnostic partagé", a assuré que tout serait sur la table et que l'ensemble des pistes seraient ouvertes.

D'autres voies sont possibles, a-t-il souligné, et "rien" n'est interdit. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) travaille ainsi sur l'idée d'un système à points ou de "comptes notionnels", a rappelé le ministre.

Il a estimé que le débat devait répondre à une triple exigence de vérité, de responsabilité et d'équité.

"Les efforts qui sont demandés aux Français doivent être également répartis", a-t-il dit. "Certes, il y a des différences de situations individuelles en fonction des facteurs de pénibilité, par exemple, mais tout le monde devra participer." (Reuters 21.01)

### **Commentaire.**

Equité, responsabilité ? Entre un ouvrier au Smic qui a obtenu généreusement une augmentation de 5 centimes d'euros de l'heure et des patrons qui perçoivent des rémunérations en millions d'euros ?

"Les lignes bougent" dans le cadre du régime capitalisme en décomposition, ce qui signifie qu'elles "bougent" forcément dans la mauvaise direction, en contradiction avec les intérêts des travailleurs.

C'est bien la ligne d'horizon indépassable du capitalisme qu'il faut briser pour entrevoir un changement radical de politique tourné vers la satisfaction de nos besoins, qui ne pourra se traduire que par la liquidation des institutions de la Ve République et des fondements du capitalisme.

Voilà donc le cadre insupportable des discussions qu'ont accepté les bureaucrates des syndicats ! Partant de là, ils savent pertinemment à



quoi s'attendre, disons les choses telles qu'elles sont, ils sont complices du gouvernement, alors qu'on ne vienne surtout pas nous expliquer qu'ils seraient tombés dans un "piège, il faut être à son tour leur complice pour tenir un tel discours.

A bas la collaboration de classe, pas touche à nos retraites !

Au fait, on attend toujours qu'une initiative nationale et unitaire soit proposée aux militants et aux travailleurs par un ou des partis se réclamant de la classe ouvrière, par un ou des regroupements de militants syndicaux, pour défendre notre système de retraite. Qu'attendent-ils ? Le 15 février ? Qu'il soit trop tard ? N'est-ce pas la question du jour qui est posée à l'ensemble du mouvement ouvrier ?

## **Haro sur nos retraites : Proglio va empocher 13,1 millions d'euros ! (23.01)**

### **Reuters - 19.01**

Le Parisien a écrit vendredi que le nouveau président d'EDF d'Henri Proglio percevra une retraite supplémentaire de chez Veolia dont le montant a été provisionné à hauteur de 13,1 millions d'euros en 2008.

Il a osé la justifier ainsi jeudi sur France Info : "Ça s'appelle une retraite complémentaire, j'y ai de toute façon droit puisque j'ai des annuités et donc, aujourd'hui, il n'y a pas de sujet à cet égard."

Mieux encore, on a appris qu'au 31 décembre 2008, Veolia Environnement avait provisionné 30,2 millions d'euros dans ses comptes "pour l'ensemble des membres du comité exécutif bénéficiaires" d'une retraite chapeau. (Lepoint.fr et Reuters 22.01)

Commentaire.

Suite à un article du 21 janvier paru sur le site Rue89 intitulé Les dix qui ont voulu (en vain) le double salaire de Proglio, un internaute a fait le commentaire suivant :

"Le capitalisme Français à ceci de particulier, c'est qu'il est consanguin.

Les dirigeants des principales entreprises du CAC 40 sont tous issus des mêmes grandes écoles (HEC, Polytechnique, Central, École des Mines, ...) puis l'ENA. Il ont pratiquement tous été à un moment de leur vie professionnelle attaché à un cabinet ministériel. Sorte de nomenklatura à la Française, ils se retrouve un jour ou l'autre mis à la tête d'une très grosse entreprise et atteignent ainsi le Graal.

Cette élite, autorégulatrice quant à ses salaires, primes, golden parachutes et autres bonus n'a de comptes à rendre qu'à elle même. Ils se cooptent dans leurs conseils d'administration respectifs. Un jour administrateur d'une société, le lendemain PDG de leur entreprise, ils ne vont pas se sanctionner les uns les autres, par contre une petite augmentation de temps en temps entretient l'amitié.

Cela fait des lustres que ces procédés de voyous sont dénoncés par le Canard Enchaîné et qu'un sérieux coup de balai devrait être fait, mais la volonté obsessionnelle de réformes de notre "bon Président" n'est pas encore arrivé dans ces hautes sphères."

De son côté, dans le n°81 d'Informations ouvrières, page 11, le POI s'émeut du sort des grandes écoles en ces termes : "Depuis le début janvier, une offensive a été lancée contre les grandes écoles, sous le prétexte du nombre insuffisant de boursiers qui y accéderaient.". Personnellement, je considère qu'il y a d'autres questions plus importantes ou prioritaires, non, je parle pour la classe ouvrière ? Et n'allez pas croire que les grandes écoles et les universités se serait la même chose, l'auteur de cet article précise : " Mais, à la différence des universités".

Il faut croire que les lecteurs de ce journal et les adhérents du POI doivent être particulièrement sensibles au sort de ces grandes écoles et que chaque ouvrier doit rêver de voir ses enfants finir à l'ENA ! Le mythe du diplômé des grandes écoles qui devient un grand révolutionnaire à la peau dure, l'expérience de Jospin ne leur a pas suffi. Cela doit correspondre au nouveau contenu de ce journal destiné évidemment à la classe ouvrière.

Le 20 janvier. Le nouveau P-DG d'EDF, Henri Proglio a obtenu un salaire annuel de deux millions d'euros.

Le nouveau P-DG d'EDF, Henri Proglio a obtenu de conserver une rémunération de 450.000 euros annuels à son ancienne entreprise Veolia Environnement, dont il a conservé la direction du conseil d'administration, selon le Point.fr.

La décision a été prise juste avant Noël par les administrateurs de Veolia, écrit le site. Comme il a aussi obtenu une augmentation de 45% de sa rémunération au titre d'EDF, le dirigeant obtient donc globalement ce qu'il demandait, deux millions d'euros annuels.

Cette affaire de rémunération avait accompagné les critiques suscitées par le cumul des mandats de dirigeant des deux entreprises, lorsqu'Henri Proglio a été porté à la tête d'EDF en fin d'année dernière avec le soutien de l'Elysée.

Le 5 novembre dernier, la ministre de l'Economie Christine Lagarde avait déclaré aux sénateurs qu'il ne cumulerait pas les rémunérations.

Deux membres du gouvernement, le secrétaire d'Etat à la Justice Jean-Marie Bockel et le haut commissaire aux Solidarités actives Martin Hirsch ont déjà critiqué le salaire d'Henri Proglio . (Reuters 19.01)

Commentaire.

Qui a dit qu'il était irresponsable ou gauchiste d'exiger une augmentation de salaire de 30 à 50%, le Smic et le minimum retraite à 1.600 euros net par mois ?

Complément du 22.

Finalement il aurait renoncé aux 450.000 euros annuels de Veolia Environnement, il lui resterait seulement un revenu d'1,6 million d'euros ! On se demande comment il va s'en sortir le malheureux !

---

## **Retraites : pas d'embellie automatique avec une réforme systémique. (26.01)**

**Reuters - 25.01**

La transformation du système français de retraites en système à points ou à comptes notionnels ne permettrait pas seule d'assurer sa pérennité, selon un rapport du Conseil d'orientation des retraites (Cor).

Les conclusions de cette étude, qui sera examinée mercredi par le Cor, interviennent alors que s'amorce le débat sur la réforme que le gouvernement veut mener cette année.

L'objectif est de pérenniser un système fragilisé par l'allongement de la durée de la vie et l'arrivée des "baby boomers" à la retraite, et dont le déficit s'accroît avec le rebond du chômage lié à la crise économique.

Le rapport, dont Reuters a obtenu la version préliminaire, conclut à la possibilité de passer d'un système par annuités à un système à points, comme celui des retraites complémentaires, ou à comptes notionnels, comme l'ont fait certains pays.

Le système de comptes notionnels permet de lier le montant des pensions à des paramètres comme l'espérance de vie, le capital étant accumulé par les cotisants tout au long de la vie professionnelle et liquidé lors du départ à la retraite.

"Un tel changement est techniquement possible", lit-on dans le rapport. "Il soulèverait cependant des problèmes de gestion évidents et nécessiterait en conséquence d'être soigneusement préparé, ce qui implique à la fois des délais pour l'élaboration puis pour la mise en application d'une telle réforme."

Cependant, souligne le texte, "aucune technique ne permet en elle-même d'assurer le retour à l'équilibre financier d'un régime de retraite déséquilibré" comme l'est celui de la France.

Le déficit du régime général des retraites est ainsi attendu à 10,7 milliards d'euros cette année et 14,5 milliards en 2013, selon la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2010.

**TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS ?**

"Le retour à l'équilibre repose dans tous les cas sur trois leviers : le niveau des ressources, le niveau des pensions et l'âge moyen effectif de départ à la retraite", poursuit le rapport.

Ces trois leviers sont régulièrement cités par le gouvernement, qui semble néanmoins vouloir surtout jouer sur l'allongement effectif de la durée de cotisation.

Xavier Darcos, chargé par Nicolas Sarkozy de préparer la réforme, a ainsi assuré jeudi que serait examiné "l'ensemble des pistes, qu'il s'agisse de l'âge de la retraite, de la durée de cotisation, de la pénibilité", sans évoquer le montant des cotisations ni celui des retraites.

Le ministre du Travail avait auparavant jugé qu'une baisse des pensions serait "inacceptable" et souligné que la France avait "déjà le niveau

de cotisation le plus élevé d'Europe".

Le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, a lui aussi laissé entendre que cette piste était privilégiée, le Premier ministre François Fillon expliquant pour sa part que "personne ne doit s'attendre à des décisions faciles".

Quant à un éventuel changement "systémique" vers un système à points ou à comptes notionnels, "c'est difficile de changer le système complètement", avait dit Claude Guéant le 17 janvier.

Parmi les syndicats, seule la CFDT a vraiment mis en avant l'idée d'un changement de système, à condition que tous les autres paramètres soient étudiés.

Tous refusent en revanche que l'allongement de la durée de cotisation effective éclipse les questions de financements.

## RECETTES ET EMPLOI DES SENIORS

La CGT demande un élargissement de l'assiette de cotisation "à tous les revenus du travail, aux revenus financiers des entreprises, ainsi qu'une modulation de l'assiette de cotisation en fonction notamment du ratio valeur ajoutée/masse salariale.

La CFTC demande spécifiquement l'élargissement de l'assiette de la Contribution sociale généralisée (CSG) aux revenus qui n'y sont pas soumis.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, qui a surpris en annonçant pouvoir accepter un relèvement sous conditions de l'âge légal de la retraite de 60 ans à 61 ou 62, a elle aussi demandé que les cotisations portent désormais sur "l'ensemble des revenus de la valeur ajoutée".

Gouvernement, opposition et syndicats s'accordent en revanche sur la nécessité d'augmenter le taux d'emploi des salariés âgés, dont le faible niveau pèse sur les comptes.

Le rapport du Cor souligne que "les difficultés financières du système de retraite renvoient en particulier à la faiblesse des taux d'emploi en France, en particulier pour les seniors".

En 2008, le taux d'emploi des 55-64 ans était ainsi de 38,2% en France contre environ 45% en moyenne dans l'Union européenne. L'écart est en particulier sensible pour les 60-64 ans avec un taux de 16,3% en France contre 30,1% en moyenne en Europe.

Commentaire.

Quelle chance, ici en Inde on crève avant d'avoir atteint l'âge de la retraite qui ne correspond à rien, puisque plus de 90% des travailleurs n'y ont pas le droit ! Par contre, on croise des vieux ou des vieilles squelettiques, courbés, que dis-je, cassés en deux, usés par une vie de dur labeur, et qui continuent parfois de bosser jusqu'à l'épuisement pour simplement survivre ou qui doivent continuer de remplir des tâches ménagères qui vont les achever, pour mériter leurs maigres pitances et ne pas être rejetés par leurs familles. Un monde impitoyable et insupportable, voilà à quoi aboutit le capitalisme (allié au pire obscurantisme qui soit : la religion).

---

## **Sarkozy promet de préserver les retraites par répartition. (26.01)**

### **AP - 25.01**

Le président de la République Nicolas Sarkozy a assuré lundi que les décisions concernant la réforme des retraites seraient prises "avant la fin de l'année", qu'elles concerneraient "tout le monde", mais ne reviendraient pas sur le "système par répartition" et ne réduiraient pas le "montant des pensions".

"Avant la fin de l'année nous aurons pris les décisions qu'il faut", a-t-il affirmé lors journal de 20h de TF1.

"D'abord, je garantirai la pérennité du régime des retraites", a-t-il assuré. "Deuxièmement, je n'accepterai pas qu'on revienne sur le régime par répartition, je ne remplacerai pas le régime, qui fait la solidarité entre les générations, par un régime où chacun épargnerait de son côté".

"Troisièmement, les décisions que nous aurons à prendre, ce sont des décisions qui concerneront tout le monde", privé et public, régimes généraux et spéciaux, a-t-il ajouté.

Rappelant qu'il recevrait les forces syndicales le 15 février, le chef de l'Etat a souhaité le "consensus le plus large possible" sur la question

des retraites, affirmant qu'il était de son "devoir" de discuter avec la première secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry, notant qu'elle "proposait que les Français partent à la retraite à 62 ans".

"J'examinerai toutes les pistes", a assuré Nicolas Sarkozy, en rappelant que l'"allongement de la durée de cotisation est une perspective sur laquelle nous travaillons", tout comme la "question de la pénibilité". "La seule que je ferme tout de suite, c'est celle qui consistera à diminuer le montant des pensions de retraites pour assurer l'équilibre, elles sont trop basses", a-t-il promis.

---

## **Total : bénéfiques en 2009 = 8 milliards d'euros = + de 750 licenciements à Dunkerque. (26.01)**

### **Libération.fr - 25.01**

Le groupe Total va annoncer le 1er février la fermeture de sa raffinerie des Flandres à Mardyck, près de Dunkerque (Nord), affirme le journal La Tribune dans son édition de lundi.

Le pétrolier s'apprête à convertir le site en un dépôt de carburant qui emploierait entre 30 et 50 personnes, selon La Tribune qui cite des «sources concordantes». Environ 370 salariés et 450 sous-traitants travaillent actuellement sur le site.

«Ce que l'on sait, c'est que la raffinerie va très probablement arrêter la partie raffinage et que le site devrait être transformé en lieu de stockage», a indiqué pour sa part à l'AFP Charles Foulard, délégué central CGT du groupe.

«Ce sont plus que des bruits à l'intérieur du groupe. (...). Ce site devrait être transformé en dépôt pétrolier, avec une autre activité en complément. Tout cela devrait être officialisé le jour du CCE», a-t-il ajouté. «Nous considérons que cette fermeture est inacceptable et irresponsable et que le gouvernement doit intervenir.»

Cette annonce interviendrait dix jours avant la publication des bénéfiques 2009 de Total, attendus autour de 8 milliards d'euros, relève le quotidien, après 13,9 milliards d'euros en 2008, le plus gros profit jamais enregistré par une entreprise française.

D'une capacité de traitement de 137.000 barils par jour, la raffinerie est «en arrêt conjoncturel» depuis mi-septembre, pour résorber ses excès de stocks dans un contexte de faible demande.

«Conscient du risque politique en pleine campagne électorale des régionales», le patron de Total Christophe de Margerie a «tenté de déminer le terrain» et «rencontré en début de semaine François Fillon pour lui expliquer ses arguments "industriels"», écrit La Tribune.

Les syndicats, qui ont entamé le 12 janvier une grève sur le site, ont appelé à se rassembler le 1er février devant le siège de l'activité raffinage de Total à La Défense (Hauts-de-Seine).

Selon La Tribune, la poursuite de l'activité de la raffinerie exigerait un investissement de 60 à 120 millions d'euros pour la maintenance quinquennale et Total tiendrait à avoir pris sa décision avant mars 2010.

La fermeture de la raffinerie de Dunkerque, l'une des six exploitées par Total en France, serait un nouveau coup dur pour la région, déjà affectée par la fermeture de l'usine d'emballage Rexam de Gravelines et la réduction de l'activité du haut fourneau d'ArcelorMittal à Dunkerque.

Total avait annoncé en mars 2009 une restructuration de ses activités de raffinage et pétrochimie en France, avec à la clé 555 suppressions de postes d'ici 2013.

«On sent bien que l'ensemble des majors pétroliers se désengagent pour ensuite alimenter la France en produits d'importation. C'est extrêmement grave car cela rendrait France complètement dépendante de l'importation», a souligné Charles Foulard.

Commentaire.

La recherche du profit maximum à tout prix est d'autant plus facilité de nos jours, que le capitalisme s'est développé dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est plus bas et les charges réduites au cours des deux dernières décennies. Les multinationales qui disposent d'installations dans de nombreux pays sur tous les continents, n'ont plus aucun intérêt à maintenir des unités de production dans les pays où le capitalisme est le plus développé et où la législation du travail demeure encore trop favorable à la classe ouvrière, la même logique implacable vaut pour l'ensemble de l'industrie en générale.

La même question que celle posée pour la défense de notre système de retraite se pose ici : le droit au travail, de conserver son emploi, est-il oui ou non légitime ou au contraire est-ce la loi du profit qui doit l'emporter ? Est-ce les intérêts de la majorité de la population qui doivent être pris en compte ou au contraire les intérêts d'une poignée d'exploiteurs ? Selon la réponse que l'on choisit, on se place dans le camp du

capitalisme ou dans celui de la classe ouvrière.

On aurait pu poser la question autrement : si le capitalisme est incompatible avec nos acquis ou droits sociaux, avec nos aspirations à une vie meilleure, faut-il en finir avec le capitalisme ou au contraire faut-il accepter de sacrifier l'ensemble de nos revendications ou besoins pour que des patrons puissent continuer de se verser des rémunérations en millions d'euros ?

La question qui est posée à chaque travailleur ou militant est finalement très simple à comprendre : soit on choisit d'unir notre propre sort à celui du capitalisme en décomposition et on devra en supporter toutes les conséquences, autrement dit vivre dans une société et un monde de plus en plus insupportables, soit on refuse la logique destructrice que veulent nous imposer les capitalistes et on se situe résolument sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat en défendant nos propres intérêts.

---

## **Thibault s'en remet à la "méthode" de Sarkozy... pour liquider notre système de retraite ! (26.01)**

**Libération.fr et AFP - 25.01**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault appelle à la "mobilisation" dans "l'unité syndicale" pour "éviter une décision brutale du gouvernement" remettant en cause la retraite à 60 ans, dit-il dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de lundi.

Après la faible mobilisation de la grève de jeudi dans la fonction publique, le leader de la CGT souhaite "de nouvelles initiatives qui en appellent à la mobilisation des salariés afin d'exercer une pression plus forte" sur les dossiers des retraites, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Sur les retraites, "on doit déjà tirer la sonnette d'alarme afin d'éviter une décision brutale du gouvernement", insiste Bernard Thibault selon lequel "l'avenir des retraites d'un pays ne se règle pas avec un lance-pierres en quelques semaines".

"Le chômage progresse pour les jeunes et pour les plus anciens dont certains vont être condamnés aux minima sociaux avant de pouvoir atteindre l'âge de la retraite. Comment justifier auprès d'eux qu'ils devraient à l'avenir cotiser plus longtemps", demande M. Thibault qui s'engage à "défendre ardemment le droit au départ à 60 ans".

Il appelle le chef de l'Etat Nicolas Sarkozy à "infléchir sa politique trop à l'écoute des employeurs" et à établir "clairement la méthode et le calendrier pour ce rendez-vous retraite" annoncé par le gouvernement.

Commentaire.

1- Quand il appelle à "l'unité syndicale" pour "éviter une décision brutale du gouvernement", traduisez, l'unité des appareils syndicaux inféodés au capitalisme est nécessaire ou préférable afin que la décision du gouvernement passe tranquillement, en douceur, une fois que le terrain aura été préparé ou déminé au fil des mois sur le plan psychologique par le gouvernement, les médias et tous les lieutenants du capitalisme au sein du mouvement ouvrier dont Thibault fait partie.

2- La perspective d'une grève générale pour empêcher Sarkozy de liquider le système de retraite par répartition n'est pas à l'ordre du jour, il vaut mieux lui substituer des journées d'action qui permettront au gouvernement de faire passer son projet réactionnaire, d'où l'appelle à de "de nouvelles initiatives" sans lendemain.

3- Pour Thibault, il s'agit uniquement "d'exercer une pression plus forte" sur Sarkozy, de l'obliger à "infléchir sa politique" mais en aucun cas de lui infliger une défaite.

4- Pour bien indiqué jusqu'où il était prêt à aller dans la prise en charge de la politique réactionnaire de Sarkozy et la remise en cause de l'indépendance de la CGT, Thibault a précisé qu'il s'en remettait à Sarkozy quant à la "méthode qu'ils appliqueront ensemble pour parvenir à la liquidation du système de retraite par répartition voulu par les capitalistes.

Dire que Thibault a déjà capitulé ou qu'il se situe dans le camp de Sarkozy ne servirait pas à grand chose, la véritable question est de savoir si c'est le capitalisme et ses représentants qui doivent continuer de décider de notre destin et de celui de l'ensemble de la société ou au contraire si c'est à nous le prolétariat de prendre les choses en mains.

Le droit à la retraite, à la santé, au logement, au travail, etc. est-il oui ou non légitime et doit-il l'emporter sur la loi du profit ou au contraire doit-il être bradé au nom du profit qui ne profite qu'à une infime minorité ? Dans le premier cas on se situe sur le terrain des intérêts de classe du prolétariat, dans le second sur le terrain des intérêts de classe des capitalistes. En choisissant quels intérêts on défend on choisit son camp. Voilà ce qu'il faut expliquer aux travailleurs et aux militants.

---

## **Olivier Besancenot : "L'argent de nos impôts ne finance pas les services publics, mais quelques banques". (26.01)**

## LeMonde.fr - 25.01

**Marouane** : Pourrais-tu entrer dans un gouvernement de gauche, pour peser sur une hausse des salaires, des allocations sociales et des retraites ?

**Olivier Besancenot** : Dans un gouvernement anticapitaliste qui prendrait de telles mesures, plus d'autres encore, comme l'interdiction des licenciements, ou qui se battrait pour une réelle répartition égalitaire des richesses, sans problème. Evidemment même. Un tel gouvernement impliquerait de grandes mobilisations sociales pour que le pouvoir lui-même soit partagé. Un tel gouvernement, enfin, est évidemment contradictoire avec le programme du Parti socialiste et de ceux qui proposent d'accompagner les dégâts du capitalisme.

**Pedro** : Comment la France peut-elle être une puissance mondiale sans le capitalisme ?

**Olivier Besancenot** : Etre anticapitaliste, c'est être internationaliste. Des mesures anticapitalistes qui seraient prises ici n'enverraient pas la France sur la Lune et ne couperaient pas notre population des autres peuples du monde. D'ailleurs, la plupart des mesures que nous préconisons, nous les proposons aussi à l'échelle européenne : un salaire minimum européen basé sur les revenus nationaux les plus élevés, une loi européenne d'interdiction des licenciements, ou des services publics européens. D'ailleurs, dans l'histoire, quand notre pays connaît de grandes ébullitions sociales, en général, d'autres pays, au-delà de nos frontières, connaissent les mêmes secousses.

**Pierre** : Quelles sont les mesures que vous préconisez pour réduire les déficits publics ?

**Olivier Besancenot** : D'abord, d'arrêter de distribuer des aides publiques à des groupes riches qui n'en ont pas besoin. Les dizaines de milliards distribués par l'Etat ont servi à certains pour spéculer de nouveau, comme avant la crise. Nous proposons, de plus, de nouvelles recettes en taxant les profits, en taxant les plus riches qui continuent à s'enrichir dans la crise. Aujourd'hui, ceux que le gouvernement taxe toujours moins sont également ceux à qui le gouvernement donne toujours plus d'aides publiques. Et ceux-là mêmes se trouvent en position de force pour finalement spéculer sur la dette de l'Etat à hauteur chaque année d'environ 50 milliards d'euros. Tous ceux-là et celles-là ne constituent qu'une infime minorité de la population.

**Philou** : Dans un récent entretien, la secrétaire nationale des Verts a qualifié votre comportement politique de "bête", en n'étant jamais disponible pour assumer des responsabilités et changer concrètement la vie des gens, vous contentant d'une posture de donneur de leçons. Que répondez-vous ?

**Olivier Besancenot** : En guise de donneur de leçons, ce n'est pas mal comme commentaire. De mon côté, je préfère continuer à respecter les positions que je ne partage pas. Le débat avec Europe Ecologie est un débat politique. Pour notre part, l'écologie est aussi un combat social. Par exemple, plutôt que de parler d'écotaxe, et culpabiliser la population quand on parle d'écologie, nous avançons la proposition d'écogratitude. Très concrètement, cela pourrait passer par la gratuité des transports collectifs pour tous, une telle mesure dans toute la France représenterait un coût de 2 milliards à 2,5 milliards d'euros. Comparé aux bénéfices, ne serait-ce que celui de Total prévu cette année à 8 ou 9 milliards, qui se permet par ailleurs de licencier, ce n'est finalement pas grand-chose.

**Pierre** : Il faut donc nationaliser Total ?

**Olivier Besancenot** : Il faut en effet réquisitionner tous les groupes énergétiques (Total, EDF, Suez, Areva, etc.) dans un seul et même service public de l'énergie. Ce service public devrait avoir le monopole de la distribution. Ce serait bon pour l'emploi, ce serait bon pour les usagers, qui peuvent d'ores et déjà constater que l'ouverture à la concurrence se traduit par une augmentation des tarifs, contrairement à ce que nous annoncent à chaque fois les vendeurs des mérites du libéralisme. Enfin, ce serait bon pour l'environnement, car ce serait l'occasion d'investir collectivement pour la sobriété énergétique et la sortie du nucléaire.

**Stone 43** : Tant que le PCF aura encore un souffle de vie, l'unité de la gauche de la gauche sera-t-elle possible ?

**Olivier Besancenot** : Je ne milite pas pour la mort du Parti communiste. Nous croisons les militants communistes régulièrement dans les mobilisations, et depuis longtemps. Le débat pour fédérer la gauche radicale, entre le NPA et le PCF notamment, porte sur la question des alliances avec le PS. Le Parti communiste s'apprête de nouveau à participer aux majorités de régions avec les socialistes. Or, pour nous, le bilan de ces régions n'est pas satisfaisant. Vingt régions sur vingt-deux gagnées par la gauche il y a six ans, et finalement, ce contre-pouvoir potentiel au sarkozysme n'a pas porté ses fruits. Par ailleurs, comment cogérer avec le Parti socialiste, qui s'apprête, lui, à cogérer une défaite sociale majeure avec le gouvernement sur l'épineux dossier des retraites ?

Dire qu'il faudra de toute façon travailler jusqu'à 61 ou 62 ans, cela revient à envoyer un accusé de réception à l'Elysée en lui disant : "vas-y, fonce !"

**Alain** : Ne craignez-vous pas de voir ces sociétés déménager à l'étranger si elles se sentent trop sous pression en France ?

**Olivier Besancenot** : Le discours de la pression fiscale sur les entreprises qui ferait fuir les plus riches est un discours que j'entends depuis tout petit. Et c'est au nom de cela que les gouvernements successifs ont nivelé vers le bas l'ensemble des législations sociales. L'impôt sur les bénéfices des sociétés est ainsi passé de 55 à 33 %, sans parler de toutes les dérogations. Je suis pour la redistribution des richesses. Si quelques-uns se trouvent effrayés par de telles mesures et décident de rejoindre à toute bourse la Suisse, eh bien qu'ils le fassent. Je suis de toute façon favorable à la liberté de circulation. Mais malgré tout, les vraies richesses resteraient ici, car les richesses, ce n'est pas que le portefeuille de quelques actionnaires, c'est d'abord les entreprises, les machines, le savoir-faire. Et tout cela pourra être contrôlé par la majorité de la population.

**Christel** : Selon vous, les patrons devraient-ils être remplacés par des ouvriers actionnaires de leur propre entreprise ?

**Olivier Besancenot** : L'actionnariat salarial est une impasse. Souvenons-nous seulement de France Télécom, où les agents ont pleuré deux fois : une première fois comme salariés, qui allaient subir les conséquences sociales de la privatisation sur leurs conditions de travail ; et une deuxième fois comme actionnaires, puisque la plupart ont tout perdu. Quand j'entends le gouvernement vanter le mérite d'une privatisation en proposant à la population de devenir propriétaire d'un service public en achetant une action, j'aurais presque envie d'en rire si le sujet n'était pas si grave. Je rappelle que lorsqu'un service est public, il est la propriété de tous, puisque c'est nous qui le finançons avec l'argent de nos impôts. Sauf qu'aujourd'hui, l'argent de nos impôts ne finance pas les services publics, mais quelques banques qui ont bien vite repris les mauvais travers.

**Florian** : Que pensez-vous de la polémique Proglio ?

**Olivier Besancenot** : Que cette affaire est révoltante et en même temps symptomatique. Révoltante parce que ne serait-ce que 40 % d'augmentation de rémunération par rapport à l'ancien directeur, cela prouve que dans les hautes sphères ils vivent dans un monde à part. Les salariés de Sanofi qui ont fait grève pour obtenir une augmentation de 150 euros sans succès doivent apprécier ce montant d'augmentation. Symptomatique aussi, car c'est simplement l'arbre qui cache la forêt. La question posée est le mode d'attribution de ces rémunérations. Les grands patrons tournent au sein des différents conseils d'administration, à coups de jetons de présence qui valent en général un smic, uniquement pour siéger et fixer la rémunération de leurs autres petits copains. La question posée est donc celle du contrôle des salariés eux-mêmes sur ces rémunérations. Sans cette avancée démocratique, il n'y aura pas de répartition de richesses, il n'y aura pas la fin de ces écarts insupportables.

**MrTim** : Ne pensez-vous pas qu'en refusant de gouverner avec les partis de gauche, vous refusez aussi d'agir vraiment et vous condamnez à rester éternellement dans l'opposition ?

**Olivier Besancenot** : Je crois au contraire que l'indépendance farouche vis-à-vis des partis institutionnels qui s'apprêtent à créer ensemble un centre gauche en France est la meilleure garantie pour peser sur les décisions politiques. C'est la garantie de garder sa liberté de parole, de proposition et d'action, dans l'activité politique et sociale quotidienne, et dans les institutions quand on y est élu. C'est la possibilité d'avoir, par exemple dans les régions, des conseillers régionaux qui, sans être dans les exécutifs, sont autant de délégués du personnel qui appuieront les mesures qui vont dans le bon sens, mais resteront suffisamment libres de ne pas voter des mesures contradictoires avec notre programme, comme les subventions données au patronat ou celles qui vont vers les lycées privés.

Certains ont tenté pendant vingt ans de peser de l'intérieur. Ils n'y sont pas arrivés, ont cautionné des politiques désastreuses au moment de la gauche plurielle. Et la seule différence aujourd'hui par rapport à il y a vingt ans, c'est qu'il faudra compter pour cela dorénavant avec Bayrou et Cohn-Bendit dans les bagages.

**Pierre** : Vous parlez de politique désastreuse au moment de la gauche plurielle, mais les 35 heures et l'âge du départ à la retraite, que vous défendez ardemment, ne viennent-ils pas de lois socialistes ?

**Olivier Besancenot** : Les 35 heures auraient pu être une grande avancée sociale. Malheureusement, la loi Aubry a voulu faire avec le patronat donnant-donnant. D'un côté, on baisse le temps de travail, et de l'autre, on livre au patronat un cadeau alors inespéré, celui de l'annualisation et de la flexibilité du temps de travail. Résultat des courses à l'époque : de nombreuses grèves contre l'application de cette loi, que ce soit dans l'automobile ou à La Poste, que je connais bien. Au final, la droite arrivera quelques années plus tard, face à cette loi devenue impopulaire, pour revenir sur les 35 heures, non pas pour annuler l'annualisation ou la flexibilité, mais bien pour nous faire bosser 39 heures, voire plus. Je ne dis pas qu'il n'y a pas des mesures positives qui ont pu être prises par des gouvernements de gauche : le pacs, le congé paternité, etc. Mais quand je fais la balance entre le pour et le contre, il n'y a malheureusement pas photo. La gauche plurielle restera ce gouvernement qui a privatisé plus que deux gouvernements de droite réunis. Quant aux grandes conquêtes sociales, je crois qu'on les doit plutôt aux luttes de nos anciens.

**Jean Lauvergnat** : Pensez-vous, comme Vincent Peillon, que France Télévisions est aux ordres de l'Élysée ?

**Olivier Besancenot** : Je crois que les différentes réformes gouvernementales vont dans le sens de remettre en cause, en effet, l'indépendance des médias. Ces différentes mesures ont suscité de l'émoi dans la population comme chez les journalistes. Je ne suis pas pour autant un adepte des théories du complot. Je ne crois pas que le président de la République ait besoin de décrocher son téléphone pour donner la juste ligne. La pensée dominante est malheureusement véhiculée sans qu'il y ait besoin de telles injonctions.

**Lucile** : Pensez-vous que les centrales syndicales font le jeu des contre-réformes du gouvernement en n'appelant pas à la grève générale ?

**Olivier Besancenot** : Le NPA a toujours milité pour la convergence des luttes, et donc la généralisation des grèves. Quand les anticapitalistes revendiquent cette solution, certains ont peur, y voient déjà le fantôme du grand soir. Alors qu'au fond, ce qui nous guide, c'est un souci d'efficacité pour faire en sorte que toutes les luttes partielles qui existent gagnent enfin. Et c'est en effet une lapalissade que de dire qu'ensemble on peut déplacer des montages, et qu'isolément, on se retrouve souvent dans un tête-à-tête néfaste avec le patronat ou avec le gouvernement.

Je continue donc à penser qu'en janvier 2009 une séquence sociale ascendante s'était ouverte, faite de grandes manifestations et d'une volonté collective de se retrouver. Malheureusement, la stratégie des principales directions syndicales, qui nous ont emmenés de manifestation en manifestation tous les deux mois, n'a pas abouti à cette convergence. Elle a participé à sa manière à ce que le gouvernement reprenne la main, socialement puis politiquement, au mois de juin dernier.

**Florian** : Comment expliquez-vous la baisse d'ampleur des mouvements sociaux ces six derniers mois ?

**Olivier Besancenot** : Les mobilisations sociales connaissent en effet depuis plusieurs mois un reflux. La combativité d'une partie des travailleurs et de la jeunesse a été atteinte puisque les luttes précédentes n'ont pas pu ou n'ont pas su aboutir à des victoires ressenties comme telles. Et c'est bien de victoires nouvelles dont nous avons besoin, comme nous en avons pu connaître sous Villepin au moment du contrat de première embauche où, je le rappelle, la mesure avait été votée par le Parlement, mais avait été défaite par la rue. Cela étant, même dans une période de reflux, les mobilisations continuent, locales, partielles, mais souvent radicales et unitaires, que ce soit pour l'emploi, les salaires ou la défense des services publics. Avec des hauts et avec des bas. Ce mouvement permanent est là pour rappeler à tous que, dans ce pays, il est difficile de faire sans prendre en compte la voix populaire.

**Fontaine** : Que pensez-vous du port du voile intégral dans notre société ?

**Olivier Besancenot** : Je suis évidemment conscient de ce que représente la burqa du point de vue du droit des femmes et de la laïcité. En tant qu'internationaliste, je connais aussi tous les dégâts liés aux intégrismes religieux. Pourtant, et sans équivoque, je suis contre tout projet de loi sur le port de la burqa, qui sera inefficace, qui sera un leurre, et qui servira de toute façon à stigmatiser non pas les intégrismes religieux, mais un peu plus encore la communauté musulmane. Le gouvernement, pensant récupérer les voix de l'extrême droite, orchestre une campagne raciste, xénophobe et islamophobe qui devient insupportable. La burqa, les youyous dans les salles de mariage, les dérapages verbaux de plusieurs ministres ou responsables politiques sont là pour attester que ce qui doit faire office de nouveau bouc émissaire, c'est spécifiquement aujourd'hui le musulman.

Ce discours entraîne la peur, et la peur, comme chacun sait, est mauvaise conseillère.

**Cromwell** : Si on suit votre raisonnement, il ne faut rien faire sur la burqa ?

**Olivier Besancenot** : Je crois aux solutions envisagées par la discussion démocratique et la conviction. Et j'affirme qu'une loi sur la burqa ne sera d'aucune manière un rempart contre l'intégrisme religieux, mais lui ouvrira au contraire un grand boulevard. Car cette loi, qui n'aura aucune espèce d'incidence, n'aura comme seule conséquence que de permettre à certains intégristes de se présenter en victimes et en martyrs. Par ailleurs, je crois sincèrement que tout ce débat, comme celui sur l'identité nationale, est un leurre, puisque quand on parle de cela du matin jusqu'au soir, même dans un chat, pendant ce temps-là, on ne parle pas d'autres choses, qui sont pourtant des sujets de préoccupation majeurs : nos emplois, nos salaires, la santé, le logement, etc.

**François** : Quel est votre avis concernant la politique de M. Woerth sur les 3 000 évadés fiscaux ?

**Olivier Besancenot** : Je crois que les évadés fiscaux n'ont pas grand-chose à craindre de la politique du gouvernement actuel. On a envisagé pour eux des cellules pour trouver des compromis, on est souvent prêts à leur dérouler un tapis rouge. On note, au-delà des effets de communication, à quel point le gouvernement traite les évadés fiscaux avec une certaine attention, pendant qu'il traite l'ensemble du monde du travail à grands coups de bras d'honneur.

**Christophe** : Le NPA sera-t-il ou pourra-t-il être un jour autre chose que "le parti d'Olivier Besancenot" ? Quels sont les autres porte-parole du NPA ?

**Olivier Besancenot** : Il y a dans cette campagne régionale un porte-parole national de la campagne, Pierre-François Grond, qui assumera la représentation militante publique et médiatique pour soutenir nos différentes listes dans les régions. Pour ma part, je me concentre donc sur la candidature de l'Ile-de-France, où je suis tête de liste.

**Poulman** : La défense des travailleurs n'implique-t-elle pas de compromettre ses idéaux, et de participer à un gouvernement ?

**Olivier Besancenot** : Défendre les travailleurs, c'est défendre les mesures qui sont favorables aux travailleurs. Et sûrement pas de



cautionner des gouvernements élus par ces travailleurs et qui, finalement, se retournent contre eux une fois élus. Je suis favorable à l'unité de toute la gauche dans les résistances et les luttes face à la droite. Je revendique mon indépendance quand il s'agit de proposer un programme. Nous sommes prêts à faire des compromis, c'est-à-dire aboutir à un accord où chacun fait quelques concessions entre forces de la gauche qui veut toujours changer le monde. Mais je suis contre la compromission et la gauche, ces vingt-cinq dernières années, a beaucoup payé à cause des désillusions qu'elle a suscitées une fois qu'elle arrivait au pouvoir. Notre degré d'exigence, au NPA, est pour moi une marque de fabrique.

---

## **L'émission de télé-réalité qui n'a pas servi Nicolas Sarkozy. (27.01)**

### **LePost - 26.01**

Souvenez-vous de la performance de Nicolas Sarkozy en 2003 dans "100 minutes pour convaincre", l'émission de politique française diffusée sur France 2 animée par Olivier Mazerolle et Alain Duhamel.

Déjà à l'époque, les journalistes prenaient beaucoup de retard... Mais on y voyait un Nicolas Sarkozy dans son élément, plus dynamique et plus convaincant.

Hier soir, l'émission de télé-réalité proposée par TF1 n'a pas servi le chef de l'Etat pour plusieurs raisons :

- Un format trop lisse : Nicolas Sarkozy est plus à l'aise dans la confrontation et les échanges "musclés". L'émission n'a jamais trouvé son rythme. A la moindre petite contestation, Jean-Pierre Pernaut reprenait la main ou changeait de sujet. Conséquence : le sentiment d'une "rencontre béni-oui-oui".
- Une pseudo-improvisation : Nicolas Sarkozy a eu quelques difficultés à se positionner dans cette configuration qui ne laissait aucune place à l'improvisation. Il a perdu en spontanéité. Par moment le Président demandait des précisions à ses interlocuteurs, puis s'exprimait, chiffres à l'appui, comme si les questions étaient convenues d'avance et préparées. Certes, elles l'étaient, mais le format de l'émission promettait une rencontre plus interactive et plus naturelle.
- Un panel caricatural : Du syndicaliste (boucle d'oreille et blouson, ton vindicatif un peu brut de décoffrage) à la ménagère de moins de 50 ans sur la consommation, en passant par le chef d'entreprise cravaté ou le jeune banlieusard de couleur... Le panel était tellement caricatural que l'échange proposé perdait toute crédibilité.
- L'effet zapping : Un français, puis un autre, un sujet et on passe... D'un côté, on ressentait un profond ennui en regardant ce show plat digne d'un "combien ça coûte", de l'autre on avait cette impression désagréable d'un zapping permanent à l'image de l'interview de Laurence Ferrari. D'ailleurs, Nicolas Sarkozy en dit long sur ce format d'émission en insistant sur le fait qu'il était important pour les français de le voir discuter avec un jeune de couleur issu des quartiers difficiles...
- La thérapie de groupe : Cette émission ressemblait donc plus à un groupe de parole qu'à un débat politique. Chacun venait avec ses petits maux ou ses grandes souffrances, et deux thérapeutes (Pernaut et Sarkozy) trouvaient en quelques secondes les remèdes à leurs problèmes.

"Viens voir, viens voir le Docteur, non n'aies pas peur..."

Mais, à trop vouloir contrôler, formater, le chef de l'Etat n'a pas pu exprimer son réel talent médiatique. Cette télé-réalité n'a pas valorisé Nicolas Sarkozy.

---

## **Cohn-Bendit propose un marché au PS pour 2012. (28.01)**

### **Lefigaro.fr - 27.01**

Le leader d'Europe Écologie pourrait, sous conditions, soutenir le candidat socialiste à la présidentielle.

«C'est du Dany tout craché ! Imprévisible...», soupirait mercredi soir un cadre des Verts. Invité de l'Association de la presse parlementaire à l'Assemblée nationale, Daniel Cohn-Bendit a créé une nouvelle fois la surprise. Alors que la campagne des régionales démarre à peine, l'eurodéputé a annoncé qu'il pourrait soutenir en 2012 le ou la... candidat(e) socialiste, moyennant un accord préalable entre le PS et les Verts pour les législatives, qui suivront dans la foulée.

Conscient qu'il risque de faire grincer quelques dents au sein de sa propre famille politique, l'ancien champion des écolos aux européennes met en avant son pragmatisme pour justifier ce marché. «Je suis quelqu'un de réaliste», se défend-t-il. Pour lui, «la présidentielle est l'élection

la plus défavorable (aux Verts) à moins d'avoir un candidat qui dépasse de loin notre espace politique. Mais pour l'instant, nous ne l'avons pas», explique le coprésident des Verts au Parlement européen.

«Si, en mars, nous faisons 13 % aux régionales et le PS 26 %, cela créera un nouveau rapport de forces entre nous», fait-il valoir. Sur la base d'un tel score, il estime que les écologistes pourraient ainsi légitimement revendiquer une cinquantaine de circonscriptions. «Notre décision de présenter ou pas un candidat ou une candidate Europe Écologie-Les Verts en 2012 sera prise après un tel accord de fond sur des circonscriptions avec le PS», a-t-il avancé.

Dans l'hypothèse où un tel accord serait conclu, il s'est encore dit prêt à s'«impliquer pour aider le ou la candidate socialiste» en 2012. Pour lui, les Verts, qui ne comptent aujourd'hui que trois députés à l'Assemblée, ont tout à gagner avec un tel accord. Rappelant le score de 1,57 % de Dominique Voynet en 2007, il ajoute : «Au mieux, si nous présentons un candidat, on fera quoi... 3, 4, 5 % ?» «La perspective de la garantie d'un groupe parlementaire autonome est tout de même plus exaltante...», tranche-t-il.

«Cohabitation intelligente»

Une perspective qu'il juge d'autant plus exaltante que, de toute façon, pour lui, en 2012, les jeux seraient faits : «Nicolas Sarkozy a de grandes chances de gagner la présidentielle, mais il va perdre les législatives», se hasarde Daniel Cohn-Bendit. La raison pour laquelle, dit-il, «il faut faire émerger un nouveau partenariat à gauche, dans la perspective d'une cohabitation intelligente» .

En attendant, Cohn-Bendit, qui a été désigné mardi «personnalité politique de l'année 2009» dans le palmarès annuel du Trombinoscope, entend mouiller sa chemise pour les régionales. D'ici au premier tour, le 14 mars, il participera à pas moins de dix meetings, à commencer par Reims lundi pour soutenir l'ex-PS Éric Loiselet, tête de liste Europe Écologie en Champagne-Ardenne.

Un soutien bienvenu, alors qu'au niveau national la campagne des écologistes patine. Ce qui explique aussi, peut-être, que la direction des Verts se soit bien gardée mercredi soir de commenter cette main tendue de «Dany» au PS. «Dany dit ce qu'il veut. Nous, nous sommes attachés à promouvoir un candidat écologiste en 2012. Car être absent à une présidentielle, c'est ne pas utiliser l'audience que cette élection donne pour promouvoir nos idées», assure Jean-Vincent Placé, numéro deux des Verts, qui se déclare néanmoins «favorable à des discussions très en amont avec toutes les forces de gauche pour discuter projet» .

---

## A Davos, Sarkozy ne capitalise pas. (28.01)

Libération.fr - 27.01

Le président français n'a pas convaincu le public de patrons et de financiers, déjà inquiets de la volonté d'Obama de réguler le système bancaire.

Qu'il soit dans la France profonde ou devant les décideurs industriels et financiers de la planète, Sarkozy fait du Sarkozy. Des blagues, des mimiques, des adresses directes au public, et un discours assez vague. Parfois ça marche. Parfois, ça tombe à plat. Hier, à Davos, pour le premier jour du forum économique mondial, dont le thème est la définition d'un nouveau capitalisme post-crise, le président français était invité à prononcer le discours d'ouverture.

Devant une assemblée très partagée sur sa prestation, ce qui l'a particulièrement énervé, Sarkozy en a profité pour adresser le même message qu'il déclame depuis son discours de Toulon, à l'automne 2008 : le capitalisme a besoin de morale. Mais il a été avare en propositions concrètes. Barack Obama a annoncé la semaine dernière un plan de régulation des banques, soutenu par le patron de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, mais Nicolas Sarkozy a choisi de n'y faire qu'une brève allusion, se disant «d'accord avec le président Obama quand il juge nécessaire de dissuader les banques de spéculer pour elles-mêmes». Seule vraie annonce : la mise à l'agenda du G8 et du G20 de la «réforme du système monétaire international», un thème qui lui est cher. Mais ce dernier ne sera examiné qu'en 2011, quand la France présidera ces deux institutions.

**Tension.** Accueilli par Klaus Schwab, l'organisateur depuis quarante ans de cette manifestation, qui l'a présenté comme un chef d'Etat ayant fait preuve de «courage, de réaction et de détermination» pendant la crise, Sarkozy a droit à un accueil poli de la salle. On sent de la tension. Certes, certains sont satisfaits qu'un chef d'Etat qui, dicit Schwab, «incarne à lui seul le thème du forum de cette année [la refondation du capitalisme, nldr]» soit invité. C'est déjà un exploit, en soi, de voir un président français à Davos. Il y a quelques années, Jacques Chirac n'avait pas pu se déplacer à cause d'une tempête de neige. Mais beaucoup craignent que la régulation les empêche de travailler. Lors de débats précédant l'ouverture, Jacob Frenkel, le président de la banque JPMorgan Chase International, avait ainsi expliqué qu'il existe un «danger de passer d'une dérégulation peut-être excessive à une régulation extrême».

Malgré ces préventions, Sarkozy y va franco. «La mondialisation a engendré un monde où tout était donné au capitalisme financier, presque rien au travail, où l'entrepreneur passait après le spéculateur», déclare-t-il, le doigt levé. Ou encore, en regardant la salle avec un sourire menaçant : «Il y a des profits excessifs qui ne seront plus acceptés parce qu'ils sont sans commune mesure avec la capacité à créer des richesses et des emplois.» Et le Président de s'en prendre aux normes comptables, aux indicateurs de richesse qui ne prennent pas en

compte «le sentiment de dureté de la vie» des citoyens...

Qu'on se rassure, le président n'est pas devenu gauchiste. Il modère son propos, en rappelant qu'il ne condamne pas tout le capitalisme, seulement celui qui a été «dénaturé». Mais la salle ne réagit pas. Et Sarkozy essaie un truc. Il sort du discours préparé pour se lancer dans une longue diatribe contre un président de banque dont il a demandé la démission car un de ses employés avait fait perdre des milliards à l'établissement. L'allusion à Daniel Bouton et à l'affaire Kerviel est claire. Elle arrache des applaudissements à deux Indiens au fond de la salle. Sarkozy saute dessus. «Merci aux deux personnes qui applaudissent», ironise-t-il. La salle rigole. L'exercice devient alors plus facile. D'autant plus que Sarkozy a une tâche plus compliquée : se demander devant des banquiers si leur métier est utile. «Quel est le métier de banquier ? Ce n'est pas un gros mot !» ironise-t-il, arrachant de nouveau des rires.

**Bafouille.** Malgré tout, à la fin du discours, seule une partie de la salle applaudit, et la grande majorité reste assise. Du coup, Sarkozy revient prendre la parole. Bafouille, en essayant de faire une nouvelle blague sur cette réaction en demi-teinte. Puis il se sauve jusqu'à son hélicoptère avec sa délégation. Pas sûr que sa prestation restera dans les mémoires.

---

## Mélenchon se répand dans un blog du Monde. (29.01)

LeMonde.fr - 28.01

**MarieT :** Comment réagissez-vous aux derniers propos de Georges Frêche à propos de Laurent Fabius ? La gauche peut-elle être "incarnée" en Languedoc-Roussillon par une personnalité qui a multiplié les "dérappages" ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Je ne suis pas surpris. Georges Frêche n'en est pas à son coup d'essai. Mais il faut faire très attention avec lui : c'est un système de communication. Il fonctionne à la Le Pen. Les provocations lui permettent de repousser les frontières de l'admissible pour être le roi dans un espace de mots qu'il fabrique.

Evidemment, la gauche ne peut pas être représentée par un tel individu, et c'est pourquoi il y a une liste du Front de gauche et l'homme qui la conduit, René Revol, maire de Grabels, est un résistant de longue date au système Frêche. Mais encore une fois, attention, même si c'est d'une façon extrêmement particulière, Georges Frêche n'en représente pas moins un système largement répandu. Politiquement, il est sur une ligne sociale-libérale et, dans la pratique, c'est un autocrate. Il n'est pas le seul qui corresponde à ces deux critères. Par conséquent, le rassemblement non seulement du Front de gauche, mais du NPA, dans le Languedoc-Roussillon, incarne de manière quasi pure l'autre gauche comme je la rêve.

**lo193 :** Faut-il faire un front anti-Frêche dès le premier tour à Montpellier ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Tout dépend du contenu. Pour notre part, on y a travaillé pendant des mois, et sans exclusive. Pour finir, les écologistes tenaient à leur tête de liste spécifique, et le Parti socialiste ne discutait de rien avec personne. Je pense qu'on ne gagne rien à réduire un débat politique à une confrontation de personnes, même dans le cas où cette personne a un comportement de Néron provincial, comme ce M. Frêche.

**Guest :** Pourquoi Pierre Laurent, très peu connu des Français, se présente-t-il en tête de liste, une place que vous auriez eu la légitimité d'occuper ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Le rassemblement de l'autre gauche est une chimie délicate. Il faut que toutes les composantes y trouvent leur compte. Et l'investissement symbolique que chacun y met doit être toujours considéré avec beaucoup de délicatesse si l'on veut réussir. Les communistes considèrent l'Ile-de-France comme une des régions où ils sont les mieux implantés et où ils ont la plus grande capacité de mobilisation. Franchement, c'est vrai, même si nous, le PG, nous sommes bien implantés, nous sommes très loin de disposer du même réseau.

A partir de là se pose une deuxième question qui concerne davantage les communistes eux-mêmes, qui est le choix de leur tête de liste. Je pense que j'aurais gravement compromis les chances du Front de gauche en faisant de ma candidature un enjeu ou si j'étais intervenu dans une discussion entre communistes. Pour finir, je dirai que je supporte assez mal une certaine condescendance que j'observe à l'égard de Pierre Laurent. C'est un intellectuel, c'est un dirigeant du principal parti de l'autre gauche, il écrit et parle bien, il est bien entouré pour cette campagne, cela doit suffire à le considérer avec respect. De toute façon, les scores sont toujours des résultats collectifs.

**Pib :** On dit que, dans certaines régions, le Front de gauche se résume aux militants du PCF, qui affirment regretter l'absence de tout allié. Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Notre parti est très inégalement développé, c'est sûr. Nous avons un an d'existence à peine. Je comprends que les communistes se sentent parfois un peu seuls. C'est souvent d'ailleurs la raison pour laquelle ce sont eux qui jouent le premier rôle.

**Sylv :** Comment réagissez-vous au récent rétropédalage de Martine Aubry sur la question de l'âge de la retraite ? Existe-t-il une vraie proposition de gauche, et réaliste, au problème du financement des retraites ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Ce rétropédalage m'a réjoui. Je ne crois naturellement pas du tout à la sincérité personnelle de Martine Aubry sur le sujet. Mais ce n'est pas la question qui nous est posée. Si le PS était resté sur la proposition de déplacer l'âge de la retraite à 61 ou 62 ans, c'eût été un désastre, politique et social. Politique parce que cela aurait creusé un fossé insurmontable entre les partis de gauche, notamment avec nous, l'autre gauche. Social parce que les syndicats qui résistent à Sarkozy se seraient retrouvés quasi totalement isolés dans l'arène politique. C'est le principal reproche que je lui avais adressé : celui d'avoir déséquilibré la négociation des syndicats. En ce qui concerne le financement réaliste d'un système de retraite honorable, cela ne présente aucune espèce de difficulté.

Le simple maintien de l'acquis actuel serait financé si les cotisations sociales étaient étendues aux stock-options et aux autres revenus d'épargne salariale. Encore ne fais-je ici qu'évoquer l'actualité. Sur la longue durée, la démonstration est encore plus facile à faire. Les trois actifs qui finançaient l'inactif des années 1980 n'ont plus besoin que d'être deux pour produire la même quantité de richesses. Toute la question est de savoir où passent les gains de productivité. Il est absurde de calculer à richesse constante. Dans les quarante prochaines années, le PIB du pays devrait atteindre 3 600 milliards d'euros. Une progression de 40 %, en supposant un progrès de 1,7 par an. Maintenir la situation actuelle capterait 6 points de l'actuel PIB. Il est tout à fait facile d'en déduire que le "choc" est totalement absorbable.

Je finis en pointant le ridicule qu'il y a à ne tenir compte sur cinquante ans que du déplacement de la bosse démographique du baby-boom sans tenir compte du fait que les gens finiront par mourir, et que leur succèdent des classes creuses. Le rapport entre actifs et inactifs, dans quarante ans, ne sera absolument pas celui qui est mis en scène aujourd'hui. Et moi je dis : hélas, car j'aimerais bien qu'on vive tous beaucoup plus vieux si c'est pour vivre beaucoup mieux.

**Farid Bey :** Je vote NPA et voterai cette fois-ci encore pour eux. J'aimerais évidemment une union de la gauche de gauche, mais je n'ai pas confiance dans le PCF qui mange à tous les râteliers pour sauver ses élus et assurer sa survie. Comment pouvez-vous faire alliance avec eux ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Je ne suis pas d'accord avec cette description du Parti communiste français. D'abord parce qu'on vient de constater qu'il est capable d'autonomie politique, contrairement à ce que beaucoup annonçaient. Dans 17 régions sur 22, il participe à des listes autonomes au premier tour. Deuxièmement, parce qu'il n'est pas juste d'aborder la question de la place du Parti socialiste en le considérant comme une mangeoire. Que cela nous plaise ou non, il faudra se rassembler au deuxième tour, sauf si on décide de donner toutes les régions à la droite. La compétition avec le Parti socialiste doit absolument sortir du registre de l'invective et des postures. Il s'agit de prendre la majorité à gauche, et cela est radicalement impossible si l'on se contente d'annoncer des slogans extrémistes anti-tout et anti-tout le monde en se montrant incapable de s'entendre avec qui que ce soit dans quelques conditions que ce soit.

Pour ma part, je suis très déçu par les positions successives prises par le NPA. Dans un premier temps, il accepte la discussion et admet sans ambiguïté que toutes les listes de gauche devront se rassembler au deuxième tour, inclus celle du PS. C'était en juin dernier.

A partir de fin octobre, les discussions qui commencent avec le PC, qui a fait le choix de l'autonomie au premier tour, sont enlisées par les négociateurs du NPA dans le débat absurde sur la participation ou non aux exécutifs.

Comme nous refusons les exclusives prononcées et que nous préférons établir une liste de conditions pour participer éventuellement, je dis bien éventuellement, à ces exécutifs, le NPA décide de partir tout seul. Puis, sur le terrain, c'est encore autre chose qui se passe, suivant les régions, et on aboutit à des accords d'union où l'on échoue sur des motifs aussi peu idéologiques que des questions de nombre de têtes de liste.

Enfin, là où l'on s'accorde, là où les communistes eux-mêmes, et les premiers, mettent la barre le plus haut, comme en Languedoc-Roussillon, qu'il n'y aura d'alliance avec Frêche ni au premier ni au deuxième tour, Olivier Besancenot trouve le moyen d'annuler sa participation au meeting de lancement de la campagne. Pour moi qui ai passé mon temps à expliquer qu'on pouvait convaincre Besancenot et s'entendre avec le NPA, c'est un lourd échec. Mais peut-être est-ce le but visé par certains. Il s'agirait de discréditer toute tentative et toute personne qui fait le pari de l'union. Tout cela pour la construction d'une hypothétique avant-garde ? Moi, je veux rester un optimiste de principe. Mais c'est vrai qu'il y a des jours où je commence à me lasser.

**Albert :** Que pensez-vous de la liste des Verts en Ile-de-France ? Un "casting" un peu surprenant, non ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Je suppose que le mot "casting" signifie liste ? Je ne comprends pas la question. La liste écologiste est très diverse, la nôtre aussi. Celle des socialistes est plus classique puisqu'elle est composée à 90 % de professionnels de la politique. Croyez-moi, les électeurs ne sont pas les naïfs que certains croient. Ils ne jugent pas les listes seulement d'après les personnes qui les composent.

**Nils :** Que pensez-vous de l'épilogue de l'affaire Julien Dray ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Absolument rien, conformément aux principes que j'ai énoncés en refusant de participer à sa lapidation. Je ne suis ni juge ni magistrat, je n'y connais rien à la vie privée de Julien Dray. D'ailleurs, je m'en fous. Je voudrais vous rappeler une très belle phrase de

Malraux qui s'applique à l'amitié : "Mes semblables ne sont pas ceux qui me jugent mais ceux qui m'aiment, parfois malgré moi." C'est dans La Condition humaine.

**Brbr** : Que pensez-vous de la réponse de M. Cohn-Bendit à votre proposition d'alliance avortée avec son parti ? Il n' a pas voulu fermer la porte au MoDem, pensez-vous que Cohn-Bendit se compromet idéologiquement et, qu'en fin de compte, en se comportant comme cela il fait du mal à la gauche ?

**Jean-Luc Mélenchon** : Vous me donnez l'occasion de renouveler une mise au point que j'ai eu pourtant cent fois l'occasion de faire sans être entendu. Dans le studio de France Inter, comme en témoignent la vidéo et le script, je m'adressais aux Verts et non à Europe Ecologie. D'ailleurs, Cohn-Bendit se sentait obligé, chaque fois que j'évoquais les Verts, d'ajouter "Europe Ecologie". En effet, pour moi, le parti Vert et l'association Europe Ecologie, ce n'est pas la même chose.

C'est tellement évident que ce n'est pas la même chose ! Il s'agit de deux organisations qui sont d'ailleurs sur le terrain assez largement en compétition. Le parti Vert a une longue histoire qui l'a conduit à se séparer de l'ancienne doctrine d'une ligne ni droite-ni gauche. Le parti Vert est clairement positionné à gauche, depuis de nombreuses années. Ses dirigeants ont participé aux gouvernements de gauche, aux majorités parlementaires, et ils sont partout membres des exécutifs de gauche au niveau local. Ils sont donc directement concernés par tous les débats qui traversent la gauche. Or, la gauche mondiale s'est engagée au cours des dix dernières années dans une stratégie d'accompagnement du capitalisme jusqu'à d'absurdes gouvernements de coalition avec la droite, comme en Allemagne, ou l'auto-dissolution de son parti central comme en Italie. Les Verts au niveau européen hésitent. En Allemagne, ils gouvernent plusieurs Länder avec la droite. C'est contre cette pente que se sont constituées des forces comme Die Linke en Allemagne, le Front de gauche en France, et d'autres ailleurs. Il faut donc sortir du nombrilisme franco-français et des querelles de casting pour penser le futur de la gauche.

Seuls des gauchistes invétérés peuvent se réjouir de voir les Verts et le Parti socialiste s'enfoncer dans le néant de l'alliance avec le centre, qui détruit les partis de gauche et creuse des fossés infranchissables avec l'autre gauche.

**XXX** : Pensez-vous que le MoDem puisse conduire une politique de gauche ? Est-il un partenaire potentiel pour conduire vers l'alternance en 2012, comme le pense une partie du PS ?

**Jean-Luc Mélenchon** : Bien sûr que non. C'est pourquoi j'interpelle avec autant d'insistance le Parti socialiste et les Verts. Même quand la cause semble déjà perdue. Mais si je me résigne, je fais le jeu de la catastrophe. Il est tout de même incroyable que personne n'aille lire le programme du MoDem.

Tous ceux qui en parlent font comme s'il suffisait d'être dans l'opposition à Sarkozy pour devoir être aussitôt considéré comme un partenaire naturel. Quelle sottise ! Lecanuet aussi s'est opposé au général de Gaulle en 1965. Pourtant, c'est pour François Mitterrand qu'il fallait voter, parce que c'était l'Union de la gauche en construction. Quel genre de programme commun croyez-vous qu'on puisse faire avec le MoDem ? Savez-vous que le MoDem est pour l'inscription de l'équilibre budgétaire dans la Constitution ? C'est le rêve des monétaristes. Savez-vous qu'ils proposent de boucher le déficit par l'augmentation de la TVA ? Vous m'imaginez en train de discuter pour savoir si l'on augmente la TVA de 11 points pour combler le déficit de 2009 ou si l'on se contente de 7 points pour combler celui de 2008 ? Savez-vous que M. Bayrou veut exempter de charges sociales les deux premiers emplois de toute entreprise, et que cela coûte 8 milliards, à ajouter aux 32 milliards d'exemptions déjà jetés par la fenêtre, comme l'a montré la Cour des comptes ?

**Ivan** : Pensez-vous vraiment qu'il existe un autre modèle économique que le capitalisme ? Le socialisme est-il seulement un capitalisme qui porte une attention plus accrue aux problèmes sociaux ?

**Jean-Luc Mélenchon** : Bien sûr que j'y crois. L'organisation économique des sociétés humaines a changé tant de fois dans l'histoire. Quelle superstition étrange peut conduire à penser que le modèle capitaliste est indépassable ? D'ailleurs, lui-même connaît de telles évolutions que c'est à peine si l'on peut dire que la même chose est désignée par le même mot. Le capitalisme financier transnational de notre époque a les mêmes caractéristiques de base que le capitalisme monopolistique d'Etat des années 1970, mais il a développé des tendances en son sein qui en sont en même temps la négation totale. Le socialisme n'est pas seulement du capitalisme qui donne la priorité aux bonnes intentions sociales. C'est une contestation du contenu de la production, de son échange et de la répartition de la richesse.

Quoi que nous voulions, et quelque idée qu'on se fasse du futur, nous avons pourtant une certitude : le modèle actuel d'accumulation, productiviste, nous condamne tous à mort. La question que je me pose est donc la suivante : comment se fait-il qu'il y ait encore des gens qui doutent du fait qu'il faut absolument changer de système ?

**Larsen** : Que pensez-vous des nombreuses dérives de ces deux personnes dont vous vous réclamez souvent, Chavez et Morales ? Par exemple que pensez-vous du contrôle des médias que préconise Morales ?

**Jean-Luc Mélenchon** : En effet, le modèle de la révolution démocratique en Bolivie et au Venezuela inspire beaucoup ma réflexion. Je note que les programmes politiques des présidents Chavez et Morales sont régulièrement confrontés au suffrage universel, et que contrairement à ce qui se passe dans nos soi-disant démocraties exemplaires, où l'on vote de moins en moins, là-bas, on vote de plus en plus.

Je note que Chavez a gagné 11 élections sur 12. Morales, 4 sur 5. Et ainsi de suite. Je demande qu'on note bien ces points avant de se lancer dans l'habituel numéro européen-centré de donneur de leçons. Il n'y a pas de politique de contrôle des médias au Venezuela, où 99 % de la presse appartiennent à des groupes privés qui mènent des campagnes quotidiennes incessantes contre le gouvernement Chavez. En Bolivie, les partis, associations, mouvements favorables à Evo Morales, qui vient d'être réélu au premier tour avec plus de 60 % des voix, ne disposent d'aucun quotidien, aucune chaîne de télévision, aucune radio.

A l'inverse, les médias en place mènent des campagnes quotidiennes dont vous n'avez certainement pas idée de la violence. Imaginez-vous le journal Le Monde titrant, à propos de Nicolas Sarkozy : "Le nain est de retour" ? En Bolivie, le premier journal du pays a titré : "Le singe est en visite" à propos d'un déplacement d'Evo Morales à Santa Cruz. Et ainsi de suite. Cette presse appelle à la sécession des régions du pays et incite en permanence aux émeutes. Ce qui est plutôt admirable, c'est qu'aucun journaliste, aucun média n'ait jamais été poursuivi dans ces pays.

**Vincent** : Mélenchon 2012 ?

**Jean-Luc Mélenchon** : J'aurai 61 ans, j'espère être en aussi bonne santé qu'à présent, et aussi productif.

**Kahouette** : Pensez-vous à un avenir présidentiel en vous rasant le matin ?

**Jean-Luc Mélenchon** : Je crois qu'il y a dans ce domaine une grande confusion des genres. Me demandez-vous si j'aimerais être président de la République ? C'est nouveau. Personne ne m'a jamais posé cette question. Pour l'instant, la question qu'on me pose, c'est de savoir si je veux être candidat. Je ferai remarquer que ce n'est pas du tout la même chose.

Vouloir ou non être candidat, c'est la question qui tue. Si on répond oui, on s'expose comme cible trop tôt ; si on répond non, on annonce qu'on n'a pas sa place sur la scène. Dans tous les cas, on est perdant. C'est aussi la question qui rend fou. Les candidats se prennent pour des élus, ils sont aussitôt grotesques.

Au fond, on ne me propose que des rôles ridicules, et vous voudriez que je participe à cette comédie ? Vous verrez bien le moment venu ce qu'il en est. D'ailleurs, moi aussi.

---

## **L'UMP change brutalement de stratégie pour les élections régionales. (29.01)**

**LeMonde.fr - 28.01**

Arrière toute. L'UMP, qui promettait pour les élections régionales une campagne nationale afin de ne pas réitérer les erreurs de Jean-Pierre Raffarin en 2004, se replie en régions. Le grand meeting national prévu porte de Versailles, samedi 30 janvier avec toutes les composantes de la majorité, a été annulé. L'entrée en campagne sera officialisée à l'issue d'un "congrès statutaire", dans une salle plus petite, sans les alliés de la majorité.

Le Nouveau Centre, la Gauche moderne, les villiéristes et les chasseurs, le Parti chrétien-démocrate de Christine Boutin n'ont pas été conviés. Les négociations avec eux pour la composition des listes sont ardues. Satellites du parti présidentiel, ils entendent faire respecter les accords conclus en novembre 2009, lorsqu'il convenait d'afficher l'unité de la majorité, face à une gauche divisée.

Le chef de l'Etat, qui était intervenu lors du conseil national de l'UMP le 28 novembre à Aubervilliers pour présenter les têtes de listes et ouvrir le préambule des régionales, n'a désormais plus l'intention de se mettre en avant. Sur le plateau de TF1, lundi 25 janvier, il a expliqué que ce n'était pas "la place d'un président de la République. "

Même s'il reste à la manoeuvre en coulisses, M. Sarkozy laissera son premier ministre mener campagne. La lecture des derniers sondages n'a pas incité le chef de l'Etat à la prise de risque : une étude IFOP pour Paris Match réalisée les 21 et 22 janvier place la majorité présidentielle à 27 %, bien en deçà des prévisions de 2004 à la même époque, où la droite avait subi l'une de ses plus sévères défaites ; à quatre points des 31 % de suffrages enregistrés par Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2007. La gauche, elle, est créditée de 51 % des intentions de vote.

Un casse-tête

Les régionales tournent au casse-tête pour la majorité. Le parti majoritaire, en lien direct avec l'Elysée, n'a cessé d'osciller sur sa stratégie et ses thématiques. Il y a un an, M. Sarkozy avait conçu la réforme des collectivités territoriales comme l'arme décisive pour gagner ces élections et diviser la gauche aux commandes de vingt régions. Mais la réforme, couplée avec celle de la taxe professionnelle a, avant tout, divisé la majorité et suscité l'hostilité des élus locaux. Le chef de l'Etat a ensuite privilégié le développement durable, jusqu'à l'échec de Copenhague et le camouflet de la censure de la taxe carbone par le Conseil constitutionnel. Puis il a encouragé le débat sur l'identité nationale, l'immigration et l'islam. L'Elysée, redoutant des triangulaires avec le FN, qui avaient fait chuter la droite en 2004, souhaitait avant

tout s'adresser aux électeurs frontistes.

Les ministres candidats réclamaient eux une "régionalisation" de la campagne. Depuis trois mois, beaucoup exprimaient leur scepticisme sur les choix stratégiques de la campagne, notamment sur l'utilité du débat sur l'identité nationale. "Il y a un décalage énorme entre l'actualité nationale et les préoccupations des gens, assurait Alain Joyandet, le secrétaire d'Etat à la coopération, tête de liste en Franche-Comté, dès octobre 2009. Ce qui peut faire changer le vote des gens, c'est notre capacité à leur apporter des solutions concrètes à leurs difficultés." Le candidat comptait faire campagne en priorité sur son projet régional, organisé autour de l'emploi et de la formation des jeunes. Tout comme le ministre des PME, Hervé Novelli, candidat dans la région Centre, qui estimait que "l'agriculteur, le salarié menacé, l'artisan attend des réponses concrètes de la région".

En Aquitaine, Xavier Darcos, le ministre du travail, avait, lui aussi, tiré la sonnette d'alarme, relativisant l'impact d'une droitisation de la campagne. Bruno Le Maire, le ministre de l'agriculture, candidat en Haute-Normandie, avait fait valoir que les Français restaient préoccupés par la crise économique, inquiets pour leur emploi et hostiles aux mesures pouvant toucher à leur pouvoir d'achat comme la taxe carbone.

---

## Déficit public: Sarkozy veut un "*diagnostic partagé*" d'ici avril. (29.01)

### AP et Reuters - 28.01

Comment ramener le déficit public de 8,2% du PIB cette année à moins de 3% d'ici 2013, comme promis à Bruxelles? La question a été posée aux acteurs de la dépense publique réunis jeudi à l'Elysée, à l'occasion de la session inaugurale de la Conférence sur le déficit boycottée par les collectivités locales. Nicolas Sarkozy leur a donné rendez-vous en avril, le temps d'établir un "diagnostic partagé" sur l'état des finances publiques.

Assumant "entièrement" le choix qui a été fait en 2009 de "soutenir l'économie pendant la crise", notamment via le plan de relance, le chef de l'Etat a fixé à ses interlocuteurs un triple objectif: "le rétablissement de l'équilibre de nos comptes, la stabilisation puis la réduction de notre dette", à l'instar des autres pays européens.

"Nous devons le faire pour préserver notre modèle social", a-t-il souligné devant la presse, à l'issue de "deux heures et demie de discussions franches et constructives" avec les représentants de l'Etat et de la Sécurité sociale, mais sans ceux des régions et des départements, majoritairement à gauche, qui avaient choisi de ne pas participer, craignant d'être tenus pour responsables du trou des caisses de l'Etat.

Une défection que le président de la République a dit "regretter", tout en prenant ses distances avec le caractère politique de ce boycott: "cela fait 35 ans que notre pays présente un budget en déficit (...) Il y a eu autant de gouvernements de gauche que de droite et l'objectif des dix prochaines années concerne également tout le monde", a-t-il observé, flanqué du chef du gouvernement François Fillon et des ministres Christine Lagarde (Economie), Eric Woerth (Budget), Xavier Darcos (Travail) et Roselyne Bachelot (Santé).

En marge de cette réunion, le député socialiste Michel Sapin a reconnu que la situation rendait "légitime" une telle concertation, mais "pas de la manière affichée". Selon lui, "il se prépare une défausse car il ne s'agit pas de parler des déficits publics et de la Sécurité sociale, mais seulement des chiffres concernant les collectivités locales par supercherie et mensonge".

S'il n'a pas cette fois reproché aux collectivités locales leur "folie fiscale", Nicolas Sarkozy a noté que leurs dépenses avaient augmenté depuis 1980 "de 20% en proportion du PIB, mis de côté tous les effets de la décentralisation".

"Il faut identifier le problème pour le régler, y compris en revenant sur des normes déjà en place", a-t-il plaidé, indiquant qu'un groupe de travail devraient réfléchir d'ici avril à la mise en place d'un "objectif de dépenses pour les collectivités locales".

Pour l'Etat, auquel il a reconnu "une part de responsabilité dans cette dérive", bien que "beaucoup (ait) été fait depuis 2007", il entend que l'effort de réduction des dépenses soit poursuivi.

Eric Woerth devra ainsi présenter en avril "un plan d'action complet pour réduire la dépense de l'Etat", a-t-il précisé, notant que l'accent serait mis "sur les niches sociales et fiscales, leur démantèlement et leur réduction".

"Je souhaite que nous allions encore plus loin et que la France se dote d'une règle d'équilibre pour l'ensemble de ses administrations publiques", a-t-il ajouté, relevant que "les Allemands sont parvenus à un accord partisan" sur cet objectif de retour à l'équilibre.

S'agissant des dépenses sociales, qui représentent "plus de la moitié de la dépense publique" et "sont celles qui croissent le plus vite", M. Sarkozy prévoit d'agir sur plusieurs fronts: les retraites, avec l'ouverture de discussions avec les partenaires sociaux le 15 février, et l'assurance-maladie, avec un objectif de retour à l'équilibre des hôpitaux publics dès 2012.

Le chef de l'Etat a également annoncé la mise en place d'une commission chargée de "proposer des solutions pour rembourser la dette

exceptionnelle que la Sécurité sociale a accumulée pendant la crise".

En avril, "nous prendrons des décisions extrêmement importantes", a insisté le président, assurant "sous le contrôle de Christine Lagarde" que la France suivrait pour cela "les recommandations du FMI (Fonds monétaire international)", selon lequel "le retour à la croissance est sensible".

"Financer nos dépenses courantes par l'emprunt n'est pas raisonnable, handicape notre avenir au lieu de le préparer et menace notre contrat social", a dit Nicolas Sarkozy, qui a annoncé la constitution de plusieurs groupes de travail en prévision de la réunion d'avril.

Le premier sera dirigé par le directeur général de l'Insee, Jean-Philippe Cotis, et un de ses prédécesseurs, Paul Champsaur, avec pour mission d'analyser l'évolution des finances publiques depuis 30 ans et leurs perspectives sur la prochaine décennie.

Leur rapport, qui sera rendu public, doit servir "de point de départ incontestable" à la deuxième partie de la conférence. Les autres groupes de travail porteront sur la sécurité sociale et les collectivités locales.

Le chef de l'Etat a chargé enfin Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI et ex-gouverneur de la Banque de France, de plancher sur l'introduction d'une règle d'équilibre pour les finances des administrations publiques.

---

## **Un changement du système des retraites est peu probable. (29.01)**

### **Reuters - 28.01**

Le passage d'un système de retraites par annuités à un système en points ou en comptes notionnels est possible mais il ne permettrait pas à lui seul de rétablir l'équilibre financiers des régimes, selon un rapport présenté jeudi par le Conseil d'orientation des retraites.

Le rapport ne se prononce pas sur l'opportunité d'un tel changement, que le gouvernement semble écarter dans le cadre de la réforme des retraites qu'il veut boucler cette année.

L'objectif de cette réforme est de redresser les comptes des retraites, dont les déficits s'accroissent avec l'allongement de la durée de la vie, l'arrivée en retraite de la génération du 'baby boom' et la hausse du chômage liée à la crise économique.

"Le rapport conclut qu'il y a une possibilité technique de passer d'un système en annuités à un système en points ou en compte notionnels", a déclaré le président du Cor, Raphaël Hadas-Lebel, lors d'une conférence de presse.

Comme le système par annuités, ces systèmes sont des systèmes par répartition et ils peuvent intégrer les dispositifs de solidarité que nous connaissons aujourd'hui, a-t-il ajouté.

L'incidence d'un tel changement sur le niveau des retraites dépendrait des paramètres fixés par les responsables politiques, et aucun système ne permet en soi de redresser des comptes déséquilibrés comme ceux des régimes français, a-t-il souligné.

### **LE GOUVERNEMENT TRÈS RÉSERVÉ**

"Le changement de système est avant tout une question de choix politique, c'est-à-dire : quels objectifs on assigne à notre système de retraite ?", a ajouté Raphaël Hadas-Lebel.

Le Cor a identifié cinq objectifs, a-t-il ajouté : la pérennité financière, la lisibilité, l'équité entre générations, la solidarité à l'intérieur des générations et la cohérence avec les autres objectifs économiques fixés par un gouvernement.

Quant au rétablissement financier du système, il dépend de choix politiques sur les trois leviers traditionnels que sont les ressources des régimes, le montant des pensions et l'âge moyen effectif de départ en retraite.

Le gouvernement a semblé écarter un changement de système.

"Je ne crois pas que nous nous orientons vers des solutions systémiques de cet ordre", a ainsi déclaré mardi le ministre du Travail, Xavier Darcos, à propos du rapport du Cor.

Côté syndical, seule la CFDT a vraiment plaidé pour l'examen d'un changement systémique. La CGT, FO et la CFTC estiment pour leur part qu'un changement systémique entraînerait nécessairement une baisse des pensions qu'ils excluent.



La CFDT a déclaré jeudi dans un communiqué que le rapport du Cor était une "contribution importante" dans le débat "absolument nécessaire" sur l'avenir des retraites.

Force ouvrière remarque qu'aucun système ne permet à lui seul de rétablir les comptes et juge qu'"il convient désormais d'activer le troisième levier, celui du financement, et d'affecter les ressources nécessaires à l'équilibre financier".

Pour la CGT, "ce n'est pas en revenant à une logique d'assurance mais bien en développant les atouts d'un système solidaire que l'on redonnera confiance dans la capacité à long terme de notre système de retraite à garantir aux générations futures un niveau de vie satisfaisant".

## LE MEDEF POUR DE LA CAPITALISATION

L'organisation patronale Medef estime pour sa part qu'"il conviendrait d'examiner des mécanismes qui permettraient, à côté d'un système par répartition qu'il convient de conserver et d'optimiser, le développement de systèmes par capitalisation".

Dans un système par annuités comme le régime de base français, la pension d'un assuré est fonction de son salaire moyen sur un certain nombre d'années ou de mois et du temps pendant lequel il a cotisé, le montant des cotisations n'influant pas sur le niveau de la pension.

Dans un système par points comme celui des complémentaires Agirc et Arrco ou le système allemand, l'assuré acquiert, à mesure qu'il cotise, des points dont la somme sera multipliée par la valeur du point à la date où il prend sa retraite.

Dans un système de comptes notionnels comme le système suédois, l'assuré acquiert un capital virtuel constitué de ses cotisations qui sera divisé par un coefficient lié à l'espérance de vie de sa génération et fixé de façon à ce que la somme des pensions perçues par chaque génération soit égale à la somme des cotisations qu'elle a versées.

Le déficit du régime général des retraites est ainsi attendu à 10,7 milliards d'euros cette année et 14,5 milliards en 2013, selon la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2010.

---

## **Retraites : il faut "ajuster les paramètres" du système par répartition, selon François Fillon. (29.01)**

### **AP - 29.01**

Le gouvernement va préserver le système par répartition dans la réforme des retraites, mais "en ajuster les paramètres", affirme le Premier ministre François Fillon, qui précise que l'idée d'une hausse des cotisations sociales est également "à l'étude".

"Je n'ai jamais cru à la remise à plat complète. Cette idée me semble non seulement une utopie mais la meilleure façon de ne rien faire. Aucun pays au monde n'a jamais changé brutalement de système", affirme le chef du gouvernement dans un entretien au Figaro.fr paraissant également samedi dans "Le Figaro".

"Le nôtre repose principalement sur la répartition; avec le président, nous nous sommes engagés à le préserver, il nous faut donc en ajuster les paramètres pour l'équilibrer", ajoute-t-il.

Soulignant qu'il manquera "100 milliards par an à l'horizon 2050" pour financer le système des retraites, François Fillon détaille les pistes du gouvernement pour conduire cette réforme prévue pour la fin 2010.

Ainsi, "l'idée" d'une hausse des cotisations sociales est "toujours d'actualité". "Je rappelle que le patronat l'avait validée en 2003", précise-t-il, évoquant également un possible "bonus-malus sur les cotisations sociales".

De même, l'idée d'une remise en cause "du calcul de la pension sur les six derniers mois de salaire, dans la Fonction publique, se pose évidemment". Toutefois, les évolutions "devront tenir compte de la réalité des choses, et notamment du fait que les primes ne sont pas intégrées dans le calcul pour les fonctionnaires". "Ces primes frôlent parfois 50% du salaire", indique-t-il.

Le chef du gouvernement estime par ailleurs que la pénibilité du travail ne doit pas être "le point central du débat", même si elle doit être prise en compte "dans le cadre d'accords entre syndicats et patronat, ciblés sur des métiers précis, avec des critères objectifs comme l'espérance de vie".

---

## **Plus de 1,7 million de foyers ont touché le RSA en novembre. (29.01)**

## Reuters - 28.01

Plus de 1,7 million de foyers ont bénéficié du revenu de solidarité active (RSA) au mois de novembre 2009, selon des chiffres publiés par le Haut commissaire aux Solidarités actives, Martin Hirsch.

Il s'agit d'une progression de 29.000 par rapport à octobre.

Dans le détail, 1,1 million de personnes ont bénéficié du dispositif au titre du "RSA socle", qui a remplacé le RMI et l'allocation parent isolé, et 595.000 (soit 35% du total) au titre du "RSA activité", la véritable nouveauté de la réforme, qui assure un complément de revenus aux bas salaires.

Parmi les nouveaux allocataires de novembre, "13.000 ont des revenus du travail faibles dont le bénéfice, avant l'existence du RSA lancé en juin dernier, aurait été intégralement annulé par une baisse équivalente du RMI", explique-t-on.

Ces chiffres sont "bons", dit-on dans l'entourage de Martin Hirsch, pour qui "le rythme de montée en charge, continu, est satisfaisant". A terme, le Haut commissaire souhaite faire bénéficier 1,6 million de personnes du "RSA activité".

"Il y a une réserve assez importante de personnes qui y ont droit et qui n'ont pas le RSA", explique une collaboratrice de Martin Hirsch. "Certains travailleurs modestes ne savent pas qu'ils y ont droit, d'autres pensent que c'est automatique alors que ça ne l'est pas, il faut faire des démarches".

---

## Affaire Clearstream : appel du parquet, Villepin accuse Sarkozy. (30.01)

### Reuters - 29.01

Dominique de Villepin subira un second procès après la décision du parquet de faire appel de sa relaxe dans l'affaire Clearstream, un nouvel écueil que l'ancien Premier ministre impute à "l'acharnement" et à "la haine" de Nicolas Sarkozy à son encontre.

Au lendemain du jugement du tribunal correctionnel de Paris innocentant Dominique de Villepin, le procureur a annoncé sur Europe 1 qu'il interjetait appel au motif "qu'il reste encore une part de vérité à faire émerger" dans cette affaire de manipulation de faux listings bancaires dans laquelle Nicolas Sarkozy était partie civile.

Jean-Claude Marin a assuré qu'il n'agissait pas sur instruction de l'Elysée - Nicolas Sarkozy a constitutionnellement autorité sur le parquet. "En ne faisant pas appel, j'aurais trahi le protocole habituel de fonctionnement du ministère public", a-t-il expliqué.

Des arguments que récuse Dominique de Villepin et son avocat, Me Olivier Metzner.

"Je connais bien Jean-Claude Marin, je le connais en tout cas suffisamment pour savoir que ce n'est pas sa décision", a dit l'ancien Premier ministre sur RMC.

"Ce qu'elle montre cette décision, c'est qu'un homme, Nicolas Sarkozy, président de la République, préfère persévérer dans son acharnement, dans sa haine", a-t-il affirmé.

Me Metzner dénonce également "une décision politique".

Dominique de Villepin "viendra sereinement devant la cour d'appel et l'on voit mal comment ce jugement extrêmement argumenté pourrait être infirmé", a-t-il dit sur i>Télé.

### "UN PIÈGE"

Le procureur de Paris avait requis 18 mois de prison avec sursis et 45.000 euros d'amende contre Dominique de Villepin.

Nicolas Sarkozy avait fait savoir jeudi par communiqué qu'il était satisfait du jugement et qu'il ne souhaitait pas d'appel.

Le deuxième procès devrait se tenir fin 2010-début 2011, alors que les états-majors politiques se mettront en ordre de bataille pour l'élection présidentielle de 2012.

Un calendrier judiciaire qui compromettrait pour Dominique de Villepin le lancement éventuel d'une campagne électorale.

Ce dernier n'a pas fait mystère par le passé de ses ambitions présidentielles mais il cultive l'ambiguïté sur ses intentions pour 2012.

Réaffirmant n'éprouver ni "rancœur" ni "rancune" envers Nicolas Sarkozy, il a laissé entendre vendredi, avec un mépris voilé, qu'il ne se plaçait pas dans une logique d'affrontement avec le chef de l'Etat au sein de sa famille politique.

"J'ai été aux côtés de Jacques Chirac lors de la campagne de 1995. Jacques Chirac ne s'est pas battu contre Edouard Balladur", a-t-il expliqué sur RMC, évoquant le duel à droite qui avait marqué la présidentielle de 1995.

"Débattre aujourd'hui avec un homme qui est guidé par la haine, c'est m'éloigner des Français", a souligné Dominique de Villepin, accusant Nicolas Sarkozy et son entourage de lui "tendre un piège" politique.

S'agissant de ses projets pour l'avenir, il a précisé qu'il prendrait "sereinement" une décision "dans les prochaines semaines". Après sa relaxe, Dominique de Villepin avait déclaré qu'il "entendait contribuer dans un esprit de rassemblement au redressement de la France".

"LES CHEVAUX DE LA GUERRE INTERNE" Vendredi, il a décrit son futur engagement en termes plus acerbes: "Quand au sommet de l'Etat l'exemple fait défaut, il faut que d'autres hommes, que d'autres femmes portent le fardeau du pouvoir".

Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP, a regretté sur i>Télé que Dominique de Villepin fasse de ce dossier "une affaire personnelle".

"Dominique de Villepin est présumé innocent. Il a tout loisir de se présenter à la présidentielle", a-t-il dit.

Plus tôt, sur RTL, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, avait déclaré que les militants du parti majoritaire voulaient "avant tout de l'unité et du rassemblement".

Mais pour le député UMP "villepiniste" Georges Tron, la guerre est déclarée.

"On nous demande de remonter sur les chevaux de la guerre interne, eh bien on va remonter sur les chevaux de la guerre interne. Dominique de Villepin aurait maintenant bien tort de se gêner de devenir un opposant frontal", a-t-il dit sur i>Télé.

A gauche, l'ancienne ministre socialiste de la Justice Elisabeth Guigou a estimé que la justice était "la victime" dans cette affaire. "Il y a un soupçon et ça c'est gravissime parce que la justice est l'un des piliers de la démocratie", a-t-elle dit à Reuters.

---

## **L'UMP entérine laborieusement ses listes pour les régionales. (31.01)**

### **Reuters - 30.01**

L'UMP a laborieusement entériné samedi les listes de la majorité pour les régionales en multipliant les appels à l'unité, comme pour tenter de faire oublier les polémiques nées de l'appel contre l'acquittement de Dominique de Villepin dans l'affaire Clearstream.

Des tractations ont été nécessaires jusqu'à tôt samedi matin pour assurer des places d'éligibles aux représentants des petites formations alliées et à ceux de la diversité (jeunes, immigrés d'origine), au prix de beaucoup de mécontents, et les discussions se poursuivent encore sur certaines fins de listes.

Des sifflets se sont élevés à l'annonce que seulement 60% des membres du conseil national du parti de Nicolas Sarkozy, réunis à Paris, avaient approuvé les 22 listes qui avaient défilé auparavant à grande vitesse sur un grand écran.

Consacré chef de file de la campagne pour le scrutin des 14 et 21 mars, le Premier ministre François Fillon a lancé un appel à la mobilisation en défendant la politique de réformes de son gouvernement, qu'il a opposée au "conservatisme" des socialistes.

Et au moment où certains responsables de l'opposition se mettent à rêver d'un "grand chelem" dans les 22 régions de métropole, ce qui supposerait d'enlever l'Alsace et la Corse à la droite, il s'est fait fort de dénoncer les "scénarios écrits d'avance".

A l'initiative de Nicolas Sarkozy, la majorité a décidé d'aborder ce scrutin intermédiaire, par tradition peu favorable au pouvoir en place, avec des listes d'union allant des villieristes à la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel.

Elle espère ainsi dégager au soir du premier tour une dynamique à même de lui permettre de limiter la casse au second.

Un sondage récent mettant l'UMP et le PS à égalité en termes d'intentions de vote (27%) le 14 mars pourrait, s'il se confirme dans les urnes,

mettre à mal cette stratégie.

"Le vrai sujet dans les élections intermédiaires, c'est la mobilisation de son électorat", a déclaré à la presse le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand.

"Et il y a clairement un seul sujet pour lui, l'unité. Il réclame de l'unité plus que les autres parce qu'il a souffert des divisions (de la droite) dans le passé", a-t-il ajouté.

## DEUX TIERS DE RENOUVELLEMENT

Pour cette raison, Xavier Bertrand et les autres orateurs se sont bien gardés de la moindre allusion à l'appel du Parquet de Paris la veille contre la relaxe de Dominique de Villepin dans le procès Clearstream, dans lequel l'ancien Premier ministre et ses partisans ont vu la main de l'Élysée.

Parmi ses proches, seul le député Georges Tron a redit samedi sa "déception et sa colère" devant les journalistes mais son homologue de la Drôme Hervé Mariton a plaidé pour que l'UMP apprenne à vivre "avec l'ensemble de ses différences".

Très proche de Dominique de Villepin dont il fut directeur de cabinet à Matignon, le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire a souhaité aussi le respect de la diversité des opinions.

Mais pressé d'aller battre campagne - il mènera la liste de la majorité en Haute-Normandie -, il a indiqué que l'UMP devait en priorité s'atteler à répondre aux préoccupations des Français et appelé à l'unité autour de Nicolas Sarkozy au cas où il déciderait de briguer en 2012 un nouveau bail à l'Élysée.

L'UMP avait prévu à l'origine samedi une manifestation d'unité avec ses alliés au Parc des Expositions de la porte de Versailles. Elle s'est rabattue sur une salle plus petite (environ 700 places), qui n'a pas fait le plein.

Les tensions sur la constitution des listes expliquent sans doute cette situation. Xavier Bertrand a fait valoir qu'environ deux tiers des candidats avaient été renouvelés par rapport au précédent scrutin de 2004 et que les engagements sur la représentation des jeunes et de la diversité avaient été tenus.

Alors que Nicolas Sarkozy s'est impliqué dans la composition de certaines listes - son conseiller pour la communication, Franck Louvrier, est en position éligible dans les Pays de Loire - le secrétaire général adjoint de l'UMP Marc Philippe Daubresse a dit avoir pris note du mécontentement de la base.

La prochaine fois, "nous réfléchissons à une organisation plus décentralisée des investitures", a-t-il déclaré.

Le revirement récent du Premier secrétaire du PS Martine Aubry sur la question de l'âge légal de la retraite et la polémique créée par les déclarations à connotation raciste du président PS de la région Languedoc Roussillon, Georges Frêche, contre Laurent Fabius ont été au premier rang des critiques de tous les intervenants contre l'opposition.

---

## **Des milliers d'enseignants dans les rues de Paris. (31.01)**

### **Reuters - 30.01**

Une manifestation nationale pour l'éducation a réuni des milliers d'enseignants dans les rues de Paris samedi.

Les manifestants, partis de la place Denfert-Rochereau vers 14h00 en direction du ministère de l'Éducation nationale, étaient plus de 12.000 selon le syndicat SNES-FSU mais au nombre de 8.000 selon la police.

Neuf jours après une mobilisation en demi-teinte dans la fonction publique, la FSU, première fédération de l'éducation, a organisé cette manifestation pour protester contre les suppressions de postes et la réforme de la formation des professeurs.

CGT Educ'action, le SNALC-CSEN, le SNLC-FAEN, les lycéens de la FIDL et les professeurs de sciences économiques et sociales regroupés au sein de l'association APSES se sont joints à l'appel.

Le défilé a lieu deux jours avant l'ouverture du 6e congrès de la FSU, lundi à Lille, au cours duquel l'actuel secrétaire général Gérard Aschieri passera la main après neuf ans à la tête de la Fédération syndicale unitaire, issue au début des années 1990 des minoritaires de la défunte FEN (Fédération de l'éducation nationale).

## Capitalisme: les illusions de Sarkozy . (31.01)

Slate.fr - 30.01

«Il n'existe pas de repas gratuit» est un autre lieu commun économique infirmé à Davos: au Forum économique mondial, on peut manger gratuitement partout. La nourriture est essentiellement composée de sandwiches (au pain noir) à l'emmental.

Mercredi soir, Nicolas Sarkozy, l'un des grands pontes à s'être déplacé dans la station suisse, a remis en cause comme jamais la vision du monde des économistes. Au cours d'une allocution passionnée qui, à une autre époque, aurait été considérée comme vantant ouvertement la «troisième voie» économique, il a tenté de trouver le juste milieu entre un capitalisme inhumain et un socialisme non viable. Dans la mesure où le terme «socialisme» garde un mauvais goût même en France, même après la crise économique, Sarkozy a préféré envisager sa démarche comme la proposition d'une autre forme de capitalisme. Une économie de marché complètement libre est une menace pour les valeurs humaines, argumente-t-il: «Nous ne réconcilierons pas les citoyens avec la mondialisation, avec le capitalisme si nous ne sommes pas capables d'apporter au marché des contrepoids, des correctifs.»

Un capitalisme doux?

La question est de savoir si le capitalisme plus doux préconisé par Sarkozy existe. Le président de la République française pense qu'il est possible d'inciter les capitalistes à mieux se comporter en leur rappelant leurs responsabilités vis-à-vis de la société. Il veut aussi distinguer le capitalisme sain d'un côté, qui crée des emplois et de la richesse, et de l'autre un «capitalisme financier» malsain. Sarkozy a déploré la situation économique qui a précipité la crise, une situation où, selon lui, «le rentier prenait le pas sur le travailleur, où les effets de levier, atteignant des proportions déraisonnables, engendraient un capitalisme dans le lequel il était devenu normal de jouer avec l'argent des autres, de gagner facilement, rapidement, sans effort et trop souvent sans aucune création de richesses ou d'emplois».

Aussi pertinentes soient certaines parties de cette analyse, il y a, à mon sens, peu de chances que les capitalistes deviennent plus gentils, plus généreux ou moins rapaces simplement à cause de la crise. Et je ne crois pas que la distinction que fait Sarkozy entre le bon capitalisme d'entrepreneurs et le mauvais capitalisme de spéculateurs tiendra longtemps. Cela me fait penser à la réflexion qu'on attribue à tort à George W. Bush, selon laquelle il n'existe même pas de terme en français pour le mot anglais entrepreneur.

Dans la réalité, tous les entrepreneurs sont des spéculateurs (même si l'inverse n'est pas toujours vrai). Dans la réalité, les entrepreneurs sont aussi avides de profits que les directeurs d'institutions financières, si ce n'est plus. Les financiers, qui soutiennent les entrepreneurs, jouent un rôle tout aussi crucial dans la création d'emplois. Et la spéculation n'est qu'un terme qui peut gêner certains pour parler d'un investissement. Sans la spéculation, le concept de capitalisme est en fait... très français.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*

## Infos sociales et politiques.

- Les chevaliers de la "table ronde sur le raffinage" en France vont se réunir ! boycott !. (27.02)
- 8 millions de personnes pauvres en France... et ce n'est pas fini. (26.02)
- Poursuite de la grève à la raffinerie Total de Dunkerque . (25.02)
- Reprise du travail sur le site ArcelorMittal de Gandrange. (25.02)
- Les retraités dans la rue pour leur pouvoir d'achat. (25.02)
- Le déroulement des faits hier chez Total. (24.02)
- Main mise de Sarkozy sur la cour des comptes. (deux articles) (24.02)
- Grève à la SNCM et à la CMN: aucune traversée entre la Corse et le continent. (24.02)
- Le médiateur de la République voit la France en noir. (24.02)
- L'emploi atypique facteur de dépression, selon une étude. (23.02)
- Régionales. Vers un record d'abstention. (23.02)
- DGAC : grève du contrôle aérien de mardi à vendredi inclus. (23.02)
- Grève pour les salaires chez ArcelorMittal à Gandrange. (23.02)
- L'industrie française a perdu 36% de ses effectifs en 30 ans. (20.02)
- Le mouvement de grève 'suspendu' dans les enseignes Ikea. (20.02)
- Le plan social de Philips à Dreux suspendu en référé. (20.02)
- Plus de 60.000 emplois seraient menacés dans le secteur automobile en 2010-2011. (19.02)
- Comment Sarkozy a rempli les coffres des banquiers et des assureurs. Provocation. (19.02)
- Plusieurs milliers d'enseignants et de lycéens d'Ile-de-France ont manifesté à Paris. (19.02)
- Professions libérales : plus de 6000 euros de revenu mensuel. (19.02)
- François Hollande répond favorablement aux avances de Daniel Cohn-Bendit. (19.02)
- EDF annonce une revalorisation salariale de 4,4%. (19.02)
- La direction de Philips rouvre l'accès du site de Dreux à ses salariés. (19.02)
- Les salariés des raffineries de Total votent la grève illimitée. (19.02)
- Helio-Corbeil : les salariés libèrent leurs dirigeants. (18.02)
- Retraite à 60 ans : l'appel du NPA aux partis de gauche ne fait pas recette. (17.02)
- Un calcul cynique pour un consensus sordide. (17.02)
- Toyota Onnaing: réduction de la production, chômage partiel et intérimaires non renouvelés. (17.02)
- Des appelés exposés volontairement aux radiations des essais nucléaires au Sahara, selon un rapport. (17.02)
- Les salariés des raffineries de Total en grève pour 48 heures. (15.02)
- Dreux : Philips annonce la fermeture de son usine et la suppression de 212 emplois. (15.02)
- M. Palier : "Toucher aux retraites est aussi difficile en France qu'en Europe". (14.02)
- Par la voix de Parisot, le patronat déclare la guerre à la classe ouvrière. (14.02)
- Parisot: "il faut changer l'âge légal de départ à la retraite". (14.02)
- Poursuite de la grève chez Ikea. (14.02)
- Appel à la grève après l'échec des négociations chez Ikea. (12.02)
- Armand-Trousseau et l'Hôtel-Dieu se mobilisent contre le sort que leur réserve le plan de restructuration de l'AP-HP. (10.02)
- Une vingtaine de lycées du 93 en grève. (10.02)
- Près de 50 000 précaires dans l'enseignement supérieur et la recherche. (09.02)
- Les salariés de Pier Import toujours mobilisés. (07.02)
- Roland Cayrol : "Il y a un pilote, Sarkozy, clairement identifié. Mais a-t-il un cap ?" (07.02)
- Des magasins Ikéa perturbés par une grève. (07.02)
- Copé : Il n'y a pas de fatalité aux délocalisations ! (07.02)
- Voile et NPA : « Cher Jean-Luc Mélenchon, tu dérapes ! ». (06.02)
- Villepin piétiné à l'UMP. (05.02)
- Quand Xavier Bertrand s'en prend avec virulence à un journaliste du "Courrier picard". (05.02)

- La direction d'Air France souhaite réaliser 120 millions d'économies par an sur son personnel. (05.02)
- Le haut-fourneau ArcelorMittal de Fos-sur-Mer à l'arrêt. (05.02)
- Salaires et retraites en millions d'euros pour les dirigeants des entreprises privatisées. (04.02)
- Le Parti communiste et les Verts à nouveau exclus du dîner du CRIF. (04.02)
- Les policiers municipaux manifestent dans 22 villes françaises. (04.02)
- Le NPA justifie son choix d'une candidate voilée aux régionales. (04.02)
- Les fonctionnaires craignent des licenciements déguisés. (03.02)
- L'université Dauphine explose le prix de ses masters. (03.02)
- Sur les retraites, Darcos privilégie l'allongement du travail. (02.02)
- Retraites : il faudra travailler plus longtemps, estime Darcos. (01.02)
- Retraites : Darcos pour un rééquilibrage des cotisations sociales. (01.02)
- La Fondation Abbé Pierre alerte sur la situation des enfants mal-logés ou SDF. (01.02)

---

## **La Fondation Abbé Pierre alerte sur la situation des enfants mal-logés ou SDF. (01.02)**

### **AP - 31.01**

Près de 600.000 enfants en France sont sans domicile fixe ou bien vivent dans des taudis ou chez des tiers en situation de surpeuplement, estime la Fondation Abbé Pierre dans son 15e rapport sur l'état du mal-logement en France.

A travers ce rapport à paraître lundi, et dont l'Associated Press a obtenu une copie, l'association entend "souligner le caractère inacceptable du mal-logement quand ceux qui sont concernés sont les êtres les plus faibles et les plus fragiles au sein de la société".

"Même s'il existe peu de données pour en rendre compte, celles dont nous disposons sont suffisamment inquiétantes pour susciter notre attention et appeler à la vigilance", poursuit le rapport.

Et de rappeler quelques chiffres. D'abord ceux de l'enquête menée par l'INSEE pour tenter de déterminer le nombre de SDF en France: 20% des 86.000 personnes recensées en 2001 étaient des enfants, selon l'institut.

Par ailleurs, le rapport 2005 de la commission nationale Famille-pauvreté-vulnérabilité, alors présidée par Martin Hirsch, avait révélé qu'un million d'enfants sur 13,2 millions vivaient en situation de pauvreté. Autre chiffre: 44,3% des moins de 18 ans résidant dans les zones urbaines sensibles vivent sous le seuil de pauvreté, selon la Fondation qui se base sur les données de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Au total, en s'appuyant sur plusieurs enquêtes statistiques sur le logement ou encore "l'habitat indigne", la Fondation Abbé Pierre estime à près de 600.000 le nombre d'enfants "touchés par le non-logement ou la mal-logement", dont plus de 18.000 SDF et plus de 2.000 qui vivent dans des "habitats de fortune (cabane, construction provisoire)".

Même s'il est rare de croiser des parents isolés ou des ménages vivant directement dans la rue avec leurs enfants, la Fondation souligne que ces derniers "circulent entre les squats, les abris de fortune et les structures d'hébergement d'urgence ou, souvent, recourent à l'hébergement chez des tiers (familles, amis)", bien souvent dans ce dernier cas en situation de surpeuplement.

Le "surpeuplement accentué" concernerait ainsi plus de 255.000 enfants.

Et selon le rapport, lorsque des familles sont contraintes à dormir dans la rue, il s'agit souvent de "familles immigrées en situation administrative irrégulière ou en attente de régularisation", qui "vivent cachées des institutions par peur d'être expulsées du pays".

Ces conditions de vie ont de multiples conséquences sur la santé et sur l'avenir des enfants concernés, note le rapport: saturnisme, affections respiratoires, troubles du sommeil ou encore difficultés relationnelles, pertes des repères, insertion compromise, délinquance parfois.

"En procédant à un inventaire des situations de mal-logement, on mesure à quel point le logement est devenu la pierre angulaire de la pauvreté et se trouve de ce fait, à l'origine de bon nombre d'entraves au développement et à l'autonomie future de l'enfant", souligne le rapport.

Dans un tel contexte, la Fondation condamne la décision du gouvernement, en 2009, de supprimer le poste de Défenseur des droits de l'enfant, institution indépendante créée en 2000. Pour l'association, une telle décision "remet en cause la logique qui avait conduit à l'adoption de la Déclaration des droits de l'enfant", notamment "celui de disposer de conditions de vie leur permettant d'assurer leur protection et leur développement au sein de leur famille".

## **Retraites : Darcos pour un rééquilibrage des cotisations sociales. (01.02)**

### **AP - 31.01**

Le ministre du Travail et des Affaires sociales se déclare en faveur d'un rééquilibrage des cotisations sociales en faveur des retraites plutôt que pour une augmentation des cotisations retraites.

Invité du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, Xavier Darcos a également estimé, comme le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, qu'il faudrait sans doute faire bouger le " curseur " de l'âge légal du départ à la retraite - aujourd'hui fixé à 60 ans, en France.

"Il faut évidemment sauver le système par répartition, c'est la clef de tout, ça ne se discute pas", a déclaré le ministre, mais pas en augmentant le coût du travail.

"Le Premier ministre, que je sache, n'a pas dit qu'il fallait augmenter le coût du travail en France. Il a simplement esquissé la possibilité (...) d'équilibrer différemment la part de ces cotisations qui vont (...) sur le chômage, et la part qui va sur les retraites", a-t-il expliqué.

Il a estimé que ce rééquilibrage serait facilité par une amélioration de l'emploi et une réduction du nombre de chômeurs.

Il a fait valoir qu'il y avait aujourd'hui en France 1,8 cotisant pour un retraité et que ce ratio se réduirait à 1,5 dans cinq ans et à 1,2 dans 20 ans.

"Aux alentours de 2050, si nous ne faisons rien, le déficit annuel des régimes de retraite sera de 100 milliards (d'euros) par an", soit "une fois et demi ce que rapporte la totalité de l'impôt sur le revenu", a souligné Xavier Darcos. Il a écarté une taxation des profits, des bonus et des stock-options, proposée par la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry - "Mon avis est que nous taxons déjà beaucoup et que ce n'est pas par là qu'il faut passer."

Il a en revanche réaffirmé qu'il faudrait travailler "plus longtemps". Le recul de l'âge de la retraite est sans doute "une des pistes qu'il faudra aborder", a-t-il souligné.

"AUCUNE IDÉE N'EST TABOUE"

"L'âge de 60 ans c'est une sorte de curseur qui fait que ça encourage à partir et que finalement nous avons un emploi des seniors qui est bien moins bon au total que (dans) les pays comparables", a expliqué Xavier Darcos. "Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là."

Il s'est également prononcé en faveur d'une "plus grande convergence" entre le régime de retraites du secteur privé et celui de la fonction publique. "Aucune idée n'est taboue", a-t-il assuré à ce propos.

Il a enfin confirmé que l'objectif était de régler le problème de la réforme des retraites cette année, ainsi que l'a annoncé le président Nicolas Sarkozy.

Invité de l'émission La Tribune-BFM, Claude Guéant, a pour sa part déclaré que "toutes les solutions seront sur la table" lors des discussions avec les partenaires sociaux et les forces politiques.

Il a cependant paru écarter l'idée d'une refonte complète du système pour le remplacer par des retraites à points ou des comptes notionnels, à la suédoise.

"On n'est pas très enthousiaste parce qu'on vient de constater que si le gouvernement suédois n'était pas intervenu, les retraites baissaient en 2009 de plusieurs points", a dit ce proche du président Nicolas Sarkozy. "Il y a un risque que je ne suis pas sûr que les Français sont prêts à accepter."

L'augmentation des prélèvements sera sur la table mais là le risque est que ce soit un "handicap compétitif" pour l'économie française, a poursuivi Claude Guéant, qui a par ailleurs exclu une baisse des pensions.

Reste une quatrième solution, "travailler davantage", ce qui peut se traduire par une modification de l'âge légal du départ à la retraite ou le calcul des pensions en fonction du temps travaillé, a-t-il ajouté.

## **Retraites : il faudra travailler plus longtemps, estime Darcos. (01.02)**



## AP - 31.01

Le ministre du Travail Xavier Darcos a estimé dimanche à propos de la réforme des retraites que les Français devraient travailler "plus longtemps", tout en excluant une hausse des cotisations salariales et patronales pour financer les futures pensions.

"Il faudra tout simplement que nous travaillions plus longtemps", a-t-il déclaré au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI, sans donner de précisions sur la durée d'allongement du temps de travail. "C'est ce qu'il faut discuter", a-t-il dit sur ce point.

M. Darcos a par ailleurs exclu toute augmentation des cotisations sociales et patronales. "Notre avis est que nous taxons déjà beaucoup et ce n'est pas par là qu'il faut passer", a-t-il jugé, ajoutant que "personne ne pense qu'il faille aujourd'hui augmenter le coût du travail en France".

---

## Sur les retraites, Darcos privilégie l'allongement du travail. (02.02)

### Reuters - 01.02

L'allongement de la vie active est à ce jour la principale piste envisagée par le ministre du Travail et des Affaires sociales pour sauver le système français de retraites par répartition.

La réforme des retraites, dont le président Nicolas Sarkozy a fait le principal dossier social de 2010, entrera en vigueur dès l'année prochaine mais progressivement, a déclaré Xavier Darcos dans une interview accordée à Reuters.

"On peut considérer que les décisions que nous prendrons s'appliqueront dès l'année 2011, évidemment avec un lissage. On ne va pas dire subitement 'tout le monde va travailler plusieurs années de plus'", a-t-il dit. "Il y aura un rééchelonnement du calendrier, comme cela a été fait en 1993, 2003 ou 2007."

Formellement, toutes les pistes demeurent sur la table des futures discussions avec les partenaires sociaux et les partis, hormis la baisse des pensions exclue par le chef de l'Etat.

Cependant, Xavier Darcos privilégie le report de l'âge effectif de départ, qui peut reposer sur la durée de cotisation ou l'âge légal (60 ans aujourd'hui), pour combler des besoins de financements évalués à 100 milliards d'euros par an en 2050.

"Le seul levier qui crée de la richesse, c'est la durée pendant laquelle on travaille. Donc, il faudra travailler plus longtemps", explique-t-il. "Le déplacement du curseur de l'âge légal de départ est clairement une piste que nous étudions."

Il admet que ce ne sera pas une discussion facile, une partie des partenaires sociaux jugeant intangible l'âge de la retraite et faisant de sa modification un casus belli.

L'objectif de la réforme est de trouver une "clef d'or" qui repose sur un équilibre entre espérance de vie et temps travaillé et permette de déplacer les curseurs au fur et à mesure de l'augmentation de l'espérance de vie, explique-t-il.

### PAS D'AFFOLEMENT

"Ça ne doit pas affoler. Aujourd'hui nous gagnons à peu près deux mois et demi d'espérance de vie supplémentaire par an mais cette progression va finir par se stabiliser", ajoute-t-il.

Il écarte l'idée d'une hausse des cotisations, qu'il juge déjà extrêmement élevées. "Envisager de relever sensiblement les cotisations sociales ne serait pas raisonnable", explique-t-il. "Le coût du travail est déjà trop élevé en France."

Il envisage plutôt, comme le Premier ministre François Fillon, un rééquilibrage entre assurance-chômage et assurance-vieillesse au profit de la seconde. Ce qui n'est possible que si la situation de l'emploi en France se redresse et permet une baisse des dépenses d'indemnisation du chômage.

Xavier Darcos écarte par ailleurs un élargissement de l'assiette des cotisations sociales aux revenus du capital, demandé par la gauche ou des syndicats comme la CGT.

Taxer les revenus du capital signifie aussi taxer des produits d'épargne, comme les Codevi, le Livret A ou les plans d'épargne en actions ou logement, l'assurance-vie, dit-il.

"Beaucoup a déjà été fait sur les stock-options et les retraites chapeau, par exemple. Il faut rompre avec le réflexe de la taxation", ajoute le ministre.

Pour Xavier Darcos, le Fonds de réserve des retraites, créé par le gouvernement de gauche de Lionel Jospin (1997-2002) et qui dispose aujourd'hui de 31 milliards d'euros, n'est qu'un "instrument secondaire" face à l'ampleur du problème.

Quant à une refonte du système de retraites pour adopter un dispositif à points ou reposant sur des "comptes notionnels", comme en Suède, elle n'a pas non plus la faveur du gouvernement.

"Que vous ayez le système actuel, un système par comptes notionnels ou par points, ça ne changera rien au fait que si on ne travaille pas plus longtemps on aura toujours un déficit structurel qui ira en s'accroissant", explique Xavier Darcos.

## "CONVERGENCE" PUBLIC-PRIVÉ

Il invoque également la complexité du passage d'un système à un autre : "Les Suédois ont mis une quinzaine d'années. Ce sont des délais énormes, alors que les problèmes sont immédiats."

Dans un système par points, la pension est fonction du nombre de points accumulés pendant la carrière et de leur valeur. Dans un système de comptes notionnels, l'assuré acquiert un capital virtuel constitué de ses cotisations, qui sera divisé par un coefficient lié à l'espérance de vie de sa génération.

Xavier Darcos juge en revanche indispensable une "convergence" entre les régimes des secteurs privé et public.

"Il faut qu'il y ait un socle commun, un lien entre la cotisation versée dans une vie et la retraite obtenue", dit-il. "Ça ne veut pas dire assimilation d'un système par l'autre mais une cohérence entre les régimes et un peu plus d'équité."

Xavier Darcos estime notamment que la question de la période de référence pour le calcul des pensions - les six derniers mois de salaire dans la fonction publique, les 25 meilleures années dans le secteur privé - se pose.

Il souhaite le plus grand consensus possible sur la future réforme et assure que le débat ira "à son terme".

"Ça ne veut pas dire que le gouvernement ne prendra pas ses responsabilités s'il n'y a pas d'accord, s'il y a des divergences importantes", ajoute-t-il cependant.

---

## **L'université Dauphine explose le prix de ses masters. (03.02)**

### **Libération.fr - 02.02**

Dauphine a de la suite dans les idées. Après avoir tenté sans succès d'augmenter ses frais d'inscriptions il y a deux ans, l'université (Paris IX), réputée pour sa formation en gestion, récidive. Hier lundi, le conseil d'administration a voté les tarifs prévus pour la rentrée 2010 dans certains de ses masters, ceux de Gestion et d'Economie internationale et développement (cinq masters 1 sur 17, et 44 spécialités de master 2 sur 88).

L'augmentation est plus que substantielle : au lieu des 226 euros actuellement demandés en master – comme dans n'importe quelle autre université, en vertu du montant fixé par l'Etat chaque année – les étudiants devront payer entre 1500 et 4000 euros par an. La modulation se fera selon les revenus de la famille, selon le modèle institué par Sciences Po Paris en 2003. Les boursiers (15% des étudiants à Dauphine) conservent leur exonération de droit, de même que les handicapés et ceux ayant le statut de réfugié. Les étudiants auront droit à un abattement de 500 euros si sa famille comporte plus d'un enfant étudiant ou si elle réside hors de l'Ile-de-France.

L'université justifie sa réforme par le «coût de la qualité»: «Dauphine entend porter la valeur et la notoriété de ses diplômés au meilleur niveau international. A cette fin, elle doit diversifier ses ressources financières.»

Mais a-t-elle bien le droit d'augmenter ses frais à sa guise ? L'université bénéficie d'un statut administratif particulier, celui de «Grand établissement». Comme 17 autres établissements publics orientés sur la recherche, du Collège de France à l'Ecole pratique des hautes études. A ce titre, elle peut sélectionner les étudiants à l'entrée, sur dossier. Elle peut aussi, et c'est là le nœud du problème, créer des «diplômes d'établissement» (ou diplômes universitaires, les «DU») dont elle peut fixer librement la tarification. Contrairement aux classiques diplômes nationaux dont les frais sont régis par décret. «Universités de riches»

D'où la tentation de requalifier un diplôme national en diplôme d'établissement histoire de faire rentrer de l'argent dans les caisses. C'est ce qu'avait tenté le président Laurent Batsch il y a deux ans, pour le cycle de licence. Plantant une belle épine dans le pied de la ministre Valérie

Pécresse, qui s'échinait alors à répéter que non, les frais de scolarité à l'université n'augmenteraient pas. La ministre s'était tournée vers le Conseil d'Etat, qui avait tranché : Dauphine ne peut «requalifier à l'identique ou, du moins sans changement substantiel, un diplôme national (...) en diplôme propre, aux seules fins d'échapper à la réglementation des droits d'inscription».

Aussi l'Unef, très mobilisée sur la question des frais d'inscriptions, dénonce-t-elle aujourd'hui une «tentative de coup de force». «Dauphine cherche à s'asseoir sur la décision du Conseil d'Etat et sur la mise en demeure de la ministre, alerte Jean-Baptiste Prévost, président du syndicat. Il y a là un test, qu'il revient à Valérie Pécresse de trancher. Si cette augmentation passe, c'est une brèche qui s'ouvre vers la création d'universités de riches.»

Il n'est pas non plus convaincu par la grille tarifaire. «L'argument de l'exonération pour les boursiers n'est qu'un vernis social: l'objectif étant de dégager des frais, Dauphine n'aura mécaniquement aucun intérêt à augmenter son contingent de boursiers.»

Très critique aussi, le Snesup-FSU (premier syndicat d'enseignants du supérieur), qui s'alarme d'une décision de nature à «creuser les inégalités entre les étudiants et entre les formations». Même le Mouvement des étudiants (Mét), nouvelle organisation issue de l'Uni, y voit une «solution de facilité» qu'il faudrait au moins compenser par la mise en place de bourses au mérite.

Quant à la ministre, elle s'en tient pour l'heure à un commentaire prudent: «Je n'ai pas encore la délibération qui a été prise (lundi soir, ndlr) par le conseil d'administration de Paris-Dauphine, mais en fonction du contenu de cette délibération, je jugerai de sa légalité au regard de l'avis rendu par le conseil d'Etat» début 2008.

---

## **Les fonctionnaires craignent des licenciements déguisés. (03.02)**

### **Reuters - 02.02**

Les syndicats s'inquiètent de l'application prochaine d'une des mesures les plus contestées de la loi sur la mobilité des fonctionnaires, la mise en disponibilité sans salaire d'un agent qui refuserait trois propositions de mutation.

Un projet de décret relatif à la "réorientation professionnelle des fonctionnaires de l'Etat" doit être soumis le 11 février au Conseil supérieur de la Fonction publique.

Le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU), Gérard Aschieri, y voit "une boîte à outils pour tailler dans les effectifs".

"Et cela au moment où la politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux sera limitée par la baisse du nombre de départs à la retraite", souligne-t-il mardi dans Libération.

Le gouvernement prévoit cette année la suppression de 33.749 postes équivalents temps plein de fonctionnaires.

Les syndicats, qui demandent le retrait du projet de décret, craignent que l'Etat ne propose des offres d'emploi alternatives si dissuasives que l'agent dont le poste est supprimé dans le cadre d'une réorganisation n'ait d'autre choix que de refuser.

Le ministre du Budget et de la Fonction publique a défendu mardi un dispositif innovant, un "droit à une reconversion, une formation individuelle, ce qui n'existait pas avant".

Interrogé sur France Info, Eric Woerth a jugé "profondément normal" que l'Etat mette en disponibilité un fonctionnaire qui refuserait trois propositions de poste.

Pour les syndicats, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un licenciement sans garde-fou social.

Cela va "concerner potentiellement des dizaines de milliers d'agents", a déclaré Jean-Marc Canon, secrétaire général de la CGT Fonction publique, sur Europe 1.

"Il n'y a aucune garantie à ce que les emplois qui lui soient proposés soient proches d'où il habite. (...) Donc dans la majorité des cas, la vérité, c'est que l'agent aura à choisir dans des postes extrêmement loin", a-t-il précisé.

"Avec les suppressions d'emplois massives qui tombent à l'heure actuelle, les choix seront de plus en plus restreints" et celui "qui sera proposé à l'agent sera en fait un choix purement fictif où l'agent aura une rupture de vie sans précédent", a affirmé le responsable syndical.

Eric Woerth a assuré que l'administration proposerait à tout agent concerné des postes qui tiennent "compte de ses capacités, de sa formation, de ses contraintes familiales ou de contraintes géographiques".

"Si au bout du troisième poste proposé il refuse, alors il peut être mis en disponibilité, ce qui est bien normal", a-t-il estimé.

"Si la personne refuse, c'est qu'au fond elle n'a plus envie de travailler dans l'administration", a-t-il jugé.

---

## **Les policiers municipaux manifestent dans 22 villes françaises. (04.02)**

### **AP - 03.02**

Les policiers municipaux sont appelés à manifester jeudi en début d'après-midi dans 22 villes françaises dont Lyon, Nantes, Bobigny, Nîmes et Tours à l'appel du Syndicat national des policiers municipaux (SNPM-CFTC, majoritaire).

"Les policiers municipaux sont au bout du rouleau, mais le ministère de l'Intérieur fait la sourde oreille à nos demandes et refuse de négocier", s'insurge Frédéric Foncel, vice-président du SNPM. "Nous espérons que 4.500 à 7.000 fonctionnaires descendront dans la rue".

Le syndicat a demandé à ses adhérents de revêtir leurs chasubles siglées "police municipale" et d'emmener leurs sifflets. Ils sont invités à cesser le travail durant l'après-midi de jeudi et à se rendre devant les préfectures pour manifester leur colère.

Le SNPM, qui représente 30% de la profession, réclame notamment un alignement des grilles indiciaires sur celles de la police nationale et une intégration de toutes les primes dans les calculs des droits à la retraite. "Nous faisons le même travail que les policiers et les gendarmes nationaux", poursuit Frédéric Foncel. "Pourtant, il y a une différence de salaire qui va de 300 à 500 euros".

Le leader syndical entend faire une démonstration de force et obliger le ministère à engager une véritable négociation sur le statut du policier municipal. "Nous ne céderons pas", conclut Frédéric Foncel qui n'exclut pas d'autres actions si celle-ci n'aboutit pas.

---

## **Le NPA justifie son choix d'une candidate voilée aux régionales. (04.02)**

### **Reuters - 03.02**

Une femme peut être "féministe, laïque et voilée", dit le NPA d'Olivier Besancenot pour expliquer la candidature d'une femme voilée sur sa liste du Vaucluse aux élections régionales de mars.

Dans un communiqué, le Nouveau parti anticapitaliste avance que la foi est une question privée et qu'il accueille avant tout des jeunes qui se reconnaissent dans ses idéaux. Mais ce choix suscite des débats internes.

"La foi est une question privée qui ne saurait faire obstacle à la participation à notre combat dès lors que les fondamentaux laïcs, féministes et anticapitalistes de notre parti sont sincèrement partagés", écrit-il mercredi.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, a fait savoir qu'elle n'aurait pour sa part "pas accepté que sur les listes socialistes il puisse y avoir une femme voilée".

"La religion est du domaine privé et tout ce qui peut entraîner du prosélytisme dans la république me paraît contestable", a-t-elle déclaré sur Canal +.

Ilham Moussaïd, 22 ans, est étudiante en gestion, trésorière départementale du NPA et membre du "comité populaire" à Avignon.

La polémique ne cessant d'enfler sur des sites internet, la direction du parti trotskyste tente de banaliser le symbole d'une femme voilée sur ses listes, en plein débat national sur l'identité nationale et le port de la burqa.

Elle souligne que le NPA lutte contre toutes les formes d'oppression et que la jeune femme d'Avignon porte un "foulard léger" par conviction religieuse personnelle.

"Nous sommes étonnés du feu médiatique déclenché par cette affaire", s'est étonné Pierre Godard, tête de liste du NPA dans les Bouches-du-Rhône.

Il a souligné lors d'un point de presse que plus de 400 prêtres avaient siégé à l'Assemblée nationale depuis le début de la République "dont un, l'Abbé Pierre, venait en soutane".

"Si je suis élue, je siégerai voilée", a affirmé pour sa part Ilham Moussaïd, à des journalistes.

"Je suis une citoyenne comme toutes les autres, je suis une citoyenne à part entière. Je suis féministe et voilée", a-t-elle ajouté, un foulard blanc cachant ses cheveux.

Pour les cadres du NPA local, le port d'un foulard ne peut être assimilé à celui de la burqa, qu'ils jugent "liberticide".

"Porter un voile et porter une burqa, cela n'a rien à voir. a déclaré Pierre Godard, qui s'est dit inquiet pour la candidate dans le climat provoqué par les polémiques sur la burqa.

Commentaire.

Depuis un moment on n'entendait plus (ou moins) parler du NPA dans les médias, avec cette nouvelle provocation il a réussi son coup de pub ! Voilà à quoi en est réduit ce parti ! Bien des camarades qui l'ont rejoint doivent s'en mordent les doigts. Il est en passe de donner raison à ceux qui traitaient Besancenot en 2009 d'être « l'idiot utile du sarkozysme ».

On savait que les dirigeants des partis ouvriers manquaient singulièrement de psychologie, mais là au NPA ils en tiennent une sacrée couche, un vulgaire calcul d'appareil, irresponsable. Sachant que dans les quartiers populaires on ne vote pas pas ou que l'on n'a pas envie de voter PS, les électeurs issus de l'immigration pourront être tentés de voter NPA, en charge ensuite au second tour à la direction du NPA de monayer son soutien au candidat du PS, histoire de "battre la droite", c'est une hypothèse.

Le gouvernement et le PS avaient lancé une gigantesque campagne avant les dernières élections présidentielles et législatives pour que les jeunes aillent voter, pour réduire le score de l'abstention, avec le succès mitigé que l'on sait, puis un véritable camouflet aux européennes et aux municipales. Là où ils ont échoué à redorer le blason des institutions et ses partis que rejettent une partie de plus en plus importante de la classe ouvrière et particulièrement sa jeune, le NPA pourrait réussir, personnellement j'en doute, c'est la seconde hypothèse.

La troisième hypothèse, c'est que le NPA embourbé dans ses contradictions ne sait plus à quel saint ou quelle sainte s'en remettre tout simplement ; après l'homosexualité, le féminisme, la drogue, l'écologie, l'ultra-gauche, etc. les voilà partis à la conquête des mosquées ! Chercher le point commun camarades? Vous n'avez pas trouvé. Le haut-parleur voyons ! Et le muezzin d'hurler du haut de son minaret : le NPA est tout puissant !

---

## **Salaires et retraites en millions d'euros pour les dirigeants des entreprises privatisées. (1) (04.02)**

### **Rue89 - 02.02**

En tant que PDG de France Télécom, Didier Lombard gagnait 1 655 985 euros en 2008. Simple président, il devrait continuer à toucher ce salaire.

Selon le document de référence de France Télécom, cette rémunération se décomposait ainsi :

Fixe : 900 000 euros, inchangé depuis sa nomination comme PDG en 2005

- Variable : 752 100 euros (contre 598 000 euros en 2007)

- Avantages en nature : 3 885 euros (comme en 2007)

France Télécom lui a accordées 140 000 stock-options en 2007 dont la valeur avoisine 2,8 millions d'euros.

Un porte-parole de France Télécom explique : « Il n'y a aucune raison pour que sa rémunération change, puisqu'il reste président du conseil d'administration jusqu'en 2011 et qu'elle a été fixée par le conseil des rémunérations. »

Sur son temps libre, Didier Lombard devrait continuer à profiter de ses activités annexes :

- Administrateur de Thomson (rebaptisé récemment Technicolor) : 33 938 euros

- Administrateur de Thales : 29 000 euros

- Membre du conseil de surveillance de STMicroelectronics : 98 250 euros

- Membre du conseil de surveillance de Radiall : 7 000 euros

Commentaire.

On nous dit que ces gens "travaillent", qu'ils seraient utiles à la société, pardon, aux sociétés qui les emploient, mais en cumulant autant de fonctions on est en droit d'en douter fortement, ces sociétés pourraient très bien fonctionner sans eux.

Le capitalisme a engendré au sein de l'aristocratie financière, une caste qui se distribue les rôles à la tête des grandes entreprises qu'elle pille littéralement.

Leur fonction si grassement rémunérée s'explique par le fait qu'il sont en quelque sorte les représentants des banquiers au sein de ces entreprises, ce n'est pas leur travail proprement dit qui est rémunéré, mais les services qu'ils rendent à leurs commanditaires, les banquiers, ceux qui dirigent et contrôlent réellement l'économie du pays, bref qui détiennent le pouvoir et qu'il faut exproprier.

---

## **Salaires et retraites en millions d'euros pour les dirigeants des entreprises privatisées. (2) (04.02)**

### **Reuters et Libération.fr - 03.02**

Le Parisien, dans son édition du mercredi 3 février, affirme que l'ancien PDG de Véolia, Henri Proglgio, «va pouvoir prétendre à trois prestations maisons» : une retraite «à cotisations définies» (un plan d'épargne auquel il a cotisé) et deux retraites chapeaux, «pour lesquelles il n'a pas eu besoin de cotiser».

Au total, croit savoir le quotidien francilien, Henri Proglgio percevra «entre 1 et 1,15 million d'euros par an (dont au moins 700.000 euros pour la plus grosse retraite chapeau, provisionnée par Veolia à hauteur de de 13,1 million d'euros)».

Au total Proglgio percevra 2,6 millions d'euros par an, 1,6 en tant que PDG d'EDF et un million d'euros de retraite chapeau de Véolia environnement. (Libération.fr 03.02)

Luc Chatel a dit comprendre que «le montant puisse paraître élevé pour un certain nombre de nos concitoyens» tout en soulignant qu'Henri Proglgio «a consacré sa vie professionnelle à cette entreprise». (Reuters 03.03)

Commentaire.

Les travailleurs n'ont pas la chance - si c'en est une, de consacrer leur vie entière à une seule entreprise, parce qu'ils sont jetés à la rue bien avant, ce qui est sûr en revanche, c'est que des millions d'entre eux ont travaillé aussi longtemps que Proglgio pour une retraite misérable.

Qu'est-ce qui peut justifier une telle inégalité, une telle injustice ? Absolument rien. Il faut abattre le capitalisme !

---

## **Le Parti communiste et les Verts à nouveau exclus du dîner du CRIF. (04.02)**

### **Le Monde - 03.02**

Pour la deuxième année consécutive, les Verts et le Parti communiste ne font pas partie de la longue liste des 800 invités du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), qui se tient mercredi 3 février à Paris, en présence du premier ministre François Fillon. Le président de la République devrait, comme en 2009, y faire une apparition.

Au risque de limiter le caractère "républicain" de ce dîner, créé en 1985 par l'ancien président du CRIF, Théo Klein, l'actuel président, Richard Prasquier, assume son choix d'écarter les deux formations de gauche : "Ces organisations politiques sont associées à des mouvements de boycott de produits israéliens, ce qui est illégal. En outre, nombre de municipalités communistes font du terroriste Marouane Barghouti leur citoyen d'honneur." M. Barghouti est un responsable du Fatah palestinien emprisonné à vie par Israël, qui l'accuse d'avoir organisé des attentats. "J'admets les critiques contre la politique du gouvernement israélien, mais il y a des lignes rouges à ne pas franchir", poursuit M. Prasquier.

"Droitisation"

Au sein même de la communauté, cet ostracisme est analysé comme un repli. "C'est regrettable, juge Henri Hajdenberg, président du CRIF dans les années 1990. Avec ce repas, on avait réussi à réunir, de manière exceptionnelle, autour de la même table, des gens aux avis divergents sur Israël."

La crispation de la communauté juive s'est accentuée au début des années 2000, avec le déclenchement de la deuxième Intifada et la multiplication, en France, des actes antisémites. "La radicalisation des juifs de France est aussi liée aux événements internationaux, notamment les propos incessants du président iranien appelant à la destruction d'Israël ou le jeu sadique du Hamas avec le soldat Shalit, détenu à Gaza depuis 2006", souligne Bernard Kanovitch, du CRIF. "On sent la volonté de faire bloc face à un sentiment de menace", reconnaît Raphaël Haddad, ex-président de l'Union des étudiants juifs de France.

La "droitisation" du gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou n'est pas étrangère à cette tendance. "Par rapport à Israël, les juifs de France sont légitimistes. La radicalisation du gouvernement et de l'opinion publique là-bas se retrouve ici", explique M. Hajdenberg.

La récente élection au comité directeur du CRIF de l'avocat-blogueur Gilles-William Goldnadel, militant communautaire médiatique très marqué à droite, a été perçue comme un signe supplémentaire de cette évolution. "Ce n'est pas forcément le positionnement politique qui compte, mais la visibilité des candidats", relativise M. Prasquier. Dans le même temps, deux membres de ce comité, Michel Zaoui et Gérard Unger, plutôt marqués à gauche, n'ont pas été réélus. Un proche de M. Nétanyahou, Meyer Habib, vient d'être reconduit à la vice-présidence du CRIF.

La question de la représentativité du CRIF, qui fédère la partie de la communauté la plus organisée, et donc la plus identitaire et conservatrice, est posée. "Du coup, la frange non pratiquante libérale de la communauté, les élites culturelles juives ne sont pas présentes dans les associations que chapeaute le CRIF", regrette M. Hajdenberg.

---

## **Le haut-fourneau ArcelorMittal de Fos-sur-Mer à l'arrêt. (05.02)**

### **Le Monde - 03.02**

Le seul haut-fourneau en activité sur le site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône, a été arrêté jeudi après l'échec de négociations salariales, apprend-on de source syndicale.

"On ne produit plus un gramme de fonte", a dit à Reuters le délégué CGT du site, Alain Autier. "On est amené à durcir le mouvement en raison de l'intransigeance et de l'attitude provocatrice de la direction."

Les salariés postés sur le seul haut-fourneau en fonctionnement sur le site se sont mis en grève, entraînant l'arrêt de l'installation.

Le deuxième haut-fourneau, arrêté depuis décembre pour des raisons techniques, ne devrait être remis en marche qu'au mois de mars.

Les accès au site pourraient être totalement bloqués ce week-end si les négociations ne reprennent pas entre direction et syndicats.

Au terme d'une réunion de plus de quatre heures, les négociations entre les deux parties se sont achevées jeudi sur un constat d'échec.

"La direction a bougé sur les augmentations salariales mais de manière si minime que cela frise l'indécence", a expliqué Alain Autier.

Selon le syndicaliste, la direction du site a proposé une augmentation individuelle de 1,3% contre 5% réclamés par l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT.

Lors d'une précédente réunion, le 29 janvier, la direction avait accepté 1,1% d'augmentation.

"Il faut savoir que les salariés ont perdu en moyenne plus de 3.000 euros l'an dernier en raison des mesures de chômage partiel, de la non-revalorisation des salaires et de la perte d'intéressement. Cela ne peut plus durer", a dit Alain Autier.

Les premiers mouvements de grève ont débuté sur le site le 21 janvier à l'initiative de la CGT, puis de l'intersyndicale à compter du 26 janvier, sous la forme de débrayages tournants.

ArcelorMittal est le numéro un mondial de l'acier. Son site de Fos-sur-Mer emploie 3.100 personnes pour une production annuelle de 4.500.000 tonnes de produits principalement sous la forme d'aciers plats au carbone.

---

## **La direction d'Air France souhaite réaliser 120 millions d'économies par an sur son personnel. (05.02)**

### **AP - 04.02**

La direction d'Air France souhaite réaliser 120 millions d'économies par an sur son personnel, naviguant sur le réseau court et moyen-courrier, rapporte "La Tribune" jeudi sur son site Internet. Le journal s'appuie sur un document remis aux syndicats le 27 janvier dernier.

Interrogée, Air France "n'a pas souhaité faire de commentaires".

"La compagnie entend faire 66 millions d'économies sur ses pilotes à partir de 2012" et "54 millions de réductions de coûts auprès des hôtesses et stewards, dont 13 millions par le retrait d'un membre d'équipage sur les A319", selon des sources syndicales, citées par le quotidien économique.

L'Union des navigants de l'aviation civile (UNAC), représentatif du personnel navigant commercial (hôtesses, stewards et chefs de cabine), a vivement réagi jeudi soir dans un communiqué, expliquant avoir en effet reçu le document qui présentait le projet NEO (New European Offer) visant à "redresser" le court et moyen-courrier.

Pour le syndicat, "la direction veut nous faire payer le prix de ses erreurs de stratégie sur le moyen courrier, en remettant en cause notre rémunération et nos règles d'utilisation". L'augmentation de la productivité attendue est "inacceptable", poursuit l'UNAC: "Ce qui est visé est une véritable 'low-costisation' du moyen courrier, qui concerne Air France mais aussi les compagnies filiales régionales".

---

## **Quand Xavier Bertrand s'en prend avec virulence à un journaliste du "Courrier picard". (05.02)**

### **Le Monde - 04.02**

La scène se passe le 19 janvier, sur le plateau de l'émission "Terrain politique" de la chaîne Public Sénat. Le secrétaire général de l'UMP et adjoint au maire de Saint-Quentin (Aisne), Xavier Bertrand, est invité face à Nicolas Totet, responsable de l'édition locale du Courrier picard à Saint-Quentin.

Le journaliste commence par interroger M. Bertrand au sujet de récentes déclarations du maire, Pierre André, qui a annoncé son retrait des affaires municipales pour des raisons de santé. Nicolas Totet lui demande s'il compte "prendre les rênes de la mairie", ce qui provoque la colère de Xavier Bertrand. "Vous ne trouvez pas que votre question est totalement déplacée et scandaleuse monsieur ? ", assène le patron de l'UMP. S'ensuivent trois minutes durant lesquelles M. Bertrand s'en prend personnellement au journaliste et au quotidien pour lequel il travaille : "Je pensais quand même que vous aviez une autre conception de la décence. C'est dans la droite ligne de ce que vous écrivez dans votre journal."

Les propos sont d'une hargne peu courante. Interrogé par Le Post, Nicolas Totet, qui s'est dit "blessé" et "humilié", explique : "[Xavier Bertrand] a profité des ficelles de la télé. Je n'y suis pas habitué, et pas forcément très à l'aise, je le reconnais". C'était la deuxième fois que le journaliste participait à un plateau télévisé. "D'entrée, il avait décidé de me fusiller. Je me suis retrouvé dans un traquenard. (...) Le Courrier picard est un journal indépendant, je ne suis pas un journaliste moutonnier."

Sur Rue 89, le patron du Courrier picard, Didier Louis, apporte son soutien à Nicolas Totet : "Sa question était très maladroite, mais elle devait être posée, en y mettant mieux les formes. Il a été cloué au pilori. Ce sont les rapports d'un journal régional avec les politiques locaux. Ce genre d'incidents arrive avec des politiques de droite ou de gauche."

Dans un éditorial en date du 23 janvier, le Courrier picard défend son indépendance : "Nous disons tranquillement à Xavier Bertrand que le Courrier picard continuera à poser ses questions et à remplir sa mission d'information, selon sa ligne éditoriale, sans complaisance ni agressivité."

---

## **Villepin piétiné à l'UMP. (05.02)**

### **Lexpress.fr - 04.02**

Les comédiens d'Action discrète, émission de Canal+, ont décoré la façade du parti présidentiel avec une grande affiche de l'ancien Premier ministre. Des membres de l'UMP l'ont récupérée pour en faire un tapis.

Les trublions d'Action discrète ont pris l'habitude de faire parler d'eux à chaque sortie. Après s'être grimés en supporters irlandais pour moquer les footballeurs français, après s'être fait interpeller près de Calais, ils ont décidé, pour un sketch diffusé samedi 6 février, d'accrocher un portrait géant de Dominique de Villepin à la façade de l'UMP.

Présente sur les lieux, une journaliste des Inrocks raconte que c'est à 8h30 ce jeudi qu'un camion à nacelle s'est garé devant le 55 rue de La Boétie. Les membres de la sécurité n'ont pas immédiatement réagi et le portrait est resté quelques minutes accroché.



L'UMP décoré aux couleurs de Dominique de Villepin: il n'en fallait pas plus pour agiter Twitter. Les premières photos s'échangent, et celle qui fait le plus sensation vient directement de l'UMP.

En fin de matinée, Mathieu Barbot, chef de projet internet pour le parti présidentiel, diffuse la photo de l'affiche, étalée sur le sol avec le message suivant: "Action discrète" a voulu décorer la façade de l'UMP... ça tombe bien, on avait besoin d'un tapis !"

Le compte humourdedroite relaie la blague potache, ainsi qu'une seconde photo, où l'on voit quelques paires de chaussures sur l'affiche toujours au sol, et la légende suivante: "Villepin se fait marcher dessus". Photo diffusée par le même Mathieu Barbot, qui a choisi de la supprimer devant les réactions en chaîne des internautes.

Le membre de l'UMP se défend de tout dérapage et parle d'humour, "un humour trop poussé pour des gens comme vous", répond-il à un détracteur.

Morale de l'histoire: Action discrète a réussi son coup médiatique. Comme toujours.

---

## **Voile et NPA : « Cher Jean-Luc Mélenchon, tu dérapes ! ». (06.02)**

### **Rue89 - 04.02**

Dans une interview accordée à Marianne, Jean-Luc Mélenchon a commenté la candidature aux régionales d'Ilham Moussaïd. Cette jeune femme voilée est candidate sur la liste NPA du Vaucluse. Pour le sénateur, cette candidature, ce « n'est franchement pas une bonne idée » et « tout ça est régressif ».

Blogueur sur Rue89 Philippe Marlière, maître de conférences en science politique à l'University College London, ancien du Parti socialiste (PS) et désormais adhérent du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), lui répond.

Cher Jean-Luc,

Nous avons eu droit à la grand messe sur l'identité nationale des sécuritaires Besson-Hortefeux (un « débat » pour attrape-nigauds ou pour fachos de tout poil). Puis, ce fut au tour du couple Gérin-Raoult, les pieds-nickelés de l'ordre républicain (et « éradicateurs » de burqas). Aujourd'hui, nous enchaînons avec la chasse à la candidate « islamiste » du NPA. Manque de pot, cette fois-ci, c'est toi qui lance la meute contre Ilham Moussaïd. Que tu le fasses à partir d'une feuille réactionnaire (la mal-nommée Marianne) ajoute encore au trouble.

Tu dis que cette candidature est « régressive ». Qu'en sais-tu ? Connais-tu la candidate ? As-tu discuté avec elle de ses opinions politiques ? Qu'est-ce qui te permet de douter de son engagement féministe, laïque et de gauche ?

Tu affirmes que cette candidature est « immature ». Pourquoi ? En quoi le choix d'une femme dont les parents sont issus de l'immigration serait « immature » ? Cette initiative que tu qualifies subtilement de « racoleuse » vise en réalité à présenter une jeune femme d'origine populaire et qui est politiquement active dans sa région. Où est le mal ? En quoi Ilham Moussaïd est-elle une candidate religieuse ?

On peut opposer cet acte pleinement politique à la pitoyable drague des « minorités visibles » par les partis de gauche (un terme hypocrite et impropre, car on sait bien que l'on s'intéresse ici au caractère ethnique des personnes). Dans ce cas, contre la mise en scène de la couleur sur une liste, des partis de la gauche laïque cèdent quelques strapontins à des minorités normalement invisibles. Qu'as-tu à dire de cette tartufferie électorale ?

Plus fort encore : tu affirmes que le NPA « entraîne le débat sur le terrain religieux ». En quoi Ilham Moussaïd est-elle une candidate religieuse ? Rien dans son discours public de militante ne te permet d'étayer cette accusation gratuite.

Allons, cessons de tourner autour du pot : ce qui te pose problème, ce n'est ni la candidate, ni ses origines ethniques ou sociales, mais le fait qu'elle porte un foulard. Un foulard ! Quelle horreur ! Et te voilà déclinant le prêt-à-penser soi-disant laïque : le foulard, c'est mal, ce n'est pas républicain, ce n'est pas progressiste, etc.

Tu es l'un des rares hommes politiques français qui lit, réfléchit, débat, tente de comprendre et d'interpréter le monde tel qu'il est. Quelle déception de te retrouver attablé au café du communautarisme laïcard. Le foulard est un « signe de soumission patriarcale » assènes-tu. Qu'en sais-tu ?

Le foulard n'a intrinsèquement rien à voir avec cela. Dans certaines situations, une femme voilée peut en effet être soumise à la domination masculine, mais c'est loin d'être une règle générale. Inversement, nombre de femmes en apparence « libérées » et « modernes » vivent sous le joug tyrannique de conjoints.

La domination patriarcale s'inscrit avant tout dans les rapports hommes-femmes au quotidien. Une femme qui a librement décidé de porter le voile et qui mène une existence autonome sera toujours plus libre que celle sans voile qui, du foyer au bureau, sera cantonnée à des rôles mineurs, parce que femme. Cette laïcité est celle de l'intolérance et du refus de la différence

Nous avons toi et moi longtemps appartenu au Parti socialiste, où il est de bon ton de stigmatiser les « voilées ». C'est dans ce parti que j'ai pu observer les manifestations les plus machistes et misogynes, sans que cela ne suscite aucun tollé chez les éléments masculins : blagues sexistes, intimidations physiques et, last but not least, infractions délibérées à la loi sur la parité. C'est drôle, dans ces cas-là, personne ne s'élève contre la « domination patriarcale ».

Tu affirmes enfin qu'Ilham Moussaïd « divise » et qu'il lui faut « tirer les leçons de l'Histoire de France (...) parce que nous avons connu trois siècles de guerre de religion ». Si ce n'est pas un dérapage de ta part, cela y ressemble de près.

En quoi le foulard d'Ilham serait-il comparable à nos guerre de religions, à la déportation des juifs par la police française ou encore à la « mission émancipatrice » laïco-chrétienne en Algérie ? Il faut garder le sens de la mesure, Jean-Luc !

La laïcité qui décide comment il faut s'habiller sur la voie publique, qui prétend interpréter le sens que l'on donne à son apparence physique et qui exclut les têtes (et les voiles ! ) qui dépassent, ce n'est pas la laïcité : c'est l'intolérance et le refus de la différence. Jean-Luc, laisse cela aux Besson, Hortefeux, Génin et Raoult.

Avec mes salutations amicales et navrées.

---

## **Des magasins Ikea perturbés par une grève. (07.02)**

### **Lemonde.fr - 06.02**

Plusieurs magasins du groupe d'ameublement Ikea étaient touchés samedi par un mouvement de grève portant sur les salaires. A la mi-journée, le magasin de Thiais (Val-de-Marne) n'avait toujours pas pu ouvrir ses portes, faute de personnel suffisant pour assurer la sécurité des clients. Selon la direction, les magasins de Vélizy (Yvelines), Grenoble et Montpellier étaient perturbés mais ont pu ouvrir au public.

Le magasin de Roissy-Paris-Nord, situé à Gonesse (Val-d'Oise), n'a pu ouvrir qu'avec deux heures de retard samedi matin.

Les trois principaux syndicats d'Ikea (CFDT, FO et CGT) protestent contre les propositions salariales faites par la direction lors des négociations annuelles obligatoires. Elle s'est pour l'instant engagée à consentir une augmentation moyenne de 1,2 % sur la base de hausses individuelles ou au mérite. Mais les syndicats réclament aussi une augmentation collective d'environ 4%. Les syndicats soulignent qu'Ikea France a réalisé en 52 millions d'euros de bénéfice net en 2009, un chiffre qu'a refusé de confirmer la direction.

Le direction explique son refus d'accorder une augmentation de salaires collective à une conjoncture économique difficile dans le secteur de l'ameublement et aux incertitudes économiques pour l'année 2010. L'entreprise précise par ailleurs que tous les salariés ont reçu 1,2 mois de salaire fin 2009 au titre de la participation du personnel aux résultats de l'entreprise.

---

## **Copé : Il n'y a pas de fatalité aux délocalisations ! (07.02)**

### **Slate.fr - 07.02**

Du lobby vert en action à la nécessité d'accroître l'exploitation, il précise les pistes que le gouvernement devraient suivre pour aboutir à cet objectif : accélérer la régression sociale en cours sur toute la ligne. (Lutte de classe)

Jean-François Copé est député de Seine-et-Marne et président du groupe UMP à l'Assemblée nationale.

Depuis 1997, l'emploi industriel en France a baissé de plus de 10%, avec un net décrochage en 2001. La crise actuelle est loin d'améliorer les choses. L'opinion et les médias accompagnent, avec une colère mêlée de résignation, une litanie de délocalisations et de destructions d'emplois industriels, comme si elle était une inexorable spirale négative. Doit-on en conclure que la France est condamnée à devenir un désert industriel? Quatre raisons me poussent à considérer qu'il n'y a pas de fatalité aux délocalisations et que la France peut avoir un véritable avenir industriel.

1re raison: Nous pouvons créer de nouvelles filières en misant sur des investissements d'avenir. Des secteurs industriels ont certes fondu en France -par exemple, au milieu des années 1970, la sidérurgie employait plus de 200.000 personnes contre environ 20.000 aujourd'hui-, mais d'autres peuvent émerger. C'est tout le défi du «grand emprunt»: l'Etat va investir 35 milliards d'euros dans des secteurs d'avenir pour générer un effet de levier qui créera croissance et nouveaux emplois, notamment industriels. Imaginons seulement le bénéfice que tirerait la

France d'un bon positionnement sur le développement durable, par exemple: le marché des produits et services verts devrait doubler dans le monde d'ici à 2020, passant de 1.370 milliards de dollars par an à 2.740 milliards, créant au passage plus de 20 millions d'emplois nouveaux. Mais la France pourrait aussi tirer son épingle du jeu en renforçant son industrie agroalimentaire ou en devenant leader de la voiture électrique, pour le bénéfice de l'ensemble du secteur automobile français...

2e raison: Les délocalisations se révèlent parfois moins intéressantes qu'elles le paraissent de prime abord pour les entreprises industrielles. Il arrive qu'on assiste à un certain désenchantement parmi les «délocalisateurs» occidentaux: les pays émergents ne sont pas toujours l'eldorado industriel espéré. La productivité y est souvent moins élevée, les coûts et les délais de transports plus importants, la qualité de production parfois hasardeuse et les salaires ont tendance à augmenter. Ainsi, en 1996, le coût de travail en République tchèque était huit fois moins élevé qu'en France; en 2002, il n'était plus que cinq fois moins cher, et cette dynamique s'est poursuivie depuis. Au final, le coût complet après délocalisation peut avoisiner dans certains cas le coût de production en France.

3e raison: l'enjeu environnemental devient un frein aux délocalisations et même un facteur de relocalisation. Les impératifs écologiques poussent au rapprochement du producteur et du consommateur, pour réduire les émissions de CO2 liés au transport et pour assurer une meilleure traçabilité du respect des normes environnementales. Dans cet esprit, les consommateurs davantage sensibilisés à l'écologie choisiront sans doute de plus en plus d'acheter des produits moins polluants. Pour aider à ce changement de comportement, il est nécessaire de mieux intégrer le coût écologique d'un bien dans le prix de vente, notamment grâce à une taxe carbone aux frontières de l'Europe. Les exigences vertes doivent s'appliquer également aux produits importés.

4e raison: le handicap français lié au coût du travail peut être réduit avec de la volonté politique.

Malgré les facteurs évoqués plus haut, le coût du travail en France reste un problème important. Il ne s'agit bien sûr pas de concurrencer la main d'œuvre chinoise, mais de regagner quelques points en compétitivité, ne serait-ce que par rapport à nos voisins européens. En effet, l'érosion du secteur industriel en France s'explique surtout par un déficit structurel de la compétitivité du travail qu'il va falloir combler. Là encore, il n'y a pas de fatalité. L'Allemagne, qui a perdu proportionnellement plus d'emplois industriels que la France entre 1998 et 2006, a su inverser la tendance au prix d'un effort massif sur son coût du travail.

Pour baisser le coût du travail, il y a trois axes de travail.

Première piste: augmenter la productivité. Celle-ci est déjà très élevée en France, mais il faut continuer d'innover ou d'améliorer les conditions de travail pour progresser encore. Deuxième piste: alléger les charges qui pèsent sur le travail. La réforme de la taxe professionnelle va dans ce sens, tout comme les exonérations et allègements de charges sociales financés par l'Etat. Mais avec déjà plus de 30 milliards d'allègement de charges par an, on ne peut plus aller beaucoup plus loin! Le cœur du débat doit donc porter désormais sur notre protection sociale et particulièrement sur son financement: notre système de sécurité sociale est pour l'instant financé par des cotisations portant principalement sur le travail et en partie sur le capital. Faut-il transférer davantage le poids de ce financement vers le capital ou la consommation? Pour la taxation du capital, les marges de manœuvre sont limitées: les capitaux peuvent franchir les frontières encore plus facilement que les usines et la France a déjà un taux d'imposition de plus de 40% du capital, 20 points supérieur à celui de l'Allemagne.

Faire porter le financement de la sécurité sociale sur la consommation plutôt que sur le travail revient à instaurer une TVA sociale, comme cela a été appliqué en Allemagne. Outre-Rhin, la TVA est passée en 2007 de 16% à 19%: deux points de hausse ont été alloués à la réduction des déficits et l'autre point à une baisse des cotisations des salariés et des employeurs. Cela a permis à l'industrie allemande d'améliorer sa compétitivité et de gagner de nombreuses parts de marché à l'international, notamment aux dépens de la France. Opérer un tel transfert n'est pas sans danger dans notre pays, où la croissance est largement portée par la consommation. D'autant plus que cela éroderait le pouvoir d'achat des Français, à commencer par celui des retraités.

Troisième piste: augmenter la durée du temps de travail sans augmenter autant les salaires, au moins à court terme. Les Français sont-ils prêts à travailler plus pour gagner autant? C'est le «deal» qu'acceptent parfois les syndicats de certaines entreprises en échange de la promesse d'éviter une délocalisation. Les salariés sont sommés de se prononcer, «le couteau sous la gorge». Cela relève alors du chantage à l'emploi, ce qui n'est pas très sain pour notre démocratie sociale. Cette question est un tabou considérable dans le débat politique et économique français. Je considère pourtant qu'il faudrait poser cette question à tous les salariés français, dans le cadre d'un grand débat national, en leur proposant des contreparties fortes, par exemple la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle qui leur garantirait une employabilité tout au long de la vie. Aucune de ces pistes n'est un chemin facile. Mais il va falloir les explorer avec les Français et les partenaires sociaux avant de trancher, sous peine de condamner l'emploi industriel et notre système de protection sociale. Nous devons faire les choix courageux qui nous permettront d'inverser la tendance du déclin industriel français. L'exemple de l'Allemagne montre qu'un effort sur quelques années peut porter en germe des gains à moyen terme. Ce débat sera un rendez-vous de vérité au cœur de la campagne présidentielle de 2012.

---

**Roland Cayrol : " Il y a un pilote, Sarkozy, clairement identifié. Mais a-t-il un cap ?" (07.02)**

**Le Monde - 06.02**

Fondateur de l'institut CSA, directeur du Centre d'études et d'analyses (Cetan), Roland Cayrol est directeur de recherche associé au Centre

de recherches politiques de Sciences Po. Il commente les résultats du baromètre TNS-Sofres/Logica - réalisé du 29 janvier au 1er février auprès de 1 000 personnes -, publiés samedi 6 février dans Le Figaro Magazine. La cote de confiance du président y atteint 31 %, soit son plus bas niveau depuis mai 2007.

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy est au plus bas. Ce désaveu est-il conjoncturel ou structurel ?

On ne saura que plus tard si ce résultat était ou non annonciateur de catastrophes électorales. Ce qui est sûr, c'est qu'il pose problème. Quand on veut réformer un pays, ce n'est pas forcément excellent de n'avoir le soutien actif que de son propre cœur de cible politique, l'électorat UMP, ainsi que des inactifs et des retraités. Pour changer un pays, le mettre en mouvement, il convient que les catégories les plus actives soutiennent l'action gouvernementale.

Quelle est la principale raison de cette perte de confiance ?

Lors des présidences de François Mitterrand puis de Jacques Chirac, les Français se demandaient s'il y avait un pilote dans l'avion. Ce trouble n'existe plus. Il y a un pilote, qui est clairement identifié. Mais les questions deviennent bien plus angoissantes : le pilote sait-il où il va ? A-t-il un cap ?

Le président s'est pourtant efforcé, le 25 janvier à la télévision, de faire la pédagogie des réformes...

Il y a un malentendu. Je ne sais pas si le président ne comprend pas l'attente de l'opinion ou s'il a décidé de ne pas la satisfaire pour le moment. Mais il s'est contenté d'expliquer chacune des réformes, sans faire de lien entre elles. Son idée est peut-être que la cohérence se dégagera d'elle-même, au fur et à mesure que l'on verra quels sont les outils qui fonctionnent.

De quel fusible dispose un hyperprésident ?

Il ne veut pas de fusible. Ce mode de gestion, qu'il a choisi, l'oblige à être sans arrêt en première ligne et à s'en tirer tout seul. Avec un premier ministre qui engrange tranquillement en popularité tout ce qu'il perd lui-même.

Quelles sont ses possibilités de rebond ?

Il faut que Nicolas Sarkozy s'habitue à gouverner avec une minorité de l'opinion. Cela va probablement durer. Le seul avantage qu'il a est que, si on demande aux gens si l'opposition ferait mieux à sa place, la réponse est clairement non.

Les régionales traduiront-elles encore une forme de cohabitation ?

Les Français, qui avaient apprécié la cohabitation au sommet, recherchent cette complémentarité nation-territoires, qui instaure une sorte de contre-pouvoir dans les institutions de proximité. C'est pour cette raison que l'expression de "bouclier social" utilisée par la gauche dans la campagne des régionales marche assez bien dans l'opinion.

Comment les Français expriment-ils leur mécontentement ?

On observe une protestation tristounette, un climat d'attente résignée. Il n'y a pas de croyance dans les acteurs de l'extrême gauche ou de l'extrême droite. Tout indique que l'on n'est pas dans une période de mobilisation sociale.

L'opinion a déjà intériorisé la nécessité de réformes qui ne lui font pas plaisir. Ainsi celle des retraites semble-t-elle faire l'objet d'une sorte de consensus social mou : on sait bien que nos acquis vont être rognés un peu plus, et que cela va être encore plus dur pour les générations suivantes. D'où ce climat de morosité, cette ambiance très grise.

L'impopularité du président favorise-t-elle l'opposition ou l'abstention ?

Les deux. La nature politique a horreur du vide. Il se produit mécaniquement un retour du Parti socialiste, facilité par le fait que les disputes au sommet paraissent s'être calmées. Mais la tentation de l'abstention revient elle aussi de manière très forte. Notamment dans les catégories les plus jeunes et les plus populaires.

Quel impact cela peut-il avoir sur la poursuite des réformes ?

On ne change en profondeur la société qu'avec son consentement nettement majoritaire. Et non lorsqu'on est en permanence en butte à l'hostilité, ou simplement aux doutes, de deux tiers des Français. Un pouvoir qui ne dit pas où il va et qui ne fournit pas les résultats escomptés n'est pas bien placé pour engager le dialogue indispensable.

## **Les salariés de Pier Import toujours mobilisés. (07.02)**

### **Reuters - 06.02**

Des salariés de Pier Import, qui ont séquestré deux dirigeants pendant une nuit cette semaine, ont manifesté samedi pour réclamer de meilleures indemnités de licenciement, apprend-on de source syndicale.

Selon la CGT, des rassemblements ont eu lieu à Romans-sur-Isère (Drôme), Bordeaux-Lac (Gironde) et Pontault-Combault (Seine-et-Marne) devant les magasins La Foir'Fouille, une marque détenue par le même actionnaire que Pier Import, Claude Ben Behe.

Les manifestants demandent un entretien à ce dernier, après un rendez-vous manqué mercredi.

Des dizaines de salariés de Pier Import avaient retenu la P-DG Sonia Ben Behe, nièce de l'actionnaire, et le directeur général Gérard Démaret toute la nuit de lundi à mardi au siège de l'entreprise à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

Le groupe de meubles et de décoration a été placé en redressement judiciaire en septembre dernier, ce qui entraîne la fermeture de 25 magasins et 140 licenciements.

Les salariés réclament un demi-mois de salaire par année d'ancienneté.

"Là on nous propose le minimum : un salarié qui travaille 35 heures depuis cinq ans va toucher 1.000 euros", a déclaré à Reuters Jésabelle Rocher, directrice du magasin Pier Import de Niort (Deux-Sèvres) qui doit fermer, selon elle, vers le 20 février.

"On a montré notre bonne foi en relâchant les deux dirigeants mais l'actionnaire ne s'est pas présenté mercredi", a ajouté l'employée, qui est allée manifester samedi devant un magasin La Foir'Fouille de Bordeaux.

Selon une participante, Nafissatou Ménard, une quarantaine de personnes se sont rassemblées devant un magasin de la même enseigne à Pontault-Combault, où elles ont empêché les clients d'entrer.

La séquestration des deux dirigeants de Pier Import a été dénoncée par le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, pour qui "il ne peut pas y avoir de vraie négociation quand il y a de la violence".

Avec la crise, les séquestrations de dirigeants d'entreprise se sont multipliées en France.

## **Près de 50 000 précaires dans l'enseignement supérieur et la recherche. (09.02)**

### **Lemonde.fr - 08.02**

L'enseignement supérieur et la recherche publics font travailler 45 000 à 50 000 précaires, soit environ 20 % des effectifs, et la précarité est plus forte pour les femmes, dans les universités et dans les sciences humaines et sociales (SHS), selon une enquête rendue publique lundi et disponible sur Internet. Lire la suite l'article

Cette enquête, lancée par une intersyndicale regroupant 19 organisations, s'appuie sur des recherches statistiques et surtout un questionnaire détaillé mis en ligne en octobre auquel ont répondu de façon anonyme 4 409 personnes précaires. Au CNRS, entre 2006 et 2008, le nombre de permanents a baissé de 1,5 % et celui de non-permanents a augmenté de 17,2 %, a précisé lors du colloque de présentation de l'enquête Charles-Antoine Arnaud, chercheur statisticien en géographie au CNRS.

Derrière l'hétérogénéité des situations de ces précaires qui peuvent être des chargés de cours vacataires ou contractuels, des doctorants, des docteurs sans poste ou des personnels non enseignants (dits Ita et Biatoss), il y a des points communs, a expliqué Isabelle Clair, chargée de recherche en sociologie au CNRS : 'Une rémunération basse et irrégulière, déconnectée des diplômés et de l'expérience'. A titre d'exemple, en 2009, plus d'un quart des répondants non enseignants gagnait moins de 1 250 euros par mois, a détaillé la chercheuse.

Selon l'enquête, les répondants réclament 'un droit du travail au moins aussi protecteur que dans le privé' (ils n'ont par exemple pas de prime de précarité à la rupture d'un contrat précaire, contrairement aux CDD du privé) et en même temps, pour 70 % d'entre eux, 'un plan de titularisation'. Selon le ministère de l'enseignement supérieur, les 'non-titulaires' sont actuellement 23 500 dans les universités.

## **Une vingtaine de lycées du 93 en grève. (10.02)**

## **Lexpress.fr - 09.02**

Alors que les enseignants du lycée Chérioux à Vitry exercent leur droit de retrait depuis quatre jours, d'autres établissements leur emboîtent le pas et cessent le travail pour dénoncer les suppressions de postes.

Une vingtaine d'établissements du secondaire étaient en grève en Seine-Saint-Denis pour protester contre la politique du gouvernement en matière d'éducation au lendemain de violences dans deux collèges du département.

Selon l'inspecteur d'académie Daniel Auverlot et selon le Snes, une vingtaine d'établissements étaient en grève mardi sur un total de 184. Pour la CGT, il y avait une trentaine d'établissement grévistes.

Les grévistes protestent contre la dégradation de leurs conditions de travail, la réforme du lycée et la suppression de postes. Ils devaient manifester à 14 heures devant la mairie de Saint-Denis. En outre, un appel à la grève a été lancé pour jeudi dans toute l'académie de Créteil.

### **Chatel reçoit les profs de Vitry**

Les enseignants de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) qui ont cessé les cours, mercredi après l'agression d'un élève, ont été reçus ce mardi par le ministre de l'Education nationale. Luc Chatel les a invité, devant la presse, à "reprendre le travail.

Les professeurs du lycée Adolphe-Chérioux qui ont manifesté avec des dizaines d'élèves réclament le doublement du nombre de surveillants (11 pour 1500 élèves) et jugent insuffisantes les propositions jusque-là faites par le rectorat.

Luc Chatel, qui avait initialement prévu de ne pas recevoir en personne la délégation, a estimé devant la presse que les mesures proposées (trois surveillants supplémentaires, six médiateurs) constituaient un "effort exceptionnel" et que la présence de 30 surveillants supplémentaires "n'aurait pas évité l'agression".

---

## **Armand-Trousseau et l'Hôtel-Dieu se mobilisent contre le plan de restructuration de l'AP-HP. (10.02)**

### **LeMonde.fr - 09.02**

Après l'émoi, la mobilisation. Opposés au départ d'une partie de leur activité vers d'autres établissements dans le cadre de la restructuration de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), les responsables médicaux d'Armand-Trousseau et de l'Hôtel-Dieu, deux établissements particulièrement visés, passent à l'action.

Les médecins de Trousseau, haut lieu de la pédiatrie de l'est parisien, viennent de lancer un blog et une pétition pour continuer à défendre leur projet, baptisé "Nouveau Trousseau". Il a pourtant été rejeté, mi-janvier, en conseil exécutif, où siègent représentants de la direction et du corps médical et où se prépare le plan stratégique 2010-2014 de l'AP-HP. L'instance a préféré le démantèlement, même si l'hôpital proposait une restructuration, avec mutualisation des lits des divers services et réduction du nombre de bâtiments.

L'idée d'un transfert des spécialités de Trousseau à Robert-Debré et Necker, les deux autres hôpitaux pédiatriques de référence, est pour l'instant retenue. A Necker, un nouveau pôle mère-enfant est même en cours de construction. Une visite de Roselyne Bachelot y est d'ailleurs programmée, mercredi 10 février, la ministre de la santé devant y faire le point sur les chantiers massifs du plan de modernisation Hôpital 2012.

Estimant que la transformation de Trousseau en un hôpital pédiatrique de proximité constituerait une dégradation de l'offre de soins, ses médecins devaient se réunir, mardi 9 février, pour préparer une journée de mobilisation, avec personnels, artistes, patients, riverains... "Nous devons agir avant les élections régionales, parce qu'après, ce sera râpé", explique Daniel Annequin, le porte-parole du collectif Nouveau Trousseau.

Déjà, les têtes de liste des Verts Cécile Duflot et de l'UMP Valérie Pécresse défilent au chevet de l'hôpital. Tout comme Jean-Paul Huchon (PS), qui a dénoncé des transferts dictés par "des motivations purement comptables".

Les messages du ministère de la santé et de la direction de l'AP-HP rappellent que rien ne sera tranché avant juin. C'est-à-dire après la concertation préalable de tous les acteurs. Mais l'information ne rassure pas. "Je veux que l'on me prouve que l'orientation retenue va permettre de gagner en efficience", réagit, "désespéré", le Pr Noël Garabédian, président du comité médical consultatif. Il doute de la capacité des autres sites à accueillir tous les cas difficiles de l'est parisien.

A l'Hôtel-Dieu, qui pourrait aussi perdre une bonne partie de ses activités, les interrogations sur le sort des malades sont identiques. "Une analyse de flux a-t-elle été faite ?", demande le Pr Jean-Louis Pourriat, chef des urgences, inquiet notamment pour les SDF qui ne pourront

plus y être hospitalisés. Vendredi 5 février, il a lancé avec la maire PS du 4e arrondissement, dont il est adjoint, une pétition contre le "dépeçage" du plus vieil hôpital de Paris.

La restructuration et la question de l'emploi à l'AP-HP ne cessent d'inquiéter. Lundi 8 février, le Conseil de Paris a unanimement dénoncé les suppressions massives de postes envisagées, et a souhaité la mise en place d'un autre projet pour l'Hôtel-Dieu. Une pétition, lancée par le Mouvement de défense de l'hôpital public en 2009, trouve, elle, un second souffle. Elle a reçu la semaine passée 80 000 signatures, et en serait à un total de 277 000.

S'il s'oppose fortement aux suppressions de postes non médicalement justifiées, le Pr Pierre Coriat, président de la Commission médicale d'établissement, le parlement de tous les médecins de l'AP-HP, rappelle que la restructuration est indispensable, même si certaines décisions sont douloureuses. "Il faut dégager des priorités d'investissements, et procéder à des regroupements", résume-t-il.

De fait, l'institution doit retrouver l'équilibre budgétaire en 2012. Les capacités d'investissements sont limitées, et de nombreux sites sont vétustes, comme Trousseau et l'Hôtel-Dieu. Le Nouveau Trousseau coûterait 100 millions d'euros, alors que seuls 450 millions sont prévus chaque année pour les 37 hôpitaux. Aussi chaque établissement fait-il ses comptes.

L'hôpital parisien vit au rythme des recompositions 2009. Ouverture de la maternité de Bicêtre, fermeture du site de l'hôpital Broussais, transfert de l'hématologie pédiatrique de Saint-Louis à Robert-Debré.

2010. Fermeture de Saint-Vincent-de-Paul, transfert de la chirurgie digestive de l'Hôtel-Dieu à Cochin.

Entre 2011 et 2013. Ouverture des nouveaux bâtiments Buca à Tenon et Laennec à Necker.

Plan 2010-2014. Sont en discussion le transfert des spécialités pédiatriques de Trousseau, le regroupement des services d'hospitalisation de Cochin et de l'Hôtel-Dieu et la création d'un nouveau site commun pour Bichat et Beaujon à l'horizon 2020.

---

## **Appel à la grève après l'échec des négociations chez Ikea. (12.02)**

### **Reuters - 11.02**

Les syndicats d'Ikea France appellent les 9.000 salariés du groupe à une grève immédiate après l'échec des négociations avec la direction, apprend-on de source syndicale.

Parallèlement, l'intersyndicale a décidé d'occuper à nouveau le siège social de Plaisir (Yvelines), qui avait été investi par des salariés entre lundi et mercredi soir.

"Nous appelons surtout à une grève générale dans tous les magasins samedi", a dit à Reuters Marylène Laure-Douilly, déléguée CGT.

Des débrayages d'environ une heure ont touché dès jeudi soir les magasins de Plaisir, Vélizy, Vitrolles, Toulon, Grenoble et Nantes.

Les syndicats FO, CGT et CFTD se sont déclarés déçus par les propositions d'augmentation de salaire formulées dans la journée par la direction du géant suédois de l'ameublement en France.

La direction a proposé lors des discussions dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire (NAO) 2% d'évolution de la masse salariale, dont 1% d'augmentation collective.

Or, les organisations syndicales réclament des hausses de salaire collectives de 4% au groupe suédois, qui a fait selon eux 52 millions d'euros de bénéfices en 2009.

"On est pas contents du tout. De plus, la direction est partie vers 16h30 alors qu'il n'y avait pas de délai pour les discussions", a dit Marie Laure-Douilly.

La chaîne d'ameublement emploie 9.000 salariés dans 26 magasins en France.

---

## **Poursuite de la grève chez Ikea. (14.02)**

### **AP - 13.02**

La grève à l'appel de trois syndicats d'IKEA a touché samedi 23 des 26 magasins de l'enseigne suédoise de meubles, selon la direction et les syndicats. Parmi eux, seul un magasin, celui de Franconville (Val-d'Oise), n'a pas ouvert.

Après une semaine de bras de fer avec la direction, les principaux syndicats d'IKEA (CGT, FO et CFDT) appelaient samedi les quelques 9.000 salariés de l'enseigne à une nouvelle grève "massive" pour exiger 4% de hausse salariale pour tous.

La direction faisait état de 510 grévistes au plus fort du mouvement sur 5.500 personnes planifiées, selon Pierre Deyries, directeur de la communication du géant suédois en France. En revanche, les syndicats recensaient 900 à 1.000 grévistes sur 2.400 personnes planifiées, selon un décompte intersyndical à 16h, a précisé Marylène Laure, déléguée syndicale centrale CGT à l'Associated Press.

Les dépôts centraux, IKEA Distribution France, devraient se mettre en grève la semaine prochaine, a-t-elle ajouté. De leur côté, les trois délégués syndicaux, qui occupaient un local syndical du siège d'Ikea à Plaisir (Yvelines), sont partis tard vendredi soir.

Les syndicats avaient appelé à cesser le travail dès jeudi soir, selon FO, après une réunion avec la direction qui n'a pas permis d'aboutir à un accord sur les salaires. Cette réunion faisait suite à l'occupation du siège à Plaisir depuis trois jours par une dizaine de délégués syndicaux.

Le mouvement pourrait se prolonger au-delà de samedi si aucun terrain d'entente n'est trouvé. "Pour nous, c'est une grève reconductible", avait expliqué vendredi Sébastien Heim, délégué syndical FO à l'AP.

Une grève avait déjà touché à des degrés divers six magasins du groupe sur 26, samedi dernier, jour de forte affluence, selon les syndicats. Ces derniers exigent 4% de hausse des salaires pour tous, de source syndicale. La direction a proposé une hausse de 1% collective, plus 1% individuel.

---

## **Parisot: "il faut changer l'âge légal de départ à la retraite". (14.02)**

### **AP - 13.02**

A la veille du sommet social à l'Élysée, Laurence Parisot avance ses pions. La présidente du MEDEF estime, dans une interview au "Journal du Dimanche", que la réforme des retraites en préparation "ne doit pas être un bricolage" et propose de relever l'âge légal de départ à la retraite, plutôt que d'augmenter les cotisations.

La patronne des patrons confirme par ailleurs sa candidature "plus que jamais" à sa propre succession à la tête du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) lors des élections prévues dans cinq mois.

Sur le dossier des retraites, Mme Parisot préconise d'abroger la retraite à 60 ans, actuel âge légal. "Il faut changer l'âge légal de départ à la retraite", soutient-elle. "L'espérance de vie approche les 100 ans, comment imaginer trente ou quarante ans sans travailler, et les financer en restant inactif? Relevons l'âge légal, cela entraînera une hausse du taux d'activité des seniors, comme tout le monde souhaite."

Laurence Parisot, pour qui "cette réforme ne doit pas être un bricolage", se montre hostile à la proposition du Premier ministre François Fillon de relever les cotisations retraite. "Augmenter les cotisations retraite, non", tranche-t-elle.

Dans le débat sur l'avenir du régime de retraite en France, la présidente du MEDEF souhaite "le maintien du régime par répartition mais complété par un système de retraite par capitalisation".

Alors que la négociation sur la pénibilité au travail dure depuis trois ans et demi sans aboutir, Mme Parisot estime que "l'enjeu est de soutenir un principe juste sans recréer l'injustice des régimes spéciaux". Elle est d'accord "pour tenir compte des situations les plus pénibles", mais y met une condition: "les évaluer sur des critères individuels et objectifs".

Sur la question des chômeurs en fin de droits, Mme Parisot ne considère pas comme une "priorité" l'idée d'aides d'urgence financées par l'UNEDIC et l'Etat. Elle souhaite plutôt "réfléchir à des formations spécifiques" pour cette catégorie de chômeurs et propose de simplifier et d'étendre "l'exonération des charges sociales pour toute embauche d'un chômeur en fin de droits".

Enfin, la présidente du MEDEF se dit défavorable au projet du président Nicolas Sarkozy de créer une cinquième branche de la Sécurité sociale pour prendre en charge la dépendance des personnes âgées. "Il ne serait pas raisonnable de créer une nouvelle branche qui creuse le déficit de la Sécurité sociale", estime-t-elle. "On a vu les limites des systèmes publics dans la gestion des risques santé. (...) La solidarité nationale doit prendre en charge les plus démunis et les plus gravement dépendants. Au-delà, les pistes de l'assurance privée sont à étudier."

---

## **Par la voix de Parisot, le patronat déclare la guerre à la classe ouvrière. (14.02)**



## AP - 13.02

La présidente du MEDEF estime, dans une interview au Journal du Dimanche, que la réforme des retraites en préparation "ne doit pas être un bricolage" et propose de relever l'âge légal de départ à la retraite, plutôt que d'augmenter les cotisations.

Mme Parisot préconise d'abroger la retraite à 60 ans, actuel âge légal. "Il faut changer l'âge légal de départ à la retraite", soutient-elle. "L'espérance de vie approche les 100 ans, comment imaginer trente ou quarante ans sans travailler, et les financer en restant inactif ? Relevons l'âge légal, cela entraînera une hausse du taux d'activité des seniors, comme tout le monde souhaite."

Dans le débat sur l'avenir du régime de retraite en France, la présidente du MEDEF souhaite "le maintien du régime par répartition mais complété par un système de retraite par capitalisation".

Sur la question des chômeurs en fin de droits, Mme Parisot ne considère pas comme une "priorité" l'idée d'aides d'urgence financées par l'UNEDIC et l'Etat. Elle souhaite plutôt "réfléchir à des formations spécifiques" pour cette catégorie de chômeurs et propose de simplifier et d'étendre "l'exonération des charges sociales pour toute embauche d'un chômeur en fin de droits".

Enfin, la présidente du MEDEF se dit défavorable au projet du président Nicolas Sarkozy de créer une cinquième branche de la Sécurité sociale pour prendre en charge la dépendance des personnes âgées. "Il ne serait pas raisonnable de créer une nouvelle branche qui creuse le déficit de la Sécurité sociale", estime-t-elle. "On a vu les limites des systèmes publics dans la gestion des risques santé. (...) La solidarité nationale doit prendre en charge les plus démunis et les plus gravement dépendants. Au-delà, les pistes de l'assurance privée sont à étudier."

(source : AP 13.02)

### Commentaire.

Tout le monde ne vit pas jusqu'à 100 ans, tout le monde n'y arrive pas par le même chemin, tout le monde n'y arrive pas dans le même état de santé ou plutôt de délabrement.

Pourquoi après avoir consacré 40 ans de sa vie au travail ne pourrions-nous pas consacrer 40 ans de notre vie à en profiter enfin, à faire autre chose qui n'est pas forcément inutile pour la société ?

Devrions-nous vivre que pour travailler, jusqu'à en crever, car c'est bien de cela dont il s'agit dans la bouche de Parisot.

En lisant ses propositions nous pourrions presque nous passer de les commenter tellement elles sont claires, cyniques, abjectes. Cependant il faut signaler quelque chose qui risque de passer inaperçu aux yeux de certains militants : c'est l'acharnement du patronat à ne rien céder aux travailleurs, même pas une miette ou alors à contrecœur contraint et forcé, on sent à quel point ils nous haïssent et nous considèrent comme des moins que rien, nous sommes franchement du bétail pour eux, de la merde, et ils nous le font sentir, une source de profit exclusivement, dès que nous faisons valoir nos besoins, que nous nous transformons en source de dépense, le patronat estime que nous outrepassons nos droits, que nous exigeons l'impossible, vivre en revendiquant un minimum de dignité est encore trop, nous devrions les remercier de nous fournir un travail et de nous donner ainsi l'occasion d'assurer notre propre survie, cela revient à admettre qu'au bout du compte nous n'avons aucun droit dans cette société, c'est la dictature du capital qui s'applique et qui s'appliquera aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir.

Comme le cynisme de Parisot est sans limite, elle va jusqu'à rejeter toute forme d'aides aux chômeurs en fin de droit.

Entre nous, cela ne peut que concourir à radicaliser la conscience politique des masses qui comprennent de plus en plus chaque jour que le gouvernement à éviter l'effondrement du système capitaliste en mettant à la disposition des banquiers et des industriels des centaines de milliards d'euros, tandis que des millions de travailleurs devraient accepter de vivre dans la précarité et la pauvreté...

Le comble du cynisme est atteint quand elle rejette l'idée du financement collectif de la prise en charge des personnes âgées dépendantes, elles auraient dépassé l'âge et l'état "au-delà" desquels l'Etat et la société ne pourraient plus rien pour elles, qu'elles crèvent dans la solitude ou l'indifférence générale ou qu'elles couvrent elles-mêmes leurs propres besoins en recourant à des assurances privées si elles en ont les moyens, le patronat les considère comme des rebuts de la société qui coûtent plus qu'elles ne rapportent, il faut donc faire en sorte de pouvoir en éliminer le plus grand nombre, discrètement si possible.

Un Etat, une société, qui ne sont plus en mesure d'assurer une vie digne à chacun doivent disparaître, c'est une question de salut public. Avec la crise, c'est le visage hideux de l'Etat et de la société capitaliste qui apparaît au grand jour, le masque de la démocratie qui a servi pendant si longtemps à camoufler la dictature du capital est en train de tomber, il ne reste que son côté impitoyable qui tient en une seule formule : le profit à n'importe quel prix.

A cette déclaration de guerre contre la classe ouvrière, une seule réponse valable : la mobilisation générale des militants des syndicats et des

partis, des travailleurs, contre le patronat et le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner pour imposer le retour aux conditions de retraite antérieures à 1993, au minimum, dans la perspective d'en finir à la fois avec le capitalisme et les institutions de la Ve République qui sont les obstacles à abattre pour pouvoir satisfaire l'ensemble de nos revendications et en finir avec cette société basée sur le profit.

On vient d'apprendre que selon un sondage IFOP réalisé les 11 et 12 février pour Dimanche Ouest-France, 59% des Français se disent défavorables à un recul de l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans. Une majorité serait contre :

1- le recours à des fonds de pension en complément au régime par répartition (50 contre 48% au lieu de 57% en mars 2008, preuve que les travailleurs sont capables de tirer les leçons de la crise)

2- l'idée d'allonger la durée de cotisation (55%)

3- une augmentation des cotisations sociales (73%)

(source : AP 13.02)

## **M. Palier : "Toucher aux retraites est aussi difficile en France qu'en Europe". (14.02)**

### **Le Monde - 13.02**

Les retraites sont au coeur de l'agenda social 2010, que Nicolas Sarkozy soumet, lundi 15 février à l'Élysée, aux partenaires sociaux. Il y sera question de la méthode et du calendrier de discussion d'une réforme jugée urgente compte tenu des déficits du système. Bruno Palier en présente les enjeux. Chercheur CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po, spécialiste de la Sécurité sociale, M. Palier a écrit, notamment, La Réforme des retraites (PUF), dont une version réactualisée doit sortir en mars.

José Luis Rodriguez Zapatero veut repousser l'âge légal de départ à la retraite, Silvio Berlusconi en parle aussi, François Fillon y songe. Est-ce un effet de la crise ?

La récession a, bien sûr, aggravé la situation financière des régimes de retraite : le chômage et le ralentissement de la croissance en réduisent les ressources. Mais les déséquilibres des régimes de retraite européens ne sont pas seulement conjoncturels. Ils sont aussi liés à la démographie, au vieillissement des populations, et à l'état des marchés du travail dans chaque pays.

En France, l'assurance-vieillesse devrait afficher plus 10 milliards d'euros de déficit en 2010. Une partie de ce "trou" s'explique par la crise. L'autre, par les conséquences de la réforme Fillon de 2003. Au lieu de retarder l'âge moyen de départ en retraite, elle l'a avancé d'environ une année, selon la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV), en ouvrant une possibilité de départ anticipé pour les carrières longues.

Beaucoup d'États européens ont réformé leurs systèmes de retraite. Pourquoi est-ce si difficile en France ?

Toucher aux retraites est aussi difficile en Europe qu'en France. Les réformes n'y ont pas été plus faciles. En 1995, le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a dû quitter le pouvoir sur cette question. Deux ans plus tard, son homologue allemand Helmut Kohl a en partie perdu les élections (législatives) de 1997 sur son projet de réforme.

Toucher aux retraites n'est jamais facile. Mais les pays qui ont mené à bien une ou plusieurs réformes importantes ont pris le temps de négocier (quatorze ans en Suède pour la réforme de 1998). Ils ont proposé des compensations pour les perdants potentiels, notamment les personnes ayant des carrières atypiques (principalement des femmes et les personnes les moins qualifiées). Et ils ont clairement posé la question de la solidarité entre les générations qui appelle un effort des plus jeunes retraités, relativement aisés.

Le recul de l'âge de la retraite est-il incontournable ?

L'âge légal de départ à la retraite est quasiment partout fixé à 65 ans en Europe. Certains pays ont décidé de le repousser à 67 ans : l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, l'Espagne. Quant à la Grande-Bretagne, elle prévoit de passer à 68 ans d'ici à 2046. A cet égard, la France fait figure d'exception.

Faut-il absolument s'attaquer au symbole de la retraite à 60 ans ?

Pour ne pas toucher à la retraite à 60 ans, c'est-à-dire à l'âge légal auquel tout individu peut partir, que sa carrière soit ou non complète, les gouvernements français ont joué sur un autre paramètre : la durée de cotisation nécessaire pour toucher une pension complète (41 annuités en 2010). Sur ce point, la France se rapproche des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Cette solution a le mérite d'ajuster les conditions d'accès à la retraite aux profils de carrière différents des individus : les personnes diplômées commencent et partent plus tard, l'inverse étant vrai pour les moins diplômés. Mais elle pénalise aussi les classes populaires, les personnes pas ou peu qualifiées, dont l'espérance de vie en France est inférieure de sept ans à celle des cadres et dont les carrières sont marquées du sceau de la précarité. Allonger la durée de cotisation sans contrepartie, c'est amplifier à la retraite les difficultés rencontrées sur le marché du travail.

La France a déjà fait deux réformes. Pourquoi faut-il y revenir ?

Le gouvernement met en avant les difficultés persistantes de financement de notre système. Il les explique, entre autres, par la stagnation de la population active d'un côté et l'augmentation du nombre et de l'espérance de vie des retraités de l'autre.

Mais la France a surtout un problème de chômage et d'inactivité : ses habitants ont une des espérances de vie les plus longues de l'Union européenne et la durée d'activité professionnelle la plus courte. La solution au problème du financement des retraites passe d'abord par une réduction du chômage et par une augmentation des taux d'emploi, en particulier des jeunes et des seniors.

L'exemple de la Finlande l'atteste : en aménageant les conditions de travail et en valorisant les compétences de ses seniors, elle a fait reculer en dix ans l'âge effectif de départ à la retraite de 59 à 62,5 ans.

Pourquoi les syndicats de salariés s'opposent-ils à l'allongement de la durée du travail ?

Les syndicats observent qu'en France les salariés ne peuvent pas travailler plus longtemps compte tenu de ce que sont les pratiques des entreprises. Allonger la durée de cotisation dans un tel contexte est une façon déguisée de baisser les pensions. L'âge moyen d'entrée dans la vie active est de 22 ans actuellement contre 20 ans pour la génération née en 1950, alors que l'on quitte le marché du travail toujours plus tôt (58,5 ans pour les hommes, 59 ans pour les femmes.) Il risque de manquer une ou plusieurs années de cotisation pour faire une carrière complète, ce qui entraîne une décote (- 5 % par année manquante pour les personnes nées après 1952).

Les syndicats représentent les salariés, or, ceux-ci sont majoritairement hostiles au report de l'âge du départ à la retraite. La question est bien de savoir pourquoi plus des deux tiers des salariés, selon les sondages publiés récemment, ne souhaitent pas travailler plus longtemps. Une enquête de la CNAV, menée en 2008, montre que ceux qui désirent partir plus tôt souffrent de mauvaises conditions de travail, de manque de reconnaissance, voire d'une "chasse aux seniors".

Le rapprochement des règles public-privé est-il légitime ?

Longtemps, on a justifié des règles différentes par le fait que les salariés du public étaient moins payés que ceux du privé. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Mais si l'on souhaite remettre en question les privilèges, alors parlons de tous les privilèges : des retraites chapeaux phénoménales comme celle d'Henri Proglio à Veolia, des inégalités hommes-femmes, du fait que les jeunes retraités actuels ne sont quasiment pas touchés par les réformes en cours et à venir alors qu'ils représentent la génération la plus riche, ou du développement injuste de la capitalisation.

A quoi pensez-vous ?

Pour inciter les Français à épargner pour leurs retraites, les sommes versées dans les plans d'épargne retraite (populaire et collectif) PERP et Perco sont déductibles du revenu imposable, à concurrence d'un plafond de plus de 26 000 euros sur l'année en 2010. Ces aides ne bénéficient en France qu'à ceux qui payent des impôts, soit, à peu près, la moitié la plus riche des ménages, alors qu'en Allemagne les aides de l'Etat abondent les placements des plus modestes.

L'argent public français aide les plus aisés à maintenir leur niveau de revenus à la retraite, et l'on annonce aux autres la baisse à venir de leurs pensions sans qu'ils puissent vraiment travailler plus ou épargner.

---

## **Dreux : Philips annonce la fermeture de son usine et la suppression de 212 emplois. (15.02)**

### **AP - 14.02**

La direction de l'usine Philips de Dreux (Eure-et-Loir) a écrit aux salariés pour leur demander de ne pas se présenter lundi matin à leur poste de travail après sa décision de fermer définitivement le site et d'en supprimer les 212 emplois, mais les syndicats ont appelé le personnel à se rendre sur place dès la prise de service et entendent engager des recours contre cette fermeture.

Dans un communiqué de presse publié samedi soir, la direction locale du groupe européen d'électronique et d'électroménager Philips annonce l'arrêt définitif de la production de téléviseurs à écran plat LCD avec effet immédiat, conformément au projet présenté aux partenaires sociaux en comité d'entreprise.

Après quatre mois de procédure d'information et consultation des représentants du personnel, Philips a donc décidé de fermer l'usine de Dreux en raison d'"importantes pertes" de son activité téléviseurs depuis 2007, le site "ayant perdu environ 20 millions d'euros sur l'année 2009". "L'activité d'assemblage de téléviseurs de Philips Dreux s'est arrêtée le 12 février 2010. L'arrêt de cette activité entraînera la suppression de 212 emplois", annonce la direction locale.

Pour le groupe d'électroménager, la procédure de consultation du comité d'entreprise (CE) s'est "clôturée" mercredi avec la "dernière réunion" consacrée au projet de fermeture du site et de suppression de 212 postes et au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Mais, pour les syndicats, la consultation du CE n'est pas achevée puisque les représentants des salariés, lors de la réunion, ont refusé à l'unanimité de rendre un avis sur ce PSE, un avis (favorable ou défavorable) qui est obligatoire pour clore la procédure, a-t-on appris de source syndicale.

La CGT estime donc que la décision de fermer l'usine de Dreux est "illicite" et annonce que les avocats du CE et des syndicats vont être saisis pour étudier les voies de recours, a fait savoir la représentante de ce syndicat au CE, Nathalie Neil-Riou, interrogée dimanche par l'Associated Press.

Par conséquent, la CGT appelle tous les salariés de l'usine à se rendre dès lundi matin sur leur poste de travail à la prise de service habituelle. Une assemblée générale du personnel est prévue à 8h.

Toutefois, la situation pourrait être tendue lundi devant l'usine puisque dès dimanche une dizaine de vigiles ont été vus sur le site, selon des syndicalistes présents sur place. Interrogée par l'AP, la direction se refusait à tout commentaire au-delà de son communiqué.

Samedi, la direction a adressé deux courriers aux salariés de l'usine, l'un pour leur demander de ne pas se présenter à leur poste de travail "à compter du lundi 15 février 2010, étant précisé que votre rémunération sera maintenue jusqu'au terme de la procédure", ainsi qu'une lettre recommandée pour faire connaître la liste des postes disponibles en reclassement au sein du groupe. Ainsi, des ouvriers se sont vu proposer des postes d'opérateurs en Hongrie pour un salaire de 450 euros par mois avec "pratique de la langue hongroise requise", selon le document de la direction obtenu par l'AP.

Dans son communiqué, la direction affirme que les mesures proposées par Philips en faveur des salariés concernés "représentent un coût d'environ 100.000 euros par salarié incluant, entre autres, des indemnités de départ équivalentes à 24 mois de salaire en moyenne".

Réagissant à cette fermeture annoncée et à la suppression de 212 emplois, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est dit "attentif à ce que Philips nous fasse des propositions de qualité" dans le cadre de ce PSE. Sur RTL, le ministre a souligné que "l'implantation d'un centre d'appels est déjà programmée" dans la région, ainsi qu'"un centre de fabrication d'appareils électroménagers et une cuisine centralisée de Sodexo". "L'objectif est même d'être à plus de 300 emplois demain" créés pour remplacer les postes supprimés, a ajouté M. Estrosi.

Le groupe confirme avoir "cherché à revitaliser le bassin économique local" depuis trois ans. "A ce jour, l'ensemble des initiatives menées par Philips Dreux a permis de créer près de 300 emplois", selon le communiqué de la direction.

---

## **Les salariés des raffineries de Total en grève pour 48 heures. (15.02)**

### **Reuters - 15.02**

Les salariés des raffineries de Total seront en grève pour 48 heures à partir de mercredi pour soutenir leurs collègues de Dunkerque (Nord), déclarent les représentants de deux syndicats.

Total a annoncé lundi à Reuters qu'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire se tiendrait le 29 mars sur l'avenir de la raffinerie de Dunkerque, menacée de fermeture.

Le groupe pétrolier avait annoncé, le 1er février, le report de la décision définitive sur l'avenir du site d'ici la fin du premier semestre, soit après les élections régionales.

"L'appel à la grève est maintenu dans toutes les raffineries du groupe Total pour 48 heures", a dit un représentant de la CGT.

Une fermeture du site, où travaillent 620 personnes dont 260 équivalents temps plein employés par des sous-traitants, se traduirait par environ 600 suppressions de postes.

Total a déclaré à plusieurs reprises qu'aucun emploi ne serait supprimé.

La création d'un centre d'assistance technique et d'une école de formation à Dunkerque pourraient représenter les deux tiers des emplois de l'établissement actuel.

La raffinerie des Flandres, qui totalise 13% des capacités françaises de raffinage de Total, est fermée depuis le 15 septembre en raison de marges de raffinage insuffisantes et de débouchés jugés trop faibles.

A Dunkerque, les salariés, qui sont en grève depuis la mi-janvier, ont menacé de prendre possession du site si la direction de Total ne redémarrait pas l'activité sur place d'ici le 15 février.

"Demain à partir de 6 heures du matin, on va durcir le mouvement (...), nous allons occuper les lieux et les locaux de la direction", a dit à Reuters un représentant de Sud Chimie.

Total a précisé que lors de la réunion du 29 mars seront abordés l'évolution de la situation de tous les sites de raffinage en France et le "projet d'évolution de l'établissement des Flandres", y compris les mesures sociales d'accompagnement et la fixation d'un calendrier.

Total exploite 13 raffineries en Europe, dont six en France.

Le groupe a prévu de réduire sa capacité de production de raffinage de 500.000 barils par jour entre 2007 et 2011.

Si Total décidait de fermer Dunkerque, le groupe aurait encore besoin de réduire, selon les estimations de Reuters, entre 150.000 et 170.000 barils par jour de capacité de production pour atteindre son objectif.

---

## **Des appelés exposés volontairement aux radiations des essais nucléaires au Sahara, selon un rapport. (17.02)**

### **AP - 16.02**

Des appelés du contingent ont été volontairement exposés aux radiations lors d'essais nucléaires dans les années 60 dans le Sahara algérien pour en étudier les effets sur l'homme, selon un rapport militaire "confidentiel défense", un nouvel élément qui pourrait modifier les conditions d'indemnisation des victimes de ces essais. Le ministre de la Défense Hervé Morin a affiché une volonté de "transparence", niant que des soldats aient été délibérément utilisés comme cobayes.

Une loi d'indemnisation a été votée en décembre dernier, mais "à partir d'éléments fournis par le ministère de la Défense qui sont erronés. Il est dit que les militaires ont été protégés alors qu'on les a volontairement exposés. C'est un renversement des données objectives du problème", a souligné à l'Associated Press Me Jean-Paul Teissonnière, avocat de l'Associations des vétérans des essais nucléaires (AVEN) en Polynésie et en Algérie. Pour lui, il faut profiter de la publication prochaine du décret d'application pour prendre compte ces nouvelles informations.

Ce rapport "confidentiel défense" rédigé en 1998 sur les essais nucléaires réalisés entre 1960 et 1966, dont "Le Parisien/Aujourd'hui en France" publie des extraits mardi, note que "l'expérimentation 'Gerboise verte' (tir effectué le 25 avril 1961) devait permettre d'étudier les effets physiologiques et psychologiques produits sur l'homme par l'arme atomique, afin d'obtenir les éléments nécessaires à la préparation physique et à la formation morale du combattant moderne".

Les appelés du contingent ont effectué des "manoeuvres d'ambiance nucléaires" et, notamment pour les essais souterrains, "l'autorité responsable peut autoriser les travailleurs à ne pas porter le masque", prenant ainsi la responsabilité de "leur faire inhaler en un jour, à titre exceptionnel, ce qui est normalement autorisé en trois mois". Et les militaires peuvent "autoriser un court séjour sans précaution spéciale, même en zone interdite".

Pour Me Teissonnière, "il y a eu des fausses informations du ministère de la Défense et cela change beaucoup de choses car le texte (de loi) n'est plus adapté". Ce rapport est "un élément supplémentaire. Le ministère de la Défense nous cache des choses".

Hervé Morin a assuré que ce document, "publié par le ministère de la Défense en janvier 2007", est "une belle fiche de la DICOD dans laquelle on dit que ces exercices ont été menés avec une centaine de militaires et que les participants ont reçu un certain nombre de dosages, de radiations". "Honnêtement, pas grand-chose de nouveau", selon lui.

Mais "on n'a pas mis les vies des hommes en jeu dans la mesure où on a pris des mesures de protection, on a équipé ce personnel, mais il est évident qu'aujourd'hui personne ne procéderait à des essais dans des conditions pareilles", a-t-il affirmé lors d'un point presse. "Il faut cesser d'analyser les faits de l'Histoire avec sa vision de 2010. Il faut probablement constater qu'il y a eu des erreurs de commises, sur au moins les conséquences qu'on aurait dû en tirer".

"Et cette conséquence, c'est ce que nous avons fait sur l'indemnisation des victimes", a rappelé le ministre de la Défense. Le "comité de suivi

sur la loi d'indemnisation aura éventuellement l'occasion de proposer des solutions pour compléter le dispositif".

Le porte-parole du gouvernement Luc Chatel a ajouté que M. Morin "s'est engagé à rendre publiques les études scientifiques établissant pour les essais atmosphériques une fiche précise sur les caractéristiques de ces essais". "Il y a une volonté de transparence de la part du gouvernement et c'est la première fois que c'est le cas".

Pour Pierre Leroy de l'AVEN, "on savait" qu'avaient été envoyées sur le site "plusieurs troupes (...) pour voir comment (elles allaient) se comporter aux plans physique et psychologique". Le ministre des Armées de l'époque "Pierre Messmer l'avait reconnu pour les appelés", mais "c'est l'occasion d'en parler" face à une "loi qui n'est pas suffisante", a-t-il conclu.

De 1960 à 1996, la France a procédé à 210 essais nucléaires: 17 dans le Sahara algérien, dont quatre atmosphériques, et 193 dans le Pacifique, dont 46 aériens qui ont mobilisé près de 150.000 personnes, militaires ou civils. Au Sahara, quatre essais "ont posé des problèmes de confinement" et en Polynésie, dix "ont donné lieu à des retombées radioactives significatives, sur des zones circonscrites", selon le ministère de la Défense.

---

## **Toyota Onnaing: réduction de la production, chômage partiel et intérimaires non renouvelés. (17.02)**

### **AP - 16.02**

La direction de Toyota Onnaing, près de Valenciennes (Nord), qui assemble notamment la Yaris, a annoncé mardi la réduction de sa production d'ici à juin, la mise en place de mesures de chômage partiel ainsi que le non renouvellement de 350 contrats intérimaires.

Dans un communiqué, la direction de Toyota justifie cette décision par "un fléchissement des ventes principalement dû à l'arrêt ou la réduction de la prime à la casse en Europe" ainsi que "l'impact des campagnes de rappel" de ses véhicules.

D'ici le mois de juin, la cadence de production passera de 1.002 à 837 véhicules par jour. La baisse d'activité se traduira également par quatre jours de chômage partiel du mardi 6 au vendredi 9 avril inclus et par une journée d'arrêt de production le lundi 31 mai.

D'autres arrêts de production avec maintien de salariés sur le site seront programmés entre début mars et fin avril. Le communiqué précise que "350 contrats intérimaires arriveront à leur terme, en raison de ce changement de cadence".

Le site Toyota Onnaing emploie actuellement 3.676 personnes dont 608 intérimaires. Dans son communiqué, la direction affirme que ces mesures "marquent la volonté forte de Toyota Motor Manufacturing France de maintenir l'emploi en CDI et de perturber le moins possible la vie personnelle des salariés face à la fluctuation de son activité".

Un point de vue que ne partage pas Eric Pecqueur, délégué syndical CGT: "On jette au chômage des centaines d'intérimaires, je trouve cela scandaleux. Ces mesures sont injustifiées. Elles ne servent qu'à augmenter la part des bénéfices des actionnaires. Certes, il n'y a pas de licenciement de CDI annoncés mais nous allons être vigilants. Il va falloir qu'on se défende car tout le monde se demande si la direction ne nous prépare pas un mauvais coup", a-t-il déclaré.

---

## **Un calcul cynique pour un consensus sordide. (17.02)**

### **Libération.fr - 16.02**

A l'Assemblée nationale, tous les députés présents, de gauche comme de droite, ont approuvé hier la création de l'allocation d'accompagnement à la fin de vie, alors que cette proposition émanait déjà de tous les groupes politiques.

De quoi s'agit-il au juste ?

C'est une allocation destinée aux personnes qui souhaitent accompagner un proche en fin de vie. A hauteur de 49 euros par jour, cette allocation sera versée pendant 21 jours maximum lorsque l'on interrompt son activité professionnelle pour accompagner à domicile une personne en phase avancée ou terminale d'une affection incurable. Si le proche meurt au cours des trois semaines, l'allocation cesse d'être versée le jour suivant le décès.

Cette loi pose plusieurs questions.

Quel médecin peut établir avec certitude le diagnostic qu'une personne va mourir dans un délai de trois semaines ? Et si la personne qui a été sortie du circuit hospitalier ne veut pas mourir au bout de 21 jours, vous en faites quoi ?

Elle vous reste sur les bras ou vous lui donnez discrètement un petit coup de main pour qu'elle trépasse enfin, personne ne vous en voudra et vous serez couvert, son médecin n'avait-il pas diagnostiqué une fin éminente, c'est bien la raison pour laquelle vous l'aviez rapatriée chez vous, non ?

Autre hypothèse, vous la gardez à la maison en attendant qu'elle se décide enfin à mourir dans le cadre de votre congé de solidarité familiale qui peut être d'une durée de trois mois, renouvelable une fois, notez bien, non rémunéré, mais si vous n'avez pas les moyens de vous passer de votre salaire pendant des mois, vous en faites quoi de cette parente sur laquelle il faut veiller jour et nuit ? Vous êtes bien obligé de la renvoyer d'où elle vient, à l'hôpital ou une maison de santé médicalisée.

Alors quel est le fin mot de cette loi présentée comme une "amélioration" de la qualité de la fin de vie (Bachelot), une "avancée" selon l'ensemble des partis politiques présents à l'Assemblée nationale ? Un calcul sordide.

Selon le gouvernement, cette mesure devrait concerner 20.000 personnes par an, pour un coût d'environ 20 millions d'euros. Mais elle devrait permettre une baisse des arrêts de travail plus ou moins justifiés nous dit-on, auxquels il faut additionner le coût de la prise en charge en milieu hospitalier ou médicalisé d'une personne en fin de vie qui est parmi les plus élevés, la libération d'un lit plus tôt que prévu.

Si cela concerne 20.000 personnes pour reprendre le chiffre du gouvernement, multiplions ce chiffre par les 21 jours (minimum) que cette personne passera dans sa famille au lieu de les passer à l'hôpital, on arrive à 420.000 journées d'hospitalisation en moins, divisons ce chiffre par 365 jours pour trouver le nombre de lits ainsi libérés et qui pourront être éventuellement supprimés, on arrive à 1.150 lits.

Personnellement je condamne l'acharnement thérapeutique car j'estime que lorsque nous ne disposons plus des capacités pour nous déplacer ou penser, c'est que l'heure a sonné de mettre fin à cette expérience que l'on appelle la vie. Cependant je conçois que tout le monde ne soit pas du même avis et que des personnes souhaitent vivre jusqu'à leur dernier souffle biologique, dans ce cas, ce n'est pas à domicile mais bien à l'hôpital ou en milieu médicalisé qu'elles disposeront uniquement des moyens et du personnel qualifiée permettant de satisfaire leur aspiration à survivre le plus longtemps possible. Ainsi, pousser les gens à quitter l'hôpital sur la base d'un calcul mesquin, que dis-je, cynique, bafoue leur dernière volonté pour une simple question d'économie.

Jean Leonetti, député UMP et co-auteur de la proposition de la loi a joué sur le registre des émotions sans pouvoir totalement camoufler les intentions du gouvernement qui depuis des mois martèlent que les personnes âgées et particulièrement les personnes dépendantes coûtaient trop chères à la société, à la Sécu, lorsqu'il a déclaré que dans cette société «la mort est souvent niée, escamotée, masquée, surmédicalisée», le dernier mot renvoyant aux intentions réelles du gouvernement qui sont de diminuer les dépenses de santé en France, par n'importe quel moyen comme on le voit ici.

A l'opposé, l'Association pour le droit à mourir dans la dignité (ADMD), qui compte saisir la Haute autorité de lutte contre les discriminations (Halde) pour demander l'extension de l'allocation d'accompagnement à la fin de vie aux accompagnants à l'hôpital. Pour cette association, ce vote rompt l'égalité entre les citoyens, «en créant deux catégories d'accompagnants : les 'bons' à domicile et les 'mauvais' à l'hôpital».

Après les bons et les mauvais chômeurs qui cherchent ou non du travail et en ont marre de travailler pour un salaire de misère ou les bons et les mauvais jeunes qui portent une casquette à l'endroit ou à l'envers, voilà venu le temps des bons et des mauvais endroits pour mourir, le bon serait à domicile et le mauvais à l'hôpital.

La morale insupportable des représentants du capitalisme telle qu'elle est, tous partis présents à l'Assemblée nationale confondus. (UMP, Nouveau Centre, MoDem, PR, PS, MRC, PRG, Verts, PCF et PG)

---

## **Retraite à 60 ans : l'appel du NPA aux partis de gauche ne fait pas recette. (17.02)**

### **Libération.fr - 16.02**

Olivier Besancenot avait proposé à tous les leaders de gauche, de Martine Aubry (PS) à Arlette Laguiller (LO), «une réunion unitaire» sur les retraites. Si Jean-Luc Mélenchon (PG) n'y voit «pas d'objection», le PS a décliné l'invitation.

C'est au mieux un «pourquoi pas?», au pire un «pour quoi faire?». Alors qu'Olivier Besancenot lançait, dimanche sur Europe 1, aux autres formations de gauche un «voyons-nous vite» pour faire front commun sur la retraite à 60 ans, la proposition du NPA n'a pas déchaîné l'enthousiasme. Les motifs de réserve ne manquent pas: souci de ne pas interférer avec l'agenda syndical, de ne pas se positionner uniquement «contre», divergences de fond. Le tout en pleine bataille des régionales, où la gauche part en ordre dispersé au premier tour.

Le courrier du parti anticapitaliste a été envoyé, lundi, aux partis, «d'Arlette Laguiller (LO) à Martine Aubry (PS)» et le rendez-vous fixé, jeudi soir au siège parisien du NPA. Le sommet social de lundi à l'Élysée, qui a réuni exécutif et partenaires sociaux, fournirait un argument de plus pour convoquer cette réunion de la gauche politique, selon le NPA. Qui y voit «la confirmation que de nouvelles attaques seraient portées contre le système des retraites». «Le temps est à l'action syndicale»

De là à faire cause commune? Prématuré, a tranché hier le porte-parole du PS Benoît Hamon, qui refuse de griller la politesse aux partenaires sociaux. Pour l'heure, «le temps est à la mobilisation sociale et donc à l'action syndicale, temporise Hamon. En temps et en heure, quand se posera la question de l'unité des forces de gauche, nous y répondrons.»

Plutôt partant pour l'invitation «pleine de bon sens» de Besancenot, Jean-Luc Mélenchon met aussi en garde contre une action «entravant le mouvement des syndicats» et compte «venir en appui de leur lutte». «On ne veut pas se substituer à l'intersyndicale mais voir ce que les organisations politiques peuvent faire, répond Sandra Demarck du NPA. Ces points d'appui unitaires sont cruciaux pour le rapport de force et pour soutenir la mobilisation.»

Autre obstacle de taille à ce front unitaire que Besancenot dessine du PS à Lutte ouvrière: l'offre du NPA porte sur «la retraite à 60 ans» et «37,5 annuités de cotisations», relève Hamon, mais ce dernier point «n'est pas la position du parti socialiste». «Il ne faut pas être juste dans le défensif»

Une divergence qui n'a pas échappé à la porte-parole de LO, Nathalie Arthaud. Elle tablait par avance sur le refus des socialistes d'être de ce front. Rappelant la petite phrase de la première secrétaire du PS - on «va très certainement aller vers 61 ou 62 ans», avait-elle lâché avant de rectifier le tir -, Arthaud ne voit «pas comment Martine Aubry pourrait représenter ce combat-là». «Cette idée de collectif, je ne la comprends pas bien», doute-t-elle.

Dès dimanche, l'appel de Besancenot avait laissé la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot, sur sa faim. Une «réunion, pour quoi faire ? Il faut qu'on propose quelque chose, ne pas être juste dans le défensif», lançait-elle sur BFM-TV, tout en assurant n'avoir «pas de problème sur la question de ne pas reculer sur l'âge légal de départ à la retraite». Mais se borner à s'opposer est un peu court, objecte Duflot: le «problème n'est pas de discuter, il faut travailler sur des solutions». «L'urgent n'est pas de taper sur le NPA»

«Disponible pour résister, agir et proposer», le PCF pose la même condition: «pas question de camper sur la seule position de résistance». La démarche, à l'inverse, ne gêne pas Eric Coquerel, chargé des relations extérieures au PG: «C'est possible de s'unir pour dire notre désaccord à la proposition gouvernementale. On a déjà dit non aux réformes de droite sans être sûrs avant d'être d'accord sur tout le contenu positif.» Et «on ne se réunit pas que sur les positions du NPA, plaide Demarck. On peut parler d'autres alternatives.»

Reste qu'à un mois des régionales, les partis de gauche, dont les listes, pour la plupart, se concurrencent sur le terrain, ne sont pas enclins, parallèlement, à s'afficher ensemble. Ce que ne pouvait pas ignorer Besancenot, tête de liste en Ile-de-France. Sandra Demarck récuse toute «posture» et pointe la nécessité de «faire un autre choix de société». Mais, façon de se poser en parangon de l'unité, renvoie au reste de la gauche la responsabilité de la division: «on veut nous mettre dans un carcan mais l'urgent n'est pas de taper sur le NPA.»

---

## **Helio-Corbeil : les salariés libèrent leurs dirigeants. (18.02)**

**lefigaro.fr et AFP - 17.02**

Les deux dirigeants de l'imprimerie Hélio-Corbeil de Corbeil-Essonnes (Essonnes) et le consultant extérieur, retenus par les salariés depuis mercredi matin, ont été libérés mercredi vers 17H15, après qu'une réunion tripartite a été fixée, a-t-on appris auprès de la CGT.

«Nous avons obtenu une réunion tripartite avec la Socpresse, représentée par Jean-Pierre Bechter (administrateur et maire UMP de Corbeil-Essonnes), Francis Morel pour Le Figaro (directeur général du groupe), et les actionnaires de Circle-Printers avec Yvan Lesniak (président de Circle-Printers France, propriétaires du site)», a indiqué à l'AFP Marc Roumejon, secrétaire général de la CGT 91. La réunion aura lieu lundi matin, dans les locaux d'un cabinet de consultants, à Paris.

«Lors de cette réunion, nous exigerons un moratoire du plan de licenciements pendant la période de négociations qui démarre lundi, le maintien de la charge de travail à Hélio-Corbeil et un plan de charge à long terme pour sortir de cette situation financière dans laquelle nous ont mis les éditeurs et les imprimeurs», a ajouté Marc Roumejon.

Mercredi matin, à l'issue d'un comité d'entreprise extraordinaire pendant lequel un plan de licenciements de 55 personnes avait été annoncé, deux dirigeants de l'entreprise et un consultant extérieur avaient été retenus par les salariés exigeant une réunion tripartite qu'ils ont obtenue.

---

## **Les salariés des raffineries de Total votent la grève illimitée. (19.02)**

**Reuters - 18.02**

Les salariés des raffineries de Total en France ont durci leur mouvement de grève en votant un arrêt de travail d'une durée illimitée, a annoncé jeudi la CGT.



Le syndicat a précisé, dans un communiqué, que toutes les raffineries, qui fonctionnaient au débit minimum depuis mercredi, seraient arrêtées.

Initialement prévu pour une durée de 48 heures, un mouvement de grève national a débuté mercredi dans les six raffineries que le groupe pétrolier exploite en France, en solidarité avec les salariés de la raffinerie de Dunkerque (Nord), menacée de fermeture.

"Nous allons aller jusqu'à la pénurie de carburant", a déclaré un représentant national de la CGT.

Aucun arrivage de pétrole brut, ni d'expédition de produits pétroliers ne rentre ou ne sort des raffineries depuis deux jours, que ce soient par oléoducs, trains, camions, voie maritime ou fluviale.

La grève, qui touche aussi six dépôts de produits pétroliers, n'a toutefois pas d'impact significatif sur l'approvisionnement des clients, a dit un porte-parole de Total.

L'Union française des industries pétrolières a déclaré, de même, que la grève n'avait pas d'impact sur l'approvisionnement des stations-service et que le nombre important de dépôts en France permettait de faire face à la situation.

Total détient en propre, ou a des participations dans 31 dépôts servant à stocker carburants et fioul domestique et à approvisionner les stations-service.

Selon la CGT, 15 dépôts de produits pétroliers étaient en grève jeudi. "Total approvisionne 53% du marché hydrocarbure en France. Si on coupe les vannes, les stations autoroutières vont se retrouver asséchées au bout de deux jours", a dit à Reuters un syndicaliste de la CGT.

Selon lui, les régions qui seront touchées en premier sont celles éloignées des zones fortement industrialisées

#### CLÉ DES NÉGOCIATIONS: L'AVANCEMENT DU CCE

Les salariés de la raffinerie des Flandres, près de Dunkerque, sont en grève depuis plus d'un mois. Ils craignent la fermeture du site, à l'arrêt depuis le 15 septembre dernier.

Une centaine d'entre eux occupent depuis mardi le siège administratif de la raffinerie après avoir lancé un ultimatum demandant la reprise des activités avant le 15 février.

Une vingtaine de personnes ont dormi sur place, a dit un représentant de Sud Chimie.

La raffinerie des Flandres représente 13% des capacités françaises de raffinage de Total. La direction du groupe juge ses marges insuffisantes et ses débouchés trop faibles.

Total a fait savoir mardi que le projet industriel pour le site de Dunkerque, qui emploie 620 personnes, serait dévoilé lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire (CCE) le 29 mars. Les syndicats voudraient être fixés sur leur sort avant cette date.

La fermeture de la raffinerie de Dunkerque entraînerait environ 600 suppressions de postes, selon les syndicats. Total assure qu'aucun emploi ne sera supprimé.

Le gouvernement exerce une forte pression sur la direction du groupe, exigeant des solutions en cas de fermeture. Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a réaffirmé mardi que l'emploi salarié serait garanti sur le site.

---

### **La direction de Philips rouvre l'accès du site de Dreux à ses salariés. (19.02)**

#### **AP - 18.02**

La direction de Philips France, reçue jeudi après-midi par le ministre de l'Industrie Christian Estrosi, a annoncé en début de soirée qu'elle allait rouvrir l'accès de l'usine de Dreux (Eure-et-Loir) à ses salariés, ainsi qu'ils le souhaitaient.

"Nous confirmons que, bien que la production de téléviseurs se soit arrêtée le 12 février dernier, chaque salarié qui le souhaite peut accéder au site pendant la journée", indique Joël Karecki, le président de Philips France, dans un communiqué.

Jean Arrar, délégué syndical FO chez Philips, a confirmé à l'Associated Press avoir été informé de cette décision par un coup de téléphone

venant du ministère de l'Industrie. Il a assuré que les salariés se rendraient sur place dès vendredi matin.

M. Estrosi a reçu successivement jeudi les syndicats de salariés et la direction de Philips pour discuter de la situation du site de Dreux fermé depuis lundi.

"Nous avons confirmé à (M. Estrosi), sans attendre la décision du tribunal à laquelle nous nous conformerons naturellement, notre engagement à recevoir les partenaires sociaux dans les meilleurs délais pour une nouvelle réunion de négociation", affirme également le dirigeant de Philips dans le même document en disant aussi comprendre le "malaise" provoqué par l'envoi d'un courrier "proposant des emplois en Hongrie", mais qui répond effectivement "à une obligation légale".

Philips a prévu un "plan incluant notamment 24 mois d'indemnités de licenciement, 12 mois de congés reclassement, des formations adaptées, le tout représentant un montant d'environ 100.000 euros par salarié", rappelle encore le président de Philips France.

Les quelques 212 salariés de l'usine Philips avaient trouvé porte close lundi, après que leur direction eut annoncé la fermeture du site le week-end précédent. Cette fermeture ayant été annoncée sans l'avis des membres du CE, les syndicats ont saisi le tribunal des référés de Chartres, qui doit rendre sa décision en délibéré vendredi après-midi.

---

## **EDF annonce une revalorisation salariale de 4,4%. (19.02)**

### **Reuters - 18.02**

EDF a annoncé la signature d'un accord de revalorisation salariale de 4,4% en 2010 pour les employés de sa principale entité française.

L'accord, signé par quatre syndicats (CFDT, CFE-CGC, CGT et CFTC), "témoigne de (la) volonté (d'EDF) de relancer le dialogue social", dit un communiqué de l'entreprise.

Selon EDF, cette hausse se décompose en trois parts: 3,05% au titre de ce qui relève de la négociation actuelle (1,2% pour les augmentations générales, 1,85% pour les augmentations individuelles), 0,9% en application de diverses dispositions telles que l'ancienneté ou la réforme du régime spécial des retraites et 0,45% résultant de l'impact des promotions et de la mobilité.

Cette hausse des salaires chez EDF intervient alors que le groupe milite pour une répercussion de la hausse de ses coûts dans ses tarifs de vente.

Elle devrait, selon les analystes, lui garantir un climat social apaisé alors qu'il cherche à améliorer ses performances en France, plombées par des grèves en 2009.

Elle est plus favorable que celles accordées depuis le début de l'année chez d'autres grandes entreprises du CAC 40.

L'accord concerne les 60.000 employés d'EDF SA France, qui gère notamment les centrales nucléaires de l'électricien.

"Cet accord va permettre à EDF de faire face au défi que représente le très fort renouvellement des générations: en France, 50% des effectifs vont partir en retraite en moins de 10 ans, dont 40% des effectifs dans les 5 ans pour les seules activités nucléaires", souligne l'entreprise.

EDF a vu l'an passé sa production nucléaire reculer en France en raison de grèves et d'arrêts de réacteurs non programmés. Un projet de réforme censé développer la concurrence en France prévoit qu'EDF cède à ses rivaux de l'électricité d'origine nucléaire à prix coûtant.

---

## **François Hollande répond favorablement aux avances de Daniel Cohn-Bendit. (19.02)**

### **20minutes - 18.02**

François Hollande, ex-numéro un socialiste, candidat déclaré pour 2012, dit «chiche» à la proposition de Daniel Cohn-Bendit (Europe-Ecologie) d'une candidature commune à la présidentielle assortie d'un accord aux législatives.

«A l'évidence, les Verts sont devenus le principal partenaire du PS», affirme le député de Corrèze dans une interview à Paris Match à paraître jeudi, en allusion au score de quelque 12% d'intentions de vote attribué aux listes Europe Ecologie aux régionales.

Une proposition «intéressante»

Selon lui, «la proposition de Daniel Cohn-Bendit de ne pas présenter de candidat à la présidentielle contre un accord pour les législatives est intéressante. Le PS doit la prendre au sérieux».

«Moi, je suis prêt à rentrer dans cette logique qui repose sur un accord de gouvernement, une candidature commune à l'élection présidentielle et un partage des circonscriptions. Je dis "chiche" à Daniel Cohn-Bendit».

Les avances de Daniel Cohn-Bendit

Fin janvier, le chef de file d'Europe Ecologie avait proposé de soutenir le candidat PS à la présidentielle, à condition que les écologistes obtiennent du PS un minimum de 50 circonscriptions aux législatives.

---

## **Professions libérales : plus de 6000 euros de revenu mensuel. (19.02)**

**lefigaro.fr - 18.02**

Les 173.000 professions libérales (hors médecins) ont gagné en moyenne 74.800 euros en 2007, selon l'Insee. Les femmes en revanche, y sont en moyenne payées 44% de moins que les hommes.

Avocats, experts-comptables, architectes... Les 173.000 professions libérales (hors médecins, qui sont presque deux fois plus nombreux) ont gagné en moyenne 74.800 euros en 2007, selon l'Insee. Il s'agit là de leur « revenu d'activité » (à titre de comparaison, précise l'Institut, cette notion se situe entre le revenu net et le revenu brut d'un salarié). Cette somme est supérieure au revenu d'activité des autres indépendants (commerçants, artisans...), qui atteint 31.000 euros par an, ou des cadres du privé (46.000 euros). L'Insee note que les professions libérales sont souvent très qualifiées, et que l'installation y est tardive, souvent après une période de salariat; la moyenne d'âge y est de 46 ans contre 42 pour les cadres du privé. Enfin, 8,5% des professions libérales déclarent un revenu nul, souvent dans les mois qui suivent leur installation.

Dans le détail, le droit est le domaine le plus lucratif : les huissiers atteignent 100.000 euros de revenu libéral annuel et les notaires 230000. Les avocats se « contentent » de 61.000 euros (70.000 en région parisienne, où se concentrent les avocats d'affaires). C'est aussi le domaine le plus féminisé parmi les professions libérales, avec 44% de femmes (et même 54% chez les moins de 45 ans).

Le revenu libéral atteint en moyenne 67.700 euros dans la finance (courtiers en assurance, gestionnaires de portefeuille...), où le niveau de diplôme est «très hétérogène», et 51.200 euros dans le domaine «conseil et cadre de vie» (38.300 dans le conseil informatique, 52.600 chez les architectes, 67.400 pour les géomètres ou encore 74.500 pour les comptables). Ces derniers métiers restent aussi les plus masculins.

Les écarts de rémunération entre homme et femmes sont particulièrement marqués parmi les professions libérales. Si en moyenne, le revenu des hommes est supérieur de 44% à celui des femmes, cet écart atteint 117% dans le domaine du droit ! A leurs débuts, les femmes travaillant dans le droit sont déjà payées 77% de moins que leurs pairs masculins. Et cette différence ne fait que se creuser avec le temps et l'expérience. Si l'écart est moindre dans d'autres professions libérales, il atteint cependant 47% en moyenne dans le conseil, et 82% dans la finance.

Au total, l'ancienneté permet à un homme de multiplier son salaire par 2,3 en 25 ans, contre 1,7 seulement pour les femmes. Une différence que l'Insee impute essentiellement à la durée de travail des femmes, moins conséquente que celle des hommes.

---

## **Plusieurs milliers d'enseignants et de lycéens d'Ile-de-France ont manifesté à Paris. (19.02)**

**20minutes - 18.02**

Plusieurs milliers d'enseignants et de lycéens d'Ile-de-France ont défilé à Paris ce jeudi pour protester contre la dégradation des conditions de travail et demander le retrait de la réforme des lycées, après une première manifestation mardi.

Les manifestants, qui étaient 1.500 selon la police et 5.000 selon les organisateurs, sont partis peu après 14h du métro Luxembourg (5e arrondissement) en direction du ministère de l'Education nationale (VIIe arr) derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire «Halte à la casse de l'école et des services publics, retrait des réformes Chatel-Sarkozy».

Dans les établissements représentés figuraient des collèges ou lycées d'Aubervilliers, La Courneuve, Saint-Denis, Bondy, Aulnay, Sevran, Epinay, Dugny (Seine-Saint-Denis), de Paris (11 et 12e arrondissements) et du Val-de-Marne (Nogent-sur-Marne, Vitry-sur-Seine).

«On veut des personnels»

«Il faut définitivement entendre ce que disent les enseignants mais aussi les parents et les élèves sur le malaise qui persiste: les suppressions de postes et les différentes réformes ne permettent plus de travailler dans des conditions correctes», a déclaré dans le cortège Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU (première fédération de l'Education).

«On veut des personnels. Dans des établissements de la banlieue parisienne, la situation est si dégradée qu'il n'est plus possible de travailler et qu'il y a un sentiment d'abandon, mais on aurait tort de croire que cela est circonscrit à la région parisienne», a-t-elle ajouté.

#### Multiplication des actes de violence

Depuis janvier, plusieurs lycées et collèges sont en grève dans l'académie de Créteil - regroupant trois départements (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Seine-et-Marne) - qui est à la fois l'une des plus importantes de France en nombre d'élèves (850.000) et l'une des plus défavorisées.

Les actes de violence se sont multipliés ces dernières semaines dans l'académie. Le lycée de Thiais, où les cours ont cessé mardi après l'agression d'un élève, était bloqué mercredi par une centaine de lycéens tandis que les enseignants s'étaient réunis et avaient décidé de prolonger leur droit de retrait, avaient indiqué à 20minutes.fr Marianne Boucheret, professeur du lycée. Ils attendent des «réponses claires» du ministre de l'Education Luc Chatel, tandis que dans le cadre de l'enquête, 3 suspects ont été arrêtés.

Les enseignants du lycée Adolphe-Chérioux de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), qui avaient cessé les cours le 3 février après l'agression d'un élève, ont décidé mardi de «suspendre» leur droit de retrait et de reprendre le travail mercredi, ont-ils annoncé dans un communiqué.

---

### **Plus de 60.000 emplois seraient menacés dans le secteur automobile en 2010-2011. (19.02)**

#### **lefigaro.fr - 16.02**

En 2009 près de 10 000 postes ont été supprimés en France chez les constructeurs automobiles, environ 35 000 chez les fournisseurs et les sous-traitants (selon le rapport sur la filière commandé par le ministre de l'Industrie), et 9 000 autres dans les réseaux de concessionnaires et les garages. Au total, près de 54 000 emplois ont disparu en un an.

La production des constructeurs français dans l'Hexagone a baissé de 15,3 % l'an passé. Seules 1,5 million de voitures y ont été fabriquées, soit deux fois moins qu'en 1999.

En raison de l'arrêt des primes à la casse, les professionnels prévoient une baisse des marchés européens d'environ 10 % cette année. Selon Yann Lacroix, responsable des études chez Euler Hermes, les usines automobiles, «qui ne tournaient qu'à 65 % de leurs capacités en janvier dans l'Hexagone, devraient réduire leur activité à partir du printemps», lorsque les derniers véhicules commandés fin 2009, avant la baisse de prime à la casse, auront été assemblés.

Euler Hermes prévoit de 10 000 à 15 000 emplois en moins en 2010. Mais c'est à présent chez les petits sous-traitants, qui, souvent faute de moyens financiers, avaient différé les réductions d'effectifs, que la casse devrait être la plus importante. 40 000 à 50 000 emplois sont menacés dans le secteur des équipementiers en 2010 et 2011, principalement chez les sous-traitants, selon le rapport sur la filière remis à Christian Estrosi.

#### **Commentaire.**

Devant l'impasse du combat contre les licenciements, ne serait-ils pas temps de dire la vérité aux travailleurs, de leur expliquer que la pérennité de leurs emplois est devenue incompatible avec l'existence du capitalisme, que c'est à eux de prendre les commandes de l'économie et que pour y parvenir ils doivent renverser le pouvoir politique en place, chasser Sarkozy et abolir les institutions de la Ve République qui sont au service du capitalisme. Existe-t-il une autre alternative politique ?

Si les travailleurs sont incapables de se saisir de ce discours, c'est parce qu'ils n'ont pas encore pris conscience de la faillite du capitalisme qui se manifeste à travers la crise d'une ampleur exceptionnelle qu'il traverse actuellement, de ce fait ils sont incapables de relier ce constat à l'idée qu'une issue politique qui leur serait favorable est possible, finalement ils sont réduits à l'impuissance.

Ce que nous militants nous apercevons clairement, c'est que le développement de la crise du capitalisme implique qu'il sera dorénavant impossible de mettre en oeuvre notre programme transitoire correspondant à la satisfaction de nos revendications et aspirations élémentaires sans appliquer immédiatement le programme de la révolution socialiste dont la pierre angulaire repose sur la remise en cause des fondements du capitalisme, l'expropriation des capitalistes sans indemnités et la prise du pouvoir politique par les travailleurs.

Chaque revendication, chaque difficulté rencontrée par les travailleurs dans leur vie quotidienne va poser avec de plus en plus d'acuité la question du pouvoir dans les mois à venir. Ne pas la poser serait criminel. Quand on prétend être l'avant-garde organisé du prolétariat, il en

va de notre devoir de ne pas attendre que cette question se pose directement pour lui soumettre et construire le parti dans cette perspective politique, car alors il sera trop tard.

Le combat pour interdire les licenciements passe par le combat pour chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République, seul un gouvernement et un Etat ouvrier pourront réellement prendre cette mesure, voilà ce qu'il faut faire rentrer dans la tête des travailleurs et qu'il n'existe pas d'autre alternative : le capitalisme avec son lot de misères et de souffrances ou le socialisme émancipateur, libérateur du joug des banquiers et exploiters en tous genres. Un tout autre discours, une tout autre ligne politique ne peut conduire qu'à alimenter des illusions dans la tête des travailleurs dans le capitalisme et les institutions.

A chacun ses responsabilités.

---

## **Comment Sarkozy a rempli les coffres des banquiers et des assureurs. Provocation. (19.02)**

### **Reuters, JDF - 17 et 18.02**

1- La Société générale a indiqué jeudi à l'occasion de la publication de ses résultats annuels qu'elle allait verser cette année une enveloppe globale de 250 millions d'euros à ses 2.600 traders au titre de l'exercice 2009, soit une prime moyenne de quelque 96.000 euros.

2- BNP Paribas prévoit quant à elle de verser 500 millions d'euros de primes à ses 4.000 opérateurs de marché, soit un bonus moyen de 125.000 euros. (Reuters 17.02)

3- Selon les résultats publiés ce jeudi, Axa a multiplié par quatre son bénéfice net en 2009, le portant à 3,6 milliards d'euros. En 2008, il s'était établi à 900 millions d'euros.

Le dividende que le groupe se propose de verser à ses actionnaires au titre de l'exercice 2009 s'élève à 55 centimes par action, soit une progression de 38% par rapport au dividende versé l'an dernier. (JDF 18.02)

4- La ministre de l'Economie a déclaré sur France Inter que BNP Paribas était "un bon élève qui devrait servir d'exemple".

Le ministre du Budget, sur Radio Classique, a déclaré "Je suis content que les établissements financiers recommencent à gagner de l'argent, tant qu'ils prêtent à l'économie". (Reuters 17.02)

### **Commentaire.**

L'Etat capitaliste, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, le gouvernement des banquiers, des capitalistes, la réaction sur toute la ligne, qui ne le sait pas, qui en doute encore ?

Quel parti ose lui opposer un Etat ouvrier, un gouvernement des travailleurs, un gouvernement ouvrier révolutionnaire ? Aucun !

Quel parti ose avancer pour y parvenir la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement ultra réactionnaire, d'abolir la constitution et les institutions de la Ve République ? Aucun !

Face au capitalisme à la dérive, quel parti ose lui opposer le socialisme ? Aucun

Bref, la réaction a le champ libre, elle en profite, normal quoi !

D'un côté les banquiers et les capitalistes engrangent des milliards d'euros, le gouvernement et le Medef s'en félicitent ouvertement et les encouragent à continuer, ce qui est dans l'ordre des choses.

D'un autre côté, on nous explique que la société ne peut plus s'offrir le luxe de satisfaire un tas de droits devenus obsolètes, indécents, grotesques en période de crise du capitalisme, pas ceux des banquiers évidemment : le droit à la santé coûte trop cher, le droit à la retraite est une revendication de fainéants, le droit au logement est une prétention de nantis qui rêvent d'un confort royal, le droit aux études ou à la connaissance est parfaitement inutile à l'heure d'Internet, le droit au travail est un fantasme d'éternels frustrés qui devraient s'estimer heureux de bosser au noir sans payer d'impôts ou de cotisations sociales, pour finir, le droit à vivre dignement relève littéralement du délire de persécution, vous oubliez que vous vivez dans le cinquième pays le plus riche de la planète entouré de tant de misère, vous n'avez pas honte ?

De deux choses l'une :

- Soit on accepte de s'asseoir sur nos droits les plus élémentaires et la formidable régression sociale entamée au cours des deux dernières décennies va se poursuivre jusqu'à nous rendre la vie infernale et nous réduire en esclavage. Ce qui signifie qu'on accepte que nos droits ne soient plus l'expression de nos besoins et aspirations légitimes mais qu'ils doivent être dictés par la marche à l'abîme du régime capitaliste à laquelle on se soumet comme des esclaves.

- Soit on refuse de voir nos droits légitimes bafoués, on redresse la tête, on refuse de plier sous le joug de ce qu'on nous présente comme une fatalité, on décide de refuser dorénavant le moindre sacrifice supplémentaire. Ce qui signifie qu'on se dresse pour combattre le régime en place dans la perspective de le renverser puisqu'il est incompatible avec la satisfaction de nos besoins et aspirations légitimes, que l'on refuse à quiconque de dicter nos droits à notre place, et qu'au lieu de se soumettre aux fourches Caudines du capitalisme, on rejoint les rangs des combattants pour le socialisme émancipateur de l'exploitation et de l'oppression, la seule alternative économique et politique cohérente et possible au capitalisme.

---

## **Le plan social de Philips à Dreux suspendu en référé. (20.02)**

### **Reuters - 19.02**

Le tribunal de Chartres a ordonné la suspension du plan social de l'usine Philips de Dreux (Eure-et-Loir) et ordonné le libre accès au site des membres du comité d'entreprise, a-t-on appris de source judiciaire.

L'entreprise devra verser 25.000 euros d'astreinte par jour de retard, a-t-on précisé de même source.

Les juges avaient été saisis d'un recours en référé par les salariés du site de fabrication de téléviseurs à écran plasma, qui contestent les conditions de la fermeture.

Ils avaient été invités samedi par un courrier recommandé à ne pas reprendre le chemin du travail lundi, une procédure qu'ils jugent illégale.

Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a promis jeudi de tout faire pour garantir un emploi aux 212 salariés que le groupe d'électronique veut fermer.

Après une réunion jeudi avec des représentants des salariés dans la matinée, puis des dirigeants de Philips il a fixé comme objectif "que l'on puisse garantir à chacun des 212 salariés de Philips à Dreux qu'ils auront un avenir industriel et surtout un emploi garanti sur la base de la revitalisation du bassin d'emploi de Dreux".

Le président de Philips France, Joël Karecki, a maintenu vendredi qu'il n'y aurait plus d'emplois Philips à Dreux prochainement.

---

## **Le mouvement de grève 'suspendu' dans les enseignes Ikea. (20.02)**

### **Lemonde.fr - 19.02**

Le mouvement de grève à Ikea France est 'suspendu jusqu'à lundi', dans l'attente d'une nouvelle réunion de médiation avec la direction lundi, a indiqué vendredi 19 février la CFDT, tandis que la CGT a appelé les salariés à ne pas baisser la garde.

'Il y a eu une ouverture et de la discussion' lors de la réunion jeudi à la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE), a indiqué Salvatore Rinoldo, délégué syndical central CFDT, sans se prononcer sur les avancées des négociations, invoquant la 'confidentialité' de la médiation.

Olivier Bireaud, de la fédération commerce à la CGT, a appelé de son côté 'l'ensemble des organisations syndicales à rester unies et les salariés à rester mobilisés'. Des assemblées générales seront organisées lundi après-midi avec 'la possibilité de déclencher des débrayages', a-t-il ajouté.

Selon M. Bireaud, la direction d'Ikea a proposé jeudi d'étendre l'augmentation collective de 1 % aux agents de maîtrise et aux cadres, tandis que 'les cinq organisations syndicales' ont fait une contre-proposition de 2 % d'augmentation générale.

Une nouvelle réunion de conciliation est prévue lundi après-midi entre la direction d'Ikea France et les syndicats à la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) des Yvelines, où est implanté le siège social du groupe. Cette réunion a été qualifiée de 'déterminante' par Sébastien Heim de FO, jeudi soir à l'issue d'une première réunion de médiation à la DDTE.

## **L'industrie française a perdu 36% de ses effectifs en 30 ans. (20.02)**

**lefigaro.fr - 19.02**

En cause : une hausse de l'externalisation, les progrès techniques qui ont réduit les besoins en main d'oeuvre et la concurrence étrangère.

On est encore loin d'une France sans usine... mais on s'en rapproche. Un document de travail que la Direction générale du Trésor vient de publier montre qu'entre 1980 et 2007 la contribution de l'industrie à la richesse nationale est passée de 24 % à 14 %. «Un recul significatif », souligne l'étude, dans un bel euphémisme. L'Hexagone est ainsi passé d'une économie héritière d'une tradition industrielle à une économie principalement de services.

Sur cette période, l'industrie a perdu 1 913 500 emplois (tombant à 3 414 000). Soit une baisse de 36 % de ses effectifs. «La majorité de ces pertes d'emplois a eu lieu dans l'industrie manufacturière (96 %) », précise l'étude. Et s'il y a eu des périodes où les destructions ont ralenti (au milieu des années 1980 et au milieu des années 1990), cela n'a «pas suffi à inverser la tendance». Les services marchands ont suivi une évolution inverse. Leur poids dans le PIB est passé de 45 % à 56 % en valeur et l'emploi au sein de ce secteur a augmenté de 53 %.

Pourquoi ce déclin de l'industrie et surtout de son emploi ? Première cause, la recherche d'une «plus grande efficacité » par les entreprises, qui s'est traduite par un recours croissant de l'externalisation (toujours sur le territoire) d'une partie des activités industrielles vers le secteur des services.

Ces transferts d'emplois représentent environ 25 % des pertes d'emplois industriels entre 1980 et 2007 - ils n'en expliqueraient plus que de 1 % à 5 % depuis 2000. Une partie de ces pertes est donc «artificielle», car elle «reflète un simple transfert d'emplois auparavant industriels vers les services, notamment d'intérim, sans véritable changement de leur contenu», souligne Lilas Demmou, l'auteur de l'étude. Néanmoins, l'ampleur des destructions réelles d'emplois reste «substantielle même lorsqu'on neutralise ce phénomène» - de l'ordre de 1,5 million d'emplois entre 1980 et 2007.

Deuxième explication : ce que l'étude appelle «la déformation de la structure de la demande qui a accompagné les gains de productivité». En d'autres termes, le progrès technique a réduit les besoins de main-d'œuvre. Et les gains de productivité réalisés dans l'ensemble de l'économie ont entraîné une augmentation du revenu qui se traduit par «une hausse de dépenses des ménages au profit des services et au détriment des biens industriels».

Délocalisations : moins de 20 % des emplois perdus

Les forts gains de productivité seraient à l'origine de près de 30 % des pertes d'emplois sur la période 1980-2007 et de 65 % depuis 2000, précise l'étude.

Enfin, le recul de l'emploi industriel en France tient à la concurrence étrangère. Celle-ci, «notamment en provenance des pays à bas salaires», se traduit par une baisse de production des entreprises françaises (baisse de parts de marchés, faillites, délocalisations...). Mais son «impact est difficile à quantifier» : l'ouverture internationale expliquerait entre 13 % à 45 % des destructions d'emplois, selon les modes de calcul choisis. Une accélération est toutefois incontestable sur la dernière décennie, note l'étude. Sur ce total, les délocalisations n'expliqueraient que 10 % à 20 % des diminutions d'effectifs entre 1995 et 2001.

---

## **Grève pour les salaires chez ArcelorMittal à Gandrange. (23.02)**

**Reuters - 22.02**

Une partie du personnel de production de l'usine ArcelorMittal de Gandrange (Moselle) était en grève lundi pour faire avancer les revendications salariales, apprend-on auprès de la CGT.

Cet arrêt de travail a débuté jeudi, à l'ouverture des négociations salariales annuelles, a précisé le syndicat, qui est à l'origine du mouvement.

Il concernait lundi, selon la même source, 120 des 300 salariés du laminoir à couronnes et à Barres (LCB), le dernier outil de production du site de Gandrange après la fermeture, en 2009, de l'aciérie et du train à billettes.

La direction a refusé de répondre à Reuters.

Selon la CGT, la direction proposerait une hausse générale des salaires de 0,5%, soit environ 6 euros par mois, ainsi qu'une prime de 150 euros, alors que les salariés demandent 270 à 300 euros d'augmentation mensuelle.

"Les augmentations individuelles sont également considérées comme insuffisantes", a ajouté Jacky Mascelli, secrétaire de la CGT sur le site.

---

## **DGAC : grève du contrôle aérien de mardi à vendredi inclus. (23.02)**

### **AP - 22.02**

Le trafic aérien sera sérieusement perturbé en France à compter de mardi et jusqu'à vendredi inclus, avec notamment mardi un quart des vols annulés à Roissy et un sur deux à Orly, en raison de l'appel à la grève lancé par cinq syndicats de la DGAC, dont dépendent les aiguilleurs du ciel.

"Des perturbations sont attendues sur l'ensemble du territoire", prévient la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) dans un communiqué diffusé lundi.

La DGAC précise avoir demandé aux compagnies aériennes "de procéder aux annulations suivantes: 50% des vols sur Orly; 25% des vols sur Roissy-Charles-de-Gaulle". Elle recommande aux passagers "de contacter leur compagnie aérienne".

La compagnie aérienne Air France a annoncé lundi soir qu'elle assurerait 100% de ses vols long-courriers sur les quatre jours et, uniquement pour les journées du 23 et 24 février, 75% de ses vols court et moyen-courriers à Paris-Charles de Gaulle et 50% à Paris-Orly. La compagnie a précisé, dans un communiqué, ne pas exclure d'autres annulations de vols en cours de journées ainsi que des retards.

L'Union des aéroports français (UAF) a prévenu lundi soir que la grève serait "lourde de conséquences pour les passagers, les compagnies aériennes et les aéroports". L'UAF, qui dit regrouper 134 membres exploitant 158 aéroports en France métropolitaine, évoque notamment "des fermetures d'aéroports en province pendant la grève comme à Pau, Biarritz, Grenoble, La Rochelle ou Chambéry et des abattements de vols dans les compagnies aériennes, en particulier sur Orly ou Roissy".

L'UAF a, par ailleurs, appelé les personnels de l'aviation civile à sortir de "leur syndrome de la 'tour assiégée' pour mieux prendre pied dans la réalité et participer à l'attractivité de la France pour leur plus grand intérêt, celui des opérateurs comme des passagers", dans un communiqué diffusé lundi soir.

L'intersyndicale CGC, CGT, FO et UNSA craint notamment un démantèlement de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) et une remise en cause du statut public des personnels dans le cadre de la création d'un organisme européen de régulation du trafic aérien.

La CFDT a également déposé un préavis de grève de son côté. Des réunions de conciliation avec la direction étaient prévues lundi dans le courant de l'après-midi.

"Il n'y a quasiment aucune chance de lever l'appel aujourd'hui, dans la mesure où nous avons reçu un courrier", du secrétaire d'Etat aux Transports Dominique Bussereau, "qui nous dit que l'option de mise en place d'un organisme intégré au sein de l'Europe ne sera pas discutée", a déclaré lundi à l'Associated Press Didier Pennes (FO).

Dans un communiqué, l'intersyndicale considère que la création d'un "organisme international conduira inévitablement à l'éclatement et au démantèlement de la DGAC". Pour elle, "cela entraînera une sortie de la fonction publique d'Etat d'une grande partie de ses services".

Selon les syndicats, "ce changement statutaire aura pour conséquence de dégrader durablement" les performances de la DGAC. "Les restructurations qui en découleront entraîneront des retards supplémentaires et une dégradation importante des conditions de travail des personnels de toute la chaîne de sécurité de la navigation aérienne".

Dans le cadre de cette grève, un rassemblement des personnels est prévu vendredi matin devant le siège de la DGAC à Paris, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, avec un défilé et une demande de délégation au ministère des Transports.

Une première manifestation, sur la base des mêmes revendications les 13 et 14 janvier derniers, avait entraîné l'annulation d'un vol sur deux sur l'aéroport d'Orly, de 15% des vols à Roissy, ainsi que des perturbations et des fermetures sur plusieurs aéroports de province.

---

## **Régionales. Vers un record d'abstention. (23.02)**

### **Slate.fr - 22.02**

Selon les chiffres d'une étude Ifop pour «Sud Ouest Dimanche», parue hier, 46% des Français pourraient rester chez eux les 7 et 21 mars prochains.



Un résultat encore supérieur au taux d'abstention des élections régionales de 2004 (37,9% au premier tour et 34,3% au second) et de 1998 (42%, un record). Le peu d'intérêt pour ce scrutin se retrouve dans d'autres sondages parus au début du mois. Le baromètre d'intentions de vote de TNS- Sofres, paru le 4 février, montre que 55% des sondés ne sont pas intéressés par les Régionales.

Toujours selon ce sondage, ils sont 28 % des 18-24 ans déclarent vouloir aller voter et 37% seulement des ouvriers

Commentaire.

A la question qui va voter à ces élections, j'aurais plutôt répondu personne en dehors de ceux qui ont encore quelque chose à perdre, tous ceux qui s'accrochent désespérément au régime et qui profitent de ses largesses, des vieux pour lesquels c'est un devoir de voter sans se poser de questions, de quelques égarés ou ignares qui pensent encore qu'un bulletin de vote pourra changer le cours des choses...

---

## **L'emploi atypique facteur de dépression, selon une étude. (23.02)**

**AP - 22.02**

Les personnes en contrat de travail atypique -CDD, interim ou temps partiel- souffrent davantage de dépression que les autres, en particulier les femmes, selon une étude publiée mardi par le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de l'Institut de veille sanitaire.

Cette étude intitulée s'appuie sur les données de l'Enquête décennale santé 2003 de l'INSEE, qui concernent 11.895 actifs au travail. Sur cet échantillon, 11,2% ont déclaré souffrir de symptômes dépressifs, hommes et femmes confondus. Ces dernières souffrent davantage de dépression lors qu'elles sont en CDD qu'en CDI (15,3% ont des troubles dépressifs contre 10,4% en CDI et 6% à son compte). Cette différence n'apparaît pas chez les hommes, mais les femmes sont plus nombreuses proportionnellement à travailler en contrat atypique.

Chez les femmes toujours, ce sont celles qui subissant un temps partiel qui sont les plus atteintes par la dépression (17,1%) par rapport à celles en temps partiel choisi (9,1%).

A noter que les hommes n'ayant pas contracté d'assurance complémentaire santé sont plus concernés par les symptômes dépressifs.

Autre facteur déterminant, le niveau d'études. Les moins diplômés sont davantage touchés par la dépression, homme comme femme (15,8% des hommes sans diplôme et 13,5% des femmes, contre 9% des hommes ayant fait des études supérieures et 8,3% des femmes ayant suivi des études supérieures).

Les auteurs de l'étude soulignent qu'en France, les nombreuses formes d'emplois atypiques ont comme point commun un moins bon accès au système de prévention individuelle des risques professionnels. Les femmes occupant souvent des emplois temporaires de durée très courte, pourraient être encore plus concernées par ce problème d'accès à la médecine du travail que les hommes.

Un bémol cependant, les auteurs notent que l'existence préalable d'un mauvais état de santé chez des personnes peut les conduire à occuper des emplois particulièrement précaires et atypiques.

Commentaire.

Désormais ne parlez plus d'emplois précaires, mais d'emplois "atypiques". Atypique signifie différent du type jugé normal, différent ou qui sort de la norme, sans pour autant avoir forcément une connotation négative, alors que précaire signifie sans garantie, sans sécurité, qui comporte un risque ou encore temporaire par définition.

Le pouvoir et ses laquets s'emploient à refondre la terminologie sociale (et politique) pour mieux manipuler les esprits, atténuer la signification d'une situation ou faire disparaître les conséquences négatives des mesures réactionnaires prises par le régime.

Ici l'excès de zèle du journaliste de l'Associated Press est d'autant plus méprisable que le choix du titre de son article va jusqu'à contredire son contenu.

---

## **Grève à la SNCM et à la CMN: aucune traversée entre la Corse et le continent. (24.02)**

**AP - 23.02**

Les personnels de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) et ceux de la Compagnie méridionale de navigation (CMN) sont en grève illimitée depuis mardi, à l'appel de deux syndicats, la CGT et le Syndicat autonome des matelots, a-t-on appris auprès des compagnies

maritimes. Ils entendent "protester contre le démantèlement du service public, à quelques mois de l'arrivée annoncée d'un nouvel opérateur italien effectuant les liaisons maritimes entre la Corse et le continent".

Au total, sept traversées ont été supprimées mardi, quatre concernant des navires de la SNCM et trois de la CMN. La CGT avait commencé à bloquer dès dimanche deux car-ferries à Ajaccio et Bastia. De fortes perturbations ne sont pas à exclure pour les jours à venir.

Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé mardi avoir demandé au sénateur Charles Revet "d'examiner (...) l'organisation de la desserte maritime de la Corse et les conditions dans lesquelles la concurrence entre les opérateurs s'exerce". Il "analysera l'ensemble des dispositifs d'aides publiques attribuées à ces opérateurs et, si nécessaire, formulera des ajustements de ces aides afin que la concurrence entre compagnies maritimes soit équitable".

---

## **Le médiateur de la République voit la France en noir. (24.02)**

### **Reuters - 23.02**

Le médiateur de la République, bientôt remplacé par un "Défenseur des droits", dresse un sombre tableau de l'état de la société française, dans un dernier rapport annuel à la tonalité exceptionnellement politique. Lire la suite l'article

L'institution du médiateur de la République a été créée en 1973 pour évaluer les relations entre les Français et leurs administrations et services publics, et pour tenter d'en corriger les dysfonctionnements les plus criants.

"Notre société est fracturée mais jamais cette réalité n'a été aussi aiguë", écrit Jean-Paul Delevoye en introduction de son rapport remis mardi au président Nicolas Sarkozy.

Il perçoit un sentiment d'injustice "mêlant angoisse et rancœur, prêt à se déverser dans les pires exutoires".

Pour l'ancien ministre RPR (ancêtre de l'UMP) et ancien président de l'Association des maires de France, le premier fossé entre les citoyens et l'État est celui creusé par une législation d'une complexité croissante.

La conséquence, écrit-il, en est que "les administrés méconnaissent leurs droits, en mesurent mal la portée et ont souvent du mal à les respecter".

Face à eux, les fonctionnaires peinent à appliquer la loi et à comprendre la finalité de leurs actions, se considèrent comme de simples pions dans un système qui les dépasse et leur impose sa force d'inertie, et cèdent à la tentation d'une application des textes "plus formelle qu'humaine", poursuit le médiateur.

"Cette rupture est accentuée par l'agressivité ou la violence, qui prennent peu à peu le pas sur le respect de l'autre", souligne Jean-Paul Delevoye.

S'y ajoute, selon lui, l'impression pour le citoyen d'être "ballotté" par d'incessants changements censés l'avantager mais qui lui semblent toujours à son détriment.

Il estime ainsi que la réorganisation d'Electricité et de Gaz de France (EDF, GDF) au nom de l'ouverture à la concurrence a débouché pour l'usager sur "un recul qualitatif de l'offre de services", voire sur des préjudices.

### **CULTURE DE LA PERFORMANCE**

"L'impact de la crise est venu aggraver la situation, accroissant le contraste entre la richesse collective de la France et la situation des moins favorisés", ajoute-t-il.

"Jamais le risque de basculer dans la précarité n'a semblé si grand à autant de nos concitoyens."

Face à cette détresse, l'efficacité des politiques de solidarité décline, au point même d'infliger des blessures supplémentaires, déplore Jean-Paul Delevoye.

Il montre aussi du doigt les excès de politiques qu'il juge au demeurant nécessaires, comme la lutte contre la fraude.

Le durcissement du régime de la preuve peut ainsi placer des "honnêtes gens" en position de "présumés coupables", écrit le médiateur, pour qui "il n'est pas possible de vivre dans un système où l'administré fait figure d'éternel suspect".

Il déplore une "distorsion de plus en plus marquée entre la réalité vécue par les administrés et le reflet qu'en donnent les multiples indicateurs" utilisés par l'Etat, égratignant au passage une culture du résultat chère à Nicolas Sarkozy.

"Imprégner l'ensemble de la sphère publique de la culture de la performance, pourquoi pas ?", écrit Jean-Paul Delevoye. "Encore faudrait-il que ces indicateurs soient pertinents et n'aient pas pour seule finalité de satisfaire une hiérarchie ou de servir de faire valoir médiatique."

Alors que l'excellence et l'exemplarité de l'action et des acteurs publics sont seuls susceptibles de reconstruire une confiance "qui fait aujourd'hui tant défaut", le politique "peine à convaincre de son impartialité", estime-t-il encore.

Quant à la rationalisation des administrations, elle a par trop tendance, selon lui, à se traduire par une standardisation des réponses et un traitement de masse des dossiers, alors que les usagers sont en quête de traitements plus personnalisés.

A contre-courant de la tendance actuelle de l'exécutif, il invite les pouvoirs publics à se garder de la précipitation dans la réorganisation des services publics.

En 2009, le nombre d'affaires transmises au médiateur de la République a augmenté de 16 % par rapport à 2008, avec un total de 76.286 affaires reçues et 43.481 traitées.

Il suffirait d'embaucher 200, 300, 500.000 fonctionnaires et une grande partie de tous les problèmes évoqués ici seraient résolus, ce que ne fera qu'un Etat ouvrier...

---

## **Main mise de Sarkozy sur la cour des comptes. (deux articles) (24.02)**

### **Reuters - 23.02**

Le député socialiste Didier Migaud a été nommé premier président de la Cour des comptes en remplacement de Philippe Séguin, décédé en janvier, une illustration selon le gouvernement de la politique d'"ouverture" voulue par Nicolas Sarkozy.

Droite et gauche ont salué le choix fait en conseil des ministres de cette personnalité consensuelle qui n'a pourtant pas épargné la politique économique du gouvernement à son poste de président de la commission des Finances de l'Assemblée.

Tous les regards se tournent maintenant vers les trois nominations attendues mercredi au Conseil constitutionnel pour savoir si cette politique d'ouverture se poursuivra dans une autre institution centrale de la République française.

Selon le porte-parole du gouvernement, le président de la République a salué en Didier Migaud un "grand professionnel".

"Pour le président de la République, l'ouverture c'est un état d'esprit à la tête d'un pays qui a besoin de tolérance", a ajouté Luc Chatel en parlant de "choix historique" alors que la Cour des comptes peut désormais contrôler l'Elysée.

Réélu député de l'Isère sans discontinuer depuis 1988, Didier Migaud, 57 ans, proche de Laurent Fabius, présidait depuis 2007 la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Pour le ministre de l'Immigration, Eric Besson, transfuge du PS, sa nomination "confirme que la politique d'ouverture et de rassemblement des talents voulue par le président de la République est toujours une question d'actualité."

### **"LA RECONNAISSANCE DE L'INDÉPENDANCE"**

Le haut commissaire aux Solidarités actives, Martin Hirsch, lui aussi recruté à gauche, a évoqué "la reconnaissance de la compétence, de l'indépendance et du caractère".

Le député UMP Michel Bouvard, vice-président de la Commission des finances, a salué un "excellent choix".

"C'est bien de mettre un élu à la tête de la Cour des Comptes parce que ça assure une cour ouverte sur la vie publique et extérieure et une vision des problèmes auxquels sont confrontés les élus", a-t-il expliqué à Reuters.

Le député socialiste Jack Lang a pour sa part porté la décision au crédit du président de la République.

"C'est un geste fort d'ouverture intellectuelle et politique qui, à ma connaissance, ne comporte, en ce domaine, aucun précédent", a-t-il

souligné dans un communiqué.

La Cour des comptes est chargée de contrôler les comptes publics et ceux des associations caritatives. Elle rend un rapport annuel épluché avec gourmandise, en raison des dysfonctionnements et dérives qu'il dénonce régulièrement. Seul le Sénat se soustrait encore à sa juridiction.

Elle n'a pas ménagé ses critiques sur la politique budgétaire du gouvernement et est à l'origine d'affaires embarrassantes pour l'Elysée, comme celle des sondages payés par la présidence à des instituts jugés proches du pouvoir.

**ET MAINTENANT, LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ?**

Didier Migaud a aussi critiqué à l'Assemblée la politique budgétaire du pouvoir, notamment le "bouclier fiscal", ensemble de déductions fiscales dont la gauche estime qu'elles profitent largement aux ménages favorisés.

Selon une source parlementaire, le député socialiste Jérôme Cahuzac sera proposé mercredi par le groupe PS de l'Assemblée pour lui succéder à la tête de la commission des Finances. Il est le porte-parole du groupe dans les débats budgétaires.

La présidence de la commission des Finances échoit désormais de droit à l'opposition.

Le remplacement de trois membres d'un autre organe de contrôle, le Conseil constitutionnel, par l'Elysée et les présidents de l'Assemblée et du Sénat, trois institutions dirigées par la majorité, est également attendu.

Le PS critique par avance l'éventuelle nomination de trois personnalités de droite, qui laisserait le Conseil constitutionnel sans membre de gauche pour la première fois depuis 1965. Luc Chatel a cependant laissé entendre que la compétence et l'ouverture guiderait là aussi Nicolas Sarkozy.

"Il y a une volonté d'équilibre des sensibilités politiques", a confirmé à Reuters un responsable de la majorité présidentielle à l'issue d'une réunion à l'Elysée mardi matin.

Selon le site internet du Figaro, ce sera chose faite mercredi, puisque Nicolas Sarkozy nommerait Michel Charasse, ancien ministre de François Mitterrand.

Les deux autres "Sages" choisis seraient le sénateur UMP Hubert Haenel, choisi par le président du Sénat Gérard Larcher, et l'ancien commissaire européen Jacques Barrot, sur proposition du président de l'Assemblée, Bernard Accoyer, ajoute le site.

---

## **Main mise de Sarkozy sur la cour des comptes. (deux articles) (24.02)**

### **Rue89 - 23.02**

Curieuse situation : le député socialiste Didier Migaud a été nommé mardi matin à la tête de la Cour des comptes, alors que la chambre régionale des comptes (CRC) de Rhône-Alpes a rendu il y a quelques semaines un rapport pointant la gestion parfois hasardeuse, le recours à des emprunts toxiques et les finances dégradées de la communauté d'agglomération de Grenoble, qu'il préside. Joint par Rue89, Didier Migaud conteste cette interprétation.

Ce rapport définitif (il tient compte des observations du président) pour les années 2003-2007, dont Rue89 a obtenu copie, est toujours confidentiel puisque Didier Migaud ne l'a pas encore communiqué aux élus de l'agglomération, comme la loi l'y oblige.

La dernière réunion, prévue le 29 janvier, a d'ailleurs dû être reportée en raison de cette irrégularité, justifiée en séance par une erreur technique.

Le rapport souligne de nombreuses qualités dans la gestion de Didier Migaud en tant que président de la communauté d'agglomération de Grenoble Alpes Métropole, communément appelée « la Métro ».

Ainsi, « s'agissant de la fiabilité de ses comptes, la démarche innovante adoptée et inspirée de la Lolf [dont Migaud est considéré comme l'un des "pères", ndlr] peut être notée, de même que les taux satisfaisants de réalisation des prévisions budgétaires ». Des procédures « doivent être peaufinées »

Mais la synthèse de début de rapport embraye immédiatement sur plusieurs choses qui « doivent être peaufinées ». Attention, langage technique :

« Les procédures de transfert de charges et de produits entre budget principal et budgets annexes, de reprise des résultats, du rattachement des charges et produits à l'exercice, des restes à réaliser, d'établissement d'un inventaire des biens exhaustifs, et, plus au fond, les estimations des charges transférées. »

En résumé, et en langage plus simple : le président de communauté d'agglomération Didier Migaud a, au mieux, fait preuve de légèreté dans le rendu comptable de sa gestion et, au pire, usé d'artifices. Ce que réprouverait certainement le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud. 337 millions d'euros de dettes

Plus grave : l'agglomération de Grenoble, qu'il préside depuis 1995, est dans une situation financière très alarmante qui s'est dégradée ces dernières années, selon la chambre :

« L'encours de la dette a cru de 54,5%, passant de 218 354 776 euros au 31 décembre 2004 à 337 513 615 euros au 31 décembre 2007, ce qui place la Métro, en terme d'encours de la dette par habitant par rapport aux recettes réelles de fonctionnement, dans une situation particulièrement défavorable, comparée aux autres communautés d'agglomération de même taille. »

Fin 2006, la dette par habitant dans l'agglomération de Grenoble était de 774 euros, contre 159 euros à Saint-Etienne, 130 euros à Toulon, 111 euros à Rennes et 30 euros à Rouen.

« Un fort endettement que le rythme soutenu des investissements n'a pas permis de ralentir », synthétise la chambre. Migaud : comparer ce qui est comparable

Joint par Rue89 mardi après-midi, Didier Migaud -qui devrait démissionner dans les prochaines heures de la présidence de la Métro- souligne que la capacité de désendettement de la communauté a été ramenée à 9 ans environ (entre 10 et 11 ans selon sa réponse au rapport), et surtout, que les différentes agglomérations ne sont pas forcément comparables :

« Toutes n'ont pas le même champ de compétence, entre transports, assainissement, eau... De plus, toutes n'ont pas la même façon d'élaborer leurs comptes, entre le budget principal et les différents budgets annexes. »

Cette remarque (absente de la réponse de Migaud à la chambre) est surprenante : il est difficile de croire que pour contrôler la collectivité dirigée par celui qui était président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, la CRC ait dépêché un magistrat capable de comparer des choux avec des navets. Mais c'est possible. 26,3% de la dette est constituée d'emprunts « toxiques »

Pour pallier cet endettement (notamment dû à la construction d'un grand stade), Didier Migaud (à qui le conseil de communauté délègue chaque année sa compétence en matière de « couverture du risque de taux ») a eu recours à une forte proportion de produits financiers structurés, connus depuis quelques années sous le vocable de « produits toxiques » : 26,3% de l'encours de la dette, soit 88 802 976,30 euros, selon l'annexe au compte administratif 2007.

La chambre décrit le fonctionnement de ce type de produits, qui a déjà causé des problèmes à différentes collectivités locales, de gauche comme de droite :

« Lorsque le taux d'intérêt payable dans l'année a une incidence sur la comptabilité de l'exercice, il est tentant de renégocier un prêt chaque fois que le taux est susceptible d'augmenter, quitte à accepter un niveau de risque plus important, mais qui n'a pas d'incidence directe au point de vue comptable. »

Selon Didier Migaud et le directeur général des services (DGS) de la Métro, Serge Darmon, lui aussi joint par Rue89, le taux de produits réellement « toxiques » est beaucoup plus faible, « si l'on se base sur la définition donnée dans la charte Gissler ». Un « hold up » de 3 millions d'euros, selon un opposant

La dette s'élève aujourd'hui à 350 millions d'euros, sur lesquels « seul un emprunt de 17 millions d'euros constitue un risque qui peut être relativement élevé », affirme Serge Darmon. « Le fait qu'il y ait un risque ne signifie pas forcément qu'il y aura perte pour le contribuable », ajoute-t-il. En retenant la définition de la chambre pour les « produits structurés », leur taux serait aujourd'hui de 19% environ.

La chambre pointe un versement de 3 millions d'euros effectué en 2006 par la régie de l'assainissement vers le budget principal de la Métro. Ce versement « est fondé sur deux délibérations contradictoires », constatent les rapporteurs. Pour Raymond Avrillier, ancien vice-président (écologiste) de la communauté, il s'agit là d'un « hold-up ».

« Le versement s'est effectué en toute transparence », répond Didier Migaud, qui souligne que si ça n'avait pas été le cas, il n'y aurait pas pu y avoir de recours devant le tribunal administratif...

Le nouveau plus haut magistrat comptable de France, qui sera chargé de mettre en œuvre la réforme du contrôle des finances locales annoncée par le gouvernement, ajoute que « même la certification des comptes de l'Etat se fait avec des réserves. Il faut tenir compte de ces

réerves, qu'il ne faut pas instrumentaliser politiquement ».

Il vise là Raymond Avrillier, qui trouve Didier Migaud « très compétent » :

« Je suis en bon terme avec lui. Mais il y a eu un certain nombre de tours de passe-passe, en particulier sur les années 2006, 2007 et 2008. »

Conformément à la loi, la chambre régionale des comptes a transmis le rapport au préfet et au trésorier payeur général de l'Isère. Si le premier a bien fait son travail, l'Elysée ne pouvait pas ignorer que Didier Migaud n'a pas fait preuve de qualités de comptable exemplaires avant sa nomination au poste (irrévocable) de premier président de la Cour des comptes.

---

## **Le déroulement des faits hier chez Total. (24.02)**

**20minutes.fr - 23.02**

10h03: Le patron de Total reçu aujourd'hui par Nicolas Sarkozy

Le directeur général de Total Christophe de Margerie sera reçu par le président de la République, a déclaré mardi à l'AFP une source proche du dossier, confirmant une information du Point.fr.

11h30: Les salariés de la raffinerie Total de Dunkerque, en grève depuis le 12 janvier, ont voté la reconduction du mouvement en assemblée générale. La trentaine de grévistes présents sur le piquet de grève installé aux portes de la raffinerie ont voté à main levée et à l'unanimité la poursuite de la grève pour 24 heures.

12h15: Total s'apprête à vendre sa raffinerie de Lindsey en Grande-Bretagne, selon lepoint.fr. Une opération qui, ajoutée à la fermeture définitive de la raffinerie de Dunkerque, permettrait au groupe français d'atteindre son objectif de réduire ses capacités de production de 500.000 barils par jour entre 2007 et 2011, selon des sources industrielles.

12h29: Nicolas Sarkozy a demandé à Total des engagements sur le maintien des capacités de raffinage, selon Luc Chatel.

12h34: Selon le porte-parole du gouvernement, les engagements réclamés par Nicolas Sarkozy lors de son entretien à l'Elysée avec le directeur général de Total Christophe de Margerie concernent «la non fermeture des capacités de raffinage pour les années à venir».

12h45: Il y a désormais 249 sur les 2.600 stations-service des réseaux Elf et Total en rupture de stock d'au moins un carburant, selon la direction du groupe. «Ce chiffre évolue en permanence, en fonction des réapprovisionnements qui sont faits», a précisé Total. Ce même chiffre s'élevait à 132 lundi après-midi.

12h50: Les syndicats reçus à la Défense ont de nouveau exposé leurs revendications concernant le site de la raffinerie de Dunkerque et de l'ensemble du raffinage à la direction. La réunion a été suspendue une demi-heure, mais seuls les syndicats se sont pour le moment exprimés. «Nous avons répété ce que nous avons dit dimanche. Mais là, ils commencent à se rendre compte qu'il y a eu quelques loupés», a estimé Claude Maghuet, délégué FO.

13h36: La raffinerie Exxon Mobil de Fos-sur-mer (Bouches-du-Rhône) n'est pas en grève, selon I-Télé.

13h58: Total s'est engagée à ne fermer aucune raffinerie dans les cinq ans, a indiqué le délégué CGT Charles Foulard, mais cet engagement ne concerne pas Dunkerque pour le moment, selon un autre syndicaliste.

14h10: «La direction a remis aux syndicats un texte écrit qui comprend huit propositions et c'est sur cette base que les discussions reprendront cet après-midi», a indiqué un porte-parole de la direction. Selon lui, «des avancées très importantes ont été réalisées».

14h15: Les syndicats de Total préviennent qu'ils n'appelleront pas à la reprise du travail tant que le gouvernement n'aura pas officialisé la tenue d'une table ronde sur l'avenir du raffinage en France et que le groupe n'aura pas accepté de payer les jours de grève.

14h20: La grève a été reconduite à la raffinerie Total de Feyzin en début d'après-midi par les salariés réunis en assemblée générale, selon notre rédaction lyonnaise.

14h25: Les deux raffineries ExxonMobil ont décidé de suspendre leur grève, ainsi que le blocage du dépôt de carburant de Port-Jérôme. «Nous avons reçu des nouvelles indiquant que le gouvernement va faire dans la journée une annonce acceptant la tenue d'une table ronde sur l'avenir du raffinage en France que nous réclamions», a expliqué à l'AFP Laurent Delaunay, délégué CGT de Port-Jérôme.

15h28: Christian Estrosi annonce l'organisation d'une table ronde sur l'avenir de l'énergie en France au deuxième trimestre. Le ministre de l'Industrie répond ainsi à l'une des principales revendications des salariés en grève dans les raffineries de Total.

17h11: Les salariés de la raffinerie Total de Dunkerque ont joué les pompistes dans une station-service de Grande Synthé pour sensibiliser les automobilistes aux menaces pesant sur leur activité. Vêtus de bleus de travail, casques de sécurité et vestes fluorescentes, ils ont investi vers 15h la station-service Auchan et se sont postés à deux ou trois par pompe, distribuant des tee-shirts aux automobilistes en leur proposant symboliquement de les servir.

18h55: Les raffineries Total pourraient reprendre leur activité mercredi, excepté Dunkerque, selon le responsable Sud Chimie du site des Flandres. Les discussions se poursuivent, cependant.

19h18: La CGT n'appellera finalement pas à la grève demain sur le site du britannique Ineos à Lavera (Fos-sur-Mer), selon le secrétaire général de ce syndicat sur le site, Marc Sarde.

19h32: La CGT appelle à la suspension de la grève en raison des «avancées significatives» obtenues lors des négociations avec la direction, au siège du groupe à La Défense.

19h55: Les assemblées générales de salariés, pour décider de la levée de la grève ou de la poursuite du mouvement, se tiendront dans chaque raffinerie mercredi entre 12h et 14h, a indiqué la CGT. Concernant le site de Dunkerque, «le groupe Total se déclare prêt à remettre le dossier à plat», selon le syndicat.

Dans un communiqué, la direction rappelle en ces termes son engagement de ne procéder à aucune fermeture de raffinerie, en dehors de celle, éventuelle, de Dunkerque: «Au-delà du projet d'évolution de l'établissement des Flandres, il n'y aura ni fermeture, ni cession de ses raffineries françaises au cours des cinq prochaines années».

Pour sa part, le gouvernement prévoit de tenir au deuxième trimestre une table ronde sur l'avenir de l'énergie en France. 19h53: La direction et les syndicats, après neuf heures de négociations, sont arrivés à un «relevé de conclusions» qui «sera soumis à la signature des organisations syndicales».

A la suite de la CGT, FO appelle également à la suspension du mouvement, a indiqué son négociateur, Claude Maghne. En revanche, le représentant de Sud, Philippe Wullens, a exclu que son syndicat, majoritaire à Dunkerque, appelle à une reprise de l'activité dans cet établissement.

Commentaire.

Enseignements.

1- La preuve est faite que les travailleurs sont prêts à se mobiliser massivement à travers tout le pays.

2- S'ils veulent que leur mobilisation se développe et aille jusqu'au bout, ils doivent s'organiser indépendamment des syndicats traitres, ils peuvent au départ les intégrer aux comités de grève mais en leur interdisant de négocier ou décider quoi que ce soit à leur place, la majorité des délégués élus parmi le personnel en grève doivent avoir pris position pour la grève illimitée jusqu'à satisfaction.

3- Il était possible de paralyser l'ensemble de l'économie du pays et d'obtenir le retrait du plan de fermeture de la raffinerie de Dunkerque, d'infliger au passage une défaite au gouvernement qui soutient la direction de Total.

4- Au-delà des travailleurs des autres raffineries, il était possible de lancer un appel en direction de l'ensemble des travailleurs du pays qui sont confrontés à la même situation que chez Total ou qui sont menacés par un plan de licenciement, le refus de leur direction de satisfaire leurs revendications salariales ou concernant leurs conditions de travail, puis un appel à la grève générale...

5- Les vertus du front unique tel que le conçoivent les opportunistes ont rapidement été épuisées pour céder la place à la trahison. Entre nous et pour ceux qui ignoreraient ou qui feindraient de l'ignorer, il en a toujours été ainsi lors de mobilisations susceptibles de remettre en cause l'ordre établie, pour ne pas apparaître comme manquant d'impartialité ou d'objectivité, sauf exception qui confirme la règle que le front unique favorisant toujours le front unique au sommet est bien l'un des derniers remparts pour sauver le régime

6- Il a manqué une fois de plus un parti révolutionnaire capable d'impulser ce combat à la fois contre le patronat et le gouvernement dans la perspective de l'expropriation des capitalistes et de chasser le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Conclusion.

Une fois qu'ils ont été trahis par la totalité des syndicats briseurs de grève, je dis bien la totalité des syndicats, il n'y a plus qu'à espérer que

les ouvriers de Total Dunkerque rejettent le consensus réalisé par les dirigeants syndicaux-direction de Total-gouvernement, qu'ils trouveront les moyens de briser le carcan des appareils et de se constituer en comité de grève élu souverain, SANS les délégués syndicaux qui se sont placés eux-mêmes au côté de la direction de Total et du gouvernement.

Non à la fermeture de la raffinerie Total de Dunkerque, pas un seul licenciement, grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait définitif du projet de fermeture, le seul mot d'ordre correct.

---

## **Les retraités dans la rue pour leur pouvoir d'achat. (25.02)**

### **Reuters - 24.02**

Des milliers de retraités sont descendus dans la rue dans toute la France pour dénoncer leur situation de précarité et réclamer une hausse de pensions ainsi qu'une garantie d'accès aux soins.

La préservation de la retraite à 60 ans et du système par répartition étaient aussi en tête des slogans des aînés, qui disent se battre "pour leurs enfants et leurs petits-enfants".

Sept syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA et FGR-FP) ont appelé à la mobilisation, qui s'est traduite par des rassemblements à Paris et dans plusieurs villes de province.

Selon les syndicats, quatre des 14 millions de retraités en France touchent moins de 900 euros par mois - alors que le seuil de pauvreté est à 817 euros.

Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites évoque, lui, pour l'année 2007, 10% de retraités français ayant un niveau de vie inférieur à 913 euros mensuels.

"Aujourd'hui, 12% des retraités sont obligés d'aller à la banque alimentaire ou des organisations de ce type pour se nourrir, c'est une honte !", a déclaré lors du rassemblement parisien Joël Lefebvre, secrétaire de la CGT Ile-de-France.

"Retraités maltraités", "Ma retraite, j'veux la vivre" faisaient partie des slogans des quelque 2.000 manifestants, selon la CGT, rassemblés devant l'Assemblée nationale.

La députée Martine Billard, du Parti de Gauche, et la secrétaire nationale du Parti communiste, Marie-George Buffet, étaient présentes.

"Quatre millions de retraités sont au-dessous du seuil de pauvreté donc il faut un plancher au niveau du Smic (1.056 euros nets-NDLR)", a déclaré Marie-George Buffet à Reuters.

"Il faut maintenir la retraite à 60 ans avec de bonnes pensions en imposant les revenus financiers, en arrêtant les exonérations de cotisations sociales des employeurs et en relançant l'emploi", a-t-elle ajouté avant d'aller interpeller le ministre du Travail lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

"L'ÉQUIVALENT DU SMIC, CE SERAIT BYZANCE !"

Xavier Darcos lui a répondu que les mesures prises par le gouvernement sur le minimum vieillesse allaient permettre d'ici 2012 à 400.000 retraités de gagner 150 euros de plus par mois.

Le ministre a aussi évoqué la pension minimum pour les agriculteurs à la retraite et la revalorisation des pensions de réversion pour les veufs et veuves les plus modestes.

Présente à la manifestation parisienne, Thérèse Martin, 86 ans, ancienne éducatrice, habite à Paris dans un logement HLM d'une pièce avec 753 euros par mois.

"Pour économiser, je fais les fins de marché. Quant aux loisirs, ce n'est pas la peine d'y penser. Mais dès que c'est gratuit, je me précipite", a raconté à Reuters cette vieille dame dynamique, qui "brode des cadeaux" pour sa famille. "Si j'avais l'équivalent du Smic, ce serait Byzance !", sourit-elle.

Henri Tronchon a calculé, lui "avoir perdu, en 11 ans de retraite, 12% de pouvoir d'achat".

Ce retraité de la métallurgie dit "penser à ses petites filles. Je ne veux pas qu'elles me disent un jour 'vous avez laissé casser ce que vous



aviez gagné".

A Marseille, un millier de retraités, trois fois plus selon la CGT, ont défilé en deux cortèges séparés avant de se retrouver devant les portes de la préfecture.

A Toulouse, près de 600 retraités selon la police, plus de 2.000 selon les organisateurs, ont défilé dans les rues du centre-ville.

"Nous continuerons de nous battre parce que, pour l'instant, nous n'avons jamais obtenu ce que nous demandons. Nos revendications doivent absolument être entendues avant qu'il ne soit trop tard", a lancé Maurice Gendre, secrétaire de l'union départementale des retraités Force Ouvrière.

Des défilés ont aussi eu lieu à Strasbourg, Nantes, Avignon et Dijon, notamment.

---

## **Reprise du travail sur le site ArcelorMittal de Gandrange. (25.02)**

**Reuters - 24.02**

Le travail a repris dans l'usine ArcelorMittal de Gandrange (Moselle) touchée depuis six jours par un mouvement de grève lié aux négociations salariales annuelles, a-t-on appris auprès de la direction.

"Un projet d'accord a été soumis ce lundi 22 février par la direction aux organisations syndicales, qui se prononceront jusqu'au 25 février", indique la direction dans un communiqué. Le travail a repris mardi soir.

Un mouvement de grève lancé par la CGT pour obtenir une amélioration des propositions salariales avait provoqué l'arrêt du laminoir à couronnes et à barres (LCB), le dernier outil de production du site de Gandrange après la fermeture, en 2009, de l'aciérie et du train à billettes.

Les négociations salariales sont en cours actuellement dans l'ensemble des sociétés du groupe, précise la direction.

---

## **Poursuite de la grève à la raffinerie Total de Dunkerque . (25.02)**

**Reuters - 24.02**

L'intersyndicale CGT-FO-Sud de Total a voté mercredi la reconduction de la grève à la raffinerie de Dunkerque (Nord), menacée de fermeture et arrêtée depuis mi-septembre, a-t-on appris auprès de FO.

Cette reconduction était attendue, au lendemain d'engagements du groupe pétrolier sur le maintien l'activité dans cinq de ses raffineries pendant cinq ans au moins, qui ne concernent pas la raffinerie de Dunkerque.

"Le personnel est déçu, il s'attendait à ce que, lors de ces longues heures de négociation, la direction annonce le 'grand arrêt' (de maintenance NDLR) et le redémarrage de Dunkerque", a déclaré Patrice Leclair, délégué FO de la raffinerie.

Une vingtaine de personnes occupent désormais jour et nuit le site de Dunkerque. L'occupation a commencé le 16 février.

Le sort de la raffinerie de Dunkerque sera discuté le 8 mars lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire de Total.

Le groupe s'est engagé à ne supprimer aucun emploi sur le site.

---

## **8 millions de personnes pauvres en France... et ce n'est pas fini. (26.02)**

**libération.fr - 25.02**

Hausse du chômage, situation aggravée pour les plus pauvres... Un tableau noir dressé par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion, dans son rapport sur ses dix ans d'activité, publié ce jeudi.

La France compte plus de 8 millions de personnes pauvres, le même nombre qu'il y a dix ans. Avec une différence : la situation des plus

vulnérables s'est «dégradée» et risque de s'aggraver avec la crise. C'est le constat fait par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) dans son dernier rapport. Le document a été rendu public jeudi, jour du dixième anniversaire de l'ONPES, en présence du secrétaire d'Etat chargé du Logement Benoist Apparu et de Martin Hirsch, Haut commissaire aux Solidarités actives.

Dans cette sixième édition, outre un bilan des travaux de l'ONPES depuis dix ans, le rapport s'attarde en particulier sur une étude sobrement intitulée Impact de la crise sur la pauvreté. Ses auteurs, des membres de l'Observatoire français des conjonctures économiques, estiment que la montée «brutale» du chômage en 2008, suite à la crise économique et financière, n'est «que le début de l'ajustement du marché du travail et va se poursuivre dans les années qui viennent.» «Nous entrons actuellement dans une phase de chômage durablement élevée», avec des «conséquences considérables en termes sociaux» ajoutent-ils. 1,8 million de Français vivent avec moins de 602 euros par mois

L'étude précise que le taux de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté (moins de 60% du revenu médian, soit 908 euros par mois) n'a guère évolué, passant de 13,6% à 13,4% de la population entre 1998 et 2007, ce qui représente plus de huit millions de personnes en 2007.

La proportion de la population subsistant avec 40% du revenu médian (soit 602 euros) a, quant à elle, augmenté de 2,1% en 2002 à 3,1% en 2007. Ils étaient 1,8 million dans ce cas il y a trois ans.

«Parmi les personnes pauvres, la situation des plus pauvres s'est donc sensiblement dégradée», s'alarme l'ONPES dans son compte-rendu, publié au 10e anniversaire de cet organisme. Avec un facteur aggravant souligné par Agnès de Fleurieu, présidente de l'ONPES : «La dégradation du marché du travail, en touchant les personnes qui étaient déjà les plus vulnérables, engendre un risque d'irréversibilité du chômage et de la pauvreté». Alors que le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, a annoncé ce matin que l'Etat et l'Assurance chômage allaient débloquer des fonds pour les chômeurs en fin de droits, le rapport constate effectivement que le «taux d'ancienneté du chômage» est plus important en 2010 qu'il y a 3 ans, aggravant le niveau de pauvreté moyen des chômeurs.

«Un million de chômeurs vont se retrouver en fin de droits en 2010», a-t-elle rappelé. Si les statistiques disponibles sur la pauvreté ne donnent pas encore de données précises sur les effets de la crise, l'ONPES note que les associations sont «particulièrement préoccupées par l'augmentation des demandes d'aide alimentaire et financière enregistrée depuis l'automne 2008». Un «système de veille sociale» mis en place en 2009 pour faire remonter les impressions des «acteurs de terrain» a également déjà fait apparaître un recours plus importants des jeunes et des personnes âgées aux aides sociales. Pauvres avec emploi

Phénomène déjà souligné dans le précédent rapport il y a deux ans, la pauvreté touche également les personnes employées. Les travailleurs pauvres étaient 1,9 million en 2007, soit 6,7% des salariés. En 2005, ils étaient déjà 1,7 millions (7% des travailleurs).

«On doit avoir moins de travailleurs pauvres, malgré la crise», a plaidé Martin Hirsch. Il a également averti que la prochaine réforme des retraites devra veiller à ce que «travailler plus longtemps soit compatible avec le fait de ne pas pénaliser et ne pas faire renaître la pauvreté chez celles et ceux pour lesquels le parcours de travail a été chaotique».

Enfin, «phénomène nouveau», l'ONPES s'inquiète d'une «désespérance accrue des personnes pauvres» qui se traduit par des états «dépressifs» et des attitudes de ressentiment. D'autant plus préoccupant, note le rapport, qu'on «peut y voir moins l'effet de la crise que l'expression d'un processus long de fragmentation la société française».

---

## **A Dunkerque, les salariés de Total dans le flou depuis cinq mois. (27.02)**

**lemonde.fr - 26.02**

Comme Thierry Jolly, opérateur, et Guillaume Baron, comptable matière, les salariés de la raffinerie des Flandres, située dans une zone industrielle à l'écart de Dunkerque, s'interrogent tous sur leur devenir. Ce jeudi 25 février, alors que la grève a été levée dans toutes les autres raffineries françaises de Total, eux se rassemblent comme d'habitude à dix heures sur le site pour faire le point.

Devant les grilles de leur raffinerie, ils se réchauffent comme ils peuvent. Un barbecue de poissons, quelques braseros, un large foyer où brûlent quelques pneus entourent les quelques cabanons de fortune construits à la hâte et bariolés de slogans.

Depuis le 12 janvier, ils sont en grève pour tenter de sauver leur activité. Derrière eux, seules les chaufferies ronronnent encore. Toujours présente, l'odeur âcre reste maintenant confinée sur le site. Avant, quand la raffinerie tournait à plein régime, il n'était pas rare qu'on la sente jusqu'au centre-ville.

Mais depuis septembre, plus aucun litre de pétrole n'est raffiné à Dunkerque. Officiellement, il s'agissait au départ d'un arrêt pour "cause conjoncturelle". Quelques semaines et tout devait repartir. Mais à force d'attendre, les ouvriers, comme Thierry Joly et Guillaume Baron, ont fini par comprendre que cet arrêt allait peut-être être définitif.

**PLUSIEURS MOIS D'INCERTITUDES**

La situation est d'autant plus étrange que malgré l'arrêt du raffinage, les salaires sont toujours payés. Les contrats avec les sous-traitants maintenus. Les premiers mois, tout le monde continue même à préparer le grand arrêt quinquennal. Obligatoire pour contrôler la sécurité des installations, il doit marquer la reprise de l'activité, promet la direction. Les échafaudages sont montés tout comme les cabanons pour accueillir les centaines de prestataires qui doivent intervenir sur les deux mois de la durée du chantier. Selon la direction, près de 85 millions d'euros – sur les cent nécessaires au grand arrêt – sont ainsi dépensés.

Le 12 janvier, les salariés apprennent par la presse que leur site est menacé. La direction leur annonce seulement que le grand arrêt est annulé. Fatigués de l'incertitude dans laquelle ils sont plongés, ils décident alors de se mettre en grève. Ils bloquent les arrivées de carburant déjà raffinés qui constituaient leur dernière activité depuis septembre.

Mais là aussi, une grève un peu bizarre. Personne ne vient demander qui est gréviste ou non. Et les salaires sont toujours payés. A part assurer le minimum pour garantir la sécurité des installations classées Seveso, il n'y a de toute façon plus grand-chose à faire. Si tout le monde vient à ses horaires de travail, la plupart naviguent entre leur poste et les cabanons qui font office de piquet de grève devant l'entrée du site.

"Tout cet argent dépensé pour rien montre qu'ils ne sont pas à quelques millions près. Avec ses milliards de bénéfice, Total pourrait même nous laisser cinq ans à végéter sur le site et à jouer à la pétanque avec nous " assure Philippe Wullens, délégué Sud, majoritaire sur le site.

Pour la direction de Total, cela montre qu'elle n'avait nullement l'intention d'arrêter l'activité de la raffinerie si longtemps. Seule la conjoncture l'aurait poussée à maintenir les salariés dans l'incertitude. Sur le piquet de grève, personne ne veut croire que Total ait décidé "du jour au lendemain" de fermer la raffinerie.

Est-ce alors une manière d'acheter la paix sociale ? Les grévistes se sont montrés jusqu'ici plutôt responsables. Quelques manifestations, des actions bon enfant dans les stations-service, mais rien de plus. Ils ont tout misé sur le mouvement national de leurs collègues des autres raffineries de France et la menace de la pénurie d'essence en pleine période électorale.

Avec un certain succès. Christophe de Margerie, le directeur général de Total, est convoqué à l'Elysée. Les ministres multiplient les annonces de soutien, jusqu'à Christian Estrosi, le ministre de l'industrie, qui demande que le site rouvre s'il n'y a pas "un vrai projet de substitution". Avec près de huit milliards d'euros de bénéfice en 2009, difficile pour l'entreprise de justifier un manque de rentabilité du site pour le fermer, même si les capacités de raffinage françaises sont surdimensionnées. Le projet de raffinerie géante à Dubaï ne fait rien pour améliorer l'image du groupe, accusé par les syndicats de pratiquer la "délocalisation rampante".

Confiant grâce au soutien politique qu'il a réussi à obtenir, le front syndical SUD-CGT-FO du site assure se battre pour faire redémarrer l'activité. Parmi les 380 salariés, l'espoir s'est toutefois dissipé depuis que les autres raffineries ont repris le travail, éloignant les risques de pénurie. On affirme se battre désormais pour que Total apporte un projet viable susceptible de garantir leur emploi à Dunkerque. "Nous sommes seulement prêts à accepter l'arrêt de la raffinerie si un véritable projet industriel est proposé. Pas ces histoires de centre de formation ou d'intervention technique qui ne sont pas crédibles" assure ainsi Marcel Croquefer, délégué CGT du pôle chimie de Dunkerque.

Avec des salaires corrects pour l'industrie, souvent supérieurs à 2 000 euros pour les opérateurs, qui doivent toutefois travailler de nuit et le week-end et sur qui repose la sécurité du site, ils savent qu'il sera difficile de trouver un emploi aussi intéressant dans la région. Tous conviennent qu'ils ne risquent pas le licenciement. Mais être reclassés sur d'autres sites Total en France ne les réjouit pas. "Nos maisons, nos familles, nos amis, nos racines sont ici" justifient plusieurs d'entre eux. "J'ai été militaire et je suis rentré chez Total pour pouvoir me fixer. C'est pas pour devoir être à nouveau sur les routes huit mois par an", explique Guillaume Baron, 36 ans.

La situation est différente chez les 450 sous-traitants, pour qui plusieurs d'entre eux travaillaient presque exclusivement pour le site. C'est le cas d'Opteor, qui assurait la maintenance. Les trois quarts des salariés de l'agence de Dunkerque sont ainsi occupés par la raffinerie des Flandres. Depuis janvier, leur activité est au point mort. Mais là aussi toujours la même méthode. Comme les contrats n'ont toujours pas été suspendus par Total, personne n'a encore été licencié. "Nous sommes payés pour rester chez nous. Nous prenons des RTT en avance", explique Giovanni Mancini, délégué CGT.

---

## **Les chevaliers de la "table ronde sur le raffinage" en France vont se réunir ! boycott !. (27.02)**

### **AP - 26.02**

La table ronde sur le raffinage, demandée par les salariés de Total, sera organisée le 15 avril prochain, annonce vendredi le ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo.

Cette réunion est prévue "dans le cadre du protocole de sortie de crise chez Total", précisent ses services. Cette table ronde aura lieu au ministère du Développement durable.

"Après contact avec les acteurs de ce secteur et en concertation avec eux, un programme de discussion et de travail leur sera adressé dans les tous prochains jours", ajoute le ministère. Les présidents de Total et ExxonMobil "ont déjà fait connaître au ministre d'Etat leur participation à cette table ronde". (AP 26.02)

Commentaire.

1- Que cette "concertation" se déroule au ministère de l'Ecologie n'a rien d'étonnant, elle s'inscrit dans la perspective tracée par le jaune Chèreque qui s'est prononcé le 25 février pour la fermeture de la raffinerie de Dunkerque et la reconversion du site au profit des "énergies de demain".

Pour ceux qui n'auraient pas lu sa déclaration, un extrait :

"On a d'un côté M. (Jean-Louis) Borloo qui nous demande d'acheter des voitures électriques, et de l'autre côté M. (Christian) Estrosi qui nous dit qu'il faut raffiner du pétrole. Pour quoi faire? Pour le stocker dans les caves?", s'est-il interrogé.

"On dit qu'il faut maîtriser la production de CO2. Eh bien, il faut en tirer les conséquences économiques et il faut que Total, qui a les moyens financiers, fasse une reconversion du site d'une façon industrielle, c'est-à-dire qu'il investisse dans les énergies de demain pour que les salariés de ce site gardent leur emploi à Dunkerque", estime M. Chèreque. (AP 25.02)

2- Compte tenu qu'il sera impossible de fermer cette raffinerie et d'ouvrir simultanément du jour au lendemain une usine dédiée aux "énergies de demain", cela signifie que la perspective tracée par Chèreque revient à envoyer les 388 ouvriers de Dunkerque au chômage, plus les quelque 500 ouvriers employés chez les sous-traitants.

3- En prévoyant d'organiser cette "table ronde" cinq semaines après la réunion prévue (le 8 mars) par la direction de Total sur le sort qu'elle réserve aux ouvriers de Dunkerque, chacun aura compris qu'entre temps la direction de Total espère s'être débarrassée de sa raffinerie de Dunkerque et que le délais entre les deux réunions doit servir, d'une part à isoler davantage les ouvriers de Dunkerque, d'autre part à neutraliser les ouvriers des autres raffineries dans l'attente de la seconde réunion où ils seront fixés sur leur sort, disons provisoirement, car il ne faut jamais prendre pour argent comptant les promesses mêmes écrites de la part de patrons.

4- Participer à ces réunions, en attendre quelque chose, c'est déjà capituler, c'est s'en remettre à la direction de Total, alors que l'issue de cette bataille dépend uniquement de la mobilisation des ouvriers dans un contexte social explosif.

Accepter la fermeture de cette usine alors que Total a engrangé près de 20 milliards de profits au cours des deux dernières années, ce serait pour la classe ouvrière de tout le pays, accepter de se soumettre aux exigences du capitalisme au détriment de tous ses droits légitimes, ce serait se résigner à accepter la dégradation sans fin de nos conditions d'existence et de travail, ce serait s'interdire de trouver une issue politique à la crise du capitalisme alors qu'il en existe une : chasser Sarkozy, liquider les institutions et prendre le pouvoir, créer un Etat ouvrier, une République sociale qui prendrait en compte l'ensemble des besoins des masses laborieuses qui constituent l'immense majorité de la population, qui organiserait la production sur la base de ces besoins et qui procéderait à la répartition des richesses produites en fonction des besoins de la population, et non plus en fonction de la richesse détenue par une poignée de propriétaires ou actionnaires une fois qu'on les aura expropriés sans indemnité et que l'outil de production sera devenue propriété collective de l'ensemble des producteurs, des travailleurs.

Quant à ceux qui s'en remettaient aux propriétaires des raffineries et à l'Etat capitaliste, au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner pour garantir l'avenir des emplois des ouvriers de ces usines, hypocritement ils peuvent être tentés d'expliquer après coup que cette revendication venait de la base et qu'ils n'ont fait que la reprendre à leur compte, la respecter au nom de la démocratie, ils sont prêts à faire feu de tout bois pour justifier leur capitulation, on leur répondra que si cette base voulait se jeter à la mer ou se suicider, le rôle d'un parti ouvrier ne serait certainement pas de les y encourager, mais au contraire de leur ouvrir les yeux sur les dangers de s'engager dans cette voie afin qu'ils s'en détournent ou l'abandonnent.

En toile de fond, cette position opportuniste repose sur le fait qu'il serait possible d'empêcher Total de fermer cette raffinerie qui ne produit plus rien depuis des mois, dont même le programme annuel d'entretien a été annulé en prévision de sa fermeture définitive, ce que les ouvriers de Dunkerque ont parfaitement compris de leur côté, alors qu'aucun élément ne permet sérieusement d'envisager un tel revirement de situation.

Que les ouvriers de Dunkerque se battent jusqu'au bout pour exiger le retrait du plan de fermeture de la raffinerie, c'est normal, légitime, ils ont raison, c'est leur avenir qui est en jeu.

Par contre, il est criminel d'entretenir l'illusion qui peut leur traverser l'esprit que ce serait possible de convaincre ou contraindre les dirigeants de Total de revenir sur leur décision, car l'issue de leur combat comme celui de centaines de milliers de travailleurs confrontés à la même situation dans le pays est avant tout politique : seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire interdira les licenciements et expropriera les capitalistes, c'est donc dans cette perspective politique que réside la solution à leur problème et qu'ils doivent s'organiser, construire le parti révolutionnaire qui guidera le prolétariat dans son combat pour prendre le pouvoir.

Entre temps, il est évident que la classe ouvrière devra subir bien des sacrifices imposés par les capitalistes et leurs représentants, c'est inévitables, il faut dire la vérité aux travailleurs aussi dure soit-elle à avaler, mais au bout du compte nous vaincrons si nous prenons notre destin en mains et qu'au lieu de cesser le combat au premier échec, nous nous organisons et nous continuons le combat, jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète sur les capitalistes, car seule celle-ci nous permettra d'envisager un avenir meilleur.

Voilà ce que le prolétariat est en droit d'attendre d'un parti ouvrier combattant pour le socialisme.

Sur la question de l'organisation du combat sur le plan national qui pourrait être développée immédiatement, je vous renvoie à la causerie du 26 février. Sans illusion là non plus, raison de plus pour réaffirmer que la construction du parti demeure notre priorité.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos sociales et politiques.

- Le conflit s'enlise chez STA. (31.03)
- Crèches: grève et manifestations confirmées pour le 8 avril. (31.03)
- Les personnels de santé mobilisés pour leur retraite. (31.03)
- L'art de faire dire à la population le contraire de ce qu'elle souhaite... pour lui imposer. (30.03)
- Continental propose des postes à 137 euros par mois à ses salariés. (30.03)
- Le PCF rêve d'un "*Front populaire du XXIe siècle*". (30.03)
- Le monde de la culture à bout de souffle. (30.03)
- Philips : fin du processus de consultation sur la fermeture du site de Dreux. (30.03)
- Retraites : François Hollande propose une révision "*tous les cinq ans*". (29.03)
- Ne touchez pas aux institutions ! (28.03)
- Manuel Valls : il faut rompre "*avec la magie du verbe*". (28.03)
- Malgré la défaite, François Fillon entend maintenir le cap. (28.03)
- Huitième jour de grève pour les salariés des champagnes LVMH. (27.03)
- Un candidat Front de gauche en 2012 ? (27.03)
- Les handicapés dans la rue samedi pour une allocation au niveau du Smic. (27.03)
- L'UMP au bord de l'éclatement. Un régime aux abois. Un président malheureux. (26.03)
- SCA va fermer son usine de Linselles, 280 emplois menacés. (26.03)
- Les deux directrices d'hôpital libérées. (26.03)
- Des députés UMP veulent en finir avec les triangulaires. (26.03)
- L'ouverture, et ça continue encore et encore. (26.03)
- L'abstention en banlieue, plus grave que les émeutes ? (26.03)
- Une vingtaine de personnalités du PCF pourrait quitter le parti. (26.03)
- Patrick Braouezec : pourquoi j'ai décidé de quitter le Parti communiste. (26.03)
- Extraits du discours de Sarkozy et quelques réactions. (25.03)
- "*Le report de l'âge de la retraite contribuera à baisser les pensions*". (25.03)
- Les relations se tendent entre Fillon et Sarkozy. (25.03)
- Le Nouveau Centre confirme qu'il aura un candidat en 2012. (25.03)
- Journée d'action pour l'emploi et les retraites en France. (24.03)
- Une première réponse concrète au vote du 20 mars... en direction des patrons et actionnaires. (23.03)
- La gueule de bois au sommet. (23.03)
- Le Conseil d'orientation des retraites prévoit l'allongement de la durée de cotisation. (23.03)
- Revue de presse étrangère après la défaite de Sarkozy. (23.03)
- La "*coopérative politique*" de Cohn-Bendit suscite peu d'enthousiasme à gauche. (23.03)
- Le nouveau gouvernement Fillon. (23.03)
- Les mineurs manifestent à Paris contre la suppression de certains avantages. (18.03)
- A Grenoble, une association permet aux locataires en difficulté d'éviter l'expulsion. (16.03)
- Fin de conflit dans une usine papetière de Dordogne. (14.03)
- Loire: fin de la séquestration du patron Sullair Europe. (13.03)
- Une grève paralyse le port de Rouen. (13.03)
- Les profs ont défilé pour exprimer leur "*exaspération*". (13.03)
- Total Dunkerque: un conciliateur nommé par le préfet. (12.03)
- Tensions et asphyxie au quotidien pour les agents de la CAF. (12.03)
- Crèches: forte mobilisation contre le décret modifiant les conditions d'accueil. (12.03)
- Loire: deuxième nuit de séquestration pour le dirigeant de Sullair Europe. (12.03)
- La face cachée de Pôle emploi. (11.03)
- Les éboueurs de Marseille votent la poursuite de la grève. (11.03)

- Séquestration du nouveau dirigeant de Sullair Europe à Montbrison (Loire). (11.03)
- Des retraités ou des étudiants pour remplacer les enseignants. (10.03)
- Philips: la direction relance l'information du comité d'entreprise sur l'usine de Dreux. (10.03)
- Malaise chez les salariés d'Emmaüs. (10.03)
- Les kinésithérapeute manifestent à Paris. (10.03)
- Suspension du conflit des éboueurs à Marseille. (10.03)
- Manifestation du monde judiciaire français à Paris. (10.03)
- Sarkozy : la rupture, jusqu'au cégétisme? (09.03)
- Les annonces de Total ne calment pas les salariés des raffineries. (09.03)
- Total : la direction confirme l'arrêt du raffinage à Dunkerque. (09.03)
- Fin de négociations longues et houleuses des salariés de Siemens VAI MT. (09.03)
- Total, le projet annoncé par la direction est inacceptable ! (08.03)
- Le député-maire de Dunkerque ne croit pas au projet de terminal méthanier d'EDF et Total. (07.03)
- Ce que Sarkozy a annoncé au Salon de l'agriculture... et les cocus du Grenelle de l'environnement. (07.03)
- Fin de l'occupation du siège social d'Ikea à Plaisir par des salariés. (06.03)
- Total : Les salariés de Dunkerque ne sont pas totalement convaincus. (06.03)
- Total: les salariés de la raffinerie des Flandres manifestent lundi devant le siège du groupe. (06.03)
- Grève des transports dans une vingtaine de villes le 11 mars. (06.03)
- Manifestation nationale des kinésithérapeutes, le 9 mars à Paris. (06.03)
- Des grévistes de Total mettent un dépôt hors service. (06.03)
- Des employés de Renault débrayent pour une prime. (05.03)
- Mouvement de grève suivi chez Tecumseh. (Saint-Honoré ; Isère) (05.03)
- Le BTP va encore souffrir cette année. (05.03)
- Quand Nicolas Sarkozy voulait rendre constructibles des zones inondables. (04.03)
- Retraites : la réforme rêvée de Nicolas et Guillaume Sarkozy. (04.03)
- Siemens VAI MT: un accord trouvé lors des négociations à Saint-Chamond. (04.03)
- Délits financiers. Le blanchisseur du Palais. (03.03)
- Gaucherie en trois actes ou l'imposture permanente. (03.03)
- La crise sociale est pour demain. (02.03)
- Deux dirigeants de Siemens retenus par des salariés dans la Loire. (02.03)

## **Deux dirigeants de Siemens retenus par des salariés dans la Loire. (02.03)**

### **20minutes.fr - 01.03**

Des salariés de Siemens à Saint-Chamond (Loire) retiennent depuis lundi 16h deux cadres du groupe allemand pour les contraindre à poursuivre les négociations sur le plan social lié à la fermeture du site, a appris IAFP auprès de l'intersyndicale et de la direction. Lire la suite l'article

Christian Paris et Annie Bobinet, respectivement directeur administratif et financier et DRH de l'entreprise d'ingénierie métallurgique Siemens VAI MT, sont retenus par des salariés affirmant être «mandatés par l'ensemble du personnel» face au «blocage des négociations».

Interdiction de sortir de la salle

Les salariés exigent notamment que les effectifs ne descendent pas sous la barre des 476, que le site de Saint-Chamond ne soit pas fermé et qu'il n'y ait pas de nouveau plan social pendant cinq ans.

«Nous avons interdiction de sortir de la salle pour répondre à des revendications précises du personnel», a déclaré à l'AFP Annie Bobinet, jointe par téléphone. «La position de la direction a été claire mais les partenaires sociaux ne partagent pas cette position», a ajouté la DRH, quelques minutes avant de reprendre les discussions sous la contrainte «pour voir si un avancement est possible».

«Plus rien n'est négociable»

Toutefois, vers 18h30, le dialogue a de nouveau été interrompu, selon un membre de l'intersyndicale Vincent Roue. La raison : «La direction (nous) a fait savoir que plus rien n'est négociable», a-t-il indiqué.

Du coup, «les salariés nous ont fait savoir que nous serions retenus tant qu'il n'y aurait pas d'évolution des négociations dans le sens qu'ils souhaitent, notamment sur le montant de la prime supra-légale pour les personnes licenciées», a indiqué Christian Paris, précisant avoir reçu

mandat de son président Bernhard Fonseka pour négocier dans le cadre du CCE.

## La crise sociale est pour demain. (02.03)

### Slate.fr - 01.03

Le chômage continue de s'aggraver. Faute d'industrie, la mécanique pour relancer l'investissement et l'emploi est toujours en panne.

En deux mois, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a augmenté de 100.000 personnes. Le nombre de chômeurs sans emploi ou de travailleurs en activité réduite a dépassé 4,1 millions à la fin du mois janvier - dont près de 2,7 millions pour les demandeurs d'emploi sans aucune activité. D'aucuns ont beau expliquer que le processus de sortie de crise est engagé, le chômage continue de s'aggraver contrairement aux assurances un peu hâtives données par le président de la République à la mi-janvier. On expliquera difficilement à ceux toujours plus nombreux qui cherchent un emploi (0,7% de plus en un mois, 16,1% en un an) que l'économie française va mieux parce que le chômage s'aggrave moins vite! Si la crise financière semble déjà appartenir au passé, la crise sociale - elle - se durcit.

Comment amorcer la pompe à emplois?

En outre, si le nombre des entrées de nouveaux chômeurs à Pôle Emploi a tendance à diminuer, le nombre de sorties également, ce qui traduit la difficulté à se reclasser: «les reprises d'emploi déclarées baissent de manière inhabituellement forte (-16,2%) en janvier», souligne l'institut qui gère les demandeurs d'emploi. Face aux incertitudes, les entreprises françaises recrutent de moins en moins, manifestant leur doute sur la réalité d'une reprise. Et même si l'économie française semble devoir afficher en 2010 une hausse de 1,4% de son activité selon les statistiques réactualisées à fin janvier, c'est un niveau encore insuffisant pour que cette croissance soit riche en emploi. Au moins peut-on espérer que, en fin d'année si les prévisions sont atteintes, on n'en perde plus...

Le bâtiment dans le doute

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La construction est toujours en repli. Le nombre de permis de construire a baissé de 16,5% sur la fin de l'année dernière par rapport à la fin 2008, et le nombre des mises en chantier a reculé de plus de 7%. Certes, après l'effondrement de 18% à la fin de l'été, on pourrait conclure à un redressement. Mais la comparaison de fin d'année s'effectue par rapport à une période au cœur de la crise, particulièrement déprimée. Malgré tout, la dégradation se poursuit. Difficile de parler d'atténuation de la crise ! Toutefois, les conditions de prêts avantageuses (les prêts immobiliers sont actuellement consentis à un taux moyen de 3,75% pour une durée moyenne de crédit de 17,5 ans, d'après l'Observatoire du crédit immobilier) devraient soutenir le marché. Mais l'Observatoire reste prudent, à cause « de la dégradation de l'emploi qui paralyse la demande ». On tourne en rond.

La consommation cale sur l'automobile

C'est la même crainte du chômage qui a entraîné la chute de 2,7% de la consommation enregistrée en janvier. En fait, le sursaut de la consommation en décembre (+1,3%) a la même origine que le recul du mois dernier: l'automobile. A la fin 2009, les ménages ont profité des 1 000 euros de prime à la casse pour changer de voiture. Mais début 2010, les achats d'automobiles ont dégingolés (-16%, selon l'Insee), entraînant à la baisse tous les indices de consommation. En réalité, rien ne peut prendre le relais, dans les produits manufacturés, de l'automobile qui ne tirait la demande que parce que les aides de l'Etat et des constructeurs pouvaient atteindre 25 à 30% du prix d'une voiture d'entrée de gamme. Mais sans subvention à l'achat, les consommateurs restent frileux. En ce début 2010, la consommation n'est pas le déclencheur de la reprise tant attendu. Du coup, les entreprises qui ne perçoivent aucun sursaut s'abstiennent d'investir ou de recruter, et le chômage perdure. On continue de tourner en rond.

L'industrie, sacrifiée pour les services

La France fait les frais d'une politique qui a tourné le dos à l'industrie. Dans les années 90, il était de bon ton de considérer qu'une économie moderne, à l'image des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, devait plutôt se tourner vers les services, à commencer par les services financiers qui permettaient d'espérer des retours sur investissement à deux chiffres que l'industrie ne pouvaient livrer. En Europe, l'Allemagne n'a pas fait ce choix stratégique. Elle en touche aujourd'hui les dividendes avec les excédents de sa balance commerciale.

Pour profiter des productions à bas prix des pays émergents et donner du pouvoir d'achat aux Français sans augmenter les salaires, la France a préféré laisser s'opérer la désindustrialisation. Des usines ont fermé leurs portes, sans qu'il soit possible de l'interdire: les entreprises doivent pouvoir «respirer», c'est-à-dire adapter leur stratégie au contexte, et par là leur outil industriel. Mais surtout, les fleurons de l'industrie française ont investi massivement à l'international, et les conséquences de ce désintérêt pour l'Hexagone a été plus ravageur encore que les fermetures d'usines, dans la mesure où il n'y a pas eu de renouvellement de l'outil en France.

Perte de valeur ajoutée et de R&D

Les productions ont été ainsi transférées hors de France. Rappelons par exemple que, aujourd'hui, Renault ne fabrique plus dans l'Hexagone



que trois voitures sur dix qu'il commercialise dans le monde, et qu'Alcatel-Lucent y a réduit d'un tiers ses effectifs en une décennie. D'une façon générale, 500.000 emplois ont été perdus dans l'industrie en France en dix ans (soit 19% du total). Et la valeur ajoutée du secteur manufacturier ne représente plus que 16% du total en France, alors que l'industrie fournit toujours 30% de la valeur ajoutée nationale en Allemagne, et 26% en Suède.

Dans les années 90, les industriels se voulaient malgré tout rassurants, affirmant que, malgré les délocalisations de fait, les centres de recherche et développement au cœur de l'innovation et à l'origine de la valeur ajoutée, subsisteraient dans l'Hexagone. Mais avec le temps, on a vu ces centres prendre le même chemin que les usines. Au point que l'industrie française ne consacre plus que 6,6% de sa valeur ajoutée à la R&D, contre 9,9% pour l'industrie allemande et 11% pour la suédoise. Encore faut-il considérer que la France est le pays où les efforts des pouvoirs publics sont en l'occurrence les plus importants, ce qui renvoie la responsabilité de la faiblesse de ces investissements en R&D sur les entreprises.

Relancer l'investissement: qui commence?

Finalement, pour sortir de cette crise comme de toutes les grandes dépressions économiques, on regarde à nouveau du côté de l'industrie pour qu'elle apporte son lot à la résorption du chômage en relançant l'investissement. Mais l'attente risque d'être longue et le résultat en-deçà des espérances: le secteur manufacturier n'a plus le poids nécessaire pour jouer ce rôle. Christian Estrosi, le ministre délégué à l'Industrie, vient de clore les Etats généraux de l'Industrie. A lui de tracer les voies d'une relance, puisqu'il semble maintenant acquis - même de la part des hommes politiques qui ont laissé l'industrie périr - que la régénérescence du tissu industriel redevienne une priorité. L'objectif consistant à ce que les grands donneurs d'ordres relancent les commandes et les investissements pour que leurs sous-traitants investissent et embauchent à leur tour. C'est cette mécanique qui, aujourd'hui, est en panne.

---

## **Délits financiers. Le blanchisseur du Palais. (03.03)**

### **Reuters - 02.03**

Les "affaires" escamotées par la prescription ? Un projet de réforme de la procédure pénale en France pourrait largement restreindre les enquêtes sur les grandes sociétés ou la corruption par un changement de la règle de la "prescription" pour les principaux délits financiers.

Le nouveau code de procédure prévoirait que tout délit serait prescrit - c'est-à-dire considéré comme trop ancien pour être poursuivi - six ans après la date où l'infraction a été commise, et ce "quelle que soit la date à laquelle elle a été constatée", lit-on dans l'avant-projet auquel Reuters a eu accès.

Si ce point était adopté, ce serait un changement révolutionnaire dans la justice pénale française.

Actuellement, en matière financière, par exemple pour les abus de biens sociaux, la prescription est de trois ans, mais à partir de la date à laquelle les faits ont été constatés, ce qui donne de facto aux juges une très large latitude pour poursuivre des faits très anciens.

Si la nouvelle règle proposée avait été en vigueur, il aurait été impossible, par exemple, de poursuivre l'affaire des ventes d'armes à l'Angola (survenue en 1993, dénoncée en 2000), et nombre d'autres affaires de corruption.

La règle actuelle est due au fait que les délits financiers sont des délits cachés et ne sont découverts le plus souvent que de longues années après les faits, par exemple à l'occasion d'un changement de majorité dans une municipalité, ou un audit de comptes publics ou privés par des spécialistes.

Le projet allonge par ailleurs le délai de prescription pour les crimes (meurtres, viols) de 10 à 15 ans.

Pour les crimes "d'atteinte à la vie", ce délai de 15 ans partirait non à la date du crime, mais à la date "à laquelle les faits ont pu être portés à la connaissance de l'autorité judiciaire", ce qui élargit, au contraire du domaine des délits, les possibilités de poursuite.

---

## **La prescription invitée surprise de la réforme judiciaire. (03.03)**

### **Reuters - 02.03**

L'avant-projet de réforme de la justice française présenté ce mardi suscite l'hostilité des magistrats, qui y ont découvert un nouvel élément : la réforme de la prescription, susceptible d'enrayer les "affaires".

Ce document de 225 pages prévoit principalement la suppression du juge d'instruction indépendant et une réforme de la garde à vue, comme l'avait annoncé Nicolas Sarkozy.

Quelque 700 articles du code de procédure sont changés pour, selon le ministère de la Justice, clarifier les procédures, améliorer l'efficacité du système et les droits des personnes poursuivies et des victimes.

Fait rare, l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) et l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI) devraient s'accorder mercredi pour manifester le 9 mars contre la réforme et pour la défense du "service public de la justice", selon des sources syndicales.

Ils disent ne pas croire à la consultation sur le sujet, ouverte mardi, car la ministre de la Justice, Michèle Alliot-Marie, a déclaré qu'il n'était pas question de revenir sur la suppression du juge d'instruction ou de modifier le statut des procureurs, magistrats liés au pouvoir politique, désormais appelés à conduire les enquêtes sensibles.

Marc Trévidic, juge d'instruction antiterroriste et président de l'AFMI, doit être reçu la semaine prochaine au ministère mais ne voit pas l'utilité d'en discuter.

"C'est comme si on demandait à un condamné à mort de mettre de l'huile dans la guillotine ou d'en faire le contrôle technique", a-t-il déclaré à Reuters.

Laurent Bedouet, secrétaire général de l'USM, reçu ce mardi par la ministre, s'est dit "déçu" à sa sortie.

"L'essentiel, c'est l'indépendance de l'enquête et savoir qui va la mener. Ces deux points sont présentés comme non négociables et nous sommes donc inquiets", a-t-il dit à Reuters.

Clarisse Taron, présidente du SM, s'est dite très surprise de voir apparaître une réforme du régime de la prescription.

"On le voyait venir mais le passer de cette manière, en douce, sans en avoir jamais parlé et avant toute concertation, c'est surprenant", a-t-elle déclaré.

Le texte propose que les principaux délits financiers, comme l'abus de bien social, soit déclaré "prescrit" - c'est-à-dire trop ancien pour être poursuivi - six ans après la date à laquelle l'infraction a été commise.

Ce délai ne serait même que de trois ans pour l'abus de confiance simple, qui vise par exemple les détournements de fonds dans les mairies.

Si ce point était adopté, il donnerait un coup d'arrêt aux enquêtes en matière financière, avec effet immédiat, puisque ce type de réforme s'applique aux affaires en cours.

Actuellement, en matière financière, par exemple pour les abus de biens sociaux, la prescription est de trois ans mais à partir de la date à laquelle les faits ont été constatés, ce qui donne aux juges une latitude pour poursuivre des faits anciens.

De nombreuses affaires visant la mairie de Paris, ou les dossiers pour lesquels l'ex-ministre de l'Intérieur Charles Pasqua doit être jugé en avril, n'auraient pas pu être ouverts.

Le ministère présente cet élément de la réforme comme une "simplification et une clarification". Il souligne que l'idée avait été suggérée de longue date par des missions de réflexion.

Commentaire.

Cette loi va permettre de blanchir les aristocrates de l'escroquerie en tous genres, du patron à l'élu. La France ressemblera ainsi de plus en plus à un Etat de non-droit, une dictature à façade démocratique.

---

## Gaucherie en trois actes ou l'imposture permanente. (03.03)

libération.fr 01.03 ; libération.fret lepost.fr - 02.03

1- Il existe des gens heureux... de gauche !

En meeting lundi soir à Paris à la Mutualité devant près de 2000 personnes, Jean-Luc Mélenchon : «Oui quelque chose est en train de se passer. Ca vaut pas un sondage, c'est une impression de bonheur. Une certaine gauche est de retour». «Plus notre score sera haut et plus nous aurons de force dans les régions pour imposer des politiques sociales et écologiques de rupture avec le système», l'avait devancé Marie-

George Buffet.

Rappel : cette "gauche" qui a déjà gouverné pendant 17 ans entre 1981 et 2002 pour le compte des capitalistes et le bien du peuple évidemment, l'un et l'autre allant de paire ou étant indissociables.

Jean-Luc Mélenchon voit dans un bon score, le 14 mars, les raisons de poursuivre, voire de dépasser la formule initiée aux européennes: «Si vous votez massivement pour le Front de gauche, vous fonderez un Front de gauche durable qui fera toutes les élections ensemble et ceci jusqu'au sommet de l'Etat !» (libération.fr 01.03)

Buffet et Mélenchon n'ont-ils pas déjà été ministres ? Non merci, on a déjà donné, le front populaire on connaît ! Ce n'est pas, cela n'a jamais été et cela ne sera jamais notre objectif, un Etat ouvrier, c'est autre chose.

Pour Mélenchon le cumulard, la perspective d'engranger de nouvelles prébendes vaut bien un mensonge de plus : monsieur Mélenchon député européen et sénateur, notamment, vous et les vôtres depuis que vous êtes élus, dans le domaine social, vous avez "imposé" quoi au juste ? Absolument rien, votre seule participation à ces institutions suffit à les légitimer, elles ne vous en demandaient pas davantage, en retour de ce service, c'est bien rémunéré, n'est-ce pas ?

Au fait, sur Paris et la région parisienne, entre le PG et le PCF, ils ne sont pas capables de rassembler plus de 2.000 militants, pardon, adhérents ? On comprend mieux pourquoi les élections les intéressent davantage que la mobilisation des masses... qu'ils craignent par dessus tout. 2- Seuls les actes comptent... sauf pour eux, normal !

M. Aubry a-t-elle affirmé à propos du Languedoc-Roussillon : «Ce que je ne comprends pas, c'est que quand on veut battre la droite, il faut des hommes et des femmes de gauche. Quand on ne tient plus des propos qui se réfèrent aux valeurs de la gauche, je crois qu'il vaut mieux changer d'équipe. C'est ce que nous avons fait» (libération.fr 02.03)

Socialiste en parole, capitaliste ou bourgeois en acte, alors vaut mieux se concentrer sur les paroles que de parler des actes.

3- En famille de droite à gauche ou de gauche à droite.

Sur RTL, dans un reportage sonore de la radio, diffusé ce mardi matin, la journaliste politique Alba Ventura affirme que "Roger Karoutchi a longtemps raillé la campagne de Valérie Pécresse, au point que Jean-Paul Huchon, président PS de la région Ile-de-France, lui a même proposé de venir sur sa liste".

Le 7 février dernier, Jean-Paul Huchon a vait complimenté Roger Karoutchi: "On peut lui faire tous les reproches qu'on veut sur le plan politique mais au moins Monsieur Karoutchi s'intéresse à la Région, il est présent et il travaille. C'est un adversaire courtois".

Dans l'entourage de Roger Karoutchi, on "rigole" de cette information... sans toutefois démentir l'existence de cette proposition de Jean-Paul Huchon. (lepost.fr 02.03)

Qui a dit qu'il ne fallait pas confondre la gauche et la droite ? Ne serait-ce pas au bout du compte une formidable imposture ou manipulation ?

---

## **Siemens VAI MT: un accord trouvé lors des négociations à Saint-Chamond. (04.03)**

**AP - 03.03**

Un accord est intervenu mercredi après-midi entre la direction et les représentants du personnel de Siemens VAI MT, dans le cadre des restructurations en cours, a-t-on appris auprès des deux parties. Lire la suite l'article

Bernhard Fonseca, le président de cette filiale d'ingénierie sidérurgique du groupe allemand, l'a annoncé lui même aux salariés, depuis le balcon de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Chamond (Loire), où se tenait la réunion entre partenaires sociaux.

"Nous avons trouvé un accord sur le plan social, en ce qui concerne un effectif de 380 personnes et aussi sur les indemnités supra-légales", a déclaré le PDG patron de cette entreprise de 600 personnes.

Il a ensuite quitté la réunion, laissant le soin à deux de ses proches collaborateurs, Annie Bobinet et Christian Paris, de régler les modalités pratiques de mise en oeuvre de l'accord avec les représentants du personnel. Mme Bobinet et M. Paris, respectivement directrice des ressources humaines et directeur administratif et financier, sont les deux cadres dirigeants de la société qui avaient été retenus par des salariés dans un bureau pendant 26 heures, lundi et mardi.

"Quinze postes supplémentaires, par rapport aux 365 prévus, nous sont grassement accordés", a ironisé Georges Boncompain, un membre de l'intersyndicale qui exprimait sa "grande déception, d'autant plus que la direction veut fermer le site de Saint-Chamond, au profit d'un regroupement à Montbrison", à une cinquantaine de kilomètres de distance.

Le plancher de la prime supra-légale qui sera versée aux futurs licenciés est quant à lui significativement relevé, puisqu'il passera de 5.000 à 25.000 euros, précise-t-on de même source.

En début de soirée, aucune date n'était arrêtée de la part des partenaires sociaux en ce qui concerne le redémarrage de l'activité sur les sites de Saint-Chamond et de Montbrison, bloqués depuis lundi.

## **Retraites : la réforme rêvée de Nicolas et Guillaume Sarkozy. (04.03)**

### **Rue89 - 03.03**

Connaissez-vous Guillaume Sarkozy ? C'est un des frères de Nicolas. C'est aussi le DG d'un groupe d'assurance. Il y a quelques années, Guillaume dirigeait une entreprise de textile. Mais il s'est reconverti dans l'assurance santé et l'assurance retraite. C'est plus rentable. D'autant que Guillaume a des projets pour développer son affaire et il connaît quelqu'un, au sommet de l'Etat, qui veut l'aider à réaliser ses projets.

Le 4 juin 2008, Le Monde a publié un document qui dévoilait les intentions de Guillaume Sarkozy :

« La Caisse des dépôts et le groupe Médéric, qui est dirigé par Guillaume Sarkozy, veulent créer une filiale commune spécialisée dans le financement des retraites. Un document de travail daté du 16 mai et estampillé "confidentiel", relève que, en 2020, les non-cadres subiront une baisse de 5% du taux de remplacement pour une carrière complète et les cadres subiront une baisse de 20%.

Les grandes lignes de ce projet de partenariat sont posées : la création d'une "nouvelle entreprise d'assurance", qui proposera "un bilan retraite et des services adaptés, en phase d'épargne et au moment de la retraite" aux salariés. L'objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros en 2019. Les futurs partenaires se fixent "des taux de rentabilité raisonnables sur le long terme". »

Chez les Sarkozy, on se partage le travail : Nicolas diminue le niveau des retraites et Guillaume propose des complémentaires aux salariés les mieux payés. Quelle équipe. Quel cynisme !

« Le recul de l'âge de la retraite ne sert à rien »

Pour comprendre comment la réforme Sarkozy va amener à une baisse quasi-générale des retraites, il faut cesser les débats pseudo-théologiques sur la « retraite à 60 ans » et regarder la réalité des chiffres : aujourd'hui, quand un salarié solde sa retraite, à 61 ans en moyenne, il est au chômage ou au RMI-RSA depuis trois ans (en moyenne). Il n'y a que 22% des salariés qui sont encore au travail quand ils partent en retraite.

Dans ce contexte de chômage de masse, quel impact aurait l'allongement de la durée de cotisation que veut imposer le clan Sarkozy ? Une année de cotisation en plus pour bénéficier d'une retraite à taux plein ? Pour tous ceux et celles qui sont au chômage (presque 80 % des salariés), il ne sera pas possible de cotiser un an de plus. Il va leur manquer quatre trimestres. Ils subiront donc une décôte de 10% !

Allonger la durée de cotisation sans avoir fait radicalement reculer le chômage des 58-62 ans ne peut en aucun cas « sauver les retraites ». Jean-Paul Fitoussi, président de l'OFCE, écrivait dans Le Monde du 6 mars 2001 :

« S'il n'est pas porté remède au chômage, le recul de l'âge de la retraite ne sert à rien. Cela revient à demander aux gens de travailler plus longtemps alors qu'ils manquent déjà de travail. Le vrai problème, c'est le chômage. »

Comment fait-on pour vivre avec 900 euros par mois ?

Voilà comment, avec des arguments pleins de bon-sens (« l'espérance de vie a augmenté, donc il faut cotiser plus longtemps »), on prépare une baisse généralisée du niveau de vie des retraités de la Sécurité sociale. Ceux qui veulent développer les systèmes d'assurance privés sont évidemment très favorables à cette réforme mais on comprend que tous les syndicats s'opposent à ce nivellement par le bas.

Baisser aussi fortement le niveau de vie de millions de retraités serait vraiment scandaleux : derrière les chiffres, il y a des hommes et des femmes qui veulent vivre -vivre pleinement et pas seulement survivre ou sousvivre- avec ce que la Sécu leur verse. Comment fait-on pour vivre avec 900 euros par mois ? Comment fait-on pour accueillir ses petits-enfants quand chaque sou est compté ? Un spécialiste du dossier explique :

« Soyons clairs : sans doute faudra-t-il un jour travailler plus longtemps. Mais tant que l'on ne s'est pas donné les moyens de lutter radicalement contre le chômage, travailler plus longtemps est contre-productif.

C'est comme quand on fait du vélo en montagne : bien sûr qu'après avoir passé le col, il faudra freiner. Mais si on freine dans la montée, on n'arrivera jamais au col ! La priorité, la seule, c'est de lutter contre le chômage et les petits boulots. »

Dans son dernier livre, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, affirme que, depuis deux ans, sous prétexte de « sauver les banques », on a consacré des centaines de milliards à sauver les actionnaires des banques. Une autre stratégie, totalement différente, était possible pour sauver les banques, mais Stiglitz montre que Obama et la plupart des chefs d'Etat ont plié devant les pressions des banquiers et du « big business ».

De même, sous prétexte de vouloir « sauver les retraites » (qui peut s'opposer à cet objectif ?), Nicolas Sarkozy veut imposer une réforme dont l'objectif n'est absolument pas de sauver les retraites, mais de favoriser ceux qui veulent développer des systèmes d'assurance privée : son frère et ses amis. Augmenter le nombre de ceux qui cotisent

Pour sauver les retraites, l'essentiel aujourd'hui n'est pas d'augmenter le nombre de trimestres de cotisation mais d'augmenter le nombre de ceux et celles qui ont un emploi, augmenter le nombre de ceux qui touchent un vrai salaire et donc augmenter le nombre de ceux qui cotisent...

On ne pourra pas sauver les retraites si on ne parvient pas à lutter radicalement contre le chômage et la précarité. Hélas, presque trois ans après leur arrivée au pouvoir, Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont engagé aucune réforme pour lutter contre le chômage et la précarité. Le total des inscrits à Pôle emploi a augmenté de 800 000 en dix-huit mois, mais le gouvernement semble se moquer totalement de cette question. Ce silence en dit long sur les priorités de l'équipe au pouvoir.

Le chômage et la précarité sont au cœur de la crise dans laquelle s'enfonce notre pays : que l'on parle du dossier des retraites, de l'« intégration des jeunes de banlieue » ou de la défiance de plus en plus grande des citoyens vis-à-vis des politiques, on en revient toujours au lancinant problème du chômage.

Pour vaincre le chômage, nous ne pensons pas qu'on puisse encore et toujours attendre le retour de la croissance (voir à ce sujet notre réponse vidéo à Luc Chatel : Sainte Rita fera-t-elle revenir la croissance ?). Attendre le retour de la croissance n'est pas la solution, il faut agir !

Commentaire.

Je vous fais grâce de la fin de cet article qui faisait l'apologie de la politique d'Europe écologie dans les régions ! Le chômage est la vraie question ou l'une des principales questions qu'aucun gouvernement à la solde du capitalisme ne résoudra, il faut donc en conclure que c'est l'Etat qui doit changer de nature et de main...

---

## **Quand Nicolas Sarkozy voulait rendre constructibles des zones inondables. (04.03)**

### **Rue89 - 03.03**

Comment des discours passés peuvent contredire une position présente? Lundi 1er mars, Nicolas Sarkozy se rendait en Vendée et en Charente-Maritime pour constater les dégâts laissés par la tempête Xynthia. Au moins 53 morts, plusieurs milliers d'habitations dévastées et des centaines d'exploitations détruites, l'ampleur de la catastrophe est énorme. Et chacun cherche les raisons qui ont pu conduire deux régions françaises à être à ce point touchées. La concordance de deux facteurs naturels rares –une marée haute de fort coefficient, et des vents violents– ne pouvant tout expliquer, les reproches se sont rapidement reportés sur le rôle de l'urbanisation dans des zones sensibles aux inondations.

Une cible reprise par le président de la République qui a fustigé la politique d'urbanisme dans ces départements. «On ne peut pas transiger avec la sécurité», déclarait-il avant d'ajouter qu'il fallait «faire de toute urgence la lumière sur ce drame inacceptable et incompréhensible».

A peine deux jours plus tard, le mercredi 3 mars, la candidate d'Europe Ecologie aux élections régionales en Ile-de-France, Cécile Duflot, accusait le même Nicolas Sarkozy d'avoir mis en cause la loi littoral lors de sa campagne présidentielle. «Il avait dit en avril 2007: il faut assouplir la loi littoral pour que les communes puissent se développer, c'était à peu près sa déclaration», a affirmé Cécile Duflot sur les antennes de France Info.

Une position réaffirmée en effet à plusieurs reprises par le président de la République. Le 4 décembre 2008, lors de l'annonce de son plan de relance, Nicolas Sarkozy déclarait: «Les contraintes liées à l'urbanisme seront temporairement considérablement assouplies.» Le 21 avril 2009, au cours d'un discours sur le Grand Paris, il affirmait toutefois vouloir «rendre constructible les zones inondables pour des bâtiments adaptés à l'environnement et aux risques».

N. Sarkozy voulait assouplir les règles en zone inondable

Près de 100.000 logements ont été construits entre 1999 et 2006 sur 424 communes de plus de 10.000 habitants «soumises à un risque majeur d'inondation», sur des terrains pouvant connaître «des submersions d'intensité et de fréquence variables», estime le Commissariat général au développement durable. Par ce constat qui porte à 7% en sept ans la hausse du nombre de logements dans des zones inondables, on estime à 2,7 millions le nombre de personnes résidant dans ces secteurs. Et c'est probablement plus: les deux communes les plus touchées samedi ne font pas partie de ce décompte.

---

## **Le BTP va encore souffrir cette année. (05.03)**

**lefigaro.fr - 04.03**

Vinci le clame haut et fort : cette année, le groupe de construction cherchera à racheter des entreprises dans son secteur. «Ce ne sera pas des mégaprojets. Plutôt des opérations à quelques centaines de millions d'euros, à l'image de Tarmac, dont nous avons repris une centaine de carrières récemment», a expliqué jeudi Xavier Huillard, son directeur général, lors de la présentation des résultats. En revanche, son concurrent Eiffage n'envisage pas d'opération de croissance externe. Quant à Bouygues, même s'il n'exclut pas de faire des acquisitions, il n'en fait pas une priorité.

Ces trois concurrents ont choisi des options différentes car ils ne portent pas le même regard sur la conjoncture en 2010. Ils se retrouvent pourtant souvent en concurrence sur les mêmes dossiers, comme les projets de ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux ou Le Mans et Rennes, pour lesquels on attend avant la fin de l'année la désignation du groupe chargé de la concession.

C'est Vinci qui se montre le plus optimiste. Après avoir vu son taux de profit passer de 4,8 % à 5 % pour atteindre 1,5 milliard en 2009, le groupe table sur un résultat net similaire cette année. Avec un carnet de commandes confortablement garni de 24 milliards d'euros.

Des points de vue différents

Bouygues est plus mitigé. Le groupe envisage une baisse de son chiffre d'affaires de 4 % cette année, à 30 milliards, et une chute spectaculaire dans certaines activités. -Bouygues immobilier attend ainsi une baisse de ses ventes de 30 %, et Bouygues construction table sur un recul de 5 %.

Quant à Eiffage, qui a déjà déçu avec un bénéfice net de 190 millions, en baisse de 35,1 % l'année dernière, il envisage simplement de réaliser un chiffre d'affaires stable (13,3 milliards).

En fait, ces géants ont des points de vue différents car la situation n'est pas stabilisée. Après avoir connu un véritable coup d'arrêt l'année dernière, le BTP envisage un exercice encore difficile. Une claque surtout ressentie par les PME. Ainsi, l'activité travaux publics qui avait plongé de 6 % en France en 2009 devrait régresser encore de 0,5 % cette année selon la FNTF (Fédération nationale des travaux publics). Heureusement que l'hémorragie a été réduite car ce recul a des conséquences en termes d'emploi. 30 000 jobs d'intérimaires et 3 500 postes fixes ont été supprimés en 2009.

La douche froide est encore plus violente dans le bâtiment. Après une chute de 7 % l'année dernière, l'activité devrait reculer en 2010 de 3,1 % (voir infographie). Avec là aussi une saignée sur l'emploi. En 2009, 50 000 postes ont été supprimés dont la moitié d'intérimaires. Cette année, 30 000 postes devraient être rayés d'un trait de plume dont 5 000 intérimaires. Pour corser l'addition, 12 000 entreprises sur 333 000 dans le secteur ont disparu l'année dernière, victimes de la crise. Et l'embellie ne sera pas pour demain selon les experts. Le PDG d'Eiffage, Jean-François Roverato, craint qu'«il y ait un trou important pour les travaux entre la deuxième partie de 2010 et la deuxième partie de 2011».

---

## **Mouvement de grève suivi chez Tecumseh. (05.03)**

**DL - 04.03**

La tête du chef indien, bleue sur fond blanc, se devine plus qu'elle se reconnaît. Pas grave : l'essentiel, ce sont les mots qui côtoient l'emblème imité de Tecumseh sur la banderole, à l'entrée du site matheysin de l'entreprise. "En grève". Oui, la grande majorité des employés censés travailler (87 % selon les trois syndicats : CGT, CFDT, FO) étaient en grève hier, dès 6 h. Leur revendication : une hausse de salaire de 50 € nets pour tous. Ils entendent poursuivre leur grève jusqu'à vendredi, jour fixé pour une négociation salariale.

« La direction nous dit qu'on fait un produit exceptionnel, et on a un salaire banal », ironise un gréviste. Ce produit, c'est un compresseur (appareil qui produit du froid). Le salaire, c'est par exemple « 1 300 € nets pour quelqu'un qui travaille ici depuis trente-quatre ans », argumente Christine Baret, déléguée syndicale CGT.

Bernard Lamagnere, le directeur d'établissement, avoue ne pas comprendre. « On a un processus de négociation salariale en cours, une troisième réunion est prévue vendredi. Les deux premières se sont très bien passées, les partenaires sociaux étaient plutôt satisfaits. La négociation se fait pour l'ensemble du groupe, on ne peut pas négocier pour un seul site, ni hors des réunions prévues. » En attendant, aucun compresseur n'est sorti de l'usine et aucun camion n'a pu y entrer. Cela risque de continuer aujourd'hui et demain.

---

## **Des employés de Renault débrayent pour une prime. (05.03)**

### **20minutes.fr - 04.03**

Quelque 16% des salariés de six sites Renault, selon la direction, ont débrayé jeudi pour obtenir une prime conséquente, alors que les syndicats du constructeur menacent d'un mouvement national plus large pour le même motif.

Les sites touchés ont été ceux du Mans, de Cléon près de Rouen, Douai (Nord), Flins (Yvelines), Grand-Couronne (Seine-Maritime) et de la Fonderie de Normandie à Cléon.

Des arrêts de travail similaires avaient été observés il y a une semaine. Lundi, une rencontre avec le directeur général délégué du constructeur, Patrick Pelata, a laissé les syndicats sur leur faim. 10.000 euros de prime pour les cadres

CFDT, CFE-CGC, CGT, FO et CFTC protestent contre l'octroi à quelque 3.000 cadres d'une «Prime Performance Groupe» de 10.000 euros en moyenne, alors que l'ensemble des salariés de Renault SAS doivent toucher une prime de 500 euros cette année.

A Douai, dès 5h30 jeudi matin, environ 1.000 salariés selon la CGT, 300 selon la direction, ont fait grève ce qui a eu un «très fort impact» sur l'un des deux flux de production mais n'a pas provoqué d'arrêt total de l'usine, a indiqué un porte-parole de l'entreprise.

La CGT a avancé le chiffre de 90 véhicules sortis de l'usine sur 400 prévus. L'usine de Douai, qui produit les monospaces Scénic et la Mégane cabriolet, emploie environ 5.150 salariés. Reconduction du mouvement lundi?

Les salariés réclament une prime ponctuelle de rattrapage «par rapport au pouvoir d'achat qu'on a perdu depuis le début de l'année, à hauteur de 1.000 euros minimum», a déclaré Guy Pottiez, secrétaire général du syndicat CGT Renault-Douai.

Il souhaite «reconduire dès lundi le mouvement», l'usine étant en chômage technique vendredi.

A l'usine de Cléon, quelque 400 salariés ont débrayé une heure dans la matinée et 600 dans l'après-midi, selon la CGT. «C'est un partage des richesses qui n'est pas possible: 27,5 millions pour 55.000 salariés et environ 30 millions pour 2.800 cadres» pour leurs primes respectives, s'est insurgé Régis Louail, délégué CGT.

---

## **Des grévistes de Total mettent un dépôt hors service. (06.03)**

### **Reuters - 05.03**

Des grévistes de la raffinerie Total de Dunkerque ont mis hors service un dépôt de pétrole brut pour peser sur les négociations sur l'avenir du site, menacé de fermeture, qui se tiendront lundi.

Quelque 200 grévistes se sont rassemblés dans la matinée autour de cuves contenant 500.000 à 600.000 mètres cubes de brut, à Gravelines (Nord), apprend-on de source syndicale.

"On a mis hors service du matériel, on a posé des cadenas pour que les pompes de vidange ne puissent plus fonctionner", a déclaré à Reuters Patrice Leclerc, délégué Force ouvrière chez Total.

L'action vise à empêcher le chargement du brut sur un pétrolier.

"Nous réclamons toujours un véritable projet industriel pour protéger le tissu industriel dunkerquois et nous n'avons pas eu vent d'un tel projet", a ajouté le responsable syndical.

Personne chez Total n'était disponible dans l'immédiat pour commenter ces informations.

A la suite d'un mouvement social de blocage de ses six raffineries en France, qui a menacé un temps le pays de pénurie de carburant, Total

s'est engagé la semaine dernière à conserver cinq de ces raffineries pendant cinq ans.

L'accord ne porte cependant pas sur la raffinerie de Dunkerque, à l'arrêt depuis mi-septembre 2009, et dont le sort sera discuté lundi lors d'un comité central d'entreprise exceptionnel au siège du groupe à La Défense, près de Paris.

---

### **Manifestation nationale des kinésithérapeutes, le 9 mars à Paris. (05.03)**

#### **AP - 05.03**

Les syndicats de kinésithérapeutes appellent à une manifestation nationale à Paris, mardi prochain, pour exiger notamment la reconnaissance de leur diplôme au niveau master et la prise en charge de leur formation par l'Etat.

Le défilé partira à 14h de la gare Montparnasse pour se rendre jusqu'au ministère de la Santé où une délégation demande à être reçue, selon un communiqué diffusé vendredi par les trois organisations représentatives de la profession (FNEK, étudiants en kinésithérapie, FFMKR et UNSMKL).

Les trois organisations réclament un "diplôme d'Etat en cinq ans accolé à un grade de master", la "prise en charge de la formation par l'Etat", ou encore "l'intégration universitaire" de leurs instituts de formation.

---

### **Grève des transports dans une vingtaine de villes le 11 mars. (06.03)**

#### **20minutes.fr - 05.03**

Avant Paris le 23 mars, des perturbations sont à prévoir jeudi prochain, le 11 mars, dans certains réseaux de transport en commun urbains et interurbains, après l'appel à la grève lancé ce vendredi par une intersyndicale qui souhaite défendre le statut social des salariés du secteur.

Avec l'espoir de toucher 27 villes au total, des préavis ont déjà été déposés par l'intersyndicale CGT-FO-CFTC-CFE/CGC-FNCR dans les réseaux de Lyon, Lille, Clermont-Ferrand, Tours, La Rochelle, Troyes, Angers, Nantes, Rennes, Epinal, Valenciennes, Pau, Lorient, Toulon, Dijon, Blois, Bourges et Besançon.

Un niveau de perturbations pas encore évaluable

Une manifestation est également prévue à Paris entre la place de l'Opéra et le siège du groupe Keolis France, situé quelques rues plus loin, qualifié par l'intersyndicale de «symbole» d'une «politique d'asservissement des salariés aux impératifs financiers». Keolis gère en France les réseaux urbains de 85 villes et les réseaux interurbains dans 65 départements.

L'Union des transports publics et ferroviaires (UTP, patronat), qui regroupe 170 entreprises de transports publics urbains, a indiqué de son côté qu'elle ne pouvait pas encore évaluer le niveau des perturbations.

---

### **Total: les salariés de la raffinerie des Flandres manifestent lundi devant le siège du groupe. (06.03)**

#### **AP - 05.03**

Les salariés de la raffinerie Total des Flandres, située près de Dunkerque, ont décidé de venir manifester lundi devant le siège du groupe à La Défense (Hauts-de-Seine) alors que se tiendra un comité central d'entreprise sur l'avenir du site, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT.

Selon le délégué syndical central CGT de Total à Dunkerque, Marc Pigeon, cinq cars doivent partir des abords de la raffinerie lundi vers 6h du matin, pour un rassemblement attendu en fin de matinée au pied de la tour Total. Le comité central d'entreprise se tiendra à partir de 10h.

Vendredi matin, les salariés de la raffinerie, en grève depuis le 12 janvier dernier contre la menace de fermeture du site, ont poursuivi leurs actions. Plusieurs d'entre eux ont démonté dans la matinée des moteurs de pompes de cuves contenant 500.000 tonnes de brut, afin d'empêcher l'évacuation du pétrole par la direction et de conserver ce "trésor de guerre" dans l'attente du CCE de lundi, selon le délégué syndical.

Ils ont ensuite manifesté sur le port de Dunkerque, selon le responsable syndical. La menace de fermeture de la raffinerie des Flandres est à l'origine de la semaine de grève qui avait bloqué les six raffineries Total en France en février.



Le mouvement a été suspendu le 24 février après des négociations avec la direction qui s'est notamment engagée à ne fermer ni céder aucune autre raffinerie d'ici cinq ans.

Une assemblée générale est prévue mardi à la raffinerie des Flandres pour faire le point sur les annonces du CCE, tandis qu'au siège de la CGT à Montreuil (Seine-Saint-Denis), la confédération réunira les délégués de l'ensemble de ses syndicats de la filière du pétrole.

---

### **Total: Les salariés de Dunkerque ne sont pas totalement convaincus. (06.03)**

**20minutes.fr - 05.03**

Ils ne sont vraiment pas convaincus. Les salariés de la raffinerie des Flandres étaient environ 300, hier à Dunkerque, pour manifester contre la fermeture de leur usine. Quelques heures plus tôt, à l'autre bout de la France, Nicolas Sarkozy clôturait les états généraux de l'industrie. Là-bas, le chef de l'Etat a annoncé sa volonté de pérenniser l'emploi industriel. Cela ne rassure pourtant pas les salariés de Dunkerque, troisième port de France. « On est en période électorale et ils savent qu'ils vont perdre, analyse François Croquefer, le patron de l'union locale CGT. Il n'y a rien de concret, juste des paroles. C'est un peu simpliste aujourd'hui de dire qu'on va redresser la barre. »

Car ici, les déclarations volontaristes se heurtent à la perspective de fermeture de la raffinerie. « Ça me fait sourire, glisse Benjamin Tange, 28 ans, opérateur chez Total. Qu'il maintienne déjà les industries en place. Quand on regarde les infos, il y a de la casse industrielle partout en France. Il faudrait qu'il connaisse le quotidien des travailleurs pour s'apercevoir des difficultés que l'on traverse. » « Du vent » pour les salariés, casques sur la tête et gilets fluo, qui jugent les annonces trop floues. « Augmenter la production industrielle de 25 %, ça veut dire quoi ? critique Christophe Bouillon, opérateur. Il faut voir de quel secteur il parle, c'est tellement vague. C'est des phrases qu'il lance comme ça. » Du coup, le discours de Nicolas Sarkozy est bien loin d'apaiser la colère des salariés. « C'est tellement évident qu'on ne demande qu'à y croire, lâche un technicien. Mais dans les faits, c'est exactement le contraire qui se passe. »

Les syndicalistes ont prévenu : pas question d'accepter la fermeture de leur site. Ils ont donné rendez-vous aux journalistes ce matin à 6 h. Pour une action d'éclat restée secrète.

---

### **Fin de l'occupation du siège social d'Ikea à Plaisir par des salariés. (06.03)**

**lemonde.fr et AFP - 04.03**

Les représentants syndicaux, qui avaient décidé d'occuper jeudi matin le siège social d'Ikea France à Plaisir (Yvelines), ont quitté les locaux tard dans la soirée, a-t-on appris vendredi auprès de la direction. Les élus ont quitté les locaux peu après 22 heures, a précisé Pierre Deyries, directeur de la communication d'Ikea France. Les syndicats n'étaient pas joignables dans l'immédiat.

Des représentants syndicaux avaient décidé d'occuper, jeudi 4 mars, le siège social du magasin de Plaisir pour réclamer la "reprise des négociations" sur les salaires, qui s'étaient soldées par un échec fin février. Une vingtaine d'élus CGT, FO, et CFDT sont entrés, dans la matinée, dans le siège social du géant suédois du meuble, selon Hocine Redouani, délégué FO. Environ cinq d'entre eux, principalement membres de FO, s'apprétaient en fin de journée à passer la nuit sur place, a ajouté M. Redouani.

La direction du groupe a stigmatisé "un groupe isolé de salariés" et une action "illégal". "Les négociations annuelles obligatoires sont closes depuis jeudi 25 février", rappelle-t-elle en outre. A l'issue de ces négociations, les syndicats avaient refusé, à l'exception de la CFTC et la CFE-CGC, organisations minoritaires, de signer l'accord prévoyant une augmentation collective des salaires de 1 % et une hausse au mérite de 1 % pour toutes les catégories professionnelles. Jeudi après-midi, les syndicalistes étaient reçus par des membres de la direction, sans qu'aucune avancée ne soit communiquée.

En février, les bureaux de la direction avaient été occupés pendant plusieurs jours avant la tenue des dernières réunions de négociations annuelles obligatoires. L'intersyndicale, qui réclamait initialement une hausse générale de 4 %, a fait une contre-proposition de 2 % d'augmentation collective, appelant les salariés à poursuivre la "mobilisation". La direction du groupe a quant à elle décidé d'appliquer unilatéralement ses propositions, à savoir une hausse de 1 %, comme le lui permet la loi en cas d'échec des discussions.

---

### **Ce que Sarkozy a annoncé au Salon de l'agriculture. (07.03)**

**Express.fr - AFP - 06.03**

Après une arrivée discrète, le chef de l'Etat a participé à une table ronde avec les agriculteurs. Et a tenté d'apporter des réponses au malaise des éleveurs et des producteurs français.

"Je ferai pour l'agriculture française - un secteur stratégique et majeur - ce que nous avons essayé de faire pour la crise financière". Au Salon de l'agriculture, à Paris, Nicolas Sarkozy a fait son entrée en catimini. Mais il a aligné les promesses et les annonces à la table ronde avec les syndicats agricoles, à laquelle participait également le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire.

#### Les prêts bonifiés

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il donnait son accord pour une augmentation de 800 millions d'euros des prêts bonifiés des banques en faveur des agriculteurs en difficulté. Il a également présenté une aide supplémentaire pour les agriculteurs déjà très endettés de 50 millions d'euros, qui s'ajoutent aux 100 millions d'euros déjà accordés dans le cadre du Fonds d'aide d'allègement des charges. "L'argent sera là pour financer tout ce qui vous permettra de traverser le gros de la crise", a-t-il affirmé.

En 2009, les agriculteurs ont vu leurs revenus baisser d'un tiers, et jusqu'à 50% pour les producteurs laitiers.

#### Les subventions de Bruxelles

"L'agriculteur est un entrepreneur. Il doit vivre de ses prix et non de subventions". "Des subventions ont été versées aux agriculteurs, qu'on n'avait pas le droit de verser. Dix ans après, il faut tout rembourser. Ce n'est une solution", les aides "doivent être légales" et reconnues par Bruxelles, a-t-il martelé.

#### Le marché des matières premières agricoles

"A partir du mois de novembre prochain, la France présidera le G20. Nous prendrons l'initiative de promouvoir une véritable régulation des marchés de matières premières agricoles, afin de limiter la spéculation croissante et d'encadrer les produits financiers dérivés de ces marchés", a ajouté le président.

#### Le droit de la concurrence

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il allait "demander la modification du droit de la concurrence" dans l'Union européenne, Bruxelles n'autorisant pas le regroupement de producteurs agricoles. "Je souhaiterais qu'on puisse fixer un prix par interprofession sans qu'on crie au cartel", a dit le chef de l'Etat. Il a souhaité que face aux distributeurs, "les producteurs se regroupent". "Nous vous aiderons à peser sur le partage de la valeur ajoutée", a-t-il promis, dans une allusion au déséquilibre commercial entre les cinq grandes enseignes en France et les milliers de producteurs.

#### Les quotas laitiers

Il a également dénoncé les "slogans démagogiques en faveur des quotas laitiers car "la solution" à la crise que traverse le secteur, "ce ne sont pas les quotas".

#### La préférence communautaire

Le président a réaffirmé qu'il se battra pour la préférence communautaire, qui, selon lui, est "parfaitement compatible avec l'OMC". "Pourquoi l'Europe ferait-elle preuve d'une naïveté confondante en ouvrant toutes ses frontières sans aucune protection?".

#### La taxe carbone

Nicolas Sarkozy s'est redit favorable à l'imposition d'"une taxe carbone aux frontières".

#### Commentaire.

Cet article ne dit pas qu'il a été copieusement sifflé lors de sa visite au Salon de l'agriculture samedi. Il s'était pointé très tôt, 8h30 du matin en espérant peut-être y trouver peu d'opposants à sa politique, pas de bol, les agriculteurs sont habitués à se lever à l'aurore !

Il se fout littéralement du monde en disant qu'il va "promouvoir une véritable régulation des marchés de matières premières agricoles", lorsque l'on constate quotidiennement qu'absolument rien n'a changé en matière de régulation financière ou de contrôle des marchés depuis que la crise a éclaté.

Les "aides" qu'il a promises aux agriculteurs, en dehors des exonérations de cotisations sociales des journaliers que l'Etat versera aux organismes sociaux avec nos impôts, consistent en réalité en prêts supplémentaires, alors que la plupart des agriculteurs sont endettés jusqu'aux dents.

Comme avec les syndicats ouvriers, il leur a sorti la tarte à la crème du "partage de la valeur ajoutée" auquel personne ne croit sérieusement.

Parole, parole, parole...

Un journaliste a écrit que le Sarkozy omniprésent du début de mandat était devenu transparent et incapable de proposer autre chose que du vent, c'est l'exercice auquel il s'est livré samedi, en dehors d'aides à coup de millions d'euros qui profiteront principalement aux riches propriétaires terriens liés à l'industrie agro-alimentaire.

---

### ... et les cocus du Grenelle de l'environnement.

#### AP - 06.03

Nicolas Sarkozy a clairement pris position samedi en faveur des agriculteurs aux dépens des écologistes lors de la "table ronde" qui concluait sa visite au Salon de l'agriculture.

Les questions d'environnement, "ça commence à bien faire", a lancé le président de la République au cours de cette rencontre avec les syndicats agricoles, laissant présager une inflexion des mesures du Grenelle de l'environnement dans le domaine de l'agriculture.

"Je crois à une agriculture durable (...) et je ne renoncerai pas à l'ambition de mettre la France au premier plan des pays qui construiront une économie durable et une agriculture durable", a-t-il assuré, relevant que, "d'ailleurs, les agriculteurs seraient les premières victimes des pesticides".

Cependant, "il faut que nous changions notre méthode de mise en oeuvre des mesures environnementales en agriculture", a-t-il ajouté, en dénonçant avec force "les distorsions de concurrence à l'intérieur de l'Europe".

"Je souhaite qu'on montre l'exemple mais qu'on avance en regardant ce que font les autres, parce que sinon, il n'y aura plus d'éleveurs de porcs bientôt chez nous", a souligné le chef de l'Etat, qui a demandé aux ministres Bruno Le Maire (Agriculture) et Jean-Louis Borloo (Ecologie) de tenir "dès la semaine prochaine, un premier groupe de travail autour d'une nouvelle méthode d'analyse des mesures environnementales en agriculture".

"Il faut que ça change", a-t-il insisté, précisant que cette nouvelle méthode s'articulerait autour de trois axes: une analyse comparée avec ce qui se fait chez les partenaires européens de la France, une étude d'impact économique et social sur les filières françaises et un chiffrage du bénéfice attendu.

Commentaire.

L'intérêt de Sarkozy pour l'environnement n'était qu'une imposture, une de plus.

Nous le savions depuis le premier jour, car nous savions que Sarkozy était aussi le candidat des grands propriétaires terriens et de multinationales de l'agro-alimentaire au même titre que l'UE est leur parlement, et que tout doit être sacrifié pour leur permettre de continuer de s'enrichir, quite à pourrir littéralement notre environnement et produire des aliments à la limite du comestible, bourrés d'antibiotiques ou de produits chimiques en tous genres, quite à épuiser les sols, polluer tout ce qui peut l'être, pendant que l'agriculture et l'élevage traditionnels sont en train de disparaître.

---

### Le député-maire de Dunkerque ne croit pas au projet de terminal méthanier d'EDF et Total. (07.03)

#### lemonde.fr et AFP - 06.03

Le terminal méthanier d'EDF et Total, Michel Delebarre, le député-maire (PS) de Dunkerque n'y croit pas une seconde.'En présentant l'investissement de Total dans un futur terminal méthanier à Dunkerque comme l'une des principales contreparties à la fermeture possible de la raffinerie des Flandres à Dunkerque, le gouvernement et le groupe Total veulent tromper l'opinion publique', affirme Michel Delebarre dans un communiqué, déplorant également une 'campagne de désinformation' à ce sujet.

Le projet est, selon l' élu, élaboré et défendu depuis 'plus de deux ans' par EDF, le port de Dunkerque et les responsables locaux et une décision définitive devait être prise 'très rapidement, indépendamment de l'avenir de la raffinerie des Flandres'. En outre, ce terminal créerait 'moins de 100 emplois' permanents, selon Michel Delebarre, alors que la raffinerie de Dunkerque emploie 380 salariés et plus de 400 personnes chez les sous-traitants. Le député nordiste s'interroge par ailleurs sur l'avenir immédiat des employés du site, le terminal méthanier ne pouvant être mis en fonctionnement avant quatre ans.

Il réclame le maintien en activité de la raffinerie de Dunkerque jusqu'à la mise en service effective du terminal. 'Total n'a toujours pas annoncé ce qu'était le véritable projet industriel pour sauver les emplois directs et indirects sur le site de Dunkerque en cas de fermeture de la raffinerie', regrette Michel Delebarre, qui s'inquiète aussi du développement de l'agglomération dunkerquoise. Des propositions du groupe pour l'avenir de la raffinerie doivent être annoncées lundi à Paris lors d'un comité central d'entreprise (CCE). Les employés du site, à l'arrêt depuis septembre, sont en grève depuis le 12 janvier.

---

## **Total, le projet annoncé par la direction est inacceptable ! (08.03)**

**lepoint.fr, 20minutes.fr et Reuters 07 et 08.03**

Total a confirmé lundi matin son intention de participer au projet de terminal méthanier d'EDF à Dunkerque.

Le décision d'engagement de construire le terminal sera prise avant l'été 2010 pour une mise en service en 2014, selon le communiqué qui précise bien que le projet reste "conditionné à l'obtention des autorisations administratives". En phase d'exploitation, le projet devrait créer "au moins une cinquantaine d'emplois directs" et 150 emplois indirects, selon Total.

La CGT et Sud de Total jugent bien maigre cette compensation à la fermeture de la raffinerie de Dunkerque qui compte 370 emplois directs. "S'ils veulent éviter la guerre, ils n'ont pas intérêt à nous annoncer ça", tempête Philippe Wullens (Sud). La CFDT, plus modérée, a souligné le bénéfice pour la région de Dunkerque en termes d'aménagement du territoire, mais a estimé que le projet n'était "pas énorme".

Hier après-midi, le ras-le-bol des grévistes était palpable. « Ce n'est pas un projet de substitution, dénonçait un salarié présent au piquet de grève. Mais comme ça, ils font croire aux gens qu'ils proposent quelque chose de concret. »

Pour sa part, le député-maire PS de Dunkerque Michel Delebarre a accusé le gouvernement et Total de "tromper" la population avec ce projet préparé depuis deux ans.

Commentaire.

Cela ressemble à un scénario écrit d'avance, puisque ce projet était dans les tiroirs depuis deux ans, selon les syndicats.

Si lors de la réunion du comité central d'entreprise de Total à La Défense cet après-midi, la direction n'a rien d'autre à proposer, il faut appeler immédiatement à la grève illimitée de toutes les raffineries en France jusqu'à la réouverture de la raffinerie de Dunkerque.

Complément du 09.03.

La direction n'a rien annoncé de nouveau, la CGT envisage d'appeler les autres raffineries à la grève. Lire les deux articles de presse sur le déroulement de la journée d'hier dans la rubrique Info sociale. (A suivre)

---

## **Fin de négociations longues et houleuses des salariés de Siemens VAI MT. (09.03)**

**AP - 08.03**

Les salariés et la direction de Siemens VAI MT ont mis fin lundi soir à plus de six mois de négociations sur le projet de restructuration de cette entreprise de 600 salariés, basée à Saint-Chamond (Loire).

Les représentants des salariés ont déclaré avoir rendu "des avis négatifs sur le plan industriel et sur le plan social", qui leur ont été présentés par la direction de cette entreprise d'ingénierie sidérurgique.

Ils ont donc accepté, lundi en fin d'après-midi, de mettre un terme à l'interminable négociation (débutée en septembre 2009) qui se déroulait, une nouvelle fois, à l'Hôtel-de-Ville de Saint-Chamond, à la demande de leur président Bernhard Fonseca.

Ce dernier craignait d'être retenu dans les locaux de l'entreprise, comme l'avaient été pendant 26 heures, une semaine auparavant, deux de ses adjoints (la directrice des ressources humaines et le directeur administratif et financier), à l'occasion d'une réunion du comité central d'entreprise "à laquelle le PDG s'était dérobé", selon l'intersyndicale.

Lundi, M. Fonseca a finalement accepté que l'indemnité extra-légale bénéficie à l'ensemble des salariés licenciés, y compris ceux qui refuseraient une mutation à Montbrison (Loire), où doivent être regroupées les activités, après la fermeture du site de Saint-Chamond, en septembre 2011.

La direction de Siemens VAI MT a en revanche refusé de fixer cette indemnité de 25.000 à 45.000 euros, selon les cas, comme elle s'y était pourtant engagée mercredi dernier. Son montant sera compris entre 15.000 et 35.000 euros. Toutefois, elle pourra être augmentée de 10.000 euros dans le cadre de transactions individuelles pour les salariés qui renonceraient par écrit à tout recours en justice à l'égard de leur ex-employeur.

A l'issue des négociations, en fin d'après-midi, le président Bernhard Fonseca, sous les huées des salariés, s'est engouffré dans son véhicule, sous la protection de ses gardes du corps, dont il ne se sépare plus depuis plusieurs mois.

Lundi soir, la direction du groupe allemand a, de son côté, déclaré ne pas avoir "commis de déloyauté quant au montant des indemnités supra-légales sur lequel elle s'était engagée mercredi dernier, contrairement aux déclarations des représentants du personnel".

"Il était prévu depuis le début qu'une partie (ndlr: 10.000 euros) de cette somme était de nature transactionnelle", c'est-à-dire versée en échange d'un engagement écrit du salarié licencié à ne pas assigner en justice son ex-employeur, a affirmé une porte-parole de Siemens.

Jean-Jacques Servanton, membre de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, a commenté avec amertume ce résultat: "nous avons obtenu des améliorations concernant le nombre d'emplois conservés, qui atteint 380 sur un total de 600. L'accompagnement social a été amélioré mais, au plan industriel, nous sommes très inquiets sur le devenir de notre entreprise, à qui Siemens retire une partie de ses activités, pour les transférer en Allemagne, en Autriche, en Grande-Bretagne et en Chine".

Les salariés s'apprêtaient à reprendre le travail mardi matin. La majorité d'entre eux s'étaient mis en grève lundi matin dans la Loire, dénonçant la remise en cause par leur direction d'une partie des accords conclus mercredi dernier.

---

## **Total : la direction confirme l'arrêt du raffinage à Dunkerque. (09.03)**

### **AP - 08.03**

La direction de Total a confirmé, lundi lors d'un comité central d'entreprise, l'arrêt des activités de raffinage à Dunkerque (Nord). Le groupe promet de reclasser tous les salariés de la raffinerie, dont plus des deux tiers localement, via la création de deux centres -l'un de formation, l'autre technique-, la reconversion du site en dépôt pétrolier et l'exploitation avec EDF d'un terminal méthanier dont la mise en service est prévue en 2014.

Cette raffinerie, située à Mardyck, tout près de Dunkerque, compte 370 salariés, selon la direction, près de 800 en comptant les sous-traitants, selon les syndicats. C'est la seule, sur les six du groupe Total en France, concernée par une telle reconversion.

L'annonce a été accueillie avec colère par quelque 300 salariés présents devant le siège de Total à La Défense (Hauts-de-Seine) qui exigent depuis plusieurs mois le redémarrage de la raffinerie. Plusieurs dizaines d'entre eux ont brisé des vitres et envahi le hall de la tour Total avant d'en être chassés à coups de gaz lacrymogène par les gendarmes mobiles.

Une assemblée générale est prévue à la raffinerie mardi, tandis que la CGT réunira l'ensemble de ses syndicats du pétrole au siège de la confédération à Montreuil (Seine-Saint-Denis) le même jour. Une intersyndicale pour l'ensemble du groupe Total devrait avoir lieu mercredi, selon les syndicats.

Ces derniers ont déjà décidé de porter la situation de la raffinerie des Flandres en justice. Deux référés devraient être déposés, selon la CGT, l'un pour obtenir le redémarrage de l'activité, l'autre pour "délit d'entrave", la direction ayant mis le site à l'arrêt depuis septembre 2009 avant de réunir le CE.

Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a dit dans un communiqué considérer le projet présenté par Total comme "une base de départ pour le maintien de l'emploi et du site industriel". Il a toutefois demandé à la direction de "formuler rapidement des propositions complémentaires précises", notamment pour la situation des emplois sous-traitants.

Le PS dénonce pour sa part un "projet inacceptable", estimant que Total est "loin de proposer un véritable projet de substitution pour le site de Dunkerque". "Que vont devenir les entreprises sous-traitantes?", s'interroge le parti à la rose dans un communiqué.

Lors du CCE lundi matin, la direction a confirmé la création d'un "centre d'assistance technique aux opérations de raffinage", qui emploiera 180 personnes.

Un "centre de formation aux métiers techniques du raffinage" va être également créé avec, à la clé, 25 postes. Par ailleurs, la raffinerie elle-même va être transformée en dépôt logistique qui emploiera 15 personnes. "Vingt emplois seraient également à pourvoir dans les fonctions administratives de gestion de l'établissement", a précisé la direction dans un communiqué.

Le groupe Total a d'autre part confirmé sa participation, au côté d'EDF, à un projet de terminal méthanier qui serait mis en service en 2014. Selon la direction, le projet mobiliserait "jusqu'à 1.200 personnes pendant la construction". Une fois exploité, ce terminal permettrait d'employer une cinquantaine de personnes, des postes "auxquels devraient s'ajouter quelque 150 emplois indirects", assure Total.

Il n'y aura "aucun licenciement" et un "emploi chez Total est garanti à chaque salarié concerné", a assuré la direction dans son communiqué.

Elle a également confirmé son engagement, pris lors de la grève illimitée qui avait touché les six raffineries du groupe durant une semaine en février, de "ne procéder à aucune fermeture, ni cession de ses raffineries françaises au cours des cinq prochaines années, au-delà de l'évolution de l'établissement des Flandres".

"Une école de formation, ce n'est pas un projet industriel, pas plus qu'un terminal méthanier qui emploiera 50 personnes", a déclaré le délégué du syndicat Sud-Chimie de la raffinerie des Flandres, Philippe Wullens.

"On veut le redémarrage du site. On a l'impression d'être mené en bateau. Ce qu'on veut c'est travailler, raffiner", a déclaré Rémi, 28 ans, salarié à la raffinerie des Flandres depuis neuf ans, et venu manifester à La Défense, lundi.

Quant à un reclassement dans une autre raffinerie du groupe, "si c'est pour qu'elle ferme dans cinq ans", a-t-il dit, avant d'ajouter: "ma vie, je l'ai construite à Dunkerque. On vient d'acheter une maison, et un bébé arrive dans deux mois".

---

## **Les annonces de Total ne calment pas les salariés des raffineries. (09.03)**

### **Libération.fr et AFP - 08.03**

«Les annonces de Total, c'est zéro.» Thierry Dufresne résume le sentiment des centaines de salariés de Dunkerque et d'autres raffineries, venus manifester devant les tours de Total de La Défense (Hauts-de-Seine) alors que s'y déroule un comité central d'entreprise. «Tout ce qu'ils proposent, c'est une plateforme technique avec environ 200 emplois», ajoute ce syndicaliste CGT membre du comité central d'entreprise, qui se tenait dans la matinée.

Pourtant, au pied des bureaux de Total à La Défense, l'amertume a envahi les salariés partis en cars de Dunkerque au petit matin, ainsi que leurs collègues venus d'autres sites.

«C'est très difficile depuis septembre (date d'arrêt provisoire de la raffinerie de Dunkerque, ndlr), témoigne David, 32 ans, en charge de la sécurité des installations. Tout ce qu'on veut, c'est bosser et on a encore des moyens de pression pour les faire plier», ajoute-t-il, alors que les salariés nordistes sont en grève depuis deux mois.

«L'école de formation, on nous a déjà dit ça le 1er février, mais on est pas des formateurs nous, on est des raffineurs, s'exclame Joël, chez Total depuis vingt-sept ans. Et le centre technique, cela veut dire passer 70% de notre temps en déplacement, loin de nos familles. On ne veut pas de ça.»

Son collègue Vincent se dit, lui, «très en colère». Quelques minutes plus tôt, les manifestants sont allés du siège de l'activité raffinage à une autre tour abritant le siège de l'ensemble du groupe, distant de quelques centaines de mètres.

Les salariés ont voulu entrer dans le hall et se sont fait refouler par les gaz lacrymogènes des gendarmes. Quelques vitres ont été brisées.

---

## **Sarkozy : la rupture, jusqu'au cégétisme? (09.03)**

### **Slate.fr - 07.03**

L'alliance entre le président de la République et Bernard Thibault est flagrante.

Relisez toute l'histoire du début du quinquennat et vous verrez en permanence affleurer la trame d'une alliance objective passée entre Nicolas Sarkozy, le président de la République, et Bernard Thibault, le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT). La pitoyable affaire Total, la nomination d'Henri Proglio (le candidat de la CGT) à la tête d'EDF, la réforme des régimes spéciaux de retraite réalisée avec de très avantageux accommodements cédés aux bastions de la CGT, le changement de la représentation syndicale qui favorise les organisations les plus grosses, donc la CGT: la liste des gages donnés est longue. La nostalgie de l'enfance

Il y a beaucoup de raisons de fond qui soutiennent cette hypothèse. Les réflexes idéologiques d'abord. Nicolas Sarkozy donne souvent des signes d'une nostalgie de son enfance sur tout sujet, mais notamment sur l'idée du gaullisme. Son conseiller Henri Guaino vante le

programme gaullo-communiste du Conseil national de la Résistance, et une lecture de la politique du Général consiste, en effet, à souligner l'«alliance» conclue entre lui et le PCF (dont la CGT était le bras) pour repousser les socialistes et autres «représentants de la IVe». Une politique couronnée de succès jusqu'à l'arrivée de Giscard en 1974. Nicolas Sarkozy chausserait aujourd'hui les bottes du grand homme.

Le besoin politique ensuite. Ayant fait campagne sur un programme de «rupture» qui insiste sur l'adaptation de la France à la compétition mondialisée, il provoque, sitôt élu en mai 2007, une levée de boucliers des syndicats, qui veulent faire barrage «au passage en force». Son autre conseiller proche, Raymond Soubie, a précisément pour fonction de déminer l'avancée des réformes en les négociant largement et directement avec les partenaires sociaux. Pourquoi avec la CGT plutôt qu'avec la CFDT, le partenaire précédent du pouvoir de gauche ou de droite? A cause d'une réelle attraction de fond: le «travailler plus pour gagner plus» est naturellement plus proche de la CGT que de la CFDT.

Cette grande alliance Sarkozy-Thibault est évidemment ni officielle (surtout pas) ni permanente, elle a ses heurts nombreux. Mais elle s'ancre dans la durée car elle est légitime. On l'a vu dans la crise, au cours de laquelle les concessions faites par le gouvernement, il y a un an, en faveur des chômeurs et des démunis ont déminé le terrain social devenu très dangereux. Le dialogue a permis d'éviter des embrasements et, sur le terrain, les SUD et autres représentants de l'extrême gauche ont été repoussés des usines occupées. L'anticapitalisme ne donne pas du travail, la CGT et la CFDT, en position de négociation, si. La crise de 2009 aura été une sorte de 1995 à l'envers, une défaite des thèses de la lutte radicale et la victoire du réformisme. La logique sarkozyenne est de favoriser le réformisme au sein de la CGT, il n'est pas sans y parvenir. C'est, pour la France, à mettre à son crédit. Il ménage au lieu de bousculer

Reste que cette politique néo-gaullienne présente deux gros désavantages. Le premier est son rapport qualité-coût. La réforme des régimes spéciaux de retraite, c'est maintenant établi, est passée, mais elle est ruineuse pour l'Etat tant les concessions ont été trop nombreuses. Il faudra revenir dessus. Non sans grande difficulté, car la CGT se dira légitimement «flouée». A EDF, on peut se demander si le coût du «deal» avec Veolia n'est pas le maintien en place de la quasi-cogestion avec la CGT.

Le deuxième désavantage est encore plus lourd. Le choix fait de moderniser la France avec le premier des syndicats, et non pas contre, relève d'une tactique légitime, mais elle éclaire aussi un certain type de modernisation que veut engager Nicolas Sarkozy. La CGT occupe des bastions que le président doit forcément ménager quand il faudrait les bousculer. Les raffineries de Total en sont un exemple très malheureux. La campagne pour les régionales ne justifiait pas que la CGT soit défendue sur une ligne aussi archaïque de sauvetage de raffineries surcapacitaires et déficitaires. Sauf à penser que le président est, plus encore qu'on ne le dit ici, d'accord au fond avec la CGT sur l'avenir industriel du pays. Ce serait alors très inquiétant. L'alliance Sarkozy-Thibault ne serait alors pas modernisante mais rétrogradante.

Commentaire.

Que cet adepte du capital financier se rassure, Sarkozy et Thibault font ce qu'ils peuvent pour satisfaire les besoins des banquiers et des multinationales. Il ne comprend pas qu'au-delà des intérêts communs de ces deux représentants du capital qui s'entendent comme larrons en foire, il y a... la lutte des classes, ou plutôt il ne nie en prenant ses désirs pour la réalité !

---

## **Manifestation du monde judiciaire français à Paris. (10.03)**

### **Reuters - 09.03**

Des milliers de magistrats avocats, gardiens de prison et autres personnels de justice ont manifesté mardi en France pour demander l'abandon d'un projet de réforme de la procédure pénale et réclamer davantage de moyens.

A l'appel d'une vingtaine d'organisations, le cortège parisien - 2.300 personnes selon la police, le double selon les organisateurs - a défilé du tribunal de Paris au ministère de la Justice en scandant : "La justice au pas, on n'en veut pas."

Des manifestations de plus faible ampleur ont été organisées dans plusieurs villes de province, comme à Toulouse ou à Lyon. Le fonctionnement des tribunaux a été souvent perturbé avec des renvois d'audience.

Cette mobilisation est relativement importante dans un univers judiciaire comptant 8.000 magistrats et 40.000 avocats.

Les participants entendaient demander notamment le retrait de l'avant-projet de réforme de la procédure pénale.

Présenté la semaine dernière, il est vu comme une mise sous tutelle du système en raison de l'idée de supprimer le juge d'instruction et de modifier dans un sens restrictif les règles de prescription des délits financiers.

Les gardiens de prison mettent aussi en cause la politique consistant à fermer de petites prisons pour en faire construire de plus vastes confiées au secteur privé.

Les éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse, chargés du suivi des jeunes délinquants, mettent quant à eux en cause la baisse

des crédits.

Des figures de la magistrature ont participé au cortège parisien, comme les juges d'instruction Marc Trévidic, Gilbert Thiel, Marie-Odile Bertella-Geffroy, Renaud Van Ruymbeke ou Isabelle Prévost-Desprez, présidente de chambre correctionnelle à Nanterre (Hauts-de-Seine).

## UNE CIRCULAIRE DU MINISTÈRE

Avocats et magistrats en robe rouges avec parements d'hermine, gardiens de prison avec des drapeaux de la CGT et éducateurs ont repris en coeur des slogans comme "Assis, debout, mais pas couchés", ou "A ceux qui veulent enterrer les affaires, la justice répond qu'on ne les laissera pas faire".

Le juge Marc Trévidic, président de l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), a déclaré qu'il entendait envoyer un message au pouvoir politique.

"J'espère que cela aura une efficacité, pour faire comprendre à pas mal de gens qu'on va pas se laisser faire", a-t-il dit à des journalistes.

Renaud Van Ruymbeke estime que le projet de réforme de procédure part de mauvaises intentions.

"Il y a une volonté politique de reprendre en mains les enquêtes menées par des juges d'instruction indépendants en les mettant sous la coupe du parquet qui, lui, n'est pas indépendant", a-t-il dit à Reuters.

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, qui a reçu une délégation de représentants des manifestants, a estimé que la réforme de la procédure pénale était une nécessité.

"Aujourd'hui, tout est fait pour que sa mise en oeuvre se passe dans les meilleures conditions possibles pour les magistrats, les personnels et les justiciables", peut-on lire dans un communiqué où elle affirme que la réforme donne davantage de droits aux victimes.

"Les mesures retenues assurent qu'aucune affaire ne puisse être étouffée", ajoute la ministre, qui assure que la réforme sera menée en étroite concertation avec tous les acteurs.

Le ministère a diffusé la veille de la manifestation une circulaire à la hiérarchie des tribunaux, rendue publique par les syndicats, où il est rappelé que les magistrats n'ont pas le droit de grève ou même celui de perturber les tribunaux.

Y est clairement brandie la menace de sanctions disciplinaires : "La participation d'un magistrat à une telle action est susceptible de constituer un manquement grave aux devoirs de son état", lit-on. Le ministère demande qu'un signalement des actions de protestation lui soit transmis.

Mardi, la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie avait annoncé par la même voie avoir obtenu le dégel de 30 millions d'euros de crédits de fonctionnement.

De nombreuses juridictions sont en effet depuis plusieurs mois dans l'incapacité de payer leurs frais.

La justice française a fonctionné en 2009 avec 6,6 milliards d'euros (2,5% du budget de l'Etat). Le Conseil de l'Europe classe la France au 35e rang sur 43 pour son effort financier en faveur de la justice.

---

## **Suspension du conflit des éboueurs à Marseille. (10.03)**

### **Reuters - 09.03**

Dans l'attente d'une réunion de conciliation mercredi, les éboueurs marseillais ont décidé de libérer l'accès de l'un des deux centres de transfert des déchets qu'ils bloquaient, apprend-on de source syndicale.

Les éboueurs de la société ISS Environnement, en grève depuis samedi, assurent la collecte des déchets du 11e arrondissement de la ville.

Ils protestent contre le redécoupage du futur marché public qui donnera 20% de leur zone au service public.

"Les salariés en grève ont décidé de suspendre le blocus du centre de transfert des déchets nord et de maintenir le blocus du centre de transfert sud", a déclaré mardi à Reuters Bernard Pizzo, délégué FO de l'entreprise.



La suspension du blocus devrait permettre aux bennes des autres sociétés de nettoyage et à celles du service public de reprendre la collecte des tonnes d'ordures qui se sont accumulées dans les rues de Marseille depuis samedi.

Les grévistes craignent une baisse d'activité et une diminution du personnel, ce que dément la communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) en charge du dossier du ramassage des ordures.

Le préfet de région a accepté mardi de tenir une réunion de conciliation entre la communauté urbaine, la ville de Marseille, et les représentants des salariés d'ISS.

"Alors que les Marseillais sont une fois de plus pris en otage par un conflit social, il est important que le dialogue soit rétabli entre les syndicats et la communauté urbaine", a déclaré pour sa part Jean-Claude Gaudin, le maire de Marseille.

---

## **Les kinésithérapeutes manifestent à Paris. (10.03)**

**AP - 09.03**

Plusieurs milliers de kinésithérapeutes (1.100 selon la police, 2.000 selon les syndicats) ont manifesté mardi à Paris pour exiger la reconnaissance de leur diplôme au niveau master ou encore la prise en charge du financement de leur formation.

Les manifestants, qui répondaient à l'appel de trois organisations (FNEK, étudiants en kinésithérapie, FFMKR et UNSMKL) ont défilé de la gare Montparnasse jusqu'aux abords du ministère de la Santé mardi après-midi.

Ils réclament un "diplôme d'Etat en cinq ans accolé à un grade de master", la "prise en charge de la formation par l'Etat", ou encore "l'intégration universitaire" de leurs instituts de formation.

---

## **Malaise chez les salariés d'Emmaüs. (10.03)**

**lefigaro.fr - 09.03**

Malaise chez Emmaüs. La fondation créée par l'Abbé Pierre, qui a récemment fêté ses soixante ans, endure actuellement un conflit social inédit. C'est une centaine de salariés, éducateurs, assistantes sociales ou permanents, qui ont manifesté mardi devant le siège parisien de l'association, pour de meilleures conditions de travail, des revalorisations de salaires ainsi que davantage de reconnaissance de la part de leur direction.

«C'est un ras-le-bol général» explique la déléguée syndicale CGT Latifa Abed. «La direction nous parle désormais plus d'objectifs chiffrés que des gens que nous accueillons», déplore-t-elle. «Et c'est face à du mépris et un peu de compassion que nous nous sommes trouvés» lors des dernières séances de négociation, reproche-t-elle encore.

La direction, qui affirme comprendre «le malaise profond de ses salariés», espère de son côté parvenir à un accord mercredi matin avec les syndicats. «Pour les salaires, compte tenu du fait que ce sont les pouvoirs publics qui fixent notre tarification, notre marge de manœuvre est cependant très restreinte» explique Didier Cusserne, délégué général d'Emmaüs. Seules options dès lors à la disposition de l'association, précise-t-il : permettre aux salariés de grimper plus facilement l'échelon hiérarchique, ou solliciter l'Etat pour qu'il dégage les fonds nécessaires à l'augmentation des plus bas salaires.

Mais avant tout, Didier Cusserne souligne que se fait sentir chez Emmaüs la crise sociale qu'endurent actuellement en France les plus démunis. «Comme principale structure qui gère l'hébergement d'urgence, nous avons, du fait de la crise, un nombre de plus en plus important de personnes à accueillir. Nous sommes le bout de la chaîne, et nos salariés le ressentent» explique-t-il. Pour faire face aux besoins accrus d'hébergement des sans-abris (ce sont 10 à 15% de demandes supplémentaires qu'Emmaüs a dû satisfaire cette année), l'association, qui gère 60 centres en Ile-de-France, est passée de 300 à 500 salariés en deux ans. Un changement complet d'organisation, explique Didier Cusserne.

D'autant plus que le gouvernement incite dorénavant les centres d'hébergement à ne plus renvoyer les SDF chaque matin dans la rue. «Cette nouvelle politique a profondément changé notre façon de travailler. Nous devons davantage accompagner les personnes que nous hébergeons. Nos centres doivent par ailleurs être ouverts jour et nuit, quand la plupart n'étaient ouverts que la nuit», explique-t-il. La forte croissance de l'association implique aussi que le dialogue soit aujourd'hui à reconstruire.

---

## **Philips: la direction relance l'information du comité d'entreprise sur l'usine de Dreux. (10.03)**

### AP - 09.03

Les syndicats et la direction de Philips se sont réunis mardi en comité central d'entreprise (CCE) pour relancer la procédure d'information-consultation concernant le projet de fermeture de l'usine de Dreux (Eure-et-Loire), a-t-on appris auprès de la direction.

Les syndicats ont demandé la désignation d'experts, conformément à ce qu'avait annoncé FO dès mardi, ce qui va prolonger la procédure de plusieurs semaines.

Dans un communiqué, la direction confirme, notamment, la tenue de ce CCE "extraordinaire" qui a "permis de présenter aux partenaires sociaux les éléments d'information complémentaires", sur ce projet de fermeture" initié en octobre 2009. D'autres réunions sont prévues et notamment un comité d'entreprise sur le site de Dreux mercredi.

---

## Des retraités ou des étudiants pour remplacer les enseignants. (10.03)

### AP - 09.03

Des jeunes retraités et des étudiants pourraient être sollicités pour remplacer les enseignants absents, annonce le ministre de l'Education nationale Luc Chatel dans un entretien publié mardi par Le Parisien-Aujourd'hui en France.

Il estime que pour être plus efficace, le système devrait mettre en place un fichier de contractuels associés qui s'ajouterait à celui des professeurs non titulaires.

"Pour mieux pallier les absences de courte durée, chaque rectorat devra constituer un vivier supplémentaire de contractuels associés", explique-t-il.

Il dit penser à "des personnes qui auront déjà été vues par les inspecteurs et dont on sait qu'on pourra les appeler au pied levé, pour un ou trois jours, de jeunes retraités de l'Education nationale, des étudiants qualifiés ou adultes diplômés".

Il précise que ces personnes auront dû bénéficier de stages d'observation avec des professeurs expérimentés.

Cette mesure fait partie d'un plan plus général que le ministre devait présenter ce mardi aux recteurs. Chaque chef d'établissement devra désigner un "pilote" chargé du problème des remplacements, dit-il.

Il estime que 50.000 des 857.000 professeurs sont des remplaçants titulaires et que 10% d'entre eux dans le primaire et 20% dans le secondaire ne sont pas assez utilisés.

Il propose donc de pouvoir affecter ces remplaçants dans d'autres académies que celle à laquelle ils sont en théorie rattachés.

Cette annonce fait suite à plusieurs démarches d'associations de parents d'élèves qui dénoncent la fréquence des absences non remplacées et envisagent en banlieue parisienne notamment de saisir les tribunaux.

---

## Séquestration du nouveau dirigeant de Sullair Europe à Montbrison (Loire). (11.03)

### AP - 10.03

Les salariés de Sullair Europe retiennent depuis mercredi soir le nouveau dirigeant de leur entreprise, à Montbrison (Loire), dans le cadre des négociations sur les conditions de fermeture de cette usine de 112 personnes, a-t-on appris auprès de ces derniers et de la préfecture.

"Nous retenons Yves de Waroquier, qui nous a été présenté ce matin par le président de Sullair Corporation, Henry Brooks, comme le nouveau co-gérant chargé de gérer l'entreprise jusqu'à sa fermeture", a expliqué une salariée de la filiale européenne de Sullair, qui appartient au géant américain United Technologies.

"Nous avons laissé repartir M. Brooks et sa DRH, qui étaient venus à une réunion du comité d'entreprise, accompagnés d'une dizaine de gardes du corps mais nous gardons notre nouveau co-gérant jusqu'à ce que la direction accepte réellement de négocier", précise-t-on de même source.

Le secrétaire du comité d'entreprise, Didier Bouchet, a pour sa part déclaré que "les salariés veulent faire reconnaître leur préjudice à sa juste valeur, car ils vont être licenciés dans un contexte économique difficile, alors que nous gagnons de l'argent et que nous avons un carnet de

commandes plein".

Yves de Waroquier, qui a dirigé l'une des sociétés de Laurence Parisot, l'actuelle présidente du Medef, s'est depuis reconverti dans le "management de transition".

Le 7 janvier 2010, le fabricant américain de compresseurs et d'outils pneumatiques Sullair Corporation a annoncé le projet de fermeture de son usine européenne, qui emploie 112 personnes à Montbrison.

Il s'agit de la troisième séquestration de dirigeants d'entreprises dans la Loire depuis début 2010, après celles qui se sont produites dans deux autres sites de groupes étrangers promis à la fermeture: chez les fabricants suédois de cylindres de laminoirs Akers, fin janvier et dans l'entreprise allemande d'ingénierie sidérurgique Siemens VAI MT début mars.

---

## **Les éboueurs de Marseille votent la poursuite de la grève. (11.03)**

### **Reuters - 11.03**

Les éboueurs de Marseille ont voté la poursuite de la grève qui paralyse depuis samedi la collecte des ordures dans plusieurs quartiers de la ville, a-t-on appris de source syndicale.

Le conflit s'est durci avec le blocage des centres de transfert des déchets par les grévistes qui en interdisent l'accès aux bennes de ramassage.

Une réunion de conciliation en préfecture s'est achevée mercredi soir sur un constat d'échec. Les grévistes estiment ne pas avoir reçu les assurances écrites nécessaires sur le maintien de l'emploi.

"Il faut remettre à plat un cahier des charges complètement caduque", a déclaré Bernard Pizzo, délégué Force ouvrière de l'entreprise. "Il n'y a pas matière à déblocage, on va vers un durcissement du conflit".

"Nous sommes allés jusqu'au bout de ce que nous pouvions juridiquement faire", a pour sa part déclaré le président de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM), Eugène Caselli.

Les éboueurs de la société ISS Environnement, qui assurent la collecte des déchets du 11<sup>e</sup> arrondissement de la ville, protestent contre le redécoupage du futur marché public qui donnera 20% de leur zone au service public.

---

## **La face cachée de Pôle emploi. (11.03)**

### **20minutes.fr - 10.03**

RECIT - Un ouvrage décortique les dysfonctionnement du nouvel organisme...

Les ratés de la fusion ANPE-Assedic. Dans Confessions d'une taupe à Pôle emploi, qui sort aujourd'hui en librairie, Gaël Guiselin, conseiller empruntant un pseudonyme par peur des représailles, et Aude Rossigneux, journaliste, révèlent les dessous peu glorieux de la nouvelle institution. Celle-ci est accusée d'avoir dégradé les conditions de travail des conseillers, de faire preuve d'une défiance permanente à l'égard des demandeurs d'emploi et même de participer au maquillage des chiffres du chômage. Un récit décapant.

Vous décrivez une fusion ANPE-Assedic réalisée à marche forcée, mais ne pensez-vous pas qu'elle était indispensable?

Anne Rossigneux: L'idée de départ de créer un guichet unique pour les demandeurs d'emploi était excellente, mais cette réforme ne s'est pas construite sur des bases solides. Pour preuve, la majorité des agents ex-ANPE n'ont eu droit qu'à 3 jours de formation sur le métier de l'indemnisation. Et nombre de leurs confrères ex-Assedic ont suivi 6 heures de modules e-learning. Rares sont ceux qui ont bénéficié de complément de formation ensuite.

Selon vous, leur charge de travail a aussi beaucoup augmenté...

Gaël Guiselin : Aujourd'hui, j'ai un portefeuille de 200 demandeurs d'emploi alors que l'objectif du gouvernement tournait autour de 60 par conseiller. Impossible, dans ces conditions, d'assurer un suivi personnalisé.

Vous affirmez que la suspicion à l'égard des demandeurs d'emploi est permanente, c'est-à-dire?

A. R.: On demande par exemple aux agents de contrôler les papiers d'identité des demandeurs, à l'aide d'une lampe à UV. Au cas où ils seraient détenteurs de faux papiers.

Vous accusez aussi les directeurs d'agence de contribuer à la baisse des chiffres du chômage, en favorisant les radiations. Expliquez-nous cela.

G. G.: Pour se faire bien voir de leur hiérarchie, certains veulent montrer que leur portefeuille de demandeurs d'emploi baisse. Ils ne donnent pas directement la consigne aux conseillers de procéder à des radiations, leur démarche est plus insidieuse. Ils leur demandent d'appliquer des mesures pouvant entraîner une radiation. Par exemple, en leur proposant des offres de postes hors de leur champ de compétences de façon à ce qu'ils les refusent. Ou en les convoquant davantage, car ceux qui ne pourront pas venir et oublieront de prévenir pourront être sanctionnés.

Selon vous, le 3949 est toujours inefficace alors que la direction de Pôle emploi affirme que 90% des appels aboutissent...

A. R.: Les demandeurs d'emploi ont du mal à se repérer avec le répondeur vocal et du coup, un tiers des appels atterrissent au mauvais endroit. Plus grave encore, les téléconseillers ont la consigne de limiter la conversation à 6 minutes, ce qui ne permet généralement pas de traiter le fond du dossier.

---

## **Loire: deuxième nuit de séquestration pour le dirigeant de Sullair Europe. (12.03)**

### **AP - 11.03**

Le dirigeant de Sullair Europe Yves de Waroquier s'apprêtait jeudi soir à passer une deuxième nuit consécutive retenu dans l'usine de Montbrison (Loire), dont la fermeture est prévue dans les prochains mois, a-t-on appris de sources concordantes.

Yves de Waroquier est retenu dans une salle de réunion depuis mercredi, aux environs de 18 heures, par la plupart des 112 salariés de la filiale européenne du fabricant américain de compresseurs et d'outils pneumatiques Sullair (groupe United Technologies).

Le personnel, qui se relaie sur place nuit et jour, cherche à obtenir de meilleures conditions de départ dans le cadre de la fermeture de site dans les prochains mois.

"Nous exigeons une indemnité pour préjudice moral de la part de notre direction, car elle a en plus refusé un plan de reprise de l'activité proposé par le management, qui aurait permis de sauvegarder plus des deux-tiers des emplois", explique un délégué syndical.

Après une tentative de médiation infructueuse de l'inspection du travail sur place, jeudi après-midi, trois élus locaux, dont le maire PS de Montbrison, Liliane Faure, ont pris le relais dans la soirée.

La négociation, par leur intermédiaire, entre Yves de Waroquier, 65 ans, un "manager de transition", nommé la veille gérant de la société, et les salariés mobilisés dans cette action pourrait durer jusque tard dans la nuit, pronostique un membre du comité d'entreprise.

"Mes conditions matérielles sont standard pour ce gendre de situation, sauf qu'il fait un peu froid", a confié Yves de Waroquier, qui fut directeur général d'une entreprise présidée par Laurence Parisot, l'actuelle présidente du MEDEF, le syndicat patronal.

Sa remise en liberté et la reprise du travail constituent toutefois "un préalable obligatoire" à la reprise des négociations dans deux semaines, a déclaré Christine Baudelaire, une porte-parole du groupe, qui souligne en outre "un important carnet de commandes en souffrance".

---

## **Crèches: forte mobilisation contre le décret modifiant les conditions d'accueil. (12.03)**

### **AP - 11.03**

Les personnels des crèches se sont massivement mis en grève et ont manifesté dans une trentaine de villes de France, jeudi, pour exiger le retrait d'un décret gouvernemental permettant de diminuer le personnel d'encadrement et d'augmenter dans le même temps le nombre d'enfants accueillis.

A Paris, un cortège a rassemblé 4.500 personnes, selon la police, plus de 10.000 selon le collectif "Pas de bébés à la consigne", regroupement de plusieurs dizaines d'associations et de syndicats à l'origine de ce mouvement. Une délégation a été reçue à Matignon, sans obtenir satisfaction, a-t-on appris de source syndicale.

La grève, avec dépôts de préavis nationaux des syndicats CGT, CFDT, UNSA et FSU, a été massivement suivie, entraînant la fermeture de plusieurs centaines de crèches un peu partout en France.

A titre d'exemples, selon les mairies contactées par l'Associated Press, à Lyon, 34 des 48 crèches municipales étaient fermées, 13 sur 16 à Rennes (les trois autres fonctionnant au quart de leur possibilité), tandis qu'à Paris 139 crèches municipales étaient fermées et 97 "partiellement ouvertes" sur un total de 439. La mairie de Toulouse, de son côté, faisait état de 40% des crèches fermées et 30% en "restriction d'ouverture". A Nantes, sur 24 établissements, seuls sept fonctionnaient normalement, les autres voyant leur service "perturbé", dont un fermé.

Une trentaine de manifestations et rassemblements ont eu lieu un peu partout dans le cadre de cette journée de mobilisation, avec plusieurs centaines de protestataires à Bordeaux, Lyon, Nantes, ou encore Toulouse, selon les syndicats, qui comptaient 50% à 60% de grévistes en moyenne nationale.

A Paris, les manifestants ont défilé jeudi matin des abords du métro Glacière à l'hôtel Matignon. Une délégation a été reçue en milieu de journée par une conseillère technique du Premier ministre François Fillon. "Le décret est maintenu", a déploré Christophe Harnois, porte-parole de l'UNSA Petite-enfance, interrogé par l'Associated Press après la rencontre.

Le collectif devait se réunir jeudi en fin d'après-midi pour décider des suites à donner au mouvement. Une première journée d'action de moindre ampleur avait eu lieu le 17 février.

"La mobilisation va se poursuivre. L'objectif est d'obtenir le retrait du décret et la mobilisation (de jeudi) a montré aussi l'intransigeance de notre côté", a précisé M. Harnois.

Avec le projet de décret, présenté début février au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), la proportion minimale de professionnels qualifiés de la petite enfance va être abaissée de 50% à 40% dans les établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans. En outre, le texte permettrait d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" en fonction de la taille des établissements.

---

## **Tensions et asphyxie au quotidien pour les agents de la CAF. (12.03)**

**20minutes.fr - 11.03**

L'état des lieux que font les acteurs des différentes CAF confirme ce que dénonce le président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf)...

Malaise à la CAF. Les 123 Caisses d'Allocations Familiales sont en état d'asphyxie, et risquent même l'«implosion», si l'on en croit Jean-Louis Deroussen. Mais le président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) n'est pas le seul à dénoncer les difficultés auxquelles doivent faire face les agents sur le terrain. Ces derniers en font même un état des lieux encore plus alarmant.

«Je travaille à la CAF depuis 1966 et je n'ai jamais vu un bazar pareil, et pourtant on en a connu des situations difficiles. Il y a une inadéquation totale entre la charge de travail et les effectifs», raconte Jean-Claude Chérik, secrétaire général FO-organismes sociaux. Un déséquilibre qui ne date pas d'hier: «Ca fait trois ans que la situation se dégrade et que tous les syndicats demandent une hausse des effectifs», sans être entendus. Yannis, secrétaire de section CFTC à la CAF des Bouches-du-Rhône confirme: «L'an dernier, en mars, nous avons fait grève une semaine pour obtenir que les départs à la retraite soient remplacés. On avait obtenu gain de cause mais avec la crise et les économies exigées par l'Etat, l'engagement n'a pas été tenu.»

Afflux constant de demandes

Certes, 1.200 personnes ont été embauchées lors de la mise en place du Revenu de solidarité active (RSA), et la Cnaf recrute actuellement 400 CDD supplémentaires, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan: Jean-Louis Deroussen estime qu'il faudrait «1.000 personnes de plus sur six mois». Car de nouvelles missions vont échoir à la CAF: déclaration trimestrielle de ressources des bénéficiaires de l'AAH, RSA jeune, extension du RSA dans les DOM, gestion de l'accès à la CMU, et mise en place des actions de prévention des expulsions locatives.

Mais, même sans compter ces nouvelles tâches, l'afflux constant de dossiers empêche les CAF de remplir leurs obligations de service: appels téléphoniques, demandes de minima sociaux et courrier ne sont pas traités, et le retard s'accumule. «En janvier 2009, on avait 69,90% des appels aboutis, c'est à dire que l'allocataire avait quelqu'un au bout du fil. En janvier 2010 on est tombé à 40,50%. Et, au niveau des pièces à traiter, le dernier chiffre de la direction, qui date de ce jeudi matin, s'élève à 197.000 à la CAF 93», indique Jean-Claude Chérik. Un retard de 17 jours pour les dossiers prioritaires (dossiers de minima sociaux), mais d'au moins 2 mois et demi pour les autres, selon le syndicaliste.

## Agressivité

Pour les personnels, cette charge de travail ingérable, génère stress et pénibilité. Et, pour les allocataires, c'est l'horreur. «À l'antenne de Saint-Denis La Tour Pleyel on a des fois 200m de queue. L'autre jour, j'ai demandé à un allocataire à quelle heure il était arrivé. Il m'a répondu 4h30!» Une réalité qui agace Jean-Louis Deroussen: «Le temps d'attente au guichet, qui ne doit pas excéder 20 minutes, est à ce jour en moyenne, à Bobigny, de 4 heures!»

Forcément, l'agressivité et les incivilités deviennent monnaie courante. «C'est logique, les gens ont besoin des allocations pour vivre. A Aix-en-Provence, un agent a été giflé, et un autre insulté, alors que ce secteur n'est habituellement pas propice aux incivilités», détaille Yannis. Pourtant, si l'on en croit la CAF des Bouches-du-Rhône, la région serait «moins touchée», aussi bien par les incivilités que par les retards: 92% des dossiers seraient traités en moins de 10 jours sur le secteur, et seulement 50.000 dossiers seraient en stock, le temps de traitement s'élevant à environ 6 jours et demi.

Un rêve pour une majorité d'agents et de directeurs. Ces derniers ayant souvent recours aux heures supplémentaires obligatoires et aux fermetures de caisse pour rattraper le retard, et tenter de baisser le niveau de stress qui pèse sur les épaules de leurs agents. Pour Jean-Louis Deroussen, «ce n'est pas une solution, et cela donne une très mauvaise image du service public. Il nous faut plus de moyens, et ne pas attendre que les choses s'enveniment».

---

## Total Dunkerque: un conciliateur nommé par le préfet. (12.03)

### AP - 11.03

La préfecture du Nord - Pas-de-Calais annonce jeudi avoir nommé Patrick Markey, directeur du travail, comme conciliateur dans le conflit qui oppose la direction de Total aux syndicats de la raffinerie des Flandres, près de Dunkerque. Lire la suite l'article

Il aura pour mission de "favoriser l'aboutissement des prochaines rencontres" entre la direction et les syndicats, explique la préfecture dans son communiqué.

La nomination de Patrick Markey a été entérinée lors d'une table ronde qui s'est tenue mercredi à Dunkerque sur l'avenir du site industriel de la raffinerie des Flandres et l'impact de sa fermeture sur l'économie locale.

Quatre groupes de travail ont été constitués pour préparer la prochaine table ronde qui pourrait se tenir à la mi-avril. Cette réunion portera sur le devenir industriel de la raffinerie et les conséquences de sa fermeture pour le port de Dunkerque et pour les sous-traitants.

---

## Les profs ont défilé pour exprimer leur « exaspération ». (13.03)

### 20minutes.fr - 12.03

C'était une journée de mobilisation pour l'éducation ce vendredi. Huit syndicats sont à l'origine de l'appel à la grève: le Snes-FSU, premier syndicat des collègues et lycées, le Snalc-Csen, Snep-FSU, Snetap-FSU, SNFOLC, CGT Educ'action, Sud Education, et SNCL-FAEN.

Manifestations dans toute la France

Entre 1.100 manifestants selon la police et 10.000 selon les organisateurs ont défilé vendredi à Paris, entre Luxembourg et le ministère de l'Education nationale, pour exprimer leur «exaspération» et demander des postes et des personnels formés. D'autres manifestations ont eu lieu dans plus de 60 villes pour exprimer leur «exaspération» et demander des postes et des personnels formés.

A Paris, les manifestants, essentiellement des professeurs, sont partis peu après 14h15 du métro Luxembourg (5e), en direction des abords du ministère de l'Education nationale (7e) derrière une très large banderole sur laquelle on pouvait lire: «Abrogation des réformes Sarkozy-Chatel, de l'ambition pour tous les jeunes! Des postes et des personnels formés!».

Dans la matinée, entre 1.400 et 3.000 personnes manifestaient déjà à Marseille et 1.300 à 2.500 étaient rassemblées à Lyon. A Sarreguemines (Moselle), ils étaient 800 lycéens à manifester. A Toulouse, les manifestants étaient entre 450 à 500, à Nice entre 350 et 500-1.000. On comptait aussi 200 personnes à Reims (Marne) et une centaine à Metz, Saint-Brieuc et Saint-Malo.

50% d'enseignants en grève selon les syndicats

A la mi-journée, le ministère de l'Education nationale indique que les taux de participation à la grève sont de 15,14% pour les enseignants des

collèges, 8,03% pour les enseignants des lycées professionnels et de 11,70% pour les enseignants des lycées d'enseignement général et technologique. Soit une moyenne pondérée de 12,90% pour les enseignants du second degré.

Des chiffres très différents de ceux fournis par les syndicats. Environ 50% des enseignants étaient en grève, selon la co-secrétaire générale du syndicat Snes-FSU, Frédérique Rolet.

#### Dégradation des conditions de travail

Les organisations syndicales s'insurgent notamment contre les 16.000 suppressions de postes prévues à la rentrée, dans le cadre d'une «politique budgétaire qui dégrade toujours plus les conditions de travail et d'étude et réduit l'offre de formation».

Elles contestent aussi la réforme du lycée, la jugeant conçue pour supprimer des postes et portant en germe une désorganisation des établissements en «imposant une autonomie de gestion de la pénurie».

#### Turbulences et insécurité

Les syndicats s'inquiètent enfin des conditions d'entrée dans le métier des enseignants tout juste recrutés, qui pourront se voir imposer un temps plein dès la rentrée de septembre, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent.

De plus, cette journée de mobilisation intervient après les turbulences du début d'année: tensions autour des remplacements d'enseignants, d'une rentrée 2010 difficile avec des suppressions de moyens et du thème de l'insécurité après trois agressions d'élèves dans des établissements du Val-de-Marne cette année.

---

### **Une grève paralyse le port de Rouen. (13.03)**

#### **Reuters - 12.03**

Les grutiers, portiqueurs et agents des services techniques du Grand port maritime de Rouen (Seine-Maritime) ont reconduit jusqu'à lundi la grève commencée jeudi pour obtenir la titularisation des salariés précaires.

"Il n'y a eu aucune activité jeudi, il n'y en aura aucune aujourd'hui et demain parmi les 125 grutiers, portiqueurs, agents de maintenance, des services techniques et administratifs du port", a indiqué vendredi le délégué CGT Stéphane Damiens.

Au service de communication de l'entreprise, on précise qu'un seul navire, un porte-conteneurs, a été dérouté jeudi et qu'un autre pourrait l'être dans les jours qui viennent.

La CGT explique que le mouvement a été déclenché à la suite d'une entrevue avec la direction où a été refusée la titularisation de six personnes embauchées depuis plusieurs mois en contrat à durée déterminée et qu'il ne s'agit donc que d'un "mouvement local".

Les terminaux du port de Rouen traitent majoritairement des cargaisons de vrac et donc moins affectés par des grèves du personnel. Ce conflit intervient alors que la réforme portuaire doit commencer à être effective le 15 avril.

---

### **Loire: fin de la séquestration du patron Sullair Europe. (13.03)**

#### **AP - 12.03**

Les salariés de Sullair Europe ont mis fin vendredi matin à la séquestration de leur directeur exécutif, Yves de Waroquiez, qui avait débuté mercredi soir, a-t-on appris de source syndicale et auprès de l'intéressé.

"Pour débloquer la situation, on a obtenu que la prochaine réunion de négociation avec le comité d'entreprise, qui était prévue dans deux semaines, soit avancée à jeudi prochain", a déclaré Didier Bouchet, secrétaire du CE.

Les salariés présents ont voté à bulletin secret, à la majorité de 68 voix pour, 9 contre et 3 nuls, la fin de la séquestration d'Yves de Waroquier, qui aura duré près d'une quarantaine d'heures, précise-t-on de même source.

Le nouveau patron de Sullair Europe, installé mercredi par Henry Brooks, le président américain de Sullair Corporation, a enfin pu prendre possession de son bureau.

"Je comprends l'émotion et la colère du personnel dans des circonstances où on leur annonce la suppression de 100% des postes de travail, surtout qu'il n'a pas démérité, et je n'éprouve aucune animosité à leur égard, mais Sullair est confronté à une importante surcapacité et à une baisse de la demande des produits qu'il fabrique au niveau mondial", a déclaré vendredi M. de Baroquier, joint par téléphone.

Les salariés ont aussi voté, à une plus faible majorité (51 pour, 13 contre et 1 nul), la reprise du travail, indique le secrétaire du comité d'entreprise.

Toutefois, celle-ci ne sera effective qu'à partir de lundi matin, car après deux jours et deux nuits de mobilisation, il aurait été dangereux que le personnel reprenne le travail dans un état de fatigue parfois avancé.

Ce déblocage de la situation a été facilité par l'intervention sur place jeudi de l'inspection du travail puis, jusque tard dans la nuit, de trois élus locaux, dont le maire de Montbrison et le président de l'agglomération Loire-Foréz, qui ont servi de médiateur entre les parties.

Confronté au projet de fermeture, selon eux "sans réelle justification économique", de leur usine dans les prochains mois, les 112 salariés de cette usine de fabrication de compresseurs et d'outils pneumatiques, exigent à ce titre une "indemnité pour préjudice moral".

---

## **Fin de conflit dans une usine papetière de Dordogne. (14.03)**

### **Reuters - 13.03**

Après neuf jours de grève au cours desquels deux dirigeants ont été séquestrés durant 18 heures, salariés et direction des Papeteries du Condat de Lardin-Saint-Lazare, en Dordogne, ont trouvé un accord vendredi, apprend-on de source syndicale.

"Nous avons obtenu une augmentation de salaire de 2% dont 1% en janvier et 1% en juillet et l'embauche d'une dizaine d'intérimaires", a dit à Reuters Bernard Normand, délégué CGT de la papeterie.

Jusque-là, la direction avait seulement proposé 1% d'augmentation contre la suppression de trois jours de congés, ce que les salariés avaient jugé inacceptable alors que les salaires sont bloqués depuis cinq ans et que "l'entreprise a réalisé un bénéfice de 11 millions d'euros en 2009", selon Bernard Normand.

L'usine était à l'arrêt depuis le 3 mars, 90% des 700 salariés de l'usine s'étant mis en grève.

Le directeur et le directeur des ressources humaines avaient été libérés mardi à la mi-journée après avoir été retenus dans un bureau depuis la veille par les salariés en grève en colère d'une forme de "mépris" affichée selon eux par leurs dirigeants.

Condat, filiale du groupe papetier Lecta depuis 1998, est spécialisé dans la fabrication de papier couché pour l'édition et la presse.

---

## **A Grenoble, une association permet aux locataires en difficulté d'éviter l'expulsion. (16.03)**

### **Le Monde - 15.03**

Elle a mis de la couleur. Les murs blancs lui "rappelaient trop l'hôpital". Monique Kauff, dite "Moun", est installée depuis cinq ans dans un logement social grenoblois. Elle aime assez son "petit chez soi" pour avoir patienté deux ans avant d'acheter le papier peint à grosses fleurs dont elle rêvait pour son entrée - le temps qu'il soit en soldes. Et pour ne pas vouloir le quitter.

Débat sur la fin des expulsions de personnes prioritaires

Le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable (DALO) a demandé, vendredi 12 mars, aux pouvoirs publics de mettre fin aux expulsions de personnes prioritaires pour un relogement. "L'Etat déloge alors qu'il doit reloger selon la loi, c'est un scandale qu'on ne peut pas laisser perdurer", a affirmé Paul Bouchet, ancien président d'ATD Quart-Monde et membre du comité. Le sénateur UMP des Yvelines Dominique Braye, également membre, a, quant à lui, dénoncé "un gâchis monumental d'argent public" alors que 18 % des personnes qui recourent au DALO le font au titre de menaces d'expulsions.

Le gouvernement a toujours refusé un moratoire des expulsions. Selon Benoist Apparu, le secrétaire d'Etat au logement, "ce serait un très mauvais signal" envoyé aux "propriétaires publics comme privés".

En décembre 2008, pourtant, un licenciement, une séparation, de gros frais de santé... font basculer cette ancienne employée de banque. Elle rejoint alors les 500 000 ménages français qui cumulent des loyers impayés. Premier pas vers une possible expulsion. En 2008, selon les



derniers chiffres fournis par le ministère de la justice, plus de 105 000 jugements d'expulsion ont été prononcés et plus de 11 000 familles ont été expulsées de leur domicile. Alors que la trêve hivernale s'achève lundi 15 mars, les associations estiment qu'en 2010 ce sont entre 30 000 à 40 000 ménages qui vont être mis dehors, avec ou sans concours de la police.

"Angoissée de se retrouver à la rue", Moun contacte alors son bailleur, la Société dauphinoise pour l'habitat (SDH), l'un des quatre organismes HLM à travailler avec l'association Le Relais Ozanam sur une démarche globale d'accompagnement des locataires en difficulté. "Nous proposons une aide financière qui prend momentanément en charge une partie du loyer ou de la dette financière, explique Nathalie Carlin, responsable du projet. Ce don se fait sous forme de chèque au locataire et à l'ordre du bailleur. Une minoration de quittance, mais la famille doit garder l'habitude de payer son loyer."

"Coup de pouce"

"Un contrat tripartite est signé, poursuit Francis Vicente, président du Relais Ozanam. Les bailleurs s'engagent à nous présenter les dossiers des locataires en début d'impayés et à arrêter toute poursuite. Les ménages promettent de reprendre le paiement régulier. Outre le versement d'argent, l'association met en place un soutien individualisé pour les familles." Contrat qui peut être remis en question à tout moment.

De fait, le véritable critère d'éligibilité des familles est leur motivation. Ensuite, la globalité des dépenses obligatoires auxquelles le foyer doit faire face est prise en compte pour comprendre ce qui reste chaque mois aux familles pour vivre.

En 2009, 89 % des ménages aidés gagnaient entre 450 et 2 160 euros. Certains auraient été exclus des aides qui prennent en compte la hauteur des revenus. Au total 31 628 euros ont été distribués à cinquante-sept d'entre eux. Soit un chèque moyen de 536 euros, sur trois à douze mois.

Chantal Hamy-Puissant, la travailleuse sociale de l'association, suit les familles. C'est elle aussi qui peut leur proposer le second volet du dispositif. 33 ménages sur les 57 ont ainsi bénéficié d'un accompagnement global financier et social. "Je remets en contact familles et services sociaux et vais même jusqu'à rencontrer les jeunes adultes qui vivent chez leurs parents mais qui, par ignorance ou par négligence, ne participent pas aux frais...", ajoute-t-elle.

Sur les 57 dossiers de l'année 2009, 47 sont déjà clos. Des familles qui ont repris le paiement normal du loyer. Le taux de réussite avoisine les 90 %. Les quelques résiliations de contrat s'expliquent par un manque de motivation des familles ou par des dettes non soldées. Mais aucune expulsion n'a été prononcée. Malgré ces bons résultats, la pérennité du dispositif, qui existe sous cette forme depuis 2008, n'est pas assurée. Aux côtés de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes, ce sont quatre bailleurs sociaux (Grenoble habitat, la SDH, Pluralis, Actis), un collecteur du 1 % logement et la Ville de Grenoble qui cofinancent.

Parce qu'elle aime bien "se débrouiller seule" et que "l'assistanat, ce n'est pas dans son éducation", Moun s'est sentie "gênée" et a hésité avant d'accepter. Mais elle a vite compris que "si elle voulait redémarrer, il lui fallait accepter ce coup de pouce" des quelque cent euros versés pendant six mois. Depuis un an, elle touche sa retraite. Une pension de 1 300 euros grevée par le loyer, de gros frais médicaux et surtout des dettes anciennes. Elle a toujours refusé de monter un dossier de surendettement, question d'honneur. Mais il lui reste 112 mensualités à rembourser pour s'en sortir. Moun aura alors 70 ans.

---

## **Les mineurs manifestent à Paris contre la suppression de certains avantages. (18.03)**

**LeMonde.fr et AFP - 17.03**

Des anciens mineurs, leurs familles et des employés du régime spécial des mines ont manifesté, mercredi 17 mars, à Paris contre la suppression de certains avantages dans la prise en charge de leurs soins, jugeant les avoir mérités compte tenu de la pénibilité du travail à la mine.

Entre quinze cents et deux mille personnes, souvent âgées, ont défilé depuis la Caisse nationale des mines (XVe arrondissement) jusqu'au ministère de la santé, quelques centaines de mètres plus loin, à l'appel d'une intersyndicale. Devant le ministère ils ont entonné La Marseillaise, puis "Petit Papa Noël", et agité leurs banderoles, où l'on pouvait notamment lire : "Touche pas au régime minier", "Régime minier, promesses bafouées".

Leur principale revendication est l'annulation d'un décret du 31 décembre 2009 qui met fin à la prise en charge par leur régime de certaines dépenses comme les transports en ambulance vers un professionnel de santé, dépenses non prises en charge pour le commun des assurés. Ce texte met fin également à la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement liés aux cures. Sont aussi visées des dépenses en médicaments en dehors des soixante-trois pharmacies minières – la plupart sont situées dans le Nord-Pas-de-Calais –, pour lesquelles les affiliés du régime en assurance maladie ne bénéficieront plus systématiquement de la gratuité.

"MOI, JE SUIS DESCENDU DANS LA MINE À 14 ANS"

Pour le directeur général du régime des mines, Erik Rance, "la gratuité des soins des mineurs n'est pas du tout remise en cause, puisque les assurés du régime continueront pour toutes leurs autres dépenses de santé à avoir une prise en charge totale", sans ticket modérateur. Il souligne par ailleurs que sur cent quatre-vingt mille affiliés au régime d'assurance maladie des mines, "soixante-huit mille sont classés en affections longue durée et quatre-vingt-quinze mille en maladies professionnelles, et ils ne sont donc pas concernés par les changements".

"Les avantages qu'on avait en plus, c'était pour compenser la dureté du travail dans la mine, on ne les avait pas volés", estime Michel Pylip, 63 ans, "né dans les corons". "Le régime va s'éteindre tout doucement, ce n'était pas la peine de faire ce coup-là", a-t-il ajouté, rappelant que les cotisations des mineurs étaient supérieures à celles du régime général.

Jean Lepczynski, 73 ans, a travaillé dans la mine d'Arenberg (Nord), où a été tourné au début des années 1990 le film *Germinal*, adapté du roman de Zola. "Quand on est arrivés de Pologne, les moins productifs étaient renvoyés chez eux avec leur baluchon. Moi, je suis descendu dans la mine à 14 ans et quand une mine fermait, on me mettait dans une autre, et là on veut nous croquer nos petits avantages à nous et à nos veuves", s'est-il ému. Les manifestants ont aussi demandé une revalorisation des retraites minières. Ils veulent par ailleurs que les personnels du régime minier ne perdent pas leur garantie d'emploi.

Une délégation a été reçue à la mi-journée au ministère de la santé, où a notamment été évoquée la possibilité de renforcer le fonds d'action sociale du régime des mineurs. Le régime minier, créé en 1946, ne compte plus qu'environ sept mille actifs, des employés du régime pour la plupart. Il n'y a plus que quelques centaines de mineurs actifs, selon la Caisse nationale des mines.

---

## **Le nouveau gouvernement Fillon. (23.03)**

### **Libération.fr - 22.03**

Voici la liste du gouvernement de François Fillon après le remaniement intervenu lundi. Il compte 40 membres dont le Premier ministre, soit un de plus que dans le précédent.

François Fillon, Premier ministre

Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

Michèle Alliot-Marie, ministre d'État, Garde des Sceaux, ministre de la justice et des libertés

Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes

Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi

Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Eric Woerth, ministre du Travail, de la solidarité et de la fonction publique

François Baroin, ministre du Budget, des comptes publics et de la réforme de l'État

Patrick Devedjian, ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en œuvre du plan de relance

Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du gouvernement

Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Hervé Morin, ministre de la Défense

Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de la Santé et des sports

Bruno Le Maire, ministre de l'Alimentation, de l'agriculture et de la pêche

Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la communication

Eric Besson, ministre de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire

Michel Mercier, ministre de l'Espace rural et de l'aménagement du territoire

Henri de Raincourt, ministre auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

Marc-Philippe Daubresse, ministre de la Jeunesse et des solidarités actives

Christian Estrosi, ministre chargé de l'Industrie auprès de Mme Lagarde

Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'Emploi auprès de Mme Lagarde

Georges Tron, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, de la solidarité et de la fonction publique, chargé de la fonction publique

Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique auprès du Premier ministre

Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports auprès de M. Borloo

Valérie Létard, secrétaire d'Etat auprès de M. Borloo

Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État à la justice auprès de Mme Alliot-Marie

Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services et de la consommation auprès de Mme Lagarde

Fadela Amara, secrétaire d'État chargée de la politique de la ville

Alain Marleix, secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités territoriales auprès de M. Hortefeux

Rama Yade, secrétaire d'État chargée des sports auprès de Mme Bachelot

Christian Blanc, secrétaire d'État chargé du développement de la région capitale auprès du Premier ministre

Hubert Falco, secrétaire d'État à la défense et aux anciens combattants auprès de M. Morin

Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État chargée du commerce extérieur auprès de Mme Lagarde

Alain Joyandet, secrétaire d'État chargé de la coopération et de la francophonie auprès de M. Kouchner

Nadine Morano, secrétaire d'État chargée de la famille et de la solidarité auprès de M. Darcos

Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'écologie auprès de M. Borloo

Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes auprès de M. Kouchner

Nora Berra, secrétaire d'Etat chargée des aînés auprès de M. Darcos

Benoît Apparu, secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme auprès de M. Borloo

Marie-Luce Penchard, secrétaire d'État chargée de l'outre-mer auprès de M. Hortefeux.

---

## **La "coopérative politique" de Cohn-Bendit suscite peu d'enthousiasme à gauche. (23.03)**

**LeMonde.fr - 22.03**

Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, et Martine Aubry, première secrétaire du PS, ont fait peu de cas de la proposition de Daniel

Cohn-Bendit d'inventer "une coopérative politique" pour 2012. Selon le député européen, les Verts ont "besoin d'une structure pérenne et souple à la fois, capable d'élaborer des positions collectives et de porter le projet écologiste, sans s'abîmer dans la stérilité des jeux de pouvoir ou la folle tempête des ego en compétition".

Europe Ecologie est organisée comme une "équipe de championnats amateurs" et il lui faut maintenant "se dépasser". "Il est temps d'incarner l'écologie politique dans un corps nouveau, une forme politique dans un corps nouveau, une forme politique largement inédite." "Europe Ecologie, a-t-il précisé au micro de RTL, c'est une famille écologiste recomposée." "Ni parti-machine, ni parti-entreprise, je préférerais que nous inventions ensemble une 'coopérative politique'", dit M. Cohn-Bendit, soulignant que "Verts, socialistes, CAP 21, communistes" et d'autres peuvent être "partie prenante de cette dynamique collective".

#### "LES VERTS N'EST PAS UN PARTI DE MASSE"

Cécile Duflot, nouvelle conseillère régionale d'Ile-de-France et secrétaire nationale des Verts, a exprimé un enthousiasme très modéré à la proposition du député européen : "Une de nos forces, c'est que l'on ne met pas nos discussions derrière les rideaux mais qu'on débat (....). Il y a des choses intéressantes dans le texte de Cohn-Bendit : l'idée de coopérative politique, l'idée de travailler ensemble dans une forme qui n'est pas celle d'un parti traditionnel mais qui s'appuie sur ce qui a été fait jusque-là est une bonne idée", a-t-elle jugé. "Il ne faut pas tout remettre à plat, a néanmoins modéré la jeune femme, surtout qu'aux dernières élections européennes et celles-ci, ça s'est très bien passé. Il faut progresser en approfondissant notre projet."

"Dany a pris tout le monde de court, avec son style provocateur, voire un peu impressionniste", estime Dominique Voynet, sénateur-maire Verte de Montreuil. "Son choix d'une 'coopérative' a le mérite de ne heurter personne, ni au sein des Verts ni à l'extérieur. Néanmoins, cela demeure insuffisant pour créer une dynamique. Il faut un projet", juge-t-elle. Reste que Dominique Voynet est convaincue des limites du parti Vert pour poursuivre le cheminement de l'écologie politique au sein de la société française. "Les Verts n'est pas un parti de masse, reconnaît l'élue de Seine-Saint-Denis. Son mode de fonctionnement très démocratique est très lourd, avec des outils aujourd'hui inadaptés." En tout cas "les Verts sont prêts pour l'ouverture", assure-t-elle, autour d'un projet commun qui traitera des "questions importantes : enrayer la spirale de paupérisation, réapprendre le vivre ensemble" et stopper le "débat puant de l'identité nationale".

#### "DANY OUBLIE DE PARLER DE PROJET"

Même son de cloche à Paris. "Dany oublie de parler de projet, estime Yves Contassot, élu Vert de la capitale. Il parle d'un rassemblement qui irait de CAP 21 aux communistes, mais comment et pour quoi faire ? Est-ce que l'objectif est de conquérir l'institution ou de mener un projet politique ? Nous avons des partenaires à trouver, mais il est nécessaire de construire un projet en même temps que nous réunissons les acteurs syndicaux, associatifs susceptibles de nous enrichir."

Au sein du Parti socialiste, Martine Aubry n'a pas manqué de botter en touche la proposition d'ouverture du député européen : "Cette question s'adresse d'abord aux Verts, a déclaré sur Europe 1 la première secrétaire, qui a déjà fort à faire avec son propre parti. Moi, je respecte nos partenaires, c'est à eux de prendre une décision."

---

### Revue de presse étrangère après la défaite de Sarkozy. (23.03)

#### Lexpress.fr - 22.03

Au lendemain des élections régionales, les éditorialistes des autres pays aussi analysent les résultats et se penche sur la victoire de la gauche.

The Times n'y va pas de main morte avec le président de la République. En effet, le quotidien anglais titre: "L'Union pour un mouvement populaire de Nicolas Sarkozy, démolie aux élections régionales". Pour le journaliste Charles Bremner: "Un Nicolas Sarkozy réprouvé tentera de donner un nouvel essor à sa présidence". Pour cela "il devrait (...) adopter un comportement plus modeste. Son style vantard hyper-actif a perdu de son charme, au début de la crise financière". Toujours selon le quotidien britannique: "Il (Nicolas Sarkozy, ndlr) devrait ralentir son programme de réformes, et se mettre en retrait de la scène politique en adoptant une posture plus distante et paternelle, comme le font traditionnellement les présidents français."

Pour le quotidien chilien, El Mercurio, l'échec de la droite est dû à la crise économique et au débat sur l'identité nationale. "Un taux de chômage de plus de 10% et une croissance économique faible ont affecté le gouvernement, ainsi qu'une série de polémiques récentes, des accusations de clientélisme au débat sur l'identité nationale, ont détérioré la popularité de Sarkozy".

#### Une chance en 2012

Le New-York Timesa la même analyse. Estimant que le débat "sur l'identité nationale et le voile intégral semblent avoir aidé, et non pas affaibli l'extrême droite". Le quotidien américain revient également sur la victoire socialiste. Tout en rappelant qu'en France "comme en Angleterre, ceux qui remportent les élections locales ne réussissent pas toujours nationalement."

Pour El País, "Sarkozy prépare avec Fillon une réponse à sa défaite des régionales". Selon le quotidien espagnol, "les doutes persistent afin de savoir si Sarkozy va maintenir le rythme de ses réformes, ou si certaines d'entre elles vont être ralenties, voir abandonnées dans le cas des plus polémiques, comme celle sur la taxe carbone."

Le Washington Post estime enfin que "pour beaucoup, l'impact national du vote suggère que, si les chamailleurs socialistes arrivent à maintenir leur alliance avec le parti Europe Ecologie en plein essor, ils ont peut-être une chance aux prochaines élections présidentielles, en 2012."

---

## Revue de presse étrangère après la défaite de Sarkozy. (23.03)

### Lemond.fr - 22.03

"Un dernier message avant 2012", c'est en ces termes que le New York Times analyse la défaite de la majorité présidentielle aux élections régionales. Pour le quotidien américain, la faible mobilisation des électeurs ainsi que la netteté des résultats reflètent "à la fois la colère et l'éloignement" des Français vis-à-vis de leurs gouvernants. "La magie Sarkozy est en train de se dissiper", note le journal, qui précise que "le débat sur l'identité nationale et sur le voile intégral semblent avoir aidé, et non blessé, l'extrême droite". Nicolas Sarkozy est perçu comme un président "qui s'ennuie facilement et manque de suivi" dans son action, souligne l'auteur, qui prend néanmoins soin de rappeler que "les vainqueurs au niveau local ne font pas forcément des vainqueurs au niveau national", et que les socialistes n'ont pas encore désigné de candidat officiel pour 2012.

Le britannique The Guardian constate "une inversion des rôles" dans le paysage politique français, avec une gauche, autrefois divisée, qui "redécouvre l'art des alliances" avec les écologistes et l'extrême gauche, tandis que l'électorat de droite se fractionne à cause de "la résurgence du Front national et de l'effacement du centre". Le score du FN dénote, pour le Times, un "retour à la ligne dure" d'une partie des électeurs de droite, qui avaient voté pour Sarkozy en 2007 sur ses propositions en matière de sécurité et d'immigration. Ces élections marquent l'avènement de "Sarkozy 2.0", un président qui a perdu "son invisible aura" et devra "ralentir le rythme des réformes économiques et sociales qui ont entraîné le mécontentement et la confusion de ses électeurs".

Cette victoire "écrasante" révèle "une inquiétude grandissante concernant le modèle généreux mais étranglé par la dette" de l'Etat-providence français, analyse le Wall Street Journal. Pour le quotidien américain, "la récession et la forte hausse du chômage ont conduit Mr. Sarkozy à changer son fusil d'épaule et à plaider pour un rôle plus important du gouvernement". Néanmoins, tempère l'auteur, "les économistes se déclarent sceptiques quant à la volonté politique d'un Sarkozy, devenu impopulaire, à engager des réformes deux ans avant les prochaines élections présidentielles".

### "ÉGOCENTRIQUE ET ERRATIQUE"

Le style présidentiel est largement à mettre au compte de la défaite de la droite, souligne le Los Angeles Times : "les vacances clinquantes de Sarkozy, ses vêtements de marque ainsi que ses sorties parfois vulgaires ont suscité le mécontentement", tandis que "les tentatives du gouvernement pour réduire les dépenses, y compris sur les emplois aidés, tout en menaçant de repousser l'âge de départ à la retraite", ont également écorné son image. De la même façon, The Independent se fait l'écho des critiques émanant du sein même de la majorité présidentielle, pour qui la défaite est due à un style de gouvernement "égocentrique et erratique".

Selon le FT, "l'humiliation a été évitée", mais "les réformes mal préparées et mal expliquées de Sarkozy" ont eu raison de la popularité du président de la République : pour le journal, le score "trionphal" de la gauche "pose la question de la capacité de Sarkozy à emporter un second mandat". Le journal voit en Martine Aubry la grande gagnante de ce suffrage, qui fait d'elle "une présidentiable crédible". Un avis partagé par le quotidien espagnol El País, pour qui l'enjeu socialiste est désormais de désigner un candidat pour les élections de 2012. Si le succès du PS place Martine Aubry en bonne posture, le journal souligne toutefois que "l'excellent score" de Ségolène Royal devrait lui faire retrouver sa stature de présidentiable.

---

## Le Conseil d'orientation des retraites prévoit l'allongement de la durée de cotisation. (23.03)

### Monde.fr avec AFP - 23.03

Après les régionales et le remaniement ministériel, marqué par le remplacement de Xavier Darcos par Eric Woerth, place à la réforme des retraites. Alors que les syndicats appellent à la mobilisation, mardi, en vue de peser sur les discussions avec le patronat et le gouvernement qui devraient commencer après la remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) attendu mi-avril, le Figaro et Les Echos, citant un document de travail du COR, indiquent qu'il faudra cotiser 43,5 ans en 2050 pour toucher une retraite à taux plein si les règles posées dans la loi de 2003 sur les retraites sont prolongées. La durée de cotisation requise pour une retraite à taux plein était de 40 ans jusqu'en 2008 au régime général (salariés du privé). Elle est actuellement de 40,5 ans et doit être portée à 41 ans d'ici à 2012.

Cet allongement progressif découle de la réforme Fillon des retraites de 2003, qui avait posé le principe d'un allongement de la durée de cotisation en fonction de la hausse de l'espérance de vie à 60 ans. Il s'agit de maintenir constant le rapport entre la durée de la vie active et celle de la retraite. Si l'espérance de vie progresse comme le projette actuellement l'Insee dans son scénario central, "la durée d'assurance requise pour le taux plein atteindrait 166 trimestres (41,5 ans) pour la génération 1960, atteignant 60 ans en 2020", peut-on lire dans un document transmis aux membres du COR pour préparer une réunion de travail mercredi. Et si la règle de 2003 s'applique au-delà du terme prévu de 2020, la durée de cotisation nécessaire atteindra 43,5 ans en 2050, selon ce même document, qui ne constitue pas une recommandation et qui ne mentionne pas à ce stade d'impact financier.

## RAPPORT MI-AVRIL DU COR

Le COR – composé notamment de chercheurs, de partenaires sociaux, de parlementaires et de hauts fonctionnaires – doit rendre à la mi-avril des projections financières actualisées pour les régimes de retraite, qui serviront de base au débat sur ce chantier majeur du gouvernement en 2010. Plusieurs scénarios seront envisagés, comme différentes durées de cotisations minimales ou encore des reculs de l'âge minimum de départ à la retraite au-delà de 60 ans et des combinaisons de ces différentes options.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a appelé lundi à s'attaquer rapidement à la réforme des retraites qui contribuera, selon lui, à augmenter la confiance des ménages et à créer de la consommation et de la croissance. "C'est quelque chose qu'il faut faire et il n'est pas trop tôt pour commencer à s'y attaquer", a-t-il déclaré en marge d'un colloque à l'Ecole de commerce de Copenhague (CBS) sur l'euro et la crise financière. "L'une des réformes que nous devons absolument faire est la réforme des retraites qui va permettre d'établir un équilibre durable du système de retraite et donc rassurer la population sur la capacité dans le futur à ne pas réduire le niveau des retraites ou augmenter les impôts les finançant."

---

## La gueule de bois au sommet. (23.03)

### Reuters - 22.03

1- Pour le président de la République, le ministre du Travail sortant, Xavier Darcos, tête de liste de la majorité présidentielle en Aquitaine - région qui était au demeurant réputée ingagnable par l'UMP - a été trop lourdement battu pour être en mesure de conduire la délicate refonte des retraites.

Appliquons le même constat et le même remède au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner : DEHORS !

2- Dominique de Villepin créera en juin un nouveau parti politique en vue de l'élection présidentielle de 2012, a annoncé lundi le député UMP "villepiniste" François Goulard. "Dominique de Villepin, jeudi et dans les semaines qui vont venir, va s'attacher à présenter aux Français un autre projet, une alternative pour 2012, tout simplement parce que c'est absolument indispensable", a-t-il dit sur France Inter.

"En termes strictement électoraux, nous voyons bien que nous avons bien d'ores et déjà perdu 2012 donc il faut à tout prix avoir autre chose", a-t-il ajouté. (Reuters 22.03)

3- Seul un Français sur trois souhaite que Nicolas Sarkozy soit de nouveau candidat à l'élection présidentielle en 2012, selon un sondage Ipsos pour Le Point publié lundi.

Ce sondage confirme le constat de François Goulard.

Avant-hier je me suis fait cette réflexion que pour avoir une chance de l'emporter en 2012 - si le régime tient jusque là, la classe dominante devrait présenter plusieurs candidats au premier tour et se réunir au second comme l'ont fait le PS avec Europe écologie et le Front de gauche. Que la création d'un nouveau parti soit le produit et l'expression de la crise politique qui a atteint l'UMP, c'est une chose, elle témoigne aussi qu'il devient de plus en plus difficile à la classe dominante de continuer à gouverner comme avant pour affronter les contradictions du capitalisme et les faire endosser aux travailleurs qui le supportent de plus en plus mal. La lutte des classes en marche, quoi.

Les contradictions du capitalisme exacerbées sur le plan économique et social franchissent ainsi une nouvelle étape sur le plan politique, qui pourrait déboucher sur une crise politique ouverte si la mobilisation des masses étaient massives dans les semaines et mois à venir, à moins qu'un évènement extérieur inattendu ne la précipite.

---

## Une première réponse concrète au vote du 20 mars... en direction des patrons et actionnaires. (23.03)

### Reuters - 22.03

Christine Lagarde dit réfléchir à la meilleure manière de remédier à l'écart entre le taux d'imposition facial des entreprises, beaucoup plus

élevé que le taux réel, une situation selon elle malsaine.

Dans un entretien à La Tribune de mardi, la ministre de l'Economie note qu'il existe en France "un écart significatif entre le taux d'imposition facial des bénéficiaires des entreprises, qui est de 33,3 %, et le taux réel qui est de l'ordre 22 %".

"Je ne trouve pas très sain qu'il y ait un tel écart (...) et nous réfléchissons à la meilleure manière d'y remédier", a-t-elle déclaré.

Elle estime que la première raison qui explique cette situation est "l'existence de nombreuses exonérations ou taux réduits dont les grands groupes savent tirer parti, plus que les PME", les grandes entreprises ayant également la possibilité de jouer sur les prix de transfert pour localiser leurs bénéficiaires.

La dernière loi de finance rectificative contraint les entreprises à expliquer les relations qu'elles entretiennent avec des sociétés situées à l'étranger et qui leur sont apparentées, avec des exigences accrues lorsqu'il s'agit de sociétés situées dans des territoires non coopératifs sur le plan fiscal, ajoute Christine Lagarde.

Avec un taux d'imposition (officiel) des bénéficiaires autour de 20%, on comprend pourquoi la France est la destination privilégiée des investisseurs étrangers juste après la Chine. Les grandes entreprises et les banques ayant toutes des comptes dans les paradis fiscaux, c'est comme si la France qui les hébergeait en faisait partie, CQFD. La gestion du capitalisme ressemble de plus en plus à celle d'une entreprise mafieuse qui peut agir en toute légalité donc impunité, les capitalistes détenant également le pouvoir politique.

---

## **Journée d'action pour l'emploi et les retraites en France. (24.03)**

### **Reuters - 23.03**

Au lendemain des élections régionales, les éditorialistes des autres pays aussi analysent les résultats et se penche sur la victoire de la gauche.

Des centaines de milliers de personnes ont fait grève et manifesté mardi dans de nombreuses villes de France dans le cadre d'une journée d'action pour l'emploi, les salaires et les retraites.

Selon une estimation provisoire de la CGT, à 17h00, au moins 800.000 personnes ont participé à 177 manifestations. Le syndicat Solidaires (Sud) dénombre au moins 600.000 manifestants.

Les syndicats CGT, CFDT, FSU, Solidaires (Sud) et Unsa veulent faire pression sur le gouvernement, deux jours après le dénouement des élections régionales et au lendemain d'un remaniement qui a vu Eric Woerth remplacer Xavier Darcos au ministère du Travail, et l'arrivée de Georges Tron comme secrétaire d'Etat à la Fonction publique.

Les grèves, diversement suivies, ont surtout concerné les transports, les enseignants, dont 22% ont cessé le travail selon le ministère, et la fonction publique, en grève à 17,4%.

Le trafic SNCF était conforme aux prévisions, soit 65% des TGV en circulation, de 35% à 75% des TER, plus de 50% des Transilien et de 50 à 60% des Corail. Le trafic des TGV internationaux (Eurostar, Thalys, Lyria, Aleo) était normal.

Selon la direction de la SNCF, le taux de participation à la grève s'établissait à 28,3% à 11h00. À la RATP, le trafic était quasi normal dans le métro, sur les réseaux des bus et tramways ainsi que sur le RER A. Toutefois, seul un RER B sur deux circulait.

### **ENSEIGNANTS EN GRÈVE**

L'Union des transports publics et ferroviaires (UTP) évoque dans un communiqué des "perturbations limitées", avec "un fonctionnement normal ou presque dans plus de 75% du réseau". Les villes les plus touchées ont été Cannes, Clermont-Ferrand, Morlaix, Nice, Pau et le tramway à Lille.

À l'école, le ministère de l'Education nationale a annoncé 21,69% des enseignants en grève en moyenne à la mi-journée. Mais selon le Snes-FSU, plus de quatre enseignants sur dix ont cessé le travail dans les collèges et les lycées.

La Fédération syndicale unitaire (FSU) a elle aussi appelé les fonctionnaires à être "massivement en grève" et à manifester, tant pour le pouvoir d'achat que pour le "dossier essentiel des retraites".

À la mi-journée, le taux de grévistes était de 17,4% dans la Fonction publique de l'Etat, selon le ministère.

Du côté des manifestants, le défilé parisien rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes (entre 30.000 et 60.000 selon les sources) s'est rendu de la place de République à celle de la Nation.

On y reconnaissait les leaders syndicaux Bernard Thibault (CGT) et François Chérèque (CFDT), la secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, et le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon.

"Il y a un regain de combativité des salariés pour faire admettre aux employeurs qu'il y a un problème de partage des richesses dans ce pays", a dit Bernard Thibault sur Europe 1.

La réforme des retraites, qui débouchera sur des décisions à la rentrée selon le président Nicolas Sarkozy, va être "très compliquée", a-t-il prévenu.

#### "PAS D'ABSTENTION POUR LES PROBLÈMES SOCIAUX"

Entre 13.000 selon la police et 50.000 personnes selon les syndicats ont défilé à Marseille. A Nice, de 4.500 à 8.000 personnes selon les sources ont manifesté aux cris de "Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère".

A Nantes, entre 8.000 et 20.000 personnes ont marché dans le centre-ville. "Il y a une bonne mobilisation des équipes, il n'y a pas eu d'abstention au troisième tour social", s'est réjouie Isabelle Mercier, responsable de l'union départementale CFDT en Loire-Atlantique.

A Rouen, la mobilisation a été importante, la police dénombrait plus de 30.000 manifestants.

A Rennes, ils étaient 5.500 selon la police (15.000 selon les syndicats) manifestants à Rennes, le double d'après les organisateurs. "Il n'y a pas d'abstention pour les problèmes sociaux. Les vrais enjeux, ils sont là", a commenté Patrice Forgeou, secrétaire adjoint de l'union départementale CFDT en Ille-et-Vilaine.

De 10.000 à 14.000 personnes ont manifesté à Lyon sur la musique des "Motivés" en chantant "retraites, revenus, logements, du pognon, ils en ont".

"Retraites j'y tiens", "la crise c'est pas nous", "Sarko t'as rien compris" disaient des banderoles du défilé bordelais, qui a réuni 8.000 personnes selon la police et 30.000 selon les syndicats.

Il y a eu entre 9.000 et 18.000 manifestants à Toulouse. (AP 23.03)

Jugeant que "trop de manifs tue les manifs", la CFTC et la CGC ne se sont pas jointes au mouvement, décidé après le sommet social de la mi-février à l'Élysée. Force ouvrière défile de son côté sur la seule question des retraites.

---

### **Le Nouveau Centre confirme qu'il aura un candidat en 2012. (25.03)**

#### **Reuters - 24.03**

Le ministre de la Défense Hervé Morin a confirmé l'intention du Nouveau Centre (NC) de présenter un candidat à la présidentielle de 2012, passant outre à l'avertissement de Nicolas Sarkozy.

"La droite a toujours été pluraliste et ne saurait se résumer à une seule formation politique. Les sociétés modernes sont complexes et contradictoires. Elles ne peuvent se satisfaire d'une offre politique unique à droite", dit le président du NC dans une interview publiée par lemonde.fr. "Par son humanisme moderne, son attachement aux libertés et son idéal européen, le centre est indispensable à la vie démocratique de notre pays. Il a toujours été représenté par un candidat à l'élection présidentielle sous la Ve république. Ma responsabilité est de lui redonner toute sa place", ajoute-t-il.

Dans une interview récente au Figaro Magazine, Nicolas Sarkozy avait déclaré ne pas imaginer que "des familles politiques qui travaillent ensemble pendant toute la durée d'un mandat se présentent divisées devant les électeurs", y voyant une "question d'honnêteté".

Interrogé sur les propos du chef de l'Etat, Hervé Morin a répondu ne pas y voir une mise en garde, ajoutant que le Nouveau Centre, créé par d'anciens responsables du MoDem qui ont lâché François Bayrou après la présidentielle de 2007, respectait le contrat de législature qui le lie à l'UMP.

Si le NC a joué le jeu de l'union lors des dernières européennes et des régionales, des scrutins de mi-mandat, "la vie politique française s'organise autour de l'élection présidentielle, qui rebat totalement les cartes", fait valoir Hervé Morin, ajoutant :



"J'ai toujours dit que notre ambition était de faire émerger un projet qui incarne les valeurs du centre et un candidat pour les porter."

La publication de cette interview intervient à la veille du lancement par Hervé Morin d'un appel au rassemblement de la famille centriste dans la perspective de 2012.

Le ministre de la Défense le fera en compagnie de l'ancien ministre centriste Jean Arthuis, qui n'a pas rejoint à ce jour le NC, mais aussi de deux personnalités qui ont quitté le MoDem depuis un an : Michel Mercier, aujourd'hui ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, et le sénateur des Yvelines Nicolas About.

Le Nouveau Centre vise plus particulièrement les électeurs déçus du faible score du Modem aux régionales mais aussi une partie de la fraction centriste de l'UMP dans l'espoir que, à l'image de l'ancien ministre giscardien Hervé de Charette fin 2009, elle rejoigne ses rangs.

---

## **Les relations se tendent entre Fillon et Sarkozy. (25.03)**

**Lefigaro.fr - 24.03**

Le chef de l'État a fait acte d'autorité en demandant à son premier ministre d'annuler son intervention prévue sur TF1 le soir même.

Coup de froid entre Nicolas Sarkozy et François Fillon. À la sortie du Conseil des ministres, les membres du gouvernement les plus expérimentés ont vite conclu que l'atmosphère était glaciale entre le président et le premier ministre. «Le premier a accaparé la parole, le second a été totalement muet», relève un participant. Le couac a, en fait, eu lieu juste avant le Conseil des ministres. Lors de leur tête-à-tête hebdomadaire, le chef de l'État a fait acte d'autorité en demandant à son premier ministre d'annuler son intervention prévue sur TF1 le soir même.

De retour à Matignon, François Fillon s'est exécuté. «Le premier ministre est très sport. Nous allons recalculer très vite une autre date avec TF1», ont aussitôt fait savoir ses services. Tandis qu'à l'Élysée, on tentait de minimiser le différend entre les deux têtes de l'exécutif : «Il est préférable d'attendre la semaine prochaine pour intervenir à la télévision afin de répondre à la gauche en cas de motion de censure. Et puis, ce n'est pas la peine que le président et le premier ministre se marchent sur les pieds.» Voilà pour la version officielle.

Car, en fait, le principe de l'intervention du premier ministre avait été décidé en concertation avec le chef de l'État. Un ministre sarkozyste confirme cette version : «Je ne comprends pas le changement de pied de Nicolas. C'est lui qui lui a dit d'y aller. Et maintenant il lui demande d'annuler. Cela énerve Fillon.»

Énerver Fillon ? Il est rentré du Conseil des ministres sans cacher son désappointement. «Il est à cran depuis lundi, confie un de ses amis. On lui refuse sa démission. On ne veut pas de remaniement. On ne lui donne pas un vote de confiance. On lui impose Baroin alors qu'il n'en veut pas. Tout ça va mal finir», avertit un ami du premier ministre. À Matignon, les troupes n'ont plus trop le moral. Chacun a compris que leur patron était en sursis. Qu'il avait été reconduit pour six mois maximum.

À l'Élysée, on a très peu apprécié la séquence parlementaire de mardi : le déballage des députés et l'ovation réservée au premier ministre. «Nicolas Sarkozy a piqué une crise quand il a vu Fillon se faire applaudir debout à quatre reprises par les députés UMP», explique un sarkozyste. Il est vrai que la succession de sondages désignant Fillon comme un meilleur candidat en 2012 n'a rien pour arranger le climat entre les deux hommes.

Malgré tout, Matignon préférerait mercredi soir calmer le jeu. Loyal, François Fillon s'est mis au travail. Avec en ligne de mire : la préparation du «séminaire» des députés et sénateurs UMP convoqués lundi prochain, à la Maison de la chimie, par Jean-François Copé et Gérard Longuet. Un séminaire qui a déjà fait l'objet d'une ferme mise au point du ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux. L'ami du président a remis les pendules à l'heure sur Europe 1 : «Au lendemain d'un scrutin, toutes les contributions sont naturellement utiles. J'entends bien l'idée de pacte qui est avancée par les uns et les autres, notamment Jean-François Copé. La réalité, c'est qu'il y a un vrai pacte, c'est celui qui a été scellé entre Nicolas Sarkozy et les Français en 2007 et pour cinq ans.» Une manière de remettre à sa place un Copé de plus en plus sûr de lui.

---

## **"Le report de l'âge de la retraite contribuera à baisser les pensions". (25.03)**

**Lemonde.fr - 23.03**

Déçu par "la dérive du PS et de ses homologues européens vers les politiques et les valeurs néolibérales", Jacques Généreux quitte en 2008 le PS pour participer à la fondation du Parti de gauche avec Jean-Luc Mélenchon. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, il est l'un des rares économistes à défendre la retraite à 60 ans. Selon lui, l'allongement de la durée de cotisation vise à terme à développer les régimes de retraites privés.

En 1950, l'espérance de vie des hommes était de 63 ans (69 ans pour les femmes), elle est aujourd'hui de 77 ans (84 ans pour les femmes). Un report de l'âge légal de départ à la retraite n'est-il pas inévitable ?

Il y a trois paramètres sur lesquels on peut agir : le niveau des ressources (c'est-à-dire les cotisations), le niveau des pensions, et enfin la durée effective de cotisation. Si vous partez du postulat – qui est celui de toutes les réformes engagées en Europe depuis une dizaine d'années – qu'il n'est pas possible de toucher aux ressources, alors en effet, avec l'allongement de la durée de la vie, vous ne pouvez à terme que baisser les pensions et/ou allonger la durée de cotisation. Mais ce postulat est faux. On peut augmenter les ressources. Il n'y a d'ailleurs rien d'anormal à ce que la population âgée occupant une part croissante dans la population capte également une part croissante du revenu distribué.

Comment augmenter les ressources ?

Il y a deux leviers : le taux des cotisations et l'assiette. Si on décide d'augmenter le taux de cotisation, on sait ce que ça coûte. Financer le régime actuel en maintenant le niveau des pensions (le taux de remplacement actuel est en moyenne de 72 %) suppose d'augmenter de 9 points le taux de cotisation d'ici à 2050. Cela correspond à une hausse progressive de 0,4 à 0,5 % par an, ce qui est parfaitement supportable pour notre économie.

Un levier encore plus efficace consiste à élargir l'assiette. La masse salariale représente aujourd'hui 60 % de la valeur ajoutée. Les 40 % restants vont aux entreprises pour financer les profits, les investissements, et ne participent pas au régime de protection sociale. Si, au lieu de cotiser sur 60 % de la valeur ajoutée, on cotise sur 100 %, on diminue considérablement le taux de cotisation. Evidemment, le patronat ne veut entendre parler ni d'une hausse du taux de cotisation, ni de l'élargissement de l'assiette, car son souci est de préserver une part constante des profits. Si on regarde sur le long terme, la part des profits dans la valeur ajoutée est stable quelle que soit l'élévation des taux de cotisation. On aboutit donc à cette fausse contrainte : puisqu'on ne peut pas augmenter les ressources, les travailleurs doivent travailler plus longtemps ou accepter des retraites plus faibles.

En 1970, il y avait 2,5 actifs pour 1 retraité. La proportion passera à 1,5 actif par retraité en 2030. Une augmentation des cotisations ne pèsera-t-elle pas nécessairement sur la compétitivité du pays ?

C'est l'argument classique, mais il n'est pas sérieux. La productivité du travail augmente en moyenne de 1,7 à 1,8 % par an. Le nombre d'inactifs à charge pour chaque actif va certes augmenter de 75 % d'ici à 2050, mais le revenu créé par les actifs aura dans le même temps doublé. La charge réelle sera donc en réalité plus faible !

Cela fait quarante ans qu'on augmente les taux de cotisation, au fur et à mesure que la population a vieilli et que les retraites se sont développées. Que je sache, ça ne s'est pas traduit par un effondrement de la compétitivité. L'effort qu'il faut faire d'ici à 2050 est le même que celui que nous avons fait entre 1945 et 1995. Durant cette période, la part des retraites a augmenté de 7 points en part de PIB, il faudrait l'augmenter de 6,5 à 7 points au cours des quarante prochaines années.

La réforme des retraites n'est donc pas, selon vous, un problème technique ?

Il s'agit d'un choix de société. Les réformes qu'on nous propose ont un but évident. Fixer le niveau de cotisation aboutira nécessairement à une baisse des pensions, car l'augmentation de la durée de cotisation n'est que théorique. Ce n'est pas parce qu'on repousse l'âge de la retraite que les gens vont effectivement travailler plus longtemps. Aujourd'hui, les gens partent à la retraite en ayant cotisé en moyenne pendant 37 ans et demi, et c'est encore moins pour les femmes. La moitié des gens qui partent à la retraite ne sont déjà plus au travail !

Allonger la durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein reviendra donc à diminuer les pensions. Et la seule solution sera d'épargner tout au long de sa vie pour des régimes de retraites privés. Le message est le suivant : il y a un filet minimal qui est le social, et pour le reste c'est une affaire de choix individuels. Or c'est bien là le but : créer un nouveau secteur marchand, qui est le développement des assurances sociales privées. Le Medef ne s'en cache d'ailleurs pas, pas plus que le gouvernement.

Le seuil légal de départ à la retraite est généralement de 65 ans en Europe, voire de 67 ans comme en Allemagne... Pourquoi la France ferait-elle exception ?

Si tous ces pays vont dans ce sens, c'est précisément pour les raisons que je viens de citer. Dans tous ces pays, les taux de pension diminuent et ne sont maintenus que par le développement de systèmes de capitalisation privée. Les travailleurs sont aujourd'hui en position de faiblesse face aux détenteurs de capitaux qui menacent en permanence d'aller ailleurs si on ne les satisfait pas. Ce rapport de forces génère des réformes qui se font uniquement à l'avantage des détenteurs de capitaux : elles garantissent leur part dans les profits et le fait qu'ils contribueront de moins en moins à la solidarité nationale.

## Lemond.fr, AP et Reuters - 24.03

Trois jours après la déroute de la droite aux élections régionales, le président Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il entendait maintenir le cap des réformes tout en donnant des gages à sa majorité en proie au doute.

S'adressant solennellement aux Français à l'issue du conseil des ministres, il a admis, après l'avoir nié, que les résultats des régionales, marquées par une victoire écrasante de la gauche et une abstention massive, avaient une dimension nationale.

M. Sarkozy a débuté son allocution par les résultats des élections régionales. Sans parler explicitement de défaite, il a pris acte du résultat. "Vous avez exprimé ce que vous ressentiez dans ce contexte de crise financière et agricole. Mon devoir est d'entendre ce message", a-t-il promis.

Il a estimé que la crise avait masqué les effets positifs des réformes accomplies depuis 2007 mais assuré qu'il comprenait "l'impatience" des Français et se devait d'y répondre.

"Mais rien ne serait pire que de changer de cap du tout au tout en cédant à l'agitation propre aux périodes électorales", a cependant averti Nicolas Sarkozy.

A ceux qui le pressent, jusque dans son camp, de ralentir le rythme des réformes, il a répondu que la situation actuelle exigeait du sang-froid, de la stabilité et de la continuité, afin d'éviter les à-coups.

"Il y a des choix sur lesquels nous devons faire preuve de constance. Nous devons continuer les réformes", a ajouté le président de la République. "La crise ne doit pas nous inciter à ralentir mais au contraire à aller plus loin afin de construire un nouveau modèle de croissance."

Il n'en a pas moins cédé aux pressions de sa majorité en confirmant son recul sur une de ses réformes emblématiques, un projet de taxe carbone qu'il subordonne désormais à la création d'un dispositif similaire aux frontières de l'Union européenne.

"Il serait absurde de taxer les entreprises françaises en donnant un avantage compétitif aux entreprises des pays pollueurs", a expliqué le chef de l'Etat.

Les grands principes fiscaux adoptés en début de mandat restent d'actualité. "Nous devons continuer à alléger les charges sur le travail et l'investissement. Nous devons continuer à refuser toute augmentation d'impôt", a expliqué le président avant de "confirmer sans ambiguïté le choix d'une fiscalité verte". La taxe carbone n'est donc pas enterrée mais "subordonnée" à l'adoption d'une hypothétique taxe aux frontières de l'Union européenne.

Les analystes familiers de la scène européenne jugent aujourd'hui hautement improbable la création aux frontières de l'Union d'une taxe carbone dans un avenir proche.

M. Sarkozy a justifié, sans la nommer, la politique d'ouverture tant décriée par une partie de ses rangs. "La France a une tradition de division et d'affrontements parfois violents. C'est ma responsabilité de veiller à la pluralité des opinions. (...) J'avais promis république irréprochable. C'est mon devoir de continuer dans le refus du sectarisme."

"PLUS AUCUNE CONCESSION"

Fidèle à son style, Nicolas Sarkozy n'a pas été avare de coups de menton pour tenter de rassurer l'électorat de droite au sein duquel l'abstention a été massive lors des régionales.

Il a ainsi déclaré que la France était prête à assumer la responsabilité d'une crise au sein de l'Union européenne pour assurer la pérennité de la politique agricole commune (PAC).

Pas question de "laisser la spéculation fixer de façon erratique" les prix agricoles, a-t-il dit, au moment où l'agriculture française traverse une crise sans précédent.

Il s'est engagé "personnellement" à lutter contre la violence "intolérable" dans les stades, les transports et les établissements scolaires - "Ceux qui attendent une réaction ferme de ma part ne seront pas déçus", a-t-il promis.

Il a estimé que les sanctions en matière d'allocations familiales pour lutter contre l'absentéisme scolaire devaient être effectives et réaffirmé que le gouvernement déposerait un projet de loi d'interdiction du voile intégral - la "burqa".

Il s'est engagé à combattre le "fléau" de l'absentéisme scolaire. "La responsabilité des parents doit être engagée. Les sanctions en matière d'allocations familiales doivent être effectives", a-t-il souhaité.

"Pendant trop longtemps nous avons collectivement trop cédé sur nos valeurs et sur les principes qui fondent notre pacte civique et social", a résumé le président de la République. "Il n'y aura plus aucune concession."

Il a enfin promis une "grande concertation" pour trouver des solutions aux difficultés des médecins libéraux, autre clientèle traditionnelle de l'UMP.

Ce coup de barre à droite n'a été tempéré que par la promesse de ne pas "passer en force" pour la réforme des retraites, programmée pour la fin de l'année, et la défense de sa politique d'ouverture à gauche.

Le président a reconnu que le projet de réforme des retraites suscitait "l'inquiétude" des Français mais a rappelé que le système était "menacé par un déficit". Il a promis une concertation avec les partenaires sociaux. "Je ne passerai pas en force, mais d'ici six mois, les mesures nécessaires et justes auront été adoptées", a-t-il promis.

Pour se détendre un instant avant d'aborder les réactions.

Carla Bruni-Sarkozy ne souhaite pas, dans un entretien au Figaro Madame, que son mari accomplisse un deuxième mandat présidentiel mais elle explique qu'elle composera avec sa décision quelle qu'elle soit. (Reuters 24.03)

Barbie devrait s'occuper de ses petites affaires, nous, nous espérons bien qu'il se représentera, après le bordel qu'il aura foutu dans tout le pays, ce serait dommage qu'il n'aille pas jusqu'au bout et qu'il ne prenne pas la raclée de sa vie, ce qui ne veut pas dire que je soutiendrai le candidat qui lui sera opposé, évidemment. Il faut procéder par ordre, ne pas mettre la charrue avant les boeufs, chaque chose en son temps. (A suivre)

Les réactions.

- Le porte-parole du Parti socialiste Benoît Hamon (point presse): "Le pays est en crise mais le président de la République ne se préoccupe que de la crise à l'UMP". "Dommage que le président ignore la crise dont lui ont parlé les Français le 21 mars. (...) Dommage que le président de la République ne se préoccupe que de son camp au moment où on attendait tous qu'il se préoccupe enfin des Français".

"Il n'a fait absolument aucune réponse sauf à maintenir le cap de ses réformes qui ont éprouvé les Français". "On attendait qu'il fasse des réponses sur le plan social. Et bien, on en est pour nos frais".

- Le député (PS) de Seine-Saint-Denis Claude Bartolone (RTL):

"Ce qui est quand même assez surprenant, c'est la reconnaissance de l'échec qui est le sien en ce qui concerne l'insécurité (...) Parce que lorsque l'on entend le président de la République parler de l'insécurité, notamment dans les établissements scolaires ou même dans les stades, c'est la reconnaissance que depuis maintenant sept ans qu'il a eu l'occasion d'être ministre de l'Intérieur ou président de la République, il a lamentablement échoué sur ce dossier qui devait être l'image de marque pour Nicolas Sarkozy".

- Le président (PS) de la région Ile-de-France Jean-Paul Huchon (communiqué):

"Nicolas Sarkozy n'a pas prononcé un mot sur son projet de Grand Paris, massivement rejeté par les électeurs franciliens. Le seul signal donné depuis dimanche, le maintien au gouvernement d'un secrétaire d'Etat chargé du développement de la Région capitale, ne peut qu'inquiéter".

"En réalité, le président de la République, plus que jamais l'homme d'un seul clan, ne parle qu'à son électorat, qu'il devient urgent de reconquérir avant 2012. Tout son discours est calibré pour satisfaire sa seule base UMP, quitte à reprendre des propositions démagogiques et dangereuses comme la suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants délinquants".

- Djamila Sonzogni, porte-parole des Verts (communiqué):

"Nicolas Sarkozy tient le mauvais cap: anti-environnemental, sécuritaire, antisocial". "Le président de la République est resté sourd au message que la majorité des électeurs a voulu exprimer dimanche dernier en votant massivement pour les écologistes et pour la gauche". "En radicalisant son discours sans rien remettre en cause de sa politique, Sarkozy n'a pas parlé à tous les Français mais aux électeurs FN et UMP défaillants"

"Son offensive anti-environnementale se muscle". "Sa politique qui accentue les inégalités entre riches et pauvres, qui fait exploser le chômage et la précarité, qui aggrave la crise climatique, n'est aucunement remise en cause".

- L'eurodéputé (Europe Ecologie) Yannick Jadot (communiqué):

"Contrairement aux principes énoncés par le président de la République, c'est bien une politique par 'à-coups' et entraînant l'immobilisme qu'il nous propose". "Sarkozy est non seulement en déroute, mais il laisse également les Français dans la même situation, seuls face à leurs problèmes de logement, à la précarité énergétique, au mal-transport. Autant de difficultés auxquelles une politique écologique et sociale ambitieuse pourrait répondre".

- Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG) (communiqué):

"Le président de la République semble avoir enfilé les habits du sélectionneur de l'équipe de France de football. Au lendemain d'une défaite sans précédent, il conserve la même équipe et la même politique sans tenir compte de la réalité de la crise politique qui a été ouverte dimanche soir".

"A la veille de grandes réformes telles que celle des retraites, le président de la République aurait dû prendre le temps d'entendre le message des Français et faire la pause qu'il avait annoncée. Au contraire, il a choisi la bunkerisation et l'entêtement".

- Le président du Parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon (communiqué):

"En réponse à la plus sévère déroute électorale de la Vème République et à la reprise du mouvement social pour défendre les retraites, le président de la République oppose un puéril déni de réalité et une série d'agressions contre ses boucs émissaires favoris: ceux qui l'ont précédés dans sa fonction et les Français qui défendent leurs acquis sociaux". "Le mépris de la démocratie est à son comble: le président qualifie les élections de 'périodes d'agitation' et la lepénisation de son projet saute dorénavant aux yeux", a-t-il estimé.

"Le mépris de la démocratie est à son comble: le président qualifie les élections de 'périodes d'agitation' et la lepénisation de son projet saute dorénavant aux yeux".

- Pierre Laurent, coordinateur national du PCF (communiqué):

"Le président de la République, visiblement sonné par l'ampleur de sa défaite aux élections régionales, tente de reprendre la main mais la surdité est toujours au rendez-vous".

"Nicolas Sarkozy masque ses responsabilités dans la crise et s'enferme: 'on continue' est le leitmotiv de sa déclaration solennelle. Face au rejet de sa politique exprimé dimanche dans les urnes, il louvoie sur quelques sujets comme l'agriculture et la taxe carbone, mais maintient plus que jamais le cap contre les retraites et pire, il accélère: à droite, toute".

- Le député de l'Essonne Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République (communiqué):

"Chacun ne peut être que frappé par le décalage béant entre les discours et les actes: le chef de l'Etat affirme avoir entendu les Français mais il ne changera rien d'important".

"Nicolas Sarkozy est face au mur de ses contradictions entre ses discours nationaux et son acceptation des contraintes européennes. Osera-t-il vraiment rompre avec cette Europe-là? Il est à craindre qu'il ne s'agisse, une fois de plus, que de rodomontades".

- Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP (communiqué):

"En maintenant le cap des réformes et en fixant les priorités que sont la lutte contre le chômage, l'investissement dans l'innovation et la recherche, le refus du sectarisme, et la lutte contre l'insécurité, le président de la République montre qu'il a entendu le message des Français".

"Le Mouvement Populaire salue tout particulièrement l'engagement du chef de l'Etat pour la lutte contre l'absentéisme scolaire. C'est une priorité pour le Mouvement Populaire de voir confirmée la responsabilité des parents qui pourraient voir leurs allocations suspendues dans le cas d'un enfant manquant à l'obligation d'assiduité. Le Mouvement Populaire fera des propositions pour parvenir à des solutions équilibrées, justes et efficaces".

- Eric Raoult, député (UMP) de Seine-Saint-Denis (communiqué):

"Nicolas Sarkozy a entendu le message des régionales. Il n'est ni groggy ni abattu, mais lucide et résolu, c'est l'esprit de 2007 qui est de retour".

"Le président de la République n'est ni sourd ni muet. Le message présidentiel prouve que si la gauche a des ambitions, et des ambitieuses, la France, elle, a vu un vrai Président, un capitaine solide qui est à la barre". "Le président de la République donne un sens et redonne un cap".

- Maurice Leroy, porte-parole du Nouveau Centre (communiqué):

"Les régionales ont montré du mécontentement dans l'agriculture, dans les professions de santé, sur la taxe carbone, ou encore sur la sécurité, ce qui a conduit à un taux d'abstention jamais égalé dans notre pays et au regain fort de votes protestataires. Nicolas Sarkozy a écouté les Français en apportant les réponses qui s'imposent".

"Nous nous réjouissons (...) que le président de la République décide de maintenir le cap des réformes". "Nous agissons activement au Parlement pour que la réforme des retraites soit juste et équitable et qu'il soit tenu compte de la pénibilité au travail, ainsi que des petites retraites et pensions".

---

## **Patrick Braouezec : pourquoi j'ai décidé de quitter le Parti communiste. (26.03)**

### **Le Monde - 25.03**

Patrick Braouezec, député de la Seine-Saint-Denis et un des piliers du courant rénovateur, a décidé de quitter le Parti communiste français après trente-huit ans de militance. A ses yeux, le PCF n'est pas capable d'impulser un vrai rassemblement de la gauche critique et de porter un projet novateur. Après son éviction par Marie-George Buffet de la tête de liste régionale en Ile-de-France, l'atmosphère interne est devenue irrespirable pour lui.

D'autres figures de ce courant ont décidé de suivre ce mouvement. Il s'agit de Pierre Mansat, adjoint au maire de Paris, Jacqueline Fraysse, députée des Hauts-de-Seine, Patrick Jarry, maire de Nanterre, Roger Martelli, historien, Pierre Zarka, ancien directeur de L'Humanité et Lucien Sève, philosophe.

Pourquoi quittez-vous le Parti communiste français?

Voilà des mois que je m'interroge avec d'autres camarades pour savoir où nous pouvons encore être utiles à construire une alternative de transformation sociale et écologique. Ce qui est sûr, c'est que moi, je pars. D'autres l'ont aussi annoncé. Nous nous réunissons, vendredi 26 mars, pour décider de la manière et du moment d'une sortie collective en mai. Les départs du PCF, toujours à pas de loup, ont été nombreux ces dernières années. Les conditions sont réunies pour qu'il y ait un départ massif de communistes, élus comme militants.

Nous sommes au terme d'un long processus. Avec mes amis refondateurs, on a travaillé longtemps un pied dedans, un pied dehors, pensant qu'on pouvait encore transformer ce parti de l'intérieur. Depuis l'expérience avortée d'une candidature unique à la présidentielle de 2007 et les différentes tentatives de rassemblement qui ont avorté à cause des appareils, il faut se donner d'autres perspectives. Entre une mort annoncée et une vie potentielle dynamique, je choisis la vie.

Pour vous, le PCF est mort ?

Pour moi, la forme "parti" est dépassée. On voit qu'une des qualités d'Europe Ecologie, c'est d'avoir transcendé cette forme politique traditionnelle. Quand vous avez plus de 50% d'une population qui ne va pas voter, et cela d'une manière structurelle; quand ces pourcentages d'abstention passent à 75 % pour les 18-30 ans; quand on y ajoute entre 4% et 5% qui votent blanc... il y a, à l'évidence, une crise des formes d'organisation qui n'ont plus rien à voir avec le monde contemporain. Appartenant au PCF, je considère que la forme de mon parti est dépassée et morte. Mais c'est une question qui est posée à l'ensemble des partis.

C'est la fin d'une histoire, celle des rénovateurs dont vous avez été une des figures...

On finit une histoire, celle d'un courant en interne qui n'a pas réussi à transformer le Parti communiste. Mais pour moi, c'est aussi le début d'une autre histoire. Celle de communistes qui, avec d'autres partenaires, souhaitent élaborer un projet politique et une forme d'organisation innovante adaptée à la société d'aujourd'hui. On est dans une période de métamorphose, où l'on voit bien ce qui se défait et l'on sait que ce qui est à construire, à tisser est plus complexe. Créer n'est jamais simple mais c'est enthousiasmant.

Vous allez construire une nouvelle organisation. Une de plus ?

Nous sommes déjà, pour partie, membres de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE). C'est une forme d'association politique qu'il faut faire évoluer. Nous allons nous y investir pour mieux la structurer, la rendre efficace et lisible afin d'être plus présents dans les moments électoraux comme dans les luttes sociales. On veut être un lieu charnière entre tous ceux qui veulent que les choses changent, indépendamment des jeux d'appareils.

Vous restez au sein de la gauche radicale ou vous vous tournez, comme l'ont fait certains de vos amis, vers Europe Ecologie?

Nous partions avec l'ambition de nous adresser non seulement à l'ensemble des communistes, au Front de gauche parce qu'il constitue, de manière encore trop étriquée, une base militante, aux militants du NPA mais tout autant à la gauche d'Europe Ecologie. Je pense qu'au sein de cette organisation beaucoup ne se reconnaissent pas dans l'orientation donnée par Daniel Cohn-Bendit et sa "coopérative".

Nous allons tisser des liens aussi avec des socialistes qui craignent que leur parti ne s'engage dans une alternance de plus sans vrai changement. Il faut de la part de la gauche des engagements réels en lien avec le mouvement social et les quartiers populaires qui désespèrent de tout. Nous souhaitons que des militants syndicalistes, des associatifs, des militants des quartiers mais aussi des intellectuels construisent avec nous cette alternative politique. Ce sera le sens du message que nous leur enverrons.

---

## Une vingtaine de personnalités du PCF pourrait quitter le parti. (26.03)

### Libération.fr et AFP - 25.03

Les députés PCF Patrick Braouezec, François Asensi (Seine-Saint-Denis) et Jacqueline Fraysse (Hauts-de-Seine) ainsi que d'autres figures communistes, comme Pierre Zarka, pourraient démissionner du PCF. Pour cause de «raidissement dans la pratique démocratique» du parti, selon eux.

Dans un appel intitulé «Que faire? Autre chose? Autrement?», une vingtaine de personnalités du PCF estiment que «la logique de repli des dernières années, incluant dans la période récente la mise à l'écart d'un grand nombre de militants, va, avec une incohérence inédite dans ses choix stratégiques, loin de ce qui bouge dans la société, ou l'aborde du "bout des lèvres"». «Peut-on, et comment, faire vivre autrement une option communiste refondée?», demandent-ils, à trois jours du Conseil national du PCF.

Après la séquence des élections européennes et des régionales, «on est nombreux à se poser la question de quitter le PCF», a confié à l'AFP le «communiste unitaire» Pierre Zarka, signataire du texte au côté, notamment, du maire (PCF) de Nanterre, Patrick Jarry, ou encore de Pierre Goldberg, Roger Martelli et Bernard Calabuig.

«On pense qu'il est urgent d'aller vers d'autres constructions» où «se mêlent mouvement social et forces de progrès», a expliqué Zarka, ex-directeur de L'Humanité, assurant «ne pas arriver à le faire dans le PCF» où «il y a plutôt un raidissement dans la pratique démocratique».

«La décision collective sera prise courant mai», avant le congrès du PCF de juin, a-t-il affirmé, précisant que lui avait déjà décidé de démissionner. Les signataires n'ont «pas l'intention de rajouter un nouveau mouvement» à gauche, selon Zarka, mais devraient créer une «section communiste» à l'intérieur de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) où figure notamment Clémentine Autain.

La semaine dernière, les députés Asensi et Braouezec avaient dénoncé «le parachutage d'un responsable parisien» du Parti, Patrice Bessac, au second tour des régionales en Seine-Saint-Denis, leur département.

Braouezec qui souhaitait être tête de liste du Front de gauche en Ile-de-France pour les régionales, avait, il y a quelques mois, reproché au PCF d'avoir imposé Pierre Laurent, le dauphin de Marie-George Buffet.

### Quelques commentaires d'internautes du PCF ou proches de ce parti.

1- Tous les médias pro-capitaliste après avoir invité très souvent Braouezec en tant que représentant du PC alors que Braouezec l'arriviste stalinien droitier n'a jamais rien représenté au PC et n'a fait que faire carrière en écrasant les autres (c'est idem pour ses collègues Asensi, A Zarka, Gatignon and co).

En fait ils savent tous qu'ils ont perdu tout crédit au PC et donc par dépit il fuient comme des rats...

Cela veut peut-être dire que Pierre Laurent pourrait s'appuyer sur ce qui reste de plus vivant du PC cad les militants et la gauche du PC, ce qui pourrait faire revenir quelques dizaines de milliers d'anciens adhérents comme moi et d'autres...

2- Tout le monde sait que Braouezec et son aéropage roule pour Conbendit depuis des années, comme Hue était encarté au PS depuis 15 ans...

Tous ces aparatchick qui pètent dans la soie ne sont plus communiste depuis longtemps et fréquente plus souvent le Medef que les travailleurs en lutte.

Le PC ne peut que s'en porter mieux et une fois la reprise du pouvoir au sein du PC par sa gauche, Buffet qui in fine tenait l'appareil grâce à

une alliance justement avec Hue et Braouezec, va se trouver à la fois bien démunie et complètement déconsidérée pour s'être alliée pendant des années avec de tels personnages arrivistes et arrivés....

C'est Gemetz, Gerin et Karman qui avaient raison, les masques tombent!!!

3- Curieux assemblage que ces militants-là...

Asensi, du temps où il était premier secrétaire de la Fédération de Seine-Saint-Denis était un dirigeant à poigne, fidèle de Marchais, et il savait bien "tenir" sa fédé et faire taire les tentatives d'ouverture.

Quant à Zarka, secrétaire de la JC, député imposé de force par le parti à Saint-Denis contre le très populaire Marcelin Berthelot, puis directeur de l'Huma, il était également un très fidèle séide de Marchais et un fermeur de portes autoritaire et expert.

Ces deux-là ont copieusement fait le ménage dans ce département bastion historique des staliniens.

Braouezec et Martelli, en revanche ont toujours lutté pour l'ouverture, le dialogue, la modernisation, sans beaucoup de succès, malheureusement.

Curieux assemblage, mais tout le monde a le droit d'évoluer...

4- Nous sommes effectivement des dizaines de milliers de communistes sans carte depuis les renoncement idéologiques successifs du PC avec Hue, Buffet, Braouezec.

Hue est au PS, Braouezec est rentré sous la protection du très anti-comuniste Con Ben Dit. Que des bonnes nouvelles.

Après le départ de Buffet, une nullité politique, je réadhère au PC.

Peut-être que cela veut dire que Pierre Laurent veut restaurer les fondamentaux du PC, c'est dans ce cas la défaite en rase campagne des droitiers arrivistes du camp de Hue/braouezec...c'est pour cela qu'ils partent les rats...

5- Je ne suis pas loin de partager ton avis... Qu'ils partent, ces vivants emblèmes de tous les abandons. L'abandon le plus grave étant celui de la classe ouvrière et des salariés. Ces brillant individus ayant été incapable d'analyser les évolutions de la classe ouvrière à défaut de les guider. L'abandon des outils marxistes se paye cher. Comme d'ailleurs les classes populaires payent actuellement très cher l'écroulement de l'URSS. Bref! Leur départ ne peut pas faire de mal au Parti. Bien au contraire.

Et Viva Zapata.

6- C'était bien la peine que le Parti de gauche décale une fois de plus son congrès pour accueillir les dissidents PC... ils partent à la FASE.

Le PG est en train de perdre ses adhérents à force de retarder les échéances internes essentielles et d'invoquer l'urgence pour maintenir une direction fort peu démocratique.

7- Alors pour enfin le savoir, voici les dernières informations et études sur l'importance des partis politiques français, dont le PCF :

"On estime à environ 450 000 le nombre d'adhérents tout partis confondus, soit 1 % de la population adulte. Les formations les plus importantes, PS, UMP et PCF, comptent chacune un peu plus de 130 000 adhérents dont très peu sont de véritables militants actifs . Cette situation est liée, de manière plus générale, à une crise de l'action collective car elle touche aussi les syndicats. Toutefois, il convient de nuancer cette affirmation, dès lors que, mis à part le cas du Parti communiste (près d'un million d'adhérents en 1945, environ 600 000 en 1975) , la France n'a jamais été, à l'exception de brèves périodes (Front populaire, Libération, mai 1968), un pays de fort militantisme partisan." (source : Direction de l'information légale et administrative - vie-publique.fr)

Comme cela, vous verrez que le PCF figure parmi les 3 premières organisations politiques du pays par leur nombre d'adhérents...

---

## **L'abstention en banlieue, plus grave que les émeutes ? (26.03)**

**Le Monde - 25.03**

Médiatiquement et politiquement, l'abstention des cités sensibles ne vaut pas une émeute avec son cortège de voitures incendiées et d'images spectaculaires pour illustrer la gravité de la crise des banlieues. Les résultats des élections régionales, qui prolongent les constats



des précédents scrutins, devraient pourtant interpeller la société française, plus encore que des véhicules brûlés. Avec des taux d'abstention qui dépassent les 70 % des inscrits, les habitants des quartiers difficiles ont exprimé leur sentiment d'être en dehors de la vie électorale, en dehors du système politique, en dehors de la République.

Là où les émeutes de 2005 avaient été provoquées par quelques milliers de jeunes, souvent adolescents, le refus de voter est un signal de défiance vis-à-vis du politique envoyé par plusieurs centaines de milliers d'habitants, Français, adultes, qui ont symboliquement brûlé les urnes, jugées inutiles. Avec, comme pour les émeutes de l'automne 2005, une ville symbole : Clichy-sous-Bois figure en tête du palmarès des communes les plus abstentionnistes avec 31,3 % de votants au second tour.

Plus de 6 000 des 9 000 électeurs de cette ville de Seine-Saint-Denis ont refusé de se déplacer - un chiffre à comparer aux quelque 200 à 300 émeutiers recensés, en octobre 2005, ou aux 400 habitants qui avaient participé à une marche silencieuse après le décès de deux adolescents à l'origine des émeutes. Une défiance exprimée dans des proportions comparables à Grigny, à Stains, aux Mureaux, à Sarcelles, à Bobigny ou à Villiers-le-Bel, autant de villes qui incarnent la "crise des banlieues".

Comment comprendre cette attitude de retrait de la vie démocratique ? Elle témoigne d'abord du profond sentiment d'abandon. Les milliards d'euros investis dans la rénovation urbaine n'y font rien. Ni la communication autour du plan espoir banlieue de Fadela Amara resté à l'état de promesse. Au-delà de la frontière symbolique du périphérique, l'idée dominante est celle d'une mise à l'écart. Un sentiment validé par le dernier rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) : un tiers des habitants y vivent sous le seuil de pauvreté.

Ces résultats prolongent également, dans le champ électoral, les phénomènes de ségrégation. Puisque la République trahit ses promesses, la majorité des habitants, pas simplement une poignée d'émeutiers, ne se sentent plus liés par leurs devoirs électoraux. Car la ghettoïsation des quartiers n'a cessé de progresser au point que certaines cités abritent presque exclusivement ce qu'on appelle sur le reste du territoire des "minorités visibles" - pour ne pas dire "Noirs" et "Arabes" - et qui sont devenues des "majorités visibles" dans certains territoires.

La statistique publique se garde bien d'aborder frontalement le sujet : dans le dernier rapport de l'Onzus, ce sujet n'existe pas. Pratiquement aucune donnée sur les étrangers. Ni sur la répartition spatiale des populations issues de l'immigration. Or ce que les pouvoirs publics s'évertuent à ne pas voir, les habitants le constatent tous les jours. Dans l'accès à l'emploi avec, par exemple, un taux record de chômage de 42 % pour les hommes de moins de 25 ans. Dans les problèmes de transports en commun - Clichy-sous-Bois est toujours à 15 km mais à plus d'une heure de Paris. Dans les rapports avec la police - la probabilité d'être contrôlé pour un Maghrébin est huit fois plus élevée que pour un Blanc.

Quant à l'immigration, la fonction d'accueil reste toujours aussi mal partagée : la Seine-Saint-Denis, par exemple, absorbe plus d'étrangers que tous les autres départements de l'Ile-de-France réunis, hormis Paris. Entre les deux recensements de 1999 et 2006, leur nombre a augmenté de 22,8 %, concentrés dans les communes les plus pauvres de ce département, là où la proportion d'étrangers était déjà la plus élevée. Là, aussi, où se concentrent les Français que l'on présente toujours comme "issus de l'immigration".

Au fond, c'est le silence des quartiers qui devrait nous alarmer plus que le bruit, ponctuel, des violences urbaines. Pourquoi le souffle créé par les émeutes de 2005, qui s'était traduit par une diminution de l'abstention lors de la présidentielle de 2007, est-il retombé aussi vite ? Comment des citoyens tolèrent-ils de telles conditions de vie sans exprimer leur colère autrement que par le non-vote ? Comment se fait-il qu'aucune force politique, associative ou syndicale ne parvienne à représenter ces populations ?

Le plus gênant est que l'abstention place les quartiers dans un cercle vicieux. Parce que les hommes politiques pourront être tentés par une lecture cynique et considérer ces territoires comme définitivement "non rentables" électoralement. Pour la droite, qui y recueille des scores dérisoires. Pour la gauche, qui obtient des pourcentages flatteurs mais un nombre de voix réduit. Pourquoi, en effet, prendre le risque de s'aliéner des clientèles alarmées par l'image du jeune à capuche pour ne rien gagner du côté de la banlieue ? Pourquoi se mettre à dos le monde rural, également en grande difficulté mais qui continue de voter, pour des quartiers à la dérive mais abstentionnistes ? Le piège se referme sur les banlieues populaires.

---

## **L'ouverture, et ça continue encore et encore. (26.03)**

**Slate.fr - 25.03**

Nicolas Sarkozy doit désormais recentrer sa stratégie et utiliser Villepin.

Les régionales marquent-elles la fin de la stratégie d'ouverture lancée au lendemain des présidentielles de 2007? Il serait naïf de le croire. C'est en réalité à un décentrement de cette stratégie que l'on assiste aujourd'hui.

L'Élysée est aujourd'hui confronté à un triple problème. L'érosion de l'électorat reconquis sur le Front national en 2007 se confirme. Les centristes de la majorité donnent des signes d'impatience. Et dans l'espace laissé libre par la déconfiture du MoDem, l'hypothèse d'une candidature Villepin commence à prendre de la consistance. Dans ces conditions, on comprend parfaitement que la stratégie de l'ouverture à gauche soit aujourd'hui remise en cause. Elle a pu apparaître comme une tactique utile au début du quinquennat. Gommant ce qu'il y avait de

plus «clivant» dans le positionnement de Nicolas Sarkozy, elle aidait le candidat à endosser les habits du Président; parallèlement elle affaiblissait le PS en neutralisant ses dirigeants les plus populaires.

Se droitiser pour séduire à l'extrême droite

Mais au fil du temps, cette stratégie a trouvé ses limites, semant le trouble dans l'électorat de l'UMP et décourageant une partie des militants et des élus. Elle a aussi contribué à la déception des électeurs issus de l'extrême droite. En 2007 Nicolas Sarkozy avait réussi à ramener à lui ces électeurs, mais leur fidélisation est éminemment difficile. Plus que d'une nouvelle dynamique à l'extrême droite, le score du FN signale la difficulté grandissante de l'UMP à faire le grand écart entre l'ouverture à gauche et le discours sur l'immigration, l'insécurité ou l'identité nationale. Le candidat Sarkozy avait réussi à capter une partie de l'électorat frontiste en jouant sur une promesse politique très forte et sur l'image de fermeté qu'il avait construite au ministère de l'Intérieur. Le président n'a pas délaissé ces électeurs, mais sur le fond, aucune réponse politique ne peut résoudre leurs interrogations et leur désarroi. Ce ne sont pas 30.000 expulsions supplémentaires qui vont redonner le goût de l'avenir aux 70% d'abstentionnistes de Roubaix. Or Nicolas Sarkozy aura besoin de remobiliser dans les classes populaires en 2012, au premier tour pour créer une dynamique et au second pour l'emporter. C'est son premier défi.

Parallèlement, les ralliés du centre donnent aujourd'hui des signes d'impatience. Avant même le deuxième tour, dans un entretien donné au Monde le 19 mars, Hervé de Charette (Nouveau Centre) plaidait pour la fin d'un «parti unique monocorde» qui souffrirait de deux problèmes: «la qualité de l'écoute politique des électeurs» et «la richesse de l'offre politique majoritaire». Sous la petite musique centriste traditionnelle, le diagnostic est juste: ce n'est pas seulement sur sa droite, mais aussi sur sa gauche que l'UMP voit s'effriter aujourd'hui son espace politique. Lui sera-t-il encore possible de fédérer des électeurs aux attentes différentes, ou faut-il dès à présent imaginer une division de la majorité?

Laisser de l'air au Nouveau Centre

En réalité, la question est déjà tranchée. Tout indique aujourd'hui que le Nouveau Centre, sans sortir de la majorité et probablement sans présenter de candidat en 2012, va gagner en autonomie et tenter de structurer un espace politique centriste laissé en friches par la déconfiture du MoDem. L'UMP de son côté va travailler à se droitiser à nouveau, dans la perspective de l'élection présidentielle qui exige une offre politique parfaitement lisible et qu'elle ne peut gagner sans l'apport d'un nombre suffisant d'électeurs venus de l'extrême droite. Les velléités d'autonomie du Nouveau Centre, plus qu'un affaiblissement du pouvoir de l'UMP ou de l'autorité de Nicolas Sarkozy, apparaissent ainsi comme le signe d'un infléchissement stratégique validé par l'Élysée: une division de la majorité permettant la reconquête du centre, et qui donnerait plus de lisibilité à une entreprise de reconquête des électeurs frontistes assumée par l'UMP.

L'ouverture à gauche n'a pas sa place dans cette stratégie. Mais un danger demeure pour Nicolas Sarkozy. L'espace laissé libre par le MoDem peut être occupé demain par Dominique de Villepin, qui semble à même de perpétuer la stratégie anti-sarkozyste mise en œuvre depuis 2007 par François Bayrou. Une candidature de l'ancien Premier ministre en 2012 est aujourd'hui de l'ordre du possible; il vient d'ailleurs d'annoncer ce 25 mars la création de son mouvement. C'est le troisième défi de Nicolas Sarkozy. Et l'on peut déjà observer le troisième axe de la stratégie élyséenne, qui s'articule aux deux précédents. Déshabiller ses adversaires

Comment comprendre l'arrivée de chiraquiens et d'un député villepiniste, Georges Tron, au gouvernement? Une lecture du remaniement récent pourrait supposer que l'Élysée travaille à «réunir la famille gaulliste»: on retrouverait en quelque sorte le scénario de 1997, quand, à la suite de la victoire de la gauche aux législatives, Jacques Chirac avait organisé le retour au bercail d'une partie des balladuriens et que Nicolas Sarkozy était devenu secrétaire général du RPR. Mais en 1997, la situation était différente: Sarkozy n'était pas encore présidentiable et Balladur ne l'était plus. Aujourd'hui, le chef de l'Etat a en face de lui un concurrent qui, faute de pouvoir trouver sa voie au sein de l'UMP, pourrait devenir un adversaire. Ce contexte permet de comprendre les enjeux du remaniement récent, et de lui donner un nom: l'ouverture. Les techniques que l'on peut observer aujourd'hui sont en réalité les mêmes que celles qui ont fait le succès, dans un premier temps, de l'ouverture à gauche.

La stratégie mise en œuvre à l'Élysée de 2007 à 2010 avait été de «déshabiller» les opposants, en l'occurrence le PS et le MoDem. On observe aujourd'hui la mise en œuvre des mêmes procédés: l'offre de services à des fidèles de Villepin et la neutralisation des chiraquiens répondent à un enjeu d'isolement et de confinement de l'adversaire. Cette stratégie a simplement changé de cible.

L'opposant s'appelle aujourd'hui Dominique de Villepin. Ses fidèles —Hervé Mariton, François Goulard, Marie-Anne Montchamp, Jacques Le Guen, Jean-Pierre Grand ou encore Brigitte Girardin— ont peut-être fait le bon pari pour 2012. Il est peu probable aujourd'hui que leur poulain l'emporte, mais ils pourraient être les premiers servis, en monnayant au prix fort leur ralliement comme les centristes l'avaient fait en 2007, si Sarkozy est réélu. Quant à Dominique de Villepin, il pourrait bien, à la façon de François Bayrou, servir d'idiot utile à l'UMP en 2012, en privant la gauche d'une partie des bénéficiaires de l'anti-sarkozysme.

---

## **Des députés UMP veulent en finir avec les triangulaires.(26.03)**

Lefigaro.fr - 25.03

Les régionales ont rappelé l'effet désastreux du maintien de plus de deux partis dans des scrutins à deux tours.

La majorité présidentielle est inquiète. Au lendemain des régionales - où le Front national a pu se maintenir au second tour dans douze régions, contribuant à la sévère défaite de l'UMP -, plusieurs voix s'élèvent pour réclamer l'interdiction des triangulaires au deuxième tour des législatives de 2012. Lors de ce scrutin, seuls les candidats qui, au premier tour, ont obtenu un score représentant 12,5 % des inscrits peuvent se maintenir au second tour. «C'est encore trop, plaide Franck Reynier, député radical valoisien (UMP) de la Drôme. Nous souhaitons que seuls les deux candidats ou les deux listes arrivés en tête au premier tour d'une élection puissent participer au second», insiste l'animateur du cercle des parlementaires radicaux. «Il faut appliquer à tous les scrutins la règle déjà en vigueur pour l'élection présidentielle», argumente ce proche de Jean-Louis Borloo, élu d'un département où le FN a obtenu 16,52 % des voix dimanche.

Au même moment, deux autres députés de la majorité viennent de déposer des propositions de loi visant à -interdire les triangulaires. «Les triangulaires permettent à des mouvements qui ne peuvent espérer obtenir une majorité absolue de se placer en contradiction avec les principes démocratiques fondamentaux qui régissent notre pays», plaide Éric Ciotti, député UMP des Alpes-Maritimes, où le FN a atteint 23,85 % des voix dimanche. Selon ce proche du maire de Nice, Christian Estrosi, «la légitimité d'un élu doit reposer sur une majorité absolue et non sur une majorité relative».

Un député du Nord, Christian Vanneste - où le FN a obtenu 20,78 % des suffrages dimanche -, a lui aussi déposé une proposition de loi en ce sens. «Je suis un admirateur du régime parlementaire britannique qui repose sur le bipartisme, plaide Christian Vanneste. Le seul scrutin où une triangulaire me paraît acceptable, c'est lors d'une élection municipale. C'est une position que je défends depuis 2002.»

Éric Ciotti et Christian Vanneste espèrent obtenir du groupe UMP l'inscription de leurs propositions de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée lors d'une semaine d'initiative parlementaire. Interrogé, jeudi, sur RMC, le président du groupe UMP à l'Assemblée, Jean-François Copé, s'est déclaré très favorable à ces deux propositions de loi.

Ces initiatives traduisent en tout cas l'inquiétude de la majorité, de nouveau concurrencée par une force politique importante et dynamique sur son flanc droit. Le précédent des législatives de 1997 hante les esprits à droite. Au soir du premier tour, le FN était en mesure de se maintenir dans 133 circonscriptions. Le parti de Jean-Marie Le Pen s'était déterminé au coup par coup en fonction des candidats RPR et UDF en présence. Le FN avait finalement choisi de se maintenir dans 76 circonscriptions. Et les candidats RPR et UDF en lice furent battus dans 47 de ces 76 triangulaires, qui contribuèrent à la victoire de la gauche.

---

## **Les deux directrices d'hôpital libérées. (26.03)**

**20minutes.fr - 25.03**

Les directrices de l'hôpital René Muret de Sevran (Seine-Saint-Denis) et de l'hôpital Avicenne de Bobigny, qui étaient retenues jeudi par des personnels opposés au projet de restructuration de l'AP-HP, ont été libérées dans la soirée.

«Nous avons bloqué notre direction locale du fait de l'absence de négociations locales, dans un mouvement de colère qui s'est fait spontanément» a expliqué à l'AFP Maxime Defief, syndicaliste Sud. «Nous avons pu parler avec des personnes du cabinet du directeur général, ce qui démontre qu'ils prennent enfin le problème au sérieux», a-t-il ajouté.

Négociations vendredi

«Les négociations débuteront vendredi au sujet du service de gériatrie et se poursuivront à partir de lundi sur le reste de nos revendications, concernant les regroupements et suppressions de postes mais également sur les conditions de travail au niveau local. Mais en attendant la grève continue, nous restons mobilisés» a conclu le responsable.

Les deux directrices, respectivement Marie-René Toullec et Dominique De Wilde, étaient retenues, en compagnie de trois autres responsables de l'hôpital René Muret, depuis 10H00 dans cet établissement, dans un climat jugé «serein» par les syndicalistes.

Depuis le début du mois de mars, les rétentions de cadres se sont multipliées dans les établissements gérés par l'AP-HP, souvent à l'initiative des représentants syndicaux qui entendent ainsi pousser la direction générale à la négociation alors que se profile une restructuration de l'AP-HP qui pourrait amener la suppression de 3.000 à 4.000 postes.

---

## **SCA va fermer son usine de Linselles, 280 emplois menacés. (26.03)**

**Reuters - 25.03**

Le groupe suédois SCA a annoncé jeudi la fermeture de son usine de Linselles (Nord) qui emploie quelque 280 personnes.

Combinée à la suppression d'une cinquantaine de postes aux Pays-Bas, la fermeture coûtera 60 millions d'euros et permettra d'économiser

15 millions par an à partir de fin 2011, précise SCA dans un communiqué.

Maurad Rabhi, un des secrétaires fédéraux de la CGT, a dénoncé une décision "inacceptable" et appelé à lutter contre ce projet.

"Cette décision peut et doit être remise en cause, la CGT emploiera sa force sur le terrain pour se faire entendre", écrit le responsable syndical dans un communiqué.

"Aucun argument économique avancé n'est valable", poursuit-il.

"Nous exigeons du ministre de l'Industrie qu'il s'implique beaucoup plus fortement pour maintenir nos entreprises et nos emplois et arrêter d'être uniquement la chambre d'enregistrement de la casse de nos entreprises", ajoute-t-il.

L'usine de Linselles produit des couches pour bébé.

---

## **L'UMP au bord de l'éclatement. Un régime aux abois. Un président malheureux. (26.03)**

### **Reuters - 25.03**

1- "C'est clair, c'est le Medef qui a planté la taxe carbone. Au nom de la compétitivité. Est-ce que le Medef s'est ému des 2 milliards de bonus distribués aux banques?", déclare la secrétaire d'Etat à l'Ecologie dans Libération, jeudi.

Elle s'avoue tiraillée - "La politique aurait envie de démissionner et l'écologiste se dit qu'il faut se battre".

Que cela ne tienne, balancez la politique : "Il faut revenir à la magie du Grenelle. Il faut dépolitiser en partie ce sujet-là", lui a répondu le ministre de l'Ecologie.

"Il faut essayer quelque chose. Il me reste la parole. Je me ferai peut-être exploser mais ce n'est pas grave. Je vais juste parler vrai. Je préfère aller au bout", explique-t-elle.

"Je ne suis pas là pour faire de la provoc' mais porter la parole que l'écologie n'est l'otage d'aucun clan. (...) Quand ils seront lassés par moi, ils me diront d'aller voir ailleurs". (Reuters 25.03)

2- L'ancien premier ministre Dominique de Villepin est "mal à l'aise dans la politique menée aujourd'hui par la majorité". Face à ce malaise, il a annoncé, jeudi 25 mars, sa volonté de "défendre un changement de politique", au cours d'une conférence de presse à Paris, organisée pour annoncer la création, le 19 juin, de son mouvement politique "libre, indépendant, ouvert à tous, au-dessus des clivages partisans". (Lemonde.fr 25.03)

Une autre politique à l'UMP, est-ce vraiment possible ? Réponse.

Avec Chirac, de Villepin a appris "notamment à écouter la respiration de la France". Une "respiration" qui a conduit l'ancien chef de l'Etat à freiner les réformes de crainte d'une explosion sociale, ce que, selon son ancien premier ministre, les Français réclament désormais. Il se propose de reprendre le flambeau de Chirac pour conduire la contre-réforme des retraites à son terme au cas où le nabot du Palais se dégonflerait ou n'achèverait pas la sale besogne.

De Villepin a fourni un détail intéressant sur sa méthode. Il ne s'attaquerait pas de front à tous les dossiers, par exemple il foutrait la paix aux fonctionnaires, du coup il serait sûr d'avoir le soutien de la plupart des dirigeants syndicaux dont c'est le principal fond de commerce.

La réponse à notre question est claire, tout est une question de méthode, de doigté, l'art d'enfumer la population n'est pas donné à tout le monde, l'épileptique qui trône au Palais aujourd'hui n'a pas cette faculté qui consiste à transformer le plomb en or, à faire prendre des lanternes pour des vessies sur le long terme, alors que lui de Villepin il a ce talent, que dis-je ce don du séducteur qui vous assassine en même temps.

Entre nous, vaut mieux encore Sarkozy que de Villepin, le flic-boucher est plus rustre et plus cru que l'aristocrate qui vous empoisonne lentement mais sûrement... par derrière, c'est plus raffiné mais le résultat est le même. Sarkozy inspire naturellement la haine ou le rejet, alors que l'aristocrate avec sa particule inspire le respect. Vaut mieux toujours un ennemi clairement identifié pour mieux le combattre, tel est le principe dont il faut partir. C'est peut-être triste à rappeler, mais la psychologie des masses est très sensible à ce genre de détails.

Il n'en demeure pas moins qu'à l'arrivée, c'est le développement de la crise du capitalisme qui l'emportera sur les grimaces du boucher de Neuilly ou les rictus hypocrites de l'aristocrate.

L'UMP peut éclater, ils peuvent se diviser parce qu'ils ne sont pas d'accord sur la méthode pour faire passer les contre-réformes, ils peuvent même être en désaccord sur certaines mesures, mais ils se retrouvent toujours pour affronter le prolétariat car ils ont une conscience de classe, ce qui manque le plus aujourd'hui à la classe ouvrière. On peut se gausser des difficultés de l'UMP, il faut bien se détendre un peu, sans que cela ne résolve en rien le problème auquel nous sommes confrontés et que je viens de rappeler.

3- Le chef d'escadron de gendarmerie Jean-Hugues Matelly, et chercheur au CNRS, qui avait notamment critiqué le rapprochement police-gendarmerie au sein du ministère de l'Intérieur, a été radié des cadres par "mesure disciplinaire" par un décret du président de la République, a-t-on appris jeudi auprès de son avocat Me David Dassa-Le Deist. Cette mesure prend effet jeudi soir à minuit.

"Nous sommes stupéfaits de la disproportion de la sanction par rapport à la faute alléguée", a souligné son avocat Me David Dassa-Le Deist en affirmant qu'il n'existait pas, "dans la jurisprudence, de cas similaire".

"Je suis complètement stupéfait, atterré par la gravité de la sanction prononcée car c'est une grande première, malheureusement, dans l'histoire de l'armée française. Aucun officier n'a jamais été radié des cadres pour une question de liberté d'expression", a renchéri Jean-Hugues Matelly sur RTL. Selon lui, "aucune expression libre ne semble possible" dans l'armée. (AP 25.03)

4- Un haut magistrat, avocat général à la cour d'appel de Paris, Philippe Bilger, est convoqué vendredi par son supérieur hiérarchique, le procureur général François Falletti, pour avoir défendu sur son blog le chroniqueur Eric Zemmour, mis en cause pour des propos controversés associant les trafiquants de drogue aux "noirs" et aux "arabes", a-t-on indiqué de source judiciaire.

Dans une chronique du 19 mars, intitulée "Eric Zemmour, le trublion officiel" et publiée sur son blog, "Justice au singulier", Philippe Bilger prend la défense du chroniqueur. "En effet, je propose à un citoyen de bonne foi de venir assister aux audiences correctionnelles et parfois criminelles à Paris et il ne pourra que constater la validité de ce "fait", la justesse de cette intuition qui, aujourd'hui, confirment un mouvement né il y a quelques années. Tous les noirs et tous les arabes ne sont pas des trafiquants mais beaucoup de ceux-ci sont noirs et arabes", affirme-t-il.

Ses propos ont-ils déplié à la hiérarchie de ce magistrat médiatique. "Il y a toujours un devoir de réserve, qui est valable pour l'ensemble des fonctionnaires", a fortiori pour des fonctionnaires de "domaines régaliens" comme la justice, a estimé la ministre de la Justice interrogée sur LCI. (AP 25.03)

Que le provocateur et chroniqueur de merde du Figaro Zemmour dise franchement ce qu'il pense n'a rien de plus choquant que lorsque c'est Le Pen qui prend la parole. Leur interdiction de s'exprimer revient à s'interdire de s'exprimer, je pense que le réel danger est là, et ce n'est pas un hasard si une organisation comme le MRAP en profite pour porter plainte contre ce plumitif minable.

Nous sommes dans un régime capitaliste, nous le combattons également à travers les discours de ses représentants, si maintenant ceux-ci ne s'exprimaient pas ouvertement, comment pourrions-nous les combattre efficacement ? On en revient à Sarkozy-de Villepin, vaut mieux toujours avoir en face de soi un ennemi déclaré, clairement identifié, pour pouvoir le combattre ou défendre sa peau.

5- Le père du président de la République, Pål Sarkozy, estime jeudi dans un entretien à paraître vendredi dans le Parisien/Aujourd'hui en France, que Nicolas Sarkozy "aura une vie plus tranquille s'il ne se représente pas" à la prochaine élection présidentielle de 2012. Il a précisé qu'il "aimerait le voir heureux". Qu'il démissionne ! Après Carla-Bruni qui s'est exprimée dans le même sens avant-hier, on en vient à penser que l'idée lui aurait déjà trotté dans la tête, de ne pas se représenter, pas de démissionner bien sûr.

Serait-il plus seul que jamais ? Maintenant que sa fonction de président lui a permis d'étoffer son carnet d'adresses, l'avocat d'affaires n'a plus de souci à se faire pour son avenir, pourquoi rempiler ?

---

## **Les handicapés dans la rue samedi pour une allocation au niveau du Smic. (27.03)**

### **Libération.fr et AFP - 26.03**

Le mouvement Ni pauvres ni soumis (NPNS), qui rassemble une centaine d'associations de personnes handicapées ou malades, souvent touchées par la pauvreté, appelle à manifester samedi en France pour réclamer un «revenu d'existence» au niveau du Smic.

Les manifestants sont appelés à venir «piétiner» sur le Parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro, pour symboliser «l'immobilisme» du gouvernement sur la question des ressources.

Dans une vingtaine de villes, rassemblements, manifestations ou votations citoyennes sont également organisés.

Bien que le président de la République Nicolas Sarkozy ait promis durant la campagne présidentielle de revaloriser de 25% d'ici 2012 l'Allocation adulte handicapés (AAH), touchée par environ 850.000 personnes en France, elle reste en-dessous du seuil de pauvreté, déplore

le collectif.

L'AAH est aussi en train d'être réformée pour favoriser l'accès à l'emploi des handicapés.

Cette allocation sera portée 696,63 euros par mois au 1er avril, puis 711,95 euros au 1er septembre, selon un décret publié mercredi, alors que le seuil de pauvreté est d'environ 900 euros par mois (Insee).

«Ce n'est pas suffisant, nous demandons la mise en place d'un véritable revenu d'existence pour les personnes qui ne peuvent pas ou plus travailler», explique le président de l'Association des paralysés de France (APF), Jean-Marie Barbier.

En mars 2008, NPNS avait organisé une grande manifestation à Paris, qui avait rassemblé 35.000 personnes selon les organisations, 16.500 selon la police, pour réclamer, déjà, un revenu au niveau du Smic.

Pour Jean-Marie Barbier, depuis cette date, «les choses n'ont pas bougé» pour les handicapés.

Dénonçant «l'extrême pauvreté» des personnes handicapées ou victimes de maladies invalidantes, NPNS demande un revenu qui soit «au moins égal» au Smic et qui ne dépende pas des ressources du conjoint et quel que soit le lieu de vie.

Nécessaire aussi selon le mouvement, l'augmentation du seuil d'accès à la Couverture médicale universelle (CMU) complémentaire (fixé à environ 600 euros pour une personne seule) pour que ceux qui bénéficient de l'AAH puissent en profiter.

Enfin, NPNS exige le retrait des franchises médicales, de l'augmentation du forfait hospitalier et de l'imposition fiscale des indemnités journalières de maladie, dont «les personnes handicapées sont les premières victimes», selon Jean-Marie Barbier.

Actuellement avec 682 euros d'AAH, «le 15 du mois, il ne me reste plus rien», témoigne Frédéric, 49 ans, séropositif, cité par NPNS: «Une fois que j'ai payé mon loyer parisien, les factures EDF, le téléphone et ma mutuelle (70 euros par mois), cela devient très compliqué pour vivre!»

---

## **Un candidat Front de gauche en 2012 ? (27.03)**

### **Lexpress.fr - 26.03**

Fort de son bon score aux régionales (6,5%), Jean-Luc Mélenchon, l'une des têtes d'affiche du Front de gauche, souhaite que cette alliance de la gauche radicale présente son propre candidat à toutes les prochaines élections, dont l'échéance présidentielle de 2012.

Jean-Luc Mélenchon se sent pousser des ailes après la bonne campagne régionales menée par le Front de gauche. A tel point qu'il propose que l'alliance de la gauche radicale présente des candidats aux prochaines élections, même présidentielle et législatives.

Le Front de gauche doit "trouver un nouveau souffle", explique le secrétariat du Parti de gauche. "Nous avons d'autres responsabilités dès lors que nous estimons que le PS et Europe Ecologie ne sont pas à la hauteur de l'état d'urgence du pays".

Aussi le PG "propose que les composantes du Front de gauche décident, dès maintenant, de présenter des candidats communs lors des prochaines échéances cantonales, sénatoriales, présidentielles et législatives". Voilà qui clarifie les intentions de Jean-Luc Mélenchon de faire du Front de gauche une formation politique à part entière.

Interrogé par L'EXPRESS.fr, Olivier Dartigolles, porte-parole du parti communiste, reste très réservé. D'après lui, le PCF n'en est pas là: "Le Front de gauche a réussi à s'imposer dans le chaotique paysage politique français", estime-t-il.

Le sujet ne sera d'ailleurs pas abordé avant le prochain congrès du parti, en juin prochain. Le porte-parole du PCF préfère souligner que ce n'"est pas sur le casting que cela se joue. Si on veut réussir, il faut faire remonter les questions de contenu".

Vers un Front de gauche élargit?

Le Parti de gauche propose également que "le Front de gauche s'élargisse sans tarder". A "toutes les forces de l'autre gauche qui le souhaitent et notamment à celles avec lesquelles nous venons de faire campagne" aux élections régionales, notamment le NPA. Il suggère aussi, "d'offrir la possibilité d'adhérer au Front de gauche sans être obligés de rejoindre les partis qui le constituent".

Le Parti de l'eurodéputé (ex-PS) se félicite du résultat obtenu par le Front de gauche aux régionales, à la fois "au premier tour avec la présence de nos listes dans 17 régions" et "au second tour avec les 19% de la liste Front de Gauche-NPA en Limousin". Ce dernier score est,

pour le PG, "révélateur des potentialités d'un Front de gauche élargi".

---

## Huitième jour de grève pour les salariés des champagnes LVMH (27.03)

### Lemonde.fr et AFP - 25.03

Les salariés des maisons de champagne du groupe LVMH ont commencé, jeudi 25 mars, leur huitième journée de grève pour réclamer des hausses de salaire et une revalorisation des primes, a-t-on appris de source syndicale. Depuis le 17 mars, le mouvement de contestation lancé dans la maison Veuve Clicquot monte en puissance : il touche maintenant, selon les syndicats, la plus grande partie des ouvriers de la production des maisons appartenant à Moët Hennessy Champagne et Services (MHCS), la nouvelle entité juridique de LVMH qui regroupe les marques Moët et Chandon, Veuve Clicquot Ponsardin, Krug, Ruinart et Mercier.

"Il y a un cumul de perte de pouvoir d'achat depuis deux années, et la crise n'explique pas tout", a affirmé Patrick Leroy, secrétaire général du syndicat CGT du champagne. Il dénonce la baisse de la prime de participation "qui était de 17 % du salaire l'année dernière et qui est passée à seulement 0,8 %". Outre une revalorisation des salaires de 2 %, les syndicats réclament une "prime de fusion de 1 500 euros par salarié" en attendant des négociations sur l'harmonisation des différents avantages de chaque maison, regroupées au sein de MHCS. "Nous voulons un alignement sur le mieux-disant de chaque accord de chaque maison", a précisé M. Leroy.

Pour Stéphane Baschiera, PDG de Veuve Clicquot, la prime liée à la participation relève d'un "simple calcul mathématique". "2009 pour Veuve Clicquot, comme pour l'ensemble de la Champagne, n'a pas été une année exceptionnelle pour ce qui est des affaires, et ce qui sort de ce calcul est nécessairement inférieur aux années précédentes", a-t-il expliqué en se disant confiant sur une issue prochaine du conflit.

---

## Malgré la défaite, François Fillon entend maintenir le cap. (28.03)

### Lemonde.fr avec AFP et Reuters - 27.03

Dans un entretien à paraître dans le Journal du dimanche, dont le site internet publie des extraits, François Fillon fait le point sur l'après-régionales et les réformes à venir. Selon lui, la débâche de la droite au dernier scrutin n'implique aucun "changement de cap politique". "On ne change pas une politique engagée depuis trois ans", estime-t-il. Il annonce donc qu'il poursuivra les réformes annoncées visant à réduire les déficits, et ne touchera pas au bouclier fiscal.

La confiance. Après la débâcle aux régionales, plusieurs personnalités de la majorité, dont l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, avaient demandé un vote de confiance du Parlement sur les réformes après un discours de politique générale du premier ministre. Fin de non recevoir de François Fillon : "Il n'y a pas de raison de le faire [...] Il n'y a pas de nouveau contrat avec le peuple, ni de changement de cap politique, ni de doute sur le soutien de la majorité. Nous devons trouver des réponses qui ne se posaient pas en 2007, parce que la crise est passée par là [...] On ne change pas une politique engagée depuis trois ans, qui commence à peine à produire ses effets, au risque de rater le train de la croissance qui repart".

Le bouclier fiscal. Et c'est précisément pour ne pas "casser le retour de la croissance" que le gouvernement ne touchera pas à cette mesure, parmi les plus emblématiques et les plus critiquées du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Les dépenses de l'Etat. Dans ce même esprit de continuité, le premier ministre entend poursuivre un objectif jugé prioritaire : "la réduction des effectifs de fonctionnaires" et "le gel des dépenses de l'Etat" dans le budget de 2011. "Il y a un moment où le niveau d'endettement est simplement insoutenable", explique-t-il. Il affirme qu'il n'a "jamais eu de désaccord" avec Sarkozy sur ce sujet : "Il ne peut pas y en avoir, pour une raison simple, c'est qu'une économie trop endettée étouffe la croissance". "Je crois que les Français sont préoccupés par les déficits, dont ils savent qu'ils les menacent", souligne-t-il.

Collectivités territoriales. Toujours au nom de la réduction des dépenses, le premier ministre entend également mener à son terme la réforme des collectivités territoriales, qui "doivent prendre leur part de l'effort". Cette réforme est loin de faire l'unanimité à droite et fait l'objet d'une offensive du parti socialiste.

Il se dit néanmoins "ouvert" aux propositions de la majorité sur le mode de scrutin, l'un des aspects essentiels de cette réforme : la création des conseillers territoriaux appelés à remplacer les conseillers régionaux et généraux. Fin décembre, le président UMP du Sénat, Gérard Larcher, avait prévenu qu'il n'y avait actuellement "pas de majorité" au Palais du Luxembourg pour approuver l'instauration du scrutin uninominal à un tour pour élire le futur conseiller territorial, voulue par le gouvernement.

Le cas Jouanno. François Fillon estime que la secrétaire d'Etat à l'écologie, Chantal Jouanno, a "eu tort de s'exprimer comme elle l'a fait" sur la taxe carbone, dont elle a affirmé que le report l'avait "désespérée". "Je respecte ses convictions mais il y a une seule ligne dans un gouvernement", dit-il. Chantal Jouanno avait très vivement critiqué mardi la décision du gouvernement de reculer la mise en oeuvre de la taxe carbone, qualifiant de "recul" la position du premier ministre et condamnant "l'écologico-scepticisme" montant dans son camp. Elle avait déjà été

sèchement rappelé à l'ordre vendredi par le chef de l'Etat.

## **Manuel Valls : il faut rompre "avec la magie du verbe ". (28.03)**

### **Le Monde - 27.03**

Comme en 2004, le parti socialiste vient de gagner les élections régionales mais peut-il remporter la présidentielle de 2012 ? Dans son livre " Pouvoir " ( Stock, 19 euros ) , Manuel Valls, candidat aux primaires, invite la gauche à rompre avec "la tentation de l'incantation" pour se préparer à gouverner dans la durée. Malgré l'anti sarkozysme ambiant, le député maire PS d'Evry (Essonne) revendique "au nom de la responsabilité l'idée d'un pacte national sur les retraites. Entretien.

Quelles leçons tirez-vous des élections régionales ?

Comme en 2008, les Français ont renouvelé leur confiance à la gauche qui gère les collectivités. Ils ont également exprimé un fort rejet de la politique et du comportement de Nicolas Sarkozy. Leur regard sur le parti socialiste et la gauche change. Tant mieux ! Mais l'importance de l'abstention marque une grave résurgence de la crise politique de notre pays. Préoccupante partout, elle a frappé les banlieues de façon spectaculaire. A Evry, la gauche réalise un score supérieur à 70 % mais sur la base d'une participation qui ne dépasse pas 40 %. De même, le retour du Front national souligne l'échec de la stratégie présidentielle et la montée de l'inquiétude dans les milieux populaires. La crise civique concerne les ouvriers, les employés, les agriculteurs et les jeunes. Elle met en cause la légitimité du politique et la crédibilité de nos discours. Ces élections sont donc aussi une alerte pour la gauche.

Que voulez-vous dire ?

En 2007, Nicolas Sarkozy a fait croire aux Français que tout pouvait changer grâce à la magie du verbe. Entravé par la crise économique et par ses contradictions, son volontarisme a dégénéré en bougisme et conduit à la même impuissance que le chiraquisme. Faute de fixer un cap et de donner un sens à son action, il a accentué la crise politique.

Son recul sur la taxe carbone n'est il pas une façon de dire à son électorat : je vous ai compris ?

Ce recul est irresponsable sur le plan écologique. Essentielle pour affronter les défis de l'avenir, la taxe carbone peut également servir la justice sociale comme le prouve l'exemple suédois. Contre les calculs à la petite semaine, la gauche devra proposer une autre façon de faire de la politique. Par la pédagogie, il lui faudra éclairer les contraintes du long terme avant de faire les choix immédiats. Les Français veulent davantage d'explications et moins de coups de menton. La gauche devra développer la culture du dialogue, de la concertation et du compromis pour exercer une présidence moins arrogante et plus efficace.

C'est un avertissement à vos propres amis ?

Il existe toujours à gauche un goût pour l'épique et une tentation de l'incantation. Notre rapport au pouvoir manque encore de maturité. Il reste porteur de cruelles désillusions.

Dans votre livre, vous mettez en garde Martine Aubry en écrivant : "ce n'est pas raisonnable de réfléchir à l'esquisse d'une société post matérialiste si on n'a pas réglé le problème des retraites." Vous pensez vraiment que la gauche doit soutenir la réforme de Nicolas Sarkozy ?

Le rôle de la gauche n'est pas de nier les changements démographiques, ni de cacher l'ampleur des déficits. A quatre conditions – l'augmentation du taux d'activité des seniors, la prise en compte de la pénibilité, l'élargissement de l'assiette des cotisations et le relèvement des petites pensions –, la gauche peut défendre une retraite à la carte et l'allongement de la durée de cotisation. Au nom de la responsabilité, nous devons proposer un pacte national sur ce sujet, non seulement avec les partenaires sociaux, mais aussi avec la majorité.

Le président de la République est très impopulaire. Pourquoi l'aider ? Par remords ? Parce que Lionel Jospin n'avait pas osé réformer les retraites avant la présidentielle de 2002 ?

Si certains pensent que l'on remportera la présidentielle sur la seule base de l'anti-sarkozysme, ils se trompent. En 2007, Nicolas Sarkozy a gagné sur l'idée qu'il incarnait le mouvement contre une gauche conservatrice. Les élections régionales n'ont pas encore permis d'inverser la donne. Avec son " bouclier social ", le PS a insisté sur les notions de protection et de proximité, certes indispensables, mais pas sur l'idée de nouvelles conquêtes. Il faut essayer de tirer profit des bouleversements mondiaux au lieu de se réfugier dans une citadelle assiégée. Sinon, nous alimenterons une sinistrose typiquement française. Le nouvel espoir que doit porter la gauche, c'est celui de l'autoréalisation individuelle : permettre à chacun de devenir ce qu'il est.

C'est très de droite comme projet non ?



Vous oubliez Jaurès ! Il concevait le socialisme comme " l'individualisme logique et complet " ! C'est vrai qu'il est difficile de penser le but de la gauche au 21ème siècle. Mais c'est précisément l'un des objets de mon livre. La progression des revendications individuelles a modifié la nature du pouvoir politique. On n'attend plus de lui qu'il prescrive un comportement pour tous et qu'il livre à chacun un projet clef en main. Son rôle est de mettre en mouvement la société en créant les conditions qui permettent à l'individu de réaliser ses choix et de construire ses projets. A l'aune de cette exigence, la faute inexcusable du sarkozysme c'est le bouclier fiscal. Au lieu d'introduire de la fluidité, il a renforcé l'idée que la société était figée dans ses inégalités.

La gauche peut- elle se faire élire en 2012 en promettant une hausse des impôts ?

Soyons prudents. Les prélèvements obligatoires pèsent déjà lourdement sur les classes moyennes. La priorité est de les rendre plus justes et progressifs.

L'ampleur des déficits ne prive-t-elle pas le politique de toute marge de manœuvre ?

Cette ampleur obligera tous les prochains gouvernements à la responsabilité et à la rigueur. La seule issue tiendra à notre capacité de relancer la croissance et l'emploi. En faisant aussi des choix clairs en faveur de la recherche, de l'université, de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. L'impression de déclassement se nourrit du sentiment très vif que l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social.

Fallait- il donner l'autonomie aux universités comme l'a fait Nicolas Sarkozy ?

A condition de leur donner les moyens ! Avec un taux d'échec de 40% en première année, elles excluent au lieu de former les jeunes des classes moyennes et populaires. Une partie des enseignants-chercheurs qui protestaient contre la réforme n'a pas voulu voir cette réalité. L'autonomie des Universités permettra d'en sortir en renforçant leur coopération avec les collectivités locales et les entreprises.

Dans votre livre vous êtes sévère avec les 35 heures de Martine Aubry...

Elles ont créé des emplois mais elles ont endommagé notre compétitivité. Il faut désormais les dépasser en instaurant une sécurité sociale professionnelle – ce que j'appelle une flex-sécurité – et en redéfinissant le temps de travail et de formation tout au long de la vie.

La reconquête de l'électorat populaire passe-t-elle par un message sécuritaire comme le croit Nicolas Sarkozy ?

L'insécurité touche d'abord les ménages les plus modestes. L'augmentation des violences faites aux personnes signe l'échec de Nicolas Sarkozy. La reconquête des couches populaires passera donc également sur ce terrain là. Dans une société déstabilisée comme la nôtre, les questions de l'autorité publique et de la responsabilité parentale sont cruciales.

Vous consacrez le premier chapitre de votre livre à l'identité. Il y a vraiment un problème en France sur cette question ?

Né étranger, je suis fier d'être devenu français et je reste toujours ému quand on chante la Marseillaise. Comme l'ensemble de la gauche – à l'origine de sa création – je n'ai donc aucun problème avec la Nation. Mais j'ai voulu dire combien nous avons eu raison de refuser le débat voulu par Nicolas Sarkozy. Il n'a abouti qu'à la stigmatisation d'une partie des Français. Notre identité est trop précieuse et trop complexe pour se laisser réduire aux caricatures.

La gauche peut-elle gagner en 2012 ?

Oui car le rejet de Nicolas Sarkozy est très fort. Depuis Valéry Giscard d'Estaing, il sera le premier président à être jugé sur son bilan. François Mitterrand et Jacques Chirac avaient l'excuse de la cohabitation. Pas lui. A nous de proposer une alternative crédible.

Mais il peut compter sur les divisions de la gauche, les primaires ne risquent-elles pas d'être très violentes ?

Je ne le crois pas. Elles peuvent au contraire changer le paysage politique en obligeant le Parti socialiste à se dépasser.

Ne serait-il pas plus simple de reconnaître que Martine Aubry est sortie confortée des élections régionales et qu'elle est la candidate légitime ?

Non car les primaires seront une occasion unique d'inviter nos millions de sympathisants à la recomposition de la gauche toute entière. Le concept de gauche solidaire est intéressant mais il faut lui donner corps avec un contrat de quinquennat, un accord électoral et un élan populaire. Je milite donc pour que les primaires soient ouvertes aux écologistes.

Candidat aux primaires, ne risquez vous pas d'apparaître comme le marginal qui incarne l'aile droite ?

Je n'ai pas à démontrer mon engagement à gauche. Ce qui est en jeu c'est notre crédibilité et notre capacité à gouverner dans des temps difficiles. C'est le sens de ma candidature et de mon livre : montrer que l'éthique de la vérité sert davantage la justice sociale et l'épanouissement individuel que le lyrisme des vieux discours.

---

## **Ne touchez pas aux institutions ! (28.03)**

### **Reuters, AP et 20minutes.fr - 27.03**

1- Le député UMP (villepiniste) Jean-Pierre Grand a déclaré à l'AFP, que «Bernard Accoyer, pour tenter d'exister, devient l'adjoint du porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre par ses déclarations insensées et haineuses contre Dominique de Villepin. Il conforte son image de circe-pompes de ceux qui l'ont mis en place et de plus mauvais président de l'Assemblée nationale de la Ve République». (20minutes.fr 27.03)

Réponse dans un communiqué du porte-parole adjoint de l'UMP, Dominique Paillé : «Pierre Grand, plutôt que de manier l'invective à l'égard des siens, serait sans doute mieux inspiré de ne pas atteindre à travers son président l'institution à laquelle il appartient». (20minutes.fr 27.03)

Quelle institution, l'UMP ou l'Assemblée nationale ? L'auguste assemblée au service du bonaparte qui trône au Palais. Qui ose s'attaquer aux institutions ?

2- Bernard Accoyer dans un entretien au Figaro de samedi : "il n'y a qu'un seul pacte, celui noué entre les Français et Nicolas Sarkozy en 2007". "Tel est le principe même des institutions de la Ve République, qu'est venu renforcer le quinquennat".

Un parlement godillot.

"Quant aux groupes parlementaires, ils ont avant tout une mission de relais entre le terrain et l'exécutif, afin d'accomplir au mieux leur action de législateur". (AP 27.03) Traduction : Des relais sans pouvoir, les députés ont en réalité pour mission de porter la bonne parole du gouvernement au sein de la population.

En résumé, en dehors ou au-delà de l'élection présidentielle vous pouvez ne pas voter ou voter pour qui vous voulez, on s'en fout et cela ne changera rien. S'ils peuvent le penser et le dire, c'est parce qu'ils savent qu'aucun parti participant aux institutions n'entend les liquider.

Les institutions de la Ve République sont bonapartistes, le président de la République concentre pratiquement tous les pouvoirs, davantage encore depuis la crise et l'élection de Sarkozy.

Qui osera lancer : Sarkozy démission, Sarkozy dehors, dissolution ou abolition des institutions politiques du capital ?

Consensus UMP-PS pour signer le Traité de Lisbonne, bafouant le non du 29 mai 2005. Consensus UMP-PS pour sauver les banques en 2009, consensus UMP-PS en 2010 contre nos retraites, chaque fois on assiste à un consensus entre l'exécutif et le législatif, l'Elysée et l'Assemblée nationale contre la classe ouvrière.

Pour briser ce consensus UMP-PS (et leurs alliés ou satellites) ne faudrait-il pas appeler à en finir avec les institutions de la Ve République où justement il se réalise ? Comment peut-on concevoir une issue politique favorable au prolétariat qui ne passerait pas par la liquidation des institutions politiques qui sont les garantes du pouvoir du capital sur le travail ?

Doit-on laisser courir l'illusion qu'il existerait une issue politique dans le cadre de ces institutions ou doit-on engager le combat dans cette perspective, donc en désignant clairement l'objectif politique que la classe ouvrière doit se fixer pour espérer un changement radical de politique et l'amélioration de sa condition ?

3- Au plus bas La Talonnette.

En recul de six points en mars par rapport au mois précédent, le niveau d'approbation du président Nicolas Sarkozy chute à 30%, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche. (Reuters 27.03)

---

## **Retraites : François Hollande propose une révision "tous les cinq ans". (29.03)**

### **AP - 28.03**

François Hollande a estimé dimanche à propos de la prochaine réforme des retraites qu'il faudrait "sans doute" allonger la durée de cotisation et proposé que les règles soient revues "tous les cinq ans" en fonction de "l'espérance de vie" et de la "pénibilité des métiers".

Reconnaissant la nécessité d'une réforme des retraites pour "qu'il n'y ait pas d'impayés pour les générations qui viennent", le député socialiste de Corrèze a reconnu sur Canal+: "Sans doute faut-il allonger la durée de cotisation à mesure que l'espérance de vie s'allonge".

Mais "on ne va pas faire une réforme pour toute la vie", a-t-il estimé. "Tous les cinq ans, on regarde ce qu'est l'espérance de vie, on regarde aussi ce qu'est la pénibilité pour les métiers, parce que ça change, et puis on fixe une règle et elle s'applique en fonction de la durée de vie", a proposé l'ancien premier secrétaire du PS.

Calculer les retraites selon ce système, "ça permet d'avoir un dialogue constant, ça permet de faire comprendre la règle et ça permet aussi de faire de la justice", a-t-il plaidé, souhaitant une "bonne réforme" des retraites, qui soit surtout "juste".

"Dire que c'est une réforme seulement pour cinq ans, c'est pire pour les Français: c'est anxiogène, ça leur fait peur. Il faut leur donner une lisibilité beaucoup plus importante", a réagi le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand sur France-5. "Ce serait une petite réforme qui n'est pas à la mesure des enjeux, il faut qu'on puisse regarder loin", a-t-il ajouté.

Mais si le Parti socialiste décide de ne pas faire de la réforme des retraites "un enjeu politicien, ce sera une bonne chose", a par ailleurs estimé Xavier Bertrand. "La balle est dans leur camp".

### Commentaire.

Au-delà du fait que Hollande estime compatible les intentions de Sarkozy, le représentant naturel du capital, avec une "bonne réforme" des retraites du point de vue des intérêts des travailleurs, il est sur la même longueur d'onde que l'UMP et le Medef qui souhaitent que l'on cotise et travaille toujours plus longtemps, le seul désaccord entre eux porte sur la méthode, l'UMP voudrait frapper vite et fort, alors qu'il propose de procéder par étape tous les cinq ans pour parvenir au même résultat en s'appuyant sur le "diagnostic partagé" au sein du Conseil d'orientation des retraites entre gouvernement, patronat et dirigeants syndicaux, qui envisage ouvertement une durée de cotisation portée à 45 ans et de repousser l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite de 60 ans à 65 ans et de 65 à 70 ans pour l'âge à compter duquel une personne peut liquider sa pension sans décote même si elle n'a pas une durée de cotisation suffisante. (Lemonde.fr - 25.03)

Quant à la "lisibilité" évoquée par X. Bertrand, elle s'appuie sur l'horizon indépassable du capitalisme auquel le PS adhère, ce que sait pertinemment Bertrand, une fois de plus il s'agit pour eux de familiariser les travailleurs avec l'idée qu'il n'existe aucune alternative politique au capitalisme aussi loin que l'on regarde vers le futur pour leur faire accepter cette contre-réforme.

Que "la balle (soit) dans (le) camp" du PS, ne signifie pas contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, que l'UMP pourrait y renoncer si le PS s'opposait à cette contre-réforme, car en tout état de cause, en admettant qu'il s'y oppose, ce qui n'est pas le cas ici, il n'appellerait pas pour autant le prolétariat à se mobiliser pour défendre les retraites. Or, pour faire reculer le gouvernement sur cette question, seule la mobilisation de millions de travailleurs pourrait y parvenir, ce qui n'est manifestement pas l'objectif de Hollande, puisqu'il a exprimé son accord avec l'UMP et le Medef pour imposer aux travailleurs un allongement de la durée de cotisation.

En prenant une position favorable à l'allongement de la durée de cotisation, Hollande et le PS se placent résolument au côté de Sarkozy et son gouvernement, contre la classe ouvrière et sa revendication de ne pas cotiser ou travailler plus longtemps.

Oui, le PS est bien un parti du capital, voilà ce qu'il vient de signifier une nouvelle fois.

Question : pendant combien de temps encore le POI et les partis qui se réclament de la classe ouvrière continueront-ils de prétendre autre chose, le contraire ? L'impasse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier, ses divisions à n'en plus finir, ne viendraient-elles pas du refus de ses partis de caractériser le PS tel qu'il est vraiment, sur ses actes et non sur ses déclarations démagogiques ou populistes ?

Comment peut-on prétendre être crédible et combattre classe contre classe (Gluckstein [POI] dans son dernier édito) quand on est incapable ou qu'on refuse obstinément de reconnaître que le PS est un parti du capital tout court et non un parti ouvrier lié au capital ?

Compter sur le PS pour dresser les masses contre l'UMP sur une question aussi déterminante pour le capital que les retraites, cela revient finalement à compter sur notre bourreau pour nous sauver la vie.

Quand est-ce que nos dirigeants reconnaîtront enfin qu'ils se sont fourvoyés en tentant d'utiliser le PS (et le PCF) dans leur stratégie (de front unique) pour aider le prolétariat et (surtout) la petite-bourgeoisie à prendre leurs distances ou rompre avec ce parti, les institutions et le capitalisme ? Comment peut-on prétendre aider la conscience politique du prolétariat à progresser en en appelant aux dirigeants du PS, alors qu'ils se placent ouvertement au côté de Sarkozy et l'UMP ? Comment ne pas comprendre que cette politique incohérente relève de l'opportunisme ou de l'aventurisme ? Pire, en colportant l'illusion que le PS pourrait rompre avec le régime, la politique du POI sert en réalité à camoufler le lien indéfectible qui existe entre le PS et le capitalisme, les institutions. A qui profite finalement cette politique ? Certainement pas à la classe ouvrière.

Appelons le PS à prendre ses responsabilités... Mais il vient justement de vous indiquer clairement qu'il les avaient prises en reprenant à son

compte le discours des Sarkozy, Parisot, Thibault ou Chérèque. Etes-vous sourds, ne savez-vous pas lire ?

Inutile d'évoquer le NPA ou LO qui ne proposent rien aux travailleurs, le POI a au moins le mérite d'essayer de les organiser, que les choses soient claires entre nous.

Mon désaccord sur l'orientation politique du POI pose la question de savoir pour quelle raison on milite, pourquoi on s'engage dans un parti, quel parti on doit construire pour prendre le pouvoir. A l'instar du petit-bourgeois en quête d'une amélioration de sa situation personnelle, ce qui justifie à ses yeux de subordonner la politique du parti aux revendications immédiates qui seules demeurent à notre portée, ou au contraire on milite dans la perspective d'un changement radical de société qu'incarne le socialisme et dans ce cas-là notre combat pour les revendications est subordonné à l'objectif que l'on s'est fixé, la prise du pouvoir par le prolétariat ?

Dès lors qu'on adopte la première attitude, rien ne nous empêchera de faire feu de tout bois pour faire triompher nos revendications, sans même se poser la question de savoir si cela nous permet ou non de faire un pas en avant vers le socialisme puisqu'on ne combat pas vraiment pour cet objectif, autrement dit, on se contentera d'obtenir une amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière ou de sauver ce qui peut l'être de nos droits ou acquis sociaux avec la conviction du devoir accompli. Et dans le cas où l'on obtient rien sur le front des revendications comme c'est le cas neuf fois sur dix, et bien on aura milité pour des prunes, la bonne conscience en prime. Dans tout cela, et le sort du prolétariat qui galère dans une merde noire et auquel on ne propose aucune issue politique ?

Si au contraire on adopte la seconde attitude, on rejettera les tactiques et stratégies qui nous éloigneraient de notre objectif, on ne retiendra que celles qui nous permettraient d'avancer dans la voie du socialisme qui ne peut se matérialiser à cette étape que par la construction d'un parti révolutionnaire, en admettant que nous ne disposons pas pour le moment des moyens qui nous permettraient de sauver nos acquis sociaux ou d'en obtenir d'autres, la responsabilité de leur liquidation devant être imputée aux partis qui se réclament frauduleusement de la classe ouvrière et qui soutiennent en fait le régime.

Cela ne signifie évidemment pas qu'on ne doit pas mener le combat sur chaque revendication, on interviendrait dans la lutte de classe en combattant le gouvernement et le patronat, ainsi que l'ensemble des partis qui se placent au côté de l'UMP, en organisant les travailleurs et les militants d'horizons divers de telle sorte qu'ils ne comptent que sur leurs propres forces pour vaincre, afin qu'ils soient placés devant le constat que dans l'état actuel des choses c'est pratiquement impossible de vaincre et qu'ils parviennent à se poser eux-mêmes (avec notre aide) la question des moyens qui font défaut pour avancer vers notre objectif, la nécessité de s'organiser et de construire le parti.

On leur proposera évidemment une issue politique, mais là aussi, il ne faut pas leur raconter d'histoires ou les laisser se faire des illusions, nous ne sommes pas forcément en mesure d'avancer sur cette voie ou plus précisément notre combat ne se matérialisera pas forcément par des avancées sociales ou des victoires mêmes partielles bien que cela soit possible, la perspective politique que l'on développe n'en est pas pour autant utopique ou farfelue, le petit-bourgeois qui réclame des résultats immédiats risque d'être déçu, il faut le recadrer, car seule l'organisation du prolétariat et la construction du parti peuvent matérialiser toute avancée vers le socialisme. Ne pas le comprendre pour un militant le conduira à quitter le parti un jour ou l'autre. A nous ensuite de gagner un par un au socialisme, puis au parti, les travailleurs que nous avons réussi à organiser...

On retrouve ici en quelque sorte la discussion sur la question de savoir s'il faut définir sa politique en tentant de coller au plus près au mouvement spontané des masses ou si au contraire on s'en tient à l'objectif final de notre combat.

J'ajouterai qu'on ne rejoint pas un parti pour défendre des intérêts, des besoins ou des aspirations individuels qu'exprime une revendication, ni même des convictions individuelles, on n'a personnellement rien à attendre de notre engagement politique, croire consciemment ou non le contraire entraînera tôt ou tard des désillusions, non pas comme on le pense souvent à tort en accusant notre parti de tous les défauts, mais parce qu'on n'a pas vraiment assimilé qu'on ne tirera véritablement quelque chose de notre combat que collectivement, lorsque la classe se sera hissée au niveau des tâches historiques qu'elle a à accomplir et qu'elle vaincra enfin son ennemi de classe. On peut trouver ingrat ou frustrant le travail du militant, surtout pour les activistes, en fait la seule satisfaction personnelle que l'on puisse tirer de notre engagement politique provient de notre capacité à progresser sur les plans théorique et politique, à affiner ou corriger notre compréhension du monde, c'est une satisfaction tout à fait légitime qui n'a pas d'équivalent dans une vie, à condition toutefois de ne pas en faire étalage et de demeurer modeste.

En attendant, il faut se contenter et c'est déjà beaucoup, de chaque travailleur gagné au socialisme. Dans le parti, il n'y a pas de place pour les illusions ou les préoccupations du petit-bourgeois qui ont pour origine l'idéologie de la classe dominante quelle que soit la forme qu'elle peut prendre. Sans cette compréhension, sans cette rigueur absolue, intransigeante, sans cette discipline qu'il nous faut adopter, les militants n'évolueront pas politiquement et le parti ne se construira pas, nous en serons toujours au même point.

Un dernier mot. Il y a plusieurs années déjà, j'indiquais que les divisions du mouvement ouvrier avaient pour origine en grande partie notre incapacité à définir clairement la nature sociale du PS, ou tout du moins à nous mettre d'accord sur cette question précise, j'ajoutais que le jour où nous y parviendrions nous ferions un pas significatif vers notre objectif. Force est de constater que nous n'y sommes pas encore parvenus malheureusement, malgré les déclarations d'indépendance des uns et des autres par rapport à ce parti, cela provient du fait que la caractérisation du PS pose la question des rapports du mouvement avec le réformisme qui à son tour exprime la soumission du mouvement ouvrier au capitalisme au cours du XXe siècle, or, entamer cette discussion délicate mais indispensable, ne peut nous conduire qu'au constat que tous les partis ouvriers sans exception, à des degrés divers, ont été gangrenés par le réformisme et qu'aucun ne s'est réellement tenu à

l'objectif du socialisme, constat qu'aucun parti ou dirigeant n'est encore prêt à accepter.

Pour autant soyons optimiste, le développement de la crise du capitalisme et de la lutte des classes vont permettre de clarifier les positions des uns et des autres et nous aideront à lever les obstacles à la recomposition du mouvement ouvrier sur une base saine, socialiste et révolutionnaire.

En conclusion, laissons Hollande et Valls s'exprimer, le PS se place résolument au côté de l'UMP et du Medef contre la classe ouvrière, c'est son droit, c'est le choix qu'il a fait en connaissance de cause. Ne nous laissons pas manipuler par les apparences ou leur attitude contradictoire qui consiste un jour à manifester avec les travailleurs (le 23 mars par exemple) pour aussitôt envoyer un message de soutien à Sarkozy ou expliquer que la contre-réforme des retraites est inévitable, c'est cette prise de position qui détermine finalement dans quel camp le PS entend combattre, prenons-en acte et combattons-le de la même manière que nous combattons le gouvernement et le patronat, pour le reste nous ne sommes pas comptables de la liquidation de nos acquis que nous avons toujours défendus.

Autrefois, pour définir précisément dans quel camp se situait un parti, nous expliquions qu'il suffisait qu'il se place au côté du parti qui incarne le régime pour combattre la classe ouvrière, pour le caractériser comme son ennemi. Pourquoi ne pas appliquer cette définition aujourd'hui au PS et à tous ceux qui développent des arguments en faveur de la contre-réforme voulue par Sarkozy ?

Notre objectif est clair : pas touche à nos retraites, retour aux conditions qui prévalaient il y a 20 ans, 37,5 annuités, etc., tous ceux qui prétendent le contraire ou proposent autres choses se situent du côté des ennemis de la classe ouvrière, personne ne les oblige à se positionner de ce côté-là de la barricade, s'ils le font c'est parce qu'ils sont fondamentalement attachés au capitalisme et qu'ils n'ont de socialiste que le nom. Socialistes en parole les jours de fête ou lors de campagnes électorales, capitalistes ou bourgeois le reste du temps quand il s'agit de défendre les intérêts du patronat ou les institutions, les faits rien que les faits.

---

## **Philips : fin du processus de consultation sur la fermeture du site de Dreux. (30.03)**

### **AP - 29.03**

Les syndicats et la direction de Philips se sont réunis lundi pour l'ultime comité central d'entreprise (CCE), qui clôture le processus de consultation sur le projet de fermeture de l'usine de Dreux (Eure-et-Loire), a annoncé la direction de Philips France.

Les partenaires sociaux ont rendu un avis défavorable sur la fermeture de cette usine de fabrication d'écrans plats LCD, qui emploie 212 salariés. "Concernant la fermeture du site et en s'appuyant sur les données du cabinet d'expertise Syncéa, les représentants FO ont émis un avis défavorable", a annoncé la Fédération FO de la Métallurgie, dans un communiqué.

"Les représentants FO se sont battus pour améliorer le volet social de ce plan de fermeture mais également pour les obligations de l'employeur en matière de revitalisation du territoire", a précisé la fédération syndicale, ajoutant qu'elle resterait "vigilante" quant à la suite du déroulement du plan de fermeture du site.

De son côté, la direction de Philips a rappelé, dans un communiqué diffusé lundi, que sa priorité "demeure inchangée : accompagner les 212 salariés concernés en leur proposant des solutions individuelles adaptées à chacune de leur situation".

Philips France rappelle que "le plan final élaboré après discussion avec les partenaires sociaux inclut notamment, en moyenne, 48 mois d'indemnités de licenciement, 12 mois de congés de reclassement, des formations adaptées".

Le travail avait repris le 22 février dans l'usine de Dreux, après une ordonnance du tribunal des référés de Chartres. Les syndicats avaient saisi la justice après la fermeture brutale de l'usine une semaine plus tôt, fermeture menée par la direction sans avoir attendu l'avis du comité d'entreprise. Le tribunal des référés avait ordonné la suspension de la procédure de licenciement collectif en attendant une "meilleure information" du comité d'entreprise.

---

## **Le monde de la culture à bout de souffle. (30.03)**

### **20minutes.fr - 29.03**

Administrateurs de théâtre, techniciens, bibliothécaires, intermittents du spectacle, musiciens... Ils étaient près de 2 500 à crier leur colère, hier, dans les rues de Paris. Sous le regard bien triste des marionnettes des manifestants, c'est toute la famille artistique à l'appel de la CGT-Spectacle et du Syndaec (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles) qui a interpellé le gouvernement sur les réductions budgétaires chroniques et leurs conséquences sur les conditions de travail.

Nelly Le Grévellec connaît bien cette équation. Directrice du théâtre Dunois dans le 13e arrondissement, elle a du mal à projeter sa petite

scène spécialisée dans le spectacle jeunesse dans l'avenir. « Franchement, notre économie est très fragile. On a beau recevoir 350 000 euros par an de la Ville, de la région et de la Drac, ça couvre à peine le loyer et les salaires de notre équipe. C'est marche ou crève », résume-t-elle.

Même désarroi pour son collègue Jacques Pornon, directeur du théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines. « Cette saison j'ai dû annuler dix spectacles par manque d'argent. J'ai dû baisser de 40 % le nombre d'heures de mes techniciens intermittents. L'emploi est menacé ! »

Tous pointent du doigt le gel, voire la dégringolade, des aides publiques de l'Etat. « Dans certains départements, des salles perdent 30 % de leur budget », râle Franck, jeune comédien.

Les musées ne sont pas épargnés avec pour conséquence la désorganisation du personnel. « A la Conciergerie ou à la Sainte-Chapelle, on est en sous-effectif. L'accueil en pâtit et la sécurité des visiteurs avec », raconte Sylvie Mereau des monuments nationaux. 30 000 personnes ont déjà signé la pétition « La culture en danger », un appel lancé en décembre dernier par Claude Bartolone, président PS du conseil général de la Seine-Saint-Denis.

---

## **Le PCF rêve d'un "Front populaire du XXIe siècle". (30.03)**

### **Le Monde - 29.03**

Certes, ils n'ont plus que 95 conseillers régionaux estampillés PCF au lieu de 185 en 2004. Ils ont dû laisser 31 sièges à leurs partenaires du Front de gauche, l'alliance électorale qu'ils ont passée avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et de la Gauche unitaire de Christian Picquet. Ils ont dû aussi admettre que Jean-Luc Mélenchon occupe désormais une partie de leur espace politique. Mais les dirigeants communistes, réunis samedi 27 et dimanche 28 mars, ont décidé de faire bonne figure.

"Le pari est globalement réussi : le Front de gauche a franchi une étape supplémentaire et s'ancre dans le paysage", a expliqué Pierre Laurent, numéro deux du parti. "Nous savions, quand nous avons lancé le Front de gauche, que nous prenions un risque", a admis Marie-George Buffet. Mais ça valait le coup, assurent les deux dirigeants. "Dorénavant, il n'y aura plus de victoire possible de la gauche sans le Front de gauche", insistent-ils.

Ils veulent donc "ouvrir une nouvelle phase" en organisant des "fronts d'actions". D'abord sur la réforme des retraites contre laquelle les communistes proposent de lancer une "mobilisation générale".

L'idée est de construire "un front social et intellectuel d'actions et de projet" ou, selon la nouvelle terminologie communiste, un "Front populaire du XXIe siècle". Et ainsi élargir le Front de gauche à de nouveaux acteurs en invitant les personnalités du mouvement social, les intellectuels ou les militants des quartiers à y adhérer. "Il faut trouver de nouvelles formes pour s'ouvrir", précise Mme Buffet.

### **CONGRÈS D'ÉTAPE**

Reprenant l'idée de Christian Picquet, le PCF veut organiser des "assises du Front de gauche" pour mettre au point "un projet de gauche alternative à la droite".

Pas question pour l'instant de répondre à l'offre de Jean-Luc Mélenchon d'un "paquet cantonales-présidentielle-législatives" en présentant des candidatures communes à ces trois élections.

Le PCF sait les prétentions du président du Parti de gauche à représenter cette gauche radicale à la présidentielle. Il n'entend pas lui céder pour l'instant. "Nous resterions entre nous et tomberions sur des conflits de personnes. Il faut se tourner vers d'autres", souligne Mme Buffet.

Pour faire valider cette orientation du Front de gauche, la numéro un communiste organisera un "congrès d'étape", les 18, 19 et 20 juin qui lui permettra de passer la main à M. Laurent.

Mais elle doit auparavant ménager certains de ses opposants qui, comme André Gerin, député du Rhône, l'accuse une fois de plus de "saborder le parti".

Pour 2012, M. Mélenchon devra patienter. Le PCF n'envisage aucune décision avant un autre congrès... en juin 2011.

---

## **Continental propose des postes à 137 euros par mois à ses salariés. (30.03)**

### **LeMonde.fr et AFP - 29.03**

Le fabricant de pneumatiques Continental a proposé à ses salariés de l'usine de Clairoix dans l'Oise, licenciés dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, des postes au sein du groupe en Tunisie à 137 euros par mois, provoquant l'indignation lundi 29 mars de la CGT du site.

"C'est une obligation légale, a expliqué un responsable de la communication du groupe. Ce n'est en rien révélateur de l'ampleur des moyens mis en œuvre pour le reclassement des salariés". Il a souligné notamment que 544 programmes de formation, dont les trois quarts de plus de 500 heures, ont été mis en place pour une partie des 1 120 salariés de l'usine fermée début 2010. "Il y a une obligation de proposer tout poste disponible en interne correspondant aux compétences des salariés et pour lesquels la langue n'est pas une barrière", a-t-il précisé.

Le responsable a fait référence à la jurisprudence Olympia, le fabricant de chaussettes condamné en mai dernier à verser 2,5 millions d'euros d'indemnités à d'anciens salariés pour ne pas leur avoir proposé un reclassement en Roumanie. "Nous sommes pris entre le marteau et l'enclume", a-t-il dénoncé, espérant une évolution prochaine du code du travail. Selon lui, l'entreprise s'expose soit à des poursuites devant les tribunaux si elle ne propose pas ces postes, soit à l'indignation du grand public si elle fait ces propositions jugées indécentes.

Le délégué syndical CGT de l'usine, Xavier Mathieu, a cependant dénoncé "une provocation de la direction à l'égard des salariés de Continental". "Quel cynisme. Même les Tunisiens ne veulent pas de ces postes" payés 137 euros brut par mois pour travailler en 3 x 8, a-t-il lancé.

## **L'art de faire dire à la population le contraire de ce qu'elle souhaite... pour lui imposer. (30.03)**

### **Reuters - 29.03**

Pour François Fillon, le cap politique de Nicolas Sarkozy est le bon, même si les Français ont manifesté une impatience "parfois violente" face au rythme des réformes "qui n'est pas le même que celui des attentes".

En réalité, ce n'est pas le "rythme" que les électeurs ont rejeté massivement, mais bien les contre-réformes elles-mêmes dont ils sont victimes.

"Nous devons resserrer, ajuster, mais pas changer notre ligne politique", a-t-il martelé.

"Malgré les critiques, malgré les doutes, je suis convaincu que l'estime qui nous est accordée par les Français est liée à notre courage de réformer", a-t-il expliqué. "Gouverner, ça n'est pas tourner au vent comme une girouette".

Alors que plus d'un électeur sur deux n'a pas été voté ou a voté blanc, et quant à ceux qui ont voté, plus d'un sur deux a voté pour des listes se présentant contre l'UMP, Fillon ose affirmer que la politique du gouvernement bénéficie de "l'estime" de la population, c'est ce qu'on appelle nier la réalité telle qu'elle est pour la remplacer par la réalité telle qu'on voudrait qu'elle soit, c'est une opération qui consiste dans un premier temps à falsifier la réalité pour à l'étape suivante la forcer dans le sens que l'on souhaite. Si ce genre de manipulation fonctionne relativement bien en période normale, avec la crise et ses conséquences, il y a fort à parier qu'elle échouera, les manifestations et grèves qui se poursuivent dans tout le pays sont autant d'indices qui permettent de l'affirmer sans prendre trop de risque.

"Nous ne devons pas regretter d'avoir agi vite", a-t-il poursuivi, en réponse aux critiques de nombre d'élus de la majorité sur l'illisibilité de réformes "empilées".

"Que ce mouvement global rencontre aujourd'hui des grippages, franchement, ce n'est pas vraiment surprenant, qu'il provoque des incompréhensions, ça ne l'est pas non plus", a insisté François Fillon.

Que l'immense majorité de la classe ouvrière rejette la politique antisociale du gouvernement, Fillon s'y attendait, Sarkozy et son gouvernement n'ont aucun regret à avoir ou à formuler, ils ont fait leur devoir de représentants du capital, ils sont là pour cela et rien d'autre. Ils savent qu'ils peuvent compter sur les lieutenants du capital qui contrôlent le mouvement ouvrier, par contre ils ignorent pendant encore combien de temps ils vont pouvoir contenir la colère qui gronde et s'amplifie des profondeurs du prolétariat rejoint par des pans entiers de la petite-bourgeoisie.

Il a réaffirmé que la réforme des retraites, la réduction des déficits, les mesures de soutien à la reprise, l'emploi, la sécurité et la réforme territoriale seraient les axes de la politique menée. La loi sur la burqa verra le jour, a-t-il assuré, malgré l'avis restrictif du Conseil d'Etat.

La réaction sur toute la ligne comme seul programme pour les deux ans qui restent à venir du mandat de Sarkozy, on ne devait pas s'attendre à autre chose non plus. On a envie de leur dire : allez-y frapper, frappez toujours plus fort cela va accélérer la radicalisation politique des masses et précipiter une crise politique dans le pays... En fait, ils sont en train de préparer les conditions objectives nécessaires au combat direct contre le régime, à la maturation politique de la classe ouvrière.

Le chef de file des députés UMP, Jean-François Copé, a salué "un rendez-vous de reconstruction psychologique et de construction politique". Cette citation vient en fait de Fillon que Copé a repris à son compte.

Il faut entendre par "psychologique" dans la bouche de Fillon et Copé, trouver les termes appropriés pour faire prendre la destruction de nos acquis sociaux pour des réformes progressistes par la population, ils vont avoir du boulot !

---

## **Les personnels de santé mobilisés pour leur retraite. (31.03)**

### **Libération.fr - 30.03**

Importante journée de mobilisation ce mardi pour les personnels de santé. Régime de retraite, loi Bachelot, ... les mots d'ordre et les lieux de rassemblements n'ont cependant pas fait l'unanimité et les manifestations ont eu lieu en ordre dispersé selon les professions et les syndicats. L'annonce par le gouvernement et la majorité UMP du report d'une semaine du «projet de loi sur la rénovation du dialogue social dans la Fonction publique», incluant un volet controversé sur la retraite des infirmières, n'a pas empêché les personnels de santé de se mobiliser massivement.

Alors que le texte modifiant le régime de retraite des infirmières devait être discuté par les députés mardi, un rassemblement a été organisé aux abords de l'Assemblée. Très encadrés par les forces de police, plus d'un millier d'infirmiers anesthésistes ont manifesté en tenue de bloc opératoire, à partir de 11 heures. «Roselyne mets tes crocs et viens bosser au bloc !», y entendait-on. «Une grosse mobilisation» pour Stacy Clavier qui officie à l'hôpital de Compiègne, puisque «nous sommes entre 5000 et 6000 au total, au niveau national».

Alors qu'un militant du syndicat Sud égrène au mégaphone les noms des établissements -de province comme d'Ile-de-France- qui ont fait le déplacement, Stacy explique qu'il se mobilise contre la Loi Bachelot, synonyme de «5 ans de cotisations supplémentaires (de 55 à 60 ans) sans pour autant gagner beaucoup plus».

Ce texte très contesté, inclu dans le «projet de loi sur la rénovation du dialogue social dans la Fonction publique», prévoit notamment de remplacer les IADE (infirmiers anesthésistes diplômés d'État) par des infirmiers n'ayant pas bénéficié des deux années de formation pour acquérir cette spécialisation. Une proposition jugée inacceptable par les IADE qui contestent par ailleurs l'article 30 du projet de loi qui remet en cause la «pénibilité» du travail des infirmiers et infirmiers spécialisés. Cet article permettait jusqu'à présent de gagner une année de cotisation tous les dix ans.

«Pourquoi devrait-on bosser plus longtemps quand on voit les bénéficiaires du CAC40?» Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, élargit rapidement les revendications à la réforme des retraites dans son ensemble, à l'occasion d'une conférence de presse improvisée au milieu du cortège.

Pierre et Gérard travaillent tous les deux à l'hôpital de Roubaix. S'ils sont là, c'est d'abord pour contester le changement de calcul des pensions, qui ne s'effectue «non plus sur les six derniers mois de cotisation mais sur les 25 dernières années». Et provoque alors une perte salariale très importante. Mais leur présence est surtout due à un ensemble de mesures qui entraînent une dégradation de leurs conditions de travail : «On passe du 3x8h au 2x12h sans aucune avancée au niveau salarial, les gens font des efforts, ...tout ça pour rien», constate Gérard, dépité.

Peu rassurés par le report du texte jusqu'au 7 avril en raison des 5500 amendements déposés par le groupe socialiste, les militants FO sont conscients, comme l'explique Marie, que les députés de la majorité «passeront en force». Le plus probable étant qu'ils appliquent le «temps programmé» qui limitera à 15 heures la discussion du projet de loi.

---

## **Crèches: grève et manifestations confirmées pour le 8 avril. (31.03)**

### **AP - 30.03**

Le collectif opposé au décret assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches a confirmé, mardi, son appel à une nouvelle journée nationale de grève et à des manifestations dans toute la France le 8 avril prochain.

Le collectif "Pas de bébés à la consigne", qui regroupe plusieurs dizaines d'associations et de syndicats, a été reçu vendredi dernier par le cabinet de la secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano.

"A notre demande de retrait du nouveau décret sur l'accueil collectif et d'un plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance, le gouvernement persiste à faire la sourde oreille: aucune annonce ne vient répondre à ce jour aux exigences des professionnels et des parents", déclare le collectif dans un communiqué.



"Depuis des années, la grande braderie de la qualité d'accueil des jeunes enfants bat son plein: plus d'enfants confiés à des équipes moins qualifiées, c'est plus d'insécurité matérielle et affective pour chaque enfant, plus de stress pour les professionnels", ajoute le communiqué.

Le collectif annonce le dépôt d'un préavis national de grève le 8 avril pour les établissements publics d'accueil de la petite enfance, et un appel à la grève dans le privé. Des manifestations sont annoncées dans plusieurs dizaines de villes. A Paris, un défilé est prévu dans la matinée des jardins du Luxembourg jusqu'au ministère de la Famille.

Le 11 mars dernier, les personnels des crèches s'étaient massivement mis en grève et avaient manifesté dans une trentaine de villes de France, pour exiger le retrait de ce projet de décret gouvernemental. Le mouvement avait entraîné la fermeture de plusieurs centaines de crèches dans de nombreuses villes. A Paris, un cortège avait rassemblé 4.500 personnes selon la police, 10.000 selon les organisateurs.

Le projet de décret, présenté début février au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), permet d'abaisser la proportion minimale de professionnels très qualifiés de la petite enfance de 50% à 40% dans les établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans.

En outre, le texte permet d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" en fonction de la taille des établissements. La parution du décret au Journal officiel est prévue en juin, selon le cabinet de Mme Morano.

---

## **Le conflit s'enlise chez STA. (31.03)**

### **LeMag91.fr - 30.03**

Le mouvement de grève a été une nouvelle reconduit ce mardi et aucun bus ne devrait sortir du dépôt. Les négociations entamées lundi entre direction et syndicats n'ont pas aboutis.

L'intersyndicale a claqué la porte et a demandé à la direction de revoir sa copie. Depuis le 16 mars dernier, les machinistes de la compagnie sont en grève. Ils réclament des hausses de salaires de l'ordre de 4%. Ils demandent également une meilleure organisation du temps de travail.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos sociales et politiques.

- Loire: reprise du travail à Sullair après cinq semaines de grève. (30.04)
- Consensus à l'Assemblée nationale pour saigner le prolétariat grec. (29.04)
- Faurecia supprime 185 postes dans son usine du Haut-Rhin. (29.04)
- Les salariés d'Airbus poursuivent le blocage de la production. (28.04)
- Un directeur d'usine dans la Marne retenu par le personnel. (28.04)
- Fonction publique: adoption à l'Assemblée du projet de loi sur le dialogue social. (28.04)
- Retraite. (27.04)
- Des milliers de tracteurs et d'agriculteurs manifestent mardi à Paris. (27.04)
- Retraite : contourner la question de l'âge légal. (26.04)
- Niqab au volant: les SMS du conseiller de Nicolas Sarkozy aux journalistes. (25.04)
- Hortefeux souhaite déchoir de sa nationalité le mari de la femme verbalisée en niqab à Nantes. (24.04)
- Ils reçoivent des aides de l'Etat, ils licencient, ils ferment des usines et remportent le jackpot ! (24.04)
- Un chef d'entreprise retenu par ses salariés dans le Tarn. (24.04)
- 10.000 salariés d'Airbus manifestent pour leurs salaires. (24.04)
- Sarkozy : Médiocre et récidiviste. (23.04)
- Airbus: débrayage de 90 minutes vendredi matin à Saint-Martin-du-Touch. (23.04)
- Le secteur des Travaux publics craint de perdre 60.000 emplois. (23.04)
- Retraites. Le PS un parti anti-ouvrier, ils le disent eux-mêmes. (21.04)
- Ils ferment des usines, licenciements en masse et engrangent des profits dans la foulée. (20.04)
- Liquidation d'une entreprise dans les Landes, 468 emplois en jeu. (20.04)
- "La priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes". (20.04)
- FN-UMP, le retour de la question de l'alliance. (20.04)
- A Paris, plusieurs élus quittent l'UMP pour le Nouveau Centre. (20.04)
- "Nous n'avons pas besoin d'en promettre tant et plus" (F. Hollande). (19.04)
- Fin de l'occupation à l'usine PIP de La Seyne-sur-Mer. (19.04)
- Le numéro deux du PCF veut retenir les démissionnaires. (17.04)
- Les dirigeants d'Essex toujours séquestrés à Mâcon. (17.04)
- Retraites : A bas les privilèges, à bas le régime des banquiers ! (16.04)
- Le médiateur de Pôle emploi a démissionné. (16.04)
- Georges Tron confirme qu'il y aura 34 000 fonctionnaires en moins en 2011. (16.04)
- La pauvreté des personnes âgées ne bat pas en retraite. (16.04)
- 200 emplois menacés par une nouvelle réorganisation chez GlaxoSmithKline. (16.04)
- Des grévistes de la Caisse d'épargne ont retenu deux membres du directoire. (16.04)
- Retraites : réactions à l'annonce des projections du COR. (15.04)
- La privatisation de la régie de France Télévisions suspendue. (15.04)
- Travailleurs sans-papiers : "appel unitaire" d'organisations de gauche. (15.04)
- Les salariés d'Essex retiennent le directeur d'usine. (15.04)
- Steelcase ferme un site en Alsace et supprime 105 emplois. (15.04)
- Crèches: appel à une manifestation nationale le 29 mai à Paris. (14.04)
- DBA va supprimer 142 emplois en Isère . (14.04)
- PSA compte fermer son site de Melun-Sénart d'ici 2012. (14.04)
- Accord à la Sodimatex: une prime extra-légale de 22.000 euros par salarié. (14.04)
- Retraites : Quelques réactions après le 12 avril. (13.04)
- La majorité c'est nous, pas touche à nos retraites ! (13.04)
- Retraites. Manipulation médiatique. Equité, équité : alignement du privé sur le public ! (12.04)
- Une rallonge de 860 millions d'euros pour les chômeurs en fin de droits. (11.04)

- Les salariés de Poly implant prothèse menacent de faire sauter leur usine. (11.04)
- Un salarié sur trois travaille pour une grande entreprise. (10.04)
- Ces chômeurs qui travaillent cinq jours «*gratuitement*». (10.04)
- SNCF: Guerre d'intox autour de la grève. (10.04)
- Suite de la grève au Samu social de Paris. (10.04)
- Démissions en série à la direction du NPA. (10.04)
- Retraites. Les grandes manoeuvres. (09.04)
- Les Sodimatex renouvellent leurs menaces. (08.04)
- La rédaction de VSD en grève. (08.04)
- Nouvelle journée de mobilisation des personnels des crèches jeudi. (08.04)
- Grève SNCF: 36,8% de conducteurs et 38,7% des contrôleurs en grève. (08.04)
- Des intellectuels et des économistes de gauche dénoncent la réforme des retraites. (08.04)
- Energie: Les Français boudent les nouveaux fournisseurs. (07.04)
- Il est temps de prendre notre destin entre nos mains. (07.04)
- La société des journalistes du JDD proteste contre l'Elysée. (06.04)
- Les salariés du Samu social en grève contre la précarité. (06.04)
- Le TGI suspend les licenciements chez Freescale. (04.04)
- Le nombre de personnes à très hauts revenus a «*explosé*», selon l'Insee. (04.04)
- Calais : le trafic passagers de SeaFrance paralysé par une grève . (04.04)
- Claude Guéant, le vice-président. (04.04)
- Le nombre de personnes à très hauts revenus a «*explosé*», selon l'Insee. (04.04)
- De fortes augmentations pour les salariés les mieux rémunérés. (03.04)
- Pour le sénateur UMP Alain Lambert, Nicolas Sarkozy entraîne la droite "*droit dans l'abîme*". (03.04)
- Sodimatex : retour des représentants des salariés aux négociations. (03.04)
- La France compte huit millions de pauvres. (03.04)
- Oise : des salariés menacent de détruire leur usine. (02.04)
- 1% nous pourrissent la vie : soulageons-les ! (02.04)
- La politique économique du gouvernement atteint un niveau record d'impopularité. (01.04)
- Nicolas Sarkozy rappelle à l'ordre ses troupes et garde le cap. (01.04)
- En France, 12% des 18-50 ans sont des enfants d'immigrés, selon l'INSEE. (01.04)

---

## **En France, 12% des 18-50 ans sont des enfants d'immigrés, selon l'INSEE. (01.04)**

### **AP - 29.03**

La France comptait en 2008 quelque 3,1 millions d'enfants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans et nés en métropole, ce qui représentait 12% de la population de cette tranche d'âge, selon une étude que publie mardi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Le nombre total d'enfants d'immigrés était de 6,5 millions en 2008, pour cinq millions d'immigrés, soit 8% de la population.

La moitié des 3,1 millions d'enfants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans ont deux parents immigrés, les autres, surtout au-delà de 40 ans et chez les descendants d'immigrés originaires de l'Union européenne, n'en ont qu'un: le père dans 30% des cas et la mère pour les autres.

Parmi ces descendants ayant deux parents immigrés, 5% n'ont pas la nationalité française, mais 25% d'entre eux ont fait une demande de nationalité et 35% ont l'intention de le faire. "Ainsi, seuls 2% des descendants de deux parents immigrés n'ont pas la nationalité française et ne souhaitent pas la demander", note les auteurs de l'étude. Un quart des descendants ayant la nationalité française ont aussi une autre nationalité, surtout chez les plus jeunes.

Pour 90% des enfants d'immigrés, la langue française a été transmise dans l'enfance par au moins un de leurs parents. La transmission du français est "quasi-systématique" lorsqu'un seul des parents est immigré et s'effectue dans 82% des cas lorsque les deux parents sont immigrés.

"Ce sont les descendants de deux parents turcs ou asiatiques qui reçoivent le moins souvent la langue française de leurs parents", selon les auteurs. Mais "à la génération suivante, 99% des descendants, eux-mêmes parents, utilisent le français avec leurs enfants vivant en France", selon les auteurs. Ce constat vaut aussi pour les descendants turcs et asiatiques (90%).

La moitié des enfants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans ont moins de 30 ans. La même proportion a des parents d'origine européenne: issus d'une immigration plus ancienne, ces descendants représentent trois quarts des 46 à 50 ans, contre trois dixièmes des 18-20 ans.

Parmi ces descendants d'Européens, un quart ont une ascendance italienne ou espagnole. L'origine portugaise est plus importante chez les trentenaires. Neuf pour cent des descendants ont un parent venu d'un autre pays de l'UE, principalement la Pologne et l'Allemagne. "Les nouveaux flux migratoires en provenance de l'Est de l'Europe sont trop récents pour avoir une incidence notable sur les descendants de 18 ans et plus", souligne l'INSEE.

Près de 40% des enfants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans, soit 1,3 million de personnes, ont au moins un père ou une mère originaire d'Algérie (20%), du Maroc ou de Tunisie (15%), ou d'Afrique subsaharienne (4%). Ils représentent plus de la moitié des moins de 30 ans.

D'autres descendants (8%) ont un parent venu d'Asie, du Moyen-Orient ou d'Amérique, et 60% d'entre eux ont moins de 26 ans.

Selon l'INSEE, "les flux migratoires les plus récents sont concentrés sur l'Ile-de-France", où vivent 32% des descendants d'immigrés. Dans cette région, 37% des 18-20 ans sont descendants d'immigrés, contre 8% des 41-50 ans.

Les descendants d'origine turque vivent surtout dans les régions frontalières de l'est de la France, tandis que ceux originaires de l'Europe méridionale sont installés majoritairement (58%) dans le sud de la France, dans les régions proches du pays d'origine de leurs parents.

Cette étude se fonde sur l'enquête Trajectoires et Origines (TeO), menée par l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'INSEE. Réalisée entre septembre 2008 et février 2009 auprès de 22.000 personnes, nées entre 1948 et 1990 et vivant en France métropolitaine en 2008, elle vise à décrire et analyser les conditions de vie et les trajectoires sociales des individus en fonction de leurs origines sociales et de leur lien à la migration.

---

## **Nicolas Sarkozy rappelle à l'ordre ses troupes et garde le cap. (01.04)**

### **Reuters - 31.03**

Nicolas Sarkozy a rappelé à l'ordre mercredi soir les députés UMP en les priant de ne pas remettre en cause des réformes emblématiques comme le "bouclier fiscal", décrié désormais jusque dans les rangs de la majorité.

De retour d'une visite aux Etats-Unis, le chef de l'Etat a reçu à l'Elysée les élus de son camp, très critiques à son égard depuis la déroute de la droite aux élections régionales.

La rencontre, qui fait suite à un séminaire des parlementaires lundi avec François Fillon, a duré environ une heure et demie. Au total, 265 députés étaient présents, d'après un participant. Plusieurs élus avaient décliné l'invitation, dont un sarkozyste "historique", Thierry Mariani, qui s'est décommandé avec éclat pour avoir été pris "pour un con".

L'objectif pour le chef de l'Etat était de redonner le moral à des troupes en proie au doute mais aussi de ramener de la discipline dans les rangs.

"Ne touchez pas au bouclier fiscal!", a ainsi lancé Nicolas Sarkozy, selon l'un des élus. "Il ne faut pas donner le sentiment qu'on change de cap sur l'essentiel, ce serait une folie", a-t-il souligné, selon un autre participant.

Nombre de responsables de la majorité réclament l'aménagement du "bouclier fiscal" - en extrayant notamment la CSG et CRDS - sa suspension, voire son abrogation, dans un contexte de crise aiguë qui aggrave les déficits.

Le président de la République a par ailleurs exclu de revenir sur la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Des élus souhaitent que cette mesure, mise en oeuvre dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques, soit assouplie, particulièrement pour les forces de l'ordre qui disent pâtir au quotidien des réductions d'effectifs.

"Nous ne changerons pas de stratégie économique", a souligné le président de la République, précisant que des résultats positifs commençaient à poindre, a relaté un participant.

Il a notamment cité le déficit public pour 2009 qui sera légèrement moins élevé que les 7,9% du PIB initialement prévus.

"La politique du gouvernement, ce n'est pas celle du bouchon de liège dans la tempête", a lancé Nicolas Sarkozy, qui a filé la métaphore marine pour enjoindre aux députés de ne pas mettre l'exécutif en difficulté.

"Le danger est de scier la quille" du bateau sur lequel on navigue, a-t-il dit, selon des propos rapportés par un participant. "Nous sommes dans une période où il ne faut ni autisme ni surréaction", a-t-il insisté.

Analysant le scrutin régional, il a relevé, le concernant, la difficulté de "payer l'addition" alors qu'il n'a pu s'impliquer de plain-pied dans la campagne.

Et de poser cette question : "Pouvait-on gagner, vu le fonctionnement du scrutin à deux tours, vu la situation de crise économique et de crise agricole?".

Il a estimé que les Français avaient exprimé leur exaspération face au "sentiment d'impuissance". Les Français, a-t-il dit, "ont besoin de stabilité, de repères et de solidité".

A un député qui l'interrogeait sur le désamour dont il fait l'objet actuellement, Nicolas Sarkozy a répondu : "Je ne suis pas là pour être aimé ou mal-aimé, je suis là pour faire".

"Il n'y a de ma part aucun raidissement personnel, j'ai trop l'expérience du combat, je crois à la nécessité de tenir un cap", a-t-il affirmé.

Sondage après sondage, l'image de Nicolas Sarkozy se dégrade dans l'opinion. Sa cote de confiance baisse de trois points à 28%, contre 70% de défiance, selon une enquête TNS-Sofres Logica à paraître vendredi dans Le Figaro Magazine.

Sang-froid, sérénité, ténacité, volontarisme, tels ont été les mots d'ordre du chef de l'Etat, qui a également invité les élus à ne pas ouvrir prématurément le débat sur l'élection présidentielle de 2012, qui suscite déjà une guerre de positions au sein de la majorité, du Nouveau Centre aux "villepinistes".

"Si on donne l'impression que c'est la leçon des régionales, ce serait une folie", a-t-il jugé.

"Il faut se battre pour garder une UMP comme aujourd'hui, qui aille de la droite respectable au centre le plus central", a-t-il dit. "Pas de fermeture, pas de bunkerisation, pas de règlements de comptes".

Nicolas Sarkozy, qui a été applaudi à plusieurs reprises, a rendu hommage à son Premier ministre, François Fillon, assurant avoir "une totale confiance" en lui.

"Ce ne sont pas journalistes qui nous brouilleront", a-t-il dit, alors que des médias se font de nouveau l'écho de tensions au sommet de l'Etat.

---

## **La politique économique du gouvernement atteint un niveau record d'impopularité (01.04)**

### **Reuters - 31.03**

L'impopularité de la politique économique menée par le gouvernement français atteint un niveau record dans le baromètre BVA-Absoluce-Les Echos-France Info publié mercredi.

Selon cette enquête, 70% des personnes interrogées désapprouvent sa politique, soit une hausse de sept points en un mois.

Cette impopularité "rivalise désormais avec les plus bas niveaux historiques enregistrés il y a quatre ans sur cet indicateur par (l'ancien Premier ministre) Dominique de Villepin au moment du (Contrat première embauche) CPE", note BVA.

La dégradation est particulièrement forte chez les ouvriers et les Français aux revenus les plus faibles qui sont respectivement 16% (contre 83%) et 19% (contre 77%) à soutenir la politique économique gouvernementale.

Chez les sympathisants de droite, 57% des sondés approuvent cette politique, soit une baisse de cinq points. Ils sont 39% à la rejeter

Commentaire.

Et il faut préciser d'emblée qu'il s'agit d'un sondage qui ne rend que partiellement compte de la réalité !

C'est la quasi-totalité des masses laborieuses et l'immense majorité de la petite-bourgeoisie, dont une partie d'entre elle avait placé ses espoirs dans Sarkozy en 2007, qui rejettent ainsi la politique antisociale du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Ce sondage amplifie encore les résultats du 29 mai 2005 qui avait vu le non l'emporter par 65 à 70% dans les quartiers ouvriers, il confirme le résultat des élections régionales des 14 et 21 mars.

Sarkozy est plus faible et isolé que jamais. Le parallèle que dresse BVA avec la période où de Villepin fut obligé de reculer sur le CPE ne manque pas d'intérêt. Il pose notamment la question de savoir quelle stratégie adopter pour faire reculer Sarkozy sur la question de sa contre-réforme des retraites et au-delà pour le chasser du pouvoir.

La mobilisation du prolétariat pour défendre les retraites peut déclencher une crise politique ouverte, mais pour déboucher sur une issue politique conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière faudrait-il encore qu'elle s'organise et constitue ses propres organismes de pouvoir politique indépendant des institutions pour briser le carcan des appareils et créer ainsi les conditions indispensables à la victoire de sa révolution à l'étape suivante.

Dans le cas contraire nous nous retrouverions une nouvelle fois en présence d'un gouvernement de front populaire sans que l'on soit en mesure de dire aujourd'hui si l'aggravation de la crise du capitalisme conduira ou non à sa chute et à la prise du pouvoir par le prolétariat, ce qui semble pour le moins hypothétique en l'absence d'un parti révolutionnaire ancré profondément dans toutes les couches de la classe ouvrière. Il faudrait que le front populaire continue la politique réactionnaire du gouvernement actuel et que les masses s'impatientent au point de chercher une autre voie pour qu'une crise révolutionnaire éclate ensuite, sans que l'on puisse certifier à l'heure qu'il est qu'elle déboucherait sur une révolution, tout dépendra du degré d'organisation de la classe et de la maturité de sa conscience politique.

Restons lucide, alors que Sarkozy est ultra minoritaire sur le plan économique, social et politique, aucun parti n'ose mettre en avant qu'il est illégitime et qu'il faut le chasser, personne n'exige sa démission, pas plus que la dissolution de l'Assemblée nationale. L'exaspération des masses poussée à l'extrême va-t-elle déboucher sur une explosion sociale incontrôlable, personne n'est en mesure de le dire aujourd'hui, mais elles pourraient bien bousculer violemment tous les pronostics pessimistes...

---

## **1% nous pourrissent la vie : soulageons-les ! (02.04)**

### **Lefigaro.fr et AP - 01.04**

Le 1% des ménages qui gagne le plus en France a vu ses revenus augmenter plus vite que les autres entre 2004 et 2007 car les revenus du capital ont crû davantage que ceux du travail, révèle une étude publiée vendredi par l'INSEE, qui décèle une hausse des inégalités.

En 2007, cela correspondait à des revenus dépassant 84.500 euros par an pour une personne seule, 177.400 euros pour un couple avec deux jeunes enfants.

Au sein de la population générale, 99% des ménages perçoivent des revenus d'activité ou de remplacement, 40% des revenus du patrimoine (actions, obligations, foncier...) et 2% des revenus exceptionnels (plus values, dividendes...). Parmi les très hauts revenus, ces proportions sont respectivement de 99%, 93% et 27%. Autrement dit, "la quasi-totalité des très hauts revenus perçoit à la fois des revenus d'activité et des revenus du patrimoine".

En moyenne, les revenus de ce 1% de privilégiés sont pour les deux tiers des revenus du travail (revenus d'activité) et pour un tiers des revenus du capital (revenus du patrimoine et exceptionnels).

Or, entre 2004 et 2007, les revenus d'activité ont augmenté en moyenne de 11% tandis que les revenus du patrimoine montaient en flèche (+46%) et que les revenus exceptionnels s'envolaient (+55%).

Dans cette période, les ménages à très hauts revenus ont capté 12% de la croissance des revenus, selon l'INSEE. Selon l'institut, la part de revenu qu'ils détiennent a augmenté de 9% sur cette période. Dans le même temps, les neuf premiers déciles (90% de la population, ceux qui déclarent moins de 35.700 euros par an pour une personne seule) ont vu leur part de revenu baisser de 1%. L'INSEE y voit une "augmentation des inégalités par le très haut". (AP 01.04)

On en sait désormais un peu plus sur le profil des 16.350 contribuables qui ont bénéficié du bouclier fiscal en 2009. Selon des documents que Le Figaro s'est procuré, les 4.521 foyers qui ont un patrimoine supérieur à 7,3 millions d'euros et un revenu fiscal annuel de plus de 43.761 euros ont perçu 90,4% des sommes que le fisc a remboursé au titre du bouclier. Sommes qui se sont élevées à 585,6 millions d'euros en 2009. Ces contribuables aisés ont reçu en moyenne un chèque de 117.142 euros.

Plus généralement, 47% des bénéficiaires du bouclier version 2009 payent l'ISF (impôts sur la fortune). Et ils captent 99% des remboursements. (lefigaro.fr 01.04)

---

## **Oise : des salariés menacent de détruire leur usine. (02.04)**

## Lefigaro.fr - 01.04

Une soixantaine d'employés de l'équipementier automobile Sodimatex, dont le propriétaire a décidé la fermeture, sont retranchés depuis jeudi après-midi dans leur usine et menacent de mettre le feu à une citerne de gaz.

Une soixantaine de salariés de l'équipementier automobile Sodimatex, dont le propriétaire a décidé la fermeture, sont retranchés depuis cet après-midi dans leur usine de Crépy-en-Valois, dans l'Oise, et menacent de mettre le feu à une citerne de gaz, a-t-on appris auprès de la gendarmerie, confirmant une information du site Parisien.fr.

Un escadron de gendarmes mobiles a été déployé autour de l'usine. Après avoir été délogés jeudi matin d'un rond-point qu'ils occupaient, les salariés se sont retranchés vers 15 heures dans leur usine.

«Ils déclarent vouloir incendier une citerne de gaz. Ils souhaitent que le plan social soit augmenté, a indiqué la préfecture. Ils réclament que des négociations se rouvrent avec la direction. L'Etat joue son rôle de médiateur».

La citerne, de quatre à cinq mètres de long, située à l'extérieur de l'usine, est entourée de palettes «prêtes à être allumées», selon les salariés.

La préfecture a indiqué travailler à une réunion de négociation «si possible dès jeudi soir». «On ne sait pas comment ça va se finir. Les gens sont déterminés», a déclaré Eric Lemoine, de la CFDT de l'usine. «Les gens commencent à craquer», selon lui.

Une prime extra-légale de 21.000 euros par salarié

La fermeture de l'usine, qui emploie 92 salariés, a été annoncée le 10 avril 2009. Depuis, les négociations sur le plan social entre la direction et les salariés ont échoué, malgré une médiation de l'Etat. Les représentants des salariés ont été reçus début février à l'Elysée par un conseiller du chef de l'Etat, selon M. Lemoine. «Il devait nous donner des nouvelles. On attend toujours», a-t-il déploré. Les salariés de Sodimatex réclament notamment une prime extra-légale de 21.000 euros par salarié.

Ils avaient manifesté jeudi matin aux abords de l'usine, bloquant les accès à une importante zone industrielle et à la plate-forme logistique de Crépy-en-Valois. Selon la préfecture, ils ont refusé une table ronde pour dire leurs revendications et ont maintenu les blocages.

«Les gendarmes sont intervenus. Ils ont rétabli les conditions de circulation permettant aux entreprises de fonctionner», toujours selon la préfecture, qui a précisé que la direction de Sodimatex «n'a pas requis d'intervention des autorités».

Les gendarmes mobiles sont intervenus en utilisant des gaz lacrymogènes, ce qui a été ressenti par les salariés comme «une véritable agression», a déclaré à l'AFP Alain Lebrun, secrétaire général de l'Union départementale CGT de l'Oise.

«Les salariés demandent que la direction vienne à la table des négociations, mais pas les mains vides», a-t-il affirmé.

Selon lui, le groupe Trèves, propriétaire de Sodimatex, a touché 55 millions d'euros de l'Etat dans le cadre du plan d'aide aux équipementiers automobiles. «Aujourd'hui, on veut laisser les salariés partir avec le minimum légal», a-t-il dénoncé. Xavier Mathieu, le leader CGT des salariés de l'usine Continental de Clairoix (Oise), est venu apporter son soutien jeudi soir «à des frères de lutte».

---

## La France compte huit millions de pauvres. (03.04)

### Reuters - 02.04

Huit millions de personnes, soit 13,4% de la population, vivaient sous le seuil de pauvreté en France en 2007, selon une étude publiée par l'Insee.

Le seuil de pauvreté, de 908 euros par mois en 2007, correspond à 60% du niveau de vie médian qui était lui-même de 1.510 euros par mois, en hausse de 2,1% en euros constants par rapport à 2006.

Le niveau de vie correspond au revenu disponible des ménages en fonction de leur composition et il est attribué à chacun des membres qui en font partie. Le niveau de vie annuel moyen s'établissait à 21.080 euros en 2007.

Le niveau de vie médian est celui qui divise la population en deux, la moitié étant au-dessus et l'autre en dessous.

Les familles monoparentales, les personnes vivant dans un ménage immigré et les chômeurs sont les plus exposés au risque de pauvreté, montre l'étude chiffrée à l'appui.

Les familles monoparentales, le plus souvent constituées d'une mère et de ses enfants, sont les plus touchées : plus de 1,6 million de personnes sont ainsi concernées. Plus de 30% des personnes vivant au sein d'une famille monoparentale sont confrontées à la pauvreté, soit une proportion 2,3 fois plus importante que l'ensemble de la population.

A l'inverse, seuls 6,7% des couples sans enfant vivent sous le seuil de pauvreté.

Chez les personnes vivant au sein d'un ménage immigré, le taux de pauvreté s'élève à environ 36%, supérieur de 25 points à celui de la population des ménages non immigrés.

Le même taux, de 36,4% exactement, se retrouve dans la population de chômeurs.

"Parmi les actifs, le risque d'être pauvre est 4,7 fois moins élevé pour ceux qui sont en emploi que pour les chômeurs", relève l'Insee.

"Toutefois, occuper un emploi ne met pas à l'abri de la pauvreté : 1,9 million de personnes en emploi vivent en-dessous du seuil de pauvreté".

L'étude de l'Insee ne porte que sur 2007, avant le déclenchement de la plus violente récession depuis l'après-guerre. Des premiers éléments sur 2008 seront communiqués en juillet.

---

## **Sodimatex : retour des représentants des salariés aux négociations. (03.04)**

### **AP - 02.04**

Des salariés de l'usine Sodimatex de Crépy-en-Valois (Oise) étaient toujours retranchés sur le site vendredi soir, menaçant de faire sauter des bonbonnes et une citerne de gaz, tandis que leurs représentants sont revenus à la table des négociations organisées en mairie pour tenter de désamorcer la crise quelques heures après l'avoir quittée, a-t-on appris auprès de la direction.

Les occupants du site exigent un meilleur plan social pour les 96 salariés qui vont perdre leur emploi avec la fermeture de l'usine.

Les négociations entamées à la mairie vers 12h30 en présence de représentants des salariés, de la direction de l'équipementier automobile Trèves, propriétaire de l'usine fabriquant des tapis et moquettes de voiture, du préfet et du maire, ont été marquées par un coup d'éclat peu avant 20h.

Les représentants des salariés ont en effet quitté la table des négociations, faute d'accord avec la direction, a rapporté le service de communication du groupe. On précisait de même source que la direction souhaitait la poursuite de la négociation, en évoquant "une situation douloureuse pour tout le monde, grave pour l'entreprise". Aux alentours de 22h, les représentants des salariés sont revenus en mairie pour reprendre les négociations, a-t-on appris de même source.

"Cette négociation du jour, ce sont les garanties que nous pourrions aller jusqu'au bout de ce qui est faisable", a déclaré à la presse Me Caroline Substelny, avocate des salariés.

"On est pris pour des cons", avait lancé Patrick Testard, délégué CFTD, à la sortie de la mairie, vers 20h. "On perd notre emploi, ils sont pas foutus d'aligner des mesures", s'était-il exclamé sur RTL.

"Ils se foutent royalement" de nous, avait également accusé Hervé Mallet, délégué syndical FO, de retour à l'usine. Après la nomination d'un conciliateur, "ils nous disent maintenant: 'on garde le conciliateur mais on va quand même nommer des commissaires aux comptes pour vérifier son travail'", a dénoncé le syndicaliste sur BFM-TV. "On avait fait des propositions à 20.000 euros (de prime extra-légale de licenciement pour chaque salarié), le conciliateur leur a fait des propositions, mais comme ils veulent pas les donner, ils nomment des commissaires aux comptes pour dire (...): 'financièrement, on pourra pas'".

Hervé Mallet avait expliqué que "tout le monde était énervé". "C'est encore monté d'un cran", "la menace tient toujours", avait-il affirmé. "On reste sur place, on ne partira pas des locaux. C'est hors de question".

Peu avant 21h, le service de communication du groupe rapportait, sans autres précisions, que les discussions se poursuivaient en mairie, en dépit du départ des représentants des salariés.

"On a bloqué le site depuis jeudi matin, et on espère que sous la pression, avec l'Etat, la situation actuelle va évoluer", avait déclaré dans la



journée à l'Associated Press Hervé Mallet. Selon lui, les salariés sont "toujours aussi déterminés". Outre une citerne de 5.000 litres de gaz, ils menacent également de faire sauter des bonbonnes de gaz "placées sur le toit de l'usine".

"On pourrait arriver carrément au bout du rouleau et péter un câble" et en venir à faire "exploser cette bonbonne de gaz", a prévenu Julio Tavares, employé et délégué syndical de la CGT. "Je vous certifie que moi-même je le ferai", a-t-il déclaré à APTN. Le maire UMP de la ville Arnaud Foubert a dit avoir "un peu peur" car "on a affaire à des gens désespérés".

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a condamné "avec la plus grande fermeté l'attitude inacceptable d'une minorité dans laquelle ne se reconnaissent pas tous les salariés de l'usine". Dans un communiqué, il juge que "seul le dialogue social permet d'obtenir des résultats, là où les menaces et la violence ne conduisent jamais que dans l'impasse".

Selon M. Estrosi, un conciliateur a été nommé le 3 mars dernier par le tribunal de Senlis, mais "les salariés ne s'étant pas présentés à la réunion de conciliation programmée le 31 mars, le ministre (...) a demandé au préfet de l'Oise d'intervenir (ce vendredi) lors d'une rencontre en présence de la direction, afin de conduire l'ensemble des parties à reprendre le dialogue et à participer à une réunion de conciliation le mardi 7 avril prochain".

Les salariés exigent 20.000 euros chacun en plus du quart de salaire par année travaillée octroyé par la direction dans le cadre du plan social. Ils veulent également un plan de formations d'un montant "non plafonné alors que la direction accepte des formations d'un montant maximum de 4.000 euros", selon Hervé Mallet. Enfin, les salariés veulent pouvoir bénéficier de neuf mois de congé de reclassement "contre quatre mois actuellement proposés, soit le minimum légal".

"Ça fait plus d'un an qu'on se bat", a précisé le délégué syndical. "On avait un accord avec la direction en novembre 2008 sur un plan concernant 14 suppressions de postes. En avril 2009, ce plan s'est transformé en fermeture du site. Ça fait un an qu'on fait les choses dans les règles, tout à fait légalement, sans rien obtenir de plus. Alors on a décidé de monter un cran au-dessus".

---

## **Pour le sénateur UMP Alain Lambert, Nicolas Sarkozy entraîne la droite "droit dans l'abîme". (03.04)**

**Lemond.fr - 02.04**

"Si le président de la République n'est pas seul en cause dans l'échec des régionales, il l'est pour une partie non négligeable. Et il a eu le grand tort de ne pas le reconnaître avec humilité devant les Français." Cette phrase n'émane pas d'un responsable du Parti socialiste ou d'Europe Ecologie, mais bien d'un élu de l'UMP, le sénateur de l'Orne et ancien ministre du budget Alain Lambert.

Vendredi 2 avril, le parlementaire a publié, sur le site web de la chaîne Public Sénat, une tribune au vitriol contre le chef de l'Etat, qui fait elle-même suite à deux messages assez critiques, rédigés la veille sur le réseau de micro-blogging Twitter. Amplement repris par la presse, qui y avait vu un nouveau signe de fronde anti-Sarkozy au sein de la majorité, ces "tweets" sont à l'origine du texte d'Alain Lambert.

"Me voilà convoqué au tribunal médiatique pour anti-sarkozysme primaire", écrit le sénateur dès l'introduction, avant de rappeler qu'il soutient le chef de l'Etat "depuis 1992" et même "en 1995 où il était très isolé" par son rôle de premier plan auprès d'Edouard Balladur, adversaire et ennemi juré de Jacques Chirac.

Ce soutien, appuie l'élu, lui donne la légitimité pour critiquer le chef de l'Etat, a contrario de "la cour qui le flatte aujourd'hui et l'entretient dans une perception de la France qui n'est pas la mienne", poursuit Alain Lambert, avant d'ajouter : "Pour ma part, j'ai toujours considéré qu'il était plus loyal d'exprimer franchement ma pensée."

Force est de constater que la critique est franche : en premier lieu, rapporte l'élu, il faut entendre la critique d'électeurs "déboussolés, se sentant méprisés, tenus pour quantité négligeable", contre "un comportement désinvolte, irrespectueux de ceux qui avaient porté à la présidence de la France un homme dont le premier geste fut de se rendre... au Fouquet's ! Quel symbole !".

Alain Lambert rappelle ensuite les griefs martelés depuis la défaite aux régionales, contre "des décisions aussi discutables que des taxes nouvelles, l'ouverture à gauche débridée, des paroles aussi surprenantes que 'le Parlement, je m'en moque, j'ai décidé'".

Pour le sénateur, il faut donc cesser "le concert des hypocrites", car "aujourd'hui [Nicolas Sarkozy] n'est pas en situation de faire gagner nos idées en 2012. Alors à quoi sert-il de lui faire croire ? Sinon à persister dans ses méthodes qu'il croit bonnes depuis trois ans et qui nous entraînent tout droit dans l'abîme".

Alain Lambert conclut en proposant une rencontre entre les anciens premiers ministres de droite, MM. Juppé, Raffarin, Villepin, et l'actuel, François Fillon, "pour envisager toutes les éventualités". Selon lui, cette rencontre permettrait d'engager "une réflexion sans tabous et surtout dans l'exclusif intérêt supérieur du pays".

Le sénateur de l'Orne n'est pas le premier à critiquer Nicolas Sarkozy dans les rangs de la majorité. Sénateur, ancien ministre, respecté pour ses compétences de fiscaliste, ce franc-tireur ne craint pas la sanction. Mais il atteint dans ce texte un niveau de virulence rare pour un membre de la majorité.

Malgré les appels à l'unité et à faire front derrière le chef de l'Etat, les rancœurs continuent de s'étaler à l'UMP. Mercredi, Thierry Mariani, candidat de la majorité en région PACA, à qui on avait promis un maroquin en échange de sa participation à ce scrutin pour lequel il n'était pas enthousiaste, a boycotté la réunion à l'Elysée des têtes de liste du parti pour les régionales. En expliquant : "Quand on est pris pour un con, il faut savoir terminer les choses."

---

## **De fortes augmentations pour les salariés les mieux rémunérés. (03.04)**

### **Reuters - 02.04**

Les 1% de salariés les mieux rémunérés du secteur privé français ont bénéficié ces dernières années d'augmentations nettement plus fortes que l'ensemble des salariés, selon une étude publiée par l'Insee.

Ces 133.000 personnes, à 95% des dirigeants d'entreprise ou cadres haut placés, ont perçu en 2007 un salaire annuel brut d'au moins 215.600 euros, soit sept fois plus que la moyenne des salariés à temps complet du secteur privé (près de 32.000 euros).

Les près de 80% de très hauts salaires de 2002 toujours en emploi en 2007 ont bénéficié d'une croissance annuelle moyenne de leurs salaires de 5,8% en termes réels, à comparer à des augmentations moyennes de 2,3% pour l'ensemble des salariés sur la période et de 2,9% pour les seuls cadres.

La hausse a été encore plus forte (+14,5% par an en moyenne) pour les très hauts salaires ayant atteint cette position sur la fin de la période, soit 28% des personnes concernées en 2007.

A contrario, relève l'Insee, la minorité des très hauts salaires de 2002 qui n'ont pu rester à ce niveau de la hiérarchie salariale ont subi un repli marqué de leur rémunération, en moyenne de 10,5% par an de 2002 à 2007.

Les très hauts salaires sont principalement des dirigeants d'entreprise, avec un salaire annuel brut moyen de 230.000 euros, des professionnels de la finance (près de 290.000 euros par an) ou des commerciaux (181.000 euros par an).

Un dernier groupe plus hétérogène est constitué de professions plus techniques avec des spécialistes de l'informatique ou des télécommunications, des ingénieurs de l'industrie ou des pilotes du transport aérien, dont le salaire moyen est proche de celui des commerciaux.

A ces profils il convient d'ajouter des sportifs de haut niveau ou salariés d'entreprises du secteur des activités récréatives, culturelles et sportives, qui se distinguent par leur jeunesse et par un salaire moyen particulièrement élevé (plus de 400.000 euros par an).

L'Insee note encore que la population des très hauts salaires est masculine à 87% mais qu'elle se féminise à petits pas puisque la proportion des femmes n'était que de 9% en 1996.

La proportion d'hommes atteint 92% parmi les dirigeants d'entreprise mais est plus faible dans les métiers de la finance, autour de 80%.

L'âge moyen des très hauts salaires est de 49 ans (52 ans pour les dirigeants salariés, 43 ans pour les professionnels de la banque et 31 ans pour les sportifs de haut niveau) alors qu'il est d'un peu moins de 40 ans pour l'ensemble des salariés à temps complet.

Sans surprise, 47% d'entre eux habitent dans l'Ouest parisien (Paris, Yvelines, Hauts-de-Seine) alors que ces trois départements ne regroupent que 10% de l'emploi national.

---

## **Etude Insee : le creusement des inégalités devrait continuer. (20minutes.fr 02.04)**

### **20minutes.fr - 02.04**

Pourquoi y a-t-il un creusement des inégalités?

Parce qu'il y a une «déformation très importante de la hiérarchie des salaires». D'une part, «il y a de plus en plus de bas salaires, de plus en plus d'embauches au SMIC, explique à 20minutes.fr Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE, car il y a une pression très forte pour réduire les

coûts du travail». Un phénomène couplé avec l'externalisation des emplois les moins qualifiés, qui ne profitent pas des avantages sociaux de l'entreprise principale.

D'autre part, «pour ceux qui ont des compétences particulières, il y a une augmentation très importante des rémunérations», analyse Henri Sterdyniak. Pour éviter de voir ces cadres fuir à l'étranger, ils sont notamment rémunérés avec des stock-options. Conséquence: ils ont intérêt à ce que la rémunération du capital soit la plus forte, en limitant aux les processus de production et donc les salaires.

Plus globalement, pour Nicolas Bouzou, économiste et dirigeant de la société d'analyse Asterès, le «problème fondamental est celui de la croissance. Le PIB a peu augmenté alors que la part des classes supérieures a beaucoup grossi». La part du gâteau à se partager pour les classes moyennes et les plus pauvres est donc plus mince.

Quelles sont les conséquences?

«On assiste à un écrasement des classes moyennes, dont les salaires ont moins l'occasion de progresser, explique Nicolas Bouzou. On est passé à une société en pyramide à une société en sablier», selon un processus décrit par Jean-Marc Vittori. «C'est un phénomène très structurant pour l'économie, la consommation. On n'aurait par exemple pas un tel débat sur le bouclier fiscal s'il n'y avait pas un problème» de redistribution, analyse l'économiste.

Des inégalités qui peuvent expliquer le déclenchement de la crise actuelle puisque les moyens des classes moyennes stagnent dans les pays anglo-saxons et les demandes de crédit explosent, explique encore Henri Sterdyniak.

Est-ce un phénomène récent?

C'est un phénomène mondial, qui touche la France depuis une dizaine d'années. «Mais la France a mieux résisté que les autres pays européens grâce avec des mécanismes d'allocations plus généreux, comme le SMIC, le RMI et le RSA, estime Henri Sterdyniak. Cependant, on constate quand même un creusement vers le haut en raison de la mondialisation financière et des privatisations des entreprises», où les hauts salaires ne connaissent pas le même contrôle que dans le public.

Ce phénomène va-t-il s'amplifier?

Certainement. «Dans les pays anglo-saxons, la mondialisation et les nouvelles technologies, qui ont modifié profondément l'entreprise, sont invoquées pour expliquer ces inégalités», explique Nicolas Bouzou. Et avec l'accélération des deux phénomènes, on peut s'attendre à l'amplification des inégalités.

---

## **Le nombre de personnes à très hauts revenus a « explosé », selon l'Insee. (04.04)**

### **Les Echos - 02.04**

Entre 2004 et 2007, le nombre de personnes gagnant plus de 500.000 euros a augmenté de 70 %, observe l'Insee. Par le jeu des niches, leur taux moyen d'imposition est assez faible. La crise a sans doute stoppé le phénomène.

En plein débat sur le bouclier fiscal, les niches et la participation des plus riches à l'assainissement des finances publiques, l'Insee publie ce matin une étude qui ne manquera pas d'intéresser l'opposition. Les indicateurs classiques d'inégalités de niveau de vie restant globalement stables (les 10 % de ménages les plus aisés gagnent un peu plus de trois fois ce que perçoivent les 10 % les plus pauvres), l'institut statistique, qui cherche depuis quelques années à décrire la dispersion des revenus aux extrêmes, a pris pour sujet d'étude le 1 % de « très hauts revenus ». Il fallait, pour entrer dans cette catégorie en 2007, déclarer au fisc au moins 84.500 euros annuels par « unité de consommation » (lire ci-dessous).

Premier enseignement, la dispersion, au sein de cette catégorie, est elle-même particulièrement forte. Les très hauts revenus s'étalent ainsi jusqu'à 13 millions d'euros, l'entrée dans la catégorie du 0,01 % de personnes les « plus aisées » démarrant à 688.000 euros annuels, toujours par unité de consommation. Et si le revenu moyen du 1 % des plus riches avoisine 150.000 euros, les moyennes ne sont plus très significatives.

Second enseignement, le nombre de riches a « explosé » entre 2004 et 2007, la période de référence observée par l'Insee. Ainsi, « le nombre de personnes dépassant les 100.000 euros de revenus annuels s'est accru de 28 %, celui dépassant les 500.000 euros [par UC, NDLR] de 70 % », note l'Insee. Les effectifs de cette catégorie sont passés sur la période de 6.500 personnes à 11.000. Par ailleurs 384.000 personnes ont eu, en 2007, un revenu déclaré par UC supérieur à 100.000 euros. Sur la période 2004-2007, ce sont les revenus du patrimoine (+ 46 %) et les revenus exceptionnels (+ 55 %), par exemple les plus-values ou les levées d'option, qui ont tiré l'ensemble. Les revenus directs du travail n'ont, eux, progressé « que » de 11 % sur la période. Le revenu moyen des 90 % de Français les moins dotés ayant progressé de 9 % sur la période, « c'est une augmentation des inégalités par le très haut », souligne Julie Solard, de l'Insee.

## Forte volatilité des revenus

Au total, les revenus du 0,01 % des plus aisés sont constitués, pour moitié, de revenus exceptionnels et du patrimoine. Leur volatilité est, de ce fait, forte. Ainsi, 44 % des plus aisés en 2007 n'étaient pas dans cette catégorie l'année précédente. « Mais ils se situaient cependant très majoritairement au niveau des aisés et des très aisés », relativise l'Insee. La crise financière aura en revanche sûrement marqué, dès les revenus 2008, un recul des très hauts revenus : le CAC 40 était passé de 3.500 points fin 2003 à 5.600 points fin 2007.

Troisième enseignement, les taux d'imposition sur le revenu de cette catégorie de ménages sont loin de correspondre aux taux théoriques. Alors qu'ils devraient, compte tenu du barème progressif de l'impôt sur le revenu, subir une imposition d'environ 36 %, « pour les personnes très aisées et les personnes les plus aisées, le poids de l'imposition [...] est de l'ordre de 25 % seulement », note l'Insee. En moyenne, les ménages fiscaux les plus aisés acquittent 270.000 euros d'impôt sur le revenu. Pour l'ensemble du 1 % de très hauts revenus, le taux moyen d'imposition est de 20 %. Une situation rendue possible par le jeu des niches fiscales. Des chiffres qui donneront du grain à moudre aux partisans d'une réforme des niches, alors que le gouvernement s'est engagé à trouver 6 milliards d'euros d'économies.

---

## Claude Guéant, le vice-président. (04.04)

### Le Monde magazine - 03.04

#### Parcours

17 janvier 1945 Naissance à Vimy (Pas-de-Calais).

1971 Claude Guéant est diplômé de l'ENA.

1977 Il devient conseiller technique au ministère de l'intérieur.

1981 Sous-préfet hors classe, il rejoint la préfecture de la région Centre, puis les préfectures de l'Hérault et des Hauts-de-Seine.

1993 Directeur adjoint de cabinet de Charles Pasqua au ministère de l'intérieur.

1994 Directeur général de la police nationale.

2000 Préfet de région en Bretagne.

2002 Directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy aux ministères de l'intérieur et de l'économie.

2007 Jacques Chirac ayant refusé de le nommer préfet de police de Paris, il devient le directeur de campagne de Nicolas Sarkozy.

16 mai 2007 Nicolas Sarkozy, élu président de la République, nomme Claude Guéant secrétaire général de l'Elysée.

Il a jeté un coup d'oeil discret sur son portable et, après mille excuses, a décroché : "Ali ! Oui, bien sûr, Ali !" C'est Ali Bongo, le nouveau président du Gabon, qui appelle. Claude Guéant s'est éloigné de quelques pas. Sous les dorures de l'Elysée, il se tient bien droit dans cet uniforme intemporel des technocrates – chemise blanche, pull bordeaux, pantalon de flanelle grise et veste de jersey marine – qui contraste tant avec le chic américain des "Sarko boys". Une légère rougeur aux joues. Un ton affable et courtois et cette façon de dire " Ali " qui indique une familiarité surprenante.

Nicolas Sarkozy a-t-il assuré au chef d'Etat gabonais ce qu'il répète vingt fois par jour à tous ceux qui le réclament : "Si tu as un problème, un message à me faire passer, va voir Claude. Ce sera comme si tu me voyais..." ? Comme si tu me voyais...

Claude Guéant traite donc "Ali" en ami. Oh, ce n'est certes pas le même ton que celui de Nicolas Sarkozy. Le secrétaire général de l'Elysée ne possède ni la détermination tranchante ni la séduction vulgaire du chef de l'Etat. Mais lorsqu'il se rend à Kigali voir Paul Kagamé, le président du Rwanda, lorsqu'il part seul en Syrie ou en Arabie saoudite, il est reçu chaque fois avec plus d'égards que le ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner parce que, comme il le dit avec un air faussement modeste, " en Afrique ou au Moyen-Orient, le facteur personnel joue beaucoup " et que le recevoir, c'est un peu recevoir le président français.

En France, sa place est tout aussi déroutante. Contraire psychologique de Nicolas Sarkozy et double du chef de l'Etat. Bien des chefs d'entreprise, bien des vieux fauves du pouvoir en ont fait l'étonnante expérience : après avoir décroché l'insigne faveur d'un rendez-vous avec le président, avoir monté le grand escalier du palais et salué Nicolas Sarkozy, ils ont vu au bout de quelques minutes le secrétaire général arriver et entendu le chef de l'Etat s'excuser : " Cela ne vous ennuie pas de terminer l'entretien avec Claude ? " Guéant s'occupe de tout.

Répond à tous. Sorte de vice-président à la française passé du statut d'homme de l'ombre à celui de numéro deux du pouvoir.

## TOUS AZIMUTS

C'est auprès de lui que, le 20 mars dernier, Anne Lauvergeon, inquiète de ne pouvoir discuter de son sort avec Nicolas Sarkozy, a plaidé sa cause de patronne d'Areva.

La semaine dernière, c'est lui qui a vertement tancé Chantal Jouanno après que la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie eut accusé le Medef d'avoir "planté" la taxe carbone. La réforme du juge d'instruction se concocte sous son étroit contrôle. Christian Blanc ne prend pas une décision sur le Grand Paris sans lui en référer.

C'est aussi lui qui supervise les grands contrats industriels de la France à l'étranger. En décembre dernier, avant que les Emirats arabes unis ne préfèrent aux Français l'offre du consortium coréen pour construire leurs quatre centrales nucléaires, il faisait encore trois réunions par semaine dans son bureau avec les patrons d'EDF et d'Areva. L'échec de la France l'a convaincu de changer tout le système : "Les Coréens étaient 140 et nous, nous n'avions qu'un seul représentant, de 35 ans, sur place !", explique-t-il avec l'assurance d'un connaisseur du commerce international de haut vol.

Lors des élections régionales, c'est aussi dans son bureau que s'est réglée la demi-douzaine de cas litigieux sur les listes UMP. Il intervient dans les médias aussi souvent qu'un ministre ou un chef de parti. François Fillon, qui s'exaspère de son omniprésence, a mis plus d'un an à obtenir qu'il n'assiste pas systématiquement à son traditionnel entretien hebdomadaire avec Nicolas Sarkozy.

Mais lorsqu'on évoque devant Claude Guéant ce pouvoir tous azimuts, il répond avec une naïveté feinte : "Seize réunions ou rendez-vous par jour, c'est sans doute trop", comme s'il s'agissait d'un simple problème d'agenda.

En vérité, son omniprésence est une première sous la Ve République. Certains de ses prédécesseurs ont été flamboyants et parfois très politiques. Edouard Balladur remplaça quasiment le président Georges Pompidou, gravement malade, pendant tout le temps que dura son agonie. Dominique de Villepin, qui se vantait parfois de "gérer le cerveau" du président, poussa Jacques Chirac à la décision politique la plus spectaculaire de son mandat : la dissolution. Mais aucun n'a assumé une telle diversité de responsabilités et une telle exposition médiatique.

"Etre secrétaire général est toujours une fonction centrale, reconnaît Hubert Védrine qui endossa ce rôle sous François Mitterrand. La nouveauté avec Guéant est qu'il apparaît publiquement. Son pouvoir découle du lien qu'on lui prête avec le président et il semble que Nicolas Sarkozy ait trouvé là cette relation féodale d'allégeance personnelle qu'il recherche."

Car Claude Guéant ne s'en cache pas : il est le gardien du dispositif et le meilleur des "sarkologues". Dans son esprit, cela suppose une adhésion complète à la personne du président et un dévouement corps et âme à sa fonction. Quinze à seize heures de travail par jour, week-end compris.

Lorsque Rose-Marie, sa femme, est tombée gravement malade, il s'est réorganisé une vie dans l'un des appartements de fonction du quai Branly, cet ensemble de logements à la disposition de la République, à deux pas de la tour Eiffel, où François Mitterrand avait logé Mazarine.

Chaque jour, pendant les quatre mois qu'a duré le fulgurant cancer de son épouse, il est venu déjeuner avec elle. Lorsque la maladie l'a emportée, presque tout le gouvernement s'est rendu aux obsèques. Le lendemain, Claude Guéant était de retour à la présidence. Mais dans le non-dit de sa vie, chacun devine, à l'Elysée, que cette tragédie a tout changé.

Sans doute cela a-t-il renforcé ce lien affectif qui l'unit à Nicolas Sarkozy sans que jamais on n'en voie la moindre démonstration, si ce n'est une certaine façon que le secrétaire général a de le protéger. Mais cette proximité avec le chef de l'Etat ne va pas sans susciter quelques jalousies.

Au sein même de l'Elysée, beaucoup de conseillers s'exaspèrent de ce dialogue exclusif entre le président et son cardinal. François Pérol, qui avait quitté la banque Rothschild pour devenir secrétaire général adjoint, est reparti dans le privé. La chef de cabinet Emmanuelle Mignon, qui avait contribué à construire le programme du candidat Sarkozy, a préféré se faire nommer au Conseil d'Etat plutôt que rester sous la férule d'un Guéant qu'elle juge au comble du conformisme.

Henri Guaino, l'homme qui prêta à Nicolas Sarkozy ses mots et son corpus gaullo-lyrique, supporte à peine le secrétaire général, le tutoie ostensiblement – il est le seul à l'oser – et refuse de le voir corriger ses textes.

Mais même la petite bande de sarkozystes de toujours, ceux que l'on appela longtemps "la firme", les Pierre Charon, Frédéric Lefebvre, Franck Louvrier ou Brice Hortefeux ont fini par taire leurs critiques. Et le cabinet du président de la République fonctionne désormais tout entier autour de cet étonnant duo qu'il forme avec Nicolas Sarkozy.

"Claude Guéant, un homme qui pratique la litote comme personne, remarque l'ancienne journaliste Catherine Pégard, devenue conseillère du président. Mais s'il ne gardait pas son calme en toutes circonstances, nous aurions la révolution chaque matin."

## UN HOMME DISCRET

D'où vient pourtant que cet homme en apparence si lisse a pris tant d'importance au sein de l'Elysée ? Sa force n'est à l'évidence pas dans un charisme hors du commun. Depuis toujours, Guéant a adopté l'allure grise de ceux que l'on ne remarque pas. Jean-Paul Huchon, qui fut son condisciple à l'ENA, n'a gardé du jeune Claude de 1971, lorsqu'ils partageaient la vie de la promotion Thomas- More, que le vague souvenir d'un garçon en costume trois-pièces, quand le gros des troupes portait jeans et cheveux dans le cou.

"A l'époque, les plus fortes personnalités faisaient forcément de la politique et il est clair qu'il n'en était pas ", reconnaît le patron de la région Ile-de- France. Claude Guéant y voit pour sa part la marque de ses origines sociales. "Je suis fils, petit-fils et arrière-petit- fils d'instituteurs, dit- il, et je venais de Vimy, dans le Nord-Pas-de-Calais. J'avais obtenu une bourse, en terminale, pour passer un an aux Etats-Unis et cela avait été la grande aventure de mes 18 ans. Mais j'étais un provincial. Lorsqu'il a fallu choisir une affectation, à la sortie de l'ENA, j'ai préféré la préfectorale pour rester en province."

Un provincial, donc, auprès d'un président né à Neuilly. Cela peut être une bonne complémentarité. Mais ce qu'apporte Guéant à Nicolas Sarkozy est bien plus subtil. Ce sont d'abord une connaissance solide du fonctionnement de l'Etat et une fine maîtrise de ses réseaux de renseignement.

Si l'on observe son parcours, on tombe dès le début sur un ministère stratégique, celui de l'intérieur. De 1977 à 1981, lorsque Claude Guéant y commence sa carrière, il est alors dominé par la figure de Christian Bonnet. C'est le ministre idéal pour y apprendre les réseaux de la police.

L'expérience est aussi suffisante pour le cataloguer à droite et l'envoyer en province dès 1981. De droite, Guéant l'est en effet. Mais avec beaucoup de discrétion.

Il refusera longtemps de faire état de ses convictions, faisant passer sa loyauté administrative avant toute chose, et n'a d'ailleurs pris sa carte de l'UMP qu'en 2005.

Mais c'est un RPR haut en couleur, Charles Pasqua, qui le fait revenir à l'intérieur et à l'action. Pasqua l'a repéré comme haut fonctionnaire dans les Hauts-de-Seine.

Lorsqu'il devient ministre de l'intérieur, en 1993, le voilà qui rappelle Guéant pour en faire son directeur adjoint de cabinet puis le nommer en 1994 directeur général de la police nationale. "J'ai assez vite pu constater qu'il était notamment un homme de caractère, loyal et sûr, assure l'ancien ministre, mais aussi qu'il avait du sang-froid. Le genre d'homme à ne pas caler devant les difficultés."

Lorsque, le 24 décembre 1994, un commando de quatre hommes du Groupe islamique armé (GIA) prend en otage un Airbus d'Air France à Alger, Pasqua observe son remarquable sens de l'organisation et de la décision.

"Charles Pasqua m'a appris à manager les hommes ", assure en retour Guéant. Il lui apprend plus que cela. Auprès de ce dernier, il découvre l'Afrique, que le ministre de l'intérieur sillonne à partir de réseaux qui rappellent ceux de Jacques Foccart. Guéant connaît alors tous les investissements des Hauts-de-Seine au Gabon, en Côte d'Ivoire, en Angola.

Après l'élection de Nicolas Sarkozy, il contribuera d'ailleurs à "nettoyer" ces structures de coopération devenues trop suspectes de financements occultes. Mais il en conserve les relations avec les chefs d'Etat et une certaine clairvoyance sur un système de diplomatie parallèle.

Comme DGPN, il a aussi chapeauté la Direction de la surveillance du territoire (DST) et appris à connaître le chef des renseignements militaires syrien, Assaf Shawkat, beau-frère du président Bachar Al-Assad, ainsi que le patron des services secrets libyens, Moussa Koussa, un proche du colonel Kadhafi. Bientôt, ces contacts lui serviront auprès de Nicolas Sarkozy.

Avec ses airs de haut fonctionnaire impeccable, il force le respect. Même Jean-Pierre Chevènement, qui succède à Charles Pasqua en 1997, ne voit rien à redire à son action. "Il a du jugement, il est fin, précis. A l'époque, il connaissait déjà parfaitement l'Etat et le renseignement, remarque l'ancien ministre de l'intérieur de Lionel Jospin. Je l'ai gardé huit mois puis je l'ai nommé préfet chez moi en Franche-Comté, c'est dire mon estime... "

C'est sur la foi de cette réputation et avec les recommandations de Charles Pasqua que Nicolas Sarkozy l'appelle à ses côtés en 2002. Il cherche un véritable second et sait qu'il ne le trouvera pas parmi ses fidèles. Il lui faut un homme loyal, bien sûr, mais aussi un haut fonctionnaire capable de le seconder sur tous les grands dossiers économiques, policiers, sociaux. Capable aussi de tenir ses secrets.

Faut-il parler de coup de foudre ? Du côté de Claude Guéant indéniablement. Il paraît autant séduit que subjugué par Nicolas Sarkozy. "J'ai

un grand plaisir à travailler avec lui, dit-il. Il est toujours en mouvement, inventif, et son désir d'action répond à mes frustrations de fonctionnaire."

Jusqu'à-là, il n'a vu que bien peu de responsables politiques aussi énergiques. Nicolas Sarkozy l'a fait venir au ministère de l'intérieur ? Il l'impose aussi, en 2004, au ministère de l'économie où jamais la caste des inspecteurs des finances n'avait vu un préfet prendre la direction du cabinet du ministre. Le ramène avec lui à l'UMP, puis à nouveau à l'intérieur avant de le bombarder directeur de sa campagne. Puis secrétaire général de l'Elysée une fois l'élection présidentielle gagnée.

## IL GÈRE TOUT, AGACE BEAUCOUP

Un parcours fulgurant et sans faute. Curieusement pourtant, aucun des fidèles de Nicolas Sarkozy ne qualifie Claude Guéant de sarkozyste. Il n'est pas des historiques.

C'est pourtant lui qui connaît le mieux les doutes et les décisions de leur champion et jusqu'à sa vie privée. C'est lui qui a géré les tergiversations de Cécilia Sarkozy et soutenu le candidat bouleversé par le départ de son épouse. C'est lui qui l'a emmenée jusqu'à Tripoli lorsque, grâce à ses contacts avec Moussa Koussa et contre une réintégration diplomatique du colonel Kadhafi en Europe, la France a obtenu la libération des infirmières bulgares détenues par le chef libyen.

"Nos contacts en Libye nous ont indiqué que la libération des infirmières bulgares était possible, dit-il aujourd'hui. Cécilia lui a donné de l'éclat." C'est aussi lui qui organisera, le 9 février 2008, l'union civile, à l'Elysée, entre Nicolas Sarkozy et Carla Bruni. Public-privé, gestion de l'Etat-affaires secrètes.

Quel rôle supplémentaire pourrait-il tenir encore ? Ce n'est pas toujours simple, cependant. Les diplomates du Quai d'Orsay sont chaque jour un peu plus outrés d'apprendre qu'il a pu recevoir le putschiste de Madagascar, Andry Rajoelina, ou le numéro deux de la junte de Guinée et qu'il a amorcé la reprise des relations avec le Rwanda.

On s'agace de le voir reprendre en main la cellule Afrique de l'Elysée et de le voir déjeuner à l'Hôtel Bristol, presque en face de l'Elysée, avec Robert Bourgi, cet avocat qui se veut le successeur de Jacques Foccart, au moins au Gabon. "Le Quai est parfois sur des positions anciennes", balaie-t-il en souriant.

Depuis que l'impopolarité gagne le président, on s'inquiète surtout qu'il puisse manquer du sens politique nécessaire pour alerter le président. Lorsque l'affaire Jean Sarkozy a éclaté, il a ainsi continué jusqu'au dernier moment à renvoyer les journalistes qui s'étonnaient que le président pût pousser son fils dans les Hauts-de-Seine, en affirmant : "Ces attaques contre la famille du président frôlent le fascisme !"

Bigre... Des voix se sont élevées à l'Assemblée pour protester contre ses trop nombreuses interventions médiatiques, parfois à la place du premier ministre.

Il ne les ignore pas. Il les néglige cependant. Sûr de la confiance inaltérable du président. Nicolas Sarkozy, lui, continue de l'appeler dix fois par jour et de renvoyer les trop nombreuses demandes de rendez-vous sur lui : "Va voir Claude ! Ce sera comme si tu me voyais."

---

## **Calais : le trafic passagers de SeaFrance paralysé par une grève. (04.04)**

### **Le Monde magazine - 03.04**

Le trafic passagers de la compagnie de ferries SeaFrance est toujours interrompu samedi par une grève des salariés, qui dénoncent certaines mesures du plan de redressement et le manque d'effectifs. Selon Didier Cappelle, secrétaire CFDT maritime, "le mouvement est parti pour durer au moins 48 heures", soit durant tout le week-end de Pâques, traditionnellement l'un des plus chargés pour les liaisons transmanche.

Depuis vendredi, les trois navires passagers de SeaFrance, le Rodin, le Molière et le Berlioz, sont immobilisés à Calais par les salariés en colère. Une réunion, qui s'est tenue samedi matin entre les salariés et la direction, s'est conclue sur un constat d'échec en début d'après-midi, et les grévistes sont repartis sur le Molière pour tenir une nouvelle assemblée générale. Les salariés se plaignent de la baisse des salaires par la direction, "chaque salarié ayant vu sa paye retranchée de 100 euros", selon Didier Cappelle.

Ils protestent aussi contre le manque de personnel sur chaque bateau, notamment pour les traversées de nuit, suite aux nouvelles affectations entrées en vigueur depuis le 1er février dans le cadre du plan de redressement du groupe. "La direction ne respecte pas l'accord qu'elle a elle-même signé", selon Didier Cappelle. Le plan de redressement, signé en décembre, après des mois de conflit entre les salariés et la direction, prévoit 482 suppressions de postes sur 1.580.

La compagnie, qui se trouve confrontée à une chute du marché du fret, assure en temps normal entre 16 et 19 départs quotidiens entre

Calais (Pas-de-Calais) et Douvres (Royaume-Uni).

## **Le nombre de personnes à très hauts revenus a « explosé », selon l'Insee. (04.04)**

### **Les Echos.fr - 02.04**

Entre 2004 et 2007, le nombre de personnes gagnant plus de 500.000 euros a augmenté de 70 %, observe l'Insee. Par le jeu des niches, leur taux moyen d'imposition est assez faible. La crise a sans doute stoppé le phénomène.

En plein débat sur le bouclier fiscal, les niches et la participation des plus riches à l'assainissement des finances publiques, l'Insee publie ce matin une étude qui ne manquera pas d'intéresser l'opposition. Les indicateurs classiques d'inégalités de niveau de vie restant globalement stables (les 10 % de ménages les plus aisés gagnent un peu plus de trois fois ce que perçoivent les 10 % les plus pauvres), l'institut statistique, qui cherche depuis quelques années à décrire la dispersion des revenus aux extrêmes, a pris pour sujet d'étude le 1 % de « très hauts revenus ». Il fallait, pour entrer dans cette catégorie en 2007, déclarer au fisc au moins 84.500 euros annuels par « unité de consommation » (lire ci-dessous).

Premier enseignement, la dispersion, au sein de cette catégorie, est elle-même particulièrement forte. Les très hauts revenus s'étalent ainsi jusqu'à 13 millions d'euros, l'entrée dans la catégorie du 0,01 % de personnes les « plus aisées » démarrant à 688.000 euros annuels, toujours par unité de consommation. Et si le revenu moyen du 1 % des plus riches avoisine 150.000 euros, les moyennes ne sont plus très significatives.

Second enseignement, le nombre de riches a « explosé » entre 2004 et 2007, la période de référence observée par l'Insee. Ainsi, « le nombre de personnes dépassant les 100.000 euros de revenus annuels s'est accru de 28 %, celui dépassant les 500.000 euros [par UC, NDLR] de 70 % », note l'Insee. Les effectifs de cette catégorie sont passés sur la période de 6.500 personnes à 11.000. Par ailleurs 384.000 personnes ont eu, en 2007, un revenu déclaré par UC supérieur à 100.000 euros. Sur la période 2004-2007, ce sont les revenus du patrimoine (+ 46 %) et les revenus exceptionnels (+ 55 %), par exemple les plus-values ou les levées d'option, qui ont tiré l'ensemble. Les revenus directs du travail n'ont, eux, progressé « que » de 11 % sur la période. Le revenu moyen des 90 % de Français les moins dotés ayant progressé de 9 % sur la période, « c'est une augmentation des inégalités par le très haut », souligne Julie Solard, de l'Insee.

### **Forte volatilité des revenus**

Au total, les revenus du 0,01 % des plus aisés sont constitués, pour moitié, de revenus exceptionnels et du patrimoine. Leur volatilité est, de ce fait, forte. Ainsi, 44 % des plus aisés en 2007 n'étaient pas dans cette catégorie l'année précédente. « Mais ils se situaient cependant très majoritairement au niveau des aisés et des très aisés », relativise l'Insee. La crise financière aura en revanche sûrement marqué, dès les revenus 2008, un recul des très hauts revenus : le CAC 40 était passé de 3.500 points fin 2003 à 5.600 points fin 2007.

Troisième enseignement, les taux d'imposition sur le revenu de cette catégorie de ménages sont loin de correspondre aux taux théoriques. Alors qu'ils devraient, compte tenu du barème progressif de l'impôt sur le revenu, subir une imposition d'environ 36 %, « pour les personnes très aisées et les personnes les plus aisées, le poids de l'imposition [...] est de l'ordre de 25 % seulement », note l'Insee. En moyenne, les ménages fiscaux les plus aisés acquittent 270.000 euros d'impôt sur le revenu. Pour l'ensemble du 1 % de très hauts revenus, le taux moyen d'imposition est de 20 %. Une situation rendue possible par le jeu des niches fiscales. Des chiffres qui donneront du grain à moudre aux partisans d'une réforme des niches, alors que le gouvernement s'est engagé à trouver 6 milliards d'euros d'économies.

## **Le TGI suspend les licenciements chez Freescale. (04.04)**

### **Libération.fr - 25.03**

Le TGI de Toulouse suspend en référé le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui devait conduire le constructeur américain de puces électroniques Freescale à supprimer 821 emplois sur les quelque 1680 de son site toulousain pour «trouble manifestement illicite dans la mise œuvre du PSE».

En clair, la direction de l'ex-Motorola a trichouillé pour établir sa copie: le sort des futurs licenciés ne serait pas le même selon qu'ils sont puissants cadres dans les bureaux ou misérables salariés des lignes de production.

Les motivations du jugement retiennent aussi que les promesses de reclassement ne sont justement que des promesses. Et que l'«accord de méthode» avec ses salariés mis en avant par la direction pour se dispenser des procédures ordinaires en matière de licenciement n'a jamais été signé par le comité d'entreprise..

Ce comité d'entreprise à majorité FO et CGC n'a cependant pas poussé la contestation plus loin. Ayant déclaré n'être «pas défavorable» à ce



PSE, il s'est même abstenu de le contester devant la justice. Ce sont les syndicats minoritaires CGT, CFDT et CFTC représentant tout de même 60% des personnels concernés par ces licenciements qui l'auront emporté.

Le mal nommé Plan de sauvegarde de l'emploi n'est que suspendu. C'est jeudi 1<sup>er</sup> avril que l'avocat des syndicats plaignants plaidera au TGI pour son annulation devant un juge du fond.

Une suspension de la procédure de licenciements chez Molex en 2009, l'annulation en suivant du PSE chez Altran et une suspension de ce même plan chez Freescale aujourd'hui: avec cette dernière médaille, l'avocat toulousain M<sup>o</sup> Jean-Marc Denjean est en passe de devenir la terreur des barreaux sociaux.

---

## **Les salariés du Samu social en grève contre la précarité. (06.04)**

### **Libération.fr et AFP - 05.04**

Une quarantaine de jeunes salariés du Samu social, en grève depuis mercredi à l'appel de SUD et de la CGT, ont organisé lundi un "pique-nique solidaire" sur les quais de Seine, pour réclamer le paiement des heures supplémentaires, des primes de risque et la régularisation des CDD.

"Pour attirer des gens qualifiés dans ce métier, il faut un salaire normal" a déclaré à l'AFP Benjamin Klinge (CGT), payé 1.100 euros net par mois.

"Les CDD ne sont pas embauchés avant six ans et la direction oublie que nous ne sommes pas bénévoles", a renchéri Jessica Hébert (SUD).

Sur 597 salariés au total, 106 sont en CDI selon la CGT, 150 selon la direction.

La première grève depuis la création du Samu social en 1994 a démarré mercredi "lorsque la direction a voulu enregistrer les appels au 115", au risque "de décourager tout appel", selon Jessica Hébert.

Le 115, service d'assistance jour et nuit, a du mal à fidéliser son effectif, avec seulement six mois de présence moyenne, précise-t-on de sources concordantes.

"Quasiment chaque jour, une demi-heure de travail supplémentaire est impayée, car nous faisons un bilan de la vacation et ne pouvons évidemment pas couper en plein appel", a-t-elle souligné.

Les grévistes demandent aussi une "prime de risque": ceux qui travaillent la nuit sur les "maraudes" gagnent 1.400 euros net par mois, alors qu'ils sont "exposés à la violence éventuelle des personnes sans abri, dont les toxicomanes et des alcooliques", selon Mme Hébert.

Les "maraudes" consistent à faire le tour des sans-abri, avec des "gestes de politesse" pour "apaiser la violence" en les orientant éventuellement vers l'hôpital.

"Nous voulons d'urgence un conseil d'administration extraordinaire pour régler ces problèmes", a déclaré à l'AFP Amandine, 30 ans, infirmière en grève.

Selon la directrice, Stefania Parigi, un "groupe de travail technique" réunira cette semaine plusieurs administrateurs, pour "faire le point".

"Nous recrutons à la sortie de 70 écoles d'infirmières, sans difficulté et avons mis en place une prime de traduction et une prime d'ancienneté pour les salariés du 115", a-t-elle indiqué à l'AFP.

"Lors de la négociation du 1<sup>er</sup> avril, les porte-parole du comité de grève avaient semblé satisfait de nos précisions sur l'annualisation du paiement des heures supplémentaires", a-t-elle ajouté.

---

## **La société des journalistes du JDD proteste contre l'Elysée. (06.04)**

### **20minutes.fr - 05.04**

Emotion au Journal du Dimanche. La société des journalistes du JDD a protesté lundi contre les propos de Pierre Charon, conseiller en communication de Nicolas Sarkozy, après les rumeurs concernant le couple présidentiel.

Dans un communiqué, la société des journalistes du JDD exprime «son indignation et sa colère» après les propos tenus par Pierre Charon

dans un article mis en ligne vendredi sur le site leNouvelObs.com.

Evoquant la parution début mars sur un blog hébergé par le jdd.fr de rumeurs concernant le couple présidentiel, Pierre Charon déclare dans cette interview: «Nous faisons de cette ignominie un casus belli. Nous voulons aller jusqu'au bout pour que cela ne se reproduise plus jamais. Comme on dit, la peur doit changer de camp.»

«Ton menaçant et inquisiteur»

La SDJ juge «inacceptable le ton menaçant et inquisiteur de ces propos sans précédent». Elle rappelle que deux salariés mis en cause «ont quitté leurs fonctions», que le directeur de la rédaction du journal, Olivier Jay, a écrit une lettre d'excuses au couple présidentiel «alors que ces rumeurs n'ont pas été publiées dans le Journal du Dimanche». Enfin HFA, société éditrice du JDD, a déposé plainte contre X pour «introduction frauduleuse de données dans un système informatique».

«Que faut-il de plus?», demande la SDJ, qui se dit «stupéfaite et inquiète par les proportions que prend cette affaire». Le Journal du Dimanche, «pas plus que n'importe quel autre média, n'a à se plier aux désirs d'un pouvoir ni à céder aux pressions ou aux menaces, d'où qu'elles viennent», conclut la SDJ.

---

## **Il est temps de prendre notre destin entre nos mains. (07.04)**

### **Lepost.fr et Lemonde.fr- 06.04**

1- Un sondage réalisé pour le compte de 20 minutes et de France-Info montre la fracture impressionnante entre les Français et leurs hommes politiques.

Ce n'est plus du désamour, c'est le divorce ! Décidément les Français ne se reconnaissent plus dans ceux qui sont censés les représenter. Une sourde méfiance qui se manifeste de façon radicale dans deux chiffres, issus d'un sondage.

67% des sondés estiment que les politiques sont "coupés de la vie des Français". Et il n'y a que 24,7% des sondés à penser que les politiques "connaissent nos préoccupations". (Lepost 06.04)

2- Selon un sondage de l'institut Obéa-Infraforces pour France Info et 20 minutes, 76 % des Français ne croient plus aux paroles des femmes et des hommes politiques, à droite comme à gauche. Ce qu'ils reprochent le plus aux élus, à 86 %, c'est de faire passer leurs intérêts personnels avant l'intérêt général. Par ailleurs, deux tiers des personnes interrogées les pensent 'déconnectés de la vraie vie'.

Un chiffre qui varie selon le degré de proximité : si les députés, européens et nationaux, n'apparaissent pas assez proches des réalités quotidiennes, les conseillers régionaux et généraux sont en majorité plutôt bien perçus, mais seuls les maires bénéficient d'un haut niveau d'estime : 64 % des Français leur font confiance. (Lemonde.fr 06.04)

---

## **Energie: Les Français boudent les nouveaux fournisseurs. (07.04)**

### **Figaro.fr - 06.04**

Les nouveaux fournisseurs n'ont pas la cote ! Deux ans et demi après la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz, les Français semblent plus attachés que jamais aux tarifs réglementés. Selon le sixième baromètre « les Français et l'énergie » publié ce mardi par la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) ils ne seraient plus que 5% à envisager de quitter les opérateurs historiques : EDF pour l'électricité et GDF-Suez pour le gaz. Ils étaient 33% lors de la précédente étude.

Direct Energie, Altergaz et autre Poweo ne rencontrent pas non plus un franc succès auprès des entreprises et des collectivités locales qui sont respectivement 6% et 4% à désirer changer de fournisseurs. «Lorsqu'ils se disent prêts à franchir le pas, ils le font avant tout pour obtenir de meilleurs tarifs (49%), pour accéder à une offre d'énergies renouvelables (23%) ou pour avoir un meilleur service. Les entreprises qui ont beaucoup milité pour cette concurrence sont aujourd'hui un peu déçues et affirment ne pas s'y retrouver financièrement », explique la FNCCR.

Des tarifs réglementés rassurants

Car s'ils ne sont pas toujours plus intéressants que ceux proposés par le marché, les tarifs réglementés ont, selon la fédération, l'avantage d'être plus stables. « Les prix du marché peuvent varier de +15 à -15% sur un an, ce qui ne sécurise pas les clients. » D'où l'attachement des particuliers à la réversibilité possible de revenir aux tarifs réglementés après avoir testé le marché et des entreprises au Tartam (tarif transitoire situé entre le prix réglementé et celui du marché). Des projets de loi pour leur maintien sont d'ailleurs en discussion actuellement.

Autres explications à leurs réticences : «les Français ont tendance à confondre les fournisseurs et les réseaux de distribution (ERDF et GRDF). Ces derniers sont les responsables des dysfonctionnements dans la distribution», affirme la FNCCR. Le temps de coupure d'électricité s'est en effet dégradé pour atteindre 89 minutes en 2009, en hausse de 11% par rapport à 2008 (78 minutes). En comptant les événements exceptionnels comme la tempête Klaus, le temps effectif de coupure a été de 198 minutes. Une détérioration du service due selon la FNCCR à la baisse des investissements d'EDF dans le réseau entre 1995 et 2005 : «les coupures actuelles sont le résultat d'un manque de l'ordre d'un milliard d'euros par an».

## **Des intellectuels et des économistes de gauche dénoncent la réforme des retraites. (08.04)**

### **Le Monde - 07.04**

A quelques jours de la remise du rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), l'association Attac et la Fondation Copernic rendent public un appel, mercredi 7 avril, à la Bourse du travail de Paris.

Quelque 370 personnalités issues de la gauche syndicale, politique, associative mais aussi des milieux des économistes et des sociologues, y dénoncent "le coup fatal au système de retraites par répartition" et appellent à "une vaste mobilisation citoyenne" pour défendre une autre voie.

Les pétitionnaires s'en prennent sans ambages aux réformes du gouvernement envisageant la suppression de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, la remise en cause du calcul des pensions sur les six derniers mois d'activité dans le secteur public et l'allongement de la durée de cotisation.

Ils mettent également en cause les travaux du COR qui préconiseraient la mise en place d'un système par points. "Il s'agirait, dénonce le texte, de ne plus avoir à assurer un taux de remplacement de salaire défini à l'avance et de faire de la variation du niveau des retraites le moyen d'équilibre financier des régimes."

Pour ces contestataires, toutes ces pistes mèneraient à "une régression sociale", dues non aux contraintes démographiques invoquées mais à la logique de réduction des dépenses publiques à l'oeuvre depuis des mois. Ils suggèrent donc d'inverser le raisonnement économique pour renflouer le système et préconisent, notamment, "l'accroissement des prélèvements sur la richesse produite".

Les besoins supplémentaires de financement auraient été estimés par le COR, en 2007, de 1 à 2 points du produit intérieur brut (PIB) jusqu'en 2050. Une augmentation "réalisable" au regard de "l'explosion des dividendes", qui sont passés de 3,2 % à 8,5 % du PIB dans les dernières vingt-cinq années, insistent les signataires.

"Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers", écrivent-ils encore. Ils appellent la gauche à faire "sauter ce tabou" et faire ainsi un choix politique "de justice et de solidarité".

L'appel, signé par les trois syndicats les plus en pointe sur le dossier - CGT, FSU et Solidaires - et la gauche radicale comme le PCF, le NPA et le Parti de gauche, a rallié également les Verts en la personne de Cécile Duflot, leur secrétaire nationale, et quelques figures socialistes, proches de Benoît Hamon, comme Razy Hammadi, Régis Juanico ou le député européen Liem Hoang-Ngoc.

Le texte porte aussi les signatures de prestigieux sociologues tels Robert Castel, Luc Boltanski, le philosophe Patrick Viveret ou de personnalités tels l'écrivain Susan George, la présidente du Syndicat de la magistrature, Clarisse Taron, et l'animateur du collectif Sauvons la recherche, Georges Debrégeas.

Mais ce sont surtout les quelque 90 économistes présents qui donnent un crédit particulier à l'initiative. On y retrouve des noms connus du milieu de la recherche économique, peu habitués à ce type de démarche engagée : André Orléan, Olivier Favereau et François Eymard Duvernay, fondateurs de l'Ecole de la régulation, Henri Sterdyniak, spécialiste des retraites à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Jean Gadrey, ancien membre de la commission Stiglitz sur les indicateurs de richesse.

L'appel marque ainsi un retour des intellectuels dans le débat politique qu'on n'avait guère plus vus depuis l'appel de solidarité avec les grèves de 1995 de Pierre Bourdieu.

Au-delà de la collecte de signatures connues, les initiateurs entendent contribuer à "une vaste mobilisation citoyenne pour stopper cet engrenage". L'appel devrait servir de support à des réunions publiques et des comités locaux. "Nous cherchons à créer un courant d'opinion sur le fond du sujet capable de montrer qu'il y a d'autres solutions", explique Pierre Khalfa, de l'union syndicale Solidaires.

Reste que l'initiative risque de mettre en lumière les divisions de la gauche. Contactée, la direction du PS n'a pas donné suite. Difficile de trouver une position de consensus sur la défense du système existant quand François Hollande ou Manuels Valls se sont ouvertement

prononcés pour un allongement de la durée de cotisation.

---

## **Grève SNCF: 36,8% de conducteurs et 38,7% des contrôleurs en grève. (08.04)**

**20minutes.fr - 07.04**

Les conducteurs et les contrôleurs sont motivés. La direction de la SNCF a indiqué avoir recensé mercredi matin 36,8% de conducteurs en grève, 38,7% des contrôleurs mais 8,82% de grévistes sur l'ensemble du personnel de l'entreprise, au début d'une grève reconductible à l'appel de la CGT et de Sud-Rail.

Le point sur le trafic SNCF, c'est par ici pour mercredi, par là pour jeudi

Le préavis de grève de la CGT ne couvrait que les conducteurs, les contrôleurs et les agents du fret. Celui de Sud-Rail couvrait l'ensemble du personnel.

«Pas complètement significatif»

Le directeur des ressources humaines de la SNCF, François Nogué, a expliqué en conférence de presse que le chiffre global de 8,82% n'était ainsi «pas complètement significatif».

A titre comparatif, le 3 février, lors de la première grève nationale de l'année à la SNCF, la direction avait compté 28,4% de grévistes parmi l'ensemble du personnel, la CGT 35,65%, alors que ce jour-là les quatre principaux syndicats de l'entreprise avaient appelé à cesser le travail.

Le 23 mars, journée d'action interprofessionnelle, il y avait eu 28,3% de grévistes selon la direction, 32,45% selon la CGT, avec des préavis des quatre mêmes syndicats.

---

## **Nouvelle journée de mobilisation des personnels des crèches jeudi. (08.04)**

**AP - 07.04**

Le collectif "Pas de bébés à la consigne", regroupant syndicats et associations opposés au projet de décret assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches, appelle à une nouvelle journée de grève et de manifestations jeudi.

A Paris, une manifestation est prévue jeudi matin à partir de 10h des abords du RER Port-Royal et jusqu'au ministère de la Famille.

Le collectif a été reçu le 26 mars par le cabinet de la secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano, sans obtenir satisfaction. "A notre demande de retrait du nouveau décret sur l'accueil collectif et d'un plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance, le gouvernement persiste à faire la sourde oreille. Aucune annonce ne vient répondre à ce jour aux exigences des professionnels et des parents", dénonce le collectif dans un communiqué.

Outre le retrait du projet de décret, dont la parution au "Journal officiel" est prévue en juin, le collectif exige "l'amélioration des taux actuels de professionnels qualifiés et des ratios d'encadrement", et "un plan ambitieux de formation de professionnels qualifiés pour créer 400.000 places d'accueil manquantes".

Il demande également "l'accès des professionnelles ayant un CAP petite enfance et des assistantes maternelles agréées qui le souhaitent aux formations d'auxiliaire de puériculture pour travailler en structure collective", et le rétablissement des postes d'enseignants supprimés dans les maternelles pour permettre la scolarisation dès deux ans pour les familles qui le souhaitent.

Le 11 mars dernier, précédente journée d'action à l'appel du collectif, les personnels des crèches s'étaient massivement mis en grève -avec la fermeture de centaines d'établissements dans toute la France- et avaient manifesté dans une trentaine de villes. A Paris, un cortège avait rassemblé entre 4.500 et 10.000 personnes selon les sources.

Ce projet de décret, présenté début février au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), permet d'abaisser la proportion minimale de professionnels qualifiés de la petite enfance de 50% à 40% dans les établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans, et d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" en fonction de la taille des établissements.

## **La rédaction de VSD en grève. (08.04)**

### **Nouvelobs.com - 07.04**

Selon un communiqué de la Société des Journalistes de VSD et de l'intersyndicale SNJ, SNJ-CGT et FO de Prisma Presse, daté du mercredi 7 avril, les salariés de VSD contestent le projet "low-cost" de la direction présenté le 2 décembre dernier proposant un nouveau projet éditorial pour le titre et la suppression de " 20 pages rédactionnelles pour les remplacer par 20 pages de programmes et grilles TV réalisées par le pole TV de Prisma Presse".

L'éditeur Prisma Presse a soumis le 18 décembre dernier, au Comité d'entreprise un Plan de Sauvegarde de l'emploi prévoyant " 26% de suppression de poste parmi les CDI, soit 13 postes".

#### Plan alternatif

Le CE tente de bloquer depuis cette date le plan. Il propose un projet alternatif "fondé sur les recommandations économiques de son expert, et les propositions éditoriales de la rédaction", selon le communiqué.

Face au refus de la direction de prendre en compte cette alternative, "la rédaction de VSD demande par conséquent à l'éditeur une présentation de la nouvelle formule et la reprise des négociations sur les suppressions de poste prévues par le plan de sauvegarde de l'emploi présenté au Comité d'Entreprise".

Le communiqué précise que "la rédaction de VSD a voté la grève : 33 pour, 2 abstentions, 6 contre, sur 41 journalistes présents."

En avril 2009, l'hebdomadaire VSD avait lancé une nouvelle formule.

---

## **Les Sodimatex renouvellent leurs menaces. (08.04)**

### **20minutes.fr - 07.04**

Les négociations ne progressent pas selon eux, alors les ouvriers de Sodimatex, à Crépy-en-Valois ont repris position dans leur usine, selon leparisien.fr. Les employés du fabricant de moquette ont allumé des feux et menacent de nouveau de faire sauter leur usine.

Les négociations avaient repris dans l'après-midi, sous l'égide d'un conciliateur, dans un climat tendu, en raison de la présence de l'ancienne directrice du site, aujourd'hui DRH France du groupe Trèves, dont les représentants des salariés ont obtenu le départ.

Selon leparisien.fr, la direction leur propose une prime supra-légale de 3.200 euros alors que les salariés réclament 21.000 euros d'indemnités.

«Un coup de téléphone et (la citerne) peut être réarmée tout de suite»

Les salariés s'étaient retranchés dans l'usine jeudi dernier, après une intervention des forces de l'ordre qui avaient dispersé à l'aide de gaz lacrymogènes une manifestation aux abords du site. Ils avaient ensuite menacé de faire exploser une citerne de gaz.

Un accord de méthode avait été conclu dans la nuit de vendredi à samedi, relançant les négociations avec la direction et suspendant la menace de destruction de l'usine.

Eric Lemoine, représentant des salariés, a prévenu mercredi que la menace pourrait être réactivée rapidement. «Un coup de téléphone et (la citerne) peut être réarmée tout de suite», a-t-il dit, en précisant que l'usine, fermée, était toujours occupée par des employés.

---

## **Retraites. Les grandes manoeuvres. (09.04)**

### **lepoint.fr et Reuters - 08.04**

1- Nicolas Sarkozy annoncera les grandes lignes de la réforme des retraites fin mai-début juin, a-t-on appris auprès de l'Élysée.

L'Élysée n'exclut pas que, dans le cadre de cette réforme, un "effort" soit demandé aux bénéficiaires du bouclier fiscal, qui limite à 50% des revenus totaux d'un contribuable le montant total de ses impôts directs.

"Quand on ouvrira le débat sur les retraites, on voudra peut-être faire quelque chose à un moment ou à un autre pour que la réforme soit perçue comme absolument juste", explique-t-on de même source. (Reuters 08.04)

2- François Fillon a annoncé jeudi devant les sénateurs qu'il proposerait "le plafonnement ou la suppression de niches fiscales et sociales" afin de réduire le déficit public.

Réponses d'internautes : "Au lieu de toucher le bouclier fiscal et d'imposer d'avantage les riches, on va faire payer les français moyens et les retraités" ou encore "François Fillon a annoncé qu'il proposerait le plafonnement ou la suppression de niches fiscales et sociales afin de protéger le bouclier fiscal de Sarkozy". (lepoint.fr 08.04)

On a bien compris que la polémique orchestrée par les représentants du capitalisme de l'UMP et du PS sur le "bouclier fiscal" et les "niches fiscales" devrait servir à justifier et à faire passer la contre-réforme des retraites. Pas sûr que la classe ouvrière tombe dans le panneau, elle qui n'en fait plus qu'à sa tête après avoir rejeté tous les partis institutionnels.

---

## Démissions en série à la direction du NPA. (10.04)

### Libération.fr et AFP - 09.04

Environ 10% des membres du Conseil politique national (CPN), «le parlement» du NPA, ont démissionné récemment de leur fonction. La moitié d'entre eux quittant également le parti, selon la direction du NPA qui dément toutefois toute «chute vertigineuse» du nombre de ses adhérents.

Sur les 191 membres du CPN du NPA, «18 départs ont été constatés» après les régionales, souvent pour des questions de «divergences politiques», et «environ la moitié d'entre eux» ont également quitté le parti, a annoncé vendredi Ingrid Hayes du comité exécutif du NPA, interrogée par l'AFP.

Selon elle, «trois ou quatre ont rejoint la Gauche unitaire» de Christian Picquet (ex-NPA), une des composantes du Front de gauche PCF-Parti de gauche (6,5% des voix aux régionales contre 2,5% au parti d'Olivier Besancenot).

«C'est une usure qui n'est pas beaucoup plus élevée que dans n'importe quelle autre direction» de parti, a-t-elle tempéré. «On ne sent pas de grand mouvement du point de vue des adhérents eux-mêmes», a-t-elle affirmé.

«On reste sur l'estimation de 8.000 adhérents», il n'y a «pas de chute vertigineuse», a-t-elle fait valoir, tout en reconnaissant «la difficulté de mesurer exactement l'ampleur des départs».

«Une série de gens attendent le congrès [du 11 au 14 novembre, ndlr] pour prendre une décision», selon Mme Hayes: tout «l'enjeu» sera «d'arriver à relancer la dynamique du NPA» et «son projet de rassemblement».

Quant à la situation dans le Vaucluse où une scission s'est produite à la suite de la présence d'une candidate voilée sur la liste NPA en Provence-Alpes-Côte d'Azur, «il y a des comités qui, pour des raisons de divergences politiques, ne souhaitent plus fonctionner ensemble», a dit Mme Hayes, soulignant qu'il n'était «pas question d'exclusion».

«La tâche de la direction est de faire en sorte que tout le monde puisse à nouveau vivre ensemble» et «rassembler sur un projet politique», a-t-elle déclaré. Elle a renvoyé au congrès la question du voile qui divise fortement au sein du NPA qui est par ailleurs dans «une situation compliquée» d'un point de vue financier.

Commentaire.

Ce qui me plaît particulièrement, c'est l'*estimation* du nombre d'adhérents au NPA. La direction du NPA s'était engagée à en donner le chiffre exact en octobre 2009, une "*estimation*" plutôt optimiste fera l'affaire 6 mois plus tard. Comment prendre au sérieux un tel parti, franchement ?

---

## Suite de la grève au Samu social de Paris. (10.04)

### Libération.fr - 09.04

Travailleurs sociaux, animateurs de centres d'accueil, infirmières: ils sont une dizaine de salariés du Samu social, permanenciers du 115 (le numéro d'appel). Réunis au local CGT d'Ivry-sur-Seine, ils entamaient ce vendredi leur dixième jour de grève. Malgré une rencontre avec leur

direction ce matin, les grévistes ont décidé de reconduire leur mouvement jusqu'à mardi matin.

Les négociations bloquent sur la réévaluation des salaires et le paiement des jours de grève. Pas d'accord, mais quelques points positifs comme la possibilité pour les CDD de passer en CDI au bout de neuf mois d'ancienneté, l'aménagement d'un local syndical ou l'étude de la mise en place d'un soutien psychologique.

Pour la première fois depuis sa création en 1993, le Samu social de Paris, structure qui vient en aide aux sans-abri, doit faire face à un conflit interne. Sur les 600 salariés, une centaine serait en grève selon les syndicats, «40 à 60 personnes» selon la direction.

«La situation était latente depuis longtemps, raconte Julie (1), salariée gréviste de 24 ans. On est la belle vitrine de l'Etat mais quand on lève le rideau, c'est honteux.» «L'institution lutte contre la précarité, mais elle en crée»

Naima est permanencière au 115. C'est de ce service qu'est partie la grève. «Au début, on protestait contre le projet d'enregistrement des appels, mais ça a été l'étincelle pour toutes les autres revendications», raconte la jeune femme de 26 ans.

Engagée en novembre, elle reçoit les coups de téléphone des sans-abris, sept heures d'affilés pour 1100 euros net par mois. «Je ne cours pas après la paye, si je suis là c'est par vocation. Mais aujourd'hui, je ne peux plus rester: le salaire que je gagne me met en difficulté. C'est ironique: l'institution lutte contre la précarité, mais elle en crée.»

Julie appartient aux équipes mobile d'aide (EMA) aussi appelées «maraudes», ces camions qui tournent dans Paris pour aller à la rencontre des SDF entre 20 heures et 5 heures du matin. Arrivée depuis dix mois, elle enchaîne son deuxième CDD.

«Je suis considérée comme une ancienne! Les salariés du Samu social restent en moyenne six mois: il y a du turn over à gogo, explique-t-elle. Nous sommes bien souvent le seul lien entre la société et les SDF. C'est un travail à long terme d'approche, de mise en confiance. Qui n'est pas facilité si les gens changent tout le temps.» «Nous faisons face à des situations délicates»

Parmi les revendications des «maraudeurs», une prime de risque. Physique et psychologique. «Nous faisons face à des situations délicates: nous pouvons nous retrouver avec des personnes agressives, armées ou psychotiques. C'est un métier usant: nous sommes confrontés à la misère au quotidien, et aux décès parfois de nos hébergés. Pour toutes ces situations, il n'existe pas de cellule de soutien psychologique ou d'espace de parole pour exterioriser.»

Le Samu Social de Paris est un GIP (Groupement d'intérêt public), financé par une kyrielle de tutelles, 70% publics et 30% privés. Parmi les financeurs, on trouve aussi bien l'Etat ou la Ville de Paris qu'EDF ou PSA Peugeot. Ce statut, pour Benjamin Klingler, représentant CGT et animateur dans un centre d'accueil de jour, est «une excuse à tout».

«Nous ne sommes pas soumis au code du travail, ni à celui de l'action sociale ou de la fonction publique territoriale», détaille le jeune homme de 24 ans. «Du coup, pas de convention collective et des conditions d'accueil de nos usagers, dans des locaux insalubres, défallantes.»

(1) Les prénoms ont été changés.

---

## **SNCF: Guerre d'intox autour de la grève. (10.04)**

**20minutes.fr - 09.04**

**CONTRADICTION** - La direction affirme que le trafic va redevenir normal, mais les syndicats assurent qu'ils vont amplifier le mouvement...

Difficile de démêler le vrai du faux. Tandis que la SNCF annonce un retour progressif à la normale du trafic ce vendredi malgré la grève, la CGT et SUD prévoient l'amplification du mouvement et la poursuite des perturbations.

A la mi-journée, l'entreprise dénombre 5,29% de grévistes pour l'ensemble du personnel - 29,81% chez les conducteurs et 32,44% chez les contrôleurs - soit un repli par rapport à jeudi. De son côté, la CGT-cheminots recense 47 % de grévistes chez les conducteurs et 45% chez les contrôleurs.

Par ailleurs, la SNCF a relevé qu'il restait «une seule région au-dessus du seuil de 20%» de participation chez l'ensemble du personnel - le Languedoc-Roussillon (20,15%) - contre cinq la veille. L'entreprise a tout même suggéré à ses clients «de différer leur voyage au départ ou à destination du sud-est de la France», en raison non pas de la grève mais «des premiers chassés croisés des vacances.»

La situation va «redevenir quasi-normale»

Une explication qui ne convainc pas Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-cheminots : «La direction ne peut pas passer sous silence la mobilisation des roulants alors qu'elle demande aux voyageurs de différer leurs déplacements dans le sud-est», a-t-il déclaré à l'AFP, en rappelant que «la grève est toujours sérieuse.»

«La situation va s'améliorer pour redevenir quasi-normale», avait assuré ce vendredi matin un porte-parole de la SNCF. «Nous maintenons dans l'immédiat nos prévisions de jeudi soir», a-t-il ajouté: «la SNCF assurera 83% des TGV, 90% des Transiliens aux heures de pointe en Ile-de-France, 75% des TER, 75% des Intercités et 57% des TéoZ».

Le trafic international, selon le porte-parole, sera normal sur Eurostar, Thalys et sur les TGV à destination de l'Allemagne, mais 90% des Lyria et 50% des trains Artesia de jour circuleront. Et pour le week-end, la SNCF prévoit déjà d'augmenter le service».

«De l'intox»

Mais Didier Le Reste estime que ces prévisions sont «de l'intox» alors que «des trains sont supprimés à la dernière minute dans les gares et que les usagers restent à quai».

Après une rencontre infructueuse jeudi après-midi avec la direction, qui n'a pas voulu ouvrir de négociations, il a appelé les cheminots «à poursuivre et amplifier» le mouvement, devant une centaine de militants qui occupaient le hall du siège de la SNCF à Paris. Cependant, le directeur des opérations industrielles de l'entreprise, Jacques Damas, a estimé que les grévistes seraient moins nombreux ce vendredi.

Une mobilisation «importante»

Pour le premier syndicat de l'entreprise publique, la CGT, au contraire, la mobilisation est «importante». La participation a été même plus conséquente jeudi que mercredi. 40% des conducteurs et 43% des contrôleurs ont cessé le travail jeudi, selon la CGT, pourcentage que la direction ramène à 35,8% et 38,8%.

La CGT exige 2.000 nouvelles créations d'emplois, SUD demande l'arrêt des restructurations notamment dans le fret (transport de marchandises). Les assemblées générales de grévistes sur tout le territoire avaient reconduit jeudi le mouvement pour 24 heures.

---

## Ces chômeurs qui travaillent cinq jours «gratuitement». (10.04)

Libération.fr - 09.04

Un dispositif de Pôle emploi permet aux entreprises de tester un demandeur d'emploi pendant 40 heures: l'entreprise ne paie rien, le chômeur touche son indemnité.

Pour les entreprises, c'est tout bénéfique: tester un demandeur d'emploi sans le payer pour voir s'il fait l'affaire. L'idée fait polémique depuis plusieurs jours, et les témoignages affluent de demandeurs d'emploi exploités par des chefs d'entreprise peu scrupuleux puis renvoyés sans un merci.

En cause: le dispositif d'Evaluation en milieu du travail préalable au recrutement (EMTPR), qui propose à un demandeur d'emploi en reconversion de travailler un maximum de 40 heures sur cinq jours en ne percevant que son indemnité chômage — et non un salaire de l'employeur. Avec tous les risques d'abus que comporte ce système.

En fait, le dispositif existe depuis de nombreuses années. Dès 2003, l'association Agir contre le chômage (AC!) la dénonçait dans son principe, conjointement avec l'Evaluation en milieu du travail (EMT) qui s'apparente à un stage dans le cadre d'une réorientation professionnelle. «Un intérêt médiatique est né mais nous en parlons quotidiennement depuis bien longtemps», s'étonne-t-on à Pôle emploi.

Le lièvre a été levé en mars par Gaël Guiselier, auteur sous pseudonyme d'un ouvrage sur les coulisses de Pôle emploi (1). Passé de l'autre côté du comptoir d'accueil de l'organisme public après une longue période de chômage, il s'était lui-même vu proposer une EMT en 2002, suite à une formation en informatique. «Ces dispositifs constituent une bonne idée, estime-t-il, mais ils tendent à être détournés de leur objectif premier par certaines entreprises».

«Si jamais on s'aperçoit d'un non-respect de la convention, on rompt immédiatement les liens avec l'entreprise fautive», se justifie-t-on à Pôle emploi. Mais le bilan a rarement lieu selon Gaël Guiselier, et quand un demandeur d'emploi se plaint du non-respect de la convention signée, c'est souvent parole contre parole. De quoi se sentir impuissant: «Si les plaintes deviennent récurrentes, je peux arrêter de proposer des EMTPR, mais l'employeur peut alors toujours passer par le biais d'un autre conseiller», explique-t-il.

Selon les chiffres de Pôle emploi, 30 000 EMT et 80 000 EMTPR ont été effectuées en 2009, avec concernant ces dernières un taux d'embauche de 50% dans les secteurs les plus recruteurs, comme la restauration. Aucun chiffre n'existe sur le dévoiement de cette méthode



d'évaluation, mais cette réalité sur situerait «à la marge».

Plusieurs secteurs seraient pourtant concernés, comme l'agriculture en période de cueillette ou la grande distribution pour des tâches d'inventaire ou de mise en rayon. Sans nier que des abus puissent survenir, Jean-Eudes du Mesnil, secrétaire général de la CGPME souligne que les PME ont très peu recours à ces dispositifs qu'il juge «relativement anecdotiques».

(1) Confessions d'une taupe à Pôle emploi, en collaboration avec Aude Rossigneux, Calmann-Lévy, 2010.

Commentaire.

Non ce n'est pas une "bonne idée", c'est intolérable de travailler sans être rémunéré en échange...

---

## **Un salarié sur trois travaille pour une grande entreprise. (10.04)**

### **Reuters - 09.04**

Les salariés français sont de plus en plus nombreux à travailler pour de grandes groupes, mais dans des sites qui se font plus petits, selon une étude diffusée par l'Insee.

L'étude distingue les grandes entreprises, qui englobent une ou plusieurs sociétés, regroupant elles-mêmes plusieurs établissements.

En 2006, 33% des salariés travaillaient pour une entreprise de plus de 1.000 personnes contre 27% en 1985. En revanche, 38% travaillaient sur un site comptant moins de 20 salariés contre 34% en 1985.

"Les entreprises ont grandi en rassemblant de plus en plus d'établissements", explique l'étude. "Ainsi, les salariés travaillent maintenant sur des lieux de production plus petits, mais ils dépendent plus souvent d'une grande structure".

Cette tendance reflète en grande partie la baisse de l'emploi dans les grands sites industriels et, parallèlement, la forte progression de l'emploi dans les services au sein de petits établissements, note l'Insee.

Entre 1979 et 2006, les effectifs de l'industrie manufacturière sont passés de 4,5 millions à moins de trois millions alors que l'emploi a plus que doublé dans les services aux entreprises.

"Les établissements du tertiaire étant plus petits que ceux de l'industrie, la taille moyenne des établissements a diminué. Malgré tout, entre 1979 et 2006, ces établissements se sont de plus en plus regroupés au sein de grandes entreprises", relève l'étude.

Dans le commerce de détail, qui employait en 2006 près de 1,8 million de personnes pour environ 250.000 points de vente, la tendance est également à la concentration avec d'une part une augmentation de la taille des points de vente et de l'autre la constitution de grands réseaux nationaux qui les regroupent.

Dans le commerce alimentaire, la part de l'emploi dans les petits établissements (moins de 10 salariés) a diminué au profit des établissements beaucoup plus grands (de 50 à 500 salariés), du fait du développement des supermarchés et hypermarchés.

En 2006, 29% des salariés du commerce de détail alimentaire travaillaient dans un petit commerce, contre 48% en 1979, et 71% dans un supermarché ou hypermarché.

Dans le commerce non alimentaire à l'inverse, les établissements de moins de 10 salariés concentrent toujours plus de 50% de l'emploi mais, avec le développement des grandes enseignes, les entreprises de plus de 1.000 salariés comptent maintenant environ 30% des effectifs du secteur.

---

## **Les salariés de Poly implant prothèse menacent de faire sauter leur usine. (11.04)**

### **20minutes.fr - 10.04**

Les salariés du fabricant de prothèses mammaires Poly Implant Prothèse (PIP), en liquidation judiciaire et soupçonné de fraude, occupent leur usine à La Seyne-sur-Mer, dans le Var. Ils menacent de la brûler si l'Etat ne leur vient pas en aide. Cocktails molotov

«On a fait des cocktails molotov et on a mis des produits hautement inflammables à l'entrée du site», a déclaré Eric Mariaccia, délégué du

syndicat CFDT. Les salariés ont également déversé plusieurs milliers de prothèses, vides ou pleines, devant l'entrée et faisaient brûler des pneus.

Le tribunal de commerce de Toulon a prononcé le 30 mars la liquidation judiciaire de la société PIP, laissant sur le carreau 120 employés. «Cela fait trois semaines que ça dure, on n'a aucune réponse de l'Etat. On veut que quelqu'un vienne nous voir pour débloquer des fonds d'urgence, car les gens licenciés ne toucheront plus rien pendant les deux mois de carence de Pôle Emploi. Et la seule personne habilitée à le faire, c'est le préfet», a ajouté le représentant syndical. Clère des salariés sur fond de fraude à la matière première

Les salariés réclament aussi de 10.000 à 15.000 euros d'indemnité par licenciement et la désignation d'un médiateur. Selon Philippe Mignoni, adjoint au maire de La Seyne (PCF) chargé du développement économique de la ville, une table-ronde devrait avoir lieu lundi en préfecture. «On ne peut pas voir partir un fleuron comme ça, c'est une société fiable au-delà de ses difficultés actuelles», estime-t-il.

La semaine dernière, l'Afssaps a retiré du marché les prothèses mammaires en gel de silicone de PIP, alertée par un taux de ruptures anormal et après la découverte d'une fraude inédite sur la matière première. La Santé publique du Chili a pris la même décision vendredi. PIP, qui exportait jusqu'à 90% de sa production, a été numéro trois mondial du secteur avant de connaître des difficultés financières. Le pôle «santé» du parquet de Marseille enquête sur cette affaire.

## **Une rallonge de 860 millions d'euros pour les chômeurs en fin de droits. (11.04)**

### **Le Monde - 10.04**

Le dossier des chômeurs arrivant en fin de droits en 2010 est en train de se débloquer. A moins d'un coup de théâtre qui semblait peu probable, l'affaire devrait être réglée dans les dix jours. L'Etat et les partenaires sociaux gestionnaires de l'Unedic sont convenus de participer ensemble à un plan d'un montant global de 1,6 milliard d'euros, dont 860 millions correspondent à un effort nouveau.

Pôle emploi estime à un million le nombre de chômeurs qui seront en fin de droits à l'Unedic en 2010, soit 150 000 de plus qu'en 2009. Les deux tiers de cet accroissement sont dus à la sortie de la couverture chômage de personnes ayant cotisé pendant des périodes courtes et qui, avant l'actuelle convention Unedic, n'étaient pas du tout indemnisées. Le tiers restant est dû à la crise. Sur ce million de personnes, 360 000 étaient menacées en 2009 de ne toucher aucun revenu personnel.

La CFDT et FO n'ont pas ménagé leurs efforts pour débloquer les discussions avec le gouvernement auquel elles avaient demandé, dans un premier temps, un assouplissement des conditions d'accès à l'allocation de solidarité spécifique (ASS) financée par l'Etat.

Dans le plan qui devrait être annoncé prochainement, trois types de mesures sont envisagés : des formations rémunérées, des contrats aidés dans le secteur -marchand et non marchand, la mise en place d'une allocation temporaire de crise d'une durée de six mois.

Les formations rémunérées, destinées à éviter, autant que faire se peut, le basculement des demandeurs d'emploi dans le chômage de longue durée et/ou dans la catégorie des "fin de droits", seront cofinancées par l'Etat et les partenaires sociaux, via le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et l'Unedic. Près de 140 000 contrats aidés dans le secteur marchand et non marchand seront réservés à ce public très fragilisé : il s'agit de quelque 80 000 contrats d'accès à l'emploi (CAE) déjà budgétés, et de plus de 50 000 contrats d'initiative emploi (CIE) nouveaux, mis en place par l'Etat. Enfin, comme le souhaitaient les organisations syndicales, une allocation temporaire de crise d'une durée de six mois, va voir le jour : indépendante des ressources -éventuelles de la famille des chômeurs qui la percevront, elle constituera pour eux un ultime filet de sécurité.

Compétentes en matière de formation des demandeurs d'emploi, les régions seront également sollicitées. L'une des questions qui reste à trancher est de savoir comment les nouveaux dispositifs vont s'articuler avec les formations existant déjà sur le plan régional.

Si l'architecture globale du plan est désormais précise, une à deux réunions supplémentaires peuvent être nécessaires pour arrêter le détail du cofinancement. Les partenaires sociaux ne semblent, par exemple, guère désireux de financer les contrats aidés qui dépendent traditionnellement de la politique de l'emploi. Le Medef doit, de son côté, s'accorder en interne sur l'utilisation respective des fonds de la formation et de ceux de l'Unedic.

L'engagement de M. Sarkozy L'ensemble des mesures devrait permettre de répondre à l'engagement pris par le chef de l'Etat le 25 janvier sur TF1 : ne laisser aucun chômeur arrivant en fin de droits en 2010 "sans solution". Le secrétaire d'Etat à l'emploi, Laurent Wauquiez, qui ne participait pas aux dernières réunions avec les partenaires sociaux, devrait pouvoir annoncer dans les prochains jours le bouclage de l'opération. Le règlement du problème des chômeurs en fin de droit devrait contribuer à décriper le prochain sommet social.

Initialement prévu à la fin avril, ce rendez-vous élyséen a été repoussé au-delà du 1er mai, dont l'intersyndicale entend faire une grande journée de mobilisation. Il y sera beaucoup question d'emploi : l'idée est de recenser toutes les dépenses engagées dans ce domaine depuis le sommet social du 18 février 2009 organisé en pleine récession, de décider celles qu'il convient d'arrêter, celles qu'il faut poursuivre et celles qui pourraient voir le jour.

Les confédérations syndicales et l'ensemble du patronat s'inquiètent de la persistance de la crise et de la multiplication des plans de restructurations dans les entreprises, PME en tête. Elles ne voient guère de signe d'amélioration de la conjoncture.

Quatre demandeurs d'emploi sur dix ne sont pas indemnisés

Fin décembre 2009, Pôle emploi évaluait à 4,3 millions le nombre des demandeurs d'emploi, parmi lesquels figuraient 4 millions de chômeurs. Près de 40 % de ces demandeurs d'emploi n'étaient pas indemnisés, les 60 % restants étaient pris en charge par le régime d'assurance-chômage (1,8 million d'allocataires) et par le régime de solidarité (252 900). Lorsqu'un chômeur cesse d'être indemnisé par l'Unedic, il bascule en "fin de droits". S'il répond aux conditions d'activité et de ressources requises, il touche l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Soit 460 euros par mois au lieu d'une allocation-chômage généralement plus élevée (1 421 euros en moyenne). Il peut aussi percevoir le revenu de solidarité active RSA, mais passe, dans certains cas, entre les mailles du filet. Parmi les 360 000 personnes menacées en 2010 de n'avoir aucun revenu, se trouvent 160 000 chômeurs de longue durée et 110 000 jeunes.

---

## **Retraites. Manipulation médiatique. Équité, équité : alignement du privé sur le public ! (12.04)**

### **AP et Reuters - 11.04**

1- Selon un sondage Harris Interactive diffusé dimanche sur RTL, huit Français sur dix sont favorables à une réforme du système de retraites, contre 18% qui la refusent, ils ne sont que 39% à être favorables à l'idée d'un recul de l'âge officiel de la retraite (contre 60% de refus)

Donc en fait Sarkozy ne ferait que relayer une revendication populaire, il ne serait pas à l'initiative de la remise en cause de nos retraites, c'est la plèbe qui la réclamerait, ainsi, ils marcheraient main dans la main. A défaut d'arguments convaincants, à l'aide de cette manipulation ils légitiment la contre-réforme des retraites en espérant que le prolétariat y adhèrera. Comment pourrait-il en être autrement, puisque c'est lui qui est demandeur, à ceci près qu'il ne donne pas vraiment le même contenu que Sarkozy à cette "réforme", puisqu'il est opposé à toute modification du système actuel. Toute manipulation a ses limites.

2- Invité du Grand Rendez-vous Europe 1/Le Parisien Pierre Moscovici a souligné que le Parti socialiste était "prêt" dans cette réforme des retraites à être "un acteur, un protagoniste". Si le chef de l'Etat et le gouvernement invitent des socialistes à des concertations, "nous nous y rendrons avec des propositions". Le PS offre ses services à l'UMP, il indique ici dans quel camp il se situe.

M. Moscovici a estimé qu'il n'y avait "pas de fatalité à ce qu'il y ait une augmentation des cotisations ou un allongement de la durée des cotisations".

"J'ai dit âge légal à 60 ans, je dis aussi choix". "Il doit y avoir un droit mais aussi un choix" et un "certain nombre de libertés" avec "presque des retraites à la carte". La carte, monsieur le philistin, c'est au-dessus de nos moyens !

Chacun sait que les "retraites à la carte" sert à camoufler l'alignement général de tous les salariés sur les conditions les moins avantageuses, en pire !

3- M. Moscovici a émis l'espoir que Nicolas Sarkozy et le gouvernement "auront la sagesse d'entendre dans ce pays la volonté d'équité qui est en train de monter d'une manière extraordinaire", reprenant à son compte la déclaration qu'avait faite Eric Woerth en prenant ses nouvelles fonctions : "Aucune réforme ne sera acceptable pour les Français si ce n'est pas une réforme marquée du sceau de l'équité". Donc même discours = mêmes intentions.

Selon un sondage Harris Interactive diffusé dimanche sur RTL, 82% des Français souhaitent que les régimes de retraite soient identiques pour les salariés du public comme pour ceux du privé. Dans quel sens ?

Cette référence à "l'équité" peut vouloir dire deux choses : 1- que les nantis seront mis à contribution pour financer les retraites pendant que la plèbe travaillera ou cotisera plus longtemps, chacun faisant un effort de son côté ; 2- qu'il faut aligner le régime des retraites des fonctionnaires sur le secteur privé.

Je propose au contraire d'aligner le privé sur le public en ajoutant le retour aux 37,5 annuités et les conditions de retraites antérieures à 1993. Nous devons défendre nos droits en prenant pour base uniquement nos besoins et nos aspirations, sans tenir compte de l'état dans lequel se trouve le capitalisme, c'est cela le combat classe contre classe.

Si la survie du capitalisme est incompatible avec la prise en compte de nos droits, il doit disparaître et céder la place au socialisme.

---

## **La majorité c'est nous, pas touche à nos retraites ! (13.04)**

## Libération.fr avec AFP - 12.04

Les Français sont hostiles à 56 % à un report de l'âge de départ à la retraite (fixé actuellement à 60 ans), 38 % se disant prêts à manifester ou à faire grève pour dénoncer un tel projet, selon un sondage TNS Sofres-Logica pour Europe 1 diffusé lundi.

A la question "quelle serait votre réaction si l'âge légal était repoussé d'un ou deux ans lors de la réforme des retraites ?", 56 % des sondés se déclarent "opposés" à cette mesure, tandis que 30 % se disent "plutôt favorables" et 9 % "tout à fait favorables". 5 % ne se prononcent pas.

Face à un éventuel report de l'âge légal de départ à la retraite, 38 % des Français affirment être "prêts à manifester ou à faire grève". Près d'un cinquième sont même "certains" de manifester (18 %) ou à faire grève (17 %).

Commentaire.

En partant de 30 millions d'actifs environ auxquels on peut ajouter 14 millions de retraités plus quelques millions d'étudiants, on arrive à un total situé entre 45 et 50 millions de travailleurs, prenons maintenant 56% de cette somme, on arrive à un chiffre compris entre 25 et 28 millions, si nous n'en conservons que 38%, cela donne entre 9,5 et 10,5 millions de travailleurs qui se disent prêts à se mobiliser pour défendre notre droit à la retraite. En admettant que ces chiffres soient faussés du fait qu'ils proviennent d'un sondage, divisons-les par deux, on arrive quand même à 5 millions de manifestants potentiels, on est donc très loin des quelques centaines de milliers qui se sont mobilisés le 23 mars dernier.

Cela pour dire que tous les discours sur la nécessité de créer "un rapport de force" favorable aux travailleurs servent d'une part, à nier la réalité qui vient d'être évoquée, à savoir que des millions de travailleurs sont effectivement prêts à passer à l'action contre le gouvernement, et d'autre part, à camoufler le double jeu des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers qui soutiennent de fait le régime.

J'avais déjà eu l'occasion de dénoncer cet argument, j'expliquais que le problème n'était pas de créer "un rapport de force" favorable aux travailleurs parce qu'il existait déjà, mais de l'organiser pour qu'il sorte de l'ombre et surgisse sur l'arène politique...

Que n'avons-nous pas entendu sur la passivité des masses, leur apathie, leur manque de discernement, bref les travailleurs ne comprenaient rien à rien et n'étaient pas foutus de savoir ce qu'ils voulaient ou non, ce n'étaient pas franchement des moutons à tondre, mais d'indécrottables individualistes, pour ne pas dire d'incurables abrutis. Cela étant dit, il était facile aux uns ou aux autres de camoufler leur trahison ou leur incurie politique et d'arriver à la conclusion qu'il était pratiquement impossible d'organiser quoi que ce soit avec une telle bande d'arriérés ou de réactionnaires, de là à leur proposer une issue politique à la crise du régime, il ne fallait pas y compter, déjà qu'ils ne sont pas capables de mettre un pied devant l'autre, alors se projeter ainsi dans le futur, ce ne pouvait être que l'oeuvre de farfelus ou de gauchistes complètement à côté de la réalité...

J'expliquais également que pour nous la question était de donner un contenu et une perspective politique à ce "rapport de force" favorable au prolétariat, non pas pour les faire descendre demain dans la rue par millions parce que nous n'en avons pas les moyens, mais pour les organiser et construire le parti, car notre politique devait être subordonnée à ces objectifs, et non à l'attitude des appareils en tentant plus ou moins de les suppléer ou en leur lançant des appels, ce qui devait aboutir infailliblement à une impasse.

Comment ne pas voir que le refus de lier le combat pour la défense de nos retraites à la nécessité de chasser le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et de s'attaquer aux fondements du capitalisme, ne peut conduire qu'à une nouvelle défaite, sans que ce combat ne nous permette de faire un pas vers les objectifs que j'ai cités précédemment ?

Pour tous les partis, plus ou moins sincèrement, l'objectif est de faire reculer Sarkozy sur les retraites et que la vie continue comme avant, selon certains, une défaite en appellerait forcément d'autres, et pour un peu on finirait bien un jour par avoir remplacé le capitalisme par le socialisme, sans même qu'on s'en soit aperçu dites-donc, à moins qu'on ait abandonné cette perspective en cours de route sans le chanter sous tous les toits, ce qui revient au même.

Pour que notre droit à la retraite, au travail, à la santé, à l'instruction, au logement, etc., soit respecté ne faut-il pas remplacer l'Etat des banquiers ou de la Bourse par un Etat ouvrier ?

---

## Retraites : Quelques réactions après le 12 avril. (13.04)

### Libération.fr et Figaro.fr - 12.04

• Bernard Thibault (CGT) : le secrétaire général de la CGT a suspecté le gouvernement de vouloir mettre les syndicats devant «le fait accompli» sur la réforme des retraites, appelant les salariés à se mobiliser et à faire «un grand 1er mai». Il a mis en cause la méthode et le

calendrier prévus par le gouvernement. «Nous avons demandé (...) que le gouvernement programme une réunion avec l'ensemble des acteurs autour d'une même table, à savoir syndicats de salariés et organisations patronales » a-t-il expliqué accusant le gouvernement de refuser la création d'un vrai débat. Il a aussi affirmé qu'il était «hors de question d'accepter tout ce qui reviendrait à demander aux salariés de nouveaux sacrifices dans une période où ils sont déjà victimes d'une crise en matière de chômage (...) et de pouvoir d'achat». Pour lui «le maintien du droit de partir en retraite à 60 ans fait partie des dernières libertés des salariés».

- Jean-Claude Mailly (FO) : le secrétaire général de force ouvrière Retraites a d'ores et déjà prévenu qu'il n'était «pas négociable» pour son syndicat de toucher à l'âge légal de départ à la retraite fixé à 60 ans ni à la durée de cotisation. «Si le gouvernement (...) veut effectivement repousser le droit au départ à 60 ans, ou allonger la durée (de cotisation NDLR), le début des discussions, ça va être le début de la confrontation», a-t-il averti sur France 2, avant même d'être reçu par le ministre du Travail. Il n'est «pas question de devoir accepter d'une manière ou d'une autre de devoir travailler plus longtemps», même «parce que l'espérance de vie augmente», a martelé privilégiant la piste de l'augmentation des cotisations et la question fiscale en supprimant par exemple «certaines exonérations qui ont été faites ces dernières années, comme celle sur les plus-values de filiales», représentant «20 milliards (d'euros) en trois ans», selon lui.

- François Chérèque (CFDT) : le secrétaire national de la CFDT a critiqué l'agenda prévu par le gouvernement sur les retraites, jugé «trop court» pour une réforme de fond, et a réaffirmé son attachement à la retraite à 60 ans. Jouer sur les paramètres traditionnels risque «d'accentuer les inégalités qui existent dans nos systèmes de retraites», a-t-il expliqué, citant «ceux qui ont commencé à travailler jeunes, ceux qui ont un métier pénible, les inégalités entre les hommes et les femmes et ceux qui ont des parcours dans la précarité». La CFDT aurait souhaité «tout mettre sur la table, et étudier les différents systèmes de retraites par répartition qui existent en Europe pour voir celui ou ceux qui seraient les plus adaptés» à la situation française.

"Pour la CFDT, nous n'avons jamais nié qu'il faille rentrer dans un débat pour faire évoluer le système des retraites, mais nous avons toujours dit que sur la méthode le temps laissé à la concertation était très important", a déclaré M. Chérèque. (AP 12.04)

"On a un congrès début juin", a-t-il rappelé, "et on va mettre tous les éléments en débat pour discuter ensemble quels paramètres on peut bouger". (AP 12.04)

- Jacques Voisin (CFTC) : le président de la CFTC s'est dit inquiet de l'absence de proposition gouvernementale sur la question de nouveaux financements pour les systèmes de retraite, après son entretien avec Eric Woerth. «On a rien, rien sur la question des financements, rien sur l'élargissement de l'assiette», a-t-il déploré. «On a le sentiment que le ministre reste sur ses deux paramètres: l'âge et la durée de cotisation, et pas d'autres paramètres en perspective», a-t-il poursuivi en réaffirmant le refus de la CFTC de toucher à la retraite à 60 ans. Il a appelé à «l'élargissement de l'assiette des financements aux revenus du capital» et aux stock-options.

- Danièle Karniewicz (CFE-CGC) : la présidente de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse (Cnav), également chargée des négociations au nom du syndicat de cadres (CFE-CGC), plaide pour un «bouclier retraite» qui garantirait un niveau minimum, c'est-à-dire un pourcentage du dernier salaire d'activité que chacun toucherait. «Il faut absolument qu'on trouve un consensus ensemble, pas pour dire sur quel levier on va jouer pour les retraites, mais pour dire quel niveau de retraite on veut préserver pour tous les salariés du privé», a-t-elle indiqué sur BFM radio. La CFE-CGC est le seul syndicat à prôner un report de l'âge légal de la retraite et à souhaiter mener une « réflexion sur la durée d'activité».

- FSU : le premier syndicat de la Fonction publique d'Etat, a annoncé dans un communiqué qu'elle s'opposerait à « de nouvelles régressions » en matière de retraites. Le syndicat, qui sera reçu par le ministre le 22 avril, affirme que le système des retraites doit permettre de «maintenir le niveau de vie» en garantissant une retraite dès 60 ans et plus précoce pour les métiers considérés comme particulièrement pénibles. «Depuis 2003, les réformes ont conduit à de fortes dégradations et à la baisse des pensions, pénalisant particulièrement les femmes, les salariés qui ont connu le chômage, la précarité, le temps partiel », insiste la FSU. Selon le syndicat, dans la Fonction publique, «les personnels ont dû retarder leur départ à la retraite de six mois en moyenne et ont vu dans le même temps leur taux de pension diminuer de 1,5%».

- Laurence Parisot (Medef) : la présidente du mouvement patronal a estimé lundi qu'il ne fallait pas «continuer à résoudre la question des retraites par une augmentation régulière des cotisations» patronales ou salariales. Elle s'est cependant refusée à préciser quelles étaient les pistes privilégiées par le Medef avant que le Conseil d'orientation des retraites (COR) ne publie les simulations financières attendues mercredi.

- Jean-François Roubaud (CGPME) : le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) a estimé qu'il faudra augmenter la durée du temps de travail » pour régler la question des retraites en France et s'est dit hostile à toute taxation supplémentaire. «J'ai proposé de l'indexer sur l'espérance de vie, on sera à 41 ans en 2012 et je pense que fixer 42 ans en 2020 paraît une mesure qui pourrait être raisonnable ». «On sait bien qu'on ne peut pas rester dans l'état où on est et qu'on rentre dans le mur si on ne change rien», a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien avec le ministre.

- Jean Lardin (UPA) : le président de l'Union professionnelle artisanale (UPA) s'est déclaré hostile à «une augmentation des cotisations» retraite, en raison du poids des charges sociales, mais favorable à la mise à contribution «d'autres revenus que les revenus du travail ». «Nous demanderons que tous les revenus de ce pays puissent contribuer, à une proportion qui reste à déterminer, à équilibrer les comptes du régime des retraites », a-t-il ajouté. Il s'est dit ouvert à des négociations autour de l'allongement de la durée des cotisations ainsi que sur le

report de l'âge de départ à la retraite en tenant compte toutefois des publics qui ont commencé à travailler suffisamment jeunes.

- Jean-Michel Baylet, président du parti radical de gauche (PRG) a demandé à François Fillon de «consulter rapidement les partis politiques représentés au Parlement pour les associer aux travaux» sur les retraites. «Ils réclament en particulier que la réforme permettent à tout individu de disposer, à l'âge de la retraite, d'un revenu disponible au moins équivalent au Smic». «En tant que de besoin, ce revenu minimum garanti devra être financé par l'impôt», conclut-il.

Au PS, position et rappels.

- Benoît Hamon : le porte parole du Parti socialiste (PS) a dénoncé le «tabou du financement» des retraites, se prononçant pour une contribution sur les revenus financiers. «Aujourd'hui, il n'y a pas qu'une seule voie possible. Et le seul tabou qui subsiste dans ce domaine-là, c'est le tabou du financement (...) le gouvernement refuse l'élargissement de l'assiette des cotisations patronales», a regretté M. Hamon sur Europe 1. «Si vous allongez la durée de cotisation et qu'il est très difficile d'obtenir le nombre d'annuités suffisant pour avoir une retraite à taux plein, la conséquence immédiate, c'est la baisse des pensions», poursuit-il.

- Pierre Moscovici : Le député, qui pilote la convention du PS «pour un nouveau modèle de développement», préconise carrément «une remise à plat» du système actuel: «Tout doit être examiné.» Il regrette, au passage, que le gouvernement, sous prétexte de crise économique, parte du principe que «les ressources sont limitées». «C'est un carcan que le gouvernement veut imposer sur les retraites», a-t-il prévenu dimanche au Grand Rendez-vous Europe 1-Le Parisien. Il plaide pour le maintien à 60 ans de l'âge minimum de départ légal à la retraite: «Un ouvrier qui a commencé à bosser à 18, 19 ans, qui a une espérance de vie moindre qu'un cadre, doit pouvoir partir à 60 ans». Pour les autres, c'est «une question de bon sens, parce que ceux qui sont concernés par l'allongement du départ à la retraite, pour avoir le total de leurs annuités, ce sont ceux qui sont entrés tard dans la vie active», justifie-t-il.

- Vincent Peillon : Pour éviter de «s'en prendre une nouvelle fois aux plus jeunes, aux plus pauvres...», le député européen appelle, sur Radio J, à mettre «tout sur la table», notamment «les niches fiscales»: «Regardons ce qui a été donné aux uns et aux autres, l'accroissement des inégalités entre les revenus et le capital, regardons la fiscalité du patrimoine, les cotisations qui pèsent sur les retraites.» Vincent Peillon pose, par ailleurs, deux préalables: «Il y a deux choses qu'on ne peut pas faire: remettre en cause la retraite à 60 ans et, pire encore, allonger la durée de cotisations.»

- François Hollande : L'ancien premier secrétaire du PS concède, lui, sans détour, qu'il va «sans doute» falloir «allonger la durée des cotisations à mesure que l'espérance de vie s'allonge» mais propose de revoir les règles «tous les cinq ans» en fonction de «l'espérance de vie» et de «la pénibilité» des métiers. «On ne va pas faire une réforme pour toute la vie», explique François Hollande sur Canal +. Il y voit la condition pour «un dialogue constant» et pour «faire comprendre les règles»: «ça permet aussi de faire de la justice.» Pour le député, impossible en tout cas de faire l'économie d'une réforme: «Il faut faire en sorte qu'il n'y ait pas d'impayés pour les générations qui viennent ou que nous soyons obligés d'emprunter.»

- Manuel Valls : Le député-maire d'Evry, classée à la «droite» du PS, appelle à «un pacte national» sur cette réforme, «non seulement avec les partenaires sociaux mais aussi avec la majorité». Selon Manuel Valls, dans une interview au Monde, «le rôle de la gauche n'est pas de nier les changements démographiques ni de cacher l'ampleur des déficits». «La gauche peut défendre une retraite à la carte et l'allongement de la durée de cotisation», ajoute-t-il. Mais il pose quatre «conditions»: «augmentation du taux d'activité des seniors, prise en compte de la pénibilité, élargissement de l'assiette des cotisations et relèvement des petites pensions»

---

## **Accord à la Sodimatex: une prime extra-légale de 22.000 euros par salarié. (14.04)**

### **AP - 13.04**

Les négociations sur les indemnités de départ des salariés de l'usine Sodimatex de Crépy-en-Valois (Oise) ont abouti à un accord approuvé par les intéressés mardi soir, selon le ministère de l'Industrie. La direction va notamment verser une prime de 22.000 euros par personne en plus du montant légal.

Le ministre Christian Estrosi s'est déclaré "très heureux que la raison et le dialogue l'aient emporté" lors de ces pourparlers entre les syndicats et la direction de l'équipementier automobile Trèves, propriétaire de l'usine, qui se sont tenus à la préfecture de l'Oise, à Senlis. "L'accord approuvé par les salariés démontre une fois de plus que c'est en privilégiant le dialogue social sur les menaces et la violence qu'on obtient des résultats", estime M. Estrosi dans un communiqué. "La menace est une impasse. Le dialogue et la raison seront toujours les meilleurs alliés des salariés", assène-t-il.

L'accord, précise le ministère, représente "une amélioration significative de l'accompagnement des salariés avec, notamment, un financement à hauteur de 51.000 euros en moyenne pour chaque salarié en fonction de son ancienneté, dont 22.000 euros au-delà des indemnités prévues par la loi".

Début avril, après l'annonce de la fermeture de leur usine, une cinquantaine de salariés retranchés dans l'usine avaient menacé de faire

sauter une citerne de gaz s'ils n'obtenaient pas, notamment, une prime de licenciement en plus des indemnités légales. Les occupants avaient levé leur menace le 3 avril après la conclusion d'un accord de méthode avec la direction de Trèves lors de négociations en mairie de Crépy-en-Valois.

La direction confirme dans un communiqué que "l'accord prévoit une amélioration des mesures sociales, en plus de l'allongement du congé de reclassement de 4 à 9 mois, et un engagement sur le bon déroulement de la procédure d'information consultation". "Pendant cette période, les salariés seront dispensés d'activité tout en conservant leur rémunération", précise-t-elle.

---

### **PSA compte fermer son site de Melun-Sénart d'ici 2012. (14.04)**

#### **Reuters - 13.04**

PSA annonce son intention de fermer progressivement d'ici 2012 son site spécialisé dans les pièces de rechange à Melun-Sénart (Seine-et-Marne) où sont employées 390 personnes.

Le constructeur automobile, qui a annoncé sa décision lors d'un comité central d'entreprise (CCE) le 20 avril, réalisera une grande partie des reclassements par mobilité interne et mettra en place un plan de départs volontaires pour le site, a précisé un porte-parole.

L'objectif du groupe est de concentrer la logistique mondiale de pièces de rechange pour Peugeot et Citroën sur le site de Vesoul et de créer un réseau de magasins de proximité pour les pièces de rechange, a-t-il précisé.

"Par rapport à ces deux axes, il n'y a pas de perspective pour le magasin relais de Melun", a-t-il dit.

Le porte-parole a ajouté que 100 postes seraient créés à Vesoul (Haute-Saône) et que des emplois seraient aussi créés dans les nouveaux magasins de proximité.

---

### **DBA va supprimer 142 emplois en Isère . (14.04)**

#### **Reuters - 13.04**

La direction du groupe DBA (Dim, Playtex, Wonderbra) annonce son intention de fermer son site de La-Tour-du-Pin (Isère) et de renforcer celui d'Autun (Saône-et-Loire).

Cette organisation entraînerait, selon la direction, la suppression de 142 emplois, essentiellement parmi la force commerciale. Elle vise à faire face à une baisse des marchés au niveau européen, précise la direction dans un communiqué.

"Le site industriel d'Autun, premier site de tricotage français, serait renforcé et deviendrait la tête de pont du groupe DBA en Europe", précise-t-il.

La direction évoque un déclin du marché depuis deux ans ainsi qu'une "baisse des ventes de 25% en cinq ans des marques du groupe, en particulier pour Playtex France qui a perdu 7 millions d'euros en 2009". Dim fait face de son côté à "une érosion significative de ses résultats sur la même période".

Ce projet permettrait de réaliser des économies significatives nécessaires "pour doubler les investissements en publicité en Europe en trois ans", selon DBA. Aucun calendrier n'est encore proposé pour cette réorganisation.

Le groupe emploie 8.300 personnes à travers le monde.

---

### **Crèches: appel à une manifestation nationale le 29 mai à Paris. (14.04)**

#### **AP - 13.04**

Le collectif "Pas de bébés à la consigne", a appelé mardi les professionnels de la petite enfance et les parents à une manifestation nationale à Paris le 29 mai pour exiger le retrait du projet de décret gouvernemental sur l'assouplissement des conditions d'accueil dans les crèches.

Dans un communiqué, le collectif, qui regroupe plusieurs dizaines d'associations et de syndicats opposés au projet de décret, appelle également à une nouvelle journée nationale de grève le 6 mai et demande à être reçu ce jour-là par Nicolas Sarkozy, les discussions avec la

cabinet de la secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano étant dans l'impasse.

"Nous décrétons l'alerte générale pour la petite enfance et adressons solennellement au président de la République notre exigence de retrait du nouveau décret sur l'accueil collectif et d'un plan d'urgence pour la petite enfance", déclare notamment le collectif dans son communiqué.

En plus de la grève et de la manifestation nationale, le collectif annonce l'organisation "dans les tous prochains jours de plusieurs initiatives en direction des parlementaires et du président, permettant à tous les professionnels et à tous les parents d'exprimer directement leur rejet des mesures bradant la qualité d'accueil des tout petits".

Les personnels de la petite enfance se sont déjà fortement mobilisés les 11 mars et 8 avril, avec deux journées de manifestations et de grève qui ont entraîné la fermeture de centaines de crèches un peu partout en France.

Ce projet de décret permet d'abaisser la proportion minimale de professionnels très qualifiés de la petite enfance de 50% à 40% dans les établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans, et d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" en fonction de la taille des établissements.

---

## **Steelcase ferme un site en Alsace et supprime 105 emplois. (15.04)**

### **Reuters - 14.04**

Le groupe américain Steelcase, leader mondial du mobilier de bureau, s'apprête à fermer son usine de Marlenheim (Bas-Rhin) et à supprimer 105 emplois, apprend-on mercredi de source syndicale.

Les salariés du site, qui emploie 202 personnes, se sont mis en grève. "Ils nous ont annoncé carrément la fermeture du site au plus tard fin décembre", a dit à Reuters Joachim Macarro, délégué CFDT. "On a claqué la porte et Marlenheim s'est mis en grève. Les gens ne reprendront plus. On va se battre pour les indemnités", a-t-il ajouté.

La direction a confirmé la décision de fermeture, annoncée mercredi matin lors d'un comité central d'entreprise au siège de Schiltigheim, dans la banlieue de Strasbourg.

"Le marché du mobilier de bureau fait face à une crise sans précédent qui a des effets durables sur les volumes, les prix et la concurrence", dit-elle dans un communiqué.

La fermeture de l'usine de Marlenheim, qui fabrique des armoires métalliques et des plateaux en bois pour bureaux, répond, selon elle, à une stratégie de spécialisation des sites industriels et de suppression de certains doublons.

Les syndicats estiment que l'opération se soldera par la suppression de 105 emplois. La direction évoque pour sa part le transfert de 97 postes vers l'usine de Wisches, l'autre site de production alsacien du groupe, distant de 27 km, et la création de quatre emplois à Wisches et de 27 à Sarrebourg, en Lorraine. En Allemagne, 18 emplois seraient créés dans deux usines.

Steelcase a été confronté à une baisse de son chiffre d'affaires de 30% au cours du dernier exercice, clos le 28 février, et a connu une deuxième année de pertes consécutives.

"Nous nous engageons dans ce projet pour assurer notre avenir. Nous sommes confiants dans notre position de leader", a dit à Reuters Yvan Stehly, directeur financier de l'entreprise.

La CFDT craint de son côté que l'usine de Wisches ne soit elle-même condamnée à terme, au profit d'usines allemandes ou espagnoles jugées plus compétitives.

Steelcase, qui s'est développé en Europe en se mariant avec l'entreprise alsacienne Strafor, qu'il a fini par absorber en 1999, comptait près de 3.000 salariés en France il y a 10 ans. Après une succession de sept plans sociaux, il n'en emploie plus que 1.200 aujourd'hui.

---

## **Les salariés d'Essex retiennent le directeur d'usine. (15.04)**

### **20minutes.fr - 14.04**

«La direction a annoncé la fermeture du site le 29 mars lors du comité central d'entreprise à Paris. Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) proposé est insuffisant. Nous demandons que la prime supra-légale soit portée de 30.000 à 120.000 euros par salarié», a déclaré à l'AFP un



syndicaliste CGT d'Essex. Lire la suite l'article

«On attend des avancées de la direction sur les négociations. On ne bougera pas tant qu'il n'y aura pas d'avancées», a ajouté ce syndicaliste, affirmant que les salariés étaient prêts à jeter dans la Saône l'équivalent d'un demi-million d'euros de matériel.

Alain Thomas, le DRH, et Olivier Dalcieux, le directeur de l'usine, étaient retenus dans leurs bureaux depuis le milieu de l'après-midi. «Ils peuvent circuler dans le bâtiment administratif. On leur a apporté à manger. Mais s'ils essayent de sortir, ils seront retenus», a ajouté le représentant CGT.

La police est venue sur place constater la situation, avant de repartir, mais a refusé de donner la moindre information. Les salariés, qui se sont organisés par roulement, se préparaient à passer la nuit sur place.

Filiale du groupe coréen LG, l'usine Essex de Mâcon (connue sous le nom de MAFIT, puis, ELFIT, ALCATEL et NEXANS au fil des changements de propriétaire) emploie 86 salariés.

---

## **Travailleurs sans-papiers: "appel unitaire" d'organisations de gauche. (15.04)**

### **AP - 14.04**

Une dizaine d'organisations de gauche, parmi lesquelles les Verts-Europe Ecologie, le Parti communiste, le Parti de gauche et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), ont lancé mercredi un "appel unitaire" en faveur de la régularisation des 6.000 travailleurs sans-papiers en grève depuis six mois.

Dans un texte commun, elles exigent que le ministre du Travail Eric Woerth "reprenne les négociations et rédige une nouvelle circulaire sur des critères simplifiés et harmonisés au plan national pour mettre fin à l'arbitraire préfectoral".

Les neuf organisations signataires (Alternative libertaire, les Alternatifs, Fédération pour une alternative sociale et écologique, Gauche unitaire, NPA, PCF, Parti de gauche, Parti communiste des ouvriers de France, Verts-Europe Ecologie) notent que ces travailleurs sans-papiers "cotisent, paient des impôts, n'ont aucun droit en retour et risquent quotidiennement l'expulsion".

Elles espèrent ainsi "renforcer des initiatives de mobilisation" comme "celles impulsées par les grévistes et les 11 organisations syndicales et associatives qui coordonnent le mouvement" et appellent à un rassemblement samedi sur la place de l'Hôtel de Ville de Paris.

Dans un communiqué, le Parti socialiste apporte son soutien à ce rassemblement, où il sera représenté par sa secrétaire nationale à l'Immigration Sandrine Mazetier, et appelle ses militants à y participer.

Les onze organisations syndicales et associations qui soutiennent ces sans-papiers depuis le lancement de leur mouvement, le 12 octobre 2009, sont: la CGT, la CFDT, Solidaires, la FSU, UNSA, Droits Devants!, la LDH, la Cimade, Femmes Egalité, Autremonde et RESF.

---

## **La privatisation de la régie de France Télévisions suspendue. (15.04)**

### **Reuters - 13.04**

France Télévisions annonce la suspension du processus de vente de sa régie publicitaire compte tenu des incertitudes concernant le maintien éventuel de la publicité en journée sur ses antennes après 2011.

Le groupe public de télévision a ouvert en février des négociations exclusives avec le consortium constitué de Lov Group, holding de l'homme d'affaires Stéphane Courbit, et de Publicis en vue de la cession de 70% de sa régie publicitaire.

France Télévisions s'était lancé à l'été 2009 à la recherche d'un actionnaire majoritaire pour sa régie publicitaire afin d'en pérenniser l'activité après la suppression de la publicité, effective après 20 heures depuis janvier 2009 et prévue pour être totale fin 2011.

"Le conseil d'administration du groupe France Télévisions a adopté une résolution recommandant la suspension des négociations exclusives engagées en vue de la cession de la majorité du capital de sa filiale France Télévisions Publicité", précise le groupe dans un communiqué. "Cette décision tient compte de l'incertitude substantielle entourant le maintien ou non de la publicité avant 20 heures."

Le groupe de télévision publique souligne la nécessité d'une "adaptation de la négociation exclusive engagée avec Lov-Publicis". La coentreprise détenue à 60% par Lov Group et à 40% par Publicis s'est engagée à négocier une participation de 70% dans France Télévisions

Publicité pour 20 millions d'euros.

"On suspend la négociation en attendant de savoir quelle est la nature des bouleversements, mais la motion ne remet pas en cause le caractère unique de la négociation", a dit à Reuters le député UMP Christian Kert, également administrateur de France Télévisions.

#### POINT D'ÉTAPE SUR LA PUB D'ICI FIN 2010

Un consensus a semblé se dégager lors d'une table ronde la semaine dernière à l'Assemblée nationale entre élus de la majorité et de l'opposition pour ne pas supprimer totalement l'an prochain la publicité sur le service public comme prévu par la loi.

Maintenir des écrans publicitaires de 6 heures à 20 heures permettrait de conserver des recettes qui ont atteint 404,9 millions d'euros en 2009 contre 260 millions d'euros budgétés à l'origine, ont souligné ces élus.

Ces performances publicitaires ont aidé France Télévisions à rééquilibrer ses comptes en 2009 avec trois ans d'avance sur son plan d'affaires. Le groupe a annoncé mardi un résultat net de 19,6 millions d'euros pour l'année dernière au lieu d'un déficit prévisionnel de 135,3 millions.

Les députés ont également fait valoir que la Commission européenne s'interrogeait sur la taxe de 0,9% sur le chiffre d'affaires des opérateurs télécoms prévue pour compenser le manque à gagner et qu'une hausse de la redevance paraîtrait malvenue en période de crise économique.

Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, avait toutefois déclaré mercredi dernier qu'"à ce stade", la suppression totale de la publicité était toujours prévue pour la fin 2011.

Les députés semblent au moins avoir été entendus sur la nécessité d'avancer le point d'étape prévu par la loi en mai 2011 afin d'évaluer l'impact de la suppression de la publicité après 20 heures. La transmission du rapport du gouvernement au Parlement est désormais prévue d'ici le 30 septembre.

Aux incertitudes sur le financement de la suppression totale de la publicité sur France Télévisions s'ajoutent celles liées à la fin du mandat de son P-DG actuel, Patrick de Carolis, prévue en août prochain.

L'Élysée a coupé court dimanche à une rumeur sur une nomination imminente d'Alexandre Bompard, actuel patron d'Europe 1 (groupe Lagardère) à la tête de France Télévisions.

"Nous n'avons pas évoqué de nom au cours du conseil d'administration (pour un successeur à Patrick de Carolis)", a indiqué de son côté Christian Kert.

---

### **Retraites : réactions à l'annonce des projections du COR. (15.04)**

#### **d'A.P., AFP, Reuters et Lepost - 12 au 14.04**

"Dramatisation", "catastrophisme", "campagne d'affolement injustifié": la gauche et les syndicats ont dénoncé mercredi les interprétations faites par le gouvernement à partir des projections du COR qui, dans son rapport sur le financement des retraites, prévoit un déficit de 72 milliards dans le meilleur des cas en 2050.

Le président du Conseil d'orientation des retraites (COR), Raphaël Hadas-Lebel, a reconnu mercredi lors d'une conférence de presse que les évaluations à long terme "n'ont pas le même degré d'exactitude" que celles à plus court terme.

"Nous ne sommes ni alarmistes, ni lénifiants. Nous ne cherchons pas à fabriquer des épouvantails, mais à livrer des éléments sur la réalité des besoins de financement", s'est-il défendu, refusant de participer à une "polémique", ce qui, a-t-il dit, n'est pas son "rôle". "Nous ne sommes inféodés à personne", a-t-il lancé, rappelant au passage que les partenaires sociaux siégeaient eux aussi au COR.

Rendu public et remis au Premier ministre mercredi, le rapport estime que le besoin de financement des régimes de retraite s'accroîtrait régulièrement à partir de 2015 pour atteindre à l'horizon 2050 un montant de 72 à 115 milliards d'euros si rien n'est fait, selon trois scénarios tenant compte des gains de productivité, du taux de chômage et de la démographie.

Dès 2020, en fonction des scénarios retenus, le besoin de financement serait compris dans une fourchette de 41 à 49 milliards d'euros.

Les réactions du gouvernement.

"Quand vous vivez plus longtemps, vous devez passer plus de temps au travail", a dit le ministre du Travail, Eric Woerth, qui veut présenter la réforme en septembre au Parlement.

Pour ce faire, il n'exclut ni de relever l'âge légal de la retraite, actuellement de 60 ans, ni d'allonger à nouveau la durée de cotisation nécessaire pour toucher une pension complète (41 ans en 2012), ni de combiner les deux.

"Les contraintes sont implacablement démographiques et c'est pourquoi nous avons besoin, non pas de mesures conjoncturelles et symboliques, mais de mesures structurelles", a dit le Premier ministre dans un discours lors de l'inauguration d'une usine Saint-Gobain, dans le Maine-et-Loire.

"Ne nous y trompons pas, la crise a aggravé le déficit, elle n'en est absolument pas la cause (...). Face à ce constat, nous sommes obligés d'agir, sinon notre système de retraites s'effondrera sous le poids des déficits", a-t-il prévenu.

Le rapport du Cor permet à chacun de "se faire une idée précise, et non discutable, de l'immense défi financier qui est devant nous", a estimé François Fillon.

Rappelant que le Cor avait été créé par l'ancien Premier ministre socialiste Lionel Jospin, il a souligné que le rapport avait été rédigé "par des hommes et des femmes qui représentent toutes les sensibilités politiques, syndicales".

Eric Woerth n'exclut pas quelques ajustements mais s'est opposé à toute hausse d'impôts et à toute augmentation générale des cotisations, une option également rejetée par le patronat.

Du côté du Medef.

Selon Mme Parisot, "même avec ces scénarios qui nous semblent peu réalistes, les besoins de financement du régime général sont au moins égaux à 100 milliards d'euros par an à partir de 2050". Certes, 2050 "c'est très loin" mais "il faut raisonner avec cette ligne d'horizon".

Elle a indiqué que "le taux de cotisation, salariés plus employeurs, a doublé entre les années 60 et aujourd'hui" pour passer "de 8% à plus de 16%" pour la vieillesse, la présidente du Medef s'est demandée "s'il n'y a pas un plafond de cotisation à envisager". C'est pourquoi "les scénarios qui imaginent des augmentations de cotisations ne nous semblent pas raisonnables", a-t-elle dit.

Mme Parisot a récusé implicitement tout alourdissement de la fiscalité sur les revenus financiers (plus-values boursières, stock-options...) en notant que "tout le fondement de notre système par répartition repose sur un mécanisme de cotisations liées au travail". "Si on aborde le sujet sous l'angle de la fiscalité, c'est totalement un autre système qui est envisagé (...), un bouleversement considérable".

Du côté des syndicats.

FO. "Personne ne peut faire des prévisions sérieuses en 2050. C'est Nostradamus là! C'est plus de l'économie!", a réagi de son côté le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly. Faire des projections de cet ordre "va servir à la propagande gouvernementale (...) pour dire: 'regardez c'est la catastrophe'", a-t-il déclaré mercredi sur Radio Classique.

La CGT, pour sa part, a dit s'inscrire "en totale opposition avec le catastrophisme des commentaires qui accompagnent depuis deux jours la publication du rapport". Ce dernier "démontre avant tout la dégradation de l'équilibre financier des retraites, sous le coup de la crise", ajoute l'organisation syndicale. Et "si les conséquences de la démographie à long terme ne sauraient être niées, elles sont parfaitement surmontables", estime-t-elle.

Pour la CGT, "il faut une nouvelle politique de l'emploi" qui "passe par une remise en cause du mode de croissance actuel orienté vers un accaparement de plus en plus important, par les actionnaires, des richesses créées". Et de réclamer "une réforme du financement de la protection sociale", passant par "la mise en oeuvre d'une contribution sur les revenus financiers des entreprises au même taux que la cotisation retraite des employeurs", et la remise en cause de certaines exonérations fiscales, position partagée par FO.

La CFDT juge, elle, que les montants évalués à l'horizon 2050 "traduisent l'impasse de solutions strictement paramétriques pour régler la question des retraites. Un recul de l'âge légal de départ serait à cet égard injuste, inefficace et sans commune mesure avec les enjeux". Et de plaider, comme la CGT, pour une mise à contribution des "revenus du patrimoine et des placements financiers".

Du côté des partis politiques.

PS. Le rapport du COR n'est qu'"un élément parmi d'autres de l'évaluation financière et ne doit pas être instrumentalisé pour imposer des choix de société", estime la première secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry dans une tribune publiée par "Le Monde" daté de jeudi.

Elle accuse par ailleurs la droite de n'avoir jamais "pris la peine de soumettre les très hauts revenus, les produits du capital financier ou de la rente à l'impératif de solidarité", confirmant que le PS défendra "le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans (...) avec la possibilité de partir plus tôt pour ceux qui ont exercé des activités particulièrement pénibles".

M. Aubry dans une tribune au quotidien Le Monde, publiée mardi.

"Les socialistes seront au rendez-vous des contre-propositions" sur l'avenir des retraites.

"Nous serons fermes sur nos valeurs et inventifs pour trouver des solutions qui garantissent la pérennité et l'équité du système par répartition."

"Le gouvernement cherche à dramatiser pour imposer ses décisions à sens unique dans l'urgence quand il faudrait, comme le demandent les organisations syndicales, prendre le temps d'une véritable négociation pour trouver les voies d'une réforme juste et viable dans la durée."

"Les salariés et les retraités ne peuvent pas être les seuls sur lesquels reposent tous les efforts. Réformer les retraites suppose d'introduire sans tarder de nouvelles ressources dans le système. Ce qui ne signifie pas de peser sans fin sur les salariés ni de diminuer les pensions."

"Nous défendrons le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans – c'est-à-dire la possibilité de faire valoir ses droits à pension –, avec la possibilité de partir plus tôt pour ceux qui ont exercé des activités particulièrement pénibles."

"Les Français savent que l'accroissement de l'espérance de vie et une arrivée plus tardive sur le marché du travail nécessitent pour beaucoup un départ réel après 60 ans (...) Dans un marché du travail qui ne fait pas sa place aux seniors, combiné à l'allongement des durées de cotisation, cela se traduirait pour eux, avant tout, par une baisse des pensions que nous ne pouvons accepter."

"Le moment est venu pour la France de dire quelle part des ressources nationales elle entend consacrer au vieillissement. Aux retraites et à la révolution de la qualité des âges que nous voulons réussir. Soyons à la hauteur du futur."

Réagissant à la tribune de Mme Aubry, le porte-parole du gouvernement Luc Chatel a souligné que "l'état des lieux" du COR "semble dire qu'il y a urgence à agir". "Etre responsable politique, ce n'est pas jouer la politique de l'autruche, c'est prendre ses responsabilités, même si c'est difficile", a-t-il taclé, ajoutant: "Si d'aventure Mme Aubry a des propositions ou des idées sur ce sujet, le gouvernement est très ouvert en la matière".

"Il y a évidemment urgence à poursuivre la réforme des retraites", a répété de son côté le ministre du Travail Eric Woerth. "Martine Aubry a raison (sur ce point, NDLR). C'est pour ça que nous allons certainement parvenir, j'imagine, à un consensus avec le Parti socialiste. En tout cas, je le souhaite", a-t-il ironisé, en réponse à la Première secrétaire du PS.

Laurent Fabius a proposé mercredi que les banques, "compte tenu de leur responsabilité dans la crise", apportent "une contribution importante au financement des retraites" sous la forme d'une taxation de "plusieurs milliards d'euros par an".

Verts. Les Verts se sont prononcés mercredi pour un élargissement de l'assiette de cotisation afin d'assurer un financement des retraites reposant "sur une juste répartition des richesses".

PG. Dans un communiqué, le président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon dénonce quant à lui "la campagne d'effolement injustifié à laquelle donne lieu la diffusion du rapport du COR". Il estime notamment que les projections de l'institution sont "très discutables démographiquement et économiquement".

POI. Page 2 du n° 93 d'Informations ouvrières. "Le Conseil d'orientation des retraites s'apprête à rendre publiques ses prévisions de déficit des retraites... pour 2050. 70, 100 milliards, et même 2 600 milliards (en total cumulé). N'importe quoi ! Et pourquoi pas 10 000 milliards, pendant qu'on y est ?

Question autrement plus sérieuse : combien coûte, non pas dans quarante ans, mais aujourd'hui, aux travailleurs et à la société tout entière, la loi du profit capitaliste ?" (...) "... il n'y aurait pas d'argent." (...) "Pas d'argent ?" (...) "Pas d'argent pour la Sécurité sociale..." (...) "Pas d'argent pour l'école..." (...) "Voilà la réalité des « réformes », pour le plus grand profit des patrons. Non, ce n'est ni indispensable ni inévitable.

Ce qui est indispensable, c'est l'augmentation générale des salaires et des retraites, c'est l'interdiction des licenciements. Défendre les retraites, c'est refuser tout consensus avec Sarkozy et les patrons, et mettre ainsi un coup d'arrêt à l'avalanche destructrice."

En lisant ces lignes on pourrait penser qu'en réalité les patrons et leurs représentants au gouvernement font preuve de mauvaise volonté et sont des égoïstes, mobilisons-nous pour leur forcer la main disent-ils... et ensuite la vie continuera comme avant. Est-ce cela le combat pour le socialisme ? A la Bernstein peut-être !

---

## **Des grévistes de la Caisse d'épargne ont retenu deux membres du directoire. (16.04)**

**Lemonde.fr - 15.04**

Une centaine de grévistes de la Caisse d'épargne d'Ile-de-France, qui protestent contre un plan social, ont retenu, jeudi 15 avril pendant quelques heures, deux membres du directoire dans l'un des sièges de l'entreprise, situé rue Réaumur à Paris. 'Les deux membres du directoire ont été libérés', sans négociation, a déclaré à l'AFP une porte-parole de la Caisse d'épargne d'Ile-de-France dans la soirée.

Quelque 16,5 % de salariés, selon la direction, avaient entamé une grève mardi, à l'appel de SUD et de la CGT, demandant notamment une 'prime de 3 000 euros', une augmentation mensuelle de 5,1 % 'avec un plancher de 140 euros' et déplorant 'la quasi-suppression de l'intéressement malgré des résultats commerciaux excellents'.

Ils dénoncent également le 'plan de réorganisation de la Caisse d'épargne Ile-de-France à échéance 2012', présenté en décembre en comité d'entreprise, qui prévoit la suppression de 551 postes, et réclament 'trois propositions d'affectation', là où la direction n'en offre selon eux qu'une seule.

---

## **200 emplois menacés par une nouvelle réorganisation chez GlaxoSmithKline. (16.04)**

**Lemonde.fr - 15.04**

Après deux annonces de suppressions massives d'emplois en 2009, le groupe pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK) a annoncé mercredi 14 avril une nouvelle "réorganisation" de son activité, se traduisant en France par la fermeture du site de distribution d'Evreux (Eure), où travaillent environ 150 salariés, et par la suppression de 42 postes sur le site de production dans les activités administratives (comptabilité, informatique), également à Evreux (Eure). Dans ces mêmes activités, 15 postes seront transférés au siège français à Marly-le-Roi (Yvelines), sept seront créés.

GSK indique vouloir regrouper ses 22 centres de distribution européens sur quatre plate-formes qui seront chargées de l'approvisionnement de quatre grandes zones géographiques. La France devrait accueillir dès 2011 la plate-forme pour le stockage et la distribution dans les pays de nord-ouest de l'Europe. Mais cette activité sera externalisée et, précise GSK dans un communiqué, le choix de ce nouveau partenaire "n'est pas arrêté à ce stade". Ni le choix de la localisation géographique du futur site en France. Ainsi, le laboratoire indique que "les impacts éventuels en termes d'emplois" ne seront précisés que "dans les prochaines semaines", quand le futur prestataire sera choisi.

LICENCIÉ PAR GSK DEUX FOIS EN SEPT MOIS ?

"On nous a simplement annoncé que le site fermerait ses portes le 31 décembre, sans nous dire ce qu'on allait faire de nous. Est-ce qu'ils vont nous licencier ? Est-ce qu'ils vont nous transférer ? On nous dit qu'il faut attendre", explique l'un des salariés du site de distribution, Olivier Cantelou. "Mais le pire, c'est que 28 d'entre nous sont arrivés au centre de distribution en septembre après avoir été licenciés en mai dernier d'un autre site de GSK. Je peux pas croire que Glaxo me licencie une deuxième fois en sept mois !"

Au printemps 2009, GSK avait annoncé 800 suppressions d'emplois à Evreux, auxquelles s'étaient ajoutées à l'automne 440 suppressions supplémentaires, principalement chez des visiteurs médicaux, et 90 au siège de Marly-le-Roi. Olivier Cantelou avait fait parti de la première charrette. Licencié le 13 mai par GSK Connexion avant d'accepter une "offre valable d'emploi" moins-disante sur le plan salarial, dans un autre site de GSK. "On ne comprend rien à ce qu'ils font. Sur le plan social de l'an dernier par exemple, on voit des intérimaires embauchés à nos anciens postes, à quoi ça rime ?", s'emporte Olivier Cantelou, qui rappelle, amer, que son PDG, Andrew Witty, a touché 8 millions de livres de rémunération (en titres et en numéraires) cette année, soit une hausse de 76 % pour sa première année complète à la tête du groupe pharmaceutique mondial.

Installés devant le site, les salariés du centre de distribution se sont mis en grève jusqu'à lundi. Ils reprendront alors le travail "au ralenti", en attendant d'en savoir plus.

---

## **La pauvreté des personnes âgées ne bat pas en retraite. (16.04)**

**20minutes.fr - 15.04**

En plein débat sur les retraites, le collectif Alerte, composé d'une quarantaine d'associations, a tiré la sonnette d'alarme sur la situation économique des personnes âgées. Ses porte-parole ont témoigné, mercredi, de la paupérisation croissante des aînés, qu'ils constatent quotidiennement sur le terrain. «Ils sont de plus en plus nombreux à solliciter un hébergement d'urgence, les centres d'action sociale ou les

soupes populaires...», note ainsi Jean-François Serres, secrétaire général des Petits Frères des pauvres.

Le fonds d'aide exceptionnelle mis en place en 2009 par l'association pour faire face aux conséquences de la crise est mis constamment à contribution pour permettre aux personnes âgées de boucler leurs fins de mois. La détérioration de leurs conditions de vie s'explique notamment par l'augmentation des dépenses courantes, due à la hausse des loyers et des tarifs de l'énergie, à l'alourdissement des dépenses de santé... Et ce, alors que les pensions de retraite augmentent peu.

Une bombe à retardement

Par ailleurs, les associations soulignent que l'Aspa (allocation de solidarité aux personnes âgées), minimum vieillesse accordé aux plus de 65 ans touchant une petite retraite (soit 677 euros par mois pour une personne seule), reste sous le seuil de pauvreté (900 euros par mois). Autre facteur aggravant la précarité: «la complexité des aides sociales qui dissuade souvent les personnes âgées de les demander, surtout lorsqu'elles sont seules et ne peuvent solliciter l'aide d'un tiers», indique Jean-François Serres.

Les associations ont également fait part de leurs craintes de voir cette paupérisation des retraités s'amplifier dans l'avenir. Notamment pour ceux qui auront connu des périodes de chômage non indemnisées, lors desquelles ils n'auront pas cotisé pour leur retraite. Une véritable bombe à retardement.

---

## **Georges Tron confirme qu'il y aura 34 000 fonctionnaires en moins en 2011. (16.04)**

**Lemonde.fr et AFP - 15.04**

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, Georges Tron, affirme dans Les Echos, jeudi 15 avril, que trente-quatre mille fonctionnaires d'Etat ne seront pas remplacés en 2011. "Nous continuerons (...) d'appliquer strictement le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux l'an prochain à la fonction publique d'Etat. Cela correspond, grosso modo, à trente-quatre mille départs non remplacés", précise Georges Tron. Cent mille postes de fonctionnaire ont déjà été supprimés ces trois dernières années.

Cette même règle, ajoute-t-il, s'appliquera également aux opérateurs de l'Etat (Météo-France, musées, etc.), ce qui se traduira par le non-remplacement de deux mille postes en 2011, hors université. "Les ministères ne peuvent plus réduire leurs effectifs en les transférant à leurs opérateurs", souligne-t-il. A propos des collectivités locales, dont les effectifs ont augmenté, selon lui, de 330 000 fonctionnaires entre 2000 et 2007, une réflexion devra être conduite "pour modifier, voire inverser la tendance". Par ailleurs, le ministre précise que les premières négociations salariales triennales (2011-2013) dans la fonction publique débiteront en juin et se poursuivront en juillet. En 2009, rappelle-t-il, "le gain moyen de pouvoir d'achat des fonctionnaires [a été] de l'ordre de 3,4 %".

### **SEUIL DE REPRÉSENTATIVITÉ DES SYNDICATS**

Il indique aussi qu'il sera "prudent" à propos du seuil de représentativité des syndicats de fonctionnaires, qu'il doit fixer par décret dans le cadre de la loi sur la rénovation du dialogue social, adoptée par l'Assemblée. "On touche ici à un équilibre interne et historique des syndicats qu'il convient de ne pas trop bouleverser", explique M. Tron.

"L'objectif du texte n'est pas de faire disparaître telle ou telle organisation, mais de renforcer un dialogue social responsable", insiste-t-il. Le texte sur la rénovation du dialogue social dans la fonction publique, qui fera l'objet d'un vote solennel le 27 avril à l'Assemblée, précise qu'à partir de 2013, un accord sera valide seulement s'il est signé par des syndicats représentant une base électorale de plus de 50 % de votants. Mais le seuil des voix en dessous duquel un syndicat sera éliminé n'est pas précisé dans le texte, et doit faire l'objet d'un décret. Ce texte transpose un accord signé à Bercy le 2 juin 2008 entre le ministère de la fonction publique et six organisations syndicales de fonctionnaires sur huit (CGT, CFDT, CFE-CGC, FSU, UNSA, Solidaires), qui ne précisait pas non plus le seuil de représentativité.

---

## **Le médiateur de Pôle emploi a démissionné. (16.04)**

**20minutes.fr - 15.04**

Il a choisi son jour. Alors que Nicolas Sarkozy se rend ce jeudi dans l'agence de Gonesse pour un «point d'étape sur la mise en place de Pôle emploi», le médiateur de la structure a démissionné, selon une information du Figaro.

«Je n'ai ni les moyens ni le soutien nécessaires pour continuer à faire mon travail. La direction générale n'a pas vu l'intérêt de mon rapport parce qu'elle accepte mal toute forme de critique», aurait expliqué Benoît Genuini.

Le rapport en question, Benoît Genuini l'a rendu trois semaines plus tôt. Il y pointait de nombreux dysfonctionnements internes. «Ce rapport très intéressant n'a pas été autant relayé qu'il aurait pu l'être», a estimé le président CFDT de l'Unedic Gaby Bonnard.

Un peu plus d'un an de services

Le médiateur a eu «les moyens et les effectifs» pour travailler. «Un médiateur ne met pas en uvre ses préconisations, c'est à la direction de le faire», a rétorqué un porte-parole de la direction contacté par le Figaro.

Benoît Genuini était le premier médiateur du Pôle emploi, né de la fusion ANPE-Assedic. Il baisse les armes après un peu plus d'un an de service. La structure lui cherche désormais un successeur.

## **Retraites : A bas les privilèges, à bas le régime des banquiers ! (16.04)**

**ladepeche.fr, sauvegarde-retraites.org et Les Echos.fr - 14 et 15.04**

Officiellement aligné depuis 2003 sur celui des fonctionnaires, le régime des députés et des sénateurs reste particulièrement généreux.

S'ils doivent justifier 40 annuités de cotisation pour toucher à partir de 60 ans une retraite à taux plein, ils disposent de la possibilité de cotiser double pendant quinze ans, au taux de 16,6 %, puis une fois et demie (11,77 %) pendant les cinq années suivantes. Cela leur permet de toucher une retraite à taux plein après seulement 22,5 ans de cotisation.

Un seul mandat suffit à assurer aux députés 1.557 euros de retraite mensuelle nette, 3 144 au bout d'un deuxième mandat, et 1.932 euros aux sénateurs.

Dans les faits, ils perçoivent respectivement, en moyenne, des pensions de 2.700 et 4.440 euros. Un système financé, dans le cas de l'Assemblée, par les cotisations des élus et, surtout, par le budget de l'Etat.

Si le régime de retraite des députés fonctionne par répartition, leur caisse n'est alimentée qu'à hauteur de 12% par leurs cotisations. Les 88% restant sont financés par une subvention votée par les parlementaires eux-mêmes et payée par l'Etat.

"Le régime des députés coûte aux Français la bagatelle de 52 millions d'euros par an sur les 60 millions de prestations versées", observe encore auprès de l'AFP Mme Dufrêche. "Le rendement de leur régime est imbattable: pour un euro versé, un député en touchera 6 au moment de la retraite, contre 1 à 1,5 pour un Français lambda", ajoute-t-elle.

Si le régime de retraite des députés fait appel aux fonds publics, les sénateurs se débrouillent très bien tout seuls. Toujours selon Sauvegarde retraites, leur caisse fonctionne en grande partie par capitalisation. Les cotisations couvrent 43% des dépenses, le reste étant financé par les intérêts de leurs placements. "Leur régime est tellement bien géré, soutient Marie-Laure Dufrêche, qu'elle était excédentaire de 575 millions d'euros fin 2008, ce qui leur permet d'assurer 23 années de prestations pour leurs 572 pensionnés (296 ayant droits directs, 271 veufs et 5 orphelins)".

Actuellement 46 % des parlementaires sont fonctionnaires, 20 % sont de professions libérales, 10 % des agriculteurs et dans le tiers restant nombreux sont ceux qui sont issus d'organismes détachés ou issus de la fonction publique. 83 % d'entre eux pratiquent le cumul des mandats...

Les députés ont substantiellement réévalué leur assurance chômage qui est portée de 6 mois à 60 mois. Très exactement, les « battus » d'une l'élection législative toucheront leur traitement mensuel à taux plein pendant six mois, puis l'indemnité, pudiquement appelée "revenu de transition", deviendra dégressive pendant quatre ans et demi : 70 % les six mois suivants, 60 % jusqu'à un an et demi, 50 % jusqu'à deux ans, 20 % au bout de quatre ans et demi.

Outre le fait que ces montants sont scandaleusement élevés par rapport au privé pour une cotisation ridiculement faible (0,5 % alors qu'elle s'élève à 2,4 % pour le salarié du privé et 4 % pour son employeur), ce qui choque le plus, c'est que cette indemnité constitue un plafond durant la période de cinq ans qui suivra l'échec à l'élection. Si le député battu, issu ou non de la fonction publique, retrouve un emploi moins bien payé, le différentiel lui sera versé selon le barème dégressif défini plus haut !

Un tel privilège, qui n'a d'assurance chômage que le nom, n'existe nulle part ailleurs en France.

Autre avantage dévolu aux parlementaires : en cas de décès, le veuf ou la veuve reçoit 66% de la pension du défunt, sans condition de ressources.

(source : ladepeche.fr, sauvegarde-retraites.org et Les Echos.fr 14 et 15.04)

A ce tarif-là, on comprend que plus d'un soit prêt à faire n'importe quoi pour figurer en bonne place sur une liste électorale et ainsi se faire élire.

La "révolution par les urnes" de Mélenchon, vous en comprenez mieux les tenants et les aboutissants ? Comme on comprend qu'il ne combatte pas pour l'abolition des institutions de la Ve République, tout s'explique comme toujours.

---

## **Les dirigeants d'Essex toujours séquestrés à Mâcon. (17.04)**

### **Reuters - 16.04**

Des tentatives de négociation ont à nouveau échoué vendredi à l'usine de fabrication de fils de cuivre Essex à Mâcon (Saône-et-Loire) où deux dirigeants sont séquestrés depuis deux nuits dans leurs bureaux.

La direction a demandé l'intervention des forces de l'ordre pour déloger les salariés qui occupent le site et retiennent le directeur et le directeur des ressources humaines de l'usine pour exiger des indemnités de départ substantielles.

"Nous venons d'apprendre par notre avocate qu'une assignation d'heure à heure a été déposée par la direction d'Essex auprès du tribunal de Mâcon", dit la CGT dans un communiqué. Une audience devait se tenir vendredi en fin de journée pour décider d'un éventuel recours à la force.

Les 86 salariés d'Essex, qui menacent de jeter dans la Saône du matériel et des bobines de cuivre, ont appris la fermeture du site de Mâcon en octobre dernier.

A la suite de l'intervention jeudi soir d'Arnaud Montebourg, député socialiste de Saône-et-Loire, une médiation sous l'égide du préfet avait été proposée et acceptée dans un premier temps.

Une rencontre devait avoir lieu vendredi après-midi à la préfecture avec Michel Mayoud, PDG d'Essex Europe, mais son principe a finalement été annulé par la direction.

Les syndicats dénoncent également la position du ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, qui a jugé "inacceptable et révoltant" l'attitude des salariés d'Essex.

"Contrairement à ce qu'affirme le ministre, la totalité du personnel est dans l'action et a reconduit à une très large majorité la poursuite du combat", affirme la CGT.

Les syndicalistes de l'usine, qui se disent prêts à organiser une troisième nuit de séquestration, estiment que Christian Estrosi portera, au même titre que les dirigeants d'Essex, "l'entière responsabilité des conséquences de l'exaspération, de la détresse, et de l'amertume des salariés."

Les séquestrations de dirigeants d'entreprises par des salariés, qui menacent parfois de faire sauter des installations, pour obtenir de meilleurs plans sociaux se sont multipliées ces derniers mois en France. Plusieurs accords ont été trouvés après de telles actions, dont le dernier à l'usine Sodimatex de Crépy-en-Valois, dans l'Oise.

Les syndicats d'Essex réclament une révision complète du plan de licenciement et des primes de départ de 120.000 euros par personne. La direction proposerait 30.000 euros pour les salariés ayant plus de cinq ans d'ancienneté.

---

## **Le numéro deux du PCF veut retenir les démissionnaires . (17.04)**

### **Lefigaro.fr - 16.04**

«Jamais, depuis des décennies, le Parti communiste n'a eu la volonté d'entreprendre un tel chemin de rénovation. C'est un défi historique !» Pierre Laurent a les mains calmement posées sur la table et les intonations de sa voix ne changent pas : lentes et mesurées.

Pourtant, on le sent désireux de passer outre cette allure nonchalante qui fait la marque de fabrique du numéro deux du PCF. De celui qui a déposé jeudi sa candidature pour prendre la succession de l'actuelle secrétaire nationale du parti, Marie-George Buffet, au congrès d'étape de juin prochain. Pierre Laurent est donc en campagne.

Et pour cela, il tente d'enrayer les départs de ses «camarades» : les députés Patrick Braouezec, François Asensi et Jacqueline Fraysse ou des historiques comme Pierre Zarka ou Roger Martelli, lesquels ont décidé de quitter le PCF en dénonçant le «raidissement dans la pratique démocratique» d'un parti qui «n'a pas réussi à se transformer». En tout, quatorze démissions du conseil national.



## Un projet «partagé» pour 2012

De son côté, l'ancien ministre Jean-Claude Gayssot a dit craindre «le pire» si son parti persévère dans son «entêtement à refuser une véritable métamorphose». À tous ceux-là et aux autres, tentés par le départ, à qui il a envoyé une «lettre ouverte» en forme d'appel, Pierre Laurent dit savoir «leurs exigences sur ces questions». «Ce n'est pas le moment de partir, leur écrit-il, au moment où nous allons déployer nos propres transformations.» «Votre place est avec nous, dans la construction de ces avancées», a encore lancé le numéro deux du PCF.

En marge d'un conseil national qui s'est tenu vendredi, il a clairement indiqué que cette mutation du PCF passait par le Front de gauche et par son ouverture au monde syndical et associatif. En début de semaine, Pierre Laurent s'est adressé à ses partenaires du Front de gauche : Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) et Christian Picquet (Gauche unitaire). Il leur a proposé une «réunion au sommet» au plus vite pour discuter de la semaine de mobilisation sur les retraites début mai mais aussi de la présidentielle. Laurent veut débattre «autour d'un projet partagé» pour 2012.

## Une campagne «petit bras»

Mais pas sur une candidature, tient-il à préciser alors que Mélenchon s'est jugé «capable» d'être le candidat commun. «Dans la crise, a-t-il dit dans Libération, c'est l'heure des personnes qui ont du caractère, pas des fromages pasteurisés ou des poissons lyophilisés.»

Question caractère, André Gerin, député PCF «orthodoxe» du Rhône, et cinq secrétaires fédéraux du Parti ont demandé à repousser le congrès de juin à décembre pour donner du temps au débat et coïncider avec le 90e anniversaire du congrès de Tours, qui a donné naissance au PC. Dans une lettre à Buffet, ils critiquent une campagne «petit bras» sur les retraites et «une cuisine sur fond de recomposition politique, une fusion-confusion PCF-Parti de gauche sans envergure».

---

## **Fin de l'occupation à l'usine PIP de La Seyne-sur-Mer. (19.04)**

### **Lemond.fr et AFP - 18.04**

Les salariés du fabricant de prothèses mammaires Poly Implant Prothèse (PIP) à La Seyne-sur-Mer (Var), en liquidation judiciaire et soupçonné de fraude, ont mis fin, samedi 17 avril, à une semaine d'occupation de leur usine qu'ils menaçaient d'incendier.

Réunis en assemblée générale, une majorité d'entre eux ont voté la libération des locaux et la levée de la menace d'incendier l'usine. 'Nous attendons maintenant que le préfet nous reçoive pour une nouvelle table ronde', a déclaré le délégué du personnel, Karim Gheniou. 'Il convient maintenant que la préfecture honore ses engagements, tant dans le délai de carence [avant le versement des indemnités de chômage], qui devrait être ramené à un mois, que dans les procédures spécifiques de reclassement et de formation', a-t-il ajouté.

La décision des salariés est intervenue après plusieurs heures d'échanges avec la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, chargée par le préfet du Var d'une mission d'accompagnement et de pilotage'. Depuis huit jours, les quelque 120 salariés se relayaient sur le site pour obtenir 'un fond d'urgence pour compenser le délai de carence de deux mois' à Pôle Emploi. Ils réclament également 10 000 à 15 000 euros d'indemnités par licenciement.

La société PIP, qui a été numéro trois mondial du secteur avant de connaître des difficultés financières, a été placée en liquidation judiciaire le 30 mars par le tribunal de commerce de Toulon, laissant sur le carreau 120 salariés. Parallèlement, l'Agence des produits de santé (Afssaps) a retiré du marché des prothèses mammaires en gel de silicone de PIP, alertée par un taux de ruptures anormal. Une enquête a été ouverte au parquet de Marseille et des dizaines de plaintes ont déjà été déposées par des femmes porteuses de prothèses PIP. Une association, regroupant près de 200 d'entre elles, a été créée à Besançon.

---

## **"Nous n'avons pas besoin d'en promettre tant et plus" (F. Hollande). (19.04)**

### **Le Monde - 17.04**

Un discours de vérité. C'est ce que prône François Hollande, député socialiste de Corrèze et candidat aux primaires qui sélectionneront le candidat à la présidentielle de 2012. Sur les retraites, l'ancien premier secrétaire du PS se démarque d'une partie de la gauche, qui conteste le constat alarmant du Conseil d'orientation des retraites (COR). Sur l'état du pays, il prévient : "Nous n'avons pas pris la mesure de la gravité du choc économique." A Martine Aubry, qui veut développer "la société du bien-être", il répond : "On ne vit pas dans un monde édulcoré." En 2012, ajoute-t-il, le PS devra se concentrer sur quelques priorités - l'éducation, l'emploi, l'écologie - et redonner espoir aux jeunes.

Dans une récente tribune au Monde, Martine Aubry met en garde le gouvernement contre la tentation de "dramatiser" le débat sur les retraites. Partagez-vous son point de vue ? Considérez-vous les chiffres du Conseil d'orientation des retraites comme sujets à caution ?

Le Conseil d'orientation des retraites, c'est le gouvernement Jospin qui l'a mis en place. Je ne suggère donc pas de casser le baromètre sous prétexte qu'il annonce du mauvais temps. Bien sûr, je me demande moi aussi s'il est sérieux de se projeter aussi loin, en 2050. Il aurait mieux valu s'arrêter à 2020, voire à 2030. Mais sur le fond, cela ne change rien : la situation est grave, nous sommes confrontés à un déficit structurel lié à la faiblesse de la croissance, à l'arrivée à la retraite des générations nombreuses et à l'allongement de la vie. Quoi que ce gouvernement décide, il ne résorbera pas le déficit d'un seul coup. Il n'y aura pas de grand soir des retraites. Et sa prétention à en faire la grande réforme du quinquennat tient une nouvelle fois de l'illusion. Le financement des retraites concerne aussi bien la gauche que la droite. Il restera devant nous. C'est la raison pour laquelle je plaide pour un rendez-vous tous les cinq ans.

Une partie de la gauche et du PS estime que tout peut se régler par des prélèvements nouveaux. Martine Aubry relaie leur argument en jugeant urgent de trouver de "nouvelles ressources". Et vous ?

Oui, de nouvelles ressources sont nécessaires, notamment sur les revenus du capital et les bénéfices des banques. De même convient-il d'élargir l'assiette des cotisations à l'intéressement, à la participation et aux stock-options. Mais il n'existe pas des recettes miracles qui nous dispenseraient d'un effort contributif et productif pour préserver le niveau des pensions.

Il faut avoir conscience d'une chose : avec le niveau actuel du déficit public - plus de 8 % du PIB - les prélèvements que nous lèverons là, nous ne les mettrons pas ailleurs ! C'est pourquoi l'avenir des retraites ne peut se résoudre uniquement par l'impôt. Ne commettons pas la même erreur que celle du gouvernement, qui ne veut jouer que sur un seul paramètre : l'allongement de la durée de cotisation !

Pourquoi le PS tient-il à la défense de la retraite à 60 ans ?

Revenir sur ce principe infligerait une double peine aux salariés qui ont commencé à travailler tôt : ils seraient obligés de cotiser plus longtemps et pour une espérance de vie à la retraite plus courte. Ce serait aggraver l'injustice de notre système. La bonne position consiste à conserver l'âge de départ à 60 ans comme un droit, mais à adapter la durée de cotisation en fonction de l'allongement de l'espérance de vie et de la pénibilité. Si nous vivons plus longtemps, nous travaillerons plus longtemps.

Vos solutions sont proches de celles de Manuel Valls qui, comme Alain Juppé, plaide pour une union nationale sur le sujet.

Evitons les grands mots ! Sur ce sujet comme sur d'autres, il existe des différences entre la gauche et la droite. Mais cela n'exclut pas de faire preuve de responsabilité. Dans une société vieillissante, il faut arrêter d'arbitrer systématiquement en défaveur des jeunes. L'enjeu de 2012, c'est de leur donner toute leur place.

Que voulez-vous dire ?

Une élection ne se gagne pas clan contre clan, dans la stigmatisation, mais sur un thème fédérateur qui réconcilie les Français. Les classes moyennes et populaires ne retrouveront confiance dans la politique que si nous parvenons à leur démontrer que nous assurerons un avenir à leurs enfants. Si nous ne le faisons pas, c'est une explosion qui se prépare, pas seulement dans les banlieues et les quartiers. Une génération qui a fait des études, obtenu des diplômes et ne parvient ni à travailler, ni à s'installer, ni à se loger c'est insupportable. C'est ce qui explique cette défiance persistante à l'égard des décideurs, ce très haut niveau de pessimisme propre à la France. La jeunesse doit être notre projet. C'est pourquoi je lance l'idée d'un nouveau contrat de travail de cinq ans qui organisera un partenariat entre un jeune et un senior, un entrant et un futur sortant.

Martine Aubry défend un nouveau concept : la société du "care", autrement dit du bien-être, où chacun se soucie l'un de l'autre. Est-ce une façon de dépasser le débat sur les retraites ou de noyer le poisson ?

Disons d'accompagner le débat. La gauche a raison d'affirmer des valeurs collectives contre la marchandisation de la société et l'individualisme forcené. Tout ne peut pas être assuré par l'Etat, ou relever de la loi, nous sommes individuellement comptables de la façon dont fonctionne une société.

En même temps, je me méfie des slogans. On ne vit pas dans un monde édulcoré. Les marchés financiers ne sont pas des Bisounours. Les rapports de force existent. On n'a pas encore pris la mesure de la gravité du choc économique que nous vivons. Le centre de gravité du monde s'est déplacé vers la Chine et l'Inde. L'Europe est en état de faiblesse. Contrairement à ce que nous espérons, le marché n'a pas été mis en situation de faiblesse par la crise financière. Bien au contraire, il se venge contre les Etats. Ce qu'on attend des socialistes, c'est qu'ils énoncent clairement leurs choix. Et qu'ils puissent les traduire concrètement.

Dominique de Villepin, Alain Juppé sont en train de doubler Nicolas Sarkozy sur sa gauche. Ils prônent, comme vous, la réforme fiscale et l'égalité républicaine. Cela n'incite-t-il pas la gauche à gauchir son discours ?

Nicolas Sarkozy aura au moins eu une utilité : les valeurs républicaines sont à la hausse. Il aura fait la démonstration que l'argent, la confusion des genres, la réussite qui n'est pas forcément le mérite ne peuvent servir d'horizon, surtout dans une période de crise. Je me réjouis que cette lucidité touche une partie de la droite. Elle ne doit pas nous conduire à céder à la surenchère ou à en ajouter, sinon gare aux déconvenues. Nous hériterons en 2012 d'une situation comme jamais la gauche n'en a connue : faible croissance, endettement record et

compétitivité dégradée. C'est un quinquennat de redressement qu'il nous faut préparer.

Porter un discours sur les efforts à consentir, est-ce vraiment populaire ?

Ma démarche ne consiste pas à annoncer de la sueur, du sang et des larmes, mais à indiquer le chemin d'un espoir crédible. Pour gagner, nous n'avons pas besoin d'en promettre tant et plus. Nul n'y croirait, pas même les éventuels bénéficiaires. Nous devons donner du sens, annoncer trois ou quatre priorités : éducation, emploi, écologie, et surtout dire comment nous les financerons. La réforme fiscale est la condition de toutes les autres.

Avez-vous le sentiment que les débats engagés au sein du PS vont dans cette direction ?

N'évacuons pas les choix difficiles, ils nous reviendraient en boomerang.

Etes-vous prêt à une confrontation personnelle avec Martine Aubry sur ce sujet ?

Je suis, par les fonctions que j'ai exercées, attaché plus qu'aucun autre à l'unité du PS, mais elle ne doit pas être une facilité pour ne pas débattre des défis qui nous attendent. Il s'agit d'établir un socle commun entre nous. Ensuite, les primaires permettront non seulement de choisir notre candidat, mais de faire prévaloir une orientation et une méthode.

La gauche a-t-elle vraiment le temps de dépasser ses divergences pour construire un projet crédible en deux ans ?

Oui, mais à la condition que ce travail soit mené dès maintenant pour être réglé à temps. Nos partenaires, ce sont d'abord les écologistes. Parce qu'ils existent et parce qu'ils le veulent. Qu'ils décident ou non de présenter un candidat, un contrat de gouvernement devra être conclu avec eux avant même que la campagne présidentielle ne s'engage. Ça vaut aussi pour le Front de gauche. Cela suppose que chacun fasse rapidement la clarté sur son propre leadership et son organisation. Je ne crois pas à la possibilité de formaliser les convergences dans le tumulte de l'élection présidentielle, et je n'imagine pas la situation où il faudrait négocier des engagements fondamentaux pour le pays entre les deux tours.

Le calendrier tel qu'il se dessine au PS prévoit des primaires en octobre 2011. Cela vous convient-il ?

Non. Je ne sais qui il protège, mais je vois qui il affaiblit ; en l'occurrence notre candidat. Le meilleur calendrier, c'est juin 2011. Il permet de donner à celui ou à celle qui sera choisi le temps de rassembler les socialistes, de préparer la coalition majoritaire et de convaincre les Français. Rien que cela !

A droite, qui voyez-vous en 2012 ?

Je n'exclus plus que Nicolas Sarkozy soit contraint à renoncer. Son système est épuisé et les fondamentaux qui avaient fait son succès en 2007 se sont fissurés.

Je suis frappé par l'analogie entre la fin du giscardisme et celle du sarkozysme. Tous les deux avaient brandi la rupture, brisé des codes, pratiqué l'ouverture. Tous les deux ont été bousculés par la crise et ont connu cette dérive monarchique avec des entourages qui ont fini par se détruire de l'intérieur. Mais la victoire ne se construit pas sur une décomposition. C'est une force qui se lève pour faire mouvement.

---

## **A Paris, plusieurs élus quittent l'UMP pour le Nouveau Centre. (20.04)**

**LeMonde.fr - 19.04**

Après la déroute de la droite aux régionales et les déclarations d'Hervé Morin, qui a laissé entendre qu'il pourrait être candidat en 2012, c'est au Conseil de Paris que les centristes donnent de la voix.

Plusieurs membres du groupe UMP ont décidé de quitter le parti présidentiel pour intégrer le Nouveau Centre. Jérôme Dubus, vice-président du groupe UMP, vient de rejoindre le groupe centriste Libéraux et indépendants, présidé par le sénateur Yves Pozzo di Borgo. Lynda Asmani, élue UMP du 10<sup>e</sup> arrondissement, et Eric Hélar, élu du 16<sup>e</sup>, avaient déjà fait de même.

Pour Jérôme Dubus, "les résultats des régionales ont apporté la preuve que la droite a besoin d'une réserve de voix au second tour pour remporter l'élection. En 2010, la droite unie a largement reculé par rapport à 2004, année où l'UDF et l'UMP étaient partis en campagnes séparées au premier tour".

Le parti présidentiel, par dérive autoritaire, ne donnerait plus la parole à son centre droit. "L'idée initiale, lors de la fondation de l'UMP, était de

créer un grand parti qui unirait le centre et la droite. Après sept années d'existence, il est autorisé de constater qu'il n'y a pas de courant de centre droit au sein du parti. Il existe un seul grand parti de droite", juge pour sa part Eric Héléard.

"Le mode de fonctionnement autoritaire de l'UMP était accepté tant que son chef menait à la victoire", note un autre élu parisien. La défaite de la majorité présidentielle lors des derniers scrutins a délié les langues. "Lancer un débat sur l'identité nationale à quelques mois d'une échéance électorale importante et, parallèlement, affirmer vouloir reconquérir l'Ile-de-France, c'est ne pas connaître cet électorat", estime Lynda Asmani. "La droite francilienne a fait campagne sur le Grand Paris de Christian Blanc, alors que la capitale est complètement absente de ce projet gouvernemental", souligne pour sa part Jérôme Dubus.

Au Conseil de Paris, le groupe centriste compte maintenant une douzaine de conseillers. Ils espèrent être rejoints par d'autres déçus de l'UMP.

---

## **FN-UMP, le retour de la question de l'alliance. (20.04)**

**Slate.fr - 19.04**

La peur de perdre rend parfois les hommes déraisonnables. Alors que Nicolas Sarkozy chute dans les sondages et que ces sondages le donnent battu en 2012, certains élus s'interrogent tout bas sur la question d'une alliance avec le Front national. Et voilà que l'empoisonnante question des accords, ceux qui avaient mis le feu à la droite en 1998 revient doucement dans les têtes. Ses hommes et femmes politiques, pour la plupart issus de circonscriptions où le vote FN est fort, font le constat suivant: Nicolas Sarkozy a échoué à garder dans son giron les électeurs d'extrême droite.

Le chef de l'Etat, qui se vantait d'avoir «tué le Front» doit se rendre à l'évidence: ceux qu'il avait si habilement attiré par un discours à la fois sécuritaire et ouvriériste sont retournés d'où ils venaient ou se sont réfugiés dans l'abstention, dégoûtés par ce qu'ils estiment être les promesses non tenues de leur candidat. Ces électeurs-là pourraient ils être séduits une nouvelle fois par le candidat de l'UMP? Probablement pas. Comme le dit Jean-Marie Le Pen, «ils préféreront toujours l'original à la copie». L'élection de 2007, n'aura été, pour ces votants (en grande majorité issus des classes populaires, déclassés et fragilisés par la crise) qu'une passade.

Les élections régionales de mars dernier ont révélé à l'UMP son point faible. Réunie dans un parti unique, la majorité n'est plus en mesure de le rester lorsque le FN se remplume. Les projections des résultats des régionales sur les législatives sont terribles pour la droite classique: pas moins de 80 députés perdraient leur circonscription si le scrutin avait lieu demain. Et beaucoup à cause de triangulaires avec le FN. Du coup, les élus concernés cogitent, on le comprend aisément. Ils réfléchissent d'autant plus que la donne est en train de changer côté FN. Jean-Marie Le Pen s'est, enfin, décidé à lâcher les rênes de son parti après 60 ans de vie politique et sa fille Marine, semble être en position de lui succéder face à Bruno Gollnisch.

Avec Marine, bon nombre d'élus de droite se prennent à rêver d'un lepénisme light, débarrassé de ses oripeaux racistes et antisémites, avec lequel il serait désormais possible de faire affaire. Si elle reprend toutes les thématiques de son père, la fille a toujours pris soin de se démarquer de ses outrances. Surtout, si elle fait aussi de l'immigration et de l'insécurité son principal fond de commerce, elle adopte pour parler de ces questions un langage plus prudent, qui fait que personne n'a pu, jusqu'alors, la surprendre en flagrant délit de racisme.

Avec Marine, l'UMP pourrait-elle trouver un terrain d'entente? Nombreux sont ceux, à droite, qui soulignent que le Parti socialiste s'allie avec la gauche de la gauche sans que personne n'y trouve rien à redire. Et que les droites d'autres pays (Italie, Pays-Bas) n'ont pas eu les mêmes états d'âme avec leurs extrêmes.

Mais pour autant, aucun n'ose revendiquer un accord haut et fort. La droite classique n'y est, pour l'instant pas prête, encore traumatisée par les régionales de 1998. Cinq présidents de région de droite s'étaient alors fait élire avec les voix des élus FN. Ces patrons régionaux furent jetés au ban de la communauté RPR-UDF et l'affaire provoqua la scission en deux de l'UDF et la mise en orbite de François Bayrou contre Alain Madelin. Le risque d'implosion de l'UMP sur une question de ce type est trop dangereuse pour qu'elle puisse être posée trop fort.

D'autant plus que rien ne dit que Marine Le Pen serait d'accord pour jouer le jeu. On prête à l'héritière des envies de respectabilité et de strapontins électoraux, mais pour l'heure, rien n'indique qu'elle soit favorable à une union avec l'UMP. Elle s'applique au contraire à taper sur Nicolas Sarkozy et les siens du plus fort qu'elle peut. Vendredi, elle a ainsi expliqué: «Je crois que l'UMP est en train d'imploser, qu'il y aura au moins deux candidats de l'UMP, beaucoup d'électeurs français se tournent» vers le Front national et «sont convaincus par les propositions qui sont les nôtres».

Un moyen de faire monter les enchères?

---

## **"La priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes". (20.04)**

**Le Monde - 19.04**

Le secrétaire d'Etat chargé de l'emploi, Laurent Wauquiez (UMP), veut reprendre le créneau du social et la défense des classes moyennes. Il lance un cercle de réflexion, avec une cinquantaine de parlementaires de terrain.

Pourquoi lancez-vous le club "La droite sociale" ?

C'est une initiative collective de cinquante parlementaires de la majorité : gaullistes, radicaux, libéraux, centristes pour fédérer dans notre famille les talents du social. Le but n'est pas de recréer des chapelles. Les élections régionales ont été un électrochoc.

Elles nous obligent à nous repositionner sur le fond et particulièrement sur les questions sociales. On ne peut répondre au Front national uniquement à travers l'immigration et la sécurité. Le vote FN a été nourri par la désespérance sur les questions sociales et plus particulièrement dans les classes moyennes.

Cherchez-vous un créneau pour exister ?

Le déversoir actuel d'ambition et de rivalités personnelles post- régionales a quelque chose d'indécrot. L'urgence, c'est de réfléchir sur le fond. Toute équipe au pouvoir court un risque d'asphyxie dans la gestion quotidienne. Lionel Jospin s'était ainsi piégé à un moment-clé. Je ne veux pas que cela arrive à notre famille politique. Il faut réactiver, au sein de l'UMP, avec Xavier Bertrand, la machine à réfléchir. Il y a eu un très gros travail de réflexion en 2007.

Après, on est entré dans le temps de l'application. Nous devons désormais être capables de dire que la crise a partiellement changé la donne et notre cadre de réflexion. La défense des classes moyennes et des petits est un des fondamentaux du sarkozysme.

Avez-vous une recette pour relancer la machine à idées ?

Nous voulons coupler réflexion nationale et actions locales. Chaque membre du groupe s'engage à suivre personnellement une action innovante dans le champ social. Il faut sortir des cercles de réflexion pariso-parisiens, qui ont fait beaucoup de dégâts en étant trop autocentrés. Il y a eu beaucoup d'innovations pendant la crise et notre réflexion politique ne s'en est pas assez nourrie.

Dans la Drôme, des entreprises se sont mises en réseau, des reconversions exemplaires ont eu lieu dans le Nord. On fourmille d'idées neuves dont on se prive en ne sollicitant pas assez les élus de terrain.

Vous voulez prendre la succession de Martin Hirsch, personnalité d'ouverture qui a quitté le gouvernement ?

Martin Hirsch était incontestablement social, mais il n'incarnait pas une réflexion de droite sociale car il n'était pas assez centré sur les classes moyennes. Depuis vingt ans, les plus pauvres ont bénéficié d'un accroissement des transferts, les plus riches se sont enrichis en profitant du climat de compétition internationale sur les talents.

Ceux qui se sont vus s'appauvrir, ce sont les classes moyennes. Un pays ne conserve pas son ascenseur social sans prêter attention aux classes moyennes. Quand on traite par exemple le problème des fins de droits, on le fait pour tout le monde, pas uniquement pour les bénéficiaires du RSA. Une approche qui ne se concentre que sur les plus fragiles n'est pas au rendez-vous du social.

La majorité s'est-elle trompée en cherchant à soutenir les plus pauvres ?

Aujourd'hui, la priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes et surtout les classes moyennes modestes. Notre famille ne doit pas avoir de complexes : elle a souvent porté des avancées sociales majeures, particulièrement depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Mais on a perdu, au fil des débats, la lisibilité de notre action sociale.

Parmi les sujets sur lesquels nous voulons travailler, il y a la question des bourses pour les classes moyennes. Comment aller plus loin pour relancer l'ascenseur social dans la continuité des efforts de la ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse.

Valérie Pécresse expliquait que ce changement majeur n'était pas dans la culture française...

C'est précisément la différence entre ce que doivent être le rôle d'un groupe de réflexion et celui d'un ministre confronté à la gestion de tous les jours. Il nous faut travailler sur le logement, où les injustices sont flagrantes. Dans les années 1960, une famille mettait 15 à 20 ans pour devenir propriétaire. On est passé à 30 ou 40 ans, car le prix du foncier est exceptionnellement élevé en France en raison des contraintes d'urbanisme.

Enfin, nous devons travailler sur la fiscalité. Le bouclier fiscal n'est pas un problème, il faut par contre poser la question de l'absence de plancher fiscal, qui me choque beaucoup. Il n'est pas normal que des gros revenus arrivent à se soustraire massivement à l'impôt avec les différentes niches fiscales. La première justice, c'est de s'assurer que celui qui a un très gros revenu paie un minimum d'impôt.

Mais les niches correspondent à des volontés politiques, comme la déduction des intérêts d'emprunts immobiliers, le quotient familial, les emplois à domicile...

Ces niches concernent principalement les classes moyennes. Le problème, ce sont les très grosses niches pour les très hauts revenus.

---

## **Liquidation d'une entreprise dans les Landes, 468 emplois en jeu. (20.04)**

### **Reuters - 19.04**

Près de 500 personnes sont sur le point de perdre leur emploi après la liquidation d'un fabricant de sièges et canapés prononcée par le tribunal de commerce de Mont-de-Marsan, dans les Landes.

Le tribunal a constaté le retrait du seul repreneur potentiel de Capdevielle, entreprise basée dans le sud du département, à Hagetmau, a-t-on appris de sources syndicales.

"En France si on ne menace pas de faire sauter une usine ou si on ne séquestre pas les dirigeants, on se fait liquider dans l'anonymat", a déploré Joël Henry, délégué syndical d'Unsa.

"On a l'impression que, parce qu'on est dans les Landes, un département socialiste, on n'intéresse personne. Aucun ministre n'est venu nous voir", a-t-il dit à Reuters.

Les salariés de Capdevielle sont en moyenne âgés de 47 ans avec 25 ans d'ancienneté. Un salarié avec dix ans d'ancienneté partira avec 3.000 euros d'indemnités, selon l'Unsa.

Rachetée en 2008 à la famille Capdevielle par le fonds d'investissement luxembourgeois GMS Investissement, l'entreprise avait été placée en redressement judiciaire le 4 mai 2009 avec une période d'observation de six mois.

Deux mois après, le tribunal de commerce acceptait le plan social mis en place par les dirigeants prévoyant la suppression de 280 emplois. Capdevielle comptait encore 1.200 employés en 2005.

La direction explique les difficultés de Capdevielle par la faillite de la Camif, un gros client de l'entreprise, la tempête Klaus qui a paralysé l'usine une dizaine de jours en janvier 2009 et le raccourcissement des délais de paiement aux fournisseurs.

Le repreneur potentiel s'est lui retiré faute d'engagement de la part des gros distributeurs But et Conforama, qui "préfèrent acheter en Chine" selon Joël Henry.

La région a déjà été touchée il y a un an par la fermeture de l'usine Sony de Pontonx-sur-l'Adour qui employait 311 salariés et par la tempête Klaus, qui a touché la sylviculture et l'industrie du bois.

---

## **Ils ferment des usines, licenciements en masse et engrangent des profits dans la foulée. (20.04)**

### **Reuters - 19.04**

1- Faurecia a multiplié par deux sa prévision de croissance au premier semestre après un bond de 59,5% de son chiffre d'affaires (3,2 milliards d'euros) sur les trois premiers mois de l'année.

Dix minutes après l'ouverture de la Bourse de Paris, le titre Faurecia progressait ainsi de 2,7%, portant ses gains à plus de 7% depuis le début de l'année, le titre a doublé de valeur sur l'ensemble de 2009. A périmètre et taux de change constants, la croissance du chiffre d'affaires s'établit à 32,2%.

Le groupe, leader mondial des systèmes d'échappement, attend désormais une croissance des ventes de ses produits - hors monolithes - de l'ordre de 28 à 30% sur la première moitié de l'année

L'ajout d'Emcon et le redressement général des ventes automobiles après la crise que le secteur a connue fin 2008 et début 2009 signifie que les ventes en Amérique du Nord sont maintenues attendues en hausse de 80%, contre un pronostic de +45% jusqu'ici, tandis que les ventes en Asie devraient grimper de 70% sur les six premiers mois de l'année, contre +30% attendu précédemment.

En Europe, Faurecia tablait auparavant sur une croissance de 10%. Il anticipe désormais une hausse de 16 à 18%. (Reuters 19.04)

Commentaire.

Extrait de la causerie du 6 mars 2009 : L'équipementier automobile français Faurecia, filiale de PSA-Peugeot-Citroën, qui a essuyé une forte perte en 2008, a annoncé jeudi la fermeture d'ici fin 2010 de son site d'Auchel (Pas-de-Calais) et la suppression de 179 emplois sur 508. (AFP 05.03.09)

2- Le groupe néerlandais d'électronique Philips Electronics fait état d'un résultat trimestriel supérieur aux attentes.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 12% au premier trimestre, à 5,7 milliards d'euros, et le bénéfice net à 201 millions d'euros, contre une perte de 57 millions d'euros l'année précédente sur la même période.

"C'est le meilleur trimestre de leur histoire en termes de rentabilité" explique Jos Versteeg, analyste chez Theodoor Gilissen.

Le groupe s'est déclaré confiant quant au dégagement d'une marge d'Ebitda, hors charges exceptionnelles, de 10% dès le début de l'année. L'objectif initial du groupe revu en 2008 à la suite de la crise, tablait sur des marges comprises entre 10 et 11%.

Sur les marchés émergents, comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie, Philips a enregistré une croissance à deux chiffres. (Reuters 19.04)

Commentaires.

Dans le monde. Dans la causerie du 29 janvier 2009 je faisais état de 6.000 suppressions d'emplois dans le monde chez Philips.

En France. L'usine Philips EGP va fermer "prochainement" son usine à Dreux, dans l'Eure-et-Loir, entraînant 218 licenciements, ont indiqué, mardi 22 septembre, les syndicats de l'entreprise qui dénoncent une "casse industrielle" délibérée. (LeMonde.fr et AFP - 22.09.09)

---

## **Retraites. Le PS un parti anti-ouvrier, ils le disent eux-mêmes. (21.04)**

### **Le Monde - 20.04**

1- Le député de l'Ardèche, Pascal Terrasse, craint qu'il ne soit difficile de s'entendre sur un diagnostic partagé (entre les dirigeants du PS - LdC). "Dimanche, devant une assemblée de militants, j'ai expliqué que l'allongement de la durée de vie appelait inévitablement, mais à certaines conditions, celui de la période de cotisation et je me suis fait huer, raconte-t-il. Une partie de notre base s'inscrit en décalage avec les Français qui, j'en suis persuadé, ont compris la nature du problème des retraites."

En réalité, c'est lui qui n'accepte pas que la majorité de la population soit contre la remise en cause de notre droit à la retraite, il tient le même langage que Sarkozy, pour lequel elle ne pose de problèmes qu'aux opposants au régime, mais pas aux travailleurs.

La différence entre un élu du PS et des adhérents de base de ce parti, c'est que le premier est coupé de la population, cependant sa situation lui procure des avantages qui l'aident à supporter la critique, tandis que les seconds doivent l'affronter et c'est là que les choses se gâtent ! Pas de quoi en faire des socialistes évidemment, même s'ils sont de bonne foi, il en faut un peu plus pour faire une conscience politique, sinon ils n'auraient pas adhéré à un tel parti, tout le monde connaît son histoire et son sinistre passé. Pas de quoi non plus pour les rejeter comme des pestiférés, une conscience politique cela se forge et peut évoluer, sauf quand on touche, dès que l'on a plus avantage personnellement à soutenir le régime qu'à le combattre ou qu'on est devenu un rouage des institutions, ce qui est le cas des élus dont la conscience politique se confond avec leur compte en banque.

2- "Il n'est pas question de voler au secours d'une réforme injuste", affirme Marisol Touraine, secrétaire nationale du PS chargée de la protection sociale. Le risque serait "de tomber dans le piège de la droite" en justifiant à l'avance des mesures que le gouvernement pourrait imposer sans accorder de contreparties aux syndicats.

Autrement dit, on les justifiera bien assez tard, une fois que les dirigeants syndicaux auront fait le nécessaire pour permettre à Sarkozy d'appliquer sa contre-réforme.

3- Au nom de "l'équité", souvenez-vous de ce que j'ai écrit dans le site il y a quelques jours. Elle explique qu'elle est favorable à "un partage justement réparti des efforts entre salariés et non-salariés", justifiant par avance de nouveaux sacrifices de la part de la classe ouvrière.

4- "Je suis très attaché à l'unité des socialistes mais si l'on finasse avec l'allongement de la durée de cotisations, il y aura péril en la demeure,

prévient Jean-Marie Le Guen. C'est une question de crédibilité ; depuis les élections régionales, les Français nous observent, nous testent", poursuit le député strauss-kahnien de Paris.

Pour Le Guen, ce n'est même plus Sarkozy qui réclame l'allongement de la durée de cotisations, mais les travailleurs eux-mêmes !

Qui osera encore dire que le PS ne se place pas délibérément au côté du parti de l'ordre ? C'est un parti anti-ouvrier, contre-révolutionnaire, qu'il faut combattre avec le même acharnement que contre l'UMP. A bas le PS !

---

## **Le secteur des Travaux publics craint de perdre 60.000 emplois. (23.04)**

### **Libération.fr et AFP - 22.04**

Le secteur des travaux publics, à son tour rattrapé par la crise économique, craint de perdre 60.000 emplois en 2010 et 2011 si le gouvernement ne prend pas rapidement des mesures favorisant une politique d'investissement, notamment en faveur des grands travaux.

«Il y a urgence. Je viens d'alerter sur ce sujet la ministre de l'Economie Christine Lagarde, le ministre de l'Environnement Jean-Louis Borloo et le secrétaire d'Etat aux Transports Dominique Bussereau», a déclaré jeudi à l'AFP Patrick Bernasconi, le président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP).

Après avoir subi un recul de son activité de 18% en deux ans (pour un chiffre d'affaires de 38 milliards d'euros), le secteur des travaux publics craint de devoir accélérer les suppressions d'emplois après avoir perdu 4.000 salariés et 9.000 intérimaires durant la seule année 2009. Fin décembre, le secteur employait 300.000 personnes.

«Si la situation économique actuelle perdure, ce seront 30.000 emplois par an, soit 60.000 en 2010 et 2011, qui disparaîtront car les entreprises ne peuvent pas continuer à pratiquer des baisses de prix considérables pour décrocher des contrats, ce qui est une politique suicidaire à long terme», affirme Patrick Bernasconi.

Le retour de la croissance dans le secteur du BTP (bâtiment-travaux publics) ne peut pas être envisagé avant 2011, après un nouveau repli d'activité prévu de 3,4% en 2010, selon une étude du cabinet Xerfi publiée mardi.

Aussi le président de la FNTP réclame la «définition d'un calendrier précis des réalisations et du financement des grands travaux décidés lors du Grenelle de l'Environnement car, si les pouvoirs publics veulent faire moins, qu'ils nous le disent pour qu'on s'adapte».

---

## **Airbus: débrayage de 90 minutes vendredi matin à Saint-Martin-du-Touch. (23.04)**

### **AP - 22.04**

L'intersyndicale d'Airbus a appelé jeudi à un débrayage de 90 minutes vendredi matin pour faire aboutir ses revendications liées aux salaires, à l'emploi, aux embauches et aux conditions de travail au sein de l'avionneur européen, a-t-on appris auprès des syndicats.

Pour "peser" sur les négociations qui se tiendront au même moment à Toulouse sur la question des salaires, les organisations FO, CFE-CGC, CFTC, CFDT et CGT réunies en intersyndicale appellent à la mobilisation de 10h à 11h30 sur le site de Saint-Martin-du-Touch, dans l'agglomération toulousaine.

Au même moment, des rassemblements auront lieu sur les sites de Nantes et Saint-Nazaire, a précisé l'intersyndicale dans un communiqué en ajoutant que "les suites à donner au mouvement sur les trois sites d'Airbus" seront décidées lundi "en fonction de l'avancement des négociations".

Au-delà de la question des salaires et de "la pression de plus en plus forte" exercée par l'encadrement sur les salariés, les différents syndicats demandent "la reprise des embauches pour faire face aux croissances de charges annoncées" comme c'est le cas en Allemagne où, selon eux, l'avionneur s'apprêterait à procéder à environ 800 embauches. Ils s'opposent également à un possible transfert vers Hambourg de l'assemblage des avions mono-couloir ainsi qu'à la création en Allemagne d'un bureau d'études pour le développement du futur remplaçant de l'A320.

---

## **Sarkozy : Médiocre et récidiviste. (23.04)**

### **Reuters 22.04 et 20minutes - 23.04**



1- Les trois ans de Nicolas Sarkozy à l'Élysée sont jugés comme un échec par les deux tiers (66%) des Français, selon un sondage ViaVoice pour Libération.

Seul un quart des personnes interrogées considèrent que le bilan du chef de l'État, élu le 6 mai 2007, est un succès.

Parmi les sondés qui critiquent la présidence Sarkozy, 70% déplorent son manque de résultats, 61% ne sont "pas satisfaits" de sa "présence dans les médias", 60% dénoncent ses "orientations politiques" et 57% épinglent son "style personnel". (Reuters 22.04)

Commentaire.

Que surtout nos dirigeants ne s'empressent pas de scander qu'il est rejeté par l'immense masse de la population, qu'il est minoritaire et illégitime, qu'il faut le chasser du pouvoir... Ils ne doivent pas disposer des mêmes informations que nous, à moins que...

2- Il est difficile d'apprendre de ses erreurs. Nicolas Sarkozy en sait quelque chose. Alors qu'il était en déplacement à Chambéry, le chef de l'État a une fois de plus rabroué une personne qui lui manifestait son hostilité.

A son arrivée à Chambéry, le chef de l'État s'est livré à un bain de foule. Là, il a serré la main d'un jeune homme qui ostensiblement l'a ensuite essuyée sur ses vêtements en manifestant du dégoût. «Fais pas le malin !», lui a lancé, par trois fois, le président. (20minutes.fr 23.04)

Commentaire.

L'air de rien, il a proféré une menace à l'encontre d'un jeune travailleur qui n'a fait que manifester le dégoût qu'il lui inspire ou sa politique, dégoût légitime que ne supporte pas le nazillon Sarkozy, à l'instar d'un dictateur africain, asiatique ou d'Amérique latine.

---

## **10.000 salariés d'Airbus manifestent pour leurs salaires. (24.04)**

**Reuters - 23.04**

Près de 10.000 salariés d'Airbus, selon les organisateurs, ont manifesté en fin de matinée sur les trois sites de production français de l'avionneur européen pour réclamer des hausses de salaire.

Ces manifestations, qui se sont déroulées sans incident, étaient organisées à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO et CGC-CFE d'Airbus France, filiale du groupe européen d'aéronautique et de défense EADS.

"Sur le site principal de Toulouse-Blagnac, nous étions plus de 8.000. Et il y avait 1.000 grévistes à Nantes et près de 800 à Saint-Nazaire. C'est un succès total", a déclaré à Reuters Marina Lensky, déléguée centrale CFTC d'Airbus.

La direction a reçu des représentants des travailleurs pendant la manifestation pour négocier des accords salariaux.

"Mais la situation est restée complètement bloquée", a expliqué la représentante syndicale. Les salariés d'Airbus entendaient dénoncer la politique salariale d'Airbus qui, dans le cadre d'un plan de rigueur, a récemment proposé 1,5% d'augmentation annuelle des salaires.

"Au cours de la réunion de vendredi matin, la direction est montée jusqu'à 1,9% d'augmentation des salaires. Mais toujours sans contrepartie sur la sauvegarde de nos emplois face aux menaces de nouvelles délocalisations, à la différence de la direction d'Airbus en Allemagne. Nous avons donc refusé cette nouvelle offre", a dit encore Marina Lensky.

Jean-François Knepper, délégué central FO, a annoncé que les syndicats allaient "amplifier" leur action face à ce blocage.

"Des nouvelles actions très ciblées auront donc lieu dès lundi matin sur les sites", a-t-il dit en précisant qu'elles seraient "symboliques et fortes".

---

## **Un chef d'entreprise retenu par ses salariés dans le Tarn. (24.04)**

**Lemonde.fr - 23.04**

Une trentaine de salariés de la Société nouvelle de panification (SNP) située à Coufouleux, dans le Tarn, retiennent depuis vendredi 23 avril

dans l'après-midi leur directeur, Patrick Dussous. Ces salariés dénoncent la fermeture du site prévue fin juin. Lors d'une réunion des délégués du personnel, jeudi, 'aucune réponse n'a été apportée par rapport à l'avenir, si ce n'est que le site fermera le 30 juin', a expliqué Michel Belières, secrétaire départemental de la CGT. 'En effet, a-t-il ajouté, la direction ne veut pas discuter des raisons de la fermeture, mais seulement des modalités de mise en place du plan de licenciement.'

La SNP, spécialisée en boulangerie, pâtisserie industrielle et viennoiserie, compte 53 salariés à Coufouleux et 18 à Niort (Deux-Sèvres). Une autre société de neuf employés, Panalog, qui assurait la maintenance, doit également fermer. Selon Aoulad Hadj Aissa Mohamed, délégué syndical CGT, les délégués du personnel n'ont eu 'aucune réponse' aujourd'hui non plus. 'Nous sommes déterminés. Tant que nous n'aurons pas de réponse, nous ne bougerons pas', a averti le délégué syndical.

---

## **Ils reçoivent des aides de l'Etat, ils licencient, ils ferment des usines et remportent le jackpot ! (24.04)**

### **JDF - 23.04**

Avec un gain de plus de 30 % depuis un an, le CAC 40 s'est refait une santé après une des pires crises boursières qu'il ait eu à traverser. Aucune des 40 valeurs qui le composent n'affiche d'évolution négative. Pas moins de 15 d'entre elles affichent même des progressions supérieures à 50 % sur la période ! Et seulement trois titres engrangent une hausse inférieure à 10 %.

ArcelorMittal : le titre du sidérurgiste affiche un gain de 60 % sur un an.

Renault : une envolée du titre de 80,2 % en 2009

Les valeurs qui ont le plus performé, avec 54% à 123% de progression sur un an glissant (d'avril 2009 à avril 2010 : Vallourec, Schneider électrique, LVMH, STMicroelectronics, Capgemini, Axa

Les valeurs qui affichent entre 53% et 46% de progression sur un an glissant : Essilor international, EADS, ACCOR, Saint-Gobain, Vinci, Suez environnement

Les valeurs qui affichent entre 27% et 45% de progression sur un an glissant : Lagardère, Air Liquide, Carrefour, Crédit Agricole, Dexia, Unibail-Rodamco

---

## **Hortefeux souhaite déchoir de sa nationalité le mari de la femme verbalisée en niqab à Nantes. (24.04)**

### **AP - 23.04**

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a écrit vendredi son collègue de l'Immigration Eric Besson pour lui demander d'étudier l'éventuelle déchéance de sa nationalité française du conjoint de la femme verbalisée en niqab au volant à Nantes, le soupçonnant de polygamie et de fraude aux aides sociales, a-t-on appris auprès du ministère de l'Intérieur.

Estimant que cette contravention a été dressée à "juste titre", le ministre attire l'attention de son collègue sur cet homme né à Alger et qui appartiendrait à la mouvance radicale du Tabligh, un mouvement de prédicateurs islamistes.

Selon M. Hortefeux, cet homme polygame aurait quatre femmes dont il aurait eu douze enfants. Celles-ci porteraient toutes le voile intégral et percevraient de manière indue l'allocation de parent isolé (API).

Brice Hortefeux demande aussi au préfet de Loire-Atlantique de saisir le parquet et les services sociaux en vue de réprimer ces infractions présumées.

La femme de cet homme, âgée de 31 ans, a été verbalisée à Nantes par un motard de la police nationale le 2 avril dernier parce qu'elle conduisait en portant un niqab, un voile intégral qui dissimule tout sauf les yeux. Une amende de 22 euros pour "circulation dans des conditions non aisées" lui a été infligée.

Cette Française musulmane qui dit porter le voile depuis plusieurs années considère aujourd'hui que cette contravention est "une atteinte à sa liberté", a expliqué son avocat, Me Jean-Michel Pollono, à l'Associated Press. La conductrice a dit vendredi éprouver "un sentiment d'injustice", affirmant lors d'une conférence de presse n'avoir "commis aucune infraction".

Commentaire.

La soutane est sans doute plus commode pour conduire ! L'engrenage de la répression, intolérable.

J'en profite pour rectifier ce que j'ai écrit dans ma causerie du 23 avril, à Pondichéry et sa banlieue, ce n'est pas la burqa mais le niqab que portent de plus en plus de jeunes femmes musulmanes.

Il va faire de plus en plus chaud à l'approche de l'été dans le sud de la France, je vais conseiller à mon épouse Magueswary si elle s'habille en sari, de ne pas se couvrir la tête avec pour se protéger du soleil comme elle le fait en Inde, qu'elle s'achète une casquette ou un parapluie ou qu'elle porte un ensemble panjabi, un pantalon et une chemise. Elle pourrait traverser une rue à pied et être interpellée pour "circulation" sur la voie publique "dans des conditions non aisées" !

Il va falloir dire au nazillon Hortefeux qu'il faut aussi interdire le sari en France, car il arrive souvent que les femmes indiennes rabattent une partie de leur sari sur leur tête et se couvrent le visage pour éviter de respirer des poussières ou à cause de la pollution ou encore des mauvaises odeurs, dans ce cas-là aussi on ne voit plus que leurs yeux.

Entre un sari qui sied à toutes les femmes de la plus maigre à la plus grosse, de la plus jeune à la plus âgée, et un pantalon de style européen ou une robe qui les transforment en sacs d'os ou en boudins ambulants dans les cas extrêmes, le port du sari est plus gracieux, plus élégant, et comme les femmes ne portent pas de slip en-dessous mais un jupon, c'est plus hygiénique aussi.

---

## **Niqab au volant: les SMS du conseiller de Nicolas Sarkozy aux journalistes. (25.04)**

**Slate.fr - 24.04**

Connaissez-vous Franck Louvrier? Récemment élu conseiller régional des Pays de la Loire, il est surtout un des plus proches conseillers de Nicolas Sarkozy à l'Élysée. Plus discret que Claude Guéant, c'est lui gère la communication présidentielle; il dirige trois services: service de presse, service internet et service audiovisuel. Beaucoup de journalistes connaissent son numéro de portable, et inversement. Pourtant l'ouverture de son blog était passée relativement inaperçue.

Mais voilà que vendredi, il publiait «Un Policier à l'instinct prémonitoire» pour se féliciter de l'action de la police nantaise sous le titre et la verbalisation d'une automobiliste revêtue d'un niqab:

Cet agent de la force publique a fait son travail au nom des règles de la sécurité routière. Mais son action soulève surtout un vrai problème de société: se vêtir ainsi d'un niqab est-il conforme à l'idée que nous nous faisons en France de la dignité de la femme?

La réaction du ministre de l'intérieur demandant l'éventuelle déchéance de la nationalité française du conjoint de cette jeune femme pour polygamie et fraude aux aides sociales va dans le bon sens.

Le projet de loi en préparation annoncé cette semaine par le président de la République permettra d'établir des règles claires en la matière dans un pays où la dignité de l'être humain est un principe immuable de notre vie en commun. Ce principe n'est pas moral mais protecteur: il est interdit d'asservir autrui même si celui-ci peut formuler un consentement!

«Voilà une affaire qui tombe à pic pour les partisans de l'interdiction générale du voile intégral», explique Le Parisien. Car Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi qu'il y aurait bien un projet de loi allant dans ce sens, et que le gouvernement pourrait demander la procédure d'urgence au Parlement, en vue d'une adoption avant fin juillet. La classe politique a beau être divisée sur la question, les Français aussi, comme un sondage TNS Sofres pour Europe 1 le détaille samedi (33% d'entre eux sont favorables à une loi d'interdiction totale), il faut que ça aille vite. Autre enseignement de ce sondage, réalisé avant l'affaire nantaise, seuls 10% des sondés considèrent la question comme «prioritaire».

Il convenait donc de faire monter la mayonnaise nantaise: c'est ce qu'a entrepris de faire Franck Louvrier. Pas grand fan du Net, malgré son blog, son flux twitter et sa page facebook, le conseiller du chef de l'Etat l'a joué à l'ancienne, raconte Le Parisien: «par SMS, il a alerté les journalistes pour les inciter à aller lire son blog. Pour être sûr que l'affaire ne passe pas inaperçue.»

---

## **Retraite : contourner la question de l'âge légal. (26.04)**

**Lefigaro.fr - 25.04**

Pour maintenir le symbole des 60 ans tout en incitant à travailler plus longtemps, le gouvernement réfléchit à une «astuce»: une décote liée à l'âge.

Faut-il le faire sans le dire ? Le gouvernement se pose la question, à propos du relèvement de l'âge légal de la retraite. Instaurée en 1983, la possibilité de toucher une pension dès 60 ans est un «acquis» intangible pour les syndicats - y toucher gonflerait indéniablement les effectifs des manifestations déjà envisagées. Mais les travaux passés du Conseil d'orientation des retraites (COR) montrent aussi que cette solution serait financièrement bien plus efficace à court et moyen terme qu'un allongement de la durée de cotisation, cette deuxième option n'ayant d'effets significatifs qu'à partir de 2020 au mieux.

Dès lors, la tentation est grande de contourner le problème : laisser à chacun la possibilité de partir à 60 ans s'il le souhaite, mais l'en dissuader au maximum. Pour cela, la pension d'une personne choisissant de partir «tôt» (avant 62 ou 63 ans, par exemple) pourrait être amputée, même si elle possède «tous ses trimestres». La piste figurait il y a plus d'un mois dans des documents du COR, se référant aux exemples américain, japonais et allemand. Elle est passée quasi inaperçue, sauf aux yeux des responsables gouvernementaux qui planchent sur les retraites.

«L'exécutif cogite là-dessus», reconnaît un des principaux acteurs du dossier. «Cela fait partie de l'éventail des possibilités», confirme une source ministérielle, soulignant que rien n'est tranché. «On me cuisine autour de cette idée-là», confie un leader syndical. Qui évoque même des ordres de grandeur : «une décote de 1,25% ou 2,5% par trimestre en dessous de l'âge visé». Autrement dit, pour un nombre identique de trimestres validés, la personne qui liquiderait sa pension à 60 ans subirait une pénalité de 10% à 20% par rapport à celle qui prolongerait sa carrière jusqu'à 62 ans - si le gouvernement fixait par exemple cet âge comme objectif.

Un système plus compliqué

L'hypothèse est d'autant moins absurde qu'une décote de 22% maximum s'applique déjà, en France, aux retraites complémentaires (Agirc-Arrco) pour les salariés du privé qui prennent leur retraite avant 65 ans. Le retraité ne s'en rend pas compte, car un fonds compense cet écart.

Mais l'existence de ce fonds, baptisé AGFF, ne tient qu'à la reconduction régulière d'un accord patronat-syndicats. Cet accord arrive à échéance à la fin de cette année et devra donc être renégocié juste après la réforme des retraites de base.

Avantage de l'option : elle permet d'espérer des protestations syndicales limitées, en maintenant le très symbolique âge légal à 60 ans. Inconvénient : elle rendrait un peu plus compliqué encore un système de retraite qui l'est déjà passablement. Et surtout, «on sait bien que ce sont les ouvriers, plutôt que les cadres, qui ont tendance à cesser le travail dès qu'ils en ont le droit, analyse une source gouvernementale. Le risque est donc qu'ils partent avec des retraites encore plus basses». Le gouvernement prévoit de rendre publique une première ébauche de sa réforme à partir de mi-mai.

Commentaire

La plus belle, c'est qu'on apprend tout cela du Figaro !

Il affirme que les dirigeants syndicaux sont au courant de ce que mijote le gouvernement, ajoutons, tout en gardant le silence. Pour qui roulent-ils ?

A bas le capitalisme ! On a le droit de le dire ici ou faudrait-il encore attendre une occasion plus favorable ?

---

## **Des milliers de tracteurs et d'agriculteurs manifestent mardi à Paris. (27.04)**

**Lefigaro.fr - 26.04**

Des milliers de tracteurs et d'agriculteurs, principalement des céréaliers, défileront mardi à Paris pour dénoncer une baisse de leurs revenus. Une manifestation qui devrait causer d'importantes difficultés de circulation dans et autour de la capitale.

Selon la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), quelque 10.000 agriculteurs, escortés par 1.200 tracteurs, devraient prendre part à la manifestation, organisée à l'initiative de 14 fédérations régionales avec le soutien de la FNSEA.

Les manifestants entendent "alerter les pouvoirs publics sur la situation préoccupante du secteur des grandes cultures", indique la FNSEA, premier syndicat agricole français, dans un communiqué.

Confrontés à un effondrement des cours, les producteurs des grandes cultures, principalement des céréaliers, "sont menacés d'une année noire en 2010, comme l'an dernier", précisait-on à la FNSEA, jointe par l'Associated Press. "Ils produisent à perte et ces baisses de revenus menacent directement la survie des exploitations".

Les agriculteurs réclament des mesures améliorant la gestion des marchés, comme la mise en place de crédits à l'exportation à taux zéro, le déblocage des restitutions à l'exportation, ou des aides au stockage. Ils demandent également un allègement des charges fiscales et sociales, ainsi que des contraintes réglementaires et environnementales. "Ces dernières mesures ne coûteraient rien à l'Etat tout en permettant aux producteurs d'être plus compétitifs par rapport à ceux des autres pays européens", précisait la FNSEA.

Les producteurs craignent également un démantèlement de la politique agricole commune (PAC) européenne, qui exposerait totalement l'agriculture aux lois du marché.

"Dans les débats à venir sur la réforme de la politique agricole commune, la France doit avoir comme priorité absolue le maintien, la mise en place d'outils permettant de gérer les marchés en cas de crise comme celle que connaît le secteur des grandes cultures aujourd'hui", insiste la FNSEA dans un communiqué.

La baisse des aides pour les céréaliers, à hauteur de 100 euros par hectare, est également pointée du doigt. Mais le président Nicolas Sarkozy avait fermement refusé de revenir sur cette décision, lors d'une visite dans une exploitation de polyculture céréalière dans l'Essonne le 6 avril. Le chef de l'Etat avait toutefois annoncé la mise en place d'un comité de suivi chargé de se pencher sur les problèmes des grandes cultures, et dit envisager la mise en oeuvre de nouvelles mesures fiscales, prévues dans le cadre de la future loi de modernisation agricole.

Les tracteurs se rassembleront mardi à partir de 7h place de la Nation, en provenance des péages autoroutiers A1/A3, A4, A6, A10 et A13. A partir de 10h30, ils se dirigeront en cortège vers la place de la Bastille et la place de la République, où les manifestants se joindront à eux, avant de revenir à Nation où la dispersion est prévue vers 15h après un meeting, selon la préfecture de police.

La préfecture a par ailleurs mis en garde contre les "importantes difficultés de circulation" que provoquera la manifestation "entre 7 heures et 18 heures à la fois dans l'est de la capitale et sur l'ensemble des axes autoroutiers régionaux".

Elle "conseille aux automobilistes de ne pas utiliser leur voiture personnelle et recommande très vivement aux personnes devant se rendre ou se déplacer en Ile-de-France ou dans la capitale, d'emprunter les transports en commun".

La préfecture publiera en temps réel des informations sur les conditions de circulation sur son site Internet <http://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr> .

Des convois de tracteurs s'étaient déjà mis en route lundi sur les autoroutes et routes nationales vers Paris. Selon Bison Futé, des convois étaient prévus en zone Est sur l'A4, l'A33, l'A31, l'A6 et la RN4, et en zone ouest sur l'A71, l'A10 et la N13.

---

## **Retraite. (27.04)**

### **AP - 26.04**

1- François Hollande a réaffirmé dimanche le principe de l'âge légal de la retraite à 60 ans tout en défendant sa proposition d'allongement de la durée de cotisation, proposant que les règles soient revues "tous les cinq ans".

M. Hollande a mis en garde le gouvernement contre toute tentative de suppression de l'âge légal de départ à la retraite. "Je pense qu'il y aura devant lui (...) un front syndical très large et sans doute beaucoup de nos concitoyens dans la rue", a-t-il prévenu, prédisant une "explosion". (AP 26.04)

Hollande exprime ici l'inquiétude qui tenaille le pouvoir en place : jusqu'à quand le régime tiendra-t-il ?

Il vient une nouvelle fois de démontrer que le PS se plaçait délibérément au côté de Sarkozy, est-ce que cela sera suffisant pour éviter qu'une vague déferle et emporte l'édifice des institutions ? La question des retraites sera-t-elle la goutte qui fera déborder le vase et provoquera l'explosion sociale annoncée de longue date, servira-t-elle de détonateur à un profond mouvement populaire qui embrasera le régime ? Le point de saturation de ce que les masses peuvent supporter est-il atteint, est-il déjà dépassée, la situation a-t-elle commencé à pourrir sur place en dehors de toute perspective politique ? Bien malin celui qui peut répondre à cette question aujourd'hui.

2- "Travailler plus longtemps pour toucher moins de retraites, c'est à ça que nous prépare le gouvernement", a déclaré B. Thibault sur France Inter.

Le gouvernement, "qui cherche à afficher un dialogue avec les syndicats", parallèlement "multiplie les points sur lesquels on ne peut pas discuter", a accusé Bernard Thibault, reprochant par exemple au ministre du Travail Eric Woerth d'exclure "un vrai débat sur des ressources supplémentaires" pour financer les retraites.

"Si on n'accepte pas de débattre de ressources supplémentaires, (...) ça veut dire qu'on condamne les futurs retraités soit à partir plus tard, soit à toucher moins, voire même les deux", a-t-il déploré.

"Il ne faut pas attendre que le gouvernement ait rédigé son projet de loi (...), nous devons prendre les devants, et dès samedi prochain, le 1er mai, j'appelle vraiment à la participation du plus grand nombre de salariés, d'actifs, de retraités, de privés d'emploi", a-t-il poursuivi. (AP 26.04)

Thibault se positionne sur le terrain de Sarkozy en réclamant un "vrai débat", un "dialogue" sincère sur les retraites.

Si trouver des "ressources supplémentaires" pour financer les retraites suffisait pour ne pas partir plus tard à la retraite et ne pas toucher moins de retraite comme le suggère Thibault, il admet implicitement que sans toucher aux 60 ans il serait prêt à discuter avec le gouvernement des autres paramètres, parmi lesquels le nombre d'annuités ou éventuellement une décote comme l'a suggéré avant-hier Le Figaro.

Que vaut l'argument qui consiste à demander aux bureaucrates syndicaux de rompre avec le gouvernement, dès lors qu'ils ont engagé le dialogue avec lui et qu'il est clair qu'ils n'entendent pas mobiliser la classe contre Sarkozy ? Finalement à faire passer nos bourreaux pour nos sauveurs, autrement dit à les sauver et prolonger indéfiniment les illusions que les travailleurs pourraient avoir en eux.

---

### **Fonction publique: adoption à l'Assemblée du projet de loi sur le dialogue social. (28.04)**

#### **AP - 27.04**

Les députés ont adopté mardi en première lecture le projet de loi sur la rénovation du dialogue social dans la Fonction publique, dont le volet le plus controversé prévoit une revalorisation de la carrière d'infirmier, avec une hausse de salaire, moyennant un report de l'âge de départ à la retraite de 55 à 60 ans.

Le texte a été adopté en vote solennel par 319 voix pour et 189 contre.

En vertu de l'article 30 de ce projet de loi, dénoncé par la gauche, tout infirmier ou infirmière pourra, dès le mois de juin, opter pour son passage en catégorie A de la fonction publique hospitalière (et non plus B) et bénéficier ainsi d'un supplément de rémunération dès décembre -tout en prolongeant de cinq ans sa carrière professionnelle.

Lors des explications de vote, le député socialiste Bernard Derosier a dénoncé "un marché de dupes", alors que les concertations sur la réforme des retraites ont déjà commencé, excluant de fait cette profession.

Le reste du texte transpose pour le secteur public la réforme de la représentativité syndicale lancée en août 2008 dans le privé. Des amendements adoptés par la majorité ont par ailleurs ajouté des mesures destinées à instaurer dans la Fonction publique l'intéressement collectif en fonction de la performance d'un service.

Selon cette traduction au niveau législatif des accords de Bercy du 2 juin 2008, signés par six des huit syndicats de fonctionnaires (CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, CGC), toute organisation syndicale pourra se présenter à une élection professionnelle dès lors qu'elle remplira deux conditions: d'une part, exister depuis au moins deux ans; d'autre part, vérifier le respect des critères d'indépendance et de respect des valeurs républicaines.

Le texte assoit la représentativité des syndicats sur leur audience électorale: les seuils électoraux à franchir, pour siéger dans les futures instances de dialogue social, seront précisés ultérieurement par décret.

Il vise également à instaurer le principe d'accord majoritaire: un accord sera valide s'il est signé par des syndicats représentant une base électorale de plus de 50% des votants.

Le gouvernement souhaite que ce texte, qui sera examiné en mai par le Sénat, puisse être définitivement adopté avant les vacances parlementaires d'été.

---

### **Un directeur d'usine dans la Marne retenu par le personnel. (28.04)**

#### **Lemonde.fr - 27.04**

Le directeur du fabricant de tissus pour automobiles PTPM à Aÿ (Marne), retenu contre son gré lundi 26 avril au soir par le personnel, qui exige des contreparties industrielles à la fermeture du site, était toujours séquestré mardi matin. Stéphane Charre ainsi que la directrice des ressources humaines, Sandra Champion, et l'avocat du groupe Trèves (propriétaire de PTPM), François Farmine, ont passé la nuit dans un bureau de l'entreprise, a indiqué une porte-parole de Trèves.

'On leur a monté des chutes de tissu pour qu'ils s'en fassent des lits de fortune. Ce matin, on les a vus au réveil, ils ont pris un café et ils sont repartis dans leur bureau', a expliqué Alain Hamou, délégué du personnel au comité d'entreprise. Les salariés ont bloqué les accès aux bureaux de l'usine avec des containers et ont disposé autour du bâtiment des rouleaux de mousse qu'ils menacent d'incendier si les dirigeants de l'entreprise tentent de quitter les lieux.

Des 'discussions' ont eu lieu dans la soirée entre l'avocat de Trèves et l'avocate des salariés, Me Caroline Substelnly, pour tenter de mettre fin à la séquestration, sans succès. 'On ne négocie pas sous la contrainte', a affirmé la porte-parole du groupe. 'Pour l'instant, il n'y a pas de nouveau rendez-vous de pris. Le blocage se poursuit', a indiqué M. Hamou. Le personnel exige 'la cession [de l'usine] pour 1 euro symbolique à tout investisseur ou à la ville d'Aÿ et une indemnité de compensation pour le préjudice subi de 2 millions d'euros afin de favoriser la mise en oeuvre de tous projets industriels'.

Trèves avait annoncé, en avril 2009, la fermeture de deux sites du groupe en France, celui d'Aÿ et celui de la Sodimatex, à Crépy-en-Valois (Oise). Depuis cette annonce, les quelque 130 salariés de PTPM, sous-traitants de PSA, ont multiplié les actions en justice pour faire annuler et suspendre les différentes procédures de licenciement.

---

## **Les salariés d'Airbus poursuivent le blocage de la production. (28.04)**

### **AP - 27.04**

Près de 400 salariés d'Airbus France à Toulouse (Haute-Garonne) étaient en grève depuis mardi matin 7h et bloquaient la production à l'appel d'une intersyndicale FO-CFE/CGC-CFTC-CFDT-CGT, pour obtenir des augmentations de salaires et des embauches, a-t-on appris de source syndicale.

Après la grève lundi des employés de la chaîne d'assemblage des longs courriers A330 et A340 de Colomiers, ce sont les salariés de l'usine d'assemblage A320 de Saint-Martin-du-Touch qui ont pris le relais du mouvement de grève tournante mardi matin.

L'intersyndicale a appelé lundi les salariés à bloquer le déchargement des avions-cargos Beluga qui transportent les tronçons d'avions fabriqués dans les autres usines européennes d'Airbus. "Environ 400 employés de Colomiers ont tenu le blocus du Beluga du lundi midi à mardi 5h pour éviter que la direction décharge l'avion-cargo dans la nuit", a expliqué mardi à l'Associated Press Jean-François Knepper, délégué Force ouvrière (FO). "Depuis mardi matin, une équipe de 400 salariés de Saint-Martin-du-Touch a pris la relève du blocus du Beluga. La totalité des salariés est mobilisée pour cette grève tournante", a-t-il précisé.

Une seconde équipe de 400 salariés assurera le blocus à son tour mardi après-midi, selon les syndicats. Le site d'assemblage de l'avion gros porteur A380 sera en grève mercredi et l'usine de pièces détachées de Saint-Eloi jeudi. Le bureau d'études et le siège social d'Airbus France sont appelés à se mettre en grève vendredi.

"Cette grève tournante est faite pour durer; c'est pourquoi nous avons organisé des collectes de fonds dans les restaurants d'entreprise pour compenser la perte de salaires des ouvriers grévistes", a expliqué Alain Milhau, délégué CGT.

Selon la direction, cette grève tournante "n'impacte pas gravement la production". L'intersyndicale demande "le retour de la direction à la table des négociations salariales", dont la dernière réunion s'est tenue vendredi. Les salariés réclament une augmentation de salaires de 3,5% pour 2010, comparable à celle obtenue en 2009, mais la direction d'Airbus a proposé vendredi aux syndicats une hausse de 1,5% à 1,9% des salaires cette année.

"La proposition de la direction se situe dans la fourchette haute de ce qui se pratique au niveau de l'industrie, dans les entreprises métallurgiques ou aéronautiques, soit entre 1,5 et 2% maximum", a indiqué vendredi la direction d'Airbus qui a laissé un "délai de réflexion de dix jours aux partenaires sociaux pour examiner ces propositions".

La direction assure que le dialogue n'a jamais été rompu et que "la porte est toujours ouverte", même si aucune date pour une nouvelle réunion avec les syndicats n'a encore été fixée.

En ce qui concerne l'emploi, seconde réclamation des salariés, Airbus affirme "avoir recruté 1.700 personnes en 2009, dont la moitié en France et particulièrement à Toulouse. Et en 2010, nous allons recruter 1.500 personnes, dont la moitié en France"

## **Faurecia supprime 185 postes dans son usine du Haut-Rhin. (29.04)**

**Reuters - 28.04**

L'équipementier automobile Faurecia annonce la suppression de 185 postes sur 450 dans son usine Sielest de Pulversheim (Haut-Rhin) qui produit des sièges en juste à temps pour l'usine PSA Peugeot-Citroën de Mulhouse.

L'équipementier, lui-même filiale de PSA, précise dans un communiqué qu'il a identifié 286 postes disponibles pour le reclassement de ses salariés, dont 186 au sein d'usines PSA ou Faurecia situées dans un rayon de 30 à 60 kilomètres.

La réduction d'effectifs s'explique par la fin d'un contrat avec l'usine PSA de Mulhouse.

---

## **Consensus à l'Assemblée nationale pour saigner le prolétariat grec. (29.04)**

**Reuters - 28.04**

1- Côté acte. Les députés socialistes devraient, sauf coup de théâtre, joindre leurs voix à celles de l'UMP pour voter le volet français du plan d'aide à la Grèce.

"Les socialistes voteront" le texte, a déclaré mercredi soir le premier secrétaire du PS, Martine Aubry, qui juge qu'"au delà de la Grèce, c'est bien l'avenir de l'Europe qui est en cause".

Le plan européen de soutien prévoit que les prêts bilatéraux des pays de la zone euro seront soumis à un taux d'intérêt de 5%, pour un montant maximal de 30 milliards d'euros la première année.

2- Côté parole. Le socialiste François Hollande a souhaité un taux "au coût du marché", soit environ 1,5%, tout en reconnaissant que le dossier était clos, les décisions entre Etats européens étant juridiquement supérieures aux lois nationales.

Le communiste Jean-Pierre Brard a réclamé que ce taux soit le plus proche possible de zéro, selon plusieurs participants.

---

## **Loire: reprise du travail à Sullair après cinq semaines de grève. (30.04)**

**AP - 29.04**

Les 112 salariés du fabricant d'outils pneumatiques Sullair Europe, dont l'usine sera fermée cet été à Montbrison (Loire), reprendront le travail vendredi après cinq semaines de grève, a-t-on appris auprès de la direction et de source syndicale.

La reprise du travail a été décidée par le personnel jeudi soir après un accord intervenu dans l'après-midi entre la direction et leurs représentants sur le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), lancé en janvier et dont la procédure est désormais terminée.

Cette dernière réunion s'est déroulée à Saint-Etienne, dans les locaux de la Direction départementale du travail de la Loire.

Le comité d'entreprise, qui avait émis un avis défavorable sur le volet économique du PSE, "a cette fois émis un avis favorable sur le volet social", a déclaré Yves de Waroquier, le directeur exécutif de Sullair Europe.

"Nous allons désormais nous attacher à proposer aux salariés licenciés des offres de reclassement en France et dans le reste du monde à l'intérieur du groupe United Technologies, auquel appartient Sullair", a précisé M. de Waroquier.

"On est parvenu à un accord sur un montant d'indemnités supra-légales compris entre 29.000 à 49.000 euros par salarié, en fonction de son ancienneté dans l'entreprise", a pour sa part déclaré Didier Bouchet, délégué syndical FO et secrétaire du comité d'entreprise.

L'ultime point de blocage qui a été levé jeudi, aux termes de six heures de réunion, portait sur le paiement partiel des cinq semaines de grève,



a-t-on précisé de mêmes sources.

"Le travail va reprendre dans des conditions très particulières demain (vendredi) matin. Certains clients auront peut-être annulé leurs commandes, car on n'a jamais connu cinq semaines d'arrêt complet de l'entreprise", a indiqué Didier Bouchet.

Les 11 et 12 mars dernier, les salariés de Sullair Europe avaient retenu pendant une quarantaine d'heures leur nouveau directeur exécutif, Yves de Waroquier, le jour de sa prise de fonction.

A la mi-avril, une nouvelle montée de la tension avait été enregistrée lorsque les salariés en grève avaient incendié des compresseurs pour manifester leur colère.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos sociales et politiques.

- Crèches: nouvelle journée de manifestations, samedi. (29.05)
- Retraites : vers des concessions au secteur public. (28.05)
- Besancenot : "Une journée de mobilisation ne suffira pas".(28.05)
- Compte-rendu de la mobilisation du 27 mai (titre de LdC). (28.05)
- Deux nouveaux sondages pour manipuler les masses laborieuses. (28.05)
- Sur les retraites. Voyons comment se disposent le gouvernement et leurs larbins qui leur servent de porte-parole. (25.05)
- Retraites : « Strauss-Kahn n'a fait que dire ce que dit le PS ». (23.05)
- L'âge légal de départ à la retraite passerait à 62 ou 63 ans. (23.05)
- Heuliez placé en redressement judiciaire. (22.05)
- Les agrégés n'ont plus le moral. (22.05)
- Le candidat du PS-FMI dans ses oeuvres. (21.05)
- Retraites. (21.05)
- Nicolas Sarkozy veut modifier la Constitution pour venir à bout du déficit public. (21.05)
- Interview de Marisol Touraine (PS) sur la question des retraites. (titre de LdC) (21.05)
- De plus en plus de personnes ont du mal à payer leurs factures EDF-GDF. (21.05)
- Les Français plébiscitent leurs services publics locaux. (19.05)
- Retraites : Aubry propose ressources nouvelles et mise à contribution du capital. (19.05)
- La gare Montparnasse bloquée par 2.500 infirmiers anesthésistes. (19.05)
- Le gouvernement, les institutions, seraient-ils légitimes ? (18.05)
- Vers une sortie de crise pour les classes moyennes. (18.05)
- Parti socialiste : du «care» à la nouvelle alliance de classe. (18.05)
- La patronne de Vigimark a passé la nuit avec ses salariés. (14.05)
- La direction d'une usine automobile séquestrée dans le Doubs. (13.05)
- Manifestation d'infirmiers anesthésistes devant l'Elysée. (13.05)
- Sommet social : la presse raille Sarkozy, «l'austère qui se cache». (12.05)
- Villiers-le-Bel: un SMS annonce la réduction des vacances scolaires... et les élèves bloquent le collège. (12.05)
- Retraites: le MEDEF juge "nécessaires" les mesures d'âge et de durée de cotisation sur la base de simulations du COR. (12.05)
- Patrick Pelloux: "L'objectif de Sarkozy est de casser la sécurité sociale". (12.05)
- Sommet social. Wauquiez : généralisons la précarité. (Titre de LdC) (11.05)
- Les principales mesures du Grenelle 2. (12.05)
- Pourquoi des élus de Nanterre divorcent du Parti communiste. (11.05)
- Des salariés de La Poste occupent les locaux de la direction à Nanterre. (11.05)
- Manif spontanées de lycéens contre une supposée réduction de leurs vacances. (11.05)
- Retraites. Ils abattent leurs cartes. (11.05)
- PS revendique la rigueur. Leur candidat : le FMI ! (10.05)
- Terra Nova : "Il faut aligner la fiscalité des retraités sur celle des actifs". (10.05)
- Retraites. Sondage : manipulation, amalgame, intox... rien n'y fait ! (09.05)
- L'assouplissement de la carte scolaire a déstabilisé le paysage éducatif. (08.05)
- France: le secteur agricole enregistre une baisse des emplois et du revenu réel par actif, selon Eurostat. (08.05)
- Culture: plusieurs milliers de manifestants à Paris jeudi. (07.05)
- Les personnels des crèches à nouveau en grève et dans la rue. (07.05)
- Le gouvernement aux ordres des agences de notation ou de l'aristocratie financière. (06.05)
- Haute-Normandie: des dirigeants séquestrés par leurs salariés. (06.05)
- En famille. (05.05)
- Les amitiés frontistes de Roland Dumas ressurgissent. (05.05)
- La grève des bateliers s'étend. (05.05)

- Le PS est dans le camp des ennemis du prolétariat. Deux preuves supplémentaires. (04.05)
- Un point sur les retraites. (04.05)
- Appel à la grève des infirmiers-anesthésistes, mardi. (03.05)
- Pas confiance. (02.05)
- Dur, dur ! (02.05)
- Retraites. Intox médiatico-syndicale : si la mobilisation est faible le 1er mai, c'est foutu ! (02.05)
- La courbette de Sarkozy face à Hu Jintao. (02.05)
- 1er-Mai : mobilisation moins importante qu'en 2009. (02.05)
- Fin de la grève à Airbus France, négociations en vue. (02.05)

---

## **Fin de la grève à Airbus France, négociations en vue. (02.05)**

### **Reuters - 30.04**

Les salariés d'Airbus France cesseront dans l'après-midi leur mouvement de grève après avoir obtenu une nouvelle réunion de négociation sur les salaires avec leur direction, apprend-on de source syndicale.

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC-CFE d'Airbus France avait entamé lundi dernier ce mouvement, qui a entraîné le blocage partiel des sites de production de l'avionneur, pour dénoncer la faiblesse des propositions d'augmentation de salaire de la direction dans le cadre du plan "Power 8".

"Le blocus partiel des sites de production de Toulouse, Nantes et Saint-Nazaire sera levé vendredi à partir de 15h00", a déclaré à Reuters Jean-François Knepper, délégué central FO.

Après avoir proposé une augmentation annuelle de 1,5% des salaires, la direction d'Airbus France avait accepté vendredi dernier une hausse de 1,9% qui avait été refusé catégoriquement par les salariés. Les négociations étaient depuis bloquées, les salariés réclamant une hausse de 3,5%, comme l'an dernier.

Le mouvement a été levé après la convocation par la direction du groupe d'une nouvelle réunion de négociation salariale mardi prochain, a précisé Jean-François Knepper.

"Cette proposition signifie que la direction a de nouvelles propositions à nous faire. Le fait qu'elle ne soit plus bloquée, a priori, sur un maximum de 1,9% est déjà une victoire pour notre mouvement", a-t-il ajouté.

Marina Lensky, déléguée centrale CFTC, a estimé que la mobilisation des salariés avait payé.

"Mais rien n'est gagné", a-t-elle dit. "Attendons mardi prochain et leurs propositions nouvelles. Une chose est certaine: un nouveau blocus des chaînes semble difficile à imaginer, quoi qu'il arrive. C'était efficace, certes, mais la logistique était énorme".

Tout au long de cette semaine, près de 30% des salariés des trois sites d'Airbus France avaient participé à des mouvements tournants de grève, désorganisant la production au point de paralyser, jeudi soir, plusieurs chaînes d'assemblages à Toulouse d'avions A3220 et A330 notamment.

Une manifestation avait réuni vendredi dernier 10.000 ouvriers sur les trois sites français d'Airbus.

---

## **1er-Mai : mobilisation moins importante qu'en 2009. (02.05)**

### **LeMonde.fr avec AFP, Reuters - 01.05**

Les cortèges du 1er-Mai sont moins importants qu'en 2009 dans les villes de province et à Paris, selon les premières estimations diffusées en début d'après-midi. Cinq syndicats – la CGT, la CFDT, FSU, l'UNSA et Solidaires – avaient appelé les salariés à manifester "nombreux" au moment où les négociations commencent sur le dossier de la réforme des retraites.

Les premiers chiffres des autorités signalent une participation en recul par rapport à 2009, où la journée de mobilisation avait réuni entre 465 000 et 1,2 million de manifestants. Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, parle de "300 000 manifestants en province". A ses yeux, la mobilisation sera tout de même "supérieure aux rendez-vous traditionnels" du 1er-Mai. Mais moins importante qu'en 2002 et surtout

qu'en 2009. Il explique cela par "le contexte de crise" actuel en France.

Même discours chez son homologue de la CFDT, François Chérèque, qui reconnaît une mobilisation "certes un peu moins [importante] que l'année dernière" mais "plus importante que les 1er-Mai traditionnels". "Il ne faut jamais faire du 1er-Mai un test social, le 1er-Mai a toujours été une journée de rassemblement pour exprimer les difficultés du jour", a-t-il aussi affirmé, alors que s'approche le sommet social sur le dossier des retraites, prévu le 10 mai à l'Élysée.

### "CEUX QUI ONT DÉCIDÉ DE FAIRE ROUTE À PART ONT TORT"

"Ceux qui ont décidé de faire route à part ont tort car cela affaiblit le mouvement social" et ils "portent une responsabilité dans les difficultés du moment et de demain", a également ajouté M. Chérèque. Auparavant, il avait directement critiqué la position de SUD sur les retraites, taxant le syndicat de "conservateur". Les divisions entre syndicats ont sans doute pesé sur la faible mobilisation. Force Ouvrière a décidé de défilé à part, organisant quelque 120 initiatives sur tout le territoire français. La CFTC organise quelques rassemblements en régions. La CFE-CGC se tient également à l'écart.

A Paris, la manifestation à l'appel de cinq syndicats (CGT, CFDT, UNSA, Solidaires et FSU), ainsi que le syndicat étudiants UNEF et lycéen UNL, a rassemblé 45 000 personnes, selon les syndicats. "Les salariés, par leur participation à ce 1er-Mai, disent très clairement qu'ils ne sont pas prêts à accepter des sacrifices sociaux dans ces deux rendez-vous", a lancé M. Thibault lors de la manifestation parisienne.

Près de 280 rassemblements ont été signalés partout en France, samedi. Les plus importants ont eu lieu à Bordeaux – où entre 5 200 personnes et 15 à 20 000 personnes ont défilé, selon les sources – à Marseille – entre 3 500 personnes et 15 000 personnes – à Nantes – entre 2 500 et 5 000 manifestants, selon les sources – et à Rouen, où entre 3 400 et 7 000 personnes participaient au cortège. A titre de comparaison, les affluences dans ces villes étaient deux, voir trois fois plus importantes en 2009.

Des milliers de manifestants ont également battu le pavé dans de nombreuses villes françaises comme à Toulouse (5 000 à 6 000), Rennes (3 500 à 7 000), au Mans (2 500 à 5 000), à Lille (2 000 à 2 500), à Orléans (2 000 à 3 000), à Strasbourg (1 750 à 5 000), à Tours (2 400 à 2 500). Des mobilisations ont également été signalées à Montpellier (3 000 à 5 000), à Nice (2 300), à Metz (1 200 à 3 000), à Poitiers (1 200 à 3 000), à Cherbourg (2 500 à 5 000), à Limoges (2 500 à 5 000) ou à Graulhet, petite ville du Tarn, où entre 750 et 3 000 manifestants ont commémoré les 100 ans de la grève des mégissiers de 1910.

## La courbette de Sarkozy face à Hu Jintao. (02.05)

### Slate.fr - 02.05

Nicolas Sarkozy effectuait du 27 au 30 avril la deuxième visite d'Etat de son mandat en Chine, où il a notamment rencontré le président Hu Jintao. Ce dernier a déclaré que cette visite ouvrait «une nouvelle page» dans les relations entre les deux pays, et nombreux sont les observateurs à avoir noté le climat amical entre les deux chefs d'Etat. Mais une photo prise par l'agence Reuters donne une autre image, hautement symbolique, des relations entre la France et la Chine: un Sarkozy faisant la courbette à un Hu Jintao se tenant bien droit.

L'image est la copie presque conforme d'une photo du président américain Barack Obama s'inclinant devant son homologue chinois lors du sommet sur le nucléaire à Washington début avril, et qui lui avait valu d'être accusé de déshonorer les États-Unis par des blogs républicains. Le site Scared Monkey écrivait ainsi :

"C'est devenu le symbole de Barack Obama... des dépenses hors de contrôle, plus d'impôts, le refus d'écouter le peuple et l'inclinaison face aux leaders étrangers. [...] Pour rappel, la Chine est un pays communiste. Imaginez-vous un président américain s'inclinant devant le cubain Fidel Castro ou un Premier ministre soviétique?"

En France, la Guerre froide est oubliée et Nicolas Sarkozy n'a pas été accusé de s'incliner devant l'ennemi communiste, mais Pierre Haski souligne dans les colonnes de Rue89 la portée symbolique du geste:

"C'est la photo qui tue. Sans doute ce «moment décisif» cher à Henri Cartier-Bresson était-il trop tentant pour symboliser la nouvelle puissance chinoise et la contrition de Nicolas Sarkozy qui cherchait à se réconcilier avec LA nouvelle superpuissance. Et peut-être que cette image est totalement trompeuse, ne montrant qu'un instant déconnecté de son environnement."

Il n'empêche, cette photo de l'agence Reuters est violente car elle illustre à merveille les nouveaux rapports de force mondiaux tels que cherchent à les signifier les dirigeants chinois, d'abord à leur peuple, et au reste du monde.

Au petit jeu des courbettes, c'est en tous cas le ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo qui a remporté le premier prix en Chine, se cassant littéralement en deux face à Hu Jintao.

## **Retraites. Intox médiatico-syndicale : si la mobilisation est faible le 1er mai, c'est foutu ! (02.05)**

### **AP - 30.04 et 01.05**

Le titre d'un article d'Associated Press repris en boucle par les médias donne le ton : "Retraites : mobilisation décisive samedi. ". Ce sont Les Echos plus loin qui lache le morceau.

1- Le 1er Mai 2010 ne sera pas tout à fait comme les autres. L'ampleur de la mobilisation, samedi, sera déterminante pour les syndicats qui, malgré leurs divisions, entendent peser sur la réforme des retraites, et sur le sommet social prévu à l'Elysée le 10 mai.

2- "Vu le contexte, cette édition est tout sauf un 1er Mai rituel. Si l'on veut peser sur le projet de loi, c'est maintenant qu'il faut se mobiliser, et non pas dans un mois, quand le texte sera ficelé", a déclaré le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, dans un entretien au journal "Libération" de vendredi.

"Soyez sûr que le gouvernement, lui, sera très attentif au niveau de la mobilisation. Même s'il a déjà défini la philosophie de son projet" de réforme des retraites, a-t-il estimé.

Commentaire.

Le 1er mai n'a jamais donné lieu à une mobilisation générale de la classe ouvrière, seuls les syndicalistes et les militants des partis ouvriers y participent, et encore quand ils n'ont pas mieux à faire ! Les dirigeants syndicaux le savent, c'est un moyen pour eux de reporter le passage (éventuel) de la contre-réforme des retraites sur le prolétariat, c'est d'ailleurs le discours que tiennent bon nombre de syndiqués.

Thibault a aussi dit "On ne sait pas exactement ce que le gouvernement va mettre dans sa loi, mais on a là un socle intéressant de mobilisation pour lancer d'autres initiatives". (AP 01.05)

Ben voyons, on ne connaît pas ses intentions : travailler plus longtemps pour toucher une plus petite retraite.

3- Pour le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, le moment sera "important", face à "la situation sociale", et pour "montrer" au gouvernement la "détermination" des syndicats et des salariés sur les retraites.

M. Chérèque souhaite "une vraie réforme de fond", pour laquelle, selon lui, "le gouvernement manque de courage".

"Le gouvernement refuse de débattre de ce sujet là, il n'est pas moderne, il est conservateur", a estimé M. Chérèque.

Le journal Le Monde rapporte qu'il avait directement critiqué la position de SUD sur les retraites, taxant le syndicat de "conservateur".

Commentaire

Selon Chérèque le gouvernement et le syndicat SUD seraient "conservateur". Traduction : le gouvernement serait "conservateur" parce qu'il n'ose pas liquider le système de retraite par répartition et SUD parce qu'il le défend à l'opposé de Chérèque qui souhaite sa liquidation. Quand on dit que les dirigeants syndicaux sont les lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, Chérèque en fait ici la démonstration.

Chérèque a estimé lui aussi que la mobilisation assez faible de ce samedi était liée au fait que "les salariés n'ont pas une seule ligne écrite du projet de réforme du gouvernement" sur les retraites. Mais selon lui, "quand le gouvernement aura dit quel est son projet, on sera en mesure, dans l'unité, de mobiliser si le projet ne va pas dans le bon sens".

Parce que pour le jaune Chérèque, le projet du gouvernement pourrait aller "dans le bon sens".

4- Le secrétaire général de l'UNSA Alain Olive a reconnu une "mobilisation en demi-teinte" le 1er mai. "Tant qu'on n'aura pas les premières indications sur les hypothèses de la réforme, les gens seront l'arme au pied", a-t-il déclaré à l'Associated Press.

Commentaire.

On veut bien le croire, reste à savoir comment les travailleurs vivent les coups qui leur ont été portés au cours des dernières années. A zéro degré l'eau se transforme en glace, à un degré elle demeure sous sa forme initiale. L'état d'esprit des travailleurs est-il à 0 ou au-dessus ? Est-

ce la question des retraites qui le fera passer à O, pas sûr pour tous ceux qui en sont éloignés, mais la classe ouvrière nous réserve parfois de bonnes surprises, au-delà des discours contradictoires des appareils quand elle décide de prendre son sort en mains. Pour ne pas louper ce moment, vaut mieux être en avance sur les masses en leur montrant la voie, qu'à la traîne.

5- "Bien sûr, pour peser sur les choix du gouvernement et défendre notre système de retraite, la CFTC ne manquera pas d'appeler tous les militants à une large mobilisation après les concertations, au moment du débat au Parlement", début septembre, ajoute Jacques Voisin. Mais pour lui, "la concertation d'abord, la manif après!".

La CGC, de son côté, "demande que soit respecté le temps de la concertation et des propositions avant toute éventuelle contestation". (AP 30.04)

Commentaire.

Mieux vaut tard que jamais... pour sauver les apparences, on a compris.

6- Les hasards du calendrier ne poussent pas à la mobilisation, notamment en région parisienne : ce samedi tombant en pleines vacances scolaires, soulignent Les Echos. (Lepost 01.05)

Commentaire.

Les dirigeants syndicaux le savaient, donc en faisant du 1er mai une "étape" de la mobilisation contre le projet du gouvernement, ils voulaient se servir de la faible participation aux manifestations pour enterrer l'idée d'un appel unitaire à la mobilisation générale pour défendre nos retraites ou pire, une journée de grève générale.

---

## **Dur, dur ! (02.05)**

### **Reuters - 01.05**

Une majorité de 58% des Français disent s'en sortir "difficilement" avec les revenus de leur foyer, dont 14% "très difficilement", selon un sondage Ifop à paraître dans Sud-Ouest Dimanche.

42% des sondés estiment au contraire s'en sortir "facilement", dont 5% "très facilement".

Dans le détail, les professions les plus modestes sont les plus touchées par les difficultés, signalées par 74% des ouvriers, 73% des employés, mais aussi par les artisans et commerçants (67%). (Reuters 01.05)

Commentaire

Je vais faire hurler les ouvriéristes : pas encore suffisamment difficile pour dire : stop, là on en peut plus, on arrête tout ! Mais rassurez-vous, ça vient, ça vient...

---

## **Pas confiance. (02.05)**

### **AP - 01.05**

Un peu plus de la moitié des Français (52%) font confiance aux syndicats pour agir dans l'intérêt des salariés tandis que 46% éprouvent de la défiance à leur égard, selon les résultats d'un sondage BVA pour M6 diffusé samedi à l'occasion du 1er mai.

Les organisations syndicales sont néanmoins la seule institution à susciter davantage de confiance que de défiance de la part des personnes interrogées. Les chefs d'entreprise suscitent majoritairement de la défiance (54% contre 43%) tout comme l'opposition de gauche (56% contre 40%). Quant au gouvernement, les deux tiers des Français (67% contre 31%) ne lui font pas confiance pour agir dans l'intérêt des salariés. (AP 01.05)

Commentaire

A part cela la majorité des travailleurs ne comprendraient rien à rien...

---

## **Appel à la grève des infirmiers-anesthésistes, mardi. (03.05)**

### **AP - 03.05**

Le Syndicat national des infirmiers-anesthésistes (SNIA) appelle à une journée de grève et à des manifestations dans plusieurs villes, dont la plus importante aura lieu à Paris, mardi pour exiger une validation de leur diplôme au grade Master et des salaires équivalents à un niveau Bac +5.

A Paris, un rassemblement est prévu à proximité de la gare Montparnasse à partir de 11h, suivi d'un défilé jusqu'au ministère de la Santé. Des délégations venues des régions Aquitaine, Alsace, Bretagne et Normandie seront présentes dans le cortège parisien, selon l'organisation syndicale.

Le SNIA entend ainsi donner un prolongement à une première journée de mobilisation, le 11 mars, à la suite de laquelle "des promesses ont été avancées" par le ministère de la Santé mais "rien n'a été confirmé", selon un communiqué du syndicat.

"Nous attendons cette fois des propositions concrètes avec un échéancier de la part de Roselyne Bachelot. Les parlementaires ont relayé nos revendications", mais la ministre de la Santé "s'est contentée de botter en touche en répondant que le gouvernement de 2002 n'avait déjà que trop revalorisé les IADE (Infirmiers-anesthésistes diplômés d'Etat, NDLR)", selon le SNIA.

Dans un communiqué diffusé dimanche, le Syndicat des médecins anesthésistes-réanimateurs non universitaires (SMARNU) a apporté son soutien à ce mouvement.

"Nous rappelons le rôle essentiel en termes de qualité, de sécurité et d'efficacité de nos collaborateurs qui travaillent avec nous au sein du fonctionnement du bloc opératoire mais aussi dans diverses activités (prise en charge de la douleur, urgences, SMUR, réanimation)", écrit notamment l'organisation syndicale.

"Cependant", le SMARNU "demande à ce qu'il ne soit pas fait l'amalgame entre 'masterisation' (reconnaissance à négociier du niveau d'étude des infirmiers-anesthésistes) et 'pratiques avancées' (souhait des autorités de permettre à des IADE de réaliser certains actes médicaux dans un but économique et de gestion de la pénurie de médecins-anesthésistes générée par des politiques de santé successives irresponsables)".

Pour le SMARNU, "les IADE ne peuvent en aucun cas se substituer aux médecins-anesthésistes de manière autonome et systématique sur des actes techniques dont les risques et les complications potentielles relèveront d'une responsabilité et d'un suivi médical, ou des actes relevant d'une compétence médicale".

---

## **Un point sur les retraites. (04.05)**

### **AP et Reuters - 03.05**

- Des informations du Monde, selon lesquelles le gouvernement envisagerait de reporter de trois ans l'âge légal de la retraite en France en plusieurs étapes, sont "absurdes" et "ne reposent sur rien", ont déclaré respectivement l'Élysée et le ministre du Travail, Eric Woerth.

Selon le site internet du quotidien, [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr), qui cite des "sources concordantes", le président Nicolas Sarkozy envisagerait de proposer de reporter l'âge légal de la retraite à 61 ans en 2015, 62 ans en 2020 et 63 ans en 2030.

"Il n'y a pas de piste privilégiée pour l'instant et encore moins de décision de prise", a fait savoir l'entourage du président Nicolas Sarkozy. (Reuters 03.05)

Commentaire.

Il n'y a pas de "pistes privilégiées" selon le locataire du Palais, vérifions-le tout de suite... si besoin était, car notre conviction était déjà forgée avant cette intervention. Un extrait d'un article paru le 3 mai sur le site Libération.fr :

2- Pour le moment, Bercy «étudie la possibilité d'étendre le forfait social, cette contribution de 4% à la charge des employeurs, à certains revenus encore exonérés de cotisations», comme «les chèques vacances, les titres restaurant, les avantages accordés par les comités

d'entreprise, les chèques emploi-service préfinancés ou les indemnités de rupture (pour les licenciements et les départs en retraite)», explique Les Echos.

«L'extension du forfait social, qui serait très mal vue des syndicats, pourrait se justifier par le fait que ces rémunérations complémentaires se substituent, pour partie, aux salaires», selon le journal.

De plus, «le gouvernement pourrait en tirer plusieurs centaines de millions d'euros», ajoute la même source, qui précise que «les titres restaurant représentent 2,4 milliards d'euros, les chèques vacances 300 millions, les avantages accordés par les comités d'entreprise 2,6 milliards et les indemnités de rupture 3,5 milliards».

Commentaire.

Ces sommes ne se substituent pas au salaire, elles en font partie et les taxer revient à renflouer les caisses du capitalisme en nous volant une fois de plus une partie de notre salaire ; le capitalisme reposant sur l'extorsion d'une partie de notre force de travail se comporte comme un vulgaire voleur, il bénéficie du droit, de la loi pour agir en toute impunité dans le cadre de la Constitution de la Ve République, sa loi forgée pour mieux nous enchaîner au capitalisme.

Le pire c'est encore l'exonération de cotisations sociales dont bénéficie le patronat, car d'une part en ne versant pas cet argent aux organismes sociaux il nous vole une partie de notre salaire, et d'autre part quand c'est l'Etat qui verse cet argent à sa place, c'est avec nos impôts directs et indirects.

Après cela, devinez la nature de l'Etat et de ce gouvernement n'est pas difficile : capitaliste. On ne pourra pas nous dire que l'Etat serait au-dessus des classes sociales, il est l'expression et le représentant des intérêts de la classe dominante qui détient le pouvoir, la classe des capitalistes.

3- Le moins social pour tous. Xavier Bertrand sur RMC Info et BFM TV : "Si on décide d'aller plus loin sur l'âge ou sur la durée de cotisation, ce sera aller plus loin pour tout le monde", a-t-il souligné. "On va tout mettre sur la table et on va regarder comment on peut appliquer les mêmes règles".

Commentaire.

Cette précision ou menace s'adressait particulièrement aux fonctionnaires.

4- Pierre Moscovici a mis en garde le gouvernement lundi sur Canal+, en affirmant que la "mobilisation moyenne" du 1er mai ne lui donnait pas "" pour faire ce qu'il voulait sur la réforme des retraites : "Au moment où on annoncera je ne sais quelles mesures (...), je peux vous garantir que dans la rue, il n'y aura pas quelques centaines de milliers de personnes (...), mais il y aura des millions de personnes". (AP 03.05)

Commentaire.

Vous n'avez pas remarqué qu'on n'entend plus parler que des sacrifices que les travailleurs devraient consentir pour assurer la survie du capitalisme. Normal, non ?

---

## **Le PS est dans le camp des ennemis du prolétariat. Deux preuves supplémentaires. (04.05)**

**20minutes.fr et lefigaro.fr - 03.05**

1- Quand le PS cogère déjà la société au plus haut niveau avec l'UMP contre le prolétariat.

«Près de la moitié de nos 316 recommandations ont déjà été appliquées», affirme Jacques Attali, président de la commission pour la libération de la croissance française.

La commission -réactivée il y a deux mois- présentera autour du 20 mai un rapport d'étape, un tableau de la situation économique et sociale de la France en 2020. De quoi servir de base à la rédaction d'un rapport final, prévu mi-juillet, contenant de nouvelles propositions. Beaucoup plus court que le précédent, pour mieux frapper les esprits, il «comblera quelques lacunes du premier rapport et s'attachera à montrer le chemin de la mise en œuvre des réformes», selon Jacques Attali.

Autrement dit, la crise étant passée par là, la commission est décidée à proposer des mesures chocs et immédiatement applicables. Jacques



Attali ne s'en cache pas : pour éviter le douloureux tournant dans la rigueur de mars 1983, qu'il avait vécu comme sherpa de François Mitterrand, «il faut prendre de sérieuses mesures de réduction de la dépense publique». C'est-à-dire améliorer drastiquement la gouvernance de l'État. C'est justement cette catégorie de mesures figurant dans son premier rapport -créations d'agences, suppression des départements, limitation du nombre d'opérateurs de l'État- qui a été le moins reprise par le gouvernement au cours des deux dernières années. La commission pourrait notamment recommander haut et fort l'inscription d'une règle d'équilibre des comptes publics dans la Constitution. «Les pays qui n'adresseront pas ce message fort aux marchés financiers sont tous menacés d'une crise financière grave à horizon dix ans», insiste l'économiste Jacques Delpla, membre des commissions Attali et... Camdessus. (lefigaro.fr 03.05)

ommentaire.

Traduction : la plupart des mauvais coups qui ont été portés aux travailleurs ces derniers mois par le gouvernement portaient la signature du PS. Donc pas en parole mais dans les actes, le PS a choisi son camp, et son camp c'est celui du parti de l'ordre, de la réaction.

Les marchés doivent commander la politique du gouvernement, celui d'aujourd'hui ou de demain, au moins c'est clair ! Alors pourquoi ne pas inscrire dans la Constitution que le capitalisme est éternel !

2- Consensus UMP-PS pour étrangler le prolétariat grec.

L'Assemblée nationale a donné dans la nuit de lundi à mardi son feu vert à la contribution française au plan d'aide d'urgence à la Grèce (16,8 milliards d'euros dont 3,9 dès 2010, sur un total de 110).

L'UMP et le PS ont voté ensemble en faveur de ce prêt à 5% destiné au sauvetage financier de la Grèce. Le projet de loi de finances rectificatives (collectif budgétaire) a été adopté à main levée, sans amendement, après une soirée de débat. Seuls les députés PCF et Parti de gauche, ainsi que Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République, ex-UMP), ont voté contre. (20minutes.fr 03.05)

Commentaire.

Le titre suffit.

---

## **La grève des bateliers s'étend. (05.05)**

### **Libération.fr et AFP - 04.05**

Les bateliers, mobilisés depuis une semaine dans le Nord, ont étendu leur mouvement aux bassins de la Seine et de la Moselle en bloquant la navigation pour réclamer une revalorisation de leurs prestations, selon la Chambre patronale de la batellerie artisanale (CNBA).

«Il y a désormais des blocages à Paris, Douai, Lille, Champigny-sur-Seine, Conflans-Sainte-Honorine et en Moselle», a indiqué Michel Dourlent, président du CNBA, en précisant que ce mouvement était organisé par le syndicat patronal La Glissoire.

«Cela fait une semaine que le mouvement est parti du Nord-Pas-de-Calais, et depuis hier (lundi) il s'est étendu», a ajouté le responsable.

A Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), une douzaine de bateaux bloquent depuis lundi midi tout mouvement sur la Seine, d'après la brigade fluviale locale.

A Paris, le blocage est situé au pont d'Austerlitz, près du ministère de l'Economie et des Finances.

Les bateliers réclament la fixation de prix «plancher» pour le transport fluvial afin d'éviter le travail à perte dans un contexte de chute de leur chiffre d'affaires, malgré une bonne tenue des volumes transportés en France.

«On parle de Grenelle de l'environnement, on parle de réduire la part de la route, mais y-a-t-il réellement aujourd'hui la volonté d'accroître le transport fluvial», s'interroge Michel Dourlent.

«Pourtant pour transporter une tonne sur 100 km, il nous faut seulement 1 litre de carburant», assure-t-il.

Selon le président de la CNBA, de plus en plus de bateliers sont en grande difficulté économique. «Entre 2008 et 2009, le prix pour transporter une tonne de marchandises entre Pont-Sainte-Maxence dans l'Oise et Rouen par exemple est passé de 8 à 4 euros», explique le responsable de la CNBA, qui est l'équivalent d'une chambre des métiers.

Des discussions ont été engagées entre le syndicat La Glissoire, le comité des armateurs fluviaux, le CNBA et le ministère des Transports. Une nouvelle rencontre est prévue mercredi.

Le contrôle du travail des courtiers et le calcul d'un niveau de travail à perte font partie des sujets discutés pour tenter de trouver une issue à ce conflit.

## **Les amitiés frontistes de Roland Dumas ressurgissent. (05.05)**

### **Rue89 - 04.05**

Quinze ans après la mort de l'ancien président de la République, les liens entre mitterrandiens et frontistes perdurent. Dernière relation en date, celle de Roland Dumas, ex-ministre des Affaires étrangères, avec Louis Aliot, ex-secrétaire général du FN.

Licencié du Front national en juillet 2009 pour raisons économiques, ce dernier cherche à se reconvertir en tant qu'avocat. Titulaire d'un doctorat de droit public, il est dispensé de concours, mais doit recueillir les parrainages de deux avocats en exercice, auxquels il peut ajouter des lettres de recommandation.

Ses deux parrains sont Jean-Marie Crouzatier, professeur de droit à l'université de Toulouse 1, ainsi que Serge Didier, ancien d'Occident et avocat -également toulousain- reconverti en homme politique.

Plus surprenant de prime abord, figure parmi les signataires de ses lettres de recommandation, Roland Dumas, l'ancien président du Conseil constitutionnel en personne, révèle le blog Droite(s) extrême(s) du Monde.fr. Une histoire d'amitié, explique Louis Aliot à Rue89 :

« Roland Dumas était dans le jury d'un ami qui présentait sa thèse, il y a deux ans. On a sympathisé lors du traditionnel déjeuner qui suit, avec la famille, les amis, les membres du jury... »

« La IVe République était plus courtoise qu'aujourd'hui »

Le Point du 29 avril prête aussi à Roland Dumas un dîner récent chez les Le Pen, dans leur demeure de Montretout à Saint-Cloud, et relate un débat entre Jean-Marie, Marine et lui sur le film « Bienvenue chez les Ch'tis ».

Un dîner qui n'aurait jamais eu lieu, a fait savoir l'intéressé autour de lui. Mais il a tout de même confirmé et justifié au Monde.fr son soutien au futur avocat frontiste :

« Louis Aliot a toutes les qualités pour devenir avocat. Il a tous les diplômes. Il vaut la peine comme juriste. »

Roland Dumas et Jean-Marie Le Pen sont peu enclins à s'étendre sur leurs liens -aucun des deux n'a répondu aux sollicitations de Rue89 sur le sujet. Ces liens sont pourtant anciens. « Ils se sont connus en 1956 sur les bancs de l'Assemblée nationale », décrypte Louis Aliot :

« Roland Dumas était député socialiste et Jean-Marie Le Pen était député poujadiste. Ils brillaient par leur talent d'orateur. La IVe République était plus courtoise qu'aujourd'hui. »

« Les deux Roland repartent dans le même taxi »

La Ve République n'a pourtant pas empêché les accointances de perdurer. Après deux années de cohabitation, François Mitterrand est bien décidé à faire triompher de nouveau la gauche à la présidentielle de 1988. Quitte, pour y parvenir, à s'attirer les faveurs du Front national.

Un homme est mandaté pour cela : Roland Dumas. Les journalistes Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez , dans leur livre « La Main droite de dieu, enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite » (Seuil, 1994), racontent un dîner en particulier :

« Un soir de mai 1988, Roland Dumas a rendez-vous sur les bords de la Marne pour un dîner chez les Faucher. Le père, Jean-André, est un ami d'enfance. Le menu des discussions s'annonce plus politique qu'intime, du fait de la présence d'un deuxième invité, Roland Gaucher. L'ancien et futur ministre des Affaires étrangères et ce membre du bureau politique du Front national n'ont pas besoin d'être présentés : ils se sont déjà rencontrés deux fois.

A priori, les deux hommes ne sont pas là pour négocier. Chacun est plutôt venu prendre le pouls de l'autre. Roland Dumas veut sonder les intentions réelles du Front national au deuxième tour : va-t-il jouer double jeu, à l'image du Parti communiste en 1981 ? Roland Gaucher fournit d'emblée une précieuse indication à son interlocuteur : « Il n'y a aucun risque pour que je vote un jour gaulliste, Chirac ou un autre. »

Et d'expliquer que la stratégie mise au point par Jean-Claude Stirbois et son équipe consiste à faire voter en sous-main pour François Mitterrand. Depuis plusieurs jours, par ses coups de téléphone ou des contacts directs, le secrétaire général du Front national et les siens s'agitent comme de beaux diables pour faire passer la consigne.

Au cours du dîner, Roland Dumas donne à Roland Gaucher du grain à moudre. Il évoque un possible retour du scrutin proportionnel, lui rappelle les combats antigauillistes du président de la République et, petit note affective pour un ancien croisé de l'Algérie française, lui remémore la réhabilitation tant controversée des généraux putschistes en 1982. A la fin de la soirée, les deux Roland repartent dans le même taxi. »

« Il n'a pas de conviction », dit-on de Roland Dumas

Les liens entre Roland Dumas et le Front national n'ont pas disparu depuis. Il a été vu par Le Monde « tout près » de Jany Le Pen au spectacle de Dieudonné le 18 décembre 2006 au Zénith de Paris, puis par L'Express en compagnie du président du FN à un cocktail dînatoire offert le 14 octobre 2008 à la résidence de l'ambassadeur d'Iran à Paris.

Georges Dumas, son père, a été dénoncé à la Gestapo puis fusillé en 1944. Roland Dumas paraît difficilement soupçonné de partager les idées de quelqu'un pour qui les chambres à gaz ne sont qu'un « détail » de l'histoire. Un portrait du Monde paru en 1995 relevait :

« [...] "Il n'a pas de conviction", dit-on de lui. De fait, il n'a guère recours au registre de la morale ou des bons sentiments. Il entretient de vieilles fidélités, des relations tissées en sa qualité d'avocat, dans le monde arabe et en Iran notamment, qui le désignent pour les missions présidentielles délicates. »

Commentaire.

Roland Dumas est un bourgeois, de plus il a la morale de la classe dont il représente les intérêts sur le plan politique, celle des bourgeois qu'il partage avec le FN. Quoi d'étonnant là-dedans ? Qu'il ait été un dirigeant du PS ? Si ce n'était pas incompatible, c'est parce que le PS et le FN ont en réalité en commun la même nature sociale, une seule nature sociale et non une double nature comme on nous l'a expliqué frauduleusement pendant des décennies.

Dumas n'a pas de conviction, il n'a pas de morale peut-on lire, il est vrai qu'il ne faut pas s'embarrasser de principes ou de scrupules pour franchir les échelons sociaux dans cette société et devenir ministre sous la Ve République, néanmoins il a celles de ses intérêts personnels qui sont incompatibles avec l'appartenance au mouvement ouvrier, voilà au moins une chose dont on est certain.

Honte à tous ceux qui soutiennent le PS d'une manière ou d'une autre, ce sont les fossoyeurs du mouvement ouvrier. Besancenot vient de lui tendre la main, un geste de trop.

---

## **En famille. (05.05)**

### **Lepost et Public Sénat - 03.05**

Ce lundi matin, lors de l'habituel point presse de l'UMP, le porte-parole du parti, Frédéric Lefebvre, a rendu un « hommage » répété à François Hollande.

François Hollande avait réaffirmé un peu plus tôt qu'il voterait en tant que député le plan de soutien de la France à la Grèce, soulignant que « Nous ne sommes pas là dans un débat droite-gauche », mais « dans un débat européen ».

Le plan d'aide à la Grèce, mais aussi les retraites : « Je ne veux pas le faire à chaque fois, mais enfin, là encore, dans sa famille politique, celui qui a été le plus courageux est François Hollande, qui a reconnu qu'il y avait un lien entre le système de retraite et l'allongement de la durée de la vie ».(Lepost et Public Sénat 03.05)

Commentaire.

Faire payer les travailleurs grecs et non les capitalistes méritait bien un consensus de plus UMP-PS.

Frédéric Lefebvre a raison de préciser à sa façon que la seule raison d'être de l'Union européenne est de soumettre le prolétariat des 27 pays qui la compose au joug du capitalisme. C'est la seule perspective qu'elle peut lui proposer et qu'elle lui réserve, d'où la nécessité de la liquider.

## **Haute-Normandie: des dirigeants séquestrés par leurs salariés. (06.05)**

### **Lepost - 05.05**

Une trentaine de salariés CGT de l'usine Isotherma, à Montivilliers (Seine-Maritime), séquestrent trois de leurs dirigeants. Cette action a débuté le mercredi 5 mai dans l'après-midi, indique France 3 Haute-Normandie.

Cette entreprise de maintenance industrielle a été placée en redressement judiciaire le 30 avril dernier. Les salariés ont donc des difficultés à être payé, mais d'après des syndicalistes de la CGT, deux dirigeants auraient touché 9.000 et 7.500 euros de prime.

## **Le gouvernement aux ordres des agences de notation ou de l'aristocratie financière. (06.05)**

### **AP, Reuters, AFP et Lexpress.fr - 05.05**

1- François Fillon a préparé mercredi les esprits à des "décisions difficiles" qui seront mises en oeuvre dès le budget 2011 pour conforter la situation économique et financière de la France.

Traduction : le budget 2011 doit être conforme aux vœux exprimés par les agences de notation, tout le reste n'a aucune importance... Après le diktat de l'Union européenne qui servait de prétexte au gouvernement pour sabrer dans nos acquis, voilà venu le temps de celui des agences de notation.

Objectif: réduire le déficit aggravé par la crise économique, pour protéger "la signature" de la France auprès des agences de notation et lui éviter ainsi de connaître le même sort que l'Espagne, le Portugal et la Grèce, dont le gouvernement a adopté une politique de rigueur inédite déclenchant la colère de la population.

Commentaire : il la joue sur le registre des émotions pour semer la crainte du pire parmi la population, de façon à ce qu'elle finisse pas penser que les mesures réactionnaires annoncées par le gouvernement seraient inévitables et constitueraient un moindre mal, pour un peu elle devrait le remercier de faire preuve de tant d'attention à son égard ! Si ça ne marchait pas, il ne se donnerait pas toute cette peine.

"La France est aujourd'hui avec l'Allemagne la meilleure signature en Europe. Nous devons tout faire pour conserver cette signature", a martelé le chef du gouvernement.

A cette fin, il faut "faire des réformes" et "ne pas rester immobile face à un monde qui est train de changer", a-t-il plaidé. "On va baisser la dépense publique. C'est-à-dire quand je parle de la dépense publique c'est la dépense de l'Etat, c'est la dépense des collectivités locales et ce sont les dépenses sociales", a prévenu le Premier ministre. Dans cet avertissement, autant destiné aux élus locaux qu'aux syndicats, il n'a cependant pas décrit les mesures d'économie envisagées.

Traduction : inutile d'attendre que le pire ne s'abatte sur nous, devançons l'appel et taillons immédiatement à la hache dans les dépenses sociales, la fonction publique, etc. C'est inévitable braves gens, personne ne peut échapper à la fatalité, à son destin aussi terrible soit-il...

A propos des attaques contre l'euro.

Mais cette "attaque spéculative" contre la monnaie européenne "va échouer", a assuré François Fillon parce que la zone euro est "solide" et que l'Europe a fait preuve d'"une solidarité sans faille" à l'égard d'Athènes. (Lexpress.fr et AFP 05.05)

Commentaire : elle n'a pas "échoué" puisqu'elle justifie les attaques contre nos retraites. Maintenant que les banquiers s'en tirent, on lui fait confiance, on n'en a jamais douter avec ce gouvernement à la tête du pays. Passons sur l'énorme mensonge et les tractations de marchands de tapis qui ont eu lieu pendant des semaines entre les différents Etats, l'UE et le FMI, pour parvenir finalement à "une solidarité sans faille".

2- "Laissons les marchés s'affoler peut-être, fonctionner sur un mode de rumeur auto-alimentée" a déclaré mercredi la ministre de l'Economie Christine Lagarde à l'issue d'une réunion à Bercy avec les grandes banques françaises. (AP 05.05)

Commentaire : Plus cynique tu meurs, à qui profite le crime ? Les agences de notation viennent à la rescousse du gouvernement au bon moment pour imposer sa contre-réforme sur les retraites, entre autres mesures scélérates réclamées par les capitalistes.

3- "On n'est pas au même point que la Grèce mais on est exactement sur la même trajectoire", estime Nicolas Baverez.

"On est plus gros, on a plus de défenses mais si on continue à faire ce qu'on a fait pendant un quart de siècle, dans les dix ans qui viennent on connaîtra une crise comparable à celle de la Grèce", ajoute cet économiste.(Reuters 05.05)

Commentaire : Séguin (UMP) qui a disparu il y a peu martelait que la Sécu aurait dû être liquidée 25 ans plus tôt, on a là le même discours. Rien n'est jamais définitivement acquis en régime capitaliste, on l'a oublié, on n'a pas voulu axer notre combat contre l'Etat, on a relégué le combat pour le socialisme dans un futur indéterminé, on s'est accommodé des appareils, on en paie le prix fort aujourd'hui. On pourra remercier au passage nos dirigeants et leurs successeurs pour l'avoir ignoré pendant un demi-siècle.

4- Selon un document de travail publié en mars par la Banque des règlements internationaux, la France est le grand pays de la zone euro qui devra fournir le plus d'efforts pour ramener sa dette publique à son niveau de 2007.

Commentaire : qu'elle se rassure le gouvernement s'en occupe !

5- Pour le président de la commission des finances du Sénat, Jean Arthuis, "la pédagogie grecque va faire son oeuvre".

"Le cas grec est riche d'enseignements et doit nous permettre de franchir une étape qualitative décisive", a-t-il poursuivi lors d'un point de presse avec Philippe Marini.

Traduction : le pire est à venir... à moins qu'ils finissent par mettre le feu aux poudres !

6- "Nous allons, pour la loi de finances 2011, être exemplaires", a promis mercredi le ministre du Budget, François Baroin. "Nous avons dans les trois, quatre années qui viennent, un devoir de maîtrise, d'inflexion", a-t-il ajouté.

Commentaire : on n'en doute pas un seul instant, sauf qu'il y a loin de la coupe aux lèvres !

7- Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, déclare même que "dans les mois qui viennent, la tâche des Vingt-Sept sera d'éviter la dislocation de la monnaie unique", dans un entretien à paraître jeudi dans le magazine Le Pèlerin.

Commentaire : on ne lui souhaitera pas bon courage, mais on comprend sa préoccupation, la dislocation de l'euro entraînerait une dislocation du marché mondial et alimenterait la lutte des classes à l'échelle internationale.

---

## **Les personnels des crèches à nouveau en grève et dans la rue. (07.05)**

### **AP - 06.05**

Quelques milliers de personnes répondant à l'appel du collectif "Pas de bébés à la consigne" ont manifesté à Paris, jeudi matin, dans le cadre d'une nouvelle journée nationale de mobilisation contre le projet de décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

Rassemblés place de la Bastille en fin de matinée, a-t-on constaté sur place, les manifestants (2.300 selon la police) ont défilé jusqu'aux abords de la place de l'Opéra en passant par celle de la République. Lors de la précédente journée de mobilisation, le 8 avril, la police avait dénombré 4.700 manifestants dans le cortège parisien, les organisateurs 10.000.

Des défilés et des rassemblements sont annoncés dans une quarantaine de villes ce jeudi par le collectif, ainsi qu'une grève nationale. Le collectif demande à être reçu par le président Nicolas Sarkozy. Il s'agit de la troisième journée nationale de mobilisation contre ce projet de décret depuis le 11 mars dernier.

---

## **Culture: plusieurs milliers de manifestants à Paris jeudi. (07.05)**

### **AP - 06.05**

Plusieurs milliers de personnes -4.600 selon la police- ont manifesté jeudi à Paris contre la politique du gouvernement dans le secteur de la culture, et en premier lieu les restrictions budgétaires.

Les protestataires ont défilé dans l'après-midi depuis le Cirque d'Hiver, proche de la place de la République, jusqu'au Centre Pompidou.

Une vingtaine de syndicats avaient appelé à cette nouvelle journée de grève et de manifestations, après une première journée d'action le 29 mars.

Ils dénoncent "la réforme des collectivités territoriales", qui selon eux "retire aux départements et aux régions la possibilité d'intervenir librement dans le domaine de l'art et de la culture, qu'ils financent aujourd'hui autant que l'Etat".

Dans un communiqué, les organisateurs de cette journée mettent également en cause la Révision générale des politiques publiques (RGPP) qui, "sous couvert de modernité et d'efficacité", vise "à restreindre fortement les capacités artistiques de toutes les structures culturelles".

Les syndicats réclament aussi la dissolution du Conseil de la création artistique, créé par Nicolas Sarkozy et dirigé par le réalisateur et producteur Marin Karmitz, qu'ils accusent de porter "en germe une réforme qui, à terme, désengagerait le ministère dans le soutien aux créateurs et cautionne dès aujourd'hui la politique de démantèlement de l'art et de la culture".

---

## **France: le secteur agricole enregistre une baisse des emplois et du revenu réel par actif, selon Eurostat. (08.05)**

### **AP - 07.05**

Le nombre d'emplois dans le secteur agricole en France a baissé de 16,6% entre 2000 et 2009, à 858.000 emplois, tandis que, pour la même période, il diminuait de 25% dans l'ensemble de l'Union européenne. Le revenu agricole réel par actif a baissé de 19,6% dans l'Hexagone entre 2000 et 2009, alors qu'il a connu une hausse de 5% environ en moyenne dans l'UE27, selon un nouveau rapport publié vendredi par Eurostat.

On constate que le revenu agricole réel par actif a également baissé de 19% en France pour la seule année 2008-2009.

Dans ce rapport, l'Office statistique de l'Union européenne note qu'entre 2000 et 2009, l'emploi dans le secteur agricole des 27 pays membres de l'UE "a diminué de 25%, correspondant à la perte de 3,7 millions d'emplois à temps plein". En 2009, le secteur agricole de l'UE employait ainsi "l'équivalent de 11,2 millions de personnes à temps plein".

En 2009, cinq Etats membres comptaient à eux seuls les deux tiers du total des emplois agricoles de l'UE27: la Pologne, la Roumanie, l'Italie, l'Espagne et la France, qui comprend 8% du total des emplois agricoles de l'UE, selon ce rapport.

Les plus fortes pertes d'emplois agricoles ont été constatées dans les nouveaux pays membres de l'UE, à l'instar de l'Estonie, de la Bulgarie et de la Slovaquie.

Pour la même période, "le revenu agricole réel par actif a augmenté de 5% en moyenne dans l'UE27", précise le rapport, avec une évolution différente entre les 12 nouveaux pays membres qui ont connu une hausse de 61% en moyenne et les 15 anciens pays membres de l'UE, qui ont enregistré une baisse de 10% en moyenne.

"Le revenu agricole réel par actif a augmenté dans 17 Etats membres et diminué dans dix autres", analyse le rapport, précisant que les plus fortes hausses ont été constatées en Lettonie, Estonie, Pologne, Royaume-Uni et Lituanie, tandis que le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, l'Irlande et les Pays-Bas ont connu les baisses les plus marquées.

---

## **L'assouplissement de la carte scolaire a déstabilisé le paysage éducatif. (08.05)**

### **Le Monde - 07.05**

Trois années d'assouplissement de la carte scolaire et c'est tout le paysage éducatif qui a changé. Le paysage et le rapport des parents à l'école. Pendant qu'une frange de collèges difficiles tombe à grande vitesse dans le ghetto, des milliers d'établissements moyens de villes moyennes sont déstabilisés et glissent doucement vers la case des établissements difficiles.

Les acteurs du système scolaire le pressentaient. Face au mutisme du ministère de l'éducation nationale, qui s'est toujours refusé à donner un bilan de l'assouplissement de la carte scolaire, c'est une organisation syndicale, le premier syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN) qui a mené l'enquête sur les conséquences de la plus grande liberté de choix offerte aux familles.

Entré en vigueur à la rentrée 2007, l'assouplissement de la carte scolaire - soit la possibilité laissée aux familles de s'affranchir de la sectorisation - était une promesse de campagne du candidat à l'Élysée, Nicolas Sarkozy. Elle était présentée comme une mesure de justice sociale permettant aux élèves boursiers brillants d'intégrer un bon établissement ; et plus largement à chaque famille de choisir le projet d'établissement qui convient à son enfant.

Trois ans plus tard, aucune étude officielle ne permet de mesurer l'impact de l'assouplissement de la carte. Seul un rapport de la Cour des comptes a crié gare, en novembre 2009, en soulignant le risque de ghettoïsation des établissements les plus défavorisés. Pour combler ce vide, le SNPDEN a recueilli des données auprès de 2 758 collèges et lycées.

Le syndicat des proviseurs ressort plutôt inquiet de cette plongée au coeur d'une mixité sociale mise à mal. "Le système n'est pas à feu et à sang, puisque 60 % des chefs d'établissement disent ne pas ressentir les effets de cette ouverture. En revanche, si l'on s'intéresse aux 20 % qui vivent au quotidien les conséquences directes, le bilan est plus inquiétant", explique Philippe Tournier, secrétaire général du SNPDEN.

Au rang de ces effets secondaires indésirables apparaît la "ghettoïsation" en cours d'un quart des établissements de zone d'éducation prioritaire (ZEP). L'enquête montre qu'en trois années, 10 % d'entre eux ont perdu un quart de leurs effectifs et que 40 % ont connu une baisse. Au point que certains chefs d'établissement confient, sur le site Internet du SNPDEN, qu'ils n'ont plus qu'à fermer.

Cette situation ne concerne toutefois qu'une frange de collèges. En revanche, la grande leçon de l'enquête réside dans le basculement des collèges moyens. Un millier d'établissements seraient en train de glisser d'un équilibre précaire vers le camp des "difficiles". Ces établissements un peu défavorisés sont 37 % à enregistrer une "homogénéisation" de leur population. Peu à peu, ils sont fuis par les classes moyennes et colonisés par les élèves venus de collèges en voie de ghettoïsation.

Un mouvement d'autant plus dangereux que l'avenir de la mixité sociale et scolaire se joue là, dans ces établissements "moyens mélangés". Les travaux de la chercheuse de Sciences Po Agnès van Zanten montrent que tout se joue dans cette zone grise des établissements moyens. "Les établissements très réputés sont complets. Les établissements ghettos sont fuis, souligne Mme van Zanten. Ce sont aujourd'hui les familles des classes intermédiaires-basses qui veulent profiter de leur liberté de choix et déplacent les curseurs. Elles restent à l'intérieur de la commune, un espace structurant, mais tentent leur chance vers des établissements de second rang qui ont une réputation un peu supérieure à leur collège de rattachement."

Le mécanisme risque d'être irréversible. Même si les familles sont encore peu nombreuses à faire usage de leur nouvelle liberté - seuls 5,68 % des élèves de 6e étudient à cette rentrée dans un collège public hors de leur secteur - l'assouplissement de la carte a largement changé le regard sur l'école. "Avant, il existait un service d'éducation. A partir du moment où on a offert un choix, on a instillé l'idée qu'il existait une différence entre les collèges. Et c'est sur cet a priori que chaque parent construit ses propres critères de choix", regrette Philippe Tournier. Selon qu'elle privilégie l'épanouissement de son enfant, l'excellence scolaire, la réponse des familles est différente.

Même si une frange importante du système scolaire est en train de dériver, la marche arrière est impossible et, de toute façon, pas envisagée par le ministre de l'éducation, Luc Chatel. La seule marge de progression serait que l'Etat joue son rôle de régulateur, en instaurant un correcteur national qui est notamment demandé par les chefs d'établissement.

Commentaire.

Ce qui gêne *Le Monde* et tous les petits-bourgeois qui se satisfaisaient très bien de la situation telle qu'elle existait auparavant, c'est que les problèmes que connaissaient les établissements scolaires des secteurs les plus défavorisés, atteignent dorénavant d'autres secteurs relativement épargnés jusqu'à présent où leurs rejets sont scolarisés.

Aussi longtemps que les problèmes de l'école étaient contenus dans les ghettos des banlieues ouvrières, pour se donner bonne conscience les partisans de la carte scolaire en causaient comme on cause de la pluie et du beau temps, mais maintenant qu'ils y sont confrontés aussi, si on suit attentivement leurs discours, pour eux la situation antérieure était encore préférable.

Quand cette question était revenue sur le tapis, je m'étais demandé si finalement la carte scolaire n'était pas une mauvaise chose, j'en avais été victime personnellement lors de ma scolarité, je m'étais demandé s'il était normal que l'on ne puisse pas choisir librement dans quel établissement scolaire public on pouvait suivre sa scolarité, j'étais surpris par la position des enseignants en faveur de la carte scolaire, maintenant j'ai acquis la conviction que c'était de leur part une position purement corporatiste.

Si au lieu de me taper près de trois heures de transports en commun chaque jour pour aller à l'école (à partir de la 5e), du haut de Rueil à Paris dans le 9e, j'avais pu m'inscrire dans une école publique à Rueil, peut-être que ma vie tout entière aurait été différente, que j'aurais poursuivi des études après la 3e, que les partisans de la carte scolaire réfléchisse bien à cette question, malheureusement en ce qui me concerne il est impossible de revenir en arrière. Sans parler que de ce fait mes parents m'ont mis en école privée et qu'ils se sont littéralement saignés pour payer mes études, imaginez, on vivait à quatre avec le seul salaire d'un menuisier en bâtiment rémunéré aux pièces à l'époque, la mensualisation est venue après au début des années 70 dans le bâtiment. C'est même la vie de mes parents qui en aurait été changée.

C'est la carte scolaire qui en réalité a créé ces ghettos scolaires à partir du moment où une seule et même population habitait dans un secteur. Ses partisans ne veulent pas le reconnaître évidemment. C'est parce que la situation des familles qui habitent dans ces banlieues s'est dégradées par rapport à celles qui y habitaient précédemment que l'on parle de ghettos à propos de ces quartiers, mais c'étaient déjà des ghettos, des ghettos avec des problèmes soutenable qui sont devenus insupportables au fil de la décomposition du capitalisme.

Le petit-bourgeois a le droit à son petit pavillon dans un quartier propre, tandis que l'ouvrier ou le travailleur immigré a le droit à une cage en béton dans une barre immonde...

---

## **Retraites. Sondage : manipulation, amalgame, intox... rien n'y fait ! (09.05)**

**20minutes.fr et AFP - 08.05**

Interrogés sur les «mesures envisagées pour réformer le système des retraites», 46% des Français se déclarent favorables à un allongement des cotisations et 43% à un recul de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans.

Lors d'un précédent sondage réalisé début avril par le même institut, seuls 38 et 33% des personnes interrogées s'étaient déclarées favorables à ces propositions.

Pas touche aux montants des pensions

En revanche, le rejet d'une diminution du niveau des retraites reste massif : 92% des personnes interrogées y sont défavorables, contre 91% il y a un mois.

L'hypothèse d'un complément de retraite par le biais d'un fonds de pension reste la mieux acceptée, avec un taux d'adhésion de 47%. Ce dernier taux était cependant de 61% il y a sept ans, selon l'Ifop. (20minutes.fr 08.05)

Commentaire.

Prenons temporairement ce sondage tel qu'il se présente, que dit-il ?

On serait tenté de penser qu'une partie des travailleurs ne font pas le lien entre durée de cotisations et montant des retraites, alors que la plupart ont commencé à travailler plus tard que les générations précédentes. Cela s'explique peut-être du fait qu'une partie des personnes sondées sont des cadres ou des membres des couches moyennes qui consacrent leur vie à leur entreprise et pour lesquels la retraite serait vécue comme un traumatisme ou qui estiment parce qu'ils ont une espérance de vie plus longue que les ouvriers, qu'il leur sera possible de travailler plus longtemps pour garantir leur retraite, à moins encore qu'ils aient pour une grande partie d'entre eux déjà opté pour la capitalisation et qu'ils estiment que le débat actuel ne les concerne pas vraiment.

Autre hypothèse. D'autres couches de la population peuvent très bien ne pas se sentir concernées par cette question, à commencer par les retraités, les membres des professions libérales, les artisans et commerçants, les étudiants pour lesquels la retraite c'est encore loin, les patrons évidemment.

Cela étant, si l'on prend à la lettre ce sondage, quand il dit que "46% des Français se déclarent favorables à un allongement des cotisations et 43% à un recul de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans", cela donne 54 et 57% qui y sont opposés.

Maintenant, si l'on considère que les ouvriers et les employés constituent environ 60% de la population adulte, ce qui ressort de ce sondage et qui permet de mieux cerner la réalité, c'est que la quasi-totalité de la classe ouvrière est contre tout report de l'âge à la retraite au-delà de 60 ans, donc contre tout allongement des cotisations.

Voilà comment sur une base fautive à partir d'un sondage, on peut faire dire aux travailleurs l'inverse de ce qu'ils pensent et souhaitent en matière de retraite... pour leur imposer.

---

## **Terra Nova : "Il faut aligner la fiscalité des retraités sur celle des actifs". (10.05)**

**Le Monde - 08.05**

Olivier Ferrand préside la fondation Terra Nova, le think tank proche du Parti socialiste, qui s'apprête à publier un rapport sur les retraites.



Entre autres propositions, il en fait une qui peut être jugée iconoclaste : faire payer les retraités actuels. Olivier Ferrand s'en explique dans un entretien au Monde, dans lequel il défend également l'allongement, de 2020 à 2050, de la durée de cotisation. S'il reconnaît la nécessité de la rigueur, il critique les mesures annoncées par François Fillon.

Terra Nova propose de mettre les retraités à contribution. C'est une provocation ?

Olivier Ferrand : Non, c'est un souci d'équité intergénérationnelle. En matière de réforme des retraites, rien n'est dit sur le niveau de pension, le niveau de vie que l'on veut assurer aux retraités. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les pères fondateurs de la Sécurité sociale voulaient sortir les retraités de la pauvreté. Aujourd'hui, implicitement, on veut garantir la parité de niveau de vie entre retraités et actifs. C'est une bonne chose, explicitons donc cet objectif. A partir de là, on peut en déduire les paramètres sur lesquels on peut jouer pour équilibrer le système.

A long terme, on le sait, les retraites vont baisser. Mais à court terme, nous sommes dans une situation historique particulière, bien repérée par le Conseil d'orientation des retraites (COR) : le niveau de vie des retraités d'aujourd'hui est supérieur à celui des actifs. Si la pension moyenne est inférieure de 9 % au salaire moyen, la retraite moyenne d'un homme est supérieure au salaire moyen d'un homme : 1 617 euros contre 1 613 euros. C'est une première.

Quand on passe au niveau de vie, l'écart se creuse puisque les retraités n'ont plus d'enfants à charge, disposent de revenus patrimoniaux deux fois supérieurs et sont propriétaires à 75 % de leur logement (contre 56 % des actifs). Le niveau de vie de l'ensemble des retraités représente 106 % de celui des actifs. Et 140 % de celui des actifs de moins de 55 ans.

Mais il y a des retraités pauvres.

Bien sûr. Mais ils sont moins nombreux que les actifs pauvres (450 000 contre 1,2 million) et la collectivité les traite mieux : 708 euros pour le minimum vieillesse, 460 euros pour le RSA, soit 50 % de mieux. Quel que soit le niveau de l'échelle sociale, les retraités sont dans une situation meilleure que les actifs.

Quelles conséquences en tirez-vous ?

Les retraités d'aujourd'hui doivent être mis à contribution à un niveau raisonnable. Nous proposons simplement d'aligner leur fiscalité sur celle des actifs. Les retraités bénéficient d'une CSG de 6,6 %, voire de 3,8 %, contre 7,5 % pour les actifs. Ils continuent d'avoir un abattement fiscal de 10 % pour frais professionnels, des majorations de retraite et toute une série d'avantages annexes.

Cette fiscalité dérogatoire n'est plus justifiée puisque les retraités sont aussi riches, voire plus, que les actifs. Elle représente un montant annuel de 10 milliards d'euros. Nous proposons aussi d'instituer une CRDS retraite provisoire, avec un point de plus sur dix ans, pour contribuer à apurer nos 85 milliards de dette sociale.

Faut-il aussi des mesures d'âge ?

A court terme, non. Le COR nous l'a dit. Nous devons trouver immédiatement 30 milliards. Il n'y a que deux voies : des financements supplémentaires ou le relèvement de l'âge légal de la retraite.

Nous privilégions la première solution. La seconde, qui semble avoir les faveurs du gouvernement, est inéquitable car elle revient à demander aux classes populaires, celles qui ont les carrières les plus longues, d'assurer le bouclage financier du système.

Mais à long terme ?

A long terme, la question des 60 ans ne se posera plus. 93 % de la génération de 1970 n'est pas concerné par l'âge légal. Le vrai sujet est sur la durée de cotisation.

Nous avons la chance de vivre beaucoup plus longtemps. Nous ne pouvons pas continuer à recycler intégralement en retraite notre espérance de vie. Notre temps de vie en retraite est déjà le plus haut de l'OCDE. On ne peut pas pressurer à ce point les actifs. Il faudra, de 2020 à 2050, allonger la durée de cotisation.

Y a-t-il d'autres améliorations à apporter ?

Notre système a trois handicaps : il est illisible, inégalitaire et standardisé. Les Suédois, à partir de l'âge de 28 ans, savent à quoi s'en tenir sur le niveau de leurs futures pensions. Pourquoi pas nous ? Les inégalités sont légion. Je n'en rappellerai qu'une : il y a sept ans de différentiel d'espérance de vie entre les ouvriers et les cadres. Il faudrait rendre le système plus redistributif, et prendre un peu aux pensions les plus élevées pour redonner aux petites retraites. Par exemple, faire en sorte qu'une carrière au smic aboutisse à une pension au smic.

Enfin, la diversité des demandes sociales (partir plus tôt, plus tard, cotiser davantage...) plaide pour une retraite individualisée à la carte.

Le PS joue-t-il une partie de sa crédibilité sur les retraites ? Lionel Jospin n'a-t-il pas souffert en 2002 de n'avoir pas traité la question ?

Mais il a créé le Fonds de réserve des retraites ! Si celui-ci avait été abondé au rythme prévu, il aurait couvert en 2020 à peu près 15 % du besoin de financement du système. La gauche est audible et écoutée. On va mesurer dans les mois qui viennent, et pas seulement sur les retraites, si elle est prête à gouverner.

Quelles sont, selon vous, les principales fragilités françaises ?

La France, comme l'Europe, est en crise depuis trente ans. Notre pays - et cela renvoie au problème des retraites - engloutit ses ressources dans le présent. Il a renoncé à investir dans son avenir. La montée en puissance des contraintes de finances publiques depuis 1974 a progressivement asphyxié les investissements publics.

La croissance a longtemps été une croissance d'imitation et de rattrapage. Nous nous heurtons aujourd'hui à une frontière. Pour la repousser, le pays a besoin d'une politique de l'offre fondée sur une stratégie d'investissement économique, social et écologique. Il manque un à deux points de PIB, soit une trentaine de milliards, d'investissements publics par an pour financer l'avenir. Un grand emprunt par an !

A-t-on les moyens de le faire ?

Il nous faut, sous peine de syndrome grec, réduire de 70 milliards notre déficit structurel et trouver, pour investir, des marges à hauteur de 30 milliards. C'est donc 100 milliards par an qu'il faut redéployer, une véritable révolution budgétaire.

Ce qu'a annoncé le gouvernement y contribue-t-il ?

Non. Le gel nominal des dépenses annoncé par François Fillon, c'est trois milliards par an de gain. C'est comme avec la RGPP : on fait des économies à la marge, souvent de manière aveugle, sur la gestion administrative des politiques publiques. Mais il va falloir désormais s'attaquer aux politiques elles-mêmes. On ne peut plus continuer à les empiler.

Y a-t-il une façon de gauche de conduire la rigueur ?

Il faut assumer deux choix difficiles. Le premier, c'est redéployer progressivement vers les emplois de demain une trentaine de milliards par an de baisses de charges sur les bas salaires. Le second consiste à s'attaquer aux quelque 400 milliards de dépenses sociales. Il faut le faire en mettant en cause les prestations les plus élevées accordées aux plus aisés. C'est d'autant plus légitime que les inégalités augmentent et que l'on n'a cessé de réduire la redistributivité du système fiscal.

Il faut aussi regarder les recettes. Remettre la fiscalité à son niveau de 2002 permettrait de dégager 30 milliards par an, dont 20 ont été redistribués aux 5 % les plus aisés. La gauche a raison de mettre la réforme fiscale au coeur de son projet.

Est-elle consciente des contraintes qui seront les siennes, si elle revient au pouvoir ?

J'en suis sûr. La gauche a d'ailleurs toujours été bonne gestionnaire des finances publiques. C'est dans son ADN.

Commentaire.

Quel réactionnaire ! En voilà un qui pourrait parfaitement faire partie du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

S'attaquer aux retraités, aux vieux, c'est aussi le dernier créneau du conseiller de La Talonnette, Alain Minc, qui s'est interrogé à l'émission Parlons net ! sur France-Info : "sur le fait de savoir comment on récupère les dépenses médicales sur les très vieux en mettant à contribution, ou leur patrimoine quand ils en ont un, ou le patrimoine de leurs ayants droits ?"

On peut adhérer à la réponse que lui a adressée un chroniqueur du Post (lepost.fr 09.05) : Il y aurait les "bons malades" remboursés et les "mauvais malades" pas remboursés. On commence par les "très vieux", on poursuit par les handicapés, on continue par les fumeurs ou les obèses et on fini avec la mort de la sécu et le champ libre ouvert aux assurances privées. "Progressiste" ?

---

**PS revendique la rigueur. Leur candidat : le FMI ! (10.05)**

**AP et Lepost - 09.05**

1- François Hollande sur sur Radio J. La rigueur "ce n'est pas en soi condamnable, ce qui l'est c'est que l'austérité touche des catégories de contribuables les plus modestes", a-t-il déploré.

En 1983, lorsque le président socialiste François Mitterrand avait fait le choix de la rigueur "c'était assumé", a-t-il expliqué. (Reuters 09.05)

Merci de ce rappel, depuis plus personne ne peut prétendre que le PS se situerait dans le camp de la classe ouvrière sans commettre un faux grossier. Hollande soutient le gouvernement quand il y a péril en la demeure, normal.

2- Manuel Valls sur Canal+. "Je ne dis pas non à la rigueur -il faut toujours de la rigueur quand on gère les finances publiques - mais à condition qu'il y ait un cap, une politique qui allie efficacité économique, préparation de l'avenir et justice sociale".

"Si on ne connaît pas le cap, si on ne l'explique pas aux Français, ils vont avoir le sentiment que ce sont toujours les mêmes qui paient, pendant que d'autres échappent", a-t-il averti. (AP 09.05)

Quand il prétend qu'on ne connaîtrait pas depuis trois ans le "cap" adopté par Sarkozy, il prend vraiment les travailleurs pour des abrutis. Gageons qu'ils s'empresseront de lui apporter un démenti cinglant.

3- Pierre Moscovici, qui affirme ne souhaiter "qu'une chose : la victoire de la gauche en 2012", précise le fond de sa pensée en affirmant: "J'ai toujours dit que, si Dominique Strauss-Kahn était une chance pour la France, et il l'est manifestement, il faudrait la saisir. Donc, s'il se déclarait demain, je verrais sa candidature d'un très bon œil et je n'y ferais pas obstacle, bien au contraire." (Lepost 09.05)

Les travailleurs grecs ne savent pas quelle "chance" ils ont que la Grèce soit placée sous la tutelle du FMI (et de l'UE) !

---

## **Retraites. Ils abattent leurs cartes. (11.05)**

### **AP et Reuters - 10.05**

#### 1- Quel "piège" ?

Selon le ministre du Travail qui a participé hier à l'Elysée à la réunion des principaux dirigeants syndicaux et patronaux, les Français devront se résoudre à travailler plus longtemps, sans préciser si ce serait par report de l'âge légal du départ à la retraite ou par allongement de la durée de cotisation.

"Si on veut sauver le régime par répartition il faut (...) à un moment donné accepter de travailler plus longtemps", a-t-il dit à l'issue de la réunion. "Nous verrons de quelle façon, selon quelles modalités, dans quelle perspective. Tout ça doit être encore discuté."

Le président de la République a précisé qu'il demandait au ministre du Travail Eric Woerth de rendre public au début de la semaine prochaine un document d'orientation, qui indiquera les principes assignés à la réforme.

Ce document fera l'objet d'une nouvelle étape de "concertation approfondie", a-t-il ajouté. (Reuters 10.05)

Il est donc parfaitement clair pour tous les participants à ces réunions, que travailler plus longtemps est déjà considéré comme un acquis.

Dès lors il faut interpréter la participation des dirigeants syndicaux à ces réunions avec le gouvernement et le patronat comme un moyen de légitimer auprès du prolétariat la décision déjà prise par le gouvernement de repousser l'âge auquel il sera dorénavant possible de partir à la retraite (à taux plein), c'est soutenir cette mesure antisociale, c'est une capitulation en rase campagne, c'est se faire les complices du patronat, et pour ceux qui avaient encore espoir qu'il en soit autrement, c'est une nouvelle trahison des intérêts de la classe ouvrière.

#### 2- Equité quand tu me tiens...

"Je peux vous assurer d'une chose, c'est que cette réforme sera juste", a déclaré le président de la République, dans son discours devant les partenaires sociaux, remis à la presse.

Elle "renforcera l'équité du système par un effort financier supplémentaire des hauts revenus et des revenus du capital", a-t-il notamment ajouté. (AP 10.05)

## **Manifs spontanées de lycéens contre une supposée réduction de leurs vacances. (11.05)**

**LeMonde.fr et AFP - 10.05**

Environ 400 lycéens, selon la police, ont manifesté spontanément lundi 10 mai dans les rues d'Evreux contre la menace d'une réduction des vacances d'été qui doivent faire prochainement l'objet d'une réflexion. Une manifestation similaire avait lieu en même temps dans le Lot. A Evreux, le mouvement est parti vers 11 heures du lycée Aristide-Briand après des échanges par SMS et sur Facebook.

La manifestation s'est peu à peu gonflée au passage devant les deux autres établissements de la ville, Modeste-Leroy et Léopold-Sédar-Senghor. Les manifestants ont scandé des slogans hostiles au président Nicolas Sarkozy, accusé de vouloir leur 'prendre un mois de vacances'. La manifestation qui a entraîné des perturbations de circulation s'est dispersée vers 16 h 30 aux abords de la gare routière.

Une manifestation comparable a réuni lundi matin dans les rues de Cahors une centaine de lycéens et collégiens qui s'étaient également retrouvés après des échanges sur Facebook et par SMS. Le ministre de l'éducation, Luc Chatel, doit installer en juin une 'conférence nationale' sur la question des rythmes scolaires, qui inclura la question des vacances. Aucune décision n'est pour l'instant arrêtée. L'Institut Montaigne, d'inspiration libérale, a cependant déjà proposé dans un récent rapport de réduire les congés estivaux d'au moins deux semaines et de réduire le nombre des heures de classe quotidiennes.

---

## **Des salariés de La Poste occupent les locaux de la direction à Nanterre. (11.05)**

**Libération.fr et AFP - 10.05**

Des salariés en grève de La Poste occupent depuis lundi en fin de matinée les locaux de la direction départementale du groupe postal à Nanterre (Hauts-de-Seine) pour protester contre la restructuration des tournées de distribution dans le département, a-t-on appris de sources concordantes.

Les manifestants, au nombre d'une quarantaine, se sont rassemblés devant les grilles du centre de tri du courrier de Nanterre, où se trouvent les bureaux de la direction départementale de La Poste. Parmi eux, «une dizaine sont entrés dans les locaux de la direction, où ils se trouvent actuellement», a indiqué Aliénor Rouffet, attachée de presse de La Poste.

«Nous sommes en grève depuis deux semaines mais la direction refuse de nous recevoir. Nous resterons ici jusqu'à obtenir gain de cause», a précisé un responsable Sud-PTT des Hauts-de-Seine, Gaël Quirante.

Une partie des facteurs des bureaux de Poste de Châtillon, Clamart et Asnières (Hauts-de-Seine) ont cessé le travail, certains depuis le 26 avril, pour protester contre le projet «Facteurs d'avenir», qui prévoit une restructuration de la distribution du courrier dans le département.

Selon les grévistes, qui demandent la suspension de cette restructuration, ce projet va se traduire par des suppressions de tournées (3 en moins à Châtillon, 7 à Clamart, 4 à Asnières) et par la disparition du «facteur de quartier», les facteurs étant amenés à interchanger leurs tournées.

---

## **Pourquoi des élus de Nanterre divorcent du Parti communiste. (11.05)**

**Rue89 - 10.05**

Ces départs couvaient depuis longtemps. Dans une lettre adressée aux militants et publiée le 16 avril sur son site parlementaire, Jacqueline Fraysse évoque des « désaccords » depuis plus de quinze ans sur la « conception du rassemblement mis en œuvre par le Parti communiste ». La députée, maire de Nanterre entre 1988 et 2004, explique les raisons de sa décision :

« Force est de constater l'impossibilité de faire évoluer les pratiques de notre parti. [...] Je ne peux plus continuer de cautionner une telle stratégie suicidaire autant qu'inefficace, ni de telles pratiques si contraires à mes valeurs. C'est difficile, mais je dois vous le dire, je suis au bout de ce chemin. »

Le maire Patrick Jarry, qui prend la même direction, abonde dans ce sens :

« Je considère aujourd'hui que le cadre "Parti communiste" ne permet plus d'apporter une dynamique, bien au contraire ».

C'est par une réunion rassemblant militants et sympathisants le 6 avril que les élus nanterriens ont rendu publique leur décision, avant d'envoyer une lettre explicative à toute la population nanterrienne dans laquelle ils affirment qu'il est « temps de passer à autre chose ». La fin de soixante-quinze ans de communisme à Nanterre ? « Un côté sentimental »

Sur son site, la section du PCF Nanterre « prend acte de la décision » des élus nanterriens tout en affirmant ses « regrets ». Le responsable de la section, Jean-Vincent Koster, nous résume la particularité de la situation à Nanterre, un des derniers bastions du communisme français :

« Symboliquement, le départ de ces deux personnalités marquantes du PCF Nanterre est lourd. Nanterre a une direction communiste depuis 1935. C'est une ville ouvrière, une ville d'immigrés, la ville des défilés du Mont-Valérien, donc il y a un côté très sentimental. C'est une histoire de famille ici.

Mais il ne faut pas se voiler la face, on savait qu'il y avait des divergences depuis de nombreuses années. Pendant très longtemps, l'unité locale a masqué des dissensions plus nationales et stratégiques. »

La démarche des élus nanterriens, deux figures du courant des rénovateurs au sein du PCF, s'inscrit dans un départ collectif de responsables communistes, tels l'adjoint au maire de Paris, Pierre Mansat, ou le député de Seine-Saint-Denis, Patrick Braouezec, qui affirmait au journal Le Monde fin mars que la forme actuelle du PCF était « dépassée et morte ». Ces départs illustrent les difficultés du Parti communiste, qui tâtonne pour trouver une nouvelle configuration politique.

Jean-Luc, militant à Nanterre, ne cache pas « un sentiment d'amertume, et même de trahison. » Le départ des dirigeants en cours de mandat est pour lui un « déni de démocratie ». Il se dit « inquiet » face à une « politique d'accompagnement de la crise ».

Elsa, membre de la fédération communiste des Hauts-de-Seine, regrette cette décision mais ne pense pas que cela va changer fondamentalement la donne à Nanterre :

« Nous allons continuer à travailler ensemble. Ce n'est pas parce que Patrick Jarry et Jacqueline Fraysse n'ont plus leur carte du parti qu'ils n'apportent plus de communisme dans leurs actions. »

« Pas une fin en soi »

A défaut de surprendre leurs électeurs (du moins dans le cercle des militants), la démarche des élus nanterriens suscite des interrogations. Jean-François, 38 ans et militant communiste de longue date, veut se convaincre que ce départ « n'est pas une fin en soi » et reste « provisoire » :

« Ce n'est pas une surprise, les militants s'attendaient à ce dénouement. Il n'y a pas de colère au sein du parti, car nous [les élus et militants] partageons les mêmes valeurs.

Cela dit, je regrette que ce départ s'effectue dans cette période où le Front de gauche essaye d'organiser un rassemblement. La décision de quitter le parti est nuisible à cette dynamique et suscite un sentiment d'incompréhension : pourquoi crier au rassemblement tout en effectuant un acte de dispersion ? »

Chantal, ancienne militante et proche de Jacqueline Fraysse, voit au contraire le bon côté des choses :

« Ces départs sont un signe d'ouverture plus qu'un risque politique. Il faut que les idées évoluent, qu'elles s'étendent à d'autres mouvances de gauche, notamment les écolos.

Le PCF est mort depuis quelques années. Il faut construire quelque chose de plus large, moins centré sur les questions de pouvoir et d'appareil.

Ce n'est pas la fin du communisme à Nanterre, mais la fin du Parti communiste tel qu'il est. »

« Ce départ est encourageant pour les élus en eux-mêmes, et inquiétant pour le PCF » résume Evelyne, qui habite à Nanterre depuis plus de vingt ans, « mais je regrette ce procédé pas très démocratique de partir en milieu de mandat. Et je trouve gênant qu'ils ne disent pas plus clairement vers quel parti ils vont se diriger. » « Partir, mais pour aller où ? »

Jean-Vincent Koster, qui s'inquiète d'une démarche « localiste » difficilement transposable sur le plan national, résume le désarroi des communistes nanterriens :

« Ils [les dirigeants ayant quitté le parti] veulent fonder la gauche citoyenne, une nouvelle organisation. Je ne suis pas le seul à me poser des questions. Aujourd'hui la gauche en France est configurée entre le PS, Europe Ecologie et le Front de gauche. Comment s'inscrire, à deux ans des présidentielles, hors de ces trois options ? Là-dessus ils ne sont pas clairs, et il y a un risque de localisme qui nous effraie.

Il est vrai que beaucoup de militants s'interrogent sur leur appartenance au parti et ils se posent la question : " Partir, mais pour aller où ? ". L'enjeu est de savoir s'il y a une base militante qui soutient la démarche des élus... Pour l'instant, on ne la voit pas. »

Dans la lettre adressée à la population, Jacqueline Fraysse et Patrick Jarry exposent effectivement leur initiative de créer « un collectif de la gauche citoyenne, largement ouvert à tous ceux qui se reconnaîtront dans cette volonté de faire de la politique autrement ».

Patrick Jarry, élu en 2008 sur une liste d'union entre communistes, socialistes, écologistes et gauche républicaine (MRC), revendique sa volonté de travailler avec les autres partis et de « rassembler sous d'autres formes tous ces gens à Nanterre qui veulent travailler ensemble à une alternative ».

---

## **Sommet social. Wauquiez : généralisons la précarité. (Titre de LdC) (11.05)**

### **AP - 09.05**

Avant le sommet social de lundi à l'Elysée, le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez dresse un bilan positif de plusieurs mesures en faveur de l'embauche des jeunes, se disant déjà favorable à une pérennisation du dispositif d'activité partielle de longue durée.

Parmi "les mesures du plan jeunes", "la majoration de la prime à l'embauche d'un apprenti et le 'zéro charge' apprentis qui arrivent à échéance le 30 juin, ont largement fait leurs preuves, puisque quelque 100.000 jeunes en ont bénéficié", affirme-t-il dans un entretien à "La Tribune". Mais "pour les contrats de professionnalisation, le succès a été moins immédiat, avec 60.000 bénéficiaires à ce jour", observe-t-il.

De même, "les contrats aidés pour les jeunes ont bien marché", avec "environ 110.000 jeunes" concernés, note-t-il alors que "la prime à l'embauche des stagiaires n'a pas été à la hauteur" des attentes, car "seuls 7.000 en ont bénéficié sur les 50.000 attendus".

Laurent Wauquiez souligne également l'efficacité du programme "zéro charge" patronale dans les TPE, les très petites entreprises, qui a permis selon lui "un million d'embauches depuis sa création", dont "deux tiers de jeunes de moins de 25 ans".

"L'activité partielle de longue durée, qui répond au principe du 'former plutôt que licencier' a également fait ses preuves" avec 400.000 bénéficiaires, fait valoir le secrétaire d'Etat. "Ce n'est pas le moment de débrancher le dispositif", juge-t-il, "peut-être faut-il même l'adopter de manière pérenne".

De même, les Conventions de reclassement personnalisé (CRP), (14.500 à la fin avril), et les Contrats de transition professionnelle (CTP), (110.000 à la même date), "sont de très bons outils", qui "ont vocation à être reconduits avec l'accord des partenaires sociaux", souhaite-t-il.

---

## **Les principales mesures du Grenelle 2. (12.05)**

### **20minutes.fr - 11.05**

Le Grenelle2 est la traduction législative des engagements pris lors du Grenelle 1. Tour déhorizon des principales mesures de cette «boîte à outils»...

Le texte de loi voté mardi après-midi est un «monument législatif», comme l'a décrit Jean-Louis Borloo. De fait, le Grenelle2 compte 250 articles, « 250 fleurs du printemps de l'Ecologie», toujours selon le ministre de l'Ecologie. 20minutes.fr fait le point sur les principales mesures.

### **Eolien**

C'est l'une des dispositions les plus discutées du texte, avant même son examen à l'assemblée. Finalement, les conditions d'implantation seront durcies. L'installation d'éoliennes sera strictement encadrée car soumise au régime des installations classées pour la protection de l'environnement. Tout projet devra contenir au moins cinq mâts, dans des zones prédéfinies au niveau régional et à au moins 500 mètres des zones d'habitations. Le gouvernement a pris l'engagement de construire au moins 500 éoliennes par an.

## Pesticides et agriculture

C'est l'autre sujet sur lequel les écologistes ont dit leur déception. Les ambitions du Grenelle 1, qui recommandait une baisse de 50% de l'utilisation des pesticides d'ici 10 ans, sont ici clairement à la baisse. Le premier coup porté à cet objectif est l'œuvre de deux sénateurs qui, juste avant le début du Grenelle, ont publié un rapport très favorable aux pesticides. Résultat, désormais, pour retirer de la vente un pesticide, il faudra consulter l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et évaluer d'abord les effets socio-économiques et environnementaux. Toutefois, la publicité pour les pesticides est désormais interdite.

Le label de «haute valeur environnementale» pour les exploitations agricoles devraient favoriser le triplement des surfaces cultivées en agriculture biologique, un engagement du Grenelle1. Les zones de captations d'eau potable seront désormais protégées, pour éviter leur pollution.

## Des transports verts

Plusieurs mesures ont été prises en ce sens, balayant tout le champ des transports. Les transports collectifs seront encouragés, tout comme la construction d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques hybrides. Les députés ont aussi voté l'obligation de prévoir la création de garages à vélo dans les nouveaux immeubles et la modulation du tarif des péages selon les émissions de gaz à effet de serre pour les poids-lourds

## Bâtiment et urbanisme

C'est l'un des pans du Grenelle qui devrait être créateur d'emplois, en raison des nouvelles normes créées. L'objectif est d'améliorer la performance énergétique des bâtiments, via une modification du code de l'urbanisme. Désormais, il y a obligation de faire figurer les audits énergétiques dans les annonces immobilières et l'attestation des normes énergétiques sont obligatoires dès l'achèvement des travaux. Autorisation est également donnée au gouvernement de légiférer par ordonnances en matière d'urbanisme.

## Biodiversité

La biodiversité sera prise en compte lors de la construction d'autoroutes et de Lignes à grande vitesse (LGV), grâce à la construction de corridors. Ces «infrastructures linéaires de l'Etat» ne pourront donc pas traverser des espaces protégés comme le marais poitevin et elles devront être compatibles avec les «schémas régionaux de cohérence écologique».

## Risques, santés et déchets

Les téléphones portables seront interdits dans les établissements scolaires, de la primaire au collège, tout comme leur publicité auprès des jeunes jusqu'à 14 ans. La commercialisation des biberons contenant du Bisphénol A est également suspendue. Enfin, un pas est fait vers le papier recyclé: les livres scolaires, les affiches et les tracts d'élections devront être imprimés à partir de 2011 sur du papier recyclé.

---

## **Patrick Pelloux: "L'objectif de Sarkozy est de casser la sécurité sociale". (12.05)**

### **Lepost.fr - 11.05**

Vendredi, Alain Minc a dénoncé sur France Info "l'effet du vieillissement sur la hausse des dépenses d'assurance maladie". Pour "récupérer les dépenses médicales des très vieux", qui sont selon lui "un luxe", le proche conseiller de Nicolas Sarkozy propose de "mettre à contribution ou leur patrimoine, quand ils en ont un, ou le patrimoine de leurs ayants-droits".

Pour illustrer et appuyer son argumentation, Alain Minc a cité l'exemple de son père, âgé de 102 ans, qui a été "hospitalisé quinze jours en service de pointe". Coût total de son hospitalisation, selon Alain Minc: 100.000 euros.

Le hic, c'est que Libération a démontré que le conseiller élyséen avait exagéré sur les chiffres, en multipliant par cinq les dépenses liées à l'hospitalisation de son père. Ce que Alain Minc a reconnu dans les colonnes du quotidien, avouant qu'il a "délibérément pris un chiffre qui frappe" pour donner du poids à son argumentaire.

Contacté par Le Post, le médecin urgentiste Patrick Pelloux s'élève lui aussi contre la proposition du conseiller de Nicolas Sarkozy.

Que pensez-vous de la proposition d'Alain Minc pour financer les dépenses médicales des personnes âgées?

"Déjà, il est intéressant qu'Alain Minc reconnaisse lui-même qu'il manipule et utilise le mensonge pour faire avancer ses arguments... Cela en

dit long sur l'état d'esprit du sarkozysme, prêt à tout pour faire passer ses idées."

"Après, je n'ai pas de mot assez dur pour qualifier cette proposition d'Alain Minc. C'est juste épouvantable et d'un cynisme... Cela lui va bien à lui, qui est riche, de proposer ça... Grâce à ce monsieur, nous allons redécouvrir la lutte des classes. La seule réponse que l'on peut et que l'on doit apporter, c'est le combat démocratique."

Alain Minc dit qu'il va en toucher un mot à Nicolas Sarkozy...

"Qu'ils arrêtent de nous prendre pour des cons! On connaît bien leur stratégie: ils envoient une balle et ils attendent de voir comment elle revient. Il est clair que la sortie d'Alain Minc sur ce sujet vise à préparer les esprits avant une éventuelle réforme des régimes d'assurance maladie. Je pense qu'à terme, l'objectif de Sarkozy est de casser la sécurité sociale. S'il casse la sécu, il casse le gaullisme."

"Avec son intervention, Alain Minc distille la pensée ultra-libérale du sarkozysme, qui est de dire: l'homme est au service de l'économie et pas le contraire. Cela crée une concurrence entre les êtres humains effroyable. Pourtant, Alain Minc étant un brillant économiste, il devrait savoir que ce qui a sauvé la France pendant la crise, c'est son système de sécurité sociale."

---

## **Retraites: le MEDEF juge "nécessaires" les mesures d'âge et de durée de cotisation sur la base de simulations du COR. (12.05)**

**AP - 11.05**

Le MEDEF a estimé mardi que "les mesures d'âge et de durée de cotisation sont absolument nécessaires" dans la réforme des retraites, s'appuyant sur des simulations publiées sur le site Internet du Conseil d'orientation des retraites (COR). Selon l'un des scénarios, un recul de l'âge d'ouverture des droits à 63 ans, associé à 43,5 ans de cotisations en 2050, permettrait d'améliorer de 17 milliards d'euros en 2030 le solde du régime général (CNAV).

Ces simulations, à "vocation purement illustratives", figurent dans un "dossier technique" préparé par le secrétariat général du COR, sous la responsabilité de son président, précise toutefois le COR en préambule. Elles "ne constituent en rien des pistes de réforme" et "ne valent pas prise de position du Conseil sur les mesures simulées, avec lesquelles certains membres ont d'ailleurs exprimé leur désaccord", souligne le COR.

Ces simulations étudient notamment les effets de l'augmentation de la durée de cotisation et d'un recul de l'âge d'ouverture des droits. D'après l'une d'elles, un recul progressif (à raison d'un trimestre par an) de l'âge d'ouverture des droits à 63 ans, associé à une durée de cotisation de 43,5 ans en 2050, permettrait d'améliorer de 17 milliards d'euros en 2030 le solde du régime général (CNAV).

"Pour le régime général (CNAV), le solde serait ainsi amélioré de 17 milliards d'euros en 2030 (50% du besoin de financement) et de 23 milliards d'euros en 2050 (36% du besoin de financement)", selon le dossier.

Le MEDEF a aussitôt réagi en affirmant que "les chiffrages du COR montrent que des mesures d'âge et de durée de cotisation sont absolument nécessaires".

L'organisation patronale estime que "ces scénarii indiquent clairement qu'il convient de trouver des sources de financement supplémentaires". Mais elle met en garde contre un "financement qui se traduirait par une augmentation des prélèvements obligatoires" qui aurait pour conséquences, selon elle, de mettre "à mal la croissance potentielle de la France, sa compétitivité et donc le financement de son système de protection sociale".

---

## **Villiers-le-Bel: un SMS annonce la réduction des vacances scolaires... et les élèves bloquent le collège. (12.05)**

**Lepost.fr - 11.05**

Villiers-le-Bel: un SMS annonce la réduction des vacances scolaires...

Lundi, vers 14 heures, un groupe de jeunes a bloqué les portes du collège Léon-Blum, à Villiers-le-Bel, dans le Val-d'Oise.

Très rapidement une centaine de collégiens s'est retrouvée devant l'établissement.



A l'origine de ce rassemblement « spontané », un SMS annonçant la décision de Nicolas Sarkozy de réduire les vacances scolaires d'été d'un mois.

Une rumeur qui est à l'origine de plusieurs incidents.

Deux ou trois cocktails Molotov ont été jetés, une poubelle a pris feu...

Puis quand les policiers sont intervenus, ils ont été accueillis par des jets de pierre.

Un adolescent âgé de 15 ans a été interpellé et conduit au commissariat de police, avant d'être placé en garde à vue.

Le calme est revenu assez rapidement dans le quartier, révèle Le Parisien.

Le principal du collège Léon-Blum a fait le tour des classes pour expliquer que le SMS était faux et que la suppression d'un mois de vacances n'était qu'une rumeur.

Une rumeur qui s'est propagée également dans d'autres établissements du Val-d'Oise, notamment à Bezons, au collège Henri-Wallon, à Louvres, au collège André-Malraux et à Goussainville, aux collèges Charpak et Robespierre, mais aussi à Evreux, dans l'Eure ou encore à Cahors, dans le Lot.

Cette rumeur prend pour origine le souhait du ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, d'organiser, le mois prochain, un débat national sur les rythmes scolaires, précise Le Parisien.

---

## **Sommet social : la presse raille Sarkozy, «l'austère qui se cache». (12.05)**

**20minutes.fr - 11.05**

REVUE DE PRESSE - Après le sommet social de lundi, la presse dénonce un plan de rigueur qui ne s'assume pas. Certains pointent même le maintien par le gouvernement de mesures coûteuses et peu efficaces pour relancer l'économie...

Ce mardi matin, après le sommet social de la veille, dans la grande majorité des éditoriaux en France, l'heure est à la moquerie. La presse raille ouvertement du double langage de Nicolas Sarkozy, qui refuse de parler de rigueur. Ainsi, dans Libération, François Sergent dénonce «la France et son gouvernement, qui jouent avec les mots», alors que l'agenda est à «la rigueur et à l'austérité pour tous» en Europe.

François Martin critique pour sa part dans Le Midi Libre un Nicolas Sarkozy qui «a sorti son habit de funambule. Glissant sur le fil tendu entre promesses et attentes».

Jeux avec les mots

Hervé Cannel, dans La Nouvelle République du Centre ouest, critique, note qu'«En France, il n'est pas question de prononcer le mot "rigueur". Tabou. Verboten.» Et rappelle, moqueur, que «la bonne formule est: "politique responsable"».

Dans Le Progrès, Francis Brochet dénonce en «Nicolas Sarkozy l'austère qui se cache». Un leurre pour l'éditorialiste: «C'est vrai, notre Président n'augmente pas les impôts: il se contente de supprimer des baisses d'impôts et des exonérations de charges. Cela n'a évidemment rien à voir - sauf peut-être pour le contribuable, peu en capacité d'apprécier ces subtilités d'inspecteur des Finances.» Et de railler: «Le seul souci, c'est que si notre Président se résout à prononcer un jour le mot "rigueur", il faudra alors vraiment craindre le pire.»

Les mesures conservées, coûteuses et peu efficaces

Pour Patrick Fluckiger, dans L'Alsace, l'incompréhensible ne se situe pas tant au niveau sémantique qu'au niveau politique. Dans un contexte de rigueur budgétaire pour tous les pays de la zone euro, «on comprend d'autant moins que le gouvernement s'accroche, envers et malgré tout, à des mesures dont l'abolition ferait la quasi-unanimité dans le monde syndical», écrit-il. Et de citer la défiscalisation des heures supplémentaires, qui coûte plus de 4 milliards par an à l'Etat ou la loi Tépà «qui n'a pas aidé le patient français à se relever, tout en lui coûtant très cher». «Voilà un médicament dont le malade pourrait se passer», conclut-il.

Dans Les Dernières Nouvelles d'Alsace, Olivier Picard lui aussi appuie-là où ça fait mal: «La multiplication des ministères et secrétariats d'Etat, les déplacements en avions privés à 116.000 euros le voyage, les gaspillages des campagnes de vaccination mal préparées, il faudra oublier». Ne dit-on pas que charité bien ordonnée commence par soi-même ?

## **Manifestation d'infirmiers anesthésistes devant l'Elysée. (13.05)**

**Reuters - 12.05**

Une quarantaine d'infirmiers anesthésistes ont brièvement manifesté mercredi en milieu de journée devant le portail du Palais de l'Elysée.

Les manifestants, après avoir échappé à la vigilance du service d'ordre déployé autour du palais présidentiel, ont revêtu des tenues bleues de bloc opératoire et crié des slogans ponctués de roulements de sifflet, réclamant une meilleure reconnaissance professionnelle.

Ils ont rapidement été maîtrisés et interpellés par les forces de l'ordre, qui les ont empêchés de tenir un sit-in devant l'Elysée.

Le Syndicat national des infirmiers anesthésistes (SNIA) a appelé ses adhérents à faire grève à partir de mardi jusqu'au 31 mai pour réclamer la reconnaissance de leur spécialité au niveau master et une revalorisation salariale.

---

## **La direction d'une usine automobile séquestrée dans le Doubs. (13.05)**

**Reuters - 12.05**

Les salariés d'EAK, un équipementier automobile de Valentigney (Doubs) promis à la fermeture, séquestrent trois cadres dirigeants pour obtenir de nouvelles négociations sur leurs conditions de départ. Lire la suite l'article

Le directeur du site, le directeur des ressources humaines et le directeur de la production sont retenus dans l'usine depuis mardi 20 heures.

"La direction est d'accord pour des discussions mais pas pour des négociations. Alors ils restent dedans et nous, on reste dehors", a dit mercredi à Reuters Nadia Zedmia, déléguée Force ouvrière et secrétaire de l'Union locale du syndicat.

"Ils ont à manger, à boire, tout ce qu'il faut", a-t-elle assuré.

Coentreprise formée par le Français Faurecia, filiale de PSA, et par le Suédois Autoliv, filiale d'Electrolux, EAK emploie 92 personnes à la fabrication de ceintures de sécurité et d'airbags pyrotechniques.

En raison d'un différend entre les actionnaires, l'usine doit fermer d'ici fin 2011, la production étant délocalisée en Turquie et en Tunisie, a indiqué la syndicaliste.

Les syndicats demandent une prime supralégale de 30.000 euros plus 10.000 euros en compensation des pertes de salaires occasionnées, selon eux, par le chômage partiel auquel l'usine est soumise depuis septembre 2008.

En 2006, un plan social avait déjà supprimé 84 emplois.

Contacté par Reuters, Faurecia n'a pas souhaité faire de commentaire.

---

## **La patronne de Vigimark a passé la nuit avec ses salariés. (14.05)**

**20minutes.fr - 13.05**

La patronne de Vigimark Surveillance, société prochainement liquidée, est retenue dans son bureau depuis mercredi après-midi à Meulan, dans les Yvelines, par un groupe de salariés qui réclament des indemnités, a-t-elle indiqué par téléphone à l'AFP, ce jeudi en fin de matinée.

«Les choses n'ont pas évolué»

«La nuit s'est passée correctement, avec pas mal de va-et-vient des salariés, mais les choses n'ont pas évolué», a précisé Valérie Figiel,

alors qu'une réunion de déblocage de crise devait lieu depuis 10h à la sous-préfecture de Mantes-la-Jolie avec les salariés.

Mme Figiel a précisé qu'un autre directeur général délégué, Olivier Duchesne, qui avait décidé de son plein gré de rester avec elle dans les bureaux mercredi soir, y avait également passé la nuit et qu'il était «lui aussi empêché d'en sortir».

«Faire pression»

La CFDT avait indiqué mercredi qu'une vingtaine de salariés s'étaient rendus en début d'après-midi au siège de la société «pour faire pression». «Cent quatre-vingts personnes risquent d'être licenciées avec le minimum d'indemnités. Les salariés repris par d'autres prestataires vont avoir des baisses de salaires. Tout ça, la direction n'en a rien à faire», avait alors déclaré un délégué.

«Nous ne bougerons pas tant qu'on n'aura pas obtenu ce qu'on veut», avait-il poursuivi.

---

## **Parti socialiste : du «care» à la nouvelle alliance de classe. (18.05)**

**Lefigaro.fr - 17.05**

Guillaume Bachelay, Laurent Baumel et François Kalfon rêvent de bâtir une «nouvelle alliance de classe», réunissant des ouvriers aux patrons de PME.

Le mot, Martine Aubry l'a trouvé elle-même, dit-on. Un concept nouveau dans la langue française, mais étudié depuis longtemps par les chercheurs en sciences sociales: le care, terme anglais dont la signification s'approche de «soin mutuel». La première secrétaire l'a utilisé pour la première fois il y a quelques semaines dans une interview au site Mediapart.

Depuis, le terme a fait couler beaucoup d'encre. Certains n'ont pas manqué de le critiquer, comme Manuel Valls, Jack Lang ou les partisans de Ségolène Royal, tel Jean-Louis Bianco. «C'est consternant», soupire l'un d'eux, en ne voyant dans le concept manié par la numéro un du PS qu'un artifice de communication. D'autres ne voient dans le care qu'une approche «compassionnelle» de la politique.

Les proches de Martine Aubry, au contraire, font remonter l'idée à loin. La maire de Lille se dit elle-même depuis longtemps attentive au lien social, qui caractériserait le care. C'est sur cette base-là, notamment, que le PS pourrait imaginer son futur projet de société alternatif. En 2010, les socialistes promettent en effet de se consacrer à la réflexion sur leurs idées, au travers de conventions. La première, sur le «Nouveau modèle économique social et écologique», doit s'achever samedi 29 mai.

« Le temps des programmes catalogues est terminé », dit-on au PS. Pour l'instant, les socialistes n'ont donc pas l'intention d'égrener propositions sur propositions pour satisfaire toutes les catégories sociales.

Au contraire, les «cerveaux» du PS, comme le fabiusien Guillaume Bachelay ou les strauss-kahniens Laurent Baumel et François Kalfon, rêvent de bâtir une «nouvelle alliance de classe», réunissant des ouvriers aux patrons de PME en englobant les classes moyennes. Le point commun entre chacun: la fragilisation face à la mondialisation. Ainsi le PS propose-t-il de mettre en place une sécurité sociale professionnelle «pour sécuriser les parcours».

Sans utiliser les mots, l'ancien premier secrétaire François Hollande partage le même objectif: trouver une ou des propositions qui, dans un contexte de crise, puissent rassembler. «C'est la jeunesse, qui peut réunir», estime-t-il. C'est pourquoi il propose, pour sa part, que la gauche mette l'accent sur les politiques favorisant la jeunesse au sens large, de l'enfance à l'entrée dans la vie active. Chacun sait, de toute façon, que, pour remporter la présidentielle dans deux ans, il faudra réunir au-delà de son électorat sociologique traditionnel.

---

## **Vers une sortie de crise pour les classes moyennes. (18.05)**

**Lefigaro.fr - 17.05**

INTERVIEW - Laurent Wauquiez, le secrétaire d'État chargé de l'Emploi, plaide pour une meilleure répartition de la richesse au niveau national en faveur des classes moyennes.

LE FIGARO.- Qu'est-ce qui vous conduit aujourd'hui à travailler sur les classes moyennes ?

Laurent WAUQUIEZ. - La réflexion sur les classes moyennes est le parent pauvre de la politique française. On a presque l'impression que

c'est un gros mot. Le dernier a en avoir parlé, c'est Georges Pompidou. Or les classes moyennes stabilisent notre société, organisent son dynamisme économique et sont les garantes du bon fonctionnement de l'ascenseur social. Aujourd'hui, le système est très généreux pour les plus fragilisés et la logique de mondialisation joue très favorablement en faveur des plus hauts revenus. Les classes moyennes, elles, restent à la peine.

La société du care, présentée par Martine Aubry, n'est-elle pas une réponse ?

C'est son antithèse. La politique ne se résume pas à des concepts fumeux conçus à l'intention des bobos. La société du care, ça sonne sympa et ça fait joli, mais personne ne sait ce que ça veut dire. Les classes moyennes méritent mieux qu'une politique de coups de pub, ciselée par des pros du marketing, qui n'apporte aucune proposition concrète et qui ne parle pas aux Français.

Quelles propositions apportez-vous ?

L'un des premiers problèmes, c'est la question du logement. Dans les années 1960, une famille de classe moyenne mettait quinze à vingt ans pour devenir propriétaire. Aujourd'hui, il faut trente à quarante ans. Et pour une famille sur deux, les dépenses de logement sont considérées comme difficiles à financer. Deuxième enjeu : le financement des études. Nous souhaitons tous que nos enfants aient une vie meilleure que celle que nous avons. Mais les Français se montrent très préoccupés par le devenir de leurs enfants. Le financement des études, dans ce contexte, pèse trop lourd sur le budget des ménages. D'autant que les classes moyennes n'ont pas toujours accès aux bourses même si Valérie Pécresse a vraiment amélioré la situation. Troisième sujet majeur, les effets de seuil. Avec notre système social, si vous gagnez cinquante ou cent euros de plus un jour, vous êtes tout d'un coup privé d'aides. Cela laisse le sentiment que la société fonctionne pour un certain nombre de personnes, mais pas pour vous. Le président de la République est le premier à avoir dénoncé cette réalité. Nous devons trouver un système plus intelligent que ces seuils qui s'arrêtent du jour au lendemain.

De telles pistes ne conduisent-elles pas à des politiques très coûteuses ?

Pourquoi les classes moyennes devraient-elles être systématiquement mises de côté ? Sont-elles juste bonnes à payer des impôts ? Pour financer de telles mesures, il faut d'abord associer à la protection sociale une logique de droits et de devoirs plus exigeante. Trop de prestations sociales ne sont l'objet ni de contrôles ni de devoirs, et aboutissent à des abus patents. Il y a urgence à organiser une meilleure répartition de la richesse au niveau national en faveur des classes moyennes. On ne sortira pas de la crise s'il n'y a pas de sortie de crise pour les classes moyennes.

---

## **Le gouvernement, les institutions, seraient-ils légitimes ? (18.05)**

### **Reuters - 18.05**

Les trois-quarts des Français ne sont pas confiants dans l'amélioration de la situation économique de leur pays et 63% pensent que la crise grecque peut se propager à la France, selon une enquête de TNS Sofres et Publicis Consultants.

Dans ce baromètre pour Europe 1, i>Télé et Le Monde, 77% ne se disent pas confiants dans l'amélioration de la situation économique.

Au total, 84% des personnes interrogées ne croient pas en une amélioration du problème de la dette et des déficits, ainsi que de la situation de l'emploi, 85% sont pessimistes sur le mode de financement des retraites ainsi que sur le pouvoir d'achat et 83% s'inquiètent pour le niveau des prix. (Reuters 17.05)

### **Commentaire**

Et parmi ces 84% il n'y en aurait pas qui se poseraient la question d'en finir avec les institutions et le système économique capitaliste, ils seraient tous complètement sclérosés ou en proie à céder à cette terrible fatalité qui voudrait que les choses aillent de mal en pis ?

C'est ce qu'on s'acharne à vouloir nous faire croire de toutes parts, vous ne trouvez pas cela étrange, non ? A quel jeu, dans quel camp jouent ceux qui le prétendent ?

---

## **La gare Montparnasse bloquée par 2.500 infirmiers anesthésistes. (19.05)**

### **Reuters - 18.05**

La gare Montparnasse a été bloquée mardi après-midi par environ 2.500 infirmiers anesthésistes réclamant d'être reçus par la ministre française de la Santé, a-t-on appris auprès des syndicats.

Les anesthésistes protestent depuis plus de deux mois contre un protocole d'accord salarial signé entre la ministre, Roselyne Bachelot, et un syndicat minoritaire.

La manifestation, qui devait aller de la place Denfert-Rochereau au ministère de la Santé, a tourné vers 13h30 (11h30 GMT) au blocage des voies de la gare Montparnasse, à la suite du refus de Roselyne Bachelot de recevoir la délégation syndicale.

"Elle ne nous a jamais reçus depuis que nous sommes en grève. Ils veulent nous envoyer une secrétaire de je-ne-sais-quoi, nous on veut au moins le directeur du cabinet", a dit à Reuters Stéphane Houmeau, responsable du collectif des infirmiers anesthésistes en Alsace.

"Dès qu'on a ce rendez-vous, on part de la gare Montparnasse. Toutes les voies sont bloquées, aucun train ne circule", a-t-il affirmé.

La SNCF a confirmé que toutes les voies extérieures, où circulent notamment les TGV, étaient bloquées depuis environ 13h00 (11h00 GMT).

Les manifestants sont entourés de plusieurs escadrons de gendarmes mobiles avec qui des négociations sont en cours, a précisé le responsable syndical alsacien.

La grève a été suivie par 95% des anesthésistes en France et très peu d'opérations ont lieu mardi, selon les syndicats. Les infirmiers anesthésistes réclament une revalorisation salariale et souhaitent que leur formation soit reconnue au niveau master, soit à un niveau bac+5.

## **Retraites: Aubry propose ressources nouvelles et mise à contribution du capital. (19.05)**

### **AP - 18.05**

La patronne du PS Martine Aubry a dévoilé mardi soir les propositions de son parti pour la réforme des retraites, marquées par des ressources nouvelles et la mise à contribution des revenus du capital. Face à un document d'orientation du gouvernement qu'elle a jugé "bâclé" et "extrêmement vague", elle a vanté un "système durable, juste et efficace" qui vise à pérenniser le système actuel. Pour elle, pas question de toucher aux 60 ans.

"Nous recherchons pour 2025, puisque nous allons commencer par le financement, 45 milliards d'euros (...) auquel nous ajoutons 5 milliards d'euros que nous voulons mettre pour financer les retraites des emplois pénibles, donc 50 milliards d'euros", a dit Mme Aubry lors d'une conférence de presse au siège du parti.

Evoquant des propositions adoptées par le bureau national à la "quasi-unanimité", la première secrétaire du Parti socialiste a ainsi proposé quatre mesures pour mobiliser 19 milliards en 2010 ou 25 milliards en 2025:

- majoration des prélèvements sociaux sur les bonus et les stock-options (deux milliards)
- cotisation des fonds d'intéressement et de participation aux retraites (trois milliards)
- augmentation de la CSG sur les revenus du capital, "et surtout sur ceux qui sont exonérés" (7 milliards). "Nous excluons les livrets d'épargne et les plus-values sur la résidence principale", a précisé la dirigeante socialiste
- augmentation de la contribution sur la valeur ajoutée (créée en remplacement de la taxe professionnelle, NDLR) avec un prélèvement de 7 milliards d'euros en passant le taux de contribution de 1,5% à 2,2%, "essentiellement pour les grandes entreprises". "Toutes les PME de moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires" sont exonérées de cette mesure, a-t-elle précisé.

Par ailleurs, Martine Aubry a proposé une "augmentation modérée et étalée dans le temps" des cotisations patronales et salariales mais uniquement à partir de 2012, pour ne pas prélever "sur le pouvoir d'achat": "augmentation de 0,1% de cotisations salariales et employeur chaque année pour atteindre 1% au bout de dix ans", ce qui rapporterait 12 milliards d'euros au système des retraites. "Au bout des dix ans, cela coûte entre 20 et 25 euros par mois pour le salaire moyen", selon elle.

Mme Aubry a aussi proposé d'abonder le fonds de réserve des retraites, "qui s'élève aujourd'hui à 32 milliards d'euros", et d'imposer une surtaxe de 15% de l'impôt sur les sociétés acquitté par les banques et les établissements financiers. "Cela signifie qu'avec ces fonds, le fonds de réserve disposerait de 140 milliards d'euros en 2025", a-t-elle dit.

Excluant de facto un allongement de la durée de cotisation, Martine Aubry a répété que le PS s'opposait à un changement de l'âge légal de la retraite. "Nous nous opposons, et nous nous opposerons de toutes nos forces au fait de repousser l'âge légal de départ à la retraite au delà de 60 ans", a-t-elle assuré. C'est une "protection pour les Français" qui ont déjà effectué 41 années de cotisations comme "72% des hommes" et "60% des femmes", a-t-elle argué, et "c'est une liberté (...)" que nous ne voulons pas remettre en cause".

Enfin, s'il faudra "un jour demander aux retraités de contribuer pour notre modèle social, par la CSG par exemple, il vaut mieux le faire pour financer la dépendance (...) sur laquelle nous ferons des propositions", a-t-elle par ailleurs glissé.

Parallèlement à ces nouvelles ressources, la dirigeante socialiste a présenté les trois autres objectifs au coeur de la réforme des retraites: l'amélioration du taux d'emploi des seniors; la prise en compte de la pénibilité et la revalorisation des petites retraites; et l'évolution vers un système universel et personnalisé ou principe de "la retraite choisie".

Le taux d'emploi des seniors constitue, selon le parti socialiste, une "variable décisive" car il "détermine le volume des cotisations" et parce que "le retour à l'emploi progressif de 800.000 seniors en 10 ans, permettrait de générer en fin de parcours entre 15 et 20 milliards d'économies pour les finances publiques (...) dont 6 milliards pour les retraites", précise le texte adopté par le bureau national.

Sur le volet de la pénibilité du travail et de la revalorisation des petites retraites, le parti socialiste prévoit un financement supplémentaire, "une enveloppe qui pourrait être de l'ordre de cinq milliards d'euros", précise le texte. Par ailleurs, il prévoit que toute période de travail pénible "bénéficiera d'une majoration des annuités ouvrant droit à la retraite".

Concernant le principe d'une "retraite choisie", des incitations à retarder le départ à la retraite seront mises en place, à l'instar du renforcement et de la modulation dans le temps du "mécanisme de surcote", précise le texte. Le parti socialiste souhaite également la création d'un compte-temps individuel qui permettrait une meilleure gestion de la formation, du travail et de la retraite. Cet outil permettrait de prendre en compte les périodes de formation initiale ou continue et d'attribuer notamment à chaque jeune un "droit à la formation inversement proportionnel à la durée initiale des études", précise le texte.

---

## **Les Français plébiscitent leurs services publics locaux. (19.05)**

### **Lemond.fr et AFP - 18.05**

Les services publics locaux sont plébiscités par les Français, même s'ils en attendent toujours plus, selon le baromètre BVA-Institut de la gestion déléguée publié lundi. Au total, 83 % des Français s'estiment satisfaits de leurs services publics locaux, contre 17 % insatisfaits (89 % de satisfaits en 2008, 87 % en 2006, et 83 % en 2004). Enseignement intéressant : 75 % des Français (contre 67 % en 2008) souhaiteraient une extension du service minimum à d'autres services publics locaux que les transports.

Par ailleurs, moins de quatre usagers sur dix (39 %) considèrent que ces services publics locaux se sont améliorés depuis ces dernières années, soit moins 20 points en treize ans (58 % en 1997). 34 % des personnes interrogées estiment que la qualité de ces services est inchangée et 27 % qu'elle s'est dégradée. Contrairement aux précédents baromètres, une majorité de personnes se voient davantage comme un "citoyen" et surtout un "contribuable" (54 %) que comme un "client-consommateur" ou un "usager".

La collecte des déchets (43 %), l'eau (41 %) l'accès à Internet (réseaux télécom et Internet haut débit, 37 %) sont prioritaires. Le service des transports reste important, mais connaît un net recul, passant de la deuxième place en 2008 à la cinquième cette année. Des services type Velib ou autolib (3 %), la gestion des réseaux de chauffage urbain (2 %) et les services funéraires (0 %) viennent en queue des préoccupations.

Près d'un Français sur deux (47 %) déclare avoir été confronté à un problème au cours de ces derniers mois, ce qui constitue un bond spectaculaire (15 points) par rapport à 2008. Pour l'essentiel, les principaux problèmes ont concerné les réseaux de télécommunications et d'Internet haut débit (13 % des problèmes) et la voirie locale (12 % et doublement des problèmes en deux ans). En revanche, les transports en commun de proximité, qui posaient jusqu'alors le plus souvent problème (20 %), semblent s'être nettement améliorés (9 % cette année) même s'ils demeurent la troisième source d'insatisfaction des usagers (ils étaient la première en 2008). En ce qui concerne la gestion des services, une nette majorité de Français sont assez favorable à la gestion déléguée à une entreprise généralement privée (58 % contre 42 %).

Enquête réalisée par Internet du 8 au 15 avril auprès d'un échantillon national de 1 056 personnes, représentatif de l'ensemble de la population de 15 ans et plus, par la méthode des quotas.

---

## **De plus en plus de personnes ont du mal à payer leurs factures EDF-GDF. (21.05)**

## **Libération.fr et AFP ; 20minutes.fr - 20.05**

Le médiateur de l'énergie, Denis Merville, reçoit de plus en plus de réclamations émanant de consommateurs en situation de forte précarité financière et qui ne peuvent plus régler leur facture d'électricité et de gaz, a-t-il signalé jeudi.

En 2009, ces dossiers ont représenté 10% des saisines reçues par cette autorité indépendante, chargée de régler les conflits entre les consommateurs et leurs fournisseurs d'énergie, a-t-il indiqué au cours d'une conférence de presse.

«Le nombre de saisines est en forte augmentation: nous comptons dix fois plus de réclamations pour des problèmes de précarité début 2010 que début 2009», explique Marie-Claude Lassadi, chef du service recevabilité du médiateur de l'énergie, qui dit recevoir une cinquantaine de demandes de ce type par mois.

Environ 3,4 millions de ménages sont dans une situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils dépensent plus de 10% de leurs revenus à régler leurs factures d'énergie, selon un rapport commandé par le gouvernement publié en janvier.

Le médiateur de l'énergie propose de renforcer le dispositif des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité «qui ne sont pas suffisamment connus aujourd'hui».

Au total, le médiateur de l'énergie a reçu 5.111 saisines en 2009, soit près de 4 fois plus qu'en 2008.

Elles ont donné lieu à 279 recommandations écrites (non contraignantes) qui ont été suivies à 83% par les opérateurs, tels qu'EDF, GDF Suez, Poweo.

Les consommateurs ont reçu 558 euros en moyenne de remboursement et dédommagement à la suite de ces recommandations.

Présenté le 8 juin prochain aux députés, le projet de loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME), pourrait provoquer, selon la CRE, entre 7% et 11% d'augmentation des tarifs réglementés.

Le texte indique en effet que le prix de l'électricité doit couvrir « les coûts complets de production du parc électronucléaire (dépenses d'exploitation, dépenses d'investissement, charges nucléaires de long terme) ». Et c'est aujourd'hui loin d'être le cas.

« La situation des prix réglementés de l'électricité, auxquels nous sommes tous attachés, qui augmentent moins que l'inflation depuis les années 1990, ne peut plus durer. Ils ne peuvent qu'augmenter dans le futur, loi NOME ou pas », a ainsi martelé Daniel Merville.

---

## **Interview de Marisol Touraine (PS) sur la question des retraites. (titre de LdC) (21.05)**

### **Lemond.fr - 20.05**

Le projet du PS est-il, en l'état, compatible avec une éventuelle candidature de DSK ?

Marisol Touraine : Oui, je crois que tous les candidats potentiels du Parti socialiste peuvent se retrouver dans ce texte, qui s'appuie sur des principes que nous avons collectivement définis. Je suis moi-même étiquetée strauss-kahnienne, j'ai travaillé en très bonne intelligence avec Martine Aubry et l'ensemble des responsables du parti. Nos principes communs étaient clairs : retraite par répartition et refus de la capitalisation (on voit ce que cela donne quand les Bourses s'écroulent), volonté de maintenir le niveau des pensions, conviction que le défi à relever est majeur. Mais volonté de le relever de manière juste, c'est-à-dire en répartissant l'effort. Donc, logiquement, nous étions tous d'accord pour dire que les revenus du capital devaient contribuer. Il n'y a pas eu d'un côté ceux qui étaient pour les prélèvements, et de l'autre ceux qui auraient défendu d'autres positions.

Guest : Pourquoi ne pas proposer franchement un système unique de retraite obligatoire, un peu comme en Suède ?

Marisol Touraine : Nous avons regardé le système suédois, qui ne garantit pas le niveau des retraites. Je n'entre pas dans les détails techniques, mais c'est ce qui nous a retenus. En revanche, nous disons deux choses : la première, c'est qu'il faut mettre en place un socle de droits communs pour favoriser le rapprochement des régimes à terme.

La deuxième chose, c'est qu'il faut permettre une plus grande liberté de choix pour les individus en créant un "compte temps" qui leur permettra de savoir à tout moment où ils en sont. On a essayé de reprendre ce qu'il y avait de bon dans le système suédois sans exposer trop les retraités aux risques que rencontrent leurs homologues suédois en ce moment.

Castor : Faut-il aligner le régime des fonctionnaires sur celui des salariés du privé ?

Marisol Touraine : Les régimes des fonctionnaires et du privé se sont déjà beaucoup rapprochés : même durée de cotisation, même âge de départ en retraite. Il y a des différences qui tiennent à l'histoire mais qui tiennent aussi à la différence des revenus pendant la carrière. Lorsqu'on dit, ce que fait la droite, qu'il faut calculer la retraite des fonctionnaires sur les 25 meilleures années et pas sur les six derniers mois, on oublie de dire que les primes des fonctionnaires, qui représentent jusqu'à 40 % du revenu, ne comptent pas dans la retraite.

Donc comparons ce qui est comparable, rapprochons ce qui peut l'être, car il ne faut pas qu'il y ait dans l'opinion le sentiment d'injustices. Nous proposons la mise en place d'une commission paritaire pour le rapprochement des régimes.

Gabur : Le PS est-il favorable à la proposition de Terra Nova de taxer les retraités ? Que pensez-vous de cette proposition ?

Marisol Touraine : Je crois qu'il ne faut pas opposer les générations les unes aux autres. Justement, la garantie du système de retraite par répartition, c'est de consolider la solidarité entre les générations. Alors faisons contribuer les Français en fonction de leur niveau de revenu, de leur capital, plutôt qu'en prenant en compte leur âge.

Eric : Quid de la retraite des parlementaires ?

Marisol Touraine : C'est un sujet qui revient souvent dans les débats. Il ne faut pas faire de démagogie. En même temps, je comprends qu'on puisse se poser des questions. La retraite des parlementaires a déjà évolué il y a je crois deux ans. Elle peut être prise à partir de 60 ans, et non plus 55 ans, les fonctionnaires ne peuvent plus contribuer à leur caisse d'origine quand ils sont parlementaires. Il y aura encore sans doute des aménagements à prévoir, j'y suis favorable, car l'effort qui s'impose aux Français s'impose aussi aux parlementaires.

Lapinou : Pourquoi ne pas défendre vraiment la retraite à la carte, en supprimant toute référence à un âge légal (comme en Finlande par exemple) ?

Marisol Touraine : Je n'aime pas le mot de "retraite à la carte", parce qu'au sens strict il signifie qu'on pourrait choisir entre répartition et capitalisation, par exemple. Nous parlons donc de retraite choisie, qui s'articule entre des droits collectifs destinés à protéger les plus fragiles et la liberté de partir au moment où on le souhaite.

L'âge légal, c'est la protection des plus modestes, de ceux qui sont usés par le travail, et qui doivent pouvoir compter sur des droits garantis. Pour le reste, rien ne s'oppose à ce que les autres, ceux qui le veulent et le peuvent, travaillent plus longtemps. Je suis frappée de voir que dans ce débat, c'est la gauche qui propose et la droite qui veut imposer. J'ajouterai d'ailleurs que dans la plupart des pays il y a l'équivalent d'un âge légal, qui sert uniquement de référence, de borne protectrice. En Allemagne, dont le gouvernement nous parle tout le temps, on peut partir en retraite à partir de trente-cinq années de cotisation. C'est l'équivalent de nos 60 ans. Pour le reste, plus on travaille, plus on améliore sa retraite et plus on augmente ses droits.

Mais il faut un principe, encore une fois, de référence, qui est une protection pour une grande partie des Français.

Hibou : Pourquoi le PS ne tranche-t-il pas sur l'allongement de la durée de cotisation ? Repousser la question à plus tard n'est-il pas un moyen de fuir le débat ?

Marisol Touraine : Non, le PS a tranché. D'abord, nous acceptons la poursuite de l'allongement de la durée de cotisation jusqu'en 2020. Aujourd'hui, il faut 40,5 annuités pour partir à taux plein ; en 2020, ce sera 41,5.

Jusqu'en 2025, nous proposons des mesures qui permettent de financer le système. On y reviendra plus tard sans doute. A partir de 2025, on ne peut exclure d'allonger à nouveau la durée de cotisation si l'espérance de vie continue à augmenter. Pourquoi ne pas aller plus loin que ce qui est prévu d'ici à 2020 ? Certains le proposent, et je comprends que la droite pourrait aller dans ce sens.

Quelle est la règle qui a été adoptée ? Je m'excuse, je vais être un peu technique. Le Conseil d'orientation des retraites a proposé que sur une année d'espérance de vie gagnée, on consacre huit mois à travailler davantage et quatre mois à de la retraite. C'est cette règle-là qui s'applique jusqu'en 2020. Augmenter la durée de cotisation avant 2020, cela revient à dire que sur une année d'espérance de vie gagnée, c'est plus que huit mois qu'on consacre au travail, c'est-à-dire en réalité la totalité du temps en plus. Ce n'est pas acceptable pour nous.

Tiphaine : Quelles sont selon vous les points de convergence entre le projet retraites du PS et celui de l'UMP ?

Marisol Touraine : Le projet de l'UMP, on ne le connaît pas, sauf par rumeurs et petites phrases des uns et des autres. Jean-François Copé a dit hier qu'il proposait deux choses : le relèvement de l'âge légal, c'est-à-dire la fin de la référence aux 60 ans et l'allongement de la durée de cotisation. Nous sommes, je l'ai dit, en désaccord sur ces deux points. Les 60 ans, c'est la protection des plus modestes ; et l'allongement de la durée de cotisation n'a de sens qu'après 2020.



On nous parle aussi d'une contribution supplémentaire sur les hauts revenus ou les revenus du capital. Sur le principe, nous disons banco. A condition que ce soit significatif et que cela permette de financer une bonne partie des régimes de retraite. Je ne suis pas sûre que ce soit la volonté du gouvernement, puisqu'il nous attaque sur les propositions de prélèvements sur les revenus du capital que nous faisons. La différence, c'est que l'UMP veut taxer les hauts revenus de manière symbolique, alors que nous, nous voulons les faire contribuer de manière significative.

Em : Ne pensez-vous pas qu'augmenter les impôts risquerait de faire fuir les capitaux, créant ainsi des délocalisations qui détruiraient des emplois ?

Marisol Touraine : Je vais répondre précisément. D'abord, on s'aperçoit que le bouclier fiscal, qui était censé éviter la fuite des hauts revenus, n'a servi à rien, puisque les plus riches sont toujours en Suisse ou ailleurs, et le revendiquent. Ensuite, nos propositions concernent les entreprises qui font un chiffre d'affaires de plus de 50 millions d'euros par an, les plus importantes donc. Nous ne voulons pas fragiliser les petites entreprises et celles qui démarrent.

Quant à l'augmentation des cotisations patronales et salariales que nous proposons, il ne serait pas sérieux de dire qu'elle mettrait en danger la compétitivité des entreprises. Nous proposons une augmentation de 0,1 % par an à partir de 2012 pour laisser du temps à la sortie de crise. Et nous la prolongeons pendant dix ans. Qui peut dire qu'une augmentation de 0,1 % par an des cotisations met en danger les entreprises françaises ?

J'ajoute d'ailleurs que le gouvernement, qui nous a violemment attaqués hier, est très mal placé pour nous donner des leçons. Il a lui-même créé près de vingt taxes nouvelles depuis 2007, dont la hausse des cotisations retraite, dont une taxe sur l'intéressement et la participation, et, dans le programme de stabilité qu'il a transmis à Bruxelles en début d'année, il annonce une hausse de deux points des prélèvements obligatoires.

Alors, franchement, il est bien mal placé pour contester nos propositions. Je tiens quand même à préciser une chose : notre projet ne se limite pas à des hausses de prélèvements. On voit bien que la droite essaie de faire de nous les champions de la fiscalité et de prétendre que nous n'aurions pas d'idées au-delà de cela. C'est faux. J'insiste sur ce point, car c'est important.

Musaraigne : Combien rapportent les propositions du PS ? Cela peut-il suffire pour combler le déficit des caisses de retraite ?

Marisol Touraine : Nous avons pris comme référence les travaux du COR. Il nous faut, à horizon 2025 – puisque c'est à ce terme que nous souhaitons nous situer –, 45 milliards d'euros, auxquels nous ajoutons 5 milliards pour prendre en compte la pénibilité notamment. Soit 50 milliards à trouver. Nous disons que les prélèvements sur les revenus du capital peuvent rapporter 25 milliards en 2025, et les hausses de cotisations 12 milliards à cette date.

---

## **Nicolas Sarkozy veut modifier la Constitution pour venir à bout du déficit public. (21.05)**

**20minutes.fr, Lemonde.fr, AP et Reuters - 20.05**

95 milliards d'euros. C'est l'effort évalué par le gouvernement pour ramener le déficit de la France à 3% de son PIB d'ici à 2013 (contre 7,5% aujourd'hui). Après l'annonce du gel des dépenses de l'Etat début mai, une nouvelles séries de mesures pour y parvenir ont été ainsi présentées ce jeudi par Nicolas Sarkozy à l'issue d'une seconde réunion à l'Élysée sur la réduction des déficits.

Réformer la Constitution

«Le redressement des finances publiques ne doit pas être l'engagement d'un gouvernement mais de la Nation. Il doit s'inscrire dans la durée et, pour cela, la gouvernance de nos finances publiques doit être modifiée. C'est pourquoi je souhaite la mise en oeuvre d'une réforme constitutionnelle», a- déclaré le chef de l'Etat. Nicolas Sarkozy veut notamment imposer au gouvernement de s'engager pour cinq ans «sur une trajectoire de déficit» et sur la date de retour à un déficit «zéro». Il n'a pas toutefois pas fixé d'échéance, contrairement aux Allemands, qui ont écrit dans leur Constitution qu'ils avaient jusqu'à 2016 pour limiter leur déficit à 0,35 % du PIB.

Selon Nicolas Sarkozy, cette réforme permettrait également «de confier à la loi de finances la compétence exclusive sur les dispositions fiscales». Les parties recettes des projets de loi de finances (le budget de l'Etat) et du projet de loi de finances de la Sécurité sociale seraient donc examinées au même moment au Parlement. Objectif, selon Le Monde, avoir une «vision globale» des prélèvements obligatoires. Le Président souhaite aussi permettre au Parlement de «voter sur les engagements en matière de finances publiques que nous prenons vis-à-vis de nos partenaires européens».

Il a demandé au Premier ministre François Fillon d'engager une concertation sur la réforme constitutionnelle envisagée, qui prévoirait que tout gouvernement s'engage après chaque élection sur une trajectoire de déficit sur cinq ans, ainsi que sur une date de retour à l'équilibre des finances publiques.

La concertation sera menée sur les bases des conclusions définitives, attendues fin juin, d'un rapport demandé à l'ancien directeur général du FMI Michel Camdessus pour savoir si la France doit imiter l'Allemagne.

Réduction des dépenses de l'Etat.

Outre le gel pour trois ans des dépenses de l'Etat, cette cure d'austérité repose sur le maintien du principe de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux; la réduction des dépenses de fonctionnement courant de l'Etat de 10% en trois ans, dont 5% dès 2011; et l'objectif de suppression de 5 milliards d'euros de niches fiscales.

Mettre au régime les collectivités locales...

Pas de raison que seul l'Etat fasse des efforts, selon le chef de l'Etat. Le président de la République a ainsi annoncé le «gel en valeur» des dotations de l'Etat aux collectivités locales (environ 50 milliards d'euros par an). C'est à dire que celles-ci n'augmenteront pas malgré l'inflation. Le Président a souhaité également que ces dotations soient «modulées selon des critères de bonne gestion pour encourager les collectivités locales à réduire leurs dépenses dans les mêmes proportions que l'Etat». Nicolas Sarkozy a aussi annoncé un moratoire sur les normes qui leur sont imposées. Des idées qui ne sont pas du goût des présidents socialistes des associations des régions et des départements, qui ont boycotté la réunion de ce jeudi.

... Et l'assurance-maladie

Nicolas Sarkozy a aussi annoncé que l'objectif de progression des dépenses d'assurance maladie allait «s'infléchir» et «sera fixé à 2,9% en 2011 et 2,8% en 2012», contre 3,3% en 2009 et 3% cette année. «Alors qu'il a parfois été difficile de respecter l'objectif de dépense maladie, toutes les mesures seront désormais prises pour qu'il soit atteint», a assuré Nicolas Sarkozy. Pour y parvenir, il est notamment prévu de renforcer le rôle du comité d'alerte sur les dépassements afin que les pouvoirs publics puissent rectifier le tir à temps. Le seuil d'alerte de dépassement des dépenses sera aussi abaissé. De 0,75%, il devra être porté «à 0,5% d'ici à 2012-2013».

Quelques réactions.

Trouver 100 milliards d'économies en trois ans? Mission impossible, assure Jean Arthuis, le président centriste de la Commission des Finances. «Je doute que le gouvernement atteigne cet objectif en seulement trois ans. Il faudrait au moins quatre ou cinq ans pour cela», affirme-t-il dans une interview au Parisien-Aujourd'hui en France.

«C'est un exercice sans précédent. Or, il est quand même nécessaire de garantir un minimum de moyens aux services publics», reprend le centriste. «On ne peut pas équilibrer nos comptes uniquement en réduisant les dépenses publiques», juge-t-il. Jean Arthuis propose quelques pistes, parmi lesquelles une réforme de «notre système fiscal», réaffirmant être favorable à «l'abrogation du bouclier fiscal et à la suppression de l'ISF (impôt sur la fortune)» avec comme contrepartie la création «d'une sixième tranche d'imposition pour les hauts revenus».

"Le gouvernement propose aujourd'hui de réduire les déficits en trois ans, c'est-à-dire de trouver 100 milliards. C'est aujourd'hui, tous les experts le considèrent, strictement impossible", a dit Dominique de Villepin sur France-Inter.

"Donc plutôt que d'un schéma à trois ans, qui aurait par ailleurs l'inconvénient de tuer la croissance et de nous placer dans un cycle de récession et de déflation, bâtissons un chemin sur dix années, douze années si nous voulons être responsables", a poursuivi M. de Villepin.

Pour le secrétaire national du PS à l'économie, Michel Sapin, ces propositions ont "quelque chose de surréaliste". "C'est celui dont la politique aura creusé le plus grave déficit que la France a connu depuis 65 ans qui se veut, aujourd'hui, dans les mots, le chantre d'un retour à l'équilibre. (...) Quand le présent se dérobe sous ses pas, il se tourne vers l'avenir et crée des obligations à ses successeurs!", a ironisé le député de l'Indre dans un communiqué.

Selon ce dernier, "ce n'est pas d'un débat constitutionnel dont la France a besoin, c'est d'une réponse précise, efficace et juste à la question décisive : comment diminuer, dès aujourd'hui, le déficit de la France tout en soutenant une activité économique particulièrement faible, voire négative". "La baisse des concours aux collectivités territoriales, ainsi que la diminution des dépenses d'investissement de l'Etat auront un effet des plus dépressifs sur l'investissement et l'activité des entreprises", ajoute-t-il.

Le président UMP de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer a lui aussi jugé qu'une "injonction au niveau national aux collectivités locales n'était pas tout à fait constitutionnelle et pas vraiment démocratique".

"Les collectivités locales en majorité de gauche sont en première ligne dans la guerre totale que veut mener Nicolas Sarkozy. Les politiques qu'elles mènent sont en danger face à un état de plus en plus inégalitaire qui cherche à tout prix à les asphyxier financièrement. C'est intolérable, injuste et anti-démocratique", a également fustigé le coordinateur national du PCF, Pierre Laurent, dans un communiqué.

Selon un rapport commandé par l'Elysée, la très forte progression de la dette de la France ces trente dernières années a certes "été essentiellement portée par l'Etat" mais cette proportion a commencé à diminuer "depuis le début des années 1990". "Pour ramener les finances publiques sur une trajectoire soutenable, il serait illusoire de compter sur un surcroît d'inflation et tout aussi risqué de s'en remettre à la seule croissance. Un ajustement important de nos finances publiques est donc nécessaire", concluent les auteurs, Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis dans ce document rendu public par la présidence.

Commentaire rapide.

Tiens donc il est encore question de la Constitution, pas de bol pour tous ceux qui ne veulent pas en entendre parler. C'est l'un des thèmes du projet de Constitution européenne qu'il veut introduire dans la Constitution de la Ve République ou je me trompe ?

Il apporte de l'eau à mon moulin, j'aurais envie de dire : laissons-le faire, cela nous fournira un excellent prétexte pour justifier notre combat pour l'abolition de la Constitution et des institutions au service du capital. Non ? Vous n'êtes pas d'accord, je vous sens contrariés, vous ne voulez pas admettre que vous vous êtes fourvoyés en n'axant pas votre combat dans cette direction, mais il n'est jamais trop tard, une erreur cela se corrige vous savez et on s'en remet très bien croyez-moi.

Vous préférez peut-être défendre la Constitution telle qu'elle existe aujourd'hui au nom de la démocratie ? Dans ce cas-là attendez-vous à vous faire pilonner !

---

## **Retraites. (21.05)**

### **Le Monde - 21.05**

1- Un atterrissage forcé.

Selon Le Monde daté du 21 mai, l'exécutif s'est définitivement prononcé mercredi pour le relèvement de l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite.

La veille, Bernard Thibault avait surpris en déclarant en sortant du ministère : "On a confirmation que le gouvernement veut reculer l'âge légal de départ en retraite et faire disparaître les 60 ans, et qu'il travaille à un allongement de la durée de cotisation pour avoir ses droits à la retraite."

Il avait ajouté que la conversation ne laissait "planer aucun doute là dessus" même si "les arbitrages sont pas totalement faits aujourd'hui." (Reuters 20.05)

Le secret de polichinelle est enfin percé, le "piège" dans lequel les malheureux dirigeants syndicaux risquaient de tomber s'est volatilisé, ouf ils l'ont échappé belle !

A quoi rime cette mascarade ? Souvenez-vous quand le gouvernement a reçu ces parasites, la CGT (et la CFDT notamment) a axé son discours sur l'agenda ou le calendrier qu'on leur proposait en expliquant qu'il était "trop court" pour que puisse avoir lieu une "vraie concertation" sur les retraites. Depuis, la CGT n'a rien fait pour organiser et mobiliser la classe, Thibault a laissé filer volontairement le temps après avoir déclaré qu'il en manquait.

L'objectif était d'arriver sans encombre aux vacances scolaires de Pâques, date aux alentours de laquelle le gouvernement "dévoilerait" ses véritables intentions que l'on connaissait parfaitement depuis le début, en espérant que les premiers rayons de soleil seraient propice à divertir les esprits et qu'ainsi il serait possible d'atteindre les vacances scolaires d'été sans encombre, les travailleurs ayant la tête ailleurs...

C'est dans ce contexte que Thibault a déclaré sur RMC "S'il n'y a pas une mobilisation suffisante très rapide dès le 27 mai, le gouvernement va écrire une loi qui prononcera la fin de la retraite à 60 ans" (Reuters 20.05)

Traduisons : après avoir tout fait pour que la situation en arrive là, il accuse les travailleurs d'en être responsables, la méthode éculée des stalinien.

Rappel.

L'appel du 6 mai de l'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA à la journée d'action du 27 avait pour objectif de diviser la classe ouvrière en laissant la porte ouverte à la remise en cause des 60 ans et des régimes de pension des fonctionnaires.

Il précisait seulement que "l'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu" sans se prononcer contre l'allongement de la durée de cotisation, auquel il était seulement fait allusion dans ce document pour tromper les militants, quant au refus d'aligner le public sur le privé, il passait à la trappe. Il est clair que cet appel était calqué sur les positions de la CFDT.

Maintenant, entre le contenu de cet appel et l'interprétation contradictoire qu'en feront les militants et les travailleurs conformément à leur conviction et intérêts de classe, rien ne dit qu'ils ne se saisiront pas de cette occasion pour se mobiliser en masse le 27 mai au grand dam de leurs dirigeants qui auront tout fait pour qu'il n'en soit pas ainsi... afin de faciliter la tâche à Sarkozy.

## 2- La régression sociale comme modèle de développement selon Dominique Strauss-Kahn.

Hier lors de l'émission «A vous de juger» sur France 2, Dominique Strauss-Kahn a déclaré :

- «on vit 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans», "Je ne crois pas qu'il faille avoir de dogme".

- «Il y a plusieurs façons de faire les choses : une manière qui est assez évidente dans beaucoup de pays c'est de dire si on vieillit plus longtemps, il faut qu'on travaille plus longtemps», a poursuivi le directeur général du FMI.

- "Le monde change très vite (...) On ne peut pas vivre enfermé à Berlin, à Londres, Rome ou Paris sans regarder ce qui se passe en Chine, en Inde, au Brésil, dans le reste du monde (...) Si on a les yeux braqués sur le XXe siècle, sur la rue d'en face, les autres avancent et on se retrouve dans la situation où c'est l'Europe qui finalement apparaît le maillon faible de l'ensemble du système", a-t-il prévenu. (Reuters 20.05)

La Chine et l'Inde "avancent", tout dépend de quel côté on se situe pour porter un regard sur le développement de ces pays.

Du côté de l'infime minorité capitaliste, on peut s'enrichir assez facilement sur fond de corruption généralisée et être satisfait du développement d'une classe moyenne pouvant accéder au marché et qui fait tourner les usines ou consomme davantage.

Du côté de l'immense majorité ouvrière et paysanne, on trime comme des esclaves six jours sur sept dans des conditions épouvantables sans aucun droit ni protection sociale ni même un contrat de travail pour un salaire qui permet à peine de survivre.

C'est la conception du progrès social pour le XXIe siècle que le PS partage avec les esclavagistes des temps modernes. Non merci !

## 3- Benoît Hamont sur la même ligne que DSK et le gouvernement.

Hier lors de l'émission «A vous de juger» sur France 2, Benoît Hamont a déclaré :

- Haro sur les 60 ans : "On n'est pas accros aux 60 ans", cela tombe bien, Sarkozy et DSK non plus !

- Haro sur les retraités : "savoir si un jour les retraités devraient être mis à contribution, pour financer la dépendance, je pense que les retraités doivent être capables de dire oui", et ils osent prétendre que le PS serait contre une diminution des retraites.

- Pour travailler et cotiser plus longtemps : "On est avec un taux d'emploi des seniors extrêmement bas. Ce pose la question de savoir comment convaincre les entreprises de les garder dans l'emploi, pour éviter que parce qu'on rallonge les cotisations, il devienne difficile du fait du chômage d'avoir suffisamment de trimestres". (Lemonde.fr 20.05)

Traduction : il admet la nécessité de travailler et cotiser plus longtemps.

## 4- Les véritables intentions du PS... réactionnaires !

Marisol Touraine responsable du dossier sur les retraites au PS, hier sur le blog Lemonde.fr. :

- "Oui, je crois que tous les candidats potentiels du Parti socialiste peuvent se retrouver dans ce texte, qui s'appuie sur des principes que nous avons collectivement définis. Je suis moi-même étiquetée strauss-kahnienne, j'ai travaillé en très bonne intelligence avec Martine Aubry et l'ensemble des responsables du parti."

- Un aveu : "nous acceptons la poursuite de l'allongement de la durée de cotisation jusqu'en 2020"

- Vous crèverez au boulot, c'est promis : "A partir de 2025, on ne peut exclure d'allonger à nouveau la durée de cotisation si l'espérance de vie continue à augmenter. Pourquoi ne pas aller plus loin que ce qui est prévu d'ici à 2020 ? Certains le proposent, et je comprends que la droite pourrait aller dans ce sens."

- Sur l'alignement du privé sur le public : "comparons ce qui est comparable, rapprochons ce qui peut l'être, car il ne faut pas qu'il y ait dans l'opinion le sentiment d'injustices." (Lemonde.fr 20.05, lire l'article en entier dans le site)

---

## **Le candidat du PS-FMI dans ses oeuvres. (21.05)**

### **Le Monde - 21.05**

1- Hier lors de l'émission «A vous de juger» sur France 2, Dominique Strauss-Kahn.

- Vive l'UE, un Etat supranational à la botte des multinationales : "La proposition de la Commission d'avoir un droit de regard sur les budgets européens vont dans le bon sens."

- Une contrevérité que les nantis apprécieront : "en faisant que les coupes salariales ne touchent pas les plus faibles, et de surtaxer les 10 % les riches, la Grèce a fait un choix politique."

- Une mensonge grotesque : "Il faut mettre en place une taxe sur les banques, pour constituer un fond qui permette d'avoir des réserves en cas de problèmes, sans faire payer les contribuables."

Voilà qui répond à la question posée par D. Gluckstein dans son dernier éditorial intitulé "Qui décide" (IO n° 98, lire la causerie du 20 mai)

1- "C'est le gouvernement grec qui a choisit les mesures."

2- "La Roumanie est dans une situation plus difficile que nous le pensions. Le gouvernement veut sabrer 20 % dans les salaires des fonctionnaires. Le FMI lui a dit non, il faut augmenter les impôts des plus riches. Le gouvernement a dit non."

3- "En Lettonie, le gouvernement a proposé de reporter la scolarité de 3 ans à 5 ans, on leur a dit, nous les gars, on ne marche pas, ils ont remballé. Et ils ont augmenté l'impôt sur le revenu, ce qui nous allait beaucoup mieux. "

Donc finalement les différents gouvernements font bien ce qu'ils veulent, qu'ils aillent ou non dans le sens du FMI ne changeant rien au fait que les Etats demeurent souverains jusqu'à preuve du contraire. Désolé.

---

## **Les agrégés n'ont plus le moral. (22.05)**

### **Le Monde - 21.05**

L'enquête sur le moral des professeurs du second degré, intitulée " Y a-t-il un malaise enseignant ? " dresse un tableau peu reluisant du moral des agrégés, autrefois aristocratie enseignante du secondaire, et qui se trouvent mis à bas de leur piédestal. Réalisée par la Société des agrégés (8 000 adhérents sur environ 45 000 agrégés en France) qui l'a mise en ligne, vendredi 21 mai, sur son site, elle repose sur les témoignages de plus de 400 de ses adhérents qui ont répondu à son questionnaire. Mais beaucoup de questionnaires retournés étaient inutilisables, car incomplets par crainte de représailles. Ce qui en dit long sur le moral des agrégés.

Première raison du "malaise" : le manque de reconnaissance dans l'exercice de leur métier, ressenti par 81,2 % des sondés qui se trouvent niés dans leur posture d'intellectuels. Les agrégés seraient une caste de "fainéants" (quinze heures de cours par semaine contre dix-huit heures pour un professeur non agrégé) attachée à ses privilèges. "Faux !", répond la Société des agrégés, qui dénonce ces " poncifs " en montrant que ses adhérents sont aussi touchés par la crise qui traverse l'enseignement.

Deuxième raison : l'écart entre une formation très pointue et ce qu'il leur est souvent demandé sur le terrain. Un écart qui s'apparente à un véritable double gâchis, d'abord de temps et de coût investis lors de leurs études, puis de connaissances et de compétences non employées.

Etudiants de haut niveau, ils se sont astreints à passer un concours très difficile à décrocher et permettant, à priori (décret 72-580 du 4 juillet 1972, modifié par le décret 2007-1295 du 31 août 2007), d'enseigner en cycle terminal de lycée, classes préparatoires et enseignement supérieur. Après l'agrégation, certains ont encore passé un DEA ou un doctorat. On comprend alors leur déconvenue lorsqu'ils se retrouvent en collègue... qui plus est comme enseignants " titulaires affectés sur zone de remplacement " (TZR), obligés de courir d'un établissement à l'autre plusieurs fois par semaine, au gré des remplacements.

Ce fut le cas de Marie (tous les prénoms ont été modifiés), agrégée de lettres modernes, qui a été " TZR dans 24 établissements différents

entre 1999 et 2008 ; dans des collèges, en remplacement de profs qui avaient craqué nerveusement ", témoigne-t-elle.

La Société des agrégés estime qu'en fait, la grande majorité des agrégés sont affectés en collège en premier poste et que, loin d'être une minorité, 22,2 % y enseignent, alors qu'il ne seraient que 2 121 en classes préparatoires. " Ce qui nous a motivés à réaliser cette enquête, explique Jean-Michel Léost, président de la Société des agrégés, ce sont les appels de plus en plus nombreux que nous recevons depuis deux ans de la part d'adhérents qui disent envisager de démissionner. "

## DÉTACHEMENT OU MISE EN DISPONIBILITÉ

Selon l'enquête, 45,6 % des personnes interrogées ont été tentées de démissionner et 73,6 % envisagent une reconversion. Les raisons qui pourraient conduire à démissionner sont, à parts égales, le manque de reconnaissance et le stress (70,7 %), suivis de l'insatisfaction intellectuelle. "Agrégée de lettres et ancienne de l'ENS-Ulm, à Paris, j'ai été affectée en 2009 dans un collège ambition réussite et dans un établissement spécialisé avec des handicapés qui avaient un niveau intellectuel de CE1. Je n'étais pas formée à cela. C'est comme si j'avais fait des études pour diriger un département d'une grosse société et qu'on me demande d'être vider. Si c'était pour enseigner ce qu'est un nom ou un article, j'ai perdu beaucoup de temps", se désole Laure.

Aujourd'hui, elle se demande pourquoi elle a étudié la littérature médiévale. Selon l'enquête, le goût pour la matière est en effet la raison première (97,6 %) pour laquelle les enseignants interrogés se sont lancés dans une agreg.

"Beaucoup sentent qu'on leur reproche d'être des intellectuels, alors que c'est le cœur de leur métier", analyse Jean-Michel Léost. Chez l'agrégé, l'argent n'est pas le sujet principal du désenchantement : seulement 29,3 % des personnes interrogées placent les raisons financières au premier rang de leur déception pour leur métier. "

Pourtant, certains agrégés gagnent moins qu'un simple certifié. Un agrégé en cours de thèse de doctorat, gagnera 1 693 euros net à plein temps (192 heures/an) quand il est "attaché temporaire d'enseignement et de recherche" (ATER) à l'université, et environ 1 500 euros net (bourse de recherche comprise) s'il effectue son monitorat à l'université à hauteur de 64 heures/an. En lycée, un agrégé titulaire débutera à 1 838 euros net par mois. Rien d'excessif par rapport au nombre d'années d'études.

Beaucoup d'agrégés qui s'estiment déclassés ont recours au détachement ou à la mise en disponibilité. "Agrégée d'espagnol dans un lycée qui pourrait être en ZEP (zone d'éducation prioritaire), j'ai demandé une année de disponibilité. J'en profite pour essayer de devenir traductrice", témoigne Gaëlle.

Mais, finalement, quoi qu'ils en disent, très peu osent démissionner. "C'est difficile de se reconverter. Et puis ce serait reconnaître un échec et valider ce qu'on me reproche", explique Judith, en butte avec la hiérarchie de son lycée où on lui " reproche à la fois d'être trop compétente et incompétente".

D'avoir trop de compétences pour enseigner des connaissances basiques. Au vu de cette enquête, on ne peut s'empêcher de se demander s'il vaut encore la peine de passer l'agrégation. "Oui, si les textes sont appliqués et que les agrégés enseignent en fin de cycle de lycée, en prépas et dans le supérieur", estime Blanche Lochmann, membre du bureau de la Société des agrégés et auteure de l'enquête.

Commentaire.

Ma fille qui est une jeune et modeste institutrice n'a pas démissionné finalement, mais elle prépare un autre diplôme pour changer de métier le plus rapidement possible car les conditions de travail (discipline) sont infernales même dans le primaire, dans le secteur de la géographie, la cartographie ou quelque chose comme cela.

---

## **Heuliez placé en redressement judiciaire. (22.05)**

### **Reuters - 21.05**

L'équipementier automobile Heuliez, qui est à la recherche d'un repreneur pour assurer sa survie, a été placé vendredi en redressement judiciaire, avec une période d'observation de six mois.

Dans sa décision, le tribunal de commerce de Niort (Deux-Sèvres), fixe la fin théorique de cette période au 21 novembre mais précise qu'il sera statué dans deux mois, le 28 juillet, sur sa prolongation éventuelle.

La société, qui vient de déposer son bilan, est devenue le symbole des difficultés de l'industrie automobile en France.

Le redressement judiciaire permet le paiement d'une partie des salaires par les assurances de garantie des salaires (AGS), un dispositif public, et donne du temps pour examiner les offres des repreneurs potentiels.

Emilio Galluccio, président délégué, et Didier Picot, vice-président de la société basée à Cerizay, qui fabrique notamment un véhicule électrique, avaient annoncé la cessation de paiement mardi dernier.

Pour Claude Point, délégué CFDT et secrétaire du Comité d'entreprise, "même la période de deux mois nous paraît longue. Nous espérons que l'administrateur va faire très vite pour trouver une solution". Selon les syndicats, trois candidats seraient sur les rangs pour la reprise, dont le groupe financier anglo-malaisien Delamore and Owl (D&O) qui a fait une offre de reprise globale de 25 millions d'euros, que les dirigeants voulaient favoriser.

La direction a indiqué aux représentants du personnel que D&O s'engageait à reprendre les 600 salariés actuels en conservant l'ensemble des activités mais pour les syndicats, cette solution est sujette à caution.

"On nous dit qu'ils sont dans le secteur automobile mais on ne sait rien, il n'y a rien qui transpire. Maintenant ils vont être obligés de se dévoiler", a déclaré Claude Point.

## INVESTISSEURS FRANÇAIS ET ALLEMAND

Deux investisseurs français et allemands qui ont demandé la confidentialité sur leur identité sont également sur les rangs et auraient les faveurs de l'administrateur judiciaire.

Toujours selon les syndicats, l'investisseur français, industriel dans l'emboutissage, serait prêt à reprendre cette dernière activité, tandis que l'Allemand, qui évolue dans le secteur de la voiture électrique, serait intéressé par l'activité la plus porteuse d'avenir chez Heuliez.

Cette solution, qui scinderait l'entreprise en deux entités différentes, n'avait pas les faveurs des syndicats qui ont pour objectif de sauver les 600 emplois.

Pour Claude Point, les deux candidats à la reprise "travaillent pour faire une proposition commune. Notre volonté c'est d'avoir une solution globale".

Mais des syndicalistes, dont Jean-Emmanuel Vallade, délégué CFE-CGT, sont "prêts à étudier cette solution", même si la proposition inclut plus de 200 licenciements.

L'investisseur turc Alphan Manas, candidat privilégié par le ministère de l'Industrie il y a quelques semaines, avait proposé de reprendre 15% de l'entreprise avec un apport de 10 millions d'euros mais il ne serait plus dans la course parce qu'il n'est intéressé que par la reprise du secteur voiture électrique.

Heuliez avait déjà été placé en redressement judiciaire il y a près d'un an, avant d'en sortir en raison d'un projet de reprise par le groupe Bernard Krief Consulting (BKC), désigné par le tribunal de commerce. Ce dernier n'a jamais apporté les 15 millions d'euros promis.

L'avenir d'Heuliez dépend pour une bonne part du développement de la Mia, un véhicule électrique présenté au dernier salon de Genève.

L'Etat a promis 10 millions d'euros via le Fonds stratégique d'investissement (FSI) et la région Poitou-Charentes s'est engagée à hauteur de cinq millions d'euros dans le cadre d'un pacte d'actionnaires.

---

## **L'âge légal de départ à la retraite passerait à 62 ou 63 ans. (23.05)**

### **Rue89 et AFP - 22.05**

Selon des informations convergentes publiées sur les sites Internet LeMonde.fr, L'Express.fr et LesEchos.fr, le gouvernement a déjà rendu la plupart de ses arbitrages sur la réforme des retraites. Officiellement, pourtant, la concertation avec les partenaires sociaux est toujours en cours et le projet de réforme ne sera dévoilé qu'autour du 20 juin.

Le ministère du Travail a précisé que la réforme n'était pas encore bouclée et a démenti « formellement » ces informations détaillées sur les modalités envisagées.

Voici, sur les principaux points, la comparaison entre la situation actuelle et les pistes de réforme.

## L'âge légal de départ à la retraite

C'est l'âge minimum à partir duquel on peut prendre sa retraite. Il est fixé à 60 ans depuis 1983.

- Le gouvernement envisage de l'allonger d'un trimestre par an à partir de janvier 2011, jusqu'à 62 ou 63 ans. La remise en cause de l'âge légal interviendrait donc dès le 1er janvier prochain.

L'âge légal ne garantit pas une retraite à taux plein. Beaucoup de Français prennent leur retraite plus tard pour accumuler le nombre nécessaires de trimestres permettant d'obtenir une retraite à taux plein. L'âge moyen de départ à la retraite constaté est de 61,5 ans.

## La durée de cotisations

C'est le nombre de trimestres nécessaire pour bénéficier d'une retraite à taux plein (c'est-à-dire toucher une pension complète). Si cette durée n'est pas remplie, une décote est appliquée pour tout trimestre manquant.

Actuellement, cette durée est de 40,5 ans. Elle doit être portée à 41 ans en 2012.

- Le gouvernement envisage d'augmenter la durée de cotisation au-delà de l'échéancier prévu par la précédente réforme de 2003, qui prévoyait de la porter à 41,5 ans en 2020. La poursuite de cette progression serait programmée au-delà de 2020.

## L'âge de la retraite à taux plein

C'est l'âge à partir duquel on peut toucher une retraite à taux plein, quelle que soit la durée de cotisations. Cet âge est actuellement de 65 ans. - Le gouvernement envisage de le repousser parallèlement à celui de l'âge légal, progressivement, jusqu'à 67 ou 68 ans. Le régime du secteur public

Le secteur public présente aujourd'hui deux spécificités par rapport au secteur privé.

1. Le calcul des pensions : la base de calcul retient les six derniers mois de salaire (hors prime) alors qu'elle retient les 25 meilleures années pour les salariés du secteur privé.

2. Le taux des cotisations : il est de 7,85% contre 10,55% pour les salariés du privé.

- Le gouvernement envisage d'augmenter progressivement le taux de cotisation des salariés du secteur public. Cette augmentation serait compensée par des mesures salariales.

La modification éventuelle des bases de calcul des pensions n'est pas tranchée.

## Recettes nouvelles

La taxe sur les hauts revenus, confirmée le 10 mai par Nicolas Sarkozy, rapporterait environ 600 millions d'euros, soit l'équivalent du manque à gagner lié à l'instauration du bouclier fiscal.

- Le gouvernement est toujours à la recherche d'autres nouvelles recettes, l'objectif étant d'atteindre 3 à 4 milliards d'euros.

Interrogé par l'AFP, le ministère du Travail "dément formellement ces informations". "Tout sera connu au moment de la présentation du projet de réforme autour du 20 juin", a-t-il ajouté. (AFP)

---

**Retraites : « Strauss-Kahn n'a fait que dire ce que dit le PS ». (23.05)**

## Reuters - 21.05

La déclaration avait créé le malaise au sein du Parti socialiste et provoqué les félicitations du gouvernement. Interrogé jeudi soir dans l'émission « A vous de juger » sur France 2, Dominique Strauss-Kahn disait refuser de faire de l'âge de départ à la retraite un « dogme », précisant :



« Si on arrive à une vie de 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans. Il va falloir que, d'une manière ou d'une autre, ça s'ajuste. »

Une déclaration qui intervenait 48 heures après la publication par le PS de ses contre-propositions sur la réforme des retraites et l'affirmation de Martine Aubry, pour qui les socialistes s'opposent « de toutes [leurs] forces au fait de repousser l'âge légal au-delà de 60 ans ».

Il n'en fallait pas plus pour que certains au PS, comme Pierre Moscovici, clament : « Dominique Strauss-Kahn ou pas, je défends l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans. » Et que le ministre du Travail, Eric Woerth, se félicite de compter dans l'opposition « un allié ». Sur fond de soupçons de première discorde entre deux candidats socialistes potentiels en 2012.

Mais, à la question de savoir s'il y a divergence entre le directeur du FMI et la maire de Lille sur le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, le député socialiste Jean-Marie Le Guen, proche de Dominique Strauss-Kahn, répond sans ambiguïté à Rue89 : « Non, aucunement. »

« On ne doit pas toucher à l'âge légal »

Jean-Marie Le Guen, à Paris, le 26 avril 2007 (Benoit Tessier/Reuters) Pour celui à qui l'on prête la charge du programme de l'hypothétique candidat DSK pour la prochaine présidentielle :

« Dominique Strauss-Kahn est tout à fait dans le sens de ce que dit le Parti socialiste. »

La polémique est née, selon lui, d'une confusion « faite volontairement par certains » entre l'âge légal (l'âge minimum à partir duquel on peut prendre sa retraite, fixé à 60 ans depuis 1983) et l'âge réel (l'âge moyen de départ à la retraite constaté, qui est de 61,5 ans en France) :

« Il y a l'âge réel et l'âge légal. Ceux qui font croire que la position du Parti socialiste est de mettre l'âge réel de départ à la retraite à 60 ans mentent. Le Parti socialiste est pour un âge légal de départ à la retraite à 60 ans. C'est un droit individuel, pas une obligation collective.

On ne doit pas toucher à l'âge légal, mais l'âge réel a vocation à reculer en raison de l'évolution démographique. Le Parti socialiste prend aussi en compte dans son texte l'évolution démographique et compte d'ailleurs dessus pour financer son plan. Personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal. »

« Il a défendu l'essentiel de la position du PS »

« Mais cette polémique est intéressante, elle permet de sortir de l'ambiguïté », poursuit-il, avant de faire l'exégèse des propos tenus par son mentor sur France 2 :

« Permettez-moi de clarifier ce que dit Dominique Strauss-Kahn, qui est aussi ce que je pense. Dominique Strauss-Kahn a dit trois choses.

Un, il a dit que l'âge réel n'est pas un dogme et Marisol Touraine, qui est la principale rédactrice du texte du Parti socialiste, a dit la même chose.

Deux, dans l'instant qui suit, il a parlé de la nécessaire prise en compte de la pénibilité au travail et des carrières longues, qui sont les deux éléments qui justifient la position du Parti socialiste de maintenir l'âge légal à 60 ans.

Trois, il a parlé de l'individualisation du droit au départ à la retraite et, quand on parle d'un droit individuel, on parle de l'âge légal à 60 ans.

En quelques minutes, il a défendu ce qui est l'essentiel de la position du PS. »

Même polémique et même défense pour Aubry

La riposte des strauss-kahniens face à cette polémique peut leur faire un autre point commun avec Martine Aubry. La première secrétaire avait provoqué pareil tollé sur ce sujet le 17 janvier, en déclarant, lors du « Grand Jury » RTL-LCI-Le Figaro, qu'on devrait « aller très certainement » vers une retraite « à 61 ans ou 62 ans », à condition de « prendre en compte la pénibilité » et

« l'emploi des seniors ».

La même polémique avait alors provoqué la même défense. Le 26 janvier, cette fois sur le plateau de TF1, elle disait être en accord avec le texte voté quelques plus tôt par le bureau national du PS, défendant « le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans » :

« Il faut distinguer l'âge légal du départ à la retraite : nous pensons que chaque Français doit continuer à avoir le droit de partir à 60 ans, c'est

le cas aujourd'hui, ça doit rester un droit. [...] La réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit. »

## **Sur les retraites. Voyons comment se disposent le gouvernement et leurs larbins qui leur servent de porte-parole. (25.05)**

**lemonde.fr, 20minutes.fr, AFP et Reuters - 24.05**

Vous avez en un seul article d'agence de presse le scénario que j'ai brossé dans la causerie d'hier :

1- Un titre de Reuters. Journée test des syndicats sur les retraites.

2- Selon les Echos à paraître mardi, le gouvernement s'apprête à relever l'âge légal de départ à la retraite "probablement à 62 ans ou 63 ans". En outre, l'âge de la retraite à taux plein, fixé aujourd'hui à 65 ans, serait remonté.

3- "S'il n'y a pas une mobilisation suffisante très rapide dès le 27 mai, le gouvernement va écrire une loi qui prononcera la fin de la retraite à 60 ans", a récemment averti le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault. (Reuters 24.05)

Et Le Monde d'hier de rappeler comment le gouvernement s'y est pris pour tromper les travailleurs :

Jusqu'ici plutôt adroit dans ses annonces (...) les retraites ont fait l'objet, depuis le lancement de la réforme, d'un travail soigné de communication : préparation des esprits en amont avec la publication de sondages, puis du rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) en avril ; mise en avant de la concertation organisée avec les partenaires sociaux, rencontre des leaders des différents partis... Autant de signes ostentatoires de dialogue et de concertation. (lemonde.fr 24.05)

La participation des dirigeants syndicaux à ce "dialogue" et à cette "concertation" ne devait servir qu'à légitimer les mesures que le gouvernement ne manquerait pas d'annoncer conformément aux vœux exprimés par le patronat.

Ils ont eu le temps de préparer les esprits à la liquidation des 60 ans, tandis que les syndicats ne mobilisaient pas la classe, sous prétexte qu'ils ne savaient pas quelles mesures le gouvernement allaient avancer.

1- Que la réforme soit d'ores et déjà actée ou pas, Eric Woerth le dit sans le dire : le gouvernement souhaite «augmenter la durée passée au travail dans une vie», indique le ministre du Travail en évoquant la réforme des retraites dans un entretien au Courrier Picard lundi, sans se prononcer explicitement sur une augmentation de l'âge de la retraite. (20minutes.fr 24.05)

2- ... l'opinion publique semble s'être résignée à une hausse de l'âge légal : selon un sondage de l'institut CSA pour le Cercle des Epargnants, 64 % des sondés estiment "nécessaire" de relever l'âge légal. (lemonde.fr 24.05)

Ce n'est de la faute à personne : fatalité ! Le monde est ainsi fait de nos jours, qu'on serait condamnés à vivre de plus en plus mal et qu'il faudrait ce plier à ce sombre destin que le capitalisme nous réserve, tel est leur message. Raison de plus pour l'abolir tout de suite !

Que recouvre le double langage du gouvernement à propos du PS... qui n'en est pas un ?

1- Il a salué les déclarations de Strauss-Kahn qui partageait ouvertement ses propositions, dont la liquidation des 60 ans.

2- Le ministre du Travail, Eric Woerth, a estimé dimanche sur BFM-TV que la première secrétaire du PS, Martine Aubry "essaie de suivre au fond des opinions de plus en plus à gauche qui sont celles défendues par M. Mélenchon et à ce moment-là il n'y a plus de débat possible". (AFP 24.05)

Il craint que l'interprétation ambiguë des propositions du PS sur la question du maintien des 60 ans qui n'ont pas manqué de fleurir dans les médias et les déclarations de plusieurs dirigeants de ce parti, ne favorise finalement une interprétation de ce document en faveur du maintien des 60 ans qui ne correspond évidemment pas à la réalité, et qu'elle alimente la mobilisation contre le projet du gouvernement d'une partie de la population, ce à quoi ni le gouvernement et ni les bureaucrates des syndicats ne tiennent.

Le gouvernement a bien compris que selon que l'ont face ou non abstraction (volontairement) de certains facteurs lié à l'âge du départ à la retraite, la lecture du document du PS permet à chacun d'y trouver son compte, donc toutes les alliances demeurent possibles sur le plan politique, y compris pense-t-il entre le PS, les Verts et le PG ou le Front de gauche notamment.

Ce qui est intéressant aussi dans la déclaration de Woerth, c'est qu'il dit clairement que temps qu'il s'agissait de suivre des opinions de plus en plus à droite pour reprendre sa formule en l'inversant, le PS avait répondu présent en se plaçant sur le même terrain que le gouvernement, il ne voit donc aucune raison pour que cela change soudainement.

Et il a raison, car lorsqu'on lit attentivement les propositions du PS on s'aperçoit que la retraite à 60 ans passe à la trappe d'une manière ou d'une autre, puisque les générations qui étaient concernées par la possibilité de partir à la retraite à 60 ans dès lors qu'elles avaient suffisamment cotisé est en train de disparaître et aura pratiquement totalement disparu dans quelques années lorsque la nouvelle loi s'appliquera aux générations suivantes, celles d'après-guerre qui ont toutes ou presque connues des périodes de chômages ou dont la scolarité a été plus longue et qui n'auront pas suffisamment cotisé arrivé à l'âge de 60 ans pour pouvoir partir à la retraite.

Résumons. Ce qui signifie que le gouvernement ou le PS peuvent conserver la référence des 60 ans, car ils savent que dans la pratique une fois augmenté le nombre d'années à 42 ans ou plus, compte tenu de l'allongement de la scolarité et des périodes de chômage, dans les faits plus aucun travailleur ou presque ne pourra prendre sa retraite à 60 ans en 2020 ou après.

---

## **Deux nouveaux sondages pour manipuler les masses laborieuses. (28.05)**

### **AP et Reuters - 27.05**

1- Près de sept Français sur dix, 66%, souhaitent un référendum sur les retraites, selon un sondage CSA pour "L'Humanité Dimanche". (AP 27.05)

Gageons que la fondation Copernic et les partis qui se sont associés à la "votation populaire" contre la "réforme" de La Poste qui a eu pour effet de démobiliser les postiers et de faire passer cette contre-réforme, se saisiront de ce sondage pour s'opposer à une mobilisation générale de l'ensemble des syndicats et des partis pour défendre nos retraites et refont ainsi le lit du gouvernement.

Ce sondage n'aurait-il pas été commandé dans cette perspective ?

2- Les Français soutiennent massivement le principe d'un plan de réduction drastique des dépenses (82%) et la décision de Nicolas Sarkozy (75%) de faire inscrire l'objectif de redressement des finances publiques dans la constitution, selon un sondage BVA. (Reuters 27.05)

Ben voyons ! Qui tombera dans le panneau de cette grossière manipulation ? Personne ou presque, il s'agit de faire croire que la majorité de la population soutiendrait Sarkozy et serait prête à accepter de nouveaux sacrifices, dans son intérêt bien entendu... par fatalité !

---

## **Compte-rendu de la mobilisation du 27 mai (titre de LdC). (28.05)**

### **AP, Reuters, Rue89 et Libération.fr - 27.05**

Les défilés organisés jeudi pour la défense des retraites ont été plus fournis que le 23 mars selon les syndicats, la police donnant des chiffres contrastés. L'intersyndicale doit se réunir le 31 mai pour décider des suites. Le bras de fer semble, cette fois-ci, engagé, alors que le gouvernement a confirmé sa volonté de repousser l'âge légal de départ au-delà de 60 ans.

La CGT a comptabilisé un million de personnes et 176 manifestations à travers toute la France, jeudi, tandis que le ministère de l'Intérieur annonçait 395.000 manifestants en début de soirée. Le 23 mars, les défilés avaient rassemblé 380.000 manifestants selon la police, 800.000 selon les syndicats.

A Paris, le cortège a rassemblé plus de 90.000 personnes, selon les syndicats (contre 60.000 le 23 mars) et 22.000, selon la police (contre 31.000 de même source il y a deux mois).

Dans les rues de Marseille, la mobilisation était en légère hausse selon la police, passant de 12.000 à 15.000 manifestants, et en très forte augmentation de source syndicale avec 80.000 personnes contre 50.000 le 23 mars. Hausse aussi à Rennes puisqu'on passait de 5.500 à 6.400 protestataires selon la préfecture, et de 15.000 à 16.000 selon les syndicats, ainsi qu'à Toulouse avec 10.000 manifestants selon la police, 35.000 selon les organisateurs, contre 9.000 à 18.000 selon les sources le 23 mars.

A Lyon, la police a compté 8.000 participants dans le défilé, les syndicats 16.000, contre 10.000 à 15.000 selon les sources le 23 mars. A Bordeaux, le cortège a rassemblé 6.500 personnes de source policière, soit 1.500 de moins qu'il y a deux mois, et 40.000 selon les organisateurs, c'est-à-dire 30.000 de plus que le 23 mars.

La police a compté 8 000 manifestants contre 8 500 selon la CGT, à Pau en Aquitaine. Ils seraient entre 4 000 et 8 000 à Perpignan (Languedoc-Roussillon), entre 2 800 et 4 000 à Foix et entre 1 500 et 2 500 à Auch (Midi-Pyrénées).

A Lille, la mobilisation était similaire à celle d'il y a deux mois selon la police avec 7.200 manifestants. A Poitiers, le défilé a rassemblé 4.500 personnes selon la police, 5.000 de source syndicales.

A Nice entre 4 900 et 10 000 personnes ont défilé, à Toulon : entre 4 500 et 10 000 manifestants, à Avignon : environ 3 000 manifestants selon l'AFP. A Tours : entre 4 500 et 5 000 manifestants, à Reims : entre 2 000 et 3 000 manifestants, à Charleville-Mézières : entre 1 600 et 2 100 manifestants, au Le Havre : entre 6 500 et 15 000 manifestants, dont certains issus des délégations des usines Renault et Total, à Rouen : entre 12 000 et 23 000 manifestants, à Caen : entre 7 000 et 13 000 personnes, à Cherbourg : entre 4 100 et 6 000 manifestants, à Laval : entre 2 250 et 2 880 manifestants, au Mans : entre 5 000 et 15 000 manifestants, à Nantes : entre 9 500 et 25 000 manifestants, à Saint-Nazaire : entre 4 000 et 10 000 manifestants, à Calais : entre 800 et 1 000 personnes ont défilé, à Boulogne-sur-Mer : entre 1 500 et 2 500 manifestants.

La mobilisation dans le secteur public.

Concernant les grèves, la mobilisation était en baisse dans la fonction publique avec 13,8% de fonctionnaires grévistes contre 18,9% le 23 mars dernier, selon les chiffres diffusés par Bercy. Pour l'Education nationale, y compris les agents administratifs, le taux de participation a atteint 13,8% contre 20,4% le 23 mars.

A l'Education nationale, le SNUipp, premier syndicat des instituteurs, reconnaissait une baisse de la mobilisation avec un tiers des enseignants en grève jeudi, contre un sur deux le 23 mars.

Le mouvement a aussi entraîné quelques perturbations dans les transports, notamment à la SNCF et dans le trafic aérien. La direction de la SNCF a annoncé que 23,2% des cheminots étaient en grève.

La direction précisait également que le trafic était conforme aux prévisions, c'est-à-dire normal pour les TGV, à l'exception des lignes Paris-Nice et Paris-Nantes, et pour les liaisons internationales. En moyenne, la circulation de 80% des Transiliens (banlieue Ile-de-France) était également assurée, trois trains sur quatre pour le trafic régional et deux trains sur trois pour les Corails.

La RATP a recensé 9% de grévistes dans la matinée. France Télécom a recensé 21,5% de grévistes parmi ses 100.000 salariés. 12,80% des postiers étaient en grève. 30% des vols annulés à Orly et 10% à Roissy.

Réactions du côté syndical.

CGT - "Cette journée démontre une forte hausse sur tout le territoire de la mobilisation des salariés", s'est félicitée la CGT, jeudi dans un communiqué. Pour la centrale de Bernard Thibault, "cela prouve la détermination des salariés à s'opposer à la réforme gouvernementale des régimes de retraites dont l'objectif central est de satisfaire les marchés financiers, et à exiger au contraire une véritable revalorisation du travail".

Thibault a déclaré que "Cette journée était importante et elle est réussie" et il a souligné que les organisations avaient "besoin de cette séquence" pour repartir de l'avant. "A ce stade, il n'y a plus que le rapport de force dans la rue pour défendre la retraite à 60 ans et les acquis sociaux auxquels Nicolas Sarkozy s'attaque méthodiquement", a répété Bernard Thibault.

C'est la raison pour laquelle d'autres journées de mobilisation devraient suivre d'ici l'été, ont dit les leaders syndicaux, qui en débattront la semaine prochaine.

"Si le gouvernement persiste, nous prendrons d'autres initiatives", a dit Bernard Thibault, faisant écho à François Chérèque pour qui "ce n'est pas une manifestation qui suffira".

CFDT - "Il y a aujourd'hui plus de manifestants globalement en France que ce qu'il y a eu dans les autres manifestations cette année, ce qui montre bien qu'on est dans la manifestation la plus importante depuis le début de l'année", a déclaré de son côté le secrétaire général de la CFDT François Chérèque jeudi après-midi.

« Ni radicalité, ni résignation », disait ce jeudi matin sur RFI Marcel Grignard, le « monsieur retraite » de la CFDT, résumant bien l'esprit ambiant. ("ni radicalité", on lui fait confiance au moins sur ce point-là ! - note de LdC)

FO- Dans un entretien publié jeudi par le quotidien gratuit Metro, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, veut calmer les ardeurs du gouvernement sur le recul de l'âge légal de la retraite au-delà de 60 ans: «Le gouvernement se précipite un peu en faisant une telle annonce, même si on avait tous bien compris qu'elle était dans les tuyaux. Mais rien n'est encore joué.»

Pourquoi son syndicat ne participe-t-il pas à cette journée d'action interprofessionnelle? «Il faut des revendications claires et communes. A FO, nous sommes opposés au report des 60 ans, mais aussi à tout allongement de la durée de cotisation, point sur lequel certaines organisations syndicales ne se sont pas encore prononcées», fait-il valoir.

Réactions du côté des partis dits de gauche.

Les leaders de gauche, très mobilisés eux aussi contre le projet du gouvernement, se sont tous donné rendez-vous dans la rue, de Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, à Paris, au premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, à Lille, ville dont elle est maire.

Jean-Luc Mélenchon estime que la gauche doit absolument se mobiliser aujourd'hui à l'occasion de cette journée d'action. «C'est vrai qu'aujourd'hui on joue gros et que pour ma part, comme les autres responsables politiques de la gauche, j'appelle à aller à la manifestation, à se grouper derrière les syndicats», a déclaré l'ancien socialiste sur LCI.

Près des deux-tiers des Français sont prêts à se mobiliser contre la réforme des retraites, selon deux sondages parus jeudi dans Aujourd'hui en France/Le Parisien et L'Humanité. 62% des personnes interrogées sont prêtes à aller manifester pour défendre la retraite à 60 ans, d'après un sondage CSA pour Le Parisien. 37% ont répondu. Parmi les sondés, 76% des sympathisants de gauche se disent prêt à descendre dans la rue contre 28% à droite, indique ce sondage.

Un autre sondage CSA pour L'Humanité, indique la même tendance : 68% des sondés soutiennent ou ont de la «sympathie» pour la journée d'action syndicale de ce jeudi, contre 12% «opposés» ou «hostiles».

Réactions du côté du gouvernement.

Le gouvernement peut également se rassurer en constatant le faible taux de participation aux grèves, comme dans les écoles ou les transports, selon les estimations ministérielles.

"On a très clairement une journée de mobilisation faiblement suivie", a souligné Luc Chatel sur France Info en précisant que le gouvernement avait entendu ces manifestants mais que son rôle était de "prendre ses responsabilités (pour) sauver le système par répartition et donc aller au bout de cette réforme". Il a déclaré à l'AFP que la « faible mobilisation » enregistrée venait « valider la méthode du gouvernement » sur les retraites (LeFigaro.fr 27.05)

Le ministre du Travail, Eric Woerth, a estimé que le caractère limité de la mobilisation, en particulier dans la fonction publique, montrait que le projet du gouvernement commençait à être mieux compris de l'opinion.

"Je ne dirais pas que c'est accepté, je me garderais bien de dire ça. Je dis simplement que nous progressons dans la compréhension", a-t-il dit sur i>Télé.

---

## **Besancenot : "Une journée de mobilisation ne suffira pas". (28.05)**

**lemonde.fr - 27.05**

Pour Olivier Besancenot, présent dans la manifestation parisienne aux côtés des militants du Nouveau Parti anticapitaliste, la bataille de la gauche et des syndicats contre les projets du gouvernement ne fait que commencer. Propos recueillis par Nabil Wakim

Cette journée de mobilisation contre la réforme des retraites arrive-t-elle trop tard ?

C'est le début d'un bras de fer avec le gouvernement, une nouvelle étape dans la mobilisation. Il faudra se retrouver tous ensemble, dans la rue avec les syndicats, et par ailleurs dans un large front politique et social. C'est ce qu'ont commencé à faire la Fondation Copernic et Attac. Je serai moi-même présent à Marseille à un meeting de soutien.

Pensez-vous que les syndicats peuvent faire reculer le gouvernement ?

Il est clair qu'une journée de mobilisation ne suffira pas. Il faut trouver les chemins des convergences et des luttes. C'est ce qu'on avait réussi à faire pendant le CPE (contrat première embauche : type de contrat de travail à durée indéterminée à destination des moins de 26 ans, qu'avait voulu mettre en place le gouvernement Villepin en 2006). Maintenant, il faut un déclic pour que la mobilisation prenne de l'ampleur. La vraie-fausse annonce du gouvernement sur la fin de la retraite à 60 ans a remobilisé les gens. Aujourd'hui, il y a deux possibilités : soit Sarkozy passe en force et, comme l'a fait Maragert Thatcher en Grande-Bretagne, casse le mouvement social pendant des années ; soit il se prend un retour de bomerang grâce à une large mobilisation populaire. La partie reste ouverte.

Que pensez-vous du contre-projet de réforme formulé par le Parti socialiste ?

Le Parti socialiste a enfin tranché, il est pour la défense de la retraite à 60 ans. Tant mieux. Nous ne sommes pas d'accord sur les solutions à apporter : nous sommes pour revenir aux 37,5 années de cotisation. Mais il n'y a pas de raison de ne pas être ensemble dans la bataille contre le projet du gouvernement. Il faut le front le plus large possible et, pour cela, le PS doit participer aux mobilisations unitaires. Ils ont participé à un meeting avant de rendre public leur projet, ils doivent aller plus loin.

Commentaire.

Une "vraie-fausse annonce" la liquidation programmée des 60 ans ? Il doit être le seul à le penser dans ce pays ! Vue la médiocrité de son analyse de la situation, on comprend mieux pourquoi la lutte de classe ne serait qu'un jeu pour lui. On se demandera s'il est vraiment conscient de ce qu'il dit ou s'il s'en fout complètement quand il explique que pour aller de l'avant il faudrait qu'un "déclat" se produise, de la part des dirigeants pourris des syndicats ou des partis PS-PCF-PG sans doute. Tu parles d'une proposition ! Que propose-t-il ? Absolument rien. Il s'en remet aux appareils qui sont les maîtres du "déclat" !

Et puis, la question déterminante n'est pas celle de savoir si le "mouvement social sera" cassé pour des années si l'hystérique du Palais parvenait à ses fins, mais sa nature sociale, à savoir si le mouvement ouvrier demeurera encore longtemps un mouvement ouvrier bourgeois pour reprendre une formule d'Engels, ou s'il sera capable de renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle dont l'orientation était fixée par la perspective du socialisme.

C'est cette question précise qui devrait alimenter la discussion au sein du mouvement ouvrier afin de redonner une orientation politique à son combat qui corresponde à son objectif final : la prise du pouvoir et l'abolition du capitalisme. Il est relativement facile de comprendre, que lorsque l'on ne sait pas dans quelle direction s'orienter, on suivra automatiquement le chemin qui se présente à nous ou qui est déjà tout tracé, et qui en l'occurrence correspond à celui que le capitalisme nous a réservé avec la complicité des appareils. Or c'est justement ce chemin qu'il faut abandonner pour retrouver la voie du combat de classe indépendant du régime et des institutions.

Que Besancenot n'ait rien compris au contenu du document du PS du 18 mai sur les retraites dans lequel le report de l'âge du départ à la retraite à 61,5 ou 62 était déjà acté, et au-delà à partir de 2020 ou 2030, on a du mal à le penser ou alors cela démontre simplement qu'il n'a pas les qualités requises pour diriger un parti ou qu'il ne sait lire. A moins que l'attitude du NPA vis-à-vis du PS soit à géométrie variable et que sa soi-disant indépendance du PS ne soit finalement que de l'esbroufe, ce qu'on ne peut s'empêcher de penser très fort.

Finalement, au NPA tout comme hier à la LCR, ils cultivent le culte des apparences, des mirages, des chimères, des leurres ou autres fables en guise de programme d'action ! Et je pèse mes mots.

Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi un jour je vous ai dit que je connaissais assez peu la LCR, parce que le peu que j'en connaissais m'avait convaincu que je perdrais mon temps à écouter ou lire des gens aussi peu sérieux, Besancenot le confirme aujourd'hui. Dans la vie on doit se donner ou viser la perfection comme idéal, avec le NPA on a plutôt tendance à être attiré vers la médiocrité, simple constat, sans appel, on peut le renouveler quasiment quotidiennement.

---

## **Retraites : vers des concessions au secteur public. (28.05)**

**lemonde.fr - 27.05**

Eric Woerth a fini par reconnaître ce que toute la presse annonçait : dans un entretien à Paris-Match, mardi 25 mai, il admet que le gouvernement compte bien "jouer sur l'âge légal", et donc en finir avec la retraite à 60 ans. Annoncé à la veille de la seconde manifestation syndicale sur la question, l'annonce - un secret de polichinelle tant les fuites dans la presse se sont multipliées - est tempérée de concessions aux syndicats, notamment sur les régimes spéciaux et les retraites de la fonction publique.

Régimes spéciaux : pas de nouvelle réforme. Le même Eric Woerth annonce en effet, mercredi 26 mai sur LCI, que le gouvernement épargnera les régimes spéciaux de retraites. Une décision qui surprend jusqu'à l'UMP. "Nous respecterons à la lettre les engagements qui ont été pris en 2007. La peinture est à peine fraîche, les régimes spéciaux ont été réformés et considérablement réformés", assume le ministre du travail. Ces régimes, qui concernent 500 000 actifs et un million de retraités, ont été réformés en 2007. Ils passeront progressivement de 37,5 à 40 ans de cotisation. Mais ils conservent la possibilité de partir à 60 ans, ce jusqu'en 2018. Une manière "d'acheter" une paix sociale relative aux syndicats et en particulier à la CGT, dont EDF et la SNCF sont des bastions ? La question peut se poser.

Fonction publique : vers d'importantes concessions ? Lors de la convention UMP sur les retraites, les ténors du parti présidentiel ont semblé prudents sur la question d'un alignement des régimes public et privé. "Nous ne voulons pas dresser une France contre l'autre", a expliqué le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand, cité par Les Echos. La majorité craint que les fonctionnaires soient les premiers à descendre dans la rue, mais son électorat réclame un rapprochement entre les deux régimes. Au centre des débats : les modalités de calcul de la

pension. Dans le privé, ce sont les 25 meilleures années qui servent de référence. Dans le public, ce sont les six derniers mois d'activité. "Il est logique qu'il n'y ait pas tout à fait le même système, parce que ce n'est pas le même métier", a justifié Eric Woerth. Plus allusif encore, Xavier Bertrand a reconnu : "Ce qui est symbolique n'est pas forcément le plus efficace en termes de financement."

Pas de caisse spécifique pour la fonction publique : Georges Tron, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a également lâché du lest sur un autre sujet susceptible de fâcher les syndicats : la mise en place d'une caisse de retraite spécifique aux fonctionnaires. Ceux-ci sont pour le moment dépendants de l'administration centrale, qui gère leurs pensions directement. Une solution qui ne satisfait pas le gouvernement, mais que les syndicats refusent de voir changer de crainte, comme l'explique aux Echos Bernadette Groison, de la FSU, "que l'Etat employeur n'assume pas les décisions prises par le pouvoir politique". Le secrétaire d'Etat a finalement renoncé mardi à cette caisse. Il a également entretenu le flou sur un autre sujet sensible, celui du taux de cotisation

Doucement sur les départs anticipés : Toujours selon Les Echos, le gouvernement devrait imposer aux agents de "catégorie active", qui bénéficient d'un départ anticipé lié aux spécificités de leur métier (pompiers, policiers, douaniers), de reculer leur âge de départ comme les autres. Ceux qui peuvent toucher une pension à 50 ans le feraient à terme à 52, et ceux qui partent à 55 ans, à 57. A terme, le gouvernement ambitionne de reconsidérer les professions bénéficiant de ces privilèges, mais il avance à pas comptés sur ce dossier potentiellement explosif.

---

## **Crèches: nouvelle journée de manifestations, samedi. (29.05)**

### **AP - 28.05**

Le collectif "Pas de bébés à la consigne", appelle à une nouvelle journée de manifestations un peu partout en France, samedi, contre le projet de décret assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

Après les journées de mobilisation en semaine, le collectif, qui regroupe plusieurs dizaines de syndicats et d'associations, a choisi d'appeler à manifester un samedi dans l'espoir de mobiliser les familles, en premier lieu les parents, et espère, dans un communiqué, une "déferlante nationale de la petite enfance"

Des manifestations sont prévues dans une quarantaine de villes, notamment à Bordeaux, Lyon, Nantes, Rennes, Saint-Etienne, Strasbourg ou encore Paris. Dans la capitale, le cortège doit partir à 14h30 du jardin du Luxembourg en direction de la place de la Bastille.

Après deux journées de grève et de manifestations très fortement suivies les 11 mars et 8 avril, le mouvement des personnels de la petite enfance a montré des signes d'essoufflement, avec une baisse de la mobilisation lors des derniers défilés et arrêts de travail organisés le 6 mai.

Le collectif exige toujours le retrait du projet de décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches, dont la parution au "Journal officiel" est annoncée pour juin par le cabinet de la secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano.

Ce projet prévoit de limiter les 10% d'accueil en surnombre autorisé depuis 2007 "certains jours de la semaine", aux seuls "établissements ou services d'une capacité égale ou inférieure à vingt places". Il l'augmente à 15% pour les crèches comportant jusqu'à 40 places et à 20% pour celles supérieures à 40 places, sans pour autant augmenter le nombre d'adultes présents.

Le projet prévoit également de baisser de 10% (passant de 50% à 40% au moins de l'effectif total d'encadrement) le nombre de "puéricultrices diplômées d'Etat, des éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat, des auxiliaires de puériculture diplômés, des infirmiers diplômés d'Etat ou des psychomotriciens diplômés d'Etat", présents dans les établissements.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos sociales et politiques.

- Loire-Atlantique: Blocage d'un site Faurecia qui doit fermer en juin 2011. (29.06)
- Le nabot, le rabot et le ripou. (28.06)
- La bourgeoisie parisienne défend son pré carré. (28.06)
- Bilan de la visite de Sarkozy dans le 93 : une claque et une insulte. (27.06)
- Les ingénieurs frappés par la crise économique. (27.06)
- Les journalistes de NRJ appelés à la grève. (26.06)
- Retraites, suite (25.06)
- Moscovici-Mélénchon: pour ou contre DSK? Bonnet blanc et blanc bonnet (Titre de LdC) (25.06)
- Portrait. Dominique Strauss-Kahn est-il de droite ? (25.06)
- Des centaines de milliers de personnes défilent contre la réforme des retraites. (25.06)
- Quelque 45.000 emplois menacés en 2010 dans les travaux publics. (23.06)
- Retraites, suite (23.06)
- Retraites, suite (22.06)
- Très forte augmentation du nombre de coupures de gaz pour impayés. (21.06)
- Régularisation des travailleurs sans-papiers: le gouvernement reconnaît la nécessité d'"ajustements". (20.06)
- Retraites, suite (19.06)
- Fin de la séquestration à l'usine Bobcat de Pontchâteau. (19.06)
- Affaire Bettencourt : Plenel et Kahn veulent la tête de Woerth. (19.06)
- Retraites. Réactions syndicales et politiques au projet du gouvernement. (18.06)
- Grève pour les salaires à la plate-forme téléphonique de Carrefour. (18.06)
- Grève à l'Opéra-Comique pour obtenir des moyens supplémentaires. (16.06)
- Réforme des retraites : les principales mesures. (16.06)
- A Châteauroux, l'amertume des salariés de Meadwestvaco. (15.06)
- Roissy : grève des aviateurs. (titre de LdC) (14.06)
- SeaFrance supprime la moitié de ses effectifs. (12.06)
- Braouezec (PCF) répond à des question sur le blog du Monde.fr. (10.06)
- Ces communistes qui quittent le PCF. (10.06)
- Polynésie: préavis de grève générale à compter de jeudi. (10.06)
- Montpellier: 10e jour de grève dans une dizaine de cliniques privées. (10.06)
- Le service France de l'agence AP en grève. (10.06)
- Clemessy paralysé par une grève nationale suite à un changement de président. (10.06)
- Grève maintenue sur les autoroutes du Nord et de l'Est. (10.06)
- Le banquier du PS préconise à Sarkozy de nous saigner à blanc. (09.06)
- Retraite : les fonctionnaires pourraient cotiser plus. (09.06)
- L'UMP veut reconquérir les classes moyennes. (09.06)
- Le sens de notre départ du Parti communiste. (09.06)
- Grève et manifestation des agents du Pôle emploi le 8. (titre de LdC) (09.06)
- Manifestation houleuse des infirmiers anesthésistes à Paris. ( 09.06)
- Schivardi à l'Elysée: ça le tente toujours ! (08.06)
- Faire payer les retraités pas les banquiers. (titre de LdC). ( 08.06)
- Les élèves français changeront de rythme scolaire en 2014. ( 08.06)
- Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy au chevet de l'Etat israélien (titre de LdC) (08.06)
- Mouvement de grève chez Conforama. (08.06)
- Plusieurs manifestations pro-palestiniennes en France. (06.06)
- Ils sont des nôtres, foi de révolutionnaires. (06.06)
- La méthode Sarkozy vue par Chérèque, Parisot et Woerth. (06.06)



- Micmac au Sénat sur le Défenseur des enfants. (05.06)
- Des universitaires s'élèvent contre un "contrôle de moralité" des futurs enseignants. (04.06)
- Le malaise s'amplifie à Pôle emploi. (04.06)
- Retraites. (03.06)
- Karachi: Sarkozy cité dans un rapport de police luxembourgeois. (03.06)
- Six "Conti" condamné à verser 1 280 euros à l'Etat. (03.06)
- Elle gagne plus qu'un dealer en moins de temps ! (01.06)
- Instituts de sondage : la machine à propagande du gouvernement. (01.06)
- Que signifie le possible changement de statut de la SNCF. (01.06)
- Les policiers municipaux en colère manifestent mardi dans toute la France. (01.06)

---

## **Les policiers municipaux en colère manifestent mardi dans toute la France. (01.06)**

### **AP - 31.05**

A l'appel de leurs six principaux syndicats, les 18.000 policiers municipaux français sont invités à manifester mardi après-midi dans plusieurs grandes villes afin de faire valoir leurs revendications sociales.

Après la mort d'Aurélié Fouquet, une policière municipale de 26 ans abattue par des malfaiteurs en fuite il y a dix jours à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), certaines organisations profitent aussi de cette journée d'action prévue de longue date pour demander l'armement obligatoire de l'ensemble des polices municipales.

Une minute de silence à la mémoire de la policière disparue sera observée par les manifestants qui se réuniront vers 14h dans une quinzaine de villes dont Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, etc. Des délégations se rendront ensuite dans chacune des préfectures afin d'exposer les revendications portées par l'intersyndicale (CGT, SNPM CFTC, FO, FAFPT, UNSA, INTERCO CFDT).

Celle-ci demande au ministère de l'Intérieur et à l'Association des maires de France (AMF) la prise en compte de la dangerosité du métier de policier municipal, une revalorisation des salaires et l'intégration de la prime spéciale de fonction dans le calcul des droits à la retraite.

"Aujourd'hui, certains collègues se retrouvent avec des retraites qui ne dépassent pas 1.000 euros", dénonce Patrice Masante, membre du bureau national du SNPM CFTC.

Toutes ces revendications ont été exposées le 28 mai dernier lors d'une réunion à Paris avec le secrétariat d'Etat chargé des collectivités locales et Jacques Pélissard, président de l'AMF. "Des propos scandaleux ont été tenus par M. Pélissard qui nous a dit que nous n'étions qu'une police du stationnement et qu'il était contre nos revendications sociales", accuse Patrice Masante dont le syndicat a claqué la porte. "Nous sommes vraiment mécontents alors que trois jours plus tôt, le président Nicolas Sarkozy avait dit que nous étions un maillon essentiel de la chaîne de sécurité". Dans un communiqué, l'intersyndicale a estimé qu'elle avait reçu "une fin de non recevoir de l'Association des maires de France, avec une posture digne du passé et sans aucune considération pour la profession".

De son côté, le secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, Alain Marleix, a souligné au contraire des "échanges de vue sur les demandes des policiers municipaux en ce qui concerne la fixation d'un régime indemnitaire obligatoire comme reconnaissance de la spécificité de la filière, sa prise en compte dans le calcul des droits à retraite et une revalorisation des carrières". Il a annoncé la création de deux groupes de travail, l'un consacré à la prise en compte des missions particulières dans le régime indemnitaire des policiers municipaux, l'autre portant sur la formation des policiers municipaux, avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

La semaine dernière, Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, avait en outre promis aux organisations syndicales qu'une "réflexion" portant sur la place et le rôle des polices municipales dans la société serait menée par l'Inspection générale de l'administration. "Nous avons déjà une loi et des règlements qui établissent le cadre d'emploi des polices municipales et fixent nos missions", assure Patrice Masante. "Nous avons déjà eu en 2009 le rapport Ambroggiani dont les conclusions sont restées lettre morte. Une nouvelle étude ne servirait pas à grand-chose".

A l'issue de ces manifestations, les syndicats de policiers municipaux dont beaucoup observent depuis plusieurs semaines une grève de la verbalisation des véhicules dans plusieurs villes, pourraient appeler à de nouveaux rassemblements dans les prochaines semaines.

---

## **Que signifie le possible changement de statut de la SNCF. (01.06)**

### **20minutes.fr et Reuters - 31.05**

La SNCF suivra-t-elle le chemin de La Poste? C'est en tout cas ce que souhaite la Commission européenne. Après avoir obtenu gain de

cause pour l'entreprise postale, elle exige que la compagnie ferroviaire devienne elle aussi une Société anonyme (SA). Ce que la SNCF refuse. Mais pourquoi une telle demande de la part de Bruxelles? Explications.

Quel est le statut de la SNCF?

L'entreprise de transports bénéficie du statut d'Epic (Etablissement public à caractère industriel et commercial). Et cela ne plaît pas du tout à la Commission européenne... Selon Bruxelles, quand on est un Epic, on bénéficie «implicitement» d'une garantie financière «illimitée» de la part de l'Etat. Cette garantie, «sans limite de temps et de durée», la rend incompatible avec le droit européen de la concurrence. Bien sûr, ce soutien sans conditions de la part de l'Etat rend la SNCF très sûre aux yeux des banques. La compagnie est donc très bien notée par les agences financières, ce qui lui permet d'emprunter à des taux préférentiels. Pas du goût de la commission qui a demandé dans un courrier à la France «la suppression des garanties de l'Etat sur les engagements de la SNCF.»

Qu'est-ce qui changerait si la SNCF devenait une société anonyme?

Sans doute pas grand-chose. L'Etat français pourrait rester seul actionnaire du groupe. Mais le passage en SA ferait disparaître la notion de soutien «illimité» à l'entreprise. Il n'y aurait donc plus «distorsion de la concurrence» européenne, que condamne Bruxelles. La requête de la commission a donc d'abord une haute valeur symbolique. Mais la SNCF n'en a cure. Elle a fait valoir son point de vue, lundi matin, dans Les Echos: «la propriété d'une entreprise par l'Etat n'est pas interdite par le traité de Rome. Le fait que nous soyons une SA ou un Epic n'y change rien.» Façon de dire: «la question du statut de l'entreprise n'a pas de sens, il n'est donc pas question d'en changer.»

La SNCF pourrait-elle être privatisée?

C'est théoriquement possible. Voilà pourquoi les craintes sont fortes lorsqu'une entreprise publique devient une SA. C'est ce qu'a montré le changement de statut de La Poste. Mais si elle se transforme en SA, la SNCF restera détenue à 100% par l'Etat. Qui, a priori, n'est pas vendeur. Sauf que les finances vont mal.

Qui va gagner le bras-de-fer?

A Bruxelles, «rien n'a été décidé» sur une procédure formelle ouverte contre la France. Une bataille juridique pourrait s'engager au tribunal de l'Union européenne. Comme la Commission dénonce des garanties «implicites» de l'Etat, il est juridiquement possible de contester son interprétation du statut de l'Epic. Ce que la France compte faire. Qui l'emportera en cas d'affrontement? Lors de la dernière affaire similaire (La Poste), l'Etat français avait fini par s'incliner.

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, a annoncé que Paris allait saisir la Cour de justice de l'Union européenne, en réponse à une demande de la Commission visant à obtenir la suppression de la garantie que l'Etat français apporte à l'opérateur ferroviaire.

"Il est hors de question de modifier le statut d'Epic de la SNCF, qui ne confère pas à son titulaire un avantage concurrentiel", a déclaré Dominique Bussereau dans un communiqué.

Dans le contexte d'une politique de libéralisation du secteur du transport ferroviaire, l'exécutif européen a énoncé en 2008 des principes concernant les aides d'Etat.

"Ce texte rappelait également qu'en ce qui concerne les garanties d'Etat illimitées, elles ne sont pas compatibles avec les traités et doivent être démantelées dans les deux ans", a souligné lundi Amelia Torres, porte-parole du commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia.

"Nous sommes dans ce contexte et c'est dans ce cadre que nous avons écrit aux Etats membres encore concernés par cette situation", a-t-elle dit lors du point de presse quotidien de la Commission.

La porte-parole a rappelé que la date-butoir était fixée à juillet 2010.

"Si les garanties n'ont pas été aménagées à cette date, nous verrons quelle sera notre réaction et les suites que nous donnons au vu des explications fournies par les autorités françaises", a ajouté Amelia Torres.

Les syndicats de la SNCF se disent inquiets, en dépit des assurances du gouvernement.

"Pour accélérer le mouvement vers la privatisation totale, l'Europe demande à la SNCF de se transformer en société anonyme", a déploré Sud Rail, dans un communiqué. "On nous dira qu'il ne s'agit pas d'aller vers la privatisation malgré les exemples d'EDF et de La Poste."

Bernard Aubin, de la CFTC-Cheminots, a souligné que l'UE avait déjà amené le changement de statut de la caisse de retraite de la SNCF.

"La Commission Européenne, ses technocrates, l'Europe en général, cassent tous les services publics qu'elle touche. Une vraie entreprise de démolition qui va à l'encontre des fondements même de l'Europe", estime-t-il.

Selon Les Échos, Bruxelles aurait également demandé à l'Etat d'avancer de 2039 à 2030 la fin du monopole de la SNCF concernant les trains de banlieue, ainsi que la fin de celui de la RATP concernant le métro et le RER à Paris.

---

## **Instituts de sondage : la machine à propagande du gouvernement. (01.06)**

### **Reuters et Lepost.fr - 30.05**

Nicolas Sarkozy gagne deux points à 33% dans un sondage Ifop à paraître dans le Journal du Dimanche. (Reuters 30.05)

Vous penserez peut-être qu'on ne devrait pas consacrer du temps à éplucher les sondages, que c'est une perte de temps, parce que finalement personne n'y prêterait attention, car tout le monde saurait qu'ils sont truqués, etc. Certes, mais détrompez-vous, car s'ils ne remplissaient pas une fonction politique précise, le gouvernement n'en commanderait pas à tour de bras. S'y intéresser ne signifie pas forcément en tenir compte dans nos analyses, ne confondons pas.

C'est notre devoir d'expliquer aux travailleurs, preuves à l'appui, de quelle manière les sondages s'insèrent dans le mécanisme de formatage des esprits conçu par le gouvernement pour convaincre la majorité de la population de soutenir sa politique antisociale ou que la politique qu'il met en oeuvre serait la seule possible et la meilleure de surcroît face à la crise du capitalisme, à défaut d'obtenir son soutien, sa neutralité lui suffirait amplement, à ce titre, les sondages constituent un puissant outil au service de sa propagande.

Le plus marrant, car cela tourne à la farce grossière, c'est que l'hystérique du Palais était descendu à 28% dans le plus mauvais sondage pour remonter soudainement en quelques semaines à 38%. Et voilà qu'à peine deux semaines plus tard, si l'on tient compte de l'ensemble des sondages publiés, il passe de 38 à 33%, mais il gagne deux points nous dit-on, donc demain s'il perdrait à nouveau 5%, ce serait pour monter quelque temps plus tard à 40% cette fois, et ainsi de suite jusqu'à temps qu'il dépasse les 50% et le tour est joué !

Vous n'avez pas remarqué que sa cote de popularité montait ou descendait en fonction des résultats de la collaboration de classes. Elle demeure basse jusqu'à une journée de mobilisation, et dès que celle-ci est passée quand elle ne s'est pas traduite par une mobilisation de masse, les appareils ayant tout fait pour qu'il en soit ainsi, elle remonte, et Woerth d'expliquer de son côté que de plus en plus de travailleurs adhèrent à la politique du gouvernement et la boucle est bouclée.

Ainsi par ce tour de passe-passe minutieusement mis au point, ils s'emploient à faire croire que les sondages traduiraient l'état d'esprit réel de la population, alors qu'en réalité ils coïncident uniquement avec les déclarations et les objectifs que le gouvernement s'est fixé.

Dans la foulée ou quasiment au même moment, logiquement, le gouvernement en profite pour annoncer un nouveau train de mesures réactionnaires ou précise ses intentions, et c'est ce qui vient justement de se produire avec l'annonce du report probable au-delà de 65 ans pour percevoir automaquement une retraite à taux plein ou la réduction de 600 millions d'euros supplémentaires sur les dépenses d'assurance-maladie.

Et qui est vice-présidente et actionnaire à 75% de l'institut de sondages Ifop ? Laurence Parisot qui est présidente du Medef ! (Lepost.fr 30.05)

---

## **Elle gagne plus qu'un dealer en moins de temps ! (01.06)**

### **Lepost.fr - 30.05**

Selon Le Monde Magazine, qui lui consacre une longue enquête, Laurence Parisot, la présidente du Medef, vice-présidente et actionnaire à 75% de l'institut de sondages Ifop, travaille une demi-journée par semaine à l'Ifop. Elle est chargée de la veille stratégique.

Pour son travail, l'institut de sondage lui assure un revenu de... 22.000 euros par mois, selon la même source. Cependant, l'article ne dit rien des dividendes gagnés chaque année ou des parts variables. (Lepost.fr 30.05)

22.000 euros par mois pour deux jours de travail, normal quoi, augmenter le Smic, les salaires et les retraites : impensable, une ruine pour les patrons, pour leur nation !

Et ce sont les mêmes qui osent demander aux travailleurs et aux jeunes de faire des efforts, de faire preuve de "modération" dans leurs revendications salariales, de patience, de faire de nouveaux sacrifices, etc.

---

## **Six "Conti" condamné à verser 1 280 euros à l'Etat. (03.06)**

**Lemond.fr et AFP - 02.06**

Six anciens ouvriers de l'usine Continental de Clairoux (Oise) ont été condamnés au civil mercredi 2 juin à verser solidairement à l'Etat 1 280,53 euros de dommages et intérêts pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009. Les anciens salariés du manufacturier allemand de pneumatiques ont également été condamnés par le tribunal de grande instance de Compiègne à verser 1 000 euros à l'Etat au titre des frais de justice.

Une fois la décision connue, le leader des "Conti", Xavier Mathieu, le poing levé, a rejoint 200 à 300 ex-salariés qui l'ont acclamé, à proximité du tribunal. L'épilogue pour les "Conti" ? "Oui et non", a répondu le délégué CGT, qui le jour de l'audience au civil le 7 avril, avait refusé un prélèvement ADN à la suite de sa condamnation au pénal, et est par conséquent susceptible d'être poursuivi. Les cinq coprévenus avaient quant à eux accepté ce prélèvement. "On verra si l'Etat continue à s'acharner contre nous", a-t-il déclaré.

"C'était bien de la vengeance. On a été condamnés beaucoup plus pour le geste que pour ce que ça a coûté", a-t-il poursuivi. Marie-Laure Dufresne-Castets, avocate des ouvriers, a quant à elle estimé que la décision du tribunal pouvait être interprétée comme un "signe d'apaisement", tout en dénonçant une "condamnation de pur principe", même si le montant des dommages et intérêts, qui sera réglé par la "solidarité ouvrière", est "tout à fait modeste", si ce n'est "dérisoire".

L'avocate de l'Etat avait demandé près de 12 000 euros, car si les dégâts étaient estimés au total à 52 662 euros, l'Etat avait été indemnisé par les assurances à hauteur de plus de 40 000 euros, et ne réclamait que "le montant résiduel". Les six ouvriers avaient été condamnés au pénal en janvier à de simples amendes de 2 000 à 4 000 euros par la cour d'appel d'Amiens, échappant aux peines de prison avec sursis prononcées en première instance.

L'usine, qui employait 1 120 salariés, a été fermée début 2010. Après plusieurs mois de lutte, les ouvriers avaient décroché 50 000 euros d'indemnités extra-légales.

---

## **Karachi: Sarkozy cité dans un rapport de police luxembourgeois. (03.06)**

**AP - 02.06**

Le nom du président Nicolas Sarkozy est cité dans un rapport de synthèse de la police judiciaire luxembourgeoise transmis récemment à deux juges français qui enquêtent sur des faits de corruption présumée au sein de la Direction des constructions navales (DCN). Selon le document, révélé mercredi par Mediapart, les enquêteurs locaux font part de leurs soupçons de financement politique de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995.

Les enquêteurs luxembourgeois, qui agissaient sur commission rogatoire de deux magistrats parisiens, Françoise Desset et Jean-Christophe Hullin, ont saisi de nombreux documents au sein de la société baptisée Heine SA., créée en 1994, par la DCN, pour verser des commissions dans le cadre de marchés, avec l'aval du gouvernement d'Edouard Balladur. Après l'entrée en vigueur en 2000 en France de la convention de l'OCDE sur la corruption, les commissions sont devenues illégales.

Heine SA., a été utilisée par la DCN pour rémunérer des intermédiaires, comme l'homme d'affaires d'origine libanaise Ziad Takieddine, soupçonné d'être impliqué dans la vente de sous-marins Agosta par la France au Pakistan en 1994, contrat qui aurait donné lieu au versement de commissions. M. Takieddine dément avec véhémence tout rôle d'intermédiaire dans le contrat Agosta.

Les juges d'instruction Marc Trévidic et Yves Jannier, en charge de l'enquête sur l'attentat de Karachi le 8 mai 2002 contre des membres de la DCN, étudient aujourd'hui la possibilité que cette attaque soit liée à l'arrêt, entre fin 1995 et début 1996, de certaines des commissions dans les contrats de vente des sous-marins.

Dans leur rapport, que l'AP a pu consulter, les enquêteurs notent qu'"un document (...) fait état de l'historique et du fonctionnement des sociétés Heine et Eurolux", société jumelle de Heine. Ils révèlent que "les accords sur la création des sociétés semblaient venir directement de M. le Premier ministre Balladur et de (...) Nicolas Sarkozy".

Dans ce document, les enquêteurs luxembourgeois indiquent qu'entre 1994 et 1999, plus de 60 millions d'euros ont transité entre DCN

International et la société Heine. "Il semble exclu, vu le montant, qu'il s'agissait uniquement de consultance". Mais, selon les enquêteurs, il semble "qu'il ne s'agissait de rien d'autre que de corruption par l'intermédiaire d'une société luxembourgeoise faisant écran, de la part d'une entreprise française (NDLR: DCNI) vers les pays où elle convoitait des marchés".

En outre, précise le rapport, "en 1995, des références font croire à une forme de rétrocommission pour payer des campagnes politiques en France. Nous soulignons qu'Edouard Balladur était candidat à l'élection présidentielle en 1995 face à Jacques Chirac et était soutenu par une partie du RPR dont M. Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua".

Toutefois, les policiers luxembourgeois prennent soin de préciser qu'il "n'existe aucune preuve de corruption". Les documents saisis sont "tous entièrement vides de noms et les descriptifs des services ou prestations sont vagues". Ironiques, ils complimentent "celui qui a mis ce système en place, il s'agit d'un travail méticuleux et en avance sur son temps".

Me Olivier Morice, avocat des familles de victimes de l'attentat de Karachi, a estimé que ce rapport "met directement en cause Nicolas Sarkozy comme étant au coeur d'un système de corruption ayant servi, dans le cadre de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur, à faire revenir des fonds en France de façon parfaitement illicite".

"Les familles de victimes sollicitent la démission de Nicolas Sarkozy, parce que, lui qui se présente comme le chevalier blanc, a menti à l'opinion publique", a-t-il déclaré sur France-Info, ajoutant qu'"il ne s'agit pas d'une fable, comme le prétendait Nicolas Sarkozy, mais que nous sommes en présence d'un mensonge d'Etat au plus haut niveau de l'Etat français".

Sollicitée par l'AP, l'Elysée n'a pas souhaité réagir. Entendu par la mission parlementaire sur l'attentat de Karachi, l'ancien Premier ministre Edouard Balladur a démenti tout financement occulte de sa campagne de 1995.

Dans ce rapport, les enquêteurs luxembourgeois font état de deux courriers adressés en 2006 par l'administrateur de Heine au chef de l'Etat, Jacques Chirac, et à son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Le premier, qui date du 26 avril 2006, met en garde le président de la République sur le risque d'une liquidation judiciaire de Heine, endettée, car selon lui, elle n'est qu'une "DCN International de fait au Luxembourg". En cas de liquidation judiciaire, DCNI et son actionnaire principal, l'Etat français, courent un "risque fiscal et pénal" qui pourrait être "très élevé".

Dans la deuxième lettre, adressée le 29 novembre 2006, les deux administrateurs de Heine font état d'un courrier que leur a adressé le ministre de l'Intérieur le 28 septembre, mais rappellent qu'ils n'ont "toujours pas reçu d'instruction de la part de l'Etat français" à propos de cette société.

---

## **Retraites. (03.06)**

### **Reuters - 02.06**

1- Le projet de texte sera remis aux partenaires sociaux "le 15 ou 16 juin et deux ou trois jours seront accordés aux organisations syndicales pour faire connaître leurs remarques sur le document avant une présentation publique", indique par ailleurs la CGT à la suite d'une rencontre au cabinet d'Eric Woerth lundi.

L'avant projet de loi sur la réforme des retraites devrait être présenté en Conseil des ministres le 13 juillet, a-t-on appris ce mercredi auprès de délégations syndicales qui participent à la concertation avec le cabinet du ministre du Travail Eric Woerth.

Georges Tron, le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, a espéré mercredi que le dossier sur la réforme des retraites soit bouclé, "si tout se passe normalement, vers fin octobre-mi novembre". (AP 02.06)

2- La présidente du Medef, Laurence Parisot, a souhaité mercredi que l'âge légal du départ à la retraite soit porté à 65 ans, contre 60 ans actuellement. (Reuters 02.06)

---

## **Le malaise s'amplifie à Pôle emploi. (04.06)**

### **Lemonde.fr et AFP - 03.06**

Charge de travail excessive, "perte de sens", quatre syndicats de Pôle emploi ont appelé mercredi soir à une grève le 8 juin contre la détérioration des conditions de travail. Le "mal-être grandit" alertent-ils, après la fusion et des perspectives de réductions d'effectifs. L'appel à

une grève reconductible a été lancée par le SNU-FSU (premier syndicat), la CGT, SUD et le SNAP pour "soutenir et amplifier les nombreuses actions locales des dernières semaines contre la dégradation des conditions de travail et la précarité".

Ils ont regretté que les autres syndicats de Pôle emploi, dont FO et la CFDT, ne se soient pas associés à cet appel national. "On voulait construire un mouvement plus large", a noté Sylvie Masson (SUD), tandis que Vincent Strobel (CGT) a déploré des "jeux d'appareil". Il y a "de nouvelles raisons de faire grève", a plaidé le SNU-FSU, pour des agents qui subissent une "perte de sens" avec des "métiers piétinés" par la fusion ANPE-Assedic, un travail accru par la hausse du chômage, et qui vont avoir "une charge de travail supplémentaire" avec les mesures pour les fins de droits.

### "MISE EN CONCURRENCE TOTALE"

Evoquant une hausse des arrêts maladie et des agressions sur fond de "désorganisation totale et de pannes", Leila Saillière (SNU) a reproché à la direction de "refuser de discuter d'un changement de l'organisation du travail, qui provoque pourtant des souffrances et donne un moins bon service". "Le mal-être grandit avec la mise en place progressive de la fusion, les agents prennent conscience que leur ancien métier disparaît, on ne leur parle plus que d'indicateurs et d'objectifs, de délais limités", a souligné pour sa part Mme Masson (SUD).

La direction de Pôle emploi espère boucler la négociation sur la prévention des risques psychosociaux d'ici à fin juin, selon Philippe Sabater (SNU), aux yeux duquel le projet d'accord est "plein de bonnes intentions mais manque de concret". Les quatre syndicats, inquiets d'une précarisation du personnel, se sont aussi alarmés des réductions d'effectifs de huit cents postes par an à Pôle emploi dès 2011, annoncées par le gouvernement dans le cadre du plan d'économies budgétaires. Ils se sont également alarmés d'une "mise en concurrence totale" de Pôle emploi avec les sociétés privées de placement des chômeurs par une disposition introduite dans un projet de loi sur les chambres consulaires en cours d'examen au Parlement.

## **Des universitaires s'élèvent contre un "contrôle de moralité" des futurs enseignants . (04.06)**

### **Lemond.fr - 03.06**

C'est une des pommes de discorde issues de la réforme de la formation des enseignants du primaire et du secondaire : l'introduction dans les épreuves orales d'admission des prochains concours d'enseignement (session 2011), d'une évaluation de la compétence "Agir en fonctionnaire de l'Etat et de façon éthique et responsable". Mais, les concours d'enseignement étant de la responsabilité des universités, c'est surtout parmi les universitaires, souvent présidents des jurys de Capes ou d'agrégation, que cette mesure provoque une levée de boucliers. Les protestataires jugent cette épreuve abusive et disent "Non au contrôle de moralité des futurs enseignants". Ainsi s'intitule leur pétition, qui vient de dépasser les 4 500 signatures, parmi lesquelles celles d'universitaires très connus : Olivier Beaud, Marcel Gauchet, Claude Lefort, Philippe Raynaud, Vincent Descombes, Jean-Luc Nancy, Etienne Balibar, Christophe Charle, Suzanne Citron...

Cette "compétence" exigée des futurs enseignants figure au premier rang (sur dix) dans le " référentiel des compétences professionnelles des maîtres", issu en 2006 des travaux du Haut conseil de l'éducation. Mais l'introduction d'une épreuve (un entretien de vingt minutes) portant sur cette seule compétence est une nouveauté. "Nous ne pouvons admettre, dit le texte de la pétition, qu'un jury puisse éliminer des candidats, en supputant dans le cadre d'une épreuve orale aux contours opaques leur incompétence en matière d'éthique et de responsabilité ; nous ne pouvons comprendre comment pourrait être suspecté le désir d'être un enseignant compétent et dévoué, s'agissant de personnes qui, au terme de plusieurs années d'étude exigeantes, et d'une ou plusieurs années de préparation spécifique, se présentent aux concours de recrutement de l'enseignement."

Le ministère de l'éducation rétorque qu'il ne s'agit pas d'évaluer des opinions mais des connaissances et rappelle par ailleurs que les inscriptions pour les concours de la session 2011 sont déjà ouvertes depuis le 1er juin. "On ne demandera jamais à un candidat s'il est d'accord ou non avec telle réforme, mais s'il connaît les dispositions qui le concernent et s'il peut situer son action dans ce cadre légal", a déclaré Josette Théophile, directrice générale des ressources humaines. Jean-Louis Auduc, directeur adjoint de l'IUFM de Créteil, juge pour sa part "indispensable qu'un candidat connaisse l'organisation du système dans lequel il va enseigner et les droits et obligations du fonctionnaire qu'il sera s'il réussit le concours".

## **Micmac au Sénat sur le Défenseur des enfants. (05.06)**

### **Lepost.fr - 04.06**

Le gouvernement a demandé un deuxième vote sur le Défenseur des enfants. Le Sénat a pourtant voté hier un amendement sauvant le Défenseur des enfants, qui devait se fondre dans le Défenseur des droits. Mais après une réunion autour de Nicolas Sarkozy avec le patron des sénateurs centristes, il a été réintégré...

Surprise, le gouvernement a demandé jeudi une deuxième délibération sur le Défenseur des enfants dans le cadre du projet de loi sur le Défenseur des droits, qui a finalement été voté dans la soirée. Hier, le Sénat avait pourtant sorti le Défenseur des enfants du périmètre du Défenseur des droits...

L'opposition a vivement protesté. C'est "une manière de bafouer notre assemblée qui a délibéré longuement sur cette question, le Sénat s'est prononcé en connaissance de cause", s'est exclamé le socialiste Jean-Pierre Sueur (à écouter dans le sujet). "Pourquoi ne pouvez-vous pas accepter que le Parlement ait une position différente du gouvernement par rapport aux enfants?", s'est-il écrié faisant part de la "protestation solennelle de son groupe".

Après ces déclarations, les sénateurs ont approuvé par vote, par 184 voix contre 157, cette deuxième délibération.

La séance a alors été suspendue pour que la commission des Lois puisse réexaminer le texte et proposer ses modifications avant de les soumettre à un nouveau vote en séance plénière. Mais en raison d'absence de majorité en commission, le rapporteur a retiré les amendements, que le gouvernement va présenter lui-même.

"Si les règles de droits sont respectées d'un point de vue formel, d'un point de vue éthique, ce n'est pas très glorieux", dénonce le sénateur UMP Hugues Portelli, auteur d'un des amendements de la veille.

Nicolas About, patron des sénateurs centristes, a expliqué à Public Sénat qu'il avait défendu, lors d'un déjeuner de la majorité jeudi auprès de Nicolas Sarkozy, ses exigences, notamment que le Défenseur des enfants puisse garder son nom. "Sur la porte d'entrée il y a aura écrit défenseur des enfants", ironise Hugues Portelli.

---

## La méthode Sarkozy vue par Chérèque, Parisot et Woerth. (06.06)

**Lexpress.fr - 04.06**

La méthode du président de la République vue par les acteurs du dialogue social.

Ils étaient tous là, à l'exception du leader de la CGT, Bernard Thibault, qui a décliné l'invitation en raison de l'actuel bras de fer sur les retraites. Réunis ce vendredi matin au Conseil Economique et Social, les personnalités du social - les N°1 des syndicats et du patronat, le ministre du Travail... - ont participé à la table ronde organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis). Au menu : Sarkozy face à la crise. Plus de six Français sur dix (63%) jugent négativement la politique sociale menée par le chef de l'Etat depuis 2007, selon le sondage CSA-Cap révélé en ouverture des débats. Négociations, dialogue social, inflation de réformes, y a-t-il une méthode Sarkozy ? Tour d'horizon.

François Chérèque, secrétaire national de la CFDT

« Il n'y a pas de méthode Sarkozy, et c'est peut être ça la méthode ! Le président de la République a des contraintes, la loi de 2007 sur le dialogue social (NDLR : qui impose au gouvernement de consulter les partenaires sociaux pour tout projet de loi), ce cadre là, il l'utilise. Il a mis en place l'agenda social, c'est une bonne chose. Mais il l'utilise en fonction de ses intérêts. Il a mis une pression très forte sur la loi de modernisation du marché du travail. Il y a eu transgression sur le travail du dimanche. Sur le partage de la valeur ajoutée dans les entreprises, le président nous dit à nous, syndicats et patronat : « Vous allez négocier, vous avez trois mois », parce que le gouvernement n'a pas la solution, parce qu'il ne veut pas reprendre la main. Nicolas Sarkozy agit en fonction des circonstances - il y a le congrès d'untel - ou de ses interlocuteurs... Au final, il décide comme le maître horloger, mais ça ne fait pas une méthode. »

(Cela donne quand même des résultats conformes aux attentes du patronat monsieur le jaune, avec votre complicité évidemment, c'est déjà pas mal ! - Lutte de classe)

Laurence Parisot, patronne du Medef

« Il est évident que l'ensemble des partenaires sociaux, depuis la première minute de la crise déclenchée aux Etats-Unis, ont su agir avec responsabilité. Le président de la République a installé quelque chose de tout à fait nouveau : des rencontres formelles, régulières, dans le cadre du sommet social, et des rencontres informelles, en bilatéral, avec les numéros un. Cela donne une qualité d'échange. Dans le sondage, les Français ne le voient pas, mais il y a un vrai progrès. »

(il y a un "vrai progrès" dans la collaboration de classes, disons qu'elle a lieu plus ouvertement qu'hier ou autrefois, crise du capitalisme et des institutions oblige - Lutte de classe)

Eric Woerth, ministre du Travail

« Nous avons autant parlé de la lutte contre la crise avec les partenaires sociaux qu'avec les partis politiques. Nous avons profondément renouvelé le dialogue depuis trois ans grâce à des rendez-vous réguliers. Il faut réformer et apaiser sans provoquer. Je ne pratique pas la politique du bras de fer, ni du bras d'honneur. Mais il y a des convictions différentes, des opinions politiques sur lesquelles il n'y a pas de compromis possible. C'est oui ou c'est non, vous le faites ou pas, mais il faut savoir réformer. »

(Cela tombe bien, c'est la seule chose que savent faire vos complices syndicaux depuis plus d'un demi-siècle, ils sont tellement réformistes qu'ils ont réussi à pourrir littéralement le mouvement ouvrier et à lui faire oublier sa vocation révolutionnaire - Lutte de classe)

## **Ils sont des nôtres, foi de révolutionnaires. (06.06)**

### **Lepost.fr - 05.06**

1- Par hasard je tombe sur une dépêche (Lepost 05.06) où j'apprends que Marie-Ségolène Royal et son compagnon André Hadjez venaient de quitté un appartement de cinq pièces qu'ils louaient boulevard Exelmans, dans le XVIème arrondissement de Paris, un des quartiers les plus chics de la capitale.

Un appart qui doit bien se louer combien, 3, 4, 5 milles euros par mois voire plus. Il y aurait eu une embrouille avec l'agent immobilier qui a porté plainte au commissariat du VIIIe, mais on s'en fout. Sachez braves gens que ceux qui prétendent parler en votre nom se vautrent dans le luxe, vous avez le droit d'en avoir la nausée.

2- Dans un entretien accordé ce samedi au quotidien Le Monde, Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, a déclaré "Voter pour le directeur général du FMI comme alternative à Sarkozy serait quelque chose de singulier. Mais je n'ai pas d'avis définitif sur les personnes." (Lepost.fr 05.06)

La politique, pour celle qui avait déjà affirmé en mai qu'une candidature de Strauss-Kahn en 2012 lui "chiffonnerait un peu le nez", mais lui conviendrait parfaitement le cas échéant, ce serait finalement une question de "personnes", pas n'importe lesquelles, des personnes issues de son monde avec lequel se confond le régime et les institutions.

On est en présence de grands bourgeois avec lesquels on a une envie folle de réaliser un front unique... Et pour cause :

"La gauche doit gagner en 2012. Les gens n'en peuvent plus du chômage et des inégalités, des attitudes pyromanes sur la burqa et l'identité nationale, des atteintes aux libertés publiques. On sent une volonté très forte de stopper tout ça" a déclaré Cécile Duflot dans le même interview d'hier. (id)

Avec Mitterrand au Palais, le nombre de chômeurs avait dépassé deux millions, la Bourse avait flambé et les spéculateurs s'étaient remplis les poches, etc., alors avec le directeur général du FMI sur le trône 30 ans plus tard, on peut espérer qu'il stabilisera le chômage à 5 millions, effectivement, tous les espoirs sont permis !

Quant aux inégalités que la politique du FMI n'a cessé de favoriser à travers le monde avec les conséquences dramatiques que l'on sait pour des centaines de millions de travailleurs et leurs familles, nous pouvons compter sur Strauss-Kahn pour y remédier en France.

Quand on lit ce genre de déclarations populistes, spontanément on ne peut pas s'empêcher de penser que leur auteur n'a vraiment rien à faire de la signification de ses mots, on est en présence d'une sorte d'indifférence cynique par rapport aux questions qu'ils recouvrent, à la limite, sans même avoir besoin de comprendre ces propos, on sent instinctivement que la personne est totalement étrangère aux problèmes qu'elle aborde, cela pue l'opportunisme à plein nez. Au passage, voilà ce qui dégoûte aussi les travailleurs de la politique et les tient à l'écart des partis, raison de plus pour être très clair sur ces partis.

On peut tirer un jugement définitif sur ces partis et ces gens-là : ils sont étrangers au mouvement ouvrier.

Il faut les dénoncer et les combattre sans répit, sans chercher à leur accorder des circonstances atténuantes, surtout sans chercher à s'en faire des alliés, il y en a qui ont la fâcheuse tendance à oublier qu'ils sont les complices de nos bourreaux quand ils ne sont pas nos bourreaux eux-mêmes, car au point de subordination au capitalisme où en sont rendus le prolétariat et le mouvement ouvrier, si nous voulons vraiment les aider à parvenir à inverser le cours des choses, à se défaire de cette tendance suicidaire et à rompre avec le capitalisme et les institutions, il est plus qu'urgent de caractériser clairement ces partis sur le plan politique comme des ennemis du prolétariat.

Sachant que ce ne sont pas des ouvriers qui manqueraient de discernement qui adhèrent à ces partis ou qui présenteraient de graves lacunes intellectuelles (tant pis pour les égarés), mais bien plutôt des membres des classes moyennes, des intellectuels ou de la petite-bourgeoisie, partant de ce constat, ils savent pertinemment où ils mettent les pieds, il n'y a pas lieu de les épargner ou de laisser passer la



moindre collusion avec le régime, ils ont choisi délibérément le camp du capitalisme qu'ils soutiennent, en espérant qu'en retour ils pourront continuer de bénéficier d'un traitement de faveur au détriment du prolétariat.

C'est uniquement en combattant avec détermination pour le socialisme, que nous aiderons des membres de ces classes ou couches de la société à rejoindre le combat de la classe ouvrière.

---

## Plusieurs manifestations pro-palestiniennes en France. (06.06)

### Lefigaro.fr - 05.06

5.000 personnes à Paris, 2.000 à Nice, Mulhouse et Marseille : nombreux sont ceux qui ont répondu présents samedi à l'appel de dizaines d'organisations politiques, syndicales et religieuses pour dénoncer l'assaut meurtrier d'Israël sur la flottille humanitaire.

Des manifestations pro-palestiniennes pour dénoncer l'assaut meurtrier lundi de l'armée israélienne sur une flottille en route pour Gaza a rassemblé samedi des milliers de personnes dans plusieurs villes de France.

A Paris, quelque 5.000 personnes selon la police, avaient ainsi répondu à l'appel de dizaines d'organisations politiques, syndicales et religieuses. Le cortège - parti de la place de la Bastille - ne comprenait au départ qu'un demi-millier de personnes mais la foule a rapidement grossi dans l'après-midi.

Il y a toutefois eu des dissensions entre militants politiques et religieux. Le Parti de Gauche (PG), composé notamment de dissidents du parti socialiste, a ainsi annoncé dans l'après-midi avoir «quitté la manifestation pour Gaza en refusant le mélange entre politique et religion». «Contrairement aux accords pris, des organisations religieuses ont été autorisées à s'intercaler dans le cortège des organisations politiques», a expliqué le PG.

Youcef Benberdal dans le cortège

Cette manifestation parisienne était programmée depuis plusieurs jours à l'appel d'un Collectif national pour une «paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens» regroupant partis politiques de gauche, organisations syndicales et humanitaires et associations musulmanes ou juives.

Une maquette en carton-pâte d'un paquebot ouvrait la manifestation, tandis que des jeunes agitaient des drapeaux turcs et de l'Autorité palestinienne. Youcef Benberdal, un des dix militants français qui se trouvaient sur les bateaux arraisonnés par l'armée israélienne, et membre du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP), une ONG française de la mouvance islamiste, était présent dans le cortège.

2.000 personnes à Nice et Mulhouse

D'autres manifestations ont eu lieu un peu partout en France, notamment à Nice, où quelque 2.000 personnes selon la police, la plupart vêtues de blanc, se sont rassemblées dans le centre-ville. L'appel à venir participer à ce rassemblement avait été diffusé via le réseau religieux musulman des salles de prières et des mosquées. Une première manifestation d'environ 150 personnes, militants de partis de gauche, avait eu lieu dans la matinée. A Mulhouse, la police a également compté 2.000 manifestants, tout comme à Marseille, où les manifestants ont défilé vers la préfecture et le consulat d'Israël derrière une banderole «contre la colonisation et l'apartheid en Palestine».

La mobilisation était moindre à Toulouse (300 personnes) et à Montpellier, où les manifestants étaient au nombre de 500 selon la police. Ils ont réclamé des sanctions internationales contre Israël, la levée du blocus de Gaza et l'annulation d'un projet d'implantation de terminal fruitier sur le port voisin de Sète par l'Israélien Agrexco.

Entre un demi-millier et un millier de personnes ont par ailleurs manifesté à Bordeaux à l'appel de plusieurs organisations pro-palestinienne telles que le Comité Action Palestine, l'Association culturelle solidaire de Posof et Ici et Là Bas.

---

## Mouvement de grève chez Conforama. (08.06)

### La Voix du Nord - 06.06

Hier après-midi, les salariés des quatorze Conforama régionaux ont fait grève. Ambiance à Englos et Valenciennes, les deux plus gros

magasins dans la région. Sous le soleil, les clients automobilistes défilent au rond-point d'Englos que surplombe l'enseigne Conforama. Les syndicalistes leur distribuent des tracts. Conversations aimables, qu'un huissier, requis par la direction, interrompt parfois, afin d'éviter les bouchons. Même scène aux portes du magasin d'ameublement valenciennois : « On ne demande pas aux clients de faire leurs achats ailleurs mais de les différer par solidarité », explique Janine Houriez, déléguée CFDT - qui fait partie de l'intersyndicale avec la CGT, FO et la CFTC.

### Salaires alignés

Jusqu'à présent, le statut des 700 salariés appartenant au réseau régional de franchisés Sodice Expansion racheté il y a trois ans par Conforama France, n'est pas le même que dans les 181 autres magasins de l'Hexagone. Avec la fusion annoncée, les salaires devraient être alignés. La direction nationale estime « le statut Confo » plus favorable, pas les syndicats. En outre, dans l'entreprise qui a annoncé il y a un an et demi 800 suppressions de postes, un séminaire de cadres à 660 000 euros a mis le feu aux poudres. Si à Valenciennes, « on était moins nombreux que prévu », une bonne trentaine de salariés ont débrayé à Englos. Ils étaient encouragés par des coups de klaxon, tandis que le magasin fonctionnait « normalement », selon la direction se refusant à chiffrer : 80 % de participation, comme l'affirme la CGT, dans ce magasin employant 80 personnes (dont des précaires) ? À Louvroil, la totalité des salariés en CDI a fait grève. En attendant la réunion prévue le 22 juin avec la direction, les syndicalistes préviennent : « D'autres débrayages pourraient avoir lieu cette semaine. » F. D., C. F. ET C. L.

## **Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy au chevet de l'Etat israélien (titre de LdC) ( 08.06)**

### **Lemonde.fr - 07.06**

Les intellectuels français Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy réagissent vivement aux accusations portées contre Israël après l'arraisonnement de la flottille pour Gaza, lundi 31 mai. "Je vois la haine, soudain, se donner libre cours", a réagi Alain Finkielkraut à propos des réactions de la communauté internationale face à l'intervention israélienne, vendredi 4 juin sur la chaîne télévisée Public Sénat. Bernard-Henri Lévy s'élève, lui, dans une tribune dans le quotidien Libération contre la "désinformation" à propos du blocus de Gaza.

Les deux hommes, signataires de "l'appel à la raison", rédigé par des juifs français et exhortant Israël à reconsidérer sa politique envers les Palestiniens, disent ne pas soutenir l'opération israélienne contre la flottille. "Je continue de juger 'stupide' (...) l'assaut contre le Mavi Marmara", écrit Bernard-Henri Lévy dans sa tribune intitulée Pourquoi je défends Israël. Mais ils disent voir dans les réactions internationales un déchaînement "délirant" contre l'Etat hébreu. "Je ne veux pas servir de caution juive à une haine, à une diabolisation d'Israël", explique Alain Finkielkraut.

Bernard-Henri Lévy tente tout d'abord de rectifier les explications du blocus données notamment par les médias français. "Le blocus, il ne faut cesser de le rappeler, ne concerne que les armes et les matériaux pour en fabriquer", avance-t-il. Il s'attaque ensuite à la politique du Hamas à Gaza, selon lui passée sous silence, "en France comme ailleurs". "Qui se risque à expliquer que s'il y a à Gaza, un preneur d'otage, (...) ce n'est pas Israël, mais le Hamas ?" demande-t-il.

Les deux hommes s'en prennent directement aux organisateurs de la flottille. Une "épopée misérable", selon Bernard-Henri Lévy, "caricature" des actions symboliques comme les "bateaux pour le Vietnam", qu'il rappelle avoir contribué à créer. Pour Alain Finkielkraut, ce sont les organisateurs eux-mêmes les responsables des débordements du 31 mai. "Les Israéliens ne voulaient pas de ce bain de sang. Ils sont tombés dans un piège. Ce bain de sang a été délibérément provoqué par les organisateurs", estime-t-il, accusant directement la Turquie, "où Mein Kampf est un best seller", dit-il, de jeter de l'huile sur le feu.

Les deux hommes dénoncent enfin "les bataillons de tartuffes regrettant qu'Israël se dérobe aux exigences d'une enquête internationale", comme l'écrit Bernard-Henri Lévy. "Il y a dans cette attitude un mélange de mauvaise foi et d'angélisme qui me fait très peur", explique Alain Finkielkraut, alors que Bernard-Henri Lévy défend la position israélienne : "Ce que refuse Israël c'est l'enquête demandée par un conseil des droits de l'homme des Nations unies où règnent ces grands démocrates que sont les Cubains, les Pakistanais et autres Iraniens."

Commentaire : plus réactionnaire, tu meurs !

## **Les élèves français changeront de rythme scolaire en 2014. ( 08.06)**

### **Reuters - 07.06**

Semaine de quatre jours, vacances d'été plus courtes ou mercredi travaillé : Luc Chatel a ouvert lundi le chantier des rythmes scolaires, une consultation qui doit durer au moins un an et ne s'appliquera pas avant 2014.

Deux ans après la suppression des cours le samedi matin par Xavier Darcos, que les syndicats ont vécue comme une décision unilatérale, le ministre de l'Education a insisté sur le "travail en profondeur, sans tabou et sans limitation des débats" qu'il a confié à un comité de pilotage.

La France cultive le paradoxe en matière de rythmes scolaires: les écoliers du primaire ont le plus d'heures de cours des pays développés (914) concentrées sur le moins de jours dans l'année (144), en raison de nombreuses vacances.

Cette organisation qui date du début du XXe "pour que les jeunes Français, enfants de paysans, rentrent au pays faire les moissons pendant tout l'été" n'a plus de sens un siècle plus tard, a fait valoir Luc Chatel lors d'une conférence de presse.

L'école "ne doit plus rythmer le fonctionnement de la société", a estimé le ministre qui veut "réconcilier le temps de l'école, le temps de la famille et le temps de la société".

"On peut trouver un système plus équilibré, mieux réparti sur l'année où, à la fin, on a de meilleurs résultats pour les élèves et une meilleure organisation de l'école.

Les chronobiologistes ont pointé de longue date les incohérences du système français, peu adapté aux facultés de concentration des enfants.

uc Chatel a demandé au comité de pilotage de réfléchir aussi bien à l'amplitude horaire des journées d'école, à l'organisation de la semaine ou à la durée des vacances.

Les calendriers scolaires étant établis pour trois ans, les décisions n'entreront pas en vigueur avant la rentrée 2014.

#### UNE REMISE À PLAT POUR LES ENFANTS OU LES ADULTES?

Actuellement, l'année scolaire comporte au moins 36 semaines de travail réparties en cinq périodes séparées par des "petites vacances". Les mois de juillet et d'août sont entièrement vagues, avec parfois un empiètement sur le mois de juin.

Selon un sondage de l'institut LH2 publié lundi par le quotidien gratuit Metro, 58% des Français sont favorables à une réduction de deux semaines des vacances d'été et 71% approuvent l'idée d'organiser les journées d'école avec cours le matin et sport l'après-midi.

Une centaine d'établissements scolaires doivent tester cette répartition à la rentrée 2011.

Pour certains syndicats, le débat qui s'ouvre est centré sur le monde des adultes - parents et entreprises - et non celui de l'enfant.

"Je rentre dans ce travail avec comme souci majeur l'intérêt des élèves", a assuré Christian Forestier, administrateur du Conservatoire national des Arts et métiers (CNAM), qui co-présidera le comité de pilotage.

Pour Philippe Meirieu, spécialiste des questions d'éducation et élu Europe Ecologie, il faut à la fois raccourcir la durée des vacances d'été et les journées de classe "surchargées" à cause de la suppression des cours du samedi matin.

Deux jours de coupure pendant le week-end, "ça déséquilibre (...) Très vite, les enfants fonctionnent sur un cycle un peu infernal, qui est le cycle des adultes", a-t-il dit sur France Info.

Le Parti socialiste a de son côté souligné les "contradictions" du gouvernement, qui lance une réflexion sur les rythmes scolaires peu après avoir supprimé l'école primaire le samedi matin ou qui veut plus de sport à l'école tout en supprimant des postes d'enseignants.

Le comité de pilotage est composée de personnalités - experts de l'Education, scientifiques, représentants du secteur touristique ou de la culture - mais ne comprend aucun représentant des enseignants ou des parents d'élèves.

Ils seront auditionnés, a assuré Luc Chatel, défendant un choix d'efficacité. "A 97 membres, il est difficile de piloter. J'ai préféré une structure concentrée", a-t-il déclaré.

---

**Faire payer les retraités pas les banquiers. (titre de LdC). ( 08.06)**

**Reuters - 07.06**

Génération gâtée, les "baby-boomers" ont tout eu hier mais ne veulent rien céder aujourd'hui : l'universitaire Bruno Palier ne comprend pas

l'égoïsme des 58-65 ans à l'heure de la réforme des retraites.

Pour le chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le gouvernement a tort de préserver "la classe la plus riche de France" dans la réforme des retraites, dont le président Nicolas Sarkozy a fait sa priorité de 2010.

"Je pense qu'il y a une injustice profonde à ne rien leur demander", a dit à Reuters l'auteur d'un ouvrage sur la réforme des retraites dans la collection "Que sais-je ?".

Une étude de l'Insee publiée fin 2008 montre que la courbe du bonheur atteint un pic vers l'âge de 65-70 ans. "Le niveau de patrimoine des plus de 50 ans excède de plus de 50% le patrimoine moyen, leur revenu disponible net excède de plus de 15% le revenu moyen", soulignent les auteurs du document.

Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (Cor) note pour sa part que le sort des retraités français est l'un des plus enviables des pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) en Europe.

"Aujourd'hui nous sommes confrontés à un égoïsme générationnel tout à fait choquant de la part 'baby boomers' qui ont eu la chance de naître au moment où ils sont nés", déplore Bruno Palier.

Née à la sortie de la Seconde guerre mondiale, cette classe d'âge a pleinement profité du boom économique des "Trente glorieuses".

"Leurs parents ont reconstruit la France, ils sont entrés sur un marché du travail en pleine croissance économique - les années 1960 - il n'ont pas eu de difficulté à trouver du boulot".

Dans un contexte de plein emploi, il était "facile pour eux de faire la révolution" en Mai 68, souligne-t-il.

Quarante ans plus tard, un jeune sur quatre est au chômage - 23,0% des 15-24 ans au premier trimestre 2010 - dans un contexte de crise et de précarité.

## INDIVIDUALISME

Tout le contraire des années actives des "baby-boomers" qui ont bénéficié d'une "progression de salaires forte parce que la génération précédente disparaissait", sans oublier "un accès à un marché de l'immobilier extrêmement favorable dans un contexte d'inflation élevé".

"Aujourd'hui ces gens-là partent en retraite avec de bonnes pensions et un patrimoine", insiste Bruno Palier.

Sans remettre en cause une situation enviable, le chercheur dénonce un individualisme encouragé par un gouvernement peu enclin à fâcher une population électoralement essentielle - 65% des plus de 60 ans ont voté Nicolas Sarkozy en 2007.

"Ces gens-là refusent de participer à la solidarité collective qui nécessiterait aujourd'hui d'investir dans les jeunes qui sont trois fois plus pauvres qu'eux, et dans les enfants", dit-il.

"Or il serait dans l'intérêt de tous, y compris les retraités, de s'assurer que les jeunes puissent avoir un bon boulot demain pour financer les retraites".

Bruno Palier juge ainsi très paradoxal que le gouvernement refuse d'augmenter la cotisation sociale généralisée (CSG) des retraités tout en faisant des économies dans l'éducation - en baissant le nombre d'enseignants, par exemple.

Le chercheur reconnaît le rôle sociétal important joué par les jeunes retraités, très actifs dans les associations mais aussi auprès de leurs petits-enfants, qu'ils aident souvent financièrement, et de leurs parents âgés.

"Comme la société ne fait assez pour la dépendance ni pour la jeunesse, ce sont les jeunes retraités, les 'quinquas', qui prennent ces problèmes en charge de façon individuelle, dit-il.

Une situation, selon Bruno Palier, tout à fait anormale.

"Cela n'est pas mon sens de la solidarité collective que s'en remettre aux familles pour prendre soin des personnes plus en difficulté", dit-il.

Commentaire.

Prendre dans la poche de nos retraités au lieu de prendre dans celles des banquiers, un discours réactionnaire sur fond d'humanisme et de bonne conscience, à vomir.

## **Schivardi à l'Élysée: ça le tente toujours ! ( 08.06)**

**Ladépêche.fr - 03.06**

L'Audois Gérard Schivardi ne nie pas son intention de repartir en campagne pour l'élection présidentielle, en 2012, à la tête du Parti Ouvrier Indépendant (POI).

Forcément ça le tente. Candidat sur un coup de tête aux dernières élections présidentielles, Gérard Schivardi a envie de remettre ça « par la volonté des citoyens » qui lui demandent de repartir à la conquête de l'Élysée. Entre 2007 et aujourd'hui l'artisan-maçon le plus célèbre de France, maire de Mailhac, s'est construit un parti politique à sa mesure. Le Parti ouvrier indépendant (POI) compte 10 000 adhérents. « Nous serons 15 000 d'ici 2 012 », prédit Gérard Schivardi, secrétaire national de ce mouvement dont il est l'incontestable figure médiatique.

Gérard Schivardi candidat une deuxième fois à la Présidence de la République, c'est de l'intox ou la réalité ?

« J'avais dit que je ne dirai pas « non » si on me le proposait. Des citoyens m'encouragent sans arrêt dans ce sens, ils m'écrivent, ils m'interpellent dans les rues. Encore ce week-end dans le train, au retour de notre meeting qui a réuni 18 000 personnes à la salle de la Mutualité à Paris pour débattre des retraites. Si j'en crois ces Français, pas mal de mes prédictions en 2007 se sont réalisées : la faillite générale de l'Europe, la crise financière. Les gens me disent que j'avais raison sur la SNCF, sur la santé, sur la retraite. L'Europe est en train de nous tuer. Les Français en prennent conscience. ça donne du poids aux idées que mon parti veut faire entendre ».

Et de la consistance à votre deuxième candidature ?

« En 2007, personne ne me connaissait, aujourd'hui, ce n'est plus pareil. Je dois en être à 100 000 autographes. La décision de ma candidature sera prise par les instances nationales du POI courant octobre 2010. Nous voulons avoir une année devant nous pour bâtir une vraie campagne. Être candidat à l'Élysée n'est pas une petite histoire. Cette fois-ci on ne boycottera pas ma participation aux débats politiques. Notre programme ne sera guère différent du premier tellement la défense des services publics, de la ruralité, d'une République laïque et de la rupture avec le traité de Maastricht sont d'actualité. Je veux expliquer qu'avec l'Europe la France n'est plus gouvernée par les politiques et je démontrerai la collusion des partis et des organisations syndicales dans la crise sociale et financière que nous vivons ».

Votre popularité découle aussi d'un portrait peu flatteur par la presse parisienne et par quelques humoristes de renom comme Nicolas Canteloup. Ces caricatures ont finalement contribué à imposer votre présence sur la scène politique...

« Avec le recul, je dois me rendre à l'évidence. Je n'en veux pas à ces professionnels de l'information et du rire de s'être emparés de mon personnage. Sauf à l'une d'entre eux. Claire Chazal a tenté de me faire passer pour un homme d'extrême gauche, un trotskiste, alors que je suis un vrai républicain. Même après ma mort je continuerai à avoir du ressentiment contre elle.

Et Nicolas Canteloup ?

« Nous nous sommes rencontrés trois fois. Son spectacle brosse de moi un personnage qui n'est pas la réalité. Je ne bois pas, je ne chasse pas. Avec mon parti nous avons mis les points sur les « i ». Nicolas Canteloup m'a encore téléphoné, il y a trois semaines, pour prendre de mes nouvelles. Lui et moi sommes des hommes honnêtes, capables de grandes choses. Canteloup est le meilleur supporter de Schivardi ».

Son parcours depuis 2007

À l'élection présidentielle de 2007, Gérard Schivardi, soutenu par le Parti des Travailleurs, avait recueilli 0,34 % des suffrages exprimés. En mars 2008, le maire de Mailhac avait été réélu conseiller général du canton de Ginestas avec 63 % des voix. Le 10 juin 2009, le Conseil d'État démettait Gérard Schivardi de cette fonction pour une dépense de 223,45 euros non inscrite sur son compte de campagne. Il a été remplacé à ce poste par son épouse. Gérard Schivardi est un des quatre secrétaires nationaux du Parti Ouvrier Indépendant auquel ont adhéré une centaine de grands dirigeants des principales organisations syndicales, et des personnalités politiques connues comme Georges Lemoine, ex-secrétaire d'État dans les gouvernements de François Mitterrand.

## **Manifestation houleuse des infirmiers anesthésistes à Paris. ( 09.06)**

Les infirmiers anesthésistes ont à nouveau manifesté, mardi 8 juin à Paris, pour réclamer une reconnaissance de leur spécialité au niveau master, se rassemblant devant le ministère de la santé avant d'envahir brièvement en fin d'après-midi le Quai d'Orsay.

A l'appel de SUD, de la CGT et des collectifs organisés dans les hôpitaux, les infirmiers, rejoints par leurs collègues des blocs opératoires, ont débuté la manifestation dans une ambiance bonne enfant, en tournant autour de l'arc de Triomphe.

Mais l'ambiance s'est tendue lorsque les manifestants, venus de toute la France, se sont rendus devant le ministère de la santé, où les forces de l'ordre ont procédé à des tirs de gaz lacrymogène et interpellé plusieurs personnes. Lors de leur dernière journée d'action, le 18 mai, ils avaient déjà bloqué pendant cinq heures la gare Montparnasse.

Roselyne Bachelot, la ministre de la santé et des sports, a regretté "les violences inacceptables commises en marge de la manifestation", les jugeant "indignes de professionnels de santé qui sauvent des vies au quotidien". "Des projectiles ont notamment été lancés contre la façade du ministère, mettant en danger de manière avérée la sécurité des agents travaillant à l'intérieur des locaux", a-t-elle précisé.

Alors que le ministère de la santé devait être le lieu de dispersion de la manifestation, quelques centaines d'infirmiers se sont ensuite rendus devant le Quai d'Orsay, dont ils ont brièvement envahi l'enceinte. "Nous avons demandé à être reçus parce que cela fait trois mois qu'on attend en vain que Bachelot nous reçoive", a déclaré Jérôme Guy, infirmier anesthésiste de SUD venu de Bretagne.

Vers 19 h 30 la délégation est ressortie accompagnée de Pierre Lellouche et Bernard Kouchner, affirmant qu'elle allait maintenant être reçue à Matignon par le conseiller social de Fillon. "Nous ne sommes pas encore dans une série de négociations, nous attendons de voir ce qui nous sera proposé", a expliqué Damien Guillou, membre de la délégation,

Les 7 500 infirmiers anesthésistes en France suivent cinq ans d'études : trois en formation initiale pour le diplôme d'Etat puis après deux années d'exercice du métier, deux nouvelles années de formation.

---

## **Grève et manifestation des agents du Pôle emploi le 8. (titre de LdC) (09.06)**

### **Lemonde.fr et AFP - 08.06**

Près de 19 % des agents du Pôle emploi selon la direction, 25 % selon les syndicats, se sont mis en grève, mardi 8 juin, à l'appel de quatre syndicats en colère contre les conditions de travail. Le but : envoyer "un avertissement fort au gouvernement". Depuis la création du Pôle emploi, en janvier 2009, les agents se heurtent à une explosion de la charge de travail liée au nombre croissant de demandeurs d'emploi et aux dysfonctionnements générés par le regroupement de l'ANPE avec les Assedic.

Etat des lieux des principaux problèmes que rencontre le Pôle emploi.

- La grève du 8 juin Le "mal-être grandit" au Pôle emploi en raison d'une charge de travail excessive, d'une "perte de sens" due à la fusion et de perspectives de réductions d'effectifs, selon les quatre syndicats appelant à la grève. L'appel à une grève reconductible a été lancé par le SNU-FSU (premier syndicat), la CGT, SUD et le SNAP pour "soutenir et amplifier les nombreuses actions locales des dernières semaines contre la dégradation des conditions de travail et la précarité", ont indiqué ces quatre syndicats.

- Le système informatique

Dernier problème en date : le nouveau système informatique unifié, dont la direction a suspendu mercredi dernier le déploiement pour éviter un blocage, qualifié de "superbug" par les grévistes. L'objectif du nouveau système, baptisé "Neptune", est d'unifier le travail des ex-agents ANPE et Assedic. Il est testé depuis plusieurs mois mais "il y a des incidents" selon la direction : "Dans les quelques régions test, notamment Aquitaine et Poitou-Charentes, les utilisateurs sont susceptibles de buter sur une durée anormale de connexion au poste de travail et le chargement incomplet du profil utilisateur."

Commentaires des agents postés sur le forum de discussion interne non officiel : "Neptune, c'est l'horreur !! une galère au quotidien (...)", "C'est dingue de penser qu'on a pu se faire livrer un truc pareil (...)", "Toutes et tous en grève le 8 juin pour enfin se faire entendre et arrêter d'être méprisés".

- Le statut des salariés

Environ 30 % du personnel du Pôle emploi issu de l'ancienne ANPE a renoncé à son statut de droit public. Ces quelque 8 600 personnes sont devenus personnels de droit privé, comme leurs collègues issus des Assedic ou les nouveaux recrutés. Le rattachement des anciens personnels de l'ANPE au statut privé leur permet d'augmenter leur salaire brut annuel de près de 20 %. Mais ils renoncent ainsi à certaines garanties qui les mettaient notamment à l'abri d'une perte d'emploi ou de décisions arbitraires en matière de mutation, promotion et

déroulement de carrière.

- Plus de chômeurs, moins d'agents

Selon un bilan diffusé par le Pôle emploi mardi 1er juin, le nombre de chômeurs indemnisés a atteint 2,57 millions en avril, soit une hausse de 9,1 % par rapport à avril 2009. Si l'on ajoute les bénéficiaires d'allocations de formation et de préretraites publiques, l'augmentation dépasse les 10 %. Le nombre de personnes en formation ou en conversion indemnisées par le Pôle emploi a bondi de 32,8 % en un an. Les syndicats s'inquiètent donc des réductions d'effectifs – 800 par an dès 2011 – annoncées par le gouvernement dans le cadre du plan d'économies budgétaires.

- Un "nouveau France Telecom"

Travail trop intense, ordres contradictoires, doutes sur le management : les salariés du Pôle emploi sont stressés et l'ont exprimé dans le cadre d'une enquête interne remise début janvier au directeur général, Christian Charpy. Durant le seul mois de décembre 2009, cinq tentatives de suicide ont eu lieu sur le lieu de travail, trois en Ile-de-France et deux en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elles font suite à un premier suicide à Saint-Quentin (Aisne) en mars.

Les retours témoignent d'une situation de travail difficile. Plus de 70 % des agents se plaignent que "la quantité de travail est excessive", 61 % qu'ils "reçoivent des ordres contradictoires". La quasi-totalité, soit 90 % d'entre eux, indiquent qu'il faut travailler "vite", "intensément", que les "tâches sont souvent interrompues avant d'être achevées, nécessitant de les reprendre plus tard".

- La démission du médiateur

Le gouvernement souhaite que le Pôle emploi ait "dans les plus brefs délais" un nouveau médiateur national chargé de traiter les réclamations individuelles, après la démission surprise de Benoît Genuini. Ce dernier, un proche de l'ex-haut commissaire aux solidarités actives, Martin Hirsch, a démissionné le 15 avril parce que le Pôle emploi "n'accordait pas assez d'importance à ce qui, par son intermédiaire, remontait du terrain, c'est-à-dire des chômeurs".

Aucune des deux propositions faites à la direction pour améliorer le service rendu "n'ont reçu un début de réponse", selon lui. L'une portait sur la qualité des courriers envoyés aux demandeurs d'emploi. L'autre sur les conditions dans lesquelles l'allocation chômage peut être suspendue pour suspicion de fraude, parfois par erreur et sans préavis, avec des conséquences potentiellement très graves pour la personne.

---

## **Le sens de notre départ du Parti communiste. (09.06)**

### **Le Monde - 08.06**

François Asensi et Patrick Braouezec, députés de Seine-Saint-Denis et Jacqueline Fraysse, députée des Hauts-de-Seine.

Militants communistes depuis de nombreuses années, nous quittons aujourd'hui, après tant d'autres, le Parti communiste français. Nous ne rompons pas avec l'espoir et l'action pour transformer la société et pour une véritable alternative politique à gauche, ni avec les adhérents de ce parti. Simplement, un monde politique meurt, dont le PCF est l'un des héritiers, un autre tarde à naître, dont nous souhaitons favoriser l'éclosion.

Nous voyons de nombreux signes de cette décomposition-recomposition. Le fossé entre les citoyens, le système de représentation et les institutions est devenu un abîme, mais il ne signifie pas un désintérêt pour la politique. Les mouvements de résistance à la marchandisation de tout sont en même temps en difficulté et puissants : ils cherchent des issues nouvelles. Les syndicats savent qu'ils doivent repenser leurs rôles, sous peine de se contenter de peu. La pensée critique et le rejet du capitalisme ont pris de la force, rompant avec des années de toute-puissance idéologique des conservateurs.

Des modes de vie et des solidarités alternatives se frayent des chemins, redéfinissent le vivre ensemble dans une alchimie nouvelle entre la personne et le monde, entre communautés et classes sociales. Des expériences sont en cours, par exemple avec la jeune Fédération pour une alternative sociale et écologique. Certes, rien n'est simple et sans doute le chemin sera-t-il long, sinueux, tâtonnant, mais le pouvoir n'a pas réussi à annihiler les aspirations à l'épanouissement ni la quête d'émancipation.

Quels que soient nos parcours singuliers, nous avons longtemps plaidé pour une transformation du PCF, sans cesse promise et toujours ajournée. Nous avons espéré qu'il saurait un jour réinventer des formes de politisation populaire, en nous rappelant que ce sont elles qui ont fait sa force d'autrefois. Plombé par une conception dépassée de la politique et par une matrice d'organisation archaïque, cet espoir fut vain, et même pire lors de l'élection présidentielle de 2007, où sa direction a délibérément choisi l'isolement mortifère contre l'aspiration unitaire des

antilibéraux à donner une suite à la victoire du non lors du référendum sur le traité constitutionnel européen. A ce moment s'est imposé à nous le sentiment définitif d'un immense gâchis, amplifié par l'expérience de tant d'occasions manquées.

Nous voilà convaincus des carences des formes d'organisations politiques du XXe siècle. Toutes sont confrontées à une nécessaire refondation de leur projet politique. Toutes dépérissent d'une pratique de la politique qui consiste à considérer les citoyens comme autant de réceptacles à bonne parole.

## LA RELANCE D'UNE POLITIQUE D'ÉMANCIPATION EST POSSIBLE

Un nouvel âge de la politique suppose de s'appuyer sur les aspirations des citoyens à décider de leur vie et de dynamiser les barrières funestes entre la politique, le mouvement social et le monde des idées. C'est d'ailleurs ce que nous demandons au Front de gauche et aux forces éparpillées de la gauche de transformation de considérer sérieusement : la dynamique ne peut naître que d'une novation tant sur la visée et les contenus d'une alternative que sur la nature et les formes de l'action politique.

Nous sommes interrogés sur l'avenir de notre engagement. Au moment où le capitalisme met en crise la société mondiale - du défi climatique à la crise financière, du démantèlement annoncé des droits sociaux au maintien de politiques étrangères impérialistes et guerrières -, nous sommes convaincus que la relance d'une politique d'émancipation est possible.

Au moment où les populations des villes populaires, où nous habitons et où nous sommes élus, sont stigmatisées et discriminées comme jamais, où l'on comprend que le pouvoir entend gouverner, s'il le faut, par la peur et par la force, nous pensons pour notre part que dans les banlieues s'invente, se construit le monde de demain.

Notre parti pris est de défricher de nouveaux chemins citoyens, et non d'accepter les dogmes de la démission sociale-libérale : par l'invention de nouveaux rapports entre les mouvements de la société - mouvement des idées, mouvements sociaux, pratiques émergentes dans les quartiers populaires et dans le monde rural... - et la politique. Il s'agit d'associer lutte pour l'égalité et révolution démocratique.

Voilà pourquoi nous allons indissociablement continuer autrement notre engagement communiste et travailler, sans esprit de boutique, dans les différents espaces-passerelles de la gauche d'alternative - que nous voulons ouverts, évolutifs, transitoires - au métissage des cultures communistes, socialistes, écologistes et libertaires. Cela suppose de dépasser le centrage exclusif de la vie politique sur la compétition électorale, tout en considérant que les moments électoraux peuvent contribuer à exprimer et faire vivre de nouveaux possibles. C'est ainsi que nous concevons notre contribution à la victoire d'une gauche transformée aux prochaines échéances.

Nous ne savons pas quelles seront demain les formes par lesquelles une alternative politique deviendra populaire et, parce que populaire, incontournable et victorieuse, ni comment naîtra la grande force politique de transformation sociale et écologique qui fait aujourd'hui défaut. Nous savons que nous en serons.

---

## **L'UMP veut reconquérir les classes moyennes . (09.06)**

### **LeMonde.fr - 08.06**

C'est la grande idée de Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'emploi : "Les classes moyennes seront la clé de l'élection présidentielle de 2012". le benjamin du gouvernement, qui vient de lancer son club de réflexion, baptisé "Droite sociale", travaille à un rapport sur ce sujet, qu'il doit remettre mardi 8 juin au bureau politique de l'UMP.

Selon Laurent Wauquiez, interrogé le même jour par Les Echos, "depuis une vingtaine d'années, les plus riches ont profité de la mondialisation et les plus pauvres ont bénéficié très fortement du système social : les perdants, ce sont les classes moyennes".

Le secrétaire d'Etat à l'emploi souhaite revaloriser ces classes avec deux mesures phares : financer les études de leurs enfants à l'aide de prêts à coûts réduits et aménageables dans la durée ; et aider ces ménages à accéder à la propriété. Il propose en outre de remettre à plat le mode de calcul des aides sociales en ne se basant plus sur l'impôt sur le revenu, un critère qu'il juge non pertinent.

Le jeune membre du gouvernement Fillon a-t-il trouvé la clé d'une victoire de l'UMP en 2012 ? Pour Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département "Politique et opinion" de l'IFOP, c'est possible, à condition de s'entendre sur ce que sont ces "classes moyennes".

### **"L'IMPRESSION DE PAYER POUR TOUT ET DE NE RIEN TOUCHER"**

Laurent Wauquiez les définit comme les ménages se situant entre 1 400 et 4 500 euros de revenus moyens."Ça fait beaucoup de monde", explique Jérôme Fourquet, pour qui cette notion a une pertinence essentiellement au niveau du vécu individuel. "Les gens qui se voient comme des 'français moyens'" se reconnaissent dans l'expression classe moyenne.



Pour le politologue, Laurent Wauquiez vise "ceux qui sont trop pauvres pour profiter du bouclier fiscal, mais trop riches pour bénéficier de prestations sociales". Selon lui, il est exact que ces catégories de Français "ont le sentiment d'être les éternels oubliés" : la droite a tendance à mener une politique de baisse d'impôts pour les riches, la gauche privilégiant les catégories les plus pauvres. "C'est une classe qui a l'impression de payer pour tout et de ne rien toucher", estime-t-il.

## RENOUVEAU DU FN

La recherche d'adhésion des "classes moyennes" à une politique n'est pas nouvelle. Valéry Giscard d'Estaing en avait fait l'alpha et l'oméga de son positionnement, qui visait à convaincre "deux français sur trois", cette fameuse "majorité silencieuse". La campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy s'adressait également à eux, même si, en vantant dans ses discours la "France des usines", qui "se lève tôt et travaille dur", il cherchait aussi à convaincre les classes populaires.

Les ouvriers et employés ont, les premiers, pris leurs distances avec le chef de l'Etat, suivi par les classes moyennes les plus défavorisées. "Ils avaient voté pour le 'travailler plus pour gagner plus, pour une rupture dans le corpus idéologique, la dénonciation de mai 1968 ou de la repentance, ils ont été déçus". Ce qui explique en partie le renouveau électoral du Front national.

Reste qu'à droite, il paraît difficile d'articuler une politique d'aide aux classes moyennes avec la rigueur. C'est pourquoi, estime Jérôme Fourquet, cette politique doit être mise en place "maintenant et pas en 2012", sans quoi les critiques socialistes sur le bilan du quinquennat pourraient bien "obérer les propositions" de l'UMP.

---

## Retraite : les fonctionnaires pourraient cotiser plus. (09.06)

### Lefigaro.fr - 08.06

Le gouvernement refuse de confirmer le relèvement du taux de cotisation des fonctionnaires. Il dévoilera l'ensemble de son projet de réforme des retraites le 15 juin prochain.

Le ministère du Travail campe sur sa position. Malgré les nouvelles fuites concernant la réforme des retraites ce mardi, les équipes d'Eric Woerth affirment que le projet de réforme du gouvernement ne sera pas dévoilé avant la semaine prochaine entre le 15 et le 20 juin. Comme l'a répété lundi soir ministre du Travail, sur le plateau du Talk Orange-Le Figaro, rien ne serait décidé... Au ministère on précise même que la décision finale revient au chef de l'Etat qui ne se prononcera qu'en début de semaine prochaine. Pas question donc de confirmer la rumeur d'une hausse des cotisations des fonctionnaires révélée par l'AFP, et déjà évoquée fin mai par Le Figaro.

### Trois milliards d'euros

Cette taxe salariale est pourtant dans le collimateur du gouvernement. Actuellement fixée à 7,85% dans le public contre 10,55% dans le privé, sa réforme au nom de «l'équité» est l'une des pistes privilégiées. Georges Tron, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, s'était d'ailleurs récemment interrogé: est-ce «équitable, normal, que pour avoir une retraite qui est à peu près d'un montant équivalent, on paye trois points de plus dans le privé que dans le public», avait-il affirmé.

Par ailleurs, le Conseil d'orientation des retraites (COR), - qui rassemble syndicats, patronat et experts, parlementaires et représentants de l'Etat - avait estimé que le relèvement d'un point de cotisation retraite des fonctionnaires rapporterait 720 millions d'euros. Toujours selon les mêmes sources, le gouvernement espérerait tirer du relèvement du taux quelque 3 milliards d'euros.

### Journée d'action le 15 juin

Même non confirmée, la nouvelle rumeur est donc prise très au sérieux, notamment par les syndicats, échaudés par la fuite organisée début juin concernant le report de l'âge de la retraite. «C'est un sujet sur lequel le gouvernement avait très envie de bouger», précise Force Ouvrière (FO). Le troisième syndicat de la fonction publique n'était «pas complètement fermé» mais «ce qui ne va pas c'est que le gouvernement nous a dit qu'il ne compenserait pas la perte des rémunérations», souligne Anne Baltazar. Au final c'est «une baisse du salaire des fonctionnaires qui s'annonce», poursuit-elle. Le syndicat, qui fait bande à part et ne s'était pas joint à la manifestation du 27 mai dernier, appelle à une journée d'action le 15 juin.

### Précision d'un internaute.

Ce gouvernement ment par omission ! Un fonctionnaire cotise effectivement à 7,85% et le privé à 10,55% (dont 0,10% de sur-cotisation temporaire). Mais ces deux chiffres ne recouvrent pas la même réalité.

Un salarié du privé en maladie ou au chômage ne cotise pas pour la retraite mais ces périodes "indemnisées" lui donnent quand même des trimestres. Un fonctionnaire sans emploi n'est pas payé mais n'est pas considéré comme étant en chômage : il est en disponibilité et ces périodes ne lui donnent aucun trimestres. En maladie, il continue de percevoir un salaire plus ou moins diminué selon la durée de la maladie. Comme c'est un salaire, il continue à cotiser 7,85% pour la retraite.

Conclusion : pendant ses 41 ans de carrière, quelque soit sa situation le fonctionnaire cotise 7,85%, alors que dans le salarié du privé cotise 10,55% seulement sur les périodes où il perçoit un salaire, toutes les autres périodes génèrent des trimestres gratuits. La différence entre les deux taux de cotisation s'explique par cette "assurance" que se paient les salariés du privé pour financer les accidents au cours de la carrière (chômage/maladie). Vouloir aligner les taux du public et du privé au titre de "l'équité" relèvent clairement de la duperie.

---

## **Le banquier du PS préconise à Sarkozy de nous saigner à blanc. (09.06)**

### **Reuters - 08.06**

La commission Attali sur la croissance propose un effort massif d'économies en trois ans pour amorcer le redressement des finances publiques françaises.

Selon elle, l'effort budgétaire à consentir est au minimum de 65 milliards d'euros sur les années 2011-2012-2013, soit plus d'une vingtaine de milliards par an.

"Si le taux de croissance (du PIB) est à 2,5% pendant cette période, il faut trouver 60 milliards d'euros cumulés sur trois ans d'ici 2013, et si notre croissance est d'un point de moins, il faut mettre 10 milliards de plus par an", a expliqué Jacques Attali lors de la présentation du pré-rapport à la presse.

Lors d'une émission sur le site internet du Figaro, il a même estimé que ce "plan catastrophe" devrait consister en un effort budgétaire de 100 milliards euros en trois ans.

Il faudrait un budget plus équilibré, dit Jacques Attali : "Ça peut être des privatisations massives ou ça peut être des augmentations massives d'impôts. Ce sera le grand débat politique de 2012" pour l'élection présidentielle.

Elle estime que sans "changements volontaristes", la croissance française ne dépassera pas 1,5% par an pendant la décennie 2010-2020. Pour Jacques Attali, elle pourrait s'établir "entre 1,0% et 1,5% par an, soit moins qu'avant la crise". (Reuters 08.06)

Voilà le programme de l'UMP et du PS pour 2012, au moins cela a le mérite d'être clair.

Vous aurez remarqué qu'Attali fait le lit de Sarkozy, on pourrait ajouter que c'est son candidat pour 2012, lui ou Strauss-Kahn, existerait-il une différence entre les deux ?

---

## **Grève maintenue sur les autoroutes du Nord et de l'Est. (10.06)**

### **Merofrance.com - 09.06**

L'Intersyndicale de la Sanef maintient son appel à la grève pour vendredi. Des perturbations sur le réseau autoroutier du Nord et de l'Est sont à prévoir.

L'Intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-CNSF-FO-Fat UNSA de la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (Sanef), sera en grève ce vendredi.

"Aucune proposition n'a été avancée", commente Frédéric Minet délégué syndical CFTC, après la réunion de mardi entre les syndicats et la direction de la Sanef - filiale du groupe espagnol Abertis - "nous maintenons donc la grève pour vendredi".

Les syndicats, qui réclament une revalorisation salariale et la sauvegarde des emplois, estiment que 60 à 70 % du personnel devrait suivre le mouvement. D'importantes perturbations sont à prévoir sur l'ensemble des grands axes autoroutiers du Nord et de l'Est. "Nous allons créer un bouchon artificiel", explique Frédéric Minet, "les véhicules seront au ralenti et les péages gratuits".

Ralentissements donc, dès vendredi 04h00 sur l'A1 entre Paris et Lille, l'A2 en direction de la Belgique, l'A4 entre Paris et Strasbourg, l'A16

entre Paris et Boulogne-sur-Mer et enfin l'A26 entre Calais et Reims. La grève devrait être maintenue jusqu'à samedi 04h00.

Une reconduction du mouvement est prévue les 18 et 26 juin prochains. "Si la direction entend nos revendications d'ici là, nous lèverons le mouvement". Dans le cas contraire, la grève pourrait alors impacter les grands week-ends de départs en vacances.

---

## **Clemessy paralysé par une grève nationale suite à un changement de président. (10.06)**

### **AFP - 07.06**

Les quelque cent sites en France de l'entreprise Clemessy (équipements électriques pour l'industrie, groupe Eiffage) ont tous été paralysés lundi par une grève suivie par plus de 80% des 5.000 salariés, a-t-on appris de source syndicale.

---

## **Le service France de l'agence AP en grève. (10.06)**

### **Challenge.fr - 03.06**

Les journalistes protestent contre la suppression d'un quart de leurs effectifs.

Pour la deuxième fois en deux semaines, le service francophone de l'Associated Press (AP), qui représente environ 80 salariés, était en grève, jeudi 3 juin. "La grève, votée à l'unanimité en assemblée générale, est une réponse à la décision de la direction de réduire les effectifs du seul service français", a indiqué dans son communiqué une intersyndicale SNJ-CFDT. Service fermé de 21h00 à 6h00

Les journalistes de l'agence de presse protestent contre le refus de la direction de renouveler, à compter du 1er juin, les CDD, qui représentent entre un quart et un tiers des journalistes de la rédaction parisienne. "Pour pallier le sous-effectif, la direction a décidé de fermer notre service de 21h à 6h [...] L'actualité, elle, ne s'arrête pas. Ces derniers jours, c'est sur cette tranche horaire qu'ont été annoncées, par exemple, la mort de l'artiste Louise Bourgeois et l'ouverture d'une enquête pénale américaine sur la marée noire dans le golfe du Mexique", a souligné la rédaction. Plan de sauvegarde de l'emploi

Il y a plus de six mois, "la direction a ouvert un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)", poursuit l'intersyndicale. Mais aujourd'hui, elle "n'est plus en mesure de le mener à son terme", car, "entre-temps, elle a laissé s'échapper la solution de reprise censée sauvegarder la totalité des emplois".

"La direction se heurte à la détermination sans faille de la rédaction qui, par cette nouvelle mobilisation massive, lance un avertissement aux dirigeants d'AP à Paris et New York", conclut le communiqué.

---

## **Montpellier: 10e jour de grève dans une dizaine de cliniques privées. (10.06)**

### **Lepoint.fr et AFP - 03.06**

Les personnels de dix cliniques privées de l'agglomération de Montpellier, dépendant de quatre groupes différents, ont poursuivi jeudi, pour le 10e jour consécutif, leur grève pour des augmentations de salaires, un conflit qui menace l'activité de certains établissements.

Les grévistes réclament une augmentation de 10% de la valeur du point, arguant que les groupes propriétaires des cliniques sont tous bénéficiaires alors que les salaires dans les cliniques privées sont inférieurs de 20 à 30% à ceux du secteur public, selon la CGT.

Des négociations se sont engagées dans la plupart des groupes, dont OC Santé, qui contrôle six des dix cliniques touchées par le mouvement de grève. Mais les propositions de revalorisation salariale restent en deçà des revendications, ont fait valoir des délégués syndicaux lors d'une assemblée générale des grévistes, jeudi, a constaté un journaliste de l'AFP.

Lors de cette assemblée générale, des banderoles avaient été déployées, proclamant: "Notre combat, c'est aussi votre santé" ou "+ pour nos salaires, - pour vos actionnaires".

Une délégation a été reçue jeudi par le préfet de l'Hérault, Claude Baland, qui a proposé au Pr Henri Pujol, ancien directeur du Centre

régional de lutte contre le cancer et ancien président de la Ligue nationale contre le cancer, d'être médiateur dans ce conflit.

"On souhaite tous que ce conflit prenne fin car la situation devient de plus en plus tendue et il y a des risques de santé publique", a déclaré le préfet lors d'un point de presse qu'il a tenu avec Martine Aoustin, directrice de l'Agence Régionale de Santé (ARS), après avoir reçu la délégation.

Pour garantir l'accès aux soins et la sécurité des patients, le préfet procède à des réquisitions de personnels, de l'ordre de 140 à 150 chaque jour.

Toutefois, selon Mme Aoustin, des services entiers étaient fermés jeudi soir dans certaines cliniques, une parmi les 10 étant "quasiment fermée". Des patients ont été redirigés vers d'autres établissements. Mais sont maintenus dans les cliniques les patients en réanimation, les patients intransportables ou en état végétatif chronique et certains patients en psychiatrie. Les urgences lourdes sont redirigées vers le CHU de Montpellier.

Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a apporté jeudi son soutien aux grévistes, "pour la lutte exemplaire qu'ils mènent depuis plus d'une semaine".

"Toutes les tentatives d'intimidation voire de menaces et les entraves au droit de grève n'ont pas pu affaiblir leur détermination pour obtenir leur juste revendication de + 10 % du point d'indice, face à un patronat qui préfère ménager les intérêts des actionnaires", dit un communiqué de la CGT.

---

## **Polynésie: préavis de grève générale à compter de jeudi. (10.06)**

### **Lepoint.fr et AFP - 05.06**

Des préavis de grève à compter de jeudi ont été déposés "dans 700 à 800 entreprises" de Polynésie française, a-t-on appris auprès du "Collectif pour la paix", qui regroupe 11 des plus importants syndicats locaux, dont ceux de la fonction publique.

Si les négociations n'aboutissent pas, cette grève générale prendra effet le jeudi 10 juin à 0H00, pendant les épreuves du baccalauréat.

Les revendications sont nombreuses, mais surtout liées à la crise. "Nous avons perdu plus de 9.000 emplois en deux ans, l'économie est en train de s'effondrer, il y aura bientôt 70.000 Polynésiens en-dessous du seuil de pauvreté", a déclaré à l'AFP Patrick Galenon, porte-parole du collectif.

"L'Etat réduit leurs pensions de retraite aux fonctionnaires, qui assurent 71% du PIB, l'armée s'en va : la France est en train de se désintéresser financièrement de la Polynésie", a-t-il ajouté.

Le vice-rectorat et le ministère local de l'Education ont assuré par communiqué que "toutes les épreuves d'examens seront maintenues aux dates et heures fixées (...). Les personnels de surveillance et de correction feront l'objet d'une réquisition en tant que de besoin".

Les deux principales organisations patronales, le CEPF et la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, ont dit comprendre les inquiétudes des salariés, mais ne soutiennent pas le mouvement de grève.

"Le respect des engagements signés par l'Etat", notamment sur les retraites des fonctionnaires, figure parmi les principales revendications. Le collectif demande aussi à Paris de "rembourser" les dépenses de santé des vétérans du nucléaire pour les maladies radio-induites.

Avant l'entrée en vigueur de la loi Morin, le collectif estimait ces dépenses à 28,5 milliards de francs CFP (239 millions d'euros) pour la Caisse de Prévoyance sociale, équivalent de la Sécurité sociale en Polynésie.

Le collectif demande aussi au gouvernement polynésien de reverser au fond de retraite de la Caisse de Prévoyance sociale les 15 milliards de francs CFP (126 millions d'euros), "prélevés pour combler le déficit de l'assurance maladie".

---

## **Ces communistes qui quittent le PCF. (10.06)**

### **Libération.fr - 10.06**

Habituellement, ces départs-là se font sur la pointe des pieds. Pour une fois, ils ont décidé de quitter le PCF, «collectivement» et par un grand claquement de porte. A une semaine du 35e congrès prévu du 18 au 20 juin, ils sont 200 «communistes unitaires», lassés de batailler depuis des années avec la direction, qui ont décidé de rendre leur carte.

«La fin d'une époque, d'un monde communiste», dit sans nostalgie, Gilles Alfonsi, un des animateurs des Communistes unitaires. «Cela fait vingt-six ans qu'on essaie de changer le parti de l'intérieur: il y a eu des avancées et tout de suite après, des replis sur soi, rappelle le député de Seine-Saint-Denis, Patrick Braouezec, figure des fondateurs. C'est un constat d'échec, mais aussi une perspective d'avenir.»

«Incapacité à changer son fonctionnement, à produire des idées» selon Alfonsi, «entêtement du PCF à parler à la place des gens» explique Pierre Zarka, autre unitaire. Structure recroquevillée, déconnectée des réalités, un «poids dans l'espace public marginal»: ils ont longtemps cru pouvoir faire sauter ces verrous. «Aujourd'hui, ce mouvement n'est plus possible de l'intérieur», tranche Roger Martelli, l'historien communiste et fondateur, lançant un «cri d'alarme» à toute la gauche radicale.

La création, fin 2008, du Front de gauche avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et Gauche unitaire (ex-NPA) de Christian Picquet, n'a pas suffi à les convaincre de rester. La veille, la numéro 1 communiste, Marie-Georges Buffet, et ses partenaires se sont rencontrés, trois mois après les régionales, pour réactiver le Front de gauche: ils ont proposé la mise sur pied d'un «comité de liaison du programme partagé» et la possibilité de rejoindre directement le Front de gauche sans adhérer à l'une des formations qui le composent.

«On défriche»

«Le Front de gauche a un avenir à condition que ce ne soit pas un tête-à-tête, il faut une autre composante qui soit citoyenne», estime Bernard Calabuig, aussi «démissionnaire». «Ce ne sont que deux appareils réunis entre eux», juge Braouezec tandis que la députée des Hauts-de-Seine Jacqueline Fraysse déplore que «le PCF [ait] créé un Front de gauche petit bras».

Mais partir pour aller où? «On ne quitte pas le PCF pour prendre une retraite mais pour investir d'autres espaces», promet Calabuig. Le texte cosigné par ces 200 élus et anciens membres du conseil national du PCF qui se disent «toujours communistes», s'intitule d'ailleurs «Nouveau départ». La suite de l'aventure est un flou assumé: «On est des chercheurs de formes nouvelles, on défriche», décrit Jacqueline Fraysse.

Les discussions devraient continuer avec l'aile gauche du PS, Europe Ecologie, le Parti de gauche, et espèrent-ils, avec le PCF et le NPA. Mais pas question de résigner pour un parti dont tous considèrent la «forme dépassée». Nombre de démissionnaires vont rejoindre la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), association dont les rénovateurs sont déjà membres aux côtés de Clémentine Autain et les Alternatifs, et comptent lancer des «Etats généraux de la transformation sociale et écologique».

Quant au congrès du week-end prochain, ils n'en attendent rien. La direction, qui avait lancé un appel pour persuader ses membres sur le départ de rester, pleure «des larmes de crocodile, mais au bout du compte, elle se dit que c'est bien que ces emmerdeurs aient débarrassé le terrain», lâche Martelli.

---

## **Braouezec (PCF) répond à des questions sur le blog du Monde.fr. (10.06)**

### **Lemondé.fr - 10.06**

Oulianov : Pourquoi quitter le PCF maintenant après un combat interne de plus de 20 ans?

Patrick Braouezec : Parce que je pense qu'on est arrivé au bout de ce combat, qu'il a peut-être même duré trop longtemps. Aujourd'hui, nous sommes plusieurs à faire le constat qu'il est impossible de transformer de l'intérieur le Parti communiste français.

Guillaume : Pourquoi et comment êtes-vous entré au PCF ?

A la suite d'un voyage en Allemagne de l'Est en 1972, la grande période du programme commun. J'y étais allé dans le cadre d'un symposium d'enseignants, et ce que j'avais observé à l'époque, dans les rencontres que j'avais eues avec des enseignants est-allemands, m'avait enlevé les dernières réserves par rapport à mon adhésion au PCF. C'était de plus dans une période où la dynamique unitaire était très forte et où je voulais peser dans le rapport de force avec le Parti socialiste.

Relique : Qu'espérez-vous avec ce départ ?

Ouvrir un nouvel espace politique, non pas pour en rajouter à l'émiettement à la gauche de gauche, mais pour tâcher d'être une charnière ou une passerelle entre les différents mouvements, partis, associations, courants, forces inorganisées qui souhaitent une alternative et qui désespèrent de l'émiettement qui non seulement s'est structuré durant la dernière période, mais dont on ne voit pas ce qui pourrait aujourd'hui l'enrayer.

J'ai comme souci principal de faire en sorte que les couches populaires, celles qui se sont massivement abstenues lors des deux derniers scrutins, puissent trouver un espace politique qui les réconcilie, justement, avec la politique.

Stéphane Fouéré : Bonjour Patrick, que réponds-tu à des communistes refondateurs comme moi qui décident malgré tout de rester à l'intérieur du PCF ?

Je respecte cette position, d'abord parce que d'autres auraient pu me faire le même reproche il y a dix ans, cinq ans ou deux ans, puisque j'y étais moi-même resté. Néanmoins, je pense, Stéphane, que d'ici peu tu feras sans doute le même constat, à savoir qu'aujourd'hui, le PCF, mais aussi le NPA, le Parti de gauche, sont plutôt des obstacles au rassemblement de la gauche de gauche dont nous avons besoin, plutôt qu'un atout.

Jozié : Pourquoi quitter le PCF alors qu'il est actuellement engagé dans la dynamique du Front de Gauche qui est un début de réponse à vos espoirs d'unité à gauche ?

Parce que je considère qu'il n'y a pas de dynamique de Front de gauche, il existe un cartel d'organisations - le PCF, le Parti de gauche - qui a sauvé les apparences lors des deux derniers scrutins, mais n'a pas créé la dynamique souhaitée. Sauf dans des régions où la dynamique des militants de base a prévalu sur les logiques d'appareil. Je pense notamment au Limousin, à la Corse, avec les résultats que l'on connaît.

Là où la dynamique des militants de base a prévalu sur les calculs d'appareil, on peut considérer que le Front de gauche élargi a effectivement été dynamique.

Salah : Soutiendriez vous une candidature Mélenchon ?

La question est à mes yeux mal posée, car avant de savoir si je soutiendrais, moi et d'autres, telle ou telle candidature, il faut d'abord élaborer un projet politique qui soit peut-être un programme incluant les élections présidentielle et législatives, projet qui doit être en rupture avec la politique menée par ce gouvernement et qui permette le moment venu de choisir le ou la candidat-e qui saura le mieux incarner ce projet.

Relique : Sur quelles valeurs voulez-vous vous appuyer pour faire cette "charnière" entre les partis, associations etc ... ?

Je suis assez proche des propos tenus deux fois dans ce même journal, Le Monde, la première au mois de janvier et la deuxième il y a quelques jours, par Edgar Morin. Je suis comme lui convaincu qu'on est dans une période de métamorphose profonde et qu'il faut faire l'éloge de cette métamorphose.

Et d'autre part, convaincu qu'un projet de gauche de gauche devra faire l'articulation entre le socialisme, le communisme, l'écologie et le mouvement libertaire. C'est autour des valeurs portées par ces quatre grandes familles de la gauche que l'on pourra construire une alternative politique de rupture.

Marcot : Votre nouveau mouvement s'ouvrira-t-il à des nouvelles catégories de Français comme les entrepreneurs, les cadres, les classes moyennes, les salariés qui ne se retrouvent pas toujours dans le discours actuel du PCF ?

C'est difficile de répondre directement à cette question à cause de l'idée de départ sur le mouvement que l'on ferait. Ce qui est certain, c'est que notre vocation c'est de réunir aujourd'hui toutes les forces, toutes les personnes, collectivement organisées ou isolées mais actives dans le mouvement social, quelle que soit leur origine, quelle que soit leur catégorie professionnelle, et qui ont objectivement intérêt à un changement de société.

Je considère aujourd'hui qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts entre un artisan et un travailleur sans papiers. Il y en a plus entre un artisan et un trader.

Florent Ballanfat : N'avez-vous pas le sentiment de laisser tomber ceux qui vous ont élu au conseil national du PCF ?

Je ne pense pas les laisser tomber, d'abord parce que j'abandonne pas le communisme, j'abandonne le parti, et que ceux qui m'ont élu au Conseil national du PCF l'ont fait en toute connaissance de cause, en sachant que notre volonté était de transformer en profondeur ce parti, et que je pense qu'ils feront comme moi le même constat, qu'il n'a pas été possible de le faire.

J'espère d'ailleurs que ces militants communistes qui lors du dernier congrès ont voté pour notre liste nous rejoindront dans les luttes d'abord, et ensuite au sein de l'association des communistes unitaires.

Jean-Pierre Charbonnot : En quelque sorte, il s'agit de créer ou soutenir un mouvement du même type qu'Europe Ecologie qui devra tirer ses boulets que seront le PCF ou le Parti de Gauche comme Europe Ecologie a le boulet des Verts ? Qu'en penses-tu ?

Jean-Pierre - si c'est bien toi -, il y a dans la forme quelque chose de très intéressant dans la construction d'Europe Ecologie. Je n'en partage pas le contenu, ni certains objectifs, mais Europe Ecologie a su prendre en compte les mutations de cette société et les mutations d'organisation et d'appropriation individuelle de la politique.

Je suis dans un état d'esprit qui n'est pas celui d'un revanchard ou d'un amer par rapport au PCF. Comme je suis convaincu que la seule solution est dans le rassemblement de toutes les forces de gauche qui veulent un changement radical, je ne considère personne a priori comme un boulet.

Par contre, je reste convaincu que si d'autres formes d'organisation ne voient pas le jour, les partis dans leur structuration actuelle sont incapables de créer ce rassemblement.

Marcot : Envisagez vous une candidature en 2012 ?

Je crois y avoir répondu : la seule candidature que j'envisage en 2012 est celle qui sera de nature, sur la base d'un projet politique travaillé et élaboré par toute cette gauche de gauche, à peser au sein de l'ensemble de la famille de gauche. Autrement dit, si on reproduit 2007 avec un émiettement des candidatures qui feront dans le meilleur cas entre 1 et 2 %, cela n'a aucun intérêt.

Si on est capable d'avoir une candidature qui tourne autour de 10 %, on voit bien que là, il y a un tout autre intérêt, y compris cette candidature peut imposer au Parti socialiste de ne pas tomber dans les bras d'un centre qui les lui ouvre.

Fred : Quels sont les objectifs et le contenu du programme d'Europe Écologie qui ne vous plaisent pas ?

Pour être très clair et très direct, ce sont ses appels du pied au MoDem, au centre, à tout ce qui aujourd'hui n'est pas dans une démarche de rupture avec le libéralisme. Il y a dans certains propos de Daniel Cohn-Bendit, pour n'en citer qu'un, des contenus qui sont très proches des contenus d'un libéral de droite.

Le dernier week-end a d'ailleurs montré, au-delà des problèmes de personne, qu'il y aura des éclaircissements de contenus à faire au sein d'Europe Ecologie dans le cadre d'une candidature à l'élection présidentielle.

Flob : Que répondez-vous à la demande de Pierre Laurent, numéro deux du PCF, qui souhaite que vous et vos camarades reveniez sur votre décision de quitter le parti communiste français ?

Il est trop tard, Pierre ! On est partis. Donc la question est maintenant de savoir comment on peut continuer à travailler ensemble. Je n'ai aucun doute sur ce qui fait encore convergence de vues entre nous. Je peux l'observer hebdomadairement à l'Assemblée nationale dans les débats que je peux avoir au sein du groupe avec d'autres élus communistes et qui restent au parti. Le débat que nous aurons sans doute à poursuivre, c'est la place du parti au sein d'un rassemblement large.

Je serais tenté de poser une question à Pierre Laurent : est-il prêt à envisager que le parti ne joue pas un rôle central dans un rassemblement de ce type et qu'il joue à égalité avec d'autres forces politiques, y compris avec des mouvements sociaux ?

Fred : De quelles personnes vous sentez-vous proche à gauche ?

Je me sens proche d'abord de tous mes amis qui, comme moi, sont partis aujourd'hui. Je pense à Pierre Zarka, Patrick Jarry, Jacqueline Fraysse, à des militants moins connus comme Gilles Alfonsi, à Roger Martelli et à Lucien Séve. Au-delà de cette petite famille, j'ai beaucoup d'idées partagées comme Clémentine Autain, je l'ai dit, avec Edgar Morin.

Et puis, dans le monde de la recherche, dans le monde universitaire dont on ne se nourrit pas suffisamment à mes yeux des travaux, je pense à Stéphane Beaud, à Bernard Stiegler, et encore à d'autres, comme Alain Badiou...

Jeff : Les gens qui ont quitté le PCF ont mis en avant que le parti était une forme d'organisation politique archaïque. Je trouve cet argument un peu court. En quoi la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) que vous pourriez rejoindre peut-elle être une meilleure organisation politique que le parti ?

Vous avez raison, il faudra en faire la démonstration. Je ne suis pas certain que ce soit aujourd'hui une organisation plus performante. Je pense réellement que nous sommes en période de décomposition des organisations politiques traditionnelles, qui touche toutes les familles politiques, et que la question de la recomposition se pose à tout le monde.

Il est moins simple d'inventer de nouvelles formes d'organisation que de continuer dans des formes dépassées. Mais c'est pourtant le défi que je souhaite relever. Le fossé est tel entre les institutions politiques et les couches populaires et bien au-delà, que ne pas se poser cette question de l'adéquation des organisations politiques n'a, à mes yeux, aucun sens.

Il est bon de rappeler que, lors des deux derniers scrutins, dans les quartiers les plus populaires d'Ile-de-France ou de la région Rhône-Alpes, pas un électeur sur cinq ne s'est déplacé. Sans compter ceux qui ont voté blanc ou nul ou ceux qui ont définitivement décidé de ne pas s'inscrire sur les listes électorales.

C'est la démocratie représentative qui est en jeu. C'est aussi le danger de l'extrême droite qui peut de nouveau se profiler. Il suffit de regarder ce qui vient de se passer aux Pays-Bas.

Marcot : Si DSK était le candidat de la gauche, le soutiendriez vous ?

La réponse est la même que pour Mélenchon. Il n'est pas question pour moi aujourd'hui, et je regrette que vous posiez cette question, que les médias posent souvent seulement, de me prononcer pour telle ou telle candidature.

Travaillons sur un projet de gauche de gauche, dans un premier temps, travaillons avec le Parti socialiste pour qu'au deuxième tour nous puissions partager un programme qui pourrait faire échec à Sarkozy.

Et voyons, ensuite, qui peut incarner le projet de gauche de gauche et le projet socialiste qui pourra être à même de faire converger au deuxième tour ces deux projets.

Chosta : Si vous aviez été désigné tête de liste aux élections régionales en Ile-de-France, auriez-vous quitté le PCF? Sincèrement...

Sincèrement, je ne sais pas. Tout aurait dépendu de la façon dont on m'aurait laissé mener une campagne originale et innovante. Si cela avait été possible, si le résultat avait été à la hauteur de l'attente, je pense que cela aurait de toute manière eu une influence à l'intérieur du Parti communiste et aurait été de nature à le faire bouger par rapport au rôle qu'il doit jouer dans un rassemblement.

Mais si d'aventure je n'aurais été que l'otage d'une campagne menée de manière très traditionnelle, comme cela a été le cas et autour des deux seuls partis qui incarnaient le Front de gauche, je pense que j'en aurais tiré les mêmes conclusions et que j'en serais parti.

---

## **SeaFrance supprime la moitié de ses effectifs . (12.06)**

### **Lefigaro.fr - 12.06**

Au bord du naufrage, SeaFrance a présenté hier un plan de sauvetage prévoyant la suppression de 725 des 1 580 emplois de la compagnie française de ferries transmanche. L'ex-Sealink, actuellement en procédure de sauvegarde, n'avait, dans un premier temps, prévu que 482 départs. «Il fallait trouver un gain de productivité très important, car la compagnie a perdu 15 millions d'euros lors des quatre premiers mois 2010», explique Vincent Launay, directeur général adjoint de SeaFrance. La situation, déjà tendue en raison de la forte concurrence britannique et aussi du tunnel sous la Manche, s'était encore détériorée après le mouvement de grève de quatre jours organisé lors du week-end de Pâques. SeaFrance avait perdu 1,25 million à cette occasion.

### **Apport en capital**

Le nouvel effort demandé à l'entreprise sera sans doute le dernier. Les gisements d'économies sont de plus en plus difficiles à identifier. En effet, SeaFrance n'exploite plus qu'une seule ligne (Calais -Douvre) et n'utilise plus que quatre bateaux dont trois ferries .

«Nous allons optimiser l'emploi du temps du personnel commercial en fonction des jours, des saisons, des rotations, explique Vincent Launay, dans le secteur des services nous n'avons pas besoin que toutes les boutiques et tous les restaurants soient ouverts, alors qu'il n'y a que quelques dizaines de personnes à bord.»

La compagnie SeaFrance s'était placée sous la tutelle du tribunal de commerce de Paris au mois d'avril. Elle demandera prochainement la conversion de la procédure de sauvegarde en redressement judiciaire.

La situation est très délicate : en avril, l'endettement s'élevait à 185 millions pour 0,07 million de fonds propres. L'année dernière la compagnie a perdu 36 millions pour 170 millions de chiffre d'affaires.

Désormais l'avenir de SeaFrance passe par un apport en capital de son actionnaire à 100 %, la SNCF. «Il faudrait environ 190 millions», explique-t-on chez SeaFrance. L'importance du plan de redressement se justifie aussi par la nécessité de convaincre les autorités européennes de la concurrence des efforts entrepris par SeaFrance pour se tirer d'affaire.



## **Roissy : grève des aviateurs. (titre de LdC) (14.06).**

### **Leparisien.fr - 11.06**

Vendredi agité à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle pour les compagnies Air France ou Emirates, principaux clients en kérosène auprès d'Air Fuel. Une grande majorité des cinquante salariés de cet aviateur sont en grève depuis le matin. Conséquence : les 150 vols dont ils devaient assurer le plein sur le tarmac aujourd'hui, dont une centaine d'Air France, ont accusé des retards compris entre une demi-heure et une heure et demie.

«Il n'y a que deux personnes sur cinquante qui travaillent aujourd'hui», assure-t-on à l'intersyndicale CFDT-CGT-CFTC-FO. Pour assurer les vols, les compagnies concernées ont fait appel à d'autres prestataires, GPA et FAS. «On s'organise autrement aussi. Pour un Paris-Nice, on peut faire un plein à Nice qui permette d'assurer un aller-retour», affirme-t-on chez Air France, dont un quart des vols est perturbé.

Des normes de sécurité bafouées

Par leur mouvement, les grévistes veulent exprimer un grand ras-le-bol. «La direction veut faire le maximum de travail avec un minimum de monde. On nous supprime les intérimaires. Quand on devrait être quatre, nous ne sommes plus que deux. On veut des embauches car toucher à l'effectif, c'est toucher à la sécurité», pestent-ils.

«De plus en plus, on nous demande d'avitailer alors que les plateaux-repas et les bagages sont chargés et que les passagers embarquent, explique Christophe Mérandet, délégué syndical CFDT. Comme on fait le plein avec un débit de 3500 litres par minute sous une pression de douze bars, les normes de sécurité imposent qu'il n'y ait personne à moins de trois mètres de nous. Ca devient impossible».

Les grévistes réclament également une prime d'intéressement. «On a zéro, alors qu'il y a plein d'argent dans le pétrole», affirment-ils. Contactée, la direction a refusé de s'exprimer. Le mouvement devrait se poursuivre demain ce qui engendrera les mêmes perturbations.

---

## **A Châteauroux, l'amertume des salariés de Meadwestvaco. (15.06)**

### **Lemonde.fr - 14.06**

On a de la haine, de la rancœur, mais ce n'est pas dans notre intérêt de perdre notre calme." Juché sur des palettes empilées à la hâte en guise d'estrade, Thierry Jambu, élu CGT au comité d'entreprise, tente de s'adresser sereinement aux salariés de l'usine Meadwestvaco à Châteauroux (Indre), propriété d'une multinationale américaine spécialisée dans la production d'emballages.

Tous se retrouvent livrés à eux-mêmes depuis le départ de la direction mercredi 2 juin et l'annonce de la prochaine fermeture du site. Désarmé, le personnel n'a pas trouvé d'autre solution, pour tenter de préserver ses droits, que d'occuper les lieux. Implantée à Châteauroux en 1965, l'usine a déjà connu plusieurs plans sociaux. En 2008, la direction a notamment supprimé 94 emplois dans le cadre d'un plan de sauvegarde de la compétitivité. Une mesure qui a laissé un goût amer aux employés.

"Nous avons signé devant le préfet des accords pour cinq ans pour augmenter notre temps de travail de 20% et baisser nos salaires en échange d'une promesse d'investissement dans une nouvelle machine", explique José Loureiro, délégué CFDT, avant de préciser que la machine n'est jamais arrivée. Aujourd'hui, les salariés accusent la direction d'avoir bafoué ses engagements, ce que confirme la préfecture. "Certains salariés ont cru qu'ils étaient sauvés et ont acheté des maisons", poursuit José Loureiro.

Ils sont plusieurs dizaines ce matin à s'être déplacés à l'usine malgré la pluie pour écouter le compte-rendu de Thierry Jambu. Derrière les grilles fermées, d'énormes rouleaux de carton entravent l'entrée du site. Au milieu du parking désert, quelques palettes finissent de brûler. Sur le sol, des dizaines de cartons d'emballage pour Heineken, Kronenbourg ou Labeyrie, principaux clients de l'usine. "Nous avons décidé de refaire la décoration", plaisantent quelques salariés.

"UNE LIQUIDATION BOURSIÈRE PURE ET SIMPLE"

Installée à l'arrière d'un poids lourd, transformé pour l'occasion en quartier général, l'équipe du matin surveille le "trésor de guerre", du matériel de production, que la direction veut transférer en Allemagne. "On veut nous délocaliser", craint un ouvrier. Avec près de 20 ans d'ancienneté chez Mead Emballage, Francis Rosier dénonce la duplicité des dirigeants: "J'ai déjà connu une fermeture autrefois mais celle-ci est plus douloureuse parce qu'on nous a constamment menti. J'ai l'impression de vivre un 11-Septembre et de recevoir un avion en pleine figure".

L'inscription "patrons-voyous" orne les murs de l'usine. Pour la direction européenne du groupe, la décision de fermer l'usine répond à une

dégradation de la situation économique: "Le site de Châteauroux a plusieurs faiblesses, auxquelles nous avons essayé de remédier, notamment des problèmes de coûts, d'organisation industrielle et de compétitivité", explique-t-elle.

Des déclarations qui laissent les 162 employés de Châteauroux sceptiques. "Il s'agit d'une liquidation boursière pure et simple, répond José Loureiro. Nous avons pourtant des carnets de commandes pleins." Dans cette région où l'emploi industriel connaît de sérieuses difficultés, l'usine fait partie du paysage et sa fermeture est un choc pour de nombreux employés, pour qui il s'agit souvent d'une histoire de famille. "Ça me fait un pincement au cœur, raconte Christophe Weiss. Mead Emballage me nourrit depuis trente-huit ans. Mon père y a travaillé pendant plus de trente ans avant que mes frères et moi soyons embauchés."

Aujourd'hui, les salariés de Meadwestvaco sont réalistes. Ils veulent avant tout revenir sur les conditions de départ proposées par la direction, notamment un congé de reclassement de neuf mois et un budget de formation de 4 640 euros par salarié. Des propositions jugées insuffisantes comparées aux moyens du groupe. Le préfet a convoqué cette semaine les salariés et la direction pour renouer le dialogue. Mais les employés ont prévenu : ils ne quitteront pas l'usine avant d'avoir obtenu satisfaction.

## Réforme des retraites : les principales mesures. (16.06)

### Lepoint.fr - 15.06

Fin du suspense. L'âge légal de la retraite sera porté à 62 ans en 2018 contre 60 actuellement, en l'augmentant chaque année de quatre mois à partir du 1er juillet 2011. Le ministre du Travail Éric Woerth l'a annoncé mercredi matin, dans un discours très attendu et au cours duquel il a fait de la réforme une histoire de "morale", de "responsabilité" et de "justice".

Les mesures annoncées par Eric Woerth ne sont toutefois pas définitives. Dans un communiqué diffusé mardi soir, Nicolas Sarkozy a en effet indiqué qu'il laisse jusqu'à la fin de la semaine au ministre du Travail pour "recueillir les remarques et suggestions des partenaires sociaux" sur ce texte. Ainsi complété, le projet sera présenté le 13 juillet en conseil des ministres, avant d'arriver au Parlement en septembre. Où il n'est pas exclu que son contenu évolue encore.

Voici les principales annonces d'Eric Woerth :

#### Âge légal

Pour le ministre du Travail, "relever l'âge légal à 62 ans en 2018 est une position à la fois raisonnable et efficace". L'augmentation de l'âge légal sera "progressive pour ne pas bouleverser les projets de vie des Français proches de la retraite", mais "générale" car "gouvernement a fait le choix d'acter dans la même réforme, celle de 2010, le relèvement de l'âge dans le privé, le public et les régimes spéciaux", selon Eric Woerth.

#### Fonctionnaires

Le relèvement de l'âge de départ en retraite des fonctionnaires, aujourd'hui fixé à 60 ans, se fera à raison d'un quadrimestre par an jusqu'à 62 ans. Le premier relèvement interviendra le 1er juillet 2011 pour les fonctionnaires nés en 1951. Par ailleurs, trois mesures de "convergences" entre le secteur public et privé ont été annoncées par Eric Woerth, qui a bien précisé ne pas vouloir "céder à la caricature" sur ce sujet.

- Le taux de cotisation de retraite des fonctionnaires sera aligné en 10 ans sur celui du privé, le faisant passer de 7,85 % à 10,55 %.

- Le dispositif de départ anticipé pour les fonctionnaires parents de trois enfants ayant 15 ans de service sera fermé dès 2012. Seuls les parents ayant déjà trois enfants en 2012 pourront encore bénéficier de ce dispositif, qui concerne en majorité les femmes.

- Enfin, les règles d'obtention du "minimum garanti" de pensions seront les mêmes dans le public et le privé. Pour obtenir ce minimum garanti, les fonctionnaires devront avoir tous leurs trimestres ou attendre l'âge d'annulation de la décote (âge du taux plein).

#### Pénibilité

L'augmentation de l'âge légal "sera juste parce que les 60 ans resteront l'âge de départ à la retraite de ceux qui sont usés par le travail", a précisé Eric Woerth, notant que les dispositifs "carrières longues" et pénibilité permettront à "60.000 personnes par an qui ont eu une vie professionnelle plus dure que les autres (de) partir à la retraite avant les autres en 2011, et 100.000 en 2015".

Le dispositif "carrières longues", "qui a constitué une avancée sociale considérable de la réforme Fillon, sera poursuivi et même élargi aux salariés qui ont commencé à 17 ans", ce qui représente "un effort financier important, puisqu'elle conduira 50.000 personnes par an à ne pas être concernées par la retraite à 62 ans et 90.000 personnes en 2015", a-t-il détaillé. Cette mesure est "sans équivalent en Europe", selon lui.

Quant à la prise en compte de la pénibilité des salariés dont l'état de santé est dégradé à la suite d'expositions à des facteurs, qui garderont la retraite à 60 ans, à taux plein quel que soit leur nombre de trimestres, le ministre a souligné qu'"il s'agit d'un droit nouveau dans le système de protection sociale français et d'une avancée sociale majeure".

### Jeunes

"Les jeunes en situation précaire bénéficieront de trimestres validés supplémentaires lorsqu'ils sont au chômage non indemnisé. Aujourd'hui, ils peuvent valider jusqu'à 4 trimestres d'assurance au titre de la première période de chômage non indemnisé. Le gouvernement propose de porter le nombre de trimestre validés à 6", a détaillé le ministre.

### Femmes

"Nous devons encore agir pour améliorer les retraites des femmes. Nous avons fait des progrès majeurs dans ce domaine. L'écart de pensions s'est réduit et aujourd'hui les femmes ont au moins autant de trimestres que les hommes", a noté Eric Woerth. Il faut encore selon lui "empêcher que le congé maternité ne fasse chuter la pension de retraite", ce qui "nécessite, contrairement à aujourd'hui, que l'indemnité journalière perçue pendant le congé maternité entre désormais dans le salaire de référence sur lequel sera calculée la pension de retraite".

En outre, il faut "lutter plus activement contre les inégalités salariales au cours de la carrière". "Les entreprises ne s'investissent franchement pas suffisamment dans la réduction des écarts salariaux tout au long de la carrière", d'après Eric Woerth. "Depuis 27 ans, les entreprises de plus de 300 salariés doivent faire un diagnostic de la situation comparée des femmes et des hommes. Seule une entreprise sur deux fait effectivement ce rapport", a-t-il souligné. "Le gouvernement a donc décidé de prévoir un dispositif de sanction de l'absence de diagnostic de situation comparée", a-t-il conclu.

### Seniors

"Une aide à l'embauche d'un an pour les chômeurs de plus de 55 ans" a été annoncée par Eric Woerth afin de favoriser l'emploi des seniors. La réforme prévoit aussi "le développement du tutorat, pour assurer une transmission des savoirs au sein de l'entreprise et favoriser une fin de carrière plus valorisante pour les seniors", a-t-il déclaré. "L'augmentation de l'âge légal va permettre d'améliorer le taux d'emploi des seniors", a-t-il jugé, car "à partir du moment où les paramètres de la retraite changent, la conception même que les entreprises ont des salariés âgés change également".

En outre, le ministre veut améliorer la "connaissance des règles en matière de retraite". "Une bonne retraite nécessite de pouvoir faire les bons choix et au bon moment. C'est la raison pour laquelle nous allons notamment créer un "point d'étape individuel retraites" à 45 ans", a-t-il annoncé. Ce point se fait actuellement autour de 55 ans.

### Agriculteurs

L'avant-projet de réforme des retraites du gouvernement comporte "deux mesures importantes" en faveur des agriculteurs. La principale mesure, a dit le ministre, "vise à faciliter l'octroi du minimum vieillesse (709 euros pour un célibataire) aux agriculteurs et éviter ainsi que certains d'entre eux n'aient des pensions de retraite de 300 ou 400 euros par mois: les terres agricoles et les corps de fermes ne feront plus l'objet d'un recours sur succession, ce qui répond à une demande très ancienne de la profession."

En outre, la condition de durée comme exploitant pour accéder à la revalorisation des pensions de retraite agricole les plus modestes sera supprimée, "ce qui permettra notamment à de nombreuses femmes ayant occupé successivement les statuts de conjoint et d'exploitant d'y accéder", précisent ces documents. Enfin, le bénéfice de la retraite complémentaire obligatoire du régime agricole sera ouvert aux conjoints collaborateurs d'exploitation et aux aides familiaux, qui en sont exclus actuellement.

### Recettes

Le gouvernement veut trouver 3,7 milliards d'euros de nouvelles recettes en 2011 pour financer les retraites, en créant notamment un prélèvement de 1 % sur la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu (qui sera portée à 41 %), qui ne sera pas pris en compte dans le bouclier fiscal. Il entend également relever plusieurs taxes sur le capital, dont celles sur les plus-values mobilières et immobilières et le prélèvement forfaitaire libératoire sur les dividendes et intérêts.

Le projet prévoit aussi une augmentation du prélèvement sur les stock-options, pour des recettes nouvelles de 70 millions en 2011: la contribution sociale payée par le bénéficiaire sera triplée à 8 % et celle versée par l'employeur passera de 10 à 14 %. Comme annoncé mardi, les retraites-chapeaux seront davantage taxées, ce qui rapportera 110 millions d'euros l'an prochain. Enfin le gouvernement entend "annualiser" le calcul des allègements de charges dont bénéficient les employeurs, jusqu'ici calculées mensuellement, afin de les réduire de deux milliards d'euros.

## Équilibre

"L'objectif n'est pas simplement une réduction du déficit, mais d'un rééquilibrage des régimes de retraite dès 2018" a précisé Eric Woerth mercredi matin. Outre les réformes annoncées, ce scénario repose sur les hypothèses suivantes : retour au plein emploi à l'horizon 2024 avec un taux de chômage de 4,5 % à cette date, et croissance de la productivité du travail de 1,5 % à long terme. En 2010, le déficit du régime des retraites doit s'élever à 32,3 milliards d'euros et en l'absence de toute réforme devait filer à 42,3 milliards en 2018.

---

## Grève à l'Opéra-Comique pour obtenir des moyens supplémentaires. (16.06)

### Lepoint.fr - 15.06

Une partie du personnel de l'Opéra-Comique a engagé une grève reconductible pour obtenir des "moyens humains, techniques et financiers" en "adéquation avec le projet artistique" du directeur Jérôme Deschamps, a-t-on appris mardi auprès de l'établissement et de son personnel.

Conséquence de ce mouvement social, la première lundi soir de "Pelléas et Mélisande" de Debussy, nouvelle production très attendue dirigée par le chef d'orchestre britannique John Eliot Gardiner et mise en scène par Stéphane Braunschweig, a été retardée d'une demi-heure.

"Malgré les alertes répétées des instances représentatives du personnel, les salariés n'ont pas été entendus et ont consenti jusqu'à ce jour des efforts devenus maintenant intenable", écrivent les grévistes dans une "lettre ouverte au public de l'Opéra-Comique" transmise à l'AFP.

"Afin d'attirer l'attention de la direction et des tutelles (ministères de la Culture et du Budget, NDLR) pour obtenir les moyens requis et servir au mieux la mission de l'Opéra-Comique auprès du public, les salariés se voient contraints d'user de méthodes plus radicales", ajoute ce communiqué.

"Les mesures générales d'augmentation (des salaires, NDLR) imposées par nos tutelles sont peu élevées", a fait valoir le directeur adjoint de l'Opéra-Comique, Olivier Mantei, joint par l'AFP.

"Depuis une quinzaine de jours, le dialogue social régulier qui a été noué nous permet de mettre en place des mesures compensatoires dans l'organisation du travail", a-t-il cependant ajouté en se réjouissant que "la conscience collective ait permis de jouer hier".

Devenu théâtre national en 2005, l'Opéra-Comique (Salle Favart) est dirigé depuis 2007 par le metteur en scène Jérôme Deschamps. Ce dernier y mène un projet ambitieux centré sur le répertoire de ce lieu qui a vu naître des chefs-d'oeuvre comme "Carmen" (1875) et "Pelléas et Mélisande" (1902).

Favart dispose d'une subvention annuelle de l'Etat de quelque 10 millions d'euros, qui couvre environ 60% de son budget total, et emploie un peu plus de 70 permanents (en équivalent temps plein).

"On partage tous l'idée que l'Opéra-Comique, par rapport à son projet et à son rayonnement, mériterait d'avoir plus de moyens", souligne M. Mantei, tout en redoutant que sa subvention, vu le contexte budgétaire, "ne bouge plus, voire diminue".

---

## Grève pour les salaires à la plate-forme téléphonique de Carrefour. (18.06)

### AFP - 16.06

Une cinquantaine de salariés de Carrefour Service Clients (CSC), plate-forme téléphonique du distributeur, est en grève depuis mardi, pour demander une hausse de salaire, dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

---

## Retraites. Réactions syndicales et politiques au projet du gouvernement. (18.06)

### AFP - 16.06

CGT.

«Ce que l'on propose, c'est de réécrire le texte en prenant en compte ce que disent les organisations syndicales» et que «ça se traduise concrètement de façon à ce que ça ne soit pas les salariés qui paient», plaide Eric Aubin, «Monsieur retraites» du syndicat.

Lors du 55e congrès de l'Union départementale CGT de l'Isère à Grenoble, Thibault a répondu au ministre du Travail, Éric Woerth, qui a affirmé que le gouvernement ne reviendrait pas sur le recul de l'âge légal de la retraite à 62 ans. "J'ai déjà entendu de nombreux Premiers ministres avoir ce genre de déclarations très carrées et les événements ont montré par la suite que, tout en étant droits dans leurs bottes, des gouvernements pouvaient bouger tout simplement parce qu'ils étaient contraints par une mobilisation", a-t-il précisé. "Nous sommes clairs. Ça va dépendre des salariés eux-mêmes. S'ils restent sur un mécontentement, ça n'aura pas de portée sur le gouvernement".

FO.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO : "M. Woerth, c'est David Copperfield. Pour présenter quelque chose d'équilibré en 2018, il transforme des déficits en recettes. Ça, c'est des tours de passe-passe pour présenter quelque chose d'équilibré à terme, alors que ça ne l'est pas. Ce projet est d'abord injuste socialement (...). Le titre de la note de synthèse du ministère du Travail est d'ailleurs significatif puisqu'il est question de répartir équitablement l'effort entre les salariés. Ça veut bien dire que ce sont les salariés qui paient l'essentiel" des efforts à fournir, a-t-il dit. Jean-Claude Mailly a demandé le "retrait" de la réforme des retraites.

Au lendemain de sa journée d'action, le leader de FO, Jean-Claude Mailly a d'ailleurs demandé purement et simplement «le retrait» du texte présenté par le ministre du Travail, qu'il juge «injuste socialement et inefficace économiquement».

CFDT, communiqué :

"Les annonces du gouvernement (...) visent à faire supporter l'essentiel du poids de la crise aux salariés et ne règlent pas à long terme la question du financement des retraites."

FSU.

Pour la secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, «c'est une réforme brutale et totalement injuste qui se met en place», qui «ne réglera pas le problème du financement».

L'Unsa, communiqué :

"Avec ce projet de réforme, pour beaucoup de salariés, qui ne pourront pas se permettre d'avoir une retraite amputée par la décote, l'âge effectif de la retraite sera donc de 67 ans. C'est en cela que ce projet est profondément injuste, car cette mesure pénalisera avant tout les salariés aux périodes d'activités incomplètes et, en majorité, ce sont des femmes. Il suffit d'ailleurs de comparer ce que vont rapporter les mesures d'âge supportées exclusivement par les salariés (19 milliards d'euros en 2018) et les recettes nouvelles (4,4 milliards d'euros). Par exemple, la tranche la plus élevée de l'impôt sur le revenu n'est augmentée que d'un point."

Solidaires, communiqué :

"Le projet de loi sur les retraites est sans surprise. La poursuite de la baisse du niveau des pensions est programmée : les salariés rentrant de plus en plus tard sur le marché du travail et les entreprises se débarrassant de leurs salariés de plus en plus tôt - l'âge moyen de cessation d'activité est inférieur à 59 ans -, il sera de plus en plus difficile d'avoir le nombre nécessaire d'annuités. Il faut se préparer à un affrontement majeur. C'est pourquoi l'union syndicale Solidaires propose qu'un mouvement de grève générale soit organisé dès la rentrée dans l'unité la plus large."

Danièle Karniewicz, présidente CFE-CGC de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) :

"C'est une étape indispensable pour préserver le système, il fallait le faire, mais le compte n'est pas bon en ce qui concerne le financement (...). Grosso modo, il nous faut, à l'horizon 2020, à peu près 45 milliards d'euros par an, et là, le ministre met sur la table 29 milliards d'euros. Donc il en manque pour équilibrer les comptes annuels des régimes, indépendamment des déficits accumulés. Il manque des ressources supplémentaires et on ne pourra pas éviter un débat sur un élargissement de l'assiette pour les retraites. Si ce n'est pas maintenant, ce sera en 2012 (à la faveur de l'élection présidentielle). (...) En matière d'égalité de traitement de tous les Français devant la retraite, le compte n'est pas bon non plus, parce qu'il n'y a pas de visibilité pour les salariés du privé et il n'y a pas de niveau garanti affiché (des pensions). (...) Il faudrait afficher un bouclier retraite, un seuil en dessous duquel on ne puisse pas descendre."

Jean-François Roubaud, président de la CGPME :

"Cette réforme me paraît assez équilibrée (...). Les mesures qui ont été prises sont relativement raisonnables, je crois (...). J'applaudis des

deux mains quand on veut baisser les cotisations patronales (...). (L'alignement public-privé) me paraît très important. (...) On ne peut pas dire (que les syndicats n'ont pas été entendus) puisque les syndicats ne voulaient pas de modifications. Donc ils ne peuvent pas être entendus."

Le Medef, communiqué :

"Un pas important a été franchi par la décision de relèvement des bornes d'âge de départ à la retraite" et "cette orientation peut permettre de sauver le système de retraite par répartition". Le rythme de relèvement choisi par le gouvernement "va dans le sens d'une solution durable".

L'organisation patronale critique cependant les nouvelles recettes de financement prévues. "L'augmentation des taxes pesant sur l'épargne risque de dissuader les épargnants français d'investir à long terme dans les entreprises, et ce, au moment où nos PME, PMI et ETI ont besoin de renforcer leurs fonds propres. Il conviendrait au contraire d'inciter au développement de l'épargne retraite". Le changement du mode de calcul des allègements de cotisations patronales sur les bas salaires est jugé "très dommageable pour toutes les entreprises de main-d'oeuvre". Le redéploiement envisagé des cotisations chômage vers l'assurance vieillesse est qualifié de "pari incertain compte tenu des aléas de la conjoncture économique". Enfin, le Medef "regrette" la perspective d'une prise en charge de la retraite pour pénibilité par la branche des accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) de la Sécurité sociale.

Le PS.

Quelques heures après la présentation du projet gouvernemental sur les retraites, mercredi, la secrétaire nationale du PS, Martine Aubry a dénoncé une «réforme irresponsable dans la situation actuelle, qui masque la réalité jusqu'en 2012». «Le report de l'âge de départ à 62 ans est une mesure idéologique qui ne règle pas les problèmes du financement». Sur les 40 milliards d'euros nécessaires, seul 1,7 milliard d'euros est demandé au patrimoine et au capital et «tout le reste n'est pas financé», a pointé l'ancienne ministre socialiste du Travail. La majorité veut «faire payer toujours les mêmes et quasiment rien à ceux qui pourraient payer», a-t-elle estimé. «Celui qui travaillera dès 18 ans cotisera 44 ans sans un euro de plus». «S'il n'y a pas de solutions apportées au problème de la pénibilité, cette réforme sera injuste», a-t-elle prévenu. «Il est normal que ceux qui vivront moins longtemps partent plus tôt». «Le PS, aux côtés des organisations syndicales, va combattre le projet et proposer sa réforme», a-t-elle conclu.

François Hollande a pour sa part estimé que Nicolas Sarkozy a choisi «la réforme la plus injuste» en décidant de reculer l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans. Pour l'ex-premier secrétaire du PS, les catégories les plus modestes vont supporter «40% de l'effort demandé», alors que «les plus favorisés vont donner le moins à la réforme». Si la gauche revient au pouvoir, a-t-il promis sur Canal+, elle «reviendra sur tous les paramètres» de cette réforme.

«C'est une mesure profondément injuste qui va toucher les ouvriers en premier lieu», a déclaré le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, sur RTL. Le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a jugé sur France3 qu'«on peut faire autrement». «J'espère qu'on fera reculer le gouvernement», a-t-il ajouté, appelant à la mobilisation.

«Cette bataille n'est pas terminée»

Le secrétaire national du PS chargé de l'Economie, Michel Sapin, a lui aussi annoncé une mobilisation forte contre cette réforme : «Ce n'est pas forcément au moment de l'annonce de la réforme que la mobilisation est la plus forte, elle est parfois un peu plus tard et plus efficace».

Le PCF.

«Cette bataille n'est pas terminée, parce qu'on voit bien que l'opinion publique est opposée», a renchéri Pierre Laurent, coordinateur national du Parti communiste (PCF), sur RTL.

La secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, a dénoncé sur France2 une «parodie de négociation». «Si le gouvernement veut bien entendre, nous avons des propositions alternatives», a-t-elle affirmé.

Le PG.

Le président du Parti de gauche (PG), Jean-Luc Mélenchon, s'est dit sur France Info «très en colère» et «très triste», après l'annonce gouvernementale. La fin de la retraite à 60 ans, «c'est la fin d'un monde (...), c'est la fin des jours heureux», a-t-il déploré. «La fin du droit à une retraite heureuse», «un véritable plan d'austérité qui ne dit pas son nom», selon Martine Billard, députée du Parti de gauche.

Lutte ouvrière.

«Un acte de brigandage pour dépouiller les futurs retraités», dégage aussi Lutte ouvrière.

Les Verts.

Ils ont dénoncé un projet «d'une iniquité révoltante», les salariés «les plus modestes» étant «les plus touchés», alors que «les hauts revenus sont épargnés».

L'UMP.

Dans un communiqué, le porte-parole du parti majoritaire, Frédéric Lefebvre vante une réforme «forte et réaliste parce qu'elle permet de sauver le système de retraite et d'être à l'équilibre en 2018 sans qu'aucune recette ne soit surévaluée». L'objectif du gouvernement étant, comme l'a rappelé Eric Woerth, «un déficit zéro dès 2018». Lefebvre voit aussi une réforme «juste parce que la pénibilité et le travail très jeune sont protégés, parce que les hauts revenus et le capital participent à l'effort et parce que la convergence entre le privé et le public est poursuivie.»

«Les mesures annoncées répondent aux enjeux de ce rendez-vous de vérité avec les Français», vante le patron des députés UMP, Jean-François Copé.

En écho sur France Info, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, se réjouit d'«une grande réforme» qui, selon lui, joue sur les deux tableaux, «besoins de notre système de retraites» et «attentes des Français». Et de renvoyer l'opposition à son contre-projet de réforme: «On voit bien que notre projet n'a rien à voir avec celui du Parti socialiste, qui était uniquement basé sur des taxes, des impôts, des cotisations.»

Alain Juppé, ancien premier ministre et actuel maire de Bordeaux, a salué une réforme «très ambitieuse, très complète» et «surtout juste». (Libération.fr, Lepoint.fr, Lefigaro.fr, Reuters 16 et 17.06)

---

## **Affaire Bettencourt : Plenel et Kahn veulent la tête de Woerth. (19.06)**

**Eco89 - 18.06**

Dans deux textes séparés, les fondateurs de Marianne et de Mediapart, Jean-François Kahn et Edwy Plenel, demandent la démission du ministre du Travail, Eric Woerth.

Mis en cause par les révélations du site Internet dans l'affaire Bettencourt, celui qui était ministre du Budget alors que les conseillers de la milliardaire, dont fait partie son épouse, mettaient à l'abri du fisc une partie de sa fortune, répond à Plenel. Mais sans dissiper l'ombre qui entoure l'affaire.

Le patron de Mediapart explique sur trois pages « pourquoi M. Woerth doit démissionner ». « L'affaire Bettencourt est désormais une affaire d'Etat », commence-t-il :

« Nous sommes passés d'un différend privé à un scandale public face auquel une démocratie sinon irréprochable, du moins respectueuse d'elle-même, ne saurait réagir que d'une seule manière : en demandant à la justice de faire toute la lumière en toute indépendance, ce qui implique l'immédiate mise à l'écart des responsables gouvernementaux concernés, sauf à entretenir le soupçon permanent de pressions et d'entraves. »

Le différend privé fait allusion aux poursuites lancées par Françoise Bettencourt-Meyers, fille de Liliane Bettencourt, contre le photographe mondain François-Marie Banier, qu'elle accuse d'avoir abusé de la faiblesse de sa mère. Le photographe aurait reçu pour environ un milliard d'euros de cadeaux (sur une fortune évaluée à 22 milliards de dollars). Le procès démarre le 1er juillet. « Son mari était ministre, [...] il m'a demandé [de l'engager] »

Là où l'affaire devient publique, poursuit Plenel, c'est quand un des principaux collaborateurs de l'héritière de L'Oréal, Patrice de Maistre, se vante de ses relations avec Eric Woerth ou Patrick Quart, ex-conseiller juridique de Nicolas Sarkozy à l'Elysée.

De Maistre dirige la holding personnelle de Liliane Bettencourt, dans laquelle travaille Florence Woerth, épouse du ministre.

Depuis mercredi, Mediapart révèle le contenu de 21 heures d'enregistrements effectués à l'insu de tous par un maître d'hôtel dans le bureau de Mme Bettencourt. Voilà ce que déclare Patrice de Maistre à sa patronne à propos de Florence Woerth, le 23 avril 2010 :

« Je me suis trompé quand je l'ai engagée. [...] J'avoue que quand je l'ai fait, son mari était ministre des Finances [du Budget, ndlr], il m'a demandé de le faire.

Et donc si vous voulez, aujourd'hui, sans faire de bruit, je pense qu'il faut que j'aille voir son mari et que je lui dise que avec le procès et avec Nestlé [actionnaire minoritaire de L'Oréal, le groupe suisse aimerait monter dans son capital, ndlr], il faut qu'on soit trop manœuvrants et on peut plus avoir sa femme. Et puis on lui, on lui, on lui donnera de l'argent et puis voilà. Parce que c'est trop dangereux. »

Plenel : « Une fraude fiscale de très grande ampleur »

Autre révélation des enregistrements, comme le résume Edwy Plenel, « l'organisation d'une fraude fiscale de très grande ampleur, entre comptes suisses et île paradisiaque, au moment même où le discours officiel est au combat contre les paradis fiscaux ». Qui tient le discours officiel ? Eric Woerth. Mais ce n'est pas tout :

« Enfin les conflits d'intérêts, via son épouse, d'un membre notable du gouvernement, ministre du Budget jusqu'en mars dernier, ministre du Travail aujourd'hui, hier responsable de l'administration fiscale, aujourd'hui organisateur de la réforme des retraites et, par ailleurs, trésorier du parti présidentiel, l'UMP, et, à ce titre, récolteur et gestionnaire de dons financiers. »

Jean-François Kahn évoque aussi cet aspect précis sur son blog :

« Eric Woerth était trésorier de l'UMP. Ensuite, il prit la présidence d'une amicale des soutiens financiers à Nicolas Sarkozy qui regroupe le gotha de la finance et du CAC 40. Puis, il a été promu ministre du Budget, avant de devenir celui du Travail.

Et, en tant que ministre du Budget, il préside, au nom de l'amicale, des réunions rassemblant les plus gros fraudeurs fiscaux et exportateurs de capitaux en leur promettant de tenir compte de l'aide qu'ils ont apporté et sont prêts à apporter de nouveau, financièrement, à Nicolas Sarkozy. »

Kahn : « Les soupçons sont gravissimes »

Kahn rappelle que De Maistre affirme avoir donné 7 500 euros à Woerth (somme sous le seuil légal), que le conseiller financier a organisé la fuite de capitaux de sa patronne vers Singapour ou l'Uruguay...

Et l'ancien patron de Marianne en déduit deux hypothèses :

« Soit Madame Woerth exerce vraiment sa fonction, juteusement rémunérée, gestionnaire de fortune de Madame Bettencourt, et elle est évidemment au courant de ces pratiques illégales, on est même en droit de penser qu'elle les favorise et les conseille, soit, ce qui est possible, elle n'est absolument pas dans le coup, mais alors il s'agit d'une fonction fictive et c'est une subvention indirecte au ministre du Budget dont on attendrait des renvois d'ascenseur.

Dans les deux cas, les soupçons sont gravissimes. »

Lui aussi appelle donc à la démission du ministre.

Woerth : « Je démens formellement être intervenu »

Ce dernier a répondu à Edwy Plenel, qui a publié cette réponse sur son site. La voici :

« Réponse à Monsieur Edwy Plenel, Mediapart.

J'ai lu attentivement votre papier mettant en cause ma probité. Je souhaite vous apporter les réponses suivantes.

1. Mon épouse, Florence Woerth, a mené sa carrière depuis 25 ans en toute indépendance, occupant des fonctions liées à ses seules compétences professionnelles. Je démens formellement être intervenu pour qu'elle soit embauchée.
2. Elle ou moi n'avons jamais bénéficié de la moindre " largesse " financière. Mon épouse touche un salaire pour un travail qu'elle effectue dans le respect total de la loi et en toute transparence.

Son métier consiste exclusivement à rechercher les meilleurs placements pour les dividendes de la société L'Oréal reçus par Madame Bettencourt.

Les allégations reproduites dans la presse font allusion, je suppose, à la volonté de la société dans laquelle elle travaille de la licencier. Les sommes évoquées feraient référence aux indemnités de licenciement auxquelles elle aurait droit de par la loi. Ce licenciement n'est à ce jour pas intervenu.

3. En tant que ministre du Budget, je n'ai donné aucune instruction, de quelque nature que ce soit, à l'administration fiscale sur la situation fiscale de Madame Bettencourt. Le laisser entendre constitue une insulte à mon intégrité.



4. Mon épouse n'a jamais eu connaissance d'une quelconque fraude ou évasion fiscale relative aux avoirs de Madame Bettencourt. Si tel avait été le cas, elle aurait immédiatement quitté cette société.

5. Je fais remarquer que la politique que j'ai menée de lutte contre l'évasion fiscale a été sans précédent, que j'ai doté l'administration fiscale d'outils nouveaux pour la mettre au niveau des pays les plus en pointe dans cette lutte, notamment en créant une police fiscale et un fichier des évadés fiscaux.

J'ai par ailleurs mené avec les autorités suisses des actions de négociation très difficiles pour aboutir à plus de transparence. Suite à cette action, des milliers de contrôles fiscaux ont été lancés et plusieurs milliards d'euros de capitaux frauduleusement placés à l'étranger ont été rapatriés en France. »

Le ministre reprend ici les éléments d'un communiqué de presse envoyé un peu plus tôt, dans lequel il annonce se « réserver » le droit de déposer plainte pour diffamation.

Lui répondant à son tour, Edwy Plenel affirme n'avoir « aucunement mis en cause sa probité personnelle », et cite l'ouvrage « Déontologie des fonctions publiques » du conseiller d'Etat Christian Vigouroux, paru chez Dalloz en 2006 :

« Le principe absolu est que le chargé de fonctions publiques devra éviter d'être en situation de conflits d'intérêts, c'est-à-dire en situation de choisir ou d'être soupçonné de choisir son intérêt propre, direct ou indirect plutôt que l'intérêt public qu'il est censé servir. »

---

## **Fin de la séquestration à l'usine Bobcat de Pontchâteau . (19.06)**

### **Reuters - 18.06**

Les salariés de l'usine Bobcat de Pontchâteau (Loire-Atlantique), qui séquestraient le directeur et quatre autres membres de la direction, les ont libérés vendredi en fin de journée, apprend-on de source syndicale.

Les ouvriers entendaient ainsi accélérer les négociations d'un plan social devant accompagner 130 licenciements.

Ils ont obtenu la tenue d'un comité d'entreprise extraordinaire à la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

Le constructeur de chariots télescopiques, qui emploie 300 personnes à Pontchâteau, est confronté à une baisse de la moitié de son activité depuis décembre 2008, notamment en raison de la crise dans le secteur du bâtiment.

Les négociations butent sur le montant des indemnités de licenciement : alors que la direction propose 17.000 euros par personne et 1.000 euros par année d'ancienneté, la CFDT réclame 62.000 euros et 3.200 euros par année d'ancienneté.

Le syndicat, à l'origine d'une grève suivie depuis mercredi par "80 % du personnel", estime également que Doosan, le consortium coréen auquel appartient Bobcat, doit participer financièrement au plan social.

"La crise a quand même le dos large", estime Gérard Bourguenolle, délégué syndical CFDT (majoritaire).

"La direction veut délocaliser en République tchèque un service de recherche et développement, mais est incapable d'en démontrer le gain financier. Cela ressemble à un effet d'aubaine, avant de peut-être fermer le site", ajoute-t-il.

Bobcat dispose d'une autre usine de 300 personnes près de Lyon (Rhône), spécialisée dans les outillages pour les mines, mais qui n'est pas concernée par le plan social.

---

## **Retraites, suite (19.06)**

### **AP - 19.06**

1- Selon Le Monde.fr, le FMI estime que la réforme des retraites et celui du système de santé constituent "la pierre angulaire de la stratégie budgétaire de moyen terme" de la France.

C'est pourquoi, le gouvernement "accorde donc à juste titre une attention particulière à une réforme visant à repousser l'âge effectif de départ à la retraite", écrit le Fonds monétaire international. (leposte.fr 18.06)

2- Deux Français sur trois (66%) jugent le projet de réforme du gouvernement sur les retraites injuste dans la répartition des efforts demandés, selon un sondage TNS Sofres réalisé pour Europe 1 publié vendredi.

55% des Français estiment négatif le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans. (libération.fr et AFP 18.06)

3- Le ministre du Travail Eric Woerth a terminé vendredi ses dernières consultations avec les partenaires sociaux -boycottées par la CGT et FO- sur le projet de réforme des retraites, avant que Nicolas Sarkozy ne rende ses derniers arbitrages.

Eric Woerth a rendu compte à Nicolas Sarkozy de ces entretiens avec les partenaires sociaux lors d'une réunion de travail vendredi à l'Elysée. Selon la présidence, "les partenaires sociaux ont en particulier insisté sur la nécessité de mieux prendre en compte la pénibilité ainsi que la situation des personnes qui ont commencé à travailler avant 18 ans". Ils ont aussi soulevé "la problématique des poly-pensionnés (c'est-à-dire des assurés qui relèvent au titre de leurs droits à retraite de plusieurs régimes de base et, qui compte tenu de la diversité des règles existantes, peuvent aujourd'hui être pénalisés dans le calcul de leurs droits à retraite)", ajoute l'Elysée dans un communiqué.

Nicolas Sarkozy a donc demandé à son ministre du Travail de proposer d'ici septembre "les évolutions qui pourraient être envisagées sur tout ou partie de ces différentes questions, dans le respect de l'équilibre général de la réforme".

Eric Woerth avait rencontré la CGC puis l'UNSA vendredi matin, après avoir reçu la veille le MEDEF, la CFTC, la CFDT et l'UPA. La CGT et FO, qui estiment que le texte doit être entièrement réécrit et refusent de débattre de "telle ou telle mesure", ont boycotté ces ultimes rendez-vous.

"On a fait valoir toutes les critiques qu'on portait sur le projet, mais c'est quasiment bouclé. S'il y a une évolution, ce sera vraiment à la marge", a déploré le secrétaire général de l'UNSA, Alain Olive, vendredi à l'issue de sa rencontre avec le ministre.

"Je ne suis pas déçu par ce rendez-vous parce que pour être déçu, il aurait fallu en attendre quelque chose. On lui a dit droit dans les yeux ce qu'on pensait de son texte", a-t-il déclaré à l'Associated Press.

4- L'intersyndicale CGT, CFDT, UNSA, FSU et Solidaires appelle à des grèves et des défilés le 24 juin contre une réforme qu'elle juge "inacceptable, injuste, essentiellement à la charge des salariés, comptable et de court terme, sans réponse aux vraies questions". La CFTC appelle également à se joindre à cette journée d'action.

"Il faut créer les conditions pour la mobilisation. Il faut que nous créions l'événement le 24 juin", a déclaré le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, vendredi sur RTL, en espérant la mobilisation de "beaucoup plus d'un million" de personnes ce jour-là.

Bernard Thibault a également appelé FO à se joindre aux manifestations, en faisant référence à la défaite de l'équipe de France de football contre le Mexique. "Il faut savoir jouer collectif sur le terrain syndical", a-t-il affirmé.

FO, qui a quitté l'intersyndicale depuis plus de quatre mois, veut en fait que les autres organisations demandent officiellement le retrait pur et simple du texte pour envisager une "démarche unitaire", que le secrétaire général de cette confédération Jean-Claude Mailly, juge "souhaitable".

FO doit réunir ses instances lundi et devrait à cette occasion prendre une position sur les manifestations du 24 juin. La confédération de M. Mailly a fait une démonstration de force le 15 juin, en organisant seule une manifestation nationale à Paris pour exiger le retrait du projet, défilé qui a réuni entre 23.000 et 70.000 personnes selon les sources. (AP 18.06)

5- Selon un courriel reçu ce matin d'un militant ou cadre du POI.

"Si je vous dis qu'il semble (on en saura plus demain) que la manifestation de FO ait fait "tourner" les appareils CGT et CFDT, qui — c'est ce que disait ce soir la télé de France 2 — appelleront le 24 juin au "retrait de la réforme" de Sarkozy, vous allez, après vérification bien sûr, répercuter cette information ? Et donc reconnaître que FO a bien fait de prendre son initiative du 15 juin ? Puisque cela va sans doute conduire les syndicats et les partis à réclamer (pour l'instant — faisons-leur confiance pour manœuvrer par la suite) le retrait, mot d'ordre que vous sembliez souhaiter un peu plus haut dans votre causerie (...)."

Pour un peu j'aurais attendu hier matin pour appeler au retrait du projet scélérat du gouvernement, alors que ce mot d'ordre figure dans le bandeau défilant en haut de l'écran depuis déjà une semaine environ... J'ai même écrit dans une précédente causerie que seuls FO et le POI étaient sur une position correcte, tout en précisant que dans les semaines précédentes, selon les lieux et les circonstances FO ne tenait pas exactement le même discours, je n'ai pas le temps de rechercher les citations.

Que la position des appareils de la CGT et de la CFDT évolue, c'est possible, que cela soit la conséquence de la manifestation parisienne de FO, cela reste à prouver, admettons-le si cela vous chante, j'aurais tendance à dire, et en admettant que Sarkozy soit obligé de reculer, cela changerait quoi à la situation politique, car c'est cela qui nous intéresse ?

Je connais déjà la réponse pour l'avoir entendu des milliers de fois dans le passé : cela démontrerait aux travailleurs qu'il est possible de faire reculer le gouvernement, cela servirait de levier pour d'autres mobilisations, etc. Pourquoi pas, mais sans perspective politique, qu'est-ce qui changera fondamentalement ? Est-ce que cela sera suffisant pour que le prolétariat renoue avec l'espoir qu'un monde meilleur est possible ? Spontanément et de lui-même il renouera avec le socialisme sans doute, ben voyons ! Est-ce qu'on aura fait un pas vers notre objectif qui demeure la prise du pouvoir par le prolétariat ou devons-nous nous contenter de continuer de vivre sous un régime capitaliste ? Si le capitalisme a la capacité de satisfaire nos revendications, pourquoi devrions-nous envisager de l'abolir, franchement ? Dites-nous en quoi cela aidera la classe ouvrière à rompre avec le capitalisme et les institutions ? Car il est là et nulle part ailleurs le problème que nous devons résoudre au lieu de se contenter de contribuer à améliorer ses conditions d'existence comme s'y sont employés minutieusement et hypocritement tous les partis depuis plus de 60 ans, où est le combat pour le socialisme dans tout cela ?

A de multiples reprises au cours des 60 dernières années les appareils ont été amenés à prendre des positions correctes sur des revendications alimentaires, sous la pression des masses et des militants on est bien d'accord, il ne s'agit pas de le nier, mais dites-moi, est-ce que c'est le seul objectif d'un parti ouvrier ? Chacun sait ou devrait savoir plutôt, que tout combat syndical ou politique qui ne s'inscrit pas dans la perspective d'en finir avec le capitalisme se traduit par la subordination des masses au capitalisme, cela fait un siècle qu'on en fait l'amère expérience. Dites-nous en quoi le combat actuel tel qu'il est mené par les syndicats et les partis y compris le POI pour défendre les retraites se situe dans une autre perspective ?

Aujourd'hui c'est un journal bourgeois, Le Point, qui ose titrer en couverture à propos de Sarkozy Est-il si nul ? Demain si on le chasse du pouvoir, on pourra peut-être affirmer que ce n'est pas la majorité de la population qui l'a viré mais ses mentors, pour reprendre votre formule, non ? Après tout, on pourrait penser que tous les partis y compris le POI s'emploient consciencieusement à faire oublier aux travailleurs que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires et illégitimes, puisque pas un n'ose en faire l'axe de son combat politique.

N'était-il pas possible pour un parti politique de combiner le combat pour la défense des retraites avec le combat pour chasser Sarkozy, pour un gouvernement ouvrier ? Cela fait deux décennies qu'ils nous reprennent de la main droite ce qu'ils ont dû nous céder de l'autre main, ce qui permettait d'expliquer aux travailleurs faits à l'appui qu'il ne suffit pas de combattre pour des revendications économiques ou sociales immédiates, mais qu'il fallait continuer le combat dans la perspective d'un Etat ouvrier (donc s'organiser et construire le parti) pour éviter d'affronter une terrible régression sociale dans un avenir proche, c'était la vérité, pourquoi ne pas leur dire aujourd'hui alors que tous nos droits sont systématiquement remis en cause ? Est-ce ainsi que vous pensez les préparer dans les meilleures conditions aux combats décisifs de demain ? Autant dire qu'ils seront totalement désarmés politiquement et théoriquement ce jour-là et que l'on court tout droit à la défaite. (A suivre)

---

## **Régularisation des travailleurs sans-papiers: le gouvernement reconnaît la nécessité d'"ajustements". (20.06)**

### **AP - 19.06**

Le ministère de l'Immigration a reconnu vendredi la nécessité de procéder à des "ajustements techniques" sur la régularisation des travailleurs sans-papiers, à l'occasion d'une nouvelle rencontre avec les syndicats impliqués dans le dossier. Pour Francine Blanche de la CGT, il s'agit d'un "grand pas".

Selon un communiqué diffusé par les services d'Eric Besson, "l'échange autour des bilans respectivement établis a permis de détecter des difficultés d'application de la circulaire" du 24 novembre 2009 relative à l'admission exceptionnelle au séjour, au titre du travail, et de "déterminer les ajustements techniques nécessaires".

Ces "ajustements permettront" de "traiter dans de meilleurs délais chacun des dossiers présentés", de "mieux tenir compte des spécificités de certains secteurs professionnels (intérim, nettoyage et aide à la personne)", précise le ministère.

Ils permettront aussi, selon lui, "dans les mêmes secteurs, de prendre en considération les contrats à venir avec plusieurs employeurs pour atteindre une durée mensuelle de travail garantissant une rémunération au moins égale au SMIC".

Un groupe de travail piloté par le ministère de l'Immigration, et associant le ministère en charge du Travail, "sera mis en place pour suivre au minimum trimestriellement la mise en oeuvre de ces ajustements", souligne le communiqué.

"Pour nous, syndicats, le plus important, c'est qu'enfin ces salariés vont pouvoir conquérir des droits", a déclaré Francine Blanche, qui a mené les discussions pour la CGT. "C'est franchement bon pour tous les salariés de France, qu'ils soient sans-papiers, ou avec papiers parce que ça va permettre de remonter un petit peu" les "conditions de travail".

"C'est ça qui est un grand pas", "on reconnaît enfin ces salariés sans-papiers avant tout comme des salariés", a poursuivi Francine Blanche dont les propos ont été diffusés samedi par France Info. "Il faut enfin qu'ils aient leurs droits reconnus", a-t-elle ajouté, observant qu'ils rendent service en définitive à l'économie nationale depuis souvent bien longtemps".

Vendredi, une délégation intersyndicale comprenant des représentants de la CGT, de la CFDT, de la FSU, de SOLIDAIRES et de l'UNSA, a été reçue au ministère de l'Immigration, pour des discussions auxquelles le ministère en charge du travail a été associé.

Le ministère de l'Immigration souhaitait "disposer, après six mois d'application, d'une évaluation, conduite en liaison avec les préfetures, de la circulaire du 24 novembre 2009" relative à l'admission exceptionnelle au séjour, au titre du travail. Cette procédure concerne les "demandes présentées par des ressortissants étrangers faisant notamment valoir l'exercice d'une activité professionnelle antérieure et à venir dans un métier qui souffre de difficultés manifestes de recrutement".

Le ministère a suggéré aux organisations syndicales impliquées dans ce dossier, de lui transmettre leur "propre évaluation".

---

## **Très forte augmentation du nombre de coupures de gaz pour impayés. (21.06)**

### **Libération.fr et AFP - 21.06**

Quelques 300.000 consommateurs pourraient être privés de gaz cette année pour cause d'impayés, soit 30 fois plus qu'en 2008, a indiqué lundi à l'AFP la société GrDF qui gère le réseau de distribution de gaz naturel.

«Le nombre de procédures de coupures devrait passer de 10.000 en 2008 à 300.000 en 2010 selon les prévisions», a expliqué une porte-parole de GrDF, confirmant des informations du Parisien.

GrDF réalise ces coupures à la demande de GDF Suez (ex Gaz de France) ou des autres fournisseurs de gaz naturel tels qu'EDF, Altergaz, Poweo... «Entre le 1er janvier et le 31 mai 2010, il y a eu 110.000 procédures de coupures. Sur la base de ces chiffres, les fournisseurs de gaz naturel annoncent 300.000 demandes de coupures cette année», a précisé la porte-parole de GrDF.

Pour réaliser ces coupures, GrDF envoie un agent chez le consommateur et facture ensuite cette opération au fournisseur de gaz, qui peut alors décider de le répercuter sur le consommateur.

«Pour les personnes en difficulté, 80% de la facture est prise en charge», a précisé la porte-parole de GrDF.

Pour tenir compte de la forte augmentation du nombre de demandes de coupures, GrDF a décidé d'augmenter le tarif des coupures en le faisant passer de 51 euros à 88 euros.

«Il s'agit de redonner un caractère exceptionnel et ultime à cette procédure, en le facturant à son coût réel au fournisseur de gaz naturel», a expliqué la porte-parole de GrDF.

Interrogé, le groupe GDF Suez, qui fournit 94% des 10,8 millions de clients résidentiels en France, n'avait pas réagi lundi en fin d'après-midi.

---

## **Retraites, suite (22.06)**

### **AP, Reuters et Libération.fr - 21.06**

1- La CGT avait recensé, en date de lundi matin, 144 manifestations et rassemblements d'ores et déjà prévus dans toute la France jeudi contre la réforme des retraites.

Sur son site internet, la CGT soulignait que cette liste était "non-exhaustive", puisque les initiatives prévues dans 23 départements n'avaient pas encore été comptabilisées. Cette liste est actualisée au jour le jour. (AP 21.06)

2- Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a tablé lundi sur «une très grosse manifestation» lors de la journée de mobilisation de jeudi contre la réforme des retraites, ajoutant que de récents propos du ministre du Travail Eric Woerth «motivent» aussi pour manifester.

Il demande que «le gouvernement réécrive cette réforme, fasse une réforme plus juste parce que ce n'est pas un problème démographique mais les effets de la crise» qui ont creusé le déficit.

«Il faut faire une réforme, tout le monde en est convaincu maintenant, sur des choix autour de 60 ans qui tiennent compte des inégalités, notamment pour ceux qui ont commencé à travailler jeunes», a ajouté le dirigeant cédétiste. (libération.fr 21.06)

3- Force ouvrière ne se joindra pas nationalement à la journée de grèves et de manifestations du 24 juin en France.

En revanche, les adhérents de FO pourront participer à la mobilisation de jeudi dans les régions où les autres syndicats réclament clairement le retrait du projet, a-t-on précisé lundi à la direction du syndicat.

Jean-Claude Mailly sur France info a répété que son organisation souhaitait "une vraie unité d'action au mois de septembre".

Pour FO, "le mot d'ordre de retrait du projet gouvernemental permet de rassembler clairement les salariés et de solidifier une action commune".

Il n'avait pas exclu la semaine dernière de rejoindre l'intersyndicale pour la journée de jeudi en raison du caractère "injuste" de la réforme présentée par le gouvernement.

Le texte de la commission exécutive réunie lundi n'envisage toutefois pas cette éventualité, mais laisse une porte ouverte.

FO participera à la réunion intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, Solidaires, Unsa) prévue le 29 juin pour décider d'éventuelles nouvelles actions pendant l'été et à la rentrée. (Reuters et AP 21.06)

4- Eh non, "la manifestation de FO (n'a pas) fait "tourner" les appareils CGT et CFDT" ! (lire l'article Retraites d'hier dans la page Info sociale)

Complètement obnubilés par les appareils, au POI ils en oublient tout le reste apparemment, y compris le plus élémentaire que l'on a sous les yeux quotidiennement.

Mainenant, que disent Thibault et Chérèque ? Qu'ils s'attendent à une mobilisation monstre le 24 juin. Faut-il les croire ? Bien sûr que non. Mais alors pourquoi de telles déclarations ? Qu'est-ce qu'ils ont manigancé au juste ?

Facile à comprendre.

- Les dirigeants syndicaux ont commencé par temporiser pendant des mois avant de feindre de s'attaquer au projet du gouvernement dont tout le monde connaissait le contenu dès le départ ou tout du moins l'orientation, sauf eux, en participant à une multitude de réunions avec des représentants du gouvernements et du patronat, histoire de légitimer à la fois une "réforme" qu'ils appellent également de leurs vœux et le gouvernement minoritaire dans le pays,

- Pour mieux embrouiller les esprits ils ont repris à leur compte la terminologie du gouvernement allant jusqu'à réclamer de sa part qu'il fasse preuve d'"équité", ce en quoi il leur fut répondu que cela allait de soi, donnant ainsi l'impression aux travailleurs qu'une véritable négation était possible et allait avoir lieu, alors qu'en réalité il n'y avait rien à négocier et qu'une complicité active entre eux se mettait en place pour porter un nouveau coup à nos retraites,

- Ensuite, ils ont organisé des journées d'action de division dans le but de briser dans l'oeuf toute idée de mobilisation massive de la part du prolétariat, la CGT a été jusqu'à faire signer une pétition qui n'a même pas recueilli un nombre de signatures équivalent à son nombre de syndiqués,

- Vint ensuite le congrès de la CFDT, qui en se prononçant majoritairement pour l'allongement de la durée de cotisation s'est rangée ouvertement au côté du gouvernement, sans que la CGT et les autres syndicats présents dans l'intersyndicale à l'exception de FO (et de la CGC favorable au projet du gouvernement) ne rompent avec la CFDT, autrement dit en introduisant un élément de division au sein des syndicats, il faudrait dire de capitulation. Tous les syndicats composant cette intersyndicale ont considéré leur position respective compatible avec celle de la CFDT, mais incompatible avec celle de FO qui réclame le retrait du projet du gouvernement, ce qui permet de cerner clairement sur quelle base et dans quelle perspective cette intersyndicale s'est constituée : la capitulation devant le gouvernement et le patronat,

- Une fois publié le projet du gouvernement, les dirigeants syndicaux se sont empressés de déclarer qu'il s'agissait d'une "provocation", qu'il était "inacceptable" ou "injuste", notez au passage que c'est du même tonneau que le soi-disant "piège" qu'il leur aurait été tendu par le gouvernement, l'opération consistant à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, à sauver les apparences et à se faire passer pour de farouches opposants au gouvernement, alors qu'en réalité ils jouent dans le même camp, pour immédiatement après affirmer sans appeler au retrait pur et simple du projet du gouvernement à l'exception de FO, ce qu'un tract de la CGT que j'ai reçu hier résume bien : "la CGT ne pourra pas grand chose si les salariés ne s'engagent pas pour leur avenir et s'ils regardent passer le train de mesures promises par le gouvernement", les dirigeants syndicaux estimant de leur côté avoir rempli leur mandat (lequel est une autre histoire) donc personne ne

pourra rien leur reprocher, les travailleurs ont le gouvernement qu'ils méritent,

- Ce qui permet d'enchaîner et de conclure ce scénario savamment orchestré par leur appel à une mobilisation le 24 juin qui devrait dépasser "le million" à les entendre, car évidemment ils n'y croient pas un seul instant, en tout cas ils ne le souhaitent pas, et pour cause, cet appel arrive en pleine période d'examens scolaires, à la veille du mois de juillet propice aux vacances, les travailleurs ayant déjà la tête ailleurs, ce qui peut se comprendre pour peu qu'on se mette un instant dans leur peau, mieux encore, après avoir annoncé que la partie n'était pas finie et qu'elle se poursuivrait tout au long des mois de juillet et août, et que c'était en septembre que les choses sérieuses commenceraient vraiment.

Bref, d'un côté ils prétendent faire du 24 un succès, et de l'autre ils auront tout fait pour que ce soit un échec ou que cette journée d'action ne serve strictement à rien, comme les précédentes. Quelles en seront les conséquences ?

1- Ainsi ceux, travailleurs ou militants qui pensaient à la suite des dernières déclarations du gouvernement qu'il ne reculera pas, pourront se dire qu'ils avaient eu raison de le penser, et leur idée que finalement il était impossible de s'opposer au plan scélérat du gouvernement en sortira confortée,

2- A l'étape suivante sur la base de ce constat, les dirigeants syndicaux estimeront légitimes de poursuivre les discussions (la collaboration de classe) avec le gouvernement afin de parvenir à une "réforme plus juste", puisqu'il n'existait pas un "rapport de forces" qui permettrait d'arriver à un autre résultat et la boucle sera bouclée.

Vous aurez remarqué au passage que les dirigeants syndicaux et des partis ouvriers auront employé toute la panoplie du parfait opportuniste, du "piège" au "rapport de forces" qu'il faudrait créer en passant par le "front unique" contrôlé par les appareils au service du capital, tout en tentant de contrer les arguments du gouvernement (ou du COR) en demeurant sur son terrain, puisqu'ils avaient décidé une fois pour toute qu'il serait déplacé de défendre notre droit à la retraite dans une autre perspective que le régime capitaliste et ses institutions politiques. Cela en dit long sur leur conception du combat pour l'émancipation du capital et pour le socialisme...

Si je peux me permettre une réflexion qui tranche avec l'optimisme ou le pessimisme des uns et des autres. C'était se leurrer ou faire preuve encore une fois d'opportunisme dès le départ de penser que Sarkozy pourrait retirer son projet, à mon avis il est prêt à aller jusqu'à l'affrontement direct (physique) avec le prolétariat pour le faire passer, il ne peut pas se permettre un échec sur cette question précise, personne dans son camp ne l'accepterait que ce soit à l'UMP, au Medef ou les autres gouvernements de l'UE qui sont confrontés à la même situation face à leur prolétariat respectif, sans oublier le FMI, l'OCDE, la Banque Mondiale ou encore les agences de notation ou la Bourse.

Cela démontre clairement aux militants (politiques, oh le vilain mot !), qui dans leur immense majorité ne l'ont pas encore compris, qu'il était parfaitement inutile (nuisible) de refuser d'associer au combat pour défendre nos retraites le combat pour chasser Sarkozy et en finir avec les institutions, au nom du sacro-saint front unique notez-le bien, qu'en refusant d'axer notre combat dans cette perspective on s'est privé d'une occasion de proposer aux travailleurs une issue politique sans laquelle tout nos combats se terminent infailliblement dans une impasse ou par un échec.

Vous pensiez sans doute qu'en s'interdisant de proposer une perspective politique à laquelle la plupart des militants ne sont pas prêts à s'associer vous obtiendriez un meilleur résultat, dites-vous bien qu'à force de se déculotter on finit tout nu ou mort politiquement, c'est assurément le meilleur moyen de tout perdre à l'arrivée. Voilà en une phrase résumé l'histoire du mouvement ouvrier au cours du XXe siècle en France. Et il faudrait s'interdire d'y réfléchir ?

Quand bien même sauverions-nous le régime actuel des retraites qui est très loin d'être satisfaisant, il favorise notamment l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime, la vie continuerait comme avant avec son lot de souffrances quotidiennes pour des millions de travailleurs dont personne n'a jamais rien eu à foutre en vérité, tandis qu'on n'aurait pas fait le moindre pas en avant vers notre objectif (la prise du pouvoir), puisque sans une perspective politique révolutionnaire il sera impossible de construire le parti indispensable pour vaincre notre ennemi, vous pourrez vous satisfaire de l'illusion qui consiste à recruter des travailleurs inféodés au capitalisme au cours d'une bataille et qui s'avaporeront dans la nature au fil du temps, mais pas davantage. (A suivre)

---

## Retraites, suite (23.06)

Lepoint.fr, Reuters, AFP et TF1 news - 22.06

1- Thibault à la manoeuvre.

Quand Thibault explique que l'objectif de la journée du 24 n'est pas d'obtenir le retrait du projet du gouvernement puisqu'il prévoit déjà non pas la suite le 25 juin... mais à la "rentrée". (Lepoint.fr 22.06)

"La rentrée va dépendre de la manière dont le chef de l'Etat va entendre ou ne pas entendre les protestations des salariés", a estimé M.

Thibault, rappelant l'importance de la journée d'action syndicale du 24 juin, qui devrait être "une très grosse journée".

"On va occuper le terrain sur les lieux de vacances, on va aller voir les salariés dans les entreprises, on va sortir un matériel (d'information) à plusieurs millions d'exemplaires, on va décortiquer le projet de loi pour ceux qui n'auraient pas encore compris tous les mécanismes", a-t-il par ailleurs indiqué. (id)

Il doit prendre pour argent comptant le dernier sondage de l'Ifop, donc de Parisot et du Medef, selon lequel une majorité de "Français" sont favorables au 62 ans. Normal, le Medef est son partenaire favori avec la CFDT !

2- Un sondage de trop.

Titre d'un article d'hier du Figaro.fr : Les Français acceptent la retraite à 62 ans.

Cherchez l'erreur, pas difficile, le sondage a été réalisé par l'Ifop détenu majoritairement par Parisot qui est également à la tête du Medef ! Pas étonnant qu'il paraisse deux jours avant la journée de mobilisation du 24. Le patronat et le gouvernement craindraient-il que le prolétariat se mobilise en masse bien que les dirigeants syndicaux ont tout fait pour que cela ne se produise pas ?

Et le choniqueur de la feuille de chou du capital d'enchaîner : "il n'y a pas de «tabou» des 60 ans. C'est le principal enseignement du sondage Ifop que nous publions".

Le Medef regrette que les dirigeants syndicaux n'aient pas été plus loin dans leur soutien au projet du gouvernement. C'est ce qu'on peut déduire de la réponse à une autre question posée lors du même sondage qui fait apparaître que "70% des sondés pensent que le gouvernement n'est pas "ouvert au dialogue"" (Reuters 22.06), la stratégie du gouvernement et du Medef reposant sur le "dialogue social", la collaboration de classe avec les dirigeants syndicaux.

En fait, la plupart de ces "sondés" ont dû vouloir dire qu'ils étaient favorables à un dialogue avec le gouvernement à partir du moment où il prendrait réellement en compte leurs besoins en matière de retraite, mais là ils se mettent le doigt dans l'oeil, comme quoi ils sont encore solidement amarrés aux institutions. Question : un parti dit ouvrier ne devrait-il pas s'employer à faire en sorte qu'ils s'en détachent ou envisagent de rompre avec la Ve République ? Au lieu de cela ils font exactement l'inverse.

3- La mobilisation en marche.

Près de 200 manifestations sont attendues jeudi dans toute la France contre la réforme des retraites, selon la CGT. Mardi, la confédération comptabilisait précisément 198 défilés et rassemblements annoncés, une liste qui pourrait encore s'allonger jusqu'à jeudi.

Outre les manifestations, plusieurs centaines d'arrêts de travail sont également annoncés dans de très nombreux secteurs -publics et privés- notamment dans les transports (SNCF, RATP, réseaux urbains de province, Air France), dans l'ensemble de la Fonction publique en particulier l'Education nationale, à EDF et GDF, France Télécom/Orange, La Poste, Airbus, dans la chimie, le commerce, les ports et docks, à France Télévisions ou encore dans les hôpitaux. (AP 22.06)

4- Un plébiscite pour la grève.

A deux jours de la date prévue pour la journée de mobilisation contre la réforme des retraites, la grève dispose d'un large soutien au sein de la population, selon un sondage BVA paru mardi dans Les Echos.

Les sondés sont 64% à la trouver justifiée, dont 30% qui jugent l'appel à manifester de cinq syndicats "tout à fait justifié". Les actifs sont ceux qui soutiennent le plus la journée de grève (70% pour les 25-64 ans), tandis que chez les Français de 65 ans et plus, moins d'un sur deux est favorable à cette action.

Toujours selon cette enquête, 42% des personnes interrogées jugent la politique économique du gouvernement "plutôt mauvaise" et 25% "très mauvaise". Les personnes le plus opposées à cette politique se trouvent parmi les plus bas revenus (74%) et les salariés du public (76%). (TF1 news 22.06)

On comprend les inquiétudes de Parisot et de Sarkozy.

5- Même position de Lutte de classe que lors de la précédente journée d'action.

On peut participer aux manifestations de demain sur notre propre mot d'ordre : grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement, incluant la nécessité de renverser le régime et les institutions, etc. Vous avez le droit d'ajouter en direction des fonctionnaires : A bas l'Etat des capitalistes...

Et si vous n'intervenez que sur le plan syndical, vous remplacerez les institutions par la nécessité d'exproprier les capitalistes, les 383 100 millionnaires en euros...

---

## **Quelque 45.000 emplois menacés en 2010 dans les travaux publics. (23.06)**

### **Reuters - 22.06**

La Fédération nationale des travaux publics (FNTP) revoit en baisse sa prévision de chiffre d'affaires du secteur en 2010 et prévient que 45.000 emplois sont menacés d'ici la fin de l'année.

La FNTP, qui représente 8.000 entreprises et 300.000 salariés, table désormais sur une baisse de 3% du chiffre d'affaires du secteur sur l'ensemble de 2010, alors qu'elle l'attendait jusqu'ici stable autour des 38 milliards d'euros estimés pour 2009.

"(Nous avons) chiffré l'écart entre l'évolution du chiffre d'affaires et l'évolution de l'emploi", a déclaré le président de la fédération, Patrick Bernasconi, au cours d'une conférence de presse. "A productivité constante, il y a actuellement un sureffectif de 45.000 emplois."

"En l'absence totale de visibilité pour l'activité des travaux publics dans les 18 mois qui viennent (...) ma responsabilité, si rien ne change, sera d'engager les entreprises à anticiper une réduction de leur activité en procédant aux ajustements nécessaires dans la perspective de sauvegarder à moyen terme leur entreprise", a-t-il ajouté.

L'an dernier, le secteur des travaux publics a supprimé 4.000 emplois salariés et 9.000 postes d'intérimaires. Au total, la baisse du chiffre d'affaires atteindrait 15% sur les trois années 2008-2009-2010.

Patrick Bernasconi a insisté sur les inconnues qui demeurent concernant le financement de plusieurs grands travaux en raison des économies budgétaires et a appelé l'Etat à donner davantage de visibilité au secteur.

La profession souffre aussi de l'attentisme des collectivités locales sous l'effet conjugué des élections régionales de mars dernier et des inquiétudes soulevées par la réforme de la taxe professionnelle.

Les collectivités locales pèsent pour moitié dans le chiffre d'affaires du secteur des travaux publics.

Côté bâtiment, les pronostics 2010 sont du même ordre de grandeur. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB), estime que le volume d'activité dans son secteur devrait baisser de 3% en 2010, après une contraction de 8% en 2009.

Il craint aussi qu'après avoir tenté de limiter au maximum les suppressions d'emplois l'an dernier, ressorties malgré tout à 50.000 sur un effectif de 1,3 million, le bâtiment ne puisse échapper cette année à une correction.

"On annonce une baisse de 30.000 emplois en moins en 2010", a-t-il indiqué lundi dans un entretien téléphonique à Reuters. "Mais ce chiffre peut être augmenté s'il y a un rattrapage du décalage qui vient de se produire entre une baisse de la demande forte et un maintien global de l'effectif."

---

## **Des centaines de milliers de personnes défilent contre la réforme des retraites. (25.06)**

### **LePoint.fr - 24.06**

Des manifestations contre la réforme des retraites se sont déroulées dans toute la France, jeudi. Entre 797.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 1,9 million, selon la CGT, ont défilé dans les rues à l'appel des syndicats. Tour d'horizon des mobilisations sur tout le territoire.

#### Paris

Dans la capitale, quelque 130.000 manifestants, selon la CGT, 47.000 selon la police, défilaient jeudi contre le projet de loi de réforme des retraites. Ils étaient 90.000 d'après le syndicat, et 22.000 selon la police lors de la dernière journée d'action, le 27 mai.

Dans le Sud-Est :



À Marseille, où la mobilisation est traditionnellement forte, un cortège a rassemblé 120.000 personnes selon les syndicats, 14.500 selon la police, néanmoins plus imposant que le 27 mai. Le cortège, au milieu duquel résonnaient des explosions de pétards et le son de quelques vuvuzelas, était largement dominé par la CGT et le secteur public. Parmi les entreprises privées représentées défilaient notamment des salariés du Printemps, d'ONET, de Renault, d'Unilever et de Panzani.

À Montpellier, environ 20.000 personnes selon les organisateurs et 13.500 selon la police ont manifesté contre le projet de loi sur les retraites. Un autre rassemblement a eu lieu dans le département de l'Hérault, à Béziers, où les manifestants étaient 5.000 selon les organisateurs et 2.000 selon la police.

À Arles, la police a dénombré 1.500 personnes, dans une ville où les manifestations rassemblent en général jusqu'à 600 personnes. Le cortège niçois, quasiment identique à celui du 27 mai, a rassemblé entre 10.000 et 5.200 personnes. À Toulon, le rassemblement, qui a été plus important que celui du 27 mai, a réuni entre 16.000 et 6.800 manifestants. De nombreux retraités étaient présents dans le cortège à Avignon, qui comptait entre 15.000 et 6.000 personnes.

Dans le Sud-Ouest :

À Bordeaux, entre 25.000 personnes (police) et 70.000 (syndicats) ont participé à la manifestation, nettement plus que le 27 mai dernier.

À Toulouse, près de deux fois plus de gens, entre 60.000 et 19.000 personnes, sont descendus dans les rues sous un soleil de plomb et au son des vuvuzelas.

À Tarbes, 45.000 habitants, où la mobilisation est traditionnellement forte, entre 20.000 et 14.000 manifestants ont défilé. Selon les syndicats, il s'agit de la plus forte mobilisation depuis 2003, déjà pour les retraites.

Dans les plus petites villes, les gens se sont également plus fortement mobilisés: à Albi, le cortège a rassemblé entre 15.000 et 5.000 personnes, à Agen, entre 5.200 et 4.100, avec beaucoup de salariés de la fonction publique, mais aussi du privé comme BMF Upsa avec des militants FO.

À Montauban, la mobilisation a atteint 4.000 personnes (2.700), tandis qu'à Rodez, les manifestants contre le projet gouvernemental sur les retraites étaient entre 6.000 et 3.700 personnes.

Dans l'Ouest et le Centre :

La mobilisation est plus importante jeudi dans le Centre et dans l'Ouest que lors des journées d'actions précédentes, parfois proche de celle enregistrée lors des grandes manifestations intersyndicales de l'hiver 2009. Dans les Côtes-d'Armor notamment, département à dominante rurale, mais à forte tradition sociale, la mobilisation s'est avérée "historique", selon police et syndicats. La CGT a cependant accusé les services de l'État de sous-estimer fortement la participation dans la préfecture, Saint-Brieuc : 30.000 selon les syndicats, trois fois moins selon la police. "C'est plus que pour le CPE (contrat première embauche) et plus que pour les manifs de 1995", s'est félicité Jean-Edmond Coitrieux, secrétaire départemental de la CGT. Les manifestants étaient selon lui 6.000 à Lannion (3.000 selon la police), 3.000 à Guingamp (1.600 selon la police) et 2.500 à Dinan (1.900 selon la police), cette dernière ville se mobilisant généralement assez peu.

À Nantes, ils étaient entre 26.000 et 40.000 dans la rue, nettement plus que le 27 mai (9.500 selon la police, 25.000 selon les syndicats), mais sans atteindre le niveau des grandes manifestations de 2009 (42.000 selon la police le 19 mars 2009). Au Mans, les manifestants étaient 10.500, selon la préfecture, et 40.000, selon les syndicats, soit le double du défilé de mai, et un niveau qui se rapproche des défilés de 2009 (13.000 selon la police le 19 mars 2009). Au Havre, la police a comptabilisé 10.000 manifestants et les syndicats 20.000 (contre 12.000 et 35.000 le 19 mars 2009). À Rouen, la police donnait 21.000 manifestants ce jeudi, contre 40.000 selon les organisateurs. Le 19 mars 2009, la police avait signalé 23.000 manifestants.

À Angers, c'était le défilé le plus important depuis celui du 29 janvier 2009, avec 10.000 manifestants selon la police, 12.500 selon les organisateurs. Parmi les banderoles visibles dans le défilé, on pouvait lire : "Un retraité en bonne santé, c'est légitime, c'est pas volé", "Il y a de l'argent pour les banquiers, il en faut pour les retraités". À Tours (8.000 selon la police, 12.000 selon les syndicats), on pouvait lire, "La Rolex à 50 ans, la retraite à 60 ans", au Mans, "Pour vos retraites, faites comme moi : planquez vos milliards aux Seychelles ou en Suisse, c'est net d'impôts", avec en "signature : Liliane B., conseillée par Éric W.". À Rennes (13.500 manifestants selon la police, 35.000 selon les organisateurs), on pouvait lire "Métro, boulot, caveau". À Rouen, les manifestants s'interrogeaient : "Sarko, le déambulateur est-il fourni avec la réforme ?" ou encore "Halte au fascisme financier".

Dans l'Est :

À Strasbourg, entre 10.000 et 6.400 manifestants ont défilé. "Travailler plus pour gagner plus, Vuvuzetes bien foutu de nous", pouvait-on lire sur des banderoles de l'Unsa alors que de nombreux syndicalistes s'époumonaient dans des vuvuzelas. Certains novices semblaient toutefois avoir quelques difficultés à faire sortir des sons de ces longues trompettes sud-africaines en vogue depuis le début de la Coupe du

monde de football. "Du repos pour les seniors, du boulot pour les juniors", affichaient d'autres banderoles pour poursuivre dans la métaphore footballistique alors que certains s'interrogeaient : "À quand la retraite pour nos ministres ?"

À Nancy, deux fois plus de manifestants que pour la journée du 27 mai ont défilé (entre 20.000 et 9.500). À Metz, entre 10.000 et 6.000 manifestants ont battu le pavé, dont beaucoup de salariés du secteur privé, notamment des délégations d'ArcelorMittal et de Peugeot. Non loin à Thionville, ils étaient entre 5.000 et 2.700.

À Besançon, derrière une banderole affirmant "Nous ne paierons pas leurs crimes et nous ne travaillerons pas plus longtemps", ils étaient entre 8.000 et 5.500 manifestants, tandis qu'à Vesoul, entre 3.500 et 3.200 personnes s'étaient rassemblées.

Dans le Nord :

La participation aux différentes manifestations a été bien plus importante que le 27 mai, multipliée presque par deux en moyenne selon les chiffres de la police, et encore davantage selon les syndicats. À Lille, entre 30.000 et 10.000 personnes ont manifesté, notamment de nombreux cheminots, enseignants ou agents de La Poste et des hôpitaux en tête du cortège. De nombreux salariés du privé avaient répondu à l'appel des syndicats, à l'image des ouvriers de Saint-Gobain, Bridgestone ou des Verreries d'Aniche (Nord), mobilisés sur la pénibilité de leur activité.

Trois fois plus de personnes se sont mobilisées à Reims (9.000/6.000) et deux fois plus à Charleville-Mézières (5.000/4.000). À Boulogne-sur-Mer, entre 8.000/10.000 et 4.000 personnes ont défilé : des salariés du public, mais aussi du secteur privé, représentés par des employés d'Arc International, spécialiste des arts de la table, étaient présents dans le cortège.

Dans les DOM:

À la Réunion, entre 4.000 et 3.000 manifestants ont défilé.

---

## **Portrait. Dominique Strauss-Kahn est-il de droite ? (25.06)**

**Lexpress.fr - 24.06**

Il est le champion des sondages, mais les socialistes s'en méfient dès qu'il agit comme patron du FMI ou qu'il s'exprime sur les retraites. Un jour peut-être Dominique Strauss-Kahn voudra rassembler les Français. Aujourd'hui, il divise la gauche. Enquête sur son parcours, ses théories et sa pratique.

Des notes, Michel Pébereau, haut fonctionnaire au Trésor au début des années 1980, en a reçu des fournées. Trente ans plus tard, le président de BNP Paribas n'a pas oublié celle-ci, datée de fin 1981. Son contenu - les menaces que la démographie fait peser sur les régimes de retraite - témoigne d'une insolite lucidité, mais ce sont ses auteurs qui ont marqué le banquier: Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn. L'un fut son stagiaire au Trésor, l'autre, son élève à Sciences po.

S'il était resté ce qu'il devenait alors, Strauss-Kahn serait aujourd'hui un spécialiste mondial de l'épargne et du patrimoine, consacré, peut-être, par un prix Nobel - le rêve perlé de sa vie - comme le fut ce Franco Modigliani, dont il a longuement étudié les travaux. Mais qui connaît M. Modigliani, l'économiste, pas le peintre?

D'autres sirènes ont attiré l'universitaire, qui en font désormais un candidat possible à l'élection présidentielle, un sigle - DSK - et une cible. La petite phrase prononcée le 20 mai sur France 2 par le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) - sur la retraite à 60 ans, "je ne pense pas qu'il faille avoir de dogme" - a nourri son procès en droitisme. Face à Pierre Moscovici, Jean-Luc Mélenchon n'ose pas s'attaquer à celui qui fut, comme lui, ministre du gouvernement Jospin, mais disqualifie le patron du Fonds et sa politique de droite.

Chauve-souris du bestiaire français, DSK occupe une place difficile à assumer en France. Social-libéral pour ceux qui le détestent, social-démocrate pour ceux qui le soutiennent.

Tenant d'une "social-démocratie rénovée"

Gilles Finchelstein, directeur général de la fondation Jean-Jaurès, fait partie de la seconde catégorie. "Dominique Strauss-Kahn est le tenant d'une social-démocratie rénovée. Il remonte aux socialistes du XIXe siècle pour dire qu'il faut d'abord combattre les inégalités au moment où elles se forment et non pas seulement après qu'elles se sont formées", nous dit-il.

L'économiste Daniel Cohen, proche de DSK, le classe "clairement à gauche parce qu'il croit au rôle de l'Etat. Une attitude qui reste un marqueur, même si la droite est capable de pragmatisme."

Autre ami économiste, Jean Pisani-Ferry, directeur du think tank Bruegel, nuance: "Dans le contexte international, le keynésianisme de DSK et son rejet des dogmes libéraux le classent à gauche. Dans le contexte français, c'est plus compliqué puisque la droite est également keynésienne et interventionniste. Toutefois, ses références, ses prises de position en matière sociale, ses choix parfois hétérodoxes, comme les emplois-jeunes ou la CSG, sont clairement de gauche."

C'est le problème et la chance de DSK: il ne se démarque pas vraiment d'une droite française plutôt dirigiste et régulatrice. Mais il séduit aussi une partie de ses électeurs.

A HEC, il sèche le cours de marketing pour "incompatibilité idéologique"

Ses convictions, DSK les a forgées le long d'un parcours intellectuel qui en fait un composite plus qu'un monolithe. Son intelligence est de celles que les concepts et les maths font jubiler. Jean-Marie Le Guen, député PS et strauss-kahnien fidèle, souligne sa manière "d'aller chercher les savoirs authentiques sans se contenter de la note de l'énarque". François Villeroy de Galhau, directeur de cabinet de Strauss-Kahn à Bercy (1997-1999), confirme: "Il veut toujours savoir comment ça marche. Il démonte le réveil, pour inventer ensuite la meilleure des manières de le remonter."

Ce curieux fut un client précoce des nouvelles technologies. Villeroy se rappelle cette réunion, au rez-de-chaussée de Matignon, où de son BlackBerry - ce smartphone faisait son apparition - DSK avait envoyé une note à la secrétaire de Lionel Jospin, au premier étage. Celle-ci l'avait imprimée et remise au chef du gouvernement, durant cette même réunion. Une performance!

De son père, Gilbert, membre du Grand Orient - lui-même refusa d'y entrer - DSK a épousé la passion pour la raison et l'humanisme de gauche. Un penchant renforcé par l'influence de son mentor en politique, Jean Pronteau, lui aussi franc-maçon.

Il a hérité les valeurs francs-maçonniques de son père

Docteur en économie, agrégé en sciences économiques, diplômé d'HEC, en droit, en sciences politiques, en administration publique, en statistiques, Strauss-Kahn, boulimique d'études, est d'abord un mandarin. "En matière d'élitisme, ils sont pires que les énarques-polytechniciens", ironise l'un de ses amis.

DSK entre en politique par la porte de gauche, puisqu'il adhère à l'Union des étudiants communistes. "Mais ses actes militants [il est alors élève d'HEC] se cantonnent au strict registre de la symbolique. Une petite grève contre les frais d'études. Et une décision personnelle, dont la bravoure ne saute pas aux yeux: il sèche ostensiblement les cours de marketing, pour cause d'incompatibilité idéologique", racontent Vincent Giret et Véronique Le Billon dans leur excellente biographie, Les Vies cachées de DSK (Seuil, 2000).

En 1972, DSK est embauché par André Babeau, qui dirige alors le Centre de recherche économique sur l'épargne (Crep), un laboratoire du CNRS. "Après vingt minutes d'entretien, je me suis dit: "Quelle flèche !"" raconte Babeau. Avec Denis Kessler, ami et complice de DSK, ils forment une équipe qui voyage, fréquente les économistes américains les plus brillants, innove.

Strauss-Kahn entre au PS en 1975. Babeau découvre que les parois sont parfois poreuses. "Il m'est arrivé de retrouver dans les travaux du PS le résultat d'études du Crep, encore non publiées", raconte-t-il. En 1979, un article sur les inégalités amène à DSK la notoriété au sein du parti: il commence à tirer les dividendes politiques de son investissement intellectuel.

Des convictions souvent amollies par les contingences politiques

Devenu l'économiste des années Jospin (premier secrétaire de 1981 à 1988), "il est l'adepte d'un réformisme soutenable, c'est-à-dire faire tout ce qu'il est possible dans une économie où la rupture n'est pas possible. Il n'est ni partisan d'un nationalisme antieuropéen à la Chevènement ni de l'école dérégulatrice à la Rocard", analyse un député strauss-kahnien.

En 1988, il est chargé par Lionel Jospin de travailler à la "Lettre à tous les Français", le programme du candidat Mitterrand à la présidentielle. Le nouveau Premier ministre, Michel Rocard, reprendra deux de ses idées pour les appliquer: le RMI et la CSG. De celle-ci, il est davantage le promoteur - rôle dans lequel il excelle - que l'inventeur.

Incarnant alors le courant majoritaire, DSK va se droitiser. Très précisément le 19 juin 1994, quand il tente, en vain, de s'opposer à la prise du parti par Henri Emmanuelli. Avec, au coeur de la discorde, la question des 35 heures. L'économiste qu'il est doute que le partage du travail permette de créer des emplois. Mais l'Histoire est malicieuse, et c'est lui qui devra mettre en scène cette pièce maîtresse du programme du PS. "Sachant qu'il a un déficit de gauche, il se montre allant sur le sujet", affirme Pierre Moscovici.

Il a toujours douté que les 35 heures puissent créer des emplois

C'est une constante du personnage: ses convictions sont fortes, fondées et originales; sa pratique est souvent amollie par la prudence et les

contingences politiques. Devenu ministre de l'Economie du gouvernement Jospin, il espère que la négociation, la souplesse et le sur-mesure l'emporteront. En vain. "Les 35 heures vont nous coûter un point de PIB", confiera-t-il alors.

A Bercy, il peut appliquer ses idées keynésiennes, car la période s'y prête. Les emplois-jeunes (350 000 jobs financés par le public), idée totalement hétérodoxe et coûteuse qu'il a défendue pendant la campagne? Un moyen de retrouver la confiance, indispensable à la croissance. La hausse de la fiscalité nécessaire pour entrer dans l'euro? La conjoncture, bien meilleure que prévu, le dispense de frapper les ménages. Il se contentera d'augmenter l'impôt sur le bénéfice des sociétés après une discrète négociation avec son ami Denis Kessler, devenu l'un des dirigeants du CNPF, ancêtre du Medef: moyennant cette surtaxe temporaire, Kessler obtient l'oubli d'une promesse électorale de Jospin, l'intégration de l'outil de travail dans l'impôt sur la fortune.

Ministre, il veut créer les richesses avant de les redistribuer

Ce "schumpéterien" veut libérer les énergies créatrices. Le ministre défend une économie de la production contre la rente, affirme qu'il faut créer des richesses avant de les redistribuer. Il promeut la nouvelle économie, baisse la taxe professionnelle, privatise à tour de bras, en profite pour restructurer et crée le géant franco-allemand EADS.

Mais la gauche plurielle renâcle devant les stock-options et les fonds de pension. Il y renonce. S'est-il suffisamment battu? "Il n'est pas du genre à se faire marcher dessus pour que ses idées passent, note un haut fonctionnaire de Bercy. Je n'ai jamais ressenti qu'un sujet pouvait être vital pour lui. Ce relativisme est aussi sa force. Il écoute, voit la nouveauté des arguments et peut être convaincu."

Il n'aime pas que la gauche soit associée au laxisme budgétaire

Les idées, d'ailleurs, il ne cesse de les chercher. Il réunit régulièrement son équipe en séminaires de cabinet, conçus comme un festival d'intelligence. Le ministre redevient alors "prof de fac", chacun arrive avec sa contribution, l'émulation est forte, la réflexion, large: on parle lutte contre la pauvreté, ou rôle de l'Etat face à l'instabilité professionnelle, géographique et familiale.

Strauss-Kahn est européen, mais il sait épouser les réserves de son parti. Au moment du débat sur le référendum de Maastricht (1992), il se met dans la roue de Jospin, qui dit "non au non". Il n'a jamais été un défenseur acharné de l'orthodoxie monétaire et budgétaire. Président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale (1988-1991), il désapprouve la politique de Pierre Bérégovoy, des taux d'intérêt élevés pour défendre la parité franc-mark... C'est à la fois une conviction et une posture qui lui permet d'exister.

Nommé ministre délégué de l'Industrie et du Commerce extérieur en 1991, il persiste. "Il s'agissait moins à ses yeux d'une question de souveraineté que de garder les moyens du bon dosage entre politique monétaire, budgétaire et fiscale", souligne Paul Hermelin, son ancien directeur de cabinet (1991-1993), resté très lié à lui. S'inspirant de la politique qui réussit alors aux Etats-Unis, il veut des taux d'intérêt bas et une réduction raisonnable des déficits publics. Il n'aime pas que la gauche soit associée au laxisme budgétaire, au tax and spend (taxer et dépenser).

Quand il arrive au FMI, il peut de nouveau appliquer ses idées keynésiennes. Décidément, la chance le poursuit. Il fait tout de suite un choix révélateur, celui d'Olivier Blanchard comme chef économiste. Un professionnel très respecté, considéré comme "à gauche", mais qui, en 2007, a soutenu... Nicolas Sarkozy. Et un keynésien, alors que "le FMI recrutait par tradition chez les monétaristes", souligne Jean Pisani-Ferry. Blanchard secoue la planète financière en lançant un débat hétérodoxe: et si les banques centrales acceptaient un niveau d'inflation un peu plus élevé, 4% par exemple?

Au FMI, le sympathique pompier devient le méchant flic

La crise transforme d'abord DSK en généreux sauveur. Dès janvier 2008, il annonce, à Davos, que les Etats qui le peuvent doivent faire de la relance budgétaire. Il a raison, cette prescience lui vaut des compliments américains et un courroux européen. Pourtant, le sympathique pompier va devenir un méchant flic. Très vite, il lui faut intervenir dans des pays en difficulté. Et poser ses conditions. Entre RMI et FMI, il n'y a qu'une lettre de différence, et tout un monde.

Les amis de DSK sentent le danger et s'empressent d'écrire la légende de leur héros, qui a su tempérer les exigences brutales de cette maison. C'est vrai, mais il n'a fait que mettre ses pas dans ceux de ses prédécesseurs, Horst Köhler et Rodrigo Rato.

En novembre 2008, DSK réunit le personnel du FMI dans un de ces townhall meeting - une tradition américaine - pour préciser ce qu'il attend de lui. Moi, je suis comme vous, dit-il en substance, j'ai envie de changer le monde, mais quand vous allez dans un pays, mieux vaut vous concentrer sur deux ou trois grandes actions afin que les habitants se les approprient, plutôt que sur une longue liste. Et, il demande à ses troupes de mettre en place des mesures qui épargnent les plus vulnérables.

Un étrange mélange d'hédonisme et d'ambition

Ces améliorations, réelles, restent marginales: DSK, plus politique que ses prédécesseurs, sait ajouter le faire savoir au savoir-faire. Il continue pourtant d'imposer les mêmes remèdes, car il n'y en a pas d'autres. A vrai dire, il ne les "impose" pas: formellement, le pays en

difficulté et le FMI se mettent d'accord sur les grands paramètres et c'est le gouvernement qui choisit le détail des mesures. Mais le Fonds peut refuser une décision ou en suggérer une autre: dans cette zone grise, le rapport de forces est essentiel.

En France, le passage par la case FMI droitise donc DSK. Pour une question de politique. Et d'argent? Son salaire annuel - 495 000 dollars net d'impôt - son train de vie, la fortune familiale de son épouse, l'appartement place des Vosges, à Paris, ou le riad de Marrakech? "C'est un sujet qu'il faudra traiter en amont", reconnaît un proche. Une manière de dire que DSK ne laisserait pas la polémique envenimer la campagne. Certaines réponses sont déjà prêtes: il sera dit que le riad a été acheté par Anne Sinclair avec ses indemnités de départ de TF 1.

DSK, étrange précipité d'hédonisme et d'ambition... En juin 1984, Pierre Moscovici, sorti sixième de l'ENA, téléphone à celui qui fut son professeur pour lui demander ce qu'il pense de l'Inspection des finances: "C'est la meilleure business school française. Vous y restez quatre ans et vous gagnez plein de fric." Et le Trésor? "C'est un peu moins bien, mais, là aussi, vous faites quatre ans et vous gagnez du fric."

Moscovici confie alors qu'il songe plutôt à un poste qui lui permette de réfléchir, car il s'intéresse à la politique. "Vous êtes un peu à gauche?" Oui, répond l'élève. "Le PS, ça vous tente?" Encore oui. "Passe me voir demain à mon bureau." En quelques secondes, le temps de passer du vousau tu, le jouisseur a laissé la place à l'ambitieux. Lequel des deux DSK laissera-t-il triompher?

---

## **Moscovici-Mélenchon: pour ou contre DSK? Bonnet blanc et blanc bonnet (Titre de LdC) (25.06)**

**Lexpress.fr - 24.06**

Le député PS Pierre Moscovici, ex-lieutenant de DSK, et l'ancien PS Jean-Luc Mélenchon, parti fonder le Parti de gauche, croisent le fer dès qu'on évoque une candidature Strauss-Kahn.

Ils se tapent sur l'épaule en se retrouvant un après-midi de juin dans un café de l'Est parisien. Pendant vingt-cinq ans, ils ont milité ensemble au PS. Forcément, cela laisse des souvenirs. Mais, dès qu'ils abordent le cas "DSK", Pierre Moscovici et le transfuge socialiste Jean-Luc Mélenchon oublient leur complicité. Et croisent le fer. Le premier soutiendra le patron du Fonds monétaire international (FMI) à la primaire, si celui-ci présente sa candidature - sinon "Mosco" pourrait y aller lui-même. Le second a rejoint le Front de gauche, avec les communistes, et n' imagine pas un instant que DSK puisse représenter la gauche. Face-à-face.

Jean-Luc Mélenchon, iriez-vous jusqu'à dire que Dominique Strauss-Kahn est de droite?

Jean-Luc Mélenchon : Il est membre du PS et a été ministre du gouvernement de Lionel Jospin. Au nom de quoi pourrais-je lui contester son appartenance à la gauche ? Mais, à côté de ce qu'il est, il y a ce qu'il fait au FMI. Et là, son bilan n'est pas de gauche. Il aggrave la traditionnelle politique de brutalité sociale et d'aide à la prédation financière de ses prédécesseurs au FMI. Un homme de droite ne s'y prendrait pas autrement.

Pierre Moscovici : Je suis en total désaccord. Je ne suis pas le porte-parole de Dominique Strauss-Kahn, mais je peux vous dire qu'il n'a pas changé depuis l'époque où je l'ai eu comme professeur d'économie : c'est un keynésien. En clair, il est pour l'économie de marché, mais il pense qu'il ne faut pas attendre du marché qu'il parvienne spontanément au plein-emploi. D'où la nécessité d'injecter des liquidités pour alimenter la croissance. Il a transformé le FMI en augmentant les ressources "prêtables" jusqu'à 860 milliards de dollars, dont 17 sont consacrés au développement de l'Afrique. Il a proposé la création d'un "fonds vert" doté de 100 milliards de dollars d'ici à 2020. La Grèce va recevoir du FMI 30 milliards d'euros et des prêts à 3,5 % d'intérêt, alors que les marchés les proposent à 18 % et que la France et l'Allemagne prêtent à 5 %. En plus, le FMI participe au fonds de stabilisation pour sauver l'euro à hauteur de 250 milliards d'euros.

J.-L. M. : Dans tous les pays où le FMI est passé, de la Lettonie à la Roumanie, en passant par la Hongrie ou la Grèce, l'intervention de cette institution s'est traduite par une diminution du nombre de fonctionnaires, des coupes dans les salaires, l'allongement de l'âge de départ à la retraite et l'augmentation des impôts indirects. Comme redistribution keynésienne, pardon, mais il y a mieux!

Dominique Strauss-Kahn est-il un social-démocrate ou un social-libéral?

J.-L. M. : Il aimerait être un social-démocrate, mais c'est un social-libéral.

P. M. : On a actuellement besoin de régulation, de relance intelligente et d'une réforme du système international. Trois principes sociaux-démocrates, que partage Dominique Strauss-Kahn.

Quel regard portez-vous sur son bilan à la tête du ministère de l'Industrie (1991-1993) et du ministère de l'Economie et des Finances (1997-1999)?

J.-L. M. : Son bilan, c'est d'abord celui de Lionel Jospin. Je retiens de son passage à Bercy l'impôt extraordinaire sur les grandes sociétés, qui

a permis de récolter 70 milliards de francs, réinjectés dans la consommation. Au final, les comptes sociaux étaient passés au vert. Et l'activité avait repris. En 2001, j'étais ministre de l'Enseignement professionnel. Je me souviens que les patrons se battaient pour trouver de la main-d'oeuvre qualifiée et pourvoir des emplois. Cela a bien changé!

Pourquoi n'évoquez-vous pas les 35 heures?

J.-L. M. : Parce que ce n'est pas son oeuvre. Il était favorable en 1995 à la semaine de 37,5 heures. Je peux en témoigner : j'ai lutté pendant dix ans avec l'aile gauche du PS pour que soit adoptée la semaine de 35 heures sans perte de salaire.

P. M. : Jean-Luc Mélenchon a raison. Les 35 heures ne sont pas une idée de Dominique Strauss-Kahn. C'est une coproduction, dans laquelle des militants longtemps minoritaires ont joué un rôle déterminant. Je le reconnais: Michel Rocard, DSK, Laurent Fabius et moi-même étions pour une forme de compensation salariale partielle. Mais Dominique Strauss-Kahn a su faire preuve d'intelligence politique. Il n'est jamais interdit d'emprunter les idées des autres quand elles sont justes.

Ajoutons aussi qu'il a sorti 350 000 jeunes du chômage, grâce aux emplois jeunes. Il a mené une politique macroéconomique très habile de relance de la consommation et de réduction de la dette publique. Les Français n'ont pas oublié cette époque où une gauche réaliste menait de grandes réformes sociales. C'est ce qui explique la cote élevée de Strauss-Kahn dans les sondages.

Peut-on sauver le capitalisme à Washington et le socialisme à Paris ?

P. M. : Le FMI n'est pas là pour sauver le capitalisme, mais pour aider les pays en crise à sortir de l'ornière. Et un président de la République de gauche n'est pas là pour diriger une France socialiste, mais pour changer le cours des choses, avec ses partenaires. En 2012, il faudra faire une politique de gauche très réaliste, poursuivant une ambition crédible. Si la gauche se pose en donneuse de leçons, comme elle l'a souvent fait dans son histoire, elle risque de se fracasser contre la réalité.

J.-L. M. : Je plaide, moi, pour une vraie rupture, qui consisterait à reprendre le pouvoir à la finance. De gré, si possible. De force, si cela n'est pas possible, par le biais de la loi. Il faudra, entre autres, constituer un pôle financier public. Dans cette période de nécessaire confrontation avec la finance mondiale, la question est de savoir qui aura suffisamment de cran pour entrer dans un rapport de forces. Un responsable qui aura été, pendant cinq ans, l'organisateur en chef des politiques d'austérité dans tous les pays ne me semble pas le mieux placé pour faire exactement l'inverse, au nom de la France.

P. M. : Au contraire, quelqu'un qui connaît bien le système est peut-être mieux à même de se faire entendre et de proposer des options différentes et crédibles.

Pierre Moscovici, comment réagissez-vous quand des leaders de gauche critiquent DSK?

P. M. : Jean-Luc Mélenchon a dit un jour que les socialistes seraient "barjots" de choisir DSK. Ne disons rien qui puisse insulter l'avenir et compromettre le nécessaire rassemblement de 2012 autour d'une candidature probablement socialiste. S'il est le candidat du PS à la présidentielle, ce sera avec lui que vous devrez traiter. Et c'est avec vous, dans votre diversité, qu'il devrait discuter des conditions du rassemblement.

J.-L. M. : Je déteste ce terrorisme intellectuel qui veut interdire le moindre débat parce que le PS aurait une collection de vaches sacrées que nous devrions faire semblant d'admirer le moment venu. Strauss-Kahn est un candidat potentiel du PS. Or, le PS est le premier parti de l'opposition. Tout le monde à gauche doit pouvoir dire ce qu'il en pense. Nous préparons une élection, pas un sacre.

Des détracteurs de Dominique Strauss-Kahn raillent son train de vie et son salaire au FMI. Pensez-vous que cette question puisse poser problème pour une éventuelle candidature?

J.-L. M. : Ce genre d'arguments me met mal à l'aise. On a connu de grands bourgeois de gauche et des prolétaires d'extrême droite. Bien sûr, la condition sociale joue un grand rôle dans la perception de l'existence, mais on ne peut pas réduire un homme à cela.

P. M. : Je rejoins Jean-Luc Mélenchon dans le refus de la disqualification des personnes. Léon Blum était d'une famille aisée et a beaucoup fait pour la gauche. Ce qui compte, c'est la compétence et le parcours.

---

## Retraites, suite (25.06)

Lepoint.fr, Libération.fr, Lemonde.fr et Reuters - 24.06

Ils ont dit le 24 juin.

## 1- CGT.

"La suite va appartenir au président de la République. Dès lors que 23 grévistes (les joueurs de l'équipe de France de football, ndr) parviennent à modifier l'agenda du président de la République, assez naturellement, on pourrait penser que les responsables syndicaux puissent être reçus", a persiflé M. Thibault, en référence au rendez-vous entre Nicolas Sarkozy et Thierry Henry.

"Il ne faut pas que le projet de loi soit examiné dans sa version actuelle au Conseil des ministres le 13 juillet mais qu'on ouvre enfin une véritable séance de négociation", exige-t-il. (Reuters 24.06)

Le secrétaire général de la CGT s'est gardé de demander le retrait du projet de réforme mais il a suggéré sa réécriture, en estimant qu'il ne devait pas être "examiné dans sa version actuelle", le 13 juillet, et qu'une "véritable négociation" devait s'ouvrir.

## 2- CFDT.

«Le gouvernement doit se rendre compte qu'il faut une réforme alternative, c'est-à-dire réécrire profondément cette réforme pour qu'elle soit plus juste», a souligné le secrétaire général de la CFDT, convaincu que «les gens ne manifestent pas contre le changement mais contre cette réforme injuste». (Libération.fr 24.06)

## 3- FSU.

"on entre dans une nouvelle période de rapport de forces". (Lemonde.fr 24.06)

## 4- Solidaires.

"si vraiment le gouvernement ne comprend pas, à la rentrée on sera dans la rue". (Lemonde.fr 24.06)

## 5- PS.

M. Rocard "regrette que le gouvernement n'ait pas suivi la voie de la négociation" et soit "passé en force". "Reste que beaucoup de problèmes ne sont pas tranchés" comme le "morceau énorme" des régimes spéciaux, selon lui. (Lepoint.fr 24.06)

Le PS a appelé le gouvernement à retirer cette réforme. "Je mets le gouvernement en garde contre un passage en force", a affirmé Harlem Désir.

"Nous sommes aux côtés des salariés pour faire reculer le gouvernement et dire qu'une autre réforme des retraites est possible, plus équitable", a ajouté Harlem Désir.

Pour le porte-parole Benoît Hamon "Il n'y a pas d'autre choix que de descendre dans la rue pour obliger François Fillon à négocier", a-t-il dit.

M. Aubry a réaffirmé que le PS proposait «une réforme équilibrée». «Nous savons qu'il faut que la majorité des Français travaillent plus longtemps, partent plus tard, mais nous voulons que ceux qui ont commencé à travailler tôt, ont eu des emplois pénibles, qui ont aujourd'hui leur durée de cotisation et sont souvent au chômage puissent partir à 60 ans » a-t-elle précisé. (20minutes.fr 24.06)

Ségolène Royal, a quant à elle appelé à l'organisation par "la gauche et les forces sociales d'un référendum d'initiative populaire pour mettre en échec" le projet gouvernemental de réforme des retraites. (Lepoint.fr 24.06)

## 6- Gouvernement.

Eric Woerth, le ministre du travail a parlé d'une "mobilisation assez forte" mais "légèrement plus faible qu'en 2003, au moment de la réforme des retraites qui ne touchait pas à l'âge légal". Il a ajouté que, dans la fonction publique, le taux de grève "était en 2003 de 57%, il est aujourd'hui de 20%".

Mais le gouvernement ne peut pas faire comme s'il ne s'était rien passé. Du coup, François Fillon, qui s'est abstenu jusqu'à présent de se porter en première ligne, a annoncé qu'il tiendrait une conférence de presse vendredi sur les finances publiques mais aussi sur la réforme des retraites pour faire "un point d'étape". (Lepoint.fr 24.06)

Commentaire.

Le dispositif habituel se met en place pour permettre au gouvernement d'arriver à ses fins.

La collaboration de classes continue, tandis que les uns et les autres demandent à genoux aux dirigeants syndicaux et du PS, PCF, PG de bien vouloir se prononcer "clairement" (POI) pour le retrait du projet du gouvernement, la réponse ne s'est pas fait attendre : les premiers refusent en s'en remettant à Sarkozy pour modifier son texte ou réclamer de "véritables négociations", de son côté le PS se prononce pour ce retrait... pour immédiatement ajouter qu'il est d'accord avec l'allongement du nombre d'années de cotisation, donc avec l'une des principales mesures inacceptable contenue dans le projet du gouvernement.

Le PG et le PCF se sont déjà prononcés pour le retrait de ce projet tout en réclamant à Sarkozy une "autre réforme" par une "proposition de loi que bien entendu la majorité UMP à l'Assemblée nationale votera ! (source : Informations ouvrières n°103 - article en ligne dans le site)

Le partage des rôles ne changent pas.

Extrait du X<sup>e</sup> Congrès national du Parti Ouvrier Français, Marseille, 24-28 septembre 1892.

"Résolutions pour le 1er Mai 1893 :

Considérant que la démonstration internationale de mai a pour but d'affirmer la solidarité des travailleurs de tous les pays et de les acheminer, par une action commune, à l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste;

Considérant que la journée de huit heures, qui a été choisie comme revendication principale et générale, est, en même temps que la plus importante des réformes à arracher à la société bourgeoise, une protestation contre le sur-travail dont les prolétaires sont victimes au seul profit de la classe parasitaire et le moyen de démontrer aux masses encore ignorantes qu'elles n'ont rien à attendre des pouvoirs publics tant qu'ils seront aux mains de leurs exploiters économiques;

Congrès international de Zurich :

Considérant que la journée de huit heures est inscrite au programme des partis socialistes des deux mondes et que sa réalisation sera étudiée au Congrès international de Zurich;

Considérant que les Trade's -Unions de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, après avoir pris part au Congrès de Bruxelles, déchirent le pacte international qui a été conclu en organisant sur cette question spéciale un Congrès international à Londres en opposition à celui de Zurich;

Considérant que le Parti socialiste international ne peut laisser limiter à la seule question des huit heures l'agitation ouvrière ainsi que le voudrait la majorité trade's-unioniste de Glasgow;

Le 10<sup>ème</sup> Congrès national du Parti ouvrier français, formé des représentants de 718 Chambres syndicales et groupes socialistes, décide qu'il ne prendra pas part au Congrès de Londres; blâme la majorité antisocialiste de Glasgow d'avoir essayé de jeter la division dans le parti du travail en organisant le Congrès de Londres et invite les Trade's -Unions à rallier le mouvement ouvrier international et à se faire représenter au Congrès de Zurich."

Pour bien faire, s'il existait aujourd'hui une Internationale et qu'on lui appliquait les mêmes principes que ceux retenus en 1892, au regard de l'activité et de l'orientation de tous les partis, aucun n'y aurait sa place.

Proposer une perspective politique aux travailleurs, lier leur combat pour les revendications économiques ou sociales au combat pour en finir avec l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste aurait été possible en 1892, leur avant-garde aurait pu s'en saisir... mais ne le serait plus en 2010 ?

Vous allez peut-être penser que je me répète et que vous savez tout cela par coeur, permettez-moi de douter que vous ayez vraiment analysé à fond cette question ou que vous en ayez tiré toutes les conclusions qui s'imposent, je vais le faire pour vous ici très rapidement. Ne vous méprenez pas, il n'y a rien d'arrogant dans ma démarche, ce n'est pas une leçon, mais une simple démonstration, un petit cours de dialectique appliqué à la lutte de classes, je ne dois pas commettre l'erreur habituelle (la mienne) qui consiste à oublier de soigner la susceptibilité de bien des militants.

Ne serait-ce pas les mêmes qui prétendent que tout serait finalement possible en régime capitaliste, qu'il serait possible par exemple de revenir à la Sécurité sociale de 1945, d'augmenter les salaires, les retraites, etc., bref de satisfaire tous nos besoins élémentaires ?

Mais dans ce cas-là, cela ne signifie-t-il pas qu'il n'y a pas de crise du système capitaliste, que cette crise n'aurait aucun rapport avec les fondements du capitalisme comme l'affirment les économistes bourgeois, que le capitalisme pourrait supporter la satisfaction de nos revendications et que cette crise ne serait que financière, du fait de l'avidité incontrôlée d'une poignée d'aristocrates de la finance ? Voilà comment ils légitiment la survie du capitalisme.



Et puis, si tout était possible en régime capitaliste, à quoi bon combattre pour liquider les rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production, ne suffirait-il pas de changer de gouvernement et de modifier la répartition des richesses entre les classes sans toucher aux institutions politiques pour satisfaire tous nos besoins ou aspirations ? Voilà pourquoi et comment ils font passer à la trappe l'expropriation des propriétaires des moyens de production, ainsi que le combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, pour un Etat ouvrier.

Dès lors, à quoi bon proposer une issue politique au prolétariat dans la perspective du socialisme, puisque finalement on peut très bien s'accommoder du régime capitaliste pour parvenir à nos fins ? Voilà pourquoi et comment ils font passer à la trappe le socialisme.

Ils font payer les "mauvais" capitalistes, un bon gouvernement (bourgeois) constitué notamment des partis PS, PCF, PG met en oeuvre un plan de relance en direction des travailleurs, la consommation repart de plus belle, les usines tournent à plein régime, il n'y a plus de chômage, plus de précarité, plus de pauvreté, envolés, vous en avez rêvé, un miracle s'est accompli, c'est merveilleux ! Qui sérieusement peut croire un instant une telle fable en totale contradiction avec les faits et le marxisme ? C'est pourtant ce qu'ils distillent à longueur de temps.

Voilà la panoplie complète du parfait petit-bourgeois réformiste, du PS au POI en passant par le PCF, le PG, le NPA et LO, sans oublier leurs nombreux satellites, ils sont tous sur la même orientation capitularde quand on y regarde de plus près. Si maintenant vous vous basez uniquement sur leurs programmes ou déclarations au lieu de vous en tenir au terrain pratique, assurément vous parviendrez à une autre conclusion, avec en prime toujours les mêmes illusions trompeuses !

Je vous conseille vivement de lire ou relire, mieux d'étudier l'idéologie allemande d'Engels que je viens de mettre en ligne ou encore La dialectique de la nature du même auteur.

"... on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce qu'ils sont dans les paroles, la pensée, l'imagination et la représentation d'autrui, pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os; non, on part des hommes dans leur activité réelle, c'est à partir de leur processus de vie réel que l'on représente aussi le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital." (L'idéologie allemande)

On peut toujours combattre pour une cause sans la définir précisément matériellement (le socialisme, c'est quoi ? Du vent !), on peut toujours combattre pour un objectif sans mentionner par quel moyen pratique on va l'atteindre (le parti, la révolution, les soviets ou comités, c'est quoi ? Du vent !), on peut toujours combattre un ennemi sans mentionner que notre objectif est de le terrasser (l'expropriation des capitalistes, la confiscation de tous leurs biens, avoirs et pouvoirs, c'est quoi ? Du vent !), c'est sans aucun doute la meilleure méthode pour que les hommes, la société et le monde demeurent aveugles éternellement et que rien ne change jamais. (A suivre)

---

## Les journalistes de NRJ appelés à la grève. (26.06)

Lefigaro.fr - 25.06

«Un ras le bol général», qui se soldera donc par une grève mardi prochain. Ce vendredi, l'intersyndicale SNJ-FO, SNJ-Solidaires et SNJ-CGT du groupe NRJ a appelé les 120 journalistes de la maison à cesser le travail du 29 juin au 2 juillet. Le mouvement porte sur des revendications sur les retraites, sur le travail de nuit, et sur les droits d'auteurs liés à la réexploitation des oeuvres des journalistes. Un comité d'entreprise doit se tenir mardi après-midi.

Les syndicats regrettent que depuis deux ans les négociations avec la direction peinent à aboutir. «Nous faisons des réunions, dans lesquelles nous faisons des préconisations, qui ont disparu du texte lorsqu'il s'agit de coucher cela sur papier. C'est une négociation unilatérale», détaille Mathieu Lopez, délégué SNJ-FO du groupe, pour expliquer l'initiative de l'intersyndicale. «Le dialogue est ouvert depuis trop longtemps», estime de son côté Yoan Lefebvre, représentant SNJ-CGT.

Leurs réclamations portent sur un rattrapage des cotisations retraites alors qu'une majorité de journalistes n'a cotisé que sur 70% de leurs revenus et qu'ils ne cotisent à une caisse de retraite cadre que depuis 2009. Les journalistes de NRJ envient aussi la compensation financière du travail de nuit de leurs confrères de Lagardère : cela représente 70 euros par mois en guise de majoration légale et 243 euros par trimestre pour la pénibilité des horaires, contre «quelques jours de congés de compensation» proposés par la direction de NRJ. Enfin, ils souhaitent un accord sur les droits d'auteur.

Selon les syndicats, la moitié des journalistes pourrait suivre le mouvement.

Du côté de la direction c'est l'incompréhension. «Cette grève est une surprise, indique Jean-Paul Baudecroux, pdg de NRJ Group. Elle intervient à un moment inapproprié dans la mesure où la direction était sur le point de finaliser des dossiers, ce que les organisations syndicales ne pouvaient sérieusement ignorer. Pour quelques autres dossiers, la direction a effectué des propositions qui ont été refusées en

bloc par les organisations syndicales depuis plusieurs mois.»

Les syndicats n'excluent pas d'engager une action en justice si les négociations ne devaient pas aboutir. Ils menacent aussi d'une grève illimitée le jour de la rentrée des programmes.

---

## **Les ingénieurs frappés par la crise économique. (27.06)**

**Lemonde.fr - 25.06**

La crise économique est bien là pour les ingénieurs, et singulièrement les plus jeunes d'entre eux, mais des lueurs d'espoir existent. Tel est, en substance, la conclusion de l'enquête 2010 du Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF) qui a été rendue publique vendredi 25 juin. Elle a été établie à partir de 45 000 questionnaires.

"L'enquête menée début 2009, sept mois après le début de la crise, avait révélé les craintes d'ingénieurs sous le choc, témoigne Gérard Duwat, directeur de l'Observatoire des ingénieurs au CNISF, mais pas encore, ou peu, les effets réels de la crise. Dans celle de 2010, ses conséquences concrètes apparaissent clairement." Au point que "les tensions sur le marché sont revenues à la situation de 2003-2004, après l'éclatement de la bulle Internet", poursuit M. Duwat.

Si le taux de chômage des 665 000 ingénieurs de France a augmenté de deux points en un an (passant de 3,4 % à 5,4 %), celui des plus jeunes d'entre eux a explosé. Les ingénieurs de moins de 30 ans au chômage sont aujourd'hui 9,7 %, alors qu'ils n'étaient que 4,9 % lors de l'enquête 2009.

Par ailleurs, il est plus difficile de trouver un emploi à la fin de ses études. Dans l'enquête de 2009, 56 % des jeunes ingénieurs avaient signé un contrat de travail avant de sortir de l'école. Ils ne sont plus que 43 % en 2010. Sept sur dix avaient trouvé un emploi en moins de deux mois en 2009, ils ne sont plus que cinq sur dix.

Quant aux différentes manières de mettre le pied à l'étrier (stages, année de césure, apprentissage), elles fonctionnent toujours, relève l'Observatoire des ingénieurs, mais leur effet est "atténué".

L'enquête 2010 apporte donc de mauvaises nouvelles. Mais tout n'est pas noir : des signes positifs sont perceptibles.

Selon l'enquête 2010, 18 000 ingénieurs ont certes perdu leur emploi en 2009, mais un sur cinq avait retrouvé du travail au début de l'année 2010. "C'est encourageant", assure Gérard Duwat qui ajoute que "les grands recruteurs d'ingénieurs (dans l'informatique, notamment) qui avaient fermé leurs portes en 2009 embauchent aujourd'hui à nouveau." Le recrutement a chuté d'un tiers en 2009 (passant de 72 000 personnes à 48 000) et la mobilité s'est tassée : on change moins d'employeur, de ville ou de pays. Mais la création ou le rachat d'entreprise est dynamique, surtout chez les jeunes.

Les moins de 30 ans n'étaient que 3 % à se lancer dans l'aventure de l'entrepreneuriat en 2008 (enquête 2009) ; ils sont aujourd'hui 23 % ! "Il y a sans doute là une conséquence de la difficulté à trouver un emploi, estime M. Duwat, mais c'est aussi la preuve que l'accent mis sur la nécessité d'innover et de créer porte ses fruits. En outre, les écoles d'ingénieurs y préparent de mieux en mieux." Enfin, le coup de pouce consenti en 2008 sur le salaire des jeunes n'a pas été renouvelé, mais les plus anciens en profitent.

Depuis trois ou quatre ans, leur rémunération était contenue. Ce n'est plus le cas : "Satisfaction et rétention des plus anciens ont été préférés à l'attraction des jeunes, caractéristique d'un marché dont la demande s'est tassée", lit-on dans l'étude. Le salaire moyen d'un ingénieur cadre est de 63 000 euros par an.

Les mauvaises nouvelles ne manquent pas, mais Gérard Duwat tient tout de même à relativiser : globalement, "l'accès à l'emploi reste tout à fait acceptable pour les ingénieurs". De fait, si l'on s'en tient au taux de chômage, il demeure moitié moins élevé que les moyennes nationales.

---

## **Bilan de la visite de Sarkozy dans le 93 : une claque et une insulte. (27.06)**

**Rue89 - 25.06**

Si Nicolas Sarkozy voulait contrôler sa communication en évitant les caméras dans le 93, c'est complètement raté. Deux incidents au moins entachent sa visite en catimini en Seine-Saint-Denis. 1 Nicolas Sarkozy a été insulté

Un homme de 21 ans, qui a insulté Nicolas Sarkozy à la gare de Saint-Denis, est passé ce vendredi devant la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal de grande instance de Bobigny et a été condamné à 35 heures de travaux d'intérêt général (TIG) pour outrage au président de la République, outrage à la police et rébellion ; un journaliste de France 3 affirme l'avoir entendu dire « Suce-moi ». Le jeune a reconnu au tribunal avoir lancé : « Va te faire enculer connard, ici t'es chez moi. »

Blessé durant l'interpellation, il lui a été prescrit neuf jours d'incapacité totale de travail. Son avocate a dénoncé les conditions dans lesquelles il a été arrêté, jugeant qu'il n'y avait pas lieu de faire usage de la violence.

Dans des déclarations faites à l'AFP, elle a expliqué que son client avait simplement « exprimé son opinion vis-à-vis du Président ». 2

Un journaliste de France 3 a été giflé

En marge de cet événement, Pierre Lassus, journaliste à France 3, affirme avoir été giflé par le service d'ordre de Nicolas Sarkozy.

Selon son récit, il était à La Courneuve « par hasard » pour tourner un sujet sur le trafic de crack. En plein tournage, Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux et une nuée de policiers débarquent. Après avoir demandé l'autorisation de filmer au ministre de l'Intérieur, le journaliste va chercher sa caméra. Une scène l'interpelle : celle d'un jeune homme entouré de policier, vraisemblablement le même qui a insulté le Président.

Pierre Lassus a rapporté cette scène à Europe 1 :

« Le gamin a dit "Suce-moi" et quand le service d'ordre de Nicolas Sarkozy l'a arrêté, j'ai essayé de filmer mais nous n'avons pas pu. L'un des hommes s'est alors approché de moi et m'a claqué directement, en disant "On ne filme pas". »

Dans un sujet diffusé sur France 3 ce vendredi, un journaliste précise que le but des policiers était de l'empêcher de filmer l'interpellation musclée du jeune. « Les atteintes à la liberté de la presse, cela suffit »

Dans un communiqué, la SNJ-CGT de France Télévisions a dénoncé la dégradation des conditions de travail des journalistes :

« Cette fois ça suffit ! Après les nombreuses mises en cause de la liberté de la presse et la reprise en main politique de l'audiovisuel public par Sarkozy, voilà que sa garde rapprochée agresse physiquement un journaliste de France 3 Ile-de-France.

Après les patrons voyous, les policiers voyous de la garde prétorienne du Président ! Les atteintes à la liberté de la presse, cela suffit. Nous ne laisserons pas ce pouvoir museler notre liberté d'expression. »

Alors que la SNJ a décidé de saisir l'Inspection générale des services (IGS), la direction de France Télévisions a réclamé la tenue rapide d'une enquête et a déclaré « se réserver la possibilité d'engager une procédure judiciaire ». Ce qui serait une première.

Commentaire.

Il s'agissait d'une provocation de la part de Sarkozy, ce qui s'est passé était prévisible, y compris sans doute la présence d'une équipe de France 3 sur place. Le SNJ a raison de porter plainte contre la racaille policière qui n'avait aucune raison de frapper ce journaliste et ce jeune.

S'il y a un endroit où le non-droit s'exprime avec le plus de violence en France, ce n'est pas dans les banlieues mais bien au sommet de l'Etat avant tout.

---

## **La bourgeoisie parisienne défend son pré carré. (28.06)**

### **Le Monde Magazine - 27.06**

Sans la tour Eiffel en lointain arrière-plan de l'immense piscine aux eaux azur bordée de chaises longues, l'endroit aurait tout de ces coins huppés de la campagne normande dont raffolent les Parisiens aisés. A l'ombre de somptueux arbres centenaires, quelques membres du club, en âge de les avoir vus pousser, devisent vêtus de blanc, ce lundi matin de juin. Pelouses tondues de frais, libérant ce qu'il faut d'effluves champêtres. Courts de tennis par dizaines, en terre battue de préférence, clos d'un grillage vert anglais que colonisent les roses trémières...

Le Lagardère Paris Racing, "la Croix Catelan" pour les habitués, l'un des très sélects clubs sportifs du bois de Boulogne, offre à ses 13 500 heureux membres une verte quiétude en plein Paris. Sérénité fâcheusement troublée ces derniers temps. Voilà que, depuis la mi-mars, 5 000

clients du club se sont unis au sein de l'association SOS Croix Catelan pour mener une fronde, inhabituelle dans cet univers feutré, contre le propriétaire des lieux, le groupe Lagardère. Prospectus, site internet, actions en justice envisagées... Et même une chaîne humaine autour du club, le week-end de l'Open EDF de natation, les 26 et 27 juin. Fallait-il que la situation fût grave pour en venir à ces extrémités que la bienséance réprouve ! Elle l'est, nous assure-t-on chez SOS Croix Catelan. "C'est angoissant."

En 2006, la mairie de Paris décide de ne pas renouveler la concession accordée depuis cent vingt ans au Racing-Club de France pour l'usage privé de ces 7 hectares de domaine public. A la place, elle choisit le groupe Lagardère, qui a le bon goût de proposer un solide projet sportif et, accessoirement, une redevance annuelle de 3,2 millions d'euros – contre 130 000 euros payés auparavant par le Racing-Club. Quatre ans plus tard, nombre d'ex-adhérents de l'association loi 1901, qui n'ont guère apprécié de devenir simples clients d'une société commerciale, se disent trop peu informés par la nouvelle direction et dénoncent une dérive marchande : la transformation de la Croix Catelan en "club de loisirs de luxe".

## BONNES FRÉQUENTATIONS GARANTIES

Qu'il n'était pas jusqu'à présent ? Attablés dans le restaurant du club-house au menu un tantinet onéreux, deux avocats à la tête de SOS Croix Catelan, Jean-Pierre Léon, président, et Amélie Barberis, secrétaire générale, finissent par en convenir. Ils en paient déjà cher le brin d'herbe, de cette campagne à Paris. 6 600 euros de droit d'entrée. Plus 1 600 euros de cotisation annuelle par personne. "Il n'y a pas ici une diversité sociale incroyable, il ne faut pas se leurrer. Pour une famille, l'adhésion, c'est le prix d'une petite voiture", compte Mme Barberis, bientôt mère d'un troisième enfant. Pour ses deux aînées, l'inscription a tenu lieu de cadeau de naissance de la part des grands-parents. "C'est un havre, hors du monde, un peu pour privilégiés, c'est indiscutable. Mais les gens qui y sont en ont conscience", nous rassure Jean-Pierre Léon, 57 ans, quarante années d'ancienneté au club et marathonien compulsif.

Les 48 courts de tennis, deux piscines extérieures chauffées toute l'année, les terrains de football, de basket, de volley, les salles de gym, de musculation et de bridge, drainent les familles aisées de l'Ouest parisien, trop contentes d'y placer, le mercredi et le week-end, leurs enfants en lieu sûr. Bonnes fréquentations garanties : les familles se cooptent avec suffisamment de discernement pour ne pas devoir côtoyer le tout-venant dans l'annuaire du Racing – deux parrains, une lettre de motivation et quatre ans d'attente sont requis pour entrer dans le système.

Indéniablement, ce club est chic, mais la motivation première de ses membres demeure la pratique sportive de plein air, plaide SOS Croix Catelan. "Or notre club de sport est en train de se transformer en resort de luxe progressivement réservé à une élite financière capable d'assumer une cotisation extrêmement élevée. Pour obtenir la concession, Lagardère a vendu un projet axé sur le sport, la famille et l'accessibilité au plus grand nombre, mais cela devient tout à fait autre chose, un lieu d'argent, le rendez-vous de golden boys à la pochette flamboyante. Regardez !" : un petit groupe s'extrait du club-house, d'élégants sacs cartonnés Burberry à la main. "Ça ne peut pas devenir ça, le Racing !" Et de dénoncer pêle-mêle les séminaires d'entreprises, les opérations publicitaires. Une dérive fric-frime. Une machine à cash...

Les preuves ? La nouvelle directrice des exploitations et du développement, Pascale Adoner, ne vient pas de l'univers du sport, mais de l'hôtellerie de luxe. Les nécessaires rénovations et mises aux normes sont menées sans respecter l'esprit du lieu, boiseries historiques mises au bûcher, restaurant et salon anglais avec ses fauteuils club convertis en "espaces sans allure, comme dans n'importe quel hôtel 3-étoiles". Sponsors s'affichant sur les horloges, les portes des tennis. D'un vulgaire ! Et que dire des transformations radicales prévues dans le club-house ? Des vestiaires sacrifiés à de nouveaux espaces commerciaux, spa, fitness, salles de réunion...

"Durant un an, nous devons nous changer et nous doucher dans le parking souterrain, sans qu'aucune compensation financière ait été prévue pour ces désagréments. Et, à la fin, les cotisations exploseront à cause de ces travaux somptuaires que les adhérents n'ont pas appelés de leurs vœux. Certaines familles ne pourront pas suivre... Vous imaginez leur angoisse ? Il y aura des exclus !", interpelle Frédéric Messian, vice-président de l'association, par ailleurs président d'une société de design et de communication. Sa mère fréquentait déjà le Racing, il y a quarante ans. Lui a très tôt initié ses quatre enfants aux valeurs du club : goût de l'effort, discipline, rigueur. Les membres, nous confie-t-on, ont un attachement sentimental qui se perpétue de génération en génération. Ils s'en sentent "comptables" pour leurs enfants.

## CONSIGNE CONTRE "PULLMAN"

Les membres ne peuvent s'imaginer spoliés de leurs casiers. Nous voilà au cœur de la contestation. La disparition programmée de tout ou grande partie des 11 000 casiers individuels. On nous mène, au club-house, dans le saint des saints, un étonnant dédale de placards en bois sombre. Certains, les "pullmans", ont la taille d'une penderie, d'autres, les "demi-pullmans" ou ordinaires, se superposent sur deux hauteurs – les "locataires" du haut prévoient alors, pour y accéder, des petits escabeaux en aluminium qu'ils suspendent à des patères. Les casiers sont numérotés. Cadenassés. Tapissés, à l'intérieur, d'un papier peint à petites fleurs délicieusement désuet.

Première classe, deuxième classe, comme au temps des transatlantiques, pullman et demi-pullman correspondent à des prix (de 100 à 150 euros par an) et des accès différents. Il faut franchir une lourde porte à poignée dorée, protégée par un code, pour pénétrer du côté des "pullmans", jadis attribués aux membres sachant habilement cumuler ancienneté, entrent et mérite sportif. Le groupe Lagardère envisage à la place un système de casiers à la journée, avec concierge. Une banale consigne, en quelque sorte.

Les animateurs de SOS Croix Catelan y voient la perte "insupportable" de "l'âme du lieu", et d'une pratique sportive confortable. "Mes quatre enfants y vont dix fois dans la journée, raconte M. Messian. C'est le point de rendez-vous, c'est aussi là que le lien social se crée, avec ses voisins de casiers. Et puis, on y laisse nos affaires d'une fois sur l'autre, raquettes, ballons, chaussures, vêtements..." Venir avec un sac de

sport ? "Vous m'imaginez en rendez-vous chez les clients avec un sac à dos ?" Même les jours d'affluence, la circulation est fluide dans le labyrinthe des casiers, ajoute Mme Barberis. "On ne va pas demander aux gens d'attendre vingt minutes leurs affaires un dimanche de juin !" Cela va sans dire.

Du côté de chez Lagardère, toute cette agitation suscite bien de la perplexité. Oui, pour Pascale Adoner, la directrice des exploitations, le Lagardère Paris Racing est "un resort sans les chambres", clairement positionné dans "l'univers du luxe". Et alors ? Toute la journée, elle arpente "le boulevard à ragots" – c'est ainsi qu'elle nomme l'allée centrale qui longe les courts de tennis et le club-house, avec des bancs de chaque côté depuis lesquels les membres scrutent et commentent chaque passage. "Redoutable !" Elle tente de désamorcer les rumeurs d'une "petite minorité de gens qui étaient proches du Racing-Club, veulent rejouer la concession, et confondent bulletin d'adhésion et titre de propriété." Oui, une mise aux normes était nécessaire et, après une première phase de travaux (rénovation de l'espace nautique, du restaurant...), une seconde, d'environ un an, suivra à l'automne, qui visera notamment à moderniser le club-house et à développer les installations sportives intérieures utilisables l'hiver. Comme les règles d'urbanisme interdisent de construire, la rationalité commande de réduire la surface occupée par les vestiaires, soit 4 350 m<sup>2</sup> sur les 6 500 m<sup>2</sup> du club-house. Si la solution définitivement arrêtée est celle d'une consigne, du personnel supplémentaire sera dépêché les six week-ends de forte affluence de l'année.

## CONSERVATOIRE DES TRADITIONS

L'espace dégagé permettra d'agrandir les salles de fitness et de musculation, pour l'instant minuscules, de créer une garderie pour les enfants, d'installer ce qu'il faut de cabines de massage, saunas, hammam, jacuzzis bains froids et chauds... Certains services seront payants, d'autres gratuits. "Bref, nous voulons en faire un club dans son temps, pas insalubre, confortable. Vous avez vu l'état des douches ? Ce n'est pas digne d'un club qu'on paie ce prix !, estime Franck Peyre, directeur général délégué. Il nous faut plaire au plus grand nombre, les sportifs à pratique intensive, les familles qui viennent pour du sport loisir, et celles dont c'est la maison de campagne à Paris. Chacun imagine son club. Nous, nous devons composer avec les trois catégories." La hausse des cotisations ? C'est "clairement oui", affirme-t-on chez Lagardère, sans davantage de précisions. "Nous payons une redevance annuelle de 3,2 millions d'euros et nous prévoyons 40 millions d'euros de travaux sur vingt ans. Les trois premières années d'exploitation ont été déficitaires", précise le directeur. Le sponsoring ? "Ceux qui nous le reprochent sont les mêmes qui ne veulent pas de hausse des cotisations !" Incompréhension mutuelle. Entre certains adhérents de longue date et les nouveaux gestionnaires, les cultures s'entrechoquent.

Un responsable du Groupe Lagardère, qui suit les choses de très près, nous confie tenter de "composer avec l'héritage" mais avoue "mourir de rire" devant certaines pratiques en vigueur dans ce qu'il perçoit comme un conservatoire des traditions bourgeoises. "Comme les casiers ! Les trois cinquièmes du club-house ! Ici, on assoit son influence au club au nombre de casiers loués et à leur localisation. Quand on est dans un 'pullman', cela vaut affirmation d'un statut social, et on se le transmet comme une charge notariale." Et que dire de ces fauteuils en cuir du salon de lecture, tachés de sombre à l'emplacement de la tête ? "Ils veulent les garder ! Pour eux, c'est patrimonial !", s'esclaffe notre hôte, qui ne mâche pas ses mots.

## MENACES D'EXCLUSION

"Ils nous reprochent d'introduire de la mixité sociale et ethnique, alors que seuls 1 500 membres ont changé depuis 2006. Ils voient encore le monde partagé entre noblesse et bas peuple. C'est une caste qui défend ses privilèges. Mais désormais, les fortunes sont diverses, pas forcément héritées, pas forcément toutes 'blanches'. Et nous, nous voulons un club sportif qui corresponde à 2010, qui soit dans son temps, pas fossilisé." Vision caricaturale !, s'indignent les opposants, qui disent sentir monter les manœuvres de dénigrement et d'intimidation. On les aurait même menacés de passer devant la commission de discipline, qui peut prononcer une exclusion pour comportement contraire à l'éthique du club. Suprême insulte pour les tenants de la tradition.

Un annuaire aux allures de "Who's who"

Dans les cent pages de l'annuaire des membres du Lagardère Paris Racing se côtoient toutes sortes de personnalités. Leurs points communs : habiter exclusivement les quartiers les plus bourgeois de Paris (en tête, loin devant, le 16<sup>e</sup> arrondissement, suivi des 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements), ou les communes chics des Hauts-de-Seine (Neuilly, Saint-Cloud, Boulogne, Levallois-Perret, Puteaux) et des Yvelines (Le Vésinet, le Chesnay, Chatou...), et s'inscrire souvent en famille. Les patronymes à particule sont légion. Au Racing, les politiques (Dominique de Villepin, Corinne Lepage, l'ancien médaillé olympique de sabre et ex-ministre des sports Jean-François Lamour...) partagent courts de tennis et piscine olympique avec les grandes familles de l'industrie (les Dassault, Bolloré, Pineau-Valencienne, Riboud, Arthus-Bertrand, Bettencourt et autres Lagardère, dont l'héritier, Arnaud, est devenu gestionnaire des lieux), les dirigeants d'entreprise (Christophe Cuvillier, PDG de la Fnac, Marc Ladreit de Lacharrière, du groupe financier Fimalac, Matthieu Pigasse, codirigeant de la banque Lazard...), les producteurs ou réalisateurs de cinéma (Alain Terzian, Xavier Giannoli, Valeria Bruni-Tedeschi...), les gens de plume (Patrick Modiano, Jean-Loup Dabadie) ou de télévision (Bernard de la Villardière, Patrice Duhamel, Alexandre Adler, Alexia Laroche-Joubert...).

Commentaire. Voilà un espace de 7 hectares du domaine public en plein cœur de Paris qui ne profite qu'à 13 500 privilégiés, donc pour ainsi dire privatisé. Pourquoi ne pas le rendre accessible à toute la population en en faisant un grand parc ouvert au public ? Qui a dit que le terme bourgeois était vieillot ?

## **Le nabot, le rabot et le ripou. (28.06)**

### **Lepoint.fr, Lepost.fr, Reuters et AFP - 27.06**

1- D'un côté, terrible restriction, le président de la République se contraint à supprimer la garden party élyséenne du 14 juillet, soit une économie de 700 000 euros. De l'autre, le même président pourra bientôt faire joujou avec son nouvel avion personnel, un Airbus A330-200 tout refait à neuf façon Roi-Soleil des temps aériens.

Ce matin, le Parisien nous en dit plus. "Pour respecter le cahier des charges de l'Elysée, il a fallu désosser entièrement la cabine. A présent, une soixantaine de fauteuils business remplacent les 324 sièges initiaux et une grande salle de réunion a été dessinée. A bord, le président disposera d'une chambre et d'une vraie douche. Côté technologie (fax, téléphone, ordinateur), on a choisi le dernier cri, et les passagers auront la possibilité de surfer sur le Net à 10000 m d'altitude. Enfin, la carlingue a été renforcée et l'avion équipé d'un système de leurre antimissiles".

Coût total de l'opération: 176 millions d'Euros. Je répète, 176 millions d'euros. Ajoutons également que l'heure de vol reviendra à 20 000 euros (contre 8000 pour un appareil ordinaire). (Lepost.fr 27.06)

2- La réduction des niches fiscales devra rapporter entre 8,5 et 10 milliards d'euros l'année prochaine, a déclaré dimanche le ministre français du Budget, François Baroin.

Cette annonce rehausse une nouvelle fois l'objectif de cette mesure gouvernementale prévue de longue date, qui prévoyait initialement de gagner deux milliards par an, puis cinq milliards, puis huit milliards.

Les "niches", environ 800 dispositifs d'exonération ou de réduction de l'impôt sur le revenu accumulés au fil des années sur des sujets aussi divers que l'emploi de salariés à domicile, la garde des enfants, les investissements dans les DOM-TOM ou les dons aux organisations humanitaires, coûtent 75 milliards d'euros par an à l'Etat. (Reuters 27.06)

3- L'héritier de la famille Peugeot, Robert Peugeot, aurait sous-évalué la valeur de lingots d'or dérobés en décembre à Paris par crainte d'une enquête fiscale, à propos de laquelle il aurait rencontré Eric Woerth, alors ministre du Budget, selon le Journal du Dimanche.

L'héritier du groupe automobile français Peugeot a dîné quelques jours après le cambriolage avec Eric Woerth, alors qu'il était "déjà sous le coup d'un litige fiscal" et craignait "une enquête sur l'origine de son or", selon le Journal du Dimanche (JDD).

Le JDD explique que le montant du vol a d'abord été estimé à 500.000 euros, avant d'être ramené à 150.000 euros. "Le préjudice réel de 150.000 euros, sur lequel l'assurance a remboursé 82.000 euros, est conforme à l'ISF (montant de l'impôt sur la fortune auquel est assujéti l'héritier, ndlr) de M. Peugeot", a réagi un de ses conseillers cité par le JDD.

Après avoir démenti le montant de 500.000 euros de préjudice à l'AFP, le porte-parole de la famille Peugeot a dit "On ne nie pas qu'Eric Woerth et Robert Peugeot se connaissent". (Lepoint.fr et AFP 27.06)

---

## **Loire-Atlantique: Blocage d'un site Faurecia qui doit fermer en juin 2011. (29.06)**

### **Lepoint.fr - 28.06**

Les salariés de l'équipementier automobile Faurecia de Saint-Nicolas-de-Redon (Loire-Atlantique) ont bloqué lundi les entrées du site, empêchant la sortie de membres de leur direction, a-t-on appris de sources concordantes.

Dans un communiqué, la direction de l'usine condamne la "séquestration depuis ce matin" de trois membres de la direction et "appelle le personnel gréviste à mettre fin sans délai à cette situation inacceptable" et "à reprendre les négociations".

Une trentaine de salariés sont convoqués mardi matin devant le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire pour répondre de cette séquestration, a indiqué Lilian Brunet, délégué syndical CGT. Lundi en début de soirée, les grilles du site étaient ouvertes et les membres de la direction "pouvaient partir quand ils voulaient", selon M. Brunet.

Les salariés qui poursuivent un mouvement de grève entamé le 18 juin dernier réclament qu'aucun licenciement n'intervienne avant la fermeture du site, spécialisé dans les armatures pour sièges automobiles, programmée pour juin 2011.

"La direction veut se débarrasser des personnels avant la date de fermeture contrairement à ses engagements verbaux de ne procéder à

aucun licenciement jusqu'à cette date", a expliqué à l'AFP Lilian Brunet.

Le site de Saint-Nicolas-de-Redon emploie aujourd'hui 188 salariés en CDI, selon les syndicats. Les grévistes réclament également le bénéfice d'une "prime de fin de conflit significative".

La direction a rappelé avoir mis en oeuvre depuis l'annonce de la fermeture en juillet 2008 un plan de sauvegarde de l'emploi et quatre accords "mettant en place un large dispositif de formation et des mesures d'accompagnement du personnel d'un niveau sans précédent".

Elle fait part également de l'identification de "40 solutions externes de reclassement" ainsi que de propositions de reclassement en interne sur d'autres sites Faurecia.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos sociales et politiques.

- Caprices et décadence d'un régime. (29.07)
- GM Strasbourg : la CGT trouve un accord avec la direction. (29.07)
- Quand Sarkozy rudoie les préfets rassemblés à l'Elysée avec leurs épouses. (28.07)
- Le ministère de la Santé offre un sursis aux petits blocs opératoires menacés de fermeture. (28.07)
- La droite décomplexée s'organise à l'Assemblée. (28.07)
- Le Parti de Gauche : une agence de l'ONU. (27.07)
- Incidents à GM Strasbourg après la signature de l'accord. (25.07)
- Elisabeth Levy décrète la guerre civile sur RTL : tapis rouge pour les réacs dans les médias ?(25.07)
- Projet de suppression de 133 emplois chez ExxonMobil en Seine-Maritime. (25.07)
- Le dossier médical personnel sera opérationnel en décembre. (23.07)
- Le 1% de nantis qu'il faut déposséder de tous leurs biens... (22.07)
- Retraites. (22.07)
- Nicolas Sarkozy, huit ans de "déclarations de guerre". (22.07)
- Des préfets de choc à la tête des départements sensibles. (22.07)
- La révolte gronde dans les cabinets ministériels. (21.07)
- L'AP-HP veut réduire ses dépenses de 276 millions d'euros d'ici 2014 . (21.07)
- Les salariés de General Motors Strasbourg approuvent le plan de reprise. (20.07)
- Taxer les plus de 50 ans pour financer la dépendance des seniors. (20.07)
- Retraites - Le Médiateur veut corriger des "situations injustes". (20.07)
- Besson dans les petits papiers de Ben Ali qui emprisonnent des journalistes. (18.07)
- Une "muraille" s'effondre... (18.07)
- Les rats quittent le navire avant... (18.07)
- Wauquiez reconnaît avoir sollicité un financement à la City. (18.07)
- Raffinerie de Dunkerque: l'activité reprendra lundi. (18.07)
- A Nice, des heurts éclatent entre pompiers et policiers. (18.07)
- UMP vs journalistes: lundi on briefe, mardi on détruit, mercredi on démolit, jeudi aussi...? (18.07)
- Sarkozy se fait-il offrir une campagne de pub perso de 120 millions d'euros aux frais de l'Etat ? (18.07)
- Une usine de General motors vote sur l'abandon de "RTT". (18.07)
- Derniers rebondissement de l'affaire Bettencourt. (titre de LdC) (16.07)
- Seine-et-Marne: les salariés de l'imprimerie Brodard brûlent le stock de papier. (16.07)
- Septième jour de grève de Brit Air à Lyon. (16.07)
- Ruptures "amiabes" de contrat de travail: montée en régime, mais dérive. (16.07)
- Moitié moins de postes ouverts au concours de professeurs des écoles en 2011. (16.07)
- Préavis de grève des contrôleurs aériens le 21 juillet. (16.07)
- 14 juillet : les putschistes à l'honneur. (14.07)
- Eric Woerth aurait "bradé" une parcelle de la forêt de Compiègne selon "Le Canard enchaîné". (14.07)
- A bas la guerre de rapine en Afghanistan ! (13.07)
- Les extraits de la déclaration de Nicolas Sarkozy. (13.07)
- Accord signé sur la retraite des postiers. (13.07)
- Retraites : le fort impact des réformes passées. (13.07)
- Le rapport contesté de l'IGF épargne Eric Woerth. (12.07)
- Fermeture d'un service de l'hôpital de Guéret: les élus rompent avec l'Etat. (12.07)
- Redémarrage de la raffinerie de Dunkerque : Total contre-attaque. (11.07)
- Après l'UMP, Fillon s'en prend à la presse. (11.07)
- Financement des partis : les politiques et le généreux patronat. (11.07)
- Les "micros" partis politiques, à quoi ça sert ? (11.07)



- Philippe Courroye, l'ami du président. (11.07)
- L'argent, péché originel du sarkozysme, par Frédéric Lemaître. (11.07)
- Mouvement de grève dans les cinémas UGC. (11.07)
- Fermeture d'une entreprise dans le Tarn: le patron retenu par ses salariés. (10.07)
- Comment l'UMP cherche à étouffer l'affaire Woerth. (10.07)
- Affaire Woerth. Le déroulement du vendredi 9 juillet (Titre de LdC). (10.07)
- On a trouvé 241 milliards d'euros pour financer les retraites... (09.07)
- "*Dégradation importante*" de la qualité de service des Allocations familiales. (09.07)
- L'avocat de Claire Thibout : « *On essaye de la faire craquer* ». (09.07)
- Le ministre de l'Industrie installe la Conférence nationale de l'industrie. (titre de LdC) (09.07)
- Nouvelle flambée des prix dans l'immobilier. (09.07)
- Le parlement inflige deux revers au gouvernement. (09.07)
- L'Assurance maladie dévoile ses pistes pour économiser plus de 2 milliards. (07.07)
- Woerth : pas de démission, une erreur et encore des questions. (07.07)
- Liliane, héritière, 34 millions d'euros par mois. (07.07)
- Plus de 150 Roms évacués du "*plus ancien*" camp d'Ile-de-France à Saint-Denis. (07.07)
- Manifestation nationale du personnel pénitencier (titre de LdC). (07.07)
- Réforme collectivités: le Sénat a supprimé l'article-clé sur les compétences.(07.07)
- Sarkozy est leur Président, ils lui donnent des conseils... pour tenir ! (06.07)
- Rémy Pflimlin, l'inattendu patron de France Télévisions. (06.07)
- Est-ce vraiment Sarkozy qui a viré Joyandet et Blanc? (06.07)
- Une grève des dockers paralyse les grands ports de l'Ouest. (06.07)
- Grève des dockers et des agents très suivie dans le port de Marseille. (06.07)
- Draguignan: les directeurs de la prison relâchés. (06.07)
- Les huissiers vont pouvoir user de nouveaux moyens. (06.07)
- Les ouvrières de Lejaby en justice contre 197 licenciements. (06.07)
- A qui le tour ? (05.07)
- Menace de fermeture sur les petits services hospitaliers de chirurgie. (05.07)
- Halte au feu !, par Simone Veil et Michel Rocard. (04.07)
- La vie de château. (04.07)
- Affaire Bettencourt : les banques suisses chargent Eric Woerth. (03.07)
- La Cour des comptes préconise une "mutation" de La Poste. (03.07)
- Passage au numérique: UGC supprime 93 postes de projectionnistes. (03.07)
- Crise politique. On y est ! (02.07)
- Teleperformance France réduit de 13% l'effectif, ferme 4 sites. (02.07)
- La cour d'appel de Douai a ordonné mercredi la reprise de la production de la raffinerie Total des Flandres. (01.07)
- Retraites: le gouvernement laisse un peu de marge aux parents fonctionnaires. (01.07)

---

## **Retraites: le gouvernement laisse un peu de marge aux parents fonctionnaires. (01.07)**

### **Lepoint.fr et AFP - 01.07**

Le gouvernement a lâché du lest mercredi sur les retraites des fonctionnaires en reportant de six mois jusqu'au 31 décembre 2010 la possibilité pour les parents de trois enfants ayant 15 ans de service de déposer un dossier de départ anticipé pour profiter de conditions avantageuses.

Depuis 1924, les fonctionnaires mères de trois enfants et comptabilisant 15 ans de service ont la possibilité de partir en retraite anticipée. Cette spécificité a été étendue aux hommes en 2004 mais elle bénéficie encore à 99% aux femmes.

En 2008, près de 15.000 personnes avaient utilisé ce dispositif, qui leur permettait jusqu'alors de liquider leur pension à l'âge de leur choix, les règles de calcul de leur droits étant figées à la date à laquelle ils avaient à la fois trois enfants et 15 ans de service.

Le projet de loi sur les retraites prévoit à terme une extinction de ce dispositif, critiqué en 2008 par le Conseil d'orientation des retraites (COR), notamment parce qu'il était "utilisé comme préretraite à un âge jeune", selon un communiqué un ministère du Travail.

Selon le projet de loi, seuls les parents ayant eu trois enfants et 15 ans de service avant le 1er janvier 2012 continueront d'en bénéficier, même si leur départ en retraite intervient après cette date.

Mais le projet de loi prévoyait aussi qu'à partir du 13 juillet, date de son passage en Conseil des ministres, les règles de calcul des droits de ces parents de trois enfants et ayant 15 ans de service soient alignées sur le droit commun, c'est-à-dire basées sur l'année de naissance du fonctionnaire, et donc moins favorables à celles en vigueur actuellement.

Des syndicats et des services administratifs chargés des retraites des agents avaient indiqué être submergés d'appels de fonctionnaires inquiets, et le parti socialiste s'était également ému que les parents concernés aient aussi peu de temps pour se décider à liquider leur pension.

"Nous avons entendu l'émotion d'un certain nombre de personnes qui ont considéré que les délais étaient trop courts. Dont acte. Le gouvernement le prend en compte et nous prolongeons ces délais", a expliqué le ministre du Travail Eric Woerth, à l'Assemblée, lors des questions au gouvernement.

"Nous décidons de repousser la date du 13 juillet 2010 au 31 décembre 2010, pour que toutes les personnes qui déposeront une demande de départ à la retraite avant cette date continuent de bénéficier des anciennes règles de calcul pour un départ à la retraite au plus tard au 1er juillet 2011", a-t-il ajouté.

Ce report de date passera par un amendement au projet de loi, présenté au Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale, puis aux Conseils supérieurs de la Fonction publique d'Etat et de la Fonction publique hospitalière, a précisé le ministère du Travail.

Après le 31 décembre 2010, les parents concernés se verront notamment appliquer une décote de 5% par année de cotisation manquante, pouvant aller jusqu'à un plafond de 25%.

Les mères ayant eu trois enfants et 15 ans de service avant la réforme Fillon de 2003 seront le plus pénalisées si elles ne déposent pas leur dossiers avant le 31 décembre, car leur pension était calculée sur la base de 37,5 ans pour une retraite à taux plein, sans décote.

Pour Jean-Marc Canon (CGT Fonctionnaires), "cet oxygène est une chose positive pour les agents concernés", mais sur le fond, "il fallait négocier un dispositif de substitution, puisque 60% des mères de trois enfants concernées font valoir leur droit chaque année", a-t-il dit.

"C'est décevant et insuffisant", a ajouté Brigitte Jumel (CFDT), jugeant que "les parents qui s'étaient ouverts des droits devront quand même prendre une décision très précipitée".

---

## **La cour d'appel de Douai a ordonné mercredi la reprise de la production de la raffinerie Total des Flandres. (01.07)**

### **Reuters - 30.06**

La cour d'appel de Douai (Nord) a ordonné mercredi la reprise de la production de la raffinerie Total des Flandres à Dunkerque, à l'arrêt depuis la mi-septembre, a annoncé le syndicat CGT du groupe pétrolier

La CGT a ajouté que Total devrait payer une amende de 100.000 euros s'il n'exécutait pas la décision de justice sous 15 jours.

Le syndicat, majoritaire chez Total, a aussi prévenu qu'un appel à la grève serait lancé dans les six raffineries du groupe en France si celui-ci refusait de procéder au redémarrage de Dunkerque.

Une demande en référé pour délit d'entrave aux instances représentatives du personnel et pour arrêt illégal de la production à Dunkerque avait été déposée mi-mars par le comité central d'entreprise (CCE) de Total.

"Total s'attendait à ce que notre requête soit déboutée par la cour", a déclaré à Reuters un représentant de la CGT. "Ils ne s'attendaient pas du tout à ça."

Le groupe pétrolier a dit avoir pris acte de la décision de la cour d'appel de Douai. Selon lui, elle ne remet pas en cause l'arrêt définitif de ses opérations de raffinage à Dunkerque, rendue possible par la procédure de consultation des représentants du personnel qui s'est terminée le 24 juin.

"Cependant, dans la même décision, la cour d'appel enjoint de façon contradictoire à Total de reprendre ses activités de raffinage sur le site de Flandres", note Total dans un communiqué.

"Face à ce paradoxe et à la complexité juridique de la situation ainsi créée, Total va examiner dans les délais les plus brefs les moyens

d'obtenir les clarifications indispensables", poursuit-il.

"HORS LA LOI"

Total avait annoncé le 8 mars aux instances représentatives du personnel la fermeture définitive de l'activité raffinage à Dunkerque en mettant en avant la baisse des marges et un manque de débouchés pour l'essence.

"Le juge a reconnu que Total était hors la loi puisque le comité central d'entreprise a été consulté sur un projet de fermeture alors même que la décision était déjà prise", a déclaré un autre représentant de la CGT.

---

## **Teleperformance France réduit de 13% l'effectif, ferme 4 sites. (02.07)**

**Reuters - 01.07**

Teleperformance annonce un plan de restructuration visant à revenir à l'équilibre d'exploitation, qui prévoit une réduction d'un peu plus de 13% des effectifs en France et la fermeture de quatre sites.

Le numéro un mondial des centres d'appel a perdu l'an dernier plusieurs contrats importants et les mesures de contrôle des coûts mises en oeuvre en 2009, qui se traduisaient déjà par un plan de départs volontaires, n'ont pas permis de restaurer suffisamment sa compétitivité.

Teleperformance a accusé une perte d'exploitation de 36 millions dans l'Hexagone l'an dernier, soit plus de 12% de son chiffre d'affaires local.

Le nouveau plan de restructuration, qui entraînerait une réduction de l'effectif salarié de Teleperformance France de 830 personnes, sur un effectif total de 6.291 employés dans l'Hexagone, prévoit de concentrer les activités sur 14 implantations en France au lieu de 22 jusqu'à présent.

Les 14 sites retenus dans le projet sont Belfort, Bordeaux, Guyancourt, Laval, Lyon, Le Mans, Montpellier, Niort, Orléans, Paris, Reims, Toulouse et Villeneuve d'Ascq (deux implantations).

Le groupe prévoit la fermeture pure et simple de quatre centres, à Marseille (25 emplois supprimés), Pantin (149 emplois), Rennes (194 emplois) et Tours (51 emplois). Des regroupements d'activités seront réalisés par ailleurs au Mans (41 emplois supprimés), Lyon (169 emplois), Orléans (71) et Toulouse (61) alors que 69 emplois seront également supprimés à Bordeaux.

Teleperformance a enregistré en 2009 un résultat net part du groupe de 88,2 millions d'euros (-24,2 %), un résultat opérationnel de 130 millions contre 177,9 millions en 2008 et un chiffre d'affaires de 1,847 milliard (+3,5%).

---

## **On y est ! (02.07)**

**Reuters - 01.07**

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy atteint son score le plus bas depuis trois ans avec 26% et François Fillon chute à 35%, selon un sondage TNS Sofres Logica pour Le Figaro Magazine, à paraître samedi.

Pour Le Figaro Magazine, les Français ne distinguent plus Nicolas Sarkozy de François Fillon comme ils le faisaient auparavant quand ils accordaient une sorte de prime au Premier ministre face au chef de l'Etat.

"Désormais, le couple exécutif subit la même érosion dans toutes les catégories de la population", écrit-il. (Reuters 01.07)

Si l'on ajoute à la crise sans fin dorénavant du capitalisme et à la situation sociale de plus en plus tendue, toutes les affaires qui secouent ou atteignent le sommet de l'Etat et toutes les institutions de la Ve République, le fait que l'ensemble de l'exécutif est rejeté par l'immense majorité de la population dans des proportions inégalées depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir il y a trois ans, on peut affirmer que l'on est au bord d'une crise politique majeure si elle n'est pas déjà ouverte.

D'autres facteurs confirment cette appréciation, par exemple l'incapacité de Sarkozy de boucler sa contre-réforme territoriale toujours en discussion au Sénat, la contre-réforme de la justice en panne ou reportée après les élections de 2012, les tensions de plus en plus palpables et insoutenables dans son propre camp (de Villepin a créé son propre mouvement politique, le Nouveau Centre veut présenter son propre

candidat en 2012, etc), le refus de certains élus de l'UMP d'appliquer la politique du gouvernement sur le plan local, sans oublier que le PS qui soutient le régime se trouve placé dans une position de plus en plus inconfortable au côté de l'UMP, au point de devoir apparaître de plus en plus souvent au côté des partis ouvriers, il faut bien colmater les brèches comme on peut et préserver le régime pour éviter qu'il ne s'écroule, en attendant de peut-être reprendre le relai en 2012 pour poursuivre la même politique réactionnaire...

Ainsi les conditions d'une crise profonde du régime sont en train de se mettre en place sous les coups de butoir de la lutte des classes et du refus des travailleurs d'accepter de nouveaux sacrifices. Ceci étant, cela ne suffit pas pour en déduire que le prolétariat pourrait sortir vainqueur de ce combat. S'il n'est pas organisé et qu'il ne se dote pas d'une nouvelle direction pour lui montrer la voie qui conduit à la prise du pouvoir, il remportera peut-être des batailles, mais pas la guerre de classe et l'ordre établi affaibli ou fissuré aura encore de beaux jours devant lui, surtout il ne faut pas se leurrer camarades.

Il est urgent que le combat de la classe ouvrière soit orientée dans une perspective politique précise, autrement dit qu'elle se donne pour objectif de renverser le régime et de liquider les institutions de la Ve République, afin d'avancer sur la voie du socialisme. Dans le cas où elle en serait incapable, absolument aucun changement politique radical ne serait à attendre puisque les fondements du capitalisme demeureraient intacts.

---

## **Passage au numérique: UGC supprime 93 postes de projectionnistes. (03.07)**

### **Libération.fr et AFP - 02.07**

Le passage au numérique entraîne la suppression de 93 postes d'opérateurs projectionnistes sur 215 chez UGC, où une grève a perturbé les diffusions de films mercredi soir.

«Une salle sur trois a été touchée à des degrés divers mercredi par notre action qui correspondait à la sortie du film Millenium 2», indique Damien Mulletier, de la CFDT. La direction avance le chiffre de sept complexes touchés sur une quarantaine.

Ces suppressions de postes font partie d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). La CFDT demande notamment que 20 de ces 93 postes soient maintenus, et dénonce «la nouvelle fonction fourre-tout que veut créer la direction, de "technicien agent de cinéma"» qui rendra les offres de reclassement «impossibles à accepter».

La direction précise que le passage au numérique s'étalera sur 24 mois, délai qui assurera «le maintien dans l'entreprise de la totalité des salariés qui le souhaitent».

«La société va très bien et le PSE justifié par le passage au numérique ne tient pas alors qu'UGC a fait 25 millions d'euros de résultat net en 2009», estime la CFDT.

Le groupe compte 1.550 salariés en France. Né en 1971 de la fusion de plusieurs réseaux régionaux de salles de cinéma, UGC est l'un des tout premiers groupes du secteur en Europe où il compte près de 600 salles et s'est lancé également dans la production et la distribution.

---

## **La Cour des comptes préconise une "mutation" de La Poste. (03.07)**

### **AP - 02.07**

La Cour des comptes a annoncé vendredi qu'elle rendra public jeudi prochain un rapport sur la "nécessaire" mutation de La Poste. Dans un article publié ce vendredi, "Le Figaro Economie" publie des extraits du rapport intitulé "La Poste: un service public face à un défi sans précédent, une mutation nécessaire", dans lequel les sages de la rue Cambon estiment notamment que la proportion de lettres livrées un jour après avoir été postées reste insuffisante.

"Le respect du délai de J+1 stagne au niveau médiocre de 85%, bien inférieur à celui observé dans la plupart des autres pays européens", selon ce rapport de la Cour des comptes, citée par "Le Figaro". D'après le journal, les magistrats suggèrent d'autoriser "un dépôt plus tardif dans un nombre plus élevé de boîtes aux lettres".

Disant s'appuyer sur le rapport de la Cour des comptes, "Le Figaro" affirme que dans les 7.465 bureaux de poste, 5% des agents ont moins d'une demi-heure d'activité par jour et 15% moins d'une heure.

"Ce rapport, qui arrive juste après la privatisation, est une occasion de plus pour attaquer le service public", a réagi le syndicat Sud-PTT dans

un communiqué. Concernant le taux d'activité des agents, l'organisation syndicale précise que "ce qui n'est pas explicité, c'est qu'une partie de ces salariés ne travaillent pas à La Poste (dans les communes pour les Agences postales communales et épicerie, cafés... pour les Relais poste commerçants), une façon de biaiser les chiffres et de faire passer les postiers pour des fainéants".

Enfin pour Sud, "réclamer à la fois des suppressions d'emplois pour améliorer la compétitivité et une amélioration du service public est (...) contradictoire: supprimer encore plus de personnel ne servira qu'à dégrader le service public rendu aux usagers".

De son côté, le syndicat FO dénonce un "état des lieux (...) sévère mais injuste", motivé par des "préconisations ultra-libérales". Sur le respect du délai de distribution du courrier, FO juge notamment que "la baisse continue des moyens financiers et humains expliquent le plafonnement de 85%, ce qui est remarquable dans un tel contexte".

Et de s'interroger: "A travers ce rapport, la Cour des comptes cherche-t-elle à conforter le processus de privatisation que nous avons maintes fois combattu?".

---

## **Affaire Bettencourt : les banques suisses chargent Eric Woerth. (03.07)**

**Lemond.fr - 02.07**

Parties de Paris il y a quinze jours, les vagues causées par l'affaire Bettencourt-Woerth atteignent les rives du lac Léman. Les financiers suisses ricanent doucement et s'emportent contre Eric Woerth. Les langues se délient, tel ce financier spécialiste des "family offices" qui s'emporte dans la Tribune de Genève, contre l'ancien ministre du budget qui menaçait, à l'automne, quelques milliers de citoyens français dont les noms figuraient sur un listing volé par Hervé Falciani chez HSBC Private Bank à Genève. "Eric Woerth, qui avait fait de l'évasion fiscale sa priorité, nous a longtemps fustigés comme les ennemis numéro un. C'est lui aussi qui (...) nous a conduits sur la liste grise de l'OCDE, celle des paradis fiscaux non coopératifs. Mais savez-vous qu'au même moment, sa femme Florence, l'une des gérantes de fortune de Liliane Bettencourt, était vue très souvent dans le "family office" de la milliardaire française, qui se situe à deux pas de l'Hôtel d'Angleterre ?" "Eric Woerth, durant ces deux dernières années, ne pouvait pas ignorer que sa femme se trouvait très régulièrement à Genève. Et que ce n'était certainement pas pour voir son Jet d'eau !" Le locataire de la rue de Grenelle appréciera.

Les enregistrements rendus publics par Mediapart ont mis au jour deux comptes bancaires, l'un à Vevey, de 65 millions d'euros, l'autre à Genève, de 16 millions d'euros. "Ces comptes auraient été déplacés au mois d'avril dernier, dans une assurance-vie en France au profit du petit-fils de Liliane et fils de Françoise, aujourd'hui en procès avec sa mère". Le quotidien suisse poursuit en évoquant le transfert "de 280 millions d'euros des comptes français de Liliane Bettencourt chez UBS Genève".

**7 MILLIONS D'EUROS POUR LA CAMPAGNE DE 2007**

La Tribune de Genève renvoie vers Matin Dimanche, qui affirmait le 19 septembre 2009, qu'en tant que trésorier de l'UMP, Eric Woerth s'est rendu au printemps 2007 en Suisse chez "Pierre Condamin Gerbier, délégué de l'UMP pour la Suisse et gérant de fortune ardent défenseur des "family offices"" qui a été "chargé, notamment, d'organiser le dîner de gala au Crowne Plaza, puis au Caviar House, avec les plus grandes fortunes françaises exilées en Suisse romande, en mars 2007, lorsque Woerth était venu collecter des fonds pour la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy". Le quotidien reprenait alors les propos d'un autre banquier genevois, lui aussi extrêmement courroucé : "Eric Woerth ne cherchait pas alors à savoir si les chèques qu'on lui remettait étaient prélevés sur des comptes suisses non déclarés au fisc français." La collecte finale avait rapporté, en tout, plus de 7 millions d'euros.

Le Matin Dimanche rappelait que Nicolas Sarkozy, avocat d'affaires avant de devenir président de la République, accompagnait des clients à Genève et les introduisait auprès de financiers, reprenant une information du site Rue89 le 2 avril 2009, titrant "Quand Sarkozy l'avocat ne méprisait pas les paradis fiscaux". "Voir (...) Nicolas Sarkozy en procureur Fouquier-Tinville des fraudeurs du fisc, cela ne manque pas d'étonner dans la cité de Calvin", s'étonnait alors Le Matin.

---

## **La vie de château. (04.07)**

**Lepost.fr - 03.07**

Extrait d'un article du journal allemand Bild Zeitung intitulé Sarkozy lebt wie Gott in Frankreich ("Sarkozy comme Dieu en France") dans lequel il dresse pour ses lecteurs une liste non exhaustive des turpitudes du psychopathe qui loge au Palais :

- Dans les 300 m2 de l'appart privé du président, des fleurs fraîches toute l'année. Coût annuel : 280 000 euros.

- Pour ses déplacements privés, Sarkozy est accompagné par un avion vide. En cas d'urgence, il peut ainsi retourner immédiatement à Paris.

- Le couple dispose de 61 véhicules officiels, deux Airbus et 6 Falcons (le dernier est affectueusement surnommé Carla, du nom, précise le Bild, de la 3ème épouse - "le Maître de l'Etat français a forcément plusieurs épouses - successives, naturellement", rigole le tabloïd allemand).

- 1 millions d'euros par an pour les boissons.

- Il a près de 1.000 employés (deux fois plus que la Reine d'Angleterre).

- 87 cuisiniers, parmi les 1000 employés. Et en plus, M. et Mme Sarkozy peuvent commander à toute heure du jour et de la nuit. Le Chef de cuisine a le libre accès à la cave de l'Elysée, et le déjeuner leur est servi.

- "Indignation? Protestation?" s'interroge facétieusement le Bild. "Point du tout. En France, c'est un point d'honneur: le chef d'Etat incarne la gloire de la Nation. Il est le successeur des rois". (Lepost.fr 03.07)

Ni monarque ni Bonaparte ni banquier ni patron, ni Dieu ni maître : tout le pouvoir au peuple travailleur qui produit les richesses !

Travailleurs, serrez-vous la ceinture, les caisses sont "vides", "tout le monde doit faire des efforts", la crise n'est pas terminée, il va falloir faire des économies et tout le monde est concerné, on ne peut pas vivre indéfiniment au-dessus de ses moyens, il faut que les efforts soient répartis équitablement entre tous, etc. que n'avez-vous pas entendus pour justifier la survie de ce régime synonyme d'inégalités, d'injustices, de pauvreté, de précarité, de chômage, de violences et de multiples souffrances et problèmes au quotidien.

C'est l'Etat et le capitalisme qui sont responsables, un changement de président ou de gouvernement ne changera rien, car ils n'ont jamais rien changé nulle part dans le monde, c'est à nous de prendre le pouvoir politique et économique, de planifier et contrôler la production en fonction de nos besoins afin de pouvoir les satisfaire. Nous aspirons à une vie meilleure pas au chaos.

Refusons la régression sociale et les nouveaux sacrifices que veut nous imposer le gouvernement, nos droits et nos aspirations sont parfaitement légitimes, nous refusons à quiconque d'en décider à notre place, organisons-nous afin de prendre notre destin en mains.

Le capitalisme appartient au passé avec son cortège de malheurs, son histoire est synonyme de guerres incessantes depuis plus de deux siècles, passons au socialisme qui n'a jamais été réellement construit dans aucun pays au XXe siècle et dont presque personne ne connaît la réelle signification. Nous aspirons au bonheur et à la liberté, à vivre en paix et en harmonie avec les autres, il dépend uniquement de nous qu'ils se réalisent, c'est cela le socialisme.

Il n'y a pas de fatalité, ceux qui nous gouvernent nous promettent des jours encore plus sombres que ce que l'on peut imaginer, chassons-les du pouvoir, jugeons-les pour tous leurs crimes, c'est à notre tour de faire l'histoire. Ainsi nous donnerons un véritable sens à notre vie dont nous pourrions être fier.

---

## **Halte au feu !, par Simone Veil et Michel Rocard. (04.07)**

### **Le Monde - 03.07**

L'état du débat public - si tant est qu'il s'agisse vraiment d'un débat - autour d'une "affaire" qui fait les titres de la presse ces derniers jours nous inquiète profondément.

Le Club Vauban a été fondé il y a près de trente ans autour d'une idée simple : rien n'est plus essentiel que de favoriser le dialogue entre tous ceux qui, de droite, de gauche ou du centre, ont en charge l'intérêt public. Et rien n'est pire que l'anathème lorsqu'il prétend en tenir lieu. Sans dialogue, il n'existe pas de débat, pas d'échange d'idées, donc pas de démocratie.

Les membres de cette coopérative de réflexion viennent d'horizons différents. Ils n'ont pas les mêmes opinions politiques ou sociales. Ils n'ont pas les mêmes références, ni les mêmes convictions, même s'ils sont tous favorables à l'économie sociale de marché et à la construction européenne.

Des divergences, ils en ont, et de fortes. Mais ils professent que, si fortes soient-elles, elles ne doivent pas conduire à l'aveuglement, à l'insulte, à la déconsidération de l'autre.

Chacun d'entre nous a des convictions, et les défend avec force. Mais en vrai démocrate, c'est-à-dire avec l'ardente obligation de se montrer

aussi honnête vis-à-vis de ses adversaires qu'on peut être loyal avec ceux de son camp.

Etre démocrate, c'est refuser de céder à la tentation partisane, c'est rejeter l'intolérance, repousser la facilité de l'amalgame. Cela même s'il faut avoir l'indépendance d'esprit et le courage de s'opposer à ceux qui vous sont proches, et s'il faut à un moment prendre le parti de qui vous est plus éloigné mais n'a pas forcément tort pour autant.

Cette attitude d'indépendance d'esprit et cette exigence de respect du débat démocratique, nous avons l'un et l'autre essayé, au-delà de nos différences, de les démontrer tout au long de nos parcours respectifs. C'est d'une certaine manière notre règle de vie, notre exigence, notre éthique politique.

C'est pourquoi nous prenons aujourd'hui la parole, ensemble, pour affirmer haut et fort qu'il est temps, grand temps, de dire "Halte au feu !".

Nous souhaitons dire cela avec d'autant plus de force et de gravité que le monde dans lequel nous vivons donne ces temps-ci, de la scène sportive à la scène médiatique, suffisamment d'exemples d'intolérance et d'intempérance pour que les responsables politiques s'abstiennent d'apporter du grain à moudre à la broyeuse populiste.

Mesure-t-on bien les effets dévastateurs du spectacle affligeant qui se donne jour après jour devant l'opinion autour de "l'affaire Bettencourt" ? Veut-on définitivement démonétiser une parole politique déjà suffisamment dévalorisée, décriée, diminuée ?

Les sondages nous disent ces jours-ci que nos compatriotes trouvent cette "affaire" grave. Grave, elle l'est d'autant plus en effet que les représentants des institutions les plus éminentes de notre pays - présidence, gouvernement, Parlement, justice - se trouvent interpellés, parfois en des termes plus qu'inappropriés, par des responsables politiques plus soucieux de leur carrière que de l'intérêt public. Qu'ils soient de droite ou de gauche, aux affaires ou dans l'opposition.

Comprenons-nous bien : chacun a parfaitement le droit, et même le devoir démocratique, de dénoncer, ou de défendre, telle ou telle situation de cumul de responsabilités, tel ou tel risque de conflit d'intérêts, tel ou tel motif de confusion des genres. Rien de plus normal, ni de plus sain, que cela : c'est l'essence même du débat politique en démocratie.

Mais débattre est une chose, vouloir à tout prix abattre l'adversaire en est une autre. Attaquer ad hominem, harasser sans relâche, dénoncer sans preuves, d'un côté comme de l'autre, ce n'est pas servir le débat, c'est desservir la démocratie, l'affaiblir et finalement l'asservir au nom même des principes que l'on croit si bien défendre. C'est porter atteinte à la dignité de la personne, c'est porter un coup à la politique, à la République.

N'oublions pas que le mot "république" vient de la res publica latine, la "chose publique", qui désigne l'intérêt général et le fonde en principe supérieur à tous les autres.

Aussi, reprenons quelque hauteur, ne cédon pas aux facilités rhétoriques et aux emportements à visée scénique, cessons les excès de tous ordres et débattons. Dignement.

Commentaire.

Il y a le feu en la demeure, ils commencent à craquer...

J'avais estimé avant les élections présidentielles de 2007 que cela arriverait plus tôt ayant jugé l'hystérique du Palais à sa juste valeur, mais bon, on y est et c'est très bien. Soufflons très fort sur les braises pour qu'on en finisse une fois pour toute. Par millions et millions dans la rue le 7 septembre et grève générale illimitée...

Camarades, donnons l'exemple au mouvement ouvrier international, rassemblons-nous pour lancer un appel pour qu'on en finisse avec la Ve République.

---

## **Menace de fermeture sur les petits services hospitaliers de chirurgie. (05.07)**

**Lepoint.fr - 04.07**

Les services de chirurgie et de maternité dont l'activité est jugée trop faible pour garantir la sécurité des patients - essentiellement basés dans des villes moyennes - sont menacés de fermeture à terme par des décrets gouvernementaux en préparation.

Ces décrets, qui seront publiés fin juillet début août, doivent fixer à 1.500 personnes opérées par an le seuil d'activité en dessous duquel les

services hospitaliers de chirurgie seront menacés de fermeture, a expliqué le ministère de la Santé.

Ce seuil ne deviendra effectif qu'à partir de 2012 et s'appuiera sur une moyenne établie sur les trois années précédentes (2009-2010-2011), a précisé le ministère, qui s'est donc déclaré dans l'impossibilité de déterminer à l'heure actuelle le nombre d'établissements qui seront concernés.

De même il a expliqué qu'il ne pouvait pas confirmer la liste des 54 services hospitaliers menacés, publiée dimanche par le Journal du dimanche (JDD), qui s'appuie sur les années 2007-2008-2009.

Le journal cite par exemple les services de chirurgie de Paimpol (Côtes-d'Armor), Douarnenez (Finistère), Clermont (Oise), Péronne (Somme), Hazebrouck (Nord), Issoire, Ambert, Thiers, Riom (Puy-de-Dôme), Cavaillon (Vaucluse) ou encore Lannemezan (Haute-Pyrénées).

Le gouvernement laisse un sursis pour les services de chirurgie ayant opéré entre 1.050 et 1.500 personnes par an, qui disposeront de trois ans pour améliorer leur activité ou s'associer avec un autre établissement, public ou privé, pour se maintenir.

Les Agences régionales de Santé (ARS) sont chargées d'identifier les situations qui seront problématiques et voir comment aider les établissements à se réorganiser, par exemple.

A terme, certains services de chirurgie pourraient être reconvertis dans d'autres activités, obligeant les patients des petites villes ou des zones montagneuses à aller encore plus loin pour se faire opérer.

Mais pour le ministère, "les gens ne veulent plus se faire soigner dans les petits hôpitaux", et "les médecins ne veulent pas non plus y rester", obligeant les directeurs d'établissement à recruter des médecins "mercenaires", qui exigent d'être payés à des tarifs très élevés pour assurer la continuité des soins.

Les décrets en préparation prévoient des dérogations: les centres de lutte contre le cancer ne sont pas concernés, ainsi que les services de gynécologie qui font plus de 100 opérations de gynécologie par an.

Ces décrets visent à garantir la sécurité des gestes pratiqués, plusieurs études ayant montré notamment qu'en dessous de 1.500 personnes opérées par an "la sécurité des soins n'est pas assurée", a expliqué le ministère.

"Lorsque les médecins opèrent peu, le geste est moins sûr", a expliqué dimanche au JDD Jean Leonetti, président de la fédération hospitalière de France (FHF) et vice président du groupe UMP à l'Assemblée nationale.

Mais pour Martin Malvy, président de l'Association des petites villes de France (APVF), cette annonce est "une menace sur l'offre de soins pour 2 millions de nos concitoyens".

"Affirmer que nos concitoyens peuvent se déplacer pour une appendicite ou une cataracte, peut à la limite s'entendre. Pour un infarctus, une hémorragie cérébrale ou un accident, cela est aberrant", a-t-il déclaré dans un communiqué.

Bernard Sagez (CFDT santé sociaux) a estimé aussi que "ce n'est pas seulement la quantité d'actes qui fait la qualité d'un service", craignant que cette mesure "offre une ouverture au niveau des établissements du privé lucratif, qui eux ne font que de la comptabilisation d'actes".

Jean Leonetti a affirmé au contraire que "les partenariats entre établissements publics" seraient privilégiés, plutôt que l'association établissements publics-cliniques privées.

---

## **A qui le tour ? (05.07)**

**Reuters, 20minutes.fr - 04.07**

1- Nicolas Sarkozy a sacrifié dimanche Alain Joyandet et Christian Blanc pour leur utilisation des deniers publics dans l'espoir d'alléger la pression sur le responsable de la réforme des retraites, Eric Woerth.

A l'Elysée, on souligne que la décision a été prise dimanche par Nicolas Sarkozy et son Premier ministre François Fillon afin de "sanctionner des comportements jugés inadmissibles".

Plusieurs ministres sont actuellement au centre d'une tourmente politico-médiatique due à une cascade d'affaires, par exemple sur l'utilisation des logements de fonction, mais c'est le cas d'Eric Woerth qui préoccupe le plus le gouvernement. (Reuters 04.07)



Il faut tous les virer, à commencer par Sarkozy : DEHORS ! A bas la Ve République !

Il n'aura échappé à aucun militant qu'autrefois on n'hésitait pas à scander DÉMISSION, alors qu'aujourd'hui la soi-disant avant-garde du prolétariat est obstinément muette, elle démontre ainsi qu'est incapable de définir une orientation conforme à une perspective politique aboutissant au renversement du régime, elle a abandonné cet objectif ou elle le situe dans un avenir tellement lointain et indéterminé qu'il est devenu inutile d'y faire référence ou de faire quoi que ce soit qui pourrait précipiter les événements, ainsi elle laisse le soin de le faire à ceux qui se présentent comme des représentants de la classe ouvrière alors qu'ils soutiennent le régime, et quand ils ne vont pas jusque là, c'est directement Sarkozy qui prend la décision de renvoyer un ministre, tout l'avantage politique est pour lui.

Les jeunes militants ne le savent peut-être pas, mais dans les années 70 dès qu'un projet de loi était annoncé, par exemple sur les universités, immédiatement on exigeait son retrait et la tête du ministre de l'Education nationale et la mobilisation allait crescendo...

Des vieux militants au cerveau ramoli, vous expliqueront le plus sérieusement du monde, qu'à cette époque ce qu'on appelait l'opposition PS-PCF n'avait pas encore gouverné depuis 1958, donc ces mots d'ordre était justifiés dans la perspective de chasser l'UDR (ancêtre de l'UMP) au pouvoir pour le remplacer par une majorité PS-PCF, afin que les travailleurs fassent l'expérience de ces partis à la direction de l'Etat, pour qu'ils prennent ensuite conscience de leur nature contre-révolutionnaire, etc. Ils oublient simplement de tenir compte du fait que ces partis avaient détenu le pouvoir avant l'avènement de la Ve République en 58 sous la IVe République, et concernant les générations précédentes, avant la seconde guerre mondiale sous le Front populaire, donc en réalité cette expérience les travailleurs l'avaient déjà faite.

Cet argument est donc bidon ou fabriqué de toutes pièces, rien ne nous empêche d'exiger la tête de Sarkozy ou d'un ministre, leur argument ne sert qu'à justifier leur capitulation devant les appareils du PS et du PCF auxquels il laisse le champ libre sur cette question ou leur incurie politique qui se traduit aujourd'hui par des appels au front unique avec un parti dont les dirigeants siègent au gouvernement, à la direction d'institutions internationales du capital comme l'OMC ou le FMI, leur incapacité à proposer aux travailleurs une issue politique qui passe par chasser Sarkozy et son gouvernement et la liquidation des institutions de la Ve République.

2- «Je demande que le président de la République procède à la dissolution de l'Assemblée nationale», a réclamé Eddie Ait dans un communiqué. Le secrétaire national du Parti radical de gauche (PRG) estime en effet que «les Français doivent retourner aux urnes pour sanctionner ce gouvernement moribond. Un gouvernement qui est déjà condamné moralement par tous».

Dans son communiqué, le PRG demande donc la tenue d'élections législatives anticipées, jugeant qu'«il est temps pour les Français de reprendre la main». (20minutes.fr 04.07)

Ce n'est pas la dissolution de l'Assemblée nationale qui est à l'ordre du jour, mais la liquidation de l'ensemble des institutions de la Ve République, donc y compris la fonction de Président de la République. Là encore, on laisse un parti, qui plus est un parti bourgeois, occuper le terrain qui devrait être le nôtre.

3- Plus de six Français sur dix jugent leur classe politique corrompue et 75% d'entre eux estiment que les mesures de réduction du train de vie de l'Etat sont insuffisantes, selon un sondage Viavoice pour Libération.

Viavoice estime qu'il s'agit d'un score très élevé et souligne que l'institut de sondages Sofres, qui pose une question proche depuis 30 ans, donnait un chiffre de 38% en 1977, 46% en 1990 et 58% en 2002.

Ce désaveu majeur est particulièrement prononcé chez les Français les plus modestes : 74 % des ouvriers et 73 % des employés souscrivent à l'idée de "corruption" des dirigeants politiques, contre 54 % des cadres. (Reuters 04.07)

Comme dans le cas des mots d'ordre qui ne seraient pas d'actualité ou qui seraient soi-disant décalés par rapport au développement possible de la situation politique et qu'il faudrait donc s'interdire de mettre en avant, il ne faudrait pas dire Tous pourris à propos des élus, alors que l'immense majorité des travailleurs le pensent et ils ont évidemment parfaitement raison de le penser, et encore ils ne s'imaginent pas un seul instant jusqu'à quel point cette corruption est devenue chez eux un art de vivre et de penser, ce qui explique qu'ils se complaisent tous dans ce régime capitaliste et bonapartiste.

Après, lorsque l'on dit que les travailleurs rejettent tous les partis politiques traditionnels et les institutions de la Ve République, qu'ils n'ont aucune confiance en eux, on passe pour des gauchistes, pour un peu c'est nous qui déformerions la réalité, alors que nos contradicteurs s'appuient sur une falsification du niveau de conscience politique des travailleurs pour justifier leur stratégie de front unique en direction du PS et du PCF notamment. Ils ne peuvent pas faire autrement, car il est leur est impossible à la fois de proposer aux travailleurs le front unique et de reconnaître qu'ils rejettent ces partis, ces opportunistes forcenés sont obligés de ne pas tenir compte de ce que pensent les travailleurs de ces partis, ils ne partent pas de la réalité ou des rapports entre les travailleurs et les appareils, mais d'une théorie élevée au rang de dogme qui fait office de réalité. Pourquoi ? Parce qu'ils ne comprennent pas grand chose à la situation et à son développement ou qu'ils ne tiennent pas vraiment à ce qu'elle change radicalement. Il est vrai qu'avec le PS et le PCF au pouvoir cela ne risque pas d'arriver comme l'expérience nous l'enseigne.

S'agissant des cadres, il faut d'abord partir du fait qu'il existe deux sortes de cadres, il y a ceux qui n'ont pas la responsabilité de personnels comme par exemple un ingénieur, n'ayant que sa propre situation à gérer il n'aura aucune raison de renier ses convictions, alors que ce ne sera pas le cas des cadres qui dirigent un service et qui exercent une autorité sur des salariés, ils seront amenés un jour ou l'autre à choisir entre leurs convictions ou leurs principes et appliquer des décisions arbitraires prises par leur direction à l'encontre des salariés sous leurs ordres, lorsqu'ils ne prendront pas ces mesures eux-mêmes, il est entendu qu'entre conserver leurs convictions intactes et le risque de perdre leur emploi ou la peau d'un employé de leur service, c'est l'employé qui sera sacrifié au profit de la bonne conscience de ces cadres qui n'auront fait qu'exécuter des ordres ou fait leur travail, la corruption de leurs convictions est pour ainsi dire inscrite en filigrane dans la définition de fonction qu'on leur a soumise lors de leur entretien d'embauche, on comprend dès lors qu'ils ne seront pas les premiers à dénoncer la corruption qui règne dans les partis politiques et les institutions.

L'ouvrier ou l'employé est pragmatique par nature et il n'a rien à perdre, il s'en tiendra plus volontiers aux faits, alors qu'un cadre conceptualisera tous les faits au point d'en oublier leur véritable nature.

4- Au premier tour de l'élection législative partielle dans la 10e circonscription des Yvelines la participation a été de 26,75%. (Reuters 04.07)

A part cela les institutions ne sont pas complètement discréditées parmi la population, mais non, mais non, auquel cas il faudrait dire : A bas les institutions, vous n'y pensez pas camarades, seul le peuple a le droit de le penser, tout bas ou tout haut, peu importe puisqu'aucun parti ne veut reprendre ce mot d'ordre ! Que craignent-ils vraiment ? Que protègent-ils donc ? Pardi, l'ordre établi !

---

## **Les ouvrières de Lejaby en justice contre 197 licenciements. (06.07)**

### **Reuters - 05.07**

Les ouvrières du fabricant de lingerie Lejaby ont demandé lundi à la justice la suspension d'un plan social de 197 licenciements, sur fond de conflit entre l'ancien et le nouveau propriétaire.

Le tribunal de grande instance de Lyon, qui a examiné l'affaire en référé, a mis son jugement en délibéré au 12 juillet.

La direction du fabricant français de lingerie a lancé une deuxième vague de délocalisation de sa production, ne conservant en France que le site d'Yssingeaux (Haute-Loire, 96 salariées) et le siège social de Rillieux (Rhône, 336 salariés).

Une décision que les syndicats ont décidé d'attaquer lorsqu'ils ont découvert que l'actuel propriétaire, le groupe autrichien Palmers, considérant avoir été trompé sur l'état de santé de Lejaby, contestait la vente effectuée en 2008 pour 45 millions d'euros par le groupe américain Warnaco.

Le CCE demande la suspension du plan de licenciement de Lejaby en attendant la décision du tribunal de commerce de Paris sur la vente de l'entreprise entre Warnaco et Palmers.

"Le projet de réorganisation de l'entreprise n'est pas très urgent, les comptes de Palmers sont consolidés et Lejaby n'est pas au bord du dépôt de bilan" a plaidé lundi Me Pierre Masanovic pour les ouvrières de Lejaby.

"Lejaby est aujourd'hui la seule entreprise du secteur à produire encore 30% en France, les autres ont toutes délocalisé et ne produisent ici qu'entre 0% et 3%" a rétorqué Me Joseph Aguera pour la direction de Lejaby.

Pour l'avocat de Lejaby, "l'entreprise ne peut plus lutter face à ses concurrents qui délocalisent dans les pays asiatiques et court au dépôt de bilan".

Lejaby produit plusieurs grandes marques de lingerie féminine en dehors de sa propre marque comme Rasurel, Nina Ricci, et Elixir.

Elle a déjà fermé trois usines en Rhône-Alpes en 2003 et licencié 225 salariés pour délocaliser notamment en Tunisie.

Le marché de la lingerie féminine est estimé à 14,3 milliards d'euros en Europe et 2,6 milliards en France. Les françaises dépensent en moyenne 98 euros par an pour leurs dessous. Pour un soutien-gorge produit en France, six sont importés.

---

## **Les huissiers vont pouvoir user de nouveaux moyens. (06.07)**

## Lefigaro.fr - 05.07

Les députés ont voté des dispositions donnant à ces officiers ministériels des pouvoirs qui leur permettront de mettre la main sur les débiteurs.

Les huissiers en avaient assez d'être les derniers informés. Et leur dépit a rencontré un souci des parlementaires : rendre les décisions de justices «exécutoires», c'est-à-dire applicables. Or, tant que les significations d'huissier n'atteignent pas leurs destinataires, les procédures s'enlisent, les délais courent et, au bout du compte, le jugement rendu n'a aucune traduction dans les faits. La semaine dernière, les députés ont voté toute une batterie de mesures destinées à faciliter le travail de ces officiers ministériels. Jusqu'à présent, pour toute demande de renseignement, il leur fallait passer par le procureur de la République, chargé de vérifier le bien-fondé de la démarche. Mais les procureurs n'ont pas toujours le temps de répondre dans des délais courts. «Or, en matière de recouvrement, par exemple, il faut aller vite, si l'on veut être efficace», explique Guy Duvelleroy, huissier.

À l'avenir ces officiers ministériels pourront interroger directement tous les organismes publics - une mairie, le service des impôts, une caisse primaire d'assurance-maladie, etc. - pour obtenir l'adresse d'un débiteur, le nom de son employeur, et même l'existence et la localisation de ses comptes bancaires. «La banque ne pourra opposer aucun secret, elle devra également livrer les coordonnées des éventuels comptes joints», précise Me Jean-Daniel Lachkar, président de la Chambre nationale des huissiers de justice. Auparavant, les huissiers ne pouvaient mettre en œuvre cette artillerie lourde que dans les dossiers de pension alimentaire.

Ils vont désormais également disposer d'une nouvelle arme : la loi qui doit repasser devant les sénateurs à l'automne leur permettra de connaître l'ensemble du patrimoine immobilier de la personne visée...

### Accès aux parties communes

Mais ce n'est pas tout. Fini le système D et les heures d'attente devant les entrées d'immeubles. «Pendant longtemps, on avait des passes, ou bien on se débrouillait... Mais maintenant, avec le développement du système Vigik, ces serrures électromagnétiques, on n'arrive même plus à rentrer», confie un huissier.

De plus en plus fréquemment, les officiers publics restent coincés devant la porte d'entrée d'un immeuble ou d'une résidence, dans l'impossibilité d'atteindre la boîte aux lettres où ils voudraient déposer un courrier du tribunal, ou une signification en bonne et due forme. Idem en cas de changement d'adresse d'un débiteur : ce sera chou blanc.

L'huissier a beau être assermenté, il n'a pas accès aux fichiers postaux. «Beaucoup de gens font suivre leur courrier pendant plusieurs mois après un déménagement, raconte le même huissier. Si, après avoir vu plusieurs lettres revenir avec la mention "N'habite plus à l'adresse indiquée", on croise le facteur dans la rue, on peut toujours lui demander l'adresse mentionnée sur l'étiquette de suivi... S'il est bien disposé, il va la donner. Mais, dans un cadre plus formel, La Poste nous oppose le secret professionnel .»

La nouvelle loi prévoit que les huissiers pourront avoir accès aux parties communes des immeubles, mais reste encore à définir par quels moyens.

Enfin, les parlementaires ont décidé de renforcer la force probante des constats réalisés par les huissiers, que les magistrats prenaient déjà aux sérieux.

---

## Draguignan: les directeurs de la prison relâchés. (06.07)

### 20minutes.fr - 05.07

Les personnels de la prison de Draguignan, dans le Var, inondée par les intempéries du 15 juin et évacuée le lendemain, ont cadenassé lundi matin les grilles de l'établissement et retenaient les deux directeurs à l'intérieur des locaux, selon une source syndicale. En début d'après-midi, les deux directeurs retenus ont retrouvé leur liberté de mouvements.

Le mouvement, décidé lors d'une assemblée générale à l'appel de l'intersyndicale (FO, Ufap, CFDT, CGT), vise à obtenir des autorités une réponse sur le devenir de la prison.

Le directeur et son adjoint sont libres de leur mouvement et n'ont pas manifesté le souhait de sortir de l'établissement, a précisé Laurent Paquet, délégué régional FO. Les syndicats avaient décidé un peu plus tôt de les maintenir sur place «avec interdiction de sortir», dans l'attente d'une rencontre avec le préfet.

Venue du directeur de l'administration pénitentiaire

Le directeur de cabinet Simon Babre, qui les a reçus, a annoncé la venue du directeur de l'administration pénitentiaire Jean-Amédée Lathoud «avant le 14 juillet».

«Aucune décision ne sera prise sans concertation avec le personnel», a-t-il déclaré, assurant qu'«il y aura toujours une prison à Draguignan, soit sur le site actuel, soit sur un autre site».

Paul Adjedj, délégué CGT de la prison, s'est montré rassuré à l'issue de cet entretien. «Le directeur de cabinet a pris l'engagement de relayer toutes nos préoccupations. L'aspect positif, c'est qu'il y a une volonté de maintenir un établissement pénitentiaire sur Draguignan», a-t-il dit.

#### Crainte d'une mutation

Le directeur interrégional de l'administration pénitentiaire Patrick Mounaud est arrivé sur place en début d'après-midi.

Le personnel, qui craignait une mutation pour mi-juillet, avait indiqué le 22 juin avoir obtenu de la direction de l'administration pénitentiaire une promesse d'un maintien de l'activité de la prison, mais rien n'avait été confirmé officiellement.

Les agents ont également suspendu leur activité de nettoyage du centre depuis vendredi pour faire part de leur inquiétude.

#### Expertises pour évaluer les dégâts

Le 16 juin, au lendemain des intempéries, l'ensemble des détenus (environ 450) de la prison de Draguignan avaient été évacués vers d'autres établissements de la région. Des expertises sont en cours pour évaluer les dégâts occasionnés, a indiqué Simon Babre.

La prison compte près de 230 employés auxquels s'ajoutent les vacataires (éducation nationale, médecins, infirmiers). Mise en service en 1984, elle dispose de quatre quartiers: la maison d'arrêt des hommes, des femmes, le centre de détention et le quartier de fins de peine.

---

### **Grève des dockers et des agents très suivie dans le port de Marseille. (06.07)**

#### **AP - 05.07**

Le trafic de marchandises était totalement bloqué lundi dans le Grand Port Maritime de Marseille, en raison d'une grève des dockers et des agents du port, qui se plaignent de la "pénibilité" du travail, a-t-on appris auprès de la CGT.

Une dizaine de bateaux étaient bloqués à quai ou dans la rade. Le trafic passagers n'est en revanche pas touché par ce mouvement social.

Les agents grévistes réclament la prise en charge du critère de "pénibilité" comme préalable à leur départ à la retraite anticipé.

Au terme d'une grève de vingt-quatre heures, ils ont fait savoir lundi qu'ils pourraient débrayer ensuite pendant une heure chaque jour, si leur revendication n'est pas prise en compte.

---

### **Une grève des dockers paralyse les grands ports de l'Ouest. (06.07)**

#### **Libération.fr et AFP - 05.07**

Les agents et dockers de Nantes/Saint-Nazaire ont fortement perturbé l'activité du port lundi avec une grève de vingt-quatre heures à l'appel de la fédération nationale CGT des Ports et Docks pour exiger la reconnaissance de la pénibilité pour leur retraite, a indiqué la CGT.

«A l'appel de la fédération nationale CGT des Ports et Docks, comme dans tous les autres ports français, les personnels portuaires de Nantes Saint-Nazaire observent aujourd'hui un arrêt de travail de vingt-quatre heures», selon Yves Tual, délégué CGT.

Selon le syndicaliste, «l'activité est nulle sur tous les quais» et «plusieurs navires sont bloqués à quai» dans ce port. La direction du port a précisé que «c'est un mouvement bien suivi mais l'activité n'est pas bloqué complètement».

Cette grève de vingt-quatre heures va se poursuivre à partir de mardi avec une grève d'une heure chaque jour en début de chaque vacation,

selon la CGT. Au Havre, qui compte 2.000 dockers, l'activité fret était nulle, selon la CGT. Le transmanche et le pétrolier n'étaient toutefois pas affectés, selon la même source.

Selon la direction du Port autonome, l'activité déchargement de conteneurs était nulle sur le port. Le Havre était aussi touché par une grève à l'appel de la Fédération nationale des ports et docks contre un projet national de détachement des agents du port auprès des entreprises de manutention.

Le port de Rouen était, lui, «relativement peu impacté car l'essentiel de notre trafic vrac prévu aujourd'hui est assuré par des sociétés privées», selon un porte-parole de la direction. Quatre bateaux avaient toutefois été touchés en milieu d'après-midi, selon la même source.

«Les personnels portuaires exigent le maintien des engagements gouvernementaux concernant la pénibilité des métiers portuaires», a souligné M. Tual, rappelant que la reconnaissance de la pénibilité était prévue dans le cadre de la réforme portuaire.

---

## **Est-ce vraiment Sarkozy qui a viré Joyandet et Blanc? (06.07)**

### **Lepost.fr - 05.07**

D'après la version officielle de l'Elysée et de Matignon, c'est Sarkozy et Fillon qui ont décidé de les évincer du gouvernement. Mais une autre version circule...

Dimanche, en fin d'après-midi, le secrétaire d'Etat au Développement de la région-capitale, Christian Blanc, a annoncé sa démission du gouvernement, après son affaire de cigares à 12 000 euros payés par l'Etat. Quelques minutes plus tôt, c'est Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, qui annonçait sa démission sur son blog. Ce dernier était affaibli par deux révélations de Mediapart et du Canard Enchaîné: celle autour de son coûteux voyage en jet privé et celle de son permis de construire illégal.

Des démissions suspectées d'avoir un seul objectif: celui de faire retomber la pression qui pèse sur Eric Woerth, éclaboussé par l'Affaire Bettencourt.

Mais une question subsiste: Nicolas Sarkozy est-il vraiment à l'origine de ces départs?

#### **1. D'après l'Elysée et Matignon, c'est Sarkozy et Fillon qui l'ont décidé**

Dimanche dans la soirée, après ces deux démissions, Luc Chatel a annoncé que c'étaient Nicolas Sarkozy et François Fillon qui avaient exigé les démissions de Christian Blanc et d'Alain Joyandet. "Le président de la République et le Premier ministre ont décidé de tirer les conséquences d'événements survenus ces derniers jours, que les Français n'ont ni compris ni acceptés", a déclaré le porte-parole du gouvernement.

La nouvelle n'aurait pas été annoncée aux secrétaires d'Etat en personne. Ils auraient appris leur départ du gouvernement par le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, qui "leur aurait fait passer des messages ce week-end", indique Le Parisien.

Une certitude: depuis plusieurs jours, François Fillon souhaitait donc la démission des deux secrétaires d'Etat et l'avait réclamée à l'Élysée, qui s'y était opposé, rappelle Le Figaro. Pour le Premier ministre, les affaires de Joyandet et Blanc plombaient l'image du gouvernement dans son ensemble.

#### **2. Joyandet a pris l'Elysée et Matignon de court...**

Mais face à cette version de l'Elysée, une autre circule... Alain Joyandet aurait pris sa décision tout seul, dès jeudi, sentant qu'il allait faire les frais du remaniement en octobre depuis mercredi dernier. Ce jour là, le chef de l'Etat a lâché aux députés UMP: "Certains comportements ministériels ne m'ont pas plu. J'en tirerai les conséquences sévèrement au moment qu'on aura choisi avec le premier ministre", visant implicitement Alain Joyandet (Coopération), Christian Blanc (Grand Paris) et Rama Yade (Sports), en citant les "avions, cigares, critiques de la nature des hôtels."

Du coup, se sentant "humilié et voulant partir", le secrétaire d'Etat à la Coopération aurait pris sa décision dès le jeudi, au lendemain des confidences de Nicolas Sarkozy aux députés UMP, selon Le Figaro. Le quotidien raconte qu'il aurait alors prévenu le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant. Ce dernier aurait tenté de le dissuader. Alain Joyandet en aurait aussi parlé à Nicolas Sarkozy le même jour, qui lui aurait demandé d'attendre. Mais il aurait été impossible de le faire changer d'avis, selon le quotidien.

Sa décision prise, Alain Joyandet aurait donc fait savoir à Matignon dimanche après-midi qu'il démissionne. Avant de le faire savoir sur son

blog... une heure avant le communiqué de la présidence.

Du coup, l'annonce surprise de Joyandet "a vivement déplu à l'Elysée, qui semble alors avoir décidé de réagir dans l'urgence -et dans une certaine improvisation", raconte Le Parisien.

Devant le fait accompli et pour donner l'impression d'une opération coordonnée, l'Elysée décide alors d'annoncer la démission des deux secrétaires d'Etat en même temps...

Les confidences d'un haut responsable élyséen à Libération montrent d'ailleurs que la démission du très sarkozyste Alain Joyandet n'était pas prévue par l'exécutif: "Joyandet a craqué, cela fait partie des aléas humains... Mais personne ne souhaitait ouvrir pour le moment cette brèche."

### 3. Du coup, Christian Blanc poussé dehors

Avec le départ surprise d'Alain Joyandet, "l'Elysée a dû se résoudre à régler le cas" de Christian Blanc, affaibli par son affaire de cigares à 12 000 euros payés par l'Etat, en le poussant vers la sortie, raconte encore Libération. Car contrairement à Alain Joyandet, Christian Blanc, lui, ne souhaitait pas quitter son poste, racontent Libération et Le Figaro. Malgré les moqueries de Nicolas Sarkozy à son encontre la semaine dernière, visant à le décourager et à le pousser vers la sortie.

Mais finalement, l'Elysée a profité de l'espace ouvert par Joyandet pour évincer Christian Blanc. Visiblement amer, ce dernier a d'ailleurs crié au "lynchage sans preuve" ce lundi matin. Il a également avoué à demi-mots que c'est Nicolas Sarkozy qui lui a forcé la main. "C'était le meilleur moment pour le Président de la République, c'est ainsi", déclare-t-il ce lundi, dans une interview à L'Express.

---

## Rémy Pflimlin, l'inattendu patron de France Télévisions. (06.07)

### Le Monde - 05.07

Finalement, après des semaines d'un feuilleton interminable, Nicolas Sarkozy a choisi Rémy Pflimlin, directeur général de Presstalis (ex-NMPP), pour succéder à Patrick de Carolis à la présidence de France Télévisions. L'annonce a été faite, lundi 5 juillet dans la matinée, via un communiqué de l'Elysée.

En pleine tourmente politique avec l'affaire Woerth-Bettencourt et les scandales touchant plusieurs ministres ayant abouti, dimanche, aux démissions d'Alain Joyandet (coopération) et Christian Blanc (Grand Paris), le chef de l'Etat a beaucoup hésité pour choisir le prochain patron de l'audiovisuel public parmi trois noms : Alexandre Bompard, 37 ans, le patron d'Europe 1 et favori du chef de l'Etat, Patrick de Carolis, 57 ans, actuel président de France Télévisions et candidat à sa succession et Rémy Pflimlin, 56 ans, qui, en plus de bien connaître le groupe public pour avoir dirigé France 3 entre 1999 et 2006, présente un profil professionnel et politique qui ne suscite pas la polémique.

Mais avant la sélection de ce trio, M. Sarkozy a rencontré d'autres personnalités de l'audiovisuel, comme Jean-Pierre Cottet, 64 ans, l'ancien patron de France 5 qui venait de démissionner du pôle audiovisuel du groupe Lagardère. Le chef de l'Etat a aussi vu Christopher Baldelli, 45 ans, patron de RTL radio et ex-directeur général de France 2, qui était membre de son cabinet en 1994 lorsque M. Sarkozy était ministre du budget. Il y eut aussi Patricia Langrand, l'ancienne patronne des contenus d'Orange.

### CHACUN SON POULAIN

Tous sont passés dans le bureau d'Alain Minc, éminence grise de M. Sarkozy, avenue Georges-V, ou au Piazza Athénée, là où il reçoit à l'heure du petit déjeuner. A tous les candidats, il est vite apparu que M. Minc faisait campagne pour M. Bompard, ex-collaborateur de François Fillon au ministère du travail. "Vous avez le même problème qu'Alexandre : votre âge, a-t-il crûment asséné à M. Cottet. Mais le sien est un problème moins crucial : il lui suffit d'attendre."

Les mêmes ont aussi rencontré Claude Guéant. Depuis des mois, M. Minc et le secrétaire général de l'Elysée n'en finissaient plus de rivaliser d'influence auprès du président pour pousser leur poulain. M. Guéant ne s'en cachait pas : pour lui, M. de Carolis, qui "n'a pas démerité" à la présidence de France Télévisions, restait le meilleur candidat. Mais, dès le mois d'avril, M. Bompard avait reçu l'assurance de sa nomination. A cette époque, M. Minc avait même suggéré à Didier Quillot, le patron de M. Bompard chez Lagardère, de lui trouver rapidement un successeur.

Pour forcer la main à M. Sarkozy, M. Minc avait informé quelques journalistes de cette prochaine nomination. Mauvais calcul. Agacé par cette fuite organisée, le chef de l'Etat préféra alors suspendre son annonce. D'autant plus que la sévère défaite de la droite aux régionales n'était pas propice à une nomination perçue comme "proche du pouvoir". "La réforme de France Télévisions est quasiment aussi importante que celle des retraites et le chef de l'Etat ne peut pas se permettre de la manquer", jugeait un proche de l'Elysée.

En pleine crise économique, il va falloir en effet trouver de nouvelles ressources financières, tandis que la suppression de la publicité avant 20 heures n'a pas encore été tranchée. Et, à moins de deux ans de la présidentielle, il faut une direction sûre aux yeux du pouvoir. Enfin, la présidence de France Télévisions a devant elle un gigantesque chantier : diriger France 2, France 3, France 4, France 5, RFO mais aussi mener les négociations sociales et contractuelles, conduire la réforme de France 3 sans cesse reportée et revoir une nouvelle organisation, trop centralisée, qui a dilué l'identité des chaînes.

En outre, au-delà de cette réforme, le chef de l'Etat veut pouvoir contrôler les contenus. Il connaît les émissions et leurs audiences, les difficultés financières, les restructurations possibles, le marché publicitaire. Il veut non seulement nommer le président de France Télévisions, mais peser sur la direction des programmes et sur celle de l'information. Ce que l'ont empêché de faire M. de Carolis et son numéro deux, Patrice Duhamel, qui se sont souvent opposés aux demandes présidentielles.

Ainsi, le 26 février, lors d'un dîner au ministère de la culture avec de nombreux responsables de l'audiovisuel, M. Bompard est presque intronisé par Frédéric Mitterrand, qui le place ostensiblement face à lui. Autour de la table se tiennent aussi une quinzaine de publicitaires et de responsables de l'audiovisuel. Parmi eux, Nicolas Bordas, le président de TBWA France, Bruno Patino, président de France Culture, Arthur Sadoun, patron de Publicis France, Virginie Calmels, patronne d'Endemol France, ou David Jones, président de Havas Worldwide, la maison-mère d'Euro RSCG, et conseiller du futur premier ministre britannique, David Cameron. Ce dernier devait attirer tous les regards avec les élections britanniques toutes proches.

Mais cette assemblée de patrons de l'audiovisuel, dont la plupart n'ont pas 40 ans, n'a d'oreille que pour les bouleversements du PAF. Avant de passer à table, le ministre de la culture avait fait rire tout le monde en lançant à la cantonade : "Alors, qui est intéressé par la présidence de France Télévisions ?" Pas un n'a répondu. Mais tout le monde avait regardé en douce M. Bompard, qui riait aussi fort que les autres. Un mois plus tard, l'appel téléphonique de M. Minc à M. Quillot semblait sceller le choix du chef de l'Etat, d'autant plus que le producteur Stéphane Courbit s'apprêtait à reprendre la régie publicitaire de France Télévisions avec l'appui de M. Sarkozy.

## LES DÉS SEMBLENT PIPÉS

De son côté, M. de Carolis ronge son frein. Respectant le silence qu'il s'était imposé jusqu'au 7 juin, date limite de la négociation avec les syndicats pour la mise en place de l'entreprise unique, il continue à mettre en place les nouvelles dispositions de la loi audiovisuelle. Les quelques entretiens qu'il a avec M. Sarkozy se passent plutôt mal. Les dés semblent pipés. La suppression de la publicité en journée sur les antennes du groupe public est une source de conflit entre les deux hommes. M. de Carolis s'y oppose, ce qui exaspère le chef de l'Etat. La rupture définitive se fait lors du vote du conseil d'administration de France Télévisions qui, à la majorité, refuse la vente de la régie publicitaire à M. Courbit. C'en est trop.

Malgré tout, à la mi-juin, M. de Carolis se déclare candidat à sa propre succession. M. Bompard se fait le plus discret possible. Le troisième homme, Rémy Pflimlin, a déjà tourné la page France Télévisions. L'Elysée lui a fait savoir qu'il succéderait, en fin d'année, à Jérôme Clément, patron depuis vingt ans d'Arte, atteint par la limite d'âge.

Les jeux semblent donc faits pour M. Bompard. En cette mi-juin, il suffit à l'Elysée d'attendre la bonne fenêtre de tir pour annoncer sa décision. Mais les révélations du Canard enchaîné sur les dérives de certains ministres et celles de l'affaire Bettencourt-Woerth changent la donne. Comment annoncer la nomination de M. Bompard sans provoquer une nouvelle polémique ? M. Guéant en profite pour avancer son pion et plaide pour le maintien de M. de Carolis auprès de M. Sarkozy.

"Tout sauf Bompard", insistent de nombreux interlocuteurs en rencontrant le chef de l'Etat. "Il est trop jeune, n'a pas assez d'expérience", soulignent-ils. "Il faut un homme du service public pour le service public", plaident-ils. M. Sarkozy hésite. Mais pour lui, renommer M. de Carolis serait "un aveu de faiblesse". Finalement, l'idée de faire revenir M. Pflimlin est soufflée par M. Guéant, qui voit dans le patron de Presstalis "une honorable porte de sortie".

Fin juin, le secrétaire général de l'Elysée laisse fuiter la décision sous le sceau d'une "source de l'UMP". Le 2 juillet, M. Pflimlin revoit le chef de l'Etat à l'Elysée pour évoquer les grandes lignes de sa future présidence. Le lendemain, M. Sarkozy reçoit MM. Bompard et de Carolis pour leur faire part de son choix.

"Ce feuilleton grotesque montre bien la perversité de ce nouveau mode de nomination", souligne un membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) qui, dans les prochains jours, entendra le candidat proposé par M. Sarkozy et devra rendre "un avis conforme". Ensuite, le candidat désigné par le chef de l'Etat devra aller plaider son dossier devant les commissions des affaires culturelles du Sénat et de l'Assemblée nationale. Et si, comme c'est probable, il n'y a pas de contestation au sein du groupe UMP, M. Pflimlin pourra s'installer dans le fauteuil de M. de Carolis le 24 août et présenter la nouvelle saison des chaînes de France Télévisions début septembre.

---

**Sarkozy est leur Président, ils lui donnent des conseils... pour tenir ! (06.07)**

## AP - 05.07

1- Verts. Cécile Duflot a estimé lundi que le gouvernement devrait être "profondément remanié", au lendemain de la démission d'Alain Joyandet et de Christian Blanc. (AP 05.07)

2- PS. Pour Pierre Moscovici, quand une "équipe ne marche plus, honnêtement, ce qu'on attend, c'est que le sélectionneur réagisse"

"Ca ne peut pas continuer comme ca, nous avons un gouvernement qui ne fait plus l'affaire", a-t-il poursuivi. "La crise politique doit trouver une solution, on a besoin d'un président qui reprend les affaires en main". Dans ces conditions, "pourquoi attendre octobre? ça ne peut pas durer", a-t-il dit, qualifiant le chef de l'Etat d'"hésitant". (AP 05.07)

On a compris que les Verts et le PS -gageons que le PCF est sur la même orientation, réclame à Sarkozy un "bon" gouvernement, pour faire sans doute une "bonne" politique, une politique sociale, progressiste évidemment... A part cela ils ne soutiennent pas le régime, mais non, mais non.

- Alors mesdames et messieurs on la fait cette unité ?

- Contre qui, contre Sarkozy, mais vous ne voyez pas que nous sommes d'accord avec sa politique, c'est juste sur la manière de s'y prendre que nous ne sommes pas d'accord, pour le reste, nous défendons évidemment comme lui les intérêts des capitalistes, nous sommes de gauche ou socialiste en parole seulement, il ne faut pas trop nous en demander messieurs du POI.

- Si nous postulons au pouvoir, c'est d'abord pour satisfaire notre ego et nous en mettre plein les poches, ensuite pour montrer à ce bon peuple français que nous pouvons gérer la société mieux que l'UMP, ce qui n'est pas vrai mais seule l'illusion compte, il faut bien que quelqu'un soit à la hauteur de la situation pour éviter que les institutions ne soient remises en cause, il faut sauver l'essentiel vous comprenez.

Alors mobiliser la classe ouvrière contre le gouvernement, vous n'y pensez pas, soyons sérieux, nous sommes à ses côtés, vous ne l'avez pas encore compris depuis le temps ? Nous vous rejoindrions s'il y avait feu... pour l'éteindre bien sûr, nous sommes respectueux de l'ordre établi, cela aussi vous l'ignorez ?

Au POI, ils en sont retournés à l'époque des alchismistes !

---

## Réforme collectivités: le Sénat a supprimé l'article-clé sur les compétences.(07.07)

### Lepoint.fr et AFP - 06.07

Le Sénat a supprimé mardi en deuxième lecture l'article-clé du projet de loi de réforme des collectivités locales qui définissait la répartition des compétences des communes, départements et régions.

Le Sénat a adopté par 335 voix contre 5, contre l'avis du gouvernement, un amendement du groupe centriste stipulant que la répartition des compétences sera définie dans un autre texte de loi dans un délai d'un an.

Cet amendement a pour conséquence d'annuler le contenu de l'article 35 du texte qui supprimait notamment la clause de compétence générale pour les départements et régions.

L'opposition PS, Verts, CRC-SPG (communistes et parti de gauche) ont voté pour. L'UMP, après avoir combattu cet amendement, s'y est finalement rallié. Il est vrai qu'un certain nombre de ses membres comme l'ex-ministre Jean-Pierre Raffarin avaient indiqué soutenir cet amendement centriste.

Les sénateurs avaient déjà donné un premier avertissement en adoptant la semaine dernière grâce à l'appoint de voix centristes un amendement communiste rétablissant la clause de compétence générale pour toutes les collectivités.

Le gouvernement avait demandé une deuxième délibération sur cet amendement qui aura lieu à la fin du texte, ajoutant à la confusion de la discussion.

Les sénateurs centristes qui détiennent la clef de la majorité au Sénat sont très critiques envers ce projet. Ils ont exprimé leur désaccord avec son autre mesure phare, le mode d'élection du conseiller territorial. L'article traitant de cette question devrait commencer à être discuté mardi soir.



Entre-temps, les sénateurs de l'Union centriste seront reçus, à 18H00, par le président Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

Expression du bras de fer à l'intérieur de la majorité entre centristes et UMP, un vif échange a éclaté dans l'hémicycle. "Le mot d'ordre c'est courage fuyons", "l'histoire retiendra que le Sénat n'a pas assumé ses responsabilités", a lancé le président du groupe UMP Gérard Longuet.

"On a un texte qui est mauvais, un article 35 qui est très mauvais, on essaye de l'améliorer, au lieu de nous traiter de couards vous devriez nous remercier", a rétorqué Hervé Maurey (UC).

"C'est la confusion totale, c'est un débat surréaliste, insolite" a ironisé la gauche qui a demandé au gouvernement "de renoncer à son texte". "C'est un texte qui n'a plus ni queue ni tête", a lancé le président du groupe PS, Jean-Pierre Bel.

Les deux dispositions contestées du projet de loi, la répartition des compétences des collectivités et le mode d'élection du conseiller territorial devaient à l'origine être définis dans deux autres textes de loi. Ils ont été introduits par amendements lors du passage du texte à l'Assemblée nationale.

Le Sénat n'a donc pas pu en discuter en première lecture et se sent dépossédé de ses prérogatives constitutionnelles de représentant des collectivités.

"Ce naufrage législatif ne serait pas arrivé si l'Assemblée nationale ne s'était emparée de ces deux éléments, on nous a scalpé d'une lecture, tout ça me fait penser à un CPE territorial", a résumé Nathalie Goulet (UC).

---

## **Manifestation nationale du personnel pénitentier (titre de LdC). (07.07)**

**20minutes.fr - 06.07**

REPORTAGE - Des personnels venus de toute la France se sont rendus place Vendôme pour dénoncer les sous-effectifs...

«Faites du bruit!» Le cortège des surveillants de prison arrive aux abords de la place Vendôme au son de 99 Luftballons. Le speaker interrompt la musique, le concert de sifflets et des inévitables vuvuzelas, et du même coup les danses de quelques badauds qui se demandent qui sont ces manifestants. Quelques minutes plus tôt, à deux pas de là, le gendarme en faction devant le ministère de la Justice n'était pas plus au courant de leur arrivée.

Et pour cause: les manifestants, venus «se faire entendre par MAM» et fustiger «les fossoyeurs de la pénitentiaire» n'iront pas troubler la quiétude des touristes place Vendôme. Le cortège est stoppé par les barrières des forces de l'ordre. «Nous sommes une petite administration, on a toujours été les parents pauvres», commente Christophe, venu de la région bordelaise, réclamer des effectifs et crier son inquiétude sous les fenêtres de la garde des Sceaux.

«Une politique de la pénurie»

«On ne demande pas d'argent», prévient son confrère Régis, qui a fait le déplacement du Mans. Le paiement des heures supplémentaires, tout de même, mais surtout du personnel en quantité suffisante. «On a ouvert il y a sept mois en sous effectif de 15%», renchérit son collègue mancaux Arnaud. Avec au bout cette équation simple: «Moins de personnel, plus d'heures sup, plus de fatigue, plus d'arrêts-maladies, moins de personnel».

«Une politique de la pénurie», regrette Christophe, qui assure qu'au bout du compte, «c'est la sécurité qui trinque, pour les surveillants comme pour les détenus». Le gaillard aux 25 années de métier le rappelle: «On est là pour les empêcher de sortir, mais aussi pour les empêcher de s'étriper». Et avec «un surveillant pour deux étages», Willy, collègue de Christophe à la maison d'arrêt de Vivonne, assure que la tâche est impossible. «En 2009, il y a eu 750 agressions sur des personnels», annoncent les compères.

«On écoute de plus en plus les voyous»

«Et on ne parle que des agressions déclarées», relève Régis. Selon lui, en effet, les directions «ont des primes d'objectifs s'il y a peu d'incidents dans leur établissement». Ce qui explique selon lui une certaine volonté «d'étouffer les problèmes, pour ne pas faire de vagues». Une pratique doublée d'un «manque de confiance et de considération pour les surveillants», selon lui, tandis qu'«on écoute de plus en plus les voyous».

«La semaine dernière, ils avaient refusé, cette fois ils vont nous recevoir», annonce au micro Christophe Marques, secrétaire général de Force ouvrière pénitentiaire. Malgré les cris enthousiastes dans l'assistance, Christophe et les autres espèrent peu de l'entrevue. «Elle n'en a

rien à battre», résume Christophe au sujet de la garde des Sceaux. «En attendant faites du bruit.» Une façon d'être entendu, à défaut d'espérer être écouté.

## **Plus de 150 Roms évacués du "plus ancien" camp d'Ile-de-France à Saint-Denis. (07.07)**

**Lepoint.fr et AFP - 06.07**

Plus de 150 Roms ont été évacués tôt mardi matin du campement du Hanul à Saint-Denis, le plus ancien d'Ile-de-France selon des associations, très inquiètes à propos du relogement de ces expulsés parmi lesquels se trouvent plusieurs enfants.

Vers 6H00, des CRS ont évacué le camp. Des Roms et des membres d'associations ont tenté en vain d'opposer une résistance passive mais l'expulsion était achevée environ une heure après.

Les pelleteuses sont ensuite entré en action, détruisant les abris de fortune.

Des policiers étaient passés au Hanul vendredi et lundi pour annoncer cette évacuation et demander aux habitants de préparer leurs bagages.

La préfecture, se réclamant de deux décisions de justice, d'octobre 2007 et février 2010, a expliqué avoir volontairement attendu les vacances pour passer à l'acte, plusieurs enfants étant scolarisés à Saint-Denis.

Le Hanul, un terrain privé coincé entre plusieurs grands axes de circulation, avait une "identité particulière", selon les associations la Voix des Roms et Parada, car il existait depuis dix ans environ. Des enfants y sont nés; 28 auraient d'ailleurs la nationalité française.

Il était "moins précaire" que les autres camps, selon les associations. Un protocole avait même été signé en 2003 avec la mairie. L'eau courante et des toilettes y avaient été installées.

Après l'évacuation, plusieurs dizaines de Roms se sont regroupés devant la mairie, où une délégation a été reçue, sans résultat.

"On n'a pas eu de réponse à la question + où on va dormir ce soir? +", a dit abattu Saimir Mile, de la Voix des Roms, selon lequel la mairie "a refusé d'ouvrir un gymnase".

"On ne proposera pas de nouveaux terrains", a affirmé l'adjoint au maire David Prout, ajoutant que la mairie voulait "éviter la pérennisation des bidonvilles".

"C'est un paradoxe que cette mairie, qui finance un village d'insertion pour les Roms, se trouve ainsi accusée", a-t-il poursuivi. Ce village accueille une vingtaine de Roms.

"C'est à ceux qui ont procédé à l'expulsion de réfléchir" à l'hébergement, a-t-il poursuivi, estimant que l'Etat avait "laissé la situation pourrir" et que les aides au retour dans le pays d'origine étaient "inefficaces".

Mardi, le Centre Simon Wiesenthal a envoyé une lettre au maire communiste de la ville, Didier Paillard, lui demandant de fournir une protection policière aux Roms du campement et de mettre fin au "nettoyage ethnique".

La préfecture a annoncé avoir proposé des nuitées en hébergement d'urgence dans plusieurs hôtels du département. Mais les Roms souhaitent rester ensemble.

Pour Coralie Guillot, de Parada, "la préfecture et la mairie se renvoient la balle". Les habitants du Hanul "sont contraints à vivre dans une précarité encore plus grande. Ils vont sans cesse se faire expulser des nouveaux terrains où ils s'installeront", a-t-elle déploré.

Saimir Mile a lui annoncé qu'il allait poursuivre en justice les autorités, doutant de la légalité de cette évacuation.

"Je suis triste, j'ai perdu ma maison", a raconté Ramona, une mère de famille de 24 ans. Elle a laissé des habits de ses enfants et du lait pour son bébé dans sa "caravane". "Je n'ai pas où aller ce soir", dit-elle, expliquant qu'elle était au Hanul depuis 10 ans. Un retour en Roumanie? Elle n'y pense pas puisqu'elle n'y a ni famille ni maison. Elle cherchera certainement un nouveau terrain.

Dans un communiqué, le Mrap a condamné une expulsion "aussi honteuse que brutale" et attend maintenant des solutions "immédiates pour un relogement collectif".

Fin juin, le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux annonçait que 35 des 59 camps que compte la Seine-Saint-Denis avaient été évacués.

## **Liliane, héritière, 34 millions d'euros par mois. (07.07)**

### **Eco89 - 06.07**

Combien gagne et dépense Liliane Bettencourt ? Eco89 a fouillé le porte-monnaie de la femme la plus riche de France.

Revenus : plus de 34 millions d'euros par mois A la mort de son père, en 1957, Liliane Bettencourt devient la propriétaire de L'Oréal. Sans intervenir directement dans la gestion de la société, elle saura faire fructifier cet héritage, jusqu'à devenir la femme la plus riche de France.

En additionnant la valeur de ses parts dans L'Oréal (14,4 milliards d'euros) et dans Nestlé (4,1 milliards), on peut estimer la fortune de Liliane Bettencourt, au minimum, à 18,5 milliards d'euros. « Au minimum », car il faut encore y ajouter ses placements mystérieux et son patrimoine immobilier difficiles à évaluer.

Ce patrimoine est impressionnant, mais les revenus de Liliane Bettencourt le sont tout autant. En additionnant cette fois-ci les dividendes de L'Oréal, ceux de Nestlé et la rémunération d'administratrice du groupe de cosmétiques, on parvient à un total de 408,870 millions d'euros.

En moyenne, Liliane Bettencourt gagne donc 34,072 millions d'euros, soit 25 355 fois le Smic ! Et encore : il s'agit là aussi d'un minimum, puisqu'il faut y ajouter les revenus tirés des autres placements de la propriétaire de L'Oréal.

Voici, dans le détail, ce qu'on sait de la fortune et des revenus de Liliane Bettencourt. Actionnaire de L'Oréal : 14,4 milliards en actions, 278 millions de dividendes

Liliane Bettencourt est encore la première actionnaire de L'Oréal. Selon le rapport annuel du groupe, elle détient 185 660 466 actions, près de 31% du capital. Elle en a cédé l'essentiel à sa fille Françoise, en nue propriété, mais elle en conserve l'usufruit. En clair, elle continue à toucher les dividendes et elle conserve ses droits de vote.

- Valeur : 14 397 969 138 euros, l'action ayant clôturé à 77,55 euros ce lundi

- Dividendes : 278 490 699 euros en 2009, à raison de 1,50 euro par action

Administratrice de L'Oréal : 75 000 euros par an

Liliane ne se contente pas de toucher des dividendes. Selon le rapport annuel de L'Oréal, elle n'a séché aucun conseil d'administration l'an dernier, et elle a touché :

- Une rémunération forfaitaire de 30 000 euros

- 5 000 euros de jetons de présence à chacune des six réunions

- 15 000 euros comme membre du comité « Stratégies et réalisations »

Actionnaire de Nestlé : 4,1 milliards en actions, 131 millions de dividendes

Liliane Bettencourt ne figure pas à la rubrique « actionnaires importants » du rapport annuel de Nestlé. La propriétaire de L'Oréal détiendrait tout de même environ 3% du groupe suisse, soit 109 500 000 actions.

- Valeur : 4 133 625 000 euros, l'action ayant clôturé ce lundi à 50,40 francs suisses, soit 37,75 euros

- Dividendes : 130 305 000 euros en 2009, à raison de 1,60 franc suisse (1,19 euro) par action

Placements financiers : ?

Liliane Bettencourt n'a pas laissé dormir les dividendes gagnés chez L'Oréal ou chez Nestlé. Elle les a fait placer par Clymène, une holding montée pour gérer sa fortune personnelle et dirigée par Patrice de Maistre.

Où la holding a-t-elle investi, et combien a-t-elle gagné ? Mystère. Comme l'a noté Mediapart, les comptes déposés au tribunal du commerce font même état de déficits réguliers. Selon l'avocat de Patrice de Maistre, ces comptes ne prennent pas en compte les « plus-values latentes » (à long terme) : Clymène gagne donc de l'argent, mais on n'en saura pas plus.

Liliane Bettencourt dispose en tout cas de deux comptes bancaires en Suisse : le premier abrite 65 millions d'euros, et le second, 13 millions. Patrice de Maistre a dû le reconnaître après la publication d'enregistrements de ses conversations avec sa patronne.

Patrimoine immobilier : au moins 500 millions d'euros ?

Difficile également d'évaluer le patrimoine immobilier de Liliane Bettencourt. Il comprend notamment :

- Un hôtel particulier à Neuilly-sur-Seine
- Une propriété en Bretagne, sur la pointe de l'Arcouest
- L'île d'Arros aux Seychelles : elle vaudrait entre 300 et 500 millions d'euros

Dépenses : plus de 4,4 millions d'euros par mois

Liliane Bettencourt est une femme généreuse : elle dépense sa fortune en dons à de jeunes chercheurs ou artistes, et en cadeaux à des amis ou des hommes politiques. En revanche, elle est beaucoup moins généreuse avec le fisc.

Là encore, les chiffres sont rares. En se basant sur les déclarations de Liliane Bettencourt (les sommes versées au fisc), de son gestionnaire de fortune (les dons aux responsables politiques), de son majordome (son salaire) et sur les dons versés par la fondation de la milliardaire, on parvient déjà à un minimum de 53,330 millions d'euros par an. Soit une moyenne de plus de 4,4 millions d'euros par mois. Impôts : en moyenne 40 millions d'euros par an

La femme la plus riche de France est aussi, fort logiquement, la plus imposée de France. Liliane Bettencourt a tenu à le rappeler dans un communiqué :

« Je suis ainsi l'une des premières contributrices privées à l'impôt sur le revenu. Sur les dix dernières années, mes collaborateurs ont établi, à ma demande, que j'avais versé 400 millions d'euros aux services de l'administration fiscale au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur la fortune et de la CSG-CRDS. »

Soit, en moyenne, 40 millions d'euros par an : impressionnant pour le contribuable moyen, sans doute un peu moins pour la détentrice d'une fortune dépassant 18,5 milliards d'euros. D'autant que Liliane Bettencourt a aussi été une des principales bénéficiaires du bouclier fiscal. En 2008, le fisc lui a en effet envoyé un chèque de 30 millions d'euros, comme l'avait révélé Mediapart.

La part des impôts dans le budget de Liliane Bettencourt devrait rapidement augmenter. La propriétaire de L'Oréal a annoncé qu'elle allait régulariser sa situation, notamment en rapatriant en France ses comptes suisses. Soutien aux chercheurs et aux artistes : 13,2 millions d'euros par an

Tout l'argent de la propriétaire de L'Oréal ne part pas en Suisse. Une partie finance la Fondation Bettencourt Schueller, qui soutient la recherche scientifique et des artistes. En 2009, la fondation a distribué 13,2 millions d'euros. Par exemple, avec ses nombreux prix :

- « Prix pour les jeunes chercheurs » : 25 000 euros, une dizaine de bénéficiaires par an
- « Prix Liliane Bettencourt pour les Sciences du vivant » : 250 000 euros
- « Coups d'élan pour la recherche française » : 750 000 euros
- Programme « Avenir » en partenariat avec l'Inserm : 300 000 euros
- « Prix Liliane Bettencourt pour le chant choral » : 40 000 euros

Cadeaux aux proches : ?

C'est la générosité de la milliardaire à l'égard du photographe François-Marie Banier qui est à l'origine de l'« affaire Bettencourt ». Selon le

rapport de la brigade financière, Liliane Bettencourt a offert l'équivalent de 678 millions d'euros à cet ami depuis 1997, en placements financiers comme en œuvres d'art.

Liliane Bettencourt sait aussi récompenser ses collaborateurs les plus fidèles. Selon les enregistrements publiés par Le Point et Mediapart, elle avait ainsi prévu d'offrir un bateau au gestionnaire de sa fortune, mais elle l'avait un peu oublié. Patrice de Maistre le lui a donc rappelé :

« Est-ce que vous avez toujours envie de me faire un cadeau ? [...] Ça me permettrait de m'acheter le bateau de mes rêves. »

Dons aux responsables politiques : au moins 22 500 euros

Liliane Bettencourt peut aussi se montrer généreuse avec les responsables politiques. La milliardaire ne peut cependant pas dépasser le maximum autorisé par la loi, soit 7 500 euros. Patrice de Maistre a confirmé que cette somme avait été versée à :

- Valérie Pécresse, candidate UMP en Ile-de-France aux régionales

- L'Association de soutien à l'action d'Eric Woerth

- L'UMP

Les déclarations de l'ex-comptable de Liliane Bettencourt renforcent les interrogations sur les dons et leurs bénéficiaires. La semaine dernière, cette ancienne employée de la milliardaire assurait que celle-ci faisait retirer jusqu'à 50 000 euros en liquide chaque semaine, qu'elle faisait ensuite « distribuer ».

Ce mercredi, l'ex-comptable est allé plus loin, en affirmant à Mediapart que Liliane Bettencourt avait notamment fait remettre 150 000 euros en liquide à Eric Woerth, trésorier de l'UMP, pour financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Frais de personnel : un majordome payé plus de 8 000 euros par mois

On ignore combien de personnes sont employées dans l'hôtel particulier de Neuilly-sur-Seine, mais on sait qu'elles sont plutôt bien payées. Pascal B., maître d'hôtel de Liliane Bettencourt, a quitté la maison en mai, après douze ans de service. Selon son avocat, il est parti avec une indemnité de 215 000 euros, correspondant à deux ans de salaire. Soit, en prenant en compte les treizièmes mois, près de 8 270 euros mensuels.

C'est ce même maître d'hôtel qui a caché un magnétophone dans le salon et enregistré les conversations compromettantes pour Liliane Bettencourt, Patrice de Maistre ou Eric Woerth. Si on ne peut même plus faire confiance au petit personnel...

---

## **Woerth : pas de démission, une erreur et encore des questions. (07.07)**

### **Rue89 - 06.07**

Englué dans l'affaire Bettencourt, Eric Woerth s'est exprimé ce mardi soir sur TF1. Et a martelé que tout était « faux, archifaux ».

Jusqu'à-là soutenu par la majorité, le ministre du Travail doit faire face à de nouvelles accusations graves. Selon le témoignage de Claire T., l'ex-comptable des Bettencourt, l'UMP aurait été financé illégalement par la milliardaire.

Claire T. n'a pas de preuves matérielles de ses accusations mais elle a tenu trois carnets dans lesquels elle conservait la trace des retraits faits auprès d'une agence BNP où elle retirait jusqu'à 50 000 euros par semaine.

Elle a assuré devant la police financière et à Mediapart que Patrice de Maistre, le gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt, a remis 150 000 euros à Eric Woerth en 2007 pour « financer la campagne présidentielle de Sarkozy ».

Elle raconte également que le président de la République recevait, jusqu'en 2002, des enveloppes de liquide lors de ses passages chez les Bettencourt.

« Si je démissionne, je leur donne raison »

Des révélations qui ont conduit l'ancien ministre du Budget et toujours trésorier de l'UMP à choisir de s'exprimer au journal de 20 heures de

TF1, ce mardi. Il commence par se défendre : « Je n'ai pas reçu le moindre euro illégal. » Puis attaque Claire T., qu'il dit « ne pas connaître » :

« Cette dame, elle se permet de nous accuser. Dans ces accusations, elle dit en même temps, qu'elle ne peut rien prouver. »

Et de dire qu'en fait et lieu de sa résidence en Suisse, alléguée par l'ex-comptable des Bettencourt, il n'a qu'un « appartement de 60 m2, qui n'est pas en Suisse, mais à Chamonix, en Haute-Savoie ».

Non, DSK n'était pas mis en examen avant de démissionner

« Je ne démissionnerai pas », coupe-t-il à chaque question sur le sujet. Tout juste précise-t-il quand Laurence Ferrari lui fait remarquer qu'en pareille situation Dominique Strauss-Kahn, alors ministre de l'Economie et concerné par l'affaire de la Mnef, l'avait fait en 1999 : « Mais il était mis en examen. »

Précision erronée : en réalité, DSK a démissionné le 2 novembre 1999 et sa mise en examen n'est intervenue que le 14 décembre 1999.

Eric Woerth a directement accusé la gauche d'être derrière cette affaire : « C'est une cabale politique aussi organisée par le PS. » Il leur répond par sa non-démission : « Si je démissionne, je leur donne raison. » « En train de craquer sous la pression ? »

Très nerveux au point que la journaliste lui demande s'il est « en train de craquer sous la pression », il rétorque qu'il est « scandalisé » parce que « tous les jours, depuis trois semaines, [il a] une accusation supplémentaire ».

Le ministre du Travail fait encore partie du gouvernement. Mais la plupart des questions restent en suspens :

- L'UMP et votre parti ont-ils touché de l'argent de Liliane Bettencourt ? Dans la limite légale de 7 500 euros ou davantage ?
- En tant que ministre du Budget, étiez-vous informé par la DNVSF (Direction nationale des vérifications de situations fiscales) de la situation fiscale de Liliane Bettencourt ?
- Pourquoi Liliane Bettencourt n'a jamais été contrôlée alors que Christine Lagarde a assuré que les gros patrimoines sont contrôlés tous les trois ou quatre ans ?
- Dans quel contexte votre épouse a-t-elle été embauchée au sein de la société Clymène ?
- Reconnaissez-vous le conflit d'intérêts ? Votre femme en démissionnant a reconnu avoir « sous-estimé ce conflit d'intérêts ».
- En tant que ministre du Budget, avez-vous apporté une contrepartie quelconque à Liliane Bettencourt ?

Cet article a été mis à jour après l'interview d'Eric Woerth sur TF1.

---

## **L'Assurance maladie dévoile ses pistes pour économiser plus de 2 milliards. (07.07)**

**Lepoint.fr - 06.07**

L'Assurance maladie suggère plusieurs pistes pour économiser 2,2 milliards d'euros en 2011, comme la baisse des tarifs des analyses médicales, et remet sur la table le dossier sensible des affections de longue durée.

Une liste de 21 propositions a été élaborée par la direction de l'Assurance maladie et sera présentée jeudi devant le conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam). Elle sera ensuite transmise au gouvernement, qui pourra s'en inspirer pour le budget de la Sécurité sociale. L'Assurance maladie a évalué à 2,2 milliards d'euros les efforts nécessaires pour respecter le cap fixé par Nicolas Sarkozy. Le chef de l'État souhaite que la progression des dépenses d'assurance maladie ne dépasse pas 2,9 % en 2011, alors que leur rythme annuel s'est établi entre 3 et 4 % ces dernières années.

Les principales propositions, en termes d'impact financier, sont celles touchant aux "tarifs des produits de santé et prestations de soins". L'Assurance maladie propose notamment de "continuer la politique de baisse des tarifs" dans le secteur de la biologie médicale, où "le coût des actes courants est souvent quatre ou cinq fois plus élevé en France qu'en Belgique ou en Allemagne". Les comparaisons avec les pays étrangers l'incitent aussi à s'interroger pour l'avenir sur les tarifs des interventions de la cataracte, acte chirurgical le plus pratiqué en France.

## Jouer sur le tarif des médicaments

Les tarifs des médicaments sont aussi dans le collimateur : l'Assurance maladie veut que leurs prix soient systématiquement remis en cause quand l'efficacité du produit est réévaluée.

Dans le domaine des arrêts de travail, la Sécu souhaite que les patients, quand leur traitement ne nécessite pas d'arrêt complet, puissent reprendre le travail à temps partiel.

Elle veut aussi rendre plus homogènes les pratiques des établissements et des professionnels de santé, en développant des guides de bonnes pratiques et des modes de rémunération à la performance, pour les médecins comme pour les établissements. Dans des secteurs comme la chirurgie, les arrêts de travail, ou encore la rééducation, l'Assurance maladie a en effet relevé d'étonnantes disparités dans les pratiques locales.

## Pas de retour à l'équilibre envisagé

Alors que les dépenses hospitalières ont en France une part importante dans les dépenses de santé (36 % contre 29 % en Allemagne), elle propose par ailleurs de recourir davantage aux hospitalisations à domicile pour les "soins complexes et fréquents" et de développer la chimiothérapie à domicile.

Le sujet sensible des affections de longue durée (ALD) est remis sur la table. Ce dispositif permet la prise en charge à 100 % des soins liés à une trentaine de pathologies, comme les cancers, le diabète ou encore le VIH. Il concerne quelque 10 millions de personnes, qui concentrent 80 % de la croissance annuelle des dépenses de santé. D'où la volonté ces dernières années d'encadrer le dispositif, que certains proposent de rendre moins généreux, au grand dam d'associations de patients. En 2008, la direction de l'Assurance maladie avait dû retirer sa proposition de ne plus rembourser totalement aux patients en ALD certains médicaments après une vive polémique. La proposition formulée cette année semble moins explosive : elle suggère de ne plus faire entrer dans le dispositif les patients ayant comme seul facteur de risque cardiovasculaire une hypertension.

Avec l'ensemble des économies proposées, la branche maladie du régime général de la Sécurité sociale resterait toutefois encore loin de l'équilibre en 2011, avec un déficit stabilisé à un peu plus de 13 milliards.

---

## **Le parlement inflige deux revers au gouvernement. (09.07)**

### **Reuters - 08.07**

Le gouvernement a subi jeudi deux revers en quelques heures, l'un au Sénat à propos de la réforme des collectivités territoriales, l'autre à l'Assemblée nationale concernant un texte relatif au dialogue social.

Le Sénat a adopté de justesse, dans la nuit de mercredi à jeudi, par 166 voix contre 160, la réforme des collectivités territoriales mais après l'avoir amputée de deux éléments phares.

Les sénateurs ont en effet rejeté une disposition relative à la répartition des compétences des communes, départements et régions, et celle relative au mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014.

Les centristes et quelques élus de l'UMP ont joint leur voix à celles de l'opposition pour rejeter ces deux dispositions. Les centristes réclament une dose de proportionnelle, comme c'était prévu dans le projet de loi initial.

Mais le gouvernement, à la demande du groupe UMP de l'Assemblée, a fait adopter par les députés un amendement qui dispose que les 3.471 conseillers territoriaux appelés à remplacer les quelque 6.000 conseillers régionaux et généraux seront élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours avec un seuil de qualification fixé à 12,5% des inscrits.

À l'Assemblée, ce texte présenté par Alain Marleix, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, avait été adopté le 8 juin par le seul groupe UMP, qui y dispose de la majorité de absolue. Les centristes s'étaient abstenus et l'opposition avait voté contre.

Au Sénat en revanche, l'UMP n'est pas en position de faire passer seule un texte et doit tenir compte du groupe Union centriste qui rassemble les élus du Nouveau Centre (NC), ceux du MoDem de François Bayrou et de l'Alliance centriste de Jean Arthuis.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, minimise jeudi la fronde sénatoriale, affirmant que la majorité de la haute assemblée avait "su se rassembler sur l'essentiel".

"Il est tout à fait normal que le dialogue parlementaire continue. Et ce dialogue porte ses fruits: la réforme territoriale avance", dit-il dans un communiqué.

Les députés examineront ce projet de loi en seconde lecture en septembre lors de la nouvelle session extraordinaire du Parlement. En cas de désaccord persistant entre les deux assemblées ce sont les députés, comme le prévoit la Constitution, qui auront le dernier mot.

Alors que le Sénat achevait l'examen de la réforme des collectivités territoriales, l'Assemblée a imposé un autre revers au gouvernement à propos d'un amendement au projet de loi sur le dialogue social dans les très petites entreprises (TPE).

La fronde est cette fois venue du groupe UMP qui, conduit par son président Jean-François Copé, a voté contre un amendement du ministre du Travail, Eric Woerth, visant à rétablir une disposition supprimée par la commission des Affaires sociales.

Un député de l'opposition a fait remarquer que le ministre, soupçonné de conflit d'intérêts dans l'affaire Bettencourt, était mis en minorité par ses "propres amis de l'UMP".

L'amendement du gouvernement proposait de rétablir la possibilité de créer des commissions paritaires territoriales pour aider les entreprises de moins de onze salariés à développer le dialogue social.

Cette mesure, vivement critiquée par le Medef et la CGPME, est soutenue par les trois principales organisations professionnelles des agriculteurs (FNSEA), des professions libérales (UNAPL) et des artisans (UPA).

L'amendement a été rejeté par 70 voix, celles de l'UMP, contre 25, la gauche et le Nouveau Centre.

---

## **Nouvelle flambée des prix dans l'immobilier. (09.07)**

**20minutes.fr - 07.07**

Les prix de l'immobilier ancien s'envolent à nouveau en France. Avec un niveau proche d'avant la crise de 2008, le phénomène inquiète les professionnels qui craignent une contraction du volume des ventes surtout en cas de hausse des taux d'intérêt.

2.508 euros le m<sup>2</sup>

Entre les premiers semestres 2009 et 2010, les logements anciens en France se sont renchérissés de 8,48%, a déclaré mardi Laurent Vimont, président de Century 21, un des principaux réseaux d'agences immobilières (850 agences), lors d'une conférence de presse.

Le prix moyen des 23.200 transactions effectuées par Century 21 au cours du premier semestre de 2010 s'est élevé à 2.508 euros/m<sup>2</sup>, un niveau très proche (-1,6%) du record du premier semestre 2008 avant la crise immobilière qui avait suivi celle des subprime aux Etats-Unis. Sur l'ensemble de l'année 2010, Century 21 prévoit une hausse des prix de 6% des logements anciens par rapport à 2009.

Bernard Cadeau, le président d'Orpi, un des trois principaux réseaux d'agences, fait état pour sa part auprès de l'AFP, d'une hausse des prix au premier semestre de 5% alors que les transactions ont connu un «boom» de 30% par rapport à la même période de l'an dernier. «La crise financière et boursière a démontré que l'immobilier reste une valeur refuge», souligne Bernard Cadeau pour expliquer ce retour des Français vers la pierre.

Les plus fortes hausses à Paris

L'attrait de l'ancien s'explique aussi par la pénurie de logements neufs, notamment dans les grandes agglomérations, et les prix qui sont aussi repartis à la hausse dans ce secteur. Le prix des appartements neufs au premier trimestre 2010 (3.492 euros/m<sup>2</sup> en moyenne) a bondi de 6,8% par rapport au trimestre correspondant de 2009, selon le ministère de l'Ecologie.

A Paris, après une flambée des prix de près de 15% en un an, dont un peu plus de 10% au cours des six derniers mois, le record dans l'ancien est même battu avec un prix moyen de 7.079 euros/m<sup>2</sup>, soit 5,4% de plus qu'au premier semestre de 2008, selon Century 21.

Cette envolée des prix dans la capitale, due principalement à la demande des catégories socio-professionnelles supérieures et des retraités, n'affecte pas les volumes de vente qui enregistrent une hausse de 11,3% sur un an. Les notaires de l'Ile-de-France, d'habitude très prudents, avaient estimé au mois de mai qu'on pouvait s'attendre à Paris intra-muros à une hausse des prix supérieure à 10% sur l'ensemble de l'année 2010, soit bien au-delà de l'inflation.



«Nous sommes très inquiets»

Conséquence de cette hausse des prix: «Moins d'un ménage francilien sur trois est éligible à l'achat d'un logement correspondant à leurs besoins», selon une étude de l'Université Paris-Dauphine et du Crédit Foncier publiée mardi. «Nous sommes très inquiets de cette hausse brutale des prix car on risque un blocage des volumes de vente du fait qu'on est à la limite haute de ce que les acheteurs peuvent payer», s'inquiète M. Vimont.

Déjà dans certaines régions - comme la Basse et la Haute-Normandie, la Franche-Comté et les Pays-de-Loire - «le volume des ventes se grippe et les prix baissent», fait remarquer le président de Century 21. Les prix des logements anciens en France augmentent beaucoup plus vite que les prix à la consommation, des loyers et du revenu disponible par ménage, ayant été multipliés par deux entre 2000 et le début de 2007, selon une étude de l'Insee.

## **Le ministre de l'Industrie installe la Conférence nationale de l'industrie. (titre de LdC) (09.07)**

**Lefigaro.fr - 07.07**

Quatre mois après les États généraux de l'industrie, le ministre de l'Industrie livre au Figaro la liste des 11 filières stratégiques.

Le ministre de l'Industrie installe ce matin la Conférence nationale de l'industrie, vice-présidée par Jean-François Dehecq, ex-PDG de Sanofi-Aventis.

LE FIGARO. - Quel sera le rôle de la Conférence nationale de l'industrie?

CHRISTIAN ESTROSI. - Je veux faire de la conférence un outil de dialogue social permanent et un lieu de décision sur la stratégie industrielle. Elle permettra d'associer pouvoirs publics, partenaires sociaux et industriels à l'élaboration de la politique industrielle. Ce sera pour le gouvernement l'instance de proposition pour le développement de l'industrie et de l'emploi, ainsi que pour le suivi de la politique industrielle. Cela fait vingt ans que Michel Rocard en appelle à la société du contrat, à la culture du consensus telle qu'on la pratique dans l'Europe nordique. Nous la mettons enfin en place dans notre pays!

Comment seront organisées les filières stratégiques évoquées lors des États généraux de l'industrie?

Nous présentons aujourd'hui onze filières stratégiques pour la France, qui seront organisées en onze comités stratégiques, mis en place progressivement d'ici à la fin de l'année. Ces comités associeront les principaux acteurs de chaque filière, y compris les partenaires sociaux. Ils seront le lieu de concertation permettant de définir des stratégies de filière et de partager une feuille de route commune aux grands groupes et aux PME. Les comités de filière devront bâtir un écosystème qui permettra à la relation donneurs d'ordre/sous-traitants de s'améliorer. Des ajustements sur cette liste seront possibles en fonction des demandes de la CNI. Par exemple, on pourrait s'interroger sur l'opportunité d'en créer une douzième sur l'énergie. Les centrales nucléaires sont réalisées à partir de composants industriels, et il faut une politique globale. Face à notre clientèle internationale, il faut donner au président de la République, qui est notre premier VRP, les moyens d'offrir une gamme de produits clefs en main.

Vous avez promis 300 millions d'euros pour créer une instance de réflexion stratégique...

Au sein des onze filières stratégiques, 300 millions d'euros permettront aux projets communs entre grands groupes et PME sous-traitantes de voir le jour à court terme. Un appel à projet sera lancé en septembre, et les meilleurs dossiers retenus autour de 4 axes : unités -industrielles partagées, accompagnement stratégique des PME, mise en place d'outils de services collaboratifs, nouveaux fonds sectoriels. La part publique est de 69 millions d'euros issus de l'emprunt national, et l'effet de levier avec le co-investissement privé, notamment des grands groupes «têtes de filières», permettra de financer 300 millions d'euros de projets.

Quelle forme prendra l'orientation des 1 300 milliards d'euros de l'assurance-vie vers l'industrie?

Nous y travaillons, pour nous positionner sur le sujet dès cet automne. Par ailleurs, avec Christine Lagarde, nous avons décidé d'ouvrir la possibilité de mobiliser dès 2011 l'épargne salariale (plan d'épargne entreprise et plan d'épargne pour la retraite collectif) au bénéfice de l'industrie, des PME et des entreprises de taille intermédiaire (ETI). Avec près de 12 millions de porteurs pour un total d'encours de près de 80 milliards d'euros et plus de 2 milliards de collecte par an, l'épargne salariale représente une formidable opportunité pour permettre aux salariés de soutenir l'industrie française !

200 millions d'euros de prime à la relocalisation sont prévus. Cette carotte attire-t-elle les entreprises ?

Dès ce matin, PME et ETI peuvent déposer une demande d'aide au financement de leur relocalisation. Le dispositif permet de financer

jusqu'à 60 % de l'investissement. Avec la mise en place des prêts verts, disponibles dès aujourd'hui, c'est le premier dispositif opérationnel du grand emprunt. Dès l'annonce de ce dispositif le 4 mars dernier, mes services ont été contactés par de nombreuses entreprises. La société Loiselet, qui relocalise à Dreux ses activités de fonderie, précédemment en Asie, créant ainsi 100 emplois, pourrait être une des premières PME à bénéficier de l'aide. 3S Photonics, spécialiste de l'électronique embarquée, qui souhaite relocaliser dans l'Essonne 200 emplois de recherche, est éligible. Encore lundi dernier, j'ai rencontré en Eure-et-Loir un industriel de l'électronique qui veut relocaliser 150 emplois.

Vous souhaitez promouvoir le made in France. Quelles mesures incitatives et quelles contraintes allez-vous utiliser pour cela ?

Je propose que l'on fasse du made in France le point central de la politique industrielle. Je souhaite la mise en place d'un Observatoire du made in France qui suivra les indicateurs clés et vérifiera que le made in France gagne des parts de marché dans chacune de nos filières stratégiques. Je veux que l'on parle de made in France pour des produits industriels qui comportent une part significative de composants français. Comme l'ont fait les Allemands en 2000, il faut que dès qu'un constructeur décide de fabriquer une voiture, équipementiers et sous-traitants français se mettent tout de suite à travailler ensemble. Cela n'est pas toujours le cas. Pour sa Zoé électrique, Renault a mis trop tardivement dans la boucle Valeo, qui produit pourtant le climatiseur de sa Clio 3. Du coup, c'est une filiale de Toyota qui a remporté le marché du climatiseur de la Zoé. La Zoé électrique démarrera à Flins avec 40% de composants français. L'objectif est de porter ce taux à 70 % en trois ans. À 70%, la Zoé sera plus française qu'à 40%. Mais il n'y a pas que l'automobile. Je pense en particulier à l'aéronautique, pour lequel je serai extrêmement attentif aux relations avec les sous-traitants français.

## **L'avocat de Claire Thibout : « On essaye de la faire craquer ». (09.07)**

### **Rue89 - 08.07**

Claire Thibout, l'ancienne comptable de Liliane Bettencourt, est entendue ce jeudi, pour la quatrième fois, par les enquêteurs de la brigade financière.

Dans ses précédents interrogatoires, elle avait évoqué une enveloppe de 150 000 euros remise par Patrice de Maistre à Eric Woerth pour le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Une affirmation que la comptable avait répétée sur Mediapart, en ajoutant que Nicolas Sarkozy recevait régulièrement des enveloppes de la part des Bettencourt. Elle a retiré cette dernière accusation ce jeudi mais a maintenu celle qui vise Eric Woerth.

« Elle est convoquée en permanence »

Contacté par Rue89, son avocat Antoine Gillot n'a pas souhaité faire de commentaires tant que sa cliente n'était pas sortie des bureaux de la brigade financière. Mais il a dénoncé des pressions du parquet :

« C'est une pression constante. Elle est en permanence convoquée par la brigade financière. On essaye de la faire craquer. »

Réfugiée à Fourques après ces révélations pour échapper à la pression médiatique, Claire Thibout n'a d'abord pas répondu aux convocations des enquêteurs, lesquels sont allés l'interroger dans le Gard mercredi. Dans un long interrogatoire, elle a nuancé certaines accusations mais confirmé que plusieurs personnalités politiques étaient arrosées par la famille Bettencourt.

### Dépositions vs article de Mediapart

Question. « Quelles sont les modifications apportées dans l'article de Mediapart par rapport aux échanges téléphoniques avec le prénommé Fabrice [journaliste à Mediapart, ndlr] ? »

Claire Thibout. « L'article de Mediapart me fait dire que j'aurais déclaré quelque chose concernant la campagne électorale de M. Edouard Balladur. C'est totalement faux, c'est de la romance de Mediapart. De même que je n'ai jamais dit que des enveloppes étaient remises régulièrement à M. Sarkozy. »

### Les 150 000 euros qu'Eric Woerth aurait touchés

Claire Thibout. « S'agissant de M. Woerth, vos collègues [de la police financière, ndlr] m'ont demandé si je savais qui avait touché de l'argent ou pas.

Je leur ai alors dit que M. de Maistre m'a demandé avant les élections présidentielles d'aller lui chercher 150 000 euros à la banque. Je n'avais pas la possibilité de traiter une telle somme car il fallait une autorisation spéciale.

Quand je lui ai demandé pourquoi c'était faire, pourquoi une telle somme, il m'a répondu qu'il devait organiser un dîner avec M. Woerth pour la lui remettre. Il voulait que cela se passe par l'intermédiaire de Mme Bettencourt. Je lui alors dit que cela n'était pas possible d'aller chercher un tel montant, surtout pour l'usage qu'il voulait en faire. Il s'est énervé et il m'a dit qu'il allait voir avec la BNP. »

Question. « Vous dites que le dîner auquel M. de Maistre devait remettre une enveloppe d'espèces à M. Woerth "a bien eu lieu très rapidement". Quelle est la date de ce dîner ? De quelles informations disposez-vous pour dire que ce dîner a bien eu lieu et que M. Woerth a reçu des espèces à cette occasion ? »

Claire Thibout. « Je ne me souviens pas de la date de ce dîner. Je ne sais pas si M. Woerth a reçu ces espèces car je n'étais pas là lors du dîner. Par contre, je sais que ce dîner a eu lieu car M. de Maistre me l'a dit. »

Claire Thibout. « Je n'ai pas évoqué d'autres politiques que M. Woerth car c'était la première et la seule fois que l'on m'a demandé directement (M. de Maistre) d'aller retirer de l'argent et qu'il m'a dit le nom de la personne pour laquelle cet argent était destiné.

Pour ce qui est des autres politiques même si je me doute qu'ils versaient pour récupérer des enveloppes on ne me l'a jamais dit directement, ce ne sont que mes déductions. »

Les enveloppes que Sarkozy aurait perçues

Question. « Vous avez déclaré à Mediapart : "C'était un vrai défilé d'hommes politiques dans la maison, ils venaient surtout au moment des élections. Chacun venait toucher son enveloppe. Certaines atteignaient même parfois 100 000 voire 200 000 euros."

Or, lors de votre audition du 5 juillet 2010, après avoir évoqué une demande de 150 000 euros par Patrice de Maistre pour le compte de M. Woerth, vous avez seulement déclaré que vous n'excluez pas des remises d'espèces à d'autres politiques.

De quels éléments probants disposez-vous pour avoir été aussi affirmative avec Mediapart ? »

Claire Thibout. « J'ai effectivement dit à Fabrice de Mediapart qu'il y avait souvent des hommes politiques à la maison. Je n'ai pas parlé de "défilé" ni qu'ils venaient surtout lors des élections. Je lui ai seulement dit que souvent ces messieurs venaient pour avoir de l'argent. Je lui ai dit que je n'ai jamais assisté à une remise d'enveloppe à ces personnes.

Je n'ai jamais parlé des montants de 100 000 ou 200 000 euros. Je lui ai seulement dit qu'il y avait des enveloppes d'espèces qui étaient remises par M Bettencourt ou de temps en temps par Mme Bettencourt à des politiques.

Je n'ai pas cité de noms mais le journaliste de Mediapart m'a demandé si M. Sarkozy venait à la maison (avant qu'il soit président) et s'il avait touché des enveloppes. Je lui ai répondu que c'était possible. »

Question. « Quels politiques venaient au domicile de M. et Mme Bettencourt ? »

Claire Thibout. « Il y en avait beaucoup. Parmi les plus proches, il y avait M. Pierre Messmer, Mme Pompidou, M. Léotard, M. Longuet, M. et Mme Chirac, M. Balladur, M. Kouchner, Mme Mitterrand (M. Mitterrand était un ami de longue date de M. Bettencourt), M. Donnedieu de Vabres.

Il y avait comme, je l'ai déjà dit, M. Sarkozy et plus récemment M. Woerth. Généralement, ces personnes avec leurs épouses venaient sur invitation pour un repas. »

Question. « Comment pouvez-vous être aussi affirmative sur le fait que des hommes politiques recevaient de l'argent alors que vous indiquez que ceci repose sur des déductions ? »

Claire Thibout. « Comme je vous l'ai expliqué quand quelqu'un vient déjeuner et que l'on me demande une enveloppe, enveloppe que je remets à M. Bettencourt et que cette enveloppe est vide après le déjeuner, on peut imaginer que M. Bettencourt ait donné de l'argent à cette personne. »

Question. « Quels étaient les autres hommes politiques qui selon vos déclarations à Mediapart ont été concernés par des remises d'espèces ? »

Claire Thibout. « Vous ne pouvez pas me demander ça. M. et Mme Bettencourt étaient des personnes généreuses et il y a eu beaucoup de personnes politiques qui ont reçu de l'argent.

Je ne serais pas exhaustive et ne veux pas faire de délation. Pour ce qui est de M. Woerth, s'il n'y avait pas eu les histoires de carnets, je

n'en aurais jamais parlé à personne. »

A l'issue de leur confrontation ce jeudi dans les locaux de la police financière, Claire Thiboult et Patrice de Maistre ont chacun campé sur leur position, le gestionnaire de la fortune de la milliardaire affirmant ne rien savoir du versement de 150 000 euros.

De leur côté, les journalistes de Mediapart « maintiennent l'intégralité de leurs articles ».

---

## **"Dégradation importante" de la qualité de service des Allocations familiales. (09.07)**

### **Lepoint.fr - 08.07**

La qualité de service de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) a connu en 2009 "une dégradation importante", liée notamment à une forte charge de travail, selon un bilan d'étape présenté mercredi à son conseil d'administration.

Ainsi 79% des courriers reçus par les Caisses d'allocations familiales (Caf) étaient-ils traités en moins de 15 jours contre 91% en 2008, selon le rapport de la convention d'objectifs et de gestion (Cog) de la Cnaf, dont l'AFP a obtenu copie jeudi.

Pour les demandes de minima sociaux, la part des dossiers traités en moins de 15 jours est passée de 97% en 2008 à 89% en 2009.

"On constate ainsi que si 49 caisses ont atteint en 2009 les objectifs de qualité de service (score supérieur à 86,25%), une majorité d'entre elles n'ont pas atteint ce niveau, 11 obtenant un score particulièrement faible (inférieur à 69%)", note la Cnaf selon l'étude réalisée aussi bien en ville qu'en campagne.

Outre la mise en place du RSA (Revenu de solidarité active), "une des explications de l'augmentation importante des charges de travail réside dans les effets de la crise économique qui entraîne un accroissement des flux", écrit-elle.

"L'année 2009 a été marquée par un recours important aux mesures de réduction de l'offre d'accueil afin de privilégier le traitement des dossiers qui est évidemment prioritaire", explique le rapport.

Le volume d'heures supplémentaires des agents a plus que doublé entre 2008 et 2009 et le recours à des CDD a augmenté d'environ 70%.

Sur 123 Caf, 54 ont fermé leurs guichets d'accueil et 24 ont réduit leurs nombres. Pour l'accueil téléphonique, les chiffres sont respectivement de 58 fermetures et de 24 réductions.

"La tendance générale est à l'alourdissement des tâches, et la réponse aux besoins s'affaiblit alors que la crise crée plus de besoins", a estimé Jacqueline Farache (CGT) interrogée par l'AFP.

La Cnaf note avec satisfaction "des avancées importantes pour mutualiser les ressources et les fonctions", et "une refonte majeure de la politique de maîtrise des risques" passant par une meilleure gestion de la fraude et des indus.

Le CA de la Cnaf a émis un avis défavorable à un projet de décret relatif à la nomination des directeurs et agents comptables locaux des branches famille et retraite.

C'est le directeur de la Cnaf qui choisirait désormais un candidat, autrefois désigné par le Conseil d'administration, après concertation avec l'organisme local.

"Cela traduit une hyper centralisation des choses et une diminution du pouvoir des Conseils d'administration, comme dans la branche maladie depuis 2004" a regretté David Riboh (FO).

Un autre projet de décret concerne la réforme des pénalités financières en cas de paiements indus. Il supprime le barème des pénalités en fonction du montant indu et fixe un minimum de 288,50 euros et un maximum de 11.540 euros, et étend le champ d'application des sanctions aux tiers (bailleurs, employeurs tuteurs, concubins ...). Il diminue enfin le rôle de la commission de pénalité qui ne propose plus la sanction au directeur mais devient une autorité de recours.

Pour Jacqueline Farache (CGT), le champ de la liberté et de la démocratie se réduit de façon relativement inquiétante, on écarte de plus en plus les administrateurs des décisions concernant les allocataires".

## **On a trouvé 241 milliards d'euros pour financer les retraites... (09.07)**

**Lefigaro.fr - 07.07**

La fortune d'Arnault s'établit à 22,7 milliards d'euros, contre 19 milliards pour Gérard Mulliez (Auchan).

Selon l'étude publiée mercredi par l'hebdomadaire Challenges, la fortune totale des 500 plus gros patrimoines professionnels français a augmenté de 25% en un an, passant de 194 à 241 milliards d'euros.

Le poids des 500 plus grosses fortunes françaises dans l'économie représente aujourd'hui 12% du produit intérieur brut (PIB)

Plusieurs indicateurs laissent à penser que 2010 sera «l'année de la sortie de crise» pour les riches, note l'hebdomadaire. En un an, le titre LVMH a en effet bondi de 40%, tout comme celui de L'Oréal.

## **Affaire Woerth. Le déroulement du vendredi 9 juillet (Titre de LdC). (10.07)**

**Libération.fr - 09.07**

18h30 Nicolas Sarkozy s'exprimera lundi dans une émission d'une heure (20h15-21h15) sur France 2 où il répondra à «toutes les questions d'actualité», annonce la chaîne dans un communiqué, alors que de nombreuses voix ont demandé son intervention dans l'affaire Woerth/Bettencourt. Il sera interviewé par David Pujadas.

18h20 Et de trois. Le parquet de Nanterre a ordonné une troisième enquête préliminaire, dans le cadre de l'affaire Woerth-Bettencourt, révèle Le Monde, . Elle vise des faits éventuels de blanchiment de fraude fiscale, évoqués dans les enregistrements clandestins opérés par le majordome au domicile de Liliane.

17h50 Karl Laske, journaliste à Libé, a répondu à vos questions vendredi après-midi, notamment sur les déclarations de l'ancienne comptable de la milliardaire de L'Oréal.

16h30 Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune, menace de poursuivre l'ex-comptable et son avocat pour «leurs allégations diffamatoires.»

Contexte: L'ex-comptable affirme que Patrice de Maistre lui a demandé d'effectuer un retrait d'argent en vue du versement de 150.000 euros au trésorier de l'UMP Eric Woerth pour le financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Le gestionnaire de fortune dément une telle remise d'argent.

L'avocat de l'ex-comptable fustige Hortefeux

16h00 L'avocat de l'ex-comptable, Me Antoine Gillot, accuse «M. Hortefeux, le parquet, voire plus haut, l'Elysée» d'avoir «orchestré» les fuites de procès-verbaux d'audition défavorables à sa cliente sur les sites du Figaro et du Monde.

«On choisit les PV défavorables à ma cliente», s'est-il indigné évoquant les extraits d'audition de sa confrontation ou de certains anciens employés de Liliane Bettencourt parus sur internet. L'avocat a indiqué qu'il n'excluait pas de déposer plainte pour violation du secret de l'enquête.

«Il est absolument urgentissime qu'un juge d'instruction, un magistrat indépendant, soit nommé, que l'enquête cesse d'être entre les mains» du procureur de Nanterre, Philippe Courroye, a-t-il conclu.

Réaction du ministre Brice Hortefeux: «Je déplore vivement que certains, ici ou là, cherchent à entretenir le soupçon et à salir les institutions de la République», a-t-il réagi dans un communiqué samedi. «Comme ministre de l'Intérieur, a-t-il ajouté, je n'accepterai jamais que l'on mette en cause l'intégrité de la police judiciaire, qui travaille de manière rigoureuse et professionnelle sous la responsabilité de l'autorité judiciaire».

15h00 Pour rire un peu, voir cette vidéo, signée Mozinor (pro des détournements). Sur Ecrans.fr

14h30 Jean-Marc Ayrault, le chef de file des députés PS, appelle Nicolas Sarkozy à «prendre ses responsabilités». «Il y a une crise politique, il appartient au président de la République de la régler. On n'est pas sur un changement à la marge. Il y a nécessité de changer de méthode,

ça passe par un changement de gouvernement». «On ne peut pas aborder les sujets majeurs, budget, réforme des retraites, avec un gouvernement qui a perdu tout crédit», a-t-il poursuivi.

14h00 François Fillon, en déplacement à Zagreb, en Croatie: «La France est un état de droit, en France il y a une justice indépendante, en France on n'a pas besoin de justiciers auto-proclamés», faisant allusion à la presse.

13h00 Selon Lefigaro.fr, la commerciale chargée de gérer les comptes de Liliane Bettencourt à la BNP aurait contredit les propos de Claire Thibout sur un éventuel retrait servant à financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. La banquière, entendue jeudi par la brigade financière et confrontée à l'ex-comptable, aurait démenti avoir reçu, début 2007, un appel de Claire Thibout l'informant d'un important retrait d'espèces.

12h35 D'après le NouvelObs.com citant l'avocat de celle-ci, une ancienne secrétaire particulière d'André Bettencourt «a confirmé» les déclarations de l'ancienne comptable de Liliane Bettencourt à propos d'enveloppes d'argent distribuées à des personnalités politiques. Chantal T., qui a travaillé pour le mari de la milliardaire jusqu'au décès de celui-ci fin 2007, n'a pas, comme Claire T., assisté à l'une de ces remises de liquide mais assure que tout le personnel de l'hôtel particulier de Neuilly était «au courant», explique le site de l'Obs.

12h15 Réagissant à la violente offensive de l'UMP et de membres du gouvernement contre Mediapart et la presse Web, les députés européens d'Europe Ecologie expriment, dans un communiqué leur «consternation» devant une «surenchère d'insultes» et un «déchaînement haineux».

Midi Le Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (Spiil) réfute toute distinction entre presse Web et médias tout court, les «droits et devoirs» étant les mêmes. Le Spiil rappelle d'ailleurs «l'alignement du statut d'éditeur de presse en ligne sur celui d'éditeur de presse papier» qui a été mis en œuvre le 1er juin 2009. Les attaques de la droite, ces derniers jours, «sont donc irresponsables et montrent une méconnaissance totale du statut de la presse en ligne».

10h40 Selon Lemonde.fr, la brigade financière procède à des perquisitions chez Patrice de Maistre, le gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt et dans les locaux de la société Clymène, la «family office» qui gère les actifs de la milliardaire. L'homme de confiance de l'héritière de L'Oréal avait été entendu, jeudi, par la brigade de répression de la délinquance contre les personnes (BRDP).

10h25 Dominique de Villepin se démarque à nouveau de son ancienne famille politique qui s'en est pris à la presse dans l'affaire Bettencourt. L'ancien Premier ministre juge «tout à fait dommageables (ces) critiques intempestives» sur France Info.

8h30 Le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez demande à Mediapart «qu'il publie in extenso les enregistrements» de leur entretien avec l'ancienne comptable de Bettencourt, Claire Thibout. «Sinon, vous me permettrez de douter très sérieusement de leur version», lance-t-il sur Europe 1, après avoir dénoncé «une perte complète de déontologie» du site.

8h15 La secrétaire d'Etat aux Sports, Rama Yade, accuse Edwy Plenel, le fondateur de Mediapart, de se comporter vis-à-vis de Nicolas Sarkozy comme «un opposant politique», déplorant son «acharnement». «Je suis très attachée à la liberté de la presse. Néanmoins la liberté de la presse, Internet notamment, n'autorise pas tout», dénonce-t-elle sur France 2.

7 heures Plus de 380.000 euros retirés en espèces à la BNP durant les quatre mois précédant l'élection présidentielle de 2007: les carnets de l'ex-comptable de Liliane Bettencourt montrent d'importants mouvements de fonds, révèle Marianne à paraître samedi.

L'hebdomadaire, qui s'est procuré les carnets de Claire Thibout de 2007, dévoile les retraits d'argent «fréquents» et «très élevés» de janvier à avril. Et ce «sans affectation précise», écrit l'hebdomadaire: «Rien, dans les "cahiers de caisse de Claire T.", ne permet de savoir à qui cet argent liquide était réellement destiné. Ce qui est logique, puisqu'elle-même indique qu'"il ne fallait pas laisser de trace"». Mais les mentions «Monsieur» ou «Monsieur Bettencourt», nom sous lequel les retraits d'argent aux fins politiques étaient consignés, selon les déclarations de l'ex-comptable, apparaissent à de «nombreuses reprises», pour un total de «183.350 euros en quatre mois», calcule Marianne.

#### Résumé des épisodes précédents

L'Elysée n'a-t-il pas crié victoire trop vite? Entendue jeudi par la police, l'ancienne comptable de Liliane Bettencourt, qui a aussi été confrontée à Patrice de Maistre, son gestionnaire de fortune, a nuancé les propos qu'elle aurait tenus à Mediapart. Mais, si elle est revenue notamment sur ses accusations visant Nicolas Sarkozy, Claire T. maintient aussi une large part de ses déclarations. Il est donc toujours question d'un retrait d'argent liquide pour le financement de la campagne présidentielle de 2007. Une version contestée par le de Maistre lors de la confrontation.

L'exécutif espère désormais que le rapport que doit publier l'Inspection générale des finances (IGF) sur le rôle joué par Eric Woerth dans le volet fiscal de l'affaire permettra de conforter le ministre du Travail. Ce rapport, d'abord attendu ce vendredi, sera finalement rendu lundi «au plus tard».

## Comment l'UMP cherche à étouffer l'affaire Woerth. (10.07)

**Lexpress.fr - 09.07**

Le parti majoritaire passe à l'offensive. Alors que l'opposition fait ses choux gras de l'affaire Bettencourt-Woerth, le camp présidentiel a décidé d'allumer plusieurs contre-feux. Analyse de stratégie.

La meilleure défense, c'est l'attaque. Pour contrer les dernières révélations dans le dossier Bettencourt et dégonfler au mieux l'affaire qui inquiète au plus haut sommet de l'Etat, l'UMP tente la diversion en trois temps.

Cibler Mediapart

Depuis le début de la semaine, plusieurs personnalités de la majorité ont attaqué de front le site d'information Mediapart. Le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand l'accusant d'avoir des "méthodes fascistes" et Christian Estrosi évoquant une presse digne "des années 1930".

Ce vendredi, les assauts se cristallisent plus particulièrement sur le patron du journal en ligne, Edwy Plenel. Sur Europe 1, Laurent Wauquiez, chargé de l'emploi au gouvernement, n'a pas hésité à faire référence à l'affaire Baudis dans laquelle l'ancien journaliste du Monde s'était engouffré. "Au moment de l'affaire Baudis, sur la base de pures allégations (...) Monsieur Plenel était là aussi, avec les mêmes méthodes, la même personne, la même perte de déontologie et la même volonté de diffamer pour nuire", raconte le secrétaire d'Etat.

Sa collègue Rama Yade, interrogée sur France 2, a elle considéré Plenel comme "un opposant politique".

Le train de vie des régions socialistes

Comme charger la presse ne suffit pas, l'exécutif a également décidé de mettre la gauche des territoires face à ses responsabilités. Le 30 juin, au cours d'un déjeuner avec les députés UMP à l'Elysée, Nicolas Sarkozy réclamait que l'on dénonce les excès constatés. "Les exécutifs régionaux doivent aussi passer au peigne fin leur train de vie", avait-il lancé à son auditoire.

Accusée de "folie fiscale", les régions dirigées par la gauche auraient vu leurs dépenses de fonctionnement exploser ces dernières années, selon l'UMP.

Ce mardi à l'Assemblée, c'est Brice Hortefeux qui a décoché un scud à l'adresse des élus de gauche. Interpellé par le député UMP, Lionnel Luca, au cours de la séance de questions, le ministre de l'Intérieur a pointé du doigt les "dépenses de fonctionnement incontrôlées" des exécutifs régionaux.

Et pour illustrer son propos, il raconte, sans la nommer, qu'une grande région socialiste "a dépensé au mois de décembre 190 000 euros de champagne et de vin et commandé pour 45 000 euros de coffrets gastronomiques". Le parti présidentiel a par ailleurs réactualisé, sur son site internet, sa carte interactive "des gaspillages des régions PS". Des chiffres tout droit sortis du Livre noir des régions socialistes, paru à l'automne dernier. Et dont L'EXPRESS.fr avait relevé les erreurs.

Une députée PS mise en examen

Mais alors que la pression ne semble pas se déserrer autour d'Eric Woerth, le hasard du calendrier veut qu'une députée socialiste des Bouches-du-Rhône, Sylvie Andrieux, soit mise en examen.

Soupçonnée d'avoir fait verser 700 000 euros à des associations fictives pour attirer le vote de certains électeurs, les démêlées de l'élue de gauche se sont immiscées ce mardi dans la bataille politique qui se joue autour de l'affaire Woerth-Bettencourt. "Occupez-vous de Marseille", a lancé le député UMP Claude Goasguen à l'Assemblée nationale, s'adressant à ses collègues socialistes.

Une aubaine politique pour l'UMP. "Avant de donner des leçons de moralité, Martine Aubry ferait bien de faire le ménage dans son propre parti", lançait Thierry Mariani, député UMP du Vaucluse dans un entretien au Figaro.

Si l'exécutif entend éteindre les feux de l'affaire Bettencourt et protéger le soldat Woerth, dans un climat gagné par le "tous pourris", elle ne souhaite surtout pas être la seule cible de la vindicte populaire.

Commentaire d'un internaute.

A propos de la députée socialiste Sylvie Andrieux : "La députée s'est vu notifier sa mise en examen par le JUGE D'INSTRUCTION marseillais

Franck Landou, qui l'avait d'abord convoquée comme témoin assisté dans ce dossier relatif à des détournements présumés de subventions du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur." Quand une députée socialiste est mise en cause, l'enquête est confiée à un JUGE D'INSTRUCTION indépendant du pouvoir politique. Mais en revanche, quand le ministre de droite Eric Woerth est mis en cause, l'enquête est confiée à deux personnages qui sont aux ordres du pouvoir politique : le procureur de Nanterre Philippe Courroye, et le chef de l'Inspection Générale des Finances Jean Bassères.

Toute la différence est là : le pouvoir politique nomme, placardise, ou donne une promotion à deux hommes : le procureur de Nanterre Philippe Courroye, et le chef de l'Inspection Générale des Finances Jean Bassères. L'enquête sur le scandale Bettencourt et sur le scandale Woerth est confiée à deux hommes qui dépendent du pouvoir politique ! Cette enquête n'est pas confiée à un juge d'instruction indépendant du pouvoir politique ! Conclusion : cette enquête est une mascarade pour tenter d'étouffer le scandale.

---

## **Fermeture d'une entreprise dans le Tarn: le patron retenu par ses salariés. (10.07)**

**Lepoint.fr - 09.07**

Les salariés de la Société nouvelle de panification (SNP) de Coufouleux, dans le Tarn, promise à la fermeture par le groupe belge Vandemoortele, rejetaient vendredi contre leur gré deux dirigeants de l'usine, à l'issue d'une réunion de négociation infructueuse, selon la CGT.

La SNP a annoncé début avril la fermeture de son site industriel de production de pain, pâtisserie et viennoiserie, qui compte 53 salariés à Coufouleux et 18 à Niort (Deux-Sèvres). Une autre société de 9 employés, Panalog, qui assurait la maintenance, doit également fermer.

Le 23 et le 24 avril, une trentaine de salariés de la SNP avaient déjà retenu le directeur dans son bureau, pendant 36 heures, pour protester contre la fermeture du site prévue fin juin.

"Les salariés ont invité le DRH et le directeur de l'usine à passer la nuit avec eux pour négocier", a ironisé Michel Belières, secrétaire départemental de la CGT.

Il a dit que les dirigeants étaient bien traités, qu'on leur avait apporté un repas, de l'eau, des matelas et que la pièce où ils allaient passer la nuit était pourvue de climatisation.

"Nous sommes retenus par nos salariés", a déclaré à l'AFP Patrick Dussous, directeur de la SNP à Coufouleux, où la production a été définitivement arrêtée.

Un porte-parole de la SNP a affirmé que la direction conduisait son 10e jour de négociations dans le cadre du plan social et qu'elle "essayait de trouver des solutions". Il a affirmé que la fermeture de l'usine était liée à la situation économique et à la crise actuelles.

Le juge des référés du tribunal de grande instance d'Albi a suspendu le 18 mai le plan de fermeture de l'entreprise faute de justification économique.

Vendredi, un comité d'entreprise s'est terminé selon les salariés par un refus de la direction d'entamer les négociations sur le plan social.

"Ils ne voulaient pas commencer les négociations (vendredi) comme l'a fixé le tribunal mais mardi. Ils voulaient jouer la montre, alors on les oblige à discuter", a déclaré Mohamed Aoulad Hadj Aïssa, délégué CGT.

En sus de l'indemnité légale de licenciement, les salariés demandent 80.000 euros de prime de départ par salarié et trois mois de salaire par année d'ancienneté. La direction ne propose pas de prime de départ, selon la CGT.

"Ce sont des capitalistes sans aucune humanité", a déclaré le délégué syndical.

Un représentant de l'inspection du travail, le maire de Coufouleux et les gendarmes étaient présents vendredi soir.

---

## **Mouvement de grève dans les cinémas UGC. (11.07)**

**20minutes.fr - 10.07**



Ecran noir dans les salles obscures. Les opérateurs-projectionnistes du groupe UGC ont déclenché un mouvement de grève pour protester contre un plan de restructuration jugé trop sévère, qui devrait perturber ce week-end la diffusion de films dans plusieurs salles, a-t-on appris samedi auprès de la CFDT.

95 suppressions de postes

Sur une quarantaine de cinémas UGC, «il y en avait cinq en grève vendredi soir, et 14 samedi, la grève se poursuivant jusqu'à dimanche», a indiqué à l'AFP Damien Mullatier, de la CFDT. La direction prévoit «la suppression de 95 postes d'opérateurs-projectionnistes, soit 60% des effectifs de cette catégorie», a dénoncé le Snapac-CFDT (culture, spectacle, animation et sport).

Le syndicat réclame une réduction du nombre de postes supprimés, plus de postes de reclassement à temps plein à l'accueil et dans les halls, ainsi qu'une amélioration de l'accompagnement des partants vers un retour à l'emploi. Le 30 juin, une première grève avait touché sept cinémas sur une quarantaine selon la direction, un tiers selon la CFDT.

Auparavant, la direction avait précisé que le passage au numérique s'étalerait sur vingt-quatre mois, délai qui doit assurer «le maintien dans l'entreprise de la totalité des salariés qui le souhaitent».

Début des négociations lundi

«L'UGC a fait 25 millions d'euros de résultat net en 2009 et les restructurations sont très défavorables aux salariés», a estimé Damien Mullatier. Selon lui, «des négociations commencent avec la DRH lundi». Le groupe compte 1.550 salariés en France. Né en 1971 de la fusion de plusieurs réseaux régionaux de salles de cinéma, UGC est l'un des tout premiers groupes du secteur en Europe où il compte près de 600 salles et s'est lancé également dans la production et la distribution.

---

## **L'argent, péché originel du sarkozysme, par Frédéric Lemaître. (11.07)**

**Lemond.fr - 10.07**

Pour cette dernière chronique d'avant les vacances, nous aurions préféré parler d'autre chose. Prendre par exemple le contre-pied de nos précédents articles sur l'Europe. Faire preuve d'optimisme en reprenant les propos d'Henri de Castries aux récentes Rencontres économiques d'Aix-en-Provence. "L'Europe a trois atouts : son épargne, sa démographie, son éducation", a expliqué le patron d'Axa, pour qui "nous ne sommes pas condamnés à une croissance faible".

Nous aurions pu rebondir avec ceux tenus dans la même enceinte par Jacques Attali. Pour cet essayiste, le développement simultané des nanotechnologies, des technologies de l'information, des biotechnologies et des neurosciences et, parallèlement, l'arrivée sur le marché mondial d'un milliard de nouveaux entrepreneurs devraient permettre une croissance sans précédent. Malheureusement, dit-il, faute d'un gouvernement mondial, nous assistons moins à une globalisation qu'à une "somalisation" du monde. Comme les Somaliens, nous avons un territoire - la planète - mais pas d'Etat.

Nous aurions également pu réfléchir sur le principe de précaution. "En un siècle, l'électricité a tué un million de personnes", a rappelé Jacques Attali, pour qui "une société qui ne prend pas de risque est condamnée à ne pas croître". (un million de mort, la plupart ne devaient pas appartenir à la classe dominante, ils ont été sacrifiés sur l'autel du profit. Qu'Attali (PS) trouve cela normal et le comble du cynisme est atteint. - Lutte de classe)

Autre possibilité de chronique : traiter des menaces qui pèsent sur la Chine. C'est ce que fait Newsweek (du 28 juin) en s'appuyant notamment sur les récentes tensions salariales qui ne peuvent que s'amplifier. Du fait de la politique de l'enfant unique, "seulement cinq millions de personnes âgées de 35 à 54 ans vont rejoindre la population active cette décennie contre 90 millions durant la décennie précédente", affirme l'hebdomadaire américain. Nous aurions alors pu prendre comme prétexte l'introduction en bourse cette semaine d'Agricultural Bank of China (ABC). En levant 22 milliards de dollars sur les marchés, ABC vient certes de battre un record mondial, mais celui-ci marque à la fois la force et la faiblesse de l'économie chinoise. ABC a besoin d'une telle recapitalisation après avoir été obligée de prêter des centaines de milliards de dollars pour soutenir la croissance. Les responsables craignent que les défauts de paiement se multiplient et que les débiteurs soient incapables de rembourser leurs dettes.

Tout cela aurait été passionnant. Mais comment échapper au feuilleton politico-économique du moment ? Nicolas Sarkozy a été élu sur une double promesse : diminuer le nombre de fonctionnaires pour réduire la dépense publique et accorder plus d'argent aux salariés du privé en leur permettant de travailler davantage. A mi-mandat, l'échec est patent. Certes, le nombre d'agents publics a diminué (25 000 suppressions de postes en 2009), mais, comme les missions n'ont pas évolué, le gouvernement a dû, ô surprise, dépenser bien davantage que prévu en primes et en heures supplémentaires. Résultat : la masse salariale de la Fonction publique ne baisse pas. Quant au privé, non seulement la crise a rendu encore plus absurde (et illusoire) le recours aux heures supplémentaires, mais le gouvernement se trouve démuné face à l'augmentation du chômage.

Le 31 décembre 2009, Nicolas Sarkozy avait surpris en annonçant une baisse rapide du nombre de demandeurs d'emploi. Le président s'est sans doute trompé de pays ! Ce n'est pas de ce côté-ci du Rhin que le chômage baisse... C'est en Allemagne, seul Etat de l'OCDE où l'emploi se porte mieux aujourd'hui qu'avant 2008 !

C'est dans ce contexte qu'il faut resituer l'affaire Bettencourt-Woerth. Dans une France qui s'enfonce dans la crise, le rapport décomplexé du monde politique avec l'argent a quelque chose de scandaleux. Comment qualifier autrement la création par les leaders politiques de micro-partis leur permettant de contourner l'esprit de la loi en récoltant davantage que les 7 500 euros auxquels ils ont droit ?

Le dernier exemple en date n'est pas le moins choquant. Selon Le Point (8 juillet), Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'emploi et chantre de la "droite sociale", vient de faire un aller-retour à Londres pour vanter la politique gouvernementale auprès des Français de la City, mais aussi pour que ces banquiers financent son "parti" - devrait-on dire sa caisse noire ? - dont le nom est, en toute modestie, Nouvel Oxygène.

Des rencontres avec Nicolas Sarkozy organisées au Bristol pour les plus généreux mécènes de l'UMP aux micro-partis pompes à fric, tous les moyens semblent bons pour financer des campagnes politiques de plus en plus onéreuses. Aux Etats-Unis, le financement par le secteur privé des campagnes politiques est désormais sans limite au nom de la liberté d'expression.

En sera-t-il bientôt de même en France ? Selon les sondages effectués par la Commission européenne, 73 % des Français estimaient en novembre 2009 que la corruption était un problème important en France : 8 % de plus qu'en 2007. On n'ose imaginer le bond que cette courbe fait actuellement. Que corruption et lobbying soient deux réalités (en partie) différentes est évident. Mais dans un pays comme la France, où l'opacité règne - les analyses publiées sur le site de l'ONG Transparence International sont édifiantes -, le soupçon ne peut que se répandre.

Comment en sortir et prendre de la hauteur ? Rêvons : et si nous retrouvions L'Esprit de Philadelphie, pour reprendre le titre du dernier livre d'Alain Supiot (Le Seuil, 178 p., 13 euros) ? Dans cet essai court et percutant, le juriste revient sur la Déclaration de Philadelphie (mai 1944) qui, quelques semaines avant les accords de Bretton-Woods, allait faire de la justice sociale l'une des pierres angulaires de l'ordre juridique international de l'après-guerre.

Un beau texte, comme par hasard tombé dans l'oubli, selon lequel le progrès social devait être "le but central de toute politique nationale et internationale". Parce que l'homme le vaut bien !

---

## **Philippe Courroye, l'ami du président. (11.07)**

**Lexpress.fr - 10.07**

L'histoire de l'amitié entre Nicolas Sarkozy et un procureur très en vue.

C'était un dîner intime, comme on les aime entre amis. Sauf que, ce soir-là, les hôtes de Philippe et d'Ostiane Courroye sortaient quelque peu de l'ordinaire: Nicolas Sarkozy, président de la République, et Carla, son épouse, étaient à la table du procureur de Nanterre (Hauts-de-Seine). Etaient aussi présents le directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard, lui aussi un proche du chef de l'Etat, et sa femme.

Selon la confidence d'un proche, Nicolas Sarkozy n'a que deux "amis" dans la magistrature: Yves Bot, ancien procureur à Paris, et Philippe Courroye, qui pourrait bientôt accéder à ce poste prestigieux.

Le début de l'histoire remonte à une dizaine d'années. Sarkozy traverse alors un désert politique, consécutif à la défaite d'Edouard Balladur, son candidat à l'élection présidentielle de 1995. Le maire de Neuilly "profite" de cette mise à l'écart pour multiplier les rencontres dans tous les milieux. Courroye, le juge tombeur de son ami Alain Carignon, maire de Grenoble, avait attiré son attention. La première rencontre a lieu dans un cadre privé.

Mais c'est le travail en commun qui a forgé leur lien de confiance. En 2003, le ministre de l'Intérieur Sarkozy décide de renforcer la lutte contre les nationalistes corses. Charles Pieri, l'un de leurs dirigeants, est visé.

Soucieux d'efficacité, le ministre adopte une nouvelle stratégie, consistant à cibler les intérêts économiques illégaux de Pieri. Le juge Courroye constitue une équipe inédite composée de policiers de la brigade financière et de leurs collègues du Raid. Ils mèneront avec succès une dizaine d'opérations en Corse. En novembre 2005, Pieri est condamné à huit ans de prison.

Le 24 avril 2009, le président de la République a remis à son "cher Philippe" l'ordre national du Mérite. Ce jour-là, il n'a éludé en rien leurs rapports chaleureux. "On nous reproche de nous connaître, a-t-il dit. Mais cela ne l'a pas empêché de faire son métier, ni moi le mien."

## Les "micros" partis politiques, à quoi ça sert ? (11.07)

Lepoint.fr - 10.07

Hormis les grandes formations politiques, la France compte une myriade de "micros" partis inconnus du grand public et dont certains sont dévolus à des personnalités de premier plan, une pratique tout à fait légale mais qui suscite des interrogations.

De 1990 à aujourd'hui, le nombre de structures tenues de déposer leurs comptes auprès de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) est passé de 27 à près de 300.

Parmi elles, seule une quinzaine (hors Dom-Tom) de partis est éligible à la manne de l'aide publique (environ 80 millions d'euros par an), conditionnée à un seuil de voix aux législatives (1% dans 50 circonscriptions).

Les autres ne sont financés que par les cotisations des adhérents, les dons des personnes physiques (plafonnés à 7.500 euros par an) et des contributions d'autres partis politiques.

Dans cette galaxie de petites structures, plusieurs sont dévolues des personnalités de premier plan, dont des ministres: Association de soutien à l'action d'Eric Woerth (ASAEW), Agir pour Colombes (Rama Yade), Changer c'est possible (Valérie Pécresse), A gauche besoin d'optimisme (Manuel Valls), Association de soutien à l'action de Benoist Apparu.

Au cabinet d'Eric Woerth, on explique que l'Asaew "a été créée en octobre 2007 pour permettre d'animer l'action politique" du ministre dans l'Oise, où le trésorier de l'UMP est maire de Chantilly.

"Plusieurs dizaines de partis, de droite comme de gauche, ont un objet similaire", souligne-t-on également.

Dans l'entourage de Valérie Pécresse, on explique que son parti "a été créé en novembre 2008 pour la campagne des primaires UMP en Ile-de-France (régionales 2010), une campagne qui n'était pas prise en charge par l'UMP". Et "désormais, l'objet est de financer ses activités politiques sur la région parisienne, notamment son think-tank, Le Labo des Idées", ajoute-t-on.

"Au fond, chacun se constitue sa petite cagnotte et s'autonomise, en vue d'une campagne par exemple", observe le député René Dosière (apparenté PS), spécialiste des comptes publics.

Mais cette multiplication des structures nourrit le soupçon des trois députés Verts (François de Rugy, Yves Cochet, Noël Mamère), qui ont demandé jeudi la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le sujet.

Ils se demandent si "cette inflation" de partis ne permet pas de "tolérer, voire d'organiser un contournement" du plafonnement des dons à 7.500 euros par an et par personne, en "démultipliant les structures bénéficiaires". "On peut imaginer" qu'un même donateur "verse 10, 12, 15 fois 7.500 euros", estime aussi M. Dosière. "Je ne sais pas si ça se fait. Au demeurant tout cela serait légal", ajoute-t-il.

Autre problème, si les dons sont plafonnés, ce n'est pas le cas des cotisations d'adhérents.

Les députés Verts se demandent enfin si les "versements opérés par des partis (...) bénéficiant d'un financement public au profit d'autres mouvements +satellites+ (...) ne génèrent pas des conflits d'intérêts spécifiques".

"On peut se demander pourquoi l'UMP, dont le trésorier est Eric Woerth, a versé une contribution de plus de 66.000 euros à son parti" dans l'Oise en 2008, s'interroge François de Rugy, en se fondant sur le dernier avis de la CNCCFP, et en précisant que "plusieurs structures sont concernées".

Interrogé sur ce point, l'UMP confirme avoir plusieurs partenariats avec d'autres mouvements, mais "les termes des contrats passés avec chacun d'entre eux ne sont pas forcément publics".

Dans cette galaxie de petites structures, plusieurs sont dévolues des personnalités de premier plan, dont des ministres: Association de soutien à l'action d'Eric Woerth (ASAEW), Agir pour Colombes (Rama Yade), Changer c'est possible (Valérie Pécresse), A gauche besoin d'optimisme (Manuel Valls), Association de soutien à l'action de Benoist Apparu.

## **Financement des partis : les politiques et le généreux patronat. (11.07)**

### **Rue89 - 10.07**

Pierre Messmer, madame Pompidou, François Léotard, Gérard Longuet, le couple Chirac, Edouard Balladur, Bernard Kouchner, Danielle Mitterrand ou encore Renaud Donnedieu de Vabres : la liste des politiques soupçonnés d'être financés par Liliane Bettencourt s'allonge. Selon le témoignage de l'ancienne comptable de la milliardaire, tous seraient venus chercher leur enveloppe à l'hôtel particulier de Neuilly-sur-Seine.

Cette liste peut sembler disparate, mais elle est en fait cohérente, si l'on reprend le parcours politique d'André Bettencourt. Engagé à droite sous l'étiquette des Républicains indépendants (député dès 1951, puis neuf fois ministre dans les années 60 et 70), il cultive de nombreuses amitiés à gauche. En particulier celle de François Mitterrand, qu'il a connu avant guerre dans un internat rue de Vaugirard.

Marié en 1950 à la fille du fondateur de L'Oréal, il va devenir l'un des riches financiers de la classe politique. Il n'est pas le premier.

### Les grands patrons

En France, les capitaines d'industrie ont toujours été en première ligne pour faire naître et croître les vocations. A commencer par le grand avionneur Marcel Dassault, qui a bâti sa fortune après guerre grâce à l'aide de l'Etat.

Lui-même député RPF à partir de 1951, il achète des journaux dans les circonscriptions où il se présente et finance les carrières, notamment celle des campagnes gaullistes : « Je les ai tous payés », confie-t-il à Thierry Wolton dans un livre paru en 1989. Tous y compris le Parti communiste, en souvenir de la protection que les camarades lui ont apportée pendant sa déportation à Buchenwald.

### Marcel Dassault et un jeune espoir nommé Chirac

Comme le raconte Martine Orange (dans l'ouvrage que nous avons co-signé), le vrai protégé de la famille Dassault s'appelle Jacques Chirac. Son père, Abel-François, a été le banquier de Marcel Dassault et de son associé Henry Potez. Marcel Dassault entretient une relation quasi-filiale avec son protégé.

En 1962, il l'introduit auprès du Premier ministre Georges Pompidou, qui en fait un secrétaire d'Etat au Budget. En 1967, le magnat finance la campagne corrézienne du jeune Chirac pour son premier mandat de député. Il crée même un journal électoral, L'Essor du Limousin, un temps dirigé par Philippe Alexandre. Des liens si serrés qu'ils susciteront une certaine jalousie du fils, Serge Dassault. Pourtant, dans son fief de Corbeil-Essonnes, l'héritier a repris les mêmes recettes, y compris en direction des électeurs, choyés comme il se doit par la fortune familiale.

### Michel-Edouard Leclerc se plaint du « racket » des élus

Parfois, les grands patrons se rebellent contre la pression exercée par les politiques. C'est le cas de Michel-Edouard Leclerc, héritier des hypermarchés, qui s'insurge contre le « racket » pratiqués par les élus dans les commissions qui autorisent l'implantation des magasins. Nous sommes alors en 1988, juste avant les premières lois régissant le financement des partis politiques. Autant dire l'ère du far-west...

### Les éminences grises du patronat

Les patrons ne sont pas seuls à assurer le train de vie des partis. Il y a aussi leurs représentants, intégrés aux organes représentatifs. Dès la Libération, le Centre national du patronat français (CNPFF) dirigé par Georges de Villiers, un patron de PME lyonnaise déporté dans les camps pour fait de Résistance, fait appel au service d'André Boutemy.

### Boutemy finance les députés gaullistes

L'homme a un pedigree : fonctionnaire, il est pendant l'Occupation patron des Renseignements généraux (RG) de Vichy, puis préfet du Rhône où il parvient à sauver la tête de Georges Villiers, arrêté par la Gestapo. Blanchi en 1945 -après deux mois de prison-, il est réintégré dans l'administration et embauché par le CNPFF pour assurer la direction du Centre d'études administratives et économiques (CEAE).

Au « Comité de Penthièvre » (du nom de la rue où sont situés ses bureaux), les candidats gaullistes à la députation trouvent le soutien nécessaire à leurs ambitions. Avec un tarif : 500 000 francs pour un député, un million pour un ancien ministre. Là encore, pas d'exclusive : droite et gauche ont guichet ouvert, sauf le PC en raison de l'anti-communisme viscéral du grand patronat.

La carrière éclair d'André Boutemy s'achève dans le scandale. Nommé ministre de la Santé et de la Population en janvier 1953, il fait l'objet d'une virulente campagne du Parti communiste, rappelant son passé et son rôle. Réponse :

« Il est vrai que j'ai distribué beaucoup d'argent. Je ne me souviens plus très bien de qui je les tenais, mais je sais très bien à qui je l'ai donné ! »

Il démissionne finalement le 11 février 1953.

Aimé Aubert, l'homme de l'ombre du CNPF

Malgré ces scandales publics, le CNPF n'abandonne pas les vieilles habitudes. Dans les années 70, un homme de l'ombre incarne la toute-puissance patronale : Aimé Aubert, surnommé le « pharaon ». Dans notre « Histoire secrète du patronat », Benoît Collombat a retracé le parcours de celui qui dirigeait le Service des études législatives (SEL), rebaptisé plus tard Direction générale des études législatives (DGEL).

Officiellement, il s'agit de dresser les cartes électorales les plus précises possible et de suivre au plus près l'actualité parlementaire. En coulisse, ce proche de François Ceyrac mène une autre mission : financer les candidats de droite, selon les vœux du Président Georges Pompidou. En avril 1974, voici comment Nicolas Brimo décrit le fonctionnement de cette officine dans le journal du PS, L'Unité :

« En mars 1973, tout candidat de la majorité qui passait dans son bureau repartait avec 300 000 anciens francs. Les fonds que distribue Aimé Aubert proviennent du budget propre du CNPF. Par ailleurs, les très grosses fédérations, celles qui ont les plus importantes ressources (entre 500 et 700 millions d'anciens francs) financent par elles-mêmes. »

A titre d'exemple, pour les élections législatives de 1978, Aimé Aubert distribue 20 millions de francs de l'époque à 134 candidats de tous les partis politiques. Le même adage s'applique : avoir toujours au moins deux fers au feu...

Réactions de quelques internautes.

N. Sarkozy n'est que le meilleur produit du moment d'une écurie de champions détectés très tôt par ces grands capitaines d'industries. Le temps où les Dassault, Boussac et autres Bettencourt faisaient les Présidents de les gouvernements de droite n'est pas très loin et quand notre "bon Président" se vante d'être le frère d'un Arnaud Lagardère ou d'un Martin Bouygues est significatif des relations entretenues entre lui et les Grandes Familles. Le repas du Fouquet's était à ce titre, la juste récompense du Président à tous ses "parrains"

- Une remarque sur "Sarkozy le meilleur produit ...", eh bien ça ouvre des horizons sur nos capitaines d'industries et surtout sur leur flair.

Ce que les proches de Sarlo ne semblent pas avoir compris, c'est le séisme de force 10 qui vient de se produire. Jusqu'à présent Sarko était vécu comme le président du libéralisme, un peu bling-bling, ami des riches et des puissants dans le cadre d'une vision hyper libérale, plus les riches sont riches, plus le pays est riche. Il est devenu, grâce à cette affaire, le président qui demande les sacrifices aux pauvres exclusivement, pour protéger ses amis riches, parce qu'il en profite, son parti bien sûr, mais LUI AUSSI ! Et ce ne sont pas le Fouquet's et le yacht de Bolloré, sans compter les vacances chez sa belle-famille, pétée de fric comme il dit élégamment, et à qui il donne de petits passe-droits qui vont arranger les choses. Les énormes fautes du tout début de mandat réalignent de façon cataclysmique la situation actuelle. On masque le feu qui couve, l'incendie qui se prépare et sur lequel ils appliquent la politique de l'autruche, ils n'ont aucune idée de sa violence potentielle !

- (André Bettencourt) Avant d'être aux Républicains Indépendants (rire) il faut écrire en toutes lettres ce qui a précédé :

"Étudiant en droit dans les années 1935-1937, résidant à l'internat des pères maristes, situé au 104, rue de Vaugirard à Paris, il fréquente alors des membres de La Cagoule en compagnie de ses amis Pierre Bénouville, Claude Roy et François Mitterrand[3]. Il rencontre aussi Eugène Schueller, fondateur de L'Oréal et financier principal de l'organisation d'extrême-droite.

Tiré du lien vers wikipédia qui est sous "parcours politique".

- il ne faut pas oublier les début de son parcours "politique", au sein du mouvement fasciste "la cagoule".

Pendant la guerre, devient le patron français de la PropagandaStaffel. Il est placé sous la triple tutelle du ministre de la propagande, Joseph Goebbels, de la Wehrmacht et de la Gestapo. Fin 1942, il est envoyé en Suisse par Eugène Schueller (fondateur de l'Oréal et père de Liliane) pour « aryaniser » la société Nestlé.

Liliane Bettencourt est née en 1922. Pendant l'occupation ce n'était plus une enfant, elle a su visiblement s'accommoder des idées de son père et d'André Bettencourt qui deviendra plus tard son mari.

Bref, ça pue le rance depuis longtemps...

## **Après l'UMP, Fillon s'en prend à la presse. (11.07)**

**Lepoint.fr - 10.07**

L'exécutif et l'UMP ont réitéré vendredi leurs attaques contre le traitement par la presse de l'affaire Bettencourt/Woerth, suscitant une réprobation unanime à gauche, notamment d'Europe Ecologie et du PS qui a dénoncé "des diatribes hystériques".

Depuis Zagreb où il était en visite officielle, François Fillon a dénoncé "des justiciers auto-proclamés".

"Ca fait trois jours que presque tous les médias relaient sans aucune précaution une accusation grave contre le président de la République, une accusation dont tout indique qu'il s'agit d'une manipulation" qui "ne repose sur aucun fait avéré, sur aucune preuve et semble-t-il maintenant sur aucun témoignage", a déclaré le Premier ministre.

Il faisait allusion aux accusations de l'ex-comptable de Liliane Bettencourt rapportées mardi par le site d'information Médiapart et qui ont déjà conduit Eric Woerth à annoncer un dépôt de plainte contre X pour dénonciation calomnieuse. Claire Thibout a ensuite démenti partiellement ses propos.

"Avant de recopier n'importe quoi, est-ce que nous pouvons juste nous poser une question: est-ce que celui qui accuse apporte la moindre preuve de ce qu'il avance?", a ajouté M. Fillon.

Alors que le chef du gouvernement a pris soin de ne citer aucun titre en particulier, l'UMP a ciblé une nouvelle fois ses attaques contre Médiapart, dans une charge particulièrement virulente contre Edwy Plenel, fondateur de ce site d'information et ancien directeur de la rédaction du Monde. Le porte-parole adjoint Dominique Paillé répondait à un communiqué du groupe Europe Ecologie au Parlement européen, indigné par le "déchaînement haineux" de la droite contre les médias, dans cette affaire qui fait planer des soupçons de financement politique illégal sur le camp présidentiel.

"Une fois de plus, la solidarité trotskiste est en marche. Le communiqué d'Europe Ecologie en est une illustration", a dit M. Paillé, dans une allusion au passé trotskiste commun de M. Plenel et de Jean-Paul Besset, l'un des co-signataires du communiqué d'Europe Ecologie (EE), également ancien du journal Le Monde.

Après le tir groupé de plusieurs membres du gouvernement et ténors de l'UMP contre Médiapart, mercredi et jeudi, les élus écologistes, parmi lesquels Daniel Cohn-Bendit et Eva Joly, ont riposté vendredi en dénonçant "la surenchère d'insultes".

"Les collaborateurs du site Mediapart et leur directeur Edwy Plenel sont particulièrement la cible de cette délinquance verbale", selon EE qui voit dans ce "déchaînement" une transgression "des règles de notre démocratie au coeur de laquelle le droit à l'information est sacré".

Le numéro deux du Parti socialiste, Harlem Désir, a dénoncé "les diatribes hystériques" lancées par le "pouvoir", et jugé "indigne" la "violente mise en cause" de la presse française par François Fillon "depuis un pays étranger".

"Cette stratégie d'intimidation est indigne" et "n'a d'égale que le désarroi manifeste de l'UMP et son incapacité à apporter des réponses claires aux questions posées par les révélations de l'affaire Woerth/Bettencourt", a estimé M. Désir.

De son côté, le chef de file des députés PS, Jean-Marc Ayrault, a appelé Nicolas Sarkozy à "prendre ses responsabilités", et à "régler la crise politique" en changeant de gouvernement.

---

## **Redémarrage de la raffinerie de Dunkerque : Total contre-attaque. (11.07)**

**Lepoint.fr - 10.07**

Total, à qui la cour d'appel de Douai a ordonné le 30 juin le redémarrage de la raffinerie des Flandres près de Dunkerque (Nord), a contre-attaqué en engageant une procédure devant le tribunal de grande instance de Nanterre, a-t-on appris samedi de source syndicale. Le groupe pétrolier a assigné vendredi les instances représentatives du personnel dans le but de demander à la justice de ne pas faire redémarrer l'activité de raffinage sur le site, selon l'assignation dont l'AFP a eu copie.

L'audience doit se tenir le 17 septembre. Total veut faire constater que la procédure d'information-consultation a été "menée à son terme", et dans le cas où le tribunal jugerait cette procédure régulière, mais "initiée avec retard", que "les instances représentatives du personnel ont pu exercer l'ensemble des prérogatives qui leur sont dévolues", elles n'ont subi "aucun préjudice". Selon Philippe Wullens, délégué Sud (majoritaire sur le site), les dirigeants de Total tirent "une de leurs dernières cartouches". Par ailleurs, Philippe Wullens a indiqué que la

direction lui avait annoncé qu'elle formerait un pourvoi en cassation contre la décision de la cour d'appel.

Selon Me Roger Koskas, l'un des avocats des salariés, l'arrêt ordonnant le redémarrage de l'usine rend de fait "caduque" la procédure d'information-consultation. L'avocat estime que Total essaie ainsi de contourner la décision de la cour d'appel, car le juge du fond dispose de "plus de pouvoir". "Ils ne veulent pas respecter la décision" de la cour d'appel, a déclaré à l'AFP Me Patrick Tillie, autre avocat des salariés, se déclarant "pas très pessimiste".

Le 30 juin, Total avait indiqué qu'il examinerait "dans les délais les plus brefs les moyens d'obtenir les clarifications indispensables", estimant la décision de la cour d'appel "contradictoire". La justice avait ordonné le redémarrage de la raffinerie, qui compte 367 salariés et environ autant de sous-traitants, dans un délai de 15 jours sous astreinte de 100.000 euros par jour. Selon Messieurs Wullens et Tillie, Total n'a pour l'heure rien fait dans ce sens. Ni le groupe ni ses avocats n'ont pu être joints samedi à la mi-journée.

---

## **Fermeture d'un service de l'hôpital de Guéret: les élus rompent avec l'Etat. (12.07)**

### **Lepoint.fr - 11.07**

Les maires de la Creuse, opposés à la fermeture du centre de radiothérapie de l'hôpital de Guéret, ont décidé samedi de rompre leurs relations avec l'Etat, certains demandant même une démission collective, a-t-on appris dimanche auprès du député-maire PS de Guéret, Michel Vergnier.

Lors d'une réunion samedi, les édiles ont décidé à l'unanimité des présents (2/3 des maires, leurs autres étant excusés) de "ne plus participer à aucune réunion ou commission avec les services préfectoraux" et plus généralement, de ne plus collaborer en rien avec les services de l'Etat, a expliqué M. Vergnier.

"Une clause de revoyure à la mi-septembre" permettra d'étudier la possibilité d'une démission collective si aucune solution n'était trouvée d'ici là, a-t-il ajouté, expliquant qu'un projet de continuité du service par la biais d'un partenariat public-privé avait été rejeté par le ministère.

Les élus ont également adopté d'autres motions prévoyant notamment un recours devant le conseil d'Etat contre la décision du tribunal administratif de Limoges de rejeter un référé suspension contre la fermeture introduit par l'Association des maires et adjoints de la Creuse.

Une cellule d'écoute, dotée d'un numéro vert, à destination des patients qui estimeraient n'avoir pas eu accès à des soins assez rapidement et qui souhaiteraient poursuivre en justice la ministre de la Santé Roselyne Bachelot, sera créée.

Les 125.000 Creusois seront par ailleurs invités à signer une pétition en faveur de la réouverture du service, qui sera présentée mi-septembre au ministère.

Les élus des 260 communes du département, toutes couleurs politiques confondues, s'opposent depuis des mois à la décision du ministère de la Santé de fermer ce service de radiothérapie, imposant aux patients de se rendre à Limoges ou Montluçon, à une heure de route de Guéret, pour suivre leur traitement.

La décision de fermeture, effective depuis le 30 juin, avait été prise en décembre 2009. Ce service traitait 200 patients par an, quand les autorités sanitaires estiment à 600 le nombre minimum de patients qu'un centre doit traiter annuellement.

D'après Michel Vergnier, l'installation de l'appareil de radiothérapie remonte à trois ans, pour un coût de 2,5 millions d'euros.

---

## **Le rapport contesté de l'IGF épargne Eric Woerth. (12.07)**

### **Rue89 - 11.07**

Le rapport de l'inspection générale des Finances était contesté avant même d'être rendu public ce dimanche.

Avant même sa publication, ce fameux rapport de l'IGF sur ce que savait Eric Woerth des affaires illégales de Liliane Bettencourt était contesté. Explications.

Que dit le rapport ?

Les conclusions du rapport écartent la responsabilité d'Eric Woerth :

Question n°1 : M. Eric Woerth, durant la période où il était ministre du Budget, a-t-il été informé de la situation fiscale et financière de Mme Bettencourt, de Messieurs Banier et de Maistre, ainsi que des sociétés Thetis et Clymène, et est-il intervenu pour demander, empêcher ou orienter un contrôle ?

A cette première question l'IGF répond : « M. Eric Woerth, durant la période où il était ministre du Budget, n'est pas intervenu auprès des services placés sous son autorité pour demander, empêcher ou orienter une décision ou un contrôle portant sur Mme Bettencourt, MM. Banier et de Maistre, ainsi que sur les sociétés Téthys et Clymène. »

Question n°2 : les informations obtenues dans le cadre du contrôle fiscal de M. Banier, notamment de source judiciaire, étaient-elles de nature à conduire l'administration, avant les récentes révélations à l'origine de l'affaire, à déclencher un examen de la situation fiscale personnelle de Mme Bettencourt ?

A cette deuxième question l'IGF répond : « Les informations obtenues dans le cadre du contrôle fiscal de M. Banier, notamment de source judiciaire, n'étaient pas de nature à conduire l'administration à déclencher un examen de la situation fiscale personnelle de Mme Bettencourt. »

A la fin du mois de juin, Eric Woerth assurait :

« Je ne connais pas les finances de madame Bettencourt, je n'ai aucune information sur une quelconque évasion fiscale. »

Mais il a été contredit depuis par le procureur de la république de Nanterre, Philippe Courroye, qui a indiqué avoir transmis au ministre du Budget, dès janvier 2009, le dossier concernant François-Marie Banier, le photographe bénéficiaire des largesses de Liliane Bettencourt, et aujourd'hui poursuivi par la fille de la principale actionnaire du groupe L'Oréal.

Pour faire la lumière sur cette affaire, François Baroin, le ministre du Budget, a annoncé le 25 juin dernier le lancement d'un rapport de l'IGF dont il a promis qu'il serait « à la disposition à la fois du public qui s'intéresse à cette situation et d'une éventuelle future commission d'enquête parlementaire ».

Ce rapport vise à savoir s'il y a eu conflit d'intérêt lorsqu'Eric Woerth était au Budget.

Annoncée pour vendredi 9 juillet, sa publication a été repoussée au lundi. Aucune explication officielle n'a été donnée. L'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy étant prévue ce lundi sur France 2, l'opposition spéculait que le Président, comptant sur un rapport vide, s'en servira pour appuyer sa défense.

Pourquoi le conteste-t-on ?

La nature même de ce rapport ne donne pas les garanties nécessaires à son indépendance.

L'inspection générale des Finances travaille sous la tutelle du ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et du ministre du Budget. Son secrétaire général est nommé par l'Élysée, sur la recommandation du ministre des Finances. Pour prouver sa bonne foi, la majorité rappelle que Jean Bassères est proche des socialistes. Le chef de l'IGF a notamment travaillé avec Michel Sapin et (assez brièvement) Laurent Fabius.

Pour Arnaud Montebourg, ce rapport ne présente aucun intérêt puisqu'il est dirigé par le pouvoir :

« On nous a sorti une mission de l'inspection générale des Finances qui répond aux instructions de l'actuel ministre du Budget, et qui donc est totalement liée aux intérêts du pouvoir. »

La trop grande confiance affichée par la majorité ne joue pas non plus en faveur de ce rapport. Nicolas Sarkozy a assuré Eric Woerth de sa « confiance », tout comme Christian Estrosi. Frédéric Lefebvre est carrément allé jusqu'à déclarer qu'après la publication du rapport, « tout le monde devra se taire » :

« Ainsi, ceux qui se posent des questions honnêtement vont avoir des réponses : l'administration fiscale a-t-elle reçu des pressions ou non, a-t-elle fait son travail ou non ? Et ensuite, [...] tout le monde devra se taire et certains devront s'excuser publiquement auprès de M. Woerth. »

Dans le JDD, Eric Woerth s'est dit prêt à être entendu par la justice :

« Je demande à être entendu par la justice le plus rapidement possible. J'ai besoin de cela. Il faut expliquer, c'est ce que j'essaye de faire



depuis trois semaines. L'enquête est une bonne chose, cela permet de dire la vérité. Plus il y a d'enquêtes, mieux c'est... »

Reste à garantir l'indépendance de la justice dans ce dossier. Parmi les différentes procédures lancées pour faire la lumière sur les accusations qui pèsent sur le pouvoir, le rapport de l'IGF n'est pas le seul à être mis en cause. Philippe Courroye, le procureur de Nanterre, est chargé des enquêtes alors qu'il est lui-même cité dans les enregistrements. Une contradiction que politiques et syndicats de magistrats dénoncent en réclamant qu'il soit dessaisi de l'affaire et que soit désigné un juge d'instruction indépendant.

---

## **Retraites : le fort impact des réformes passées. (13.07)**

**Lefigaro.fr - 09.07**

Alors que les discussions ont repris jeudi au ministère du Travail dans le cadre de la réforme des retraites présentée mardi prochain en conseil des ministres, le Conseil d'orientation des retraites va débattre vendredi des «effets des précédentes réformes sur les comportements de départ à la retraite en France». Ces résultats, que Le Figaro s'est procurés, vont donner un peu de baume au cœur à Éric Woerth tant ils démontrent que les réformes de 1993, 2003 et 2008 ont eu un impact significatif sur les choix des salariés.

En allongeant en 1993 de 37,5 à 40 annuités la durée de cotisation nécessaire dans le privé pour bénéficier d'un taux plein, Édouard Balladur entendait jouer sur un report de l'âge de la retraite. Un choix au final payant. Les travaux du COR concluent en effet que l'augmentation d'un trimestre de cotisation a repoussé de 2,3 mois en moyenne la date de liquidation. Même impact sur l'âge de cessation d'activité, en recul de 2 mois par trimestre cotisé en plus. Seule différence, l'effet a été «nettement différencié pour les hommes et pour les femmes», le report étant dans les deux cas plus important pour la gente masculine.

Les travaux du COR notent également l'effet de la loi Fillon de 2003 sur les comportements de départ en retraite des fonctionnaires. Cette réforme visait à aligner la durée de cotisations des agents du public sur celle du privé afin de pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Résultat ? Entre 2003 et 2009, l'âge moyen de départ a augmenté de 13 mois dans la fonction publique d'État (à 59,7 ans, soit encore deux ans de moins que le privé) et de 15 mois dans la fonction publique hospitalière et territoriale (à 58,4 ans). Cette réforme n'a de surcroît pas eu d'impact négatif sur le niveau des pensions puisqu'elles ont augmenté, en six ans, de 9 à 11 % dans les trois fonctions publiques.

Même constat dans les régimes spéciaux dont la réforme est intervenue fin 2007 sous les mêmes modalités : un report progressif de 37,5 à 40 annuités de cotisation pour toucher une retraite à taux plein. En 2009, l'âge moyen de départ à la retraite a ainsi reculé de 4 mois en deux ans à la RATP et à la SNCF (1 mois pour les agents de conduite partant à 50 ans) et de 5 mois à EDF ou Gaz de France.

Forte progression du cumul emploi retraite

Le COR fait également le bilan des dispositifs mis en œuvre en 2003 type surcote ou cumul emploi retraite. 583.000 salariés ayant commencé à travailler jeunes (avant 17 ans) ont pu partir en retraite avant 60 ans au titre des carrières longues. 289700 personnes ont bénéficié depuis 2004 d'une surcote (majoration de pension en cas de nombre de trimestres cotisé supérieur à celui requis). Dans le privé, le gain moyen est en 2009 de 45 euros par mois (soit une majoration de pension de 6,3 %) pour 7 trimestres cotisés en plus. La majoration atteint 153 euros par mois pour les agents de l'État.

245.700 assurés ont enfin cumulé en 2009 une retraite tout en occupant un emploi. Pour le COR, cette hausse de 18 % en un an confirme «l'élan observé ces dernières années». La progression devrait en outre être encore plus importante en 2010 puisqu'il est désormais possible de cumuler intégralement sa pension de retraite avec un revenu d'activité.

---

## **Accord signé sur la retraite des postiers. (13.07)**

**Lefigaro.fr - 12.07**

Les caisses des salariés du privé échapperont à une mise à contribution forfaitaire.

Un «hold-up d'État» sur les caisses de retraites complémentaires des salariés du privé, l'Agirc et l'Arrco. Ainsi l'association libérale Sauvegarde retraites présentait-elle, au début de l'année, l'une des conséquences du changement de statut de La Poste, tout juste voté par le Parlement.

La loi transformant l'entreprise en société anonyme à capitaux 100% publics prévoit en effet que les futurs embauchés de La Poste relèveront de l'Agirc-Arrco et non plus de l'Ircantec (caisse complémentaire des 115.000 postiers non fonctionnaires mais aussi des contractuels de l'État, des médecins hospitaliers ou des élus locaux). Elle instaure aussi une compensation financière de l'Agirc-Arrco vers l'Ircantec, au motif

que cette dernière sera privée de futurs cotisants. L'Ircantec réclamait une «soulte» de 6 à 8 milliards d'euros. Un montant contesté car, si l'Ircantec perd des cotisants, elle perd du même coup... de futurs retraités! Et surtout, ses rendements (rapport entre pension reçue et cotisations versées) sont supérieurs à ceux de l'Agirc et de l'Arrco. Il s'agit de «ponctionner un régime pauvre pour financer un régime favorisé», résumait Sauvegarde retraites.

En fonction des effectifs

Cri d'alarme prématuré ou pression efficace? Le protocole d'accord que viennent de signer l'Agirc-Arrco et l'Ircantec devrait en tout cas lever une partie des inquiétudes. D'abord, la compensation ne sera pas versée en une fois mais au fil des ans, et son montant dépendra des effectifs de postiers cotisant à l'Agirc-Arrco. Autrement dit, si La Poste embauche moins que prévu dans les années qui viennent, la contribution de l'Agirc-Arrco à l'Ircantec sera plus faible. «Un dispositif sérieux, responsable, commente Patrick Poizat, administrateur (CFTC) de l'Agirc et de l'Arrco. On prend en compte la réalité des effectifs plutôt que de se baser sur une hypothétique politique de ressources humaines de La Poste pour les décennies à venir», comme cela aurait été le cas avec la soulte envisagée. Les versements annuels ne devraient pas dépasser quelques dizaines de millions d'euros lors des années les plus «fortes», estime un bon connaisseur du dossier.

En outre, les sommes seront calculées comme si les futurs droits à pension des salariés actuels étaient acquis à l'Agirc-Arrco, et non pas à l'Ircantec. En clair, l'Agirc-Arrco ne financera pas le différentiel de rendement observé avec l'Ircantec.

Du point de vue des finances des caisses complémentaires du privé, tout se passera finalement comme si les droits de l'ensemble des salariés de droit privé de La Poste, actuels et futurs, leur étaient transférés à partir de maintenant. C'est généralement ce qui se passe dans ce type d'opération. Mais le gouvernement et les parlementaires n'ont pas voulu, cette fois, suivre cette voie. Ils ont préféré ces contorsions pour permettre aux salariés actuels de La Poste de rester à l'Ircantec, donc ne pas voir leur statut modifié sur ce point et de continuer à bénéficier des rendements élevés de l'Ircantec. Face à des syndicats déjà très remontés contre une loi de «privatisation déguisée», disaient-ils, c'était sans doute le prix d'une certaine paix sociale.

## **Les extraits de la déclaration de Nicolas Sarkozy. (13.07)**

**Lepoint.fr, Lemonde.fr et Reuters - 12.07**

Voici les principaux extraits de l'intervention de Nicolas Sarkozy lundi soir sur France 2:

Eric Woerth:

- "Eric Woerth est un homme honnête, c'est un homme compétent, c'est un homme qui a toute ma confiance et celle du Premier ministre (...) il sera donc le ministre qui défendra cette réforme si nécessaire des retraites selon le calendrier qui était prévu".

- "Je lui ai dit que je souhaitais qu'il se consacre exclusivement à cette importante réforme des retraites, que son honneur maintenant était lavé, que les soupçons étaient levés, et que mon conseil c'est plutôt qu'il abandonne cette responsabilité de trésorier".

Affaire Bettencourt:

- "Sur le financement politique, la vérité se fait jour (...) les calomnies, j'y étais préparé (...) quand on met en oeuvre des réformes, on bouscule des intérêts, des situations acquises, on gêne un certain nombre de gens. La réponse, c'est bien souvent la calomnie (...) et voilà qu'avec la réforme des retraites, on me décrit comme quelqu'un qui, depuis vingt ans, irait chez Mme Bettencourt pour ramasser des enveloppes. C'est une honte!"

- "Vous m'imaginez repartant avec de l'argent ? (...) Il faut que chacun revienne à la raison et se concentre maintenant sur l'essentiel."

- "Je demanderai à une commission représentant toutes les familles politiques de réfléchir dès la semaine prochaine à la façon dont on doit ou non compléter ou modifier la loi pour éviter dans l'avenir toute forme qui pourrait (déboucher sur un) conflit d'intérêts".

- "La France n'est pas un pays corrompu (...) il y avait dans notre pays des habitudes, c'est incontestable, un certain laisser-aller, trop d'appartements de fonction, trop de voitures de fonction, trop de mauvaises habitudes. C'est exact et je le reconnais bien volontiers (...) ces mauvaises habitudes, il faut y mettre un terme".

- "La France a tellement de problèmes à régler que nous devons faire l'économie de toute polémique"

Retraites:

- "Je dis: les 62 ans, nous n'y toucherons pas. Je dis l'équilibre des cotisations public/privé, c'est une question de justice. On ne peut pas y toucher. Sur le reste, nous serons très à l'écoute de ce que nous diront nos interlocuteurs (...) je m'attends à ce qu'il y ait des manifestations. Je sais qu'il y a de la souffrance. Ce qui aura une influence, c'est l'idée que nous nous ferons de la justice. Ce n'est pas l'importance des manifestations".

Remaniement ministériel:

- "Si je devais écouter tous les conseils qui me sont donnés, j'aurais fait un premier remaniement après les régionales et j'aurais fait un deuxième remaniement maintenant. Et sans doute les mêmes auraient recommandé un troisième remaniement après la réforme des retraites. Cela donne la valse des ministres et des ministères et une image ridicule de notre pays (...) il y aura donc une nouvelle étape de l'action politique que je conduirai après la réforme des retraites à la fin du mois d'octobre".

Sur le bouclier fiscal:

- Nicolas Sarkozy a une nouvelle fois exclu toute suppression du bouclier fiscal, de même que de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). "Nous sommes le dernier pays à avoir un impôt sur la fortune, parce que je l'ai voulu", a-t-il affirmé, ajoutant : "Quand on a de l'argent, il est normal de payer des impôts".

Sur le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans les collectivités territoriales :

- L'Etat a "supprimé 100 000 postes de fonctionnaire en 3 ans", "dans le budget 2011 nous en supprimerons encore 34 000" selon la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux. "Je propose que les collectivités territoriales prennent la même règle que l'Etat", a-t-il ajouté, reprenant une suggestion qu'il avait déjà faite lors de la dernière conférence sur les déficits. "Il n'y a aucune raison que l'Etat s'impose une gestion rigoureuse et que les collectivités territoriales, notamment les régions, continuent une politique d'augmentation du nombre de fonctionnaires : 34 000 chaque année depuis 10 ans à compétence constante", a-t-il estimé. Pressé de dire si les régions ne s'étaient pas vu transférer de nouvelles compétences, il a répondu : "Aucune !" "Tout le monde applaudit au 'un sur deux', qu'est-ce qui empêche les régions de France d'appliquer la même règle ?" a-t-il lancé, soulignant que c'était un "appel à la responsabilité".

Création d'une vingtaine d'internats pour élèves difficiles :

- "Nous allons créer, dès la rentrée prochaine, dont deux en Seine-Saint-Denis, des établissements adaptés de réinsertion scolaire" pour des collégiens et lycéens "dont personne ne veut" (...). "On en aura une vingtaine dès la rentrée prochaine avec encadrement renforcé", a-t-il précisé, soit deux fois plus que prévu jusqu'alors à l'horizon 2011.

Otages français:

- "Nous ferons tout pour sortir (les deux journalistes de France 3 enlevés en Afghanistan) de la situation où ils se sont mis. Nous n'avons pas d'inquiétude brûlante. Nous discutons. J'ai en revanche une inquiétude beaucoup plus brûlante pour un autre de nos compatriotes retenu en otage quelque part dans le Sahel. C'est ça la vérité".

Quelques réactions.

PS. Martine Aubry, première secrétaire du PS, a estimé lundi sur France 3 que l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy se résumait à de "l'auto-persuasion" et de "l'auto-satisfaction".

"On avait l'impression qu'il était au coeur d'un complot tout ça pour masquer des questions totalement embarrassantes et totalement floues", a jugé Mme Aubry.

Le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a jugé lundi soir que Nicolas Sarkozy était "le principal obstacle" à ce que la vérité éclate dans l'affaire Woerth-Bettencourt en refusant d'en appeler à un "juge indépendant", suite aux propos du président de la République sur France 2.

"On attendait qu'il offre des garanties, que, sur l'affaire Woerth, on puisse y voir plus clair. Il renvoie à l'enquête de IGF et à l'enquête du juge Courroy" qui est lui-même "juge et partie" dans cette affaire, a-t-il dit.

"Il y a manifestement du côté du président de la République suffisamment de choses à cacher pour qu'il ne juge pas nécessaire d'en appeler à un juge indépendant", a affirmé M. Hamon.

PRG. Eddie Aït, secrétaire national du Parti radical de gauche (PRG), a estimé lundi soir qu'en conseillant simplement à son ministre Eric Woerth d'abandonner sa fonction de trésorier de l'UMP, Nicolas Sarkozy "feint d'ignorer la crise profonde et morale que traverse notre République. La République est en danger. La réponse du président: tout va très bien, Madame la marquise!"

Dans un communiqué, M. Aït juge que l'on a "perdu beaucoup de temps à écouter un président hébété. Nous avons été naïf de croire que le président apporterait des réponses claires et sincères aux préoccupations des Français. Je le regrette, mais cette République du népotisme et des amitiés partisans (...) n'est pas celle de toutes celles et de tous ceux qui, au quotidien, connaissent la crise et les difficultés sociales".

PG. Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de Gauche, a estimé lundi à l'issue de l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy que celle-ci ne changeait rien et a qualifié de "grotesque" la position du président selon laquelle l'affaire Bettencourt est le résultat d'une "campagne de calomnie" visant à faire dérailler la réforme des retraites.

"Doux pour les riches, durs pour les autres, M. Sarkozy n'a pas compris l'état d'esprit des Français. Il répète en boucle des formules et des tirades qui exaspèrent", estime M. Mélenchon dans un communiqué. Pour lui, "cet entretien ne change rien à l'ambiance qui plombe sa fin de règne et face au grand nombre qui sera dans la rue en septembre, il reculera ou il partira".

MoDem. «Il est impossible que la France continue à s'enfoncer dans des situations aussi glauques les unes que les autres, [...] qui entraînent un découragement et un délitement de ce que l'esprit d'un pays doit être», François Bayrou hier sur Europe 1.

CGT. Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a estimé lundi à l'issue de l'interview de Nicolas Sarkozy sur France 2 que le gouvernement n'avait "pas bougé d'un millimètre" dans le dossier des retraites en dépit de l'annonce de dialogue avec les syndicats.

"Ce n'est que par la remise en cause des acquis sociaux qu'on peut prétendre retrouver la croissance", a également déploré Bernard Thibault pour qui "le président n'a que des mauvaises nouvelles à annoncer aux Français".

"Les entreprises sont épargnées de toute responsabilité (...) les marges des actionnaires ce n'est pas un sujet, la première préoccupation c'est ce que coûte les salariés aux entreprises", a-t-il commenté en réagissant à l'entretien de Nicolas Sarkozy.

---

## **A bas la guerre de rapine en Afghanistan ! (13.07)**

### **AP - 12.07**

Sept Français sur dix se disent opposés à la présence militaire française en Afghanistan, alors que 29% y sont favorables, selon un sondage Ifop paraissant mardi dans le quotidien "L'Humanité".

En octobre 2001, 55% y étaient favorables et 44% opposés. (AP 12.07)

Le titre est justifié par les réelles intentions qui se cachent derrière l'intervention impérialiste dans ce pays, sachant que son sous-sol regorge de matières premières sur lesquelles les multinationales du monde entier veulent faire main basse au détriment du peuple afghan.

---

## **Eric Woerth aurait "bradé" une parcelle de la forêt de Compiègne selon "Le Canard enchaîné". (14.07)**

### **Lemonde.fr - 13.07**

Voilà une nouvelle pierre dans le jardin d'Eric Woerth déjà au centre d'une tempête politique dans l'affaire Bettencourt : il aurait autorisé lorsqu'il était ministre du budget la vente à des connaissances d'une parcelle de la forêt de Compiègne (Oise) à un prix très inférieur au marché, écrivent mardi Le Canard enchaîné et Marianne.

Le Canard enchaîné daté du 14 juillet affirme que six jours avant son départ du ministère du budget, Eric Woerth aurait imposé par arrêté à l'Office national des forêts de vendre pour 2,5 millions d'euros "ce joyau de 57 hectares" à une association privée, la Société des courses de Compiègne, jusqu'alors locataire des lieux. Selon le Canard, cette parcelle de la forêt de Compiègne, ainsi que ses équipements, vaudrait au moins 20 millions d'euros.

"Cette transaction a été conclue de gré à gré sans enchère, ni appel d'offres", ajoute-t-il, alors que les sociétés de courses ne peuvent bénéficier d'un tel privilège selon une décision du Conseil d'Etat de 1979. Le journal assure que le président de la Société des courses de Compiègne, Antoine Gilibert, est un "familier de Chantilly, de son hippodrome et de son maire, Eric Woerth".

L'information a aussitôt été démentie par Bercy, qui assure que la cession "s'est déroulée de manière tout à fait légale et dans l'intérêt de l'Etat". Le ministère a ajouté que cette vente s'était révélée bénéfique pour les finances de l'Etat. "La société de course payait 50 000 euros par an, soit un rendement locatif de 2 % par an. Ce n'est pas intéressant pour l'Etat de toucher 2 % par an, dans ces cas-là il vaut mieux

vendre", dit-on. "Quand vous avez un terrain qui ne vous rapporte quasiment rien, que vous ne pouvez pas louer à quelqu'un d'autre et que vous avez la possibilité de le vendre dans des conditions intéressantes à l'occupant, normalement vous le faites si vous préservez l'équilibre écologique".

D'après le ministère, "les droits forestier et domanial permettent la vente d'une partie d'un domaine public forestier à trois conditions", réunies dans cette transaction : une parcelle de moins 150 hectares, l'absence d'impact écologique et qu'il ne s'agisse pas d'une exploitation forestière. Prié de dire pourquoi la transaction s'est faite six jours avant le départ du ministre, le ministère invoque les délais pour la finaliser.

L'hebdomadaire satirique affirme aussi que le ministre de l'agriculture, Bruno Le Maire, "s'était battu contre cette vente qu'il jugeait illégale", l'hippodrome appartenant à la forêt de Compiègne. Sollicité par l'AFP, le ministère de l'agriculture a expliqué qu'"il y avait bien eu" des échanges entre les ministres Woerth et Le Maire pour la cession de l'hippodrome, et que "ces opérations ont été réalisées dans le strict respect du droit".

Marianne publie pour sa part une lettre montrant qu'Eric Woerth s'est occupé personnellement du dossier et qu'il a donné son accord à cette vente. Le président de la Société des courses de Compiègne, qui a acquis cette parcelle, est l'un des dirigeants de France Galop, association dont Florence Woerth, épouse de l'actuel ministre du travail, fait partie depuis 2003, dit Le Canard enchaîné. Florence Woerth voit dans cet article "une nouvelle marque de la détermination de ceux qui cherchent à nuire à la famille Woerth", a déclaré son avocat, Me Antoine Beauquier.

---

## **14 juillet : les putschistes à l'honneur. (14.07)**

**20minutes.fr - 13.07**

Les militaires nigériens, qui ont orchestré un coup d'Etat en février dernier et n'ont toujours pas organisé les élections promises, défilent mercredi, et Salou Djibo, qui avait mené les putschistes, représentera son pays en tribune officielle. Certains dénoncent la présence d'armées coupables d'enrôlement d'enfants soldats et de répressions sanglantes.

L'Elysée botte en touche en affirmant que «ce n'est pas aux soldats d'aujourd'hui mais aux anciens combattant d'hier» que l'Etat veut rendre hommage. (20minutes.fr 13.07)

Et qui va signer de juteux contrats dont des contrats d'armement avec sa majesté Sarkozy 1er, les "anciens combattant d'hier" où les dictateurs d'aujourd'hui ?

---

## **Préavis de grève des contrôleurs aériens le 21 juillet. (16.07)**

**Reuters - 15.07**

Six syndicats de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) appellent à la grève le 21 juillet contre un projet européen de fusion du contrôle aérien, a-t-on appris de source syndicale.

La DGAC devrait préciser lundi la proportion de vols touchés par le mouvement.

Le préavis de grève court de mardi soir à jeudi matin.

Des négociations sont prévues en début de semaine entre la direction et les syndicats. "Mais nous n'en attendons pas grand chose", a déclaré un porte-parole de la CGT.

Selon la CGT, le syndicat Unsa ICNA s'est joint à l'appel initial de l'intersyndicale (CGT-CGC-FO-Unsa/lessa-Unsa/Icna).

Les organisations craignent "des conséquences sociales lourdes" du projet européen, notamment un "démantèlement de la DGAC" et "la sortie de tout ou partie des services et de ses personnels du cadre de la Fonction publique d'Etat".

Le personnel avait déjà fait grève pour le même motif en janvier et en février derniers.

## **Moitié moins de postes ouverts au concours de professeurs des écoles en 2011. (16.07)**

**20minutes.fr et AFP- 15.07**

Peau de chagrin. Au total, 11.600 postes seront offerts pour 2011 aux concours externes de recrutement d'enseignants, contre 15.125 l'an dernier, avec notamment moitié moins de places accordées au concours du professorat des écoles qu'en 2010, a annoncé le ministère de l'Education nationale ce jeudi.

Le premier degré (professeurs des écoles) offrira 3.000 postes aux concours externes (dont langues régionales), contre 6.577 l'an dernier, selon un communiqué du ministère. Dans le second degré (collèges, lycées), 8.600 postes sont offerts (tous concours confondus: agrégation, Capes, Capet, Capeps, CPE, COP, etc.), soit sensiblement comme l'an dernier (8.548).

Explication du ministère, contacté par 20minutes.fr: la diminution de moitié des postes ouverts au concours de professeur des écoles en 2011 s'explique par le fait que les départs à la retraite les années précédentes ont été moins nombreux que prévu. Sans compter que la politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite est toujours appliquée et que les besoins démographiques par académie [le nombre d'élèves] sont parfois moindres que prévu.

Réduit de moitié en cinq ans

Au total, donc, 11.600 places seront offertes, contre 15.125 en 2010, 15.600 en 2009, 18.600 en 2008 et environ 22.000 postes en 2007. En cinq ans, le nombre de postes offerts aura été réduit de près de moitié.

Par ailleurs, «625 postes d'enseignement, d'éducation et d'orientation (premier et second degrés) seront offerts au recrutement de personnes handicapées afin de garantir l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi». «Les candidats, qui doivent remplir les mêmes conditions de diplômes que celles exigées pour les concours externes, seront recrutés à la suite d'un entretien», précise-t-il.

Changement du calendrier des épreuves

Les dates des épreuves d'admissibilité (écrits) ont changé, dans le cadre de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants, qui se met en place à la rentrée. Elles ne se déroulent plus au printemps, mais bien plus tôt dans l'année universitaire. Ainsi les candidats au professorat des écoles titulaires d'un master 1 passeront ces épreuves les 28 et 29 septembre 2010. Les candidats aux concours du second degré (hormis l'agrégation) passeront les écrits entre le 2 et le 30 novembre 2010. Pour l'édition 2011, il faudra être titulaire d'un master 2.

Les dates des épreuves écrites de l'agrégation externe n'ont pas été modifiées et auront lieu du 29 mars au 15 avril 2011. La clôture des inscriptions est le 20 juillet.

---

## **Ruptures "amicales" de contrat de travail: montée en régime, mais dérivées. (16.07)**

**Lepoint.fr et AFP- 15.07**

Les ruptures conventionnelles de CDI "amicales" entre employeur et salarié, créées il y a deux ans, se sont installées dans le monde du travail, mais elles n'empêchent ni des détournements ni des litiges.

En net essor depuis l'application en juillet 2008 de la loi de modernisation du marché du travail, ce dispositif, différent du licenciement et de la démission, semble avoir atteint un régime de croisière avec 18.000 à 20.000 homologations chaque mois par l'administration.

Plus de 320.000 ruptures conventionnelles ont été conclues au total, selon des chiffres du ministère du Travail de fin mai.

La simplicité de la procédure, la possibilité pour le salarié de pouvoir bénéficier d'une indemnité au moins équivalente à l'indemnité de licenciement, ainsi que d'accéder aux allocations chômage, ont contribué à ce développement.

Même l'ex-majordome de Liliane Bettencourt a quitté le service de la milliardaire après 12 ans de travail via une rupture conventionnelle.

Surtout utilisé dans les petits établissements, notamment du commerce, ce nouveau mode de rupture représente un peu moins de 8% des sorties de CDI (démissions 56%, licenciements 37%), d'après une récente étude portant sur le premier semestre 2009.

Issue d'un accord entre le patronat et quatre syndicats (sans la CGT), la rupture "d'un commun accord" devait "éviter les faux licenciements, pour lesquels on inventait des fautes", rappelle à l'AFP le directeur général du Travail, Jean-Denis Combrexelle.

Cette rupture "à l'amiable" est souvent vantée par Laurence Parisot (Medef) comme un "acquis majeur" qui, selon elle, "invente une flexisécurité française".

Et pour les directeurs des ressources humaines, les ruptures conventionnelles favorisent "la mobilité", explique Jean-Christophe Sciberras, vice-président de l'association nationale des DRH, prédisant que "leur nombre va encore progresser".

Du côté des syndicats et de juristes, la crise a nourri les craintes que cet instrument soit détourné par les entreprises pour supprimer des emplois, notamment de seniors, au lieu de faire des plans sociaux plus coûteux et complexes.

Chez IBM, 12 ruptures conventionnelles ont été invalidées par l'administration fin 2009, au motif que ce dispositif ne peut contourner un plan social. La CFDT avait reproché au groupe informatique de cibler les salariés "aux environs de la soixantaine, qui bénéficieront du chômage jusqu'à l'âge de la retraite".

"Les ruptures conventionnelles, comme les licenciements, concernent plus souvent les seniors", dans un cas sur cinq, observe le gouvernement.

Chez Lejaby (lingerie) dans le Rhône, six des dix ruptures conventionnelles en 2009 ont ainsi touché des plus de 50 ans, dont "des ouvrières à bout de souffle", selon une déléguée syndicale .

Le numéro deux de la CFDT, Marcel Grignard, salue le passage "d'un système complètement opaque à un système encadré", mais reconnaît "des abus", au sujet desquels la centrale syndicale a écrit au gouvernement pour demander "une réunion des partenaires sociaux" et voir "comment corriger".

Pour le directeur général du Travail, s'il "peut y avoir des dérives dans telle ou telle entreprise", le système, "cadre", "protège les droits des salariés", et l'administration reste "vigilante".

Alors que le dispositif devait réduire les poursuites judiciaires envers les employeurs, des premiers jugements ont annulé des ruptures, requalifiées en licenciements.

C'est "un nid de contentieux", selon l'avocat Richard Sintès, qui alerte les directions sur des salariés voulant partir et pouvant aussi "abuser l'assurance chômage".

Commentaire de deux Internautes.

1- Au final, c'est surtout un moyen sur-mesure pour les entreprises de se débarrasser de leurs salariés seniors à peu de frais pour elles, et en rejetant sur la collectivité l'essentiel des coûts sociaux du licenciement (selon le bon vieil adage : privatisation des bénéfices, collectivisation des pertes... on n'a toujours pas trouvé mieux. Finalement, la transaction avait ceci d'avantageux qu'il était quasi-obligatoire pour le salarié de prendre les conseils d'un avocat : il lui était plus difficile de se faire avoir qu'avec une « rupture conventionnelle » où l'entreprise a beau jeu de faire croire qu'il s'agit d'un dispositif légal, et dans le quel il n'y aurait rien donc à négocier.. ce qui est faux : il faut TOUJOURS négocier son départ de manière acharnée (et pour cela, penser à conserver à l'abri des preuves de la qualité de son travail, des irrégularités dans l'exécution du contrat de travail ex. heures sup non rémunérées etc...). Et se faire aider par un professionnel au besoin. également à certains salariés de démissionner tout en touchant des allocations chômage, alors qu'il était d'usage que, sauf cas spécifiques (mutation du conjoint...), le salarié assume seule les conséquences financières de sa démission (le plus souvent en trouvant avant un nouveau poste).

2- La "logique" de cette rupture repose sur un postulat d'égalité entre le salarié et son employeur, ce qui, en dépit des droits et protections dont peut bénéficier le salarié, n'existera jamais.

---

## **Septième jour de grève de Brit Air à Lyon. (16.07)**

### **Reuters - 15.07**

Une grève du personnel au sol de Brit Air paralyse le trafic assuré par la filiale d'Air France à Lyon depuis sept jours, apprend-on auprès de la direction de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry. Quinze vols ont été annulés jeudi, touchant surtout les vols vers Munich, Hambourg, Düsseldorf ainsi que les vols intérieurs.

Un conflit sur les salaires et les primes d'horaires décalés liés aux retard des vols oppose depuis une semaine la direction et le personnel de Brit Air.

La CFDT indique que ce mouvement social est le premier dans la compagnie depuis 20 ans.

Ce mouvement de grève est concentré à Lyon du fait de la présence du hub Brit-Air à l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, où la compagnie compte 400 salariés.

Brit Air est basé en Bretagne et exploite une quarantaine d'avions de 50 à 100 places sur 45 destinations en France et une centaine en Europe.

---

## **Seine-et-Marne: les salariés de l'imprimerie Brodard brûlent le stock de papier. (16.07)**

### **Lepost.fr - 15.07**

Le 5 juillet dernier, la liquidation du site de l'imprimerie Brodard Graphique de Coulommiers, en Seine-et-Marne, a été prononcée.

Brodard Graphique appartient au groupe Maury.

Depuis cette annonce, les 151 salariés bloquent le site afin d'obtenir « des conditions de départ honorables » et des aides à la formation, précise Le Parisien.

Ce jeudi, vers 16 heures, les salariés ont mis le feu à des bobines de papiers et déversés trois tonnes d'encre devant l'imprimerie.

Par ailleurs, le mandataire judiciaire est actuellement retenu dans les locaux après avoir refusé toute négociation avec les salariés.

Selon un salarié, le mandataire a promis aux salariés « une enveloppe de 20.000 euros par employé mardi dernier. Aujourd'hui, il nous propose seulement 7.500 euros ».

Un gréviste qui ajoute :

« Il ne sortira pas tant que nous n'aurons rien de concret ».

Un périmètre de sécurité a été mis en place par les policiers.

Des policiers qui sont en nombre autour de l'entreprise.

La station service du centre commercial Leclerc, qui se trouve à proximité de l'entreprise, a été fermée à titre préventif. (Source vidéo: Le Pays Briard)

---

## **Derniers rebondissement de l'affaire Bettencourt. (titre de LdC) (16.07)**

### **20minutes.fr et Lemonde.fr- 15.07**

POLEMIQUE - Le majordome, une secrétaire et un chauffeur parlent eux aussi d'enveloppes données à des hommes politiques...

Deux nouvelles dépositions dans l'affaire Bettencourt, celles d'un majordome et d'une secrétaire, conforteraient les déclarations de Claire Thibout, l'ex-comptable de Liliane Bettencourt. Publiées par Le Monde et Mediapart ce jeudi, ces auditions indiquent que les destinataires des enveloppes étaient essentiellement «des candidats qui cherchaient à financer leur campagne».

Les policiers de la brigade financière n'ont, en revanche, pas posé de questions sur l'accusation principale de Claire Thibout, selon Mediapart. Celle-ci a affirmé que 150.000 euros en liquide ont été donnés à Eric Woerth début 2007 par le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, Patrice de Maistre, pour financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. «Il est venu vraiment pour ce que je pensais...»

Selon le site d'informations, le témoignage de Chantal Tovel, secrétaire personnelle d'André Bettencourt de juin 1997 au décès de celui-ci, en novembre 2007, confirme néanmoins qu'elle savait que «M. et Mme Bettencourt aidaient financièrement des personnes politiques», sous forme «d'argent liquide». «Entre le moment où je suis rentrée au service de M. Bettencourt en 1997 jusqu'à son décès en novembre 2007, durant les périodes précédant des élections de tous ordres, poursuit-elle, des personnes qui ne venaient pas d'habitude à la maison



demandaient des rendez-vous auprès de M. Bettencourt. Alors je lui demandais s'il souhaitait recevoir cette personne. Il me disait oui ou non. Lorsqu'il disait oui, il recevait cette personne. Ils s'entretenaient ensemble durant une demi-heure à quarante-cinq minutes. Puis la personne repartait. Parfois, il arrivait que M. Bettencourt me dise: "Il est venu vraiment pour ce que je pensais..." Mais il restait évasif.»

Chantal Trovel raconte encore: «M. Bettencourt avait dans son bureau un coffre contenant, entre autres, de grosses liquidités. Si une personne venait et qu'il avait la somme qu'elle lui demandait, alors il lui remettait les fonds. Mais si M. Bettencourt manquait de liquidités, soit il demandait à Claire Thibout de le contacter, soit il la faisait contacter par moi.» A la question: «Qui étaient ces personnes qui venaient solliciter M. Bettencourt ?», la secrétaire répondit: «Je ne saurais vous dire. Mais pas des personnalités politiques connues du grand public en tout cas, c'est sûr.»

«Si elle le dit, elle l'a vécu»

Le maître d'hôtel, qui est à l'origine des enregistrements pirates, a également confirmé à la police, selon Mediapart, que «le couple Bettencourt recevaient beaucoup de hautes personnalités, citant notamment le couple Balladur ou MM. Messmer, Druon ou Donnedieu de Vabres. «J'ai également en mémoire un grand dîner au cours duquel étaient conviés M. et Mme Woerth, M. de Maistre, M. Kouchner et Mme Ockrent et un autre couple dont je ne me souviens pas des noms. De mémoire, je pense que ce dîner a eu lieu début 2007 mais je ne peux pas être plus affirmatif.» Pascal Bonnefoy ajoute: «Les hommes politiques que j'ai vus sont: M. Balladur, M. Woerth, M. Kouchner, M. Messmer, M. et Mme Chirac, M. Sarkozy (à l'époque il était ministre de l'Intérieur je crois - période de 2002 à 2004 - et je ne l'ai vu qu'une fois).»

Sur les enveloppes d'argent liquide, l'ancien majordome confirme: «Elles existaient, j'en ai d'ailleurs vu une, une fois sur son bureau, papier kraft sans nom.»

Enfin, le chauffeur de André Bettencourt de 1994 à 2004, Dominique G., a confié à Mediapart quelques jours avant son audition par la police que Claire Thibout «n'[était] pas du genre à inventer. Si elle le dit [au sujet des enveloppes], elle l'a vécu.»

Le rythme n'a pas faibli ces deux derniers jours dans l'affaire Woerth-Bettencourt. Tandis que quatre personnes, dont Patrice de Maistre et François-Marie Banier, sont placés en garde à vue pour éclairer les soupçons de fraude fiscale de la famille Bettencourt, Eric Woerth, qui a démissionné de son poste de trésorier de l'UMP, est soupçonné d'avoir vendu à prix d'ami un terrain à Chantilly. L'opposition critique, quant à elle, le manque d'indépendance du procureur Courroye.

- Patrice de Maistre et François-Marie Banier en garde à vue

Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Mme Bettencourt, Me Fabrice Goguel, son ancien avocat fiscaliste, l'artiste François-Marie Banier et le gérant de l'île d'Arros, aux Seychelles, Carlos Vejarano, sont interrogés dans les locaux de la brigade financière depuis ce matin dans le cadre de l'enquête préliminaire sur les soupçons de fraude fiscale ouverte par le parquet de Nanterre. Ces gardes à vue sont liées aux enregistrements clandestins de Liliane Bettencourt, où Patrice de Maistre évoque une évasion fiscale en Suisse, mais aussi la possession de l'île d'Arros, d'une valeur de plusieurs centaines de millions d'euros, sans que le fisc français soit au courant.

- L'ancienne secrétaire et l'ex-majordome confirment les visites des hommes politiques chez les Bettencourt

"Je savais que M. et Mme Bettencourt aidaient financièrement des personnes politiques. C'était une évidence que ces personnes venaient pour cela." Le Monde a eu accès au procès-verbal de l'audition de l'ancienne secrétaire des Bettencourt, qui confirme les dires de Claire Thibout. Selon ce témoignage, les visites intéressées des hommes politiques étaient légion, tout comme les échanges d'enveloppes kraft généreusement dotées.

- Eva Joly critique avec véhémence Philippe Courroye, "un procureur aux ordres"

"Croyez-moi, dans l'affaire Elf, on n'aurait pas trouvé grand-chose ainsi." Eva Joly fustige les méthodes du procureur Courroye : "Quand il frappe à la porte de Patrice de Maistre, c'est sur le mode : 'acceptez-vous que l'on perquisitionne chez vous ?'. Impossible de surprendre quelqu'un dans ces conditions."

- Liliane Bettencourt annonce un audit indépendant des sociétés gérant sa fortune

Pour prouver qu'elle sait "parfaitement gérer les affaires de [sa] famille", Liliane Bettencourt a demandé à Patrice de Maistre, "en qui [elle] a toute confiance", d'organiser un audit indépendant sur la gestion des sociétés Téthys, Clymène et de la Fondation. La fille de Mme Bettencourt, Françoise Meyers, souhaite en effet placer sa mère sous tutelle, estimant que plusieurs personnes abusent de sa générosité, en premier lieu l'artiste François-Marie Banier. Selon les enregistrements clandestins, Liliane Bettencourt ne se souviendrait plus qu'elle a fait de l'artiste son légataire universel.

- Eric Woerth se défend des accusations du "Canard enchaîné" et de "Marianne"

"C'est vraiment pas bien, c'est pas du journalisme, c'est de la malfaisance, voilà ce que c'est." Eric Woerth s'est défendu, en marge du défilé du 14-Juillet, des accusations du Canard enchaîné et de Marianne quant à la vente avantageuse d'un terrain de la forêt de Compiègne à une société de courses. Selon le Canard, elle s'est faite pour un montant de 2,5 millions d'euros alors que la parcelle en question et les équipements qui s'y trouvent vaudraient au moins 20 millions d'euros.

Dans un entretien accordé au Monde, l'ex-juge et députée européenne (Europe Écologie) Eva Joly accuse le magistrat Philippe Courroye, qui a diligenté à Nanterre plusieurs enquêtes liées à l'affaire Woerth-Bettencourt, d'être 'un procureur aux ordres'. Lire la suite l'article

Elle estime que M. Courroye 'opère dans un cadre procédural inadéquat'. 'Quand il frappe à la porte de Patrice de Maistre, c'est sur le mode : 'acceptez-vous que l'on perquisitionne chez vous?'. Impossible de surprendre quelqu'un dans ces conditions. Croyez-moi, dans l'affaire Elf, on n'aurait pas trouvé grand-chose ainsi. En tant que procureur, depuis les lois Perben, il lui faut, pour perquisitionner, soit l'assentiment du perquisitionné, soit l'autorisation du juge des libertés et de la détention. On pourrait dire qu'il est coupable de complicité de destruction de preuves par abstention. Le juge d'instruction, lui, est seul maître à bord.'

Et elle insiste, à propos de M. Courroye : 'Qu'il se réveille, sa place n'est pas à la table des Chirac ! Il est trop orgueilleux et vaniteux désormais, il semble souffrir du même syndrome que Nicolas Sarkozy, celui de la toute-puissance et de l'impunité. D'autant que le procureur Courroye est au coeur d'un conflits d'intérêt...' Selon l'ancienne juge, 'les observateurs étrangers sont effarés, ils parlent même d'un Watergate à la française'.

---

## **Une usine de General motors vote sur l'abandon de "RTT". (18.07)**

### **Reuters - 16.07**

Les 1.150 salariés de l'usine General Motors de Strasbourg se prononceront lundi par référendum sur un gel des salaires et l'abandon de six jours de "RTT" sur 16, a-t-on appris de source syndicale.

C'est la condition posée par le groupe américain pour faire revenir cette unité de production de boîtes de vitesse automatiques sous son contrôle direct.

Elle est en effet depuis 2008 dans le giron de Motors liquidation company, société chargée de gérer les actifs en déshérence du constructeur automobile après sa mise en faillite aux Etats-Unis.

Les syndicats de l'entreprise sont réticents.

"C'est très difficile pour une organisation syndicale de négocier un recul social", a dit à Reuters Jean-Marc Ruhland, de la CFDT, le principal syndicat de l'usine, qui organise la consultation avec FO et la CFTC.

La CFDT préconise cependant de voter 'oui' puisque selon elle c'est la "moins mauvaise solution" et la seule voie pour éviter une fermeture.

La CGT, seconde organisation dans l'usine, a refusé de s'y associer. "On ne cédera pas au chantage (...) Je ne vois pas pourquoi il faudrait se sacrifier alors que GM Strasbourg fait de super bénéfices", a dit à Reuters son secrétaire Roland Robert.

Le constructeur automobile américain, revenu à meilleure fortune, a annoncé le 16 juin qu'il était prêt à racheter son ancienne usine et son bureau d'études pour un euro symbolique à condition que les coûts de main-d'oeuvre diminuent de 10%.

Le projet soumis au comité d'entreprise prévoit un gel des salaires pendant deux années, l'abandon de six jours de RTT sur un total de 16 et un renoncement à l'intéressement durant trois ans.

Le groupe GM s'engage en cas de vote favorable à maintenir les volumes de production jusqu'en 2020. Cette recette a été appliquée ailleurs en Europe, aux Etats-Unis et au Canada l'an dernier.

Commentaire. Ce sont des délégués syndicaux jaunes qui organisent cette "consultation", ils sont la honte du mouvement ouvrier. A quoi bon commenter...

---

## **Sarkozy se fait-il offrir une campagne de pub perso de 120 millions d'euros aux frais de l'Etat ? (18.07)**

## Lepost.fr - 16.07

Allez donc acheter en kiosque le Libération de ce jour ! Le journal publie une passionnante enquête de Guillaume Dasquié et Lilian Alemagna consacré au contrat publicitaire passé entre l'Etat et l'agence Aegis. Ce contrat a pour objectif de transformer dans les faits, le vénérable SIG (service information du gouvernement) en agence de pub spécialisée dans le storytelling destiné à chanter les louanges du gouvernement et de... et de... Et de qui vous savez en vue de ce que vous savez pour 2012.

C'est l'éditorialiste de Libé, Paul Quinio, qui le dit : avec ce contrat, le SIG va se transformer en « plaque tournante de la communication élyséenne ». Objectif : « storyteller » à donf' les années 2011 et 2012, notamment sur le Web et à la télé, autour de la personne de l'actuel chef de l'Etat et de son action. En clair raconter des histoires aux Français, car le storytelling, qui peut être une façon de mettre en scène de l'authenticité compte tenu des impératifs de la communication politique moderne, est souvent employée comme usine à bobards. Seul souci, ces bobards ne trompent plus personne lorsque qu'ils vantent des mérites ou des personnes au mépris de toute réalité. Le storytelling ça marche quand ce que l'on raconte est authentique, sinon, grande est la désillusion.

On notera aussi le coût du contrat : 120 millions d'euros par an ! Oui, 120 millions d'euros qui s'en vont dans les poches d'une boîte de com' privée pour que celle-ci métamorphose de fait un organisme de service public en annexe de la pré-campagne présidentielle du président sortant. On s'en voudrait de faire de l'horrible innommable insupportable populisme « sur les blogs, sur les twitts qui font le jeu du Front National » comme dirait Baroin, mais tout de même ! Faire payer au contribuable français, en toute légalité bien évidemment, une campagne de pub personnelle (de 120 millions d'euros annuels) étalée sur deux ans avant d'entamer la dernière ligne droite de l'élection présidentielle, il fallait oser !

Car il faut bien distinguer deux éléments dans cette affaire.

D'une part, on peut se poser bien des questions sur le recours au storytelling, et de ce point de vue, nous laisserons le dernier mot à Paul Quinio : « si l'art du storytelling appliqué à la politique peut être un outil redoutable, la meilleure com du monde finira toujours par se heurter à la réalité ».

D'autre part, on s'interrogera sur ce que cette affaire révèle, une fois de plus, de la haute idée de la morale et de la vertu républicaine que se font les élites de l'actuel régime : 120 millions d'euros payés par le contribuable afin de financer de fait, mais en toute légalité bien sûr, personne n'en doute, une pré-campagne présidentielle, c'est du jamais vu ! On lira à ce sujet l'entretien que publie Libération avec l'actuel patron du SIG, Thierry Saussez, le publicitaire le plus bronzé (été comme hiver) des années 80 à nos jours, auteur des campagnes de pub les plus tartes de toute l'histoire de la communication politique française, et qui déclare sans se rendre compte de l'énormité de ce qu'il profère : « La maîtrise de l'information fait partie de l'exercice du pouvoir ». Relisez bien cette petite phrase. Méditez-là. Tout est dit.

---

## UMP vs journalistes: lundi on briefe, mardi on détruit, mercredi on démolit, jeudi aussi....? (18.07)

### Lepost.fr - 16.07

"C'est un métier difficile d'être journaliste. Ce n'est pas facile, je le sais bien". Lundi sur France 2, Nicolas Sarkozy s'est ému des conditions de travail des journalistes, comme c'est mignon... Depuis le début du mois, ses camarades de l'UMP, eux, ne les loupent pas, les journalistes.. Loin de là. Jour par jour, voilà ce que ça donne. (Heureusement, le week-end, c'est sacré).

2 juillet: Sur Twitter, Benjamin Lancar, président des Jeunes Pop estime: "Le site Mediapart est le leader d'une meute honteuse contre la République, et fait le jeu du populisme."

6 juillet: Xavier Bertrand accuse Mediapart de recourir à des "méthodes fascistes": "Quand certains médias, notamment un site, utilise des méthodes fascistes à partir notamment je le dis, d'écoutes qui sont totalement illégales, avec des rumeurs colportées". Invitée sur dans le 19/20 sur France 3, Nadine Morano qualifie Mediapart de site "de ragots, de déclarations anonymes".

7 juillet: Christian Estrosi compare Mediapart à "une certaine presse des années 30". Sur Twitter, Benjamin Lancar n'y va pas de main morte: "Du temps de Staline, il y avait les montages photo, en 2010, en France, il y a Mediapart, mené par... un trotskiste. CQFD." Et, re-belote, Nadine Morano, s'est inspirée de Xavier Bertrand et lance: "Aujourd'hui, ce sont des méthodes des années 30" et "des sites Internet qui utilisent des méthodes fascistes". Pour Jean Léonetti, vice-président du groupe UMP à l'Assemblée: "Ce ne sont pas des journalistes".

8 juillet: Frédéric Lefebvre se prend pour Zola, et signe une tribune "J'accuse" dans France Soir. Le porte-parole de l'UMP qualifie Mediapart de "site aux méthodes inqualifiables" et parle de médias "aux relents d'extrême droite et de trotskisme mêlés".

9 juillet: François Fillon dénonce une "chasse à l'homme" et parle de "calomnie" et "manipulation".

12 juillet: Lors de son intervention sur France 2, Nicolas Sarkozy dit "aimer les journalistes passionnés", "comprendre parfaitement que c'est un métier difficile"... mais n'oublie pas de s'en prendre à Mediapart: "je ne suis pas naïf, je vois bien que derrière tout ça il y a des officines, il y a des gens".

13 juillet: Un député UMP Yannick Paternotte propose au ministre du Budget François Baroin de "s'attaquer à la niche" fiscale dont bénéficient les journalistes. "Comme on ne compte pas beaucoup d'amis parmi les journalistes, qu'est-ce qu'on attend pour s'attaquer à leur niche?", a lancé le député.

15 juillet: Nadine Morano s'en prend aux salaires des journalistes: "Quand je vois que certains journalistes gagnent trois fois plus que nous, pour nous critiquer. [...] Il y en a qui ont des sacrées rémunérations, pour lire des prompts". Sur RTL, Nathalie Kosciusko-Morizet a estimé: "Les médias essaient de chercher n'importe quoi pour créer du rebond". (Merci à Kristin66)

Et vous, vous faites quoi lundi prochain?

---

## **A Nice, des heurts éclatent entre pompiers et policiers. (18.07)**

### **Lefigaro.fr et AFP - 16.07**

Deux pompiers et trois policiers ont été blessés lors de heurts qui ont opposé, vendredi à Nice, les forces de l'ordre à quelque 200 pompiers qui protestaient contre la réforme des retraites. Cinq d'entre eux ont été interpellés, dont le président de la Fédération autonome des sapeurs-pompiers, André Goretti. Ils devaient, selon la préfecture, être placés en garde à vue. L'un des pompiers blessés a été hospitalisé.

Les incidents ont eu lieu à côté de la place Masséna, la grande place centrale de Nice. Selon des pompiers qui se trouvaient sur la place après les incidents, les policiers ont chargé violemment les manifestants, sans avoir été provoqués. «On courait sur l'esplanade pour les rendre un peu 'chèvre' quand ils ont chargé à coups de matraques», a relaté l'un des pompiers protestataires, l'adjutant-chef Gilles Morin.

Des pompiers, dont les dires sont corroborés par des témoins, ont affirmé avoir vu des policiers frapper un pompier à terre. «Ils étaient sept autour de lui. Ils lui ont mis un coup de pied dans la tête quand il était à terre», a assuré l'un d'eux. Un autre témoin, qui a requis l'anonymat, a au contraire affirmé avoir vu des pompiers frapper un policier.

La préfecture dénonce une «action intolérable»

Selon la version de la préfecture, les pompiers ont essayé de franchir, à coups de pieds et de poings, un cordon de police : «Ce sont eux qui ont chargé les policiers et ceux-ci se sont défendus». «C'est une action intolérable d'une petite frange irresponsable des pompiers de Nice. Cette violence est complètement indigne de gens qui portent un uniforme», a déploré le directeur de cabinet du préfet, Christophe Marx. Et la préfecture de préciser que la manifestation n'avait pas été déclarée et était, de ce fait, illégale.

Les pompiers de Nice sont symboliquement en grève depuis la mi-juin pour protester contre la réforme des retraites qui ne prend pas en compte, selon eux, la pénibilité de leur travail.

---

## **Raffinerie de Dunkerque: l'activité reprendra lundi. (18.07)**

### **20minutes.fr - 16.07**

Malgré sa contre-attaque du 9 juillet, Total va finalement se plier aux exigences de la justice. L'activité reprendra donc lundi à la raffinerie des Flandres de Dunkerque, avec la mise en place des premières opérations de dégazage, a indiqué ce vendredi la direction à l'AFP.

Selon le syndicat Sud, «Total se plie ainsi à la décision de justice de la cour d'appel de Douai qui ordonnait le redémarrage de la raffinerie». Le tribunal avait ordonné le 30 juin le redémarrage de la raffinerie des Flandres dans un délai de 15 jours sous astreinte de 100.000 euros par jour de retard, pour défaut d'information des représentants du personnel.

Redémarrage d'activité ou reconversion du site

«Le dégazage des installations devrait débuter à partir de lundi. Il s'agit d'un préalable indispensable, quel que soit le scénario pour l'avenir de la raffinerie, c'est à dire soit le redémarrage de l'activité, soit la mise en oeuvre du plan de reconversion du site», a déclaré un porte-parole de Total.

Pour les salariés, il s'agit d'une «victoire» et de la «première étape du redémarrage du site», a estimé Philippe Wullens, délégué Sud à la raffinerie des Flandres. L'activité de la raffinerie des Flandres avait été arrêtée en septembre par la direction qui avait invoqué des surcapacités de production en France. Les salariés s'étaient mis en grève le 12 janvier pour protester contre l'absence d'information sur leur avenir.

---

### **Wauquiez reconnaît avoir sollicité un financement à la City. (18.07)**

**Lepoint.fr - 16.07**

Le secrétaire d'État à l'Emploi Laurent Wauquiez a reconnu s'être rendu fin juin à la City de Londres, où il a évoqué le financement de son micro-parti politique avec des banquiers, comme le révélait Le Point dans son édition du 8 juillet.

Dans Libération de vendredi, Laurent Wauquiez admet ainsi s'être rendu le 28 juin à Londres pour une réunion sur le thème de l'emploi, mais également pour un dîner avec des banquiers et des gérants de fonds spéculatifs. Mais Laurent Wauquiez ne voit "aucune interférence" entre ses fonctions au gouvernement et le financement de son petit parti politique, Nouvel Oxygène. "Les gérants de fonds n'ont rien à voir avec ce dont je m'occupe dans mon ministère. Ni la formation professionnelle, ni Pôle emploi", dit-il. Il précise avoir payé sa nuit d'hôtel, ainsi que le billet retour, mais pas l'aller, car "la première partie de la visite était officielle." Selon Libération, un premier rendez-vous avec les mêmes banquiers et financiers avait déjà eu lieu et un troisième dîner était programmé dans les mois à venir.

Commentaire d'un internaute.

Le secrétaire d'État à l'Emploi Laurent Wauquiez raconte des histoires à dormir debout. Il se fait faire une mission sur mesure aux frais de la princesse, en argumentant qu'il va participer à Londres à une réunion sur le thème de l'emploi, alors qu'en réalité il se déplace pour le financement par des banquiers de son micro-parti politique. C'est ce que l'on appelle l'art et la manière de la politique de parcimonie appliquée par l'Elysée.

Par nature un banquier investit et ne donne jamais rien sans rien, alors ! Monsieur Laurent Wauquiez soyez honnête et dites-nous ce que vous avez hypothéqué. Patrice de Maistre a été décoré par Eric. W pour avoir renfloué les caisses de l'UMP par le biais de la fortune de Bettencourt et le Franco-russe Gaydamak a été promu dans l'ordre national du mérite non pas pour avoir libéré les deux prisonniers de guerre, mais pour les 230 000 euros qu'il a versés sur le compte d'une association dont Pasqua était vice-président et... Ne me dites pas que vous allez jouer ce même jeu «made in» UMP.

---

### **Les rats quittent le navire avant... (18.07)**

**Lepost.fr - 16.07**

Raymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy, est sur le départ, selon L'Express. Il cherche à se reconvertir dans le privé.

Raymond Soubie envisage de reprendre sa vie d'entrepreneur. Il est déjà actionnaire majoritaire de l'Agence éducation formation (AEF), grâce à une holding familiale dotée d'un capital de 12 millions d'euros.

L'Express précise que le futur ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy n'a jamais souhaité participer à la campagne présidentielle de 2012.

"Je ne pense pas finir le quinquennat, cinq ans, c'est long", disait déjà Raymond Soubie à Challenges.fr, à la fin de l'année 2008. (Lepost.fr 16.07)

---

### **Une "muraille" s'effondre... (18.07)**

**Reuters - 16.07**

Patrice de Maistre, gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt a déclaré qu'Eric Woerth était intervenu auprès de lui juste avant l'embauche de sa femme en 2007, selon le procès-verbal de sa déposition de police dont Le Monde publie des extraits.

L'embauche de Florence Woerth fin 2007 dans la société Clymène, qui gérait la fortune de l'héritière de L'Oréal est l'un des points-clés de l'enquête judiciaire.

S'il s'avérait que le ministre a fait commerce de son influence, ce serait un délit. Le témoignage contredit par ailleurs Eric Woerth, resté très évasif sur ses relations avec Patrice de Maistre. Il avait assuré avoir dressé une "muraille de Chine" entre sa propre carrière et celle de son épouse.

Dans sa déposition, Patrice de Maistre a déclaré : "je l'ai (M. Woerth) vu deux ou trois fois début 2007, parce qu'il m'a demandé de recevoir sa femme et ce pour essayer de la conseiller sur sa carrière alors, me disait-il, qu'elle n'était pas entièrement satisfaite".

Tout en restant trésorier de l'UMP, Eric Woerth est devenu en mai 2007 ministre du Budget, son épouse a été embauchée chez Clymène fin 2007 pour 200.000 euros annuels.

Patrice de Maistre a ensuite reçu la Légion d'honneur des mains d'Eric Woerth en janvier 2008. La fortune Bettencourt ne semble avoir fait l'objet d'aucune vérification fiscale de très longue date.

La police a saisi chez Patrice de Maistre une note datée du 31 août 2007 avec cette mention "rémunération environ 200 000 euros (...) Je suis obligé d'en parler à LB vu le mari 120 000 euros", rapporte Le Monde.

Dans des enregistrements clandestins réalisés par un employé, Patrice de Maistre évoque avec Liliane Bettencourt l'embauche de Florence Woerth, et dit : "quand je l'ai fait, son mari était ministre. Il m'a demandé de le faire. Je l'ai fait pour lui faire plaisir.". (Reuters 16.07)

---

## **Besson dans les petits papiers de Ben Ali qui emprisonnent des journalistes. (18.07)**

**20minutes.fr - 16.07**

Le mariage du ministre de l'Immigration, Eric Besson, 52 ans, avec sa compagne tunisienne de 23 ans, Yasmine Tordjman, serait prévu pour le mois de septembre à Paris, selon Le Parisien de ce vendredi.

Toujours selon le quotidien, avant de prochaines vacances à Tanger, au Maroc, le couple se serait rendu en Tunisie il y a quelques jours «à l'occasion du mariage de la petite fille du président Ben Ali».

Eric Besson n'a pas manqué de réagir dans un communiqué ce vendredi se déclarant «profondément choqué par la divulgation d'informations relatives à sa vie privée et partiellement inexactes». (20minutes.fr 16.07)

Sarkozy ne s'était pas trompé en le faisant entrer au gouvernement, ils se ressemblent tellement !

---

## **Retraites - Le Médiateur veut corriger des "situations injustes". (20.07)**

**Lepoint.fr - 19.07**

Le Médiateur de la République Jean-Paul Delevoye a transmis au rapporteur du projet de loi sur les retraites plusieurs propositions pour corriger des "situations injustes". Ses propositions interviennent alors que les députés examineront de mardi à jeudi, en commission des Affaires sociales, la réforme des retraites présentée par le gouvernement. Par son intervention, le Médiateur veut notamment revenir sur l'établissement du salaire moyen annuel et pointer du doigt les cas des pensions de réversion des fonctionnaires, des parents d'enfants nés ou adoptés avant 2004 et des cotisations des fonctionnaires à temps partiel. Les propositions formulées par Jean-Paul Delevoye se veulent "toutes guidées par le souci de répondre à des situations injustes et inéquitables, à la rigidité excessive de certains principes", précise-t-il. Selon lui, ces principes "aboutissent à l'amputation de droits légitimement escomptés ou à des disparités de traitement en fonction du régime d'affiliation des assurés".

En premier lieu, le Médiateur propose notamment de revoir les modalités d'établissement du salaire annuel moyen, sur lequel se fonde le calcul de la pension de retraite. Selon lui, le mode de calcul actuel "a pour inconvénient d'exclure quasi systématiquement du salaire de référence la dernière année d'activité, qui est rarement une année civile achevée", et de prendre en compte des années marquées par des interruptions d'activité liée au chômage ou à la maternité. Le Médiateur propose, pour sa part, l'idée de "substituer à la référence annuelle un salaire moyen établi sur la base des cent meilleurs trimestres validés". Il recommande également de "revoir le régime des pensions de réversion pour en étendre le bénéfice aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité conclu depuis au moins deux ans".

Par ailleurs, le Médiateur préconise de "faciliter l'accès au dispositif de départ anticipé pour carrière longue pour les fonctionnaires à temps partiel, en leur permettant de surcotiser sur la base d'un temps plein au-delà de la limite des quatre trimestres actuellement posés". Il propose également d'assouplir les conditions d'attribution de la bonification d'un an accordée aux fonctionnaires parents d'enfants nés ou adoptés avant le 1er janvier 2004. Pour respecter une jurisprudence européenne, la réforme de 2003 avait, en effet, étendu la bonification à tous les fonctionnaires, hommes ou femmes, à condition qu'ils aient interrompu leur activité pendant au moins deux mois consécutifs. Or, les pères "remplissent rarement cette condition", de même que certaines mères adoptantes, le congé d'adoption n'existant que depuis 1978, note le Médiateur.

---

## **Taxer les plus de 50 ans pour financer la dépendance des seniors. (20.07)**

**Lemonde.fr - 19.07**

Lors de son entretien télévisé du 12 juillet, Nicolas Sarkozy a confirmé son intention, sitôt achevée la réforme des retraites, d'engager le dernier grand chantier de la législature : la prise en charge de la dépendance.

Le rapport de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, présenté par Valérie Rosso-Debord (UMP, Meurthe-et-Moselle), qui va être transmis dans les tout prochains jours au premier ministre préfigure le futur projet de loi. Il entérine, de fait, le renoncement à la création d'une branche "cinquième risque" de la Sécurité sociale qui était un des engagements majeurs du candidat Sarkozy à l'élection présidentielle.

Le rapport insiste sur "le fait que le financement public est désormais incapable de procurer les futurs milliards de dépenses que coûtera dans un avenir proche la dépendance des personnes âgées". La dépense publique actuelle au titre de la dépendance des personnes âgées représente près de 22 milliards d'euros par an, dont 13,4 milliards pris en charge par la Sécurité sociale, 4,9 milliards par les départements, 2,9 milliards par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). S'y ajoutent les exonérations fiscales et sociales, pour 2,1 milliards d'euros.

Assurance obligatoire. La proposition phare du rapport consiste à rendre obligatoire, dès 50 ans, la souscription d'une assurance contre la perte d'autonomie auprès d'un établissement labellisé (mutuelle, société de prévoyance ou société d'assurance). Le dispositif serait mutualisé : les différentes institutions participant à ce système d'assurance constitueraient un fonds de garantie alimenté par un pourcentage prélevé sur chaque cotisation. Ce système d'assurance dépendance a vocation à se substituer progressivement au régime actuel de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), créée en 2001.

Le nombre de Français ayant souscrit une assurance dépendance augmente chaque année. Il représente près de 5 millions de personnes. Selon les sociétés d'assurances, 15 % d'une génération atteignant l'âge de 65 ans deviendront dépendants et 60 % d'une génération atteignant 90 ans. Sur cette base, elles proposent des contrats offrant une rente mensuelle moyenne de 1 000 euros par mois avec des cotisations mensuelles à 30 euros pour une personne souscrivant une assurance à partir de 60 ans et à 21 euros à partir de 40 ans.

Récupération sur succession. Le rapport propose d'instituer un droit d'option pour les bénéficiaires de l'APA possédant un patrimoine de plus de 100 000 euros. Ils auraient le choix entre une allocation réduite de moitié mais n'autorisant pas un futur recours sur succession ou une allocation à taux plein pouvant être récupérée sur la succession future jusqu'à hauteur de 20 000 euros.

Hausse de la CSG sur les pensions. Pour compléter le financement, le rapport suggère de revoir le taux de la contribution sociale généralisée (CSG) applicable aux pensions de retraite. Selon le montant de la pension, celle-ci peut être totalement exonérée de CSG ou soumise à un taux de 3,8 % ou de 6,6 %, contre 7,5 % pour les revenus d'activité. Le rapport se prononce pour "une meilleure progressivité jusqu'à un taux de 7,5 % pour les montants les plus élevés".

Etendre le champ des contributeurs à la CSA. Le rapport propose de faire participer à la contribution solidarité autonomie (CSA) – la "journée de solidarité" – les catégories (artisans, professions libérales et indépendantes, agriculteurs, retraités) qui en sont exemptées.

Commentaire.

La prochaine loi sclérate annoncée de Sarkozy après celle sur les retraites.

---

## **Les salariés de General Motors Strasbourg approuvent le plan de reprise. (20.07)**

**20minutes.fr - 19.07**

Vers une sortie de crise. Les salariés de General Motors Strasbourg ont largement approuvé lors d'un referendum le plan de reprise de la nouvelle entité GM, qui conditionne le rachat de l'usine à un gel des salaires sur deux ans et une renonciation à des RTT. Sur les 929 votants (sur 957 salariés présents sur le site, soit un taux de participation de 97%), 645 se sont prononcés pour le plan (70,65%), tandis que 268 ont voté contre (29,35%), a indiqué à l'AFP Jean-Marc Ruhland, délégué CFDT (majoritaire), syndicat co-organisateur du vote aux côtés de FO et de la CFTC. Hostile au plan de reprise, la CGT avait appelé à voter «non».

La direction satisfaite

Dans un communiqué, la direction de GM Strasbourg s'est aussitôt félicitée de cette «forte approbation», estimant que «ce résultat montre que les salariés ont bien compris que l'avenir du site et de ses 1.150 emplois est la priorité». Entamé lundi à 09H30, le vote, qui s'est déroulé à bulletin secret sous le contrôle d'un huissier, s'est achevé vers 23H00.

L'usine de Strasbourg fabrique des boîtes de vitesse pour des constructeurs automobiles, dont BMW. En recherche d'un repreneur depuis la faillite de l'ancien groupe américain, le site alsacien est détenu par MLC, une société chargée de céder les actifs de l'ancien General Motors.

Né l'an dernier, le nouveau GM, General Motors Company (GMC), est détenu à 60% par l'Etat fédéral américain.

GMC propose de reprendre le site si les salariés acceptent de réduire de 10% le coût de la main d'oeuvre, sans réduction d'effectifs mais avec un gel des salaires sur deux ans et en renonçant à plus d'un tiers des 17 jours de RTT.

Commentaire.

Ce ne sont pas les ouvriers qui ont voté pour ce "plan de reprise" qui sont à blâmer, leur attitude n'est que la traduction de leur niveau de conscience politique et de leur préoccupation prioritaire qui est de travailler pour vivre tout simplement.

Par contre, ce n'est pas à des syndicats d'organiser ce genre de "consultation" qui battait en brèche le droit ouvrier à refuser toute baisse de salaire en acceptant de se rendre complice du chantage de la direction de GM, il fallait appeler au boycott même au risque d'être incompris par la majorité des ouvriers.

Dirigeants des syndicats et des partis ouvriers bradent le mouvement ouvrier et les droits légitimes du prolétariat au plus offrant et ils refusent de s'aligner sur les éléments les plus déterminés et les plus conscients de la classe ouvrière notamment parce qu'ils sont minoritaires, ils ne pensent qu'à défendre leur boutique ou les intérêts de leurs appareils qui se confondent ici avec les intérêts du capital.

A force de plier, plier, plier sous le joug du capital, on finit par en être l'esclave servile.

Vous aurez noté que c'est l'impérialisme américain qui contrôle GM, qui est derrière cette mesure imposée aux ouvriers de cette entreprise.

Mailly, allez-vous virer ce délégué syndical ?

---

## **L'AP-HP veut réduire ses dépenses de 276 millions d'euros d'ici 2014. (21.07)**

**Lepoint.fr - 20.07**

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) prévoit de réduire ses dépenses de plus de 276 millions d'euros au cours de la période allant de 2010 à 2014 afin de redresser sa situation financière, selon un document interne dont l'AFP a eu copie.

Cet "effort d'efficience" sera particulièrement fort entre 2010 et 2012, avec environ 56 millions d'euros d'économies pour 2010 et 73 millions en 2011 et en 2012, puis 37 millions en 2013 et en 2014, selon ce document dont l'existence a été dévoilé lundi par le journal Les Echos.

Le plan de réorganisation de l'AP-HP pour les cinq prochaines années, dont la préparation suscite de vifs remous, doit être adopté en septembre.

Le plan stratégique précédent "a été marqué sur le plan financier par une forte augmentation de la dette (+87%) et par une dégradation du résultat principal en 2009 (-93,5 millions d'euros)", souligne le document.

La direction de l'AP-HP souhaite revenir à l'équilibre financier en 2012 tout en rationalisant et améliorant l'offre de soins. Elle prévoit notamment de réunir en 12 groupes hospitaliers les 37 hôpitaux de l'AP-HP.



Le projet de plan stratégique 2010-2014, sur lesquels les membres du conseil de surveillance de l'AP-HP se penchent actuellement, évoque la "reconstruction conjointe sur un site à définir" des hôpitaux Bichat et Beaujon et le "nécessaire transfert des activités d'hospitalisation complète de l'Hôtel Dieu dans un délai rapide" vers l'hôpital Cochin.

Selon ce projet, chaque groupe hospitalier devra offrir un "socle" d'activités indispensables (urgences, réanimation, soins intensifs, consultations externes, chirurgie générale et traumatologique) ainsi que des missions de service publique (prise en charge des personnes précaires ou handicapées), et possèdera par ailleurs des spécialisations propres.

Pour le professeur Bernard Granger, du Mouvement de Défense de l'Hôpital Public, un des leaders de la contestation de la réorganisation de l'AP-HP, ce plan est "à la fois un catalogue de bonnes intentions et un plan qui prévoit des économies".

Il souligne que le chiffre de 4.000 suppressions de postes d'ici 2012 a de nouveau été évoqué lors de la réunion du conseil de surveillance, le 13 juillet dernier.

"Ce qui a le plus marqué les esprits, c'est l'attitude de Claude Evin (directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, ndlr), qui a émis beaucoup de réserves sur le plan et qui voulait obtenir des chiffres sur son efficience", ajoute-t-il.

---

## **La révolte gronde dans les cabinets ministériels. (21.07)**

### **Reuters - 20.07**

La révolte gronde dans les cabinets ministériels, contraints par le président Nicolas Sarkozy de réduire leurs effectifs au forceps d'ici septembre, au nom de l'exemplarité de l'Etat à l'heure de l'austérité.

Les ministres et secrétaires d'Etat doivent envoyer au plus tard le 31 juillet au Premier ministre François Fillon un plan de réduction de leurs effectifs pour arriver à 20 collaborateurs maximum pour les premiers et quatre pour les seconds.

Cela représente 120 à 150 postes supprimés sur environ 600 conseillers officiellement répertoriés.

La mise en oeuvre de cette consigne alourdit encore un climat déjà rendu pesant par la perspective d'un remaniement ministériel annoncé par le chef de l'Etat pour octobre et par les polémiques sur les écarts supposés ou avérés de ministres.

Un membre de cabinet parmi les plus touchés n'hésite pas à qualifier cette purge de "connerie monumentale".

"Ça va être le bordel", prédit un deuxième, également sous le sceau de l'anonymat. "Les ministres vont être tétanisés et les cabinets vont tourner au ralenti jusqu'au remaniement."

D'autres manifestent la même révolte en termes plus choisis et évoquent un véritable "plan social".

"Ça se passe mal. C'est déplorable dans la manière et sur le fond", confie l'un d'eux, selon qui l'ambiance au gouvernement est à l'attente - "C'est plutôt vivement le dernier conseil des ministres qu'on puisse prendre l'air", dit-il.

"C'est un peu Koh-Lanta", affirme un autre, en se référant à une émission de télé-réalité dont les participants votent pour éliminer leurs partenaires les plus faibles.

Un troisième parle de "cauchemar" et juge "impossible de travailler" dans un secrétariat d'Etat avec une équipe réduite à quatre, dont un directeur et un chef de cabinet.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Pierre Lellouche, a fait savoir que ses 10 collaborateurs lui étaient indispensables mais devra se résoudre à en perdre la moitié.

Des ministères se vantent d'être déjà pratiquement dans les clous, comme la Défense, l'Agriculture, la Justice, l'Intérieur, les Affaires étrangères ou l'Industrie. Pour d'autres, comme la Santé, l'Economie ou l'Ecologie, la tâche s'annonce plus dure.

"Ce n'est pas mes huit collaborateurs en moins qui résorberont la dette nationale", a protesté le 28 juin sur RMC la ministre de l'Economie, Christine Lagarde. "Je ne suis pas sûre que ce soit sur des collaborateurs officiels qui bossent comme des brutes qu'on fasse la meilleure économie."

L'entourage de son collègue de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, qui déclare 36 collaborateurs (donc 16 de trop), fait valoir que ce portefeuille fusionne en fait six départements ministériels.

"Je ne sais pas si on va pouvoir descendre à 20. Je ne suis pas sûr que ça ait du sens", souligne un de ces conseillers.

La secrétaire d'Etat à la Ville, Fadela Amara, qui avoue 10 collaborateurs, est en discussion avec son ministre de tutelle, Eric Woerth (Travail et Affaires sociales), pour voir s'il leur est possible de mutualiser certains conseillers.

Beaucoup doutent de l'efficacité de la purge.

"C'est uniquement de l'affichage parce qu'on peut planquer des gens dans les administrations", dit l'un. "Tout le monde se dit que ça ne sert à rien" et il fallait attendre le remaniement pour remettre les compteurs à zéro, renchérit un autre.

Un argument récusé par l'Elysée, où l'on juge préférable de se préparer dès maintenant au remaniement, qui devrait se solder par la nomination d'un gouvernement resserré.

"Les cabinets doivent plus travailler ensemble et s'appuyer plus sur l'administration", souligne un proche du président.

Ce sera la fin de 200 ans de culture administrative française, avertit pour sa part un collaborateur de ministre.

"Si le cabinet ne peut plus faire le boulot de conseil juridique et politique du ministre, le job devra être fait par les directeurs d'administration", explique-t-il. "Cela signifie que les directeurs d'administration doivent être désignés par le ministre sur des critères politiques, comme aux Etats-Unis."

A moins de "basculer dans la technocratie", avec un pouvoir passant à l'administration, ajoute-t-il.

Sans aller jusque-là, une de ses homologues déplore un "manque de reconnaissance invraisemblable" pour ces conseillers qui accumulent sans compter les heures de travail pour des salaires très inférieurs à ceux qu'ils auraient dans le privé.

C'est aussi "prendre le risque de faire plus d'erreurs", estime-t-elle. "On ne peut pas se réjouir d'un système qui s'appauvrit. Présenter les membres des cabinets comme des rats qui auraient profité du système est un scandale. Quand on aura bien craché sur nos élites, je ne sais pas ce qui restera."

Beaucoup sont fonctionnaires et regagneront leur corps d'origine - ce qui réduit d'autant les économies réalisées. Mais les contractuels venus du secteur privé qui n'auront pas été "recasés" risquent de se retrouver brutalement au chômage.

"Si on ne traite pas la question de façon sereine et saine, plus personne ne voudra venir travailler dans les cabinets", fait valoir l'un de ces conseillers.

---

## **Des préfets de choc à la tête des départements sensibles. (22.07)**

### **Reuters - 20.07**

Engagé dans une «véritable guerre» à la délinquance, Nicolas Sarkozy muscle sa force de frappe en nommant une nouvelle génération de préfets de choc à la tête des départements les plus symboliques. Des hommes «solides, efficaces, proches du terrain» non plus issus de l'École nationale de l'administration comme cela fut longtemps la tradition, mais des plus hauts rangs de la police. Celui qui fut à deux reprises ministre de l'Intérieur n'a jamais oublié que la lutte contre les trafiquants ou les émeutiers demeure avant tout une affaire de professionnels de la sécurité. Ce changement de casting, que le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a aussi appelé de ses vœux, constitue une minirévolution.

Moins d'une semaine après les graves exactions commises à Grenoble, le chef de l'État a décidé mardi de bombarder Éric Le Douaron comme nouveau préfet de l'Isère, en remplacement d'Albert Dupuy qui était en poste depuis décembre 2008. Ancien cadre de la police où il a passé plus de trente années de carrière, Éric Le Douaron est, à 59 ans, l'archétype de l'homme à poigne. Après avoir grimpé tous les échelons de la Préfecture de police de Paris jusqu'à prendre le commandement stratégique de l'ex-Police urbaine de proximité, ce technicien reconnu s'était illustré en réduisant les poches de délinquance dans la capitale avec une méthode pragmatique, quartier par quartier, rue par rue. Et en mettant fin par son action déterminante aux deux nuits d'échauffourées qui avaient embrasé Villiers-le-Bel en 2007.

Tour à tour patron de la police aux frontières, puis de la Direction centrale de la sécurité publique, où il a peaufiné sa fine connaissance des

violences urbaines, Éric Le Douaron, actuel préfet de département de la Meuse, ne manquera pas d'appliquer ses «recettes» aux quartiers sensibles de l'Isère. Et à ceux de Grenoble, ville considérée comme l'un des berceaux du grand banditisme français.

## Pacification de territoires

Cette nomination s'inscrit dans le droit fil de celle, tout aussi symbolique, du préfet Christian Lambert en Seine-Saint-Denis. L'arrivée depuis le 20 avril dernier de cet ancien «grand flic» dans ce chaudron explosif participe à une même stratégie de pacification de territoires, où l'autorité de l'État doit être restaurée. Sans attendre, l'ex-patron du Raid et «tombeur» d'Yvan Colonna a mis les mains dans le cambouis, ciblant les caïds de la drogue et menant des opérations coups de poing dans les halls d'immeubles sur tout le département. À un rythme de seize par jour pour déstabiliser les gangs qui empoisonnent la vie des cités. Cet inédit commando de superpréfets était déjà étoffé par l'affectation de Jean-Louis Fiamenghi, lui aussi figure tutélaire du Raid et ex-chef du service de protection des hautes personnalités (SPHP), au poste très sensible de directeur de cabinet de l'actuel préfet de police de Paris, Michel Gaudin.

Pour compléter ce redoutable casting, Nicolas Sarkozy a décidé de se doter d'un conseiller pour les affaires de sécurité, en la personne du préfet Joël Bouchité. Spécialiste du renseignement, il ne fut autre que l'ultime directeur central des RG avant que ces derniers ne fusionnent avec la DST.

Aiguillonnés par l'arrivée de Brice Hortefeux Place Beauvau, les préfets de département ont désormais tous pour «priorité absolue » de s'impliquer dans les questions de sécurité. Ce qui n'était pas forcément dans leur culture devient un impératif.

---

## Nicolas Sarkozy, huit ans de "déclarations de guerre". (22.07)

### Lemonde.fr - 21.07

Lorsque Nicolas Sarkozy s'empare à nouveau du thème de l'insécurité, il le fait d'abord dans le vocabulaire. Suite aux émeutes du quartier de La Villeneuve, à Grenoble, le chef de l'Etat s'est montré martial en conseil des ministres, mercredi 21 juillet. Il a annoncé son intention de mener "une véritable guerre" contre "les trafiquants". Une rhétorique percutante, destinée à marquer l'opinion. Mais gare à la répétition. Cette "guerre" est en effet loin d'être la première. Depuis 2002, Nicolas Sarkozy a déjà ouvert de nombreuses hostilités.

Dès son arrivée au ministère de l'intérieur, le futur chef de l'Etat se présente en guerrier. Le 27 juin 2002, il réunit 2 000 cadres de police pour les mobiliser : "Nous devons et nous allons renverser la tendance. Nous devons et nous allons faire reculer la délinquance", promet-il, expliquant aux forces de l'ordre : "Nous allons gagner la guerre contre l'insécurité."

### GUERRE À OUTRANCE

Le 24 octobre 2002, le ministre de l'intérieur récidive. En visite dans un quartier de Strasbourg où des véhicules ont été incendiés, il annonce des actions coups de poing, avec la nomination de policiers supplémentaires "pour aller chercher les délinquants là où ils se trouvent". Car "il faut qu'on leur mène la guerre".

Le 14 février 2003, auditionné devant la commission sénatoriale de lutte contre les drogues illicites, Nicolas Sarkozy répète : "Il est évident que pour l'usage des drogues parmi nos concitoyens, la guerre aux trafiquants doit se poursuivre". Les délinquants ne sont pas les seuls ennemis. Le 1er juillet 2003, la "guerre est déclarée" contre les chauffards routiers, comme le titre Le Parisien.

### SUR TOUS LES FRONTS

Elu président, Nicolas Sarkozy peut élargir le champ de bataille. Il la déclare en premier lieu aux mêmes ennemis qu'en 2002 : les délinquants. Le 8 février 2008, il promet ainsi : "Dès demain, c'est une guerre sans merci qui sera engagée à l'endroit des trafics et des trafiquants et j'en assumerai pleinement la responsabilité, les conditions de mise en œuvre, le suivi des résultats".

L'année suivante, la bataille se poursuit. En déplacement à Gagny, en Seine-Saint-Denis, Nicolas Sarkozy "déclare la guerre aux bandes violentes", titre le quotidien Metro le 18 mars 2009. Le chef de l'Etat promet que "ce ne sont pas les bandes qui vont triompher de la République".

En septembre, la guerre se poursuit, mais se déplace sur un autre terrain, celui de l'éducation. Nicolas Sarkozy déclare cette fois, le 29 septembre 2009, son intention de livrer une "guerre sans merci contre le décrochage scolaire".

Mais la mère de toutes les guerres, celle contre la délinquance, ne connaît pas de trêve. Lors d'un discours en hommage à Aurélie Fouquet, policière tuée en service à Villiers-le-Bel, le 26 mai 2010, le chef de l'Etat répète : "La France s'est engagée dans une guerre sans merci contre la criminalité." Une guerre qui dure depuis huit ans, et ne semble pas terminée.

---

## **Retraites. (22.07)**

### **Reuters - 21.07**

Le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans à l'horizon 2018 a été entériné mercredi par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale.

Les députés ont validé l'article 5, clef de voûte de la réforme, qui relève l'âge légal de départ à la retraite à raison de quatre mois par génération à l'horizon de 2018, et qui cristallise les critiques des syndicats et de la gauche.

L'article 6 a également été validé, qui acte le passage de 65 à 67 ans l'âge d'une retraite à taux plein quel que soit le nombre de trimestres de cotisation et sans pénalisation.

La commission des Affaires sociales a rejeté un amendement adopté la veille, contre l'avis du gouvernement, par la commission des Finances, qui avait été saisie pour avis.

Cet amendement proposait de maintenir à 65 ans l'âge pour une retraite pleine pour les mères ayant au moins deux enfants.

Eric Woerth a fait valoir que certains amendements défendus par l'opposition avaient été retenus, comme l'ouverture du comité de pilotage des retraites aux syndicats, proposée par la députée du Parti du gauche Martine Billard. "On a estimé que ces amendements amélioreraient le texte", a poursuivi le ministre qui a dit vouloir "aller jusqu'au bout des débats" en commission. (Reuters 21.07)

Que les dirigeants syndicaux participent déjà au COR ne suffit donc pas au PG qui se veut à la pointe de la collaboration de classes, pas étonnant ! Les derniers fossoyeurs du syndicalisme ! Pas un travailleur ne doit adhérer à cette agence du PS.

---

## **Le 1% de nantis qu'il faut déposséder de tous leurs biens... (22.07)**

### **AP - 22.07**

Près de 562.000 Français sont redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en 2010, soit 4,3% de plus que l'année précédente, pour un montant total de 3,29 milliards d'euros (+5,1%), selon le bilan établi début juillet par le ministère du Budget. On dénombrait 539.000 contribuables assujettis à l'ISF à la même période en 2009, pour des recettes de 3,13 milliards d'euros, rappellent les services de François Baroin dans un communiqué publié mercredi. Par ailleurs, les réductions d'impôts prévues par la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ont progressé de 16,7%, représentant 838 millions d'euros contre 718 millions en 2009, pour un total de 140.043 réductions pour investissement dans une PME (petite ou moyenne entreprise) ou don à un organisme d'intérêt général (102.000 réductions pour 718 millions en 2009). Plus de 1,1 milliard d'euros ont été investis dans les fonds propres des PME, selon Bercy. (AP 21.07)

---

## **Le dossier médical personnel sera opérationnel en décembre. (23.07)**

### **Lemonde.fr - 22.07**

Une première version nationale du dossier médical personnel (DMP), qui doit permettre à chaque assuré d'avoir un accès électronique à ses données de santé, sera déployée à partir du mois de décembre, a annoncé jeudi 22 juillet la ministre de la santé, Roselyne Bachelot. "Dès le mois de décembre prochain, le DMP sera lancé sur l'ensemble du territoire, et ce déploiement se poursuivra tout au long de l'année 2011", a déclaré la ministre lors d'un déplacement à Bordeaux. "Les patients vont disposer d'un accès direct à leur DMP via l'Internet", un accès "déployé progressivement en 2011", a-t-elle précisé. Ce dispositif a déjà été expérimenté dans plusieurs régions et "plus d'un million de DMP ont déjà été créés".

Lancé en 2004, le DMP avait été présenté comme la pierre angulaire de la réforme de l'assurance maladie, et devait être opérationnel dès 2007. A son arrivée au ministère en 2007, Mme Bachelot avait pris acte de l'impasse dans laquelle se trouvait ce projet, qui visait à l'origine à la fois une meilleure coordination des soins et des économies pour l'assurance maladie, et elle s'était engagée à le relancer rapidement. Mais le projet a accumulé les déboires et les retards. Le DMP a suscité les réserves aussi bien des professionnels de santé que des associations de patients, ces derniers regrettant notamment des garanties insuffisantes sur la confidentialité des données.

## "CONTRAT PERFORMANCE" ET MASTERISATION DES FORMATIONS

Selon la ministre, "les conditions techniques nécessaires au DMP sont également réunies", à travers notamment "la définition d'un identifiant national de santé". Par ailleurs, le premier "contrat performance" liant un CHU, une agence régionale de santé et l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de soins a été signé jeudi à Bordeaux lors de son déplacement. Par ce contrat, le CHU de Bordeaux s'est notamment engagé à améliorer la gestion de ses blocs opératoires et de ses lits et à réduire les délais d'attente aux urgences.

Les urgences devront ainsi prendre en charge 80 % des patients en moins de quatre heures et le délai moyen pour un rendez-vous en consultation ne devra pas dépasser un mois. "Comme nous l'avons fait pour la lutte contre les infections nosocomiales ou contre la douleur, il s'agit de créer une émulation, une démarche vertueuse", a expliqué Mme Bachelot. Selon le ministère, 50 établissements se seront engagés dans cette démarche à la fin du mois de décembre 2010.

La ministre de la santé a également reçu en fin d'après-midi une délégation d'infirmiers anesthésistes CGT, inquiets de la dévalorisation de leur spécialité. "Je leur ai redit ma volonté de voir reconnaître leur diplôme au niveau master. Le processus de masterisation est en cours, en collaboration avec le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur. J'ai repris l'engagement formel d'obtenir la validation [de la formation au niveau master] avant fin 2010", a-t-elle indiqué devant la presse.

---

## **Projet de suppression de 133 emplois chez ExxonMobil en Seine-Maritime. (25.07)**

**Lepoint.fr - 23.07**

Le groupe pétrolier ExxonMobil a présenté aux représentants du personnel un plan de suppression de 133 emplois dans la branche chimie de son site de Port-Jérôme (Seine-Maritime), a-t-on appris vendredi auprès de la direction.

Le projet a été présenté mardi au Comité central d'entreprise (CCE) de la société ExxonMobil chemical France. "Dans un marché qui se mondialise de plus en plus, la performance financière du site s'est fortement dégradée au cours des dernières années", affirme un porte-parole de la direction.

Il précise que l'objectif du projet dont l'application pourrait s'étendre jusqu'à la fin 2012 est de "restaurer la rentabilité" et "sauvegarder les activités" en tirant parti du "fort potentiel d'intégration du site" qui compte une raffinerie et une plate-forme chimique.

Cette restructuration doit s'accompagner d'un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui privilégie, selon la direction, le reclassement interne des personnes concernées tout en prévoyant des incitations au départ. Il sera proposé en particulier aux salariés un congé de fin de carrière jusqu'à cinq ans avant la date de liquidation de la retraite à taux plein et une aide au reclassement externe avec une indemnité.

Le site ExxonMobil de Port-Jérôme ouvert en 1933 dans un marais asséché d'une boucle de la Seine compte 2.400 salariés dont 1.300 employés dans la partie chimie.

---

## **Elisabeth Levy décrète la guerre civile sur RTL : tapis rouge pour les réacs dans les médias ?(25.07)**

**Lepoint.fr - 23.07**

D'ordinaire, je ne rate jamais « On refait le monde » sur RTL. Et d'une, l'émission a bénéficié d'un petit coup de vif depuis qu'Hondelatte l'a reprise en mains, et de deux, cette agora a le mérite d'être le reflet des tendances du débat national, non seulement pour les sujets qui y sont abordés, mais aussi pour la personnalité et la représentativité de ceux qui en discutent.

Je m'explique. « On Refait le monde » a été le reflet (ou le symptôme) de la conquête des ondes par les medias-réacs façon Elisabeth Levy ou Robert Ménard. Cette conquête est le double fruit de ce que ces médias-réacs (à l'instar de Zemmour) maîtrisent parfaitement la mécanique audiovisuelle (y compris et surtout sa théâtralité) et ont été servis par l'actualité de ces dernières années.

Le problème, c'est qu'il n'y a plus personne pour les combattre. Ils sont aujourd'hui en situation de monopole. Le « contradicteur » de gauche, plutôt socialiste, plutôt social-démocrate, a quasiment disparu de toutes les émissions de débat. A leur place, face aux redoutables médias-réacs, on aligne tantôt du mou de centre gauche-droit et/ou du communiste à l'ancienne façon Claude Cabannes, c'est à dire tellement daté qu'il en est inoffensif. Pourquoi ? Je le sais, mais j'en parlerai une autre fois, aujourd'hui, je n'ai pas le temps.

L'émission du 19 juillet dernier (à écouter ici) a offert l'éclatante démonstration du problème que pose l'OPA des médias-réacs sur l'agora

audiovisuel. L'animateur du vendredi, le placide Bernard Poirette, lance un débat sur les événements liés aux faits divers de ces derniers jours, notamment ceux de l'Isère. A peine en a-t-il fini avec son introduction (à 24.40 sur le lien) qu'Elisabeth Levy se lance dans un appel vibrant à la guerre civile : « Enfin, on est en guerre ! On a des zones de guerre ! On a des gens qui tirent sur les flics à l'arme lourde ; ils rentrent dans la cité, ils passent une frontière et on est là à faire des chichis (...). Est-ce que vous vous rendez compte de la situation dans laquelle nous sommes ? Là, on n'a pas affaire à de pauvres gamins discrédités, si vous voulez, qui volent des mobylettes ; on a affaire à des caïds, à des malfrats, à des clients de Cour d'assise - d'accord ? - qui tirent sur les flics sans aucune hésitation - il y en a un qui meure, excusez-moi, je n'aurai pas une larme, j'en suis navrée mais c'est comme ça (...) Non, mais là maintenant, si vous voulez, il faut y aller avec l'armée ! On est dans une situation de guerre, je suis navrée. » Et là-dessus, Joseph Macé-Scarron, représentant de Marianne (héritier du MRP) se sent obligé d'acquiescer à ce constat fantasmagique. De même que le correspondant italien Toscani, de même que le journaliste du Figaro, Renaud Girard (grand thuriféraire du président iranien en place) et qui en profite pour demander le rétablissement de la peine de mort : « Cela ne me gênerait pas du tout que l'on rétablisse la peine de mort pour les attaques contre les forces de l'ordre » (31:45). Trop mou pour Elisabeth Levy, qui monte encore plus haut dans sa tour: « Je suis assez favorable à ce qu'il soit annoncé solennellement que, si vous brandissez une arme, de quelque nature qu'elle soit, contre un flic, celui-ci ait le droit de vous tirer dessus » (33:40), une phrase que ponctue Renaud Girard en lâchant « C'est la moindre des choses. »

Bernard Poirette demeurant (c'est son rôle) dans la fonction de l'animateur neutre, Macé-Scarron ne disant mot, Toscani étant dépassé, à la fin des échanges, l'auditeur de RTL se retrouve avoir entendu sur ce sujet sensible, délicat et bouillant, les seuls fantasmes crypto-islamophobes de Levy et le délire répressif du spectre d'Alain Peyrefitte réincarné en Girard. Pas un mot sur la responsabilité de l'actuel président dans ce que ces affaires soulignent de la faillite de sa politique sécuritaire qu'il prétend mener depuis huit ans. C'est bien dommage.

Cet échange n'est que l'illustration anecdotique d'une situation générale, observable sur tous les médias audiovisuels. Ce monopole ne correspond certainement pas à la réalité de la représentativité des tendances de l'opinion française. Le problème des émissions de débat radio-télé, c'est que leurs promoteurs ont souvent tendance à favoriser (pour le spectacle, donc pour l'audience) les aboyeurs au détriment des modérés, tant dans le fond, que dans la forme. Ils devraient y prendre garde. Les monopoles, ça lasse. Il m'arrive parfois de ne plus écouter ou regarder des émissions dont Elisabeth Levy est l'une des invitées lorsque je diagnostique que la composition du plateau la favorise et qu'elle pourra faire son petit numéro sans problème. On devrait inviter plus souvent Roland Dumas à « On refait le monde »...

Extraits de réactions de quelques Internauts.

- Nombre d'intellectuels, en France, ont des choses à dire, des choses intéressantes, des choses qui apporteraient quelque chose aux débats qui n'ont pas lieu. Parce que cette doxa, cette pensée-purée, à la sauce démago-facho-capitaliste, s'est imposée comme la seule "pensée" autorisée. Le reste n'a plus droit de cité en France.

- Ca me fait bien rire tout ces commentaires qui appuient leur analyse sur une prétendue dichotomie droite et gauche....ou la voit ils? Chez Attali, conseillé de mitterrand, devenu la pensée libéral de sarkozy???

Chez Kuchner??? L'âme humanitaire de Mitterrand devenue la pensée le défenseur de la realpolitique TOTAL? Klugsman me dites vous? L'extrême gauchiste support de Sarkozy?? C'est donc de la pensée de Val dont vous vouliez parler??? Héritier de Charlie devenue porte voie de la doxa ambiante? Benhamou c'est qui lui?? un temps promu à Rome l'ancien chouchou de Mitterrand? Qui d'autre ?? des tonnes. Lang.. la culture de gauche devenue la voix de la France sarkoyste à Cuba et en Corée du Nord...ouvrez les yeux bande de cancre, votre pays est dépecé. Il n'y a plus de course entre la gauche et la droite pour le pouvoir en France qu'il n'y a de nucléaire en Irak. Il n'y a de lutte qu'entre républicains et mondialiste esclavagiste!

- Il ne faut même plus parler de réacs, ceux qui aujourd'hui ont tapis rouge dans tous les médias sont de la droite décomplexée comme Zemmour qui lui officie sur le service public sur France O et chez Ruquier.

Comme l'a démontré son dérapage sur les noirs et les arabes chez Ardisson, Zemmour a le vent en poupe, pas de punition pour lui malgré le tapage et le scandale après ses propos limites, résultat il n'a pas perdu un seul de ses jobs, pire il a même obtenu une nouvelle tribune à RTL !

Souvenons-nous du sort qui a été fait à Dieudonné après un sketch plutôt raté et pas drôle chez Fogiel, lui a été aussitôt black-listé partout et ça continue !

Il était peut-être vrai que de nombreux intervenants dans les médias étaient de gauche, aujourd'hui c'est bien fini, les patrons des grands médias sont pour la plupart de droite et surtout des amis du président actuel, pas étonnant alors qu'ils fassent le ménage pour plaire à leur ami de l'Élysée en plaçant des "décomplexés" de droite à tous les étages !

Faut bien commencer à préparer 2012 !

- Les gens les plus conscients politiquement en France et en Europe (probablement dans le monde entier) sont d'extrême-gauche. Comme Marx et tant d'autres ils sont d'origine juive, seraient-ce ces gens qui s'abaisseraient à être "antisémites" ?

- je pense que les caïds les plus dangereux ne sont pas ceux qui tirent nos flics mais ceux qui tirent notre fric, costume 3 pièces contre HLM 3 pièces

- entendons nous bien: braquer une banque ou autre est inadmissible, tirer à l'arme lourde sur un policier l'est aussi.... maintenant... rien ne justifie des déclarations aussi digne d'un régime au minimum vichyste que ça de la part de Mme Levy.

## **Incidents à GM Strasbourg après la signature de l'accord. (25.07)**

### **Reuters - 24.07**

Le «collectif de la droite populaire» rassemble 35 députés de la majorité et ambitionne de reconquérir les électeurs déçus par l'action de Nicolas Sarkozy. Un seul mot d'ordre : revenir aux fondamentaux pour faire barrage au Front national.

La signature d'un accord de reprise de l'ex-usine General Motors de Strasbourg a provoqué vendredi des incidents sur le site, une partie des salariés se retournant contre la CGT.

Trois des quatre syndicats, dont la CFDT, majoritaire, ont signé l'accord sur une réduction des coûts de 10% après une ultime concession de la direction mais la CGT a campé sur son refus de parapher le projet, accusant la direction de vouloir acheter la "paix sociale".

General Motors, qui prévoit de racheter son ancienne usine de boîtes de vitesses automatiques pour un euro symbolique, garantit aux 1.150 salariés le même plan social en cas de revente du site que dans l'hypothèse d'une liquidation d'ici 2013.

Mais l'annonce de la reprise du site par General Motors pourrait être remise en cause par le refus de signer de la CGT qui a déclenché un mouvement de colère.

Selon la CGT, certains de ses représentants ont été séquestrés dans l'usine. "La direction a envoyé ses sbires pour séquestrer les élus de la CGT et les obliger à signer", a rapporté Menouba Arbouche, déléguée CGT qui n'était plus présente sur le site au moment des faits.

Jean-Marc Ruhland, secrétaire du comité d'entreprise et de la CFDT, a évoqué au contraire un mouvement spontané d'environ 400 personnes.

"A 14h30, tous les salariés de l'entreprise, bureaux, cadres et gens des ateliers se sont massés devant les locaux de la CGT et ont crié des slogans 'CGT démission'", a-t-il expliqué.

"En 35 ans d'entreprise, c'est la première fois que je vois des salariés arrêter le travail pour s'en prendre à une organisation syndicale", a-t-il ajouté.

La police a été appelée sur les lieux.

Les trois syndicats signataires, CFDT, FO et CFTC, estiment avoir obtenu le moins mauvais accord possible pour assurer la pérennité du site.

Le personnel, consulté par référendum en début de semaine, a approuvé à une majorité de 70% le projet qui prévoit un gel des salaires pendant deux ans, un renoncement à l'intéressement durant trois années et la suppression de six des seize jours de RTT contre la promesse du groupe de poursuivre la fabrication de boîtes de vitesses automatiques jusqu'en 2020.

"On a désormais un maximum de garanties. On a fait notre boulot", a dit Thierry Stachel, délégué syndical de la CFTC.

Mais les concessions de dernière minute n'ont pas fait bouger la CGT qui avait bénéficié d'un courant de sympathie et suscité des débrayages dans l'usine en début de semaine quand la direction souhaitait durcir les termes de l'accord.

"La direction nous a toujours dit qu'elle ne pouvait pas garantir la pérennité du site", a dit son secrétaire, Roland Robert, pour qui le constructeur cherche seulement "la paix sociale".

La direction française a rappelé dans un communiqué que le groupe de Detroit souhaitait la signature des quatre syndicats, afin d'avoir la garantie que l'accord ne serait pas dénoncé en cas de renversement de majorité au comité d'entreprise.

"Cette condition n'est donc pas remplie", écrit la direction dans un communiqué. "Ce sera à General Motors Company de se prononcer sur le maintien de son offre"

Selon le projet d'accord, les investissements pour de nouveaux produits ne seraient lancés qu'à partir de 2013.

Si GM décidait à cette date de fermer ou de vendre son usine, les salariés bénéficieraient du plan social déjà négocié lors de précédentes vagues de suppressions d'emplois et se verraient rembourser les efforts salariaux consentis dans le cadre de l'accord.

Le site alsacien, qui avait été mis en vente en 2008 par General Motors, fait aujourd'hui partie de Motors Liquidation Company, la société qui gère les actifs en déshérence de l'ex-numéro un mondial de l'automobile après sa mise en faillite pendant quarante jours en 2009.

Commentaire.

Selon le "syndicaliste" jaune de la CFTC "On a désormais un maximum de garanties. On a fait notre boulot", quelle garantie ? Oui vous avez fait un sale boulot quand on a en mémoire toutes les usines qui ont été fermées après que les syndicats aient accepté des conditions pratiquement identiques ou que ces entreprises aient réalisé des profits dans le même temps. Baisser son froque devant les patrons n'a jamais rien rapporté.

Comme l'on dit dans notre jargon populaire, il faut des couilles pour oser aller à contre-courant des masses ou pour tout simplement oser affronter le régime, nos dirigeants n'en ont pas manifestement, alors comment des syndicalistes de base pourraient faire mieux ?

Il faut avoir en tête que c'est l'administration américaine actionnaire majoritaire de GM qui veut imposer en France les mêmes mesures qui ont été prises par les patrons des multinationales contre les travailleurs américains aux Etats-Unis avec l'accord de bureaucrates syndicaux vendus.

Le plus délirant, c'est que GM a déjà prévu une close de sauvegarde au cas où l'usine fermerait ou serait revendue avant 2013. A la place des dirigeants de GM je programmerai sa fermeture le 1er janvier 2014, ainsi ils n'auraient rien à verser à ceux qui auront accepté ses conditions infâmes.

Vous me direz que lorsqu'on a baissé son froque il n'y a plus rien à retirer, certes à ce niveau-là parler de dignité ou de droits n'a plus aucun sens ou devient incompréhensible ou grotesque, mais attention cet exercice n'est pas sans risque, on peut encore prendre un mauvais coup... Si on se relève d'une défaite, on se remet plus difficilement après avoir subi une humiliation.

On comprendra évidemment l'attitude de ces ouvriers sûrement endettés et qui craignent le chômage, on se demandera surtout comment on a pu en arriver à avoir des syndicats (et des partis) aussi pourris.

---

## **Le Parti de Gauche : une agence de l'ONU. (27.07)**

**AP - 26.07**

A propos de la mort de Michel Germaneau : "Le PG récuse l'opération française conduite dans un pays souverain, le Mali, sans mandat international. (...) Pour l'usage de la force, la France ne devrait jamais agir en dehors de l'ONU. Le droit est la réponse la plus efficace au terrorisme". (AP 26.07) Le droit, la justice, la République, la démocratie en général, le masque du petit-bourgeois incapable d'assumer ses positions résolument opportunistes. Réactionnaires de tous les pays unissez-vous sous la bannière de l'ONU ! Au nom du socialisme de préférence, que les dirigeants du PG s'emploient à piétiner quotidiennement !

---

## **La droite décomplexée s'organise à l'Assemblée. (28.07)**

**Lefigaro.fr - 27.07**

Le «collectif de la droite populaire» rassemble 35 députés de la majorité et ambitionne de reconquérir les électeurs déçus par l'action de Nicolas Sarkozy. Un seul mot d'ordre : revenir aux fondamentaux pour faire barrage au Front national.

La date avait valeur de symbole. Le 14 juillet dernier, 35 «députés de la Nation» issus des rangs de la majorité ont rendu publique la charte du «collectif de la droite populaire». Un «laboratoire politique» aux valeurs bien ancrées : «Nation, Patrie, République et travail» en sont les maîtres-mots. Pour Lionnel Luca, le député des Alpes-Maritimes à l'origine du mouvement avec son collègue Thierry Mariani, l'objectif est clair : «revenir aux fondamentaux, aux propositions de campagne de Nicolas Sarkozy». En 2007, le candidat de l'UMP promettait «la rupture». Mais pour les députés de la «droite populaire», les engagements du chef de l'Etat n'ont pas été tenus. «Les paroles ont séduit, les



actes n'ont pas suivi, regrette aujourd'hui Lionnel Luca. Qu'en est-il de la fin des régimes spéciaux, d'un vrai service minimum dans les transports, du 'coup de Kärcher dans les banlieues' ? On attend toujours».

Pour lui, «l'UMP a laissé un boulevard sur sa droite à force d'ouverture à gauche. C'est l'erreur de départ. Comment a-t-on pu croire que ça allait apporter quelque chose ?». Et d'enchaîner sur le bilan de Martin Hirsch «il était devenu insupportable» - et de Fadela Amara - «plus très crédible» - au gouvernement. Seul rescapé de l'ouverture pour les députés de la «droite populaire» : Eric Besson, «car il a fait le boulot qu'on lui demandait», en adéquation avec les velléités de cette droite décomplexée qui milite dans sa charte pour une «immigration contrôlée et maîtrisée».

#### Faire barrage au FN

Autre mot d'ordre de cette frange orthodoxe du sarkozysme : rétablir l'autorité de l'Etat dans les banlieues. L'ensemble du collectif a vivement réagi suite aux violences urbaines de la mi-juillet à Grenoble et Saint-Aignan. Alors que Thierry Mariani et Christian Vanneste réclament l'expulsion des «délinquants étrangers auteurs d'actes gravissimes» et veulent étudier la question de la suppression des remises de peine, Luca fustige quant à lui «l'attitude inadmissible des gens du voyage» et n'hésite pas à demander la «militarisation de certains quartiers, devenus des zones de guerres tribales». Des mots très durs que le député assume pleinement : «Il faut appeler un chat un chat. Je ne crois pas que l'émasculatation soit dans la logique de l'homme politique». Le collectif compte d'ailleurs livrer une lutte sans merci «contre les tabous du politiquement correct».

De là à penser que la «droite populaire» se plaît à adopter la rhétorique et les thèmes de prédilection du Front National, il n'y a qu'un pas que ces députés ne veulent absolument pas franchir. «C'est exactement le contraire. C'est plutôt le FN qui essaye de nous piquer nos idées de base. Sauf que leurs propositions sont démagogiques et irréalisables», explique le député des Alpes-Maritimes qui précise que «le collectif fera tout pour empêcher le parti frontiste de reprendre des voix». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les parlementaires qui le composent risquent de trouver une oreille attentive à l'UMP. Après l'échec des élections régionales et la multiplication des affaires au sein de gouvernement, le parti majoritaire craint un retour en force du Front national, qui pourrait représenter un réel danger en 2012. Selon Luca, Xavier Bertrand a donc manifesté son intérêt pour ce nouveau collectif.

Reste à se faire entendre au sein de l'Assemblée, notamment auprès des autres députés de la majorité. Le collectif, qui veut se réunir «une à deux fois par mois» compte beaucoup sur la présentation à la rentrée de la future loi sur l'immigration, dont Thierry Mariani est le rapporteur, pour faire valoir ses points de vue.

---

### **Le ministère de la Santé offre un sursis aux petits blocs opératoires menacés de fermeture. (28.07)**

#### **Lepoint.fr - 27.07**

Devant la fronde, Mme Bachelot avait précisé que la norme de 1.500 personnes opérées par an souffrirait des exceptions, citant l'exemple de Lunéville, où des coopérations "avec la clinique Jeanne d'Arc ou le CHU" pourraient être développées.

Les petits hôpitaux vont pouvoir souffler encore quelque temps, le ministère de la Santé ayant reporté sine die la parution d'un décret controversé prévoyant la fermeture des blocs opératoires à activité réduite, qui avait suscité la colère de certaines collectivités locales.

La parution du texte - initialement prévue fin juillet, début août - qui menace les entités opérant moins de 1.500 personnes par an, est "reportée", a indiqué mardi à l'AFP le ministère de la Santé, confirmant une information du Monde, sans donner de nouvelle échéance.

Interrogé sur une date de publication, un porte-parole a répondu que le ministère attendrait "le temps qu'il faudra pour réexpliquer le pourquoi" de ces fermetures.

"La ministre a pris conscience qu'il y avait encore un besoin d'explications" et va lancer une mission d'information "à la rentrée", a-t-il ajouté, précisant aussi que le principe de ces fermetures n'était pas remis en cause.

Reste à savoir si ce report aura une incidence réelle puisque le seuil ne doit de toute façon être effectif qu'à partir de 2012.

Selon un article du Journal du Dimanche du 4 juillet, si l'on se fonde sur les moyennes d'activité entre 2007 et 2009, 54 services hospitaliers seraient ainsi menacés de fermeture, dont Paimpol (Côtes-d'Armor), Douarnenez (Finistère), Clermont (Oise), Péronne (Somme), Hazebrouck (Nord), Issoire, Ambert, Thiers, Riom (Puy-de-Dôme) ou encore Lannemezan (Hautes-Pyrénées).

Le ministère de la Santé avait alors rétorqué qu'il était encore impossible de donner une liste précise des sites concernés, puisqu'elle serait déterminée sur la base des établissements n'ayant pas réalisé 1.500 actes par an en moyenne au cours de la période 2009-2011.

Néanmoins, l'annonce de la publication imminente d'un décret avait provoqué la colère de l'Association des petites villes de France (APVF), qui avait demandé au ministre, Roselyne Bachelot, de ne pas signer le texte.

Mardi, dans un communiqué, le président (PS) de l'APVF, Martin Malvy, a fait part de sa "satisfaction", mais demandé "un plan d'investissement spécifique aux petits hôpitaux afin de leur permettre de se moderniser".

Le PCF et le NPA avaient aussi dénoncé ces menaces de fermeture, qui "se traduiraient par une augmentation des coûts à la charge des patients" (PCF) et par "une nouvelle aggravation de l'inégalité devant les soins" (NPA).

Devant la fronde, Mme Bachelot avait précisé que la norme de 1.500 personnes opérées par an souffrirait des exceptions, citant l'exemple de Lunéville, où des coopérations "avec la clinique Jeanne d'Arc ou le CHU" pourraient être développées.

Pour le ministère, "la priorité, c'est la sécurité des patients", a encore dit le porte-parole mardi. Selon plusieurs études régulièrement mises en avant par le ministère de la Santé, en dessous de 1.500 personnes opérées par an "la sécurité des soins n'est pas assurée".

D'après Mme Bachelot, "le manque de professionnels fait qu'on a souvent recours à des intérimaires ou des mercenaires peu qualifiés" dans ces petits services.

Des usagers manifestent régulièrement pour protester contre des fermetures d'hôpitaux ou de maternités, comme la semaine dernière à Vire (Calvados).

Le report décidé par le gouvernement démontre "la volonté de mener une concertation la plus large possible en dehors de la période d'été", a réagi Bernard Dupont, le directeur des établissements de Brest et Carhaix.

A l'hôpital de Lannemezan, Jean-François Dupuy, délégué CGT, espère que ce nouveau délai permettra d'améliorer la fréquentation du bloc chirurgical, en hausse en 2009 grâce à des partenariats avec des cliniques de Toulouse et Tarbes.

---

## Quand Sarkozy rudoie les préfets rassemblés à l'Elysée avec leurs épouses. (28.07)

**Lemonde.fr - 27.07**

Ce devait être une réunion festive. Nicolas Sarkozy recevait, jeudi 8 juillet, les préfets et leurs épouses à l'Elysée, après une journée de travail avec le ministre de l'intérieur Brice Hortefeux. Le chef de l'Etat commence à lire son discours. Il improvise, s'attarde sur le statut des femmes de préfets. "Vraiment, Brice, je te demande de regarder cette question du statut des conjoints", lance M. Sarkozy, selon le script du texte prononcé.

"Je trouve inadmissible qu'un conjoint doive renoncer à son activité du fait du travail de son mari ou de sa femme... Parce que l'époque où l'épouse soumise renonçait à toute vie pour suivre son mari est révolue." Et puis le ton se durcit, le chef de l'Etat exige des préfets "un engagement 24 heures sur 24, 7 jour sur 7". "Il ne peut pas se passer un trimestre sans que le préfet n'ait été dans une barre, dans une patrouille. Ce n'est pas possible, cela n'est pas possible", assène M. Sarkozy, qui leur explique qu'ils seront "notés, jugés, mutés, en fonction de leurs résultats" en matière de sécurité.

Pour le chef de l'Etat, "le problème de la sécurité dans vos départements, ce n'est pas le problème de votre directeur de cabinet qui sort tout frais émoulu de l'ENA. Ce n'est pas une responsabilité de junior. C'est une responsabilité de senior. Vous allez m'en vouloir, mais je vous dis une chose : je veux vous voir la nuit dehors avec les troupes, avec les gendarmes, avec les policiers, et puis régulièrement !"

Quelques jours plus tard, suite à de graves incidents, à Grenoble, le préfet de l'Isère était déplacé et remplacé par un ancien policier. Evoquant le problème des Roms, avant l'émeute de Saint-Aignan dans le centre de la France, le chef de l'Etat avait exigé des résultats. "Dans un département où il y a un camp de Roms, la justice a décidé de le fermer il y a trois ans. Qu'est-ce qu'on attend ? Qu'est-ce qu'on attend ?"

"M. GUÉANT, LE PRÉFET QUI A RÉUSSI"

M. Sarkozy a vanté le premier des préfets, Claude Guéant, qui l'accompagne depuis 2002 et est aujourd'hui secrétaire général de l'Elysée. "M. Guéant est la définition du préfet qui a réussi ! Il travaille jour et nuit avec moi depuis huit ans", a déclaré M. Sarkozy. Il compte secouer le corps des préfets en continuant de nommer des policiers mais aussi un gendarme. "Arrêtons de promouvoir des gens qui ne prennent aucun risque, donc qui n'ont jamais eu aucun ennui", a asséné le président de la République. "Je souhaite que l'on donne leur chance à des policiers et à des gendarmes."

Décryptage de Franck Louvrier, conseiller en communication de l'Elysée : "Le président estime qu'il faut avoir des origines et des parcours divers pour mieux nourrir les corps de la haute administration. Cela fait parfois grincer des dents, mais c'est son rôle." En 2004, lorsqu'il était ministre de l'intérieur, M. Sarkozy avait nommé préfet du Jura une personnalité issue de l'immigration, Aïssa Dermouche.

Avec M. Guéant, le président est particulièrement exigeant vis-à-vis d'un corps de l'Etat qu'ils apprécient. "J'ai vraiment besoin de votre engagement. Pourquoi ? Parce qu'au fond, vous êtes le visage de l'Etat. Et si votre action est efficace, les gens croiront de nouveau dans l'Etat", a assuré M. Sarkozy ce 8 juillet.

## **GM Strasbourg : la CGT trouve un accord avec la direction. (29.07)**

**Lefigaro.fr - 28.07**

La section CGT de l'usine General Motors de Strasbourg a signé mercredi avec la direction un accord qui ouvre la voie à la reprise du site par GM Company, vient de faire savoir le syndicat et la Direction départementale du travail.

Trois des quatre syndicats représentés chez GM, dont la CFDT majoritaire, avaient signé le 23 juillet des accords prévoyant une réduction des coûts de 10% mais la CGT refusait de les parapher, accusant la direction de vouloir acheter la paix sociale dans une usine qui compte 1.150 salariés.

L'accord trouvé mercredi matin engage la CGT, la direction de GM Strasbourg et celle de GM Company. Il stipule que «GM Company s'engage à ce que son offre de reprise ne soit plus conditionnée à la signature par l'ensemble des organisations syndicales des accords sur la baisse des coûts», a déclaré à Reuters Roland Robert, responsable de la CGT sur le site.

Pour sa part, «la CGT réaffirme qu'elle ne signera pas les accords du 23 juillet, mais elle s'engage à ne pas les contester, sous aucune forme et moyen», a ajouté Pascal Apprederisse, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Bas-Rhin. Roland Robert précise que «légalement, on ne peut de toute façon pas contester ces accords, puisque nous ne représentons pas plus de 50% des voix» aux élections professionnelles dans l'usine.

Selon Pascal Apprederisse, cet accord «relativement équilibré» permet de «débloquer le processus d'acquisition et d'éviter que tout le poids soit porté par la CGT». «La CGT a réussi à signer quelque chose qui lui permet de sortir la tête haute. Pour tous les salariés, c'est un gros ouf de soulagement», a commenté Jean-Marc Ruhland, secrétaire CFDT du comité d'entreprise.

«Rien n'est encore fait, mais toutes les conditions sont réunies pour un rachat par GM Company», a-t-il estimé. Selon lui, le groupe automobile américain pourrait prendre une décision définitive sur ce dossier courant août.

Commentaire.

Capitulards !

Dans son numéro 108 Informations ouvrières publie une Déclaration du bureau départemental du Bas-Rhin (67) du POI intitulé Non au coup de force de General Motors !.

Etrange déclaration qui ne cite pas le résultat de ce référendum ni les conditions dans lesquelles il s'est déroulé.

Par exemple il n'est pas précisé quels syndicats l'avait organisé (CFTC, CFDT, FO), quel fut le taux de participation (97%) des salariés de cette usine, quel en fut le résultat 645 des 957 salariés présents sur le site s'étaient prononcés pour le plan (70,65%), tandis que 268 ont voté contre (29,35%).

Par contre on y apprend que "la fédération syndicale des métallurgistes, la FIOM, ne reconnaît pas de légitimité à ce référendum", or il doit s'agir d'une information qui doit demeurer ultra confidentielle car sur le site Internet de la FIOM (<http://www.imfmetal.org/>) si on peut y lire des articles sur GM aux Etats-Unis, en Allemagne, en Suède, au Portugal, au Canada, pas un seul article sur le conflit en cours à GM Strasbourg, à moins que ce soit une pure invention du POI...

Rien non plus sur les incidents survenus sur le site vendredi dernier lorsque quelques 400 salariés se sont retournés contre la CGT qui n'avait pas signé cet accord en scandant "CGT démission".

Plus étrange encore, dans un autre article du même journal à la page 7, sous la plume de "correspondants", en réalité les militants du POI qui ont participé à une diffusion devant cette usine le vendredi 23, ils font dire à un salarié de GM à propos de ceux qui ont voté en faveur de cet accord : "... qu'ils ne savaient pas ce qu'ils votaient. Ils croyaient voter pour la reprise de GM avec moins 10 % de revenus, mais de nouvelles

"saloperies" se sont ajoutées depuis.". Retenez bien, ils ne savaient pas pour quoi ils allaient voter.

Et ces militants du POI d'enchaîner : "Cela est confirmé par le journal local, puisque Les Dernières Nouvelles d'Alsace indiquent dans leur édition du 23 juillet : « Même s'ils ont voté oui lundi lors du référendum ("Par contrainte, faute de mieux", disent la plupart), les conditions dictées par le plan leur restent en travers de la gorge. ", pour ceux qui savent lire, qu'on nous disent en quoi cette citation du journal Les Dernières Nouvelles d'Alsace confirme les propos de ce salarié de GM, en rien, absolument rien, c'est une vue de l'esprit du POI une nouvelle fois. Vérifions-le.

Selon une dépêche de l'agence Reuters datée du 16 juillet et mise en ligne dans le site deux jours plus tard le 18 : " Le constructeur automobile américain, revenu à meilleure fortune, a annoncé le 16 juin qu'il était prêt à racheter son ancienne usine et son bureau d'études pour un euro symbolique à condition que les coûts de main-d'oeuvre diminuent de 10%.

Le projet soumis au comité d'entreprise prévoit un gel des salaires pendant deux années, l'abandon de six jours de RTT sur un total de 16 et un renoncement à l'intéressement durant trois ans.". Le comité d'entreprise où siège tous les syndicats aurait été informé, mais les salariés non, étrange non ?

Le référendum a eu lieu le 20 juillet, soit plus d'un mois après l'annonce de son projet par la direction de GM, 4 jours après la tenue de ce comité d'entreprise, 4 jours après que les conditions imposées par la direction de GM soient parues dans la presse, nous ne savons pas si les salariés en avaient eu connaissance plus tôt, mais personne ne peut dire qu'ils n'en connaissaient pas le contenu précis avant ce référendum comme l'affirment les militants du POI, à moins qu'il y ait d'autres clauses secrètes, tellement secrètes que même Informations ouvrières est incapable de les citer, à moins qu'il ne s'agisse d'une pure invention de leur part...

La meilleure, c'est que de retour à la page 12 on trouve un passage qui contredit ce que les militants du POI ont affirmé page 7 : " En juin, General Motors Company annonce sa décision de racheter à l'une de ses filiales—Motors Liquidation Company—l'usine GM de Strasbourg. A une condition : que les syndicats signent la suppression de six jours de RTT, l'annualisation du temps de travail, le gel des salaires pour deux ans, la suppression de la prime d'intéressement pour trois ans. Tout cela pour aboutir à 10%de baisse du « coût du travail ». ". Tiens donc, à la page 12, dès le mois de juin les ouvriers de GM avaient eu connaissance de ces conditions inacceptables, et à la page 7 ils n'en avaient pas encore eu connaissance le 20 juillet quand ils ont participé à ce référendum. Ça c'est de l'info camarades ! Informations ouvrières ou désinformations ouvrières ?

Autre lacune dans cet article, nulle part il y est fait mention que c'est l'Etat américain qui est propriétaire de GM avec 60% des actions, il est seulement fait état des "pressions de l'administration américaine"... sur GM (sic!).

Question : où voulait en venir au juste le POI ? Pourquoi ces lacunes, ces imprécisions, ce qui ressemble à une manipulation ? Quelles sont ses réelles intentions ? Que proposent-il ?

"Le Parti ouvrier indépendant s'adresse solennellement aux dirigeants du PS, du PCF, du Parti de gauche de notre département :

—Vous ne pouvez pas laisser faire ce qui est en train de se passer dans l'usine GM de notre ville.

—Vous ne pouvez pas laisser les travailleurs et leurs organisations syndicales isolés, soumis au chantage de la direction américaine de GM!

Compte tenu de l'urgence de la situation, le POI propose qu'une délégation soit constituée dans l'unité des partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie pour se rendre auprès du préfet du Bas- Rhin, représentant du gouvernement, afin d'exiger :

—le gouvernement doit bloquer le chantage à la délocalisation, garantir le respect du Code du travail et des accords conventionnels, et de tous les acquis des travailleurs de GM Strasbourg ;

—le gouvernement doit déclarer nul et non avenu le référendum imposé par GM et garantir le maintien du site de GM Strasbourg et de tous les emplois."

Les salariés de GM qui savent parfaitement à quoi s'en tenir en ce qui concerne le PS, le PCF et le PG ont dû se demander si les auteurs de cet appel avaient vraiment les pieds sur terre. Entretenir ou faire naître des illusions dans ces partis liés au capital, c'est la seule chose que sachent faire les dirigeants du POI et avant au PT et au PCI.

S'adresser au préfet justement au moment où Sarkozy entend nommer des supers flics aux postes de préfet, on croit rêver !

S'agissant d'une entreprise privée, sa fermeture ou sa nationalisation demeure les seules voies possibles. Demander au gouvernement de prendre en compte les intérêts des salariés de GM relève du grotesque !

On se retrouve encore face à un appel qui prétend que tout serait possible sous le régime actuel, entretenant ainsi des illusions dans ce

régime, sans proposer la moindre issue politique. Ne perdons pas de vue que nous nous situons sur un terrain politique et que notre action doit se situer dans une perspective politique.

Face au chantage de la direction de GM pour le compte de l'impérialisme américain propriétaire de cette entreprise, les ouvriers ont le choix entre céder afin de conserver leurs emplois ou refuser avec le risque de se retrouver au chômage, à moins qu'une autre perspective conforme à leurs intérêts fondamentaux existe. Une perspective qui ne leur garantit pas leur emploi, quelle horreur !

Une proposition digne d'un parti ouvrier. Partons de la réalité :

GM s'apprête à reprendre cette usine située à Strasbourg qui fabrique des boîtes de vitesse pour 1 euro symbolique, alors pourquoi l'Etat ne pourrait-il pas la reprendre au même prix, la faire tourner comme le ferait GM mais en garantissant à la totalité du personnel les conditions de travail et de rémunération qui étaient en vigueur auparavant, puisque selon la direction de GM l'usine est viable et les débouchés garantis aussi, ses propres véhicules fabriqués dans différents pays, où est le problème ? Le problème, c'est que seul un gouvernement ouvrier prendrait une telle mesure révolutionnaire et qu'un tel gouvernement n'existe pas. Pourquoi ne pas le dire clairement aux ouvriers de GM au lieu de les bercer d'illusions ? C'est donc dans cette perspective qu'il faut situer notre combat.

Au POI ils ont oublié ou tourné le dos aux leçons de Trotsky sur la formule du gouvernement ouvrier. (Le gouvernement ouvrier en France, 1922 - en ligne dans le site.)

"Cette formule couronne la politique du Front unique. Dans chaque grève qui se brise face à la résistance du gouvernement et de la police, nous dirons : « Il n'en serait pas ainsi si, au lieu des bourgeois, c'étaient des représentants des ouvriers qui étaient au pouvoir. » A l'occasion de chaque mesure législative dirigée contre les ouvriers, nous dirons : « Il n'en aurait pas été ainsi si tous les ouvriers s'étaient réunis contre tous les bourgeois, s'ils avaient créé leur gouvernement ouvrier. »". Le Front unique est de trop ici compte tenu des modifications intervenues dans le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XXe siècle, mais c'est une autre question que nous traiterons ailleurs dans quelques jours.

Nous savons pertinemment que dans 90% des cas ou plus les combats que nous menons sont perdus d'avance, un constat que dressaient lucidement les marxistes, mais ils ajoutaient que c'était notre devoir d'y participer pour aider les ouvriers à en tirer des leçons politiques et élever leur niveau de conscience de classe, afin de trouver la voie de leur émancipation... De nos jours, tout le monde ou presque semble ignorer ou avoir oublié ces enseignements de la lutte de classe que les marxistes nous ont légués, à croire que c'est plus facile ou confortable de colporter des illusions ou de situer son combat dans la perspective du maintien en place du régime, que de mener son combat dans la perspective de le renverser.

J'allais conclure en oubliant de préciser que le POI n'avait pas digéré que 70% des ouvriers de GM aient voté en faveur de l'accord qui leur était proposé, et que face à cette situation il est finalement désarçonné et ne peut sombrer que dans l'opportunisme après nous avoir fourni un compte rendu des faits pour le moins scabreux ou douteux, ceci expliquant sans doute cela.

---

## Caprices et décadence d'un régime. (29.07)

Lepost.fr et Salte.fr - 28.07

1- Les caprices de la Castafiore... le talent et le charme en moins.

La nouvelle carrière d'actrice de Carla-Bruni Sarkozy a commencé de manière quelque peu laborieuse mardi 27 juillet dans les rues de Paris. La première dame de France a en effet dû rejouer une scène « simple » 35 fois sur le tournage du prochain film de Woody Allen, *Midnight in Paris*, selon le Daily Mail. Le réalisateur newyorkais ne lui demandait pourtant pas la lune: Carla Bruni-Sarkozy devait rentrer dans une épicerie et en ressortir avec une baguette de pain, sans dire le moindre mot, rapporte le tabloïd britannique, qui cite un curieux ayant assisté à la scène :

« Elle avait l'air d'avoir du mal à ne pas regarder droit vers la caméra, ce qui n'a pas vraiment fait bonne impression devant Woody Allen. Carla n'a visiblement qu'un rôle mineur dans le film, mais elle en a fait tout un plat. [...] Woody Allen lui donnait des consignes sans arrêt, même faisait très attention à lui montrer beaucoup de respect, surtout qu'elle était entourée de gardes du corps. »

« Je ne suis pas du tout actrice. Peut-être que je serai absolument nulle mais je ne peux pas, dans ma vie, louper une occasion comme ça. Quand je serais grand-mère, je voudrais avoir fait un film avec Woody Allen. Woody Allen m'a gentiment demandé de ne pas faire de film avant le sien. Si jamais ça se concrétise, ce sera une expérience pour moi. » avait-elle déclaré l'année dernière. (Slate.fr 28.07)

Une confirmation en quelque sorte !

Non mais attendez, soyons sérieux, vous imaginez la difficulté de la scène, l'exploit qu'elle devait réaliser, sans doublure, allez chercher une baguette chez le boulanger, c'est que cela demande un entraînement intensif et ce devait être la première fois de sa vie qu'elle se livrait à cet exercice périlleux, seule une actrice confirmée pouvait réussir une telle scène du premier coup. Elle ferait mieux de se lancer dans le film X, il paraît que les scénarii sont moins exigeants !

## 2- Les caprices d'un parvenu.

Le Canard Enchaîné, dans son édition de ce mercredi, affirme que Nicolas Sarkozy aurait exigé que l'on installe une baignoire et un endroit où il puisse fumer ses cigares.

Cette exigence du Président risque de poser problème lors des phases de turbulence en plein vol. RTL s'est d'ailleurs interrogée sur la manière dont pourrait être installée une baignoire dans un avion. "La question est primordiale : l'eau du bain du Président va-t-elle déborder ?", s'inquiétait la radio sur son site Internet.

Interrogé ce mercredi matin à la sortie du Conseil des Ministres, le porte-parole du gouvernement Luc Chatel n'y voit rien de scandaleux ni d'"ostentatoire", explique Le Figaro. Il a déclaré qu'il n'avait "pas le sentiment" qu'un tel équipement ait été prévu. Avant de reconnaître : "Je n'ai pas le détail du futur avion présidentiel"

Luc Chatel a tenu à justifier l'acquisition d'un tel avion de luxe, surnommé "Air Sarko One" par le fait que Nicolas Sarkozy se déplace beaucoup à l'étranger, "plus que ses prédécesseurs". "Il a besoin d'un certain nombre d'équipements qui sont liés à sa fonction", avant de détailler "en terme de communication, d'espace pour travailler avec ses collaborateurs". Le coût de son aménagement luxueux se montera à 180 millions d'euros. (LePost.fr 28.07)

Ce n'est pas "scandaleux non plus de réduire l'augmentation prévue de l'allocation versées aux handicapés, franchement, arrêtez s'il vous plaît d'être médisant avec notre très cher Président ! Ah pour être cher... !

Imaginez un trou d'air, le Nabot barbotant dans sa baignoire sur le point de se noyer ou d'avaler un des Havanes de Christian Blanc, c'est que le commandant de bord serait viré pour ne pas avoir réussi à contrôler sa machine volante, le sachant on lui conseillerait d'enchaîner avec un looping pour nous débarrasser une fois pour toute de son encombrant passager !

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos syndicales

- Les policiers votent pour les syndicats de gauche. (30.01)
- La CFTC contre une mobilisation en mars. (29.01)
- Retraites : Bernard Thibault a demandé, mercredi, à Nicolas Sarkozy de "clarifier" ses objectifs. (28.01)
- Retraites : la CGT détaille ses propositions. (28.01)
- Bernard Thibault appelle à l'unité syndicale pour la retraite à 60 ans. (26.01)
- Le secrétaire général de la CFDT souffle le chaud et le froid sur la réforme des retraites. (24.01)
- SNCF: la CFDT se joint à son tour à la grève du 3 février. (21.01)
- Les syndicats sont contraints de se positionner plus vite que prévu. (21.01)
- La Guadeloupe est prête à redescendre dans la rue, dit Domota. (20.01)
- Quatre syndicats de cheminots appellent à manifester jeudi. (20.01)
- La SDJ de France 3 dénonce le «cynisme effrayant» de Guéant. (20.01)
- La CGT veut relancer des actions unitaires dans la perspective de la réforme des retraites. (20.01)
- SNCF: Sud-Rail se joint à l'appel à la grève le 3 février. (20.01)
- SNCF: Menace de grève nationale pour le 3 février. (16.01)
- Nicolas Sarkozy réunira les partenaires sociaux le 15 février. (16.01)
- Le Syndicat de la magistrature appelle à manifester le 21 janvier. (16.01)
- Education: la CGT appelle à la manifestation nationale prévue le 30 janvier à Paris. (15.01)
- Nouveau préavis de grève dans les ports pour le 12 février. (15.01)
- Appel à la grève des inspecteurs du permis de conduire mardi. (13.01)
- Appel intersyndicale à la grève des infirmières le 26 janvier. (09.01)
- Vers une grève des contrôleurs aériens les 13 et 14 janvier. (09.01)
- Le LKP appelle à la grève générale en Guadeloupe dès le 20/01. (08.01)
- L'UNSA-Education et le SGEN-CFDT appellent à la grève le 21 janvier. (08.01)
- Retraites: François Chérèque favorable à une "réforme d'ampleur" mais sans précipitation. (08.01)
- Grève dans les ports français ce lundi à l'appel de la CGT. (05.01)
- Education: la FSU appelle à une manifestation nationale le 30 janvier à Paris. (05.01)

---

### **Education: la FSU appelle à une manifestation nationale le 30 janvier à Paris. (05.01)**

#### **AP - 04.01**

La FSU, premier syndicat de l'Education, a appelé lundi à une manifestation nationale à Paris le 30 janvier prochain, dénonçant notamment les suppressions de postes -16.000 de plus prévues au budget 2010- ou encore la réforme de la formation des maîtres et celle du lycée.

Dans un communiqué, la Fédération syndicale unitaire dénonce plus généralement les "conséquences" de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) "sur les services et les missions". Outre la manifestation nationale du 30 janvier, elle appelle à des "actions diversifiées" à partir du 14 janvier dans les collèges et les lycées.

La FSU appelle par ailleurs les personnels de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à participer à la journée de grève et de manifestations prévues pour l'ensemble de la Fonction publique le 21 janvier prochain.

---

### **Grève dans les ports français ce lundi à l'appel de la CGT. (05.01)**

#### AP - 04.01

L'activité des ports français devrait être perturbée ce lundi en raison d'une grève de 24 heures à l'appel de la CGT, majoritaire dans ce secteur. L'organisation syndicale dénonce les modalités de transfert d'une partie des activités de manutention à des opérateurs privés, en premier lieu les contreparties offertes.

La CGT exige des créations de postes et l'amélioration des conditions de travail.

Ces derniers mois, la CGT des Ports et Docks a multiplié les appels à des journées de grève de 24 heures. La précédente a eu lieu le 6 novembre et une autre est d'ores et déjà prévue le 11 janvier.

---

### **Retraites: François Chérèque favorable à une "réforme d'ampleur" mais sans précipitation. (08.01)**

#### AP - 07.01

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque se dit favorable à une "réforme d'ampleur" du système actuel des retraites mais appelle le gouvernement à ne pas "la boucler en quelques mois".

"Il faut être lucide: le système créé en 1945 n'est plus adapté. Il faut une réforme d'ampleur du système par répartition pour faire face au vieillissement de la population, à des carrières plus erratiques et à l'enjeu de la pénibilité du travail", explique François Chérèque, dans un entretien aux "Echos" publié vendredi, estimant le dispositif actuel "trop complexe".

Le secrétaire général de la CFDT s'inquiète du "calendrier qui sera retenu", arguant qu'il "n'y a pas de solution miracle" et que "mettre tous les paramètres sur la table" nécessite du temps. S'il faut une réforme, "pas question de laisser le gouvernement la boucler en quelques mois, à partir d'avril, pour des raisons purement électorales", prévient-il.

Et de souligner: "les déficits sont importants, mais on n'est pas à six mois près. Le calendrier inscrit dans la loi Fillon prévoyait un vrai rendez-vous sur les retraites en 2012. C'était le bon rythme."

Lui-même préfère "privilégier la durée de cotisation", une mesure qui a des effets "à long terme", plutôt que changer l'âge légal de départ à la retraite, qui permet des économies "à court terme". (AP 07.01)

---

### **L'UNSA-Education et le SGEN-CFDT appellent à la grève le 21 janvier. (08.01)**

#### AP - 07.01

Après la FSU, le SGEN-CFDT et l'UNSA-Education appellent les enseignants à faire grève le 21 janvier contre les suppressions de postes à l'Education nationale, le manque de moyens ou encore les modalités de mise en oeuvre de plusieurs réformes.

Cette journée d'action nationale aura lieu dans le cadre d'un appel intersyndical à la grève, plus large pour l'ensemble de la Fonction publique.

"En 2010, l'Etat et les services publics connaîtront leur pire année en matière budgétaire avec 30.000 suppressions d'emplois. Depuis 2007, ce seront au total plus de 100.000 emplois qui auront été supprimés au nom du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite", déplorent le SGEN-CFDT et l'UNSA-Education dans un communiqué commun.

Dans ce cadre, "en 2010, l'Education sera très durement frappée avec plus de 16.000 suppressions d'emplois, soit au total plus de 40.000 emplois", supprimés depuis 2007, précisent les deux syndicats.

Ils rappellent par ailleurs leur condamnation de la réforme de la formation des maîtres dont la mise en oeuvre est prévue en 2010, et dénoncent la poursuite de la suppression progressive de la carte scolaire "qui se traduira par le renforcement des ghettos". (AP 07.01)

---

### **Le LKP appelle à la grève générale en Guadeloupe dès le 20/01. (08.01)**



## Reuters - 08.01

Le collectif LKP appelle à la grève générale à partir du 20 janvier en Guadeloupe, pour protester contre une nouvelle hausse des prix des carburants, un an après une grave crise sociale dans le département.

Le LKP avait été début 2009 à l'origine d'une grève contre la "vie chère" qui avait paralysé la Guadeloupe pendant 44 jours et s'était conclue par un accord dit "Bino" sur une augmentation des salaires de 200 euros et diverses aides. Dans un entretien au Parisien de vendredi, le leader du LKP, Elie Domota, dénonce la hausse du prix des carburants de 4 centimes d'euros le litre, entrée en vigueur le 1er janvier.

"Au niveau des prix alimentaires, de l'essence et des salaires, l'Etat est en train de faire marche arrière (...). On ne se laissera pas faire", déclare Elie Domota.

Pour lui, l'augmentation du prix des carburants est une décision "non concertée et illégale", mais les recours en justice n'ont toujours eu aucune réponse, explique-t-il.

"Ça se passe comme ça sous les cocotiers. Donc, nous appelons la population à la grève générale, à partir du 20 janvier, pour une durée indéterminée", prévient le leader syndical.

Auparavant, le collectif organisera une manifestation samedi à Pointe-à-Pitre, où il espère réunir 20.000 personnes.

L'accord "Bino", du nom de Jacques Bino, représentant syndical tué en marge de la grève générale de l'année dernière, prévoyait une hausse des salaires de 200 euros qui a été en partie appliquée.

Mais Elie Domota regrette que l'Etat ait "modifié la base de calcul, excluant ainsi 10.000 personnes". "Au final, sur les 50.000 bénéficiaires prévus, 30.000 risquent d'être exclus de l'accord", souligne-t-il.

Le président Nicolas Sarkozy a annoncé début novembre 137 mesures en faveur des collectivités d'outre-mer pour lutter contre la vie chère et favoriser leur développement économique sur une période de cinq à dix ans.

Insatisfait, le collectif "contre la profitation" avait déjà menacé d'appeler à nouveau à la grève s'il n'obtenait pas de réponses plus précises, notamment sur le chiffre des mesures.

Interrogé sur la possibilité de voir un autre conflit social dur en Guadeloupe, Elie Domota affirme que la population y est prête: "Oui, car les salariés n'accepteront pas la hausse du carburant et la perte des 200 euros d'augmentation de salaire promis lors de l'accord de mars."

---

## Vers une grève des contrôleurs aériens les 13 et 14 janvier. (09.01)

### Reuters - 08.01

Des syndicats de la Direction générale de l'aviation civile, qui assure le contrôle aérien, ont annoncé vendredi le dépôt d'un préavis de grève pour les 13 et 14 janvier pour protester contre des suppressions de postes.

L'intersyndicale CGC, CGT, FO, Unsa-IESSA critique également l'utilisation par l'Etat d'une partie de la taxe de l'aviation civile et un projet de changement de statut de la DGAC.

Elle précise dans un communiqué qu'elle sera reçue lundi par le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, et qu'"elle espère des réponses concrètes" à ses revendications.

L'intersyndicale, qui dit représenter la majorité des 12.000 agents de la DGAC, "dénonce les choix aberrants faits par le gouvernement pour le budget de l'aviation civile 2010 qui risque de compromettre la sécurité du trafic aérien".

Elle "demande au gouvernement et au Parlement de renoncer aux baisses d'effectif prévues", qui s'élèveraient selon elle à 400 sur deux ans, et "de rappeler sans ambiguïté l'objectif de maintien de l'unité de la DGAC au sein de la fonction publique d'Etat".

---

## Appel intersyndicale à la grève des infirmières le 26 janvier. (09.01)

## AP - 08.01

Six syndicats d'infirmières appellent à une journée nationale de grève et à des manifestations dans neuf villes, le 26 janvier. Ils réclament des créations de postes et des revalorisations salariales, contestant par ailleurs l'Ordre infirmier instauré par décret en 2007 auprès duquel les infirmières ont l'obligation de s'inscrire et dont elles doivent respecter les prérogatives. Les syndicats estiment que cet Ordre porte atteinte à la liberté d'exercice des infirmières.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO, FSU et UNSA appelle vendredi dans un communiqué à une journée de grève et de manifestation le mardi 26 janvier dans neuf villes: Paris, Lyon, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes et Strasbourg.

Les syndicats invitent "tous les professionnels à se rassembler en tenue de travail, pour exprimer leur refus des Ordres professionnels". Ils invitent également celles et ceux qui seraient réquisitionnés dans le cadre de la permanence des soins à porter un badge pour manifester leur opposition à l'Ordre et leur solidarité avec le mouvement.

L'intersyndicale exige également "des effectifs supplémentaires pour améliorer les conditions de travail et les conditions de prise en charge des patients", ainsi qu'une revalorisation salariale pour les infirmières, revalorisation "qui reconnaisse leur qualification et leurs responsabilités".

---

## Appel à la grève des inspecteurs du permis de conduire mardi. (13.01)

### AP - 12.01

Les inspecteurs des écoles de conduite sont appelés à la grève mardi contre les modalités de réforme du permis de conduire. Les revendications portent également sur les conditions de travail et les salaires, selon le syndicat FO à l'origine de ce mouvement.

L'organisation syndicale prévient dans un communiqué diffusé lundi que "cette grève sera amenée à être reconductible". Interrogé sur ce point par l'Associated Press, le secrétaire général du syndicat FO des inspecteurs du permis de conduire, Christian Grolier, a expliqué que le mouvement ne sera pas reconduit dès mercredi, et a évoqué une grève illimitée en mars.

L'organisation syndicale exige notamment "que tous les bureaux de l'éducation routière soient rattachés en Direction départementale des territoires, seule voie pour préserver la cohérence du permis de conduire au plan national et local".

"Les choix des pouvoirs publics dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute Loire, du Puy-de-Dôme, des Bouches-du-Rhône et des Landes de les placer en préfecture ou dans d'autres directions remettent en cause l'organisation nationale des examens du permis de conduire", estime FO.

Le syndicat exige également de meilleures conditions de travail et la reconnaissance des responsabilités des inspecteurs "par de meilleures conditions de carrière".

---

## Nouveau préavis de grève dans les ports pour le 12 février. (15.01)

### AP - 12.01

La fédération CGT des Ports et Docks a annoncé jeudi le dépôt d'un nouveau préavis de grève nationale pour le 12 février. La CGT, majoritaire dans ce secteur, conteste les modalités de transfert d'une partie des activités de manutention à des opérateurs privés, en premier lieu les contreparties offertes.

"Nous ne pouvons pas accepter la situation actuelle où les investissements ne sont pas au niveau attendu pour développer l'ensemble des ports", écrit notamment la fédération dans un courrier adressé au secrétaire d'Etat aux Transports Dominique Bussereau.

La CGT menace également d'appeler, à compter du 12 février, à une grève du zèle en demandant aux personnels d'effectuer leur travail "en respectant scrupuleusement l'ensemble des règles de sécurité".

Deux grèves ont déjà fortement perturbé les activités portuaires les 4 et 11 janvier, avec notamment la quasi-paralysie des ports de Marseille et du Havre.

---

## **Education: la CGT appelle à la manifestation nationale prévue le 30 janvier à Paris. (15.01)**

### **AP - 14.01**

La fédération CGT de l'Education a appelé jeudi à se joindre à la manifestation prévue le 30 janvier à Paris par la FSU, contre les modalités de réforme engagées par le gouvernement et les suppressions de postes.

La CGT rappelle par ailleurs qu'une grève intersyndicale est également prévue le 21 janvier dans l'ensemble de la Fonction publique, dont l'Education nationale et l'Enseignement supérieur.

---

## **Le Syndicat de la magistrature appelle à manifester le 21 janvier. (16.01)**

### **AP - 15.01**

Le Syndicat de la magistrature (SM) appelle à se joindre à la grève et aux manifestations des fonctionnaires le 21 janvier contre les suppressions de postes, les restrictions budgétaires et les réformes en cours dans la Fonction publique.

Dans un communiqué diffusé vendredi, le SM déclare faire "le constat quotidien du démantèlement du service public de la justice qui se traduit notamment par le non remplacement des fonctionnaires, le saccage de la justice de proximité dans le cadre de la refonte de la carte judiciaire et la détérioration des conditions de travail des agents".

Le Syndicat de la magistrature "dénonce également les atteintes aux libertés fondamentales et à l'indépendance de l'autorité judiciaire qui s'amplifient et dénaturent le service public de la justice".

En conséquence, il appelle "les magistrats et tous les citoyens épris de justice à s'associer à cette mobilisation, notamment en se joignant aux cortèges des manifestations".

---

## **Nicolas Sarkozy réunira les partenaires sociaux le 15 février. (16.01)**

### **Reuters - 15.01**

Nicolas Sarkozy a donné vendredi rendez-vous aux partenaires sociaux le 15 février pour fixer l'agenda social 2010, dont la réforme des retraites sera un des principaux dossiers, et sans doute le plus délicat.

Lors de ses vœux aux partenaires sociaux, le président de la République a déclaré en outre que l'emploi resterait cette année sa priorité et "le coeur" de l'action gouvernementale, alors que le chômage continue à croître.

Ce ne sera cependant pas le seul sujet et la réunion du 15 février permettra d'arrêter à la fois la liste des dossiers à traiter, une méthode et un calendrier.

Parmi ces dossiers, Nicolas Sarkozy a cité l'adaptation de la protection sociale au défi du vieillissement - défi d'autant plus grand que la crise a mis à mal les finances sociales de la France, a souligné le chef de l'Etat.

"Ça fait cinquante ans que nous gagnons un trimestre d'espérance de vie par an", a-t-il dit. Mais cette "bonne nouvelle" doit conduire à se pencher sur le système de retraite.

"Les Français ne s'y trompent pas: plus des trois quarts d'entre eux se disent inquiets pour leurs retraites", a ajouté le chef de l'Etat. "Il serait irresponsable de ne pas leur apporter de réponse."

Il a rappelé qu'il s'était engagé en juin, devant le Parlement réuni en congrès à Versailles, à organiser un rendez-vous sur les retraites en 2010, qui inclura la question de la pénibilité du travail.

"Nous en arrêterons ensemble le calendrier et les modalités à l'occasion de notre réunion d'agenda social", a-t-il précisé.

## "SABRE AU CLAIR"

Les responsables syndicaux présents ont mis en garde le gouvernement contre toute précipitation sur le sujet.

"Est-ce qu'on est prêt à mettre tout sur la table, à faire une vraie réforme qui dure en tenant compte des jeunes, des seniors, de la pénibilité ?" s'est interrogé le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque.

"Si on fait ça, il faut un débat qui dure toute l'année. Si on veut bâcler les choses et sanctionner les salariés en déplaçant l'âge de départ à la retraite, la CFDT n'acceptera pas cette démarche", a-t-il ajouté.

"Si on fait une opération blitzkrieg sur la retraite, ça ne passera pas", a averti pour sa part Jean-Claude Mailly (FO).

Pour Bernard Thibault, "le climat social, la situation sociale, ne se prêtent sans doute pas à un chef de l'Etat partant sabre au clair sur des réformes, sur des projets qui seraient loin de faire consensus".

Le secrétaire général de la CGT tout comme François Chérèque ont déploré que Nicolas Sarkozy n'ait pas davantage abordé une situation sociale qui reste difficile.

"Il y a des questions à traiter très lourdes cette année - chômeurs en fin de droit, seniors licenciés qui vont tomber dans les minima sociaux, secteurs industriels où chaque semaine qui passe continue de voir son lot de restructurations, voire de suppression d'activité. On aurait pu s'attendre à davantage d'analyse", a déploré le leader de la CGT.

Invoquant la poursuite de la montée du chômage, son homologue de la CFDT a plaidé pour le maintien des mesures sociales mises en oeuvre en matière de pouvoir d'achat, chômage partiel ou formation.

## "CINQUIÈME RISQUE"

Parmi les autres dossiers de 2010, Nicolas Sarkozy a cité la question de la dépendance et du "cinquième risque", qui représentent également un défi financier, médical et humain.

Il a souhaité aussi que la réunion du mois prochain soit l'occasion de faire progresser le dialogue social "à tous les niveaux" - dans l'entreprise ou la branche comme au niveau national.

Il s'est félicité de ce que la crise économique et financière internationale n'ait pas provoqué un déchirement du pays ni généré de troubles graves et a loué le "sens des responsabilités" des partenaires sociaux.

"Au lieu de souffler sur les braises, chacun a eu à coeur de trouver des solutions aux maux qui frappaient les Français, sans pour autant qu'il y ait coproduction", a-t-il déclaré.

Il a récusé l'idée d'une "cogestion" avec les principaux syndicats et taxé de "balivernes" le reproche qui a parfois été fait à leurs dirigeants d'entretenir des échanges trop assidus avec le gouvernement et l'Elysée.

## **Complément de l'Associated Press.**

En préambule, le chef de l'Etat a longuement remercié les syndicats pour le sens des responsabilités dont ils ont fait preuve tout au long de l'année 2009 face à la crise. "Si notre pays ne s'est pas déchiré, c'est que nous avons agi. Vite. Ensemble. Et je crois chacun avec les responsabilités qui sont les nôtres", a souligné Nicolas Sarkozy.

Et sans "coproduction", a-t-il insisté, qualifiant de "balivernes" les critiques visant les syndicats pour leur trop grande proximité avec le pouvoir. "Je ne crois pas que dans notre histoire sociale, nous ayons jamais connu un dialogue aussi fréquent et aussi dense", s'est félicité le chef de l'Etat. "Cela n'enlève rien aux divergences (...) Tout ceci témoigne d'une forme de maturité de notre démocratie", a encore estimé Nicolas Sarkozy.

Sur le fond, le chef de l'Etat s'est montré déterminé à enrayer le chômage qui n'est pas "une fatalité". "La lutte contre le chômage, ça sera le coeur de notre action en 2010 et nous allons le 15 février avoir une réunion d'agenda social qui nous permettra d'arrêter la liste des sujets, la méthode et le calendrier pour les traiter", a-t-il annoncé.

"Dans ces sujets, on a le problème immense de notre protection sociale face au défi du vieillissement" qui "nous impose de faire évoluer notre

système de retraite", a martelé le président, rappelant qu'il organisera "un rendez-vous sur les retraites en 2010, qui naturellement inclura la question de la pénibilité".

L'autre grand sujet sera "la dépendance", un "défi médical, organisationnel, financier, humain colossal". "Ce défi, c'est le 5e risque social, nous devons le relever ensemble. Et l'année 2010, c'est l'année du 5e risque", a insisté le chef de l'Etat. Enfin, il souhaite que la "réunion d'agenda (soit) l'occasion de faire progresser le dialogue, à tous les niveaux: dialogue au sein de l'entreprise, de la branche, dialogue au niveau national".

Visiblement irrité par les déclarations du chef de l'Etat sur la "responsabilité" des syndicats et la gestion de la crise "ensemble", le président de la CFTC Jacques Voisin a déclaré: "On a juste fait notre boulot". "Pousser encore plus loin le dialogue pour essayer de s'expliquer et se comprendre, c'est très bien. Mais la concertation n'est pas la cogestion. Les décisions, c'est lui qui les a prises", a-t-il ajouté.

"C'est vrai qu'on a plus de contacts qu'avec ses prédécesseurs", a expliqué de son côté le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly. "Parfois, on obtient des choses", a-t-il souligné. "Mais qu'il y ait un dialogue ne veut pas dire qu'on soit d'accord. Ce dialogue peut être tendu".

Pour le reste, "la date du 15 février va permettre de caler le calendrier". Et de prévenir, comme le leader de la CGT, que "le dossier des retraites sera un dossier dur". "S'il y a une opération blitzkrieg, c'est-à-dire un passage en force en juillet-août, comme pour la réforme Balladur en 1993, ça ne passera pas".

---

### **SNCF: Menace de grève nationale pour le 3 février. (16.01)**

#### **AP - 15.01**

La fédération CGT des cheminots a proposé vendredi à trois autres syndicats d'appeler à une journée nationale de grève à la SNCF le 3 février prochain, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

Cette proposition a été faite lors d'une rencontre entre les quatre fédérations de cheminots vendredi après-midi à Paris. La CFDT et Sud doivent donner leurs réponses respectives "dans le courant de la semaine prochaine", selon Alain Cambi, porte-parole de Sud-Rail. L'UNSA aurait donné son accord, selon Sud.

Depuis plusieurs mois, les syndicats de la SNCF dénoncent les suppressions de postes et les restructurations en cours au sein de l'entreprise, en premier lieu la réforme du fret.

---

### **SNCF: Sud-Rail se joint à l'appel à la grève le 3 février. (20.01)**

#### **AP - 19.01**

La fédération de cheminots Sud-Rail a annoncé mardi qu'elle se joignait à l'appel à la grève de la CGT pour le 3 février à la SNCF. La CFDT réserve sa réponse pour le courant de la semaine.

"Derrière le chantage permanent à la rentabilité économique ou les prétendues obligations européennes, le gouvernement et la direction SNCF poursuivent un même objectif politique: la dissolution de l'entreprise publique dans une multinationale des transports avec en corollaire un développement des filiales", dénonce Sud dans un communiqué.

L'organisation syndicale appelle les cheminots "à participer massivement à la grève du 3 février", entendant "faire de cette journée un ultimatum vis-à-vis de la direction".

---

### **La CGT veut relancer des actions unitaires dans la perspective de la réforme des retraites. (20.01)**

#### **AP - 19.01**

La CGT a déclaré mardi vouloir relancer l'intersyndicale à l'origine du mouvement social interprofessionnel de 2009, en vue de la nouvelle phase de réforme des retraites qui devrait occuper une bonne partie de l'agenda social 2010.

Réunie mardi, la commission exécutive de la CGT a décidé de "proposer l'organisation d'une nouvelle intersyndicale dès que possible", selon un communiqué diffusé par le syndicat. L'objectif serait "d'évaluer collectivement les possibilités d'action unitaire sur un plan interprofessionnel" et "de travailler aux convergences revendicatives sur l'avenir des retraites".

Les partenaires sociaux ont rendez-vous le 15 février prochain avec Nicolas Sarkozy pour définir l'agenda social 2010 qui comportera notamment le nouveau volet de la réforme des retraites engagée depuis 2003, avec à la clé le dossier explosif d'un nouvel allongement de la durée de cotisation.

"La situation sociale ne se prête sans doute pas à ce que le gouvernement parte sabre au clair sur des réformes qui seraient loin de faire consensus", avait prévenu le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault le 15 janvier, en marge des vœux de Nicolas Sarkozy aux partenaires sociaux.

L'intersyndicale, qui s'était constituée fin 2008 pour exiger du gouvernement et du patronat un changement de politique économique et sociale face à la crise, a organisé sa sixième et dernière journée de manifestations le 7 octobre dernier, sur fond de divisions.

La mobilisation avait été faible.

---

## **La SDJ de France 3 dénonce le « cynisme effrayant » de Guéant. (20.01)**

### **Libération.fr - 18.01**

Le secrétaire général de l'Elysée a estimé dimanche que les deux reporters de la chaîne, enlevés en Afghanistan, avaient fait preuve d'une « imprudence coupable » et a évoqué le coût « tout à fait considérable » des recherches. Ces propos ont choqué les organisations de journalistes.

Sermon sur « l'imprudence coupable » des deux reporters de France 3 enlevés en Afghanistan, fin décembre, contre leçon de journalisme. En lâchant que « le scoop ne doit pas être recherché à tout prix », et surtout en faisant valoir le coût de leur enlèvement, le secrétaire général de l'Elysée a « scandalisé » les organisations de journalistes. Le PS s'en mêle et l'UMP contre-attaque.

Invité, dimanche, du « Grand Rendez-Vous » Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France, Guéant a confirmé un agacement du président de la République à l'égard de ces deux journalistes: « Nicolas Sarkozy, à plusieurs reprises, a dit que cette imprudence était vraiment coupable. Ils avaient été très clairement mis en garde, il leur avait été très clairement demandé de ne pas s'aventurer ainsi parce qu'il y a des risques. » Le secrétaire général de l'Elysée leur reproche également de faire « courir des risques » aux « forces armées » sur place, qui, « du reste, sont détournées de leurs missions principales ». Dernier argument invoqué: le coût « tout à fait considérable » des recherches et, éventuellement, de négociations. Guéant n'hésite pas, alors, à livrer un chiffre, rappelant que « quelques jours seulement après leur disparition, on l'évaluait déjà à un million d'euros ».

### **« Outrance et indécence »**

De quoi faire bondir la Société des journalistes de France 3. « Cette grave remise en cause de nos collègues, kidnappés dans l'exercice de leur métier, révèle un cynisme effrayant », dénonce la Société des journalistes, reprochant à Guéant d'avoir voulu « polémiquer » alors que leurs confrères sont « actuellement en danger ». Parler argent leur semble encore plus déplacé: « en communiquant sur le "coût" supposé, le conseiller Guéant ne craint ni l'outrance, ni l'indécence. » La SDJ déplore, par ailleurs, « le mutisme absolu de la présidence de France Télévisions, alors que le professionnalisme de deux de ses journalistes est gravement remis en cause ».

Un appel de soutien a également été lancé par les amis des journalistes enlevés en Afghanistan, signé par plusieurs grands noms de la profession. « On ne peut absolument pas faire passer ces deux journalistes pour des amateurs inexpérimentés. Si certains veulent régler des comptes, ils le feront plus tard. Pour le moment, c'est la décence même de se taire », dénonce la journaliste Agnès Vahramian.

De son côté, Reporters sans frontières accuse, dans un communiqué, l'exécutif de vouloir « faire passer les deux journalistes pour des irresponsables ». « Désigner les journalistes comme des hommes qui prennent des risques inconsidérés et qui reviennent cher à l'armée et aux contribuables érode le soutien dont ils devraient bénéficier », craignent Dominique Gerbaud, président de la section française de RSF, et Jean-François Julliard, secrétaire général. L'organisation, qui juge « indécent » d'invoquer « le coût des actions engagées pour retrouver et libérer » les journalistes, a d'ailleurs demandé un entretien à l'Elysée « pour évoquer cette affaire ».

### **« Mépris pour la liberté de la presse »**

L'association du Prix Albert-Londres - « Goncourt » des journalistes - a aussi rappelé que refuser de « se laisser dicter » les sujets sur lesquels

enquêter ou non, «quels que soient les dangers» reste «un principe de base de notre métier».

Alors que la députée socialiste, Aurélie Filippetti, a déploré des propos de l'Elysée «proprement inacceptables», preuve, selon elle, «d'un véritable mépris pour la liberté de la presse», le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a mis en garde contre «tout signe de faiblesse du pouvoir qui encouragerait les journalistes à ne pas remplir leur fonction, y compris et surtout en temps de guerre». «Il est de la responsabilité du chef de l'Etat de tout mettre en oeuvre pour libérer nos compatriotes et leurs accompagnateurs», affirme-t-il.

Prenant la défense de Guéant, l'UMP a répliqué en se plaignant d'un «procès d'intention», «non seulement malveillant mais surtout idiot» intenté, selon son porte-parole, par le seul parti socialiste. A en croire Frédéric Lefebvre, «les propos du secrétaire général de l'Elysée ont le mérite de souligner que la vie est plus importante que tout!» «Qui peut penser que la vie même de ces journalistes ou la vie des soldats qui sont aujourd'hui à leur recherche ne mérite pas quelques précautions qui n'ont pas été prises dans cette affaire», tente-t-il de rattraper.

---

## **Quatre syndicats de cheminots appellent à manifester jeudi. (20.01)**

### **AP - 19.01**

Les principaux syndicats de la SNCF (CGT, CFDT, Sud et UNSA) appellent les cheminots à défilier jeudi aux côtés des fonctionnaires contre la "politique de démantèlement de la fonction publique et des services publics". Aucune grève nationale n'est toutefois prévue ce jour-là à la SNCF.

"Cette politique est aggravée par les attaques contre les statuts, l'emploi, le pouvoir d'achat avec la mise en concurrence des agents. Les effets de toutes les réorganisations engagées ont des conséquences néfastes sur les conditions de travail des personnels et sur la qualité du service public rendu à la population", estiment les quatre fédérations dans un communiqué commun diffusé lundi.

"L'entreprise publique SNCF, les cheminots, ne sont pas épargnés face à cette politique destructrice du gouvernement et de l'Union européenne", ajoutent-elles.

Les quatre syndicats de cheminots "appellent (...) à participer nombreux aux manifestations prévues le 21 janvier dans les territoires, en convergence avec les agents des collectivités territoriales, des hôpitaux et de l'éducation nationale".

Plusieurs syndicats de fonctionnaires (FSU, CGT et Sud notamment) appellent à une journée de grève et à des manifestations dans toute la France, jeudi, contre les réformes en cours et les suppressions de postes dans l'ensemble de la fonction publique.

---

## **La Guadeloupe est prête à redescendre dans la rue, dit Domota. (20.01)**

### **Reuters - 19.01**

Les Guadeloupéens se tiennent prêts à "régler dans la rue" leurs problèmes liés à la cherté de la vie et une grève générale est toujours envisagée à une date non déterminée, selon le porte-parole du LKP, Elie Domota.

Désireux de remobiliser la population un an après la longue grève de début 2009, le collectif organise à partir de mercredi une série de conférences, meetings et débats.

Samedi se déroulera une journée de solidarité de la Guadeloupe avec Haïti, son voisin des Caraïbes touché par un violent séisme la semaine dernière.

Le LKP avait été début 2009 à l'origine d'une grève contre la "vie chère" qui avait paralysé la Guadeloupe pendant 44 jours et s'était conclue par un accord dit "Bino" sur une augmentation mensuelle des bas salaires de 200 euros et diverses aides.

Un an après, le compte n'y est pas et l'Etat se fait "complice de l'escroquerie générale", affirme Elie Domota.

"Une chose est sûre, nous appellerons à la grève mais on ne sait pas encore à quelle date", a-t-il déclaré à Reuters par téléphone. "Le problème sera réglé dans la rue s'il le faut".

"L'ÉTAT EST GARANT DE LA 'PROFITATION'"

Malgré les décisions prises à la fin du conflit, la vie est, selon lui, toujours aussi difficile pour les quelque 405.000 Guadeloupéens.

"Il y a des produits pour lesquels les prix ont baissé et qui disparaissent des étalages, d'autres ont augmenté de 30%", dit le leader syndical.

Elie Domota dénonce en particulier la hausse du prix des carburants de quatre centimes d'euros le litre, entrée en vigueur le 1er janvier.

"Il faudrait que les choses soient claires entre les compagnies pétrolières, les raffineries et l'Etat, alors que là, c'est l'opacité la plus totale", dénonce-t-il. "L'Etat est garant de la 'profitation' et ça, nous ne l'acceptons pas".

L'accord "Bino", du nom de Jacques Bino, représentant syndical tué en marge de la grève générale de l'année dernière, prévoyait une hausse des bas salaires qui a été en partie appliquée.

Aux termes de l'accord, tous les salariés dont le salaire horaire de base est égal au smic et jusqu'à 1,4 smic voient leur revenu mensuel augmenter de 200 euros nets.

Elie Domota regrette que l'Etat ait modifié la base de calcul, "excluant ainsi 10.000 personnes, qui se retrouvent piégées".

Le président Nicolas Sarkozy a annoncé début novembre 137 mesures en faveur des collectivités d'outre-mer pour lutter contre la vie chère et favoriser leur développement économique sur une période de cinq à dix ans.

Insatisfait, le collectif "contre la profitation" - terme créole désignant notamment les sur-profits réalisés par les sociétés en position de monopole - se dit prêt à redescendre dans la rue et affirme que les Guadeloupéens sont prêts à le suivre.

"Les Guadeloupéens sont toujours mobilisés, c'est la vitalité du mouvement social qui préserve les emplois", affirme Elie Domota, qui considère comme un "grand succès" la manifestation qui a réuni 22.000 personnes selon lui - 7.500 selon la police - le 9 janvier dernier à Pointe-à-Pitre.

Le collectif LKP regroupe tous les syndicats de Guadeloupe à l'exception de la CFTC ainsi que des associations culturelles et des partis politiques.

---

## **Les syndicats sont contraints de se positionner plus vite que prévu. (21.01)**

### **Le Monde - 20.01**

La pression augmente et les syndicats n'aiment pas ça. Aux déclarations répétées de l'Elysée et du gouvernement sur la "nécessité" d'allonger la durée du travail pour répondre aux enjeux démographiques et à la crise du système de retraite s'ajoutent désormais les propos de la première secrétaire du PS. Avant la présentation par le chef de l'Etat de l'agenda social 2010, le 15 février, avant les rapports du Conseil d'orientation des retraites sur l'avenir du système, le débat se cristallise sur la nécessité de repousser à 61-62 ans l'âge légal de départ, actuellement à 60 ans.

François Chérèque rêve, lui d'un consensus. "Ce serait intelligent, la France n'a pas besoin d'un conflit sur cette question", estime le secrétaire général de la CFDT. Pour autant, le problème ne se résume pas à l'âge légal de départ, repère hautement symbolique. "S'il s'agit de dire, tout le monde part à 62 ans, précise M. Chérèque, cela ne fonctionnera pas." Le projet de résolution pour le 47e congrès de la CFDT, qui se tiendra du 7 au 11 juin à Tours, insiste sur la notion de liberté de choix, "permettre à chaque salarié de construire sa retraite".

D'accord pour ne pas bloquer sur les 60 ans, le président de la CFE-CGC, Bernard Van Craeneyste, explique qu'"en entrant dans la vie active à 22 ou 23 ans, et en cotisant 41 ans, pour l'instant, on est déjà à 63 ou 64 ans". Pour les cadres qu'il représente, ce scénario est fréquent. Il estime, lui aussi, qu'il faut individualiser les solutions. Pour les carrières longues, ceux qui travaillent dès 16 ou 17 ans, il faut pouvoir partir à 57 ou 58 ans. Il faut régler aussi le problème de l'emploi des seniors.

"Très négatif"

A l'opposé, ceux qui veulent conserver l'âge légal à 60 ans ne goûtent pas l'intervention de Martine Aubry. "Si c'est la position du PS, dit ainsi Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, nous avons un désaccord : si on repousse l'âge légal à 61- 62 ans, cela n'aura qu'un effet, baisser le niveau des pensions."

"Chacun peut s'exprimer comme il l'entend, explique de son côté Bernard Thibault, mais la CGT réaffirme le maintien du droit au départ à 60 ans." D'autant, fait valoir le patron de la CGT, que l'âge moyen de cessation d'activité est de 58 ans. "Beaucoup de ceux qui s'expriment sur



ce sujet montrent qu'ils ne sont pas en phase avec la réalité du travail et le fait que l'aspiration à partir tôt est de plus en plus forte", estime-t-il.

"Entrer dans le débat de cette manière est très négatif, dit Jacques Voisin, le président de la CFTC. Les 60 ans, il ne faut pas y toucher tant que l'on n'a pas posé la question des ressources." Pour lui, "le seul consensus, c'est qu'il faut faire quelque chose pour sauver, réformer le système des retraites". Dans ce cadre, une autre bombe pourrait exploser : le rapprochement des régimes du public et du privé. La CFDT se dit prête à plus ou moins longue échéance à une telle "unification". Un casus belli probable avec FO et la CGT, qui y verraient "la remise en cause du statut du fonctionnaire", selon les mots de M. Maily.

---

## **SNCF: la CFDT se joint à son tour à la grève du 3 février. (21.01)**

### **AP - 20.01**

La CFDT-cheminots a annoncé mercredi qu'elle se joignait au mot d'ordre national de grève le 3 février à la SNCF aux côtés de la CGT, de l'UNSA et de Sud pour dénoncer les suppressions de postes et les modalités des restructurations en cours dans l'entreprise publique.

"On se joint à l'appel du 3 février. Le préavis sera un préavis commun avec les autres syndicats", a déclaré mercredi à l'Associated Press le secrétaire général de la CFDT-Cheminots Arnaud Morvan. Selon lui, le préavis devrait être déposé jeudi dans la journée.

Ces quatre fédérations de cheminots appellent par ailleurs à se joindre aux manifestations de fonctionnaires prévues jeudi dans toute la France.

"Les effets de toutes les réorganisations engagées ont des conséquences néfastes sur les conditions de travail des personnels et sur la qualité du service public rendu à la population", estiment les quatre syndicats de cheminots dans leur appel commun à manifester.

---

## **Le secrétaire général de la CFDT souffle le chaud et le froid sur la réforme des retraites. (24.01)**

### **Le Monde - 23.01**

Deux jours sur le terrain, à la rencontre des militants de la CFDT, pour parler de la crise et présenter les textes qui seront en débat lors du 47e congrès, prévu du 7 au 11 juin à Tours : tel était l'objectif du secrétaire général de la confédération, François Chérèque, en déplacement à Angers, jeudi 21 et vendredi 22 janvier. De la crise, il en a été question, mais le dossier épineux des retraites a vite supplanté tout le reste.

"Aujourd'hui, on est interpellé dans tous les sens, ma messagerie est saturée, il faut un éclaircissement : est-ce vrai que tu es pour fusionner les systèmes du public et du privé ?", interpelle Gérard Bouin, secrétaire régional des fonctionnaires du ministère de l'écologie et de l'énergie. Pour ce militant de 55 ans, dont trente-huit à la CFDT, pas question de renoncer au mode de calcul des retraites dans le secteur public, qui se réfère aux salaires des six derniers mois, alors que le privé, moins avantageux, part des vingt-cinq meilleures années.

"Je ne peux préciser ce que je n'ai pas dit, rétorque François Chérèque. Lors d'une conférence de presse, mardi, j'ai clairement annoncé qu'il n'était pas question d'abandonner les six mois de référence, et on n'a jamais parlé de fusion des régimes."

Pour autant, le document du congrès se prononce pour une réforme "en profondeur du système des retraites". Il juge "utile de réfléchir aux conditions d'unification des régimes des salariés des secteurs public et privé ainsi qu'aux contreparties associées, en particulier pour les jeunes générations".

François Chérèque se défend : "Quand Bernard Thibault (le secrétaire général de la CGT) parle de "maison commune des retraites", tout le monde dit qu'il va bloquer la réforme. Quand c'est moi qui emploie la même expression, on m'accuse de vouloir fusionner les régimes !" La "maison commune" est un concept avancé lors du congrès de la CGT, en décembre, pour rendre les régimes solidaires les uns des autres et asseoir le système par répartition.

Dans la salle, où se pressent 150 représentants de syndicats, les questions s'enchaînent. Didier Besnard, de l'Interco 72 (Sarthe), veut que l'objectif de "pérenniser le système par répartition" soit plus clairement affiché.

En aparté, Gérard Bouin rappelle : "En 2003, quand on a soutenu la réforme des retraites, on l'a payé au prix fort, des dizaines de démissions dans mon syndicat, et on est passés, dans mon secteur, sur Angers, de quelque 20 % des voix à 13 %." Au niveau national, 30 000 militants avaient quitté la CFDT, reconnaît la direction. "Si le syndicat remet en question l'existant pour les fonctionnaires, beaucoup partiront", prévient M. Bouin.

"Tout doit être sur la table", persiste M. Chérèque, qui prend néanmoins soin de se démarquer du gouvernement. Ce que réclame le secrétaire général de la CFDT, c'est une réforme globale, avec du temps pour la mener à bien. Il veut que les partenaires sociaux étudient d'autres systèmes, comme la retraite par points ou les comptes individuels dits "notionnels", afin que la France puisse opter pour le meilleur système.

L'approche du gouvernement est différente : le ministre des affaires sociales, Xavier Darcos, est pressé. Il veut ouvrir le dossier des retraites après les élections régionales de mars, et agir en priorité sur la durée de cotisation ou le report de l'âge légal de la retraite. "Si le gouvernement veut jouer sur ces deux points, menace M. Chérèque, alors on n'aura pas d'autre choix que de descendre dans la rue avec les autres."

Selon lui, la discussion sur une réforme de fond doit prendre l'année, et se conclure après le congrès de la CFDT. "J'attends que vous me disiez ce que vous voulez comme réforme, ce débat concerne toute la société", martèle-t-il. Une façon pour celui qui postule à un dernier mandat à la tête de la CFDT d'éviter une nouvelle crise.

---

## **Bernard Thibault appelle à l'unité syndicale pour la retraite à 60 ans. (26.01)**

**Libération.fr et AFP - 25.01**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault appelle à la "mobilisation" dans "l'unité syndicale" pour "éviter une décision brutale du gouvernement" remettant en cause la retraite à 60 ans, dit-il dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de lundi.

Après la faible mobilisation de la grève de jeudi dans la fonction publique, le leader de la CGT souhaite "de nouvelles initiatives qui appellent à la mobilisation des salariés afin d'exercer une pression plus forte" sur les dossiers des retraites, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Sur les retraites, "on doit déjà tirer la sonnette d'alarme afin d'éviter une décision brutale du gouvernement", insiste Bernard Thibault selon lequel "l'avenir des retraites d'un pays ne se règle pas avec un lance-pierres en quelques semaines".

"Le chômage progresse pour les jeunes et pour les plus anciens dont certains vont être condamnés aux minima sociaux avant de pouvoir atteindre l'âge de la retraite. Comment justifier auprès d'eux qu'ils devraient à l'avenir cotiser plus longtemps", demande M. Thibault qui s'engage à "défendre ardemment le droit au départ à 60 ans".

Il appelle le chef de l'Etat Nicolas Sarkozy à "infléchir sa politique trop à l'écoute des employeurs" et à établir "clairement la méthode et le calendrier pour ce rendez-vous retraite" annoncé par le gouvernement.

---

## **Retraites : la CGT détaille ses propositions. (28.01)**

**LeFigaro.fr - 27.01**

En attendant de savoir si la totalité des huit organisations syndicales répondent favorablement à une journée de mobilisation nationale début mars, notamment sur l'avenir des retraites, la CGT avance ses propositions. «Nous avons décidé de lancer de 15 au 19 février une grande campagne d'information et de sensibilisation à travers une multitude d'initiatives locales dans les entreprises mais aussi, par exemple, dans les centres commerciaux pour connaître les attentes des salariés», a expliqué mercredi Bernard Thibault, le secrétaire général de l'organisation.

Respect des spécificités

Dans le détail, la centrale de Montreuil avance déjà quelques pistes avant même que ne commence le débat national. Par la voix d'Éric Aubin, désormais en charge du dossier des retraites, la CGT se dit favorable à «un élargissement de l'assiette des cotisations à l'intéressement, à la participation sans oublier les stock-options». Elle ne ferme pas la porte non plus «à une hausse des cotisations salariales, en parallèle bien entendu à celle des cotisations patronales».

Par ailleurs, le premier syndicat de France pose la question sur l'avenir de la gestion des retraites entre le gouvernement et le patronat et demande qu'y soient associés des représentants des salariés dans une maison commune des retraites associant tous les régimes, sans pour autant remettre en cause les spécificités de chacun. Avec comme socle commun : celui du droit à la retraite à 60 ans, avec 75 % du salaire net d'activité. Par contre la centrale s'oppose à l'augmentation de la durée de cotisations.

## **Retraites : Bernard Thibault a demandé, mercredi, à Nicolas Sarkozy de "clarifier" ses objectifs. (28.01)**

**AP - 27.01**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a demandé, mercredi, à Nicolas Sarkozy de "clarifier" ses objectifs sur la réforme des retraites lors du "sommet social" du 15 février. Il met en garde contre une décision durant l'été, période de vacances peu propice à la mobilisation et, cette année, de Coupe du monde de football.

Le rendez-vous sur les retraites est "pour l'instant un rendez-vous mystérieux", a déclaré Bernard Thibault sur France Info.

Rappelant son souhait d'une unité syndicale sur ce dossier, il espère qu'en "parlant d'une seule voix, nous pourrions déjà clarifier la question de savoir dans quel délai et comment le président de la République entend organiser le rendez-vous des retraites 2010".

"Quelque chose nous dit qu'on pourrait nous refaire le mauvais coup de l'été", a ajouté le leader de la CGT, rappelant qu'en 1993 le gouvernement Balladur avait augmenté la durée de cotisation des salariés du privé fin juillet, et qu'en 2003 le parlement avait examiné la loi Fillon en juillet.

"Quelque chose me dit que le chef de l'Etat pourrait être de nouveau inspiré par ce scénario (...) avec en plus cette année l'avantage que la tension pourrait être détournée sur une compétition sportive mondiale qui pourrait être aussi une bonne fenêtre", selon M. Thibault.

Pour lui, "les syndicats ont aussi une responsabilité pour exiger de la transparence sur ce qui va se faire sur un enjeu (...) considérable".

## **La CFTC contre une mobilisation en mars. (29.01)**

**LeFigaro.fr - 28.01**

Elle s'oppose à la CGT, qui veut une manifestation unitaire centré sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics.

La CFTC s'est étonnée, jeudi, de l'annonce d'une mobilisation unitaire début mars «alors qu'aucune réunion -intersyndicale ne s'est tenue qui aurait pu prendre une telle décision». La centrale chrétienne réagissait à la proposition faite la veille par la CGT d'organiser un mouvement centré sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics.

Son président, Jacques Voisin, a expliqué n'être «pas favorable à l'organisation d'une telle manifestation, notamment à la veille d'une élection politique». Pour lui, «les grandes manifestations en 2009 ont montré qu'elles ne constituaient pas le moyen d'action approprié, en l'état actuel des choses».

La CFTC - qui n'appelait pas à la dernière mobilisation unitaire - craint un nouvel échec des syndicats qui pourrait profiter au gouvernement.

**Commentaire.** Quelle charitable intention !

## **Les policiers votent pour les syndicats de gauche. (30.01)**

**Reuters - 29.01**

Les élections professionnelles dans la police française ont confirmé le poids des syndicats proches de la gauche et la persistance du malaise des forces de l'ordre face à la politique de sécurité du gouvernement.

Environ 140.000 fonctionnaires de police étaient appelés à désigner leurs représentants syndicaux et la participation a été très forte, avec plus de 82%, rapporte vendredi le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Chez les gradés et gardiens de la paix, l'union entre Unité police, classée à gauche, et le SGP-FO a remporté près de la moitié des suffrages avec 47,8%, contre 37,6% au syndicat Alliance, réputé proche de la majorité.

Le syndicat Unsa Police a obtenu pour sa part 9,7% des voix.

Chez les officiers, le Snop, classé à gauche, a obtenu 54% des voix, devant le syndicat Synergie (44,5%), classé à droite.

Dans un communiqué, l'union SGP-Unité police appelle l'administration à tenir compte de sa victoire électorale et à engager sans tarder des négociations sur les questions de promotion et de salaires, notamment.

"Il est indispensable pour notre institution, mais aussi pour notre République, de rompre avec les incompréhensions et les confrontations qui polluent le dialogue social dans la police depuis un an et demi", écrit-il.

Le ministère de l'Intérieur a assuré de son côté que la concertation sociale reprendrait rapidement.

Ces élections, étalées sur trois jours cette semaine, constituaient un test pour le gouvernement, qui veut faire de la sécurité l'un des thèmes de campagne des élections régionales.

Or, la plupart des syndicats dénoncent la "course aux chiffres" impulsées par Nicolas Sarkozy depuis 2002, alors qu'il dirigeait le ministère de l'Intérieur, et contestent de plus en plus ouvertement les statistiques officielles.

Même le syndicat Alliance critique la "culture du chiffre" alors que, parallèlement, les effectifs diminuent.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a revendiqué à la mi-janvier une petite baisse de la délinquance de 1,04% en 2009, assurant que l'essentiel était de rester sur une tendance favorable.

Mais des sociologues estiment que ce chiffre résulte d'un comptage contestable.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos syndicales

- Total: la France doit sortir de la "schizophrénie", estime François Chérèque. (26.02)
- Quatre syndicats de médecins généralistes appellent à la grève le 11 mars. (26.02)
- CGT et Solidaires appellent à manifester devant Total le 8 mars. (26.02)
- Nouvelle grève dans les ports vendredi à l'appel de la CGT. (26.02)
- Ikea: trois syndicats sur cinq refusent les propositions de la direction. (26.02)
- Appel à la grève de pilotes d'Air France de vendredi à lundi. (26.02)
- Cinq syndicats de la Fonction publique appellent à la grève le 23 mars. (25.02)
- Grève chez Total : Christian Estrosi "satisfait" de la position de la CGT. (25.02)
- Total: la CFDT demande la suspension de la grève. (23.02)
- Sud-Rail pour une grève nationale à la SNCF à partir du 23 mars. (23.02)
- Total: la CGT quitte les discussions et appelle au durcissement du conflit. (22.02)
- Appel à la grève le 12 mars dans l'Education. (18.02)
- Appel à une journée de grève mercredi contre une modification des conditions d'accueil en crèche. (17.02)
- Retraites : les syndicats appellent à manifester le 24 février contre la baisse des pensions. (17.02)
- Comment les dirigeants syndicaux organisent la casse de nos retraites. (16.02)
- Des délégués syndicaux occupent le siège d'Ikea France. (10.02)
- CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa, FSU et Solidaires d'accord sur un texte a minima. (09.02)
- CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA. demandent un "vrai débat" sur les retraites. (09.02)
- Appel à la grève dans les raffineries de Total le 17 février. (06.02)
- SNCF: trois syndicats déposent une nouvelle "demande de concertation immédiate". (06.02)
- Les partenaires sociaux se penchent sur les fins de droits. (06.02)
- Le gouvernement manque de courage sur les retraites, dit la CFDT. (04.02)
- Ultimatum des syndicats pour la raffinerie de Total à Dunkerque. (04.02)
- Préavis de grève à la DGAC du 23 au 27 février. (03.02)
- SNCF : la CGT envisage une grève reconductible. (02.02)
- FO ne participera pas à l'intersyndicale envisagée le 8 février. (02.02)
- FO ne veut pas de la manifestation nationale de la CGT. (02.02)
- Chômeurs en fin de droits: Darcos renvoie la question aux partenaires sociaux. (01.02)
- Education : le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri passe la main. (01.02)

### **Education: le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri passe la main. (01.02)**

#### **AP - 31.01**

Le sixième congrès de la FSU, première fédération de l'Education nationale, s'ouvre lundi à Lille, un rendez-vous au cours duquel l'actuel secrétaire général Gérard Aschieri doit passer la main en fin de semaine, après trois mandats.

L'élection est prévue vendredi matin en fin de congrès. M. Aschieri, 58 ans en mars prochain, devrait passer la main à Bernadette Groison, 48 ans, professeur des écoles et membre du SNUipp-FSU, premier syndicat d'instituteurs.

Elle est la seule candidate en lice mais devra obtenir, selon les statuts de la Fédération syndicale unitaire (FSU), 70% des voix au sein du conseil délibératif fédéral, le parlement du syndicat.

Gérard Aschieri, agrégé de lettres et professeur de lettres dans un lycée du Raincy (Seine-Saint-Denis), a été élu secrétaire général de la

FSU en 2001. Il a été ensuite reconduit deux fois à ce poste lors des congrès de 2004 et 2007.

Créée le 15 avril 1993 après une scission de la FEN (Fédération de l'Education nationale, devenue l'UNSA-Education en décembre 2000), la FSU est la première fédération syndicale de la Fonction publique d'Etat, via son poids au sein de l'Education nationale.

Aux dernières élections professionnelles du 2 décembre 2008 à l'Education nationale, la FSU a remporté 47,05% des voix dans le premier degré et 46,48% dans le second degré.

---

## **Chômeurs en fin de droits: Darcos renvoie la question aux partenaires sociaux. (01.02)**

### **AP - 31.01**

Le ministre du Travail Xavier Darcos a estimé dimanche que la situation des chômeurs en fin de droits était une question qui "appartient aux partenaires sociaux", en réponse à la proposition de l'UNEDIC de travailler de concert avec l'Etat sur ce dossier.

"L'allocation chômage, sous toutes ses formes, elle est gérée paritairement. Ce sont aux partenaires sociaux de dire comment ils voient les choses évoluer. Il y a d'ailleurs une négociation qui est ouverte sur les conséquences sociales de la crise et c'est à eux de dire comment les choses doivent évoluer", a martelé le ministre au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI.

Les syndicats et le patronat se réuniront vendredi prochain au siège du MEDEF pour trouver des solutions au problème du million de chômeurs en fin de droits attendu d'ici à fin 2010.

M. Darcos a par ailleurs assuré que "cette discussion est ouverte, elle n'est pas fermée du tout" et que "le gouvernement écouterait les partenaires sociaux, il n'est pas question de considérer que l'affaire n'existe pas".

Le tout nouveau président de l'UNEDIC, Gaby Bonnard, a récemment demandé au gouvernement de travailler ensemble à l'élargissement des conditions d'obtention de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) pour les chômeurs en fin de droits.

---

## **FO ne veut pas de la manifestation nationale de la CGT. (02.02)**

### **Reuters - 01.02**

Force ouvrière annonce qu'elle ne se rendra pas à la réunion proposée par la CGT aux sept autres syndicats français pour tenter d'organiser une manifestation nationale début mars.

Son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, estime que la perspective d'une mobilisation à l'approche des élections régionales et excluant la question des retraites "vise à privilégier le contenant au contenu".

"Force ouvrière considère qu'il appartiendra à chaque organisation d'affirmer ses positions le 15 février lors de la rencontre dite de "l'agenda social", qui se déroulera à l'Elysée, écrit-il dans un communiqué.

La CFTC avait déjà pris ses distances la semaine dernière avec la proposition de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, d'organiser une "mobilisation unitaire interprofessionnelle" début mars, dans le prolongement des mouvements de l'an passé.

Le dirigeant cégétiste avait précisé qu'il comptait réunir les autres syndicats dans la semaine du 8 février, dans la perspective de la réunion du 15 février à l'Elysée.

Pour la CFTC, les grandes manifestations du début 2009 pour exiger des mesures sociales et salariales "ont montré qu'elles ne constituaient pas le moyen d'action approprié."

De son côté, Jean-Claude Mailly avait plaidé sans succès, au printemps 2009, pour une grève générale, estimant que les grandes manifestations n'avaient pas permis d'infléchir la politique du gouvernement.

## **FO ne participera pas à l'intersyndicale envisagée le 8 février. (02.02)**

### **AP - 01.02**

La confédération FO a annoncé lundi qu'elle ne participerait pas à la réunion intersyndicale envisagée le 8 février, préférant notamment attendre le résultat de la rencontre prévue entre les partenaires sociaux et Nicolas Sarkozy le 15 février sur le calendrier de la réforme des retraites.

Dans un communiqué diffusé lundi, FO "considère qu'il appartiendra à chaque organisation d'affirmer ses positions le 15 février lors de la rencontre dite de l'agenda social".

Alors que la CGT propose déjà des manifestations en mars, FO estime notamment qu'une telle démarche "en période électorale (...) vise à privilégier le contenant au contenu".

En conséquence, FO "décide de ne pas participer à la réunion dite intersyndicale qui pourrait se tenir le 8 février". Le syndicat pose comme préalable à une telle réunion "des contacts bilatéraux avec les autres confédérations syndicales pour comparer et confronter les analyses et positions sur ce dossier essentiel et prioritaire des retraites".

---

## **SNCF: la CGT envisage une grève reconductible. (02.02)**

### **AP - 01.02**

Alors que les quatre plus grosses fédérations de cheminots appellent à une journée de grève pour mercredi à la SNCF, le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, dit attendre 40% de grévistes et menace par ailleurs d'un mouvement reconductible si la direction et le gouvernement "ne veulent rien entendre".

Les fédérations de cheminots CGT, CFDT, UNSA et Sud appellent à une journée nationale de grève contre les restructurations engagées à la SNCF, en premier lieu celle du fret, et les suppressions d'emplois. Le mouvement commencera mardi soir à 20h.

"J'attends 40% de grévistes, ce qui permettra de créer un rapport de force pour contraindre la direction et le gouvernement à ouvrir des négociations", déclare M. Le Reste dans un entretien au journal "Le Parisien-Aujourd'hui en France" de lundi.

Mais, ajoute-t-il, "s'ils ne veulent rien entendre, on enclenchera le lendemain un processus dont les modalités d'action pourraient déboucher sur une grève reconductible".

Les syndicats réclament que soit revu le budget 2010, "notamment son volet emploi", qui, selon M. Le Reste, va conduire à la suppression d'"au moins 3.600 postes de cheminots". Par ailleurs, selon lui, "la SNCF est en train de se désengager du fret au profit d'hypothétiques opérateurs privés".

---

## **Préavis de grève à la DGAC du 23 au 27 février. (03.02)**

### **AP - 02.02**

L'intersyndicale CGC, CGT, FO, UNSA-IESSA de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), dont dépendent notamment les contrôleurs aériens, a déposé mardi un préavis de grève courant du 23 au 27 février au matin.

Les syndicats dénoncent une "casse organisée (...) susceptible de dégrader la sécurité du transport aérien". Les motifs d'inquiétude sont les mêmes que lors de la grève du 14 janvier.

En substance, certains agents de la DGAC craignent de perdre leur statut de fonctionnaire si une réforme les intègre à un organisme européen de navigation aérienne, pour l'heure à l'état de projet, dit projet Fabec. Ils dénoncent aussi les non-remplacements de départs à la retraite équivalents à la suppression de 190 postes en 2010.

Ils demandent l'abandon du projet de fusion des services dans un organisme européen, et la hausse des recrutements.

## **Ultimatum des syndicats pour la raffinerie de Total à Dunkerque. (04.02)**

### **Reuters - 03.02**

Les salariés de la raffinerie des Flandres près de Dunkerque (Nord) prendront possession du site si la direction de Total ne redémarre pas l'activité sur place d'ici le 15 février, prévient la CGT.

L'ultimatum signé par la CGT, FO et Sud Chimie laisse 12 jours à la compagnie pétrolière pour redémarrer la raffinerie arrêtée depuis le 15 septembre et organiser les grands travaux de maintenance programmés initialement en mars.

"Passé cette date, nous prendrons possession des lieux", peut-on lire dans le communiqué.

Total qui emploie sur le site 620 personnes dont 260 équivalents temps plein employés par des sous-traitants, n'a pas souhaité faire de commentaire.

Lundi, le groupe pétrolier a reporté à fin juin la décision définitive sur l'avenir de la raffinerie lors d'un Comité central d'entreprise extraordinaire.

L'annulation du grand arrêt quinquennal, obligatoire pour la bonne exploitation de l'usine, et la création d'un futur centre d'assistance technique et d'un centre de formation avaient également été annoncées lundi par Total.

Les syndicats ont vu dans ces annonces la fin de l'activité raffinage de Dunkerque.

Total doit publier ses résultats le 11 février. Les analystes anticipent en moyenne un bénéfice net de huit milliards d'euros au titre de 2009.

Une réunion intersyndicale nationale se réunira vendredi pour décider d'un éventuel appel à la grève dans les six raffineries exploitées en France par Total.

La CGT s'est déjà prononcée en faveur d'un arrêt de travail de 48 heures dans le courant de la semaine du 15 février.

L'an dernier, Total avait déjà provoqué la colère de ses salariés en raison du lancement d'un plan de restructuration de son raffinage, avec 555 suppressions de postes en France, quelques jours après avoir annoncé des bénéfices record de 14 milliards d'euros au titre de 2008.

Les raffineries européennes sont actuellement en difficulté en raison de la chute des marges de raffinage et du manque de débouchés pour l'essence.

---

## **Le gouvernement manque de courage sur les retraites, dit la CFDT. (04.02)**

### **Reuters - 03.02**

Le numéro un de la CFDT, François Chérèque, dénonce le manque de courage du Premier ministre et du gouvernement qui prévoient, selon lui, un rafistolage d'un système de retraite inégalitaire et déficient.

Interrogé sur France Inter, il a jugé que le pouvoir exécutif semblait avoir déjà tranché pour une réforme limitée à ses plus simples paramètres, comme l'allongement de la durée effective de cotisation, un court-circuitage, d'après lui, du dialogue social qui débouchera obligatoirement sur un conflit.

"C'est pas normal, on a le sentiment que le gouvernement a décidé", a-t-il dit, en référence aux dernières déclarations de François Fillon et de son ministre du Travail, Xavier Darcos.

Ces derniers ont exclu une réforme globale du système passant par l'examen du passage à un système à points ou à compte notionnels, que souhaite la CFDT.

"Le gouvernement, il faut qu'il choisisse : ou il veut faire une vraie réforme sur le fond par le dialogue (...) ou il décide tout seul et inévitablement il y aura des conflits", a dit le secrétaire général de la CFDT.



Les partenaires sociaux seront reçus le 15 février par le président de la République pour fixer l'agenda social de 2010, dont la réforme des retraites sera l'élément principal.

"Le Premier ministre avance déjà des pions qui sont des pions décisifs, mais ce qui est plus terrible c'est qu'on commence par le mauvais bout, c'est-à-dire qu'on commence à parler des paramètres sans avoir mis sur la table les problèmes" du système actuel et ses inégalités, a ajouté François Chérèque.

Le responsable syndical a souligné que les personnes qui touchent des salaires peu élevés contribuent proportionnellement plus que les cadres, et qu'un allongement de la durée du travail pénaliserait ceux qui ont commencé à travailler jeune.

"Quand le Premier ministre dit 'c'est trop compliqué, c'est trop long, il faut changer les paramètres, c'est-à-dire déplacer l'âge de la retraite de 60 ans à 62 ou 63', ça veut dire qu'il dit non" à une réforme d'ampleur.

"Ça veut dire qu'il choisit de faire un rafistolage d'un système qui prend l'eau de partout, et surtout de maintenir ces inégalités, donc c'est un manque de courage politique", a poursuivi François Chérèque.

Selon lui, "le Premier ministre veut donner un signe, en particulier vis-à-vis de l'Europe, sur les déficits publics, la justice sociale il s'en moque".

"La question qui se pose aujourd'hui c'est : est-ce qu'on a du courage politique et on voit que notre système social est inégalitaire et on réduit ces inégalités, ou on manque de courage et on fait à la petite semaine et on le fera inévitablement dans le conflit", a poursuivi François Chérèque.

Commentaire.

Le jaune Chérèque s'engouffre dans une brèche que les dirigeants du mouvement ouvrier ont participé à créer dans le passé et qui ne les a jamais vraiment embarrassés jusqu'à présent, il fallait s'y attendre, on y reviendra. Ils étaient trop occupés à protéger leur boutique, l'aristocratie ouvrière !

Le traitement inégal des différentes couches du prolétariat sur la question des retraites était-il inévitable ? Qui a osé le remettre en cause ? Personne, vous avez passé votre tour et laissez la main à la réaction, elle aurait tort de se gêner aujourd'hui. Un travers du réformisme ou les "bienfaits" de la négociation qui finalement divise la classe ouvrière plus qu'elle ne l'unit. (A suivre)

---

## **Les partenaires sociaux se penchent sur les fins de droits. (06.02)**

### **Reuters et AP - 05.02**

Les partenaires sociaux ont commencé à travailler vendredi sur le problème des chômeurs en fin de droits, dont le nombre devrait fortement augmenter cette année en raison de la crise économique.

Le dossier sera abordé lors du sommet social du 15 février à l'Élysée.

Le groupe de travail composé de responsables syndicaux et du patronat a examiné plusieurs pistes pour éviter que des centaines de milliers de personnes ne se retrouvent sans revenu lorsqu'expireront leurs droits au chômage.

"Tous, organisations patronales et syndicales, pensent qu'il y a un vrai problème que nous devons régler", a déclaré Dominique Tellier, responsable des relations du travail et des politiques de l'emploi du Medef, dans un communiqué.

Le groupe de travail pourrait se réunir à nouveau le 12 février.

Il a examiné vendredi la possibilité de créer une taxe sur les indemnités de précarité, une prolongation de l'allocation équivalent retraite, un accompagnement renforcé pour aider ces personnes à trouver un travail et un assouplissement des conditions d'accès à l'allocation spécifique de solidarité.

Selon Pôle Emploi, un million de chômeurs pourraient perdre leurs droits cette année, soit près de 20% de plus qu'en 2009.

Parmi eux, 400.000 n'auraient alors droit à aucun revenu, n'étant pas éligibles au revenu de solidarité active ou aux diverses allocations.

Précision de l'Associated Press.

Le porte-parole de FO Stéphane Lardy s'est déclaré "raisonnablement optimiste".

Sur ce dossier, les organisations syndicales réclament notamment que les conditions d'accès à certains minima sociaux soient assouplies, notamment pour l'Allocation spécifique de solidarité (ASS), et le Revenu de solidarité active (RSA) auxquels les moins de 25 ans n'ont pas droit.

Commentaire.

Vous êtes trop bons monseigneurs ! La perspective du RSA ou de l'ASS pour 400.000 travailleurs supplémentaires, une victoire... à mettre au compte de la collaboration de classe, car parallèlement les dirigeants syndicaux refusent d'appeler dans l'unité à la mobilisation l'ensemble de la classe ouvrière contre les licenciements contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions qui sont garants du fonctionnement du régime capitaliste.

Tous les bureaucrates syndicaux méritent le traitement qu'ils préconisent pour ces 400.000 travailleurs.

---

## **SNCF: trois syndicats déposent une nouvelle "demande de concertation immédiate". (06.02)**

### **AP - 05.02**

Trois fédérations de cheminots (CGT, UNSA et Sud) ont annoncé, vendredi dans un communiqué, avoir déposé une demande de concertation immédiate (DCI) auprès de la direction de la SNCF, démarche obligatoire pour pouvoir éventuellement déposer un préavis de grève dans les prochaines semaines en cas d'échec des discussions.

Cette annonce intervient deux jours après une grève nationale à la SNCF contre les restructurations et les suppressions de postes, mercredi dernier. La CFDT, pour sa part, prendra une décision après avoir consulté ses instances lundi.

La CGT, l'UNSA et Sud précisent avoir déposé cette DCI "afin de créer les conditions d'une vraie négociation permettant d'obtenir des réponses allant dans le sens" de leurs revendications.

---

## **Appel à la grève dans les raffineries de Total le 17 février. (06.02)**

### **Reuters - 05.02**

Cinq syndicats de Total (CGT, CFDT, CGC, FO et Sud) se sont réunis vendredi pour convenir des actions à mener après l'annonce, lundi, par le groupe pétrolier d'un report à fin juin de la décision sur l'avenir de la raffinerie des Flandres.

Les syndicats ont vu dans cette annonce et dans l'annulation du grand arrêt quinquennal de maintenance qui était programmé en mars la fin de l'activité raffinage de Dunkerque (pour plus de détails ).

"Nous appelons à la grève dès le 17 février (...) nous ne pouvons pas dire si on part pour trois mois ou pour deux jours", a dit un représentant de la CGT ayant participé à la réunion.

Les syndicats demandent la tenue d'un nouveau comité central d'entreprise (CCE), estimant que les documents sur l'avenir de la raffinerie qu'ils ont reçus lors de la réunion du 1er février ne suffisent pas.

"Nous exigeons de la direction qu'elle nous convoque pour un CCE (...), qu'elle mette enfin les dossiers sur la table, que l'on puisse enfin discuter sur des éléments tangibles", a ajouté le responsable de la CGT.

La raffinerie des Flandres, qui représente 13% des capacités françaises de raffinage de Total, est fermée depuis le 15 septembre pour une durée indéterminée en raison, dit Total, de la faiblesse de la demande et des marges de raffinage.

Les syndicats CGT, FO et Sud Chimie ont menacé mercredi de prendre possession du site si la direction de Total ne redémarrait pas l'unité de production avant le 15 février. "L'ultimatum court toujours", a dit le syndicaliste.

Total, qui exploite en France six raffineries sur les 12 que compte le pays, emploie à Dunkerque 620 personnes dont 260 équivalents temps plein employés par des sous-traitants.

Confronté à une baisse de la demande, le raffinage français perd environ 150 millions d'euros par mois depuis mars 2009 et ses marges devraient rester faibles au moins jusqu'à la fin de l'année, a déclaré jeudi le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip).

Commentaire.

Le rédacteur de cet article complaisant envers Total oublie de préciser qu'en 2008 Total avait engrangé 14 milliards d'euros de profit et 8 milliards en 2009.

Au-delà de l'ensemble des salariés du groupe Total en France, il faut appeler l'ensemble des travailleurs confrontés à la même situation dans tout le pays à se mettre en grève à partir du 17 février, sur un mot d'ordre simple : pas un seul licenciement !

---

## **CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA. demandent un "vrai débat" sur les retraites. (09.02)**

**Reuters - 08.02**

Les représentants de six syndicats français, réunis lundi à Paris, ont réclamé à l'Elysée un vrai débat sur la réforme des retraites qui n'écarte aucune question, et déclaré qu'ils refusaient de se voir imposer un calendrier. Dans un communiqué publié à l'issue de leur réunion, les organisations CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA (FO ne participait pas à la réunion et la CFTC était présente en tant que simple observateur) ne mentionnent cependant pas le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, point présenté jusqu'ici comme non négociable.

"Nous sommes bien face à un choix de société. C'est notamment la question des solidarités intergénérationnelles qui est posée. Les organisations syndicales n'accepteront pas une mascarade de concertation", dit le communiqué.

"Elles ne se laisseront enfermer ni dans un calendrier ni dans un débat qui ne prendraient pas en compte l'ensemble des questions, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité", ajoutent-elles.

L'Elysée et le gouvernement ont annoncé leur intention de mener à bien dès cette année la réforme du régime général des retraites, avançant l'idée d'un report de l'âge de départ à la retraite.

Ce dossier sera au menu d'un "sommet social" convoqué le 15 février à la présidence de la République et où doivent être abordés d'autres dossiers.

Les syndicats disent être convenus de se réunir à nouveau après cette échéance "pour analyser le contenu du sommet social et envisager les perspectives d'action et de mobilisation dès le mois de mars 2010".

"Elles (les centrales syndicales) souhaitent parvenir à des constructions unitaires les plus larges possibles pour obtenir des résultats redonnant confiance et espoir au monde du travail", ajoute le texte rédigé en commun.

Commentaire.

Le dispositif "intersyndical" pour aider Sarkozy à faire passer sa contre-réforme sur les retraites est en train de se mettre en place. Voyons comment ils s'y prennent.

1- Ils réclament un "vrai débat", avec qui ? Avec les représentants du capital, Sarkozy et son gouvernement ainsi que le patronat. Accepter de débattre avec eux sachant que se sont eux qui détiennent le pouvoir, c'est accepter délibérément de se placer sur leur terrain, le terrain des intérêts des capitalistes qui d'une part voudraient nous faire travailler plus longtemps, pour d'autre part qu'on perçoive une retraite pendant une période toujours plus courte, mieux encore : privatiser les retraites.

Travailler et cotiser plus longtemps pour en échange bénéficier d'une retraite plus courte et dans bien des cas inférieure, voilà la perspective cynique que voudrait nous imposer Sarkozy et que les dirigeants syndicaux sont prêts à discuter avec lui.

2- En martelant qu'ils "n'accepteront pas une mascarade de concertation", ils veulent faire croire à leurs bases qu'ils sont sincères et qu'ils pourraient influencer les choix du gouvernement, alors qu'ils ont décidé clairement de se placer à ses côtés contre la classe ouvrière.

3- Fillon et Darcos notamment ont déjà indiqué à plusieurs reprises que le relèvement de l'âge du départ à la retraite était inévitable et que si un désaccord persistait sur ce point avec les syndicats, le gouvernement passerait outre et légifèrerait. Le "débat" est déjà clos avant d'avoir commencé, voilà la vérité.

Le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans ne figurant pas dans ce communiqué, il faut en conclure que les syndicats présents à cette réunion considèrent comme acquis le report de l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans, autant dire qu'ils ont capitulé sans combat devant le gouvernement, qu'ils ont fait leur la position de Sarkozy.

4- Ils comptent utiliser "l'ensemble des questions" sur les retraites, non pas pour préserver ce qui est acquis et l'étendre à d'autres catégories de travailleurs, mais pour s'en servir comme éléments de marchandage auprès du gouvernement et de division des travailleurs, selon la formule bien rodée depuis 1945 : ne touchez pas ou pas trop à notre fond de commerce à nous les syndicats, et en échange nous vous laisserons tailler à la hache dans la masse.

5- Les bureaucrates pourris des syndicats ont repoussé à une date ultérieure et indéterminée tout appel à la mobilisation de la classe ouvrière pour sauver nos retraites et imposer une défaite à Sarkozy, prétextant les élections régionales de la mi-mars, histoire de donner un répit supplémentaire au gouvernement, à tous les partis qui à l'unisson expliquent qu'il faut "réformer" le système actuel de retraite ainsi qu'aux médias à ses ordres - en réalité ils rêvent tous de le liquider, pour préparer psychologiquement les masses à une nouvelle régression sociale qui serait aussi inévitable... que le renflouement des banques !

En réalité, les dirigeants syndicaux sont prêts à accepter le "calendrier" fixé par Sarkozy comme l'indique leur participation-collaboration au "sommet" du 15 février, leur réserve non avouée ou plutôt leur crainte porte sur un autre aspect de la situation qui pourrait modifier leur "calendrier" : la lutte de classe du prolétariat et son refus d'une énième contre-réforme des retraites...

Après avoir porté lundi un nouveau coup à la classe ouvrière en refusant de s'en tenir au maintien du départ à la retraite à 60 ans, en refusant de l'appeler à se mobiliser dans l'unité sur la seule base de ses intérêts de classe, il est clair que ces collaborateurs de Sarkozy sont les principaux responsables de la démoralisation du prolétariat en lui interdisant de mener ce combat contre le gouvernement, les principaux fossoyeurs de nos retraites et des syndicats.

6- En conclusion, leur "intersyndical", les "constructions unitaires les plus larges possibles" qu'ils proposent sur la base de l'acceptation du report de l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans, n'ont pas d'autre objectif que de faciliter la tâche à Sarkozy, elles consistent à aider la classe à creuser sa propre tombe, à enterrer elle-même les 60 ans. Et puisque qu'ils ont réalisé leur front unique au sommet sur cette base-là, sur la base de la remise en causes des 60 ans, c'est bien avec le gouvernement qu'ils l'ont réalisé, contre la classe ouvrière, contre l'ensemble des militants du mouvement ouvrier qui entendent préserver cet acquis, du coup seule l'unité et la mobilisation de l'ensemble des militants des syndicats et des partis pourraient les obliger à se désolidariser du gouvernement et dresser un obstacle face à Sarkozy et son projet réactionnaire.

Il faut bien comprendre qu'accepter ou refuser de s'en tenir aux 60 ans pose une question cruciale à la classe ouvrière : doit-elle demeurer plus longtemps subordonnée au régime capitaliste, son sort doit-il continuer d'être dicté par le capital, ou au contraire, doit-elle déterminer librement son destin en fonction de ses intérêts distincts de classe, autrement dit rompre les chaînes qui l'empêchent d'avancer vers son émancipation ?

Ce qui est en jeu une nouvelle fois, c'est l'indépendance de classe du prolétariat nécessaire à son combat pour préserver ses acquis et en finir avec le capitalisme, avec les institutions de la Ve République. C'est également dans cette perspective politique que ce combat doit s'inscrire, car si nos retraites sont incompatibles avec l'existence ou la survie du capitalisme, cela signifie que notre combat doit se situer dans une perspective politique débarrassée du capitalisme, notre combat ne peut se situer que dans l'une ou l'autre perspective, partant de là, la seule perspective qui puisse correspondre à la satisfaction de l'ensemble de nos revendications ou besoins, aspirations pose directement la question de l'abolition du capitalisme et du pouvoir politique en place...

Dans la situation sociale actuelle, a-t-elle la volonté, la capacité, de briser le cycle infernal de la servitude qui concourt à son propre malheur depuis plus de deux siècles ? La classe ouvrière bien mal outillée mais pas complètement désarmée, la réponse à cette question est de la responsabilité de chaque militant, celle accablante des dirigeants syndicaux n'est plus à établir, d'ailleurs, pour ne nourrir ou ne faire naître aucune illusion dans ces lieutenants de la bourgeoisie dans la tête des travailleurs ou des militants, nous ne leur demandons rien, nous n'exigeons rien d'eux, pas plus d'ailleurs de Sarkozy et son gouvernement.

Quel que soit le syndicat ou le parti auquel on a adhéré, si l'on entend vraiment défendre nos retraites, la responsabilité de chaque militant est de répondre présent à l'appel des partis ou des syndicats qui refusent clairement la remise en cause de nos retraites et qui entendent mener le combat unitaire jusqu'au bout pour imposer une défaite à Sarkozy. Adopter une toute autre position reviendrait à donner raison à Sarkozy, Chérèque, Thibault et consorts qui misent sur les divisions du mouvement ouvrier pour infliger une nouvelle défaite à la classe ouvrière. Ce front unique est possible, à chacun militant ensuite de prendre ses responsabilités.

## **CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa, FSU et Solidaires d'accord sur un texte a minima. (09.02)**

### **Lefigaro.fr et Reuters - 08.02**

Les organisations syndicales ont préparé ce lundi soir leur rencontre avec le chef de l'Etat.

Service minimum. (lefigaro.fr)

Le communiqué commun auquel sont parvenues lundi soir, après trois heures de discussion, six organisations syndicales (CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa, FSU et Solidaires FO ne participait pas à la réunion et la CFTC était présente en tant que simple observateur) n'est en fait qu'un avertissement au gouvernement à moins d'une semaine de la réunion d'agenda social qui doit se tenir à l'Élysée le 15 février.

«La situation économique et sociale reste très dégradée et est très préoccupante pour les salariés, les retraités, les chômeurs et les jeunes qui subissent encore durement les conséquences d'une crise qui s'installe dans la durée», indiquent les signataires dans leur texte commun. Et les mêmes d'exiger du gouvernement «une réorientation des politiques publiques pour réduire les inégalités et renforcer les dispositifs solidaires.»

Pour eux, la solution ne peut passer que «par des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste, des politiques publiques en faveur d'une relance économique respectueuse des impératifs écologiques.» Un texte d'une page qui ne détaille aucune mesure concrète, seule solution pour parvenir à un communiqué commun, tant les positions des uns et des autres divergent. «Chaque centrale développera ses propres solutions lors du sommet social», a justifié Carole Couvert, future secrétaire générale de la CFE-CGC. «On est resté dans les axes généraux», a confirmé Marcel Grignard, le n°2 de la CFDT qui proposera au chef de l'Etat la reconduction d'un certain nombre de mesures prises en 2009 pour amoindrir l'effet de la crise.

Retraites. (Reuters)

Les représentants de six syndicats français, réunis lundi à Paris, ont réclamé à l'Élysée un vrai débat sur la réforme des retraites qui n'écarte aucune question, et déclaré qu'ils refusaient de se voir imposer un calendrier.

"Nous sommes bien face à un choix de société. C'est notamment la question des solidarités intergénérationnelles qui est posée. Les organisations syndicales n'accepteront pas une mascarade de concertation", dit le communiqué.

"Elles ne se laisseront enfermer ni dans un calendrier ni dans un débat qui ne prendraient pas en compte l'ensemble des questions, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité", ajoutent-elles.

L'Élysée et le gouvernement ont annoncé leur intention de mener à bien dès cette année la réforme du régime général des retraites, avançant l'idée d'un report de l'âge de départ à la retraite.

Ce dossier sera au menu d'un "sommet social" convoqué le 15 février à la présidence de la République et où doivent être abordés d'autres dossiers.

Les syndicats disent être convenus de se réunir à nouveau après cette échéance "pour analyser le contenu du sommet social et envisager les perspectives d'action et de mobilisation dès le mois de mars 2010".

"Elles (les centrales syndicales) souhaitent parvenir à des constructions unitaires les plus larges possibles pour obtenir des résultats redonnant confiance et espoir au monde du travail", ajoute le texte rédigé en commun.

---

## **Des délégués syndicaux occupent le siège d'Ikea France. (10.02)**

### **Libération.fr et AFP - 09.02**

Une quarantaine de représentants du personnel occupent depuis lundi matin le siège d'Ikea France à Plaisir (Yvelines) pour réclamer des augmentations de salaires. Le mouvement fait suite à une grève qui touche plusieurs magasins Ikea depuis samedi.

«Nous voulons que la direction prenne conscience qu'elle ne peut pas venir aux réunions nationales en proposant 0% d'augmentation. Nous voulons que les représentants de la direction s'engagent à présenter mercredi une enveloppe convenable», a déclaré à l'AFP Hocine Redouani, délégué FO du magasin Paris-Nord.

Sept représentants du personnel ont prévu d'occuper les locaux dans la nuit de lundi à mardi, selon Hocine Redouani, qui a également précisé que des débrayages étaient attendus mardi dans différents magasins.

«Nous demandons une augmentation globale de 4% et on nous propose 0% et 1,2% individuellement au mérite alors qu'Ikea France a fait 52 millions de bénéfices nets en 2009», a dit Adel Amara, délégué syndical européen FO. Les représentants du personnel ont été reçus dans l'après-midi par la direction.

«La nouvelle directrice des ressources humaines a repris toutes les demandes des syndicats et la date de mercredi de la prochaine réunion dans le cadre des NAO (négociations annuelles obligatoires) a été confirmée», a dit à l'AFP Pierre Deyries, directeur de la communication d'Ikea France.

«La direction propose 1,2% d'augmentation au mérite car la rémunération est le pendant d'une performance», a-t-il poursuivi, en soulignant que les salariés bénéficient notamment d'une prime d'intéressement qui représente «parfois plus qu'un 14e mois».

Les trois principaux syndicats d'Ikea (CFDT, FO, CGT) protestent contre les propositions salariales faites par la direction lors des négociations annuelles obligatoires (NAO). Un mouvement de grève a commencé samedi, empêchant l'ouverture de deux magasins et des débrayages perturbant six autres établissements, selon Pierre Deyries. Des débrayages ont eu lieu dans les établissements de Paris-Nord dimanche et de Plaisir lundi.

---

## **Comment les dirigeants syndicaux organisent la casse de nos retraites. (16.02)**

**AFP 14.02 ; AP, AFP, Reuters, LeFigaro.fr et Libération.fr - 15.02**

Le sommet antisocial du 15 février au Palais.

Le calendrier de Sarkozy.

1- négociations avec les partenaires sociaux en avril, puis en juin et juillet si nécessaire. Il s'évite ainsi un débat public au moment des élections régionales données perdantes pour l'UMP.

2- Un texte de loi sur la réforme des retraites sera déposé par le gouvernement au Parlement 'au début de l'automne', début septembre a-t-il été précisé.

Sarkozy est un président rassuré, donc heureux et il a de quoi.

Il a salué le 'climat sérieux et responsable' du sommet, car sa seule tenue le légitime, c'est toujours bon à prendre pour le pouvoir. 'Nous avons pu élaborer une méthode de discussion et un calendrier pour les mois à venir. Les réformes vont continuer parce que la France en a besoin', a-t-il dit.

Ce qui n'aurait pas été "responsable" aurait été de se placer résolument au côté du prolétariat.

Les réactions. -

Thibault (CGT). Au cours du week-end il avait dit : si M. Sarkozy entretient le flou sur le calendrier des discussions, "c'est qu'on nous prépare un mauvais coup avec une procédure expresse" (AFP 14.02), le voilà rassuré, c'est donc que Sarkozy n'est pas celui que l'on croit, il nous prépare un bon coup ! Le 15 : "les choses vont tout de même aller relativement rapidement" (AFP 15.02) -

Chérèque (CFDT). "C'est une première avancée", s'est-il félicité. (AP 15.02) "l'engagement qu'il n'y ait pas de réforme cet été est une bonne chose, mais c'est quand même un calendrier assez restreint".(AFP 15.02) -

Maily (FO). Il s'est lui aussi félicité de "l'engagement du président" à ce qu'il n'y ait "rien en juillet-août". (AFP 15.02) . -

Voisin (CFTC). "Ce qui nous inquiète, quand même, c'est que le projet de loi devra être sur la table en septembre". (AFP 15.02) -

Mélenchon (PG). Il a déclaré que le fait que Sarkozy propose aux partenaires sociaux que les discussions sur la réforme des retraites commencent "début avril" était "le signe qu'il battait en retraite" à un mois des régionales. (AFP 15.02) Tu parles, n'importe quel président à la botte du patronat aurait fait de même, Mélenchon qui ne sait pas quoi dire pour se distinguer, enfonce une nouvelle fois une porte ouverte ! La preuve.

S'il est exact que "L'Élysée a d'abord travaillé sur l'hypothèse d'une loi votée dès le mois de juillet", finalement "la décision finale de faire voter une loi sur les retraites «au tout début du mois de septembre» a finalement été prise lors d'une réunion au sommet, mercredi dernier. Au cours de cette réunion, le chef de l'État a pris acte que le Conseil d'orientation des retraites ne pourrait pas remettre ses conclusions dès la fin du mois de mars, au lendemain des élections régionales. La date du 14 avril a donc été arrêtée pour recueillir les dernières évaluations du COR. Dès lors, l'hypothèse d'une loi en juillet paraissait plus qu'improbable. «Entre la procédure parlementaire et la validation par le Conseil d'État, il nous est apparu très difficile de faire passer la réforme en juillet», confie un conseiller, présent à la réunion." (lefigaro.fr 15.02)

Il est toujours bon de remettre les choses à leurs places... et Mélenchon avec !

Le Figaro a lâché le morceau sur le calendrier : "en réalité il ne cède que quelques semaines sur le calendrier prévu" (lefigaro.fr 15.02)

Il est vrai qu'entre le 31 août et le "début septembre" (Sarkozy), c'est long, cela change tout !

La méthode :

1- ils sont tous d'accord qu'il faut "réformer" les retraites, ils ne cessent de le répéter sur tous les tons, leur diagnostic est le même que Sarkozy.

2- les syndicats s'en remettent à Sarkozy qui n'espérait pas davantage, rien de tel pour démoraliser la classe.

3- les syndicats (CGT-CFDT) mentent ouvertement aux travailleurs en expliquant par exemple qu'ils vont tout faire pour leur éviter de "nouveaux sacrifices" grâce... aux journées d'action !

4- pour que cette contre-réforme passe tranquillement il est préférable d'associer les travailleurs à la remise en cause de leur droit à la retraite, comme dit Thibault, ils doivent "être de la partie" : en avant pour les journées d'action. (AP 15.02)

5- une journée d'action programmée le 23 mars qui par avance dans l'esprit de nombreux militants et travailleurs se terminera comme les journées des 19 janvier et 29 mars 2009.

6- noyer la question de l'âge du départ à la retraite et le nombre d'annuités dans un ensemble de revendications : "les organisations syndicales affirment leur volonté d'agir pour que le débat prenne en compte l'ensemble des questions" écrivent les syndicats (CFDT, la CGT, la FSU, l'Unsa et Solidaires) dans leur communiqué diffusé le 15 au soir.

L'objectif et le contenu de cette contre-réforme connus de tous.

"Sur le fond, il s'agira toujours de faire passer une «solution mixte». À la fois allongement de la durée de cotisation et report à 62 ans de l'âge officiel de départ à la retraite". (lefigaro.fr 15.02)

Tous derrière Sarkozy, chacun à sa manière bien sûr. Il faut "réformer" le système actuel des retraites.

- Hamon (PS). Le Parti socialiste a demandé à Nicolas Sarkozy et au gouvernement de ne pas se prêter à un "simulacre de concertation" avec les partenaires sociaux sur les retraites. (LeMonde.fr 15.02) Ce n'est pas un "simulacre de concertation" puisqu'ils sont tous indésolés au capital ! Il encourage l'exécutif à "dire, le plus clairement et le plus tôt possible, ses intentions", comme si on ne les connaissait pas d'avance ! Comment combattre le gouvernement quand on ne connaît pas précisément ses intentions, impossible, CQFD !

- Laurent (PCF). Il estime que la méthode de Sarkozy est de "faire mine d'organiser un débat pour finalement passer en force". (AFP 15.02) Parce qu'il fallait attendre autre chose de sa part ?

- Parisot (MEDEF). A propos de l'âge légal de départ à la retraite : "Nous avons été les premiers à le dire et cette idée a irrigué le débat politique" (AFP 14.02), autrement dit, il apparaîtra clairement qu'en recourant à cette mesure, Sarkozy aura donné satisfaction au patronat. Qui doutait qu'il était le président des capitalistes et de la Bourse ?

- Besancenot (NPA). Dans Libération "le système des retraites est avant tout une question de répartition des richesses" (LePost 15.02) Et après ? Rien, comme d'habitude. Pour qu'une nouvelle répartition des richesses soit possible il faut commencer par renverser le régime et les institutions de la Ve République, chasser Sarkozy et son gouvernement, cela Besancenot ne le dira jamais. Il n'est pas le seul.

Un accord ou un consensus serait le bienvenu... sur le dos des travailleurs, cela va de soi.

- PS. "Nous n'avons vraiment pas l'impression que le gouvernement ait l'intention de s'engager sur la voie d'une négociation avec les

organisations syndicales et recherche réellement un accord pour la réforme des retraites", assure Marisol Touraine, député d'Indre-et-Loire et secrétaire nationale du PS chargée de la protection sociale. (Le Monde 15.02)

"Oui, il faudra des sacrifices mais ils devront être acceptables, c'est-à-dire justes", insiste Mme Touraine. (id) Inutile de commenter : réactionnaire !

- MEDEF. Parisot : "l'objectif est d'obtenir un consensus". "Nous pensons que c'est possible" (AP 15.02)

Sarkozy, une demi-vérité pour un mensonge.

'Je n'accepterai pas que soit remis en cause le principe des retraites par répartition, ni que l'on diminue les pensions des retraites', a-t-il déclaré.

Qui peut le croire ? Personne, toutes les contre-réformes précédentes (1993, 2003) ont entraîné une baisse des pensions, par tous les bouts nos vieux coûtent trop cher au capitalisme. Est-ce supportable, doit-on accepter, ce sont des questions que l'on peut poser à chaque travailleur ou retraité, auxquelles ils doivent réfléchir librement pour arriver au constat qu'il faut liquider le capitalisme qui nous entraîne vers l'abîme. Il faut que les travailleurs en viennent à prendre conscience que le cours de leur vie avec son lot de malheur et de souffrance est le produit de l'existence du capitalisme, que tous les rapports sont dictés par une nécessité, celle du capital et qu'en réalité dans cette société ils n'ont aucun droit.

Analyse du communiqué du 15 février signé par les syndicats CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA.

1- Il n'est pas fait référence au maintien des 60 ans, l'âge légal pour partir à la retraite.

2- Il n'est pas fait référence au retour au 37,5 annuités pour tous.

3- Il n'est pas fait mention de la nécessité de ne pas réduire le niveau des pensions.

4- Il n'est pas fait mention du refus d'accepter une hausse des cotisations sociales.

5- Il n'est précisé nulle part qu'ils s'opposaient à la remise en cause du système de retraite par répartition.

6- Il n'est précisé nulle part qu'ils s'opposaient à l'alignement du public sur le privé.

7- A l'opposé, ils s'en remettent au gouvernement donc désarment travailleurs et militants "le gouvernement n'a apporté aucune réponse concrète".

8- Ils continuent de réclamer de la part de Sarkozy un vrai "débat sur les retraites, (qui) prenne en compte l'ensemble des questions", faisant ainsi croire qu'il serait possible que Sarkozy prenne en compte les besoins des travailleurs en matière de retraite, c'est les jeter dans les bras de Sarkozy.

9- Ils enfoncent le clou en précisant "Les rendez-vous fixés par le président de la République et les négociations avec le patronat doivent être l'occasion d'apporter des solutions favorables aux salariés.", comme si cela était possible...

10- Les dirigeants de ces syndicats n'ont pas l'intention d'infliger un recul ou une défaite à Sarkozy, il s'agit de "porter", de "peser sur (les) différents rendez-vous" fixer par Sarkozy

11- Comme aucun de ces syndicats ne combat pour en finir avec le capitalisme, il est normal qu'ils terminent leur communiqué en précisant que leur préoccupation est "la sortie de crise" du capitalisme, ajoutons, dont les travailleurs seront les principales victimes puisque l'horizon indépassable de ces dirigeants syndicaux demeure le capitalisme.

12- Ils proposent une journée d'action le 23 mars, de quoi faire trembler le régime !

### **Commentaire.**

On pourrait se montrer optimiste et dire que plus longtemps durera le débat sur les retraites, plus les travailleurs pourront s'en saisir, mais comme ce débat est truqué d'avance et que les médias vont matraquer pendant des mois que la remise en cause de notre droit à la retraite est inéluctable, nécessaire, il y a peu de chances que la vérité émerge et que les travailleurs puissent s'en saisir.

La division, les manoeuvres de diversion, les journées d'action feront le reste du sale boulot pour faire passer cette contre-réforme conforme



aux attentes du patronat, de l'UE au FMI en passant par l'OCDE.

Cela étant, on ne peut compter que sur la mobilisation (unitaire) de l'ensemble des militants se réclamant de la classe ouvrière pour tenter de briser le carcan des appareils traitres du mouvement ouvrier qui font cause commune avec Sarkozy.

Pas question de s'adresser aux dirigeants des syndicats et des partis ayant déjà pris ouvertement position au côté de Sarkozy, ce serait colporter chez les travailleurs des illusions dans cette vermine.

Par contre, rien n'empêche les militants des syndicats et des partis d'interpeller leurs dirigeants respectifs et de mener le combat pour le front unique avec l'ensemble des militants et des travailleurs qui entendent infliger une défaite à Sarkozy.

A défaut d'y parvenir, rien n'empêche de situer ce combat dans une perspective politique révolutionnaire pour construire le parti, ce qui devrait être notre priorité absolue. Rien de plus facile que de lier le combat pour nos retraites à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions (dans lesquelles on peut inclure les appareils inféodés au régime), puisqu'ils sont finalement l'obstacle à abattre et en principe l'objectif du combat du mouvement ouvrier, ceux qui ne le mènent pas, ne combattent pas en réalité pour cet objectif ou ils s'en sont écartés. (A suivre)

---

## **Retraites : les syndicats appellent à manifester le 24 février contre la baisse des pensions. (17.02)**

### **AP - 16.02**

Les fédérations de retraités CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA et FGR-FP appellent à manifester dans toute la France le 24 février contre la baisse des pensions. Cette mobilisation intervient alors que le gouvernement entamera aux printemps la concertation pour une nouvelle phase de la réforme des retraites en 2010.

A Paris, un rassemblement est prévu à partir de 14h à proximité de l'Assemblée nationale. "Année après année les retraités constatent une baisse continue de leur pouvoir d'achat", déclarent les sept fédérations syndicales dans un communiqué commun diffusé mardi.

Pour les syndicats, "trop de hausses ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'inflation retenue", et "la revalorisation des pensions basée sur l'inflation est insuffisante pour maintenir le pouvoir d'achat des retraités".

Les sept fédérations assurent que sur 14 millions de retraités, "quatre millions perçoivent le minimum contributif", soit près de 580 euros par mois, "et plus de cinq millions entre 800 et 1.100 euros".

---

## **Appel à une journée de grève mercredi contre une modification des conditions d'accueil en crèche. (17.02)**

### **AP - 16.02**

Un collectif d'associations et de syndicats, intitulé "Pas de bébés à la consigne", appelle les personnels du secteur de la petite enfance à observer mercredi une journée de mobilisation et de grève contre un projet de décret assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

Selon le collectif, dont sont notamment membres la CGT, l'UNSA, la FSU et la FCPE, un préavis de grève a été déposé pour les crèches publiques et des débrayages pourraient avoir lieu dans les établissements privés. Un rassemblement est prévu à partir de 10h à proximité de l'hôtel Matignon pour y déposer des pétitions et demander à être reçu par le Premier ministre François Fillon.

Le projet de décret, présenté début février au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), permet d'abaisser de 50% à 40% le seuil minimal obligatoire de présence de professionnels de la petite enfance (auxiliaires de puériculture, éducatrices de jeunes enfants, puéricultrices) dans les établissements d'accueil de moins de six ans, selon les syndicats.

En outre, le décret permettrait d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" de 10% dans les établissements de 20 places, 15% dans ceux de 21 à 40 places et 20% pour les crèches de plus de 40 places. Pour le collectif, "ces nouvelles dispositions porteront atteinte à la qualité d'accueil des bébés et aux conditions de travail des personnels des crèches" et "des haltes-jeux".

---

## **Appel à la grève le 12 mars dans l'Education . (18.02)**

## Reuters - 17.02

Huit syndicats d'enseignants, dont le Snes-FSU, premier syndicat du second degré, appellent à une journée nationale de grève et de manifestations dans les collèges et lycées le vendredi 12 mars.

Le principe d'une mobilisation contre les réformes dans l'Education était acquis mais les syndicats devaient choisir la date, a précisé une responsable du Snes à Reuters.

L'intersyndicale comprend aussi le Snalc-Csen, le Snep-FSU, le Snetap-FSU, le SNFOLC, la CGT, Sud, et le SNCL-FAEN.

Les syndicats protestent en particulier contre les conditions dans lesquelles doit s'effectuer la rentrée 2010 compte tenu des suppressions de postes et contre la réforme du lycée.

## **Total: la CGT quitte les discussions et appelle au durcissement du conflit. (22.02)**

### AP - 21.02

La CGT a claqué la porte des discussions avec la direction de Total dimanche soir, et a immédiatement appelé à "durcir" la grève qui paralyse les six raffineries du groupe depuis trois jours.

"Les négociations sont rompues. Le durcissement du conflit avec élargissement aux autres groupes pétroliers est maintenant d'actualité. Nous allons appeler les salariés à durcir le mouvement", a déclaré le coordinateur CGT de Total, Charles Foulard avant de quitter le siège du groupe à La Défense. Des assemblées générales devaient avoir lieu lundi dans les sites touchés par le mouvement.

"La direction en est restée à une simple proposition de participation à des tables rondes, sur Dunkerque et nationale, sans aucune garantie pour le reste de nos revendications" concernant l'avenir du raffinage en France, a dénoncé M. Foulard, dont le syndicat est en pointe du mouvement lancé cette semaine, notamment en soutien à la raffinerie de Dunkerque, menacée de fermeture.

"Lorsque les pompes seront à sec et les citoyens seront à pied, M. Sarkozy, malgré les élections régionales, il faudra bien qu'il bouge", a-t-il lancé, interpellant le président de la République.

De son côté, la direction a confirmé aux journalistes avoir proposé "prioritairement des engagements d'emploi" sur le site industriel de Dunkerque pour les salariés de la raffinerie menacée de fermeture et plus largement "à l'intérieur du groupe". La direction a dit également avoir proposé deux tables rondes, l'une sur "le raffinage en France et en Europe" et l'autre sur "le raffinage dunkerquois".

Les syndicats et la direction de Total avaient entamé à 14h des discussions tendues pour tenter de mettre un terme à la grève illimitée, alors que la CGT agit le spectre d'"une grave pénurie".

De son côté, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi avait reçu pendant "une heure" le directeur général de Total Christophe de Margerie à Bercy. Ce dernier lui avait assuré qu'il n'y aurait "pas de fermeture du site industriel", "quel que soit le projet retenu", a rapporté le ministre.

"Il n'y aura donc aucun licenciement de salariés du site de la raffinerie des Flandres", avait expliqué M. Estrosi devant la presse. "M. De Margerie m'a confirmé son engagement pour qu'au-delà du problème des salariés du site des Flandres, Total s'engage à tout faire pour maintenir une activité industrielle permettant au port de Dunkerque et à l'ensemble des sous-traitants actuels de la raffinerie de conserver leur niveau d'activité et d'emploi", avait poursuivi le ministre.

Quand aux autres raffineries, M. De Margerie s'est engagé à ce qu'aucune "ne soit touchée par la moindre fermeture", avait souligné M. Estrosi. "Dès lors, les conditions nous semblent réunies pour un dialogue social utile et constructif", avait jugé le ministre. Mais peu après, les discussions s'achevaient sur une impasse.

Avant la rupture des discussions, M. Foulard avait reproché à la direction de refuser "de s'engager sur une garantie de non-fermeture ou de non-cession sur une longue période". Quant au maintien de l'activité industrielle sur le site de Dunkerque, "qu'on nous dise laquelle", avait-il rétorqué. "Un port méthanier par exemple, c'est 50 salariés, alors qu'on a 450 sous-traitants concernés, le compte n'y est pas".

"J'observe que M. Estrosi a la convocation facile, il n'a pas les résultats forcément en face, pour l'instant", a relevé le porte-parole du Parti socialiste Benoît Hamon sur i>Télé, estimant que le gouvernement peut "bien sûr" faire quelque chose. C'est le patron de Total "qui prend cette responsabilité de mettre l'économie française en panne sèche s'il ne consent pas d'actes forts en période de crise en direction des

salariés de Total", c'est aussi la responsabilité "du gouvernement, si à la clé, à la sortie de la convocation au ministère de l'industrie il n'y a pas de réponses fortes du patron de Total", a-t-il ajouté.

De son côté, invité du Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI, François Bayrou a estimé que "ce n'est pas une affaire de licenciement, c'est une affaire d'effacement d'un outil industriel qui est de très bonne qualité et dans un site, Dunkerque, qui vit entre 20 et 30% de cette raffinerie". Il a dit considérer "qu'une entreprise comme celle-là, Total, a une responsabilité, pas seulement à l'égard de ses actionnaires, mais que cette entreprise a une responsabilité sociale et nationale".

---

## **Sud-Rail pour une grève nationale à la SNCF à partir du 23 mars. (23.02)**

### **Reuters - 22.02**

Le syndicat Sud-Rail propose une grève nationale reconductible à la SNCF à compter du 23 mars pour protester contre les restructurations à la société de chemins de fer.

Dans un courrier adressé aux fédérations des cheminots CGT, Unsa et CFDT, Sud-Rail explique que la SNCF n'a tenu aucun compte des revendications des syndicats lors de la grève d'avertissement du 3 février.

Après cette grève, suivie selon la SNCF par un peu plus d'un quart des salariés, deux réunions dans le cadre de Demandes de concertation immédiates (DCI) ont eu lieu entre la direction de l'entreprise et les syndicats, l'une avec un front unitaire CGT/Unsa/Sud-Rail, l'autre avec la CFDT.

"Après les réunions dans le cadre de ces DCI, la fédération Sud-Rail considère que la direction continue de faire la sourde oreille aux revendications des cheminots", écrit le syndicat dans un communiqué de presse.

"Pour ce qui nous concerne, les syndicats de la fédération Sud-Rail entendent construire un mouvement de grève reconductible à compter le 23 mars. Il nous semble que c'est le moment, compte tenu du contexte professionnel et interprofessionnel".

Après le sommet social du 15 février à l'Élysée, les syndicats CFDT, CGT, FSU, Unsa et Solidaires - dont fait partie Sud-Rail - avaient appelé à une journée de grèves et de manifestations en France le 23 mars pour l'emploi, le pouvoir d'achat et les retraites.

"La tension monte et il faut unifier tout cela dans un mouvement rassemblant secteur public, secteur privé, retraités, chômeurs...", écrit Sud-Rail dans son communiqué.

---

## **Total : la CFDT demande la suspension de la grève. (23.02)**

### **AP - 22.02**

La fédération chimie-énergie de la CFDT demande la suspension du mouvement de grève illimitée chez Total, après l'annonce par la direction que le comité central d'entreprise sur l'avenir de la raffinerie de Dunkerque est avancé au 8 mars.

Dans un communiqué diffusé lundi, la CFDT "considère comme une avancée l'annonce faite par la direction de convoquer le 8 mars un comité central d'entreprise extraordinaire".

La CFDT précise qu'à cette occasion, "elle exigera que soient confirmés les engagements obtenus lors de la négociation", de dimanche, "sur la garantie de l'emploi des salariés du groupe Total et la pérennité du site de Flandres".

"Dans l'intérêt des salariés de Total et des sous-traitants, et afin de créer les conditions du dialogue pour gagner le pari de l'emploi", l'organisation syndicale "en concertation avec son coordinateur, son délégué syndical central et ses délégués syndicaux de sites, demande la suspension du mouvement en assemblée générale du personnel".

Reste que le syndicat à la pointe du mouvement, et majoritaire dans le groupe, est la CGT. Son porte-parole, Charles Foulard, n'était pas joignable lundi en milieu d'après-midi.

## **Grève chez Total : Christian Estrosi "satisfait" de la position de la CGT. (25.02)**

### **AP - 24.02**

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est déclaré mercredi "satisfait de l'appel de la CGT" la veille en faveur d'une suspension de la grève chez Total, mais a répété qu'il voulait "la réouverture de la raffinerie des Flandres si jamais il n'y pas un vrai projet de substitution".

"Je suis satisfait de l'appel de la CGT hier soir", a déclaré le ministre de l'Industrie sur RTL. Le syndicat majoritaire avait estimé mardi soir que les "avancées significatives" obtenues lors des négociations avec la direction créaient "les conditions d'une suspension du mouvement de grève".

"Je respecterai la décision des salariés" qui doivent se réunir mercredi en assemblées générales, "mais je crois que toutes les conditions sont réunies désormais" pour cet arrêt de la grève, a-t-il ajouté.

Quant au site de Dunkerque, M. Estrosi n'a pas exclu qu'il redémarre son activité de raffinage. "Pourquoi pas?", a-t-il affirmé. "Je veux la réouverture de la raffinerie des Flandres si jamais il n'y pas un vrai projet de substitution", a répété le ministre. La "réponse" qui sera donnée "le 8 mars" jour du comité central, "il faut qu'elle soit claire".

---

## **Cinq syndicats de la Fonction publique appellent à la grève le 23 mars (25.02)**

### **AP - 24.02**

Cinq fédérations syndicales de la fonction publique ont appelé, mercredi, à se joindre aux grèves et aux manifestations interprofessionnelles prévues le 23 mars, contre les suppressions d'emplois, les réformes engagées par le gouvernement et pour peser sur l'agenda social 2010 et notamment la concertation sur les retraites.

Dans leur communiqué diffusé mercredi, les fédérations syndicales de fonctionnaires CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires "appellent tous les personnels à se joindre à la mobilisation par la grève et les manifestations", le 23 mars.

Les cinq organisations appellent à la mobilisation, notamment "pour l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, et des créations de postes partout où cela s'avère nécessaire" dans la fonction publique.

Les syndicats exigent également des augmentations salariales et une réforme des retraites "prenant en compte l'ensemble des questions", notamment, le niveau des pensions, "l'emploi, le financement, la pénibilité" et "la réduction des inégalités".

Les syndicats réclament aussi des "mesures immédiates pour améliorer les conditions de travail et mettre un terme aux situations de souffrances professionnelles".

A l'unisson avec Sarkozy ils réclament "une réforme des retraites" ! Les dirigeants syndicaux qui appellent à cette grève veulent en faire une journée d'action en soutien à Sarkozy, il ne faut donc pas y participer.

---

## **Appel à la grève de pilotes d'Air France de vendredi à lundi. (26.02)**

### **Reuters - 25.02**

Quatre syndicats de pilotes d'Air France confirment leur appel à la grève du 26 février au 1er mars, après l'échec de discussions avec la direction de la compagnie aérienne.

Le conflit porte sur le projet "Neo" de refonte du court et moyen courrier et sur le volet social annoncé par la direction, précise le Syndicat des pilotes d'Air France (Spaf), dans un communiqué.

Outre le Spaf, les préavis de grève ont été déposés par les syndicats Alter, le SNPAC-R'Way (Unsa) et l'UNPL (CFE-CGC).

## **Ikea: trois syndicats sur cinq refusent les propositions de la direction. (26.02)**

### **AP - 25.02**

Les syndicats FO, CGT et CFDT ont refusé jeudi de signer les propositions salariales et sociales faites par la direction d'Ikea France, au contraire de la CFTC et de la FE-CGC.

Ikea a décidé malgré tout de ne pas poursuivre le dialogue social et compte mettre en application "dès à présent" les différentes mesures qu'elle proposait, à savoir plus de 3% d'augmentation pour 75% des salariés, entre 4% et 8% d'augmentation pour 50% des salariés et un plancher garanti pour tous de 1% d'augmentation, ainsi qu'une revalorisation des salaires minima par métiers ou encore une augmentation de la prime d'ancienneté, précise la direction dans un communiqué.

Sur le volet social, Ikea confirme l'ouverture de "chantiers sur les conditions de travail" comme l'organisation des magasins, le développement des compétences ou la gestion du temps. D'autres mesures ont également été prises, telles que l'extension du droit aux jours pour les enfants malades à la belle-mère et au beau-père, le calcul des jours accordés pour enfants malades sur une année fiscale pleine et non plus en "années glissantes" et huit jours de naissance au lieu de six actuellement pour le père en cas de naissances multiples.

La direction d'Ikea et les représentants syndicaux se sont réunis jeudi dans le cadre de la dernière réunion des négociations annuelles obligatoires (NAO). Les syndicats exigeaient 4% d'augmentation pour tous, tandis que la direction n'avait initialement proposé qu'une hausse de 1% des salaires. Vingt-deux magasins de l'enseigne suédoise de meubles sur 26 ont été touchés par des débrayages plus ou moins importants.

---

## **Nouvelle grève dans les ports vendredi à l'appel de la CGT. (26.02)**

### **AP - 25.02**

La fédération CGT des ports et docks appelle à une grève nationale de 24 heures, vendredi, en solidarité avec les salariés du port de Nantes-Saint-Nazaire engagés dans un mouvement social depuis mercredi.

Dans un communiqué diffusé jeudi, la CGT, majoritaire dans ce secteur, dénonce, selon elle, l'envoi des "forces de l'ordre sur le port", pour "libérer un paquebot de croisière", et la réquisition d'un salarié en grève.

"Nous sommes face à un délit d'entrave du droit de grève qui est inacceptable", estime la CGT, qui appelle à un "mouvement national de solidarité", de 24 heures vendredi. La fédération annonce qu'elle réunira ses instances "dès la semaine prochaine pour envisager d'éventuelles suites".

Depuis le début de l'année, deux grèves ont déjà fortement perturbé les activités portuaires les 4 et 11 janvier, avec notamment la quasi-paralysie des ports de Marseille et du Havre, des mouvements pour contester les modalités de transfert d'une partie des activités de manutention à des opérateurs privés.

---

## **CGT et Solidaires appellent à manifester devant Total le 8 mars. (26.02)**

### **Reuters - 25.02**

La CGT et Solidaires (Sud) appellent les salariés de Total à manifester devant le siège du groupe le 8 mars, date du comité qui doit décider de l'avenir de la raffinerie de Dunkerque, menacée de fermeture.

En grève depuis une semaine, les salariés des cinq autres raffineries françaises de Total ont voté mercredi la reprise du travail, après avoir reçu l'engagement de la direction de ne fermer aucune de ces raffineries dans les cinq ans.

L'engagement ne porte pas sur la raffinerie de Dunkerque (Nord), dont la possible fermeture est l'origine de la grève.

"De Margerie, Estrosi, assez de démagogie !", écrit jeudi la CGT des industries chimiques dans un communiqué, visant le directeur général de Total et le ministre de l'Industrie.

Le gouvernement et le chef de l'Etat se sont impliqués dans ce conflit, qui a menacé la France d'une pénurie de carburant.

"Non M. de Margerie, la raffinerie de Dunkerque n'est pas fermée, malgré toutes vos 'manoeuvres'! Son redémarrage prévu dans le relevé de décisions de suspension du conflit reste d'actualité, et doit être discuté", déclare la CGT.

"Et puisque le ministre de l'Industrie le propose, alors examinons les conditions de redémarrage, avec l'engagement de l'arrêt technique de conformité", poursuit-elle.

La CGT donne rendez-vous à 12h00 devant la tour Total, à La Défense, pour défendre Dunkerque et le raffinage.

Solidaires appelle à manifester "pour exiger le maintien de l'activité de la raffinerie des Flandres".

"Au-delà du sort des salariés des Flandres, c'est le sort de l'ensemble des salariés des raffineries qui se joue", poursuit le communiqué.

Les salariés de Dunkerque, dont la raffinerie est à l'arrêt depuis mi-septembre, ont reconduit la grève jusqu'à cette date.

---

## **Quatre syndicats de médecins généralistes appellent à la grève le 11 mars. (26.02)**

### **AP - 25.02**

Quatre organisations de médecins généralistes, dont MG-France, majoritaire, appellent les praticiens à fermer leurs cabinets médicaux le 11 mars pour dénoncer l'absence de revalorisation de leurs honoraires, de 22 à 23 euros.

Dans un communiqué diffusé jeudi, les organisations appellent, en prélude à cette journée de mobilisation, à basculer systématiquement leurs cabinets sur répondeur téléphonique dès 19h à partir du 1er mars, et à ne plus assurer les télétransmissions de feuilles de sécurité sociale le 8 mars.

"La baisse du nombre de médecins et la désaffection des jeunes générations pour l'exercice libéral créent dès aujourd'hui les conditions d'une France sans médecins généralistes", dénoncent les syndicats dans leur communiqué.

MG France, Union généraliste, Union collégiale et le Syndicat national des jeunes médecins généralistes réclament notamment "l'application de la nomenclature spécialisée, simple mesure de justice". Selon eux, des actions en justice sont en cours dans 37 départements concernant l'application d'honoraires majorés à 23 euros.

Depuis la fin du mois de janvier, plusieurs syndicats de médecins généralistes, dont MG-France, encouragent les médecins à facturer leurs consultations 23 euros au lieu de 22 en s'appuyant pour cela sur la reconnaissance de leur profession comme "spécialité", obtenue en 2004.

De son côté, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) menace depuis le 15 janvier d'appeler les médecins à revaloriser unilatéralement leurs honoraires, en s'appuyant pour sa part sur l'accord tarifaire conclu avec l'assurance maladie en mars 2007 et toujours pas appliqué.

Le 2 février dernier, le directeur général de l'UNCAM (assurance maladie) Frédéric Van Roekeghem, a menacé de suspendre les exonérations de cotisations sociales des médecins généralistes qui décideraient unilatéralement de revaloriser leurs honoraires.

"La revalorisation de la consultation des généralistes, même si elle est légitime, n'est pas opportune. La situation des comptes de la Sécurité sociale s'est dégradée avec la crise", avait-il déclaré dans un entretien au journal "Le Parisien-Aujourd'hui en France".

Cette mobilisation du 11 mars coïncidera avec la grève des infirmiers-anesthésistes à laquelle appellent plusieurs syndicats, le même jour, contre une dévalorisation de cette profession.

---

## **Total: la France doit sortir de la "schizophrénie", estime François Chérèque. (26.02)**

### **AP - 25.02**

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a estimé, jeudi, qu'on ne pouvait pas demander à la population "d'acheter des voitures électriques" tout en continuant à raffiner toujours autant de pétrole. Et de prôner la reconversion de la raffinerie Total de Dunkerque vers les

énergies nouvelles.

Il faut que la France "sorte d'une forme de schizophrénie", a déclaré M. Chérèque sur RTL, au lendemain de la reprise du travail dans les raffineries Total, sauf sur le site des Flandres dans l'attente du comité d'entreprise du 8 mars.

"On a d'un côté M. (Jean-Louis) Borloo qui nous demande d'acheter des voitures électriques, et de l'autre côté M. (Christian) Estrosi qui nous dit qu'il faut raffiner du pétrole. Pour quoi faire? Pour le stocker dans les caves?", s'est-il interrogé.

"On dit qu'il faut maîtriser la production de CO2. Eh bien, il faut en tirer les conséquences économiques et il faut que Total, qui a les moyens financiers, fasse une reconversion du site d'une façon industrielle, c'est-à-dire qu'il investisse dans les énergies de demain pour que les salariés de ce site gardent leur emploi à Dunkerque", estime M. Chérèque.

Pour lui, "c'est aujourd'hui que se prépare l'après-pétrole et il faut que les politiques, aujourd'hui, n'aient pas d'injonction paradoxale: d'un côté nous dire 'n'utilisez plus de pétrole' et d'un autre côté nous dire 'gardez les emplois dans ce secteur-là'".

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos syndicales

- SNCF: préavis de grève reconductible CGT et CFDT à compter du 6 avril au soir. (31.03)
- Conseil d'orientation des retraites : le ton monte entre les syndicats et le Medef. (26.03)
- Les syndicats déplorent l'absence de changement de cap de Nicolas Sarkozy. (25.03)
- La CGT rêve d'un "3e tour social", mardi. (23.03)
- Les syndicats demandent la création d'une "Allocation spécifique crise" pour les chômeurs en fin de droits. (23.03)
- Des services judiciaires en grève à partir de mercredi. (23.03)
- Chèreque: le gouvernement doit "entendre le message" du désaveu de sa politique. (23.03)
- Nouvelle grève des médecins généralistes le 8 avril. (19.03)
- Journée de mobilisation à l'appel de la CGT chez Carrefour vendredi. (18.03)
- Air France: appel à la grève de la CGT pour mardi prochain. (18.03)
- Quatre syndicats appellent à la grève des régionales. (17.03)
- Quelque 60 manifestations et des dizaines de préavis de grève déjà annoncés pour le 23 mars. (17.03)
- Sud appelle hôtesses et stewards d'Air France à faire grève fin mars. (17.03)
- La CGT voit dans les résultats un désaveu pour Nicolas Sarkozy. (16.03)
- Education: nouvelle mobilisation intersyndicale, jeudi, dans l'académie de Créteil. (16.03)
- Sans-papiers : fin de non-recevoir du gouvernement à la proposition syndicat-patronat. (13.03)
- La CGT appelle à la grève à France Télévisions à partir de dimanche. (13.03)
- La CGT dépose un préavis de grève à la RATP pour le 23 mars. (13.03)
- Hôpitaux: fin de l'occupation du siège de l'AP-HP à Paris. (13.03)
- Des syndicats de Total veulent établir une stratégie commune. (12.03)
- Appel à la grève des éboueurs vendredi. (12.03)
- Le siège des Hôpitaux de Paris occupé par les syndicats. (12.03)
- Comment les dirigeants de la CGT organisent la fermeture de la raffinerie de Dunkerque. (11.03)
- La CGT appelle à la grève dans les raffineries françaises le 15 avril. (11.03)
- Nouvelle mobilisation contre l'assouplissement de l'encadrement en crèche. (11.03)
- Appel à la grève dans les transports d'une trentaine de villes jeudi. (11.03)
- Médecins libéraux et infirmières de la fonction publique également appelés à la grève, jeudi. (11.03)
- Total : la CGT menace de relancer la grève suspendue le 24 février. (10.03)
- Sud-Rail appelle à les cheminots à une "grève reconductible" à partir du 23 mars. (10.03)
- Trois syndicats de la SNCF vont déposer un préavis de grève pour le 23 mars. (09.03)
- Industrie: FO relève "*l'implication*" de Nicolas Sarkozy. (05.03)
- Industrie: la CGT déplore l'absence de mesures en faveur des salariés. (05.03)
- Industrie: les orientations de Nicolas Sarkozy "*ne dessinent pas une politique d'avenir*", selon la CFDT. (05.03)
- Appel intersyndical à une grève nationale des éboueurs à compter du 12 mars. (05.03)
- Journée "*justice morte*" le 9 mars. (04.03)
- Journée d'action à l'appel de la CGT, jeudi, pour la défense de l'emploi dans l'industrie. (04.03)
- La CGT dénonce des « *ornières* ». (01.03)



## **La CGT dénonce des « ornières ». (01.03)**

**20minutes.fr - 27.02**

Le gouvernement doit changer de refrain sur les retraites, estime la CGT. « Il faudrait sortir des ornières classiques » selon lesquelles « il n'y a pas d'autre alternative que de cotiser plus longtemps ou de repousser l'âge de départ en retraite », a déclaré hier le secrétaire général Bernard Thibault sur Sud Radio.

Selon lui, cette approche vient de provoquer des manifestations en Grèce et en Espagne, « et ce sera le tour des Français de manifester le 23 mars ». « Le premier sujet, c'est l'emploi », a-t-il insisté. Et de conclure, « Le droit au départ à 60 ans est une de nos revendications phares. Une majorité de Français partage cette vision, il faut accepter d'en discuter. »

---

## **Journée d'action à l'appel de la CGT, jeudi, pour la défense de l'emploi dans l'industrie. (04.03)**

**AP - 03.03**

Les fédérations CGT de la métallurgie et de la chimie appellent à une journée de mobilisation, jeudi, pour la défense de l'emploi dans l'industrie, principal secteur touché par les plans sociaux dans le contexte de la crise. Grèves, assemblées générales et manifestations sont prévues dans plusieurs secteurs, alors que le même jour Nicolas Sarkozy se rend à Marignane (Bouches-du-Rhône) sur le site d'Eurocopter pour clore les Etats généraux de l'Industrie.

Dans le cadre de cette journée, une manifestation est notamment prévue à Dunkerque pour soutenir les salariés de la raffinerie Total des Flandres, en grève illimitée contre la menace de fermeture du site, "mais aussi soutenir l'emploi et tous les salariés en lutte dans le bassin dunkerquois", a déclaré mercredi à l'Associated Press le secrétaire général de la fédération CGT-chimie Jean-Michel Petit.

Lors de son déplacement, le chef de l'Etat doit de son côté prononcer le discours de conclusion des Etats généraux de l'Industrie, lancés en octobre dernier avec pour objectif, selon Bercy, d'"accompagner, au-delà de la crise actuelle, l'industrie française vers les marchés durablement porteurs de croissance et d'emploi".

Mais pour la CGT, "le gouvernement ne peut refermer 'le dossier' des Etats généraux de l'Industrie (...) après un discours du président de la République" et le "débat" doit se prolonger "dans les groupes industriels et les entreprises".

Les deux fédérations CGT estiment donc que les mobilisations de ces derniers mois dans plusieurs entreprises doivent "s'amplifier", d'autant plus que "ces luttes permettent d'arracher des succès importants, comme l'arrêt de plans de suppressions d'emplois à l'exemple de Mecacentre dans la Loire, de Goodyear à Amiens", ou encore "des succès en matière d'évolution du pouvoir d'achat et de prise en compte du déroulement de carrière".

Le 22 octobre dernier, la CGT avait fait une démonstration de force à Paris en organisant, seule, une manifestation pour la défense de l'emploi dans l'industrie qui avait mobilisé 13.000 personnes selon la police, 30.000 selon le syndicat.

Cette journée de mobilisation intervient alors que les plans sociaux dans le secteur industriel se sont multipliés ces derniers mois, tout comme les conflits, dans le contexte de la crise.

Les deux plus récents et importants concernent Philips et Total. Chez Philips, la direction a été contrainte par le tribunal des référés de Chartres, le 19 février, de relancer l'activité de son site de Dreux fermé quatre jours plus tôt sans avoir obtenu l'avis préalable du comité central d'entreprise. Un CCE concernant cette usine est prévu le 9 mars prochain, selon les syndicats.

Chez Total, au terme de près d'une semaine de grève illimitée dans les six raffineries que compte le groupe en France, les syndicats ont obtenu le 23 février l'engagement écrit qu'aucune raffinerie ne serait fermée ou cédée au cours des cinq prochaines années.

L'engagement ne concerne toutefois pas le site des Flandres près de Dunkerque, toujours en grève, menacé de fermeture et d'où est parti le conflit. Un CCE sur l'avenir de cette raffinerie et la situation du raffinage est prévu lundi prochain.

Les syndicats ont également obtenu l'organisation d'une table ronde sous l'égide du gouvernement sur l'avenir du raffinage en France le 15 avril prochain.

Autre conflit, à Saint-Chamond, dans la Loire, des négociations ont repris mercredi entre la direction et les syndicats de Siemens VAI MT concernant un projet de restructuration, après 24 heures de séquestration pour deux dirigeants de l'entreprise. Siemens VAI MT prévoit de ne conserver dans la Loire que 365 salariés sur 600.

---

## **Journée "justice morte" le 9 mars. (04.03)**

### **AP - 03.03**

L'ensemble des syndicats de magistrats, les personnels judiciaires, les syndicats de l'administration pénitentiaire et les avocats appellent à une journée "justice morte" le 9 mars prochain lors de la journée nationale de la Justice, a-t-on appris auprès de l'Union syndicale des magistrats (USM) et du Syndicat de la magistrature (SM).

Une manifestation devrait avoir lieu à 14h30 entre le palais de justice de Paris et la Chancellerie.

Les audiences prévues ce jour-là devraient être toutes renvoyées, sauf les plus urgentes, comme celle traitant de la détention.

Selon l'ensemble des syndicats, le malaise est plus fort que jamais dans les juridictions. Pour les syndicats, le projet de réforme de la procédure pénale, actuellement discuté avec Michèle Alliot-Marie, apparaît comme une volonté du pouvoir politique de contrôler les affaires sensibles ou gênantes pour l'exécutif.

---

## **Appel intersyndical à une grève nationale des éboueurs à compter du 12 mars. (05.03)**

### **20minutes.fr - 04.03**

Six organisations syndicales des entreprises chargées de la collecte, du traitement et du tri des déchets, ont appelé jeudi tous les salariés du secteur à un mouvement de grève reconductible le 12 mars pour des hausses de salaires et la prise en compte de la pénibilité.

La CGT-transport, la CFE-CGC, la CFDT-route, la CFTC-transports, FO-transports et la Fédération nationale des Chauffeurs routiers (FNCR), appellent tous les salariés des entreprises privées du déchets, comme Véolia-propreté, Suez-environnement, Coved, Groupe Nicolas, à la grève et à «la mobilisation générale», ont-ils annoncé dans un communiqué commun.

«Nous avons déposé un préavis de grève illimité», a expliqué Bruno Denhez (CGT-transport).

Départ anticipé à la retraite

Les syndicats exigent notamment l'ouverture de négociations pour la reconnaissance de la pénibilité de leur métier, et le droit à un départ anticipé à la retraite pour les métiers les plus pénibles.

«Nos métiers sont très pénibles, voire insalubres» et «les charges de travail sont en constante augmentation», dénoncent-ils, en déplorant également l'âge du départ à la retraite qui «se fait de plus en plus tard» et une évolution de carrière «trop lente quand elle n'est pas inexistante».

De plus, «les donneurs d'ordre font sans cesse appel au "moins-disant"», et «le management par le stress devient la règle à tous les échelons de la hiérarchie», ajoutent-ils.

Négociations sur les salaires

«Notre revendication d'une meilleure prise en compte de la pénibilité est ancienne, mais les employeurs refusent l'idée de départ anticipé», a assuré pour sa part Bruno Denhez.

«La goutte d'eau qui a fait débordé le vase», c'est la position des employeurs regroupés au sein du Syndicat national des Activités de Déchets (SNAD) dans les négociations sur les salaires actuellement en cours, a-t-il ajouté.

Ils «sont restés sur leur position d'augmenter la valeur du point de un pour cent au 1er février», a-t-il expliqué.

---

## **Industrie: les orientations de Nicolas Sarkozy "ne dessinent pas une politique d'avenir", selon la CFDT. (05.03)**

### **AP - 04.03**

Les orientations annoncées jeudi par Nicolas Sarkozy pour l'industrie "ne dessinent pas une politique d'avenir", a réagi la CFDT, estimant que

la politique de l'Etat en la matière "doit faire l'objet d'une concertation" et que "son lieu d'élaboration naturel devrait être le Conseil national de l'industrie". Lire la suite l'article

Certaines des propositions faites par Nicolas Sarkozy lors de son discours à Marignane (Bouches-du-Rhône) "paraissent pertinentes", tandis que "d'autres sont discutables", estime la CFDT dans un communiqué. Toutefois, "l'ensemble ne dessine pas une politique industrielle d'avenir".

Selon le syndicat de Jean-François Chérèque, "la mise en place d'une Conférence nationale de l'industrie répond à une demande formulée par la CFDT". En revanche, "la désignation d'un médiateur de la sous-traitance, simple intermédiaire entre sous-traitants et donneurs d'ordres ne répond pas au problème", en ne créant pas "les conditions d'une dynamique industrielle".

La CFDT dit également soutenir "la mise en place d'une taxe d'ajustement aux frontières européennes" et appelle l'Etat à "jouer son rôle d'acteur industriel dans les conseils d'administration où il est présent". "Sa politique doit faire l'objet d'une concertation, et son lieu d'élaboration naturel devrait être le Conseil national de l'industrie", souligne-t-elle.

---

## **Industrie: la CGT déplore l'absence de mesures en faveur des salariés. (05.03)**

### **AP - 04.03**

La CGT a déploré jeudi l'absence de mesures en faveur des salariés dans les orientations annoncées par Nicolas Sarkozy pour l'industrie.

"Les salariés étaient en droit d'attendre des mesures en leur faveur alors qu'ils payent les conséquences d'une crise majeure dont ils ne sont pas responsables", déclare la confédération de Bernard Thibault dans un communiqué diffusé après le discours de Nicolas Sarkozy à Marignane (Bouches-du-Rhône).

"La question de l'emploi qualifié, durable, de la formation et des salaires n'est pas placée au premier rang des priorités", estime la CGT, alors qu'elle considère ce sujet comme "le levier principal d'une politique de développement industriel".

Par ailleurs, "il n'y a pas vraiment de saut qualitatif pour les droits des salariés", juge l'organisation syndicale, qui réclame "la mise en place de comités interentreprises dans les filières, la création d'un pouvoir suspensif des CE sur les licenciements économiques, la représentation des salariés dans les conseils de toutes les entreprises cotées en bourse", ou encore une "évaluation contradictoire de toutes les aides".

Sur le financement, la confédération juge que "prédomine encore une approche en termes d'aides et d'exonérations en faveur des entreprises alors même qu'elles profitent de 80 milliards d'euros d'exonérations annuelles".

Les fédérations CGT de la chimie et de la métallurgie appelaient ce jeudi à une journée d'actions locales avec des grèves et des rassemblements, pour la défense de l'emploi dans l'industrie.

---

## **Industrie: FO relève "l'implication" de Nicolas Sarkozy. (05.03)**

### **AP - 04.03**

"L'implication du président de la République démontre enfin la réelle reconnaissance de l'importance de l'industrie dans notre pays", a estimé jeudi soir la Fédération FO de la métallurgie, après le discours de Nicolas Sarkozy à Marignane (Bouches-du-Rhône).

Dans un communiqué, FO dit avoir "noté avec satisfaction la reprise, en partie," de ses "remarques et revendications", notamment sur "les effets néfastes des délocalisations", "les relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants", "le rôle des représentants de l'Etat dans les conseils d'administration" ou encore "la protection des brevets".

S'il note "avec satisfaction la mise en place d'une instance de réflexion par filière", le syndicat dit en revanche attendre "la prise en compte d'une de (ses) revendications phares, la création d'une banque industrielle". FO rappelle également "la nécessité de lier les aides aux entreprises en les conditionnant à l'emploi".

---

## **Trois syndicats de la SNCF vont déposer un préavis de grève pour le 23 mars. (09.03)**

### **AP - 08.03**

Trois syndicats de la SNCF, la CGT, l'UNSA et la CFDT, vont déposer un préavis de grève pour le 23 mars, journée de mobilisation interprofessionnelle, a-t-on appris lundi de source syndicale.

"Le préavis sera déposé mercredi. Il courra du 22 mars à 20h00 au 24 mars à 04h00", a indiqué à l'Associated Press le secrétaire général de l'UNSA cheminots, deuxième organisation syndicale à la SNCF, Jean-Daniel Bigarne.

"Le but de la manoeuvre n'est pas d'avoir le maximum possible de grévistes, mais de permettre aux cheminots de participer aux manifestations" du 23 mars pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics et les retraites.

Troisième organisation syndicale des chemins de fer, SUD-Rail, qui est favorable à une grève reconductible, "réserve sa position", selon M. Bigarne.

Les syndicats dénoncent la réorganisation en cours à la SNCF, qui devrait mener à la suppression de 3.700 emplois d'ici à la fin de l'année, ainsi qu'une dégradation des conditions de travail, selon M. Bigarne. Ils entendent également défendre le système de retraite des cheminots.

---

### **Sud-Rail appelle à les cheminots à une "grève reconductible" à partir du 23 mars. (10.03)**

#### **AP - 09.03**

Sud-Rail a appelé mardi les cheminots à une "grève reconductible à compter du 23 mars" prochain.

La veille, trois autres syndicats de la SNCF, la CGT, l'UNSA et la CFDT, avaient annoncé le dépôt d'un préavis de grève pour le 23 mars, journée de mobilisation interprofessionnelle, afin notamment de permettre aux cheminots de participer aux manifestations pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics et les retraites.

Sud-Rail dépose de son côté un préavis de grève reconductible, pour "un vrai service public et stopper le démantèlement de l'entreprise", annonce le syndicat dans un communiqué.

Pour Sud-Rail, "la direction SNCF a refusé d'entendre le message adressé par les grévistes le 3 février dernier". Le syndicat appelle donc à une grève reconductible à compter du 23 mars et "exige l'arrêt de toutes les suppressions d'emploi qui nuisent au service public, à sa sécurité, aux conditions de travail des cheminots". Sud-Rail "affirme qu'il y a urgence à cesser l'éclatement de l'entreprise" et "exige une revalorisation générale des salaires".

---

### **Total : la CGT menace de relancer la grève suspendue le 24 février. (10.03)**

#### **AP - 09.03**

La CGT a annoncé, mardi, l'organisation d'assemblées générales dans les raffineries du groupe Total "dans les trois ou quatre jours qui viennent" en vue d'une relance de la grève suspendue le 24 février dernier. Une intersyndicale est prévue jeudi au siège de la CGT.

"Le principe a été retenu d'organiser des assemblées générales sur les raffineries dans les trois ou quatre jours qui viennent pour relancer le mouvement", a déclaré mardi à l'Associated Press le secrétaire général de la Fédération CGT de la Chimie Jean-Michel Petit.

"L'objectif est de reprendre le mouvement au plus vite. Dès mercredi, sur certains sites, il y aura des assemblées générales", a ajouté M. Petit, qui s'exprimait alors qu'une réunion des syndicats CGT du secteur du pétrole se tenait, mardi, au siège de la CGT à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Une réunion intersyndicale du groupe Total est prévue, également au siège de la CGT, jeudi à 14h, a-t-il précisé.

Une reprise de la grève illimitée aurait pour objectif d'"exiger le redémarrage de la raffinerie" des Flandres près de Dunkerque (Nord), et que "Total propose un véritable projet et pas ce qui a été présenté", lundi lors du comité central d'entreprise (CCE), selon M. Petit.

---

### **Médecins libéraux et infirmières de la fonction publique également appelés à la grève, jeudi. (11.03)**

#### **AP - 10.03**

Le secteur de la santé revendique aussi, sur fond d'une semaine marquée par des journées de mobilisation tous azimuts. Les infirmières d'un

côté, les médecins généralistes d'un autre, sont appelés à la grève, jeudi, par plusieurs de leurs organisations contre la politique du gouvernement dans leurs secteurs respectifs.

Quatre syndicats de médecins généralistes libéraux (MG-France, Union généraliste, SNJMG et Union collégiale) appellent les praticiens à fermer leurs cabinets médicaux ce 11 mars pour dénoncer l'absence de revalorisation de leurs honoraires, de 22 à 23 euros.

Pour ces organisations, "la baisse du nombre de médecins et la désaffection des jeunes générations pour l'exercice libéral créent dès aujourd'hui les conditions d'une France sans médecins généralistes".

Les quatre organisations réclament notamment "l'application de la nomenclature spécialisée, simple mesure de justice". Selon elles, des actions en justice sont en cours dans 37 départements concernant l'application d'honoraires majorés à 23 euros.

Depuis la fin du mois de janvier, plusieurs syndicats de médecins généralistes encouragent ces praticiens à facturer leurs consultations 23 euros au lieu de 22 en s'appuyant pour cela sur la reconnaissance de leur profession comme "spécialité", obtenue en 2004.

De son côté, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) menace depuis le 15 janvier d'appeler les médecins à revaloriser unilatéralement leurs honoraires, en s'appuyant pour sa part sur l'accord tarifaire conclu avec l'assurance maladie en mars 2007 et toujours pas appliqué.

Toujours jeudi, cinq syndicats d'infirmières (SNICS-FSU, SNIES- UNSA Education, SNPI, SNIA et CNI) appellent à une grève et à une manifestation à Paris en fin de matinée, des abords de la gare Montparnasse jusqu'au ministère de la Santé, pour une réouverture des négociations sur la revalorisation de leur salaire.

Les syndicats refusent que cette revalorisation se fasse au détriment du droit à la retraite à 55 ans pour les infirmières de la fonction publique, comme le prévoit le protocole d'accord présenté par le gouvernement.

Au même moment, les infirmiers-anesthésistes sont invités, notamment par la CGT, à se rassembler devant le ministère de la Santé contre la "dévalorisation" de leur profession.

"Il y a certaines revendications différentes entre les infirmiers spécialisés et les autres, mais globalement, il y a une convergence de vue sur le refus du chantage revalorisation salariale en échange de l'abandon de la pénibilité et de la retraite à 55 ans", a déclaré mercredi à l'Associated Press Philippe Lamarche, du syndicat CGT Santé-sociaux.

---

## **Appel à la grève dans les transports d'une trentaine de villes jeudi. (11.03)**

### **AP - 10.03**

Les syndicats CGT, FO, CFTC, CFE-CGC et FNCR appellent à la grève, jeudi, dans les transports urbains d'une trentaine de villes de France qui délèguent la gestion de leurs réseaux à des organismes privés. Les cinq organisations dénoncent une "privatisation déguisée".

Selon la CGT, le mouvement concernera notamment les réseaux de Rennes, Dijon, Lyon, Tours, Angers, Clermont-Ferrand, Lille, Le Mans ou encore Caen. Paris n'est pas concernée.

Dans un communiqué, les cinq syndicats précisent qu'ils entendent faire pression sur les collectivités locales en appelant les salariés à "montrer leur colère à quelques jours des élections régionales".

Ils dénoncent "la décision de la plupart de nos élus locaux de privatiser les réseaux avec la délégation de service public, permettant ainsi aux groupes privés (...) de faire des profits au détriment de l'offre de transport et des salariés chargés de la mission de service public".

Les cinq fédérations syndicales appellent à la grève pour "défendre le statut social des tramonts, dénoncer la politique des groupes et interpellier les autorités organisatrices sur le devenir du service public de voyageurs dans les villes".

Un rassemblement est prévu à Paris place de l'Opéra jeudi en fin de matinée.

---

## **Nouvelle mobilisation contre l'assouplissement de l'encadrement en crèche. (11.03)**

### **AP - 10.03**

Le collectif "Pas de bébés à la consigne", qui regroupe plusieurs dizaines d'associations et de syndicats, appelle les personnels de la petite enfance à une nouvelle journée de mobilisation, jeudi, contre le projet de décret gouvernemental assouplissant les conditions d'encadrement dans les crèches.

Des préavis de grève nationale ont été déposés par les syndicats CGT, CFDT, UNSA et FSU avec, comme conséquence, un accueil en crèche réduit, voire des établissements fermés, jeudi.

Une trentaine de manifestations et rassemblements sont également organisés un peu partout en France, notamment à Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Nantes, Rennes, Toulouse ou encore Paris.

Dans la capitale, un cortège quittera à 10h30 les abords du métro Glacière, à proximité du siège de la Défenseur des enfants, pour se rendre jusqu'à Matignon où une délégation demande à être reçue.

Le projet de décret, présenté début février au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), permet d'abaisser de 50% à 40% le seuil minimal obligatoire de présence de professionnels qualifiés de la petite enfance dans les établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans, selon les syndicats. En outre, le décret permettrait d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" en fonction de la taille des établissements.

Pour le collectif, ce décret "autoriserait un établissement de 60 places à accueillir certains jours jusqu'à 72 enfants" et "inclurait les directrices adjointes dans l'effectif auprès des enfants pour un quart de leur temps de travail".

Dans un communiqué, le collectif dénonce également la mise en place des nouveaux "jardins d'éveil pour des enfants de deux à trois ans avec un adulte auprès de 12 enfants voire plus", la "réduction de 60 à 30 heures du temps de formation initiale des assistantes maternelles agréées qui accueillent les enfants à leur domicile", ou encore les suppressions de postes et les fermetures de classes accueillant les enfants à partir de deux ans à l'école maternelle.

"Plus d'enfants confiés à des équipes moins qualifiées, c'est moins de disponibilité et d'attention, plus d'insécurité matérielle et affective pour chaque enfant, plus de stress", pour le personnel, estime le collectif qui appelle à dire "Non à la grande braderie des modes d'accueil, non aux modes 'discount' de garde 'low-cost!'".

---

## **La CGT appelle à la grève dans les raffineries françaises le 15 avril. (11.03)**

### **Lemond.fr - 10.03**

La CGT, majoritaire dans la branche pétrole, a appelé à la grève les salariés des treize raffineries françaises jeudi 15 avril, date d'une table-ronde nationale sur l'avenir du raffinage en France. Le syndicat revendique 'une industrie du raffinage au service des besoins économiques et sociaux du pays et des bassins d'emploi'.

La table-ronde, sous l'égide du gouvernement, a été obtenue fin février pendant la grève d'une semaine des salariés de la branche raffinage de Total. Ces derniers ont aussi obtenu l'assurance que le groupe pétrolier ne fermerait ou ne céderait aucune de ses raffineries dans les cinq ans, en dehors de celle de Dunkerque.

Total a annoncé lundi la fin de ses activités de raffinage à Dunkerque, tout en garantissant les 370 emplois du site à travers une reconversion industrielle, jugée insuffisante par les salariés. Mardi, ces derniers avaient envisagé de lancer un nouvel appel à la solidarité des autres raffineries du groupe.

### **'LOGIQUE FINANCIÈRE'**

Plusieurs syndicats de Total (la CGT du groupe, FO et SUD du site de Dunkerque) doivent se réunir jeudi pour prendre une position commune. 'Nous sommes pour que la mobilisation se poursuive pour la raffinerie de Dunkerque', a déclaré le responsable CGT, Christian Votte, sans exclure un autre mouvement que celui du 15 avril. La CFDT et la CFE-CGC du groupe pétrolier n'ont pas souhaité s'associer à la réunion, préférant travailler sur d'éventuelles solutions alternatives à celles de la direction pour la raffinerie de Dunkerque.

Pour justifier son appel à une grève de vingt-quatre heures, la CGT explique que 'l'industrie du raffinage nécessite un plan d'investissement pluriannuel, que ce soit en termes environnemental ou de rééquilibrage des productions de carburants et produits finis'. Le syndicat, qui 'place' le gouvernement et l'UFIP (Union française des industries pétrolières) 'devant leurs responsabilités vis-à-vis de la nation', 'entend démontrer que la délocalisation de l'outil de production en dehors de l'Hexagone ne repose que sur une logique financière et de profitabilité des dirigeants des groupes et entreprises du secteur'.

Complément de Reuters du même jour.

"Nous n'allons pas attendre le 15 avril pour (défendre) Dunkerque", a dit à Reuters Charles Foulard, coordinateur CGT du groupe Total.

## **Comment les dirigeants de la CGT organisent la fermeture de la raffinerie de Dunkerque. (11.03)**

### **LeMonde.fr - 10.03**

Du côté des bureaucrates de la branche du pétrole, la fédération de la chimie en fait, ils appellent à une grève de 24h le 15 avril, date de la "table ronde" nationale sur l'avenir du raffinage en France organisée par le gouvernement et les dirigeants des raffineries conformément à la demande de la même CGT, plus d'autres syndicats comme la CFDT. (LeMonde.fr 10.03)

D'un autre côté, le coordinateur CGT du groupe Total, Charles Foulard, a expliqué hier à Reuters "Nous n'allons pas attendre le 15 avril pour (défendre) Dunkerque". Alors qu'attend-il pour rejeter la proposition des bureaucrates de la fédération de la chimie de la CGT, pour la condamner comme une manoeuvre pour maintenir isolés pendant un mois les ouvriers de Dunkerque et diviser l'ensemble des ouvriers des raffineries ? En réalité, il est de la même trempe que ces bureaucrates vendus au capital.

1- Appeler à la grève dans plus d'un mois, alors que la direction de Total a confirmé lundi son projet de fermeture de la raffinerie de Dunkerque, c'est maintenir isolé les ouvriers de Dunkerque, c'est déjà capituler.

2- Appeler à une grève de 24h ne servira strictement à rien puisque les autres raffineries du groupe Total avaient été en grève pendant une semaine en février sans succès, grève briser par les dirigeants de la CGT.

3- Appeler à une grève le jour où la collaboration de classe bat son plein autour de la "table ronde" sur l'avenir du raffinage en France, c'est clairement vouloir diviser les ouvriers des différentes raffineries, entre ceux qui sont tentés de se contenter des promesses de la direction de ne pas fermer leur raffinerie, et ceux qui en doutent fortement et qui estiment que leur avenir repose sur la solidarité et l'unité entre les ouvriers de toutes les raffineries face à la direction de Total et le gouvernement actionnaire.

4- Appeler à une grève le jour où la collaboration de classe bat son plein autour de la "table ronde" sur l'avenir du raffinage en France constitue au bas mot un non-sens puisque "l'avenir" de la raffinerie de Dunkerque n'est pas concernée par ces discussions.

5- Pire encore, cette grève limitée à une journée a pour objectif principal de soutenir cette "table ronde", donc de soutenir la direction de Total et le gouvernement qui en sont les organisateurs, qui en contrôlent le déroulement et en tirent les ficelles, au détriment des intérêts distincts des ouvriers de Total, de l'indépendance de la classe ouvrière et de son combat contre les capitalistes et leurs représentants politiques.

Cet exemple illustre une fois de plus que la classe ouvrière ne sera maître de son destin et avant cela de son combat pour son émancipation du capital, que le jour où elle se sera organisée au niveau local et national indépendamment des syndicats (et des partis soi-disant ouvriers) inféodés au capitalisme, qu'elle sera en mesure d'intégrer dans son combat les militants syndicaux et politiques qui défendront effectivement ses intérêts de classe et rejetteront les lieutenants de la bourgeoisie qui contrôlent le mouvement ouvrier.

Le destin du prolétariat repose sur sa capacité à s'auto-organiser avec le soutien des militants ouvriers les plus déterminés, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il doit désertier syndicats et partis, bien au contraire, il doit y adhérer en masse et continuer le combat dans les syndicats et les partis dans la perspective d'en chasser les dirigeants traîtres à son combat.

Tout appel en direction des dirigeants traîtres du mouvement ouvrier à lancer un mot d'ordre de grève générale ou à constituer un gouvernement n'aide en rien les travailleurs à se faire une idée précise sur la nature sociale de ces dirigeants et par conséquent à les combattre, au contraire il ne peut que contribuer à alimenter la confusion qui règne dans la tête des travailleurs au profit de ces dirigeants qui contrôlent le mouvement ouvrier, au lieu de les désigner clairement pour ce qu'ils sont et de les combattre comme tels, des alliés objectifs du régime, des ennemis à abattre au même titre que les institutions.

Ce genre d'appel dans l'état actuel est contre-révolutionnaire, car ni la grève générale décrétée par les appareils, ni un gouvernement des partis bourgeois de la classe ouvrière, ne peuvent constituer un objectif pour la classe ouvrière, ni hier, ni aujourd'hui et ni demain, surtout en l'absence d'un parti révolutionnaire profondément implanté dans toutes les couches du prolétariat capable d'orienter leur combat dans la bonne direction ou de leur ouvrir la voie du combat pour la prise du pouvoir, la lutte de classe au XXe siècle l'a largement prouvée ou confirmée. A moins de se satisfaire d'une balade du genre 36 ou 68 qui n'ont permis en aucune manière de se rapprocher de l'objectif du combat du mouvement ouvrier : la prise du pouvoir par le prolétariat. Qu'on soit obligé de le rappeler 74 ou 52 ans plus tard, montre à quel point l'avant-garde du prolétariat n'a pas été capable jusqu'à présent d'assimiler les expériences du passé et d'en tirer les leçons pour son combat futur, en d'autres termes, de progresser et de se donner une nouvelle direction révolutionnaire.

Quels mots d'ordre ?

1- Grève immédiate et illimitée de toutes les raffineries en France jusqu'au retrait définitif du projet de fermeture de la raffinerie de Dunkerque

!

2- Appel à toute la classe ouvrière en lutte pour ses revendications à se joindre à cette grève jusqu'à satisfaction.

3- Appel à tous les comités de grève élus dans tout le pays pour qu'ils se constituent en assemblée souveraine décidant de la suite de leur mobilisation contre le patronat et le gouvernement en y associant les syndicats et les partis ouvriers qui entendent combattre le capitalisme et les institutions responsables de la situation économique et sociale insupportable que connaissent des millions de travailleurs dans le pays.

---

## **Le siège des Hôpitaux de Paris occupé par les syndicats. (12.03)**

**20minutes.fr - 11.03**

Des salariés de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) occupent depuis jeudi à la mi-journée son siège à Paris, afin de dénoncer les projets de restructuration et les suppressions d'emplois envisagés par la direction, a-t-on appris de sources concordantes. Une centaine de personnes sont installées dans la salle de conseil du siège de l'AP-HP (Paris 4e), a indiqué l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-Sud santé-CFTC dans un communiqué.

La direction de l'AP-HP a qualifié de «courtois» les rapports avec elles, dont elle a évalué le nombre à «une cinquantaine», précisant à l'AFP qu'elle n'avait pas l'intention de prendre des mesures particulières à leur égard.

Un entretien avec la direction vendredi

Quant à l'entretien demandé au directeur, Benoît Leclercq, la direction a indiqué qu'il aurait lieu vendredi dans le cadre d'un comité technique central d'établissement (CTCE) qui était déjà prévu. Vendredi doit également avoir lieu, à l'appel de l'intersyndicale, une manifestation contre la réorganisation et les suppressions de postes envisagés devant le siège de l'AP-HP. «Nous sommes résolument opposés aux restructurations de l'AP-HP, c'est la casse des hôpitaux, leur démantèlement», a affirmé à l'AFP Gilles Damez, délégué FO. Suppression de 3 à 4.000 postes

La direction veut regrouper autour de 12 groupes hospitaliers ses hôpitaux franciliens aujourd'hui au nombre de 37, un projet qui pourrait entraîner la suppression de 3 à 4.000 emplois d'ici 2012. Dans un communiqué, l'intersyndicale déclare refuser «des restructurations menées sur la seule logique comptable (...) sur le dos des malades et des personnels». Cette restructuration, selon elle, se traduirait par 300 millions d'euros d'économie d'ici 2012.

Aussi, l'intersyndicale «exige» notamment l'arrêt immédiat de la fermeture de nombreux hôpitaux de l'AP-HP, du plan social de suppressions d'emploi, qu'elle chiffre à 5.700, et le maintien de l'offre de soins sur l'Ile-de-France. Soutien du PS et du PC

Outre l'entretien avec M. Leclercq, les syndicalistes ont également réclamé une entrevue immédiate avec le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë. Le président par délégation du Conseil d'administration (CA) de l'AP-HP, Jean-Marie Le Guen (PS), désigné à ce poste par Bertrand Delanoë, a indiqué à l'AFP s'être rendu au siège les rencontrer. «Je suis allé apporter mon soutien à leur occupation que je trouve légitime et opportune», a-t-il précisé.

De son côté, dans un communiqué, le groupe PCF-Parti de gauche du Conseil de Paris se dit «100% solidaire» de cette action, jugeant «indispensable que la Mairie de Paris exerce une pression maximale sur la direction de l'AP-HP et tape du poing sur la table pour obtenir un moratoire sur les restructurations et les milliers de suppressions d'emplois prévues».

---

## **Appel à la grève des éboueurs vendredi. (12.03)**

**AP - 11.03**

Six syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC et FNCR) appellent l'ensemble des salariés des entreprises de collecte et de traitement des ordures ménagères, dont les éboueurs, à une grève nationale vendredi pour exiger des hausses des salaires et une reconnaissance de la pénibilité de leur métier.

Depuis plusieurs mois, des négociations sont en cours avec le patronat de ce secteur, qui a notamment proposé une hausse de salaire de 1% au 1er février.

"Cette proposition est inacceptable. Nos métiers sont très pénibles voir insalubres. Les charges de travail sont en constante augmentation. L'âge du départ à la retraite se fait de plus en plus tard" et "l'évolution de carrière est trop lente quant elle n'est pas inexistante", déclarent les syndicats dans un communiqué commun.



Les six organisations appellent "tous les salariés à la mobilisation générale dans toutes les entreprises du déchet", le 12 mars, "pour gagner sur nos conditions de travail, pour le droit à un départ anticipé à la retraite, pour la reconnaissance de la pénibilité, pour une revalorisation de la valeur du point".

"La suite du mouvement dépendra de la volonté du patronat de revenir à la table des négociations", a prévenu jeudi Guy Martre, l'un des porte-parole de la CGT interrogé par l'Associated Press.

---

## **Des syndicats de Total veulent établir une stratégie commune. (12.03)**

### **Lepoint.fr - 11.03**

Des syndicats de Total se réunissent jeudi pour décider de la conduite à tenir après l'annonce de la fermeture de la raffinerie des Flandres, le 8 mars dernier. La CGT du groupe, FO et Sud de Dunkerque n'excluent pas de déclencher un autre mouvement que la grève déjà planifiée par la CGT Groupe le 15 avril, jour d'une table ronde sur le raffinage. "Nous sommes pour que la mobilisation se poursuive pour la raffinerie de Dunkerque", a simplement déclaré le responsable CGT Christian Votte, mercredi. La CFDT et la CFE-CGC du groupe pétrolier n'ont pas souhaité s'associer à la réunion, préférant travailler sur d'éventuelles solutions alternatives à celles de la direction pour la raffinerie de Dunkerque.

Dénonciation d'une "logique financière"

Pour justifier son appel à la grève le 15 avril, la CGT explique : "L'industrie du raffinage nécessite un plan d'investissement pluriannuel, que ce soit en termes environnementaux ou de rééquilibrage des productions de carburants et produits finis." Le syndicat, qui "place" le gouvernement et l'Ufip (industries pétrolières) "devant leurs responsabilités vis-à-vis de la nation", "entend démontrer que la délocalisation de l'outil de production en dehors de l'Hexagone ne repose que sur une logique financière et de rentabilité des dirigeants des groupes et entreprises du secteur". Les militants CGT, dans chaque bassin d'emploi, "iront à la rencontre des citoyens avec la diffusion d'un tract sur les enjeux du raffinage français et de cette table ronde".

La table ronde, qui se tiendra au ministère du Développement durable, aura lieu en présence du directeur général de Total, Christophe de Margerie, et du pdg d'Esso (filiale française d'ExxonMobil), Francis Duseux.

La France compte 12 raffineries : celles de Dunkerque, Gonfreville-l'Orcher, Donges, Grandpuits, Feyzin et La Mède (du groupe Total), ainsi que celles de Fos-sur-Mer et Port-Jérôme (ExxonMobil), de Lavéra (Ineos), de Petite-Couronne et Reichstett Vendenheim (Petroplus), de Berre (Basell). Pour arriver au nombre de 13, la CGT inclut la SRD (groupe Colas) à Dunkerque, spécialisée dans la production de bitume.

---

## **Hôpitaux: fin de l'occupation du siège de l'AP-HP à Paris. (13.03)**

### **AP - 12.03**

Les manifestants qui occupaient le siège de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) pour dénoncer le plan de restructuration ont quitté les lieux vendredi en fin de soirée, a-t-on appris de source syndicale, après avoir obtenu des engagements sur la suspension de ce plan, le temps que se tiennent des négociations avec la direction.

"Nous avons obtenu l'engagement du directeur général d'une ouverture de négociations sur l'impact du plan stratégique concernant l'emploi, et les conditions de travail, et la suspension des mesures du plan stratégique comme la fermeture de certains services, le temps de ces négociations", a déclaré à l'Associated Press Annick Praderes, secrétaire générale de la CFDT à l'AP-HP.

"On va rentrer dans le processus de négociations qui va durer un certain temps, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura pas des mouvements localement sur la question des suppressions d'emplois", a-t-elle ajouté, précisant que les syndicats n'avaient en revanche pas pu obtenir la suspension des suppressions de postes.

Les occupants, une centaine de syndicalistes de la CFDT, de la CFTC, de FO, de la CGT et de Sud, étaient installés depuis jeudi à la mi-journée dans la salle du conseil d'administration au siège de l'AP-HP, situé à proximité de l'Hôtel de Ville de Paris.

Les syndicats dénoncent un plan de regroupement des 37 hôpitaux de l'AP-HP de Paris et d'Ile-de-France en 12 pôles hospitaliers, ce qui doit conduire à la fermeture de plusieurs services et à la suppression de plus de 3.000 à 4.000 postes sur trois ans, d'ici à 2012.

Vendredi dans la journée, un millier de personnels des hôpitaux de Paris, selon la police, ont manifesté devant le siège de l'AP-HP pour exiger le retrait de ce plan et soutenir les occupants.

---

## **La CGT dépose un préavis de grève à la RATP pour le 23 mars. (13.03)**

**AP - 12.03**

La CGT a déposé vendredi un préavis de grève à la RATP pour le 23 mars, suite au "refus" de l'entreprise de "reconsidérer sa politique salariale et sociale".

"Ce préavis couvre les arrêts de travail susceptibles de se dérouler sur la période allant du lundi 22 mars 2010 à 22h30 au mercredi 24 mars 2010 à 6h30", indique la CGT dans un communiqué.

Le syndicat appelle également les salariés de la RATP à participer à une manifestation organisée le 23 mars sur la place de la République, à Paris, à 14h.

La CGT estime que "la politique salariale menée à la RATP vise à une stagnation de la valeur du point au profit d'un accroissement des primes", et dénonce des "outils de remise en cause des dispositions collectives et solidaires".

---

## **La CGT appelle à la grève à France Télévisions à partir de dimanche. (13.03)**

**AP - 12.03**

La CGT a déposé vendredi un préavis de grève illimitée à France Télévisions à partir de dimanche 0h00, qui pourrait perturber la soirée électorale des régionales, à l'issue d'une nouvelle séance de négociations avec la direction sur la nouvelle convention collective des salariés du groupe.

Dans un communiqué, la CGT "appelle l'ensemble des personnels quelle que soit leur sensibilité, leur métier ou leur affectation à prendre part à ce mouvement pour défendre leur avenir, leurs métiers, leurs conditions de travail".

"Ce sont tous les programmes de France Télévisions (France-2, France-3, France-4, France-5, RFO) qui vont être affectés", a déclaré Jean-François Tealdi, porte-parole de la CGT France Télévisions et secrétaire général du SNJ-CGT France Télévisions, joint au téléphone par l'Associated Press.

Après une nouvelle séance de négociations vendredi, le syndicat a constaté "deux points bloquants" avec la direction, selon M. Tealdi: le forfait jour imposé aux journalistes et techniciens de reportage, qualifié de "remise en cause des 35 heures", et le remplacement maximal d'un départ en retraite sur quatre.

La CGT a affirmé vendredi être prête à reprendre samedi les discussions avec le Pdg de France Télévisions Patrick de Carolis, mais dit avoir essuyé un "refus de son directeur général". "Il n'y aura pas de négociations demain. Ça veut dire qu'ils choisissent le rapport de force", a déclaré M. Tealdi.

Patrick de Carolis, dont le mandat prend fin en août 2010, a affirmé vendredi sur le site Internet du "Figaro" qu'il devrait proposer dans la première quinzaine d'avril une réorganisation du groupe en entreprise unique, marquée par la mise en place d'un "dispositif de départs anticipés à la retraite fondés sur le volontariat". Il a assuré qu'"il n'y aura pas de plan social".

---

## **Sans-papiers : fin de non-recevoir du gouvernement à la proposition syndicat-patronat. (13.03)**

**LeMonde.fr et AFP - 12.03**

Le ministère de l'immigration a opposé vendredi 12 mars une fin de non-recevoir aux organisations patronales et syndicales qui se sont réunies le 3 mars pour débloquer la situation de salariés sans papiers, et indiqué qu'il ne changerait pas sa circulaire.

Depuis la mi-octobre, environ six mille sans-papiers, dont mille cinq cents intérimaires, se sont mis en grève pour exiger des critères clairs de régularisation par le travail, avec le soutien de onze syndicats ou associations, dont la CGT, CFDT, UNSA, SUD et la FSU. Une circulaire envoyée aux préfets le 24 novembre 2009 n'a pas mis fin au conflit.

Le 3 mars, plusieurs dirigeants patronaux (Ethic, Veolia Propreté, la confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises [CGPME]) se sont saisis du problème et ont examiné avec les syndicats un texte commun, rendu public en début de semaine, sur les critères

permettant aux salariés sans papiers d'obtenir un titre de séjour. Le texte vise à définir des conditions objectives d'obtention d'autorisations de travail et de séjour pour ceux qui s'acquittent de leurs cotisations et de leurs impôts.

'Il s'avère qu'il y a eu des divergences peut-être trop marquées' d'une préfecture à l'autre, et 'on a donc recherché, dans le respect des textes, à dégager une approche qui pourrait peut-être permettre de meilleures prises de décision quand on étudie au cas par cas la situation des personnes', avait expliqué Jean-François Veysset, le président de la commission des mandats de la CGPME.

Lors de la réunion, les parties prenantes avaient demandé à rencontrer le ministre du travail Xavier Darcos, qui a renvoyé sur le ministre de l'immigration, qui à son tour a sondé les organisations patronales. On estime officiellement qu'il y a entre 200 000 et 400 000 travailleurs en situation irrégulière en France.

---

## **Education: nouvelle mobilisation intersyndicale, jeudi, dans l'académie de Créteil. (16.03)**

### **AP - 14.03**

Sept syndicats de l'Education appellent les enseignants des collèges et lycées de l'académie de Créteil, en région parisienne, à une nouvelle journée de grève avec une manifestation à Paris, jeudi, contre les suppressions de postes, la dégradation des conditions de travail et les réformes mises en oeuvre dans le second degré.

Le cortège partira jeudi à 14h du jardin du Luxembourg en direction du ministère de l'Education nationale.

Dans un communiqué, l'intersyndicale SNES-FSU, CGT-Education, Sud-Education, CNT-Education, SNALC-CSEN, SN-FOLC et SNES-FSU appelle à se mobiliser "contre les suppressions de postes, pour le recrutement de personnels statutaires (...) pour le retrait des réformes Chatel", ou encore "contre la dégradation des conditions de travail des personnels et des élèves: effectifs surchargés, violences et incivilités, pressions hiérarchiques visant la multiplication des réunions et des tâches diverses".

"La seule réponse du ministre reste le mépris, le refus de tout dialogue et la multiplication d'annonces provocatrices, comme celles sur le remplacement ou sur le passage" du baccalauréat professionnel "en contrôle continu", estiment les syndicats.

La FCPE (parents d'élèves) du Val-de-Marne et l'organisation lycéenne FIDL appellent à se joindre au mouvement.

Il s'agira de la troisième journée de mobilisation dans l'académie depuis le 9 février, quatrième en comptant la journée nationale de grève du 12 mars dernier dans le second degré.

La mobilisation dans l'académie de Créteil -située à l'est de Paris- a commencé en février à la suite de violences dans plusieurs établissements.

---

## **La CGT voit dans les résultats un désaveu pour Nicolas Sarkozy. (16.03)**

### **Reuters - 15.03**

La CGT estime que le premier tour des élections régionales marque un "désaveu clair" de la politique de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement et appelle les salariés à voter nombreux au second tour le 21 mars.

Dans un communiqué, le premier syndicat français rappelle lundi qu'une journée unitaire d'action syndicale est prévue le 23 mars sur l'emploi, les salaires et les retraites.

Il estime qu'en dépit de la forte abstention, l'expression de plus de 20 millions d'électeurs qui ont donné un net avantage à la gauche au premier tour "ne peut pour autant être ignorée".

"Il se dégage un sens au vote de dimanche 14 mars. Ce vote témoigne d'un désaveu clair des politiques poursuivies", écrit-il.

La CGT voit dans les résultats "l'expression d'un fort mécontentement des salariés vis-à-vis de la politique économique et sociale défendue par le président de la République et les nombreux ministres eux-mêmes candidats."

Selon elle, le vote intervient "dans une période où les salariés sont les principales victimes d'une crise dont ils ne sont pas responsables."

Pour la centrale syndicale, le résultat du Front national, qui a obtenu plus de 11% des suffrages, "est une préoccupation" d'autant que "le jeu

politique du gouvernement sur le thème de l'identité nationale n'a fait qu'attiser le racisme et la xénophobie."

---

### **Sud appelle hôtesses et stewards d'Air France à faire grève fin mars. (17.03)**

**AP - 16.03**

Le syndicat Sud Aérien annonce mardi avoir déposé un préavis de grève pour le personnel navigant commercial d'Air France pour les 28, 29, 30 et 31 mars prochains.

Hôtesses et stewards entendent ainsi protester contre la remise en cause des accords collectifs par la direction d'Air France. Pour Sud Aérien, c'est "essentiellement une grève pour l'emploi et les conditions de travail".

---

### **Quelque 60 manifestations et des dizaines de préavis de grève déjà annoncés pour le 23 mars. (17.03)**

**AP - 16.03**

Une soixantaine de manifestations et des dizaines de préavis de grève dans de nombreux secteurs -dans le public comme dans le privé- étaient déjà annoncés, mardi, pour la journée de mobilisation intersyndicale du 23 mars.

Une intersyndicale CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires appelle à des manifestations interprofessionnelles dans toute la France le 23 mars pour demander une autre politique économique et sociale face à la crise, peser sur l'agenda social annoncé par le président Nicolas Sarkozy le 15 février, et pour la défense des retraites. Le syndicat FO se joint à l'appel mais cible ses revendications sur les retraites.

Selon un recensement "non exhaustif" effectué par la CGT, 60 manifestations et rassemblements étaient déjà annoncés mardi, ainsi que des appels à la mobilisation avec des préavis de grève dans le secteurs des banques, de l'industrie, de l'équipement, dans le commerce, le spectacle, à La poste, France Télécom, dans les hôpitaux, l'Education et la Recherche, les crèches, ou encore à la SNCF et à la RATP.

A Paris, un cortège partira de la place de la République, le mardi 23 mars à 14h, en direction de celle de la Nation en passant par Bastille.

---

### **Quatre syndicats appellent à la grève des régionales. (17.03)**

**Lepoint.fr - 16.03**

L'appel à la grève lancé par la CGT pour le second tour des régionales devrait faire plus de dégâts dimanche prochain. La CGC, la CFTC et FO ont décidé de rejoindre le mouvement social visant à peser sur Patrick de Carolis et sur sa réforme de la convention collective des journalistes. D'intenses négociations sont en cours afin de lever le préavis de grève. Un nouveau round est prévu mercredi à 10 heures.

La CGC s'est toutefois démarquée en déposant deux préavis de grève différents : l'un lui permet de faire grève le dimanche électoral, l'autre lui permet de faire grève, à partir du lundi, à tout moment durant 59 minutes. Grâce à cette astuce, la CGC peut ainsi choisir de perturber une émission précise ( Télématin ou le 19/20 de France 3) sans perdre une journée de salaire. La direction de France Télévisions envisage d'attaquer en référé ce procédé...

La CFDT et le SNJ snobent la grève

Dimanche dernier, la CGT était parvenue, à elle seule, à mobiliser 21 % des salariés de France 3 . À l'occasion du premier tour des régionales, 12 décrochages régionaux sur 20 avaient été annulés. La CFDT et le SNJ sont, pour l'instant, opposés à cette grève. La CFDT est plus forte à France 2, tandis que la CGT campe sur son fief de France 3.

"Le service sera, certes, dégradé si les préavis sont maintenus, mais nous n'imaginons pas que la soirée électorale puisse être annulée", confie-t-on au sein de la direction de France Télévisions. À ce jour, Patrick de Carolis ne souhaite plier sur aucun point essentiel de la nouvelle convention collective, soumise à l'approbation des syndicats.

---

### **Air France: appel à la grève de la CGT pour mardi prochain. (18.03)**

**AP - 17.03**

La CGT appelle les personnels d'Air France à la grève mardi prochain, dans le cadre de la journée nationale interprofessionnelle de mobilisation pour une autre politique économique et sociale face à la crise, et la défense des retraites.

Dans un communiqué diffusé jeudi, la CGT Air France dénonce notamment des acquis sociaux "piétinés", des salaires qui "stagnent" et une durée de travail "qui s'allonge inexorablement". "Malgré nos demandes réitérées, la pénibilité au travail n'est toujours pas reconnue par des départs en retraite anticipés", dénonce le syndicat.

La CGT appelle donc l'ensemble des salariés d'Air France à une grève le 23 mars et "à participer aux manifestations organisées partout en France pour des salaires décents, des emplois durables et des retraites de qualité".

---

## **Journée de mobilisation à l'appel de la CGT chez Carrefour vendredi. (18.03)**

### **AP - 17.03**

La fédération CGT du commerce appelle à une journée de mobilisation et de grève vendredi dans les magasins Carrefour de toute la France contre les suppressions de postes, pour la défense de l'emploi, des salaires et contre la "financiarisation".

Des débrayages pourraient avoir lieu localement, selon la CGT, avec notamment des appels à cesser le travail "durant au moins deux heures".

Ce mouvement, à l'appel de la seule CGT, aura lieu alors que le groupe a annoncé le 23 février un projet de suppression de 21 magasins et près de 1.700 postes en Belgique. "Mettre l'accent sur l'emploi avec ce qui se passe en Belgique et les suppressions de postes en France est notre premier objectif", a déclaré jeudi à l'Associated Press Claude Montoya, déléguée nationale CGT chez Carrefour.

L'organisation syndicale dénonce d'ailleurs la suppression de "5.000 postes rien qu'en France en une année", les "faibles augmentations de salaires" et la "détérioration des conditions de travail".

Le syndicat appelle à ce mouvement alors que les négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires sont en cours dans le groupe.

---

## **Nouvelle grève des médecins généralistes le 8 avril. (19.03)**

### **AP - 18.03**

Quatre syndicats de médecins généralistes -dont MG-France, majoritaire- appellent à une nouvelle journée de grève avec fermeture des cabinets le 8 avril, pour exiger une revalorisation des honoraires, alors qu'un bras de fer juridique oppose certains syndicats et l'Assurance-maladie au sujet des tarifs à appliquer lors des consultations.

Dans un communiqué diffusé jeudi, MG-France, le SNJMG, Union collégiale et Union généraliste, appellent également à "la grève de la télétransmission", des feuilles de Sécurité sociale le 29 mars, "afin de bloquer le projet de taxation des feuilles de soins".

Les quatre syndicats exigent l'"arrêt des mesures vexatoires de l'Assurance-maladie", l'application "immédiate de la nomenclature des spécialistes" et une "rémunération forfaitaire des missions confiées à la médecine générale".

Depuis plusieurs mois, l'Union nationale des caisses d'assurance-maladie (UNCAM) et MG-France bataillent devant les tribunaux au sujet de l'application du tarif "spécialiste", à 23 euros pour les consultations des médecins généralistes, s'appuyant pour cela sur la reconnaissance de leur profession comme "spécialité", obtenue en 2004.

Ultime épisode, "le 8 avril la Cour de cassation rendra son arrêt sur la cotation CS (spécialiste, NDLR) par les généralistes", rappelle le communiqué intersyndical, un "arrêt très attendu par tous les professionnels".

Les syndicats préviennent que "sans prise en compte", de leurs revendications, "indispensables au maintien d'une médecine de proximité sur l'ensemble du territoire, le mouvement sera amplifié dans les semaines à venir".

Ce nouvel appel à la grève, après la journée de mobilisation du 11 mars, intervient alors que jeudi, Nicolas Sarkozy a déjeuné à l'Élysée avec douze médecins libéraux, dont le président du Conseil de l'Ordre, le Dr Michel Legmann.

Selon un communiqué de l'Élysée, le chef de l'État "a fait part de son souhait que le gouvernement soit à l'écoute des préoccupations des médecins libéraux", et a indiqué qu'il recevrait "prochainement les dirigeants des syndicats représentatifs des médecins libéraux". M. Sarkozy

a confié début février au Dr Legmann une mission sur l'attractivité de la médecine libérale, qui doit rendre ses conclusions et ses propositions fin mars.

---

## **Chérèque: le gouvernement doit "entendre le message" du désaveu de sa politique. (23.03)**

### **AP - 22.03**

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque estime que le gouvernement doit "entendre" le message de "désaveu" de sa politique exprimé par les électeurs lors du second tour des régionales, alors qu'une journée de grèves et de manifestations est prévue mardi à l'appel de plusieurs syndicats.

Outre "le cri assourdissant de l'abstention", s'exprime "clairement", dans le résultats du second tour régionales de dimanche, "un désaveu des politiques menées par le gouvernement", juge le dirigeant syndical dans un entretien publié mardi dans "La Tribune".

"Ce message s'adresse à lui. Il doit l'entendre, sinon il y a un problème de démocratie", ajoute-t-il, en rappelant que c'est "le sens de la mobilisation" de mardi. "Comment ne pas entendre le sentiment d'injustice dans notre société?", revendique François Chérèque, jugeant qu'il y a "des alertes sociales" comme la progression du chômage et la destruction des emplois, "qui ne peuvent pas laisser indifférents le gouvernement et le patronat".

"Nous mesurerons l'ampleur de la mobilisation" et surtout "nous verrons au sommet social d'avril si le gouvernement bouge sur les mesures anticrise", promet-il.

A propos de la réforme des retraites, François Chérèque voit "six inégalités à réduire", "celle des carrières longues", celle "des métiers dont la conséquence est une espérance de vie plus courte", celle "entre hommes et femmes", celle "dont sont victimes les 'polypensionnés'", celle des "salariés ayant eu des carrières sans progression", et enfin la situation "des précaires".

---

## **Des services judiciaires en grève à partir de mercredi. (23.03)**

### **Reuters - 22.03**

Les syndicats CFDT, CGT et USAJ/UNSA des services judiciaires des cours d'appel de Paris et Versailles ont déposé un préavis de grève reconductible à partir de mercredi, annonce le Syndicat de la magistrature dans un communiqué.

Les organisations syndicales disent s'inscrire "dans la continuité" de la mobilisation interprofessionnelle de mardi pour l'emploi, les salaires et les retraites.

Elles dénoncent notamment, pour leur secteur, la détérioration des conditions de travail "liée au manque crucial d'effectifs" et l'augmentation de la charge de travail.

---

## **Les syndicats demandent la création d'une "Allocation spécifique crise" pour les chômeurs en fin de droits. (23.03)**

### **AP - 22.03**

Les syndicats ont proposé la création d'une "Allocation spécifique crise" pour les chômeurs en fin de droits, lors d'une nouvelle rencontre entre les partenaires sociaux et le cabinet du secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez, lundi sur ce dossier.

"Le cabinet de Laurent Wauquiez propose des formations et des contrats aidés. Mais nous pensons qu'il faut aussi parler revenu et nous avons demandé la création d'une 'Allocation spécifique crise'", a déclaré lundi à l'Associated Press Laurent Berger, secrétaire national chargé des questions d'assurance-chômage à la CFDT.

Il a précisé que cette demande était également faite par FO et soutenue par les autres organisations syndicales.

"Nos interlocuteurs (le cabinet, NDLR) n'avaient pas de mandat sur cette question et nous ont dit qu'ils nous recontacteraient d'ici la fin de la semaine. Cette réunion, c'est un peu un coup pour rien", a-t-il ajouté.

Une première réunion plénière avait eu lieu le 5 mars, suivie depuis de "rencontres bilatérales", organisation par organisation avec le cabinet

de M. Wauquiez.

La réunion du 5 mars avait permis au gouvernement et aux partenaires sociaux de s'accorder sur un "chiffage" de 360.000 personnes -sur un million de "fin de droits" en 2010 selon des projections de Pôle emploi- qui n'auront pas accès aux minima sociaux, ne remplissant pas les critères nécessaires.

Le 25 février dernier, Laurent Wauquiez avait rappelé que l'Etat et l'assurance-chômage allaient "cofinancer" des mesures en faveur des chômeurs en fin de droits, reprenant les annonces de Nicolas Sarkozy lors du sommet social du 15 février.

Le secrétaire d'Etat à l'Emploi avait alors parlé d'un budget de "plusieurs centaines de millions d'euros" et de mesures "opérationnelles avant la fin du mois de mars".

---

## **La CGT rêve d'un "3e tour social", mardi. (23.03)**

**AP - 22.03**

Au lendemain de la défaite de la majorité gouvernementale aux élections régionales, la CGT appelle les "salariés", "retraités" et "chômeurs", à participer aux 160 manifestations intersyndicales annoncées à travers toute la France, mardi, contre la politique du gouvernement et pour peser sur la réforme des retraites prévue pour la fin de l'été prochain.

"A tendances nationales, il faut des conclusions nationales: c'est bien d'autres orientations dans les domaines économiques et sociaux qui doivent être à l'ordre du jour le plus rapidement possible dans la conduite des entreprises comme dans celle du pays", déclare la confédération de Bernard Thibault, dans un communiqué diffusé lundi, au lendemain du second tour des régionales.

"Le Président de la République est le premier interpellé par ces votes qui manifestent le très fort mécontentement des salariés, tant du privé que du public, vis-à-vis des politiques en vigueur", estime la CGT.

"Or", poursuit le communiqué, "les premières déclarations des représentants du gouvernement, tout en reconnaissant une défaite électorale, laissent entendre qu'ils feront preuve 'de ténacité et de persévérance, gardant le cap', notamment pour la réforme des retraites!".

La première confédération syndicale de France "met en garde contre une attitude gouvernementale qui ne manquerait pas d'alourdir encore davantage le climat social dans le pays".

La CGT "réitère son appel aux salariés, aux retraités, aux chômeurs à participer très largement à la journée de mobilisations unitaire du 23 mars sur l'emploi, les salaires et les retraites par des arrêts de travail et en assurant le succès des 160 manifestations et rassemblements organisés dans les différents départements".

---

## **Les syndicats déplorent l'absence de changement de cap de Nicolas Sarkozy. (25.03)**

**AP - 24.03**

Les syndicats déploraient, mercredi, l'absence de changement de cap de Nicolas Sarkozy, malgré la défaite de l'UMP aux élections régionales et la journée de mobilisation interprofessionnelle de mardi. FO s'inquiète même d'un éventuel "durcissement" des positions du gouvernement concernant la politique sociale.

Les syndicats se réunissent le 30 mars pour décider des suites à la journée de mobilisation interprofessionnelle de mardi, au cours de laquelle 380.000 personnes selon la police, 800.000 selon la CGT, ont manifesté dans toute la France.

Première à réagir après l'intervention du chef de l'Etat à l'issue du Conseil des ministres, mercredi, la CFDT a estimé dans un communiqué que Nicolas Sarkozy "semble ne pas avoir entendu le message d'inquiétude et d'angoisse sociale exprimé par les Français au deuxième tour des élections régionales et dans les mobilisations", de mardi.

"En déclarant qu'il ne changerait pas de cap et que toutes les mesures nécessaires ont déjà été prises face à la crise, le président ignore les difficultés qui touchent les salariés", poursuit l'organisation syndicale.

La CFDT "réaffirme la nécessité de poursuivre et d'amplifier les mesures sociales prises en 2009 pour faire face à une situation exceptionnelle". Elle juge notamment "urgent de renforcer ces dispositifs et d'en créer de nouveaux, notamment en direction des chômeurs en fin de droits: contrats aidés, formations, RSA pour les jeunes et allocation spécifique de crise".

"Sur les retraites, en terme de calendrier, il n'a pas innové. Maintenant on verra comment ça va se faire", a déclaré mercredi à l'Associated Press le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly.

Sur le reste, "il y a le discours 'je ne change pas de cap'. Est-ce que ce discours ne va pas s'accompagner d'un durcissement des positions du gouvernement sur la politique sociale?", a-t-il ajouté.

Catherine Lebrun, secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires, juge elle que "cette intervention est consternante".

"Nicolas Sarkozy n'entend ni le message des urnes ni le message des mobilisations. Il persiste dans ses choix politiques et économiques, le tout doublé d'un discours sécuritaire sur les jeunes et les familles", a-t-elle ajouté.

"Sur les retraites, il maintient son calendrier et parle de concertations ce qui veut bien dire qu'il n'y aura pas de négociations", a-t-elle poursuivi.

"Et puis silence radio sur le bouclier fiscal que tout le monde dénonce comme une ineptie surtout en période de crise. Quant aux problèmes des chômeurs, dire que tout a été fait alors que tout le monde souligne l'urgence de la situation des fins de droits est tout simplement absurde", selon elle.

"Il joue la politique de ne rien voir et de ne rien entendre", a estimé pour sa part la secrétaire générale de la Fédération syndicale unitaire (FSU) Bernadette Groison.

"Je ne suis pas sûre qu'il ait compris le malaise social qui s'est exprimé dans les urnes -et qui marquait tout de même un rejet de la politique actuelle- et la journée de mardi qui a quand même été une journée de mobilisation importante, en particulier dans la Fonction publique", a-t-elle déclaré à l'Associated Press.

Pour elle, Nicolas Sarkozy "prend le risque qu'il y ait d'autres conflits. Il faudra continuer à manifester et à se faire entendre s'il ne veut pas comprendre".

Commentaire.

Sarkozy est bien leur président ! Son message est net, clair et précis. Rien de plus normal de la part du président des banquiers, rien à en attendre de bon, non ?

Je ne sais pas si ces bureaucrates syndicaux ont vraiment compris ce qu'a signifié l'élection comme président d'un avocat d'affaires, du premier flic de France, à moins qu'ils feignent de ne pas avoir compris que l'aspect bonapartiste de la Ve République en était sorti renforcé, aspect bonapartiste qui est la négation de la reconnaissance de la lutte des classes, car dorénavant l'Etat doit servir exclusivement les intérêts des capitalistes et en priorité ceux de l'aristocratie financière.

La balade au Fouquets au lendemain de son élection fut bien davantage que le témoignage de sa gratitude envers ses mentors, elle indiquait quelle orientation il allait donner à sa politique : tout pour ses amis banquiers et industriels, rien pour le prolétariat !

Rien de mieux que son discours pour identifier son ennemi, on devrait s'en réjouir. Les bureaucrates pourris des syndicats sont des hypocrites qui passent leur temps à tenter de berner leurs militants, rien d'autre à ajouter.

---

## **Conseil d'orientation des retraites : le ton monte entre les syndicats et le Medef. (26.03)**

### **Le Monde - 25.03**

C'est un mini-incident, mais il révèle les tensions qui se font jour sur les retraites à trois semaines du top-départ officiel de la concertation sur la grande réforme de 2010. Mercredi 24 mars, le jour même où Nicolas Sarkozy réitérait son engagement de ne pas passer "en force" et de laisser du temps à la discussion entre les partenaires sociaux (mais pas plus de six mois), le Conseil d'orientation des retraites (COR) a été le théâtre de vifs échanges entre le patronat et les syndicats sur la question, sensible entre toutes, des durées d'assurance et des âges de la retraite.

A la demande de certains de ses membres, le COR a décidé de chiffrer l'impact financier de neuf paramètres. Y figurent notamment le relèvement progressif de la durée de cotisation à 45 ans (contre 40,5 ans actuellement) et la hausse des deux bornes d'âge de la retraite : de 60 ans à 65 ans pour l'âge légal d'ouverture des droits et de 65 à 70 ans pour l'âge à compter duquel une personne peut liquider sa pension sans décote même si elle n'a pas une durée de cotisation suffisante.



Bien que le président du COR, Raphaël Hadas-Label, ait pris la précaution d'indiquer que ces différentes variantes avaient "une vocation purement illustrative" et ne constituaient pas "des propositions de réforme", les esprits se sont rapidement échauffés.

### Risque de blocage

Tenant pour acquis que les demandes relatives au recul à 65 ans de l'âge légal de la retraite et à 70 ans de l'âge de liquidation sans pénalité financière émanaient du Medef, la CFDT et la CGT sont montées au créneau. "Ce ne sont pas des hypothèses sérieuses. Le Medef instrumentalise à des fins politiques un Conseil qui est un lieu d'études sérieux, pas une arène d'affrontements", a fait valoir Jean-Louis Malys (CFDT). "Le Medef fait de la provocation et de la surenchère. Mais si ses hypothèses figurent dans le rapport du COR, ce dernier n'aura pas notre aval", a renchéri Jean-Christophe Le Duigou (CGT).

"Demander aux jeunes générations, qui arrivent plus tard sur le marché du travail et qui ont des carrières plus chaotiques, de cotiser quatre ans de plus pour leur retraite et de cesser leur activité professionnelle cinq ans plus tard, ce serait le meilleur moyen de les décourager et de condamner le système par répartition qui repose sur la solidarité intergénérationnelle", a ajouté M. Le Duigou.

Confronté à un risque de blocage inédit dans la vie d'un Conseil censé poser "un diagnostic partagé" sur la situation des régimes de retraite, le secrétariat général du COR a précisé mercredi soir sur son site Internet que "le choix des variantes donnant lieu à simulation n'a pas fait l'objet de consensus" et que certaines d'entre elles avaient même recueilli "une ferme opposition de la part de certains membres". Il a renvoyé au 14 avril le débat politique sur ces propositions et précisé que d'autres éléments, relatifs aux ressources du système de retraite et à l'évolution du niveau des pensions, seraient étudiés dans le dossier du Conseil.

Le Medef, favorable au recul de l'âge légal, indiquait de son côté mercredi soir que les demandes "les plus dures" adressées au COR, combinant l'allongement de la durée de cotisation à 45 ans et le recul des âges de la retraite, n'émanaient pas de lui. S'il dit vrai, on ne peut exclure que l'initiative en revienne au gouvernement par l'intermédiaire des hauts fonctionnaires membres du Conseil. Une chose est sûre : la réunion du 14 avril, au cours de laquelle doivent être précisés les besoins de financement des régimes, s'annonce sportive.

---

## **SNCF: préavis de grève reconductible CGT et CFDT à compter du 6 avril au soir. (31.03)**

### **AP - 30.03**

Les fédérations CGT et CFDT des cheminots ont déposé des préavis de grève reconductible à la SNCF à partir du 6 avril au soir, a-t-on appris mardi auprès des deux syndicats. Les deux organisations exigent des négociations sur les restructurations, l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

"Gouvernement et direction de la SNCF doivent urgemment ouvrir de véritables négociations à tous les niveaux de l'entreprise sur la situation du Fret SNCF, les réorganisations et restructurations, l'emploi, les salaires et les conditions de travail", déclare la CGT dans un communiqué diffusé mardi.

La CGT explique avoir déposé, comme la CFDT, une demande de concertation immédiate à laquelle la direction de la SNCF n'a pas répondu. "En refusant de répondre aux revendications posées dans le cadre de la concertation obligatoire, la direction de la SNCF a clairement fait le choix de l'affrontement", estime la CGT.

"Face à cette attitude irresponsable, la fédération CGT des cheminots a proposé des suites revendicatives à la CFDT et l'UNSA pour appeler les cheminots à cesser le travail dans la semaine du 6 avril 2010", ajoute l'organisation syndicale.

"Aux côtés de la CGT, nous avons déposé des préavis de grève reconductible pour les contrôleurs et les agents de conduite à compter du 6 avril au soir", a confirmé le secrétaire général de la CFDT Cheminots-FGAAC, Arnaud Morvan, mardi à l'Associated Press. L'UNSA n'a, en revanche, pas suivi.

Par ailleurs, plusieurs milliers de cheminots retraités (2.300 selon la police) ont manifesté, mardi à Paris, à l'appel de la CGT pour la revalorisation des pensions.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos syndicales

- Les syndicats d'Airbus bloquent la production. (27.04)
- Les policiers municipaux appellent à une grève des PV. (27.04)
- Accord majoritaire sur les salaires chez France Telecom. (27.04)
- L'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appelle à un "grand 1er mai". (27.04)
- La CFDT étudiera la durée de cotisation sur les retraites. (26.04)
- Retraites : "impossible" de "trouver un consensus", selon Force ouvrière. (24.04)
- Retraites des fonctionnaires : les syndicats s'opposent à une réforme du mode de calcul. (23.04)
- Retraites : la CGT pour un alignement du privé sur le public. (23.04)
- Retraites: nouvelle réunion intersyndicale le 26 avril. (20.04)
- Retraites : la CFDT débattrà en congrès de la hausse de la durée de cotisations. (19.04)
- Le second round de concertation sur les retraites va s'ouvrir. (19.04)
- Appel à manifester le 1er mai pour l'emploi et les retraites. (17.04)
- Retraites: le gouvernement consulte les syndicats de fonctionnaires à partir du 22 avril. (17.04)
- Le rapport du COR a été "unaniment adopté", "par consensus" précise le Duigou (CGT). (17.04)
- Le mot de trop de Thibault qui révèle ses intentions. (16.04)
- Chômeurs en fin de droit: accord entre syndicats et gouvernement. (16.04)
- Retraites: "pas négociable" pour FO de toucher aux 60 ans ou à la durée de cotisation. (12.04)
- Carolis gagne au TGI contre les syndicats. (04.04)
- La CFDT se retire de la grève du 6 avril à la SNCF. (03.04)
- SNCF: préavis de grève reconductible SUD-Rail à compter du 6 avril au soir. (01.04)

---

### **SNCF: préavis de grève reconductible SUD-Rail à compter du 6 avril au soir. (01.04)**

#### **AP - 31.03**

Après la CGT et la CFDT, la Fédération SUD-Rail a annoncé mercredi soir qu'elle avait déposé à son tour un préavis de grève reconductible à la SNCF à partir du 6 avril au soir.

"Ce préavis national couvre l'ensemble des personnels de la SCNF", précise le syndicat dans un communiqué.

Mardi, Les fédérations CGT et CFDT avaient déposé des préavis de grève similaires, exigeant des négociations sur les restructurations, l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

---

### **La CFDT se retire de la grève du 6 avril à la SNCF. (03.04)**

#### **Reuters - 02.04**

La CFDT-FGACC a levé son préavis de grève à la SNCF mais la CGT et Sud Rail maintiennent pour le moment leur appel à un mouvement reconductible à partir du 6 avril au soir.

Le retrait de la CFDT du mouvement n'a pas été apprécié par les autres organisations, Sud rail lui reprochant "d'accompagner des projets destructeurs" et la CGT de se prêter à des "petits arrangements."

Dans un communiqué, la CFDT-FGACC explique avoir obtenu vendredi des avancées, à l'issue d'une longue séance de négociations, sur les deux dossiers qu'elle mettait en avant, celui des contrôleurs et celui des agents de conduite.

Pour les contrôleurs, un "accord cadre sur la sécurisation et la valorisation des parcours professionnels" doit être signé, précise-t-elle.

Le syndicat dit avoir également obtenu pour les agents de conduite des mesures concernant le travail de nuit ou encore les fonctions exercées à l'étranger.

"Les mesures annoncées par la direction ne sont que la reprise de mesures déjà annoncées ou projetées, et ne sont au total qu'un saupoudrage qui ne répond en rien aux questions fondamentales liées à la casse systématique de l'activité fret de la SNCF", déplore Sud rail dans un communiqué.

La CGT, premier syndicat de cheminots, dénonce de son côté des "grandes manoeuvres" visant à "affaiblir le mouvement" lancé contre les restructurations au sein de l'entreprise.

Si la grève est maintenue, il s'agirait du troisième mouvement social au sein de l'entreprise depuis janvier.

---

## **Carolis gagne au TGI contre les syndicats. (04.04)**

### **Lepoint.fr - 30.03**

Patrick de Carolis a remporté une manche décisive face aux syndicats (CFDT, SNJ, CGT, CGC, FO, CFTC). Selon une source judiciaire, le TGI a confirmé que France Télévisions et les syndicats avaient jusqu'au 7 juin - et pas un jour de plus - pour adopter la nouvelle convention collective de l'audiovisuel public. La décision vaut aussi pour l'INA et Radio France. Les syndicats voulaient obtenir des délais supplémentaires, ce qui menaçait grandement la fin du mandat de Patrick de Carolis.

Par cette décision, les syndicats de l'audiovisuel public se trouvent désormais dos au mur. Si aucun accord n'est trouvé d'ici au 7 juin, c'est le Code du travail qui s'appliquera. Si tel était le cas, cela signifierait que toute une série d'avantages obtenus par les salariés de l'audiovisuel public depuis près de 30 ans s'effondreraient... Voilà qui devrait pousser les syndicats à se mettre à la table des négociations sans plus tarder.

Les syndicats ne peuvent plus jouer la montre

Carolis est donc désormais assuré d'achever son quinquennat sur la réforme en profondeur des modes de travail au sein de France Télévisions. Cette victoire judiciaire le conforte dans son fauteuil de président. Dès lors, l'Élysée n'a plus aucune raison de faire sauter l'actuelle direction de France Télévisions avant le terme du mandat de Carolis, en août prochain.

Les syndicats avaient soulevé des arguments techniques visant à contraindre France Télévisions à respecter des délais de survivance des textes dénoncés de 3 ans et de 18 mois. Le juge Maurice Richard et ses assesseurs, Monique Maumus et Anne Lacquemant, ont écarté les arguments, mais ont considéré qu'il était "inéquitable" de faire payer les frais de justice aux organisations syndicales.

---

## **Retraites: "pas négociable" pour FO de toucher aux 60 ans ou à la durée de cotisation. (12.04)**

### **AP - 12.04**

Le gouvernement présentera un "premier document d'orientation autour de la mi-mai", suivi d'un "projet plus détaillé" à la mi-juin, pour une présentation d'un projet de loi de réforme des retraites en conseil des ministres "dans la première quinzaine de juillet", a déclaré lundi à l'Associated Press le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly après une heure d'entretien avec le ministre du Travail Eric Woerth. Lire la suite l'article

"Si le gouvernement (...) veut effectivement repousser le droit au départ à 60 ans, ou allonger la durée (de cotisation NDLR), le début des discussions, ça va être le début de la confrontation", a-t-il averti sur France-2, avant d'être reçu par le ministre du Travail dans le cadre de la concertation sur la réforme des retraites.

"Ce n'est pas négociable", il n'est "pas question de devoir accepter d'une manière ou d'une autre de devoir travailler plus longtemps", même "parce que l'espérance de vie augmente", a martelé Jean-Claude Mailly. "Prenons le temps de discuter sur les questions financières, on a

plein de propositions en la matière".

"L'augmentation des cotisations est une des pistes", a-t-il poursuivi, proposant également de "travailler sur la question fiscale", en supprimant par exemple "certaines exonérations qui ont été faites ces dernières années, comme celle sur les plus-values de filiales", représentant "20 milliards (d'euros) en trois ans", selon lui.

Interrogé sur la proposition de l'Elysée d'un nouveau prélèvement pour financer les retraites, M. Mailly s'est montré très prudent. "C'est très très flou, donc je ne me prononce pas là-dessus", a-t-il affirmé, soupçonnant un "coup" de communication.

Jean-Claude Mailly a par ailleurs proposé à nouveau aux autres syndicats l'idée d'une journée de grève unitaire interprofessionnelle pour "donner le sentiment qu'on bloque le pays pendant 24 heures", "en juin ou en septembre".

---

## **Chômeurs en fin de droit: accord entre syndicats et gouvernement. (16.04)**

### **AP - 15.04**

Un accord a été conclu jeudi soir entre le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez et les partenaires sociaux pour "proposer des réponses" aux chômeurs en fin de droit qui se retrouvent "sans solutions". Il prévoit notamment une aide exceptionnelle, un "filet de sécurité" pour les personnes qui ne pourront bénéficier d'une formation ou d'un contrat aidé. D'un montant de 460 euros, elle sera versée pour "une durée maximum de six mois".

"Cet accord va permettre de proposer, à toutes les personnes aujourd'hui sans solutions à l'issue de leurs droits une formation avec une rémunération à la clef ou une activité dans le cadre d'un contrat aidé marchand ou non marchand", a annoncé l'Elysée après la réunion de Laurent Wauquiez avec les syndicats à Bercy.

"Lorsque cela ne sera pas possible, un filet de sécurité sera mis en place de manière exceptionnelle", ajoute le communiqué de la présidence. "Cette Aide Exceptionnelle pour l'Emploi sera du même montant que l'allocation spécifique de solidarité (460 euros) pour une durée maximum de six mois" et "ne sera versée que lorsque d'autres solutions n'auront pu être proposées par Pôle Emploi", selon l'Elysée.

Laurent Wauquiez a précisé sur TF1 que le montant "mis sur la table" s'élevait à "plus de 700 millions d'euros". Le secrétaire d'Etat à l'Emploi a souligné que ce plan était "fait pour aider les gens qui sont victimes de la crise mais qui veulent s'en sortir et qui cherchent un emploi".

"C'est une première en France, on avait jusque-là jamais adopté un tel plan pour les demandeurs d'emploi en fin de droits", s'est félicité Laurent Wauquiez lors du journal de 20h.

"Nous sommes très satisfaits car nous avons des solutions pour tous les chômeurs en fin de droits", s'est également réjoui le secrétaire fédéral chargé des questions d'assurance-chômage pour la CFDT Laurent Berger. "C'est la première fois qu'on a un accord sur les fins de droit avec l'Etat qui admet qu'il a sa responsabilité lorsque les droits des chômeurs arrivent à échéance", a-t-il déclaré à l'Associated Press.

Lors d'un déplacement dans la matinée à Gonesse, dans le Val-d'Oise, Nicolas Sarkozy avait souhaité que les partenaires sociaux se mettent "d'accord sur le principe d'une allocation qui sera accordée pendant plusieurs mois à nos compatriotes en fin de droits, comme un filet de sécurité, pour qu'ils aient une allocation qui pourrait être à peu près du montant de l'ASS, de façon à ce qu'ils ne restent pas sans rien".

"En échange de cette allocation, les 'fins de droits' ne pourront pas refuser un contrat aidé, marchand ou non marchand, ou une formation rémunérée que vous leur proposeriez", avait-il expliqué à des agents locaux de Pôle Emploi qu'il a rencontrés.

De source syndicale, on précisait que quatre syndicats (CFDT, FO, CFTC et CGC) ont conclu l'accord. Seule la CGT a donné un avis défavorable à cet accord qui sera également ratifié par les trois organisations patronales (MEDEF, CGPME et UPA), précisait-on de même source.

Le dispositif doit entrer en vigueur fin mai et un comité de suivi réunissant les participants aux négociations sera mis en place pour évaluer l'impact des mesures, de source syndicale. L'Aide exceptionnelle pour l'emploi devrait concerner entre 70.000 et 110.000 personnes sur les quelque 360.000 chômeurs en fin de droit qui vont se retrouver sans solutions cette année, toujours de source syndicale. L'accord prévoit des contrats aidés et des formations d'une durée de six à neuf mois.

Le financement des mesures sera assuré par l'Etat, l'Unedic, Pôle Emploi pour 340.000 personnes et l'accord demande également aux régions d'assurer le financement pour 20.000 des personnes concernées, selon une source syndicale. L'Elysée précisait de son côté que les mesures bénéficieront "à 340.000 personnes".

Selon des projections réalisées par Pôle emploi, environ un million de chômeurs se retrouveront en fin de droits en 2010, soit une hausse "d'environ 18%" par rapport à 2009. Sur ce million, quelque 400.000 devraient se retrouver sans revenu, tous ne remplissant pas les conditions d'accès aux minima sociaux, un chiffre affiné à 360.000 personnes par le gouvernement et les partenaires sociaux lors de leurs négociations.

---

## **Le mot de trop de Thibault qui révèle ses intentions. (16.04)**

### **Reuters - 15.04**

"Si le gouvernement persiste à vouloir maintenir des discussions telles que le Medef souhaite les avoir, à savoir jouer uniquement sur les curseurs âge de départ et durée de cotisations nécessaire pour avoir ses droits à la retraite, le conflit m'apparaît inévitable", a déclaré B. Thibault. (Reuters 15.04)

Un mot est de trop dans cette déclaration ou plutôt un mot révèle les véritables intentions de Thibault, un seul, lequel ? Uniquement.

En ajoutant ce mot, Thibault indique au gouvernement et au patronat qu'il n'est finalement pas contre repousser l'âge de départ à la retraite et augmenter la durée de cotisation, uniquement signifie : à condition que de leur côté les patrons fassent un effort, après tous les milliards qu'ils ont engrangés depuis que Sarkozy est président, ce ne serait qu'un juste retour des choses qui ne leur coûterait pas grand chose au regard des nouveaux sacrifices exigés des travailleurs qu'ils exploitent, ce ne serait en quelque sorte qu'une concession mineure avant de raffer la mise.

On croirait une partition à quatre mains écrite d'avance par Sarkozy et Thibault.

Si Sarkozy demande aux capitalistes de mettre la main à la poche, ce qu'il semble avoir envisagé, la position de Thibault évoluera dans le sens de "l'équité" revendiquée par le gouvernement et le tour sera joué, tout le reste n'aura été qu'une sinistre mascarade, principalement à destination des militants de la CGT.

Ce n'est qu'une hypothèse, disons que ça pue l'embrouille à plein nez dans cette direction, vous ne trouvez pas ?

Les syndicats participent au COR, voilà qu'ils participent à un simulacre de négociations, alors qu'il n'y a rien à négocier, sauf des miettes pour certaines couches du prolétariat afin de le diviser et soulager la pression qui est mise par la base sur les dirigeants syndicaux. Au même moment le gouvernement est ultra minoritaire dans le pays et il n'a que la légitimité que les banquiers lui accordent.

Dans un premier temps, légitimer la méthode définie par le gouvernement et accepter par les dirigeants syndicaux ainsi que le régime en place par la même occasion, ensuite, adienne que pourra, voilà l'urgence pour Thibault... et Sarkozy !

Pour être plus précis, le quotidien patronal La Tribune indiquait que « l'exécutif va s'employer à obtenir de Bernard Thibault non pas un impossible soutien, mais une bienveillante neutralité (...). Pour l'instant, la CGT avance ses revendications, notamment le maintien de l'âge de départ à 60 ans. Mais sans pousser à la mobilisation à outrance », stratégie approuvée par Les Echos, car « si elle n'empêche pas les mouvements de rue, au moins permet-elle de les encadrer, voire de les arrêter ».

Les syndicats n'ayant prévu aucune action dans un proche avenir pour défendre notre droit à la retraite, le patronat est rassuré... provisoirement.

---

## **Le rapport du COR a été "unaniment adopté", "par consensus" précise le Duigou (CGT). (17.04)**

### **Lepost - 16.04**

En présentant le rapport à la presse mercredi, le président du COR Raphaël Hadas-Lebel a déclaré que le rapport avait été "unaniment adopté" par les membres du conseil. Il n'y a cependant pas de vote final au sein du conseil.

Le COR est un organisme de statut public créé en 2000 sous le gouvernement Jospin. Comme l'indique son nom, il a pour but d'orienter la réflexion du gouvernement sur la réforme du système de retraites.

Il comporte 39 membres. Dont 16 représentants de tous les grands syndicats de salariés (CGT, FO, CFDT...) du patronat et des associations familiales désignés par leur organisation, huit parlementaires (quatre de droite et quatre de gauche) désignés selon des accords entre les

groupes politiques, six représentants de l'Etat ainsi que six experts directement nommés par le Premier ministre.

Son président est également nommé directement par le Premier ministre.

Joint par Le Post, Jean-Christophe le Duigou, représentant de la CGT au sein du COR, a une version différente des détracteurs du rapport. Il affirme que ce dernier a été approuvé "par consensus" malgré des "confrontations très fermes" .

Pour lui, "les chiffres du COR ne sont pas contestables même s'ils sont aléatoires" parlent de "chiffres sérieux". Le problème est plutôt "l'interprétation" qu'on en fait. (Lepost 16.04)

Analyse.

Cela rappelle la composition du Conseil d'administration de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) auquel les syndicats participent en étant minoritaires.

Le COR est un organisme de collaboration de classes qui a pour fonction de lier les syndicats aux mesures prises par le gouvernement contre le droit à la retraite, afin de les imposer au prolétariat.

Non monsieur le bureaucrate syndical, les chiffres du COR ne sont pas "sérieux". Ils sont sérieux si on accepte les critères qu'il a retenus et qu'on se place au côté du gouvernement, ils ne sont pas sérieux si l'on se place sur le terrain des intérêts distincts de la classe ouvrière qui prennent en compte d'autres facteurs que ceux avancés par les représentants des capitalistes.

L'intersyndicale (moins FO) voit dans la "réforme" des retraites "un choix de société", à ceci près que son argumentation se situe uniquement dans la perspective de la survie du capitalisme, comme s'il n'existait aucune autre alternative à ce système économique à l'agonie.

Oui la question des retraites pose "un choix de société" entre accepter une régression sans fin de nos droits sociaux ou en finir une fois pour toute avec le capitalisme basé sur l'appropriation des richesses produites par une infime minorité d'exploiteurs qui détiennent les moyens de production. Capitalisme ou socialisme, telle est la seule alternative économique et politique.

---

## **Retraites: le gouvernement consulte les syndicats de fonctionnaires à partir du 22 avril. (17.04)**

### **AP - 16.04**

Le ministre du Travail Eric Woerth recevra les syndicats de fonctionnaires à partir du 22 avril dans le cadre des consultations entre le gouvernement et les partenaires sociaux sur la réforme des retraites, selon l'agenda communiqué par le cabinet du ministre vendredi.

Eric Woerth, accompagné du secrétaire d'Etat à la Fonction publique Georges Tron, recevra successivement, jeudi 22 avril, les fédérations de fonctionnaires UNSA, FSU, CGC, et CFDT. Les entrevues se poursuivront avec les autres organisations syndicales (CGT, FO, Solidaires et CFTC) le 26 avril, précisait-on vendredi au cabinet du ministre.

Ces rencontres auront lieu dans le cadre des consultations lancées entre le gouvernement et les partenaires sociaux le 12 avril.

Le ministre avait confirmé ce jour-là qu'un premier document d'orientation sur la réforme sera rendu public vers la mi-mai, et un texte plus détaillé mi-juin. Un avant-projet de loi sera ensuite présenté en conseil des ministres dans la première quinzaine de juillet, pour un examen au Parlement dès le début du mois de septembre.

Concernant la phase de concertation, deux autres journées de rencontres bilatérales, au niveau interprofessionnel avec les cinq grandes confédérations (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC) et les trois organisations patronales (MEDEF, CGPME, UPA) sont prévues mi-mai et mi-juin, ainsi que des réunions thématiques sur la pénibilité, l'emploi des seniors, les mécanismes de solidarité et le pilotage des systèmes de retraites.

---

## **Appel à manifester le 1er mai pour l'emploi et les retraites. (17.04)**

### **AP et Le Monde - 16.04**

Cinq syndicats appellent à une large mobilisation en France le 1er mai pour l'emploi, les conditions de travail, le pouvoir d'achat et les

retraites.

CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa souhaitent "un grand 1er mai unitaire" pour peser sur le gouvernement et le patronat, avant un nouveau "sommet social" à l'Élysée dans les prochaines semaines, écrivent-ils vendredi dans un communiqué commun.

Pour l'emploi, ils demandent aux entreprises de privilégier l'emploi stable et d'investir dans les emplois futurs, et veulent l'arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires.

Pour le pouvoir d'achat, ils demandent le maintien et l'amélioration de dispositions prises en 2009, comme la suppression de deux tiers provisionnels de l'impôt sur le revenu pour ceux qui relèvent de la première tranche, et l'amélioration des minima sociaux.

"Les mesures sociales pour faire face à la crise doivent être financées par la suppression du bouclier fiscal, la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires et la création d'une tranche d'impôt supplémentaire pour les hauts revenus", écrivent les cinq signataires.

Alors que s'ouvre la concertation sur la future réforme des retraites, les syndicats jugent que "ni l'agenda, ni les bases de départ de discussion proposées aujourd'hui" ne répondent au besoin de consolider les droits et le système de retraite.

"Les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant : ceci n'est pas acceptable", déclarent-ils.

"Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa, n'accepteront pas un passage en force", sur cette réforme, poursuivent les cinq signataires.

L'autre donnée importante sur le plan social et syndical réside dans le fait que seize mois après ses débuts et malgré des hauts et des bas inhérents à ce type d'exercice, l'intersyndicale continue de durer. Cette longévité, dont se félicitent ses membres, résistera-t-elle aux prochaines semaines ? Telle est la question qui se pose à elle.

Au lendemain de l'ouverture, lundi 12 avril, de la concertation sur la réforme des retraites et à quelques jours de celle qui doit débiter dans la fonction publique, l'intersyndicale, aussi unitaire se veut-elle, risque d'entrer dans une période de turbulences.

Le texte du 15 avril a déjà été compliqué à mettre au point, selon un de ses coauteurs, pour au moins deux raisons : parce que la situation des salariés du privé intéresse peu certains des membres de l'intersyndicale - notamment la FSU - et parce que la très grande diversité de situations rencontrées par les salariés rend difficile l'élaboration de propositions communes.

Sur l'avenir des retraites, dans lequel l'intersyndicale voit "un choix de société", il y a fort à parier que les tensions public-privé vont, à un moment ou à un autre, ressurgir. "Ni l'agenda ni les bases de départ de discussion proposées aujourd'hui ne sont susceptibles de répondre aux besoins de consolider les droits et le système de retraite par répartition", écrivent ensemble les six organisations syndicales.

"Les seuls éléments de la réforme proposés restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée et de cotisation dans un cadre budgétaire constant : ceci n'est pas acceptable", ajoutent-elles en prévenant par avance le gouvernement qu'elles "n'accepteront pas un passage en force".

---

## **Le second round de concertation sur les retraites va s'ouvrir. (19.04)**

### **Reuters - 18.04**

Après une semaine de débat sur la réforme des retraites marquée par une vive opposition entre le gouvernement et les syndicats du privé, un second 'round' de concertation s'ouvre jeudi avec les syndicats de fonctionnaires.

Le ministre du Travail, Eric Woerth, a déjà annoncé que les fonctionnaires devraient faire "des efforts" au nom de l'équité et d'une harmonisation entre systèmes public et privé.

Au coeur du débat sur cette réforme qu'Eric Woerth veut présenter en septembre à l'Assemblée nationale, la nécessité, affirmée par le gouvernement, de travailler plus longtemps pour financer les besoins croissants des régimes de retraite.

Les syndicats, comme l'opposition de gauche, contestent cette orientation et ont promis de s'opposer à toute réforme qui pèserait uniquement sur les salariés et les fonctionnaires.

Cinq d'entre eux ont déjà appelé à "un grand 1er mai unitaire" pour l'emploi, le pouvoir d'achat et les retraites.

Opposés au relèvement de l'âge légal, actuellement 60 ans, et hostiles, ou très réservés, à un nouvel allongement de la durée de cotisation nécessaire pour toucher une pension complète (41 ans en 2012), ils demandent au gouvernement de trouver de nouveaux financements en agissant sur la fiscalité.

Eric Woerth a écarté une hausse des impôts ou une augmentation générale des cotisations retraite, option également rejetée par le patronat, tout en confirmant que des hausses ciblées de cotisation ou des prélèvements étaient envisagées.

"Rien n'empêche dans la réforme que nous allons mener d'avoir une augmentation ciblée sur telle ou telle catégorie, sur tel ou tel type de revenu", a-t-il déclaré dimanche lors de l'émission Le Grand Rendez-vous Europe 1-Le Parisien.

"Nous aurons probablement des actions ciblées d'augmentation à un moment donné (des prélèvements NDLR) de tel ou tel revenu, tel ou tel revenu du capital ou tel ou tel salarié, etc., (et une) suppression de niches fiscales", a-t-il ajouté.

Interrogé sur les règles de retraite des fonctionnaires, Eric Woerth a assuré que "l'idée, ce n'est pas de faire éclater tout ça, il n'y a pas de réforme brutale".

"On va demander de faire des efforts, bien sûr" aux fonctionnaires, a-t-il néanmoins ajouté.

Entre public et privé, "c'est pas les mêmes règles et ce sera in fine toujours pas les mêmes règles", a-t-il poursuivi, tout en souhaitant qu'"on accélère la convergence entre les régimes du public et les régimes du privé".

Eric Woerth et son secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Georges Tron, ont mis en avant à plusieurs reprises l'exigence de "justice" et d'"équité" entre les Français.

Mais ils se sont pour l'instant gardés de remettre en cause une grande différence entre privé et public, le calcul des pensions sur les 25 meilleures années de salaire dans le privé et sur les six derniers mois dans le public, cette dernière formule étant jugée plus favorable.

"J'ai un profond respect des agents. Il est hors de question de les diaboliser ou d'en faire des boucs émissaires", a déclaré Georges Tron dans un entretien publié jeudi dans Les Echos.

Soulignant que les primes n'entraient pas dans le calcul des pensions des fonctionnaires, il a jugé qu'"il faut comparer les temps de référence, mais aussi les assiettes. Ne l'oublions pas et ne tombons pas dans les comparaisons caricaturales avec le privé".

Eric Woerth et Georges Tron recevront jeudi successivement les dirigeants de l'Unsa Fonction publique, de la FSU, de la CGC Fonction publique et de l'Uffa-CFDT Fonction publique.

---

## **Retraites : la CFDT débattre en congrès de la hausse de la durée de cotisations. (19.04)**

### **Le Monde - 17.04**

Sept ans après la réforme de 2003, qui lui coûta cher sur le plan interne, la CFDT s'apprête à débattre à nouveau des retraites. La question de l'augmentation de la durée de cotisations et de ses contreparties ou celle de l'équité entre les salariés figureront à l'ordre du jour de son 47e congrès confédéral, qui se tiendra à Tours du 7 au 11 juin.

Instruite par l'expérience, la CFDT arrêtera définitivement ses positions lors de ce congrès, à charge pour les militants de trancher un certain nombre d'options.

L'avant-projet de résolution présenté par Laurent Berger a d'ores et déjà été amendé pour tenir compte, comme c'est la règle, des amendements (517 sur 1757) acceptés par la commission des résolutions. Le texte initial du secrétaire national ne mentionnait pas la retraite à 60 ans, à laquelle la CFDT ne faisait d'ailleurs plus référence ces dernières années.

Le projet amendé de résolution stipule en revanche que "la possibilité de liquider sa retraite à 60 ans doit être maintenue". En sortant le 12 avril d'un entretien avec Eric Woerth au ministère du travail, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, s'est d'ailleurs déclaré attaché à ces fameux 60 ans. La CFDT, apparemment, n'a aucune intention de se laisser piéger par le pouvoir, comme en 2003, dans une forme d'isolement mortifère.



D'autres amendements ont été intégrés dans le projet de résolution. Il est désormais plus précis sur l'amélioration des basses pensions - la CFDT revendique l'obtention de 100 % du smic net après une carrière complète - et le financement des besoins spécifiques des régimes de retraite. Pour y répondre, l'organisation syndicale considère "justifié de solliciter la solidarité nationale, au travers de contributions assises sur l'ensemble des revenus, y compris sur ceux des capitaux". 77 autres amendements, dont ceux sur les conditions de l'allongement de la durée de cotisations, de l'unification des régimes ou sur le financement des retraites seront également mis en discussion à Tours.

"REJET FORT"

La réduction des inégalités, chère à la centrale syndicale, a été évoquée à plusieurs reprises, vendredi 16 avril, par M. Chérèque, lors d'une conférence de presse consacrée aux enjeux du prochain congrès. Il fera une large part aux questions de la reconstruction du pacte social, du travail, de la répartition des richesses et de la fiscalité.

Le secrétaire général de la CFDT, qui brigue un troisième et dernier mandat, a adressé une mise en garde aux pouvoirs publics : "S'il y a un rejet fort de la réforme des retraites en septembre, a-t-il prévenu, il peut y avoir, pour une fois, une rentrée sociale importante." M. Chérèque a fait état de "la sensibilité forte de la population salariée aux inégalités de traitement" et déploré l'absence de volonté de "réforme globale" du gouvernement.

---

### **Retraites : nouvelle réunion intersyndicale le 26 avril. (20.04)**

**AP - 19.04**

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, CGC, UNSA, FSU et Solidaires se réunira le 26 avril dans la soirée pour débattre des suites à donner aux manifestations prévues le 1er mai, alors que le ministre du Travail Eric Woerth doit présenter un premier document d'orientation sur la réforme des retraites le 15 mai.

La réunion intersyndicale est prévue le 26 avril à partir de 18h au siège de l'UNSA à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), près de Paris, a-t-on appris lundi auprès de plusieurs syndicats.

L'unité affichée reste toutefois extrêmement fragile. Dans une déclaration commune diffusée vendredi dernier, les syndicats CGT, CFDT, UNSA, FSU et Solidaires ont appelé à un "grand 1er Mai" pour la défense des retraites, de l'emploi, des salaires et des conditions de travail. Mais la CGC et la CFTC ont décidé de ne pas s'y associer. La CFTC juge ces manifestations "inopportunes", notant dans un communiqué qu'elle "veut donner toutes ses chances au dialogue social, à l'approche des grands rendez-vous gouvernementaux".

Quant à FO, elle ne s'est tout simplement pas rendue à la précédente réunion intersyndicale organisée le 30 mars et avait organisé sa propre manifestation lors de la journée de mobilisation "unitaire" du 23 mars dernier.

Commentaire.

Un front unique...contre la classe ouvrière.

---

### **Retraites : la CGT pour un alignement du privé sur le public. (23.04)**

**Lemonde.fr - 22.04**

La CGT souhaite parvenir à un niveau de retraite comparable entre le public et le privé, a déclaré jeudi sur Europe 1 son secrétaire général, Bernard Thibault, avant le début des premiers entretiens au ministère du travail sur la retraite dans la fonction publique.

'Ce que nous voulons, a-t-il dit, c'est parvenir à des niveaux de retraite comparables quels que soient les modes de calcul qu'on utilise dans l'un ou l'autre des régimes' du secteur privé ou public. Le ministre du travail, Eric Woerth, et son secrétaire d'Etat à la fonction publique, Georges Tron, entament une série de discussions jeudi sur les retraites des fonctionnaires en recevant successivement l'UNSA, la FSU, la CGC et la CFDT, puis lundi prochain, la CGT, FO et la CFTC.

M. Thibault a rappelé que la CGT maintenait sa position du droit à la retraite à 60 ans, tel qu'il existe depuis 1982, et militait pour un niveau de retraite équivalent à 75 % du salaire des dernières années d'activité. Dans la fonction publique, le niveau maximal de retraite est effectivement de 75 %, calculé sur la base des six derniers mois de salaires, hors primes, lesquelles peuvent représenter jusqu'à 20 % de la rémunération. Dans le secteur privé, le montant de la retraite de base est de 50 %, calculé sur les vingt-cinq meilleures années de salaire.

## **Retraites des fonctionnaires : les syndicats s'opposent à une réforme du mode de calcul. (23.04)**

**20minutes.fr et Reuters - 22.04**

«Les six derniers mois, c'est un acquis de la fonction publique». Charles Bonissol, président de la CGC-fonction publique, a exprimé ses réticences à réformer le système des retraites des fonctionnaires, à sa sortie du ministère du Travail.

Chez les agents de l'Etat, le calcul de la retraite est basé sur les six derniers mois de salaires, contre les 25 meilleures années dans le privé. Eric Woerth, ministre du Travail, envisage d'aligner le mode de calcul du public sur celui du privé dans le cadre de la réforme des retraites.

Cependant, ces six mois sont «un sujet qui peut être mis sur la table dans la mesure où il y a une véritable négociation», a ajouté Charles Bonissol. «Mais pour les lâcher, il faudra que le gouvernement mette beaucoup sur la table car nous y sommes très attachés. C'est fondamental pour l'ensemble de nos collègues fonctionnaires».

Pour la CGC «il ne faut pas toucher» à l'âge de départ à la retraite

«Je constate qu'on prend régulièrement tout ce qui est le plus désavantageux du privé pour l'appliquer au public, et qu'on ne nous applique jamais les points intéressants et avantageux du privé», a ironisé le responsable de la CGC.

Charles Bounissol s'est également montré inflexible sur la question de l'âge légal de départ à la retraite : «il ne faut pas y toucher. Si on recule l'âge de départ, cela fera quelques petites économies mais cela n'aura pas grande influence d'un point de vue budgétaire. Le jeu n'en vaut pas la chandelle.»

La FSU refuse des «régressions» pour les fonctionnaires

La CGC était le troisième syndicat à être reçu au ministère du travail dans le cadre de discussions sur la réforme des retraites.

La FSU, qui l'a précédée, a également souligné son attachement au mode de calcul des retraites spécifique aux fonctionnaires. «En aucun cas nous n'accepterons de régressions, nous ne discuterons pas sur les six derniers mois pour le calcul de la retraite», a indiqué, en sortant sa secrétaire générale, Bernadette Groison.

«Etre traité de la même manière n'est pas forcément source d'égalité»

La responsable de la FSU a rappelé que s'il y a des modalités de calcul différentes des retraites entre privé et public, «c'est parce que ça correspond à des situations différentes. Etre traité de la même manière n'est pas forcément source d'égalité».

Bernadette Groison a enfin fixé comme «ligne rouge» l'âge légal de départ à la retraite.

Un alignement peut «se traduire par de grandes manifestations»

Plus tôt dans la journée, Elisabeth David, la secrétaire générale de l'Unsa fonction publique a été reçue par Eric Woerth. Selon elle, il est «inconcevable» de remettre en cause le mode des calculs des retraites. Aligner le secteur public sur le privé est même «un non sens».

Si le gouvernement choisit cette option, cela «peut se traduire par de grandes manifestations » a prévenu Elisabeth David. Les syndicats devront «arriver à persuader le gouvernement qu'il y a un certain nombre de choses qu'on ne peut pas toucher», a indiqué la responsable de l'Unsa.

Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, craint que le débat ne soit déjà tranché par Eric Woerth.

"C'est bien gentil de dire: 'Je veux une réforme consensuelle mais je vous préviens, on n'augmente pas les cotisations, on n'augmente pas les prélèvements et vous allez bosser plus longtemps'. S'il appelle ça le consensus, moi j'appelle ça un match de boxe", a-t-il dit sur RMC et BFM TV.

Eric Woerth, ministre du Travail a lancé ce jeudi le début des discussions sur la réforme des retraites. Il a reçu un par un quatre syndicats de fonctionnaires (Unsa, FSU, CGC et CDDT). Lundi, ce sera au tour de la CGT, de FO et de la CFTC.

## **Retraites : "impossible" de "trouver un consensus", selon Force ouvrière. (24.04)**

### **AP - 23.04**

Il sera "impossible" de "trouver un consensus" sur la réforme des retraites, a estimé vendredi le secrétaire général de Force ouvrière (FO) Jean-Claude Mailly, au lendemain de la rencontre entre le ministre du Travail Eric Woerth et quatre fédérations syndicales (UNSA, FSU, CGC et UFFA-CFDT).

"Si la position du gouvernement c'est ça (augmenter la durée de cotisation), nous, syndicalement, on dit autre chose, je ne vois pas comment on va pouvoir trouver un consensus là-dessus, c'est impossible", a-t-il dit sur France-Info.

"Donc quand il n'y a pas possibilité de discuter, d'une manière ou d'une autre il faut mobiliser pour le faire changer d'avis à un moment donné. Il n'y aura pas d'autre solution", a affirmé le secrétaire général de FO, qui a prévenu que "si le gouvernement ne bougeait pas après une journée de grève, il prendrait un gros risque."

Selon M. Mailly, le gouvernement veut faire "bosser plus longtemps" les Français, mais "ne le dit pas encore clairement" et "laisse traîner les choses".

Le syndicaliste a également reproché au gouvernement d'avoir la "volonté de réduire les coûts". "Si j'ai bien entendu la sortie de certaines organisations hier (jeudi), il y en a qui ont dit 'le gouvernement veut diminuer le coût pour le budget de l'Etat des pensions des fonctionnaires'. Donc ça, ce serait une remise en cause profonde de la conception de la fonction publique. Bien entendu, les fonctionnaires et FO seraient contre."

Le ministre du Travail Eric Woerth et le secrétaire d'Etat à la Fonction publique Georges Tron ont reçu jeudi successivement les fédérations de fonctionnaires UNSA, FSU, CGC et CFDT. Les entrevues se poursuivront avec les autres organisations syndicales de la Fonction publique (CGT, FO, Solidaires et CFTC) le 26 avril. M. Woerth doit présenter un premier "document d'orientation" le 15 mai concernant le réforme.

Commentaire.

Mailly dresse-t-il un constat ou formule-t-il un regret ? Croit-il vraiment qu'une journée de grève pourrait changer quelque chose ?

Faudrait-il encore qu'elle soit minutieusement préparée, organisée à l'avance avec par exemple la constitution de comités dans tout le pays et toutes les entreprises où cela serait possible, de façon à pouvoir reconduire cette grève et la transformer en grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet du gouvernement contre nos retraites, ce qui aurait l'avantage de permettre aux travailleurs dans les jours suivants, une fois cette dynamique enclenchée, d'ajouter leur catalogue de revendications non satisfaites à ce jour, ce qui aurait pour effet de dresser l'ensemble du prolétariat contre le régime et le gouvernement.

La question déterminante n'est pas la grève en soi, mais son organisation dans la perspective de renverser le régime, perspective qui est évidemment étrangère aux dirigeants syndicaux inféodés au capitalisme et aux institutions.

---

## **La CFDT étudiera la durée de cotisation sur les retraites. (26.04)**

### **Reuters- 25.04**

La CFDT n'exclut pas l'allongement de la durée de cotisation pour financer les retraites en France mais tranchera lors de son congrès en juin, a dit dimanche son secrétaire général François Chérèque.

La CFDT est, comme les autres syndicats, inflexible sur la possibilité de partir à la retraite à 60 ans et demande que le gouvernement trouve de nouveaux financements dans une taxation du patrimoine.

L'allongement de la durée de cotisation "est un débat. A notre congrès, on pose ce débat-là à nos militants, donc la CFDT n'exclut pas ce principe-là", a dit François Chérèque lors du "Grand rendez-vous" d'Europe 1.

"Mais la question c'est dans quelles conditions, dans quel contexte (...) La réforme sera jugée sur le contenu mais aussi sur le contexte, le contexte des inégalités et de la crise économique", a-t-il ajouté.

En 2003, le soutien de François Chérèque à la réforme des retraites de François Fillon avait provoqué un exode des militants de la CFDT.

Cette fois, le syndicat n'arrêtera pas sa position avant d'avoir consulté les adhérents lors de son congrès, du 7 au 11 juin à Tours.

"On est attaché à deux choses", a dit François Chérèque. "Un, les 60 ans, pour une raison simple: si on passe par exemple à 62 ans (d'âge légal de départ à la retraite), ceux qui ont commencé à travailler à 16 ans cotiseront 46 ans".

"Deux, il faut que ce soit juste. Qu'on ait le sentiment que tout le monde fait des efforts", a-t-il ajouté.

François Chérèque considère comme fondamentaux "les éléments de choix individuels" sur le départ à la retraite.

"J'ai toujours dit qu'un acquis social pouvait évoluer (...) On peut garder ces 60 ans mais avec une grande souplesse de choix individuels", a-t-il dit.

Le gouvernement devra aussi chercher des ressources supplémentaires chez les Français les plus aisés, a estimé le leader syndical, jugeant que le bouclier fiscal était un "problème important".

"Il faut, pour financer la solidarité nationale, qu'on évolue sur la fiscalité du capital. C'est là que les ressources supplémentaires peuvent être en partie trouvées", a-t-il dit.

Interrogé sur la réforme des retraites des fonctionnaires, François Chérèque a répondu: "S'il y a des efforts qui sont faits sur cette réforme, ce sera à faire de manière équitable dans le public et le privé."

Il s'oppose cependant à une remise en cause du mode de calcul des retraites, en particulier la prise en compte des six derniers mois de salaires pour calculer les pensions des fonctionnaires contre les 25 meilleures années dans le privé.

"Un avantage cache souvent un désavantage", a-t-il dit, observant que les primes des fonctionnaires, représentant selon lui près de 30% du salaire, n'étaient pas incluses dans le calcul.

Un complément d'Associated Presse du 25.04.

Lors du congrès de la CFDT, en juin, "on a trois sujets fondamentaux sur lesquels les militants vont se prononcer", a-t-il expliqué. "Quelles sont les conditions pour allonger la durée de cotisation", "est-ce qu'il faut à terme (...) rapprocher les différents systèmes de retraite par répartition" et "comment on fait pour financer la répartition (...) avec la taxation du capital"?

"Nous on jugera ce que dit le gouvernement en fonction de ces éléments-là", a-t-il averti. "C'est globalement qu'on jugera la réforme du gouvernement" et "ne me faites pas dire aujourd'hui que j'ai déjà dit non à une réforme".

"La réforme, elle sera jugée sur le contenu", a-t-il prévenu, "mais elle sera jugée aussi sur le contexte" des inégalités et de la crise économique. "Si les salariés ont le sentiment qu'ils ont une réforme qui les sanctionnent que eux, et où il y a que eux qui font des efforts", alors "il y aura une rentrée qui sera difficile", a-t-il prévenu.

Commentaire.

La première question est intéressante : "Quelles sont les conditions pour allonger la durée de cotisation", signifie qu'il ne sera pas question pour les adhérents de la CFDT de se prononcer pour ou contre l'allongement de la durée de cotisation, puisque Chérèque considère qu'elle est acquise.

Individualiser les retraites, ce serait l'idéal sous un régime (socialiste) qui serait basé sur le respect des besoins et aspirations de chaque travailleur, mais en régime capitalisme cela se traduit par la liquidation d'un acquis ou d'un droit collectif au profit des capitalistes, donc c'est inacceptable.

---

## **L'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appelle à un "grand 1er mai". (27.04)**

**AP - 26.04**

L'intersyndicale CFDT, CFT, FSU, Solidaires et UNSA a appelé lundi soir les "salariés du privé et du public, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi" à "réussir un grand 1er mai" en "manifestant nombreux pour exiger la priorité à l'emploi, l'amélioration des salaires et du pouvoir d'achat, des garanties pour l'avenir des retraites".

"En étant tous mobilisés le 1er mai prochain, nous donnons du poids à ces revendications sur l'emploi et le pouvoir d'achat avant le prochain Sommet social et nous nous opposons à un passage en force gouvernemental qui semble se dessiner sur le dossier des retraites", selon un communiqué publié à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale lundi soir au siège de l'UNSA à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), près de Paris.

Les syndicats ont décidé "de se retrouver le 6 mai" et "poursuivre leur démarche unitaire et leur mobilisation sur ces revendications pour interpeller les pouvoirs publics et le patronat. Ces mobilisations doivent s'inscrire dans la durée"

Commentaire.

Cela ressemble à un baroude d'honneur.

Pour les bureaucrates syndicaux, le 1er mai est une journée d'action isolée comme une autre, qui, si elle ne mobilise pas des millions de travailleurs, leur donnera un bon prétexte pour justifier leur capitulation devant Sarkozy sur les retraites : voyez, nous proposons une action (unitaire) et les travailleurs ne se mobilisent pas, nous n'y sommes pour rien si le gouvernement poursuit son programme de démolition sociale...

Et même en cas de mobilisation massive comme les 19 janvier et 29 mars 2009, comme ce sont eux qui contrôlent les syndicats, ils pourront continuer sur la lancée des journées d'action, sauf s'ils étaient débordés et que le 1er mai prenait une autre tournure et dégénérerait en affrontement avec le régime...

---

### **Accord majoritaire sur les salaires chez France Telecom. (27.04)**

**Lefigaro.fr - 26.04**

D'après la direction, d'autres parafes peuvent se rajouter dans les prochains jours, aucun délai pour des signatures n'étant prévu. SUD s'est félicité de ce texte qui «entérine un début de changement réel dans la politique salariale de l'entreprise», alors que «pour la première fois, l'ensemble des salariés de France Télécom SA va bénéficier sous une forme ou une autre d'une augmentation de salaire».

Dans un communiqué publié il y a une semaine, le syndicat estime que la négociation salariale «s'est déroulée cette année dans un contexte de crise sociale majeure». SUD a donc «insisté fortement auprès de la direction pour qu'elle entérine une rupture des dogmes antérieurs de sa politique salariale: individualisation totale des salaires pour les cadres, appréciation laissée au seul manager, pas de garanties collectives, rémunération assise sur des objectifs ambigus et non négociés».

---

### **Les policiers municipaux appellent à une grève des PV. (27.04)**

**Lemonde.fr - 26.04**

Les syndicats de policiers municipaux appellent leurs adhérents à cesser les verbalisations, à compter du 1er mai afin de faire entendre leurs exigences en matière de salaires et de retraites, expliquent-ils dans un communiqué du SNPM (.pdf) publié lundi 26 avril.

Les policiers sont par ailleurs appelés à manifester et à se rassembler le 1er juin dans les principales villes de France. Les syndicats exigent une revalorisation des salaires, 'la prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité (du) métier' des policiers municipaux et 'l'attribution obligatoire de l'ISF (Indemnité spéciale de fonction) au taux maximum pour tous et sa prise en compte dans le calcul de la retraite'.

Plus de 2 000 policiers municipaux avaient déjà manifesté le 4 février dans toute la France pour réclamer 'l'ouverture de réelles négociations salariales' au gouvernement et l'alignement de leurs grilles indiciaires sur celles de la police nationale.

---

### **Les syndicats d'Airbus bloquent la production. (27.04)**

**20minutes.fr - 26.04**

Les syndicats français d'Airbus ont décidé d'engager des actions de blocage de la production et des grèves tournantes. Ils durcissent ainsi leur action pour les augmentations de salaires et les embauches. Ces actions devraient au moins perturber l'activité des usines françaises du constructeur européen pendant toute la semaine.

A Toulouse, site d'assemblage, les syndicats appellent à «bloquer le déchargement des avions cargos Beluga qui amènent les tronçons d'avions fabriqués dans les autres usines européennes», a déclaré le délégué FO Jean-François Knepper après une réunion de l'intersyndicale FO-CFE/CGC-CFTC-CGT-CFDT.

Grèves tournantes toute la semaine

Les syndicats vont en outre organiser des grèves tournantes par secteurs. A partir de ce lundi à midi, et jusqu'à minuit, c'est l'assemblage des longs courriers A330 et A340 que les syndicalistes comptent bloquer. Le mouvement doit concerner l'assemblage des A320 mardi, de l'A380 mercredi, l'activité d'une usine de pièces jeudi. Vendredi, c'est le bureau d'études et le siège qui sont appelés à faire grève, a détaillé Jean-François Knepper.

«Pour pouvoir tenir sur la longueur», a précisé Jean-François Knepper, une collecte sera réalisée auprès de tous les non-grévistes. «C'est la première fois que les cinq organisations syndicales se mobilisent ensemble sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi», a salué un délégué CGT, Alain Milhau.

Ils demandent 3,5% d'augmentation

Des intersyndicales étaient en cours ce lundi pour définir les modalités d'action sur les sites de Nantes et Saint-Nazaire, qui fabriquent des cockpits et des fuselages. Les syndicats d'Airbus, où 60% du personnel est syndiqué, disent vouloir forcer la direction à revenir à la table des négociations.

La direction a proposé vendredi aux syndicats de relever de 1,5 à 1,9% ses propositions d'augmentation salariale pour 2010, mais les organisations syndicales demandent une augmentation comparable aux 3,5% de 2009. Des milliers d'employés d'Airbus ont fait grève vendredi pendant une heure et demie à Toulouse, Saint-Nazaire et Nantes. Ils dénoncent une rigueur financière injustifiée selon eux ainsi que les transferts d'activité vers l'Allemagne. Les syndicats français réclament aussi autant d'embauches qu'en Allemagne.

Un complément du Figaro.fr

Les syndicats veulent aussi obtenir un intéressement plus «généreux»: «Chez Airbus, la participation va être de 0 euro et l'intéressement de 557 euros, alors que chez Astrium la participation sera de 2 700 euros et l'intéressement de 1 000 euros», argumente Jean-François Knepper.

Autre revendication, obtenir l'embauche de 700 à 800 personnes, comme en Allemagne.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos syndicales.

- Les syndicats européens veulent s'unir contre la rigueur. (30.05)
- A la CFDT, les militants veulent "*une réforme raisonnable*". (28.05)
- Retraites: le gouvernement fait "*le choix le plus injuste*", dénonce François Chérèque. (27.05)
- Faut-il ou non appeler et participer à la journée du 27 ? (22.05)
- Chérèque: le gouvernement «*va décaler l'âge de départ vers 61 ans, 62 ans ou plus*». (22.05)
- Les syndicats de l'enseignement supérieur appellent à la mobilisation le 27 mai. (20.05)
- Mobilisations contre la réforme de la formation des enseignants mercredi et jeudi. (19.05)
- Réactions syndicales et politiques au document du gouvernement sur les retraites. (18.05)
- Appel à la mobilisation dans la fonction publique pour le 27 mai. (13.05)
- Conflit salarial à Airbus France: les syndicats désunis signent l'accord. (13.05)
- Le sommet social laisse les syndicats sur leur faim. (12.05)
- Cinq syndicats appellent à la grève le 27 mai. (07.05)
- Retraites: la CGT lance une pétition à l'attention de Nicolas Sarkozy. (06.05)
- Retraites: l'UNSA décline l'offre de grève de FO. (06.05)
- FO appelle à une journée de grève générale sur les retraites. (05.05)
- Retraites : François Chérèque a fait bouger la CFDT (02.05)
- Réforme des retraites: «*Les manifs à répétition ne feront pas trembler le gouvernement*» estime FO (02.05)
- Retraites: 19 organisations de jeunesse lancent un appel "contre une réforme à marche forcée". (02.05)

### **Retraites: 19 organisations de jeunesse lancent un appel "contre une réforme à marche forcée". (02.05)**

#### **AP - 01.05**

Dix-neuf organisations de jeunesse ancrées à gauche -dont les principales organisations étudiantes et lycéennes- ont lancé vendredi un appel à la mobilisation "contre une réforme" des retraites "à marche forcée".

"Le gouvernement s'est engagé dans une nouvelle réforme à marche forcée du système de retraites (...) Une nouvelle fois, ce qui est mis en place au nom des jeunes se fait sans eux, et surtout contre eux", écrivent l'UNEF, la FIDL, l'UNL, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), les Jeunes Verts, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS), le Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF) ou encore les sections "jeunes" du Parti de gauche et du NPA.

"En limitant le débat à l'acceptation pure et simple d'un nouvel allongement de la durée de cotisation, le gouvernement adresse aux jeunes un message implicite, mais clair: la retraite ce n'est plus pour vous!", estiment ces organisations.

"Nous dénonçons la double peine que nous imposerait un nouvel allongement de la durée de cotisation ou un recul de l'âge légal de départ en retraite: nous finançons les pensions d'aujourd'hui, nous refusons d'avoir à épargner en plus pour nos vieux jours dans des fonds de pension qui peuvent être ruinés du jour au lendemain!", poursuivent-elles.

Pour les signataires, "l'augmentation des besoins de financement est une chance qu'il faut saisir". Et de réclamer la "taxation des stock-options et des revenus financiers", la "suppression du bouclier fiscal", l'élargissement de "l'assiette des cotisations", et la "suppression d'exonérations de cotisations", pour financer les retraites.

Les 19 organisations réclament également, pour le calcul des annuités de cotisations, la validation des années d'études et de formation, de stages, du chômage, des CDD et de la formation professionnelle.

Les signataires appellent les jeunes à la création de comités locaux "pour organiser la campagne au sein de la jeunesse", "à se saisir du

débat sur les retraites, à participer aux initiatives de mobilisation".

Le Mét (Mouvement des étudiants, proche de l'UMP) a dénoncé "l'irresponsabilité de ces organisations de jeunesse, toutes de gauche ou d'extrême gauche", dans un communiqué diffusé vendredi.

"Si nous maintenons le système actuel de retraites, non seulement nous ne pourrions financer les retraites de nos parents, mais nous pouvons d'ores-et-déjà tirer un trait sur les nôtres", estime notamment le Mét.

Le Mét "demande au gouvernement de faire le bon choix entre une contestation syndicale irresponsable et la raison, qui doit nous guider à engager une réforme ambitieuse et durable".

---

## **Réforme des retraites: « Les manifs à répétition ne feront pas trembler le gouvernement » estime FO (02.05)**

**20minutes.fr - 01.05**

«Les manifestations à répétition ne feront pas trembler le gouvernement.» Le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a jeté un pavé dans la mare ce samedi concernant le projet de réforme des retraites. FO qui, à titre exceptionnel, avait manifesté le 1er mai 2009 avec l'ensemble des autres syndicats, fait de nouveau cavalier seul cette année.

«La seule fois où ça a marché, c'était pour le CPE»

Interrogé par Europe 1, Jean-Claude Mailly a critiqué à Aix-en-Provence la stratégie des «manifs ricochets qui finissent par tomber à l'eau. Si on fait des manifs à répétition jusqu'à l'été, ce n'est pas ce qui va faire trembler le gouvernement par rapport à sa réforme des retraites», a-t-il jugé. Cela revient à «mettre des baskets jusqu'au mois de juin et après on enfile les tongs», a-t-il ironisé.

«La seule fois où ça a marché c'était en 2006 quand on s'est bagarré ensemble contre le CPE. Cela a fonctionné parce qu'il y avait une revendication claire et partagée par tout le monde et parce que, dans la rue, il y avait énormément d'étudiants et lycéens», analyse Jean-Claude Mailly.

Inquiet pour la retraite des fonctionnaires

Selon lui, sur le dossier des retraites, les syndicats «n'ont pas obligatoirement la même analyse» et certains sont prêts à accepter un allongement de la durée de vie au travail, que refuse FO. Concernant les fonctionnaires, il est convaincu que la question du mode de calcul est un faux problème car malgré les différences, en définitive, «entre un fonctionnaire et un salarié du privé, le taux de remplacement est quasiment identique».

FO s'inquiète surtout de la volonté du gouvernement de créer une caisse pour «se désengager de son obligation de payer ces retraites», et faire apparaître une comptabilité publique conforme aux obligations de la France dans l'euro, et «s'il y a un problème pouvoir baisser les retraites» des fonctionnaires.

---

## **Retraites : François Chérèque a fait bouger la CFDT (02.05)**

**Le Monde - 01.05**

C'est à Toulouse, terre anarcho-syndicaliste, que le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque est venu roder ses arguments sur les retraites, à la veille du premier mai et à quelques semaines d'un congrès confédéral placés sous le signe des projets de réforme gouvernementaux.

Dans cette région où la réforme des retraites de 2003 fit perdre à l'organisation syndicale la totalité de ses cheminots, des enseignants et des fonctionnaires territoriaux, le secrétaire général de la CFDT n'esquive aucun sujet. L'alignement de la durée de cotisation du public sur le privé ? C'est une nécessité que plus personne ne remet en cause, dit-il aux administrateurs salariés CFDT de l'entreprise publique RTE. La convergence des régimes ? C'est une nécessité de long terme, indispensable pour corriger les inégalités, précise-t-il aux fonctionnaires de la communauté urbaine.

La réforme des retraites ? "On ne peut pas nier qu'elle soit nécessaire". Mais elle suppose que l'on traite de la question des carrières longues, de la pénibilité du travail ou encore du cas de ces polypensionnés de plus en plus nombreux (38 % en moyenne des retraités) que le système



actuel pénalise.

Trente-six heures durant, mercredi 28 et jeudi 29 avril, devant des militants cédétistes du public et du privé, devant les conducteurs de métro ou de bus de Tisseo comme devant l'assemblée générale des syndicats CFDT de Midi-Pyrénées, François Chérèque égrène ses convictions. Face à lui les auditoires sont restés calmes, dénués de toute agressivité. Qu'elle paraît loin, la crise de 2003 !

Instruit par ce précédent, le numéro un de la CFDT, qui briguera au congrès de Tours (7-11 juin) son troisième et dernier mandat, a pris le soin d'assurer ses arrières. Pas question, explique-t-il crûment, "de se faire couillonner une deuxième fois". L'organisation syndicale ne négociera pas avec le gouvernement. Elle y est d'autant moins encline que reste toujours un lourd contentieux entre les deux François - Chérèque et Fillon - sur la réforme de 2003. "A l'époque, c'est Jean-Pierre Raffarin qui a cédé sur les carrières longues, c'est-à-dire sur la possibilité pour les personnes ayant commencé à travailler à 14, 15 et 16 ans de partir à la retraite avant 60 ans, et sur la pénibilité. Depuis, l'actuel premier ministre s'attache à revenir sur tous ces sujets", s'agace le cédétiste. Le gouvernement ? "Il est tenté par une réforme qui produise des résultats financiers à court terme : décaler l'âge de départ à 61-62 ans et siphonner le fonds de réserve des retraites pour combler le déficit".

La CFDT, elle, ne se laissera pas isoler. Son implication depuis seize mois dans l'intersyndicale l'atteste. Ses dirigeants ont renvoyé au congrès confédéral la responsabilité d'arrêter les positions de la centrale sur les sujets les plus sensibles : les conditions d'une augmentation possible de la durée de cotisation, les contreparties à une unification des régimes et la taxation des revenus du capital pour financer les dispositifs de solidarité. A la demande la majorité des syndicats, la défense de la retraite à 60 ans - l'âge légal d'ouverture de droits - figure en bonne place dans le projet de résolution qui sera défendu par Laurent Berger.

Compte tenu de toutes ces précautions, le secrétaire général de la CFDT, "méfiant par principe à l'égard du gouvernement", ne voit aucune raison que le congrès confédéral se passe mal. Il ne désespère pas que le Parti socialiste prenne position, avant le 7 juin, en faveur d'un allongement de la durée de cotisation que lui sait inéluctable. Les débats de Tours en seraient facilités, reconnaît-il. Mais même sans ce coup de pouce, l'optimisme est de mise dans les instances dirigeantes de la centrale syndicale.

Depuis la crise de 2003 et après l'émotion suscitée en interne par l'affaire des chômeurs recalculés - plusieurs centaines de milliers de personnes étaient menacées de voir leur allocation réduite ou supprimée avec l'entrée en vigueur en 2004 de la convention Unedic signée, entre autres, par la CFDT -, François Chérèque, inquiet de la dérive gestionnaire de la centrale, a fait le pari d'une certaine ouverture. En 2004, il rencontre quelque 5 000 militants et présente, en octobre, un rapport intitulé "Débattre pour se renforcer".

Depuis cette époque, les responsables de fédérations et les membres de la commission exécutive sont priés de se rendre sur le terrain, à intervalles réguliers, moins pour porter la bonne parole que pour prendre le pouls de l'organisation et écouter ce qu'elle a à dire.

Est-ce ce travail qui paie ? Est-ce la personnalité de François Chérèque, aussi chaleureux et accessible que Nicole Notat était cassante et glacée ? La CFDT, à l'image de ses centaines de militants toulousains, aborde en paix avec elle-même les échéances de la mi-juin. Et se prépare à une rentrée de septembre, qu'elle juge décisive pour la réforme.

---

## **FO appelle à une journée de grève générale sur les retraites. (05.05)**

**20minutes.fr - 04.05**

La Commission exécutive de FO a décidé «d'appeler le 15 juin à une journée de grève interprofessionnelle avec manifestation à Paris» pour la défense des retraites, a annoncé mardi la confédération.

Cette date a été choisie car «l'avant-projet de loi devrait être connu vers la mi-juin», rappelle la Commission exécutive (CE) dans une déclaration adoptée «à l'unanimité». Le gouvernement doit d'autre part publier un premier «document d'orientation» autour de la mi-mai.

«On ne peut pas attendre et rester l'arme au pied», a commenté sur France Info le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly.

Menaces sur la retraite

Pour justifier son initiative, la confédération déclare que, «parmi les menaces qui pèsent et qui seront confirmées dans les semaines à venir, figurent l'allongement de la durée du travail (par report du droit à la retraite à 60 ans et/ou allongement de la durée de cotisation) et la remise en cause du code des pensions pour les fonctionnaires».

Selon la CE de FO, «il n'est pas question que les travailleurs fassent les frais, à travers leurs droits sociaux, de la crise provoquée par les intervenants sur les marchés financiers, intervenants qui dictent encore aujourd'hui le comportement des gouvernements dont le gouvernement français».

La Commission exécutive rappelle d'autre part que, le mois dernier, FO «avait proposé aux autres organisations (syndicales) un appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle franche, public et privé». FO ajoutait que la date devrait être fixée «au moment opportun» par l'ensemble des syndicats.

«Un accord sur les revendications» nécessaire

Les autres centrales soit avaient, comme la CGT et Solidaires, invité FO à mettre cette proposition en discussion au sein de l'intersyndicale nationale, soit, comme la CFDT, n'avaient pas répondu.

Critiquant «les journées d'action à répétition», FO ne participe plus depuis l'automne aux réunions de l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FSU, Solidaires, Unsa). Selon la CE de FO, «l'action commune, nécessaire, suppose un accord sur les revendications et les modalités d'action».

Commentaire

Le 15 juin est un mardi, la manifestation parisienne de FO le 1er mai n'a pas rassemblé plus de 1.000 participants environ, entre 800 et 2.000 selon les sources, c'est un élément de la situation, mais pas le seul.

La position et l'initiative de FO sont correctes, elles montrent la voie à suivre pour dresser la classe contre le gouvernement même si elles ne se situent pas dans la perspective d'en finir avec le capitalisme. Cependant elles ne manquent pas d'intérêt parce qu'elles peuvent être reprises par les militants d'autres syndicats qui les partagent, car il est acquis que la majorité des syndicalistes sont sur la même longueur d'onde que la direction de FO.

Partant de ce constat, c'est aux militants des autres syndicats de mener le combat dans leur syndicat respectif pour imposer à leurs dirigeants d'appeler à la grève générale le 15 juin prochain. Pas question pour autant d'adresser des appels larmoyants en direction des dirigeants syndicaux pour la raison suivante. Dans cette perspective qui nous laisse à peine 40 jours, il faudrait que les militants de FO prennent l'initiative de créer dans tout le pays des comités de préparation à cette grève en associant des militants de tous les syndicats et des travailleurs non syndiqués.

Il faudrait aussi que les partis qui se réclament de la classe ouvrière appellent à cette grève et à cette manifestation sur leurs propres mots d'ordre. Ils pourraient utiliser les comités ou collectifs qu'ils ont déjà formés pour la préparer. Militants syndicaux et politiques pourraient se retrouver ensemble à la porte des entreprises et sur les marchés, dans les gares, à l'entrée des supermarchés pour préparer sérieusement cette grève.

Les unions locales pourraient être mises à contribution pour organiser des diffuser localement à la porte des entreprises, organiser des meetings unitaires, des collages, etc. Cela les sortirait de leur léthargie devenue légendaire !

Si maintenant ces propositions étaient rejetées par FO et les partis ouvriers et qu'il s'agissait d'un appel lancé en l'air sans lendemain, autant dire tout de suite qu'il n'y aura pas lieu de soutenir une proposition qui aura eu pour seule fonction de donner bonne conscience à la direction de FO.

Ce qui est efficace en politique comme dans la vie, c'est la détermination, la persévérance, l'acharnement à tout mettre en oeuvre pour avancer vers l'objectif qu'on s'est fixé pour l'atteindre, les travailleurs y sont très attentifs et nous attendent au tournant, ils nous jugeront sur pièce et ils auront raison.

La question de la préparation d'une telle grève n'est pas seulement importante pour en assurer le succès, mais pour préparer immédiatement la suite à lui donner, autrement dit, la reconduire au cas où le gouvernement n'aurait pas reculé le soir du 15 juin.

A ce titre et au cas où les autres syndicats se retrouveraient dans une situation où ils seraient dans l'obligation d'appeler à cette grève, dès lors la question de sa reconduction ou sa transformation en grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet du gouvernement se trouverait directement posée et devrait être posée, sans en faire un préalable auprès des autres syndicats pour ne pas leur servir sur un plateau un prétexte pour justifier leur volte-face.

Si maintenant cette perspective n'était pas posée ouvertement, il faut en mesurer les conséquences avant qu'il ne soit trop tard, les travailleurs et les militants seraient en droit de penser qu'il s'agira d'une journée de grève isolée comme bien d'autres avant elle, une journée d'action qui ne veut pas dire son nom, et qu'elle ne servira à rien, ils savent parfaitement à quoi s'en tenir, dans ce cas-là il y aura fort à parier qu'ils seront nombreux à ne pas participer à cette grève et à cette manifestation qui seront un fiasco de plus.

La question déterminante étant de parvenir à enclencher une dynamique qui à terme submergerait les appareils, et que placés devant le fait accompli ils ne puissent plus reculer sans prendre le risque de se couper de leurs bases, d'où l'importance de l'existence de ces comités et de préparer sérieusement cette grève si on y adhère.

Répétons-le, en partant des informations dont nous disposons, nous soutenons cette initiative et nous appelons tous les militants à mener le combat dans leur syndicat et/ou parti pour en assurer le succès. (A suivre)

---

### **Retraites: l'UNSA décline l'offre de grève de FO. (06.05)**

**AP - 05.05**

L'UNSA a annoncé mercredi sa décision de ne pas se joindre à l'appel à la grève interprofessionnelle pour la défense des retraites lancé par FO la veille.

Pour l'UNSA "une telle initiative isolée, prise de surcroît de façon unilatérale, ne peut répondre aux enjeux posés par cette réforme", précise l'organisation syndicale dans un communiqué.

L'UNSA estime que "l'efficacité exige qu'une action commune soit décidée dans le cadre de l'intersyndicale", prévue jeudi et à laquelle FO a décidé de ne pas participer, pour la troisième fois consécutive.

La CGT a, de son côté, déjà qualifié d'"irresponsable" l'appel de FO.

Le syndicat Force Ouvrière a décidé seul, mardi, d'appeler à une journée de grève interprofessionnelle public/privé pour le 15 juin sur le sujet des retraites.

---

### **Retraites: la CGT lance une pétition à l'attention de Nicolas Sarkozy**

**AP - 05.05**

La CGT a annoncé, mercredi, le lancement d'une pétition contre l'allongement de la durée de cotisations et la remise en cause de la retraite à 60 ans, en direction de Nicolas Sarkozy.

Le texte, proposé à la signature sur le site internet de la confédération et sous forme de cartes distribuées par les délégués syndicaux CGT, réclame le maintien du droit à la retraite à 60 ans, un départ anticipé pour les salariés exerçant un métier pénible, une "pension au moins égale à 75% du salaire et en aucun cas inférieure au SMIC pour une carrière complète", ou encore l'arrêt de l'allongement de la durée de cotisations.

"Le financement des régimes et la nécessaire revalorisation des retraites passent par l'élargissement de l'assiette de cotisation à toutes les rémunérations, le développement de l'emploi, une augmentation des salaires et une mise à contribution des revenus financiers des entreprises", peut-on également lire.

---

### **Cinq syndicats appellent à la grève le 27 mai. (07.05)**

**Reuters et AP - 06.05**

Cinq syndicats français appellent à une journée de grèves et de manifestations le 27 mai pour la défense de l'emploi, des salaires et des retraites.

La CGT, la CFDT, la FSU, l'Unsa et Solidaires souhaitent "interpeller les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir", lit-on dans leur déclaration commune.

Ces syndicats, qui ont manifesté ensemble pour le 1er-Mai, critiquent le gel en valeur des dépenses de l'Etat et les économies prévues à partir de 2011 annoncées jeudi.

"CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa condamnent cette annonce et considèrent que la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive", écrivent-ils.

Concernant la future réforme des retraites, ils jugent que "la concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société".

Ils déplorent aussi que "les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant".

Le gouvernement doit présenter mi-mai des premières pistes pour la réforme des retraites et veut présenter le projet de loi au Parlement en septembre.

La réunion intersyndicale jeudi soir a eu lieu sur fond de division entre les syndicats. Outre Force Ouvrière qui n'était pas présente et a décidé dès mardi d'appeler seule à une grève interprofessionnelle le 15 juin, la CGC était également absente. Quant à la CFTC, présente à la réunion, elle n'a pas signé la déclaration commune et réserve sa décision.

## **Le sommet social laisse les syndicats sur leur faim. (12.05)**

### **AP - 11.05**

Le nouveau sommet social réuni à l'Élysée par Nicolas Sarkozy lundi, sans annonce de mesures nouvelles par rapport à celui du 15 février, a laissé les syndicats sur leur faim. Le président a annoncé la poursuite de la plupart des dispositifs d'aide à l'emploi ou au chômage partiel, et a nié toute politique "d'austérité", alors que plusieurs leaders syndicaux parlent, eux, de "rigueur".

Le président de la CFTC Jacques Voisin a laissé entendre que sa confédération pourrait rejoindre l'intersyndicale CFDT, CGT, UNSA, FSU et Solidaires pour la journée de grèves et de manifestations du 27 mai prochain en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites. Le "satisfecit" de Nicolas Sarkozy sur les mesures décidées lors du précédent sommet "nous interpelle (...) sachant qu'on parle de plus en plus de rigueur", a-t-il notamment dit, avant de préciser que son syndicat "pourrait envisager de s'engager dans les opérations du 27".

Le chef de l'État a réuni les partenaires sociaux durant trois heures à l'Élysée lundi après-midi pour le deuxième "sommet social" de l'année. Première chose, il a déclaré "s'inscrire en faux" contre "l'interprétation" selon laquelle le gouvernement aurait infléchi sa politique économique en faveur de mesures d'austérité.

"Dans le cadre de l'effort de stabilisation des marchés que nous avons entrepris ce week-end, un certain nombre de nos partenaires (européens, NDLR) les plus menacés ont annoncé des mesures d'austérité", a-t-il expliqué devant les partenaires sociaux. "Certains voudraient voir une inflexion similaire dans notre politique économique. Je veux m'inscrire en faux contre cette interprétation".

Nicolas Sarkozy a également souhaité s'exprimer sur les retraites, sujet qui n'était pas à l'ordre du jour, pour assurer que la réforme serait "juste" et mettrait notamment à contribution les "hauts revenus" et les "revenus du capital", une déclaration dont s'est félicité le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault.

"Il est bien sûr trop tôt pour apprécier la portée de cette annonce", a-t-il commenté à l'issue de la rencontre. "Nous avons la faiblesse de penser que notre campagne (...) sur le financement pour assurer la pérennité du système de retraite n'est peut-être pas sans effet sur la manière dont le président de la République raisonne", s'est-il félicité, soulignant "qu'il y a peu encore, on nous expliquait qu'on pouvait discuter de beaucoup de choses sauf de sources de financement nouvelles".

Pour le reste, Nicolas Sarkozy a annoncé que les aides au chômage partiel et à la formation en alternance seraient prolongées. Il a également souhaité "qu'on expérimente sur plusieurs bassins d'emploi la possibilité de faire bénéficier les salariés précaires, qu'il s'agisse de fin d'intérim ou de CDD, de l'accompagnement renforcé proposé dans le cadre du contrat de transition professionnelle".

Le président a en revanche annoncé l'arrêt des "mesures exceptionnelles" en faveur du pouvoir d'achat des ménages, décidées lors du Sommet social du 18 février 2009 pour soutenir la consommation, à l'exception de certaines d'entre elles concernant le minimum vieillesse, les petites pensions et l'allocation adulte handicapé.

Enfin, comme il l'avait déjà rappelé fin 2009, le dispositif "zéro charge" permettant une exonération de charges sociales lors de l'embauche d'un salarié par les très petites entreprises, devrait, lui, s'arrêter fin juin, ce qu'a regretté le patronat.

Mise à part la déclaration de Nicolas Sarkozy sur les retraites, "le bilan de cette rencontre est assez négatif dans la mesure où il y a une différence importante de diagnostic de la situation (...) notamment au regard de la crise", a jugé Bernard Thibault.

"Il est spectaculaire de noter qu'aujourd'hui il n'y a aucune mesure particulière nouvelle pour faire face à la situation que rencontrent les

salariés", a-t-il ajouté.

Quant au gel des dépenses sur trois ans, "on voit bien qu'il y a là un exercice sémantique de la part du pouvoir (...) pour nous ce sont des mesures de rigueur", a-t-il estimé.

Pour le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, la reconduction des mesures en faveur de l'emploi est "une bonne chose", car "ces mesures sont utiles". En revanche, a-t-il déploré, "sur le pouvoir d'achat: rien". "Les mesures mises en place l'année dernière ne sont pas reconduites. L'ombre de la rigueur que personne ne veut nommer (...) planait sur ce sommet social et les premiers à en faire les frais sont les plus modestes", a-t-il résumé.

Pour lui, "tout ça augure mal des discussions que nous aurons (...) dans les semaines qui viennent tant sur le budget de l'Etat que sur les retraites". Et d'appeler à "réussir la journée d'action du 27 mai à l'appel de l'intersyndicale".

---

## **Conflit salarial à Airbus France: les syndicats désunis signent l'accord. (13.05)**

### **AP - 12.05**

Le syndicat Force Ouvrière a signé mercredi l'accord prévoyant des augmentations salariales de 2,5% proposées par la direction d'Airbus France à la suite d'un mouvement de grève d'une semaine en avril qui avait paralysé les usines françaises. La CFE-CGC a signé "avec beaucoup de réticences" les propositions tandis que la CGT désapprouve ce texte "pour plusieurs raisons".

FO, la principale organisation syndicale représentée par 5.000 salariés à Toulouse a estimé "ne pas avoir le choix que de signer", a expliqué Julien Talavan, délégué syndical. "Nous ne sommes pas pleinement satisfaits mais cet accord prévoit une bonne amélioration salariale, une embauche notamment des jeunes ainsi que des promotions", a-t-il ajouté.

"Nous signons cet accord avec beaucoup de réticences", a dit pour sa part Françoise Vallin, déléguée syndicale centrale CFE-CGC, deuxième organisation. "Car il manque des éléments pour les cols blancs comme le recrutement de ces derniers ainsi qu'une garantie du pouvoir d'achat pour les ingénieurs et les cadres", a précisé Mme Vallin, qui a ajouté avoir demandé à la direction de l'avionneur européen un "avenant sur ces deux points".

De son côté, la CGT "insatisfaite", selon Xavier Pétrachi, délégué syndical central, n'a pas signé cet accord. "La direction propose une hausse de 2,5%: nous sommes un point au dessous de ce que réclamait l'intersyndicale. Pour le volet emploi, la direction ne prévoit en réalité que l'embauche de 60 intérimaires sur toute la France. Enfin, concernant les conditions de travail, la CGT demandait entre autres l'arrêt du système de notation des cadres", a précisé Xavier Pétrachi.

La direction d'Airbus a accueilli dans un communiqué "positivement la signature de l'accord de politique salariale par la majorité des partenaires sociaux, représentant plus de 30% des employés d'Airbus". La direction a confirmé qu'"outre une augmentation de la masse salariale de 2,5%, cet accord permet notamment le versement dès la fin de ce mois d'une prime de 500 euros, ainsi que l'augmentation du niveau minimum de salaire".

Le mouvement d'une rare ampleur au sein d'Airbus avait commencé le 26 avril par une grève des employés de la chaîne d'assemblage des longs courriers A330, A340, A320 et A380. Le 30 avril, près de mille salariés des bureaux d'études du siège social d'Airbus France avaient bloqué le déchargement des avions-cargos Beluga qui transportent les tronçons d'avions fabriqués dans les autres usines européennes d'Airbus. Les salariés réclamaient une augmentation de salaires de 3,5% pour 2010, comparable à celle obtenue en 2009, ainsi que des centaines d'embauches.

---

## **Appel à la mobilisation dans la fonction publique pour le 27 mai. (13.05)**

### **Reuters - 12.05**

Les organisations syndicales de la fonction publique appellent à participer massivement aux grèves et manifestations du 27 mai prochain en France après l'annonce d'un gel des dépenses publiques pour les trois ans à venir.

Dans un communiqué émis mercredi, les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FSU, Unsa et Solidaires estiment que ces orientations vont "faire peser davantage encore sur les salariés" les conséquences de la crise économique et sociale.

En dépit de la faible mobilisation syndicale du 1er mai, les grandes centrales syndicales, à l'exception de Force ouvrière, organisent une nouvelle journée interprofessionnelle de grève et de manifestation le 27 mai pour la défense des retraites, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Six syndicats de la fonction publique ont confirmé mercredi leur participation à la mobilisation.

Les mesures annoncées "dégraderont les services rendus aux usagers et les conditions de travail et de rémunération des personnels" alors que se poursuit le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, écrivent-ils.

Les syndicats réclament l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, les créations de postes nécessaires et une augmentation des salaires des agents de la Fonction publique.

Pour les organisations, le gouvernement persiste à ne donner aucune information sur ses intentions concernant la réforme des retraites alors qu'il devrait au contraire ouvrir de véritables négociations.

"La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société", estiment-elles.

---

## Réactions syndicales et politiques au document du gouvernement sur les retraites. (18.05)

### AP - 18.05

FO - "Le gouvernement veut pénaliser les salariés sur leur durée du travail et faire à côté quelques recettes de poche", avait réagi dès dimanche soir le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly, déclarant à l'Associated Press que le financement devait venir d'une "réforme fiscale".

Le double langage de FO. On en apprend tous les jours, certainement par le POI.

«Les choses commencent à bouger», assure Danièle Karniewicz (CFE-CGC) qui préside le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse.

Pour preuve, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, qu'elle préside, a adopté la semaine dernière une déclaration qui rejette une «baisse non maîtrisée des pensions le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (?) d'augmenter l'âge effectif de liquidation».

Entre les lignes, le conseil penche même pour un relèvement de l'âge légal. Seule la CGT a voté contre ce texte, approuvé par le patronat et la CFE-CGC. La CFDT s'est abstenue ; FO et CFTC n'ont pas voté. Une neutralité remarquée qui a suscité des remous, chez FO notamment. (lefigaro.fr 17.05)

CGT- À la CGT, Éric Aubin dénonce «un texte qu'aurait pu signer le Medef», il regrette que le gouvernement «persiste à dire que la durée d'activité est le seul levier possible». (lefigaro.fr 17.05)

'Ce qui est demandé aux salariés, ce sont de nouveaux sacrifices par un report de l'âge de départ à la retraite', regrette Eric Aubin, secrétaire confédéral de la CGT, chargé des retraites. 'Notre campagne pour mettre à contribution les revenus du capital a marqué quelques points, mais on voit bien que les choix retenus vont être une contribution à la marge (...); cela ne suffira pas.' Pour autant, 'les carottes ne sont pas cuites après l'envoi de ce document pour que le projet de loi soit d'une toute autre nature que ce qui nous a été envoyé [dimanche] soir', relève Eric Aubin, appelant les salariés à 'une large mobilisation' lors de la grève du 27 mai. (Lemonde.fr 17.05)

FSU- Pour la FSU, "le gouvernement refuse de prendre en compte les demandes fortes du mouvement syndical de trouver de nouveaux financements".

CFDT- La CFDT trouve, pour sa part, 'énormément de flou' dans le document d'orientation sur les retraites du gouvernement.

«Nos messages ont été relativement entendus puisqu'ils sont tous évoqués, mais il n'y a pas de réponse, pas de suite», a regretté Jean-Louis Malys, secrétaire national du syndicat. (20minutes.fr 17.05)

CFE-CGC- «C'est un texte très astucieux.» Le compliment émane de Danièle Karniewicz (CFE-CGC), il laisse «infuser» l'idée d'un inévitable CFE-CGC report de l'âge légal. (lefigaro.fr 17.05)

Danièle Karniewicz (CFE-CGC) «le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (...) d'augmenter l'âge effectif de liquidation». Pour preuve, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, qu'elle préside, a adopté la semaine dernière une déclaration qui rejette une «baisse non maîtrisée des pensions» pour équilibrer les comptes. Pour cela, «le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (...) d'augmenter l'âge effectif de liquidation». Entre les lignes, le conseil penche même pour un relèvement de l'âge légal. Seule la CGT a voté contre ce texte, approuvé par le patronat et la CFE-CGC. La CFDT s'est abstenue ; FO et CFTC n'ont pas voté. Une neutralité remarquée qui a suscité des remous, chez FO notamment. (lefigaro.fr 17.05)

CFTC- "Il y a beaucoup de questions et toujours autant d'inquiétudes", a déclaré lundi à l'AP Pascale Coton, secrétaire générale adjointe chargée des retraites à la CFTC.

#### Commentaire

Que dit Éric Aubin pour la CGT quand il affirme "Notre campagne pour mettre à contribution les revenus du capital a marqué quelques points", la même chose que Jean-Louis Malys pour la CFDT "Nos messages ont été relativement entendus", c'est nous qui sommes à l'origine de cette manipulation ou fable de l'équité reprise en boucle par l'ensemble des médias pour permettre au gouvernement de faire passer sa contre-réforme sur les retraites

Du côté UMPS.

UMP.

Le secrétaire général, Xavier Bertrand, juge que la taxation des hauts revenus traduit un «souci d'équité». (lefigaro.fr 17.05)

PS.

- Aubry : "On assiste quand même à un simulacre de concertation" (AP 17.05)

"Finalement nous avons eu un texte (...) où le gouvernement n'avance pas ses propositions." dit-elle. Martine Aubry ajoute : "Bien sûr, nous comprenons entre les lignes, qu'il souhaite, comme d'habitude, faire payer les salariés et les retraités, mais nous n'avons pas de propositions précises, et je dirai qu'on assiste quand même à un simulacre de concertation." (Leposte.fr 17.05)

#### Commentaire

Elles sont pourtant très claires.

Qu'est-ce que c'est une concertation ? Chacun expose ses positions en vue d'un accord ou d'une décision. Mais pour qu'elle soit possible il faut que les tenants des positions en présence partent d'une appréciation commune de la situation, qu'ils parlent au moins le même langage pour se comprendre, sinon cela tourne au dialogue de sourd ou toute discussion est impossible.

Donc accepter de participer à une concertation avec Sarkozy revient à légitimer le terrain sur lequel il se situe et qui lui sert de base à la liquidation de la retraite à 60 ans, d'où la nécessité de rejeter toute tentative de discussion avec le régime en place, s'y refuser signifie que l'on pourrait trouver ensemble un terrain d'entente, or les intérêts que nous défendons sont étrangers et opposés à ceux de notre ennemi de classe, la seule réponse que nous pouvons lui apporter se situe sur le terrain du combat classe contre classe en organisant et mobilisant la classe ouvrière pour le faire reculer ou lui infliger une défaite en attendant de renverser le régime. Finalement, les réponses qu'appelle la situation sociale et que nous pouvons formuler s'adressent à la classe que nous sommes censés représenter.

- Ségolène Royal admet «en dernière instance» un allongement de la durée de cotisation (lefigaro.fr 17.05)

"Si ces prélèvements sont faibles, cela sera seulement un nouveau tour de passe-passe pour endormir les forces sociales", dit Ségolène Royal dans un entretien publié par Le Monde. (Reuters 17.05)

Traduction : Parce que si "ces prélèvements" étaient plus importants, cela changerait tout et justifierait le report de l'âge de départ à la retraite.

- Benoît Hamon sur i>télé : "Je conteste que ce soit une piste juste. C'est-à-dire que ce soit aujourd'hui la justice que de demander à ceux qui travaillent toute leur vie pour avoir une retraite de moins en moins décente de travailler encore plus" (AP 17.05)

Le porte-parole du PS promet un plan "global, équilibré et juste" qui tranchera avec "l'impréparation et l'improvisation" du gouvernement. (Reuters 17.05)

- Michel Sapin. " Faire payer les riches , c'est un point positif, mais pour l'instant, ce n'est qu'un alibi", tranche Michel Sapin. (Lepoint.fr 17.05)

Commentaire

A part cela ils ne sauraient pas ce qu'ils font, ils seraient pris dans un horrible "piège" tendu par le braconnier à la talonnette !

---

## **Mobilisations contre la réforme de la formation des enseignants mercredi et jeudi. (19.05)**

**AP - 18.05**

Plusieurs syndicats de l'Education appellent à deux journées d'actions, mercredi et jeudi, contre la réforme de la formation des enseignants, a-t-on appris mardi auprès du SNES.

Un rassemblement est prévu mercredi après-midi à partir de 14h30 à Paris à proximité du ministère de l'Education nationale, ainsi que des "actions décentralisées" un peu partout en France jeudi à l'appel du SNES-FSU (premier syndicat des collèges et lycées), de la CGT, de FO et de Sud-Education. Assemblées générales, distributions de tracts ou encore rassemblements sont au programme.

Depuis plusieurs mois, les syndicats de l'Education dénoncent la réforme de la formation des maîtres qu'ils jugent "régressive", car remettant en cause un "cahier des charges national", en matière d'objectifs de formation dont la "dimension professionnelle", serait "réduite à des stages".

---

## **Les syndicats de l'enseignement supérieur appellent à la mobilisation le 27 mai. (20.05)**

**AP - 19.05**

Les principaux syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche ont appelé mercredi à se joindre aux grèves et aux manifestations interprofessionnelles prévues le 27 mai pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la CFTC, de la FSU, de l'UNSA et de Solidaires.

"Dans le contexte de la crise mondiale, et du chantage organisé en Europe par les marchés financiers contre les Etats, la situation économique et sociale se dégrade rapidement avec une augmentation du chômage et de la précarité, des difficultés de pouvoir d'achat, une aggravation des conditions de travail et de nombreux cas de souffrance au travail pour les salariés tant dans le public que dans le privé", déclarent les syndicats FSU, CGT, UNSA, CFTC et Solidaires de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que le syndicat étudiant UNEF, dans un communiqué commun.

Les syndicats dénoncent l'annonce d'un gel des dépenses publiques pour trois ans par le Premier ministre François Fillon, et estiment que le gouvernement a "instrumentalisé" la crise grecque.

Lors du sommet social du 10 mai dernier, "aucune mesure nouvelle n'a été annoncée pour le pouvoir d'achat des plus modestes, pour une relance d'une politique créatrice d'emplois notamment industriels respectueux de l'environnement, ou pour une fiscalité plus juste", ajoutent les signataires.

Quant aux retraites, "le gouvernement confirme ses orientations précédentes dangereuses tant pour les salariés du public que ceux du privé: reculer l'âge légal de la retraite ou/et augmenter la durée de cotisation", dénoncent-ils.

En conséquence, les syndicats "appellent les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à la journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai".

---

## **Chère que: le gouvernement « va décaler l'âge de départ vers 61 ans, 62 ans ou plus». (22.05)**

**Libération.fr et AFP - 21.05**

Sa rencontre avec le ministre du Travail, Eric Woerth, lui a laissé un «pressentiment fort». Le secrétaire général de la CFDT, François



Chérèque, est convaincu que le gouvernement va décider de «décaler l'âge minimum de départ» en retraite, et que «le sujet des 60 ans est tranché».

«On a vraiment le sentiment qu'il va décaler l'âge de départ vers 61 ans, 62 ans ou plus», prédit Chérèque. Après deux heures de discussions rue de Grenelle, le cédétiste a affirmé à la presse que «le gouvernement peut toujours nous faire des signes sur les carrières longues et la pénibilité, s'il fait une réforme qui décale l'âge de départ après 60 ans, il accentuera les inégalités, donc il y aura un fort désaccord avec la CFDT».

«Je ne vois pas comment, à ce niveau de la discussion, on pourrait être d'accord avec le gouvernement», a-t-il mis en garde, déplorant que «le gouvernement aborde le sujet uniquement dans des paramètres financiers».

«Faire pression avant que le gouvernement décide»

Pour le leader de la CFDT, «comme on s'achemine vers la fin de la possibilité de partir à 60 ans, si l'on veut que le gouvernement ne mette pas cette mesure en oeuvre, il est important que le 27 mai, les salariés se mobilisent pour faire pression sur le gouvernement avant qu'il décide».

Sur les pistes du gouvernement pour de nouveaux financements des retraites par une taxation des hauts revenus ou du capital, Chérèque a regretté un «grand flou». «On est assez dubitatifs. On n'acceptera pas une simple mesure symbolique», a-t-il poursuivi, en jugeant «pas normal que les revenus du capital soient taxés deux à trois fois moins que ceux du travail».

Sur la pénibilité, «on a un désaccord avec la façon dont le gouvernement semble vouloir traiter le sujet avec une méthode plus individuelle et médicale». Interrogé sur les réponses du gouvernement aux remarques de la CFDT, Chérèque a affiché sa déception: «la réponse sur tous les sujets, c'est "tout est ouvert, on n'a pas décidé"».

Commentaire.

Après le 27 mai, pour le jaune Chérèque c'est foutu. Bref, c'est déjà foutu !

---

## **Faut-il ou non appeler et participer à la journée du 27 ? (22.05)**

### **Libération.fr et AFP - 21.05**

Faut-il appeler et participer à la journée d'action du 27 mai appelée par l'intersyndicale (à l'exception de FO) ?

Quel est le discours notamment de Thibault et Chérèque ces derniers jours ?

Ils ont martelé sous forme d'ultimatum que la mobilisation du 27 sera un test pour vérifier la détermination des travailleurs à défendre leur droit à la retraite en laissant entendre qu'en cas d'échec la voie serait ouverte à sa remise en cause, et qu'il serait ensuite trop tard ou impossible pour s'y opposer.

De son côté FO a appelé seule à une journée de grève interprofessionnelle et une manifestation à Paris le 15 juin.

Si l'on soutient la journée de mobilisation du 27, on va nous accuser de faire le jeu des appareils de l'intersyndical.

Si on ne la soutient pas, ne risque-t-on pas au contraire de faire le jeu de ceux qui souhaitent qu'elle soit un échec ? Il faut noter que ce sont évidemment les mêmes qui y appellent et auront tout fait pour qu'elle soit un échec, afin de faciliter la tâche à Sarkozy.

FO et le POI qui soutient l'appel à la grève le 15 juin ne font-ils pas le jeu de la division, et ainsi ne jouent-ils pas le jeu des appareils de la CGT et de la CFDT ainsi que celui du gouvernement qui sera finalement le seul à en tirer profit ?

Si en dogmatique acharné et sans tenir compte de la situation telle qu'elle vient d'être évoquée on se borne au contenu de l'appel de l'intersyndical, on refusera de se joindre à la journée du 27 mai.

Si maintenant on tient compte de l'interprétation qu'en feront les travailleurs syndiqués ou non qui sont opposés au report de l'âge du départ à la retraite et qui sont loin d'une part, de se positionner par rapport aux jeux des appareils qui leur sont étrangers ou obscures, et d'autre part, de faire la même lecture de cet appel que les dirigeants de FO et du POI en s'en saisissant uniquement pour défendre leur droit à la retraite, on appellera à participer à la mobilisation du 27.

En adoptant cette position et donc en faisant en sorte que la mobilisation du 27 soit la plus imposante possible, ne serait-ce pas le meilleur moyen d'infliger une défaite aux appareils et par la même occasion de lancer un avertissement en direction du gouvernement à défaut de pouvoir le faire reculer pour le moment ?

---

### **Retraites: le gouvernement fait "le choix le plus injuste", dénonce François Chérèque. (27.05)**

**AP - 25.05**

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, estime que le gouvernement fait "le choix le plus injuste" en annonçant le report de l'âge légal de départ à la retraite au-delà de 60 ans. "On rentre dans un rapport de force important", prévient le leader syndical à la veille de la journée de mobilisation de jeudi.

"Si on veut que le gouvernement mette en cause ce choix, il faut faire une grande journée d'action (jeudi) et puis après peut-être, si le gouvernement ne nous entend pas", a déclaré M. Chérèque mercredi sur France-Inter.

"On rentre dans un rapport de force important, maintenant les choses sont claires: le gouvernement a choisi que les effets de la crise sur notre système de retraites (...) que les difficultés démographiques" soient "payés et financés uniquement par les salariés, et en particulier par les salariés les plus modestes", a-t-il dénoncé.

"C'est un choix que je ne peux pas accepter et je me battraï contre ce choix et j'irai jusqu'au bout pour trouver des mesures qui atténuent, pour ces salariés là, cette mauvaise décision du gouvernement", a-t-il assuré. Pour lui, "la réforme, non seulement sera injuste", mais en plus, il "restera le problème du financement à long terme".

Quant à la journée de mobilisation de jeudi, ce sera "un premier round". Et le secrétaire général de la CFDT de prévenir: "On peut toujours se prendre quelques coups à un premier round mais j'espère aussi qu'on va mettre des coups décisifs dans ce combat avec le gouvernement".

Commentaire.

Que recouvre le discours vindicatif du jaune Chérèque ? La contre-réforme est déjà acquise, c'est déjà demain !

Il parle au futur de "mesures" qui "atténueraient" cette "mauvaise décision du gouvernement" comme si elle était déjà entrée en vigueur.

Et puis le congrès de la CFDT approche...

---

### **A la CFDT, les militants veulent "une réforme raisonnable". (28.05)**

**AP - 25.05**

Dans la manifestation du 27 mai, à Paris.

"Il vaut toujours mieux négocier plutôt que de tout perdre." Alain Martori, de la CFDT de la Caisse des dépôts et consignations, en est convaincu : "Il faudra accepter de travailler plus longtemps." Dans la manifestation parisienne, jeudi 27 mai, les quelques milliers de militants CFDT font pâle figure aux côtés des gros bataillons de la CGT et de la FSU. Et pour cause : si la confédération appelle à défiler, elle n'a pas encore arrêté sa position définitive sur la réforme des retraites.

Son congrès, qui se tient entre le 7 et le 11 juin à Tours, devra affronter un débat particulièrement sensible. "Ce sera au congrès de trancher, explique Marylise Léon, déléguée fédérale chimie-énergie, mais c'est vrai que beaucoup de syndiqués sont directement concernés par la retraite, ce qui rend la question d'autant plus difficile." La décision de la CFDT sera pourtant cruciale : si le syndicat soutient la réforme des retraites, le gouvernement aura réussi à briser le front syndical. Dans son document d'orientation, Eric Woerth insiste sur certains des thèmes qui sont importants pour la CFDT.

Pour le rendez-vous de 2010, tous critiquent la "précipitation" du gouvernement. "On fait les choses à la va-vite, et tout est déjà décidé", déplore Isabelle, fonctionnaire territoriale. "On se précipite, on oppose privé et public, la méthode n'est pas bonne", critique Alain Chabiron, de la Caisse des dépôts.

## "ON A PRIS DES COUPS EN 2003"

Les militants se disent toutefois prêts à des concessions. "On ne veut pas être dans le conflit, il y a certainement moyen d'arriver à un accord, mais il faut améliorer les propositions du gouvernement", explique Didier, fonctionnaire territorial. Mais personne ne veut reproduire "l'erreur de communication" de 2003. De fait, la dernière réforme des retraites revient en boucle dans les conversations : la CFDT avait alors soutenu le projet de François Fillon, dénoncé par la CGT, l'UNSA, la FSU et Solidaires. Des bataillons de militants, notamment dans le secteur des transports, avaient alors quitté la confédération.

"On a pris des coups en 2003, c'est vrai", reconnaît Marylise Léon. Alain Martori va plus loin : "Je préfère me faire traiter de traître et avoir les yeux ouverts et penser aux générations futures." "Ceux qui nous critiquaient à l'époque nous disent merci aujourd'hui", veut croire Martin, enseignant.

"Pour sauver la retraite par répartition, il faudra être raisonnables", explique Anna, de la CFDT-Interco à Paris. Le mot revient comme un slogan : la réforme que veulent les militants CFDT doit être "raisonnable". "Mais attention, il faudra jouer sur tous les leviers", explique Isabelle, fonctionnaire territoriale : "Il faut chercher des ressources nouvelles, en taxant les hauts revenus;" Son collègue Jean-Yves est d'accord : "Les gens sont prêts à cotiser un peu plus, mais il faut aussi aller chercher de l'argent ailleurs."

## "DES ATTENTES ÉNORMES SUR LA PÉNIBILITÉ"

Un constat sur lequel tous les syndiqués sont d'accord. Mais sur la question de l'âge légal, les débats du congrès promettent d'être animés. Si Isabelle estime que c'est "inélucltable", son collègue Joël est plus mesuré : "On veut surtout nous faire croire que c'est inélucltable." Leurs collègues font la moue, partagés entre la défense de la retraite à 60 ans et la volonté de ressortir avec "quelque chose" de la concertation.

"Dans un secteur industriel comme le mien, il y a des attentes énormes sur la pénibilité", explique Marylise Léon. "Il faudra également des avancées sur les polypensionnés, ceux qui sont passés du public au privé, par exemple, ou sur les retraites des femmes", explique Alain Chabiron.

Alain Martori va plus loin : "On sait qu'il faudra accepter un jour une dose de retraite par capitalisation, alors autant mettre le paquet pour défendre la répartition aujourd'hui." D'autres, comme Luc, estiment que "tout recul sur la retraite à 60 ans sera un échec". Les militants assurent que la confédération a surmonté le traumatisme de 2003 et ne veut pas apparaître comme le diviseur du front syndical. "Mais nous sommes réformistes, prévient Martin, et on ira jusqu'au bout de la négociation, même si la CGT et FO ne bougent pas."

---

## **Les syndicats européens veulent s'unir contre la rigueur. (30.05)**

### **Reuters - 29.05**

Une réponse syndicale coordonnée aux plans d'austérité européens s'est esquissée cette semaine, notamment chez les syndicats d'Europe du Sud qui entendent lancer de nouvelles grèves et manifestations.

La centrale italienne CGIL, forte de six millions d'adhérents, a annoncé un débrayage complet dans toute la péninsule pour le 25 juin, précédé de manifestations le 12 juin.

En Grèce, le syndicat du secteur privé GSEE a fait savoir qu'il appellerait à la grève le mois prochain contre la réforme des retraites.

Le principal syndicat portugais se prépare quant à lui à une grande manifestation samedi à Lisbonne, et les fédérations espagnoles ont maintenu leur menace d'une grève générale, leurs négociations avec le gouvernement socialiste sur la réforme du travail étant toujours dans l'impasse.

Madrid est sous pression pour mener à bien ces réformes, surtout depuis que l'agence de notation Fitch a décidé vendredi d'abaisser la note de sa dette souveraine de AAA à AA+ (voir ). Les syndicats espagnols prévoient déjà une grève du secteur public face aux réductions de salaires.

Dans ces quatre pays, les salariés résistent à la volonté des gouvernements d'appliquer de sévères programmes d'austérité. Le GCEE grec a annoncé qu'il démarcherait ses homologues européens en vue d'une action commune. La CGIL italienne a rapidement apporté son soutien à cette initiative.

"Nous avons besoin en ce moment d'initiatives au niveau européen", a indiqué vendredi à Reuters le chef de la CGIL, Guglielmo Epifani, précisant que cette position serait celle de son syndicat lors de la réunion des centrales européennes, mardi à Bruxelles.

La CGTP portugaise a souligné que son mouvement de ce week-end n'était que la première étape des protestations contre le plan de rigueur de Lisbonne, qui prévoit des hausses fiscales et le gel des salaires de la fonction publique.

"C'est une étape d'une lutte continue qui va s'intensifier. Nous gardons toutes les options sur la table, y compris un appel à la grève générale", a déclaré Armenio Carlos, membre du comité national de la CGTP.

## DIVISIONS

Un nombre croissant de pays européens annoncent des plans de rigueur pour s'attirer les bonnes grâces des marchés rendus volatiles par la crise de la dette grecque.

Les syndicats réagissent globalement avec hostilité et affirment que ces programmes vont surtout peser sur les plus pauvres et les fonctionnaires.

Dans le Monde daté du 29 mai, le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), John Monks, et son adjoint Joël Decaillon, appellent à revoir le modèle social européen et dénoncent une "injustice criante".

"Tandis que des milliards ont pu être débloqués pour sauver les banques d'une catastrophe qu'elles avaient elles-mêmes fabriquée, les travailleurs, les citoyens européens sont maintenant sommés de payer l'irresponsabilité et la cupidité des agents financiers d'hier et d'aujourd'hui (...)", écrivent-ils.

"Ces mesures d'austérité réduisent la croissance et minent la consommation, elles aggravent le chômage, affectent la capacité productive, et, enfin, dépriment les recettes fiscales et sociales qui se sont effondrées", préviennent-ils également.

Mais selon les analystes, il y a peu de chances qu'une réponse syndicale coordonnée à l'échelle européenne parvienne à se mettre en place. Ils soulignent notamment les divisions entre mouvements en Italie et au Portugal, ainsi qu'entre l'Europe du Nord et celle du Sud.

De plus, les mouvements sociaux donnent ici et là des signes d'essoufflement. En Grèce, la manifestation de la semaine dernière a attiré une foule deux fois moins grande que celle vue le 5 mai et en France, le gouvernement a confirmé qu'il relèverait l'âge de la retraite au lendemain d'une manifestation jugée peu suivie.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos syndicales.

- Quatre syndicats d'avitailleurs appellent à une grève à partir de vendredi. (29.06)
- Les syndicats de fonctionnaires furieux contre Eric Woerth. (26.06)
- Interview de F. Chérèque au Figaro. (Titre de LdC) (18.06)
- Retraites: l'intersyndicale appelle à une "mobilisation massive" le 24 juin. (18.06)
- Appel à la grève à Air France le 24 juin. (18.06)
- Préavis de grève à la SNCF de 4 syndicats pour la journée du 24 juin. (18.06)
- Retraites : Mobilisation à l'appel de FO. (titre de LdC) (16.06)
- Le gouvernement et les dirigeants syndicaux de la Bourse et des marchés. (12.06)
- Compte-rendu du congrès de la CFDT. (titre de LdC) (11.06)
- Les syndicats de la SNCF se préparent à une éventuelle grève le 24 juin. (10.06)
- Retraites: la CGT apporte ses pétitions à Woerth, sans résultat. (10.06)
- L'action de François Chérèque très largement approuvée au congrès de la CFDT. (10.06)
- Retraites: FO attend "plusieurs dizaines de milliers" de manifestants à Paris le 15 juin. (09.06)
- Le congrès de la CFDT par AFP. (08.06)
- La CFDT en congrès en pleine réforme des retraites. (07.06)
- Le syndicats des médecins de La Poste sonne le tocsin. (04.06)
- Retraites: journée de mobilisation le 24 juin. (01.06)

### **Retraites: journée de mobilisation le 24 juin. (01.06)**

#### **AP et Reuters - 31.05**

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FSU, UNSA et Solidaires a décidé lundi d'appeler à une nouvelle "journée de mobilisation" le 24 juin - sans en préciser les formes- qui devrait être le "point d'orgue" d'une semaine d'actions entre le 21 et le 25 juin, contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Dans un communiqué diffusé lundi, à l'issue d'une réunion au siège de la CGT à Montreuil (Seine-Saint-Denis) dans la matinée, l'intersyndicale prévient qu'elle "se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne". Le gouvernement doit en effet présenter son projet de loi au Parlement dans les premiers jours de septembre.

Dans leur communiqué, les six organisations syndicales rappellent que pour elles, "la remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste", et qu'elle "fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires".

Pour l'intersyndicale, "la reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical". De plus, "la question des nouvelles ressources reste pleine et entière".

"Le gouvernement, avec mépris, a affirmé vouloir maintenir le cap sans prendre en compte la mobilisation des salariés. Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau. C'est inacceptable", ajoutent les syndicats.

"Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite. Taxation des hauts revenus et des revenus du capital, harmonisation éventuelle entre le public et le privé autant d'incertitudes et d'inquiétudes sur ses véritables intentions!", déplorent-ils.

Dans son communiqué, l'intersyndicale ne précise par quelles seront les formes de la "journée de mobilisation" du 24 juin. De source syndicale, une prochaine rencontre doit avoir lieu le 14 juin, soit après le congrès national de la CFDT, pour préciser les formes d'actions

prévues.

"On est tout à fait dans la capacité de réussir une nouvelle journée d'action le 24 juin. Il faudra être encore plus nombreux que le 27 mai", a déclaré à la presse Nadine Prigent, secrétaire confédérale de la CGT.

Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, a estimé que l'important pour l'intersyndicale était de s'être entendue sur la date du 24 juin.

"Nous ne laisserons pas le gouvernement annoncer son projet sans réagir. Il y a des secteurs où de toute façon nous appellerons à la grève", a-t-elle dit.

Cette décision permet aux syndicats de laisser la CFDT mener sereinement ses débats internes sur la question des retraites lors de son congrès prévu du 7 au 11 juin, et de tenter de mobiliser plus fortement fin juin, alors que le gouvernement doit dévoiler son avant-projet de loi entre le 15 et le 20 juin.

Le syndicat FO, qui a quitté l'intersyndicale depuis le 15 février dernier, appelle seul, de son côté, à une grève interprofessionnelle et à une manifestation nationale à Paris le 15 juin contre le projet du gouvernement.

Dans son calendrier, le gouvernement a prévu de présenter son projet dans la première quinzaine de juillet en Conseil des ministres, avant une discussion au Parlement à partir du début du mois de septembre.

Les syndicats ont d'ores et déjà fait une croix sur une quelconque mobilisation en juillet ou août, et visent déjà le mois de septembre, à l'occasion du débat parlementaire, pour lancer un mouvement de plus grande ampleur.

Le 27 mai, entre 395.000 et un million de personnes, selon les sources, avaient défilé dans toute la France pour dénoncer la remise en cause de la retraite à 60 ans confirmée quelques jours avant par le ministre du Travail Eric Woerth. La mobilisation avait toutefois été mitigée, car similaire à celle de la journée de mobilisation du 23 mars. Le gouvernement a ainsi échappé, pour l'heure, à une mobilisation massive contre son projet, comme lors du mouvement social de 2003 lors de la réforme Fillon.

---

## **Le syndicat des médecins de La Poste sonne le tocsin. (04.06)**

**Lemonde.fr - 03.06**

Le syndicat professionnel des médecins de La Poste a adressé au président du groupe, Jean-Paul Bailly, un courrier dans lequel il s'alarme d'une forte "dégradation de la vie au travail" dans la société, suicides à la clé, selon une information dans Le Télégramme de jeudi. Dans le cadre de la réorganisation de l'entreprise publique, "les accidents du travail et les maladies professionnelles sont en très forte augmentation", relèvent les médecins du travail dans ce texte, dont copie a été adressée aux ministres du travail, de la santé et de l'économie.

"Des suicides ou des tentatives de suicide, dont on peut penser qu'ils sont exclusivement liés à des situations de vie professionnelle, surviennent dans toutes les régions, dans tous les métiers et aux différents niveaux de l'entreprise", selon les praticiens. En particulier, "les agents de distribution sont confrontés à des situations d'épuisement physique et psychique", relève le syndicat, en soulignant que "cela est lié aux nouvelles organisations du travail".

"ENRAYER UN PROCESSUS MORBIDE"

Le rapport fait état d'une explosion des congés non accordés et de pressions exercées sur certains salariés pour qu'ils quittent l'entreprise. Selon le syndicat de médecins, "il faut engager des actions concrètes pour enrayer ce qui pourrait vite devenir un processus morbide connu aujourd'hui par d'autres entreprises", comme France Télécom. "Nous avons loyalement alerté nos directions et notre filière de cette situation alarmante et sommes déçus par le peu de considération apportée, voire, plus grave, par le déni manifeste", soulignent les praticiens.

La directrice de la prévention de la santé et de la sécurité au travail de La Poste, Pascale Duchet-Suchaux, interrogée par Le Télégramme, a contesté ce rapport et l'a jugé "très catégorique". La Poste, qui emploie quelque trois cent mille salariés, a entrepris depuis plusieurs années une vaste restructuration interne pour se préparer à l'ouverture européenne du marché du courrier à la concurrence.

---

## **La CFDT en congrès en pleine réforme des retraites. (07.06)**

## Reuters - 06.06

La CFDT ouvre ce lundi les portes de son 47<sup>e</sup> congrès à Tours (Indre-et-Loire), à deux semaines de la présentation par le gouvernement d'une réforme des retraites contestée par l'ensemble des syndicats français.

Les responsables de la CFDT prédisent des débats nourris sur les retraites et les grands sujets économiques et sociaux mais soulignent que le climat interne est apaisé, en comparaison avec un dernier congrès marqué par de fortes dissensions, en 2006.

"Ma priorité, c'est d'écouter et de tenir compte de ce que vont décider les militants de la CFDT", a déclaré vendredi à des journalistes le secrétaire général de la CFDT.

"Je souhaite que notre congrès ne soit pas qu'un débat sur les retraites", a précisé François Chérèque, qui devrait être reconduit à la tête du syndicat.

Seul syndicat à avoir soutenu la réforme des retraites de 2003, la CFDT s'oppose aujourd'hui au souhait du gouvernement de relever l'âge légal de la retraite, abaissé de 65 ans 60 par le président socialiste François Mitterrand en 1983.

Pour la réforme de 2010, le syndicat a porté sans succès l'idée d'une modification complète des systèmes de retraite français, qui s'inspirerait des systèmes de comptes à points, en vigueur dans d'autres pays européens.

Le congrès devra travailler sur les moyens de réduire les inégalités en France, a poursuivi le responsable syndical.

"Réduction des inégalités vis-à-vis de l'impôt, réduction des inégalités dans les parcours professionnels entre les précaires et les moins précaires, entre les contractuels dans la fonction publique et les titulaires, réduction des inégalités dans la protection sociale sur les retraites", a-t-il dit.

Pour Laurent Berger, secrétaire aux très petites entreprises et à l'emploi de la CFDT, chargé de préparer le congrès, la question de la place du syndicalisme sera centrale.

"Dans un monde économique où les régulations sont trop faibles, quelle place accordons-nous au syndicalisme et de quels leviers devons-nous nous doter pour corriger le tir ?", a-t-il dit à Reuters, évoquant "une meilleure répartition entre le capital et le travail au travers d'une fiscalité plus juste et plus redistributive".

S'ils prévoient des débats "fournis", les cadres du syndicat disent avoir connu des périodes plus difficiles.

"En 2006, à l'occasion du dernier congrès, nous devions débattre des dissensions nées de la position de la CFDT sur les retraites en 2003", alors que pour ce congrès "les débats vont être denses mais pour des raisons extérieures comme la crise économique forte, une situation sociale lourde, la question des retraites", explique Laurent Berger.

François Chérèque s'est réjoui que le congrès puisse aborder de front une question aussi difficile que les retraites.

"Nous, on n'escamote rien, on choisit de mettre en débat des sujets difficiles et je pense que c'est un sacré bon signe pour la démocratie dans notre organisation syndicale", a-t-il dit.

Le ministre du Travail, Eric Woerth, a déclaré vendredi qu'il suivrait les résultats du congrès avec attention.

"Je suis attentif à tout ce qui se passe dans le pays sur le plan social, c'est le congrès d'une grande centrale syndicale, on sera évidemment très attentif à cela", a-t-il dit à des journalistes.

Eric Woerth présentera les grandes lignes de la réforme des retraites entre le 15 et le 20 juin. Le projet de loi sera présenté mi-juillet en conseil des ministres pour un examen en septembre au Parlement.

La CFDT, qui revendique 833.000 adhérents, tiendra son congrès jusqu'au 11 juin.

---

## Le congrès de la CFDT par AFP. (08.06)

### AFP - 04.06

Le congrès de la CFDT, auquel participeront plus de 1.500 délégués du 7 au 11 juin à Tours, est un rituel quadriennal pour débattre des orientations et des priorités de la confédération mais aussi pour renouveler sa direction.

## LES PARTICIPANTS

1.519 délégués, dont 40% de femmes, mandatés par les 1.200 syndicats et Unions territoriales de retraités, structures de base de l'organisation, qui sont invités à déterminer les orientations confédérales.

Seront aussi présents 107 invités, dont des dirigeants d'autres syndicats comme Bernard Thibault (CGT), d'associations ou d'ONG mais aussi des invités étrangers tels que des représentants de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de la Confédération syndicale internationale (CSI). ( ainsi que la secrétaire d'Etat à l'écologie, Chantal Jouanno - Lutte de classe, info du Monde.fr du 7 juin)

## L'ELECTION DU SECRETAIRE GENERAL ET DES AUTRES DIRIGEANTS

Le congrès a pour responsabilité d'élire le bureau national de la CFDT (38 membres), l'organe politique de la confédération.

Une fois élus, les membres du bureau national élisent à leur tour les neuf secrétaires nationaux composant la commission exécutive, dont le secrétaire général de la CFDT.

A Tours, Véronique Descacq, secrétaire générale de la fédération des banques, et Patrick Pierron, secrétaire général de la fédération chimie-énergie, devraient intégrer la nouvelle commission exécutive. Ils devraient ainsi succéder à Annie Thomas et à Gaby Bonnard.

## LES THEMES MAJEURS DU 47ème CONGRES

Les retraites seront au coeur de l'actualité. La CFDT défend notamment le maintien de la retraite à 60 ans, la reconnaissance de la pénibilité mais aussi une réforme en profondeur du système par répartition pour le rendre "plus juste et plus lisible" et donner "une plus grande liberté de choix aux salariés".

Entre autres thèmes: la consolidation et la refondation du système de protection sociale notamment pour financer la dépendance, la réforme de la fiscalité pour la rendre plus redistributive et plus progressive, le développement durable, l'avenir du syndicalisme avec notamment la réforme de la représentativité.

Les débats, retransmis sur internet, devraient aussi porter sur la création de nouveaux droits pour les salariés, la vie au travail pour améliorer le droit d'expression des salariés ou l'équilibre vie professionnelle-vie privée, la précarité avec entre autres une proposition de couverture conventionnelle pour les non titulaires de la Fonction publique.

## UN "ECO-CONGRES"

La CFDT a décidé d'organiser à Tours, où elle attend 2.400 personnes, son premier "éco-congrès" et de réduire l'impact sur l'environnement par une consommation maîtrisée d'énergie, d'eau ou par une production limitée de déchets.

Entre autres actions, la scène et les stands ont été conçus à partir de matériaux recyclés et réutilisables, la restauration privilégiera les produits locaux et biologiques.

La CFDT compte aussi réaliser un bilan carbone pour compenser la consommation globale de CO2 lors du congrès.

---

## **Retraites: FO attend "plusieurs dizaines de milliers" de manifestants à Paris le 15 juin. (09.06)**

### **AP - 08.06**

Force ouvrière attend "plusieurs dizaines de milliers", de manifestants à Paris pour la défense des retraites le 15 juin, jour où le gouvernement devrait présenter son projet de réforme, a indiqué le secrétaire général du syndicat Jean-Claude Mailly, mardi.

"D'ores et déjà ce seront plusieurs dizaines de milliers de salariés du public et du privé qui manifesteront le 15 juin à Paris", annonce Jean-Claude Mailly dans un communiqué.

"Face à un projet qui sera destructeur de droits sociaux, injuste socialement et inefficace économiquement", FO "appelle les travailleurs à



militariser dès le 15 juin pour le retrait du plan gouvernemental", ajoute-t-il.

---

## **L'action de François Chérèque très largement approuvée au congrès de la CFDT. (10.06)**

### **AP - 09.06**

Le rapport d'activité de la CFDT a été approuvé par 86,8% des délégués de la confédération réunis à Tours, mercredi, pour le 47e congrès du syndicat.

Le rapport d'activité, qui était débattu depuis lundi, dresse le bilan de l'action de l'organisation syndicale ces quatre dernières années sous l'égide de l'actuel secrétaire général François Chérèque.

Le vote a eu lieu mercredi en milieu d'après-midi. Selon les résultats communiqués par la CFDT, le rapport a été approuvé avec 86,8% des voix tandis que 13,2% des votants se sont prononcés contre.

En 2006, lors du congrès de Grenoble, 73,5% des militants avaient approuvé le rapport d'activité portant sur les quatre années précédentes. A cette époque, le syndicat -déjà dirigé par François Chérèque- avait dû faire face à une grave crise après l'approbation par la CFDT de la réforme des retraites de François Fillon en 2003.

François Chérèque doit être réélu secrétaire général pour un troisième et dernier mandat de quatre ans jeudi dans la soirée. Le congrès prend fin vendredi matin.

---

## **Retraites: la CGT apporte ses pétitions à Woerth, sans résultat. (10.06)**

### **Reuters - 09.06**

Le dirigeant de la CGT Bernard Thibault a présenté mercredi à Eric Woerth 214.188 cartes-pétitions soutenant les propositions du syndicat sur les retraites, sans obtenir selon lui une quelconque avancée.

Flanqué de huit camarades de la CGT suivis d'un camion, Bernard Thibault, carton de pétitions dans les bras, a trouvé dans son entretien d'une demi-heure avec le ministre du Travail de nouvelles raisons d'appeler à la mobilisation le 24 juin.

Il a eu confirmation que le projet gouvernemental de réforme des retraites serait présenté le mardi 15 juin au soir. Les syndicats, a-t-il ajouté devant des militants à proximité du ministère, auront "deux ou trois jours pour réagir" avant la rédaction d'une deuxième version officielle qui sera celle présentée en Conseil des ministres.

"Le ministre confirme qu'on sera fondamentalement en désaccord sur le texte de loi", a dit Bernard Thibault à la presse.

"Les principales lignes qui inspirent la réflexion du gouvernement qui est en train de rédiger sa loi sont tout à fait à l'opposé de nos attentes, c'est aujourd'hui clair."

Selon lui, le gouvernement va repousser l'âge légal de départ à la retraite, "toucher" à la durée de cotisation et préférer un traitement individualisé pour la prise en compte de la pénibilité, autant de désaccords profonds avec la CGT.

"Ça nous incite à redoubler d'ardeur, d'initiatives, singulièrement pour préparer le 24 juin. Nous souhaitons être d'un plus haut niveau que le 27 mai", a-t-il dit.

"Nous avons besoin d'immenses manifestations et de nombreux arrêts de travail" dans le public et le privé, a-t-il ajouté, disant s'attendre à une participation de grande ampleur.

Le 27 mai, les manifestations avaient rassemblé 395.000 personnes selon le ministère de l'Intérieur et un million selon les syndicats.

Eric Woerth a estimé que le nombre de pétitions était important mais que ce n'était "au fond pas la question".

"J'en tiens compte évidemment mais moi si je fais une pétition pour dire aux Français 'est-ce que vous voulez qu'on sauve votre régime par

répartition, est-ce que vous souhaitez demain avoir une retraite', je pense que j'aurai des millions et des millions de réponses", a-t-il dit.

---

## **Les syndicats de la SNCF se préparent à une éventuelle grève le 24 juin. (10.06)**

**Lepoint.fr - 07.06**

Les quatre syndicats représentatifs de la SNCF (CGT, Unsa, Sud-Rail, CFDT) ont décidé lundi de déclencher une alarme sociale, une procédure préalable à tout dépôt de préavis de grève, en vue de la journée de mobilisation nationale du 24 juin, a-t-on appris de sources syndicales.

Au plan interprofessionnel, l'intersyndicale CFDT-CGT-FSU-Solidaires-Unsa a lancé lundi dernier un appel à une nouvelle "journée de mobilisation" dans toute la France le 24 juin, qui ne portera que sur la défense du droit à la retraite à 60 ans. La CFTC s'y est associée.

Jusqu'à présent, aucun dépôt de préavis de grève à la SNCF n'a accompagné l'annonce de cette mobilisation.

"Nous avons décidé de nous inclure dans l'appel des six confédérations, sous une forme qui reste à déterminer", a indiqué lundi à l'AFP Bernard Guidou (CGT cheminots), alors que les six centrales syndicales n'ont pas encore défini de mode de mobilisation.

"A priori il y aura un préavis de grève", a précisé Alain Cambi (Sud-Rail).

A la SNCF, après la demande de concertation immédiate (DCI ou alarme sociale) qui doit être déposée mardi, syndicats et direction se rencontreront et en cas de désaccord, les syndicats peuvent déposer un préavis.

Les revendications des syndicats de cheminots portent sur la défense des retraites et de leur régime spécial, la défense du statut de la SNCF, l'emploi et les salaires.

Le 27 mai, lors de la dernière journée d'action interprofessionnelle, alors que CGT, Unsa et Sud-Rail avaient appelé formellement à cesser le travail, mais pas la CFDT, qui invitait simplement les cheminots à participer aux manifestations, la direction avait comptabilisé 23,2% de grévistes et la CGT 28%.

---

## **Compte-rendu du congrès de la CFDT. (titre de LdC) (11.06)**

**Lepoint.fr, Libération.fr et Reuters - 10.06**

François Chérèque, 54 ans, a été réélu jeudi soir secrétaire général de la CFDT pour un troisième et dernier mandat de quatre ans, au cours du 47e congrès de la confédération à Tours. Il a succédé à ce poste en mai 2002 à Nicole Notat.

Selon des résultats communiqués par la CFDT, M. Chérèque a été désigné par le bureau national, après avoir été réélu dans cette instance dirigeante par 95,32% des voix exprimées au congrès réuni depuis lundi dernier.

"Son élection s'est faite à l'unanimité des membres du bureau national, tout comme celle de Marcel Grignard au poste de secrétaire général adjoint et celle d'Anousheh Karvar à celui de trésorière", a indiqué à Reuters le responsable des relations avec la presse.

Né le 1er juin 1956 à Nancy, François Chérèque, éducateur spécialisé en milieu psychiatrique, a fait ses premières armes à la CFDT lorsqu'il y a adhéré en 1978. En 1986, il devient secrétaire général de l'union départementale CFDT des Alpes-de-Haute-Provence et entre au bureau régional interprofessionnel CFDT de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

Secrétaire national de la fédération santé-sociaux puis secrétaire général de cette branche en 1996, il négociera à ce titre avec le gouvernement et les directions plusieurs dossiers sensibles, dont celui de l'application des 35 heures dans les hôpitaux publics.

En octobre 2001, il franchit un grade supplémentaire en entrant au secrétariat national de la CFDT et à la commission exécutive, dernière étape avant l'accession au secrétariat général de la confédération.

Solide gaillard barbu, amateur de rugby, François Chérèque, inconnu de bon nombre de militants de base sauf de ceux de la fédération dont il était issu lors de son accession au poste de secrétaire général en mai 2002, a montré depuis qu'il avait les épaules assez solides pour porter cette responsabilité.

Car depuis, M. Chérèque a dû affronter une tempête. En mai 2003, en plein mouvement social, lorsque la direction de la CFDT approuve seule la réforme Fillon des retraites, elle provoque la rupture d'une intersyndicale fragile et, au sein de la confédération, une violente réplique du séisme vécu par Nicole Notat en décembre 1995 lors du soutien au plan de réforme Juppé.

Le soutien de M. Chérèque à la réforme Fillon -en contrepartie de la possibilité pour les salariés ayant commencé à travailler très jeunes de partir avant 60 ans- provoquera le départ de plusieurs dizaines de milliers de militants, et des relations glaciales avec la CGT dont le secrétaire général Bernard Thibault analysera la décision de la CFDT comme une trahison.

Les deux secrétaires généraux ne commenceront à se rapprocher et à se reparler qu'en 2006, à l'occasion du mouvement social contre le Contrat première embauche (CPE). C'est aussi en 2006, au mois de juin, lors du 46e congrès de la CFDT à Grenoble, que les militants et la direction syndicale solderont les comptes de cet épisode douloureux, au sujet duquel François Chérèque reconnaît aujourd'hui une erreur de forme, mais pas de fond.

Le rapport d'activité, bilan de l'action de l'actuelle direction depuis le congrès de Grenoble, a d'ailleurs été approuvé mercredi par 86,8% des délégués à Tours.

La page est donc bel et bien tournée et Bernard Thibault, invité à Tours, a été accueilli sous les applaudissements, jeudi, appelant avec M. Chérèque à la mobilisation contre la réforme des retraites 2010, le 24 juin prochain.

Aujourd'hui, les relations entre les deux hommes semblent apaisées. La brouille de 2003 atténuée. "Les regrets, ça ne sert à rien, a soufflé Bernard Thibault. On est dans un contexte qui n'a rien à voir avec 2003, aujourd'hui, on prend nos responsabilités".

Jeudi dans les couloirs bondés de l'auditorium, un métallo costaud venu de Lorraine, badge CFDT en collier, avait prévenu ce matin: "C'est le calme avant la tempête. Les amendements sur la retraite, ça va secouer". Et ça a secoué. Dès 14 heures, ça crie, ça hue, ça applaudit entre les rangées rouges des 1500 militants réunis pour le 47ème congrès de la centrale.

Au menu de ce jeudi, les trois sujets cruciaux sur la réforme des retraites retenus par le bureau national : les conditions d'augmentation de la durée de cotisation, les conditions d'unification des régimes public-privé et le financement du système. De ces débats émergera la ligne définitive de la centrale. Les boîtiers ont parlé. C'est oui, trois fois oui en faveur du patron de la CFDT, François Chérèque, puisque les amendements déposés par les contestataires ont été rejetés à 58, 9%, à 79,1% et à 62%.

La résolution sur les conditions d'augmentation de la durée de cotisation.

"L'augmentation de la durée de cotisation n'est acceptable pour la CFDT qu'à la condition d'un partage des gains d'espérance de vie et d'une possibilité de choix renforcée", stipule la résolution n°12 adoptée jeudi après-midi par les délégués, selon les résultats communiqués par le syndicat.

Il est précisé que "les gains d'espérance de vie doivent faire l'objet d'un partage équilibré entre durée de cotisation supplémentaire ouvrant un droit à une retraite à taux plein et temps de retraite supplémentaire".

"C'est nous qui parlons juste et vrai", a martelé Jean-Louis Malys, chargé par la direction de monter au front en légitimant le point le plus contesté : l'augmentation possible de la durée de cotisation. Une concession accordée au gouvernement en échange de gages sur la pénibilité. "Un chèque en blanc!" a dénoncé une déléguée de la Seine-Maritime. "Sortez-le!", ont vociféré les plus durs qui se sentent trahis.

C'était tout l'enjeu de cette journée décisive pour François Chérèque : défendre le réformisme de la centrale sans se couper de ses troupes. Surtout ne pas reproduire le cauchemar de 2003 - le secrétaire général avait payé cher son soutien solitaire à la réforme Fillon. Cette fois, il lui faut dégoupiller une radicalisation chez des militants échaudés par l'inflexibilité du gouvernement sur le report de l'âge légal. Même si le syndicat a très tôt fait savoir son refus viscéral de négocier sur ce symbole fort.

---

## **Le gouvernement et les dirigeants syndicaux de la Bourse et des marchés. (12.06)**

### **Reuters - 11.06**

A propos du report de l'âge du départ à la retraite : "Ce qui est sûr, c'est que c'est entre 62 et 63 ans", a dit un ministre vendredi.

Le gouvernement se ménagerait ainsi une marge de manoeuvre pour équilibrer les signes de sérieux à l'intention des marchés financiers et une volonté de conciliation avec les syndicats.

Le Premier ministre François Fillon pencherait pour les 63 ans, selon Eric Woerth, expliquant que "l'important, c'est le jugement que portent les marchés sur notre gestion". (Reuters 11.06)

Tout est dit ici.

Vous avez lu que le gouvernement allait "concilier les intérêts des marchés financiers avec ceux défendus par les dirigeants syndicaux. Question : comment est-ce possible demandera un travailleur ou un militant un peu naïf ? Parce que les dirigeants syndicaux privilégient les besoins des marchés à ceux des travailleurs exactement comme le gouvernement, parce que ce sont des vendus, des représentants du capital, voilà tout.

N'est-ce pas suffisamment clair ? Apparemment non ! Imaginons une discussion avec un travailleur ou un syndiqué.

- Qu'est-ce qui a changé au sein du syndicalisme depuis 65 ans ?

- Rien, absolument rien, les stalinien, néo stalinien, post-stalinien, social-libéraux contrôlent et dirigent les syndicats grâce notamment au financement de l'Etat et au soutien des dirigeants de tous les partis dits ouvriers.

- Je ne sais pas ce qu'ils sont vraiment, mais grâce à eux nos conditions de vie et de travail se sont quand même améliorées au cours de cette période.

- Oui d'une certaine façon ou plutôt grâce à la mobilisation des travailleurs, ils ont fait en sorte que vous viviez un peu mieux pendant que les capitalistes continuaient de vous exploiter tranquillement et de s'enrichir, et il ne vous est jamais venu à l'esprit de vous demander d'où venait l'argent qui avait permis de financer ces améliorations, la surexploitation des ouvriers sur les autres continents et le pillage de leurs ressources, ni même de savoir si vous n'étiez pas plus exploité que dans le passé grâce aux nouvelles technologies, on vous a consciencieusement caché cette vérité.

- Mais aujourd'hui ce n'est plus le cas, ils nous reprennent tout !

- Aujourd'hui les capitalistes nous reprennent ce qu'ils ont dû nous concéder à une autre époque parce que leur système économique est au bout du rouleau, ses contradictions sont tendues à l'extrême, il faudrait changer les fondements économiques de la société, mais les dirigeants syndicaux y sont farouchement opposés, donc ils bradent sans scrupules nos droits et acquis sociaux pour permettre au système actuel de survivre, n'oubliez pas que c'est le régime actuel qui assure aussi leur propre survie...

- Mais ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, comme eux la plupart des syndiqués n'attendent-ils pas toujours davantage du régime capitaliste ?

- Vous avez raison, ce sont les syndiqués qui ont élu ces dirigeants syndicaux, parce qu'ils n'ont pas d'autre perspective politique que le maintien du régime actuel, ils ont été éduqués de telle sorte qu'ils soient incapables de penser au-delà du régime en place comme s'il devait exister pour l'éternité, au point qu'ils sont même prêts à en assurer la défense si nécessaire, on ne peut même pas dire qu'ils ont abandonné le combat pour l'émancipation des travailleurs du capitalisme, puisqu'ils n'ont jamais adhéré à cette perspective qui coïncide avec la tâche historique que le prolétariat a à accomplir.

- Mais ces dirigeants syndicaux, sont-ils devenus des traîtres au fil du temps ou étaient-ils vendus au capital dès le départ ?

- Les syndicats ont une histoire, les dirigeants syndicaux actuels ont été propulsés aux postes qu'ils occupent aujourd'hui par leurs prédécesseurs qui étaient déjà tous sans exception vendus au capital. Cela étant dit, lorsque les dirigeants actuels des syndicats étaient des militants de base, s'ils avaient combattu pour notre émancipation du capital, sachant que peu de syndiqués et de travailleurs étaient sur cette ligne politique et compte tenu de ce qui a été dit précédemment, ils ne seraient jamais montés dans l'appareil des syndicats, ils n'auraient pas franchi un à un tous les échelons pour arriver un jour au poste de secrétaire générale ou nationale de leur syndicat, réfléchissez un instant que diable, c'est tellement évident.

- Donc si je comprends bien, c'est l'ensemble des instances des syndicats qui sont pourris depuis belle lurette et l'on s'est employé à essayer de changer cela sans jamais y parvenir.

- Exactement, vous avez tout compris.

- Que faire alors à défaut de pouvoir pendre aujourd'hui tous ces bureaucrates ?

- Je répondrai à votre question en deux temps.

Ne pensez-vous pas qu'en 65 ans on aurait eu largement le temps de construire un nouveau syndicat dévoué aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, c'est-à-dire sans lien avec le capitalisme et les institutions ? Ce qui fut possible dès le début des années 1890 ne l'aurait plus été au cours du XXe siècle, de nouveaux syndicats n'auraient-ils pas vu le jour par hasard depuis la création de la CGT ?

Pour mener le combat contre les dirigeants syndicaux qui profitent de l'inconscience politique des syndiqués et des travailleurs, la seule chose à faire c'est de mener le combat pour la défense de nos acquis dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, pour le socialisme, la seule alternative au capitalisme, de renouer avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, avant qu'il ne soit dépouillé de toute perspective politique, ce qui devait fatalement l'entraîner à capituler devant le capitalisme.

Finalement, le mouvement ouvrier ne peut être porté que par une théorie ou idéologie, celle de la classe dominante, le capitalisme, ou celle de la classe exploitée et opprimée, le socialisme, prétendre qu'il pourrait adhérer à ni l'une ni l'autre est tout bonnement une escroquerie politique. Reconquérir les masses au socialisme, tel est notre priorité.

---

## **Retraites : Mobilisation à l'appel de FO. (titre de LdC) (16.06)**

### **Le Monde - 15.06**

La manifestation nationale organisée à Paris par Force ouvrière, dans le cadre de sa journée d'action, avec grève interprofessionnelle, contre la réforme des retraites, a réuni mardi de 23 000 personnes, selon la police, à plus de 70 000 personnes, selon le syndicat. Les manifestants sont arrivés par cars ou trains spécialement affrétés, à la veille de la présentation des principaux points de la réforme par le gouvernement.

La réussite ou l'échec de cette mobilisation sera néanmoins principalement jugé sur le suivi et l'impact de la grève dans les entreprises et administrations où FO est bien implantée, comme chez Airbus et dans les Bouches-du-Rhône. Selon l'un des dirigeants du syndicat, Stéphane Lardy, la grève ne devrait pas "bloquer le pays" mais plutôt mobiliser "du monde" à la manifestation.

### **UN ISOLEMENT "REGRETTABLE" POUR LA CGT**

Force ouvrière était pourtant la seule à se mobiliser pour cette journée d'action, l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, FSU, Solidaires et UNSA) n'ayant pas répondu à son appel et projetant une grève coordonnée pour le 24 juin. Selon Jean-Claude Mailly, il "paraît difficile" que FO participe à ce rendez-vous, "compte tenu des divergences" qui ont conduit à organiser séparément la grève et les manifestations du 15 juin. A la différence de la CFDT, FO est farouchement hostile à tout nouvel allongement de la durée de cotisation.

Force ouvrière juge également "inefficaces" ce que Jean-Claude Mailly appelle "les journées saute-mouton" de l'intersyndicale, c'est-à-dire les manifestations répétées avec arrêts de travail, et préfère la solution de la "grève franche" prônée depuis plusieurs mois.

Sur France Info, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a jugé "regrettable" le choix de FO de manifester seule, mardi. Mais il a suggéré que le "million de manifestants" réuni par la plupart des autres syndicats le 27 mai soit ajouté à celui de FO. La journée d'action du 27 mai avait rassemblé un million de manifestants selon la CGT, près de 400 000 selon la police.

Toutefois, tous les syndicats pourraient se retrouver côte à côte en septembre, lors du débat parlementaire. Lundi, Jean-Claude Mailly avait jugé "possible" un tel scénario, autour du mot d'ordre : "Exiger le retrait du plan gouvernemental".

Un complément du Monde.fr. du même jour.

A l'exception de Marseille, où les employés municipaux de la ville constituent le premier syndicat de FO, qui a connu des perturbations dans les tunnels routiers, aggravées par de mauvaises conditions climatiques, et les cantines scolaires, les perturbations ont été extrêmement limitées ou inexistantes. Les transports n'ont pas été affectés, sauf à Toulon, FO admettant un 'suivi proche de zéro' à la RATP. Même chez Airbus, à Toulouse, où FO est le premier syndicat, il n'y a pas eu d'impact.

Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, a manqué son pari. En faisant cavalier seul pour une journée de grève interprofessionnelle, mardi 15 juin, contre la réforme des retraites, FO a fait la démonstration qu'elle était dans l'incapacité, alors que son nombre d'adhérents est estimé à 300 000, de mobiliser en solitaire. Sa "grève franche" est passée quasiment inaperçue, (...) au final l'action de FO est un coup d'épée dans l'eau, guère susceptible d'impressionner le gouvernement...

Ce coup d'épée dans l'eau peut toutefois permettre à M. Mailly de se libérer de la pression de ses militants trotskystes qui le poussaient depuis un an à se lancer dans une "grève franche". Démonstration est faite qu'une telle action, si tant est que les conditions de mobilisation soient réunies, ne peut être menée que dans un cadre unitaire.

## **Préavis de grève à la SNCF de 4 syndicats pour la journée du 24 juin. (18.06)**

### **AFP - 17.06**

Les quatre syndicats représentatifs à la SNCF - CGT, Unsa, Sud-Rail et CFDT - ont déposé un préavis de grève pour le 24 juin, journée d'action interprofessionnelle pour protester contre le projet gouvernemental sur les retraites, a-t-on appris mercredi auprès de la CGT. "Un préavis de grève unitaire CGT-Unsa-Sud-Rail-CFDT couvre la période du 23 juin à 20 heures au 25 juin à 8 heures", annonce la CGT dans un communiqué intitulé "tous en grève pour stopper la casse de nos retraites".

Ce préavis de grève s'inscrit dans la journée d'action interprofessionnelle décidée par les organisations nationales CGT, CFDT, CFTC, Unsa, FSU et Solidaires et fixée au 24 juin, soit une semaine après l'annonce du projet gouvernemental de réforme des retraites. La CGT-cheminots appelle d'ores et déjà formellement à la grève dans son communiqué. "Comme l'avait bien compris la CGT et contrairement à la communication mensongère de la direction SNCF visant à démobiliser les cheminots, les régimes spéciaux sont bien impactés par l'avant-projet de loi", écrit le syndicat de cheminots.

"L'allongement de la durée de cotisation à 41,5 annuités à l'horizon 2020 s'appliquerait à tous les régimes de retraite de manière coordonnée et progressive", poursuit la CGT-cheminots. "Concernant le recul de l'âge de départ à la retraite, si cette disposition ne s'appliquera qu'à partir du 1er janvier 2017, elle impactera notre régime spécial faisant passer l'âge d'ouverture des droits de 55 à 57 ans (50 à 52 ans pour les agents de conduite)", ajoute le communiqué. L'Unsa-cheminots, dans un texte séparé, affirme que "les cheminots seront bien une nouvelle fois touchés à partir du 1er janvier 2017". "Pour percevoir la même pension que celle versée dans les conditions en vigueur avant la réforme de 2007, un agent né en 1967 devra travailler six années de plus", analyse l'Unsa pour qui "la mobilisation du jeudi 24 juin est plus que jamais nécessaire".

---

## **Appel à la grève à Air France le 24 juin. (18.06)**

### **Reuters - 17.06**

Cinq syndicats d'Air France appellent à des arrêts de travail d'une heure à vingt-quatre heures le 24 juin, jour d'une mobilisation intersyndicale contre la réforme des retraites du gouvernement.

Les organisations CGT, CFDT, CFTC, FSU, Solidaires et Unsa de la compagnie aérienne demandent aux salariés de se mobiliser sous forme de grève pour "défendre le droit à la retraite à 60 ans."

Elle les appellent également à participer aux manifestations organisées dans toute la France par l'intersyndicale.

Dans un communiqué, les cinq syndicats d'Air France jugent notamment "inacceptable et injuste" le report de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans d'ici 2018.

---

## **Retraites: l'intersyndicale appelle à une "mobilisation massive" le 24 juin. (18.06)**

### **Reuters - 17.06**

La journée de mobilisation du 24 juin sera l'occasion de prouver au gouvernement que sa réforme des retraites sera combattue à la rentrée durant le débat parlementaire, espèrent les syndicats.

L'intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, Solidaires, Unsa), réunie jeudi au siège de la CGT à Montreuil, a de nouveau appelé les Français "à participer massivement à la journée de grèves et de manifestations du 24 juin" afin de dépasser le million de manifestants revendiqués le 27 mai.

Elle se réunira le 29 juin pour décider d'éventuelles nouvelles actions pendant l'été et à la rentrée, a-t-elle dit dans un communiqué.

L'avant-projet de loi sur les retraites présenté mercredi par le gouvernement sera examiné en conseil des ministres le 13 juillet et soumis au Parlement en septembre.

La CFTC, qui appelle aussi à participer à la journée du 24 juin, n'a pas participé à la réunion de jeudi, tous ses spécialistes des retraites étant

au ministère du Travail pour négocier le projet final de la réforme.

La CGC s'est excusée et Force ouvrière n'a pas répondu à l'invitation. FO, qui a manifesté en solo mardi, doit se réunir lundi prochain pour décider de sa participation à la journée d'action du 24 juin.

La porte est ouverte, ont répété les syndicats jeudi.

L'intersyndicale n'a pas encore décidé d'un slogan commun pour ces manifestations, autre que la condamnation globale du projet du gouvernement.

"Cette réforme, loin de répondre à l'enjeu de société qu'est celui de l'avenir des retraites, est brutale et porteuse de recul social pour la quasi-totalité des salariés du privé, du public et des régimes spéciaux", écrit-elle.

Pour Marcel Grignard, représentant de la CFDT, "le dénominateur commun, c'est que cette réforme est injuste".

"Au-delà des slogans, chacun peut mesurer, pour lui-même mais aussi pour la société, qui paye et qui ne paye pas", a-t-il ajouté.

### "FAIRE UNE DÉMONSTRATION"

Les représentants syndicaux espèrent que les mesures gouvernementales, qui repoussent notamment à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite et à 67 ans l'assurance de toucher sa retraite à taux plein, feront réagir les salariés.

"Ça change un petit peu la donne. Chacun commence à refaire ses calculs et à réfléchir", a dit Bernadette Groison (FSU).

"Il y a une bataille de convictions à poursuivre. Il faut continuer de convaincre qu'on aurait pu faire autrement, qu'on était pas obligé de faire payer la facture aux salariés".

Les syndicats sont convaincus que le gouvernement ne pliera pas le 24 juin, quelle que soit l'ampleur de la mobilisation.

Ils souhaitent davantage, comme lors du mouvement contre le Contrat première embauche en 2006, obtenir un recul gouvernemental lors du débat parlementaire.

"Là on est avant l'été, il faut faire une démonstration vis-à-vis de ce gouvernement pour dire qu'on ne partage pas ce projet", a dit Nadine Prigent (CGT).

"On continuera de faire les choses cet été, y compris le 13 juillet pour la présentation en conseil des ministres, et on discutera de ce qu'on fait dans le cadre du débat parlementaire début septembre", a-t-elle ajouté.

"Le 24 juin, ce n'est pas la fin de ce qu'on fait sur la retraite. Au contraire, ça semble être même le début puisque le projet de loi vient d'être connu".

---

## **Interview de F. Chérèque au Figaro. (Titre de LdC) (18.06)**

### **Le Figaro - 16.06**

INTERVIEW - François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, a livré en exclusivité au Figaro son appréciation sur la réforme des retraites dévoilée ce matin par Éric Woerth.

LE FIGARO.- Que pensez-vous de cet avant-projet de loi ?

François CHÉRÈQUE.- C'est une réforme injuste et à court terme, quasiment une provocation. 85 % de l'effort est supporté par les seuls salariés via le passage à 62 ans et le relèvement des taux de cotisations des fonctionnaires. Le gouvernement justifie cette réforme par la crise qui a gonflé les besoins de financement mais il fait payer l'addition aux seuls salariés car il refuse de toucher aux hauts revenus et du capital. Cette réforme ne résout rien en outre à moyen terme car elle n'est équilibrée qu'en 2018. Ni avant car les déficits continueront à exister, ni après car le problème financier reste entier au-delà.

Au final, cette réforme est un mauvais coup pour toutes les générations et ce sont les jeunes qui vont payer la note. Elle marque en outre une

vraie rupture à 2003. On est passé d'une réforme basée sur la durée de cotisation avec prise en compte de l'espérance de vie à la retraite à une réforme basée sur l'âge sans prise en compte de l'espérance de vie.

La réforme est-elle bouclée financièrement selon vous ?

Non. Les déficits d'ici 2018 sont financés par le Fonds de réserve des retraites (FRR). Je rappelle en passant que ce FRR avait été créé pour que le poids des départs en retraite des baby-boomers soit moins lourd à porter pour les générations nées dans les années 1960 et 1970 - une façon d'atténuer le fait que les générations précédentes n'ont pas pris leurs responsabilités. Or le problème reste entier après 2018 car le choc démographique sera toujours là. Il n'est de plus pas question de transférer des cotisations d'assurance-chômage vers l'assurance-vieillesse. On ne peut pas prévoir un financement du système en se basant sur une hypothèse de retour à l'équilibre des comptes de l'Unedic en 2015. Rien ne dit que ce sera le cas, d'autant plus que la réforme va faire augmenter le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 60 ans. Je remarque en outre que cette réforme ne propose rien sur l'emploi. Au final, le gouvernement fait de la cavalerie en creusant un déficit pour en combler un autre.

N'avez-vous pas échappé au «pire»: un âge légal à 63 ans ?

On a vu venir la campagne de communication, entre un premier ministre dur et un président de la république gentil. C'était trop gros, personne n'est tombé dans le panneau.

Le gouvernement juge le relèvement du taux de cotisation dans la fonction publique «indolore». Partagez-vous cet avis ?

Une augmentation de 0.27 % par an sur 10 ans, c'est quand même raide. C'est une sorte de double peine en matière de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires. Non seulement leurs salaires n'augmentent plus mais on va leur prélever des cotisations supplémentaires qui vont peser sur leur pouvoir d'achat.

Allez-vous rechercher un compromis avec le gouvernement pour atténuer le choc de cette réforme ?

Je considère qu'avec 85 % de la réforme financée par les seuls salariés, il n'y a pas grand chose à grignoter. Je vais d'abord reposer la question d'une réforme systémique et lui présenter le contenu de la réforme qui a été validée par les militants de la CFDT la semaine dernière en congrès. Une réforme qui vise à réduire les inégalités, basée sur l'allongement de la durée de cotisation et qui prend en compte la pénibilité, les carrières longues, la situation des femmes, et les polypensionnés. Je lui ferai des propositions alternatives. Les conséquences de la crise doivent être prises en compte par la fiscalité. Franchement, relever de 1 % seulement la tranche supérieure d'imposition sur le revenu, les bras m'en tombent. Je m'attendais à un peu plus de sérieux du gouvernement sur cette question mais le choix a été fait de ne pas toucher aux hauts revenus. 1 %, c'est ridicule et les gens vont s'en rendre compte.

Que pensez-vous du dispositif «pénibilité» proposé ?

C'est une usine à gaz vide qui crée de nouvelles injustices parce qu'elle ne résout rien. En matière de pénibilité, tout reste à faire. Le gouvernement a ce dossier entre les mains depuis 2007. Tant Xavier Bertrand que Brice Hortefeux et Xavier Darcos n'ont rien fait. La CFDT va remettre en chantier sa proposition d'une année de bonification de cotisation pour dix années d'exposition dans un métier pénible. Je remarque de surcroît que le texte d'Éric Woerth ne propose rien sur les polypensionnés alors que le gouvernement s'était engagé à apporter des solutions.

Aucune mesure ne trouve donc grâce à vos yeux ?

Difficilement car il s'agit d'un projet d'ensemble. Chaque salarié va maintenant pouvoir calculer ce qu'il en sera pour sa propre retraite.

Et ça va être un choc. Ça ne changera rien pour ceux qui ont fait des études et ont eu des carrières complètes valorisées. Mais ça changera pour tous les autres. On voit bien que le gouvernement a voulu protéger les carrières longues chères à la CFDT en le maintenant et en l'élargissant à ceux qui ont commencé à travailler à 17 ans. Mais pourquoi avoir poussé à 43 ans de cotisation pour en bénéficier alors qu'on aurait pu rester à 42 ans ? Il n'y a que cette demi-mesure qui pourrait trouver grâce à mes yeux si on y incluait ceux qui ont commencé à 18 ans qui sont condamnés à cotiser 44 ans.

Vous serez ce soir en direct dans le journal de 20 heures de France 2 avec Bernard Thibault. Éric Woerth doit-il y voir un message et une mise en garde ?

On y va ensemble parce qu'on nous a invités ensemble. Cela veut dire qu'on a des éléments communs de désaccord pour contrer cette réforme.



## **Les syndicats de fonctionnaires furieux contre Eric Woerth. (26.06)**

### **Lemonde.fr et AFP - 25.06**

Les huit syndicats de fonctionnaires ont claqué vendredi 25 juin la porte de la première réunion de négociation salariale, le ministre du travail Eric Woerth n'ayant pu confirmer la hausse générale du point d'indice prévue au 1er juillet, ni démentir un éventuel gel des salaires. "Cette désinvolture est inacceptable et c'est pourquoi nous avons quitté la séance", a déclaré Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

"A quatre jours de l'échéance" de la prochaine réunion, le ministre "nous dit que le gel des salaires est la perspective la plus vraisemblable pour 2011, 2012 et 2013", s'est indigné Jean-Marc Canon (CGT). Ce scénario "représenterait 8 % de perte de pouvoir d'achat", a affirmé son syndicat, dans un communiqué, calcul effectué sur la base des prévisions d'inflation utilisées pour la programmation triennale des lois de finances.

Avant de claquer la porte, les syndicats ont lu une déclaration commune. "La valeur du point d'indice" est "l'élément central et prioritaire en matière salariale dans la fonction publique", affirme le texte, signé des huit syndicats (CGT, FSU, FO, Solidaires, UNSA, CFDT, CFTC et CGC). Alors que les syndicats veulent négocier des augmentations générales de salaire, qui s'effectuent par la revalorisation d'un "point d'indice" fixée depuis le 1er juillet 2009 à 55,12 euros (+0,5 %), le gouvernement parle lui de "salaire moyen", incluant les primes, promotions et heures supplémentaires, qui ne bénéficient pas à tous.

"C'EST FACILE DE TOUT METTRE DANS UN MÊME POT"

Peu après, un communiqué commun de MM. Woerth et Tron affirmait que l'augmentation générale de 0,5 % au 1er juillet est fonction d'"arbitrages budgétaires" non encore rendus, la décision finale devant être annoncée "aux environs du 1er juillet".

"Le discours d'ouverture était catastrophique" et "sans aucune proposition", a réagi Bernard Sagez, secrétaire général des fonctionnaires CFTC, à la sortie de la séance. Selon lui, Eric Woerth aurait "déclaré que la valeur du point d'indice représente le sixième du salaire des fonctionnaires. C'est quand même scandaleux, ce n'est pas du tout la situation dans la fonction publique. C'est facile de tout mettre dans un même pot et de faire croire qu'on a tous été augmenté de 2 %" s'est-il indigné.

Coup de théâtre cependant, une heure après cette séance, le premier ministre François Fillon déclarait lors d'une conférence de presse que "l'engagement a bien été pris par le gouvernement d'augmenter le point d'indice de 0,5 % au 1er juillet". "Cet engagement n'est pas remis en cause", mais "il y aura une discussion avec les partenaires sociaux", a-t-il dit.

Dans le calcul de la rémunération des fonctionnaires, le point d'indice représente environ 25 % du total, a affirmé de son côté le secrétaire d'Etat à la fonction publique Georges Tron, selon qui syndicats et gouvernement pourraient se revoir "en début de semaine prochaine". Les syndicats ont par ailleurs jugé le calendrier trop serré et déploré de n'avoir reçu les documents de préparation que mercredi soir.

---

## **Quatre syndicats d'avitailleurs appellent à une grève à partir de vendredi. (29.06)**

### **AP - 28.06**

Les avitailleurs -qui ravitaillent les avions en carburant- sont appelés à une grève nationale reconductible sur tous les aéroports à compter de vendredi prochain par une intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et FO qui dénonce la dégradation des conditions de travail et de sécurité. Le mouvement pourrait perturber les premiers départs des grandes vacances.

"Depuis plusieurs mois, le torchon brûle entre les salariés des stations d'avitaillement de l'ensemble des aéroports français et leurs employeurs (Total, BP, GIE). Les entreprises mettent en place de nouvelles organisations du travail, sur fond de flexibilité accrue pour pallier les carences d'effectifs", dénonce l'intersyndicale dans un communiqué diffusé lundi.

"Au-delà de la dégradation des conditions de travail, de l'accroissement de la pénibilité, ce sont les conditions mêmes de sécurité pour les personnels et les passagers qui sont mises en jeu lors des opérations d'avitaillement", ajoute le communiqué.

Les syndicats disent avoir décidé ce mouvement de grève, "les entreprises restant sourdes aux interventions des représentants du personnel (...) des organisations syndicales, dans toutes les instances représentatives du personnel".

Le 12 juin dernier, un mouvement de grève des avitailleurs d'une seule société à l'aéroport de Roissy avait entraîné des retards de vols de 30 minutes à plus d'une heure.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos syndicales.

- Retraites: la CFTC écrit aux parlementaires. (27.07)
- La CGT-Air France appelle les personnels des escales à une grève le 30 juillet. (25.07)
- Défense des retraites: fronde unitaire des syndicats le 7 septembre. (21.07)
- Retraites: la CGT dénonce "divorce total" entre le gouvernement et les syndicats (18.07)
- Fonction publique : réunion sur les «moyens des organisations syndicales». (titre de Ldc) (16.07)
- Chère que : "Les carottes ne sont pas cuites" pour la réforme des retraites. (16.07)
- Le temps des regrets pour les uns, la sueur et les larmes pour les autres. (14.07)
- Le SNJ-CGT de France Télévisions a jugé Pujadas «complaisant et incompetent» face à Sarkozy. (14.07)
- Avis de tempête sur le climat social. (11.07)
- Comment Thibault prépare la retraite en sacrifiant nos retraites (Titre de LdC. (10.07)
- Retraites: l'Unsa, 2e syndicat à la SNCF, menace d'une grève reconductible à la rentrée. (09.07)
- Rentrée scolaire : le Snes-FSU appelle à la grève les 6 et 7 septembre. (06.07)
- Retraites: les syndicats de pompiers professionnels appellent à manifester le 7 septembre. (03.07)
- Appel à une "grève du zèle" de la justice en septembre. (03.07)

### **Appel à une "grève du zèle" de la justice en septembre. (03.07)**

#### **Reuters - 02.07**

Dix-sept syndicats et organisations du monde judiciaire français appellent à une "grève du zèle" dans les tribunaux en septembre et à d'autres actions pour demander davantage de moyens et protester contre un projet de réforme.

Cette action fera suite à une première journée d'action menée le 9 mars dernier, qui avait vu des milliers de magistrats, avocats, gardiens de prison et autres personnels de justice manifester dans toute la France.

Cette fois, les juges entendent appliquer strictement les règles de fonctionnement pour montrer l'engorgement de la chaîne judiciaire.

"Dans les juridictions, nous appelons à compter du 20 septembre 2010 à ce que plus aucune audience ne se tienne sans greffier, seul susceptible d'en assurer le bon déroulement et d'authentifier les propos qui y sont échangés", expliquent les 17 organisations dans un communiqué.

Les protestataires souhaitent aussi que les juges fassent en sorte que les audiences ne durent pas plus de six heures de suite "afin de garantir à chaque justiciable la même qualité d'écoute de la part du tribunal".

Les magistrats siégeant seuls sont appelés à renvoyer l'examen des affaires devant des formations collégiales, la réflexion collective "étant par nature une garantie de meilleure qualité des décisions rendues".

Il est aussi prévu en octobre des visites communes de magistrats et avocats dans les prisons pour dénoncer les conditions de détention. D'autres actions thématiques seront lancées pour sensibiliser les citoyens sur "l'état alarmant" de la justice, disent les organisations.

Le projet de réforme de la procédure pénale, avec notamment l'idée très critiquée de supprimer le juge d'instruction, a été repoussé sine die. Alors qu'il était question d'une présentation au Parlement en 2011, assez lointaine, aucune date n'est plus désormais fixée.

Le gouvernement assure cependant que le projet est maintenu. Les magistrats s'inquiètent en outre du fait que, du fait de limitations de crédits, de nombreuses juridictions sont en effet depuis plusieurs mois dans l'incapacité de payer leurs frais.

La justice française a fonctionné en 2009 avec 6,6 milliards d'euros (2,5% du budget de l'Etat). Le Conseil de l'Europe classe la France au 35e rang sur 43 pour son effort financier en faveur de la justice.

---

### **Retraites: les syndicats de pompiers professionnels appellent à manifester le 7 septembre. (03.07)**

**AP - 02.07**

Les fédérations syndicales des pompiers professionnels CFDT, CGT, FA/SPP-PATS, FO, Sud et UNSA appellent à se joindre aux manifestations du 7 septembre contre la réforme des retraites.

"La déconstruction sociale que provoquera l'application de la réforme des retraites voulue par le gouvernement conduit les organisations signataires à inciter les agents", des services d'incendie et de secours "à s'engager massivement dans les mouvements sociaux à venir, notamment à la manifestation unitaire du 7 septembre 2010", déclarent les six syndicats dans un communiqué commun diffusé vendredi.

"Parmi tous les dossiers qui concernent la filière sapeurs-pompiers et les personnels administratifs et techniques", des services d'incendie et de secours, les syndicats "considèrent que le dossier des retraites et de la fin de carrière est le dossier prioritaire du moment", ajoute le communiqué.

---

### **Rentrée scolaire : le Snés-FSU appelle à la grève les 6 et 7 septembre. (06.07)**

**Lepoint.fr - 05.07**

Le Snés-FSU, premier syndicat des collèges et lycées, appelle à la grève les 6 et 7 septembre pour protester contre "la gravité des attaques" dans l'Éducation et "en lien" avec l'appel intersyndical lancé pour le 7 septembre contre le projet de réforme des retraites. "La gravité des attaques contre le second degré, avec les difficultés déjà perçues par beaucoup de personnels pour la rentrée, et la volonté de continuer à construire un rapport de force contre la politique économique, sociale du gouvernement conduisent le Snés à appeler les personnels du second degré à la grève pour les 6 et 7 septembre", écrit le syndicat dans un communiqué lundi.

"La grève du lundi 6 septembre, premier jour de fonctionnement normal des établissements et jour de la rentrée de tous les élèves, répond à une situation exceptionnelle de crise où le système éducatif, et notamment le second degré, est attaqué comme jamais (budget, réformes, gestion des personnels...)", explique-t-il. "Elle s'articule pleinement avec la journée de grèves et de manifestations du 7 septembre (à l'appel de la CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, UNSA, Solidaires)", précise le syndicat. Cela "permet de faire le lien entre le sens global des réformes, le sacrifice de l'intérêt général - notamment dans l'Éducation où la réussite de tous n'est plus un objectif -, la remise en cause des droits et salaires des fonctionnaires et la brutalité et le cynisme dans les choix faits par le gouvernement en matière d'emplois, de salaires, de retraites", conclut l'appel.

---

### **Retraites: l'Unsa, 2e syndicat à la SNCF, menace d'une grève reconductible à la rentrée. (09.07)**

**Lepoint.fr - 07.07**

L'Unsa-cheminots, deuxième force syndicale à la SNCF, de tendance modérée, menace d'une grève reconductible à la rentrée si elle n'obtient pas de négociations sur l'avenir du régime spécial de retraite des agents de l'entreprise publique, a-t-on appris mercredi auprès du syndicat.

"Nous exigeons des négociations avec le gouvernement, faute de quoi nous partirons en grève reconductible dès le 7 septembre", journée nationale d'action interprofessionnelle pour la défense des retraites, a précisé à l'AFP le secrétaire général de l'Unsa-cheminots, Jean-Daniel Bigarne.

Cette position a été votée à l'unanimité mardi par le conseil national du syndicat (18,05% des voix aux dernières élections professionnelles).

"Les délégués ont réaffirmé leur attachement au régime spécial de retraite des agents de la SNCF et leur opposition au projet de réforme en cours", selon un communiqué.

Le projet du gouvernement prévoit que pour les régimes spéciaux dont celui des cheminots, qui ont été réformés en 2007 avec des effets au

moins jusqu'en 2016, l'augmentation de l'âge de la retraite débutera en 2017.

"Notre régime spécial est particulier, il date d'avant la création de la Sécurité sociale et forme un tout avec notre carrière. Les attaques dont il est l'objet sont vigoureusement rejetées par la population cheminote", selon M. Bigarne.

"Il est rare que l'Unsa soit prête à s'engager dans une grève reconductible", a-t-il souligné.

Lors de la dernière journée d'action interprofessionnelle, le 24 juin, 39,8% des agents de la SNCF ont fait grève, selon la direction, 46% selon la CGT, pour la défense des retraites.

## **Comment Thibault prépare la retraite en sacrifiant nos retraites (Titre de LdC. (10.07))**

### **LeMonde - 09.07**

"Je n'éteindrai pas le feu", confie Bernard Thibault, en n'excluant "aucun schéma social" pour la rentrée sur la réforme des retraites. Entre les syndicats et le gouvernement, on assiste à un nouveau coup de chaud.

Le secrétaire général de la CGT invite le gouvernement à ne pas sous-estimer la montée du mécontentement et la "mobilisation de haut niveau" prévue le 7 septembre par l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-FSU-Solidarités-UNSA, au moment où s'engagera le débat sur le projet de loi à l'Assemblée nationale. M. Thibault insiste sur l'ampleur de la journée d'actions du 24 juin – où, selon ses chiffres, 2 millions de personnes ont manifesté – assurant qu'elle a "surpris" Raymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy, qu'il a rencontré quelques jours après.

Plus que jamais décidée à maintenir la pression sur le gouvernement, l'intersyndicale a publié, jeudi 8 juillet, une déclaration commune dans laquelle elle hausse le ton à l'égard du gouvernement. Les six organisations "réaffirment leur opposition au contenu de cette réforme injuste et inacceptable" et "la nécessité de préserver le droit au départ à la retraite à 60 ans". Elles pointent plusieurs éléments qui, à leurs yeux, vont "aggraver les inégalités" : "Le report brutal, 62 et 67 ans des âges légaux va fortement pénaliser les salariés et notamment ceux ayant commencé à travailler jeunes ; celles et ceux ayant des carrières incomplètes et chaotiques, en particulier les femmes qui sont aujourd'hui 28 % à travailler jusqu'à 65 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein".

A la faveur du débat parlementaire, les syndicats espèrent que des amendements corrigeront plusieurs points de la réforme auxquels ils sont particulièrement sensibles : la reconnaissance d'un "droit collectif" – et non individualisé et médicalisé, comme dans le projet actuel – à la prise en compte de la pénibilité, les carrières longues et la situation des polypensionnés, ceux qui ont cotisé à plusieurs régimes.

Pour autant, M. Thibault ne baisse pas les bras et n'exclut pas une mobilisation durable, en se gardant de pronostiquer un nouveau décembre 1995, qui porterait sur l'ensemble de la politique économique et sociale, sur fond de rigueur accrue, et l'obligerait à revoir sa copie sur les retraites.

Le secrétaire général de la CGT refuse toutefois de réclamer le retrait du projet de réforme, estimant qu'il faut "des mesures" pour assurer l'équilibre financier des régimes. "Je refuse qu'on s'inscrive dans une stratégie du tout ou rien, affirme-t-il. Parler de grève générale, c'est une stupidité."

M. Thibault s'inquiète de la stratégie de Force ouvrière qui a assisté à la dernière réunion de l'intersyndicale, après l'avoir boudée, et a appelé à manifester le 7 septembre. Mais, au lendemain de cet appel, Jean-Claude Mailly a envoyé une circulaire à ses organisations pour indiquer qu'il n'y avait pas eu de "déclaration commune" et que FO maintenait son mot d'ordre de "retrait" de la réforme. En d'autres termes, FO devrait participer à la journée du 7 septembre mais pourrait organiser des manifestations "en parallèle". Ce nouveau cavalier seul est vivement dénoncé par la CGT.

Commentaire.

1- Il n'exclut "aucun schéma social" ;

2- Sauf la grève générale qui est une "stupidité" ;

3- Sauf un nouveau décembre 1995 qu'il se passe de pronostiquer a noté le journaliste ;

4- Par contre il "n'exclut pas une mobilisation durable" histoire que la situation pourrisse et que la mobilisation retombe, il faut s'attendre à des journées d'action dispersées et des lâchés de ballons ! ;

5- Il rejette le mot d'ordre de "retrait" puisqu'il se range derrière le "diagnostic partagé" avec Sarkozy et le COR auquel les syndicats collaborent ; au fait ils en ont même pas démissionnés !

On a compris que l'intersyndical réclame de Sarkozy qu'il revoie sa copie sur fond de division, la pénibilité et l'équité des "efforts" à fournir pour équilibrer les comptes des organismes de retraites servant à opposer les différentes couches du prolétariat, afin que Sarkozy et le Medef gagne leur pari.

Pourquoi FO devrait-il organiser des manifestations séparées ? Au contraire, ce syndicat devrait manifester le même jour et au même endroit que l'intersyndical mais derrière sur ses propres mots d'ordre, ce serait peut-être le meilleur moyen pour que les manifestants se situant devant dans le cortège et qui partagent le mot d'ordre de FO le reprennent à leur compte ou rejoigne celui le cortège de FO. Une sorte de 12 février 1934, où l'unité se ferait malgré et contre les directions de l'intersyndicale.

---

## **Avis de tempête sur le climat social. (11.07)**

### **Le Monde - 11.07**

Imperturbablement, Eric Woerth va présenter au conseil des ministres du 13 juillet son avant-projet de loi sur la réforme des retraites. La journée d'action syndicale (réussie) du 24 juin n'a pas fait bouger d'un iota le calendrier. Et l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-FSU -Solidaires-UNSA hausse le ton, pariant sur "une mobilisation de haut niveau" le 7 septembre, à l'ouverture du débat parlementaire.

Le 7 juillet, les six syndicats ont réaffirmé, dans une déclaration commune, leur opposition à une réforme jugée "injuste et inacceptable". Ils n'en réclament pas le retrait, mais veulent être écoutés "dans le cadre d'un vrai débat, refusé jusqu'à ce jour". Ils se gardent bien de se mêler de l'affaire Woerth-Bettencourt, et encore moins de demander la démission du ministre du travail.

Mais les syndicats voient aussi dans la crise de confiance que traverse le pays la traduction du sentiment d'injustice et d'iniquité que ressentent de plus en plus de salariés. C'est au moment où sont annoncées de nouvelles coupes dans les dépenses sociales que remontent à la surface, au-delà de l'affaire elle-même, des chiffres indécents sur les grosses fortunes, les évasions de capitaux ou les privilèges que le bouclier fiscal garantit à ceux qui sont les plus riches.

Les syndicats sont loin d'être assurés de réussir leur pari du 7 septembre. Mais, alors que le climat social est lourd d'inquiétudes et de colères, le gouvernement joue une partie dangereuse. Comme s'il ne se souciait guère de syndicats jugés trop faibles - autour de 8 % de syndiqués - pour infléchir sa politique. Sauf qu'ils veillent à la cohésion sociale et tentent d'éviter que la grogne emprunte des voies plus radicales. Dans ce contexte, il était plus qu'imprudent d'infliger, le 7 juillet à l'Assemblée nationale, un sévère camouflet au syndicalisme. Ce jour-là, les députés UMP ont rejeté un amendement prévoyant la création - facultative et hors des entreprises - de commissions paritaires régionales de dialogue social dans les très petites entreprises (TPE). Jean-François Copé a mené la fronde en s'opposant ainsi au ministre du travail.

Ce texte n'avait pourtant rien de révolutionnaire. Il ne s'agissait pas d'imposer des délégués du personnel ou des délégués syndicaux dans les TPE. Le but était, comme s'y engageait la loi du 20 août 2008 sur la représentativité syndicale, de ne pas maintenir à l'écart du dialogue social près de 4 millions de salariés. Alors que la majorité des litiges examinés par les conseils de prud'hommes viennent des TPE, cette réforme visait à corriger une discrimination.

Ce vote relève sans doute d'un jeu de rôles au sein de l'UMP. Mais c'est aussi un jeu d'apprenti sorcier. Laurent Berger, secrétaire national de la CFDT, y a perçu "un fort mépris à l'égard du syndicalisme et un déni de son rôle dans la société". On ne peut pas souhaiter, comme Nicolas Sarkozy l'avait écrit dans Le Monde (19 avril 2008), des "syndicats forts et responsables" et les affaiblir en ne les écoutant pas ou, pire, en les ignorant. A moins de croire qu'on peut toujours souffler sur les braises sans craindre qu'il en résulte, un jour, un incendie.

Commentaire.

Si l'UMP enlève l'os à ronger à Chérèque que constituent les miettes que Sarkozy était prêt à lâcher en échange d'un accord sur la contre-réforme des retraites, le jaune va se retrouver fort dépourvu face la grogne des adhérents de son syndicat, et le mettre ainsi en porte-à-faux c'est prendre le risque qu'il n'ait plus que le choix de radicaliser son discours et sa position sur la question des retraites pour conserver encore un minimum de crédibilité dans son syndicat...

L'analyse sur le rôle des parasites qui dirigent les syndicats est juste : "*ils veillent à la cohésion sociale et tentent d'éviter que la grogne emprunte des voies plus radicales*", ils sont les garants de la paix sociale, de la survie du régime.

## **Le SNJ-CGT de France Télévisions a jugé Pujadas « complaisant et incompétent » face à Sarkozy. (14.07)**

**Libération.fr et AFP - 13.07**

«Une honte pour l'information de service public». Rien de moins. Le syndicat SNJ-CGT de France Télévisions a très vivement critiqué l'interview de Nicolas Sarkozy réalisé lundi soir par David Pujadas sur France 2.

Cette émission «a été une heure de communication sans opposition avec un journaliste KO debout face au Président, un journaliste complaisant, incompétent sur les dossiers traités, notamment sur les retraites, et laissant Nicolas Sarkozy avancer des contre-vérités», a dénoncé auprès de l'AFP Jean-François Téaldi, secrétaire général du SNJ-CGT du groupe public.

«Après ce type d'émission comment peut-on s'étonner de l'érosion de l'audience de nos journaux télévisés dans la mesure où ce qu'on montre est en décalage total avec ce que pensent les téléspectateurs, en décalage total avec la réalité du pays?», s'interroge-t-il.

Le SNJ-CGT de France Télévisions exige également «un débat pluraliste en prime time sur les retraites dès la rentrée, aux alentours de la manifestation intersyndicale du 7 septembre». Et demande aux téléspectateurs de «s'exprimer auprès de la direction du groupe pour exiger ce débat».

L'intervention du chef de l'Etat depuis l'Elysée, sur France 2, a rassemblé en moyenne 6,6 millions de téléspectateurs, soit 29,6% de part d'audience, selon les chiffres de Médiamétrie.

Commentaire. La CGT va peut-être réclamer la peau de ce journaliste ? Cela justifiera la chasse aux sorcières organisée par l'Elysée ou la direction de France Télévision contre les journalistes qui critiquent le gouvernement !

---

## **Le temps des regrets pour les uns, la sueur et les larmes pour les autres. (14.07)**

**Lepoint.fr - 15.07**

1- Thibault propos de la journée d'action du 7 septembre : "Nous allons tout faire pour que cette mobilisation soit de plus grande ampleur encore puisqu'on nous y contraint." (Reuters 13.07)

Quel dommage que la comédie que nous jouons ensemble avec Sarkozy depuis des mois n'ait pas abouti à la démoralisation et la démobilisation de la classe ouvrière contre ce foutu projet de réforme pourtant si indispensable...Bordel, le pays se serait bien passé de ces grèves et manifestations au moment où notre économie et nos chers patrons souffrent tant, moi non plus je n'aime pas ce climat social qui tourne systématiquement à l'affrontement, dommage que la paix sociale ne soit pas inscrite dans la Constitution, je vais le suggérer à mon pote Nicolas... Tel est le message et l'état d'esprit de ce lieutenant du capital.

2- La réforme "ne règle absolument pas la question financière" et est "totalement injuste, sur la pénibilité, sur l'âge, sur le fait que seuls les salariés sont pénalisés", a dit l'ancien Premier ministre socialiste Laurent Fabius mardi sur France 2. (Reuters 13.07)

Si au moins tout le monde était pénalisé, le Rmiste et le milliardaire, ce serait juste, on ne trouverait rien à redire au PS. Tel est en substance le contenu de la république démocratique bourgeoise, leur république, leur démocratie.

---

## **Chérèque : "Les carottes ne sont pas cuites" pour la réforme des retraites. (16.07)**

**Lepoint.fr - 15.07**

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a estimé lundi que "les carottes ne sont pas cuites" pour la réforme des retraites, affirmant que les syndicats peuvent "faire pression" sur les députés pour infléchir le projet de loi. "À l'inverse de ce que j'entends, les carottes ne sont pas cuites : ce sont les députés qui font la loi, elle peut encore changer et on va faire pression sur les députés pour qu'ils changent cette loi" sur la réforme des retraites, a-t-il déclaré au micro de RFI.

Présenté mardi en Conseil des ministres, le projet de loi sur les retraites, qui prévoit le recul de l'âge légal de départ à 62 ans, est débattu à partir du 20 juillet à la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, avant d'être discuté en séance plénière à partir du 6 ou du 7 septembre.

"Ce sont les députés qui font la loi" (Chèreque)

"En démocratie, ce n'est pas le président de la République qui fait les lois, ce sont les députés", a martelé le secrétaire général de la CFDT, avant de souligner : "Maintenant, le texte de loi n'appartient plus au gouvernement, mais à l'Assemblée nationale." "C'est la raison pour laquelle nous allons aller voir cet été tous les députés les uns après les autres. C'est eux qui vont prendre leurs responsabilités, on va leur rappeler que l'élection de 2012, ce n'est pas qu'une présidentielle, c'est aussi une élection législative", a-t-il prévenu.

Interrogé sur les points sur lesquels le gouvernement s'est dit prêt à discuter (pénibilité, polypensionnés, carrière longue), le leader de la CFDT a répondu : "Si cette loi provoque autant d'inégalités (...), s'il y a autant de défauts, c'est l'ensemble de la loi qu'il faut revoir." "Mais inévitablement, tout ce que l'on pourra arracher dans le débat parlementaire, on le fera sur ces sujets-là", a-t-il ajouté.

## **Fonction publique : réunion sur les « moyens des organisations syndicales ». (titre de Ldc) (16.07)**

**Lefigaro.fr - 15.07**

Les fédérations de fonctionnaires ont rencontré jeudi le secrétaire d'État, Georges Tron, pour une réunion sur les «moyens des organisations syndicales». Preuve la complexité et de la sensibilité du sujet, il a fallu près de deux ans pour dresser un état des lieux.

Un premier rapport avait été commandé fin 2008 à quatre organismes, pas moins (inspections générales de l'administration, des affaires sociales et de l'Éducation et contrôle général économique et financier). Bouclé en mars 2009, jamais divulgué, il faisait «ressortir la grande diversité des situations, écrivaient alors les ministres destinataires aux auteurs. Il identifie (...) des écarts entre le droit et la pratique, comme la non prise en compte de la réduction du temps de travail». Néanmoins, le travail avait été jugé incomplet, et un deuxième rapport avait été commandé. C'est celui-ci, dirigé par Corinne Desforges, qui vient d'être remis aux syndicats comme base de négociation. Il passe au crible les pratiques de presque tous les services administratifs des trois fonctions publiques (État, collectivités locales, hôpitaux) en 2008 dans deux départements : le Loiret et le Rhône. Soit 144.000 postes à temps plein.

Une administration laxiste

Environ 92% des moyens accordés par l'administration aux syndicats sont constitués de moyens humains, évalue le rapport. Autrement dit, des fonctionnaires payés par un employeur public et exerçant, sur tout ou partie de leur temps de travail, des activités syndicales. Complètement légal, et assez comparable à ce qui existe dans le privé ou à l'étranger. Mais ces «crédits d'heures» sont-ils utilisés partiellement, totalement, voire au-delà des limites autorisées? Si les auteurs n'ont constaté aucun abus manifeste, il est impossible d'avoir une réponse claire, car la hiérarchie tient un décompte - quand décompte il y a - très approximatif des «autorisations d'absences», accordées par exemple pour assister à un congrès syndical. «Les représentants syndicaux rencontrés paraissent plus soucieux que l'administration de tenir un compte exact des absences», lit-on. Dans le privé ou même les organismes de Sécu, le suivi est rigoureux.

Un agent sur 400 se consacre au syndicalisme

Malgré ces données imprécises, les rapporteurs considèrent que tous les droits sont scrupuleusement utilisés par les syndicats de la police ou des administrations financières ; à l'inverse, à l'hôpital, une «sous-consommation chronique» existe car les autorisations d'absence des soignants sont souvent refusées, du fait d'une surcharge de travail.

Sur les deux départements examinés, ce temps humain représente 91.500 journées, soit l'équivalent de 17,8 millions d'euros de salaire: 134 euros par an et par agent. Mais il ne s'agit que des heures dûment recensées. S'y ajoutent les moyens matériels (locaux, ordinateurs, frais de téléphone, utilisation de véhicules de service...) et surtout les heures jamais comptabilisées. Soit, au total, une aide équivalent à 250 euros par an et par agent, selon les auteurs, qui soulignent le caractère «encore flou» de cette estimation d'une «réalité diffuse et méconnue». Autre présentation: l'équivalent d'un agent à temps plein sur 400 se consacre à des activités syndicales. En revanche, localement, les syndicats ne reçoivent quasi aucune subvention financière ; il est impossible de dire quelle part des fonds accordés au niveau national à leur organisation ils utilisent.

Des textes «peu précis», voire «muets»

Les règles sont fixées par des décrets anciens (1982 à 1986). Ces textes sont «peu précis», observe le rapport. Par exemple, les syndicats disposent de «décharges d'activités syndicales» accordées forfaitairement selon les effectifs qu'ils représentent, mais le mode de calcul est vague. Pis, ces textes sont parfois «contournés (...) par des circulaires ministérielles, à l'exemple de celles qui figent les effectifs à prendre en considération à un niveau devenu sans rapport avec les effectifs réels» - une situation «inacceptable». Enfin, ils sont «muets» sur le remboursement des déplacements ou sur la possibilité de remplacer un agent occupé à une tâche syndicale.

Des propositions pour plus de transparence



Pour simplifier, les auteurs suggèrent de fondre plusieurs types d'« autorisations d'absence » (de toute façon mélangés dans les décomptes des administrations) et les « décharges » en une catégorie: les « temps de délégation ». Ils proposent de définir au niveau national un socle de droits, commun aux trois fonctions publiques, et d'accepter d'aller plus loin localement, à condition de signer des « protocoles » entre employeurs et syndicats - en clair, plus question de tolérer des arrangements informels et non écrits. Enfin, ils réclament l'obligation pour les employeurs de « produire un bilan régulier sur les moyens alloués et consommés », en commençant par un test dans une « région préfiguratrice ».

Le parcours professionnel des syndicalistes sera aussi abordé. Le rapport Desforges pointe « un double risque: que les représentants syndicaux s'enferment dans la durée dans des fonctions qui les éloignent de la réalité, ou qu'au contraire ils hésitent à s'engager suffisamment de peur de nuire à leur carrière ». Et de suggérer la validation de l'expérience acquise dans le cadre syndical et des entretiens réguliers avec sa hiérarchie pour anticiper son retour à une activité « classique ». « Il est difficile de revenir sur un poste d'aide-soignant ou de professeur quand on a été permanent syndical plusieurs années. Tous les agents ne le souhaitent d'ailleurs pas. Mais nous sommes favorables à tout ce qui pourra leur apporter un choix », commente Brigitte Jumel (CFDT).

Les petites organisations tenteront, elles, d'obtenir que des moyens restent accordés à celles qui pourraient bientôt ne plus être représentatives, faute d'un score électoral suffisant. Il y a pour elles urgence : le premier scrutin « unifié » dans les fonctions publiques d'État et hospitalière aura lieu le 20 octobre 2011.

Commentaire.

Cela fait 1,25 milliards d'euros par an, on comprend qu'à ce niveau-là les syndicats ne peuvent être que corrompus dans tous les sens du terme y compris idéologiquement. Personnellement, je suis pour la suppression du financement des syndicats par l'Etat ou le patronat ou encore l'Union européenne.

On attend en vain une prise de position identique de la part des partis qui se disent ouvriers et indépendants de l'Etat, qui prétendent ne pas être financés par l'Etat alors que c'est absolument faux. Idem de la part des syndicalistes qui se prétendent "*lutte de classe*" et qui bénéficient également de ce système conduisant à la dégénérescence du syndicalisme. On voit ici que la limite de leur combat contre les appareils et l'Etat est vite atteinte !

---

## **Retraites: la CGT dénonce "*divorce total*" entre le gouvernement et les syndicats (18.07)**

**Lepoint.fr - 16.07**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault estime, dans un entretien à France Soir paru vendredi, qu'il y a "un divorce total" entre le gouvernement et les syndicats sur les retraites et qu'il n'y a "pas d'alternative au rapport de forces".

"Ce que je peux assurer avec force, c'est qu'il n'y a pas - et qu'il n'y aura pas - matière à compensation entre le gouvernement et nous sur une question aussi cruciale que les retraites", déclare M. Thibault.

"Il n'y a plus de discussions sur le fond et nous le déplorons. Nous n'avons donc pas d'alternative au rapport de forces", ajoute-t-il.

Les syndicats ont décidé d'une journée de grèves et de manifestations le 7 septembre pour protester contre le projet de réforme gouvernemental qui prévoit notamment le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans.

Selon le leader cégétiste, "il y a un divorce total entre les attentes de l'actuel gouvernement et les préoccupations syndicales".

"Le gouvernement ne raisonne qu'en termes d'économies", fait valoir Bernard Thibault. "Il veut reculer l'âge de la retraite afin que l'on verse les pensions plus tard. Il mise également sur les difficultés accrues pour l'obtention d'une retraite à taux plein et sur la réduction des versements".

Selon le numéro un de la CGT, "quand Nicolas Sarkozy dit qu'il n'y aura pas de baisse des retraites, il triche car il y aura incontestablement une baisse du taux de remplacement", c'est-à-dire du pourcentage que représente la pension par rapport au salaire d'activité.

---

## **Défense des retraites: fronde unitaire des syndicats le 7 septembre. (21.07)**

**20minutes.fr - 20.07**

L'ensemble des syndicats français sera dans la rue le 7 septembre pour la défense des retraites, la CFE-CGC ayant annoncé mardi qu'elle rejoignait le front syndical contre le projet gouvernemental au moment même où les députés entamaient l'examen de ce texte en commission.

La journée de grèves et de manifestations sera, ce jour-là, la première démonstration d'unité syndicale totale -les mots d'ordre variant toutefois d'un syndicat à l'autre- depuis celle du 13 juin 2009, qui avait par ailleurs marqué le déclin des grands rassemblements populaires contre la politique gouvernementale de lutte anti-crise.

Seul syndicat à n'être pas hostile au recul de l'âge légal de départ à la retraite, la CFE-CGC n'avait participé ni à la journée d'action du 27 mai ni à celle du 24 juin, toutes deux organisées par l'intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, Solidaires, Unsa). Entretemps, FO a aussi appelé à la journée de grèves et de manifestations du 7 septembre.

Volonté de «pousser la négociation jusqu'au bout»

La centrale de Bernard van Craeynest avait justifié son attitude par la volonté de «pousser la négociation jusqu'au bout». En outre, les cadres sont moins touchés que d'autres catégories par le report à 62 ans de l'âge légal car la plupart ont commencé à travailler plus tard que la moyenne des salariés.

Selon un cadre de l'organisation, ce rebondissement fait suite à «une demande des militants» et de «beaucoup de structures territoriales» de la confédération qui «ne souhaitent pas se différencier des autres syndicats». Le 24 juin dernier, des militants de la CFE-CGC s'étaient joints aux cortèges intersyndicaux, notamment dans la Fonction publique et les banques.

---

## **La CGT-Air France appelle les personnels des escales à une grève le 30 juillet. (25.07)**

**AP - 24.07**

La CGT-Air France a appelé, vendredi, les personnels au sol des escales de la compagnie aérienne à une grève le 30 juillet en province et à l'aéroport d'Orly pour défendre les conditions de travail et l'emploi. Le syndicat craint notamment la suppression de 1.600 postes d'ici à 2013, en partie via des départs naturels non remplacés.

"Que ce soit à Nice, à Orly, à Bordeaux, à Montpellier ou à Toulouse, la dégradation des conditions de travail et les projets destructeurs d'emplois forment un cocktail social explosif", déclare la CGT-Air France dans un communiqué.

L'organisation syndicale appelle "l'ensemble des escales de province et Orly à cesser le travail", le vendredi 30 juillet.

---

## **Retraites: la CFTC écrit aux parlementaires. (27.07)**

**AP - 26.07**

La CFTC a annoncé, lundi, avoir adressé un courrier à l'ensemble des parlementaires pour faire valoir ses arguments contre le projet de loi de réforme des retraites, qui doit être débattu à l'Assemblée nationale à partir du 6 septembre. L'organisation syndicale entend ainsi profiter de l'été pour "sensibiliser" les députés.

"Si ce projet de loi devait être voté en l'état, un salarié ayant commencé à travailler à 18 ans et qui aurait pu prétendre s'arrêter à 60 ans devra travailler deux années supplémentaires, sans que cela n'augmente sa pension de retraite. C'est véritablement 'travailler plus sans gagner plus', écrit notamment la CFTC dans l'argumentaire joint à cette lettre.

"Une mère de famille ayant interrompu son travail pour élever ses enfants, et à laquelle il manquera des trimestres de cotisation, sera contrainte de poursuivre son activité jusqu'à 67 ans pour obtenir une retraite à taux plein", ajoute également l'organisation syndicale.

En attendant les grèves et les manifestations prévues le 7 septembre dans toute la France, d'autres syndicats ont décidé de profiter de la période des vacances d'été pour "interpeller" les parlementaires sur ce texte et mobiliser l'opinion publique.

La CFDT a ainsi lancé son propre courrier à adresser aux parlementaires depuis le 20 juillet. La CGT, de son côté, va poursuivre durant tout l'été son recueil de signatures d'une pétition contre cette réforme, lancée en juin. Lundi, plus de 550.000 signatures avaient été recueillies selon la confédération de Bernard Thibault.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos internationales

- Chine. Les expropriations violentes se multiplient en Chine. (31.01)
- Italie. Des magistrats italiens protestent contre un projet de réforme. (31.01)
- Afghanistan. La tension monte entre Otan et Afghans après une bavure. (31.01)
- Dix ans après sa naissance, le mouvement altermondialiste s'interroge sur son avenir politique (30.01)
- Espagne. Le PSOE en bon gestionnaire du capitalisme. (30.01)
- Tunisie. Le président de l'Université libre de Tunis critique M. Ben Ali : l'établissement devra fermer. (30.01)
- Afghanistan. Hamid Karzaï tend la main aux talibans. (29.01)
- Yémen: «*Une situation trop explosive pour envisager une intervention plus directe*». (29.01)
- COR-L'OMS accusée d'avoir surestimé les risques du virus H1N1. (27.01)
- Au Japon, les électeurs de Nago refusent l'arrivée d'une base américaine. (26.01)
- USA. Joseph Stiglitz salue le plan Obama pour réformer les banques (25.01)
- USA. Obama vs Wall Street : une guerre perdue d'avance ? (25.01)
- Italie. Vote d'un projet de loi mettant fin aux procès contre Berlusconi. (21.01)
- Venezuela: le gouvernement nationalise trois nouvelles banques. (20.01)
- Afghanistan. Les talibans attaquent au coeur de Kaboul. (20.01)
- UE. La pauvreté touche 17% des habitants de l'Union européenne. (20.01)
- USA. Record du nombre de saisies immobilières en 2009 aux Etats-Unis. (15.01)
- Inde : une classe moyenne à la fois mondialisée et patriote. (14.01)
- Israël approuve la construction d'une barrière le long de sa frontière avec l'Egypte. (13.01)
- Italie. Emeutes de travailleurs migrants dans le sud de l'Italie. (09.01)
- UE. L'Espagne veut «muscler» la stratégie de Lisbonne. (09.01)
- Russie. Le pouvoir russe s'attaque aux syndicats, sous couvert de lutte antiterroriste. (09.01)
- Irak. 15 partis menacés d'inéligibilité pour les législatives en Irak .(09.01)
- Italie. Un plafond de 30% d'élèves étrangers dans les classes en Italie. (09.01)
- USA. Des gouvernements étrangers et des multinationales financent la fondation Clinton. (03.01)
- Afghanistan. Le parlement afghan retoque la quasi-totalité des ministres choisis par Karzaï. (03.01)
- G-B. L'idée d'un contrôle au faciès dans les aéroports fait son chemin en Grande-Bretagne. (03.01)
- Inde. Ratan Tata: "*L'Asie va dominer le siècle*". (01.01)

### **Ratan Tata: "*L'Asie va dominer le siècle*". (01.01)**

**Lexpress.fr - 29.12.09**

Ratan Tata est un des hommes les plus influents d'Inde. A la tête de l'empire familial Tata, un immense conglomérat, il est au coeur de la mue industrielle indienne. L'Express l'a rencontré.

Lorsque Hillary Clinton vient à Bombay, elle demande à voir le "chairman". Quand le Premier ministre indien, Manmohan Singh, se rend à la Maison-Blanche, il est du voyage. C'est dire l'influence de Ratan Tata, 72 ans ce 28 décembre. A la tête de l'empire familial, fondé en 1868 par son arrière-grand-père, cet entrepreneur a développé un immense conglomérat présent dans l'acier, les télécoms, le nucléaire, le thé ou encore les hôtels, dont le fleuron, le Taj Mahal de Bombay, a été l'une des cibles des attentats de novembre 2008. Mais sa passion reste l'automobile: il n'est pas peu fier d'avoir racheté Jaguar et lancé la Nano, la "voiture du peuple". Pour L'Express, cet aristocrate parsi explique aussi pourquoi "la plus grande démocratie du monde" n'a pas vraiment été affectée par la crise. Et présente sa vision d'un siècle où l'Inde a encore beaucoup de retard à rattraper face à la Chine.

Plus d'un an après la faillite de Lehman Brothers, et après la crise de Dubaï, redoutez-vous d'autres secousses qui pourraient mettre en danger l'économie mondiale?

La vérité, c'est qu'une crise est toujours susceptible d'éclater. Je ne peux pas prédire s'il y aura d'autres Dubai, mais aujourd'hui le monde entier est devenu très prudent. L'accès aux liquidités ne sera plus jamais le même. L'argent facile ne sera plus d'actualité. Le nouvel ordre sera marqué par une consommation plus faible et une croissance plus modérée.

Le monde sort-il de la récession? Je pressens quelques signes d'amélioration en Amérique du Nord. Ce sera plus lent en Europe, où le ralentissement de la croissance va probablement se traduire par la montée d'un protectionnisme rampant. Cela pourrait aussi se produire aux Etats-Unis. Mais l'Asie va continuer à enregistrer des taux de croissance considérables.

Comment l'Inde a-t-elle traversé la crise?

J'ai l'impression que l'Inde n'a jamais été en crise. Celle-ci lui a été imposée. Dès que le gouvernement a réalisé qu'il fallait investir massivement dans les infrastructures, l'économie s'est immédiatement rétablie parce qu'elle n'avait jamais été confrontée à une crise de la demande ou à l'effondrement de son système financier.

BIO - Ratan Tata

1937 - Naissance à Bombay, en Inde.

1962 - Diplômé d'architecture à l'université Cornell, aux Etats-Unis. Rejoint le groupe Tata en décembre de la même année.

1971 - Son père lui confie la filiale Nelco (électronique).

1991 - Prend les commandes du conglomérat familial, qu'il réorganise en sept secteurs d'activité.

2005 - Elu "Homme d'affaires de l'année" par le magazine Forbes.

2007 - Acquisition du sidérurgiste anglo-néerlandais Corus.

2008 - Rachat de Land Rover et de Jaguar au groupe Ford.

2009 - Lancement de la Nano, la voiture la moins chère.

Mais les exportations ont chuté de 33%!

Bien sûr, comment voulez-vous enregistrer une croissance à l'exportation alors que les économies du monde sont à genoux? Mais n'oubliez pas que nous avons plus de 1 milliard d'habitants et un marché potentiel considérable de 500 millions de consommateurs. Le pays s'en est sorti indemne parce que rien n'est fondamentalement mauvais dans le modèle indien. On attend un taux de croissance de 8 à 9%. L'Inde est sur la bonne voie.

Est-elle devenue pour autant une superpuissance?

Je ne sais pas si nous sommes une superpuissance. Nous sommes confrontés à d'énormes défis, comme l'éducation et l'emploi. Je préfère parler d'un pouvoir émergent de plus en plus important dans la région.

Pour le groupe Tata, l'année a été mouvementée. Vous aviez racheté Jaguar et Land Rover à un prix élevé, juste avant la crise, et, depuis, les ventes se sont effondrées. Même constat avec le géant de l'acier Corus, affaibli par la récession. Vous avez aussi lancé la Nano, la voiture la moins chère du monde, mais vous avez dû délocaliser le site de production...

Pour moi, cette année a été la plus difficile que j'aie connue! Cependant, avec le recul, je ne pense pas avoir payé Jaguar et Land Rover trop cher. C'est vrai, le timing était malheureux, mais les négociations duraient depuis plus d'un an et personne ne pouvait prévoir cette crise, la pire de l'histoire de l'industrie automobile.

Avez-vous éprouvé un sentiment de revanche lorsque vous avez racheté ces deux bijoux industriels de la Couronne britannique?

J'ai savouré ce moment, mais sans aucun goût de revanche. Je suis un passionné d'automobiles, et acquérir des marques de ce standing, oui, c'est vrai, cela procure une immense fierté. Cependant, ces groupes mythiques sont aussi synonymes d'un certain traditionalisme avec lequel nous devons rompre. Parce que le monde ne fonctionne plus comme dans les années 1950.

Les achats de Jaguar et de Land Rover, après celui de Corus, ont-ils conforté votre statut d'empire global?

Ces acquisitions ont été importantes d'un point de vue stratégique et tactique. Tata Motors, par exemple, est devenu le premier constructeur automobile de l'Inde. Cela nous aurait demandé vingt ans d'un travail acharné pour implanter une marque de luxe sur le marché international.

Pour produire la Nano, vous avez investi près de 300 millions de dollars sur un site de production, au Bengale-Occidental, que vous avez abandonné en raison de l'opposition locale. Que s'est-il passé?

Je me suis dit que nous pouvions devenir la première grande industrie à s'installer au Bengale-Occidental, un Etat dirigé par un gouvernement communiste depuis près de trente ans. A tort. Les murs du site étaient constamment démolis, le matériel volé. Le gouvernement m'a proposé une protection policière. J'ai répondu qu'on ne gérait pas une usine ainsi et nous avons décidé de partir nous installer dans le Gujerat.

Une telle opposition n'aurait pas pu se produire en Chine...

Non.

Ne touche-t-on pas à la différence fondamentale de système entre l'Inde et la Chine : d'un côté, la plus grande démocratie du monde; de l'autre, un capitalisme autoritaire ?

Cela prouve qu'en Inde la politique prime sur l'économie ou la prospérité!

N'est-ce pas aussi l'illustration, en Inde, d'un choc terrible entre l'agriculture traditionnelle et l'industrialisation?

Oui, cela va devenir un grave problème en Inde. Le gouvernement doit s'y attaquer. L'agriculture ne représente plus que 15% du PIB, contre plus de 50% auparavant. La population rurale a massivement migré vers les villes pour y trouver du travail. Et, aujourd'hui, des fermiers se suicident parce qu'ils croulent sous les dettes.

Revenons à la Nano. Redoutez-vous la concurrence à venir de Renault-Bajaj ou de General Motors et de son allié chinois?

Je n'ai jamais pensé que nous resterions les seuls sur ce marché. Je suis vraiment fier d'une chose: si nous n'avions pas lancé la Nano, il n'y aurait pas eu cet engouement pour les voitures à bas prix.

Préparez-vous une version électrique ?

Des prototypes roulent déjà sur nos pistes d'essais. La Nano électrique sera disponible d'ici à deux à trois ans. Cela dépendra pour beaucoup de notre capacité à contrôler les activités de production des batteries.

Et pour l'Europe?

Nous réfléchissons à une version européenne pour 2011. La Nano a rempli les exigences des "crash tests". Mais nous préparons un moteur plus puissant pour que ce ne soit pas seulement une voiture de ville. Baptisée, pour l'heure, Europa, elle coûtera entre 5000 et 6000 euros.

Dans le futur, General Motors n'aura plus d'usines de production Renault et Tata non plus

A quoi ressemblera la voiture du futur?

Ce sera probablement une voiture électrique ou hybride qui consomme intelligemment. Le véhicule à piles à combustible n'est pas pour demain. L'industrie automobile du futur sera très différente. General Motors n'aura plus d'usines de production, Renault et Tata non plus... Des sous-traitants indépendants assureront la fabrication des modèles pour plusieurs marques. Les constructeurs se concentreront sur la recherche, le développement et le marketing.

Quelle est votre contribution à la lutte contre le réchauffement climatique?

Toutes nos filiales ont adopté un credo environnemental: nos nouveaux investissements devront intégrer un processus de production plus écologique. Nous revoyons également nos pratiques pour remplacer peu à peu les procédés polluants. Nos usines électriques sont tournées vers les énergies solaire, éolienne et géothermique. Bref, notre engagement en tant que constructeur responsable est réel.

Allez-vous poursuivre votre stratégie de conquête?

Cela n'aurait aucun sens de nous limiter aux frontières de l'Inde. Dans certains secteurs, nous détenons déjà 60% du marché. Mais nous devons d'abord digérer nos acquisitions. En même temps, il nous faut réduire nos coûts et nos prix pour rendre nos produits accessibles aux classes les plus populaires. Dans l'électroménager, le textile, l'horlogerie, l'immobilier, nous cherchons à fabriquer des vêtements, des montres, des maisons low cost.

Etes-vous inquiet de la renaissance de la Chine?

Je suis très impressionné par ce pays, que je considère avec beaucoup de respect. Quiconque refuserait d'apprendre de la Chine serait aveugle. Nous faisons d'ailleurs déjà beaucoup d'affaires là-bas. La Chine m'a appris à voir "grand". J'espère que nos deux pays trouveront un moyen de travailler comme des acteurs complémentaires plutôt que comme des adversaires qui ont peur l'un de l'autre.

Combien de temps faudra-t-il à l'Inde pour rattraper la Chine?

La question n'est pas à l'ordre du jour. La Chine va continuer à croître à un rythme fantastique, bien plus élevé que celui de l'Inde.

Le XXI<sup>e</sup> siècle sera sans doute le siècle de l'Asie, mais qui dominera, la Chine ou l'Inde?

L'Asie va dominer le siècle. Mais je ne souhaite pas me prononcer entre l'Inde et la Chine. Il y aura des secteurs de domination indienne, comme les logiciels et les services. La Chine va demeurer l'usine du monde.

Y a-t-il un modèle indien?

Notre modèle, c'est que nous sommes la plus grande démocratie du monde. Nous avons un fort taux d'analphabétisme mais nous organisons des élections plutôt justes. Je suis fier de ce que nous avons accompli durant soixante ans d'indépendance.

Qu'attendez-vous de Barack Obama?

J'aimerais que la démocratie la plus ancienne du monde puisse s'allier avec la démocratie la plus grande du monde. Tous les signaux confirment que nous avons en Barack Obama un ami de l'Inde. Si nous arrivons à dépasser certaines des suspicions anciennes, non pas au niveau présidentiel, mais au sein du Département d'Etat, il y aura une alliance très bénéfique entre nos pays.

Et qu'attendez-vous de la France? La France est-elle trop petite pour l'Inde...?

Non, non [Rires]. Vous savez, la France a toujours été très proche de l'Inde. Il y a beaucoup de choses que nous pourrions faire ensemble.

L'Inde veut la place qu'elle mérite en tant que nation de plus de 1 milliard d'habitants

Un peu plus d'un an après les attentats qui ont frappé Bombay, l'Inde est-elle mieux préparée face au terrorisme?

Malheureusement, je ne le pense pas. L'Inde reste exposée au danger et ce n'est pas acceptable. Beaucoup d'entre nous sommes extrêmement inquiets de l'instabilité de nos voisins, le Pakistan et l'Afghanistan, dont nous pourrions très bien, hélas, être les victimes en cas d'escalade. Il est très important que les grandes puissances s'emploient à ramener la stabilité si l'on veut éviter que la région ne sombre dans le chaos.

Quel rôle l'Inde devrait-elle jouer dans le monde?

Elle devrait siéger au Conseil de sécurité et jouer un plus grand rôle au FMI et ailleurs. Ce que l'Inde veut aujourd'hui, c'est la place qu'elle mérite en tant que nation de plus de 1 milliard d'habitants!

Vous quitterez votre poste dans trois ans. Avez-vous désigné un héritier?

Je n'ai pas choisi de successeur. Ce pourrait être un homme, une femme, un Indien ou pas, un membre de la famille ou non. La question reste ouverte. Nous avons mis en place une procédure pour faire le bon choix.

Quelle voiture conduisez-vous?

Je viens juste d'acquérir une Ferrari.

Le magazine Forbes vient de publier la nouvelle liste des milliardaires en Inde. En un an, elle a doublé, mais vous n'y figurez pas...

C'est parce que je ne suis pas milliardaire!

Mais vous êtes le grand patron de Tata...

Je suis simplement le chairman et je touche un salaire plutôt modeste à l'aune des standards indiens.

On dit que vous êtes un souverain discret...

Je suis très heureux de ne pas être vulgairement assimilé à un clan de milliardaires. J'ai un petit héritage assez confortable et cela me satisfait pleinement.

---

## **L'idée d'un contrôle au faciès dans les aéroports fait son chemin en Grande-Bretagne. (03.01)**

### **Le Monde - 02.01**

L'attentat manqué contre l'Airbus de Northwest Airlines le jour de Noël, dont l'auteur est un jeune Nigérian, fait ressurgir la très délicate question du contrôle au faciès. Le gouvernement britannique pourrait en effet autoriser des mesures de haute sécurité visant certaines catégories de la population, rapporte le Guardian, qui redoute que ces contrôles ciblés ne visent in fine des groupes ethniques en particulier.

Le quotidien anglais, qui cite une source gouvernementale, affirme que le "profiling" de passagers fait partie des nouvelles mesures de sécurité envisagées dans les aéroports sur ordre du premier ministre Gordon Brown. Cette idée est apparue après que plusieurs hauts responsables aéroportuaires ont prévenu qu'il serait impossible de contrôler l'ensemble des passagers avec les nouveaux scanners corporels que le gouvernement veut introduire dans les aéroports.

Ces scanners, qui ressemblent à des cabines, permettent de voir ce qu'un passager dissimule sous ses vêtements et notamment des substances invisibles pour les détecteurs classiques. Mais selon les responsables aéroportuaires anglais cités par le Guardian, ils seraient "trop volumineux, lents et chers pour que leur installation généralisée soit viable" et il s'agirait donc de "choisir" les passagers à scanner. Déjà à l'oeuvre dans dix-neuf aéroports américains, ces nouveaux scanners gagnent du terrain chez les Européens. Outre la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Italie ont annoncé vouloir les utiliser.

### **"VOYAGEURS ORDINAIRES"**

De nombreux responsables de la sécurité aéroportuaire britanniques réclament depuis longtemps de pouvoir recourir au "profiling" des passagers afin de détecter d'éventuels terroristes. Ils affirment que cette surveillance accrue se concentrerait uniquement sur les comportements suspects, mais "il est à craindre que les voyageurs seront sélectionnés pour des contrôles approfondis en fonction de leur race, de leur religion ou de leur origine ethnique", estime le Guardian.

Norman Shanks, ancien responsable de la sécurité de BAA, le principal opérateur aéroportuaire britannique, explique au quotidien : "Il s'agit de détecter ceux qui agissent différemment des passagers ordinaires. Néanmoins, cela reviendra à cibler un groupe particulier de gens parce que malheureusement, c'est ce groupe qui pose des problèmes actuellement". L'Association des opérateurs d'aéroports britannique (Airport Operators Association) et BAA sont tous deux en faveur du "profiling" de passagers. "Nous aimerions voir une combinaison de technologie, de renseignement et de profiling", résume un porte-parole de BAA.

Aux Etats-Unis aussi, l'attentat manqué du vol Amsterdam-Detroit devrait se traduire par une pluie de contrats pour les fabricants de scanners corporels et a fait ressurgir la question du contrôle au faciès. Les règles édictées par le gouvernement américain sont certes très claires en la matière : le contrôle au faciès est interdit. Pour autant, avec la taille des files d'attente allant crescendo dans les aéroports depuis l'attentat manqué, ce serait se voiler la face que de croire que les agents de sécurité font fi de l'origine ethnique des passagers lorsque vient le moment d'effectuer des contrôles, estiment des experts en sécurité.

L'un des seuls élus à appeler les autorités à moins rechigner a publiquement défendu sa cause le lendemain de l'attentat manqué. "L'immense majorité des musulmans sont des gens fantastiques", a argué Peter King, représentant républicain de l'Etat de New York sur la chaîne Fox News, "mais 100 % des terroristes islamistes sont musulmans, et ce sont nos ennemis aujourd'hui". "Alors, même s'il ne faut pas adopter la religion comme critère de contrôle, nous ne devrions pas non plus reculer et exclure [les musulmans] des listes" des personnes surveillées, a-t-il conclu.

---

## **Le parlement afghan retoque la quasi-totalité des ministres choisis par Karzaï. (03.01)**



## Reuters - 02.01

Nouvel épisode de la crise politique afghane. Le Parlement est entré en résistance et a infligé un camouflet au président Hamid Karzaï, en refusant sa confiance samedi à 17 des 24 ministres qu'il avait désignés, dont le tout-puissant seigneur de la guerre Ismaïl Khan, ainsi que la seule femme de l'équipe gouvernementale

Le vote, laborieux, a duré la quasi-totalité de la journée, s'achevant sur le rejet de près de 70% de l'équipe dont Karzaï avait annoncé la liste à la mi-décembre.

Le président, déjà très mal élu, avait souhaité conserver 12 des ministres du gouvernement sortant, entre autres pour satisfaire la communauté internationale, qui voulait voir rester en poste les ministres expérimentés et de confiance.

Mais nombre des ministres que Karzaï souhaitait garder ont semblé aux députés être choisis pour de toutes autres raisons que leur compétence.

"Je crois malheureusement que les critères étaient soit l'appartenance ethnique, soit la corruption ou l'argent", a persiflé la députée Fawzia Kufi avant le vote.

Le plus controversé était Ismaïl Khan, ministre de l'Eau et de l'Energie, seigneur de la guerre notoire tout-puissant dans la province de Hérat (ouest), accusé de crimes de guerre par l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW).

Le maintien d'Ismaïl Khan montre, selon les analystes, la dépendance de Karzaï envers les hommes forts régionaux et leurs intérêts particuliers.

Et prouverait donc que, malgré les promesses de réformes de Karzaï, les tendances de sa première présidence, marquée par la corruption, le népotisme et les luttes d'intérêts privés, risquent de se poursuivre.

Le rejet de la ministre chargée des Affaires féminines est en revanche un coup dur d'un autre genre pour le président pro-occidental, qui s'est engagé à renforcer la présence des femmes aux plus hautes responsabilités dans cette société très traditionnelle toujours sous domination masculine.

Karzaï a annoncé qu'il procéderait à de nouvelles nominations, mais on ne savait pas quand elles auraient lieu, ni la date éventuelle d'un vote du parlement.

Le poste de chef de la diplomatie restait en tous cas sans attribution: Karzaï a demandé au sortant, Rangin Dadfar Spanta, de rester en place jusqu'au 28 janvier, date de la conférence internationale de Londres sur l'avenir de l'Afghanistan.

Par ailleurs, et malgré les inquiétudes liées à l'état du système électoral afghan, la Commission électorale a annoncé samedi la tenue d'élections législatives pour le 22 mai.

D'ici là, Kaboul aura besoin d'environ 50 millions de dollars (34,8 millions d'euros) de la communauté internationale pour organiser ce scrutin, dont le montant total est estimé à 120 millions de dollars (83,5 millions d'euros), a précisé le président de la Commission, Ali Najafi.

Depuis les cafouillages et péripéties ayant marqué l'élection présidentielle d'août, qui s'est terminée par la réélection de Karzaï après l'annulation du second tour, les pressions se sont multipliées en faveur d'un report des législatives, et d'une réforme électorale préalable.

Mais Karzaï insiste pour que la constitution, qui prévoit ce scrutin d'ici mai, soit respectée.

Ali Najafi a reconnu que la sécurité serait un problème, précisant que les opérations de vote n'auraient pas lieu dans les secteurs où elle ne pourra pas être assurée. Il a laissé entendre que les électeurs de ces régions pourraient aller voter ailleurs: lors du scrutin présidentiel, un arrangement de ce type avait été mis sur pied pour dix circonscriptions.

"Nous n'avons eu aucune réaction de la communauté internationale disant qu'elle ne soutient pas l'élection", a ajouté Ali Najafi, soulignant que l'ONU avait "fait certaines recommandations et réclaté certaines réformes". Et de préciser qu'une réforme électorale n'était pas de son ressort, mais de celui du parlement.

---

## Des gouvernements étrangers et des multinationales financent la fondation Clinton (03.01)

## AP - 03.01

Des pays comme la Norvège ou Oman, mais aussi des multinationales comme Coca-Cola ont figuré en 2009 parmi les soutiens financiers de la fondation créée par Bill Clinton, selon la liste révélée vendredi par cette fondation elle-même.

Cette liste dont l'Associated Press a obtenu copie détaille les bienfaiteurs de la fondation mise sur pied par l'ancien président américain, et associe à chacun un ordre de grandeur pour évaluer sa contribution, sans chiffre précis.

Le montant alloué par chaque bienfaiteur en 2009 n'est pas détaillé, la fondation se contentant de communiquer une somme étalée sur plusieurs années.

La Norvège, qui a de nouveau donné en 2009, a fait don de 15 à 25 millions de dollars depuis la création de la fondation Clinton il y a une dizaine d'années, et Oman de 1 à 5 millions. Coca-Cola, le circuit professionnel de golf américain PGA, le milliardaire Donald Trump, la Fondation Bill and Melinda Gates ou encore AUSAID, une émanation du gouvernement australien, figurent aussi parmi les donateurs.

L'Arabie saoudite, le Koweït, Qatar ou Brunei, qui figuraient dans la liste des donateurs publiée en 2008, n'ont pas versé de contribution en 2009.

M. Clinton n'est pas légalement obligé de révéler qui finance sa fondation à but humanitaire et écologique. Il le fait afin de ne pas susciter de soupçons de conflit d'intérêt dans la mesure où son épouse Hillary Clinton est la patronne de la diplomatie américaine.

Barack Obama avait fait de cette transparence une condition à l'accession de Mme Clinton à la tête du Département d'Etat. La Maison Blanche n'a pas souhaité faire de commentaires sur la publication de cette liste.

---

## Un plafond de 30% d'élèves étrangers dans les classes en Italie. (09.01)

### Reuters - 08.01

Les enfants étrangers ne pourront pas constituer plus de 30% des effectifs des classes en Italie à partir de la rentrée de septembre, a fait savoir vendredi le gouvernement italien.

Ce dernier a expliqué cette mesure par le besoin de mieux intégrer les enfants d'immigrés dans la société italienne et d'éviter qu'ils ne se retrouvent dans des classes ghettos, uniquement composées d'étrangers.

"L'école doit être le lieu de l'intégration", a déclaré la ministre de l'Education Mariastella Gelmini. "Nos écoles sont prêtes à accepter toutes les cultures et tous les enfants du monde. Dans le même temps, les écoles italiennes doivent maintenir leurs propres traditions avec fierté et diffuser la culture de notre pays", a-t-elle ajouté dans un communiqué.

L'opposition de centre gauche et certains syndicats ont critiqué cette réforme, y voyant une mesure qui ne fera qu'accroître le sentiment d'exclusion des immigrés. Un des dirigeants de l'opposition, Antonio Di Pietro, a même qualifié le projet de "dangereux".

"C'est dangereux parce que des actes de barbarie ont été commis par le passé au nom de la protection des espèces et de l'identité nationale", a déclaré Di Pietro. "Fixer un plafond de 30% d'élèves étrangers dans les classes ne favorise pas l'intégration mais a des relents de racisme".

On dénombre 600.000 élèves étrangers dans les écoles italiennes, dont un tiers sont nés en Italie.

---

## 15 partis menacés d'inéligibilité pour les législatives en Irak .(09.01)

### Reuters - 08.01

Quinze partis politiques, dont celui d'un dirigeant sunnite en vue, devraient être décrétés inéligibles au scrutin législatif prévu le 7 mars en Irak, en raison de leurs liens supposés avec l'ancien régime de Saddam Hussein, estime une commission ad hoc.

La recommandation de la "Commission justice et responsabilité", instance indépendante chargée de s'assurer que l'ancien parti Baas de

Saddam Hussein ne revienne pas au pouvoir, doit encore être ratifiée par la commission électorale et pourra être contestée devant les tribunaux.

Mais la légitimité de ses conclusions, qui pourraient raviver les tensions intercommunautaires en Irak, a été immédiatement contestée par les partis visés, dont le Front du dialogue national de Saleh al Moutlak.

Moutlak, un dirigeant très populaire parmi la minorité sunnite, a qualifié d'absurdes et de politiques les recommandations de l'ex-"commission de débaassification" du pays. "Cela prouve une fois de plus l'absence de base véritable pour un processus démocratique en Irak", a-t-il dit à Reuters.

"Si défendre l'Irak et se prononcer contre l'occupation est considéré comme répandre des idées baassistes, ils ont raison. Autrement, je n'ai jamais rien dit au nom d'un autre parti que le Front auquel j'appartiens", s'est-il défendu. "Je ferai appel de cette décision devant le tribunal fédéral et nous verrons bien s'il y a une vraie justice en Irak, ou non", a-t-il ajouté.

Des milliers de baassistes ont été évincés de l'administration après le renversement de l'ancien régime par l'armée américaine en 2003 mais Washington a ultérieurement admis que cette purge avait été poussée trop loin.

Les Etats-Unis ont alors entrepris des efforts pour réconcilier la communauté sunnite, qui dominait le pays sous Saddam Hussein, avec la majorité chiite installée au pouvoir grâce à l'intervention américaine.

A la suite des affrontements entre les deux communautés, qui ont fait des dizaines de morts, le Premier ministre chiite Nouri al Maliki s'était engagé à laisser de nombreux anciens baassistes réintégrer l'administration, tout en jurant d'écraser dans l'oeuf toute tentative de résurrection du Baas.

Mais les résistances qu'il rencontre au parlement à ce sujet et les recommandations formulées jeudi par la Commission justice et responsabilité montrent à quel point la question reste extrêmement sensible.

---

## **Le pouvoir russe s'attaque aux syndicats, sous couvert de lutte antiterroriste. (09.01)**

### **Le Monde - 08.01**

Le projet de loi a été présenté en lecture à la Douma, la Chambre basse du Parlement, quelques jours avant la période de vacances annuelles, début janvier. Sous couvert de protection antiterroriste, le gouvernement russe entend punir sévèrement les personnes qui bloquent les voies publiques, routes ou chemins de fer. Cet acte législatif semble s'adresser directement aux manifestants, notamment dans les villes mono-industrielles particulièrement frappées par la crise économique.

Le projet de loi, présenté par le ministre des transports et le vice-premier ministre Sergueï Ivanov, est particulièrement répressif. Le contrevenant qui bloque un grand axe routier ou ferroviaire risque jusqu'à deux ans de prison et l'équivalent de 2 300 euros d'amende. Les fonctionnaires qui ne respectent pas la procédure lors de tels incidents sont également passibles d'amendes et de peines d'emprisonnement. Avec une célérité surprenante, la Cour suprême a donné son aval aux articles du projet de loi en moins d'une semaine.

#### L'exemple de Pikaliovo

Quelques semaines à peine après l'attentat contre le train rapide Nevski-Express entre Moscou et Saint-Pétersbourg, le 27 novembre 2009, le gouvernement russe présente cette mesure comme une réponse à la "menace croissante d'actes de malfaisance, notamment de nature terroriste". Depuis 2005, il y aurait eu officiellement près de 4 000 actes de dégradation de matériel sur les routes et voies ferrées, parmi lesquels près de 400 gestes "à caractère terroriste, factice ou avéré".

La presse russe a cependant trouvé une autre interprétation au projet législatif, baptisé par ses détracteurs "loi anti-Pikaliovo". A Pikaliovo, petite ville mono-industrielle de la région de Saint-Pétersbourg, les ouvriers d'une usine de ciment frappée par la crise avaient bloqué la voie d'accès au bourg en juin 2009.

L'affaire avait fait grand bruit dans le pays. Le premier ministre, Vladimir Poutine, avait dû se rendre sur place pour présenter à la hâte un projet de redressement de la région et rappeler à l'ordre actionnaire et fonctionnaires. Le "précédent" de Pikaliovo a ensuite essaimé, à moindre échelle, à travers le pays ; les menaces de blocage des grands axes routiers et ferroviaires sont devenues à la mode. A Baïkalsk, en Sibérie, des grévistes envisageaient d'interrompre le parcours du Transsibérien qui passe à proximité. A Kirov, dans l'Altaï, à Ivanovo, des petits groupes de travailleurs bloquaient des axes de circulation afin d'attirer l'attention sur des arriérés de salaire de plusieurs mois ou sur un passage forcé au travail à temps partiel, en raison de la crise.

Le projet de loi, qui devrait être adopté sans difficulté en janvier par la Douma, prévoit que ces délits relèveront du code pénal. Les autorités s'inquièteraient-elles d'une montée de fièvre sociale ? A l'automne 2009, la presse évoquait des manoeuvres policières à grande échelle. En guise d'entraînement, les forces de l'ordre simulaient une importante manifestation de retraités dans un faubourg de Moscou. Ce scénario rappelle la dernière grande vague de manifestations similaire, en 2005, qui avait connu un certain succès. Les grands axes de circulation avaient alors été bloqués.

---

## **L'Espagne veut « muscler » la stratégie de Lisbonne. (09.01)**

### **Le Figaro - 08.01**

Madrid plaide pour des objectifs chiffrés par pays, assortis de sanctions. Londres et Berlin y sont opposés.

Née dans l'urgence de la crise, l'idée d'un « gouvernement économique » revient en force à l'heure où s'amorce le chantier suivant : remettre durablement l'Europe sur les rails de la croissance et de l'emploi. Herman Van Rompuy, président de l'UE, a décrit vendredi l'urgence comme « une question de survie » pour le continent. En écho, le premier ministre espagnol José Luis Zapatero suggère une coordination resserrée des politiques économiques nationales, avec la possibilité de sanctions contre les récalcitrants.

Pour son baptême du feu à Madrid, le premier président du Conseil européen a sonné l'alarme. L'Europe sort de la crise affaiblie et « sur la défensive », dit Herman Van Rompuy. Elle n'a plus le choix. Après l'épreuve, « le potentiel de croissance de l'UE est retombé à un peu plus de 1 % l'an. Ce ne sera pas suffisant pour financer notre modèle social (...) et ce qu'il est convenu d'appeler le mode de vie européen ». L'heure est au parler vrai, aux réformes en profondeur et « à l'effort collectif ».

L'Europe sort de la crise et des soins palliatifs, mais le diagnostic reste sombre, sur fond de croissance anémique et de déclin industriel face à l'Asie et l'Amérique. Le chômage, passé pour la première fois au-dessus de 10 % dans la zone euro, ajoute la morosité. Le premier test d'un sursaut est attendu le 11 février à Bruxelles, lors d'un sommet économique extraordinaire que le président Van Rompuy a lui-même convoqué.

Risque pour la souveraineté

L'Espagne de José Luis Zapatero, qui assure la présidence de l'UE, se dit prête à l'aider. « Il faut absolument engager une autre stratégie (de croissance), de nature contraignante, avec comme horizon 2020 », a expliqué le premier ministre espagnol devant la presse.

Pour Madrid, les règles collectives qui s'appliquent déjà à l'euro, aux déficits publics ou encore la concurrence sur le marché unique offrent un modèle de gouvernance. Il devrait être élargi à un plan européen de redressement à moyen terme. L'idée reste controversée. Si la France pousse depuis dix-huit mois une « coordination accrue » des politiques industrielles, l'Allemagne reste notoirement réticente. Quant à la Grande-Bretagne, elle s'oppose de front à tout empiètement européen sur sa souveraineté.

L'Espagne veut relancer - en plus musclée - l'idée d'un plan d'investissement sur dix ans. Déjà proposée à la fin des années 1990, cette stratégie de Lisbonne devait faire de l'Europe la zone économique la plus compétitive. En 2010, elle se retrouve loin du compte. Aujourd'hui, Madrid veut aller plus loin en imposant aux États des objectifs chiffrés et des dates limites, dans des secteurs jugés cruciaux : l'énergie, l'éducation, l'économie numérique ou encore la formation professionnelle. Le tableau de bord serait surveillé par Bruxelles. « Des mesures incitatives et des mesures correctives compléteront le dispositif, ajoute José Luis Zapatero. Cette fois, il s'agit de s'assurer que les objectifs seront atteints. »

Madrid lance le débat, avec un brin de provocation. Herman Van Rompuy n'a pas repris à son compte l'idée d'une contrainte. La crise a redoré le blason du dirigisme. Mais la recette espagnole risque de heurter les intérêts des États. Les capitales ne verraient pas d'un bon œil l'UE investie d'un droit de regard sur leurs dépenses budgétaires, voire d'un quelconque pouvoir de sanction.

---

## **Emeutes de travailleurs migrants dans le sud de l'Italie. (09.01)**

### **AP - 08.01**

Des centaines de travailleurs migrants ont saccagé vendredi les rues d'une ville du sud de l'Italie, lors de la deuxième journée consécutive d'émeutes. Selon les autorités, cinq migrants ont été blessés au cours de la journée.

Des affrontements sporadiques ont opposé des migrants originaires pour la plupart de pays africains à la police et aux habitants dans les rues de Rosarno, en Calabre.

Armés de barres de fer et de bâtons de bois, des manifestants ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre et attaqué des habitants et des voitures. En réponse, certains habitants ont tenté de les renverser avec leurs véhicules. Deux migrants ont été blessés aux jambes et aux pieds dans des tirs dans le hameau de Laureana di Borello, à une dizaine de kilomètres de Rosarno, a rapporté un haut responsable de la police. Trois autres ont été frappés à l'aide de barres métalliques, et plus gravement touchés, selon une source hospitalière dans la ville voisine de Polistena.

Jeudi soir, deux hommes, l'un nigérian, l'autre togolais, avaient été légèrement blessés par des coups de feu que les migrants attribuent à des intentions racistes.

Les carabinieri de Reggio de Calabre, la capitale régionale, ont annoncé vendredi en début de soirée que 34 personnes avaient été blessées, parmi lesquelles des migrants, 14 habitants et 18 policiers.

Agazio Loeiro, le gouverneur de Calabre, a déclaré à la chaîne Sky TV que cette violence était "inacceptable" mais que les migrants "avaient été fortement provoqués".

Les écoles et les magasins ont été fermés, selon le ministère de l'Intérieur.

Le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni a organisé une réunion extraordinaire pour discuter des émeutes et créer une force spéciale chargée de contenir les violences et de gérer les "aspects liés à l'exploitation du travail clandestin et à la santé" des migrants.

Des milliers de migrants viennent chaque année dans la région pour travailler aux récoltes saisonnières. Vivant dans des conditions rudimentaires, ils travaillent souvent sans permis de travail pour de très bas salaires.

---

## **Israël approuve la construction d'une barrière le long de sa frontière avec l'Egypte. (13.01)**

### **AP - 12.01**

Le gouvernement israélien a approuvé la construction d'une barrière le long de sa frontière avec l'Egypte afin de combattre l'immigration clandestine.

Le Premier ministre Benyamin Nétanyahou a approuvé la construction de deux sections de la frontière, l'une non loin de Rafah, dans la Bande de Gaza, et l'autre près de la mer Rouge. Les deux barrières vont couvrir 120km, sur les 250 de la frontière.

"C'est une décision stratégique pour assurer le caractère juif et démocratique de l'Etat d'Israël", souligne le chef du gouvernement dans un communiqué. "Israël restera ouvert aux réfugiés de guerre, mais nous ne pouvons pas permettre que des milliers de travailleurs clandestins inondent Israël par la frontière du sud".

Le porte-parole du gouvernement, Mark Regev, a précisé que le conseil des ministres avait approuvé le plan dimanche soir. La date de construction n'a pas encore été fixée. Le projet devrait coûter environ 400 millions de dollars, selon les médias locaux.

Selon la police israélienne, entre 100 et 200 ressortissants africains pénètrent chaque semaine en Israël depuis l'Egypte. Environ 19.000 demandeurs d'asile sont arrivés depuis 2005, mais des milliers de travailleurs étrangers sont restés malgré l'expiration de leur titre de séjour. Beaucoup vivent dans les bidonvilles de Tel Aviv ou à Eilat, près de la frontière égyptienne.

---

## **Inde : une classe moyenne à la fois mondialisée et patriote. (14.01)**

### **Le Monde - 13.01**

Derrière la fine couche de milliardaires rituellement glorifiés par le magazine Forbes, s'épanouit en Inde une classe moyenne dopée par la mondialisation. De mieux en mieux formée, parfaitement anglophone - héritage britannique aidant - et ouverte sur le grand large, cette nouvelle élite consommatrice et innovante incarne l'Inde émergente.

De New Delhi à Calcutta, en passant par Bombay et les foyers technologiques que sont devenus Bangalore ou Hyderabad, 60 millions d'Indiens se mettent à l'heure du nouveau millénaire. En valeur absolue, le chiffre est impressionnant : il correspond à la population française. En valeur relative - 5 % de la population indienne -, il est moins reluisant : il souligne la permanence de vertigineuses inégalités sociales.

Face à l'opulence des nouvelles villes scintillantes, 300 millions de personnes, en Inde, continuent de survivre avec moins d'un dollar par jour, concentrant à elles seules le quart de la pauvreté mondiale...

L'existence d'une classe moyenne indienne est une vieille histoire. Sa formation est étroitement liée à l'histoire coloniale, les Britanniques ayant favorisé l'essor d'un groupe indigène voué à relayer leur tutelle. C'est de son sein qu'émergea l'élite nationaliste qui présida à l'Inde nouvelle indépendante en 1947, à l'instar de l'avocat Jawaharlal Nehru.

Après une longue période d'économie socialisante, le lancement de réformes économiques au début des années 1990 libéra de nouvelles forces, nourries des retrouvailles avec la diaspora de 20 millions de personnes installées en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Globalisation et mutations internes - notamment la montée en puissance des castes intermédiaires - conjuguèrent leurs effets pour alimenter l'expansion de cette classe moyenne. Le cabinet de conseil McKinsey anticipe qu'au rythme actuel de la croissance (autour de 7,3 %), 583 millions d'Indiens pourront être assimilés en 2025 à la classe moyenne - soit 41 % de la population à cette date. (il prend ses désirs pour la réalité, Mercedes et d'autres se sont implantés en Inde il y a déjà plus de dix ans en pensant qu'il existait une classe moyenne de 300 millions d'Indiens dont 50 millions dans la tranche haute, or elle n'existait pas ou il fallait diviser ce chiffre par 10 ! - Lutte de classe)

Cette élite émergente est à la fois aspirée par les nouveaux réseaux mondiaux et psychologiquement très attachée à son indianité. Il y a une décennie, elle s'identifiait sans mal au discours nationaliste du parti de la droite dure, le Bharatiya Janata Party (BJP). Inquiète des désordres créés par ce nationalisme hindou, elle s'en est éloignée ces dernières années pour retourner dans le giron du vieux Parti du Congrès, revigoré après une longue éclipse.

Commentaire. Un peu léger comme explication ! D'une part, le Parti du Congrès a compris qu'il ne devait pas se mettre à dos les classes moyennes, par exemple il a doublé les salaires des fonctionnaires, d'autre part, il a mis le paquet lors des dernières élections pour éliminer ses adversaires, entendez par là qu'il a dépensé des centaines de millions d'euros pour acheter les voix des électeurs, il s'est montré plus généreux que le BJP ; selon un ex-député du PMK qui a été battu, le Parti du Congrès aurait dépensé plus de 40.000 crores roupies, 571 millions d'euros, lors des élections en 2009.

Par ailleurs, le pays est totalement gangrené par la corruption, le mal-vivre est permanent et touche toutes les classes, cet article oublie de signaler que le pays s'est lourdement endetté et que c'est grâce au développement du crédit qu'il affiche une certaine santé économique. Là encore, ils ne disent pas à quel prix, l'immense majorité des travailleurs n'ont aucun droit, ils sont à la merci des négriers qui les emploient, ils vivent toujours dans la précarité et la crainte du lendemain, pour en donner la mesure, aucun de mes beaux-frères qui travaillent n'a de contrat de travail, aucun avantage social, aucune protection sociale, le désert social absolu.

Quant à l'aspect "patriote" de la classe moyenne, sans aucune conscience de classe, plus réactionnaire, tu meurs ! A ne pas confondre avec les fonctionnaires qui sont plus proches de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, qui en sont issus, à l'exception des intellectuels qui se comportent en courtisans du régime, qui sont franchement nationalistes ou xénophobes pour la majorité d'entre eux. Le niveau de conscience en général d'un intellectuel ne dépasse pas le niveau du caniveau, à ciel ouvert de préférence ! Leur attrait (de la classe moyenne) pour l'étranger va de paire avec celui de la roupie qui demeure la seule valeur à laquelle ils sont attachés et au confort qu'elle procure, les valeurs universelles de la démocratie ou morales ne les intéressent pas, cela ne fait pas partie de leur culture ou de leur histoire, ils s'en foutent éperdument autant que les classes dominantes au pouvoir et partagent le même cynisme face à la pauvreté que subit la majorité de la population... - Lutte de classe.

---

## **USA. Record du nombre de saisies immobilières en 2009 aux Etats-Unis. (15.01)**

### **Reuters - 14.01**

Le nombre de procédures de saisies immobilières engagées aux Etats-Unis a dépassé tous les records en 2009 et devrait encore augmenter cette année, compte tenu du niveau du chômage et de la baisse des salaires, annonce RealtyTrac.

La société californienne spécialisée dans les statistiques sur le marché immobilier a comptabilisé un nombre record de 2,8 millions de logements financés par un prêt hypothécaire ayant fait l'objet d'une procédure de saisie l'an dernier, soit 21% de plus qu'en 2008 et 120% de plus qu'en 2007.

Un logement sur 45 a été l'objet d'au moins une procédure de saisie l'an dernier, une proportion multipliée par près de quatre par rapport à 2006.

Sur le seul mois de décembre, les avis de saisies ont concerné plus de 349.000 logements, soit 14% de plus que le mois précédent, malgré plusieurs moratoires, indique RealtyTrac.

Il s'agit du dixième mois consécutif au cours duquel les dossiers de saisies immobilières ont dépassé la barre des 300.000.

Sur l'ensemble de l'année, leur nombre a dépassé la barre des 3,9 millions, un record.

Le taux de défaut de crédit, et donc ses répercussions sur les prix de l'immobilier et l'économie, aurait toutefois été plus important sans les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics et les banques pour éviter les saisies immobilières et les retards de traitements des prêts liés à leur volume élevé, précise RealtyTrac.

Le cabinet s'attend néanmoins à un nouveau record cette année, pour laquelle il prévoit qu'au moins trois millions de procédures de saisies immobilières seront lancées.

De nombreux experts et économistes estiment que les efforts publics et privés pour modifier les conditions de prêts des emprunteurs jugés à risque sont soit insuffisants, soit tardifs pour aider les propriétaires les plus en difficulté.

En rythme trimestriel, les saisies immobilières ont pourtant ralenti au quatrième trimestre, avec une hausse de 7% par rapport au troisième, mais leur nombre a augmenté de 18% par rapport à la période correspondante de 2008.

Les banques ont saisi plus de 918.000 logements l'an dernier, un chiffre record en hausse de 6,5%, par rapport à 2008.

---

## **UE. La pauvreté touche 17% des habitants de l'Union européenne. (20.01)**

### **AP - 19.01**

Environ 17% des habitants des 27 pays membres de l'Union européenne sont menacés de pauvreté, les enfants et les personnes âgées étant les plus en danger, et 10% de la population n'a pas les moyens de chauffer convenablement son domicile, selon une étude publiée lundi par Eurostat.

Ce taux de pauvreté relevé en 2008 est relativement stable depuis 2005 puisqu'il n'a oscillé qu'entre 16% et 17%, souligne l'institut de la statistique de l'UE. La notion de pauvreté, fondée sur les revenus après transferts sociaux, est relative au seuil de pauvreté, qui varie fortement d'un Etat à l'autre.

Eurostat note aussi qu'en 2008, 10% de la population des Vingt-sept n'avait pas les moyens de chauffer convenablement son domicile, 9% n'avait pas les moyens de s'offrir tous les deux jours un repas composé de viande, de poulet ou de poisson, 9% n'avait pas les moyens de s'offrir une voiture personnelle, et 37% n'avait pas les moyens de partir une semaine en vacances.

Les risques de pauvreté les plus élevés ont été observés en Lettonie (26%), en Roumanie (23%), en Bulgarie (21%) ainsi qu'en Grèce, en Espagne et en Lituanie (20% chacun), et les plus faibles en République tchèque (9%), aux Pays-Bas et en Slovaquie (11% chacun), au Danemark, en Hongrie, en Autriche, en Slovénie et en Suède (12% chacun). Le taux s'élève à 13% en France et au Luxembourg, et 15% en Belgique et en Allemagne.

Par ailleurs, un enfant sur cinq (20%) est menacé de pauvreté dans l'UE, et le risque de pauvreté est plus élevé pour les enfants jusqu'à 17 ans dans 20 des 27 Etats membres. Les taux les plus élevés étaient enregistrés en Roumanie (33%), en Bulgarie (26%), en Italie et en Lettonie (25% chacun), et les plus faibles au Danemark (9%) ainsi qu'en Slovénie et en Finlande (12% chacun).

Les personnes âgées sont également exposées à un risque de pauvreté plus élevé que celui de la population totale: 19% pour les plus de 65 ans. Les taux les plus forts sont relevés en Lettonie (51%), à Chypre (49%), en Estonie (39%) et en Bulgarie (34%), et les plus faibles en Hongrie (4%), au Luxembourg (5%) et en République tchèque (7%).

L'étude confirme par ailleurs que le fait d'avoir un emploi réduit sensiblement le risque de pauvreté, à 8% en moyenne dans l'UE, en s'échelonnant de 4% en République tchèque à 17% en Roumanie.

---

## **Afghanistan. Les talibans attaquent au coeur de Kaboul. (20.01)**

### **AP - 19.01**

De plus en plus audacieux, les talibans ont lancé une série d'attaques en plein coeur de Kaboul lundi. Au moins 12 personnes ont été tuées, dont sept assaillants, et 71 autres blessées dans des attentats-suicide et affrontements entre insurgés et forces de l'ordre, selon le ministre de l'Intérieur.

Après une série d'explosions et environ cinq heures d'affrontements près de plusieurs ministères et dans un centre commercial, le président Hamid Karzaï a fait savoir que la sécurité avait été rétablie dans la capitale. Des opérations se poursuivaient, à la recherche d'assaillants éventuels.

Il s'agissait de la plus vaste attaque depuis le 28 octobre dernier, lorsque des insurgés équipés d'armes automatiques et de vestes bourrées d'explosifs avaient pris d'assaut une pension de l'ONU. Onze personnes, dont au moins cinq employés onusiens, avaient péri.

Un porte-parole des talibans, Zabiullah Mujahid, a déclaré à l'Associated Press que 20 militants armés, dont certains équipés d'explosifs, étaient entrés dans Kaboul pour viser le palais présidentiel et d'autres édifices publics dans le centre.

Les violences ont éclaté peu avant 10h pour prendre fin cinq heures plus tard environ, après des attaques en quatre endroits dans le centre de la capitale, où des bâtiments publics côtoient des magasins et des hôtels.

Lors du premier assaut, un kamikaze a fait sauter ses explosifs sur une place représentant un grand carrefour près des portes du palais présidentiel, de la Banque centrale et de l'hôtel de luxe Serena, fréquenté par des Occidentaux.

Des affrontements ont éclaté alors que d'autres combats opposaient les forces afghanes à des militants. La police a bouclé la zone, survolée par des hélicoptères.

Plusieurs assaillants ont alors fait irruption dans un centre commercial situé à proximité, déclenchant des affrontements avec les forces de sécurité. Deux hommes sont morts lorsque leur bombe a sauté, provoquant un incendie dans le bâtiment.

Vers 11h17, un autre kamikaze s'est dirigé vers la zone à bord d'une ambulance mais s'est fait exploser après avoir été arrêté à un contrôle près du ministère de l'Education.

Trois assaillants sont ensuite entrés dans un autre bâtiment commercial abritant des bureaux vers 13h, affrontant les forces de sécurité pendant près de deux heures avant d'être tués. L'ensemble de ces précisions ont été fournies par le ministre de l'Intérieur Hanif Atmar lors d'une conférence de presse.

Pendant plusieurs heures, explosions et tirs ont secoué la ville. Des débris jonchaient les rues, rapidement désertées par la foule. Selon le ministre de l'Intérieur, un agent des renseignements a été tué ainsi que deux policiers et deux civils, dont un enfant. M. Atmar a ajouté que 71 autres personnes avaient été blessées, dont 35 civils. La plupart des blessures ont été causées par l'explosion de grenades lancées par les militants, a-t-il précisé.

Cette nouvelle attaque démontre la capacité des insurgés à pénétrer dans une ville pourtant placée sous haute sécurité, notamment près du palais présidentiel et des ministères. Les militants sont de plus en plus audacieux dans leurs actions.

"Nous sommes tellement inquiets, tellement déçus de la sécurité dans la capitale", a confié un témoin des attaques, Mohammad Hussein, un commerçant âgé de 25 ans. "Des dizaines de milliers de soldats américains et de l'OTAN sont envoyés en Afghanistan, et pourtant, la sécurité se détériore dans la capitale", a-t-il déploré.

La communauté internationale espère mettre fin aux progrès de l'insurrection avec le déploiement dans les prochains mois de 37.000 soldats supplémentaires (30.000 Américains et 7.000 des autres pays de l'Alliance), qui s'ajouteront aux 106.000 hommes de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN déjà dans le pays. L'armée afghane compte quant à elle environ 94.000 soldats et devrait monter à 134.000 d'ici 2011, la police, forte aujourd'hui de 93.000 hommes, est elle aussi censée recruter. Une conférence internationale sur l'Afghanistan est prévue pour le 28 janvier à Londres.

Cette vague d'attaques s'est produite alors que les membres du cabinet devaient prêter serment, malgré le rejet par le Parlement de plusieurs ministres retenus par Hamid Karzaï. Son porte-parole, Wahid Omar, a précisé que la cérémonie s'était déroulée comme prévu en dépit de "l'attaque terroriste".

Selon Richard Holbrooke, l'émissaire spécial du président américain pour l'Afghanistan et le Pakistan, les talibans à l'origine de cette opération sont membres de groupes extrémistes opérant dans les zones frontalières entre les deux pays. "Ce sont des gens désespérés, ils sont sans pitié", a-t-il déclaré de New Delhi. "(...) Nous devons nous attendre à ce type d'actions de manière régulière."

---

## **Venezuela: le gouvernement nationalise trois nouvelles banques. (20.01)**

**AP - 19.01**



L'autorité de régulation du secteur bancaire du Venezuela a annoncé lundi la nationalisation de trois nouvelles banques privées.

Il s'agit des banques InverUnion Banco Comercial, Banco del Sol et Mi Casa. Les trois organismes faisaient face à de "graves problèmes administratifs et de gestion" qui les auraient empêchées de faire face à leurs échéances à court terme, argue le gendarme bancaire (Sudeban), qui dépend du ministère des Finances. Leur passage sous tutelle était devenu "nécessaire et impossible à différer".

Le gouvernement garantira une partie des fonds détenus par les épargnants dans ces banques, ajoute le communiqué de Sudeban. Le plafond de garantie des dépôts est de 14.000 dollars par personne. Dans les trois banques, plus de 95% des déposants verront ainsi leurs dépôts sauvegardés en intégralité.

Le gouvernement est coutumier du fait au Venezuela, où il défend "la santé et la stabilité du système financier" par ces interventions répétées.

Entre novembre et décembre, le gouvernement a pris le contrôle de huit banques. Neuf directeurs et actionnaires de ces banques ont été arrêtés. L'ancien président du gendarme boursier, Antonio Marquez Sanchez, a également atterri en prison.

---

## **Italie. Vote d'un projet de loi mettant fin aux procès contre Berlusconi. (21.01)**

**Reuters - 20.01**

Le Sénat italien a voté en première lecture un projet de loi réduisant la durée des procès, texte qui, selon ses détracteurs, est taillé sur mesure pour mettre fin à des procédures engagées contre le président du Conseil Silvio Berlusconi.

Le Sénat, où Berlusconi dispose d'une confortable majorité, a voté par 163 voix contre 130 le projet de loi du "procès court". Le texte doit maintenant être soumis à la Chambre, où son adoption est pratiquement acquise.

En fonction du degré de gravité de l'affaire, il fixe une limite comprise entre six ans et demi et dix ans pour les trois étapes d'un procès - procès initial, premier appel et appel final. Une extension est possible pour les affaires de mafia et de terrorisme. Au-delà, l'accusé sera automatiquement acquitté.

En raison de son effet rétroactif, cette mesure mettrait fin à deux procès pour corruption et fraude fiscale intentés contre Berlusconi. Ce dernier se dit innocent et affirme être harcelé par les magistrats depuis son entrée en politique, en 1994.

Les limites fixées par le projet de loi sont encore trop longues, a affirmé Berlusconi, ajoutant qu'être traduit en justice en Italie revient à pénétrer dans l'Enfer de Dante.

Des magistrats estiment que la loi pourrait mettre fin à 100.000 procès, dont des affaires de banqueroute frauduleuse dans lesquelles des dizaines de milliers de petits investisseurs tentent de récupérer leurs économies.

Les alliés de Silvio Berlusconi affirment que seulement un pour cent des procès en Italie, qui peuvent durer plus de vingt ans, seraient affectés.

Silvio Berlusconi a perdu son immunité en octobre lorsque la Cour constitutionnelle a jugé qu'une loi introduite par son gouvernement pour le protéger pendant son mandat était contraire au principe constitutionnel selon lequel tous sont égaux devant la loi. Ce jugement a permis la reprise de deux procès.

---

## **USA. Obama vs Wall Street : une guerre perdue d'avance ? (25.01)**

**Figaro.fr - 22.01**

La presse et la blogosphère américaines analysent la déclaration de guerre du président contre les grandes banques. Beaucoup saluent le principe. Beaucoup aussi s'interrogent sur la mise en oeuvre.

La déclaration de guerre d'Obama contre Wall Street ? Même le Wall Street Journal a aimé.... le principe. «En mettant de côté l'aspect populiste de l'annonce, Obama a introduit hier dans le débat de la réforme financière sa première idée sérieuse», écrit l'éditorialiste du

«Journal».

Le président américain a adopté la posture du défenseur du citoyen américain spolié en déclarant jeudi vouloir limiter les activités spéculatives des banques ainsi que leur taille. L'idée : que le contribuable ne soit plus obligé de sauver les banques en difficulté. Le moyen : empêcher les banques de grossir à un point tel qu'il devienne impossible de ne pas leur venir en aide en cas de crise.

«Le président a compris un principe essentiel : la prise de risque sur les marchés est incompatible avec une garantie assurée par les contribuables», approuve le Wall Street Journal.

«Punir» les banques

Sur Slate.com (groupe Washington Post), Daniel Gross applaudit des deux mains. Il explique pourquoi et comment le plan Volcker -du nom du conseiller économique ayant inspiré ces mesures- doit «punir» les banques. «Goldman Sachs et Morgan Stanley devront laisser tomber leur statut de banque et retourner sur les marchés pour trouver des financements», écrit-il. «Alors, le coût plus élevé du capital et la difficulté qu'elles rencontreront en levant des fonds les empêcheront de devenir trop grosses. C'est là l'intérêt.»

Néanmoins, Obama «va réaliser rapidement que, si son plan pose les bonnes questions, les détails auront la plus grande importance», nuance le Wall Street Journal. Et ces «détails», justement, soulèvent à leur tour de nombreuses interrogations. Comment, par exemple, séparer les activités de marché des banques réalisées pour leur compte propre et celles réalisées au nom de leurs clients, s'interroge l'économiste Tyler Cowen, du blog Marginal Revolution.

«Les régulateurs auront le plus grand mal à différencier» ces deux activités, répond The Economist. Cas concret : Morgan Stanley devra-t-elle se séparer de Highbridge, un grand fonds d'investissement ? La banque estime qu'elle ne sera jamais amenée à prendre une telle mesure. «Personne n'en est sûr», nuance The Economist. Le cas échéant, ce serait «horrible», confie un cadre de la banque à l'hebdomadaire anglais.

Autre interrogation : si un établissement comme Goldman Sachs abandonne le statut de banque, les autorités la laisseront-elles tomber en cas de pépin ? Clive Crook (Financial Times), répond par une autre question : «Si Goldman Sachs, débarrassée de son statut, ne peut pas être abandonnée à son sort en cas de pépin, à quoi donc aura servi la règle Volcker ?»

Stratégies de contournement

Tout le monde n'est pas d'accord. Le prix Nobel d'économie Paul Krugman, d'habitude fervent supporter de la politique économique d'Obama, craint que les banques contournent la réglementation : «Les établissements financiers créeront des services qui ressembleront à des services de dépôt, agiront comme tels, mais sans bénéficier de garantie d'Etat. Au final, lorsqu'une crise surviendra, il sera difficile de ne pas voler à leur secours.»

---

## **USA. Joseph Stiglitz salue le plan Obama pour réformer les banques (25.01)**

**Reuters - 21.01**

Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a estimé jeudi que les propositions de Barack Obama visant à limiter la prise financière de risque par les banques de Wall Street était "un grand pas en avant", mais qu'une réglementation des marchés dérivés était toujours attendue.

"Comme c'est toujours le cas avec la réglementation, le diable se cache dans les détails, mais c'est un grand pas en avant par rapport où l'on était", a déclaré Joseph Stiglitz dans une entretien à Reuters Insider TV.

Selon Joseph Stiglitz, qui enseigne à l'Université de Columbia, la leçon de la crise financière de 2008 est que "même les banques d'investissement doivent être fortement régulées".

Mais il a estimé que ces mesures proposées n'allaient pas suffisamment loin en ce qui concerne la réglementation des marchés de produits dérivés, qui ont été montrés du doigt pour avoir exacerbé la crise du crédit.

Les dérivés sont un problème "non seulement avec les très grandes banques, mais pourraient déboucher sur des banques qui sont non seulement trop grosses pour faire faillite, mais trop interconnectées pour faire faillite, comme ce fut le cas avec les affaires AIG l'an dernier", a-t-il déclaré.

American International Group a eu besoin d'un plan de sauvetage public de très grande ampleur après avoir pris trop de risques en utilisant les CDS (credit default swaps), des produits permettant de s'assurer contre un défaut sur la dette.

Les propositions de Barack Obama ont fait penser à la loi Glass-Steagall prise après la Grande dépression de 1929 et abrogée en 1999, qui avait rendu obligatoire une séparation entre les banques d'affaires et les banques de réseau ayant une activité de commerciale.

Pour Joseph Stiglitz, rétablir cette loi telle qu'elle était n'est pas nécessaire, "mais le concept de base, tentant d'éviter un conflit d'intérêt, en s'assurant que la banque commerciale ne prend pas de risques excessifs, ce principe est important", a déclaré le professeur d'économie.

## **Au Japon, les électeurs de Nago refusent l'arrivée d'une base américaine. (26.01)**

### **Le Monde - 25.01**

Rarement une élection locale aura eu autant d'implications politiques intérieures et internationales que celle, dimanche 24 janvier, du maire de Nago (60 000 habitants) au centre de l'île principale de l'archipel d'Okinawa. Son principal enjeu était le déplacement de la base militaire américaine de Futenma (dans la municipalité de Ginowan) à Henoko, village de la côte orientale de la municipalité de Nago. Un projet à l'origine de tensions entre les Etats-Unis, qui s'impatiente, et le Japon, qui entend tenir compte de l'opinion de ses habitants. La victoire à l'arraché (52 % des voix) du candidat opposé à la construction de la nouvelle base, Susumu Inamine, est un message explicite de la population à Tokyo et à Washington.

Depuis plus de deux mille jours, indique une pancarte, les militants d'une dizaine de hameaux des environs de Henoko surveillent la mer émeraude coupée au loin par l'écume d'une barre de corail. Devant leurs tentes s'ouvre la baie d'Oura, avec ses plages de sable blanc, ses criques rocheuses et ses îlots plantés de pins, qui devrait être partiellement remblayée pour y construire la nouvelle base dotée de deux pistes en forme de V de 1 800 mètres chacune.

La disparition sous une chape de béton de ce paysage enchanteur avec son récif de corail bleu, ses dugongs (espèce protégée de mammifères marins), ses îlots - lieux ancestraux de prières du culte animiste - et ses mangroves a cristallisé l'opposition aux bases américaines à Okinawa.

La lutte des communautés de pêcheurs et d'agriculteurs cultivant la canne à sucre et le maïs de Henoko s'inscrit dans un mouvement de résistance de plus d'un demi-siècle à la présence militaire américaine. "Longtemps, beaucoup d'habitants d'Okinawa semblaient résignés", dit Yoichi Iha, maire de Ginowan (90 000 habitants). "Quoi qu'ils subissent ou quoi qu'ils fassent pour protester, l'Etat n'en tenait pas compte. Ce n'est plus le cas désormais." Exigeant l'évacuation de la base de Futenma et son cortège de nuisances (bruits, accidents, criminalité), M. Iha est aussi opposé à son transfert en un autre lieu à Okinawa.

Sur une carte de Ginowan, une gigantesque tache grise s'étale au beau milieu de l'agglomération. Dotée d'une piste de 2 800 mètres, la base des marines occupe 25 % de la superficie de la ville. Selon les jours, on dénombre de 100 à 200 atterrissages et décollages qui font vibrer les vitres des habitations en bout de piste. "Le bruit est intolérable", dit un instituteur. Les hélicoptères se succèdent à cinq minutes d'intervalle et, en 2004, l'un d'eux est tombé sur l'université.

Les deux tiers des 47 000 soldats américains déployés au Japon se trouvent à Okinawa. L'Archipel, qui ne représente que 0,6 % de la superficie totale du pays, accueille 34 bases ou cantonnements et 15 champs de manoeuvre. Jusqu'en 1972, Okinawa a été sous l'administration des Etats-Unis. La rétrocession au Japon n'a rien changé à la présence des bases ni entamé les privilèges d'extraterritorialité des troupes américaines.

Au terme d'un accord signé en 2006 après dix ans de négociations, la base de Futenma devait être transférée à Henoko en dépit d'un référendum datant de 1997 par lequel les habitants de Nago avaient exprimé leur opposition à ce projet. Le maire sortant - et aujourd'hui battu -, Yoshikazu Shimabukuro, avait promis des aménagements, mais il était favorable au déplacement à Henoko où, sur les hauteurs, se trouve déjà une base militaire, Camp Schwab.

Aux dégâts environnementaux causés par le remblaiement de la baie d'Oura s'est ajouté le sentiment de beaucoup d'avoir été dupés : en dépit des substantielles subventions de l'Etat pour faire accepter le projet, "le chômage atteint 12,9 % (plus du double de la moyenne nationale) et les contrats de génie civil sont allés aux géants du secteur, laissant des miettes aux entreprises locales", explique Mme Estuko Urashima, activiste d'un mouvement de citoyens à Nago.

Le mécontentement populaire a incité les conseillers municipaux à passer, un à un, du côté des opposants. A Tokyo, le vent avait tourné. Le Parti démocrate du Japon du premier ministre Yukio Hatoyama, au pouvoir depuis septembre, s'est engagé à renégocier l'accord de 2006. A la suite de l'élection de M. Inamine, Tokyo n'a guère d'autre choix que de trouver un site, hors d'Okinawa, pour transférer la base de Futenma et d'affronter le mécontentement des Etats-Unis. D'autant que la lutte à Nago a stimulé d'autres oppositions : au nord de l'île, dans la région montagneuse de Yanbaru, des mouvements de citoyens luttent contre la construction de nouveaux héliports dans ce qui est la plus vaste zone d'entraînement au combat de jungle (7 500 hectares) de l'armée américaine.

## **COR-L'OMS accusée d'avoir surestimé les risques du virus H1N1. (27.01)**

**Reuters - 25.01**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est accusée d'avoir exagéré les risques d'une pandémie de grippe A(H1N1) sous l'influence des laboratoires pharmaceutiques.

L'épidémie de grippe A(H1N1) a provoqué pour l'instant, en un peu moins d'un an, 14.000 décès dans le monde, c'est-à-dire moins que la grippe saisonnière alors que 175 millions de doses ont été administrées, selon les chiffres de l'OMS.

Wolfgang Wodarg, médecin allemand et ancien député social-démocrate, a reproché mardi à l'organisation d'avoir "semé la panique", lors d'une audition devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dont il est l'instigateur.

"On a dit que des millions de personnes allaient mourir", a-t-il rappelé. Il a estimé que l'OMS avait commis "une erreur grave, d'un point de vue scientifique", en affirmant que la grippe A, un virus dont la dangerosité n'était pas avérée, ferait "au moins 500.000 morts".

"Cela a permis à l'industrie pharmaceutique d'engranger des recettes très juteuses", a-t-il affirmé en évoquant un surcroît de dépenses de 18 milliards de dollars pour les systèmes de santé publique.

Keiji Fukuda, conseiller spécial auprès du directeur général de l'OMS sur les pandémies grippales, a défendu la stratégie de l'organisation.

Il a nié que la décision de l'agence des Nations unies de déclarer l'état de pandémie ait été influencée par les liens qu'entretiennent nombre d'experts de l'OMS, scientifiques ou chercheurs, avec les laboratoires pharmaceutiques.

Elle a été prise à l'unanimité, a-t-il affirmé.

"Une pandémie, c'est lorsqu'un nouveau virus de la grippe apparaît et se répand dans le monde entier", a-t-il poursuivi.

"Le fait d'avoir un nombre élevé de morts ne fait pas partie de la définition de l'OMS", a-t-il expliqué. "La pandémie de 1918 (connue sous le nom de grippe espagnole) a tué 50 millions de personnes dans le monde. Elle avait commencé par quelque chose de pas très menaçant".

### "CLIMAT DE SUSPICION"

Keiji Fukuda a rappelé que les experts auprès de l'OMS étaient tenus "avant chaque réunion" de déclarer tout conflit d'intérêt dont ils pourraient faire l'objet en raison de lien avec une entreprise ou un organisme extérieur.

Ces informations restent néanmoins confidentielles au nom du respect de la vie privée, a-t-il ajouté.

Luc Hessel, représentant de l'association des producteurs européens de vaccin (EVM), a "fermement rejeté les accusations" du Dr Wodarg.

"L'industrie du vaccin a fait ce qui lui était demandé", a affirmé ce médecin français. "Il est difficile de spéculer sur le retour sur investissements", a-t-il ajouté en évoquant les quatre milliards de dollars investis par les fabricants de vaccins en recherche et développement sur les pandémies grippales au cours des dix dernières années.

Il a rappelé que les laboratoires allaient donner 160 millions de vaccins à l'OMS pour les pays en développement.

En France, où l'épidémie de grippe A est terminée, la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, fait face à de vives critiques de l'opposition, qui l'accuse d'avoir exagéré la menace.

Le gouvernement français avait commandé 94 millions de doses de vaccins mais s'est résolu à en annuler 50 millions.

"Il y a un climat de suspicion parce que c'est un sujet compliqué. Peut-être aussi parce qu'il y a eu beaucoup d'annonces contradictoires", a déclaré mardi sur France Inter le professeur Alice Dautry, directrice générale de l'institut Pasteur, à Paris.

"Ceci étant dit, il faut que les scientifiques travaillent avec les industriels. Chaque année, il faut définir quel est le virus qui dans six mois va donner la grippe saisonnière", a-t-elle ajouté, souhaitant la transparence dans ce domaine.

## **Yémen: « Une situation trop explosive pour envisager une intervention plus directe ». (29.01)**

**Libération.fr - 28.01**

Interview. Au lendemain de la conférence de Londres sur le Yémen, présenté au cours de ces dernières semaines comme le nouveau sanctuaire d'Al-Qaeda, le chercheur Franck Mermier revient sur les annonces occidentales pour le régime de Sanaa.

Avant l'Afghanistan, le Yémen. Une vingtaine de pays se sont réunis mercredi à Londres pour évoquer l'avenir de cet État à la pointe de la péninsule d'Arabie. Présenté comme le nouveau sanctuaire d'Al-Qaeda, le Yémen fait face à de nombreux autres défis: une pauvreté endémique (140e rang mondial pour le PNUD); la rébellion zaïdite dans le nord du pays, à la frontière saoudienne; et un mouvement séparatiste dans le sud.

Que retenir de cette conférence, voulue par Gordon Brown après l'attentat manqué sur le vol Amsterdam-Detroit (l'auteur présumé des faits, Umar Farouk Abdulmutallab aurait été formé au Yémen)? Le régime de Sanaa a obtenu le soutien des pays occidentaux, d'abord sur le plan économique.

Les participants ont ainsi annoncé une conférence des donateurs à Ryad les 27 et 28 février, essentiellement pour assurer le suivi des promesses d'aide financière formulées en 2006 à hauteur de 5 milliards de dollars, mais très partiellement honorées. Le chercheur et anthropologue Franck Mermier (1), du CNRS, revient sur les implications de cette conférence.

Que retenir de la réunion de mercredi à Londres ?

D'abord, elle n'a duré que deux heures, ce qui est très rapide. Les 21 pays réunis ont confirmé leur soutien au régime et à la lutte contre Al-Qaeda. Mais on peut surtout voir qu'Hillary Clinton a conditionné l'aide économique au régime avec la mise en place d'un agenda de réformes socio-économiques, de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Une partie de l'aide accordée en 2006 n'a pas été dépensée. Il y a des craintes de détournement. C'est pour cela que l'allié américain a posé des conditions, qui restent floues pour le moment. Il faudra aussi définir une date pour les prochaines élections législatives, qui ont déjà été reportées.

Peut-on accorder un certain crédit au pouvoir d'Ali Abdallah Saleh, qui se maintient depuis 32 ans, pour tenir cet objectif ?

Depuis un an, on assiste à un durcissement du régime sous couvert de la lutte contre Al-Qaeda. Ce durcissement vise les membres de l'opposition démocratique. Plusieurs journaux, à l'image d'Al-Ayyam, dont le propriétaire a été jeté en prison en janvier, ont été fermés. Le prétexte Al-Qaeda a permis au régime de se relancer sur le plan économique. Avant le 25 décembre, on ne parlait pas de ce pays. L'attentat manqué du vol Amsterdam-Detroit a renforcé l'attention de la communauté internationale. Le régime de Sanaa a utilisé comme cette couverture comme prétexte pour mener des actions anti-démocratiques, en «qaïdisant» l'opposition.

Jusqu'où les occidentaux sont-ils prêts à s'engager au Yémen ?

Le renforcement reste seulement logistique pour l'instant, car les occidentaux ont conscience qu'une implication directe entraînerait une crispation de la société yéménite. D'ailleurs, il y a eu mardi au Yémen une réunion entre plusieurs dizaines de chefs tribaux et religieux, dont Sadek Al-Ahmar, chef de la tribu Hachid, et Abd-el-Majid Zendani, le responsable du principal mouvement islamiste dans le pays. Ils ont mis en garde la conférence de Londres contre toute intervention dans les affaires yéménites, avec la menace de recourir au Djihad.

Les Américains sont déjà intervenus par l'intermédiaire de drones, en 2002. Mais il n'existe pas de preuves de la présence de leurs forces spéciales sur le terrain. En revanche, ils apportent une aide logistique aux unités anti-terroristes yéménites. La situation est trop explosive pour envisager une intervention plus directe. Sans oublier la psychose du bourbier afghan ou irakien.

Quelle est la principale menace aujourd'hui pour le régime yéménite?

La rébellion zaïdite semble confinée au Nord. En revanche, le mouvement séparatiste semble s'étendre et gagner en popularité au sud. Il s'est trouvé un leader avec Ali Salam Al-Bid, l'ancien président du Yémen du Sud, aujourd'hui en exil. La conjoncture est donc menaçante pour Sanaa et l'appui occidental est bienvenu.

Par ailleurs, on sait qu'il y a eu des frappes aériennes de l'armée yéménite, notamment à Abyan, sur ce qui était considéré comme des positions d'Al-Qaeda. Ces attaques ont causé des dizaines de morts, parfois civils. Cela a créé une solidarité entre les familles. Si les attaques ne sont pas ciblées, elles peuvent avoir un impact inverse de celui recherché, car elles seront considérées comme venant d'un ennemi extérieur.

(1) Co-auteur, notamment, de l'ouvrage «Le Yémen contemporain» - Paris Karthala, 1999

## **Hamid Karzaï tend la main aux talibans. (29.01)**

**LeMonde.fr avec AFP - 28.01**

Le président afghan, Hamid Karzaï, a rallié, jeudi 28 janvier, la communauté internationale à sa nouvelle stratégie de la "main tendue" aux talibans repentis, lors d'une conférence à Londres sur l'avenir de l'Afghanistan. "Nous devons tendre la main à tous nos compatriotes, en particulier nos frères désabusés qui ne sont pas membres d'Al-Qaida ou d'une autre organisation terroriste", a déclaré M. Karzaï, devant près de 70 pays, en présentant son plan de "réconciliation" avec les talibans, qui propose argent et travail aux insurgés repentis.

La communauté internationale a promis de consacrer plus de 140 millions de dollars à un fonds destiné à la réinsertion de ces talibans, a déclaré David Miliband, le ministre des affaires étrangères britannique. Les talibans concernés devront toutefois "respecter les principes inscrits dans la Constitution afghane, couper leurs liens avec Al-Qaida et les autres organisations terroristes et poursuivre leurs objectifs de manière pacifique", avertit le communiqué final approuvé après une journée de travaux.

### **RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ**

La rencontre, une des plus importantes jamais organisées sur l'Afghanistan, a également accéléré le transfert aux Afghans de la responsabilité en matière de sécurité, vers une pleine souveraineté afghane. Selon le communiqué, "les participants ont salué l'objectif du gouvernement afghan visant à ce que les forces armées afghanes prennent le commandement de la majorité des opérations dans les zones instables d'ici à trois ans et assument la responsabilité de la sécurité sur le terrain d'ici à cinq ans".

Pour accompagner la transition, les forces de sécurité afghanes seront portées à 300 000 d'ici octobre 2011, "beaucoup plus que les forces alliées", a précisé le premier ministre britannique, Gordon Brown, dans un discours. Aucun calendrier de retrait des alliés n'est cependant fixé.

D'autant que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a tenu à tempérer ce transfert de responsabilité. "Nous soutenons le plan de transition de l'OTAN, mais il doit être clair (...) que ce n'est pas une stratégie de sortie", a déclaré la chef de la diplomatie américaine. "Il s'agit d'établir les conditions qui permettront aux forces afghanes de prendre la direction en toute sécurité dans une zone donnée", a-t-elle expliqué, en précisant : "Nous continuerons à soutenir nos partenaires afghans pendant la transition."

### **ENCORE CINQ À QUINZE ANS DE SOUTIEN INTERNATIONAL**

Le chef du gouvernement britannique n'a pas caché son pessimisme quant à l'avenir du pays. "Nous savons tous que 2009 a été une année difficile en Afghanistan et qu'il y a encore une période difficile devant nous", a-t-il déclaré. M. Brown a rappelé que l'année 2009 avait été la plus meurtrière du conflit entamé à la fin de 2001 et estimé que la guerre avait atteint "un moment décisif". "Chacun des pays représentés ici aujourd'hui, a-t-il souligné, reconnaît que cette mission est vitale pour nos sécurités nationales, la stabilité de cette région cruciale, et la sécurité du monde".

Plus tôt, au cours d'un entretien sur la BBC, le président afghan avait estimé que son pays aurait besoin de l'aide internationale pendant de nombreuses années. "En ce qui concerne l'entraînement et l'équipement des forces de sécurité, cinq à dix ans seront suffisants", a déclaré M. Karzaï sur radio BBC4, avant de préciser que, pour le soutien financier, "la période sera étendue de dix à quinze ans".

## **Dix ans après sa naissance, le mouvement altermondialiste s'interroge sur son avenir politique (30.01)**

**Le Monde - 29.01**

Les altermondialistes vivent une crise d'identité qui s'est reflétée dans les débats du Forum social mondial (FSM) qui ont pris fin vendredi 29 janvier à Porto Alegre (Brésil).

Les participants à cette rencontre, qui marquait le dixième anniversaire du mouvement, ont émis peu d'autocritiques ex cathedra. Mais beaucoup ont exprimé leurs frustrations, sur les estrades et en coulisses, face à la difficulté de transformer leur réseau d'influence en un contre-pouvoir planétaire capable de résister au "capitalisme néolibéral prédateur".

Le FSM affronte un problème de fonctionnement, dû à sa nature même, celle d'un mouvement qui se veut autonome, autogestionnaire, très démocratique et respectueux de l'extrême diversité des courants qui le composent.

Se posent à lui des questions d'organisation et de programme : comment centraliser sans verser dans le centralisme ? Comment concilier les exigences globales et les aspirations locales ? La pluralité et la nécessité d'élaborer un "agenda commun planétaire" ? Comment éviter la fragmentation des mouvements sociaux ? Quel type de relations faut-il avoir avec les partis ou les gouvernements "progressistes", notamment ceux de la gauche radicale latino-américaine ?

Pour mieux articuler le "global" et le "local", le FSM cherche depuis plusieurs années la solution en décentralisant ses débats. Après le lever de rideau de Porto Alegre, 27 forums régionaux auront lieu cette année dans le monde entier. Sur le fond, peu de réponses ont été apportées à ceux qui déplorent que "l'usine à idées" du Forum produise aussi peu d'outils conceptuels pour mener des actions concrètes, permettant à la société civile globale de s'affirmer.

"On peut réfléchir autant qu'on veut dans les vestiaires, mais c'est sur le terrain que le match se gagne", lance Joao Pedro Stedile, animateur du Mouvement des sans-terre au Brésil. "Le Forum n'a pas de projet politique", soupire Heloisa da Silva Vieira, une enseignante communiste de Rio de Janeiro. "Nous manquons de vision", constate Nandita Shah, une féministe venue d'Inde.

Tous analysent la crise financière mondiale comme une bonne nouvelle qui valide les thèses du Forum, et la décrivent comme le plus grave symptôme "des limites", "de l'usure", voire "de l'échec" du capitalisme. Mais ils sont déçus que la famille altermondialiste n'ait pas su exploiter l'événement à son profit en mobilisant massivement les énergies. La philosophe Susan George rêve à ce sujet d'une journée d'action mondiale semblable à celle qui, en février 2003, avait fait descendre dans les rues des millions de manifestants contre la guerre en Irak.

De manière générale, les altermondialistes dénoncent encore beaucoup plus qu'ils ne proposent. Le discours altermondialiste conserve les Etats-Unis pour cible privilégiée. Rares sont ceux qui, comme le Français Bernard Cassen, de l'association Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyens), se livrent à quelques constats gênants, par exemple à propos de la Chine d'aujourd'hui, qu'il dit ne pas tenir "pour une alliée des mouvements sociaux". "Nous devons, ajoute-t-il, cesser de considérer les pays du Sud comme un ensemble homogène où les rivaux de nos adversaires seraient forcément nos alliés."

Le FSM frappe aussi par son silence sur les sujets de société qui divisent ses membres - la libéralisation de l'avortement, la dépénalisation des drogues -, sur ceux dont l'évocation embarrasserait les pouvoirs "amis" de la région comme le Venezuela - les atteintes à la liberté d'expression, les ravages de la violence urbaine - ou encore sur d'autres thèmes qui préoccupent les citoyens du monde, comme les dangers du terrorisme islamiste.

Commentaire. "Le Forum n'a pas de projet politique", "Nous manquons de vision", une "usine à idées" en panne, tout est dit ici en quelques mots. En dehors de la lutte des classes, point de salut !

---

## **Espagne. Le PSOE en bon gestionnaire du capitalisme. (30.01)**

### **LeMonde.fr et Reuters - 29.01**

Côté cour - Le nombre de chômeurs en Espagne a augmenté de 1,1 million en l'espace d'une année, et le taux de chômage s'est établi à 18,83 % à la fin 2009, a annoncé vendredi l'Institut national de la statistique. Au total, l'Espagne comptait 4,326 millions de chômeurs fin décembre, contre 3,207 millions un an plus tôt, sur une population totale d'environ 46 millions de personnes.

Le nombre de personnes ayant un travail a baissé de 1,21 millions en un an, à 18,645 millions à la fin 2009.

Les étrangers, dont beaucoup d'hommes peu qualifiés employés dans le secteur du BTP avant la crise, sont les plus affectés par le chômage, avec un taux de 29,7 %, contre 16,8 % pour les Espagnols. L'envolée du chômage a eu des conséquences lourdes pour l'économie du pays, notamment à cause de la forte baisse de la consommation des ménages qui a pesé sur le produit intérieur brut. Fin 2009, il y avait 1,22 millions de foyers espagnols où tous les membres actifs étaient au chômage.

Le gouvernement a aussi annoncé qu'il allait relever l'âge de départ légal à la retraite de 65 à 67 ans.

Le gouvernement a déjà annoncé des hausses d'impôts, dont un relèvement de 2% de la TVA, ce qui devrait permettre de collecter 40 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires, environ 4% du PIB, au cours des trois prochaines années.

Côté jardin - L'Espagne a présenté vendredi un plan destiné à réaliser 50 milliards d'euros d'économies d'ici 2013, via notamment une baisse des dépenses publiques représentant 4% du PIB, dans l'espoir de rassurer des marchés financiers qui s'interrogent sur la qualité de sa dette.

Le déficit budgétaire 2009 a atteint l'équivalent de 11,4% du PIB sous le coup de la baisse des rentrées fiscales et des plans de soutien à l'économie.

L'Espagne doit ramener son déficit public sous le seuil des 3% de son PIB non seulement pour se conformer aux règles édictées par Bruxelles mais également pour rassurer des marchés déjà échaudés par les difficultés budgétaires de la Grèce, autre pays membre de la zone euro.

Standard & Poor's, qui a réduit de "AAA" à "AA+" la note de la dette espagnole en début d'année dernière, a abaissé à négative sa perspective en décembre dernier.

Commentaire. Le PSOE soigne son jardin, normal, non ?

---

## **Le président de l'Université libre de Tunis critique M. Ben Ali : l'établissement devra fermer. (30.01)**

### **Le Monde - 29.01**

Pour Mohamed Bouebdelli, il s'agit d'une "décision politique, dictée par la haine et la vengeance". Quatre mois après avoir publié sur Internet un livre critique sur le président Ben Ali, le fondateur et président de l'Université libre de Tunis (ULT) a été sanctionné. Sa création, sa fierté - la plus ancienne des universités privées de Tunisie -, s'est vu notifier la suspension de ses activités par le ministère de l'enseignement supérieur.

Née il y a trente-cinq ans, l'ULT, très cotée en Tunisie, forme chaque année 1 500 étudiants en ingénierie, architecture, droit et gestion. Elle n'a désormais plus le droit de prendre de nouvelles inscriptions. Tout juste est-elle autorisée à achever les cursus en cours.

Officiellement, l'ULT présente "nombre de carences et irrégularités d'ordre administratif et pédagogique". Pour Mohamed Bouebdelli, ces reproches ne sont qu'"une mise en scène destinée à (le) sanctionner".

C'est en octobre 2009 que cet ingénieur de formation, qui a passé vingt ans de sa vie en France avant de regagner la Tunisie en 1972, bascule dans l'opposition ouverte au président Ben Ali. Il met en ligne un ouvrage - Le jour où j'ai réalisé que la Tunisie n'est plus un pays démocratique ([www.bouebdelli.com](http://www.bouebdelli.com)) - dans lequel il rappelle les promesses de M. Ben Ali au moment de son arrivée au pouvoir en 1987 et souligne ses reniements. Dans la foulée, l'auteur avance une série de propositions pour faire de la Tunisie un pays démocratique.

Au sein de l'opposition, le "ralliement" de Mohamed Bouebdelli en fait grogner quelques-uns. Si l'homme est reconnu pour ses compétences d'éducateur - outre l'université, il a créé un collège et un lycée privés -, on lui reproche d'avoir mis trop de temps avant de se démarquer franchement du pouvoir. D'autres, au contraire, voient en lui un symbole éclatant de l'échec du régime. "Ben Ali décourage même ceux qui sont les mieux intentionnés à son égard, souligne un observateur. Bouebdelli aurait pu être son allié, pas son adversaire ! Mais il a fini, comme tant d'autres, par se lasser du système."

"Le dé clic"

En réalité, avant même d'entrer en dissidence ouverte, Mohamed Bouebdelli avait déjà des ennuis avec le régime. Tous les cinq ans, un membre du clan au pouvoir (les Ben Ali ou les Trabelsi, du nom de l'épouse du chef de l'Etat) lui réclamait un passe-droit pour l'un ou l'autre de ses protégés. Passe-droit qu'il refusait, affirme-t-il, malgré les sommations et les mesures de rétorsion. La tension montait.

En mai 2007, c'est le clash. On lui annonce la fermeture de son lycée, vraisemblablement pour ne pas faire de concurrence à l'école que vient d'ouvrir l'épouse du chef de l'Etat... "Ç'a été le dé clic. J'ai compris ce jour-là ce qu'était l'arbitraire", dit-il.

M. Bouebdelli reçoit chaque jour des manifestations de sympathie, de parents d'élèves autant que de policiers ou de cadres de l'administration, tous consternés par la sanction qui frappe l'université. "Les gens sont scandalisés, mais ils sont paralysés par la peur. Chacun me dit : "Je suis avec vous, mais j'ai une famille, comprenez-moi"", soupire-t-il. Contactées pas Le Monde, les autorités tunisiennes n'ont pas souhaité réagir.

---

## **Afghanistan. La tension monte entre Otan et Afghans après une bavure. (31.01)**

### **Reuters - 30.01**

Le bombardement par erreur d'une base de l'armée afghane par des troupes de l'Otan a déclenché une nouvelle crise entre Afghans et Alliance atlantique.



Deux autres incidents ont eu lieu samedi, provoquant la mort de deux soldats américains et deux civils afghans.

La bavure impliquant des "tirs amis" a eu lieu dans la province de Wardak, au sud-est de Kaboul, où les forces étrangères et afghanes menaient des opérations vendredi soir, a rapporté Shahedullah Shahed, porte-parole du gouverneur de Wardak.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) a été visée par des tirs sans savoir qu'ils venaient de soldats afghans et a réclamé des renforts aériens, qui ont bombardé un avant-poste de l'armée afghane récemment installé.

"Quatre soldats sont morts et six autres ont été blessés quand les frappes aériennes étrangères ont visé leur base", a dit le porte-parole. "Nous ne savons pas comment c'est arrivé mais c'est très regrettable."

L'Isaf a raconté l'incident en ces termes dans un communiqué: "Les premiers rapports sur l'opération indiquent que des tirs d'armes légères sont venus d'un poste avancé de combat de l'armée nationale afghane (ANA) et qu'un soutien aérien appelé consécutivement par la force alliée a probablement tué quatre soldats de l'ANA."

Tentant de désamorcer la polémique, les responsables de l'ANA et de l'Otan ont annoncé une enquête commune.

"Nous travaillons dur pour coordonner et synchroniser nos opérations", a dit Eric Tremblay, porte-parole canadien de l'Isaf.

Dans la même province de Wardak, un interprète afghan a tué par balles deux soldats américains car il était "mécontent" de ses conditions de travail, selon des responsables américains.

Un responsable provincial afghan, qui a requis l'anonymat, a déclaré qu'avant d'ouvrir le feu, l'interprète s'était querellé avec des militaires à propos de son salaire. Il a été à son tour abattu par d'autres soldats.

## TENSIONS

Un troisième incident s'est produit dans la province voisine de Ghazni, où des soldats de l'Otan ont ouvert le feu sur un véhicule qui ne s'était pas arrêté malgré leurs injonctions, tuant deux civils et en blessant un autre.

Les bavures des forces alliées sont une grande source de tensions entre le gouvernement et les troupes occidentales qui le soutiennent.

La population a manifesté sa colère à plusieurs reprises ces dernières semaines, visant principalement les Américains. Ceux-ci composent les deux-tiers de l'Isaf, qui n'a pas identifié la nationalité des troupes impliquées dans les "tirs amis".

"Comme vous le voyez, ils ont largué des bombes sur notre poste avancé. Ce sont les Américains, bien sûr. Qui d'autre nous bombarderait ?" a dit un ancien du village de Salar à Reuters télévision.

Les Nations unies assurent que l'Isaf a réussi à limiter le nombre de victimes civiles depuis que son commandant, le général Stanley McChrystal, a fait diffuser un guide en ce sens l'année dernière.

Le ministère afghan de la Défense a demandé que les responsables soient traduits devant un tribunal militaire.

"Les soldats impliqués dans cet horrible incident doivent être jugés selon la loi martiale, sans aucune hésitation, pour qu'ils soient punis pour leurs actes", a dit le ministère.

La force internationale s'inquiète également des conflits grandissants entre ses troupes et les Afghans avec qui elles travaillent.

En novembre et décembre, un policier puis un soldat afghans ont tué au total six soldats occidentaux. La mois dernier, un agent double jordanien muni d'un gilet d'explosifs a tué sept employés de la CIA.

---

## **Italie. Des magistrats italiens protestent contre un projet de réforme. (31.01)**

### **Reuters - 30.01**

Des magistrats italiens ont quitté samedi les tribunaux pour protester contre un projet de réforme judiciaire proposé par le président du Conseil Silvio Berlusconi.

Ce dernier est en conflit avec les magistrats depuis des mois, les accusant d'être des communistes voués à sa perte, et il a promis des réformes qui, selon ses détracteurs, sont taillées sur mesure pour lui éviter des poursuites.

De la Sicile à Milan, des magistrats brandissant un exemplaire de la Constitution ont quitté les audiences solennelles marquant la rentrée judiciaire lorsque les représentants du gouvernement ont commencé leurs discours.

"Peloton d'exécution, égout, cancer, métastase - ce sont quelques-uns des mots utilisés par le Premier ministre et ses adjoints pour nous désigner", a déclaré Gioacchino Natoli, de l'Association nationale des magistrats, organisatrice de la manifestation.

"Nous ne voulons plus faire l'objet de cette agression constante".

Les magistrats ont été particulièrement ulcérés par un projet de loi qui réduirait fortement la durée maximale des procès et qui aurait pour effet de mettre fin à deux procès pour corruption et fraude fiscale engagés contre Berlusconi.

Ce dernier rejette toutes les accusations portées contre lui et se dit victime d'un acharnement des magistrats à son encontre.

De nombreux magistrats conviennent que des réformes sont nécessaires, mais ils font valoir qu'imposer artificiellement une limite de temps est contre-productif et risque d'accroître la criminalité.

"Lorsque la critique est aveugle et refuse de reconnaître quoi que ce soit, elle est moins crédible", a déclaré le ministre de la Justice Angelino Alfano lors d'une cérémonie à L'Aquila au cours de laquelle il a critiqué le mouvement de protestation.

---

## **Chine. Les expropriations violentes se multiplient en Chine. (31.01)**

### **Le Monde - 30.01**

Les conflits liés aux expropriations sont en pleine recrudescence en Chine. Pour tenter d'y remédier, un nouveau projet de réglementation a été publié, vendredi 29 janvier, sur le site du bureau des affaires légales du Conseil d'Etat. Les citoyens sont invités à soumettre leurs commentaires par écrit jusqu'au 12 février. Les compensations seront désormais calculées en fonction des "prix du marché". Les résidents ne pourront être expulsés avant la fin des procédures engagées devant la justice. Et la violence et les méthodes dissuasives, comme des coupures d'électricité ou d'eau, ne devront en aucun cas être employées contre eux.

Le temps presse. Le plan de relance chinois, censé empêcher toute déstabilisation sociale, produit l'effet inverse car il faut vite expulser pour lancer les infrastructures inscrites au budget. Les gouvernements locaux, qui tirent en Chine leurs revenus des ventes de terrain, cherchent à profiter de la bulle immobilière, alimentée par l'afflux d'argent frais dans les sociétés d'Etat ou assimilées. La flambée des prix nourrit en retour une anxiété croissante dans la population.

### **IMMOLATION PAR LE FEU**

Cette course infernale fait des victimes. Dans le Guangxi, à Lipu, un homme a été tué par la police le 12 janvier : des villageois opposés à la réquisition de leurs terres s'en étaient pris à un juge qui avait tranché en leur défaveur. Dans le Guangdong, à Yangshan, des batailles rangées entre des habitants résistant à la démolition de leur maison et la police ont fait plusieurs blessés, le 18 janvier.

En novembre 2009, l'acte de désespoir de Tang Fuzhen, une femme de 47 ans qui s'était immolée par le feu sur le toit de sa maison dans la banlieue de Chengdu - les images ont circulé sur Internet - avait ému l'opinion. Elle possédait une maison de trois étages, et y avait installé son entreprise. Les autorités locales souhaitaient construire à cet emplacement une route pour desservir une nouvelle centrale de traitement des eaux. Elles ont refusé de l'indemniser en prétextant l'absence de permis adéquats. Quand l'équipe de démolition a molesté sa soeur et sa nièce, Tang Fuzhen s'est donné la mort.

"En Chine, la notion d'expropriation est entendue comme un droit de recours à la force, au mépris de toute procédure", explique Chen Duanlong, un professeur de la faculté de droit de l'université de Pékin qui a publié avec quatre experts, début décembre, une lettre ouverte pour dénoncer le caractère non constitutionnel de la réglementation. "Pour que dans un rapport d'achat et de vente, le "vendeur" se suicide, c'est qu'il est dans une impasse. Que peut faire un propriétaire chinois mécontent ? Pétitionner ? C'est voué à l'échec. Porter plainte ? Le système judiciaire est contrôlé par le pouvoir qui exproprie. Le résultat est que les gens se tournent vers la violence et les actes extrêmes" poursuit-il.

Pour M. Chen et ses confrères, il est nécessaire de refondre en profondeur la loi, dans la mesure où la notion de "prix du marché", telle qu'elle est spécifiée dans les nouvelles règles, ne vaut que si celui-ci est fixé par une entité indépendante. Selon le juriste, prohiber la

violence contre des citoyens ne suffit pas, encore faut-il que ceux-ci disposent de possibilités de recours.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos internationales

- Un nouveau scandale rejaillit sur le Parlement italien. (28.02)
- L'Azerbaïdjan brandit un risque de "grande guerre" au Caucase. (26.02)
- Lybie. Mouammar Kadhafi appelle au "djihad" contre la Suisse. (26.02)
- Grèce. Grève générale en Grèce contre le plan d'austérité. (25.02)
- Espagne. Manifestations en Espagne contre la réforme des retraites. (25.02)
- Bangladesh : 900 soldats vont être inculpés pour une mutinerie. (25.02)
- Afghanistan: Karzaï prend le contrôle de la commission des plaintes électorales. (25.02)
- L'Amérique latine et les Caraïbes créent un nouveau bloc. (24.02)
- Souveraineté des Malouines: les pays latino-américains soutiennent l'Argentine. (24.02)
- Turquie: une cinquantaine d'officiers interpellés pour complot présumé en vue d'un coup d'Etat. (23.02)
- USA. Les responsables qui ont autorisé les interrogatoires des années Bush blanchis. (20.02)
- La Russie livrera des missiles antimissiles à l'Iran. (20.02)
- Zimbabwe. Un millier de fonctionnaires manifestent au Zimbabwe. (20.02)
- Allemagne. Accord historique dans l'industrie allemande. (19.02)
- Assassinat d'un cadre du Hamas : les enquêteurs de Dubaï désignent le Mossad. (19.02)
- Niger. Les militaires prennent le pouvoir au Niger. (19.02)
- Japon. Japan Airlines souhaiterait réduire les salaires de 5%. (19.02)
- G-B Les pilotes de la Lufthansa votent en faveur d'une grève de quatre jours. (18.02)
- Au Kenya, plusieurs scandales de corruption menacent le gouvernement de coalition. (18.02)
- Ukraine : le résultat de l'élection présidentielle est suspendu. (18.02)
- Libye. Tripoli refuse les visas aux ressortissants de l'espace Schengen. (17.02)
- Inde. Lakshmi Mittal : «*Nous avons atteint nos objectifs*». (12.02)
- Grèce. Asphyxiée avec la complicité de Merkel et Sarkozy. Que les travailleurs paient la note ! (12.02)
- Allemagne. Berlin va devoir augmenter ses aides aux plus démunis. (11.02)
- Grèce. Grève et manifestations contre le plan d'austérité en Grèce. (11.02)
- Grèce : appel à la grève pour mercredi. (10.02)
- La récession pousse les Etats européens à réformer les retraites. (10.02)
- Algérie. La France ne digère pas la demande algérienne de "*reconnaissance des crimes coloniaux*". (10.02)
- Italie. L'ombre de la mafia plane sur Forza Italia, le parti de Berlusconi. (10.02)
- Afghanistan. Les taliban afghans refusent la main tendue d'Hamid Karzaï. (7.02)
- Portugal : le Parlement rejette un plan d'austérité. (6.02)
- En Grèce, les grèves se multiplient contre les mesures d'austérité. (05.02)
- Espagne. Crimes du franquisme: la menace de poursuites se rapproche du juge Garzon. (05.02)
- La Grèce promet de suivre son plan d'économies à la lettre. (03.02)
- Italie. Grève générale chez Fiat. (03.02)
- Portugal. Le Premier ministre portugais s'en prend aux marchés. (02.02)
- USA. En 2011, les États-Unis dépenseront plus de 800 milliards de dollars pour leurs armées. (02.02)

## **USA. En 2011, les États-Unis dépenseront plus de 800 milliards de dollars pour leurs armées. (02.02)**

**Lepoint.fr - 01.02**

Le budget militaire américain est toujours assez ébouriffant quand on le compare au budget français. Celui que Barack Obama a présenté pour l'année fiscale 2011 s'élève à 768 milliards de dollars (552,11 milliards d'euros), soit 17 fois le budget français de 2010, qui s'élève à 45,2 milliards de dollars (32,5 milliards d'euros). Si on utilise le critère de la dépense militaire par habitant, on obtient 514 euros en France (nourrissons et centenaires compris), et 1.862 euros aux États-Unis.

On remarque également que le Pentagone dépensera l'an prochain plus d'un milliard et demi d'euros par jour. On observe, en outre, que sur les 768 milliards de dollars réclamés par le président Obama, 159 milliards concernent les opérations extérieures. Les 30.000 soldats, dont le renfort pour l'Afghanistan a été décidé en décembre dernier, nécessiteront un effort budgétaire de 33 milliards de dollars supplémentaires entre septembre 2010 et septembre 2011, en sus des 768 milliards, ce qui portera le budget à 801 milliards. Certes, il ne s'agit pas des dépenses directes nécessaires pour ces soldats, puisque la somme inclut également les dépenses opérationnelles complémentaires que leur présence nécessitera. On ne peut toutefois pas s'empêcher de rapprocher les chiffres : 33 milliards de dollars pour 30.000 soldats représentent un ratio de 1,1 million de dollars par homme envoyé sur le terrain. Pour un an...

## **Portugal. Le Premier ministre portugais s'en prend aux marchés. (02.02)**

**Reuters - 01.02**

Le Premier ministre portugais, dont le pays est considéré par les marchés et les agences de notation comme un maillon faible de la zone euro en raison de son déficit, dit ne pas comprendre ce jugement.

"Je ne comprends absolument pas la suspicion qui pèse sur mon pays", déclare José Socrates dans une interview publiée dans l'édition de mardi du quotidien français Libération.

Prié de dire s'il la trouve infondée, il répond: "Tout à fait", ajoutant que le plan portugais de réduction du déficits public, qui a finalement été de 9,3% du PIB en 2009, était crédible. "Je sais comment faire et je suis prêt à le faire."

"J'ai vraiment le sentiment que les marchés ne se préoccupent pas de la réalité de la situation économique, mais se basent sur des a priori et des impressions pour rendre leur jugement", ajoute-t-il. "Je recommande à ces analystes de venir constater la réalité sur place."

L'agence de notation Fitch Ratings a estimé mercredi dernier qu'un déclassement de la dette du Portugal était plus probable qu'un statu quo en raison d'un déficit budgétaire pire que prévu en 2009, puisqu'il était auparavant estimé autour de 8% du PIB.

Au vu des difficultés financières que traverse la Grèce, les investisseurs se demandent si le Portugal et d'autres pays endettés de la zone euro risquent de prendre le même chemin.

"Il est extraordinaire que les agences de notation critiquent les gouvernements pour avoir dépensé l'argent qui a permis de sauver le système financier !", dit José Socrates.

"Elles devraient comprendre qu'il y a une différence entre les Etats qui font des dépenses sans raison et ceux qui les font pour une bonne raison. Et n'oublions pas que ce sont ces mêmes agences qui nous donnent des leçons qui ont été incapables d'évaluer les risques, risques qui ont débouché sur la grave crise que nous traversons", a-t-il poursuivi.

"Il est impératif de prendre des mesures et j'espère que le G20 changera le système afin de lui redonner sa crédibilité."

Selon lui, les taux d'intérêt sont élevés parce que les agences de notation "considèrent qu'il y a un risque élevé".

"On voit bien ce que certains ont à gagner dans la situation actuelle", a-t-il estimé.

Le Premier ministre portugais affirme qu'il parviendra à ramener le déficit public de son pays sous la barre des 3% en 2013 mais maintient qu'il a eu raison de le laisser filer puisque le Portugal a été l'un des premiers à sortir de la récession au deuxième trimestre de 2009, "comme la France".

"J'ai une vision instrumentale du déficit: il faut le creuser quand l'économie en a besoin", a-t-il dit.

---

## **Italie. Grève générale chez Fiat. (03.02)**

**LeFigaro.fr - 02.02**

Le constructeur est en grève. La fermeture d'une usine en Sicile et le chômage partiel imposé à 30 000 salariés provoquent un tollé.

Les syndicats de Fiat observeront ce mercredi une grève générale de quatre heures pour défendre l'emploi dans l'usine sicilienne de Termini Imerese et pour protester contre le chômage technique d'une semaine annoncé pour 30 000 salariés italiens du groupe Fiat fin février.

Le ministre de l'Industrie, Claudio Scajola, estime «inopportun» le recours au chômage technique. Pour les syndicats, il s'agit d'un «chantage» à la veille de négociations sociales qui s'annoncent difficiles. Ces mêmes syndicats ont été galvanisés par l'appel lancé dimanche par le Pape à «faire tout son possible pour garantir et faire croître l'emploi». Lors de l'Angélus prononcé du balcon de son appartement, place Saint-Pierre, Benoît XVI a explicitement fait référence à «certaines réalités difficiles en Italie, comme Termini -Imerese».

«Fiat est prêt au dialogue», -répond le président du groupe automobile, Luca Cordero di Montezemolo, très proche des Agnelli. Le constructeur de Turin justifie ces mesures en invoquant la fin de la prime à la casse. Certes, le gouvernement envisage de la proroger, mais de manière ciblée, pour une -période courte (six mois sans doute) et probablement au quart de son montant. Or l'impact de cette prime est réel. En cas d'abandon, cela se traduirait par 300 000 immatriculations en moins.

Quant à Sergio Marchionne, l'administrateur délégué à l'origine du redressement du constructeur, il ne manque pas d'arguments. Il estime que les surcapacités des constructeurs européens représentent environ un tiers de leur production. «C'est le seul continent où l'auto n'ait pas fait sa restructuration», assure-t-il. En Italie, Fiat emploie 21 900 salariés dans six usines pour produire 645 000 voitures par an, «l'équivalent de ce que produit une seule usine au Brésil. Cela n'a aucun sens industriel. Cela reflète une réalité qui n'est plus», ajoute-t-il.

Surcoût de 1 000 euros

Fiat n'entend pas revenir sur sa décision de fermer Termini Imerese, qui emploie 1 300 salariés, à la fin du cycle actuel de production, en 2011 : «Jamais décision n'a été annoncée avec un tel préavis», dit Marchionne.

Il la justifie par le fait que l'usine ne construit rien, mais assemble des Lancia Ypsilon dont les pièces détachées arrivent à grands frais par bateau du nord ou de Melfi (Basilicate). «Produire une voiture à Termini Imerese coûte mille euros de plus qu'ailleurs. C'est un non-sens économique», dit Sergio Marchionne.

La construction de l'Ypsilon sera transférée à Tichy, en Pologne. Emma Marcegaglia, la présidente du patronat, lui donne raison : «Si une usine n'est plus concurrentielle, le problème n'est pas de la maintenir artificiellement en activité, mais de réemployer sa force de travail.»

En compensation, Fiat annonce le transfert en Italie de la nouvelle Panda, produite actuellement en Pologne, dans l'usine napolitaine de Pomigliano D'Arco, à partir de 2011. Ce volume de 250 000 voitures en plus par an garantira l'avenir de l'usine.

En outre Turin promet d'affecter à l'Italie les deux tiers de ses investissements automobiles au cours des deux prochaines -années.

---

## **La Grèce promet de suivre son plan d'économies à la lettre. (03.02)**

**AP - 02.02**

Le Premier ministre grec Georges Papandréou a annoncé mardi que les fonctionnaires ne bénéficieraient d'aucune augmentation salariale, amplifiant un plan d'austérité destiné à réduire le déficit du pays.

Il a également affiché son intention d'augmenter les taxes sur les carburants, de repousser l'âge légal du départ à la retraite, sans toutefois fournir de précisions, et d'accélérer la réforme du système d'imposition, qui sera présentée la semaine prochaine au Parlement alors qu'elle devait l'être à la fin du mois de février.

M. Papandréou avait précédemment déclaré que les agents de la fonction publique gagnant plus de 2.000 euros par mois seraient soumis à un gel des salaires. Mais au cours d'un discours télévisé à la nation, il a précisé mardi soir qu'aucun fonctionnaire ne bénéficierait d'une

hausse salariale au-delà des augmentations liées à l'ancienneté.

Observant que la Grèce était confrontée à une "crise sans précédent", il s'est aussi engagé à lutter contre l'évasion fiscale, alors que la Commission européenne doit rendre publique mercredi une évaluation du plan des autorités grecques destiné à juguler le déficit budgétaire, estimé à 12,7% du Produit intérieur (brut) en 2009, soit quatre fois plus que la limite préconisée par l'UE.

La Commission européenne avait prévenu lundi qu'elle exercerait un contrôle étroit de l'état des finances publiques grecques et pourrait si besoin lui demander d'appliquer des mesures correctives comme de nouveaux impôts ou de réduire ses dépenses.

L'importance de la crise budgétaire de la Grèce et la crainte que le pays ne puisse pas rembourser ses dettes ont fragilisé l'Union européenne et affecté l'euro.

"Nous sommes déterminés à instaurer la stabilité et appliquer notre plan à la lettre, de manière stable et suivie", a déclaré M. Papandréou lors d'une conférence à Athènes. "Pour la première fois, notre pays doit faire beaucoup en peu de temps, et pour la première fois, nous sommes très déterminés".

---

## **Espagne. Crimes du franquisme: la menace de poursuites se rapproche du juge Garzon. (05.02)**

### **AP - 04.02**

Un juge de la cour suprême espagnole a estimé jeudi qu'il existait bien des motifs de juger Baltasar Garzon, le juge de l'Audience nationale espagnole, spécialiste des dossiers terroristes et célèbre dans le monde entier pour avoir inculpé Augusto Pinochet puis Oussama ben Laden: selon elle, le magistrat pourrait avoir délibérément ignoré la loi en se déclarant compétent pour enquêter sur les atrocités de la guerre civile espagnole.

En 2008, le juge Garzon a une fois de plus fait l'histoire en ouvrant une enquête sur la disparition de plusieurs dizaines de milliers de civils pendant la guerre civile espagnole (1936-39).

Les atrocités commises par les forces du général Francisco Franco pendant le conflit qui les opposèrent aux Républicains et pendant les premières années de la dictature franquiste sont couvertes par une Loi d'Amnistie, promulguée par les Cortes en 1977, deux ans après la mort du dictateur, au début de la transition démocratique.

Mais, en lançant son enquête, Garzon a "délibérément décidé d'ignorer ou mettre de côté" la volonté du parlement d'oeuvrer, via cette, amnistie à la réconciliation du pays, estime jeudi le juge du Tribunal suprême Lucio Varela, dans son jugement de 55 pages. Le juge Garzon a cinq jours pour faire appel.

Si cet appel est rejeté, un panel de cinq juges de la cour suprême devra ensuite se prononcer: soit dire qu'il faut abandonner l'affaire, soit laisser le juge Varela décider s'il entame des poursuites contre Garzon pour "prévarication". Ce dernier affirme n'avoir rien à se reprocher et a présenté son point de vue devant le Tribunal suprême en septembre.

S'il en arrivait à être condamné pour "prévarication", pour avoir agi alors qu'il savait très bien qu'il n'était pas compétent, le juge Garzon pourrait être suspendu pendant plusieurs années.

L'enquête ouverte en 2008 par le juge Garzon n'a duré que quelques mois. Il a du céder sur une querelle de juridiction, l'affaire étant transférée vers les tribunaux provinciaux.

Mais c'était la première fois qu'une enquête officielle était ouverte en Espagne sur cette période, la plus sombre du passé franquiste du pays, jamais confronté.

Du coup, l'année dernière, le syndicat de fonctionnaires d'extrême droite "Manos Limpias" ("Mains propres") a porté plainte contre le juge pour avoir rouvert cet épineux dossier, et le Tribunal suprême a accepté d'étudier la requête.

Baltasar Garzon est devenu célèbre en incarnant la doctrine espagnole de juridiction universelle, qui stipule que les crimes les plus atroces, comme la torture et le terrorisme, relèvent d'une compétence globale et non nationale. C'est ainsi qu'il s'en est pris à Augusto Pinochet, faisant en 1998 arrêter l'ancien dictateur chilien en Grande-Bretagne. En 2003, il a également inculpé Oussama ben Laden pour les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

"Amnitié" les franquistes, ne pas juger leurs crimes, blanchir la dictature franquiste, l'oeuvre du parlement espagnol dominé par le PSOE. Logique non, puisque ce parti a fait le lit du franquisme avec les staliniens et les anarchistes !

## **En Grèce, les grèves se multiplient contre les mesures d'austérité. (05.02)**

**LeMonde.fr et AFP - 04.02**

Agents du fisc et douaniers grecs ont lancé jeudi 4 février les premiers débrayages prévus par les syndicats contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement socialiste pour sortir le pays de la crise financière. Les syndicats, qui regroupent plusieurs centaines de milliers de membres et disposent d'une forte capacité de mobilisation de leurs troupes, ont décidé de cette action afin de manifester leur opposition à la voie choisie par le gouvernement socialiste pour tenter de réduire le déficit budgétaire abyssal de la Grèce.

Le premier ministre Georges Papandréou a annoncé en début de semaine qu'au-delà du plan de sortie de crise soumis par la Grèce à la Commission européenne et approuvé par Bruxelles mercredi, il appliquerait un gel total des salaires des fonctionnaires, une augmentation de l'âge du départ à la retraite et une hausse des taxes sur les carburants.

Le syndicat des quelque 15 000 agents du fisc s'affirme prêt à accepter la perte de privilèges fiscaux, mais juge inacceptable le total des coupes envisagées, qu'il chiffre à près du quart du revenu de ses membres. Les agents ont annoncé leur intention de faire à nouveau grève les 10 et 17 février. Les quelque 4 000 douaniers excluent pour leur part toute concession salariale.

La confédération des fonctionnaires, qui compte près de 200 000 membres, a confirmé mercredi un appel à une grève de 24 heures pour le 10 février, déjà annoncé à la mi-janvier. Le front syndical du Parti communiste a indiqué qu'il se joindrait à cette grève.

### **APPEL À CESSER LE TRAVAIL DANS LE PRIVÉ**

De son côté, l'influente Confédération des travailleurs de Grèce (GSEE, 600 000 adhérents) a appelé jeudi à une grève nationale de 24 heures dans le secteur privé, le 24 février, pour protester contre les projets gouvernementaux de réforme des retraites. Mardi soir, le premier ministre a en effet annoncé, à la surprise générale, sa volonté de repousser l'âge de départ à la retraite, dans le cadre d'un projet en préparation de réforme du système des retraites. Le gouvernement "nous avait promis qu'il n'y aurait pas de changement sur ce point (...) allonger l'âge de la retraite n'apporte aucune solution", a affirmé le secrétaire général de la GSEE. La presse estimait jeudi que l'annonce de M. Papandréou signifierait probablement un alignement de toute une série de catégories professionnelles bénéficiant de retraites anticipées sur le régime général de retraite à 65 ans.

La dette de la Grèce s'élève à plus de 294 milliards d'euros (412 milliards de dollars) et son déficit se situe bien au-delà des limites des 3 % du PIB acceptées pour les membres de la zone euro.

## **Portugal : le Parlement rejette un plan d'austérité. (6.02)**

**AP - 05.02**

Le gouvernement portugais mis en minorité sur son plan d'austérité: le Parlement l'a rejeté vendredi, adoptant à la place une proposition de loi de l'opposition permettant au pays de s'endetter davantage. Un vote qui risque d'aggraver les inquiétudes des marchés financiers sur la capacité de certains pays européens à maîtriser leurs déficits.

La proposition de loi a été adoptée par 127 voix contre 87, révélant de profondes réticences au plan d'austérité. Le gouvernement socialiste, minoritaire au Parlement, a tenté sans succès de s'opposer à l'adoption du texte. Après le vote, la bourse de Lisbonne a clôturé en baisse de 1,4%.

Le gouvernement estime que la nouvelle mesure va creuser un déficit budgétaire de 400 millions d'euros sur les quatre prochaines années en permettant aux régions semi-autonomes des Açores et de Madère de s'endetter davantage.

Le gouvernement avait proposé de limiter la dette des deux régions, qui reçoivent des crédits de Lisbonne mais contractent également des prêts. Or, le texte de l'opposition permet à chacune des deux de l'augmenter de 50 millions d'euros par an sur les quatre prochaines années. La dette de Madère s'élève déjà à 1,2 milliard d'euros, selon le gouvernement.

Le ministre aux Affaires parlementaires Jorge Lacao a jugé le texte de l'opposition "irresponsable", estimant qu'il envoyait "un signal extrêmement négatif" aux marchés internationaux. Il a précisé que le gouvernement chercherait à modifier le budget 2010 pour annuler les effets du nouveau texte. Cette révision risque toutefois de provoquer des frictions politiques.



Le ministre des Finances Fernando Teixeira dos Santos avait de son côté averti à la télévision jeudi soir que le texte de l'opposition aurait de "graves conséquences" pour les finances de l'Etat. "Nous ne pouvions pas envoyer un plus mauvais signal", a-t-il déclaré, promettant d'user de tous les moyens légaux et politiques pour empêcher son application. Pour 2009, le déficit public portugais devrait atteindre 9,3% du produit intérieur brut, un record national. Le gouvernement du Premier ministre José Socrates a promis de le ramener en 2013 sous la barre des 3% du PIB, limite fixée aux pays de la zone euro, en réduisant les effectifs dans la fonction publique, en gelant les salaires des fonctionnaires et en réduisant d'autres dépenses.

La dette publique du Portugal devrait grimper à 85,4% du PIB cette année, contre 76,6% en 2009, alors que le gouvernement portugais investit dans l'économie et augmente ses dépenses sociales sur fond de hausse du chômage.

Quelque 30.000 manifestants ont défilé vendredi dans le centre de Lisbonne pour manifester contre un gel des salaires dans le secteur public. Les syndicats ont également annoncé leur intention d'organiser des grèves.

Les marchés financiers craignent que le scénario des difficultés financières grecques ne se reproduise dans d'autres pays de la zone euro comme le Portugal et l'Espagne.

En Grèce, le gouvernement du Premier ministre socialiste Georges Papandréou subit de fortes pressions de la part des marchés et d'autres gouvernements de l'Union européenne pour réduire son déficit, qui s'élève à 12,7% du PIB. Il a promis de le ramener à 2% en 2013 et a annoncé une cure d'austérité. Si la Grèce manque à ses engagements, cela constituerait un sérieux revers pour l'euro, mais Athènes et l'Union européenne ont assuré que cela n'arriverait pas.

En Espagne, l'économie a enregistré fin 2009 son 6e trimestre consécutif de contraction, à -0,1% pour octobre-décembre, a annoncé la banque d'Espagne vendredi. Pour l'ensemble de l'an dernier, l'économie espagnole a vu son PIB reculer en moyenne de 3,6%.

Le déficit espagnol pour 2009 était de 11,4%, soit près de quatre fois la limite autorisée par les critères de convergence européens, de 3%. Madrid a annoncé un programme d'austérité sur quatre ans. AP

---

## **Afghanistan. Les taliban afghans refusent la main tendue d'Hamid Karzaï. (7.02)**

**Reuters - 06.02**

Les taliban ont refusé l'offre de réconciliation avancée par le président afghan Hamid Karzaï, la qualifiant de vaine et grotesque, et affirmant être prêts à discuter de l'instauration d'un Etat islamique.

"Ce n'est pas la première fois que le régime de Kaboul et les pays envahisseurs cherchent à jeter de la poudre aux yeux de l'opinion publique mondiale en annonçant dans les mots la réconciliation tout en préparant en actes la guerre", déclarent-ils dans un communiqué en anglais sur leur site [alemarah.info](http://alemarah.info).

"De la même manière, ils fixent des conditions qui équivalent à une escalade de la guerre plutôt qu'à son achèvement", ajoutent les taliban.

"Par exemple, ils veulent que les Moudjahidine déposent les armes, acceptent la constitution et renoncent à la violence. Personne ne peut appeler cela de la réconciliation", disent-ils.

Les talibans ont estimé que l'appel de Karzaï, soutenu par les grandes puissances, était vain, au moment où, selon eux, leur influence ne fait que croître.

Le communiqué rappelle les objectifs des taliban: indépendance totale et instauration d'un système islamique. "Notre priorité est de parvenir à ces objectifs par le dialogue et la négociation", ajoutent-ils.

---

## **L'ombre de la mafia plane sur Forza Italia, le parti de Berlusconi. (10.02)**

**Lepoint.fr - 08.02**

Coup de théâtre, lundi, au palais de justice de Palerme. Invité à déposer dans le procès du commandant Mori, un carabinier accusé d'avoir empêché, en 1995, la capture du parrain Bernardo Provenzano, Massimo Ciancimino, fils de l'ancien maire de Palerme, a déclaré : "Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, est né à la suite d'un accord entre l'État et Cosa Nostra."

Ce n'est pas la première fois que l'ombre de la mafia effleure Silvio Berlusconi. Dans les années 1970, malgré une condamnation pour homicide, le mafieux Salvatore Mangano était le responsable des écuries du Cavaliere. Les parquets de Caltanissetta et de Florence ouvrirent plusieurs enquêtes, archivées depuis, accusant Berlusconi de complicité dans différents attentats commis par la mafia. En décembre dernier, le repenté Gaspare Spatuzza a déclaré que le président du Conseil avait consigné le pays à Cosa Nostra. Et Marcello Dell'Utri, plus proche collaborateur de Berlusconi, a été condamné à 9 ans de prison pour association externe à Cosa Nostra...

#### Témoignage privilégié

Cette fois, l'accusation est d'autant plus grave que Massimo Ciancimino n'est pas un repenté quelconque. Son père, Vito Ciancimino, fut maire de Palerme durant les années 1970. Homme d'honneur, il faisait le lien entre les palais du pouvoir et les clans siciliens. Massimo, qui était alors le secrétaire de son père, fut le témoin privilégié des compromissions entre l'État italien et Cosa Nostra. Ses dépositions dans un autre procès ont été avalisées par la condamnation à 10 ans de prison d'un député régional sicilien. Pour la justice, le fils de l'ancien maire de Palerme est donc un témoin crédible.

Le témoignage de Massimo Ciancimino commence au printemps 1992. Commandée par le sanguinaire Toto Riina, affaiblie par les maxiprocs antimafia, Cosa Nostra s'engage dans une stratégie terroriste en assassinant les juges Falcone et Borsellino et en plaçant des bombes à Rome, à Milan et à Florence. Objectif : contraindre l'État à alléger le régime carcéral des mafieux. La négociation secrète durera plusieurs années. "En 1994, Provenzano (qui avait remplacé Toto Riina, arrêté en 1993, ndr) me fit parvenir une lettre destinée à Berlusconi pour que je la transmette à mon père, a déclaré, lundi, à Palerme, Massimo Ciancimino. Ce dernier me dit alors que le document exigeait que Berlusconi respecte les pactes qui avaient été passés. Et il précisa que Forza Italia était né d'un accord passé entre l'État et la mafia en 1992."

#### "Manoeuvre politique"

Outre sa déposition, Massimo Ciancimino a présenté à la cour un "pizzino" - billet avec lequel communiquent les parrains de la mafia - que Provenzano aurait écrit à Berlusconi. Dans le document, le chef de la mafia fait allusion au "triste événement" qui pourrait frapper Piersilvio Berlusconi, fils du Cavaliere, si ce dernier le trahissait. Une "pure folie" pour la majorité acquise à Berlusconi, qui dénonce une "manoeuvre politique avant les élections".

## La France ne digère pas la demande algérienne de "reconnaissance des crimes coloniaux" . (10.02)

### Lepoint.fr - 09.02

C'est un partenariat au goût bien amer qui a été ratifié, mardi matin, à l'Assemblée nationale. Les députés ont donné leur feu vert à une convention franco-algérienne signée à Alger le 4 décembre 2007. Classique, direz-vous. Sauf que cette ratification intervient dans un contexte tendu. Il y a deux jours, le Parlement algérien a annoncé qu'il envisageait d'adopter une loi criminalisant le colonialisme français.

Cette proposition de loi, signée par 125 députés de différents partis, dont le FLN (Front de libération nationale, conservateur), ne devrait pas être adoptée avant le printemps. Mais l'initiative fait grincer des dents en France. Ainsi, le ministre de l'Immigration, Éric Besson, a ouvertement regretté, mardi matin, cette décision du Parlement algérien, évoquant un "sujet sensible", alors qu'il reste "encore des cicatrices". Pour lui, "il ne faut pas oublier la colonisation et la postcolonisation" et il convient de "dépasser" cette question. Lundi, le député UMP Thierry Mariani, par ailleurs candidat UMP à la présidence du conseil régional de Paca, a réclamé le report provisoire de la ratification de la convention franco-algérienne. "J'avoue mon incompréhension et mon indignation face à cette initiative et m'interroge tant sur son objectif que sur ses motivations profondes", a estimé le parlementaire, avant d'ajouter : "Sous couvert d'enjeux de pouvoir internes, c'est non seulement ceux, rapatriés, qui ont vécu aux côtés du peuple algérien jusqu'en 1962 que l'on insulte, mais aussi, avec l'ensemble de l'armée française, les harkis que l'on méprise et que l'on injurie une nouvelle fois."

#### Kouchner reporte une visite à Alger

De l'autre côté de la Méditerranée, cette proposition est défendue comme "légitime, historique, morale et politique". L'Algérie "continuera d'exiger de la France la reconnaissance de ses crimes à l'endroit des Algériens durant la période coloniale", a ainsi prévenu, jeudi dernier, le chef du FLN, Abdelaziz Belkhadem, insistant : "Les Algériens sont en droit d'exiger cette reconnaissance, car il s'agit également de notre droit à la mémoire collective." Ancien parti unique, le FLN appartient à la coalition au pouvoir. Le 24 octobre dernier, déjà, il affirmait que la France "devait excuses et réparations pour les crimes barbares et génocidaires commis durant 132 ans par le colonialisme en Algérie".

Une posture radicale qui contraste d'autant plus avec les violents débats qui ont émaillé, en 2005, le dépôt - en France - d'un amendement UMP demandant aux manuels scolaires de "reconnaître le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord". Très controversée, l'initiative a été enterrée. Depuis, Paris affiche une attitude constante concernant la période coloniale. Lors d'une visite en Algérie, en décembre 2007, le président français Nicolas Sarkozy a fermement dénoncé le système colonial "injuste par nature". Mais le chef

d'État français a, dans le même temps, refusé toute idée de "repentance", estimant qu'il s'agissait d'une forme de "haine de soi" et de "dénigrement de son pays."

Mardi matin, le secrétaire d'État à la Coopération, Alain Joyandet, a tenté d'apaiser la polémique. "Il faut dépassionner le débat. (...) Il s'agit d'une proposition de loi qui a, certes, été signée par un certain nombre de députés algériens, mais nous, en France, n'apprécions pas que des parlementaires d'un autre pays commentent les propositions de loi déposées par des parlementaires français", a-t-il estimé. "Les relations sont bonnes", martèle aussi l'ambassade de France à Alger dans des propos rapportés par le quotidien algérien El Watan. Reste qu'entre-temps, le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner a mystérieusement reporté une visite prévue en février à Alger.

## **La récession pousse les Etats européens à réformer les retraites. (10.02)**

### **Le Monde - 09.02**

La Grèce et l'Espagne l'annoncent, la France l'envisage, la République tchèque l'a fait, la Finlande voudrait le faire, le Royaume-Uni y pense : la réforme des régimes de retraite est à l'ordre du jour dans plusieurs pays européens, sous la pression de la crise économique.

Bien sûr, le mouvement n'est pas nouveau. Pressés par le vieillissement de leur population, de nombreux pays ont déjà procédé à des aménagements avant la crise de l'automne 2008, augmentant l'âge légal du départ à la retraite, réformant le calcul des pensions ou transférant au privé une part de l'épargne retraite. En Allemagne, en 2006, le premier gouvernement d'Angela Merkel a prévu de porter graduellement l'âge de la retraite de 65 ans à 67 ans entre 2012 et 2029. En Italie, il a été repoussé de 57 ans en 1995 à 65 ans à l'horizon 2013 pour les hommes.

Mais la récession a précipité ce processus de deux façons : elle a affaibli les régimes de retraite, d'une part, et elle en a fait un levier indispensable pour rétablir le crédit financier de certains Etats, d'autre part. A l'heure où les déficits publics se creusent et où la dette grève les perspectives financières des années à venir, les gouvernements se préoccupent de maîtriser un poste qui consomme, selon les pays, entre 5,7 % (comme en Grande-Bretagne) et 14 % (comme en Italie) du produit intérieur brut (PIB). En France, les dépenses publiques au titre des retraites ont représenté 12,4 % du PIB en 2005, selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

La crise a d'abord mis en lumière les fragilités des régimes privés. "Pour les régimes privés, explique Martine Durand, directrice adjointe à l'OCDE, la crise financière a joué immédiatement", la chute des Bourses abaissant notablement la valeur des investissements des fonds de pension. En Islande, où le système de retraites est fondé sur la capitalisation, y compris dans la fonction publique, l'effondrement de la Bourse a durement frappé les cotisants. Certains pays en ont tiré des conclusions radicales. La Slovaquie, qui avait favorisé l'adhésion des cotisants à des régimes privés, a ouvert la possibilité de revenir dans le giron du régime public.

Puis la hausse du chômage et la baisse des rentrées des cotisations ont accru la pression sur les régimes publics. Dans les pays où ceux-ci sont dominants, la difficulté de la réforme tient au fait que si son impact sur les finances publiques est différé (repousser l'âge légal de la retraite n'aura d'effet bénéfique sur la réduction des déficits qu'à terme), les inconvénients politiques, eux, sont immédiats.

Pourtant, elle est un des leviers essentiels pour lutter contre l'endettement. "La réforme est urgente, mais elle est pour l'avenir", résume Martine Durand. Le gouvernement finlandais s'est heurté à cette difficulté : il a tenté, début 2009, de relever l'âge légal de la retraite, mais il a dû reculer devant une forte opposition.

En Espagne, le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero, placé dos au mur par la défiance des marchés, mesure la difficulté politique du dossier. Le 29 janvier, il a fait valoir la pyramide des âges très défavorable du pays, qui ne garantit la pérennité du système actuel des pensions que jusqu'en 2023. La proposition du gouvernement inclut un recul de 65 ans à 67 ans de l'âge légal de la retraite, une mesure à laquelle 84 % des Espagnols sont opposés. Les syndicats la rejettent ; ils ont convoqué des manifestations contre le projet pour la fin du mois. Un autre volet de la réforme prévoit de porter de 15 à 25 le nombre d'années prises en compte pour fixer le montant des prestations, ce qui entraînerait une baisse du niveau des retraites. La mesure a provoqué une division au sein du gouvernement et du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Le gouvernement tchèque a lui aussi agi. A partir du 1er janvier, l'âge de la retraite augmentera progressivement pour atteindre 65 ans en 2028 pour les hommes et les femmes sans enfants (entre 62 ans et 65 ans pour les mères de famille). D'autres modifications sont envisagées.

Au Royaume-Uni, les fonctionnaires continuent à profiter de retraites très avantageuses (généralement les deux tiers du salaire), tandis que les salariés du privé doivent se contenter de la pension forfaitaire de l'Etat, d'un montant de 560 livres (638 euros) par mois, à compter de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes. S'y ajoutent, dans moins de 40 % des cas, des fonds de pension d'entreprise, dont les revenus ont été mis à mal par la chute des Bourses.

Avec les élections législatives du printemps, le Labour et les conservateurs ont annoncé vouloir réduire l'écart entre le public et le privé. Le

premier ministre travailliste, Gordon Brown, compte geler les retraites du public. David Cameron, le leader des tories, veut les plafonner à 50 000 livres par an. Aucun des deux ne prévoit d'augmenter la pension que verse l'Etat. Les conservateurs comptent même repousser l'âge auquel les Britanniques peuvent la toucher.

---

## **Grèce : appel à la grève pour mercredi**

### **AP - 09.02**

La Grèce multiplie ses efforts pour calmer les marchés financiers effrayés par l'ampleur de sa dette publique, mais les réformes d'austérité envisagées inquiètent la population. Un appel à la grève générale a été lancé pour mercredi, une première dans le pays.

Le Premier ministre grec Georges Papandréou est quant à lui attendu mercredi à Paris, pour des entretiens notamment avec le président Nicolas Sarkozy, à la veille d'un sommet de l'Union européenne à Bruxelles consacré à la crise économique.

"Notre premier devoir aujourd'hui est de sauver l'économie et de réduire la dette, en trouvant les solutions les plus justes, qui protègent - autant que possible - les classes moyennes et les plus pauvres", a expliqué M. Papandréou mardi en conseil des ministres. Les réformes "doivent continuer (...) et aller en s'accélégrant".

Le plan d'austérité que prépare le tout nouveau gouvernement de centre-gauche (Parti socialiste, PASOK), élu il y a quatre mois, prévoit de diminuer de 2 milliards d'euros les dépenses publiques. L'Etat espère aussi engranger plus de 5 milliards d'euros en mettant en place des impôts supplémentaires et en luttant contre l'évasion fiscale.

Le ministre du Travail, Andréas Loverdos, a annoncé mardi que l'âge de la retraite serait repoussé de deux ans, pour être porté à 63 ans d'ici 2015. "Notre situation est dramatique. Nous changeons le système de sécurité sociale du pays pour lui assurer un avenir viable", a ajouté M. Loverdos.

"Nous devons tout changer ou nous coulerons tous ensemble", a lancé M. Papandréou lundi soir devant le Parlement.

Mais ces réformes inquiètent de nombreux Grecs. Mercredi, les écoles, hôpitaux, perceptions des impôts et représentations ministérielles en région seront en grève. Tous les aéroports de Grèce seront fermés. Le secteur privé a prévu de débrayer séparément, le 24 février.

La Grèce fait tout pour montrer qu'elle n'a pas besoin de plan de sauvetage d'une institution, d'un pays européen ou encore du Fonds monétaire international (FMI), une position qui a reçu le soutien de la Commission européenne et des Etats membres de l'Union européenne. Mais les tentatives de rassurer les marchés sur la solidité de la zone euro et faire cesser la spéculation sur la dette grecque ont jusqu'ici échoué.

De son côté, la Banque européenne d'investissement (BEI) a précisé mardi dans un communiqué qu'elle ne proposerait pas non plus de plan de sauvetage à la Grèce ou à tout autre pays membre de la zone euro (comme l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande) qui ne pourrait honorer sa dette publique, son règlement n'autorisant pas ce genre d'intervention.

Jürgen Stark, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), avait lancé le mois dernier: "les marchés se bercent d'illusions s'ils croient que les Etats membres vont ouvrir leurs portefeuilles pour sauver la Grèce".

Le Traité de Lisbonne autorise toutefois les gouvernements de l'UE à intervenir pour l'un des leurs s'il "connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou événements exceptionnels échappant à son contrôle".

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept se retrouvent jeudi pour discuter croissance économique et relance.

---

## **Grèce. Grève et manifestations contre le plan d'austérité en Grèce. (11.02)**

### **AP - 10.02**

Les aéroports sont restés fermés et de nombreux services publics ont été suspendus ou réduits au service minimum mercredi en Grèce. Les syndicats de fonctionnaires ont déclenché une grève de 24 heures pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement, destinées à réduire l'écrasante dette publique du pays, qui sera aussi au coeur du sommet européen de Bruxelles jeudi.

Les chauffeurs de taxi d'Athènes comptent de leur côté débrayer jeudi. Le secteur privé a prévu de le faire le 24 février et la fédération des syndicats de fonctionnaires, l'AEDY, de se joindre à lui.

Les écoles, hôpitaux, perceptions des impôts et représentations ministérielles en région étaient en grève mercredi, de même que plusieurs milliers de contrôleurs aériens, douaniers, médecins hospitaliers et enseignants. Le trafic des trains était fortement perturbé sur les lignes nationales, mais les transports en commun circulaient normalement.

Dès le début de la matinée, des centaines de retraités et de grévistes se sont rassemblés place Syntagma, dans le centre d'Athènes, en attendant le départ des manifestations. "Aujourd'hui, les travailleurs ont répondu" au gouvernement", scandaient les haut-parleurs. "C'est une guerre contre les travailleurs. Nous répondrons par la guerre, jusqu'à ce que la politique ait changé de voie", a expliqué Christos Katsiotis, membre d'un syndicat ouvrier affilié au Parti communiste.

Et les nouvelles mesures annoncées quelques heures auparavant n'allaient pas rassurer les manifestants: hausse de la taxe de l'Etat sur l'essence et obligation pour tous les commerces de délivrer des factures afin de lutter contre la fraude fiscale.

Pour Alexandros Potamitis, 57 ans, retraité, "ce ne sont pas les employés qui ont pris tout l'argent, c'est la 'ploutocratie'. C'est donc à elle de le rendre".

Mais la participation a finalement été faible et la météo pluvieuse. Quelque 7.000 personnes ont défilé, ce qui est peu par rapport à d'autres manifestations organisées par les mêmes syndicats et qui avaient alors mobilisé des dizaines de milliers de personnes. A Thessalonique, deuxième ville du pays, 3.000 personnes se sont aussi rassemblées.

Le plan d'austérité du gouvernement de centre-gauche (Parti socialiste, PASOK), qui a succédé aux conservateurs en octobre dernier, prévoit notamment un recul de deux ans de l'âge du départ à la retraite, à 63 ans d'ici 2015, le gel des salaires des fonctionnaires, des coupes budgétaires, une diminution des dépenses publiques, la mise en place d'impôts supplémentaires et un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale.

En 2009, le déficit de l'Etat grec a atteint 12,7% du PIB (produit intérieur brut), soit plus de quatre fois la limite autorisée par les critères de Maastricht. La dette publique a, elle, dépassé les 113%.

Le Premier ministre Georges Papandréou, qui était reçu par le président Nicolas Sarkozy à Paris mercredi, a promis de "prendre toutes les mesures nécessaires (pour atteindre) (son) objectif de réduction du déficit de 4% en 2010, pour arriver à 8,7% du PIB". Il a ajouté que son pays avait "soumis un programme de stabilité et de croissance à la Commission (européenne)", et que celle-ci l'avait approuvé.

Les regards se tournent désormais vers Bruxelles, où les dirigeants de l'Union européenne étudieront jeudi les réponses à apporter à la crise grecque. Les marchés financiers ont réagi positivement mercredi à ce qu'ils considèrent comme des indices d'une probable aide européenne à la Grèce. La rare participation du président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, à la réunion de jeudi ne leur a notamment pas échappé.

Certains analystes estiment que la BCE pourrait proposer une aide qui ne passe pas par un véritable plan de sauvetage, comme des garanties de prêt par exemple. Ou les grandes économies européennes, l'Allemagne et la France, pourraient apporter une aide. Des experts évoquent aussi des garanties de prêt ou une aide financière bilatérales.

La position de la première économie de la zone euro, l'Allemagne, sera déterminante. Berlin semble accepter de plus en plus que son intervention soit nécessaire pour éviter la contagion de la crise grecque à toute la zone euro.

Mais un soutien européen à la Grèce pourrait se révéler très problématique si d'autres pays en difficulté, comme l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande, exigeaient le même traitement, met en garde Michael Hewson, analyste chez CMC Markets. AP

---

## **Allemagne. Berlin va devoir augmenter ses aides aux plus démunis. (11.02)**

**Lefigaro.fr - 09.02**

Les juges de la cour constitutionnelle de Karlsruhe ont estimé que le système d'allocations sociales aux plus démunis était insuffisant. Une décision qui devrait coûter des milliards d'euros à l'Etat allemand.

Les juges de la cour constitutionnelle de Karlsruhe viennent de jouer un mauvais tour au gouvernement de centre-droit d'Angela Merkel en prenant une décision « révolutionnaire ». Les gardiens de la loi fondamentale allemande, qui fait office de constitution, ont estimé dans un jugement rendu ce mardi que le système d'allocations sociales aux plus démunis était insuffisant, une décision qui devrait coûter des milliards

d'euros à l'Etat allemand.

Le système appelé Hartz VI était la mesure phare de l'agenda de réformes libérales menées par l'ancien chancelier social-démocrate, Gerhard Schröder et aussi le volet le plus controversé. Provoquant d'importants mouvements de grève, les indemnités traditionnellement généreuses des chômeurs avaient été ramenées en 2005 à un an. L'aide sociale et les allocations aux chômeurs de longue durée avaient été fusionnés, à la suite de quoi seul restait un forfait mensuel de 345 euros rapidement devenu l'incarnation de la misère imposée par le pouvoir politique.

Le système en vigueur «est incompatible avec l'article 1, paragraphe 1, de la Loi fondamentale», qui garantit «le droit à une existence digne», a déclaré le président de la Cour, Hans-Jürgen Papier. C'est pourquoi «les règles en vigueur ne suffisent pas au regard de la Constitution. Ces règles sont inconstitutionnelles», a-t-il dit. La Cour a donné jusqu'au 31 décembre 2010 au gouvernement pour qu'il repense son mode de calcul des allocations.

La cour a jugé qu'il incombe à l'Etat de garantir à chacun « un minimum de participation à la vie sociale et culturelle » du pays. Or le barème actuel ne prévoit par exemple aucune activité socio-éducative pour les enfants. Les juges ont estimé que le montant des allocations a été fixé « de façon arbitraire », sans prendre « fondement méthodique ». Ils ont cité en exemple l'absence d'un forfait pour l'achat de livres scolaires, de cahier, ou encore d'une calculatrice.

Les conséquences sont dramatiques pour le gouvernement d'Angela Merkel. Quelques 6,7 millions d'Allemands bénéficient des allocations Hartz IV. Selon les projections d'économistes, si l'actuelle allocation de 359 euros par mois pour un adulte est relevée par exemple à 420 euros, il en coûtera 10 milliards d'euros de plus par an à l'Etat. Le budget de l'état fédéral ainsi que celui des Länder sont déjà plombés par la crise. Le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, a déjà annoncé son intention de s'attaquer aux déficits dès 2011, pour revenir dans les clous du pacte de stabilité en 2013. Selon les experts, les caisses sont désormais vides pour mettre en œuvre les baisses d'impôts décidées par le gouvernement. La décision de la cour de Karlsruhe sèmera sans aucun doute la zizanie entre conservateurs et libéraux au sein d'un gouvernement déjà très divisé sur la question des réductions d'impôts.

Commentaire.

La responsabilité de cette situation, la pauvreté qui frappe bien plus que les 6,7 millions de travailleurs allemands et leurs familles qui doivent survivre avec 359 euros par mois grâce à monsieur Gerhard Schröder, est partagée par tous ceux qui ont soutenu le SPD à l'époque où Schröder était chancelier et a fait voter cette loi misérable.

Quand Le Figaro n'envisage qu'un relèvement de 51 euros par mois de cette allocation en précisant qu'elle pèserait d'un poids insupportable sur les finances publiques allemandes, il ne fait qu'exprimer la position du gouvernement d'Angela Merkel, qui en revanche s'est dit prêt unilatéralement à verser quelques milliards au gouvernement grec afin d'éviter que la dégringolade de l'euro devienne incontrôlable...

C'est l'ensemble des contradictions du système capitaliste qui sont déjà tendues à l'extrême qui risquent d'éclater à tout moment, pas seulement en Allemagne, un peu partout dans le monde et particulièrement en Europe.

Tous les économistes reconnaissent aujourd'hui que les pays de l'UE seront parmi les plus touchés par la crise qui a éclaté en 2007, la lutte de classe a de beaux jours devant elle contrairement au capitalisme.

L'heure a sonné pour la classe ouvrière d'abattre le capitalisme, si les conditions objectives ne sont pas encore mûres dans tous les pays de l'UE, il faudrait un effondrement total du système pour qu'elles le soient, force est de constater que les conditions subjectives n'ont même pas commencé à mûrir dans la mesure où il existe un parti révolutionnaire dans aucun pays, encore moins une Internationale ouvrière digne de ce nom, c'est l'absence de ce parti et de cette Internationale qui rend la situation particulièrement préoccupante et dramatique pour l'ensemble des peuples qui doivent continuer de subir la décomposition du capitalisme et qui explique que son agonie se prolonge au-delà de tout les pronostics formulés jusqu'à présent.

Gageons que l'approfondissement de la crise du capitalisme sera finalement salutaire au prolétariat, en cela qu'elle permettra au mouvement ouvrier profondément divisé de mettre de l'ordre dans ses rangs en passant au crible de la critique et en écartant les théories opportunistes et réactionnaires qui l'empêchent pour le moment de se rassembler et de se mobiliser, de briser l'obstacle des appareils qui se dressent sur son chemin, de se doter enfin d'une perspective politique révolutionnaire et d'avancer sur la voie de la révolution socialiste.

Il faut expliquer et faire comprendre au prolétariat et à sa jeunesse, qu'il sera impossible d'inverser le cours des choses sans sa mobilisation révolutionnaire pour renverser le régime en place et prendre lui-même le pouvoir politique, préalable indispensable à la satisfaction de ses besoins et aspirations, qu'il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme.

---

**Grèce. Asphyxiée avec la complicité de Merkel et Sarkozy. Que les travailleurs paient la note ! (12.02)**

## AP - 11.02

Les marchés financiers espéraient un plan de sauvetage assorti de mesures concrètes, ils devront se contenter d'un message de confiance politique: les Vingt-Sept réunis jeudi en sommet à Bruxelles sur la question de la crise budgétaire grecque n'ont fait qu'apporter leur "plein soutien aux efforts du gouvernement grec et à son engagement à prendre toutes les mesures nécessaires" pour réduire de quatre points son déficit cette année.

Les 16 Etats membres de la zone euro "prendront, si nécessaire, des mesures résolues et coordonnées pour assurer la stabilité dans l'ensemble de la zone", concluent-ils, en faisant observer que "le gouvernement grec n'a demandé aucun soutien financier".

Reste qu'en l'absence de garanties financières, la déception prévalait jeudi sur les marchés, les investisseurs ne voyant rien dans cette déclaration de solidarité de l'UE qui puisse les rassurer sur la capacité de la Grèce à faire face à ses prochaines échéances, d'autant qu'Athènes devra emprunter cette année 54 milliards d'euros pour couvrir son déficit budgétaire.

En première ligne dans cette démarche européenne, la France et l'Allemagne -qui détiennent ensemble plus d'un tiers de la dette extérieure grecque- sont "main dans la main" dans le soutien qu'elles apportent à la Grèce, a affirmé le président français Nicolas Sarkozy en clôture de ce sommet informel.

Contrevérité de Sarkozy.

"Nous avons affirmé notre soutien à la Grèce, à la crédibilité que nous accordions aux engagements du gouvernement grec", qui a promis de "faire davantage", a souligné M. Sarkozy au cours d'une conférence de presse conjointe avec la chancelière allemande Angela Merkel.

"Notre rôle n'est pas (...) de favoriser la spéculation", a souligné le président français, refusant d'entrer dans le détail des mesures envisagées pour faire cesser les mouvements financiers autour d'un défaut de paiement de la Grèce.

Mme Merkel a pour sa part reconnu que la "déclaration politique" adoptée par les Vingt-Sept visait à rassurer les marchés financiers sur le fait que "la Grèce a fait le plus important" en s'engageant à réduire, sous surveillance internationale, son déficit public.

Le commissaire Michel Barnier, seul membre français de l'exécutif européen, en charge du Marché intérieur et des services financiers, s'est réjoui que la Commission bénéficie de "l'appui de la Banque centrale européenne, avec l'expertise technique du FMI" pour préserver la stabilité de la zone euro.

---

## **Inde. Lakshmi Mittal : « Nous avons atteint nos objectifs ». (12.02)**

### **figaro.fr et Reuters - 10.02**

Interview de Lakshmi Mittal, PDG du numéro un mondial de l'acier met derrière lui une année 2009 marquée par une division par deux de la production du groupe.

ArcelorMittal échappe de peu à la première perte de son histoire. Êtes-vous satisfait de cette performance ?

Lakshmi MITTAL. - Non, même si, compte tenu des circonstances, nous nous en sommes très bien sortis. Nous avons atteint tous nos objectifs de baisse des coûts, de réduction de la dette, d'adaptation de notre production, et avons négocié avec les différents syndicats dans le monde... alors que 2009 a été une des années les plus difficiles depuis trente ans pour le monde capitaliste. La crise n'est pas finie. La reprise sera lente et progressive. Mais nous sommes parvenus à sortir de la crise avec succès.

L'utilisation de vos capacités de production est passée de 50 %, fin 2008, à 70 %. Qu'anticipez-vous pour cette année ?

Notre planning de production repose sur la demande de nos clients. En 2009, seuls 10 de nos 25 hauts-fourneaux étaient en production. Désormais, une vingtaine sont en activité. Il en reste quatre ou cinq qui sont temporairement arrêtés et redémarreront quand la demande repartira. À la fin de 2010, nos usines devraient fonctionner à 85 % de leurs capacités. Le marché automobile devrait légèrement s'améliorer par rapport au quatrième trimestre 2009 en Europe et croître fortement dans les pays émergents. Nous organisons des journées de l'innovation avec nos grands clients. Nous leur présentons nos nouveaux produits, nos programmes de développement. Ils sont toujours en attente de meilleurs produits, d'aciers à la fois plus résistants et plus légers, et de plus de services.

Comment comptez-vous réaliser les 5 milliards de réduction de coûts annoncés d'ici à 2012 ?

Ce total de 5 milliards comprend les économies déjà réalisées (2,7 milliards, NDLR). Nous avons mis en place de nombreuses mesures pour améliorer notre productivité. ArcelorMittal est une compagnie tellement grande, nous pouvons faire un «benchmark» dans le groupe ! Nous avons mis en place un plan d'amélioration continue dont l'objectif est d'économiser 30 dollars (ou 20 euros) par tonne d'acier produite. Il y a eu une centaine d'initiatives dans ce domaine. En 2009, nous sommes parvenus à économiser 13 euros par tonne. Il nous reste encore 7 euros à gagner. À l'échelle du groupe, cela représentera une économie supplémentaire de 1,4 milliard d'euros. Et nous pouvons encore réduire nos coûts administratifs et nos dépenses. Cela passera notamment par une spécialisation des sites de production qui pourront être consacrés à un seul type de produit. Ce qui ne signifie pas que nous en fermerons...

... Ou que vous continuerez à réduire vos effectifs ?

Le groupe compte 35 000 employés de moins en 2009 qu'en 2008. Nous avons mis en place des plans de départ en préretraite, des plans de départs volontaires... Nous n'avons rien prévu de tel cette année. Il nous faut juste achever ce qui a été commencé. Il n'y a pas de surcapacités de production en Europe. En Chine, oui.

Vous avez aussi évoqué la reprise des investissements.

Oui. Nous allons relancer des projets miniers et des investissements dans les pays en développement, notamment au Brésil. Nous ne prévoyons pas de réaliser de nouvelles acquisitions dans l'acier. Le coût serait supérieur à celui de l'extension de capacités existantes. Nous préférons nous concentrer sur cette dernière solution.

La mise en place de la taxe carbone est-elle une menace pour vos activités en France ?

Nous serons moins compétitifs en Europe. Nous sommes en discussion avec le gouvernement français, pour lui expliquer l'impact de cette taxe sur nos coûts. J'ai rencontré le président Nicolas Sarkozy il y a quelques semaines. Il m'a dit vouloir une industrie forte en France. Nous allons devoir trouver des solutions. La politique européenne en termes de CO2 est déjà un fardeau pour la sidérurgie européenne, par rapport à nos concurrents chinois ou indiens. Cela représente clairement un coût supplémentaire, difficile à chiffrer mais bien réel. Au final, la taxe carbone pourrait être contradictoire avec une industrie forte. Mais les deux vont devoir coexister.

La production chinoise d'acier qui repart à la hausse est-elle une menace pour votre industrie ?

L'année dernière, les exportations nettes d'acier chinois se sont élevées à 10 millions de tonnes. Cette année, elles ne devraient pas dépasser 25 millions de tonnes. D'abord parce que la demande chinoise interne est repartie à la hausse. Ensuite, parce que la production chinoise d'acier repose sur des importations de matières premières, ce qui la rend moins compétitive à l'exportation. Enfin, la Chine exporte majoritairement en Asie du Sud-Est. Néanmoins, nous sommes toujours attentifs. Si la Chine exporte, cela peut tirer les prix européens à la baisse, c'est déjà arrivé, avant 2008. Il y a toujours un risque.

## **Un accord sur le site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer. (12.02)**

### **Reuters - 10.02**

Trois syndicats minoritaires du site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) ont signé un accord avec la direction accordant une augmentation de 1% des salaires et une prime de 200 euros, apprend-on de source syndicale.

La CGT, qui a qualifié l'accord de "véritable provocation", devrait cependant appeler à suspendre le mouvement de débrayages tournants mis en place depuis le 21 janvier.

"Rien n'est réglé avec cet accord. Les salariés restent mobilisés sur la question des salaires comme sur celle des effectifs et de la requalification", a dit à Reuters le secrétaire général CGT du site, Alain Autier.

Une intersyndicale CGT-CFDT-CFTC réclamait une augmentation générale des salaires de 5%.

La CFTC a choisi le week-end dernier de quitter l'intersyndicale puis de signer l'accord proposé par la direction du site avec la CGC et FO.

ArcelorMittal est le numéro un mondial de l'acier. Son site de Fos-sur-Mer emploie 3.100 personnes pour une production annuelle de 4.500.000 tonnes, principalement sous la forme d'aciers plats au carbone.

## **Libye. Tripoli refuse les visas aux ressortissants de l'espace Schengen. (17.02)**



## AP - 16.02

La Libye refuse de délivrer des visas ou d'autoriser l'entrée aux ressortissants des pays de l'espace Schengen, conséquence de l'escalade de sa dispute avec la Suisse après l'arrestation du fils du colonel Moammar Kadhafi à Genève il y a deux ans.

La France a déconseillé mardi à ses ressortissants de tenter de se rendre en Libye, l'Italie reprochant de son côté à la Suisse d'avoir pris en otage les pays de l'espace Schengen en plaçant le colonel Kadhafi et plusieurs ministres sur une "liste noire" d'interdiction de visa.

L'un des fils du dirigeant libyen, Hannibal, et son épouse avaient été arrêtés en Suisse en juillet 2008, dans un palace genevois, suite à une plainte pour maltraitance déposée par deux de leurs domestiques. Le couple Kadhafi a été libéré trois jours plus tard et a regagné la Libye, les domestiques ayant retiré leur plainte après avoir reçu un dédommagement d'une source non révélée.

L'an dernier, Moammar Kadhafi avait contraint le chef de la diplomatie helvétique, et alors président, Hans-Rudolf Merz de présenter des excuses à Tripoli. La Libye a retiré la plupart de ces fonds détenus dans des coffres suisses. Et Tripoli maintient en détention deux ressortissants suisses depuis le 19 juillet 2008, dans des procédures dénoncées par les Nations unies et Amnesty International comme une forme de chantage politique.

En réponse, la Suisse a suspendu un accord visant à améliorer les relations bilatérales avec la Libye et lancé une liste noire pour les visas, qui comprend le colonel Kadhafi et sa famille. Une mesure qui a entraîné les autres pays de l'espace Schengen, car une interdiction de visa émise par un pays membre est contraignante pour l'ensemble des autres pays appartenant à cette zone de libre-circulation.

Depuis les visas libyens venant de pays de la zone Schengen ne sont plus considérés comme valables, selon les gouvernements européens. Neuf Italiens ont ainsi été refoulés à l'aéroport de Tripoli et trois Néerlandais n'ont pu décoller pour un vol à destination de la Libye.

"Effectivement, les autorités libyennes ont décidé, sans préavis, le 14 février, de suspendre jusqu'à nouvel ordre toute délivrance de visa pour les ressortissants de l'espace Schengen et d'empêcher l'accès à leur territoire des titulaires européens de visas en cours de validité", a confirmé mardi le ministère français des Affaires étrangères. "Nous déconseillons pour l'instant, à tout ressortissant français, de tenter de se rendre en Libye tant que ces mesures s'appliqueront", a ajouté la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay lors d'un point de presse.

Le chef de la diplomatie italienne Franco Frattini a estimé que les pays de la zone Schengen se retrouvaient "pris en otages". "Nous n'avons pas de problèmes avec la Libye, c'est la Suisse", a-t-il déclaré à la télévision suisse. "Nous aidons la Suisse, mais elle ne peut pas prendre le reste de l'Europe en otage".

"Kadhafi et certains ministres ont été placés sur une liste noire Schengen par la Suisse", a expliqué M. Frattini qui a rencontré mardi son homologue français Bernard Kouchner à Paris. "La Suisse a de ce fait placé Kadhafi et les ministres sur le même plan que des criminels et terroristes".

Les autorités libyennes n'ont pas voulu faire de commentaires, mais certaines exceptions ont été faites. D'après le ministère italien des Affaires étrangères, 55 de ses ressortissants auraient été finalement autorisés à entrer en Libye.

Les nouvelles restrictions semblent par ailleurs ne pas affecter les diplomates européens et les résidents à long terme. Le géant pétrolier autrichien OMV, le groupe d'ingénierie danois FLSmidth et la compagnie pétrolière norvégienne Statoil assuraient ainsi que leurs opérations n'étaient pas affectées.

---

## Ukraine : le résultat de l'élection présidentielle est suspendu. (18.02)

### Lemonde.fr et AFP - 17.02

La Cour administrative suprême ukrainienne a suspendu, mercredi 17 février, le résultat de l'élection présidentielle en attendant de se prononcer sur le recours déposé par la candidate malheureuse, Ioulia Timochenko, qui vise à invalider la victoire de son rival Viktor Ianoukovitch. L'arrêt de la Cour publié sur son site officiel ordonne de "suspendre la décision de la Commission électorale centrale établissant le résultat du deuxième tour de la présidentielle et l'élection de Viktor Ianoukovitch" jusqu'à la fin de la procédure.

La Cour a néanmoins rejeté la requête de Mme Timochenko qui réclame d'interdire à M. Ianoukovitch, un opposant pro-russe, de prêter serment, comme cela est prévu le 25 février. "On ne peut pas donner satisfaction à cette partie de la requête" faute de "base légale", argumente la haute juridiction.

La première ministre, Ioulia Timochenko, avait déposé mardi un recours auprès de cette cour, chargée de se prononcer sur ce genre d'affaires, et dont la décision ne peut pas être contestée, arguant que la victoire de son adversaire était entachée de fraudes "systémiques et

fondamentales". Mme Timochenko, qui a été distancée de 3,5 points (890 000 voix) par son adversaire, demande l'organisation d'un nouveau second tour, à l'instar de la précédente présidentielle en 2004.

## UNE "DÉCISION DE PROCÉDURE"

La "victoire" électorale de M. Ianoukovitch avait alors été annulée pour fraudes sous la pression d'un soulèvement populaire pacifique, baptisé la "révolution orange", qui porta au pouvoir le président actuel, Viktor Iouchtchenko. Ce dernier avait remporté le "troisième" tour ordonné par la justice. Les experts ukrainiens ont, pour leur part, relativisé l'impact de l'arrêt de la Cour annoncé mercredi, estimant qu'il avait un caractère technique et ne permettait pas de préjuger de sa future décision.

"Il est tout à fait logique que la Cour suspende les résultats de l'élection pendant l'examen du recours. Des décisions analogues ont déjà été prises par la justice à la suite d'élections précédentes", a déclaré le juriste Andri Maguera, membre de la Commission électorale centrale. "On ne peut pas lier directement cette décision et le futur arrêt", a-t-il ajouté.

Andri Ermolaïev, directeur du centre des recherches sociales Sofia, est du même avis : "Il n'y a pas d'aspect politique ici, c'est une décision de procédure." Interrogé sur les chances de Mme Timochenko d'obtenir une décision favorable, il a répondu : "J'ai de forts doutes." Contrairement au scrutin de 2004, l'élection présidentielle en 2010 a été reconnue comme libre et honnête par tous les observateurs internationaux. Et de nombreux leaders mondiaux, dont le président américain Barack Obama, ont déjà félicité M. Ianoukovitch pour sa victoire.

---

## **Au Kenya, plusieurs scandales de corruption menacent le gouvernement de coalition. (18.02)**

### **Le Monde - 17.02**

Depuis qu'il a été créé pour mettre fin aux violences meurtrières postélectorales de 2008, le gouvernement d'union nationale, au Kenya, n'a pu se prévaloir d'aucune performance, gagnant le surnom révélateur de "gouvernement d'impunité nationale". Mardi 16 février, le premier ministre, Raila Odinga, a pris une mesure susceptible de remettre en cause l'existence même de cette coalition.

L'ancien candidat de l'opposition qui semblait sur le point d'emporter l'élection de Noël 2007 avant que la victoire ne soit accordée, début janvier 2008, au président sortant Mwai Kibaki, déclenchant aussitôt des vagues de violence au Kenya, a appelé les membres de sa formation, le Mouvement démocratique orange (ODM), à boycotter le gouvernement.

Jeudi, un rapport du cabinet de consultants Pricewaterhouse Coopers, commandé par le bureau du premier ministre, avait révélé l'étendue des détournements réalisés entre mai et novembre 2008 au sein de l'organisme étatique chargé de la gestion des céréales. Deux milliards de shillings (20 millions d'euros) y ont disparu, essentiellement sous la forme de transactions avec des sociétés fictives ou par la cession de 277 000 sacs de maïs retirés des stocks d'urgence nationaux pour être écoulés sur le marché. A la même période, le président Kibaki lançait un appel solennel à la communauté internationale pour une aide alimentaire d'urgence. D'autres investigations ont mis en évidence des détournements dans le secteur de l'éducation.

En conséquence, dimanche, M. Odinga a annoncé sa décision de suspendre deux ministres. Le premier, William Ruto, ministre de l'agriculture, était l'un des piliers du "Pentagone", le groupe de cinq dirigeants à l'origine de l'ODM. Selon des sources concordantes, M. Ruto est suspecté de compter parmi les principaux organisateurs de la violence dans la région de la vallée du Rift.

Visé par des poursuites judiciaires, il a le sentiment d'avoir été lâché par Raila Odinga, dont il est désormais le rival. Le second, Sam Ogeri, appartient au groupe de Mwai Kibaki. Le président de la République a refusé ces sanctions, affirmant vouloir réintégrer les ministres dans le gouvernement.

Pour régler le différend, M. Odinga a appelé à la rescousse Kofi Annan. L'ancien secrétaire général des Nations unies avait été l'architecte du retour au calme du Kenya. Après avoir installé le gouvernement d'union nationale et identifié les priorités en matière de réforme et de justice pour maintenir la paix, il avait laissé les Kényans en charge de la situation.

Le gouvernement d'union nationale est à présent menacé d'implosion après avoir établi un record, celui du plus gros gouvernement de la planète (quarante-deux ministres, plus de cinquante ministres délégués). Pour Wafula Okumu, chercheur à l'Institut d'études de sécurité (ISS) : "Le pacte de l'élite politique semblait tenir tant qu'ils maintenaient le credo : "Mange (vole) et ne me regarde pas manger." Mais ils ont accumulé des squelettes dans leurs placards jusqu'à ce que l'un d'entre eux trahisse les autres."

Le porte-parole de la commission anticorruption du Kenya, Nicholas Simani, assure que son organisme "est en train d'étudier (...) le rapport très détaillé, dans l'optique de rouvrir ses enquêtes sur le scandale du maïs subventionné". La commission, depuis sa création après la première élection de Mwai Kibaki, en 2002, n'a jamais obtenu le moindre résultat.

Les détournements sont d'autant plus inquiétants qu'ils devraient servir à constituer des trésors de guerre en vue de la prochaine confrontation électorale, en 2012, dans un contexte d'impunité. Aucune des grandes réformes prévues par le plan de Kofi Annan n'a été mise en place. Aucun responsable n'a fait l'objet de poursuites. Au contraire, les personnes qui seraient tentées de témoigner dans les procès au Kenya font l'objet d'intimidations, ont relevé plusieurs organismes de défense des droits de l'homme.

---

## **G-B Les pilotes de la Lufthansa votent en faveur d'une grève de quatre jours. (18.02)**

### **AP - 17.02**

Les pilotes de la Lufthansa ont voté mercredi en faveur d'une grève de quatre jours pour des raisons salariales et des projets de transferts d'emplois vers des filiales de cette compagnie aérienne où les salaires sont inférieurs, a annoncé le syndicat Vereinigung Cockpit (VC).

Selon le syndicat, la grève commencera lundi à minuit, et plus de 90% des personnels de la Lufthansa, de Lufthansa Cargo et de Germanwings, une filiale de la compagnie, ont voté en faveur de ce mouvement social.

La Lufthansa, qui est la plus grosse compagnie aérienne d'Europe au niveau des ventes, a fait savoir dans un communiqué qu'une grève n'était pas raisonnable et qu'elle aurait des conséquences graves pour la compagnie, les salariés et les clients.

"Dans l'intérêt de la compagnie et de ses clients, Vereinigung Cockpit est invité à revenir à la table des négociations pour trouver une solution constructive. La Lufthansa fera tout pour que les effets soient aussi minimes que possibles pour les clients et les passagers", a précisé la direction dans un communiqué.

La grève pourrait concerner 4.500 pilotes de la Lufthansa, de Lufthansa Cargo et de Germanwings. Elle entraînerait des retards et des annulations de vols en Allemagne, en Europe et dans le monde entier.

---

## **Japan Airlines souhaiterait réduire les salaires de 5%. (19.02)**

### **Reuters - 18.02**

Japan Airlines a l'intention de réduire de 5% les rémunérations de ses salariés à partir du 1er avril et supprimer les primes durant l'exercice fiscal 2010-2011 pour tenter d'accélérer son redressement, rapporte le quotidien Nikkei.

Le projet de baisse des salaires est la première mesure de restructuration concrète évoquée depuis le dépôt de bilan de la compagnie aérienne en janvier, depuis lequel elle a été placée sous la tutelle de l'établissement public de redressement d'entreprises EPIC, explique le journal.

Les réductions de salaires, présentées à huit syndicats, en vue de leur application à partir du mois d'avril, devraient permettre de réduire les coûts salariaux annuels de 30 milliards de yens (242 millions d'euros), explique le Nikkei sans citer ses sources.

La décision devrait s'appliquer à tous les employés de Japan Airlines International Co., la principale société du groupe, qui assure l'ensemble des liaisons domestiques et internationales.

La direction envisage des mesures similaires pour les salariés d'autres sociétés du groupe, ajoute le Nikkei.

---

## **Les militaires prennent le pouvoir au Niger. (19.02)**

### **Reuters - 18.02**

Coup d'Etat confirmé au Niger. Un groupe de soldats mutins a annoncé jeudi soir avoir renversé le président Mamadou Tanjda, suspendu la Constitution et dissout les institutions républicaines. Le pays est désormais dirigé par une junte baptisée Conseil suprême pour la restauration de la démocratie.

Quelques heures après l'attaque en plein jour du palais présidentiel, les militaires ont pris la parole à la télévision nigérienne, confirmant avoir

pris le pouvoir dans la journée.

"Le Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD), dont je suis le porte-parole, a décidé de suspendre la Constitution de la VIe République et de dissoudre toutes les institutions qui en sont issues", a affirmé un soldat se présentant comme le porte-parole du groupe, selon un extrait de son allocution diffusée sur France-Info.

"Nous demandons à la population de garder son calme et de rester unie autour des idéaux qui animent le CSRD et qui pourront faire du Niger un exemple de démocratie et de bonne gouvernance, à l'instar des autres Etats épris de paix et de stabilité", a-t-il ajouté.

Ce porte-parole a indiqué qu'un couvre-feu avait été décrété et que les frontières du pays étaient fermées. Il a affirmé tous les traités signés par le pays seraient respectés et a demandé à la communauté internationale de faire confiance au CSRD.

Selon un diplomate du Burkina Faso, pays voisin, le chef des mutins est le colonel Abdoulaye Adamou Harouna, ancien aide de camp du leader du dernier coup d'Etat au Niger, en 1999, le major Daouda Malla Wanke. A Niamey, des soldats d'une garnison contactés par téléphone ont confirmé que le leader des renégats était bien le colonel Adamou Harouna, mais ont donné un prénom différent, Djibril.

Le coup d'Etat a débuté jeudi après-midi, lorsque des soldats en armes ont investi le palais présidentiel à Niamey. Des tirs ont été entendus pendant une vingtaine de minutes et de la fumée s'est ensuite échappée du palais présidentiel. Des soldats ont ensuite bloqué les rues menant au bâtiment.

Selon Radio France Internationale (RFI), les soldats sont entrés dans le palais, ont neutralisé la garde présidentielle avant de pénétrer dans la pièce où Mamadou Tanjda tenait une réunion avec les ministres de son gouvernement. Ils ont alors enlevé le président et l'ont conduit dans un camp militaire dans les faubourgs de Niamey.

La France a demandé à ses ressortissants à Niamey de rester chez eux, selon le ministère des Affaires étrangères. Air France a de son côté annoncé avoir "décidé de suspendre ses vols à destination de Niamey jusqu'à nouvel avis en raison de la situation politique", a fait savoir une porte-parole de la compagnie jointe par l'Associated Press. Le vol Paris-Niamey-Ouagadougou (Burkina Faso) de jeudi n'a pas fait escale à Niamey jeudi. Air France opère quatre vols Paris-Niamey par semaine en temps normal.

A New York, la porte-parole des Nations unies Marie Okabe a indiqué que le secrétaire général Ban Ki-moon suivait de près les développements au Niger.

Ce coup d'Etat intervient après plusieurs mois de tensions entre le président Tandja et l'opposition, qui l'accuse de dérives totalitaires.

En mai 2009, le chef de l'Etat a dissout le Parlement, opposé à l'organisation d'un référendum prévu en août pour lui permettre de prolonger son second mandat au-delà de son terme officiel, en décembre dernier. La décision était légale mais, en juin, Mamadou Tanjda a invoqué des pouvoirs extraordinaires pour gouverner par décret. Or, la Constitution du Niger n'autorise le président à agir ainsi qu'en cas de menace grave sur le pays, et avec un Parlement en place pour empêcher d'éventuels abus de pouvoir.

Quelques jours plus tard, la Cour constitutionnelle a jugé illégal ce référendum. Mamadou Tanjda a réagi par décret en dissolvant la Cour et en la remplaçant par une autre dont il avait choisi les membres. L'opposition protestait depuis contre l'acharnement à rester au pouvoir de Tandja, élu en 1999 après le précédent coup militaire, puis réélu lors de scrutins jugés équitables.

Pays du sud du Sahara, frappé par la sécheresse et la désertification, le Niger a connu trois coups d'Etat entre 1974 et 1999. Le pays, qui figure parmi les moins développés selon l'index des Nations unies, a un taux de 70% d'illettrisme parmi sa population, et le plus fort taux de natalité au monde.

---

## **Assassinat d'un cadre du Hamas : les enquêteurs de Dubaï désignent le Mossad. (19.02)**

### **AP - 18.02**

Le chef de la police de Dubaï a accusé directement, "à 99%, si ce n'est pas à 100%", le Mossad israélien d'avoir orchestré l'assassinat, le mois dernier, d'un cadre du mouvement islamiste palestinien Hamas, alors que le nombre de suspects dans cette affaire est passé à 18 jeudi.

Les propos du général Dahi Khalfan Tamim, publiés sur le site Internet d'un journal du gouvernement d'Abou Dhabi, interviennent alors que la pression internationale monte pour qu'Israël réponde aux allégations concernant l'implication possible de ses services secrets dans l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh, un des fondateurs de la branche militaire du Hamas, retrouvé mort le 20 janvier dans un hôtel de luxe de Dubaï.

L'enquête s'est aussi étendue aux Etats-Unis, les autorités des Emirats arabes unis (EAU) affirmant que les tueurs présumés auraient utilisé de faux passeports pour ouvrir des comptes dans des banques américaines leur permettant d'utiliser des cartes de crédit.

"Nos investigations révèlent que le Mossad est impliqué dans le meurtre d'al-Mabhouh. Il est sûr à 99%, si ce n'est pas à 100%, que le Mossad est derrière le meurtre", a affirmé le général Dahi Khalfan Tamim au journal "The National", détenu par le gouvernement d'Abou Dhabi.

Le porte-parole du gouvernement israélien, Mark Regev, n'a pas voulu faire de commentaires.

Les ambassadeurs israéliens en Grande-Bretagne et en Irlande ont été convoqués jeudi par les autorités de ces pays pour donner des explications, suite à des allégations selon lesquelles des passeports européens ont été utilisés dans le cadre de l'opération.

Les autorités britanniques ont annoncé qu'elles allaient enquêter pour savoir comment certains suspects dans l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh détenaient des passeports britanniques, et comment ces passeports avaient pu être contrefaits.

La France a également demandé des explications sur l'utilisation d'un faux passeport français dans cette affaire: le chargé d'affaires israélien a été reçu jeudi par le directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères, qui a "exprimé la profonde préoccupation de la France quant à l'utilisation malveillante et frauduleuse de documents administratifs français".

D'après un responsable des Emirats arabes unis, au moins 18 personnes -dont deux femmes- sont désormais suspects dans cette affaire qui, selon la police de Dubaï, visait à prendre al-Mabhouh en filature et à le tuer.

Parmi eux figurent dix hommes et une femme identifiés lundi par la police de Dubaï comme des membres d'une équipe partie à Dubaï pour commettre cet assassinat, apparemment avec des faux passeports: six de Grande-Bretagne, trois d'Irlande, un d'Allemagne et un de France.

Les noms fournis par les autorités de Dubaï correspondent notamment à sept personnes vivant en Israël.

Interpol a placé ces 11 suspects sur sa liste des personnes les plus recherchées, émettant des notices rouges -son niveau d'alerte le plus élevé- auprès de ses pays membres pour "11 personnes recherchées dans le monde entier, qui ont été accusées par les autorités des EAU-Dubaï d'avoir coordonné et commis le meurtre".

Interpol, qui dit agir à la demande des autorités de Dubaï, pense que les suspects ont utilisé de faux passeports. L'Organisation internationale de police criminelle a émis les notices rouges -comprenant des photos- "pour limiter la capacité des meurtriers présumés à voyager librement en utilisant les mêmes faux passeports".

---

## **Allemagne. Accord historique dans l'industrie allemande. (19.02)**

**Lefigaro.fr - 18.02**

Les syndicats ont renoncé à des hausses de salaire en échange de garanties sur l'emploi.

Pas de grève, pas de manifestations, mais une harmonie syndicat et patronat affichée. Les négociations sur les salaires et les conditions de travail dans la métallurgie pour la Rhénanie-du-Nord-Westphalie se sont conclues jeudi sur un accord qui réjouit les deux parties. «C'est un bon résultat», s'est félicité le chef du syndicat IG Metall, Berthold Huber, «avec un partage des sacrifices justes». «Voici un signe remarquable de management de crise commun», a pour sa part déclaré Martin Kannegiesser, représentant des chefs d'entreprise.

Dans un secteur très touché par la crise, le syndicat IG Metall avait fait le premier pas en ne réclamant pas d'augmentation de salaire chiffrée, une première dans son histoire. En contrepartie, les entreprises ont accepté de garantir l'emploi dans ce Land, le plus peuplé du pays.

Les mesures annoncées doivent désormais permettre aux entreprises du secteur, qui compte 3,4 millions de salariés en Allemagne, de sortir ensemble de la crise. Mesure phare de l'année 2009, le chômage partiel va être prolongé selon les besoins. Les employeurs pourront réduire le temps de travail jusqu'à 28 heures par semaine ; mais le manque à gagner pour les ouvriers sera partiellement compensé. Une prime de 320 euros sera versée cette année et, en 2011, le travail à temps partiel sera revalorisé de 2,7 %. Cela doit permettre aux entreprises de baisser leurs charges salariales, tout en ne pénalisant pas les salariés. Servir de modèle

Cet accord, qui court jusqu'en avril 2012, ne vaut que pour la Rhénanie mais doit servir de modèle aux négociations similaires qui ont lieu en Bade-Wurtemberg. Là-bas se trouve entre autres le siège de Daimler, très touché par la crise. Volkswagen, en Basse-Saxe, a déjà tiré parti de la situation : dans un contrat passé début février avec ses salariés, le constructeur automobile a accepté de garantir l'emploi jusqu'en 2014 en échange d'un accroissement de la productivité de 10 % par an. Le recours au chômage partiel, quoique d'un coût très élevé pour l'État,

avait été privilégié par le gouvernement dès le début de la crise. Avec des résultats probants : le nombre de chômeurs n'a augmenté que modérément dans le pays, plafonnant à 3,6 millions de personnes en janvier.

Seul bémol : «Ce n'est pas aussi favorable pour la consommation des ménages», explique Carsten Brezski, économiste à ING Financial Markets. Mais il reconnaît l'avantage pour les entrepreneurs allemands, qui «continuent de suivre la voie de la modération salariale et essaient de maintenir leur compétitivité, ce qui est bon pour les exportations». Et à terme, pour la croissance.

Commentaire.

Pas de grève, pas de manifestations, pas d'augmentation de salaires jusqu'en avril 2012, la bureaucratie pourrie des syndicats allemands dans ses oeuvres : sauvons le capitalisme, vive le capitalisme ! Un accord digne d'un syndicat jaune, car demain il combattra au côté du patronat les ouvriers qui réclameront malgré tout une augmentation de salaire. A bas la direction d'IG Metall, à bas le SPD !

---

## **Zimbabwe. Un millier de fonctionnaires manifestent au Zimbabwe. (20.02)**

**Lemonde.fr - 19.02**

Un millier de fonctionnaires zimbabwéens, en grève depuis deux semaines pour obtenir des hausses de salaires, ont manifesté, vendredi 19 février à Harare, derrière des pancartes indiquant 'nous ne voulons pas des salaires d'esclaves'. Les manifestants, qui réclament des salaires de 630 dollars contre 150 aujourd'hui, ont défilé jusqu'au Parlement et au ministère des finances, où ils ont déposé une pétition.

Dans ce texte, ils se disent 'inquiets face au manque de transparence du gouvernement, qui assure ne pas avoir les moyens de satisfaire les attentes salariales des fonctionnaires'. Depuis le début du mouvement de grève, qui n'est pas très suivi, le gouvernement a offert environ 10 dollars à chaque fonctionnaire pour des primes de logement ou de transport, mais assure ne pas pouvoir faire plus.

En 2008, l'hyperinflation avait vidé leurs salaires de toute valeur et la plupart avaient fui à l'étranger ou arrêté de travailler, déclenchant une grave crise, dans les hôpitaux et les écoles notamment. La dollarisation de l'économie et le retour des donateurs internationaux après la formation d'un gouvernement d'union en février 2009 avaient permis de stabiliser leurs revenus. Mais 150 dollars ne sont pas suffisants assurer une vie décente, selon les manifestants.

---

## **La Russie livrera des missiles antimissiles à l'Iran. (20.02)**

**Reuters - 19.02**

La Russie entend respecter ses engagements et livrer à l'Iran le système de défense antimissiles S-300 commandé par Téhéran, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères Sergeï Riabkov, cité par l'agence Interfax.

Moscou avait indiqué mercredi que la livraison avait été reporté pour des raisons techniques.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, reçu lundi au Kremlin, a invité le président russe Dmitri Medvedev à renoncer à cette vente qui pourrait permettre à Téhéran de faire face à des frappes ciblées contre ses installations nucléaires.

"Il existe un contrat pour fournir ce système à l'Iran et nous le remplirons. Les retards sont dus à des problèmes techniques", a déclaré Sergeï Riabkov.

Ce dernier s'est élevé contre les tentatives de politiser les exportations d'armes russes vers l'Iran.

"Il est absolument incorrect de mettre l'accent sur la question de la fourniture de S-300 et d'en faire un problème majeur, sans parler du fait de la lier aux discussions visant à rétablir la confiance sur le caractère purement pacifique du programme nucléaire iranien", a-t-il dit.

---

## **USA. Les responsables qui ont autorisé les interrogatoires des années Bush blanchis. (20.02)**

**AP - 19.02**

Les juristes du ministère de la justice des Etats-Unis ont fait preuve de manque de discernement, mais sans commettre de faute professionnelle lorsqu'ils ont autorisé la CIA à employer des techniques d'interrogatoire comme la planche à eau, estime une enquête interne publiée vendredi.

Les hommes de loi chargés de justifier ce mode d'action avaient estimé que le waterboarding ne pouvait provoquer "ni douleur ni aucune blessure réelle" et ne correspondait donc pas aux critères définissant la torture physique.

La décision vient clore le chapitre des méthodes douteuses employées sous la présidence Bush pour combattre le terrorisme. Le président Barack Obama avait qualifié la simulation de noyade de torture, mais sans pousser jusqu'à la condamnation de ceux qui y ont eu recours.

Les juristes de la Justice ont aussi permis à la CIA de placer un suspect dans une boîte exigüe. Et comme il semblait avoir peur des insectes, ils ont envisagé de l'enfermer en compagnie de mille-pattes.

Une première enquête interne avait établi que les anciens juristes du gouvernement Jay Bybee et John Yoo avait commis des erreurs professionnelles, ce qui aurait pu leur coûter le droit d'exercer, si un supérieur ne les avait pas couverts.

---

## **Turquie: une cinquantaine d'officiers interpellés pour complot présumé en vue d'un coup d'Etat. (23.02)**

### **AP - 22.02**

Une cinquantaine d'officiers de l'armée ont été interpellés lundi dans huit villes de Turquie par les forces de police pour implication présumée dans un complot destiné à faire sauter des mosquées en vue de renverser le gouvernement.

L'arrestation de 49 militaires, selon la chaîne de télévision CNN-Turk, -dont des "pachas", un titre d'honneur datant de l'époque ottomane- prouve que de tels responsables ne sont plus intouchables.

L'armée turque a renversé quatre gouvernements depuis 1960, démontrant son influence depuis que Mustafa Kemal Ataturk a créé la république sur les cendres de l'Empire ottoman.

Le vice-Premier ministre Bulent Arinc a exprimé lundi ses regrets au sujet de la pendaison en 1961 d'un Premier ministre et de deux de ses ministres par les leaders du coup d'Etat. Mais il a souligné que ces temps étaient révolus et que la Turquie était désormais engagée dans un processus de normalisation.

Le chef du gouvernement Recep Tayyip Erdogan, dont la formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), est issue de la mouvance islamiste, s'est pour sa part refusé à tout commentaire sur l'opération des forces de police, soulignant qu'elle avait été menée sur ordre du parquet. "Il ne serait pas opportun que je m'exprime sur une affaire qui se trouve déjà entre les mains du pouvoir judiciaire", a-t-il déclaré en marge d'une visite à Madrid.

L'image de l'armée a déjà été ternie par des allégations selon lesquelles elle aurait projeté de renverser le gouvernement élu de M. Erdogan pour saper la laïcité dans ce pays majoritairement musulman.

Les officiers interpellés lundi sont accusés d'avoir voulu commettre des attentats à la bombe contre des mosquées pour plonger le pays dans le chaos et ouvrir ainsi la voie à un coup d'Etat, selon des informations. Ils sont également soupçonnés d'avoir participé à un complot afin d'abattre un avion militaire turc pour provoquer un conflit armé avec la Grèce et déstabiliser le gouvernement turc. L'armée a vivement démenti l'ensemble de ces allégations.

Plusieurs hauts responsables militaires figurent parmi les personnes arrêtées, dont l'ex-chef adjoint de l'armée, le général Ergin Saygun, l'ancien chef de l'armée de l'air, le général Ibrahim Firtina, et l'amiral Ozden Ornek, ancien chef de la marine. D'autres hauts gradés comptent au nombre des suspects.

Jusqu'à présent, la justice a inculpé plus de 400 personnes dans le cadre de l'affaire, dont des soldats, des universitaires, des journalistes et des personnalités politiques. Aucune condamnation n'a encore été prononcée.

Les interpellations de lundi font suite à des mises sur écoute et à la découverte de caches d'armes, qui portent un coup à la crédibilité de l'armée.

Sous la pression de l'Union européenne, Erdogan a réduit de façon spectaculaire le pouvoir de l'armée, renforcé les autorités civiles et soutenu les institutions démocratiques.

## **Souveraineté des Malouines: les pays latino-américains soutiennent l'Argentine. (24.02)**

**AP - 23.02**

Les 32 pays latino-américains et des Caraïbes réunis au sommet de Playa del Carmen ont affirmé lundi leur soutien à l'Argentine dans le conflit qui l'oppose à la Grande-Bretagne concernant la souveraineté des îles Malouines.

L'Argentine a présenté un communiqué de presse faisant état d'une citation du président mexicain Felipe Calderon qui indique que "les chefs d'Etat et Premiers ministres présents ici réaffirment leur soutien aux droits légitimes de la république argentine dans le différend qui l'oppose à la Grande-Bretagne au sujet des îles Malouines".

Felipe Calderon ne s'est pas exprimé de vive voix sur le sujet.

"Il est important d'avoir reçu un soutien aussi fort" s'est félicité la présidente argentine, Cristina Kirchner. "Le plus important va être de réussir à obtenir le soutien des grandes puissances, celles qui ont un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu" a poursuivi Cristina Kirchner.

Ce soutien de 32 pays d'Amérique latine intervient alors que la compagnie pétrolière britannique Desire Petroleum a annoncé lundi avoir entamé des opérations de prospection au large des îles Malouines, à l'origine de nouvelles tensions entre l'Argentine et la Grande-Bretagne.

Les deux pays se sont fait la guerre en 1982 pour cet archipel situé au large de l'Argentine, qui en revendique toujours la souveraineté. Les projets britanniques d'exploration de gisements de gaz naturel et de pétrole dans la région, potentiellement importants selon certains spécialistes, ont ravivé la querelle.

Le gouvernement argentin a décidé de réclamer une autorisation spéciale pour les navires se rendant aux Malouines. Londres a riposté la semaine dernière, affirmant que l'Argentine ne pouvait pas contrôler les eaux territoriales autour de l'archipel, baptisé Falklands par la Grande-Bretagne.

---

## **L'Amérique latine et les Caraïbes créent un nouveau bloc. (24.02)**

**Lemonde.fr - 23.02**

Les chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes ont décidé, mardi 23 février à Cancun (Mexique), la création d'un nouveau bloc régional dont les Etats-Unis et le Canada ne feront pas partie, a annoncé le président mexicain, Felipe Calderon. Lire la suite l'article

La nouvelle organisation devrait constituer une alternative à l'Organisation des Etats américains (OEA), longtemps dominée par Washington et siégeant encore dans la capitale des Etats-Unis, explique le quotidien espagnol El Pais. Elle 'devra stimuler en priorité l'intégration régionale en considérant la mise en valeur de notre développement durable, faire valoir les projets de la région dans les rendez-vous internationaux', a déclaré M. Calderon, lisant la déclaration finale de ce sommet qui réunissait trente-deux pays, dont vingt-quatre représentés au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

Cette nouvelle initiative 'est d'importance historique', a déclaré au sommet le président cubain, Raul Castro. 'Cuba considère que les conditions sont remplies pour avancer rapidement vers la constitution d'une organisation régionale purement latino-américaine et caribéenne', a-t-il ajouté. Le président vénézuélien, Hugo Chavez, chef de file de la gauche radicale latino-américaine, a renchéri en affirmant qu'il s'agissait de 'se défaire définitivement de la domination des Etats-Unis sur le continent'.

---

## **Afghanistan: Karzaï prend le contrôle de la commission des plaintes électorales. (25.02)**

**AP - 24.02**

Le président afghan Hamid Karzaï embarrasse ses alliés étrangers en prenant le contrôle de la commission des plaintes électorales.

Par un décret signé la semaine dernière et publié lundi, il s'octroie le pouvoir de nommer les cinq membres de cette commission qui avait mis



au jour les fraudes en sa faveur lors de la présidentielle d'août 2009.

Auparavant, les Nations unies désignaient le président de cette commission et deux autres membres, tandis que la commission des droits de l'Homme et la Cour suprême afghanes en nommaient chacune un.

Désormais, le président afghan pourra nommer lui-même les cinq membres de la commission des plaintes électorales après s'être concerté avec les chefs des groupes parlementaires et le président de la Cour suprême.

Syamak Herawi, porte-parole d'Hamid Karzaï, affirme qu'il s'agit d'afghaniser la commission. "Les membres internationaux touchaient de gros salaires et ne se souciaient pas de l'intérêt national afghan", a-t-il déclaré. "A présent, il n'y aura plus d'ingérence. Les étrangers pourront être observateurs." Syamak Herawi estime que la commission restera indépendante car ses membres seront nommés après consultations.

"C'est une mauvaise nouvelle pour la démocratie", considère de son côté Gerard Russell, un ancien conseiller politique de l'ONU qui avait démissionné sur un différend autour de la présidentielle d'août 2009. "Si le président Karzaï le souhaite, cela pourrait empêcher la tenue d'élections libres en Afghanistan."

Les diplomates occidentaux en poste à Kaboul exprimaient des préoccupations semblables mais refusaient d'être cités.

Le ministre canadien des Affaires étrangères Lawrence Cannon s'inquiétait de ce que le décret pourrait diminuer l'indépendance de la Commission des plaintes afghanes. Cette commission était présidée par le Canadien Grant Kippen en août.

L'ONU, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont publié des déclarations générales rappelant leur attachement à toute réforme qui permettrait de rendre plus juste le processus électoral afghan, sans se prononcer clairement sur le décret publié lundi.

"La décision du président Karzaï (...) aurait gagné à être davantage concertée avec l'ensemble des responsables politiques afghans concernés par ce processus", a jugé le ministère français des Affaires étrangères mercredi. "D'autres réformes apparaissent nécessaires", estimait Paris, en citant "le fonctionnement de la commission électorale indépendante".

Les législatives afghanes, initialement prévues en mai, ont été repoussées en septembre 2010. Les pays donateurs ont en effet refusé de financer ce scrutin tant que des réformes n'étaient pas mises en oeuvre afin de garantir que les fraudes commises lors de la présidentielle ne se répèteraient pas.

---

## **Bangladesh : 900 soldats vont être inculpés pour une mutinerie. (25.02)**

**Lemonde.fr - 24.02**

Le Bangladesh va poursuivre en justice quelque 900 garde-frontières soupçonnés de meurtres, d'incendies volontaires et de pillages commis lors d'une mutinerie en février 2009.

Des centaines d'hommes des Bangladesh Rifles (BDR) s'étaient mutinés le 25 février 2009 durant 33 heures contre leurs officiers après le rejet de revendications concernant leurs soldes et leurs conditions de travail. Au moins 74 personnes avaient été tuées, la plupart des militaires, dont les corps affreusement mutilés avaient été mis au jour dans des fosses communes et des égouts.

Ces hommes des BRD auraient pris part aux meurtres d'officiers de l'armée, aux pillages, aux incendies volontaires et aux tortures contre des membres de familles d'officiers', a déclaré un procureur, mercredi 24 février. Les BDR appartiennent à une unité paramilitaire chargée de la surveillance des frontières. 'Nous sommes à la dernière étape de l'enquête. Ils seront bientôt inculpés', a-t-il ajouté, précisant que la peine maximale pour de tels chefs d'accusation était la mort par pendaison.

---

## **Espagne. Manifestations en Espagne contre la réforme des retraites. (25.02)**

**Le Monde - 24.02**

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, mardi 23 février à Madrid, Barcelone et Valence, contre le projet de réforme des retraites du gouvernement espagnol, qui prévoit notamment de relever l'âge légal de départ de 65 à 67 ans. D'autres rassemblements "pour la défense des pensions" sont prévus dans plusieurs autres villes du pays d'ici au 6 mars à l'appel des deux principales centrales syndicales, l'Union générale des travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CC.OO).

Une économie souterraine qui se développe.

Le poids de l'économie souterraine en Espagne a connu une augmentation en 2009 à cause de la crise économique. Elle représenterait 23,3 % du produit intérieur brut (PIB), selon une étude du syndicat des techniciens du ministère du budget (Gestha), publiée mardi 23 février : "La crise a entraîné une augmentation de l'évasion fiscale, provoquant une hausse de 0,7 point de pourcentage de l'économie souterraine." Les recettes de TVA et celles de l'impôt sur les sociétés ont été les plus affectées, en baisse de 29,8 % et de 23,1 % en 2009. - (AFP.)

La participation n'a sans doute pas été aussi "massive" que l'espéraient les organisateurs contre "la terrible erreur" du gouvernement, mais c'est la première fois, depuis son arrivée au pouvoir en 2004, que le chef du gouvernement socialiste, José Luis Rodriguez Zapatero, doit faire face à une mobilisation unitaire des syndicats. Ni l'hémorragie des emplois causée par la crise depuis deux ans (près de 20 % de chômeurs) ni même l'annonce récente d'un assouplissement possible des procédures de licenciements n'avaient rompu l'harmonie entre son exécutif et les organisations de travailleurs.

Ces dernières n'ont pas apprécié que la réforme des retraites ait été annoncée sans concertation préalable, le 29 janvier, dans la foulée d'un plan de rigueur destiné à rassurer la zone euro sur la fiabilité de l'économie espagnole après la défaillance grecque. "Les marchés financiers poussent le gouvernement à changer de monture au milieu du gué, mais quand on fait cela, généralement, on est emporté par le courant", a averti Candido Mendez, le leader de l'UGT, un syndicaliste pourtant si proche du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) que l'opposition le qualifie souvent de "ministre-bis du travail". Le Parti populaire (PP, droite) a d'ailleurs salué, non sans ironie, "l'effort des syndicats pour réveiller le gouvernement".

L'exécutif socialiste, au plus bas dans les sondages, a renoncé à passer en force. A la veille des manifestations, M. Zapatero a répété qu'il "écoute" les syndicats et qu'il "ne gouverne pas avec des décrets", mais il a du mal à les convaincre d'entamer des négociations. Si la disposition très controversée de l'allongement de la période de calcul du montant des pensions a été retirée du projet, le principe du recul de l'âge légal à 67 ans ne passe toujours pas. Environ 84 % des Espagnols y sont opposés, selon un sondage récent, et plus de la moitié sont prêts à appuyer une grève générale sur ce thème.

"Nous ne sommes pas de ceux qui rompent la paix sociale, ni qui souhaitent le faire dans l'avenir, mais cela dépendra beaucoup des propositions et des positions du gouvernement", a souligné Candido Mendez, ajoutant qu'il n'existe "aucun point d'entente" pour amorcer un dialogue.

La réforme est "inutile et dommageable", selon Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général des CC.OO, car les Espagnols ont déjà "une protection sociale de deuxième ou troisième catégorie". Au Parlement, des alliés traditionnels du PSOE, comme Izquierda Unita (IU, écolo-communistes), les indépendantistes catalans d'Esquerra republicana de Catalunya (ERC) et le Parti nationaliste basque (PNV), ont demandé le retrait pur et simple du projet.

Pour José Luis Rodriguez Zapatero, il s'agit d'un débat "sur le long terme, qui n'a rien à voir avec la crise". Toutefois, sa marge de manoeuvre est étroite. La réforme des retraites est nécessaire pour la sauvegarde du système en raison d'une démographie très défavorable : un Espagnol sur trois aura plus de 65 ans en 2049. Surtout, elle constitue un élément clé du plan de stabilité que l'Espagne a présenté début février à Bruxelles. La capacité de Madrid à mener à bien cette réforme, comme le plan d'austérité de 50 milliards d'euros visant à ramener sur trois ans le déficit public de 11,4 % à 3 %, est scrutée de près par les marchés et par les institutions internationales.

Présent à Madrid, mardi 23 février, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, n'a pas manqué de rappeler que "les projets de réforme sociale qui se débattent actuellement sont plus nécessaires que jamais". Pour lui, la réforme des retraites est "un signal indispensable" pour rassurer les marchés sur la volonté du gouvernement espagnol de s'attaquer aux déficits. Au cours de cette journée, M. Zapatero, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne, a reçu l'appui de la nouvelle Commission européenne, en visite dans la capitale espagnole. Son président, José Manuel Barroso, a affirmé sa "pleine confiance dans l'économie espagnole".

---

## **Grèce. Grève générale en Grèce contre le plan d'austérité. (25.02)**

**AP- 24.02**

Environ 50.000 personnes ont défilé mercredi dans le centre d'Athènes pour protester contre le plan d'austérité décidé par le gouvernement pour réduire le lourd déficit public qui a plongé le pays dans la crise. Toute la Grèce était largement paralysée par une grève générale de 24 heures des salariés du privé et du public.

Des incidents ont éclaté à l'issue de la marche de protestation dans la capitale. Des heurts ont opposé policiers et manifestants près du Parlement, et au moins deux personnes ont été arrêtées et plusieurs vitrines de magasins saccagées, selon la police. Au ministère des Finances, des fenêtres du Bureau de comptabilité général, dont le travail a été fustigé par l'Union européenne, ont été brisées.

Test majeur pour les syndicats, cette première grève générale depuis l'élection du gouvernement de centre-gauche de Georges Papandréou en octobre a entraîné l'annulation de tous les vols au départ et à l'arrivée des aéroports grecs. Les trains et les bateaux étaient également à l'arrêt.

Des millions d'habitants de la banlieue d'Athènes, privés de la majeure partie des transports publics, ont dû trouver d'autres solutions pour se déplacer. Etablissements scolaires, centres des impôts et services municipaux étaient également fermés tandis que des personnels d'urgence étaient sur le pont dans les hôpitaux publics. Les journalistes observaient également une grève de 24 heures.

Les deux principales confédérations syndicales, GSEE pour le secteur privé et ADEDY pour le public, sont farouchement opposées aux mesures de rigueur annoncées ces dernières semaines par le gouvernement Papandréou. Le Premier ministre socialiste a promis à Bruxelles de ramener le déficit public de 12,7% du produit intérieur brut (PIB) à 8,7% cette année, soit un taux encore bien supérieur à la limite des 3% du PIB prônée par l'UE.

"Si toutes les mesures sont appliquées, le chômage montera en flèche" pour atteindre un "record" à l'échelle européenne, a estimé Stathis Anestis, porte-parole de GSEE. "Notre pays entrera dans une récession massive", "ce sera tragique parce que cela provoquera une (agitation) sociale et des affrontements".

Le taux de chômage en Grèce a atteint 10,6% en novembre 2009, son plus haut niveau en cinq ans, contre 9,8% en octobre.

La grève de mercredi fait figure de test crucial pour les organisations syndicales en matière de mobilisation, alors que de récentes enquêtes d'opinion montrent que le plan d'austérité du gouvernement bénéficie d'un fort soutien public. Selon un sondage diffusé dimanche par le quotidien "Ethnos", 57,6% des Grecs estiment que les mesures prises jusqu'à présent vont "dans la bonne direction", tandis que 75,8% pensent que les syndicats doivent faire preuve de retenue jusqu'à la fin de la crise.

La révélation de l'ampleur de la dette grecque a provoqué une crise qui a menacé de s'étendre à d'autres pays fragilisés de la zone euro et obligé l'Union européenne à réagir pour rétablir la confiance dans la monnaie unique.

Les socialistes au pouvoir ont gelé salaires et embauches dans la fonction publique, réduit les primes, augmenter des taxes à la consommation et décidé de reculer l'âge de départ à la retraite.

Les taux de crédit grecs demeuraient néanmoins élevés mercredi, reflétant les inquiétudes des marchés sur un éventuel défaut de paiement d'Athènes. L'agence de notation Standard & Poor's a d'ailleurs annoncé mercredi qu'elle envisageait d'abaisser encore la note de la dette souveraine de la Grèce le mois prochain, d'un ou deux échelons, ce qui pourrait la ramener à un BBB-, ce qui renchérirait encore le coût de sa dette publique.

L'Union européenne a donné jusqu'au 16 mars à la Grèce pour montrer des signes d'amélioration, quitte à exiger des mesures supplémentaires au cas contraire. Ce qui pourrait comprendre une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), actuellement de 19%, et de nouvelles réductions de primes dans la fonction publique.

Le gouverneur de la Banque centrale grecque Georges Provopoulos a souligné mardi que la crise avait accentué la nécessité de réformes économiques majeures. "La crise pourrait offrir une chance de mener des réformes nécessaires -et pas seulement d'avoir un débat sur le sujet", a-t-il lancé, jugeant que la non-application de telles réformes coûterait très cher.

---

## **Lybie. Mouammar Kadhafi appelle au "djihad" contre la Suisse. (26.02)**

### **Reuters - 25.02**

Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi appelle à mener par tous les moyens le "djihad" ou lutte armée contre la Suisse en affirmant qu'il s'agit d'un Etat infidèle qui détruit les mosquées.

"Tout musulman n'importe où dans le monde qui travaille avec la Suisse est un apostat, est contre (le Prophète) Mahomet, Dieu et le Coran", a affirmé le colonel Kadhafi à Benghazi, lors d'une réunion marquant le jour de la naissance du Prophète.

Les relations entre la Libye et la Suisse se sont détériorées en 2008 lorsqu'un fils de Kadhafi et l'épouse de ce dernier ont été arrêtés dans un hôtel de Genève et accusés d'avoir maltraité leurs domestiques.

Le couple avait été rapidement relâché et la justice suisse avait renoncé à ses poursuites lorsque les deux domestiques ont retiré leur plainte après être parvenus à une transaction avec leurs employeurs.

L'indignation de la Libye s'était manifestée par l'interruption de ses livraisons de pétrole, le retrait de cinq milliards de dollars d'avoirs libyens de comptes suisses et l'arrestation de deux hommes d'affaire suisses travaillant en Libye.

Rachid Hamdani, retenu en Libye pendant 19 mois a finalement quitté le pays mardi, mais un autre homme d'affaires suisse, Max Göldi, a dû quitter lundi l'ambassade de Suisse à Tripoli, où il s'était réfugié, pour être transféré dans une prison libyenne afin d'y purger une peine de quatre mois.

Les deux hommes étaient poursuivis pour infraction à la loi sur l'immigration. Tripoli maintient qu'il n'y a aucun lien entre les deux affaires.

"Combattons la Suisse, le sionisme et l'agression étrangère", a déclaré Kadhafi, ajoutant "qu'il ne s'agit pas de terrorisme" contrairement aux actions d'Al Qaïda qu'il qualifie de "sorte de crime et de maladie psychologique".

"Il y a une grande différence entre le terrorisme et le djihad qui est un droit à la lutte armée", a-t-il indiqué, devant des représentants d'une douzaine de pays musulmans rassemblés sur une place de Benghazi.

Kadhafi a accusé la Suisse d'être "un pays infidèle, obscène qui détruit les mosquées", faisant allusion au résultat d'un référendum interdisant la construction de minarets.

Le 29 novembre, 57,7% des votants ont approuvé l'interdiction des minarets lors d'un référendum soutenu par l'extrême droite suisse. Le gouvernement fédéral avait appelé les électeurs à rejeter le texte, estimant qu'il allait à l'encontre de la liberté religieuse.

Kadhafi a lancé un appel au "djihad contre le pays par tous les moyens".

Les musulmans doivent aller dans tous les aéroports du monde islamique et empêcher l'atterrissage de tous les avions suisses, dans tous les ports et empêcher les bateaux suisses de jeter l'ancre, inspecter toutes les boutiques et les marchés pour mettre un terme à la vente de produits suisses", a-t-il affirmé.

---

## **L'Azerbaïdjan brandit un risque de "grande guerre" au Caucase. (26.02)**

### **Reuters - 25.02**

L'Azerbaïdjan a mis en garde contre le risque d'un conflit autour du Haut-Karabakh et estimé qu'une "grande guerre" dans le Sud-Caucase était inévitable si l'Arménie n'en retirait pas ses forces armées.

Les habitants du Haut-Karabakh, chrétiens d'origine arménienne soutenus par l'Arménie, ont fait sécession de l'Azerbaïdjan musulman peu avant la désintégration de l'Union soviétique en 1991.

Environ 30.000 personnes ont été tuées dans le conflit qui a suivi jusqu'au cessez-le-feu de 1994, mais la situation reste très instable dans cette région parsemée d'oléoducs et de gazoducs reliant l'Asie centrale à l'Europe.

"La diplomatie n'a obtenu aucun résultat concret en quinze ans et l'Azerbaïdjan n'attendra pas quinze années de plus", a déclaré le ministre azerbaïdjanais de la Défense, Safar Abiyev, à l'ambassadeur de France à Bakou, Gabriel Keller, selon un communiqué de ses services.

"L'affaire est à présent entre les mains de l'armée, et le danger augmente. Si l'occupant arménien ne libère pas nos terres, le déclenchement d'une grande guerre dans le Sud-Caucase est inévitable."

L'Azerbaïdjan menace fréquemment de reprendre le Haut-Karabakh par la force, mais les tensions régionales se sont accrues depuis le rapprochement entre l'Arménie et la Turquie, son alliée.

Erevan et Ankara ont décidé l'an dernier de rouvrir leur frontière commune, fermée par la Turquie en 1993 en signe de solidarité avec l'Azerbaïdjan.

Mais face à la colère de Bakou, la Turquie a renoncé à ce projet et demandé à l'Arménie de commencer par retirer ses troupes des territoires conquis durant la guerre.

Les médiateurs des Etats-Unis, de la France et de la Russie dans ce conflit affirment que les pourparlers progressent entre les présidents azerbaïdjanais et arménien, mais de source diplomatique, on souligne qu'aucun camp ne semble prêt à faire les concessions nécessaires à la signature d'un accord de paix.

Les soldats présents à la frontière échangent régulièrement des tirs. La semaine dernière, Bakou a annoncé que trois de ses militaires avaient été tués par des tireurs embusqués arméniens. Les autorités du Haut-Karabakh ont démenti.

## **Un nouveau scandale rejallit sur le Parlement italien. (28.02)**

**lefigaro.fr - 26.02**

Un sénateur du parti de Berlusconi serait impliqué dans le détournement de 2 milliards d'euros.

La Ndrangheta calabraise a fait son entrée au Parlement italien en recrutant un sénateur à l'origine de «l'une des fraudes les plus colossales jamais commises en Italie», selon le juge Aldo Morgigni qui mène l'enquête.

Nicola Di Girolamo, un Calabrais élu en 2008 au Sénat dans une circonscription réservée aux Italiens de l'étranger, était «le promoteur et le chef d'une association criminelle transnationale qui s'est rendue responsable d'une foule de délits», relève le magistrat en demandant au Parlement d'autoriser son arrestation. Il devrait obtenir gain de cause jeudi prochain.

Selon l'accusation, des fausses factures pour un montant de 2 milliards d'euros auraient été émises dans des échanges fictifs de services de communication entre l'Italie et l'étranger. Le fisc aurait été lésé de 365 millions d'euros, tandis que les escrocs auraient ajouté 96 millions d'euros de crédits de TVA à leur pactole.

La fraude, qui durait depuis des années, était «particulièrement complexe et raffinée», selon le parquet. Elle faisait appel à une kyrielle de sociétés-écrans dispersées dans le monde. Des factures pour de faux achats de services dans le domaine des communications partaient de Londres et transitaient par l'Italie avant de repartir pour les paradis fiscaux majorées de 19% de TVA. Deux grands noms de la téléphonie sont mis en cause : Fastweb, deuxième opérateur italien de téléphonie fixe, ainsi que Telecom Italia Sparkle, filiale du numéro un des télécommunications. La justice se prononcera le 2 mars sur la mise en administration judiciaire de Fastweb, un groupe de 3 500 salariés et 2 millions de clients.

Cinquante-six personnes ont été arrêtées : avocats, agents de Bourse, financiers et une kyrielle de prête-noms. Environ 200 appartements, des tableaux de maître, des voitures de luxe et un yacht ont été mis sous scellés. Quatre arrestations ont été opérées en Grande-Bretagne et des perquisitions ont été effectuées en Suisse et au Luxembourg.

Élu grâce à la Ndrangheta

Au centre du scandale se trouve Silvio Scaglia, le pionnier des nouvelles technologies en Italie. En 1999, il avait fondé Fastweb, dont il revendit par la suite 82% à Swisscom, en pleine euphorie de la nouvelle économie. Doté d'une fortune personnelle de 1,2 milliard d'euros, qui en fait le 13e homme le plus riche d'Italie, il est accusé de fraude fiscale aggravée et d'association criminelle. D'Argentine, où il est en déplacement, il affirme n'avoir rien à voir avec le trafic, «une histoire de fous». Il annonce son retour ce samedi en Italie pour se mettre à la disposition de la justice : «Je suis absolument serein», dit-il.

Les dirigeants actuels et passés des deux sociétés ont également été mis en examen. Ils affirment n'avoir jamais émis de fausses factures, ni constitué de caisses noires à l'étranger. Le groupe Telecom Italia a reporté hier la proclamation de ses résultats annuels, la justice ayant saisi pour 300 millions d'euros de comptes et de crédits de sa filiale Sparkle.

Di Girolamo, le sénateur incriminé par les magistrats, avait été élu en mai 2008 sur une liste du PDL (le parti de Silvio Berlusconi) dans la circonscription de Bruxelles (alors qu'il réside en Italie) grâce à 24 500 votes recueillis en Allemagne par des émissaires de la Ndrangheta. Ses «agents électoraux» étaient un chef de clan, Franco Pugliese, ainsi qu'un industriel d'extrême droite lié au crime organisé, Gennaro Mokbel. Ce parlementaire menant grand train, avec voitures de luxe et superyacht, administrait toute une série de sociétés impliquées dans le scandale. Des photos le montrent en compagnie de Pugliese et de Mokbel.

Gianfranco Fini et Gianni Alemanno, le président de la Chambre et le maire de Rome, cités dans diverses écoutes téléphoniques, se défendent d'avoir jamais été en contact avec Di Girolamo ou avec l'extrémiste Mokbel.R. H.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos internationales

- L'Afghanistan, toujours rongé par la corruption et la pauvreté, selon un rapport. (31.03)
- Thaïlande. Les Chemises rouges chassent l'armée de plusieurs quartiers de Bangkok. (28.03)
- Vatican. Pédophilie : Ces scandales dont Benoît XVI n'a pas pu ignorer l'existence. (27.03)
- Le Portugal prévoit une cure d'austérité et un vaste plan de privatisations. (27.03)
- GB: grève des cheminots de Network Rail du 6 au 9 avril. (26.03)
- Italie. Fiat supprimerait 5 000 emplois en Italie, le titre grimpe. (25.03)
- Tap Portugal : les pilotes en grève du 26 au 31 mars 2010. (25.03)
- Islande. Grève interdite chez Icelandair. (24.03)
- La pollution de l'eau, première cause de décès au monde, selon l'ONU. (23.03)
- Allemagne. Lufthansa : le syndicat des pilotes appelle à une grève de quatre jours mi-avril. (23.03)
- USA. Vote historique de la réforme de la couverture santé aux Etats-Unis. (23.03)
- USA. Manifestation à Washington contre la guerre en Irak. (21.03)
- Russie. Manifestations contre Vladimir Poutine, arrestations à Moscou. (21.03)
- Bulgarie. Manifestation de fonctionnaires bulgares à Sofia. (21.03)
- G-B Grève chez British Airways après l'échec des négociations. (20.03)
- L'Inde à la conquête de l'Afrique, derrière la Chine. (19.03)
- Guinée. Les avocats guinéens en grève contre la «politisation» de l'affaire des narcotrafiquants. (17.03)
- Mali. Les transporteurs routiers maliens durcissent leur grève. (17.03)
- Mauritanie. Les syndicats promettent une amplification de la grève en Mauritanie. (17.03)
- UE. Plus de 580.000 emplois détruits dans l'Union européenne au quatrième trimestre 2009. (16.03)
- Chine. Pékin des pauvres, Pékin des riches. (16.03)
- Grèce. Nouvelle journée de grève en Grèce. (17.03)
- G-B. La fonction publique britannique touchée par la rigueur salariale. (13.03)
- La Grèce paralysée par la grève générale. (12.03)
- Italie : appel à un mouvement de grève générale vendredi. (11.03)
- USA. Washington dévoile une stratégie du logiciel. (11.03)
- G-B. Une ex-chef du MI5 accuse les États-Unis d'avoir caché des actes de torture. (11.03)
- Le Japon pacifiste découvre ses accords nucléaires secrets. (11.03)
- Grèce : nouvelle grève nationale jeudi.(11.03)
- Islande. Payer pour les banquiers : c'est non... à 98% ! (07.03) + complément du 09.03.
- Les esclaves des usines du Guatemala. (09.03)
- Un juge texan estime la peine de mort non conforme à la Constitution. (07.03)
- Italie. L'opposition italienne veut mobiliser contre le décret électoral. (07.03)
- Grève en Grèce contre le plan d'austérité: hôpitaux, écoles et transports en commun paralysés. (06.03)
- Grèce. Trois heures de grève, c'est beaucoup trop, les banquiers sont rassurés. (05.03)
- Portugal. Grève des fonctionnaires portugais contre l'austérité. (05.03)
- G-B. Gordon Brown veut modifier le principe de juridiction universelle. (05.03)
- USA. La libéralisation des armes à feu bientôt étendue à tout le territoire américain. (05.03)
- Grèce. Trois heures de grève, c'est beaucoup trop, les banquiers sont rassurés. (05.03)
- Grèce. Haro sur le prolétariat grec ! (04.03)
- La Commission européenne s'apprête à autoriser la commercialisation d'OGM. (03.03)
- La police de Dubaï demande l'arrestation de Benjamin Netanyahu. (03.03)
- Dubaïgate : tous les suspects en Israël, selon la police émiratie. (02.03)

## **Dubaïgate: tous les suspects en Israël, selon la police émiratie. (02.03)**

**20minutes.fr - 01.03**

Tous les suspects dans l'enquête sur le meurtre à Dubaï du cadre du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh, trouvé mort dans sa chambre d'hôtel le 20 janvier, ont regagné Israël, a affirmé lundi le chef de la police de Dubaï.

«Je suis sûr que tous les suspects sont en Israël», a déclaré à la presse le général Dhahi Khalfan, dont les services accusent le Mossad, le service de renseignement israélien, du meurtre. «S'ils restent en Israël, ils ne seront pas arrêtés mais s'ils quittent (ce pays) ils (le) seront éventuellement», a ajouté le général Khalfan.

Un 27e suspect

Dans une déclaration publiée lundi, le même responsable a révélé qu'un nouveau suspect, le 27ème, avait été identifié par ses services. Le général Khalfan, cité par le quotidien Al-Khaleej, n'a pas révélé l'identité du suspect, se contentant de dire qu'il était porteur d'un passeport européen.

La police de Dubaï a déjà publié une liste de 26 suspects porteurs, selon elle, de vrais-faux passeports (12 Britanniques, six Irlandais, quatre Français, trois Australiens et un Allemand), avec leurs photographies, indiquant que les passeports étaient authentiques et que les suspects en avaient fait une utilisation frauduleuse par usurpation d'identité.

---

## **La police de Dubaï demande l'arrestation de Benjamin Netanyahu. (03.03)**

**libération.fr et AFP - 02.03**

Le Premier ministre israélien est accusé d'avoir donné son accord à l'assassinat d'un cadre du Hamas à Dubaï en janvier dernier. De faux passeports européens avaient été utilisés pour l'opération.

Le «Dubaïgate» prend des proportions de plus en plus délicates pour Israël. Le chef de la police de l'émirat a annoncé mardi avoir présenté au procureur une demande en vue de l'arrestation du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, après l'assassinat en janvier d'un cadre du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh.

Le général Dhahi Khalfan a souligné que la décision finale de demander un mandat d'arrêt international à l'encontre de Benjamin Netanyahu revenait aux autorités politiques de l'émirat. «A présent, je suis parfaitement sûr que c'est le Mossad (qui est responsable du crime, ndr)» a dit le général Khalfan. «J'ai présenté au procureur général une demande pour l'arrestation de Netanyahu et du chef du Mossad (Méir Dagan)».

Il a néanmoins dit qu'il savait parfaitement que le chef du gouvernement israélien «ne serait jamais arrêté» mais qu'il fallait «poursuivre celui qui donne l'ordre du crime, comme le meurtrier». Contrôle des passeports

Mahmoud al-Mabhouh, considéré par Israël comme un maillon essentiel de la contrebande d'armes à destination de la bande de Gaza contrôlée par le mouvement islamiste palestinien Hamas, a été retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel à Dubaï le 20 janvier.

Les responsables israéliens affirment que rien ne prouve l'implication du Mossad, le service secret, même si les médias de l'État hébreu laissent clairement entendre qu'il est bien responsable de ce crime.

La police de Dubaï a publié une liste de 26 suspects porteurs, selon elle, de vrais-faux passeports (12 Britanniques, six Irlandais, quatre Français, trois Australiens et un Allemand) avec leurs photographies, indiquant que les passeports étaient authentiques et que les suspects en avaient fait une utilisation frauduleuse par usurpation d'identité.

Le général Khalfan, qui avait état d'un 27e suspect européen non identifié, a ajouté mardi que les passeports occidentaux seraient désormais strictement contrôlés. Vigilance accrue des services d'immigration

«Nous respectons toutes les personnes et toutes les religions, qu'il s'agisse des musulmans, des juifs, des chrétiens ou autres», a-t-il déclaré, interrogé sur des propos qui lui ont été attribués, selon lesquels les services d'immigration interdiraient «à tous les juifs» l'entrée à Dubaï.

Selon lui, les services d'immigration vont se montrer particulièrement vigilants «après l'utilisation éhontée par Israël de passeports de pays occidentaux», même s'il n'existait pas de moyen de savoir si les Occidentaux entrant dans l'émirat avaient ou non une double nationalité israélienne.

«Les officiers des services de l'immigration vont désormais regarder à deux reprises s'ils ont le moindre doute concernant le document ou les photos, et les scanners», a-t-il poursuivi. Les Émirats n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec Israël (lire l'interview de Pierre Razoux) et interdisent aux porteurs de passeports israéliens l'entrée dans le pays.

Le général Khalfan a ajouté que deux des membres du commando avaient «gagné les Etats-Unis après le crime, après être passés par un pays européen», alors qu'il avait dit la veille que «tous les suspects» se trouvaient en Israël. Selon la presse, il s'agit de Roy Allan Cannon, détenteur d'un passeport britannique, et d'Evan Dennings, détenteur d'un passeport irlandais.

Commentaire.

L'Etat sioniste serait un Etat voyou, non ? Le Mossad une organisation criminelle qui frappe où elle veut et quand elle veut sur tous les continents avec la complicité des services secrets des pays concernés la plupart du temps, non, qui l'aurait cru ?

---

## **La Commission européenne s'apprête à autoriser la commercialisation d'OGM. (03.03)**

**AP - 02.03**

La Commission européenne s'apprête à autoriser le commerce de plusieurs organismes génétiquement modifiés (OGM). Les ultimes consultations se sont achevées, mardi 2 mars, et l'annonce de la décision est imminente. Les autorisations concernent la culture de la pomme de terre Amflora, mise au point par la firme BASF, ainsi que plusieurs variétés du maïs MON 863.

La mise sur le marché européen des produits transgéniques est bloquée depuis plusieurs années par les avis divergents des Etats européens sur l'opportunité de recourir à cette technologie.

Les Etats membres s'étaient mobilisés, courant 2009, pour contrer sa proposition de lever la clause de sauvegarde mise en place en Autriche et en Hongrie contre la culture du MON 810. Six pays, dont la France et l'Allemagne, ont interdit la culture de cette variété produite par la firme Monsanto, et onze Etats ont demandé à pouvoir interdire les cultures transgéniques sur leur territoire. Habilitée à trancher en dernier ressort, la Commission Barroso II justifie son choix en s'appuyant sur les avis de l'Agence européenne de sécurité des aliments (AESAs), selon laquelle les variétés concernées ne posent aucun problème pour la santé. Par cette décision, le président de la Commission, José Manuel Barroso, cherche à avancer sur un dossier qui lui a valu des déboires sérieux lors de son premier mandat.

M. Barroso entend profiter du début de son second mandat pour passer outre la paralysie des procédures. "Il devrait être possible de combiner un système d'autorisation communautaire (...) avec la liberté pour les Etats membres de décider s'ils veulent ou non cultiver des OGM", écrivait-il au moment de sa reconduction. Il cherche à mettre en œuvre cette politique, par l'intermédiaire du nouveau commissaire à la santé et à la protection des consommateurs, John Dalli. La gestion du dossier a été retirée à la direction générale de l'environnement, pour être confiée à celle de la santé, après le départ de Stavros Dimas, l'ancien commissaire à l'environnement, opposé à la culture des OGM.

La décision de la Commission est fragilisée par le fait que l'indépendance de l'AESA est mise en cause : comme l'a révélé en janvier l'association Corporate Europe Observatory, la directrice du groupe OGM de l'agence, Suzy Reckens, a quitté celle-ci début 2008 pour rejoindre la firme Syngenta, qui produit des OGM. Mme Reckens avait eu à valider des produits que la Commission veut autoriser.

"Le gouvernement français décide de saisir le Haut Conseil des biotechnologies (HCB), notamment sur la présence, dans cette pomme de terre, d'un gène marqueur de résistance à un antibiotique", ont confirmé les ministres de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo et de l'Agriculture, Bruno Le Maire, dans un communiqué commun. "La France attendra donc l'avis du HCB pour arrêter sa position".

"D'une façon plus générale, la France souhaite qu'il n'y ait plus d'autorisation d'OGM sans le renforcement de l'expertise scientifique communautaire, en application des conclusions adoptées à l'unanimité par les Etats membres, lors du Conseil européen des ministres de l'Environnement du 4 décembre 2008", ajoutent les ministres. Ils rappellent que la décision de la commission suit "la procédure normale prévue par la réglementation, à la suite de l'absence d'accord politique entre les Etats membres sur ce dossier, lors de la session du 16 juillet 2007 du Conseil agriculture".

Commentaire.

Retirer le dossier sur les OGM de la direction générale de l'environnement qui était directement concernée par cette question pour le transmettre au nouveau commissaire à la santé et à la protection des consommateurs qui se fiche de la question des OGM, il fallait y penser.

En précisant que "les Etats membres (conserveraient la liberté) de décider s'ils veulent ou non cultiver des OGM", cela revient à laisser le choix à chaque Etat d'appliquer ou non cette directive, je ne m'avancerai pas à dire que par conséquent elle ne servira à rien, car l'Etat peut décider finalement de laisser le choix aux agriculteurs de recourir ou non aux OGM. Barroso devait sans doute manifester une nouvelle fois sa bonne volonté envers Monsanto. (je rectifie il s'agit de Basf et non Monsanto - le 07.03))



## **Haro sur le prolétariat grec ! (04.03)**

### **AFP et Le Monde - 03.03**

Nouveau tour de vis budgétaire en Grèce, sous la pression de l'Union européenne. Le Premier ministre Georges Papandréou a annoncé mercredi des mesures d'austérité supplémentaires pour 4,8 milliards d'euros.

Parmi ces mesures réactionnaires dont la principale victime sera le prolétariat qui constitue la majorité de la population :

- 1- Relèvement de la TVA de 19% à 21%. L'impôt le plus injuste qui soit.
- 2- Augmentation des taxes sur les alcools (+20%), cigarettes (+65%), accessoirement les voitures de luxe, les yachts, les pierres précieuses et la maroquinerie.
- 3- Réduction des primes des salariés du secteur public de 30%.
- 4- Gel des retraites.

Une question de survie pour l'Etat capitaliste au bord de la banqueroute et le capitalisme en général.

Les mesures annoncées mercredi sont "nécessaires pour la survie de notre pays et de notre économie", a répété M. Papandréou, elles n'ont "pas été prises par choix mais par nécessité".

Ce n'est pas aux banquiers de payer, mais au peuple ont-ils décrété.

Pas sur la situation actuelle de la Grèce concernant la responsabilité des banques allemandes, française et américaines (Goldman Sachs) principalement, qui sont chargés en titres grecs, qui d'une part ont spéculé les dernières années sur la dette grecque en s'en mettant plein les poches, d'autre part, qui ont reçu des milliards de dollars ou d'euros de leur gouvernement et des banques centrales pour continuer leurs opérations financières occultes dignes d'escrocs.

Et avec quel cynisme ils sont soutenus par les institutions internationales du capital.

- 1- Le FMI a approuvé le plan, qui doit être soumis au Parlement grec vendredi.
- 2- La Banque centrale européenne a également trouvé le nouveau plan grec "convaincant".
- 3- Quant à l'agence de notation Moody's, elle y voit une "manifestation claire" de la volonté d'Athènes de reprendre le contrôle de ses finances publiques.

Tout, tout, tout pour le marché !

Les dirigeants des pays de l'Eurogroupe ont unanimement salué ces mesures d'austérité.

- 1- Angela Merkel devant la presse à Berlin : "Nous saluons les mesures prises par le gouvernement grec aujourd'hui. C'est une étape cruciale pour atteindre un objectif de 4 % d'économies".

"C'est un signal très important envoyé aux marchés pour qu'ils regagnent confiance dans la Grèce mais aussi dans l'euro", a-t-elle ajouté. Cela prouve que "la Grèce fait vraiment des efforts" pour assainir ses finances publiques en déroute, a renchéri un porte-parole du ministère des finances allemand.

- 2- Christine Lagarde, a tenu à saluer l'initiative du gouvernement grec. "Je rends hommage à la lucidité et au réalisme du gouvernement grec et au caractère tangible du dispositif mis en place. [...] Si ça n'avait été que des mesures marginales ou structurelles probables, on aurait pu être sceptique, mais là c'est du dur, c'est du tangible".

Une réaction syndicale en attendant la suite.

"Ces mesures sont terribles. Je crois que le gouvernement ne se rend pas compte à quel point les gens sont mal payés dans ce pays", a

déclaré Despina Spanou, du syndicat de fonctionnaires ADEDY, qui appelle à une grève de 24h pour le 16 mars.

Commentaire.

Toutes ces mesures sont tournées contre la classe ouvrière, pas une seule mesure n'a été prise contre les banquiers et les capitalistes responsables de la crise profonde dans laquelle est plongée la Grèce. C'est donc un parti pris de la part du gouvernement grec, qui a pour origine et pour seule fonction de sauver le capitalisme et l'Etat du même nom. Voilà ce qui attend dans les mois à venir l'ensemble du prolétariat des pays de l'Union européenne.

Dès lors une série de questions doivent être posées directement :

- 1- Faut-il sauver le capitalisme ou le liquider ? Au nom du profit d'une poignée d'exploiteurs ?
- 2- Le prolétariat grec doit-il accepter de nouveaux sacrifices imposés par l'aristocratie financière ? Qu'est-ce qui peut les justifier du point de vue des intérêts du prolétariat ? Rien, absolument rien : combat classe contre classe !
- 3- Faut-il accepter que ceux qui sont responsables de cette situation continuent de diriger le pays pour le compte des capitalistes et des marchés financiers ou au contraire les travailleurs doivent-ils chasser Papandréou et liquider les institutions, prendre le pouvoir et constituer leur propre Etat ouvrier, exproprier les banquiers et les capitalistes pour résoudre cette crise ?
- 4- Les capitalistes et leurs représentants ont démontré qu'ils n'étaient capables que mener le pays à la ruine, alors ne doivent-ils pas céder la place au prolétariat ?
- 5- Existerait-il une autre alternative que le socialisme pour sortir de cette situation ? S'il en existait une autre cela se saurait depuis longtemps.

L'heure de l'affrontement direct entre les classes pour leur survie a sonné, d'en finir avec l'Etat capitaliste, ses institutions... Le prolétariat doit se rassembler et s'organiser pour se doter d'organismes politiques indépendants dans la perspective de constituer une République sociale grecque, membre de la future fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe.

C'est dans cette perspective politique qu'il doit construire impérativement le parti socialiste révolutionnaire qui le portera au pouvoir.

A bas le capitalisme, à bas les institutions au service des capitalistes, à bas l'Union européenne des marchés financiers et des multinationales, vive le prolétariat grec, la révolution prolétarienne et le socialisme !

---

## **Grèce. Trois heures de grève, c'est beaucoup trop, les banquiers sont rassurés. (05.03)**

**20minutes.fr - 04.03**

1- Trois cents manifestants communistes du Front de lutte syndical (Pame) occupaient jeudi le ministère des Finances à Athènes pour protester contre les mesures d'austérité annoncées mercredi par le gouvernement pour faire face à la crise, a-t-on appris auprès de la police.

Les syndicalistes communistes ont réussi à entrer dans le ministère tôt jeudi matin, alors qu'un gardien seulement se trouvait dans le bâtiment, puis sont montés sur la terrasse où ils ont déployé une banderole, portant les mots "Soulevez-vous pour que les mesures ne s'appliquent pas".

Certains d'entre eux se trouvaient devant la porte du ministère et empêchaient les employés d'entrer dans le bâtiment.

Le Pame est l'émanation du parti communiste (KKE) ainsi que le petit parti de la gauche radicale (Syriza). (libération.fr et AFP 04.03)

Commentaire.

Au regard du développement de la situation en Grèce, je me garderai bien de condamner ce genre d'actions.

2- Les principaux syndicats des secteurs public et privé grecs appellent à un débrayage de trois heures vendredi pour protester contre les mesures d'austérité budgétaires visant à résorber le déficit public.

Les deux principaux syndicats du pays, qui représentent environ la moitié des cinq millions des travailleurs grecs, estiment que la nouvelle baisse des salaires dans la fonction publique et les hausses d'impôts annoncées mercredi, entre autres mesures prises par le gouvernement, vont seulement affecter les plus pauvres.

"Les mesures sont cruelles, injustes et partiales. Le fardeau n'est pas partagé de façon équitable", a déclaré jeudi Stathis Anestis, porte-parole du syndicat du secteur privé GSEE.

Le GSEE et son pendant public, l'ADEDY, appellent les travailleurs à débrayer durant trois heures à partir de 10h00 vendredi et à manifester devant le parlement. L'ADEDY a déjà lancé un appel à la grève pour la journée du 16 mars. (Reuters 04.03)

Commentaire.

Trois heures de grève, c'est beaucoup trop pour faire reculer le gouvernement !

Gageons maintenant que si les travailleurs et jeunes se saisissent de cet appel et descendent massivement dans la rue, ils ne se contenteront pas d'une balade dans les rues d'Athènes et d'un rassemblement devant le Parlement. Ils pourraient bien prendre d'assaut le Parlement et ouvrir une crise révolutionnaire en Grèce. En l'absence d'un parti révolutionnaire pour guider les masses, il ne faudra pas se faire d'illusions sur l'issue de la première étape de ce combat s'il devait s'engager immédiatement, par contre, sachant que la crise est loin d'être terminée, il pourra se construire dans cette situation. ( A suivre)

3- Au lendemain de la présentation de nouvelles mesures d'austérité, la Grèce a lancé avec succès une nouvelle émission obligataire à 10 ans d'un montant de 5 milliards d'euros, d'après des sources ministérielles et de marché. La demande a atteint près de 15 milliards d'euros, et n'a donc pas pu être totalement satisfaite.

La rémunération de ces obligations a été fixé à 6,40%, selon une source de marché.

Cinq banques ont été mandatées pour cette émission : Barclays, HSBC, Nomura, Banque nationale de Grèce (BNG) et Banque du Pirée, selon l'Agence grecque de la dette .

«La demande est très forte et cette opération sera très largement sursouscrite», annonçait dès le milieu de matinée Ciaran O'Hagan, stratégeste chez Société Générale. «Une heure après le lancement de l'opération, le carnet de souscription (book) atteignait déjà 11 milliards d'euros et l'obligation se traitait 35 centimes au-dessus du prix final.»

Selon le stratégeste parisien : «La Grèce est très bon marché par rapport à sa note.» Athènes a levé plus de 13 milliards d'euros sur les marchés depuis le début de l'année, rappelle Wansquare . Ses besoins s'élèvent à 20 milliards d'euros d'ici mai pour rembourser ses échéances. (lefigaro.fr 04.03)

Commentaire.

Une bonne affaire pour les prédateurs de la finance, jugez plutôt, les taux d'intérêt à long terme des obligations d'Etat sont en 2010 de 1,78% au Japon, 2,6% en Suisse, 3,7% en Allemagne, 4% aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, 4,2% au Portugal et en Espagne, 4,3% en Italie, et ils viennent de passer de 5,5 à 6,5 pour la Grèce. (Slate.fr 12.02)

La meilleure, on apprend que le gouvernement français vient d'émettre sans difficulté 8,1 milliards d'euros d'obligations assimilables du Trésor (OAT) de maturité 10, 15 et 30 ans qui ont été, selon un expert, adjudgées à "des niveaux de marché historiquement bas pour la France", à 3,45%. (Reuters 04.03)

---

## **USA. La libéralisation des armes à feu bientôt étendue à tout le territoire américain. (05.03)**

**20minutes.fr - 04.03**

200 millions d'armes circulent déjà aux Etats-Unis...

«Arrête ou je tire!» Tous les Américains pourraient bientôt posséder une arme à feu en toute légalité.

La Cour suprême des Etats-Unis étudie actuellement la possibilité de libéraliser les armes à feu sur l'ensemble du territoire. Les autorités locales ne pourraient plus décider leur interdiction. Mardi 2 mars, la majorité des juges, qui doivent rendre leur décision en juin, semblait favorable à cette réforme.

Auto-défense

Les 9 sages doivent se prononcer sur le deuxième amendement de la Constitution américaine, rédigé initialement pour le seul Etat fédéral, et

déterminer s'il peut-il s'imposer à chaque Etat. Une «milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé», énonce l'amendement.

En juin 2008, la Cour l'avait interprété comme le droit pour chaque citoyen de posséder une arme chez lui pour son auto-défense. Cette décision, qui ne s'appliquait qu'à la ville de Washington à l'époque et non à l'Etat fédéral, n'est pas passée inaperçue.

Dealers et bandes

Deux ans plus tard, un habitant de Chicago, où les armes sont complètement interdites, a saisi la Cour pour qu'elle étende cette interprétation à l'ensemble des Etats. Sa motivation: pouvoir se défendre contre «les dealers et les bandes».

Mardi, les cinq juges les plus conservateurs ont laissé peu de doute lors de l'audience sur leur intention de donner raison au demandeur. Cependant, ils devraient préserver la possibilité d'une certaine réglementation.

700 vies sur la sellette

Une question cruciale reste en suspens. Les juges vont-ils se prononcer sur la seule possession d'une arme à feu ou sur son port? Ils ne l'ont pas précisé.

La décision de la Cour est très attendue. Une réponse favorable au lobby des armes serait lourde de conséquences. Plus de 200 millions d'armes circulent aux Etats-Unis, régies au niveau local. Par ailleurs, Chicago estime à 700 le nombre de vies sauvées par an grâce à l'interdiction des armes.

---

## **G-B. Gordon Brown veut modifier le principe de juridiction universelle. (05.03)**

**AP - 04.03**

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a fait part jeudi de son intention d'empêcher l'émission de mandats d'arrêt privés contre les dignitaires étrangers en visite en Grande-Bretagne, prévue dans le principe de juridiction universelle.

Le locataire du 10 Downing Street a estimé que ce principe, qui permet aux juges de lancer des mandats d'arrêt contre les personnes accusées de crimes de guerre à l'étranger, faisait l'objet d'abus.

En décembre, l'ancienne ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni a annulé une visite en Grande-Bretagne alors que des activistes palestiniens voulaient tenter de la faire arrêter. Avant elle, un général israélien à la retraite, Doron Almog, avait quitté précipitamment le pays après avoir atterri à Londres en 2005.

Dans une tribune publiée jeudi dans le "Daily Telegraph", Gordon Brown accuse certains groupes de détourner la loi, estimant que "la Grande-Bretagne ne peut permettre que sa réputation mondiale soit ternie parce qu'elle tolère de tels actes".

L'Etat hébreu a demandé une modification du texte, que les responsables israéliens jugent absurde.

Londres a déjà utilisé la juridiction universelle pour arrêter et poursuivre le seigneur de guerre afghan Faryadi Sarwar Zardad, condamné à 20 ans de prison pour torture et prise d'otage.

Le chef du gouvernement ne mentionne pas Israël dans sa tribune, mais regrette que "certaines personnes ne soient pas prêtes à voyager dans ce pays par crainte que de tel mandat d'arrêt privé, basé sur de simples motifs politiques, ne soit lancé contre elles".

Gordon Brown va proposer que les groupes privés ne soient plus autorisés à demander des mandats d'arrêt pour les crimes de guerre. Si le texte est approuvé, seuls les services judiciaires de la Couronne seront désormais habilités à prendre de telles mesures.

---

## **Portugal. Grève des fonctionnaires portugais contre l'austérité. (05.03)**

**AP - 04.03**

Les fonctionnaires portugais ont observé une grève ce jeudi pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement socialiste du Premier ministre José Socrates pour réduire le déficit budgétaire.

Le mouvement, qui a rassemblé 80% des fonctionnaires selon les syndicats et 14% selon le gouvernement, a provoqué la fermeture d'écoles, hôpitaux et tribunaux à travers le pays.

Les syndicats protestent contre le gel des salaires annoncé par le gouvernement pour 2010 sur fond de profonde récession économique dans un pays qui affiche un taux de chômage de 10%, son plus haut niveau depuis 25 ans.

"Les fonctionnaires ne céderont pas, ils résisteront, pour faire changer la position du gouvernement", a déclaré à Reuters Ana Avoila, coordinatrice du Front commun des syndicats, devant un centre de sécurité sociale fermé, dans le centre de Lisbonne.

Des services de santé, des mairies et des écoles sont fermés, a-t-elle précisé. Contrairement aux douaniers, les employés des transports publics n'étaient pas en grève jeudi.

Une porte-parole d'un des plus grands hôpitaux de Lisbonne a indiqué que la totalité des consultations, dont le nombre s'élève en temps normal à 500 par jour, avaient été annulées.

Le gouvernement, qui tente de diminuer le déficit budgétaire du pays sous la pression des marchés financiers, a minimisé l'impact de la grève, faisant état de 14% de grévistes.

"Les chiffres montrent que la majorité des fonctionnaires ont accepté le message de réalisme et de responsabilité", a déclaré Goncalo Castilho, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique.

Les marchés financiers locaux n'ont guère réagi.

La grève des fonctionnaires portugais survient après des manifestations en Espagne et en Grèce.

Les syndicats portugais font part d'une dégradation des conditions de vie avec la réduction des retraites du secteur public et d'autres allocations décidée par le gouvernement.

Le gouvernement de Jose Socrates, qui était en visite jeudi au Mozambique, prépare un plan visant à ramener le déficit budgétaire du pays, qui s'élevait à 9,3% du PIB l'an dernier, sous la barre des 3% du produit intérieur brut d'ici 2013.

Les syndicats ont menacé de lancer de nouveaux préavis de grève si le gouvernement maintenait le gel des salaires au-delà de cette année, et pourraient essayer de convaincre les salariés du secteur privé de venir gonfler les rangs des manifestants.

"Il ne s'agit pas seulement des travailleurs du secteur public, il s'agit des droits de l'ensemble des travailleurs", a déclaré Manuel Carvalho da Silva, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs portugais qui revendique 725.000 adhérents.

Selon un sondage publié cette semaine, la cote de confiance de José Socrates a chuté à 29% en février, contre 40% en janvier. Socrates a été accusé par l'opposition d'ingérence dans les médias.

Lors de la dernière grève de grande ampleur au Portugal, en novembre 2007, des fonctionnaires avaient protesté contre une augmentation moins forte que prévue de leurs salaires de 2,1% en 2008.

---

## **Grèce. Trois heures de grève, c'est beaucoup trop, les banquiers sont rassurés. (05.03)**

### **lefigaro.fr et Reuters - 04.03**

1- Trois cents manifestants communistes du Front de lutte syndical (Pame) occupaient jeudi le ministère des Finances à Athènes pour protester contre les mesures d'austérité annoncées mercredi par le gouvernement pour faire face à la crise, a-t-on appris auprès de la police.

Les syndicalistes communistes ont réussi à entrer dans le ministère tôt jeudi matin, alors qu'un gardien seulement se trouvait dans le bâtiment, puis sont montés sur la terrasse où ils ont déployé une banderole, portant les mots "Soulevez-vous pour que les mesures ne s'appliquent pas".

Certains d'entre eux se trouvaient devant la porte du ministère et empêchaient les employés d'entrer dans le bâtiment.

Le Pame est l'émanation du parti communiste (KKE) ainsi que le petit parti de la gauche radicale (Syriza). (libération.fr et AFP 04.03)

Commentaire.

Au regard du développement de la situation en Grèce, je me garderai bien de condamner ce genre d'actions.

2- Les principaux syndicats des secteurs public et privé grecs appellent à un débrayage de trois heures vendredi pour protester contre les mesures d'austérité budgétaires visant à résorber le déficit public.

Les deux principaux syndicats du pays, qui représentent environ la moitié des cinq millions des travailleurs grecs, estiment que la nouvelle baisse des salaires dans la fonction publique et les hausses d'impôts annoncées mercredi, entre autres mesures prises par le gouvernement, vont seulement affecter les plus pauvres.

"Les mesures sont cruelles, injustes et partiales. Le fardeau n'est pas partagé de façon équitable", a déclaré jeudi Stathis Anestis, porte-parole du syndicat du secteur privé GSEE.

Le GSEE et son pendant public, l'ADEDY, appellent les travailleurs à débrayer durant trois heures à partir de 10h00 vendredi et à manifester devant le parlement. L'ADEDY a déjà lancé un appel à la grève pour la journée du 16 mars. (Reuters 04.03)

Commentaire.

Trois heures de grève, c'est beaucoup trop pour faire reculer le gouvernement !

Gageons maintenant que si les travailleurs et jeunes se saisissent de cet appel et descendent massivement dans la rue, ils ne se contenteront pas d'une balade dans les rues d'Athènes et d'un rassemblement devant le Parlement. Ils pourraient bien prendre d'assaut le Parlement et ouvrir une crise révolutionnaire en Grèce. En l'absence d'un parti révolutionnaire pour guider les masses, il ne faudra pas se faire d'illusions sur l'issue de la première étape de ce combat s'il devait s'engager immédiatement, par contre, sachant que la crise est loin d'être terminée, il pourra se construire dans cette situation. ( A suivre)

3- Au lendemain de la présentation de nouvelles mesures d'austérité, la Grèce a lancé avec succès une nouvelle émission obligataire à 10 ans d'un montant de 5 milliards d'euros, d'après des sources ministérielles et de marché. La demande a atteint près de 15 milliards d'euros, et n'a donc pas pu être totalement satisfaite.

La rémunération de ces obligations a été fixé à 6,40%, selon une source de marché.

Cinq banques ont été mandatées pour cette émission : Barclays, HSBC, Nomura, Banque nationale de Grèce (BNG) et Banque du Pirée, selon l'Agence grecque de la dette .

«La demande est très forte et cette opération sera très largement sursouscrite», annonçait dès le milieu de matinée Ciaran O'Hagan, stratéliste chez Société Générale. «Une heure après le lancement de l'opération, le carnet de souscription (book) atteignait déjà 11 milliards d'euros et l'obligation se traitait 35 centimes au-dessus du prix final.»

Selon le stratéliste parisien : «La Grèce est très bon marché par rapport à sa note.» Athènes a levé plus de 13 milliards d'euros sur les marchés depuis le début de l'année, rappelle Wansquare . Ses besoins s'élèvent à 20 milliards d'euros d'ici mai pour rembourser ses échéances. (lefigaro.fr 04.03)

Commentaire.

Une bonne affaire pour les prédateurs de la finance, jugez plutôt, les taux d'intérêt à long terme des obligations d'Etat sont en 2010 de 1,78% au Japon, 2,6% en Suisse, 3,7% en Allemagne, 4% aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, 4,2% au Portugal et en Espagne, 4,3% en Italie, et ils viennent de passer de 5,5 à 6,5 pour la Grèce. (Slate.fr 12.02)

La meilleure, on apprend que le gouvernement français vient d'émettre sans difficulté 8,1 milliards d'euros d'obligations assimilables du Trésor (OAT) de maturité 10, 15 et 30 ans qui ont été, selon un expert, adjudgées à "des niveaux de marché historiquement bas pour la France", à 3,45%. (Reuters 04.03)

---

## **Grève en Grèce contre le plan d'austérité: hôpitaux, écoles et transports en commun paralysés. (06.03)**

**AP, Reuters et 20minutes.fr - 05.03**

Les hôpitaux, les écoles, les transports en commun et les aéroports étaient en partie paralysés vendredi en Grèce, à l'appel des syndicats,

pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement, annoncées mercredi à hauteur de 4,8 milliards d'euros et qui doivent être soumises au vote du Parlement vendredi.

Quelque 3.000 personnes, membres ou affiliés du Parti communiste, se sont rassemblées devant le Parlement à Athènes pour dire non, notamment, au relèvement de certaines taxes et à une réduction des primes dans le secteur public.

La manifestation a rassemblé 12.000 personnes, qui ont pour la plupart défilé dans le calme, souligne la police, ajoutant que le chef de file du principal syndicat du secteur privé, légèrement blessé, avait été hospitalisé.

Le chef de la Confédération générale des travailleurs grecs GSEE, Yannis Panagopoulos, a été légèrement blessé à coup de poings vendredi, lors d'un discours devant le Parlement grec, à Athènes, par un groupe de jeunes manifestants mobilisés contre les mesures d'austérité du gouvernement.

Une tasse de café et de l'eau lui ont été jetées dessus avant que l'un des jeunes ne se jette sur lui pour le frapper à coup de poings, selon des images de la télévision Mega. Le président de la GSEE a ainsi été contraint d'interrompre son discours prononcé lors d'un rassemblement organisé par les deux principales centrales syndicales du pays, la GSEE et la Fédération des fonctionnaires grecs (Adedy).

Le groupe de jeunes s'en est ensuite pris aux gardes en costume traditionnel en fonction devant le parlement, les Evzones, et à des policiers anti-émeutes qui ont lancé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Un nouvel appel à une grève de 24h a été lancé vendredi pour le 11 mars par les deux principaux syndicats des secteurs public (ADEDY) et privé (GSEE), qui représentent environ 2,5 millions de salariés, soit la moitié de la population active.

---

## **L'opposition italienne veut mobiliser contre le décret électoral. (07.03)**

### **Reuters - 06.03**

L'opposition italienne promet de mobiliser la rue pour dénoncer un décret gouvernemental qui doit permettre aux candidats du parti de Silvio Berlusconi de se présenter à la fin du mois aux élections dans la province de Rome et en Lombardie.

Le décret adopté vendredi soir lors d'un conseil des ministres extraordinaire et signé par le président Giorgio Napolitano vise non à modifier le code électoral mais à faire que celui-ci soit correctement interprété par les magistrats avant les élections régionales des 28 et 29 mars, a expliqué le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni.

Des membres du Peuple de la Liberté (PDL), la formation du président du Conseil, dont les candidatures ont été rejetées en raison de retards ou d'irrégularités lors de leur dépôt, ont fait appel devant des tribunaux de Lombardie et du Latium.

Quelques heures après l'adoption du décret, un tribunal de Milan décidait samedi que le gouverneur de Lombardie, Roberto Formigoni, un allié de Berlusconi, pouvait finalement figurer sur les listes. Dans la province de Rome, la justice examinera lundi la demande du PDL.

"Quand on est face à un coup d'Etat, il faut réagir de la seule manière possible - l'insurrection démocratique et populaire", a lancé samedi, lors d'une manifestation à Bologne, l'ancien juge anticorruption Antonio di Pietro, devenu l'un des plus farouches opposants à Silvio Berlusconi.

Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition, a organisé samedi des rassemblements de protestation à Rome et à Milan et prévoit une grande manifestation samedi prochain dans la capitale.

### **LA SIGNATURE DU PRÉSIDENT NAPOLITANO CRITIQUÉE**

Une association de la société civile, "Popolo Viola", avait organisé vendredi soir une manifestation silencieuse devant les bureaux du président Napolitano, issu des rangs de la gauche, pour qu'il ne signe pas le décret, sans succès.

Samedi, des dizaines de membres de cette association se sont réunis devant le palais de Montecitorio, la chambre des députés, en brandissant des banderoles "Président, nous ne comprenons pas" et ont demandé aux citoyens d'écrire au chef de l'Etat pour lui demander des explications.

Napolitano a défendu sa décision de signer le décret par la nécessité de permettre à toutes les formations politiques de participer aux élections.

"Il n'était pas possible que dans la plus grande région d'Italie le gouverneur et le parti au pouvoir soient exclus du scrutin en raison d'erreurs commises lors du dépôt des listes", a-t-il expliqué sur le site internet de la présidence, après avoir reçu de nombreuses demandes d'éclaircissement.

Pour l'ancien magistrat Di Pietro, chef du mouvement "Italie des Valeurs", l'attitude du président est contraire à son rôle constitutionnel et pourrait justifier une procédure d'"impeachment", comme cela s'est vu aux Etats-Unis du temps de Richard Nixon. Les autres dirigeants d'opposition se sont montrés plus modérés.

"Ne mêlons pas le président à tout cela", a dit Pier Luigi Bersani, l'un des dirigeants du Parti démocrate. "Ce n'est pas son rôle de porter un jugement sur un décret. C'est le gouvernement qui est responsable", a-t-il ajouté.

Les élections régionales dans treize des vingt régions italiennes sont considérées comme un test du poids de la coalition de centre droit de Berlusconi, éclaboussée ces derniers mois par une série de scandales.

Malgré ces problèmes, la coalition gouvernementale devrait obtenir de bons résultats. Selon les sondages, plus de 70% des électeurs disent être en désaccord avec l'opposition, divisée et elle aussi marquée par des scandales.

---

## **Un juge texan estime la peine de mort non conforme à la Constitution. (07.03)**

### **AP - 05.03**

Un juge texan a pris position dans l'Etat américain qui envoie le plus de condamnés à trépas chaque année, le Texas, contre la peine de mort.

Déclarant qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité de l'exécution d'innocents, le juge Kevin Fine a estimé jeudi dans une motion préparatoire à un procès que la peine capitale était anticonstitutionnelle. Les critiques ont fusé le lendemain, y compris venant du gouverneur du Texas, Rick Perry.

Le juge, un démocrate tatoué, ancien alcoolique et cocaïnomane, a fait face à ses détracteurs en audience, affirmant qu'il n'ignorait pas les précédents ou la législation de l'Etat, qui autorise la peine. Toutefois, il n'avait pas d'argument à opposer aux avocats d'un homme accusé de meurtre lors d'un cambriolage, quand ceux-ci ont soulevé ce point: l'exécution priverait leur client du bénéfice de l'application de la loi. Argument appuyé par le fait que des centaines de présumés coupables ont été envoyés à la chambre d'exécution avant d'être innocentés.

"Voulez vous que votre frère, votre père, votre mère soit l'agneau sacrifié, la personne exécutée afin que nous disposions de ce châtiment capitale, pour ceux qui le méritent ?" a demandé le juge à la salle. Il a rappelé que la Cour suprême suggère aux tribunaux de prendre en compte les critères évolutifs de ce qui est juste, en ordonnant des remises en liberté.

Un des avocats de l'accusé John Green a cru pouvoir distinguer dans ce geste courageux "le début de la fin de la peine de mort au Texas".

---

## **Les esclaves des usines du Guatemala. (09.03)**

### **l'Express.fr - 08.03**

Une enquête menée auprès de 589 femmes au Guatemala, par l'ONG Médecins du monde, révèle la maltraitance au travail dont elles sont victimes.

Dans les usines textiles de sous-traitance travaillant pour l'exportation, les maquilas du Guatemala, les ouvrières ont un statut peu enviable.

Avant d'obtenir un poste, les "ressources humaines" s'assurent qu'elles ne sont pas enceintes, analyses d'urine et palpations du ventre à l'appui. Les femmes célibataires sont préférées aux mariées, susceptibles de tomber enceintes.

Une fois embauchées à un des salaires les plus bas du pays, soit 4,4 euros par jour, contre 4,8 de salaire minimum légal, elles subissent des pressions quotidiennes. "Entraves aux visites médicales, non déclaration à la sécurité sociale, absence quasi-totale de services de santé adaptés au sein des usines", constate l'enquête de Médecins du monde menée auprès des femmes venues consulter à l'officine installée par l'ONG.

Qui sont ces travailleuses précaires?



34% des ouvrières sont mineures, 56% ont entre 18 et 40 ans. Plus d'un tiers a commencé à travailler à l'âge de 13 ans. Elles sont issues pour moitié de la population indigène, ont un faible niveau de scolarisation et ont souvent à leur charge un ou plusieurs enfants, ce qui renforce leur dépendance au travail.

Quelles sont les conditions de travail?

Les travailleuses n'ont pas accès à la copie de leur contrat de travail. 18% n'ont qu'un contrat verbal. Selon le code du travail du Guatemala, une journée ne peut excéder 8 heures de labeur, soit 48 heures par semaine. Or, dans les maquilas, les femmes travaillent en moyenne 11 heures par jour.

"Debout toute la journée, même enceintes, dans l'agro-industrie; assises sur des chaises non adaptés dans les usines de textile", avec l'interdiction de se lever, même pour aller aux toilettes, rapporte l'enquête. Les maquiladoras n'ont ni masques, ni gants de protection et inhalent les produits chimiques utilisés pour le traitement du textile.

Parmi les femmes interrogées, 474 femmes ont déclaré avoir subi des violences verbales, physiques, menaces de licenciement, sanctions économiques, voire harcèlement sexuel. Elles les supportent en silence par peur de perdre leur emploi, souvent la seule source de revenus pour leur famille. Celles qui cherchent à défendre leurs droits sont poussées à la porte et inscrites sur des listes noires de femmes à ne jamais embaucher.

Pour rappel, ces "maquilas" sont des usines de sous-traitance travaillant pour l'exportation. Elles sont apparues massivement au Guatemala, comme dans toute l'Amérique centrale, dans les années 1990. Le retour de la paix dans ce pays, après 36 ans de guerre civile, a favorisé l'émergence de ces fabriques.

Aujourd'hui, 180 maquilas sont répertoriées au Guatemala. La Commission de l'industrie vestimentaire et textile estimait, en 2002, que 75 000 à 100 000 personnes y travaillaient, dont une immense majorité de femmes.

Réaction d'un internaute.

Ce que vous ne dites pas, c'est que les propriétaires de ses usines font partie de la bonne société de ces pays, souvent de jeunes apporteurs de capitaux en provenance de l'oligarchie et qui fréquentent le personnel diplomatique en poste dans la capitale, comme les hauts dignitaires de l'Eglise Catholique, comme toutes les ONG, comme les représentants de l'ONU, US AID, Coopération Française, Banque Mondiale...etc... L'information est toujours tronquée et superficielle. Los duenos de ces unités de production sont couverts par tout un système du fait de leur classe sociale. En fait ce reportage s'applique à toute l'Amérique Centrale: rien de nouveau depuis mon séjour dans cette région depuis 1985 - 1990.

---

## **Islande. Payer pour les banquiers : c'est non... à 98% ! (07.03) + complément du 09.03.**

### **Reuters - 07 et 08.03**

Les Islandais ont dit massivement "non" samedi par référendum au plan de remboursement à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas des 3,5 milliards d'euros de dettes de la banque Icesave, selon des résultats partiels.

D'après les résultats après dépouillement de 18.000 bulletins, sur 230.000 électeurs, le "non" l'emporte à 98%.

Commentaire.

Gageons qu'un référendum similaire organisé en France ou d'autres pays de l'UE aboutirait à un résultat similaire, sans doute pas dans les mêmes proportions il faut toutefois préciser.

Le résultat de ce référendum montre clairement d'une part, que la quasi totalité de la population rejette le capitalisme, d'autre part, que la proportion de nantis dans le pays représente une infime minorité de la population (320.000 habitants), à peine de 2%, ce qui permet d'affirmer que ce sont ces 2% de capitalistes ou de privilégiés qui décident habituellement du sort de 98% de la population.

Le résultat de ce référendum exprime également le rejet de l'UE, puisque les gouvernements britannique et hollandais avaient indiqué par avance que la victoire du non compromettrait l'adhésion de l'Islande à l'UE, les travailleurs islandais ont préféré défendre leurs propres intérêts plutôt que ceux des banquiers et des multinationales défendus par l'UE.

Qui osera prétendre ensuite que nous ne sommes pas en présence d'une dictature, de la dictature du capital, et que l'affirmer serait une exagération, un parti pris, une vue de l'esprit dictée par des considérations théoriques ? C'est un fait, voilà tout, que les défenseurs du capitalisme auront de plus en plus de mal à camoufler aux masses laborieuses.

2% décident du sort de la population : il faut les chasser du pouvoir, les exproprier, sans indemnité, là aussi, gageons que les 98% qui ont refusé de se sacrifier pour les banquiers voteraient de la même manière et refuseraient de leur verser le moindre euro.

Complément du 09.03.

Le détail des résultats de ce référendum : 93% ont voté non, 5% de votes nul ou blanc et 2% seulement de oui. comme l'on dit il n'y a pas photo !

Depuis des mois la population manifeste quasiment quotidiennement, mais elle n'est jamais parvenue à s'organiser, c'est un des aspect de la situation. (A suivre)

---

## **Grèce: nouvelle grève nationale jeudi. (11.03)**

**libération.fr et AFP - 10.03**

De fortes perturbations se produiront demain jeudi dans les transports aériens, maritimes, ferroviaires et urbains en Grèce en raison de la grève nationale, la deuxième en quinze jours, à laquelle ont appelé les grandes centrales syndicales contre le plan d'austérité décidé par le gouvernement pour restaurer les finances du pays.

Le trafic aérien sera totalement interrompu de mercredi minuit à jeudi minuit avec le ralliement de l'Union des contrôleurs du trafic aérien de Grèce à la grève générale organisée par la Confédération générale des travailleurs grecs (un million d'adhérents) et la Fédération de la fonction publique, Adedy (300.000 membres).

Les compagnies aériennes grecques Olympic Air et Aegean ont annoncé plusieurs aménagements d'horaires.

Tous les navires seront à l'ancre en raison de la grève décrétée par la puissante Fédération des marins (PNO), et les trains de la compagnie publique OSE resteront au dépôt.

Le fonctionnement des transports urbains sera très perturbé dans la capitale et à Salonique, dans le nord du pays : le métro, les bus, les trolleys et les tramways seront à l'arrêt.

Les banques travailleront au ralenti après l'appel à la grève de la Fédération des employés des banques (OTOE).

Les administrations publiques et les écoles seront fermées, tandis que les hôpitaux fonctionneront avec un personnel d'astreinte. Les journalistes seront aussi en grève et les journaux ne paraîtront pas vendredi.

Plusieurs rassemblements et manifestations sont prévus dans les grandes villes du pays jeudi en fin de matinée. Les policiers, pompiers et garde-côtes syndiqués ont annoncé qu'ils manifesteront de leur côté jeudi soir devant la direction de la police.

Les centrales syndicales s'opposent aux mesures d'austérité draconiennes prises vendredi par le gouvernement socialiste pour résorber le déficit public. Ces mesures frappent principalement les fonctionnaires avec la quasi-suppression de leur 14e mois.

Mercredi après-midi, plus de 200 employés des décharges publiques, en grève depuis deux jours, et des employés des mairies, ont manifesté dans le centre d'Athènes, scandant des slogans contre des coupes dans les 14e et 13e mois dans la fonction publique, prévues dans le plan d'austérité du gouvernement pour parer à la crise.

---

## **Le Japon pacifiste découvre ses accords nucléaires secrets. (11.03)**

**lefigaro.fr - 10.03**

L'ancien premier ministre nippon et Prix Nobel de la paix Eisaku Sato avait autorisé l'entrée d'armes nucléaires américaines.

C'est depuis mardi officiel au Japon et la polémique, qui a aussitôt surgi, n'est pas près de s'éteindre : le premier ministre Eisaku Sato, un an après avoir fait adopter sa politique antinucléaire qui lui vaudra d'être récompensé par un prix Nobel de la paix, a signé en 1969 un accord secret avec le président américain Richard Nixon, autorisant le dépôt d'armes nucléaires au Japon. «Il est extrêmement regrettable que ce problème ait été dissimulé aussi longtemps aux Japonais», a tempêté mardi le ministre des Affaires étrangères Katsuya Okada lors d'une conférence de presse. Katsuya Okada a assuré qu'aucune arme nucléaire américaine n'avait pénétré sur le territoire nippon depuis 1991,

mais n'a pu le certifier pour la période de la guerre froide.

L'actuel gouvernement de centre gauche a mis fin en septembre au règne quasiment ininterrompu de la droite, qui dirigeait le pays depuis 1945. Sitôt nommé, le gouvernement de Yukio Hatoyama a chargé un groupe d'historiens de faire la lumière sur les accords nucléaires secrets conclus avec les États-Unis durant la guerre froide. Plusieurs de ces conventions avaient été éventées, et plusieurs documents avaient été déclassifiés aux États-Unis.

«Principes antinucléaires»

Mais depuis la remise de ce rapport mardi, le Japon, meurtri par les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, sait que sa doctrine pacifique et antinucléaire était pour le moins corrigée par deux pactes secrets avec les États-Unis. L'un permettait aux navires et avions américains dotés d'armes nucléaires de faire escale au Japon ; l'autre autorisait le dépôt d'armes nucléaires à Okinawa. Il a été signé par Eisaku Sato, lequel a formulé les «principes antinucléaires» du Japon, notamment celui interdisant les armes nucléaires sur son territoire. Cette politique lui valu le prix Nobel en 1974.

Le troisième accord secret permettait aux soldats américains d'utiliser le territoire japonais en cas de conflit avec la Corée du Nord ; le quatrième prévoyait le paiement par Tokyo des frais de remise en état de la partie de l'île d'Okinawa dévolue à la base américaine. Dans l'hypothèse, qui suscite actuellement de fortes tensions entre Washington et Tokyo, où cette base fermerait.

---

## **G-B. Une ex-chef du MI5 accuse les États-Unis d'avoir caché des actes de torture. (11.03)**

**libération.fr et AFP - 10.03**

Le MI5, accusé de complicité de torture, contre-attaque. Une ancienne responsable du renseignement intérieur britannique affirme que les États-Unis lui ont dissimulé les mauvais traitements contre les suspects de terrorisme.

Eliza Manningham-Buller a expliqué qu'elle n'avait pas compris tout de suite que Khalid Sheikh Mohammed, le cerveau présumé des attentats du 11 septembre 2001, avait parlé aux interrogateurs américains sous la contrainte de la torture.

Elle a dit avoir découvert seulement après son départ à la retraite en 2007 que le suspect avait subi l'épreuve de la simulation de noyade ("waterboarding").

Les Américains «ont pris grand soin de nous dissimuler ce qui se passait», a-t-elle déclaré mardi soir à la chambre des Lords. «J'ai demandé à mes collaborateurs "Pourquoi parle-t-il?", parce que notre expérience des prisonniers irlandais était qu'ils ne disaient jamais rien».

«Ils m'ont dit: "Eh bien les Américains affirment qu'il (Mohamed) était très fier de ce qu'il a fait" quand ils l'ont interrogé», a-t-elle expliqué. «Ce n'est qu'après avoir pris ma retraite que j'ai lu, qu'en fait il avait subi la simulation de noyade 160 fois».

Accusations de complicité

Elle a indiqué que la Grande-Bretagne avait protesté auprès des Américains à propos du traitement des détenus. Ces propos interviennent alors que le MI5 et le MI6 font face à des accusations de complicité de torture dans le cas de plus de 20 suspects de terrorisme ayant résidé au Royaume-Uni.

Ces allégations ont émergé après la publication par un tribunal britannique le mois dernier d'informations sur les tortures subies par un ex-détenu de Guantanamo aux mains des Américains.

L'ex-détenu Binyam Mohamed - né en Ethiopie mais qui avait le statut de résident en Grande-Bretagne - avance qu'il a été interrogé par des Américains avec des questions qui ont seulement pu venir des renseignements britanniques.

Le gouvernement et l'actuel chef du MI5 Jonathan Evans ont vigoureusement démenti les accusations de complicité de torture mais des questions demeurent sur le point de savoir quand Londres a été mise au courant du changement des recommandations américaines sur la torture après le 11-Septembre.

---

## **Washington dévoile une stratégie du logiciel. (11.03)**

**Reuters - 10.03**

Washington a autorisé lundi l'exportation vers l'Iran, le Soudan et Cuba de logiciels facilitant les échanges d'informations sur internet, avec l'objectif avoué de favoriser l'ouverture de ces pays.

Agissant à la demande du département d'Etat, le département du Trésor a accordé une dérogation aux entreprises américaines pour ces pays normalement soumis à des sanctions ou un embargo.

"Cette décision permettra aux citoyens iraniens, soudanais et cubains d'exercer leurs droits les plus fondamentaux", a expliqué le secrétaire adjoint au Trésor Neil Wolin.

Cette dérogation permettra aux sociétés comme Google ou Microsoft d'autoriser le téléchargement de logiciels servant à naviguer sur internet, à écrire des blogs, à discuter en ligne, à envoyer des courriers électroniques ou à partager des photos ou des vidéos.

Internet a été un important moyen de communication pour les opposants iraniens après la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad le 12 juin dernier à la présidence.

"Nous allons continuer à soutenir ces Iraniens qui souhaitent pouvoir communiquer sans être bloqués par leur propre gouvernement", a déclaré la secrétaire d'Etat Hillary Clinton lundi lors d'une conférence de presse avec le président du Gabon Ali Bongo.

Sheldon Himelfarb, expert des nouvelles technologies à l'Institut américain pour la paix, salue cette décision des autorités qu'il attendait depuis longtemps.

"Cela ne veut pas dire que ces gouvernements ne pourront plus censurer, contrôler ou influencer ce qui est dit dans le pays sur internet", dit-il.

"Au moins la population aura-t-elle accès aux meilleurs outils possibles de communication et de collaboration, qui sont toujours, dans une large mesure, développés ici aux Etats-Unis."

---

## **Italie: appel à un mouvement de grève générale vendredi. (11.03)**

### **AP - 10.03**

La CGIL, la principale organisation syndicale italienne, a appelé à une grève générale de quatre heures vendredi, afin de protester notamment contre la charge fiscale excessive supportée selon elle par les salariés.

Trains, avions, ferries, autobus et autres moyens de transport publics doivent être affectés par le mouvement.

La Confédération générale italienne du travail estime qu'une trop lourde charge fiscale pèse sur les salariés. L'organisation syndicale réclame également plus de protection pour les employés ayant des contrats temporaires.

---

## **La Grèce paralysée par la grève générale. (12.03)**

### **AP - 11.03**

De violents affrontements ont éclaté entre des casseurs et des policiers jeudi à Athènes, en marge d'une manifestation contre les mesures d'austérité du gouvernement jeudi. La Grèce était paralysée par une grève générale du public et du privé contre le plan de rigueur, touchant notamment les médias, transports en communs, avions et services hospitaliers hors urgences.

Lors des incidents, plusieurs centaines de jeunes habillés de noir, casqués et portant des lunettes de ski ont frappé des policiers à moto, en faisant tomber plusieurs, tandis que les forces anti-émeute tiraient des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes pour tenter de disperser la foule.

Un peu plus tôt, des anarchistes avaient lancé des pierres et cocktails Molotov sur la police, cassant à coups de masses les vitrines d'une dizaine de magasins, banques, bijouteries et l'entrée d'un cinéma. Ils ont aussi brûlé des poubelles et une voiture, saccagé des arrêts de bus et arraché des morceaux de marbre de balustrades pour en faire des projectiles.

Les commerçants se dépêchaient de baisser leur rideau au passage du cortège et des hommes d'affaires en costume les yeux irrités par les gaz couraient se mettre à l'abri, alors qu'à quelques pâtés de maisons on continuait de déjeuner aux terrasses des restaurants.

La police a déclaré avoir arrêté 16 émeutiers présumés et compter deux blessés dans ses rangs.

Des incidents moins graves ont également perturbé la manifestation à laquelle participaient environ 14.000 personnes dans le centre de Thessalonique, la deuxième ville du pays, dans le nord.

A Athènes, la manifestation a réuni entre 20.000 et 60.000 personnes, selon la police ou les organisateurs. Grévistes et manifestants ont convergé dans le centre de la capitale grecque, aux cris de "pas de sacrifice pour la ploutocratie" ou "de vrais boulots, des salaires plus élevés". Certaines personnes avaient déployé des banderoles depuis leur appartement où on pouvait lire "Plus de sacrifices, la guerre contre la guerre".

La Grèce affrontait sa deuxième journée de grève nationale en moins d'une semaine, à l'appel des deux principaux syndicats du pays qui protestent contre le plan décidé par le gouvernement pour tenter de sortir le pays de sa très grave crise de la dette publique.

La semaine dernière, le gouvernement socialiste de Georges Papandréou, sous la pression de ses partenaires européens inquiétés de voir le déficit public abyssal de la Grèce affaiblir la zone euro, a annoncé des économies de 4,8 milliards d'euros supplémentaires, avec notamment un gel des retraites, une réduction des salaires des fonctionnaires et une hausse des impôts.

Près de 200 policiers en civil, gardes-côte et pompiers se sont rassemblés brièvement avant le début de la manifestation. "La police et d'autres forces de sécurité ont été particulièrement touchés par ces nouvelles mesures parce que nos salaires sont très faibles", a déploré Yannis Fanariotis, secrétaire général d'un syndicat de police. Un policier gagne en moyenne entre 1.000 et 1.200 euros par mois, week-ends et nuits compris.

Participer à la manifestation "n'est pas étrange, parce que nous travaillons comme tout le monde et nous revendiquons pour nos droits", a-t-il ajouté.

Pour les syndicats, ce sont les Grecs qui vont payer un prix disproportionné pour les erreurs de gestion des gouvernements de gauche comme de droite des dernières années. "Ils essaient de faire payer le prix de la crise aux travailleurs", a dénoncé Yannis Panagopoulos, responsable du principal syndicat grec, le GSEE. "Ces mesures ne seront pas efficaces et vont précipiter l'économie dans un gel profond."

---

## **La fonction publique britannique touchée par la rigueur salariale. (13.03)**

### **Le Monde - 12.03**

Quel que soit le parti qui gagnera les élections législatives prévues d'ici à juin, les fonctionnaires britanniques peuvent se faire du souci. Le candidat conservateur, David Cameron, tout comme son concurrent travailliste, le premier ministre Gordon Brown, soucieux de réduire le déficit public - il devrait atteindre 178 milliards de livres (195 milliards d'euros) pour l'année fiscale qui se termine au 31 mars, soit 12,6 % du produit intérieur brut - ont d'ores et déjà prévu de réduire la masse salariale de l'Etat.

Mercredi 10 mars, M. Brown a annoncé que les salaires des 120 000 plus hauts fonctionnaires seraient gelés à compter d'avril, tout comme ceux des ministres et des secrétaires d'Etat le sont depuis janvier. Les médecins généralistes, les juges, les cadres supérieurs du National Health Service (NHS), le service de santé publique, les dentistes, mais aussi les généraux de l'armée ne seront pas augmentés. Selon le premier ministre, ce gel devrait permettre au Trésor d'économiser plus de 3 milliards de livres d'ici à avril 2014, date à laquelle il a promis de diviser par deux le déficit budgétaire s'il était élu.

Dans ce cas, le leader du Labour prévoit aussi, à compter d'avril 2011, de plafonner à 1 % pendant deux ans la hausse de salaire dans la fonction publique. Les conservateurs, qui veulent aller plus vite dans l'assainissement des finances publiques, ont pris des engagements du même ordre. M. Cameron compte geler, dès avril 2011, les salaires des fonctionnaires qui gagnent plus de 18 000 livres par an, soit les deux tiers de la fonction publique.

Depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir en juin 1997, les travaillistes ont beaucoup dépensé pour accroître les effectifs et les salaires de la fonction publique. La récession, dont le pays est à peine sorti, n'y a rien changé.

Le secteur public requinqué

Le New Labour de Tony Blair avait promis de remettre à flot des services publics mis à terre par les treize ans de gouvernement de Margaret Thatcher, sans pour autant dégrader les comptes de l'Etat. Ils ont tenu la première partie de leur promesse, pas la seconde, comme le montrent les chiffres de l'Office pour les statistiques nationales (ONS). En 2009, on comptait 6,070 millions de fonctionnaires, soit plus de 21 % des 28,9 millions de Britanniques au travail, contre 5,179 millions (19,5 %) en 1997.

Sur les 2,3 millions d'emplois créés en Grande-Bretagne entre 1997 et 2009, près de 40 % l'ont donc été dans le secteur public. A en croire

une étude publiée en janvier par l'Université de Manchester, si l'on tient compte des emplois privés dépendant exclusivement des fonds publics (par exemple, la collecte d'ordures ou encore les consultants employés par le gouvernement), la proportion monte à 60 %.

Concernant les salaires aussi, le Labour s'est montré généreux. Entre 1997 et 2009, la rémunération hebdomadaire brute médiane d'un salarié à plein temps est passée de 349 livres à 539 livres dans le public et de 309 livres à 465 livres dans le privé.

Dans sa dernière liste des "riches du secteur public", la Taxpayers'Alliance, qui représente les contribuables, dénombre 806 fonctionnaires gagnant plus de 150 000 livres par an, dont 8 plus de 1 million. M. Brown, qui est payé un peu moins de 200 000 livres, est aujourd'hui le 324e salaire de l'Etat.

---

## **Nouvelle journée de grève en Grèce. (17.03)**

### **AP - 16.03**

Les employés de la compagnie publique d'électricité et les infirmiers étaient en grève mardi en Grèce pour protester contre le plan d'austérité décidé par le gouvernement de Georges Papandréou.

La grève de 48h au sein de la compagnie d'électricité affecte ses sept unités de production. Les consommateurs ne devraient pas être touchés par des coupures de courant, selon une source syndicale.

Les infirmiers des hôpitaux publics font grève pendant une journée et environ 400 d'entre eux devraient manifester devant le ministère de la Santé à Athènes.

---

## **Chine. Pékin des pauvres, Pékin des riches. (16.03)**

### **Lemonde.fr - 15.03**

C'est un quartier capharnaüm fait de masures crasseuses, parfois bâties de guingois, de méchants immeubles aux balcons encombrés par le linge qui sèche, de ruelles bourbeuses où s'empilent les ordures, le tout écrasé par la lumière maussade suintant du ciel bas de l'hiver. Les marchés sont assez bien fournis en volailles et poissons, mais des odeurs aigres et fortes montent des gargotes bon marché. Au coin d'une rue, un cuisinier touille une drôle de pitance dans un wok. Des hommes aux vestes en faux cuir et casquettes Mao devisent en fumant. Des femmes bercent leurs enfants emmitoufflés dans des couvertures. A moins d'un quart d'heure de voiture des grandioses réalisations olympiques, Dong Xiao Kou est un quartier de prolétaires migrants. Ce n'est pas la misère mais la pauvreté.

L'endroit illustre ce que les médias chinois ont annoncé il y a une dizaine de jours : jamais depuis le début des réformes économiques de 1978 l'écart de revenus entre monde rural et monde urbain n'avait été aussi large.

Ici, on a beau être à Pékin, la quasi-totalité des habitants de cette banlieue est d'origine paysanne. Ils font partie des 230 millions d'"ouvriers-paysans" chinois - mingong, en mandarin - venus chercher fortune dans les villes. Sans avoir pour autant réussi à avoir le statut d'"urbains". Conséquence : beaucoup ne bénéficient pas des avantages sociaux dont jouissent les citadins.

Mme Liu, 50 ans, mère de famille, est originaire du Hebei, la province qui entoure la capitale. Elle ne se plaint pas trop de son sort. C'est une dame simple, souriante, diserte. Mais il faut la pousser dans ses retranchements pour qu'elle égrène la liste de ses difficultés. D'abord, elle constate, chiffres à l'appui : "Je travaille comme femme de ménage dans un ensemble résidentiel. Je gagne 900 yuans par mois (90 euros). Mon loyer est de 300 yuans." Mme Liu habite ici depuis huit ans et vit dans le provisoire qui dure : "Je me suis déjà fait virer du premier appartement où j'habitais, car le propriétaire a vendu ses immeubles pour profiter de la hausse des prix de l'immobilier." Et maintenant ? "Pouah !, crache-t-elle, j'ai retrouvé un autre logement, mais je n'ai aucune garantie. Rien. Je peux me faire expulser du jour au lendemain !"

Elle se saigne aux quatre veines pour ses deux filles : l'une a quand même réussi à entrer à l'université, l'autre est vendeuse dans un quartier commerçant de Pékin. Pour décrire sa précarité, Mme Liu a ces mots : "A mon travail, mes collègues et moi on est souvent méprisées."

Les différences de revenus entre les possédants et les dépossédés de la croissance chinoise sont si criantes que le premier ministre, Wen Jiabao, a abordé le sujet à l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale populaire, qui s'est close dimanche. "Il ne faut pas seulement que notre richesse s'accroisse, il faut aussi que nous arrivions à trouver un système de distribution des richesses plus équitable", a-t-il dit. Selon les chiffres du bureau des statistiques publiés début mars, le revenu moyen des Chinois des villes était en 2009 de 17 175 yuans par an - environ 1 700 euros - contre 5 153 yuans dans les campagnes. En 2005, les chiffres étaient respectivement de 10 493 contre 3 255. Citée dans la presse en début du mois, le directeur d'un centre de recherches sur l'économie rurale dépendant du ministère de l'agriculture, Song Hongyuan, confessait être "alarmé par le fait que le fossé ville-campagne va continuer à se creuser dans la mesure où le pays se focalise sur le développement urbain et pas celui du monde rural".

Un autre expert, Zhang Dongsheng, responsable d'un département de la Commission nationale pour la réforme et le développement, reprochait au gouvernement d'avoir "dit plus qu'il n'a fait" en termes de réduction des inégalités. Il y a quelques années, durant la session printanière du Parlement, le premier ministre, M. Wen, avait annoncé la création d'un ambitieux programme de construction des "nouvelles campagnes socialistes". Traduction : développer les zones rurales et augmenter le niveau de vie des paysans. Cette année, il a promis un budget de 800 milliards de yuans- 80 milliard d'euros - pour le monde rural, 13 % de plus par rapport à l'année dernière.

Nombre d'analystes étrangers estiment que, si la Chine veut poursuivre son rythme de croissance de 8 %, il va lui falloir continuer son programme d'urbanisation, supprimer le très contesté "passeport intérieur" - hukou -, qui désavantage les migrants établis en milieu urbain, et mettre fin à une situation d'"apartheid" entre Chinois des villes et Chinois des champs : les mingong sont exploités par leurs patrons, leurs soins médicaux ne sont pas remboursés et ils doivent mettre leurs enfants dans des écoles illégales souvent promises à la démolition.

La "stabilité sociale" qui obsède tant un pouvoir hanté par le cauchemar du désordre ne pourra être assurée si le fossé riches-pauvres continue de s'élargir. Pendant que Mme Liu peine à la tâche dans le quartier de Dong Xiao Kou, les riches s'enrichissent dans l'empire des inégalités. Selon Rupert Hoogewerf, fondateur du centre indépendant Hurun, basé à Shanghai, qui fait la liste des super-riches en République populaire, "le nombre de ceux qui possèdent une fortune d'au moins 150 millions de dollars (110 millions d'euros) a décuplé depuis 2004". "Il y en avait 100 il y a six ans, il y en a 1 000 maintenant", précise-t-il. Sur la dernière liste Forbes des plus fortunés de la planète, il y a 64 milliardaires chinois, contre 28 l'année dernière. D'après Meng Pengjun, directeur de Luxury Asia Limited Markets, les ultraprivilégiés de Chine ont dépensé beaucoup en 2009 dans le marché des produits de luxe, se hissant en cela à la deuxième place mondiale, derrière les Japonais.

---

## **Plus de 580.000 emplois détruits dans l'Union européenne au quatrième trimestre 2009. (16.03)**

### **AP - 15.03**

Quelque 347.000 emplois ont été détruits dans la zone euro et 583.000 dans l'ensemble de l'Union européenne au quatrième trimestre 2009, selon les données diffusées lundi par Eurostat, l'Office statistique des communautés européennes.

Sur l'ensemble de l'année 2009, 2,721 millions d'emplois ont été détruits dans la zone euro (-1,8% par rapport à 2008) et 4,021 millions dans l'UE (-1,8%) dans l'UE.

Au quatrième trimestre 2009, l'emploi a diminué de 0,2% dans la zone euro et de 0,3% dans l'UE par rapport au troisième trimestre 2009. Eurostat estime qu'au quatrième trimestre 2009, 221,1 millions d'hommes et de femmes avaient un emploi dans l'UE, dont 144,3 millions dans la zone euro, en chiffres corrigés des variations saisonnières.

---

## **Mauritanie. Les syndicats promettent une amplification de la grève en Mauritanie. (17.03)**

### **RFI - 16.03**

En Mauritanie, les quatre principales centrales syndicales et quatre syndicats professionnels ont appelé à une grève générale de la fonction publique de trois jours, à compter du lundi 15 mars 2010. Ils réclament l'ouverture de négociations sur le montant d'indemnités de logement et de transport récemment allouées aux fonctionnaires. La première journée a été très suivie d'après les syndicats, qui annoncent 80% de grévistes dans l'enseignement et la santé. Pour le gouvernement, la mobilisation a été marginale.

Au-delà de la guerre des chiffres, la perception de la grève diffère radicalement selon les acteurs. Pour les syndicats, le moment est historique. C'est, selon eux, la première fois que les centrales les plus représentatives s'allient pour un mouvement d'une telle ampleur. Selon le secrétaire exécutif de l'Union des travailleurs « les travailleurs sont déterminés à aller jusqu'au bout mais nous tendons la main au dialogue. Seul peut nous faire sortir de cette situation. Le dialogue ne peut pas se refuser, nous ne sommes pas comme les partis politiques. Cette opération n'est pas politisée, elle émane de la base des travailleurs. Si demain le pouvoir tend la main et permet des négociations, nous allons immédiatement vers la suspension de la grève.... »

En revanche, pour le ministre de la Santé, cheikh Ould Horma Ould Babana, ce mouvement est marginal parce qu'il mobilise peu mais aussi parce que ses motifs ne sont pas réellement sociaux : « Nous ne contestons pas la légitimité d'un mouvement de grève mais ce mouvement a une particularité, il n'a pas d'objet. Les syndicats avancent le fait que l'Etat leur a accordé une gratification et ils trouvent que celle-ci n'est pas à la hauteur de ce qu'ils attendaient. Quand on accorde une gratification à quelqu'un, la moindre des choses c'est de dire merci... il y a d'autres moyens de demander plus que déclencher un mouvement de grève. Nous pensons que les motifs réels sont des motifs politiques et non pas sociaux. Je pense que demain tout le monde reprendra le travail à l'exception de quelques personnes vraiment instrumentalisées ».

Les syndicats promettent eux une amplification du mouvement dans les deux jours à venir.

## **Mali. Les transporteurs routiers maliens durcissent leur grève. (17.03)**

### **RFI - 16.03**

Des centaines de camions chargés de marchandises garés aux frontières ou dans la capitale. Depuis le 10 mars, les transporteurs routiers du Mali sont en grève et la plupart des camions sont à l'arrêt. Les transporteurs se plaignent des taxes trop élevées et des tracasseries trop nombreuses.

Poste de contrôle de police, à l'entrée sud de Bamako... sur plusieurs kilomètres des centaines de camions chargés de marchandises, sont garés. Fomba karim, porte-parole des transporteurs grévistes exprime le ras-le bol des transporteurs : « Nous en avons assez. Au départ, on nous faisait payer 72 000 francs par camion, par année. Chaque camion paye pratiquement en moyenne entre 60 à 100 000 francs à chaque voyage ».

En cause notamment, l'application d'une décision de l'UEMOA, l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest, qui impose un poids maximum aux camions sous peine de lourdes pénalités.

Et à ceux qui disent aux transporteurs maliens que ces taxes sont appliquées dans tous les pays membres, le porte-parole répond. « Nous sommes tous dans l'UEMOA. La Côte d'Ivoire, le Sénégal sont des pays portuaires. Ces pays n'ont pas de pesage chez eux... Nous sommes devenus aujourd'hui les cobayes de l'UEMOA ».

Et sur les routes de la sous-région, les transporteurs maliens racontent leur calvaire « On ne fait que nous racketter... ».

Plusieurs médiateurs tentent de calmer le jeu entre l'Etat et les transporteurs grévistes, comme le Conseil national des transporteurs maliens. Un de ses membres, Sinamary Konaté, se dit confiant : « Nous demandons toujours à l'Etat de continuer la négociation, et il y aura la solution... ».

En tous cas, il est urgent de trouver une solution pour échapper à la pénurie. Le Mali est un pays enclavé, et pour ses produits à l'import, comme le carburant ou les vivres, et à l'export, comme le coton et les bovins, le transport routier est indispensable.

Un transporteur malien exprime son exaspération

"Aujourd'hui nous, transporteurs du Mali, sommes asphyxiés par toutes les tracasseries et les taxes qu'on ne peut plus assumer. Il y a trop de contrôles sur la route... On ne fait que nous racketter le long de la route... des policiers et des gendarmes partout... On nous arrête. Si tu refuses de payer, on te fait dormir... On te fait perdre carrément 24 heures. L'autorité en place ne réagit pas. Nous lui demandons donc de réagir..."

## **Guinée. Les avocats guinéens en grève contre la « politisation » de l'affaire des narcotrafiquants. (17.03)**

### **RFI - 13.03**

Les avocats guinéens sont en colère. Ils ont décidé de se mettre en grève pour une semaine. Depuis jeudi 11 mars 2010 ils boycottent les tribunaux. Ce mouvement de grogne s'explique - selon le bâtonnier de l'Ordre des avocats par « la politisation des dossiers des présumés narcotrafiquants » et par « des atteintes répétées à l'indépendance de la magistrature ». Les anciens ministres de la Sécurité, l'ancien chef d'état-major des armées et le fils du défunt président sont sous les verrous. Au total une cinquantaine de Guinéens sont incarcérés pour des motifs liés au trafic de cocaïne.

C'est l'ensemble des avocats inscrits au Barreau guinéen qui boycotte depuis jeudi 11 mars 2010 les cours et tribunaux du pays. Le Barreau accuse le pouvoir d'atteinte répétée à l'indépendance de la justice mais aussi et surtout la volonté de certains dignitaires du régime à vouloir régler les comptes aux présumés narcotrafiquants détenus depuis plus d'un an.

Maître Mohamed Sampil, bâtonnier de l'Ordre des avocats s'en explique : « Nous boycottons les audiences des cours et tribunaux en guise de protestation contre des atteintes répétées à l'indépendance de la magistrature et la politisation des dossiers des présumés narcotrafiquants et des détournements des deniers publics par certaines autorités de l'Etat et de certaines autorités judiciaires qui ne prennent pas leurs responsabilités. Cela est inacceptable dans un Etat de droit et le Barreau, qui est la sentinelle de l'Etat de droit, ne peut pas laisser passer ces abus d'un autre âge. Certaines autorités ont déjà condamné certaines personnes avant d'être condamnées par la juridiction ».

Le bâtonnier ajoute que certains détenus n'ont plus le droit de se soigner, encore moins de bénéficier d'une liberté provisoire, « parce que certaines autorités estiment que ces personnes n'ont aucun droit ».



Une grande assemblée générale du Barreau est prévue lundi 15 mars qui décidera de la suite du mouvement de grève.

---

## **L'Inde à la conquête de l'Afrique, derrière la Chine. (19.03)**

**figaro.fr - 18.03**

L'éléphant ne court pas encore aussi vite que le dragon, mais l'Inde avance sans complexe sur les traces de la Chine en Afrique. Le ministre de l'Énergie indien, qui souhaite que la société nationale Oil and Natural Gas Corp (ONGC) accélère ses acquisitions à l'étranger cette année, a officiellement demandé à son collègue des Finances de mettre en place un fonds souverain, le premier pour l'Inde, qui permette au pays de concurrencer la Chine sur les marchés des matières premières.

Rien n'a filtré sur la date à laquelle il pourrait être lancé, ni sur son ampleur, mais il devrait être financé en grande partie par les 254 milliards de dollars de réserves de change indiennes.

En ligne de mire, l'Afrique, où ONGC a passé en janvier un accord d'investissement de 359 millions de dollars au Nigeria et où New Delhi convoite les sous-sols de l'Angola, du Soudan et de l'Ouganda. Les ambitions de l'Inde n'ont, certes, rien de comparable avec celles de la Chine - qui avait investi, fin 2008, 7,8 milliards de dollars en Afrique et importé pour 32 milliards de dollars de pétrole, de charbon et de minerais -, mais elle propose aujourd'hui, elle aussi, de rénover des raffineries, de reconstruire des voies de chemin de fer, d'ouvrir des routes.

Les Bric reprennent du poil de la bête

Depuis la crise, les Bric, acronyme qui désigne le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, ont repris du poil de la bête. Ces pays, qui ont mieux résisté que les autres à l'effondrement des subprime, deviennent d'énormes pompes aspirantes des ressources naturelles dont ils ont impérativement besoin pour assurer leur développement industriel. L'Inde, qui a réussi à maintenir une croissance de plus de 7 % en 2009-2010, prévoit que son PIB (produit intérieur brut) progressera de 8,5 % cette année et de 9 % en 2011-2012. Elle envisage même une croissance à deux chiffres à partir de 2013 !

Cette croissance, il lui faut bien évidemment l'alimenter. Or le pays dépend à 75 % de l'étranger pour ses approvisionnements pétroliers, un chiffre nettement supérieur aux 52 % de la Chine.

La Russie vient de lui promettre 16 réacteurs nucléaires, dont la moitié pourraient être livrés entre 2012 et 2017, mais en attendant, l'Inde doit sécuriser ses sources d'énergie quel qu'en soit le prix.

Pour commencer, le gouvernement, qui n'a pas les moyens des Chinois, forts de leurs 2 400 milliards de dollars de réserves de change, veut avancer prudemment. « Nous demandons à nos sociétés pétrolières de réaliser au moins un gros rachat par an », précise un responsable du ministère de l'Énergie interrogé par l'agence Bloomberg, qui se félicite de l'entrée, le mois dernier, d'Oil and Natural Gas Corp dans un gisement au Venezuela.

Mais l'Inde, comme la Chine, ne va pas s'arrêter au pétrole. Elle s'intéresse à toutes les matières premières, notamment au phosphate du Sénégal, pays où elle a récemment décidé de recapitaliser la société qui était son principal fournisseur.

Elle multiplie également les prêts aux pays africains qui ont besoin d'argent, comme l'Angola à qui elle a avancé 70 millions de dollars.

La somme en soi n'est pas importante, comparée aux 10 milliards prêtés par Pékin. Mais « nous sommes un pays bien plus petit que la Chine, donnez-nous vingt ans et nous allons les rattraper », promet l'ambassadeur indien dans ce pays.

---

## **Grève chez British Airways après l'échec des négociations. (20.03)**

**Reuters - 19.03**

Une grève de trois jours du personnel navigant commercial de British Airways débutera ce samedi à minuit, après l'échec des négociations avec la direction, annonce le syndicat britannique Unite.

Une autre grève est annoncée entre le 27 et le 30 mars, juste au début des vacances de Pâques. British Airways espère toutefois pouvoir assurer 60% de ses vols au moins, du 20 au 22 mars, grâce à du personnel entraîné à cet effet.

Le secrétaire général adjoint de Unite Tony Woodley a déclaré que les partisans d'une ligne dure chez British Airways, dont selon lui le

directeur général Willie Walsh, avaient eu gain de cause.

"Je pense que c'est un cas classique, M. Walsh étant malheureusement l'un de ces jusqu'au-boutistes qui recherche le conflit avec nos membres et non un accord négocié", a expliqué Tony Woodley.

Dans des encarts publiés vendredi dans la presse, Willie Walsh écrit que bon nombre des membres du personnel de bord travailleront pendant la grève et que la majorité du personnel ne soutient pas la grève.

Le syndicat a indiqué qu'il ne maintiendrait pas son appel à la grève si la compagnie remettait sur la table une proposition qui avait été retirée la semaine dernière.

#### LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE DANS L'EMBARRAS

Cette grève est un vrai casse-tête pour le gouvernement travailliste à quelques semaines des élections législatives, Unite étant le plus gros contributeur financier du Labour.

Les liens entre Unite et le parti travailliste sont historiques, et le directeur politique actuel du syndicat, Charlie Whelan, est l'ancien porte-parole du Premier ministres Gordon Brown.

Le chef de l'opposition conservatrice David Cameron a accusé Gordon Brown de privilégier les intérêts du syndicat au détriment des intérêts du pays, comparant la situation actuelle aux années 1970, période durant laquelle le Labour au pouvoir avait été confronté à des mouvements sociaux dans le pays.

La compagnie aérienne britannique, confrontée à une baisse de la demande, à la volatilité du prix du pétrole, et à une concurrence accrue de la part des 'low costs', cherche à économiser 62,5 millions de livres (69,5 millions d'euros).

---

### **Manifestation de fonctionnaires bulgares à Sofia. (21.03)**

#### **Reuters - 20.03**

Des milliers de fonctionnaires bulgares, parmi lesquels des employés du fisc, des policiers et des militaires, ont manifesté samedi à Sofia contre un projet gouvernemental visant à supprimer leurs avantages sociaux pour juguler le déficit budgétaire du pays.

Le gouvernement de centre-droit a annoncé que 150.000 fonctionnaires paieraient pour la première fois à partir du mois d'avril des cotisations pour les retraites et le système de santé, ce qui provoquerait de fait une baisse de leur salaire de 12%.

Ce projet, qui doit encore être approuvé par le parlement, fait partie d'un ensemble de mesures de rigueur budgétaire qui doivent être annoncées la semaine prochaine.

Plus de 1.500 policiers et militaires sont venus de tout le pays pour manifester dans la capitale bulgare et réclamer de meilleures conditions de travail.

Les employés des services fiscaux ont eux laissé entendre qu'ils pourraient accepter le projet si on les autorise à travailler à temps partiel.

Les policiers, les militaires, les employés des services fiscaux, des municipalités et des ministères sont exemptés de certaines cotisations en échange de leur renoncement au droit de grève, à toute adhésion à un parti politique et à l'exercice d'un second emploi.

Avec un salaire mensuel moyen de 250 euros et des retraites de 80 euros, la Bulgarie figure au dernier rang de l'Union européenne.

"Ce n'est pas un moyen de combattre la crise", a déclaré un pompier à propos du projet de rigueur budgétaire du gouvernement. "Un chien policier reçoit plus d'argent que nous pour manger."

---

### **Manifestations contre Vladimir Poutine, arrestations à Moscou. (21.03)**

#### **Reuters - 20.03**

Des milliers de Russes ont manifesté à l'appel de l'opposition contre le gouvernement de Vladimir Poutine dans plusieurs villes du pays mais la police a dispersé le principal rassemblement prévu à Moscou, où des dizaines de personnes ont été arrêtées.

Une coalition de groupes d'opposition avait décrété samedi "jour de colère" national et organisé 50 rassemblements où elle entendait mobiliser la population autour du chômage, de la hausse des impôts et des taxes sur les transports.

Bien qu'encouragés par une série de manifestations réussies au cours des derniers mois, les adversaires du Kremlin ont été incapables de fusionner leurs forces et de faire descendre les Russes en masse dans la rue.

"L'esprit a changé mais il ne s'agit pas encore d'un mouvement", souligne Macha Limpan, une analyste du Carnegie Moscou Centre, estimant toutefois que le Kremlin est préoccupé par les rassemblements. "Pour le gouvernement, les enjeux sont extrêmement élevés. Même un risque minime reste un risque pour eux."

Au moins 1.500 personnes se sont rassemblées à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, votant à main levée une motion destinée à faire tomber le gouvernement Poutine. Un millier de personnes se sont réunies à Saint-Pétersbourg et des centaines d'autres ont défilé dans d'autres villes.

"Les gens n'ont pas de travail et ils sont en colère", a dit Ivan Fotodtov, un webdesigner de 26 ans. "Les gens sont en colère non seulement contre les autorités locales mais également contre Moscou."

#### LA POLICE INTERVIENT À MOSCOU

Dans la capitale, des centaines de policiers ont bloqué l'accès à la place Pouchkine où devaient se rassembler les manifestants. Des dizaines d'entre eux ont été interpellés alors qu'ils commençaient à scander "Liberté !".

Le sénateur américain John McCain avait prévenu jeudi que ces manifestations constitueraient un test de la tolérance du Kremlin envers ses opposants. "Le monde aura les yeux braqués sur la Russie", avait-il dit au Sénat.

A Kaliningrad, où une manifestation avait réuni 10.000 personnes en janvier, les organisateurs ont décidé d'annuler le rassemblement après que les autorités ont proposé des discussions et laissé entendre que la police pourrait intervenir.

Les élections régionales de la semaine dernière ont montré un recul du parti au pouvoir Russie Unie depuis le début de la crise économique, qui a mis fin à dix ans de croissance et entraîné une poussée du taux de chômage à 9%.

L'an dernier, le produit intérieur brut de la Russie a chuté d'environ 8%, le chiffre le plus bas depuis 1994.

A Vladivostok, une banderole réclamait "liberté de parole, élections libres" tandis que d'autres réclamaient des loyers moins chers ou plus de financement pour la pratique sportive des enfants.

Un millier de personnes se sont aussi réunies dans la ville d'Irkoutsk, en Sibérie, pour dénoncer la décision de Poutine de rouvrir une usine qui, selon les habitants, pollue le lac Baïkal. L'appel lancé par l'opposition pour la démission de Poutine a été accueilli par des applaudissements.

"Chaque région a ses propres problèmes, mais chacun peut constater une dégradation des conditions de vie", a déclaré Boris Nemtsov, responsable du mouvement d'opposition Solidarité. "Les protestations vont prendre de l'ampleur", a-t-il prévenu.

Le Kremlin considère les manifestations comme l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur son pouvoir et dépêche régulièrement la police pour mettre un terme aux mobilisations.

---

### **Manifestation à Washington contre la guerre en Irak. (21.03)**

#### **AP - 20.03**

Plusieurs milliers de manifestants, dont un grand nombre dirigeaient leur colère contre Barack Obama, ont défilé samedi à Washington pour réclamer un retrait immédiat des soldats américains d'Irak et d'Afghanistan.

Au moins huit manifestants, dont la militante Cindy Sheehan, ont été interpellés par la police à la fin de la marche, après avoir posé des cercueils devant une grille de la Maison Blanche, à l'occasion du septième anniversaire, cette semaine, du début de l'intervention américaine en Irak.

"Arrêtez ce criminel de guerre", avait lancé Cindy Sheehan -connue pour son engagement contre la guerre depuis que son fils de 21 ans a

été tué en Irak en avril 2004- devant la Maison Blanche avant son arrestation en référence à Barack Obama.

Lors d'un rassemblement qui avait précédé la marche, Cindy Sheeman avait demandé si "la lune de miel était terminée avec ce criminel de guerre à la Maison Blanche", une référence apparente au président américain qui lui avait valu des applaudissements modérés.

Les protestataires n'ont pas tenu compte des ordres de dégager sur Pennsylvania Avenue devant la Maison Blanche, et la police a déclaré qu'ils feraient l'objet de poursuites.

A l'exception de ces interpellations, la manifestation s'est déroulée dans le calme, attirant des milliers de manifestants dans le parc Lafayette près de la Maison Blanche. La mobilisation a été cependant inférieure à celle observée lors des rassemblements de 2006 et de 2007, marqués par la participation de dizaines de milliers de personnes.

Elle était organisée par une coalition d'associations hostiles à la guerre, emmenée par d'anciens combattants ainsi que par Cindy Sheehan et Ralf Nader. Ce dernier a déclaré aux participants que Barack Obama avait poursuivi pour l'essentiel la politique de l'administration Bush. "Il a laissé Guantanamo ouvert, il a continué à utiliser la détention indéfinie", a-t-il lancé. "Seule vraie différence", "les discours d'Obama sont meilleurs".

D'autres étaient plus conciliants envers le chef de la Maison Blanche. "Président Obama, nous vous aimons" mais "vos mains se teignent de sang, arrêtez cela maintenant", pouvait-on lire sur une pancarte brandie par Shirley Allan, une manifestante venue de Silver Spring dans le Maryland.

A New York, un rassemblement similaire a attiré beaucoup moins de manifestants. Quelques dizaines de protestataires se sont rassemblés à Times Square, dépassés en nombre par les touristes désintéressés.

Des manifestations réunissant des centaines de personnes ont également eu lieu à Los Angeles et San Francisco.

---

## **USA. Vote historique de la réforme de la couverture santé aux Etats-Unis. (23.03)**

### **AP - 22.03**

Le syndicat représentant les pilotes de la Lufthansa appelle à une grève de quatre jours à la mi-avril, aucun accord n'ayant été trouvé dans les négociations sur les salaires et la sécurité de l'emploi.

Le syndicat Vereinigung Cockpit (VC) a annoncé lundi que la grève était prévue du 13 au 16 avril. Selon le syndicat, les discussions avec la direction de la plus grosse compagnie aérienne allemande "sont restées sans résultat".

Il a précisé qu'il reportait le début de la grève à la mi-avril pour éviter les perturbations pendant les vacances de Pâques et donner à la direction de la Lufthansa "du temps pour revoir sa position".

Les pilotes avaient déjà voté une grève de quatre jours en février. Elle avait été écourtée suite à un accord conclu avec la direction pour reprendre les négociations.

La direction de la compagnie aérienne a affirmé que sa dernière offre au syndicat, datant du 25 février, répondait aux préoccupations de Cockpit en matière de sécurité de l'emploi. La direction a fait une offre qui "est appropriée à la situation de la compagnie et à l'environnement économique", a déclaré Roland Busch, responsable des négociations pour la compagnie.

Il a ajouté que la Lufthansa devait s'assurer qu'elle avait "des structures compétitives" et éviter les augmentations de coûts quelles que soient les circonstances.

---

## **Allemagne. Lufthansa : le syndicat des pilotes appelle à une grève de quatre jours mi-avril. (23.03)**

### **AP - 22.03**

Barack Obama a remporté une victoire historique, réussissant là où plusieurs présidents américains avaient échoué. La Chambre des représentants a approuvé dimanche soir la réforme de la couverture santé, permettant à plus de 32 millions d'Américains qui n'en possédaient pas de bénéficier d'une assurance-maladie désormais quasi universelle dans ce pays.

Réforme-phare du mandat du président démocrate, le texte a été adopté par 219 voix pour, 212 contre. Les élus républicains ont tous voté

contre le texte, qui devrait être signé dès mardi par le président. D'après le porte-parole Robert Gibbs, une cérémonie est prévue à la Maison Blanche. Le président invite tous les parlementaires qui ont soutenu le texte ainsi que des Américains ayant vécu des épreuves illustrant la nécessité d'une réforme de la santé.

"Nous avons prouvé que nous sommes encore un peuple capable de réaliser de grandes choses", s'est félicité le président Obama à la télévision, peu après le vote. "Nous avons démontré que ce gouvernement, le gouvernement du peuple et par le peuple, travaille toujours pour le peuple". "Je veux remercier chaque membre du Congrès qui s'est élevé ce soir avec courage et conviction pour faire de la réforme du système de santé une réalité", a-t-il ajouté. "Je sais que ce n'était pas un vote facile pour beaucoup. Mais c'était le bon vote."

Le président a suivi le vote aux côtés du vice-président Joe Biden et d'une quarantaine de membres de son équipe depuis la Maison Blanche. A l'annonce du 216e vote, déterminant pour l'adoption de la réforme, l'assemblée a applaudi.

Vouée à l'échec en janvier dernier, cette réforme a pu passer notamment grâce au ralliement de la frange démocrate hostile au projet, à laquelle Barack Obama a assuré que le texte législatif ne permettrait pas l'utilisation de fonds fédéraux pour financer les avortements.

Fruit d'une bataille politique de plus d'une année, la réforme offre une couverture maladie à près de 32 millions d'Américains qui en étaient dépourvus. L'enveloppe budgétaire prévoit une hausse des impôts de 400 milliards de dollars (296 milliards d'euros) sur une décennie.

La plupart des Américains seront désormais obligés de s'assurer, ou soumis à des pénalités. Une somme est prévue pour aider les familles gagnant moins de 88.000 dollars annuels (65.000 euros) à payer leurs cotisations à la couverture santé.

Les compagnies d'assurance ne pourront plus imposer des conditions à leurs clients ou exclure les personnes déjà malades, et les parents pourront protéger leurs enfants jusqu'à 26 ans.

Quelques minutes avant le vote historique, la présidente de la Chambre des Représentants, à majorité démocrate, Nancy Pelosi avait estimé qu'une vaste transformation du système honorerait la tradition nationale. La chef de file démocrate a piloté le passage de la réforme et salué "l'engagement sans concessions" du président Obama en faveur de cette avancée sociale.

Les élus démocrates l'ont ovationnée alors qu'elle leur demandait "de faire l'histoire et d'apporter le progrès au peuple américain". Elle a rappelé que cette réforme était l'oeuvre de toute une vie du sénateur Ted Kennedy, récemment disparu.

Pour Patrick Kennedy, le fils du sénateur du Massachusetts, "la couverture santé n'est pas seulement un droit humain, c'est une question morale".

"Nous rejoignons ceux qui ont établi la Sécurité sociale et Medicare, et maintenant, cette nuit, la couverture santé pour tous les Américains", s'est réjouie Nancy Pelosi, faisant référence à la couverture santé des retraités adoptée en 1965, sous l'impulsion de Lyndon Johnson.

Selon Jim Clyburn, le plus influent représentant noir à la Chambre, "c'est l'acte sur les droits civiques du XXIe siècle".

Si les Républicains ont reconnu que ce texte bénéficierait à tous les Américains, il représente un effort budgétaire de 940 milliards de dollars (696 milliards d'euros) sur les dix prochaines années.

"Nous n'avons pas su écouter les Américains" a déploré le président des Républicains à la Chambre des Représentants, John Boehner. A l'extérieur, des opposants à la réforme ont manifesté leur désaccord devant le Capitole.

Des Etats prévoient par ailleurs d'attaquer en justice les autorités fédérales sur la constitutionnalité de la législation. D'après des responsables, au moins dix Etats sont convenus d'intenter une action en justice pour contester la réforme, au motif qu'elle viole la souveraineté des Etats en obligeant les Américains à avoir une assurance santé.

---

## **La pollution de l'eau, première cause de décès au monde, selon l'ONU. (23.03)**

### **AP - 22.03**

La pollution de l'eau fait chaque année davantage de victimes dans le monde que toutes les formes de violence réunies, y compris les guerres, ont révélé lundi les Nations unies dans un rapport rendu public à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau.

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), environ deux milliards de tonnes d'eaux polluées -composées d'eaux usées et d'eaux contaminées par les déchets industriels et les pesticides- sont déversées chaque jour dans le monde. Elles contribuent à la propagation des maladies et à la destruction des écosystèmes.

"Si nous ne sommes pas capables de gérer nos déchets, cela signifie que davantage de personnes mourront de maladies véhiculées par l'eau", a estimé Achim Steiner, le directeur du PNUE.

Ce rapport souligne que 3,7% des décès dans le monde sont attribués à des maladies liées à la pollution de l'eau. Plus de la moitié des lits d'hôpitaux sont occupés par des personnes souffrant de ces maladies.

Une meilleure gestion des eaux usées en Europe a permis des améliorations environnementales significatives, note le PNUE. Toutefois, les zones mortes dans les océans, dépourvues d'oxygène du fait de la pollution, sont de plus en plus nombreuses.

"Pour que le monde se porte bien, sans parler de la nécessité de survivre sur une planète qui passera de six millions d'habitants à neuf millions en 2050, nous devons devenir collectivement plus malins et plus intelligents sur la façon dont nous gérons nos déchets, y compris les eaux polluées", a conclu M. Steiner.

Le rapport révèle également que trois litres d'eau sont nécessaires pour produire un litre d'eau en bouteille et que la mise en bouteille d'eau nécessite, ne serait-ce qu'aux Etats-Unis, 17 millions de barils de pétrole chaque année.

---

### **Islande. Grève interdite chez Icelandair. (24.03)**

**AFP - 23.03**

Près de 200 mécaniciens de la compagnie islandaise Icelandair ont été contraints de reprendre le travail mardi après avoir vu leur mouvement de grève interrompu par une décision du Parlement leur interdisant de cesser le travail jusqu'à la fin de l'année.

"C'est absolument horrible et effrayant qu'une telle chose puisse avoir lieu dans un pays démocratique", s'est indigné Gudjon Valdimarsson, responsable du Syndicat des mécaniciens aériens islandais.

---

### **Tap Portugal : les pilotes en grève du 26 au 31 mars 2010. (25.03)**

**<http://www.tourmagazine.fr/> - 24.03**

Le syndicat portugais des pilotes de l'aviation civile (SPAC) a décidé d'appeler les pilotes de la compagnie aérienne TAP Portugal à faire une grève de six jours, du 26 au 31 mars.

---

### **Italie. Fiat supprimerait 5 000 emplois en Italie, le titre grimpe. (25.03)**

**Lemond.fr et Reuters - 24.03**

Fiat devrait supprimer 5 000 postes en Italie, plus que prévu, et pourrait scinder plus rapidement sa branche automobile, écrit mercredi le journal La Repubblica, ce qui fait grimper le titre à la Bourse de Milan. Le plan social, qui devrait être annoncé le 21 avril lors de la présentation du plan stratégique 2010-2014 du groupe automobile, toucherait trois usines en Italie et menacerait 15 % des 30 000 employés aux chaînes de montage dans le pays. Ainsi, en Sicile, 1 500 emplois devraient être supprimés sur le site de Termini Imerese, qui doit fermer le 31 décembre, et 500 autres postes devraient être détruits sur le site de Cassino.

Mais, selon des sources syndicales citées par le journal, de 2 000 à 2 500 salariés de l'usine Mirafiori, à Turin, et 500 salariés de l'usine Pomigliano seraient aussi menacés. Au total, Fiat emploie un peu plus de 80 000 personnes en Italie et 190 000 dans le monde. Après la diffusion de ces informations, l'action Fiat a grimpé à un plus haut de deux mois à la Bourse de Milan. Elle gagnait encore 2,6 % à 9,65 euros en fin de matinée. Selon deux analystes, le titre bénéficie également d'une autre information de La Repubblica, selon laquelle la scission attendue de longue date de la branche automobile de Fiat ait lieu plus rapidement que prévu, dès cet été.

---

### **GB: grève des cheminots de Network Rail du 6 au 9 avril. (26.03)**

**AP - 25.03**

Les leaders syndicaux de la société Network Rail ont annoncé jeudi que les travailleurs du rail conduiront une grève de quatre jours du 6 au 9 avril, ce qui serait la plus longue grève dans le domaine ferroviaire depuis 16 ans en Grande-Bretagne. Lire la suite l'article

Le secrétaire général de la "Rail Maritime and transport union" Bob Crow a expliqué que les syndicats protestent contre les mesures d'économie proposées par Network Rail qui risquent selon eux de menacer la sécurité du rail en Grande-Bretagne et de supprimer des postes.

La direction de Network Rail a confié que, même si elle tenterait de faire fonctionner le plus de trains possibles, la grève aura un "impact sévère" sur son trafic ferroviaire.

---

## **Le Portugal prévoit une cure d'austérité et un vaste plan de privatisations. (27.03)**

### **Le Monde - 26.03**

Le plan de rigueur que le gouvernement portugais s'apprête à adresser à Bruxelles sera-t-il de nature à rassurer la Commission européenne, et surtout les marchés financiers, inquiets de voir la crise de confiance se propager de la Grèce au Portugal ?

Bien que rien ne l'y obligeait, le chef du gouvernement socialiste, José Socrates, a tenu à faire adopter par le Parlement, jeudi 25 mars, une "motion de soutien" à son "programme de stabilité et de croissance" (PEC) dont les grandes lignes avaient été dévoilées les 8 et 15 mars.

Le Parti socialiste, qui gouverne sans majorité absolue depuis septembre 2009, considérait cette motion comme "essentielle" pour donner de la crédibilité à la politique qu'il compte mener afin de réduire le déficit public de 9,3 % du produit intérieur brut (PIB) l'an dernier à 2,8 % du PIB en 2013.

Le ministre des finances, Fernando Teixeira dos Santos, souhaitait "un soutien sans équivoque." Il n'aura finalement obtenu qu'un soutien minimal, grâce à l'abstention "au nom de l'intérêt national" du Parti social-démocrate (PSD, centre droit), le principal parti d'opposition.

Membre du PSD, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, de passage à Lisbonne à la mi-mars, avait qualifié le plan quadriennal de "crédible, ambitieux mais réalisable" et appelé à "un consensus national aussi large que possible (...) afin d'en renforcer la crédibilité".

Le reste de la droite portugaise a voté contre, en raison notamment des hausses d'impôts prévues pour les revenus les plus élevés et de la suppression de certains avantages fiscaux.

La cure d'austérité annoncée passe mal auprès des syndicats et des partis de gauche. Ces derniers rejettent en bloc un plan jugé "libéral" et annonciateur d'une "tragédie sociale". Afin de réduire la dépense publique, le PEC prévoit un gel des salaires des fonctionnaires pendant quatre ans ; le remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ; le plafonnement des aides sociales et la suppression de certaines mesures prises en 2009 pour l'emploi des jeunes et les chômeurs de longue durée. De grands investissements publics, comme la ligne de TGV devant relier Lisbonne à Porto, puis Vigo (Espagne), ont été ajournés.

Au chapitre des recettes nouvelles, le gouvernement a annoncé un vaste plan de privatisations qui devrait rapporter quelque 6 milliards d'euros, dont 1,2 milliard dès cette année. D'ici à 2013, l'Etat envisage de se désengager, totalement ou partiellement, de dix-huit entreprises des secteurs de l'énergie, des transports et des services. La BPN, une banque d'investissement nationalisée en urgence pendant la crise financière, devrait être l'une des premières à être privatisée.

Les analystes de la banque BPI ont jugé le plan "prudent et équilibré". Mais de nombreux observateurs doutent qu'un gouvernement instable comme celui de M. Socrates puisse mener à son terme une politique aussi rigoureuse. D'autant qu'un effort important a déjà été demandé aux Portugais entre 2005 et 2008 pour ramener le déficit public de 6,1 % du PIB à 2,7 %.

Tout en estimant, elle aussi, le plan portugais "globalement crédible", l'agence de notation Fitch a d'ailleurs abaissé, mercredi 24 mars, son évaluation de la dette à long terme du Portugal de AA à AA -. Fitch considère que "si le Portugal n'a pas été affecté outre mesure par la crise mondiale, les perspectives de reprise économique sont plus faibles que pour les autres membres de la zone euro, ce qui va peser sur ses finances publiques".

La décision de l'agence de notation a provoqué aussitôt une baisse des Bourses portugaise et espagnole, dénotant le scepticisme des marchés à l'égard des économies de la péninsule ibérique.

---

## **Vatican. Pédophilie : Ces scandales dont Benoît XVI n'a pas pu ignorer l'existence. (27.03)**

### **20minutes.fr - 26.03**

Alors que Benoît XVI a exprimé samedi dernier la «honte» et le «remord» de toute l'Eglise face au scandale de pédophilie dans le clergé

irlandais, le pape a été lui-même éclaboussé par des affaires ayant eu lieu en Allemagne et en Etats-Unis et dans lesquelles son silence est jugé coupable.

#### Le cas Hullermann

En 1980, le père Peter Hullermann est transféré dans le diocèse du cardinal Joseph Ratzinger, futur Benoît XVI, pour suivre une thérapie, après avoir fait l'objet de graves accusations de pédophilie à Essen. Mais le vicaire-général de l'époque, Gerhard Gruber, est venu à la rescousse du pape en indiquant assumer «l'entière responsabilité» de la réaffectation de Peter Hullermann en 1980 à des fonctions spirituelles (donc au possible contact des enfants).

Peter Hullerman a finalement été suspendu le 15 mars dernier de ses fonctions par l'archevêché de Munich pour avoir enfreint une interdiction de s'occuper de jeunes datant de 1986. Il était en effet sous le coup d'une condamnation depuis cette date pour sévices sexuels sur mineurs.

Malgré cela, le prêtre avait continué d'exercer des fonctions d'aumônier. Mais de nouvelles accusations du même type, datant de 1998, ont été révélées dans la foulée de sa suspension et transmises à la justice par l'archevêché de Munich.

Par ailleurs, le psychiatre de Peter Hullermann a également fait le choix de briser le secret médical en affirmant vendredi dernier que l'Eglise avait ignoré ses mises en garde pendant des années.

Le cas Murphy Prêtre de l'archidiocèse de Milwaukee (Wisconsin), enseignant dans une école pour les sourds, le père Lawrence C. Murphy aurait abusé sexuellement de plus de 200 enfants malentendants de 1950 à 1974.

Malgré de nombreuses plaintes et une enquête classé sans suites, ce n'est qu'en 1993 que l'archevêque de Milwaukee, Robert G. Weakland, engage «un travailleur social spécialisé dans les affaires de ce genre pour évaluer la conduite» du père Murphy, rapporte le New York Times qui a révélé l'affaire jeudi.

Le prêtre reconnaît alors les actes, tout en n'éprouvant aucun remord. Trois ans plus tard, l'archevêque de Milwaukee tente alors d'avertir le cardinal Joseph Ratzinger, alors préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, chargé d'instruire ce genre d'affaires, afin d'envisager des sanctions contre le père Murphy.

Le futur pape Benoît XVI ne répond pas à la première lettre. Un an plus tard, l'archevêque Weakland renvoie un courrier, au bureau du Vatican cette fois, présageant qu'un «véritable scandale éclaterait certainement».

Sauf que le père Murphy écrit à son tour au Vatican, demandant la clémence de l'Eglise. Il «était vieux, en mauvaise santé, vivait en réclusion et il n'y avait eu aucune information sur d'éventuels abus au cours des vingt dernières années», selon le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi. Le père Murphy meurt en 1998, sans avoir jamais été sanctionné.

---

## **Thaïlande. Les Chemises rouges chassent l'armée de plusieurs quartiers de Bangkok. (28.03)**

### **AP - 27.03**

L'opposition thaïlandaise a crié victoire samedi après avoir réussi à obliger des soldats à se retirer de certains quartiers de Bangkok pour éviter l'affrontement.

Plus de 60.000 "Chemises rouges" fidèles à l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, chevauchant des motos ou entassés dans des camionnettes, ont provoqué des embouteillages dans la capitale. Le convoi s'est rendu au zoo, jusqu'à des temples bouddhistes et une demi-douzaine d'autres endroits où les soldats ont monté des camps temporaires.

L'un des chefs de file du mouvement, Nattawat Saikua, a promis que les manifestants prendraient le contrôle de "ces lieux où campent les soldats". "Nous couperons le fil barbelé, nous passerons les barrages, nous marcherons pour la démocratie", a-t-il lancé, "c'est là que nous mettrons fin à l'oppression militaire. C'est là que nous créerons la démocratie".

Les autorités ont déclaré que les soldats étaient partis pour éviter l'affrontement et se regrouperaient ailleurs.

Les manifestants exigent que le Premier ministre Abhisit Vejjajiva dissolve le Parlement et organise des élections anticipées, ce que le chef du gouvernement exclut. M. Abhisit dort et travaille sur une base militaire depuis le début du mouvement le 12 mars.

Si les manifestations sont restées pacifiques jusqu'ici, la tension était plus vive samedi soir. Le vice-Premier ministre, Suthep Thaugsuban, est intervenu à la télévision pour assurer que la situation était sous contrôle. "Il n'y aura pas de confrontation avec les manifestants et nous



tenterons de ne pas faire obstruction à leur mouvement", a-t-il dit.

---

## **L'Afghanistan, toujours rongé par la corruption et la pauvreté, selon un rapport. (31.03)**

### **AP - 30.03**

L'Afghanistan reste embourbé dans la pauvreté, la corruption et la violence en dépit des quelque 35 milliards de dollars d'aide (26 milliards d'euros) injectés dans le pays ravagé par la guerre entre 2002 et 2009, selon un rapport rendu public mardi par le Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme.

Le document affirme que plus des deux tiers des Afghans vivent dans une pauvreté extrême, et ont perdu toute illusion quant à l'aptitude du gouvernement et de la communauté internationale à améliorer leur sort, en raison de leur incapacité à assurer leur sécurité ou à leur procurer des vivres et un abri.

"La corruption très répandue limite davantage l'accès aux services pour une large proportion de la population", souligne le rapport, accusant les responsables afghans de se soucier de leurs propres intérêts aux dépens du reste de la population.

Les femmes, les minorités ethniques et les personnes en situation d'invalidité souffrent des discriminations les plus importantes, ajoute le document de 26 pages, qui critique également la communauté internationale pour avoir trop mis l'accent sur la sécurité et s'être beaucoup moins investie en faveur du développement sur le long terme.

Plus de huit ans après le début de l'intervention militaire internationale qui a entraîné la chute des talibans, l'Afghanistan est le deuxième pays au monde à présenter le taux de mortalité maternelle le plus élevé, et le troisième en matière de mortalité infantile, selon le rapport.

"Seuls 23%" des habitants ont "accès à l'eau potable" et "seuls 24% de la population âgée de plus de 15 ans" savent "lire et écrire", précise le document.

Un porte-parole du bureau de l'ONU chargé de protéger les droits de l'Homme a déclaré que la communauté internationale avait échoué à répondre à ces problèmes en dépit des engagements pris en faveur du pays lors d'une conférence de 2001 à Bonn, en Allemagne.

Pour de nombreux Afghans, le seul moyen de survivre est de prendre les armes et de perpétuer le "cercle vicieux" de guerre et de pauvreté qui affecte le pays depuis des décennies, a déclaré Rupert Colville à des journalistes à Genève.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos internationales

- Portugal. La classe moyenne portugaise, coincée entre crise et austérité. (29.04)
- Grèce. Grève des dockers en Grèce. (27.04)
- Liban. Manifestation à Beyrouth en faveur de la laïcité. (26.04)
- En Finlande, le scandale sur le financement des partis politiques fait vaciller le premier ministre. (25.04)
- Espagne. Grande manifestation de soutien au juge Garzon à Madrid. (25.04)
- Thaïlande: trois morts et au moins 70 blessés après des attaques à la grenade. (23.04)
- Italie. Vive passe d'armes entre Berlusconi et Fini à une réunion. (23.04)
- Grèce. Nouvelle grève des fonctionnaires en Grèce. (23.04)
- Belgique. La coalition gouvernementale s'effondre en Belgique. (23.04)
- Honduras. Un septième journaliste tué en un mois et demi au Honduras. (22.04)
- Equateur : Correa prépare une loi pour "faciliter les expropriations et les nationalisations" des entreprises pétrolières. (21.04)
- Les grands pays émergents se retrouvent à Brasilia.(16.04)
- Egypte. ElBaradei appelle au boycott des élections égyptiennes. (13.04)
- Les Palestiniens de Cisjordanie menacés d'expulsion massive ? (12.04)
- Inde. La crédibilité de médias indiens ébranlée par des accusations de corruption. (11.04)
- Thaïlande: 15 morts et près de 680 blessés lors d'affrontements entre armée et manifestants. ( 11.04)
- Pakistan. Le parlement pakistanais réduit les pouvoirs du chef de l'État. ( 09.04)
- Le Kirghizistan en état d'insurrection. ( 08.04)
- Thaïlande: Bangkok en état d'urgence. ( 08.04)
- Bolivie : succès modéré pour le parti de M. Morales aux élections locales. ( 08.04)
- Espagne : le juge Garzon sera jugé pour son enquête sur le franquisme. ( 08.04)
- Bruxelles hostile à la taxe carbone aux frontières. (07.04)
- Kirghizistan. Les manifestations se multiplient au Kirghizistan. (07.04)
- Allemagne. Manifestations en Allemagne contre la guerre en Afghanistan. (06.04)
- Plus de 10.000 manifestants contre le gouvernement en Mongolie. (06.04)
- Vietnam. Des milliers d'ouvriers en grève dans le sud du Vietnam. (05.04)
- Brésil : 400 milliards d'euros de grands travaux. (02.04)
- Guinée-Bissau: le chef de l'armée aux mains de soldats. (02.04)
- Pérou: l'état d'urgence décrété dans trois régions en raison de protestations de mineurs. (02.04)

### **Pérou: l'état d'urgence décrété dans trois régions en raison de protestations de mineurs. (02.04)**

#### **AP - 01.04**

Le gouvernement péruvien a décrété jeudi le début de l'état d'urgence pendant 60 jours dans trois régions du sud-est afin de limiter les risques liés à des protestations de mineurs du secteur informel.

"Les droits relatifs à la liberté et à la sécurité personnelle, à l'inviolabilité du domicile, à la liberté de réunion et de circulation sont suspendus pendant 60 jours" indique un décret suprême publié dans le journal officiel "El Peruano".

L'état d'urgence sera appliqué dans les provinces de Nazca, Palpa et San Juan de Marcona (région d'Ica), dans les provinces de Caraveli et Camana (région d'Arequipa) et dans les provinces de Tambopata et de Manu (région de Madre de Dios).

Cette mesure a été prise par le gouvernement péruvien en prévision de risques "d'événements contraires à l'ordre public", en raison de protestations attendues de la Fédération nationale des artisans miniers et de la Fédération minière de la Madre de Dios.

Les deux syndicats souhaitent que le gouvernement abroge un décret réformant l'industrie minière parallèle, lequel, selon les deux organisations, "cherche seulement à confisquer et à détruire le matériel des petits producteurs miniers qui travaillent sur le marché parallèle".

En janvier, le ministre péruvien de l'environnement, Antonio Brack, avait accusé l'exploitation minière illicite d'avoir "déjà dévasté 18.000 hectares de forêt".

Brack a pris l'exemple de la région de la Madre de Dios, au sud-est du pays, "où s'est produit le plus grand désastre écologique jamais vu en Amazonie".

---

## **Guinée-Bissau: le chef de l'armée aux mains de soldats (02.04)**

### **AP - 01.04**

Des soldats renégats ont arrêté jeudi le chef de l'armée de Guinée-Bissau, et semble-t-il placé le Premier ministre en résidence surveillée dans une apparente tentative de coup d'Etat dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest dont le président avait été assassiné l'an dernier. Le No2 de l'armée Antonio Ndjai a semble-t-il pris le pouvoir.

Une foule de plusieurs centaines de personnes s'est rassemblée devant la résidence du Premier ministre Carlos Gomes dans la capitale pour lui manifester leur soutien. De la musique militaire était diffusée à la radio, d'ordinaire le signe qu'un coup d'Etat militaire est en cours dans cette région du monde.

Des soldats avaient encerclé les bureaux du Premier ministre aux environs de 8h du matin jeudi, selon son attaché de presse Mamodou Djau, arrivé peu après le départ des soldats, repartis avec le chef du gouvernement et un membre de son cabinet. Il a précisé que le Premier ministre avait été conduit dans une base militaire avant d'être ramené chez lui, où il semblait avoir été placé en résidence surveillée.

"Nous ne savons pas ce qui se passe. On pose tous la même question", a déclaré Mamodou Djau, joint sur son téléphone portable. Il a ajouté qu'il n'avait pu parler au Premier ministre depuis l'incident.

Après l'arrestation du Premier ministre, des centaines de personnes étaient descendues dans les rues pour apporter leur soutien au dirigeant élu démocratiquement dont le parti contrôle 67 des 100 sièges du parlement. La foule s'est d'abord massée près de ses bureaux au cri de "Jamais de coup d'Etat en Guinée-Bissau, avant de se rassembler devant sa résidence privée.

Au camp militaire, le chef des forces armées Zamora Induta restait en détention, alors que son numéro Antonio Ndjai semblait s'être emparé du pouvoir.

Antonio Ndjai a convoqué une conférence de presse, prononçant un discours menaçant. "Si les gens continuent à sortir dans la rue pour montrer leur soutien à Gomes, je le tuerai ou j'enverrai quelqu'un le tuer", a-t-il dit dans une allocution diffusée à la télévision d'Etat.

Un peu plus tôt, des soldats s'étaient rendus au complexe des Nations unies dans la capitale, pour venir chercher un haut responsable de l'armée, accusé d'une précédente tentative de coup d'Etat, qui s'y cachait depuis 95 jours.

Un diplomate étranger qui a requis l'anonymat a rapporté à la presse que l'amiral Bubo Na Tchuto avait quitté le complexe avec les soldats. L'amiral semblait avoir pris les fonctions de numéro deux des soldats rebelles. "J'ai passé 11 ans à combattre pour l'indépendance de la Guinée-Bissau", a-t-il dit lors d'une conférence de presse. "Si la population continue à descendre dans la rue, j'enverrai l'armée nettoyer les rues".

Cette nation d'Afrique de l'Ouest, ancienne colonie portugaise, a été déchirée par des coups d'Etat répétés et une guerre civile depuis son indépendance il y a 36 ans. Le dernier président, Joao Bernardo "Nino" Vieira qui a gouverné le pays pendant près de 25 ans, a été assassiné le 2 mars 2009, après l'assassinat du chef des armées par une bombe. Des élections organisées trois mois après ont porté Gomes au pouvoir.

---

## **Brésil : 400 milliards d'euros de grands travaux. (02.04)**

### **Lefigaro.fr - 01.04**

Lundi, Dilma Roussef avait les larmes aux yeux en prenant la parole. La chef de la Maison civile -équivalent local de premier ministre- et candidate à la succession de Luiz Inacio Lula da Silva prononce son dernier discours avant de quitter le -gouvernement, comme l'exige la loi électorale. Lula lui a organisé une sortie de choix : l'annonce d'un plan d'investissement de 958 milliards de reais, soit 400 milliards d'euros,

entre 2011 et 2014.

Ce n'est pas la première fois que l'État s'engage lourdement dans les investissements. En 2007, Lula avait lancé le PAC, le Programme d'accélération de croissance, avec un budget de 262 milliards d'euros jusqu'en 2010. Il s'agissait alors d'améliorer la qualité des infrastructures, montrées du doigt comme principale cause des goulots d'étranglement qui empêchent l'économie de s'épanouir.

En doublant la mise, Lula veut porter le taux d'investissement à 21,5% d'ici 2014, contre 18,5% aujourd'hui - et seulement 16,7% l'année dernière, crise oblige. Les spécialistes estiment que c'est le niveau minimum pour permettre au Brésil d'augmenter son potentiel de croissance sans inflation au-delà de 5%.

Le PAC 2, comme est intitulé le nouveau plan, est toutefois plus orienté vers la politique sociale que le précédent. Certes, le premier poste est dévolu au secteur énergétique, qui devrait capter 191 milliards d'euros, dédiés en bonne partie à l'exploitation des nouveaux gisements de pétrole découverts au large du Brésil. Néanmoins, le gouvernement compte investir à peine 160 milliards d'euros dans des projets -sociaux, pour apporter les services publics de base (eau, électricité, égouts, illumination, postes de santé, crèches et postes de police) dans les quartiers qui en sont démunis.

Le seul programme « Minha Casa Minha Vida » («Ma maison, ma vie», lancé il y a quelques mois pour aider les familles les plus pauvres à financer la construction d'un logis digne, voit son objectif doubler et passer à deux millions de logements d'ici 2014. «Le PAC n'est pas un chiffre, un chantier, ou une liste ; c'est la transformation de l'argent public et privé en qualité de vie et développement», a résumé Dilma Rousseff, dans un souci d'illustrer la réalité des travaux aux électeurs.

#### Aide du secteur privé

Pour financer ce programme, le gouvernement compte sur les ressources fiscales générées par la croissance, qui devrait dépasser 5% cette année. Ces déboursments sont facilités par le fait que Brasília ne comptabilise plus comme dépense les investissements, comme le lui permet le Fonds monétaire international, ce qui lui permet d'afficher un excédent fiscal primaire (avant charge de la dette) de 3,3%. Les entreprises publiques comme la compagnie d'hydrocarbures Petrobras, la Banque du Brésil et la Caisse fédérale, sont également mises à contribution, tout comme le secteur privé, parfois incité par des réductions d'impôts.

---

### **Vietnam. Des milliers d'ouvriers en grève dans le sud du Vietnam. (05.04)**

#### **Reuters - 03.04**

Plusieurs milliers d'ouvriers se sont mis en grève vendredi dans une usine de chaussures du sud du Vietnam, pour tenter d'obtenir des augmentations de salaires et des primes, rapportent des journaux de la presse officielle.

---

### **Plus de 10.000 manifestants contre le gouvernement en Mongolie. (06.04)**

#### **AP - 05.04**

Plus de 10.000 personnes ont convergé lundi vers la capitale de la Mongolie pour demander au parlement de se dissoudre et réclamer des aides promises par le gouvernement.

Cette manifestation pacifique était la plus importante organisée à Oulan Bator depuis juillet 2008, quand cinq personnes ont été tuées et plus de 200 blessées dans des émeutes provoquées autour d'accusations de fraude électorale.

Les manifestants, pour la plupart originaires de zones rurales et des bidonvilles de la capitale, demandaient au parti révolutionnaire du peuple mongol et au parti Démocratique mongol de tenir ses promesses de combattre la corruption et de mieux répartir la richesse minière du pays.

Les deux formations politiques s'étaient en effet engagées à partager davantage les bénéfices tirés des richesses naturelles du pays, à travers des prêts ou un fonds répartissant l'argent entre les habitants.

"Les deux partis ayant menti au peuple mongol, ils n'ont aucun droit moral à siéger au parlement", a estimé Uyanga Gantomor, une des principales organisatrices de la manifestation. Si le gouvernement ne répondait pas à leurs demandes dans les 72 prochaines heures, les manifestants passeraient "à la prochaine étape contre les autorités corrompues", sans préciser les modalités de leur action.

Uyanga a rappelé que 40% des 2,7 millions de Mongols vivaient dans la pauvreté.

## **Allemagne. Manifestations en Allemagne contre la guerre en Afghanistan. (06.04)**

### **AP - 05.04**

Plusieurs milliers de personnes ont participé aux traditionnelles marches de Pâques en Allemagne pour protester contre l'armement nucléaire et la guerre en Afghanistan, selon la police.

A Francfort, un rassemblement a réuni lundi quelque 1.500 militants pacifistes. A Berlin, un millier de protestataires sont descendus dans les rues et à Stuttgart, 750 personnes se sont mobilisées au cours du week-end, ont rapporté les forces de l'ordre.

Des manifestations similaires d'importance variable ont été organisées dans des dizaines de communes allemandes. Selon les organisateurs, des dizaines de milliers de personnes ont répondu à leur appel.

A Munich, notamment, les manifestants ont réclamé le retrait immédiat des troupes allemandes d'Afghanistan.

Trois soldats allemands ont été tués vendredi lors d'affrontements dans le pays, tandis que six militaires afghans ont été accidentellement abattus par les troupes allemandes.

---

## **Kirghizistan. Les manifestations se multiplient au Kirghizistan. (07.04)**

### **AP - 06.04**

Des affrontements violents ont opposé mardi forces de l'ordre et manifestants de l'opposition au président Kourmanbek Bakiev au Kirghizistan, où le principal chef de l'opposition a été arrêté et où les troubles menacent de s'étendre, avec de nouvelles manifestations prévues mercredi.

A Talas, ville de 30.000 habitants à l'ouest de Bichkek, la capitale, des centaines de manifestants, en colère contre la hausse des prix de l'énergie, ont investi le siège de l'administration régionale sur la place centrale, prenant brièvement en otage le chef du gouvernement régional. Les forces spéciales de la police sont intervenues, à coups de bâtons et de gaz lacrymogènes, tandis que les manifestants brûlaient des voitures de police et lançaient pierres et cocktails Molotov.

Selon un correspondant de Radio Free Europe/Radio Liberté, financée par les Etats-Unis, au moins une personne a été blessée par une balle en caoutchouc dans le commissariat de police.

Dans la capitale Bichkek, les forces de sécurité ont investi la maison d'Almazbek Atambaïev, principal chef de l'opposition et candidat malheureux à la présidentielle, qui s'était barricadé à l'intérieur, protégé par une centaine de ses partisans, occasion d'un face-à-face tendu. Atambaïev a finalement été arrêté, accusé, selon la députée de l'opposition Asel Koudoranova qui était à ses côtés, d'avoir fomenté les troubles de Talas.

De nouvelles manifestations sont prévues mercredi dans tout le pays, et le gouvernement menace de les réprimer: Le Premier ministre Daniar Ousenov a appelé les "organiseurs de ces actions à arrêter. Pour ceux qui n'obéissent pas, les mesures seront sévères", a-t-il décrété.

Ces affrontements, dans ce petit pays montagneux d'Asie centrale, voisin de l'Afghanistan et qui abrite une base aérienne américaine servant de point de transit, interviennent trois jours après la visite du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui a critiqué les violations des droits de l'homme dans ce Kirghizistan autrefois qualifié d'"île de démocratie" dans la région. Toujours en voyage en Asie centrale mardi, Ban a fait part de son inquiétude face aux violences à Talas, appelant à la retenue et au dialogue.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2005 dans la foulée de manifestations de rue, Kourmanbek Bakiev a instauré une certaine stabilité, mais aux dépens des principes démocratiques.

Ces deux dernières années, les autorités kirghizes ont cherché à museler la presse indépendante, et les militants de l'opposition disent être régulièrement soumis à des intimidations physiques ou pris pour cible d'enquêtes judiciaires pour raisons politiques.

La colère populaire face à l'augmentation des prix énergétiques a permis ces derniers temps de souder une opposition jusque là fractionnée.

---

## **Bruxelles hostile à la taxe carbone aux frontières. (07.04)**

## Lefigaro.fr - 06.04

Un rapport énumère les «inconvénients» de la mesure réclamée par Nicolas Sarkozy. La taxe, selon Bruxelles, «pourrait provoquer des conflits commerciaux et des mesures de rétorsion».

Onze jours après que Nicolas Sarkozy ait assuré que la Commission européenne proposerait en juin une taxe carbone aux frontières, Bruxelles a rendu public, mardi, un texte qui risque de doucher les certitudes du chef de l'État. «Une taxe carbone aux frontières a un nombre considérable d'inconvénients», jugent les experts de la Commission dans un document de 60 pages consacré aux «financements innovants internationaux», présenté par trois commissaires dont le lituanien Algirdas Semeta, chargé de la fiscalité.

Au lendemain des élections régionales, Nicolas Sarkozy a différé la taxe carbone, conditionnant sa mise en œuvre à l'adoption d'une «taxe aux frontières» européenne qui s'appliquerait aux produits en provenance des «pays pollueurs».

### Conflits commerciaux

L'idée divise largement les Vingt-Sept, et le rapport publié rappelle les réticences bruxelloises. «Premièrement, (la taxe) devrait être conçue de manière à s'assurer la compatibilité légale avec l'OMC (organisation mondiale du commerce)». Cet obstacle est jugé surmontable par les experts de Bercy. Il n'en demeure pas moins que la taxe, selon Bruxelles, «pourrait provoquer des conflits commerciaux et des mesures de rétorsion». Les craintes concernent la Chine mais aussi les États-Unis. «Deuxièmement, poursuit le rapport, les coûts administratifs pourraient être très élevés car le taux de la taxe varierait en fonction des émissions de carbone induites par chaque produit taxé».

Le 26 mars dernier, à l'issue du Conseil européen, Nicolas Sarkozy avait assuré que «la question d'un mécanisme d'adaptation aux frontières» était «incontournable», ajoutant: «aucun pays ne s'y est opposé». D'après le président français, la Commission européenne proposera en juin un mécanisme de taxe carbone aux frontières. Cette initiative ne figurait pas dans le relevé officiel des conclusions du sommet européen. «C'est une interprétation» de la part du chef de l'État, commentait poliment un fonctionnaire de la Commission. «La taxe aux frontières», poursuit cette source bruxelloise, pourrait être débattue «début mai» entre les commissaires concernés par la révision de la directive sur la taxation de l'énergie pour figurer éventuellement dans un document qui ne sera qu'une proposition.

---

## Espagne : le juge Garzon sera jugé pour son enquête sur le franquisme. ( 08.04)

### Lemonde.fr et AFP - 07.04

Le célèbre juge d'instruction espagnol Baltasar Garzon sera jugé pour avoir voulu fouiller l'encombrant passé du franquisme. Saisi de plaintes d'organisations d'extrême droite, le Tribunal suprême espagnol a décidé d'asseoir le magistrat vedette sur le banc des accusés pour "prévarication", a-t-on appris mercredi 7 avril de source judiciaire. La décision devrait entraîner à court terme la suspension de Baltasar Garzon de ses fonctions de juge de l'Audience nationale, haute instance pénale qui centralise à Madrid les dossiers de terrorisme, de crimes contre l'humanité et de criminalité organisée.

Baltasar Garzon, 54 ans, est accusé d'avoir monté un "artifice juridique" pour ouvrir une enquête sur les disparus de la guerre civile (1936-1939) et du franquisme (1939-1975), ignorant une loi d'amnistie générale votée en 1977 par le Parlement espagnol, deux ans après la mort du dictateur Francisco Franco. Face à l'opposition catégorique du parquet, il avait dû renoncer à cette enquête fin 2008.

Estimant qu'il avait "ignoré consciemment" la loi d'amnistie qui l'empêchait de se déclarer compétent pour son enquête, le juge Varela avait refusé, début février, de classer sans suite les plaintes contre le juge Garzon. L'avocat de ce dernier, interrogé par l'édition en ligne du quotidien El Pais, a annoncé qu'il ferait appel de la décision du juge Varela.

### "UN TRISTE JOUR POUR LA JUSTICE"

"C'est un triste jour pour la justice", a assuré sur la radio publique espagnole Emilio Silva, porte-parole de l'Association pour la récupération de la mémoire historique, la principale association de familles des victimes du franquisme. "Il y a des familles de 113 000 disparus qui nulle part dans ce pays ne peuvent trouver un endroit pour que justice soit faite, et ça pour moi, c'est très grave", a ajouté M. Silva. "Si ce procès a lieu, ce sera le premier cas connu d'un juge qui essaie d'obtenir la vérité, la justice et réparation pour plus de 100 000 disparus et qui se retrouve poursuivi", a pour sa part réagi le directeur d'Amnesty International Espagne, Esteban Beltran.

Plus de deux cents organisations de défense des droits de l'homme et des juristes du monde entier, dont l'ex-procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie Carla del Ponte, ont récemment signé une lettre de soutien au juge Garzon. Ils ont rappelé que le Comité des droits de l'homme de l'ONU avait demandé en 2008 à l'Espagne d'abroger sa loi d'amnistie post-franquiste et de "garantir le caractère imprescriptible des crimes de lèse-humanité". Les "disparitions forcées" sur lesquelles portait l'enquête de Baltasar Garzon sont des crimes "qui ne peuvent être prescrits ni amnésiés", estimaient-ils.

### UN MAGISTRAT ATYPIQUE

Pionnier et ardent défenseur de la "justice universelle", le juge Garzon avait accédé à la célébrité mondiale en obtenant l'arrestation de l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet en 1998 à Londres. Ce magistrat atypique, à la chevelure poivre et sel et aux costumes impeccables, a acculé pendant plus de vingt ans l'organisation indépendantiste basque armée ETA.

Son goût pour les projecteurs et ses enquêtes lui ont valu de nombreuses inimitiés, tant au sein de la magistrature que de la classe politique. Il est visé par des plaintes dans deux autres dossiers : l'un visant les honoraires qu'il a perçus pour des conférences aux Etats-Unis en 2005-2006, l'autre pour sa supposée "impartialité" dans l'enquête qu'il a initiée sur le scandale de corruption qui éclabousse actuellement la droite espagnole.

---

## **Bolivie : succès modéré pour le parti de M. Morales aux élections locales. ( 08.04)**

### **Lemonde.fr - 07.04**

Les Boliviens ont participé, dimanche 4 avril, aux premières élections municipales et régionales d'après adoption de la nouvelle Constitution, qui prévoit une large autonomie des départements et des territoires indigènes. Selon les premiers résultats officiels, diffusés mardi, le Mouvement pour le socialisme (MAS, gauche), le parti du président Evo Morales, l'emporte dans cinq départements sur neuf (La Paz, Chuquisaca, Cochabamba, Oruro et Potosi). L'opposition conserve les trois départements de l'est et du sud (Santa Cruz, Tarija et Beni). Le décompte a été interrompu à Pando, où les deux candidats étaient à égalité, après des accusations de fraude.

Contrairement aux scrutins précédents, les partisans d'Evo Morales n'ont pas célébré les résultats devant le palais présidentiel, à La Paz. Le chef de l'Etat a admis sa déception lors d'une conférence de presse. "Bien sûr, nous voulions gagner dans toutes les municipalités", a-t-il déclaré.

M. Morales espérait obtenir 70 % des voix, en progression par rapport à sa propre réélection, en décembre 2009, avec 64,2 % des suffrages. Engagé personnellement dans la campagne, le président avait assuré qu'il n'est pas possible de travailler avec des opposants élus à des postes clés. Or, le MAS ne l'a emporté que dans trois grandes villes sur dix et a perdu un grand nombre de voix.

La formation présidentielle n'arrive pas à convaincre l'électorat urbain. Le MAS reste un parti d'origine paysanne, implanté dans les municipalités rurales.

De son côté, l'opposition a fêté ces résultats avec éclat. Le gouverneur de Santa Cruz, Ruben Costas, champion de l'autonomie régionale, a "tendu la main" au gouvernement, au nom de la "concorde nationale", tout en précisant qu'il s'agissait d'une "main ferme", renforcée par le vote de dimanche.

### **"DEUXIÈME PARTI BOLIVIEN"**

Toutefois, la surprise n'est pas venue de l'opposition conservatrice, mais d'un ancien allié de M. Morales, le maire sortant de La Paz, Juan del Granado. Après sa rupture avec le MAS, son Mouvement sans peur (MSM, gauche) est parvenu à garder la mairie de La Paz, la principale agglomération du pays, et à gagner la ville d'Oruro, chef-lieu du département où est né M. Morales. Le MSM a remporté d'autres fiefs du MAS dans l'Altiplano andin.

A La Paz, la campagne a été entachée par des accusations de corruption de part et d'autre. Juan del Granado a été menacé par ses alliés de la veille d'aller rejoindre en prison l'ancien dictateur Luis Garcia Meza. Avocat, le maire sortant avait acquis le surnom de "Juan Sin Miedo" (Jean sans peur) par son action légale contre ce général et narcotrafiquant, condamné à trente ans de prison.

"Nous sommes devenus une force nationale, le deuxième parti bolivien", a affirmé Juan del Granado, dont les ambitions présidentielles ne sont pas un mystère. Jusqu'à présent, M. Morales devait affronter une opposition ancrée essentiellement dans les régions conservatrices de l'est de la Bolivie. Pour la première fois, le MAS est concurrencé sur son propre terrain.

" Ces élections ont montré que la Bolivie reste un pays fragmenté et hétérogène, note l'analyste Fernando Molina. La rupture entre le MAS d'Evo Morales et le MSM de Juan del Granado peut s'avérer une erreur stratégique. Mais pour devenir une alternative nationale au pouvoir, l'opposition doit encore dépasser le stade des personnalités régionales et des formations purement locales. "

---

## **Thaïlande: Bangkok en état d'urgence. ( 08.04)**

### **AP - 07.04**

Le Premier ministre thaïlandais Abhisit Vejjajiva a déclaré mercredi l'état d'urgence à Bangkok. L'armée dispose ainsi de larges pouvoirs pour

mettre fin aux manifestations des "Chemises rouges" qui secouent la capitale depuis près d'un mois et ont atteint leur paroxysme avec l'occupation du Parlement.

L'opposition réclame la démission de M. Abhisit et des élections anticipées. La situation a pris un nouveau tour mercredi avec l'irruption de manifestants au Parlement et l'évacuation de responsables du gouvernement par hélicoptère. Certains députés ont escaladé les murs de l'enceinte parlementaire pour s'enfuir.

"Le gouvernement a tenté de faire de son mieux pour faire appliquer la loi, mais les violations se sont accrues. Aujourd'hui, le Parlement a été attaqué", a déclaré M. Abhisit lors d'une intervention télévisée. "L'intrusion au sein du Parlement aujourd'hui m'a amené à convoquer une réunion d'urgence avec le Cabinet ce soir."

Des manifestants menés par Arisman Pongruengrong, l'un des chefs des "Chemises rouges" les plus radicaux, ont réussi à franchir les barrages des policiers anti-émeutes en enfonçant les grilles à l'aide d'un camion, avant de gagner le deuxième étage du Parlement où se trouvaient encore le vice-Premier ministre Suthep Thaugsuban et des députés.

Les intrus, dont la présence avait entraîné la suspension de la séance, ont quitté les lieux à la demande des députés de l'opposition.

Dans un communiqué, l'agence de sécurité du gouvernement (CAPO) précise qu'un hélicoptère transportant "cinq soldats armés de M16 a atterri sur la piste du Parlement et évacué les ministres et députés coincés à l'intérieur". Selon la télévision INN, le vice-Premier ministre Suthep Thaugsuban figuraient parmi les personnes évacuées.

Le Premier ministre avait quant à lui quitté le Parlement avant l'intrusion des manifestants pour se rendre à une réunion. Vu la gravité de la situation, M. Abhisit a annulé un voyage prévu à Washington pour assister au sommet international sur l'énergie nucléaire des 12 et 13 avril, selon son assistant Sirichoke Sopa.

L'état d'urgence autorise l'intervention de l'armée pour rétablir l'ordre public, la suspension de certaines libertés publiques et l'interdiction de toute rassemblement public de plus de cinq personnes.

Les "Chemises rouges" manifestent depuis le 12 mars à Bangkok pour exiger la démission d'Abhisit Vejjajiva et l'organisation d'élections anticipées. Ils ne reconnaissent aucune légitimité au gouvernement actuel et ont juré de ne pas quitter la capitale jusqu'à satisfaction de leurs exigences.

Le Premier ministre est quant à lui sévèrement critiqué par une partie des milieux d'affaires et de la classe moyenne de la capitale qui le trouvent trop conciliant. Il a en effet tenté de négocier avec les opposants et sommé les forces de sécurité d'éviter toute confrontation.

"La dernière chose que nous voulions est que la situation échappe à tout contrôle", s'est justifié M. Abhisit dans un message télévisé mardi.

Mais les commerçants de Bangkok se plaignent de ce que ces bruyantes manifestations leur coûtent des milliards de bahts (des dizaines de millions d'euros/dollars). De nombreux hôtels de luxe situés dans le principal quartier commercial de la capitale se trouvent en situation de siège depuis samedi.

Les manifestations, qui ont commencé dans le centre historique de la capitale où siègent la plupart des institutions gouvernementales, ont gagné samedi le boulevard commerçant de la ville, entraînant la fermeture des centres commerciaux pendant cinq journées consécutives.

Pour Charnvit Kasetsiri, l'un des historiens les plus éminents du pays, la situation évoque le "jeu de la corde raide". "Il s'agit de savoir qui clignera des yeux ou fera la première erreur, et celui qui fera la première erreur perdra sans aucun doute", a-t-il estimé. "Les deux parties sont très prudentes. Les deux craignent d'être la première à déclencher la violence."

Le mouvement des "Chemises rouges" est surtout composé de paysans et ouvriers qui réclament le retour de Thaksin Shinawatra, Premier ministre milliardaire renversé par un coup d'Etat militaire en 2006, après six ans au pouvoir. Il a depuis été condamné par contumace pour corruption et abus de pouvoir et vit en exil.

---

## **Le Kirghizistan en état d'insurrection. ( 08.04)**

**Libération.fr et AFP - 07.04**

Le bilan s'alourdit au Kirghizistan, où de violents affrontements ont éclaté ce mercredi entre les forces de l'ordre et des manifestants. Selon l'opposition, il y aurait près de 100 morts à Bichkek, la capitale. Le dernier bilan officiel fait état quant à lui de 19 personnes tuées et près de 200 blessées.



«Il y a 19 morts», a déclaré Larissa Katchibekova, responsable du ministère de la Santé, précisant que la plupart de ces personnes avaient été tuées par balles. «Du fait des troubles, le nombre des blessés à travers la république s'élève à 197, 55 en province et 142 à Bichkek», a-t-elle ajouté. La plupart ont «moins de 30 ans».

L'un des leaders de l'opposition kirghize, Omourbek Tekebaïev, a demandé mercredi aux dirigeants de démissionner et de transmettre le pouvoir à l'opposition, dans une intervention à la télévision nationale.

A Bichkek, la capitale, des centaines d'opposants sont entrés dans le siège du Parlement, situé à quelques dizaines de mètres de la présidence, elle-même assiégée par les manifestants réclamant la démission du président Kourmanbek Bakiev. Le rez-de-chaussée du siège du parquet général de la capitale était aussi en feu.

Après ces violents affrontements, le Premier ministre Daniar Oussenov a indiqué que l'état d'urgence avait été décrété et un «couvre-feu» imposé. Les forces de l'ordre ont répliqué en tirant sur la foule et avec des gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes. Des tireurs d'élite étaient postés sur le toit de la présidence.

Des responsables du service de presse du gouvernement, interrogés par l'AFP, étaient incapables de dire où se trouvait le chef de l'Etat, lui-même porté au pouvoir par la «révolution des tulipes» en mars 2005 mais critiqué pour sa dérive autoritaire et son népotisme. Il avait été réélu dans des conditions contestées en juillet dernier. Arrestation de responsables de l'opposition

L'incertitude régnait aussi sur le sort du ministre de l'Intérieur, Moldoussa Kongantiev. Une source au ministère, des médias indépendants et des ONG assuraient qu'il avait été tué à Talas (nord-ouest) lors de heurts, mais un porte-parole du ministère a démenti. La chaîne américaine CNN a mis en ligne un document amateur montrant des manifestations dans cette localité.

Une autre décision du pouvoir semble avoir envenimé la situation. Le procureur général, Nourlan Toursounkoulov, a annoncé l'interpellation et l'inculpation pour «crimes graves» de trois chefs de l'opposition, dont l'ex-président du Parlement, Omourbek Tekebaïev, et l'ex-candidat à la présidentielle de l'opposition et ancien Premier ministre, Almazbek Atambaïev. Omourbek Tekebaïev a par la suite été libéré, selon l'agence kirghize Kabar.

Un dirigeant de l'opposition, Temir Sariev, a de son côté déclaré mercredi à la radio indépendante Azattyk avoir participé à des pourparlers avec le Premier ministre, assurant qu'un «accord est intervenu entre les parties : que les autorités cessent de tirer sur les citoyens, et que soient libérés les chefs de l'opposition arrêtés».

La télévision nationale, dont le siège a été pris d'assaut par des centaines de manifestants d'opposition, a recommencé à émettre après une brève interruption des programmes. A Naryn (centre), des témoins contactés par l'AFP ont indiqué que des centaines de manifestants avaient pris le contrôle du siège de l'administration régionale. Forts intérêts américains et russes dans le pays

La Russie et les Etats-Unis, qui disposent chacun d'une base militaire dans l'ex-république soviétique, ont appelé au calme. «Nous appelons toutes les parties à respecter la loi et appelons les manifestants et le gouvernement à engager des discussions pour résoudre leurs différends de façon pacifique», a indiqué l'ambassade américaine.

«Nous appelons avec insistance les parties en conflit à s'abstenir des violences pour éviter l'effusion de sang», a déclaré le porte-parole de la diplomatie russe, Andreï Nesterenko.

Les Etats-Unis disposent à l'aéroport Manas de Bichkek d'une base aérienne clé pour leurs opérations en Afghanistan, par laquelle transitent notamment la plupart des soldats déployés sur le terrain.

De son côté, la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, s'est déclarée très inquiète de la situation et a appelé le gouvernement et l'opposition kirghizes à la «retenue» et au dialogue. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé un nouvel appel «pressant au dialogue et au calme afin d'éviter de nouvelles effusions» de sang.

---

## **Pakistan. Le parlement pakistanais réduit les pouvoirs du chef de l'État. ( 09.04)**

**Reuters - 08.04**

L'Assemblée nationale pakistanaise a adopté jeudi à l'unanimité une série d'amendements à la Constitution qui limiteront fortement les pouvoirs du président Asif Ali Zardari en les transférant au Premier ministre et au parlement.

Zardari a apporté son soutien à ces amendements, qui doivent encore être approuvés par le Sénat. Pareils changements, estiment les politologues, sont de nature à priver les détracteurs de Zardari d'arguments contre lui et à contribuer à la stabilisation de la vie politique du pays.

Les pouvoirs qui sont retirés par ces amendements au chef de l'Etat avaient été dévolus au président par le dictateur militaire Zia-ul-Haq dans les années 1980. Ce sont ces pouvoirs qui avaient permis au président d'obtenir la chute de premiers ministres comme Benazir Bhutto ou Nawaz Sharif.

En vertu des amendements, le président perd l'essentiel de ses pouvoirs, notamment celui de dissoudre l'assemblée nationale et de nommer les chefs des armées ainsi que le président de la commission électorale nationale. Il ne pourra pas non plus imposer de son propre chef l'état d'urgence.

Le Premier ministre aura le dernier mot concernant la dissolution de l'assemblée et les nominations à l'état-major des armées. La loi transfère en outre à une commission composée de magistrats de haut rang et de personnalités du gouvernement le pouvoir de nommer les juges.

Ces amendements suppriment la limitation à deux du nombre de mandats du Premier ministre, ce qui va permettre à Nawaz Sharif, par deux fois chef du gouvernement et actuellement chef de l'opposition, de briguer un troisième mandat lors des prochaines élections législatives, prévues en 2013.

Les provinces, en outre, voient leur autonomie accrue. La province de la Frontière du Nord-Ouest, qui jouxte l'Afghanistan, est rebaptisée "Khyber-Pakhtunkhwa", cela pour mieux refléter sa population dominante, l'ethnie pachtoune.

Selon la plupart des politologues, Zardari n'a accepté ces réformes constitutionnelles qu'à contrecœur, après d'intenses pressions politiques.

Lorsque la loi aura été entérinée également par le Sénat, le Premier ministre Yusuf Raza Gilani, qui fut un fidèle soutien de l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto, apparaîtra comme la figure la plus puissante de l'exécutif.

---

## **Thaïlande: 15 morts et près de 680 blessés lors d'affrontements entre armée et manifestants. ( 11.04)**

**20minutes.fr - 10.04**

Le bilan s'alourdit d'heure en heure. Au moins quinze personnes ont été tuées et 680 blessées samedi à Bangkok dans des affrontements violents entre militaires et manifestants anti-gouvernementaux, les plus meurtriers en Thaïlande depuis près de vingt ans.

Un caméraman japonais parmi les victimes

Parmi les morts figure un caméraman japonais et quatre militaires a indiqué à l'AFP le vice-gouverneur de Bangkok. Militaires et manifestants, qui réclament la démission immédiate du Premier ministre Abhisit Vejjajiva, se sont violemment affrontés pendant plusieurs heures autour de l'avenue Ratchadamnoen, dans la vieille ville, première opération musclée depuis l'instauration mercredi de l'état d'urgence.

Les heurts, qui ont commencé en début d'après-midi, se sont progressivement intensifiés, les forces de l'ordre faisant usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau. De nombreux coups de feu ont ensuite été entendus par des journalistes de l'AFP.

«Je veux condamner ce gouvernement car ils ont utilisé des armes de guerre pour tuer des Thaïlandais qui voulaient la démocratie», a déclaré Weng Tojirakarn, un des leaders «rouges», devant les manifestants à Ratchaprasong.

L'armée bat en retraite

Face au risque que le bilan ne s'alourdisse de façon désastreuse et constatant qu'elle ne parvenait pas à prendre le dessus, l'armée a décidé de battre en retraite vers 21h (14h GMT). «Les soldats vont devoir se retirer, il n'y a aucun endroit pour se protéger. On ne peut rien faire», a admis dans des déclarations à l'AFP le général Anupong Paojinda, chef de l'armée.

«On ne peut rien faire parce qu'on ne peut pas tirer sur le peuple», a confirmé peu après le ministre de la Défense, le général Prawit Wongsuwon. Un appel à la «trêve» a été lancé peu après. «Les manifestants doivent arrêter de viser les forces de l'ordre, a déclaré le colonel Sunsern Kaewkumnerd, porte-parole de l'armée. Il s'agit d'empêcher que le bilan humain ne s'aggrave et que la violence ne s'emballe, hors de tout contrôle.»

Une autre opération avait été originellement planifiée dans le quartier commercial et touristique de Ratchaprasong, plus à l'est, que les «rouges» occupent depuis huit jours, provoquant d'importantes pertes financières pour les hôtels et centres commerciaux environnants.

Elle a été purement et simplement annulée dans un site très exposé, où les «rouges» étaient 60.000 à la nuit tombée, selon les estimations policières. Les «rouges», partisans de l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, réclament des élections législatives anticipées et considèrent Abhisit, au pouvoir depuis décembre 2008, comme totalement illégitime.

Le chef du gouvernement a réaffirmé vendredi qu'il ne céderait pas, après avoir déjà accepté d'avancer la date des élections à la fin 2010, au lieu de 2011.

Des «soldats pastèques» ?

Les événements de samedi sont intervenus à un moment où la presse thaïlandaise s'interroge sur l'attitude des forces de l'ordre, ironisant sur les «soldats pastèques», verts à l'extérieur comme leur uniforme militaire et rouges à l'intérieur, comme leur sympathie présumée pour l'opposition.

Plusieurs autres manifestations se sont déroulées samedi en province, dont une qui a réuni au moins 500 personnes dans les jardins du gouverneur de Chiang Mai, principale ville du nord, d'où Thaksin est originaire.

## **Inde. La crédibilité de médias indiens ébranlée par des accusations de corruption. (11.04)**

**Le Monde - 10.04**

Le quatrième pilier de la démocratie indienne serait-il en train de se fissurer ? Les médias, qui n'hésitent pas à dénoncer la corruption de la classe politique, sont à leur tour accusés d'avoir publié des articles ou diffusés des reportages contre rémunération. Dans un Livre blanc qui doit être rendu public à la fin du mois par le Conseil de la presse indienne (CPI), et dont les conclusions ont été dévoilées au Monde, des chaînes de télévision et des journaux à grand tirage comme Dainik Bhaskar, Dainik Jagran, le quotidien le plus lu au monde, le Times of India et son concurrent le Hindustan Times, sont soupçonnés de s'adonner à la pratique de "l'information payée". Ces derniers vendraient à des entreprises ou des partis politiques de la publicité déguisée en information. Tous ont nié ces accusations. "Nous avons réuni de nombreux témoignages à charge contre eux, quelques évidences, mais aucune trace de flagrant délit", explique l'un des auteurs du rapport, Paranjoy Guha Thakurta.

Certaines "évidences" sont pour le moins troublantes. Lors de la campagne législative régionale d'octobre 2009 dans l'Etat du Maharashtra, à l'ouest de l'Inde, trois articles élogieux envers le candidat du Parti du Congrès, Ashok Chavan, ont été publiés dans trois journaux locaux concurrents. Les articles étaient identiques, mots pour mots, à l'exception de la signature. Le 30 novembre, dans un article publié par le quotidien The Hindu, Palagummi Sainath est le premier journaliste à dénoncer la fraude. "J'ai la preuve que 89 pages d'actualité en couleur ont été achetées par Ashok Chavan, élu ministre en chef du Maharashtra, alors que ses comptes de campagnes montrent des dépenses en publicité de moins de 100 euros", explique le journaliste.

Cette révélation a libéré la parole. Sushma Swaraj, chef de l'opposition au Parlement indien, assure que des médias lui ont demandé 160 000 euros lors de sa campagne électorale dans le Madhya Pradesh. Des centaines de journalistes du pays tout entier sont également sortis du silence pour dénoncer le système de corruption institutionnalisée dont ils sont les victimes. "En tout, ils m'ont envoyé 35 kg d'articles payés par des hommes politiques", rapporte Palagummi Sainath.

Certains racontent avoir été accompagnés par des responsables commerciaux de leur publication lorsqu'ils allaient rencontrer des candidats aux élections. "La corruption a toujours existé, mais elle a changé d'échelle. Cette fois, ce ne sont plus des journalistes isolés qui se font payer pour écrire des articles complaisants, mais les directions de journaux ou de chaînes de télévision, et de façon très organisée", s'alarme le journaliste.

"Avant j'avais le choix d'être corrompu ou non, maintenant je n'ai plus d'autre choix que d'accepter la corruption", aurait témoigné un journaliste devant la commission du CPI mise en place pour enquêter sur le phénomène.

L'achat d'informations ne concerne pas seulement la sphère politique. Une chaîne de télévision économique vendrait ainsi aux annonceurs la citation de marques lors de débats télévisés. Dans l'un d'entre eux consacré à l'environnement, une journaliste aurait cité la marque d'une voiture pour demander aux invités si sa faible consommation en carburant permettait de lutter contre le réchauffement climatique.

Face à l'ampleur du phénomène, la ministre indienne de l'information et de la communication, Ambika Soni, s'est dite prête à légiférer pour interdire la pratique de "l'information payée". "Jamais les hommes politiques n'avaient corrompu les médias sur une aussi vaste échelle", reconnaît Paranjoy Guha Thakurta. Le CPI a identifié trois types de fraudes : celle qui consiste à faire passer de la publicité pour un homme politique ou pour une marque pour des articles d'information, celle du candidat qui ne déclare pas ce type de dépenses de campagne (alors qu'il en a l'obligation), et celle du responsable de la publication qui, en cachant les sommes perçues, enfreint la loi sur l'impôt des sociétés. Le Livre blanc préconise que la commission électorale puisse avoir les moyens de poursuivre en justice les médias et hommes politiques impliqués dans des affaires de corruption.

"C'est l'actionnariat des médias qu'il faudrait également réguler", estime Amya Bagchi, directeur de l'Institut pour les études sur le développement, basé à Calcutta. Dans le pays, hormis quelques publications comme Tehelka, rares sont les médias indépendants. Le groupe Hindustan Times appartient au puissant conglomérat industriel Birla, et les titres publiés par Sakaal Group, très présents dans le

Maharashtra, appartiennent à la famille du ministre indien de l'agriculture, Sharad Pawar. Le CPI devrait demander un renforcement de ses pouvoirs pour sanctionner les mauvaises pratiques. Mais encore faudrait-il que ces dernières soient clairement définies. Les médias indiens sont rares à avoir adopté des chartes éthiques ou à employer des médiateurs. Et la ligne de démarcation entre publicité et information est de plus en plus floue.

En 2003, le groupe Times of India annonçait avec fanfare le lancement d'une agence destinée à rédiger des contenus pour le compte d'annonceurs. "Seuls les mous ont peur du changement", écrivait dans son éditorial le quotidien anglophone le plus lu au monde, avant d'ajouter que la publicité était "désormais reconnue comme une source légitime d'information sur les produits et les services, diffusée d'une manière engageante et attrayante".

Aujourd'hui, la pratique de "l'information payée" menace la liberté de l'information et la crédibilité des journalistes en Inde. "En faisant passer la propagande pour de l'information, c'est le principe même de la démocratie qui est menacé", s'inquiète Amya Bagchi.

Commentaire.

La "plus grande démocratie du monde est en réalité un paradis pour les gangsters des classes dominantes qui terrorisent la population. Ici effectivement tout s'achète, le pays est corrompu jusqu'à la moelle, les voix des électeurs sont achetées, gouvernements, juges, avocats, policiers, fonctionnaires, ils sont tous corrompus, pourris jusqu'à l'os, j'en ai fait l'expérience sur place depuis 1989, donc je sais de quoi je parle.

Quand j'entends parler de "culture", d'"éducation", à propos de ce pays, je m'étouffe, un mot les résume : la roupie ! Pour l'Indien lambda, mentir, être hypocrite, voler, tout marchander ou vendre aux plus offrants, principes et morale inclus, les membres de sa famille si nécessaire, monétiser tout ce qui peut l'être, évaluer un individu uniquement en fonction de sa richesse, fait partie de la vie quotidienne... J'ajouterais que depuis que le pays s'est développé, au cours des deux dernières décennies, c'est encore pire !

Les gosses sont élevés dans cette ambiance-là, imaginez les dégâts. J'ai vu mes beaux-frères grandir depuis 1989, passer de ce qu'on appelle l'âge de l'innocence à la maturité, résultat : ils m'ont tous trompés et volés du fric, jusqu'à me menacer physiquement, selon mon épouse faire preuve d'hypocrisie est naturel, donc normal pour obtenir par des moyens détournés ce que l'on ne pourrait pas obtenir autrement, et puis comme chacun agit de la sorte, il n'y a que les faibles ou ceux qui se complaisent dans le rôle de pigeon pour ne pas s'y conformer, mon statut.

C'est bien simple, lorsque quelqu'un se pointe chez vous, la première question qui doit vous venir à l'esprit est : qu'est-ce qu'il me veut, qu'est-ce qu'il va me demander, combien cela va me coûter et combien cela va me rapporter éventuellement, je vous garantis que je n'exagère rien hélas, cela me rend malade tant je suis étranger à cette mentalité. Un contact égale un problème, une prise de tête.

Au début on écoute la personne parler, on ne fait pas vraiment attention à ce qu'elle dit qui ne présente aucun intérêt, souvent on vous flatte, tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, on attend le moment où elle va arriver au sujet de sa visite, la personne insiste, lourdement, elle n'écoute pas ce que vous lui répondez, vous persistez, elle répètera dix fois la même chose si nécessaire pour vous faire caner, sans le dire explicitement, elle vous fait comprendre que c'est pour votre bien, elle vous associe à son problème alors qu'il ne vous concerne pas du tout, elle cherche à vous culpabiliser, tout y passe pour vous affaiblir psychologiquement afin de vous soulager de quelques milliers de roupies... Si vous restez sur votre position, la personne reviendra peut-être à la charge et en cas de refus définitif de votre part de satisfaire sa demande, n'imaginez pas en être débarrassée pour autant, un jour ou l'autre elle reviendra vous voir pour tenter une nouvelle fois sa chance. Là où vous risquez de ne plus la revoir, c'est si vous avez eu la faiblesse ou la mauvaise idée d'accéder à sa demande, ce sera à vous de vous livrer aux mêmes manoeuvres pour obtenir la restitution de l'argent que vous lui avez prêté, un prêt sans intérêt qu'elle avait pris pour un don, généralement elle s'arrangera pour ne pas vous restituer la totalité de la somme, comme elle est sans gêne et que rien ne l'arrête, elle vous dira en face que c'est un cadeau de votre part, le monde à l'envers quoi, cadeau qu'elle sera incapable de justifier, peu importe, il faut tout tenter jusqu'au bout, honnêteté, dignité, quelle dignité, qu'est-ce que c'est que ce truc-là, cela coûte et rapporte combien, rien, alors connais pas.

Il faut aussi se méfier comme de la peste des gens qui veulent vous rendre un service, infailliblement vous devrez leur en rendre un qui vous coûtera dix ou cent fois le prix du vôtre. Je demande à un de mes beaux-frères un service quelconque, par exemple de m'accompagner à un bureau, deux jours plus tard il débarquera chez moi en exigeant que je lui prête 10 000 roupies que je ne reverrai peut-être pas ou pas entièrement et dans un délai indéterminé. J'ai fait appel à lui, donc il est en droit de me réclamer n'importe quoi, et je n'ai évidemment pas le droit de lui refuser sous peine d'excommunication. Il y en a un qui m'a fait le coup, depuis je ne l'ai jamais revu, j'ai perdu 10 000 roupies.

Des exemples pour illustrer les deux derniers paragraphes, j'en ai des centaines du même genre, sans être parano et en étant toujours animé des meilleures intentions du monde envers mes semblables Indiens, heureusement que j'ai une conscience politique, j'en suis arrivé à angoisser à l'idée d'en rencontrer un, en vivant ici, c'est difficile de faire autrement, c'est terrible, j'évite d'avoir à faire à qui que ce soit tellement les relations sont pourries et rapidement conflictuelles, c'est la jungle quoi, et avec mon humanisme qui me colle à la peau, je ne suis pas vraiment armé pour affronter ce genre de situation.

Pour revenir au sujet des médias indiens, cela fait belle lurette que je n'achète plus de journaux ou de revues indiennes, aucune information n'est fiable et je n'ai franchement pas le temps à consacrer à la recherche de la vérité.

Vous voulez une petite histoire pour terminer.

Nous sommes le 11 avril 2010, depuis le 23 décembre 2009 j'ai informé le bureau d'électricité que mon compteur ne tournait pas à la bonne vitesse, à mon avantage. Depuis j'ai bien dû aller une dizaine de fois à ce bureau pour qu'ils le remplacent. J'ai informé les agents qui viennent relever le compteur tous les deux mois. J'ai informé l'électricien qui habite à côté de chez moi et qui vient régulièrement raccorder les câbles électriques au poteau situé devant chez moi. J'ai rencontré à trois reprises le responsable du bureau d'électricité de Kottakuppam. Chaque fois ces personnes m'ont affirmé que le nécessaire serait fait le lendemain, dans deux jours, puis rien.

La dernière fois remonte à une semaine à peine. J'ai angoissé pendant quatre jours. La barre qui tient les câbles au poteau électrique était sur le point de céder, bouffée par la rouille, ce qui aurait pu avoir de graves conséquences et me priver de courant. J'ai téléphoné vendredi matin à l'électricien, il me dit qu'il passera en fin de journée. Fin de journée personne. Je le rappelle samedi matin, il passe et me répond qu'il n'a pas de matériel pour réparer et je dois passer à son bureau car cela ne dépend pas de lui. Je me rend à son bureau où je le rencontre avec son chef. Celui-ci me dit que l'électricien passera dans l'après-midi. Je lui parle encore du compteur, il donne l'ordre à l'électricien de venir le changer lundi, donc dans deux jours. Samedi après-midi personne. Les câbles situés dans la rue menacent de tomber sur les habitations, je leur ai dit, ils s'en foutent. Dimanche passe, lundi matin l'électricien vient enfin avec un bout de fil de fer pour rafistoler le poteau, pas question de changer la barre de soutien des câbles il faudrait faire tomber tous les câbles, cela lui ferait trop de boulot et ils devraient venir à plusieurs, en moins de deux minutes il a procédé à une réparation de fortune, le mieux c'est qu'il attend que je lui verse quelque chose, je lui réponds, plus tard. Bien entendu, il n'a pas changé le compteur, on est dimanche, une semaine a passée.

Je peux vous assurer qu'absolument tout se passe de la manière que je viens de vous décrire, je n'ai pas romancé cette expérience, tout est strictement vrai malheureusement. C'est usant à la longue, vous m'excuserez mais je n'ai pas du tout envie d'avoir des relations avec des gens pareils, sauf à chercher à tout prix à avoir encore plus de problèmes. Quelle satisfaction voulez-vous tirer de telles relations ? Aucune, et si je ne fréquente pas les étrangers qui sont installés ici c'est parce qu'ils n'ont pas ma conscience politique et qu'ils maudissent les Indiens, ce qui n'est pas mon cas. Je vous ai simplement expliqué les choses que je vis au quotidien, un simple constat rien de plus, qui pourra servir éventuellement à comprendre ce qui se passe réellement dans ce pays et à combattre le tiers-mondisme misérable, l'ouvriériste élevé au rang d'idéologie à l'échelle mondial.

Encore un mot. C'est la société informatique de Bangalore qui devait récupérer les données de mon disque dur qui m'a roulé dernièrement. J'ai attendu près de trois mois pour finalement payer (2 200 roupies) pour un service quasi nul, au lieu de me dire qu'ils n'étaient pas capables de mener ce travail à bien. Cela après cinq coups de téléphone, une dizaine de courriels et j'ai dû me déplacer à Pondichéry pour récupérer mon colis parce que le transporteur n'avait pas été foutu de trouver mon adresse. Pendant trois mois j'ai espéré chaque jour récupérer ces données qui représentaient 5 ans de ma vie, livres, mails, adresses, photos, etc, pour rien à l'arrivée, quelques articles de presse qui me sont inutiles. Chaque fois on prend un sale coup sur la tête, le moral est atteint, puis on passe à autre chose, que faire d'autre ? Au fait, tous les étrangers qui vivaient dans mon village ont déjà déménagé et ont été remplacés par d'autres, ils n'ont pas tenu plus d'un an, cela fait dix ans que j'y vis, contraint et forcé, j'y ai gagné en patience.

---

## **Les Palestiniens de Cisjordanie menacés d'expulsion massive ? (12.04)**

**20minutes.fr - 11.04**

Un ordre de l'armée, qui doit entrer en vigueur mardi, pourrait permettre l'expulsion ou l'arrestation de dizaines de milliers de Palestiniens séjournant en Cisjordanie, affirme dimanche le quotidien israélien Haaretz. Cet ordre vise notamment les Palestiniens détenteurs d'une carte d'identité avec une adresse dans la bande de Gaza, ou qui sont nés dans ce territoire, ainsi que leurs descendants.

La bande de Gaza est contrôlée par les islamistes du Hamas depuis 2007 alors que la Cisjordanie est restée sous la responsabilité de l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas. Israël impose un strict blocus de Gaza qui empêche les Palestiniens originaires de cette enclave de se rendre en Cisjordanie.

«Infiltrées»

Le nouveau décret militaire vise également les Palestiniens nés en Cisjordanie qui ont pour diverses raisons perdu leur statut de résident à la suite par exemple d'un séjour à l'étranger, ainsi que les épouses étrangères de Palestiniens, précise le journal.

Jusqu'à présent, les tribunaux civils israéliens empêchaient en général des expulsions de Cisjordanie visant ces personnes. Mais le décret prévoit que ces dossiers seront désormais soumis à la juridiction de tribunaux militaires: les personnes visées seraient alors jugées en tant «qu'infiltrées», susceptibles d'être expulsées vers le pays ou la région d'où elles sont venues «illégalement».

Sept ans de prison

Cet ordre, signé le 13 octobre 2009 par le commandant des forces de Cisjordanie, le général Gadi Shamni, doit entrer en vigueur six mois

après (soit mardi 13 avril). Il prévoit des peines pouvant aller jusqu'à sept ans de prison, assorties d'une amende de 7.500 shekels (1.500 euros).

Interrogé par l'AFP, un porte-parole de l'armée a confirmé que des «amendements à l'ordre visant à empêcher des infiltrations» avaient été publiés. «L'armée est prête à appliquer cet ordre, qui ne s'applique pas aux Israéliens, mais à ceux qui séjournent illégalement en Judée-Samarie (Cisjordanie)», a ajouté le porte-parole, sans autre détail.

---

## **Egypte. ElBaradei appelle au boycott des élections égyptiennes. (13.04)**

### **AP - 12.04**

L'Égyptien Mohammed ElBaradei, devenu une figure de l'opposition après avoir quitté la tête de l'agence nucléaire de l'ONU, a appelé lundi au boycott des prochaines élections pour priver le président Moubarak de légitimité, selon un responsable de son parti.

L'ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'a pas pu être joint mais ces déclarations, si elles sont confirmées, seraient sa prise de position la plus forte contre le régime depuis le début de sa campagne le mois dernier. Il avait déjà appelé à une réforme constitutionnelle qui permette la tenue d'élections libres et régulières.

M. ElBaradei s'est exprimé lors d'une réunion de stratégie politique avec des membres du parti du Front national, selon l'un d'eux, Ibrahim Nawar.

Prix Nobel de la paix 2005, M. ElBaradei, 67 ans, est considéré par de nombreux réformateurs comme un adversaire potentiel du président à l'élection de 2011. Plus de 100.000 personnes se sont inscrites sur un site Web soutenant sa candidature.

Agé de 81 ans, Hosni Moubarak dirige l'Égypte placée en état d'urgence depuis 29 ans. Malgré ses problèmes de santé, il pourrait encore être candidat à sa propre succession l'an prochain. Des élections législatives sont prévues à l'automne.

Il est peu probable que l'appel au boycott de M. ElBaradei soit suivi par les autres partis d'opposition autorisés, qui reçoivent d'importants financements du gouvernement, pas plus que des Frères musulmans, le plus important mouvement d'opposition islamiste d'Égypte, interdit mais toléré, et dont les candidats se présentent en indépendants.

---

## **Les grands pays émergents se retrouvent à Brasilia. (16.04)**

### **Le Monde et d'Associated Press - 15.04**

La Chine est devenue un acteur économique majeur en Amérique latine. Troisième partenaire commercial du sous-continent, elle pourrait, à l'horizon 2014-2015, ravir la deuxième place à l'Union européenne, selon un rapport publié cette semaine par la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal). Fort de la montée en puissance de son pays dans le monde "latino", le président chinois, Hu Jintao, sera la vedette du 2e sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), le groupe des quatre grands pays émergents, vendredi 16 avril, à Brasilia.

Le président russe, Dmitri Medvedev, et le premier ministre indien, Manmohan Singh, participeront à ce rendez-vous, aux côtés de leur hôte brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva. Hu Jintao fera à cette occasion une visite officielle au Brésil. Ce sera sa dixième rencontre avec le président Lula, et sa deuxième au Brésil.

L'essor des échanges entre le géant d'Asie et les pays de la région résulte de la complémentarité entre leurs économies. D'un côté, une Chine avide de matières premières, d'énergie et de denrées agricoles ; de l'autre, une Amérique latine qui en est riche.

Cette relation commerciale florissante témoigne pourtant d'une forte asymétrie : l'Amérique latine fournit presque exclusivement à la Chine des produits de base, alors que cette dernière lui vend des biens manufacturés à forte valeur ajoutée. Le pétrole représente 94 % des ventes de l'Équateur à la Chine, le soja et ses produits dérivés 80 % de celles de l'Argentine.

Leader économique et politique régional, le Brésil demande à la Chine de corriger cette relation de type "néocolonial" qu'il subit lui aussi. En 2009, la Chine est devenue son premier partenaire commercial, détrônant les États-Unis. Les exportations du Brésil vers la Chine ont, en valeur, été multipliées par quinze depuis 2000. Mais en 2009, 73 % d'entre elles correspondaient seulement à trois produits : le minerai de fer, le pétrole et le soja.

Le Brésil subit, comme tout le monde, les effets de la sous-évaluation de la monnaie chinoise, le yuan, conjuguée, dans son cas, à une surévaluation de sa propre monnaie, le real. Cette affaire le préoccupe, mais il ne veut pas en faire pour l'heure un cheval de bataille antichinois car, souligne le président de la Banque centrale, Henrique Meirelles, "notre croissance reste surtout tirée par la demande

intérieure".

Le Brésil se soucie davantage des exportations que la Chine lui enlève dans son aire commerciale naturelle, l'Amérique du Sud. "Cela se passe sous notre barbe", pestait récemment le président Lula devant ses ministres. Le Brésil perd des parts de marché en Argentine au profit de la Chine, et vice-versa. Les deux voisins, qui entretiennent une relation commerciale tumultueuse, le premier reprochant au second son "protectionnisme" tarifaire, ont pourtant décidé, fin mars, de réagir ensemble en promouvant des missions conjointes en Chine.

A cela s'ajoute depuis peu la "guerre du fer", où la Chine et le Brésil s'affrontent par entreprises interposées. Premier fabricant d'acier de la planète, la Chine accuse les trois grands groupes miniers, les anglo-australiens Rio Tinto et BHP Billiton et le brésilien Vale, numéro un actuel avec 33 % de la production mondiale, de se comporter comme un "cartel" qui aurait abusé de sa "position dominante" en doublant quasiment le prix du minerai.

Le Brésil fait enfin grief à la Chine de ne pas investir chez lui alors qu'il aura besoin de capital étranger, notamment pour organiser la Coupe du monde de football (2014) et les Jeux olympiques (2016). Lors de sa première visite, en 2004, M. Hu avait promis de consacrer 70 milliards de dollars (51 milliards d'euros) à l'Argentine et au Brésil. Il n'en a rien été. La Chine a investi au Brésil, entre 2007 et 2009, 1 % de ce que les Pays-Bas ont eux-mêmes investi.

Mais les choses commencent à changer. Les dirigeants de 65 entreprises chinoises participent cette semaine à des séminaires à Rio de Janeiro et à Sao Paulo. Ils affirment vouloir investir et produire au Brésil. La compagnie chinoise Sinopec va se lancer dans l'exploration pétrolière. M. Hu visitera le port qui abritera le terminal d'exportation du fer vers la Chine. En échange d'une participation à son financement, Pékin aura une garantie de livraison pendant vingt ans. "Nous n'avons aucune illusion romantique sur nos relations avec la Chine", disait il y a peu un ancien ambassadeur brésilien à Pékin. Le Brésil a bien pris conscience de l'agressivité commerciale de la Chine et de ses atouts en matière de compétitivité. Exemple : la Chine participera en bonne place à l'appel d'offres pour la construction de la ligne TGV qui reliera Sao Paulo à Rio.

"Il y a, bien sûr, des contradictions, voire des conflits entre les BRIC, notamment avec la Chine, déclare au Monde, l'ambassadeur Roberto Jaguaribe, le coordinateur du sommet de Brasilia. Mais pour l'instant, l'émergence politique et économique de la Chine est un événement positif. Nos quatre pays ne prétendent pas, cette semaine, prendre des décisions. Nous voulons surtout renforcer notre concertation pour promouvoir des idées communes, comme la réforme de la gouvernance mondiale."

La réunion des BRIC était précédée, jeudi, d'un sommet Brésil, Inde et Afrique du Sud, représentée par le président Jacob Zuma.

Les gouvernements indien, brésilien et sud-africain ont demandé jeudi de mettre un terme de façon "urgente" au cycle de Doha.

"Une conclusion équitable et heureuse du cycle de Doha dans un délais raisonnable augmentera la crédibilité du système du commerce multilatéral, surtout face à des pressions inflationnistes grandissantes" ont-ils indiqué.

Initialement prévu pour s'achever en 2004, le cycle actuel de négociations à l'OMC achoppe depuis plusieurs années sur la levée des barrières douanières et la suppression des subventions dans le monde.

Radiographie des BRIC.

Sommet. Le 2e sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) se tient, vendredi 16 avril à Brasilia.

Poids. Les BRIC représentent 26 % de la superficie de la planète et 32 % de ses terres agricoles, regroupent 42 % de la population et pèsent 15 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Commerce mondial. Leur part était de 7,2 % en 2000 et de 15 % en 2009. Cette croissance est due pour l'essentiel à la Chine (3,9 % des exportations mondiales en 2000 ; 10 % aujourd'hui).

---

## **Equateur : Correa prépare une loi pour "faciliter les expropriations et les nationalisations" des entreprises pétrolières. (21.04)**

**AP - 20.04**

Le président Rafael Correa a indiqué préparer une loi pour "faciliter les expropriations et les nationalisations" des intérêts des entreprises pétrolières qui refusent de céder une partie de leur production à l'état équatorien.

Au cours d'une interview donnée sur la chaîne vénézuélienne Telesur diffusée mardi, Correa a expliqué qu'"exproprier ne signifie pas confisquer".

"Nous allons leur donner des compensations économiques, mais s'ils ne veulent pas s'adapter aux lois de notre pays, qu'ils s'en aillent, nous n'avons pas besoin d'eux" a-t-il indiqué.

"Je prépare une loi pour faciliter les expropriations et les nationalisations que j'enverrai à l'Assemblée nationale".

Correa dénonce les contrats dont profitent abusivement selon lui Andes Petroleum (Chine), Eni (Italie), Petrobras (Brésil) et Repsol (Espagne).

L'Equateur, qui fait partie des treize pays de l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole), produit environ 480.000 barils de brut chaque jour, dont 60% proviennent des entreprises étatiques. Le pétrole est le principal produit d'exportation de ce pays sud-américain.

---

## **Honduras. Un septième journaliste tué en un mois et demi au Honduras. (22.04)**

### **AP - 21.04**

Le journaliste Georgino Orellana, de TV-Honduras, a été abattu d'une balle dans la tête dans la nuit de mardi à mercredi par un agresseur inconnu qui l'attendait à la sortie de sa rédaction à San Pedro Sula (180 km au nord de la capitale Tegucigalpa), a annoncé la police.

L'assaillant a pris la fuite et était activement recherché à ajouté le commissaire de police de San Pedro Sula, Héctor Iván Mejía.

Orellana, 48 ans, est le septième journaliste assassiné en moins de deux mois au Honduras, pays qui "se classe depuis le début de l'année au rang de pays le plus meurtrier de la planète pour les professionnels des médias", selon l'organisation de défense de la liberté de la presse Reporters Sans Frontières.

RSF ajoute que "cette vague de violence a par ailleurs contraint trois journalistes à l'exil".

Le 1er mars, le journaliste Joseph Ochoa a été tué par balles, et sa collègue qu'il accompagnait, Karol Cabrera, a été blessée. Cette dernière avait déjà été victime d'une agression en décembre et se refuse depuis à quitter l'hôpital militaire où elle a été soignée.

Le 11 mars, des hommes ont criblé de balles David Meza Montesinos à La Ceiba (350 km au nord de la capitale), et le 15 Nahún Palacios a été tué dans des circonstances similaires à Tocoa, non loin de La Ceiba.

Le 26 mars, deux autres journalistes, Bayardo Mairena et Manuel Juárez, ont été tués par balles sur une route de la province d'Olancho (est, frontalière avec le Nicaragua).

Enfin, le 12 avril, l'animateur radio Luis Chévez, 22 ans, de la radio W105, a été tué ainsi que son cousin étudiant, non loin de son domicile.

---

## **Belgique. La coalition gouvernementale s'effondre en Belgique. (23.04)**

### **Reuters - 22.04**

La coalition gouvernementale du Premier ministre belge Yves Leterme, au pouvoir depuis cinq mois, s'est effondrée jeudi après le départ des libéraux flamands du parti Open VLD.

Yves Leterme a présenté en début d'après-midi la démission de son gouvernement au roi Albert II. Ce dernier a réservé sa réponse, mettant en garde contre les conséquences d'une crise politique alors que la Belgique doit prendre le 1er juillet la présidence tournante de l'Union européenne.

"Le roi et le Premier ministre ont souligné combien, dans les circonstances actuelles, une crise politique serait inopportune et porterait un grave préjudice d'une part au bien-être économique et social des citoyens et d'autre part au rôle de la Belgique sur le plan européen", a déclaré le palais royal dans un communiqué.

Le monarque a ensuite consulté les présidents de la Chambre et du Sénat et devait donner audience aux dirigeants des principaux partis politiques.

Les débats ont été suspendus à la Chambre, qui aurait dû voter sur le projet de loi portant interdiction de la burqa.



Si le roi acceptait la démission du gouvernement, cela entraînerait la dissolution de la chambre des députés et la convocation d'élections législatives anticipées.

Avec le départ de l'Open VLD, Yves Leterme, qui était à la tête d'une alliance formée de cinq partis, ne dispose plus que d'une majorité de 76 députés sur 150 élus à la Chambre des représentants, un nombre insuffisant pour gouverner de manière confortable.

Pour expliquer leur décision, les libéraux flamands ont dit ne plus avoir confiance dans le gouvernement Leterme pour gérer l'épineux dossier des communautés électorales de la périphérie de Bruxelles.

Un différend oppose les partis politiques francophones et néerlandophones à propos du statut de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV), dont les Flamands souhaitent la scission.

Les libéraux flamands avaient fait savoir mercredi qu'ils se retireraient de la coalition gouvernementale si aucun accord n'était trouvé avant jeudi.

"Nous ne sommes pas parvenus à une solution négociée et l'Open VLD n'a désormais plus confiance dans le gouvernement", a dit Alexander De Croo, président des libéraux flamands.

Cette nouvelle crise politique intervient dans un contexte économique difficile pour la Belgique. Le gouvernement table sur un déficit de 4,8% du produit intérieur brut en 2010 alors que la dette du pays devrait dépasser le seuil de 100% du PIB.

"Jusqu'à présent, on peut dire que la Belgique ne figurait pas sur l'écran de radar des marchés financiers mais la crise politique pourrait la ramener sur l'écran des spéculateurs", a déclaré Etienne Callatay, économiste à la Banque Degroof de Bruxelles.

Yves Leterme avait déjà occupé les fonctions de Premier ministre pendant neuf mois en 2008. La Belgique avait alors connu une période d'instabilité politique avec des crises gouvernementales à répétition.

Après avoir présenté une première fois sa démission en juillet 2008, refusée par Albert II, Yves Leterme avait définitivement jeté l'éponge à la fin de l'année en raison de sa gestion contestée du sauvetage de la banque Fortis.

Il était revenu à la tête du gouvernement en novembre pour remplacer Herman Van Rompuy, devenu président du Conseil européen.

Dès le début de son second mandat, des analystes avaient exprimé des inquiétudes quant à l'instabilité de son gouvernement. La Belgique, siège des institutions européennes et de l'Otan, ne peut se payer cette fois le luxe d'une crise politique à deux mois de sa présidence de l'Union européenne.

---

## **Grèce. Nouvelle grève des fonctionnaires en Grèce. (23.04)**

### **Libération.fr et AFP - 22.04**

Une grève de 24 heures dans la fonction publique grecque, la quatrième depuis le début de l'année contre l'austérité, conjuguée à des débrayages de 48 heures à l'appel des syndicats communistes, paralyse jeudi l'administration du pays et perturbe les transports maritimes.

Les transports aériens et urbains n'étaient par contre pas touchés par le mouvement, lancé par la Fédération de la fonction publique (ADEDY, 300.000 membres) contre la cure de rigueur infligée au pays pour redresser ses finances.

Les contrôleurs aériens ont finalement renoncé à une grève annoncée pour ne pas aggraver les problèmes posés au secteur de l'aviation par le nuage de cendres volcaniques islandais.

La grève nationale a fermé les administrations, collectivités locales et devaient affecter de nombreux établissements scolaires, tandis que le syndicat des universitaires observait une «abstention des cours».

Plusieurs corps de métiers concluaient par ailleurs jeudi des grèves de 48 heures, dont les syndicats des mécaniciens et employés maritimes. A l'appel du Front syndical communiste, Pame, ils bloquaient pour la deuxième journée, au port du Pirée, le départ des ferries pour les îles des Cyclades (centre de la mer Egée) et le golfe Saronique (sud d'Athènes).

Les tribunaux restaient aussi fermés par une grève des fonctionnaires de justice réclamant embauches et hausses de salaires, tandis que les hôpitaux publics d'Athènes et du Pirée fonctionnaient pour la deuxième journée consécutive avec un personnel d'astreinte, les médecins protestant contre la baisse de 20 à 30% des subventions publiques.

Des débrayages étaient aussi observés à l'appel du Pame dans les secteurs du bâtiment, du textile. L'Adedy et le Pame appelaient à des défilés en fin de matinée dans les grandes villes de Grèce.

Pour résorber ses déficit et dette publics, respectivement chiffrés à 13,6% et 113% du PIB en 2009, le gouvernement a pris des mesures draconiennes, centrées sur la réduction des dépenses, notamment salariales, dans la fonction publique.

Ce mouvement social prévu de longue date intervient au lendemain de l'ouverture à Athènes de discussions des responsables grecs avec le FMI et l'UE du mécanisme d'aide à la Grèce.

---

## **Italie. Vive passe d'armes entre Berlusconi et Fini à une réunion. (23.04)**

### **Reuters - 22.04**

Une vive passe d'armes a opposé Silvio Berlusconi à son allié Gianfranco Fini lors d'une réunion du Parti de la liberté (PDL) jeudi à Rome, nouvel épisode des relations de plus en plus conflictuelles entre les deux hommes.

Fini, 58 ans, longtemps donné comme le successeur probable du président du Conseil, de quinze ans son aîné, s'inquiète du poids grandissant de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, l'autre grande composante de la coalition gouvernementale.

La Ligue, mouvement populiste violemment hostile à l'immigration et au centralisme, a encore marqué des points lors des élections régionales de la fin mars, prenant le contrôle du Piémont et de la Vénétie.

Alors que la direction du PDL, ministres et députés en tête, était réunie pour discuter de l'avenir du mouvement, Gianfranco Fini, qui préside la Chambre des députés, a pris la parole pour accabler de critiques le "Cavaliere", accusé de vouloir étouffer tout débat interne et de donner trop d'influence à la "Lega".

Applaudi par les uns, conpués par les autres, Fini, ancien dirigeant de l'Alliance nationale qui a fusionné l'an dernier avec Forza Italia de Berlusconi pour donner naissance au PDL, a dénoncé la politique gouvernementale en matière d'immigration, qu'il juge trop sévère, et les projets de décentralisation voulus par la Ligue mais selon lui mal préparés - et sans concertation suffisante.

Visiblement furieux, Berlusconi a tenté à plusieurs reprises de l'interrompre, sans succès.

"TU ME CHASSES ?"

Poursuivant son réquisitoire, Fini a rappelé que la bonne prestation des candidats du gouvernement de centre droit aux régionales du mois dernier était surtout due à la Ligue, alors que le PDL a perdu des voix, notamment dans le Nord industriel.

A peine avait-il regagné son siège que Berlusconi, qui avait déjà pris la parole, s'est levé pour apporter la contradiction à son rival, lui répondant point par point.

Il lui a notamment demandé, s'il voulait participer de façon aussi offensive aux discussions internes au PDL, de démissionner de la présidence de la Chambre, un poste qui lui confère un statut particulier, "au-dessus des partis". Comme la tension montait, Gianfranco Fini s'est levé de son siège et, tendant un doigt accusateur, s'est dirigé vers l'estrade où parlait Berlusconi. "Qu'est-ce que tu fais, tu me chasses ?", a-t-il lancé au chef du gouvernement, avant que la réunion ne soit suspendue.

Fini a déclaré plus tard qu'il ne renoncerait pas à la présidence de la Chambre et ne quitterait pas davantage le PDL.

Pierluigi Bersani, dirigeant de centre gauche, a qualifié le duel de "spectacle hideux" révélant de profondes divisions. "Nous n'aurons aucune sorte de réformes tant que ce gouvernement sera en place", a-t-il déclaré aux journalistes.

Le chef de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, entend défendre son idée du fédéralisme fiscal, qui verrait les régions riches du Nord réduire leur aide à celles, plus pauvres, du Sud.

Gianfranco Fini, hostile aux projets décentralisateurs de la "Lega", s'était entretenu jeudi dernier avec Berlusconi dans un climat tendu de l'avenir de la coalition gouvernementale. "Il lui a demandé de choisir clairement: soit il continue de construire le PDL, soit il préfère privilégier ses relations avec Umberto Bossi", avait-on dit dans l'entourage de Fini.

Dans une lettre rendue publique mardi, cinquante parlementaires proches de Fini rejettent cependant toute idée de rupture de la coalition et

d'élections anticipées.

Fini et ses proches, issus de la mouvance néo-fasciste, ont procédé il y a une quinzaine d'années à un spectaculaire recentrage et apparaissent aujourd'hui comme des modérés par rapport aux partisans de la Ligue du Nord.

---

## **Thaïlande: trois morts et au moins 70 blessés après des attaques à la grenade. (23.04)**

**Reuters - 22.04**

DERNIERE INFO: Trois morts et au moins 70 blessés, selon un dernier bilan.

Nouvelles tensions en Thaïlande. Une explosion a retenti jeudi soir à Bangkok, quelques minutes après deux autres déflagrations, faisant trois morts et au moins 70 blessés, selon le vice-Premier ministre Suthep Thaugsuban à la télévision. Selon une source diplomatique, un Japonais et un Australien comptent parmi les blessés.

Le Premier ministre, Abhisit Vejjajiva, a convoqué une réunion d'urgence des responsables de la sécurité du pays, a indiqué un porte-parole officiel. Le gouvernement a annoncé que les grenades avaient été lancées depuis la zone contrôlée par les «chemises rouges», manifestants antigouvernementaux, a ajouté le vice-Premier ministre. Grenades M79

«Les M79 ont une portée d'environ 400 mètres et il est clair qu'elles ont été tirées de (...) l'endroit où les "chemises rouges" manifestent», a-t-il indiqué à l'issue d'une réunion extraordinaire de sécurité convoquée par le Premier ministre. Les «rouges» exigent la démission du gouvernement d'Abhisit Vejjajiva depuis la mi-mars et tiennent un important quartier de la capitale.

Les deux premières explosions avaient retenti près du quartier financier de la ville, quelques centaines de mètres derrière les «sans couleurs», des manifestants qui soutiennent le gouvernement d'Abhisit Vejjajiva. Un étranger a été évacué dans une ambulance, alors que les «chemises rouges» faisaient face à des manifestants pro-gouvernementaux. Tensions entre pro et anti-gouvernement

La tension, qui est brusquement retombée juste après les explosions, est ensuite remontée entre les deux groupes. Les «rouges» étaient protégés derrière des barricades de pneus et de bambous montées en début de semaine. Plusieurs centaines de policiers sont arrivés en renfort. L'armée thaïlandaise avait laissé entendre plus tôt dans la journée qu'une intervention musclée était imminente pour disperser les manifestants anti-gouvernementaux. Elle leur avait promis le «chaos» s'ils ne renonçaient pas à leur blocus du centre de Bangkok, la capitale du pays.

Le porte-parole de l'armée a lancé un avertissement aux «chemises rouges» qui exigent des élections anticipées et refusent de quitter un quartier touristique et commercial dans lequel ils se sont barricadés. «Afin de disperser la foule, les autorités prendront des mesures décisives et ce sera le chaos», a assuré le colonel Sunsern Kaewkumnerd.

«Vous pourriez être atteints par des balles perdues»

«Nous ne voulons pas que vous risquiez votre vie. S'il y a un affrontement, vous pourriez être atteints par des balles perdues», a-t-il ajouté. «Il ne vous reste pas beaucoup de temps. Merci de quitter les lieux et de vous signaler aux autorités». Cette menace s'accroît de jour en jour depuis lundi. Les «chemises rouges» font désormais face à des soldats armés de fusils d'assaut qui ont pris position pour les empêcher d'étendre encore leur territoire.

Et le pays tout entier redoute un nouveau bain de sang après la tentative ratée des militaires, le 10 avril, de déloger les manifestants d'un quartier de la vieille ville de la capitale. Les affrontements avaient fait 25 morts (19 civils, cinq militaires et un journaliste japonais) et plus de 800 blessés.

---

## **Espagne. Grande manifestation de soutien au juge Garzon à Madrid. (25.04)**

**AP - 24.04**

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Madrid et dans d'autres villes du pays pour soutenir le juge Baltasar Garzon. Le magistrat, qui avait notamment fait arrêter l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, est inculpé pour avoir outrepassé la loi d'amnistie couvrant les atrocités de la guerre civile espagnole et les premières années du franquisme.

Dans la capitale, les manifestants ont brandi des pancartes représentant le général Franco en vampire. Des vétérans de la Movida comme le réalisateur oscarisé Pedro Almodovar ont participé au défilé.

D'autres rassemblements de soutien au juge Garzon ont également eu lieu à Barcelone, dans le nord-est du pays, et dans une dizaine d'autres villes.

Une modeste contre-manifestation avait été organisée parallèlement à Madrid par la Falange Espanola, le parti fasciste qui avait soutenu la dictature franquiste.

Les pro-Garzon estiment que le magistrat est poursuivi pour des raisons politiques. Le juge a été inculpé d'abus de pouvoir enquêté pendant plusieurs mois à partir de l'été 2008 sur la disparition et l'exécution de plusieurs dizaines de milliers de personnes durant la guerre civile (1936-39) et les premières années de la dictature franquiste (1939-1975). Il aurait de ce fait sciemment passé outre une loi d'amnistie générale datant de 1977, deux ans après la mort du général Franco. S'il est reconnu coupable, il risque une suspension de 10 à 20 ans, ce qui pourrait signifier la fin de sa carrière.

"Il y a un tabou autour de la guerre civile. Garzon essaie de le briser et ils essaient de le réduire au silence", a estimé samedi l'un des manifestants, José Inocencio Rodriguez, conducteur de métro de 33 ans à Madrid.

---

## **En Finlande, le scandale sur le financement des partis politiques fait vaciller le premier ministre. (25.04)**

### **Le Monde - 24.04**

Les Finlandais découvrent, jour après jour, avec toujours plus d'incrédulité, l'ampleur du scandale du financement des partis politiques qui touche désormais le premier ministre.

L'affaire a éclaté il y a deux ans. "Mais le Parti du centre a attendu passivement que le nuage du scandale du financement électoral se dissipe de lui-même. Les affaires se sont succédé, et ce n'est que maintenant que les dirigeants réalisent qu'il ne disparaîtra pas de lui-même", note le journal Hufvudstadsbladet.

Les détails ont afflué ces derniers jours, révélant comment un groupe d'hommes d'affaires finlandais, constructeurs de grandes surfaces commerciales ou industrielles, a financé au moins 53 politiciens, dont la quasi-totalité a été élue et sept sont devenus ministres. La plupart d'entre eux sont membres du Parti du centre et du Parti conservateur, les deux principaux partis qui constituent la coalition gouvernementale. Ces derniers jours, les responsables centristes ont commencé à se dénoncer les uns les autres. Depuis cet automne, plusieurs responsables ont déjà démissionné.

L'enquête en cours montre que la figure de proue de ce groupe d'hommes d'affaires, Arto Merisalo, a eu des contacts directs avec l'actuel premier ministre, le centriste Matti Vanhanen, et avec d'autres hauts responsables lorsque le gouvernement a été formé.

Selon la presse finlandaise, les hommes d'affaires ont exercé leur influence pour placer leurs favoris au gouvernement. Le premier ministre est désormais acculé, depuis que des fuites dans l'enquête révélées à la mi-avril ont montré que M. Vanhanen connaissait ces hommes d'affaires, courriels à l'appui, alors qu'il a toujours prétendu le contraire.

Il avait notamment promis de fêter les bons résultats des élections avec eux dans sa résidence. A plusieurs reprises, il a accepté de poser les premières pierres ou de couper les rubans inauguraux de leurs réalisations. Le ministre du logement a récemment révélé que ces hommes d'affaires ont harcelé ses fonctionnaires, prétendant que le premier ministre lui-même était de tel ou tel avis.

Le financement des partis par les entreprises n'est en soit pas interdit en Finlande. Mais l'affaire a pris de l'ampleur, car de nombreux députés n'ont pas rapporté les sources de leur financement comme la loi les y oblige depuis les dernières élections législatives de 2007.

### **"Forme de retraite"**

Des élections anticipées sont réclamées depuis cet automne. Le gouvernement a jusqu'à présent résisté. Pourra-t-il tenir encore un an ? Matti Vanhanen a annoncé à Noël qu'il n'ira pas au bout de son mandat, officiellement parce qu'il doit subir une opération, et quittera ses fonctions avant les prochaines élections qui sont prévues en 2011.

"On ne sait pas si le gouvernement va tenir, constate Timo Soikkanen, professeur de sciences politiques à l'université de Turku. Le premier ministre a dit qu'il allait mettre fin à sa carrière, ce qui est une forme de retraite. Plus grave est l'énorme choc pour la plupart des Finlandais que ces hommes d'affaires puissent s'acheter une telle influence sur des hommes politiques." Timo Soikkanen voit déjà l'effet désastreux de cette affaire auprès de ses étudiants. "Ils disent que ça ne sert à rien de voter, car c'est l'argent qui décide. Nous sommes le pays avec le moins de corruption dans le monde, nous en sommes très fiers, et pourtant, il en reste encore."

La décision, mercredi, du gouvernement finlandais de donner son feu vert à deux nouvelles centrales nucléaires est entachée de cette même suspicion. "Les Finlandais sont en majorité contre le nucléaire, et pourtant le gouvernement vient de donner le feu vert à deux nouvelles

centrales. Pour mes étudiants, cela montre que quelqu'un a acheté de l'influence auprès du gouvernement."

---

## **Manifestation à Beyrouth en faveur de la laïcité. (26.04)**

### **Reuters - 25.04**

Quelque 3.000 personnes ont participé dimanche à Beyrouth à une "Laïque Pride", réclamant l'instauration du mariage civil et l'abolition du confessionnalisme politique dans ce pays de cinq millions d'habitants où cohabitent pas moins de 18 confessions religieuses.

"Le mariage civil, pas la guerre civile", proclamait une banderole, allusion au fait que lorsque deux personnes de confessions différentes veulent s'unir, elles doivent aller se marier à l'étranger, le plus souvent à Chypre, si aucun des conjoints ne souhaite se convertir à la religion de l'autre.

Le Liban a mis en place en 1943 un système de partage du pouvoir qui accordait aux chrétiens la majorité au Parlement et stipulait que le président doit être maronite, le Premier ministre un sunnite et le président du Parlement, un chiite.

L'accord de Taëf qui a mis fin à la guerre civile de 1975-1990 a donné aux musulmans la parité au Parlement et prévu l'abolition du confessionnalisme, mais le système persiste et des quotas basés sur la religion sont observés dans l'administration, l'armée et l'éducation.

"Nous ne pouvons vivre dans un pays où les professeurs d'université libanais ne peuvent être embauchés à plein temps que s'ils ne dépassent pas les quotas de l'année", explique Kinda Hassan, l'une des organisatrices de la manifestation.

"Nous ne pouvons vivre dans un pays où ils répartissent les postes de ministres en fonction de leur confession, non de leurs mérites".

### **DIFFICILE RÉFORME**

Les hommes politiques se sont jusqu'ici opposés aux tentatives de réformer le système électoral libanais, par exemple en introduisant la représentation proportionnelle pour diluer le pouvoir des factions basées sur le confessionnalisme.

"Le confessionnalisme affecte pratiquement tout le monde au Liban, que ce soit pour le mariage, l'emploi, la vie sociale", déplore Aman Makouk, une enseignante retraitée de 62 ans.

"Même au gouvernement pourquoi faut-il que le président soit un maronite? Ce pourrait être un musulman, un druze, ou quelqu'un d'autre".

"Au lieu de se débarrasser de cette mentalité, les gens s'y enferment de plus en plus".

"Le système libanais accorde une part du pouvoir à chaque communauté, ce qui n'est pas un petit acquis pour un pays aussi divisé dans une région violente et explosive", fait valoir Paul Salem, directeur pour le Proche-Orient du Carnegie Endowment for International Peace.

"Mais le système devrait permettre davantage de concurrence, de progrès et d'évolution", nuance-t-il en prônant une réforme électorale, la décentralisation et la fin des quotas au Parlement.

Mais des telles réformes seraient difficiles à faire adopter en raison de l'opposition de l'oligarchie au pouvoir.

"Dans tout pays où vous avez quatre ou cinq hommes politiques tenant le haut du pavé, ils ne vont pas partager volontiers leur pouvoir ou changer le système d'une manière qui les affaiblirait".

La peur est un autre obstacle à changer, ajoute Salem.

"Une personne peureuse s'accroche à ce qu'elle connaît. Et toute les communautés au Liban ont peur. Tout le monde a peur, tout le monde est une victime, de sorte qu'il est difficile de les convaincre de changer".

---

## **Grève des dockers en Grèce. (27.04)**

### **Reuters - 26.04**

Les dockers des plus grands ports de Grèce ont cessé le travail lundi en signe de protestation contre des mesures qui les exposeront à la

concurrence étrangère.

Le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne parlent de conditionner leur aide au gouvernement grec à l'adoption de nouvelles réformes. Les médias grecs rapportent que des représentants de l'UE et du FMI ont proposé une douzaine de pistes possibles pour réduire les coûts du secteur public.

La première mesure de ce genre - permettre aux navires de croisière étrangers de mouiller dans les ports grecs sans embaucher des équipages grecs - a été annoncée la semaine dernière et est à l'origine de la grève de lundi. Une soixantaine de dockers du Pirée ont empêché les 870 passagers du paquebot Zenith, essentiellement des Espagnols, d'embarquer ou de descendre de ce navire battant pavillon chypriote.

"Lever les restrictions existantes (...) signera l'arrêt de mort de la navigation de croisière sous pavillon grec, ainsi que des marins grecs", a expliqué Antonis Dalakogiorgos, qui est à la tête du syndicat panhellénique des marins.

---

## **Portugal. La classe moyenne portugaise, coincée entre crise et austérité. (29.04)**

### **Le Monde - 28.04**

Si elle était une chef d'entreprise comme les autres, Maria Isabel Jonet pourrait s'enorgueillir des courbes avantageuses de ses bilans annuels. Le volume des marchandises qui transitent dans ses entrepôts de la petite gare Alcantara, au centre de Lisbonne, où elle a son siège social, augmente d'année en année ; le nombre de ses "clients" aussi. Une évolution chiffrée dont cette femme énergique ne peut se satisfaire, car elle est le signe que le Portugal va mal.

Maria Isabel Jonet dirige la Banque alimentaire de Lisbonne. Les quarante tonnes de nourriture manutentionnée et conditionnée chaque jour par ses treize employés et par ses nombreux bénévoles secourent plus de 62 000 personnes dans la région, à travers 294 associations bénéficiaires.

Mme Jonet préside aussi la fédération des dix-sept banques alimentaires du pays, qui couvrent tout le territoire. Non seulement les besoins d'aide sont en augmentation depuis dix ans en raison d'une crise économique chronique, mais, constate-t-elle, "le visage de la pauvreté est en train de changer".

Aux personnes âgées et aux chômeurs sans qualification s'ajoutent, selon elle, "des travailleurs qualifiés qui avaient jusque-là un standing de vie compatible avec un rêve et une qualification. Etranglées par les crédits, ces familles doivent de surcroît admettre qu'elles ont failli". Le taux de chômage supérieur à 10 % - un record depuis les années 1980 - ne dit pas tout des difficultés de la population soumise à un nouveau plan de rigueur, moins de deux ans après s'être serré la ceinture pour ramener le déficit public de 6,1 % en 2003 à 2,6 % en 2008.

Endettée et déprimée, la classe moyenne portugaise sera à nouveau la plus durement touchée par les mesures annoncées au mois de mars par le gouvernement socialiste de José Socrates pour assainir les finances publiques. C'est elle qui bénéficiait en majeure partie des allocations et des déductions fiscales que le plan de stabilité et de croissance (PEC), présenté en mars à Bruxelles, entend réduire ou supprimer. "Pour s'en sortir, beaucoup de Portugais cumulent deux emplois, rappelle Mme Jonet. Quand ils en perdent un, ils ne sont pas comptabilisés parmi les chômeurs, mais leur situation devient intenable."

Pour Henrique Pinto, directeur de Cais, une importante ONG d'aide et de réinsertion des sans-abri, "l'émergence de travailleurs pauvres remonte aux années 2003-2004, notamment parmi les jeunes diplômés". Faute de débouchés, cette "génération 500 euros" doit se contenter de petits boulots non qualifiés.

Alors qu'ils avaient, jusqu'à une date récente, neuf fois plus de chances que les autres de trouver un emploi, les diplômés représentent désormais 10 % des chômeurs.

"La classe moyenne vit une érosion économique dont on n'a pas d'exemple récent, personne ne sait comment elle va réagir", confie le sociologue Antonio Barreto. Ces dernières semaines, les infirmières sont descendues deux fois dans la rue ; des grèves sporadiques secouent le secteur des transports et de l'énergie ; les enseignants menacent leur ministre de "partir en guerre". "Il y a du mécontentement et beaucoup de désorientation chez les gens, reconnaît Carvalho Da Silva, secrétaire général de la CGTP, la première organisation syndicale portugaise. La protestation se limite pour l'instant à certaines catégories, mais cela va s'élargir pendant l'année."

Sous le couvert de l'anonymat, une responsable d'une association d'aide sociale avertit que "jamais, depuis le 25 avril 1974, les conditions d'une implosion sociale n'ont été à ce point réunies".

A l'inverse, Paulo Mota Pinto, député du Parti social démocrate (PSD, droite), le principal parti d'opposition, interprète le relatif calme social de ce printemps comme "une sorte d'unité nationale face à l'attaque injuste des marchés contre le Portugal".

Pour Antonio Barreto, "les Portugais semblent avoir une capacité de résilience supérieure à celle d'autres peuples. D'une part, parce que l'Etat-providence, bien que très pauvre, existe quand même. D'autre part, parce que les salariés sont prêts à beaucoup de concessions pour sauver leur emploi".

Les Portugais acceptent, par exemple, que les salaires soient payés avec retard. Par le passé, ils ont déjà admis que l'année de quatorze mois puisse être amputée du "salaire de Noël" ou du "salaire de vacances". Et pourquoi refuser une baisse de salaire si c'est le prix à payer pour garder son poste de travail ? Il y a deux ans, moins de 4 % des travailleurs touchaient le salaire minimum (à peine 475 euros) ; aujourd'hui, ils seraient environ 15 % à percevoir le smic.

Pour M. Pinto, dont l'association prétend "éveiller les consciences" et "rappeler le gouvernement aux réels besoins de la population", la pauvreté est trop perçue comme une fatalité au Portugal : "De même que l'Union européenne oblige les Etats à réduire leur déficit public, rêve-t-il, il faudrait pouvoir sanctionner un gouvernement qui n'a pas réduit la pauvreté."

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos internationales.

- Portugal. Les Portugais manifestent contre le plan de rigueur. (30.05)
- Italie. Berlusconi défend le plan d'austérité, grève générale envisagée. (27.05)
- En Chine, des salariés doivent s'engager par écrit à ne pas se suicider. (27.05)
- Le Danemark à son tour frappé par la rigueur. (26.05)
- Espagne. Les syndicats espagnols appellent à la grève pour protester contre l'austérité. (26.05)
- Italie. Le gouvernement italien approuve un plan de 24 milliards d'euros d'économies budgétaires. (26.05)
- Espagne. PSOE = FMI. La réaction en trois actes. (25.05)
- Espagne. Appel à la grève dans les chemins de fer espagnols le 28 mai. (23.05)
- Espagne. Les fonctionnaires espagnols manifestent contre les baisses de salaire. (21.05)
- Colombie. Un défenseur des sans-terre assassiné en Colombie. (21.05)
- Madagascar. Affrontements entre des militaires et des policiers à Madagascar. (21.05)
- Grèce. Nouvelle grève contre l'austérité en Grèce. (21.05)
- Afghanistan : des talibans attaquent la plus grande base de l'OTAN. (20.05)
- Roumanie. Des dizaines de milliers de Roumains dans la rue contre l'austérité. (20.05)
- Thaïlande. Bangkok s'embrase après la chute du camp des "Chemises rouges". (20.05)
- Haïti. Manifestation contre le président Préval en Haïti. (19.05)
- USA. En plus de vingt ans, l'écart de richesse a quadruplé entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis. (19.05)
- Accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur le nucléaire. (18.05)
- Roumanie: les syndicats rejettent le plan d'austérité du gouvernement. (18.05)
- USA. Le Pentagone révèle ses expériences sous LSD. (15.05)
- Espagne : le juge Baltasar Garzon suspendu de ses fonctions. (15.05)
- Kirghizistan. Les partisans de Bakiev se soulèvent dans le sud du pays. (14.05)
- Espagne: les fonctionnaires appelés à débrayer le 2 juin. (14.05)
- Thaïlande. Bangkok: l'armée sort ses snipers, un chef militaire des Chemises rouges blessés. (14.05)
- Espagne. Le Tribunal suprême espagnole ordonne la tenue du procès du juge Garzon. (13.05)
- Turquie: le président convoque un référendum sur la réforme de la Constitution. (13.05)
- Grèce: les syndicats appellent à une nouvelle grève contre la réforme des retraites. (13.05)
- Grèce. Manifestation à Athènes contre le plan d'austérité. (13.05)
- Allemagne. La coalition d'Angela Merkel perd les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie. (10.05)
- Grèce: grève générale contre les mesures d'austérité, trois morts dans un incendie lors d'émeutes. (06.05)
- Kirghizistan. Les liens entre Washington et le régime déchu du Kirghizistan font polémique. (05.05)
- Un accord UE-Inde pourrait restreindre l'accès aux médicaments génériques dans les pays pauvres. (03.05)
- Népal. Grève générale au Népal à l'appel des maoïstes. (03.05)
- Egypte. Des Egyptiens manifestent pour le relèvement du salaire minimum. (03.05)
- Portugal, Irlande, Grèce et Espagne : la claque sociale. (02.05)



## **Portugal, Irlande, Grèce et Espagne : la claque sociale. (02.05)**

### **Eco89 - 30.04**

Baisse des salaires, augmentation des impôts et des taxes, recul de l'âge de la retraite... Alors que la reprise se fait fragile, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal, adoptent une rigueur budgétaire drastique pour venir à bout de déficits importants. Tour d'Europe des mesures d'austérité et de leurs conséquences sociales.

Grèce : l'arsenal de mesures pour faire bonne figure

En octobre 2009, le pays revoit à la hausse sa prévision de déficit public pour l'année à 12,5% contre 3,7% du PIB auparavant. L'ampleur de la dette publique grecque, quelques 300 milliards d'euros, révélée en décembre par le nouveau gouvernement socialiste, affole les marchés financiers.

Dès la mi-décembre, le Premier ministre socialiste Georges Papandréou annonce un plan de rigueur, renforcé en février et depuis, toujours plus drastique.

Le plan d'économie de 10 milliards d'euros, annoncé en janvier, provoque une série de manifestations en Grèce où cette panoplie de mesures n'épargne aucun secteur. Ont ainsi été annoncés :

- \* la suppression du 14e mois de salaire des fonctionnaires,
- \* des coupes de 12% des allocations,
- \* une baisse de 10% des dépenses de santé pour l'année 2010.

Le gouvernement pourrait aller plus loin. Les discussions portent désormais sur :

- \* le gel des salaires sur trois ans,
- \* le recul de l'âge de la retraite de 53 ans à... 67 ans,
- \* l'augmentation des taxes à la consommation.

Les taxes sur le tabac et sur l'alcool ont été augmentées de 20% et la TVA, rehaussée de 19% à 21%. Les bonus bancaires du secteur public sont supprimés, ceux du secteur privé seront taxés à hauteur de 90%.

Face à cette cure d'austérité, les manifestations se multiplient en Grèce. Despina Spanou, membre du syndicat ADEDY de la fonction publique, interrogé par Reuters, a évoqué la tension grandissante dans le pays :

« C'est une catastrophe ! Le gouvernement a franchi la ligne jaune. Nous ne pouvons vivre de cette manière. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour combattre ces mesures, parce que c'est une bataille pour notre survie. »

Le Premier ministre s'est justifié, considérant qu'il ne saurait y avoir de ligne jaune :

« Nombreux sont ceux qui parlent de lignes jaunes. La seule ligne jaune, c'est l'intérêt de notre pays. Aujourd'hui, la première des priorités, c'est la survie de la nation. Voilà la ligne jaune. »

Le 5 mai, une grève générale du secteur public et privé et une manifestation dans Athènes sont programmées pour défendre les « droits sociaux et économiques des travailleurs face aux exigences de l'Union européenne et du FMI ».

Irlande : on ne touche pas aux entreprises

Désormais, c'est le « I » de l'Irlande qu'il faut entendre dans l'acronyme anglophone PIGS (Portugal, Italie, Grèce et Espagne) qui désigne ces États fragiles d'Europe.

Durement touchée par la crise financière de l'automne 2008, l'Irlande a vu son déficit budgétaire atteindre pratiquement 12 % du PIB. Dès le début de l'année 2009, le gouvernement a imposé d'importantes réductions de dépenses et augmentations d'impôts.

Dans le secteur public :

- \* les départs à la retraite ne sont pas remplacés,

- \* les primes sont supprimées,

- \* les salaires des fonctionnaires (qui représentent 18% des emplois en Irlande) ont été réduits de 5% à 15%. Objectif : faire une économie de plus d'un milliard d'euros.

Les allocations sociales ont toutes été réduites, y compris pour les chômeurs tandis que le taux de chômage avoisine les 12%.

Une taxe carbone et une taxe sur l'eau (jusque ici gratuite) ont été instaurées. Une hausse générale des impôts sur les revenus a également été décidée.

Alors que ce programme touche d'abord les particuliers, Thomas Piketty relevait, en avril 2009 dans Libération, que la rigueur ne s'imposait pas aux entreprises :

« Ce qui frappe le plus, dans ce climat de crise extrême, c'est que le gouvernement s'acharne à maintenir son taux ultra-réduit de 12,5% d'impôts sur les bénéfices des sociétés.

Brian Lenihan l'a dit et répété le 7 avril : il est hors de question de revenir sur la stratégie qui a fait la fortune du pays depuis les années 1990, en attirant les sièges sociaux de multinationales et les investissements étrangers.

« Mieux vaut ponctionner lourdement la population irlandaise que de prendre le risque de tout perdre en faisant fuir les capitaux internationaux. »

Un an après, la situation financière de l'Irlande s'est améliorée mais pas celle des Irlandais. Le gouvernement s'est engagé à ne pas baisser davantage les salaires mais poursuit son tour de vis.

Après des économies budgétaires de 3 milliards d'euros en 2009, ce sont 4 milliards d'euros qui seront économisés en 2010 dont 760 millions d'euros dans les dépenses sociales.

John Monaghan, professeur au Trinity College de Dublin, interrogé par le Wall Street Journal, fait observer :

« On dit aux gens que c'est indispensable pour maintenir l'économie à flot. Mais la colère gronde. »

Portugal : la rigueur à nouveau

En mars, le gouvernement portugais s'est engagé à prendre toutes les mesures d'austérité nécessaires pour assainir ses finances publiques. Déjà fragile avant la crise, le Portugal, contrairement à la Grèce, connaît depuis longtemps une politique de rigueur (entre 2005 et 2008). Renforcée, elle fragilise des salariés qui consentent déjà à beaucoup de sacrifices.

Au programme :

- \* le gel des salaires dans la fonction publique pendant quatre ans,

- \* la réduction et la suppression de certaines allocations (notamment celles pour l'emploi des jeunes),

- \* le remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Les salaires n'ont pas été réduits : le salaire minimum est de 450 euros et le salaire moyen de 600 euros. Le gouvernement a également annoncé un plan de privatisations qui devrait rapporter près de 6 milliards d'euros.

Interrogée par Toute l'Europe, Ana Navarro Pedro, journaliste de l'hebdomadaire généraliste Visão, parle d'une situation d'urgence au Portugal :

« On a donc pour l'instant une double crise : un état d'appauvrissement de la population, qui provoque des grèves, extrêmement rares dans le pays, ainsi que de profondes divisions y compris au sein du Parti socialiste.

[...] Les dernières mesures annoncées sont considérées comme inadmissibles même par les socialistes les plus libéraux. Parce qu'au bout de cinq ans de rigueur, on voit une population absolument exsangue. »

Le sociologue Antonio Barreto a lui aussi décrit au Monde une situation sociale de plus en plus tendue : /

« La classe moyenne vit une érosion économique dont on n'a pas d'exemple récent, personne ne sait comment elle va réagir.

[...] Ces dernières semaines, les infirmières sont descendues deux fois dans la rue, des grèves sporadiques secouent le secteur des transports et de l'énergie, les enseignants menacent leur ministre de "partir en guerre". »

Espagne : le chômage galopant

Face à un déficit élevé (11,2% du PIB) et un taux de chômage record (20%), le gouvernement socialiste espagnol a engagé au début de l'année un plan d'économie budgétaire de 50 milliards d'euros sur trois ans :

\* la pression fiscale va augmenter d'environ 1% du PIB pour des recettes supplémentaires estimées à 11 milliards d'euros,

\* la TVA passera de 16% à 18%,

\* les embauches dans la fonction publique sont gelées,

\* les indemnités de licenciement baissées,

\* l'âge de départ à la retraite passe de 65 à 67 ans.

De quoi se mettre à dos les syndicats pour la première fois.

En dépit de ces efforts, l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note de la dette du pays ce jeudi 29 avril.

Alors que l'opposition somme le gouvernement de réagir, José Luis Zapatero affiche un optimisme à toute épreuve : son pays n'est pas la Grèce. Son plan d'austérité sera appliqué « à tout prix », avait-il assuré au Financial Times, mais pour l'instant, Zapatero hésite à engager de nouvelles coupes budgétaires tant la situation sociale est fragile.

Le seul secteur du bâtiment (30% des emplois en Espagne) traverse une crise sans précédent. Au début de l'année 2007, le nombre annuel des permis de construire était de 1,5 million. Ce chiffre a chuté depuis de 96%, pour atteindre seulement 60 000 permis de construire délivrés en 2009.

France : l'austérité ?

Ces politiques de rigueur, appliquées aujourd'hui dans les pays de la Zone euro dits « fragiles », pourraient être engagées ailleurs en Europe.

En mars, l'agence Fitch a maintenu le « AAA » de la France mais a évoqué le risque d'une « dérive budgétaire ». « Partout, on fait pression pour réduire les dépenses sociales. En France, on n'échappe pas non plus à la pression des marchés », explique Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE. Les tensions sociales qui en découlent sont inévitables :

« On augmente les taux de TVA, on réduit les salaires, les dépenses sociales, on impose davantage des ménages fragilisés... Tout cela pèse évidemment sur la consommation et nous replonge dans la crise.

C'est compliqué d'en sortir si les marchés continuent de se méfier et de spéculer contre les Etats. Les dettes sont dangereuses. »

En France, le mot « rigueur » n'a pas encore été prononcé. Mais pour atteindre l'objectif d'un déficit inférieur de cinq points d'ici 2013, il faudra en passer par des coupes budgétaires importantes.

Selon Eric Heyer, directeur adjoint du département d'analyses de l'OFCE (Sciences-Po), interrogé par Mediapart, Nicolas Sarkozy privilégie la rigueur... sans rien en dire. Après avoir décortiqué le programme pluriannuel des finances publiques, Eric Heyer avertit :

« L'austérité est programmée en 2010 et en 2011. Nicolas Sarkozy a prévu de contrôler ses dépenses avec une politique restrictive, qui ne manquera pas de brider la croissance. »

Là où le mot « rigueur » a bien été prononcé -et ce, sans complexe-, c'est au niveau des départements. Gilles Carrez, député UMP chargé par l'Elysée d'une mission sur les finances locales, prône le gel des contributions annuelles aux collectivités locales.

A cette annonce, Arnaud Montebourg, président socialiste du conseil général de Saône-et-Loire, a répondu que ce gel risquait surtout de favoriser la création de « petits phénomènes grecs » sur tout le territoire français. Les départements financent les allocations universelles. Selon le député, 90% des dépenses sont liées à ces protections sociales que l'Etat devrait prendre en charge :

« Pour faire face à cette situation, nous sommes obligés d'augmenter les impôts et de diminuer drastiquement les dépenses. C'est ce qui s'est passé en Seine-Saint-Denis mais aussi chez moi, en Saône-et-Loire.

Il est anormal de faire financer la solidarité nationale par les impôts locaux. Là où les collectivités sont riches, elles peuvent se payer une protection sociale et là où elles sont pauvres, elles ne peuvent pas. »

---

## **Des Egyptiens manifestent pour le relèvement du salaire minimum. (03.05)**

### **Reuters - 03.05**

Un demi-millier de personnes, syndicalistes, fonctionnaires et membres de groupes d'opposition, ont manifesté dimanche au Caire pour réclamer un relèvement du salaire minimum, fixé depuis 1984 à 35 livres (6,5 dollars) par mois.

En pratique, le salaire minimum pratiqué tourne autour de 18 dollars par mois, mais les manifestants veulent que le gouvernement exécute une décision de justice qui relèverait le chiffre et aiderait des millions de personnes défavorisées à faire face à la hausse des prix.

Les manifestations, bien que modestes, se sont récemment multipliées en Egypte, sur fond d'incertitudes quant à l'avenir politique. Au pouvoir depuis près de trente ans, le président Hosni Moubarak, qui fêtera ses 82 ans cette semaine, n'a pas dit s'il briguerait un nouveau mandat l'an prochain.

Certains manifestants ont bravé la loi d'urgence pour réclamer davantage de libertés politiques.

Mais dans un pays où, selon l'Onu, le PIB par habitant est de 1.780 dollars, les revendications politiques risquent de passer derrière les besoins plus immédiats d'amélioration des salaires et de lutte contre le chômage.

"Les prix augmentent et les salaires des ouvriers baissent. La viande est devenue un luxe que la plupart d'entre nous ne peuvent s'offrir", explique Hicham Oakal, ouvrier dans une usine du delta du Nil.

Dimanche, dans le centre du Caire, les manifestants, entourés par des centaines de membres des forces de sécurité, scandaient "Nous voulons des salaires suffisants pour le mois" et réclamaient le départ de Moubarak.

Selon le Land Centre for Human Rights, le nombre de manifestations d'ouvriers a augmenté en Egypte, passant de 97 en 2002 à 742 en 2009.

---

## **Grève générale au Népal à l'appel des maoïstes. (03.05)**

### **Reuters - 02.05**

Des milliers de militants maoïstes parcourent dimanche les rues de la capitale népalaise Katmandou, en veillant à ce que la grève générale d'une durée indéterminée à laquelle ils ont appelé soit bien suivie.

Magasins et écoles sont restés fermés dimanche, qui est un jour ouvré au Népal, et les transports publics ainsi que les taxis ne circulaient plus.

Des dizaines de milliers de partisans des anciens rebelles, partis des campagnes, ont afflué samedi dans Katmandou, où ils entendent faire pression sur le gouvernement pour qu'il démissionne et laisse place à un cabinet dirigé par les maoïstes.

Les militants se sont ainsi répandus à travers la ville en empêchant l'ouverture des magasins et en paralysant la circulation. Nombre d'entre eux scandaient: "Dissolution du gouvernement! Formez un gouvernement national!".

Les anciens rebelles ont dirigé un gouvernement de coalition en 2008 après une victoire surprise aux élections d'une assemblée constituante. Mais l'année suivante, ils ont claqué la porte du gouvernement, le chef de l'Etat refusant de limoger le chef des forces armées comme ils le réclamaient.

## **Un accord UE-Inde pourrait restreindre l'accès aux médicaments génériques dans les pays pauvres. (03.05)**

### **AP - 02.05**

Un accord de libre-échange négocié entre l'Union européenne et New Delhi pourrait réduire l'accès de millions de personnes dans les pays pauvres à des médicaments génériques bon marché fabriqués en Inde, affirment les détracteurs du projet.

Des organisations non gouvernementales, dont Médecins sans frontières, et des entreprises indiennes estiment que les règles sur la propriété intellectuelle proposées par les Européens entraveront la production des médicaments génériques indiens à bas coûts utilisés en Inde et dans de nombreux pays en développement.

"Le sort de millions d'Indiens pauvres sera décidé par un accord de libre-échange avec l'Europe", déclare Amar Lulla, un responsable de Cipla, l'un des plus gros producteurs indiens de génériques. "Si les droits de propriété industrielle l'emportent sur les droits des patients, ce serait un génocide".

Depuis les années 1970, l'Inde produit des médicaments pour les pays en développement et a révolutionné le traitement de maladies comme le SIDA, la tuberculose et le paludisme avec des génériques bon marché. Elle fabrique aujourd'hui 20% des génériques dans le monde, selon PricewaterhouseCoopers.

L'Europe affirme que rien dans l'accord en négociation n'empêchera l'Inde de continuer à jouer ce rôle. "L'UE s'engage pleinement à garantir que les personnes dans les pays les plus pauvres aient accès à des médicaments abordables", assure John Clancy, porte-parole de l'UE pour les questions commerciales.

"Rien dans l'accord proposé ne limiterait la liberté de l'Inde de produire des médicaments vitaux pour l'exportation", précise-t-il. "La Commission européenne a même proposé une clause légalement contraignante dans les négociations à cet effet."

L'UE et l'Inde espèrent signer l'accord en octobre. Les tractations se déroulent en secret, mais l'Associated Press a eu accès à un document de travail de février 2009 contenant des mesures controversées: elles allongeraient la protection des droits de propriété industrielle jusqu'à cinq ans et introduiraient la notion d'"exclusivité des données", qui pourrait contraindre les producteurs de génériques à de longs et coûteux essais cliniques, faute de ne plus pouvoir utiliser les données des grands laboratoires.

Le projet d'accord actuel contient des clauses similaires, selon des sources proches du dossier. Et Alexandra Heumber, de Médecins sans frontières (MSF), souligne que les déclarations de bonnes intentions de l'UE resteront vaines tant que ces mesures ne seront pas retirées du projet. "Ces dispositions retarderaient la concurrence et prolongeraient le monopole de l'industrie pharmaceutique", explique-t-elle.

Les entreprises indiennes craignent que l'accord n'affecte les fabricants indiens de génériques et ne rendent les médicaments plus chers dans le pays. Amit Mitra, secrétaire général de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes, un influent groupe de pression, estime que l'accord est en l'état inacceptable. "Je pense que notre gouvernement n'acceptera pas quelque chose qui entraverait la capacité de l'Inde à produire des médicaments bon marché dans le domaine des génériques", souligne-t-il.

L'accord en vue avec l'Europe n'est pas la seule menace potentielle pour l'industrie indienne des génériques. La longue méfiance entre les producteurs indiens de génériques et les grandes compagnies pharmaceutiques internationales s'estompe et certains analystes pensent l'Inde finira par adopter elle-même des règles plus strictes sur les droits de propriété intellectuelle.

Sujay Shetty, de PricewaterhouseCoopers, note que les dix plus grandes compagnies pharmaceutiques indiennes ont consacré en 2008 480 millions de dollars (363 millions d'euros) à la recherche et au développement, même si aucune n'a introduit de nouveau médicament sur le marché. Ces dernières années, l'Europe et les Etats-Unis ont utilisé des accords de libre-échange bilatéraux pour renforcer les règles de propriété intellectuelle au-delà de ce qu'impose l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces mesures sont censées soutenir l'innovation et l'investissement, mais leurs détracteurs notent qu'elles ont pour principal effet de faire grimper le coût des médicaments dans les pays pauvres.

Avec l'Inde, les enjeux sont de taille. MSF estime acheter 80% de ses traitements contre le SIDA à l'Inde. Le producteur indien Cipla précise de son côté qu'il fournit des médicaments à un malade du SIDA sur trois en Afrique.

L'Afrique du Sud, qui compte 5,7 millions de personnes contaminées par le VIH, un record mondial, distribue gratuitement des médicaments aux malades du SIDA. La plupart sont des génériques indiens.

## **Les liens entre Washington et le régime déchu du Kirghizistan font polémique. (05.05)**

### **AP - 02.05**

La ronde des avions américains a repris sur la base de Manas, près de Bichkek, la capitale du Kirghizistan. Le transit logistique et humain vers l'Afghanistan se poursuit sur ce lieu stratégique d'Asie centrale, où les Américains sont déployés depuis décembre 2001. L'insurrection du 7 avril, qui a mis à bas le régime de Kourmanbek Bakiev, a causé des sueurs froides à Washington, où l'on a craint une remise en cause des accords passés avec le président déchu. Le gouvernement provisoire n'a rien fait de tel, prolongeant, le 16 avril, le bail d'un an. Il a d'autres priorités : rédiger une nouvelle Constitution et organiser des élections générales en octobre.

Pourtant, une certaine agitation se développe aux Etats-Unis et à Bichkek sur les dessous des relations entre l'administration américaine (sous les présidences de George Bush, puis de Barack Obama) et le régime kirghiz, renversé par la rue. Plusieurs questions émergent : Washington a-t-il volontairement permis à la famille Bakiev de s'enrichir sur les livraisons de carburant à la base de Manas, pour s'attirer ses faveurs ? Plus largement, quel prix faut-il payer pour s'assurer la stabilité d'un pays stratégique - une stabilité au demeurant fort douteuse ?

Dimanche 2 mai, le gouvernement provisoire kirghiz a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les livraisons de carburant à la base de Manas depuis 2005 et la "révolution des tulipes", qui avait porté M. Bakiev au pouvoir. En cinq ans, 1,8 million de tonnes de carburant ont été fournies sans payer de droits de douane, a précisé le parquet de Bichkek. La base de Manas et l'argent qu'elle génère sont devenus pour l'opposition et le peuple un symbole de l'accaparement des richesses nationales par le clan présidentiel. L'un des fils du chef de l'Etat, Maxim, se serait trouvé derrière les structures recevant le carburant de la Russie à des prix très amicaux puis les revendant aux Américains au tarif mondial.

Un tel système aurait permis de dégager des dizaines de millions de dollars par an, une somme colossale vu l'anémie de l'économie kirghize. Washington était pourtant sensibilisé à ce schéma, puisque le prédécesseur de M. Bakiev, Askar Akaïev, avait utilisé le même. Après son renversement en 2005, le FBI avait pisté l'argent sur des comptes à l'étranger.

Le nouveau gouvernement provisoire, à Bichkek, compte réviser les contrats concernant la base de Manas. En 2009, les Etats-Unis ont accepté le triplement du prix de la location, qui est passé de 18 à 60 millions de dollars par an. Cet effort avait pour objectif de renverser une décision du régime kirghiz, désastreuse pour Washington : la fermeture de la base annoncée en février 2009 par M. Bakiev qui avait obtenu de la Russie une aide d'urgence et des investissements à hauteur de 2 milliards de dollars.

Son revirement a été salué par Washington, si l'on en juge par le silence de l'administration américaine au moment de l'élection présidentielle kirghize, en juillet 2009, pourtant critiquée par les organisations non gouvernementales.

### Critiques des Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le soutien inconditionnel au régime Bakiev est aujourd'hui en question. L'ambassade américaine à Bichkek fait l'objet de vives critiques. Des auditions ont été lancées à la Chambre des représentants, par la sous-commission à la sécurité nationale et aux affaires étrangères. C'est devant elle, le 22 avril, qu'Eugene Huskey, spécialiste du Kirghizistan et professeur de sciences politiques à l'université de Stetson, en Floride, a apporté un éclairage cru sur les errements de la politique américaine.

Il a, en particulier, raconté ses rencontres à Bichkek, depuis deux ans, avec les leaders de l'opposition au président Bakiev. "Ils se plaignaient que, pour la première fois depuis l'époque soviétique, ils n'avaient plus aucun contact avec l'ambassade américaine", a-t-il expliqué. "Nous sommes ici aujourd'hui (devant la commission), a résumé M. Huskey, parce que les Etats-Unis ont essayé de satisfaire un dictateur."

## **Grèce: grève générale contre les mesures d'austérité, trois morts dans un incendie lors d'émeutes. (06.05)**

### **AP - 05.05**

Les manifestations en Grèce contre les nouvelles mesures d'austérité imposées par le gouvernement pour sortir de la crise ont dégénéré mercredi sur fond de grève générale à l'appel des syndicats du public et du privé. Selon les pompiers, trois personnes ont péri dans un incendie qui a éclaté dans une banque d'Athènes lors d'émeutes.

A Bruxelles, la Commission européenne s'est voulue rassurante, affirmant que le cas grec était "unique" et que le plan d'aide permettrait

d'endiguer la crise dans les autres pays de l'UE. Le commissaire européen Olli Rehn a ainsi qualifié d'"excessive" la crainte des marchés de voir l'Espagne et le Portugal entraînés dans la crise.

Au total, quelque 100.000 personnes sont descendues dans les rues en Grèce, selon des estimations, pour exprimer leur colère face aux nouvelles mesures d'austérité drastiques imposées par le gouvernement en contrepartie du plan d'aide cofinancé par les pays de la zone euro et le Fonds monétaire international.

Dans la capitale, plus de 25.000 personnes selon les estimations officielles (environ 60.000 selon d'autres) ont défilé en scandant "Athènes, Bruxelles, écoutez bien: cette protestation ne s'arrêtera jamais", lors de manifestations séparées. Quelque 1.500 policiers avaient été déployés pour ces rassemblements.

De violents incidents ont éclaté à Athènes, où des dizaines de manifestants ont tenté de forcer un cordon de police autour du Parlement, aux cris de "Voleurs, voleurs". D'autres troubles ont suivi, des centaines de personnes s'en prenant à des devantures de magasins et lançant des pierres en direction des policiers qui ont riposté par des jets de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes.

Des protestataires ont également jeté des cocktails Molotov sur des policiers, des bâtiments, incendié des barricades, des voitures et un camion de pompiers. Dans un des bâtiments en feu, une succursale de la banque Marfin dans le centre d'Athènes sur le parcours de la manifestation, les pompiers ont retrouvé les corps de trois victimes. Cinq autres personnes qui avaient trouvé refuge sur un balcon de l'immeuble, à l'étage, ont été secourues.

"Il nous a fallu un quart d'heure pour arriver sur place, parce qu'il était très difficile d'y accéder", a commenté un porte-parole des pompiers, Panayiotis Falaras. On ne sait pas si les victimes sont mortes brûlées ou asphyxiées par les fumées, a-t-il dit. Les personnes décédées sont deux femmes et un homme, a déclaré Filipos Petsalnikos, président du Parlement où une minute de silence a été observée à leur mémoire.

Des violences ont aussi éclaté à Thessalonique (nord), où quelque 20.000 personnes ont défilé, des jeunes brisant des vitrines de magasins et d'établissements de restauration rapide.

Cette explosion de colère semblait plus spontanée que les fréquents heurts entre policiers et jeunes anarchistes, qui déclenchent souvent des violences lors de manifestations en Grèce.

La grève générale de 24 heures a totalement paralysé le pays, clouant les avions au sol, et entraînant l'arrêt des trafics ferroviaire et maritime. Les écoles, les hôpitaux, les centres d'impôt et les sites grecs restaient fermés, alors que les commerçants ont été appelés à fermer boutique.

Si les syndicats des secteurs privé et public reconnaissent que le gouvernement se devait de réduire considérablement ses dépenses pour s'assurer le plan d'aide de 110 milliards d'euros des pays de la zone euro et du FMI, ils déplorent que ce soit les Grecs les plus modestes qui doivent en subir les conséquences par une baisse des salaires et des retraites.

"Il y a d'autres choses que le gouvernement peut faire avant de réduire les pensions de retraités qui ne touchent que 500 euros par mois", expliquait mercredi Spyros Papaspyros, responsable du syndicat des fonctionnaires ADEDY.

"Ces mesures sont unilatérales et injustes. Nous comprenons la difficulté de la situation financière mais nous devons manifester parce qu'ils réduisent nos salaires", déclarait de son côté Giorgos Vassilopoulos, représentant du syndicat des Travailleurs de la Poste grecque. "Certains d'entre nous perdent 20% de leurs salaires".

"Nous serons dans les rues chaque jour, chaque jour! On ne gagne jamais sans se battre", lançait Constantinos Doganis, un retraité de 76 ans qui touche 345 euros par mois de pension.

Une commission parlementaire devait examiner ces nouvelles mesures d'austérité mercredi après-midi, avant leur vote jeudi. Le Premier ministre grec Georges Papandréou dispose d'une confortable majorité au Parlement, qui devrait lui permettre de réunir une majorité simple de 151 voix, en dépit des critiques des partis d'opposition.

Selon le plan d'aide à Athènes, les 15 autres pays de la zone euro vont étendre leurs prêts à la Grèce à des taux d'intérêt de 5% au lieu des taux prohibitifs de 10% qui lui sont actuellement appliqués sur le marché international.

En Allemagne, Angela Merkel a exhorté mercredi les parlementaires à approuver le plan d'aide de 22,4 milliards d'euros sur trois ans accordé à la Grèce, jugeant que "l'avenir de l'Europe" était en jeu. Cette enveloppe, présentée mercredi au Parlement, devrait être approuvée d'ici à vendredi. Pour sa part, le Conseil du FMI a annoncé mardi qu'il se réunirait dimanche pour approuver un prêt de 40 milliards de dollars (30 milliards d'euros) à la Grèce.

Les marchés continuent de s'inquiéter du risque de contagion de la crise grecque à d'autres pays de la zone euro en difficulté, tels que le

Portugal et l'Espagne.

Dans un entretien publié mercredi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France", le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn estime que le "plan grec a été aussi dimensionné" pour éviter un risque de contagion en Europe, reconnaissant qu'il existe "toujours des risques" et que chacun doit rester "extrêmement vigilant".

## **La coalition d'Angela Merkel perd les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie. (10.05)**

**AP - 09.05**

Un lourd revers pour Angela Merkel: d'après les résultats définitifs, sa coalition de centre-droit a perdu dimanche les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie, une défaite qui prive la chancelière allemande de sa majorité à la chambre haute du Parlement fédéral, le Bundesrat.

La CDU (Union chrétienne-démocrate) d'Angela Merkel a remporté 34,6% des suffrages, soit 10 points de moins que lors du précédent scrutin en 2005, et leur pire score depuis 1945. Les libéraux du FDP emportent 6,7%, sur la totalité des circonscriptions dépouillées.

L'opposition, les sociaux-démocrates du SPD ont obtenu 34,5% des voix, les Verts 12,1%, et les radicaux de La Gauche 5,6%. Le score de l'opposition ne permet cependant pas encore de savoir le gouverneur chrétien-démocrate sortant, Jürgen Rüttgers, devra abandonner cette région de 18 millions d'habitants. Les sociaux-démocrates alliés aux Verts sont en dessous de la majorité, avec respectivement 67 et 23 élus. Ils devront donc composer un attelage inédit à ce jour avec la Gauche (11 élus), ou tenter une grande coalition régionale avec les conservateurs, qui détiennent 67 sièges désormais, les Libéraux en conservant 13.

Ce scrutin organisé dans ce land du sud de l'Allemagne, le plus peuplé du pays, était le premier test électoral du second mandat de Mme Merkel, entamé en octobre à la tête d'une coalition rassemblant chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et libéraux (FDP).

Cette échéance a plané sur les efforts européens pour résoudre la crise grecque. L'opposition avait imputé les réticences premières d'Angela Merkel à débloquer des fonds pour Athènes à la proximité de ce scrutin, accusant la chancelière de vouloir éviter de prendre une décision impopulaire juste avec l'élection.

Quelque 13,5 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dimanche en Rhénanie du Nord-Westphalie. Ce land de l'ouest du pays, qui comprend notamment Cologne, Düsseldorf et la région industrielle de la Ruhr, a été dirigé par le SPD pendant près de 40 ans avant de tomber dans l'escarcelle de la CDU en 2005.

"Cela sonne bien sûr comme un avertissement pour les partis au gouvernement et le peuple doit savoir qu'il a été entendu", a expliqué le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle, du FDP. "Nous devons faire un effort pour regagner la confiance perdue en travaillant dur et bien".

"C'est un résultat décevant à tout point de vue", a confirmé Wolfgang Bosbach, un parlementaire influent de la CDU.

L'image de la coalition de Mme Merkel a souffert de divisions internes et de la crise de la dette en Grèce.

"Il y a trop de disputes sur la scène publique", a confirmé dimanche soir un collaborateur de la chancelière. Le secrétaire général des chrétiens-démocrates, Hermann Gröhe, a lui pointé "l'incertitude générale, les inquiétudes des gens concernant la stabilité de l'euro, la situation en Grèce".

Une majorité d'Allemands étaient opposés à une aide financière à Athènes et la chancelière s'est vu reprocher ses atermoiements dans ce dossier. Le Parlement a finalement approuvé l'octroi d'un prêt de jusqu'à 22,4 milliards d'euros sur trois ans dans le cadre de l'aide triennale à la Grèce de 110 milliards d'euros accordée par les 15 autres pays de la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI). "Une monnaie stable est l'alpha et l'oméga de la prospérité et de la sécurité", s'est justifiée Mme Merkel samedi.

La coalition au pouvoir -CDU/CSU et libéraux du FDP- tient 37 des 69 sièges au Bundesrat, qui représente les 16 Etats régionaux. Perdre les six de Rhénanie du Nord-Westphalie va obliger Mme Merkel à marchander avec l'opposition pour faire passer la plupart de son programme et compromettre probablement une réduction des impôts censée donner un coup de fouet à l'économie, mais à laquelle les sociaux-démocrates (SPD) du centre-gauche s'opposent.

Plus que la Grèce, les dissensions internes à la coalition au pouvoir à Berlin ont sans doute aussi pesé sur les élections de dimanche. Libérée l'an dernier de la grande coalition avec le centre-gauche, la CDU/CSU est aujourd'hui confrontée à des divergences de vues avec le FDP, qui milite notamment pour d'importantes et rapides réductions d'impôts.



## **Grèce. Manifestation à Athènes contre le plan d'austérité. (13.05)**

### **Reuters - 12.05**

Quelque 2.000 Grecs ont défilé jusqu'au Parlement à Athènes pour protester contre la réduction des dépenses et la hausse des impôts, alors que la Grèce a reçu une première tranche de 5,5 milliards d'euros dans le cadre de l'aide promise par le FMI et l'Union européenne en échange de mesures d'austérité.

Les manifestants brandissaient des banderoles disant "Annulez maintenant l'accord FMI-UE" et "Si nous ne réagissons pas, nous mourrons de faim".

Les syndicats des secteurs public et privé grecs ont appelé à une nouvelle grève générale de 24 heures le 20 mai pour maintenir la pression sur le gouvernement.

Il y a une semaine, une manifestation avait réuni 50.000 personnes et avait été marquée par la mort de trois personnes dans l'incendie d'une succursale de banque visée par des jets de cocktails molotov.

Mais les fréquentes manifestations du soir telles que celle de mercredi attirent généralement moins de monde. On s'attend à ce que les manifestants soient plus nombreux le 20 mai.

Les syndicats affirment que le plan UE-FMI aggravera les difficultés des pauvres et affectera l'économie.

"Le FMI ne cessera d'être assoiffé du sang des travailleurs", a déclaré Yannis Panagopoulos, président du GSEE, principal syndicat grec du secteur privé. "Ses recettes sont une catastrophe et le gouvernement doit les rejeter."

Selon de nouveaux chiffres publiés mercredi, l'économie grecque s'est contractée de 0,8% au premier trimestre de cette année par rapport au trimestre précédent.

La contraction n'est pas si forte que prévu, mais les économistes prédisent qu'elle s'accélèrera au cours de deux prochains trimestres en raison de la baisse des salaires et d'une augmentation de l'incertitude sur les perspectives économiques.

Le bureau grec des statistiques doit publier jeudi les chiffres du chômage. En janvier, ce taux avait atteint son plus haut en six ans, avec 11,3%.

Les sondages d'opinion montrent qu'une forte majorité de Grecs pensent que les mesures d'austérité sont injustes et qu'ils sont déterminés à poursuivre grèves et manifestations. De nombreux Grecs exigent que le Premier ministre George Papandreou prenne des mesures concrètes pour punir les responsables corrompus qui sont selon eux responsables du marasme.

Papandreou a déclaré mercredi que son gouvernement appliquerait les mesures d'assainissement du budget, "aussi déplaisantes qu'elles soient".

## **Grèce: les syndicats appellent à une nouvelle grève contre la réforme des retraites. (13.05)**

### **AP - 12.05**

Les syndicats grecs ont appelé à une nouvelle grève générale la semaine prochaine pour protester contre la réforme des retraites, alors que le gouvernement attendait mercredi un premier versement provenant du plan de sauvetage de 110 milliards d'euros destiné à éviter à la Grèce la banqueroute.

Les deux principaux syndicats du privé et du public ont programmé une marche le 20 mai, au lendemain de la date prévue pour le remboursement par la Grèce d'une dette de neuf milliards d'euros. La Grèce devrait être en mesure d'honorer cette échéance grâce aux prêts que lui ont accordés les pays de la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI).

La grève prévue la semaine prochaine devrait entraîner l'annulation des vols, des ferries et des trains, ainsi que la fermeture des services publics et des écoles et un service réduit au sein des hôpitaux du pays. Des manifestations sont prévues dans les principales villes grecques, ce qui alimente les craintes que surviennent de nouvelles violences.

Lors d'émeutes à Athènes la semaine dernière, trois employés de banque sont morts dans l'incendie de l'établissement, allumé par les manifestants. Quelque 100.000 personnes étaient descendues dans les rues pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement en échange du plan de sauvetage.

Les syndicats ont estimé que les personnes à faibles revenus seront touchées de façon disproportionnée par cette baisse des retraites et le recul de l'âge de la retraite. Ces réformes font suite à une réduction des salaires de la fonction publique et une hausse des taxes à la consommation.

Giannis Panagopoulos, président du syndicat du privé GSEE, a annoncé que d'autres grèves suivraient la marche du 20 mai. "Aux mesures fiscales anti-sociales et injustes annoncées par le gouvernement doit maintenant s'ajouter un projet de loi aussi injuste sur le système de sécurité sociale", a-t-il déclaré.

Le porte-parole du gouvernement Georges Petalotis a rétorqué que le système avait de toute urgence besoin d'être réformé. "Le projet de loi va sauver de façon effective les fonds de pension sur le long terme et assurer la viabilité d'un système dont nous savons tous qu'il s'effondrera sans changements courageux".

---

## **Turquie: le président convoque un référendum sur la réforme de la Constitution. (13.05)**

### **AP - 12.05**

Le président turc Abdullah Gul a annoncé mercredi qu'un référendum serait organisé sur une série d'amendements réformant la Constitution, adoptés de justesse vendredi par le Parlement.

Selon l'opposition, ces amendements visent à donner au gouvernement islamo-conservateur une influence sur l'appareil judiciaire majoritairement laïc.

Le Parlement turc a adopté de justesse vendredi cette série d'amendements constitutionnels, qui incluent la possibilité de traduire les officiers militaires devant les tribunaux civils et un droit de regard du Parlement sur la nomination des juges. Seuls 336 députés ont approuvé les amendements alors que 367 voix étaient nécessaires pour une adoption définitive. Un quorum qui permet de proposer la question en référendum.

Le bureau du président turc a annoncé qu'Abdullah Gul avait décidé de soumettre cette série de propositions à référendum. Il avait deux semaines pour le faire, après le vote. Aucune date n'a été pour le moment avancée, mais le référendum devrait avoir lieu durant l'été.

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan affirme que les amendements renforcent la démocratie, étendent les droits des femmes et des enfants et consacrent le droit à la vie privée. Mais pour les partis d'opposition, ils vont affaiblir l'indépendance de l'appareil judiciaire, notamment de la Cour constitutionnelle, en augmentant le nombre de membres de cette juridiction et en donnant au Parlement ou au président le droit d'en nommer certains.

Le principal parti d'opposition pro-laïc a déclaré mercredi qu'il présenterait un recours devant la Cour constitutionnelle pour demander l'annulation de ces amendements.

Abdullah Gul est un ancien membre du Parti pour la justice et le développement (AKP) de M. Erdogan et sa décision d'appeler à un référendum était attendue. Au vu du large soutien populaire dont dispose le gouvernement, ces mesures devraient être approuvées par les électeurs. Les amendements "tireront du peuple le consensus qu'ils ont échoué à obtenir au Parlement", a commenté Bekir Bozdag, membre de l'AKP.

L'AKP a failli être interdit par la Cour constitutionnelle en 2008 pour atteinte présumée au principe de laïcité. L'opposition craint que si les amendements entrent en vigueur il ne reste peu de contre-pouvoirs officiels à l'AKP. Le gouvernement a déjà limité les pouvoirs de l'armée, farouche partisane de la laïcité.

---

## **Espagne. Le Tribunal suprême espagnole ordonne la tenue du procès du juge Garzon. (13.05)**

### **AP - 12.05**

Le juge Luciano Varela du Tribunal suprême espagnol a ordonné mercredi la tenue, à une date non encore fixée, du procès du juge Baltazar Garzon, poursuivi pour avoir enquêté sur des crimes amnistiés, perpétrés durant la guerre civile espagnole et les premières années du franquisme.

Le Tribunal suprême espagnol examinait mercredi des points de procédure et a rejeté un recours en annulation du procès. La date n'a pas été fixée dans l'immédiat, mais selon un responsable du Conseil du pouvoir judiciaire, instance de supervision, ce procès pourrait s'ouvrir dans deux ou trois mois, ou d'ici fin septembre.

Mardi, le juge Garzon avait demandé sa mise en disponibilité pour effectuer une mission de sept mois en tant que conseiller de la Cour pénale internationale de La Haye (CPI).

Cette requête a été interprétée comme une tentative de Baltazar Garzon d'échapper à une suspension de ses fonctions de juge de l'Audience nationale. Une telle suspension, a expliqué son avocat Gonzalo Martinez-Fresneda, signifierait pour M. Garzon, 54 ans, la fin de sa carrière.

Le Conseil du pouvoir judiciaire a annoncé qu'il se réunirait vendredi pour statuer sur cette question. L'instance précise qu'elle ne se prononcera pas sur la demande de mise en disponibilité de Baltazar Garzon avant d'avoir reçu les informations demandées à la CPI et au ministère espagnol des Affaires étrangères.

Il a été inculpé le 7 avril pour avoir outrepassé ses compétences en enquêtant, à partir de l'été 2008, sur la disparition et l'exécution de plusieurs dizaines de milliers de personnes durant la guerre civile (1936-39) et les premières années de la dictature franquiste, malgré une loi d'amnistie générale datant de 1977.

---

## **Thaïlande. Bangkok: l'armée sort ses snipers, un chef militaire des Chemises rouges blessés. (14.05)**

### **AP - 13.05**

La situation dégénère à Bangkok. Au moins une personne a été tuée et sept autres blessées lors d'affrontements entre l'armée thaïlandaise et les "Chemises rouges". Les heurts ont éclaté juste après qu'un leader de la rébellion a été grièvement blessé.

Khattiya Sawasdiphol, le stratège militaire des manifestants anti-gouvernementaux baptisés les "Chemises rouges", a été blessé à la nuit tombée. "Seh Saeng a reçu une balle dans la tête", a déclaré un proche conseiller de Khattiya Sawasdiphol qui a répondu à son téléphone portable, le désignant par son surnom. Cet interlocuteur, qui n'a pas décliné son identité, a qualifié la blessure de "grave".

Le centre d'urgences médicales du gouvernement a ensuite confirmé que Khattiya, 59 ans, avait été blessé à la tête et hospitalisé en soins intensifs.

Les heurts qui ont ensuite éclaté ont fait un mort -un homme de 25 ans- et sept blessés, toujours selon le centre d'urgences médicales du gouvernement.

Le gouvernement thaïlandais a étendu jeudi l'état d'urgence à 15 nouvelles provinces, en plus des deux qui étaient déjà concernées (Bangkok et une province voisine), afin que les personnes originaires des zones rurales ne puissent pas se joindre au rassemblement anti-gouvernemental en cours dans la capitale.

Il s'agit d'empêcher "des masses de gens de tenter de venir à Bangkok", a expliqué Panitan Wattanayagorn, porte-parole du gouvernement.

Un peu plus tôt, l'armée thaïlandaise avait indiqué qu'elle allait boucler le quartier de Bangkok occupé depuis deux mois par les "Chemises rouges" pour les en déloger, menaçant de tirer à balles réelles sur les "terroristes".

Les partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra ont convergé le 12 mars dans la capitale thaïlandaise et une partie occupée depuis le 3 avril Rajprasong, un quartier central où se trouvent des boutiques, des hôtels et des appartements de luxe. Khattiya Sawasdiphol, un général de l'armée renégat, a aidé les "Chemises rouges" à ériger les barricades qui entourent leurs campements dans les rues de Bangkok.

Jeudi, l'armée a indiqué qu'elle s'apprêtait à boucler cette zone de trois kilomètres carrés, pour en expulser les "Chemises rouges". Son porte-parole Sansern Kaewkamnerd a expliqué que des transports blindés de troupes y étaient envoyés, ainsi que des tireurs d'élite. Les transports en commun ont été suspendus, l'électricité et les liaisons par téléphone portable ont été coupées.

M. Sansern a affirmé que les militaires utiliseraient d'abord des munitions en caoutchouc mais qu'ils passeraient aux balles réelles s'ils étaient attaqués. "Des tireurs d'élite seront sur le qui-vive et tireront sur les terroristes qui portent des armes", a-t-il mis en garde. Le Premier ministre

Abhisit Vejjajiva a expliqué jeudi à la presse qu'il souhaitait un retour à une situation normale "le plus rapidement possible".

La dernière fois que l'armée a tenté de déloger les "Chemises rouges" de Rajprasong, le 10 avril, les affrontements ont fait 25 morts et plus de 800 blessés. Dans les semaines qui ont suivi, quatre autres personnes ont été tuées.

Plusieurs coups de feu et au moins quatre explosions ont été entendus jeudi soir dans le centre de Bangkok. Khattiya Sawasdiphol avait promis de résister à toute tentative de l'armée de déloger les protestataires.

Rejetant la main tendue du gouvernement, Khattiya était devenu récemment très critique à l'égard de la direction politique des "Chemises rouges", qu'il accusait d'avoir touché des pots de vin pour signer le plan de réconciliation.

"Le Premier ministre et les 'Chemises rouges' étaient sur le point de conclure un accord mais je suis arrivé. D'un seul coup, je suis devenu quelqu'un d'important", a-t-il déclaré dans un entretien à l'Associated Press, juste avant d'être blessé. "Cette fois-ci, l'armée du peuple va combattre l'armée".

Les "Chemises rouges" sont pour la plupart des ouvriers et paysans partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé en 2006 après six ans à la tête du pays. Ils manifestent pour réclamer la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées.

En vue d'une réconciliation nationale, le Premier ministre Abhisit Vejjajiva avait proposé que des élections soient organisées le 14 novembre. Mais il a retiré son offre depuis que les "Chemises rouges" ont formulé de nouvelles exigences et ont refusé de lever le camp. Abhisit a répété jeudi que sa proposition d'organiser des élections anticipées ne tenait plus car les manifestants refusaient toujours de quitter Rajprasong.

Jatuporn Prompan, l'un des dirigeants du mouvement des "Chemises rouges", a adopté jeudi un ton de défiance. "Nos frères et soeurs n'ont pas peur de mourir", a-t-il lancé. "Nous ne nous rendrons jamais". Et d'ajouter, à l'adresse de ses partisans: "Ayez foi dans le combat".

---

## **Espagne: les fonctionnaires appelés à débrayer le 2 juin. (14.05)**

### **AP - 13.05**

L'Union générale des travailleurs (UGT), l'un des principaux syndicats espagnols, a appelé jeudi les fonctionnaires à observer un mouvement de grève le 2 juin, pour protester contre le plan gouvernemental de réduction des déficits qui prévoit une baisse de leurs salaires.

Le chef du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero a annoncé mercredi une baisse de 5% des salaires des 2,7 millions de fonctionnaires du pays. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du programme de réduction du déficit visant à apaiser les craintes d'un plongeon de l'Espagne dans une crise comparable à celle que traverse la Grèce.

M. Zapatero a rencontré jeudi les dirigeants de l'UGT et d'un autre grand syndicat, la CCOO, pour leur expliquer les mesures. A l'issue de cette réunion, l'UGT a annoncé qu'elle entamerait le 20 mai une série d'actions de protestation contre la baisse programmée des salaires, avant la grève prévue le 2 juin.

"On ne réduira pas le chômage par ces sacrifices, qui vont même probablement le faire augmenter car la reprise économique prendra plus longtemps", a estimé le secrétaire général de l'UGT Candido Mendez.

"Nous avons réitéré notre opposition absolue au contenu du plan", a pour sa part déclaré le secrétaire général de la CCOO Ignacio Fernandez Toxo.

Le plan détaillé mercredi par M. Zapatero a pour but de faire économiser 15 milliards d'euros à l'Etat espagnol cette année. L'objectif est de ramener le déficit public de 11,2% du PIB en 2009 à 9,3% cette année, et à 3% -limite imposée par l'Union européenne- en 2013.

Le gouvernement prévoit également une suspension des hausses automatiques des pensions de retraite par rapport à l'inflation, une baisse dans l'aide extérieure, une réduction de six milliards d'euros des investissements du gouvernement, et la suppression, dès l'année prochaine, d'une réduction d'impôts de 2.500 euros pour les couples avec enfants ou ayant adopté. Le salaire de M. Zapatero et ceux des membres de son gouvernement seront abaissés de 15%.

Le taux de chômage de l'Espagne dépasse aujourd'hui les 20% sous l'effet de l'effondrement du secteur du bâtiment, principal moteur de sa croissance au cours des dernières années.

## **Kirghizistan. Les partisans de Bakiev se soulèvent dans le sud du pays. (14.05)**

### **Reuters - 13.05**

Les partisans du président déchu du Kirghizistan, Kourmankek Bakiev, se sont emparé jeudi des bureaux gouvernementaux dans trois régions de ce pays d'Asie centrale dont le gouvernement par intérim se dit victime d'une tentative de coup d'Etat.

Les partisans de Bakiev ont pris le contrôle de bâtiments officiels dans les villes d'Osh, Djalalabad et Batken, ont enlevé le gouverneur de la région de Djalalabad et ont tenté de s'arroger l'autorité sur la zone du principal aéroport d'Osh, ont rapporté des responsables et des témoins.

"Le gouvernement par intérim voit les événements d'aujourd'hui à Osh (...) comme une tentative des associés de l'ancien président Bakiev de reprendre le pouvoir. Mais il n'y parviendront pas", a déclaré à l'agence Interfax le porte-parole du gouvernement, Farid Niazov.

On ne faisait pas état de victimes pour l'heure mais ces incidents constituent un premier test pour le gouvernement par intérim formé le mois dernier, après le renversement de Bakiev lors d'un soulèvement populaire marqué par des dizaines de morts dans la capitale Bichkek.

Tout durcissement du conflit dans le sud de cet Etat, bastion de Bakiev et croisée des foyers d'instabilité régionaux, serait de nature à inquiéter les Etats-Unis qui y disposent, à Manas, d'une base aérienne stratégique pour le déploiement et le ravitaillement des troupes en Afghanistan voisin.

"Nous n'apporterons pas notre soutien à ce qui est en train de se passer dans le Sud", a indiqué à Reuters une source américaine. "Bakiev est un homme corrompu et un meurtrier."

Après avoir été déposé, Bakiev a trouvé refuge en Biélorussie. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, qui refuse d'extrader son hôte comme le réclament les autorités provisoires, a annoncé que ses diplomates avaient quitté Bichkek pour "raisons de sécurité".

La Russie soutient le nouveau gouvernement mais elle n'a pas donné de réponse claire aux événements de jeudi.

"Nous recevons des informations et essayons de comprendre ce qu'il se passe", a dit Dmitri Peskov, porte-parole du Premier ministre Vladimir Poutine.

### **TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT**

La dirigeante du nouvel exécutif, Rosa Otounbaïeva, s'est engagée à faire échec à toute tentative de coup d'Etat et à restaurer la loi et l'ordre, a rapporté l'agence Interfax.

"Nous avons ce qu'il faut pour dissiper la crainte chez les gens", a-t-elle dit selon l'agence russe.

Son gouvernement a dépêché à Osh le ministre de la Défense, Ismail Isakov, pour tenter de mettre fin au mouvement de révolte, mais on ne savait pas avec précision de quels moyens il disposait sur place.

"Il a toute autorité et il a le droit de prendre toutes les décisions qu'il estimera utiles au moment voulu", a dit à Reuters Omourbek Tekebaiev, un des vice-Premiers ministres.

Les forces armées kirghizes sont peu nombreuses, faiblement équipées et leur moral est au plus bas depuis le soulèvement sanglant contre Bakiev, durant lequel elles sont pour l'essentiel restées à l'écart sans prendre parti.

A Djalalabad, région de naissance de Bakiev, les émeutiers ont pénétré dans le bâtiment du gouvernement et ont affiché à l'entrée un portrait de leur dirigeant. Plusieurs centaines de personnes se trouvaient à l'intérieur ou autour du bâtiment, et la police n'est pas intervenue, écrit Interfax.

A Osh, deuxième ville du pays, un journaliste de Reuters a fait état de heurts entre manifestants et forces de sécurité avant que les opposants, au nombre d'un millier dans les rues, ne pénétrèrent dans un bureau gouvernemental.

Selon une porte-parole des partisans de Bakiev, des milliers de personnes ont l'intention de se rendre à Bichkek.

"Les gens veulent se rassembler et se rendre à Bichkek. Ils sont 25.000 à vouloir dire au gouvernement par intérim qu'il ne tient par ses promesses et que le président (Bakiev) est légitime", a-t-elle déclaré.

## **Espagne : le juge Baltasar Garzon suspendu de ses fonctions. (15.05)**

**LeMonde.fr et AFP - 14.05**

Le Conseil général du pouvoir judiciaire (CGPJ) espagnol a suspendu, vendredi 14 mai, le juge Baltasar Garzon de ses fonctions, conséquence de sa mise en accusation pour avoir voulu enquêter sur les crimes amnistiés du franquisme. Cette mesure fait suite à la décision prise mercredi par un magistrat du Tribunal suprême d'ordonner l'ouverture du procès pour "prévarication" (abus de pouvoir) du juge Garzon, dont la date n'a pas encore été fixé.

Elle a été prise à l'unanimité des membres du CGPJ, l'organe de tutelle de la magistrature espagnole, a-t-on précisé de source judiciaire. La suspension provisoire est normalement automatique en Espagne pour tout magistrat appelé à comparaître devant un tribunal pour des délits présumés commis dans l'exercice de ses fonctions.

Le juge Garzon avait tenté d'échapper à cette mesure humiliante en demandant, mardi 11 mai, sa mise en disponibilité pour travailler durant sept mois comme consultant à la Cour pénale internationale de La Haye. Mais le secteur conservateur du CGPJ, organe de tutelle de la magistrature espagnole, a déjoué cette manœuvre, en obtenant la convocation d'une réunion extraordinaire pour statuer sur sa suspension avant d'avoir à se prononcer sur sa demande de mise en disponibilité.

### VINGT ANS D'INTERDICTION D'EXERCICE

La commission permanente du CGPJ devait se réunir vendredi après-midi pour examiner la demande de mise en disponibilité du juge Garzon, pionnier de la "justice universelle" et mondialement connu pour avoir fait interpellé en 1998, à Londres, l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet. Dans une ultime tentative pour échapper à sa suspension, le juge Garzon a demandé, vendredi matin, l'annulation de l'ordonnance du juge du Tribunal suprême ayant ordonné son renvoi pour jugement, alléguant des irrégularités de procédure. Garzon est poursuivi par des organisations d'extrême droite pour avoir voulu, en 2008, enquêter pour la première fois sur les disparus de la guerre civile et de la répression franquiste, en enfreignant "sciemment" selon eux la loi d'amnistie générale votée en 1977, deux ans après la mort de Franco.

Il encourt une peine de vingt ans d'interdiction d'exercice de sa fonction de juge, qui mettrait un point final à sa carrière. Le juge Garzon, 54 ans, a reçu le soutien de nombreux juristes dans le monde qui estiment que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles et que la loi d'amnistie espagnole n'est pas conforme au droit international. En Espagne, sa mise en accusation suscite une vive controverse : elle choque profondément les milieux de gauche et les associations de victimes du franquisme ; la droite, elle, estime que la justice doit suivre son cours en toute indépendance.

Signe de la popularité du juge Garzon, "Garzon" était vendredi après-midi l'un des dix sujets les plus abordés sur Twitter. Parmi les messages les plus envoyés, un appel à un rassemblement de soutien au juge à vingt heures vendredi soir devant l'Audience nationale à Madrid.

## **USA. Le Pentagone révèle ses expériences sous LSD. (15.05)**

**Slate.fr - 14.05**

Au terme d'un demi-siècle d'accusations et de supputations, le gouvernement américain a publié cette semaine un mémo de 17 pages évoquant les expériences de contrôle mental menées par le Pentagone au plus fort de la Guerre froide. Daté de 1977, recouvrant une période qui s'étant de 1947 à 1973, le document déclassifié évoque les opérations menées «avec la participation de la CIA, induisant l'administration de drogues psychotropes à des sujets humains».

En levant le voile sur un pan particulièrement obscur de son histoire, le ministère de la Défense pourrait ouvrir la boîte de Pandore, et être amené à publier d'autres informations. Mais pour Wired, il ne faut pas faire grand cas de cette étape. «Avertissement aux théoriciens du complot en quête de fourrage, il ne s'agit pas des Chèvres du Pentagone II», écrit la journaliste Katie Drummond (Les Chèvres du Pentagone, un roman de Ron Jonson adapté au cinéma en 2009, évoque l'existence d'un soldat doté de pouvoirs paranormaux qui défie le terrorisme au sein de la New Earth Army).

Malgré cette mise en garde de principe, Wired se repait de «détails alléchants», notamment en ce qui concerne le programme MK-ULTRA, fondé en 1953 dans le plus grand secret. On apprend ainsi que les recherches, presque immédiatement rapatriées chez les éminences grises de la CIA, avaient débouché sur des conclusions inattendues, comme des «commotions cérébrales sans atteinte physique».

Le mémorandum évoque également l'utilisation de dopamine, de marijuana et d'héroïne, testés sur des assistants de recherche et des déserteurs soviétiques pour développer une sorte de penthotal surpuissant, un sérum de vérité destiné à délier les langues des prisonniers de

guerre les moins loquaces.

Les 17 pages du document ne font en revanche aucune allusion à Pont Saint-Esprit, la commune française touchée en 1951 par un mal étrange, objet des rumeurs les plus folles depuis plus de cinquante ans (mettant en scène une intoxication au LSD manigancée par la CIA, justement). Pour tous ceux qui réclament la vérité pleine et entière sur ces expériences, le mystère s'éclaircit un peu. Mais le bad trip n'est peut-être pas tout à fait fini.

---

## **Roumanie: les syndicats rejettent le plan d'austérité du gouvernement. (18.05)**

### **AP - 17.05**

Les syndicats roumains ont rejeté lundi le plan d'austérité du gouvernement qui prévoit de baisser les salaires des fonctionnaires de 25% et les retraites de 15%, appelant à la conclusion d'un compromis pour éviter les grèves dans le secteur public.

Les mesures décidées au Conseil économique et social -une instance composée de représentants du gouvernement, des syndicats et des entreprises- ne sont pas contraignantes.

Mais le président roumain Traian Basescu devrait les approuver dans une lettre au Fonds monétaire international visant à réclamer le prochain versement partiel d'un prêt de 20 milliards d'euros accordé l'an dernier pour aider Bucarest à faire face à la crise économique.

L'économie roumaine a plongé l'an passé de 7,1% et pourrait se contracter de 0,5% en 2010.

Les représentants des syndicats au conseil économique et social ont demandé que la lettre du gouvernement sur le prêt fasse l'objet d'une révision et que l'accord avec le FMI soit renégocié.

Les syndicats ont menacé de lancer un appel à la grève générale si le gouvernement envoie la lettre dans sa version actuelle au FMI.

---

## **Accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur le nucléaire. (18.05)**

### **LeMonde.fr, AFP et Reuters - 17.05**

La communauté internationale reste prudente après la conclusion d'un accord, lundi 17 mai, entre l'Iran, la Turquie et le Brésil pour un échange d'uranium sur le territoire turc. A l'image de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a demandé dans la soirée à l'Iran de confirmer par écrit cet accord.

Le texte, fruit d'une médiation du Brésil et de la Turquie, a été signé par les ministres des affaires étrangères des trois pays en présence des présidents iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Il prévoit notamment l'envoi en Turquie par l'Iran de 1 200 kg de son uranium faiblement enrichi à 3,5 % pour y être échangé dans un délai maximum d'un an contre 120 kg de combustible enrichi à 20 %, nécessaire au réacteur de recherche nucléaire de Téhéran, a indiqué le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Ramin Mehmanparast.

Dans le même temps, M. Mehmanparast, cité par l'agence officielle IRNA, a précisé que "l'Iran continuera à enrichir l'uranium à 20 % sur son territoire". En février, Téhéran a lancé la production d'uranium enrichi à 20 %, accélérant la mobilisation des Occidentaux et de la Russie pour faire adopter de nouvelles sanctions par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui a déjà sanctionné trois fois l'Iran pour ses activités d'enrichissement d'uranium.

### **UN ACCORD INSUFFISANT**

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a déclaré, via son porte-parole, que cet accord était encourageant mais que Téhéran devait tout de même se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité. Le ministre des affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, a, lui, jugé qu'"il n'y a plus besoin de sanctions" contre l'Iran et, pour le ministre des affaires étrangères brésilien, Celso Amorim, la proposition démontre que le "temps est toujours à la diplomatie et la négociation".

Mais, Israël, ennemi juré de l'Iran, a aussitôt dénoncé des "manœuvres" de la part de Téhéran. "Les Iraniens ont manipulé la Turquie et le Brésil", a déclaré un haut responsable israélien qui a requis l'anonymat. Brasilia a rejeté lundi les critiques d'Israël, soulignant que c'est la première fois que Téhéran accepte d'envoyer son combustible à l'étranger pour l'échanger contre de l'uranium enrichi à 20 %.

La chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, a déclaré que l'accord répondait "partiellement" aux demandes de l'AIEA. Celle-ci redoute notamment que l'Iran, malgré ses démentis, ne cherche à se doter de l'arme nucléaire, et a menacé la République islamique de nouvelles sanctions si elle poursuivait sa politique d'enrichissement.

Paris et Berlin ont rappelé que cette entente ne pouvait remplacer un accord entre Téhéran et l'Agence internationale de l'énergie atomique et des diplomates proches de l'AIEA à Vienne ont estimé que l'Iran restait sous la menace de sanctions de l'ONU malgré ce geste d'ouverture. Londres a affirmé toujours prévoir des sanctions contre l'Iran, jusqu'à ce que Téhéran ait fait la preuve de la nature pacifique de ses activités nucléaires, a affirmé le gouvernement britannique. "L'Iran a l'obligation d'assurer la communauté internationale de ses intentions pacifiques", a déclaré Alistair Burt, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, dans un communiqué.

#### "LA BALLE EST DANS LE CAMP DES OCCIDENTAUX"

Les Etats-Unis et leurs alliés "éprouvent toujours de graves inquiétudes" au sujet du dossier nucléaire iranien, a affirmé lundi la Maison Blanche, sans catégoriquement rejeter l'accord avec le Brésil et la Turquie sur un échange d'uranium. "Nous prenons acte des efforts consentis par la Turquie et le Brésil", a déclaré le porte-parole de la présidence américaine, Robert Gibbs, en soulignant toutefois que la proposition annoncée à Téhéran devait être "soumise à l'AIEA avant qu'elle puisse être évaluée par la communauté internationale".

Moscou, de son côté, a salué cet accord, tout en estimant que de nouvelles consultations étaient nécessaires pour répondre à toutes les questions encore en suspens. "Il faut saluer ce qui a été accompli par le Brésil et la Turquie", a déclaré le président russe, Dmitri Medvedev, au cours d'une conférence de presse à Kiev, la capitale de l'Ukraine, où il est en visite. "Il faut mener des consultations immédiates avec toutes les parties intéressées y compris l'Iran et ensuite voir (...) ce que nous allons faire après", a-t-il poursuivi.

Le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, Ali Akbar Salehi, a estimé pour sa part que la balle était désormais dans le camp des Occidentaux. "L'Iran, en acceptant la proposition turque et brésilienne, a montré sa bonne volonté. Désormais, la balle est dans le camp des Occidentaux, et le groupe de Vienne [Etats-Unis, Russie et France] doit donner une réponse adéquate à l'offre de coopération de l'Iran", a-t-il déclaré, cité par l'agence IRNA.

---

## **USA. En plus de vingt ans, l'écart de richesse a quadruplé entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis. (19.05)**

**LeMonde.fr et AFP - 18.05**

Le fossé entre Blancs et Noirs en matière de richesse s'est considérablement creusé ces vingt dernières années aux Etats-Unis, selon une étude américaine publiée lundi par l'université Brandeis (Massachusetts), qui note une 'rupture dans l'évolution sociale'. Entre 1984 et 2007, l'écart entre la richesse des Noirs et celle des Blancs a été multiplié par quatre, les foyers blancs à moyens revenus étant bien plus riches que les foyers noirs qui sont au plus haut de l'échelle.

'Notre enquête montre une rupture dans l'évolution sociale. Même lorsqu'ils font tout ce qu'il faut c'est-à-dire étudient, travaillent dur, ont une bonne paie, les Afro-Américains ne peuvent atteindre le niveau de richesse de leurs collègues blancs, et cela se traduit par une grande différence de chances dans la vie', écrit dans un communiqué Thomas Shapiro, coauteur de l'étude. L'étude montre également qu'une grande partie des Noirs aux Etats-Unis ont plus de dettes que d'actifs, et qu'un quart des leurs foyers n'ont aucun actif ou aucune économie vers lesquels se tourner en cas de difficultés financières.

'Cette augmentation par quatre de la différence de richesses reflète les effets de politiques publiques telles que les réductions d'impôts sur les investissements et les héritages, qui bénéficient aux plus riches, ainsi que la persistance des discriminations en matière de logement, d'accès au crédit ou au marché du travail', soulignent les chercheurs. Un ménage blanc à moyen revenu a accumulé des économies et actifs de 74 000 dollars (près de 60 000 euros) en 2007, soit 55 000 dollars de plus qu'en 1984. Sur la même période, un ménage noir 'à haut revenus' a perdu 7 000 dollars en 2007 avec 18 000 dollars, par rapport à 1984.

---

## **Haïti. Manifestation contre le président Préval en Haïti. (19.05)**

**AP - 18.05**

Des milliers de personnes ont défilé pour le deuxième lundi consécutif jusqu'aux ruines du palais national de Port-au-Prince, pour protester contre le président René Préval, accusé de ne pas remettre le pays dans le droit chemin après le séisme du 12 janvier.

Les manifestants ont parcouru le centre de la capitale dévastée sous l'oeil de la police et des responsables des Nations unies.



La couleur gronde à Port-au-Prince car les manifestants accusent Préval de ne pas aider les quelque 1,3 million d'Haïtiens sinistrés et de vouloir repousser de trois mois les élections prévues fin novembre.

De nombreux manifestants ont exigé le retour au pouvoir de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, actuellement en exil.

Un manifestant serait mort lors de la manifestation mais il n'est pas encore certain que son décès ait eu lieu dans le cadre de la marche de protestation.

La semaine passée, des milliers d'Haïtiens avaient participé à la manifestation organisée pour les mêmes motifs. Une autre marche de protestation, qui s'annonce plus importante, est attendue mardi à l'occasion du "jour du drapeau".

---

## **Thaïlande. Bangkok s'embrase après la chute du camp des "Chemises rouges". (20.05)**

### **AP - 19.05**

Le centre de Bangkok s'est embrasé mercredi après la chute du camp retranché des "Chemises rouges" sous l'assaut de l'armée. Après la reddition de plusieurs chefs du mouvement antigouvernemental, des manifestants ont incendié la bourse, des banques et d'autres bâtiments. Cette nouvelle explosion de violence aurait coûté la vie à une douzaine de personnes, ce qui porterait le bilan d'une semaine d'affrontements à une cinquantaine de morts.

Pour la première fois depuis 1992, un couvre-feu nocturne est entré en vigueur à Bangkok, de 20h à 6h. Le Premier ministre Abhisit Vejjajiva s'est déclaré confiant dans le rétablissement de l'ordre et a déclaré que les soldats étaient autorisés à tirer sur des individus suspectés d'avoir allumé des incendies. "Le gouvernement, les officiers et moi-même sommes déterminés et certains de notre capacité à surmonter les problèmes", a-t-il assuré à la télévision.

Les décès de six personnes -un photographe de presse italien et cinq protestataires- ont été confirmés par des responsables qui ont aussi fait état d'une soixantaine de blessés. Des témoins ont déclaré que les corps de six à huit autres victimes se trouvaient dans un temple bouddhiste, où des centaines de manifestants, dont des femmes et des enfants, s'étaient réfugiés.

Le bilan des violences à Bangkok depuis le début des manifestations le 12 mars s'élèverait ainsi à 80 morts et environ 1.760 blessés.

Un journaliste canadien, Mark MacKinnon, présent aux côtés des manifestants, a précisé que la situation restait dangereuse près de la zone de protestation abandonnée en dépit d'un cessez-le-feu qui a permis l'évacuation de plusieurs blessés, dont un journaliste britannique.

Les Chemises rouges étaient retranchés depuis six semaines dans une zone d'environ 3 kilomètres carrés protégée par des barricades de pneus et de bâtons de bambou, dans le quartier commercial huppé de Rajprasong. Les autorités estimaient le nombre des manifestants à environ 3.000 ces derniers jours, contre 10.000 au début.

L'armée a pris le camp d'assaut mercredi à l'aube. Des véhicules blindés ont écrasé les barricades tandis que des centaines de soldats déclenchaient des fusillades avec les manifestants, qui ont lancé des grenades et incendié des pneus. Sept des chefs des Chemises rouges ont choisi de se rendre pour éviter un bain de sang. "Mes frères et mes soeurs (...) rentrez chez vous s'il vous plaît", a lancé l'un d'eux, Nattawut Saikua, au moment de son arrestation.

En milieu d'après-midi, l'armée a annoncé qu'elle avait repris le contrôle de la zone occupée et que les opérations lancées neuf heures plus tôt étaient terminées.

Mais la violence s'est propagée dans tout le centre-ville. Des émeutiers ont incendié la Bourse de Thaïlande, qui restera fermée jusqu'en fin de semaine, selon sa présidente, et plusieurs banques ainsi que le siège de la compagnie d'électricité régionale et un complexe de cinémas qui s'est effondré. Ils ont aussi mis le feu à l'un des plus grands centres commerciaux de Thaïlande, le Central World, tout proche du camp, qui a été pillé.

Les opposants s'en sont également pris à la chaîne de télévision locale qu'ils accusent d'avoir dénigré leur action. Des voitures ont été incendiées sur le parking, des conduites d'eau crevées, et la chaîne a cessé d'émettre. Des hélicoptères ont évacué ses responsables de l'immeuble en feu tandis que le petit personnel s'enfuyait à pied.

Des sapeurs-pompiers ont dû battre en retraite après avoir été pris pour cibles par des protestataires armés, alors qu'une épaisse fumée obscurcissait le ciel de la métropole de 10 millions d'habitants. Mercredi soir, des affrontements sporadiques entre militaires et manifestants se poursuivaient.

Le Premier ministre a décrété un couvre-feu total dans toute la capitale ainsi que dans 23 provinces de 20h à 6h (15h à 1h à Paris; 13h à 21h GMT). Le gouvernement a annoncé que les opérations militaires continueraient toute la nuit. Le dernier couvre-feu de ce type à Bangkok remonte à 1992 quand des dizaines de manifestants pro-démocratie avaient été tués par l'armée.

Des violences et incendies ont également éclaté dans le nord-est rural de la Thaïlande mercredi, et à Chiang Mai (nord), la troisième ville du pays.

Beaucoup des Chemises rouges viennent des campagnes pauvres et se sentent négligés par Bangkok. Ils accusent le gouvernement d'être arrivé au pouvoir en manipulant les tribunaux, avec le soutien de la puissante armée, celle-là même qui a renversé leur champion, le Premier ministre Thaksin Shinawatra, en 2006. Ils exigent la dissolution du Parlement et des législatives anticipées.

---

## **Des dizaines de milliers de Roumains dans la rue contre l'austérité. (20.05)**

**Lemond.fr et Reuters - 19.05**

Une manifestation contre les mesures d'austérité du gouvernement roumain a rassemblé 30 000 personnes dans les rues de Bucarest mercredi 19 mai, jetant le doute par son ampleur sur la capacité du pays à satisfaire les exigences du Fonds monétaire international.

Le gouvernement, estiment des analystes, pourrait être tenté dès lors d'adoucir les coupes budgétaires prévues dans le plan d'austérité afin de ne pas heurter l'opinion publique, même si les prochaines élections législatives ne sont pas prévues avant fin 2012. La manifestation, qui a rassemblé enseignants, infirmières, retraités et employés des transports, est l'une des plus importantes depuis la chute de la dictature en 1989.

La mobilisation fait figure de premier test pour un gouvernement centriste élu il y a seulement six mois, qui devra faire preuve de sa détermination à adopter des mesures d'austérité, condition sine qua non à l'obtention de l'aide internationale requise pour sortir le pays de la récession.

### **LA CRAINTE D'UN "SCÉNARIO À LA GRECQUE"**

Les syndicats, qui espéraient 60 000 participants, devraient décider d'ici à jeudi de l'organisation d'une grève générale, a dit Marius Petcu, responsable d'un des plus grands syndicats du pays, CNSLR. "Les manifestations vont être pires que celles qu'a connues la Grèce", a prédit une retraitée de 62 ans, Maria Ungureanu, qui joignait sa voix aux appels à la démission du président Traian Basescu lancés par les manifestants. "Il faut protester violemment pour renverser le gouvernement. Je suis prête à mourir dans la rue, peut-être que mes enfants et mes petits-enfants auront une meilleure vie", a-t-elle ajouté.

Contreparties de l'aide du FMI, les mesures d'austérité touchent de plein fouet les travailleurs et les retraités et les manifestations dans ce deuxième pays le plus pauvre de l'Union européenne, font craindre un scénario à la grecque. L'aide de 20 milliards d'euros du FMI est vitale pour permettre au gouvernement de résorber un déficit budgétaire démesuré. Bucarest s'est engagé à réduire de 25 % les salaires des fonctionnaires et de 15 % les retraites pour répondre aux exigences du FMI et recevoir de premiers prêts.

Le FMI a annoncé qu'il verserait la prochaine tranche d'aide après la mise en place d'un plan crédible pour ramener le déficit budgétaire à 6,8 % du PIB. Il s'élevait à 7,2 % en 2009 et pourrait atteindre 9 % si rien n'est fait, a mis en garde le FMI. Le secteur public roumain, critiqué pour son inefficacité et sa corruption, emploie un tiers de la population active. La Bulgarie voisine, l'Etat membre le plus pauvre de l'UE, tente également de réduire de 20 % les dépenses publiques afin de maîtriser son déficit budgétaire.

---

## **Afghanistan : des talibans attaquent la plus grande base de l'OTAN. (20.05)**

**Lemond.fr et AFP - 19.05**

Des talibans – dont des kamikazes – ont attaqué mercredi 19 mai à l'aube à Bagram, au nord de Kaboul, la plus grande base militaire de l'OTAN en Afghanistan, tenue par les Américains, et, selon les forces internationales onze insurgés et un civil américain ont été tués.

Cette attaque audacieuse, qui a duré sept heures, intervient quelques jours après la promesse des talibans de lancer une série d'opérations de "jihad" – assauts, attentats et assassinats – visant les forces de l'OTAN et plus généralement les étrangers. Un attentat-suicide visant un convoi militaire de l'OTAN a ainsi tué mardi cinq soldats américains et un colonel canadien dans Kaboul même. Mercredi, neuf soldats de l'OTAN ont été blessés et onze insurgés ont été tués lors des combats, a indiqué un porte-parole de l'OTAN à Bagram.

Un civil américain travaillant pour une société sous contrat avec l'OTAN a également été tué, selon le porte-parole, qui n'a pas précisé les conditions de sa mort. Quatre des assaillants portaient des ceintures d'explosifs mais ont été tués avant de pouvoir les déclencher, a précisé l'OTAN. Les insurgés ont attaqué en plusieurs endroits, "tous très rapprochés", a souligné le major Virginia McCabe, porte-parole de la base militaire. "La riposte de nos soldats a été très rapide", a-t-elle assuré.

#### ATTAQUES À COUPS DE ROQUETTES, GRENADES, ARMES AUTOMATIQUES

Les insurgés ont attaqué l'immense base à coups de "roquettes, de grenades et d'armes automatiques", mais n'ont pas réussi à pénétrer dans l'enceinte, selon le major McCabe. "Vers 5 heures [2 h 30 en France], vingt kamikazes talibans ont attaqué la base de Bagram par les flancs est et ouest", avait déclaré Zabihullah Mujahid, un porte-parole régulier des insurgés. "Quatre kamikazes ont actionné leur ceinture d'explosifs", avait affirmé M. Mujahid.

"J'ai vu des hélicoptères américains, ils ont ouvert le feu et les terroristes leur tiraient dessus", raconte Zemaray Malikzada, un fermier qui habite à quelques centaines de mètres de la base. "J'ai vu l'un des kamikazes", a également témoigné Ahmad Jawed, un autre fermier. "Il m'a montré sa ceinture d'explosifs. Je suis parti en courant. La police et les Américains l'ont suivi puis il s'est fait exploser, juste là", raconte-t-il.

Bagram, à une soixantaine de kilomètres au nord de Kaboul, héberge la plus grande base militaire de l'OTAN en Afghanistan, commandée et tenue par l'armée américaine, qui compose plus des deux tiers des forces internationales. C'est un aéroport militaire mais les forces américaines disposent également à Bagram d'une vaste prison, ouverte lors de la chute des talibans fin 2001. En février 2007, vingt personnes avaient été tuées lors d'un attentat-suicide qui avait visé Bagram durant la visite de l'ancien vice-président américain Dick Cheney.

#### LES FORCES INTERNATIONALES ACCUMULENT LES REVERS

L'attaque de Bagram s'est déroulée après une journée noire mardi pour les forces internationales, qui ont perdu huit militaires, dont six dans un attentat-suicide à la voiture piégée – l'attaque la plus meurtrière à Kaboul depuis près d'un an et demi – contre un convoi de l'OTAN. Les forces internationales accumulent les revers alors que la nouvelle stratégie de contre-insurrection décidée fin 2009 par le président Barack Obama visait à enrayer la progression de l'insurrection.

Après une offensive militaire de grande envergure à Marjah, dans la province du Helmand (sud du pays), qualifiée de "fiasco" par une partie de la presse américaine, les Occidentaux se sont tournés vers Kandahar, le fief des talibans, qui doit être le théâtre d'une vaste offensive durant l'été. Depuis 2005 et la résurgence de l'insurrection menée par les talibans, chaque année établit un nouveau record de pertes pour les troupes étrangères, déployées en Afghanistan depuis fin 2001.

---

### **Grèce. Nouvelle grève contre l'austérité en Grèce. (21.05)**

#### **Reuters - 20.05**

Des milliers de manifestants ont pris jeudi la direction du parlement grec pour dénoncer le plan d'austérité du gouvernement, dans le cadre d'une nouvelle grève de 24 heures.

Il s'agit de la première manifestation d'envergure depuis celle du 5 mai qui s'était soldée par la mort de trois personnes, dans l'incendie d'une banque prise pour cible au cocktail Molotov.

Elle sera suivie avec attention par les investisseurs et les pouvoirs publics, soucieux de savoir si la contestation du plan d'austérité, qui prévoit hausses d'impôts, gel des salaires des fonctionnaires et réforme du régime de retraite, s'essouffle ou non.

"Voleurs, sortez de là!", ont scandé les manifestants rassemblés devant le Parlement sous l'oeil de plusieurs centaines de policiers en tenue anti-émeute.

"Ces mesures détruisent tout ce pour quoi nous nous sommes battus! Où sont les mesures contre le chômage? Nous ne sommes pas à l'origine de cette crise", s'est indigné l'un d'eux, interrogé par Reuters.

Le mouvement a été organisé à l'appel de syndicats qui représentent 2,5 millions de salariés, soit la moitié des actifs.

Les mesures d'austérité du gouvernement socialiste de George Papandréou qu'ils dénoncent ont fait l'objet d'une concertation avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international, qui ont accordé une aide d'urgence de 110 milliards d'euros à Athènes.

"MESURES INJUSTES"

"La Grèce change rapidement. Nous sommes décidés à tenir le rythme de ces changements", a déclaré le chef du gouvernement, en visite à Beyrouth.

Ecoles et services administratifs sont restés portes closes tandis que les hôpitaux fonctionnent avec des effectifs réduits. Les sites touristiques tels que l'Acropole sont également touchés, de même que le trafic maritime et aérien.

Les sondages montrent que les Grecs reconnaissent la nécessité des réformes pour juguler la crise budgétaire. Ils jugent toutefois que l'essentiel des efforts sera supporté par les moins favorisés.

"Ces mesures sont injustes et nous touchent nous, qui avons travaillé tant d'années. Ce sont ceux qui se sont enrichis en volant l'argent public qui devraient payer", a déploré une fonctionnaire, interrogée devant la banque incendiée où un autel improvisé à été dressé à la mémoire des trois victimes du 5 mai.

La crainte de débordements violents ou d'une paralysie des transports a entraîné l'annulation de milliers de réservations dans le secteur touristique, qui représente 20% du PIB et emploie un salarié sur cinq.

Trois bateaux de croisière avec 7.000 passagers ont dû renoncer à accoster à Athènes en raison de la grève, selon la garde-côtes.

Les contrôleurs aériens ont en revanche annoncé qu'ils ne participeraient pas au mouvement afin de ne pas pénaliser le tourisme.

---

## **Madagascar. Affrontements entre des militaires et des policiers à Madagascar. (21.05)**

### **AP - 20.05**

Des militaires et des policiers se sont affrontés jeudi à Antananarivo, la capitale de Madagascar, ont annoncé les autorités. Un policier a été tué et cinq autres personnes blessées dans des incidents qu'un colonel de police a qualifiés de mutinerie ratée. e

Les heurts ont éclaté après que plusieurs centaines de manifestants eurent essayé de s'approcher de casernes de police pour protester contre des abus qui auraient été commis par des policiers. La police a utilisé des véhicules pour bloquer les routes autour de leurs casernes.

Les manifestants, ne parvenant pas à atteindre les casernes, ont ensuite applaudi en entendant des bruits de coups de feu et d'explosions à distance. Les combats se sont interrompus après quelques heures.

Selon Richard Ravalomanana, colonel de la police, 21 policiers mutins restaient terrés jeudi dans leurs casernes. Il a annoncé qu'un policier avait été tué, alors qu'un autre policier et un soldat ont été blessés. Claude Rakotondranja, président de la Croix Rouge de Madagascar, a ajouté que trois civils avaient été blessés.

Madagascar est sous tension depuis qu'Andry Rajoelina, un ancien disc-jockey et maire de la capitale, a évincé le président Marc Ravalomanana du pouvoir en mars 2009, avec le soutien de l'armée, suite à des manifestations de rues.

---

## **Colombie. Un défenseur des sans-terre assassiné en Colombie. (21.05)**

### **AP - 20.05**

Un défenseur des familles déplacées par la violence en Colombie a été abattu par des paramilitaires d'extrême-droite opposés à la restitution de leurs terres. C'est un assassinat selon les militants des droits humains.

Rogelio Martinez, âgé de 51 ans, roulait en moto-taxi près de son domicile dans la province de Sucre, quand des hommes armés l'ont intercepté. Ils ont tiré sur lui trois fois, d'après le colonel de la police Hugo Javier Agudelo.

La police n'a pas trouvé les assassins ni déterminé de motif. D'après les militants des droits de l'Homme, il avait reçu des menaces de mort depuis décembre 2008.

Martinez vivait avec 52 familles déplacées en conflit avec les paramilitaires pour une ferme de 556 hectares, "La Alemania", d'après la

commission inter-épiscopale Justice et Paix et le groupe militant CODHES.

Christian Salazar, représentant le bureau colombien du Haut commissariat des Nations unies pour les droits humains a condamné ce meurtre, en rappelant que les activistes qui soutiennent les familles déplacées sont spécialement vulnérables. "Cet assassinat n'a pas simplement eu lieu, il s'inscrit dans un contexte" a souligné Salazar. Trente-quatre militants de cette cause ont péri depuis 2002 selon CODHES. Des paramilitaires amnistiés par le président Alvaro Uribe se sont constitués en gangs pratiquant l'extorsion et le trafic de drogue en Colombie.

---

## **Les fonctionnaires espagnols manifestent contre les baisses de salaire. (21.05)**

**Lemonde.fr et AFP - 20.05**

Des milliers de fonctionnaires ont manifesté jeudi 20 mai devant le ministère de l'économie, à Madrid, contre des baisses de salaire annoncées par le gouvernement socialiste. Des rassemblements similaires se tenaient dans toute l'Espagne en prélude à une grève de la fonction publique prévue le 8 juin par les syndicats. Brandissant des drapeaux aux couleurs des deux grandes centrales syndicales, CCOO ou UGT, et du syndicat indépendant CSIF, des milliers de fonctionnaires ont bloqué vers 18 heures la rue d'Alcala, en plein centre-ville, à deux pas de la très touristique Puerta del Sol.

Dans un tintamarre de sirènes, ils protestaient contre la baisse moyenne de 5 % des salaires que le gouvernement du premier ministre José Luis Rodriguez Zapatero veut leur imposer dès juin dans le cadre de ses mesures d'austérité. "C'est totalement injuste. Il y a d'autres types de mesures possibles", a estimé Diego, professeur de formation professionnelle à Madrid. "Nous n'avons pas spéculé", a-t-il déclaré, pour dédouaner les fonctionnaires de la crise financière qui justifie aux yeux de l'exécutif la baisse des salaires. "La crise n'a pas eu lieu à cause des fonctionnaires", mais des marchés financiers, relevait Carlo, employé au ministère de l'économie.

### MAILLON FAIBLE DE LA ZONE EURO

Sous la pression des marchés et de ses homologues européens, José Luis Rodriguez Zapatero s'est résolu la semaine dernière à annoncer des mesures d'austérité supplémentaires pour tenter d'accélérer la baisse des déficits publics, qui ont explosé à 11,2 % du PIB en 2009. Ces déficits, conjugués à de faibles perspectives de croissance pour les années à venir, font de l'Espagne un des maillons faibles de la zone euro, certains investisseurs semblant craindre une contagion de la crise grecque.

Au moment même où les fonctionnaires manifestaient, le gouvernement était réuni en conseil des ministres pour approuver par décret-loi ces mesures pour 2010 et 2011, qui comprennent également le gel de la revalorisation de certaines retraites en 2011 ou un coup de frein aux investissements publics d'infrastructures. Le plan d'austérité place M. Zapatero en grande difficulté. Les syndicats, avec lesquels il a toujours entretenu de bons rapports depuis son accession au pouvoir en 2004, n'excluent pas d'appeler à une grève générale dans tous les secteurs.

Le chef du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero, et ses ministres s'infligent une baisse de salaire de 15 %. Elle sera de 10 % pour les secrétaires d'Etat. La baisse des salaires des fonctionnaires entraînera une économie de 2,3 milliards d'euros en 2010, et 2,2 milliards en 2011. La gel de revalorisation des retraites en 2011 entraînera des économies totales d'environ 1,5 milliard d'euros. La suppression de la prime à la naissance allègera la facture de 1,25 milliard d'euros. Le gouvernement a également revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2011, de 1,8 % à 1,3 % du PIB.

### SOUTIEN DES INDÉPENDANTISTES

Les socialistes ne disposent que d'une majorité relative au Parlement, qui devra valider d'ici un mois le décret-loi. M. Zapatero a jusqu'à présent toujours obtenu, au cas par cas, le soutien des indépendantistes basques ou catalans sur l'économie. S'il n'y parvient pas et qu'il ne rallie pas les votes de la droite au nom de l'intérêt national, il s'exposera à une crise politique, avec éventuelle motion de censure à la clé. A Madrid, certains manifestants scandaient "Zapatero, démission !" Pour tenter d'apaiser son électorat, M. Zapatero a annoncé mercredi qu'il travaillait à un nouvel impôt pour les plus riches. Selon la presse, il frapperait ceux qui possèdent un patrimoine de plus d'un million d'euros.

---

## **Espagne. Appel à la grève dans les chemins de fer espagnols le 28 mai. (23.05)**

**Reuters - 21.05**

Un appel à une grève de vingt-quatre heures a été lancé samedi pour le 28 mai dans les chemins de fer espagnols afin de défendre l'emploi et dénoncer la dégradation des conditions de travail.

Des arrêts de travail avaient déjà eu lieu en février et mars derniers.

Dans un communiqué, le syndicat fédéral ferroviaire SFF menace d'organiser d'autres grèves en juin si la direction de la Renfe refuse de négocier sur l'emploi et les conditions de travail.

---

## **Espagne. PSOE = FMI. La réaction en trois actes. (25.05)**

**Reuters et Lefigaro.fr - 24.05**

1-Haro sur le prolétariat ! L'Espagne doit se réformer en profondeur dans un contexte de reprise économique fragile, déclare le Fonds monétaire international (FMI), pointant le "dysfonctionnement" du marché du travail.

"Les défis sont immenses : un marché de travail en état de dysfonctionnement, l'éclatement de la bulle immobilière, un important déficit budgétaire, un lourd endettement du secteur privé (...), une hausse de la productivité quasi-inexistante, une faible compétitivité et un secteur bancaire présentant des îlots de faiblesse", précise le FMI dans son rapport annuel sur l'Espagne publié lundi.

"Cela doit être compensé par des réformes structurelles, porteuses de croissance, s'appuyant sur les progrès effectués dans le secteur des biens et de l'immobilier, qui modernisent le marché de l'emploi" apprend-on dans le rapport.

Le Fonds souhaite en particulier que le coût du licenciement soit abaissé «au moins aux niveaux moyens en vigueur dans l'Union européenne», que l'indexation des salaires avec l'inflation soit abolie et une «décentralisation de la fixation des salaires».

«L'analyse que le FMI a réalisée de la situation correspond à celle du gouvernement, à savoir que l'économie espagnole est entrée dans une phase de stabilisation (...) mais que cette récupération est encore fragile et que le gouvernement ne doit pas retarder les réformes structurelles annoncées», a répondu, du tac au tac, le ministère de l'Économie. (Reuters et Lefigaro.fr 24.05)

2- Le sauvetage des banques est prioritaire. La banque centrale espagnole a annoncé samedi avoir pris le contrôle de la caisse d'épargne CajaSur après l'échec de son projet de rapprochement avec son homologue Unicaja. (Reuters 24.05)

3- Collaboration de classes. La menace d'une grève générale pour protester contre le plan d'austérité gouvernemental se précise en Espagne, même si les syndicats hésitent à franchir le pas.

"Nous en sommes désormais plus proches qu'il y a une semaine", déclaré lundi le secrétaire général du syndicat des Commissions ouvrières (CCOO), Ignacio Fernandez Toxo, sur la chaîne de télévision TVE.

Mais il a ajouté : "Une grève générale serait la pire des choses qui puisse arriver à l'Espagne."

"Nous aurons cette semaine d'intenses négociations, principalement avec les représentants du patronat, mais aussi avec le gouvernement, pour parvenir à un accord", a dit Toxo à des journalistes. (Reuters 24.05)

Ce Toxo, le clone de Thibault ou Chérèque !

---

## **Italie. Le gouvernement italien approuve un plan de 24 milliards d'euros d'économies budgétaires. (26.05)**

**AP - 25.05**

Le gouvernement italien a approuvé mardi un plan d'austérité de 24 milliards d'euros pour 2011-2012 afin de réduire son déficit budgétaire et protéger le pays des spéculations qui ont poussé la Grèce au bord de la faillite.

Les mesures approuvées en Conseil des ministres doivent permettre de ramener le déficit sous la barre des 3% du Produit intérieur brut d'ici à 2012, contre 5,3% du PIB en 2009, et d'apaiser les craintes des marchés face au fardeau de la dette publique de 115% du PIB, le plus élevé de la zone euro, qui compte 16 pays membres.

Le gouvernement a déclaré dans un communiqué que les mesures visaient à réduire les dépenses publiques et lutter contre l'évasion fiscale.

Le président du Conseil Silvio Berlusconi et le ministre des Finances Giulio Tremonti doivent tenir une conférence de presse mercredi après-midi pour détailler l'éventail de ces mesures.

Ces dernières comprennent un gel des salaires dans la Fonction publique pendant trois ans, des baisses de salaires pour les fonctionnaires les mieux payés. Le plan comprend aussi des dispositions destinées à réduire la bureaucratie, aider le sud de l'Italie sous-développé et lutter contre des fraudes aux allocations.

L'ensemble de ces mesures, qui doivent être approuvées par le Parlement, s'inscrivent dans le cadre d'une cure d'austérité en cours sur le continent, à l'heure où l'Europe tente de convaincre les marchés qu'elle peut maîtriser son endettement et éviter une situation comparable à celle de la Grèce.

Giulio Tremonti a rencontré mardi des responsables locaux pour présenter les mesures et obtenir leur coopération.

Gianni Letta, l'un des collaborateurs du président du Conseil Silvio Berlusconi, a souligné lundi soir l'importance de ces mesures. "Nous sommes contraints de faire de très lourds et difficiles sacrifices, j'espère de façon provisoire, pour sauver notre pays du risque grec", a-t-il déclaré à L'Aquila, selon l'agence de presse ANSA.

---

## **Espagne. Les syndicats espagnols appellent à la grève pour protester contre l'austérité. (26.05)**

**Lemond.fr et AFP - 24.05**

La menace d'une grève générale pour protester contre le plan d'austérité gouvernemental se précise en Espagne, même si les syndicats hésitent à franchir le pas. "Nous en sommes désormais plus proches qu'il y a une semaine", a déclaré lundi le secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO), Ignacio Fernandez Toxo, sur la chaîne de télévision TVE. Mais il a ajouté : "Une grève générale serait la pire des choses qui puisse arriver à l'Espagne." Les CCOO, principal syndicat du pays, et l'Union générale des travailleurs (UGT), la seconde centrale du pays, ont déjà lancé un mot d'ordre de grève dans la fonction publique le 8 juin prochain.

Pour prouver aux marchés que l'Espagne peut maîtriser son déficit budgétaire, le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero a annoncé un plan d'austérité qui prévoit notamment une forte réduction des salaires de la fonction publique et des dépenses d'investissement de l'Etat. En dépit de sondages défavorables et des menaces des syndicats, José Luis Zapatero a affirmé dimanche 23 mai que le gouvernement résisterait aux pressions et ne reviendrait pas sur son plan, qui vise à économiser 15 milliards d'euros sur deux ans.

"Je sais qu'il y a des protestations de la part de ceux qui ne partagent pas les vues du gouvernement, comme les syndicats, mais nous ne changerons pas", a-t-il déclaré lors d'une réunion du Parti socialiste ouvrier à Elche, dans le sud-est de l'Espagne. "Personne ne peut douter que l'Espagne est un pays fort et une puissance économique qui remplira ses obligations et paiera ses dettes", a-t-il ajouté.

Alors que le chômage a dépassé récemment la barre des 20 % de la population active, Madrid a annoncé la suppression de 13 000 postes dans la fonction publique cette année. Un sondage réalisé le 13 mai, au lendemain de la présentation du plan d'austérité, montre que l'avance de l'opposition de droite dans les intentions de vote a plus que doublé. Le Parti populaire, crédité avant les mesures de 4,2 % de plus que le Parti socialiste de José Luis Zapatero, dispose désormais d'une marge de 9,1 %.

L'ancien président conservateur du gouvernement, José Maria Aznar, a exhorté son successeur à démissionner en invoquant l'incapacité historique des socialistes à sortir le pays d'une crise économique. Si l'économie espagnole a crû pour la première fois en près de deux ans au premier trimestre, le rythme de croissance affiché (+ 0,1 %) est faible et risque de le rester.

---

## **Le Danemark à son tour frappé par la rigueur. (26.05)**

**Lemond.fr et AFP - 25.05**

Le Danemark, tant vanté pour la solidité de son modèle social, est à son tour touché par la vague de rigueur qui parcourt l'Europe. Le gouvernement a annoncé mardi qu'il allait réduire de quatre à deux ans la durée maximale d'indemnisation du chômage, jusque-là une des plus longues au monde.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un accord avec l'extrême droite sur un vaste plan d'austérité budgétaire. Le plan danois vise à ramener le déficit sous la barre de la limite européenne des 3 % du produit intérieur brut d'ici 2013, contre les 5,5 % prévus en 2010, avec des économies totales de 24 milliards de couronnes (3,2 milliards d'euros) d'ici à 2013.

## 'DÉCLARATION DE GUERRE'

Outre la réforme de l'assurance chômage, il prévoit notamment un gel de l'aide au développement durant trois ans, un plafond pour les allocations familiales, la suppression d'allègements fiscaux et la baisse de 5 % des salaires des ministres.

Le dirigeant du principal syndicat danois LO, Harald Boersting, a dénoncé une 'déclaration de guerre'. Le parti social-démocrate, principale force d'opposition, a pour sa part regretté une attaque contre le modèle de 'flexisécurité' danois, qui combine licenciement facile et indemnisation chômage généreuse et de longue durée.

'Le Danois moyen n'a pas beaucoup de sécurité de l'emploi. En contrepartie, il est protégé par un système solide d'indemnisation chômage et quelques syndicats puissants. Maintenant, (le gouvernement) vient changer ça comme un voleur au milieu de la nuit', a dénoncé Henrik Sass Larsen, un porte-parole du parti.

---

## **En Chine, des salariés doivent s'engager par écrit à ne pas se suicider. (27.05)**

### **Libération.fr et AFP - 26.05**

Foxconn Technology, fournisseur taiwanais de composants d'Apple, confronté à une vague de suicides dans son usine du sud de la Chine, a pris ce mercredi des mesures radicales, demandant notamment à ses employés de s'engager par écrit à ne pas se suicider.

Un nouvel employé du groupe qui fournit de grandes multinationales s'est tué mardi en se jetant d'un immeuble de Foxconn à Shenzhen, dixième suicide en Chine depuis janvier au sein du premier fabricant de composants électroniques au monde et neuvième à Shenzhen même, une ville aux portes de Hongkong.

Au total, douze employés chinois de Hon Hai Precision Industry, connu sous le nom commercial de Foxconn, se sont jetés dans le vide depuis le début de l'année. Deux ont été grièvement blessés.

Mercredi, le président et fondateur du groupe, Terry Gou, venu de Taïwan en jet privé, a présenté des excuses pour les suicides. «Je présente mes excuses pour l'impact que cela a eu sur la société», a-t-il déclaré. «Je ferai de mon mieux pour sauver des vies», a-t-il ajouté. Il a cependant défendu les pratiques de management du groupe et laissé entendre que certains suicides étaient plus liés à des problèmes personnels. Pratiques humiliantes

Selon la chaîne de télévision taiwanaise CTI et le journal cantonais Southern Metropolis Daily, la direction du groupe a demandé aux employés de s'engager par écrit à ne pas attenter à leurs jours et à accepter un traitement psychiatrique «si leur état physique ou mental est anormal».

Par ailleurs, des filets auraient été tendus autour des bâtiments pour dissuader les sauts dans le vide.

En juillet, un premier suicide chez Foxconn avait fait grand bruit en Chine, celui d'un employé qui avait été tenu pour responsable de la disparition d'un exemplaire de l'iPhone d'Apple, produit par son entreprise, et avait fait l'objet d'une enquête interne «humiliante», selon ses confidences à un ami juste avant sa mort.

Apple, qui prépare le lancement mondial de son iPad, a indiqué qu'il évaluait les efforts entrepris par Foxconn pour éviter tout nouveau suicide. «Apple s'engage à assurer que les conditions sur les chaînes de production soient sûres et que les employés soient traités avec respect et dignité», a indiqué à l'AFP un porte-parole.

---

## **Italie. Berlusconi défend le plan d'austérité, grève générale envisagée. (27.05)**

### **Reuters - 26.05**

"Les sacrifices requis sont indispensables pour sauver l'euro", a déclaré mercredi Silvio Berlusconi pour justifier son plan d'austérité de 25 milliards d'euros que la principale centrale syndicale italienne entend contester lors d'une journée de grève nationale.

Le plan a été adopté mardi soir par décret lors d'un conseil des ministres extraordinaire.

La CGIL, qui revendique plus de cinq millions d'adhérents, va leur proposer une grève générale de quatre heures fin juin, pour protester



contre les mesures d'assainissement des finances publiques, qui prévoient notamment le gel des salaires dans la fonction publique et d'importantes coupes dans le budget des régions.

"Les fonctionnaires sont prêts à faire des sacrifices, mais ils refusent d'être les seuls", a déclaré Guglielmo Epifani, secrétaire générale de la confédération, lors d'une conférence de presse.

Plus conciliantes, la CISL et l'UIL, deux autres grandes centrales syndicales, ont toutefois souhaité davantage de sacrifices de la part des hauts fonctionnaires pour sauver "une économie en guerre".

L'Italie, troisième puissance économique européenne, a mieux résisté à la crise financière que la plupart de ses partenaires, mais sa dette publique, qui atteint 118% du PIB, est comparable à celui de la Grèce. Le plan d'austérité doit ramener le déficit de 5,3% du PIB l'an dernier à 2,7% en 2012.

Le ministre de l'Economie, Giulio Tremonti a précisé que les coupes budgétaires s'élevaient à 24,9 milliards d'euros sur deux ans, soit 900 millions de plus que prévu.

Le projet prévoit entre autres une réduction de 10% du budget des ministères, la dissolution de plusieurs organismes publics et des mesures contre l'évasion fiscale.

Les autorités régionales verront en outre leur budget amputés de 4,5 milliards d'euros par an, a poursuivi le ministre, jugeant cette réduction "importante mais pas insupportable".

Giulio Tremonti a par ailleurs confirmé trois ans de gel des salaires dans la fonction publique.

Le FMI s'est "vivement félicité" de ce plan et Olli Rehn, commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, l'a jugé "très important".

---

## **Portugal. Les Portugais manifestent contre le plan de rigueur. (30.05)**

### **Libération.fr et AFP - 29.05**

Des milliers de fonctionnaires et salariés du privé se sont rassemblés samedi après-midi à Lisbonne pour participer à une grande manifestation nationale contre les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement pour redresser les finances publiques.

«Nous ne voulons pas que la société portugaise tombe dans l'indifférence et se résigne», a déclaré à l'AFP Manuel Carvalho da Silva, secrétaire général de la CGTP, la principale confédération syndicale, qui a appelé à cette journée d'action.

Les manifestants entendent exprimer leur opposition à la cure de rigueur du gouvernement socialiste qui, après avoir annoncé en février un premier programme d'austérité basé essentiellement sur une réduction des dépenses, a présenté en mai de nouvelles mesures dont une hausse généralisée des impôts, la baisse des aides sociales ou encore le gel des embauches des fonctionnaires.

«Nous voulons que les mesures exceptionnelles, telles que la hausse de la TVA ou des impôts sur les revenus des ménages, soient associées à un calendrier et qu'elles s'inscrivent dans une stratégie à long terme», a expliqué M. Carvalho da Silva.

Fonctionnaires et salariés du privé, venus de différentes régions dans des dizaines de cars, se sont rassemblés en début d'après-midi dans plusieurs points de la capitale avant de défiler ensemble sur la principale artère de Lisbonne.

Les professeurs se sont massés devant le ministère de l'Education, portant des pancartes bleues et rouges exigeant «que les responsables de la crise en payent les conséquences!» ou appelant «à geler le gouvernement».

Les mesures d'austérité doivent permettre d'accélérer l'assainissement des finances publiques face au risque d'une contagion de la crise grecque et à l'explosion des taux d'intérêts de la dette, explique le gouvernement portugais qui s'est engagé à ramener son déficit de 9,4% du PIB en 2009 à 4,6% dès 2011 et sous les 3% préconisés par Bruxelles en 2013.

Les organisateurs de la manifestation tablent sur plus de 200.000 participants, espérant battre le record d'affluence de ces dernières années qui remonte au 13 mars 2009 lorsque quelque 200.000 personnes avaient battu le pavé à Lisbonne pour réclamer de meilleures conditions de travail.

L'Union générale des travailleurs (UGT), deuxième confédération syndicale portugaise, historiquement proche du Parti socialiste, s'est démarquée de cette initiative affirmant «privilégier le dialogue» et refuser d'ajouter une «instabilité sociale» aux problèmes économiques du pays.

Jerónimo de Sousa, secrétaire général du Parti communiste (PCP), dont le parti est proche de la CGTP, devait participer à la journée d'action à Lisbonne. La semaine dernière le PCP avait déposé une motion de censure contre la politique de «stagnation économique et de régression sociale» du gouvernement.

Minoritaire au Parlement, le gouvernement socialiste avait échappé à cette sanction grâce à l'abstention du principal parti de droite (PSD), qui a apporté son soutien au programme d'austérité de l'exécutif.

«L'accord entre le gouvernement socialiste et le PSD +pour calmer les marchés+ protège le capital mais pénalise les travailleurs, les retraités et les chômeurs, tous des victimes» de ce plan de rigueur, souligne un tract de la CGTP qui n'exclut pas d'appeler à une grève générale dans les prochains jours.

«Plus la mobilisation sera forte samedi et plus nous serons en mesure d'appeler à une grève», a indiqué Libério Domingues, de la commission exécutive de la CGTP.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos internationales.

- USA. Défaite pour les anti-armes à feu aux Etats-Unis. (29.06)
- Grèce. Grève générale mardi en Grèce contre la réforme des retraites. (29.06)
- Espagne. Grève dans le métro de Madrid. (29.06)
- Bangladesh. Grève générale au Bangladesh: plus de 300 personnes arrêtées. (28.06)
- Chine: on a raison de se rebeller, dit la nouvelle génération d'ouvriers. (26.06)
- Italie: grève générale contre l'austérité, des milliers de manifestants. (26.06)
- G-B. Retraites : Londres projette de repousser l'âge légal à 66 ans. (25.06)
- Italie. Les ouvriers de l'usine Fiat de Pomigliano ont voté la limitation du droit de grève... (24.06)
- Très forte augmentation du nombre de millionnaires dans le monde en 2009 (titre de LdC). (23.06)
- De plus en plus d'Européens ont du mal à joindre les deux bouts. (23.06)
- G-B. Osborne présente un budget d'extrême rigueur en Grande-Bretagne. (23.06)
- Bangladesh: 700 usines textile fermées à la suite d'un mouvement de protestation. (23.06)
- Chine. Grève dans une usine du japonais Denso en Chine. (23.06)
- Algérie. Plus de 6.000 ouvriers d'Arcelor Mittal en grève en Algérie. (23.06)
- Bangladesh: violents heurts lors d'une manifestation des ouvriers du textile. (20.06)
- Irak. Manifestation à Bassorah, en Irak, un mort. (20.06)
- Grèce. Nouvelle grève générale prévue le 29 juin en Grèce. (18.06)
- Grèce. Grève des transports publics à Athènes contre le plan d'austérité du gouvernement. (18.06)
- Afrique du Sud. Grève des stadiers : la police sud-africaine assure la sécurité dans quatre stades. (16.06)
- Chine. Grève dans une usine Honda en Chine, la contestation gagne du terrain. (14.06)
- Allemagne. Manifestations en Allemagne contre l'austérité. (13.06)
- Italie. Manifestations en Italie contre la rigueur. (13.06)
- Italie. Les médias italiens dénoncent la "loi-bâillon" de Berlusconi. (12.06)
- Chine. Les mouvements sociaux se multiplient en Chine. (12.06)
- G-B. BT : scrutin sur une possible grève dans les prochains jours. (11.06)
- Grèce. Les cheminots grecs en grève contre la privatisation. (11.06)
- Chine. Troisième grève chez Honda en Chine. (11.06)
- Chine. Les grèves s'étendent vers l'intérieur de la Chine. (11.06)
- Chine : des heurts ont éclaté dans une usine en grève. (10.06)
- Espagne. Grève dans la fonction publique espagnole. (09.06)
- Chine. Honda touché par une nouvelle grève en Chine. (09.06)
- Les Etats de l'UE sont-ils encore souverains ? Vérifions-le immédiatement. (09.06)
- Sarkozy, Merkel, Strauss-Kahn et Barosso : des représentants des marchands d'armes. (08.06)
- Chine. Pékin monte le Smic à 115 euros. (05.06)
- Bruxelles veut plus de flexibilité pour les OGM en Europe. (05.06)
- Inde. ArcelorMittal signe un protocole d'accord en Inde. (05.06)
- Grèce. Les Grecs à nouveau dans la rue contre l'austérité. (05.06)
- Le vieux monde suspendu à l'économie d'armement et de guerre. (03.06)
- Chine. La jeune génération chinoise bouscule les règles salariales. (03.06)
- Palestine. La situation après l'attaque de la flottille en route vers Gaza. (01.06)
- Roumanie en crise: une grève générale historique pour le pays. (01.06)
- USA. Marée noire: la communication de BP aussi trouble que du pétrole. (01.06)
- Espagne. La crise politique, économique et sociale s'accroît en Espagne. (01.06)
- Japon. Les socialistes japonais quittent la coalition au pouvoir. (01.06)
- Le Portugal se mobilise dans la rue contre le plan de rigueur. (01.06)
- Chine. La révolte sociale gronde dans l'atelier du monde. (01.06)

## **Chine. La révolte sociale gronde dans l'atelier du monde. (01.06)**

**Figaro.fr - 30.05**

De façon dramatique ou presque cocasse, la question des salaires dans l'«atelier du monde» a occupé le devant de la scène chinoise ces jours derniers. Le versant tragique, ce sont les suicides à la chaîne -au moins 10 morts en peu de temps- dans la gigantesque usine aux 400.000 ouvriers de Foxconn à Shenzhen. Les causes de ces tragédies sont complexes, mais les rythmes de travail intensifs et les maigres salaires ont été mis en cause. Paniquée pour son image, l'entreprise vient d'annoncer une hausse de 20% des salaires.

L'autre actualité moins noire sur le sujet, ce sont les grèves qui ont conduit les quatre usines Honda de Chine à cesser toute activité la semaine dernière. La grève est un phénomène peu courant en Chine, plutôt considéré comme un mal de pays occidental décadent.

L'affaire Foxconn a fait grand bruit, parce que l'entreprise est un monstre de l'électronique, avec 800.000 employés en Chine, qu'elle assemble l'iPhone pour Apple et travaille aussi pour Nokia, Sony ou HP. Les salaires moyens tournent autour de 900 yuans (107 euros). La compagnie a confirmé une prochaine augmentation des salaires, en prenant soin d'affirmer que ce n'était pas une réponse à l'épidémie de suicides. «Nous avons discuté de cette augmentation depuis le début de l'année alors que les affaires ont repris, et fixé une base de 20%», a déclaré un porte-parole de Foxconn à Taïpeh. De fait, cette augmentation correspond à ce qu'a préconisé le patron de la province cet hiver. L'usine Foxconn est en effet située dans le Guangdong, l'un des fiefs des exportateurs chinois, où il manquait officiellement 900.000 ouvriers dans les usines de la région fin février. Du coup, Wang Yang, le réformiste patron du Parti du Guangdong, avait déclaré que la province étudiait une augmentation du salaire minimum, de 15 à 20%.

Revendications soutenues par le gouvernement

L'autre événement saillant, donc, c'est la grève des ouvriers des usines chinoises de Honda, qui gère trois coentreprises dans le pays avec Dongfeng Motors et Guangzhou Automobile. Selon le «National Business Daily», les grévistes, qui gagnent en moyenne moins de 1.500 yuans par mois (179 euros), réclament des augmentations substantielles. Un porte-parole de Honda en Chine a déclaré que «la compagnie est en négociation avec les travailleurs, en coordination avec le gouvernement local».

Aujourd'hui, un grand nombre d'entreprises étrangères ou assimilées implantées dans le pays font face à une montée des revendications des salariés et plus particulièrement des travailleurs migrants. Symptomatiquement, le Hong Kong Trade Development Council (HKTDC) doit présenter cette semaine un rapport intitulé «La hausse des coûts sur le continent touche de plein fouet les entreprises hong-kongaises». Or, avec les entreprises taïwanaises, elles sont les grands employeurs du Sud chinois. À côté de la hausse du coût des matières premières et de l'inflation, la pression pour l'augmentation des salaires -pourtant bien minces- est considérée comme un problème.

D'autant que ces revendications de hausse des salaires semblent soutenues, jusque dans une certaine mesure, par les dirigeants chinois. Avec deux objectifs : limiter les tensions sociales et muscler la consommation intérieure pour compenser la baisse des exportations vers l'Occident.

La meilleure preuve en est le rôle joué par la très officielle Fédération nationale des Syndicats de Chine (FNSC). Dans le Guangdong par exemple, elle a préconisé que le salaire minimum soit au moins égal à 40% du salaire moyen de la province. Selon Zhang Jianguo, de la FNSC, la part des salaires dans le PIB n'a cessé de baisser depuis 1983, passant de 56,5% à 36,7% aujourd'hui.

Cette hausse des salaires est aussi un grand argument des industries exportatrices contre toute appréciation du yuan, le secteur ne pouvant supporter en même temps ces deux facteurs de hausse de leurs produits destinés au marché extérieur. À moins d'accepter une réduction leur marge de profit, ce qui n'est pas d'actualité.

## **Le Portugal se mobilise dans la rue contre le plan de rigueur. (01.06)**

**JDF - 29.05**

La cure d'austérité fait des vagues au Portugal. Samedi après-midi, des milliers de fonctionnaires et salariés du privé se sont rassemblés à Lisbonne pour participer à une grande manifestation nationale contre les mesures de rigueur annoncées par le gouvernement socialiste. «Nous ne voulons pas que la société portugaise tombe dans l'indifférence et se résigne», a déclaré Manuel Carvalho da Silva, secrétaire général de la CGTP, la principale confédération syndicale, qui a appelé à cette journée d'action.

Selon la principale confédération syndicale portugaise (CGTP), 300.000 personnes étaient présentes pour cette manifestation. Il s'agit, selon la CGTP, d'une affluence record pour ces dernières années, dépassant les 200.000 personnes qui avaient battu le pavé à Lisbonne le 13 mars 2009 pour réclamer de meilleures conditions de travail.

«Que les responsables de la crise paient !»

Les manifestants ont exprimé leur opposition aux plans du gouvernement qui, après avoir annoncé en février un premier programme d'austérité basé essentiellement sur une réduction des dépenses, a présenté en mai de nouvelles mesures dont une hausse généralisée des impôts, la baisse des aides sociales ou encore le gel des embauches des fonctionnaires. «Nous voulons que les mesures exceptionnelles, telles que la hausse de la TVA ou des impôts sur les revenus des ménages, soient associées à un calendrier et qu'elles s'inscrivent dans une stratégie à long terme», a expliqué Manuel Carvalho da Silva.

Fonctionnaires et salariés du privé, venus de différentes régions dans des dizaines de cars, se sont rassemblés en début d'après-midi dans plusieurs points de la capitale avant de défiler ensemble sur la principale artère de Lisbonne. Les professeurs se sont massés devant le ministère de l'Education, portant des pancartes bleues et rouges exigeant «que les responsables de la crise en paient les conséquences!» ou appelant «à geler le gouvernement». Les mesures d'austérité doivent permettre d'accélérer l'assainissement des finances publiques face au risque d'une contagion de la crise grecque et à l'explosion des taux d'intérêts de la dette, explique le gouvernement portugais qui s'est engagé à ramener son déficit de 9,4% du PIB en 2009 à 4,6% dès 2011 et sous les 3% préconisés par Bruxelles en 2013.

L'Union générale des travailleurs (UGT), deuxième confédération syndicale portugaise, historiquement proche du Parti socialiste, s'est démarquée de cette initiative affirmant «privilégier le dialogue» et refuser d'ajouter une «instabilité sociale» aux problèmes économiques du pays.

Appel à la grève générale pas exclu

Jeronimo de Sousa, secrétaire général du Parti communiste (PCP), dont le parti est proche de la CGTP, devait participer à la journée d'action à Lisbonne. La semaine dernière le PCP avait déposé une motion de censure contre la politique de «stagnation économique et de régression sociale» du gouvernement. Minoritaire au Parlement, le gouvernement socialiste avait échappé à cette sanction grâce à l'abstention du principal parti de droite (PSD), qui a apporté son soutien au programme d'austérité de l'exécutif.

«L'accord entre le gouvernement socialiste et le PSD «pour calmer les marchés» protège le capital mais pénalise les travailleurs, les retraités et les chômeurs, tous des victimes» de ce plan de rigueur, souligne un tract de la CGTP qui n'exclut pas d'appeler à une grève générale dans les prochains jours. «Plus la mobilisation sera forte samedi et plus nous serons en mesure d'appeler à une grève», a indiqué Libério Domingues, de la commission exécutive de la CGTP.

---

## **Japon. Les socialistes japonais quittent la coalition au pouvoir. (01.06)**

**LeMonde.fr - 30.05**

Le Parti social-démocrate japonais (PSD) a annoncé, dimanche 30 mai, qu'il quittait la coalition au pouvoir en raison du maintien controversé d'une base américaine sur l'île d'Okinawa, faisant pression sur le premier ministre japonais Yukio Hatoyama avant les élections de juillet. 'Nous avons décidé de quitter le gouvernement lors d'une réunion' de la direction du parti, a déclaré la présidente du PSD, Mizuho Fukushima.

Le premier ministre Yukio Hatoyama avait décidé vendredi d'exclure de son gouvernement de coalition Mizuho Fukushima, opposée à l'accord conclu avec les Etats-Unis sur le transfert de la base militaire d'Okinawa, dans le sud du pays. La secrétaire d'Etat à la consommation et présidente du PSD avait répété qu'elle n'accepterait pas le maintien de la base sur cette île.

Mme Fukushima et son parti étaient les plus ardents partisans d'un transfert de la base en dehors d'Okinawa, qui accueille déjà les trois quarts des bases et la moitié des quelque 47 000 soldats américains chargés de défendre l'archipel. Pendant la campagne des législatives de l'été dernier, M. Hatoyama avait promis d'"alléger le fardeau" de la population locale qui se plaint du bruit, des risques d'accident et de la criminalité engendrés par la présence américaine.

Mais après plusieurs mois de tergiversations, le premier ministre a été contraint de reconnaître qu'il n'avait pas trouvé d'autre solution que de reconstruire Futenma, actuellement située en pleine ville, sur une baie protégée de l'île, contre l'avis de la population locale.

La coalition de centre-gauche vole donc en éclats. Elle était formée par le Parti démocrate du Japon (PDJ) avec le PSD et un petit parti nationaliste, le Nouveau parti du peuple (NPP). Le gouvernement a été constitué au lendemain de la victoire écrasante du PDJ aux législatives d'août 2009. La popularité M. Hatoyama a subi récemment une dégringolade dans les sondages, avec seulement environ 20 % d'opinions positives, un record.

## **Espagne. La crise politique, économique et sociale s'accroît en Espagne. (01.06)**

### **Reuters - 30.05**

Le gouvernement socialiste espagnol de José Luis Zapatero traverse une sérieuse zone de turbulences économiques, sociales et politiques et certains prédisent déjà des élections anticipées avant la fin de l'année.

Un sondage publié dimanche par le quotidien El Mundo montre que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) arriverait plus de dix points derrière le Parti populaire d'opposition si des élections avaient lieu aujourd'hui, alors que la législature s'achève en 2012.

Les socialistes avaient devancé de trois points le PP lors des élections de mars 2008, mais, depuis, le nombre des chômeurs a plus que doublé pour atteindre le chiffre de 4,6 millions.

"Le gouvernement ne fait pas seulement face à une crise économique mais aussi à une crise politique parce que sa façon de gouverner est défaillante", assure Angel Laborda, économiste au cabinet de consultants bancaires Funcas.

"Je crois que des élections législatives seront organisées tôt ou tard", ajoute-t-il, se référant aux difficultés que le gouvernement éprouve à faire accepter ses mesures d'austérité et à obtenir une réforme du code du travail.

Les socialistes espagnols s'efforcent de montrer à des marchés financiers mondiaux nerveux que la quatrième économie de la zone euro n'emboîte pas le pas à l'économie grecque, mais le redressement de l'opposition réduit sa marge de manoeuvre.

Les syndicats, même s'ils ne représentent moins de 20% de la population active, ont annoncé une grève d'une journée des fonctionnaires le 8 juin contre la baisse de leurs traitements.

La date butoir pour parvenir à une réforme du code du travail négociée avec les partenaires sociaux a été repoussée samedi d'une semaine par le gouvernement.

### **REPRISE PLUS TIMIDE QUE PREVU**

Celui-ci a annoncé que, faute d'accord, il imposerait la réforme par voie de décret, une perspective à laquelle les syndicats ont menacé de réagir par une autre grève générale.

Les employeurs souhaitent assouplir la législation sur l'embauche et le licenciement mais les syndicats insistent sur le maintien des acquis sociaux.

Les pourparlers avec les partenaires sociaux se sont poursuivis ce week-end, parallèlement à la mise en place des mesures d'austérité que le gouvernement a fait adopter de justesse jeudi par le Parlement.

Les regards seront tournés lundi vers les marchés financiers après la décision prise vendredi par l'agence de notation Fitch Ratings d'abaisser la note souveraine de l'Espagne à AA+, contre AAA auparavant.

L'agence a expliqué sa décision en prédisant que la reprise de l'économie espagnole serait "plus timide" que prévu par le gouvernement en raison des mesures d'austérité adoptées.

Le gouvernement a dû admettre que la sortie de crise serait plus longue que prévu en révisant cette semaine à la baisse sa prévision de croissance pour 2012, à 2,5% au lieu de 2,9%.

Selon Angel Laborda, "la crise politique contrarie les effets positifs que les mesures d'austérité pouvaient avoir parce qu'elle porte atteinte à la confiance des investisseurs".

---

## **USA. Marée noire: la communication de BP aussi trouble que du pétrole. (01.06)**

### **20minutes.fr - 31.05**

Signes avant-coureurs de l'explosion ignorés, importance de la fuite minimisée... BP est attaqué de tous les côtés...

A qui la faute? Alors que le pétrole pourrait s'écouler jusqu'au mois d'août après l'échec de l'opération «top kill», chacun se renvoie la balle. L'administration Obama accuse l'exploitant de la plateforme, BP, qui se décharge sur le constructeur Transocean, tout en reconnaissant être «au bout du compte responsable». Alors que l'enquête est encore loin d'être bouclée, de nombreux éléments accablent la compagnie pétrolière britannique.

Origines de l'explosion: des signes avant-coureurs ignorés

Le rapport préliminaire des sénateurs Henry Waxman et Bart Stupak, publié la semaine dernière et basé sur des éléments fournis par BP, n'est pas tendre. Il relève «trois signes avertissant» de l'imminence de la catastrophe dans l'heure précédant l'explosion. La pression a notamment subitement augmenté dans le puits. «Les données suggèrent que les ouvriers» ont tenté une intervention, notent les sénateurs, qui qualifient «d'erreur fondamentale» la poursuite de l'activité par BP.

BP savaient qu'il y avait des risques mais a modifié ses règles de sécurité

Selon une enquête du New York Times, BP était préoccupé par la sécurité de la plateforme Deepwater Horizon 11 mois avant l'accident. Le 22 juin 2009, des ingénieurs de BP estimaient que l'enveloppe métallique que la compagnie voulait utiliser pourrait céder sous une forte pression. «Cela serait certainement le pire scénario», mettait en garde dans un rapport interne Mark Hafle, un ingénieur spécialiste en forage chez BP. La groupe pétrolier a néanmoins maintenu sa décision d'utiliser ce coffrage mais seulement après avoir obtenu la permission d'autres responsables du groupe, car une telle mesure violait les propres règles de sécurité de la compagnie, selon le NYT. Devant une commission d'enquête du Congrès, Mark Hafle a cependant juré que «personne ne pensait que ça poserait un problème de sécurité». «Tous les risques ont été pris en compte. Nous avons un modèle suggérant que si la construction était effectuée correctement, l'ouvrage serait couronné de succès.»

Deux autres accidents ont touché des installations BP ces dernières années

BP jure donc que «tous les risques» avaient été pris en compte. De précédents incidents ne plaident cependant pas en sa faveur. En 2005, quinze ouvriers sont morts suite à une explosion dans une raffinerie au Texas. BP a été condamné à plusieurs amendes se montant à plus de 350 millions de dollars pour ne pas avoir mis en œuvre des mesures de sécurité recommandées par les pouvoirs publics. L'entreprise dit avoir versé plus d'un milliard de dollars aux victimes. En 2006, une fuite majeure sur un oléoduc exploité par l'entreprise en Alaska a conduit à sa fermeture. Une autre conduite de l'Etat a été fermée, la semaine dernière, après une panne de courant ayant déclenché l'ouverture accidentelle d'une valve.

Une fuite minimisée

Au lendemain de l'explosion, les garde-côtes indiquent «qu'aucune fuite sous-marine n'a été détectée.» Deux jours plus tard, BP estime que le pétrole s'écoule à «1.000 barils» par jour. A la fin de la semaine, les autorités américaines revoient le chiffre à la hausse: 5.000 barils/jour (800.000 litres). Un porte-parole de BP parle alors de «légère divergence d'opinion», avant que l'entreprise reconnaisse finalement que les fuites sont «plus importantes que prévu». Une polémique éclate car BP refuse l'accès au puits à des experts indépendants qui veulent réaliser des mesures sur site. «Nous n'allons pas faire un effort supplémentaire pour calculer le débit. Ce n'est pas utile dans l'immédiat et pourrait perturber les efforts» pour boucher la fuite, explique l'entreprise. Qui finit finalement par fournir un flux vidéo d'une caméra sous-marine. Jeudi dernier, deux modélisations différentes d'experts ont avancé un chiffre de 12.000 à 19.000 barils par jour (de 2 à 3 millions de litres). Soit entre 12 et 19 fois plus que les estimations initiales de BP.

---

## **Roumanie en crise: une grève générale historique pour le pays. (01.06)**

**Lepost.fr - 31.05**

La semaine dernière, j'étais sur place et j'ai donc assisté à la déclaration de grève générale de tous les syndicats de Roumanie. Concrètement comment cela va-t-il se présenter?

- Pas de transports, ni métro, ni trains, ni fret, à partir de mardi. Quelques bus circuleront néanmoins.
- Les salariés vont se présenter sur leur lieu de travail mais ne travailleront pas (en gros, ils viennent juste pointer).
- Les enseignants se mettent également en grève et bien que suite à un accord avec le ministère de l'Education, ils vont dispenser leurs cours. Mais la plupart des professeurs du secondaire ne surveilleront ni ne corrigeront les épreuves du baccalauréat.
- La police, le service des douanes, les services hospitaliers, les services pénitenciers sont également entrés dans la danse avec une nuance: si les autres services se sont mis en grève totale, la police et la douane fourniront environ un tiers de leur activité habituelle.

- Se mettent également en grève les services administratifs, culturels et les antennes de protection sociale.

- Le secteur privé, solidaire du secteur public, se met également en grève. Les "jeunes", par solidarité avec leurs parents et leurs grands-parents ont également décidé de les soutenir et défilent avec eux lors des manifestations qu'il y a eu mardi et mercredi dernier devant le Parlement (je vous raconte pas le b\*\*\*el!).

Dans toutes les émissions à la télévision, les gens parlent d'une grève dure, pour protester contre des mesures jugées iniques et ce malgré l'opposition du gouvernement concernant l'application des dites mesures (à savoir réduction de 15% des retraites et 25% des salaires).

La grève devrait durer au moins dix jours selon le quotidien Adevarul.

(Sources: Evz.ro , Romanioliberal.ro , Agentia.ro , Adevarul.ro , Antenna 1.)

---

## **Palestine. La situation après l'attaque de la flottille en route vers Gaza. (01.06)**

### **20minutes.fr - 31.05**

20h20: Quelque 1.300 personnes, selon la police, ont manifesté ce lundi soir dans le centre de Lille et plusieurs centaines d'autres à Lyon pour dénoncer le raid israélien contre une flottille d'aide aux Palestiniens au large de Gaza.

19h24: Barack Obama réclame une enquête et exprime «son profond regret pour les pertes de vies humaines»

Le président américain a demandé à connaître «le plus vite possible» les circonstances exactes de l'abordage sanglant d'une flottille pro-palestinienne par Israël, lors d'une conversation téléphonique avec le Premier ministre israélien Netanyahu. Il a également exprimé «son profond regret pour les pertes de vies humaines et son inquiétude pour les blessés».

18h54: Les manifestants pro-palestiniens bloquent les Champs-Élysées

Ne pouvant aller plus loin sur l'avenue Matignon, les manifestants ont décidé de se stationner sur le Rond-Point des Champs-Élysées, coupant totalement la circulation sur l'artère parisienne. La tension se serait calmée selon notre photo-journaliste présent sur place.

18h40: Plusieurs centaines de manifestants à Paris pour protester contre Israël

A Paris, les manifestants pro-palestiniens étaient entre plusieurs centaines et un millier. Partis du Rond-Point des Champs-Élysées, ils tentent de se diriger vers l'ambassade d'Israël. Des CRS les ont bloqué pour le moment au niveau de l'avenue Matignon, mais ils seraient débordés selon le photo-journaliste de 20minutes.fr présent sur place. «Les manifestants ne sont pas du tout pacifistes», quelques affrontements ont eu lieu, forçant les CRS à «lâcher des gaz lacrymogènes».

18h25: Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré ce lundi qu'au moins dix personnes étaient mortes après l'assaut de l'armée israélienne, regrettant «ces pertes en vies humaines». Il a ajouté que le blocus sur la bande de Gaza ne serait pas levé.

18h06: Les pays de l'Otan tiendront mardi une réunion spéciale à la demande de la Turquie, à la suite de l'incident naval au large de Gaza, a indiqué ce lundi le porte-parole de l'Otan James Appathurai.

17h47: Au moins neuf morts selon l'armée israélienne

L'assaut lancé par des commandos de la marine israélienne a fait au moins neuf morts parmi les passagers, a indiqué une porte-parole militaire israélienne. L'armée a aussi fait état de sept à dix soldats blessés, dont deux grièvement. Les estimations sur le nombre des passagers blessés durant l'intervention israélienne varient de 20 à 30.

17h20: Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé Israël d'avoir commis un acte de «terrorisme d'Etat» en ordonnant le raid meurtrier, évoquant une action «inhumaine».

17h11: La chancelière allemande Angela Merkel a téléphoné à ses homologues israélien et turc Benjamin Netanyahu et Recep Tayyip Erdogan pour exprimer sa «profonde inquiétude» après le raid israélien meurtrier.

17h06: Un bilan des victimes encore confus



La chaîne 10 de la télévision israélienne a ramené à au moins dix morts son bilan de l'assaut donné par les commandos israéliens. La chaîne privée avait auparavant fait état de 19 morts et 36 blessés. Selon l'armée israélienne, plus de dix passagers ont été tués et entre sept et dix soldats blessés, dont deux grièvement. Une ONG turque à Gaza, qui a participé au convoi, a parlé d'au moins 15 morts, pour la plupart des Turcs.

16h43: Israël avait mis en garde les militants pro-palestiniens contre un débarquement à Gaza

«Nous étions conscients de ce qui pouvait se passer. Nous les avons avertis, et nous leur avons dit que ce qu'ils allaient faire était une provocation», a déclaré le ministre israélien de l'Industrie et du Commerce, Binyamin Ben Eliezer.

16h40: Des liens entre le convoi humanitaire et Al-Qaida?

L'ambassadeur d'Israël au Danemark, Arthur Avnon, a affirmé que des rumeurs faisant état de liens entre la flottille pour Gaza et Al-Qaida étaient à l'origine de l'intervention de l'armée israélienne contre les bateaux d'aide humanitaire internationale.

16h33: Le Rapporteur spécial de l'ONU veut traîner en justice «les responsables du meurtre» des civils du convoi humanitaire

«Il est essentiel que les Israéliens responsables de cette conduite illégale et meurtrière, y compris les responsables politiques qui ont donné les ordres, soit tenus pour pénalement responsables de leurs actes», a déclaré Richard Falk.

16h30: Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a finalement décidé d'annuler le reste de sa visite au Canada et aux Etats-Unis pour revenir en Israël. Il devait notamment rencontrer Barack Obama à la Maison Blanche mardi.

16h25: Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra une réunion d'urgence ce lundi à 13h locales (19h heure française) sur le Proche-Orient après l'assaut israélien.

16h02: Appels à des rassemblements ce lundi après-midi dans plusieurs grandes villes de France

Le NPA a lancé un appel à des rassemblements ce lundi après-midi dans plusieurs grandes villes dont Paris, auquel se sont joints le PCF et les Verts. A Paris, le rassemblement est prévu à proximité de l'ambassade d'Israël, à 18h30 au métro Franklin-Roosevelt, celui de Marseille est prévu à 18h sur le Vieux-Port. Même heure pour celui de Montpellier prévu à 18h place de la Comédie.

15h47: La haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Navi Pillay, a «condamné sans équivoque ce qui paraît un usage disproportionné de la force» de l'armée israélienne lors de l'assaut contre la flottille d'aide humanitaire.

15h44: Des milliers de personnes ont manifesté ce lundi en Jordanie, en Egypte, en Iran et au Liban pour protester contre l'assaut donné par la marine israélienne sur le convoi humanitaire.

15h41: Appel à la grève générale mardi parmi les Arabes israéliens

Un appel à la grève générale parmi les 1,3 million d'Arabes israéliens a été lancé ce lundi pour protester contre l'assaut de l'armée israélienne. Le Haut comité de suivi des Arabes, la plus importante organisation de cette communauté, a appelé à une journée de grève générale mardi et à des manifestations en Israël.

15h35: Amnesty International a demandé à Israël d'ouvrir immédiatement une «enquête crédible et indépendante» sur l'assaut mené par son armée contre la flottille internationale humanitaire et a réclamé la levée du blocus contre le territoire palestinien.

15h14: Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a apporté depuis Ottawa (Canada) «son entier soutien» à l'armée israélienne après l'assaut meurtrier contre la flottille d'aide humanitaire.

15h10: La Russie a qualifié de «violation grossière» du droit international l'assaut israélien, selon le ministère des Affaires étrangères

15h08: Grève générale à partir de mardi dans la bande de Gaza où des milliers de Palestiniens ont manifesté ce lundi

14h59: Environ 10.000 Turcs ont manifesté ce lundi sur la principale place d'Istanbul pour protester contre l'assaut israélien

14h53: La Reine Rania de Jordanie exprime son indignation sur Twitter

La Reine Rania de Jordanie s'est dit «choquée par la mort de civils dans les eaux internationales» sur son compte Twitter. Elle se dit également admirative «du courage et du sacrifice de ceux qui étaient à bord (des bateaux) au nom de la justice».

14h44: Les Etats-Unis «regrettent les pertes en vies humaines» après l'assaut israélien

«Les Etats-Unis regrettent profondément les pertes en vies humaines et les blessés et travaillent à éclaircir les circonstances entourant cette tragédie», a indiqué un porte-parole de la Maison Blanche, William Burton. Il s'agit de la première réaction américaine après l'événement de ce lundi matin. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a décidé de ne pas interrompre son voyage en Amérique du Nord, est attendu mardi à Washington, où il doit rencontrer le président Barack Obama à la Maison Blanche.

14h39: «Pas de victimes françaises», selon le Quai d'Orsay Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a indiqué qu'«en l'état actuel de nos informations, il n'y a pas de victimes françaises». Selon les comités de soutien français à cette opération, sept Français y avaient pris part.

14h35: Le président du Crif «déploie profondément» les victimes de l'assaut israélien, mais doute du caractère humanitaire du convoi.

«Nous ne connaissons pas encore exactement les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'opération mais il semble que sur un des six bateaux, et sur un seul, les soldats israéliens ont été accueillis par des armes qui étaient dans les mains d'activistes du Hamas», a déclaré le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier. «Cela signifie que le convoi n'avait plus le caractère humanitaire qu'il était censé avoir».

14h27: Le président égyptien, Hosni Moubarak, dénonce «l'usage excessif et injustifié de la force et la perte de vies innocentes»

Présent à Nice pour le sommet Afrique-France, le président Moubarak «affirme la solidarité du peuple et du gouvernement égyptiens avec la population de Gaza et réaffirme que la réconciliation palestinienne est la voie vers la levée du blocus et la fin de la souffrance humanitaire des habitants» de l'enclave palestinienne. L'ambassadeur d'Israël au Caire a été convoqué par l'Egypte qui entend lui faire part de sa «protestation» après l'intervention israélienne.

14h21: Tony Blair s'est dit «choqué» par l'assaut israélien

«J'exprime mon profond regret et mon choc au sujet de ces tragiques pertes humaines», a déclaré l'ex-Premier ministre britannique et représentant du Quartette pour le Proche-Orient. «De toute évidence, il doit y avoir une enquête complète sur ce qu'il s'est passé.»

14h16: Catherine Ashton a appelé le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, pour lui réclamer une enquête

«J'ai parlé ce matin au ministre des Affaires étrangères d'Israël. J'ai exprimé ma profonde préoccupation concernant la tragédie qui a eu lieu. Je lui ai dit que nous avons besoin d'une enquête sur ses circonstances, menée par Israël», a déclaré la chef de la diplomatie de l'Union européenne à Varsovie. «J'ai aussi profité de l'occasion pour souligner l'importance d'ouvrir l'acheminement de l'aide humanitaire, pour assurer aux gens ordinaires une existence meilleure que celle que j'ai pu voir moi-même à Gaza».

13h45: Pour l'ambassadeur d'Israël en France, les soldats israéliens ont agi en situation de légitime défense Convoqué ce lundi après-midi au Quai d'Orsay, Daniel Shek a estimé sur RTL qu'il y avait«probablement des armes à feu» sur les bateaux de la flottille.«Ne pas céder aux provocations ne veut pas non plus dire sacrifier sa vie», a-t-il fait valoir. «Quand la vie de soldats est en danger comme clairement ça été le cas, il est normal et internationalement accepté qu'on a le droit de (...) défendre sa propre vie» et cette auto-défense est légitime «n'importe où», «même dans les eaux internationales», a ajouté l'ambassadeur d'Israël.

13h36: La Grande-Bretagne déplore «les pertes humaines»

Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, a «déploré les pertes humaines» provoquées par l'assaut israélien et a appelé Israël à agir dans le respect de ses obligations internationales.

13h28: Axel Poniatowski condamne à son tour l'assaut de la marine israélienne

Le président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale a indiqué dans un communiqué que «rien ne saurait justifier une telle action contre une organisation à vocation pacifique». Il appelle ainsi l'Union européenne à «se porter garante, sous une résolution de l'ONU, de la sécurité des points de passage, condition nécessaire pour permettre la levée du blocus».

13h19: BHL qualifie l'assaut israélien de «stupide»

«Les images (du raid) vont faire le tour du monde. Elles sont plus dévastatrices pour ce pays (Israël) qu'une défaite militaire», a estimé Bernard-Henri Lévy, invité à un forum sur la démocratie organisé par la France à Tel Aviv, le philosophe Bernard-Henri Lévy. Face à lui, la

ministre israélienne de la Culture, Limor Livnat, a rejeté la responsabilité des violences sur les militants pro-palestiniens. «Nos forces se sont heurtées à une opposition très violente, face à des gens armés de couteaux», a-t-elle déclaré, estimant que la flottille était une «provocation». Limor Livnat n'a cependant pas caché que ce raid meurtrier allait «certainement porter atteinte à l'image d'Israël».

13h03: La France convoque l'ambassadeur d'Israël pour explications

L'ambassadeur d'Israël en France Daniel Shek va être convoqué lundi après-midi au ministère des Affaires étrangères, qui veut des explications sur le raid meurtrier.

12h46: Le Vatican exprime sa «douleur et sa préoccupation» à la suite de l'assaut militaire israélien contre la flottille pro-palestinienne

12h43: La Belgique «invite» l'ambassadeur d'Israël à venir «s'expliquer»

Le ministre belge des Affaires étrangères Steven Vanackere l'a «invité à s'expliquer devant lui ce lundi après-midi sur le déroulement des faits ainsi que sur la situation des cinq Belges» qui étaient à bord des bateaux de la flottille. Ces cinq Belges sont quatre femmes et un journaliste, cameraman de la chaîne internationale de télévision Al Jazeera.

12h32: Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon «choqué»

Il a également «condamné ces violences», et a souligné qu'il était «vital qu'une enquête complète soit menée».

12h29: La Turquie rappelle son ambassadeur en Israël

Le vice-Premier ministre turc, Bulent Arinc a affirmé: «Notre ambassadeur en Israël a été rappelé à Ankara.» Il a également annoncé que des préparatifs pour des manœuvres militaires conjointes avec Israël avaient été annulés, et a confirmé que la Turquie avait demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

12h28: Nicolas Sarkozy condamne «l'usage disproportionné de la force»

Le chef de l'Etat exige également que soit faite «toute la lumière sur cette tragédie», selon un communiqué de l'Elysée.

12h25: Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu continue sa tournée au Canada et aux Etats-Unis malgré tout

12h22: La haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme «choquée»

Devant le Conseil des droits de l'homme réuni en session plénière à Genève, Navi Pillay a dénoncé «le blocus de la bande de Gaza (qui) continue de porter atteinte quotidiennement aux droits de l'homme».

12h21: L'Egypte «condamne» les «meurtres» commis par l'armée israélienne

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hossam Zaki, a également «appelé à nouveau après ces incidents tragiques à la levée immédiate» du blocus contre Gaza.

12h20: Réunion extraordinaire des ambassadeurs de l'Union Européenne Les ambassadeurs des 27 pays de l'UE se réuniront ce lundi après-midi à Bruxelles pour faire le point sur la situation.

12h20: La Turquie demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU

12h17: Un bateau grec de la flottille a essuyé des tirs à «balles réelles» Cette information a été fournie par les responsables d'un autre bateau grec, le Elefthéri Mesogeio, qui a lui aussi été ultérieurement arraisonné par la marine israélienne, selon le communiqué de l'ONG «Un bateau pour Gaza». Les balles auraient été tirées à partir d'hélicoptères et de canots gonflables israéliens.

12h14: Les Pays-Bas demandent des «éclaircissements» à l'ambassadeur d'Israël à La Haye

12h13: La politique s'empare de l'affaire

Les groupes socialistes et Verts au Parlement européen ont condamné l'assaut de l'armée israélienne. Cette attaque constitue «une violation grave des principes du droit international humanitaire et une réaction de violence disproportionnée par rapport à une initiative d'aide humanitaire», ont estimé les dirigeants verts, qui ont réclamé «la levée du blocus» de Gaza.

La flottille ne comptait aucun député du Parlement européen mais plusieurs députés de Parlements nationaux européens, a précisé un porte-parole du Parlement européen. La mission israélienne auprès de l'UE a pour sa part dénoncé, dans un communiqué, «un événement médiatique motivé par des raisons politiques» à l'initiative «de militants anti-israéliens et d'éléments islamistes».

12h11: Les Israéliens appelés à ne plus se rendre en Turquie

Le bureau israélien de lutte contre le terrorisme, qui dépend des services du Premier ministre, craint des manifestations hostiles. «Aux Israéliens qui séjournent en Turquie, il est recommandé de rester à l'intérieur, d'éviter de se rendre dans les centre-ville et dans les endroits où se déroulent des manifestations et de suivre les développements de crainte d'une aggravation de la situation», indique un communiqué.

12h11: La Norvège, juge «inacceptable» l'assaut de l'armée israélienne

Le Premier ministre, Jens Stoltenberg, a réclamé une «enquête internationale indépendante immédiate», et a ajouté que l'ambassadeur israélien à Oslo avait été convoqué. «Quelles que soient les circonstances, il est inacceptable de lancer un assaut militaire contre des militants humanitaires civils.» La flottille comptait trois Norvégiens dont le sort n'est pas encore connu, a-t-il précisé.

12h10: L'intervention israélienne est «à première vue disproportionnée» pour l'Allemagne

«Les gouvernements allemands ont toujours reconnu le droit d'Israël à se défendre, mais ce droit doit être dans le cadre d'une réponse proportionnelle», a affirmé le porte-parole du gouvernement allemand Ulrich Wilhelm. Cette première réaction du gouvernement allemand est inhabituellement vive, Berlin, pour des raisons historiques, évitant le plus souvent de critiquer Israël.

12h08: Appel à la grève générale des Arabes israéliens

Le Haut comité de suivi des Arabes, la plus importante organisation de cette communauté, a appelé à une journée de grève générale mardi et à des manifestations en Israël. Plusieurs centaines d'Arabes israéliens sont déjà descendus dans les rues de Nazareth, la première ville arabe d'Israël, pour dénoncer l'assaut sanglant mené contre la flottille, ont indiqué des témoins.

11h41: Le Crif «déploie profondément» l'opération militaire israélienne

Haïm Musicant, directeur général du Conseil représentatif des institutions juives de France, a jugé que «ce n'est pas une bonne nouvelle pour la paix». «Nous déplorons profondément qu'il y ait des victimes.» «On est sincèrement dans la compassion et la tristesse», a-t-il ajouté.

11h40: «Sans nouvelles» de la délégation algérienne

Le Mouvement algérien de la société de la paix (MSP, islamiste) a indiqué ne pas savoir ce qu'il en est des 32 membres de la délégation algérienne, «qui comprend des députés, des journalistes et des médecins». Le contact par téléphone satellite a été interrompu «deux heures avant l'agression», selon le chargé de communication du MSP, Mohamed Djema. «Des informations non confirmées font état de deux victimes parmi la délégation algérienne», a-t-il ajouté.

11h39: 19 morts et 26 blessés, selon un nouveau bilan annoncé par la télévision israélienne

11h34: L'émir du Qatar appelle à «briser» le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza

Le cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani a dénoncé l'attaque israélienne comme «un acte de piraterie». «Tous ceux qui parlent de liberté, de justice et de démocratie sont désormais tenus d'agir pour briser l'embargo, pour que le sang versé par ces hommes épris de paix ne soit pas vain», a-t-il ajouté en référence aux militants tués ou blessés dans le raid israélien.

11h31: La ministre danoise des Affaires étrangères convoque l'ambassadeur d'Israël à Copenhague pour entendre ses explications sur l'assaut

11h18: La Grèce annule une visite du chef d'état-major de l'armée de l'air israélienne prévue mardi

10h52: L'Irlande dénonce une action «totalement inacceptable»

Le ministre irlandais des Affaires étrangères Micheal Martin s'est dit «sérieusement préoccupé» par le raid dans un communiqué, précisant «Mon ministère cherche à établir les faits et à s'assurer de la sécurité des huit Irlandais qui étaient à bord».

10h47: L'opération de commando s'est déroulée dans les eaux internationales

Le porte-parole de l'armée israélienne, le général Avi Benayahu, a précisé que «le commando a agi en pleine mer entre 4h30 et 5h du matin (3h30 et 4h, heure française) à une distance de 70-80 milles (130 à 150 km) de nos côtes».

Aux termes des accords de paix d'Oslo (1993), Israël a gardé le contrôle des eaux territoriales au large de la bande de Gaza sur une distance de 20 milles (37 km).

10h40: Appel à un rassemblement devant l'ambassade israélienne à Paris ce lundi à 18h30 Le PCF, le NPA et les Verts sont notamment signataires.

10h26: Le gouvernement israélien accuse les membres de la flottille d'avoir «déclenché les violences»

Le porte-parole du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Mark Regev, a affirmé: «Nous avons fait tous les efforts possibles pour éviter cet incident. Malheureusement, ils ont été attaqués avec une extrême violence par les gens sur le bateau, avec des barres de fer, des couteaux et des tirs à balles réelles.» Un porte-parole de l'armée israélienne a également affirmé que deux pistolets avaient été découverts à bord des bateaux de la flottille.

10h25: Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad dénonce «l'action du régime sioniste inhumain»

«L'acte inhumain du régime sioniste contre le peuple palestinien et le fait d'empêcher l'aide humanitaire destinée à la population d'arriver à Gaza n'est pas un signe de la force mais de la faiblesse de ce régime», a-t-il déclaré, affirmant: «Tout cela montre que la fin de ce régime sinistre et fantoche est plus proche que jamais.»

10h23: Un assaut «complètement inacceptable» pour la Suède

Elle a convoqué l'ambassadeur d'Israël à Stockholm pour le lui dire, a annoncé le ministère des Affaires étrangères. 1

0h19: L'armée israélienne ignore «qui a donné l'ordre de tirer» Son porte-parole, le général Avi Benayahu, a indiqué à la radio militaire qu'il était «encore trop tôt pour le déterminer». «La marine agit selon les ordres et les consignes de tirs sont très claires. Les soldats avaient été prévenus de ne pas céder à des provocations», a souligné le général Benayahu. «Nous nous étions préparés à une mission policière pour faire face à des violences, mais nous avons été confrontés à une violence à caractère terroriste», a-t-il ajouté.

10h17: La Grèce interrompt des manoeuvres aériennes avec Israël

Le ministre grec de la Défense, Evangélos Vénizélos, a demandé à l'état-major de l'armée de l'air de mettre fin à un exercice aérien commun gréco-israélien qui se déroulait depuis mardi en Crète, selon un communiqué.

10h16: Pour Bernard Kouchner, «rien ne saurait justifier l'emploi d'une telle violence»

Dans un communiqué, le ministre des Affaires étrangères français s'est dit «profondément choqué» par l'assaut israélien.

9h52: L'Espagne convoque l'ambassadeur d'Israël

Le pays, qui exerce la présidence tournante de l'UE, veut des explications après l'assaut de l'armée israélienne. 9h51: Le Conseil des ministres koweïtien se réunira en session extraordinaire ce lundi C'est son porte-parole, Mohammad al-Basiri, qui l'a annoncé. Le président du Parlement koweïtien, Jassem al-Khorafi, a pour sa part condamné «l'odieux crime israélien contre la flottille de la Liberté, en mission humanitaire et de solidarité avec la population de Gaza».

Le député islamiste Walid al-Tabtabai était l'un des 16 militants koweïtiens à bord d'un des six bateaux transportant l'aide aux Palestiniens.

9h38: Athènes convoque l'ambassadeur d'Israël pour explications

La Grèce réclame «une information immédiate concernant la sécurité des citoyens grecs qui étaient à bord des bateaux», et l'ambassadeur d'Israël en Grèce, Ali Yahya, devait être reçu à 7h GMT (9h, heure française) par le ministre adjoint aux Affaires étrangères, Dimitris Droutsas.

9h34: Réunion extraordinaire de la Ligue arabe mardi

Le secrétaire général de l'organisation panarabe Amr Moussa a annoncé qu'«une position arabe collective» serait prise. Il a estimé que l'abordage sanglant de la «Flottille de la liberté» constituait «un nouveau message, un message très fort, d'Israël signifiant qu'il ne veut pas la paix».

L'Autorité palestinienne a réclamé la tenue de réunions urgentes du Conseil de sécurité de l'Onu et de la Ligue arabe, «pour discuter de la piraterie, du crime et du massacre israéliens». L'Autorité palestinienne a également demandé à l'administration américaine une intervention d'urgence pour mettre un terme à ces «crimes israéliens».

9h15: Au moins 15 morts, selon une ONG turque qui participait à l'opération humanitaire navale. La plupart sont des ressortissants turcs.

9h14: L'Union Européenne demande une «enquête complète» sur l'abordage de la flottille

9h13: Plusieurs centaines de manifestants devant des bâtiments diplomatiques israéliennes, à Istanbul et Ankara

A Istanbul, environ 400 manifestants scandaient des slogans hostiles à Israël devant le consulat, à Ankara, un peu moins de 200 personnes sont venues manifester devant la résidence de l'ambassadeur d'Israël, protégé par des forces de police. Les manifestants ont seulement organisé une prière.

09h10: La déléguée générale à la Palestine en France s'insurge.

"Ce qui se passe est très grave, c'est de la barbarie, elle doit être condamnée par le monde entier", réagit sur RTL Hind Khoury, déléguée générale de la Palestine en France.

8h48: Mahmoud Abbas condamne le «massacre» et décrète trois jours de deuil

8h46: «Plus de dix passagers» tués selon l'armée israélienne

«Plus de 10 passagers ont été tués, selon un premier bilan», a affirmé un porte-parole, sans donner de détails sur les blessés. L'armée avait indiqué peu avant qu'«au moins quatre soldats ont été blessés, dont un par balle, et ont été transférés vers des hôpitaux israéliens».

8h32: 15 morts, selon un responsable palestinien

«Israël nous a informés de 15 tués parmi les activistes» de la flottille transportant de l'aide à Gaza, a déclaré le responsable, cité par Al-Jazira sans l'identifier. En outre, deux militaires israéliens ont été blessés dans le raid, a rapporté le correspondant d'Al-Jazira à Jérusalem.

8h16: L'armée israélienne confirme «plusieurs morts et blessés parmi les passagers»

«Durant l'opération, des soldats israéliens ont été confrontés à de dures violences physiques. Certains des passagers ont utilisé des armes blanches et des armes de poing et on a tenté aussi d'arracher l'arme d'un des soldats. Face à la nécessité de défendre leur vie, les soldats ont employé des moyens anti-émeute et ont ouvert le feu», précise le communiqué.

7h52: Le Hamas appelle les Arabes et les musulmans à un «soulèvement» devant les ambassades d'Israël.

Le chef du gouvernement du Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, a dénoncé une «attaque barbare» et a exhorté les Nations unies à protéger les activistes pro-palestiniens à bord de la flottille.

7h51: «Des centaines de soldats israéliens attaquent la flottille, et le capitaine de notre bateau est grièvement blessé».

C'est la dernière transmission du correspondant d'al-Jazira à bord d'un des bateaux en route pour Gaza avant l'interruption de la communication

7h42: La police israélienne élève son niveau d'alerte en Israël pour faire face à «d'éventuels désordres» parmi les Arabes israéliens.

La police a commencé à déployer des renforts à Jérusalem, à Jaffa près de Tel-Aviv et en Galilée, des régions où la population arabe est particulièrement nombreuse.

7h34: La Turquie prévient Israël de «conséquences irréparables» sur les relations bilatérales.

«Nous condamnons fortement ces pratiques inhumaines d'Israël», a déclaré le ministère dans un communiqué. «Cet incident déplorable, qui a eu lieu en pleine mer et constitue une violation claire de la loi internationale, peut entraîner des conséquences irréparables sur nos relations bilatérales», ajoute le communiqué.

7h22: Le ministre israélien de l'Industrie et du Commerce Binyamin Ben Eliezer exprime ses «regrets pour tous les morts».

C'est la première réaction officielle israélienne, après le raid. «Je sais que ça va devenir une grosse affaire et j'espère que les Arabes israéliens réagiront de façon raisonnable», a ajouté le ministre, en faisant allusion à de possibles manifestations de la minorité des Arabes israéliens. «Nous n'avions aucune intention d'ouvrir le feu mais il y a eu une énorme provocation», a-t-il affirmé.

6h46: L'ambassadeur israélien à Ankara, Gabby Levy, convoqué au ministère des Affaires étrangères.

Le vice Premier ministre Bulent Arinc, qui remplace le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan en visite au Chili, a pour sa part tenu une réunion d'urgence avec de hauts responsables, dont le ministre de l'Intérieur, le chef de la marine et le chef des opérations militaires, a annoncé l'agence de presse Anatolie.

Entre deux et dix morts, et plusieurs blessés. C'est le bilan du raid de commandos israéliens, qui ont arraisonné au moins un bateau de la flottille internationale, un navire turc, d'activistes pro-palestiniens en route vers Gaza ce lundi matin.

La chaîne de télévision palestinienne du Hamas a montré des membres d'un commando descendus d'un hélicoptère et affrontant des militants à bord d'un navire, ainsi que plusieurs blessés allongés sur le pont. Selon la télévision, deux activistes auraient été tués. L'armée israélienne s'est refusée à tout commentaire. Attaqués à coups de hache et de couteaux

Au moins dix passagers ont été tués selon la «10», une chaîne de télévision privée israélienne. Les membres du commando de la marine israélienne ont ouvert le feu après avoir été attaqués à coups de hache et de couteaux par certains des passagers de la flottille, a ajouté la télévision. La télévision n'a pas précisé si des militaires israéliens avaient été tués ou blessés durant l'assaut.

Au moins deux personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées lors de l'abordage d'un bateau turc de la flottille, a pour sa part indiqué un porte-parole d'une organisation caritative turque impliquée dans la campagne. Censure

La radio publique israélienne a annoncé que la censure militaire avait interdit la diffusion de toute information sur les morts et les blessés transférés vers des hôpitaux en Israël à la suite de l'abordage de la flottille en route vers Gaza. Plusieurs établissements hospitaliers ont reçu ordre des autorités de se préparer à recevoir des blessés. La radio publique a précisé qu'elle disposait d'informations sur le transfert de blessés vers au moins un hôpital israélien sans donner d'autres précisions.

La flottille internationale acheminant des centaines de militants pro-palestiniens et de l'aide pour Gaza avait appareillé dimanche après-midi pour le territoire palestinien. Dans la soirée, peu après 21h locales (20h, heure française), trois patrouilleurs lance-missiles de classe Saar israéliens avaient quitté le port septentrional de Haïfa pour aller intercepter la flottille, selon des journalistes à bord d'un bâtiment. A bord des bateaux, plusieurs députés européens et un ancien prix Nobel. Les communications avec le navire arraisonné ont été coupées.

La marine israélienne avait annoncé son intention d'empêcher, de force si nécessaire, la flottille de s'approcher des côtes de la bande de Gaza, soumise par Israël à un blocus strict - sauf pour les produits de première nécessité - depuis la prise de contrôle du territoire par le mouvement islamiste Hamas en juin 2007.

---

## **La jeune génération chinoise bouscule les règles salariales. (03.06)**

### **Reuters - 02.06**

Une vague inhabituelle de protestations salariales, apaisées à coups de grosses augmentations, illustre la façon dont le rapport des forces dans les immenses usines chinoises penche lentement mais sûrement vers les ouvriers.

Le groupe japonais Honda Motor a ainsi dû suspendre la semaine dernière sa production en Chine en raison d'une grève dans son usine de pièces détachées de Foshan, dans la région de Canton. Après deux semaines de conflit, Honda a finalement accordé une hausse des salaires de 24%.

Suivant l'exemple des ouvriers de Honda, les salariés d'une usine du sud-coréen Hyundai Motor, près de Pékin, ont à leur tour cessé le travail ce week-end. Et ils ont rapidement obtenu gain de cause.

"Les investisseurs étrangers ont fait l'erreur de croire que la Chine dispose d'une force de travail docile", explique Arthur Kroeber, économiste chez Dragonmics. "Or la force de travail chinoise n'a rien d'intrinsèquement docile."

Mercredi, le taiwanais Hon Hai Precision Industry a annoncé son intention d'augmenter de 30% les salaires des ouvriers qui fabriquent des iPhone sur son site de Foxconn, dans le sud de la Chine, après une série de décès, apparemment des suicides.

Il n'existe pas de chiffres fiables pour évaluer le nombre des conflits qui surviennent chaque année dans les usines chinoises, la plupart n'étant pas recensés. Mais la série récente reflète une tendance profonde.

Arthur Kroeber met en avant le facteur démographique. Le vieillissement de la population chinoise inciterait davantage les jeunes, premiers bénéficiaires d'une imminente pénurie de main-d'oeuvre, à se battre pour de meilleurs salaires.

La rémunération des travailleurs chinois aurait progressé de 8% par an ces dernières années, mais cette hausse est loin d'être en phase avec la croissance spectaculaire du pays. Selon les statistiques officielles, la part de la main-d'oeuvre dans le revenu national est passée de 53,4% en 1996 à 39,7% en 2007, tandis que celle des entreprises grimpeait de 21,2% à 31,3%.

## IMPACT SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le gouvernement chinois est quant à lui confronté à un dilemme alors qu'il cherche à donner une nouvelle orientation à l'économie du pays, dont le moteur serait la consommation et non plus les exportations et les investissements. Comment, en effet, augmenter les salaires et le revenu des ménages sans pour autant dissuader les investisseurs étrangers jusqu'ici attirés par une main-d'oeuvre traditionnellement bon marché?

"Si la Chine veut construire un nouveau modèle de croissance basé sur la consommation, il faut trouver un canal de redistribution du PIB vers le travail, en particulier vers les bas revenus", résume Ting Lu, économiste de Bank of America-Merrill Lynch. "Désormais, ce n'est plus seulement l'effet d'une politique, mais une évolution naturelle entre l'offre et la demande sur le marché du travail."

"Une augmentation de 100% des salaires les plus modestes générerait entre 70% et 90% d'augmentation de la consommation", indique Wang Han, économiste au cabinet d'études CEBM.

Une hausse des salaires en Chine, parfois qualifiée d'"atelier du monde", perturberait assurément l'équilibre sur lequel repose actuellement l'économie mondiale en provoquant une baisse des profits des entreprises et une hausse des prix pour les consommateurs.

Les retombées positives seraient tout aussi importantes: la consommation intérieure soutenue par une meilleure répartition des fruits de la croissance permettrait une correction des déséquilibres de l'économie mondiale.

## UNE CULTURE SYNDICALE MARGINALE

Une hausse des prix des produits chinois encouragerait aussi le développement de la production dans d'autres pays où la main-d'oeuvre est bon marché, ce qui y assurerait une croissance plus rapide.

Pour la Chine, les conséquences probables seraient une baisse de son excédent commercial et de son taux de croissance, qui devrait décélérer à 9% par an contre 11% actuellement, estime Ting Lu.

La culture syndicale reste toutefois marginale en Chine, où les salariés ne sont pas autorisés à former des syndicats indépendants de l'organisation officielle dirigée par le Parti communiste et à laquelle les entreprises versent un écot au prorata des salaires qu'ils versent.

Historiquement, ce syndicat officiel s'efforce d'empêcher les grèves.

Les difficultés à fédérer des masses d'ouvriers migrants est un obstacle supplémentaire au développement d'un mouvement syndical indépendant en Chine, relève Lee Chang-hee, un expert du Bureau international du travail (BIT) à Pékin.

Mais si la première génération de ces ouvriers migrants avait des attaches rurales fortes auxquelles elle pouvait se raccrocher, la nouvelle génération a souvent perdu ces repères, ajoute-t-il, et "certains veulent à tout prix devenir des Chinois des villes".

---

## **Le vieux monde suspendu à l'économie d'armement et de guerre. (03.06)**

**20minutes.fr et Eco89 - 02.06**

Les dépenses militaires mondiales ont atteint un nouveau record avec une hausse de 5,9% par rapport à 2008, selon un rapport publié ce mercredi par l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri).

Au total, ce sont 1.531 milliards de dollars (1.244 milliards d'euros) que le monde a consacrés au secteur militaire l'année dernière. En 10



ans, ces dépenses auront explosé de 49%.

Les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies couvrent à eux seuls 61% de cette somme.

«De nombreux pays ont augmenté leurs dépenses publiques globales en 2009 afin de soutenir la demande et combattre la récession. Même si les dépenses militaires ne faisaient généralement pas partie des stimuli économiques, elles n'ont pas été non plus coupées», commente ainsi le responsable au Sipri de la recherche sur les dépenses militaires, Sam Perlo-Freeman.

Plus des deux tiers des états du monde ont accru leurs dépenses militaires l'an dernier, la plus forte hausse ayant été enregistrée dans la zone Asie-Pacifique.

Les Etats-Unis gardent, de loin, la tête du classement: ils concentrent 43% des dépenses militaires mondiales. Washington a consacré 661 milliards de dollars au secteur l'année dernière, soit une augmentation de 7%.

A elle seule, la hausse américaine représente plus de la moitié (54%) de la progression planétaire, souligne le Sipri. Les Etats-Unis ont notamment «plus que doublé» leur présence en Afghanistan l'année dernière.

La Chine arriverait bon deuxième de ce classement avec 100 milliards de dollars environ de dépenses militaires, selon le Sipri. Mais ne disposant d'aucun chiffre officiel, il ne s'agit que d'une estimation.

La France complète ce trio de tête avec 63,9 milliards de dollars dépensés l'année dernière. (20minutes.fr et Eco89 - 02.06)

Les chiffres fournis ici proviennent de 20minutes.fr, ceux de Eco89 étaient erronés après traduction par un internaute du document en anglais de Sipri.

---

## **Grèce. Les Grecs à nouveau dans la rue contre l'austérité . (05.06)**

### **Lefigaro.fr - 04.06**

L'annonce de nouvelles mesures d'austérité et des privatisations massives ont ravivé la colère des Grecs. Les syndicats appellent à une manifestation samedi dans les grandes villes de Grèce.

À Athènes, les employés des postes, de la compagnie des eaux et des trains se joindront aux manifestants. Ils contestent le projet de privatisation annoncé par le ministre des Finances cette semaine. «Le Pasok manifestait à nos côtés contre les privatisations il y a un an. Aujourd'hui, ils font l'inverse de ce qu'ils ont promis et nous jettent dans la cage aux lions », s'insurge Dyonisos Poliodos, un employé des postes hellénique.

Le gouvernement veut vendre 49% de la société nationale des trains, 10% des parts des eaux d'Athènes, 23% des eaux de Thessalonique et 39% des postes helléniques. Suivront certains aéroports, ports et casinos. Un programme sur trois ans qui devrait rapporter plus d'un milliard d'euros à l'État grec.

Après la cession du port du Pirée à l'entreprise chinoise Cosco, en juin 2009, la vente de la compagnie nationale aérienne Olympic à la société arabo-grecque Marfin et la vente du port d'Astako (Péloponnèse) au Qatar en mars dernier, le gouvernement veut accélérer ces opérations

Le premier ministre grec multiplie les déplacements pour attirer les investisseurs. Après l'Inde, les États-Unis et le Liban, Georges Papandréou se rend en Libye le 9 juin prochain d'où il espère revenir avec des promesses de rachat.

### **Les Chinois et les Arabes**

«Les Grecs auraient préféré que Georges Papandréou s'adresse aux Chinois, aux Russes ou aux Arabes pour emprunter de l'argent et pas au FMI. Il essaie de se rattraper à présent mais le mal est fait», souligne l'analyste politique Giorgos Delastik. La stratégie du chef du gouvernement irrite surtout sa propre majorité qui voit dans ces privatisations un pis-aller. Certains députés regrettent le manque d'empressement des investisseurs européens

Le premier investisseur étranger en Grèce reste l'Allemagne, qui détient une partie des télécoms de Grèce ; la France est deuxième, avec le rachat de plusieurs banques, en 2006. Certaines sociétés françaises sont très intéressées par les opérations de privatisations en cours, mais «la corruption, la bureaucratie et le manque de compétitivité des salaires et les droits sociaux les freinent», affirme un chef d'entreprise

français à Athènes, sous couvert d'anonymat. «Par rapport aux Chinois et aux Arabes, les Européens sont très respectueux des droits sociaux. Les manifestations répétées en Grèce les effraient... », affirme-t-il. Les employés de ces entreprises publiques ont annoncé une série de manifestations pour barrer les projets du gouvernement.

«Inde, Liban, Libye : le premier ministre grec multiplie les déplacements pour attirer les investisseurs»

---

## **Inde. ArcelorMittal signe un protocole d'accord en Inde. (05.06)**

**Reuters - 04.06**

ArcelorMittal a officiellement signé un protocole d'accord en vue d'un investissement de 300 milliards de roupies (5,2 milliards d'euros) dans la construction d'une aciérie d'une capacité annuelle de 6 millions de tonnes d'acier dans le sud de l'Inde.

L'accord, annoncé en janvier, a été signé jeudi lors d'une conférence réunissant des investisseurs internationaux et organisée par l'Etat du Karnataka.

ArcelorMittal et le sud-coréen POSCO ont subi des retards de plus de deux ans pour la concrétisation de précédents projets, mais dans l'est du pays, en raison de lenteurs administratives et de manifestations d'agriculteurs contre des expropriations.

L'Etat du Karnataka, dont Bangalore est la capitale, possède des réserves de fer évaluées à 3,4 milliards de tonnes, les deuxièmes d'Inde. Il prévoit de tripler au moins sa production actuelle pour atteindre les 25 millions de tonnes d'acier, selon les dirigeants de l'Etat.

Les ventes d'acier ont fortement progressé en Inde, soutenues par l'automobile et les infrastructures, ce qui a provoqué une hausse des prix.

"Le pays a besoin de davantage d'acier et nous devons prendre part à cette croissance", a déclaré le président d'ArcelorMittal Lakshmi Mittal.

---

## **Bruxelles veut plus de flexibilité pour les OGM en Europe. (05.06)**

**Reuters - 04.06**

Une plus grande flexibilité dans la culture et le commerce des OGM pourrait être rapidement introduite dans l'UE si une proposition que la Commission européenne vient de finaliser était adoptée.

Selon une série de documents obtenus par Reuters vendredi, l'exécutif communautaire espère dégonfler l'opposition aux organismes génétiquement modifiés en Europe en offrant à chaque Etat membre d'interdire la culture sur son sol d'une semence approuvée au niveau européen.

La Commission européenne considère que l'introduction d'une clause de retrait permettant aux Etats membres de décider de la culture des OGM (...) est nécessaire", est-il indiqué dans l'une de ces documents.

Cette faculté, précise la Commission, ne doit cependant pas remettre en cause le principe d'approbation des semences au niveau européen ainsi que le libre-échange de ces produits au sein du marché intérieur.

"La liberté des Etats membres concerne uniquement la culture des OGM, mais pas le libre-échange des semences OGM autorisées qui doit demeurer sans entraves dans le cadre du marché intérieur", est-il encore écrit dans le texte.

Les services du commissaire à la Santé et à la Politique des consommateurs, John Dalli, espèrent ainsi que "les Etats membres (adoptent) une attitude plus positive lors de l'évaluation des risques et (évitent) d'avoir recours à des clauses de sauvegarde pour répondre à des questions non scientifiques".

Le commissaire maltais a lancé cette semaine les premières consultations au sein de la Commission sur sa réforme, inspirée d'une proposition des Pays-Bas de 2009 qui avait été ensuite reprise par le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, lors de sa campagne pour un second mandat.

Techniquement, la Commission propose deux choses : interpréter de manière souple les règles en vigueur ; puis réviser la directive 2001/18 sur la dissémination d'OGM dans l'environnement, en y ajoutant une clause de sauvegarde nationale qui aille au-delà des préoccupations

liées à la santé ou à l'environnement.

## ABOUTIR RAPIDEMENT

De source européenne, on indique que la Commission est cependant optimiste sur les chances de cette réforme d'aboutir dans des délais raisonnables.

Elle compte s'appuyer sur les opinions divergentes des Etats membres, et, en leur sein, sur ces questions pour faire passer son projet, qui doit être approuvé à la majorité qualifiée et validé par le Parlement européen.

Si la nouvelle procédure entrait en vigueur, elle pourrait avoir pour conséquence de faire exploser le volume des cultures OGM en Europe qui, avec ses 100.000 hectares cultivés fait figure de territoire vierge en comparaison des 134 millions d'hectares cultivés dans le monde entier.

Seules deux variétés d'OGM sont actuellement autorisées à la culture dans l'UE : le maïs Mon810 de Monsanto et la pomme de terre Amflora de BASF.

Le premier - dont la licence décennale est en cours de renouvellement - est surtout cultivé en Espagne et en République tchèque et est frappé par des clauses de sauvegarde en France, Allemagne, Italie, Autriche, Hongrie, Grèce et Luxembourg.

La seconde a reçu le feu vert des autorités communautaires début mars, trois semaines à peine après l'investiture de la Commission Barroso II et quatre pays s'étaient alors montrés intéressés par sa culture : l'Allemagne, la République tchèque, la Suède et les Pays-Bas.

Beaucoup avaient alors vu dans ce calendrier le retour à une stratégie offensive de la Commission sur les OGM.

## OPTIONS DIVERGENTES

Contacté par Reuters, le porte-parole de John Dalli n'a pas souhaité réagir à ces informations mais a rappelé que le commissaire maltais a toujours été très clair sur son soutien à cette réforme, qu'il avait promis avant l'été.

"Il souhaite avant tout que les opérateurs du marché disposent d'une base légale claire", a-t-il dit.

Le porte-parole du ministre français à l'Agriculture, Bruno Le Maire, s'est refusé à tout commentaire et a dit ne pas avoir encore pris connaissance du document.

De leur côté, les organisations de protection de l'environnement, tout en accueillant favorablement la capacité offerte aux Etats membres de refuser les OGM sur leur sol, se montrent prudentes.

"Même s'il est bienvenu que les pays aient la possibilité d'interdire les OGM, cette mesure n'est proposée que pour débloquer le processus d'approbation et permettre à plus d'OGM d'être cultivées", fait valoir Adrian Bebb, de l'organisation Friends of the Earth Europe.

Des préoccupations liées au bon fonctionnement du marché intérieur ou à la dissémination des organismes d'un pays à l'autre devraient également se faire rapidement jour.

L'ouverture d'une procédure au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'est pas non plus à exclure.

---

## **Chine. Pékin monte le Smic à 115 euros. (05.06)**

### **Libération.fr et AFP - 04.06**

Les autorités chinoises ont autorisé une vague d'augmentations du salaire minimum face à un mécontentement des salariés illustré par des conflits sociaux croissants, ont rapporté vendredi les médias.

A Pékin, le salaire minimum mensuel va être relevé de 20% à 960 yuans (115 euros) à partir du 1er juillet, rapporte le quotidien Global Times.

La hausse est deux fois plus importante que l'augmentation traditionnellement annoncée chaque année (10,02%) depuis que la capitale a introduit un salaire minimum en 1994, précise le quotidien.

Pékin est l'une des quelque 30 provinces ou municipalités de Chine qui ont augmenté le salaire minimum ou s'appêtent à le faire.

Après une hausse récente, la métropole de Shanghai offre le salaire minimum le plus élevé du pays, à 1.120 yuans par mois, soit 134 euros, selon le journal officiel.

Ces hausses interviennent alors que les dures conditions de travail de millions de salariés font débat en Chine, à un moment où la 3e économie mondiale a renoué avec une croissance à deux chiffres.

Dix employés du groupe taïwanais Foxconn se sont suicidés ces derniers mois dans le sud de la Chine, apparemment victimes de stress élevé au travail et un 11e est mort d'épuisement dans une autre usine du groupe de composants électroniques, dans le nord de la Chine.

Foxconn a annoncé mercredi une hausse des salaires de 30% de ses employés chinois.

Par ailleurs, les employés d'une usine de pièces détachées du constructeur japonais Honda se sont mis en grève pour exiger de meilleurs salaires la semaine dernière. Toute la production a été paralysée jusqu'à ce vendredi, avant que les salariés obtiennent satisfaction avec une hausse de 24% de leurs salaires, pour les porter à 1.910 yuans (228 euros).

Malgré une croissance économique spectaculaire, la rémunération du travail a chuté par rapport à la richesse produite depuis le lancement des réformes économiques en Chine: elle représentait 56,5% du produit intérieur brut en 1983, mais 36,7% en 2005, affirmait récemment un responsable syndical.

---

## **Sarkozy, Merkel, Strauss-Kahn et Barosso : des représentants des marchands d'armes. (08.06)**

**libération.fr - 07.06**

L'armement de l'Etat Grec ne connaît pas la crise, et pour cause : ils touchent tous !

Les négociations entre Athènes et Paris continuent et concernent notamment l'achat de 6 frégates multimissions FREMM (2,5 milliards d'euros) produites par DCNS et de quinze hélicoptères EC725 d'Eurocopter.

Le ministre de la Défense Hervé Morin a confirmé récemment au député François Cornut-Gentille que la diminution de 6,6 % du budget grec de la défense en 2010 ne devrait pas affecter les négociations : "Cette diminution porte essentiellement, selon les propos du ministre de la Défense grec, sur les dépenses de fonctionnement. Aucune des mesures de restriction budgétaire supplémentaires décidées au mois de mars 2010, à la suite des interventions de l'Union européenne, ne devrait affecter, cette année, le budget d'acquisition du ministère de la Défense grec."

Selon les chiffres publiés par l'ONU, la Grèce acquis 1.581 chars de combat entre 1992 à 2008, 1.455 véhicules blindés d'infanterie, 593 canons d'artillerie, 241 avions de combat, 20hélicoptères d'attaque, 41 navires de guerre ainsi que 226 missiles et lanceurs.

Si les États-Unis et l'Allemagne demeurent, et de très loin, les premiers vendeurs d'armes à la Grèce en lui fournissant notamment 93 % de ses chars et 72 % de ses navires de guerre, la France arrive en troisième position, de 1991 à 2008, elle a livré 3,9 milliards d'euros d'armements à la Grèce. (source : libération.fr 07.06)

Voilà à quoi vont servir les milliards d'euros d'aide à l'Etat grec pris dans la poche des contribuables, des travailleurs en Europe : à continuer de faire tourner l'économie d'armement, véritable volant d'entraînement de l'économie capitaliste mondiale... au détriment de la satisfaction des besoins sociaux de tous les peuples.

---

## **Les Etats de l'UE sont-ils encore souverains ? Vérifions-le immédiatement. (09.06)**

**Lepoint.fr et Reuters - 08.06**

1- France.

Réunis à Luxembourg pour la réunion mensuelle du conseil EcoFin, les ministres européens des Finances sont revenus mardi sur les mesures d'austérité prises pour contenir la crise de la dette, ils ont notamment passé en revue les plans d'économies mis en oeuvre par le Portugal et l'Espagne, où une grève des fonctionnaires était organisée mardi.

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn a quant à lui déclaré que la Commission vérifierait d'ici peu si la France et l'Italie ont bien mis en oeuvre les mesures annoncées en matière de finances publiques.

Pour sa part la ministre française de l'Economie Christine Lagarde a précisé face à la presse : "Que l'on soit bien clair, il ne s'agit pas de soumettre le budget français à la Commission européenne. Il s'agit d'abord de soumettre aux parlements nationaux les programmes de stabilité et ensuite de soumettre les paramètres budgétaires aux partenaires européens et à la Commission", a-t-elle dit. (Reuters 08.06)

## 2- Grande-Bretagne.

Le Figaro a publié mardi la première interview du ministre des Affaires étrangères, William Hague, donnée à la presse européenne.

Il a rappelé "nous n'appartenons pas à la zone euro et nous ne la rejoindrons pas".

Aux prescriptions de régulation bancaire et boursière prônées par l'UE, William Hague rétorque que "réguler le monde des affaires et le marché du travail irait dans la mauvaise direction".

De fait, le Britannique souhaite consulter son peuple par voix référendaire avant d'accepter tout transfert de pouvoir vers l'UE, à qui il ne manque pas de demander "des réalisations concrètes".

Des exigences qui, si elles ne sont pas satisfaites, se détourneront aisément vers l'ami américain, avec qui est tissée "une alliance indivisible". "Même si les deux relations (celle avec l'UE, celle avec les États-Unis ndr) vont de pair", concède-t-il. (Lepoint.fr 08.06)

Les Etats ont donc la possibilité d'adhérer ou non à l'Union européenne, de rejoindre ou non la zone euro, de se plier ou non au diktat de Bruxelles. Voilà pour ceux qui sous-entendent ou affirment le contraire pour justifier leur refus d'engager le combat contre l'Etat et ses institutions... pour finalement s'en accommoder.

---

## **Chine. Honda touché par une nouvelle grève en Chine. (09.06)**

### **Lemonde.fr - 08.06**

Le constructeur automobile japonais Honda était touché mardi par une nouvelle grève, ayant éclaté dans une co-entreprise établie par une de ses filiales, à Foshan, dans le sud de la Chine. Le mouvement social a éclaté lundi à Foshan Fengfu Auto Parts, détenue à 65 % par Yutaka Giken, filiale de Honda, et à 35 % par le taiwanais Moonstone Holdings.

Foshan Fengfu Auto Parts fournit des silencieux et des pots d'échappement aux usines d'assemblage de Guangqi Honda Automobile et Dongfeng Honda Automobile, les deux co-entreprises en Chine de Honda.

'Si la grève durait, elle aurait un impact', a souligné le porte-parole à Pékin, qui n'a pas été en mesure de préciser la proportion de grévistes parmi les plus de 400 employés. 'La co-entreprise locale gère la situation, pas Honda directement', a de son côté précisé le porte-parole à Tokyo.

Selon le journal de Hongkong South China Morning Post, environ 250 ouvriers se sont mis en grève lundi pour réclamer des hausses de salaire et le paiement des heures supplémentaires, encouragés par le succès d'un mouvement similaire de revendication dans une usine Honda de pièces détachées, également établie à Foshan, Honda Auto Parts Manufacturing. Les usines d'assemblage du constructeur automobile japonais n'ont repris la production que vendredi 4 juin, après plus d'une semaine de paralysie, en raison de la grève à Honda Auto Parts Manufacturing. Le conflit social a été résolu par une augmentation de salaire de 24 %, portant les rémunérations moyennes à 1 910 yuans (228 euros).

---

## **Espagne. Grève dans la fonction publique espagnole. (09.06)**

### **AP - 08.06**

Les syndicats de la fonction publique espagnole se sont mis en grève et ont manifesté mardi pour protester contre les baisses de salaire prévues dans le cadre du plan d'austérité budgétaire du gouvernement. Ce mouvement est considéré comme une première épreuve de force avant une éventuelle grève générale si Madrid impose ses réformes.

L'appel à la grève a été lancé pour protester contre la cure d'austérité budgétaire, qui prévoit notamment une réduction des salaires des fonctionnaires de 5% en moyenne à partir de juin et un gel de la plupart des pensions en 2011. L'objectif est de réduire de 15 milliards d'euros les dépenses publiques cette année et en 2011.

Selon les deux principaux syndicats, UGT et CCOO, le mouvement est suivi par environ 75% des 2,6 millions de salariés, mais le ministère du Travail parle de 16%. La grève concerne l'administration, l'éducation et les hôpitaux, mais pas les transports. Le service minimum étant appliqué, la plupart des bureaux restent ouverts et fonctionnent, bien qu'à un rythme moins soutenu. Une soixantaine de manifestations était prévues dans toute l'Espagne.

A propos de la baisse des salaires de la fonction publique, de 5% en moyenne dès le mois de juin, Julio Lacuerda, le secrétaire général de la Fédération des services publics d'UGT confie «Nous ne demandons même pas le retrait de la mesure», confie . Les syndicats ont conscience que ces décisions seront appliquées. (JDF 08.06)

A Madrid, plusieurs milliers de grévistes se sont rassemblés devant les bâtiments du ministère du Travail, agitant des drapeaux et faisant retentir des Klaxons. La circulation a été brièvement interrompue.

Un fonctionnaire, Pablo Frutos, 52 ans, a expliqué qu'il touchait 1.100 euros (1.315 dollars) par mois après 22 ans de service. Il a jugé injuste que des personnes gagnant aussi peu soient les plus touchées par les coupes budgétaires. Regardant ses collègues, il a ajouté: "aucun d'entre eux n'approche les 2.000 euros par mois."

Mais Antonio Martinez, 54 ans et employé au ministère du Travail, a confié que, comme beaucoup d'autres, il avait décidé d'ignorer l'appel à la grève, la trouvant inutile car les mesures ont déjà été approuvées. Il a cependant ajouté que le gouvernement socialiste "trahissait tout le monde, pas seulement les fonctionnaires, mais tous les travailleurs".

«La crise, que les coupables la payent!», lisait-on sur une pancarte devant le ministère de l'Economie. «J'ai voté pour Zapatero lors des deux dernières élections, à présent je vais y réfléchir, même si je pense que la droite est pire», grognait José, jardinier municipal de 54 ans qui va perdre chaque mois 60 euros. (libération.fr 08.06)

Le gouvernement doit dévoiler sa réforme du marché du travail aux syndicats et entreprises mercredi. Le Premier ministre José Luis Rodriguez Zapatero a prévenu que s'ils n'arrivaient pas à se mettre d'accord, le gouvernement approuverait ses propres réformes par décret le 16 juin. Les discussions, destinées à assouplir le marché du travail espagnol, sont ouvertes depuis des mois mais ont pris un caractère d'urgence compte tenu de la situation financière du pays.

M. Zapatero subit des pressions de l'Union européenne, du Fonds monétaire international (FMI) et même du président américain Barack Obama qui le poussent à prendre des mesures afin d'éviter une crise à grecque. L'Espagne doit trouver un moyen de ramener son déficit, de 11,2% de son produit intérieur brut (PIB) en 2009, à 9,3% cette année, et éventuellement dans la limite européenne des 3% d'ici 2013.

---

## **Chine : des heurts ont éclaté dans une usine en grève. (10.06)**

**Lemonde.fr - 09.06**

Des heurts ont éclaté lundi dans une usine à capitaux taïwanais de l'est de la Chine dont les quelque deux mille employés s'étaient mis en grève pour réclamer de meilleurs salaires et conditions de travail. Une cinquantaine d'employés de KOK, spécialisé dans les pièces en caoutchouc pour voitures notamment, ont été blessés, dont cinq grièvement, dans des affrontements avec des gardes de sécurité locaux qui tentaient de les empêcher de manifester dans la rue, à Kunshan, une ville de la province du Jiangsu, a affirmé le China Daily. Lire la suite l'article

Un porte-parole de KOK Machinery joint par l'AFP mercredi a indiqué que le travail avait repris normalement et n'a pas voulu commenter cette affaire, affirmant que l'entreprise était en train de l'étudier. Les autorités locales n'ont pas non plus souhaité répondre dans l'immédiat, confirmant simplement la reprise des activités de l'usine.

### **MONTÉE DE LA CONTESTATION SOCIALE**

Cette grève intervient alors que plusieurs affaires ont mis en évidence une montée de la contestation sociale au sein des ouvriers chinois, touchant à chaque fois des entreprises à capitaux étrangers. Les conditions de travail des ouvriers en Chine et leur rémunération ont été largement débattues ces dernières semaines après une série de suicides dans les usines chinoises du taïwanais Foxconn, fabricant de composants technologiques pour les plus grandes marques de la planète comme Apple, Dell, Sony et Hewlett-Packard.

Foxconn a annoncé une hausse des salaires de près de 70 % de ses employés chinois à compter du 1er octobre, qui passeront en moyenne de 1 200 yuans à 2 000 yuans (245 euros). Parallèlement, les usines d'assemblage du constructeur automobile japonais Honda ont été paralysées plus d'une semaine, jusqu'à vendredi dernier, par une grève au sein de l'usine de pièces détachées. A peine le conflit résolu par une augmentation de salaire de 24 %, une nouvelle grève a éclaté lundi dans une coentreprise établie par une filiale de Honda, à Foshan (Sud). Enfin selon les médias de Taïwan, une grève a récemment touché un autre taïwanais, le fabricant de composants pour téléphones Merry Electronics, qui y a mis fin rapidement en relevant les salaires dans son usine de Shenzhen (Guangdong) de 16,7 %.

## **Chine. Les grèves s'étendent vers l'intérieur de la Chine. (11.06)**

### **Reuters - 10.06**

Les troubles sociaux partis d'usines appartenant à des sociétés étrangères dans le delta de la rivière des Perles, dans le sud de la Chine, semblent s'étendre à des régions moins favorisées de l'intérieur, élargissant un mouvement mené par des ouvriers qui souhaitent voir leurs salaires suivre l'évolution des richesses du pays.

Cette série de grèves est un sujet d'inquiétude pour le Parti communiste chinois, qui de longue date s'efforce de désamorcer tout conflit social et de sanctionner les grévistes.

A la suite des récents mouvements sociaux chez Honda Motor et Foxconn International, qui fabrique des iPhone, des grèves ont été signalées dans la province du Jiangxi dans une usine appartenant à des Taïwanais, où l'on fabrique des articles de sport. Une grève a éclaté également à Xian, dans une usine de Brother Industries, entreprise japonaise de machines à coudre.

Aussi bien le Jiangxi que Xian sont relativement distants des régions côtières riches proches de Hong Kong et Shanghai.

"Il suffit maintenant d'une étincelle et les nouvelles se propageront à travers toute la Chine, ce qui pourrait déclencher d'autres mouvements sociaux dans d'autres usines", estime Paul Tang, chef économiste à la Bank of East Asia à Hong Kong.

La majeure partie de ces conflits sociaux portent sur les salaires, la hausse du coût de la vie et la longueur des journées de travail. De leur côté, les patrons cherchent à maîtriser les coûts pour continuer à faire venir des investisseurs attirés par une main d'oeuvre bon marché.

### **GRÈVE À XIAN**

Ces conflits reflètent en outre l'arrivée d'une nouvelle génération de Chinois qui ont grandi dans les zones économiques du sud et de la côte, très tôt tournées vers les réformes. Cette génération-là n'a guère de souvenirs du passé socialiste et d'événements comme la répression du "Printemps de Pékin", qui fit des centaines de morts début juin 1989.

Si le mouvement fait réellement tache d'huile, le gouvernement central devra soit faire des concessions à des ouvriers de plus en plus revendicatifs, soit prendre le parti des investisseurs, jugés essentiels à la bonne tenue des exportations du pays. L'excédent commercial de la Chine a fortement augmenté en mai, soutenu par un bond des exportations.

Dernière grève en date à être signalée, celle qui touche deux usines, soit 900 ouvriers, de Brother Industries, dans la ville de Xian, au centre du pays. Le mouvement a tout d'abord provoqué l'arrêt de la production, qui a repris par la suite. La compagnie a dit être en pourparlers avec les grévistes, qui réclament des hausses de salaires et une amélioration des conditions de travail.

En outre, 8.000 ouvriers chez Smartball, un fournisseur taïwanais d'Adidas se sont mis eux aussi en grève.

Un représentant d'une association d'hommes d'affaires taïwanais à Jiujiang, où Smartball est implanté, a indiqué que la production avait repris jeudi dans l'usine, après un contentieux lié aux salaires.

Mercredi, des médias taïwanais ont rapporté que 2.000 ouvriers d'une usine de machines-outils à capitaux taïwanais, près de Shanghai, s'étaient mis eux aussi en grève, mardi.

Des ouvriers d'une filiale shanghaienne du fabricant taïwanais de LCD Chimei Innolux ont brièvement cessé le travail pour réclamer de meilleures primes, mais le conflit a été réglé et le travail a repris.

Honda a par ailleurs annoncé que la production reprendrait vendredi dans deux usines automobiles chinoises mises en chômage technique deux jours durant cette semaine, en raison d'une grève chez un fournisseur.

Le mouvement social chez ce fournisseur, filiale du constructeur qui fabrique des composants pour les pots d'échappement, a pris fin mercredi soir et sa production a repris jeudi.

---

### **Chine. Troisième grève chez Honda en Chine. (11.06)**

**Lemonde.fr - 10.06**

Deux usines d'assemblage en Chine du constructeur automobile japonais Honda restaient à l'arrêt jeudi, en raison d'un mouvement de grève dans une usine de pièces détachées. 'Les deux usines de Guangqi Honda', l'une des deux coentreprises chinoises de Honda, 'ont été fermées mercredi et jeudi', faute de pièces provenant de Honda Lock, filiale du groupe nippon installée dans la province du Guangdong (sud), a indiqué un porte-parole du groupe à Tokyo.

Les 1 500 ouvriers de Honda Lock, qui fabrique notamment des clés et des serrures, ont débuté mercredi la troisième grève récente touchant le groupe japonais. Selon l'agence Chine nouvelle, qui cite des responsables locaux non identifiés, ils réclament des salaires mensuels de 2 040 yuans (249 euros) contre 1 700 yuans actuellement.

En revanche, mercredi soir, les employés d'une autre entreprise de pièces détachées approvisionnant Honda, Foshan Fengfu Autoparts, également dans le Guangdong, ont repris le travail. Ils avaient commencé un mouvement de grève lundi pour obtenir des hausses de salaires. 'Les négociations se sont terminées mercredi. Nous avons repris la production normalement ce matin', a affirmé un porte-parole de Yutaka Giken, filiale de Honda, qui détient 65 % de Fengfu, le reste appartenant au taïwanais Moonstone Holdings.

Fengfu, qui emploie 489 ouvriers, fabrique des silencieux et des pots d'échappement. Honda produit 650 000 véhicules par an en Chine. Une première grève, déclenchée dans une autre usine de pièces détachées de Honda, située également à Foshan, Honda Auto Parts Manufacturing, avait duré plus d'une semaine. Elle s'est soldée la semaine dernière par une augmentation de salaire de 24 %, portant les rémunérations moyennes à 1 910 yuans (228 euros).

---

### **Grèce. Les cheminots grecs en grève contre la privatisation. (11.06)**

**Lexpress.fr - 10.06**

Les cheminots grecs observent une grève de 24h pour protester contre le projet de privatisation de la société nationale des chemins de fer.

Il s'agit du premier arrêt de travail dans un des secteurs concernés par le projet gouvernemental, étalé sur trois ans, de privatisation de plusieurs entreprises publiques.

Le gouvernement prévoit de céder au privé 49% du capital de la société nationale des chemins de fer OSE, qui perd globalement chaque année un milliard d'euros et dont la dette est estimée à dix milliards d'euros.

---

### **G-B. BT : scrutin sur une possible grève dans les prochains jours. (11.06)**

**Lepoint.fr et AFP- 10.06**

Les employés du géant britannique des télécommunications BT vont être consultés dans les prochains jours sur une éventuelle grève, les dernières propositions de la direction en matière salariale n'ayant pas satisfait les syndicats.

---

### **Chine. Les mouvements sociaux se multiplient en Chine. (12.06)**

**AP- 11.06**

Revendications salariales, grèves, suicides... les tensions sociales se multiplient dans les usines chinoises, révélant le mécontentement croissant des travailleurs migrants. Le dernier mouvement social en date se déroule à Zhongshan (sud), où des ouvriers d'un fournisseur de



Honda ont manifesté vendredi.

Plusieurs centaines de salariés réclamant des hausses de salaire ont protesté vendredi devant l'usine de l'équipementier automobile Honda Lock, où le personnel avait déjà débrayé mercredi. Un policier joint par téléphone a confirmé cette action. "Nous gardons un oeil sur cette grève", a-t-il déclaré sous le couvert de l'anonymat.

De son côté, une responsable de la branche locale de la Fédération des syndicats de toute la Chine (FSTC), contrôlée par le Parti communiste, a déclaré que des représentants avaient été envoyés sur place pour "gérer" la situation.

Environ 85% des 1.400 employés de l'usine participent au mouvement social, précise Hirotohi Sato, un porte-parole de Honda Lock basé à Miyazaki, au Japon. M. Sato a affirmé que c'était la première fois qu'une grève se produisait dans cette usine, mais a refusé de donner des détails sur les revendications des salariés. L'usine est à l'arrêt et des négociations se déroulent quotidiennement, a-t-il ajouté.

Selon l'agence de presse officielle Chine Nouvelle, les ouvriers demandent que leur salaire mensuel, qui s'élève actuellement à 1.700 yuans (206 euros), soit relevé à 2.040 yuans (247 euros). Une augmentation de 100 yuans (12 euros) a été proposée mais a apparemment été rejetée, selon Chine Nouvelle.

La manifestation de vendredi est intervenue alors qu'Honda a repris la production dans deux usines d'assemblage de voitures après une grève de trois jours chez l'équipementier Foshan Fengfu Autoparts. Selon le constructeur automobile japonais, les ouvriers de Foshan ont accepté une augmentation de 366 yuans (44 euros) par mois, qui porte le salaire mensuel à l'embauche à 1.910 yuans (231 euros).

De son côté, le groupe japonais Brother Industries a annoncé avoir mis fin à une semaine de grève qui a entraîné l'arrêt de la production dans son usine de machines à coudre de Xi'an (centre). Une autre grève dans l'usine d'une société taïwanaise fabriquant des produits en caoutchouc à Shanghai a également pris fin ces derniers jours après que les ouvriers sont descendus dans la rue pour demander des hausses de salaire.

Selon les analystes, les récents mouvements sociaux dans les usines chinoises portent spécifiquement sur les conditions de travail et les salaires. Le fossé économique grandissant entre les grandes villes et les campagnes accroît la frustration des migrants qui s'installent en zone urbaine en quête d'une vie meilleure mais se retrouvent confrontés à un coût de la vie très élevé.

Les jeunes Chinois qui cherchent aujourd'hui du travail en usine ont grandi dans une période de relative prospérité et sont moins enclins que les générations précédentes à accepter de dures conditions de travail. En témoigne la récente série de suicides d'ouvriers sur l'immense site de production de Foxconn, le fabricant de l'iPhone d'Apple. Cette évolution représente un défi pour le régime communiste, qui cherche à légitimer sa mainmise sur le pouvoir en promettant d'améliorer le niveau de vie.

Geoffrey Crothall, porte-parole du "Bulletin du travail en Chine", basé à Hong Kong, souligne que les ouvriers ont fait preuve de patience durant le récent ralentissement économique. Mais depuis que l'économie est repartie en flèche l'an dernier, ils se sont retrouvés à travailler plus sans gagner plus pour autant, ce qui a incité certains à passer à l'action, explique-t-il. "Ils voient des grèves qui ont réussi ailleurs et décident de tenter leur chance."

M. Crothall souligne que les grèves ont également révélé une défiance envers les représentants de la FSTC, qui sont nommés par la direction et le Parti communiste et non élus par les salariés. Le régime interdit les syndicats non autorisés et la contestation publique, les contrevenants risquant le harcèlement et des poursuites. Mais les autorités tolèrent les manifestations limitées et locales d'ouvriers.

---

## **Italie. Les médias italiens dénoncent la "loi-bâillon" de Berlusconi. (12.06)**

### **Reuters- 11.06**

Les médias italiens sont vent debout contre un projet de loi qui limite le recours aux écoutes téléphoniques dans les enquêtes judiciaires et prévoit des sanctions pour les organes de presse qui en reproduiraient des extraits.

Le texte, qui a reçu le feu vert du Sénat jeudi, est contesté non seulement par la presse mais aussi par la magistrature italienne qui estime qu'il va entraver la lutte contre la corruption et le crime organisé dans le pays.

La quotidien de gauche, La Repubblica, a fait sa Une vendredi avec un seul post-it jaune portant l'inscription "la loi-bâillon va priver les citoyens du droit d'être informés".

"Nous avons monté une page vierge pour dire aux lecteurs que la démocratie a été court-circuitée", explique dans un éditorial le directeur de la rédaction, Ezio Mauro.

Le Corriere della Serra parle de "jour sombre" pour la justice, et l'Unita, organe du principal parti de l'opposition de gauche, arbore un titre avec des caractères utilisés sous la dictature fasciste de Benito Mussolini.

Le président du Conseil, Silvio Berlusconi, assure que la nouvelle loi permettra de mieux protéger la vie privée mais l'opposition accuse le gouvernement de chercher à dissimuler la corruption avec un loi "faite maison", dans la lignée de l'impunité dont le chef du gouvernement bénéficie.

Le syndicat national des journalistes a lancé un appel à la grève pour le 9 juillet et jure de mener une "résistance totale et sans fin contre" la nouvelle loi.

Les partis de l'opposition se disent prêts à faire appel devant la Cour constitutionnelle si la loi était adoptée sous cette forme par la Chambre des députés, une issue qui fait peu de doute au vu de la majorité dont y bénéficie le centre-droit.

Pour La Stampa de Turin, la loi vise à jeter le voile sur les scandales, Il Fatto parle de "loi criminelle pour les criminels".

## PRÉOCCUPATION DE WASHINGTON

Le projet de loi était au parlement depuis des mois avant que le gouvernement ne le sorte de l'ombre après la publication dans la presse de transcriptions résultant d'une fuite dans une enquête sur des contrats publics douteux qui ont rejailli sur le cabinet de Berlusconi. L'enquête a notamment entraîné la démission du ministre de l'Industrie, Claudio Scajola.

Les journaux vendredi accordent une large place aux scandales politiques du passé, certains impliquant directement Silvio Berlusconi, qui assurent-ils n'auraient pas été révélés avec les mesures contenues dans le projet de loi.

Les magistrats, qui envisagent d'organiser leur propre mouvement de manifestation contre le texte, font savoir que de nombreuses arrestations, dont des mafieux en fuite, n'auraient pu être effectuées sans l'aide des écoutes téléphoniques.

Le ministère américain de la Justice a fait part de son inquiétude concernant les effets de la loi sur les enquêtes menées conjointement sur le crime organisé.

Aux termes du projet de loi, les magistrats ne pourront ordonner une mise sur écoutes que s'ils disposent d'éléments solides permettant de soupçonner un délit.

La mise sur écoutes devra être approuvée par trois juges et ne pas excéder 75 jours. Une autorisation expresse serait requise pour placer sur écoutes les téléphones de parlementaires et de prêtres.

Il serait interdit aux médias d'en publier des transcriptions ou des condensés, et même de commenter une enquête avant que les suspects soient traduits en justice - ce qui peut prendre des années dans le système judiciaire italien.

Les directeurs de publication enfreignant la loi risqueraient jusqu'à 465.000 euros d'amende, les journalistes étant passibles en pareil cas d'un mois de réclusion au maximum.

---

## **Italie. Manifestations en Italie contre la rigueur. (13.06)**

### **Lefigaro.fr- 12.06**

Le ton monte en Italie contre le plan d'économies budgétaires de 24,5 milliards d'euros en deux ans décidé le 25 mai par le gouvernement. Les Allemands ont également défilé à Berlin et Stuttgart.

Plusieurs dizaines de milliers de syndicalistes ont convergé hier vers le centre de Rome à l'appel de la CGIL, la principale confédération ouvrière d'Italie (5,5 millions d'adhérents).

Aux cris de «pas seulement sur nos épaules», ils ont dénoncé les sacrifices imposés par le gouvernement de Silvio Berlusconi pour ramener le déficit public de 5,3 % à 3,9 % l'an prochain et 2,7 % du PIB en 2012.

Lors d'un rassemblement Place du Peuple, Guglielmo Epifani, le secrétaire général de la CGIL, a réaffirmé que son organisation n'était pas opposée à une correction des comptes de l'Etat. «Nous rejetons cette manœuvre faite seulement de restrictions budgétaires sans réformes

structurelles ni mesures d'aide aux investissements, surtout dans l'instruction publique et la recherche», a-t-il déclaré au Figaro avant le début de la manifestation. «Ceux qui en feront les frais seront surtout les salariés et les revenus les plus modestes tandis que les patrimoines et les rentes ne seront pas touchés».

Guglielmo Epifani appelle aussi à une vaste mobilisation pour inviter le Parlement, qui commencera l'examen du projet de loi la semaine prochaine, «à le modifier».

La CGIL a lancé pour le 25 juin un mot d'ordre de grève générale de quatre heures dans le secteur privé et de 24 heures dans le public.

Pour sa part, le Parti Démocrate (PD), principale formation d'opposition, annonce un rassemblement contre ce plan «injuste» le 19 juin à Rome tandis que magistrats, médecins du secteur public et monde de la culture multiplient les protestations.

Le gouvernement prévoit de geler salaires et embauches dans la fonction publique pendant deux ans et de réduire de 10 % l'enveloppe des ministères et des collectivités territoriales. Aucun impôt nouveau ne serait levé et la taxation des revenus financiers continuerait de bénéficier d'un taux de faveur, mais un effort accru serait fait contre l'évasion fiscale.

Pour la Banque d'Italie, le plan d'austérité pourrait se solder par une réduction de 0,5% du PIB en 2011/2012 «sous l'effet d'une compression de la consommation et des investissements». L'Italie prévoit une croissance de 1% cette année et 1,5% en 2011.

---

## **Allemagne. Manifestations en Allemagne contre l'austérité. (13.06)**

### **Reuters- 12.06**

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre ce qui pourrait être le plus grand plan d'austérité mis en oeuvre en Allemagne depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le coalition de la chancelière Angela Merkel a approuvé lundi un plan de réduction des dépenses et le relèvement de certaines taxes qui doit permettre de ramener d'ici 2013 le déficit budgétaire dans les limites fixées par l'Union européenne.

Selon la police, jusqu'à 10.000 personnes se sont rassemblées pour protester contre ces mesures samedi à Stuttgart. Elles étaient entre 15.000 et 20.000 à manifester à Berlin, selon les organisateurs.

"La crise a pour nom capitalisme", "Emploi, droits de l'homme, sécurité de l'avenir pour tous" et "Des retraites suffisantes pour vivre", pouvait-on lire sur des banderoles.

La proposition du gouvernement prévoit d'économiser 30 milliards d'euros en quatre ans sur le budget social.

Selon un nouveau sondage Infratest dimap, 79% d'Allemands estiment que le plan d'économies n'est pas équitable socialement et 93% d'entre eux pensent que ces mesures ne permettront pas au gouvernement d'atteindre ses objectifs.

---

## **Chine. Grève dans une usine Honda en Chine, la contestation gagne du terrain . (14.06)**

### **RFI- 12.06**

En Chine, la grève entamée vendredi 11 juin continue dans l'usine Honda Lock, à Zhongshan, dans la province du Guangdong. Et c'est toute la production du constructeur japonais dans le pays qui risque la paralysie. Les revendications des salariés portent sur les hausses de salaires ainsi que sur le droit de choisir leur mode de représentation syndicale.

On assiste à un changement de ton de la part du gouvernement chinois qui jusqu'à maintenant ne voyait pas d'un mauvais œil les revendications salariales des ouvriers, surtout s'agissant d'entreprises étrangères.

Mais cette mobilisation sociale est, pour commencer, en train de gagner du terrain. De Canton, elle a gagné la région de Shanghai et maintenant le centre de la Chine.

Des grèves qui s'étendent en particulier aux sous-traitants de Honda. L'usine qui fabrique les systèmes de verrouillages des portes est en grève depuis 48 heures, et le mouvement se poursuit. Les chaînes de montages pourraient être de nouveau arrêtées.

Mais il y a plus grave pour le gouvernement : les grévistes, pour la première fois, ont refusé de s'en remettre au syndicat officiel chinois, un syndicat unique, sous contrôle du Parti communiste (PCC). Un syndicat accusé d'être au service de la direction de l'entreprise.

C'est un acte très politique de la part des grévistes qui revendiquent le droit de désigner leurs propres représentants. Un vrai défi qui explique sans doute la réaction du gouvernement.

Depuis quelques jours, le département de la propagande a interdit la publication d'informations dans la presse chinoise, explique le South China Morning Post, le grand quotidien de Hong Kong. Seule l'agence officielle de presse Chine nouvelle continue d'affirmer aujourd'hui encore le retour à une situation normale.

---

## **Afrique du Sud. Grève des stadiers : la police sud-africaine assure la sécurité dans quatre stades. (16.06)**

### **AFP- 15.06**

La police sud-africaine a annoncé mardi avoir pris le contrôle de quatre des dix stades hôtes du Mondial 2010 - au Cap, à Durban, Port-Elisabeth et Johannesburg (Ellis Park) - pour remplacer des agents de sécurité privés en grève.

La sécurité des fans de football est donc assurée, a ajouté le gouvernement.

"La police nationale sud-africaine (SAPS) et le comité local d'organisation (LOC) se sont mis d'accord pour que la SAPS prenne provisoirement le contrôle des opérations de sécurité dans quatre stades", écrit la police dans un communiqué.

"Nous avons activé ces plans d'urgence (...) pour assurer le bon déroulement de la compétition", a ajouté le commissaire national Bheki Cele, cité dans le communiqué.

"Nous sommes sûrs que cela ne va pas porter préjudice au Mondial ni à nos activités classiques de police", a-t-il poursuivi.

"Les supporters ne doivent pas s'inquiéter pour leur sécurité parce que la police est prête à intervenir, comme elle l'a fait au Cap, pour remplacer les gardiens privés qui débrayent", a renchéri le porte-parole du gouvernement Themba Maseko lors d'une point-presse à Pretoria.

"La police sud-africaine et les autres agences de sécurité sont prêtes à gérer tout type de situation", a-t-il encore dit.

Des agents de l'entreprise privée Stallion sont entrés en conflit avec leur employeur dimanche pour des revendications salariales.

Environ 400 des portiers de Durban (sud-est) avaient organisé dimanche une manifestation après le match Allemagne-Australie (4-0), qui avait dû être dispersée par la police anti-émeutes.

Quelques heures plus tard, leurs collègues du Cap (sud-ouest) ont débrayé à peine trois heures avant le match Italie-Paraguay (1-1), lundi.

Mardi, des centaines d'entre eux ont fait de même auprès du stade Ellis Park, dans le centre de Johannesburg, avant la rencontre Corée du Nord-Brésil.

---

## **Grèce. Grève des transports publics à Athènes contre le plan d'austérité du gouvernement. (18.06)**

### **AP- 17.06**

Les transports publics ont été paralysés jeudi à Athènes, en raison d'une grève des salariés du secteur pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement.

Les conducteurs de bus et de tramways ont débrayé pour dénoncer les réductions de salaire et les réformes en matière d'aide sociale. Les employés du métro d'Athènes étaient eux en grève pour la deuxième journée consécutive pour soutenir 285 collègues dont les contrats viennent à expiration et qui risquent de perdre leur emploi.

Ces mouvements ont entraîné d'importants embouteillages dans la capitale. Une manifestation a par ailleurs réuni un millier de personnes

jeudi soir à Athènes, sans incidents, à l'appel de syndicats protestant contre un projet de décret facilitant les licenciements et diminuant la durée d'indemnisation. Un appel à la grève a été lancé pour le 29 juin.

Le principal syndicat du secteur privé, GSEE, juge ce projet "inacceptable et anticonstitutionnel" et annoncé son intention de le contester devant la justice. "Alors que les suppressions d'emplois et le chômage sont en hausse, nous avons besoin de mesures décourageant les licenciements, pas qui les encouragent", souligne le syndicat.

---

### **Grèce. Nouvelle grève générale prévue le 29 juin en Grèce. (18.06)**

#### **Reuters- 17.06**

Les syndicats grecs des secteurs public et privé appellent à une grève de 24 heures le 29 juin pour protester contre les projets de réforme des retraites et du travail décidés par le gouvernement en contrepartie du plan d'aide internationale de 110 milliards d'euros accordé à la Grèce.

"La manifestation concerne avant tout la réforme des retraites", a déclaré jeudi à Reuters Ilias Iliopoulos, secrétaire général de l'Adedy, fédération syndicale du secteur public.

Les syndicats s'opposent également à des mesures visant à faciliter les licenciements par les grandes entreprises et à augmenter la flexibilité du marché du travail.

---

### **Irak. Manifestation à Bassorah, en Irak, un mort. (20.06)**

#### **Reuters- 19.06**

La police irakienne a ouvert le feu samedi sur des manifestants qui protestaient contre les pannes d'électricité à Bassorah, dans le sud du pays, faisant un mort et trois blessés, ont indiqué des sources proches des services de sécurité.

Près de 4.000 personnes étaient rassemblées devant un bâtiment du conseil provincial et certaines d'entre elles ont tenté de forcer la grille de l'enceinte et d'en escalader les murs, en jetant des pierres, avant que les forces de sécurité n'ouvrent le feu pour les disperser.

Les manifestants, qui protestaient contre les difficultés d'approvisionnement en électricité dans la région, réclamaient en outre la démission du ministre de tutelle de ce secteur, Karim Wahid.

Sept ans après l'invasion anglo-américaine du pays, les autorités irakiennes peinent à assurer un service public minimum, les habitants du pays ne bénéficiant par exemple que de quelques heures d'électricité par jour.

Commentaire de LdC : ils ont juste oublié de dire qu'en ce moment il fait jusqu'à 48°C à l'ombre en Irak ! (météo hier soir sur TV5Monde Asie)

---

### **Bangladesh: violents heurts lors d'une manifestation des ouvriers du textile. (20.06)**

#### **AP- 19.06**

Des milliers d'ouvriers du textile bangladais en grève pour obtenir des augmentations ont jeté des pierres et se sont accrochés avec la police samedi dans une zone industrielle proche de Dacca, la capitale du pays. Un manifestant a fait état d'une centaine de blessés.

Les forces de l'ordre ont tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour disperser la foule à Ashulia, selon un responsable local de la police, Sirajul Islam. Une cinquantaine d'usine du secteur sont fermées de peur d'attaques, a affirmé un responsable de l'Association des entrepreneurs et exportateurs de l'habillement du Bangladesh ayant requis l'anonymat.

Un manifestant, Abdus Salam, a déclaré que les affrontements avaient fait au moins une centaine de blessés, dont beaucoup avaient été emmenés à l'hôpital. Un autre responsable policier a parlé d'une quarantaine d'officiers blessés.

D'après Abdu Salam, les ouvriers demandent le relèvement du salaire minimum à 5.000 takas (58 euros/73 dollars) par mois, sachant que le salaire moyen actuel tourne autour de 2.000 takas (23 euros/29 dollars).

L'industrie textile, qui emploie deux millions de personnes au Bangladesh, est un secteur crucial pour l'économie de ce pays très pauvre, frappé de plein fouet par la récession mondiale.

Les manifestations souvent émaillées de violences pour des hausses de salaire s'y multiplient depuis quelques mois, mais les entrepreneurs se disent étranglés par la baisse de la demande étrangère et l'augmentation des coûts de production liée à la crise de l'énergie et à des infrastructures en mauvais état dans le pays.

Le Bangladesh exporte pour environ 12 milliards de dollars (9,7 milliards d'euros) d'habillement par an, les Etats-Unis et l'Europe étant ses principaux clients.

---

## **Algérie. Plus de 6.000 ouvriers d'Arcelor Mittal en grève en Algérie. (23.06)**

### **AP- 22.06**

Les 6.200 ouvriers du complexe sidérurgique d'ArcelorMittal à Annaba (600 km à l'est d'Alger) ont poursuivi mardi leur grève, déclarée pourtant "illégal" la veille par le tribunal d'Annaba, saisi en référé par la direction de l'entreprise.

Malgré la décision du tribunal "qui a ordonné la reprise du travail", la direction a constaté que "le mouvement de grève continue aujourd'hui" et prendra donc "toutes les mesures légales pour faire respecter la décision de justice", a déclaré à l'Associated Press Mohamed Abd El Daim, un des membres de l'équipe dirigeante, sans toutefois préciser la nature de ces mesures.

"Il n'est pas question faire marche arrière si la direction ne répond pas positivement à nos revendication salariales", répliquait-on du côté des syndicats.

Les salariés d'ArcelorMittal à Annaba, un des ultimes bastions contrôlés par l'UGTA, syndicat proche du pouvoir, reprochent à la direction du groupe son refus d'adhérer à un accord salarial conclu en décembre 2009 entre les partenaires sociaux.

La grève a commencé lundi matin au niveau de toutes les unités de production de commercialisation, les services techniques et administratifs. Les salariés ont notamment refusé de procéder au chargement de cargaisons destinées à l'exportation vers l'Espagne.

---

## **Chine. Grève dans une usine du japonais Denso en Chine. (23.06)**

### **Reuters- 22.06**

Une usine d'assemblage Toyota en Chine a été contrainte de suspendre sa production en raison de la grève des salariés d'une usine du groupe japonais Denso, un fabricant de pièces automobiles affilié à Toyota.

La production de l'usine Toyota, qui a une capacité annuelle de 360.000 unités et construit des modèles comme la Camry ou la Yaris, est suspendue depuis mardi matin, a annoncé un porte-parole du groupe.

"Aucune décision n'a pour l'instant été prise concernant la reprise de la production", a déclaré Ririko Takeuchi, porte-parole de Toyota.

L'usine Denso (Guangzhou Nansha) fournit aussi bien Toyota que Honda et d'autres constructeurs automobiles qui ne sont plus livrés depuis lundi, indique la porte-parole de Denso, Yoko Suga.

Des négociations sont en cours entre la direction et les ouvriers qui demandent une augmentation des salaires et des avantages supplémentaires, a ajouté la porte-parole de Denso.

La grève durera toute la semaine, a déclaré un salarié de l'usine Denso.

Cette grève est le dernier en date des mouvements sociaux touchant des constructeurs automobiles étrangers, mouvements qui se multiplient.

## **Bangladesh: 700 usines textile fermées à la suite d'un mouvement de protestation . (23.06)**

**Lepoint.fr- 22.06**

De violents mouvements de protestation mobilisant des dizaines de milliers d'ouvriers du textile du Bangladesh ont entraîné mardi la fermeture de 700 usines qui fournissent les plus grandes enseignes occidentales de l'habillement.

La police anti-émeutes a tiré des balles en caoutchouc et des bombes lacrymogènes sur les ouvriers dans la zone industrielle de Ashulia, au nord de la capitale Dacca. Dans ce secteur, les ouvriers, qui réclament une hausse du salaire minimum de 25 à 70 dollars, ont érigé des barricades avec de vieux pneus, mis le feu à des camions de livraison et lancé des projectiles sur les forces de l'ordre pour la quatrième journée consécutive.

Quelque 800.000 ouvriers travaillent dans les 700 usines fermées, mais des "dizaines de milliers" d'autres sont dans la rue, obligeant les commerces à fermer, a déclaré à l'AFP le chef-adjoint de la police de Dacca Monowar Hosain.

Les usines qui ont été forcées de fermer leurs portes fournissent des chaînes occidentales telles que Wal-Mart, H & M, Tesco, Carrefour et Metro, ainsi que de grandes marques telles que Tommy Hilfiger, GAP et Levi Strauss.

Les ouvriers exigent des salaires d'au moins 5.000 taka (70 dollars) par mois. L'actuel salaire minimum fixé en 2006 est de 25 dollars seulement.

Selon le patronat des fabricants et des exportateurs de textile (BGMEA), les manifestations violentes, qui ont commencé samedi, ont créé un climat de "panique et d'anarchie", forçant les usines à fermer jusqu'à nouvel ordre.

"Plus de 50 usines ont été saccagées par les protestataires qui empêchent ainsi de livrer les commandes à temps, entraînant des pertes se chiffrant en millions de dollars", a déclaré à l'AFP le vice-président de la BGMEA, M. Shafiul Islam Mohiuddin.

Le ministre du Travail Mosharraf Hossain a promis dans un communiqué à l'issue d'une réunion d'urgence avec le patronat du textile des augmentations de salaires, mais a menacé de "mesures énergiques" les manifestants.

Le textile représente 80% des exportations annuelles du Bangladesh et ses usines emploient 40% de la main d'oeuvre industrielle du pays, la plupart étant des femmes.

---

## **Osborne présente un budget d'extrême rigueur en Grande-Bretagne. (23.06)**

**Reuters - 22.06**

Le ministre britannique des Finances George Osborne a présenté un budget d'austérité, réduisant les dépenses et relevant les impôts, tout en annonçant la mise en place d'une taxe sur les banques afin de résorber le déficit public.

Le chancelier de l'Echiquier a déclaré que les dépenses de l'Etat seraient réduites d'environ 25% au cours des cinq années à venir, tandis que la TVA sera relevée à 20% l'année prochaine, contre 17,5% cette année.

La taxe sur les banques permettra de lever 1,2 milliard de livres sterling (1,4 milliard d'euros) sur l'exercice budgétaire 2011-2012, montre le projet de budget pour 2010.

Le produit de cette taxe atteindra un pic à 2,5 milliards de livres sterling lors de l'exercice 2013-2014, d'après les estimations du gouvernement.

Près d'un million de Britanniques parmi les plus pauvres cesseront en revanche de payer l'impôt sur le revenu grâce à un relèvement de mille livres du seuil d'imposition.

La taxe sur les entreprises qui dégagent plus de 1,5 milliard de livres sera abaissée d'un point à 27% en 2011, année de départ d'une baisse progressive de cet impôt qui sera abaissé chaque année jusqu'à tomber à 24%.

Les entreprises de taille plus réduite seront quant à elles taxées à hauteur de 20% à partir d'avril 2011, une baisse d'un point.

## CROISSANCE EN PÉRIL

Cette annonce a bénéficié aux emprunts d'Etat britanniques, les investisseurs estimant que le plan gouvernemental est de nature à rassurer les agences de notation.

Ces dernières ont prévenu la Grande-Bretagne que son triple A pourrait être menacé si le plan présenté par George Osborne, destiné à réduire un déficit qui s'élève à 11% du PIB, échouait à les convaincre.

Un responsable de S&P a d'ores fait savoir que l'agence étudierait dans le détail le projet de budget qu'il a qualifié de complexe avant de se prononcer sur la note du pays.

George Osborne a expliqué qu'un peu plus des trois quarts du resserrement budgétaire seraient imputables à des baisses des dépenses publiques et que le reste serait fourni par des taxes.

Les prestations sociales seront visées et les dépenses de la famille royale n'échapperont pas à un contrôle plus strict. L'enveloppe que l'Etat verse à la reine Elizabeth pour ses fonctions officielles sera gelée à 9,5 millions d'euros.

"Lorsque nous disons que nous sommes tous impliqués, nous le pensons vraiment", a déclaré George Osborne.

Certains économistes estiment que la sévérité de l'ajustement budgétaire pourrait mettre en péril la reprise de l'économie britannique qui s'extirpe de sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le président américain Barack Obama a mis en garde ses homologues au G20 contre la tentation de cesser trop tôt de soutenir l'économie.

"Il semble que ce soit un budget plus serré que ce beaucoup anticipaient", a commenté Jonathan Loynes, chef économiste pour la Grande-Bretagne chez Capital Economics.

George Osborne estime de son côté qu'il n'y a pas de temps à perdre même s'il a admis que la croissance serait en baisse cette année et l'année prochaine à cause de ce budget.

L'agence chargée de superviser le budget britannique, mise en place le mois dernier par George Osborne, a abaissé sa prévision de croissance à 1,2% cette année et à 2,3% l'année prochaine alors qu'elle tablait auparavant sur 1,3% et 2,6%.

L'emprunt net dans le secteur public est désormais évalué à 149 milliards de livres, 10,1% du PIB, mais il devrait tomber à 20 milliards de livres, 1,1% du PIB en 2015-2016, soit 129 milliards de livres d'économies (155 milliards d'euros environ).

Le déficit structurel, qui n'est pas sujet aux variations du cycle économique, devrait reculer à 0,3% en cinq ans, contre 7,4% cette année.

---

## **De plus en plus d'Européens ont du mal à joindre les deux bouts. (23.06)**

### **Reuters - 22.06**

Les citoyens de l'UE sont de plus en plus inquiets face aux conséquences sociales de la crise, malgré de fortes différences entre les pays et entre les catégories sociales, révèle un sondage rendu public mardi.

Selon cet "Eurobaromètre" consacré à la pauvreté, un Européen sur trois craint pour son emploi, trois Européens sur quatre craignent pour leur retraite et des contrastes existent entre habitants d'Europe de l'Ouest et des nouveaux Etats membres de l'Union européenne.

"Les résultats de l'enquête confirment que (...) la crise économique et financière actuelle aggrave encore la situation" en matière de pauvreté, a déclaré le commissaire européen à l'Emploi, aux Affaires sociales et à l'Inclusion, Laszlo Andor.

"Une proportion significative d'Européens a aujourd'hui du mal à joindre les deux bouts", a-t-il ajouté.

C'est en Grèce, l'un des pays les plus touchés par la crise et les plans d'austérité gouvernementaux, que l'on trouve, avec 85%, la plus forte proportion de personnes estimant que la pauvreté a augmenté dans la zone où ils vivent.



La France avec 83% et la Bulgarie avec 82% arrivent directement derrière.

En moyenne, 30% des Européens estiment qu'ils pourraient perdre leur emploi dans l'année qui vient. Dans l'hypothèse où ils se retrouveraient au chômage, 73% des Grecs, 68% des Espagnols, 64% des Italiens et 62% des Irlandais pensent qu'ils leur serait difficile ou très difficile de retrouver un travail dans les six mois.

## CONTRASTES

Sur la question du chômage, l'enquête Eurobaromètre montre un fort contraste entre les pays du sud et de l'est de l'Europe, où le pessimisme reste nettement majoritaire, et les Etats comme la Suède, le Danemark, les Pays-Bas ou l'Autriche, où les citoyens semblent être moins concernés par les situations difficiles et jugent leur société moins inégalitaire.

En ce qui concerne les retraites, 73% des citoyens de l'UE pensent qu'ils bénéficieront à l'avenir de pensions moins élevées ou anticipent le fait de devoir travailler plus longtemps et de mettre plus d'argent de côté pour s'assurer une retraite décente.

Dans la quasi-totalité des pays européens, plus de 80% des sondés pensent que les droits à la retraite seront touchés par la crise économique et financière actuelle, tandis que dans 17 Etats membres une majorité des sondés craignent que leur retraite future ne leur permette pas de vivre dignement.

L'UE a décrété 2010 "Année européenne de la lutte contre la pauvreté" et vient d'adopter sa stratégie Europe 2020, qui comporte entre autres des objectifs chiffrés de lutte contre la pauvreté pour l'actuelle décennie.

Cet "Eurobaromètre" est la quatrième vague d'une série d'enquêtes lancées en juillet 2009 pour mesurer en temps réel l'évolution de la perception de la pauvreté en Europe.

---

## **Très forte augmentation du nombre de millionnaires dans le monde en 2009 (titre de LdC). (23.06)**

### **Figaro.fr et Lexpress.fr - 22.06**

Les jets privés se vendent à la pelle, les robes Chanel partent comme des petits pains : les riches sont de retour ! C'est le constat de la version 2010 du "World Wealth Report", une étude sur l'évolution des fortunes mondiales publiée chaque année par Capgemini et Merrill Lynch Wealth Management. Selon ce rapport, le nombre de particuliers à la tête d'un patrimoine de plus d'un million de dollars (hors résidence principale) est remonté de 8,6 millions en 2008 à 10 millions en 2009. Ensemble, ils pèsent 39 000 milliards de dollars, soit 6 200 milliards de plus qu'en 2008 (+18,9%).

Effacé le recul de 2008, oubliée la dévalorisation de leurs actifs due à la crise. "Alors qu'en 2008, le patrimoine des millionnaires enregistrait une chute sans précédent, nous voyons déjà un retour complet au niveau de richesse de 2007, notamment dans la région Asie-Pacifique", indique Gilles Dard, président de l'activité gestion privée France et Europe de Merrill Lynch. Les ultra riches - patrimoine supérieur à 30 millions de dollars -, qui avaient subi la plus forte baisse de leurs actifs, ont retrouvé le sourire : leur fortune a augmenté de 21,5 % en 2009. "Les marchés émergents ont été et continueront d'être le moteur de cette reprise, en particulier l'Inde, la Chine et le Brésil", relate Laurence Chrétien, en charge du "World Wealth Report" en France au sein de Capgemini.

Sans surprise, les Etats Unis (2,866 millions) restent, devant le Japon (1,65 million) et l'Allemagne (861 000), le pays qui concentre le plus de citoyens richissimes. Le trio de tête du classement abrite d'ailleurs plus de la moitié de la population mondiale des riches. La France, elle, apparaît toujours au sixième rang, derrière la Chine et le Royaume-Uni : l'Hexagone comptait l'an dernier 383 100 millionnaires, soit près de 40 000 de plus qu'en 2008 (+11%).

Mais pour la première fois, la région Asie-Pacifique compte autant de millionnaires que l'Europe (3 millions). Les avoirs financiers des millionnaires asiatiques (9 700 milliards, en hausse de 30%) ont même dépassé ceux du Vieux Continent (9 500 milliards). «La zone Asie-Pacifique a été la seule région où les indicateurs macroéconomiques et les leviers de création de richesse (très forte hausse des marchés boursiers, matières premières...) se sont significativement développés en 2009», explique Laurence Chrétien, en charge du World Wealth Report pour Capgemini. Cette tendance devrait se poursuivre. «En 2011, il devrait y avoir plus de millionnaires dans la zone Asie-Pacifique qu'en Europe», pronostique Gilles Dard.

Cette accumulation de richesses fait évidemment le bonheur des vendeurs de yachts et autres Château-Latour 1990. Depuis la fin de 2009, le marché des produits de luxe comme la joaillerie, les grands crus et les berlines haut-de-gamme s'est redressé, stimulé par la demande asiatique. Du côté de leurs portefeuilles financiers, les nantis se tournent à nouveau vers les actions : retrouvant le goût du risque et une certaine confiance envers les Bourses, ils devraient y consacrer, d'ici à 2011, 35% de leurs placements (contre 29% aujourd'hui), selon l'étude. Seul le marché de l'art ne semble pas profiter de ce regain de richesses chez les millionnaires.

---

## **Les ouvriers de l'usine Fiat de Pomigliano ont voté la limitation du droit de grève... (24.06)**

**Reuters - 23.06**

Les ouvriers de l'usine Fiat de Pomigliano, près de Naples, ont voté à près des deux tiers en faveur d'un plan qui prévoit un accroissement de la flexibilité en échange d'investissements nécessaires pour maintenir le site ouvert.

Les 4.642 salariés de l'usine étaient appelés à se prononcer sur une proposition du PDG de Fiat, Sergio Marchionne.

Le projet vise à accroître la productivité en introduisant davantage de flexibilité dans les horaires de travail, en limitant le droit de grève et en limitant certaines prestations, comme l'indemnisation des arrêts maladie.

En échange, Marchionne promet d'investir 700 millions d'euros pour moderniser l'usine de Pomigliano et y relocaliser la production de la prochaine version de la Fiat Panda, aujourd'hui fabriquée en Pologne.

Les implications de cette consultation dépassent le seul cadre du constructeur italien. Pour le ministre italien du Travail, Maurizio Sacconi, "ce vote change les relations industrielles en s'éloignant du conflit pour se rapprocher de la collaboration".

"La relance de l'usine Fiat de Pomigliano est une énorme opportunité pour la Campanie et tout le sud de l'Italie", a souligné le gouverneur de la région, Stefano Caldoro, parlant du "début d'une nouvelle phase".

---

## **G-B. Retraites : Londres projette de repousser l'âge légal à 66 ans. (25.06)**

**LeMonde.fr et AFP - 24.06**

Le gouvernement britannique a annoncé, jeudi 24 juin, le lancement de consultations sur une réforme 'radicale' du système des retraites, en vue d'accélérer le report de l'âge légal à 66 ans et de supprimer l'âge de mise à la retraite d'office.

Actuellement fixé à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes, le 'State Pension Age' (SPA, âge légal de départ en retraite) passerait à 66 ans, selon le projet mis à l'étude. Le plan ne fixe pas d'échéance, une date précise devant faire l'objet de consultations.

Cependant, selon la presse, l'âge légal pourrait passer à 66 ans dès 2016, soit dix ans plus tôt que ce que prévoyait le projet de l'ancien gouvernement travailliste. L'ex-premier ministre Gordon Brown avait prévu que l'âge légal soit repoussé à 65 ans pour les femmes en 2020, puis à 68 ans pour les deux sexes de manière progressive, entre 2024 et 2046.

Des consultations ont également été lancées sur la possibilité d'abolir 'rapidement' l'âge de mise à la retraite d'office. Le 'Default Retirement Age', actuellement fixé à 65 ans, permet à un employeur d'exiger d'un salarié qu'il prenne sa retraite.

A titre de comparaison, cet âge de mise à la retraite d'office a été repoussé en France de 65 à 70 ans. Quant à l'âge légal, un projet controversé du gouvernement français prévoit de le faire passer de 60 à 62 ans d'ici à 2018. Une journée de grève et de manifestation est organisée jeudi en France contre cette réforme.

'Les gens vivent plus longtemps et la dernière chose que nous voulons est de perdre leurs talents et leur enthousiasme en raison d'un âge limite arbitraire', a déclaré le ministre du travail et des retraites britannique, Iain Duncan Smith.

Au Royaume-Uni, l'espérance de vie est actuellement de 77 ans pour les hommes et de 81 ans pour les femmes. Le paiement des retraites représente les deux tiers du budget du ministère des retraites, soit une centaine de milliards de livres (121 milliards d'euros) par an. Accroître l'âge moyen du départ à la retraite d'une année apporterait un point de croissance à l'économie britannique, selon les calculs du gouvernement. 'Nous devons reconnaître qu'il nous faudra travailler plus longtemps si nous voulons un système de retraites abordable et stable avec une espérance de vie toujours plus longue... Nous prenons des mesures radicales', a ajouté Iain Duncan Smith.

---

## **Italie: grève générale contre l'austérité, des milliers de manifestants. (26.06)**

## Lepoint.fr et Reuters - 25.06

Les transports en commun, le trafic aérien et ferroviaire, ont été modérément perturbés vendredi par une grève générale lancée par le principal syndicat italien, la CGIL, qui a dit avoir rassemblé un million de manifestants contre un plan d'austérité gouvernemental.

Le gouvernement a contesté ces affirmations, le ministre du Travail Maurizio Sacconi parlant de "faible adhésion" à un mouvement auquel ne participaient pas les deux autres grandes centrales CISL et UIL.

Cette grève était organisée au lendemain de manifestations massives en France contre un projet de réforme des retraites, ayant réuni près de 2 millions de personnes selon les syndicats, autour de 800.000 selon la police.

En Italie, ils étaient un million dans la rue, selon la Cgil, en particulier à Bologne (100.000), Milan (80.000) et Naples (70.000). Mais la police a divisé par deux ces chiffres, évaluant ainsi à 35.000 les manifestants à Milan.

Peu de chiffres sur le pourcentage de grévistes. Selon le ministère de la Fonction publique, "sur un échantillon de 30% des salariés, 2,27% avaient adhéré à la grève" en début d'après-midi.

La circulation des autobus et métros a été un peu ralentie à Rome et Naples en matinée et à Milan en fin de journée, chaque région observant des arrêts de travail de quatre heures à des horaires différents.

La société des chemins de fer Ferrovie dello Stato a affirmé que le trafic était normal pour les trains à moyenne et longue distance.

Selon la Filt-Cgil, dans le transport aérien, l'adhésion a été "très élevée, avec 86 vols annulés à la mi-journée à l'aéroport romain de Fiumicino". Mais des sources aéroportuaires ont parlé d'une quarantaine de vols supprimés.

La Filt a affirmé qu'à Rome et Naples, des lignes de métro ont été bloquées et que près de 50% des bus n'ont pas circulé. Selon Atac qui gère les transports à Rome, il y avait 38% de grévistes et les autobus circulaient.

La grève semble avoir été peu suivie dans les transports. A Rome, bus et métro fonctionnaient en partie. Selon le gouvernement, deux pour cent des fonctionnaires avaient répondu à midi à l'appel syndical.

"Il y a de plus en plus de conducteurs de bus qui ne font pas grève parce que normalement on fait grève pour obtenir quelque chose et il semble qu'on obtienne jamais rien", notait, désabusé, Maurizio Rinaldi au terminal routier de la gare de Termini.

Selon la Cgil, 40.000 manifestants brandissant des drapeaux rouges du syndicat étaient réunis sur la place Farnèse, à Rome.

"C'est un plan déséquilibré. Nous sommes les salariés les moins bien payés d'Europe. Avec son plan, le gouvernement frappe ceux qui n'ont plus de force", a indiqué à l'AFP un retraité.

"Ce sont toujours les mêmes qui font les sacrifices! Ce plan d'austérité touche les plus faibles et enrichit les plus riches", a lancé un manifestant à Milan, sur le parvis de la cathédrale.

La cure d'austérité du gouvernement, décidée pour assainir les finances et rassurer les marchés préoccupés par l'endettement italien (plus de 118% du PIB) porte sur 24,9 milliards d'euros pour les années 2011 et 2012.

Ce plan prévoit, entre autres, une réduction des dépenses publiques à travers un gel de trois ans des salaires des fonctionnaires, une réduction de 10% des budgets des ministères et des aides aux collectivités locales, ainsi qu'un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale.

"Ce collectif budgétaire doit être changé car ce sont seulement les travailleurs, les administrations locales et les citoyens qui en subissent les conséquences", a déclaré la numéro deux de la CGIL Susanna Camusso, à Bologne.

"Personne ne nie la nécessité d'assainir les comptes du pays mais il faut penser à l'avenir et pas seulement aux coupes budgétaires", a-t-elle ajouté.

"Nous disons non à ce budget. Il est inopportun, injuste, il freine la croissance, il ne relance pas la production, il ne touche pas aux riches et il sanctionne les travailleurs", a déclaré le secrétaire général de la CGIL, Fulvio Mammoni, présent lors de la manifestation de Naples qui a réuni des dizaines de milliers de personnes.

Jeudi, la Confindustria, le patronat italien a publié un rapport annonçant que le pays était sorti de la récession et que la croissance serait plus

élevée que prévu cette année et en 2011. Mais le chômage devrait encore augmenter après la perte de 528.000 emplois en deux années de crise.

## **Chine: on a raison de se rebeller, dit la nouvelle génération d'ouvriers . (26.06)**

**Lepoint.fr et AFP - 25.06**

Chen, 25 ans, appartient à la nouvelle génération d'ouvriers chinois: plus à la mode, mais surtout plus revendicative que les aînés des campagnes et n'hésitant pas à se mettre en grève.

"La génération précédente se contentait de survivre, d'avoir un toit et d'être nourrie", dit Chen, qui travaille dans une usine produisant des silencieux et des pots d'échappement pour Honda à Foshan, dans le sud de la Chine.

"Nos exigences sont plus élevées, car nous avons des besoins matériels et spirituels supérieurs aussi. Nos revendications de grévistes sont basées sur la nécessité de maintenir notre niveau de vie", ajoute-t-il, demandant que son nom entier ne soit pas cité, de peur d'être licencié.

Avec sa coiffure à la mode -- cheveux teints en châtain clair --, Chen est l'un des nombreux jeunes ouvriers qui ont cessé le travail ces dernières semaines dans la province du Guangdong, ce sud manufacturier qui a été le moteur du modèle économique chinois basé sur les exportations et une main d'oeuvre bon marché.

Il ne veut plus seulement survivre, mais gagner suffisamment sa vie pour mettre un peu d'argent de côté. Un rêve qu'il n'a jamais pu atteindre depuis qu'il a commencé à travailler il y a cinq ans.

C'est ici et sur les côtes est que le "miracle" économique chinois a débuté il y a plus de 30 ans, lorsque le pays est sorti de l'économie dirigée en ouvrant ses portes aux capitaux étrangers.

Des centaines de millions de paysans à la recherche de travail -- la première génération des migrants -- ont travaillé de longues heures, souvent dans des conditions effroyables, envoyant de l'argent à leurs familles restées dans leurs campagnes.

Mais la nouvelle génération d'ouvriers n'est plus aussi docile et ne se contente plus d'un salaire de misère pour un travail difficile.

La grève à l'usine de Chen, Foshan Fengfu Auto Parts, a perturbé les chaînes d'assemblage du géant japonais Honda au début du mois. Et la lutte a abouti à une augmentation de 300 yuans du salaire mensuel de base, désormais à 1.500 yuans (179 euros).

Cependant, les ouvriers sont mécontents, affirmant que cette augmentation n'est pas suffisante en ces temps d'inflation.

Dans l'usine d'à côté, contrôlée par des étrangers et qui produit également des pièces automobiles, une grève le mois dernier a aussi abouti à une hausse de salaire, mais la direction a coupé dans les heures supplémentaires, précieuses pour arrondir les fins de mois.

"J'aimerais envoyer de l'argent à mes parents, mais je ne peux pas économiser un sou", explique Song Mafei, ouvrier de 22 ans.

"Mes parents sont contents que j'aie trouvé un travail, mais ils n'attendent rien de moi car ils savent que je peux à peine vivre de mon salaire", dit-il.

Ironie du sort, il gagne moins qu'avant la grève...

Beaucoup parmi les ouvriers chinois d'aujourd'hui connaissent la loi du travail adoptée en 2008 pour mieux garantir les droits des salariés.

"Protéger nos droits est légitime... si les gens sont opprimés, ils doivent se rebeller, c'est naturel", dit un ouvrier de Foshan Fengfu, qui ne donne qu'une partie de son nom, Li.

Dans ces conditions, les entreprises ont du mal à trouver des ouvriers qualifiés, alors que la reprise est là. En février, les usines du Guangdong manquaient de 900.000 ouvriers.

Conséquence, elles doivent faire appel à "des jeunes non qualifiés sans expérience", souligne Mao Pingwu, 30 ans, qui a travaillé dix ans dans des usines de céramique ou d'électronique.

"Même s'il est difficile d'économiser, ces ouvriers n'ont pas le choix, ce qui les conduit à accepter les bas salaires", dit-il.

Mao, originaire de la province pauvre du Hunan (centre), ne veut plus, lui, de cette vie. Il est désormais chauffeur de taxi et gagne 5.000 yuans par mois, beaucoup plus que les ouvriers des usines

---

## **Bangladesh. Grève générale au Bangladesh: plus de 300 personnes arrêtées. (28.06)**

### **AFP - 27.06**

DACCA - Plus de 300 personnes ont été arrêtées dimanche au Bangladesh où le principal parti d'opposition a appelé à une grève générale, a-t-on appris de source policière.

Des centaines de manifestants ont été dispersés à coup de gaz lacrymogène et de matraques par les forces de sécurité dans la capitale Dacca.

Un député du parti nationaliste du Bangladesh (BNP, opposition) a été blessé lors de heurts à l'Université de Dacca entre partisans et adversaires de la grève, a précisé un porte-parole de la police, Walid Hossain.

Le parlementaire a été transféré à l'hôpital puis placé en état d'arrestation, selon la même source.

Au moins 12.000 policiers et membres la Force d'action rapide ont été déployés pour parer à des troubles dans la capitale de 13 millions d'habitants où la plupart des bureaux et commerces étaient fermés dimanche.

A Dacca, au moins 167 personnes dont deux anciens ministres du BNP et un ancien secrétaire aux Affaires étrangères ont été arrêtées au cours de la grève et 120 militants ont été placés en détention quelques heures avant le début du mouvement, a indiqué le porte-parole de la police.

"Nous avons arrêté l'ancien ministre des Travaux publics Mirza Abbas ce matin sous l'accusation d'avoir mis le feu à des véhicules", a déclaré à l'AFP un autre responsable de la police, Toffazzal Hossain.

Les autres personnes ont été arrêtées pour des dégâts causés à des véhicules et pour comportement illégal, a déclaré le vice-ministre de l'Intérieur Shamsul Haque Tuku. Il a affirmé qu'il "y avait des raisons" pour procéder à ces arrestations.

Le BNP, à l'initiative de la grève, accuse le gouvernement de la Ligue Awami d'être incapable d'approvisionner correctement la population en eau, en électricité et en gaz. Il lui reproche aussi de procéder à des arrestations "arbitraires" et au harcèlement de ses partisans.

Il s'agit de la première grève générale depuis l'accession au pouvoir en janvier 2009 de la Ligue Awami après sa victoire aux législatives un mois plus tôt.

Selon la police, les transports et les transactions commerciales ont été paralysés dans l'ensemble du pays en raison de la grève.

---

## **Espagne. Grève dans le métro de Madrid. (29.06)**

### **AP - 28.06**

Les employés du métro de Madrid ont entamé lundi une grève de trois jours pour protester contre la baisse de 5% de salaire décidée par le gouvernement espagnol, dans le cadre de mesures d'économies budgétaires. Ce mouvement affectait 50% du service, selon l'entreprise qui gère le métro madrilène.

Environ 2,5 millions de personnes empruntent quotidiennement le métro madrilène, mais la grève devrait avoir un impact plus limité en raison des vacances scolaires et universitaires.

La réduction de salaire devrait être appliquée à partir du mois prochain, une économie pour le gouvernement qui a décidé d'un plan d'austérité pour réduire son déficit public aujourd'hui à 11,2% du PIB à 3% d'ici à 2013.

## **Grève générale mardi en Grèce contre la réforme des retraites. (29.06)**

**Libération.fr et AFP - 28.06**

Une grève générale contre la réforme des retraites, mesure phare de la thérapie de choc administrée à la Grèce pour redresser ses finances, doit provoquer mardi des perturbations dans les transports et les services publics.

Cinquième grève générale depuis février contre l'austérité, la mobilisation doit perturber le trafic aérien «avec des retards et annulations à prévoir» mais sans clouer les avions au sol, les contrôleurs aériens ne s'étant pas joints à la grève pour protéger le tourisme, a indiqué Angélos Sotiropoulos, leur président, à l'AFP.

Même si la Fédération des marins n'a pas appelé à la grève, les liaisons avec les îles risquent aussi d'être touchées du fait du débrayage de sections syndicales du secteur contrôlées par le parti communiste. Des piquets de grève mis en place mercredi dernier par des militants de cette obédience avaient bloqué des milliers de passagers grecs et étrangers mercredi au port du Pirée, près d'Athènes.

Les transports urbains de la capitale et de Salonique, deuxième ville du pays, seront affectés par des des arrêts de travail, tandis que les trains doivent rester en gare.

La grève, à l'appel des deux grandes centrales syndicales, la GSEE pour le secteur privé et l'Adedy pour les fonctionnaires, ainsi que du Front syndical communiste Pame vise à protester contre le projet de réforme des retraites, coupant dans les acquis sociaux. Des défilés sont prévus dans les grandes villes en fin de matinée.

Le texte, qui doit être soumis au vote du parlement le 8 juillet impose 40 annuités, contre 37 auparavant, pour quitter la vie active, prévoit des coupes, de 7% en moyenne, dans les pensions, bannit les départs anticipés et généralise à 65 ans l'âge légal de départ à la retraite.

Le gouvernement socialiste s'est engagé à ces mesures auprès de l'eurozone et du Fonds monétaire international, en contrepartie du sauvetage financier du pays via des prêts de 110 milliards d'euros sur trois ans.

---

## **USA. Défaite pour les anti-armes à feu aux Etats-Unis. (29.06)**

**AP et 20minutes.fr - 28.06**

La Cour suprême des Etats-Unis a infligé lundi un revers aux partisans du contrôle des armes à feu en jugeant que les Etats et les villes américaines n'avaient pas le droit d'interdire aux citoyens d'en détenir. La National Rifle Association a salué «un grand moment dans l'histoire américaine.»

La décision prise à une courte majorité de 5 juges contre 4 se fonde sur un jugement rendu il y a deux ans par la juridiction selon lequel une interdiction des armes de poing dans la ville de Washington violait la Constitution américaine.

Alors que ce jugement ne s'appliquait qu'à Washington, un district fédéral avec un statut juridique particulier, la décision de lundi l'étend de fait à l'ensemble du pays. Le dossier a provoqué une fracture idéologique au sein de la Cour suprême, plus haute juridiction du pays, les cinq juges conservateurs ou modérés se prononçant pour et les quatre libéraux contre.

Si la décision de lundi empêche les interdictions pures et simples des armes à feu, le juge Samuel Alito précise dans un texte rédigé au nom de la Cour que les Etats et les villes gardent la possibilité "de concevoir des solutions aux problèmes sociaux qui conviennent aux besoins et valeurs locales".

Le port d'armes, aux Etats-Unis, est garanti par le deuxième amendement de la Constitution, selon lequel "une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé". Ce deuxième amendement, a confirmé lundi la Cour suprême, "s'applique de la même manière au gouvernement fédéral et aux Etats" composant l'Union.

Créée en 1789, la Cour suprême des Etats-Unis possède une double compétence. Elle est à la fois la plus haute instance judiciaire du pays et le dernier interprète en matière de constitutionnalité des lois et des décisions du président américain. Elle joue un rôle-clé en statuant sur de grands débats de société comme le droit à l'avortement, la peine de mort ou le port d'armes.

La Cour suprême est composée de neuf membres, huit juges et un président (chief of Justice), qui sont nommés à vie par le président des Etats-Unis, avec l'accord du Sénat.

Commentaire.

En quoi un Etat reconnaissant le droit à une milice privée de posséder des armes et de s'en servir le cas échéant pour se faire justice elle-même serait-il une démocratie ?

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



## Infos internationales.

- Israël prolonge de 20 ans le secret sur les archives d'Etat. (29.07)
- Espagne. Le BTP espagnol durement frappé par les choix drastiques de Madrid. (28.07)
- L'Union européenne compte 501 millions d'habitants. (28.07)
- L'Inde lutte contre une inflation à 10 %. (28.07)
- Grèce. Les chauffeurs routiers entament une grève en Grèce. (27.07)
- En Chine, un quart de l'eau est polluée et inutilisable. (27.07)
- USA. Une alarme de la plate-forme Deepwater Horizon aurait été désactivée. (25.07)
- Thaïlande. Le prix du sucre et des oeufs flambe en Thaïlande. (23.07)
- Allemagne. Des Allemands de l'ex-RDA cobayés de groupes pharmaceutiques occidentaux. (23.07)
- Chine : Fin de la grève chez un fournisseur de Honda en Chine après des hausses de salaires. (23.07)
- Chine : grèves relancées, ouvriers en colère. (22.07)
- Chili. Dictature chilienne: l'Eglise propose de gracier certains militaires, colère des familles. (22.07)
- UE. Bruxelles loue le rôle des religions pour surmonter la crise. (20.07)
- Surinam. L'ancien dictateur du Surinam Dési Bouterse élu président. (20.07)
- Chine. Enquête sur la grogne des ouvriers en Chine. (20.07)
- Mali. Suspension de la grève dans les universités maliennes. (19.07)
- Tunisie: le journaliste Boukadous arrêté, malgré les appels en sa faveur. (16.07)
- Grèce. La réforme des retraites étendue à la fonction publique en Grèce. (16.07)
- Irlande. Manifestation contre une nouvelle provocation de l'impérialisme britannique. (titre de LdC) (15.07)
- Allemagne. L'opposition SPD-Verts prend les rênes de la Rhénanie-Westphalie. (15.07)
- Italie. La presse italienne mobilisée contre la limitation des écoutes. (10.07)
- Bosnie. Les carnets de guerre de Ratko Mladic révèlent la conclusion d'accords secrets. (10.07)
- Crise alimentaire au Sahel. (10.07)
- Grèce. Sixième journée de grève générale en Grèce. (09.07)
- USA. Le fisc américain aide des organisations de soutien aux colons israéliens. (07.07)
- Italie. L'austérité met en péril le gouvernement italien. (07.07)
- Inde. Grève générale en Inde pour protester contre la hausse du prix de l'essence. (06.07)
- Bangladesh: nouvelles manifestations des ouvriers du textile. (06.07)
- Grèce: sixième grève générale le 8 juillet prochain. (03.07)
- Chine. Ouvriers en grève dans le nord de la Chine. (02.07)
- Grèce. Nouvelle grève générale contre l'austérité en Grèce. (01.07)
- Espagne. Mouvements de grève en Espagne contre les mesures d'austérité du gouvernement. (01.07)

### **Espagne. Mouvements de grève en Espagne contre les mesures d'austérité du gouvernement. (01.07)**

#### **AP - 29.06**

Des mouvements de grève contre les mesures d'austérité du gouvernement espagnol ont entraîné de nouvelles perturbations dans les transports mardi à Madrid et conduit à des affrontements entre la police et des manifestants au Pays basque.

La circulation dans la capitale espagnole a été chaotique en raison de l'arrêt des métros dans le cadre d'un deuxième jour de grève contre une baisse de 5% en moyenne des salaires dans les services publics qui doit entrer en vigueur le mois prochain.

Metro Madrid a précisé que l'ensemble du service avait été annulé après le refus des syndicats de se plier à un accord prévoyant 50% de service minimum.



Les organisations syndicales ont voté la poursuite de la grève totale mercredi, tout en se déclarant ouvertes à des négociations.

Quelque 2,5 millions de personnes utilisent chaque jour le métro dans la capitale espagnole.

Les baisses de salaire, à l'origine de ce mouvement de grève de trois jours, s'inscrivent dans le cadre d'un plan d'austérité visant à réduire le déficit pour le ramener de 11,9% du produit intérieur brut (PIB) en 2009 à 3% d'ici 2013. Outre ses problèmes de déficit, l'Espagne, pays membre de la zone euro, est confrontée à un taux de chômage de 20% et tente d'émerger de près de deux ans de récession suite à l'effondrement du secteur du bâtiment.

Au Pays basque, plusieurs syndicats appelaient mardi à une journée de grève générale pour protester contre ces mesures de réduction et la récente réforme du code de travail qui permet aux entreprises de licencier à un coût moindre.

Des heurts ont éclaté entre des policiers et des manifestants dans les villes de Bilbao et Vitoria. Trois protestataires ont été interpellés. Aucune personne n'a été blessée.

Les syndicats espagnols ont appelé à une grève générale dans tout le pays le 29 septembre prochain.

---

## **Grèce. Nouvelle grève générale contre l'austérité en Grèce. (01.07)**

**Reuters - 29.06**

La police anti-émeute grecque a dispersé à l'aide de gaz lacrymogène des manifestants qui appelaient à "brûler le parlement" à Athènes mardi quelques heures avant l'examen par les députés du projet de réforme des retraites, auquel s'oppose une majorité de Grecs.

Dix mille personnes environ sont descendues dans les rues de la capitale dans le cadre de la cinquième grève générale organisée cette année pour protester contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement.

La mobilisation à l'appel des syndicats du privé et du public a touché les services administratifs, le secteur de l'éducation, les banques et les médias.

"Au feu le parlement, Au feu le parlement!" ont scandé un groupe de 150 jeunes encagoulés en jetant bâtons, pierres et des cocktail Molotov sur les forces de l'ordre protégeant le bâtiment situé dans le centre d'Athènes.

"On est de nouveau dans la rue, en grève et nous nous opposons au piétinement de nos droits", a déclaré Ilias Vrettakos, vice-président du syndicat public majoritaire.

Au Pirée, un demi-millier de militants communistes ont bloqué le port, empêchant des centaines de touristes d'embarquer sur les ferries à destination des îles. Une soixantaine de vols intérieurs ont été annulés mais le trafic aérien international n'était pas affecté par l'arrêt de travail.

"Ces mesures n'aideront pas. Elles ne feront qu'aggraver la récession et la pauvreté", estime Despina Spanou, dirigeante de la confédération syndicale des fonctionnaires Adedy. "Les travailleurs vont répondre de manière claire au gouvernement et à cette réforme qui met fin à la sécurité en matière sociale".

Pour le gouvernement socialiste, cette réforme, qui s'ajoute aux autres mesures de rigueur, est cruciale.

"Nous sommes profondément persuadés que ce que nous faisons est dans l'intérêt du peuple grec", a déclaré le porte-parole du gouvernement, George Petalotis.

L'ampleur des arrêts de travail et des manifestations de mardi pourrait donner une indication sur la force de l'opposition aux projets gouvernementaux.

La mobilisation s'est en effet essouffée lors des précédentes journées d'action, en partie en raison de l'arrivée de la belle saison pendant laquelle les Grecs partent vers les îles.

Le défilé le plus important a réuni 50.000 personnes, le 5 mai, à Athènes. Le 20 mai, les syndicats avaient fait descendre 25.000 personnes dans les rues de la capitale.

Les syndicats font valoir que les Grecs commencent seulement maintenant à ressentir dans leur vie quotidienne les effets des mesures d'austérité.

---

## **Chine. Ouvriers en grève dans le nord de la Chine. (02.07)**

### **AP - 01.07**

Des ouvriers d'une usine japonaise de fabrication de composants électroniques ont cessé le travail pour la troisième journée consécutive jeudi à Tianjin, dans le nord de la Chine. Ils réclament une hausse de salaire dans le cadre du dernier mouvement de grève recensé dans le pays en faveur d'une amélioration des conditions de travail.

Plus d'une centaine d'ouvriers en uniforme vert, des femmes pour la plupart, ont pris position sur les marches menant à l'usine Mitsumi Electric de Tianjin, qui fabrique des pièces pour des appareils électroniques. L'entrée du bâtiment était bloquée par deux autocars de la police et des dizaines d'agents de sécurité étaient mobilisés dans le secteur.

Des pancartes accrochées aux portes de l'usine appelaient les propriétaires à "rendre" l'argent, et les dirigeants locaux à verser un salaire juste aux employés.

"Nous sommes en grève parce que l'usine n'a jamais augmenté nos salaires et qu'ils continuent d'augmenter notre charge de travail. C'est trop fatigant", a affirmé par téléphone une ouvrière, qui s'est présentée sous le nom de Wang, à l'Associated Press.

Les autorités chinoises sont généralement promptes à écraser les manifestations importantes mais les mouvements de grève sociaux cet été se sont étendus alors que le gouvernement tente de restructurer son économie.

Des journalistes étrangers qui se sont rendus à l'usine ont été arrêtés par les agents de sécurité, emmenés dans un hôtel proche afin d'être interrogés, avant de recevoir l'ordre de quitter le secteur.

A Tokyo, un porte-parole de Mitsumi Electric, Yoshitsugu Murakami, a déclaré que la production dans son usine de Tianjin était à l'arrêt depuis mardi, apparemment en raison d'un mouvement de grève des ouvriers demandant de meilleures conditions de travail. Les salariés de l'usine -qui emploie environ 2.800 personnes- sont syndiqués et ont soumis une liste de revendications, selon M. Murakami qui a refusé de les détailler.

---

## **Grèce: sixième grève générale le 8 juillet prochain. (03.07)**

### **AP - 02.07**

Les syndicats grecs ont appelé à une sixième journée de grève générale contre les mesures d'austérité le 8 juillet prochain, mouvement auquel participera le syndicat représentant les fonctionnaires grecs, a annoncé ce dernier vendredi.

---

## **Bangladesh: nouvelles manifestations des ouvriers du textile. (06.07)**

### **AP - 05.07**

Des ouvriers du textile revendiquant des hausses de salaires ont forcé lundi une douzaine de fabriques de vêtements à fermer leurs portes près de la capitale Dacca, dans ce qui semble être une réédition des mouvements de protestation de grande ampleur de la fin juin au Bangladesh.

Selon un responsable de la police, quelque 2.000 employés ont manifesté contre la faiblesse de leurs salaires dans la zone industrielle de Ashulia où des centaines de fabriques avaient fermé provisoirement à la suite des émeutes survenues en juin.

"Les ouvriers demandaient des hausses de salaires dans une fabrique de tricots, ce qui a amené les propriétaires à fermer l'établissement jusqu'à nouvel ordre", a déclaré le chef de la police de Dacca Monowar Hossain.

Les ouvriers ont lancé des cailloux et des briques sur l'usine ce qui a amené les propriétaires de dix autres fabriques situées à proximité à fermer leurs portes pour empêcher une extension du mouvement, a ajouté le chef de la police.

Les ouvriers du textile au Bangladesh qui fabriquent des vêtements pour les plus grandes enseignes occidentales telles que Walmart et H & M, réclamaient des salaires d'au moins 5.000 taka (70 dollars) par mois. Le salaire minimum est actuellement de 25 dollars.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait relever les salaires des 3 millions d'ouvriers du textile d'ici fin juillet et leur a demandé de faire preuve de patience.

Le prêt à porter représente près de 80% des exportations du pays qui se sont élevées l'année passée à 15,56 milliards de dollars. Les fabriques de textile emploient près de 40% de la main d'oeuvre du pays.

---

## **Inde. Grève générale en Inde pour protester contre la hausse du prix de l'essence. (06.07)**

### **RFI - 05.07**

Vols annulés, trains immobilisés, écoles et commerces fermés... De nombreuses régions indiennes étaient totalement paralysées ce lundi 5 juillet, en raison de l'appel à la grève générale, lancé par l'opposition, pour protester contre la hausse du prix de l'essence.

Afin de maîtriser son déficit budgétaire, le gouvernement dirigé par Manmohan Singh a en effet annulé la semaine dernière, les subventions jusqu'ici en vigueur, ce qui se traduit par une augmentation de près de 7% des prix à la pompe.

D'une même voix, les nationalistes hindous du BJP et les communistes, réclament donc l'annulation de cette mesure d'austérité, accusant le gouvernement d'ignorer le sort des citoyens déjà pris à la gorge par un taux d'inflation qui dépasse actuellement les 10%.

La grève générale a cependant été bien plus suivie dans les Etats qui sont aux mains de ces partis d'opposition que dans les autres, car si la plupart des Indiens sont évidemment mécontents de la hausse des prix, beaucoup considèrent ce type de grève comme un obstacle supplémentaire à leurs efforts pour joindre les deux bouts.

Le gouvernement, en tout cas, n'a pour l'instant pas prévu de faire marche arrière.

Commentaire.

Le correspondant de RFI qui a rédigé cet article est en poste à Delhi, à près de 2.500 kms de chez moi au Tamil Nadu dans le sud de l'Inde. Ce qu'il dit est partiellement faux.

Au Tamil Nadu le parti au pouvoir est le DMK et il fait partie de la coalition au pouvoir à Delhi, le gouvernement central, or hier la grève a été totale contrairement à ce qu'il affirme, j'ai peine à trouver dans une petite rue une minuscule échoppe ouverte où j'ai pu acheter des cigarettes, pas un bus, un camion ou un taxi n'a circulé, tous les rideaux de fer des commerces étaient baissés et toutes les entreprises étaient fermées. Ce "journaliste" est aux ordres, ce qui n'a rien d'étonnant.

---

## **Italie. L'austérité met en péril le gouvernement italien. (07.07)**

### **Reuters - 06.07**

Les revers personnels, une cote de popularité en chute libre, un plan de rigueur impopulaire et les frondes au sein de sa coalition ont rendu Silvio Berlusconi plus vulnérable que jamais depuis son élection en 2008.

Le recours, annoncé lundi, à un vote de confiance au parlement afin de faciliter l'adoption de son budget portant le sceau de l'austérité, montre que le président du Conseil italien a besoin de tenir sa coalition d'une main ferme.

Voici ce qui pourrait advenir dans les prochaines semaines:

UN PLAN D'AUSTÉRITÉ QUI DIVISE

Le gouvernement entend soumettre son plan de rigueur de 25 milliards d'euros à un vote de confiance des députés, quand bien même il est jugé essentiel jusque dans l'opposition pour résorber le déficit public et éviter une crise semblable à celle qui a touché la Grèce.

Le déficit a atteint 5,3% du produit intérieur brut l'année dernière et l'objectif pour cette année est de 5,0%.

Mais Silvio Berlusconi est attaqué de toutes parts, y compris au sein de sa coalition, sur la façon dont ont été définies les coupes budgétaires.

Les salariés estiment porter tout le fardeau de ce budget qui épargnerait les plus aisés. Les collectivités locales préviennent, elles, que les services de santé et d'éducation vont en pâtir.

Soucieux d'alléger la facture pour les électeurs de leurs circonscriptions, les députés de la coalition au pouvoir ont déposé pas moins de 1.250 amendements. Mais Berlusconi veut que son budget soit adopté rapidement "pour le bien commun".

Pour les observateurs, le vote de confiance est un moyen de contraindre au silence les voix dissidentes à droite et de leur faire adopter le texte, sous peine de voir la coalition s'effondrer par leur faute. Le budget sera à n'en pas douter voté, mais le malaise demeurera latent.

## TRÊVE ESTIVALE

Malgré l'érosion de sa popularité et la démission de deux ministres en deux mois, le gouvernement devrait survivre à l'été, même si Gianni Letta, homme de confiance de Berlusconi, admet que "la saison est étouffante et pas seulement à cause du temps". Mais il est difficile de dire ce que septembre réserve.

"Berlusconi est face à une opposition interne qui, si elle n'est pas défaite ou endiguée, pourrait faire tomber le gouvernement", avance James Walston, professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Rome.

La rivalité entre Berlusconi et Gianfranco Fini, président de la chambre basse du parlement et co-fondateur du Parti du peuple de la liberté du "Cavaliere", est à son paroxysme.

Après avoir longtemps déploré le manque de liberté de parole au sein du parti, Fini s'oppose fermement à un projet de loi visant à limiter le recours aux écoutes dans les enquêtes de police et à punir les journaux qui en publieraient le contenu.

Les analystes ne donnent pas cher d'une coalition dont les deux principaux dirigeants passent leur temps à s'éviter et s'insultent dès lors qu'ils sont dans la même pièce.

## UNE LIGUE SÉCESSIONNISTE

L'autre grande composante de la coalition, la Ligue du Nord, déplore la réduction des revenus des régions décidée dans le plan de rigueur. Un de ses chevaux de bataille n'est autre qu'une plus grande autonomie régionale dans l'affectation des revenus fiscaux, vers la santé ou l'éducation notamment.

"La Ligue du Nord ne veut pas remporter le grand prix du fédéralisme pour se retrouver sans argent pour le mettre en uvre et devoir augmenter les impôts locaux pour assurer le même niveau de service", note Walston. Or Berlusconi n'a pu oublier qu'en 1994, le chef de file de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, avait fait tomber son gouvernement.

## UNE TROISIÈME VOIE ?

Ambitieux et adroit, Fini, fort de cinquante députés acquis à sa cause, pourrait imaginer discrètement une "troisième voie", entre ce qui resterait de la coalition actuelle et l'opposition de gauche emmenée par le Parti démocrate, disent les analystes.

Fini, ajoutent-ils, attendrait le meilleur moment pour se lancer, quand Berlusconi sera plus faible encore qu'aujourd'hui.

Il pourrait réunir ses fidèles, des conservateurs déçus, un parti catholique dirigé par l'ancien président de l'Assemblée Pierferdinando Casini, le mouvement centriste de l'ancien maire de Rome Francesco Rutelli et de hauts dirigeants du monde des affaires rassemblées derrière l'ancien président de Fiat, Luca Cordero di Montezemolo.

---

**USA. Le fisc américain aide des organisations de soutien aux colons israéliens. (07.07)**

Des fondations considérées par le fisc américain comme des organisations de bienfaisance et à ce titre aidées par l'Etat aident les Israéliens à implanter des colonies en Cisjordanie, affirme mardi 6 juillet le New York Times. Le journal dit avoir identifié "au moins 40 groupes américains qui ont collecté plus de 200 millions de dollars de dons déductibles des impôts pour les implantations juives en Cisjordanie et à Jérusalem-Est lors de la dernière décennie".

"L'argent va principalement à des écoles, des synagogues et des centres de loisirs et ainsi de suite, des dépenses légitimes en vertu du code fiscal", précise le quotidien. "Mais il a aussi financé des fournitures plus douteuses d'un point de vue légal : des logements ainsi que des chiens de garde, des gilets pare-balles, des viseurs pour fusils et des véhicules pour assurer la sécurité d'avant-postes loin dans les régions occupées", d'après le New York Times.

#### UN DEVOIR "BIBLIQUE"

Le quotidien raconte comment, des volontaires de l'une de ces associations, HaYovel, se rendent en Israël pour vendanger dans une colonie en Cisjordanie, sur les collines de l'ancienne Samarie. Une mission qu'ils considèrent comme "biblique". Leurs intentions sont claires, et justifiées à grand renfort de citation des Ecritures : permettre le retour du Messie sur la Terre promise une fois qu'elle sera entièrement peuplée par les juifs. Ce groupe, basée au Tennessee et qui dit vouloir "aider les fermiers indépendants israéliens" et redonner à Israël ses frontières de l'époque biblique, propose des déductions d'impôts à ses donateurs grâce à son statut d'association à but non lucratif.

Le journal américain rappelle que le code fiscal israélien ne permet pas à ce genre de fondation de prétendre à une déductibilité des impôts, et cite un responsable du département d'Etat américain selon lequel ces déductions fiscales aux Etats-Unis sont "un problème". Il s'agit là "d'une curieuse juxtaposition", note le journal, alors que Barack Obama doit rencontrer mardi 6 juillet à la Maison Blanche le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et aborder ce dossier de la colonisation qui paraît de plus en plus crucial. "Alors que le gouvernement américain tente de mettre un terme aux installations illégales en Cisjordanie et veut appuyer la création d'un Etat palestinien, le Trésor américain aide ses installations au travers de déductions d'impôts sur les dons qui les financent."

Les dons déductibles à des associations poursuivant des buts politiques, ne sont pas une nouveauté, rappelle par ailleurs le New York Times. De nombreux groupes israéliens mettant clairement en avant un programme politique comme l'organisation pacifiste La Paix maintenant bénéficient de ces déductions d'impôts. Même le Free Gaza Movement, organisateur de la Flottille pour Gaza et qui pourtant ne dispose pas de la reconnaissance nécessaire pour ce faire, propose aux citoyens américains de faire un don déductible, via une autre association qui lui reverse ensuite les dons.

---

### Grèce. Sixième journée de grève générale en Grèce. (09.07)

#### AP - 08.07

Les mesures d'austérité ne passent toujours pas en Grèce. Le gouvernement a été confronté jeudi à une nouvelle journée de grève générale, la sixième depuis le début de l'année contre le plan de rigueur destiné à sortir le pays de la crise de la dette.

Cette nouvelle grève générale à l'appel des syndicats a suspendu les transports publics et services de ferry et entraîné des fermetures d'écoles, tribunaux et hôpitaux publics. Aucun journal n'était disponible. Des manifestations ont eu lieu à Athènes et Thessalonique mais la participation était relativement faible.

"Nous poursuivrons ce mouvement parce que nous sommes dans notre bon droit", a commenté Yiannis Panagopoulos, chef de la centrale syndicale GSEE à l'origine de la contestation.

Les syndicats dénoncent la réforme des retraites et du code du travail, engagée par le gouvernement socialiste de Georges Papandréou, des mesures d'austérité réclamées en échange d'un plan d'aide de 110 milliards d'euros sur trois ans du Fonds monétaire international et de la zone euro. La contestation est suivie de près par d'autres pays européens qui s'efforcent également de réduire leurs déficits et réformer leurs systèmes de retraite ou de sécurité sociale.

Dans la capitale grecque, plus de 12.000 personnes ont participé à deux défilés distincts dans le centre-ville, selon les estimations de la police. Dans l'un des cortèges, les manifestants scandaient "ouvriers, répondez à la guerre déclarée par les capitalistes par la guerre" et "laissez les oligarques payer pour la crise".

A Athènes, un homme a été hospitalisé après avoir été frappé par des manifestants. Les autorités l'ont identifié comme un fonctionnaire travaillant pour une agence gouvernementale du logement qui aurait été pris à tort par des protestataires violents pour un policier en civil.

Dans l'ensemble, les défilés se sont déroulés dans une ambiance pacifique, contrastant avec les violences qui avaient marqué les précédents

mouvements. Le 5 mai dernier, trois employés de banque avaient péri dans leur établissement incendié par des émeutiers anarchistes présumés.

A Thessalonique, deux manifestations séparées ont réuni au total quelque 5.000 personnes.

Mercredi soir, le Parlement a voté par 159 voix contre 137 en faveur de la réforme des retraites, qui prévoit des coupes dans les pensions et relève l'âge du départ à la retraite de 60 (voire 50 dans certains cas) à 65 ans pour les femmes. La réforme rend également les licenciements moins coûteux pour les entreprises.

Certains élus socialistes avaient ouvertement critiqué le projet de réforme, mais ils ont cédé à la pression du parti après avoir obtenu des amendements de dernière minute qui ralentissent pour la plupart la mise en oeuvre des changements.

Et le Premier ministre George Papandréou a fait savoir que l'Etat pourrait revenir à terme sur les coupes. "Lorsque notre économie sera remise sur pied et la croissance de retour, nous pourrions améliorer les pensions et proposer de meilleurs services aux salariés et aux retraités. C'est notre engagement", a-t-il déclaré devant le Parlement avant le vote.

Certains points risquaient encore d'être supprimés jeudi, les parlementaires devant voter sur des articles de la réforme. "J'ai exprimé mes très fortes réserves sur un certain nombre d'articles", expliquait Panayiotis Kouroumplis, un député socialiste.

Malgré les baisses des salaires des fonctionnaires et la hausse des impôts, Georges Papandréou est resté populaire pendant plusieurs mois durant la crise provoquée par l'explosion du déficit budgétaire et une dette nationale de plus de 300 milliards d'euros. Mais les derniers sondages montrent une baisse de popularité des socialistes.

---

## **Crise alimentaire au Sahel. (10.07)**

**Lepoint.fr - 09.07**

Au Tchad, les humanitaires d'Oxfam ont vu des femmes casser des fourmilières pour récupérer quelques graines; au Mali, des mères partir toute la journée à la recherche de plantes sauvages. A présent, l'ONG sonne l'alarme: la crise alimentaire au Sahel va tourner au "désastre".

Vendredi à Dakar devant la presse, le directeur régional adjoint d'Oxfam, le Burundais Raphaël Sindaye, a énoncé d'emblée son intention: "amener les gouvernants et la communauté internationale à réaliser l'ampleur et la sévérité de la crise alimentaire qui secouent différents pays du Sahel, en particulier le Niger, le Tchad et le Mali mais aussi le nord du Nigeria, la Mauritanie et le Burkina Faso".

"Les yeux du monde ont du mal à percevoir cette crise", complexe et lente, qui touche pourtant au moins "10 millions de personnes", a-t-il assuré.

A son côté, le directeur d'Oxfam au Mali, le Français Gilles Marion, a renchéri: "Excusez-moi l'expression mais on va +droit dans le mur+. La situation déjà extrêmement alarmante va forcément devenir désastreuse. Il reste encore quatre mois de période de soudure, sans récolte, et les familles sont déjà passées à un repas par jour".

Dans le nord du Mali, comme dans le nord du Niger et dans certaines régions du Tchad, où la malnutrition est chronique, les experts d'Oxfam ont vu se dérouler plus ou moins le même scénario: celui d'une crise pastorale qui s'est transformée en crise économique puis en crise alimentaire.

En septembre 2009, la faiblesse des pluies, tardives et mal réparties, a été l'élément déclencheur. "Quand les pâturages n'ont pas été régénérés, dès décembre-janvier, les animaux ont souffert", a constaté M. Marion, dans le nord du Mali.

Dans cette région où les familles investissent l'essentiel de leur argent dans le bétail, "40% du cheptel a été décimé", explique-t-il.

"Les familles n'ont plus d'argent mais au contraire des dettes. Les céréales sont disponibles sur les marchés mais elles n'ont pas les moyens de les acheter. Elles sont passées à un repas par jour. Et on voit des femmes partir toute la journée à la recherche de plantes sauvages", relate-t-il.

Au Tchad, les choses se sont enchaînées à peu près de la même façon, selon la Franco-Guinéenne Nanthilde Kamara, conseillère en sécurité alimentaire de retour d'une mission dans ce pays: une faible pluviométrie, la production agricole et fourragère qui baisse, le prix des céréales qui grimpe...

"Les populations vulnérables ont adopté différentes stratégies de survie pour accéder à la nourriture: vente d'animaux, exode massif vers les centres urbains ou à l'étranger, réduction du nombre de repas", explique Nanthilde Kamara.

Au Niger, plus de 16% des enfants de moins de 5 ans souffriraient de malnutrition aigue, rapporte le Britannique Alexandros Yiannopoulos, intervenant d'Oxfam basé dans ce pays.

L'ONG y a distribué à 44.000 personnes des "bons" servant à l'achat de nourriture ou d'autres produits de première nécessité, mais s'emploie aussi à fournir du fourrage pour les animaux et à racheter du bétail.

A présent, Oxfam appelle les bailleurs de fonds internationaux, les agences onusiennes et les ONG à augmenter leur aide qui ne couvrirait pour l'instant que la moitié des besoins. "L'urgence, aujourd'hui, c'est d'aider les populations à avoir accès aux aliments", insiste M. Marion.

Mais, à long terme, rappelle M. Sindaye, "la priorité numéro un, c'est l'augmentation des investissements dans l'agriculture".

---

## **Bosnie. Les carnets de guerre de Ratko Mladic révèlent la conclusion d'accords secrets. (10.07)**

### **AP - 09.07**

Les carnets de guerre du général Ratko Mladic, commandant des forces bosno-serbes ayant participé au massacre de Srebrenica en 1995, ont révélé la conclusion d'accords secrets avec des Croates pour diviser la Bosnie-Herzégovine et expulser la population musulmane au début des années 1990.

Des extraits de ces carnets, saisis en février lors d'une opération des forces de l'ordre au domicile de son épouse à Belgrade, ont été cités dans une requête de l'accusation pour rouvrir le procès de six dirigeants croates de Bosnie devant le Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

L'accusation souligne que les quelque 3.500 pages manuscrites soutiennent sa thèse d'une conspiration serbo-croate afin de déloger des musulmans de régions en Bosnie pour créer une "Grande Croatie".

Inculpé de génocide par le TPIY, Mladic est en fuite depuis 1995. Les documents rendus publics vendredi sont des notes prises par le général bosno-serbe au cours du conflit en Bosnie-Herzégovine.

---

## **Italie. La presse italienne mobilisée contre la limitation des écoutes. (10.07)**

### **Reuters - 09.07**

La presse italienne a été paralysée vendredi par une grève des journalistes contre un projet de loi qui limite le recours aux écoutes téléphoniques et prévoit des amendes pour les médias qui les reprendraient.

Le texte, défendu par Silvio Berlusconi, suscite l'indignation de l'opposition et d'une partie de l'opinion, au moment où le président du Conseil s'efforce de sauver la cohésion de sa coalition et de faire adopter un plan d'austérité draconien.

Le chef du gouvernement, magnat des médias, juge ce projet de loi nécessaire au respect de la vie privée. Ses détracteurs dénoncent une atteinte à la lutte contre le crime organisé et à la mission de la presse face à la corruption.

Approuvé le mois dernier par le Sénat, le texte doit être soumis le 29 juillet à la Chambre des députés. Il stipule que les écoutes téléphoniques ne pourront être ordonnées qu'en présence de preuves solides de l'existence d'un crime.

Elles devront en outre être approuvées par trois juges et ne pourront durer plus de 75 jours. Des prolongations ne seront possibles que pour des durées de trois jours.

Les magistrats craignent que la loi n'entrave leur travail. Le ministère américain de la Justice s'inquiète de son impact sur les enquêtes conjointes portant sur le crime organisé.

Pour le FNSI, principal syndicat des journalistes italiens, le texte va "sévèrement limiter le droit des citoyens à connaître le déroulement des enquêtes judiciaires et imposer des limites graves à la libre circulation de l'information".

Parmi les rares titres disponibles vendredi, Il Giornale, dirigé par le frère de Silvio Berlusconi, et Libero, quotidien proche du "Cavaliere", affirment que les "véritables entraves à la justice sont les écoutes effrénées".

La presse italienne publie régulièrement des transcriptions d'écoutes policières avant qu'elles ne deviennent des pièces à conviction, ce qui a donné lieu à plusieurs scandales retentissants.

Le ministre de l'Industrie Claudio Scajola a ainsi été contraint à la démission en mai, après la publication d'éléments attestant que son luxueux appartement romain avec vue sur le Colisée avait en partie été payé par un entrepreneur condamné pour corruption.

La polémique autour des écoutes a par ailleurs creusé le fossé entre Silvio Berlusconi et Gianfranco Fini, président de la Chambre des députés et cofondateur du Peuple de la liberté, au pouvoir.

"Un grand pays démocratique a besoin d'organes d'information forts, libres et qui font autorité", a récemment déclaré ce dernier. Les affrontements par presse interposée ne sont pas rares entre les deux hommes et les spéculations sur un éclatement de la coalition gouvernementale vont bon train.

Leur rivalité a débordé sur le débat autour du plan d'austérité que Silvio Berlusconi s'efforce de faire adopter malgré l'hostilité de l'opposition, des syndicats et de nombreux conseils régionaux, dont les budgets ont été revus à la baisse.

Le chef du gouvernement a d'ailleurs reçu vendredi les présidents de régions pour tenter d'apaiser les tensions.

Leur représentant, Vasco Errani, a jugé que l'entrevue avait été "très négative". "Il est évident qu'il s'agit d'un budget totalement contraire aux intérêts des régions", a-t-il déploré devant la presse.

Silvio Berlusconi, dont la cote de popularité a fondu de neuf points en six semaines, selon le Corriere della Sera, a engagé la responsabilité de son gouvernement sur ce budget. Un vote de confiance aura lieu la semaine prochaine au Sénat et fin juillet à la chambre des députés.

---

## **Allemagne. L'opposition SPD-Verts prend les rênes de la Rhénanie-Westphalie. (15.07)**

### **Reuters - 14.07**

Les sociaux-démocrates et les Verts allemands ont pris le contrôle du land stratégique de Rhénanie-Westphalie en désignant Hannelore Kraft (SPD) à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Aux yeux de l'opposition, cette alliance dans l'Etat le plus influent d'Allemagne pourrait préfigurer une future alternance politique au niveau fédéral, compte tenu de l'affaiblissement croissant d'Angela Merkel.

Neuf mois seulement après la reconduction de la chancelière fédérale et la rupture de la grande coalition entre chrétiens sociaux ou démocrates et sociaux-démocrates, ceux-ci n'excluent pas de pouvoir former un gouvernement, même minoritaire, avec les Grünen après les élections législatives de 2013.

L'élection de la SPD Hannelore Kraft à la tête de la Rhénanie-Westphalie intervient deux mois après la perte de ce land par le centre droit de Merkel, qui lui coûté du même coup la majorité au Bundesrat, la chambre haute du pays.

L'alliance de centre gauche qu'elle conduit gouvernera l'Etat de 18 millions d'habitants avec une voix de moins que la majorité absolue, mais elle compte sur l'appui de Die Linke (La Gauche), le parti radical d'Oskar Lafontaine, voire de mutins de la CDU, pour faire adopter ses textes.

Les sondages d'opinion récents montrent que la coalition SPD-Verts, qui a gouverné l'Allemagne de 1998 à 2005 sous la houlette de Gerhard Schröder, connaît de nouveau une phase ascensionnelle.

Avec 40% d'intentions de vote, elle devance de cinq points la coalition conservatrice au pouvoir, au plus bas.

Kraft, ancienne consultante en affaires âgée de 49 ans, prend, en même temps que la direction de l'Etat le plus peuplé d'Allemagne, un poids politique fédéral.

"Sera-t-elle la Merkel du SPD?", s'interroge déjà le grand quotidien Bild.



Commentaire.

On aurait pu titrer : Passage de relais en période de crise pour garantir la survie du régime.

SPD puis CDU-CSU au pouvoir, CDU-CSU puis SPD au pouvoir, SPD puis CDU-CSU au pouvoir, CDU-CSU puis SPD au pouvoir, SPD puis CDU-CSU au pouvoir, CDU-CSU puis SPD au pouvoir, SPD puis CDU-CSU au pouvoir, CDU-CSU puis SPD au pouvoir... On continue ou on arrête, on dit stop on ne marche plus dans cette combine ?

On pourrait prendre la France et on parviendrait au même constat. Et qu'est-ce qu'on nous propose comme perspective politique après Sarkozy ? Aubry ou Strauss-Kahn ou un autre dirigeant du PS au pouvoir. Rappel : partis bourgeois au pouvoir puis Front populaire SFIO-PC-PR (36), puis partis bourgeois au pouvoir (39) avec Vichy en prime (40), puis Gaullistes-SFIO-PC (45), puis UDR (58), puis UDF-UDR (74), puis PS-PCF-PRG (81), puis RPR-UDF-PR (95), puis RPR-PS-PCF-PRG (97) puis RPR-UDF-PR (2002), puis UMP-Nouveau Centre-PR (2007), puis PS-PCF-PRG-Vert-PG en 2012 ? STOP !

## **Irlande. Manifestation contre une nouvelle provocation de l'impérialisme britannique. (titre de LdC) (15.07)**

**Lefigaro.fr - 14.07**

Titre du Figaro.fr : *Belfast renoue avec les démons de la violence*. Commentaire accompagnant une photo "Des manifestants catholiques brandissent le drapeau irlandais devant des voitures en flammes, le 12 juillet, dans le quartier d'Ardoyne, au nord de Belfast.

Belfast a été secouée par trois nuits de violence consécutives qui ont fait plus de 80 blessés, rappelant les pires heures du conflit entre indépendantistes et unionistes en Irlande du Nord. Dans la soirée de mardi, de jeunes manifestants catholiques ont lancé des briques et des cocktails Molotov sur les policiers, et plusieurs coups de feu ont été entendus à Belfast. Une policière, qui a reçu lundi sur la tête un parpaing lancé depuis un balcon, souffre de «blessures sérieuses» . La police, qui a filmé les manifestations, affirme avoir identifié les meneurs et va procéder à «des arrestations importantes» .

Une fois de plus, les affrontements ont été provoqués en réponse aux marches orangistes. Chaque année, le 12 juillet, lors de l'anniversaire de la bataille de Boyne en 1690, pendant laquelle le roi protestant Guillaume d'Orange avait vaincu le roi catholique Jacques II, des manifestants indépendantistes tentent de s'opposer au passage des cortèges protestants dans les quartiers catholiques.

Mais cette semaine, l'intensité et la violence des émeutes dans les rues de Belfast n'avaient rien à voir avec les quelques altercations occasionnelles recensées le 12 juillet depuis les accords de paix de 1998.

Les anciens de l'IRA dépassés

Des heurts ont été enregistrés dans de nombreux quartiers de Belfast, mais les plus violents se sont concentrés dans le quartier d'Ardoyne, dans le nord de la ville, à la «frontière» entre les quartiers indépendantistes et loyalistes. Tout a commencé par des manifestants catholiques pacifistes qui s'étaient assis au milieu d'une rue pour empêcher le passage du cortège protestant. Ils ont été déplacés de force par la police, mais ensuite, des bandes de jeunes sont arrivées et ont attaqué la parade orangiste et les forces de l'ordre qui la protégeaient.

Les jeunes, en grande majorité des adolescents avec des survêtements à capuche et des foulards sur le visage, ont lancé des projectiles et des cocktails Molotov pour tenter d'empêcher la manifestation. Le lendemain, alors qu'aucune marche protestante n'était programmée, ils sont revenus défier les forces de l'ordre. La police d'Irlande du Nord a mobilisé 60 Land Rover blindées et des camions antiémeute avec des lances à eau.

«Je n'ai jamais vu ça, a témoigné à la BBC le père Gary Donegan, prêtre catholique à Ardoyne. Certains des manifestants avaient moins de 10 ans et ils faisaient les fiers en attaquant la police, devant des filles venues les regarder. C'était comme un jeu, et ils se vantaient de mettre les photos de leurs exploits sur les sites Internet communautaires.» Les adolescents plus âgés se servent des jeunes enfants comme de «bouclier» pour éviter que la police ne riposte.

Contrairement aux altercations passées, les représentants catholiques locaux ont été incapables de maîtriser les événements. «Les gens du quartier sont totalement opposés à ces violences», a affirmé Gerry Kelly, ancien de l'IRA et représentant de Sinn Fein pour le nord de Belfast, qui accuse des «agitateurs extérieurs». La police soupçonne une douzaine d'adultes militants d'un groupe dissident de l'IRA d'avoir embrigadé de jeunes adolescents catholiques pour provoquer de telles violences.

Ces émeutes «sont un retour en arrière par rapport aux progrès immenses que nous avons faits récemment», a regretté Martin McGuinness, le numéro deux du Sinn Fein, qui partage le pouvoir avec ses anciens ennemis protestants à l'Assemblée régionale d'Irlande du Nord.

Commentaires avisés de deux internautes.

- Chaque année, le 12 juillet, lors de l'anniversaire de la bataille de Boyne en 1690, pendant laquelle le roi protestant Guillaume d'Orange avait vaincu le roi catholique Jacques II, des manifestants indépendantistes tentent de s'opposer au passage des cortèges protestants dans les quartiers catholiques. Ce ne sont pas des manifestations indépendantistes mais des manifestations contre une humiliation organisée pas des gens qui vivent encore dans le passé et qui font ça juste pour le plaisir d'humilier. Qu'ils arrêtent ces marches orangistes et les militants catholiques arrêteront. Après tout ces "orangistes" ne sont que des colons sans foi ni loi.

- Pourquoi le titre ne fait-il mention que la religion supposée des émeutiers? Ils se battent pour l'indépendance de l'Irlande du nord qui appartient au Royaume-Uni. Ce sont donc des indépendantistes. Ils se battent pour le rattachement à l'Irlande: ce sont donc des rattachistes. Ils se battent pour établir une république en Irlande du nord: ce sont donc des républicains. Je ne vois pas de signe catholique sur la photo. Pourquoi seraient-ils catholiques? Les approximations partisanes du Figaro sont à pleurer. Ou sont les journalistes d'information?

---

## **Grèce. La réforme des retraites étendue à la fonction publique en Grèce. (16.07)**

**Reuters - 15.07**

Les députés grecs ont étendu aux fonctionnaires la réforme des retraites adoptée lundi dans le cadre du plan d'austérité négocié avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'une aide de 110 milliards d'euros pour alléger la crise de la dette.

Le volet de la réforme consacré au secteur public a été facilement adopté, trois jours après celui sur le secteur privé.

La centrale syndicale de la fonction publique avait appelé à manifester mais à peine quelques centaines de personnes se sont rassemblées devant le Parlement.

La réforme aligne les règles en vigueur dans le public à celles du privé. Elle prévoit une réduction du montant des pensions et reporte l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans d'ici décembre 2013.

Elle vise également à repousser l'âge de départ des femmes, à porter l'âge moyen de départ effectif à la retraite de 61,4 ans aujourd'hui à 63,5 ans en 2015 et à réduire les possibilités de départ anticipé.

"Les mesures adoptées au Parlement sont extrêmement douloureuses mais nécessaires", a déclaré Theodore Coulombis, vice-président du cercle de réflexion Eliamep.

"La nouvelle en elle-même génère un optimisme prudent sur la capacité de la Grèce à éviter la faillite", a-t-il ajouté.

Les organisations syndicales et patronales grecques ont en outre signé jeudi un accord triennal sur les salaires qui prévoit un gel cette année puis des augmentations alignées sur l'inflation dans la zone euro les deux prochaines années.

Les vacances estivales et une certaine lassitude des mouvements quasi-quotidiens ont fait chuter l'affluence des manifestations, comme l'illustre celle de jeudi, mais de nouvelles tensions pourraient se produire à la rentrée, lorsque la récession se fera sentir le plus durement.

Jeudi, les contrôleurs aériens ont débrayé pendant quatre heures pour protester contre la réforme des retraites.

---

## **Tunisie: le journaliste Boukadous arrêté, malgré les appels en sa faveur.**

**Lepoint.fr - 15.07**

Le journaliste Fahem Boukadous a été arrêté jeudi malgré les appels à l'annulation de sa condamnation à la prison pour "entente criminelle" et "diffusion d'information de nature à troubler l'ordre public", dans la foulée de manifestations sociales en Tunisie.

"Fahem Boukadous a été arrêté au lendemain de sa sortie de l'hôpital de Sousse, où il était soigné pour des problèmes respiratoires", a annoncé son avocate Radia Nasraoui.

Il a été interpellé à l'intérieur de l'hôpital Farhat Hached, où il était retourné chercher son dossier médical, en compagnie de son épouse jeudi,

a indiqué cette dernière à l'AFP.

Afef Boukadous a dit craindre pour la santé de son mari asthmatique et tenter de connaître le lieu de sa détention pour lui remettre des médicaments qu'il n'avait "pas eu le temps d'emporter" au moment de son interpellation.

L'arrestation du journaliste survenue à 09H30 locales, selon son épouse, n'avait pu être confirmée de source gouvernementale jeudi après-midi.

Fahem Boukadous, 40 ans, a été condamné le 6 juillet en son absence à quatre ans de prison ferme par la Cour d'Appel de Gafsa (sud-ouest), alors qu'il était hospitalisé depuis le 3 juillet à Sousse (centre-est) pour des problèmes pulmonaires.

Il a été reconnu coupable de "diffusion d'information susceptible de porter atteinte aux personnes et à leurs biens" et de "constitution d'une entente criminelle susceptible de porter atteinte aux personnes et aux biens".

Pour ses défenseurs et des ONG, le journaliste a été puni pour la couverture des manifestations sociales survenues en 2008 dans la région minière de Gafsa (350 km de Tunis) pour le compte de la chaîne satellitaire Al-Hiwar Ettounsi (Le Dialogue Tunisien, dissidence).

Les autorités tunisiennes dénie la qualité de journaliste à M. Boukadous, considèrent qu'il est impliqué dans ces troubles, assurant qu'il a été condamné pour "des infractions de droit commun sans rapport avec ses activités journalistiques".

Pour Tunis, il fait partie d'un "groupe criminel" ayant endommagé des bâtiments publics et privés, installé des barrages routiers et causé des "blessures sérieuses" à des officiers, notamment par des jets de cocktails molotov. Le jugement de Fahem Boukadous, résidant à Gafsa et auteur d'images exclusives sur des manifestations contre le chômage et la corruption dans cette région minière, a suscité plusieurs réactions hostiles au régime tunisien.

En Tunisie, le Parti démocratique progressiste (légal) s'est opposé à son renvoi en prison et demandé l'annulation du verdict, également dénoncée par des ONG de défense des droits de l'Homme.

A l'étranger, les Etats-Unis se sont dits "profondément inquiets" d'un recul des libertés en Tunisie et la France a affirmé son attachement "à la liberté d'expression" en Tunisie suite à l'annonce du verdict.

Le parti communiste français a dépêché à Tunis une délégation conduite par Marie-George Buffet pour l'appui du journaliste, un opposant proche du Parti communiste des ouvriers tunisien (PCOT, interdit).

L'Institut international de la presse (IPI) avait aussi dénoncé un climat de répression contre les journalistes, où ils risquent des intimidations voire la prison s'ils cherchent à informer sur la corruption dans leur pays, selon l'organisation.

Pour Reporters sans Frontières (RSF), la condamnation de M. Boukadous n'est qu'un "cas de plus qui montre que le régime tunisien se veut implacable avec les journalistes indépendants", qui subissent selon l'organisation de défense de la presse un "véritable harcèlement au quotidien".

---

## **Mali. Suspension de la grève dans les universités maliennes. (19.07)**

### **RFI - 18.07**

Ils étaient en grève depuis trois mois, les enseignants de l'université de Bamako et des grandes écoles ont repris les cours vendredi 16 juillet 2010. Ils ont accepté de faire une trêve dans la grève qu'ils mènent afin d'obtenir notamment une hausse des salaires. Une suspension du mouvement soumise à la poursuite des négociations et décidée après une réunion entre les responsables syndicaux et le président Amadou Toumani Touré. Les cours ont fait le plein ce vendredi afin de rattraper le retard accumulé.

Beaucoup de monde dans les facultés visitées. On dirait même qu'il s'agit d'une rentrée universitaire. « Il faut aller vite pour boucler les cours », explique un étudiant malien en faculté de droit. Les plus heureux sont les étudiants étrangers. Ils sont issus d'une vingtaine de nationalités et viennent ici dans les facultés de bonne réputation. « Je prie tous les dieux pour que la grève ne reprenne pas le dessus » confie Christophe, un jeune centre-africain.

C'est vrai que pour le moment les enseignants du supérieur n'observent qu'une trêve obtenue grâce à l'intervention du président malien. Pour valider l'année académique, il faut 25 semaines de cours. On est loin du compte et pour rattraper le temps perdu les enseignants doivent, quasiment, sacrifier leurs vacances. Et si cela ne suffit pas, ils devront faire se chevaucher deux années universitaires.

Mais tout en reprenant les cours, sur la table, il y a toujours les revendications financières et d'ordre académique des enseignants. Les négociations vont donc continuer. Et selon les observateurs, pour éviter une année universitaire blanche de part et d'autre il va falloir faire des concessions.

## Enquête sur la grogne des ouvriers en Chine. (20.07)

Lexpress.fr - 19.07

Conditions de travail, augmentations de salaire... les récents conflits sociaux dans le pays sont révélateurs d'une économie en profond bouleversement. Artisans de la croissance chinoise, les ouvriers migrants sont prêts à se battre pour faire valoir leurs droits.

Dès l'aube, alors que l'épaisse brume matinale se lève à peine, Chongqing grouille d'une activité débordante : les voitures se lancent en désordre sur le bitume encore frais, tandis que les ouvriers s'activent sur les chantiers à ciel ouvert de l'immense cité région. "Go West !", a intimé le gouvernement pour désenclaver l'intérieur du pays. Et les mingong d'affluer par centaines dans cette mégalopole du centre-ouest de la Chine, qui compte désormais plus de 32 millions d'âmes. Ces ouvriers migrants s'agglutinent dans les dortoirs d'usine et les hautes tours qui poussent ici comme des champignons, entre les fleuves Yangtze et Jialing. Malgré le travail précaire, harassant et sous-payé (guère plus de 1 000 yuans mensuels, soit 120 euros), tous caressent l'espoir d'une vie meilleure, loin du désœuvrement et de la misère des campagnes. Changement notable : désormais, ces mingong, inépuisable chair à croissance du miracle chinois, sont prêts à se battre pour que leur rôle soit reconnu. Et obtenir la part qui leur revient.

Pour le pouvoir, le sort des ouvriers migrants est devenu une préoccupation constante. "Le gouvernement sait qu'il tire sa seule légitimité de l'enrichissement de l'ensemble des couches de la population, et il craint par-dessus tout l'explosion sociale", explique Patrick Chovanec, un économiste américain qui enseigne à l'université Tsinghua de Pékin. C'est pourquoi les autorités ont fait de la "croissance harmonieuse" leur mot d'ordre : sur le plan géographique, mais également sur le plan social. Car les tensions engendrées par la modernisation sont de plus en plus perceptibles. Dans les écoles d'abord, où une série de massacres, perpétrés par une poignée de déséquilibrés, a fait la Une des journaux et traumatisé le pays. Ici, s'en prendre à l'enfant roi, c'est toucher au symbole d'une société prête à tous les sacrifices pour assurer un avenir meilleur à la génération suivante. Pour beaucoup, ces faits divers témoignent d'un malaise au cœur du miracle économique : celui des laissés-pour-compte d'un système qui crée des richesses à une vitesse inégalée, mais bouscule tout aussi rapidement les repères, et creuse un fossé béant entre gagnants et exclus du développement.

"Les jeunes sont davantage conscients de leurs droits"

Puis ce fut au tour des usines de "l'atelier du monde" d'être touchées par ce syndrome. Une épidémie de suicides a frappé le site géant du taïwanais Foxconn à Shenzhen, où 400 000 employés confectionnent les iPad d'Apple, les consoles de jeu de Sony, ou encore les téléphones mobiles de Nokia. Autant de bijoux technologiques qu'ils se contentent de voir passer entre leurs mains : leur salaire (autour de 1 000 yuans mensuels) ne leur permet guère d'espérer pouvoir en acheter un jour. Et lorsqu'ils se rendent compte qu'ils n'accéderont jamais au mode de vie des jeunes de la ville, certains craquent. "Voilà encore quelques années, les mingong acceptaient docilement des conditions de travail très difficiles, interprète Liu Kaiming, président de l'Institut d'observation contemporaine et spécialiste des questions sociales. La nouvelle génération est mieux informée, davantage consciente de ses droits, et elle a des aspirations plus grandes."

La question salariale est au cœur de leurs préoccupations. "Il ne s'agit pas pour eux de contester le système, témoigne la journaliste Leslie Chang, auteure de *Factory Girls*, un ouvrage consacré à la vie des jeunes femmes des campagnes venues travailler à l'usine. Ce qu'ils veulent, c'est en profiter eux aussi." Déjà, plusieurs grèves ont fait grand bruit ces dernières semaines. Chez Honda, où l'arrêt de travail de 200 ouvriers, dans l'usine de Chen, dans le delta des Perles, a abouti à une augmentation de 300 yuans du salaire mensuel de base, porté à 1 500 yuans (180 euros). Chez le fabricant taïwanais de pièces pour voitures Kok Machinery, dans la province du Jiangsu, voisine de Shanghai, où les violents affrontements entre grévistes et agents de sécurité ont fait une cinquantaine de blessés. A l'usine Toyota de Tianjin, près de Pékin, où une hausse générale des rémunérations de 17 % a finalement été octroyée pour calmer la contestation. En réalité, le rapport de force a quelque peu évolué ces dernières années : le vieillissement du pays, lié à la politique de l'enfant unique, ainsi que le développement des régions de l'intérieur contribuent à une raréfaction de la main-d'oeuvre, en particulier la plus qualifiée, dans les zones côtières. "Cela fait deux ans que j'ai du mal à recruter, témoigne un industriel français qui emploie près de 1 000 salariés dans la région de Shanghai. Et ce, alors que chaque année j'augmente significativement les salaires."

Le mot d'ordre donné aux Chinois : consommez!

Les mouvements sociaux ont été largement couverts par les médias, pourtant étroitement contrôlés par Pékin. Car les grèves font, dans une certaine mesure, les affaires du pouvoir : l'augmentation des salaires obtenue par les frondeurs va en effet dans le sens de la mutation de l'économie chinoise engagée par le gouvernement. "Le pays se trouve à un stade où il doit passer d'un développement centré sur les exportations et la production de biens à faible valeur ajoutée, à une croissance où la consommation intérieure joue un plus grand rôle, analyse Patrick Chovanec. Pour cela, il faut nécessairement augmenter le pouvoir d'achat."

Même si la locomotive chinoise n'a guère été ralentie (+ 9,1 % en 2009) par la crise mondiale, celle-ci a montré les limites d'une croissance trop déséquilibrée. Le gouvernement a déjà pris un certain nombre de mesures pour encourager la consommation, comme le relèvement du salaire minimum, l'extension du système de couverture santé, ou encore l'adoption de réformes du droit du travail rendant théoriquement plus difficiles les licenciements. "Il existe désormais un arsenal assez complet en la matière, témoigne David Boitout, associé au cabinet Gide Loyrette Nouel, à Shanghai. Mais certains salariés ont bien sûr plus de moyens de le faire appliquer que d'autres."

Consommez ! Le mot d'ordre a été entendu cinq sur cinq par les nouvelles classes moyennes et supérieures chinoises. A Shanghai, où les salaires sont les plus élevés du pays, la fièvre acheteuse gagne du terrain, de Nanjing Lu, où les accros du shopping partent à l'assaut du Plaza 66, immense mall qui accueille les plus grandes marques de luxe occidentales, au quartier de Xintiandi, au coeur de l'ex-concession française : désormais, à deux pas du bâtiment où s'est tenu, en 1921, le premier congrès du Parti communiste chinois, fleurissent restaurants chics, boutiques branchées et boîtes de nuit bondées à peine la nuit tombée.

La décision récente des autorités de Pékin de réévaluer le yuan et, par conséquent, de renchérir les exportations va également dans le sens d'une évolution du modèle économique. "Le gouvernement sait qu'il marche sur un fil, car il ne veut pas non plus décourager les investisseurs étrangers. C'est pour cela qu'il procède de manière très graduelle", témoigne Jean-François Huchet, directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine. D'autant que le pays est menacé par d'autres déséquilibres, comme le gonflement de la bulle immobilière, les problèmes environnementaux ou le surendettement des collectivités locales. "La Chine se trouve à un point charnière très difficile à négocier : elle doit renoncer à un modèle qui, jusque-là, a parfaitement fonctionné, conclut Patrick Chovanec. Si elle rate cette transition, elle risque de connaître une évolution à la japonaise, avec une croissance moins forte pendant des années." Si elle la réussit, en revanche, rien ne pourra l'empêcher de faire un nouveau grand bond en avant. Et de devenir, d'ici à quelques années, la première puissance économique de la planète.

---

## **Surinam. L'ancien dictateur du Surinam Dési Bouterse élu président. (20.07)**

**Reuters - 19.07**

L'ancien chef de l'armée et auteur de deux coups d'Etat, Dési Bouterse, a été élu président du Surinam par le parlement de ce petit pays d'Amérique du Sud.

La coalition Mega Combinaison de Bouterse a remporté les élections législatives, mais sans obtenir la majorité nécessaire pour désigner un président.

Le parlement a donc dû se prononcer après des tractations entre partis et a élu l'ancien dictateur, âgé de 64 ans, par 36 voix sur 50, contre 13 à l'actuel ministre de la Justice, Chandrikapersad Santokhi.

Ancien homme fort de l'armée, Bouterse a pris le pouvoir lors d'un coup d'Etat en 1980, puis à nouveau en 1990.

Son procès pour l'exécution de 15 opposants en 1982, lorsqu'il dirigeait le pays, est en cours. Il a en outre été condamné par contumace aux Pays-Bas pour trafic de drogue en 1999.

Avant le scrutin de lundi, deux organisations locales de défense des droits de l'homme avaient appelé l'Assemblée nationale à rejeter sa candidature.

---

## **UE. Bruxelles loue le rôle des religions pour surmonter la crise. (20.07)**

**Reuters - 19.07**

La foi, les religions et les oeuvres de charité jouent un rôle primordial pour surmonter les conséquences de la crise économique et financière, ont estimé lundi les présidents de la Commission, du Conseil et du Parlement européens.

José Manuel Barroso, Herman van Rompuy et Jerzy Buzek ont par ailleurs estimé que l'Europe devait s'inspirer de l'expérience des Eglises et communautés religieuses dans la lutte contre la pauvreté.

"La crise économique et financière a frappé de plein fouet de nombreuses personnes. Il est incontestable que pour beaucoup d'entre elles, les oeuvres de charité et la foi ont joué un rôle précieux pour les aider à traverser ces moments difficiles", a déclaré José Manuel Barroso lors d'une conférence de presse, au milieu de dignitaires chrétiens, juifs et musulmans et de délégués des communautés sikhes et hindoues issus de 14 pays.

"Les Eglises et les communautés religieuses représentent d'importants prestataires de services sociaux dans les Etats membres. Si nous voulons combattre efficacement la pauvreté, il est essentiel de tirer des enseignements de leur longue et vaste expérience dans ce domaine", a-t-il poursuivi.

L'année 2010 est placée dans l'UE sous le signe de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la stratégie Europe 2020 récemment adoptée par l'UE prévoit de diminuer de 25% d'ici dix ans le chiffre actuel de 84 millions de pauvres en Europe.

Alors que le traité de Lisbonne prône "un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile", organisations philosophiques et non-confessionnelles seront quant à elles reçues à Bruxelles sur le même thème le 15 octobre.

Commentaire.

Quelle cruauté et quel cynisme ! Le capital et le goupillon quoi, ajoutons le sabre en cas d'affrontement avec le prolétariat...

---

## **Dictature chilienne: l'Eglise propose de gracier certains militaires, colère des familles. (22.07)**

**Lepoint.fr - 21.07**

L'Eglise catholique du Chili a proposé mercredi de gracier à certaines conditions des soldats coupables de violations des droits de l'homme sous la dictature (1973-1990), provoquant la colère des proches des 3.000 personnes tuées ou disparues sous le régime militaire.

"Tous n'ont pas eu la même responsabilité dans les crimes commis. Une grâce généralisée nous semble aussi inadaptée que de refuser en bloc de gracier tous les anciens membres des forces de l'ordre condamnés" pour des crimes commis sous la dictature, déclare l'Eglise dans sa proposition remise à Sebastian Pinera, premier président de droite depuis le retour de la démocratie.

"Il faut distinguer le degré de responsabilité de chacun, le degré de liberté avec lequel il agi, les gestes d'humanité dont il a fait preuve et les regrets qu'il a exprimés pour ses délits", ajoute-t-elle.

"Le président va prendre une décision reposant sur des critères de vérité, de justice, d'unité nationale, de sécurité citoyenne et des considérations humanitaires", a précisé la secrétaire générale du gouvernement Ena Von Baer.

Des centaines de personnes, brandissant des photos de proches tués ou disparus sous la dictature du général Augusto Pinochet, ont manifesté autour du palais présidentiel lors de la remise de cette demande de grâce pour "raisons humanitaires" à l'occasion du bicentenaire de l'indépendance du Chili, commémoré le 18 septembre.

Elle concerne des détenus malades, âgés ou ayant accompli la majorité de leur peine.

"Nous avons écouté monseigneur (Alejandro) Goic (président de la Conférence épiscopale du Chili) dire qu'ils n'allaient exclure personne de cette proposition. Cela veut donc dire qu'ils incluent des personnes qui ont violé les droits de l'homme, ce qui est inacceptable", s'est emportée Lorena Pizarro, présidente de l'Association des proches de détenus disparus.

Environ 3.000 personnes sont mortes ou disparues sous la dictature. Plus de 500 militaires de l'époque sont poursuivis pour violations des droits de l'homme.

Le but "n'est pas de rouvrir les graves blessures d'hier ni de prétendre qu'elles peuvent se refermer par décret", a précisé Mgr Goic.

"Nous croyons que l'on peut faire des gestes de clémence dans le cadre de l'Etat de droit", a-t-il ajouté.

La droite au pouvoir a salué la proposition.

"L'Eglise fait preuve de compassion de manière uniforme. Il n'y a pas de catégories en matière de compassion", a déclaré le président de Rénovation nationale, Carlos Larrain.

L'opposition de centre-gauche, qui a largement souffert de la répression après le coup d'Etat de Pinochet contre le président socialiste Salvador Allende, est en revanche indignée.

"Je rejette en bloc cette demande. Quand on invoque la miséricorde, c'est précisément celle que n'ont pas eu les auteurs de violations des droits de l'homme à l'endroit de leur victimes", a déclaré à l'AFP le député Jorge Tarud.

L'Eglise chilienne, divisée sous le régime militaire, conserve une forte influence dans ce pays laïc de 16,8 millions d'habitants, où 72% des personnes se disent catholiques.

---

## **Chine : grèves relancées, ouvriers en colère. (22.07)**

**Lefigaro.fr - 21.07**

Une étude de l'université de Shenzhen décrit le profil de ces travailleurs migrants moins dociles que leurs aînés.

Même si elle s'est un peu apaisée, la vague de grèves qui a touché la Chine depuis le mois de mai est loin d'être terminée. Des centaines d'ouvriers d'une usine du fabricant japonais de matériel électronique Omron, à Canton dans le Sud, ont cessé le travail mercredi. Ils gagnent 150 euros par mois et réclament des hausses de salaires de 60 à 90 euros. Une autre usine du groupe Honda, à Foshan, est également en grève depuis une semaine.

Ces nouveaux mouvements surviennent alors que le Quotidien du peuple vient de publier des extraits d'une enquête menée par l'université de Shenzhen et la Fédération des syndicats de la ville. Cette enquête a été commandée après la série de suicides qui a frappé l'usine Foxconn, fabriquant, entre autres, les fameux iPhone. Un onzième employé du groupe se serait d'ailleurs donné la mort mardi.

Le rapport permet de cerner un peu mieux le profil de cette deuxième génération de migrants, si différente de la première. Plus de 90 % des ouvriers interrogés se plaignent de la longueur des journées de travail. Non de la durée légale, encadrée par la loi de 2008, mais du nombre d'heures supplémentaires qu'ils sont obligés d'effectuer pour avoir un salaire plus décent. Le salaire de base tourne autour de 900 yuans (100 euros). Si l'on ajoute les heures supplémentaires, il s'élève à 1800 yuans (200 euros) pour un travailleur migrant. C'est la moitié du salaire moyen d'un employé «normal», c'est-à-dire un résident permanent de la ville.

Plus des trois quarts de ce maigre salaire partent dans les dépenses quotidiennes, comme la nourriture, le logement et les transports. Les migrants continuent d'envoyer 20 % leurs revenus à leurs familles restées à la campagne, un peu moins que leurs aînés.

Permis de résidence intérieure

La grande majorité des ouvriers réclame la suppression du système du «hukou», ce permis de résidence qui prive des millions de «migrants» de l'accès aux avantages sociaux offerts aux citoyens. Une intégration d'autant plus indispensable que seul 1 % d'entre eux envisage de retourner dans leurs campagnes d'origine. Un renversement par rapport à la génération précédente.

Un éminent sociologue de l'université de Pékin, Lu Huilin, vient d'exhorter les autorités à changer le modèle de développement. «Le pays utilise une immense masse de main-d'œuvre bon marché pour poursuivre ses objectifs de croissance, tout en ignorant les droits de l'homme les plus simples des ouvriers ainsi que les principes d'équité. Les jeunes migrants commencent à résister instinctivement au système», a-t-il averti. Si rien ne change, ces problèmes vont se muer «en courant non maîtrisable».

L'enquête ne s'est pas aventurée sur le terrain sensible d'une représentation syndicale indépendante, hors du parti, seul gage d'une vraie défense des intérêts des petites mains de «l'atelier du monde».

Commentaire d'un Internaute.

Dans 99% des usines, les ouvriers sont logés et nourris. "Plus de 3/4 de ce salaire (1800 rmb) partent dans les dépenses quotidiennes". Cela correspond à 1350 RMB. Une cantine d'usine coûte 3RMB par repas, soit environ 270 RMB par mois. Un logement en dortoir coûtera environ 500 RMB pour 8 personnes. Un logement dans un village ne coûtera pas plus que 300 RMB et il sera partagé à plusieurs. Reste donc au minimum 800 à 1000 RMB de transport / billard / divers par mois... C'est beaucoup et vos chiffres sont très très loins de la réalité.

---

## **Chine : Fin de la grève chez un fournisseur de Honda en Chine après des hausses de salaires. (23.07)**

**AP - 22.07**

En grève depuis le 12 juillet, les ouvriers d'un sous-traitant de Honda en Chine ont repris le travail jeudi après avoir accepté une hausse de

salaire.

La grève dans l'usine Atsumitec de Foshan dans la province du Guangdong près de Hong Kong fait partie d'une série de mouvements sociaux qui ont récemment paralysé des dizaines d'usines de groupes chinois ou étrangers en Chine.

Les deux employés d'Atsumitec ont repris le travail après avoir accepté une hausse de 500 yuans des salaires mensuels qui démarrent à 1.070 yuans, a-t-on appris auprès d'un employé de l'usine, interrogé par téléphone sous couvert de l'anonymat.

La grève avait commencé le 12 juillet dans cette usine qui fournit des leviers de vitesse aux usines d'assemblage de Honda en Chine. Le constructeur automobile nippon avait fait savoir que la production n'avait pas été affectée par cette grève car il disposait de stocks suffisants.

---

## **Des Allemands de l'ex-RDA cobayes de groupes pharmaceutiques occidentaux. (23.07)**

**Lefigaro.fr - 22.07**

Des groupes pharmaceutiques occidentaux ont utilisé des Allemands de l'Est comme cobayes moyennant le versement de devises fortes au régime communiste de l'ex-RDA, selon une télévision allemande jeudi.

Les tests de médicaments, qui ont duré de 1985 à la chute du Mur de Berlin en 1989, concernaient plus de 2.000 patients, a indiqué à l'AFP Stefan Huege, réalisateur de l'émission pour la chaîne publique régionale MDR.

Plusieurs firmes occidentales ont testé leurs produits dans l'ex-RDA, dont la suisse Ciba Geigy, qui aurait procédé à des essais cliniques d'un antidépresseur, le Brofaromin, dans la région de Plauen, en Saxe, selon MDR.

Un témoin, Karin Forner, a affirmé à MDR que sa mère qui souffrait de dépression chronique n'avait été acceptée dans un hôpital de Plauen qu'en échange de sa participation à une "étude" en 1989.

Traitée avec l'antidépresseur Brofaromin sa mère avait perdu du poids et semblait avoir perdu tout contact avec la réalité. Ce n'est qu'après avoir arrêté ce traitement qu'elle a commencé à se rétablir. Selon MDR, aucune autorisation de mise sur le marché de ce médicament n'a d'ailleurs été demandée dans les pays de l'Ouest.

MDR a montré des fac-similés de documents mettant en cause Ciba Geigy, une entreprise qui appartient aujourd'hui au géant pharmaceutique Novartis. Interrogé par l'AFP, le porte-parole de Novartis, Eric Althoff, s'est refusé à commenter la teneur de l'émission, indiquant que son groupe n'avait pas été contacté par l'équipe de télévision. Il a ajouté que tous les tests cliniques de Novartis respectaient les principes éthiques.

En échange, les sociétés concernées ont versé des sommes importantes à la KoKo (Kommerziellen Koordinierung), une filiale du ministère du Commerce de l'Allemagne de l'Est chargée de recueillir des devises, selon la chaîne de télévision qui appuie ses dires sur des témoignages et des archives de la Stasi, la police secrète est-allemande.

Certains patients, sur lesquels ces médicaments non homologués à l'Ouest étaient testés, ont souffert des séquelles importantes et certains sont morts, selon MDR.

---

## **Le prix du sucre et des oeufs flambe en Thaïlande. (23.07)**

**AP - 22.07**

Des hausses au goût amer: le prix du sucre et des oeufs s'envole en Thaïlande en raison de problèmes d'approvisionnements pour ces denrées de base. Les vendeurs de rue qui nourrissent des millions de personnes à Bangkok n'ont pas encore répercuté ces augmentations sur leurs clients mais pourraient commencer prochainement.

Deuxième exportateur mondial de sucre, la Thaïlande en produit 7 millions de tonnes par an, dont deux millions sont habituellement réservés à la consommation intérieure. Mais cette année les stocks se sont taris après que le cours du sucre eut atteint en janvier son plus haut niveau en 30 ans, à 750 dollars la tonne. Il a depuis baissé mais reste plus élevé qu'il y a un an.

La pénurie a contraint le pays à importer du sucre pour la première fois depuis 30 ans. Le gouvernement en a acheté 74.350 tonnes la



semaine dernière pour un prix oscillant entre 705 et 720 dollars la tonne.

Les vendeurs de rue, qui utilisent abondamment cette denrée, n'ont toutefois pas constaté de retour à la normale. "Il n'y a rien que je puisse faire, je dois vendre mes fruits tous les jours", explique Charoen Saengsilp, 51 ans, qui vend goyaves et mangues accompagnées notamment de sucre, à Kamphaengphet, dans le nord du pays. Il paie aujourd'hui 28 bahts (68 centimes d'euro) le kilo de sucre, au lieu de 10 bahts (24 centimes d'euro) l'an dernier.

Pour l'instant, il n'a pas répercuté la hausse sur ses clients mais explique qu'il sera peut-être contraint de le faire si les prix continuent de flamber. D'autres vendeurs, nombreux, assurent que ce n'est qu'une question de temps avant que les clients ne paient plus cher pour des spécialités sucrés, le khai jjaao (l'omelette thaïlandaise) et d'autres plats populaires.

M. Charoen souligne que le sucre est plus difficile à trouver en magasin. Une pancarte dans un supermarché de Kamphaengphet prie les clients de limiter leurs achats à trois kilos par famille.

Certains attribuent la responsabilité de la pénurie à des grossistes cupides exportant du sucre destiné au marché intérieur afin de profiter de cours mondiaux élevés. "Le gouvernement a tenté de dire aux producteurs: vous êtes censés satisfaire la demande intérieure en premier avant d'exporter", déclare Thanawat Polvichai, directeur du Centre pour les prévisions économiques et commerciales à l'Université de la chambre de commerce thaï. Mais "les prix mondiaux étaient élevés et les négociants voulaient augmenter leurs profits".

De son côté, Prasert Tapaneeyangkul, un responsable du ministère de l'Industrie, pointe du doigt la hausse de la demande intérieure, qui a augmenté d'un quart en rythme annuel au premier semestre 2010 et a notamment été observée chez les producteurs de boissons.

La hausse du prix des oeufs aggrave également la situation pour certains vendeurs de rue. Lek Saetang, 58 ans, propose omelettes et oeufs durs dans le centre de Bangkok. Les quatre douzaines d'oeufs qu'elle achète chaque jour lui coûtent aujourd'hui 4 bahts pièce (9 centimes d'euro), soit deux fois plus qu'il y a quelques mois.

Cette fois, ce n'est pas les cours mondiaux, mais une collusion entre producteurs qui est à l'origine du problème, admet Korbsak Sabhavas, secrétaire général du Premier ministre Abhisit Vejjajiva.

Les neuf entreprises autorisées à importer des poules pondeuses ont choisi d'en faire venir moins que le nombre de 400.000 convenu de manière informelle avec les autorités. Pendant deux ans d'affilée, elles n'en ont importé que 360.000 dans le but de faire monter les prix, précise M. Korbsak, qui a mené une enquête à la demande du Premier ministre.

"C'est un gros marché." Au prix de 3 bahts (7 centimes d'euro) l'oeuf, cela représente "90 millions de bahts (2,18 millions d'euros) par jour et 30 milliards de bahts (729 millions d'euros) par an", souligne M. Korbsak. En réponse à la hausse des prix des oeufs, le gouvernement a notamment supprimé le quota sur l'importation des poules et étendu l'autorisation d'importer ces volatiles à d'autres sociétés.

---

## **USA. Une alarme de la plate-forme Deepwater Horizon aurait été désactivée. (25.07)**

**Lepoint.fr et Slate.fr - 24.07**

Une alarme avait été volontairement désactivée sur la plate-forme Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique, a indiqué, vendredi, un ingénieur de forage aux enquêteurs américains cherchant les causes de la marée noire. Cette alarme aurait pu détecter la formation d'une poche de méthane dans la conduite montante, à l'origine de l'explosion du 20 avril qui a déclenché la pollution, a précisé l'ingénieur nommé Mike Williams. Les responsables de la plate-forme "ne voulaient pas que les employés soient réveillés à trois heures du matin par de fausses alertes", a déclaré Williams devant les six membres d'une commission d'enquête fédérale, lors d'une audience à Kenner, en banlieue de la Nouvelle-Orléans.

La plate-forme, propriété du groupe Transocean, forait un puits pour le compte du pétrolier BP lorsqu'elle a explosé et pris feu, le 20 avril. Onze personnes ont péri dans la catastrophe, qui a ensuite entraîné la pire marée noire de l'histoire des États-Unis. Les déclarations de Williams semblent contredire des témoignages écrits recueillis auprès d'autres employés. "Au moment de l'accident, j'étais dans la salle de contrôle des moteurs en train d'effectuer mes tâches de nuit. Plusieurs alarmes au gaz ont alors retenti", a ainsi raconté Douglas Brown, mécanicien en chef de la plate-forme.

Défaillances informatiques

Selon Transocean, "la configuration générale des alarmes sur Deepwater Horizon était intentionnelle et conforme aux pratiques maritimes en vigueur". Le groupe ajoute que la plate-forme disposait de "centaines d'alarmes distinctes contre l'incendie et le gaz, qui avaient toutes été testées, se trouvaient en bon état et étaient contrôlées depuis le poste de commandement". "Aucune n'avait été désactivée."

Après une semaine d'audiences de responsables de Transocean à Kenner, la commission d'enquête doit se réunir à Houston, du 23 au 27 août, pour entendre des dirigeants de BP et de Transocean. Dans les témoignages recueillis cette semaine, le personnel de la plate-forme a fait état de nombreuses défaillances informatiques ou mécaniques sur la plate-forme, dont les travaux étaient en retard de 43 jours sur le planning prévu au moment de la catastrophe.

L'autre temps fort de l'audition de vendredi fut le témoignage de Natalie Roshto, la veuve de l'un des employés tués le 20 avril. Son mari lui avait fait part de nombreuses reprises ses inquiétudes sur la sécurité à bord de la plateforme : «Dès le premier jour, a-t-elle raconté, il prévoyait l'enfer pour ce puits : Mère Nature ne veut simplement pas qu'on fore ici». Le matin de l'accident, au téléphone, il lui avait fait part des difficultés de l'équipe à contrôler le puits et que la pression était forte...

---

## **En Chine, un quart de l'eau est polluée et inutilisable. (27.07)**

**Reuters - 26.07**

Un quart de l'eau de surface en Chine est si polluée qu'elle ne peut même pas servir dans l'industrie, et moins de la moitié est potable, lit-on dans des données publiées par le ministère chinois de la Protection de l'environnement.

Des inspecteurs du ministère ont effectué des tests sur des échantillons d'eau prélevés dans les principales rivières et les principaux lacs du pays au cours du premier semestre de cette année.

La qualité de l'eau comprend six niveaux en Chine. Les trois premiers indiquent une eau potable et bonne pour le bain. Dans une note publiée sur son site internet, le ministère fait état de 49,3% d'eau potable, contre 48% l'an dernier.

Dans les catégories 4 et 5 on trouve 26,4% de l'eau, c'est-à-dire qu'elle ne peut être utilisée que pour l'industrie et l'agriculture, et 24,3% est en catégorie 6 et donc impropre à tout usage.

En dépit d'un renforcement de la législation ces dix dernières années, le ministère peine à empêcher les milliers d'usines de ciment et d'usines chimiques de déverser leurs déchets dans les cours d'eau du pays. L'utilisation excessive d'engrais a également conduit au développement d'algues dans les lacs et les rivières.

---

## **Grèce. Les chauffeurs routiers entament une grève en Grèce. (27.07)**

**Reuters - 26.07**

Les chauffeurs routiers grecs ont entamé lundi une grève de plusieurs jours et garé leurs poids lourds le long des routes pour protester contre des projets d'ouverture de leur secteur à la concurrence.

Les propriétaires de stations-service ont indiqué que la grève avait d'ores et déjà des répercussions sur l'approvisionnement en essence et que des files d'attente se formaient à certaines stations, dans Athènes, où les automobilistes affluaient pour faire le plein.

"D'ici mercredi, il n'y aura plus d'essence", a estimé le président de la fédération des stations-service de l'Attique, Georges Asmatoglou.

Ce mouvement social a commencé le jour même où des représentants de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI) arrivaient dans le pays pour une visite d'inspection avant de décider si la prochaine tranche d'un plan d'aide international - neuf milliards d'euros - pourra être débloquée en septembre.

Le Grèce doit ouvrir certaines professions à la concurrence dans le cadre des mesures qui lui ont été imposées pour obtenir une aide internationale de 110 milliards d'euros, destinée à sortir le pays des déboires financiers qui ont mis à mal l'euro.

Le transport routier est l'une des professions les plus fermées à la concurrence en Grèce, de même que le secteur des pharmacies, de l'architecture et les avocats.

---

## **L'Inde lutte contre une inflation à 10 %. (28.07)**

## **Lefigaro.fr - 27.07**

Troisième économie d'Asie, derrière le Japon et la Chine, l'Inde, où se rend vendredi en visite officielle le premier ministre britannique, David Cameron, est en proie à un fléau économique oublié en Europe : une inflation à deux chiffres imputée à la surchauffe économique.

L'emballlement des prix est tel que la banque centrale indienne a relevé, ce jeudi, ses taux d'intérêt, à 5,75%, et activé, plus que prévu, son programme d'absorption de liquidités auprès des banques.

L'Inde, où la croissance pourrait dépasser 9 % cette année, d'après le FMI, peine à juguler une inflation galopante, sujet de préoccupation numéro un, dans un pays où trois quarts de la population vivent avec moins de 2 dollars par jour. Malgré trois hausses de taux depuis janvier, l'inflation dépasse encore les 10% en juin, un chiffre record au sein du G20.

Alors que le Congrès part en guerre contre l'inflation, un nouveau tour de vis monétaire est attendu à l'automne. Contrairement à la Chine, qui est parvenue à freiner le crédit à temps pour empêcher l'éclosion d'une bulle immobilière, les autorités monétaires indiennes donnent le sentiment de courir derrière les étiquettes. Les hausses de salaires se multiplient dans les usines indiennes, qui peinent à adapter l'offre à la demande, en raison d'un défaut chronique d'infrastructures.

---

## **L'Union européenne compte 501 millions d'habitants. (28.07)**

### **Reuters - 27.07**

L'Union européenne comptait 501,1 millions de personnes au 1er janvier 2010, soit un accroissement de 1,4 million de personnes en un an, selon les chiffres de l'office statistique Eurostat.

La croissance démographique ressort ainsi à 2,7 pour 1.000 habitants en 2009, hausse qui résulte d'un accroissement naturel de 0,5 million de personnes (+1,0 pour mille contre +1,2 en 2008) et d'un solde migratoire de 0,9 million (+1,7 après +2,9).

Il y a eu l'an dernier 5,4 millions d'enfants nés dans l'UE pour 4,8 millions de décès, soit un taux de natalité brut de 10,7 pour 1.000, contre 10,9 en 2008, et un taux de mortalité inchangé à 9,7. Mais un peu plus de 60% de la croissance démographique est provenue de l'immigration.

"Par rapport à 2008, la situation démographique dans l'UE-27 en 2009 est marquée par un léger recul du taux brut de natalité et un taux brut de mortalité constant, tandis que le solde migratoire s'est réduit de façon plus significative", précise Eurostat dans un communiqué.

La population des 16 pays de la zone euro était estimée à 329,5 millions de personnes au 1er janvier, contre 328,6 millions au 1er janvier 2009. La hausse est de 0,9 million de personnes, soit un taux annuel de +2,7 pour mille, résultant d'un accroissement naturel de 0,3 million (+1,0 pour mille) et d'un solde migratoire de 0,6 million (+1,8).

En France, pays qui a enregistré le troisième plus fort taux de natalité de l'UE (12,7 pour 1.000) après l'Irlande et le Royaume-Uni, la population a augmenté de 5,4 pour mille à 64,7 millions habitants. En Allemagne, Etat le plus peuplé de l'UE, elle a au contraire diminué de 2,5 pour mille à 81,8 millions habitants.

Au total, la population a augmenté dans 19 pays de l'UE et baissé dans huit. Les hausses relatives les plus importantes ont été observées au Luxembourg (+17,2 pour mille), en Suède (+9,1) et en Slovénie (+7,2), et les baisses les plus marquées en Lituanie (-6,2), en Lettonie (-5,7) et en Bulgarie (-5,6).

---

## **Espagne. Le BTP espagnol durement frappé par les choix drastiques de Madrid . (28.07)**

### **Les Echos - 23.07**

Le gouvernement a annoncé hier le report de 199 programmes et l'annulation de 32 autres. Ajouté à la crise immobilière, ce coup de frein pourrait provoquer la perte de 500.000 emplois supplémentaires dans les deux ans à venir.

Nouveau coup dur pour le BTP espagnol ! Confronté à l'amputation de 6,4 milliards d'euros de son budget pour les exercices 2010 et 2011, le ministère espagnol de l'Équipement et des Transports a dû sabrer à la hache dans ses investissements.

Dans le cadre du plan de rigueur adopté par le gouvernement Zapatero pour ramener le déficit des comptes publics de 11,2 % en 2009 à 6 % en 2011, José Blanco, le titulaire du portefeuille, a annoncé hier le report dans le temps, et sur une période d'un à quatre ans, de 199 programmes (122 projets routiers, 87 ferroviaires) déjà engagés et la résiliation de 32 autres, dont une douzaine pourraient être néanmoins sauvés via un recours à des financements public-privé. Ils se feront alors dans le cadre du plan d'infrastructures de 17 milliards d'euros, présenté au printemps dernier, avec l'appui de la Banque européenne d'investissements.

Le ministère souligne que sont maintenus en l'état un total de 885 grands travaux, soit 80 % de ce qui était initialement prévu, et que les ports et aéroports sont totalement épargnés. La remise à plat des infrastructures espagnoles va toucher aussi la Renfe, la compagnie nationale des chemins de fer, avec l'annonce programmée pour la fin novembre de la fermeture d'un certain nombre de lignes déficitaires.

#### Sérieux revers

Alors qu'après l'éclatement de la bulle immobilière de ces deux dernières années les constructions de logements se trouvent quasiment au point mort, le gel des grands travaux représente un sérieux revers pour les firmes espagnoles du BTP qui avaient reporté l'essentiel de leur activité sur les infrastructures.

Selon les calculs de nombreux analystes et professionnels du secteur, le dernier coup de frein du ministère de l'Équipement pourrait se solder par 150.000 suppressions d'emploi dans les deux ans qui viennent, lesquelles s'ajouteront aux 350.000 liées à la chute de la construction. Toute la chaîne est concernée.

Après avoir accusé une chute de la consommation de 16 % au premier semestre, le groupement des fabricants de ciments d'Espagne, au rang desquels figure le français Lafarge, estime que la réduction des ouvrages publics pourrait entraîner la fermeture de plusieurs des 37 cimenteries installées en Espagne, dont la moitié fonctionnent déjà à 50 % de leurs capacités.

#### Un important impact financier et social

Les quelques 230 programmes de travaux publics gelés ou purement et simplement supprimés représentent un investissement total de 9,6 milliards d'euros, contre 23,5 milliards pour les 885 contrats maintenus en l'état. Le syndicat UGT craint la suppression de 96.000 à 115.000 emplois dans les deux ans qui viennent alors que les estimations des différentes associations de constructeurs évoquent une réduction d'effectifs allant de 75.000 à 115.000 emplois sur 2010 et 2011.

---

## **Israël prolonge de 20 ans le secret sur les archives d'Etat. (29.07)**

### **Les Echos - 23.07**

Les autorités israéliennes ont décidé de prolonger de vingt ans l'interdiction d'accès aux archives gouvernementales, en la portant à 70 ans. Les documents en question traitent notamment de l'armée et des services secrets lors des deux premières décennies de l'Etat d'Israël, créé en mai 1948.

«Ces archives continueront à être classifiées de crainte d'atteinte à la vie privée des personnes mentionnées ou de leurs proches» a déclaré à l'AFP le directeur des Archives nationales, Yehoshua Freundlich.

«Nous devons également maintenir le secret défense» compte tenu du risque qu'Israël peut se faire accuser «de violer le droit international», a-t-il ajouté. Selon lui, dans un certain nombre de pays occidentaux, «des documents d'Etat restent classifiés 70 ans voire plus».

Ces archives concernent en particulier la campagne du Sinaï contre l'Égypte en 1956, lancée en coordination avec la France et la Grande-Bretagne, des affaires d'espionnage et le début du programme nucléaire israélien.

Selon le quotidien Haaretz, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a décidé il y a deux semaines de prolonger la période du secret, sous la pression des services secrets. L'historien israélien Tom Segev a dénoncé cette mesure estimant qu'elle traduisait une «tendance anti-démocratique» dans la société israélienne. Mesure «arbitraire et injustifiée»

«S'il est légitime de ne pas dévoiler certains noms et de maintenir le secret sur des sujets ultra-sensibles, interdire globalement de publier ou même de consulter ces documents, relève d'une démarche anti-démocratique inquiétante et d'une volonté de masquer des fautes, voire des crimes de guerre passés», a-t-il déclaré à l'AFP.

Le maintien du secret a également été dénoncé comme une mesure «arbitraire et injustifiée» par l'Association des droits civiques en Israël. En février 1995, les Archives nationales israéliennes avaient censuré des documents officiels concernant l'expulsion de Palestiniens pendant la première guerre israélo-arabe en 1948.

Les Archives, qui relèvent du bureau du Premier ministre, avaient publié 4.000 pages de protocoles des réunions du gouvernement provisoire israélien entre mai 1948, date de la proclamation de l'Etat hébreu, et avril 1949.

Elles avaient cependant expurgé des passages concernant l'exode des plus de 700.000 Palestiniens qui ont fui l'avance de l'armée israélienne ou ont été chassés de chez eux, ainsi que des atrocités commises par l'armée israélienne.

(Source AFP)

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

# Document

## Articles de presse d'octobre 2010

### Table des matières

#### France

##### Economie

- Net rebond des profits pour les sociétés du CAC 40. (09.08)
- Fraude sociale: redressements records pour les entreprises. (10.08)
- Après la crise, les palaces français vivent un été faste et refont le plein. (13.08)
- Les étrangers investissent le CAC 40. (13.08)
- En Bourse, le vice rapporte autant que la vertu...mal placée. (Titre modifié) (25.08)
- La moralisation du capitalisme? Tu parles (1/3). (25.08)
- France. Les industriels voient l'investissement repartir en 2010. (28.08)

##### Social

- Les demandeurs d'emploi âgés se sont appauvris. (10.08)
- Chômage des jeunes : vers une «génération perdue»? (13.08)
- Les entreprises n'ont jamais autant recruté de CDD. (13.08)
- Les syndicats de la RATP mobilisés pour défendre les retraites le 7 septembre.(27.08)

##### Politique

- Europe Ecologie, objectif couches populaires? (20.08)
- Woerth : les relations gênantes de Serigny, conseiller de l'ombre. (21.08)
- Sarkozy fait voler la droite en éclats. (25.08)
- Le Vatican et ses divisions. (Titre du site) (25.08)
- Besancenot appelle la gauche à ne «pas trembler sur les retraites». (29.08)

#### International

##### Economie

- «On s'achemine vers une crise encore plus dure». (16.08)
- La richesse russe part dans les poches de fonctionnaires corrompus. (18.08)
- Le nombre de faillites aux USA au plus haut depuis fin 2005. (18.08)
- Mauvais augures pour l'économie américaine. (20.08)
- Le Nobel Paul Krugman dénonce le culte des «dieux invisibles» forçant aux coupes budgétaires. (21.08)
- Etats-Unis. «Plutôt une croissance faible qu'une rechute de l'activité». (28.08)

##### Social

- Les fonctionnaires sud-africains en grève illimitée. (20.08)
- De nouvelles émeutes de la faim vont-elles éclater? (28.08)
- Le marché immobilier reste toujours aussi déprimé. (28.08)
- Où sont les emplois? (28.08)

# Document

## Articles de presse d'août 2010

**Un article du Figaro.fr du 6 août :**

### **Net rebond des profits pour les sociétés du CAC 40. (09.08)**

Les résultats semestriels sont meilleurs qu'attendu. Les sociétés tirent profit de la croissance des pays émergents et de la réduction des dépenses.

Pour l'heure, elles ne sont que 28 à avoir publié leurs résultats semestriels, mais la tendance est très claire: les entreprises du CAC 40 affichent une très nette amélioration de leur rentabilité. Les chiffres sont éloquents. Avec 33,1 milliards d'euros de résultat net par du groupe contre 14,7 milliards un an auparavant, les profits ont été multipliés par 2,25. Alors qu'un quart des 28 sociétés étaient en perte au premier semestre l'an dernier, on en compte plus qu'une aujourd'hui, en l'occurrence Alcatel-Lucent.

L'activité est également en hausse. Le chiffre d'affaires cumulé de ces entreprises progresse de plus de 12% en un an. Une avancée qu'il faut prendre avec précaution. Un tiers de cette hausse revient à Total dont les revenus ont mécaniquement augmenté avec le rebond du prix du baril de pétrole.

Au-delà des états financiers, les propos des chefs d'entreprise traduisent ce regain de forme. Les plus optimistes, comme Benoît Potier, PDG d'Air liquide, sont sans ambiguïté: *«La situation est normale. Il faut bien produire car la planète consomme. Nous sommes quasiment sortis de la zone de turbulence pour aller vers la croissance»*, assurait-il en début de semaine. Baudouin Prot, directeur général de BNP Paris, *«évoque un retournement de la conjoncture»*. Dans le luxe, Bernard Arnault, PDG de LVMH, comme François-Henri Pinault, PDG de PPR, se disent confiants pour le second semestre.

À l'opposé, la plus grande prudence, pour ne pas dire l'inquiétude, prédomine toujours chez les constructeurs automobiles. Après un retour aux bénéfices au premier semestre, Philippe Varin, PDG de PSA, et Patrick Pélata, directeur général délégué de Renault, ont prévenu que le résultat opérationnel se dégradera dans la seconde partie de l'année en raison de la baisse des ventes de voitures en Europe avec la fin des primes à la casse.

Dans leur ensemble, les dirigeants d'entreprises se sont félicités de ce rebond, tout en se gardant de pavoiser. La croissance des profits est d'autant plus forte qu'elle se compare au début 2009, le plus fort de la crise économique. Un rappel des résultats du début de l'année 2008 tempère quelque peu la performance. Les 500 millions d'euros de bénéfices de Saint-Gobain publiés il y a quelques jours sont quatre fois supérieurs à ceux de l'an dernier, mais deux fois inférieurs à ceux des six premiers mois de 2008. Peu nombreux sont les groupes dont les profits semestriels dépassent ceux d'il y a deux ans. On peut, entre autres, citer LVMH, Sanofi-Aventis, PPR, Air liquide... Quoi qu'il en soit, ce début d'année marque une sortie de crise, peut-être même plus rapide que prévu. Plusieurs groupes ont relevé leurs objectifs de marge et de chiffre d'affaires. Une confiance qui peut surprendre alors que l'économie européenne redémarre mollement et que l'Amérique montre des signes d'essoufflement. Certes, mais la plupart des grands groupes sont planétaires et tirent profit, sans modération, de la croissance galopante des pays émergents, la Chine en tête.

### **Commentaire.**

Sur fond de bulle immobilière, sachant que près de 1000 milliards d'euros ont été prêtés par les banques chinoises l'an dernier et les prévisions officielles tablent sur 840 milliards de nouveaux crédits cette année. (Lefigaro.fr 05.08)

Je n'évoque pas la conséquence de la hausse des salaires en Chine, sachant qu'elle ne concerne qu'une infime partie des travailleurs chinois et que leurs salaires demeurent encore extrêmement bas, aux alentours

de 100 euros. Au Bangladesh le salaire minimum mensuel dans le textile est passé à 33 euros, en Inde il est environ le double dans le même secteur d'activité.

Des millions de chômeurs supplémentaires dans les pays où le coût du travail est le plus élevé et liquidation de pans entiers de l'industrie au tournant de restructurations ou de délocalisations aboutissant à une nouvelle concentration du capital et de la production dans les pays dits émergents, flexibilité accrue du marché du travail se traduisant par une plus grande précarité et une augmentation de la productivité sur fond d'augmentation de la durée du travail et une diminution ou un blocage des salaires, sans oublier l'amputation ou la liquidation de droits sociaux. On peut ajouter que les grands groupes industriels et les multinationales ont bénéficié de la part des banques ou du marché de crédits à taux extrêmement bas pour éponger une partie de leurs dettes et financer leur croissance, manne providentielle à mettre au compte des banques centrales qui comptent au final sur les Etats pour faire payer l'addition au prolétariat.

En France ou aux Etats-Unis par exemple, l'Etat n'a pratiquement plus rien à vendre pour éponger une partie de sa gigantesque dette, tout ou presque a été privatisé ; c'est moins vrai en France où il reste la santé, l'école et les retraites notamment à privatiser.

En Chine, l'Etat est en train de recourir à l'endettement pour financer le développement économique du pays, une fois que la bulle qu'il est en train de créer aura éclaté et qu'il se retrouvera étranglé, pour s'en sortir il ne lui restera plus qu'à liquider et vendre des pans entiers de l'économie planifiée, ce n'est qu'une hypothèse mais elle semble à terme vraisemblable.

En Inde, je ne me suis pas vraiment tenu au courant de la situation économique. J'ai seulement constaté que les banques avaient changé de politique par rapport aux années antérieures lorsqu'elles proposaient des taux d'intérêts équivalents à l'inflation pour les sommes déposées par les particuliers, ils sont actuellement divisés par deux environ, incitant la population à consommer au lieu d'économiser ou à se rabattre sur l'or dont l'Inde est l'un des plus importants importateurs.



**Un article de libération.fr du 9 août :**

**Fraude sociale: redressements records pour les entreprises. (10.08)**

Des redressements records de près de 800 millions d'euros ont été infligés en 2009 aux entreprises épinglées pour un défaut de cotisations sociales, selon un bilan provisoire de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), que révèle Les Echos.

Les contrôles réalisés par l'Urssaf l'an dernier ont permis de restituer 781 millions d'euros à la Sécurité sociale, une hausse de 70% par rapport à 2008, alors que le montant récupéré par les cotisants atteint 213 millions, en baisse de 15%.

Au total, l'opération offre à la Sécu un gain net de 568 millions d'euros, presque trois fois plus qu'en 2008, selon le bilan provisoire de l'Acos, la caisse nationale des Urssaf (Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales). Changement de méthode

Cette hausse des redressements s'explique par un meilleur ciblage des entreprises: l'Urssaf a contrôlé environ une entreprise sur cinq pour les sociétés de plus de 200 salariés, contre une sur dix pour celles qui en emploient entre 10 et 200.

Résultat: près des deux-tiers des entreprises contrôlées ont ainsi fait l'objet d'un redressement. La principale cause des redressements réside dans le recours abusif par l'employeur des primes et avantages en nature, qui ne sont pas soumis à cotisation sociale. Volonté de fraude ou erreur, les entreprises dépassent souvent le plafond autorisé.

L'Urssaf a détecté en outre des irrégularités dans le calcul des allègements de charge pour les bas salaires, ainsi que les déclarations de frais professionnels.

Le bilan provisoire de l'Acos montre aussi une montée en puissance de la lutte contre le travail au noir: quelque 9.000 contrôles ont débouché sur des redressements de 130 millions d'euros en 2009, soit 20% de plus que l'année précédente.

L'Urssaf a notamment opéré des contrôles aléatoires dans les petits commerces de détail (stations-service, bijouterie, boutique de souvenirs, fleuristes, etc...), relevant des infractions dans 12% des cas.

(Source AFP)

**Un article du Figaro.fr du 9 août :**

**Les demandeurs d'emploi âgés se sont appauvris. (10.08)**

Le dispositif est voué à disparaître. La loi du 1er août 2008 sur les droits et devoirs des demandeurs d'emploi a programmé pour 2012, la fin de la dispense de recherche d'emploi (DRE) accordée -sous conditions- aux chômeurs âgés. De 57 ans et demi, l'âge requis pour bénéficier du dispositif est passé à 58 ans en 2010 (59 ans pour ceux qui touchent l'Allocation de retour à l'emploi), pour atteindre 60 ans en 2011. Lire la suite l'article

L'impact de ces mesures, est déjà visible. Selon une étude publiée par la Dares , le nombre de personnes au chômage dispensées d'effectuer des démarches actives pour retrouver un poste a déjà considérablement diminué. En 2009, 77.000 demandeurs d'emploi seulement sont entrés en DRE contre 110.000 en 2008 et 150.000 en 2007.

Faibles indemnisations Tous les demandeurs d'emploi en DRE ne sont pas indemnisés. Revenant de 406.000 en décembre 2006 à 324.000 en décembre 2009, le nombre de personnes indemnisées ne cesse d'ailleurs de baisser. En outre, près de la moitié (48,4%) d'entre elles relève du régime de solidarité. Entre 2004 et 2008, le nombre de dispensés de recherche d'emploi percevant de faibles montants d'allocation s'est accru.

Fin 2008, 31,1% des personnes en DRE percevaient moins de 450 euros par mois, au lieu de 28,8% en 2007 et seulement 18,2% fin 2004, précise la Dares. 77,9% des dispensés de recherche reçoivent moins de 1050 euros mensuels. Les femmes sont toujours plus nombreuses à toucher de petites allocations. Elles sont près de la moitié (46,3%) à percevoir une somme inférieure à 750 euros, contre 39,7% des hommes.

Une situation qui risque fort de s'aggraver avec la réduction progressive de la durée d'indemnisation du chômage (36 mois au plus pour les plus de 50 ans), et le report de l'âge légal de départ en retraite à 62 ans.

Un article de 20minutes.fr du 12 août :

### **Chômage des jeunes : vers une «génération perdue»? (13.08)**

Le chômage des jeunes, qui a atteint l'année dernière un niveau record dans le monde, avec 81 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans sans emploi, risque de créer une «*énération perdue*», a averti jeudi le Bureau international du travail (BIT).

Le taux de chômeurs est passé de 11,9% en 2007 à 13% l'année dernière. Il devrait progresser légèrement à 13,1% en 2010 avant de retomber à 12,7% l'année suivante, selon les projections de l'organisation dans un rapport sur l'emploi des jeunes.

Les jeunes «*font toutes les démarches mais les portes se ferment devant eux*»

«*Les jeunes gens sont le moteur du développement économique*», a estimé le directeur général du BIT, Juan Somavia, ajoutant que «*renoncer à ce potentiel est un gâchis économique qui peut saper la stabilité de la société*».

Le chômage des jeunes, qui a augmenté de 7,8 millions de personnes depuis 2007, risque de produire une «*génération perdue de jeunes gens qui sont sortis du marché de l'emploi et qui ont perdu tout espoir d'obtenir un travail qui leur assure une vie décente*», a prévenu le BIT. Ces jeunes «*font toutes les démarches mais les portes se ferment devant eux*», a ajouté Sarah Elder, co-auteur de l'étude et économiste au BIT.

### **Environ 45% de la hausse du chômage touche les pays industrialisés**

Dans les pays émergents, qui totalisent 90% de la population de jeunes, ces derniers sont particulièrement affectés par cette situation qui se traduit souvent par une réduction des horaires de travail et des salaires pour ceux qui ont encore un emploi. En 2008, quelque 152 millions de jeunes, soit 28% de la population active de cette catégorie d'âge, ne sont pas parvenus à sortir de la pauvreté malgré leur travail et ont gagné moins de 1,25 dollar (moins de 1 euro) par jour, a souligné l'organisation.

Environ 45% de cette hausse du chômage touche la population de pays industrialisés, principalement en Europe centrale, de l'est et du sud (Estonie, Lettonie, Lituanie, Espagne). Aux Etats-Unis, le chômage des jeunes a augmenté de huit points de pourcentage à 18%. Pour lutter contre cette situation, le BIT a appelé les gouvernements à maintenir leurs programmes de soutien pour l'emploi des jeunes, malgré les coupes budgétaires annoncées ces derniers mois.

Un article du Point.fr du 11 août :

### **Après la crise, les palaces français vivent un été faste et refont le plein. (13.08)**

"Record", "magnifique", "exceptionnel": les patrons de palaces français se réjouissent du retour de la clientèle fortunée qui avait brusquement déserté sous l'effet de la crise financière.

"La reprise est réelle. Je vois mal comment les choses pourraient mieux aller actuellement", se félicite Didier le Calvez, PDG du Bristol, palace parisien où l'on dort pour des prix allant de 650 à 13.000 euros la nuit. "Juillet a été vraiment exceptionnelle".

Avec un taux d'occupation de 90,5% et un prix moyen par chambre de 916,7 euros la nuit selon le cabinet MKG, le mois de juillet a été particulièrement faste pour les sept palaces parisiens: Ritz, Bristol, Crillon, Meurice, Plaza-Athénée, George-V et Fouquet's Barrière.

"C'est un été magnifique. La clientèle arabe et russe est revenue après la crise", note Georges Panayotis, président de MKG.

La crise financière de l'automne 2008, qui a vu fondre un grand nombre de fortunes mondiales, s'était aussitôt répercutée sur les réservations des palaces. Si l'été 2009 avait déjà marqué un net redressement, ce n'est que cet été que l'on retrouve les niveaux de 2008. "Cet été, on revient tout juste aux niveaux d'avant-crise", explique Vangelis Panayotis, directeur du développement chez MKG.

La reprise de l'économie mondiale et un taux de change de l'euro favorable aux touristes aident les hôtels de luxe à refaire le plein de riches clients étrangers.

Dans le Sud, "les clientèles des marchés émergents qui disposent de budgets plus élevés sont de retour", notamment d'Asie, hors Japon, et d'Amérique du Sud, tandis que les Russes restent très présents, note l'Observatoire du tourisme Riviera Côte d'Azur.

D'après une étude publiée en juin, le monde comptait de nouveau dix millions de millionnaires en 2009, soit 1,4 million de plus que pendant la crise en 2008. Les plus fortes hausses s'observaient dans la région Asie-Pacifique, notamment en Inde (+50%) et en Chine (+31%), selon cette étude de la banque Merrill Lynch et de la société de conseil Capgemini.

"L'économie fonctionne bien au Brésil, en Asie, le dollar australien et américain marchent bien, les Moyen-orientaux sont de retour... C'est un moment privilégié où tous nos marchés vont bien", se réjouit M. Calvez, du Bristol, qui abrite un restaurant 3 étoiles.

Depuis le printemps 2010, les palaces notent aussi un retour en faveur des suites, délaissées au profit des chambres pendant la crise.

Les 60 suites du Georges-V, dont les prix varient de 3.000 à 13.000 euros, sont "aussi remplies" cet été que les chambres au prix de base de 750 euros, explique son directeur, Marc-Olivier Raffray.

Dominant la Grande plage de Biarritz, l'hôtel du Palais affiche complet, assure Jean-Louis Leimbacher, son directeur général.

"Après le taux de remplissage déjà excellent de la saison d'été 2009, nous sommes à 100% en août cette année", précise-t-il, rappelant que les 150 chambres coûtent, en moyenne, 500 euros la nuit.

Résidence d'été offerte par Napoléon III à l'impératrice Eugénie, le Palais compte 60% de clients étrangers, les plus nombreux étant des Russes.

Si le mois d'août s'annonce bon, les chiffres n'atteindront pas les sommets de juillet, notamment en raison du départ de la clientèle moyen-orientale pour le ramadan.

Quant à la rentrée, note le directeur du George-V, "*elle se présente relativement bien, mais il faut rester prudent*".

Un article du Figaro.fr du 11 août :

### **Les entreprises n'ont jamais autant recruté de CDD. (13.08)**

Huit embauches sur dix se font en contrats courts qui représentent désormais 9% de l'emploi salarié total.

Un record. Selon les dernières statistiques du ministère de l'Emploi, la part des contrats à durée déterminée (CDD) dans les embauches avoisine désormais 80%. Soit huit recrutements sur dix qui se font en contrat précaire. Et ce, sans comptabiliser les embauches d'intérimaires. La progression, depuis le début de la crise, fait froid dans le dos: +10 points en deux ans!

Conséquence? Le pourcentage des CDD dans l'emploi total n'a jamais été aussi élevé. Fin 2009, ces contrats concernent presque un salarié sur dix (9% exactement), soit une hausse de 3,5 points en dix ans et une augmentation de 400% en un quart de siècle. Corollaire, la part des CDI, bien qu'encore ultramajoritaire, ne cesse de diminuer. En une année, elle a reculé de 1 point pour atteindre 78%.

Deux phénomènes, liés à la crise, expliquent cette montée en puissance. La crainte de l'avenir d'abord. *«L'absence de visibilité dans les carnets de commande pousse les entreprises à privilégier les contrats courts»*, justifie Jean-Eudes du Mesnil, le secrétaire général de la CGPME. *«Il y a une grande part d'insécurité des entreprises qui préfèrent recruter plus de salariés en CDD même s'ils sont très contraignants, abonde Laurent Berger, secrétaire national chargé de l'emploi à la CFDT. Les contrats précaires sont devenus la variable d'ajustement.»*

#### **Plus de contrats aidés**

Problème: ces embauches ne sont pas réalisées dans la majorité des cas pour palier un surcroît d'activité ou remplacer un salarié absent, les deux seules justifications prévues par la loi pour pouvoir recourir à un CDD. *«Mieux vaut une embauche en CDD que pas de recrutement du tout, rétorque Jean-Eudes du Mesnil. Et le ministère du Travail est chargé de traquer les éventuels abus.»*

La deuxième explication est plus conjoncturelle. Les recrutements en contrat aidé, tant dans les entreprises que dans le secteur non marchand, sont comptabilisés comme des embauches en CDD. Or le gouvernement a fortement usé en 2009 de ces dispositifs de *«traitement social du chômage»* pour limiter l'impact de la crise sur l'emploi. Pas moins de 137.000 contrats aidés supplémentaires, d'après l'Insee, ont été proposés l'année dernière aux publics éloignés du marché du travail et près d'un demi-million de ces dispositifs subventionnés par l'État ont au final été créés.

Point positif: ce sont les jeunes qui ont bénéficié de ces contrats, via le plan d'urgence mis en œuvre par Nicolas Sarkozy à partir du mois de juin dernier. Outre l'augmentation de l'offre de contrats d'apprentissage qui leur étaient destinés, les moins de 26 ans ont également bénéficié de 84% des contrats aidés déployés dans le secteur non marchand.

#### **Commentaire.**

La surexploitation des jeunes, forcément un " *point positif* pour Le Figaro !

Un article du Figaro.fr du 8 août :

### **Les étrangers investissent le CAC 40. (13.08)**

Les non-résidents détiennent 42,3 % du capital des plus grosses entreprises cotées françaises.

Au 31 décembre 2009, 42,3% de la capitalisation boursière des entreprises françaises du CAC 40 étaient détenus par des investisseurs non résidents, selon une étude parue dans le dernier bulletin trimestriel de la Banque de France. Soit une valeur de 404,5 milliards d'euros sur un total de 955,4 milliards.

Cela représente une progression de 2,1 points par rapport à 2008. Après un pic atteint en 2006, où les investisseurs non résidents détenaient 45,7% du CAC 40, leur part avait diminué, en 2007, puis de nouveau en 2008. L'année 2009 aura donc marqué un retour à la normale.

La part du capital des fleurons français détenue hors du pays est une donnée sensible. L'économie hexagonale souffre en effet d'une faiblesse en matière d'épargne longue investie en actions. Une insuffisance que l'État tente d'ailleurs, à sa façon, de combler, par exemple avec la création fin 2008 du Fonds stratégique d'investissement (FSI). Ses prises de participations tendent à ancrer en France les entreprises qu'il sélectionne.

#### **Attractivité de la place**

Observés de près, les investissements étrangers à la Bourse de Paris sont aussi le signe d'une attractivité de la place et des grandes entreprises tricolores. Selon la Banque de France - dont l'étude exclut les groupes dont le siège est à l'étranger (Dexia, EADS, ArcelorMittal ou ST Microelectronics) -, 17 d'entre elles seraient détenues à plus de 50 % par les non-résidents. Cette part n'excède cependant jamais les 75 %. Les situations sont en fait très contrastées : EDF, détenu à 84,7% par l'État, est l'un des groupes les moins exposés aux investisseurs étrangers, alors que Lafarge compte moins de 30 % d'actionnaires français. Les entreprises du secteur des technologies de l'information sont détenues à plus de 60% par les non-résidents, contre à peine plus de 20 % pour les services aux collectivités.

En 2009, «les acquisitions nettes des investisseurs non résidents ont été positives à hauteur de 31,5 milliards d'euros», note l'étude. Qui précise : «Les flux enregistrés sont très inégaux selon les titres, puisque 29,7 milliards de ces 31,5 milliards se sont concentrés sur neuf entreprises», souvent concernées en fait par une opération d'augmentation de capital, comme dans le cas des banques BNP Paribas et Société générale.

L'origine géographique des capitaux des non-résidents demeure globalement inchangée en 2009. Les pays de la zone euro restent les principaux détenteurs avec 17% du capital des sociétés du CAC 40, devant les États-Unis (15,6%) et le Royaume-Uni (4,2%). Des investisseurs attirés, d'ailleurs, par le profil de plus en plus international des grandes entreprises qui composent l'indice phare de la Bourse de Paris. Celles-ci réalisent en effet en moyenne près de 40 % de leur chiffre d'affaires en dehors de la France. Lorsque les non-résidents achètent des actions d'une société, ils n'achètent donc pas seulement de la croissance française.

Un article de Libération.fr du 13 août :

**«On s'achemine vers une crise encore plus dure». (16.08)**

Dean Baker est - avec Nouriel Roubini, Joseph Stiglitz, Paul Jorion et quelques autres Cassandre lucides - l'un des rares à avoir entrevu la gravité de la crise financière. Sept mois avant la chute de Lehman Brothers, cet économiste, codirecteur au Center for Economic and Policy Research (voir son blog), avait prédit dans nos colonnes (Libération du 17 janvier 2008) une violente récession, la «plus féroce depuis la Seconde Guerre». Il revient sur la sortie de crise très fragile des Etats-Unis alors que les inscriptions hebdomadaires au chômage, avec 482 000 demandes, sont montées hier au plus haut niveau depuis six mois. Les nouveaux chiffres du chômage sont-ils une mauvaise nouvelle de plus, après les signes d'une décélération de la croissance, qui attise le spectre d'une «récession en W» (lire ci-dessous) ?

Il ne faut pas s'arrêter à ces chiffres. La réalité, c'est que les Etats-Unis n'arrivent pas à retrouver les plus de 8 millions d'emplois perdus avec la récession en 2008 et 2009. On a désormais 15 millions de sans-emploi et 9 millions de travailleurs précaires, 10% de chômeurs contre 4,5% avant la crise. On se focalise trop sur le «syndrome du W» et le retour possible d'une récession. Il est tout à fait possible que cela se produise. Mais ce qui est sûr, c'est qu'on s'achemine vers une longue croissance faible, qui plongera le pays dans une léthargie économique et une crise sociale encore plus dure.

**Vous dites que le plan de relance d'Obama était trop timide et qu'il est discrédité par les faits. En faut-il un nouveau ?**

Il faut absolument faire quelque chose pour stimuler l'économie. Une politique plus agressive de la Fed [la banque centrale américaine, ndlr]. Or, si elle pousse dans la bonne direction, ses mesures n'ont pas eu la magnitude espérée. La Réserve fédérale campe dans une sorte de fétichisme anti-inflationniste. Elle a peur d'accepter une inflation de 3 ou 4% et s'accroche, pour l'instant, à un objectif de 2%. Son patron, Ben Bernanke, n'applique pas, à tort, ce qu'il théorisait jadis : une hausse des prix de 3% permet de réduire en dix ans de 26% le poids de la dette. Cela permettrait aussi aux ménages surendettés d'alléger le fardeau de leurs remboursements mensuels de crédits immobiliers, si les salaires suivent l'inflation... Les Américains dépenseraient plus et boosteraient l'économie. Et cela relancerait l'emploi. Il y a de la marge : on est encore loin de l'inflation à deux chiffres des années 70.

**Ou de ceux de la récession des années 81-82 ?**

La situation actuelle est, de loin, vraiment pire. La crise des années 80 fut courte, et le chômage très bas...

**Le G8-G20, Etats-Unis en tête, plaide pour une réduction des déficits budgétaires. Une erreur ?**

Oui, car ils se privent de l'autre levier nécessaire pour stimuler la croissance. Pilotés par Wall Street, les faucons, qui hurlent que quelque chose de dramatique va arriver si l'on ne réduit pas les déficits, ont la main sur les choix politiques. Comme si le désastre du chômage actuel n'était pas dévastateur. On préfère parler de déficit, multiplier les attaques contre la sécurité sociale ou Medicare. C'est le «syndrome Kazakhstan» : un pays qui a l'une des dettes publiques les plus basses au monde (14,2% du PIB) mais un bilan moins flatteur en matière de santé ou d'éducation. Or, l'élite politique de Washington se focalise sur la contraction des dépenses publiques. Plutôt que de plaider, par exemple, pour une taxe sur la spéculation financière. Elle pourrait pourtant rapporter, selon mes calculs, 1% du PNB, environ 150 milliards de dollars [117 milliards d'euros].

**L'administration Obama a pourtant adopté une réforme bancaire plus ambitieuse qu'en Europe.**

C'est un premier pas. Mais l'industrie financière et bancaire a quand même le sentiment de bien s'en sortir. Ils auraient pu avoir une législation beaucoup plus restrictive. A la vérité, la politique des petits pas n'empêchera pas une telle crise de se reproduire. On a toujours les mêmes grandes banques - Goldman Sachs, Morgan Stanley - qui, à l'origine d'une bulle à 8 000 milliards de dollars, utilisent toujours les mêmes ressorts de la spéculation et de la culture du court-termisme. Résultat : sans puissants contre-feux, elles affichent des profits et des salaires records.



**Finalement, les politiques n'ont-ils pas repris la main sur les financiers ?**

Il n'y a pas de lobbys plus infiltrés et plus influents que ceux de la finance. Ils ne vont pas abandonner comme ça leur suprématie. D'autant qu'en face, il n'y a pas encore d'opposition structurée. Ni du côté des politiques, ni du côté des citoyens. Les vieux et les pauvres, les plus touchés par la crise, n'ont visiblement pas la même puissance de lobbying que les financiers...

Un article de 20minutes.fr du 17 août :

### **La richesse russe part dans les poches de fonctionnaires corrompus. (18.08)**

La Russie occupe la 146e place sur 180 des pays figurant dans un classement allant du moins au plus corrompu. C'est ainsi que la moitié des richesses produites dans le pays part dans les poches de fonctionnaires corrompus, révèle un rapport indépendant publié lundi par l'Association des avocats pour les Droits de l'homme. «*Ces chiffres correspondent à nos estimations*», a commenté Ivan Nenenko, responsable de Transparency International.

Le prix du bakchich a doublé en six mois

En 2006, date des derniers chiffres officiels connus, le marché des pots-de-vin s'élevait à 200 milliards d'euros, somme «comparable aux revenus du budget russe.» Un chiffre certainement en hausse puisque depuis le début de l'année, le prix d'un bakchich a doublé, atteignant 44.000 roubles (1.500 euros).

Quelque 6.590 plaintes ont été enregistrées par l'association en un an. Le rapport indique que «les métiers les plus prestigieux sont ceux où la corruption est stable» et que «*la fusion du monde criminel et des forces de l'ordre a un caractère universel*».

Une corruption dissimulée

Dans les tribunaux par exemple, il faut payer les services d'avocats qui servent d'intermédiaires et s'engagent à «régler l'affaire» avec le juge. Il faudra ainsi déboursier 26.000 euros (un million de roubles) pour une décision de justice favorable dans une affaire criminelle, 800 euros pour une affaire civile.

En Russie encore, on achète un poste dans la police routière à hauteur de 40.000 euros. C'est ainsi que le revenu des responsables de départements de police atteint les 16.000 euros, 8.000 pour les procureurs et 4.000 dans la police routière. Et ce dans un pays où le salaire minimum est inférieur à 600 euros.

Les Russes estiment que la lutte contre la corruption est l'un des principaux échecs de Vladimir Poutine, selon un récent sondage du centre indépendant Levada.

Un article de Reuters du 17 août :

### **Le nombre de faillites aux USA au plus haut depuis fin 2005. (18.08)**

Le nombre de procédures de faillite, d'entreprises ou personnelles, aux Etats-Unis a atteint son plus haut niveau depuis près de cinq ans, montrent des statistiques officielles publiées mardi, illustrant les effets du ralentissement économique et de la montée du chômage.

Les services judiciaires ont recensé 422.061 procédures de faillite durant le trimestre avril-juin, soit 9% de plus qu'au cours des trois mois précédents et 11% de plus que sur la période correspondante de l'an dernier.

Sur l'année à fin juin, ce chiffre atteint 1,57 million, soit une hausse de 20% par rapport aux douze mois précédents.

Les faillites personnelles ont augmenté de 21%, à 1,51 million en un an, et les faillites d'entreprises de 9%, à 59.608.

C'est la première que ce décompte passe la barre des 400.000 sur un trimestre depuis le record du quatrième trimestre 2005, lorsque 667.431 procédures avaient été engagées, après la réforme des lois fédérales sur les faillites, qui avait durci les critères permettant à un particulier ou à une entreprise de se placer à l'abri de ses créanciers.

*"Nous savons que les causes des faillites sont principalement la perte d'un emploi et la santé, avec en plus la crise des saisies immobilières", a commenté Deborah Thorne, professeur associé de sociologie à l'université de l'Ohio.*

*"Tant que nous ne serons pas remis sur pieds, que nous n'assurerons pas des emplois décentement payés et que nous ne ferons pas quelque chose contre la crise immobilière, les faillites continueront d'augmenter."*

C'est l'état du Nevada qui affiche le taux le plus élevé de procédures de faillites pour 1.000 habitants, avec un ratio de 11,74 pour 1.000.

Parmi les états les plus peuplés, la Californie se classe septième, le Texas 48e, New York 41e et la Floride 15e.

Un article du Monde.fr du 18 août :

### **Les fonctionnaires sud-africains en grève illimitée. (20.08)**

Les fonctionnaires sud-africains se sont mis en grève illimitée, mercredi 18 août, et menacent de prolonger le mouvement pour réclamer des augmentations de salaires, ont annoncé leurs syndicats. *"La grève est illimitée. Elle se poursuivra jusqu'à ce que le gouvernement réponde à nos demandes"*, a déclaré Fikile Majola, secrétaire général du Syndicat du personnel de l'éducation et de la santé.

Les fonctionnaires, au nombre de 1,3 million, réclament 8,6 % d'augmentation salariale et 1 000 rands (107 euros) d'allocation logement. Le gouvernement propose 7 % d'augmentation et 700 rands (75 euros) d'allocation logement. *"Nous parlons probablement de 90 % de grévistes parmi les 1,3 million de fonctionnaires du pays"*, a déclaré à Reuters Mungwena Maluleke, responsable du principal syndicat national, le Cosatu.

### UNE CAPACITÉ D'OFFRE "ÉPUISEE"

Les observateurs s'attendent à la conclusion d'un accord, au plus tard d'ici à la fin du mois, mais soulignent que tout accord risque d'alourdir les dépenses de l'État, alors qu'il s'efforce d'abaisser le déficit, qui représente 6,7 % du PIB. *"En tant que gouvernement, en tant qu'employeur, nous avons indiqué et nous avons démontré à tout le monde que notre capacité d'offre était actuellement épuisée"*, a déclaré le ministre de la fonction publique, Richard Baloyi, lors d'une conférence de presse au Cap.

Il a ajouté qu'un accord coûterait au moins 5 milliards de rands (690 millions de dollars) de plus que le budget prévu et que des coupes budgétaires devraient être réalisées ailleurs. Il a prévenu que le gouvernement pourrait imposer sa proposition de hausse de salaire pour sortir de l'impasse.

La grève touche notamment la police et la douane ainsi que les secteurs de la santé et de l'éducation. Les services essentiels devraient se poursuivre avec des effectifs très réduits.

### UN MOIS DE GREVE EN 2007

Les syndicats, qui ont joué un rôle important pendant la lutte contre l'apartheid, représentent des alliés-clés pour le parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC). Des tensions ont cependant surgi sur la question des salaires et plus généralement sur la politique économique de la première puissance économique du continent africain.

En 2007, des centaines de milliers de fonctionnaires avaient observé une grève d'un mois pour de meilleurs salaires. Les écoles avaient dû fermer et les hôpitaux fonctionnaient au ralenti avec l'aide de l'armée et de volontaires. Cette grève avait été la plus longue de l'Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid, en 1994.

Un article du Journal des Finances du 19 août :

### **Mauvais augures pour l'économie américaine. (20.08)**

Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont atteint un niveau record sur dix mois, selon les dernières statistiques. D'autre part BNP Paribas table sur une croissance beaucoup moins forte que prévu initialement.

L'économie américaine patine. Dernier signe en date de ses difficultés, les inscriptions hebdomadaires au chômage ont, contre toute attente, monté à leur plus haut niveau depuis novembre 2009. Les demandes d'allocations se sont établies à 500.000 la semaine du 14 août, contre 488.000 la semaine précédente, selon les chiffres publiés ce jeudi par le département américain du Travail. Les analystes ont été pris à contre-pied, eux qui tablaient sur une baisse après deux semaines consécutives de hausse.

Publié également ce jeudi, l'indice Philly Fed, qui mesure la santé de l'industrie, a reculé très fortement en août. Au point de passer dans le négatif, à -7,7 points, signe d'une détérioration de l'activité industrielle. D'autre part, l'indice du Conference Board, qui préfigure la tendance des prochains mois, a affiché une hausse minimale de 0,1% en juillet.

Ces nouvelles devraient toutefois renforcer la conviction des économistes de BNP Paribas CIB. Ils ont dévoilé le matin même des prévisions de croissance en forte baisse pour les Etats-Unis. Ils prévoient une croissance limitée à 1,5% au second semestre 2010, contre 2% prévu auparavant. Pour 2011, ils ont abaissé d'un point entier, de 3,1 à 2,1% la progression de l'activité. *«Cela ne suffira pas à maintenir le taux de chômage au niveau actuel»*, ajoutent-ils, s'attendant à une remontée de ce chiffre de 9,5% à 9,8% à la fin de l'année.

A l'origine de ces anticipations en berne, le constat d'une moindre croissance passée. *«Les récentes révisions des chiffres du produit intérieur brut, fin juillet, décrivent une récession et une reprise bien pires que celles imaginées jusqu'à présent»*, expliquent-ils dans une note. *«La reprise n'a donc pas perdu en vigueur, elle n'en a simplement jamais eu.»*

Consommation en berne

La consommation, notamment, a été revue à la baisse sur les années précédentes et début 2010. Les Américains ayant moins consommé, ils ont davantage économisé, leur taux d'épargne grimant jusqu'à près de 7%. Résultat, la reprise a été alimentée par les entreprises reconstituant leurs stocks, vidés au maximum durant la crise. Ce phénomène est toutefois en train de s'essouffler.

L'économie américaine va donc devoir relancer son autre moteur: la consommation. *«Si les ménages ne se remettent pas à dépenser, nous nous dirigerons vers une nouvelle récession»*, prévient Florence Pisani, économiste chez Dexia. Pour éviter ce scénario catastrophe, auquel l'économiste ne croit pas, il faudrait que les créations d'emplois se chiffrent entre 100.000 et 150.000 par mois. En juillet, le secteur privé en a créé 71.000.

### **Un complément de Reuters du même jour.**

D'après ses dernières projections, le Bureau parlementaire du Budget (CBO), agence bicamérale non partisane, s'attend à ce que le déficit budgétaire atteigne 1.342 milliards de dollars cette année.

Selon Douglas Elmendorf, directeur du CBO : *"Le nombre considérable de logements vacants et les usines et bureaux qui tournent au ralenti resteront un frein continu sur la construction résidentielle et l'investissement des entreprises; de même, la faible progression des revenus ainsi que les richesses détruites freineront les dépenses des consommateurs"*.

Quelle solution propose les républicains selon le démocrate Thomas Kahn, rattaché à la commission budgétaire de la Chambre des représentants : *"Quelque 4.000 milliards de dollars de nouvelles réductions d'impôts qui bénéficieront largement aux plus privilégiés. Cela ne ferait que creuser davantage le trou du déficit"*.

Un article de 20minutes.fr du 19 août :

### Europe Ecologie, objectif couches populaires? (20.08)

A quoi ressemble l'électeur type d'Europe Ecologie? Pas idiot comme question au moment où les têtes pensantes de la mouvance débattent avec plus ou moins de sérénité sur ce que doit être le futur mouvement unifié. De l'enquête présentée jeudi après-midi aux journées d'été du mouvement ressort que l'électeur d'EE a «des caractéristiques très différentes de l'électorat de gauche et n'est pas représentatif des Français», attaque Denis Pingaud, le vice-président d'OpinionWay, qui a réalisé l'enquête.

Le portrait robot, c'est un francilien diplômé. Car oui, l'écolo est «très typé socialement et territorialement», «surreprésenté chez les CSP + et en Ile-de-France». D'après le sondeur, l'électorat se situe à 60% à gauche, mais un tiers «ni à gauche ni à droite». Des constats qui ne sont pas vraiment une surprise, mais qui disent la marge de progression potentielle du mouvement. Si Europe Ecologie veut faire 15% au premier tour à la présidentielle, «c'est 5 millions de voix, et ces voix, elles sont principalement concentrées dans les couches populaires, qui votent peu aux élections intermédiaires mais beaucoup à l'élection présidentielle», rappelle le sondeur.

Ces électeurs, cela intéressera certainement les figures de l'écologie, «s'intéressent très mollement» aux débats actuels sur la structuration du mouvement. «Une grande majorité répond: bof lorsqu'on les interroge et attend des sujets de fond». La salle applaudit. Daniel Cohn-Bendit, à la tribune, jubile. Il jubile encore plus quand il apparaît que sur le sujet des retraites, l'électeur type d'Europe Ecologie «dit oui à la retraite à 62 ans» si elle est accompagnée de tout un tas de mesures sociales. Et si, sur les questions «d'éthique, de non cumul des mandats, de lutte contre les paradis fiscaux» les électeurs d'EE sont proches des adhérents d'EE, il y a un «flottement sur les questions fiscales, et même parfois des positions proches de celles de Bayrou sur la dette», relève Denis Pingaud. Sourire de Daniel Cohn-Bendit.

«C'est drôle quand des résultats d'enquête renforce les intuitions qu'on peut avoir», savoure à la tribune l'eurodéputé, invité à commenter les résultats. «Est-ce qu'on est réactionnaire parce qu'on est pour la retraite à 62 ans et révolutionnaire parce qu'on est pour la retraite à 60?», demande-t-il. «On ne va pas me dire que c'est un marqueur à gauche, c'est complètement débile», répond-il illico, continuant son duel verbal à distance avec Jean-Vincent Placé, le n°2 des Verts, pour qui la retraite à 60 ans est «un marqueur». Et le co-président du groupe Vert au Parlement européen d'expliquer qu'il est pour «la flexibilité» en la matière. Les gens doivent pouvoir «décider à quel moment ils vont partir à la retraite». La salle, certes clairsemée, applaudit franchement. Et Dany le vert d'ajouter en forme de boutade: «comment pourrais-je défendre la retraite à 60 ans quand j'en ai 65?».

Finalement, les enseignements de l'enquête, il les commentera très peu. Il préfère plaider sa cause. «Les gens qui nous ont rejoints» à Europe Ecologie ont été séduits par le «langage nouveau qui met au centre la transformation de la société, les gens ne nous rejoignent pas sur des idéologies passées». Nouvelle pique contre Jean-Vincent Placé, dont il a reconnu un peu plus tôt qu'il «n'aime pas sa manière de faire, de manipuler». «Plutôt que de dire, on a une ligne anticapitaliste, il faudrait répondre dans notre langage, dans notre projet aux questions de TOUTE la société», s'enflamme-t-il, faisant monter les décibels.

Les applaudissements fusent. Et même aux questions sur la sécurité, sur lesquelles on a très peu entendu les écolos récemment. «On ne veut pas parler de l'insécurité, on veut parler de l'insécurité sociale, on se fout de la gueule des gens». «Si on veut la classe populaire, il faut répondre à ça. La transformation écologique est une nécessité, mais le droit à la sécurité aussi», continue-t-il, toujours très suivi par l'assemblée. Si on fait «ce travail de fond», de répondre à toutes les questions, même celles qui ont été «longtemps incorrectes dans nos têtes, alors on arrivera à conquérir cet électorat populaire ni droite ni gauche». «Sécurité, fiscalité, politique étrangère, nous ne sommes ni entendus, ni attendus sur ces sujets, il faut travailler dessus», confirme l'eurodéputé Yannick Jadot.

Commentaire d'un Internaute.

Ah ces verts, ne sont que des libéraux sauce BAYROU centriste, sauce ROCARD maoïstes. Ils sont pro européens donc antisocial. Leurs solutions: inventer de nouvelles taxes sur l'eau, sur l'air, sur l'essence, et en plus la taxe écolo par excellence la TAXE CARBONE. Ils sont pour la retraite à 67 ans voir plus. Le social ne les intéresse que pour rassurer les puissants, ils n'en feront pas. Dormez tranquille Messieurs les amis de

SARKO et consorts, vos fortunes ne seront pas la cible des écolos. Les impôts des + riches ne seront pas relevés. Tous ces SOIXANTE-HUITARDS attardés et fils à papa fortuné, ne se feront pas de mal.

Un article de libération.fr du 20 août :

**Le Nobel Paul Krugman dénonce le culte des «dieux invisibles» forçant aux coupes budgétaires. (21.08)**

Le prix Nobel d'économie 2008, l'Américain Paul Krugman, a dénoncé vendredi le culte de «*dieux invisibles*» dans les appels à réduire les dépenses budgétaires pour contrer la hausse de la dette publique dans les pays occidentaux.

*«L'élite des responsables politiques (les banquiers centraux, les ministres des Finances, les élus qui se dressent en défenseurs de la vertu budgétaire) agissent comme les prêtres d'un culte antique, exigeant que nous nous livrions à des sacrifices humains pour apaiser la colère de dieux invisibles»,* a-t-il écrit dans sa colonne quotidienne du *New York Times*.

Ces dieux invisibles sont selon Paul Krugman les investisseurs sur le marché des emprunts d'Etat, dont il trouve l'influence exagérée. *«Oui, on parle de sacrifices. Il faudrait que ceux qui doutent de la souffrance causée par les coupes claires dans les dépenses regarde les conséquences catastrophiques des programmes d'austérité en Grèce et en Irlande»,* a-t-il poursuivi.

Militant acharné des politiques de relance budgétaire, Paul Krugman a relevé que malgré la persistance d'un déficit public record, les Etats-Unis empruntaient à des taux historiquement bas.

*«D'abord on nous a dit qu'il fallait ignorer les fondamentaux économiques et à la place obéir au diktat des marchés financiers; maintenant on nous dit d'ignorer ce que disent en fait ces marchés parce qu'ils sont désorientés»,* a-t-il souligné.

Il a reconnu que certains pays, plus petits, ne pouvaient pas maintenir indéfiniment des déficits élevés. *«Mais en Amérique, nous avons le choix. Les marchés n'exigent pas que nous laissions tomber la création d'emplois»,* a estimé ce professeur de l'université de Princeton.

Commentaire.

Ils ne savent décidément plus à quel saint se vouer !



Un article d'Eco89 du 20 août :

### Woerth : les relations gênantes de Serigny, conseiller de l'ombre. (21.08)

Ce vendredi matin, une enquête de France Inter rappelle les nombreuses activités de ce personnage méconnu, notamment :

- Conseiller d'Eric Woerth aux ministères du Budget puis du Travail ;
- Président du directoire de la société d'investissement Alternative Leaders France ;
- Administrateur du groupe Imerys, spécialisé dans les minéraux industriels, et détenu par deux milliardaires connus et proches de Nicolas Sarkozy, le Belge Albert Frère et le Canadien Paul Desmarais ;
- Proche des grands donateurs de l'UMP, lorsqu'Eric Woerth en était le trésorier.

Une fonction « *bénévole* » au ministère du Travail

Eric Woerth à l'Elysée le 28 juillet 2010 (Benoît Tessier/Reuters) Eric de Serigny, 64 ans, n'apparaît pas dans l'organigramme officiel du ministère du Travail, et sa nomination n'a jamais été annoncée au Journal officiel.

Contacté par Rue89, le cabinet d'Eric Woerth confirme qu'Eric de Serigny est « *conseiller pour les relations économiques* », mais affirme qu'il offrirait simplement ses services pour « *faire le lien* » entre le ministre et les entreprises :

« *C'est une fonction entièrement bénévole. Elle consiste à aider le ministre à organiser des réunions avec des chefs d'entreprise.* »

Eric de Serigny était « *en voyage* » ce vendredi, selon un de ses collaborateurs chez Alternative Leaders France. En confirmant que sa mission au ministère serait « *bénévole* » : Eric de Serigny travaillerait à temps plein chez Alternative Leaders France.

Des liens avec Patrice de Maistre en France et au Luxembourg

La principale activité d'Eric de Serigny, c'est donc la finance. Avec deux casquettes :

- Président du directoire de la société d'investissement Alternative Leaders France ;
- « Senior partner » (associé) dans une autre société financière, Athema.

Ces fonctions placent également Eric de Serigny au carrefour de la finance et de la politique. Avec des liens avec Patrice de Maistre, gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt et employeur jusqu'au début de l'été de Florence Woerth :

- Le fondateur et président du conseil de surveillance d'Alternative Leaders, Bernard Lozé, siège au conseil d'administration de Brinon Investissement, la société personnelle de Patrice de Maistre.
- Un autre membre du conseil d'administration d'Alternative Leaders, Christian Langlois-Meurinne, siège aussi à celui de la société

IDI Emerging Markets, comme Patrice de Maistre.

IDI Emerging Markets est enregistrée au Luxembourg. Parmi ses actionnaires, le registre du commerce luxembourgeois recensait en 2008 :

- Clymène, la société gérant la fortune personnelle de Liliane Bettencourt et présidée par Patrice de Maistre ;

- La Fondation Bettencourt, à but non lucratif et présidée également par Patrice de Maistre ;

- Robert Peugeot, via la FFP (Société foncière, financière et de participations), qui contrôle le constructeur automobile.

Robert Peugeot est aussi une connaissance d'Eric Woerth : il aurait rencontré le ministre pour évoquer ses problèmes fiscaux. Les VIP du conseil d'administration d'Imerys

Eric de Serigny appartient aussi au conseil d'administration et au conseil stratégique du groupe Imerys, spécialisé dans les minéraux industriels. Pour ces fonctions, il a été rémunéré 36 500 euros en 2009, selon le rapport annuel du groupe.

Le conseil d'administration d'Imerys est un club de VIP de la finance, mais aussi de la politique.

Imerys appartient à la holding Pargesa, détenue par deux milliardaires proches de Nicolas Sarkozy, le Belge Albert Frère et le Canadien Paul Desmarais. En 2008, le président de la République avait décoré Paul Desmarais de la grand-croix de la Légion d'honneur, en expliquant dans son discours :

« *Si je suis aujourd'hui Président, je le dois en partie aux conseils, à l'amitié et à la fidélité de Paul Desmarais.* »

Pour Eric de Serigny, c'est aussi une affaire de famille. Selon sa fiche dans le *Who's Who*, il était marié à Sophie Desmarais, la fille de Paul.

Au conseil d'administration d'Imerys, on retrouve notamment Robert Peugeot. Le groupe sait aussi se montrer accueillant pour les politiques. Pierre Lellouche, l'actuel secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, a siégé au conseil d'administration de 1996 à 2005. Aux côtés par exemple d'Edouard de Rothschild, patron de l'organisateur de courses *France Galop* et propriétaire de *Libération*.

Imerys est aussi lié financièrement à l'Etat, via le Fonds stratégique d'investissement (FSI), qui détient une petite participation, inférieure à 5%. Le directeur général du FSI, Gilles Michel, a annoncé cet été sa démission : il part justement chez Imerys, dont il deviendra le patron à la rentrée. Et le FSI connaît bien le copropriétaire du groupe, Albert Frère : il a tenté de s'associer à lui pour reprendre l'armateur marseillais CMA-CGM.

Les généreux donateurs de l'UMP

Les liens entre Eric Woerth et Eric de Serigny passent aussi par l'UMP, dont le ministre était le trésorier jusqu'en juillet. Selon *Le Canard enchaîné*, Eric de Serigny est un des piliers du « *Premier cercle* », ce groupe de donateurs fortunés ayant contribué au financement de l'UMP et de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

« *Je ne suis pas fondateur du Premier cercle et pas même membre de l'UMP* », assure Eric de Serigny à France Inter. En revanche, il confirme la fondation d'un autre cercle informel, le « *W19* », en soutien à Eric Woerth.

L'Express en avait révélé l'existence en juin, en expliquant que « *le but de ce réseau bon chic bon genre est d'appuyer la carrière politique du maire UMP de Chantilly* ». Selon L'Express, le nom « *W19* » signifie « *Woerth 19* », en référence au nombre de membres du groupe. Eric de Serigny explique à France Inter qu'il s'agit plutôt d'une référence à la date du premier déjeuner réunissant ce petit groupe.

Ces financiers et ces donateurs, Eric de Serigny les rencontre aussi dans d'autres cercles « *select* ». Selon le *Who's Who*, il est ainsi membre du Jockey Club, du Polo, du Travellers et de l'Association d'entraide de la noblesse française. Dans sa fiche, Eric de Serigny précise aussi être passionné de chasse. Comme Patrice de Maistre.

Le conseiller d'Eric Woerth explique à France Inter :

« Ayant travaillé quarante ans dans le secteur bancaire, je connais pas mal de chefs d'entreprise, dont la plupart sont des amis depuis vingt ou trente ans. [...] Oui, je connais Patrice de Maistre, et depuis quarante ans. »

Rien d'illégal, évidemment, dans ces relations entre membres d'un même milieu social, professionnel ou politique. A moins d'un mélange des genres débouchant sur des conflits d'intérêts.

Des questions sur le dossier de l'usine Molex

France Inter s'interroge, justement, sur l'intervention d'Athema -la société d'investissement dont Eric de Serigny est associé- dans un dossier suivi de près par le ministère du Travail.

Eric de Serigny a rejoint Athema en juin 2009. En septembre, la société intervient dans la vente de l'usine Molex à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne). Sur son site, Athema explique avoir travaillé avec les avocats de la direction, et contribué à la vente de l'usine au fonds d'investissement américain HIG.

HIG s'engage à reprendre au mieux 60 des 283 salariés. Parmi les salariés frappés par les licenciements économiques, les représentants du personnel, normalement protégés par le droit du travail. En décembre 2009, l'inspection du travail estime que le motif économique de leur licenciement n'est pas démontré.

Les dirigeants de Molex déposent alors un « *recours hiérarchique* » auprès du ministre du Travail, à l'époque Xavier Darcos. La réponse arrive le 24 mars, deux jours après le remaniement ministériel : le ministère donne raison à la direction.

Eric Woerth n'est alors ministre du Travail que depuis deux jours. A-t-il eu personnellement connaissance du dossier, et Eric de Serigny est-il intervenu ? Contacté par Rue89 ce vendredi, le cabinet du ministre expliquait ne pas disposer des informations nécessaires pour répondre. Dans l'après-midi, le ministère a assuré à l'AFP qu'il avait respecté strictement le code du travail.

Décoré en même temps que Patrice de Maistre

Patrice de Maistre après avoir été interrogé par la police à Paris, le 30 juillet 2010 (Benoît Tessier/Reuters) Le nom d'Eric de Serigny apparaît bien au *Journal officiel*, mais à la rubrique des décorations. Le 14 juillet 2007, Eric de Serigny était en effet promu chevalier de la Légion d'honneur, sur le premier contingent du ministère de l'Economie après l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

Dans ce contingent, on retrouve une de ses bonnes connaissances : Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, décoré par Eric Woerth lui-même. Au cabinet du ministre, on assure que ce n'est pas Eric Woerth qui a décoré son conseiller.

Dans ses réponses à France Inter, Eric de Serigny dément une information du *Canard enchaîné* : selon l'hebdomadaire, Patrice de Maistre aurait indiqué aux enquêteurs que le conseiller d'Eric Woerth serait intervenu pour qu'il obtienne la Légion d'honneur.

Un article de Slate.fr du 23 août :

### **En Bourse, le vice rapporte autant que la vertu...mal placée. (Titre modifié) (25.08)**

(le titre original était : *En Bourse, le vice rapporte autant que la vertu.*)

Le crime ne paie pas? Peut-être mais le vice, lui, rapporte. La vertu est aussi une valeur sûre... en Bourse. La grande mode depuis quelques années est d'investir dans des fonds éthiques. Les «*investissements socialement responsables*» ou ISR (c'est leur nom officiel) se multiplient comme des petits pains. Le tout premier indice boursier chrétien en Europe a été lancé le 26 avril dernier par Stoxx, la société émettrice d'indices boursiers basée à Zurich.

Le «*Stoxx Europe Christian Index*» comprend 533 entreprises basées sur le Vieux continent. Les sociétés «élues» ne doivent pas tirer profit de la pornographie, de la vente d'armes, du tabac et des jeux d'argent. Pour vérifier le sérieux des candidats à l'absolution boursière, un comité indépendant de «*sages*» se réunit régulièrement. Présidée par Christian Brothers Investment Services (CBIS), un organisme qui détient 3,6 milliards de dollars d'actifs sous gestion pour le compte d'un millier d'institutions catholiques à travers le monde, cette commission comprend également des représentants du Vatican, des membres de la Missionary International Service News Agency (MISNA) ainsi que des universitaires et des professionnels de l'investissement.

La liste des sociétés présentes sur cet «*indice béni*» ressemble à un *Who's Who* du capitalisme européen. Nestlé, Vodafone, GDF Suez, Telefonica, HSBC, Santander ou BNP Paribas ont ainsi été accueillis à bras ouvert. Polluer ne serait pas non plus un péché. La présence des groupes pétroliers Shell et... BP sur le «*Christian Index*» l'atteste. Les pélicans du Golfe du Mexique apprécieront. Mais le groupe pharmaceutique GSK a, lui, été exclu car ses usines fabriquent des contraceptifs.

Cet indice chrétien n'est pas le premier du genre. Les américains ont lancé en 1998 le FTSE KLD Catholic Values 400. Les fonds islamiques, conformes aux principes de la Charia, connaissent également un succès grandissant. Les spéculateurs agnostiques ne sont pas pour autant oubliés. Les «*investissements socialement responsables*» peuvent en effet répondre aux attentes des tous les actionnaires débordant de bonnes intentions. Certains fonds achètent exclusivement des actions d'entreprises qui aident les populations du tiers monde. D'autres se concentrent sur les compagnies spécialisées dans la protection de l'environnement ou le développement durable. Le succès des ISR ne s'est pas démenti pendant la crise financière. L'an dernier, les encours de ces produits en France s'élevaient à 50,7 milliards d'euros, un chiffre en hausse de 70% en un an, si l'on en croit l'enquête que Novethic effectue chaque année auprès des acteurs de ce secteur. Ces fonds veulent être à la finance ce que la culture bio est à l'agriculture. Et les bonnes intentions, une fois n'est pas coutume, peuvent être payantes. Le Stoxx Europe Christian a en effet augmenté de 1,3% depuis le début de l'année, une performance supérieure à celle du DJ Stoxx 600 qui a fait du surplace en 2010 (+0,1%). Mais si Dieu semble être un bon conseiller boursier, Satan n'est pas non plus un mauvais investisseur.

Aux Etats-Unis, des financiers ont eu l'idée de créer en 2002 le «*vice fund*». Ce «fonds du vice» est le chantre du politiquement incorrect. Tout ce qui tue, rend malade ou dilapide vos économies sur le tapis vert est accueilli à bras ouvert sur le Vicex. Le fonds investit ainsi sans scrupule plus de 20% de ses actifs dans le producteur de tabac Philip Morris et dans sa maison-mère Lorillard. Près de 15% des liquidités ont, elles, été utilisées pour acheter des actions de groupes de défense tels que Lockheed Martin, Northrop Grumman et Raytheon. Le groupe de spiritueux Diageo plus connu pour ses marques J & B, Johnnie Walker, Smirnoff ou Guinness et les brasseurs Carlsberg, ABInBev et SABMiller figurent aussi sur cet indice.

Regrouper tous ses «*mauvais garçons*» dans un seul et même fonds peut sembler étrange mais cette idée n'est pas forcément mauvaise d'un point de vue purement spéculatif. «*Les actions du péché offrent des retours sur investissement plus importants que les autres titres car ils sont souvent négligés par les investisseurs*», soulignaient dans une étude Marcin Kacperczyk et Harrison Hong, deux professeurs aux universités de New York et Princeton. Les faits semblent confirmer cette analyse. Le «*vice fund*» a en effet pris plus de 2% depuis le début de l'année alors que l'indice S&P 500 a reculé de 1,8% dans le même temps. Dix mille dollars investis sur le Vicex lors de son lancement le 1er septembre 2002 serait valorisé aujourd'hui plus de 15.400 dollars contre à peine 13.140 dollars sur le S&P 500. A Wall Street comme sur les places du Vieux Continent, le crime se révèle également payant.

Un article de Slate.fr du 20 août :

### La moralisation du capitalisme? Tu parles (1/3). (25.08)

Cet article est le premier d'une série de trois écrits par Eric Le Boucher intitulée la *Saison du populisme*. Les deux suivants qui seront publiés dans les prochains jours ont pour titre: *La coordination du G20, Tu parles* et *Une reprise? Tu parles*.

Davos. Mercredi 27 janvier 2010. L'immense salle est pleine à craquer. Nicolas Sarkozy est le premier président français à se rendre au Forum économique mondial dans les Alpes suisses. Beaucoup des «Davosiens», investisseurs, banquiers, industriels venus comme chaque hiver des Etats-Unis, d'Inde, du Brésil et de Chine, sont là. « *C'est notre vision du monde qui a été défailante* », commence le président. En pleine crise, il est venu dire ce qu'il pense aux «*global leaders*». «*Le capitalisme a toujours été inséparable d'un système de valeurs, d'un projet de civilisation, d'une certaine idée de l'homme (...)* La mondialisation a dérapé à partir du moment où il a été admis que le marché avait toujours raison sans condition, sans réserve et sans limite et aucune autre raison ne pouvait lui être opposée (...) La crise que nous traversons n'est pas une crise du capitalisme. C'est une crise de la dénaturation du capitalisme (...) Nous sauverons le capitalisme et l'économie de marché, en le refondant, oserai-je le mot, en le moralisant».

Nicolas Sarkozy n'est pas seul. Sans doute, pour beaucoup de Davosiens le président français est-il exagérément «*politique*», étatiste, nationaliste: il est Français! Et son discours n'a reçu finalement qu'un accueil frais. Mais il n'est pas seul. Barak Obama, Angela Merkel et même l'Anglais Gordon Brown... tous sont sur la même longueur d'onde. Le capitalisme financier a dérapé gravement. Le libéralisme est allé trop loin. Les marchés livrés à eux-mêmes ont conduit le monde dans le décor. Il est temps que les Etats reprennent le pouvoir, fixent des règles, des interdits et imposent des valeurs morales. La première est que les casseurs devraient être les payeurs. Or, le système financier qui a foncé dans le gouffre, n'a su ensuite que tendre la main aux contribuables. Une fois, le 15 septembre 2008, un gouvernement, celui des Etats-Unis, a voulu «*faire un exemple*» et il a laissé mourir une banque, Lehman Brothers. Mal lui en a pris. Tout s'est écroulé. Le monde est entré dans la pire récession depuis 50 ans. Il a fallu payer! La banque est un animal particulier qui tient l'économie au cou. Le contribuable n'a pas le choix que de renflouer les banquiers mêmes les plus coupables. Mais qu'au minimum disent Obama, Sarkozy et alii «*que cela soit la dernière fois*» !

Nicolas Sarkozy, le Français, va un pont plus loin. Il dénonce «*un monde où tout était donné au capital financier, tout, et presque rien au travail*», il critique les gains faciles et rapides «*sans effort et souvent sans aucune création de richesses*», défend l'industrie et les investissements d'avenir. Concrètement, il liste les réformes à mener: limiter les bonus des traders, introduire une taxe sur les banques, réviser les normes comptables, mettre au pas les agences de notation, stabiliser les cours des matières premières, rabaisser les exigences de la finance de rendement «*absolument exorbitantes*» et, enfin, mettre en place un nouveau système pour gérer les monnaies mondiales, «*un nouveau Bretton Woods*».

L'idée générale est qu'après trente ans de suprématie, le libéralisme doit céder devant ce que Nicolas Sarkozy nomme «*une autre vision du monde*». Il reste défenseur du capitalisme et de l'économie de marché mais promet «*une moralisation*», c'est-à-dire des changements majeurs, une nouvelle ère.

Septembre 2010, neuf mois plus tard, qu'a-t-il été fait? Sur les bonus, une mascarade. Les banques continuent d'attirer les meilleurs en les payant des montagnes cash ou tout comme. La banque Citi, N° 1 aux Etats-Unis, leur verse immédiatement 25% du bonus et 75% en actions. Si les traders sont intéressés par l'avenir de leur banque, voilà n'est-ce pas, qui devrait élargir leur horizon et arrêter de les pousser dans les spéculations de court terme. Sauf qu'ils ont le droit de revendre ces actions au bout de cinq jours... ce qui ne change donc rien.

Des taxes ont été instaurées sur les banques, mais «*provisoires*», la concurrence des places financières entre elles empêche d'avancer. Sur les normes comptables, les discussions ne sont même pas ouvertes. Sur les cours des matières premières, aucun moyen n'a été trouvé. Sur les agences de notation, on attend. Sur l'exigence de rendement, personne n'en parle plus. Sur Bretton Woods, le FMI a été renforcé, rien d'autre. Les Etats nations n'ont en réalité rien voulu céder de leurs prérogatives. Réguler les banques? Les corseter? C'est risquer de les voir partir et de perdre des emplois. Commencez donc ailleurs que chez moi...

Entre temps, le monde occidental compte 34 millions de chômeurs supplémentaires dont 8 millions de jeunes qui sont les premiers affectés. Leur taux de chômage atteint 13% contre 7% pour l'ensemble de la population active. Entre-temps, les banques ont retrouvé des profits dès 2009, en gros la moitié du niveau d'avant crise. Les grandes entreprises ont, elles, rattrapé complètement ce niveau et leurs dividendes (l'exigence de rentabilité!) aussi. Entre-temps il y a eu la crise grecque, au printemps, dont la signification a été claire: les marchés ont menacé les Etats endettés de les punir s'ils ne leur obéissaient pas en adoptant des mesures d'austérité. Les gouvernements européens ont tous obtempéré. «Il est temps que les Etats reprennent la main», disaient les politiques... On voit: c'est l'inverse qui s'est passé. Athènes, Dublin, Lisbonne, Madrid, Rome, Paris ont la trouille des agences de notation!

Le libéralisme est toujours là, inchangé ou presque. L' «*autre vision*» n'a toujours pas de contenu concret à la fois audacieux et réaliste. Cette idée de moralisation du capitalisme est à ranger dans l'armoire de «l'autre politique», défendue en France par les anti-Maastricht dans les années 1990 et avec «*le gouvernement économique européen*» défendu par les Français face aux Allemands, l'armoire des idées vides. Non qu'un jour quelqu'un puisse trouver une proposition intéressante, il y en a d'ailleurs, mais globalement l'économie mondiale n'a subi aucun «*changement majeur*» de ses principes. La finance est là, les rendements aussi, la mondialisation impose toujours ses conséquences. Il n'y a pas de plan B. Faute d'idées de rechange et faute de courage collectif des Etats-nations. Divisés face au «*marché mondialisé*», ils se condamnent au chacun pour soi.

Conséquence: l'économie reste et restera dure. Il n'y a pas de libéralisme «*tempéré*». L'instabilité, caractéristique première du monde actuel, l'instabilité des emplois, l'instabilité technologique, l'instabilité financière, demeureront. Le mieux qu'il soit possible d'espérer des timides régulations en cours d'élaboration est que les futures bulles, quand elles exploseront, feront moins de dégâts.

Toutes ces promesses, tous ces emplois perdus, tous ces déficits qu'il va falloir rembourser pour ça? Pour rien? Pas de «*changements*»? Les gouvernements ont évité que la crise ne tourne à la Grande Dépression type années 30, ils n'éviteront pas qu'elle débouche sur une Grande désillusion. «*Ou bien nous serons capables par la coopération, par la régulation, par la gouvernance de répondre à la demande de protection, de justice, de loyauté, annonçait Nicolas Sarkozy à Davos, ou bien nous aurons le protectionnisme, la fermeture et le chacun pour soi*». Nous y voilà: en cet automne des désillusions, les sirènes populistes vont chanter fort.

Un article de [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 24 août :

### **Sarkozy fait voler la droite en éclats. (25.08)**

Le discours présidentiel de Grenoble le 30 juillet laissera des traces profondes. Très critiqué à gauche, le tour de vis sécuritaire de Nicolas Sarkozy indispose aussi dans les rangs de l'UMP. Et désormais c'est l'ensemble des anciens Premiers ministres de Jacques Chirac qui s'émeuvent du climat ambiant.

Après Alain Juppé et Dominique de Villepin, c'est Jean-Pierre Raffarin qui est monté au créneau ce mardi pour s'étonner du mutisme de François Fillon. Invitant l'actuel Premier ministre "à *prendre la parole*", celui qui dit incarner l'aile humaniste de la majorité s'en est pris directement à la surenchère du parti présidentiel: "*C'est l'UMP qui aujourd'hui sur ces sujets pose problème*". Pour le sénateur de la Vienne, le parti présidentiel est entré dans "*une dérive droitière qu'il convient de corriger*".

"*La pensée politique ne doit pas être la monoculture de la sécurité mais une polyculture dans laquelle toutes les valeurs de l'humanisme sont présentes*", a lancé Jean-Pierre Raffarin sur RMC.

L'attaque la plus sévère est venue lundi de Villepin. Après avoir laissé tout au long du mois d'août ses lieutenants critiquer la surenchère sécuritaire, le président de République solidaire a franchi encore un cap dans une tribune publiée dans Le Monde datée du 24 août, qualifiant la politique du gouvernement de "tache de honte sur notre drapeau".

Il a réitéré ses charges ce mardi matin sur RTL: "*Ma famille politique n'a pas à être tirée vers l'extrême-droite comme elle l'est aujourd'hui*". Très dur sur la politique contre les Roms qu'il juge "*indigne*", il a indiqué qu'à ses yeux "*la droite française, ce n'est pas cela!*". "*François Fillon ou Michèle Alliot-Marie ne peuvent pas être très à l'aise*", a-t-il ajouté.

Malaise à droite pour Dati, Boutin et Juppé

Même la pourtant très sarkozyste Rachida Dati est aussi allée de sa critique. Dans une tribune au Monde du 24 août, elle a dénoncé "*l'amalgame entre immigration et délinquance*". Le virage à droite, elle le juge "*regrettable*" et "*pas sain*". "*Cessons donc d'opposer les Français les uns aux autres*", ajoute-t-elle, taclant au passage le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux.

Jointe par L'EXPRESS.fr lundi 23 août, Christine Boutin s'est fait écho des critiques de l'Eglise. "*Répondre à l'exaspération des Français par la stigmatisation de populations est inacceptable*", a fustigé la présidente du Parti Chrétien-Démocrate, mettant "*en suspens*" la question de l'association de son mouvement avec l'UMP.

Sur France Inter le 18 août, l'ancien Premier ministre Alain Juppé a jugé que "*parfois le gouvernement dérape!*". Une critique destinée à Nicolas Sarkozy mais aussi à son ministre de l'Industrie Christian Estrosi, qui proposait de sanctionner "*les maires laxistes*".

Un article du Point.fr du 23 août :

### **Le Vatican et ses divisions. (Titre du site) (25.08)**

La petite phrase de Benoît XVI sur l'accueil "*légitime des diversités humaines*", allusion aux expulsions de Roms par Paris, et les critiques du clergé ont ressuscité un vieux débat national, celui de la séparation de l'Église et de l'État.

À front renversé et sur un mode que n'auraient certainement pas renié les radicaux-socialistes, le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, a rappelé "*le principe de la séparation totale de l'Église et de l'État*". "*L'Église prend des positions qui sont dictées par la morale, par ses propres règles*", a-t-il observé sur France 2, mais le président de la République et son gouvernement ont le devoir de "*faire respecter la règle de droit sur le territoire*". La France prend "*plus que sa part à la fraternité universelle*" réclamée par le pape, a plaidé, pour sa part, le ministre de l'Immigration Eric Besson.

*"Aucun magistère religieux n'a d'autorité sur la République"* (MoDem)

Pour Christine Boutin, en revanche, la "*stigmatisation*" des Roms pourrait être la goutte qui fait déborder le vase. Sa petite formation, le Parti chrétien-démocrate (PCD), est toujours alliée à l'UMP. Va-t-elle faire sécession ? "*Pour l'instant, à l'heure où je vous parle, non*", a-t-elle déclaré. Mais, évoquant une "*fêlure supplémentaire*", l'ancienne ministre a prévenu : "*Cela conforte notre réflexion sur 2012 et le fait que nous pourrions avoir un représentant dans cette élection présidentielle, moi ou quelqu'un d'autre.*" Quoi qu'il en soit, Christine Boutin, catholique fervente, est "*très heureuse*" des propos du pape qui ne s'est rendu coupable, selon elle, d'aucune "*immixtion dans les affaires françaises*".

Au centre, François Bayrou a choisi une voie médiane. Certes, la France est "*un pays laïque*", ce qui "*signifie qu'aucun magistère religieux n'a une quelconque autorité sur la République*", a-t-il observé. Mais, a poursuivi le leader centriste qui n'a jamais fait non plus mystère de sa foi catholique, "*la République a ses valeurs fondamentales, le respect du droit, et les droits de l'homme*" et "*la déclaration du pape, en français, est une défense de ces valeurs*".

La gauche se félicite de la position de l'Église

À gauche, on applaudit, une fois n'est pas coutume, aux déclarations de l'Église. La numéro un des Verts, Cécile Duflot, s'est référée aux déclarations d'un prêtre de Lille, le père Arthur, engagé dans la défense des Roms, qui a renvoyé sa médaille de l'ordre national du Mérite au ministre de l'Intérieur. L'ecclésiastique "*a explosé*" et "*dit profondément ce qu'il pensait*", a-t-elle souligné, tout en prenant ses distances avec les confidences du père Arthur, qui avait dit "*prier*" pour une "*crise cardiaque*" de Nicolas Sarkozy avant de se repentir.

Le PS, quant à lui, a estimé lundi que les critiques du pape et d'hommes d'Église, après celles de "*l'ONU et de pays européens*", contre les expulsions de Roms mettaient la France "*au ban des nations en matière de droits de l'homme*". Le gouvernement "*redécouvre*" la séparation de l'Église et de l'État, a remarqué son porte-parole, Benoît Hamon. Même Jean-Luc Mélenchon, président fondateur du Parti de gauche, peu suspect d'avoir été touché par la grâce, a assuré à l'AFP n'avoir "*jamais été hostile au fait que les religieux s'expriment*", les jugeant "*dans leur rôle lorsqu'ils produisent un discours moral sur la vie dans la société*". Le pape s'est "*exprimé sur un plan purement spirituel et on ne peut quand même pas lui demander de rester muet dans ce cas*", a-t-il dit.

Commentaire.

Mélenchon a raison, c'est un fait établi que le Vatican en connaît un rayon en matière de "*morale*" ! Ainsi les religieux auraient un "*rôle*" à jouer sans doute progressiste dans la société que préconise le PG. Tout un programme !

L'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques a permis de subordonner les syndicats au capitalisme au détriment du socialisme, si maintenant la séparation de l'Église et de l'État peut servir à redorer le blason du Vatican, pourquoi s'en priver !



On aurait pu titrer : ils ne savent plus à quel saint se vouer pour sauver leur république et le capitalisme. L'union nationale intégrant l'Eglise et la plupart des médias, plus l'ONU et le Conseil de l'Europe, n'en jeter plus la cour est pleine... à vomir ! Mais non, mais non, cette bonne conscience collective qui s'intéresse subitement au sort des Roms et des gens du voyage n'a rien de suspecte, ils convoitisent seulement ce que les journalistes appellent "l'électorat catholique", péché avoué à moitié pardonné, bonnes âmes dormez tranquilles !

J'assiste à tout cela de très loin et j'essaie de comprendre ce que masquent ces prises de positions.

Les Roms et les gens du voyage vivent dans un état d'insécurité et d'instabilité permanentes dans tous les domaines. Leur présence est plus visible que quelques millions de chômeurs ou la centaine de milliers de SDF éparpillés dans tout le pays. Dire que les Roms et les gens du voyage sont peu appréciés par la population en générale, c'est une banalité. Ils sont quelque part un bout du tiers-monde sous nos yeux, les vôtres plutôt, car je baigne dedans en permanence en Inde.

N'est-ce pas une façon de dire à la population : regardez comment vivent ces gens-là, ils méritent bien votre compassion, un peu de tolérance, etc. vous n'avez pas honte de revendiquer pour toujours avoir plus, d'exiger plus de sécurité dans le domaine social, de vous plaindre sans cesse, vous devriez prendre sur vous et faire des efforts pour vous en sortir comme en font ces gens-là au lieu de toujours tout attendre de l'Etat, si vous continuez comme par le passé à vivre dans l'abondance et le confort sans vous soucier du lendemain, vous pourriez bien un jour le regretter et vous retrouver dans une situation comparable aux Roms ou pire encore qui sait, alors estimez-vous heureux comme vous êtes braves gens et ne demandez pas l'impossible à notre cher Président, à nos chers patrons, pas même à l'Eglise !

A moins qu'il faille à tout prix continuer de remplir (rarement) les églises comme ils peuvent, de voler charitablement et sans arrières-pensées au secours d'une communauté fortement christianisée (la branche évangéliste). Et puis, la religion n'a-t-elle pas été reconnue d'utilité publique par l'Union européenne, déclarée plus utile qu'un prof par l'hystérique du Palais lors de son discours à Latran ? A l'heure où tout fout le camp, où la décomposition du régime aboutit à l'absence de repères, où l'autorité de l'Etat est remise en question, n'y aurait-il pas danger en la demeure, des idées malsaines pourraient germer dans la tête du prolétariat qui pourrait se prendre à rêver à sa propre émancipation terrestre, il vaudrait peut-être mieux qu'il la situe dans les cieux, non ? Ne sommes-nous pas tous frères au royaume des cieux à défaut de l'être sur terre pour ne pas admettre la fatalité des inégalités sociales et la légitimité des différentes classes sociales ? Prions pauvres pécheurs que nous sommes !

Mes frères, pour sauver le régime, la République et l'Eglise peuvent bien se réconcilier, après tout l'Eglise n'est-elle pas un des piliers de l'ordre mondial capitaliste dont se réclament Juppé, de Villepin, Boutin, Bayrou, Hollande, Duflot ou encore Mélenchon ? N'était-ce pas notre devoir de défendre ensemble les valeurs que nous partageons : liberté, égalité, fraternité, liberté de s'enrichir à l'infini, égalité entre le pauvre et le riche, fraternité entre l'exploiteur et l'exploité, serrons-nous les coudes, sauvons-nous mes frères de la tentation maléfique qui consisterait à remettre en cause cet ordre établi de nos jours si fragile, sauvons-nous de nous-même, aimons-nous les uns les autres, amen.

Et les positions ultra réactionnaires du Vatican sur le préservatif, l'avortement, le divorce, l'homosexualité, les femmes, la canonisation de prêtres SS, son soutien à Franco, Pinochet et à toutes les dictateurs dans le monde, l'Opus Dei, etc. : au diable ! Et toutes ces affaires de pédophilie ? Archivées au musée des antiquités, envolées, la page est déjà tournée, vous avez une longueur de retard sur votre temps jeune homme, voyez comment fonctionne la Bourse, les marchés ! Mais, mais je croyais que Pinochet avait liquidé une République en 1936 ? Normal que l'Eglise ait soutenu Pinochet, cette République était franchement amoral, elle avait osé s'attaquer à la propriété privée des moyens de production. Alors si vous le dites, par bonheur tout s'explique, l'ordre règne c'est le principal.

Quant à Sarkozy, il a commis l'erreur en s'en prenant aux Roms de s'attaquer indirectement à l'Eglise garante de la liberté d'entreprendre chère à la République démocratique bourgeoise, de plus il a ajouté de l'instabilité là où ce n'était pas vraiment nécessaire, l'Etat étant déjà mal en point, il a ajouté du désordre moral au bordel qui règne déjà dans ce pays, il fallait donc qu'une autorité morale supérieure et impartiale intervienne pour le ramener dans le droit chemin, telle une brebis égarée, toutes les routes mènent à Rome n'est-ce pas ?

On pourrait ajouter que les Juppé, Raffarin, de Villepin et Cie veulent se démarquer du gouvernement et particulièrement de Sarkozy, mais Hortefeux a eu raison de rappeler mercredi sur RTL : "*Ça appartient à une politique qui est simple : de faire respecter la législation que nous avons adoptée*", ils l'ont tous votée les scélérats ! Hollande le sait mais il se joint à eux, unité nationale oblige !

Cette situation me fait penser à l'Inde dont j'ai déjà parlée dans plusieurs causeries, quand un Etat adopte des lois qui peuvent être répressives ou liberticides, mais qui ne sont pas applicables en l'état du fait de la situation économique ou sociale de la majorité de la population, ce qui n'empêchera pas un jour un gouvernement d'en exiger l'application immédiate et de recourir à la répression le cas échéant.

Un article du Monde.fr et de Reuters du 26 août :

### **Les syndicats de la RATP mobilisés pour défendre les retraites le 7 septembre.(27.08)**

Réaffirmant *'leur opposition au contenu de la réforme des retraites inacceptable et injuste'*, sept syndicats de la RATP (CGT-RATP, CFDT-RATP, CFTC-RATP, UNSA, Syndicats indépendants, FO, CFE-CGC Groupe RATP) *'appellent l'ensemble des agents de la RATP à venir manifester le 7 septembre'* et demandent *'le retrait du projet de loi'*, dans un communiqué commun diffusé jeudi 26 août.

Ces sept organisations demandent clairement au gouvernement de *'prendre en compte leurs revendications et leurs propositions dans le cadre d'un vrai débat'*. Ils réaffirment notamment *'la nécessité de maintenir (...) l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans'*, et estiment que *'le financement durable des retraites nécessite une autre répartition des richesses produites'*.

### **GRÈVE ILLIMITÉE POUR SUD**

Seul SUD-RATP a appelé de son côté à un mouvement de grève reconductible, mais le syndicat avait déjà indiqué à la mi-août avoir déposé un préavis de grève illimité concernant tous les salariés de l'entreprise à partir du 7 septembre au matin pour la journée d'action contre la réforme des retraites. Début juillet, le syndicat avait déjà expliqué que *'s'il s'agit de rester confiné à la seule journée du 7 septembre, cela ne nous intéresse pas'*. (LeMonde.fr 26.08)

### **Trois syndicats de la SNCF pour une grève reconductible. (27.08)**

Trois syndicats non représentatifs de la SNCF (FO, CFTC, CFE-CGC) ont appelé jeudi les cheminots à mener une grève reconductible à partir du 7 septembre, pour protester contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Les quatre fédérations représentatives (CGT, Unsa, Sud-Rail et CFDT) au niveau national ont déjà appelé à mener une grève de 24 heures contre ce projet, contre la réforme du fret et pour une politique salariale plus favorable.

*"Les grèves saute-moutons ne créent pas le rapport de force nécessaire au retrait du projet Woerth", écrivent les trois organisations dans un communiqué commun. "En conséquence, dans les régions où elles sont représentatives, les organisations syndicales FO, CFTC et CFE-CGC vont déposer un préavis de grève reconductible à partir du 6 septembre 2010 à 20h00."*

Elles appellent les quatre autres syndicats à faire de même.

La quasi-totalité des syndicats français appellent à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 7 septembre, jour où l'Assemblée nationale entamera l'examen de la réforme des retraites. (Reuters 26.08)

Un article de 20minutes.fr du 27 août :

### De nouvelles émeutes de la faim vont-elles éclater? (28.08)

Au printemps 2008, des émeutes de la faim éclataient de l'Égypte à l'Indonésie en passant par Haïti. Les populations dénonçaient l'explosion des prix des matières agricoles de base, comme le blé ou le riz.

Mais cette crise alimentaire n'est pas qu'un lointain et mauvais souvenir. Elle pourrait bien ressurgir dans les mois qui viennent, a estimé jeudi Luc Guyau, président de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Hausse des cours des céréales

Car les prix des céréales s'envolent sur les marchés internationaux. En cause: l'embargo de la Russie, troisième exportateur mondial, sur ses livraisons de blé, et les mauvaises récoltes en Ukraine, au Canada ou au Kazakhstan.

Le prix moyen du blé flirte ainsi depuis début août avec les 210 euros la tonne, contre à peine 120 euros l'année dernière.

Et la hausse des cours de l'épi entraîne dans son sillage celle des autres céréales. Le prix de l'orge a ainsi doublé ces deux derniers mois. Risque d'émeutes

«*Si cela devait durer trop longtemps, on ne peut pas sous-estimer le risque de nouvelles émeutes de la faim*», a déclaré Luc Guyau dans une interview à l'AFP, en marge des Terriales, rencontres autour de l'agriculture organisées à Nouvoitou, près de Rennes.

Pourtant, aucun risque de pénurie n'est à prévoir. Les récoltes ont été bonnes aux États-Unis et en Europe. Avec près de 200 millions de tonnes, les stocks mondiaux de blé atteignent leur plus haut niveau depuis dix ans.

Ils s'établissent ainsi à environ 90 jours, alors qu'ils étaient tombés à 56 jours en 2007, a estimé le président du Conseil de l'organisation la FAO. Spéculation en cause

Luc Guyau dénonce donc une flambée des cours injustifiée, «*beaucoup plus spéculative qu'en 2007*».

Le président de la FAO milite ainsi pour une plus grande régulation sur les marchés des matières premières agricoles. Il souhaite aussi développer dans les pays du Sud des productions vivrières locales pour qu'ils ne soient plus dépendants des exportations internationales.

Un article du Figaro.fr du 27 août :

### **Etats-Unis. «Plutôt une croissance faible qu'une rechute de l'activité». (28.08)**

INTERVIEW - Florence Pisani, économiste chez Dexia Asset Management, analyse la conjoncture américaine.

LE FIGARO. - Croyez-vous au scénario du double dip ?

Je crois plus à une croissance faible qu'à une rechute de l'activité. Il y a certes eu un très net ralentissement, puisque le rythme de croissance est passé de 5 % fin 2009 à 1,6 %. Ces chiffres, sujets à une certaine volatilité, exagèrent toutefois l'ampleur réelle du ralentissement même si, sur les prochains trimestres, beaucoup d'incertitudes demeurent.

Commençons par la volatilité...

Le restockage des entreprises a dopé l'activité en fin d'année, sans qu'il y ait d'augmentation des importations. L'effet inverse a joué au premier trimestre. Malgré le ralentissement observé du PIB, la demande intérieure hors stocks a accéléré, progressant de plus de 4 % en rythme annuel au second trimestre. Les tout derniers indicateurs (mensuels ou hebdomadaires) sont bien sûr plus inquiétants, notamment dans l'immobilier. Cela dit, on ne comptait pas sur la construction comme moteur de l'économie !

Quels sont les moteurs de l'économie américaine ?

Les exportations sont un moteur important. Elles ont augmenté de 15 % entre mi-2009 et mi-2010 et continuent de croître à un rythme de 10 % l'an. L'investissement en équipements a aussi fortement contribué à la reprise depuis fin 2009.

Que peut-on attendre de la consommation ?

Deux éléments la conditionnent, le taux d'épargne et le revenu disponible. Les ménages, qui ont vu fondre leur patrimoine, ont cherché à reconstituer leur épargne. Leur taux d'épargne, qui dépasse aujourd'hui 6 % - contre moins de 2 % en 2007 -, devrait maintenant se stabiliser. L'évolution de la consommation devrait donc, sur les prochains mois, dépendre de celle de leur revenu disponible et donc de la masse salariale. Jusqu'à présent, l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail a permis une progression raisonnable des revenus malgré la faiblesse des créations d'emploi. Mais une fois la durée du travail revenue à la normale, des créations d'emploi de l'ordre de 130 000 chaque mois seront nécessaires pour éviter une rechute de l'activité. Or, sur les trois derniers mois, on a observé en moyenne à peine 50 000 créations d'emploi dans le secteur privé.

Faut-il de nouvelles mesures de relance ?

Même si elles sont nettement plus réduites qu'avant la crise, les marges de manœuvre de politique économique ne sont pas pour autant nulles. Deux mesures viennent d'ailleurs d'être discrètement votées : une extension de la durée d'indemnisation des chômeurs et une aide fédérale de 26 milliards de dollars aux États. Les Américains sont pragmatiques : s'il faut à nouveau soutenir l'économie, ils le feront. La Réserve fédérale peut elle aussi contribuer à éviter une récession en repoussant encore le moment de relever ses taux et, surtout, en annonçant un nouveau programme d'achats de titres d'obligations du Trésor.

### **France. Les industriels voient l'investissement repartir en 2010. (28.08)**

Les industriels français estiment que les choses ne peuvent désormais plus être pires. Selon l'enquête trimestrielle publiée vendredi par l'Insee, les chefs d'entreprise prévoyaient, au mois de juillet, une hausse de 5 % de leurs investissements cette année par rapport à 2009 - avec une accélération au second semestre. Un chiffre à comparer à un effondrement de 21 % l'an dernier.

Le renversement de tendance est net, même si les chefs d'entreprise ont revu en légère baisse leurs prévisions d'investissement pour cette année - ils anticipaient une augmentation de 6 % lors de la précédente enquête, réalisée en avril.

L'Insee précise que ce redressement serait particulièrement marqué dans les équipements électriques, électroniques, informatiques et machines (+11 % en 2010 après - 25 % en 2009). Il serait également net dans le secteur des autres industries (+ 6 % après - 27 %) telles que le textile et le cuir, la chimie, la pharmacie et la métallurgie ainsi que dans le secteur des matériels de transport (+ 2 % après - 14 %). En revanche, dans le secteur des industries agricoles et alimentaires, les investissements continueraient de baisser, de 3 % en 2010 par rapport à 2009.

Globalement, après une année noire, les chefs d'entreprise voient la demande mondiale repartir à la hausse et leurs carnets de commande se regarnir progressivement. La France bénéficie entre autres de la nette reprise de son principal partenaire commercial, l'Allemagne.

La prudence reste de mise

Le retour de l'investissement est le signe d'une confiance retrouvée dans un secteur mis à mal par la crise qui a sévi ces deux dernières années. L'Insee ne publiait-il pas il y a quelques jours un autre indicateur montrant que le climat des affaires était au plus haut depuis deux ans ?

Mais la prudence reste évidemment de mise. Non seulement parce que les industriels ont régulièrement tendance à surévaluer les anticipations. Ensuite, parce que, malgré une amélioration sur le front de la conjoncture, la demande en Europe demeure faible, dans un contexte de restrictions budgétaires importantes. Les entreprises en ont bien conscience. Vendredi, la CGPME a défendu, au nom «*de l'emploi et de la compétitivité*», les avantages fiscaux dont elles bénéficient, et dont certains pourraient être menacés par les efforts de réduction du déficit public.

Un article du Figaro.fr du 27 août :

### **Le marché immobilier reste toujours aussi déprimé. (28.08)**

Lorsqu'il achète sa maison en août 2006, Michael B, 42 ans, est confiant dans l'avenir. Il vient de se marier et gagne confortablement sa vie comme courtier en prêts immobiliers pour Guild Mortgage, une société basée dans le South Bay, banlieue prospère du sud-ouest de Los Angeles. Le marché immobilier est en pleine ivresse. Il a atteint des prix exorbitants, sans aucun rapport avec la qualité des bâtisses. En raison des tremblements de terre, toutes les constructions sont ici en bois et donc condamnées à l'assaut des termites et à la démolition quelques décennies plus tard.

À South Redondo Beach, où Michael et sa femme ont décidé d'acheter un townhome de trois pièces sans cachet, il est impossible, en 2006, de trouver un logement à moins de 500.000 dollars. Ils paient le leur 732.000 dollars. *«J'avais épargné, raconte Michael, mais j'ai décidé de garder mes économies plutôt que de mettre un apport.»* Leurs remboursements mensuels s'élèvent donc à 5.500 dollars. *«Une dépense élevée mais autorisée par mes revenus»*, ajoute-t-il.

Quatre ans plus tard, les économies ont fondu. Et Michael et sa femme, aujourd'hui parents d'un petit garçon de 2 ans, sont sur le point de perdre leur maison. Il y a un an, ils ont cessé de payer leur hypothèque. *«En 2007, nous avons été frappés de plein fouet par la crise immobilière. Mes revenus ont chuté de 75%.»* Le trois-pièces ne vaut plus que 550 000 dollars.

Après un an de négociations avec sa banque, Michael a enfin obtenu le droit de faire une short sale (c'est-à-dire de vendre son logement à un prix inférieur à sa dette hypothécaire). Il aurait pu choisir une saisie immobilière, plus simple à gérer. *«Mais elle m'aurait empêché d'obtenir un prêt pour les sept ans à venir. Avec une short sale, le crédit nous est interdit pendant deux ans !»*

Le pire n'est pas passé

Après un regain de transactions immobilières dues aux crédits d'impôts de 8.000 dollars offerts jusqu'au 30 avril dernier par l'Administration Obama, les défauts de paiements et saisies immobilières sont à nouveau en hausse aux États-Unis. On avait cru un moment que le pire était passé (plus personne ne parlait de saisies) mais il apparaît aujourd'hui que le regain n'était qu'artificiel.

Les chiffres publiés mardi dernier par l'Association nationale des agents immobiliers sont alarmants : le volume de revente de logements a chuté de 27% par rapport à juin 2009. Et selon des statistiques du département du Trésor, les défauts de paiements sur les crédits immobiliers ont atteint 13,6% à la fin 2009. Agent immobilier à Redondo Beach, Alison Clay-Deboff ne peut que compatir à la souffrance d'anciens clients qui l'appellent aujourd'hui pour partager leurs épreuves. *«Comme cette retraitée qui a absolument voulu acheter un duplex sans en avoir vraiment les moyens, mais qui y a été encouragée par son banquier à l'époque où les prêteurs distribuaient des prêts sans rien vérifier.»* Cette dame, dont Alison préfère taire le nom, est aujourd'hui sur le point d'être expulsée. Elle ne sait pas où aller. *«Elle est coupable d'avoir voulu vivre au-dessus de ses moyens. Mais le prêteur est encore plus irresponsable.»*

En Californie, le nombre de logements pour lesquels une saisie est imminente s'élève actuellement à 104.000. Au cours des douze mois écoulés, environ 76.000 saisies ont été menées dans l'État. *«Et leur nombre va se multiplier puisque les prêts à taux révisables contractés il y a cinq ans arrivent à échéance, explique Michael. Les hypothèques de millions de gens vont donc augmenter de plusieurs centaines de dollars par mois. Ils n'auront pas les moyens de les rembourser.»* Tout ça au moment où, loin de se renforcer, le marché de l'emploi se fragilise.

Un article de Slate.fr du 27 août :

### Où sont les emplois? (28.08)

Le site ultralibéral américain Reason.com s'interroge sur la réalité de la reprise économique aux Etats-Unis en posant la question: où sont les nouveaux emplois? Il cite un reportage du Washington Post: *«Les profits des entreprises s'envolent, les sociétés sont assises sur des milliards de dollars de cash. Mais elles n'ont toujours pas commencé à embaucher ou à lancer des investissements majeurs.»* Un constat tiré d'un article intitulé: *«With consumers slow to spend, businesses are slow to hire»* (Avec les consommateurs qui hésitent à dépenser, les entreprises hésitent à embaucher) .

Reason.com souligne que si les statisticiens du National Bureau of Economic Research ont bien déclaré que la récession est terminée «allez donc le dire à ceux qui ne trouvent pas de travail». Les entreprises américaines remplacent les équipements usés et reconstituent les stocks, mais embauchent à reculons. *«Les investissements réalisés aujourd'hui tendent à remplacer le travail par de la technologie. Dans une économie en croissance, c'est un signe de progrès. Les travailleurs libérés sont alors disponibles pour de nouveaux projets. Mais aujourd'hui, ces nouveaux projets ne sont tout simplement pas lancés.»*

A l'opposé de Reason dans le spectre idéologique américain, le prix Nobel d'économie Paul Krugman fait le même constat dans le *New York Times*. Dans un éditorial titré *«This is not a recovery»* (Ce n'est pas une reprise), il explique que la *«question qui compte est de savoir si la croissance est suffisamment forte pour réduire un chômage qui atteint des sommets. Nous avons besoin d'environ 2,5% de croissance par an pour empêcher le chômage d'augmenter et bien plus de croissance pour le faire baisser significativement. Pour le moment, la croissance se situe entre 1% et 2% et a de grands chances de ralentir dans les prochains mois»*.

Reason.com souligne que la gauche comme la droite proposent leurs solutions traditionnelles. La gauche demande un nouveau plan de relance financé par l'Etat estimant que celui de 2009 était insuffisant et la droite réclame une baisse des impôts. Dans les deux cas, souligne Reason, le déficit public va encore augmenter et il faudra bien le rembourser. *«There's no free lunch»*. Tout a un prix.

Pour Reason.com, la principale explication à la faiblesse de la reprise vient de l'administration Obama. *«L'économie est hantée par des centaines d'incertitudes et dans trois domaines très importants (la santé, la régulation financière et les impôts), personne ne sait ce qui va vraiment se passer. Dans ces conditions, estime Reason, personne ne veut prendre des risques, investir et embaucher.»*

Paul Krugman, encore plus alarmiste, considère de son côté qu'au contraire, l'administration Obama doit tout faire aujourd'hui pour soutenir l'activité. Faute de quoi l'économie américaine pourrait bien rechuter.



Un article du Monde.fr et Libération.fr du 28 août :

### **Besancenot appelle la gauche à ne «pas trembler sur les retraites». (29.08)**

« *Le vent de la révolte a sonné!* ». Rentrée collective et concours de métaphores sous des bourrasques pour le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Pour leur meeting d'université d'été, les camarades d'Olivier Besancenot ont invité vendredi soir, à Port-Leucate (Aude), des représentants syndicaux, associatifs et politiques pour demander le retrait du projet de loi de la réforme des retraites qui doit être débattu à la rentrée à l'Assemblée nationale.

Objectif affiché par cette coalition mobilisée depuis mai par Attac et la Fondation Copernic: une « *grève générale* » dès le 7 septembre, journée de mobilisation, qui «*doit devenir le jour où toute la société se saisit de ce débat sur les retraites* », a lancé Jean-Marie Harribey, un des dirigeants d'Attac, Willy Pelletier (Fondation Copernic) enjoignant à "*bloquer le pays s'il le faut*". "*Il faut multiplier les appels unitaires. Le but, c'est de gagner*" a lancé de son côté Christian Mahieux (Solidaires) sous les hourras des 800 personnes présentes.

Le PS appelé à défendre les 60 ans.

«*Autour de la réforme sur les retraites, il y a beaucoup du rapport de force global entre les classes, entre les exploités et les exploités qui se joue*», a lancé Olivier Besancenot à ses troupes. Pour le porte-parole du NPA, pour qui «*la stratégie d'éparpillement des luttes n'a que trop duré*», «*la situation ne sera pas la même si Sarkozy fait passer sa réforme ou si c'est le mouvement ouvrier qui parvient à la stopper*». Devant les difficultés du gouvernement, Olivier Besancenot voit même la possibilité d'une «*crise de régime*». «*On peut affaiblir le camp d'en face mais à condition que la gauche ne tremble pas*», a poursuivi le double candidat à la présidentielle, appelant notamment le PS à défendre clairement la retraite à 60 ans. «*Il faut du cran! Il faut réclamer, non pas la réécriture mais l'abrogation, le retrait du projet de loi Woerth!*», a-t-il demandé sous les applaudissements. «*Nous ne devons pas être la génération qui attend de perdre sur les retraites.*»

« Union de la gauche anticapitaliste »

«*Nous devons retrousser nos manches pour ouvrir un nouveau rapport de force*», a plaidé pour sa part Eric Corbeaux, chargé des retraites au PCF. «*Nous en avons marre d'être le pot de terre contre le pot de fer sur ce projet, s'est-il insurgé. Nous voulons prendre la main sur ce projet.*» Proche de Jean-Luc Mélenchon, Eric Coquerel s'est dit certain de «*gagner comme nous avons gagné sur le traité constitutionnel européen*», appelant à « *l'union de la gauche anticapitaliste* » et la « *révolution citoyenne* ». « *Ce gouvernement devra en tirer les conséquences car il n'aura plus la légitimité de gouverner ce pays* », a conclu le responsable du Parti de Gauche. Seul participant à recevoir quelques sifflets - avant de se faire applaudir et amuser l'auditoire – Gérard Filoche, inspecteur du travail et membre de la direction du Parti socialiste, a défendu la retraite à 60 ans et appelé à l'unité de tout la gauche: «*Je dis 60! pas 61, pas 62! A taux plein!* », s'est-il exclamé. Willy Pelletier (Fondation Copernic) a lui prévenu qu'«*on bloquera le pays s'il le faut*». Et pour tenir le coup, Michel David de la Confédération paysanne a rassuré tout le monde: «*Si vous décidez de faire la grève générale, nous allons vous nourrir pendant ce temps!*»

Commentaire.

Le danger des déclarations tonitruantes dans la bouche de dirigeants, c'est quand elles ne sont pas suivies d'effets, qu'on ne fait pas tout ce qui est en son pouvoir pour qu'une action ait une chance de se terminer par une victoire. Car en cas de défaite, on aura l'impression ou on en conclura que tout avait été fait sans parvenir au résultat escompté et que le pouvoir en place est décidément trop fort, ce qu'il n'est pas en réalité, mais lui permet provisoirement de passer cette épreuve délicate et d'en sortir renforcer pour appliquer la suite de son programme de démolition sociale.

Nous prenons acte de ces déclarations sans être aveugle pour autant sur les réelles intentions des uns et des autres. L'unité la plus large possible sera nécessaire pour infliger une défaite à Sarkozy sur la question des retraites et peu importe qui appellent au retrait du projet de loi du gouvernement, l'essentiel étant à cette étape de battre Sarkozy.

On pourrait commenter les différentes déclarations et s'interroger sur la "légitimité" de Sarkozy et son gouvernement à "gouverner le pays", ou sur « l'union de la gauche anticapitaliste » quand toutes ses composantes légitiment l'Union européenne ou lorsqu'aucune d'entre elles ne relie le combat pour en finir avec le capitalisme à l'abolition des institutions bonapartistes de la Ve République, ce qui est normal puisque la « révolution citoyenne » s'en chargera !

Seule la grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement permettra d'imposer son retrait pur et simple. Mais qui dit retrait ne résoud rien, cela laisse la porte ouverte à toutes les manœuvres possibles et imaginables de la part des appareils pour remplacer le texte du gouvernement par un autre qui ne serait pas forcément satisfaisant pour l'ensemble de la classe, dans le sens où notamment il ne reviendrait pas forcément sur les lois adoptées depuis 1993 contre le droit à la retraite et ainsi donner prétexte à division et pourrissement de la mobilisation.

Et si l'on ne veut pas que cette grève demeure un acte isolé ou exceptionnel par son ampleur comme ce fut le cas au printemps 2009, pour que le prolétariat puisse tirer toutes les leçons de cette expérience, autrement dit que son contenu politique ne soit pas perdu, il faudrait qu'au cours de cette mobilisation le prolétariat parvienne à s'organiser en intégrant les partis loyalement engagés à ses côtés et commence à poser la question politique des conditions nécessaires pour satisfaire l'ensemble de ses revendications, ce qui déboucherait sur la question de quel gouvernement et quelles institutions, quel Etat il nous faut pour appliquer un programme économique et social conforme aux intérêts collectifs de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes.

Inutile d'aller plus loin pour le moment. Prenons au mot ces "anticapitalistes" sans se faire la moindre illusion sur leurs réelles intentions. Constatons qu'ils appellent à l'unité et au retrait comme le POI, quant à la suite nous serons fixés rapidement.

# Document

## Articles de presse de septembre 2010

### Table des matières

#### France

##### Economie

- L'industrie française souffre de la mondialisation. (02.09)
- Premier semestre en fanfare pour les sociétés du CAC 40. (03.09)
- Le CAC 40 a fondu de moitié depuis son record du 4 septembre 2000. (04.09)
- L'accès à l'eau est un droit imprescriptible des peuples. (titre du site) (26.09)

##### Social

- Roms : "*La moitié des reconduites forcées sont illégales*". (02.09)
- Ces ordonnances que l'Assurance maladie voudrait ne plus rembourser. (08.09)
- Pour des experts, il faut des gestes sur les retraites. (08.09)
- Compte-rendu de la journée de mobilisation du 7. (08.09)
- Retraites: les principales modifications. (09.09)
- La médecine du travail dans le collimateur du gouvernement. (11.09)
- Campements illicites : une circulaire du ministère de l'Intérieur cible "prioritairement les Roms". (13.09)
- Continental Automotive: 52% des salariés de Midi-Pyrénées approuvent le plan de la direction. (14.09)
- "On revient à la médecine du travail instituée par Pétain" (18.09)
- Une majorité de Français redoute de connaître la pauvreté. (21.09)
- Grèves prévues le 23 (Titre du site). (22.09)
- ~~La journée de mobilisation. (24.09)~~
- Qui sont les bénévoles en France aujourd'hui? (28.09)
- Près d'un ménage sur huit sous le seuil de pauvreté, dit l'Insee. (28.09)
- Le gouvernement va expérimenter des allocations d'autonomie pour les jeunes. (29.09)

##### Syndicat

- Thibault optimiste sur l'ampleur de la mobilisation de septembre. (02.09)
- Une interview de François Chérèque et Bernard Thibault au jour *Les Echos*. (03.09)
- Les syndicats espèrent plus de 2 millions de manifestants demain. (07.09)
- FO et Solidaires marquent leur différence sur les retraites. (10.09)
- Retraites: la CGT des services publics n'exclut pas, elle non plus, la grève reconductible. (17.09)
- B. Thibault souhaite des assemblées générales pour décider des suites à la mobilisation de jeudi. (21.09)
- Retraites : Chérèque prêt à poursuivre la mobilisation. (23.09)
- Mailly (FO) n'exclut pas une "radicalisation" de la mobilisation. (23.09)
- Thibault (CGT) : des grèves reconductibles possibles "dans certaines entreprises". (23.09)
- La CFDT demande de repousser à 2015 le vote sur le recul du taux plein à 67 ans. (30.09)

##### Politique

- Sarkozy n'est «*absolument pas un président des riches*». (07.09)
- "Le Monde", l'Élysée et la liberté d'informer. (14.09)
- Martine Aubry précise ses propos sur l'âge de départ à la retraite. (16.09)
- Mélenchon : "*Populiste, moi ? J'assume!*" (17.09)
- Le camp Sarkozy piétine un à un tous les contre-pouvoirs. (18.09)
- Pourquoi Sarkozy suscite la haine. (30.09)
- Mercenaire : un métier du passé, non, d'avenir ! (titre du site) (30.09)

##### Justice

- Émeutes de Villiers-le-Bel: l'Élysée et la police ont-ils incité à donner de faux témoignages? (17.09)
- Brice Hortefeux s'en prend aux magistrats et veut des réformes. (17.09)

## International

### Economie

- 4.000 milliards de dollars sont traités chaque jour sur le marché des changes mondiaux. (03.09)
- «*Les pays de la zone euro doivent faire des efforts*». (04.09)
- Comment les entreprises freinent la reprise. (04.09)
- La Chine devient le cinquième investisseur mondial. (07.09)
- Pourquoi l'économie américaine est en danger. (07.09)
- Bruxelles veut dégripper la libéralisation du rail. (18.09)
- ~~La moitié de la production auto dans les pays émergents en 2012. (24.09)~~

### Social

- Chômage de masse en Chine : 22% de la population active sans emploi. (11.09)
- La pauvreté aux Etats-Unis devrait enregistrer une hausse record pour 2009. (15.09)
- 925 millions de personnes sous-alimentées dans le monde. (Titre du site) (15.09)
- Cambodge - La grève du textile prend de l'ampleur. (16.09)
- ~~IG Metall obtient l'emploi «à vie» chez Siemens. (24.09)~~
- À Manille, les plus pauvres vivent dans un cimetière. (26.09)

### Politique

- Israël d'accord pour une partition de Jérusalem, dit Ehud Barak. (02.09)
- Fraudes et abstentions, ticket gagnant des élections afghanes ? (20.09)

# Document

## Articles de presse de septembre 2010

Un article de Reuters du 1er septembre :

### **Israël d'accord pour une partition de Jérusalem, dit Ehud Barak. (02.09)**

Israël est disposé à céder une partie de Jérusalem dans le cadre d'un accord global, déclare le ministre de la Défense Ehud Barak mercredi, à la veille de l'ouverture de négociations directes entre Palestiniens et Israéliens à Washington.

La partition de Jérusalem, au coeur du conflit du Proche-Orient, inclurait un "*régime spécial*" pour la gestion des Lieux saints, précise-t-il dans une interview au journal Haaretz.

*"Jérusalem-Ouest et 12 quartiers juifs qui abritent 200.000 habitants seraient à nous. Les quartiers arabes dans lesquels vivent près d'un quart de million de Palestiniens seraient à eux"*, a ajouté le ministre de la Défense.

*"Un régime spécial serait mis en place basé sur des arrangements convenus (entre les parties) dans la Vieille ville, le mont des Oliviers et la Ville de David"* dit encore Ehud Barak.

Un article du Monde.fr du 31 août :

**Roms : "La moitié des reconduites forcées sont illégales". (02.09)**

Le tribunal administratif de Lille a annulé, mardi 31 août, sept arrêtés de reconduite à la frontière visant des Roms expulsés jeudi d'un terrain à Mons-en-Barœul (Nord). Motif de ces annulations, qui s'appuient sur un arrêté de la cour de Versailles datant de juillet 2009 : l'absence d'un trouble à l'ordre public suffisant pour justifier une expulsion, la seule infraction constatée étant l'occupation illégale d'un terrain d'autrui, habituellement punie d'une amende.

L'avocat des sept Roms, Norbert Clément, revient sur les procédures endurées par ses clients et dénonce des préfetures françaises qui "*violent la loi*".

Comment vos clients ont-ils vécu les événements de ces derniers jours ?

Ils sont désorientés. Ces sept Roms ont toujours respecté la loi. Ils connaissent les règles concernant les ressortissants communautaires, sur l'obligation d'avoir des papiers, de ne pas rester plus de trois mois sur le territoire quand on n'a pas de ressources. Aucun n'a été pris dans des affaires pénales. Ils s'étaient fait aider par des prêtres ou d'autres Roms déjà sur place dans leurs démarches d'intégration. Certains d'entre eux avaient l'intention de rester en France, avaient commencé à s'inscrire pour avoir droit à un HLM ou scolariser leurs enfants, d'autres voulaient simplement rester pendant le temps imparti et participer à la communauté. Mais tous avaient la volonté de rester dans les coudes.

Jeudi matin, ils sont réveillés à 6 heures par les autorités et placés en garde à vue pour le simple motif d'avoir occupé le terrain d'autrui. Ils restent près d'une demi-douzaine d'heures au poste, avec leurs enfants, et quand ils sortent et qu'ils reviennent sur le terrain où étaient construites leurs habitations de fortune, tout est détruit. Ils sont alors certains de devoir quitter le territoire prochainement. Cela les a bien sûr déboulochés.

Le tribunal administratif de Lille a finalement annulé les sept arrêtés de reconduite à la frontière. Pensez-vous que cette décision aurait pu s'appliquer à d'autres cas similaires ?

Actuellement en France, selon les préfetures et le gouvernement qui s'en vantent, environ 20 % des Roms reconduits dans leurs pays d'origine le sont dans le cadre d'une reconduite forcée [le gouvernement a affirmé que 151 ressortissants roumains et bulgares ont été reconduits à la frontière entre le 28 juillet et le 17 août "*de manière contrainte*" et 828 "*de manière volontaire*"]. Selon moi, la moitié de ces reconduites forcées sont illégales. Plus particulièrement celles qui interviennent dans le cadre d'arrêtés portant reconduite à la frontière [APRF, qui concernent les personnes présentes depuis moins de trois mois sur le territoire français]. Je suis persuadé que la plupart de ces arrêtés sont signés pour des motifs qui n'en sont pas.

Mes clients auraient très bien pu traverser en dehors du passage piéton ou fumer une cigarette dans un espace public : ce sont des "*troubles à l'ordre public*" du même ordre que l'occupation illégale d'un terrain. Au lieu de leur coller une amende, on décide d'aller beaucoup plus loin, je dirais même 2 000 kilomètres plus loin, et de les reconduire dans leur pays. C'est stupide et contraire au terrain juridique. Les préfets qui prennent ces décisions le savent, mais se disent : "*Ce n'est pas grave, de toute façon, ils n'ont que 48 heures pour contester, et après ça la décision devient définitive et non révoquable*". La contestation des APRF doit en effet avoir lieu dans les deux jours, sinon c'est foutu.

C'est alors la course contre la montre. Parmi les sept Roms qu'on a pu sauver, on a fait des recours, samedi, huit minutes avant l'expiration du délai. Si nous avons réussi, c'est que les associations se sont immédiatement occupées d'eux, notamment pour leur trouver des logements provisoires, même si certains dorment encore aujourd'hui dans des voitures. Et surtout, elles ont pu les accompagner dans la procédure de contestation au tribunal administratif. Les Roms auraient sinon eu des difficultés à faire valoir leurs droits seuls, sans avoir de connaissances suffisantes en français et tout en devant s'occuper de leurs problèmes matériels immédiats. Mais je suis certain que dans d'autres cas, des dizaines de Roms ont été expulsés de force sans avoir eu la possibilité légitime de contester ces décisions illégales.

Vous décrivez, sur un blog dédié aux droits des étrangers que vous animez, le déroulement de l'interpellation de vos clients. Pourquoi se sont-ils fait confisquer leurs papiers par la police de l'air et des frontières (PAF) ?

Seulement pour leur mettre la pression. Quand vous privez quelqu'un de ses papiers ou de son passeport, il est fragilisé, surtout après plusieurs heures de garde à vue où on vous a expliqué que vous allez de toute façon quitter la France. Le récépissé qu'on leur donne leur explique bien par ailleurs qu'ils les récupéreront à la sortie du territoire. Comment voulez-vous contester la décision de la préfecture dans cette posture, alors que vos papiers sont tout ce qu'il vous reste ?

Mais juridiquement, sur des motifs aussi faibles, cette confiscation de papiers est une décision elle aussi contestable devant le tribunal administratif. La preuve : la préfecture conteste avoir saisi les papiers de mes clients. Je leur ai demandé, l'un d'entre eux m'a transmis le récépissé en question.

J'ai confiance : on est dans un Etat de droit, et je pense qu'avec cette claque du tribunal administratif, la préfecture va maintenant se calmer. Mais lorsqu'on vous explique, au plus haut niveau de l'Etat, qu'un Rom est forcément un délinquant, un violent, et qu'on les criminalise en permanence, je ne m'étonne pas que les autorités en soient arrivées à franchir les barrières de la loi, en trouvant n'importe quel motif pour justifier des expulsions.

Un article du Point.fr du 31 août :

### **L'industrie française souffre de la mondialisation. (02.09)**

L'industrie française est-elle condamnée par la concurrence des pays à bas salaire ? Une étude commandée dans le cadre des États généraux de l'industrie passant en revue dix des onze filières\* jugées stratégiques pour l'industrie française (automobile, luxe, technologie de l'information, aéronautique...) permet de mettre des chiffres derrière la "désindustrialisation" supposée de la France.

L'industrie automobile a été particulièrement affectée. Parmi les filières étudiées, c'est celle qui a le plus souffert ces dix dernières années. En 2009, moins de la moitié des voitures achetées en France (43 %) ont été fabriquées dans l'Hexagone alors qu'elles étaient encore 57 % en 1999. Une tendance pas forcément négative, si dans le même temps la filière avait compensé l'érosion en augmentant ses exportations. Or, cela ne semble pas être le cas : majoritairement exportatrice en 1999, l'industrie automobile française était globalement importatrice l'année dernière. On comprend mieux la colère du gouvernement lorsque Renault a réfléchi à produire une partie de sa Renault Clio 4, une voiture destinée au marché français, en Turquie. D'autant que les véhicules encore produits dans l'Hexagone utilisent de moins en moins de produits et de services français ! Ceux-ci sont passés de 67 % en 1999 à 64 % en 2009. Les Français achètent de moins en moins français

Plombé en partie par l'automobile, l'ensemble de l'industrie française a connu la même érosion. Au global, la France importe maintenant plus de produits industriels qu'elle n'en exporte, ce qui n'était pas le cas dix ans auparavant. Cinq filières restent toutefois exportatrices nettes : la construction navale, les industries de santé, du ferroviaire et de l'agroalimentaire ainsi que l'aéronautique. Cette dernière est la seule à avoir amélioré son ratio exportation/importation en dix ans, preuve que les technologies à forte valeur ajoutée ont encore de l'avenir.

Mais, afin de réaliser ces performances, la filière aéronautique française a de plus en plus recours aux produits et services étrangers pour réaliser sa production. Et il en va de même pour toutes les filières étudiées. La part de composants et de recherche-développement dans un produit fabriqué en France est passée de 75 à 69 % en dix ans. Seuls la construction navale et le secteur des technologies de l'information et des télécommunications ont augmenté leur part de produits français utilisés dans le processus de production.

Marquer les produits européens

Et ce n'est pas la demande qui freinera cette tendance défavorable pour l'industrie française. Malgré le rejet des délocalisations par les Français, les consommateurs (et les entreprises françaises) achètent de moins en moins de produits hexagonaux... Des constats qui conduisent le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, à affirmer qu'il faut "*protéger l'usine, protéger l'ouvrier, protéger le technicien, protéger l'ingénieur et leur matière grise et leur savoir-faire que nous avons perdus pour un certain nombre d'entre eux depuis près de dix ans dans des proportions trop importantes*". Il a indiqué qu'il allait lancer le débat avec l'Union européenne "*pour lui faire entendre l'évolution des règles auxquelles il faut que nous puissions aboutir*" pour un marquage de l'origine des produits fabriqués en Europe.

\* L'Automobile, l'aéronautique (et spatial), la construction et la réparation navales, les technologies et services de l'information et de la communication, l'industrie de la mode et du luxe, les industries de biens de consommation, la chimie et les matériaux, les industries de santé et l'agroalimentaire. La filière des éco-industries identifiée comme stratégique n'a pas été incluse dans l'étude en raison de la difficulté d'effectuer un suivi statistique.

Commentaire.

Cet article confirme l'analyse que j'avais faite dès 2005, notamment dans le site.

A propos du capitalisme, on ne devrait peut-être pas parler de développement ou de crise, mais de sa nouvelle orientation depuis les années 80-90 qui a conduit au développement économique en Chine et dans les pays d'Asie du Sud-est, en Amérique latine, qui sonne le glas de la suprématie des pays capitalistes dominants ou conduit à un nouveau partage des richesses produites dans le monde et à un nouveau rapport



de force politique entre pays capitalistes, et forcément à de nouvelles tensions politiques à défaut de guerres, pour le moment.

Un article de Reuters du 1er septembre :

### **Thibault optimiste sur l'ampleur de la mobilisation de septembre. (02.09)**

Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a appelé mardi à une mobilisation "*d'une intensité exceptionnelle*" le 7 septembre prochain lors de la journée d'actions contre le projet de réforme des retraites.

Optimiste sur le niveau de la mobilisation du fait de l'unité syndicale qui se profile, le leader de la CGT a estimé qu'il "*sera au moins comparable au 24 juin*" lorsque deux millions de personnes étaient descendues dans les rues des grandes villes de France.

A l'occasion du meeting de rentrée de la confédération syndicale qui a réuni plus de 400 personnes en fin d'après-midi à la Bourse du Travail à Lyon, il a annoncé vouloir une manifestation "*d'une intensité exceptionnelle*".

"*Aucun gouvernement ne peut résister si la pression sociale devient trop forte*", a-t-il estimé Bernard Thibault. "*Nous n'appelons pas à la mobilisation le 7 septembre en guise de baroud d'honneur, à un rendez-vous exutoire pour clamer notre colère et abandonner nos objectifs en rase campagne*".

Le secrétaire général de la CGT a ainsi annoncé qu'il comptait poursuivre le mouvement après le 7 septembre.

"*Le gouvernement aurait tort de considérer que le 7 septembre serait seulement un mauvais moment à passer*", a-t-il prévenu à la tribune. "*La CGT saura avoir de la suite dans les idées et dans les initiatives*."

"*Une intersyndicale se réunira le 8 septembre*" pour décider de la suite à donner à la mobilisation.

L'ensemble des syndicats et l'opposition de gauche appellent à des grèves et des manifestations le 7 septembre, date du début de l'examen de la réforme des retraites au Palais-Bourbon.

"*Monsieur le président, ce texte de loi sur les retraites, c'est un gros problème, nous n'en voulons pas*", a lancé Bernard Thibault. "*Faudrait-il revenir à la période où les ouvriers mourraient avant d'arriver à la retraite ?*"

Commentaire.

Si Alain Corneau avait été un ouvrier et qu'il aurait voulu prendre sa retraite et en profiter, il est trop tard, il avait 67 ans et il est mort ! Thibault n'appelle pas au retrait et l'on connaît son double langage, il dit à propos du projet de loi du gouvernement "*nous n'en voulons pas*", ce n'est sans doute la même chose pour lui, mais gageons que les militants et les travailleurs l'interpréteront comme un appel au retrait, l'essentiel étant que la classe se mobilise et ne lâche plus le morceau...

Un article des Echos du 2 septembre :

#### **4.000 milliards de dollars sont traités chaque jour sur le marché des changes mondiaux. (03.09)**

Le marché des devises est de loin le plus imposant, avec des échanges qui représentent chaque jour 10 fois ceux observés sur les actions. Mais l'enquête triennale de la BRI montre un ralentissement de sa croissance. Le dollar reste la monnaie la plus traitée, malgré une légère érosion. Londres est la première place devant New York.

4.000 milliards de dollars. C'est le montant astronomique des transactions quotidiennes sur les marchés des changes, qui ont augmenté de 20 % entre 2007 et 2010, selon le rapport triennal de la Banque des règlements internationaux (BRI). Le marché mondial des devises est de loin le plus imposant, avec des échanges qui représentent chaque jour 10 fois ceux observés sur les actions et environ 4 fois ceux traités sur les obligations, selon des estimations de Deutsche Bank. De quoi faire réfléchir les banques centrales, qui souhaitent y intervenir pour influencer sur le cours de leur monnaie. Cette taille colossale n'est pas l'assurance que les devises, comme les autres actifs, soient prémunies contre une chute de la liquidité, phénomène observé dans les années 2000 et durant la dernière crise.

C'est l'explosion des transactions au comptant, qui sont passées de 1.000 à 1.500 milliards de dollars, qui explique la plus grande part de la progression de l'activité sur les changes. L'autre grande composante des transactions, les swaps de changes, qui représentent 44 % du total des volumes, a peu évolué en trois ans. Pour la première fois, les transactions nouées avec les institutions financières autres que les banques (fonds, « hedge funds », assureurs, banques centrales) ont dépassé celles nouées entre banques. Dans les enquêtes de 2001 et 2004, le rapport était environ de 1 à 2 au bénéfice de ces dernières. En 2010, le marché interbancaire sur les devises pèse pour 39 % du total, et les autres institutions financières, pour un peu moins de la moitié (48 %). Les acteurs comme les entreprises ou les gouvernements ne pèsent que pour 13 % du total du marché.

Le dollar reste incontournable

Il reste que la progression des volumes entre 2007 et 2010 (on est passé de 3.370 milliards à 3.981 milliards de dollars échangés quotidiennement) marque un ralentissement par rapport aux enquêtes précédentes de la BRI. En effet, les volumes avaient bondi de 56 % entre 2001 et 2004, et de 72 % entre 2004 et 2007. La crise est passée par là : les mouvements erratiques ont entraîné une baisse de l'appétit pour le risque et une réduction des prises de position, notamment après des pertes enregistrées sur certaines opérations spéculatives (« carry-trade »). L'excès de volatilité, de désordre et l'absence de tendances après trois années (2004-2007) porteuses ont provoqué un ralentissement sensible des échanges.

Comme lors des précédentes enquêtes, l'euro-dollar reste sur son piédestal. C'est la parité la plus traitée (28 % du total) devant le dollar-yen (14 %) et le dollar-livre sterling (9 %). Le poids d'autres devises périphériques comme les dollars australien et canadien a progressé : ces monnaies ont été l'objet des opérations de « carry-trade », très populaires et rentables, : les opérateurs empruntent dans des devises à faible taux d'intérêt (dollar ou yen) pour les placer sur des devises (dollars canadien, australien, ou réal brésilien...) qui offrent des taux d'intérêt plus rémunérateurs et tendent à s'apprécier. D'autres devises émergentes, tels la lire turque, le won coréen ou le dollar de Singapour, ont connu des transactions en hausse. Incontournable, le billet vert reste « impliqué » dans deux fois plus de transactions que l'euro. Sa part de marché globale a décliné depuis 2001, mais très modestement. C'est la place de Londres qui demeure le premier marché interbancaire sur les changes avec près de 37 % de part de marché, en progression constante depuis 2004. En seconde place, New York attire 18 % des échanges, Tokyo (6,2 %) et Singapour (5,3 %). En Europe, c'est la Suisse (5,2 %) qui est à la première place. Avec 3 %, Paris reste un marché marginal, talonné par la République tchèque (2,4 %), qui grignote inexorablement des parts de marché depuis 2001.

(Les transactions quotidiennes sur les marchés des changes sont passées de 1.500 à 4.000 milliards de dollars entre 1998 et 2012 - Ndir)

Un article du JDF du 2 septembre :

### Premier semestre en fanfare pour les sociétés du CAC 40. (03.09)

L'effet de base était particulièrement favorable. Mais globalement, les sociétés cotées sur le CAC 40 - l'indice boursier qui regroupe les 40 plus grosses capitalisations boursières en France, en tête desquelles Total - peuvent se vanter d'avoir enregistré au premier semestre de l'exercice 2010 des bénéfices en hausse de 86% par rapport aux six premiers mois de 2009. Les profits ont ainsi presque doublé, atteignant quelque 41,5 milliards d'euros, contre moins de 23 milliards un an plus tôt. Pour rappel, sur toute l'année 2009, leurs profits s'élevaient à 47 milliards d'euros.

A elles seules, Total, BNP Paribas et France Télécom compte pour le tiers des bénéfices totaux. Total restant l'entreprise la plus rentable de France (de très loin) et continuant sa route, avec une progression de ses profits de 28,1% au premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009. Autres entreprises qui ont bien géré la première moitié de l'année: L'Oréal et LVMH, le luxe étant un marché toujours juteux, Sanofi-Aventis et Capgemini, qui poursuivent leur stratégie d'acquisitions.

Ces performances sont alléchantes... Mais sans comparaison avec l'explosion de Société Générale. La progression du bénéfice net de la banque donne le vertige: +6825%. C'est 70 fois plus que l'année dernière, alors que le profit semestriel dégagé l'an dernier était de... 31 millions d'euros. Crédit agricole fait partie des meilleures progression du CAC 40 (+110%). Chez Saint-Gobain, les profits ont quadruplé, grâce à des prix de ventes relevés.

Du côté des bonnes nouvelles pour les entreprises, il y a aussi celles qui ont su transformer leurs comptes du rouge au vert. Comme Arcelor Mittal, passé d'une perte de 1,4 milliard d'euros au premier semestre 2009 à un bénéfice de 1,8 milliard au premier semestre 2010. Les constructeurs automobiles Renault et Peugeot PSA se réjouissent d'avoir effacé les pertes record de 2009. Entre janvier et juin 2009, Renault avait essuyé un résultat net de -2,7 milliards d'euros (-962 millions d'euros pour Peugeot). Carrefour a aussi renoué avec le positif.

En revanche, certaines sociétés du CAC 40 ne sont pas parvenues à faire mieux que l'année dernière. A l'instar d'EDF, dont les bénéfices ont été affectés par des provisions pour couvrir les risques de perte de valeur de ses activités nucléaires aux Etats-Unis. Lagardère a été plombé par les mauvaises performances d'EADS, qui lui-même a vu ses profits dégringoler de moitié.

Entre le blanc et le noir, Lafarge, Vinci et Bouygues ont plutôt stagné au premier semestre en rythme annuel alors Le secteur de la construction continue de souffrir de la morosité de l'économie américaine notamment.

Finie la crise, pour les entreprises ?

Avec des bénéfices presque doublés, peut-on penser que les fleurons français sont sortis de la crise ? Pas vraiment. En regardant les performances en termes de ventes, le score est moins reluisant: la somme des chiffre d'affaires s'élève à 625 milliards d'euros, soit une hausse de 9,8%.

La conclusion à tirer de cet écart est que les entreprises concernées ont su tirer profit de la maigre reprise pour dégager de bonnes marges après s'être restructurées à la hâte. Mais les faibles ventes nourrissent les perspectives d'une reprise molle des volumes, alors que l'économie française, européenne et mondiale sont à la peine.

Au final, en Bourse, le résultat est mitigé. Au 30 juin 2010, le CAC 40 plongeait de 16,7% par rapport à début janvier. Avec de grosses souffrances pour les secteurs bancaire et pétrolier, les valeurs de la construction et les services aux collectivités. Parmi les rares sociétés qui affichent du vert en Bourse sur le premier semestre, PPR surperforme de loin ses concurrentes (+22% en six mois), et tandis qu'Essilor (+17%), valeur défensive par excellence puisque ses activités sont liées à des phénomènes de fond comme le vieillissement de la population, s'est distingué. Vallourec (+12%) et EADS (+20%) se sont bien défendues.

Le résultat net part du groupe cumulé et le chiffre d'affaires cumulé du CAC 40 ont été calculés par la rédaction de Reuters à partir des comptes publiés par 38 valeurs de l'indice, Alstom et Pernod Ricard publiant leurs comptes de manière décalée.

Un article des Echos du 2 septembre :

### **Une interview de François Chérèque et Bernard Thibault au jour Les Echos. (03.09)**

Une interview croisée de François Chérèque et Bernard Thibault. Pour les leaders de la CFDT et de la CGT, le maintien d'Eric Woerth à son poste empêche un débat de fond sur les retraites. Ils dénoncent d'une même voix le « climat de division » entretenu selon eux par l'exécutif et demandent au Medef de « condamner clairement l'antisindicalisme actuel ».

### **Les Echos : La mobilisation du 7 septembre contre les retraites se déroulera dans un climat politique très tendu. Va-t-elle se transformer en manifestation anti-Sarkozy ?**

**Bernard Thibault.** Ce n'est ni le sujet ni le message. L'objectif, c'est de faire enfin comprendre que les salariés n'acceptent pas cette réforme. Et ce n'est pas nous qui avons déplacé le débat sur le terrain sécuritaire pour tenter, sans succès, de faire diversion...

**François Chérèque.** Ce n'est pas nous non plus qui avons choisi le calendrier, ni de mener au pas de charge la réforme dite « du quinquennat » en pleine crise politique dans la majorité, avec le ministre en charge du dossier au coeur de cette crise !

### **Justement, le ministre du Travail, Eric Woerth, a reconnu ce jeudi être intervenu pour l'attribution de la légion d'honneur à Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt. Est-il encore un interlocuteur crédible ? Demandez-vous désormais son départ ?**

**F. C.** Je me pose une question légitime : comment peut-il gérer en même temps ses problèmes personnels avec l'affaire Bettencourt et la réforme des retraites ? Cette situation fait qu'on n'aborde plus du tout le fond du dossier. C'est un vrai problème.

**B. T.** Eric Woerth est objectivement plus occupé, et préoccupé, par autre chose que par le sujet qui, nous, nous intéresse.

### **Ce climat politique vous sert-il ?**

**F. C.** Je ne pense pas, dès lors qu'il occulte le débat de fond sur les retraites.

**B. T.** Non. C'est une réforme structurante pour des décennies et des millions de salariés. Il faut parler du fond. Nous sommes le seul pays en situation de devoir légiférer sur un enjeu de société sans qu'aucune négociation ait eu lieu avec les organisations syndicales. Nous sommes de plus face à un gouvernement sur le départ. C'est pour le moins particulier.

### **Quelles suites donnerez-vous au 7 septembre si le gouvernement ne répond pas à vos attentes ?**

**B. T.** L'intersyndicale se réunira dès le 8 et décidera. Il faut d'abord assurer le succès et tirer le bilan du 7. Ne confondons pas vitesse et précipitation.

**F. C.** Nous serons très attentifs au niveau de grève dans le privé. Mais le gouvernement ne pourra pas éternellement continuer à attendre la prochaine manifestation ! Il va bien falloir un jour qu'il arrête d'amuser la galerie et rouvre un vrai dialogue.

### **Concrètement, comment espérez-vous infléchir la réforme ?**

**B. T.** Il s'agit d'abord de confirmer notre opposition unanime à cette réforme, quelles que soient nos appréciations sur les solutions alternatives. Il ne s'est rien passé depuis la mobilisation du 24 juin alors que le gouvernement avait laissé entendre que certains sujets étaient amendables. Même sur ces sujets, il n'a engagé aucune discussion sérieuse.

### **Dans ce contexte, quelle place reste-t-il pour le dialogue ?**

**F. C.** Le dialogue n'existera que si le gouvernement bouge sur quatre sujets : la pénibilité, les carrières longues, les polypensionnés et, très important, le passage de 65 à 67 ans pour une retraite à taux plein. Ce report à 67 ans est inacceptable. Il pénaliserait les personnes qui ont eu des carrières incomplètes, et singulièrement les femmes. Nous demandons le maintien de l'âge du taux plein sans décote à 65 ans jusqu'en 2018, date à laquelle un nouveau rendez-vous sur les retraites est prévu. Je conteste les chiffres annoncés par le ministre sur le coût de cette mesure.

**François Chérèque, cela signifie-t-il que, en cas de geste du gouvernement sur les 67 ans, vous accepteriez le passage de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ ?**

**F. C.** Non. La position de la CFDT a toujours été claire sur ce sujet : nous voulons construire une réforme équitable sur la base des bornes de 60 et 65 ans.

**Bernard Thibault, estimez-vous, vous aussi, qu'un recul du gouvernement sur les 67 ans serait une avancée à même de relancer le dialogue ?**

**B. T.** Les âges de 60 et 65 ans auxquels nous sommes attachés ne sont pas séparables. Le gouvernement vient de rappeler qu'il était aussi fermé sur le maintien des 65 ans que des 60 ans. C'est la force de la mobilisation unitaire qui seule peut permettre un déblocage de la situation sur ces deux questions liées.

**Le gouvernement semble prêt à faire des concessions sur la pénibilité...**

**B. T.** Lesquelles ? Pour l'instant, il n'a rien dit de ses intentions. D'après ce que je lis dans la presse, il serait prêt à de vagues discussions sur la prévention. C'est très insuffisant. Il faut absolument compenser les effets de la pénibilité sur les salariés usés par leur travail en accordant des départs anticipés. L'approche individualisée et médicalisée à laquelle il s'accroche pour l'instant est la copie conforme de celle du patronat depuis 2003, unanimement refusée par les syndicats.

**Le texte prévoit une retraite anticipée pour les assurés souffrant d'un taux d'incapacité d'au moins 20 %. Serait-il plus acceptable si on abaissait ce seuil, à 15 % par exemple ?**

**B. T.** Non !

**F. C.** Non. L'approche médicalisée proposée par le gouvernement est impraticable et inacceptable. Ce n'est pas une question de niveau du taux.

**Vous demandez une prise en compte des effets différés de la pénibilité, comme le travail de nuit ou l'exposition aux produits toxiques. Le gouvernement répond qu'il est très difficile d'en mesurer les effets sur la santé...**

**F. C.** Les syndicats ont déjà fait une grande partie du chemin en modifiant profondément leur position sur la pénibilité. Nous avons accepté de ne pas nous baser sur des métiers ou des catégories de salariés, mais bien sur l'exposition aux risques, sur des critères scientifiques qui sont déjà connus.

**B. T.** Ces effets différés sont réels et se traduisent par une espérance de vie plus courte de sept ans pour les salariés qui ont eu un métier pénible. C'est un fait que le gouvernement ne peut pas ignorer.

**Le débat parlementaire qui s'ouvre mardi sera l'occasion pour le PS de rappeler son propre projet sur les retraites. Est-il meilleur que celui du gouvernement ?**

**B. T.** Je ne veux pas me situer sur le terrain politique.

**F. C.** Le PS fait une proposition basée sur l'augmentation de la durée de cotisation. C'était l'esprit de la réforme de 2003 et c'est toujours la position de la CFDT.

**Vous attendez plus de la majorité parlementaire que du gouvernement ?**

**B. T.** Je ne m'attends pas à la voir agir contre le président de la République...

**F. C.** Nous avons été à la rencontre des députés cet été. On verra après la mobilisation s'ils sont plus à l'écoute des Français que le gouvernement et s'ils prendront leurs responsabilités en conséquence.

**L'opinion publique a évolué par rapport à 2003 sur les retraites. Ne craignez-vous pas d'avoir perdu cette bataille ?**

**B. T.** Ce n'est pas ce que l'on mesure sur le terrain et il n'y a pas une seule enquête d'opinion faisant état d'une majorité favorable à cette réforme. La seule catégorie qui est dans cet état d'esprit est celle des retraités, qui ne seront pas impactés.

**F. C.** Il ne faut pas se méprendre. L'opinion sait qu'il faut faire une réforme, mais elle ne veut pas de celle-là. C'est la raison pour laquelle nous étions nombreux dans la rue en juin et que nous le serons de nouveau mardi.

**Bernard Thibault, vous êtes à l'origine des grandes grèves de fin 1995. Le climat social actuel vous rappelle-t-il celui de cette époque ?**

**B. T.** Les contextes économiques et politiques sont différents. 2010 est un cas très singulier, inédit même. La CGT est décidée à lutter jusqu'au bout contre ce projet mais il faut toujours se garder de faire de grands pronostics. Au final, ce ne sont pas les syndicats qui décident mais les salariés.

**F. C.** La période est régressive. Alors qu'un thème comme les retraites, pilier du pacte social, devrait rassembler le pays, le gouvernement entretient un climat de division. Cela fait écho à l'après-crise de 1929, avec un repli identitaire et nationaliste qui constitue un danger pour la démocratie.

**Le gouvernement se félicite d'un recul du chômage. Quelle est désormais la priorité sur le front de l'emploi ?**

**F. C.** La situation reste très mauvaise. Face à la crise, les entreprises ont fait le choix du chômage et, contrairement à l'Allemagne, qui a développé le chômage partiel, la France n'a pas su profiter de cette période pour former les salariés. C'est une grande erreur, qui s'accompagne à présent d'une autre : celle du redémarrage par la précarité, qui se développe fortement. Le chômage des jeunes est particulièrement problématique. Cinquante-sept propositions ont été faites dans le cadre de la commission Hirsch, il est grand temps de les appliquer. Au contraire, le gouvernement baisse les moyens dédiés, notamment pour les missions locales et le service civique.

**B.T.** Laurence Parisot est en pleine université d'été. Elle devrait en profiter pour se demander pourquoi en France les jeunes trouvent leur premier emploi beaucoup plus tardivement qu'ailleurs... Cela ne risque pas de s'arranger avec la réforme des retraites car le passage de 60 à 62 ans boucherait un million d'emplois ! Je souligne aussi que l'acquisition des droits à la retraite ne peut plus se faire de la même manière dans un contexte d'emplois de plus en plus précaires et de carrières hachées. Il faudra bien y réfléchir un jour.

**La réforme des retraites a paralysé le reste du dialogue social. Quelles discussions faut-il relancer en priorité ?**

**B.T.** Le Medef a désormais un gros problème de crédibilité. La manière dont il a poussé les parlementaires à torpiller le projet de dialogue social dans les TPE est gravissime. Il est revenu sur sa parole en déployant des arguments anti-syndicaux particulièrement caricaturaux et condamnables.

**F.C.** J'ajoute qu'on ne peut pas accepter que, dans une tribune publiée récemment dans la presse, un ancien leader patronal comme Yvon Gattaz appelle à la fin du syndicalisme ! Cela me pousse à m'interroger fortement sur la vision qu'a le patronat du dialogue social... Ce climat malsain peut et doit être dépassé car des sujets très importants sont sur la table, comme le partage de la valeur ajoutée. Mais j'attends pour cela des messages forts de Laurence Parisot. Elle doit réaffirmer une vision positive du dialogue social et condamner clairement l'anti-syndicalisme actuel.



**Que répondez-vous à Laurence Parisot quand elle affirme qu'une réforme de la représentativité patronale « n'est pas une priorité » ?**

**F.C.** Avant de se permettre de parler de la représentativité des syndicats des TPE, qu'elle commence par faire la preuve de la sienne !

**B.T.** Elle n'aura de toute façon pas le choix. Le sujet monte et les conflits se multiplient entre organisations patronales. Qu'elle le veuille ou non, la question se pose déjà de fait.

**Vous participerez tous deux au rassemblement, demain, pour défendre les valeurs de la République. Les jugez-vous vraiment menacées ?**

**F. C.** Quand je vois que deux enfants français peuvent être traités différemment par la justice en fonction des origines de leurs parents, ça ne passe pas. On franchit une limite que je ne peux absolument pas accepter.

**B. T.** Je condamne très fermement l'association étroite que fait Nicolas Sarkozy entre immigration et insécurité. Force est aussi de constater que la xénophobie monte partout en Europe. C'est inquiétant.

Un article des Echos du 3 septembre :

### **Le CAC 40 a fondu de moitié depuis son record du 4 septembre 2000. (04.09)**

L'indice parisien frôlait les 7.000 points le 4 septembre 2000. Plus de 400 milliards d'euros sont partis en fumée depuis, la décennie ayant été ponctuée par trois crises de très grande ampleur : Internet, « *subprimes* » et dettes souveraines. De quoi décourager les investisseurs, notamment les particuliers.

« *Un souvenir cuisant d'ivresse collective.* » « *Un anniversaire douloureux* », « *une leçon d'humilité* ». Lorsqu'ils se souviennent du 4 septembre 2000, les professionnels de marchés ne versent pas dans la nostalgie. C'est à cette date, il y a tout juste dix ans, que le CAC 40 frôlait les 7.000 points, atteignant un sommet à 6.922,33 points en clôture. Une décennie plus tard, les investisseurs ont déchanté. L'indice phare parisien évolue péniblement autour des 3.600 points. Il a perdu près de la moitié de sa valeur et, en dix ans, près de 430 milliards d'euros de capitalisation boursière sont partis en fumée.

« *On a passé la moitié de la décennie en crise* », observe Christophe Donay, responsable de la stratégie chez Pictet & Cie. Trois événements majeurs se sont, en effet, succédé en quelques années : l'effondrement de la bulle Internet, la crise des « *subprimes* » et celle, plus récente, de la dette souveraine. Entre-temps, des centaines d'entreprises en « *.com* » ont mis la clef sous la porte, des milliers d'épargnants qui pensaient s'enrichir en quelques clics se sont détournés de la Bourse et les investisseurs se ruent désormais sur l'obligataire, que certains annoncent comme la prochaine bulle...

A la différence d'autres grands indices mondiaux, comme le Dax ou le Dow Jones, le CAC 40 n'a jamais retrouvé son point haut de 2000. « *Et pour arriver à 7.000 points en trois ans, il faudrait une croissance de 26 % par an. Autant dire que c'est peu probable...* » fait remarquer Jean-Louis Mourier, économiste d'Aurel.

« Le marché était en plein rêve »

Il faut dire qu'en dix ans, l'indice a bien changé. Le secteur des TMT (télécoms, médias, technologie) pesait en 2000 pour 40 % du CAC 40, contre seulement 6 % actuellement. France Télécom, alors première pondération de l'indice, a perdu 87,5 % depuis, Alcatel-Lucent 98 % ! « *Ces chutes reflètent la démesure de l'époque. On croyait à un nouveau paradigme, sur fond de révolution technologique. Sous la pression du marché, les analystes cherchaient à justifier des valorisations irrationnelles par tous les moyens* », se souvient Pierre-Yves Gauthier, cofondateur d'AlphaValue. « *Le marché était en plein rêve, certaines valeurs technologiques avaient des PER [multiples de valorisation, NDLR] de 50* », renchérit Christophe Donay. Il y a dix ans, le CAC 40 capitalisait presque 25 fois les bénéfices des entreprises, alors que la moyenne de long terme est de 15 fois, et que le niveau actuel est d'un peu plus de 10 fois, selon les calculs d'Aurel, sur la base des prévisions de profits à douze mois.

Il est pourtant difficile d'imaginer que le marché reprenne son envol à moyen terme, compte tenu de la conjoncture morose et des craintes qui entourent l'économie américaine. Malgré le quasi-doublement des profits des 40 valeurs composant l'indice ce semestre, à 41,6 milliards d'euros au total, la Bourse a du mal à se stabiliser. « *Le CAC 40 à 7.000 points ?... Vous écrivez un article de science-fiction ?* » s'amuse un professionnel.

#### **A quand un retour du CAC 40 à 7.000 points ?**

**Pierre-Yves Gauthier (AlphaValue)** : « *On risque d'attendre longtemps ! Les multiples de valorisation devraient rester relativement faibles, l'environnement étant peu favorable aux actions sur un plan réglementaire. Pour que le CAC 40 progresse fortement, il faudrait que les profits, déjà très élevés, bondissent encore plus, ce qui paraît peu probable.* »

**Romain Boscher (Groupama AM)** : « *Si on prend en compte un rendement historique, hors dividende, autour de 4 %, il faudrait environ quinze ans. Mais c'est très théorique, sans prendre en compte les effets de psychologie du marché, ni l'aspect dividende, qui va prendre de plus en plus d'importance. Ensuite, la conjoncture internationale joue un rôle majeur : quand on achète du CAC 40 aujourd'hui, on achète avant tout le reste du monde, la moitié des revenus se faisant hors d'Europe. Bref, nous devrions renouer avec les plus hauts bien avant quinze ans !* »

**Frédéric Buzaré (Dexia AM)** : « *La typologie diversifiée du CAC 40 fait qu'un rebond massif prendrait du temps. Les titres étaient davantage corrélés en 2000. Toutefois, la hausse devrait être plus stable qu'à la fin des années 1990 compte tenu de la proportion de valeurs défensives avec de forts rendements.* »

**Christophe Donay (Pictet & Cie)** : « *Il faudrait avoir un environnement très porteur, avec, au cours des cinq à six prochaines années, une croissance annuelle du PIB réel de l'ordre de 3 % dans les grands pays développés (alors que, selon nos prévisions, elle va plutôt avoisiner 1,5 %), une progression des profits de 15 % par an (contre une prévision de 7 %-8 %) et une profitabilité des entreprises de 15 % (le niveau actuel l'approche, mais on attend un recul).* »

**Didier Bouvignies (Rothschild & Cie Gestion)** : « *C'est sûr que l'on reverra le CAC 40 à 7.000 points, mais il est impossible de prévoir quand. L'indice est aujourd'hui au même niveau qu'en 1998. En douze ans, le PNB français a augmenté de 47 % et les profits de 79 %. C'est dire si les investisseurs ont compressé la valorisation ! Pour qu'un portefeuille d'actions dégage avec certitude plus que de l'obligataire d'Etat, il faut remonter à 1986.* »

Un article du Figaro.fr du 3 septembre :

**«Les pays de la zone euro doivent faire des efforts». (04.09)**

INTERVIEW - Le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet estime que la reprise a de fortes chances de «se confirmer de part et d'autre de l'Atlantique». Il s'explique sur les raisons «du succès allemand».

**L'Europe a enregistré une croissance plus du double que les Etats-Unis au deuxième trimestre. Que vous inspire cette performance?**

Jean-Claude TRICHET - Je ne ferai pas de comparaisons entre la zone euro et les Etats-Unis trimestre après trimestre. Il faut juger sur une durée plus longue ! Ceci dit, je me réjouis de la croissance du deuxième trimestre et de la révision à la hausse des prévisions des experts de la Banque centrale européenne que j'ai annoncée jeudi dernier. J'avais dit dans le passé que si l'Europe avait une croissance significative au deuxième trimestre en dépit de la crise qu'elle a traversée, une partie du crédit en reviendrait au conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne - à tous mes collègues et en France à Christian Noyer. Parce que nous avons fait ce qui était nécessaire pour préserver, consolider et renforcer la confiance dans cette période difficile. Mais, s'agissant de la croissance des prochaines années, nous restons prudents et nous ne déclarons pas victoire.

**Le fait que l'euro ait été relativement faible tout au long du premier semestre aurait-il favorisé cette croissance?**

Comme vous le savez, je ne commente pas les évolutions des monnaies. Mais j'ai noté avec grand intérêt que la croissance de la zone euro au second trimestre repose avant tout sur sa demande domestique (consommation et investissements) : au total 0,7% de contribution à une croissance de 1%, avec 0,1% de contribution du commerce extérieur et 0,2% pour les stocks.

**Les Etats-Unis ont connu au printemps dernier un net ralentissement de leur économie. L'Europe ne risque-t-elle pas de suivre le même chemin?**

Essayons de nous inscrire dans une perspective plus longue que les évolutions trimestrielles. Après la terrible récession que nous avons connue en 2008-2009, je crois que nous avons une bonne probabilité de voir la reprise se confirmer des deux côtés de l'Atlantique. J'ai déjà dit à plusieurs occasions que je ne prévoyais pas de « double dip » en Europe et les derniers résultats le confirment. Dans le long terme, compte tenu de notre démographie moins dynamique que celle des Etats-Unis, nous pouvons nous attendre à une croissance inférieure à la leur. Mais je m'attends à une croissance par tête très voisine. De 1999 à 2009 la croissance par habitant est la même dans la zone euro et aux Etats-Unis : environ 1%. Par ailleurs, depuis l'arrivée de l'euro les créations d'emplois ont été nettement plus importantes en Europe qu'outre-Atlantique. Ceci dit le niveau du chômage est inacceptable et il reste beaucoup d'efforts à faire sur le plan des réformes structurelles.

**Comment expliquez-vous que l'Allemagne connaisse un redémarrage aussi fort? Doit-on redouter une Europe à deux vitesses?**

L'Allemagne est l'économie la plus importante de l'Union et le premier marché pour les exportations de la quasi-totalité des autres pays. Lorsqu'elle se porte mieux c'est évidemment bon pour l'ensemble de la zone euro. J'observe par ailleurs que sa bonne performance actuelle est la récompense de ses efforts. Chacun sait que l'économie allemande est entrée dans l'euro le 1er janvier 1999 avec une compétitivité médiocre, conséquence de sa réunification. Le succès allemand est dû à trois causes. D'abord la modération des coûts unitaires de production : les salaires et les traitements nominaux ont augmenté moins vite que la moyenne de la zone euro et les progrès de productivité ont été au rendez vous. Ces efforts étaient nécessaires et ils ont été poursuivis avec constance sur plusieurs années. Cela suppose un haut niveau de confiance entre partenaires sociaux que l'on souhaiterait retrouver dans tous les pays de la zone euro.

En deuxième lieu, des réformes structurelles importantes ont été menées à bien il y a quelques années, en particulier sur le marché du travail dans un contexte largement bipartisan. Enfin les entreprises allemandes

ont su s'adapter rapidement à la mondialisation. Mais je considère que la modération des coûts a été essentielle.

**L'Allemagne peut-elle vraiment servir de modèle pour ses voisins européens compte tenu de ses spécificités industrielles à l'exportation?**

Le fait d'être très attentif à ses coûts de production et d'engager des réformes pour rendre l'économie plus souple, peut servir d'exemple à tous ses voisins. Par ailleurs l'Europe dans son ensemble est commercialement très ouverte et peut bénéficier de la reprise du commerce international. Tous les pays de la zone euro, pratiquement sans exception, ont des niveaux d'exportation par habitant supérieurs à la moyenne des autres pays industrialisés, et notamment des Etats-Unis et du Japon.

**L'économie allemande peut donc jouer son rôle de locomotive en Europe qu'on attend d'elle?**

La BCE est responsable de l'émission monétaire pour un ensemble de seize pays et de plus de 330 millions d'habitants. La zone euro a connu une longue période pendant laquelle plusieurs économies croissaient très rapidement alors que l'Allemagne était en croissance ralentie. Aujourd'hui c'est le contraire. Ces différences n'ont rien d'anormal dans une très vaste économie continentale de la taille des Etats-Unis.

**Vous êtes d'accord avec votre homologue de la Fed, Ben Bernanke, pour dire que nous faisons face à «des incertitudes inhabituelles», mais contrairement à lui vous ne craignez pas un risque de déflation. Pourquoi?**

Je crois qu'il existe des différences structurelles importantes de part et d'autre de l'Atlantique. La crainte de la déflation, c'est-à-dire le risque d'une baisse générale et durable des prix, se manifeste de temps en temps aux Etats-Unis, même si fort heureusement ce risque ne s'est pas matérialisé. En Europe nous avons la chance d'avoir un ancrage remarquable des anticipations d'inflation, en ligne avec notre définition de stabilité des prix moins de 2%, proche de 2%. Notre performance sur onze ans et demi d'euro explique largement la qualité de ces anticipations. Avec une inflation annuelle moyenne de 1,97% dans la zone euro depuis onze ans et demi, nous avons le meilleur résultat de stabilité des prix depuis 50 ans dans les grands pays européens y compris en Allemagne et en France ! Par ailleurs, comme je l'ai dit jeudi dernier, la BCE considère les taux d'intérêt actuels appropriés pour nous donner la stabilité des prix à moyen terme, sans inflation ni déflation.

**L'incertitude du climat économique n'enlève rien à vos convictions : il faut sans tarder s'attaquer à l'endettement public...**

Nous considérons que le problème de la dette dans les pays industrialisés concerne tous les agents économiques et les Etats en particulier. La crise redoutable que nous venons de traverser a été dans une large mesure préparée par un surendettement anormal. Cela est particulièrement flagrant s'agissant de l'endettement public. Tous les pays de la zone euro doivent faire des efforts très importants, la France comme les autres. C'est crucial pour la reprise durable. Les Etats doivent convaincre les ménages, les entreprises et les épargnants qu'ils mènent des politiques visant à maîtriser durablement leurs dettes. Le retour de la confiance et la consolidation de la croissance sont à cette condition.

**La crise des dettes souveraines, de la Grèce principalement, qui a secoué l'euro au printemps est-elle derrière nous?**

Il existe désormais un consensus des gouvernements européens en faveur de la sagesse budgétaire. Ce qui compte maintenant, c'est la mise en œuvre résolue et déterminée des mesures correspondantes sous la surveillance attentive de la commission, en liaison avec la BCE et l'ensemble des gouvernements de la zone euro.

**Le Fonds de stabilité financière s'est engagé le 9 mai 2010 à mobiliser si nécessaire 750 milliards d'euros en faveur des pays en difficulté, en incluant les contributions du FMI? Quel bilan tirez-vous de ce déploiement de forces?**

Cela illustre la capacité des Européens, face à des situations difficiles, de prendre lorsqu'il le faut des décisions appropriées et courageuses. Les observateurs extérieurs ont parfois du mal à comprendre les procédures de décisions en Europe, qui n'est pas une fédération politique et encore moins un Etat centralisé. Au-delà des décisions prises en mai dernier, regardons les deux précédentes années de crise, 2008 et 2009. Il n'y a pas eu en Europe un équivalent de la faillite de Lehman Brothers en 2008. Nous n'avons pas eu de rejet par un parlement d'un plan de sauvetage bancaire, comme ce qui s'est passé avec le programme « Tarp » que le Congrès américain a d'abord refusé à l'automne 2008. Malgré son système de décision complexe, l'Europe a su faire preuve d'une résilience remarquable.

**Pourquoi avoir attendu si longtemps pour lancer un « test de résistance » des banques dont les résultats n'ont été publiés que le 23 juillet, avec plus d'un an de retard sur les Etats-Unis?**

Le conseil des gouverneurs de la BCE était persuadé qu'il fallait le faire. Il a fallu convaincre toutes les autorités concernées que c'était la façon appropriée d'organiser la transparence et de communiquer avec les participants du marché. Il faut reconnaître que l'organisation d'un tel exercice, identique pour 27 systèmes bancaires nationaux, constituait un grand défi d'organisation. Je pense que cet exercice a été très utile.

**Où en êtes vous dans votre réflexion vis-à-vis des agences de notations dont vous critiquez « l'oligopole », allant jusqu'à envisager la création d'une agence publique européenne?**

C'est un très grand sujet et pas seulement pour les Européens. La fonction de notation est essentielle pour le bon fonctionnement de l'économie de marché. Mais il n'est pas nécessairement sain qu'elle se concentre entre trois institutions seulement au niveau mondial. Je ne crois pas que la solution passe forcément par la création d'une institution publique. Il faut continuer de réfléchir. Les bonnes réponses, dans ce domaine, comme dans d'autres, ne peuvent être que mondiales. La solution consistant à segmenter l'économie internationale, au sein de laquelle chaque continent s'efforcerait d'avoir ses propres agences, n'est pas optimale. Il doit par ailleurs être clair que les institutions financières doivent se faire leur propre jugement : la crise des « subprimes » l'a plus que démontré.

**Ne serait-il pas souhaitable que le G20, qui a été une réponse à la crise financière de 2008, s'intéresse enfin aux monnaies et à leurs taux de change?**

Sur les questions de taux de change il faut distinguer les questions de long terme et les problèmes plus immédiats pour lesquels je m'en tiens toujours à ce dont nous sommes convenus avec nos partenaires des grandes monnaies flottantes. S'agissant de la monnaie chinoise, le message que nous avons adressé aux autorités dans le passé était simple : celui d'une plus grande flexibilité. De ce point de vue, j'ai apprécié avec l'ensemble des ministres et gouverneurs des pays émettant les grandes monnaies flottantes, les orientations vers plus de flexibilité rendues publiques par le Chine le 19 juin dernier.

Un article du Figaro.fr du 2 septembre :

### **Comment les entreprises freinent la reprise. (04.09)**

Les entreprises jouent-elles vraiment le jeu de la reprise? Leurs profits sont excellents de part et d'autre de l'Atlantique au deuxième trimestre. Dans le même temps, la croissance reste trop faible pour réduire le chômage et éloigner le spectre d'une double récession. Des économistes imputent aux entreprises la responsabilité de cet écart grandissant entre profits et croissance.

«Les sociétés n'ont pas partagé suffisamment leurs profits avec leurs salariés, et cela pourrait freiner la reprise», observe Aneta Markowska, économiste chez Société générale CIB. Aux Etats-Unis, la part des revenus des entreprises redistribuée aux salariés a chuté à 59,8% au deuxième trimestre, son plus bas niveau depuis la Seconde guerre mondiale.

Recrutements en berne

Paradoxalement, «les sociétés, qui sont entrées dans la crise avec peu de dettes et n'ont donc pas besoin rééquilibrer leur bilan, accumulent le cash et menacent la reprise», observe Aneta Markowska. Leur cash représente aujourd'hui près de 6% de leurs actifs, contre moins de 4,5% avant la crise. Un niveau inconnu depuis les années 50, d'après les chiffres de Société générale CIB. Traduction la plus flagrante de cette stratégie, elles bloquent les embauches.

Chez Natixis, le responsable de la recherche économique, Patrick Artus, fait le même constat. Lors d'une reprise classique, la hausse des profits entraîne des investissements, donc des créations d'emplois, qui à leur tour produisent de la croissance. Or, cette fois-ci, c'est différent. «La déformation du partage des revenus au détriment des salariés conduit à l'affaiblissement des salaires et des revenus salariaux, donc accentue la faiblesse de la demande intérieure», résume Patrick Artus dans une note. Aux Etats-Unis, il faudra donc plus de temps aux ménages, endettés jusqu'au cou, pour assainir leurs finances, avant de consommer à nouveau.

Grande incertitude

Si les entreprises jouent les fourmis et conservent jalousement leur trésorerie, c'est parce qu'une grande incertitude entourent les prévisions économiques. A cause des craintes de retombée en récession, «elles ne savent pas quels seront leurs profits futurs et (aux Etats-Unis, NDLR) elles ont du mal à mesurer quel sera l'impact des mesures fiscales sur la viabilité de leurs projets d'investissement», selon l'économiste de Société générale CIB.

Croissance en berne, profits en hausse, «il va falloir s'habituer à la divergence», estime Patrick Artus, qui estime qu'il s'agit d'une tendance de fond. D'abord, les grands groupes investissent les marchés émergents à fort potentiel, ce qui dynamise leurs résultats. Ensuite, le gel du marché du crédit qui suivit la faillite de Lehman Brother les a échaudé. Elles veulent maintenant financer elles-mêmes leurs investissements et ne plus dépendre des financements externes.

# Document

## Articles de presse de septembre 2010

Un article du Figaro.fr du 6 septembre :

### **La Chine devient le cinquième investisseur mondial. (07.09)**

**En 2008, l'Empire du Milieu occupait le douzième rang des investisseurs dans le monde. L'an dernier, les investissements d'entreprises chinoises à l'étranger ont ainsi représenté 56,5 milliards de dollars.**

Pékin ne boude pas son plaisir avec des jolis chiffres croisés, concernant tant les investissements chinois dans le monde que ceux des étrangers dans le pays. Le *China Daily* a fait en effet sa «Une» sur le fait que la Chine ait bondi au rang de cinquième investisseur mondial. Une progression spectaculaire, puisqu'elle n'occupait que la 12e place en 2008, et qui la positionne de surcroît en tête des pays émergents.

Les commentateurs chinois relèvent fièrement que la Chine «réussit à renverser toutes les tendances mondiales», mettant notamment ce résultat en rapport avec le chiffre global des investissements étrangers dans le monde, en recul d'environ 40% l'an dernier. En 2009, les investissements d'entreprises chinoises à l'étranger ont ainsi représenté 56,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,1% par rapport à 2008. L'annonce a été faite par le ministère du Commerce, qui estime qu'il s'agit là «*juste d'un début*» et que l'augmentation de ces investissements chinois dans le monde «*va être encore beaucoup plus rapide dans les années qui viennent*». Le montant de 60 milliards de dollars devrait être dépassé en 2010. Même si les relations avec d'autres régions du globe se renforcent sans cesse, 71,4% de ces investissements restent concentrés sur l'Asie, tandis que l'Europe en reçoit 5,9%.

Dans l'autre sens, la Chine continue à attirer les investissements directs étrangers, qui devraient pour la première fois dépasser cette année la barre des 100 milliards de dollars (77 milliards d'euros). Le porte-parole du ministère du Commerce, Shen Danyang, s'est félicité que les étrangers «*se montrent optimistes sur les perspectives économiques chinoises et les efforts de Pékin pour améliorer les conditions d'investissement*». Les responsables chinois se frottent d'autant plus les mains que les hommes d'affaires européens comme américains se plaignent de plus en plus des difficultés d'accès au marché chinois. Et mettent en garde Pékin contre une moindre attractivité du pays.

De manière plus réconfortante et rassurante pour ses partenaires, la Chine a aussi annoncé qu'elle allait «très significativement faciliter les importations», des mots destinés à apaiser les critiques suscitées par son fort excédent commercial. Pékin va ainsi «*assouplir la réglementation sur les importations, diminuer les coûts qui leur sont attachés et faciliter le financement d'importations par les sociétés chinoises*» a déclaré Chong Quan, représentant adjoint de la Chine pour le Commerce international cité par l'agence Dow Jones. Il a notamment cité le secteur énergétique, les technologies de pointe et d'autres équipements.

Cette dernière annonce n'a pas été faite au hasard, au moment même où arrivaient à Pékin deux hauts responsables américains, dont le patron du National Economic Council, Larry Summers. Des envoyés spéciaux d'un Barack Obama à la veille d'importantes échéances électorales en novembre, et donc soumis à une forte pression sur le dossier de la sous-évaluation du yuan.



Un article de [Lexpress.fr](http://Lexpress.fr) du 6 septembre :

### **Pourquoi l'économie américaine est en danger. (07.09)**

Des chômeurs de longue durée de plus en plus nombreux, des ménages qui n'osent plus dépenser, des saisies immobilières à nouveau en hausse... La première économie mondiale patine. De quoi doucher les espoirs de redémarrage européens.

"Jamais la situation n'a été si incertaine." Le 11 août dernier, Ben Bernanke, patron de la Réserve fédérale, apparaissait moins comme un sauveur providentiel que comme le témoin un peu gêné de sa propre impuissance. Devant des élus du Congrès angoissés pour leur réélection, en novembre prochain, l'ancien universitaire, spécialiste de la crise de 1929, fort critiqué pour n'avoir su prévoir l'effondrement financier de 2008, ne pouvait, cette fois, que confirmer ses doutes. Après six mois d'embellie et de stimulation forcenée, l'économie américaine n'a, de fait, cet été, envoyé que des signaux pour le moins inquiétants. Un chômage persistant, une consommation atone, un marché immobilier toujours déprimé et un déficit commercial aggravé, notamment vis-à-vis de la Chine. Au deuxième trimestre de cette année, la croissance n'a pas dépassé 0,6 % (1,6 % en rythme annuel), un niveau bien trop faible pour influencer de manière significative sur l'emploi et le moral d'une nation. Depuis un mois, la fragilité de la reprise tire Wall Street vers le bas. Et les courses de rentrée, autrefois période faste pour les Wal-Mart, Macy's et autres supermarchés, n'ont pas déclenché la frénésie habituelle.

Le message d'une croissance "*plus modeste que prévu*" arrive au moment même où Barack Obama, fort de deux réformes spectaculaires, celles de la santé et de la réglementation financière, espérait faire du mois d'août préélectoral son "*été de la reprise*". Il en est quitte pour l'affront infligé par un panel de 53 économistes réunis par le *Wall Street Journal*, qui, pour les deux tiers, s'inquiètent non seulement d'une possible rechute dans la récession (le fameux W, le "*double creux*"), mais aussi d'une éventuelle déflation, ouvrant une "*décennie perdue*" comparable à celle vécue par le Japon dans les années 1980.

Le chômage reste bloqué à un taux de 9,5 %

La relance tant espérée de la consommation, moteur de 70 % du PIB américain, n'est pas au rendez-vous : les dépenses des ménages n'ont augmenté que de 1,6 % entre avril et juin, et l'indice de confiance des consommateurs, malgré une remontée de deux points en août, "*n'approche en rien d'un niveau qui puisse caractériser une période de croissance*", reconnaît David Rosenberg, économiste du cabinet de conseil Gluskin Sheff.

La raison de cette morosité est évidente : si les entreprises ont massivement investi, leurs emplettes de logiciels et de biens d'équipement dernier cri n'ont contribué qu'à améliorer leur productivité, sans créer suffisamment d'emplois. En dépit d'une baisse de un point depuis janvier, le chômage reste bloqué à un taux de 9,5 %. Un chiffre inédit depuis trente ans, qui recouvre le quotidien désespérant de près de 15 millions d'Américains sans travail. Et une toute nouvelle réalité : le rallongement extrême de la durée de recherche d'un emploi. Six mois en moyenne, dans un pays où, jusqu'en 2007, l'indemnisation s'arrêtait, justement, après six mois. Trois extensions des aides publiques sont restées sans effet pour 1,4 million de chômeurs, en rade depuis plus de 99 semaines, la limite extrême de l'indemnisation dans les 30 Etats les plus protecteurs. Ces fameux "99ers" représentent maintenant une classe de défavorisés à part. Ils incarnent un chômage structurel, incompatible avec une culture américaine fondée sur la fluidité du marché du travail et les "*secondes chances professionnelles*".

Le 12 août, une vingtaine d'entre eux avaient eu le courage de manifester devant l'entrée du New York Stock Exchange, à Wall Street, avec l'appui de la fédération syndicale AFL-CIO. Pour un résultat ambigu et édifiant : sommés par un trader goguenard de "trouver un job", évités comme des pestiférés par les salariés du quartier, ces démentis vivants du rêve américain ont dû se contenter des applaudissements de touristes étrangers !

Leur sort ouvre au moins le débat sur l'adaptation du filet de sécurité aux contraintes inédites de cette "*drôle de crise*" : une croissance beaucoup trop molle pour doper l'emploi dans les trois ans à venir. Au coeur de la débâcle financière de 2008, la presse américaine analysait, avec un ton d'ethnologue, les avantages de la protection sociale européenne comme amortisseur de la récession et, en 2009, le Congrès démocrate

obtenait, malgré l'opposition d'une frange extrémiste républicaine, d'étendre la durée des indemnités, toujours limitées à la moitié du salaire, avec un plafond de 450 dollars par semaine...

Même les statistiques peinent à décrire cette nouvelle réalité du chômage de longue durée : la (légère) baisse du nombre de sans-emploi à 9,5 % reflète aussi l'abandon de tout recours par une frange de chômeurs découragés, et la part croissante des personnes en fin de droits, exclues des chiffres officiels. Un rapport, publié au début d'août par le Bureau of Economic Analysis, révèle d'ailleurs que le revenu moyen a chuté spectaculairement dans les grandes villes, comme Chicago (- 3,6 %), Los Angeles (- 3,8 %) et New York (- 4,6 %).

Conséquence, dans un pays où les deux tiers des ménages possèdent leur logement, le nombre des foreclosures (saisies par les banques pour cause de défaut de paiement des traites immobilières) remonte sensiblement, de près de 7 % depuis l'année dernière, pour toucher plus de 2 millions de foyers. La majorité de ces impayés (60 %) sont aujourd'hui dus à la perte d'un emploi. D'où l'intervention de la Maison-Blanche, le 11 août, sous la forme d'une aide d'urgence de 3 milliards de dollars de prêts relais destinés aux propriétaires chômeurs, les plus vulnérables. Cette mesure vient s'ajouter aux invitations du gouvernement, depuis un an, à plus d'indulgence et de patience de la part des banques, priées d'accepter les renégociations de taux et, dans certains cas, une réduction du montant du capital à rembourser. Les résultats sont, là aussi, mitigés, en raison de la réticence des prêteurs... et, de plus en plus, du cynisme de certains débiteurs.

Selon une récente étude d'Experian, organisme de crédit à la consommation, environ 20 % des impayés sont le fait de ménages qui auraient les moyens de s'acquitter de leurs traites, mais choisissent d'abandonner à la banque un bien dont la valeur est considérablement inférieure au montant des remboursements. Ces "walk away" (fugueurs) du crédit nourrissent une nouvelle industrie du conseil juridique spécialisé, qui en dit long sur les perspectives du marché immobilier. Au mieux stabilisé, ce dernier pourrait s'affaisser de 5 % dans les dix-huit mois, selon les estimations pour le moins pessimistes de Paul Dales, analyste en chef de l'institut de recherche Capital Economics : "*Nous sommes en présence de chiffres qui annoncent un double dip immobilier*", prévient-il. Un nouveau plongeon... C'en est fini, pour longtemps, du légendaire soutien de l'immobilier à la croissance américaine, de ce "*sentiment de richesse*" des ménages fondé sur la valeur possible de leur logement à la revente, clef des lendemains qui chantent et du crédit facile. Devant tant d'incertitudes, la vertu s'impose : le taux d'épargne des ménages, proche de zéro en 2007, dépasse maintenant 6 % des revenus disponibles - un niveau record - ce qui réduit d'autant la consommation. L'Etat peut-il prendre la relève ?

Un programme de relance presque épuisé

L'engagement pris par la Fed, au début d'août, de racheter pour 10 à 20 milliards de dollars par mois de bons du Trésor américain et de titres immobiliers revient à faire tourner la légendaire planche à billets fédérale pour gonfler la masse monétaire. Et irriguer un terrain qui s'assèche malgré le déversement de centaines de milliards de liquidités par la Réserve fédérale et le Trésor depuis le grand chambardement de la fin 2008. De son côté, le gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens. Rares sont les autoroutes américaines qui n'affichent pas, sur fond de goudron neuf et de ballet de pelleteuses, un panneau de remerciement à l'American Recovery and Reinvestment Act de 2009, mieux connu sous le nom de "*Stimulus Plan*". Ce fameux programme de relance de 800 milliards de dollars de grands travaux d'infrastructures, de sauvegarde des services publics dans les Etats exsangues et de dégrèvements fiscaux, a été offert par Barack Obama dès son entrée en fonction. Et est déjà aux trois quarts dépensé. Le président assure avoir ainsi sauvé 3 millions d'emplois et tentera d'obtenir, cet automne, au Congrès, une nouvelle subvention fiscale pour les PME, les plus créatrices d'emplois. La résurrection de l'automobile américaine, assainie, réformée et fière de ses premiers bénéficiaires, un an après l'aide spectaculaire de Washington, pourrait lui offrir un argument de poids. Mais un gouvernement déjà attaqué pour son renflouement massif de Wall Street en 2009, puis pour le coût (80 milliards annuels) de sa réforme historique de l'assurance santé, peine aujourd'hui à défendre l'idée d'une injection supplémentaire de fonds publics, au moment où s'amorce un nouveau ralentissement.

L'énormité du déficit budgétaire fédéral et de l'endettement américain obère en effet l'avenir de la première économie mondiale, tant financièrement, par la hausse probable des taux d'intérêt, que politiquement, par sa dépendance de plus en plus malaisée envers le grand créancier chinois. Mais, à court terme, Obama imaginait avoir reçu de son électorat un mandat pour des réformes sociales minimales et une politique d'intervention pragmatique visant au retour de la croissance. Le voici confronté, à la veille des élections de

mi-mandat, à un débat idéologique violent sur le rôle et le poids de l'Etat dans une "*société de liberté*", débat dominé par les républicains, qui s'acharnent à vouloir reconduire les baisses d'impôts instituées par George Bush, notoirement favorables aux plus hauts revenus. La photo souriante de l'ex-président décrié, soudain à la Une de *BusinessWeek*, en dit long sur la confusion ambiante. Elle reflète non pas de la nostalgie, mais une nouvelle peur américaine, inédite au pays des pionniers : celle du futur.

Un article de 20minutes.fr du 6 septembre :

**Sarkozy n'est «absolument pas un président des riches». (07.09)**

C'est son plus proche conseiller, Claude Guéant, qui l'assure, décrivant un président à la vie quasi monacale...

Claude Guéant est monté au créneau dimanche soir pour défendre Nicolas Sarkozy, à la veille d'une semaine cruciale qui verra la réforme des retraites être examinée à l'Assemblée et contestée dans la rue. D'après lui, le chef de l'Etat n'est «absolument pas un président des riches», concédant toutefois que certains faits ont pu laisser penser le contraire. *«C'est vrai que nous gardons du début du quinquennat quelques images qui ont pu troubler, accréditer cette thèse. Il le sait lui-même et il en convient»*, a déclaré le secrétaire général de l'Elysée lors du Grand rendez-vous Europe 1/le Parisien.

Claude Guéant faisait certainement référence au soir de l'élection de Nicolas Sarkozy, lorsque le tout nouveau président avait convié famille et amis dans le très luxueux restaurant le Fouquet's, sur les Champs Elysées, avant de partir quelques jours sur un yacht prêté par l'homme d'affaires Vincent Bolloré. *«Président des riches»*, c'est le nom du dernier ouvrage des sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, qui traite du chef de l'Etat.

Et contrairement à ce qu'on a pu croire, Nicolas Sarkozy n'est pas bling-bling pour un sou, a expliqué le bras droit du président. *«Prenons sa vie personnelle! C'est très simple: Nicolas Sarkozy travaille tout le temps, donc il ne fait pas la fête, rien du tout. Le week-end, il regarde un film avec sa femme. Quand il a un petit instant, il lit. Mais l'essentiel, c'est qu'il travaille tout le temps»*, a décrit Claude Guéant. *«Cet après-midi, je vais passer encore la quasi totalité de l'après-midi avec lui parce que, sans cesse, il va faire des réunions, recevoir des gens etc...»*, a-t-il ajouté. Une vraie vie monacale, toute entière tournée vers le travail, insiste Claude Guéant. *«Pendant ses vacances, c'est très simple. Il va dans sa maison, il ne bouge pas»*, a détaillé-t-il.

Et *«dans le domaine politique, il n'est absolument pas un président des riches»*, a fait valoir le secrétaire général de l'Elysée. Et d'énumérer les différentes mesures qui en sont la preuve: la possibilité de faire des heures supplémentaires - *«c'est fournir du pouvoir d'achat»* -, la revalorisation du minimum de vieillesse, la création de 6.000 places dans des internats d'excellence et l'engagement de prendre 30% de boursiers dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

Un article des Echos du 6 septembre :

### **Les syndicats espèrent plus de 2 millions de manifestants demain. (07.09)**

Il y a au moins un point du dossier retraites sur lequel les syndicats et l'exécutif sont d'accord : la mobilisation de demain contre le texte gouvernemental s'annonce « forte ». « *A réforme importante, mobilisation importante* », anticipe-t-on à l'Elysée, « *sans quoi la France ne serait pas la France* », philosophe Eric Woerth, le ministre du Travail. Dans l'espoir de peser sur un débat parlementaire express qui débutera le jour même, Bernard Thibault (CGT), appelle les Français à faire de cette journée d'actions, la troisième du genre après celles du 27 mai et du 24 juin, « *un rendez-vous hors du commun* ». En écho, François Chérèque (CFDT) martèle qu'être « *très nombreux* » est « *la seule chance* » de peser face à un exécutif décidé à ne pas modifier le cœur et l'équilibre financier de sa réforme.

#### **La barre placée haut**

A l'heure du premier grand rendez-vous d'une rentrée sociale particulièrement précoce, l'intersyndicale, désormais au grand complet avec le retour de FO, promet de frapper fort. Sur le modèle des précédentes journées d'actions, quelque 200 manifestations sont annoncées sur l'ensemble du pays, et les syndicats espèrent rassembler plus de 2 millions de personnes. Cela constituerait une montée en puissance par rapport à la journée du 24 juin et un symbole fort si les pics atteints contre la réforme de 2003 et lors des grands mouvements de 1995 étaient dépassés (voir graphique). La barre est haute, a fortiori début septembre, mais les centrales misent sur un climat social et politique tendu et sur l'opposition d'une majorité de Français au projet.

Les grands bastions sont sur le pied de guerre, avec des grèves attendues dans de nombreux services publics (La Poste, France Télévisions, Pôle emploi, etc.). Dans les transports, de fortes perturbations sont prévues à la RATP et à la SNCF (lire ci-contre).

#### **Appels à la grève dans le privé**

Après la nette montée en puissance constatée le 24 juin, la journée de demain a valeur de test de confirmation. Et déjà, la suite du mouvement est dans toutes les têtes. A la SNCF, les syndicats ont pris les devants en déposant des demandes de concertation immédiates (DCI) - le préalable avant tout dépôt de préavis de grève - dans l'ensemble des régions, pour un mouvement reconductible cette fois. Objectif : être capable d'embrayer rapidement si la coordination interfédérale le décidait mercredi. « *Rien n'a encore été officiellement acté. Mais une bonne partie de la base est décidée à se lancer dans une grève reconductible avant la fin du débat parlementaire* », assure un responsable syndical. Compte tenu des contraintes liées à la loi sur le service minimum, ce nouveau mouvement ne devrait pas intervenir avant le 16 septembre.

Quelques jours après une rentrée scolaire sous tension, le mouvement s'annonce aussi particulièrement suivi, selon les syndicats, dans l'enseignement. Dans les collèges et lycées, le SNES-FSU appelle même à des actions dès aujourd'hui (lire encadré).

Les appels à la grève se sont aussi multipliés dans le privé, en particulier dans les secteurs les plus touchés par la pénibilité. Les syndicats d'Airbus, à Toulouse, appellent à un arrêt de travail de 24 heures. Dans le Sud-Ouest, des grèves sont annoncées chez Saint-Gobain, Terreal, Leroy-Somer (alternateurs industriels) ou encore DCNS (construction navale). Renault Trucks et Rhodia pourraient être touchés à Lyon, tandis que la CGT Ile-de-France prédit une mobilisation « *exceptionnelle* » dans des entreprises comme Snecma, Eurocopter et Veolia. Les banques devraient aussi être touchées et, dans le commerce, la CFDT prévoit une mobilisation « *encore plus suivie que fin juin* ».

#### **La suite décidée mercredi**

Reste à savoir si, comme le prétendent les syndicats, les salariés du privé sont prêts à sortir de la résignation, palpable au printemps, pour basculer dans la contestation. Leur degré de mobilisation constituera un indicateur fort de la capacité ou non de l'intersyndicale à élargir ensuite le mouvement. Voire, même si cette hypothèse est moins probable, à brandir la menace d'une grande journée de grève nationale. Les syndicats se retrouveront dès mercredi au siège de la CGT pour faire le point et, probablement, s'entendre sur la date et les modalités d'une prochaine journée d'actions.

# Document

## Articles de presse de septembre 2010

Un article de 20minutes.fr du 6 septembre :

### **Ces ordonnances que l'Assurance maladie voudrait ne plus rembourser. (08.09)**

Le docteur Poupardin, un médecin généraliste exerçant à Vitry, est convoqué mercredi par le Tribunal des affaires de Sécurité sociale (TASS) du Val-de-Marne pour le différend qui l'oppose à la Caisse primaire d'assurance maladie. Celle-ci lui reproche de prescrire systématiquement à ses patients les plus gravement atteints des ordonnances entièrement remboursées.

Le docteur aurait, en effet, fait systématiquement bénéficier une cinquantaine de ses patients atteints d'affection de longue durée (ALD) de remboursements intégraux pour l'ensemble de ses prescriptions. La Sécurité sociale impose pourtant de distinguer les médicaments directement liés à l'ALD (pris en charge à 100 %) de ceux "sans rapport" avec elle et qui sont remboursés au taux habituel. Claude Leicher, président de MG France, premier syndicat de médecins généralistes, explique : "*Les ordonnanciers des patients atteints d'ALD sont conçus en deux parties. Dans la première, le médecin doit inscrire les médicaments en relation avec l'ALD - remboursés à 100 % par la Sécurité sociale et, dans la seconde moitié, les autres médicaments.*"

Une amende encourue de plusieurs milliers d'euros

C'est en réalité une affaire assez fréquente que traitera le TASS mercredi. Car le problème du docteur Poupardin - et celui de nombre de ses collègues - repose bel et bien sur ces ordonnances dites "bizonnes". Difficile, en effet, de faire le distinguo entre les médicaments liés à la pathologie et ceux qui ne le sont pas. "*Si un patient diabétique se casse le col du fémur en tombant après un malaise lié à sa pathologie première, faut-il considérer que sa chute doit être prise en charge à 100 % ?*" s'interroge le docteur Claude Leicher. "*L'interprétation est difficile et, que l'on tranche en faveur de la Sécurité sociale ou de l'intérêt du patient, l'autre peut se retourner contre nous*", déplore-t-il. Le président de MG France précise que dans de nombreux cas - à l'instar de l'affaire Poupardin -, les médecins privilégient le malade, a fortiori s'il dispose de revenus très modestes.

"*La logique voudrait qu'on ne découpe pas les patients en tranches et qu'on supprime donc l'ordonnance bizona*", prône Claude Leicher, précisant que le syndicat qu'il représente apporte un soutien sans faille au docteur Poupardin. Selon lui, le poids financier des médicaments pouvant être l'objet de litiges ne représente que 2 à 3 % du coût total des ordonnances bizonnes. Un écueil évitable, d'après le représentant de MG France, si une procédure précise de prise en charge était définie. En attendant, le médecin encourt, entre le remboursement de la Sécurité sociale et les pénalités, plusieurs milliers d'euros d'amende.

Réaction d'un internaute.

Cela s'appelle "pinailler" : Le malade, en effet, ne se divise pas en morceaux "bizonnes" ! Il est malade (ALD Signifie maladie lourde puisque de Longue Durée) en entier : même un bon médecin ne peut décider si le mal de tête est lié ou non à l'affection désignée. Et que dire de ces douleurs chroniques et récurrentes, parfois insupportables jusqu'à l'évanouissement, et qu'aucun examen matériel ne peut arriver à mesurer quantitativement ! Pourtant elles existent puisqu'elles causent spasmes, tremblements, etc. et qu'elles affectent le système nerveux. Depuis que la Sécurité Sociale est aux mains des "privés" par délégation, elle devient tatillonne et... insupportable.

Commentaire : En effet : Sordide ! *Fusillé* ! Gratuité des soins pour tous, le droit à la santé est un et indivisible !

Un article de Reuters du 7 septembre :

### **Pour des experts, il faut des gestes sur les retraites. (08.09)**

Nicolas Sarkozy et son gouvernement doivent rapidement donner des signes montrant qu'ils ont entendu la forte mobilisation de mardi contre la réforme des retraites, estiment des spécialistes de l'opinion.

Un recul sur la mesure clé de la réforme, le recul de l'âge légal, est très peu probable mais rester sourd à ce mouvement de contestation croissante serait une erreur, ajoutent-ils.

*"Il faut donner des signes assez rapides que le mouvement et la mobilisation ont permis d'obtenir un certain nombre d'avancées"*, estime Jean-Daniel Lévy de l'institut CSA.

La clé, ajoute l'analyste, *"c'est la possibilité pour chacun de se dire : 'ce sera peut-être un peu difficile pour moi mais pas aussi difficile que s'il n'y avait pas eu la mobilisation'"*.

Les grèves et manifestations se sont amplifiées mardi, l'Intérieur annonçant 1.1 million de manifestants et la CGT 2,7 millions. Lors de la journée d'action du 24 juin, ils avaient respectivement compté 800.000 et 2 millions de manifestants.

Pour François Miquet-Marty, de l'institut Viavoice, *"il est décisif aujourd'hui qu'il y ait une prise en compte et une attention accordée par l'exécutif au mouvement social"*.

Ceci passe par des gestes comme ceux déjà annoncés sur la pénibilité, les carrières longues, les polypensionnés et les femmes, mais aussi par une communication subtile.

*"La question de l'écoute est fondamentale"*, poursuit François Miquet-Marty, car il y a chez les manifestants *"une critique antisarkozyste d'une part et une demande de considération"*.

*"Ça, ça passe par le style que peut prendre le gouvernement. Je me demande même si ce point là n'est pas plus important que le contenu en lui-même de la réforme des retraites"*, dit-il.

En mobilisant autant, les syndicats ont marqué un point mardi, mais l'essentiel n'est pas là, estiment les analystes.

*"Pour eux, c'est une victoire. Mais l'objectif, c'est d'avancer sur le projet de loi, de faire des modifications"*, explique Jean-François Doridot, de l'institut de sondages Ipsos.

Dans ce contexte, *"on peut parler d'une victoire symbolique plutôt que réelle"*, ajoute-t-il.

Pour l'exécutif, le premier risque est la rigidité, le dédain.

*"Considérer qu'il s'agit d'un baroud d'honneur constituerait une mauvaise analyse de la situation"*, estime Jean-Daniel Lévy.

Selon François Miquet-Marty, *"il ne faut pas minorer l'ampleur de la mobilisation : on a des forces syndicales capables de générer un effet d'entraînement croissant."*

L'exécutif dispose d'une voie de passage, soulignent ces spécialistes, car les Français sont attachés à la sauvegarde du système de retraites par répartition, menacé d'insolvabilité.

*"Il ne s'agit pas d'une mobilisation contre toute idée de réforme"*, déclare Jean-Daniel Lévy (CSA). *"C'est une mobilisation qui demande aux différents partenaires sociaux de trouver une solution"*.

Les Français veulent que le système soit sauvé mais *"ils veulent être certains que cette réforme, au final, sera juste"*, ajoute-t-il.

Le Premier ministre, François Fillon, a présenté mardi le relèvement de l'âge légal de 60 à 62 ans, auquel s'opposent les syndicats, comme "*un choix raisonnable et incontournable pour assurer le financement des retraites des Français*".

Il a assuré dans le même temps que les manifestants seraient "*respectés*". "*Le gouvernement entend leurs inquiétudes, le gouvernement écoute leurs propositions et il est ouvert au débat pour peu que l'on ne perde pas de vue l'objectif de la réforme*", assurer la pérennité du système, a-t-il ajouté.

Commentaire.

Ces porte-parole de la pensée unique minimisent la mobilisation d'hier, mais ils ne peuvent masquer leur inquiétude, ils ne semblent pas avoir pris la mesure du changement intervenu dans l'état d'esprit des masses ces derniers mois qui refusent dorénavant en bloc le projet du gouvernement, du mûrissement politique en cours sur fond de scandales à répétition au sommet de l'Etat, le tout relui aux milliards d'euros dont ont bénéficié les banquiers pour continuer à spéculer et s'enrichir ou encore les profits des entreprises du CAC 40.

En même temps, ils s'appuient sur la position de Chérèque notamment, ils indiquent la voie à suivre au gouvernement : présenter le recul à 62 et 67 comme indispensable pour "sauver" le régime de retraite par répartition, démagogie et chantage quoi, qui doivent aboutir au constat qu'il faut accepter (la fatalité) de nouveaux sacrifices, mortelles cette fois, et c'est bien là qu'est le problème, les travailleurs ont semble-t-il bien compris qu'ils devraient cotiser toute leur vie pour une retraite dont ils ne profiteront jamais.

Pour mettre en échec cette propagande, ces "experts" passent leur temps à manipuler la population pour le compte du gouvernement, il faut mettre en évidence que le gouvernement à travers son projet se situe sur le terrain de classe des capitalistes, et que par conséquence, la seule position ou réponse correcte consiste pour le mouvement ouvrier à se situer strictement sur le terrain de classe de la classe ouvrière, à partir de ses besoins ou aspirations et ne plus en bouger d'un millimètre. Et si notre droit à la retraite est incompatible avec le capitalisme, il faut chasser du pouvoir tous les partis qui représentent ses intérêts, sans oublier ceux qui présents à l'Assemblée nationale (le PS et ses satellites) s'apprêtent à gouverner en 2012 pour son compte...



Un article de Reuters, AP, Lexpress.fr, Lepost.fr, etc. du 7 septembre :

### Compte-rendu de la journée de mobilisation du 7. (08.09)

La grève et les manifestations mobilisent davantage que celles du 24 juin.

De 2,5 millions à plus de 3 millions de personnes ont manifesté mardi en France, selon les syndicats, alors que le ministère de l'Intérieur en a recensé 1,12 million.

#### Les manifestations :

- Paris: 80 000 manifestants à 15h selon la préfecture, 270 000 selon la CGT.
- Lyon : Entre 16 000 manifestants selon la préfecture et 35 000 selon les syndicats.
- Grenoble: entre 40.000 et 65.000 manifestants.
- Charleville-Mézières, 2.000 à 3.000 personnes sont descendues dans la rue, selon La Semaine des Ardennes
- Marseille: 27 000 manifestants selon la police et 200 000 selon les syndicats.
- Bordeaux: 40 000 manifestants selon la police et 100 000 selon la CGT.
- Toulouse, entre 32 et 110.000.
- Carcassonne, la télé locale avance le chiffre de 8.000 manifestants
- Nantes: entre 27.000 et 40.000 manifestants.
- Brest : 14.000 à 20.000 personnes ont manifesté.
- Rennes: 21 000 personnes selon la police, et 48 000 selon la CFDT et la CGT. Chiffres les plus élevés depuis 2006

#### Les grévistes :

- **Fonction publique d'Etat** : Plus du quart (26,76%) des agents de la fonction publique d'Etat, 15,4% des agents territoriaux et 17,08% des hospitaliers étaient en grève mardi, selon le ministère de la Fonction publique, des chiffres supérieurs à ceux de la journée du 24 juin.
- **Education** : Les enseignants ont fait grève à 29,4%, dont 33,6% en primaire et 25,8% dans le secondaire, selon le ministère de l'Education nationale, les syndicats de la FSU chiffrant les grévistes à 60% dans le primaire et 55% dans le secondaire, soit davantage que le 24 juin, et même plus du double en collèges et lycées.
- **France Télécom** : 34,04% de grévistes, contre 32,30% le 24 juin, a indiqué la direction. La CGT estime de son côté la mobilisation à "plus de 50%".
- **SNCF** : 42,9% de grévistes selon la direction, 51,8% selon la CGT
- Près d'un quart des réseaux de **transports urbains** fonctionnent à moins de 50%.
- **La Poste** : 24,71% des postiers en grève selon la direction, contre 19,86% le 24 juin dernier. La CGT et Sud ont estimé la mobilisation entre 35 et 40%.

- **EDF**: 21,3% de grévistes selon la direction. La CGT juge ce taux susceptible d'augmenter.

- **Pôle emploi** : 16,93% de grévistes selon la direction, près de 25% selon le SNU

- **Raffinerie** : Les six raffineries Total en France étaient mardi en débit minimum en raison d'une grève dans le cadre de la journée interprofessionnelle sur les retraites, a indiqué la direction du groupe pétrolier à l'AFP.

- Des débrayages se sont également produits dans le **secteur privé**, comme l'automobile ou les banques ou l'énergie. Aussi les salariés de deux raffineries de Total ont-ils décidé de prolonger la journée de grève contre le projet de réforme des retraites. Par ailleurs, le port de Nantes/Saint-Nazaire est bloqué depuis lundi soir, jusqu'à mercredi matin, «peut-être davantage en ce qui concerne l'activité de la raffinerie Total de Donges», selon le secrétaire du syndicat local CGT Ports et Docks, majoritaire. «Toutes les entreprises dépendantes du port sont actuellement paralysées, que ce soit Total, Airbus, Cargill», a-t-il déclaré. Deux porte-conteneurs, deux navires transportant du soja et plusieurs bateaux alimentant la raffinerie Total sont actuellement bloqués au port de Montoir, près de Saint-Nazaire.

#### **Quelques réactions dans la presse :**

- Notre courageuse journaliste de SoYouTV a bravé les coups et les mouvements de foule pour aller recueillir les témoignages des manifestants, scandant des slogans de solidarité ou criant "*Sarko démission !*". Les grévistes fustigent la réforme des retraites, et en demande le "*retrait pur et simple, sans négociation*". (Lepost.fr 07.09)

- "*Quels que soient les chiffres considérés, ils attestent d'une mobilisation supérieure à celle du 24 juin dernier*", doit concéder à regret *Le Figaro*.

#### **Dans la presse internationale :**

- *The Economist* explique que «*le mécontentement est plus large que le simple problème des retraites, entre des scandales touchant le gouvernement et un durcissement de la politique*» du chef de l'Etat. Et de se demander si «*tough Sarko*» («Sarko le dur») gagnera son bras de fer contre les syndicats.

- Mais tout le monde ne critique pas le mouvement social. «*Les Français défendent leur qualité de vie, leur sécurité sociale, leurs retraites. Nous avons abandonné tout ça il y a bien longtemps et préféré plier devant Wall Street*», regrette un New Yorkais dans le Times. Il conclut: «*Vive la France!*» (20minutes.fr 07.09)

#### **Quelques réactions syndicales :**

##### **CGT.**

- Bernard Thibaut mardi matin sur Europe1 : "*Si il y a des avancées, on le dira. Mais s'il n'y en a pas sur l'âge, on continuera de dire que sur cet aspect très structurant, ça ne bouge pas et on retournera dans la rue.*" (Lepost.fr 07.09)

- "*Déjà la mobilisation produit de premiers effets*", estimant que le gouvernement commence à lâcher du lest. "*Millimètre après millimètre, les choses sont en train de bouger*".

Faut-il envisager une grève générale? "*Je n'exclus rien*", a indiqué Bernard Thibaut sur TF1. (Lepost.fr 07.09)

- "*Au gouvernement de réagir*", a-t-il dit. "*S'il ne réagit pas et que nous ne sommes pas entendus, il y aura des suites à cette mobilisation et aucune forme n'est rejetée jusqu'à présent.*" (Reuters 07.09)

C'est fait, Sarkozy a martelé qu'il ne changerait pas de cap. Alors en quoi *les choses sont en train de bouger*, au niveau des manoeuvres des appareils de connivences avec Sarkozy, on n'en doute pas un seul instant.

## **FO.**

- "La grève générale, ça a en France une connotation qui est très particulière, ça a un côté insurrectionnel, c'est pour cela que nous n'utilisons pas cette formule", a déclaré à Reuters Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière. (Reuters 07.09)

Monsieur Mailly, ce sont des émeutes à défaut d'insurrection qui viennent d'obliger le gouvernement à annuler l'augmentation des prix du pain, de l'eau et de l'électricité au Mozambique.

Mailly n'est pas vraiment contre la grève générale, sauf quand elle est à l'ordre du jour ou lorsque Thibault déclare qu'il pourrait l'envisager, on ne se refait pas, le partage habituel des rôles ! Et au passage, merci monsieur Mailly d'avoir envoyé ce message pour rassurer Sarkozy.

Question : Comment se fait-il que les cadres ou dirigeants du POI votent comme un seul homme les résolutions proposées par la direction confédérale proposées par Mailly tout en connaissant ses réelles intentions ? Complices et corrompus, non ?

## **CFDT.**

- Chérèque mardi matin sur RTL : "On attend du gouvernement qu'il fasse des signes", "j'ai fait des ouvertures" sur "la durée de cotisation" et sur "les 65/67 ans". L'inflexibilité affichée par l'exécutif sur les mesures d'âge fait partie d'une "bataille de communication", a jugé le secrétaire général de la CFDT, estimant qu'il y avait un "espace" de "vrai dialogue". "Le calendrier est beaucoup plus large qu'on veut bien donner le sentiment". (AP 07.09)

- François Chérèque promet d'organiser «la radicalité». «On n'a pas d'autre solution que de continuer», martèle-t-il. (20minutes.fr 07.09)

Le jaune dans ses oeuvres... mais il a la base des adhérents de son syndicat contre lui !

## **SUD.**

- Solidaires (SUD) a ainsi appelé les autres syndicats «à décider d'une suite à la hauteur des enjeux dans les jours qui viennent».

## **Du côté du gouvernement.**

Le mot d'ordre était donné dès le début de la journée par Nicolas Sarkozy, lors d'un petit-déjeuner de la majorité : "Tenir la ligne". Devant l'hémicycle, François Fillon a ensuite défendu le report à 62 puis 67 ans de l'âge minimal de la retraite comme un choix "incontournable". (Le Monde 07.09)

## **Réaction avisée d'un internaute.**

Je voudrais répondre à tous ceux qui estiment que quelques 10% seulement des actifs ont défilés mais je voudrais dire que dans bon nombre de petites entreprises les salariés n'ont quasiment plus le droit de faire grève et d'aller manifester.

Dans l'entreprise où je travaille, tout ceux qui voulait participer se sont vu convoquer et menacer de perdre leur emploi en cas de grève. je suis sûr que si tout ceux qui sont contre cette réforme avait put faire grève et manifester, ce n'est pas 2 millions de personnes que l'ont aurai eu dans les rues mais 3 à 4 fois plus soit entre 6 et 8 millions.

Avec de telles pressions le gouvernement peut se glausser sur ces petits 2 millions. Mais Mr Sarkozy malgré vos manipulations une très grande majorité de français sont contre cette réforme et la rejette. Comme le dit le dicton, il n'y a point de sourd que celui qui ne veut entendre.

## **Dernières minutes.**

Dans ce contexte, les syndicats se préparent déjà à maintenir la pression au-delà du 7 septembre, tout en excluant de facto l'organisation d'une grève générale.

*"On fera certainement un moment qui marquera à nouveau l'opinion avant la fin du mois"*, a déclaré François Chérèque sur France 2, ajoutant qu'il faudrait déjà *"marquer le coup"* le 15 septembre. Bernard Thibault s'est montré plus flou.

A l'Elysée, on a d'ores et déjà intégré cette donnée, tout en minimisant le mouvement, notamment le nombre de grévistes.

*"Ils jalonnent le parcours de pierres qui sont des journées nationales d'action, ce qui est traditionnel dans la culture sociale française"*, dit-on dans l'entourage du président. (Reuters 07.09)

Un article d'Associated Press du 8 septembre :

### **Retraites: les principales modifications. (09.09)**

Nicolas Sarkozy a rendu mercredi ses arbitrages sur le dossier des retraites, annonçant une série de modifications techniques, sans remettre en cause les grandes lignes de la réforme. Ces évolutions vont être introduites par le biais d'amendements au projet de loi actuellement examiné par l'Assemblée nationale.

- Départ en retraite à 60 ans rendu possible pour toute personne présentant un taux d'incapacité de 10%, reconnu par une "commission pluridisciplinaire" (médecins, ergonomes, experts...). Selon l'Elysée, ce taux pourra prendre en compte l'ensemble des "facteurs de risque" auxquels a été exposé l'intéressé, et non simplement son handicap physique. Les agriculteurs pourront bénéficier de cette mesure, via leur propre régime de retraite.

Le dispositif pourrait concerner 30.000 personnes par an, pour un coût d'environ 300 millions d'euros annuels, selon la même source.

Initialement, le gouvernement souhaitait fixer le taux d'incapacité minimal à 20%.

- Incitation des branches professionnelles et des entreprises à trouver un accord pour proposer un aménagement de fin de carrière aux salariés "exposés à des facteurs de pénibilité". Cet accord ne sera pas obligatoire, mais bénéficiera d'un fonds public.

- Création d'un comité scientifique destiné à étudier "les facteurs de pénibilité à impacts dits différés".

- Les personnes ayant travaillé au moins deux ans en tant que fonctionnaire vont désormais pouvoir bénéficier d'une retraite de la fonction publique. Auparavant, il fallait avoir effectué au moins quinze ans de service dans la fonction publique, les personnes ayant cumulé moins d'années étant reversées sur le régime général, moins avantageux.

- Les autres situations complexes feront l'objet d'un rapport du gouvernement, pour être aménagées ultérieurement.

### **CARRIERES LONGUES**

- Mécanisme de "lissage" pour l'application du dispositif réservé aux salariés ayant commencé à travailler avant 18 ans, soit 90.000 personnes par an. Ce mécanisme technique, destiné à ne pas défavoriser certaines tranches d'âge des générations nées jusqu'en 1959, a un coût cumulé évalué à 350 millions d'euros d'ici 2018, selon l'Elysée.

### **FONCTION PUBLIQUE**

- La réforme supprime la possibilité pour les fonctionnaires ayant trois enfants et 15 ans de service de partir en retraite de manière anticipée, sauf pour les personnes qui sont actuellement à cinq ans de la retraite, qui pourront finalement bénéficier de l'ancien dispositif. Coût de la mesure: 200 millions d'euros par an jusqu'en 2018, selon l'estimation de l'Elysée.

Un article de Reuters du 9 septembre :

### **FO et Solidaires marquent leur différence sur les retraites. (10.09)**

Force ouvrière et Solidaires ont confirmé jeudi leur participation à la nouvelle journée de grèves et de manifestations du 23 septembre contre la réforme des retraites tout en marquant leur différence.

Les deux centrales syndicales, qui n'ont pas signé l'appel de six syndicats lancé mercredi, souhaitent battre le fer tant qu'il est chaud et ne pas attendre le 23 septembre pour redescendre dans la rue après la journée de mardi dernier.

FO, dirigée par Jean-Claude Mailly, précise qu'elle défilera "*sur son propre mot d'ordre*", à savoir l'exigence d'un retrait du texte gouvernemental.

*"Force ouvrière maintient son exigence de retrait du projet de loi. Elle sera dans l'action le 23 septembre avec les autres organisations syndicales sur son propre mot d'ordre"*, dit-elle dans un communiqué.

FO souligne que ses syndicats mèneront des actions le 15 septembre - journée choisie par les syndicats pour interpeller les députés sur la réforme et organiser des rassemblements - "*en fonction des possibilités au plan local.*"

Force ouvrière, qui avait donné mercredi un accord de principe, a fait confirmer sa participation à la journée du 23 septembre par un bureau national, jeudi matin.

Jean-Claude Mailly, qui exige depuis le début du mouvement une remise à plat complète du projet de réforme, et non de simples concessions, tient à prendre date pour l'avenir.

De son côté, Solidaires a confirmé sa position prise mercredi de ne pas signer le communiqué.

*"Nous ne sommes pas d'accord sur la stratégie d'action qui consiste à reporter au 23 les suites du 7"*, a dit à Reuters Thierry Lescant, membre du secrétariat général. *"Il faut inscrire un mouvement dans la durée, impulser un rythme, une montée en puissance. Le 23 doit être suivi du 24, du 25, du 26..."*

Solidaires ne restera pas pour autant isolé ou inactif, a-t-il ajouté. *"Nous appellerons à manifester le 23 sur la base de nos revendications et nous nous réservons le droit de lancer nos propres initiatives d'ici là."*

Commentaire.

Il faudrait qu'ils aillent plus loin s'ils veulent être en accord avec la réalité : Sarkozy ne cèdera jamais, sauf avec un couteau sous la gorge, or ce n'est pas une énième journée de mobilisation isolée qui le forcera à céder. Qu'on se souvienne comment il a piétiné le vote du 29 mai 2005, il n'entend que le dialogue de l'affrontement, il le propage, son modèle c'est le crochet du boucher, voilà à quelle hauteur doit être notre réponse : il faut le chasser du pouvoir. Le reste suivra camarades. En refusant la légitimité à Sarkozy de toucher à nos retraites, on remet en cause les institutions qu'il représente et dont il est issu, on refuse à l'Etat de nous dicter comment se déroulera notre vie, donc notre temps passé à la retraite. On ne doit pas aller sur son terrain, on n'a pas besoin de parler comme les autres pour nous exprimer.

**Un article du Point.fr du 10 septembre :**

**Chômage de masse en Chine : 22% de la population active sans emploi. (11.09)**

Avec plus d'un milliard de travailleurs en Chine, le pays le plus peuplé au monde est confronté à un gigantesque problème de chômage qui touche près de 22 % de la population active, a indiqué vendredi le gouvernement. Selon des chiffres officiels, seulement 780 millions de personnes ont un emploi.

*"La Chine est confrontée à de gros défis en matière d'emploi aujourd'hui et dans un avenir prévisible", a déclaré Yi Chengji, porte-parole du ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale. "Au fur et à mesure que l'urbanisation de la Chine s'accélère, les pressions sur l'emploi venant des nombreux travailleurs ruraux inactifs sont de plus en plus fortes", a ajouté Yi Chengji. "Aujourd'hui, il y a environ 100 millions de travailleurs ruraux sans emploi qu'il faut transférer vers des emplois urbains", a-t-il poursuivi.*

La situation sur le marché du travail a été pendant longtemps imprécise, le gouvernement ne publiant que des statistiques sur le chômage des travailleurs urbains et faisant l'impasse sur les régions rurales. La Chine traverse une phase d'urbanisation inédite avec des centaines de millions de personnes attirées par la forte extension des zones urbaines grâce à une économie qui se développe à un taux de croissance rapide depuis plus de trente ans. La population urbaine du pays va augmenter à plus de 700 millions de personnes d'ici à 2015, dépassant pour la première fois la population rurale, avait indiqué en juillet la presse officielle citant Li Bin, responsable de l'agence chinoise de planification de la population.

La Chine, pays le plus peuplé au monde avec plus de 1,3 milliard de personnes, a vu sa population active totale fortement augmenter, passant de 112 millions de personnes au cours de la dernière décennie à plus de un milliard de personnes, selon les chiffres officiels.

Commentaire. Cela correspond à une nouvelle division du travail ou une amplification de la division du travail appliquée à tous les secteurs d'activité à l'échelle mondiale, se traduisant par une plus grande concurrence entre les producteurs...

**Un article du Monde.fr du 10 septembre :**

**La médecine du travail dans le collimateur du gouvernement. (11.09)**

Au détour d'un amendement au projet de loi sur la réforme des retraites, le gouvernement veut profiter du débat parlementaire sur les pensions pour engager, sans négociation, une rénovation de la mission des médecins du travail, qui passerait désormais sous le contrôle des employeurs.

De la prévention à l'accompagnement. Plusieurs amendements relatifs à la médecine du travail ont en effet été adoptés en commission, mardi et mercredi, et seront soumis au vote de l'ensemble des députés en séance plénière, certainement lundi. L'amendement 730 définit ainsi la mission de la médecine du travail : "Conduire des actions de santé au travail visant à préserver la santé physique et mentale des travailleurs, tout au long de leur parcours professionnel, et à les maintenir dans l'emploi."

Mercredi, Marisol Touraine, députée socialiste, a dénoncé à l'Assemblée une "*refonte*" en catimini et un "*démantèlement*" de la médecine du travail. Le ministre du travail, Eric Woerth, droit dans ses bottes, a répondu qu'il s'agissait de "*rétablir une égalité de traitement entre les différents salariés*".

La mission d'un médecin du travail est "*de prévenir toute atteinte à la santé des salariés*" dans le cadre de leur travail, rappelle la Dre Mireille Chevalier, secrétaire générale du Syndicat national des professionnels de la santé au travail (SNPST). Un rôle qui n'est pas toujours en phase avec les intérêts recherchés par les directions d'entreprise.

"*L'objectif ne sera plus de protéger les salariés des problèmes de santé liés à leur travail, mais de les accompagner vaille que vaille*", estime le Dr Bernard Salengro, membre de la CFE-CGC, la Confédération française de l'encadrement. "*Il s'agit davantage d'une mission d'accompagnement*", confirme Mireille Chevalier.

Un contrôle par les employeurs. Le texte prévoit aussi que "*les missions des services de santé au travail soient assurées par une équipe pluridisciplinaire*". Il précise que "*les missions définies sont exercées, sous l'autorité de l'employeur, par les médecins du travail*". L'annonce de leur perte d'indépendance. "*Aujourd'hui, les médecins définissent leur mission, note Mireille Chevalier. Ils font leurs choix en fonction de ce qu'ils jugent prioritaire, sans avoir à se soucier des préférences du chef d'entreprise. Cette situation ne les laisse pas complètement libres de toute pression, mais ils conservent une liberté technique totale.*"

Pour Mme Chevalier, "*les employeurs voient dans le médecin un levier pour se protéger de tout problème qui peut leur coûter de l'argent, susceptible de veiller à ce que ses installations, les produits utilisés soient réglementaires. Donner aux employeurs la définition des missions, c'est comme offrir aux cigarettiers la mise en œuvre de la politique de prévention contre la tabagie. Ce n'est pas compatible*", constate-t-elle.

En cas d'adoption de cet amendement par le Parlement, la médecine du travail "*dépendra de l'autorité des employeurs*", dénonce Marisol Touraine. Une anomalie que regrette également Francis Vercamer, député Nouveau Centre, auteur de plusieurs amendements sur la réforme de la médecine du travail dont s'est largement inspiré le gouvernement. "*Curieusement, le volet que j'ai rédigé qui réaffirme l'indépendance des médecins n'a pas été retenu. Je le représenterai*", annonce-t-il. Francis Vercamer est néanmoins sans illusion quant au sort que réserveront ses collègues de la majorité présidentielle à son amendement. "*S'il passait, le Medef serait vent debout*", glisse-t-il.



## Un article d'Associated Press du 11 septembre :

### **Campements illicites : une circulaire du ministère de l'Intérieur cible "prioritairement les Roms". (13.09)**

Le ministère de l'Intérieur demande aux préfets de zone d'évacuer au moins un campement illicite par semaine en visant "en priorité ceux des Roms", dans une circulaire publiée sur l'Internet par "Le Canard social", média en ligne traitant de l'actualité sociale des Pays de la Loire. Contactée dimanche par l'Associated Press, la place Beauvau ne réagissait pas dans l'immédiat.

Dans un communiqué de presse diffusé jeudi, le ministre de l'Immigration Eric Besson assurait pourtant que la France n'avait "pris aucune mesure spécifique à l'encontre des Roms".

"Le traitement réservé à ces personnes n'a aucun lien avec leur appartenance réelle ou supposée à la communauté rom", clamait-il, après la résolution adoptée plus tôt dans la journée par le Parlement européen. Strasbourg demandait à Paris de suspendre les expulsions de Roms, une critique rare vis-à-vis d'un Etat de l'Union européenne.

Dans une circulaire du 5 août, la place Beauvau rappelle les instructions données fin juillet par le président Nicolas Sarkozy. "Trois cents campements ou implantations illicites devront avoir été évacués d'ici trois mois, en priorité ceux des Roms", écrit Michel Bart, le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Le document ordonne également aux préfets d'engager dans leur département "une démarche systématique de démantèlement des camps illicites, en priorité ceux de Rom" (sic).

Selon cette circulaire, les représentants de l'Etat doivent envoyer chaque mardi à la place Beauvau un courrier électronique dressant un état des lieux dans leur département et répertoriant les actions qu'ils ont entreprises. "Les préfets de zone s'assureront, dans leur zone de compétence, de la réalisation minimale d'une opération importante par semaine (évacuation / démantèlement / reconduite), concernant prioritairement les Roms", poursuit Michel Bart.

Commentaire. Sarkozy, Woerth, Hortefeux, Besson, etc. cela commence à faire beaucoup de menteurs avérés pour que les travailleurs aient encore un soupçon de confiance dans ce gouvernement... On va les encourager : allez-y, continuez, vous êtes sur la bonne voie pour dresser les masses contre le régime.

## Un article d'Associated Press et Reuters du 13 septembre :

### **Continental Automotive: 52% des salariés de Midi-Pyrénées approuvent le plan de la direction. (14.09)**

Les salariés des trois sites de Midi-Pyrénées de Continental Automotive France, filiale électronique de Continental, ont approuvé à 52% le plan visant à réduire de 8% le coût du travail, en l'échange d'un maintien de l'emploi pour les cinq ans à venir, proposé par la direction, a annoncé celle-ci dans un communiqué lundi soir. La CGT et la CFDT, qui représentent 60% du personnel, avaient appelé au boycott de la consultation qu'ils jugent "illégal" et "illégitime".

Pour les syndicats, l'accord s'apparente plus à un «chantage» de la part de la direction. Selon la CGT et la CFDT, le gain salarial correspond à une baisse de 5.000 euros annuels par employé.

Les mesures de la direction représenteraient également entre huit et 13 jours de travail en plus, la suppression de diverses primes et de plus de 100 postes d'intérimaires et sous-traitants.

Pour parvenir à cette réduction du coût du travail, le "plan stratégique de maintien de l'emploi" qui a été soumis au vote des salariés prévoit "la suppression de deux jours de RTT", "un gel des augmentations en 2011" et "une forte baisse de la prime d'intéressement".

"Quatre-vingt-trois pour cent des salariés se sont prononcés lors de la consultation proposée par la direction. A 52%, ils ont approuvé le plan de maintien de l'emploi", a rapporté la direction de l'équipementier automobile.

"Il ne s'agit que d'une consultation du personnel qui n'a pas de valeur juridique", a précisé de son côté la responsable de la communication, Véronique Eucat.

Pour Antoine Jouin, président de Continental Automotive France, "ce vote des salariés est un encouragement fort pour la poursuite du développement des activités de la société. A travers cette approbation du plan, je mesure l'attachement des salariés à leur entreprise ainsi que leur lucidité quant au contexte auquel nous sommes confrontés. Les efforts individuels consentis par les salariés serviront l'intérêt collectif".

Implanté à Toulouse, Boussens (Haute-Garonne) et Foix (Ariège), Continental Automotive France emploie au total 2.500 salariés en Midi-Pyrénées. L'équipementier justifie ce plan d'économies par "une alarmante baisse prévisionnelle de la charge de travail" des trois sites de production "pour les années 2012 et 2013". Pour la direction, "seule une réduction de 8% du coût du travail permettrait d'engranger de nouvelles commandes de production pour 2012 et 2013".

Sami Hamida, délégué syndical central de la CFDT, a jugé les 52% d'approbation "peu glorieux pour la direction compte tenu des pressions qu'elle a exercées sur les salariés et de l'iniquité du scrutin". "Le personnel ne disposait pas de tous les éléments sur ce plan", a-t-il déclaré à l'Associated Press. "Cela ne change pas notre position: nous ne signerons pas ce plan".

En milieu de journée, des salariés s'étaient rassemblés à l'appel des syndicats devant le site toulousain de l'équipementier. Des délégations d'autres sites de Continental, dont une de l'usine de Clairoux (Oise), qui a fermé en 2009 malgré un accord de retour aux 40 heures, les avaient rejoints en soutien.

"Cette consultation bidon est le résultat d'un chantage organisé par la direction pour augmenter de 8% ses profits. Notre société ne connaît aucune problème économique. Elle fait des bénéfices, sa rentabilité sur investissements est de 65% et les carnets de commandes sont pleins", a déclaré à Reuters Olivier Grimoux, délégué CGT.

"De toute façon, c'est la loi, celle d'août 2008, qui prévaut sur les consultations salariales. Un tel référendum est donc illégal. Seuls les syndicats majoritaires, ce que nous sommes, peuvent signer un tel accord. Et nous ne le signerons pas", a-t-il ajouté.

Le groupe, qui emploie 143.500 salariés à travers 46 pays, a réalisé un chiffre d'affaires de 20 milliards d'euros en 2009.

## Un article du Monde du 13 septembre :

### "Le Monde", l'Elysée et la liberté d'informer. (14.09)

La loi est sans équivoque : "*Le secret des sources des journalistes est protégé dans l'exercice de leur mission d'information du public.*" C'est sous la présidence de Nicolas Sarkozy que cet article a été ajouté à la loi sur la presse. C'est sous sa présidence qu'il vient d'être transgressé. Il y a quelques semaines, un service de l'Etat a été mis à contribution pour identifier la source d'un journaliste du Monde qui enquêtait sur l'affaire Woerth-Bettencourt. Une initiative décidée en violation du principe qui institue les journalistes en nécessaire contre-pouvoir. L'affaire a des précédents, sous cette présidence et sous d'autres. Il reste que l'enquête menée par la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) à l'encontre d'un haut fonctionnaire soupçonné d'être l'auteur de fuites vise à intimider les médias.

La chronique du dossier Woerth-Bettencourt s'enrichit, avec cette intervention de la DCRI, dont le pouvoir use comme d'un cabinet noir, d'une nouvelle irrégularité. Il y a longtemps que l'enquête sur cette affaire de rapports incestueux entre la droite et l'argent caché aurait dû être confiée à un juge d'instruction, c'est-à-dire à un magistrat du siège indépendant, plutôt que de rester entre les mains du parquet, qui n'a de compte à rendre qu'au ministre.

S'affranchir ainsi des règles de la simple justice est la solution qu'a imaginée l'Elysée pour circonscrire l'incendie. Comme le feu, chaque jour ou presque, repart de plus belle, il est commode d'accuser les journalistes d'être les incendiaires. Et d'essayer de les faire taire.

L'article qui renforce le secret des sources a été ajouté le 4 janvier 2010 à la "*loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse*", dont l'intitulé et le millésime disent clairement qu'elle est un fondement de la République. Il aligne le droit français sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, laquelle, dans un arrêt de 1996, affirmait déjà le droit et le devoir pour les journalistes de taire l'origine de leurs informations.

Dans sa version de 2010, la loi de 1881 précise qu'il ne peut être porté atteinte au secret des sources "*que si un impératif prépondérant d'intérêt public le justifie*". Le pouvoir interprète de manière insolite cette notion d'intérêt public, qu'il confond avec son intérêt propre, avec l'intérêt de la majorité d'aujourd'hui à garder le plus longtemps possible ce dossier sous l'éteignoir, en tentant, après la justice, d'étouffer la presse. L'intérêt public voudrait au contraire que la lumière soit faite au plus vite sur l'affaire Woerth-Bettencourt, qui empoisonne le climat politique et nuit, en pleine réforme des retraites, au dialogue social.

Le bon sens démocratique rejoint ici la question de principe. Le Monde ne peut admettre cette violation du secret des sources, pour lui-même et pour ceux qui ont vu dans la loi de 1881 version 2010 un surcroît de légitimité reconnue aux journalistes. Ce souci de transparence citoyenne justifie que nous portions plainte auprès du parquet pour que, dans cette affaire et d'autres, la liberté de la presse soit strictement respectée.

### Complément de Reuters.

Le Monde affirme que des sources policières lui ont dit qu'ordre avait été donné de mettre fin aux fuites.

Etait en cause notamment la publication mi-juillet par le journal de déclarations à la police de Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, qui a assuré qu'il avait été amené par Eric Woerth à procéder au recrutement par sa société Clymène de son épouse Florence.

Selon le site [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com), l'enquête clandestine menée par la DCRI a conduit au limogeage du conseiller pénal de la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, David Sénat, identifié comme la source auprès des médias.

Des écoutes téléphoniques auraient été menées ou les enquêteurs auraient examiné les factures détaillées de téléphone de certaines personnes pour identifier les sources des journalistes, affirment ce site et d'autres médias.

Le ministère de l'Intérieur, tutelle de la DCRI (créée en 2008 par fusion de la DST et des Renseignements généraux), n'a fait aucun commentaire. Le patron de la DCRI, Bernard Squarcini, a reconnu sur [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) que son service avait apporté un "éclaircissement". Interrogé sur Europe 1 dimanche, Eric Woerth a dit n'être au courant de rien.

Le cabinet de Michèle Alliot-Marie a confirmé que David Sénat, qui travaillait auprès d'elle depuis 2003, à la Défense, à l'Intérieur, puis à la Justice, était parti au 1er septembre mais a démenti tout lien avec l'affaire Woerth. David Sénat sera désormais chargé d'une mission de préparation de l'installation d'une cour d'appel à Cayenne en Guyane, explique-t-on.

Un journaliste du Monde, Edwey Plenel, avait été placé sur écoutes téléphoniques de manière illégale par une officine de l'Élysée dans les années 1980, sous François Mitterrand. L'affaire avait amené des condamnations symboliques en justice vingt ans plus tard, en 2005.

Un article d'Associated Press du 14 septembre :

### **La pauvreté aux Etats-Unis devrait enregistrer une hausse record pour 2009. (15.09)**

Mauvaise nouvelle pour Barack Obama et les démocrates à sept semaines des élections de mi-mandat: le Bureau américain du recensement devrait révéler dans les prochains jours que le nombre de pauvres aux Etats-Unis a enregistré une hausse record en 2009, sur fond de récession économique.

Six démographes interrogés par l'Associated Press estiment que le nouveau taux de pauvreté devrait bondir de 13,3% à environ 15% -ils évoquent une fourchette entre 14,7% et 15%. Ce qui signifierait que les Etats-Unis comptaient l'an dernier quelque 45 millions de pauvres, soit un habitant sur sept.

Ce serait la plus forte hausse en un an depuis que les statistiques de la pauvreté ont commencé à être compilées par les autorités américaines en 1959. La précédente hausse record remonte à 1980 lorsque le taux a augmenté de 1,3% pour s'établir à 13%.

Selon les démographes interrogés, le taux de pauvreté chez les Américains en âge de travailler qui ont entre 18 et 64 ans devrait dépasser les 12,4%, contre 11,7% auparavant. Du jamais vu depuis au moins 1965, année où le président Lyndon Johnson avait déclaré la guerre à la pauvreté et développé l'action sociale du gouvernement fédéral.

Selon les démographes, le rapport du Bureau du recensement devrait également montrer qu'en 2009, le taux de pauvreté des enfants est passé de 19% à 20%, que les Noirs et les Hispaniques ont été beaucoup plus touchés proportionnellement, et que les zones urbaines où la pauvreté a le plus augmenté sont Modesto et Los Angeles (Californie), Detroit (Michigan), Cape Coral-Fort Myers (Floride) et Las Vegas (Nevada).

*"Je pense que sur le plan politique, ces chiffres seront accueillis avec alarme et consternation mais ne déboucheront pas sur un appel à agir", estime William Galston, ex-conseiller de l'ancien président Bill Clinton. Et d'ajouter: "J'espère que les partis ne vont pas s'accuser mutuellement d'être responsables" de cette situation. "Ce serait une erreur à mon avis."*

Les chiffres de la pauvreté en 2009, première année de la présidence Obama, pourraient fournir des munitions aux républicains pour les élections de mi-mandat. De leur côté, les démocrates devraient expliquer qu'ils ne doivent pas en être tenus pour responsables. Ils pourraient rappeler que les problèmes économiques et la hausse de la pauvreté ont commencé sous la présidence de George W. Bush avec le quasi-effondrement du secteur financier à l'automne 2008.

Reste que les Hispaniques et les Noirs, qui votent traditionnellement démocrate, pourraient être tentés de boudier les urnes si le rapport du Bureau du recensement montrent effectivement qu'ils ont été largement touchés par la hausse de la pauvreté.

Lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche vendredi, Barack Obama a affirmé que *"l'effort le plus important pour lutter contre la pauvreté est de faire croître l'économie et de s'assurer qu'il y a assez d'emplois"*. Mais, au-delà des élections de mi-mandat, les chiffres de 2009 pourraient mettre le président sous pression pour qu'il augmente les programmes d'aide sociale avant sa probable campagne pour la présidentielle de 2012.

La hausse de la pauvreté apparaît liée à celle du chômage, qui a enregistré en octobre 2009 une progression record en rythme annuel en atteignant 10,1%.

Un taux de pauvreté de 15% serait le plus élevé depuis 1993. Le record a été recensé en 1959 -année où le gouvernement a commencé à compiler les chiffres de la pauvreté- avec 22,4%, et le niveau le plus bas en 1973 à 11,1%. Depuis, le taux de pauvreté a fluctué entre 12% et 14%.

En 2008, le seuil de pauvreté était fixé à 22.025 dollars (17.142 euros) pour une famille de quatre personnes. A partir de 2011, le gouvernement compte publier de nouvelles statistiques intégrant notamment

le coût de la santé et des transports, qui devraient montrer que le nombre de pauvres est encore plus élevé que ne l'indiquent les chiffres actuels.

Commentaire.

C'est le vrai visage, la faillite du capitalisme qui est exposée dans cet article.

Un article du Point.fr du 14 septembre :

### 925 millions de personnes sous-alimentées dans le monde. (Titre du site) (15.09)

(Le titre original était : *Pauvreté - La faim dans le monde recule, mais reste "inacceptable"*, un "recul" qui ne reflète pas forcément la réalité.)

Pour la première fois depuis quinze ans, la faim dans le monde a reculé à 925 millions de personnes sous-alimentées, un chiffre "inacceptable" dont "il n'y a vraiment pas lieu de se réjouir", a souligné mardi, à Rome, le directeur général de la FAO Jacques Diouf. "Toutes les six secondes, un enfant meurt à cause de problèmes liés à la malnutrition. La faim reste la plus grande tragédie et le plus grand scandale au monde", a souligné devant la presse le dirigeant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Même si le nombre d'affamés repasse sous le seuil symbolique du milliard, dépassé en 2009 (1.023 millions, soit une baisse de 9,6 %), la FAO se refuse à tout triomphalisme. "Une personne sur six se réveille sans avoir de quoi manger", a rappelé Josette Sheeran, directrice générale du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies.

Pour la FAO et le PAM, la baisse enregistrée découle avant tout d'une conjoncture économique plus favorable en 2010, notamment dans les pays en développement, et de la baisse des prix alimentaires à l'échelle mondiale. Mais, alors que ce chiffre n'inclut pas les très probables nouveaux sous-alimentés liés aux inondations massives au Pakistan, "il ne faut surtout pas relâcher nos efforts", a estimé Josette Sheeran. Le premier objectif du Millénaire pour le développement adopté en 2000 prévoyait de passer de 20 % à 10 % de sous-alimentés dans le monde d'ici à 2015, et "nous n'en sommes qu'à 16 %", a renchéri Jacques Diouf, pour qui "cet objectif s'annonce très difficile à atteindre."

Un tiers de la population d'Afrique subsaharienne souffre de la faim

Pour le directeur général de la FAO, "il est temps de s'attaquer aux vraies causes de la faim dans le monde", notamment avec des "investissements accrus dans l'agriculture", des "filets de sécurité" (réserves en cas de pénurie) et des programmes d'aide sociale. Faut de quoi "nous sommes condamnés à toujours devoir nous contenter de gérer de nouvelles situations de crise", a plaidé Jacques Diouf, rappelant des "expériences réussies dans certains pays, comme le Congo ou le Vietnam", qu'il faut "encourager et étendre". Les premières réactions des ONG ont fait écho aux conclusions de la FAO. Pour Oxfam, ce recul de la faim est dû à "la chance". "Il est pourtant possible (de réduire de moitié la sous-alimentation dans le monde d'ici à 2015), seule manque la volonté politique."

ActionAid rappelle de son côté : "La sous-alimentation continue de coûter 450 milliards de dollars (350 milliards d'euros) par an aux pays pauvres. Les gouvernements devraient se souvenir qu'il est dix fois plus coûteux d'ignorer la faim que de la combattre." La baisse du nombre d'affamés s'est ressentie dans toutes les régions du monde. L'Asie-Pacifique, la plus massivement touchée avec 578 millions de personnes affamées, est aussi celle où la faim a le plus reculé, avec une baisse de 12 % par rapport à 2009.

La proportion d'affamés reste la plus forte en Afrique subsaharienne (30 %), et les deux tiers des 925 millions de personnes sous-alimentées se retrouvent dans seulement sept pays : Bangladesh, Chine, République démocratique du Congo, Éthiopie, Inde, Indonésie et Pakistan.

Commentaire.

L'ONU se donne bonne conscience en divulguant ces chiffres, alors qu'elle est complice des affameurs ! L'ONU ne peut pas dire qu'elle ne sait pas, qu'elle ne connaît pas l'origine de la sous-alimentation ou de la faim dans le monde, dès lors à quoi bon s'adresser à cette agence internationale du capital pour remédier à cette situation, sinon la légitimer ainsi que les Etats et les multinationales affameurs !

Il y a les populations qui sont affamées et les populations qui vivent en permanence en situation de sous-alimentation. S'il est relativement facile de comptabiliser les premières, c'est loin d'être le cas pour les secondes. Se gaver de céréale, de riz par exemple, parce que cela tient au ventre jusqu'au prochain repas, permet de couper la faim et de sauver les apparences, mais dès qu'on aborde la quantité de protéines, de légumes ou de fruits consommés par chaque habitant, au mieux quelques dizaines de grammes par repas pour les légumes ou fruits, beaucoup moins encore pour les protéines, en Inde c'est trois ou quatre habitants



sur cinq qui vit en état de sous-alimentation permanente et j'imagine que c'est ainsi dans de nombreux pays en Asie et en Afrique ou encore en Amérique latine. L'Indien végétarien est un cliché pour touriste, je n'en connais qu'un seul après avoir passé 16 ans en Inde !

On pourrait ajouter pour l'avoir constaté sur place, que même lorsque le niveau de vie de la population a nettement progressé, elle ne consacre pas forcément une plus grande partie de son budget pour se nourrir mieux ou changer d'habitudes alimentaires, c'est d'ailleurs souvent une question de culture, manger plus de viande ou de poisson ne sert à rien puisqu'on s'en est toujours passé ou presque depuis des décennies ou des siècles, et puis ils sont chers, toujours plus chers. Et ne vous figurez pas que les repas quotidiens des Indiens ressemblent à ce que l'on vous sert dans un restaurant indien en France, cela n'a absolument rien à voir, les plats qui vous sont proposés dans ces restaurants sont en fait les plats des jours de fête qui se comptent sur les doigts de la main dans l'année, et ils ne sont jamais aussi riches. A côté de cela, les Indiens qui en ont les moyens, surtout les jeunes, vont dépenser de l'argent dans des saloperies genre amuses-gueules en tout genre, salés ou sucrés, et autre Coca Cola. L'élévation du niveau de vie ne se traduit donc pas forcément en terme d'amélioration sur le plan alimentaire, un Indien préférera s'acheter un téléphone portable par exemple, ceci nous force à relativiser les chiffres qui nous sont gracieusement fournis sur la pauvreté dans le monde, bien qu'elle demeure à un niveau intolérable.

Tous les Indiens qui m'ont cotoyé au cours des 20 dernières années ont toujours été très étonnés par mon dynamisme, mon endurance physique, mon refus de faire la sieste, mon manque de sommeil, alors qu'en règle générale ils sont toujours fatigués et manquent de force physique à 20 ans comme à 50 du lever au coucher du soleil, au point que j'ai dû leur fournir des explications détaillées sur ce mystère ! Quand je leur ai dit que cela provenait de mon alimentation, cela ne les a pas étonné, spontanément ils m'ont demandé si je mangeais du boeuf, j'ai répondu oui, très régulièrement ou du poulet, des oeufs, mon explication les a convaincus ou a confirmé ce qu'ils pensaient déjà, puisque généralement ils m'ont répondu que c'était normal que j'aie une constitution si robuste, peut-être 50% des hindous ne mangent pas de boeuf, mais ils mangent toutes les autres viandes, du poisson ou des oeufs, ce sont les musulmans et les chrétiens qui mangent principalement du boeuf. Vous prononcez le mot boeuf ou buffle devant un Indien, ils se figurent l'animal avec sa force colossale et il en déduit que forcément en en mangeant vous héritez de ses qualités, je ne plaisante pas, ils font ce genre de raccourcis ou d'identification à propos de n'importe quoi.

Un article du Point.fr du 15 septembre :

### **Cambodge - La grève du textile prend de l'ampleur. (16.09)**

Les syndicats du secteur du textile au Cambodge ont menacé, mercredi, de faire durer pendant des semaines un mouvement social entamé lundi sur des questions de salaire et qui gagne en importance. Kong Athit, secrétaire général de la Confédération cambodgienne du travail, a affirmé que 190.000 personnes avaient cessé le travail dans 90 usines, contre 60.000 lundi.

L'Association des producteurs de vêtements au Cambodge (GMAC) n'a fait état que de 30.000 grévistes, mais a confirmé que le chiffre était à la hausse depuis le début du mouvement. *"S'il n'y a pas de réponse des employeurs d'ici le 18 septembre, nous nous réunirons avec nos représentants syndicaux pour décider de continuer la grève au moins un mois"*, a déclaré Kong Athit. Lire la suite l'article

Le mouvement fait suite à un accord entre gouvernement et industriels fixant le revenu minimum à 61 dollars (47,5 euros) par mois pour l'industrie du vêtement et de la chaussure. Les organisateurs réclament au moins 93 dollars. Ken Loo, secrétaire général de la GMAC, a affirmé que des non-grévistes avaient été menacés et regretté que *"la police n'agisse pas quand ces gens violent la loi"*.

Les industriels dénoncent un mouvement susceptible, selon eux, de pousser les grandes marques à faire appel à des pays voisins. Le secteur, qui produit pour des marques comme Gap, Benetton, Adidas ou encore Puma, est une des principales sources de revenus pour ce pays encore très pauvre, gagné par les mouvements sociaux comme plusieurs autres pays asiatiques. Il emploie 345.000 ouvriers, mais a subi le contre-coup de la crise mondiale l'an passé, avec des exportations en baisse de 3,1 milliards de dollars en 2008 à 2,69 milliards en 2009. Les chiffres officiels font cependant état d'une croissance de 13,4 % durant les sept premiers mois de 2010. Plus de 30 % des 14 millions de Cambodgiens vivent avec moins de 50 cents par jour.

#### **Commentaire.**

Les multinationales installées en Chine ou les entreprises chinoises travaillant pour l'exportation menacent d'aller voir ailleurs à cause de l'augmentation des salaires, au Cambodge par exemple, tandis qu'au même moment les industriels cambodgiens menacent eux aussi d'aller voir ailleurs pour les mêmes raisons, mais où vont-ils finir par aller pour trouver des esclaves ? Nulle part, la boucle sera bouclée, le capitalisme n'aura bientôt plus de cartouches pour continuer à engranger des profits records, la crise du capitalisme deviendra alors à la fois mondiale et permanente, s'aggravant de jour en jour, la lutte des classes a encore de beaux jours devant elle...

Un article du Monde.fr du 15 septembre :

### **Martine Aubry précise ses propos sur l'âge de départ à la retraite. (16.09)**

La première secrétaire du PS, Martine Aubry, assure, mercredi 15 septembre, sur France Inter, que les socialistes n'ont *"jamais demandé la retraite à taux plein à 60 ans"* pour tous, notant que *"depuis des années"*, il était fixé à 65 ans en France. *"L'âge légal, c'est essentiellement ce droit de partir à 60 ans, qui va d'abord toucher ceux qui ont leur durée de cotisation. Ceux qui n'ont pas leur durée de cotisation ne partent pas à 60 ans ou s'ils décidaient de partir, ils auraient une décote, comme c'est déjà le cas aujourd'hui"*, a-t-elle ensuite précisé devant l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis).

Le PS est *"un parti de gouvernement"* et *"je souhaite être crédible dans ce que je propose"*, a-t-elle lancé à la radio. Elle a reconnu qu'*"il faudra qu'une majorité de Français travaillent plus longtemps"*. *"Aujourd'hui, c'est 41 ans, nous proposons une règle"* prévoyant que *"quand l'espérance de vie s'accroît d'une année, il faudra six mois de plus de cotisation, donc de travail"*, a expliqué la numéro un du PS. Dans le système mêlant *"protections collectives et libertés individuelles"* prôné par le PS, *"chacun aura un compte temps et il devra travailler tant d'heures pour avoir sa retraite à taux plein mais pourra l'organiser comme il veut pendant sa vie"*, a indiqué Mme Aubry devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS). *"En revanche, nous ne voulons pas que ceux qui ont commencé à travailler tôt, qui ont eu des emplois pénibles, ne puissent pas partir comme c'est le cas aujourd'hui à 60 ans"*, a expliqué la maire de Lille sur France Inter.

Mme Aubry a indiqué que *"cela touche les 3 millions de personnes qui ont commencé à travailler avant 19 ans et qui ont déjà 41, 42, 43, 44 ans de cotisation"*. Selon elle, *"aujourd'hui, le gouvernement ment et roule dans la farine les Français"*. *"Le passage de 65 à 67 ans [de l'âge de départ sans décote] est prévu en Allemagne en 2029, en Italie et en Espagne en 2027, et nous, notre gouvernement nous dit qu'il faut le faire tout de suite comme les autres pays, alors les mensonges, ça suffit !"* s'est-elle insurgée à la radio. A la question de savoir si le PS abrogerait la réforme des retraites en cours d'examen au Parlement dans le cas où il reviendrait au pouvoir en 2012, Mme Aubry s'est bornée à répondre devant l'AJIS : *"On fera une autre réforme"*.

#### **Commentaire.**

Elle propose ni plus ni moins que la liquidation du système de retraite par répartition. La retraite à la carte favoriserait en régime capitaliste ceux qui auraient les moyens de cotiser pour se payer une retraite confortable et de partir à la retraite quand ils le désirent, pendant que les autres, c'est-à-dire la majorité des travailleurs, travailleront toute leur vie pour finalement toucher une retraite de misère ou si tardive qu'ils n'en profiteront pas.

Le PS, c'est le parti de la petite-bourgeoisie qui n'a pas d'autre horizon que le système capitaliste, ce qui confirme sa nature de parti bourgeois et non de parti ouvrier. Et qu'on ne vienne pas nous dire que le PS serait un parti ouvrier parce qu'il prend en compte la situation des travailleurs qui ont commencé tôt à travailler, l'UMP aussi ! Et avec l'allongement de la durée de cotisation et les périodes de chômage auxquelles chacun aura le droit dans le futur, toutes les concessions accordées si généreusement à cette catégorie de travailleurs seront annulées de fait, l'UMP et le PS sont donc bien sur la même longueur d'onde.

Un article de L'Express du 16 septembre :

**Mélenchon : "Populiste, moi ? J'assume!" (17.09)**

Le leader du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon revient sur l'actualité de ces dernières semaines et sur la réforme des retraites. Mais aussi sur l'avenir. Il tacle au passage Martine Aubry, "*un bouchon à la surface de flots contraires*".

A la Fête de l'Huma, il avait deux gardes du corps. La rançon du succès ! Car les colères -parfois très calculées- de Jean-Luc Mélenchon, ex-socialiste, leader du Parti de gauche et tribun dans l'âme, en ont fait l'une des vedettes médiatiques de la rentrée. En novembre, il sera même l'invité de Michel Drucker sur le plateau de Vivement dimanche... Après avoir réussi à s'imposer comme l'un des leaders de "*l'autre gauche*", celui qui veut en être le candidat en 2012 revient, pour L'Express, sur ses chevaux de bataille. A commencer par les retraites, lui qui vient de fêter ses 59 ans.

**Pour vous, la retraite à 60 ans, c'est un dogme? Un tabou? Le seul combat qui vaille aujourd'hui?**

Dogme, tabou... Ces termes sont destinés à discréditer la lutte. Je les laisse à Dominique Strauss-Kahn. Ce sont les mots de la bonne société pour se moquer des travailleurs. Mais je suis persuadé que c'est une bataille essentielle. Elle concentre l'idée que l'on se fait de ce que peut devenir la vie en société. Le pari progressiste consiste à penser que la vie en commun va nous permettre de nous entraider, de mieux répartir les efforts et la richesse.

Ainsi, chacun pourrait prendre sa part de bonheur dans l'existence. Autrefois, la retraite était un luxe de riches : eux seuls pouvaient jouir de l'oisiveté. Les autres arrêtaient parce qu'ils étaient malades, ou trop fatigués. Mon arrière-grand-père nettoyait des tonneaux. Quand il a eu 75 ans, on lui a dit qu'il pouvait rester à la maison et qu'on lui donnerait un petit quelque chose. A 76 ans, il était mort. C'était ça, la vie des gens simples, il ne faut pas l'oublier ! La question des retraites ne sera jamais une question simplement comptable.

**C'est-à-dire ?**

Le système français a deux caractéristiques : c'est un système par répartition, ceux qui sont en activité financent ceux qui ne s'y trouvent pas ; et c'est un salaire différé, il représente donc des masses considérables d'argent - l'équivalent de la moitié du budget de l'Etat.

Cet argent est l'objet de convoitises et de luttes de classes. Je nie que dans cette affaire la droite se préoccupe de l'équilibre des comptes. Ce n'est pas vrai. Car, en toute hypothèse, un compte ne s'équilibre pas seulement par la gestion des dépenses, il s'équilibre aussi par la gestion des recettes. Et le manque à gagner des régimes de retraite est extrêmement faible : jusqu'à 2008, soit il y a juste deux ans, il atteignait à peine 5 milliards ! Cette somme, on la trouve en taxant les stock-options et les revenus de l'intéressement.

**Il y a quand même une question mathématique : à partir du moment où on vit plus longtemps, si on ne travaille pas plus longtemps, on n'atteint pas l'équilibre.**

Nous sommes d'accord. Donc, ce qu'il faut considérer, c'est ce que produisent ceux qui travaillent. Aujourd'hui, deux personnes produisent autant que trois personnes il y a dix ou quinze ans. Autrement dit, la masse de richesses produites s'est accrue bien au-delà du nombre des personnes entre lesquelles les répartir. Une réforme qui taxe le travail à 85 % et le capital à 15 % ne fonctionnera pas.

Quant à cette affaire de pénibilité, c'est une espèce de rideau de fumée pour afficher des bons sentiments. Elle laisse entendre que tous les autres peuvent trimer davantage car, à eux, il n'en coûterait rien physiquement.

**Quand vous entendez Ségolène Royal annoncer solennellement que si la gauche revient au pouvoir elle ramènera l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans, la croyez-vous ?**

Nous avons décidé de faire semblant d'y croire. Sinon, on ouvre une brèche à gauche ! Je ne sais pas si les socialistes reviendront à la retraite à 60 ans. Mais si c'est avec quarante-deux années de cotisations cela ne veut plus rien dire. Nos gosses sortiront des études à 24 ou 25 ans, vous y rajoutez 42 ans, cela fait 66 ans. Avez-vous vraiment envie que vos enfants enseignent ou pilotent des avions jusqu'à 66 ans ?

Allez voir aux Etats-Unis. Vous allez être servis dans un restaurant par des gens qui pourraient être vos grands-parents ! Les socialistes feront ça ? Nous, nous ferons autrement : au cours des vingt-cinq dernières années, 10 points de la richesse nationale qui sont passés des poches du travail dans celles du capital. Je ramènerai le curseur là où il était il y a vingt ans. Total : 195 milliards par an.

**Si, pendant ce temps-là, la Chine, l'Inde augmentent les salaires, que la délocalisation n'est plus possible, vous avez raison. Sinon ?**

J'ai d'autres parades, les circuits courts, la taxation écologique et sociale. Tout dépend du positionnement de la France par rapport à ses partenaires. Je préfère un million de fois des relations bilatérales avec les Chinois et les Indiens, plutôt que le système européen, au service d'un tout petit groupe d'intérêts financiers, qui a déjà failli mettre la planète par terre et qui impose au monde une folle liberté des échanges.

Personne ne peut faire la démonstration que le libre-échange favorise une production saine et l'innovation. Et la menace du mur de l'argent ? La peur doit changer de camp. Il n'y a pas que celui qui prête de l'argent qui a la force, celui qui emprunte dispose d'une force au moins aussi grande : c'est la possibilité de dire "on ne paie plus". Argument extrême ! Mais les méthodes qu'utilise le capital transnational sont également extrêmes.

Je préviens, en homme politique responsable : pas touche à la France ! Ici, ce n'est pas la Grèce. On ne se laissera pas tondre. Nous sommes des gens sérieux, responsables, on est prêt à discuter, il faut que tout le monde gagne sa vie, c'est une affaire entendue. Mais pas à n'importe quel prix.

**Si DSK était le candidat du PS à l'élection présidentielle, ce discours serait-il encore plus fort à porter ?**

Non, le désastre moral serait immense. Combien de souffrances pour constater que la ligne qu'il défend est aberrante et ne nous mène nulle part ? Mon intention est d'avoir un débat rationnel, argumenté. Je lui demande de faire la preuve que sa stratégie fonctionne. Je lui demande de me donner un exemple, dans le monde, de la réussite de sa recette bestiale. A l'inverse, je pourrai lui citer beaucoup d'endroits où c'est en résistant aux injections du FMI que les pays se sont relevés. Voyez l'Argentine !

**Vous préféreriez donc un candidat ou une candidate socialiste avec qui le rapport de force puisse être plus constructif ?** Je ne veux pas tourner autour du pot. Mon intention est de battre les socialistes. Je pense qu'ils ne sont pas bons et qu'ils ne savent pas ce qu'il faut faire.

**Vous pensez à Martine Aubry à la tête du PS ?**

Ce n'est pas le sujet. Martine Aubry est comme un bouchon à la surface de flots contraires. On va me dire que ce n'est pas raisonnable de vouloir les battre quand, dans le meilleur des cas, je suis à 6 % dans les sondages. Mais à quoi sert de faire de la politique si ce n'est pas pour affirmer que l'on veut passer en tête et avancer ses propres solutions ?

**On dit souvent que vous cherchez à donner ses lettres de noblesse à une forme de populisme de gauche.**

Je n'ai plus du tout envie de me défendre de l'accusation de populisme. C'est le dégoût des élites - méritent-elles mieux ? Qu'ils s'en aillent tous ! J'en appelle à l'énergie du plus grand nombre contre la suffisance des privilégiés. Populiste, moi ? J'assume !

**Parlons de votre doctrine...**

Vous me permettez de la résumer ? Cela me prendra moins d'une minute et demie !

Je me réclame d'un intérêt général, un mot au moins aussi disputé à gauche qu'à droite. Pour la droite, c'est une construction idéologique qui mène au totalitarisme, la somme d'intérêts particuliers d'où viendrait l'harmonie. Pour certains à gauche, l'intérêt général serait le masque sous lequel les dominants font passer leur intérêt individuel pour celui de l'ensemble.

Pour moi, cette querelle est tranchée par l'écologie politique : un intérêt général humain est prouvé, celui de la conservation de son écosystème mis en cause par le capitalisme productiviste. J'enchaîne. S'il existe un intérêt général humain, il faut en débattre : c'est la fonction de la démocratie. Ensuite, il faut qu'il soit pensé en fonction de l'intérêt de tous : c'est la république. Ce n'est possible que si nous sommes à égalité : c'est le socialisme. Ecologie, république, socialisme. Pour y parvenir, la fin et le moyen se confondent, c'est ce que j'appelle la révolution citoyenne !

**Voilà pour le socialisme. En ce qui concerne le sarkozysme, vous écrivez sur votre blog que c'est "avoir un terrain vague dans la tête". Qu'est-ce à dire ?**

C'est une expression qu'a utilisée Brice Hortefeux. Elle vient de Maurras ! Je crois qu'ils sont totalement perdus. Ils ne savent plus où ils vont. Nicolas Sarkozy a gâché sa victoire. Son programme libéral est mort avec la faillite de Lehman Brothers. Il est épuisé. Ceux qui exercent le pouvoir ont intérêt à avoir bien rempli l'éponge car, dans le temps où ils sont en exercice, elle se vide ! Il a perdu la capacité de se renouveler au contact du quotidien. Il s'est vite essoré.

**Avez-vous vécu cela lorsque vous étiez ministre ?**

J'étais ministre de l'Enseignement professionnel, un secteur en attente auquel personne ne s'intéressait : on m'a laissé une paix royale. Mais, comme homme, j'ai pressé, ces deux années, tout ce qu'on m'avait appris à faire : l'orateur, l'écrivain, l'organisateur... Je suis sorti lessivé, j'ai mis deux ans à me remettre de cette épreuve physique !

Pour moi, et je pense pour tous ceux qui ont été ministre, ce marathon est le plus angoissant. Pour les novices, le charme de la nouveauté reste fort. Comme dans l'amour, on perçoit d'abord les délices, et ensuite seulement, les contraintes... Le pouvoir ne fascine que ceux qui ne l'ont jamais exercé.

**Percevez-vous, chez Nicolas Sarkozy, l'influence d'un homme comme François Mitterrand ?**

Nicolas Sarkozy est tout le contraire de ce que fut François Mitterrand ! Une agitation fébrile, jamais de recul. Le président Mitterrand vivait avec la mort, quotidiennement ; la distance s'était imposée à lui. C'était quelqu'un de profond quand Sarkozy est superficiel, littéraire quand l'autre ne l'est pas, un homme qui aimait la langue française - l'autre non.

François Mitterrand était l'incarnation de l'austérité petite bourgeoise provinciale, Sarkozy est exactement ce que montrait la photo prise dans son bureau pour Paris Match, un président avec un énorme stylo Montblanc et une cave à cigares. Impensable dans la tradition d'un Mitterrand !

**A quel moment avez-vous envisagé clairement une candidature à l'élection présidentielle ? Dès la création du Parti de gauche ? Plus tard ?**

Jamais. Au départ, mon intention était juste de sauver notre gauche en créant un nouveau grand parti et en croyant que nous pourrions fusionner avec le PC, comme en Allemagne. Très vite, il est apparu que les communistes français ne le souhaitaient pas. Nous avons alors lancé le Front de gauche, fédérateur malgré les tensions.

La présidentialisation est une atrophie de l'esprit : ce truc rend fou les gens qui se sentent habités, il suffit de voir dans quel état sont ceux qui se disent candidats ! Illuminés de l'intérieur, toujours attentifs à correspondre à une image. Moi, je ne suis pas du tout là-dedans : je remplis la fonction de tribun du peuple.

**Le Parlement européen a voté, le 9 septembre, une résolution demandant à la France de "suspendre immédiatement les expulsions de Roms". Est-ce de nature à changer votre vision de l'Europe ?**

Ce texte est assez creux, je l'ai voté faute de mieux. Il rappelle qu'il faut respecter la loi, ce que tout le monde répète, et qu'il faut se comporter d'une manière humaine, ce qui ne coûte rien à écrire.

L'Europe ne fait rien. L'Europe ne fera jamais rien de bon en matière sociale. Nous passons notre vie à voter des résolutions très émouvantes et qui n'ont aucune conséquence. En revanche, l'Europe est en marche pour la création d'un grand marché transatlantique, et il n'y a pas eu une minute de débat sur ce thème en France !

En 2015, il n'y aura plus de frontières douanières, et tout le monde s'en fiche - c'est quand même inouï ! Je vous l'affirme, il ne peut rien venir de bon de cette Europe-là.

**Pensez-vous que la France a un problème avec l'islam ?**

Non, aucun. Comme dans toutes les religions, une poignée d'intégristes provoquent sans arrêt la République : il faut régler ça tranquillement, sans leur laisser aucune possibilité d'occuper l'espace public.

**L'Etat va signer un chèque de 210 millions d'euros à Bernard Tapie dans l'affaire Adidas, diriez-vous, comme François Bayrou, que cela vous "donne envie de pleurer" ?**

S'il est juste de les lui rendre, pourquoi les lui a-t-on pris ? Pourquoi l'a-t-on envoyé en prison, pourquoi a-t-on saisi tout son mobilier ? Et pourquoi les lui rend-on ? On ne peut qu'être éberlué devant cette masse de millions, qui représentent... dix-huit mille années de smic !

**Le mensonge est-il inhérent à la politique ?**

Le mensonge est inhérent à la vie !

**Vous, fer de lance du combat contre le "système médiatique", vous serez bientôt l'invité de l'une des émissions les plus consensuelles de ce système, celle de Michel Drucker, Vivement dimanche... C'est paradoxal !**

J'y vois l'opportunité extraordinaire de parler à des gens que je ne touche pas d'habitude, de leur montrer qu'on peut être profondément et passionnément de gauche sans être la brute que met en scène Le Nouvel Observateur chaque fois qu'il parle de moi...

**Vous n'avez pas besoin d'un média pour vous mettre en scène en provocateur !**

Oui, j'ai le goût de la polémique et des dialogues fracassants ! Rien n'est plus fourbe que la langue mielleuse des gens, de droite et de gauche, qui disent tous pareil, qui s'entre-complimentent et qui empêchent le débat. La polémique, quand elle est argumentée, c'est un signe de respect pour le peuple souverain : entre deux idées, il peut choisir, au lieu de se décider sur des critères physiques ou vestimentaires.

**Commentaire.**

Le mensonge est donc "*inhérent*" à Mélenchon, qu'il nous excuse de ne pas nous reconnaître parmi les siens : la vérité est révolutionnaire, ce qu'il n'est pas, on le savait déjà ! Rien d'étonnant à ce que le journaliste de L'Express fasse preuve de complaisance, pour ne pas dire de complicité envers Mélenchon, il ne lui demandera pas s'il est vraiment pour l'abolition du système capitaliste, ce qui aurait pu être embarrassant pour cet appendice du PS, sachant qu'ailleurs Mélenchon a déjà répété à plusieurs reprises que tel n'était pas le cas, il le confirme d'une certaine manière en disant "*on est prêt à discuter*", avec qui, les milliardaires, les banquiers, les patrons des fonds de pension, les actionnaires des multinationales, etc., "*il faut que tout le monde gagne sa vie, c'est une affaire entendue*", ben voyons, c'est que tous ces gens-là sont utiles, ils travaillent, ils jouent un rôle social irremplaçable dans la société, tu parles, ils touchent le jackpot sans même à avoir à poser le pied dans une entreprise, Mélenchon trouve cela tout à fait normal,

cela lui convient parfaitement, voilà pour l'anticapitalisme à la sauce Parti de gauche, il ne va pas couper la branche qui le nourrit si bien.

Vous aurez noté aussi que ce journaliste l'interroge de manière à ce qu'il puisse affirmer qu'il est "*profondément et passionné de gauche*" après avoir reconnu avoir voté le 9 septembre un texte "*creux (...) faute de mieux*" au Parlement européen sur la manière de Sarkozy de traiter les Roms, "*faute de mieux*" Mélenchon est prêt à tout signer, à préférer "*la tradition d'un Mitterrand*" à celle de Sarkozy, comme si l'une valait mieux que l'autre, rappelons que la Bourse de Paris avait flambé en réponse à la politique antisociale de Mitterrand, sans parler du blocage des salaires, de la montée du chômage, etc., et puis, pas question de dénoncer l'hypocrisie des dirigeants du PS qui affirment qu'ils vont rétablir les 60 ans en 2012, car ce serait ouvrir "*une brèche à gauche*", vaut mieux l'unité avec le PS dont le programme est identique sur le fond à celui de l'UMP, qu'avec le POI pour imposer le retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites.

D'autre part, on ne peut que condamner fermement et rejeter définitivement en bloc à la fois sa conception de la démocratie, de la république et du socialisme, qui repose sur la négation des différentes classes sociales et de la lutte des classes, il ne les reconnaît que pour mieux asservir la classe ouvrière au capitalisme, le programme du PG est la négation du socialisme, il lui est étranger, le socialisme version Mélenchon, c'est prétendre que les intérêts de la classe des capitalistes pourraient être pris en compte à "*égalité*" avec ceux de la classe ouvrière, autant vouloir faire prendre aux travailleurs des vessies pour des lanternes ! Quand on entend ces mots prononcer, il faut se poser la question : quelle démocratie, par qui et pour qui ? quelle république, par qui et pour qui ? quel socialisme, celui de Marx, Engels, Lénine et Trotsky ou celui de leurs opposants, des "économistes", des révisionnistes, des staliniens, des social-libéraux, des Dühring, Bernstein, Kautsky, Jaurès, Staline, Mao, Castro, Mitterrand, Blair, Zapatero et Cie. ?

Sans liquider au préalable le capitalisme et les institutions de la Ve République, il serait possible que l'"*intérêt général humain*" et "*l'intérêt de tous*" soit pris en compte également, notez bien que ce fut sans doute le cas lorsque Mélenchon était ministre de l'Enseignement professionnel du gouvernement Chirac-Jospin entre 2000 et 2002 ! Allez donc raconter cela aux millions de chômeurs, aux millions de travailleurs pauvres, à la centaine de milliers de SDF, etc. qui existaient déjà dans le pays entre 2000 et 2002, nous ne sommes pas sûrs qu'ils partageront votre conception de la démocratie, de la république et du socialisme dont vous vous faites une fois de plus le fossoyeur, honte à vous monsieur Mélenchon. Ce type-là est un dangereux parasite pour le mouvement ouvrier auquel il n'appartient pas, pas plus que le PS dont son parti est issu.

Finalement, ce philistin à la solde du capitalisme peut se reconnaître lui-même comme populiste, un opportuniste forcené en vérité, cela ne nous empêchera pas de continuer à dénoncer et à combattre son parti et sa politique comme tels.



Un article de Lepost.fr du 16 septembre :

### **Émeutes de Villiers-le-Bel: l'Élysée et la police ont-ils incité à donner de faux témoignages? (17.09)**

Le feuilleton sur les témoins du procès de Villiers-le-Bel se poursuit. De nombreux soupçons pesaient sur la validité des témoignages apportés lors du procès des émeutiers. Les témoins auraient été rémunérés et sollicités par un appel à témoins.

Le jour du procès un nouveau témoin, comme sorti de nul part, avait fait son arrivée. Un autre avait déclaré en pleins procès que son témoignage était faux et qu'il résultait d'une pression des enquêteurs.

Cette fois-ci, deux mois après le procès des émeutiers de Villiers-le-Bel, un témoin indirect revient sur son témoignage, rapporte 20 Minutes. Ce témoin accuse des policiers et la justice de l'avoir forcé à témoigner.

Suite aux émeutes de Villiers-le-Bel en 2007, trois jeunes ont été condamnés en juillet. Ils ont écopé de peines allant de 3 à 15 ans de prison pour avoir tiré sur des policiers. Mais, l'affaire n'est pas finie, car ils ont fait appel.

La rétractation du témoin pourrait avoir des répercussions sur ce procès en appel.

Lors du procès, ce témoin avait déclaré que les trois jeunes s'étaient vantés d'avoir tiré sur des policiers. Des déclarations qu'il affirme, aujourd'hui, avoir données sous la pression des policiers et du parquet de Pontoise, explique-t-il sur BFMTV.

En contrepartie, le parquet lui aurait proposé de "*passer l'éponge*" sur ses délits et de lui restituer son permis de conduire. Bakchich indique qu'on lui aurait également promis une rétribution. Christopher aurait même été reçu par l'Élysée qui lui aurait fait de belles promesses, selon Bakchich. Un deal accepté par le témoin.

Aujourd'hui, l'Élysée dément tout rendez-vous avec Christopher.

Les premières pressions auraient eu lieu juste après les émeutes. Les policiers et le parquet auraient, téléguidés par l'Élysée, tout mis en place pour retrouver des témoins des émeutes, selon Bakchich. Au point de distribuer des tracts appelant à la délation ou promettant une récompense aux témoins.

"*Mettez les moyens que vous voulez, (...) ça ne peut pas rester impuni, c'est une priorité absolue*", aurait lancé Nicolas Sarkozy aux policiers, peu après les événements, selon Bakchich.

C'est dans ce contexte que Christopher B. aurait livré un faux témoignage. Il a reconnu avoir entendu deux suspects parler alors qu'il était en détention provisoire.

"*Un a dit : 'Je dirai que j'étais à la mosquée, ça passera comme une lettre à la poste', et l'autre: 'J'ai tiré, mais ils ne pourront pas le prouver, on va sortir bientôt'*", raconte-t-il sur Bakchich.

Mais, lors du procès, le parquet lui aurait mis la pression pour qu'il en dise plus que ce qu'il avait entendu.

Voilà ce qu'il avait déclaré en juin dernier avant qu'il ne révèle qu'il avait menti.

Finalement, malgré ce faux témoignage, les promesses du parquet et des policiers n'auraient pas été tenues.

"*Je n'ai rien eu de ce qu'on m'avait promis: je n'ai pas reçu de récompense, je n'ai aucune protection et je vis caché, décrivait-il à Bakchich au début de l'été. Je suis en route pour l'étranger. Je n'ai pas le choix.*"

A présent, il ne reste que les regrets et le soulagement d'être enfin sorti du silence.

Un article de Reuters du 16 septembre :

### **Brice Hortefeux s'en prend aux magistrats et veut des réformes. (17.09)**

Le ministre de l'Intérieur français Brice Hortefeux s'en prend aux magistrats dans un entretien au *Figaro-magazine* et propose plusieurs réformes judiciaires allant jusqu'au retrait d'une loi votée par l'actuel gouvernement.

Il prend exemple de certains faits divers, notamment le récent meurtre dans le Nord d'une femme, Natacha Mougel, par un homme condamné pour viol qui avait bénéficié d'une libération conditionnelle, pour sermonner les juges.

*"Les magistrats ne disent pas uniquement le droit. Ils remplissent aussi une fonction sociale indispensable à l'équilibre de notre société"*, dit-il.

Il y a selon lui *"d'écart entre la souffrance des victimes et la réponse pénale apportée par une minorité de magistrats"* et il faut donc, à ses yeux, changer complètement le système.

*"Puisque c'est un juré populaire qui décide aux assises de condamner quelqu'un à la réclusion criminelle, je crois que le choix de le libérer avant qu'il ait purgé l'intégralité de sa peine doit aussi être fait par le peuple lui-même"*, dit-il.

Il se prononce aussi pour l'abrogation de la disposition permettant d'aménager, en semi-liberté ou placement sous bracelet électronique, toute peine inférieure ou égale à deux ans de prison ferme.

Elle a été adoptée en 2009, à l'initiative de la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, dans une loi censée répondre à la crise du système pénitentiaire français, gravement surpeuplé et sujet à un nombre record de suicides.

*"Avoir quasiment l'assurance de ne pas effectuer sa peine de prison, quand on est condamné à moins de deux ans, est un dispositif parfaitement inadmissible pour les citoyens et totalement incompréhensible pour les policiers et les gendarmes"*, dit le ministre de l'Intérieur.

Les aménagements de peine sont censés éviter l'incarcération pour les délits les moins graves et éviter un engorgement encore plus dramatique des maisons d'arrêt.

*"Comment les Français peuvent-ils admettre qu'ils soient sanctionnés dès qu'ils dépassent de deux kilomètres/heure la limite de vitesse autorisée, tandis qu'un délinquant condamné, lui, à 18 mois de prison pour vol avec violences, cambriolage ou trafic de stupéfiants, ne passera pas un seul jour en prison? On marche sur la tête"*, dit Brice Hortefeux.

Il propose donc que les aménagements de peines de prison ferme ne soient possibles que pour les peines les plus courtes, jusqu'à un an, soit un retour à la situation antérieure.

Le ministre propose par ailleurs de faire passer la majorité pénale - l'âge à laquelle on est traité comme un adulte par les tribunaux - de 18 à 16 ans, et se dit pour l'introduction de jurés dans les tribunaux correctionnels.

Il se dit aussi favorable à la *"rétention de sûreté"*, donc la détention illimitée, après l'exécution de la peine de prison de tous les criminels condamnés à plus de dix ans de réclusion et non plus seulement de 15 ans.

Il propose enfin de *"réfléchir"* à l'élection des juges d'application des peines ou des présidents de tribunaux correctionnels.

L'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) se dit consternée. *"C'est tellement affligeant qu'on ne peut traiter ces déclarations que par le mépris"*, a dit son président Christophe Régnaud.

Il demande toutefois à la ministre de la Justice d'intervenir pour rétablir la vérité sur les magistrats.

**Commentaire.**

Face aux dernières intentions liberticides affichées par Hortefeux, certains seront peut-être tentés de se dire que ce serait quand même mieux si le PS revenait au pouvoir... En réalité, le PS et ses alliés ont préparé le terrain à l'arrivée au pouvoir des Sarkozy, Hortefeux, Besson, etc.

Ce serait oublier un peu vite que le PS est également responsable de cette situation, car lorsqu'il était au pouvoir il n'a pas pris les mesures (radicales) sociales qui s'imposaient pour éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté qui sont à l'origine de toutes les formes de violences que nous observons quotidiennement dans la société, parce qu'il n'a pas voulu s'attaquer aux fondements du capitalisme et liquider les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Il est bon parfois de remettre les choses à leur place, ensuite l'aspect grotesque et cynique du front unique avec ce parti saute automatiquement aux yeux... à moins de les garder fermés et de s'en faire les complices.

Un article d'AP du 16 septembre :

**Retraites: la CGT des services publics n'exclut pas, elle non plus, la grève reconductible.(17.09)**

La fédération CGT des Services publics a appelé, jeudi, "à *mettre partout en débat la nature des suites à donner*" à la journée de mobilisation du 23 septembre contre la réforme des retraites "sans exclure aucune forme, y compris la grève reconductible". Ces appels se multiplient depuis quelques jours au sein de plusieurs confédérations.

"La fédération appelle (...) les personnels avec leurs organisations syndicales à *mettre partout en débat la nature des suites à donner au 23, sans exclure aucune forme, y compris la grève reconductible*", déclare la CGT des Services publics dans un communiqué. Mardi dernier, c'est la fédération CGT de la Chimie qui a fait cette démarche.

Jeudi après-midi, le syndicat FO a déclaré dans un communiqué qu'il soutenait "toutes les initiatives prises par ses structures y compris pour l'après 23". Une heure auparavant, la fédération nationale de l'action sociale FO (FNAS-FO) déclarait dans un communiqué que si la journée du 23 septembre n'était pas "prolongée par une grève reconductible, il sera illusoire d'espérer autre chose que déplacer quelques virgules dans la loi".

"Alors la question est simple: quels moyens mettons-nous en oeuvre? N'est-il pas temps, n'est-il pas urgent que nous prenions dans notre secteur toutes nos responsabilités en exprimant que nos fédérations et unions sont prêtes, à s'engager immédiatement dans cette voie, celle de la grève jusqu'au retrait, dès le 23 septembre 2010?", interrogeait la FNAS-FO.

Jeudi également, la fédération Sud-PTT a indiqué dans un communiqué avoir déposé des préavis de grève illimitée à La Poste et France Télécom à compter du 23 septembre. "Ensemble, c'est possible de gagner, si nous préparons les conditions d'une grève générale reconductible pour le retrait de la réforme des retraites", peut-on également lire dans ce texte.

Côté transports, à la SNCF, FO et Sud-Rail appellent déjà à une grève reconductible à partir du 22 septembre au soir et pourraient être rejoints par la CFTC.

A la RATP, les syndicats CGT, UNSA, CFDT, Indépendants, CGC et CFTC appellent à une grève de 24 heures le 23 septembre. Mais ils préviennent dans un communiqué qu'"à la lumière des évolutions éventuelles au niveau national", ils "ne s'interdisent pas de s'inscrire dans une forme d'action reconductible".

Commentaire.

Il faut rompre (avec) ou isoler Chérèque et "c'est possible de gagner"...

Un article du Figaro.fr du 17 septembre :

### **Bruxelles veut dégripper la libéralisation du rail. (18.09)**

Aucune date butoir n'est encore fixée pour la fin effective des monopoles. En France, c'est le monopole de la SNCF sur les lignes Corail et à grande vitesse qui sont visées.

Bruxelles veut faire tomber les blocages à la libéralisation du rail. Il faut «*accroître la concurrence*» sur les marchés des marchandises et celui des passagers, a affirmé vendredi le commissaire aux Transports Siim Kallas. Ce qui suppose d'une part de moderniser les textes empilés depuis une dizaine d'années, et d'autre part d'avancer sur la délicate ouverture à la concurrence des lignes intérieures de chemin de fer.

Sur la libéralisation des lignes domestiques, la Commission compte faire une proposition «d'ici 2012». Aucune date butoir n'est encore fixée pour la fin effective des monopoles nationaux. A Bruxelles, on espère que le délai sera «*assez court*», tout en étant conscient qu'il s'agit là d'un dossier délicat. «*Ce genre d'évolution est toujours difficile pour les grandes entreprises*», a souligné Siim Kallas. «*Mais les chemins de fer font partie d'un monde concurrentiel et nous devons mettre en place un espace ferroviaire unique*», a-t-il ajouté. En France, c'est le monopole de la SNCF sur les lignes Corail et à grande vitesse qui est visé. Pour les TER l'horizon est fixé à 2019.

Les modalités de l'ouverture à la concurrence n'ont pas encore été définies qu'il s'agisse d'une attribution de concession de lignes ou d'«*open access*». Une étude d'impact sur les coûts et les bénéfices de l'ouverture à la concurrence des lignes intérieures sera présentée par la Commission l'an prochain. A la SNCF, on accueille cette annonce de façon «*très positive*», tout en appelant à une étude d'impact minutieuse.

Treize pays font l'objet d'une procédure d'infraction

Après dix ans d'efforts, le bilan de la libéralisation déjà effectuée reste mitigé. Treize pays font l'objet d'une procédure d'infraction pour ne pas avoir encore séparé la gestion du service et celle des infrastructures. Les volumes transportés sont repartis à la hausse depuis 2000, les pertes d'emplois ont ralenti et la sécurité s'est améliorée, mais dans le même temps «*il n'a pas été possible d'augmenter la part de marché du transport fret et passager comme fixé dans le Livre blanc de 2001*», note la Commission, pour qui «*les résultats attendus de l'ouverture du marché mettent du temps à se matérialiser*».

Aussi la Commission a-t-elle présenté hier une refonte des directives du «paquet transport», pour gommer les blocages et doper la compétitivité du secteur. «*Il faut que l'on supprime les contraintes techniques, il faut une seule norme européenne*», a souligné Siim Kallas. Le texte vise d'abord à améliorer la concurrence, en réduisant les entraves qui favorisent les monopoles historiques. Les nouveaux entrants devront par exemple pouvoir plus facilement accéder aux terminaux pour l'information ou la vente, et disposer d'informations plus détaillées sur le réseau et les conditions de son utilisation. La Commission veut aussi renforcer les pouvoirs et les compétences du régulateur, en mettant l'accent notamment sur son indépendance. Enfin il s'agit de faciliter les investissements en obligeant les Etats membres à publier des stratégies à moyen et long terme pour le développement des infrastructures.

Commentaire d'un Internaute.

La concurrence, c'est très bien, tout le monde en profite pour acheter sa bagnole, son steak ou ses vêtements. Mais il y a des biens pour lesquels ça ne fonctionne pas. En gros tout ce qui est indispensable, et ce qui est non stockable. Vous avez vu l'électricité, le gaz, le téléphone, baisser, vous, depuis leur "libéralisation" ? Tous ce qu'on va gagner à cette "ouverture", c'est que ce qui rapporte sera privatisé, et va augmenter pour le client, et ce qui coûte sera payé par le contribuable. Ce qui est rentable, au lieu de compenser ce qui ne l'est pas, ira dans la poche des grandes compagnies, privées. Ce qui coûte sera payé par les communes, régions, état. Ou disparaîtra. Vous voyez beaucoup de compagnies se battre pour les TER ou le FRET (Veolia a déposé le bilan en avril 2009 et ECR ne se porte pas beaucoup mieux), vous ? Par contre, Vinci a obtenu la concession de la future ligne à grande vitesse vers bordeaux... Ben ouais, le TGV, ça rapporte.

Un article du Monde.fr du 17 septembre :

**"On revient à la médecine du travail instituée par Pétain" (18.09)**

Interview de Bernard Salengro, médecin du travail et secrétaire national de la CFE-CGC.

**Gaspard : Pourquoi le fonctionnement de la médecine du travail a-t-il été amendé au milieu d'un texte sur la réforme des retraites ? En aviez-vous été informé ?**

Bernard Salengro : Non. On nous avait annoncé une réforme, mais qui viendrait après la réforme des retraites, qui serait publique, annoncée. Alors qu'on a eu un amendement glissé en dernière minute, en catimini, comme si on avait honte de la zizanie qu'on faisait.

L'amendement est essentiellement l'amendement 730, déposé par le gouvernement, qui transforme le service de santé au travail, qui était un service protecteur des salariés, en un service protecteur des entreprises.

**guillaume : Comment en est-on arrivé à cette dérive ?**

De façon tout à fait logique. Parce que c'est ce que les employeurs demandent depuis toujours.

Reprenez les éditoriaux du Dr Georges Clemenceau, l'homme politique qui était médecin du travail, dans L'Aurore, en 1906. Il disait déjà, pour défendre la reconnaissance de la maladie du plomb : les médecins du travail sont considérés comme des gêneurs par les employeurs.

Et il y a toujours eu la pression des salariés pour que les médecins du travail les protègent – c'est ce qui s'est passé en 1946 – et la pression des entreprises pour que les médecins du travail les aident à rentabiliser le système.

La tentative du Medef sur les députés UMP et sur Eric Woerth, le ministre du travail, a réussi, puisqu'ils présentent textuellement la demande du Medef qui avait été présentée il y a deux ans aux organisations syndicales et que toutes avaient refusée à l'unanimité.

C'est aussi simple que de dire : on va organiser la lutte antidrogue en la confiant aux dealers. Ce n'est pas possible, ça ne marche pas.

**Kristoff : Quel est le danger véritable de cette réforme pour les salariés ?**

C'est qu'au lieu d'avoir un système de protection, ils vont avoir un système de manipulation. Et sous couvert d'un affichage sympathique, la santé au travail, on va avoir des professionnels pour lesquels on pourra se poser des questions de confiance, d'indépendance, de confidentialité, et de réalité de leur aide.

C'est tellement facile de dire à une personne qui a une surdité que c'est dû au fait qu'elle va trop en boîte de nuit, ou à une personne atteinte d'un cancer du poumon que c'est dû au fait qu'elle fume trop et non pas à l'amiante qu'elle a manipulé toute sa vie.

**Charles-Hubert de Girondi : Quels sont les moyens dont disposent les médecins du travail pour se protéger d'éventuelles pressions des employeurs ?**

Aujourd'hui, le médecin du travail, pour être indépendant, a plusieurs cordes à son arc. L'indépendance, ce n'est pas l'absence de pressions, c'est plus l'équilibre des pressions. Dans l'entreprise, l'équilibre des pressions, c'est l'équilibre entre les pressions des employeurs et celles des salariés. C'est pourquoi l'indépendance des médecins du travail est facilitée lorsque la représentation des salariés est organisée et facilitée.

Par ailleurs, le médecin du travail est un salarié protégé, que l'on ne peut licencier qu'avec l'accord d'une représentation des salariés à la Commission de contrôle des services ou le comité d'entreprise, avec l'accord de l'inspecteur du travail, et celui du médecin inspecteur du travail. C'est dire s'il est protégé.

**Rouletabille : Vous n'exagérez pas un peu en prétendant que la protection des salariés est remplacée par la sécurité des employeurs ?**

Je ne pense pas exagérer. Le système de médecine dans les usines existe depuis longtemps. C'était une médecine sous l'autorité de l'employeur, chargée d'optimiser le matériel humain par la sélection, par l'entretien. C'est la médecine du travail avec sélection génétique instituée par Pétain.

A la Libération, on a repris les outils et les hommes en leur donnant un objectif opposé – cela a été voté à l'unanimité des députés : éviter toute altération de la santé du fait du travail.

Avec cet amendement, on retourne vers le système de Pétain, car les médecins du travail avaient une indépendance garantie par la loi, protégés contre le licenciement par l'inspecteur du travail, et bénéficiant d'un agrément renouvelé tous les cinq ans par l'autorité des services déconcentrés du ministère.

Tout cela saute au profit d'une mention indiquant que c'est sous l'autorité de l'employeur. On imagine que la direction du poulailler par le renard n'est pas une grande garantie...

**SOS : Quelle est la position de l'Ordre des médecins sur cette question ?**

La position de l'Ordre des médecins, que j'ai sollicité il y a dix jours, quand l'amendement est sorti, a été de reprendre sa déclaration de juin dans laquelle il dit son opposition avec la loi qui vient d'être votée.

Si vous regardez le site du Conseil national de l'ordre des médecins, à la date du 16 septembre, il y a un texte qui dit que l'Assemblée nationale a voté une importante réforme de la santé au travail, le texte ne répond pas aux attentes des salariés, ni aux nécessités de l'exercice des médecins du travail dans le respect de leur indépendance technique.

Le médecin du travail doit être le coordonnateur de l'équipe de santé pluridisciplinaire.

Et l'intervention de médecins non spécialisés en médecine du travail doit se faire au sein du service de santé au travail, sans être déconnectée de la connaissance du milieu de travail et des postes de travail.

Ils disent qu'ils s'étonnent de l'absence de toute concertation, ce qu'ils regrettent vivement, alors qu'ils demandent depuis six mois à être reçus par le ministère. Dans ces conditions, ils ne peuvent qu'émettre une vive protestation.

**Pierre Farce : De quels moyens disposent les professionnels et les syndicats pour s'opposer à cette évolution de la médecine du travail ? On en parle peu.**

Le fait qu'on en parle peu, c'est ce que voulait Eric Woerth en glissant cet amendement dans le grand brouhaha de la retraite.

Heureusement, des syndicalistes et la CFE-CGC ont repéré cet amendement et ils ont tiré la sonnette d'alarme pour que petit à petit la population s'aperçoive de la rouerie qu'est ce cavalier législatif. Car c'est une loi cachée derrière une autre loi.

C'est normalement illégal et anticonstitutionnel. Mais on n'est plus à ça près...

**guillaume : Quelles mesures doivent prendre les médecins du travail pour s'opposer à un tel amendement ?**

Les médecins du travail se mobilisent pour avertir les députés, les sénateurs et l'opinion publique. Mais au bout du compte, si la loi est votée, elle sera appliquée. C'est dire le danger de la situation actuelle.

Car les médecins du travail feront ce que la loi dit. Ce n'est pas tellement un problème de médecins du travail, c'est surtout un problème du système de protection des salariés.

Et c'est là où c'est dommage – mais c'est voulu – qu'ils n'aient pas conscience de ce qui se passe.

**Derbouka : La médecine du travail peut-elle être accusée de connivence avec les syndicats ?**

Non. En revanche, elle fonctionne avec les syndicats et les employeurs. Et le texte que cette loi a bouleversé dit que le médecin du travail est le conseiller de l'employeur, des salariés et de leurs représentants.

Et si vous demandez à un salarié, il aura tendance à dire qu'il est avec l'employeur, et celui-ci dira qu'il est avec les salariés.

**Guest : Que peut faire un médecin du travail lorsqu'il y a harcèlement moral des salariés vis à vis d'un cadre ?**

Dans ce cas, comme lorsqu'il y a harcèlement moral, le médecin du travail doit d'abord écouter et se faire une opinion. Au-delà, en présupposant que c'est confirmé, il peut agir en interpellant l'employeur et en lui rappelant qu'il a une obligation de sécurité et une obligation de prévention du harcèlement moral.

Je peux vous dire que lorsque c'est écrit, je connais peu d'employeurs qui ne répondent pas, car le risque pour eux est de se faire interpellé au pénal pour mise en danger délibérée d'autrui. Et les juges sont particulièrement sévères quand l'origine de l'information vient d'un expert médical qu'est le médecin du travail.

**Anne Collet : Pourquoi n'y a-t-il pas de médecine du travail à l'éducation nationale ?**

Parce que l'Etat est un mauvais employeur ! Alors que l'on sait que l'éducation nationale a besoin de suivi médical, d'ergonomie psychique, affective et cognitive. Le nombre de dépressions dans l'éducation nationale est impressionnant.

**Stéphane : S'agissant du dossier médical personnalisé (DMP), comprenez-vous que les patients craignent de voir les médecins du travail y accéder ?**

Oui, parce que les médecins du travail connaissent mal les contraintes du secret médical sur tous les médecins, y compris les médecins du travail.

Le secret médical s'impose aux médecins du travail comme aux autres médecins. C'est une disposition qui relève du code pénal.

Le médecin du travail perd de l'efficacité par le manque de coordination avec le médecin traitant. Il a lui-même son dossier pour le salarié au niveau santé au travail et ses dossiers sont en avance au point de vue qualité informatique sur le DMP. Il regrette qu'il ne puisse transmettre les informations qu'il a au médecin traitant, pour par exemple lui signaler que tel salarié est exposé à l'amiante et doit surveiller à sa retraite le risque de survenue de cancer dû à l'amiante. C'est là que l'accès au DMP serait intéressant pour une meilleure efficacité au profit du salarié.

Mais M. Douste-Blazy – ancien ministre de la santé – a montré une inculture médicale patente dans ce domaine.

**Guest : Un médecin du travail peut-il intervenir lorsqu'il y a harcèlement d'un employé dans une entreprise de moins de 11 salariés ?**



Bien sûr. Il est saisi par la personne harcelée, ou par ses collègues. Il fait le diagnostic de la situation et de la personne, et fait un courrier à l'employeur en lui demandant de changer la situation relationnelle. Bien sûr, il faut s'en assurer et se méfier des manipulations.

Tout cela relève du registre du médecin du travail, l'objectif étant d'éviter l'altération de la santé au travail. Éviter est une démarche proactive, ce n'est pas constater ou déplorer, c'est éviter. C'est pour cela que M. Woerth le retire.

**Marie : Lors de ma dernière visite médicale à la médecine du travail, je n'ai été vue que par une infirmière qui a signé mon certificat d'aptitude. Est-ce une pratique légale ? Cela est-il dû à la pénurie de médecins du travail ?**

Ce n'est pas une pratique légale. Cela le sera peut-être demain, mais pas aujourd'hui. La pénurie des médecins est organisée et virtuelle. Je m'explique. Selon les chiffres du ministère, il n'y a pas un médecin du travail sur deux qui est à temps plein.

Si tous les médecins du travail étaient à temps plein, il faudrait en licencier 30%. Cependant, il y a un problème dans les années qui viennent qui est inévitable par des contraintes universitaires sans rapport avec l'intérêt du métier, de la prestation et de la société.

Une infirmière est comme un "Canada Dry" : avec toute la gentillesse et la compétence qu'elle peut avoir, elle n'est pas formée au diagnostic. C'est donc tromper les patients que de leur faire passer une visite avec une infirmière. Une infirmière peut aider un médecin, elle ne peut pas le remplacer.

C'est une organisation mise en place surtout par les directeurs de service de santé au travail, qui ont peur de ne pas recevoir la cotisation des entreprises et qui du coup auraient des problèmes financiers.

Il y a eu une enquête faite, il y a deux ou trois ans, par Le Canard enchaîné qui a montré que, dans 66 départements, les services de santé au travail avaient la même adresse que le Medef, et que la bonne connaissance de ces circuits montre qu'il y a souvent des arrangements de location, de prêts de matériel et de personnels qui expliquent bien des choses, et la nécessité de conserver la cotisation des entreprises.

**rafal64 : Peut-on craindre, dans un prochain avenir, une disparition totale de la médecine du travail ?**

Je crois qu'on peut le craindre, effectivement, et un habillage "Canada Dry" de santé au travail par des techniciens divers et variés à la solde des employeurs.

L'important, quand quelqu'un a la fièvre, c'est de casser le thermomètre. Là, c'est ce qu'on fait.

C'est dire l'importance de cet amendement et la gravité de cette manipulation que représente ce cavalier législatif, qui entraîne une perte de liberté et de protection des salariés. Et j'espère que les députés sauront interpeller le Conseil constitutionnel pour cette loi glissée derrière une autre loi, sans aucun rapport avec celle-ci, et pour un sujet aussi grave.

Un article de Rue89 du 17 septembre :

### **Le camp Sarkozy piétine un à un tous les contre-pouvoirs. (18.09)**

Juges, Europe, Parlement, presse... Pour tenir, le Président et son entourage s'en prennent à tous ceux qui les gênent.

Les uns après les autres, les contre-pouvoirs - judiciaires, européens, parlementaires, syndicaux, médiatiques - se dressent contre la politique de Nicolas Sarkozy. Mais sa réponse est à chaque fois la même : plutôt que de se mettre à l'écoute, de tenter de redresser la barre, le Président choisit le passage en force et le dénigrement, aidé en cela par son carré de fidèles. Objectif : colmater les brèches pour ne pas prendre l'eau avant 2012.

#### **Contre les juges**

Dernière trouvaille en date du président de la République : mettre les juges sous tutelle du peuple. Depuis la semaine dernière, Nicolas Sarkozy veut installer des jurés populaires auprès des juges dans les tribunaux correctionnels.

Avocat de profession, il a toujours exprimé sa méfiance envers les magistrats. En témoigne aussi sa volonté de supprimer les juges d'instruction. Il peut compter sur son « ami de trente ans » Brice Hortefeux pour le soutenir dans son entreprise.

Le ministre de l'Intérieur vient encore de s'en prendre aux magistrats dans une interview très offensive à paraître samedi dans Le Figaro magazine. Selon lui, il y a un « *décalage entre la souffrance des victimes et la réponse pénale apportée par une minorité de magistrats* ».

#### **Contre la Commission européenne**

Baudry sur le Sommet des 27. « *Trop, c'est trop !* » La Commission européenne a annoncé mardi son intention de déclencher une procédure d'infraction en justice contre la France, pour protester contre les expulsions de Roms, qui seraient contraires au droit européen.

« *Ça suffit !* », a poursuivi en conférence de presse Viviane Reding, la commissaire européenne à la Justice et aux Droits des citoyens, qui estime que l'attitude de la France « *est une honte* ».

La contre-attaque de Nicolas Sarkozy ne s'est pas fait attendre. Le lendemain, lors d'un déjeuner avec les sénateurs UMP, le Président a raillé la commissaire luxembourgeoise en disant qu'il serait « *très heureux si le Luxembourg pouvait aussi accueillir quelques Roms* ». Vendredi, il est allé jusqu'au clash à Bruxelles avec le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

#### **Contre le Parlement européen**

« *Le Parlement européen se déclare vivement préoccupé par les mesures prises par les autorités françaises [...] à l'encontre des Roms.* » Une semaine plus tôt, c'est la résolution votée par le Parlement européen qui a mis le gouvernement hors de lui. Eric Besson, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale s'en est pris à l'institution :

« *Le Parlement européen est sorti de ses prérogatives et nous n'avons bien évidemment pas à nous soumettre à un diktat politique.* » Et si les eurodéputés n'ont pas bien compris, le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes en a remis une couche. Selon Pierre Lellouche, le Parlement européen « *est en train de se décrédibiliser* » et « *est dans l'instrumentalisation politique* ».

#### **Contre le Parlement français**

Que les Européens se rassurent : le gouvernement ne ménage pas non plus les parlementaires français ! En témoigne encore ce mot doux glissé mercredi par le ministre du Travail Eric Woerth à la députée socialiste Catherine Coutelle, lors du houleux débat sur la réforme des retraites : « *Collabo !* »

Mais plus significatif encore est la façon dont s'est déroulé tout le débat à l'Assemblée nationale : au pas de charge. Le président de l'Assemblée nationale, l'UMP Bernard Accoyer, a même écourté les échanges pour aboutir plus vite au vote, forcément positif ; les députés de la majorité ayant « *pris l'habitude de l'obéissance* », dit un élu... UMP !

La réforme des institutions, adoptée en 2008 et censée redonner du pouvoir au Parlement, a fait long feu. Les députés de la majorité sont loin de pouvoir faire usage de toutes leurs prérogatives, sous peine de se faire vertement recadrer par l'Elysée. Et ceux de l'opposition ne peuvent toujours pas se faire entendre dans l'hémicycle autrement que par les invectives.

### **Contre le Conseil constitutionnel**

Le Parlement aux ordres, reste quand même le Conseil constitutionnel. Hadopi, la taxe carbone, la rétention de sûreté... Les Sages ont multiplié les censures des grands projets législatifs de Nicolas Sarkozy depuis 2007. De fait, le président de la République fait tout pour essayer de passer outre.

« *Je veux que vous ayez du courage, il ne faut pas tenir compte des critiques, il faut foncer. La pire des maladies, c'est la tremblante.* », a-t-il lancé le 5 janvier en Conseil des ministres, après la censure de la réforme de la taxe professionnelle, au nom du principe d'égalité.

Ce qu'il avait d'ailleurs fait ostensiblement en février 2008, en demandant au premier président de la Cour de cassation de lui faire des propositions pour rendre immédiatement applicable la rétention de sûreté aux criminels déjà condamnés... que le Conseil constitutionnel venait de censurer 24 heures plus tôt.

### **Contre les syndicats**

Baudry sur la manif du 7 septembre pour les retraites. La réforme des retraites a aussi été l'occasion de vérifier le peu d'intérêt que porte Nicolas Sarkozy aux organisations syndicales. Après trois petits mois seulement de négociation, le texte était déjà transmis au Parlement, sans même qu'ils ne puissent lire avant sa version définitive.

Les deux millions de personnes qui ont défilé dans la rue le 7 septembre n'ont pas non plus changé grand-chose au projet de loi. Le porte-parole de l'UMP, Dominique Paillé, a ressorti une célèbre formule, au Point.fr : « *Ce n'est pas la rue qui gouverne.* »

Seules quelques menues concessions ont été annoncées le lendemain par le chef de l'Etat. Mais elles étaient en réalité préparées à l'avance, et avaient même été dévoilées en partie trois jours plus tôt à la radio par Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée.

### **Contre les journalistes**

L'affaire Bettencourt-Woerth est le théâtre de toutes les déclarations de haine de la part de la majorité contre une presse qui n'est pas aux ordres. Cette affaire ? « *Une cabale médiatique* », selon le ministre en question. La publication des écoutes réalisées chez l'héritière de L'Oréal ? « *Des méthodes fascistes* », selon Xavier Bertrand, le secrétaire général de l'UMP.

Dernier épisode en date : Le Monde a déposé plainte pour violation du secret des sources, après la révélation d'une enquête menée par la Direction centrale du renseignement intérieur, toujours dans la même affaire. Le quotidien qualifie la DCRI de « *cabinet noir* » utilisé par l'Elysée pour « *s'affranchir des règles de la simple justice* ».

Heureusement que le président de la République avait quand même pris quelques précautions avec la réforme de l'audiovisuel public : adoptée début 2009, elle lui permet de nommer désormais les présidents de France Télévisions et de Radio France.

### **Contre la gauche**

A son arrivée à l'Elysée, les socialistes étaient choyés par Nicolas Sarkozy, qui n'aime rien moins que créer la division au sein de l'opposition. De Bernard Kouchner nommé au ministère des Affaires étrangères aux missions confiées à Jack Lang, via Dominique Strauss-Kahn envoyé au FMI.

Mais l'ouverture à gauche a fini d'ébranler les socialistes, dont peu tombent aujourd'hui dans les filets sarkozystes. Face à l'unité affichée du PS, place désormais au combat frontal et verbal. Un exercice dans lequel excelle l'UMP, et notamment Xavier Bertrand, qui a encore déclaré fin août au JDD :

*« Les socialistes sont totalement éloignés du peuple. L'anti-sarkozysme est le seul ciment qui les unit aujourd'hui. Je suis frappé par leur absence de propositions et de projets. On l'a vu sur la question de la sécurité, ils n'apportent aucune réponse. Sur les retraites, je n'en vois guère non plus, si ce n'est l'augmentation des cotisations et des impôts... »*

### **Contre la droite**

Devant l'amplification des voix discordantes au sein de la majorité, le chef de l'Etat est passé de l'ouverture à gauche à l'ouverture... à droite. Lors du dernier remaniement, il a recruté dans chacune des grandes familles de son camp : un centriste (Marc-Philippe Daubresse), un chiraquien (François Baroin) et même un villepiniste (Georges Tron).

Mais certains perturbateurs n'ont pas cessé depuis leur activité. A l'image des Jean-François Copé et autres Alain Juppé. Pas question cependant de leur céder. Alors, début septembre à l'occasion du campus UMP, le Premier ministre est venu donner clairement de la voix dans cette période trouble :

*« Les petites phrases et les états d'âme, la majorité a le devoir de s'en dispenser. Douter aujourd'hui est inconcevable. »*

Un article de Reuters du 19 septembre :

### **Fraudes et abstentions, ticket gagnant des élections afghanes ?(20.09)**

Les plaintes pour fraudes et autres irrégularités affluent après les élections législatives de samedi en Afghanistan, dont les résultats ne sont pas attendus avant la fin octobre.

Des urnes des bureaux de province sont déjà arrivées dans la capitale, a-t-on appris auprès de la commission électorale indépendante (CEI), au lendemain d'un scrutin que Kaboul a qualifié de succès, en dépit des actes de guérilla des taliban, d'une abstention très importante et d'une fraude qui semble d'ores et déjà généralisée.

Les élections font évidemment l'objet d'une attention particulière à Washington, où Barack Obama doit faire un point en décembre sur la stratégie à l'oeuvre en Afghanistan et sur le calendrier du retrait des forces américaines. Un échec du scrutin ne ferait pas les affaires de la majorité démocrate à quelques semaines des élections de mi-mandat.

Or, le bilan ne semble pas des plus brillants. Il y a eu près d'un million de voix de moins qu'à la présidentielle de 2009, 14 personnes ont été tuées dans des attentats et les plaintes pour bourrage d'urnes, votes multiples et autres achats de voix affluent de tout le pays.

Les corps de trois agents électoraux enlevés la veille ont été retrouvés dimanche dans la province septentrionale de Balkh, a annoncé le président de la CEI, Fazl Ahmad Manawi.

Les fraudes massives qui ont entaché l'élection présidentielle de l'an dernier avaient déjà considérablement entamé le crédit des autorités afghanes.

*"Les résultats et la qualité du scrutin ne seront pas visibles immédiatement"*, nuance l'ambassade des Etats-Unis, dans un communiqué diffusé après la clôture du scrutin.

La Fondation afghane pour des élections libres et équitables fait quant à elle état *"d'irrégularités à grande échelle"*, évoquant des destructions de bureaux de vote et des bourrages d'urnes, des heures d'ouvertures ou de fermeture arbitraires ou des pressions exercées par certains candidats.

Dans un communiqué diffusé sur son site internet, l'organisme invite la CEI *"à garantir l'intégrité du reste du processus électoral"*.

La commission a revu dimanche la participation à la hausse, passant de 3,6 à quatre millions de suffrages, mais ce résultat reste très loin des 7,4 millions de la présidentielle de 2004, la première après la chute du régime taliban, et des 6,4 millions des législatives de l'année suivante.

*"Cette tendance au déclin traduit plusieurs choses: en premier lieu, une désillusion et un désintérêt croissants pour le processus (électoral), puis les conséquences de l'aggravation de la situation en terme de sécurité"*, commente sur son blog (<http://aan-afghanistan.com/index.asp?id=1066>) Martine van Biljert, membre de l'Afghanistan Analysts Network.

Selon la CEI, 11,4 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes samedi, mais d'autres organismes fixent leur nombre entre 10,5 et 12,5 millions.

La participation est impossible à exprimer en pourcentage *"parce que personne ne sait combien il y a d'habitants en Afghanistan"*, déplore Martine van Biljert.

Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Onu, a invité les Afghans à s'armer de patience.

Les premiers résultats partiels seront communiqués au plus tôt le 8 octobre et les résultats définitifs ne sont pas attendus avant le 30.

Ce délai s'explique par l'éloignement et l'isolement de certaines circonscriptions, a fait valoir un membre de la commission électorale. Les résultats, a-t-il poursuivi, devront ensuite être intégrés, *"puis nous devons laisser à la commission des plaintes le temps de les enregistrer et de les vérifier"*.

Un article de Reuters du 20 septembre :

### **Une majorité de Français redoute de connaître la pauvreté. (21.09)**

Plus d'un Français sur deux a connu ou a été sur le point de connaître un jour la pauvreté et une très large majorité estime que leurs enfants font face à un risque de pauvreté bien plus grand, montre un sondage publié lundi.

Les Français considèrent que l'on est pauvre lorsqu'on dispose d'un revenu net inférieur à 1.003 euros par mois, selon cette étude annuelle Ipsos pour le Secours populaire français (SPF), un montant plus élevé que le seuil de pauvreté officiel de 910 euros.

Interrogés sur leur situation personnelle, une majorité de sondés (53%) disent avoir été proches de connaître la pauvreté. Parmi eux, 33% affirment l'avoir affrontée et 20% ne pas l'avoir connue.

*"Nous assistons en ce moment à un raz-de-marée de la misère. Ce sondage est le reflet de ce qui se passe réellement dans la vie", a déclaré le président du SPF, Julien Lauprêtre, lors d'une conférence de presse de présentation des résultats.*

*"Nous avons de plus en plus de personnes âgées, de familles monoparentales et de travailleurs pauvres. Nous avons aussi un phénomène nouveau, des petits artisans, petits commerçants", victimes de la crise économique, a-t-il ajouté.*

Si les personnes aux revenus modestes (55%) ou peu diplômées (70%) restent surreprésentées parmi ceux qui ont connu ou connaissent la pauvreté, l'institut Ipsos relève une hausse de la part des 35-44 ans et des hommes, frappés par l'aggravation du chômage ces deux dernières années.

La crainte de tomber dans la pauvreté est encore plus forte lorsqu'il s'agit des enfants. Selon cette étude, 84% des Français estiment que les générations à venir seront plus exposées au risque de pauvreté que la leur, dont 53% pensent que ce risque est *"beaucoup plus élevé"*.

Les jeunes âgés de 18 à 30 ans témoignent de ces craintes. A la question de savoir quel sentiment domine lorsqu'ils pensent à leur situation actuelle et à venir, 50% répondent: l'angoisse.

Ce sentiment est le plus souvent cité, devant la colère (38%) et l'impatience (38%). Seuls 25% des 18-30 ans se disent confiants. Le désespoir est cité par plus d'un jeune Français sur cinq (21%).

S'ils se disent globalement satisfaits de leur situation, les 18-30 ans font part d'un mécontentement assez élevé dans deux domaines: la situation professionnelle (24%) et le niveau de vie (33%). Les jeunes sont les durement touchés par le chômage, qui concernait 23,3% des 15-24 ans au second trimestre.

Un article d'AP du 20 septembre :

**Bernard Thibault souhaite des assemblées générales pour décider des suites à la mobilisation de jeudi. (21.09)**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault souhaite qu'il y ait après les manifestations de jeudi des "assemblées du personnel" dans les entreprises pour décider des suites du mouvement contre la réforme des retraites.

Les "formes pour défendre ce droit social-là sont arrêtées avec les personnels", a-t-il déclaré lundi sur RTL. Taclant FO, il a ironisé sur les "appels incantatoires" à la "grève générale" dans lesquels "les salariés ne sont pas prêts à s'impliquer".

M. Thibault a également indiqué que les syndicats comptaient mobiliser jeudi prochain "au moins autant" de manifestants que le 7 septembre dernier, soit entre 1,1 million et 2,7 millions selon les sources.

"Il y a plutôt de bonnes indications", a-t-il assuré. "Contrairement à ce que pense le gouvernement, le vote à l'Assemblée nationale ne va pas provoquer un effet dissuasif par rapport à la nécessité de se mobiliser. Le sujet est trop important".

Pour le secrétaire général de la CGT, "le mécontentement provoqué par les mesures phare de cette réforme (report des limites d'âge de départ à 62 et 67 ans) et le fait que (le gouvernement) se soit conduit de manière très autoritaire est en train de faire croître la colère, le tout étant qu'elle s'exprime".

Citant FO, M. Thibault a rejeté les "appels incantatoires" et la "rhétorique" de la grève générale utilisée, selon lui, par "certaines organisations syndicales".

"Nous ne sommes pas dans le slogan syndical", a-t-il poursuivi. "Nous sommes à un moment important où se joue l'avenir d'un pan crucial pour les droits sociaux de notre pays. Les formes pour défendre ce droit social-là sont arrêtées avec les personnels. Ça ne sert à rien d'avoir des slogans dans lesquels les personnels, les salariés ne sont pas prêts à s'impliquer".

Commentaire.

On croirait entendre le jaune Chérèque, un discours qu'il appréciera sans aucun doute... Sarkozy aussi !



Un article de 20minutes.fr du 21 septembre :

### Grèves prévues le 23 (Titre du site). (22.09)

La mobilisation de jeudi contre la réforme des retraites s'annonce générale. Des appels à la grève ont été recensés surtout dans les secteurs des transports, de la fonction publique, des médias publics, ainsi que dans l'industrie, l'énergie, les banques ou le commerce.

**Fonction publique:** Les huit syndicats de la fonction publique (CFDT, CGC, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, Unsa, FO) appellent les 5,3 millions de fonctionnaires à faire grève. FO et Solidaires ont appelé séparément.

**Transport :** La RATP annonce pour jeudi un trafic perturbé dans le métro, le RER A et surtout sur le RER B, à la suite du dépôt d'un préavis de grève dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites.

Du côté de la SNCF, 40% des Transiliens circuleront et un TGV sur deux en moyenne rouleront au départ et à l'arrivée de Paris. Les informations relatives aux perturbations du secteur aérien seront publiées mercredi.

**Justice:** Alors que 17 organisations professionnelles ont engagé des actions depuis lundi pour réclamer davantage de moyens, le Syndicat de la magistrature a lancé un mot d'ordre de grève spécifique pour jeudi.

**Education:** Les personnels de l'Education, de la maternelle à l'université, sont appelés à faire grève (y compris dans l'enseignement privé). Le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, prévoit «plus d'un enseignant sur deux en grève».

**Pôle emploi:** Appel à la grève de plusieurs syndicats.

**Hôpitaux:** La Confédération des praticiens hospitaliers et l'association des médecins urgentistes de France (Amuf) ont déposé un préavis de grève de 24h (service minimum). Les deux principales organisations de médecins des hôpitaux publics, la CMH et le Snam, appellent à manifester.

**Le Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes réanimateurs élargi (SNPHARE),** engagé dans un mouvement de grève sur la pénibilité depuis le début du mois, compte manifester devant le Sénat.

**La Coordination nationale infirmière (CNI)** a appelé à des actions locales et des débrayages. A l'AP-HP (assistance publique-hôpitaux publics) en Ile-de-France, plusieurs syndicats confédéraux appellent à la grève.

**Médias:** A France Télévisions, les syndicats CGT, FO et CFTC ont déposé un préavis de grève reconductible à compter de jeudi, tandis que la CFDT appelle à un arrêt de travail de 24h. A Radio France, les syndicats CGT et FO appellent à une grève reconductible. La CFDT et SUD appellent à cesser le travail 24h. D'importantes perturbations sont ainsi à prévoir sur les ondes de France Inter, France Info, France Culture... Le Syndicat général du livre et de la communication écrite (SGLCE), l'une des branches de l'ex-syndicat du Livre, appelle quant à lui à la grève jeudi, ce qui devrait occasionner une non-parution des quotidiens nationaux vendredi.

**Culture:** L'intersyndicale des musées de France a lancé un appel à la grève de l'ensemble des personnels, reconductible dès vendredi.

**France Telecom:** Appel des six syndicats du groupe.

**La Poste:** Appel des syndicats CFDT, CFTC, CGT et SUD.

**Energie:** Quatre syndicats (CGT, CFTC, CGT, CGC) ont déposé des préavis à EDF, ainsi que FO de son côté.

**Industrie:** Appel dans plusieurs secteurs dont la métallurgie (automobile notamment) et la chimie. Chez Total, la CGT propose aux salariés de reconduire le mouvement, tout comme chez le chimiste Arkema (groupe Total).

**Banques:** Appel de plusieurs fédérations, dont FO-Banques et CGT Banques.

**Commerce:** Les six fédérations appellent à des arrêts de travail, des grèves et des manifestations.

Un article du Monde.fr du 22 septembre :

### **Retraites : Chérèque prêt à poursuivre la mobilisation. (23.09)**

Dans un entretien au *Parisien*, mercredi 22 septembre, François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, assure être "*dans un mouvement durable*" de contestation de la réforme des retraites, qui est "*en train de gagner le soutien populaire*". A la veille de la journée d'action interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites, jeudi, le leader cégétiste compte sur une mobilisation "*suffisamment forte, autour de 2 millions de manifestants, pour obtenir de nouvelles ouvertures*" du gouvernement. S'il garde l'espoir de "*faire reculer le gouvernement sur les éléments essentiels de la réforme grâce à la mobilisation des salariés*", il espère que "*les sénateurs, qui sont tout sauf des suivistes d'une politique injuste, sont de nature à comprendre qu'il faut faire évoluer ce texte*".

Sur France Inter, il a enfoncé le clou : "*Le gouvernement (...) est en plein doute (...). Donc, il faut qu'on soit nombreux dans la rue*" jeudi, a déclaré François Chérèque. "*Alors qu'il nous disait avant les premières manifestations qu'on ne pouvait rien changer, il a commencé à bouger à la marge après les manifestations du 7<sup>e</sup> septembre, a dit le numéro un de la CFDT. "Et là, en plus de changer sur les carrières longues, la pénibilité, les polypensionnés, on dit maintenant qu'il peut y avoir des ouvertures sur le problème des femmes qui se sont arrêtées [de travailler], sur les seniors qui sont au chômage, sur les handicapés", a poursuivi le dirigeant syndical. Pour M. Chèque, cela montre que "c'est toute la réforme" du gouvernement "qui est mauvaise". "A force de dire qu'on peut changer sur tout, il faut tout changer. Donc, il faut discuter d'une autre réforme", a-t-il ajouté.*

La dernière mobilisation, le 7 septembre, avait réuni dans les rues entre 1,2 million de manifestants selon le ministère de l'intérieur, plus de 2,7 millions selon la CGT. Selon M. Chérèque, "*le gouvernement est en train de se rendre compte que sa réforme n'est pas bonne*", après les ouvertures du ministre du travail, Eric Woerth, sur les départs anticipés des salariés handicapés, le sort des chômeurs proches de l'âge de la retraite et l'égalité salariale entre hommes et femmes. Mais, "*au bout d'un moment autant changer de texte plutôt que de faire du rafistolage sur tout*", insiste le numéro un de la CFDT dans *Le Parisien*.

Il prévient que "*si le gouvernement reste sourd une nouvelle fois, nous n'en resterons pas là. Nous sommes dans un mouvement durable*". Dès vendredi, l'intersyndicale se réunira pour décider des suites à donner au mouvement. Pour sa part, François Chérèque dit souhaiter "*faire une nouvelle journée d'action un week-end pour ne pas pénaliser financièrement les salariés*".

Un article du Point.fr du 22 septembre :

**Mailly (FO) n'exclut pas une "radicalisation" de la mobilisation. (23.09)**

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, n'exclut pas une "radicalisation" de la mobilisation contre la réforme des retraites, assurant que "seul un vrai rapport de force" peut faire infléchir le gouvernement, dans un entretien publié mercredi par Les Échos. Lire la suite l'article

"On ne sent pas encore de radicalisation, mais on ne peut absolument pas l'exclure", affirme le leader de FO, à la veille d'une quatrième journée d'action syndicale contre le projet de loi sur les retraites. Selon lui, "tout peut arriver tant le pays est marqué par les inégalités".

Estimant que la "mobilisation devrait être forte" jeudi, Jean-Claude Mailly appelle les syndicats à "organiser une suite rapidement" et surtout à "s'interroger sur les modalités d'actions". "Les manifestations saute-mouton sont vouées à s'essouffler, on le sait tous", affirme-t-il, appelant à "mettre l'accent" non plus sur les manifestations, mais "sur les arrêts de travail".

Interrogé sur la proposition de la CFDT d'organiser une manifestation un week-end, Jean-Claude Mailly répond qu'il "doute de l'efficacité de cette approche, à mi-chemin entre l'action syndicale et l'action citoyenne". "Nous défendons une grande journée de grève nationale, plus à même de peser selon nous, et après, le terrain décidera d'éventuels mouvements reductibles", explique-t-il.

"Les salariés et les syndicats ne doivent pas s'y tromper : seul un vrai rapport de force peut faire reculer Nicolas Sarkozy sur un projet dont il fait un marqueur politique et un élément du plan d'austérité", poursuit-il.

Un article du Point.fr du 22 septembre :

**Thibault (CGT) : des grèves reconductibles possibles "dans certaines entreprises". (23.09)**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a affirmé, mardi, sur Europe 1, que, "*dans certaines entreprises*", la question d'une grève reconductible allait "*se poser dès les prochains jours*", tout en estimant que ce ne serait pas "*le seul moyen d'action*". Interrogé sur d'éventuelles grèves reconductibles pour faire fléchir le gouvernement sur la réforme des retraites, Bernard Thibault a répondu : "*Dans certaines entreprises, ça va se poser dès les prochains jours.*"

Certains syndicats ont évoqué publiquement cette forme d'action chez Total, Arkéma ou à la SNCF. "*Et en même temps, nous ne faisons pas de la grève reconductible le seul moyen d'action pour des salariés qui ne sont pas tous en situation d'exprimer leur colère*" sous cette forme-là, a-t-il ajouté.

Selon le numéro un de la CGT, "*il nous revient, en tant que syndicats, de trouver des formes qui permettent la participation du plus grand nombre en se disant qu'il n'y aura pas, dans la prochaine période, une seule forme d'initiative ou d'action susceptible de mobiliser tout le monde à un instant T*". Le choix d'une journée d'action le 23 septembre, après celle du 7, "*ne veut pas dire que nous aurons de nouveau des journées d'action de quinzaine en quinzaine*", car "*il n'y a pas qu'une forme de protestation possible*", a dit Bernard Thibault.

À propos de la mobilisation de jeudi, il a déclaré attendre "*beaucoup de monde*". "*Les indications sont bonnes. Je pense que nous allons pouvoir comptabiliser au moins autant de participants qu'il y en avait le 7 septembre.*" Bernard Thibault a réaffirmé que la CGT irait "*jusqu'au bout sur cette affaire*", ce qui signifie "*ne pas lâcher, créer les conditions pour qu'il n'y ait pas de remise en cause du droit au départ à 60 ans*". Il a réclamé de nouveau "*des négociations*" avec le gouvernement.

Un article de [Lexpress.fr](http://Lexpress.fr) du 24 septembre :

### **L'accès à l'eau est un droit imprescriptible des peuples. (titre du site) (26.09)**

(le titre de L'Express : *Haro sur les géants de l'eau.*)

Jeudi soir, dans une centaine de cinémas associatifs en France, est projeté *Water makes money* : un documentaire allemand au titre anglais qui nous parle de la distribution de l'eau en France (vive la mondialisation...). Des mouvements comme Attac, la Fondation France Libertés de Danielle Mitterrand ou encore la Coordination Eau Ile-de-France se sont mobilisés à la fois pour financer et diffuser ce film, qui milite clairement pour un retour à une gestion publique de l'eau.

Réalisé par Leslie Franke et Herdolor Lorenz, déjà auteurs en 2005 de "*Eau service public à vendre*", qui portait surtout sur des exemples britanniques et allemands, ce nouveau film, tout aussi engagé, se consacre cette fois-ci largement aux villes tricolores, avec quelques détours outre-Rhin et outre-Atlantique. Les deux réalisateurs allemands, qui travaillent depuis des années pour ZDF ou encore Arte, s'étaient déjà illustrés avec un film contre la privatisation du rail. L'objectif de *Water makes money* ? "*Décortiquer le système de la délégation de service public*", explique Jean-Claude Oliva, président de la Coordination Eau Ile-de-France. Impossible toutefois de voir le film avant sa sortie officielle... par crainte, selon le diffuseur français La Mare aux canards, d'une manoeuvre de Veolia ou Suez pour le faire interdire. Il fallait donc se rendre hier soir jusqu'à Louviers, en Haute-Normandie, pour le découvrir en avant-première nationale.... Ou attendre le DVD transmis ce jour à la rédaction.

En guise de fil rouge du film, un homme : Jean-Luc Touly, ex-cadre et syndicaliste de Veolia pendant 30 ans, licencié en 2006 pour avoir publié des ouvrages dénonçant les scandales de l'eau, désormais bras droit de Danielle Mitterrand à la Fondation France Libertés... et tout juste réintégré dans le groupe par une décision de justice après des années de procédure. Touly ouvre le film, devant le siège parisien de Veolia Environnement, brandissant l'un de ses livres, *L'eau des multinationales*. Il le clot, devant l'Assemblée nationale, en affirmant : "*Le retour au service public de l'eau est possible.*" Dommage que les réalisateurs n'aient pas assumé le choix de ce fil rouge jusqu'au bout, en nous racontant l'histoire du combat de Touly, ses motivations, ses découvertes et ses éventuelles zones d'ombre.

Au lieu de cela, ils nous baladent de Paris à Toulouse, en passant par Grenoble et Bordeaux, en brassant affaires récentes -renouvellement en 2010 du contrat du Sedif au profit de Veolia- et anciennes -privatisation de l'eau à Grenoble par Alain Carignon au profit de Lyonnaise des Eaux-, en sautant d'un sujet complexe à l'autre: le prix puis la qualité de l'eau. En ignorant un acteur important du marché, le n°3, la Saur. En oubliant que si Paris est revenu à une gestion publique de l'eau début 2010, des activités comme la relation avec les clients sont toujours confiées à des groupes privés, en l'occurrence Lyonnaise des Eaux-Suez, pour cinq ans. En suscitant la colère d'un des meilleurs connaisseurs du sujet, l'ancien journaliste Marc Laimé, auteur du blog *eaux glacées* et interviewé dans le film.

#### *"L'eau nécessite de l'argent"*

Le plus souvent, c'est Veolia qui est pointé du doigt. Le groupe a été sollicité par les réalisateurs mais n'a pas souhaité répondre à leurs questions. En revanche, Suez, interrogé, a accepté de jouer le jeu et envoyé sa directrice du développement durable au charbon. Celle-ci s'en sort au final par une pirouette habile : "*Wasser braucht geld*" (l'eau nécessite de l'argent) et non pas "*water makes money*" (l'eau produit de l'argent) lance la jeune femme à la caméra. Mais les enjeux et questions posés par le film dépassent largement sa seule compétence. On aurait aimé entendre les grands patrons de l'eau sur le sujet : conflits d'intérêt, lobbying effréné, corruption, les accusations sont graves.

Chacun sait que le secteur a encore du chemin à faire avant d'être aussi clair que l'eau qu'il nous sert au robinet. Pas sûr que ce film y contribue réellement. En revanche, il est évidemment un outil pour mobiliser les citoyens à deux ans du Forum mondial de l'eau qui se tiendra à Marseille et des élections présidentielles. Comme le rappelle Touly en épilogue : "*Les deux-tiers des contrats français de délégation de service public arrivent à échéance dans les quatre ans.*" Comprenez : la guerre est ouverte. Partisans de la gestion publique et entreprises privées vont s'affronter sans pitié.

Un article du Figaro.fr du 24 septembre :

### À Manille, les plus pauvres vivent dans un cimetière. (26.09)

Ce sont les «*feux follets du cimetière*». Un joli nom pour une hideuse réalité: des gamins crasseux qui surgissent du dédale des tombes empilées comme des conteneurs et galopent dans les immondices.

À Navotas, une des villes satellites constituant la flaque urbaine de Manille, six cents familles ont trouvé refuge dans le cimetière municipal et s'entassent dans des baraques brinquebalantes adossées aux sépultures. L'expansion économique relativement solide des Philippines est rognée par l'une des plus fortes croissances démographiques de la planète (2,3%): plus d'un tiers des 94 millions d'habitants se retrouvent sous le seuil de pauvreté. Et les plus démunis cohabitent avec les morts.

Ainsi va la vie dans ce cimetière des faubourgs nord de la capitale, qui sentent la saumure de poisson et la pâte de crevette: les diseuses de prières viennent le lundi allumer des cierges et égrainer leur chapelet au milieu des cris d'enfants, de la musique, du linge qui sèche entre les croix et des braseros sur lesquels mijotent les maigres ragoûts. Les «*feux follets*» de Navotas deviendront des hoodlum, des gangsters au couteau facile. En attendant, ils écrasent les cafards. «*Sur les grands, la mort craque, sur les petits, elle reste muette*», s'amuse Emmanuel, 8 ans, qui trimbale par la patte un chaton famélique entre la vie et la mort. Ils tentent de faire décoller des petits cerfs-volants en sautant de tombe en tombe, et jouent au kara y kruz, «*pile ou face*», avec des pièces de 1 peso, à l'ombre d'une madone qui lève les yeux au ciel.

Ceux qui se sont déjà taillé une place dans un gang, les cheveux pris en masse dans une pâte décolorante, s'esclaffent devant des clips idiots au fond d'un caveau aménagé en salle de juke-box. Ou friment autour d'un billard dont les pieds sont calés sur des plaques mortuaires. Au bout d'une allée, un maigrichon en haillons extirpe un crâne d'une boue nauséabonde. Fier de sa trouvaille, qu'il fiche au bout d'un bambou, il court après les filles pour les effrayer. «*Il se prend pour un multo*», rigole Emmanuel, le tueur de cafards. Un fantôme issu du folklore philippin censé hanter le monde des vivants pour se venger. «*Tous les cinq ans, les corps sont extraits des tombes faute d'espace*», explique Adelina Santos, jeune mère de quatre enfants, qui tient la «*tombe épicerie*» ravitaillant les résidents. Les enfants sont devenus incollables sur le squelette humain.

Arpenter les allées du cimetière-bidonville est une plongée au cœur de la misère la plus absolue. La «*cour des miracles*» vaque à ses obsessions. Un pauvre hère aux dents déchaussées réclame une cigarette. Les pieds nus et la robe déchirée, une jeune fille ivre de gin titube, emportée par son ventre rond d'une grossesse avancée. Torse nu, un homme serre amoureusement son coq de combat contre sa poitrine en attendant une gloire impossible. Un borgne répète en boucle qu'«*ici, on allaite et on s'aime debout, adossés aux pierres tombales*», puis rit à gorge déployée. Au fond d'une alvéole en attente d'un cercueil, un enfant à la tête grise et aux yeux hébétés gonfle de son souffle le sac en plastique qu'il tient contre sa bouche, avant d'aspirer l'air, chargé du solvant industriel vendu pour décaper les sols.

À Navotas, les histoires se chevauchent. Les larcins au marché aux poissons, le solvant, les passes pour se payer ses cahiers et ses livres de classe. Les fils morts poignardés dans des rixes, les filles engrassées. Et un avenir qu'on n'ose même plus envisager.

Dans le baldaquin de pierre abritant un certain Perez, mort en 2007, «*avec le fantôme duquel elle s'est accommodée*», Charita Agda, 62 ans, se désole: «*Nous n'avons rien, rien à dire, rien à montrer.*» Elle tente de réveiller du pied une masse inerte, son mari, Roberto. Il finit par émerger. Les yeux mi-clos, il se ressert une rasade de rhum trouble. «*J'attends que Dieu me rappelle à lui*», grogne-t-il, avant de se rendormir.

«*La nuit, tout devient si étrange*», raconte Charita la superstitieuse, qui parvient difficilement à gagner 150 pesos par jour en vendant du poisson. Mais l'écoute attentive de chaque bruit confond la peur, assure-t-elle. Il y a les hurlements des fantômes, les lourds battements d'ailes des aswang, ces femmes vampires et sorcières à la fois, les crissements des mananagal, ces mangeuses de fœtus qui éviscèrent leurs victimes. Dans ce pays où l'imaginaire vagabonde facilement, les histoires les plus effrayantes courent d'une cabane à l'autre. Et tous serrent dans leur poing un sel salvateur, censé provoquer de graves brûlures chez ces êtres maléfiques que ces misérables s'imaginent condamnés à côtoyer au quotidien.

Un article de 20minutes.fr du 27 septembre :

### Qui sont les bénévoles en France aujourd'hui? (28.09)

Le bénévole français? *«Si on grossit les traits, c'est une personne de classe moyenne, du troisième âge»*, détaille Dan Ferrand-Bechmann, sociologue à l'université de Paris-8 et auteur de *«Le métier de bénévole»*.

Selon une étude menée par l'association France Bénévolat à partir d'une enquête Ifop, les Français sont 18 millions à être bénévoles. Anne Poitrenaud, de l'association France Bénévolat, contactée par 20minutes.fr explique: *«11,3 millions d'entre eux sont bénévoles associatifs, 4,5 millions dans les syndicats, les organisations politiques ou religieuses et 7,4 millions sont bénévoles de proximité»*. Mais qui se cache derrière ces chiffres?

Autant d'hommes que de femmes

Parmi eux, à peu près autant d'hommes que de femmes (35% contre 38%), même si, note Dan Ferrand-Bechmann, *«les hommes ont des positions de responsabilité et les femmes sont plutôt les petites mains»*.

Originaires du sud-ouest

Selon l'enquête de l'Ifop, 45% des habitants du sud-ouest sont bénévoles, contre 35% des Franciliens et 32% dans le nord-est. Selon qu'ils sont ruraux ou urbains, le type d'associations auxquels ils adhèrent est différent. Plus petites, plus «locales» pour les villages.

Pratiques religieuses

Parmi les dénominateurs communs chez les bénévoles, la religion figure en bonne place. *«J'ai remarqué que beaucoup de gens qui ont des pratiques religieuses s'impliquent en tant que bénévoles»*, poursuit la sociologue. Il faut dire que la morale et l'éthique font partie des grandes motivations des bénévoles, et ce, quelque soit la religion. *«Les jeunes musulmans, par exemple, sont très engagés dans l'entraide»*, note Dan Ferrand-Bechmann.

Des retraités et des jeunes

Du point de vue des tranches d'âge, les bénévoles sont soit jeunes (29% des 15-24 s'engagent selon l'enquête de l'Ifop) soit retraités (51% des plus de 65 ans sont bénévoles). Entre 25 et 34 ans, à l'âge où on débute la vie professionnelle et où on construit sa famille, il semble plus difficile de s'impliquer dans les associations. Si les retraités ont du temps, les jeunes, eux, deviennent bénévoles pour «avoir une première expérience valorisable», souligne Anne Poitrenaud.

Des motivations diverses

*«Les gens ne sont pas aussi individualistes qu'on le dit»*, explique Dan Ferrand-Bechmann. Les motivations sont très variées: de l'altruisme pur à la volonté de booster son CV. *«Face à la crise et aux difficultés, certains sont un peu choqués et ils veulent faire quelque chose, explique la sociologue. D'autres voient le bénévolat comme un moyen de s'impliquer en dehors de la politique et de mettre leurs compétences aux services des autres»*. Enfin, certains estiment «avoir eu de la chance», et veulent donc partager avec ceux qui en ont eu moins. *«La France sans bénévoles, je ne sais pas comment ça fonctionnerait»* conclut Dan Ferrand-Bechmann.



Un article de Reuters du 27 septembre :

### **Près d'un ménage sur huit sous le seuil de pauvreté, dit l'Insee. (28.09)**

Près d'un ménage sur huit, dont près d'un tiers des familles monoparentales, vivent sous le seuil de pauvreté qui correspond à 950 euros par mois, selon une étude publiée mardi par l'Insee.

Le niveau de vie médian, qui partage la population en deux de telle façon que la moitié des personnes disposent d'un niveau de vie inférieur et l'autre d'un niveau de vie supérieur, s'élève à 19.000 euros par an, soit 1.580 euros par mois, selon cette étude établie sur la base des revenus fiscaux et sociaux jusqu'en 2008.

Le niveau de vie médian enregistre une hausse de 1,7% en euros constants par rapport à 2007.

Les 10% de personnes les plus modestes ont un niveau de vie annuel inférieur à 10.520 euros et les 10% les plus aisées un niveau de vie d'au moins 35.550 euros, soit 3,4 fois plus.

Le seuil de pauvreté, défini comme l'équivalent de 60% du niveau de vie médian de la population, s'établit à 950 euros par mois.

En 2008, 13% des ménages vivaient en dessous de ce seuil contre 13,4% en 2007, ce léger recul résultant de l'absence de revalorisation des ressources des allocataires au 1er juillet 2008 par la Caisse nationale d'allocations familiales qui a permis à certains ménages de bénéficier exceptionnellement de prestations sociales tout au long de l'année et de rehausser ainsi leur niveau de vie.

### **30% DE FAMILLE MONOPARENTALES PAUVRES**

Le taux de pauvreté, qui correspond à la proportion de personnes dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, a décliné de 1996, où il atteignait 14,5%, à 2004 pour se stabiliser ensuite autour de 13%, précise l'Insee.

La pauvreté touche 30% des familles monoparentales, ce qui représente plus de 1,6 million de personnes, ajoute l'Insee.

Les familles monoparentales, qui sont le plus souvent constituées d'une mère et de ses enfants, ont le niveau de vie médian le plus faible.

La moitié des personnes pauvres vivant au sein d'une famille monoparentale ont un niveau de vie inférieur à 760 euros par mois.

Le calcul du niveau de vie d'une personne s'effectue dans le cadre du ménage auquel elle appartient, un ménage étant défini comme l'ensemble des occupants d'un même logement.

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage (revenus d'activités, retraites et pensions, indemnités de chômage, certains revenus du patrimoine auxquels s'ajoutent les prestations sociales et le cas échéant la prime pour l'emploi, moins les impôts directs) divisé par le nombre d'unités de consommation.

Les unités de consommation sont calculées selon une échelle qui attribue par convention une unité de consommation au premier adulte du ménage, 0,5 unité aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 aux enfants de moins de 14 ans.

Un article de 20minutes.fr du 28 septembre :

### **Le gouvernement va expérimenter des allocations d'autonomie pour les jeunes. (29.09)**

Le gouvernement va expérimenter «*dans les prochaines semaines*» deux types d'allocations d'autonomie pour les jeunes, a annoncé ce mardi le ministère de la Jeunesse, qui a également annoncé plusieurs autres mesures pour les 16-25 ans.

Pour ces allocations, «*deux publics cibles seront visés: les jeunes peu qualifiés en grande difficulté d'insertion et les jeunes diplômés de licence, qui sont au chômage depuis une durée minimale de 6 mois*», selon le communiqué ministériel.

20 millions d'euros mobilisés pour 5.500 jeunes

Pour les jeunes peu qualifiés, «*le Revenu contractualisé d'autonomie (RCA) sera versé mensuellement pendant deux ans aux jeunes entrant dans l'expérimentation, sous réserve qu'ils s'engagent soit à rechercher activement un emploi, soit à suivre une formation*», poursuit le texte. Destiné aux 18-25 ans, il sera de 250 euros par mois, dégressif la deuxième année et cumulable partiellement avec un salaire si celui-ci ne dépasse pas le Smic.

Une autre forme de RCA est par ailleurs prévu pour les 18-25 ans «*en recherche d'emploi depuis au moins 6 mois, ayant validé au minimum une licence*». En contrepartie du versement d'une allocation mensuelle garantie pendant une année, le jeune devra s'engager dans le parcours d'accompagnement renforcé mis en oeuvre par l'Apec (association pour l'emploi des cadres). Vingt millions d'euros seront mobilisés pour verser une allocation à 5.500 jeunes à partir de décembre.

26 millions supplémentaires pour le décrochage scolaire

L'allocation d'autonomie est une demande de longue date de plusieurs organisations de jeunes et étudiantes. Marc-Philippe Daubresse, ministre de la Jeunesse, a par ailleurs confirmé l'engagement d'environ 25 millions d'euros pour les «*laboratoires*» qui expérimentent des projets pour la jeunesse à travers la France.

Cent «*plate-formes*» régionales contre le décrochage scolaire seront opérationnelles «*au cours du mois de novembre*» avec, à la clé, «*une enveloppe de 26 millions supplémentaires*» tandis que «*d'ici à la fin de l'année*» sera créé un «*Observatoire de la jeunesse*». Marc-Philippe Daubresse s'est aussi entendu avec France Télévisions et avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour améliorer l'image des jeunes dans les médias.

Commentaire.

Ils craignent la jeunesse par dessus tout !

Ces mesures ont pour fonction notamment de la diviser, de forcer les jeunes à accepter n'importe quel boulot à défaut d'un vrai travail et d'un vrai salaire. C'est aussi la banalisation de la précarité de la jeunesse.

Un article du Monde.fr du 29 septembre :

### **La CFDT demande de repousser à 2015 le vote sur le recul du taux plein à 67 ans. (30.09)**

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, propose au gouvernement que le passage de 65 à 67 ans de l'âge de la retraite à taux plein ne soit voté par les députés qu'en 2015, la réforme actuelle ne prévoyant l'entrée en vigueur de cette mesure qu'en 2016. *'Je fais une proposition au gouvernement : qu'il subordonne le recul de l'âge du taux plein de 65 ans à 67 ans prévu à partir de 2016 à un vote formel du parlement en 2015 et après un rapport sur la situation des femmes et des précaires'*, déclare le leader syndical au quotidien Libération.

*'C'est une question de démocratie : aux nouveaux députés issus des prochaines législatives de s'en saisir et de décider ou non de l'appliquer'*, a ajouté M. Chérèque. *'Le recul de cette borne d'âge ne devant pas intervenir avant 2016, cela ne remettra pas en question l'équilibre financier et 'permet à tout le monde de sauver la face'*, a-t-il souligné.

Le leader de la CFDT a justifié cette demande de report à 2015 par le fait que *'le gouvernement découvre qu'il y a un souci avec la retraite des femmes et des handicapés'*, mais aussi *'sur les carrières longues, les polypensionnés, la pénibilité'*, de *'nombreux problèmes qui nécessitent à l'évidence de retravailler la réforme dans son ensemble'*.

#### **Commentaire.**

Chérèque après avoir soutenu l'allongement de la durée de cotisation légitime le passage de 65 à 67 ans, logique, normal, non ? Il appelle clairement à capituler et cesser le combat en s'en remettant à des députés du PS et ses satellites en 2015, sachant que le PS ne reviendra pas sur l'allongement de la durée de cotisation et que la plupart des travailleurs devront continuer de travailler jusqu'à 67 ans pour obtenir une retraite à taux plein.

Je n'ai pas pu lire la suite de sa déclaration dans Libération car elle n'était disponible que sur abonnement, je ne peux donc pas la commenter.

On oublie semble-t-il que la CFDT est le premier syndicat en France. Cela pose plusieurs questions, non ?

Pourquoi la CFDT est-elle devenue le premier syndicat en France ? Qu'est-ce que cela signifie au juste ? Quelles en sont les conséquences sur les rapports entre les différents syndicats ? Quel rapport cela traduit-il entre les travailleurs et le capitalisme ? Chérèque ne s'appuie pas forcément sur les couches de travailleurs que la CFDT organise, alors sur lesquelles s'appuient-ils ? Quels partis soutiennent la CFDT ou partagent les positions de ses dirigeants ? Etc., Etc.

Ne cherchez pas des réponses à ces questions du côté de vos dirigeants, ils ne vous en fourniront pas de satisfaisantes, car il leur faudrait revenir sur leur rôle et responsabilité dans la lutte de classe des six dernières décennies qui a conduit à cette situation et aucun n'y tient vraiment, on les comprend.

Mailly (FO) écrit dans son éditorial d'hier (sur Internet) : *"... nous demandons le retrait du projet gouvernemental pour obtenir une autre réforme pour les retraites, respectueuse des droits de toutes les générations et réductrice des inégalités sociales. Nous avons même proposé une suspension du texte pour rouvrir des discussions. Mais le gouvernement reste bloqué. Compte tenu, pour lui, de l'inscription de son projet de loi comme un élément clé du plan d'austérité, il s'est en quelque sorte enfermé dans la logique des marchés financiers. Ce qui explique en grande partie son blocage."*

Les propositions de FO se situent sur le terrain du gouvernement, pas des travailleurs.

Ainsi FO réclame une "réforme" des retraites, Mailly veut "rouvrir des discussions" avec Sarkozy et Woerth, pour négocier quoi sachant qu'il n'y a rien à négocier, et en réclamant une "réforme" il légitime les conclusions du rapport du COR et le discours de Sarkozy, pas besoin de réforme, il suffit d'éradiquer le chômage et de supprimer tous les privilèges accordés aux capitalistes pour que l'ensemble des organismes

sociaux soient excédentaires ! Oui mais pour cela il faudrait que l'Etat cesse de se soumettre aux lois du marché, il faudrait s'attaquer aux fondements du capitalisme, impossible pour Sarkozy comme pour Mailly évidemment. Quant à "*faire payer*" les capitalistes pour qu'ils nous représentent la facture de l'autre main, non merci !

Le problème, c'est qu'aucun syndicat ne s'en tient strictement aux besoins de la classe ouvrière, aucun ne veut engager le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme ou lier nos revendications à cet objectif. Cette obsession peut paraître déplacée à certains militants, on pourrait penser qu'elle n'a rien à voir avec le sujet qui nous occupe aujourd'hui, ce serait une lubie de gauchistes, entre nous, l'UMP et le PS ne tiennent pas un autre discours face à ceux qui combattent pour le socialisme... Et pourtant, c'est bien l'absence de cette perspective qui abouti au fait que l'ensemble des syndicats sont subordonnés au capitalisme et qu'ils acceptent de lier le sort de la classe ouvrière à celui du capitalisme, ajoutons-y l'absence de perspective politique en dehors des institutions de la Ve République qui tire l'ensemble du mouvement ouvrier en arrière.

Chérèque ne prend pas seulement en charge les intérêts des capitalistes, il incarne également ou surtout ils s'appuient sur les millions de travailleurs, jeunes ou retraités qui demeurent solidement enchaînés au capitalisme, et qui sans autre perspective s'en remettent par ignorance et dépit à la fatalité.

Quand on évoque l'état d'esprit ou le niveau de conscience politique des travailleurs, on sent systématique une réticence de la part de nombreux militants par crainte d'aborder ou de violer des tabous. On a aussi l'impression que regarder la réalité en face serait devenu un péché mortel. Comment peut-on prétendre définir une orientation politique, une stratégie ou une tactique correcte dans de telles conditions ? Comment expliquez-vous que des travailleurs sur lesquels les dirigeants des syndicats ou des partis n'ont aucune influence et prétendent être d'accord avec vous, ne se mobilisent pas pour autant, cela concerne en réalité des millions de travailleurs, la moitié d'entre eux plus ou moins ? Comment expliquez-vous cette contradiction apparente, sinon qu'ils doutent qu'il existe une alternative possible à la politique de Sarkozy, et au-delà au capitalisme qui les malmène ?

Un article de [Lexpress.fr](http://Lexpress.fr) du 29 septembre :

### **Pourquoi Sarkozy suscite la haine. (30.09)**

Certains l'insultent, d'autres souhaitent sa mort, beaucoup le traitent de fasciste... Nicolas Sarkozy n'est pas seulement le président de la République le plus impopulaire, il est aussi celui qui déclenche les réactions les plus négatives. Explications.

"*Nicolas Sarkozy n'est pas Adolf Hitler.*" C'est une précision sans doute utile qu'apporte, le 5 septembre, le député PS de l'Essonne Julien Dray, sur Radio J. La veille se sont déroulées des manifestations organisées par la gauche contre la politique sécuritaire du pouvoir. C'est un autre propos, sûrement nécessaire, lui aussi, par les temps qui courent. Le 21 septembre, tout en assumant la polémique qu'il a déclenchée après avoir décrit un climat "*très pourri, très Vichy*", le député PS du Doubs, Pierre Moscovici, écrit sur son blog : "*Nicolas Sarkozy n'est pas fasciste.*" Le 23, le président du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, précise à son tour, sur Europe 1: "*Sarkozy n'est pas un nazi.*"

Cela va sans dire, mais cela irait-il mieux en le disant ? La classe politique n'est pas la seule à participer de l'atmosphère actuelle. En juin, au cours d'un concert donné dans une petite commune du Loir-et-Cher, la chanteuse Lio souhaite au président de "crever" rapidement.

En juillet, un journal satirique est condamné par le tribunal de grande instance de Paris à retirer des photomontages "utilisant sans autorisation l'image [du] visage [de Nicolas Sarkozy], le représentant nu en train de subir un acte sexuel derrière les barreaux d'une cellule de prison, agenouillé en slip dans un cachot (...) et le représentant nu en train d'imposer un acte sexuel à une chèvre".

Sarkozy Scarface?

En août, un prêtre lillois de 71 ans, connu pour son franc-parler plus que pour son extrémisme idéologique (il a voté François Bayrou en 2007), laisse exploser sa colère face aux expulsions de Roms et déclare prier "*pour que Nicolas Sarkozy ait une crise cardiaque*".

En septembre, les photos new-yorkaises du président en chemise noire et chaîne en or alimentent immédiatement les blogs hostiles: leurs auteurs lui trouvent des airs de Tony Montana, le héros mafieux de Scarface.

Enfin, le 21, sur France 3, dans l'émission Ce soir ou jamais, Emmanuel Todd s'insurge: "*Il y a quelque chose de très grave, c'est le genre de président qu'on a. Je suis désolé qu'un système comme le système français arrive à avoir ce machin à la tête de l'Etat...*" Sur le plateau, le démographe accuse Nicolas Sarkozy de "*travailler contre la Constitution*". Il va jusqu'à invoquer sa destitution.

Depuis quelques mois règne en France une ambiance particulière : un jour, le chef de l'Etat provoque volontairement l'hystérie; le lendemain, la haine se déclenche contre lui. "*Nicolas Sarkozy est devenu l'homme le plus détesté de France, le président le plus honni de la Ve République*", constate Alain Duhamel, le 16 septembre, dans Libération.

"*Pourquoi rend-il tant de gens aussi fous dans leurs têtes?*" s'interroge Alain Minc. *Il ne mérite, comme dans Racine, ni excès d'honneur, ni indignité.*"

La personnalisation du pouvoir facilite toutes les outrances

François Hollande n'a pas tardé à percevoir les dangers du phénomène : "*La bêtise de l'antisarkozysme conduit à l'attaquer en oubliant les faits, confie l'ancien premier secrétaire du PS. Si excès il y a - et c'est le cas - Nicolas Sarkozy va chercher la victimisation.*" Aussi a-t-il demandé à ses camarades, au détour d'un entretien au Monde, de "*ne plus seulement (...) ajouter ad nauseam des arguments à l'antisarkozysme*", mais d'"*ouvrir un autre chemin*".

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi celui qui fut élu avec une si large majorité (53%) et une si forte participation (85 %) suscite-t-il désormais de telles réactions? A qui la faute? A Internet, à la presse, à ce siècle ? A lui-même? Dans une ère propice aux dérives, dans un débat public pauvre en repères historiques solides, la personnalisation du pouvoir facilite toutes les outrances.

*"J'ai compris que, chaque fois que je me mets en avant, c'est un problème"*, reconnaissait Nicolas Sarkozy, en petit comité, après les régionales de mars (1). L'a-t-il compris, vraiment ? Est-il justifié qu'il emmène son plus jeune fils lors de sa visite surprise en Seine-Saint-Denis, et notamment à la cité des 4 000, dans la soirée du 23 juin dernier (un déplacement à l'occasion duquel un homme de 21 ans fut d'ailleurs interpellé pour avoir insulté le chef de l'Etat)?

La plupart des sarkozystes récusent toute part de responsabilité dans la brutalité du moment et qualifient d'"excuse" l'argument selon lequel le président a tellement changé la fonction qu'il l'a désacralisée. Pourtant, à l'Elysée, loin des micros, certains s'inquiètent d'attitudes présidentielles qui contribuent peu à la pacification des esprits.

Le *"Casse-toi, pauvre con"* lancé au Salon de l'agriculture en 2008, multiplié à l'infini par Internet (la scène a été visionnée plus de 12 millions de fois sur YouTube), restera l'une des phrases du quinquennat ; des adolescents la citent même, à l'école, pour justifier leurs propres agressions verbales à l'encontre d'enseignants. Les chiraquiens rappellent volontiers que *"leur"* président, victime d'une grossièreté peu habituelle lors d'une visite à Mantes-la-Jolie en 2002 (des crachats à la tête), avait feint l'indifférence.

A l'origine de la haine, il y a donc la rencontre d'une époque et d'un personnage. Le choc entre une hypermédiasation où plus rien n'est contrôlé, ni contrôlable, et un hyperprésident qui a choisi de ne pas endosser l'habit consensuel de père de la Nation. Nicolas Sarkozy cultive une logique de défi permanent, c'est même le fil rouge de sa vie politique: la violence est l'une des marques de fabrique de sa carrière. Dans l'entre-deux tours de la présidentielle de 1995, celui qui a préféré Edouard Balladur à Jacques Chirac essuie crachats et injures lorsqu'il rallie le futur vainqueur lors d'un meeting.

Longtemps, histoire de se motiver, il a gardé à portée de main les affiches *"Sarko salaud"* qui ont fleuri lors d'une réunion du RPR, en 1997, dans la foulée de la dissolution ratée par Jacques Chirac. Ses expressions (du *"croc de boucher"* promis à Dominique de Villepin dans l'affaire Clearstream à la gorge tranchée mimée à l'intention d'Alain Juppé, destin promis aux *"héritiers [...] faits pour être guillotins"*) ne manquent jamais de férocité. *"C'est sa complexion génétique, décrit l'un de ses anciens collègues au gouvernement. Quand il entre dans une salle, il se passe quelque chose d'électrique."* Un autre ancien ministre complète : *"Il a toujours eu besoin de se créer une adversité, il s'est élevé des murs en permanence."*

Nicolas Sarkozy cultive une logique du défi permanent

Les présidents de la Ve République sont rarement des enfants de chœur; tous ont connu l'impopularité, et même l'hostilité. C'est la fonction qui le veut. *"Mais la haine de De Gaulle s'expliquait par des raisons politiques; le problème de Nicolas Sarkozy, c'est qu'on en veut à sa personne, d'où l'agressivité"*, pointe un ancien conseiller élyséen.

De fait, avec ce chef de l'Etat, les contentieux publics prennent chaque fois une tournure individuelle. *"Tant que, comme candidat, il provoquait au sein de la classe politique, il visait des gens comme lui, et c'était apprécié, constate le directeur de l'institut Isama, Jérôme Sainte-Marie. Là, c'est le président qui parle, et les Français sont interpellés dans leur être intime et social, ce qui provoque une forme de douleur."*

Cliver, mettre en tension: c'est ainsi que Nicolas Sarkozy s'est imposé - son passage au ministère de l'Intérieur est un cas d'école de cette stratégie ; c'est ainsi qu'il dirige la France. *"Sa vision de la société et des grands enjeux qui la traversent est assez manichéenne, il y a le bien et le mal, les gentils et les méchants, ce qui est bon et ce qui est mauvais, ce que l'on valorise et ce que l'on réprime. Cela ne peut être que tout l'un ou tout l'autre. La société est divisée en deux mondes tellement hermétiques l'un à l'autre qu'ils en sont irréconciliables"*, note Marie-Eve Malouines dans Nicolas Sarkozy. Le pouvoir et la peur (2). *"Aujourd'hui, nous avons la forme la plus caricaturale et révoltante du sarkozysme, celle de l'union nationale négative, si je puis dire. C'est la tentative de construire du consensus par les formulations les plus*

*archaïques de la xénophobie et du rejet de l'autre*", analyse Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France, dans un entretien à Mediapart.

*"Le président a le sentiment, justifié, d'être assiégé"*

Les critiques des intellectuels ont peu de chances de modifier l'avis du président et de ses proches, convaincus que l'on assiste d'abord à *"un procès en illégitimité"*, selon l'expression de son ami, Nicolas Bazire. *"Les castes qui encadrent la société française détestent ceux qui ne sont pas issus de leurs rangs"*, affirmait le conseiller spécial Henri Guaino dans une récente interview au Parisien.

Au premier rang des fidèles, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, observait avant l'été: *"Le président a le sentiment, justifié, d'être assiégé. La presse, par exemple, a été humiliée de le voir élu alors qu'elle ne le souhaitait pas, du coup, pour laver cette humiliation, elle cherche à l'abattre."*

Penser que la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007 s'est faite contre les médias relève de la construction a posteriori, voire du mirage - mais c'est une conviction absolue chez les sarkozystes, pour qui la presse figure désormais au premier rang des responsables. *"Ce que les journalistes ont apprécié chez lui quand il était dans la conquête du pouvoir, ils ne l'acceptent plus maintenant qu'il est président. Lui pense, au contraire, que le fait de ne pas avoir changé est un signe d'honnêteté"*, commente un proche.

La Une de *Marianne* consacrée, le 6 août, au *"voyou de la République"* a déclenché un torrent de réactions à droite. Le président estime que la couverture du *Nouvel Observateur*, le 2 septembre, sur *"Les riches, le pouvoir et la droite"*, avec sa photo sur un billet de 500 euros, relevait d'*"un antisémitisme, conscient ou non"* : *"Gringoire aussi m'aurait mis ainsi."* *"Si les attaques les plus fortes de la classe politique contre Nicolas Sarkozy remontent à 2005, au moment de la crise des banlieues, c'est maintenant que l'on constate les attaques les plus fortes de la classe médiatique, assure le conseiller en communication du président, Franck Louvrier. Car il est jugé en valeur absolue et non relative, il est sur un marché non concurrentiel tant que la gauche n'a pas de candidat. Mais le récepteur est adulte : les dérives nuisent plus aux émetteurs qu'à celui qu'ils visent."*

Pour le chef de l'Etat (dont le grand-père maternel était juif), les allusions à son physique témoignent d'une forme d'antisémitisme - il se réfère volontiers aux précédents de Léon Blum et de Georges Mandel - de même que la comparaison, effectuée en mai par Martine Aubry, avec l'escroc Bernard Madoff, cet homme d'affaires arrêté par le FBI.

Franck Louvrier détaille: *"Il ne faut pas se voiler la face. Quand on dit de Nicolas Sarkozy qu'il est proche des riches, proaméricain, et qu'on le compare à Madoff, cela réveille chez certains des relents d'antisémitisme."* *"Je redoutais d'être autant attaqué, mais, là, le niveau de haine me met mal à l'aise"*, a remarqué le président devant quelques visiteurs. Et de reconnaître dans la foulée: *"Voyou, nazi, nul... Cela ne me dessert pas."* Se souvient-il de ce que disait, à la fin des années 1960, François Mitterrand: *"Je suis l'homme le plus haï de France, cela me donne une petite chance, n'est-ce pas, d'être un jour le plus aimé" ?*

*"Nicolas Sarkozy attire tant d'hostilité sur lui que le second tour sera un référendum pour ou contre sa personne"*, pronostique le coprésident d'Ipsos, Jean-Marc Lech. Quand la détestation devient totale, elle peut tout emporter, qu'importe le bilan. Ce fut le cas pour Valéry Giscard d'Estaing en 1981. Dominique de Villepin imagine volontiers Nicolas Sarkozy victime d'un rejet tel qu'il lui serait impossible de parcourir le pays : *"Il ne pourra pas se déplacer en papamobile, tout de même !"*, remarque-t-il, amusé, en privé.

Il devient donc urgent que les attaques facilitent la contre-attaque. Déjà en campagne de premier tour de la présidentielle - celle qui sert à rassembler ses propres partisans - le chef de l'Etat, dont l'impopularité bat des records, en profite pour rechercher la position, classique chez lui, de victime. Le dérapage de la commissaire Viviane Reding fut, pour lui, une occasion inespérée de répliquer, au cours du Conseil européen, le 16 septembre, alors que la grave faute que constituait, aux yeux de Bruxelles et de nos partenaires, la circulaire anti-Roms première version du gouvernement français le plaçait dans la situation de l'accusé.

Le 18 septembre, Franck Louvrier et le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, discutent, dans le train qui les conduit à une fête du parti en Loire-Atlantique, d'une expression que le second va lancer publiquement: la *"sarkophobie"*. François Hollande vient d'évoquer *"une ovniprésidence"*, extraconstitutionnelle,

extralégale, extravagante"; Ségolène Royal, une France "*martyrisée*". Le moment est venu de transformer l'"*antisarkozysme*" en "*sarkophobie*" pour remettre le président dans sa situation préférentielle. Celle qu'il recherche toujours quand il entre dans la peau du candidat à l'Elysée, afin d'apparaître comme le challenger, et non comme le favori. Avant-hier, seul contre la droite. Entre 2002 et 2007, seul contre Jacques Chirac. En 2012, seul contre "*l'établissement*", la pensée unique, la presse. Seul contre tous - ou isolé comme jamais?

**Extrait d'un commentaire d'un internaute :** "*Encore une fois, cet article illustre parfaitement le "je te lèche, je te lache, je te lynche" des médias. Hormis Marianne, je serais bien intéressé de retrouver les articles complaisants du début du quinquennat. Remords bien tardifs messieurs les "journalistes". Car si Le président entraîne une telle détestation c'est bien qu'il vous a bien eu.*"

**Commentaire.**

Il a réussi là où nos dirigeants ont échoué !

Il cristallise au sein de la majorité de la population la haine du capitalisme, des institutions, des inégalités et des injustices, des privilèges dont bénéficie la classe dominante, qui s'en plaindra ? Nous quelque part, car demain il ne sera plus à la tête de l'Etat, mais le capitalisme et les institutions n'auront pas disparu pour autant !



Un article du Point.fr du 29 septembre :

**Mercenaire : un métier du passé, non, d'avenir ! (titre du site) (30.09)**

(le titre du Point.fr : *La France pourrait autoriser le mercenariat, interdit depuis 2003.*)

Sans le dire vraiment, mais sans le cacher tout à fait, le gouvernement se prépare à réintroduire le mercenariat dans le droit français. Interdite depuis 2003, l'attribution à des entreprises privées employant des hommes en armes de missions "régaliennes", donc réservées en principe à l'État et à ses armées, est un sujet brûlant. Si l'Élysée n'y est pas opposé sur le fond, les armées sont plus nuancées, mais des voix s'élèvent en leur sein pour favoriser cette évolution, qui assurerait des emplois fort rémunérateurs à des centaines, voire des milliers de militaires en fin de carrière. Un colloque interdit aux journalistes se tiendra le 30 septembre à Paris pour que des dizaines de professionnels invités puissent parler entre eux de cette question, hors de tout regard extérieur.

Depuis des mois, sinon des années, la question des sociétés militaires privées (SMP) se pose en France. Nous avons souvent rendu compte dans les colonnes du Point de travaux menés par des partisans de l'évolution vers une privatisation partielle des forces armées, comparable à ce qu'elle est déjà aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Un groupe parallèle à la commission du Livre blanc de 2008, la black team, avait notamment travaillé sur le sujet. Le débat fait rage dans les milieux professionnels concernés. En 2007, quatre officiers stagiaires du Centre des hautes études militaires écrivaient déjà que *"laisser ce créneau [des SMP] purement et simplement à d'autres pays serait un non-sens économique, les entreprises françaises n'ayant d'autre solution que de contracter avec des sociétés étrangères, ou d'être absentes du marché"*.

Un colloque qui a la bénédiction de l'Élysée

D'anciens militaires ont pris la tête d'une forme de mouvement, discret mais bien introduit au sommet de l'État, qui réclame avec insistance une légalisation de cette pratique en France. Le général Pierre de Saqui de Sannes, conseiller de la direction de l'armateur CMA-CGM, préconisait en décembre dernier que les navires naviguant dans les zones à risque puissent embarquer des gardes civils armés qui seraient fournis par *"des sociétés de sécurité privées, labellisées par les autorités françaises, dont les compétences seraient vérifiées chaque année"*. Cette prise de position avait suscité une réaction extrêmement vive d'Anne-Sophie Avé, déléguée générale de la fédération professionnelle Armateurs de France, qui avait affirmé à cette occasion l'opposition des *"armateurs français, de la Fédération européenne des armateurs et des fédérations internationales. Elles sont unanimes, avec les marins et les différents gouvernements, pour refuser de recourir aux services de mercenaires à bord de nos navires"*.

Les tenants de l'autorisation en France des sociétés militaires privées se heurtent à un obstacle de taille : la législation en vigueur, et notamment la loi du 14 avril 2003 relative à la répression de l'activité de mercenaire. Ils souhaitent donc la changer. Selon nombre d'entre eux, que nous avons interrogés, aucune marque d'opposition à cette perspective n'a été ressentie ni à l'état-major des armées, ni à l'Élysée. C'est d'ailleurs avec la bénédiction de la présidence de la République que, dans le plus grand secret, un groupe de travail se réunit chaque semaine au SGDSN depuis plusieurs mois pour étudier cette question, toujours taboue. C'est donc afin d'en discuter dans un cercle plus large que le SGDSN a soutenu la mise sur pied de ce colloque le 30 septembre. Il sera *"fermé"*, c'est-à-dire interdit à la presse, cette disposition saugrenue ayant été *"imposée par les commanditaires"*, nous a indiqué son organisateur, la Fondation pour la recherche stratégique. Ce qui n'est pas tout à fait exact, puisqu'un journaliste de Ouest-France, Philippe Chapleau, est annoncé parmi les orateurs.

Mais sur cette question importante, les participants se retrouveront pour l'essentiel entre professionnels pour entendre un panel de praticiens ne comptant ni parlementaire, ni syndicaliste, ni politologue, ni surtout aucun homme ou femme politique de la majorité ou de l'opposition. Signe indiscutable que le sujet n'est pas mûr pour être discuté par l'opinion publique, la représentation nationale est clairement tenue à l'écart. Avant d'être mise devant le fait accompli ? Ça promet !

D'aucuns dénoncent des *"marchands de peur"*

Le titre même du colloque, "*La France et les entreprises militaires et de sécurité privées*", associe deux types de sociétés qui ont peu à voir entre elles. Les sociétés militaires privées (SMP), prises dans le sens anglo-saxon du terme, se voient attribuer contre rétribution des fonctions appartenant au strict domaine étatique dont le droit d'ouvrir le feu, voire de conduire des opérations militaires en territoire étranger. Elles sont grassement payées, recrutent des personnels militaires retraités ou en disponibilité, et sont massivement utilisées par le Pentagone en Irak, en Afghanistan ou dans la lutte contre le narcotrafic en Amérique du Sud. Les sociétés de sécurité assurent pour leur part - le plus souvent sans arme - la sécurité des personnels des entreprises expatriés. Elles sont légales en France et souhaitent pour certaines se reconvertir vers le statut de SMP. Nous avons récemment évoqué dans ces pages le rôle d'une entreprise de ce type, Épée, dans la protection des installations d'Areva, au Niger.

L'évolution qui se dessine déclenche un débat très vif, qui était jusqu'à présent resté feutré. L'un des intervenants annoncé au colloque, Bruno Delamotte, qui définit sa société Risk & Co comme fournisseur de "*conseils en sûreté*", et n'emploie donc pas de personnel armé, a décidé de porter le fer dans Le Monde contre les tenants des SMP qu'il qualifie de "*marchands de peur*" : "*Ils tentent d'impressionner par un discours guerrier qui ne fait que confirmer, s'il en était encore besoin, à quel point ils peinent à s'extraire de l'institution militaire et à comprendre les attentes des entreprises. Ces donneurs de leçons passent sans doute sous silence les quelques libertés prises avec l'éthique, la neutralité de la fonction publique ou, tout simplement, l'efficacité.*"

# Document

## Articles de presse d'octobre 2010

### Table des matières

#### France

##### Economie

- La dette de la France à 1.591,5 milliards d'euros. (01.10)
- Taxe foncière : le racket de l'Etat. (titre du site) (06.10)
- 2,2 millions de Français sont millionnaires. (12.10)

##### Social

- Les jeunes contre la réforme des retraites. (01.10)
- Tentative de coup d'Etat en Equateur. (01.10)
- Le salarié, voilà l'ennemi. (04.10)
- Les grèves reconductibles secteur par secteur. (07.10)
- Compte-rendu de la journée de mobilisation du 12. (13.10)
- Retraites : «Après jeudi, un fort mouvement va se faire pour demander l'abrogation du texte». (19.10)
- La raffinerie de Grandpuits évacuée, mais toujours en grève. (23.10)

##### Politique

- La radicalisation du mouvement, un danger pour le PS. (15.10)
- Pourquoi la France est impossible à réformer. (21.10)
- Les nouveaux pouvoirs des services secrets. (23.10)
- «On est loin, en France aujourd'hui, d'une atmosphère révolutionnaire». (27.10)

##### Justice

- Le tribunal de Bobigny "au bord de la crise de nerfs". (01.10)
- Les tribunaux cléments avec les supposés "casseurs". (22.10)
- De la menace anarcho-autonome à l'affaire Coupat.(23.10)

##### Société

- Evolution de la démographie en France. (titre du site) (27.10)

#### International

##### Economie

- Affaire Madoff: le rapport secret qui accuse JPMorgan. (08.10)
- Goldman Sachs, génie du mal financier. (09.10)
- Clochardiser l'économie mondiale. (13.10)
- Nouvelle année record pour les bonus de Wall Street. (13.10)
- UE : place aux hedge funds. (titre du site) (20.10)

##### Politique

- Tentative de coup d'Etat en Equateur. (01.10)
- La Russie veut enrôler 50% de sa population dans des programmes patriotiques. (13.10)
- Russie : un Etat mafieux. (titre du site) (15.10)
- WikiLeaks dévoile torture et meurtres en Irak dans une nouvelle fuite géante. (24.10)

- "Que ferait-on en Amérique sans Fox News ? . (26.10)
- Inde : l'écrivaine Arundathi Roy fait scandale sur le Cachemire. (29.10)

**Un article de Reuters du 30 septembre :**

**La dette de la France à 1.591,5 milliards d'euros. (01.10)**

La dette publique de la France a augmenté de 56,0 milliards d'euros au deuxième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent pour atteindre 1.591,5 milliards, soit environ 82,9% du PIB à fin juin, selon les données publiées jeudi par l'Insee.

Ce pourcentage représente une hausse de 2,5 points par rapport à la fin mars 2010 quand la dette au sens de Maastricht s'élevait à 1.535,5 milliards d'euros ou 80,4% du PIB.

Sous l'effet de la hausse de l'endettement, la dette de l'Etat a augmenté de 43,6 milliards d'euros au deuxième trimestre pour s'élever à 1.249,6 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens du traité de Maastricht prend en compte celle des administrations de sécurité sociale (70,9 milliards), des administrations publiques locales (151,4 milliards) et des organismes divers d'administrations centrales (Odac, 119,6 milliards).

La dette des administrations de sécurité sociale a augmenté de 7,9 milliards d'euros alors que celle des administrations publiques locales a diminué de 2,6 milliards, précise l'Insee .

La hausse de la dette des Odac (+7,0 milliards) s'explique pour l'essentiel par la progression de l'endettement de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) qui augmente de 6,6 milliards.

Le gouvernement prévoit que le déficit public atteindra 7,7% du PIB cette année et 6% à la fin 2011 pour revenir à 2% en 2014, date à laquelle la dette publique devrait atteindre 85,3% du PIB contre 82,9% attendu à la fin de cette année, selon le projet de budget pour 2011 présenté mercredi en conseil des ministres.

Un article de Libération.fr du 30 septembre :

### **Les jeunes contre la réforme des retraites. (01.10)**

Créé en mai dernier, le collectif «la retraite: une affaire de jeunes», regroupant une vingtaine d'organisations (Unef, UNL, MJS (jeunes socialistes), JC (jeunes communistes), Sud étudiants...) a appelé aujourd'hui à amplifier le mouvement contre le projet du gouvernement.

A l'avant veille de la sixième manifestation contre la réforme, organisée samedi, les organisations de jeunesse souhaitent multiplier les assemblées générales dans les universités et les lycées, afin «*de permettre aux jeunes de prendre part à cette bataille*», explique Jean-Arnaud Munch, de l'Unef.

Un meeting doit se tenir vendredi soir à la bourse du Travail, à Paris, en présence, notamment, d'Annick Coupé (Solidaires) et de Bernadette Groison (FSU).

Reste que pour l'heure, les assemblées générales qui se sont tenues depuis la rentrée n'ont pas déplacé les foules, ne rassemblant qu'entre 50 et 200 étudiants suivant les sites. «*Les étudiants ne sont pas encore tous rentrés*», avance l'Unef, qui s'attend à une plus grande participation aux réunions à partir du 4 octobre.

Les universités les plus turbulentes, comme Paris 1, ou encore Paris 12 (Nanterre), ne feront en effet leur rentrée qu'à partir de la semaine prochaine. La présence plus importante des jeunes lors de la journée d'action du 23 septembre par rapport à celle du 7 rend néanmoins optimistes les militants. «*Il y a un ras le bol général dans la jeunesse, qui dépasse la seule question des retraites, avance la responsable du mouvement des jeunes socialistes (MJS), Laurianne Deniaud. On veut déjà pouvoir commencer à travailler à 25 ans avant de devoir bosser jusqu'à 67 ans*».

Et de dénoncer le «gel» d'un million d'emplois avec le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, du fait de la prolongation de la durée d'activité des seniors, qui ne pourront pas libérer ces postes de travail pour les nouveaux entrants sur le marché du travail.

A noter, enfin, que selon notre sondage Viavoice, réalisé par téléphone les 16 et 17 septembre auprès 1002 personnes, près de 70% des 18-34 ans se disent opposés au report de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, et 80% des 18-24 ans se placent «du côté des grévistes et des manifestants», contre 13% «*du côté de Nicolas Sarkozy et son gouvernement*».

Un article du Point.fr du 30 septembre :

### **Le tribunal de Bobigny "au bord de la crise de nerfs". (01.10)**

Des audiences qui se prolongent jusqu'à minuit, des archives qui s'empilent dans les couloirs, des juges des enfants qui siègent sans greffier, des affaires renvoyées faute de dossier... Bienvenue au tribunal de grande instance de Bobigny. Cette grande cathédrale de briques rouges et de barres métalliques bleues, située dans le département de la Seine-Saint-Denis, traite toute une panoplie d'affaires criminelles et de misère du monde. Règlements de comptes entre bandes, meurtres, violences sexuelles, les deux cours d'assises de la juridiction tournent à plein régime toute l'année. À cela s'ajoutent les gros dossiers de criminalité organisée, les affaires liées à l'aéroport de Roissy, pépinière de sans-papiers, les affaires familiales et les délits financiers. *"La juridiction est au bord de la crise de nerfs"*, confient certains magistrats. *"S'il n'y avait pas la conscience professionnelle de tout le monde, la machine judiciaire pourrait s'arrêter de fonctionner"*, ajoute Laetitia Dautel, juge correctionnel.

À Bobigny, comme ailleurs, beaucoup s'accordent à dire que la situation ne peut pas rester en l'état. Alors, afin d'obtenir davantage de moyens, dix-sept syndicats et organisations du monde judiciaire ont entamé il y a dix jours *"une grève du zèle"* dans les tribunaux. Une action au long cours durant laquelle les professionnels sont appelés à respecter à la lettre les codes et circulaires qui, par exemple, limitent à 6 heures la durée des audiences (circulaire dite "Lebranchu" de juin 2001), rendent la présence d'un greffier obligatoire ou prévoient celle de trois juges et non d'un seul comme cela est le cas dans certaines affaires. Difficile à appliquer quand les dossiers s'empilent.

De jeunes avocats *"black-blanc-beur"*

*"On travaille à flux tendu, en faisant avant tout de la quantité. On a huit mois de retard dans certaines affaires, d'autres sont même enterrées faute de moyens"*, avoue Guillaume Saint-Criq. Ce jeune substitut du procureur en charge des affaires financières, membre de l'Union syndicale des magistrats, fulmine contre le manque de moyens accordés au deuxième tribunal de France. *"Les moyens accordés ne suivent pas l'évolution de la délinquance. Plus de 30 % de vols à main armée dans le département en deux ans"*, avance le substitut rattaché à la juridiction depuis quatre ans.

Ici, les robes noires ont l'habitude des conditions de travail précaires. Ces jeunes avocats *"black-blanc-beur"* font leurs classes à Bobigny. Il n'est pas rare de voir des conseils griffonner à la va-vite leur plaidoirie sous les palmiers de la salle des pas perdus, dans le brouhaha de familles venues soutenir un proche ou de bandes des cités environnantes. *"À Bobigny, tu cumules tellement de pression, tu dois affronter tout un tas de misère, que tu ne peux pas rester plus de cinq ans. Le seul avantage c'est qu'après Bobigny tu peux tout faire !"*, nous glisse une magistrate qui plaide à la 17e chambre. La 17e, justement, c'est là que la plupart de ces jeunes avocats étrennent leur robe. On y plaide comme on va au front. Violences conjugales, outrages, violences urbaines, petits trafics de stupéfiants s'y enchaînent à un rythme infernal. Le lundi, la salle d'audience est doublée avec la 18e chambre pour faire face au flux d'affaires liées au week-end.

*"On sait à quelle heure on commence, jamais quand on finit"*, lâche Ernesto Perales-Aquino, greffier à la 17e. Les détenus sont présentés en comparution immédiate. Jugés en *"temps réel"*. Dans le box ce mardi, Fouzi, 18 ans, comparaît pour conduite sans permis. Les mains dans les poches, le jeune homme a déjà arpenté les couloirs de 'Boboche'. D'abord au tribunal pour enfants pour plusieurs affaires de vols à l'arrachée. Puis à la 17e. À la lecture de son casier judiciaire, il hoche la tête pour confirmer qu'il a *"déjà fait du ferme"* après un sursis de mise à l'épreuve non respecté et 70 heures de travail d'intérêt général où il se rappelle avoir *"rangé des trucs"*. La formule fait rire l'assistance jusqu'à l'avocat du prévenu, commis d'office, appelé à midi pour défendre son client présenté aux juges une heure plus tard. Ce sera d'ailleurs le principal argument de sa plaidoirie. Les juges ont décidé d'être cléments : deux mois de prison assortis d'un sursis. *"Le tribunal fait preuve d'une grande indulgence à votre égard, lance le président. Il fait aujourd'hui un pari sur l'avenir."*

Un article du Monde.fr du 1er octobre :

### Tentative de coup d'Etat en Equateur. (01.10)

Le président socialiste équatorien Rafael Correa est revenu au palais présidentiel jeudi soir, après une opération militaire qui lui a permis de quitter l'hôpital de Quito, où des policiers le retenaient depuis la mi-journée. Le chef de l'Etat, s'adressant à une foule de partisans massés devant le palais présidentiel, a annoncé dans un premier temps la mort d'une personne durant l'opération, avant d'évoquer "*cinq blessés, mais pas de décès parmi les nôtres*".

Le président, qui a dénoncé une "*tentative de coup d'Etat*" orchestrée par l'opposition avec certains secteurs des forces de l'ordre, a remercié ses partisans pour leur "*immense soutien*". Selon la Croix-Rouge, deux policiers ont été tués dans l'assaut donné par l'armée, et 74 personnes ont été blessées au cours des incidents de la journée dans le pays. Selon des témoins, les coups de feu se poursuivaient autour de l'hôpital après la mise à l'abri de Correa. Le chef de la police équatorienne, le général Freddy Martinez, a démissionné de ses fonctions après la rébellion d'agents des forces de l'ordre, indique vendredi un porte-parole de la police.

Auparavant, il avait quitté l'hôpital sous la protection de l'armée et d'une unité d'élite de la police équatorienne, une opération marquée par un échange nourri de tirs entre les policiers qui le retenaient et les militaires. "*Nous l'avons sorti, nous l'avons sorti*", a déclaré le vice-ministre de l'intérieur Edwin Jarrin. Le vice-ministre accompagnait le président lorsqu'il a pu sortir. Le président avait tenté une première fois de quitter le bâtiment, mais avait dû renoncer pendant une quinzaine de minutes en raison des affrontements à ses abords.

Ce fut "*l'un des jours les plus tristes de ma vie*", a dit le président socialiste, au pouvoir depuis janvier 2007, vers 22 heures (5 heures à Paris). "*L'histoire jugera [les auteurs de ces incidents]. Mais désormais nous allons nous tourner vers l'avenir avec encore plus d'enthousiasme, d'espoir et de conviction*", a-t-il ajouté avant d'assurer qu'avec les siens il ferait en sorte que "la révolution citoyenne" ne soit jamais stoppée. Le ministre de la sécurité, Miguel Carvajal, a annoncé que le gouvernement avait "*déclaré l'état d'urgence*", confiant le maintien de l'ordre public aux "*forces armées*".

Jeudi matin des dizaines de policiers avaient pris la principale caserne de Quito, tandis que des militaires occupaient la piste de l'aéroport international, pour protester contre des mesures d'austérité : une loi prévoit de réduire certaines primes à l'ancienneté pour les forces de l'ordre. Rafael Correa, venu s'adresser aux policiers qui avaient occupé la caserne, avait dû se réfugier dans un hôpital après avoir essuyé des gaz lacrymogènes. Il avait ensuite été empêché de quitter les lieux par les policiers mutinés. Au pouvoir depuis 2007, le président socialiste, allié de son homologue vénézuélien Hugo Chavez, s'est aliéné les investisseurs internationaux mais jouit d'une bonne popularité auprès de l'opinion équatorienne.



Un article du Monde.fr du 1er octobre :

### **Retraites : " Cette fois-ci, je vais manifester" (03.10)**

Des internautes du Monde.fr qui manifestent pour la première fois contre la réforme des retraites, samedi 2 octobre, expliquent les raisons de leur mobilisation.

Aujourd'hui j'irais manifester. J'ai 26 ans, et j'ai un emploi. Je me sens concerné par cette réforme des retraites. Non pas parce que je pense à ma retraite, pour ça j'ai encore le temps, mais plutôt parce que cette réforme sonne comme le début de la fin, symbolise l'orientation générale de notre pays aujourd'hui.

Une politique et un pays de plus en plus individualiste qui oublie petit à petit la richesse que peut nous apporter la solidarité. Je n'ai pas fait grève précédemment car j'ai un boulot où, si je fait grève un jour, je me retrouve avec le double de boulot le lendemain. Je gère mes "dossiers" de manière autonome et un jour de grève serait totalement bénéfique pour mon employeur, pure perte pour moi...

Je vais manifester le 2 octobre car je ne souhaite pas faire partie de la majorité silencieuse, celle que le gouvernement considère comme soutenant sa politique. Non messieurs les dirigeants, ne vous servez pas de moi, aujourd'hui je vais montrer ce que je pense réellement. La solidarité n'est pas un vain mot. Il est faux de dire que le rallongement de la durée du temps de travail est la seule solution. Non allons le montrer le 2 octobre.

### **Pourquoi manifester par Jean M.**

Je ne suis pas un manifestant convaincu : je ne comprends pas pourquoi il est nécessaire de descendre dans la rue pour que le peuple s'exprime. Il y a pourtant des élections. J'ai manifesté quand j'étais étudiant, mais depuis je n'ai manifesté que contre le CPE en 2006.

Je n'ai pas manifesté pour les retraites, mais samedi j'y vais car je n'accepte pas deux choses. D'abord, que cette réforme ne reste qu'au niveau comptable et n'exploite pas les pistes d'évolution du marché du travail (intégration des jeunes et non exclusion des séniors) sans évolution de ce côté cette réforme sera vaine voire dangereuse. Mais aussi l'injustice, le manque de respect de l'homme dans cette loi encore une fois m'est insupportable. Je ne comprends pas comment des responsables politiques peuvent dire que 2 millions de Français dans les rues ce n'est rien.

### **"Je n'ai pas défilé depuis 2003" par Valérie B.**

Aujourd'hui je ne travaille pas. Je sais qu'il se passe quelque chose d'important, mais que les médias ne retranscrivent pas vraiment tout ce qu'on peut voir ou apprendre en défilant. Avec l'attitude du gouvernement, je ne croyais pas vraiment à la réussite d'un mouvement populaire. Mais j'ai l'impression que la colère monte aussi chez ceux qui ne bougent pas d'habitude.

Je ne suis pas d'accord avec ce projet qui ne nous parle pas de partage des richesses. Même s'il ne s'agit que de ma petite personne, ça fera une de plus et finalement c'est dommage que tout ceux qui sont contre n'agissent pas. Je n'ai pas défilé depuis 2003, mais aujourd'hui j'y serai.

### **Un projet injuste, par NM**

Je suis salarié d'une petite structure, sans mot d'ordre de grève dans mon entreprise lors des précédentes. J'irai manifester avec enthousiasme samedi. Le mépris affiché par nos gouvernants ces derniers jours ne fait que renforcer ma détermination à mon montrer mon désaccord avec les projets injustes du clan au pouvoir.

### **J'attendais une manif le samedi depuis longtemps, par Laurent V.**

Commerçant, je n'ai pu participer aux précédentes manifestations organisées en semaine. J'espérais cette mobilisation en week-end depuis longtemps et je serai présent dans le défilé organisé à Rennes. Les

commerçants et indépendants sont tout aussi concernés par cette réforme inique que les salariés et je les invite à rejoindre les cortèges en masse, même sous la pluie !

### **Une colère généralisée, par Antoine J**

Comédien, (intermittent du spectacle pour Pôle emploi) en recherche de contrats, je n'ai pu manifester le 7 et le 23, mais je me fais un honneur d'y aller samedi, à Manosque. Pour moi, il s'agit d'un ras-le-bol généralisé de tout le démontage systématique des avancées sociales, alors que les plus riches s'enrichissent encore plus, et que l'atmosphère ambiante nous ramène tranquillement vers une forme d'obscurantisme ; Je souligne au passage que, contre la volonté arbitraire du gouvernement de destituer de la nationalité française certains délinquants d'origine étrangère (mon dieu, de quelle origine sommes nous tous ?) je propose la suppression des droits civiques des délinquants financiers, ceux qui fuient le fisc et préfèrent les paradis fiscaux suisses, luxembourgeois ou autres.

### **Une réforme bâclée par Bernard C.**

C'est compliqué pour moi de manifester quand je travaille. Donc je vais me joindre aux manifestants ce samedi, pour exprimer mon opposition à une réforme bâclée, sans consensus, menée par un ministre qui aurait du démissionner, dans un gouvernement arrogant envers les français, un président corrompu qui n'est le président que de quelques français très riches.

Au-delà des retraites, les réformes fiscales qui s'annoncent seront très dures pour les classes moyennes et les pauvres qui verront leur pouvoir d'achat diminuer, sauf pour ceux qui ont une "situation", c'est-à-dire un contrat CDI dans des entreprises qui ne sont pas touchées par la crise car dans un secteur d'activité subventionné.

### **"Cette fois-ci, je vais manifester", par Gilles L.**

Cadre de 49 ans, j'ai toujours travaillé et cette fois-ci j'irai manifester, car cette manifestation a lieu un week-end. La réforme est injuste, car à mon avis il ne faudrait que compter les annuités et non les fameux 62 ans, pour partir.

### **J'ai de plus décidé de me syndiquer, par Pierre G.**

J'ai fait grève lors des deux dernières journées d'action mais je regrette de ne pas être aller manifester, ayant un enfant en bas âge j'ai préféré rester à la maison. Devant le manque de mobilisation et le manque de réaction du gouvernement nous avons choisi, avec ma compagne, d'aller manifester demain, en espérant que cette journée rassemble le plus de monde.

J'ai de plus décidé de me syndiquer et rendu mon bulletin d'adhésion cette semaine, en cette période de crise sociale il me semble important de choisir de s'investir dans la défense de nos droits.

### **Pour le première fois de ma vie, par Gérard**

J'ai 55 ans, j'ai commencer à travailler à 18 ans. A 62 ans j'aurai 44 années de cotisations. J'irai manifester demain pour la première fois de ma vie contre la politique de l'emploi du gouvernement qui nous contraint de travailler plus longtemps alors que nos enfants n'ont pas de travail.

### **Je suis usé physiquement et psychologiquement, par Claude C.**

Je n'ai pu participer aux précédentes manifestations pour des raisons de santé. Mais samedi, j'irai manifester et la majeure partie de ma famille, ira également. J'ai 55 ans, je suis cuisinier, je suis usé physiquement et psychologiquement ! Dans les métiers de bouche surtout la restauration, on fait en moyenne 70 heures ou 80 heures par semaine, voire plus ! La moitié de ces heures ne sont pas payées, souvent on n'a qu'un jour par semaine de repos. Pour la première fois de ma vie, je serai aux côtés des manifestants dans la rue.

### **"Je ne peux pas me permettre de manifester en semaine", par Benkhadda M.**

Je trouve la réforme en cours injuste, et sûrement inefficace car en 2018 on aura un déficit plus grand encore, on n'attaque jamais les racines du mal correctement. Alors, je participe à la manifestation samedi, car je ne peux pas me permettre de le faire la semaine, travailleur précaire dans une entreprise sous-traitante. Je manifeste car je suis convaincu que la lutte paie et je fais mon devoir aussi aux élections, je ne voterais jamais pour quiconque a validé cette réforme en l'état actuel.

### **Une mobilisation plus globale par Béatrice R.**

Je suis salariée du secteur privé et il est évident qu'un appel à se mobiliser le week-end facilite la participation. Je défilerais aujourd'hui, non pas contre une réforme des retraites qui est incontournable, mais plus globalement contre la totalité de leurs réformes injustes socialement, leurs manipulations qui mènent à la décohésion et à la violence, leur mode de gouvernance (clientélisme écœurant) qui décrédibilisent la France partout dans le monde. C'est un gâchis politique, social et humain. Je crois encore en la valeur de l'exemple, en la liberté, l'égalité et la fraternité.

### **Contre l'impunité gouvernementale par Leslie A.**

Étudiante, je n'ai pas encore manifesté car la date des manifestations était incompatible avec mon emploi du temps. Au vu du nombre de participants, je croyais tout de même que la popularité des manifestations allaient conduire le gouvernement à faire des concessions, ou tout du moins à poursuivre le débat. Je constate avec effroi qu'il n'en est rien, et que le gouvernement fait passer son projet de réforme de manière quasi autoritaire. Je ne peux supporter cela. Je manifesterai aujourd'hui contre la réforme des retraites mais surtout pour manifester mon désaccord face à l'attitude d'un gouvernement despotique qui s'éloigne progressivement de l'idée que je me fais de la démocratie.

### **Commentaire.**

On ne va pas dire que c'est la totalité des couches exploités qui se mobilisent, mais ces témoignages montrent clairement qu'il est possible de recruter dans toutes ces couches ou classes. Il faut encourager ces cadres, commerçants, intellectuels, artistes, employés, ouvriers à s'exprimer, il faut leur proposer un cadre où ils pourront participer activement à la lutte des classes au lieu d'en demeurer des spectateurs et des victimes puisque nous essayons plus de défaites que de victoires et que rien n'est jamais acquis définitivement en régime capitaliste.

C'est bien pour cette raison qu'il faut leur exposer en quoi consiste notre programme socialiste qui part des revendications sociales de la classe ouvrière que partagent également les couches moyennes et une bonne partie de la petite-bourgeoisie, pour en arriver à la nécessité d'organiser la société et les rapports de production d'une autre manière et que c'est possible à partir du moment que l'on ne part plus des besoins des capitalistes, ce qui signifie que notre objectif est de les aider à rompre avec le capitalisme, le reste après n'est plus qu'une formalité, car cet objectif acquis on ne recule plus devant les moyens à mettre en œuvre sur le plan politique pour y parvenir, y compris la révolution. Ainsi on recrute et forme des combattants révolutionnaires au parti qu'il nous faut construire pour vaincre, car c'est notre seul objectif.

Un article de Slate.fr du 3 octobre :

### **Le salarié, voilà l'ennemi. (04.10)**

Il fut un temps où les chefs d'entreprise se flattaient d'employer des salariés par centaines ou par milliers et de contribuer ainsi à la vie d'une ville ou d'une région. Cette attitude se rencontre encore chez certains dirigeants de PME en province. Mais, d'une façon générale, en France comme dans les autres pays industrialisés, le seul chiffre qui compte vraiment aujourd'hui, c'est le résultat net. Du coup, le salarié est vu autrement. Traditionnellement, on le considérait sous deux angles: sa valeur ajoutée pour l'entreprise et son coût. Du point de vue comptable, les deux valeurs sont identiques, mais l'une peut être affectée d'un signe «plus», l'autre d'un signe «moins». C'est ce deuxième aspect qui est surtout pris en compte aujourd'hui: le salarié peut accessoirement apporter quelque chose à l'entreprise, mais il est d'abord vu comme un coût. Et ce que l'on demande à un dirigeant d'entreprise, c'est d'abord de réduire les coûts.

Les économistes sourient

Pour les économistes, c'est le signe d'un grand progrès: la vigueur de la concurrence impose aux entreprises une plus grande rigueur de gestion, elle les conduit à ne faire aucun gaspillage en capital, financier ou humain, et à rechercher en permanence les conditions d'une compétitivité sans cesse renforcée. Dans un monde pratiquement sans frontières, cette attitude a toutefois une conséquence: le chef d'entreprise avisé a la possibilité –ses actionnaires estiment même qu'il a le devoir– d'implanter ses sites de production là où la main d'œuvre coûte le moins cher à qualité sensiblement égale.

Cette rationalité économique a évidemment des conséquences sociales néfastes dans les pays anciennement industrialisés. C'est elle qui a directement conduit à la crise financière que nous venons de vivre. Les entreprises américaines ont massivement délocalisé leurs activités vers l'Asie. Mais, tandis que leurs résultats financiers s'envolaient, la pression exercée par la concurrence asiatique (y compris celle des produits fabriqués en Asie pour des firmes américaines) a fortement pesé sur les salaires versés aux Etats-Unis, avec des gains de pouvoir d'achat quasiment nuls en dix ans. Or la consommation explique traditionnellement à elle seule plus des deux tiers de la croissance américaine.

Comment maintenir la croissance avec des revenus réels stagnants? Les dirigeants américains ont cru trouver la réponse dans un nouveau développement du crédit. Ainsi se sont développés les crédits dits «subprimes», offerts à des gens qui n'avaient pas en fait la capacité de rembourser. C'était jouable si les prix de l'immobilier n'arrêtaient pas de monter: à défaut de pouvoir payer leurs mensualités, les ménages endettés n'auraient qu'à vendre leur maison, ils en tireraient de quoi rembourser leur dette, et avec une plus-value! Mais ce n'est pas ainsi que l'histoire s'est terminée: quand la Réserve fédérale a relevé ses taux directeurs, l'immobilier a chuté, avec les conséquences que l'on connaît.

... les chômeurs, moins

Aujourd'hui, la conjoncture américaine suscite bien des interrogations: non seulement la croissance a plutôt tendance à ralentir, mais la reprise s'est effectuée sans beaucoup de créations d'emplois. Outre-Atlantique, on commence même à parler d'un mal que l'on croyait réservé à la vieille Europe: celui du chômage de longue durée. Même si l'on doit relativiser les inquiétudes –après chaque récession américaine, on parle de reprise sans emploi–, la question est posée. Et, en Europe aussi, les chiffres du chômage restent élevés, même si l'évolution enregistrée en France et surtout en Allemagne est plutôt plus favorable qu'on ne l'espérait.

Les mouvements de grève observés dans beaucoup de pays d'Asie et la nouvelle priorité accordée par la Chine à la croissance de la demande intérieure suscitent quelques espoirs en Europe. Si les salaires augmentent en Chine et si le yuan est progressivement réévalué, cela peut abaisser le niveau de la compétitivité chinoise et réduire la pression sur les salaires et l'emploi dans les pays occidentaux. Il a déjà été dit que ces espoirs étaient vains. Mais les économistes sont en train de découvrir, avec du retard, que la démographie chinoise est en train de basculer. La partie la plus jeune de la population active (15-24 ans) est chaque année moins nombreuse depuis 2008 et, à partir de 2015, c'est l'ensemble de la population active chinoise qui va commencer à reculer (on peut se reporter à ce sujet aux travaux de Michel Aglietta pour le CEPII). Le mythe du réservoir inépuisable de main-d'œuvre est en train de s'écrouler.

Pourtant cela ne change rien au constat: même avec un doublement du salaire minimum en Chine d'ici à 2015, comme cela est envisagé, et une revalorisation progressive du yuan, les écarts de salaires avec les pays industrialisés sont trop importants pour être comblés en quelques années. Un coût plus élevé de la main d'œuvre chinoise risque fort d'entraîner une hausse du prix des produits importés dans nos pays –et une baisse du pouvoir d'achat– sans pour autant y créer d'emplois.

Les effets secondaires nés du basculement du monde et de la montée en puissance de pays émergents ne sont pas près de se dissiper. Le nouveau modèle économique des anciens pays industrialisés reste à mettre au point, quelque part entre celui des Etats-Unis, fondé sur la consommation, et celui de l'Allemagne, qui repose plus que jamais sur l'exportation. Pour l'emploi salarié, la partie n'est pas gagnée.

### **Commentaire.**

Voilà une excellente et brève analyse où tout y est ou presque, où les choses sont dites sans tourner autour du pot, on aurait préféré qu'elle paraisse dans un journal ouvrier ! Pour la compléter, se reporter aux articles mis en ligne par l'auteur du site ou aux causeries depuis août 2008.

En réalité, il nous faut sans cesse l'actualiser. Par exemple, le Brésil a développé récemment une couche moyenne (ils disent classe) de 30 millions de nouveaux consommateurs qui palient en partie la stagnation ou la régression du niveau de vie des couches moyennens dans d'autres pays comme la France, du coup ce n'est pas bien grave pour les capitalistes que cette couche moyenne et la petite-bourgeoisie se sentent frustrées, à ceci près qu'ils n'ont pas pensé à l'aspect politique de la question, car il n'y aurait rien de plus dangereux pour les différents régimes en place en Europe notamment, qu'elles s'allient au prolétariat. (A suivre)

Un article de 20 minutes.fr du 5 octobre :

### **Taxe foncière : le racket de l'Etat. (titre du site) (06.10)**

(Le titre initial : *Les propriétaires s'inquiètent d'une explosion de la taxe foncière*)

La taxe foncière pèse de plus en plus lourd sur la facture des Français propriétaires de leur logement.

Selon la quatrième édition de l'Observatoire des taxes foncières, publié ce mardi par l'Union nationale de la propriété immobilière (Unpi), elles ont explosé entre 2004 et 2009. Et cela ne devrait pas s'améliorer. Hausse de 65% à Paris

«*Sur cette période, certains propriétaires ont vu leur cotisation de taxe foncière augmenter de près de 50% alors que l'indice des prix à la consommation n'a, quant à lui, progressé que de 8%*», dénonce l'Union dans un communiqué. La hausse était ainsi de 65,49% à Paris, 45,11% à Marseille et 30,19% à Rennes.

Le montant de la taxe foncière est calculé sur la base de la valeur locative du bien. Les différentes collectivités locales perçoivent ensuite chacune une part de cet impôt. Ce dernier leur a rapporté l'année dernière quelque 21,8 milliards d'euros.

Pour l'Unpi, l'explosion de la taxe foncière est cependant «*déraisonnable*». Elle s'explique tout d'abord, selon l'Observatoire, par la revalorisation annuelle de la base d'imposition par l'Etat. En 2009, l'augmentation a été fixée à 2,5% contre 1,6% l'année précédente.

Cette situation est aussi liée à la hausse des taux votés chaque année par les collectivités territoriales. Entre 2004 et 2009, certaines les ont augmentés de plus de 70%. Et cela devrait continuer.

Car avec la suppression de la taxe professionnelle, les collectivités ont perdu une partie de leurs recettes. De l'autre côté, leurs dépenses ont augmenté notamment dans le domaine social avec la hausse du chômage.

«*L'Etat ayant décidé de geler pendant trois ans le montant de ses dotations aux collectivités territoriales, ces dernières ne vont pas hésiter à augmenter leur taux d'imposition*», affirme ainsi Jean Perrin, président de l'Unpi.

Pour enrayer cette spirale, l'organisation propose de limiter chaque année l'évolution de la taxe foncière «*en fonction de l'indice des prix, c'est-à-dire la même indexation que les loyers*». Mais elle ne croit pas réellement que cette mesure sera reprise par le gouvernement.

Commentaire.

On vous a poussé à devenir propriétaire de votre habitation, vous vous étiez dit qu'une fois que vous aurez fini de payer votre crédit vous serez enfin soulagé de ce fardeau qui pèse sur votre budget. C'est raté, entre taxe foncière et charges qui ne cessent d'augmenter...

Un article du Monde.fr du 6 octobre :

### Les grèves reconductibles secteur par secteur. (07.10)

Alors que le débat parlementaire sur la réforme des retraites se poursuit au Sénat, les initiatives en faveur de grèves reconductibles ont fleuri ces derniers jours, face à la détermination du gouvernement de reculer l'âge de départ en retraite.

Le point, secteur par secteur, avant la nouvelle journée de mobilisation nationale du mardi 12 octobre.

**SNCF.** Réunis mercredi après-midi, les quatre principaux syndicats de la SNCF (CGT, UNSA, SUD-Rail, Fgaac-CFDT) ont annoncé le dépôt d'un préavis de grève reconductible à partir du 12 octobre pour la défense des retraites. Trois syndicats – FO, CFTC, CFE-CGC – avaient déjà annoncé le dépôt d'un préavis de grève reconductible.

**RATP.** Lundi, le syndicat CGT de la RATP, le premier de l'entreprise publique, a déposé un préavis de grève illimitée. *"Ce préavis couvre l'ensemble des services et des catégories professionnelles de la RATP à compter du lundi 11 octobre, 22 h 30, et ce pour une durée illimitée"*, indique un communiqué de la CGT de la régie.

FO et SUD prônent la même chose. La CFDT a déposé mercredi un préavis de grève reconductible à partir du 12 octobre. *"La reconduction du mouvement dépendra de l'importance de la mobilisation et de la réponse du gouvernement"*, précise la CFDT-RATP. Un dirigeant national de la CGT relativise toutefois : la grève avait été assez peu suivie à la RATP le 23 septembre (16 % de grévistes selon la direction).

Dans les autres réseaux de transports urbains, la CGT appelle à prolonger le mouvement jusqu'au 30 octobre.

**Secteur pétrolier.** La Fédération nationale des industries chimiques CGT (FNIC-CGT) a annoncé mercredi qu'elle appelait à la grève reconductible à partir de mardi. *"Nous soutenons les grèves reconductibles sous toutes leurs formes. Cela peut être des appels à deux, trois, huit heures de grève par jour"*, a indiqué Jean-Michel Petit, secrétaire général de la FNIC-CGT.

La CGT de Total appelle également à une grève reconductible, par périodes de vingt-quatre heures. *"Nous empêcherons toute sortie de produits pétroliers en fermant les vannes. L'arrêt des installations viendra au cours du processus de grève"*, a-t-il annoncé. Son syndicat est le premier dans la branche du raffinage.

**Ports et docks.** A son tour, la fédération CGT de la mer a appelé mardi à *"des mouvements de grève reconductible à compter du 12 octobre"* sur le thème de la pénibilité, qui touche aux retraites ainsi qu'à la nouvelle convention collective prévue par la réforme portuaire. Les terminaux pétroliers de Fos-sur-Mer et Lavera (Bouches-du-Rhône) étaient toujours bloqués mercredi matin, au dixième jour d'un mouvement de grève de leurs agents.

**Routiers.** Le mouvement reconductible pourrait également concerner les routiers. *"Les salariés du transport routier marchandises sont aussi prêts à se mobiliser à partir du 12 octobre"* note la CGT des transports dans un communiqué.

**France Télévisions.** Les syndicats CGT, FO et CFTC de France Télévisions ont déposé mercredi un préavis de grève reconductible à compter du 12 octobre. La précédente grève au sein du groupe audiovisuel, le 23 septembre dans le cadre de la journée nationale, était également reconductible. La grève doit démarrer à minuit. La CGT, FO et la CFTC exigent le *"retrait"* du *"mauvais texte"* sur la réforme des retraites. Les syndicats demandent également à la direction de France Télévisions *"le comblement des 900 emplois qui seront laissés vacants par le plan de départs volontaires en retraite"*, annoncé en 2009.

**Gaz-électricité.** La CGT-Energie a annoncé mercredi après-midi le dépôt d'un préavis de grève illimitée dans les 140 entreprises des secteurs du gaz et de l'électricité (dont EDF et GDF-Suez) pour *"permettre aux salariés d'élargir et d'amplifier le rapport de forces suite à l'action unitaire du 12 octobre"*, peut-on lire dans

un communiqué. *"C'est une réponse responsable, organisée et déterminée à la fin de non-recevoir du gouvernement"*.



Un article de [Lexpress.fr](http://Lexpress.fr) du 7 octobre :

### **Affaire Madoff: le rapport secret qui accuse JPMorgan. (08.10)**

**L'escroc américain n'était pas le seul à savoir. Des établissements financiers de premier plan ont délibérément dissimulé des informations dont auraient pu bénéficier leurs clients. L'Express a eu accès à des documents accablants.**

C'est un CD-Rom contenant plus de 500 pages de documents qu'a transmis, il y a quelques jours, la banque américaine JPMorgan Chase au juge Renaud Van Ruymbeke. Le magistrat instruit en France l'enquête pénale sur l'affaire Madoff, éteinte aux Etats-Unis du fait de la condamnation de l'escroc à 150 ans de prison.

Les documents, auxquels L'Express a pu avoir accès en exclusivité, sont accablants pour JPMorgan, troisième banque américaine, et l'un des mastodontes du secteur au niveau mondial. Ils pourraient bien relancer l'affaire en France, mais aussi de l'autre côté de l'Atlantique. Et entraîner une nouvelle tempête. Ils invalident en effet radicalement la thèse de l'escroc ayant agi seul, sans la complicité au moins passive d'un certain nombre d'institutions financières plus ou moins prestigieuses. Ces éléments démontrent en effet que la banque américaine avait de très sérieux doutes sur le fonds d'investissement de Bernard Madoff: elle n'en a pourtant fait part, comme elle l'aurait dû, ni au régulateur ni à ceux de ses clients qui avaient investi chez Madoff. Décryptage.

Pourquoi le juge Van Ruymbeke s'intéresse-t-il particulièrement à JPMorgan, parmi la pléthore de banques qui ont travaillé avec l'escroc américain? Il y a à cela deux raisons. La première: c'est dans cet établissement que Madoff détenait ses avoirs, soit plusieurs milliards de dollars - jusqu'à plus de six milliards à certaines périodes - sur un seul et unique compte, numéroté 703. Un compte dont la gestion aurait rapporté à la banque selon certains experts américains, la bagatelle de 435 millions de dollars. Seconde raison: après avoir fait un certain nombre d'audits entre 2006 et 2008, l'établissement décide, en octobre 2008, de retirer les 250 millions de dollars investis pour son propre compte dans Madoff. Pour sa défense, JPMorgan argue d'un inventaire de ses actifs effectué à la faveur de la crise, et de la nécessité, après la chute de la banque d'affaires Lehman Brothers et la grave pénurie de liquidités qui s'en est suivie, de rapatrier une partie d'entre eux.

Les différents audits réalisés par la banque, et transmis au juge Van Ruymbeke, racontent pourtant une toute autre histoire.

La preuve qu'ils savaient

A de nombreuses reprises entre 2006 et 2008, les rapports de JPMorgan pointent explicitement un risque de fraude, évalué avec une probabilité plus ou moins forte selon les audits effectués. Dans un rapport de 2008 entièrement consacré au fonds Herald (investi à 100 % dans Madoff), les experts de JPMorgan écrivent ainsi: "*La fraude, compte-tenu de la dépendance dans laquelle nous nous trouvons vis-à-vis de BLM [NDLR: Bernard L. Madoff Investment Securities, la société de l'escroc américain], et l'absence de moyen réel de confirmer ces valorisations, représente un risque substantiel.*" Avant de nuancer en avançant un certain nombre de facteurs.

La banque a pourtant bel et bien des doutes sur les activités de Madoff, et ce depuis plusieurs années. C'est d'ailleurs ce que reconnaît sa vice-présidente pour le Royaume-Uni, Rebecca Smith, dans la note de synthèse qui accompagne les documents que vient de recevoir le magistrat français: "*[En octobre 2008], la banque est parvenue aux mêmes conclusions que lors de ses précédents efforts. JPMorgan était dans l'incapacité d'obtenir la transparence sur les fonds nourriciers, n'avait pas l'identité des contreparties de Madoff, ne comprenait pas vraiment la relation entre le broker-dealer et le conseil en investissement, et a noté que le dépositaire ne détenait pas vraiment les actifs.*"

Pourtant, la banque n'informe jamais ses propres clients, comme elle l'aurait dû, de ses suspicions. Si elle l'avait fait, on peut supposer que nombre d'entre eux, dans le doute, auraient retiré leurs actifs. Le souci principal de JPMorgan semble surtout de mettre en regard le risque de fraude avec les gains réalisés grâce à Madoff: "*La question principale: à quel niveau de risque la possibilité de fraude d'un dépositaire non contrôlé [NDLR: Bernard Madoff], surpasse la rentabilité de la transaction?*"

## Trop beau pour être vrai

JPMorgan se fait encore plus explicite dans un document du 28 octobre 2008 adressé à la Serious Organized Crime Agency britannique, auprès de qui elle se plaint de menaces proférées à son encontre par des gérants d'un de ses fonds nourriciers, Aurélia (lire l'article). La banque écrit: "*Les préoccupations de JPMorgan autour de Madoff Securities reposent: (1) sur la performance d'investissement réalisée par ses fonds, qui est régulièrement et significativement meilleure que ses pairs chaque année, même dans les conditions de marché actuelles, ce qui semble trop beau pour être vrai - ce qui veut dire que c'est probablement le cas. Et (2) le manque de transparence concernant les techniques de trading de Madoff Securities, la mise en oeuvre de ses stratégies d'investissement, et l'identité de ses contreparties; (3) de sa réticence à apporter les informations nécessaires.*"

D'autres institutions financières se trouvent, par ricochet, mises en cause par la divulgation de cette bombe. Il s'agit en particulier des banques dépositaires des fonds: le britannique HSBC et la banque autrichienne Medici. Il apparaît en effet que celles-ci ne sont pas les dépositaires réels - l'argent n'est pas gardé chez eux, mais bien chez Bernard Madoff. "*Le dépositaire ne détient pas vraiment les actifs*", pointe Rebecca Smith dans sa note de synthèse. Une constatation qui induit un certain nombre de questions: les investisseurs savaient-ils que leur argent n'était pas gardé dans les coffres de banques ayant pignon sur rue, mais dans ceux de Bernard Madoff? S'il l'avaient su, n'auraient-ils pas aussitôt retiré leurs actifs? Surtout, les institutions financières concernées, qui n'étaient pas réellement dépositaires, se trouvaient contraintes, du coup, de se fier entièrement à Madoff: "*Le seul collatéral [actif donné en gage] de JPMorgan est détenu au bilan de Madoff, à des valeurs déterminées par BLM - investisseurs, sous-dépositaires, auditeurs, etc. se fient uniquement aux déclarations de Madoff et n'ont pas vraiment d'autres moyens de vérifier.*" Les auditeurs sont également mis en cause: "*Nous avons été informés que HSBC, dans le cadre de ses vérifications en tant que sous-dépositaire, a engagé KPMG pour réaliser une revue des contrôles réalisés par Madoff en tant que dépositaire. KPMG a confirmé verbalement à Medici qu'il n'y avait pas de problème. Comme il n'y a jamais eu de vastes retraits de fonds et donc pas de vastes demandes de liquidités, il est important de s'assurer que les actifs du fonds existent bel et bien...*"

Les révélations contenues dans ces documents sont nombreuses: elles démontrent clairement que, contrairement à la thèse validée par la justice américaine, Madoff n'était pas le seul à savoir, mais que nombre d'intermédiaires financiers savaient, ou, à minima, avaient des doutes sur l'activité de l'escroc américain. Certains pointent ainsi le géant suisse UBS: le juge Van Ruymbeke a demandé à la banque des documents similaires à ceux obtenus de JPMorgan, mais elle bloque toujours leur transmission à la justice. Autant dire que l'affaire ne fait sans doute, en réalité, que commencer...

Commentaire.

Voir ma causerie du 7 octobre.

Un article de Slate.fr du 8 octobre :

### Goldman Sachs, génie du mal financier. (09.10)

En 2008, le monde a découvert qu'une banque d'affaires, totalement inconnue du grand public, pouvait mettre en péril l'économie mondiale. C'était Lehman Brothers, lâchée par la banque centrale américaine, et dont la faillite, le 14 septembre 2008, a déclenché la plus grande crise financière de l'histoire. Lehman Brothers anéantie, il reste une banque d'affaires dominante: celle que Marc Roche, correspondant du Monde à la City de Londres nomme LA Banque: Goldman Sachs. Une institution hyper puissante, présente dans tous les avatars de la crise. La crise grecque? Goldman. La chute de l'euro? Goldman. Le refus de la régulation? Goldman encore. Dans sa «biographie non autorisée», puisque les dirigeants de LA Banque n'ont voulu répondre à aucune de ses questions, Marc Roche souligne comment un modeste établissement en partenariat, longtemps spécialisé dans les financements aux entreprises, est devenu un monstre financier. Mais Goldman Sachs n'est pas seulement cela: c'est aussi et peut être avant tout un réseau serré d'influence au service de sa puissance: secrétaires au Trésor, directeurs de banque centrales, Commissaires européens émargent ou ont émargé chez Goldman Sachs. C'est ce réseau d'influence qui rend LA Banque si puissante.

Qu'on en juge: Henry Paulson, numéro deux de GS avant de devenir secrétaire au Trésor de George Bush; Robert Rubin, patron de GS après avoir été secrétaire au Trésor de Bill Clinton; Donald Sutherland, ancien commissaire européen à la Concurrence, ex -président de Allied Irish Bank puis du Gatt (maintenant OMC) et de BP, devenu président de Goldman Sachs International; Mario Draghi, gouverneur de la Banque d'Italie, candidat à la tête de la BCE, ex-vice-président Europe de GS Internationale, la filiale basée à Londres de la banque américaine. Mario Monti, ex-commissaire au marché intérieur puis à la Concurrence à Bruxelles, aujourd'hui conseiller aux affaires internationales de la firme. Otmar Issing, ex-membre du directoire de la Bundesbank, économiste en chef de la BCE, conseiller international de Goldman Sachs.

Cet excellent réseau de relations facilite grandement la tâche de la banque, notamment dans l'exercice de ses fonctions de conseil aux gouvernements. C'est ainsi qu'Antigone Loudiadis, banquière chez Goldman Sachs à Londres, a aidé la Grèce à dissimuler sa dette afin d'être en mesure de rejoindre la zone euro en 2002. Pas très éthique? Peut être, mais ce qui l'est moins encore, c'est de spéculer ensuite contre l'euro, lorsque l'endettement grec se révèle supportable. Quant à Madame Loudiadis, elle a reçu une promotion... Elle est une de ces professionnels que Marc Roche appelle des «*moines banquiers*», sans états d'âme, travailleurs à l'extrême, prêts à tout pour rester les meilleurs dans leur branche, et partir, fortune faite, au bout de dix à quinze ans.

Goldman Sachs n'a pas seulement joué double jeu avec la Grèce. C'est dans cette banque aussi que s'est déroulé le scandale Abacus, ce fonds qui prenait des positions contraires à celles conseillées aux clients de Goldman. Peu à peu, LA Banque a multiplié ainsi les conflits d'intérêt, prenant des participations dans des sociétés qu'elle conseille comme investissement à des clients, pratiquant la vente à découvert de titres, spéculant sur les devises ou les matières premières à grande échelle...

Dans le monde né de la crise de 2007-2008, Goldman Sachs fait partie de la superligue, les banques survivantes, sorties renforcées de la crise et parfois en situation d'oligopole, remarque Marc Roche. Cela lui permet de financer à bon compte ses activités et de dégager de gros profits qui permettront de distribuer des bonus plus que confortables. Goldman Sachs international vient d'ailleurs d'annoncer la distribution d'une prime exceptionnelle à son personnel. Celle-ci a une caractéristique : distribuée aujourd'hui, elle échappe à la taxation britannique! L'arrogance de GS ne se dément pas.

Pour contrer l'influence de ces grands établissements, Marc Roche est en faveur de la solution prônée par Paul Volker aux Etats-Unis: revenir sur la déréglementation des années 90, séparer les activités de banques d'affaires et de banque de dépôt, et réglementer sévèrement les activités de marché. Limiter la taille des établissements, c'est éviter le dilemme posé par le «*too big to fail*», (trop grosses pour couler) qui assure à ces banques le soutien public quoi qu'elles fassent. La bataille fait rage, cette idée étant évidemment combattue par les grandes banques elles-mêmes.

(La Banque, Marc Roche, 310 pages, 19,50 euros, éditions Albin Michel)

### **Commentaire d'un internaute**

The Great American Bubble Machine!

C'est ainsi que le magazine "Rolling Stone" qualifie la banque GS qui a participé activement, souvent en les provoquant et en en tirant des profits indécents, à toutes les bulles financières depuis 1929!

J.K.Galbraith en avait longuement parlé dans son livre "The Great Crash, 1929", dans un chapitre intitulé ironiquement "In Goldman we trust!"

L'analyse des turpitudes effectuées par GS dépasse l'entendement et une des plus récentes, son attitude en Grèce où la banque se fait payer (très cher!)des conseils qui conduiront la Grèce à une déroute permettant encore à Goldman Sachs (souvent appelée "Gold Sacks"- des sacs d'or!)de faire le jackpot, montre son absence absolue de morale et d'éthique financière!

Son pouvoir est absolument indécent et la "pieuvre" achète tous les anciens hommes politiques qui peuvent lui être utiles pour asseoir son influence!

A ce stade là, elle ne peut qu'être comparée à la Mafia et représente sans doute autant de dangers pour l'économie du monde libre!

Un article de 20 minutes.fr du 11 octobre :

### **2,2 millions de Français sont millionnaires. (12.10)**

9% de millionnaires de la planète vivent ... en France, révèle une étude de Crédit Suisse publiée lundi dans le journal La Tribune. L'Hexagone est ainsi la troisième terre d'accueil des plus fortunés. Il se place devant l'Italie (6%), la Grande-Bretagne (5%), l'Allemagne (5%) ou la Chine (3%). Avec 41% des plus grosses fortunes de la planète, les Etats-Unis restent cependant leur lieu de prédilection. Multipliée par trois

La richesse par adulte en France a été multipliée par trois entre 2000 et 2007, pour ensuite diminuer de 15 %, d'après cette étude. Une hausse qui s'explique par la forte appréciation de l'euro par rapport au dollar et le faible taux d'endettement des ménages.

Au niveau mondial, la richesse détenue par les 4,4 milliards d'adulte dans le monde a progressé de 72 % en dix ans. Elle s'établit aujourd'hui à 195.000 milliards de dollars et devrait encore augmenter de 61 % d'ici 2015, selon l'étude.

#### Grand écart

Mais tous n'en ont pas profité de la même manière. Le Crédit Suisse dénombre aujourd'hui 24,2 millions de millionnaires en dollars (actifs financiers et patrimoine cumulés moins l'endettement). A peine 0,5% de la population se partage ainsi 35,6% de la richesse mondiale. En valeur absolue, ce club très fermé détient près de 69.200 milliards de dollars (50.228 milliards d'euros).

De l'autre côté de l'échiquier, 68,4 % de la population mondiale ne possède que 4,2 % de sa richesse. 3,04 milliards de personnes ont ainsi un patrimoine inférieur à 10.000 dollars. 90% des personnes vivant sur le sous-continent indien font partie de cette catégorie.

#### Richesse par pays

Par pays, les Etats-Unis arrivent en tête du classement avec une richesse évaluée à 54.600 milliards de dollars. La Chine se classe à la troisième place (16.000 milliards de dollars) juste derrière le Japon. La France est la première nation européenne, à la quatrième position, avec 12.100 milliards de dollars.

En termes de richesse moyenne par adulte, c'est la Suisse qui arrive à la première place. Le PIB par habitant atteint 372.692 dollars, selon l'étude. La Norvège (326.530 dollars), l'Australie (320.909 dollars) et Singapour (255.488) la suivent de près.

La France arrive en cinquième position avec 255.156 dollar par adulte et les Etats-Unis septième ( 236.213 dollars).

Un article du Point.fr et Lepost.fr du 12 octobre :

### Compte-rendu de la journée de mobilisation du 12. (13.10)

Les manifestations organisées mardi, en France, contre la réforme des retraites, pour la quatrième fois depuis la rentrée, ont rassemblé "près de 3,5 millions de personnes, soit une hausse de 20 % par rapport aux journées précédentes", a annoncé la CFDT. Un chiffre similaire à celui avancé par la CGT, qui considère que la mobilisation a atteint un niveau "exceptionnel". La participation annoncée par les syndicats reste toutefois nettement supérieure à celle enregistrée par les services de police. À la mi-journée, le ministère de l'Intérieur estimait à 500.000 le nombre de manifestants. Selon les chiffres définitifs du ministère, la journée de mobilisation aurait rassemblé 1.230.000 personnes dans toute la France, un chiffre record depuis le début du mouvement. Le 2 octobre, la police a compté 997.000 manifestants et les syndicats, un peu moins de 3 millions. Voici le point sur les manifestations en France.

#### Paris

Entre 89.000 personnes (chiffre définitif donné par la préfecture de police) et 330.000 personnes (selon l'intersyndicale citée par la CFDT) ont manifesté contre la réforme des retraites mardi, à Paris. Un chiffre en hausse puisque les syndicats avaient compté 300.000 manifestants le 23 septembre dernier et la préfecture de police, 65.000. La manifestation parisienne est partie à 13 h 30 de Montparnasse, sur la rive gauche de la Seine, pour arriver à Bastille en fin d'après-midi en passant par la rue de Rennes et le boulevard Saint-Germain. Une autre partie de la manifestation devait rejoindre Bastille par le sud et le boulevard Montparnasse. La préfecture de police a prévu une dispersion place de la Bastille aux alentours de 20 heures.

#### Marseille

À la mi-journée, la manifestation à Marseille a réuni 230.000 personnes selon les syndicats, 24.500 selon la police. Un chiffre en hausse par rapport aux précédentes journées d'action. La manifestation du 23 septembre avait réuni 220.000 personnes selon les organisateurs. Les 220 agents grévistes du port de Marseille, qui refusent la réforme portuaire, ont symboliquement ouvert le cortège des manifestants aux côtés des salariés des quatre raffineries du pourtour de l'étang de Berre.

#### Lyon

Entre 18.500, selon la préfecture, et 45.000 personnes, selon les syndicats, se sont mobilisées mardi à Lyon contre la réforme des retraites. Des chiffres en hausse par rapport à la mobilisation du 23 septembre, où la police comptait 18.000 participants tandis que les syndicats en dénombraient 36.000. Le défilé lyonnais comptait de très nombreux lycéens, qui doivent se retrouver jeudi en assemblées générales pour décider de la suite à donner à leur mouvement.

**Grenoble** Entre 14.000 et 72.000 personnes, des chiffres en hausse selon les syndicats par rapport au 23 septembre (entre 19.200 et 70.000).

#### Lille

Entre 12.500 - selon la police - et 30.000 - selon les syndicats - personnes ont manifesté à Lille contre la réforme des retraites. Une participation en hausse puisque, lors de la journée d'action du 23 septembre, la police recensait 12.000 manifestants, contre 27.000 pour les syndicats.

#### Toulouse

Près de 145.000 personnes selon les organisateurs, 30.000 selon la police, ont défilé mardi, à la mi-journée, dans les rues de Toulouse. Cette participation constitue un record puisque les organisateurs avaient annoncé des chiffres de participation de 110.000 à 125.000 personnes pour les précédentes manifestations nationales (de 25.000 à 32.000 pour la police). " On ne peut que se féliciter de cette mobilisation historique, a

déclaré *Joseph Belanca, délégué régional FO en Midi-Pyrénées. Il faut maintenant prévoir la suite et l'organiser puisque le gouvernement s'obstine dans son erreur.*"

### **Nantes**

La manifestation contre la réforme des retraites à Nantes a réuni plus de participants que le 23 septembre avec entre 39.000 (préfecture) et 95.000 manifestants (syndicats), dont près d'un millier de jeunes selon la police. *"Cette mobilisation plus forte s'explique par la présence des jeunes, analyse Marie-Claude Robin, secrétaire de la CGT en Loire-Atlantique. À Nantes, ils formaient un cortège de 1.800 personnes, soit trois fois plus que la dernière mobilisation du 2 octobre."*

### **Montpellier**

À Montpellier, la manifestation a rassemblé entre 12.000 (préfecture) et 70.000 personnes (syndicats), contre une fourchette de 18.000 à 60.000 lors de la journée de mobilisation du 23 septembre. La CGT se félicite que la mobilisation "ne cesse d'enfler".

**Strasbourg** À Strasbourg, la journée d'action a rassemblé 8.000 personnes selon la police, 25.000 selon les syndicats. Deux chiffres en hausse par rapport à la journée d'action du 23 septembre, où la police avait recensé 7.700 manifestants et les syndicats, 22.000.

### **Bordeaux**

Entre 35.000 personnes, selon la police, et 130.000, selon les syndicats, ont manifesté à Bordeaux. La mobilisation s'est maintenue à un niveau élevé dans la métropole régionale après les 31.500 à 130.000 personnes constatées le 2 octobre, et les 37.000 à 120.000 manifestants du 23 septembre.

### **Rennes**

La CGT a annoncé mardi la participation de 60.000 personnes contre 48.000 en septembre et 44.000 le 2 octobre. La préfecture a avancé le chiffre de 22.000.

### **Valenciennes**

Mardi midi, il y avait près de 7000 manifestants.

### **Carcassonne**

Entre 5 000 et 11 000 manifestants.

### **Orléans**

"Beaucoup de monde, beaucoup de jeunes!", s'enthousiasme le posteur Cdgorleans.

### **Agen**

10.000 manifestants, selon les syndicats, indique le posteur Tian.

### **Tarbes**

Entre 20.000 personnes et 30.000 personnes, toujours selon Tian.

Un article de Libération.fr et Lepost.fr du 12 octobre :

### **La Russie veut enrôler 50% de sa population dans des programmes patriotiques. (13.10)**

Le gouvernement russe a adopté un plan d'action pour que d'ici 2015 un Russe sur deux soit enrôlé dans des événements ou des mouvements destinés à leur apprendre le patriotisme, selon un plan d'action publié mardi.

Approuvé par le Premier ministre russe Vladimir Poutine le 5 octobre, ce programme doit assurer «*la formation d'une conscience patriotique chez les Russes, en tant que facteur d'unification de la nation*», selon le texte du décret.

La création d'évènements ou lieux culturels à caractère patriotique, comme la réalisation de films, l'ouverture de club et de musées, doit permettre à ce que d'ici 2015 «*la part des citoyens qui participent à des évènements patriotiques*» passe à 50%.

Ce programme se fixe aussi pour objectif que l'opinion positive des Russes sur ces évènements passe de 40% actuellement à 90%. Ce plan d'action coûtera quelque 777 millions de roubles (18,6 millions d'euros).

A cette fin, le gouvernement veut cibler en particulier les plus jeunes et compte presque doubler, à 1.400, le nombre de colonies de vacances «*patriotiques*». Le nombre d'éducateurs doit pour sa part passer de 20.000 à 45.000 en 2015.

A partir de 2001, suite à l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, alors président, les autorités russes ont multiplié les programmes d'éducation patriotique en Russie, où l'effondrement de l'URSS et la période trouble des années 1990 ont été vécus comme une humiliation.

L'Etat russe prête notamment depuis cinq ans une attention particulière à l'industrie du cinéma, déjà perçue comme une arme idéologique à l'époque soviétique, en limitant les subventions aux films plus «*humains*» et plus «*patriotiques*».



Un article d'un blog du journal Les Echos du 12 octobre :

### **Clochardiser l'économie mondiale. (13.10)**

Par Raghuram Rajan, ancien économiste en chef du FMI, professeur de la Booth School of Business de l'université de Chicago.

Le capital global circule. Compte tenu de taux d'intérêt extrêmement faibles dans les pays industrialisés, le capital se déplace un peu partout dans le monde en quête de meilleurs rendements.

En conséquence, un certain nombre de banques centrales de pays émergents interviennent lourdement, rachetant les afflux de capitaux étrangers et les réexportant de façon à éviter une érosion de leur monnaie. D'autres ont imposé des contrôles de capitaux sous différentes formes. Le Japon a même été la première grande économie industrielle ces dernières semaines à intervenir directement sur les marchés des devises.

Pourquoi personne ne veut de l'affluence des capitaux ? Quelles sont les politiques d'intervention légitimes et celles qui ne le sont pas ? Et où nous mènerons toutes ses interventions si elles sont maintenues sans relâche ?

La part des afflux de capitaux qui n'est pas réexportée représente des afflux nets de capitaux. Cela permet de financer l'achat national de produits étrangers. Donc, l'une des raisons pour lesquelles les pays n'aiment pas les affluences de capitaux est qu'ils impliquent plus de 'fuites' de la demande intérieure vers l'extérieur. Dans la mesure où les afflux de capitaux provoquent souvent une dévalorisation du taux de change national, ils encouragent les dépenses sur les biens étrangers puisque les producteurs nationaux deviennent moins compétitifs.

Une autre raison pour laquelle les pays n'aiment pas les afflux de capitaux est qu'une part de cet argent peut être « chaud » (ou muet), se pressant pour profiter des faibles taux d'intérêts et des actions à la hausse, et s'éclipsant dès que les problèmes apparaissent ou aux premiers signes d'opportunités à la maison. Les flux de capitaux volatiles entraînent une volatilité dans l'économie qui les accueille, accentuant les hausses brusques et les effondrements de façon plus prononcée que cela n'aurait été le cas normalement.

Mais il faut deux mains pour applaudir, dit-on. Si les pays pouvaient être disciplinés et limiter les dépenses des foyers, des entreprises ou de leur gouvernement, les capitaux étrangers n'auraient pas d'utilité et pourraient être réexportés facilement, sans trop d'incidences sur l'économie bénéficiaire. Les problèmes apparaissent lorsque les pays ne peuvent pas – ou ne veulent pas – dépenser de manière raisonnable.

Diverses raisons peuvent expliquer l'excès de dépenses des pays et les problèmes qui en découlent. Pour les économies latino-américaines stéréotypées d'antan, ce furent les dépenses populistes de leur gouvernement, tandis que pour les économies de l'Asie de l'est, les problèmes provenaient des excès d'investissements à long terme. Aux Etats-Unis, à la veille de la crise actuelle, ce sont les facilités de crédit, surtout dans l'immobilier, qui ont encouragé les personnes à trop dépenser, tandis qu'en Grèce, c'est le gouvernement qui s'est lui-même mis en difficulté pour avoir trop emprunté.

Malheureusement, cependant, aussi longtemps que des pays comme la Chine, l'Allemagne, le Japon et les pays exportateurs de pétrole injecteront leurs excédents de produits dans l'économie mondiale, certains pays auront du mal à limiter leurs dépenses pour respecter leur budget. Puisque le monde n'exporte pas encore sur Mars, il faudra bien que certains pays absorbent ces produits et acceptent l'affluence de capitaux qui financent leur consommation.

A moyen terme, les dépensiers devraient limiter leurs dépenses et les exportateurs habituels augmenter les leurs. A court terme, cependant, le monde s'est engagé dans un jeu géant de « passe le colis », et aucun pays ne veut accepter les produits et les excédents de capitaux des exportateurs habituels. C'est ce qui rend les politiques du « chacun pour soi » d'aujourd'hui si destructrices : même si certains pays devront effectivement absorber les excédents et les capitaux, chacun tente de l'éviter.

Quelles sont donc les politiques d'intervention légitimes ? Toutes les mesures visant à intervenir sur le taux de change, ou à imposer des barrières douanières ou des contrôles de capitaux, obligent les autres pays à

faire des ajustements plus importants. L'intervention de la Chine sur son taux de change nuit probablement à un certain nombre d'autres marchés émergents exportateurs qui n'interviennent pas autant et qui s'en trouvent par conséquent moins compétitifs.

Mais les pays industriels aussi interviennent de façon significative dans les marchés. Par exemple, alors que l'interventionnisme de la politique monétaire américaine (oui, la politique monétaire est aussi une forme d'interventionnisme) n'a pas vraiment contribué à relancer la demande intérieure, elle a poussé les capitaux nationaux à rechercher des rendements à l'étranger. Le dollar américain chuterait lourdement – encourageant plus d'exportations – si les banques centrales étrangères ne réinjectaient pas ces capitaux immédiatement en achetant les titres du gouvernement américain.

Tout cela crée des distorsions qui retardent les ajustements – les taux de change sont trop bas dans les marchés émergents, ce qui les empêche de ralentir les exportations, alors que la facilité avec laquelle le gouvernement américain obtient ses financements n'encourage pas vraiment les dirigeants américains à réduire leurs dépenses à moyen terme.

Plutôt que d'intervenir pour parvenir à une augmentation à court terme de leur part de la demande globale ralentie, les pays devraient plutôt rééquilibrer leur économie pour la rendre plus efficace sur le moyen terme. Cela leur permettrait de contribuer de manière durable à la croissance de la demande globale.

La Chine par exemple, doit faire le nécessaire pour déplacer les revenus des entreprises au profit des ménages chinois afin de relancer la consommation privée. L'Amérique doit améliorer la formation et les compétences d'une grande partie de sa force de travail de manière à ce qu'elle produise plus de savoir-faire de haute qualité et de services exportables dans lesquelles elle s'est spécialisée. Des revenus plus élevés relanceraient l'épargne américaine et allègeraient la dette des ménages, même si les niveaux de consommation étaient constants.

Malheureusement, tout cela prendra du temps et les citoyens, impatients de trouver du travail et de la croissance, font pression sur leurs dirigeants. Beaucoup de pays adoptent des mesures à courte vue qui ne font que répondre aux besoins immédiats de leurs électeurs. Il y a des exceptions. L'Inde, par exemple, a évité une intervention sur sa monnaie jusqu'à présent, même si elle s'est créée une dette à long terme en roupie pour tenter de financer des projets d'infrastructures lourdement nécessaires.

Le fait que l'Inde soit disposée à dépenser alors que tout le monde tente de vendre et d'épargner entraîne des risques qui doivent être gérés avec précaution. Mais l'exemple de l'Inde offre aussi une idée de ce que le monde pourrait accomplir de manière collective. Car les mesures protectionnistes ne réussiront qu'à nous clochardiser.

Commentaire.

En Inde où je vis, l'inflation dépasse les 10%, les prix flambent au grand désarroi de la masse gigantesque des pauvres...

Commentaire d'un internaute.

L'afflux de capitaux permet aux pays émergents de se développer. Une partie bien sûr n'est que spéculative et s'en ira quand les conditions du marché seront favorables à vendre ( Profit taking.) ou si le pays donne des signes d'instabilité. L'autre partie permettra d'investir dans les secteurs prometteurs et d'exporter plus. Ce faisant il pourra y avoir supéavit dans la balance commerciale. On achètera des bonds Américains !!! Dans le cas où il y ait trop d'afflux de capitaux la banque centrale du pays concerné interviendra sur le marché en achetant des dollars pour éviter qu'il ne chute ce qui porterait préjudice à ses exportations. Quant à clochardiser le fait est que le capital va où il est le mieux rémunéré où là où il se trouve plus en sûreté n'est ce pas. C'est bien la raison pour laquelle l'Allemagne qui jouit de confiance peut vendre ses titres à des taux inférieurs à ceux de la France qui est obligée d'offrir disons un Overprice en raison de son manque de crédibilité.

Un article de [20minutes.fr](http://20minutes.fr) du 12 octobre :

### **Nouvelle année record pour les bonus de Wall Street. (13.10)**

Pour la seconde année consécutive, les bonus vont battre un nouveau record à Wall Street. Selon une étude publiée mardi par le Wall Street Journal, les institutions financières s'apprêtent à verser 144 milliards de dollars (104 milliards d'euros) à leurs employés. Hausse de 4%

Un chiffre historique en hausse de 4% par rapport à 2009. Les primes, bonus et stock-options versés l'année dernière avait représenté 139 milliards de dollars.

Si les 35 banques, fonds d'investissement, sociétés de services financiers ou maisons de courtages étudiés peuvent se permettre une telle augmentation, c'est que l'année a été bonne. 29 d'entre eux ont vu leur chiffre d'affaires progresser de 3%, à 448 milliards de dollars contre 433 milliards de dollars en 2009.

Leurs bénéfices sont en revanche toujours de 20% inférieurs à 2006, année précédant le début de la crise. Ils devraient tout de même atteindre 61,3 milliards de dollars en 2010.

*«De nombreuses institutions expliquent que si elles ne rémunèrent pas suffisamment leurs employés, elles risquent de perdre leurs talents»,* précise l'article. Malgré des revenus attendus en baisse de 13,5% cette année, la banque Goldman Sachs va ainsi pourtant augmenter ses bonus et autres primes de 3,7%.

Polémique aux Etats-Unis

Comme en Europe, la question de rémunérations des salariés du monde de la finance fait polémique outre-Atlantique depuis la crise. Les autorités américaines ont rendu publique en juin leur directive destinée à guider les banques dans leur politique de primes et de bonus.

Ces nouvelles règles sont cependant très générales et ne comportent aucune obligation de limiter la rémunération des employés du secteur bancaire.

Mais *«tant que l'objectif de ces institutions restera la création de profit et non de valeur à long terme pour les actionnaires, nous continuerons d'observer ces niveaux scandaleux de rémunérations»,* explique Charles Elson, directeur du Weinberg Center for Corporate Governance de l'université du Delaware, cité par le Wall Street Journal.

Un article du Monde.fr du 14 octobre :

### Russie : un Etat mafieux. (titre du site) (15.10)

(Titre original : *L'héroïne gangrène la Russie.*)

Plus meurtrière que le terrorisme, plus destructrice que l'alcool, l'héroïne est le fléau numéro un en Russie, seul Etat industriel où l'espérance de vie a considérablement baissé ces trente dernières années (60 ans pour les hommes).

Selon le général Viktor Ivanov, le chef du service de lutte contre la drogue, chaque année, 30 000 personnes meurent victimes de la consommation d'héroïne, soit bien plus que le bilan des morts (13 500) de la guerre soviéto-afghane (de 1979 à 1989).

La Russie absorbe 21 % de l'héroïne produite en Afghanistan, soit 70 tonnes par an. Vladimir Poutine a pourtant nommé un de ses plus sûrs alliés - Viktor Ivanov, un ancien officier du KGB comme lui - à la tête de la lutte contre le trafic de drogue, en vain. Les services compétents mettent la main sur 4 % seulement des cargaisons acheminées en Russie. Impuissants, les services de M. Ivanov se bornent à constater que 2 millions de jeunes, entre 18 et 39 ans, sont des consommateurs réguliers.

La drogue passe en Russie via la frontière avec le Kazakhstan, longue de 7 000 kilomètres et difficile à contrôler.

En Asie centrale, l'ancienne route de la soie travaille sans interruption. Les pays pauvres et rongés par l'instabilité et la corruption, tels le Tadjikistan et le Kirghizistan, sont des points de passage obligés. Och, la grande ville du sud du pays, théâtre de violents pogroms anti-ouzbeks en juin, est au coeur du trafic.

Un Ouzbek originaire de Batken (au sud d'Och), soucieux d'anonymat, raconte : "*Depuis la fin des années 1990, toute ma famille vit du trafic, une vraie dynastie. Mes oncles, mes frères, mes cousins ont gagné une fortune avec l'argent de la drogue.*" Dans un pays où le salaire moyen atteint 70 euros, l'argent de la drogue est une tentation facile. Acheté 1 500 dollars en Afghanistan, le kilo d'héroïne atteint 6 000 dollars lorsqu'il arrive à la frontière du Kazakhstan, 50 000 dollars à Moscou.

Le Kirghizistan, rongé par l'économie grise et perfusé par l'aide internationale, est un maillon important sur la route de l'héroïne. Les cargaisons voyagent de la frontière tadjike, au sud, jusqu'à Och. De là, deux voies sont possibles : vers l'Ouzbékistan à l'ouest ou vers le Kazakhstan au nord. Et pour finir en Russie.

Le partage des tâches se fait selon les réalités ethniques du sud kirghiz : "*Les Ouzbeks transportent, les Kirghizes dirigent*", explique notre interlocuteur. Comme dans tout l'espace post-soviétique, les structures de sécurité et les gouverneurs de région sont impliqués : "*Impossible de faire passer quoi que ce soit sans l'aval des autorités locales qui perçoivent jusqu'à 70 % des transactions.*" Pas étonnant que le sud du pays ait vu la montée en puissance ces dernières années de barons locaux prêts à défier le pouvoir central.

Pendant le règne du président Bakiev (2005-2010), originaire du sud, l'argent de la drogue a coulé à flot. En 2008, le président a fait fermer, sans explications, le service de lutte contre le trafic de drogue au sein du ministère de l'intérieur. En 2009, il a aboli l'Agence du contrôle des narcotiques. Dans le même temps, il créait un fonds des investissements et des innovations, peu regardant sur la nature des fonds investis, plaçant à sa tête son fils Maxime. Le président Bakiev vit désormais en exil à Minsk mais ses partisans sont encore très puissants. Son frère Djanych, qui dirigeait les services de sécurité, passe aujourd'hui, dit-on, le plus clair de son temps entre le sud kirghiz et le Tadjikistan. Preuve que les pro-Bakiev sont forts, leur parti Ata-Jourt a remporté les législatives du 10 octobre.

"*Le plus gros problème c'est la corruption*", estime l'analyste russe Alexandre Zelitchenko, cité par le quotidien Komsomolskaïa Pravda, le 8 octobre). Même si le Tadjikistan, le Kirghizistan, le Kazakhstan, se mettaient à mieux contrôler leurs frontières, la corruption des hauts fonctionnaires et des policiers semble invincible en Asie centrale et en Russie.

Le 1er juillet 2009, deux officiers du "Narkokontrol" russe étaient retrouvés morts par overdose dans les bureaux du centre de lutte antidrogue de la région ouest à Moscou. L'enquête eut tôt fait de conclure à un "*empoisonnement alimentaire*". Est-ce parce que l'une des victimes, Konstantin Khroustaliou, était le gendre du général Korjakov, ancien du KGB et ex-garde du corps de Boris Eltsine ? On ne compte plus les cas de collusions entre les trafiquants et les services de sécurité. L'étrange nom donné au service de lutte contre la drogue y est peut-être pour quelque chose : "*Service fédéral pour le contrôle des flux de drogues*". Comme si le problème n'était pas tant d'empêcher le trafic que de le contrôler ! (Lemonde.fr 14.10)

Un article de Slate.fr du 14 octobre :

### La radicalisation du mouvement, un danger pour le PS. (15.10)

Le meilleur scénario pour le parti d'opposition, ce serait que la contestation continue jusqu'à samedi. Et s'arrête là.

Une trop puissante mobilisation peut finir par embarrasser le PS... C'est le paradoxe: la grève reconductible (et sa radicalisation) peut devenir encombrante pour le Parti socialiste. Le PS n'est pas à l'origine du mouvement bien sûr, c'est un mouvement syndical, mais depuis le début, les leaders socialistes prennent bien soin –et c'est naturel– de l'accompagner et d'apparaître dans les cortèges. Le mouvement étant populaire et particulièrement soutenu par l'opinion, le principal parti d'opposition ne peut qu'en être. Encore faut-il savoir comment en être. Appeler la jeunesse à manifester, comme l'a fait Ségolène Royal mardi sur TF1, n'est pas forcément l'implication la plus fine.

Le problème pour un parti qui est en phase d'élaboration de son programme d'alternance, c'est d'être à ce point embringué dans un mouvement dont il ne contrôle pas l'évolution. La puissance du mouvement ne veut pas forcément dire sa radicalisation. Pour l'instant du moins, ce n'est pas le cas, mais si ça le devient, les socialistes en pâtiront. Le meilleur scénario pour le PS serait que la grève reconductible soit suivie jusqu'à samedi, date de la prochaine manifestation, et que ça s'arrête. Bien sûr, le Président pourrait alors dire et faire dire qu'il a réussi à réformer les retraites. Il détiendrait enfin son brevet de réformateur, lui qui s'est fait élire (non pas sur la réforme des retraites qui ne faisait pas parti de son programme avant la crise) mais sur l'idée qu'il pourrait faire bouger une société qu'il juge engoncée dans son conservatisme. Nicolas Sarkozy ne serait pas dans la lignée du président «fainéant» Chirac, comme il l'avait lui-même qualifié.

Un mouvement qui se terminerait samedi serait-il bon pour le Président et pour le PS? Pour Nicolas Sarkozy, c'est plus compliqué. Il serait tenté de se présenter avantageusement comme le réformateur qui a su affronter et surmonter le plus «grand mouvement de tous les temps» (attendez-vous au déluge de superlatifs)... mais en réalité il n'est pas sûr que le bilan politique soit positif en vue de 2012: le sentiment d'injustice qu'inspire cette réforme –qui, à en croire les sondages, va bien au-delà de l'électorat de gauche– montre que, sur les retraites, Nicolas Sarkozy a déjà perdu la bataille de l'opinion. De plus, l'opposition n'aura pas de mal à démontrer que le problème du financement des retraites n'est pas réglé... Du coup, la question des retraites sera encore au cœur du débat pendant la présidentielle. Grand écart

Si le mouvement, au contraire, se poursuit, se radicalise, devient une contestation de la jeunesse ou un blocage économique, ce serait l'incertitude pour la majorité mais ce serait aussi un grand danger pour le PS. Le risque, pour lui, serait de se retrouver dans l'obligation d'accompagner une radicalisation qui se traduirait forcément par une radicalisation de l'image et du discours du PS. Or, cet emballement ferait faire au principal parti de l'opposition un grand écart entre son discours contestataire et la politique qui serait réellement mise en place si le PS accédait au pouvoir. Ce grand écart serait d'autant plus spectaculaire que, de l'autre côté, les recommandations du FMI sur la nécessité de reculer l'âge légal du départ à la retraite seront toujours opposées au Parti socialiste. Le projet alternatif du PS ne ressemble pas à ce que recommande le FMI de Dominique Strauss-Kahn, mais il ne ressemble pas non plus à l'idée que l'on se fait du projet d'un parti qui accompagnerait une contestation radicale de la réforme des retraites. Le grand écart en politique n'est pas la figure la plus confortable.

#### Commentaire.

L'auteur de cet article en dit trop et beaucoup trop clairement au goût de certains responsables du PS qui sont immédiatement intervenus pour condamner son contenu et mépriser son auteur au passage. Jugez plutôt.

1- *"A force de vouloir être un bon éditorialiste et de discerner la vérité derrière les faux-semblants, vous en êtes arrivé à dire presque n'importe quoi. Je veux bien que les choses ne soient pas si simples qu'elles en ont l'air et que les divers courants qui traversent le PS ne lui permettent pas aujourd'hui de dire avec certitude quelle sera sa position sur le sujet des retraites au cas où il devrait trancher réellement la question. Mais de là à dire que le PS est véritablement embêté par ce qu'il se passe..."*

2- "On ressent à travers la lecture de cet article toute la perte de votre profession, Thomas Legrand.

*On voit à quel point le journaliste - ou peut-être et plus précisément l'éditorialiste - aujourd'hui ne se pose plus en analyste de la réalité mais en prophète de la vérité.*

*Vous postulez beaucoup trop pour être objectif : vous postulez l'embarras du PS face à la radicalisation du mouvement, vous postulez la meilleure date de fin des mouvements sociaux, vous postulez une probable défaite de Sarkozy en 2012 malgré le passage de sa réforme des retraites, vous postulez que les conclusions du FMI doivent avoir valeur de lois en France.*

*Et vous en oubliez l'analyse, et l'analyse politique, et j'entends politique dans son sens fort qui va bien au-delà de la simple stratégie de victoire de tel ou tel parti ou candidat aux prochaines échéances électorales.*

*L'analyse politique est simple : les syndicats ne veulent pas de cette réforme, la radicalisation du mouvement et les sondages d'opinion démontrent que la majorité des travailleurs n'en veut pas non plus. Il y a donc là un rejet politique de cette réforme par les principaux concernés. Doit-on, comme l'a fait hier, comme le fait encore aujourd'hui le gouvernement en place, se passer ainsi de l'avis, du savoir même de ces gens qui ont réfléchi sur ces problèmes, qui sont tout à fait conscients de la nécessité d'une réforme - qui sont donc, et contrairement à ce que vous proposiez, tout sauf des conservateurs - et d'une réforme qui engage spécifiquement et uniquement leur avenir ?*

*Mais il est bien évident que les syndicats ne peuvent pas tout. Il est bien évident qu'ils ne peuvent agir uniquement sur les décisions des travailleurs, sur leurs revendications, sur leur part d'intervention dans la réforme, et si le travailleur doit faire un effort, je pense que les syndicats sont assez responsables et ont d'ailleurs déjà démontré cette responsabilité en d'autres occasions pour admettre et faire admettre cet effort. Cependant, vous aurez noté comme moi que dans l'intervention de Mme Royal qui illustre votre article, elle parle de taxation des produits du capital afin d'assurer le financement de la réforme proposée par le PS. Et cela, les syndicats ne peuvent le mettre place, ils ont donc besoin d'une collaboration avec le politique, d'une vraie écoute, d'un vrai dialogue afin de construire avec ce pouvoir politique une réforme qui puisse satisfaire tout le monde.*

*Je vous expose tout cela pour vous proposer un exposé pourtant simple mais qui vous a échappé : le rôle des mouvements sociaux et de leur radicalisation est de faire tomber cette réforme en réaffirmant le pouvoir syndical dont la place est essentielle dans tout projet de réforme sociale. Et bien loin de desservir le PS, cette radicalisation vient en faire le partenaire privilégié - voire l'interlocuteur futur - des syndicats dans le domaine politique se situant hors de leur portée.*

*Dans ce scénario, il n'y a aucun grand écart, ni des uns, ni des autres, il n'y a aucune place pour une quelconque victoire que Nicolas Sarkozy puisse tirer (1) sa réforme est un échec (2) sa cote de popularité reste toujours aussi basse, mais il y a renouveau du lien entre le PS et la population qu'il est censé représenter en priorité."*

On a là la panoplie complète déployée du parfait illusionniste doublé d'un hypocrite !

Difficile de faire croire que le PS serait un parti ouvrier ("censé représenter en priorité la population"), quand Aubry hier encore sur France 2 a réaffirmé son soutien à l'allongement de la durée de cotisation, qui signifiera concrètement pour des millions de travailleurs une retraite forcément rognée et repoussée toujours plus tard.

Merci de nous prévenir ou plutôt de nous rappeler pour les plus vieux d'entre nous, que le PS aura besoin du soutien des dirigeants syndicaux pour poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy à partir de 2012 s'il parvenait au pouvoir. Et s'il lui a été impossible de démontrer et encore plus de nous convaincre que le PS était favorable à la radicalisation du mouvement social en cours, c'est bien parce qu'il estime que "le travailleur doit faire un effort et que les syndicats doivent "faire admettre cet effort" aux travailleurs, ce que pense justement Sarkozy et donc admettre le bien-fondé de la régression sociale qu'il veut nous imposer et que partage le PS.

On pourrait ajouter que le "*renouveau du lien entre le PS et la population*" est en grande partie une vue de l'esprit de son auteur, et que s'il était confirmé, il serait tout bonnement suicidaire et tournerait au cauchemar pour la classe ouvrière. Il pourrait tourner court aussi...

Le PS (ou la SFIO) au pouvoir a toujours fait acte de soumission devant le capital tout au long du XXe siècle, il n'y a donc aucune raison que cela change un jour. Et voilà que demain, alors qu'un de ses principaux dirigeants a été choisi par l'aristocratie financière (et Sarkozy) pour diriger le FMI et défendre ses intérêts contre ceux du prolétariat mondial, promis juré, le PS ne se pliera pas aux "*conclusions du FMI*" qui n'auraient pas "*valeur de lois en France*, personne ne croira une telle fable, d'ailleurs les travailleurs ne s'y trompent pas, il n'y a que les petits-bourgeois sans principes ni scrupules qui sont prêts à avaler n'importe quel mensonge du moment qu'ils conservent intact leur mode de vie confortable, qui adhéreront à ce discours.

Sans se tromper d'ennemi et en faisant la part des choses, on peut affirmer que le PS est le pire ennemi du mouvement ouvrier et du prolétariat après l'UMP, parce que sa fonction est justement de détourner l'attention et le combat de la classe ouvrière de son ennemi de classe et de son objectif.

Pour protéger le capital et le régime des attaques du prolétariat, comment le PS procède-t-il ?

C'est très simple, le PS se présente de telle sorte que si vous l'attaquez ce n'est pas le capital que vous attaquez mais un de ses opposants, votre propre classe, vous vous dites alors que c'est insensé d'attaquer un des membres de votre propre camp, vous faites rapidement marche-arrière, puis vous modérez vos critiques, vous êtes même prêts à admettre certains de ses arguments, du coup, vous lui laissez le champ libre au lieu de le combattre férocement, et comment cela se traduit-il concrètement ? Vous avez cessé de combattre le capitalisme et le régime en mettant en sourdine votre combat contre un des partis qui leur sert de rempart contre les assauts de la classe ouvrière, sans vous en rendre compte vous avez capitulé ou vous collaborez avec un parti lié au capital.

Dit autrement, si le PS n'égale pas capital, pourquoi combattre sa politique ? Si vous ne reconnaissez pas le capital dans le PS et sa politique, c'est votre ennemi de classe qui disparaît du même coup, comment combattre ensuite un ennemi invisible, un ennemi indéterminé ou dont les contours nous échappent, insaisissable derrière l'argument pratique de la "mondialisation" ?



Un article de 20minutes.fr du 18 octobre :

**Retraites : «Après jeudi, un fort mouvement va se faire pour demander l'abrogation du texte». (19.10)**

**INTERVIEW – Joël Sohier, spécialiste du syndicalisme, estime que le vote au Sénat va marquer un tournant...**

Une semaine à hauts risques. Une journée d'action mardi, le vote de la réforme jeudi, une intersyndicale le même jour... Les jours à venir seront peut-être décisifs pour l'avenir de la réforme des retraites et de la mobilisation à son encontre. Joël Sohier, auteur du *Syndicalisme en France* (Editions Vuibert), décrypte ce tournant.

**Le mouvement actuel contre la réforme des retraites est-il atypique?**

Non. Il suit un processus qu'on a déjà constaté par le passé avec un phénomène d'une mobilisation salariale qui va en augmentant. On retrouve d'ailleurs des similitudes intéressantes avec une grève au mois d'août 1953 contre une réforme des retraites. Le pays avait été paralysé par l'arrêt de tous les services publics.

**Comment expliquer cette montée en puissance soudaine de la contestation?**

L'imminence du vote au Sénat. Du point de vue des salariés, c'est maintenant qu'il faut y aller, les assemblées dans les usines et les administrations font ressortir cela.

**Le font-ils dans l'espoir que le gouvernement amende sa réforme à la veille du vote?**

Avancer d'un pouce sur tel ou tel point de la réforme ne changerait en rien l'ampleur de la crise. On est dans une situation qui s'est simplifiée à l'extrême: désormais, soit le projet de loi est retiré, soit Nicolas Sarkozy tient jusqu'au bout et les salariés et les organisations syndicales abandonnent le mouvement. Mais je vois mal comment ces dernières pourraient dire jeudi "on arrête, c'est fini".

**Des dissensions syndicales ne risquent-elles pas d'apparaître après l'adoption du texte? L'Unsa a déjà fait savoir qu'elle n'appellerait plus à manifester...**

Au contraire, l'unité syndicale va peut être se recomposer. Jusqu'à présent, il y avait débat entre les organisations qui appelaient au retrait du texte et les autres. Après mercredi, un fort mouvement va se faire pour demander l'abrogation du texte. Comment? C'est toute la question. Les confédérations syndicales vont-elles appeler à une grève interprofessionnelle comme elles sont poussées à le faire? Jeudi, nous verrons comment elles répondent à cette aspiration de la base.

**Pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt?**

Force ouvrière l'a fait, dès le 15 juin. Les autres n'ont pas suivi, pensant que c'était encore négociable et parce que les organisations avaient des approches différentes. La CFDT était favorable à la réforme, moyennant quelques aménagements (notamment sur les bornes d'âge). La CGT a oscillé entre les deux... Du coup, les confédérations ont appelé à des journées de mobilisation éloignées les unes des autres. Beaucoup se sont imaginés que ça allait finir par se faire, moyennant quelques concessions.

**Justement, ne risque-t-il pas d'y avoir une certaine lassitude de la part de l'opinion, renforcée par les vacances de la Toussaint?**

Le gouvernement parie là dessus. Mais les salariés, eux, ne partent pas forcément en vacances. Et une majorité d'entre eux n'est visiblement disposée à dire "je vais travailler jusqu'à 67 ans", qu'il s'agisse d'un enseignant d'université ou d'un ouvrier d'une raffinerie de pétrole. L'une des spécificités du mouvement est que l'on voit pas mal de cols blancs dans les manifestations et cette réforme a tendance à unifier les intérêts des classes sociales.

Commentaire d'un internaute trouvé sur le site <http://www.publicsenat.fr> où figurait également une interview de Joël Sohier, un site qui ne doit pas être fréquenté par des ouvriers :

*"Il n'existe plus maintenant qu'une solution: tenir et amplifier le mouvement! Car les centrales syndicales sont maintenant obligées d'avoir des résultats tangibles sous peine de perdre tout crédit et de montrer que, finalement, elles n'ont que peu de pouvoir sur les politiques et sur la politique dans son sens le plus noble. Cela peut être aussi un grand bouleversement et faire en sorte que les travailleurs cherchent d'autres solutions dans une optique de représentativité réelle!"*

Une "représentativité réelle" : le soviet ou son équivalent ! La classe cherche une issue politique...

Un article de Reuters du 19 octobre :

### **UE : place aux hedge funds. (titre du site) (20.10)**

Un accord a finalement été trouvé mardi sur la directive "hedge funds" entre les 27 Etats membres de l'Union européenne, plus d'un an et demi après que la Commission a proposé de réguler ce secteur opaque pointé du doigt dans l'accélération de la crise financière.

Sauf surprise, le Parlement européen, qui avait arrêté sa position sur le texte au printemps, devrait désormais endosser début novembre les équilibres trouvés au forceps par la Grande-Bretagne et la France, qui souhaitait prendre la présidence du G20 en novembre avec les devoirs faits.

*"On a maintenant un secteur qui échappait à tout contrôle, à toute régulation, qui est soumis à contrôle, à régulation, et soumis à l'intervention des superviseurs nationaux et de l'Esma (le nouveau superviseur européen des marchés)",* a expliqué la ministre française de l'Economie Christine Lagarde.

*"On aurait sans doute pu faire mieux mais il s'agit d'un saut qualitatif",* a-t-elle ajouté, insistant sur les pouvoirs de vérification, d'injonction et d'information dont jouira ce superviseur européen.

L'accord obtenu prévoit que les gérants de fonds, qu'ils soient européens ou de pays tiers, devront obligatoirement s'enregistrer auprès d'un superviseur national et lui fournir une série d'informations sur leur activité afin d'exercer dans l'Union européenne.

En échange de ces obligations, le gérant pourra se prévaloir d'une licence paneuropéenne, encore appelée *"passeport européen"*, pour vendre ses fonds sur l'ensemble du territoire des Vingt-Sept sans avoir à solliciter des autorisations pays par pays comme c'est le cas aujourd'hui.

Ce nouveau système n'entrera cependant pas en vigueur immédiatement et une phase de transition en trois étapes a été décidée par les Etats membres.

Le passeport sera disponible pour les gérants européens dès 2013. Les gérants de pays tiers y auront accès à partir de 2015 puis, à partir de 2018, le système actuel de *"placement privé"* - où un gérant doit demander une autorisation dans chaque pays dans lequel il veut vendre un fonds - disparaîtra.

La France, qui n'a accepté que début octobre le principe de ce passeport, a par ailleurs demandé que l'Esma soit chargée d'ici 2015 d'évaluer la réciprocité des règles d'accès des gérants et des fonds européens aux marchés des pays tiers.

Enfin, une clause détaillée de révision de la directive a été insérée afin que le texte soit revu d'ici 2017.

Le texte est finalement parvenu à un équilibre entre les positions britanniques et françaises.

Il reprend la demande de Londres que les superviseurs nationaux restent en première ligne du dispositif et soient chargés de délivrer le passeport.

Mais il intègre également la préoccupation française que l'Esma ait un rôle d'encadrement, qui puisse se traduire par des injonctions aux superviseurs nationaux en cas de mauvaise application de la directive ou par une médiation contraignante lorsque deux superviseurs nationaux auront des opinions divergentes sur l'octroi d'un passeport.

La version de la directive sur laquelle se sont entendus les Etats membres devra désormais être endossée par le Parlement européen, qui agit en co-décision.

Un *"trilogue"* entre les représentants des eurodéputés, de la Commission et des Etats membres est programmé dans le courant de la semaine mais une source haut placée au sein de la Commission a indiqué que les contacts informels des derniers jours avec les parlementaires pointaient vers un accord.

Joint par Reuters, le rapporteur de la directive au Parlement Jean-Paul Gauzès a lui aussi indiqué que la voie était désormais dégagée. "*Je me réjouis qu'il y ait un accord au conseil (des ministres), qui va permettre maintenant de clôturer la négociation*", a-t-il dit.

*"Deux ou trois points de cet accord méritent d'être clarifiés mais il ne s'agit pas de décision politiques majeures. Il devrait être possible de voter lors de la session plénière de novembre et il devrait y avoir une majorité"*, a-t-il poursuivi.

Ce vote devrait avoir lieu le 10 ou 11 novembre, soit la veille du sommet du G20 à Séoul, le 11 et 12 novembre, dont la perspective a joué un rôle d'accélérateur des discussions.

Lors de son intervention devant ses homologues européens mardi matin, Christine Lagarde a d'ailleurs expliqué que l'Europe ne pouvait pas se permettre de se rendre au sommet du G20 de Séoul sans avoir validé ce texte. "*Il faut aller au G20 avec un accord*", a-t-elle dit, selon les diplomates ayant suivi les débats.

Commentaire.

L'UE doit ressembler en tous points à l'impérialisme américain, mais sans remettre en cause sa domination.

La seule obligation à laquelle devront se plier dorénavant les gérants de fonds consistera à s'enregistrer auprès d'un superviseur national, quant aux "informations sur leur activité", ils transmettront à l'UE ce qu'ils voudront bien, tandis qu'ils pourront poursuivre en toute légalité leurs pratiques de gangsters, avec la bénédiction de ce "trilogue", chefs d'Etat, Commission européenne et parlement.

En prévoyant à l'avance que l'Esma sera obligé de recourir à des "*injonctions*" à l'encontre des "*superviseurs nationaux en cas de mauvaise application de la directive*", qui sont eux-mêmes responsable de l'octroi d'un passeport aux hedges funds pour exercer leurs activités spéculatives (leur guerre de rapine contre le prolétariat), les rédacteurs de ce document prévoient déjà des dérapages, car ils savent pertinemment que ces superviseurs nationaux seront corrompus par les patrons des fonds en question, de la même manière que les principaux banquiers américains ont acheté les "*superviseurs*" de Wall Street, et ni les chefs d'Etat ni la Commission européenne ni le parlement européen ne souhaitent évidemment s'opposer au pouvoir des patrons de ces fonds. Ils leur fournissent de manière déguisée un chèque en blanc, et tout le baratin qui entoure cette autorisation est uniquement destiné à la plèbe inculte facile à bernier.

Un article de L'express du 20 octobre :

### **Pourquoi la France est impossible à réformer. (21.10)**

Le bras de fer sur les retraites en apporte une nouvelle preuve : les conflits sociaux s'achèvent trop souvent en blocages, manifestations et défaite pour l'un ou l'autre camp. Pourtant, des solutions existent pour que les changements passent, sinon dans l'enthousiasme, au moins dans le consensus.

C'est chaque fois la même rengaine du conservatisme, mi-alibi, mi-excuse : bien sûr, en France, la réforme est possible, elle est même souhaitée, mais cette réforme est inacceptable, elle se trompe de sujet, d'objectif ou de méthode. C'est ainsi que le CIP d'Edouard Balladur et le CPE de Dominique de Villepin ont rejoint le cénotaphe des sigles disparus, qu'Alain Juppé fut obligé d'avalier son chapeau, ses bottes et son projet de réforme des retraites en 1995, que François Mitterrand dut préserver en 1984 une école libre qui triomphe aujourd'hui ou que les Français contraignirent le général de Gaulle à épargner le Sénat et à quitter le pouvoir en 1969. Le conservatisme est un jeu subtil, d'esquive plus que de refus : on veut la réforme, on la réclame, mais pour son voisin (ce privilégié !) ou les générations futures (qui devront bien payer nos dettes). Et chacun tient son rôle dans cette farandole de ce qu'il est urgent de ne pas toucher. L'immobilisme, ça se partage.

Certes, des réformes ont abouti, et pas seulement des réformettes, de la décentralisation menée par la gauche en 1982 à l'autonomie des universités aujourd'hui, mais, en matière de changement, la France possède un cimetière plus vaste que ses maternités. Et quand une réforme passe, c'est souvent parce qu'elle crée un avantage coûteux, comme les 35 heures, la couverture maladie universelle (CMU) ou la retraite à 60 ans, ou bien qu'elle est compensée par d'onéreuses contreparties, comme avec les régimes spéciaux ! Il faut accepter l'évidence, la France est un pays impossible à réformer. Il faut comprendre pourquoi, afin de lancer les réformes qui rendront possibles les réformes. Et vite.

Dialogue social : impératif d'efficacité

Si la France est abonnée aux blocages, c'est parce que syndicats et patronat ne savent pas négocier. Ainsi, sur le sujet de la pénibilité, des années de palabres n'ont abouti à rien, et le gouvernement a dû se rabattre, pour amodier sa réforme des pensions, sur les concepts, moins adéquats, de handicap ou d'incapacité. L'imagination, comme celle déployée par la CFDT autour de la retraite "notionnelle", ou par points, n'a aucune chance de faire son chemin. Mais les partenaires sociaux, partenaires de pas grand-chose, peuvent changer, au moins, de méthode. Autour de la réforme des retraites, ils ont quitté le dialogue de sourds pour adopter la parabole de l'aveugle et du paralytique : les syndicats refusent de voir les évidences financières qui ruinent le système ; le patronat refuse de bouger (et même de parler !), laissant le gouvernement se débrouiller seul.

Il est une solution radicale pour en finir avec la tétanie paritaire : renforcer la loi de modernisation du dialogue social votée en janvier 2007 et imposer un calendrier de tractations aux partenaires sociaux sur de multiples sujets, avec obligation d'aboutir à un accord. Au-delà de la date limite de négociation, le gouvernement se saisit du problème et opère non par une loi, qui perd encore du temps, mais par ordonnances. De plus, une clause interdirait au patronat et aux syndicats de se ressaisir du sujet durant dix ans. La responsabilité sociale se mérite par l'efficacité.

Syndicats : le côté obscur de la faiblesse

Si la France est plus qu'à son tour ravagée par les grèves, c'est non pas parce que les syndicats y sont trop forts, mais à cause de leur faiblesse. Phalanges de militants, ils se retrouvent trop souvent otages de leurs ultras et pollués par la politique. Des syndicats de masse seraient la propriété de leurs adhérents, qui en attendraient des avantages concrets, non des surenchères partisans. Il faut transformer les syndicats en mutuelles, soucieuses de signer avec les patrons et l'Etat des accords féconds et pratiques. Et, dans ce but, rendre l'adhésion à un syndicat obligatoire pour tout actif, comme c'est le cas pour l'assurance-maladie. Il serait plus facile de compter les adhérents que les manifestants, plus difficile pour les obsédés du blocage d'appeler à la grève sans de bonnes raisons, et quasi impossible pour un gouvernement d'enclencher des réformes sans de vraies négociations.

## Institutions : le coup de jeune

Exécutant poussif des desiderata du gouvernement, soupape de sécurité pour lâcher quelque concession tactique quand la rue s'échauffe, théâtre pour effets de manches et pataquès de vote, l'Assemblée et le Sénat n'ont joué dans le conflit aucun rôle préventif et ont tenu un rôle curatif contestable. Or la démocratie représentative ne peut ignorer la démocratie sociale. Rendre au Parlement une efficacité dans la réforme nécessite d'abord la mutation du Sénat, où s'expriment territoires et corporations, ces fiefs du conservatisme. Il faut fusionner le Sénat avec le Conseil économique et social, afin de créer une chambre des collectivités, des métiers et des corps sociaux, où les ministres devraient présenter toute réforme, afin de recueillir un avis politique comme le Conseil d'Etat délivre un avis juridique. Avertissements et conseils issus d'une telle instance auraient plus de poids que les amendements bricolés au Sénat. La charge reviendrait ensuite à l'Assemblée d'adopter les textes en commission, où siègent les parlementaires qui connaissent les dossiers, ne laissant à l'Hémicycle que la cérémonie solennelle des harangues politiques.

Jeunes, les Républiques n'ont manqué ni d'audace ni d'invention pour réformer. La troisième garantit les libertés fondamentales, la quatrième installa l'Etat providence, la cinquième posa les piliers de la modernité économique et monétaire. Il est évident que les institutions sont usées et que la révision constitutionnelle de 2008 ne fut qu'un replâtrage. Que les dispositions référendaires nouvelles soient encore bloquées dans les tuyaux en est tout un symbole. En France, le référendum est devenu impossible, depuis 1969, quand les électeurs rejetèrent de Gaulle plus que les changements proposés et, surtout, depuis 2005, quand ils tuèrent l'Europe en visant Jacques Chirac. Comment soumettre demain à référendum une réforme quelconque, alors que le peuple le transformera en présidentielle bis ? Il faut une VIe République aussi pour changer les modes d'expression du suffrage universel.

Les candidats à la prochaine présidentielle sauront-ils proposer au peuple des méthodologies nouvelles pour le dialogue social ? L'immobilisme français est d'autant plus dommageable que les dirigeants politiques et syndicaux d'aujourd'hui sont des réformistes sincères et des hommes de bonne volonté, qui s'avancent vers les problèmes tels des plombiers aux outils rouillés. Comme une centrifugeuse, la machine à échouer du dialogue social à la française pousse chacun vers les extrêmes : le pouvoir passe en force ; les syndicats bloquent ; le patronat sombre dans l'égoïsme ; et l'opposition, dans la démagogie. Et l'on attend de savoir qui sera le perdant, du gouvernement ou des grévistes. Alors que le perdant est toujours le même : c'est le pays.

## Commentaire.

La panoplie complète du parfait réactionnaire y est ! Ils s'impatientent dans le camp de nos ennemis, ils sont dépités face au constat que la lutte des classes est incontournable, particulièrement en France. Mater la résistance de la classe ouvrière, liquider ses organisations et ses partis, le rêve demeuré en devenir d'un autre monarque : le général-président de Gaulle !

La différence avec les autres pays, c'est que l'on n'a pas fait la Commune de Paris pour rien. Elle a débouché sur la structure du mouvement ouvrier français telle qu'il existe encore aujourd'hui, et par voie de conséquence ou indirectement elle a influencé la structure même des institutions qui est le reflet des rapports entre les classes. L'impossibilité de modeler le mouvement ouvrier à leur gré a pour conséquence l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de se passer de la Ve République qui est déjà une forme de pouvoir profondément antidémocratique, qui accorde déjà des pouvoirs dictatoriaux à son bonaparte de service, actuellement Sarkozy.

Hier sur TV5Monde Asie, l'émission *Un oeil sur notre planète* était consacrée à la Suède. 90% des Suédois se déclareraient heureux, fantastique, le paradis sur terre existe, en terre protestante peu importe. Toute l'émission avait pour objectif de nous vendre le modèle suédois où les syndicats sont intégrés à l'Etat. Toute l'émission, sauf les cinq dernières minutes où on a assisté à des scènes d'émeutes, où ils sont revenus sur l'assassinat et l'agression de deux ministres, les menaces qui pesaient sur les journalistes, etc.

Pour finir le journaliste se demandait si le modèle d'intégration sociale suédois n'avait pas du plomb dans l'ail et s'il n'était pas rattrapé par la crise du capitalisme qui n'a pas encore frappé ce pays (4% de croissance), en apparence seulement et à quel prix ! Désormais les femmes n'ont plus le droit qu'à une seule échographie au cours de leur grossesse, on les vire de la maternité 6 heures seulement après leur

accouchement, ils ont supprimé 50% des lits dans l'ensemble des hôpitaux du pays obligeant les patients à se faire soigner chez eux, ce n'est qu'un exemple des conditions de vie qui règnent dans ce pays vraiment idyllique !

Commentaire d'un internaute.

NON !!! la France n'est pas impossible à "réformer" , elle refuse tout simplement les "réformes" qui la ramènent au 19 è siècle . tout disparaît, la poste, l'hôpital, l'école , tout ce qui faisait partie du contrat social républicain est en train d'être saccagé par un attila de pacotille au service des intérêts privés de ses amis les milliardaires. Les progrès technologiques qui engendrent des richesses ne produisent plus que pour les actionnaires au détriment des salariés. Prenez votre dictionnaire ! Le mot "réforme" signifie, soit la mise au rebut, soit amélioration de quelque chose et non le fait de retourner au moyen âge.

Un article de Reuters du 21 octobre :

### **Les tribunaux cléments avec les supposés "casseurs". (22.10)**

Les premiers jugements prononcés à Lyon, Paris et Nanterre contre de jeunes gens interpellés pour des incidents en marge des manifestations contre la réforme des retraites sont des peines de prison avec sursis, contre les réquisitions des procureurs.

Le profil des prévenus ne correspond pas aux déclarations des autorités décrivant les auteurs de troubles comme des "casseurs" issus des banlieues, sans lien avec le mouvement contre le projet gouvernemental de réforme des retraites.

A Lyon, les quatre premières personnes majeures jugées dans la soirée de mercredi en correctionnelle n'avaient aucun casier judiciaire. Elles ont toutes été condamnées à des peines avec sursis, à l'exception d'une jeune lycéenne sanctionnée d'un mois de prison ferme pour un incendie de poubelles.

Il n'y a pas eu de mandat de dépôt et elle est sortie libre du tribunal, avec la possibilité d'un aménagement de peine sans incarcération. Les trois autres prévenus condamnés à des peines de quelques mois de prison avec sursis étaient des proches de cette jeune fille, dont un père de famille au chômage.

Le parquet de Lyon se refuse à donner des informations sur les mineurs interpellés, qui passent par un autre circuit judiciaire, où la détention provisoire est impossible en dessous de 16 ans pour ce type de faits. Le préfet a dit qu'ils venaient de la banlieue et étaient souvent connus de la police.

A Nanterre (Hauts-de-Seine), autre théâtre principal des violences de ces derniers jours, un jeune homme a été condamné mardi à deux mois de prison ferme et écroué pour des violences et le recel d'un blouson volé dans le saccage d'un magasin.

Mercredi, le tribunal a prononcé une peine de quatre mois de prison avec sursis contre deux autres prévenus, refusant de suivre le parquet qui demandait de la prison ferme. Il s'agissait de deux jeunes gens sans antécédents judiciaires mis en cause pour des jets de projectiles.

Par ailleurs, une trentaine de mineurs ont fait l'objet de procédures devant le juge des enfants ces derniers jours, avec en minorité des défèrements immédiats et une majorité de convocations à une date ultérieure.

Il s'agit dans l'immense majorité des cas, dit le parquet de Nanterre, de très jeunes collégiens ou lycéens sans casier judiciaire. Le plus jeune a 13 ans.

Le parquet de Nanterre estime que "l'échantillon" de auteurs de troubles ainsi remis à la justice n'est pas forcément représentatif, mais qu'il s'agit de jeunes gens arrêtés après les manifestations ou en lisière des mouvements.

*"Quand vous avez beaucoup de troubles, vous privilégiez le maintien de l'ordre. Les interpellations de mineurs ne sont pas révélatrices des troubles",* dit un porte-parole du parquet.

Les tribunaux sont traditionnellement confrontés à des difficultés sur ces dossiers, souvent seulement composés d'un procès-verbal de police désignant un interpellé, qui nie les faits. Les juges hésitent alors à condamner car une méprise est toujours possible dans le contexte d'une manifestation de rue.



Un article de [Lexpress.fr](http://Lexpress.fr) du 22 octobre :

### Les nouveaux pouvoirs des services secrets. (23.10)

Depuis son élection, Nicolas Sarkozy a réorganisé le renseignement. Regroupant, de la Défense à l'Intérieur et aux Finances, une "*communauté*" qui n'a jamais été si puissante. Modernisation ou reprise en main ? Plongée dans le monde de l'ombre.

C'est l'histoire d'un rendez-vous manqué. Les Français, qui frissonnent avec 007 et rient avec OSS 117, se défient de leurs services spéciaux. L'ombre de la manipulation a trop souvent occulté la lumière des succès. De l'enlèvement de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka à l'affaire Clearstream, destinée à déstabiliser un candidat à l'élection présidentielle, des agents ont accompagné, et parfois devancé, les sombres exigences du pouvoir exécutif.

Les réussites ne manquent pourtant pas, qu'il s'agisse de l'affaire Farewell, sur laquelle nous publions des documents inédits ou, plus récemment, du démantèlement de cellules islamistes en France ou de la libération d'otages en Irak.

"Entre démocratie et renseignement l'Histoire nous apprend que les relations n'ont pas toujours été sereines", a résumé François Fillon, le 20 septembre, insistant sur la "*rigueur déontologique*" exigée par l'"*idéal démocratique*". Ce jour-là, le Premier ministre s'exprimait à huis clos devant la première promotion de l'Académie du renseignement, la nouvelle école de formation commune aux agents français. Les 85 recrues de la Défense, de l'Intérieur et des Finances intègrent officiellement la "*communauté du renseignement*", un concept inspiré du modèle anglo-saxon.

Nicolas Sarkozy, lui aussi, s'est longtemps méfié du monde du renseignement et de ses dérivés. Dès son arrivée au ministère de l'Intérieur, en 2002, il pique une colère en découvrant une "*note blanche*" (un rapport confidentiel non signé), rédigée par les RG, où sont évoquées des informations privées sur un prétendant à un poste ministériel. Lorsque Sarkozy revient Place Beauvau, trois ans plus tard, il fait savoir qu'il veut mettre au pas des "*officines*" qui, selon lui, ont "*pris pour cible*" sa famille dans l'affaire Clearstream.

Une fois élu, il imprime la marque de la présidentialisation du régime, aux dépens de Matignon et des Affaires étrangères : de 2007 à 2010, le visage des services français est entièrement remodelé. En juillet 2008, le chef de l'Etat obtient la création d'un service unique de renseignement intérieur, la DCRI, alors que ce projet de fusion de la DST et des RG avait été maintes fois reporté au cours des vingt dernières années. Il fait nommer deux de ses proches à la tête du renseignement extérieur et intérieur, respectivement Erard Corbin de Mangoux et Bernard Squarcini. A l'Elysée, un nouveau poste de "*coordonnateur national du renseignement*" est confié à l'ambassadeur Bernard Bajolet, un diplomate arabisant qui joua un rôle clef dans la libération des journalistes enlevés en Irak en 2004 et 2005.

Autre nouveauté: la notion de secret-défense ne s'applique plus seulement aux documents, mais elle concerne aussi à une vingtaine de lieux sensibles, ce qui limite les prérogatives des magistrats en cas de perquisition. Ces restrictions inquiètent le juge antiterroriste Marc Trévidic, président de l'Association française des magistrats instructeurs. "*Auparavant, explique-t-il, les seuls lieux où les juges ne pouvaient pas se rendre étaient les représentations diplomatiques étrangères. On a créé d'autres sanctuaires. Pour y mener des investigations judiciaires, il faut désormais demander l'autorisation d'autorités administratives.*" Jamais, sous la Ve République, les services secrets n'ont concentré de tels pouvoirs.

Aussi, lorsqu'il s'agit d'enquêter sur les calomnies distillées sur Internet au sujet du couple présidentiel ou, plus récemment, de trouver l'origine de fuites dans Le Monde à propos de l'affaire Woerth-Bettencourt, l'Elysée confie-t-il l'enquête au contre-espionnage. Quitte à ce que les investigations téléphoniques réalisées s'affranchissent du contrôle de la commission chargée des écoutes, une instance rattachée à Matignon.

Libération d'otages, lutte contre l'espionnage industriel et scientifique, missions antiterroristes... A l'heure où le Premier ministre veut réconcilier les Français avec leurs services, L'Express évoque le travail des quelque 13 000 agents français. Malgré le "*secret-défense*" objecté par les administrations à la plupart de nos demandes.

## **La communauté du renseignement**

### **Ministère de la Défense**

Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)

Missions: renseignement extérieur.

4620 civils et militaires + 900 militaires du service action.

Budget: 527 millions d'euros.

### **Direction du renseignement militaire (DRM)**

Missions: renseignement d'intérêt militaire (imagerie satellitaire, écoutes électromagnétiques).

1 633 militaires.

Budget: 156 millions d'euros.

### **Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD)**

Missions: habilitation secret défense, protection des enceintes militaires et des industries de l'armement.

1 260 militaires et civils.

Budget: 96 millions d'euros.

### **Ministère de l'Intérieur**

Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI)

Missions : contre-espionnage, lutte antiterroriste, protection du patrimoine économique et scientifique.

3 116 policiers et administratifs.

Budget : plus de 200 millions d'euros.

### **Ministère du Budget**

Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)

Missions : lutte contre les trafics et les fraudes.

Environ 720 agents.

Budget : non communiqué.

### **Ministère de l'économie et ministère du Budget**

Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Tracfin)

Missions : lutte antiblanchiment.

73 agents.

Budget : non communiqué.

Commentaire d'internautes.

- Depuis le Cabinet Noir de Louis XV, et de Fouché jusqu'à Pasqua et Sarcini, les fonctionnaires des services "spéciaux" font carrière en travaillant pour les politiques et pas pour les français. En clair, cette basse police se rend systématiquement coupable de forfaiture au profit de ses maîtres, confondant sciemment service de l'Etat et services particuliers aux politicards. Mais bon, c'est une tradition alors pourquoi s'en offusquer ? Mr Squarcini finira député ou sénateur UMP, et directeur d'une officine de sécurité "spécialisée" en Corse, projets probablement déjà bien avancés vu l'âge du personnage. Il est amusant d'ailleurs de voir la sur-représentation des corses dans ces "services".

- Est ce le retour du SAC ?(alliance ?,UNI,....Pasqua initiateur de Sarko)

Un article de [Lexpress.fr](http://Lexpress.fr) du 21 octobre :

### De la menace anarcho-autonome à l'affaire Coupat.(23.10)

La cour d'appel de Paris a rejeté la demande d'annulation de l'enquête qui vise le groupe soupçonné d'avoir saboté des lignes TGV en 2008. Retour sur l'emballage politico-judiciaire autour de l'affaire de Tarnac.

Persuadée que l'effondrement de la gauche communiste provoquerait une montée de l'ultra-gauche, Michèle Alliot-Marie avait, en 2008, ordonné un suivi particulier des mouvements anarcho-autonomes. Le dossier devient public avec l'enquête sur les sabotages SNCF et se transforme en affaire d'Etat. Rappel des faits.

#### 2008

Janvier : Julien Coupat et Yldune Lévy sont présents, entre le 10 et le 15 janvier, à des débats organisés à New York par des mouvements anarchistes. Le FBI les repère lors d'une manifestation devant un centre de recrutement militaire (Lire Les sept clés de l'enquête).

Février : les renseignements généraux français s'inquiètent de la résurgence d'une mouvance autonome. *"L'affaiblissement à droite comme à gauche des partis politiques qui permettent d'exprimer les frustrations sociales se traduit, l'histoire de France et de ses voisins le montre, par l'apparition de mouvements radicaux et violents"*, explique Michèle Alliot-Marie, alors ministre de l'Intérieur. Déjà en avril 2007, la publication de *"L'insurrection qui vient"* rédigé par un *"Comité invisible"*, avait suscité l'émoi.

6 mars : explosion d'une d'une grenade contre un centre de recrutement de l'armée dans le quartier de Time Square à New York.

11 avril : dans un courrier (révélé par Libération en décembre 2008), les policiers demandent l'ouverture d'une enquête préliminaire: *"Il existerait sur le territoire national une structure clandestine anarcho-autonome entretenant des relations conspiratives avec des militants implantés à l'étranger et projetant de commettre des actions violentes."* Ils citent deux personnes susceptibles d'animer cette cellule, Julien Coupat et Yldune Lévy.

16 avril : tandis que la direction centrale du renseignement intérieur française (DCRI) surveille le groupe de Julien Coupat pour de possibles *"menées subversives"*, le parquet antiterroriste déclenche une enquête.

3 juin : la garde des Sceaux, Rachida Dati, adresse une note à tous les procureurs de France pour attirer l'attention sur *"la multiplication d'actions violentes [...] susceptibles d'être attribuées à la mouvance anarcho-autonome"*. La direction des affaires criminelles demande aux magistrats saisis de telles affaires d'*"informer dans les plus brefs délais la section antiterroriste du parquet de Paris"* en vue d'un *"dessaisissement à son profit"*.

3 novembre : Julien Coupat est *"observé"* à Vichy (Allier) *"organisant les débordements"*, selon la police, en marge du sommet des ministres de l'Intérieur de l'Union européenne.

8 novembre : plus de 150 trains (TGV, Thalys, Eurostar) connaissent des retards sur les réseaux Sud-Est et Est en raison d'actes de malveillance, notamment des barres de fer fixées aux caténaires. Michèle Alliot-Marie charge le directeur de la Gendarmerie nationale de coordonner les enquêtes portant sur les actes de sabotage (4 actes de sabotages le 8 novembre + un cinquième, le 26 octobre, à Vigny, près de Metz) qui sont confiées à la section antiterroriste du parquet de Paris.

11 novembre : Michèle Alliot-Marie annonce l'arrestation d'une vingtaine de personnes par la Sous-Direction antiterroriste (Sdat), à Paris, Rouen, dans la Meuse et dans une communauté libertaire de Tarnac (Corrèze). Onze sont rapidement libérées. La ministre livre un nom: Julien Coupat, 34 ans, désigné comme le cerveau *"d'une structure à vocation terroriste"*, leader d'un mouvement *"anarcho-autonome d'ultra-gauche"*, la *"cellule invisible"*. Les médias sont peu nombreux à douter de la version policière.

15 novembre : neuf personnes de 23 à 34 ans, dont trois femmes et Julien Coupat, chef présumé du groupe baptisé "*cellule invisible*" sont mises en examen pour association de malfaiteurs terroristes par le juge d'instruction Thierry Fragnoli. Cinq, dont Julien Coupat, sont placées en détention provisoire. Elles auraient été présentes à proximité de lieux de dégradations et disposaient selon les enquêteurs de cartes du réseau ferré ou encore de pinces à forge. Julien Coupat, Yldune Lévy, sa compagne, et sept autres de leurs amis contestent toute implication dans les faits reprochés.

2 décembre : . Seuls Julien Coupat et Yldune Lévy restent détenus. la cour d'appel de Paris libère trois suspects

3 décembre : le chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat), Christophe Chaboud, déclare que le "*groupe Coupat*" a "*organisé des sabotages concertés dans le but de perturber tout un réseau de communication*" et que "*l'intention de paralyser le pays en s'attaquant à son réseau de voies ferrées ne faisait pas de doute*". Il ajoute cependant que les faits sont d'une gravité inférieure aux critères de la lutte anti-terroriste.

9 décembre : dans une interview à Liberation.fr, Benjamin Rosoux, un des co-gérants de l'épicerie de Tarnac, libéré le 2 décembre, estime que les sabotages de lignes TGV n'ont rien à voir avec du terrorisme et que le gouvernement cherche à "*diaboliser*" les mouvements sociaux. Michèle Alliot-Marie déclare que la police a trouvé à Tarnac "*des écrits qui légitiment les attaques contre l'Etat à travers notamment les voies de transports*", "*du matériel pouvant être utilisé à cette fin*" et "*des documents sur la confection d'engins incendiaires*". L'affaire commence à faire l'objet d'une polémique: "*Le terme de terrorisme est inapproprié*" .

14 décembre : l'enquête sur les sabotages SNCF s'orienterait vers l'Allemagne selon des informations parues dans Le JDD et Mediapart.

19 décembre : le juge de la liberté et de la détention ordonne la remise en liberté de Julien Coupat. Ce dernier reste cependant détenu car le parquet fait appel.

22 décembre : le Juge de la liberté refuse de remettre Yldune Lévy en liberté.

26 décembre : la cour d'appel de Paris décide le maintien en détention de Julien Coupat.

6 janvier : la cour d'appel de Paris refuse la remise en liberté d'Yldune Lévy.

## **2009**

16 janvier : Yldune Lévy est remise en liberté, malgré un appel en urgence du Parquet.

23 janvier : Mediapart révèle que l'homme qui a témoigné à charge anonymement contre Julien Coupat dans l'affaire des sabotages SNCF serait un "*mythomane*".

30 janvier : la cour d'appel de Paris rejette la demande de remise en liberté de Julien Coupat.

25 mars: un manuel de fabrication de bombes artisanales est découvert sur l'ordinateur d'Yldune Lévy, selon les enquêteurs.

2 avril : Irène Terrel, William Bourdon, Dominique Vallès et Philippe Lescène, les avocats des "*Neuf de Tarnac*", convient la presse pour un point sur le dossier. Pour Irène Terrel, l'avocate de Julien Coupat, toujours en détention, ce dernier est détenu au nom de la raison d'Etat.

9 avril : Eric Hazan, directeur de la maison d'édition ayant édité "*L'insurrection qui vient*", est entendu comme témoin dans le cadre de l'enquête.

10 avril : la cour d'appel de Paris s'oppose à un assouplissement du contrôle judiciaire de Benjamin Rosoux qui lui interdit de quitter le département de la Manche où est domiciliée sa mère.

12 mai : pour la quatrième fois, la demande de remise en liberté de Julien Coupat est refusée.

18 mai : trois "*proches*" de Julien Coupat, sont interpellés dans la région de Rouen et transférés au siège de la Sous-direction antiterroriste (Sdat). Ils sont libérés après trois jours de garde à vue sans qu'aucune charge ne soit retenue à leur encontre.

25 mai : Julien Coupat accorde un entretien au *Monde*: "*Quand on ne parvient plus à contenir ce qui déborde, on peut encore lui assigner une case et l'y incarcérer*" déclare-t-il. il dément être l'auteur de "*L'insurrection qui vient*".

28 mai : Julien Coupat est libéré. Il reste placé sous "*contrôle judiciaire strict*" avec l'obligation de demeurer en Île-de-France et de remettre ses papiers d'identité et son passeport. L'opposition exige des explications sur l'affaire.

2 novembre : les avocats de Julien Coupat et Yldune Levy remettent une note au juge d'instruction dénonçant des "*anomalies*" et "*incohérences*" de l'enquête.

24 novembre : Christophe Becker, suspecté d'être un proche de Julien Coupat est interpellé à Tarnac. Il est mis en examen pour "*falsification de documents administratifs en lien avec une entreprise terroriste*" et "*association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste*".

26 novembre : Jean-Hugues Bourgeois, le témoin sous X dans l'enquête sur les sabotages de lignes TGV, est réentendu par le juge d'instruction, à la demande des avocats des mis en examen. Il pourrait avoir subi des pressions policières et son procès-verbal d'audition aurait été antidaté.

3 décembre : les "*dix*" du groupe de Tarnac mis en examen annoncent qu'ils cessent de respecter leurs contrôles judiciaires, dans une tribune publiée dans le quotidien "Le Monde".

## 2010

8 janvier : le président de la chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris accepte d'étudier l'appel des défenseurs des "*dix de Tarnac*" contre le refus du juge Fragnoli, en charge du dossier, d'auditionner en leur présence Jean-Hugues Bourgeois.

23 septembre : la cour d'appel de Paris examine une demande d'annulation complète de l'enquête de Tarnac.

22 octobre: la cour d'appel de Paris rejette la demande d'annulation de l'enquête antiterroriste qui vise le groupe de Tarnac.

Commentaire d'internautes.

1- Quel honte que cet imbroglio. On insiste peu sur le fiasco des services de polices spécialisés (antiterrorisme) qui malgré leur surveillance (vidéosurveillances, écoutes, filatures ...etc) de ce soit-disant groupe de Tarnac n'ont pu arrêter les "attentats". Jusqu'à oser dire qu'ils avaient vu ce groupe près d'une ligne ferroviaire TGV un soir sans être capable d'empêcher quoi que ce soit. Qu'en est-il de la morale (je dis bien de la morale) du service public ? Qu'en est-il de la morale de ce gouvernement ? Mais la véritable honte, le véritable scandale, n'est-il pas ce silence devant tant d'évidences où l'on cherche (encore) à trouver des (pseudo) coupables correspondant à ce que l'on croit être une certitude (c'est la faute à ...(mettez qui vous déplaît dans les points)). Il y a une nécessité impérieuse de morale dans la chose publique pour ne pas sombrer dans l'abjection et le ridicule.

2- Un peu facile, non, d'annuler l'enquête de Tarnac. Qu'en est-il de la responsabilité des auteurs de ce fiasco? Va-t-on aussi annuler les mois de prison qu'a fait Julien Coupat? MAM va-t-elle être sanctionnée pour ces abus de pouvoir et toute cette désinformation?

Un article de Monde.fr du 22 octobre :

### La raffinerie de Grandpuits évacuée, mais toujours en grève. (23.10)

Bloqué depuis plusieurs jours, l'accès à la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne) a été dégagé vendredi matin par des gendarmes. Des salariés ont été réquisitionnés afin de vider les stocks de carburant du site, dans le but d'alimenter les stations-service d'Ile-de-France pour le premier jour des départs en vacances de la Toussaint. Mais le redémarrage de la raffinerie n'est pas encore d'actualité, le mouvement de grève initié par la CGT n'ayant pas été levé.

Les forces de l'ordre, agissant à mains nues, ont évacué avec force les manifestants en début de matinée, pour dégager le portail de la raffinerie. Au cours de cette bousculade, trois personnes ont été légèrement blessées, selon la CGT. Devant les difficultés d'approvisionnement des stations-service, notamment en région parisienne, le préfet avait décidé dans la nuit de réquisitionner la raffinerie. Quatre fourgons de gendarmerie étaient arrivés vers 3 heures du matin et ont d'abord stationné devant l'entrée de l'une des raffineries du site où les gendarmes ont indiqué les noms des salariés réquisitionnés.

Alors que l'intersyndicale a lancé vendredi après-midi une procédure en référé pour faire annuler ces réquisitions, la préfecture a justifié l'action en estimant que le non-fonctionnement de la raffinerie "entraînait des difficultés d'approvisionnement en carburant des points de distribution de la région Ile-de-France et en Seine-et-Marne". "La continuation de la grève est de nature à entraîner des troubles graves à l'ordre public (pénuries, émeutes...)", explique l'arrêté préfectoral dont l'AFP s'est procuré une copie.

Le préfet s'appuie sur le Code général des collectivités territoriales, qui prévoit qu'en cas d'urgence, lorsque l'atteinte au bon ordre et à la sécurité publique l'exige, il peut procéder à des réquisitions. En cas de refus, le salarié réquisitionné s'expose à une peine de six mois d'emprisonnement et 10 000 euros d'amende.

Mais, malgré ce déblocage "par la force", les manifestants ont réitéré leur volonté de poursuivre le blocage. Près de la raffinerie, les syndicats ont mis en scène la "mort de la démocratie", en chantant une oraison funèbre en face d'un cercueil où était affichées des pancartes "droit de grève". Dans les médias, Charles Foulard (responsable CGT du groupe Total) a expliqué qu'en l'attente de la décision de justice par la tribunal administratif de Melun le mouvement de grève allait continuer, et que le blocage reprendrait en cas de décision favorable aux manifestants par le tribunal.

*"Ce qui vient de se passer à la raffinerie de Grandpuits avec cette entrave à l'exercice du droit de grève va sans nul doute créer un électrochoc et notamment dans l'industrie, avait-il déclaré sur Europe 1. Comment peut-on accepter dans un pays des droits de l'Homme d'entraver les salariés" en les empêchant "d'exercer le droit constitutionnel, le droit de grève ? Nous sommes une entreprise de droit privé, c'est une première. (...) Du temps de Pétain, nous connaissions les rafles ; sous l'ère de Nicolas Sarkozy, nous connaissons la rafle de nos acquis sociaux, la rafle du droit syndical puisque par cette réquisition, il entrave les salariés dans leur exercice du droit de grève", s'est emporté Charles Foulard.*

Le site de Grandpuits est l'une des douze raffineries de pétrole réparties sur le territoire français, en pointe dans le mouvement de contestation contre la réforme des retraites. Son redémarrage n'est pas à l'ordre du jour, puisque le mouvement de grève des salariés de la raffinerie se poursuit. Les syndicats ont d'ailleurs estimé que les déblocages par la force faciliteront certes l'acheminement des carburants vers les stations-service, mais ils ont également rappelé qu'un retour à la normale dépendra, à terme, de la fin du mouvement de grève aux terminaux pétroliers de Fos-Lavera et du Havre.

En déplacement jeudi en Eure-et-Loir, Nicolas Sarkozy avait justifié le déblocage des dépôts paralysés en déclarant qu'on ne pouvait laisser "une minorité prendre en otage la vie quotidienne des Français". Les forces de l'ordre ont débloqué plusieurs dépôts, jeudi, notamment à Rubis, à Rouen, selon le ministère de l'intérieur, qui ajoute que quatorze restaient paralysés sur les deux cent dix-neuf du pays, dont quatre-vingt-seize sont considérés comme "prioritaires".

Le blocage des raffineries et des dépôts de carburants a provoqué des perturbations dans l'approvisionnement des stations-services à l'approche des premiers départs en vacances de la Toussaint. Sur les quelque 12 300 stations que compte la France, 2 790 étaient confrontées, jeudi, à des pénuries,

selon le gouvernement. Vendredi matin Jean-Louis Borloo a indiqué que 20 à 21 % des stations étaient "à sec", constatant "*une lente amélioration*". "*Les trois-quarts des stations-service en France sont alimentées normalement ce matin*", a-t-il souligné. *On sécurise les autoroutes pour les fêtes familiales*". A ses yeux, "*le déblocage du dépôt de Grandpuits va très sensiblement améliorer la situation en Ile-de-France*".



Un article de Reuters du 21 octobre :

### **WikiLeaks dévoile torture et meurtres en Irak dans une nouvelle fuite géante. (24.10)**

La coalition internationale a torturé des prisonniers irakiens et fermé les yeux sur des exactions commises par les forces irakiennes, a affirmé, vendredi, le site WikiLeaks, en publiant près de 400.000 documents secrets de l'armée américaine sur la guerre en Irak. Après des semaines de suspense, le site spécialisé dans le renseignement a commencé à diffuser vendredi soir 391.831 documents qu'il a présentés comme *"la plus grosse fuite de documents militaires secrets de l'histoire"*. Les documents mettent en évidence *"de nombreux cas de crimes de guerre qui semblent manifestes de la part des forces américaines, comme le meurtre délibéré de personnes qui tentaient de se rendre"*, accuse le site dans un communiqué.

WikiLeaks évoque aussi le comportement de soldats américains *"faisant sauter des bâtiments entiers parce qu'un tireur se trouve sur le toit"*. Les documents révèlent *"plus de 300 cas de torture et de violences commis par les forces de la coalition sur des prisonniers"*, ajoute WikiLeaks, qui a aussi dénombré plus d'un millier d'exactions de la part des forces irakiennes. *"On parle de cinq fois plus de morts en Irak, un vrai bain de sang comparé à l'Afghanistan"*, a déclaré sur CNN le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, jugeant que *"le message de ces dossiers est puissant et peut-être un peu plus facile à comprendre que la situation complexe en Afghanistan"*.

L'armée américaine aurait "couvert" la torture

Une grande partie des textes sont expurgés des noms pouvant mettre en danger des personnes, a expliqué WikiLeaks. La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, tout en refusant d'entrer dans les détails de ces révélations, a condamné la fuite de tout document pouvant mettre en danger *"la vie des soldats et des civils des États-Unis et de leurs alliés"*. WikiLeaks a également remis à l'avance ses documents à plusieurs médias internationaux comme le New York Times, le Guardian, Der Spiegel et la chaîne Al-Jazira, qui a, la première, révélé leur contenu. Selon la chaîne de télévision du Qatar, l'armée américaine a *"couvert"* des cas de torture de détenus par les autorités en Irak, où des centaines de civils ont en outre été tués à des barrages tenus par les alliés.

Au vu des documents, *"les autorités américaines n'ont pas enquêté sur les centaines de cas de violences, de torture, de viols et même de meurtres commis par des policiers et des militaires irakiens"*, écrit le Guardian. Selon le communiqué de WikiLeaks, les documents secrets couvrent la période du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2009, après l'invasion américaine de mars 2003 qui a renversé le régime de Saddam Hussein. Les documents révèlent que le conflit a fait 109.032 morts en Irak, selon le communiqué, qui précise que plus de 60 % sont des civils, soit 66.081 personnes. Sur ce total, 15.000 décès de civils n'avaient jusqu'à présent pas été révélés, selon WikiLeaks. Ces chiffres montrent *"que les forces américaines disposaient d'un bilan recensant morts et blessés irakiens même si elles le niaient publiquement"*, a relevé Al-Jazira. Un bilan américain publié officiellement fin juillet faisait état de près de 77.000 Irakiens civils et militaires tués de 2004 à août 2008.

Selon Al-Jazira, les documents font également état de liens entre le Premier ministre irakien sortant Nouri al-Maliki et des *"escadrons de la mort"* qui semaient la terreur au début du conflit. D'autres documents *"révèlent de nouveaux cas impliquant (l'ancienne société de sécurité américaine privée) Blackwater dans des tirs contre des civils"*, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elle. Sur l'Iran, Al-Jazira parle de documents *"détaillant la guerre secrète de l'Iran en Irak, en évoquant le rôle des gardiens de la Révolution en tant que fournisseur présumé en armes des insurgés chiites"*.

Commentaire d'un internaute.

Rien que depuis la seconde guerre mondiale, cette nation a été impliquée soit directement ou indirectement dans les guerres de Corée, du Vietnam, de Somalie, du moyen-orient, du Golfe (1re et 2e), de l'Afghanistan, le bombardement de la Libye, du Soudan, l'invasion de Grenade, du Panama, les renversements de régimes démocratiquement élus (Chili, Vénézuéla...), et on trouve encore le toupet de qualifier ce pays de démocratique, de garant des droits de l'homme (!), c'est le monde à l'envers.

Un article du Point.fr du 25 octobre :

### "Que ferait-on en Amérique sans Fox News ? . (26.10)

Imaginez... Dominique de Villepin, Jean-Marie Le Pen et Jean-François Copé embauchés - et donc payés - par TF1 pour commenter l'actualité politique. C'est ce qui se passe sur Fox News. La chaîne d'information de Rupert Murdoch est devenue le repaire de plusieurs candidats de droite potentiels à la présidentielle de 2012, qui confient régulièrement leurs points de vue sur Barack Obama et ses réformes. L'incontestable star de l'audimat, c'est Sarah Palin, l'ex-gouverneur de l'Alaska et l'égérie du mouvement des Tea Party. Mais il y a aussi Newt Gingrich, l'un des ténors du parti, Rick Santorum, un ex-sénateur, et Mike Huckabee, l'ancien gouverneur de l'Arkansas et ancien candidat aux présidentielles en 2008, qui anime sa propre émission le week-end. Seul Mitt Romney, lui aussi prétendant à la Maison-Blanche en 2008, n'émerge pas au budget de Fox News.

"Fox News semble avoir décidé de n'avoir plus besoin de maintenir même un semblant de neutralité", résume Paul Krugman, le Prix Nobel d'économie et éditorialiste au New York Times. Mais elle n'est pas la seule. MSNBC, le pendant de Fox à gauche, a recruté, elle aussi, des hommes politiques rémunérés. C'est une aubaine pour les candidats. Outre les émoluments, cela augmente leur visibilité, cela leur donne une tribune pour lancer des idées, sans jamais avoir à répondre à des questions déstabilisantes. À tel point que certains candidats, comme Christine O'Donnell en lice dans le Delaware, préfèrent se montrer sur Fox plutôt que de faire des meetings électoraux ou encore de parler à la presse locale.

C'est également parfait pour remplir les caisses de campagne. John Kasich, qui brigue le poste de gouverneur de l'Ohio, a donné une interview sur le site web de Fox News et a appelé à des contributions. Dans les douze heures qui ont suivi, il aurait récolté 21.000 dollars. "*Que ferait-on en Amérique, sans Fox News ? Nous adorons notre Fox, oui !*" clamait récemment Sarah Palin dans un meeting.

Et le grand gagnant est...

La politisation des chaînes du câble n'est pas nouvelle. Mais elle a atteint cette année des sommets. On ne compte plus les présentateurs télé qui se transforment en militants virulents. Glen Beck, star d'un talk-show sur Fox News, a organisé en août un énorme rassemblement religieux à Washington. Sean Hannity, un de ses collègues, a participé à des galas de collecte de fonds pour des candidats républicains. En réponse à Beck, Ed Schultz, l'un des présentateurs de MSNBC, a lancé sa propre manif démocrate début octobre et John Stewart et Stephen Colbert, qui présentent des journaux humoristiques sur Comedy Central, organisent le week-end prochain, encore à Washington, un grand rassemblement "*pour restaurer le bon sens*".

Le rôle de Fox News ne plaît pas à tous les républicains, notamment les autres présidentiables potentiels qui s'estiment défavorisés. Côté journalistes, cela pose aussi des questions déontologiques. Comment une chaîne d'information peut-elle couvrir les élections alors qu'elle emploie toute une brochette de candidats ? Ensuite, Sarah Palin et ses collègues ont signé des contrats d'exclusivité qui leur interdisent de causer aux autres chaînes. Il faut donc d'abord obtenir la permission de Fox News, avant de pouvoir interviewer Palin ! Comme le résumait David Frum, la plume de George W. Bush, les républicains pensaient au départ que Fox travaillait pour eux, mais ils découvrent qu'ils travaillent pour Fox.

Commentaire.

Les Etats-Unis : une démocratie ?

Ici en Inde c'est encore pire, les partis politiques des classes dominantes dans chaque Etat possèdent leur propre chaîne de télévision. Au Tamil Nadu où j'habite, K TV est la chaîne du DMK du Chief minister monsieur Karunanidhi, Jaya TV est la chaîne de l'AIADMK, la chaîne de l'ex-Chief minister madame Jayalalitha, tous les deux font partie du top 10 des familles les plus riches de cet Etat. Une démocratie ?

Un article de 20minutes.fr du 26 octobre :

**« On est loin, en France aujourd'hui, d'une atmosphère révolutionnaire ». (27.10)**

INTERVIEW - Michel Pinçon, auteur avec Monique Pinçon-Charlot du «*Président des riches*», a enquêté sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy... Sociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot viennent de publier *Le Président des Riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* (Ed. La Découverte). Ils sont également auteurs de *Grandes Fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France* (Ed. Payot) et des *Ghettos du Gotha* (Ed. Seuil). Interview

**Dans votre dernier ouvrage, *Le président des riches*, vous écrivez «derrière la façade d'un pouvoir démocratique se dessine ainsi le tableau inquiétant d'un tout autre régime: une oligarchie, un gouvernement de riches pour les riches», qu'est-ce qui vous permet de dire cela?**

Toute une série de faits survenus depuis l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007 ont écorné l'image même de la présidence de la République. Par le langage non châtié qu'il a utilisé parfois publiquement («casse-toi pau' con»), ses promesses non tenues, ses discours contradictoires faisant la promotion de la France qui se «lève tôt» alors qu'il met en place le bouclier fiscal qui profitent essentiellement aux hauts revenus, ont contribué à construire une image de président des riches, alors qu'il est censé incarner l'unité de la nation. Symboliquement, il ne recule devant rien: il fête sa victoire au Fouquet's, sur les Champs Elysées, il annonce qu'il va se retirer dans un monastère pour réfléchir, mais, en fait, il séjourne sur le yacht de Bolloré.

**L'affaire Bettencourt peut-elle être le coup de grâce porté à cette oligarchie?**

Cette affaire est une catastrophe pour la majorité. Il faut comprendre que l'UMP est un parti de réseaux. En faire partie nécessite de faire preuve d'une sociabilité sidérante : recevoir ou être reçus tous les soirs à dîner. C'est un véritable travail social, même si, paradoxalement, ce n'est pas vécu comme tel parce qu'inculqué depuis l'enfance. Or, l'affaire Bettencourt fait apparaître d'un seul coup l'importance des réseaux entre le monde des affaires et l'UMP: les contacts entre Eric Woerth, le ministre du Travail et trésorier de l'UMP, et la famille Bettencourt, le statut de Patrice de Maistre, le trésorier de la famille, un héritier, qui a 34 mentions dans le Bottin mondain et, en plus, se révèle proche de l'UMP, etc.

**Pourtant, Nicolas Sarkozy n'est pas forcément issu de ce monde-là...**

Effectivement, il en est un peu extérieur, pourtant il en est un révélateur. Depuis son élection, les réseaux de l'UMP ne sont jamais apparus aussi nettement.

**En juin dernier, Jean-François Copé s'inquiétait d'une «atmosphère malsaine de nuit du 4 août» en France, en référence à la nuit durant laquelle furent abolis les droits seigneuriaux, en 1789, qu'en pensez-vous ?**

On est loin, en France, aujourd'hui d'une atmosphère révolutionnaire. En revanche, ce qu'il est intéressant de se rappeler c'est que durant la nuit du 4 août, en 1789, la noblesse s'est ralliée à l'abolition des privilèges, et, de fait, aujourd'hui une partie de la droite prend ses distances avec l'entourage du président. «Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner », a déclaré Warren Buffet, l'un des hommes les plus riches du monde. On va incontestablement vers une guerre de classes. Quelle forme cela prendra, c'est évidemment la question. Mais ce n'est pas une guerre à sens unique. A travers le monde, la révolte gronde. Récemment, les ouvriers du textile chinois, bengalais, mais aussi cambodgiens se sont rebellés contre leurs conditions de travail et ce sont des mouvements qui peuvent prendre de l'ampleur et de la résonance.

Un article d'AP du 26 octobre :

### **Evolution de la démographie en France. (titre du site) (27.10)**

Si les tendances démographiques récentes se poursuivent, la France métropolitaine comptera 73,6 millions d'habitants en 2060. A lui seul, le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans progressera de plus de dix millions, selon une étude publiée mercredi par l'Institut national de la statistique. L'INSEE se base sur un scénario dit "central", avec un maintien des tendances démographiques actuelles: 1,95 enfant par femme, un solde migratoire de 100.000 habitants en plus par an, et une progression identique à aujourd'hui de l'espérance de vie.

Selon ce scénario, la France métropolitaine devrait compter 73,6 millions d'habitants au 1er janvier 2060, soit 11,8 millions de plus qu'en 2007, date du dernier recensement.

Le nombre de plus de 60 ans progresserait, à lui seul, de 10,4 millions entre 2007 et 2060: à cette date, 23,6 millions de personnes auraient ainsi plus de 60 ans, soit une hausse de 80% en 53 ans. La hausse est particulièrement importante pour les plus âgés: ainsi, les 75 ans et plus passeraient de 5,2 millions à 11,9 millions, et les 85 ans et plus de 1,3 à 5,4 millions.

De son côté, le nombre de personnes ayant moins de 20 ans augmenterait légèrement. Mais leur part dans la population baisserait, passant de 25% en 2007 à 22% en 2060. Dès 2014, la proportion des moins de 20 ans serait inférieure à celle des 60 ou plus.

Le nombre de personnes âgées de 20 à 59 ans va osciller autour de 33,1 millions sur toute la période: à la baisse jusqu'en 2035, puis à la hausse pour s'établir à 33,7 millions en 2060. Leur part passerait de 54% en 2007 à 46% en 2060.

Pour l'INSEE, "la pyramide des âges de la France métropolitaine de 2060 renvoie l'image d'une répartition de la population par âge très équilibrée". "L'empreinte des grands chocs démographiques passés (Seconde Guerre mondiale et baby-boom) aura disparu de la pyramide des âges en 2060", précise l'institut dans son étude.

A la fin de sa projection, l'INSEE considère que le nombre de naissances ne devrait dépasser les décès que de 30.000. L'âge moyen de la population devrait passer de 39 ans en 2007 à 43 ans en 2035, puis 45 ans en 2060.

Entre la variante haute de la fécondité (2,1 enfants par femme) et le scénario bas (1,8 enfant par femme), l'écart de population est de 7,7 millions d'habitants en 2060.

Dans le cas d'une fécondité importante, la population continuerait à croître à un "rythme élevé" sur toute la période: en 2060, il y a encore 150.000 naissances de plus que de décès. Dans le scénario bas, les naissances sont moins nombreuses que les décès à partir de 2040, et la population se stabilise autour de 70 millions d'habitants.

---

Selon l'INSEE, l'Hexagone devrait compter treize fois plus de centenaires qu'à l'heure actuelle d'ici 50 ans, soit 0,3% de la population. Si les conditions d'espérance de vie sont meilleures, ils pourraient même être 380.000 en 2060, contre 120.000 dans le cas contraire.

A l'heure actuelle, 15.000 personnes de plus de 100 ans vivent en France métropolitaine, soit 13 fois plus que dans les années 1960-1970. Ils représentent aujourd'hui 0,02% de la population, soit un centenaire pour deux ou trois communes en moyenne.

Neuf centenaires sur dix sont des femmes et parmi les personnes de 110 ans et plus, les "supercentenaires", il n'y a quasiment que des femmes, précise l'INSEE.

A 100 ans, une personne sur deux vit encore à domicile, l'autre moitié en institution. La majorité des centenaires vivant encore à domicile habitent seuls. En 2007, 4% étaient en couple, les autres (18%) étaient logés avec une autre personne que leur conjoint, la plupart du temps un de leurs enfants. Les hommes vivent plus souvent chez eux que les femmes: 68% contre 46%.

Le nombre de centenaires devrait progresser de 2.000 par an entre 2010 et 2046, avec cependant une légère baisse entre 2015 et 2019 correspondant au déficit des naissances de la Première Guerre mondiale. A partir de 2046, avec l'arrivée des générations issues du baby-boom, la croissance va atteindre +8.000 centenaires par an.

Avant 100 ans, les deux tiers des nonagénaires vivent chez eux. Mais selon l'enquête Handicap-santé, citée par l'INSEE, la moitié d'entre eux ont des difficultés pour exécuter seuls au moins une des tâches suivantes: se laver, s'habiller, couper sa nourriture, se servir à boire, manger ou boire.

Parmi les nonagénaires évoquant ces difficultés, 44% vivent en maison de retraite, 29% à domicile en couple ou avec un enfant, et 27% vivent seuls. Ceux qui vivent seuls malgré des difficultés bénéficient à 92% d'une aide professionnelle et à 26% d'une aide de leur entourage pour effectuer ces tâches.

Un article de Rue89 du 27 octobre :

### **Inde : l'écrivaine Arundhati Roy fait scandale sur le Cachemire. (29.10)**

L'écrivaine-activiste Arundhati Roy a provoqué la colère de la classe politique indienne le week-end dernier, pour son soutien affiché à la cause indépendantiste de cette région à majorité musulmane, théâtre de manifestations contre les forces indiennes depuis le mois de juin. La question du statut du Cachemire est devenue pratiquement taboue en Inde ces derniers temps.

"Le Dieu des petits riens", par Arundhati Roy. Ainsi lorsque Arundhati Roy, lauréate du Booker Prize et activiste indienne très en vue, s'est prononcée en faveur de l'indépendance de cette région pendant une conférence à New Delhi samedi 23 octobre, les réactions n'ont pas tardé à fuser.

Connue pour son positionnement très à gauche et notamment ses sympathies pour la guérilla maoïste (naxalite), l'auteur du « *Dieu des petits riens* » avait déclaré en présence du leader indépendantiste Syed Ali Gilani :

« *Le Cachemire n'a jamais fait intégralement partie de l'Inde. C'est un fait historique que même le gouvernement indien a accepté.* »

« *Acte de sédition* »

Des propos qui n'ont pas plu à New Delhi et à un cadre du Bharatiya Janata Party (BJP, principal parti d'opposition) de l'Etat d'Uttarakhand (nord) qui a déposé une plainte à la police. La presse indienne évoquait même de possibles poursuites judiciaires contre l'écrivaine pour « *acte de sédition* ».

Défendant qu'elle exerçait sa liberté de s'exprimer en démocratie, Arundhati Roy a expliqué qu'elle ne faisait que répéter « *ce que des millions de Cachemiris et de commentateurs disent depuis des années* ».

Le ministre indien de la Justice Veerappa Moily avait mis en garde l'activiste, rappelant que la liberté d'expression ne devait pas empiéter sur le « *sentiment patriotique du peuple indien* ». Favorable à des sanctions contre l'écrivaine, le BJP a accusé cette dernière de « *menacer* » l'intégrité de la nation, affirmant attendre une réaction de la part du ministre de l'Intérieur.

« *La nation qui met en prison ceux qui réclament justice* »

Arundhati Roy n'a pas tardé à contre-attaquer, s'en prenant au gouvernement indien et à l'establishment en général. Selon le *Hindustan Times* :

« *Je plains la nation qui musèle ses écrivains lorsqu'il disent se qu'ils pensent. Je plains la nation qui met en prison ceux qui réclament justice pendant que les assassins, les escrocs à col-blanc, les pillards, les violeurs et ceux qui exploitent les plus pauvres parmi les pauvres restent libres.* »

Si le gouvernement a vu rouge, il n'aurait cependant pas l'intention de poursuivre l'écrivaine en justice, craignant de mettre à mal le dialogue mis en place récemment avec les représentants politiques du Cachemire, selon le quotidien The Hindu.

Pour le porte-parole du Parti du congrès (au pouvoir) :

« *Pourquoi donner une importance exagérée à quelqu'un qu'occupe pas de poste en politique et n'appartient à aucun parti ? [Arundhati Roy] ne représente qu'elle même.* »

Le Cachemire est en proie à une des vagues de manifestations les plus virulentes depuis l'insurrection de 1989. Plus d'une centaines de Cachemiris sont morts lors d'affrontement avec les forces paramilitaires indiennes depuis la mi-juin, date qui a marqué le début d'un nouveau souffle indépendantiste dans la région.

Commentaire.

La situation qu'Arundhati Roy décrit et dénonce correspond à celle que je vous ai faite dans le site. (lire ma causerie du 26)

# Document

## Articles de presse de novembre 2010

### Table des matières

#### France

##### Economie

- Le "super investor", espèce menacée ou prédateur convalescent? (20.11)

##### Social

- Retraites: le FMI salue une réforme «importante» et «substantielle». (05.11)
- Le planning familial déplore la menace qui plane sur l'IVG. (06.11)
- Futuro lance une carte de paiement qui permet d'épargner pour sa retraite. (06.11)
- Pourquoi la pauvreté touche de plus en plus de Français. (10.11)
- Un rapport dévoile l'état désastreux des tribunaux français. (17.11)
- Parisot veut relancer le dialogue avec les syndicats. (17.11)
- Quel est le profil-type du Français appartenant à la classe moyenne? (20.11)
- Les médecins en France : une démographie préoccupante. (24.11)
- Accidents, les chiffres noirs de l'hôpital. (25.11)
- Ces ménages riches qui vivent dans des HLM. (30.11)
- L'intersyndicale jaune se préoccupe de "la réduction des déficits" et s'en remet à... l'UE ! (30.11)

##### Politique

- Élection tendue à la tête du Conseil économique. (11.11)
- Matignon connaissait depuis un an l'existence d'écoutes téléphoniques illégales. (15.11)
- Le gouvernement Fillon III ancré à droite pour 2012. (15.11)
- La corruption confirmée dans le dossier Karachi. (18.11)
- Sarkozy : qui pourrait faire mieux ? Personne, alors prenez-moi comme je suis. (titre du site) (18.11)
- UMP : « Le chef de l'Etat commence à être encerclé par les réseaux Copé ». (24.11)
- Nicolas Sarkozy et les journalistes «pédophiles» (24.11)
- "Petits arrangements" entre Raymond Soubie et la CGT au Conseil économique. (24.11)
- Et les comptes de campagne d'Edouard Balladur furent validés.... (26.11)

##### Société.

- Un rapport alerte sur la présence de pesticides dans nos assiettes. (30.11)

##### Sciences

- Une équipe du CERN annonce avoir capturé des atomes d'antimatière. (20.11)

#### International

##### Economie

- Riche et puissante, l'Église grecque échappe à l'austérité (02.11)
- Plan d'aide à l'Irlande: une «ignominie» et une «capitulation». (23.11)

##### Social



- Grève nationale de trois jours au Nigéria. (11.11)
- 59 millions d'Américains sans assurance-maladie. (11.11)

### Politique

- Inde : l'écrivaine Arundathi Roy fait scandale sur le Cachemire (02.11)
- La CIA a protégé des milliers d'anciens nazis. (15.11)
- L'Union européenne, aussi une agence de la CIA (titre du site). (16.11)

# Document

**Un article de Rue89 du 27 octobre :**

**Inde : l'écrivaine Arundhati Roy fait scandale sur le Cachemire (02.11)**

L'écrivaine-activiste Arundhati Roy a provoqué la colère de la classe politique indienne le week-end dernier, pour son soutien affiché à la cause indépendantiste de cette région à majorité musulmane, théâtre de manifestations contre les forces indiennes depuis le mois de juin. La question du statut du Cachemire est devenue pratiquement taboue en Inde ces derniers temps.

Ainsi lorsque Arundhati Roy, lauréate du Booker Prize et activiste indienne très en vue, s'est prononcée en faveur de l'indépendance de cette région pendant une conférence à New Delhi samedi 23 octobre, les réactions n'ont pas tardé à fuser.

Connue pour son positionnement très à gauche et notamment ses sympathies pour la guérilla maoïste (naxalite), l'auteur du « Dieu des petits riens » avait déclaré en présence du leader indépendantiste Syed Ali Gilani :

« Le Cachemire n'a jamais fait intégralement partie de l'Inde. C'est un fait historique que même le gouvernement indien a accepté. »

« *Acte de sédition* »

Des propos qui n'ont pas plu à New Delhi et à un cadre du Bharatiya Janata Party (BJP, principal parti d'opposition) de l'Etat d'Uttarakhand (nord) qui a déposé une plainte à la police. La presse indienne évoquait même de possibles poursuites judiciaires contre l'écrivaine pour « acte de sédition ».

Défendant qu'elle exerçait sa liberté de s'exprimer en démocratie, Arundhati Roy a expliqué qu'elle ne faisait que répéter « ce que des millions de Cachemiris et de commentateurs disent depuis des années ».

Le ministre indien de la Justice Veerappa Moily avait mis en garde l'activiste, rappelant que la liberté d'expression ne devait pas empiéter sur le « sentiment patriotique du peuple indien ». Favorable à des sanctions contre l'écrivaine, le BJP a accusé cette dernière de « menacer » l'intégrité de la nation, affirmant attendre une réaction de la part du ministre de l'Intérieur.

« *La nation qui met en prison ceux qui réclament justice* »

Arundhati Roy n'a pas tardé à contre-attaquer, s'en prenant au gouvernement indien et à l'establishment en général. Selon le Hindustan Times :

« Je plains la nation qui musèle ses écrivains lorsqu'il disent ce qu'ils pensent. Je plains la nation qui met en prison ceux qui réclament justice pendant que les assassins, les escrocs à col-blanc, les pillards, les violeurs et ceux qui exploitent les plus pauvres parmi les pauvres restent libres. »

Si le gouvernement a vu rouge, il n'aurait cependant pas l'intention de poursuivre l'écrivaine en justice, craignant de mettre à mal le dialogue mis en place récemment avec les représentants politiques du Cachemire, selon le quotidien The Hindu.

Pour le porte-parole du Parti du congrès (au pouvoir) :

« Pourquoi donner une importance exagérée à quelqu'un qu'occupe pas de poste en politique et n'appartient à aucun parti ? [Arundhati Roy] ne représente qu'elle même. »

Le Cachemire est en proie à une des vagues de manifestations les plus virulentes depuis l'insurrection de 1989. Plus d'une centaines de Cachemiris sont morts lors d'affrontement avec les forces paramilitaires indiennes depuis la mi-juin, date qui a marqué le début d'un nouveau souffle indépendantiste dans la région.

Un article du Figaro.fr du 29 octobre :

### **Riche et puissante, l'Église grecque échappe à l'austérité (02.11)**

Alors que les Grecs sont appelés à voter aux municipales le 7 novembre prochain, le premier ministre promet qu'il n'y aura pas de nouvelles mesures d'austérité «quoi qu'il arrive». Mais, discrètement, il tente de s'attaquer à un colosse: l'Église. Toute-puissante, elle est pointée du doigt par l'opinion publique qui critique sa «mauvaise volonté» car elle refuse de payer les taxes sur ses propriétés que lui réclame le gouvernement qui l'entretient à hauteur de 350 millions d'euros par an.

Georges Papandréou veut porter le taux d'imposition de l'Église, aujourd'hui négligeable, à 20% pour ses biens immobiliers exploités ou exploitables, à 10% sur les legs en espèces et à 5% sur les legs immobiliers et fonciers. Cette annonce soulève un tollé chez les évêques. Plus d'un tiers d'entre eux refusent de s'y plier et font pression sur l'État pour qu'il revienne sur sa décision.

Mais engluée dans des scandales politico-financiers ces dernières années, l'Église, qui n'est pas séparée de l'État, et dont les prêtres ont le statut de fonctionnaire et touchent, en moyenne, 2000 euros par mois, a perdu de sa popularité. La querelle n'est pas nouvelle. Depuis 1945, l'État peine à taxer les propriétés de l'Église. «Tous les gouvernements ont essayé en vain», explique le sociologue Nikos Dimou. «Les prêtres influencent le peuple car 90% des Grecs sont orthodoxes. Et les politiques y sont sensibles», assure-t-il. Et d'ajouter que ce rapport de force est lié à l'histoire du pays. «L'orthodoxie est une identité nationale ici. L'Église se vante d'avoir sauvé le pays des Turcs. La Constitution grecque a été rédigée en 1975 "au nom de la Trinité sainte consubstantielle et indivisible" et l'Église a un avis sur toutes les affaires d'État.»

#### **Premier propriétaire terrien**

Encore aujourd'hui, la rentrée des classes tout comme l'intronisation d'un gouvernement ne peuvent pas se faire sans la bénédiction d'un pape. La mention obligatoire de la religion sur les cartes d'identité a été supprimée en l'an 2000.

La polémique entre l'État et l'Église est d'autant plus vive que le plus grand flou règne sur l'étendue véritable de sa richesse. «Les biens de l'Église ont plusieurs fois été saisis par l'État», rappelle le père Timotheos Anthi, représentant du Saint Synode qui regroupe 77 évêchés dans le pays. Cette fortune, établie sous l'occupation ottomane, est moins prestigieuse qu'autrefois, mais elle reste importante. Le patrimoine foncier de l'Église s'élèverait à un peu plus de 700 millions d'euros avec 130.000 hectares de terres à bâtir, de forêts et de plages faisant d'elle le premier propriétaire foncier du pays.

«Il n'y a que 4% de notre patrimoine qui est exploitable», rétorque le père Timotheos Anthi. «Nous demander 600.000 euros de taxes, c'est parfaitement injustifié.» Et de rappeler que l'Église orthodoxe a dépensé 100 millions d'euros en 2009 pour ses œuvres caritatives et qu'elle est «bien meilleure gestionnaire que l'État». Mais «Dieu lui-même ne connaît le montant de sa fortune», ironise le vice-premier ministre, Théodore Pangalos.

Un article de Libération.fr du 4 novembre :

**Retraites: le FMI salue une réforme « importante » et « substantielle ». (05.10)**

Le chef économiste du Fonds monétaire international Olivier Blanchard a adressé jeudi sur Europe 1 un satisfecit à la France sur sa réforme «*substantielle*» des retraites mais appelé à d'autres réformes sur l'emploi des jeunes ou l'éducation.

Pour M. Blanchard, la France vient de réaliser une réforme «*importante*» et «*substantielle*» des retraites. «*Sera-t-elle suffisante pour toujours, peut-être pas, mais il fallait la faire*», a-t-il enchaîné, insistant: «*c'est une réforme qu'il aurait fallu faire depuis 20 ans*».

L'économiste français d'une institution également conduite par un autre français, Dominique Strauss-Kahn, estime qu'un «*certain nombre de réformes structurelles*» sont encore nécessaires en France. Pour autant, a-t-il poursuivi, «*je ne crois pas que la France soit bloquée au point qu'il y ait une réforme absolument essentielle à faire demain*».

M. Blanchard a évoqué «*la réforme de l'emploi*» des jeunes. Selon lui, le système «*dual*» actuel avec des contrats à durée indéterminée (CDI) et déterminée (CDD) «*ne bénéficie pas aux jeunes*» et doit être rendu «*plus égal*».

«*Encourager l'esprit d'entreprise*»

Tout en se refusant à parler de «*flexibilité*» comme l'y invitait son interviewer Jean-Pierre Elkabbach, le chef économiste du FMI a ainsi prôné une «*protection de l'emploi*» mais qui «*vienne de manière plus douce, au fur et à mesure du temps*».

Il doit être «*possible pour les entreprises de diminuer leur force de travail si elles n'ont pas de commandes*» mais cela «*ne veut pas dire, pas de protection de l'emploi*», a-t-il insisté, «*il en faut une et elle peut être bien meilleure que celle qui existe*».

M. Blanchard a également évoqué «*la réforme financière qu'il faut faire*» mais «*qui est un problème qui se pose à la France et aux autres pays*», la «*grande priorité*» du moment étant de «*réparer le système financier*».

A ses yeux, il est également «*certain*» que «*le système d'éducation en France a besoin de réformes importantes au niveau de l'enseignement supérieur*».

«*On y arrivera mais il y a encore beaucoup de chemin à faire*», a-t-il encore observé, estimant «*d'une manière générale*» que l'esprit d'entreprise était «*certainement plus prévalent*» aux Etats-Unis qu'en France où «*il faut l'encourager considérablement*».

(Source AFP)

## **Un article de Publicsenat.f du 5 novembre :**

### **Le planning familial déplore la menace qui plane sur l'IVG. (06.11)**

Samedi plus de soixante associations manifesteront pour défendre l'IVG. Plus de 35 ans après l'acquisition de ce droit avec la loi Veil, la secrétaire générale du Planning familial, Marie-Pierre Martinet, s'inquiète de la menace qui pèse sur l'accès des femmes dans de bonnes conditions à l'avortement.

### **Samedi, vous croiserez le cortège des retraites dans la rue. Le planning familial fait partie de la soixantaine d'associations qui appellent à la mobilisation demain. Que dénoncez-vous ? Quelles sont vos revendications ?**

Nous revendiquons que les femmes doivent avoir accès à une Interruption Volontaire de Grossesse dans de bonnes conditions, et malheureusement ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, les délais augmentent de manière considérable, parfois les femmes doivent attendre jusqu'à 3 semaines pour accéder à ce service. On les renvoie d'hôpitaux en hôpitaux à cause du plan de restructuration lié à la loi Bachelot. On les met alors hors-délais. Et elles sont contraintes de se faire avorter à l'étranger, pour celles qui le peuvent, bien sûr. Autrement dit, nous demandons une application totale de la loi de 2001 (la loi Aubry qui dépénalise l'IVG, qui repousse le délai légal d'avortement de 10 à 12 semaines et qui autorise les mineures à se faire avorter sans autorisation parentale)

### **La loi n'est donc pas appliquée partout et par tous ?**

Exactement. Le problème c'est que l'IVG n'est pas considérée comme un acte médical comme un autre, comme un acte médical à part entière. Par exemple, dans la pratique, certains médecins ne vont pas jusqu'au délai total, c'est-à-dire qu'ils refusent de pratiquer une IVG après 7 semaines.

Si on choisit de se mobiliser aujourd'hui c'est à cause du constat que certains centres ferment et que l'offre ne répond plus aux besoins. La restructuration liée à la loi Bachelot représente une menace. Notre vigilance est grande notamment sur ce droit d'avorter qui n'a jamais été considéré comme un vrai droit. Il faut tirer la sonnette d'alarme avant qu'il ne soit trop tard !

### **Est-ce une régression ?**

Oui c'est une régression de fait. C'est lié à une conjonction de différents facteurs. Avant, les médecins qui pratiquaient ces interventions étaient engagés. Ils s'engageaient avant tout parce qu'ils connaissaient les conséquences d'un non accès des femmes à la liberté de se faire avorter. Aujourd'hui ces médecins partent en retraite. Par ailleurs, on assiste à une forme de crise du personnel médical obstétrique. Enfin cet acte n'est pas considéré, ni financièrement, ni dans la formation.

Il faut que l'IVG soit intégré comme n'importe quel acte de gynécologie. Si on veut être gynécologue, on doit pratiquer des IVG sinon on ne fait pas de gynécologie.

### **La loi Hôpital est-elle un frein à la bonne application de la loi ?**

Le fait de rationaliser et d'optimiser l'offre de soins en regroupant les hôpitaux et les services créent des difficultés d'accès considérables. Par ailleurs, le regroupement de différents services dans un seul lieu, n'assure pas pour autant un service final fort et avec des moyens importants. Les femmes sont encore mal accueillies.

On compte environ 200 000 femmes qui se font avorter chaque année. Comment nous situons- nous par rapport aux autres pays ? Pourquoi le nombre d'avortement ne diminue pas en France ?

C'est vrai, on est un peu au dessus des autres pays européens dont l'histoire de l'accès à l'IVG est similaire à la notre. On nous donne souvent l'exemple des Pays-Bas, mais ce n'est pas un cas comparable car les femmes travaillent moins qu'en France et n'ont pas une offre suffisante de mode de garde pour les enfants. Donc la question du travail des femmes joue un rôle important.

Par ailleurs, il est vrai qu'il y a un seuil, et selon moi, on n'est pas loin de l'avoir touché.

**L'état de l'accès à l'IVG est-il lié à la prévention faite autour de la sexualité ? Où en est-on aujourd'hui ? Quels sont les chantiers prioritaires en France ?**

Il n'y a pas de relations de cause à effet entre la contraception et le nombre d'avortements. Pour autant, les deux domaines sont extrêmement liés.

Il y a indéniablement un travail à faire sur la prévention dans les classes. La loi de 2001 n'est pas appliquée, on consacre trop peu d'heures à l'enseignement de la sexualité. Travailler à l'accès à la contraception est primordial.

Le problème avec l'IVG c'est qu'on ne peut pas sortir de la moralisation de l'acte : si on avorte, on a fauté. Il y a une hypervalorisation de la maternité. Il y a des phases sociales où on avance et on recule mais on ne peut pas se permettre de reculer sur cette question.

**Vous serez donc demain dans la rue, avec d'autres associations : ne craignez-vous pas que votre mobilisation soit noyée par la manifestation contre la réforme des retraites ?**

Il ne faut pas opposer les droits. Ce n'est pas de chance ! Pour autant du point de vue des féministes les deux, les retraites et l'IVG, sont un enjeu pour les femmes. Le problème est plutôt que pour certains, nous n'avons pas de légitimité à manifester dans la rue pour défendre l'IVG. Aux yeux des gens, l'IVG est actée et garantie par une loi. Ils ne comprennent donc pas ce besoin d'être vigilant et de protéger ce droit.

D'ailleurs on a une très grande difficulté à mobiliser les jeunes, filles et garçons. Quand on a distribué des tracts lors des précédentes manifestations contre la réforme des retraites, les jeunes ne les prenaient pas. Il y a un désintérêt, une banalisation. Ce qui nous inquiète c'est que la vigilance baisse, mais cela est vrai sur tous les droits de ce type.

**L'IVG en France : rappels législatifs**

- **Loi Veil, 1975** : Autorise l'interruption volontaire de grossesse dans un délai de 10 semaines
- **1982 (Loi Roudy)** prévoit le remboursement par la sécurité sociale de l'IVG
- **Loi Aubry, 2001** : L'IVG est dépénalisé, le délai légal d'avortement passe de 10 à 12 semaines et l'autorisation parentale pour les mineures n'est plus nécessaire
- **2002** : Distribution gratuite de la pilule du lendemain aux mineures dans les pharmacies
- **Loi Bachelot, 2009** : Met en place une restructuration hospitalière. Cela a pour conséquence de fermer un certain nombre de centres qui pratiquent les IVG et les personnels qualifiés sont de moins en moins nombreux.
- **Mars 2010** : Roselyne Bachelot, la ministre de la santé annonce une augmentation des moyens consacrés aux IVG

**Un article de 20minutes.fr du 5 novembre :**

**Futureo lance une carte de paiement qui permet d'épargner pour sa retraite. (06.11)**

En plein débat sur les retraites, une carte de paiement d'un nouveau genre va voir le jour lundi prochain. Le principe est simple: chaque achat réalisé permettra au client d'épargner pour sa retraite.

Jérôme Dillard, co-fondateur du programme Futureo, détaille ce nouveau mécanisme à 20minutes.fr.

**Comment vous est venue l'idée de ce programme?**

La question des retraites concerne tout le monde, des jeunes aux personnes âgées. Il s'agit donc d'une proposition innovante à partir de l'idée que votre fidélité chez vos commerçants va vous permettre d'épargner pour votre future pension. Un moyen facile et indolore de mettre de l'argent de côté.

Nous espérons ainsi séduire 600.000 clients en cinq ans, soit 1% du marché des détenteurs de cartes bancaires.

**Concrètement, comme cela va-t-il fonctionner?**

Chacun pourra souscrire au programme sur notre site Internet dès le 8 novembre. Pour 45 euros par an, il obtiendra une carte de paiement Mastercard classique sans devoir changer de banque ou ouvrir un compte.

A chaque fois qu'un client paiera avec cette carte, Futureo créditera son épargne de 0,3 à 0,5 % du montant de cet achat. Les commerçants partenaires verseront de leur côté entre 1 et 10% pour les enseignes physiques et de 5 à 20% pour le web.

Si vous allez par exemple acheter un pantalon à 30 euros dans une enseigne partenaire, vous recevrez 0,16 euro de la part de Futureo et jusqu'à 3 euros de la part du commerçant.

**En quoi est-ce différent d'un programme de fidélité classique ?**

L'innovation est que ces économies vont produire des petits. A partir de 100 euros épargnés avec la carte, le client pourra ouvrir via notre site Internet un contrat d'assurance vie avec Generali pour qui nous sommes courtiers.

Il s'agit d'un contrat tout à fait classique: aucun plafond, la possibilité de retirer les fonds à tout moment et un taux d'intérêt révisable annuellement. A titre d'exemple pour 2009, ce taux était de 3,9%. Ce compte sera alimenté par les achats payés avec la carte mais le client pourra aussi y faire les versements qu'il souhaite.

Un couple qui dépense par exemple 15.000 euros par an avec sa carte de paiement, pourra économiser entre 20.000 et 40.000 euros pour sa retraite en trente ans.

**Commentaires d'internautes.**

1- Si vous en avez les moyens prenez une assurance vie classique. Dans un système financier moins il y a d'intermédiaires, moins il y a de perte en ligne. Attention toutefois dans certains contrats le capital n'est pas garanti à 100% (vous pouvez perdre les intérêts et une partie du capital). Si votre entreprise le propose prenez du Perco (même remarque que ci-dessus). Pour les indépendants si le Madelin marche encore. Pour les autres, inutile de payer un pantalon plus cher pour une ristourne fictive. Achetez en solde si possible et mettez l'argent de côté. Sinon, il y a le système des pièces de 2 euros... Mais ne rêvez pas, pour avoir une retraite équivalente à celle que procure la répartition, il faut investir 8000 euros par an pendant 40 ans (source Aviva).

2- ça fait partie du plan vers la retraite par capitalisation. Notre vieille bonne retraite qui tient grâce à la solidarité nationale vit ses dernières années. L'ultra libéral Sarkozy l'a tuée. Seuls les syndicats et quelques autres ont essayé de résister, mais la population dort.



**3-** Le prix du pantalon évoqué était, avant la mise en place du système, de 26,95 euros...Le client financera son assurance vie sans aucun cadeau de la distribution!!! C'est un baise-couillon, sauf si on a les moyens de payer ce pantalon majoré de 11,3%, ces 11,3% étant recyclés dans la finance dont on connaît la philanthropie légendaire.

## Un article de 20minutes.fr et Reuters du 9 novembre :

### Pourquoi la pauvreté touche de plus en plus de Français. (10.11)

De plus en plus de Français sont incapables de boucler leurs fins de mois. Le nombre de situations de pauvreté observées par le Secours catholique a ainsi augmenté de 2,1% en 2009 (1,48 million de personnes), selon un rapport publié mardi.

*"La crise socio-économique et l'impact sur l'emploi rendent encore plus incertaine l'amélioration des conditions de vie et fragilise davantage les personnes"*, notent ses auteurs.

#### Taux de chômage

La crise a évidemment aggravé la situation avec l'envolée du taux de chômage qui atteint près de 10% de la population active. Mais elle n'est pas seule responsable.

Dans 94% des cas, les personnes aidées vivent sous le seuil de pauvreté, établi à 950 euros par mois. Près d'un tiers (29%) sont de nationalité étrangère.

Si les familles monoparentales sont largement représentées, la part des couples avec enfants augmente: 21,8% des situations rencontrées, contre 20,5% en 2008. *"Lorsqu'un des deux adultes perd son emploi, la famille peut se trouver rapidement en difficulté"*, dit le rapport.

La pauvreté en France touche de plus en plus de jeunes: 11% ont moins de 25 ans, la moitié a moins de 40 ans.

Le fait de percevoir un revenu à la fin du mois ne permet plus forcément d'échapper à la pauvreté. Les actifs représentaient l'année dernière 62% des personnes accueillies par le Secours catholique. Parmi elles, 41,9% sont en recherche d'emploi indemnisé et 18% sont salariées.

*"Ce sont des gens qui ont des revenus et qui, en d'autres temps, ne seraient pas venus nous voir"*, a dit à Reuters François Soulage, président du Secours catholique.

#### Hausse du coût de la vie

En cause: une hausse du coût de la vie qui a augmenté bien plus vite que les salaires. *«Le travail est aussi devenu plus précaire avec l'augmentation du temps partiel»*, explique Brigitte Alsberg, responsable du département enfance et famille du Secours catholique, interrogée par 20minutes.fr.

Le phénomène est identique en ce qui concerne les minima sociaux: leur hausse n'a pas été proportionnelle à celle des prix. *«Ces dispositifs ne sont pas censés aider les ménages à sortir de la pauvreté. Leur montant a cependant beaucoup diminué depuis 1990»*, précise à 20minutes.fr Guillaume Allègre, économiste à l'OFCE.

#### Augmentation des dépenses contraintes

Une situation qui pèse d'autant plus sur les familles que le coût de leurs dépenses contraintes a de l'autre côté augmenté.

*«De nombreux Français n'ont plus de marges financières. 67,9% du budget des familles rencontrées, contre 51,9% l'année dernière, passe dans des dépenses incompressibles comme le loyer, l'énergie ou les transports où les prix ont beaucoup augmenté. Au moindre aléa familial ou professionnel, elles risquent donc de basculer dans le rouge»*, explique Brigitte Alsberg.

*"Les gens disent 'je préfère garder le revenu que j'ai aujourd'hui même si c'est un revenu faible et non déclaré car au moins je peux compter dessus', et ça c'est très grave"*, dit François Soulage.

Le Secours catholique a tenté de mieux comprendre la situation des personnes en difficulté en analysant en détail le budget mensuel de 1.163 foyers.

*"Nous avons été surpris par le résultat: pas une famille qui ne soit en déficit en fin de mois", dit François Soulage. "Ils n'ont aucun degré de liberté".*

Les frais incompressibles, tels que le logement, l'énergie, le transport, ceux liés aux enfants, représentent pour les ménages en difficulté une part très élevée de leur budget, de l'ordre des deux tiers.

A cela s'ajoutent les dépenses dites "*souples*" comme l'alimentation et l'habillement puis les dépenses dites exceptionnelles qui concernent la santé, l'entretien du logement et du véhicule.

*"En l'absence de revenus complémentaires, aucun des ménages que nous aidons ne peut faire face, sans basculer dans l'endettement, à ces charges exceptionnelles",* notent les auteurs du rapport.

Pour faire face, les ménages sont obligés de se débrouiller par tous les moyens en faisant appel aux associations caritatives, à leur famille ou leurs voisins.

*"Ils vivent au jour le jour sans souvent faire valoir leurs droits à des dispositifs qui pourraient les aider, faute notamment d'information suffisante (tarifs sociaux de l'énergie, CMU, RSA, etc.) ou par crainte d'être stigmatisés",* lit-on dans le rapport.

Minima sociaux méconnus.

Le Secours catholique pointe aussi du doigt la méconnaissance des minima sociaux, notamment le Revenu de solidarité active (RSA). *«Ces dispositifs sont souvent mal connus, complexes voire stigmatisant. Nombre de ménages n'y ont donc pas recours»,* analyse Brigitte Alsberg.

*"En juin 2010, le RSA activité a concerné 174.000 personnes. Or, on pensait qu'il y en aurait 600.000 ou 700.000. Nous avons constaté que plus de la moitié des personnes dont on sait qu'elles pourraient le demander ne le font pas",* note François Soulage.

Le RSA-activité *«n'est ainsi perçu que par moins de 50% des personnes qui pourraient en bénéficier»,* précise Guillaume Allègre. Son objectif était pourtant d'apporter un revenu complémentaire aux personnes qui reprennent un emploi pour éviter les travailleurs pauvres.

## Un article de l'AFP et AP du 10 novembre :

### Grève nationale de trois jours au Nigéria. (11.11)

(AFP) Une grève nationale de trois jours, à l'appel des syndicats nigériens pour des revendications salariales, a débuté mercredi notamment dans les services publics, malgré les tentatives de dernière minute du président Goodluck Jonathan pour enrayer le mouvement.

Les écoles publiques sont restées fermées. Les bus des transports publics à Lagos étaient immobilisés. Seuls circulaient les mini-bus et motos utilisés comme taxis privés, avec une circulation à peine moins dense qu'à l'ordinaire et des stations service ouvertes.

Dans plusieurs villes, les banques et les administrations ont gardé portes closes. Dans la capitale administrative Abuja, les services du gouvernement fédéral étaient à l'arrêt.

Alors que les marchés de fruits et légumes étaient ouverts, les grands magasins sont restés fermés, a indiqué à l'AFP Denja Yaqub secrétaire général adjoint du Labour Congress (NLC). "Tous les fonctionnaires ont cessé de travailler, les banques ne fonctionnent pas, les grands magasins non plus... c'est particulièrement le cas ici à Abuja", a-t-il déclaré. Le chef de l'Etat Goodluck Jonathan avait annulé sa visite officielle à Lagos pour rencontrer mardi soir à Abuja les responsables des deux principaux syndicats du pays, le Labour Congress (NLC, centrale ouvrière) et le Trade Union Congress (TUC, cadres).

A l'issue de cette rencontre de près de trois heures, le dirigeant du NLC, Promise Adewusi, avait annoncé le maintien de la grève, malgré l'appel du président nigérien à renoncer à la grève.

Les syndicats devraient à nouveau se rencontrer mercredi.

Ceux-ci réclamaient une hausse du salaire minimum de près de 700% qui stagne à 7.500 nairas (50 dollars) depuis dix ans, malgré une inflation toujours en hausse à deux chiffres.

Après des mois de négociations, les syndicats ont accepté une hausse de 240% à 18.000 nairas (120 dollars) à laquelle le gouvernement tarde à donner son aval depuis trois mois.

Le NLC a prévenu que la centrale avec 42 syndicats affiliés et quelque cinq millions de membres pourrait déclencher une grève illimitée si les autorités ne donnent pas une réponse rapide à leurs revendications.

"C'est une grève d'avertissement. Le principe d'une grève générale n'a pas encore été décidé. Quand nous la décrèterons, ce sera une grève illimitée", a indiqué la NLC.

(AP)

Plusieurs syndicats ont défilé dans les rues du Nigeria, mercredi, pour dénoncer un salaire minimum qui atteint à peine 50 \$ US par mois.

La grève visait à faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte sa promesse de porter à 150 \$ US par mois le salaire minimum — même si les syndicats sont d'avis que ce nouveau salaire sera insuffisant pour permettre à une famille de survivre dans une grande ville comme Lagos, où l'inflation ne cesse de gruger le pouvoir d'achat.

Mercredi, les leaders syndicaux ont prévenu les journalistes qu'une grève plus longue n'est pas à exclure si le gouvernement ne passe pas aux actes.

Le Nigeria récolte des milliards de dollars en revenus chaque année grâce aux ventes de pétrole. Cet argent est habituellement redirigé vers des budgets fédéraux et étatiques, dans un pays fréquemment décrit comme comptant parmi les plus corrompus de la planète.

Des données fournies par la Banque mondiale démontrent que 80 pour cent des 150 millions d'habitants du Nigeria doivent se débrouiller avec moins de 2 \$ US par jour. Plusieurs gagnent leur vie sur le marché noir.

En 2000, l'ancien président Olusegun Obasanjo avait porté le salaire minimum des employés gouvernementaux à environ 7500 naira — l'équivalent de 75 \$ US à l'époque mais de seulement 50 \$ US aujourd'hui. Une inflation galopante qui se chiffrait à 12,4 pour cent l'an dernier amoindrit encore davantage la valeur de ces salaires.

En dépit de négociations de dernière minute avec le président Goodluck Jonathan, le Congrès du travail nigérian et le Congrès des syndicats ont lancé mercredi la grève de trois jours précédemment annoncée. Ils ont annoncé peu de temps après qu'elle prendrait fin à minuit, mercredi soir, après que le gouvernement se soit engagé à tenir parole.

## Un article du Figaro.fr du 11 novembre :

### Élection tendue à la tête du Conseil économique. (11.11)

Foire d'empoigne au Conseil économique, social et environnemental (Cese). À cinq jours de l'élection de son président, l'un des deux postulants, Jean-Pierre Davant, met en garde solennellement : «Si l'on politise à l'excès le Conseil au point d'en faire une annexe de l'Élysée, on le dénature et on le décrédibilise, dénonce le patron de la Mutualité française dans sa lettre de candidature. C'est le sens même de notre Assemblée qui est menacé.» Jean-Pierre Davant estime avoir été trahi par Nicolas Sarkozy qui, après l'avoir poussé à se présenter, soutient Jean-Paul Delevoye, le médiateur de la République, qu'il a nommé parmi les 40 «personnalités qualifiées» et qui s'est déclaré candidat mercredi dans une lettre aux conseillers.

«On prédésigne à la tête de notre Assemblée un homme qui est certes respectable mais qui a été ministre, député, candidat à une présidence de région et à la présidence de son parti (le RPR en 1999, NDLR), s'indigne Jean-Pierre Davant, dans Le Nouvel Observateur. Ce président et ce gouvernement dépassent les bornes de l'acceptable. Ils politisent à l'extrême une Assemblée dont la fonction est de représenter la société civile.» Réponse sans ambiguïté de l'Élysée : «Jean-Pierre Davant n'a le soutien que de la CFDT et pense que, pour l'emporter, il doit politiser la campagne, s'emporte un proche du chef de l'État. C'est un canular, un procès d'intention.»

Si la candidature de Jean-Paul Delevoye porte, selon elle, «le sceau de l'Élysée», la CGT critique surtout «la tentative de reprise en main de notre Assemblée par le pouvoir» après la nomination d'un grand nombre de militants UMP ou de proches du chef de l'État parmi les personnalités qualifiées.

#### La liste Medef-CGPME-CCI retoquée

«On a critiqué la désignation en 1989 par François Mitterrand de Georgette Lemaire (chanteuse des années 1960, NDLR) mais, avec 30 UMP sur 40 noms, c'est bien pire», déplore un conseiller. La CGT n'appelle pas pour autant à voter Jean-Pierre Davant. «Croyez-vous que la CGT s'abstiendrait s'il y avait un risque de politisation au Cese ?», ironise l'Élysée. La CGT est en fait remontée contre la nomination de Raymond Soubie, le conseiller social du chef de l'État. L'architecte de la réforme des retraites - qui vient d'être élu, sans vote contre, à la tête du groupe des personnalités qualifiées - est accusé de vouloir diriger en sous-main le Cese. Il est aussi soupçonné aussi d'avoir proposé à Jean-Paul Delevoye de fusionner les sections du Travail et de la Protection sociale, au détriment de... la CGT qui préside traditionnellement la première. «Je n'ai jamais parlé de la compétence ou la composition des sections, dément Raymond Soubie, dont le parcours justifie, selon lui, sa nomination, et qui affirme ne pas être militant UMP. Et je ne suis ni candidat à une vice-présidence, ni à une présidence de section, ni à un poste de questeur.»

Dernière péripétie : la liste Medef-CGPME-CCI vient de se faire retoquer, faute d'avoir accordé au Centre des jeunes dirigeants (CJD) la place qui lui revient de droit. «On leur a fait part de notre candidat mais ils l'ont ignoré, raconte Michel Meunier, son président. La plus vieille institution française du patronat, qui forme les cadres de demain, mériterait un peu plus de respect.»

**Un article du Monde.fr du 10 novembre :**

**59 millions d'Américains sans assurance-maladie. (11.11)**

Près de 59 millions d'Américains ont passé au moins une partie de l'année 2010 sans assurance-maladie. Beaucoup avaient besoin de soins, a annoncé, mardi, le Centre de prévention et contrôle des maladies (CDC).

Le nombre de personnes dépourvues de couverture santé a augmenté de 4 millions au premier semestre par rapport à la même période en 2008, a précisé le CDC. 'Des adultes comme des enfants ont perdu des assurances privées durant la dernière décennie' et les dispositifs publics ne les couvrent pas tous, a déclaré le docteur Thomas Frieden, directeur du CDC, lors d'une conférence de presse.

Selon M. Frieden, plus d'un adulte sur cinq (22 %) âgé de 18 à 64 ans n'a pas de couverture santé. Les plus de 65 ans peuvent bénéficier du programme public Medicare destiné aux seniors.

Parmi les personnes sur lesquelles porte l'étude du CDC, menée auprès de 90 000 Américains dans 35 000 foyers, plus de 40 % des personnes privées d'assurance sont atteintes de maladies chroniques telles que le diabète, la tension artérielle ou l'asthme.

**Un article de Slate.fr du 14 novembre :**

**La CIA a protégé des milliers d'anciens nazis. (15.11)**

Une histoire secrète de la traque des anciens nazis menée par le gouvernement des Etats-Unis révèle qu'en fait les services secrets américains, à commencer par la CIA (agence centrale de renseignement), ont protégés et accueillis sur le sol des Etats-Unis des milliers de nazis après 1945. Le Département d'Etat a pourtant cherché depuis quatre ans à garder secret ce rapport de 600 pages que s'est finalement procuré le New York Times. Il contient des révélations étonnantes sur des dizaines d'affaires concernant des nazis célèbres.

Ce document décrit la traque posthume du Docteur Josef Mengele, l'ange de la mort d'Auschwitz, dont un morceau de cuir chevelu preuve irréfutable de sa mort au Brésil en 1979 était conservé dans le tiroir d'un bureau d'un fonctionnaire du Département de la justice. Il raconte l'histoire du meurtre d'un ancien SS caché dans le New Jersey sans doute par une organisation juive et l'erreur d'identification par le gouvernement de l'ancien garde du camp de Treblinka, John Demjanjuk, connu sous le nom d'Ivan le Terrible.

Le rapport est un catalogue des échecs et des réussites (plus de 300 nazis démasqués) d'une équipe d'avocats, d'historiens et d'enquêteurs constituée en 1979 par le Département américain de la justice pour retrouver les nazis. Ce qu'il révèle de pire tient à la façon dont la CIA a utilisé de nombreux nazis à son profit. Cette information était connue des historiens mais pas son échelle et son caractère presque systématique.

Le rapport du Département de la justice décrit ainsi *«la collaboration du gouvernement avec les persécuteurs»*, des nazis *«ont bien reçu la permission d'entrer aux Etats-Unis»* tandis que le gouvernement connaissait leur passé. *«L'Amérique qui se vante d'être un refuge pour les persécutés, est devenue dans une moindre mesure, un refuge pour les persécuteurs»*.

Le rapport souligne les oppositions au sein même du gouvernement sur ses questions et estime que le nombre de nazis entrés aux Etats-Unis est de plusieurs milliers mais inférieur à 10.000. Ce qui reste une énigme est la raison pour laquelle le Département de la justice a refusé depuis 2006 de rendre le rapport public affirmant qu'il n'était pas terminé, qu'il ne représentait pas une position officielle et qu'il contenait de *«multiples erreurs et omissions»*.

Il contient aussi une multitude d'histoires peu reluisantes. Comme l'aide offerte en 1954 par la CIA à Otto Von Bolschwing, un collaborateur d'Adolph Eichmann qui l'a aidé à mettre en place la solution finale de la question juive et a ensuite travaillé aux Etats-Unis pour l'agence centrale de renseignements. Dans une série de documents, la CIA étudie le moyen de permettre à Otto Von Bolschwing de nier son passé si celui ci refait surface.

Même chose pour Arthur L. Rudolph, un scientifique nazi qui dirigeait l'usine de munitions de Mittelwerk ou des esclaves travaillaient jusqu'à la mort et a été ensuite utilisé pour les programmes de fusées américains. Il a même été honoré par la NASA et est considéré comme le père de la fusée Saturn V utilisée notamment dans le programme spatial Apollo.

Le Département de la justice américain a aussi apparemment trouvé en 1997 une *«preuve irréfutable»* que la Suisse a bien acheté de l'or aux nazis qui avait été récupéré sur les juifs victimes de l'holocauste. Mais sous la pression du Département d'Etat, la *«preuve irréfutable»* a été passée sous silence.



**Un article de Libération.fr du 14 novembre :**

**Matignon connaissait depuis un an l'existence d'écoutes téléphoniques illégales. (15.11)**

Jean-Louis Dewost, ancien patron de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), avait alerté les services de François Fillon fin 2009 sur l'irrégularité des demandes d'accès aux factures téléphoniques détaillées, a-t-il dit au Journal du dimanche.

*«Nous nous sommes rendu compte en 2009, à l'occasion d'un contrôle chez un opérateur de téléphone, que des demandes de +fadettes+, puis d'écoutes téléphoniques, étaient faites directement, via l'article 20 de la loi de 1991, sans passer par la commission que je présidais», a déclaré M. Dewost, haut fonctionnaire du Conseil d'Etat, qui a présidé pendant six ans la CNIS.*

*«Fin 2009, avant de quitter mes fonctions, j'avais écrit aux opérateurs pour leur préciser que toutes les demandes effectuées directement, fadettes comprises, étaient hors la loi, et j'avais aussi averti les services du Premier ministre», poursuit-il.*

*«Tout le monde était d'accord là-dessus, sur ce point, la position de la commission, y compris aujourd'hui avec mon successeur, n'a jamais changé» assure M. Dewost.*

Dans une note adressée en octobre au ministère de l'Intérieur et révélée mercredi par France Info, le directeur de cabinet de François Fillon, Jean-Paul Faugère, rappelait *«que la loi interdit aux services de renseignement de se procurer directement les factures détaillées auprès des opérateurs de téléphone».*

Ces principes de droit avaient déjà été précisés fin septembre par la CNIS, avait dit à l'AFP Rémi Recio, l'actuel magistrat délégué auprès de la CNCIS. Le recours aux fadettes est soumis à un contrôle hebdomadaire a posteriori par la CNCIS, les demandes étant centralisées au niveau de Matignon.

Le Monde, le Canard enchaîné et Mediapart accusent la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur), dépendant du ministère de l'Intérieur, et l'Elysée d'avoir organisé la surveillance des journalistes couvrant l'affaire Woerth-Bettencourt. Le Monde a déposé plainte contre X et accuse l'Elysée d'avoir violé le secret des sources.

(Source AFP)

## Un article du Figaro.fr du 14 novembre :

### Le gouvernement Fillon III ancré à droite pour 2012. (15.11)

Au final, le nouveau gouvernement compte 30 membres, soit sept de moins que le précédent, et est marqué par le retour d'Alain Juppé - qui devient le numéro deux de la nouvelle équipe - et la fin de l'ouverture. Le nouveau gouvernement compte par ailleurs onze femmes, contre treize précédemment.

Parmi les grands sortants figurent notamment Eric Woerth (Travail), frappé par l'affaire Bettencourt, Bernard Kouchner (Affaires étrangères), Rama Yade (Sports) et Fadela Amara (Politique de la ville). Le gouvernement Fillon III signe en revanche le retour de Xavier Bertrand au poste de l'Emploi, du Travail et de la Santé. Au passage, ce dernier laisse la direction de l'UMP à son rival Jean-François Copé.

Voici la composition du nouveau gouvernement :

- Premier ministre : François Fillon.

#### 22 ministres

- Ministre de la Défense et des Anciens combattants : Alain Juppé succède à Hervé Morin.
- Ministre des Affaires étrangères et européennes : Michèle Alliot-Marie succède à Bernard Kouchner.
- Ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie : Christine Lagarde est maintenue.
- Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, du Transport et du Logement : Nathalie Kosciusko-Morizet succède à Jean-Louis Borloo.
- Ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique : François Baroin est maintenu. Il devient également porte-parole du gouvernement
- Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé : Xavier Bertrand. Il succède à Eric Woerth.
- Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration : Brice Hortefeux conserve ses fonctions.
- Ministre en charge des collectivités territoriales : Philippe Richert (UMP), qui travaillera auprès de Brice Hortefeux.
- Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés : Michel Mercier (centriste) succède à Michèle Alliot-Marie.
- Ministre auprès de la ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des Affaires européennes : Laurent Wauquiez.
- Ministre en charge de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique : Eric Besson succède à Christian Estrosi.
- Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Valérie Pécresse est maintenue.
- Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la vie associative: Luc Chatel.
- Ministre des Sports : Chantal Jouanno
- Ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale : Roselyne Bachelot.

- Ministre de la Culture et de la Communication : Frédéric Mitterand est maintenu.
- Ministre en charge de l'Apprentissage et de la Formation professionnelle : Nadine Morano.
- Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire : Bruno Lemaire est maintenu à son poste.
- Ministre de la Ville : Maurice Leroy (député Nouveau centre et actuel vice-président de l'Assemblée Nationale)
- Ministre auprès du premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement : Patrick Ollier, député UMP des Hauts-de-Seine et compagnon dans la vie de Michèle Alliot-Marie. Il remplace à ce poste Henri de Raincourt.
- Ministre de la Coopération : Henri de Raincourt.
- Ministre auprès du ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales : Marie-Luce Penchard.

**8 secrétaires d'Etat :**

- Secrétaire d'Etat auprès du Ministère du Travail, chargée de la Santé : Norra Berra.
- Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique : George Tron.
- Secrétaire d'Etat en charge du Commerce extérieur : Pierre Lellouche, qui travaillera auprès de Christine Lagarde.
- Secrétaire d'Etat auprès de l'Ecologie, en charge des Transports : Thierry Mariani.
- Secrétaire d'Etat auprès de l'Education nationale, chargée de la jeunesse et de la vie associative : Jeanette Bougrab.
- Secrétaire d'état à la cohésion sociale : Marie-Anne Montchamp, porte-parole et fondatrice du mouvement qui a conduit à République solidaire, le parti de Dominique de Villepin.
- Secrétaire d'état chargé du commerce, de l'Artisanat, des PME, du Tourisme, des services, des Professions libérales et de la Consommation : Frédéric Lefebvre.
- Secrétaire d'Etat en charge du logement auprès de la ministre : Benoist Apparu

## Un article du Monde.fr du 15 novembre :

### L'Union européenne, aussi une agence de la CIA (titre du site). (16.11)

(Titre du Monde.fr : *Des "restitutions illégales" de la CIA pratiquées en Europe après 2001*)

Amnesty International a publié, lundi 15 novembre à Bruxelles, un nouveau rapport sur les pratiques de "restitutions illégales" ("secret renditions" en anglais) de la CIA en Europe, après les attentats anti-américains de 2001. L'ONG invite les gouvernements européens à "rendre justice" aux victimes de ces programmes secrets de transport et de détention, qui ont entraîné des disparitions forcées et des actes de torture.

Le rapport de l'organisation rassemble de nouveaux éléments sur la complicité de plusieurs Etats européens dans ses pratiques dénoncées dès 2006 dans un rapport du Conseil de l'Europe et par le Parlement européen, en 2007 et 2009.

Cinq pays étaient particulièrement visés : le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne et la Roumanie. Des enquêtes ou des procédures judiciaires y sont en cours, ainsi qu'en Lituanie, en Macédoine et en Suède. "On constate une avancée vers la responsabilisation, il ne faut pas laisser s'essouffler cette dynamique", constate Nicolas Berger, directeur du Bureau européen d'Amnesty.

Dans son nouveau rapport, l'organisation apporte de nouveaux éléments sur ce qui a pu se dérouler en Europe.

#### PRISONS SECRÈTES

Récemment, La Lituanie a reconnu l'existence de deux prisons secrètes sur son territoire. Ce centre a pu être visité par des délégués du Comité européen pour la prévention de la torture, ce qui est une première. Une enquête doit désormais veiller à ce que les responsables soient tenus de rendre des comptes.

La Roumanie aurait, elle aussi, hébergé un établissement secret. Les autorités nient toutefois ce qui apparaît de plus en plus comme une évidence, de nouvelles preuves prouvant sa participation au programme des services secrets américains ayant été apportées.

La Macédoine nie, elle aussi, toute action illégale de ses agents mais la Cour européenne des droits de l'homme devra statuer sur sa complicité dans la "restitution" d'un ressortissant allemand vers l'Afghanistan. C'est une autre première.

#### TORTURE

En Pologne, la police des frontières a révélé que sept appareils affrétés par la CIA auraient atterri près d'une prison secrète présumée. Le bureau du procureur poursuit ses investigations et a reconnu le statut de victime à un plaignant.

Au Royaume-Uni, le nouveau gouvernement a admis que le territoire avait été survolé par des vols de "restitution" et a promis une enquête sur l'implication éventuelle d'agents dans des mauvais traitements. En Italie, les autorités invoquent toujours la nécessaire protection des "secrets d'Etat" pour entraver le travail des juges. En Allemagne, il est avéré que des membres des services de renseignement ont eu recours à la torture dans une prison syrienne, mais la victime n'a pas encore obtenu justice.

"L'Union européenne s'est jusqu'ici montrée incapable d'amener les Etats membres à rendre des comptes", déplore M. Berger.

## Un article de Reuters du 16 novembre :

### Un rapport dévoile l'état désastreux des tribunaux français. (17.11)

Un syndicat de magistrats brosse un tableau très sombre de l'état des juridictions françaises, dans un rapport rendu public mardi jour de l'arrivée officielle du nouveau ministre de la Justice, Michel Mercier.

Dans les 165 juridictions visitées, l'Union syndicale des magistrats (majoritaire) dénonce les sous-effectifs, l'accumulation des stocks de dossiers en attente de traitement, les difficultés créées par les réformes multiples ou encore des locaux délabrés ou souvent inadaptés.

Cette enquête confirme les conclusions d'un autre rapport publié en octobre par le Conseil de l'Europe, qui classe la France au 37e rang continental pour le pourcentage du produit intérieur brut (PIB) par habitant consacré à la justice.

Le budget pour 2011 pour la justice est de 7,1 milliards d'euros, soit environ 2,5% du budget de l'Etat. Près de trois milliards vont exclusivement à l'administration pénitentiaire.

Lors de la cérémonie de passation de pouvoirs à Michel Mercier, la ministre de la Justice sortante, Michèle Alliot-Marie, a fait une allusion critique à l'enquête de l'USM, qualifiant de "*ridicules*" certaines de ses affirmations.

L'USM évoque l'eau qui coule sur les murs de la salle des pas perdus à Dunkerque, ou à Sarreguemines, les travaux de toiture en cours et suspendus sine die à Colmar, les bureaux étroits partagés par trois magistrats à Nantes, le tribunal d'Aix-en-Provence hébergé dans une ancienne clinique.

Faute de locaux, les justiciables attendent souvent dans les escaliers ou les couloirs, comme à Vesoul, Paris et Thionville. A Amiens, des câbles électriques courent sur le sol. Les ascenseurs sont un peu partout en panne, ce qui oblige à des transports pénibles de dossiers dans les escaliers.

Il n'y a pas de toilettes publiques dignes de ce nom dans de nombreux palais de justice, et des odeurs nauséabondes y flottent souvent, souligne l'USM.

Dans le plus grand palais de justice de France, à Paris, beaucoup de magistrats n'ont pas de bureau ou pas d'ordinateur attitré et ils doivent travailler chez eux.

Dans des locaux qui datent souvent du XIXe siècle, ou sont bien plus anciens, brancher un ordinateur dans une salle d'audience peut relever de l'utopie, fait remarquer le syndicat.

Très souvent, les juridictions sont éclatées en plusieurs lieux, comme pour les trois sites du tribunal de La Rochelle. A Belfort, le tribunal siège dans les locaux de la mairie.

Il y a de l'amiante dans de nombreux locaux. Les scellés criminels - pièces à conviction - et archives sont conservés dans de mauvaises conditions, voire entassés, ce qui compromet la résolution de dossiers anciens.

Partout, les budgets de fonctionnement sont insuffisants.

Le matériel informatique est obsolète. À Bobigny, deux greffières doivent partager la même cartouche d'encre, mais les matériels de visio-conférence installés à grand frais lors de la réforme de la carte judiciaire sont peu utilisés, car inadaptés ou impossibles à utiliser.

Cette réforme de la carte judiciaire, qui a supprimé 256 juridictions de petite taille depuis 2007, a généré, selon l'USM, d'autres problèmes. Seuls 427 des 900 millions d'euros promis pour les regroupements immobiliers ont été débloqués.

Avec cette enquête, l'USM estime avoir confirmé *"l'existence d'une profonde crise dans la magistrature, morale, financière et juridique"*.

## Un article du Figaro.fr du 16 novembre :

### Parisot veut relancer le dialogue avec les syndicats. (17.11)

La présidente du Medef va inviter lundi les leaders syndicaux afin d'établir «*un agenda social sur les deux années à venir*».

«*Sur la réforme des retraites, le patronat et les syndicats n'ont pas cessé de discuter*». Après que cette réforme a donné lieu à de sérieuses empoignades entre le gouvernement et les syndicats, la présidente du Medef, Laurence Parisot, à qui les observateurs ont reproché son manque de tranchant sur le sujet, veut désormais regarder vers l'avenir. Objectif : relancer le dialogue social. «*Nous croyons à la force du paritarisme*», a-t-elle déclaré ce dimanche sur Europe 1. Et pour cela, elle va inviter les leaders des différentes organisations syndicales à se réunir pour établir un «*agenda social sur les deux années à venir*».

Pour la présidente du Medef, il faut trouver le moyen d'«*accélérer toutes les négociations en cours*», notamment celle sur la modernisation des institutions représentatives du personnel et sur la modernisation du paritarisme. Il faut aussi, selon elle, préparer «*des négociations évidentes sur les régimes de retraite complémentaires Agirc-Arcco*».

«*Le gouvernement doit établir plus de concorde dans notre pays*»

Laurence Parisot attend également beaucoup du nouveau gouvernement. «*Nous attendons du nouveau gouvernement une capacité à établir un peu plus de concorde dans notre pays*», a-t-elle affirmé.

Parmi les principaux dossiers qu'elle évoquera avec eux, le marché de l'emploi. «*Nous ferons un diagnostic du marché de l'emploi*», affirme la présidente du Medef. Fraîchement maintenu à son poste de premier ministre par le président de la République, Nicolas Sarkozy, François Fillon a déclaré dans un communiqué «*s'engager avec détermination dans une nouvelle étape qui doit permettre à notre pays de renforcer la croissance de son économie au service de l'emploi*». Pour la présidente du Medef, la création d'emplois passe par les TPE et les PME. «*Il faut avoir la PME attitude et se montrer solidaire avec ces entreprises, qui peuvent à la fois être les plus fragilisées, mais aussi les premières à repartir*».

«*Continuer à réduire les déficits*»

L'un de ses objectifs sera de rapprocher les juniors et les seniors. «*Il y a une idée fausse qu'on a beaucoup entendu, qui serait de dire: un senior qui reste plus longtemps dans le travail, c'est un emploi pour un jeune en moins*», a-t-elle insisté. «*Il faut que nous, entreprises, nous pensions la relation seniors juniors de la même façon. C'est pourquoi nous réfléchissons à la mise en place de mécanismes de tutorats entre juniors et seniors*».

Qui dit créer plus d'emplois, dit pour cela relancer la croissance. Donc continuer à réduire les déficits pour Laurence Parisot. «*Si nous continuons en ce sens, nous pourrions atteindre les 3% ou 4% de croissance d'ici 2015. Sinon, les questions sociales vont devenir dramatiques*». Le gouvernement a prévu de réaliser au moins 40 milliards d'euros d'économies dans le budget 2011. Objectif : ramener le déficit public de 7,7 % cette année à 6 % fin 2011.

## Un article de Reuters du 17 novembre :

### La corruption confirmée dans le dossier Karachi. (18.11)

La piste d'une affaire de corruption pendant la campagne présidentielle de 1995, susceptible d'impliquer Nicolas Sarkozy, a été confirmée par des auditions de justice, notamment celle d'un ex-ministre.

L'affaire est liée à un attentat-suicide à Karachi le 8 mai 2002 dans lequel furent tuées 15 personnes, dont 11 ingénieurs et techniciens français de la Direction des constructions navales (DCN), travaillant à la construction des sous-marins.

L'ancien ministre de la Défense Charles Millon a déclaré sur procès-verbal que Jacques Chirac avait ordonné après son élection en 1995 l'arrêt du paiement de commissions commerciales au Pakistan en marge de la vente de ces sous-marins, a déclaré à Reuters une source proche du dossier. "Charles Millon a déclaré au juge que cette décision avait été prise en raison de l'existence de rétro-commissions (un retour frauduleux d'une partie de l'argent en France-NDLR)", a déclaré cette source qui a eu accès au procès-verbal de l'audition par le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke.

La piste islamiste évoquée initialement pour cet attentat a été abandonnée et divers renseignements, mais aucune preuve, laissent penser que l'armée pakistanaise a commandité l'attentat en représailles du non-versement d'un reliquat de "commissions".

Charles Millon, ministre de la Défense de 1995 à 1997, a expliqué au juge Van Ruymbeke que la DGSE - les services secrets français - avaient été chargés d'une enquête sur l'affaire et rendaient compte directement à Jacques Chirac.

### UN TRANSIT PAR LE LUXEMBOURG ?

Charles Millon avait déjà évoqué ces faits dans la presse lorsqu'il a dit à Paris-Match cette année qu'il avait été découvert que les "rétro-commissions" avaient financé la campagne présidentielle d'Edouard Balladur, rival de Jacques Chirac dans la course à la présidentielle en 1995.

Par ailleurs, un autre témoin auditionné par le juge Renaud Van Ruymbeke, Gérard Menayas, ancien dirigeant de la DCN, qui construisait les sous-marins, a confirmé que les commissions passaient par le Luxembourg, où deux sociétés, Heine et Eurolux, avaient été créées pour les récolter.

Ce témoin, selon la même source proche du dossier, confirme d'autres éléments du dossier judiciaire, notamment un rapport de la police luxembourgeoise, selon lesquels c'est Nicolas Sarkozy, ministre du Budget (1993-1995) et porte-parole de la campagne Balladur qui avait organisé ce transit au Luxembourg.

Gérard Menayas a également déclaré au juge Van Ruymbeke que d'anciens dirigeants des sociétés luxembourgeoises en question ont tenté en 2006, pour obtenir de l'argent, de faire chanter Nicolas Sarkozy sur le fondement de ce dossier.

Une mission d'information parlementaire a montré que le versement de 84 millions d'euros, soit 10,25% du contrat des sous-marins, avait été convenu lors de la signature de l'accord de vente des sous-marins par le gouvernement Balladur en 1994.

Nicolas Sarkozy conteste toute implication dans une affaire de corruption et a parlé publiquement de "fable" concernant le lien entre supposé entre l'argent et l'attentat.

L'avocat de familles de victimes, Olivier Morrice, a parlé mercredi sur i>Télé de "scandale" et de "mensonges d'Etat".

"Nous avons la preuve aujourd'hui qu'à l'époque, celui qui était ministre du Budget, Nicolas Sarkozy, a validé totalement le système mis en place pour permettre l'arrivée de ces rétrocommissions illicites en France", a-t-il dit en estimant que Nicolas Sarkozy était "au coeur d'un système de corruption".



Deux filles de victimes de l'attentat, Magali Drouet et Sandrine Leclerc, qui sortent un livre sur l'affaire cette semaine, donnent une conférence de presse à Paris jeudi.

Elle relatent dans leur livre que Nicolas Sarkozy a cessé de les recevoir dès que l'affaire de corruption supposée a été évoquée par la presse, y compris à la garden-party du 14 juillet où elles étaient pourtant invitées depuis 2002.

## Un article du Monde.fr du 17 novembre :

### **Sarkozy : qui pourrait faire mieux ? Personne, alors prenez-moi comme je suis. (titre du site) (18.11)**

(Titre du Monde.fr : *Nicolas Sarkozy ou l'oubli de la réalité*)

L'exercice, il est vrai, n'était pas aisé. C'était même, pour parler bref, la quadrature du cercle. Alors même que "l'anti-sarkozysme" s'est ancré, au sens propre du terme, dans la société française, Nicolas Sarkozy, mardi 16 novembre au soir, sur trois chaînes de télévision, devait relever plusieurs défis en même temps pour reprendre en main un destin politique qui semble lui échapper.

Au plus bas dans les sondages, Nicolas Sarkozy se devait d'apparaître crédible pour remonter la pente. Donné battu pour la prochaine élection présidentielle, dans certaines enquêtes, le président de la République devait montrer qu'il ne se laisse pas abattre. Ne figurant plus toujours comme le meilleur candidat de la droite pour 2012, il se devait de montrer qu'il est incontestable. Auteur d'un remaniement gouvernemental qui a, tout à la fois, mis un terme à l'ouverture, mis sur la touche les centristes et mis le paquet sur la mouvance néogaulliste de l'UMP, le chef de l'Etat devait démontrer que les commentateurs se trompent et que, de toute façon, ces "fausses" constatations n'intéressent pas les Français.

Force est de constater que sur tous ces aspects, la prestation de Nicolas Sarkozy n'a pas été foudroyante. Sa force de conviction, qui est un paramètre dominant de sa personnalité, tournait au ralenti. Ou alors, elle avait perdu de sa puissance. Il voulait jouer un personnage qu'il n'est pas sans doute pour faire croire que "le nouveau Sarkozy" est arrivé. Mais c'est comme le Beaujolais, ça revient tous les ans !

On a donc mis l'hyper-activité de côté pour se montrer patelin. En forçant même parfois le trait ce qui ne faisait rien gagner à la prestation. On a aligné des chiffres et des taux, au risque d'être approximatif, voire quelque fois inexact. Certaines démonstrations, comme la délocalisation des fortunes en Allemagne, avaient un petit côté surréaliste qui donnaient une note exotique à l'ensemble.

Mais au-delà de la forme qui constitue rarement le corps d'une politique, c'est le fond qui, au final, retient l'attention. Sur ce point, l'entretien télévisé de Nicolas Sarkozy donne une étrange impression.

D'abord, il y a le déni. Alors qu'il a lui-même voulu donner un coup de turbo à la politique sécuritaire, cet été, en stigmatisant une fraction de la population, les Roms, il assure la main sur le coeur qu'on lui prête des mots et des intentions qu'il n'a jamais eus. Sur ce sujet, comme sur d'autres, Nicolas Sarkozy n'a pas de mémoire. Ou il feint de ne pas en avoir.

Ensuite, il y a le fossé entre les paroles et les actes. L'exemple le plus frappant est sans doute l'écologie. Après avoir lui avoir donné un ministère d'Etat pendant plus de la moitié de son quinquennat, le président a considéré qu'on en faisait trop pour les écologistes, il s'est séparé de Jean-Louis Borloo, maître d'œuvre du Grenelle de l'environnement, le développement durable, privé de l'énergie, a été rétrogradé au sein du gouvernement. Le même constat pourrait être dressé pour la politique de la ville, hissée au rang de ministère dans la nouvelle équipe, pour faire passer la pillule.

Enfin, il y a la défense de cet "intérêt général" qui tourne en boucle dans la rhétorique présidentielle comme pour mieux masquer la réaffirmation d'une politique de défenses d'intérêts particuliers. Les jeunes et les chômeurs, absents du discours élyséen, ne faisaient pas partie, mardi soir, de la défense de l'intérêt national. En revanche, les bénéficiaires du bouclier fiscal et les contribuables redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) y étaient de plain-pied. Il est périlleux, après cela, d'avancer qu'on s'affranchit des idéologies.

**Un article de 20minutes.fr du 18 novembre :**

**Quel est le profil-type du Français appartenant à la classe moyenne? (20.11)**

La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) organise ce jeudi un colloque sur le thème «A quoi rêvent les classes moyennes». Pour l'occasion et pour nourrir les échanges lors du colloque, l'Ifop a réalisé une «Enquête sur la France des classes moyennes». De quoi dresser le portrait-type du Français appartenant à la classe moyenne, ce qui fait quand même 52% de la population.

Son revenu moyen est de 3.762 euros par mois (par foyer), et il estime vivre correctement de ses revenus. La preuve: il considère que son niveau d'endettement est réduit, est satisfait de son statut social, pensant qu'il y a des situations pires que la sienne. Effectivement, il bénéficie moins des aides sociales, que la moyenne des Français, que ce soit la prime pour l'emploi, le RSA, les allocations familiales, ou les bourses d'études pour ses enfants.

Loisirs et études supérieures pour ses enfants

Le Français appartenant à la classe moyenne vit en maison individuelle, est propriétaire de son logement principal, et est satisfait de l'endroit où il vit. Il possède deux voitures, part en vacances chaque année, et se passe rarement de soins médicaux (soins dentaires, optiques, ou généraux).

Il est satisfait de l'établissement fréquenté par ses enfants, et s'ils sont en âge de le faire, ces derniers poursuivent des études supérieures.

Le Français appartenant à la classe moyenne fréquente moins les hard-discounts que la moyenne des Français (43% contre 39%), réussit à économiser quelque 307 euros par mois sur un livret A, et possède une assurance-vie.

Commentaire.

Vous ajoutez ceux qui ont un revenu moyen entre 2.300 et 3.762 euros par mois (par foyer) et l'on doit arriver vers 70% de la population. A vous d'en tirez les conclusions qui s'imposent, à vous de voir lesquelles, on attend vos réactions par courriel, pas le temps ni l'envie de m'étendre sur une question que j'ai déjà traitée à plusieurs reprises dans le site.

Si maintenant vous êtes bornés au point de continuer de penser que les appareils sont le seul obstacle à la mobilisation de l'ensemble de la classe, c'est peut-être parce que vous ne savez pas lire ou que vous êtes sourds. Continuez donc de refuser de regarder la réalité en face, c'est le meilleur de comprendre la situation...

## Un article d'AP du 18 novembre :

### Une équipe du CERN annonce avoir capturé des atomes d'antimatière. (20.11)

Des scientifiques du Centre européen de recherches nucléaires (CERN) ont annoncé jeudi avoir réalisé une percée majeure dans le domaine de la physique en "*capturant*" des atomes d'antimatière.

Une équipe internationale de physiciens du CERN a réussi à créer un atome d'anti-hydrogène et à le piéger assez longtemps pour démontrer qu'il pouvait être étudié en laboratoire. "*Pour nous, c'est une percée car cela signifie que nous pouvons passer à l'étape suivante, qui est d'essayer de comparer la matière et l'antimatière*", a expliqué à l'Associated Press le scientifique américain Jeffrey Hangst, porte-parole de l'équipe. "*Nous pensons réellement que c'était l'étape la plus difficile.*"

L'antimatière, ou plutôt son absence, reste l'un des plus grands mystères de la science. Les experts pensent que la matière et l'antimatière auraient été créées en quantité égale lors du Big Bang, qui a donné naissance à l'univers il y a quelque 13,7 milliards d'années. Mais alors que la matière, dotée d'une masse et occupant un espace, est le composant de base de toute chose existante, l'antimatière a disparu en dehors des laboratoires.

L'équipe du CERN, qui comprend des physiciens de Grande-Bretagne, du Brésil, du Canada, d'Israël et des Etats-Unis, a capturé 38 atomes d'anti-hydrogène pendant un dixième de seconde, selon un article publié dans la revue scientifique britannique "Nature".

Depuis ce premier succès, l'équipe a réussi à capturer des anti-atomes encore plus longtemps. "*Je ne peux pas dire combien de temps, car nous n'avons pas encore publié le chiffre*", précise M. Hangst. "*Mais je peux vous dire que c'est beaucoup plus qu'un dixième de seconde.*"

Les scientifiques sont depuis longtemps capables de créer des particules individuelles d'antimatière comme des anti-protons, des anti-neutrons et des positrons (antiélectrons). Depuis 2002, ils ont réussi à assembler ces particules pour former des anti-atomes, mais jusqu'à récemment ceux-ci ne pouvaient être capturés assez longtemps pour pouvoir être étudiés.

Matière et antimatière sont identiques, mais ont une charge opposée, et s'annihilent au contact l'une de l'autre. "*Cela n'aide pas si (les anti-atomes) disparaissent immédiatement lors de leur création*", souligne M. Hangst. "*Le grand objectif a été de les piéger.*"

Deux équipes étaient en concurrence au CERN pour y parvenir. Celle de "*l'expérience ALPHA*" a vu ses efforts récompensés. L'autre équipe, qui menait l'expérience ATRAP, dirigée par le physicien de Harvard Gerald Gabrielse, a salué les travaux de leurs confrères. "*Les atomes qui ont été piégés ne l'ont pas été très longtemps (...), mais il faut savoir ramper avant de courir*", a déclaré M. Gabrielse à l'AP.

Le grand collisionneur de hadrons (LHC) du CERN, plus grand accélérateur de particules au monde construit à 100m sous terre près de Genève, au niveau de la frontière franco-suisse, n'a pas été utilisé pour l'expérience.

Pour capturer les anti-atomes à l'intérieur d'un champ électromagnétique, les chercheurs ont dû créer de l'anti-hydrogène à des températures inférieures à un demi-degré au-dessus du zéro absolu.

La prochaine étape consiste à mener des expériences sur l'anti-atome, par exemple en observant son comportement sous l'effet d'un laser, précise M. Hangst. "*Nous avons une occasion de réaliser une comparaison vraiment précise entre un système de matière et un système d'antimatière. Cela n'a jamais été fait.*"

Commentaire.

Si j'ai bien compris, en mettant en présence un atome de matière et un atome d'anti-matière, l'atome de matière disparaît. A force de jouer les apprentis sorciers, ils vont bien réussir un jour à créer les conditions propices à un retournement du processus commencé il y a plus de 13 milliards d'années qui se manifeste

par l'extension continu de l'univers, on assisterait alors à une réfraction de la matière sur elle-même jusqu'à sa disparition complète.

La bombe atomique ne leur a pas suffi. En fait, il n'aurait pas fallu que ce genre de recherche se déroule en régime capitaliste, ils se livrent à des expériences sur des éléments fondamentaux de la matière sans savoir ce qui peut en sortir, ce sont des fous furieux !

Le virus du sida, il serait passé du singe à l'homme en Afrique par l'alimentation nous dit-on. On se demande alors pourquoi il n'est pas apparu plus tôt. Autre hypothèse plus probable, j'ai lu il y a déjà une vingtaine d'années qu'il aurait été créé bien plus tôt en laboratoire en Afrique par une équipe de chercheurs américains, et qu'ils en auraient perdu le contrôle ou qu'ils n'auraient pas réalisé alors ce qu'ils avaient créé au cours de leurs manipulations de cellules, qu'un singe aurait été infecté et ainsi de suite.

## Un article de Reuters du 18 novembre :

### Le "*super investor*", espèce menacée ou prédateur convalescent? (20.11)

"*Super Investor*". Si le nom du forum du capital investissement qui a lieu à Paris cette semaine fleure bon l'exubérance et l'optimisme d'avant-crise, certains financiers présents à cette manifestation reconnaissent que l'âge d'or du capital investissement est mort avec la crise.

En dépit ou à cause du climat morose, plus de 700 gérants, consultants ou investisseurs se sont rendus, selon les organisateurs, à cette "*grand-messe*" annuelle du private equity qui se tient dans un palace de la capitale.

"*Pour aller de l'avant, l'industrie du private equity doit accepter (...) que la période de 2004 à 2007 était une anomalie*", a déclaré jeudi lors de ce forum Guy Hands, le gérant du fonds américain Terra Firma.

Le discours très attendu de ce financier emblématique, star déchue de la finance pour certains observateurs, tombe quelques jours après la perte de son procès contre la banque Citigroup, responsable selon lui du rachat catastrophique de la maison de disques EMI, effectué en pleine bulle financière.

C'est durant cette période et grâce à une dette peu onéreuse que les fonds d'investissement ont pu acheter et revendre à une cadence soutenue des entreprises, dégageant des profits record.

La chute de Lehman Brothers en 2008 a brusquement mis fin à ce cycle d'environ quatre ans et la récession qui a suivi a étranglé certaines entreprises, incapables de rembourser la dette levée par les fonds pour les racheter.

## LES ANNÉES "WOODSTOCK" DU PRIVATE EQUITY

Mais durant la période de bulle, surnommée par Guy Hands les "*années Woodstock*" du secteur, la dette bon marché et la fièvre spéculatrice ont assuré des taux de retour sur investissement souvent supérieurs à 20%.

Les gérants des fonds de private equity touchaient alors traditionnellement jusqu'à 2% des capitaux sous gestion, 20% des profits dégagés ainsi que de nombreuses commissions pour le montage des opérations d'acquisition par exemple.

Les fonds ont levé des centaines de milliards de dollars auprès des investisseurs, somme qu'ils ont été incapables de dépenser quand les banques ont brutalement fermé les robinets du crédit. Ces montagnes de liquidités posent maintenant un problème majeur à l'industrie financière.

"*Il y a tout simplement trop d'argent disponible pour que toutes ces liquidités trouvent des "deals" qui offriront des retours sur investissement au niveau de référence de 20%*", a noté Guy Hands, soulignant que plus de 500 milliards de dollars sont actuellement disponibles pour des opérations de LBOs (leveraged buy-outs).

L'immobilisation de ces sommes que les fonds n'arrivent pas à dépenser pèsent sur les rendement et les gérants craignent de ne plus pouvoir lever d'argent frais s'ils ne sont pas capables de dépenser celui qu'ils ont sous gestion.

Les nouvelles règles prudentielles décidées pour empêcher une nouvelle crise financière rendent l'investissement dans le private equity plus onéreux pour les banques et les assurances ce qui devrait tarir les sources de financement des fonds.

Les lobbies de l'industrie financière font régulièrement valoir qu'il n'y aura pas assez de capital disponible pour financer correctement l'économie.

Par ailleurs, le nouveau texte adopté par le Parlement européen pour encadrer les fonds alternatifs impose des obligations de transparence et de communication accrues, une contrainte mal acceptée par le secteur.

## LES EXCÈS DU PASSÉ

Un membre du cabinet du Commissaire européen à la régulation Michel Barnier a été accueilli assez froidement par les financiers présents au "*Super investor*", de nombreux intervenants prenant le micro pour dénoncer des règles inefficaces, inutiles et coûteuses.

La solution proposée par Guy Hands : un retour aux fondamentaux, c'est-à-dire à des investissements sur des durées plus longues, des acquisitions de plus petite taille et un accent sur la croissance organique des entreprises achetées.

Cette position implique de tirer un trait sur les excès du passé mais ne signifie pas non plus des sacrifices inacceptables en termes de rémunération.

*"Non, nous ne pourrions plus introduire en Bourse une société de private equity pour 10 à 20 milliards de dollars, non, nous n'allons pas créer beaucoup de milliardaires", a averti Guy Hands.*

*"Mais nous serons toujours capables de nous faire payer salement (bloody) bien !"*

## Un article de Libération.fr du 22 novembre :

### Plan d'aide à l'Irlande: une «*ignominie*» et une «*capitulation*». (23.11)

Des experts de l'UE et du FMI ont commencé lundi à Dublin à mettre au point les détails d'un vaste plan de sauvetage à l'Irlande, qui pourrait atteindre jusqu'à 90 milliards d'euros, perçu comme une «*reddition*» par une population largement réticente.

«*Une capitulation sans précédent*», une «*ignominie*», «*une reddition éhontée*»: la presse celtique était unanime lundi à condamner l'appel à des bailleurs de fonds étrangers pour résorber la dette astronomique qui plombe l'Irlande.

Dès l'annonce du plan, dimanche soir à Dublin, quelques manifestants s'en sont violemment pris aux voitures des ministres quittant leurs bureaux officiels. L'un des manifestants a été blessé quand il a dû être maîtrisé par la police.

«*Nous ne sommes pas en faillite*», a cependant assuré lundi le ministre des Finances Brian Lenihan, démentant que le FMI allait dorénavant gérer les affaires de l'île et notamment exiger un durcissement d'un délicat plan de rigueur que Dublin doit annoncer mercredi.

#### Réduction des allocations

Brian Lenihan a indiqué que les instances internationales étaient «*globalement satisfaites*» des nouvelles mesures d'austérité, préalables au plan international de sauvetage. Elles prévoient 15 milliards d'euros d'économies d'ici à 2014 afin de ramener à 3% du PIB le déficit public, actuellement de 32%.

Le gouvernement aura fort à faire pour vendre ce plan auprès d'une population à bout de patience. Selon la presse, la potion amère à venir comprend de nouvelles réductions des allocations chômage et familiales ainsi que de nouvelles suppressions d'emplois publics. Brisant un tabou, le gouvernement devrait de plus toucher au salaire minimum.

L'aide à l'Irlande «*est justifiée afin de de sauvegarder la stabilité financière de l'UE et de la zone euro*», ont déclaré dans un communiqué les ministres des Finances de la zone euro et de toute l'UE, dimanche soir en acceptant la demande d'aide formulée par Dublin.

Après plus d'une semaine de démentis et de tergiversations, l'Irlande va ainsi devenir le deuxième pays de la zone euro à bénéficier cette année d'un soutien, après la Grèce au printemps dernier. Le FMI s'est dit prêt à apporter sa contribution par le biais d'un prêt sur plusieurs années.

Entre 80 et 90 milliards d'euros d'aide

Lundi à Londres, le ministre britannique des Finances, George Osborne, a indiqué que le Royaume-Uni allait fournir à l'Irlande un prêt bilatéral d'environ 7 milliards de livres, soit 8 milliards d'euros, dans le cadre de l'effort international.

La Suède, également non membre de la zone euro, envisage un prêt bilatéral de 530 millions à 1,06 milliard d'euros à l'Irlande, selon le ministre suédois des Finances, Anders Borg. Le montant total du plan de sauvetage international n'est pas encore connu. Le gouvernement irlandais a indiqué que «*quelques semaines*» seraient nécessaires afin de parachever les détails de l'aide. Des experts de l'UE et du FMI se trouvent déjà depuis jeudi à Dublin afin d'en étudier les modalités techniques.

Des sources diplomatiques ont cependant indiqué que la somme serait comprise entre 80 et 90 milliards d'euros. La Grèce a obtenu un prêt de 110 milliards d'euros sur trois ans, étant alors dans l'impossibilité d'emprunter à des taux d'intérêt abordables pour refinancer sa dette.

L'objectif est similaire pour l'Irlande à cette différence près qu'il s'agit cette fois principalement d'aider les banques irlandaises en crise, que Dublin a déjà dû renflouer à hauteur de 50 milliards d'euros environ, faisant exploser son déficit public.



Il s'agit aussi d'éviter une contagion à d'autres pays aux finances publiques fragiles de l'Union monétaire, comme le Portugal ou l'Espagne, via la hausse des taux d'emprunts obligataires. La décision d'un plan d'aide à l'Irlande faisait progresser l'euro, lundi matin.

Complément de Reuters.

Repoussant les appels à sa démission, le Premier ministre irlandais Brian Cowen a déclaré lundi qu'il resterait au pouvoir le temps nécessaire pour faire adopter le 7 décembre un budget d'austérité lié au plan de sauvetage UE-FMI, et qu'il dissoudrait le parlement en janvier.

Cowen s'est retrouvé le dos au mur lorsque le Parti des Verts a annoncé qu'il quitterait la coalition après le vote du budget si des élections n'avaient pas lieu en janvier, tandis que les partis d'opposition exigeaient un scrutin anticipé dès avant le budget.

L'intervention du Premier ministre renvoie la balle dans le camp de l'opposition pour ce qui est de faciliter l'adoption de la loi de finances.

La colère de l'opinion publique face à la gestion de la crise par Dublin a cependant atteint un point d'ébullition. Au début de la semaine dernière, Cowen assurait encore que le gouvernement ne négocierait pas de plan de sauvetage.

*"Les gens du pays ne lui font pas confiance (...) Je crois que sa crédibilité est en lambeaux et que la chose digne à faire pour Cowen à l'heure actuelle est de démissionner"*, a affirmé Noel O'Flynn, membre du parti Fianna Fail de Cowen.

Les syndicats, qui organisent une marche anti-austérité le 27 novembre à Dublin, ont prévenu que les mesures budgétaires risquaient de provoquer des troubles sociaux.

Les Verts, partenaires de coalition du Fianna Fail avec six élus, ont annoncé lundi qu'ils soutiendraient le gouvernement jusqu'à l'adoption du budget et la mise en place du plan de sauvetage UE-FMI, mais qu'ils quitteraient la coalition ensuite.

Le vote du budget pourrait être retardé du fait que deux élus indépendants dont dépend la coalition au pouvoir ont menacé de retirer leur soutien à Cowen. L'un d'eux, Michael Lowry, a dit qu'il ne voterait pas la loi de finances si les partis d'opposition du Fine Gael et du Labour n'étaient pas associés à son élaboration, ce qui est des plus improbables.

Le chef de file du Labour, Eamon Gilmore, a déclaré lundi que son parti de centre gauche pourrait former un nouveau gouvernement de coalition avec le Fine Gael (centre droit) en cas d'élections anticipées.

La coalition gouvernementale n'a que trois sièges de majorité et devrait, d'après les sondages, ne plus en avoir que deux à l'issue d'un scrutin partiel organisé le 25 novembre.

**Un article du Monde.fr du 23 novembre :**

**Les médecins en France : une démographie préoccupante. (24.11)**

Médecins âgés, mal répartis géographiquement, avec des jeunes praticiens délaissant la pratique libérale et les zones rurales : les chiffres de la démographie médicale dresse à nouveau un bilan préoccupant pour le système de soins à la française.

Le nombre de médecins par rapport aux habitants n'est pourtant pas en cause : le nouvel Atlas de la démographie médicale en France, publié mardi par le Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM), en recense un total de 261 378 au 1er janvier 2010, dont 216 450 en activité. En trente ans, leur nombre a augmenté de 93,1 %, bien plus que la population.

**UN CORPS MÉDICAL VIEILLISSANT**

En tenant compte seulement des médecins en activité régulière (sans les médecins remplaçants ou temporairement sans activité), la densité moyenne nationale est de 308,8 médecins pour 100 000 habitants. Un chiffre qui masque une réalité préoccupante, car les médecins vieillissent et les départs à la retraite s'annoncent massifs dans les années à venir.

Le nombre de "sortants" de la profession, le plus souvent pour cause de retraite, a progressé en un an de 6,6 %, tandis que les "entrants" n'ont augmenté que de 1,8 %. L'âge moyen des praticiens en activité régulière est de 50 ans et 41,7 % d'entre eux sont âgés de 50 à 59 ans. Les plus de 60 ans représentent 16,1 % du total.

**L'AMBITION DES JEUNES MÉDECINS A CHANGÉ**

Selon le président du CNOM, Michel Legmann, il faut inciter les médecins retraités à rester en fonction en réduisant leurs charges sociales. D'autant qu'un simple remplacement de ces médecins par des plus jeunes ne suffira pas. Ils délaissent en particulier massivement l'exercice en libéral : seulement 8,6 % des nouveaux inscrits à l'Ordre l'ont choisi, alors qu'ils étaient 50 % dans les années quatre-vingt.

Les jeunes praticiens et praticiennes se contentent de rémunérations et d'un confort matériel moins élevés, au profit d'une meilleure qualité de vie. *"On n'est pas ambitieux, pas de maison de campagne, pas de vacances dans les îles. On se contente d'une vie tranquille, le moins d'astreintes possible, et on s'occupe des enfants le mercredi"*, constate M. Legmann.

Or, le système de soins français repose, comme l'a encore rappelé mardi, devant les députés, le ministre du travail et de la santé, Xavier Bertrand, *"sur deux piliers, l'hôpital et la médecine de proximité"*, essentiellement libérale. C'est notamment le cas dans les zones rurales, où de plus en plus de praticiens ne trouvent plus de successeurs.

**LES ZONES RURALES EN PÉNURIE**

Les jeunes médecins ne veulent pas y aller. Et phénomène nouveau, les médecins étrangers – au nombre de 10 165 – non plus. Des collectivités locales ont ces dernières années fait de gros efforts pour les attirer, notamment des Roumains, devenus le groupe le plus nombreux. Mais ces praticiens ont rapidement mis la clé sous la porte, abandonnant la commune rurale et même la pratique libérale au profit d'un emploi salarié en ville. Aussi l'Ordre a-t-il mis en garde les élus contre les pratiques de certaines agences spécialisées dans le recrutement de médecins étrangers.

Autre évolution jugée *"préoccupante"* : la progression du nombre de médecins remplaçants: 10 006, soit + 754 % en trente ans. Plutôt jeunes (38,5 ans), de sexe féminin, la moitié travaillent moins de trois jours par semaine.

L'Ordre a enfin une nouvelle fois pointé l'inégale répartition géographique des médecins, généralistes comme spécialistes. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la mieux lotie avec 374 médecins pour 100

000 habitants, dépassant l'Île-de-France (370) et les autres régions du Sud. Dans le bas du tableau figure la Picardie (239).

Commentaire.

Médecin devrait être une vocation, le futur médecin devrait être animé par un idéal humaniste, soulager la souffrance humaine, etc. Ce devrait être l'un des plus beaux métiers, mais l'on s'aperçoit très vite que c'est la position sociale et la cupidité qui guide les véritables intentions de la plupart des étudiants en médecine, puis les médecins.

Consacrez dix minutes en moyenne à chaque patient, ce n'est pas pratiquer la médecine, c'est de l'abattage pour remplir son compte en banque. Ressortir du cabinet d'un médecin avec une ordonnance bien fournie sans même que le praticien ne vous ait questionné sur votre alimentation ou votre temps de sommeil par exemple, bref, votre mode de vie qui détermine votre état de santé, ce n'est pas vous souhaiter un bon rétablissement, mais vous dire : on se reverra, à bientôt j'espère ! Quant aux médecins étrangers, quand ils viennent de pays où règne la corruption à tous les niveaux de la société : ce sera au petit bonheur la chance ! Je vis en Inde depuis plus de 16 ans, je sais de quoi je cause, j'en ai fait l'expérience à plusieurs reprises !

**Un article de Publicsénat.fr du 23 novembre :**

**UMP : « Le chef de l'Etat commence à être encerclé par les réseaux Copé ». (24.11)**

Une coulouvre de plus. Après la « *claque* » du dernier remaniement, l'aile centriste de la majorité a essuyé une nouvelle déception mardi. C'est l'ancien RPR et proche de Jean-François Copé, Christian Jacob qui a été largement élu à la tête des députés UMP, aux dépens du centriste Jean Léonetti, autre favori. Une élection qui ne devrait pas ramener le calme au centre.

Le rééquilibrage n'aura pas lieu. La succession de Jean-François Copé à la tête des députés UMP aurait pu être l'occasion de faire un geste en direction des centristes, après leur mise à l'écart lors du remaniement. Mais, c'est le député de Seine-et-Marne Christian Jacob, lieutenant de Jean-François Copé, qui a été largement élu chef de file des députés UMP mardi, par 182 voix contre 109 pour le radical Jean Léonetti. Nouveau coup dur pour le député-maire d'Antibes, déjà un temps pressenti pour obtenir le portefeuille de la Santé lors du dernier remaniement, avant de voir le poste lui échapper. Jean-François Copé, qui s'est déjà emparé de l'UMP, garde ainsi avec l'élection de Christian Jacob, une sorte de mainmise sur les parlementaires de la majorité. « *Il est naturel qu'il y ait une symbiose entre le chef de file des députés UMP et le président du parti* », justifie le député UMP Bernard Debré. « *Ça ouvre la porte du parti aux députés* », se félicite-t-il, laissant entendre que cela n'était pas forcément le cas par le passé.

Pour l'UMP Arnaud Robinet, « *l'avantage est que le mouvement et le groupe parlementaire vont travailler main dans la main* ». Le député de la Marne reste persuadé que « *la diversité saura s'exprimer au sein du groupe, et que les responsables des différentes sensibilités sauront se faire entendre* ».

Mais cette élection ne fait pas l'unanimité dans les rangs de la majorité parlementaire. Elle est même jugée « *regrettable* » par Etienne Pinte, proche de François Fillon. « *Nos amis centristes n'ont pas la place qu'ils méritent* », estime le député des Yvelines, qui déplore « *une monopolisation du pouvoir mouvement et groupe au sein de l'Île-de-France et du département de la Seine-et-Marne* ». Jean-François Copé est en effet maire de Meaux alors que Christian Jacob est député-maire de Seine-et-Marne .

Pour le radical Laurent Hénart, cet épisode « *confirme le repli de la majorité sur l'aile droite* ». « *Ça sera dangereux pour tout le monde. La diversité et le partage des responsabilités ne s'organisent pas* », regrette le député de Meurthe-et-Moselle. « *Avec une déroute aux régionales, une réforme qui aboutit à deux mois de mobilisation sociale, et une crise internationale sans précédent, si la réponse c'est la même politique, avec la partie la plus à droite de l'UMP, c'est mal parti pour la suite* », déclare-t-il. Les réseaux Copé

François Fillon devrait-il lui aussi voir d'un mauvais œil l'arrivée à la tête des parlementaires UMP d'un proche de Jean-François Copé ? « *C'est peut-être plus Copé que Fillon le gagnant de la séquence* », estime Laurent Hénart. « *Je ne pense pas* », confie pour sa part, Arnaud Robinet, qui rappelle que le Premier ministre « *a l'ensemble des députés derrière lui* ». « *Christian Jacob devra faire avec l'engagement des parlementaires pour François Fillon* », ajoute-t-il. Même son de cloche pour Etienne Pinte, avec une nuance. « *C'est un caillou, non pas dans la chaussure de François Fillon, mais dans celle du Président* », analyse-t-il. « *Le chef de l'Etat commence à être encerclé par les réseaux Copé* », s'inquiète le député, qui ne voit pas les deux prochaines années comme un long fleuve tranquille pour la majorité parlementaire. « *Ça va provoquer des remous. Je suis sûr que ça va accroître la grogne des centristes* », prévient-il.

**Un article de 20minutes.fr du 23 novembre :**

**Nicolas Sarkozy et les journalistes «pédophiles» (24.11)**

Dérapage? Nicolas Sarkozy a eu une sortie inattendue vendredi soir, lors d'une rencontre informelle avec des journalistes en marge du sommet de l'Otan, à Lisbonne. Interrogé sur l'affaire Karachi, le chef de l'Etat a réfuté les accusations qui le liaient à l'affaire avant d'interpeler un journaliste.

Présent à cet entretien, Thierry Arnaud, journaliste politique de BFM TV, décrit la scène à 20minutes.fr. *«Cette rencontre a duré assez longtemps, environ une demi-heure je dirais. Le premier quart d'heure a été consacré aux questions sur l'Otan et s'est déroulé dans une ambiance détendue. Puis est arrivé le moment des questions sur Karachi, durant lesquelles Nicolas Sarkozy a laissé transparaître son agacement, se souvient le journaliste. Le ton n'est pas monté, il était un peu sur le même registre, tranchant et combatif, que face à Claire Chazal mardi dernier. Il était clairement agacé par deux choses: les accusations qui le liaient à l'affaire Karachi et le fait que la presse, selon lui, ne fasse pas son travail de vérification. De là est arrivé la métaphore du pédophile.»*

Sur le JDD.fr, le journaliste Bruno Jeudy raconte l'épisode en détails. *«Mais écoutez, on est dans un monde de fous. Il n'y en a pas un seul parmi vous qui croit que je vais organiser des commissions et des rétro-commissions sur des sous-marins au Pakistan? C'est incroyable et ça devient un sujet à la télévision, s'énerve le Président. Et vous, j'ai rien du tout contre vous. Il semblerait que vous soyez pédophile... Qui me l'a dit? J'en ai l'intime conviction. Les services. De source orale. Pouvez-vous vous justifier? Et ça devient "je ne suis pas pédophile".»* Par cet exemple, Nicolas Sarkozy entendait donc dénoncer la logique des «on-dit».

Puis le conseiller en communication de Nicolas Sarkozy, Franck Louvrier, lui indique qu'il doit mettre fin à l'entrevue car il est attendu. *«Ça commence à s'agiter un peu, mais rien de spectaculaire. Ce n'est pas la crise de nerf, ce n'est pas l'effroi sur les visages»*, décrit encore Thierry Arnaud selon lequel environ 20 à 30 journalistes étaient présents.

Et le chef de l'Etat d'ajouter: *«c'est sans rancune, hein, le pédophile»* avant de quitter l'assemblée d'un *«amis pédophiles, à demain!»*. C'est la stupeur dans les rangs des journalistes, partagés entre l'envie d'évoquer la scène et le devoir de réserve qu'implique une rencontre en «off». La règle veut que les propos prononcés en «off» ne sont pas destinés à être publiés.

Face à l'énormité des propos présidentiels, l'affaire va néanmoins fuiter. L'Express et Mediapart (lien payant) sont les premiers à dégainer. De son côté, Le Monde évoque la scène de manière voilée, affirmant que Nicolas Sarkozy se défend des accusations d'implication dans le Karachigate en des *«termes outranciers»*. L'AFP publie une dépêche dans la foulée et de nombreux médias lui emboîtent le pas. C'est le moment que choisit Thierry Arnaud pour se livrer, sur BFM TV et sur Twitter. *«Après la publication de la dépêche AFP, j'estime que l'information est tombée dans le domaine public et je ne me sens plus tenu par le «off», explique le journaliste. J'ai été surpris par les propos du Président, c'est une boutade que chacun appréciera.»*

**Un article du Monde.fr du 23 novembre :**

**"Petits arrangements" entre Raymond Soubie et la CGT au Conseil économique. (24.11)**

Le Conseil économique social et environnemental (CESE) est une institution bien singulière. Son nouveau président, Jean-Paul Delevoye, en a fait l'expérience le jour même de son investiture, le 16 novembre. Seul en lice pour la présidence du palais d'Iéna à la suite du retrait du président de la mutualité française, Jean-Pierre Davant, M. Delevoye rappelle dans son discours de présentation que sa candidature a reçu l'assentiment du chef de l'Etat et que ce dernier l'a nommé en tant que personnalité qualifiée, ce qui, a-t-il dit, "*est une marque de confiance et de respect, mais non d'allégeance*".

Puis l'ancien médiateur de la République, qui fut aussi président de l'Association des maires de France (AMF), s'emploie à expliquer aux 233 conseillers de la troisième assemblée française en quoi son parcours l'a, d'une certaine façon, préparé à assumer la présidence du CESE.

Dans cette assemblée à la culture faite, assure son doyen d'âge, "*de rigueur, de doigté et de tolérance*", le président du groupe de la CGT, Thierry Lepaon, demande alors la parole. Il reprend mot pour mot les critiques qu'il a formulées, quelques jours plus tôt, sur la politisation du Conseil et la tentative de reprise en main de cette institution par le pouvoir. M. Lepaon dénonce en termes vifs les choix opérés par le président de la République, n'excluant pas qu'ils s'apparentent "*à l'inscription au tableau d'honneur, aux petits arrangements entre amis, aux remerciements pour service rendu plus qu'au sens de l'intérêt général*".

Ce discours au canon, peu fréquent dans l'enceinte feutrée du CESE, ne manque pas de saveur : car la CGT a d'ores et déjà annoncé qu'elle s'abstiendrait lors de l'élection du président. Or cette décision joue contre la candidature de M. Davant, d'abord soutenue puis lâchée par l'Elysée, et sert indirectement celle de M. Delevoye...

Quoi qu'il en soit, la virulence de l'attaque cégétiste laisse des traces. Le candidat du syndicat à la vice-présidence, Pierre-Jean Rozet, n'obtient pas le nombre de voix suffisant pour être élu, alors que les candidats du Medef, de la FNSEA et même celui de la CFTC remportent leur vice-présidence sans problème. Le président du groupe des personnalités qualifiées, Raymond Soubie, qui n'a pas encore quitté ses fonctions de conseiller social de Nicolas Sarkozy (ce sera fait mardi 23 novembre), ne juge pas la chose à son goût.

La première organisation syndicale française ne peut pas se trouver exclue des instances dirigeantes du CESE, fait observer en substance M. Soubie, qui a toujours manifesté une certaine empathie à l'égard de la CGT. Le futur retraité de l'Elysée va plus loin : il suggère de créer une sixième vice-présidence et demande à ses nombreux amis ou obligés de soutenir cette fois-ci la candidature de la CGT. Ce qui est fait.

Il reste maintenant à entériner, dans le règlement intérieur, la création de cette sixième vice-présidence encore virtuelle. M. Lepaon est désormais fort mal placé pour continuer à dénoncer l'offensive sarkozyste au CESE. Quant au président Delevoye, le voilà averti : il sait qu'il a fort à faire pour rénover le CESE...

## Un article du Point.fr du 24 novembre :

### Accidents, les chiffres noirs de l'hôpital. (25.11)

Le nombre est effarant. Neuf cents "événements indésirables graves" (EIG) surviennent chaque jour, en moyenne, dans l'ensemble des hôpitaux et cliniques français. Et près de 380 seraient évitables puisqu'ils seraient liés à des erreurs médicales. Ce sont les résultats de la deuxième étude Eneis (Enquête nationale sur les événements indésirables liés aux soins) réalisée par la même équipe\* sur un échantillon d'établissements de soins aigus publics et privés.

Il y a deux ans, plusieurs décès tragiques - la mort de deux jeunes enfants dans deux hôpitaux franciliens, le décès d'un patient à qui on n'avait pas trouvé de place alors qu'il souffrait d'un infarctus - avaient déclenché un vif débat autour des erreurs médicales survenant à l'hôpital. Au total, selon les auteurs de l'étude, ce seraient entre 275.000 et 395.000 EIG par an qui surviendraient. Ils touchent surtout des patients fragiles, plus âgés que la moyenne et présentant souvent un état de santé aggravé. Mais une part importante de ces événements est inévitable, car "ils résultent de risques auxquels le patient est exposé dans le cadre de soins optimaux." Tout l'intérêt de l'enquête porte sur les EIG évitables par an (entre 95.000 et 180.000), c'est-à-dire "qui n'auraient pas eu lieu si les soins avaient été conformes à la prise en charge considérée comme satisfaisante au moment de (la) survenue (de l'EIG)".

#### Défaillances humaines

Après analyse approfondie par les médecins, ces événements sont apparus "associés en partie à une pratique médicale sous-optimale, une perte de temps, une rupture dans la continuité des soins, des déviations diverses, par rapport à des protocoles, des règles ou des recommandations." Les auteurs, comme lors de leur étude de 2004, relèvent un nombre important de "défaillances humaines des professionnels, de supervision insuffisante des collaborateurs ou encore de déficit de communication entre professionnels".

Ces événements évitables s'observent dans les services aussi bien de médecine que de chirurgie et peuvent avoir de lourdes conséquences. Le plus souvent, il s'agit d'un prolongement d'hospitalisation, mais, à égalité de fréquence, peuvent survenir une mise en jeu du pronostic vital ou une incapacité à la sortie de l'hôpital et, plus rarement, un décès. Ce sont les actes invasifs (endoscopies, etc.) et chirurgicaux qui sont à l'origine du plus grand nombre d'EIG évitables, suivis par l'administration de produits de santé (médicaments et dispositifs médicaux implantables, comme les pacemakers) et, enfin, par les infections nosocomiales.

Pour les auteurs, il n'existe aucune évolution significative entre 2004 et 2009 de la fréquence des événements indésirables graves survenus pendant l'hospitalisation. Alors qu'à partir d'extrapolations d'études étrangères on estime entre 10.000 et 15.000, en France, le nombre de décès liés aux soins chez les malades hospitalisés, cette étude, comme celle de 2004, ne permet toujours pas d'avancer un chiffre plus précis pour des raisons de fiabilité statistique.

\*Philippe Michel, du CCECQA (Comité de coordination de l'évaluation clinique et de la qualité en Aquitaine) et DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) du ministère de la Santé.

Commentaire.

Encore des intellectuels véreux tout juste capable de taper sur le personnel médical !

Cette situation est le produit du manque d'effectifs et de moyens dans les hôpitaux publics, de la recherche du profit maximum pour ce qui concerne les cliniques privées. Magueswary n'a pas pu se faire opérer du coeur dans un hôpital public, pas de place, délais d'attente trop long, elle s'est donc fait opérer dans une clinique privée, il y a 4 ans et demi. Je soupçonne cette clinique de lui avoir transplanté deux valves mécaniques, alors qu'une seule était endommagée, mais je n'en ai pas la preuve pour les attaquer en justice et je n'ai pas les moyens financiers de faire faire une expertise.

La seule fois où elle a fait un malaise dans la rue et elle s'est retrouvée dans un hôpital public à Aubagne, l'infirmière s'est trompée de médication en intervenant sans doute dans la précipitation, elle n'avait pas dû lire attentivement sa fiche médicale, au lieu de lui administrer un analgésique conforme à sa situation, elle lui a administré de la morphine et failli la faire mourir ! Nous n'avons pas porté plainte évidemment pour ne pas causer de problèmes à cette infirmière. Depuis, elle ne veut plus mettre les pieds dans un hôpital public qu'elle identifie à un mouvoir, comme l'est l'hôpital général de Pondichéry (en Inde).



## Un article du Monde.fr du 25 novembre :

### Et les comptes de campagne d'Edouard Balladur furent validés.... (26.11)

Le Monde de jeudi 25 novembre (daté 26 novembre) relate, par le menu, les débats qui ont déchiré le Conseil constitutionnel, en octobre 1995, à l'occasion de l'examen des comptes de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur.

Président du Conseil constitutionnel à l'époque, Roland Dumas, qui déclare aujourd'hui au Monde être favorable à la publication des procès-verbaux de la séance, actuellement couverts par le secret de la délibération, a pesé de tout son poids lors du vote final. C'est lui qui a donc emporté la décision.

Les comptes de M. Balladur comportaient pourtant une anomalie : le versement suspect de 10,25 millions de francs (1,56 million d'euros), en espèces. Cet argent pourrait provenir de rétrocommissions, selon une hypothèse privilégiée dans l'enquête menée par le juge Renaud Van Ruymbeke sur la vente de sous-marins au Pakistan, en 1994.

Selon les informations du Monde, dès l'ouverture des débats au Conseil, M. Dumas met en garde ses collègues. Les comptes de Jacques Chirac, leur rappelle-t-il, présentent, eux aussi, des recettes injustifiées et une sous-estimation des dépenses. Et il insiste : si on annule les comptes de l'ancien premier ministre, il faudra aussi annuler ceux du président élu.

Il observe que les dépassements chez celui-ci sont "*beaucoup plus sérieux*". "*Peut-on prendre le risque d'annuler l'élection présidentielle et de s'opposer, nous, Conseil constitutionnel, à des millions d'électeurs et ainsi remettre en cause la démocratie ?*", fait-il valoir.

Maurice Faure, éphémère ministre de la justice de François Mitterrand en 1981, rechigne pourtant. "*Je n'accepte pas cette solution*", dit-il. Il est l'un des seuls à s'émouvoir publiquement. Les rapporteurs, eux, continuent de batailler. A quoi donc ont servi leurs investigations si c'est pour capituler ?

M. Dumas décide alors de suspendre la séance. Il demande aux rapporteurs de revoir leur copie et de modifier les modes de calcul qu'ils ont retenus. Les comptes de campagne d'Edouard Balladur seront finalement validés après cinq jours de débats houleux, malgré l'avis négatif des rapporteurs.

Extraits de commentaires d'internautes.

- Donc M Dumas est complice de M Balladur. Est-ce un renvoi d'ascenseur de la part de quelqu'un qui avait lui aussi eu affaire à la justice?

- Le Conseil Constitutionnel, et en première ligne son Président, ont donc accepté de truquer le contrôle des comptes de campagne et se sont donc par définition mis hors la loi. Malheureusement, il y a sans doute une impunité ou au moins une prescription pour ce type de délinquance. Et cela lève un autre doute, les comptes de campagne de 2002 et de 2007 des grands candidats et de ceux élus sont très probablement hors la loi... mais couverts par ces garants de la loi de pacotille.

- "M.DUMAS FAVORABLE A LA PUBLICATION DES DÉBATS" (EN MAJUSCULES). Tel est le titre d'un article p3 du Monde du 26/11/10. Quand on sait que ces débats sont couverts par le secret pendant 25 ans (il faut lire les dernières lignes dudit article en minuscules pour le savoir), on ne comprend pas que les auteurs contribuent ainsi à véhiculer un propos flatteur pour M.DUMAS, alors que ce dernier sait très bien que sa proposition n'est pas réalisable. Pourquoi cautionner cette sorte de mystification ?

Commentaire.

Enfonçons le clou : Le front unique UMP-PS n'a fait que prolonger le front unique UDR-PS, RPR-PS, non, qui l'aurait cru ?

**Un article de Slate.fr du 29 novembre :**

**Ces ménages riches qui vivent dans des HLM. (30.11)**

Des dizaines de milliers de ménages français disposant d'au moins 11.200 euros par mois avec un enfant ou d'au moins 13.500 euros par mois avec deux enfants occuperaient une HLM, révèle La Tribune :

*«Au vu d'une photographie du parc HLM réalisée par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES), 53.000 ménages appartenant aux 10% des foyers les plus riches de France étaient, à la fin 2007, hébergés en HLM, dont 37.000 en Ile-de-France (18.000 à Paris, 19.000 hors de Paris) et 15.000 en province.»*

Le quotidien économique ajoute que ces familles aisées font partie des ménages appartenant au «dixième décile» du classement des revenus sur une échelle qui en compte dix.

Si l'on élargit le nombre de ménages aisés considérés, en prenant également en compte ceux qui appartiennent aux huitième et neuvième déciles de revenus, ce sont 378.000 personnes qui bénéficiaient d'un logement HLM. Ces familles avaient alors des revenus mensuels s'élevant à au moins 5.300 euros avec un enfant, 6.400 euros avec deux enfants. *«Si ces chiffres remontent à 2007, il est à craindre que la situation n'ait pas évolué»,* écrit La Tribune.

Si l'on prend l'exemple de Paris, en 2007, 31,4% des foyers occupant le parc locatif social faisaient partie des 30% des ménages les plus riches de France. En conséquence, 61.000 logements pourraient être théoriquement libérés pour héberger des familles modestes.

Interrogé par le journal, Thierry Repentin, président de l'Union sociale pour l'habitat (USH), explique cette situation par le fait que *«des personnes ont intégré les HLM à un moment où leurs revenus étaient bien moins élevés»* et y sont restées. Le site de L'Expansion explique pourquoi:

*«Les pouvoirs publics encouragent le maintien de foyers qui dépassent les plafonds de ressources pour créer une mixité sociale. Quand leurs revenus dépassent de 20% les plafonds de revenus, ils sont tenus de payer un sur-loyer mais quittent rarement le parc social pour autant.»*

*«A Paris, la présence de nombreux locataires aisés en HLM tient aussi au fait que la capitale connaît une envolée des prix immobiliers, bien supérieure au niveau de vie de nos concitoyens»,* ajoute Thierry Repentin. De fait, Le Figaro soulignait vendredi que le prix moyen du mètre carré (à l'achat) dépassait désormais les 7.000 euros à Paris.

Le président de l'USH souligne cependant qu'il ne s'agit que *«de situations anecdotiques au regard des 4,3 millions de ménages présents en HLM»*. Il promet toutefois de *«ne pas laisser perdurer ces situations»,* rappelant que *«1,2 million de ménages pauvres ou modestes sont sur liste d'attente pour entrer dans le parc social»*.

Commentaire.

Les propos de Thierry Repentin sont scandaleux, il voudrait nous faire croire que les personnes qui disposent d'un revenu entre 5.300 et 13.500 euros par mois, auraient vu leurs revenus grimper de manière vertigineuses au cours des dernières années et qu'elles auraient eu un revenu modeste quand elles ont *«intégré les HLM»*.

**Un article de 20minutes.fr du 29 novembre :**

**Un rapport alerte sur la présence de pesticides dans nos assiettes. (30.11)**

EXCLUSIF - Le nutritionniste Laurent Chevallier est à Paris mardi pour rendre publique une enquête sur le sujet...

Une quarantaine de pesticides et polluants différents dans chacun de nos repas. Voilà ce qui est révélé par l'étude, rendue publique mardi 30 novembre, menée par Générations futures, qui travaille sur les dangers des pesticides.

Cette enquête s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'action sur les causes environnementales du cancer. Elle porte sur les repas types d'un enfant d'une dizaine d'années. *«On a imaginé des menus en prenant en compte les recommandations sur les fruits et légumes, mais aussi les goûters, explique Nadine Lauverja, de Générations futures. Des analyses ont été réalisées par différents laboratoires pour rechercher des cancérigènes.»*

Crise sanitaire

Le résultat est édifiant: jusqu'à quinze pesticides différents dans le saumon ou encore, des pesticides hors réglementation européenne dans les haricots verts et d'autres produits importés d'Asie et d'Afrique.

D'où cette question, posée par Laurent Chevallier, le médecin nutritionniste montpelliérain responsable de l'alimentation au Réseau environnement santé qui participe à l'enquête: *«Que fait la répression des fraudes? Il y a une carence évidente dans les contrôles.» Il s'inquiète de la dégradation sanitaire qu'il observe: «En 25 ans, les cancers ont doublé, avec une augmentation constante chez l'enfant.»*

Et c'est sans compter la progression galopante du diabète, +40% en 10 ans, ou les allergies, multipliées par 5 en 20 ans. Autant de maladies chroniques qui peuvent trouver leur origine dans la modification du métabolisme.

*«Il faut se préparer à une crise sanitaire. Les industriels profitent d'une législation mal adaptée, notamment en matière d'additifs.»* Conservateurs et édulcorants seraient donc présents en quantité très importante dans les aliments.

Mauvaises interactions?

Mais ce que redoute le médecin, c'est le cocktail explosif que représentent, ensemble, tous les résidus de polluants, pesticides et additifs. *«Il est surprenant qu'il n'y ait jamais eu d'analyses sur ça. On sait très bien qu'il ne faut pas mélanger certains médicaments, pourtant. Là, c'est pareil.»*

Et d'enfoncer le clou. *«Nos enfants seront inévitablement touchés par des perturbations endocriniennes, qui a des incidences identifiées sur la reproduction, le métabolisme et le surpoids.»*

Un nouveau signal d'alerte pour Laurent Chevallier qui, en 2008, avait déjà brandi en premier la menace de la présence du bisphénol A dans certains biberons en plastique. Un produit dont l'Europe a interdit l'utilisation il y a une dizaine de jours.

Avec cette nouvelle découverte, Générations Futures et le Réseau environnement santé espèrent interpeller les pouvoirs publics sur *«leurs lacunes»* en termes de contrôles et d'étiquetage.

**Un article d'AP du 29 novembre :**

**L'intersyndicale jaune se préoccupe de "la réduction des déficits" et s'en remet à... l'UE ! (30.11)**

L'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA a annoncé lundi des "initiatives" dans toute la France le 15 décembre contre "l'austérité" et pour la "priorité à l'emploi et la croissance", dans le cadre d'une journée européenne de mobilisation.

*"Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens (...) mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits",* déclarent les syndicats dans un communiqué commun diffusé lundi.

(En reprenant à son compte l'objectif de "la réduction des déficits" réclamée par les marchés, le FMI, la Banque mondiale et l'UE, ces lieutenants du capital s'alignent sur la position de la réaction, l'UMP et le PS, ils se font ouvertement les porte-parole du capital, qui pour parvenir à ce résultat s'attaque à tous les droits et acquis sociaux des travailleurs et justifie ainsi sa politique d'austérité en France et dans l'ensemble de l'UE. - Note du site)

Ils réclament "une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et respectant les impératifs écologiques". "Cela nécessite une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, des investissements publics et privés, un renforcement des régulations de la finance et de l'économie", ajoutent les cinq organisations.

(L'argument du "renforcement des régulations de la finance et de l'économie" est justement celui mis en avant par l'UE et le FMI pour subordonner encore plus les Etats au marché et laisser les mains libres au capital financier... - Note du site)

*"La nécessaire réduction des déficits doit être le fruit d'une autre politique économique et sociale. L'Union européenne doit rapidement consolider les moyens de solidarité vis-à-vis des pays de la zone Euro dont les dettes publiques font l'objet de spéculations financières",* poursuivent les syndicats.

(Fantastique, ces jaunes s'en remettent à l'UE qui est le fer de lance de la politique de saccage de tous nos droits. - note du site)

Contre "le dumping social", ils demandent notamment "la mise en place d'un salaire minimum dans chacun des Etats membres".

(Ils peuvent compter sur l'UE et le patronat qui s'emploient déjà à aligner la législation sociale des pays de l'UE sur le moins social d'entre eux, c'est leur tendre la perche pour qu'ils alignent le salaire minimum de tous les pays de l'UE sur le plus bas d'entre eux. - note du site)

Pour les syndicats, "l'Union européenne doit garantir les droits sociaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence", et "donner les moyens à des services publics de qualité de jouer tout leur rôle".

(Alors que l'Union européenne depuis sa création s'est employée systématique jusqu'à nos jours à liquider l'ensemble des droits sociaux des travailleurs ou à les tirer vers le bas, qu'elle préconise le report de l'âge du départ à la retraite dans tous les pays... L'UE a été fondé exclusivement pour le marché et pour laisser libre cours à la concurrence la plus féroce entre capitalistes, serait capable demain de devenir une institution au service du travail. A bas l'intersyndicale jaune ! - note du site)

*"Face à ces enjeux", les organisations syndicales "interpelleront les décideurs politiques et économiques par des initiatives unitaires sur tout le territoire le 15 décembre 2010".*

(Cela va certainement les empêcher de dormir ! - note du site)

Les syndicats précisent que ces actions seront organisées dans le cadre d'une journée de mobilisation à l'appel de la Confédération européenne des syndicats "*à la veille du sommet de l'Union européenne*".

# Document

## Articles de presse de décembre 2010

### Table des matières

#### France

##### Economie

- Les Français ont misé sur l'épargne de précaution, dit l'Insee. (01.12)
- Brésil, Chine, Inde... : Sarkozy, bon VRP ou beau parleur? (08.12)
- Quand les entreprises du CAC 40 échappent à l'impôt. (20.12)
- Comment les banksters nous rançonnent. (titre du site) (24.12)
- Pourquoi le banquier J. Attali se priverait-il ? (titre du site) (29.12)

##### Social

- Comment ils comptent s'y prendre pour liquider la Sécurité sociale. (titre du site)(02.12)
- Vie associative: près de 16 millions d'adhérents en France en 2008, selon l'INSEE. (11.12)
- Parisot propose aux syndicats un nouvel agenda social. (16.12)
- La pause café coûte cher aux entreprises. (19.12)
- De plus en plus de maisons de retraites privées. (19.12)
- Moins d'enseignants à la rentrée: toutes les académies trinquent. (30.12)

##### Politique

- Interview de Raymond Soubie au journal Les Echos. (titre du site) (06.12)
- Les comptes de campagne de Balladur en 1995 seraient irréguliers. (09.12)
- Karachi: un haut-fonctionnaire confirme les rétrocommissions. (11.12)
- Les consignes très politiques de Hortefeux à ses préfets. (16.12)
- La police aura des yeux partout. (titre du site) (21.12)
- Loppsi 2: «une loi extrêmement dangereuse et régressive». (22.12)
- Les liens entre Nicolas Sarkozy et les laboratoires Servier. (24.12)

#### International

##### Economie

- La BCE au chevet des États et des banques. (02.12)
- Chine : 1500 milliards de dollars pour 7 secteurs stratégiques. (03.12)
- La première grosse banqueroute en Russie depuis l'affaire Loukos. (titre du site) (06.12)
- La BCE tient à bout de bras la zone euro. (07.12)
- Dettes : «la crise va empirer». (09.12)
- Le complot des grandes banques américaines. (titre du site) (13.12)
- La Banque centrale européenne pourrait être renflouée. (16.12)
- Dette : les États complices de la BCE et des banquiers. (titre du site) (18.12)
- L'austérité va faire un million de pauvres au Royaume-Uni. (18.12)
- Blé, coton, sucre, caoutchouc : pourquoi les prix s'envolent. (24.12)

##### Social

- Régime martial pour les aiguilleurs espagnols. (12.12)
- Les saisies immobilières repartent de plus belle aux États-Unis. (30.12)

##### Politique

- 4.058 agences gouvernementales surveillent les citoyens américains. (21.12)

# Document

**Un article de Reuters du 30 novembre :**

## **Les Français ont misé sur l'épargne de précaution, dit l'Insee. (01.12)**

La crise économique et financière a incité les ménages français à réorienter leur patrimoine vers les produits les plus sûrs, à l'exception de l'épargne-logement, pénalisée par une fiscalité moins favorable, montre une étude de l'Insee publiée mardi.

Cette enquête, qui a porté sur plus de 15.000 ménages entre octobre 2009 et mars dernier, montre notamment une désaffection pour les valeurs mobilières (actions, sicav et FCP): la part des foyers détenant de telles valeurs est revenue à 19,3%, contre 24,2% en 2004. Le Plan d'épargne en actions (PEA) subit ainsi son premier recul depuis sa création en 1992.

A l'opposé, les placements liquides et peu risqués, comme le Livret A ou le Livret bleu, ont encore progressé, malgré des rémunérations relativement faibles. Au total, 84,7% des ménages détiennent des livrets défiscalisés, soit un gain de pénétration de 2,1 points en six ans.

Une hausse que la généralisation à l'ensemble des banques de la distribution du Livret A a sans doute favorisée, tout comme le vieillissement de la population, ces placements figurant parmi les favoris des retraités.

L'encours cumulé du Livret A et du Livret de développement durable (LDD, ex-Codevi) a légèrement reculé en octobre selon les derniers chiffres de la Caisse des dépôts et consignations mais il a augmenté de près de 4,7 milliards d'euros depuis le 1er janvier, pour atteindre 259,3 milliards.

## **58% DE PROPRIÉTAIRES DE LEUR RÉSIDENCE PRINCIPALE**

La crise n'a pas remis en cause, au contraire, la tendance de fond au développement de l'assurance vie puisque 41,8% des ménages détenaient un contrat d'assurance vie ou d'assurance décès cette année, contre 35,3% en 2004 et 34,6% en 1998.

Mais là encore, la sécurité est privilégiée: *"59,8% des détenteurs d'assurance vie n'ont que des contrats d'assurance vie en euros, moins risqués que les contrats multisupports investis pour partie en actions"*, précise l'Insee.

Parallèlement, le plan d'épargne populaire (PEP) a poursuivi sa décrue (4,4% des ménages en détiennent un contre 9,2% il y a six ans et 14,9% il y a 12 ans) tandis que son successeur le Perp (plan d'épargne retraite populaire), créé en 2003, décolle lentement, avec 4% de détenteurs.

Du côté de l'immobilier, si la France est encore loin d'être le *"pays de propriétaires"* que Nicolas Sarkozy appelait de ses vœux avant son arrivée à l'Élysée, la tendance reste à la hausse: 58% de la population est propriétaire de sa résidence principale, soit une progression de 2,3 points en six ans.

En outre, *"la part de ménages propriétaires de logements de rapport a augmenté de près de trois points entre 2004 et 2010"*, précise l'Insee, ce qui peut s'expliquer par le succès, ces dernières années, de dispositifs d'incitation fiscale à la construction (loi Robien et exonération des intérêts d'emprunt).

Paradoxalement, l'enquête souligne la *"désaffection"* marquée des ménages pour l'épargne-logement, dont les produits affichent le plus net repli sur la période 2004-2010.

"Alors qu'en 2004, comme en 1998, plus de quatre ménages sur dix détenaient de l'épargne-logement, ils ne sont plus que trois sur 10 en 2010. Ce niveau est inférieur à celui constaté au début des années 1990", soulignent les auteurs de l'étude.

Cette évolution est due quasi-exclusivement au Plan d'épargne-logement (PEL), dont le régime législatif et fiscal a fortement évolué ces dernières années, avec la mise sous condition de la prime d'Etat et la fiscalisation des intérêts de plus de 10 ans.

"Le PEL s'est ainsi recentré sur son objet premier: faciliter l'acquisition d'un bien immobilier", résume l'Insee, avec pour conséquence "une décollecte massive et une forte baisse d'encours" depuis janvier 2006, au profit apparemment de produits d'épargne longue, comme l'assurance vie.



## Un article du Figaro.fr du 1er décembre :

### La BCE au chevet des États et des banques. (02.12)

Le sauvetage de l'Irlande a rappelé, s'il en était besoin, que la crise financière qui secoue l'Euroland appelle deux réponses: un soutien aux banques et un renflouement des finances publiques. Les vingt-deux gouverneurs de la Banque centrale européenne vont devoir apporter leur contribution sur chacun des deux volets. « *Le marché espère tout d'abord une poursuite des apports de liquidités à des conditions relativement exceptionnelles pour aider les établissements bancaires les plus fragiles. La BCE devrait aussi indiquer qu'elle continuera d'acheter des titres de dette des États les plus fragiles* », résume Jean-Paul Bethèze, le directeur des études du Crédit agricole.

Fin tacticien, Jean-Claude Trichet a laissé entendre dès mardi, devant les parlementaires européens, que des achats de titres publics étaient « *en cours* » et qu'ils se poursuivraient. Il est prématuré d'en parler « *à ce stade* », a-t-il dit sous forme de préterition, tout en annonçant de prochaines décisions. Selon l'agence Bloomberg, « *trois traders* » ont fait état mercredi d'achats de titres irlandais par la BCE, deux autres opérateurs de marché en ont identifié au profit du Portugal.

Le poids des mots et le choc des actes: le président Trichet a ainsi réussi à renverser la vapeur sur les marchés. Après quatre séances baissières, les Bourses ont rebondi en Europe, le CAC 40 s'adjudgeant 1,63% à Paris.

Il semble toutefois exclu que la BCE s'engage sur une enveloppe précise. Depuis le 9 mai, où la décision de principe en a été prise, on sait seulement qu'elle a acheté pour 67 milliards d'euros de titres, selon ses propres statistiques. De même, Francfort a précisé lundi que ses interventions avaient atteint 1,3 milliard d'euros la semaine passée. Un doublement par rapport aux semaines précédentes.

#### Procédures exceptionnelles

« *On ne s'attend pas à ce que le conseil des gouverneurs fasse des annonces très surprenantes sur ces achats qui visent à assurer la liquidité des marchés, mais qui enfreignent l'interdiction faite à la BCE de renflouer les États* », estime Luca Silipo, économiste à Natixis. Le seul fait de maintenir officiellement ces opérations, dénoncées avec véhémence par Axel Weber, le président de la Bundesbank, en mai puis en octobre, constituerait pourtant un événement en soi.

Sur le second volet, le refinancement des banques, la BCE va devoir dire si elle maintient ses fournitures de liquidité à trois mois, à taux fixe et en quantités illimitées. Ces procédures exceptionnelles, mises en œuvre à l'automne 2008, viennent normalement à échéance début 2011. Jürgen Stark, membre du directoire de la Banque, a préconisé publiquement, et pas plus tard que le 18 novembre, « *leur suppression progressive* ». Mais depuis lors, la situation des banques irlandaises, voire espagnoles, s'est détériorée.

Les analystes de Morgan Stanley préconisent même d'instaurer à nouveau des refinancements à un an de façon à « *soutenir le système bancaire* ». Quitte à durcir les critères de sélection des collatéraux (les titres que les banques déposent à la BCE à titre de gage pour les liquidités qu'elles reçoivent). « *Je me réjouis du rôle extrêmement actif à nos côtés que joue la Banque centrale européenne* », a déclaré mercredi Christine Lagarde. La ministre de l'Économie s'est abstenue de donner le moindre conseil. Mais chacun sait que le pouvoir d'une banque centrale est théoriquement illimité, la création de monnaie se faisant ex nihilo. De quoi faire rendre gorge aux marchés si on est convaincu que ces derniers se trompent.

## Un article du Point.fr du 1er décembre :

### Comment ils comptent s'y prendre pour liquider la Sécurité sociale. (titre du site)(02.12)

(Titre du Point : *Monopole de la Sécurité sociale : la fin d'un tabou ?*)

Le système de sécurité sociale à la française est-il intouchable ? Collectif, fondé sur la solidarité, il fait officiellement l'unanimité dans la classe politique comme dans l'opinion publique. Année après année, les réformes tentent de colmater les brèches du système, sans toucher à son fondement. Pourtant, ce n'est un secret pour personne, le déficit de la "Sécu" devrait atteindre 23 milliards d'euros en 2011 et les inégalités augmentent : à titre d'exemple, 20 % des retraités perçoivent aujourd'hui 49 % des remboursements.

Mais à y regarder de plus près, la majorité pourrait bien amorcer discrètement le débat sur un système concurrentiel. Et alors que la dette française atteindra le record de 87,4 % du PIB en 2012, certains estiment même que le gouvernement est bel et bien en train de préparer le terrain pour une réforme en profondeur. Le 24 novembre, en lançant une "vaste concertation nationale" sur le thème de la dépendance, François Fillon déclarait ainsi que les discussions seraient "élargies à toute protection sociale", notamment dans le but de "fixer la part des régimes obligatoires et complémentaires et diversifier les modes de financement" - sans soulever de vague de protestations particulière. Quelques jours plus tard, la ministre en charge du dossier, Roselyne Bachelot, s'interrogeait dans les colonnes du Figaro sur ce que "pourrait être la part de l'assurance (privée) par rapport à la solidarité". "Les Français devront s'exprimer..."

#### Tabou politique

Pour le sociologue Gérard Mermet, le débat sur la dépendance, "qui a l'avantage d'être moins polémique", pourrait donc être un moyen de commencer à aborder la question d'une réforme du système. D'autant qu'à ses yeux, "les Français, (qui) ont toujours bien perçu leur système notamment à cause de l'image positive qu'on leur renvoyait partout dans le monde", commenceraient à douter, même si le sociologue reste persuadé qu'ils ne sont pas prêts à aborder le sujet sur le terrain politique.

Édouard Fillias, fondateur du parti Alternative libérale, pour l'heure retiré de la vie politique et qui milite depuis longtemps pour la fin du monopole de la Sécurité sociale en France, tient le même type de discours. "Si la Sécurité sociale en tant qu'institution a, en effet, une mauvaise image, le concept, lui, celui d'un service public de la solidarité, est toujours très populaire" explique-t-il. "Et c'est l'unanimité du monde politique à ce sujet qui en fait un tabou extrêmement sensible." Exception faite d'Alain Madelin - qui avait proposé la mise en concurrence des caisses régionales d'assurance maladie -, aucun homme politique ne s'est, à ce jour, lancé dans le débat.

#### Directives européennes

Depuis vingt ans, la question du monopole de la Sécu ne se pose pour le grand public que de façon très marginale, notamment à coups de reportages sur le "Mouvement pour la liberté de la protection sociale". Souvent jugée extrémiste, cette association créée par l'ultra-libéral Claude Reichman a creusé son trou médiatique en affirmant que la Sécurité sociale devrait être soumise à la concurrence depuis des directives européennes datant de 1992. Les autorités françaises et européennes ont maintes fois contredit cette théorie. Si elles reconnaissent que l'UE a mis en place un marché unique de l'assurance privée, elles rappellent qu'il ne concerne pas les régimes de sécurité sociale des États mais les régimes complémentaires. Pourtant, comme Reichman, un certain nombre de personnes sont passées à l'acte en "claquant la porte de la Sécu"... Au prix d'interminables poursuites en justice.

Pour le très libéral Édouard Fillias, qui a lui-même tenté de quitter la Sécu - avant d'y revenir -, l'obligation de cotiser à la Sécurité sociale est bel et bien toujours en vigueur. À ses yeux, la "prise de conscience" des Français pourrait passer par une "phase de transition", celle du "salaire complet". "Les Français ne se rendent pas compte de ce qu'ils payent", explique-t-il. "Mais s'ils faisaient l'expérience de toucher leur salaire complet, sans prélèvements, et faisaient eux-mêmes leur chèque à la Sécu, ils réaliseraient ce que cela représente." Édouard Fillias est prêt à le parier : "Le sujet va sortir." Mais pas maintenant. "Plutôt entre deux élections..."

## Un article du Figaro.fr du 3 décembre :

## **Chine : 1500 milliards de dollars pour 7 secteurs stratégiques. (03.12)**

Pékin veut privilégier les industries à forte valeur ajoutée.

Une fois de plus, en Chine, les chiffres avancés donnent le vertige. Pékin envisagerait d'investir 1500 milliards de dollars, sur les cinq prochaines années, dans sept secteurs industriels stratégiques. Avec pour objectif d'accélérer la mutation du modèle chinois, de pays inondant le monde de biens manufacturés à bas prix à celui de champion des produits technologiques et à haute valeur ajoutée.

Bien sûr, ces chiffres sont à prendre avec recul, car ils ne sont pas encore gravés dans le marbre. Ensuite, comme pour le plan de relance chinois de 2008, on ne sait jamais ce qui est nouveau et ce qui était déjà engagé. Mais l'énormité du montant donne une idée du coup de fouet que la Chine entend donner à sa transition économique. Et les sept secteurs identifiés indiquent bien les nouvelles priorités des planificateurs chinois.

### Voitures électriques

Sans surprise, on retrouve les énergies nouvelles, les biotechnologies, les voitures à propulsion alternative, les technologies de l'information de nouvelle génération, les produits manufacturés haut de gamme, les matériaux de pointe et les technologies vertes.

C'est ainsi que Pékin veut clairement s'imposer dans les voitures électriques ou hybrides. Cet été, le gouvernement a lancé un programme pilote de subvention de ces véhicules dans cinq grandes villes. Côté énergie, alors que le charbon assure encore plus de 70% de l'électricité en Chine, l'effort porte sur le développement de l'énergie hydroélectrique, éolienne, solaire et nucléaire et de nouveaux objectifs à atteindre d'ici à 2020 pour ces énergies alternatives devraient être annoncés prochainement.

### Atteindre 8% du PIB en 2015

Autre exemple, côté biotechnologies, les premières souches d'OGM -maïs et riz - ont reçu l'approbation officielle l'an dernier. La production commerciale pourrait débuter dans les deux ou trois ans. Enfin, la Chine a annoncé avoir mis au point l'ordinateur le plus rapide au monde, le Tianhe-1, confirmant symboliquement ses ambitions dans le domaine.

Ces sept secteurs contribuent pour l'heure à 2% du PIB chinois; Pékin voudrait que cette part monte à 8% du PIB en 2015 et 15% en 2020. Loin de financer le gros de ces investissements, le gouvernement central entend y faire participer les entreprises, les gouvernements locaux et les banques.

Ces objectifs devraient être discutés ce mois-ci, lors de la réunion économique annuelle à l'occasion de laquelle les dirigeants chinois affinent la planification pour l'année suivante. Le douzième plan quinquennal (2011-2015) sera adopté au printemps prochain. Reste à savoir quelle place sera faite aux étrangers dans ces domaines où les entreprises d'État sont puissantes et «*l'innovation indigène*» fortement souhaitée.

**Un article du Figaro.fr du 6 décembre :**

**La première grosse banqueroute en Russie depuis l'affaire Ioukos. (titre du site) (06.12)**

Le tribunal arbitral de Moscou a officiellement prononcé la faillite de Mejprombank, l'établissement financier sur lequel Sergueï Pougatchev, oligarque naguère en cours auprès du Kremlin et dont la famille vit sur la Côte d'Azur, avait construit sa fortune et sa réputation. Ses actifs sont évalués à 32,2 milliards de roubles (780 millions d'euros), une somme inférieure de 30 milliards à ses engagements. *«Il s'agit de la première grosse banqueroute en Russie depuis l'affaire Ioukos»*, écrivent les analystes de Nomura. Elle illustre les dérives du système bancaire russe, où argent et politique forment un couple incestueux.

Selon les analystes, Sergueï Pougatchev devait sa fortune à ses amitiés politiques - notamment avec Vladimir Poutine - qui lui ont permis de passer à travers les failles du système russe de régulation bancaire.

Avec la crise financière, ces petits arrangements ont volé en éclats. Outre son insuffisance de fonds propres, Mejprombank était devenu la banque d'un seul client, Sergueï Pougatchev lui-même, avec ses multiples actifs : des chantiers navals, la chaîne d'épicerie fine Hédiard et probablement le quotidien France-Soir. *«Les crédits accordés aux entreprises de l'économie réelle ne représentaient que 6 % des engagements financiers de Mejprombank. Le reste était dévolu à d'autres buts»*, explique pudiquement le président de la banque centrale russe, Sergueï Ignatev. Selon le quotidien Vedomosti, il s'agissait de prêts octroyés à des entreprises gravitant dans l'orbite de l'empire Pougatchev, via des sociétés off shore immatriculées aux îles Vierges britanniques, elles-mêmes gérées par des dirigeants de Mejprombank et le fils Pougatchev lui-même, Alexandre.

Ce système de cavalerie s'est effondré avec la crise financière. En juillet 2010, afin de bénéficier d'un crédit de 32 milliards de roubles de la part de la banque centrale (780 millions d'euros), Pougatchev a mis en gage ses chantiers navals. Elle a récemment contracté une ligne de crédit de 200 millions de dollars, arrivant à échéance en février 2013, ce qui ne l'empêche pas d'avoir déjà fait défaut sur le remboursement d'euros obligations, pour 200 millions d'euros. Elle doit notamment près de 100 millions d'euros au géant de l'acier Severstal.

Comment les créanciers parviendront-ils à récupérer leurs avoirs ? C'est la question qui agite aujourd'hui la place moscovite. Les chantiers navals que logne déjà le patron du complexe militaro industriel russe, Igor Setchine - par ailleurs vice-premier ministre - feraient une proie de choix. Mais le succès de l'opération n'est pas garanti. *«Pour récupérer leurs billes, les créanciers ont plutôt intérêt à mettre la main sur les actifs hexagonaux de Pougatchev, et ceci en saisissant la justice française»*, explique une source bancaire. L'oligarque possède deux villas à Nice, deux avions d'affaires ainsi que les magasins Hédiard. Officiellement, le quotidien France-Soir appartient à son fils, Alexandre...

## **Un article du journal Les Echos du 6 décembre :**

### **Interview de Raymond Soubie au journal Les Echos. (titre du site) (06.12)**

#### **Les Echos : Avec le recul, considérez-vous que vous avez gagné la bataille des retraites ?**

**R. Soubie :** S'il y a un gagnant c'est bien notre système de retraites ainsi que les retraités et futurs retraités qui en relèvent. Et si cette réforme n'était pas passée, la France se serait retrouvée dans une situation très difficile. Le monde entier, où l'on travaille souvent jusqu'à soixante-cinq ans, aurait dit : regardez ces Français, ils portent l'âge de la retraite à soixante-deux ans et c'est la révolution. Pour notre image de pays responsable, cela aurait été absolument désastreux, et avec quelles conséquences !

**Commentaire :** De leur point de vue, il faut faire l'inventaire du moins social dans le monde et décréter que tous les Etats capitalistes doivent s'y conformer, c'est un modèle de société profondément injuste qu'ils veulent imposer aux générations actuelles et futures, basé sur les inégalités entre les classes et à l'intérieur des classes, où la satisfaction des besoins élémentaires de chacun sera uniquement fonction de ses revenus, c'est la disparition de la notion de droits collectifs qu'ils visent, la marchandisation absolue.

#### **Une autre réforme était-elle possible ?**

Je ne le crois pas dès lors qu'il s'agissait de rétablir l'équilibre des comptes à un horizon de dix ans.

#### **Etiez-vous favorable à un passage de l'âge légal de départ à soixante-trois ans d'ici à 2025, comme cela s'est dit ?**

J'ai en effet pu penser qu'entre soixante-deux ans et soixante-trois ans, la question méritait d'être posée, et elle l'a été. Le Premier ministre se l'est lui-même posée. Le choix du président de la République a été de porter l'âge à soixante-deux ans, mais dès 2018 avec une montée en charge plus rapide. C'était finalement la meilleure solution sociale, financière et politique.

#### **Un amendement reportant à plus tard la décision de porter l'âge de la retraite sans décote de soixante-cinq à soixante-sept ans a-t-il été réellement envisagé lors du débat au Sénat, au plus fort de la mobilisation ?**

Non, cela n'a jamais été envisagé car cela aurait fait perdre un tiers des économies attendues sur les mesures d'âge. Les amendements qui ont été acceptés visaient à prouver que le gouvernement était à l'écoute de ce que proposaient les syndicats. Mais ceux-ci n'ont jamais souhaité conclure un accord parce qu'ils savaient que toute organisation qui sortirait de l'intersyndicale serait vilipendée par les autres.

#### **Avez-vous craint, au plus fort des manifestations, que le mouvement prenne une telle dimension qu'il vous oblige à reculer ?**

Les craintes que nous pouvions avoir initialement sur les grèves dans le secteur public ne se sont pas réalisées, en particulier à la SNCF et à la RATP, qui n'ont jamais été paralysées, en particulier grâce au service minimum. Or, ce qui a pu faire reculer les gouvernements par le passé, c'était toujours de tels mouvements. Bien sûr, il y a eu des manifestations d'ampleur, plus fournies qu'en 2003, mais elles n'ont jamais dérapé, grâce aux syndicats, et elles n'ont finalement pas drainé beaucoup de jeunes.

**Commentaire :** J'ai été l'un des seuls à remettre en cause le service minimum dès les débuts de cette bataille, aucun parti ouvrier, aucun syndicat n'a osé s'y attaquer, étrange, non ? Tirez-en les conclusions que vous voudrez, l'argumentation de R. Soubie devrait vous faciliter la tâche. Comme ils ont été "*responsables*" ces dirigeants syndicaux !

#### **Comment analyser le blocage des raffineries ?**

La fédération CGT du secteur est venue au secours des syndicats de cheminots qui ne voulaient pas être seuls à la pointe du combat. Mais cela n'a pas eu l'effet d'entraînement souhaité, et finalement, le

mouvement s'est arrêté quand les syndicats ont vu que ce sont eux qui se retrouvaient tout seuls. Mais il est vrai que la situation n'a pas été simple à gérer.

**Commentaire :** J'ai sous-entendu que le blocage des raffineries était en réalité une manipulation orchestrée par la direction confédérale de la CGT avec la complicité de Sud en direction des militants de la CGT notamment qui contestaient la ligne de Thibault, un os à ronger pour mieux leur faire avaler sa collusion avec le gouvernement. Les ouvriers de Dunkerque par exemple s'en foutait, ils ne bossaient plus depuis septembre 2009 et ils continuaient de percevoir l'intégralité de leur salaire, 2.000 euros en moyenne, et une fois en grève, c'est la CGT qui a pris le relais, à ce compte-là c'est facile de se mettre en grève illimitée, de se faire passer pour des grévistes déterminés, et lorsque la direction stalinienne de la CGT sonne la fin de la partie au grand soulagement du gouvernement, l'aristocratie ouvrière reprend le boulot comme un seul homme ou presque, car il semblerait que des ouvriers d'autres raffineries n'aient pas digéré de devoir partir plus tard à la retraite et que la grève des autres raffineries s'est poursuivie plus longtemps que prévue au grand dam du gouvernement et de la direction pourrie de la CGT.

**Les syndicats de cheminots auraient pu décider de perturber fortement les départs en vacances à la Toussaint, mais ils ont laissé les trains circuler...**

D'abord, ils ont compris que même avec 50 % de conducteurs grévistes, avec la réforme du service minimum, cela ne paralysait plus le trafic. Ensuite, les confédérations syndicales ont été responsables. Par exemple, le secrétaire général de la CGT, et il n'est pas le seul, veut maintenir son syndicat dans la durée et dans sa puissance, ce qui passe par un développement dans de nouveaux secteurs. Dans cette optique, il ne devait pas apparaître comme un syndicat focalisé sur le secteur public qui bloquerait les départs en vacances. La CGT sort d'ailleurs avec une image plutôt positive de ce conflit, tout en ayant fait la preuve de sa combativité, même si elle a dû gérer des différences de positions en interne.

**Commentaire :** Que c'est dit dans un langage feutré, le conseiller de Sarkozy loue une nouvelle fois le lieutenant du capital Thibault.

**N'aurait-il pas mieux valu faire adopter la réforme des retraites pendant l'été, comme en 1993 et en 2003, et comme l'avait préconisé Xavier Darcos, quand il était ministre du Travail ?**

C'est une aimable plaisanterie. Nous ne pouvions engager le processus avant la remise du rapport du COR, prévue après les élections régionales. Et pour achever l'examen au Parlement en août, un projet de loi devait être présenté en Conseil des ministres au plus tard le 24 avril. Il nous aurait fallu faire la concertation en à peine quinze jours ! Le calendrier a été retenu avec l'accord de tous au sein du gouvernement. Xavier Darcos, avant les élections régionales, avait lui-même proposé au président de la République de présenter un texte en Conseil des ministres, fin juillet, pour une adoption à l'automne.

**Commentaire :** On a bien compris qu'il leur fallait attendre la publication du rapport du COR, puisque ses conclusions devaient servir de point d'appui à cette contre-réforme et fournir le cadre des discussions entre le gouvernement et ses valets syndicaux. Ses conclusions se trouvaient légitimer dès le départ par la présence des syndicats au sein du COR, une fois acquis qu'une "réforme" était indispensable par l'ensemble des participants au COR, il ne restait plus qu'à trouver des dirigeants syndicaux pour les reprendre à leur compte, ce qui n'a pas été bien difficile, Chérèque s'empressant de prendre position pour l'allongement de la durée de cotisation.

**N'avez-vous aucun regret sur cette réforme, qui a mis à mal les relations sociales ?**

Le président, depuis 2007, a voulu mener les réformes avec détermination, mais aussi grâce au dialogue social. Et il n'y a pas de plus grand tenant du dialogue social que moi. De grands accords interprofessionnels ont été conclus puis transformés en loi sur l'emploi, la formation professionnelle et la représentativité syndicale. Mais nous savions que sur les retraites aucun accord n'était possible avec les syndicats, et que cela ferait des dégâts à court terme sur les relations sociales, alors que nous avons le devoir absolu de mener à bien une réforme forte pour sauver le financement des retraites. J'ai un regret : il n'y a sans doute pas eu assez d'explications données à certains moments, alors que beaucoup de gens ne connaissent pas les règles des systèmes de retraite.

**Commentaire :** Ils se sont très bien passés d'un accord officiel avec les dirigeants syndicaux, un soutien en coulisse suffirait, pour le reste, ils s'en sont remis aux talents de manoeuvrier et de manipulateur de leurs complices. L'intersyndicale constituée sur une base pourrie, la suite ne devait être qu'une formalité ou presque, une partie de la base ne l'entendant pas de cette oreille, ce qui là non plus n'avait pas trop d'importance puisqu'ils avaient réussi à éviter que la mobilisation ne se situe sur le plan politique, dès lors, leur espoir d'arriver à leurs fins sans trop de "dégâts" n'était pas infondé... En fait, c'est leur analyse de la situation qui les a sauvés, nos dirigeants devraient en prendre de la graine !

### **En voulez-vous à Renault, qui a annoncé un plan massif de départ en préretraite ?**

Cette annonce est assez inopportune, alors que nous sommes en train de démontrer que l'emploi des seniors peut se développer même en France. Mais je ne crois pas que cela soit un pied de nez de l'entreprise au gouvernement. Elle a un problème de sureffectifs et se dit qu'utiliser les préretraites par le biais de la pénibilité peut être opportun. Ce qui est sûr, c'est que l'Etat ne doit pas mettre un centime dans cette histoire. Les entreprises peuvent faire des préretraites, mais elles sont beaucoup plus taxées qu'avant.

**Commentaire :** Pure hypocrisie, car ces préretraites doivent en réalité camoufler des suppressions d'emplois.

### **Quel regard portez-vous sur la société française après le conflit des retraites ? Le climat est tendu.**

Tendu peut-être, mais la société française a tenu... Les Français ont toujours pensé que le paradis était derrière eux, même contre l'évidence ! Ce qui est vrai est qu'on sort d'une crise mondiale et que le moral ne peut pas être très haut. La France a en réalité plusieurs difficultés. Je crois qu'il y a un problème avec les cadres. L'encadrement intermédiaire des entreprises ne va pas bien, il ressent une coupure avec le « top management », qu'il juge trop loin de lui. Ces gros bataillons des classes moyennes ressentent cela alors même qu'ils ne bénéficient pas ou peu de transferts sociaux organisés sous conditions de ressources.

**Commentaire :** Il est vrai que pour les 8 à 10 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles, les 4, 5 ou 6 millions de chômeurs, les 100.000 clochards rebaptisés cyniquement SDF, des vagabonds qui ont choisi cette vie, presque des touristes à vie, pour eux la France est un paradis, quel dommage franchement qu'ils n'en aient pas conscience, pour R. Soubie ce sont des ingrats, envers l'Etat bien sûr ! Tout comme ce qu'il appelle les classes moyennes sur lesquelles ils n'arrêtent pas de tirer.

### **Les Français sont, aussi, persuadés que les inégalités progressent...**

La croissance des inégalités est-elle une réalité ? Ce n'est pas évident, si on regarde les statistiques. Mais, c'est vrai, il y a le sentiment que les riches sont de plus en plus riches. A ce propos, il faut réfléchir au partage de la valeur ajoutée dans les entreprises entre les salaires et les dividendes par exemple. Les élites et les dirigeants quels qu'ils soient, y compris les chefs d'entreprise, doivent être davantage exemplaires dans cette période particulière.

**Commentaire :** Son tour de passe-passe ne vous aura pas échappé : les inégalités en soi n'ont pas augmenté, on se demande même si elles existent vraiment, donc il les nie au début, pour ensuite admettre leur existence mais sous la forme d'un sentiment, ce ne serait plus qu'une impression, une vague idée à mettre sur le même plan que les émotions ; sur le plan objectif elles n'existent pas, en revanche, elles existent sur le plan subjectif, le premier est incontestable puisqu'il s'appuie sur des faits, le second se discute, cela peut être une vue de l'esprit après tout, une exagération de personnes envieuses, jalouses, jamais contentes de leur sort, chacun peut en penser ce qu'il veut, c'est sans conséquences, c'est la raison pour laquelle il peut admettre qu'il existe des inégalités, mais sur le plan subjectif uniquement. Normal, puisqu'il n'est pas concerné !

### **Vous avez travaillé chaque jour pendant trois ans et demi avec Nicolas Sarkozy. Comment expliquez-vous que sa popularité soit si basse ?**

J'ai le privilège d'avoir connu beaucoup de dirigeants (rire) et je sais qu'il n'y a rien de plus fluctuant que la popularité ! Le président de la République est, avec courage, dans une dynamique de réformes. Il a dû affronter une crise mondiale qui n'est pas finie et qui inquiète. J'ajouterai qu'un quinquennat, c'est court. La

question que se poseront les Français en 2012 sera simple : compte tenu des défis qui attendent notre pays, quel est le meilleur pour les affronter ? Avec sa volonté d'action, Nicolas Sarkozy a toutes ses chances... Surtout face à une gauche aux projets peu lisibles : personne ne peut dire, par exemple, ce qu'elle fera sur les retraites, ni quel visage elle aura. Pour le reste, les pronostics de second tour n'ont aucun sens tant qu'il n'y a pas eu le premier tour. Alain Poher, Jacques Chaban-Delmas, Valéry Giscard d'Estaing en 1981, Edouard Balladur en 1995, l'histoire nous montre que les sondages n'ont pas la vérité absolue !

**Commentaire :** Voilà qu'il vient d'affirmer "*on sort d'une crise mondiale*" pour prétendre le contraire à peine une minute plus tard évoquant la "*crise mondiale qui n'est pas finie*". Explication.

Pour les travailleurs la crise est terminée, donc il n'y a aucune raison à ce qu'ils ne retrouvent pas le moral, la vie est belle quoi, mais quand il s'agit de l'épileptique du Palais, il faut trouver un prétexte aux difficultés qu'il rencontre pour obtenir le soutien de la population à sa politique antisociale, la crise qui perdure bien sûr ! Une fois cette mise au point effectuée, voilà en vérité comment les choses se présentent et comment les médias doivent la relayer auprès de la population : l'impopularité que l'on prête à notre monarque est sans fondement et profondément injuste, car elle n'a rien à voir avec son auguste personne aux qualités innombrables ni avec sa politique de réforme souhaitée par une très grande majorité de Français, c'est cette foutue crise que visent en réalité et à juste titre les personnes interrogées à travers ces sondages d'opinion, parce que c'est elle qui est responsable de tous nos malheurs, Français, Françaises, mes chers compatriotes ne sombrez pas dans la facilité et la confusion, n'accusez pas notre cher et courageux président de tous vos maux, ne vous trompez pas de cible en interprétant ces sondages, votez Sarkzoy en 2012 vous ne le regretterez pas, et vous savez pourquoi, parce que personne ne pourrait faire mieux que lui à sa place, CQFD.

Il faut dire qu'il joue sur un billard, il n'y a personne en face pour lui répondre !

#### **Y a-t-il une spécificité de Nicolas Sarkozy par rapport à tous ceux avec lesquels vous avez travaillé ?**

Sa particularité, c'est d'être toujours tendu vers les objectifs de réforme et de ne jamais s'arrêter. Son obsession est que la France ne décroche pas. L'émergence de l'Asie est une réalité dont personne ne doit sous-estimer l'ampleur ni la rapidité. Cela va changer beaucoup de choses. La Chine, par exemple, ne va plus être seulement l'usine sous-traitante du monde, mais la concurrente du monde dans tous les domaines.

**Commentaire :** Il aurait pu s'arrêter après le huitième mot : Sa particularité, c'est d'être toujours tendu ! On ne saura jamais pour la peine s'il est atteint d'éjaculation précoce, mais on s'en passera !

#### **Et ses faiblesses ?**

Son énergie et ses modes d'action bousculent certaines habitudes établies. Est-ce plus mal ?

#### **La réforme de la dépendance aura-t-elle lieu avant 2012 ?**

Il faut avancer ce dossier pour qu'il soit réalisé juste avant ou après la présidentielle. Nous avons besoin d'une réforme, notamment pour les classes moyennes moins favorisées. Le problème est de se mettre d'accord sur son financement. Le consensus est souhaitable, mais il est difficile. Il faudra donc trouver la solution qui s'en rapproche le plus et prendre le temps du débat. Si c'est possible, il faudra mener à bien la réforme avant la présidentielle.

**Commentaire :** Comment ponctionner encore plus les couches moyennes et la petite-bourgeoisie sans qu'elles s'en rendent compte ou avec leur soutien, et qu'elles votent Sarkozy en 2012 pour bien faire, la quadrature du cercle, quoi !



## Un article du Point.fr du 6 décembre :

### La BCE tient à bout de bras la zone euro. (07.12)

La Banque centrale européenne (BCE) a indiqué, lundi, avoir acheté pour 1,965 milliard d'euros d'obligations publiques entre le 25 novembre et le 1er décembre, soit le plus fort montant enregistré depuis le début du mois de juillet. Ce chiffre n'inclut pas les achats effectués jeudi et vendredi, où, selon les dires d'opérateurs de marché, la BCE a nettement accéléré ses achats de dette publique irlandaise et portugaise. Le montant de ces achats de fin de semaine ne sera connu que lundi prochain. Pour cette raison, *"il faut s'attendre à une nouvelle augmentation la semaine prochaine"*, prédit Nick Matthews, économiste de Royal Bank of Scotland (RBS).

Au total, la BCE a acheté pour 69 milliards d'euros depuis le début de ce programme inédit lancé en mai, en pleine crise de la dette publique grecque, pour tenter de calmer les marchés obligataires. Les montants hebdomadaires, qui ont culminé à 16,5 milliards d'euros à la mi-mai, se sont taris en octobre, avant de repartir à la hausse ces derniers temps. Pour la semaine allant jusqu'au 24 novembre, ils représentaient 1,348 milliard d'euros de dette publique, soit déjà le double de la semaine précédente.

La BCE déterminée à soutenir le marché

L'institution de Francfort (ouest de l'Allemagne) a annoncé jeudi qu'elle comptait poursuivre ce programme, critiqué par certains en son sein mais réclamé par les marchés qui continuent de spéculer contre les économies les plus fragiles de la zone euro. Pour Nick Matthews, *"il n'y a pas d'indication à l'heure actuelle que la BCE ait élargi le nombre de pays"* bénéficiant de ces mesures. Mais *"en accélérant les achats des pays qui font partie du programme (Grèce, Portugal et Irlande), elle suggère aux opérateurs de marché que sa détermination à soutenir le système est intacte"*, ce qui, en retour, *"augmente la probabilité qu'elle achète des obligations espagnoles"*, juge-t-il.

L'Espagne est, en effet, maintenant elle aussi dans l'oeil du cyclone sur le marché obligataire. Sur celui-ci, après un bref répit en fin de semaine dernière, les taux sont de nouveau remontés lundi, passant de 5,051 % vendredi à la clôture à 5,178 % pour l'Espagne, de 5,931 % à 5,992 % pour le Portugal et de 8,146 % à 8,212 % pour l'Irlande.

## Un article du Post.fr du 7 décembre :

### **Brésil, Chine, Inde... : Sarkozy, bon VRP ou beau parleur? (08.12)**

15 milliards d'euros. C'est le montant officiel des contrats commerciaux signés par Nicolas Sarkozy, lundi 6 décembre, lors de son voyage en Inde.

Ces contrats concernent notamment des Airbus.

Sauf qu'EADS, maison mère d'Airbus, a démenti ces chiffres. Dans un communiqué, l'entreprise précise qu'il s'agit en fait de "leasing" et non d'une vente ferme, comme l'a noté le blog "Elysée coté jardin". En gros, Airbus loue mais ne vend pas ses avions.

Et ce n'est pas la première fois, comme le notait Menou69, que Nicolas Sarkozy embellit un peu son tableau de chasse de VRP.

#### 1. Décembre 2007 : 10 milliards avec la Lybie

L'Elysée annonce 10 milliards d'euros de contrats avec la Lybie notamment sur l'achat d'avions de chasse Rafale. Mais il ne s'agissait que de promesses. Depuis, rien n'a été conclu.

#### 2. Juin 2008 : Les Rafale des Emirats

Toujours des ventes de Rafale mais avec les Emirats Arabes Unis. En juin 2010, les négociations étaient toujours "en cours de finalisation"

#### 3. Septembre 2009 : Le "contrat historique" avec le Brésil

Décidément, la France n'arrive pas à vendre ses Rafale. L'Elysée annonce la vente de 36 appareils au Brésil, un "contrat historique". Or, mardi 7 décembre, on a appris que le Brésil a finalement reporté à 2011 la décision finale sur ces achats.

#### 4. Octobre 2009 : L'oléoduc kazakh

Au Kazakhstan, l'Elysée annonce un contrat pour la construction d'un oléoduc. Encore raté, il ne s'agissait là que d'un "protocole d'accord".

#### 5. Juillet 2010 : Le navire russe

Nicolas Sarkozy annonce que la France fournira des navires de guerre à Moscou, navires qui seront construits sur les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Mais en août, la Russie met fin aux négociations.

**Un article du Figaro.fr du 8 décembre :**

**Dettes : «la crise va empirer». (09.12)**

**Les dirigeants européens prendront les mesures nécessaires pour stopper la contagion au sein de la zone euro que lorsqu'ils seront dos au mur, selon Justin Knight, spécialiste des obligations européennes chez UBS.**

**Comment voyez-vous évoluer la situation dans la zone euro?**

**Justin Knight** - Selon nous, la crise sur le marché des dettes d'État va continuer à empirer et atteindre des niveaux encore jamais vus. Jusqu'à un point de rupture mettant en danger la survie même de la monnaie unique. A ce moment-là, les dirigeants européens seront dos au mur et devront prendre les décisions nécessaires pour sauver l'euro. C'est-à-dire abroger l'article 125 du Traité de Lisbonne interdisant le sauvetage financier d'un pays membre.

Il faudra alors persuader deux groupes d'Européens. Les nordiques (Allemagne, Pays-Bas, Autriche) devront accepter de signer des chèques pour les pays moins vertueux. Les pays de l'ouest du continent (Espagne, France,...) devront se résoudre à perdre une partie de leur souveraineté, capitulant une partie de leurs libertés budgétaires. Seule la gravité de la crise pourra convaincre les deux groupes de pays de prendre ce chemin.

**Pourquoi croyez-vous à ce scénario-catastrophe?**

Ce n'est pas à proprement parler un scénario catastrophe. Nous pensons qu'au final l'Europe devrait en effet se trouver renforcée à travers un approfondissement de la coordination des politiques budgétaires.

En attendant, les investisseurs qui détiennent de la dette des États périphériques (Grèce, Irlande, Portugal) de la zone euro n'ont plus ce qu'ils voulaient lorsqu'ils l'ont acheté. Avec ce type d'obligations, ils cherchaient à placer leur argent dans des titres sûrs, et dont la valeur était stable. Aujourd'hui, les obligations grecques ou irlandaises ne répondent plus à ces critères, donc les investisseurs s'en débarrassent en masse et achètent des obligations françaises ou surtout allemandes. Comme, en face, personne ne veut les leur acheter, sauf la Banque centrale européenne (BCE), les taux d'intérêt grimpent.

La semaine dernière déjà, sans l'intervention de la BCE sur les marchés européens de la dette, la contagion se serait répandue au-delà de l'Espagne, dernière cible en date des marchés. L'Italie, en particulier, a commencé à être attaquée. Sa chute serait une catastrophe pour la zone euro : sa dette représente 1500 milliards d'euros sur les marchés.

**Quelle forme prendrait le sauvetage de l'euro?**

Il faut une mesure coupe-feu. Une des solutions consisterait à sauver les banques espagnoles, le principal problème de Madrid. Il faudrait recapitaliser les établissements directement avec des fonds européens. Notons au passage que les banques irlandaises sont dans un bien plus sale état que leurs homologues ibériques.

Plus globalement, nous estimons que les dirigeants européens devront mettre en place un mécanisme de garanties croisées entre les pays de la zone euro. Les plus solides garantiront les plus fragiles. Quand ils auront pris cette décision, le grand fossé entre les taux d'intérêt des différents pays européens devrait se combler lentement.

Commentaire : Quand cet économiste dit que les investisseurs se débarrassent des obligations grecques ou irlandaises parce leur valeur est instable, il veut dire par là qu'ils craignent que les États grec et irlandais se puissent plus honorer leurs créances à terme et qu'ils se retrouvent en faillite !

## Un article de Reuters du 8 décembre :

### Les comptes de campagne de Balladur en 1995 seraient irréguliers. (09.12)

Les comptes de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995 étaient sous-évalués de plus de 13 millions de francs (deux millions d'euros) et auraient pu donner lieu à de lourdes pénalités, selon des pièces saisies par la police publiées mercredi.

Les rapporteurs du Conseil constitutionnel estimaient les dépenses totales de la campagne du rival de Jacques Chirac à 97,2 millions de francs et non 83,8 comme l'avait déclaré le trésorier, dans un rapport d'experts du Conseil constitutionnel cité par le site internet d'information Mediapart.

Ce rapport sur les comptes d'Edouard Balladur a été saisi et placé sous scellés avec les pièces comptables par la police en mai dernier, dans une enquête pénale sur un supposé financement de la campagne par une corruption en marge d'une vente de sous-marins au Pakistan.

Le total de 97,2 millions de FF excédait le plafond légal de 7,2 millions de FF (1,09 million d'euros), somme qui aurait donc dû être remboursée au Trésor public, selon le code électoral. Par ailleurs, Edouard Balladur n'étant plus éligible aux aides publiques pour ses dépenses, il aurait aussi dû rembourser beaucoup d'argent.

Les rapporteurs faisaient par ailleurs mention de versements en espèces de 13 millions de FF aux caisses de campagne, non justifiés, car l'explication d'Edouard Balladur parlant de vente de T-shirts et de gadgets était jugée peu crédible, selon des éléments déjà publiés dont Reuters a eu connaissance.

Au vu de tous ces éléments, les rapporteurs ont proposé au Conseil constitutionnel de rejeter les comptes mais l'institution, sous la présidence du socialiste Roland Dumas, l'a refusé après une réunion à huis clos le 3 octobre 1995, selon la décision finale officielle.

Selon un récit de la réunion publié par plusieurs médias et que Roland Dumas ne conteste pas, il a été retenu qu'un rejet était impossible car les comptes de campagne du candidat élu, Jacques Chirac, présentaient des irrégularités similaires. Il ne pouvait selon Roland Dumas être question de faire annuler sa victoire, et le président a fait adopter ce point de vue.

Le Conseil n'a donc réintégré dans les comptes officiels de la campagne Balladur qu'une partie des dépenses "oubliées", pour rester en dessous de la limite légale des 90 millions.

Les pièces publiées par Mediapart montrent que le trésorier d'Edouard Balladur n'avait pas déclaré des dépenses telles que 4,2 millions de FF pour les permanences électorales, 1,5 million de sondages, 2,2 millions pour des affiches, 2,4 millions pour des réunions publiques, ainsi que des factures de grands hôtels.

L'affaire est aux mains du juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke, qui a demandé une extension de sa saisine visant le marché pakistanais à un autre marché d'armement en Arabie saoudite, qui a aussi donné lieu à versement de commissions.

Commentaire : étrange silence du POI après l'invalidation du conseiller général de Ginesta, G. Schivardi, pour une dépense de campagne d'une poignée d'euros non déclarée, tout comme sur l'affaire Wikileaks ou encore l'appel de Cantona. Ils ont sans doute raison : personne n'en parle en France !

## Un article de Libération.fr du 10 décembre :

### Karachi: un haut-fonctionnaire confirme les rétrocommissions. (11.12)

«Le Monde» et Mediapart révèlent le procès-verbal d'un ancien de l'armement informé de «10% de rétrocommissions» sur le contrat. «Une partie pour M. Balladur, et une autre pour M. Léotard.»

Y a-t-il eu des rétrocommissions en marge du contrat Agosta, signé le 21 septembre 1994 par le gouvernement d'Edouard Balladur, prévoyant la livraison de trois sous-marins au Pakistan pour 5,41 milliards de francs? Si oui, comme de plus en plus d'éléments le font penser, à qui ont-elles profité? A Balladur, alors en pleine campagne pour la présidentielle? Au Parti républicain de François Léotard, le mouvement politique du ministre de la Défense de l'époque?

Un nouveau document, que se sont procuré Le Monde et Mediapart, vient renforcer, ce vendredi, les soupçons en ce sens. Soupçons déjà relancés ces dernières semaines par les déclarations de l'ancien ministre de la Défense Charles Millon et celles de Dominique de Villepin.

Cette fois, il s'agit du procès-verbal de Jean-Louis Porchier, contrôleur général des armées, auditionné le 15 décembre 2009 par la mission parlementaire d'enquête sur l'attentat. «*En mars 1999, M. Porchier avait rendu un rapport d'enquête au ministère de la Défense, détaillant de nombreuses irrégularités dans l'exécution du contrat*», explique Le Monde. Que dit ce haut fonctionnaire? D'abord que le montant des commissions arrivait «*à un total de 800 millions de francs de commissions [122 millions d'euros], ce qui est totalement excessif et injustifié*».

Jean-Louis Porchier se tourne alors vers Michel Ferrier, ex-«directeur des transferts sensibles» au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN). Et voici ce que celui-ci aurait répondu à Porchier, toujours selon le procès-verbal de ce dernier: «*Ce contrat ne sert à rien. Ce contrat permet le recyclage d'argent pas très net du côté du Pakistan et, du côté français, il permet de verser des rétrocommissions. Il y a 10% de rétrocommissions sur l'ensemble des FCE ("Frais commerciaux exceptionnels", nom officiel des commissions, dont l'existence pour ce type de contrat était tolérée avant 2000, ndlr.). Sur ces 10%, il y en avait une partie pour la campagne électorale de M. Balladur, et une autre pour M. Léotard.*»

Quel poids Jean-Louis Porchier a-t-il donné à ces déclarations ? «*J'ai tendance à leur apporter du crédit*», «*M. Ferrier était connu pour son franc-parler*», mais «*je n'avais pas les moyens de vérifier (ces propos) et j'ai écrit dans mon rapport que je ne connaissais pas la destination finale de ces fonds. Je n'ai pas mentionné de noms.*»

Entendu à son tour par les parlementaires, Michel Ferrier n'a pas démenti, rapporte encore Le Monde: «*Il est possible que je les ai tenus, déclare M. Ferrier, cela était vraisemblable. Je tirais ce raisonnement d'un contrat antérieur, où j'avais bloqué un taux de 10% de commissions financières [qui] était manifestement un acte de corruption. Je précise que la corruption ne touchait pas le ministre de la Défense, mais un autre membre du gouvernement.*»

Egalement auditionné par la mission d'information parlementaire, Edouard Balladur nie en bloc tout financement illégal, tout comme François Léotard.

Le président de l'Assemblée, Bernard Accoyer (UMP), s'est refusé à communiquer au juge antiterroriste, Marc Trévidic, les procès-verbaux des auditions de cette mission.

## Un article d'Associated Press du 10 décembre :

### **Vie associative: près de 16 millions d'adhérents en France en 2008, selon l'INSEE. (11.12)**

La vie associative se porte bien en France: un tiers des personnes de 16 ans et plus, soit 15,8 millions de personnes, étaient membres d'au moins une association en 2008, selon une étude publiée vendredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

En prenant en compte les affiliations multiples, les associations totalisent environ 21 millions d'adhésions. Comme par le passé, quatre grandes catégories d'associations prédominent: le sport, les activités de troisième âge, la culture et les loisirs, qui représentent plus de la moitié des adhésions.

A titre de comparaison, le taux d'adhésion n'est que de 2,5% pour les associations de défense de droits et d'intérêts communs (associations de parents d'élèves, de consommateurs, etc.) et de 4,1% pour les associations à caractère sanitaire, social ou humanitaire.

Les hommes adhèrent plus aux associations, tous types confondus, que les femmes: 35,6% contre 29,9%. Ils choisissent de préférence les associations sportives, de loisirs et les associations en lien avec leur vie professionnelle. Les femmes, de leur côté, adhèrent plus souvent aux associations à but social: 3e âge, défense de droits et d'intérêts communs, comme les associations de parents d'élèves.

Les adhésions augmentent avec l'âge: de 26,3% pour les 16-24 ans, le taux monte à 36,9% chez les 60-74 ans. Les associations de défense de droits et intérêts communs drainent le plus d'adhésions parmi les 25-59 ans. C'est également dans cette tranche d'âge, concentrant les actifs, que les adhésions aux syndicats et groupements professionnels sont les plus nombreux.

Les associations sportives, quant à elles, attirent plutôt les jeunes: 17,1% des 16-24 ans, contre 10,7% des 60-74 ans. Les personnes dans cette tranche d'âge, par ailleurs, sont souvent (40%) adhérentes de plusieurs associations.

La vie associative, en France, est avant tout développée dans les communes rurales (35%). Les associations sont également très présentes dans les agglomérations de 50.000 à 200.000 habitants. Les associations sportives, sanitaires et sociales, sont nettement plus présentes que sur le reste du territoire.

Le taux d'adhésion progresse avec le niveau de vie: 20,7% des personnes les moins aisées adhèrent à une ou plusieurs associations, contre 44,9% des plus aisées. Cette disparité est particulièrement prononcée pour les associations sportives (5,7% contre 18%), ainsi que les syndicats et groupements professionnels (3,2% contre 10,8%).

Une forte proportion d'adhérents, huit millions, font du bénévolat dans le cadre de leur association, en particulier les 40-59 ans. Parmi les adhérents, ce sont les chômeurs qui s'impliquent le plus dans le bénévolat (67%), avant les personnes occupant un emploi (58%).

**Un article de Libération.fr du 10 décembre :**

**Régime martial pour les aiguilleurs espagnols. (12.12)**

«*On a dû faire face à une rébellion ouverte contre l'Etat de droit. Nous avons pris une mesure d'exception pour répondre à une situation d'exception.*» C'est avec fermeté et solennité que José Luis Zapatero a justifié, hier, devant les députés nationaux, la «*militarisation*» du conflit social avec les 2 400 contrôleurs aériens. Samedi, début d'un pont (le 6 décembre, jour de la Constitution, est férié), en réaction à un décret réformant leur code du travail, les aiguilleurs du ciel avaient observé une grève sauvage ayant paralysé le trafic aérien pendant vingt-quatre heures - 5 000 vols annulés, 700 000 passagers abandonnés à leur sort et 500 millions d'euros de pertes pour le secteur touristique.

Le décret abaisse de 40% leurs émoluments qui, grâce à un système avantageux de primes et d'heures supplémentaires, demeurent exorbitants : le salaire moyen annuel passe de 330 000 euros à 200 000 euros, soit près de trois fois la rétribution du chef de l'exécutif. Face à ce défi, Zapatero n'avait pas eu froid aux yeux : pour la première fois depuis le retour de la démocratie, il a mis le pays en «*état d'alerte général*», ce que permet la constitution dès lors qu'un collectif bloque un service public. Dans la pratique, ces fonctionnaires ont été placés sous le régime martial : tous les jours, des militaires les obligent à occuper leur poste de travail. En cas de refus, ils sont passibles de peines de prison, dans le cadre du droit pénal militaire. Et ce pour une période indéterminée.

Près de 440 contrôleurs font l'objet de procédures disciplinaires pour leur responsabilité dans le chaos aérien du week-end. Hier, la main du chef du gouvernement n'a pas tremblé. «*Si d'aventure les contrôleurs bloquent une nouvelle fois la libre circulation des citoyens, nous enverrons aussi l'armée. Ce n'est pas un conflit du travail mais un acte inadmissible de désobéissance.*» Depuis 2002, l'Usca, syndicat qui rassemble 90% des contrôleurs aériens, refuse de renégocier une convention collective qui leur est très avantageuse. Le ministre José Blanco, proche de Zapatero, a décidé de s'attaquer «*aux privilèges d'une caste de fonctionnaires*». D'où, depuis janvier, un bras de fer dont la grève sauvage du week-end dernier et la réponse militaire ont été le point d'orgue.

Commentaire : On ne peut que soutenir les aiguilleurs du ciel espagnols, car c'est un avertissement que le gouvernement a adressé à l'ensemble de la classe ouvrière : si vous remettez en cause l'ordre établi, nous n'hésiterons pas à envoyer l'armée pour mater votre révolution dans un bain de sang... comme en 36 ! Cela vous choque de la part du PSOE ?

En passant. Alors camarades, cette unité on la fait avec les nostalgiques du franquisme ? Je sens que nous allons aller voter en 2012 pour "*battre la droite*" !

## Un article de 20minutes.fr du 12 décembre :

### Le complot des grandes banques américaines. (titre du site) (13.12)

(Titre de 20minutes.fr : Les banques se réunissent-elles en secret pour maintenir leur domination sur le marché des produits dérivés?)

Les grandes banques qui dominent le marché très opaque et lucratif des produits dérivés tiennent des réunions secrètes une fois par mois pour maintenir leur suprématie, affirme dimanche le *New York Times*.

*"Ces hommes partagent un objectif: protéger les intérêts des grandes banques dans le marché des dérivés, l'un des domaines les plus lucratifs et controversés de la finance"*, écrit le quotidien.

Ces hommes qui viennent *"notamment de JPMorgan Chase, Goldman Sachs et Morgan Stanley"*, *"partagent aussi un secret: les détails de leurs réunions, et même leurs identités, qui sont totalement confidentielles"*, ajoute-t-il.

*"Il défend la domination des grandes banques"*

*"Ces banquiers forment une commission puissante qui permet de superviser les dérivés"*, des instruments qui, notamment dans les secteurs de l'assurance ou du pétrole, aident à se prémunir de risques, explique le quotidien.

En théorie, *"ce groupe existe pour préserver l'intégrité de ce marché de milliers de milliards de dollars"* mais en pratique *"il défend également la domination des grandes banques"*.

*"Les banques de ce groupe, qui sont affiliées à une nouvelle chambre de compensation de dérivés"*, *"se sont battues pour bloquer l'entrée d'autres banques sur ce marché, et elles essaient d'entraver les efforts destinés à rendre toute l'information sur les prix et les commissions disponible pour tous"*, ajoute l'article du *New York Times*.

Il donne en exemple l'entreprise de fioul de chauffage Robinson Oil, une PME dirigée par Daniel Singer, qui utilise les dérivés pour créer des tarifs fixes pour ses clients et se prémunir des variations des prix pétroliers. Mais *"il ne sais pas si ses prix pourraient être plus bas car les banques ne divulguent pas les frais associés aux dérivés"*.

Des Républicains opposés à une réforme

*"Les grandes banques influencent les règles gouvernant les produits dérivés à travers plusieurs groupes industriels"*, notamment *"des chambres de compensation comme ICE Trust, qui tient les réunions mensuelles avec neufs banquiers à New York"*, poursuit le quotidien.

La réforme financière américaine votée en juillet au Congrès établit que beaucoup de produits dérivés seront dorénavant échangés non plus de gré à gré mais à travers des chambres de compensation.

Gary Gensler, président de la Commission de courtage des contrats à terme de matières premières (CFTC), l'organisme qui régule beaucoup de dérivés, voudrait limiter l'influence des banques sur ces institutions, fait valoir le *New York Times*.

Mais *"des parlementaires républicains, dont beaucoup ont reçu d'importantes contributions financières à leur campagne de la part de banquiers, disent qu'ils ont l'intention de faire barrage à la plupart des mesures de la réforme"*, alors que le texte de loi est en train d'être traduit dans les réglementations.

D'après le quotidien, la division anti-cartels du département de la Justice mène de son côté une vaste enquête sur ce marché.



## Un article du Monde.fr du 14 décembre :

### Les consignes très politiques de Hortefeux à ses préfets. (16.12)

Après le cafouillage des autorités dans la gestion de la tempête de neige sur l'Île-de-France la semaine dernière et après la polémique sur son soutien aux policiers condamnés par le tribunal de Bobigny pour faux témoignage, Brice Hortefeux a besoin de résultats pour redorer son image. Lundi 13 décembre, le ministre de l'intérieur a donc convoqué les préfets place Beauvau pour un recadrage, en présence de François Fillon. A quelques jours de la fin de l'année, il leur a demandé de se concentrer sur un certain nombre d'objectifs précis.

Expulsions : atteindre à tout prix le quota. Alors que la majorité s'inquiète de la percée de l'extrême droite, c'est la première des consignes : "*accentuer l'effort*" sur les expulsions de sans-papiers. Car l'objectif de 28 000 reconduites à la frontière en 2010 n'est pas atteint. Il y a eu 25 511 expulsions sur les onze premiers mois de l'année, en baisse de 6 % par rapport à l'an dernier, révélait le Journal du dimanche le 5 décembre, ce qui a provoqué le mécontentement de Nicolas Sarkozy. Il reste deux semaines aux préfetures pour assurer les 2 500 restantes. Même au prix de l'inefficacité : en septembre, Eric Besson, alors encore ministre de l'immigration, reconnaissait que plus des trois quarts des mesures d'éloignement n'étaient pas exécutées, essentiellement car les dossiers, mal ficelés, étaient récusés par la justice.

Baisse de la délinquance en trompe-l'œil : Brice Hortefeux s'est félicité que la délinquance soit en baisse "*pour la huitième année consécutive*", selon lui. Mais cette statistique est très approximative. En réalité, comme c'est le cas depuis huit ans, les atteintes aux biens baissent légèrement, essentiellement du fait de l'amélioration des dispositifs de sécurité, notamment pour les vols de véhicules. En revanche les atteintes aux personnes augmentent constamment. Et avec elles le sentiment d'insécurité. Selon l'enquête de "*victimation*" de l'Insee, 20,5 % des personnes déclarent se sentir parfois en insécurité à proximité de chez elles, et 10,8 % de façon régulière. Deux chiffres en hausse (de 2,4 % et 1 %) depuis un an. Brice Hortefeux reconnaît d'ailleurs que les atteintes aux personnes sont "*le talon d'Achille*" de la politique sécuritaire.

Une "*insécurité du quotidien*" prioritaire, mais marginale. Pour lutter contre ce sentiment d'insécurité qui grimpe, Brice Hortefeux a demandé aux préfets de se concentrer sur les "*bandes*" ou la délinquance dans les transports en commun. Mais surtout sur "*les formes d'insécurité du quotidien*", plus bénignes, mais plus visibles.

Il en a cité trois : la "*mendicité agressive*", l'occupation illicite des halls d'immeuble et les réseaux de prostitution. Les deux premiers sont devenus des délits en 2003 à la faveur de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure. La "*mendicité agressive*" ou "*sous la menace d'un animal dangereux*" est punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Depuis septembre, elle peut également justifier une expulsion du territoire, mesure qui, selon les associations, cible très spécifiquement les Roms. Il est difficile d'avoir des chiffres précis sur ce délit : la justice le regroupe parmi diverses atteintes à la sécurité publique qui vont des infractions à la législation sur les télécommunications ou sur les jeux de hasard en passant par le vagabondage. Au total, tous ces chefs d'inculpation ont représenté 1 014 peines sur 580 792 prononcées en 2008.

Quant au délit d'"*occupation illicite de hall d'immeuble*" (passible d'une peine de deux mois de prison et 3 750 euros d'amende, aggravée en cas de menaces ou de violence), également instauré en 2003 et durci en 2006 puis en 2010, il n'aurait conduit, selon Rue89, qu'à 114 condamnations en 2008 et 126 en 2007. En cause, sa définition même, qui le rend complexe à qualifier. Mais qui n'empêche pas le ministre d'exiger plus d'arrestations pour ce motif très symbolique.

"*Communiquez sur les opérations.*" A défaut de résultats impressionnants, Brice Hortefeux a demandé aux préfets de mieux faire connaître leurs réussites. "*Communiquez sur les opérations menées et allez sur place en constater les résultats*", a demandé le ministre. "*Pensez à la presse quotidienne régionale, a-t-il ajouté, mais aussi à la radio et aux réseaux sociaux.*" Les préfets ont notamment été incités à communiquer via... Facebook. Ils ont pour ce faire reçu un manuel leur expliquant comment se servir du leader des réseaux sociaux. Reste à voir si les internautes seront nombreux à "*devenir fans*" des pages Facebook de leurs préfetures.

La consigne du ministre n'est sans doute pas étrangère à l'initiative prise par le préfet des Alpes-Maritimes, département de Christian Estrosi et Eric Ciotti, deux des "*champions*" de la sécurité dans la majorité. Francis Lamy, qui fut conseiller technique d'Edouard Balladur, a pris l'initiative, en mai 2010, de se créer une page pour répondre aux organisateurs d'un "*apéro géant*" dans la ville.

La consigne a été suivie d'effet : mardi à la mi-journée, on comptait déjà six comptes de préfectures. Avec un succès populaire mitigé : la page la plus appréciée, celle de la préfecture de l'Oise, comptait... 123 fans. Il reste du travail pour exploiter ce vecteur de communication.

**Un article du Figaro.fr du 15 décembre :**

**Parisot propose aux syndicats un nouvel agenda social. (16.12)**

Le Medef veut bien discuter très vite de l'emploi des jeunes mais pas de représentativité patronale.

Quatre axes de discussion. Laurence Parisot a écrit mardi aux représentants des cinq confédérations syndicales afin de leur soumettre un *«agenda social pour les deux prochaines années»*. Une *«trame en quatre axes»* qui pourra être précisée et amendée *«début janvier»* lors d'une *«réunion multilatérale animée par les responsables des négociations de chaque centrale»*.

Premier thème de discussion, prioritaire selon elle? L'emploi, et notamment l'emploi des jeunes *«au centre de nos préoccupations»* et qui est compatible avec la réflexion gouvernementale sur l'apprentissage et l'alternance. Pour la présidente du Medef, *«il y a urgence à essayer d'améliorer et stimuler l'accès des jeunes au marché du travail»* sans pour autant *«inventer un méandre de plus dans les usines à gaz des particularités contractuelles»*.

*«Taux de chômage à peine supportable»*

La patronne des patrons veut parvenir à des mesures simples, opérationnelles et concrètes pour *«lever les freins à leur insertion»*. Par exemple, en trouvant une solution à leurs difficultés d'accès au logement. Elle encourage encore syndicats et patronat à confronter leurs points de vue sur *«les questions d'orientation et de formation»* qui dépendent de l'Éducation nationale. Pas de négociation spécifique, en revanche, sur l'emploi des seniors. *«On en parlera lors des discussions sur l'emploi des juniors»*, a-t-elle précisé, n'excluant pas *«à l'issue du travail sur les jeunes qu'on ouvre un autre chantier plus large sur l'emploi»*.

La présidente du Medef propose également aux syndicats d'ouvrir *«une délibération économique sur le financement de la protection sociale, et notamment de l'assurance-maladie»*. Doutant de parvenir à des solutions partagées - *«nos approches sont assez différentes»*, a-t-elle reconnu -, elle pense que ces discussions visent à *«dresser un diagnostic commun»*.

Laurence Parisot souhaite encore ouvrir un chantier sur *«la vie au travail»*. Après des accords signés pendant la crise sur le stress ou le harcèlement au travail, plusieurs aspects restent, selon elle, aujourd'hui à creuser *«pour donner un cadre à la qualité de vie au travail: l'articulation des temps de vie professionnelle et de vie familiale, la lutte contre les discriminations ou l'égalité hommes-femmes et les modalités de progression des carrières pour les femmes»*.

La présidente du Medef estime enfin que les discussions lancées il y a plus d'un an sur la rénovation du dialogue social - réforme des institutions représentatives du personnel (IRP) et modernisation du paritarisme - doivent être poursuivies et entrer dans une phase active de négociation. *«On s'est posé la question de maintenir cette approche, compte tenu de la réticence de certains (la CGT, NDLR), a reconnu Laurence Parisot au sujet du débat sur les IRP. Mais il y a des progrès à faire et il serait dommage de ne pas aller au bout.»*

Pas un mot, en revanche, sur une refonte de la représentativité patronale - annoncée par le premier ministre lors de son discours de politique générale - au motif que les syndicats n'en ont pas fait la demande devant elle. *«Le taux de chômage est à peine supportable, a justifié la présidente du Medef. On peut le faire baisser à condition que notre pays avance sur les réformes structurelles et sur l'essentiel. Ne nous trompons pas d'objectifs.»*

**Un article de 20minutes.fr du 15 décembre :**

**La Banque centrale européenne pourrait être renflouée. (16.12)**

La Banque centrale européenne (BCE) envisage de demander une augmentation de son capital aux pays membres de la zone euro, a-t-on déclaré à Reuters de sources proches de la BCE. L'une d'entre elles a précisé que l'une des options sur la table était le doublement du capital de la BCE, qui, selon les sources, s'inquiète des pertes potentielles liées aux achats d'obligations auxquels elle procède depuis le mois de mai.

La BCE avait décidé de procéder à ce type de rachats après le plan de sauvetage établi par la Grèce. Les montants hebdomadaires achetés atteignent ces semaines des niveaux jamais vu depuis le mois de juin dans un contexte de plan d'aide à l'Irlande, deuxième pays membre de la zone qui a dû faire appel à une assistance extérieure.

72 milliards d'euros dépensés depuis mai

L'Allemagne a apporté mardi son soutien à une éventuelle augmentation de capital de la Banque centrale européenne. «Si une telle requête est formulée, nous la jugerons positivement», a déclaré un responsable gouvernemental allemand lors d'un point presse avant le Conseil européen de jeudi et vendredi. «Je n'écarte pas que M. (Jean-Claude) Trichet aborde ce sujet lors du dîner (de jeudi)», a-t-il ajouté, à propos du président de la BCE.

Depuis le mois de mai, la BCE a acheté pour 72 milliards d'euros d'obligations émises par des Etats de la zone euro dans le cadre de la lutte de l'Union européenne, avec l'aide du Fonds monétaire international, contre la crise de la dette souveraine.

Acheter d'autres obligations

Interrogé sur les motivations qui pourraient amener la BCE à demander une augmentation de capital, le responsable gouvernemental allemand a répondu: «J'imagine que la BCE espérerait renforcer ses fondations afin de montrer aux marchés qu'elle est bien capitalisée si, par exemple, elle voulait acheter d'autres obligations souveraines.» Ces déclarations tranchent avec celles d'Axel Weber, gouverneur de la Bundesbank et membre du Conseil des gouverneurs de la BCE.

Les marchés suivent de très près les décisions de la BCE et des responsables européens au sujet des achats de titres de dette souveraine. Les courtiers estiment que les achats d'obligations déjà réalisés ont freiné l'envolée des coûts d'emprunt des pays périphériques de la zone euro. Le capital de la BCE est de près de 5,8 milliards d'euros, à comparer avec un bilan de près de 138 milliards, au vu de son dernier rapport.

L'ensemble des 27 pays de l'Union européenne contribuent au capital de la BCE, les pays membres de la zone euro représentant 70% du total et les autres pays de l'UE le reste. En tant que première puissance économique de la zone euro, l'Allemagne apporte à elle seule près de 20% du capital de la BCE. Viennent ensuite la France (près de 14%), l'Italie (12,5%) et l'Espagne (8,3%)

## Un article du Journal des Finances du 17 décembre :

### **Dettes : les États complices de la BCE et des banquiers. (titre du site) (18.12)**

(Le titre de JDF : *Dettes : la BCE voudrait présenter la facture aux États*. Vous comprendrez en lisant attentivement cet article et la suite, que le titre de JDF était bien mal choisi : une façon de maquiller la réalité et la responsabilité des gouvernements, nous ne sommes pas dupes !)

Après avoir aidé à regret la Grèce, l'Irlande ou encore le Portugal, la Banque centrale européenne présente la facture à ses actionnaires, les gouvernements européens. La BCE pourrait demander lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement ce jeudi une augmentation de capital pour compenser le rachat de dette d'États en difficulté, selon des sources proches de l'institution citées par les agences de presse.

La BCE a racheté jusqu'à présent pour près de 72 milliards d'euros d'obligations des États en difficulté pour éviter que la crise ne se répande en zone euro. Cette mesure, la BCE l'a prise à contrecœur le printemps dernier, alors que les États peinaient à endiguer la contagion de la crise d'un État faible à l'autre.

#### Coussin de sécurité

Mais acheter des obligations d'État en difficulté, c'est-à-dire des titres qui perdent de la valeur au jour le jour sur les marchés, réduit la taille du bilan de la BCE. Autrement dit, cela dégonfle son coussin de sécurité. «*La BCE et l'ensemble du réseau des banques centrales nationales de la zone euro, l'Eurosystème, a déjà engagé 5 fois le montant de son capital dans la bataille, c'est-à-dire dans les rachats d'obligations et les prêts à court terme aux banques en difficulté*», estime Gilles Moec, économiste chez Deutsche Bank.

Si la valeur du portefeuille de la BCE perd 20% à cause de la dégringolade des obligations d'État qu'elle détient, alors cela saperait l'Eurosystème. Pour éviter de se retrouver en situation de quasi-faillite, la BCE demanderait donc aux États de la renflouer via les banques centrales nationales. Or, comme les États sont tous en déficit, ils seraient obligés de lever eux-mêmes de l'argent sur les marchés. Une opération coûteuse.

Outre une mesure de prudence, la demande de la BCE serait donc également un message envoyé aux États européens sur le mode «*ce que je fais pour vous n'est pas gratuit*». Certains États pouvaient penser jusqu'à présent que, comme la BCE maîtrise tant bien que mal l'incendie, ils bénéficiaient encore de temps pour trouver une solution plus définitive à la crise.

#### Vers plus de rachats ?

Les marchés pourraient toutefois interpréter différemment une augmentation de capital de la BCE. «*Il y a deux autres façons de comprendre le renforcement du matelas de la BCE*», selon Cyril Regnat, de Natixis : «*Soit la BCE veut être prête à compenser ses pertes, soit il s'agit d'une première étape en vue de rachats d'obligations plus importants.*» Ce dernier message irait à l'encontre de l'objectif de la Banque centrale, qui veut arrêter le plus tôt possible son programme d'aide aux États en difficulté.

### **En complément des extraits d'un autre article de la même source à la même date qui apportent quelques précisions intéressantes.**

La rumeur circulait depuis quelques jours. La Banque centrale l'a officialisée ce jeudi peu avant l'ouverture du sommet européen des chefs d'État et de gouvernement: elle demande un doublement de son capital. Ce coussin de sécurité, qui s'élève à 5,76 milliards d'euros, serait donc augmenté de 5 milliards pour atteindre 10,76 milliards d'euros.

«*Si on se place dans une perspective à plus long terme, cette augmentation de capital s'explique également par le besoin d'afficher une base de capital adéquat dans un système financier qui a crû de manière considérable*», a expliqué la BCE.

Elle fait suite à l'opération exceptionnelle de rachats de titres de dette des pays en difficulté comme la Grèce, le Portugal et l'Irlande par la BCE. Après avoir rechigné à mener cette stratégie, elle y a été forcée à cause de la gravité de la situation et du retard des États à réagir face à la crise. «*Nous pensons que cette*

*demande (d'augmentation de capital, NDLR) fait office d'un rappel de la BCE aux États membres de la zone euro: compter sur la BCE pour se battre seule pour défendre l'euro ne peut pas être gratuit», analyse Gilles Moec, économiste chez Deutsche Bank, dans une note diffusée jeudi matin.*

La banque centrale cherche surtout à renforcer son coussin de sécurité en cas de pertes sur les obligations des États périphériques qu'elle détient. Certes, elle conserve ces titres jusqu'à leur arrivée à maturité, c'est-à-dire dix ans pour une obligation à dix ans, par exemple, sans chercher à la revendre avant terme sur le marché. Elle n'est donc pas exposée aux variations au jour le jour. Elle essaierait en revanche une perte importante en cas de défaut partiel d'un État comme la Grèce.

Techniquement, ce ne sont pas les États qui versent directement l'argent à la BCE, mais les banques centrales nationales, comme la Bundesbank allemande et la Banque de France. Mais ces dernières sont financées par les gouvernements. La somme nécessaire à l'augmentation de capital de la BCE pourrait en outre être prélevée sur les dividendes versés habituellement par la BCE à ses actionnaires, les États, selon Gilles Moec. Mais les banques centrales nationales devraient plutôt modifier leur allocation d'actifs afin d'abonder à l'augmentation de capital de la BCE. Une opération a priori indolore pour les États.

La Banque centrale américaine, la Fed, avait également procédé à une augmentation de capital après avoir lancé son programme de rachat massif de Bons du Trésor américain.

### **Commentaire**

On a bien compris que la BCE était un appendice de la Fed et qu'elle marchait sur ses pas.

Ce qui est intéressant, ce sont les rapports entre la BCE, les banques centrales nationales et les États, les gouvernements. A moins de se cacher la tête dans le sable comme le font certains ou pour ceux qui ont de grosses difficultés avec la lecture, il est dit ici que ce sont les gouvernements, actionnaires de la BCE, qui engraisent l'aristocratie financière et qui au passage se comportent comme elle en encaissant des dividendes, et qui casquent pour tous ce beau monde, devinez : les travailleurs de chaque État de la zone euro.

Tout devient de plus en plus clair chaque jour, vous voyez que la crise nous rend service, à condition de l'exploiter intelligemment...

Vous avez bien suivi l'ordre dans lequel ces opérations s'effectuent, reprenons pour les durs d'oreille du POI notamment : 1- le gouvernement et l'État, donc les institutions, les députés et les sénateurs, 2- la Banque de France, 3- la BCE. Donc, qui est à l'origine de ce sordide business ? Pardi, ceux qui détiennent le pouvoir politique en France pour le compte des capitalistes, ceux qu'il faut chasser du pouvoir pour pouvoir ensuite s'attaquer aux fondements du capitalisme et satisfaire enfin nos revendications sociales. Pas besoin d'avoir en poche un diplôme en économie pour comprendre cela, non ?

Alors excusez-moi camarades, mais quand j'entends dire que le combat politique contre les institutions ne serait pas à l'ordre du jour parce qu'il ne correspondrait à rien de concret pour les travailleurs, et par conséquent, il ne constituerait pas un axe politique autour duquel la classe pourrait se rassembler, on se demande quand le sera-t-il, jamais sans doute il faut croire ou quand il sera trop tard.

**En complément, un extrait d'un article du Réseau Voltaire intitulé *Omerta sur les faux monnayeurs des temps modernes.***

### **Les gouvernements complices des banquiers.**

*« La découverte graduelle par les autorités de l'immense pouvoir des banques à créer de l'argent explique pourquoi, dans la plupart des cas, les gouvernements se sont rendus complices des fraudes bancaires, accordant des privilèges aux banquiers, en échange d'une partie directe ou indirecte de leurs profits », a déclaré Jesús Huerta de Soto (1), maître de conférences à l'université de Madrid et spécialiste de la pensée économique.*

### **Un système bancaire au coeur des intérêts privés.**

### **Le crédit crée la monnaie.**

« *Le processus par lequel les banquiers créent l'argent est si simple que l'esprit résiste à y croire* », assurait John Kenneth Galbraith, conseiller économique auprès des présidents J-F Kennedy et Lydon Baines Johnson. Alors d'où vient l'argent ?

Des idées reçues circulent dans l'opinion sur l'origine de la monnaie. La conscience publique fait son chemin. Il est dit que l'argent prêté serait de l'argent placé en banque, qu'il existerait une contrepartie en or, que les banques centrales nationales ou européennes créeraient la monnaie... En réalité, il n'en est rien.

Selon un opuscule publié par la Banque de France, « *les particuliers, voire certains banquiers ont du mal à comprendre que les banques ont le pouvoir de créer de la monnaie : selon eux, les dépôts permettraient les crédits. Or, cette vue n'est pas conforme à la réalité car ce sont les crédits qui font les dépôts.* » Graham F. Towers, gouverneur de la banque du Canada au début des années cinquante le confirme : « *Chaque fois qu'une banque fait un prêt, un crédit bancaire, est créé de l'argent tout neuf* ». La Banque centrale européenne émet certes la monnaie fiduciaire, dont elle confie aux Banques centrales des États membres l'impression, mais l'argent fiduciaire des distributeurs de billets émis par la BCE représente moins de 10 % de la masse monétaire en circulation, révèle Dominique Plihon, maître de conférence, ancien salarié au commissariat général du plan.

### **Le monopole du crédit.**

Seules les sociétés bancaires ont le privilège de faire crédit à un agent non financier, une entreprise, une collectivité, un organisme non lucratif ou un particulier.

C'est un fait, le pouvoir de création monétaire appartient paradoxalement aux banques par le biais du crédit, évalué à plus de 90 % de la masse monétaire existante en France. Ce qui a fait dire à Marriner Stoddard Eccles quand il était gouverneur de la Réserve fédérale de Washington : « *Voilà ce qu'est notre système monétaire. S'il n'y avait pas de dettes dans notre système monétaire, il n'y aurait pas d'argent.* »

### **Un endettement public irréversible.**

Si la hausse moyenne de la masse monétaire dans la zone euro est de 11% par an alors même que la BCE a pour mission de la maintenir à 4,5% par an, ça démontre clairement que les banques usent de la planche à billets pour faire crédits, notamment aux Etats.

C'est paradoxal, car il est communément admis que le prétexte invoqué à la confiscation du pouvoir régalién pour les Etats de battre monnaie s'appuie justement sur ce postulat.

De la bouche de grands spécialistes de tous pays, il s'agit d'une vaste arnaque organisée à l'échelle des nations. L'économiste primé Maurice Allais ne mâche pas ses mots : « *dans son essence, la création monétaire ex nihilo actuelle par le système bancaire est identique, je n'hésite pas à le dire pour bien faire comprendre ce qui est réellement en cause, à la création de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement condamnée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents.* »

### **Une rente perpétuelle garantie**

S'agissant d'un État, la solvabilité se mesure au potentiel de prélèvement sur les citoyens, qui est fonction de leur capacité contributive mais aussi de leur volonté à contribuer. Pour autant, la Cour des Comptes a publié le 23 juin 2010 un rapport qui dispose que « *compte tenu de l'urgence, c'est sur les recettes qu'il ne faut pas hésiter à jouer dès à présent, car il est plus difficile d'infléchir rapidement la courbe des dépenses.* »

Grâce aux intérêts perçus ex nihilo et au levier des prélèvements obligatoires, les barons de la finance ont l'assurance de transmettre des créances immuables à leur descendance.

Dès lors, les créanciers des nations ne sont-ils pas ceux qui auraient beaucoup à perdre en cas d'effondrement du paradigme économique ?

### **Commentaire.**

Un tel système était inconnu et incompréhensible aux masses incultes et illettrées d'autrefois, ce n'est plus le cas de nos jours, ce qui change la donne et pose un certain nombre de questions, reste à évaluer jusqu'à quel point cela peut nous obliger à modifier notre stratégie, comment nous pouvons intégrer ces données dans notre combat contre le capitalisme, comment nous pouvons rendre plus accessible aux travailleurs la compréhension du fonctionnement du capitalisme, cela pourrait faciliter le passage du capitalisme au socialisme...

Je me demande si ce n'est pas un argument supplémentaire qui conforte cette théorie que j'ai soutenue un jour sans avoir eu le temps de la développer.

Quelque part j'ai déjà indiqué que le manque de maturité des conditions objectives constituait certes un obstacle au soulèvement des masses, mais qu'il n'était pas insurmontable du fait que l'élévation de leur niveau intellectuel (ainsi que leurs besoins) pouvait les conduire à passer à l'action sans attendre que ces conditions soient réunies, autrement dit, pas besoins d'attendre une guerre ou que tous nos acquis soient complètement liquidés et que nous en soyons rendus aux conditions de travail ou d'existence du début du XXe siècle pour que le prolétariat fasse sa révolution, car avant d'en arriver là il aura suffisamment compris quel sort le capitalisme lui réservait. D'où l'extrême importance à aider les travailleurs et les militants à comprendre le fonctionnement du capitalisme qui est relativement simple au bout du compte.

Je peux me tromper, mais on ne peut pas écarter cette hypothèse sans l'avoir étudiée à fond. C'est toujours de la sorte que je procède, c'est plus sûr que de s'en remettre à des théories du passé que l'on ressasse sans prendre le temps de vérifier qu'elles sont encore valables.



**Un article de 20minutes.fr du 15 décembre :**

**L'austérité va faire un million de pauvres au Royaume-Uni. (18.12)**

L'austérité draconienne décrétée par le gouvernement britannique va jeter près d'un million de personnes dans la pauvreté absolue, a indiqué vendredi l'Institut pour les études budgétaires (IFS), un centre de réflexion indépendant.

D'ici à la fin 2014, 900.000 personnes seront plongées dans la catégorie «*pauvreté absolue*», qui réunit les foyers disposant d'un revenu réel de moins de 60% du revenu moyen de 2010/11, calcule l'Institute for Fiscal Studies (IFS).

Les enfants touchés eux-aussi

Cette grave détérioration entraînera notamment une hausse de la pauvreté des enfants, pour la première fois en quinze ans: en 2012/13, ils seront 200.000 de plus à vivre dans «*la pauvreté absolue*». 300.000 autres enfants rejoindront cette catégorie en 2013/14, selon l'IFS, un institut très respecté.

«*Cette découverte contredit les affirmations du gouvernement qui estime que ses réformes n'auront aucun impact quantifiable sur la pauvreté juvénile en 2012/13*», écrit l'IFS dans son étude.

Le gouvernement du Premier ministre conservateur David Cameron a mis en oeuvre un vaste plan d'austérité, considéré comme le plus sévère des grands pays de l'Union européenne, et qui vise à réaliser 81 milliards de livres (environ 92 milliards d'euros) d'économies en moins de cinq ans, auxquels s'ajouteront 30 milliards de livres de hausses d'impôts, pour ramener le déficit britannique à 1,1% du PIB en 2015 contre 10,1% cette année.

La cure d'austérité comprend des coupes dans les allocations sociales, en particulier pour le logement. Le ministère britannique des Finances a estimé que l'étude comportait «des incertitudes considérables».

## Un article du Figaro.fr 18 décembre :

### La pause café coûte cher aux entreprises. (19.12)

La pause café rend-elle les salariés moins productifs? Selon une étude menée par l'institut de sondage Online Opinions pour le fabricant de distributeurs d'eau T6, les Britanniques perdraient 24 minutes de travail chaque jour à coups de pauses café et thé. Quatre salariés sur dix préparent ou vont chercher une boisson chaude au moins deux fois par jour, tandis qu'une personne sur cinq prend ce temps une fois par jour. Sur une carrière professionnelle, cela représente 188 jours et 21 heures à attendre que la bouilloire chauffe, calcule l'étude.

Pour les employeurs, ces instants de détente ont un coût, conclut cette enquête. La perte de productivité liée aux pauses thé et café est chiffrée à 416 livres sterling (490 euros) par employé et par an. L'étude se base sur le fait que l'année compte environ 253 jours de travail en Grande-Bretagne et que le salaire moyen est de 26.000 livres sterling (30.600 euros). Soit un coût total de 14.500 livres sterling (17.000 euros) par an pour une entreprise de 35 salariés, ou de 250.000 livres (295.000 euros) pour un groupe employant 600 personnes.

Un coût de près de 12 milliards d'euros par an

«C'est incroyable de penser qu'en moyenne, la pause thé représente près de 190 jours sur une carrière professionnelle», déclare Agneta Sjodin, directrice marketing de T6, à la publication britannique Real Business . «Les employés qui attendent auprès de la bouilloire font perdre son temps à leur entreprise et lui coûtent une fortune en termes de productivité perdue», ajoute-t-elle. D'autant qu'au final, cette pause café coûte cinq fois plus cher que la pause cigarette, relève Real Business. Selon une étude réalisée par la London School of Economics pour la sécurité sociale britannique, le NHS, les employés qui fument coûtent 2,1 milliards de livres sterling (2,3 milliards d'euros) par an à leurs entreprises. Les buveurs de thé ou café, eux, coûtent 10,8 milliards de livres (11,7 milliards d'euros), d'après les calculs d'Online Opinions.

Souvent pointée du doigt, la pause café conserve néanmoins de nombreux défenseurs. Pour Cary Cooper, professeur de psychologie à la Lancaster University Management School, ces instants de détente sont essentiels pour compenser une vie au travail de plus en plus sédentaire et souvent passée devant un ordinateur. «Les gens doivent être plus actifs et voir d'autres personnes», explique-t-il au BBC News Magazine. Selon lui, les entreprises devraient même organiser des pauses matinales deux fois par semaine.

Outil de cohésion au sein de l'entreprise

En France, une étude réalisée fin 2009 par les instituts LH2 et Market Vision pour le compte de la division professionnelle de Nespresso montre que la pause café peut être plus productive qu'on ne le croit. Les salariés français consomment en moyenne trois cafés par jour sur leur lieu de travail. Au-delà d'un moment de détente, la pause café représente pour 75% des 406 cadres et 471 salariés sondés un outil efficace pour renforcer la cohésion au sein d'une équipe et, pour 65% d'entre eux, elle est même le meilleur moyen d'apaiser les tensions. Une utilité que reconnaissent à 79% les responsables des ressources humaines. Pour autant, seuls 11% des managers considèrent que le moment café est indispensable pour communiquer au sein de l'entreprise.

**Un article du Figaro.fr du 18 décembre :**

**De plus en plus de maisons de retraites privées. (19.12)**

La Fédération hospitalière de France (FHF) tire la sonnette d'alarme. Dans une note interne rendue publique par le Journal du Dimanche ce samedi, la FHF met en garde contre la privatisation du secteur des maisons de retraite en France. «*Depuis 2002, le public a perdu 5% des parts de marché au profit des établissements privés commerciaux. Entre 2003 et 2007, 61% des places pour personnes dépendantes ont été créées par des promoteurs privés*», déplore-t-elle.

Une évolution qui entraîne, selon la fédération, un renchérissement des séjours pour les personnes dépendantes ou leur famille. Car la journée dans un établissement privé y est en moyenne 40% plus chère que dans le public. «*Ces créations de places posent le problème de l'accessibilité financière pour les personnes âgées*», souligne la fédération. Un écueil de taille, à l'heure où la question du financement de la dépendance, déclarée priorité gouvernementale, s'invite dans le débat public. Le défi posé par le vieillissement de la population n'est pas de petite ampleur à l'échelle individuelle : selon un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), un placement en maison de retraite coûte en moyenne 2200 euros par mois à la personne âgée prise en charge... quand le niveau moyen des pensions de retraités ne s'élève qu'à 1200 euros mensuels.

La FHF, de son côté, se plaint aussi de voir certains établissements publics perdre des moyens nécessaires à leur fonctionnement, au nom d'une «*convergence tarifaire*» souhaitée par le gouvernement. Car si l'objectif initial de cette convergence est de rééquilibrer les ressources financières entre les établissements les plus riches et les plus pauvres, la FHF souligne que même les centres les mieux dotés ne disposent plus aujourd'hui de moyens suffisants pour faire face à des patients de plus en plus dépendants. «*La convergence, si elle se poursuit, aboutirait à la suppression de 5000 postes dans les Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et de 7000 dans les unités de soins de longue durée*», souligne la FHF dans le rapport publié par le JDD.

La concertation sur le financement de la dépendance doit commencer début janvier. Les premières mesures, elles, sont attendues à l'été 2011.

**Un article du Figaro.fr du 19 décembre :**

**Quand les entreprises du CAC 40 échappent à l'impôt. (20.12)**

Les plus grosses entreprises françaises ne sont pas forcément celles qui rapportent le plus aux caisses de l'Etat. Selon une enquête publiée ce week-end dans le Journal du Dimanche, une entreprise du CAC 40 sur quatre n'aurait pas payé d'impôt sur les sociétés (IS) l'an dernier. Danone, Suez environnement, Total, Saint-Gobain ou encore Schneider échappent par exemple complètement à ce prélèvement. La moitié des sociétés du CAC 40 n'ont pas souhaité répondre aux questions du journal, mais «*si elles ne disent rien, c'est qu'elles ne paient pas grand-chose*», estime dans ses colonnes un avocat fiscaliste. Comme l'avait déjà souligné un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires en octobre dernier, les sociétés du CAC 40 sont en moyenne imposées à hauteur de 8% de leurs bénéfices, contre 33% normalement. Les PME, moins à même d'exploiter les différentes niches fiscales, en reverseraient en moyenne 22%.

Car c'est en vertu du code des impôts que la contribution des grosses entreprises atteint un niveau aussi bas. Malgré le taux élevé de l'impôt sur les sociétés en France, nombre de dispositifs fiscaux, tels le report illimité des pertes, le crédit impôt-recherche ou encore la déductibilité des intérêts d'emprunt, leur permettent en effet de limiter leurs versements. Selon le Conseil des prélèvements obligatoires, le coût pour l'Etat des différentes niches fiscales et sociales bénéficiant aux entreprises atteint 172 milliards d'euros en 2010. Danone, par exemple, déduit de ses impôts les emprunts contractés pour l'acquisition de Numico en 2007, précise le JDD. Et si d'autres entreprises, telles Total ou PSA, ne reversent rien cette année pour avoir été dans le rouge, elles pourront limiter également leurs versements les années suivantes, grâce au report illimité des pertes déplorées durant la crise.

Finalement, sous l'effet de ces multiples dispositifs, le produit de l'impôt sur les sociétés se réduit progressivement. D'où l'idée, soutenue par l'Elysée, d'une refonte du dispositif pour une plus grande convergence avec d'autres Etats européens, et en particulier l'Allemagne. La pression exercée sans succès sur l'Irlande pour qu'elle relève son IS - le plus bas d'Europe à 12,5% -, a souligné le caractère crucial pour la France et l'Allemagne de cette variable fiscale. Si l'établissement d'un même taux pour tous les pays européens paraît illusoire, la France et l'Allemagne souhaiteraient aboutir, au moins, à la fixation d'une assiette similaire. La Commission européenne devrait faire des propositions en mars prochain.

Commentaire d'un internaute : Les niches fiscales pour les entreprises et particuliers en 2010 sont évaluées à 172 Milliards d'après le CPO pour la Cour des Comptes. (Le déficit public en 2010 (environ 8% du PIB) serait évalué à 160 Milliards d'euros, avec environ 42 Milliards d'intérêt de la dette!).

## Un article du Figaro.fr 20 décembre :

### La police aura des yeux partout. (titre du site) (21.12)

(Titre du Figaro : *Paris lance son plan de vidéosurveillance.*)

Nice avait frappé un grand coup avec sa vidéo municipale high-tech. Paris va surprendre à son tour avec la concrétisation d'un projet de 200 millions d'euros, soit dix fois le budget niçois ! Le « *plan de vidéoprotection pour Paris* » (PVPP), baptisé plus prosaïquement « *plan 1000 caméras* », vient d'entrer dans sa phase active, avec le lancement de travaux d'aménagement dans les 20 commissariats d'arrondissement de la capitale. Depuis quelques jours, on y passe des câbles, on vide des bureaux pour installer des murs d'écrans où seront projetées les images de nouvelles caméras, dont certaines à vision nocturne. La moitié sera commandable à distance, à l'aide d'un minuscule joystick semblable à celui des consoles de jeu. « *La vidéo ne se substituera pas au policier, prévient le préfet de police de Paris, Michel Gaudin, mais elle va indéniablement révolutionner sa façon de travailler.* »

Dévoilée au Figaro, l'architecture du projet Gaudin va bien au-delà des 1000 caméras de rue annoncées. Certains policiers habilités pourront, d'un simple clic, accéder également aux images des 10.000 caméras installées par la SNCF et la RATP dans les transports urbains, bus, métro et RER. Mais aussi à toutes celles des sociétés privées qui auront passé des conventions pour mettre leurs caméras à disposition de l'État, comme le magasin du Printemps ou les gestionnaires du Parc des expositions de la porte de Versailles, du Forum des Halles, du Palais des congrès, du Carrousel du Louvre, du Stade de France ou du Parc des Princes. Les caméras du Musée du Louvre devraient aussi être connectées prochainement au système.

#### Un plan d'implantation négocié

Tout pourra être conservé en mémoire pendant un mois dans des armoires pleines de disques durs. Car aussi étonnant que cela puisse paraître, aucune séquence filmée par l'actuel réseau des 400 caméras de surface de Paris ne peut pour l'instant être enregistrée. Seules les deux salles de commandement de la préfecture, sur l'île de la Cité, peuvent, à ce jour, visionner les vidéos en direct d'un événement survenant dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, par exemple. Mais le commissaire de quartier est totalement aveugle sur son propre secteur. Le XIX<sup>e</sup> arrondissement, le plus criminogène de Paris, ne dispose, quant à lui, que d'une seule caméra de rue. Il en sera désormais truffé, selon un plan d'implantation négocié avec des comités de quartier et avalisé par la Ville de Paris. « *Et, croyez-moi, assure le préfet Didier Martin, secrétaire général pour l'administration à la PP, les riverains sont allés au-delà de nos propositions. Il a fallu installer dans la capitale 50 caméras de plus que celles initialement prévues.* »

À l'état-major de la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP), le commissaire Jérôme Foucaud a recensé les besoins des services. « *Le problème n'était pas tant le nombre de caméras disponibles que la façon dont elles allaient pouvoir être exploitées* », dit-il. En clair: il fallait un logiciel pour aider le policier à détecter et afficher uniquement les images utiles à son travail. Les étapes de l'élaboration de cet outil informatique, confiée à la société Iris, attributaire du marché, ont été supervisées par un ingénieur général de l'armement, Thierry Leblond. « *Concevoir un tel projet, c'est comme imaginer un système d'armes* », explique-t-il. Une maquette informatique a déjà été présentée au ministère de l'Intérieur, en attendant l'expérimentation grandeur nature du nouveau réseau vidéo de la PP en avril.

Si tout se passe comme prévu, dès la fin de l'année 2011, la police aura des yeux partout, pour les besoins d'un service d'ordre ou d'une filature, pour vérifier une information ou mettre sous surveillance un secteur à risques. Et pas seulement les commissariats. Car les 400 kilomètres de fibre optique posés à compter de février pour relier ce réseau tentaculaire vont alimenter 55 sites dans la capitale ou sa périphérie, comme la DCRI, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), centre névralgique du contre-terrorisme et du contre-espionnage, la caserne de Champerret, siège de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris, ou encore la salle de crise du ministre de l'Intérieur, dans les sous-sols de la Place Beauvau.

Même l'Élysée pourrait être connecté, pour les besoins de sa propre sécurité. Pour l'heure, Franck Louvrier, conseiller pour la communication de Nicolas Sarkozy, concède seulement que « *de nouvelles caméras vont être installées sur les ailes est et ouest du palais présidentiel, pour surveiller les entrées latérales.* » Mais « *uniquement en interne* », assure-t-il. L'éventuelle extension élyséenne du plan « 1000 caméras » demeurerait couverte, de toute façon, par le secret défense...

**Un article de Slate.fr du 20 décembre :**

**4.058 agences gouvernementales surveillent les citoyens américains. (21.12)**

Depuis les attaques du 11 septembre 2001 contre New York et Washington, beaucoup de choses ont changé dans la démocratie américaine et notamment la surveillance menée à l'intérieur du pays pour empêcher de nouveaux attentats. Le Washington Post vient de publier une grande enquête intitulée Monitoring America sur la façon dont sont surveillés étroitement les citoyens américains et les résidents étrangers.

L'enquête menée pendant des mois est construite sur plus de 1.000 documents et près d'une centaine d'interviews. Elle décrit un réseau secret et inimaginable de 4.058 organisations fédérales, des Etats et locales qui toutes ont à des degrés divers des responsabilités dans la lutte contre le terrorisme. Au moins 935 de ces organisations ont été créées depuis le 11 septembre 2001 ou sont devenues depuis cette date impliquées dans le contre-terrorisme. Personne ne peut réellement mesurer le coût de fonctionnement de cette immense organisation

«Neuf ans après les attaques terroristes de 2001, les Etats-Unis ont assemblé un vaste appareil de renseignement intérieur pour collecter des informations sur les Américains, utilisant le FBI (police fédérale), les polices locales, les bureaux du Département de la sécurité intérieure (Homeland Security) et des enquêteurs criminels de l'armée», écrit le Washington Post.

«Ce système est de loin le plus important et technologiquement le plus sophistiqué de l'histoire de la nation américaine: collectant, archivant et analysant des informations sur des milliers de citoyens et résidents américains qui pour la plupart n'ont pas été accusé de quoi que ce soit. L'objectif du gouvernement est que toutes les agences de maintien de l'ordre locales et dans les Etats nourrissent Washington en informations pour... le travail du FBI qui mène les enquêtes contre le terrorisme aux Etats-Unis», ajoute le quotidien.

L'enquête du Washington Post est parvenue à plusieurs conclusions dérangeantes.

D'abord, le fait que des technologies et des techniques utilisées sur le champ de bataille en Irak et en Afghanistan sont aujourd'hui entre les mains de forces de police américaines.

Ensuite, le FBI a construit une base de données baptisé Guardian (le gardien) contenant des milliers de noms de citoyens américains et de résidents dont le comportement a éveillé les soupçons et y a injecté de nombreuses informations personnelles sur les personnes ayant attiré l'attention. Cette base de données est accessible à un nombre grandissant de forces de l'ordre et d'enquêteurs ce qui fait craindre que bon nombre d'informations finissent dans le domaine public. Cette base contenait au début du mois de décembre 161.948 rapports d'activités suspectes. Mais seulement 103 rapports ont conduit à des enquêtes approfondies et cinq personnes ont finalement été arrêtées...

**Un article de Libération.fr du 21 décembre :**

**Loppsi 2: « une loi extrêmement dangereuse et régressive ». (22.12)**

«Loppsi =Diktatür». L'affiche flotte derrière l'Assemblée nationale, devant plus de 200 manifestants. Les percussions des sans-papiers couvrent les conversations, des voix s'élèvent contre cette seconde Loi de programmation pour la performance de la sécurité intérieur. Au même moment, à l'intérieur de l'Assemblée, les députés adoptent l'ensemble du projet de loi à 305 voix contre 187.

«*Cette loi nous paraît extrêmement dangereuse et très régressive. Elle correspond à un projet de société dont on ne veut pas, portant sur le contrôle et la répression généralisés* », assénait, un peu plus tôt en conférence de presse, Matthieu Bonduelle, secrétaire général du Syndicat de la magistrature. Ce dernier s'est associé au Clej (Collectif égalité, liberté, justice), qui appelle au retrait du texte et fédère plus de 70 associations, syndicats et partis politiques. Des organismes divers –du syndicat des avocats à la Quadrature du Net en passant par Jeudi noir- qui reflètent l'hétérogénéité d'un texte «*très touffu et complètement illisible*», selon le magistrat.

« Moins de yachts, plus de yourtes »

Parmi la batterie de 48 articles, un point choque tout particulièrement les manifestants: l'expulsion, décidée par le préfet, de toute personne vivant dans un logement susceptible de «*comporter de graves risques pour la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publiques*». Ce, dans un délai de quarante-huit heures, et sans l'avis d'un juge.

Fadila Berraz, de la Ligue des droits de l'homme, s'indigne: «*On expulse de manière expéditive, mais de l'autre côté, rien n'a été mis en place pour répondre aux besoins et aux obligations de l'Etat en matière de logement.*» Pour elle, les populations visées sont clairement les Roms et les sans-papiers. «*Mais cet article va concerner beaucoup plus de monde...* », poursuit la militante. Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole du DAL (Droit au logement), souligne que la loi pénalisera les populations précaires, victimes de la crise du logement. Une affiche, «*Moins de yachts, plus de yourtes*», rappelle qu'elle touchera aussi tous ceux qui ont choisi de vivre dans des habitats alternatifs, «*non conformes au code de l'urbanisme*».

C'est cet article sur le logement qui a décidé Jérémy à venir de l'Oise pour se joindre à la mobilisation. Après trois ans d'études, il se retrouve dans une situation financière intenable, et décide de troquer son loyer contre un camion aménagé. Son projet, occuper des emplois saisonniers pour rembourser ses dettes, est remis en cause. «*Maintenant, je suis inquiet de partir sur la route. Cette loi m'empêche de repartir d'un bon pied pour les prochaines années.*»

« On nourrit le totalitarisme »

Autre motif de crainte, les articles concernant l'accès à Internet. Mickaël, informaticien, reste sceptique: «*Le prétexte est de lutter contre la pédophilie. Mais ces sites sont déjà bien cachés sur des réseaux parallèles, les autorités seront incapables de les détecter. Par contre, ils auront les moyens de filtrer les sites politiques, qui les dérange...*»

Impossible, finalement, de faire le tour de tous les motifs de mécontentement: l'interdiction de vente à la sauvette, le fichage, l'identification par empreintes génétiques, la vidéosurveillance... Mais derrière cet arsenal, des lignes directrices se dégagent. Le secrétaire du syndicat de la magistrature y décèle une tendance à «*contourner le contrôle judiciaire* », et à «*vouloir détecter le plus en amont possible un comportement potentiellement délinquant* ». Une politique qui, selon lui, «*nourrit le totalitarisme*».

## Un article des Echos.fr du 23 décembre :

### Blé, coton, sucre, caoutchouc : pourquoi les prix s'envolent. (24.12)

Blé, maïs, colza, café, sucre, caoutchouc, cacao, coton, soja, riz : toutes les matières premières agricoles ont vu leurs cours s'envoler cette année, et parfois même franchir de nouveaux records. La hausse s'est souvent accélérée en décembre, comme si les opérateurs sur les marchés physiques achetaient par peur de manquer. Ou comme si les investisseurs, pariant sur une tendance haussière aussi en 2011, tenaient à terminer l'année avec des portefeuilles plus exposés aux matières premières agricoles. Ainsi, mardi, sur le marché à terme de Chicago, le coton pour livraison en mars a franchi un plus haut historique, à 159 cents la livre. Son prix a plus que doublé depuis janvier, soit la plus forte hausse depuis 1973. Le même jour, le sucre pour livraison de même échéance a atteint des niveaux jamais vus depuis vingt-neuf ans, à 33,65 cents la livre. Soit une hausse de 52 % en un an. L'arabica est passé de 135 cents la livre, en mai, à 220 cents. Il est au plus haut depuis treize ans. La veille, le caoutchouc avait pulvérisé des records, à 411,40 yens le kilo sur le marché tokyoïte, et progressé de 60 % sur l'année.

A Paris, si le blé pour livraison en janvier cote encore en dessous de son record absolu (261 euros la tonne en 2008), il n'en est plus très loin et son prix a gagné 70 % depuis janvier. Dans la foulée, le maïs s'est apprécié de 46 %, le soja de 28 %... A l'origine de cette flambée des cours, les caprices de la météo. Trop de pluies, ou pas assez. S'il y a eu quelques tentatives de main basse sur le marché, notamment cet été sur le cacao -le « hedge fund » britannique Armajaro a été jusqu'à détenir 7 % de la production mondiale -, ces situations ont été rares au final.

#### Contraste semestriel

Après la sécheresse qui a sévi cet été en Russie et ses conséquences importantes sur le prix du blé, le phénomène climatique qui place les matières agricoles sous pression a un nom : la Niña. Il fait osciller la température de l'océan Pacifique et entraîne souvent de fortes pluies en Asie du Sud et en Australie, ainsi que des périodes de sécheresse en Amérique du Sud. Des pluies diluviennes ont perturbé récemment la récolte de blé de l'Est australien. Idem pour le sucre comme pour le caoutchouc. Si à ce phénomène vient s'ajouter une pluviométrie anormale dans certains pays, comme au Pakistan ou en Inde, une grande partie des récoltes est endommagée. Au final, les raisons fondamentales à cette hausse sont toujours les mêmes : une production en berne dans l'incapacité de satisfaire une demande qui ne cesse d'augmenter, surtout tirée par la Chine. La croissance de cette dernière est quatre fois plus forte qu'en Europe. L'empire du Milieu a bien tenté de juguler les hausses des prix des matières premières mais les mesures prises ont eu pour l'instant un effet très limité.

*« Ce qui est saisissant, c'est le contraste entre le premier et le deuxième semestre 2010 sur le marché des céréales, note Emmanuel Jayet, responsable de la recherche sur les matières premières agricoles à la Société Générale. Sur les six premiers mois, les estimations des récoltes étaient très positives. L'environnement était baissier, même si les prix étaient à des niveaux élevés. Les plus bas de 2010 pour le maïs, le blé et le soja se sont avérés 50 % au-dessus des moyennes de 2005. »* Avec la sécheresse, la Russie a revu ses estimations de production en baisse de 30 % -ce qui a eu un impact majeur sur l'offre, ce pays étant l'un des premiers producteurs de céréales. Puis, ce sont les Etats-Unis qui ont dû réviser leur prévision de rendement, et enfin l'Australie. *« La leçon de 2010 pour les céréales, c'est que le pire peut arriver »*, conclut Emmanuel Jayet.

Sur 2011, cette tendance haussière risque fort de perdurer. La sécheresse en Argentine pourrait bien avoir un impact majeur sur les récoltes de maïs, de blé et de soja. Quant au sucre, pour que les prix se détendent, il faudrait une meilleure visibilité sur le nombre de tonnes que l'Inde va exporter, ce qui dépendra du bon vouloir du gouvernement.



## Un article de Libération.fr 23 décembre :

### Comment les banksters nous rançonnent. (titre du site) (24.12)

Le Canard enchaîné estimait mercredi à deux milliards d'euros annuels les revenus liés au découvert, en l'absence de chiffre officiel.

Le montant avancé comprenait les agios liés aux découverts autorisés, mais aussi les commissions dites d'intervention, qui sont prélevées à chaque fois qu'un client dépasse le montant autorisé ou se met à découvert sans y avoir été autorisé préalablement.

Le taux d'intérêt va d'environ 11% à 15% selon les réseaux pour le découvert autorisé, mais oscille plutôt entre 15% et 19% pour les dépassements non autorisés. La commission d'intervention, qui s'ajoute aux agios payés sur le découvert, coûte entre 5 et 10 euros.

«Pour un paiement représentatif, toutes les banques pratiquent donc un taux usuraire (supérieur au plafond fixé par la loi, nldr), et donc illégal, de découvert non autorisé», avait fait valoir l'association UFC-Que Choisir dans une étude publiée en juin.

En additionnant tous les frais liés au découvert, selon Eric Delannoy, vice-président du cabinet de conseil Weave, l'ensemble pèse entre 8% et 14% des revenus des établissements français sur l'activité banque de détail.

Sur la base du chiffre d'affaires des neuf principaux réseaux, les comptes dans le rouge auraient rapporté aux banques environ six milliards d'euros en 2009. «*On ne va pas vous dire que ce n'est pas une source de PNB*» (produit net bancaire, équivalent du chiffre d'affaires), reconnaît un banquier, sous couvert d'anonymat.

Bien qu'en nette diminution depuis la crise financière, les taux pratiqués restent élevés. Et aucune des banques interrogées par l'AFP n'explique comment ils sont fixés. «*Les banques tarifient tout ce qu'elles font, à des niveaux qu'elles sont incapables de justifier*», regrette Reine-Claude Mader, présidente de l'association Consommation, logement et cadre de vie (CLCV).

Pour Eric Delannoy, la loi sur le crédit à la consommation, initiée par la ministre de l'Economie Christine Lagarde devrait faire fondre ces revenus en modifiant la fixation du taux d'usure, le taux maximum applicable aux crédits. A compter de mai 2011, ce taux ne sera plus déterminé selon la nature du crédit mais selon son montant, ce qui doit contribuer à le faire baisser. Conséquence directe, «*les banques anticipent une baisse des revenus liés au découvert comprise entre 30% et 50%*», estime Eric Delannoy.

Par ailleurs, dans la foulée d'un rapport commandé par Bercy et publié en juillet, les banques se sont engagées à diviser par deux leurs commissions d'intervention pour les clients les plus fragiles. Le nombre de commissions sera aussi plafonné par jour ou par mois «*pour éviter des effets cumulatifs excessifs*», selon la Fédération bancaire française (FBF). Face à la perspective d'une contraction de leurs revenus traditionnels, «*les banques cherchent à réinventer leur relation avec les clients*» et à trouver d'autres sources de chiffre d'affaires, relève Eric Delannoy.

## Un article du Monde.fr du 23 décembre :

### Les liens entre Nicolas Sarkozy et les laboratoires Servier. (24.12)

Si Nicolas Sarkozy souhaite la "*transparence la plus totale*" dans le traitement du dossier du Mediator, comme il l'a affirmé, mercredi 22 décembre, "*[il] devra peut-être opérer quelques ruptures,*" avance Gérard Bapt, député PS de Haute-Garonne. Interrogé par Le Monde.fr, ce député, qui dénonce depuis plusieurs mois la dangerosité du médicament, évoque en effet les liens entre Jacques Servier, fondateur et PDG des laboratoires Servier, qui commercialisaient le Mediator avant son interdiction, et l'avocat d'affaires que fut le chef de l'Etat.

"*Il faudra être vigilant, car on connaît les liens entre M. Sarkozy et M. Servier, à qui il a remis récemment la grand-croix de la Légion d'honneur,*" explique notamment M. Bapt. Le député poursuit : "*Il [Nicolas Sarkozy] l'a fait rentrer [Jacques Servier] comme client dans le cabinet d'avocats dans lequel il travaillait.*"

#### SERVIER, "CLIENT HISTORIQUE" DE NICOLAS SARKOZY

Lorsqu'éclate l'affaire du Mediator, Jacques Servier déclare au *Monde* qu'il s'agit d'une "*fabrication*" contre le gouvernement. Il ne pense pas aux patients, mais au fait qu'à travers lui certains veulent nuire à Nicolas Sarkozy. Le fondateur et PDG des laboratoires connaît le président de la République depuis 1983. Le siège du laboratoire se trouve à Neuilly (Hauts-de-Seine), ville dont M. Sarkozy fut le maire.

Dans un article publié jeudi 23 décembre (ici en payant), Libération explique qu'en tant qu'avocat d'affaires, M. Sarkozy a travaillé "*pour le compte de Servier, à l'époque un tout petit labo français*". L'actuel président de la République devient ensuite "*le conseil du laboratoire en matière de droit des sociétés et de droit de l'immobilier*". Le quotidien cite un "*proche du chef de l'Etat*" qui qualifie Servier de "*client historique*" de Nicolas Sarkozy.

Des liens qui s'inscrivent dans la durée : selon Libération, à "*la fin des années 90, début 2000, Jacques Servier vient consulter Sarkozy au sujet de son projet de fondation*". Une fondation saluée neuf ans plus tard, lorsque Nicolas Sarkozy remet les insignes de la grand-croix de la Légion d'honneur à Jacques Servier. A cette occasion, il déclare : "*Vous avez fait de votre groupe une fondation ; Raymond [Soubie, ancien conseiller de M. Sarkozy à l'Elysée] et moi, on y a joué un rôle.*"

Selon le porte-parole du gouvernement, l'inspection générale des affaires sociales doit rendre un rapport sur le dossier du Mediator "*à la mi-janvier*". Une mission parlementaire vient également d'être créée.

---

## Un article de 20minutes.fr du 23 décembre :

### Servier a tenté de neutraliser des experts trop critiques. (24.12)

Les méthodes mafieuses du laboratoire du Médiator mises en lumière...

«*La Corée du nord de l'industrie pharmaceutique*». C'est comme cela qu'un ancien salarié des laboratoires Servier décrit son ex-employeur. Celui-ci, qui commercialisait l'Isoméride et le Médiator, avant leur interdiction, ont tenté d'utiliser l'intimidation pour «neutraliser» des experts médicaux trop critiques, selon *Libération* qui publie ce jeudi un «*fax confidentiel*» de la société.

Dans ce fax daté du 22 mars 1996 que le journal s'est procuré, Madeleine Derôme-Tremblay, présidente de Servier Amérique (et actuelle épouse de Jacques Servier), demande à la société Wyeth, qui commercialise l'Isoméride aux Etats-Unis, de «*préparer et de nous soumettre plusieurs plans qui pourraient neutraliser ces messieurs, sans paraître comme agressifs envers eux*».

«*Ces messieurs*», ce sont l'épidémiologiste français Lucien Abenhaim et son collègue américain Stuart Rich, auteurs d'une étude sur l'Isoméride remise en 1995 à l'Agence du médicament. L'agence française interdit alors toute prescription de l'Isoméride en France, mais le médicament est autorisé en 1996 aux Etats-Unis

jusqu'à son retrait en 1997. «*Coïncidence*», d'après les informations de *Libération*, le professeur Abenheim a reçu à cette époque des petits cercueils à domicile.

D'autres acteurs subissent des pressions toujours anonymes, sans que jamais le lien soit fait avec Servier, souligne le quotidien. Un haut responsable de l'Agence du médicament français a ainsi été menacé de mort par téléphone, un journaliste a été inquiété par des détectives privés et une avocate belge travaillant pour les victimes américaines a reçu une photo de sa fille allant à l'école. Selon *Libération*, Wyeth a dû provisionner 21 milliards de dollars (16 milliards d'euros) pour indemniser les victimes américaines de l'Isoméride.

## Un article de Slate.fr du 28 décembre :

### Pourquoi le banquier J. Attali se priverait-il ? (titre su site) (29.12)

Un article du banquier du PS, Jacques Attali. (titre de Slate.fr: *Jacques Attali: pourquoi se priver*)

Rien n'est plus stupéfiant, en apparence, que l'euphorie qui s'empare de tous les marchés boursiers en cette fin d'année. La plupart des analystes sont d'accord pour dire que la crise financière est terminée, que les marchés financiers sont sous-évalués, que les indices boursiers ne peuvent que monter massivement en 2011, même en Europe: le consensus est de plus de 10% pour le seul CAC 40.

Et pourtant, au fond, rien n'a changé: les dettes publiques et le chômage continuent d'augmenter dans presque tous les pays occidentaux, tandis que l'euro et le dollar se disputent le prix de la monnaie la plus fragile. En Europe, comme au Japon, la récession est bien là. Aux Etats-Unis, 17% de la population active est au chômage.

Cette contradiction apparente est facile à expliquer. Les prêteurs et les investisseurs ont fini par admettre que leurs rêves les plus fous étaient en train de se réaliser: banques centrales et gouvernements des pays développés sont prêts à se ruiner, en s'endettant, en émettant de la monnaie ou en achetant des titres sans valeur, plutôt que de laisser s'effondrer des banques ou des institutions financières. Ils sont prêts à les laisser faire tout ce qu'elles veulent pour maintenir leurs profits, même au prix de turpitudes extrêmes: spéculation pour compte propre, vente d'actifs à bas prix à leurs propres filiales, délits d'initiés, trading électronique «haute fréquence», le tout logé dans des paradis financiers et fiscaux.

Ces soi-disant gouvernants sont ainsi prêts à prendre tous les risques d'inflation, convaincus qu'elle ne se déclencherait pas, refusant de voir qu'elle est déjà là, dans les prix des biens de base que sont les logements et les produits alimentaires.

Le calcul des Etats et des banques centrales est à la fois simple et terrifiant. En agissant ainsi, ils espèrent entretenir la croissance de l'économie réelle le temps nécessaire pour mettre de l'ordre, se désendetter et attendre que la dynamique des pays émergents emporte le monde vers le haut. De toute façon, pensent-ils, aucune autre action n'est possible.

Le calcul peut se révéler juste: la hausse de la valeur des actifs et l'enrichissement des plus puissants pourraient porter la croissance le temps nécessaire au nettoyage d'ensemble du système. Au prix d'une ruine du service public, d'une aggravation du chômage et de la pauvreté, d'une baisse du pouvoir d'achat. Ce sont les causes mêmes de la crise actuelle: retour à la case départ.

Devant une telle démission des puissances publiques, les financiers ont raison: pourquoi se priver?

Commentaire.

Que dit-il, les "*banques centrales et gouvernements des pays développés*" seraient complices des banksters, non, qui l'aurait cru ? Comment cela, les gouvernements "*sont prêts à les (banques ou institutions financières) laisser faire tout ce qu'elles veulent pour maintenir leurs profits*", alors là c'est trop fort, sans leur accord ces voleurs ne pourraient plus sévir, ce serait peut-être ces gouvernements qu'il faudrait commencer par foutre dehors et les institutions politiques qu'il faudrait abolir, non ?

## Un article de Libération.fr du 29 décembre :

### Moins d'enseignants à la rentrée: toutes les académies trinquent. (30.12)

Aucune académie n'y coupera. Le ministère de l'Education nationale vient de boucler la répartition par académie des 16.000 nouvelles suppressions de postes d'enseignants prévues au budget 2011. Et tout le territoire est concerné.

Après déjà 16.000 postes en moins cette année, 13.500 en 2009 et 11.200 en 2008, à la rentrée prochaine il faudra faire avec 8967 postes de moins en primaire, 4800 en collèges et lycées dans le secondaire et 600 administratifs. Sachant que dans le même temps on attend 8900 nouveaux élèves en primaire et 48.500 dans le secondaire.

Dans le détail, ce sont les académies de Lille et de Nancy-Metz qui, en valeur absolue, doivent s'attendre à payer le plus lourd tribut, notamment dans le primaire. Mais une baisse des effectifs des écoliers est attendue dans ces deux académies. D'autres perdent en revanche des postes alors qu'elles accueilleront plus d'élèves, comme Créteil.

A charge maintenant pour les rectorats de se débrouiller pour raboter ici et là des postes, département par département puis établissement par établissement.

Le ministère dédramatise en soulignant que la répartition se fera «*au plus près des besoins*», «*en tenant compte des niveaux de difficulté sociale et des variations démographiques*», et «*sans dégrader la qualité de service*». Deuxième argument, les coupes concernent majoritairement les enseignants «*en surnombre*» – 5600 enseignants en primaire pour 3367 suppressions nettes, soit 0,9% du total des professeurs des écoles.

Qui sont ces profs répertoriés comme excédentaires? «*Un certain nombre d'enseignants ne sont, de fait, pas devant des élèves. Notamment des jeunes recrues en attente d'affectation, ou des enseignants qui effectuent des remplacements*», explique Josette Théophile, directrice générale des ressources humaines au ministère. «*Cela est dû essentiellement à des départs en retraites moins importants que prévu car les enseignants ont, ces dernières années, retardé leur départ d'un trimestre en moyenne, et dans une moindre mesure à des effets induits par la démographie, l'anticipation du nombre d'élèves ayant parfois été trop optimiste.*»

Les syndicats rétorquent que ces enseignants comptabilisés en surnombre sont en réalité essentiels: remplaçants, assistants de langue, aide aux élèves en difficulté (les fameux Rased), postes servant à la scolarisation pour la maternelle avant trois ans, conseillers pédagogiques.... «*Supprimer ces postes, c'est faire payer les suppressions de postes aux élèves les plus fragiles. C'est un contresens éducatif*», dénonce Sébastien Sihr, le secrétaire général du SNUipp, principal syndicat du primaire.

Deuxième conséquence, selon le syndicat, de cette «*asphyxie de l'école*», la fermeture annoncée de nombreuses classes, avec pour effet mécanique l'augmentation du nombre d'élèves dans les autres. Un «*très très mauvais signal*», que 25 organisations réunies dans le collectif L'Education est notre avenir (FSU, Unsa-Education et Sgen-CFDT, les lycéens de l'UNL et la FIDL, les étudiants de l'Unef, les parents d'élèves de la FCPE...) entendent dénoncer dans la rue le samedi 22 janvier.

**Un article de La Tribune.fr 29 décembre :**

**Les saisies immobilières repartent de plus belle aux Etats-Unis. (30.12)**

L'accalmie n'aura été que de courte durée. Au troisième trimestre, le nombre de saisies immobilières aux Etats-Unis a bondi de 31% par rapport aux trois mois précédents, selon les chiffres publiés ce mercredi par les autorités américaines. 382.000 mauvais payeurs ont ainsi été délogés entre juillet et septembre. Et le nombre de procédures en cours fin septembre a progressé de 4,5%, pour atteindre 1,2 million.

Selon Lender Processing Services, une société spécialisée dans les prêts immobiliers, 6,9 millions d'Américains présentaient encore un défaut de paiement sur leurs prêts hypothécaires fin novembre. En janvier, ils étaient 8,1 millions. Le Trésor américain a récemment appelé les banques à tout faire pour trouver des solutions et rééchelonner les échéances. Mais son objectif de 3 millions de prêts modifiés est encore très loin d'être atteint.

Les saisies immobilières devraient cependant reculer au quatrième trimestre, en raison d'une polémique sur leur régularité. Les grandes banques américaines sont accusées au mieux de négligence, au pire de fausses déclarations lors du traitement de milliers de dossiers visant à déloger les mauvais payeurs. Incapables de gérer l'avalanche des défauts de paiement, elles auraient notamment eu recours à des "*robot-signers*" (signataires automatiques) : des employés, souvent pas ou peu formés, qui paraphaient des centaines de dossiers par jour, sans prendre le temps de les vérifier.

Alors que les témoignages se multipliaient dans la presse, plusieurs établissements avaient suspendu temporairement toutes les procédures. Avant de les reprendre, à l'image de Bank of America qui assurait, après examen de l'ensemble de ses pratiques, être "*parvenue à la conclusion qu'elles étaient correctes*". Tout juste a-t-elle admis quelques erreurs, tout en assurant par ailleurs n'avoir procédé à aucune saisie non fondée.

L'ampleur prise par ce scandale avait poussé les procureurs généraux des 50 Etats américains à ouvrir, mi-octobre, une enquête commune. Cette enquête se poursuit et pourrait aboutir sur un accord. Le mois dernier, CNBC affirmait que les deux parties étaient proches d'un terrain d'entente. "*Nous en sommes encore loin, avait rétorqué Tom Miller, le procureur général de l'Iowa. Nous raisonnons plus en termes de mois que d'années mais tout dépendra de l'ampleur des modifications que nous souhaitons.*"

Selon CNBC, Bank of America, JPMorgan et Wells Fargo, qui représentent à eux trois la moitié du marché du crédit hypothécaire aux Etats-Unis, auraient accepté d'approvisionner un fonds destiné à indemniser les propriétaires injustement expulsés. Les modalités de financement et le montant des réparations seraient toujours en négociation. L'ensemble des demandes d'indemnisation serait traitée par un médiateur indépendant, avançant la chaîne d'informations financières.

"*Notre enquête ne se limite pas au problème des signataires automatiques, expliquait mi-novembre Tom Miller au cours d'une audition devant la Commission bancaire du Sénat. La priorité, c'est de réparer le système de rééchelonnement des prêts*". L'accord actuellement en négociation devrait ainsi prévoir qu'aucune procédure de saisie ne peut débuter avant que l'ensemble des options d'ajustement ne soient étudiées.